

LA
PRACTIQUE

IVDICIAIRE TANT CIVILE QUE
CRIMINELLE, RECEVE ET OBSERVEE
par tout le Royaume de France.

COMPOSEE TANT EN LATIN QU'EN

François, par **M. JEAN IMBERT**, Lieutenant Criminel
au siege Royal de Fontenay le Comte.

Illustree & enrichie de plusieurs doctes Commentaires, Interpre-
tations & Annotations, extraites tant du mesme Autheur, que
des Docteurs & Practiciens, tant anciens que modernes, Edicts,
Ordonnances, & Arrests des Cours de Parlements.

Par **M. PIERRE GVENOIS**, Conseiller du Roy, & Lieutenant particulier
au siege & ressort d'Yffoudun en Berry.

Troisieme Edition, reueüe & de beaucoup amplifiee par luy-mesme,
peu avant son decès.



Ex Legato



Cocini

A PARIS,

Chez la vesue **GVILLAVME CHAVDIERE**, rue S. Iacques, à
l'enseigne du Temps, & de l'Homme sauage.

M. DC. VI.

AVEC PRIVILEGE DV ROY POUR DIX ANS.



IOANNI LE ROY

V. C. SENATORI REGIO IN SVPRE-

MO CONSESSV PARISIENSI, PETRVS

GVENOIS, *Vicarius Præsidis Biturigum*

apud Yssodunum, S. P. D.



CCE tandem V. C. nostra Collectanea ad
libros IIII. Institutionum Forensium offe-
ro, ne te diutius promissi expectatione su-
spensum teneam, meamque fidem apud te
aliquando liberem. Habes igitur à me mu-
nus, non quale officij mei erga te ratio vel
expectatio forsitan postulabat, sed quale in ora libri olim
adnotaui priuatis studiis tantum notatum. Hęc autem per
multos annos disiecta, & quasi insuperhabita nuper colle-
gi, hortatu Guillelmi Calderij quōdam Typographi, dum
adiuiceret, tibi dilectissimi, nominique tuo inscripti & con-
secraui, multis constitutionibus nouis adscitis & curiæ
placitis, rebúsque memoratu non indignis, & ad tritutam
fori praximque forensem pernecessariis. Quæ optimè, vt
spero, patrocinio & auctoritate tua in publicum vulganda
cēseo. Quod vt tibi pergratum sit, & perpetuum me in te
obseruantix monumentū exstet, etiam atque etiam rogo.
Interea V. C. bene vale: Deumque optimum & maximum
oro atque obsecro, vt te bono publico natū quamdiutissi-
mè eū dignitatis gradum, ad quem te virtus & summa ge-
neris claritudo euexere, sanū incolumemque retinere patia-
tur. Datum Yssoduni Biturigum Kal. Ianuarij, M. DC. II.



LVDOVICI GVENOIS
AD PATREM.

M Oerēbat patris reputans numerosa trophæa
Pellæus iuuenis nil superesse sibi.
Verūm age, care pater, scriptis extendere famam
Perge tuam, & tempus vincere cuneta domans.
Gratulor, atque tuo cum nomine nomina nati,
In prima libri postulo fronte legi.
Sic quos euexit Capitolia ad alta triumphus,
Herentem lateri prolem habuere suam.

Natus annis 13.



ADVERTISSEMENT AV LECTEUR.

AYANT souuent pensé en moy-mesme les occasions qui auoient fait mespriser les Institut. Forenses de M. Iean Imbert Latines, ien'en ay point trouué de plus grâde, que celle qu'il a touchee en sa Preface Françoisse. Car il est certain & indubitable que la traduction Françoisse a faict que l'on ne tient à present plus conte des Latines, encores qu'elles soient composees en beaux termes, d'une belle methode & illustrees de plusieurs Decisions de Droit, seruans à l'explication de nostre Practique Françoisse. C'est pourquoy l'ay estimé estre raisonnable de les mettre & exposer en public, l'une & l'autre, Latine & Françoisse, afin que la Latine ne soit point d'oresnauant mesprisée, comme il est aduenü par cy-deuant, & aussi pour satisfaire à la memoire de defunct Guillaume Chaudiere vivant marchand Libraire Iuré, & Imprimeur, qui auoit eu cefoing tant qu'il a vescu d'orner les lettres par les impressions de plusieurs bons liures, & de continuer ce que defunct Regnaut Chaudiere son pere auoit faict autresfois. Lequel dès l'an M. D. XXXVIIII. auoit imprimé les Institutions Latines avec les glosses pour defunct Robert Estienne & pour luy: & mesmes que la premiere impression du premier liure des Institutions Françoises fut faite par luy en l'an 1545. comme il se peut voir encores en quelques Libraires, suiuant le Priuilege donné par le Roy François I. du nom. La veufue dudit Guillaume Chaudiere & Robert Foüet, & Nicolas Buon ses gendres, ont suiuant son intention faict mettre sous la presse ceste nouuelle Edition, pour le desir qu'ils ont de continuer à profiter au public: ceste pratique ainsi renouuелlee & reduicte en vne nouuelle forme, enrichie des plus belles & rares explications tirees des Droits Ciuil & Canonic, opinions des Docteurs anciens & modernes, le plus briueuement qu'il a esté possible. Il n'y auoit periode dans le corps de ces Institutions, qui ne fust suffisant de

faire vne page, ny page, qui ne peut réplir vn bon volume d'Annotations singulieres & remarquables pour l'intelligence de la Pratique Françoisé tant ciuile, que criminelle. Elles se trouuent esparées Es liures de Droit, & dans les plus grands escrits de tous les Docteurs & interpretes: mais nous les auons representees en leur simplicité & briefueté, le mieux qu'il nous a esté possible, nous accommodant entierement à l'intention de l'Autheur, afin de rendre l'œuvre plus agreable au lecteur, le trouuant orné & embelly de quelques belles fleurs prinſes & cueillies de la Conference des Ordonnances Royaux, & des plus ſignalez Arrests de la Cour, qui depuis les Editions faites par nostre Imbert, ont eu vogue, ſont receuës, approuuees & gardees de point en point. Au reſte vous ſuppliant, bening Lecteur, ne vouloir iuger à la volée de ceſte mienne entreprinſe, ou bien la blaſmer inconfiderement, vous aſſurant que me trouueriez touſiours preſt de me iuſtifier, ou bien de confeſſer & corriger mes fautes. Prenez donc en gré ce petit œuvre, qui contient vn ſommaire des Annotations de nostre Autheur, abrégé des Loix, Canons, Chapitres, Ordonnances Royaux & opinions des Docteurs, deſquels nostre Pratique & Iuriſprudence Françoisé eſt tirée avec vn grandiffime trauail. Leſquelles ont eſté appliquees le plus à propos qu'il a eſté poſſible aux lieux & endroits de nostre Autheur, qui auoient beſoin de quelque interpretation ou eſclairciſſement, afin de ſoulager le Lecteur, autant qu'il a eſté iugé eſtre raiſonnable, ſans paſſer neantmoins les bornes de Notes ou d'Annotations. Au moyen de quoy ſçachant que la Iuriſprudence Françoisé a eſté fort methodiquement traitée par nostre grand Praticien: mais que par ſucceſſion de temps pluſieurs choſes ont eſté changees & reformees par le moyen des Ordonnances Royaux, Arrests des Cours ſouueraines, & illuſtrees par les escrits de pluſieurs grands perſonnages, comme il ſera facile à iuger, liſant les Annotations qui ſont miſes à l'endroiect de chacun Chapitre.



TABLE CONTENANT SOMMAIREMENT L'ORDRE ET

SVITE DES CHAPITRES TANT EN

Latin que François.

LIBER I.

- I. De citatione. 1
II. De in ius vocandi formula. 12
III. De citatione ex rescripto. 16
III. De citatione ex iudicis
edicto, vel rescripto principis so-
lutionem indicente 19
V. Quomodo quis in ius vo-
candus. 36
VI. De citatione absentis, & sui
copiam non facientis, per præ-
conium. 41
VII. De eremodicio & rei con-
tumacia. 47
VIII. De contumacia, quæ vno
edicto perficitur. 51
IX. De duobus eremodiciis
seu edictis: & in quibus cau-
sis contumacia duobus edictis

LIVRE I.

- I. Des Jugemens & Actions, avec leur
division & forme de faire les Adournemens ou Exploits. 3
II. Des adournemens libellez, exploits,
commissions & saisies: ensemble des opposi-
tions & appellations sur icelles. 13
III. En quel cas par cy-deuant on vsoit
d'adournemens libellez, & quand on doit
commencer procez par vertu de lettres
Royaux. 17
III. Des mandemens de debit, & de
l'execution d'iceux. 21
V. Comment on doit faire les Adournemens. 37
VI. Comment on doit proceder à faire
adournemens à son de trompe: ensemble de
la creation des Sergens & du pouuoir des
Greffiers. 42
VII. Des defauts & contumaces. 48
VIII. Des defauts sur adournemens
avec intimation, asseuremens, & lettres de
benefice d'inventaire. 52
IX. Des matieres esquelles il faut ob-
tenir deux defauts pour auoir sentence

TABLE DES CHAPITRES.

perficitur.	59	par contumace.	60
x. Continuatio cap. præcedentis, seu potius explicatio actionum, quæ duobus edictis contumacem reum peragi desiderant.	61	x. Des matieres privilegiees auant l'Ordonnance 1539.	62
xi. Quando citatio, aut editum actionem completi debet.	63	xi. Des sentences de contumaces sur deux defauts, condamnation de despens desdits defauts ensemble des adournemens sur le profit d'un defaut, & de la difference des matieres privilegiees.	64.
xii. Quomodo quatuor edictis conuincatur contumacia.	68	xii. Si l'adournement en matieres de defauts est valable, quand il est baillé au Procureur de la partie, qui a comparu une fois: & de la matiere des defauts & contumace au iugement d'iceux, & reparations des benefices.	69
xiii. De actoris contumacia ante litem contestatam.	77	xiii. Comment on procede contre le demandeur defaillant auant contestation en cause, & de la nature & effet des defauts & congez.	77
xiiii. De actoris & rei contumacia post litem contestatam.	79	xiiii. De la contumace apres contestation en cause, & forclusions.	80
xv. De iudicio inter præsentés agitando, cuiusque ordine.	82	xv. De l'ordre iudiciaire & procedures, quand il n'y a contumace.	82.83
xvi. De interdicto retinendæ possessionis, & quomodo hodie proponatur.	84	xvi. De la forme de proposer la demande en matiere de complainte en cas de saisine & nouuelles des diuerses especes d'icelle, & de ce qui en depend.	84.85
xvii. De forma interdicti unde vi instituendi.	96	xvii. De reintegrande & adueu, requêtes personnelles & hypothecaires pour arrearages de rente ou autre chose: ensemble des compromis, transactions, election de domicile & constitution de Procureur.	97.
xviii. De iudicis iuratione au reicctione, quam re-		xviii. Des recusations & incompetences des Juges, Edition & exhibition de lettres, & quelles personnes	98
			cula

TABLE DES CHAPITRES.
 cufationem vocant. 118 *font tenuës informer de leur qualite. 119.*
 120

xix. Quando in rem præ-
 sentemceatur, & quādo non.

129

xx. De laudandis auctori-
 bus. 134

x xi. De Fori præscriptio-
 ne. 146

xxii. Quibus in locis quis
 apud nos conueniatur. 147

xxiii. De litib⁹ iurisdic-
 tiõ regię specialiter attribu-
 tis. 157

xxiiii. In quibus causis cle-
 ricus coram laico iudice ci-
 uiliter conuenitur. 165

xxv. In quibus causis lai-
 cus cõueniatur coram Pon-
 tificio iudice. 173

xxvi. An laicus sponte co-
 ram iudice Pontificio litigā-
 do, cum approbet : & quo-
 modo ei succurratur. 177

xxvii. De priuilegio fori,
 quod scholasticis, compe-
 tit. 183

xxviii. De fori priuilegio in
 principis aula, vel in iupre-

xix. De monstree ou veuë, & en quels
 cas n'eschet veuë. 130

xx. Du delay de garant. 137

xxi. Des renuoi & fins declinatoires.
 147

xxii. Suite du Traicté des renuoi &
 fins declinatoires : en quelles matieres on
 doit conuenir le defendeur pardenant le
 Iuge de son domicile : ensemble de l'in-
 competence des Iuges, & comme les ren-
 uoi ou obeissances sont demandez avec le
 Seigneur ou sans le Seigneur. 149

xxiii. Des cas Royaux ou prinilegiez,
 dõ la cognoissance appartient aux Iuges
 Royaux, mesmes par prenention ou euoca-
 tion par eux faicte. 159.160

xxiiii. Des cas esquels les Cleres & au-
 tres personnes Ecclesiastiques peunës estre
 conuenues pardenans le Iuge lay. 166

xxv. En quelles matieres l'homme lay
 peut estre conuenu deuant le Iuge d'Egli-
 se. 173.174

xxvi. Si l'homme lay procedant volon-
 tairement pardenant le Iuge d'Eglise, ap-
 prouue la iurisdiction Ecclesiastique, &
 des remedes que les Iuges ou parties peu-
 uent vser contre les citations, ou entrepri-
 ses de leur iurisdiction. 179

xxvii. Des priuileges des Escoliers: en-
 semble des Conseruateurs des Vniuersi-
 tez. 185.186

xxviii. Des priuileges ou commisti-
 mm oltroyez à ceux qui ont leurs

TABLE DES ma curia agentium.	CHAPITRES. causes commises aux Requestes du Palais à Paris & en quelles matieres ils ont lieu.
xxix. In quibus causis cessat fori præscriptio.	195
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	202
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209
xxx. Satisfactio iudicatum solui sublata.	209

TABLE DES CHAPITRES.

xxxviii. De interrogationibus in iure faciendis. 276

xxxix. De iis quæ testium productionem antecedunt. 281.

xl. De testibus producendis. 288

xli. De testimonio inuitis denunciando: seu de testibus ad testificandum cogendis. 292

xlir. Quæ testium remorentur interrogationem. 295.

xliii. De forma conscribendi testimonia. 299

xliv. De testium productione ante litem contestatam. 305

xlv. Quid confectis testimoniis debeat fieri. 309

xlvi. De reprobanda ac tuenda testium examinatione. 314

xlvii. De proferendis instrumentis, & quomodo opugnentur ac defendantur. 319

xxxviii. Des réponses de vérité ou cathégoriques: & des interrogatoires faits aux parties sur faits & articles pertinens. 277

xxxix. Des enquestes faites par les Enquesteurs iuges suivant l'Edit: ensemble des adjoints: & recusations proposées par les parties contre les Commissaires pour le fait des enquestes. 282

xl. De la forme qui se doit garder au fait des enquestes & reception de tesmoins, soit en absence ou presence des parties, ensemble des protestations par elles faites. 289

xli. Des tesmoins qui peuvent estre contrains à porter tesmoignage, & deposer, nonobstant leur resm. 293

xlir. Des empeschemens qui surviennent en procedant à la confession de l'enqueste: & quand les Commissaires peuvent passer outre: nonobstant appellations ou oppositions quelconques, & declarer les causes de recusation non receuables. 296

xliii. Des procès verbaux des enquestes & tourbes de tesmoins. 300

xliv. De la forme de l'examen à futur: & en quelles matieres il a lieu. 306

xlv. De la nomination des tesmoins & examen, hors le delay de ceux qui sont recueus dans iceluy: & que les delais sont communs moyens de nullité. 310

xlvi. Des objets & reproches de tesmoins & preuve d'iceux. 315

xlvii. De l'appoinement à produire, inventaire de pieces, productions de lettres, collations & extraits, comparaisons & reconnaissance de lettres compulsaires, contredits & saluacions. 320

TABLE DES
xlvi. De testimoniis refi-
gnandis seu publicandis.
329

xlx. De porrigendo cal-
culo iudicandi, seu causæ
conclusionē. 336

I. De sententiis & interlo-
cutionibus omnium iudi-
cum. 344

II. De sententiarum conce-
ptione. 349

III. De sententiæ appendi-
cibus, litis sumptibus, & de eo
quod interest. 356

IIII. De executione rei iud-
icatæ, quæ iudicis cognitionem
exigit. 361

IIIII. De executione rei iud-
icatæ intra certum tempus,
quæ iudicis cognitionem nō
desiderat. 369

lv. De mobilibus pignera-
dis, & eorum auctione. 373

lvi. De executoris opera,
mercede seu salario. 377

lvii. De immobilium pi-
gnatione & fundorum cu-
ratoribus, eorumque officio.
385

CHAPITRES.

xlvi. De publication d'enquestes, in-
scription en faux contre les depositions des
tesmoins, preuve d'alibi, subornation de
tesmoins, moyens de faux, & recellemens
de tesmoins en matiere civile. 330

xlx. De l'appointement en droit apres
la publication d'enqueste. 337

I. Comment le iuge doit donner sa sen-
tence, quel conseil il y doit appeller, dans
quel temps il la doit prononcer: ensemble
des sentences interlocutoires, & de l'appel
du deny de iustice. 345

II. De la conception & prononciation
des sentences. 351

III. De la condamnation des despens,
dommages & interets, taxes & liqui-
dation d'iceux. 356

IIII. De l'execution des sentences qui
desirent connoissance de cause: ensemble
de la continuation de la taxe des despens
& restitution de fruits. 362. 363.

IIIII. De l'execution des sentences qui
ne gisent en connoissance de cause, &
dans quel temps les Huissiers ou Sergens
les peuvent mettre à execution. 370

lv. De l'execution des meubles, vente
& adjudication d'iceux faite par le Ser-
gent. 373. 374

lvi. Des frais & mises d'execution,
& comme on se pourvoit contre le corps
d'une parroisse & les tiers opposans..
377

lvii. De la saisie des immeubles, esta-
blissement de Commissaires, ensemble de
leur devoir au fait de leur commission,
& comme ils sont tenu rendre conte.
387

TABLE DES CHAPITRES.

lviii. De rerum, quæ soli
sunt, auctione & subhastatione.
395

lix. De controuersia inter
pignoratorem, & eos qui au-
ctioni intercesserunt. 400

lx. De forma nominis in
causam iudicati capiendi.
422.

lxi. De iudicati executione,
qua dari præcipitur quantitas.
428

lxii. Quomodo condemnatus
adiudicatum faciendū
cogatur, ubi nec mobilia, nec
res soli extant. 431

lxiii. In quibus causis lo-
cum habet moratoria dila-
tionis exceptio. 441

lxiiii. De sententiæ execu-
tione, quæ rem iubet restitu-
i. 448

lxv. Quarum sententiarum
executionem non re-
moratur appellatio. 453

lviii. De la solemnité qui se doit
garder en toute saisie, par criées & sub-
hastations publiques. 396

lix. Des oppositions formées aux criées,
certifications d'icelles, ordre des créan-
ciers opposans aux criées, pour la distribu-
tion des deniers, encheres, consignation,
deliurance du decret, appel, & cassation
d'iceluy. 404

lx. De la forme qu'on doit garder sur
le fait des saisies & Arrests des debres
dûes aux obligez & condamnéz, ven-
te de leurs estats ou offices, ensemble de
la cession d'actions & prerogative d'hy-
potèque speciale. 423

lxi. De la maniere d'exécuter les senten-
ces par lesquelles l'on est condamné à
bailler bled, vin, huile, &c. ensemble
de l'appréciation desdites especes.
429

lxii. De la forme dont l'on procede contre
les condamnéz qui empêchent l'exécu-
tion, ou cachent leurs meubles : ensemble
contre ceux qui n'ont de quoy payer, &
des censures & excommunications contre
les Ecclesiastiques. 434

lxiii. Des respits & en qu'elles choses
ont lieu. 434

lxiiii. De l'exécution des sentences
contenant restitution de biens tant meu-
bles, qu'immeubles : & de la peine de
ceux qui sont refractaires & desobeis-
sans ausdites sentences. 449

lxv. Des sentences ou appointemens
executoires nonobstant l'appel : & de l'ex-
écution des sentences des Juges Ecclef-
ensemble des appellations comme d'abus
454

TABLE DES CHAPITRES.

lxvi. Varia sententiarum exempla, quas appellatio non remoratur, explicantur. 465

lxvii. Alia sententiarum exempla proponuntur. 468

lxviii. Alia iterum exempla proponuntur. 472

lxix. Alia iterum exempla explicantur. 475

lxx. Iterum proponuntur alia exempla sententiarum, & præcipuè executionis instrumentorum, quibus quis obligatur. 478

lxxi. Quæ adhibenda sint, ut sublata appellatione, sententiæ fiat executio. 480

lxxii. Appellatione desertæ, quomodo sententia mandetur executioni. 485

lxxiii. Epilogus libri primi. 488

lxvi. Continuation de la matière des sentences exécutoires nonobstant oppositions ou appellations quelconques. 465.

lxvii. Suite des autres espèces de sentences diffinitives aussi exécutoires, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. 468

lxviii. Des sentences données pour taxation d'espices, condamnations d'amendes & sentences données par les arbitres pour la peine, sont exécutoires nonobstant l'appel. 473

lxix. Des appellations des decrets, octroy de lettres Royaux, & si on peut passer outre à l'exécution nonobstant lesdites appellations. 476

lxx. De l'appel des sentences diffinitives & execution des lettres obligatoires, & autres sentences de garnison. 479

lxxi. Des sentences données par contumace, exécutoires nonobstant oppositions ou appellations quelconques, ensemble des cautions qui se donnent en execution desdites sentences exécutoires par dessus l'appel. 481

lxxii. De la desertion d'appel. 486

lxxiii. Epilogue de ce premier livre. 488

LIBER II.

I. De appellationibus. 492

II. Quomodo appelletur. 497,

LIVRE II.

I. Des appellations, de quelles personnes on peut appeler: ensemble du temps de releuer, & du relief de l'illicé. 493

II. Pardonans qui l'appel doit estre formé, & où il sera releué. 497

TABLE DES CHAPITRES.

III. Quando appellatio superior offerenda. 500

III. Intra quod tempus decuriis inferioribus offeratur appellatio. 513

V. Qui ex rescripto appellatorio conueniendi. 521

VI. De differentia locorum iurisdictionum & propriis moribus utentium. 528

VII. De contumacia appellantis, cuiusque aduersarii apud inferiores decurias ante litem contestatam. 537

VIII. De contumacia post litē contestatā apud curiam supremam & inferiores. 544

IX. De iudicio appellationis inter presentes agitando, ac primum eius appellationis quæ à vocali sententia est interposita. 546

X. De serie cōtexendæ appellationis à sententia tabulari interpositæ. 548

XI. De litis contestatione in appellationis iudicio. 550

XII. De iniuria, causis, testibus & tabulis, in priore litis instrumento non contentis, adhibendis. 564

III. Des diuers degrez des iurisdictiones de France, pour releuer les appellations, & de n'obmettre le iuge moyen ensemble des appellations comme d'abus. 501

III. Dedans quel temps il faut releuer les appellations. 514

V. Des intimations & adiournemens en cas d'appel, & contre quelles personnes ils peuent estre faicts. 522

VI. De la difference entre le pays coutumier & de droit escrit, en causes d'appel: ensemble des exceptions par appel. 530

VII. Des defauts & contumace en cause d'appel. 540

VIII. Comment on procede à contumacer les defaillans en cause d'appel en la Cour de Parlement. 545

IX. Comme l'on procede entre presens. 547

X. De porter ou enuoyer le proces par escrit au Greffe de la Cour, ensemble de la taxe du port dudit proces. 549

XI. De la conclusion ou proces comme en proces par escrit, & instruction de la cause apres ladite conclusion, ensemble des fins de non proceder. 551-552

XII. Des griefs hors le proces & responses à iceux, ensemble des nouueaux faits & production nouuelle. 565

TABLE DES CHAPITRES.

xiii. De sententia in appellationis iudicio, & renuntiatione appellationis: & quando liceat ab ea desistere. 569

xiiii. De appellatione in remedium vicemque intercessionis commutanda. 581

xv. De litis remissione ad cum faciendâ à quo appellatum est. 585

xvi. De supplicatione adversus res iudicatas à supremo confessu. 591

xvii. De litis sumptibus apud supremam curiâ taxandis. 603

xviii. Epilogus. 619

LIBER III.

i. De quibus criminibus & apud quos iudices quærat: & de duobus generibus persequentium criminis accusationem. 623

ii. De criminis admissi elogio seu quæstione. 632

iii. De citatione accusati, eaque præconis voce trino nundino promulganda. 637

iiii. An procurator pro eo criminis admittatur: &

xiii. De la forme & maniere de voider les appellations, ensemble des acquiescements & renonciations aux appellations, 570. 571

xiiii. Des lettres Royaux pour convertir les appellations en opposition. 582

xv. De la forme de prononcer les sentences en causes d'appel quand il est dit mal jugé. 586

xvi. Des moyens ordinaires de se pourvoir pour la retraction des Arrests par lettres Royaux en forme de requête civile, ou de proposition d'erreur. 692. 693

xvii. Des taxes des despens faites en la Cour de Parlement par les Commissaires: ensemble des appellations qui en sont interjetées. 605. 609

xviii. Conclusion de ce liure second, & de toute la procedure civile. 619

LIVRE III.

i. De la diversité des iurisdicitions en ce Royaume: ensemble des accusateurs & denonciateurs. 624

ii. Des informations, decrets de prise de corps & d'adournement personnel, & execution d'iceux. 632

iii. Des defauts & contumaces en matiere criminelle, adournemens à trois brieftours: recollement par contumace, brieftours de prison, vifitation & rapport de Chirurgiens ensemble de la provision qui se doit adinger. 638

iiii. Des excoines, renuvis en matiere criminelle, mesmes pour les Clercs & de mettre les defauts & contumace

quo-

TABLE DES	CHAPITRES.
quomodo reus aduersus sententiam ipsius latam restituatur.	<i>consumace au neant en respondant les despens.</i> 646
v. Quomodo reus criminisprehendatur.	v. Des executions des Decrets de prise de corps, & forme de proceder en matiere criminelle, quand l'accusé est present. 653. 654
vi. De exceptione fori declinatoria.	vi. De la fin declinatoire, cas priuilegié: ensemble de la competence ou incompetence des Iuges, mesmes des Ecclesiastiques. 657. 658
vii. De criminibus ad regiam & Pontificiam iurisdictionem promiscuè spectantibus.	vii. Des crimes dont la cognoissance appartient indifferemment aux Iuges d'Eglise & laïcs: ensemble de la punition des calomniateurs. 667. 668
viii. Ex quibus delictis clericus apud iudicem regium conueniatur.	viii. Des crimes & autres cas, pour lesquels vn Clerc ou Prestre peut estre de bouté de son priuilege de clericature. 672
ix. Quomodo clericus ad Pontificium iudicem remittatur.	ix. Du delict commun & cas priuilegié: ensemble de tout ce qui en despend, mesmes des appellations interjectées du deny de Iustice. 695. AAaaa
x. Quomodo reus interrogetur de criminibus.	x. Des interrogatoires faits aux accusés: ensemble des fins de non receuoir qui se doiuent proposer auant l'interrogatoire. 707. CCccc
xi. De constituendo capitali iudicio.	xi. Des sentences interlocutoires en matiere criminelle, concernant la reception en procès ordinaire. 702. DDddd
xii. De testibus criminis indicibus, aliisque euocandis & cum reo committendis.	xii. Des sentences interlocutoires contenant les recellemens & confrontation de tesmoins. 705. EEeee
xiii. De custodia reorum donec testimonia completa fuerint: innocentia & obiectorum in testes probatione.	xiii. Des recellemens & confrontation de tesmoins, ensemble des faits iustificatifs de l'accusé. 709. EEeee
xiiii. De quaestionibus seu de reo tormentis subiiciendo.	xiiii. Des ingemens de questions & sortures. 721

TABLE DES CHAPITRES.

xv. Quomodo reus compenditur seu ampliatur, & ad iudicij ciuilib ordinem fiat transitus. 728

xv. De la forme que les Iuges doiuent garder le procès criminel fait & parfait, pour proceder au iugemens d'iceluy, mesmes de la reception en procès ordinaire, s'il est besoin. 629

xvi. De forma capitalis sententia instar ciuilib seu ordinaria agitanda. 731

xvi. Des enquestes & autres procedures faites apres la reception en procès ordinaire : ensemble de la representation de l'accusé au iour du rapport des enquestes, & obligations de ses cautions. 732

xvii. De criminis remissione à principe facta iudici approbanda. 737

xvii. Des graces, remissions, pardons ou lettres de purgation ou d'innocence: ensemble de la confiscation. 738. 739

xviii. Quomodo lis super diplomatis uenialis approbatione procedat. 748

xviii. De l'instruction du procès criminel pour raison de l'enterinement des lettres de grace, remission & pardon. 749

xix. De muneribus nõ prebendis quæritori seu iudici causæ capitalis, regio patrono & Procuratori. 754

xix. Des defences faites aux Iuges, Aduocat & Procureur du Roy, de ne prendre aucune chose pour l'eslargissement d'un prisonnier, ou enterinement des lettres de grace ou remission. 755

xx. Quādo publicus & priuatus accusator summæ & petitionis principalis formulam tradunt, & de sententia in ipsum accusatorem aut reum proferenda. 759

xx. Des conclusions du Procureur du Roy ou Fiscal: & parties en matiere criminelle chacune à leurs fins, & comme la sentence doit estre conuüe & prononcée. 760

xxi. De variis suppliciis nõ vulgaribus apud nos receptis. 763

xxi. Des amendes honorables & pecuniaires & autres peines corporelles receues en France, ensemble de la liquidation des dommages & interets en matiere criminelle. 764

xxii. Epilogus libri tertij. 769

xxii. Epilogue ou sommaire de ce troisieme liure. 769

TABLE DES CHAPITRES.
LIBER IIII.

I. De appellationibus in
causa capitali: & quomodo
rei ad summum iudicem de-
ducendi sunt. 807

II. Quando reus pendente
appellatione in custodia de-
tineatur. 813

III. Appellationis iudicia,
quomodo in absentes exer-
ceantur. 818

IIII. De sententia super ap-
pellatione in causa capitalis.
821

V. De sententiæ pronuntia-
tione in causa capitalis, & que-
nam sententiæ in his causis
capitalibus sublata appella-
tione executionem obtine-
ant. 824

VI. De sententiarum capita-
lium executione. 830

LIVRE IIII.

I. Des appellations en matiere crimi-
nelle: & comme elles se doiuent rele-
uer, ensemble les prisonniers menez à
la Cour avec leur procès. 808

II. En quel cas l'accusé est tenu com-
paroir en l'estat en cause d'appel, &
consigner les amendes. 814

III. De la forme de proceder en cau-
se d'appel quand les parties sont pre-
sentes ou absentes. 819

IIII. Des sentences & Arrests don-
nez en cause d'appel en matiere crimi-
nelle. 822

V. De la forme de prononcer les sen-
tences en matiere criminelle, & quel-
les sont executoires nonobstant oppo-
sitions ou appellations quelconques. 826

VI. De l'execution des sentences en
matiere criminelle. 831

FINIS.

ī ij



IOANNIS IMBERTI

RVPELLANI, FONTENAIEN-

SISQVE RERVVM CRIMINALIVM QVÆ-

sitoris, in Libros Institutionum Forensium,

PRÆFATIO.



Minum ferè populorum more admodum antiquo comparatum est, ut certatim quisque non solum res à suis praeclarè gestas, sed etiam sua regionis doti, ritui, institutis, que literis mandaret. Nam ut à cæterorum facile principibus incipiam, moris huiusmodi rationem cum Græcis, tum Romanis tanquam naturæ cogensitam fuisse in promptu est. Nihil siquidem apud eos extitit unquam adeò ignobile, aut ridicule vanitatum, quod hi uberrimo stylo annalibus suis non accumulauerint. Quinetiam & apud Hebræos & Egyptios, reliquisque barbaras nationes idem ipse mos inualuit, ut tum ex eorum monumentis, tum ex Plutarchi parallelis perspicuum est. Galli autem propè soli ab hoc rerum scribendarum instituto alienos se multis quidem sæculis præstiterunt, non quòd eis deesses aut materia, aut dicendi vi atque facultas: quippe satis constat Græcorum, Latinorumque testimonium, eos non modo re militari forensisque, sed etiam doctrina tum exotica, tum genuina, necnon Astiæ in primis sacundia gloria floruisse. Atqui ea religione semper fuerunt obstricti, ut nefandum putarent suos sacros publicosque ritus literis divulgari: quod (ut apud Iulium Cæsarem traditum est) neque eos in vulgum efferri vellet, neque illos qui discerent, scripto confisos, memoria minus studere. Huius profeclio instituti observationem ita pertinaciter retinuerunt, ut ex veteribus Gallis sacundioris & eloquentioris præci illius sæculi neminem acceperimus suorum historiam scriptis prodidisse: nisi fortè Ditaphorum, quem ne Gallica quidem nationi vendicare ausim. Solum enim ipsum nomen ex illius Plutarchi parallelis didicimus, neque ex eius monumentis quicquam titulo amplius superesse audiuimus. Sed cle-

mentioribus satis istam superstitiosam consuetudinem minuere iam cœperunt: quandoquidem hi pene omnes maiorum suorum genus, seriem, stratagemata, domesticosque uiuendi ritus non minore copia quàm uenustate literis illustrarunt: Sunt etiã qui iudiciorum quæ in Gallia celebrantur, disciplinam scripto redegerunt: quorum quidem non tam Latialis sermone, quàm uel Gothico, uel Uuandalico, alij autem uernaculo usi sunt: uerum sparsim, nulloque ordine, & quasi per satyram. Quamquam autem hi in eo negotio magna elaborauere diligentia, tamen hi contigit ut temporum (in quæ inciderunt) iniuria, magis quàm eorum incuria quæ Latine conabantur scribere, barbaries horrenda sedauerit. Natura enim simplici in genere (ut extat apud Marc. Tullium) nihil ex omni parte expoliuit. Itaque tanquam ceteris non sit ualitura quod largiatur si uni cuncta concesserit, aliud alij commodi aliquo adiuncto incommodo muneratur. Sed & quæ ab illis concripta fuerant, maxima ex parte iam diu à foro explosa sunt: siue temporis ratio, ac uarij rerum successus in causa fuerunt, siue recentiorum acumen maius, uerèque magis exculti. Cum uerò humaniores literæ tanquam postliminio sint nobis redditæ, amque omnia germano Latine concinnatæ candori restituta sint; ab officio procul abesse uideremur si cessaremus cum hanc iudiciorum nostrorum disciplinam barbaries illius situ repurgare, tum quæ ab ætatis nostræ hominibus uel recepta, uel fortassis etiã felicius excogitata sunt, & nostro saculo & posteritati relinquere cognoscenda. Quippe nulla Reipubl. nostræ instituta cognitione digniora sunt, quàm ea quæ ad iudiciorum formulas spectant. Nam si honestatem animaduerteris, quæ cum his studiis conferri potest, quibus iuris civilis prudentiam diu intra parietes præmeditatam in forum ad communem hominum uisitatam proferimus: ea hercè, ut reliquæ artes, si nulla rerum actio sequatur, manca sit & mutila, sed etiam præ ceteris usum exercitationemque desiderat, ab his maximè quæ eius peritia uideri gestiunt antecellere. Quod si publica commoditatis ratio queritur, unde hæc uerum, quàm à iustitiâ emanat: cuius fructus copiosissimos nemo non minùs quàm ipsi soli admirantur: iustitiâ autem sine iudiciorum coëctione, soliuaga quodam modo est, at quæ seipsum elanguescit. Ceterum si quis sapiens rei nummaria rapiatur auaritia, non aliunde felicius expletur: nec ingenuus & liberalis magis questus, quàm eo qui à forensi basilica peritur. Namque Stratoles & Dromocleides (ut Plutarchus meminit) ad curiam & tribunal tanquam ad messem auream se iuuare solebant. Verum turpissimum est & valde indecorum in foro versari, causis que orare, si hæc institutorum pars ignoraretur. Quemadmodum enim S. Sulpit. Q. Mutinus exprobrauit, quod cum causis orandum vacaret, iuris tamen civilis studium negligeret: ita quis, quantumuis iuris eruditione fretus, nisi hæc forenses formulas diutius antea pertractauerit, à circumforaneis etiam in iustis inter postulandum ridebitur. Deinde cuiuslibet conditionis homines harum formularum scientia non uidebitur egere. Quis enim unquam sine controuersia cuiusdam nubecula uitam transgessit? Sane quo quis est locupletior, eo litibus magis implicatur. Itaque magno id co. modo cessurum omnibus arbitror, si per se ipsos quæ causa cursus agenda suadeat, possint ediscere. Quippe sapiens aut ruri agentibus, iure consultorum ac pragmaticorum copia non datur, aut repentinum negotium eos aduendi, consulendique facultatem intercipit. Quamobrem & si nostrum fortè impar uiribus, honestis

certè, utile, necessariumque munus hoc subeundum existimavi, ut hanc rein-
 stramentum disciplinam ab illa prisca barbarie exuerem, huiusque formulas po-
 litiore quodam Latina orationis filo conextendas alacris aggrededer. Quod si
 omnino assequi non poterimus, id tamen sequi possimum studebimus, ut qua
 apud plerosque auctores annotaverimus his formulis accommodata, eaque dispersa
 & confusa, apto digerantur ordine: ex hisque compactis tota iudiciorum & ci-
 vilium & capitalium series perfecta eluceat: ne iam ex varii centum librorum
 locus ea deinceps requirenda sit (quod olim perspicacissima quaque ingenia vexa-
 vit quam miserime) sed huius opusculi compendio tot viarum annorumque dis-
 pendia sarciantur, ac ex ipso staty initio ultima iam meta propè assurgat. Ve-
 rum & facultatum mearum, & cepti cumprimis ardui conscium, subsidium
 mihi comparandum censi ex politiorum doctrina candidatis. Fraque multa fateor
 me fuisse mutatum à magno illo Budeo, Gallici nominis propagatore amplissimo:
 qui cum libellatis postulationibus regia maiestati offerendus praefectus sit, non tam
 ob illustrissimam huius magistratus dignitatem conspicuus est, quam Gracianus
 & Latina eruditione admirabilis, ut totius Europa decus ab externis
 etiam merito vocetur. Nam cum plura pragmatica disciplina vocabula, quae
 barbaries penitus inuaserat, ad antiquum Romani eloquii splendorem reuocatis,
 huius factura mea partum maxime ille adiunxit, quae sine eius ceu alterius luno-
 nis Lucina ope & beneficio, abortum forsitan passa fuisset. Tamen si verò non iga-
 norem in unaquaque Francia prouincia variis modis iudicia exerceri: quia ta-
 men aptissima, atque optima visa sunt iudiciorum formulae quae apud Pictones
 usurpantur, eas possimum scitari constituimus: quandoquidem ab his quae in
 omni Gallia, quae moribus regitur, vulgò celebrantur, paulum admodum di-
 screpant, & hu intellectu aliorum facile accedet cognitio. Desiderabunt forsitan
 in his Institutionibus nostris alij venustam magis orationem, alij copiosorem iu-
 ris disceptationem. Quare utriusque hanc facti meditationem constare velim, illis:
 quod verbum popularibus & vrsatis agendum fuit, praesertim cum de populari
 sermone mifereremur: his autem, quod centones aut ex Pandectis, aut in-
 terpretum nostrorum commentariis minime duxi consuendos. Nam quid in iure
 vel Pontificio vel Caesareo extat, modo ad iudiciorum ordinationem pertineat,
 quod ad scripta haec nostra non possit accommodari. Verum ea nunc sunt le-
 gentium deliciae & fastidium, ut ab his voluminibus exiguitas, nedum mediocritas
 expectetur. Quapropter ea tantum symbola cum ex Italia, tum ex nostratis
 iuris professoribus huc adeò contuli, quibus quae asserimus, comprobarentur sum-
 matim, & formulae nostrae forenses non aliena ab aequitate, iureque ostenderentur.
 Scholae autem ea redigenda, principum quoque nostrorum interserendas consitu-
 tiones ad stabiliorem iussuluram existimavi: ne illarationis contextui immixta
 perpetuum eius lucum praepraedarent. Cum autem haec forenses nostrae institutio-
 nes primum in lucem prodixissent, nobisque à typo fuissent reddita, nos ferme
 suscepti parauit operi, tot enim mendis passim scatebant, ut nihil prope in his fa-
 ctis pristina reliqui agnosceremus. Quare non minore affectu suum maiestatis, quam
 mulier quae partum cuncta primigenium aptè vitumque efformatum, obstrictis lu-
 calum cernit oscitantia. Quanquam ea sic etiam (nisi blanditur bibliopola) non-

nullam repererint gratiam. Proinde ex illo cœpimus secundam hanc appropriare
 editionem, cum ut mendis illis abstergerentur, tum nonnihil ut auctari ex his ac-
 ciperent, quæ vel tum prætermissa, vel postea nouè sunt constituta. Itaque hac in re
 amicorum iuris utriusque forensium prudentia nobilium secutus sententiam defensi-
 uissimè obiter dies non paucos, quibus plurima quæ à nobis citantur summi Parisien-
 sis confessus placita fuerunt promulgata: aliæque insuper multa adiecimus. Sed et
 militum themata, quemadmodum in his ea iudicia ex factis inciderunt, aliquoties
 explicuimus. Nec in ea tamen (ut opinor) multus fui. Nam præceptis, nec omni-
 bus quidem, sed magis necessariis, singula duntaxat præiudicii exempla à nobis
 subiecta sunt. Occurreret autem nobis protinus, non esse exemplis sed legibus iudi-
 candum. Id sane largior, verum non ego veteranos causarum patronos, sed forensis
 disciplina rudes suscepti instituendos. Deinde quis nesciat in iudiciis nostris crebrius
 per multa usu venire, quæ non tam iuris utriusque subtilitate, quam receptis qui-
 busdam morum nostrorum solemnibus dirimi consueverunt? Porro mores hi nus-
 quam iconicè magis relictis ac exprimuntur, quam in illius confessus decretis. Si-
 quidem ordinis illius antiquiores, nouitios in eum cooperatos, hisce formare instituit
 principales iubentur etiam constitutione, quin et suapte ingenio eorum adeo tenen-
 tur veneratione, ut ea instar habeant Palladij, cupiuntque posteris mutua quasi
 successione tradere. Nos autem ea solum proferimus placita, quæ super appellations-
 bus ex tempore terminatis interuenerunt. Ex his enim quæ curia mens fuerit, faci-
 le possumus elicere: quando litigantium altercationes vicissim propositas solens
 complecti. Quod cum in decretis quæ appellations à tabellarij sententia interpositas
 deficiunt, nequaquam obseruetur, ab his proculdubio abstinuimus omnino. Sed se-
 dulo etiam conati sumus in his quæ à nobis commemorata sunt, curia ipsius sensum
 palam facere, quoad per nos præstari potuit, ex aequi et boni, nedum ex iuris legum-
 que coniectura. Nec ea quidem tradimus ceu trabali clauo fixa perpetuò mansura.
 Nam his olim poterit quicquam derogari pro rei natura, vel personarum, vel tem-
 poris conditione: verum ad pragmatica artis cognitionem semper conferent pluri-
 mum. Quis enim ea neget prudenter sapienterque constituta, quæ ut plurimum o-
 ctodecim viris placuerint, qui et summam iuris utriusque ac ingenuarum artium
 scientiam nacti sint, et tot sauisque disceptationibus definiendis tam diu fre-
 quentes fuerint et assidui? Itaque cum senatus hic pluribus edictis rem fo-
 rensi semper optimè antehac etiam constituerit, quorum tamen in lucem nondum pars
 emiserit potissima, sed in archiuis ea condita aaceat: iam dudum in summis votis
 habent omnes, ut ex ordine amplissimo aliquis eam reipubl. impendat operam, in pu-
 blicis ea ut proferat edicta. Quod si præstiterit, communem Gallorum omnium fidem
 perinde ac priuatam ausim obstringere, nec solum huius ætatis hominum, sed etiam
 posterorum, perpetuam et immortalem (ut aiunt) eis τὸς αἰῶνας τῶς αἰῶνας
 huius beneficii fore gratiam. Nam et iudices et causarum patroni, propterea
 quod sibi hæc sunt incognita, miseros litigantes imprudenter tum in fortunarum,
 tum in capitis discrimen quotidie adducunt. Nec verò omnino ad hæc vota nostra
 numinum aures nostratum occaluerunt. Quin et preces aliæ, quibus prolixius et
 amplius, eodem tamen spectans beneficium, libro harum institutionum tertio depo-

posceram, nonnulla ex parte sunt exaudita. Nam illustrissimi D. Gulielmi Poitiersum secundum apud supremam Parisiorum curiam praesidium, nunc autem Galliarum Cancellarii meritisissimi benignitatem obsecrasti fueramus, ut quemadmodum apud Armoricas seu in minore Britannia iudicialis syntaxeos ordinationisque commendanda auctor fuerat, constitutionibus regis ea de re editis ita simili beneficentia studio universam Galliam prosequeretur. Quod quidem ille non multo posteaquam ad huius summae in toga dignitatis fastigium euectus est, praestitis sollicitissime. Quippe auctoritate etiam optimi Principis nostri Francisci fretus, cuius in praecipuis operatis semper fuit Republicam suam et forensium litium vorticibus eripere, et securam confondere tranquillitate, iustum constitutionum volumen condidit et promulgavit: quibus non solum regionum moribus propriis utentium, sed etiam iurisdicalium forenses formulas à multis iam saeculis corruptas et latefactas, omnibus aequi bonique numeris reddidit absolutissimas. Sed et praeerea in huius est admirari lucem splendidissimam singulari brevitati consuetam, ornatam. Atque ne nunc quidem tantummodo de forensi disciplina bene meritis est, verum etiam quum apud amplissimum illum Lutetiae Parisiorum confessum aulis orandis totum se dederet, rem forensis longe illustriorem effecit, atque uberiorem, quandoquidem in eius usum abstrusa iuris legumque sensa in dies expromebat, eaque conciliabat mutuo tanta solertia et industria, ut Pontificiarum, Caesaratarumque constitutionum praescripta una cum moribus nostris forensibus coaluisse viderentur, quantumvis primaratione inter se viderentur dissentire: adeo ~~fieri~~ actiones ac iuris legitimi normam inflectere callebat. Neque id solum in ipsum effulgebat orationibus, quas ad confessum illum habebas non minore frequentia quam eloquentia; sed etiam in celeberrimis quae tum dabat responsis praeclare conspicebatur. Quamobrem omnium consensu tantum illi debere iudicatur forensis disciplina, quantum iuris civilis scientia Papiniano illi acutissimo et disertissimo, cuius ipse thesaurus et asylum nuncupatus est. Ceterum, imploranda etiam atque etiam ipsum humanitas, ut quod medietatis praedicatur de repurgando videlicet iuris voluminibus, sinuosisque opinionum et questionum anfractibus excidendis: eadem animi alacritate conficiat. Ita fiet ut Alexiaco illi Herculi, et à malis liberatori, sine us Celticum, siue Graecum fuerit, nedum Papiniano merito comparetur. Etenim ut ille portenta multa, quibus Respublica plurimum incommodabatur, sustulit: sic monstra multò plura hac ratione hic internecioni dabit, quae exitiali clade Rempublicam Galliarum iam diu affligerunt. Ac nescio an maiorem ex his laudem hic non consequi, quam ille debeat, cum qua animo geruntur, huius qua corpore longè praestantiora habeantur. Et quoniam, ut ad rem sermo reuertatur, hisce constitutionibus nuper emulgatis pleraque huius lucubrationibus nostris prodita nonnullis in locis corroborantur, paucis expunguntur; eas in his quae breuissimè collocare sedibus utique propriis opera pretium fore censuimus: necnon quadam adijcere, quae à posteriori editione à nobis sunt animaduversa, vel quae inde primum comperta forensi exercitatione habuimus, vel quae nobis properantibus exciderant. Quocirca noster hic partem tertiam renascendi natus est occasio. Id ergo oramus nemo ferat moleste: ne nobis dum insuggerum et inanem laborem

borem suscepimus, ex nimio officio ullius offensionem incurramus, quamquam non id quidem labori deputem, quod communi hominum societati ullo modo sit profuturum. Tum si usquam res exigit, ut idem opus toties veluti repullulet, id certe rei potissimum forensis efflagitat conditio, utpote qua omnium minimè sit stabilis, & in qua idem pleraque inuertantur, evertanturque nonnumquam. *Et de his quidem hactenus. Iam ad rem propositam aggrediamur.*



PREFACE SVR LES INSTITVTIONS FORENSES, OV PRACTIQUE IVDICIAIRE, TRANSLA- tee de Latin en François.

AV LECTEUR.



Outes nations presque par vne coustume fort antique & louable ont tousiours trauaillé à rediger & mettre par escrit, non seulement les faicts vertueux de leurs citoyens, mais aussi les dons de nature dōnez à leurs païs, les manieres de leurs sacrifices, & de leur police. Car pour commencer à ceux qui ont esté en ce les plus excellens, ceste coustume est comme nee avecques les Grecs & les Romains. Parce qu'il n'y a rien si leger, voire ridicule, qui soit aduenü en leurs païs qu'ils n'en ayent farcy les hystoires de leurs païs, & par vne grande copie. Les Hebreux, Egyptiens, & autres peuples barbares ont faict le semblable, comme nous pouuons cognoistre par vn traicté de Plutarque, appellé les Paralleles. Mais les François presque seuls par long temps n'ont rien escrit de leurs choses: non pas qu'il n'y eust bien matiere pour ce faire, ne qu'ils n'eussent eloquence & doctrine à ce suffisante. Car nous trouuons par les Hystoires des Grecs & des Latins, que les Gaulois ont fleury en hauts faicts d'armes, & aussi en doctrine & langue, tant Grecque que natifue & peculiere. Mais ils ont eu par grand temps ceste religion, ou superstition, qu'ils estimoient chose execrable de diuulguer & manifester leurs manieres de faire, tant en sacrifices, qu'en leur administratiō de republique pour deux causes; ainsi que dict Iules Cesar au sixiesme liure de ses Commentaires: l'une, parce qu'ils ne vouloient pas que le commun peuple en eust la cognoissance; l'autre de crainte que si leldites choses eussent esté escrites, leur peuple, soy conñant en ce qui y estoit escrit, fust negligent à les mettre en memoire. Et ont si fort tenu ceste coustume, que nous ne trouuons aucun Gaulois du vieil siecle, auquel il y auoit tant de gens doctes & eloquens en Gaule, comme Hercules Celticus, ou de Lyonnois, & les Druides de Chartres, qui ait escrit aucune Hystoire des siens, fors vn nommé Ditaphorus, selon aucunes impressions, ou selon les autres Clitophon:

lequel encores ie ne veis iamais, ains seulement i'ay appris son nom des Paralleles de Plutarque, au chapitre auquel il parle de Brennus, & d'une pucelle Plebeiane ou roturiere. Mais par la benignité de la Diuine providence, qui en son temps produit toutes choses, les Gaulois ont peu à peu laissé cette coustume, & se sont addonnez à escrire leur origine, la suite de leur gent, les beaux faicts d'armes, & autres, & leur maniere de viure, non point par moindre abondance qu'elegance. Et entre autres aucuns ont escriit la pratique Iudiciaire, de laquelle ils vsoient. Et l'ont les vns escriit en François, les autres en Latin. Mais est aduenü à ceux qui les ont escriit en Latin que la barbarie, en laquelle ils estoient lors, non pas par leur negligence, mais par la malice du temps, a osté grande partie de la grace qui estoit deüe à leurs escrits. Car (aini que dit M. T. Cic.) nature en vne simple espee ne met toutes choses en perfection. Par maniere que comme si elle n'estoit suffisante pour donner à vne toute perfection, elle mesle & donne tousiours avec les grands biens quelque incommodité. Dauantage, la plus grande partie de ce qu'ils ont escriit, ne se garde plus en Pratique, ou bien pour raison de la diuersité du temps, qui apporte chacun iour choses nouuelles, ou parce que ceux qui sont venus apres eux ont veu plus subtilement les choses, & aussi que les mœurs se pollissent de iour en iour. A ceste cause, puis qu'il a pleu à la Diuine bonté nous restituer les lettres Latines, & les tirer comme de captiuité d'entre les mains des Goths leurs ennemis: nous auons estimé que ne ferions pas bien nostre deuoir, si differtions de mettre peine à repurger les escrits de nos majeurs susdits de partie de ceste barbarie: & si nous laissions aussi de communiquer à nostre siecle & à nostre posterité la cognoissance des choses qu'il a pleu à Dieu donner à entendre plus parfaitement, ou mieux amender & corriger aux hommes de nostre temps. Car il n'y a partie de la police & mœurs d'une Republique plus digne d'estre secüe, que celle qui concerne la discipline Iudiciaire: parce que si auez esgard à l'honnesteté, quelle chose est plus honneste qu'apres auoir vacqué long temps à l'estude du Droit Ciuil aux escholes, mettre son sçauoir en lumiere, & l'appliquer au profit & vſage commun de tous en ayans affaire? Car cestes ceste science, comme toutes les autres, si elle n'est mise en Pratique exterieure, elle est manque & debile. Voire requiert plus grand' exercitation à ceux qui veulent estre excellens, que nulle autre science. Et si lon cherche le profit de la Republique, où le peut on mieux trouuer qu'en Iustice? de laquelle nul est, qui ne cognoisse le bien & le fruit, comme du Soleil. Ericelle Iustice ne peut estre administrée sans iugement; ains seroit comme vaguant toute seule, famelique & languissant. Au parſus, si aucun ayant moins de prudence regarde à faire le profit de sa bourse, il ne le peut plus heureusement faire, ne par gain plus honneste, que de celuy qui vient de pratique Iudiciaire. Car comme dit Plutarque, Stratocles & Dromocles finuitās à aller à leurs Palais des plaids, disoient qu'ils s'en alloient à vne mestiere d'or. Or est chose bien

mal-seante & laide, de suiure les Palais & autres Cours, & ignorer ceste Pratique. Car ainsi que Quintus Mutius reprochoit à Sulpitius, Que combien qu'il plaidast souuent, neantmoins il mesprisait l'estude du Droit ciuil. Et si faut entendre que lors plusieurs orioient & plaidoient qui n'auoient cognoissance que de l'Art oratoire : aussi combien qu'un personnage soit bien sçauant en Droit ciuil, toutesfois s'il n'est exercité en ceste pratique Iudiciaire, il ne pourra euitier qu'en plaidant il ne soit moqué & repris des petits Solliciteurs qui auront frequenté la Pratique. D'auantage, toutes manieres de gens ont affaire grandement de ceste science. Car qui est-ce qui a passé un iour, qui n'ait esté couuert de quelque petite nuee de procès ? Et d'autant plus qu'un homme est riche, aussi tant plus a-il de procès. A ce moyen leur sera grand plaisir & vtilité, si par eux ils peuuent cognoistre ce qu'ils auront affaire en la suite de leurs procès. Car souuent on est aux champs où lon ne peut trouuer Aduocats ou autres Practiciens, ou bien le negoce est si hastif qu'on n'a loisir d'en consulter. Parquoy combien qu'ayons prins vne grande charge & presque à nous insupportable de traicter toute nostre pratique Iudiciaire en langue Latine, & faire qu'il n'y ait aucune barbarie, si est-ce que la charge est honnestes, vtile & necessaire. Et si ores ne la puis entierement mettre à fin, ie m'efforceray faire que ce que j'ay trouué espars en plusieurs liures & Autheurs, & autres lieux, & tout confus, de le rediger & mettre par ordre, en maniere que nous redigerons en un corps toute la Pratique, tant des causes ciuiles que criminelles, à fin que d'oresnauant on n'ait peine de l'aller chercher en diuers lieux de plus de cent volumes : ce qui a tourmenté cy deuant plusieurs bons esprits fort miserablement. Et ferons que par la briefueté d'un volumetant de longs chemins soient retranchez, & que la perte du long temps qu'on y mettoit, cesse : & tellement que presque dès le commencement de l'œuvre, il ressemble qu'en voyons la fin. Et apres que l'auons eu mis en Latin, & qu'il a trouué quelque grace des lecteurs, par maniere qu'il a esté imprimé par trois fois, nous auons esté requis par plusieurs de nos amis, gens sçauans, & zelateurs du bien public, de le mettre en langue François.

Ce qu'auons par long temps différé : d'autant qu'aucuns nous disoient ne le trouuer bon : mais finalement nous auons esté vaincus par assiduité & importunité de prieres des autres. Et auons seulement translaté le piemier liure, avec deliberation ne tirer plus outre. Et mesmement aurions encores esté consermez en ceste opinion, au moyen de ce que les trois derniers liures auroient depuis esté traduits en François par Maître Guillaume Lymandas, Conseiller du Roy nostre Sire en la Seneschausee & Cour conseruator de Lyon, homme docte & eloquent, & qui a tres-fidellement & elegamment faite ladite version, de sorte qu'il me seroit impossible la faire mieux. Neantmoins nos amis m'ont derechef importuné de faire autre translation, me donnant à entendre que combien que celle qui est faite soit tres-bonne, toutesfois grand

nombre de gens ſçauans la ſouhaittoient auoir de nous, pour autant qu'ils eſtimoient qu'elle fortira plus vraye & naturelle de nous, dont l'origine eſt procedee, que d'un autre. Et que bien difficilement aucun peur ſi bien entendre le ſens d'une compoſition d'autrui, comme de la ſienne. Parquoy en acquieſçant à leur requête, j'ay fait autre traduction deſdits trois derniers liures, & non paſtant traduction que paraphraſe ou expoſition literale, où auons veu eſtre meſtier. Je n'ay point voulu mettre les allegations des textes des droicts Civil & Canon, ne des Docteurs, d'autant qu'il m'a ſemblé eſtre choſe fort mal ſeante, d'entremeller le Latin avec le François: ainſi que Cicero en ſon premier liure des offices diſoit qu'il ne failloit meſler le Grec avec le Latin. Auſſi à fin que les gens ſçauans en Latin euſſent quelque auantage plus que les autres. Car il ſe trouue des gens ſi fort deſhontez, qu'ils ont la hardieſſe d'inſerer non ſeulement en leurs eſcritures des allegations qu'ils n'entendent point: mais auſſi en leurs liures, pour ſe vendiquer contre verité le ſçauoir que non ſeulement ils n'ont, mais auſſi n'en ont conſcience. Et d'auantage afin que moy-mefme ne donne l'occafion que mes Inſtitutions forenſes en Latin ſoient moins viues & frequentees: & leur prix & eſtimation (ſi aucune eſt) diminuee. Car en adiouſtant point à ceſte tranſlation François leſdites allegations, à tout le moins ceux qui en auront à faire, ſeront contraincts recourir és Latines. Neantmoins j'ay amené & traduit en François toutes les raiſons de droit, que j'ay veu les plus commodes. Et ce j'ay bien voulu cy eſcrire, pour donner à entendre la difference d'entre meſdites Inſtitutions Latines & Françoiſes: & le conſeil & propos que j'ay eu en l'entreprinſe de ceſte tranſlation. Laquelle ie vous prie prendre en gré, & y interpoſer telle cenſure & iugement, qu'en vos œuvres voudriez eſtre donné.

Privilège du Roy.



EN RY par la grace de Dieu, Roy de France & de Nauarre. A nos amez & feaux Conſeilleſ les gens tenans nos Cours de Parlemens, preuosté de Paris, Bailly de Rouën, Seneschaux de Lyon, Tholose & Poictou, & leurs Lieutenans, & à tous nos autres iusticiers & officiers qu'il appartiendra, Salut. Gillette Haëte veſue de feu Guillaume Chaudiere viuant marchand Libraire Iuré en l'vniuerſité de Paris, Robert Foüet, & Nicolas Buon ſes gendres, auſſi marchans Libraires de Paris, Nous ont fait remonſtrer qu'ils ont recouuert à grands fraiſ la copie d'un liure intitulé *La Pratiſque & ordre Judiciaire és cauſes tant ciuiles que criminelles obſervée en toute la France, compoſée par M. Jean Imbert luy viuant Lieutenant criminel au ſiege de Fontenay le Comte, & maintenant diſtingué par Chapitres tant Latins que François, illuſtré & enrichi de doctes Commentaires, Annotations & remarques curieuſes & neceſſaires ſur telles matieres, par Pierre Guenois Conſeiller du Roy & Lieutenant particulier au ſiege & reſſort d'Issoudun en Berry.* Lequel liure ils deſircroient volontiers imprimer & mettre en lumiere. Mais d'autant qu'il leur couſte ja de grands fraiſ, & couſtera encores tant pour la copie que pour l'impreſſion d'iceluy liure, ils doutent & craignent qu'apres l'auoir expoſé & mis en vente, autres Imprimeurs ou Libraires de Lyon ou de Paris, ou autres villes de ceſtuy noſtre Royaume le uouluſſent ſemblablement imprimer, ou ſuſcitaſſent ſemblablement les Imprimeurs de Geneue ou autres eſtrangers à ce faire, & par ce moyen fruſtrer les expoſans de leurs fraiſ & miſes, & rendre leurs peines, diligences & trauail inutiles & leur faire receuoir perte & dommage. Pour à quoy remedier & afin que leſdits Haëte, Foüet, & Buon, qui iournellement trauaillent pour le bien public ayant ſourny à ce qu'eſtoit neceſſaire pour aduancer ledit labeur & recouurer les copies du ſuſdit liure, ſe reſſentent du fruit de leurs labeurs: Nous ont tres-humblement requis leur permettre le faire imprimer & interdite à tous Libraires & Imprimeurs les imprimer ou faire imprimer tant dehors que dedans ceſtuy noſtre Royaume, ny ſuſciter ſemblablement aucuns eſtrangers à ce faire. Nous à ces cauſes deſirans la promotion & aduancement de la choſe publique en noſtre Royaume & ne voulans permettre que leſdits ſupplians ſoient fruſtrez de leurs fraiſ, peines & trauaux, Vous mandons & enioignons par ces preſentes, que vous ayez à permettre comme nous permettons auſdits Haëte, Foüet, & Buon, qu'ils puiſſent imprimer ou faire imprimer, vendre & diſtribuer ledit liure ſelon l'ordre & methode dudit Guenois, tant de fois & en telle forme, marge & caractere que bon leur ſemblera. Faiſans tres-expreſſes inhibitions & deſenſes à tous Imprimeurs, Libraires, tant de Paris, Lyon, & autres perſonnes de quelque eſtat & condition qu'ils ſoient de ceſtuy noſtre Royaume, pays & terres de noſtre puiſſance & Seigneurie, de les imprimer ou faire imprimer, vendre ny debiter, contreſaire ny alterer, ſoit par extraicts ou abrégé l'ordre & methode dudit Guenois, ny meſmes ſuſciter les Geneuois ou autres eſtrangers à ce faire ſans le congé expres de ladiëte Haëte, Foüet, & Buon, durant le

temps & terme de dix ans apres que lesdits liures seront paracheuez d'imprimer, sur peine de cinq cens escus d'amende. Laquelle moitié nous appartiendra, & l'autre moitié ausdits supplians. Et sur peine aussi de confiscation des exemplaires qui seront faits ou imprimez par autres & sans le consentement de ladite Haëte, Fouier, & Buon: mesme si aucun Libraire, Imprimeur ou autre personne de quelque qualité que ce soit en cetuy nostre Royaume en est trouuë saisi d'aucun exemplaire dudit liure que de ceux qui seront imprimez par lesdits exposans, Voulons qu'il soit procédé enuers luy particulierement, & soit condamné à pareille amende que s'il l'auoit imprimé ou fait imprimer. De ce faire donnons pouuoir, autorité, commission & mandement special & de proceder à l'encontre de ceux qui contreuiendront par toutes voyes deuës & accoustumées, & par les peines susdites: nonobstant oppositions & appellations quelconques, pour lesquelles & sans prejudice d'icelles ne voulons estre différé. Et pour ce que de ces presentes lesdits exposans pourroient auoir affaire en plusieurs & diuers endroits, nous voulons que au *vidimus* d'icelles fait sous scel Royal, ou par l'un de nos amez & feaux Conseillers, Notaires & Secretaires foy soit adioustee comme au present original. Et si voulons & mandons que mettant par bref le contenu du present priuilege, au commencement ou à la fin de chacun desdits liures, que cela ait forme de signification, tout ainsi que si l'original estoit particulierement signifié à chacun, & que cela soit de tel effect & vertu comme si lesdites lettres leur auoient expressement & particulierement esté monstrees & signifiees. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le vingtroisiesme iour d'Aoust, l'an de grace mil six cens vn, & de nostre Regne le treiziesme.

Signé
HENRY.

Et plus bas, par le Roy

FORGET.

Et scellé du grand scel de cire isune.

Lesdites lettres patentes du Roy ont esté enterinees & verifiees en la Cour de Parlement , pour iouyr les supplians du contenu en icelles, le dixhuiëtiesme lanuier , mil six cens deux.

Signé
VOISIN.

*Et aussi au Chastelet de Paris le cinquiesme iour de Fe-
urier 1602.*

Signé
MYRON & DE VILLEMONTÉE.



IOANNIS
IMBERTI RVPEL-
LANI FONTENAIENSISQVE
CAVSARVM PATRONI PRIMVM, DEIN-
de rerum criminalium Quæſitoris.

INSTITVTIONVM FORENSIVM,
LIBER PRIMVS.

DE CITATIONE
CAPVT I.



VONIAM de iudiciis disputatio omnis futura est, ante definiendum arbitror quid sit iudicium: In quo sanè non omnibus definitionis legibus inferniendum contenderim (id enim periculo nō caret: præsertim, quā de Iuris civilis scientia tractatur) Verūm eat aīum afferam, quæ è re proposita esse videbuntur. Iudicium igitur est, forensis controversiæ disceptatio, quæ ex alore, reo, & iudice cōstituitur.

Iudiciū definitio.

Duplex autem est iudicij ratio. Nam aut civiliter litigamus, aut crimen persequimur. Prætermittimus verò mixtum ex utraque specie iudicium. Ex simplicibus enim, quibz in eo retinendus sit ordo, constabit. Lu ergo civilis, vel in personam, vel in rem, vel ad rei possessionem intenditur. Sed quoniam omnia prope civilia iudicia eodem ordine procedunt, ea unica serie complectemur: suis tamen locis quibus inter se disticbunt, explanabimus. Principio in ius vocandus est qui cum nobis cōtētio ineunda est. Id autem fiet, aut ex præscripto iudicis mandato, aut simplici statore (quem Seruientem nominamus) ministerio. In quo spectanda est fori illius cōsuetudo, in quo agendum sit. Nam alibi apparitorum certis territorij stationibus (quas nos Bailliagia dicimus) designantur, in quibus omnia ad eorum munus pertinentia absque iudicis venia possunt gerere. Aliibi verò nulla locorum lege vel conditione intra utiq; territorij proprii (id est Ressorij) fines cōtēcentur. Itaque apparitor uni destinatus præfēctura (quem Sceneshalicem seu Bailliagium vocamus) in alterius ditione sui partibus si nō potest data etiam à magistratu, qui illi ditioni præest, copia. Quod si quid aaversus ea fiat, em nino irri-

Iudicium di-
nifio.

De in ius vo-
cando.

De apparitorum
stationibus &
territoriis.

A

sum erit, si modo appellatio ab eo interponatur. Et qui ad equites viatores præfecti Parisiensis id non pertinet. Hi enim per totam Galliam proprium munus exequuntur: neque tamen hoc aliis eiusdem præfecti apparitoribus concessum est. Quinetiam si non adito alterius præfectura iudice apparitor alius exequatur aliquid, aut tantum in ius vocet, iudex ille manum in apparitoris huius equum iubet iniiciendam, quoad iudicio se sistat: Et ei nonnunquam diem dicit, ut per se respondeat: aliquando vero carcere detinendum causam dicere cogit: quod fere contingit, quum iniussu illius iudicis aliquem iurisdictioni eius mancipatum apparitor prehenderit. Pro iudicatis denique arbitrio apparitoris temeritas multa plectitur: Verum iudex alius quam regum non potest in regios apparitores ob preteritam venia petitionem animadvertere. Cuiusque tamen magistratus licet quemvis apparitorem sistere, donec mandati executionis, quæ testationem præbuerit.

PARAPHRASE DV PREMIER liure des Institutions Forenses.

DES IUGEMENS ET ACTIONS, AVEC leur diuision : & forme des adiournemens ou exploits.

CHAPITRE PREMIER.

- | | |
|--|--|
| <p>1. <i>Raison de l'ordre & procedure des iugemens.</i></p> <p>2. <i>Definitions en droit sont dangereuses.</i></p> <p>3. <i>Definition de iugement.</i></p> <p>4. <i>Le Iuge doit faire les expeditions en lieu public.</i></p> <p>5. <i>Matières sommaires se peuuent traiter hors l'Auditoire.</i></p> <p>6. <i>Defauts se doiuent donner en l'Auditoire, & les despens taxez audit lieu.</i></p> <p>7. <i>Diuision de Iugemens.</i></p> <p>8. <i>Diuision des actions, & definition d'icelles.</i></p> <p>9. <i>Des Iuges, & comme les Adiournemens seront baillez.</i></p> <p>10. <i>Sergent Baillier.</i></p> <p>11. <i>Sergent ordinaire d'un bail-
liage.</i></p> | <p>12. <i>Sergens ne peuuent exploicter hors de leur ressort.</i></p> <p>13. <i>Notaires ne peuuent instrumenter hors leur pouuoir & limites.</i></p> <p>14. <i>Comme les Iuges ont de coustume de proceder cõtre les sergens exploictans en leur iurisdiction sans leur permission.</i></p> <p>15. <i>Prinilege des sergens a cheual du Chastelet de Paris.</i></p> <p>16. <i>Comment les Iuges Royaux procedent contre les Sergens exploictans hors leur ressort.</i></p> <p>17. <i>Quand vn sergent doit demander congé d'exploicter, qu'on dit Parcatis.</i></p> <p>18. <i>De la copie que l'on doit bail-
ler du pouuoir & exploits.</i></p> <p>19. <i>Des sergens du Grãd Conseil,</i></p> |
|--|--|



OMME i'aye delibéré de traicter tout l'Ordre & procedure des Iugemens de la Gaule coustumiere, il conuient en premier lieu que ie baille la definition de Iugement : en quoy faisant ie n'entens garder toutes les reigles d'une vraye & propre definition : car toutes definitions en Droit sont dange-reuses : mais ie le definiray selon qu'il sert à mon propos.

a Iugement donc est vne disputation ou plaid fait en lieu public destiné pour les plaids, qu'on nomme vulgairement Auditoire, & consiste en trois personnes: vn Iuge, vn Demandeur, & vn Defendeur.

b Pource, le Iuge doit expedier toutes causes en celieu public & Auditoire, y bailler Defaut à l'encontre des absens y ayans assignation : si non que les matieres soient telles, & qu'elles doyuent estre traictées sommairement & de plain, comme matieres non excédans vingt ou trente sols tournois en action personnelle, ou prouision d'alimens & medicamens. Toutesfois doit estre baillé en l'Auditoire par le Iuge, Defaut à l'encontre de l'Adiourné en taxation de despens, & les despens taxez en ce lieu mesme : & ainsi en fut dict par Arrest és Grands-Iours tenus à Angers l'vniésme iour de Septembre, mil cinq cens trente neuf, combien qu'il semble que ce soit matiere sommaire. Mais comment lon peut à ce pouruoir, & oster l'occasion & matiere d'appeller, si la taxe de despens a esté faite hors iugement, nous le declarerons cy d'apres au propre lieu.

c Tous iugemens & procès sont poursuyuis en deux manieres: ou ciuilement, ou criminellement. Nous laissons le Iugement mixte, qui est ciuil & criminel: car en cognoissant les autres deux manieres, nous aurôs cognoissance du mixte.

La matiere & f cause ciuile est ou personnelle, ou reelle: petitoire, ou possessoire. La personnelle procede de contract, ou acte equipollent à contract. En la petitoire est question de la propriété & seigneurie de la chose: en la possessoire de la possession. Et parce qu'en toutes Actions ciuiles y a presque mesme & semblable fil de procedure, nous les traicterons toutes par vn mesme ordre, fors quand il y aura difference en la procedure: car en ce cas, en chacun lieu propre & peculier nous mettrons la difference.

Auparauant g qu'entrer en iugement, il faut que le Demandeur face adiourner le Defendeur. L'adiournement est baillé ou par h mandement du Iuge, ou de l'office simple du Sergent: & en ce fait on considere le stile & vñance de la Cour, en laquelle lon veut plaider: car en plusieurs Cours, comme en celle de la Seneschauſſee de Poictou, sont determiniez à & ordonnez certains Sergens és Bailliages: & en chacun siege Royal y a plusieurs Bailliages: en chacun desquels, y a vn Sergent Royal, qui

1. Raison de l'Ordre & procedure des Iugemens.

2. Definition en droit font dange-reuxes.

3. Definition de Iugement.

4. Le Iuge doit faire les expeditions en lieu public & Auditoire.

5. Matieres sommaires se peuent traicter hors l'Auditoire.

6. Defauts se doyuent donner en l'Auditoire, & les despens taxez audit lieu.

7. Division de iugemens.

8. Divisions des Actions & distinction d'icelles.

9. Du Iuge & comme les Adiournemens sont bailliez.

4 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,

10. *Serg. Int.
Bailliager.*

peut au dedans de son Bailliage faire tous Adiournsmens k, & recevoir offres de Retrait, sans mandement de Juge; & ce en son Bailliage, & pardeuant son Juge, duquel il est Sergent Bailliager, comme au Siege Royal de Fontenay le Comte sont trois Bailliages, Thalamondoys, Luçonnoys, & Fontenay: en chacun d'iceux y a Sergent Bailliager. Les autres Sergens Royaux, generalement creéz & ordonnez en ladite Seneschaucee, ne peuvent bailler aucun Adiournement, ne faire autre exploit de Iustice sans Commission ou mandement de Juge. En plusieurs autres Seneschaucees, Bailliages ou Gouvernemens, n'y a pluralité ne distinction de Bailliages en vn mesme Siege Royal: & en ces Seneschaucees ou Gouvernemens, vn Sergent ordinaire du Siege Royal peut par tout le Siege faire Adiournemens sans mandement de Juge, comme vn Sergent Royal & ordinaire du Gouvernement de la Rochelle, peut par tout ledit Gouvernement faire Adiournemens: parce qu'il n'y a Bailliages distincts, & n'est tout le Gouvernement prins que pour vn Bailliage.

11. *Sergent ordi-
naire d'un Bail-
liage.*

12. *Sergens ne
peuvent exploi-
ter hors leur
ressort.*

Mais generalement tous Sergens estans hors le Territoire & Ressort, auquel ils sont l creéz Sergens, ne peuvent bailler Adiournement, ne faire autre exploit de Iustice: combien qu'ils ayent commission & mandement de leurs Juges, voire & du Juge du Territoire & Iurisdiction, auquel ils exploitent: en maniere que n'agueres la Cour de Parlement à Paris recevoit m ceux qui estoient appellans de tels exploits ainsi faicts hors le Territoire, comme appellans: & disoit par son Arrest, qu'il auoit esté mal exploicté & procedé par le Sergent, & bien appellé: & condamnoit l'intimé és despens de la cause d'appel. Toutesfoi depuis peu de temps en ça elle a changé de Style en cet endroit: car elle ne reçoit plus la partie, contre laquelle a esté fait tel exploit, à partie appellant, ains dict qu'il n'est receuable, ou que mal & sans grief il a appellé: & le condamne és despens de la cause d'appel; & en l'amende: & sa raison est, qu'icelle partie n'a interest par quel Sergent elle soit adiournée. Mesme- ment aujourdhuy, parce que tous Sergens par les Ordonnances dernie- res n sont tenus de laisser le double de leurs commissions, & adiourne- mens, comme il sera dict plus amplement o cy apres: au moyen dequoy la partie n'est plus greuee d'aller hors son p. ressort demander les exploits du Sergent: & parce, veu que l'interest de la partie cesse, elle n'est receua- ble comme appellant. Mais les gens du Roy, du lieu auquel a esté fait tel exploit, q sont bien receus, comme appellans d'iceluy exploit: ou bien monsieur le Procureur General du Roy en la Cour: Car le Roy & la chose publique ont interest, quel'vne iurisdiction n'entreprenne sur l'autre, n aucuns des Officiers d'iceluy Seigneur, sur les autres.

13. *Notaires ne
peuvent instru-
menter hors leur
pouvoir & limi-
te.*

Il y a pareille raison de iuger touchant les r contrats qui sont receus par les Notaires hors leur territoire; lesquels pour cela ne delaissent d'estre bons & valables, & peuvent estre les debiteurs efficacement contraints en vertu d'iceux. D'autant que si vn Seel ou Notaire a entrepris sur l'autre, ce n'est l'interest du debiteur, ains des autres Notaires ou Gardes des Seaux des autres lieux.

Toutesfois ce poinct n'est pas sans difficulté, mesmes pour le regard des Testamens & autres dispositions à cause de mort, qui ne peuuent estre receuës par les Notaires hors le territoire, selon plusieurs: tellement que si la question se presentoit, elle seroit douteuse & problematique.

A ce moyen comme vn Sergent Royal eust adiourné le subiect du Seigneur haut iusticier pardeuant le iuge Royal, duquel le Seigneur haut iusticier n'estoit subiect en cas de ressort, sans demander Pareatis, & ou congé de ce faire au Iuge du lieu. Scachant le Sergent, que l'adiourné se plaingnoit: il se retire pardeuers le iuge du lieu enuers lequel il s'excuse, qu'il ne scauoit que ledit iuge fust au lieu, relaxe l'adiourné de l'adiournement, & promet n'en bailler relation. Toutesfois ledit iuge du Seigneur haut iusticier, ordonne que le cheual du sergent sera faisy, ce qui est fait: dont le sergent le porte appellant: releue son appel en la Cour de Parlement à Paris, obmis le Iuge moyen, & par son relief d'appel y a clause, par laquelle est mandé au plus prochain iuge Royal du lieu, où auoit esté fait ledit adiournement, que partie appelee il face par prouision deliurance au sergent de son cheual, en baillant caution. Le seigneur haut iusticier & son subiect, comparans demandent leur renuoy pardeuant le Iuge dudit seigneur: qui leur est denié: dont ils appellent. La Cour par son Arrest quand audit premier appel, dit qu'il a esté mal ordonné & faisi, & bien appelé: attendu qu' auparauant ladite faisie, le sergent estoit allé pardeuers le iuge dudit lieu: auoit recogneu sa faute, & cassé ledit adiournement. Quant à ladite autre appellation: la Cour dit mal iugé & bien appelé: parce qu'il falloit demander la prouision de ladite deliurance en la Cour, où l'appel estoit pendant. Et fut ledit Arrest baillé en plaident le premier iour de Feurier, l'an 1545.

Toutesfois les sergens à cheual du Chastelet de Paris, v ont par priuilege & vñance pouuoir de faire exploicts en tout le ressort de la Cour de Parlement de Paris, pourueu qu'ils ayent mandement du iuge: & ne demandent permission d'exploiter aux iuges des lieux, esquels ils veulent faire les exploicts. Mais les sergens à verge d'iceluy Chastelet n'ont ceste puissance: ains ne peuuent exploiter que dedans la Banlicie de Paris: en laquelle aussi ne peuuent exploiter les sergens à cheual.

Et s'il aduient qu'un autre sergent exploite hors son territoire ou ressort: le x iuge du lieu, auquel il exploite, apres auoir esté informé sommairement de l'exploict, pourra ce requerans les gens du Roy, ou Procureur general & Fiscal d'iceluy lieu, & la partie civile adiournee ioincte avecques eux, decreter adiournement personnel à l'encontre du sergent qui ainsi a exploicté: & ordonner outre que le cheual du sergent sera arresté iusques à ce qu'il ait obey à Iustice: & iceluy Sergent ouï sur les charges, & le procez fait, il est condamné en amende enuers le Roy, & enuers partie. Et ce a lieu, iacqz que le sergent soit de la seneschaucee, en laquelle il exploicté, s'il est d'un siege Royal d'icelle mesme Seneschaucee, & il exploite en autre siege Royal de celle Seneschaucee: ainsi que

14. Comme les Iuges de consuetume de proceder contre les sergens exploitans en leur iurisdiction sans leur permission.

15. Priuileges des sergens à cheual du Chastelet de Paris.

16. Comment les Iuges royaux procedent contre les sergens exploitans hors leur Ressort.

si vn Sergent de Poëstiers exécutoit au siege de Fontenay:& mesmement quand tel Sergent exécute vn decret d'adiournement personnel,ou prise de corps hors les metes du siege Royal dont il est Sergent.

17. *Quand vn
sergent doit de-
mander congé
d'exploiter qu'on
du Pareatis.*

Sinon que le Sergent, qui est de mesme Seneschauce, demande permission ou *Pareatis* au Iuge du lieu, d'illec exploiter: auquel cas le Iuge a accoustumé l'octroyer: Ou que le sergēt Royal exécute au ressort du siege dont il est sergent: car il n'est tenu demander lors cōgé aux Iuges inferieurs & subalternes du Ressort. D'auantage y vn Sergent en son ressort ne peut à la requeste d'vn escolier, & par vertu d'vn mandement de scolarité & testimoniale adiourner quel qu vn de son ressort à comparoir pardeuant le Conseruateur des priuileges Royaux de Poëstiers ou d'ailleurs, ou pardeuant autre iuge que celuy du ressort, sans demander congé au Iuge du ressort: autrement il sera condamné en amende, comme cy dessus a esté dit. Mais l'on le baille aisement en informant de mandement valable. Toutesfoies le Iuge a accoustumé y appeller les gens du Roy, quand l'on veut adiourner pardeuant les Conseruateurs des priuileges des Vniuersitez: parce que cela vient au detrimēt & diminution des iurisdiccions ordinaires du Roy, & pour obuier à confusion de iurisdiccions.

18. *De la copie
que l'on doit do-
ner, du pouuoir
C exploit.*

Aussi és cas, esquels mesmes vn Sergēt peut exploiter hors son Bailliage, si le Sergent ne veut bailler le double de la commission & de son exploit, le Iuge du lieu où est fait l'exploit, peut biē apres sommaire information telle que dessus, ordonner qu'il sera adiourné pardeuant luy pour baillet les exploits, & que iusques à ce qu'il y ait obey, son cheual sera arresté. Quand aux autres delicts des Sergens, ou bien ils sont commis en l'exécution de quelque mandement de iustice, & concerne icelle execution: lors le Iuge duquel est emané le mandement peut cognoistre & punir du dict delict: ou si c'est vn delict qui ne concerne en rien son office le Iuge du lieu où il demeure, en doit cognoistre.

19. *Du pouuoir
des sergens du
grand Conseil.*

Au regard des 2 Sergens du grand Conseil, l'on a par cy deuant douté s'ils peuuent executer les mandemens d'autres Iuges, ou lettres Royaux donnees en autres causes, que celles qui concernent les causes pendant en iceluy Conseil, iacoit que ledit Conseil n'ait territoire, ne ressort limité, ains qu'il cognoisse & iuge par tout le Royaume, & qu'il n'y ait doute que les arrests & mandemens d'iceluy Conseil ne puissent par les Sergens estre exécutez par tout le Royaume. Et comme par vertu d'vnes lettres Royaux en forme de mandement de *debitis*, vn Sergent d'iceluy conseil eust fait commandement de payer quelque somme de deniers, le debteur s'oppose, & parce que le Sergent ne veut cesser, il en appelle: l'appel est releué és grands iours tenus à Poëstiers, l'an m. d. xxxi. & n'allégue l'appellant autre grief, sinon que le commandement & execution est faite par vn Sergent du grand Conseil, qui n'a pouuoir: & l'intimé euy, fut la matiere mise & appointee au Conseil le 6. iour d'Octobre audit an. v Plus est à noter que quand on veut faire executer aucun mandement du Iuge non Royal, par Sergens Royaux, ou Iuges Royaux hors les Seneschauces, il faut mettre ceste clause. *Si donnons en mandemens*

au premier Sergent de la Cour de ceans, requérant tous autres Sergens Royaux, ou de seigneurs hauts Justiciers mettre ces presentes à execution dené.

ANNOTATIONS SVR LE PREMIER Chapitre, Des Iugemens, &c.



AVANT que de venir à l'interpretation particuliere des choses comprises en ces quatre liures des Institutions Forenses, composez par Maître Jean Imbert, vivant Lieutenant Criminel à Fontenay le Comte, contenant la forme & maniere de bien conduire & poursuivre tous procès Ciuils ou Criminels, tant en premiere instance, que cause d'appel, il est tres-necessaire d'advertir les benins Lecteurs, que les deux premiers sont destinez pour la maniere Ciuile, & les deux derniers pour les causes Criminelles: afin qu'ils puissent plus facilement trouver la maniere de proceder en toutes causes, ou la maniere qu'ils chercheront selon que le tout est distingué par Chapitres, suivant les nombres disposez au texte Latin. Cela presuppôsé, venôs à l'Auteur: lequel en ce premier Chapitre rend la raison, quil'a meü de commencer son liure par la definition de ce mot, *Iugement*, par luy mise en auant pour base & fondemēt de son liure: puis de venir aux diuisions des Actions, & de leurs formulaires, pour en fin plus particulièrement monstrier & expliquer le vray vsage de toutes Actions tant Ciuiles que Criminelles, par le Stil & Pratique receus en toutes Cours & Iurisdiccions de ce Royaume de France, & principalement des Prouinces qui se regissent & gouvernent par Droit & Coustumier. Or il est certain & infaillible qu'il faut garder le Stil de la Iustice ou iurisdiccio, où le procès est intéré pour le fil & contexte de la procedure. *Innocent. in cap. fin. extr. de for. comp. seculari in cap. quod clerici, eod. tit. Barro in l. 3. § fin. D. de testam. & in l. si fundus, D. de iust. bald. in l. 1. col. fin. versum dicit gloss. C. Quia sit long. cons. specul. tit. de for. comp. in prin. p. vers. quid sit. Biterren. tit. de sent. §. qualiter vers. debet. & tit. de consuetudine vers. si sit diuersum. Anst. ad Cap. 1. De Ador. ad Stil. Cor. Parl. lason in l. 1. num. 56. 57 & 59 Cod. de sacrosan. eccles. Paulus Castrens. in l. si ex ea causa §. R. gloss. 1. num. 63. Ceste definition de Iugement proposee dès le commencement est tiree du chap. forus xxi. De verb. sign. specul. in principio Post proem. & tit. de interrogat. qua sunt antelut. cont. st. Et quant à ce qui est dict que le iugement consiste en trois personnes, il faut noter qu'aucuns en mettēt quatre personnes, lib. 7. Capitul. cap. 258. Quot persona solent in accusator. iudicio esse? quatuor causa, defensor causa, testes & iudex. Quo quisque vitatur officio: iudex equitate, testes veritate, accusator intentione ad amplificandam causam, defensor extenuatione ad minuidam causam. Sape enim fit cum ratiocinationis aut metu, aut gloria, aut pecunia, id est, aut commodi aliquid appetendi: vel incommodi vitandi. Fabian. Pontifex in caus. nullus vquam. 4. q. 4. In omni iudicio quatuor personas necesse est semper adesse, id est iudices electos, accusatores idoneos, defensores congruos, atque testes legitimos. Iudices autem debent esse equitate, testes veritate, accusatores intentione ad amplificandam causam, defensores extenuatione ad minuidam causam.*

Ceste clause suivante commençará ces mots, *Pour ce le iuge*, &c. iusques à ces mots, *Au propre lieu*, n'est cōprinse dās le texte latin, mais est prise & tiree du mesme Auteur, au Chap. iii. fol. 26. des Editions des années 1546. & 1551. de ce premier liure en la glose, où il cite la l. 1. §. *dies autem* & §. *seg. D. Quando appel. sit*. Pour monstrier que les despens se doivent taxer en lieu public.

Le Parl'Ordonnance du Roy Charles IX. 1560. des Estats d'Orléans Art. 67. & 68. toutes matieres sommaires se doiuent vider sur le champ. sans ministère d'Aduoct ou Procureur, sur le seul interrogatoire des parties qui serōt tenues cōparoir à celle fin à la premiere assignatiō. Le Roy Héry III. par celle de Blois 1579. Art. 153. veut que

tous Juges, tant Royaux qu'autres, soient tenus d'expedier sommairement & sur le châp les causes personnelles & qui n'excederont la somme de trois escus & vn tiers, ou la valeur pour vne fois, apres auoir ouy les parties qui seroient tenuës cōparoir à ceste fin en personne à la premiere assignatiō, s'ils n'ont legitime excuse d'absence ou maladie pour estre ouyës par le Juge sans assistance d'Aduocat ou Procureur, & se purger par serment, si elles en sont requises. Et où lesdites parties seroient contraires en faicts, seront appointees à amener quelque nombre de tefmoins qui seront ouïs sur le châp. Et si le different ne se peut vuidier à l'instant, sera tenu le Juge de le vuidier sur le Registre, sans pour ce prendre Espices. Et sera le Jugement donné par nos Juges en ce cas executoire par prouision, sans preiudice de l'appel, & sans pour ce vouloir restreindre le pouuoir donné aux Juges par autres Ordonnances. Par Arrest du 17. May 1544. fut ordonné que le seneschal de Niort ou son Lieutenant comparoistroit en personne, pour auoir fait vn proces ordinaire en telles matieres pour raison de la somme de cinq sols, & furent les procedures callees & annulees : avec inhibitiōs & defences à tous Juges de ne faire doresnauant vn proces ordinaire en telles matieres de petite consequence. *Rebuff. in Pream. Constat. Regiar. nu 85. & trait. de sent. execut. Art. 9. glof. 2.* Pareil Arrest donné auparauant au profit d'un marchand de Toloz, contre le Preuost & Bailly de Beauuois qui furent adiournés à comparoir en personne le 14. iour de may 1531. recité par le mesme Rebuffe T^o 2. Tit. de merc. Art. 71. Glof. vn. num 13. Voyez le chap. 16 du texte Latin de ce premier liure. Les Juges & Consuls des marchands iugent les causes sommairement pour fait de marchandise entre marchands seulement, suyuant leur creation & crection pour ceux de Paris par le Roy Charles IX. le 18. Ianuier 1563. & pour les autres villes par Edict general du 16. Decembre 1566. luyuant la doctrine de Bartole in l. si fideiussores. §. quadam. D. Mandati. In curia mercatorum debet iudicari de bono & aequo, omisso solemnitate iuris & apicibus iurū quæ veritatem negotij non tangunt. Il y a autres Ordonnances anciennes de Charles VIII. 1490. Art. 14. François I. 1519. Art. 23. & 24. & 1525. chap 12. Art. 5. ainsi qu'il est expliqué en la Conference des Ordonnan. liu. 3. Tit. 1. Au reste par l'Ordonnance de Blois 1579. Art. 140. il est porté en ces mots, Enioignons aux Juges ordinaires de vuidier sommairement les procez de marchand à marchand, & pour fait de marchandise, sans tenir les parties en longueur de procez, ny les charger de plus grands fraix qu'elles eussent supporté pardeuant les Juges & Consuls, sur peine de concussion. Voyez le 4. de la Conference des Ordon. Tit. 12. Chopin. 2. de mor. b. Paris. Tit. 1. num. 7. & 8. d. Chap. 52. de ce premier liure cy dessous.

Omnia iudicia aut distrahenda controuersiarum, aut puniciorum malefactorum causa reperiuntur sunt: quorum alterum leuius est propterea quod minus ledit, & per sepe disceptatore domestico diuidiatur. alterum est vehementissimum, quod & ad grauiores res pertinet, & non honorariam operam amici, sed feruoratum iudicij ac vim requirit. Cicero pro Caccina.

En termes de droit sont mises deux especes d'actions, in rem qua dicitur vindicatio, & in personam, qua conductio appellatur. I. actionum genera 25. & l. actioni 37. D. de act. omib. §. sed et §. namque. §. appellamus. Aux Institutions de Iustinian liure 4. Tit. d. act. specul. Tit. de act. si u. petit. Combien que plusieurs autres diuisions soient mises esdits lieux. Mais les definitions de l'action personnelle ou petitoire sont prises de la mesme loy. 25. D. de act. & du §. omnium actionum & §. appellamus, Insti. eod. tit.

In ius vocatio, omnium actionum instituendarum principium, §. vi. Insti. de pan. sem. litig. Bart. in l. in tribus. D. de indic. specul. tit. de citat. & Masuer in praxi. Tit. 1. de adiornamentis. Guido Pap. quæst. 155 l. fin. C. de procur. Innoc. in cap. si aduersarius, ext. de eo qui mitt. in poss. spec. Tit. de citat. §. 1. num. 6. Salu. in l. vlt. §. iancimus. C. de ed. diui. Adr. toll. Bart. in l. si tutor. Cod. de admin. tut. Baldus in l. consentaneum. C. q. nom. lo. & quando index.

h. vide l. neminem. C. de ex. reu. & de Bartol. Masuerius in praxi dict. Tit. de adiorn. Felin. in cap. 1. de indic. extra.

i Par la Coustume d'Aniou Art. 382. Sergent du Ressort exploiëte en tous les endroicts du Ressort. Et plus bas à la fin il est dit que chacun Sergent en son Bailliage & amenee peut exploiëter: & plus haut, Le sergēt en sō ordinaire peut exploiëter sans mandement & cōmission. A laquelle Coustume est conforme celle du Maine Art. 392. Par celle de Niuer, Chap. 4. Art. 9. le sergent peut notifier en tout le Terri-

roire

toire: & Poictou, Art. 385. Les Sergens chacun en son Bailliage, peuent sans mandement ou commission de Iuge, faite & bailler les adiournemens. Il y a Arrest à ce propos du Parlement de Paris, du 26. iour de May, 1521. recité par Papon en son Recueil d'Arrests, liu. 5. tit. 7. art. 12. Aucuns le coter du penultieme de May, 1524 entre François de Chasteaubriant d'une part: Tristan & Claude de Chastillon d'autre. Pareil Arrest donné aparauant des 10. Octobre 1513. & 7. Ianuier 1516. *Idem*, du dernier iour d'Auil 1523. contre l'Archeuesque de Sens appellan^t, & vn quidam de S. Julian, par lequel vne anticipation faicte par vn Sergent de Môtargis au ressort de Sens est declarée abusive: & defences à tous Serges de n'exercer leur estat hors leur pouuoir, sur peine de nullité, & d'amende arbitraire. Voyez la premiere partie de la Conference des Coustumes, tit. 21. & seconde partie, tit. 7.

k Cela est tiré de la Coust. de Poictou, ar. 239. Theueneau dict sur le 301. art. de la mesme Coust. que les Sergens ne peuuent faire vistes de Retraict sans Commission.

l Bartol. in l. 1. D. de Offic. Consul. l. 1. §. *praesules*. D. de requir. reu. Guido Pap. Dec. 346. l'ide l. *vis*. §. *vis*. D. quod met. causa.

m Ceste clause est prise du Commentaire Latin.

n Il faut entendre l'Ordonnance du Roy François I. 1539. art. 22. & que l'Auteur parlant des Ordonnances dernieres, il entend ladite Ordonnance, 1539. Voyez la derniere glosse Latine sur ce Chap. 1.

o Chap. 1. de ce premier liure.

p *Extra territorium*, D. de iurisd. omni. iud. cap. fin. De constit. in 6. Bald. in cap. 2. Ext. de test. cap. *ut litigantes*. De offic. ord. in 6. Areste, il faut noter que les Sergens Royaux ne peuvent mettre à execution les obligations passees sous le seal des hauts Iusticiers, ny les sentences donnees par leurs Iuges. Arrest donné au profit de M. de Villeroy, contre les Sergens Royaux de Corbeil, du 13. iour de Iuillet 1551. & pour Messire Loys de Rohan, sieur de Guimené, Comte de Rochefort, du 16. iour de Ianuier, 1587. par lequel la Court cassa & annulla les saisies & creies faictes par vn Sergent Royal de Montfort Lamaury, en vertu d'une obligation passees sous le seal de Rochefort, des heritages situez audit lieu, appartenans à vn habitant son suzer & iusticiable, sauf aux creanciers à se pouruoir pour la saisie, creies & adjudications par decret des heritages situez audit lieu de Rochefort, par deuant le Bailly de Rochefort, ainsi que de raison: & furent outre faictes inhibitions & defences aux Serges Royaux, d'exploicter en vertu des obligations passees sous le seal de la Chastellenie de Rochefort, à peine de nullité, despens, dommages & interets des parties. Autre Arrest donné aparauant le 20. Decembre 1575 au profit des Duc & Duchesse de Nuernois, contre les Sergens Royaux demourés à S. Valery. Et si les Sergens exploictent en vertu de telles obligations passees sous le seal des Seigneurs, ils pouuent estre adiournez par deuant le Iuge du Seigneur haut iusticier, à fin de bailler copie de leurs exploits, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du mardy 5. Mars, 1554. Donné au profit de M. des Dormans, sieur de Bieure, contre vn Sergent à cheual demourant audit lieu. Bacquet Traicté de Iustice, chap. 26. nombre 3. 4. & 5. Papon liu. 6. des Arrests, tit. 7.

q Anciennement les Sergens ne pouuoient bailler les assignations aux parties, selon pardeuant leurs Iuges, Arrest du penultieme iour de May 1523. en la cause de François de Chasteaubriant: Mais auourd'huy cela est abrogé. D'autant que les Sergens ont pouuoir d'exploicter par tout, au moins la plus-grand part des Sergens. Ainsi l'appariteur du Iuge d'Eglise ne peut adiourner aucun deuant le Iuge lay: ne le Sergent du Iuge seculier pardeuant l'Official. Cap. nouu. extr. de indic. Rebuff. Traicté de Ciu. Art. 1. gloss. 1. num. 2.

r *Nullus alterius Tabellionis terminos inuadere debet, sed sui contentus esse debet*, can. 1. 13. q. 1. Ecclesiasticum ordo confunditur si sua cuique iurisdic^tio non seruetur, can. peruenit 11. q. 1. Rebuff. som. 1. ar. de la 1. obligat. art. 2. gl. m. nu. 50. A ceste cause le Roy François I. par Ordonn. données à Angoulême au mois de Nouëbre, & 11. Decembre 1543. & 24. Iuillet 1544. a prohibé & defendu aux Notaires & Tabellions d'entreprendre sur les limites l'un de l'autre, ne receuoir, passer, ne grossier aucuns cōtrācts hors leurs limites & ressorts. Henry 2. a depuis reiteré les mesmes defences, ainsi qu'il est raporté en la Con-

IO PRACTIQUE CIVILE ET CRIMELLE,

forence des Ordonnances, liure 11. Tit. 14. Ceste question est traictee & decidee par Barol. in l. 1. D. de Offic. proc. & legat. Paul. de Castro Conf. 126. Vol. 1. argumento 1. in apud D. de acqui. rer. dom. n. d. l. extra territorium. D. de iurisdic. & ibi Bald. Hostens. & Anton. de Butrigar. in cap. cum P. Tabellio. extr. de fide instrum. & cap. sicut. Ne cler. vel. monachi specul. in Tit. de instrum. Edit. §. restat. B. ul. in l. repetita C. de Episcop. & cleric. Faber ad l. secundum C. de donationib. Boër. Decif. Burd. quæst. 242. num. 4. Ioann. Conf. ad §. 65. Conf. 1559. Rebuff. T. 1. Tra. 7. del. obliq. Art. 2. glof. vñ. num. 50. & 51. Papo liure 4. des Arreſtes. Tit. 14. Art. 1. Bacquet Traicté des droicts de Iustice, chap. 15. nomb. 33. 34. & 35. le doute fait par l'Auteur touchant les testamens a este iugé par Arr. du 15. Aueil 1575. par lequel fut déclaré vn testamēt nul pour auoir vn Notaire instrumenté au lieu où il ne pouuoit.

1 Barol. in d. l. 2. D. de Offic. proconsul. & legat. specul. Tit. de instrum. edit. §. nunc restat.

5 Rebuff. Tom. 3. Traicté de c. Art. 1. glof. 4. num. 19. Au reste la forme de demander Pardon ou annexes est abrogée par plusieurs Edicts & Ordonnances, mesmes par les Estats d'Orleans 1560. art. 90. Ordonnances du mois de Mars 1566. du mois de May 1568. Art. 1. & 4 & 5. Septembre 1568 d'Henry 3. Estats de Blois 1579. art. 172. & nommément par l'Edit du mois de Ianuier 1586. par lequel il attribue pouuoir à tous Sergens Royaux d'exploicter par tout le Royaume de France, sans demander places, vñs, ne Paremies, en prenant neantmoins lettre de la Majesté pour l'ampliation attribuee par l'Edit, & payant finance selon la taxe faicte au Conseil d'Etat, ainsi qu'il est amplemēt déclaré en la Conference des Ordonnance liure 7. Tit. 6. & liure 11. Tit. 16.

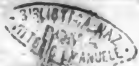
1 Cest Arreſt est aussi recité par Rebuff. Tom. 1. Traicté de lit. rogat. Art. glof. 3. num. 31. lequel il date du premier Feburier 1543. Boër Decif. 8. Vide etiam Rebuff. Tom 5. Traicté de cit. Art. 1. glof. 4. num. 19. Papon liure 7. des Arreſtes Tit 5. Arreſt 5. le cotre de mesme date, que Rebuffe.

v Ce priuilege des Huissiers à cheual du Chastelet de Paris est fort ancien, & se trouue leur auoir esté coneedé du temps du Roy Charles V. dès l'an 1366. confirmé depuis par saint Loys, Charles VI. en l'an 1406. & autres Rois successeuement les vns apres les autres: Mesmes par Edit du Roy François I. donné à Rouën au mois d'Aueil 1544. Duquel priuilege est fait mention expresse en l'Edit de l'an 1565. Art. 19. & de Roussillon 1564. Art. 5. comme il se voit en la Conference des Ordonnances Royaux liure 12. tit. 16. Par Arreſt du 5 iour de May 1544. fut ordonné que les onze vingts Sergens à verge, les 40 Sergens à cheual mentionnez és Lettres Patentes du mois d'Aueil 1544. du Roy pourroient faire dedans la ville & Banlieue de Paris, les exploicts, qui ont accoustumé estre faits seulement par les Sergens à verge: pourueu qu'en enterinant quant à cela requeste faite par le Procureur general du Roy, ils ne pourroient prendre, sinon semblable salaire, qu'ont accoustumés & doiuent prendre lesdits Sergens à verge, & leur defend d'en prendre n'exiger dauantage: & s'il leur eschet d'en prendre & exiger dauantage: en ce cas la Cour dès à present comme pour lors les declare priuez du priuilege à eux baillé: & aussi en ayant esgard aux conclusions prinſes par ledit Procureur general du Roy à la charge de leur part faire le service enuers les Lieutenans civil & criminel, & Commissaires du Chastelet de Paris, semblable qu'ont accoustumé faire les Sergens à verge, & pour ce faire vn tiers desdits Sergens à cheual, sera tenu faire residencee en ceste ville de Paris, de sorte qu'il n'en pourra aller plus de 40. à la fois hors ladite ville, & ce par prouision, & iusques à ce qu'autrement en ait esté ordonné. Et quant aux exploicts que lesdits Sergens à cheual feront hors ceste-dite ville, dit la Cour, que sous ombre de leur qualité d'Huissier, ils ne pourront prendre plus grand salaire, qu'ils souloient faire, & leur defend d'en prendre dauantage sur les peines contenues és Ordonnances, & d'estre priuez de leurs estats, au cas qu'ils contreuen droient. Et quant à l'opposition faicte par les Huissiers de la Cour, dit qu'en tant que touche les executions & exploicts qui sont specialement referuez par les Arreſtes d'icelle donnez sur les lettres d'Edit, autrefois par lesdits Huissiers obtenues, & à iceux Huissiers & à tous autres defend, fors que ausdits Huissiers de la Cour, les 40. Sergens à cheual ne ionyront aucunement, ains a ordonné & ordonne la Cour que les défenses par elles faictes à tous autres Serges

ou Huissiers que ceux d'icelle sortiront leur effect: & autrô lieu & effect, entant que touche lesdits 60. Sergés à cheual, nommez esdites lettres, & leur defend d'excuter aucuns exploits reseruez spécialement aux Huissiers de la Cour. Et au regard des executions des Commissions qui sont emanées d'icelle pour factiô d'Enquestes, Confection d'inuetaires & executiô d'Arrests, designez es lettres d'Edict, ordroyez par le Roy ausdits Huissiers, ordonne la Cour qu'autres que les Huissiers d'icelle, ne se pourront mesler de les excuter, & ne s'en pourrônt mesler lesdits Sergens à cheual, linon es cas qu'il leur est permis de ce faire. Et quât à la qualité d'Huissier, a ordonné & ordonne ladite Cour, que lesdits Sergens à cheual denommez es Lettres patentes du Roy, jouiront du nom & qualité d'Huissier selon leursdites Lettres: à sçavoir qu'en leurs exploits & procès, ils se pourrônt dire & intituler Huissiers Sergés à cheual du Roy en son Chastelet de Paris, & non simplement Huissiers, & leur defend & à tous autres, fors qu'ausdits Huissiers de la Cour, prendre simplement ladite qualité & nom des Huissiers, sur peine d'amê de arbitraire, & d'estre priuez de l'honneur, nom & titre d'Huissier à eux donné par le Roy. Et depuis par autre Arrest du 11. Juillet 1446. fut defendu à tous Sergens de venir excuter au Palais, & dedâs les murs d'iceluy, suiuant autres Arrests, sur peine d'amende arbitraire, & de suspension de leurs estats pour la premiere fois, & de priuation pour la seconde, & encores sur peine de nullité des exploits qu'ils feront, s'ils n'ont expresse permission de nostre Cour. Et permis ausdits Huissiers fils les trouuent contreenans, de les prendre & constituer prisonniers en la Conciergerie du Palais.

x Voyez ce qui a esté annoté cy dessus sous la lettre x.

y Faber sur la loy *quod promulgatu* 2. C. de offic. *praf. vrb.* tient que nous gardons en France, qu'un luge qui a donné cômmission à vn Sergêt pour la mettre en executiô, a cognôissance des delicts & abus commis par ledit Sergent en l'exécution d'icelle, l. de multis. D. de custod. reor. l. inofficiales 4. C. de offic. *rect. prou. d. l.* 2. C. de offic. *praf. vrb. l. fin. C. de sportul. & sumptib. l. eo casu. C. de appell. Ioan. Gallus q. 277. M. suer. in Praxi, Tit. de pen. num. r. 26. & 31. Petr. Jac. in Pract. sua, Tit. de conducl. ex lege §. quadrupli Rebuff. Tom. 3. Tract. de creat. Art. 2. gloss. 4. num. 18. Mais Guid. Pap. Dec. 328. asserme qu'un luge inferieur ou subalterne peut punir le Sergêt du luge superieur, s'il delinque au dedâs du destroit & pouuoir de sa iurisdiction, allegant le Bartole sur ladite loy, *inofficiales* 4. C. de offic. *urb. prouine* estre de mesme, à quoy est conformel la loy *contra nostra* 5. C. de execut. *& exalt.* pouruen toutesfois que le luge superieur en soit aduerty. Azon *in summa*. C. de offic. *rect. prouine*. tient aussi la mesme opinion. Et Bartole sur la mesme loy, *inofficiales*. Mais celle de Faber est plus communement receüe, laquelle se peut confirmer par la loy 2. C. de offic. *magistr. mil.* Ne sert de rien au cōtraire la dispositiô de la loy *inofficiales*, si les termes d'icelle sont bien prins, & examinez selon leur vraye & naturelle signification. D'autant que le mot ou terme *iudicandi*, dont elle vse, n'attribuë point de iurisdiction, veu mesmes qu'en termes de Droit, vne personne priuee poursuiuant vne accusation ou instance criminelle, *vindicare dicitur, ut Papin ait in l. heredem D. de his quibus ut indignis*. Au surplus il est tres certain & indubitable, que les Officiers denommez par ladite loy, *Prouinciales*, auoient seulement puissance & auctorité de pourfuyre les delinquans, & au plus fort de les pouuoir saisir & apprehender au corps: pour ce fait en bailler aduis aux Officiers que la loy nomme *Præfati*. Or s'ils eussent eu tout pouuoir, puissance & auctorité de punir & chastier les criminels, pour neant estoient ils astrains de leur mander & faire entendre les delicts & crimes commis en leur destroit, ou lieux de leur establissement. Cela a esté neantmoins ordonné & establi par la Loy, à fin que ceux qui auoient la surintendance sur eux, nommez *Præfati*, les punissent & chastient selon la qualité du crime ou delict. D'autantage les luges inferieurs & subalternes des Seigneurs Iusticiers n'ont le plus souvent iurisdiction & iustice que iusques à certaine somme limitee: comme de soixante sols ou autre moindre. A ceste occasion ils doyent renouuer les Sergens de leur superieur delinquans au destroit de leur pouuoir & iurisdiction, au luge superieur pour les punir & corriger, ainsi qu'il appartiendra par raison, sans*



qu'ils puissent audit cas entreprendre aucune Cour, ne Jurisdiction sur tels Sergens; A ce est conforme l'Edict de Philippes le Bel, fait l'an 1302. Art. 18. & du Roy François I contenant le pouvoir des Huilliers du Grand Conseil de l'an 1527. par lequel la cognoissance & jurisdiction des abus & malversations des Sergens du Grand Conseil, commises en l'exercice de leurs Estats, est attribuee aux Juges, desquels seront emaneez les jugemens & sentences. Et par l'Ordonnéee du Roy Charles 7. 1453. Art. 12. est aussi dict que les Sergens ou executeurs ayans delinqué au fait de leur execution & de leurs offices, seront corrigez par les Juges qui ont donné les sentences ou commissiōs, & condamnez es dommages & intereests, & de pès des parties bleesces, & en amende selon l'exigēce des cas. François I 1535. chap. 16. Art. 17. mises au 7. liu de la Confer des Ordonnances, Tit. 1. Voyez Rebuff. Tom 1. sur les Ordonnances, Tit. de sentent. exerc. Art. 7. glof. 14. 15. & 16. Boer. Dec. 9. num. 9. & 16. Guid. Pap. quest. 293. Ausfer. Dec. 197. & 420. l. diligenter. D. de mandat. cap. sacro De sent. excomm in Gloss. in can. illud. 11. q. 3. Bald in l. observare. §. proficisci. q. 23. D. de offic. proc. l. 2. C. de sportul. & ibi Fab l. de militibus. D. de custodia reorum. Papon Tit. 8. liure 5. du Recueil des Arrests, Art. 2. liure 7. Tit. 7. Art. 48. Chassan. in Consuet. Burgund. Tit. 2. §. 7. num. 37. usque ad 44. num. inclusivē.

z Ce qui reste de ce 1. chap. concernāt le pouvoir des dergens du Grand Cōseil, est pris des Annotations Latines: mais le doute fait par nostre Auteur se vuide par leur privilege contenu en l'Edict de l'an 1527. Car par iceluy il leur est permis faire tout^z exploits & executiōs par vertu des lettres & mandemēs, tant par deliberatiō du Grand Conseil, Cours souveraines, Generaux sur le faict des Aydes, Sentences, Ordonnances, & appointemēs des Maistres des Requestes ordinaires del' Hostel, Gēs tenans les Requestes du Palais à Paris, des Comptes, & Preuost de Paris, que tous autres Baillifs, Seneschaux, Preuosts, & autres Juges Royaux, Rebuff. tom. tract. 3. de cit. Art. 1. gloss. 1. nu. 4. & 5. tient que les Sergens du Grand Conseil peuent par tout executer les mandemens, jugemens & commissiōs du Grand Conseil, mais non pas des Juges inferieurs, si l'n y a commissiō du Conseil expresse au cas: laquelle opinion n'est à present suivie.

a Par les Ordonnances Royaux, 1139. Art. 90. ceste difficultē est vuidee, & par les autres alleguee en la precedente Annotation.

b Ceste clause se nomme ordinairement, par les Practiciens, Rogat ou Rogatoire, cap. Romana. §. cōtrahentes De foro compet. in 6. Gloss. in cap. pastoralis. De re iudic. in Clem. in fait mention, & Salicet. Debent Praesides aliqui magistratus vel iudices sibi mutuo auxilium ferre, ut adversus reos criminos. l. 7. D. de cust. reor. vel fugitivos. l. 1. D. de fugit. necessarium est mandatum, iussus vel rogatus. l. 15. §. 1. D. de re iud. l. 12. §. pen. D. de rebus auct. iud. poss. & Rebuff. Tom. 2. Tract. de lit. requisit. seu rogat. Ragueau en son Indice des droits Royaux, in verbo, Commissiō Rogatoire: Papon liure 7. des Arrests, Tit. 5.

DE IN IVS VOCANDI FORMVLA.

CAP. II.

De in ius
vocandi formu-
la.



Lerunque autem citationis formula à indice apud eum actuarium seu scribam conceditur. Id sane cum observatur, maxime quum retinenda possessionis interdictum proponitur, aut lvs inter laicos capta, à pontificum iudici ad regium tribunal advocatur.

DES ADIOVRNEMENS LIBELLEZ, exploicts, Commissiions, & saisies: ensemble des oppositions & appellations sur icelles.

CHAP. II.

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Commissiions ou mandemens des Adiourenemens se prenoient anciennement au Greffe. 2. Tous adiourenemens seront libellez suivant l'Ordonnance. 3. Des mandemens des Iuges por- | <ol style="list-style-type: none"> 4. Des confortemains, la saisie tenant, nonobstant opposition ou appellation quelconque. 5. Profit de former libelle au Greffe. |
|---|--|



Es commissiions ou mandemens des adiourenemens ciuils par cy deuant estoient communement pris au Greffe du Iuge, a par deuant lequel l'on vouloit faire les adiourenemens: & les despechent les Greffiers sans le iuge: par ce qu'ils ne contiennent grief aucun: & auoit l'on accoustumé de libeller la demande par iceux mandemens en certaines causes, comme en complainte, en lettres inhibi-

1. Commissiions
ou mandemens
des adiourenemens
se prenoient an-
ciennement au
Greffe.

2. Tous adioure-
mens seront li-
bellez suivant
l'Ordonnance.

toires par lesquelles les Iuges Royaux euoquoient les causes de leur iurisdiction pendans pardeuant les Iuges d'Eglise; depuis l'on a estendu ce stile à toutes autres matieres indifferemment, & mesmement depuis les Ordonnances dernieres publiees au mois d'Aoust l'an 1559. parce que par icelles, Article 116. il est ordonné que tous les adiourenemens pour interuer nouueaux procez, seront libellez sommairement, & contiendront la demande & moyens d'icelle en bref, pour en venir prests à defendre par le defendeur à la premiere assignation. A ceste cause maintenant on propose le plus souvent sa demande au Greffe: & ce roquerant le demandeur le Iuge par mesme registre ordonne que la demande sera signifiée au defendeur, pour y venir dire ce que bon luy semblera.

3. Des mandemens
des Iuges portans
commandemens,
& en cas d'op-
position, &c.

Et baille souvent le iuge en mandement le au sergent de faire commandement au defendeur de faire le contenu de la demande du demandeur, comme si j'ai estoit cōdamné: mais il met la clause. *Et en cas d'opposition, re-*

fu ou delay adiournez les opposans, refusans, ou dilayans, à certain & competât iour. Auquel cas le commandement est cōuert en simple adiournement. Cō- uient cy entendre, que nul sergent doit exploiter par vertu d'un mande- ment verbal du Iuge s'il n'est mis par escrit. Et pource fut dit par Arrest de la Cour, bien appelle d'un mandement de Iuge baillé de vive voix, par le- quel apres auoir esté informé d'obligatiō, il cōmanda à vn sien sergēt faire commandement au débiteur de payer la somme: & en refus, d'arrester son cheual. Et furent faites inhibitions aux iuges du ressort, de non vser de tels commandements verbaux.

*4. Des confort-
mains la faisie
tenans nonob-
stant oppositions
ou appellations
quelconque.*

L'on auoit accoustumé en Xaintonge principalement, vser d'une clau- se és confortmains,^d que les seigneurs Feodaux obtenoient de la Chan- cellerie ou du Seneschal de Xaintonge, ou son Lieutenant, pour confort- ger & corroborer la faisie qu'ils auoient mis sur aucuns lieux mouuans de leurs fiefs, à defaut de payement de leurs deuoirs feodaux. Par la clause il estoit mandé de conforter leur main mise: & adiourner les op- posans, refusans, ou dilayans pour dire leurs causes d'opposition, refus, ou delay, l'exploit & la faisie tenant, nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans preiudice d'icelles. Ce qui n'e- stoit raisonnable, par deux moyens: l'un, car c'estoit commencer à l'ex- ecution, l'autre car c'estoit proceder nonobstant appel és cas esquels il n'est permis par les Ordonnances Royaux. Au moyen dequoy sur cer- tain appel interjeté en la Cour de Parlement à Paris de l'execution de lettres Royaux contenant icelle clause, l'exploit & faisie tenant, &c. la Cour auroit dit mal procedé & executé par le sergent executeur des let- tres Royaux, & defendu de non vser plus de telles clauses: & fut l'Arrest donné le 10. de May 1526. Aussi telle clause fut reprouuee en complainre par Arrest donné le 24. de May en iceluy an, Et n'a accoustumé la dite clau- se estre mise qu'en rescripts ou lettres patentes sceelées du grand scel du Roy, & donnees de sa certaine science.

*5. Profit de for-
mer le libelle au
Greffe.*

Est à noter qu'il y a double profit à former son libelle ou demande au Greffe, parce que l'on a par mesme Registre commission & mandement pour faire faire l'adiournement par autre sergent que le bailliager. L'autre parce que quand le demandeur viendra proposer sa demande, il ne fau- dra qu'il face inserer par le registre sa demande, ains fera mettre seule- ment, Proposé & conclu selon le registre contenant sa demande, en date de tel iour & signé tel. Autrement quand le libelle est contenu par l'adi- ournement, il faut pour le mieux faire enregistrer au long la demande, comme elle est contenuë par l'adiournement: car souuent il aduient que l'on perd les relations des adiournemens, & l'on n'en peut recouurer d'au- tres parce que les sergens & communement n'en font registres & mi- nutes.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. II. Des Adiournemens libellez, &c.



'Exploit d'Adiournemēt est cause de la cōparatiō requise & necessaire en tout procēs ciuil, & l'effect de l'Adiournement ou citatiō. *Angel & Bald. in l. D. de edendo.* A ceste cause on peut faire conuenir quelquefois la partie quād elle est trouuee presente en iugement, le luge seant, & conclure contre elle par permission de la Cour, *argumento eorum, quā notantur in cap. abbatem. extr. de refer.* Auquel cas n'est besoin d'aucun exploit ou Adiournement. Quand l'exploit d'Adiournement ou citation contient la lemande, le defendeur est tenu de respondre icelle.

Innoc. in cap. praterea. extr. de dilat. Toutesfois maintenāt sōt dōnez deux delais, tār au demādeur que defendeur; pour se cōseiller, ainsi qu'est declarē par l'Ordōnance du Roy Frāç. 1. 1339. Art. 16. & 17. & sera plus amplemēt expliquē au chap. 17. de ce l. liure.

b Le semblable est aussi ordōnē par l'Ordōnn. du Roy Charles 9. 1363. Art. 1. contenuē en la Conser. des Ordōnn. liure 2. Tit. 2. Partant l'Office du luge commence à auoir lieu du iour de l'Adiournement ou citation, *et notatur in cap. praterea. extr. de off. delegati. Secus*, si l'adiournement est general. Car lors l'office du luge prend son commencement du iour de la contestation en cause. *Speculator Tit. de off. om. iud. §. de seruit. vers. sed quauit.* *Iason in l. cum fundus. num. 40. D. si cert. per.* Au reste l'Ordōnance n'a lieu es citations faictes par les Appariteurs Ecclesiastiques: laquelle ils ne sont tenus garder. Arrest du 4. iour de iuin 1537. *Rebuff. Tom. 3. Traict. de cit. Art. 3. gloj. viii. num. 7.* Et tel exploit ou Adiournemēt contenant sommairement la demande ou conclusion du demandeur interrompt la prescription de xxx. ou xl ans, *l. si ius, & l. cum notissimi C. de presc. 30. vel. 40. ann. & ubi. Ioan. Fab.* Mais auioird'huy nous gardons les Ordōnances 1339. & 1563 sus alleguees.

c T out ce qui suit de reste en ce chap. 2 iusques à la fin est adioustē par l'Auteur, & pris de son Commentaire Latin, où il tient que ceste clause, *Et en cas de refus. &c.* est reprocue par le Bart. in l. nec quicquam §. vbi decretum D. de off. proc. & legati. Bald. in *Addit. ad Specul. de iur. in 3. col. §. ult.* Par ce qu'en ce cas, il semble que l'on commence par l'executiō cōtre la dispositiō de Droict l. i. C. de exec. rei iud. l. 4. §. 18. D. de rei iud. Toutesfois ceste Pratique, & commune vñance est bien approuuee, & receuē par toutes les iurisdicōns. Aucuns la confirment par le mēme Bartole, in l. de pupillo. §. meminisse D. de iur. iur. in l. i. où il dit que tels comandemens sont conuertis en simples Adiournemens. *Faber in §. omnium. Instit. de pena tem. lit. g. Guid. Pap. Dec. 61.* parlent de tels mandemens.

d La forme des Confortemains est assez cogneuē par le Stil de la Chācellerie, tant anciē que nouueau, mēmes par le dernier imprimé pag. 66. C'est vne cōmissiō obtenuē du Roy ou du Seigneur superieur immediateur cōforter la faiste du Seigneur Feodal ou Censuel. Il est fait mentiō de tels confortemains es coustumes de Berry. tit. 5. Art. 16. Auuergne cha. 22. Art. 2. Angoumois Art. 11. Blois Art. 39. & en l'Ordōnance de Cremieu 1536. Art. 4. ainsi qu'il est expliquē en la Conference des Coustumes part. 2. tit. 1. Bacquet Traict. du droict de l'ist chap. j. nombre 13.

e Par l'Ordōnance du Roy Charl. 9. fait en l'ān 1573. est portē que les Setgns feront Registre de leurs exploits, signē par eux, contenant la date des Arrests, lēgements, cōmissiōs & obligations, en vertu desquelles ils besongnent, ensemble des iours qu'ils ont esté faits, & le nom de leurs tēmoins ou Records qui y ont assistē, pour y auoir recours par les parties en cas de necessitē.

DE CITATIONE EX RESCRIPTO.

CHAP. III.

Citatio ex rescripto principis.



RETERERE. Species est alia ex scripto in ius accersendi, quum ex principis rescripto licet auspicimur. Usurpatur autem id frequentius, ubi à Principe 25. annis minoribus, aliusque iure suo lapsis succurritur. Nam qua olim praetoribus & praesidibus erat potestas minores ceterosque ex iusta causa restituendi, ea moribus nostris ad solim principis maiestatem delata est, porro cum huiusmodi rescripto licet cognitio cuipiam iudici mandatur neutri litigantium licet (nec altero quidem rescripto) alium iudicem impetretur, sed aut prioris iudicis reiectione (quam Recusationem vocamus) aut fori praescriptione, aut appellatione, aut alio ordinario remedio utendum est. Admonet profecto nos res ut inexplebilem quorundam causidicorum avaritiam deploremus: qui ad huiusmodi sacra rescripta tanquam ad aram & asylum litigantes compellunt, etiam re id non postulante, sed ut quastum duntaxat uberius ex conficiendis horum commentariis adipiscantur; satisque consultum clientis commodo, vel potius suo arbitrantur, si ad commentarii libellum rescribatur, licet etiam ius repugnet. Verum regis sanctionibus huic numero fori rescriptorum indulgentia itum est obuiam. Iudices enim his edictis parere iubentur, quatenus iuris & legum praescripto non derogatur. At moribus nostris introductum est, ut principi rescripta sua nunquam nisi iudicibus destinet vel dirigat, qui iudicibus regis sint inferiores: sed cum principis rescripto in controversia apud hos inferiores mota opus est, rescriptum apparitori destinatur regio, ut praecipiat iis iudicibus inferioribus rescripto, ut principali obsequantur.

EN QUELS CAS PAR CY DEVANT
on vloit d'Adiournemens libellez, & quand on
doit commencer procez par vertu de
lettres Royaux.

CHAP. III.

- | | |
|---|--|
| <p>1. Deux cas, esquels on souloit
bailler adiournement par vertu
de Commission ou mandement
de Iuge.</p> <p>2. Restitutions ou releuemens
sont faits par le Roy, & non</p> | <p>par les Iuges.</p> <p>3. Voyes de nullité n'ont point de
lieu.</p> <p>4. Des lettres Royaux attribui-
nes de iurisdiction.</p> <p>5. De l'adresse des lettres royales
En deux</p> |
|---|--|

EN deux autres cas on souloit aussi bailler adiournement, (comme encores on fait) par vertu de Commission ou mandement par escrit, c'est à sçauoir quand on intentoit vn procès par vertu de lettres Royaux, cōme il est requis en plusieurs cas: car il conuient entendre que les Restitutions ou Releu- mēs tant de mineurs, que de majeurs fraudez & lesez, lesquels par Droi^c commun pouuoient estre faites par les Iuges, ne peuent en ce Royaume estre faits par les Iuges, sinon que preallablement le Prince par ses Lettres, apres narration faite du faict en ait releué, & mandé au Iuge, que s'il luy appert du faict par tant que fustre doyeue, il adiuge à l'impetrant ses fins & conclusions, ou le recoiue à prendre pour raison de ce, telles fins & conclusions que de raison. Et combien semblablement qu'un contract ou quelque autre acte soit nul par le seul benefice du Droi^c, & que de Droi^c commun il ne soit mestier de le faire casser & annuler: toutes- tois en ce Royaume, il faut le faire casser & annuler par lettres Royaux: parce que voyes de nullité, ^b soit en contracts, sentences, ou autres actes n'ont lieu en ce Royaume, ains faut tousiours recourir au benefice du Prince, ou se pouruoir par appel à l'encontre des sentences nulles: comme nous declarerons cy apres. Pareillement il est besoin se pouruoir par lettres Royaux, quand les lieux dont on veut faire question, ou les parties contre lesquelles on veut agir, sont en diuerſes Iurisdiccions, à ce que la cause soit commise à vn Iuge Royal.

Et lors on ne peut à iceluy Iuge oster par autres Lettres Royaux la cognoissance de la cause, & l'attribuer à vn autre: ains faut se pouruoir par Recusation, Appel, ou autre remede ordinaire, ainsi qu'il est décidé par les Ordonnances du Roy Loys 12. ^c de ce nom, article 40. Et est defendu par les Ordonnances du Roy Charles 8. article 66. ^d que les Iuges obeissent aux lettres Royaux, lesquelles ne seront de Iustice. Je ne puis en cet endroit me contenir, que ie ne inuche & blāme grandement l'auarice de plusieurs Aduocats, qui sans ce qu'il en soit besoin, conseillent à leurs parties d'obtenir lettres Royaux, à fin de gaigner en la façon des memoires d'icelles: car en ce faisant, ils ne conseillent & regardent au profit de leur partie, mais au leur propre, & leur semble qu'ils ont bien besongné, si les lettres Royaux ont esté expediees selon leurs memoires, ja- çoit que souuent elles ne soient ciuiles.

Mais pour reuenir à nostre propos, il ne faut oublier que le Roy n'ad- dresse iamais ses lettres à Iuges autres que les siens, ou à ses Sergens: & ne les adresse nulle fois aux Iuges des iurisdiccions subalternes ou infe- rieures, & non estant Royales, ains s'il faut auoir quelques lettres Royaux de Iustice, pour faire faire quelque chose par vn Iuge non Royal, en quel- que cause pendante pardeuant luy, ou autrement: il faut que les Lettres soient adressees au premier Sergent Royal, & qu'il luy soit mandé faire commandement à ce Iuge, sur quelque grosse & grande peine à appli- quer au Roy, de faire ce qui est mandé par icelles lettres.

1. Deux cas es- quels on souloit bailler adiournement par vertu de Commission, ou Mandement de Iuge.

2. Restitutions ou Releuements sont faits par le Roy, & non par les Iuges.

3. Voyes de nul- lité n'ont point de lieu.

4. Des lettres Royaux attri- butives de iu- risdiction.

5. De l'adresse des lettres Royaux.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. III.

En quel cas par cy devant, &c.



A raison de ceste opinion procede des privileges que le Roy a. Car il ne recognoist autre superieur que Dieu, & non pas mesme l'Empereur, ou autre Potentat, ainsi qu'il est noté par plusieurs Docteurs, tant Canonistes qu'au-
utres, mesmes par Innoc. in cap. per venerabilem. Quisquis sim legit. Faber in princ. Instat. Papon liure 16. des Arrests titre 3. article 11. Le Roy s'est reserué & à sa grande Chancellerie quelques lettres particulieres, qui ne peuent estre expediees en toutes les autres Chancelleries, tant des Parlemens, que des Presidiaux: neantmoins toutes les provisions qui s'expedient esdictes Chancelleries grandes,

petites, ou presidiales, sont conceuës sous le nom du Roy seulement. Les Preteurs souloient donner les Restitutions & releuemens, l. nemo. D. de integ. restit. l. si minorcm, Cod. cod. tit. 1. in causa 2. §. si D. de minor. l. cum scimus. Cod. ubi & apud quem cognit. r. ft. in integ. & autres vulgaires. Mais nous suivons la disposition de la l. Divi. D. de pennis. Id danttaxat a principibus fieri potest tam in civilibus, quam in criminalibus. l. 1. C. ubi & apud quem. Augusti enim remedium implorandum est, quod non deficit iusti supplicantibus. ille à quo §. p. n. D. a. i. rebell. Bald. in l. si frater C. Qui testam. fac. possunt, imperialis beneficio opus est l. 2. D. de reb. cor. Beneficio principis subuenitur l. si. D. de stat. hom. cap. porrecto extr. De confirm. vili R. buff. Tom. 2. Traict. de resc. num. 22. 23. 24. 25. Traict. de restitut. in pref. num. 11. 12. 13. 14. Art. 2. gloss. 12. Art. 2. glo. §. num. 13.

b Cela se doit entendre de nullitez introduites par le droit Romain, & non pas de celles qui sont irrogees par les Ordonnances ou Coustumes, qui produisent leur effet sans lettres Royaux. Il y a plusieurs nullitez introduites par le Droit Romain, *et in specie l. pen. C. si adversus rem iud. Minor etiam si iudic. n. s. condemnatus fuerit, appellare hodie debet; nec sine appellatione restituatur adversus rem iudicatam et obm. l. 17. 18. & 24. D. de minor. l. 1. C. si sapius in integ. it. m. in specie l. si constat, D. de appellat. l. si expressum. D. cod. tit. 1. 2. & vlt. C. si a non comp. iud. Et multis aliis casibus, qui continentur Tit. digest. Qua sent. sine appell. l. 1. D. de feris. Tit. Cod. de sent. que sine certa quant. & tit. Cod. quando pro. non est nec l. 4. C. de sentent. l. 4. §. condemnatum. D. de re iud. l. 1. C. de p. d. iudic. l. 23. §. 1. D. de appell. l. 1. C. qui pro sua iurisd. Ragueau en son Indice.*

c 150. art. 39. que les autres content 40. & de Franç. l. 135. chap. 8. art. 30 mise en la Conference des Ordonnances. liure 3. tit. 6. par laquelle il est defendu de ne donner secondes lettres pour oster la cognoissance aux iuges, aufquels elle a esté attribuee par lettres Royaux.

d R. buff. Tom. 2. R. scrip. in pref. num. 99. art. 8. glo. num. 2.
 e Par les anciennes Ordonn. de Philip. 6. 1348. Charles VI. 1408. Charli. 7. 1457. art. 73 Loys 11. 1507. art. 59. François 1. 1535. chap. 8. art. 28. il est tres estroitement defendu à tous Iuges de n'obeyer aux lettres du Roy si elles ne s'ot civiles & raisonnables. Par celles de Moulins 1566. art. 81. il leur est defendu de n'avoir aucun egard aux lettres closes pour le fait de la iustice, ainsi qu'il est porté par la Conference des Cr. donn. liure 1. tit. 10. & ya difference entre Lettres de grace; & Lettres de Iustice. Car les vnes gisent en cognoissance de cause, & portent ceste clause, S'il vous appert suivant la disposition du cap. examinata extr. de iudic. cap. abbate. extr. de vrb. signif. & les Lettres de grace, sont octroyees du propre mouvement du Prince & gracieusement, R. buff. Tom. 2. Traict. de resc. in pref. num. 114. 115. & 116. Papon 3. des Not. liure 4. tit. des signatures de commission de iustice f. 240.

f Le Roy n'adresse jamais ses lettres, iussions & mādemens, sinon à ses Officiers

& non à autres: c'est à sçavoir quād elles gisent en cognoissance de cause, à ses Officiers & Juges Royaux, & non des Barons, ou autres Seigneurs Iusticiers: mais si elles consistent en simple execution, à ses Sergens ou Huissiers, & non à autres: Arrest du 1. Mars 1527. Et par autre Arrest du 1. iour de Ianuier, 1510. furent cassées certaines lettres, dont l'adresse estoit faite à vn Sergent, qui contenoient neantmoins cognoissance de cause. Ainsi les Lettres de Sauuegarde s'adressent tousiours aux Officiers & Magistrats Royaux, & non aux Sergens. Arrest du 1. iour de Mars, 1517. Tellement que le Sergent Royal ou Huissier, auquel telles lettres de Iustice seront adressées, a de coustume de faire commandement de par le Roy au Iuge subalterne, non Royal, de pouruoir aux impetrans de Lettres, ou de faire ce qui est mandé selon la teneur d'icelles, ainsi qu'il verra estre à faire par raison, sur les peines portées par lesdites Lettres. Aussi les Juges Royaux à ceste exemple doyuent adresser tous leurs Mandemens & commissions aux Sergens ou Notaires Royaux, & non à autres, suyuant l'Arrest de la Cour du 10. iour de Iuillet 1523. par lequel il est enjoint & commandé à tous Seneschaux, Baillifs & autres Juges Royaux, de n'adresser doréssauant leurs sentences, mandemens & commissions qu'ausdits Sergens Royaux, & non aux Sergens des Barons, & autres Seigneurs iusticiers. Et par autres Arrests du 19. iour d'Aoust 1551. & 12. Octobre 1555. au profit des Serges Royaux du Mans contre les Officiers dudit lieu, qui adressoient leurs mandemens & commissions aux Sergens des Seigneurs, furent faites pareilles defences. Par autre Arrest du 14. Feurier, 1572. plaidât Versoris & Escorfeuel, les Serges Royaux à l'exclusion des Sergens des Seigneurs subalternes, doyuent mettre à execution tous contracts, obligations & instrumens passez sous seel Royal. Rebuff. Tract. de lit. ciuil. Art. 1. gloss. 2. num. 13. Tract. de rescript. in praf. q. 8. num. 64. Tom. 3. Tract. de mat. poss. Art. 2. gloss. 12. num. 36. Tom. 1. Tract. de lit. obig. Art. 2. gloss. in num. 57. Bacquet, Traicté des droicts de Iustice, chap. 7. nombre 30. Chopin lib. 1. de iurisd. And. q. ad cap. & lib. 2. de Doman. Tit. 7. Art. 30.

DE CITATIONE EX IUDICIS EDICTO, volrescripto Principis solutionem indicente.

CAPVT IIII.



*T*aque ex edicto etiam in Ius eos vocare consueuimus, quos
ari alieno obnoxios publica siue authentica scriptura res-
tatur. Nam verbum in id conceptus rescriptum conceditur
à Principe, vel edictum à regio iudice, à quo ad suprema
tribunalia nullo interiecto medio provocatur. Sed autem
vulgò de debitis praeceptum nuncupatur. Id inter
utrumque hoc interest, quod dato à Principe rescripto
omnia quantitas nobis debita nomina aduersus quoscun-
que persequimur. Edicto autem quod à Iudice impetratur, unicum tantum
quantitas debitum. Quin & summa certa in eo adicienda est: Utrumque
tamen un tollitur anni & diei lapsu ab impetrationis tempore. Sanè huius rescri-
pti ita utimur, edictisque, ut ex his viator siue apparitor debeat creditori solue-
re inbeat, quod publico documento comprehenditur: & nisi iussu pareat, statim
ab eo pignora mobiliu rerum auferat, dicimq; ei praestitum, quo auctioni exponen-
tur: de qua latius infra disputabimus. Etque id, quum pecunia debeat. Sed si de

Citatio ex iu-
dicis edicto
debiti solu-
tionem indi-
cente.

Forma huius
Edicti exe-
quendi.

alia quantitate, veluti critico agatur: manu in res mobiles iniecta (quod Garnie manum dicimus) debitori solutionem detestanti dies constituitur à viatore, quo per viros probos peritòsque coram iudice ea quantitas aestimanda sit. Caterum si debitor intercedat, & se opponat, aut etiam provocet, admittendus est: pignoris tamen (ut supra diximus) ablatus: quorum quidem auctio & venditio, dum lites super eo pendebit, differetur. Sed quia ab executione rion initium sumis controuersia, non ubique hoc licet: sed intra eius tantum regionis metas, in qua scriptura de qua agitur publica habetur: rionque duntaxat, quam executio in eo territorio fit: à cuius magistratu creati sunt hi qui eam scripturam subnotarunt tabelliones.

Acqui Constitutionibus Regis nouissimo promulgatis editum est, ut etsi instrumenta hæc à tabellionibus regis sint recepta, ubiuis locorum in regno possint mandari executioni. Sed si à tabellionibus alius confecta sint, executioni tradi poterunt ubicunque, non solum aduersus obligatos, sed etiam aduersus eorum hæredes, atque in eorum bonis, quocunque in loco ea sita sint & reperta, dummodo obligati, eo quo contraxerunt tempore, in eius iurisdictionis commorentur territorio, cuius à magistratibus creati fuerint hi tabelliones qui instrumentum confecerint. Igitur constitutum ibi est, ut tabelliones in instrumentis contrahentium sedes & domicilia adscribant: alioqui & multam fisco inferent, & munere deponentur.

Nec vero mediocri cautio huiusmodi adhibenda est. Si quid enim minus recte ac ordine fiat, creditor litis affirmatione plectitur (quam Damna & interesse vocamus) insuper litis sumptus aduersario restituit. Impetranda autem sunt hæc edita à iudicibus, in quorum iurisdictione debitor sedem fixerit. Nec vlla eum habetur ratio, quòd debitor contrahendo iurisdictionem prorogaret in iudicem illum cui subest tabellio qui debiti scripturam confecerit: nisi forte prorogatus iudex eorum sit numero, qui super hoc privilegium quondam à Principe meruerunt, vetustaque retinuerunt consuetudine. Planè hos esse accepimus verbis Parisiensis præfectum: deinde eum qui præest iuri dicundo nundinus quæ apud Gallos in Campania celebrantur: postremo eum qui minoris sigilli Montispeffulani auctoritatem tuetur: nempe hi cognoscunt de hiis quæ ab instrumentis eorum sigillo suffultis emergunt, secus quacunque fori præscriptione. Quòd si hæc edita ab aliis iudicibus concedantur, non tamen his intercedenti dies dicuntur ad eos iudices à quibus promanarunt: sed ad eum iudicem in cuius iurisdictione constitutum est intercedentis domicilium. Verum hac in re nonnihil immutatum est Principis nostri constitutionibus, multo post priorem harum Institutionum nostrarum editionem promulgatis super iudicum regionum iurisdictione. Sanctum est enim, ut si nominatim debitor se iurisdictioni regis superiorum seu præfidiæ iudicis contrahendo subiecerit, ex eo contractus editoque huiusmodi ad eum dies intercedenti dicti debeat. Quòd si plurius iudicum regionum, aut omnium indiscriminatis se tradiderit potestati, ex illis quem maluit, actor potest deligere. Caterum, si nullum in iudicem debitor consenserit, ad inferiorem regum iudicem, seu castellanum (& quem Præpositum dicimus) intercessionis huius pertinet cognitio. Itaque, si coram superiore seu præfidiæ ea capta sit, ipse ad inferiorem ex tempore eam debet remittere, neque ea de re sententiam ferre tabellarem.

Quis iudex
hoc cõcedat
editum.

Quorundam
iudicum pri-
uilegia in e-
dicti huius
concessione.

DES MANDEMENTS DE DEBITIS & de l'exécution d'iceux.

CHAP. III.

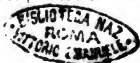
1. *Adiournement en vertu de mandement de debitis sera libellé, & comme le sergent se doit comporter en l'exécution desdits mandemens.*
2. *Ordonnance du Roy Charles 7. art. 12. & du Roy François 1. 1539. artic. 65. 66. & 67. interpretée.*
3. *Des inhibitions generales ou particulieres.*
4. *Notaires tenus mettre la demeure des contrahans.*
5. *Ce que le Sergent doit faire si le débiteur est opposant & appellant, ou bien seulement opposant.*
Des fautes commises par le sergent en exécution.
7. *De la difference des mandemens de debitis obtenus en la Chancellerie & donnez par les Juges Royaux ressortissans sans moyen en la Cour de Parlement, & en quoy ils contiennent.*
8. *Pardevant quels Juges on doit adiourner les opposans aux commandemens à eux faits par vertu des lettres obligatoires: & en quels lieux se doivent releuer les appellations interjettes des mandemens de debitis.*
9. *Seaux attributifs de jurisdiction.*
10. *Lettres obligatoires comme seront exécutoires.*
11. *Des cessionnaires: & comme la femme peut faire mettre à exécution les dettes qui luy ont esté données pour son droit de communauté.*
12. *Si une Cedula reconnüe emporte exécution.*
13. *Bail de caution ou d'acheteur de biens de Justice n'empêche la saisie.*
14. *Interpretation des Ordonnances qui permettent au Sergent de garnir la main de Justice nonobstant l'opposition.*



Autre cas auquel lon bailloit Adiournement par vertu de Commission par escrit, & estoit l'adiournement libellé, & dont encores l'on use, estoit, quand par vertu d'une Commission, Juge, sentence, ou instrumens en forme authentique (lequel aucuns appellent instrument b garantié ensemble & par vertu de lettres Royaux en forme de mandement de debitis, ou d'un mandement de debitis pris d'un Juge Presi-

1. *Adiournement en vertu de mandement de debitis sera libellé: & comme le sergent se doit comporter en l'exécution desdits mandemens.*

C iij



dial, duquel l'on appelle sans moyen en Parlement, l'on faisoit faire par vn sergent Royal commandement au debteur nommé par l'instrument ou iugé, de payer la somme de deniers y contenuë: car apres iceluy commandement fait, si le debteur s'y oppose, le sergent le reçoit à opposition, & luy baille iour pardeuant le iuge pour dire les causes d'opposition: & neantmoins nonobstant & sans preiudice d'icelles, il prend & saisit des meubles du debteur, iusques à la concurrence de la somme deuë, & les sequestre & baille en main & garde à homme soluable, à la chargè d'en respondre, comme de biens de iustice, & de les luy deliurer quand mestier sera. Et si le debteur appelle de la saisie & execution faite sur les meubles, le sergent nonobstant l'appel, & sans preiudice d'iceluy, passera outre, & déplacera les meubles, & les mettra en main tierce, suiuant l'Ordonnance du Roy Charles septiesme article douze: par laquelle en toutes executions qui sont faites par vertu d'obligations passees sous le seel Royal, ou autre seel authentique au dedans les limites où il est authentiqué, la main sera garnie realement & de faict, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles. Et ne sera differé de passer outre pour quelques inhibitions generales, si elles ne sont aux cas particulieres. Qui doit estre entendu des inhibitions generales, que le sergent fait par vertu du relief de l'appel pour le debteur interietté de l'execution. Et les inhibitions particulieres sont celles que fait le iuge d'appel apres iceluy releué, avec cognoissance de cause, & les parties surceoyes. Et parce que ces mots de l'Ordonnance du Roy Charles, *Au dedans des limites, ou il est authentiqué*, sont obscurs par les Ordonnances & dernieres, Article soixante cinq soixante six & soixante sept y a esté baillee interpretation: car y est dit, que les lettres obligatoires passees d' sous seel Royal, seront mises à execution par tout le Royaume. Et quant à celles qui sont passees sous autres Seaux authentiques, elles seront aussi executoires contre les obligez, ou leurs heritiers, en tous lieux où ils seront trouuez demourans lors de l'execution, & sur tous leurs biens, quelque part qu'ils soient assis ou trouuez: pourueu qu'au temps de l'obligation ils fussent demourans au dedans du destroit & iurisdiction, où lesdits Seaux sont authentiquez. Et à ceste fin tous Notaires & Tabellions sont tenus & mettre par les contrats sur peine de priuation de leurs offices & d'amende arbitraire, les lieux des demourances des contrahans. Quand le debteur est opposant, & appellant, il ne luy faut bailler iour pour dire ses causes d'opposition: car l'appel voidera l'opposition: & faut attendre que l'appellant releue, ou bien on l'anticipe. Mais si le debteur n'est qu'opposant il luy faut bailler iour pour dire ses causes d'opposition: & au iour suiuant les Ordonnances dernieres article 68. le iuge f'ordonnera que les biens pris par execution, & autres, s'ils ne suffisent, seront vendus, & les deniers mis entre les mains du creancier, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, par prouision, en baillant par le creancier bon-

2. Ordonnances de Charles 7. art. 12. & François I. 1550 art. 65. 66. & 67. int. & pretees.

3. Des inhibitions generales & particulieres.

4. Notaire doit mettre es contrats les demourances des parties.

5. Ce que le sergent doit faire si le debteur est opposant & appellant ou bien seulement opposant.

ne & suffisante caution de les rendre, & se constituant acheteur des biens de Justice.

Il faut bien prendre esgard à ce que les commandemens & executions ne soient tortionnaires, mais bien & deuëment faites: car en telles matieres rigoureuses, où gist execution ou sequestration reale, qui dechoit d'un point ou fait execution pour plus que ne luy est deu, il dechoit de tout l'instance, & est condamné es despens, dommages & interests de l'execution reale, & de ce qui s'en est ensuiuy, & outre les despens, dommages & interests, si à l'encontre d'iceluy qui est inaintenu heritier, l'on a fait faire execution, & neantmoins l'on n'a monsté qu'il est heritier: g. celuy qui a fait faire Execution, est condamné en vne amende enuers le Roy, & la partie, que le Roy veut estre imposée pour la calomnie des demandeurs en Execution, s'ils succombent: comme aussi contre les obligez qui n'ont tourny calomnieusement & sans cause au contenu de leur obligation dedans le temps sur ce par eux promis & accordé: ainsi qu'il est mis par les Ordonnances dernieres, Article 72. & 73. Toutesfois par les Ordonnances susdites, Article 75. il ne doit estre disputé de la validité desdits commandemens, quand il y a terme certain de payer par les obligations, ou par les sentences, iugemens, ou condemnations deuëment significées.

7. Des fautes commises en execution.

Conuient sçauoir qu'il y a difference entre les mandemens de debitis obtenus de la Chancellerie, & ceux qui sont obtenus des Iuges Royaux ressortissans sans moyen en la Cour de Parlement: car par les premiers il est mandé de contraindre les debtors par saisie, vente & exploitation de leurs biens, & emprisonnement de leurs personnes, si à ce sont obligez, au payement de toutes debtes qui sont deuës à l'impetrant, dont il apparoisse par obligation, instrumens, ou autres loyaux enseignemens &c. en cas d'opposition, refus, ou delay, adiourner les opposans, refusans, ou delayans pardeuant leurs iuges competans pour dire leurs causes d'opposition, refus, ou delay, la main du Roy auant tous œures suffisamment garnie, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles. Mais par les mandemens de debitis donnez par les Iuges, il faut declarer expressement la somme qui est due, & par qui: & ne les peut-on obtenir que contre un debteur à vne fois. Et s'ils sont plusieurs debtors, contre chacun d'eux faudra obtenir du iuge un mandement de debitis: car par les Ordonnances du Roy Loys 12. article 60. & par les Ordonnances du Roy François premier de ce nom, faictes sur la distinction des iurisdicions des Iuges Royaux, Presidiaux, & Preuosts, article seiziesme, est prohibé à tous Baillifs Seneschaux, & autres Iuges Presidiaux, de bailler debitis & sauue-gardes en termes generaux. Mais pourtant ne faut inferer que lesdits iuges ne puissent bien bailler autres mandemens pour adiourner toutes personnes quelconques pour venir respondre par deuant eux sur quelque chose: car ils ont accoustumé ainsi le faire. Et veu que

8. De la difference des mandemens de debitis de la Chancellerie & de ceux que donnent les Iuges Royaux ressortissans sans moyen en la Cour.

par lefdites Ordonnances il est permis seulement aux Baillifs, Seneschaux & Iuges Presidiaux bailler lefdits mandemens il est taiblement defendu aux Iuges Royaux, Chastelains, ou Preuosts, de non les bailler, aussi n'ont-ils accoustumés les octroyer. Toutesfois tous mandemens de *debitu* conuiennent en vne chose, sçauoir est qu'apres l'an & iour de l'impe-
tration d'iceux, ils ne sont valables, qui doit estre entendu qu'apres ledit an & iour ils ne peuuent estre mis à execution : mais si dedans iceluy temps ils sont mis à execution, l'on y a regard en tout temps, non pas que l'on puisse encores apres l'an & iour faire commandemens de payer autres debtes par vertu de ceux qui sont octroyez en Chancellerie : car quant aux autres, il est assez clair que l'on ne peut. Mais ils seruent tousiours pour le regard des commandemens & execution faire par vertu d'iceux dedans ledit an & iour.

8. Pardeuant
quels Iuges on
doit adiourner
les opposans aux
commandemens
de payer faits par
vertu des leistres
obligatoires.

Maintenant voyons pardeuant quels Iuges l'on doit bailler adiourne-
ment par vertu des commandemens de *debitu*. En ce faut regarder les let-
tres obligatoires: car si par icelles ya submission faite precisement à la iuri-
diction & coëction seule des Baillifs ou seneschaux, ou si la submissiõ est
generalement à toutes Cours Royales, sera au choix & eslection du crean-
cier de poursuivre l'execution pardeuant l'un des Iuges nommez en la-
dite obligation & submission, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, Chastelains,
& autres Iuges : comme il est decisi en l'article 15. desdites Ordonnances
faites sur la distinction de la iurisdiction des Iuges Royaux, Presidiaux &
Preuostaux.

Mais si les Notaires non Royaux, ains des Baronniez & Chastellenies
non Royales passent quelques lettres obligatoires, & y mettent seulement
submission à la Cour dont ils sont Notaires : lors il faut prendre le man-
dement de *debitu* du Iuge Presidial, au ressort duquel demeure le deb-
teur, & bailler adiournemens pardeuant iceluy mesme Iuge. Ce qu'aussi
faut obseruer quand le mandement est donné en Chancellerie. Et si le
mandement est octroyé d'autre iuge, le debteur peut demander estre
renuoyé pardeuant le iuge de son domicile, si autre chose ne l'empe-
che. Et ainsi fut dit par Arrest le quinziesme de Feurier mil cinq cens
vingt neuf. Autrement on donneroit occasion de distraire tousiours
vn chacun de sa iurisdiction, & faire domiciliaire & ordinaire. Vne dif-
ficulté icy s'offre, pour raison de ce que dit monsieur Rebuffe au premier
Tome de ses Commentaires, sur les Ordonnances Royaux n. au fucil-
let 62. que par deux Arrests de la Cour de Parlement à Paris, l'un du
dixiesme iour de May mil cinq cens vingt six, & l'autre du dixseptiesme
iour de Iuillet l'an mil cinq cens vingt deux, auroit esté dit: que si l'on fait
commandement par vertu d'un mandement de *debitu* de Chancellerie, &
que par iceluy soit mandé d'adiourner les opposans ou refusans, parde-
uant le Iuge Royal, Preuostal, ou Chastelain: & il y ait sentence donnee
par ledit Iuge Preuostal: l'on en doit appeller en la Cour de Parlemēt. Tou-
tesfois j'ay tousiours veu vser au contraire, & qu'en ce cas l'on appelle du
Preuost au Iuge Royal, ressortissant nuement en la Cour de Parlemēt. Car
telles

telles lettres sont plustost excitatiues, qu'attributiues de iurisdiction. Mais si on appelle de l'exécution faite par vertu d'un mandement de *Debitum* de Chancellerie, lors il faudroit releuer en la Cour de Parlement. Toutesfois si lailloit conuertir cest appel en opposition, il faudroit adresser les lettres de conuersion d'appel en opposition, pardeuât le Iuge Royal. Autrement lon seroit cōdamné és despens de l'assignation baillee en la Cour, & renuoyé pardeuant le Iuge Royal, ressortissant nūiement en la Cour. Aussi ledit Rebuffe dict, que par Arrest donné le 16. iour de Mars 1536. o ladite Cour dict auoir esté mal iugé par le Seneschal de Lyon ou son Lieutenâr, en ce qu'il auoit denié renuoyer aucuns pardeuant leurs Iuges ordinaires: qui estoient adiournez pardeuant luy Commissaire, commis par lettres Royaux, pour faire vn papier Terrier de certaine Seigneurie.

Neantmoins sont trois manieres de Seaux p à contracts priuilegiez en ce Royaume, lesquels attribuent cognoissance aux Iuges ayans la tuition, garde & iurisdiction d'iceux: de tous les differens qui procedent des contracts passez sous lesdits Seaux à l'encontre des contrahans, ou leurs heritiers, ou ayans droit & cause: jaçoit que les contrahans soient demeurans en quelconque autre Iurisdiction & ressort de ce Royaume: en maniere que les contrahans fils sont conuenus pardeuant lesdits Iuges, ne peuuent decliner. Lesquels Seaux nous auons tousiours ouï tenir estre le Seel du Preuost de Paris, q le Seel du Conseruateur des Foires de Brie & Champagne en France, & le petit Seel de Montpellier.

9. Seaux attributifs de iurisdiction.

Mais toutes lettres obligatoires ne peuuent estre mises à execution selon la forme susdite, si elles ne contiennent debte r claire, liquide & apurée, comme vne obligation de dommages & interets: car auât que la faire mettre à execution, il faut faire liquider & estimer par le Iuge, avec cognoissance de cause, les dōmages & interets. Autre chose est s des obligations de moissons, de grains, ou autres especes: car jaçoit que lesdits grains & especes ne soient liquidez ny appreziez, lon pourra saisir & faire criées, & apres faire l'appréciation, par lesdites Ordonnances dernieres, Article septante & six. Et comme il est requis, obligation contenir debte liquide, aussi est requis, que le creancier & debteur soient certains & nommez par les lettres obligatoires. Pour ceste cause, r comme vn cessionnaire ou ayant transport de quelque debte par vertu de lettres obligatoires d'icelle, instrument dudit transport, & mandement de *Debitum*, eust faict faire commandement au debteur de payer: le debteur sopposa, & parce que le Sergent ne voulut cesser, il en appella: par Arrest donné le seiziesme iour d'Auil, mil cinq cens trente & vn; l'appel fut conuert en opposition, & les v. despens, dommages & interets reservez en diffinitive. Semblablement, x vne femme pour la moitié qui luy appartient par la Coustume du pais és debtes deües à son mary, ne peut proceder par execution, quand elle n'est nommee par les lettres obligatoires: mais peut bien demâder garnison de main. Combien que le mary ait baillé quittance du dot de sa femme par luy receu: & que par la loy il y ait taissible stipulation d'iceluy rendre à la femme, neantmoins és cas de restitution, la

10. Lettres obligatoires comme seront exécutées.

femme ne peut proceder par execution contre les heritiers du mary, ou contre luy-mesme, parce qu'on ne lit point en ceste quittance la promesse de ladite restitution. Dont conuient tirer, qu'on ne peut proceder par execution, sinon pource qu'on lit en vn instrument, & non pour les choses y entendues. Mais il faut entendre ceste decision, quand il n'y a obligation precedente de ladite restitution, comme communement il a accoustumé d'auoir par le contract de mariage, qui est fait auant la quittance dudit dot. Car quand il y a obligation precedente de restituer le dot par ledit contract de mariage: & que lors la quittance du dot receu est en forme d'instrument authentique, scauoir est, signee de Notaires: par vertu de ladite obligation contenüe par le contract de mariage, & de ladite quittance, on pourroit proceder par execution. Et par Arrest donné le vingt-deuxiesme de Feurier mil cinq cens trente, y vn mary fut condamné garnir la main de la moitié d'une debte que debuoir la femme pour cause du precedent mary qu'elle auoit eu.

II. Des cessionnaires, & come la femme peut faire mettre à execution les obligations qui luy ont esté données pour son droit de communauté.

Toutesfois veüe l'Ordonnance susdite, par laquelle lon peut executer l'heritier, il semble que le cessionnaire & la femme peuuent bien faire proceder par execution es cas susdits. Mais le plus seur, & sans crainte d'aucuns dommages & interets, seroit que le cessionnaire & la femme fissent adiourner le debteur, & requerrir que l'obligation fust declaree contre luy executoire à leur profit, & informer promptement & par lettres de leur qualité: comme par les Ordonnances dernieres, Article 71. il est dict, que l'heritier ou maintenu estre heritier de l'obligé, peut estre adiourné, pour voir declarer contre luy executoire l'obligation consentie par son predecesseur: Par semblable raison actiuement le cessionnaire, la femme & l'heritier peuuent vser de ce remede. Je touchera icy succinctement vn procès aduenu, puis ladite derniere Ordonnance, en Bretagne. Car il est bien à propos. Vn marchand de Bretagne est obligé à vn marchand de Paris, par instrumens authentiques de certaine somme de deniers, pour vendition & deliurance de marchandise: & promet ce debteur payer au porteur de l'obligation. Le creditur cede ceste debte à autre marchand de Paris, qui l'a donnée à sa femme: laquelle l'a donnée à son second mary; lequel apres le decés de sa femme, fait faire commandement par vertu de ladite obligation, & d'un mandement de *Debitis* au debteur, de payer ladite somme. Il s'oppose, & parce que lon ne veut cesser pour son opposition, il en appelle. Releue son appel en la Cour Presidiale de Rennes; l'appellant pour ses causes dict, qu'il n'est en rien obligé à celuy qui luy fait faire commandement: & que celuy auquel il estoit obligé & son cessionnaire, & la femme du cessionnaire sont morts. Et parce on ne pouuoit contre luy proceder par commandement & execution, suyuant ladite derniere Ordonnance. L'intimé dict que ladite obligation porte, Payer au porteur d'icelle: & que veu qu'il est porteur, il a peu ainsi proceder, comme estant c adject & appose pour receuoir le payement. L'appellant replique, que l'intimé ne peut estre censé adject: parce qu'il n'est nommé par l'obligation: & que le porteur de ladite obli-

gation n'est que comme Procureur. Et à ce moyen la procuration ou mandement d'est finy par la mort du creditur, nommé par ladite obligation. . Lon a fait douter, parce que par le formulaire des mandemens de *Debitu* de Chancellerie, mis au Protocolle de Chancellerie, sont mis ces mots : *Faites payer & payer des debtes dont il vous apparaitra par obligations, cedules recogneues, & autres loyaux enseignemens*, si apres la cedula recogneue, par e vertu d'icelle, & d'un mandement de *Debitu*, lon pourroit faire executer sur le debteur. Il semble qu'on le peut faire, parce que quant au debteur, la cedula recogneue a pareille efficace qu'un instrument passé par Notaires, & qu'il appert aussi bien du deu par telle cedula, que par un instrument, lequel ne sert aussi bien que de preuve: car l'execution est faite principalement par vertu du mandement de *Debitu*, ainsi que le declare assez le susdit Formulaire, lequel jasoit que ne soit authentique, ne de foy, neantmoins si demonstre-il l'v lance ancienne en tel cas, laquelle facilement ne doit estre changee. Toutesfois la verité est que lon ne peut proceder par execution, par vertu de cedula recogneue: car l'execution n'est pas tant faite par vertu du mandement de *Debitu*, que par vertu de la condamnation que les Notaires f mettent par les obligations, ainsi qu'il appert parce que les Docteurs du Droit disent, que par leurs Statuts d'Italie un instrument garantié a execution parée, au moyen de la condamnation du Notaire, & ne font mention de tels mandemens de *Debitu*; tellement qu'aucuns sçauans personages, tant en Droit qu'en Pratique, tiennent qu'en France mesme un Sergent en son Bailliage, sans mandement de *Debitu*, peut bien mettre à execution lettres obligatoires: & ay veu aucuns Iuges de grand sçauoir, quand estoit objicié que le Sergent n'auoit mandement pour faire l'execution, ils n'y arrestoient: aussi le debteur n'y a interest: car en tout cas il doit, ains est soulagé d'autant de coust & mise, & serois bien de ceste opinion, veu mesmement l'Ordonnance g susdite: par laquelle lon ne dispute plus de la validité ou inualidité des commandemens, quand il y a terme prefix pour payer, par les obligations deuement signifiées. Dauantage est contre Droit commun, de commencer un procès par execution: & parce l'Ordonnance qui permet d'executer obligations, comme contraire au Droit commun, ne se doit estendre à autres cas. Aussi par les h Ordonnances dernieres, Article 93. une cedula recogneue n'emporte qu'hypoteque. En outre, par les Ordonnances faites sur ladite distinction i des iurisdiccions Royales, Article dix-sept il est dict, qu'apres la recognoissance ou verification faite d'une cedula pardeuant les Baillifs ou Seneschaux, ils renuoyeront les k parties pardeuant les Iuges Chastelains, quant à la main-garnie, ou principal: ce que l'Ordonnance n'eust mis, si lon eust peu proceder par execution, par vertu de cedula recogneue: car lon ne laisseroit pas la voye d'execution, pour prendre la voye d'action simple.

12. si Cedula recogneue emporte execution.

13. Bail de caution ou d'acheteur de biens de Justice, n'empêche la saisie.

Il n'y a l difficulté, que le creancier ne puisse bien faire proceder à execution, par vertu d'une obligation passée par Notaires stipulans & acceptans pour iceluy creancier absent : ny aussi que le debteur ne peut empêcher que la main de Justice ne soit par le Sergent garnie des meubles d'iceluy debteur, nonobstant qu'il offre bailler pleige, ^m & acheteur de biens, attendu mesmement l'Ordonnance susdite, & aussi qu'il en a esté ainsi dict par Arrest dès le 15. de Feurier, 1515. Au moyen dequoy n'a plus lieu la Coustume de la Rochelle, par laquelle si le debteur estoit opposant à l'exécution, & qu'il baillast ^o acheteur de biens respondant de la somme, comme de biens de Justice, le Sergent ne pouvoit prédre ne saisir les biens du debteur. Et parce qu'auons fait mention de l'acheteur des biens de Justice, & aussi que par les Ordonnances p. dernieres en vn cas deuant dict, est mis que la main du creancier sera garnie de son deu, en baillant par luy caution, & se constituant acheteur de biens de Justice: conuient entendre, que quand lon se constitue acheteur de biens de Justice, lon s'oblige à rendre la somme par emprisonnement de sa personne, si est dict que la somme sera rendue. Et j'ajoit qu'un instrument n'ait execution parce, si le contrahant n'est demourant en la Jurisdiction, dont les Notaires qui le passent, sont creez, quand la Jurisdiction q. n'est Royale: toutesfois pourtant ne laisse à faire foy & preuue valable en tous lieux, tant selon Droit commun, que par la Coustume du pais de Poitou : parce qu'il est de jurisdiction volontaire, & non contetieuse. Et pourtant que par les Ordonnances dernieres, Art. 178. est dict qu'apres que les Notaires auront deliuré lettres d'un contract ou testament, ils n'en peuuent plus deliurer d'autres, sans ce qu'il leur soit permis par le Juge, appelez ceux qui y ont interest, & avec cognoissance de cause: si le creditur auoit perdu la lettre obligatoire, il ne pourroit faire proceder par execution, par vertu d'une autre lettre qui auroit esté leuee sans obseruer ladite forme de ladite Ordonnance. Mais il seroit bien difficile de monstrer que ladite lettre fust la premiere ou seconde qui auroit esté leuee des Notaires. Et j'ajoit qu'aucuns disent qu'on ne peut objoier à l'exécution d'un instrument authentique, exception, que le creditur qui fait faire l'exécution n'a obserué ny accompli, ce qu'il estoit tenu par l'instrument, ou qu'il y a litispence pour raison de mesme chose; toutesfois en ce y a doute: car si ores le Sergent peut de fait passer outre, & sans prejudice du dire du debteur garnir la main: neantmoins si le debteur l'opposoit au commandement, & alleguoit lesdites choses au Sergent: ou sans les alleguer au Sergent, qu'il les alleguast pardeuant le Juge pour les causes d'opposition: & que le Sergent passast outre, nonobstant ladite opposition; il me sembleroit que le debteur auroit matiere d'appel. Car quant au premier, si l'exécution naist de l'instrument, tout ainsi que l'exécution ou action, lors l'instrument ne doit estre mis à execution. Plus, il n'est liquide que le creditur ait accompli ce qu'il estoit tenu par l'instrument: ce qui est requis auant qu'un instrument puisse estre ^r executé: comme auons dict cy dessus. Et quant au second poinct, la litispence peut estre telle qu'el-

le empêcheroit l'exécution: car si c'estoit le crédeur meſme, qui euſt appelé à droict le débiteur pour le payement de la ſomme, il eſt euidēt qu'il ne pourroit faire proceder par execution pour meſme ſomme. Mais ſi le débiteur intentoit procès pour eſtre libéré de la ſomme, en ce cas ſ'il n'apparoit promptement de la quittance par inſtrument authentique, c'eſte litispendence ne pourroit empêcher l'exécution de l'inſtrument: car elle ſeroit preſumee auoir eſté faite calomnieuſement pour empêcher ladite execution. L'ay veu aucuns iuges qui entendoient ladite Ordonnance, ſe parlant de bailler iour à l'oppoſant pour dire ſes cauſes d'oppoſition que le Sergent quand il y auoit oppoſition ne pouuoit garnir la main, iuſques à ce que le iuge l'eueſt ordonné en l'inſtance d'oppoſition. Mais ils errent: car le ſergent peut garnir la main, nonobſtant l'oppoſition. Toutesfois il ne peut vendre les meubles prins par execution iuſques à ce qu'il ſoit ordonné par le iuge. Et ainſi doit eſtre interpretée la dite Ordonnance. Et ce quant aux executions des lettres obligatoires.

14. Interpretatio
de l'Ordonnance
permettant au
Sergent de gar-
nir la main du
Roy nonobſtant
l'oppoſition.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. IIII.

Des Mandemens de debuis, &c.

Lettres en forme de debuis ſont de deux ſortes comme il ſe peut remarquer du texte de ce 4. chap. & du ſtil nouueau de la Chancellerie imprimé en l'an 1599 p. 17. leſquelles tendent neantmoins à meſme fin. Car c'eſt vn mandement general obtenu en la Chancellerie du Roy ou du Iuge Royal reſſortissant ſans moyen en Parlement, pour contraindre à la requête de la partie les debtors par ſaiſie, vête & exploitation de biens, & empiſſonnement ſi meſtier eſt, & y ſont obligez: & en cas d'oppoſition, refus ou delay la main du Roy ſuffiſamment garnie, & auant toute œuvre, &c. deſquelles lettres eſt auſſi fait mention és Ordonnances de Philippes VI. Charles VI. & de Loys 12. 1510. Art. 60. que les autres content de l'an 1512. parce qu'elle fut veriſſee ſeulement en la Cour en ladite année François I. 1536. Art. 5. l'Auteur monſtre la difference qu'il y a entre les mandemens qui ſont donnez en la Chancellerie, & ceux qui ſont octroyez par les Iuges. Notez qu'ad l'exécution eſt faite en vertu de lettres Royaux de debuis ſ'il y a appel interieſté, il doit reſſortir directement en la Cour de Parlement, & non pardeuant le Iuge Royal, ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé par Arreſt de la Cour meſmes le 14. iour d'Aouſt 1540. Maluer en ſa Praſt. Tit. des Adiournemens monſtre la forme de tels Adiournemens vûtez de ſon temps Rebuff. Tom. 1. Traſt. de lit. oblig. Art. 1. gloſſ. 1. num. 6. 14. & 19. Papon 3. des Notaires liu. 8. chap. 17. des lettres gener. en forme de debuis.

a b Cela eſt contre le Droict commun introduit par la Couſtume de France ou ſtil. Faber in §. ſed cum aliqui Inſt. de teſtamentis & l. certum, C. ſum. erciſe Bart in l. 3. §. in hac D. Commod. l. qui pecuniam D. Si cert. pet. laſ. in l. legiſima. D. de pactis. Guido Pap. Quaſt. 117. Et ita, contractis ou obligations paſſées ſous le ſeel Royal ou authentique ont execution parée par la Couſtume de France. Fab D. l. certum C. ſum. erciſe. Rebuff. 1. Tom Traſt. de lit. oblig. in praſ. num. 26. & 27. [Et combien que Philip Corn. Conf. 220. col. 3. primo vol. tiene qu'un inſtrument ou lettres obligatoires faites ſous condiſiō ou portās iour & terme certain de payer, puiſſe apres la cōdiſiō accōplie ou terme eſcheue, eſtre miſes à execution: pourueu que le debte ſoit clair & liquide, & que la condition au terme de payer eſt eſcheue & expiré, & le tout approuué par le iuge ſuiuant le texte in l. hoc iure D. de verb. oblig. & ibi laſen. Toutesſoi. telle opinion n'eſt gardée ne receuë en France. D'autant que le creancier ſaiſit proceder par execution à ſes perils & ſon-

nes. Et s'il y a opposition ou appel pour raison de ladite execution, & que procès s'en ensuive, il doit verifier & mōstrer clairement que la condition estoit accōplie ou le jour de payer escheu. Autrement il sera condāné aux despens, dōmages & inter-
 rests de la partie executee, ainsi que Rebuffe escrit en ses Comment. sur les Ordon.
 Royaux. Au reste vn instrument est reputé authentique quand il est receu par deux
 Tabellions & Notaires Royaux ou d'autre iurisdiction temporelle, ou bien par vn
 seul Notaire en presence de deux tesmoins, suiuant la Coultume & v'sance des lieux
 encores que *Guido Pap. Dec. 181.* estime tels instrumens deuoir estre scelez du seal de
 la Court, en laquelle ils sont faits & passez, afin que tels instrumens ou cōtraicts soient
 mis à execution deueils: les Dōcteurs d'Italie nomment tels instrumens ainsi passez &
 scelez, instrumens garentigionnez: & sont cōparez par le *Bartolin l. cum vnus in prin-
 cip. D. de bonis, aut iud. poss.* aux sentēces iugemēs & condēnations. Car tout ainsi qu'en
 vertu d'vn iugemēt & sentence, on peut prēdre & saisir les biens du condāné: ainsi
 par le moyē de tels instrumēs authentiques on saisit & prēd par executiō les meubles
 ou gages de l'obligē: tellement qu'en ce cas lesdits biens ainsi prins par execution
 sont cōme gages iudiciels. Maisuer, *Tit. de lit. not.* dict que trois choses sont necessaires
 & requises pour rendre vn instrument authentique *Specul. Tit. de instrumen. edit. §. nunc
 videndū & notatur in cap. extr. de fide instrument. Accursius l. generalis C. de tribul. lib. 10.* Mais
 auourd'huy pour rendre les cōtraicts authentiques, s'ils sont passez sous seal Royal
 est necessaire, que le garde du petit seal qui se nomme en aucuns lieux garde du seal
 ou Signadeur, y mette & appose le seal du Roy, *Notatur in cap. consuluat extr. de ap-
 pellation. Decius ib. & cōsil. 458. Boerius §. 27. titul. de iurisdic. omni. iud. in Conquet Bitur. Rebuff.
 Tom. 1. Traict de lit. obligat. Art. 2. gloss. vn. num. 83. & 84.* Par les Ordon. des Roys Charles
 IX. 1568. & 1571. & d'Henry III. 1576 (lesquelles sont mises en la Conf. des Ordon.
 liure 1. Tit. 17.) il est ordōné que toutes sentēces, mandemens, cōmissions, & actes
 de iustice, ensemble tous cōtraicts, obligatiōs & actes publics receus par Notaires
 excedans la somme de cinquante sols tournois pour vne fois payer, que les parties
 ne s'en pourront ayder en iugement ne dehors, pour faire commandemens, saisies,
 contraintes & executions, s'ils ne sont scelez des petits Seaux sur peine de nullité
 des exploitēs, & de cinquante liures d'amende, qui sera leuee sans deport, ne mode-
 ration. Ceste institution des petis Seaux a esté du temps du Roy Loys II. & mesmes
 auparavant, mais elle n'estoit si exactement garde, cōme elle est à present suiuant les
 Edicts des Rois Charles IX. & Henry III. Par arrest donnē aux grands iours de
 Roynle 26. Octobre 1546. furent faictes inhibitiōs & defences aux Iuges du pays de
 Beaujollois ou leurs Lieutenans de ne deerner doresnauant aucunes commissions
 pour mettre à execution aucunes obligations & cōtraicts qu'ils ne soient scelez du
 Seal ordinaire dudit pays, & aux Greffiers, Clercs & commis de signer & expedier
 icelles commissions que ledit seal ordinaire ne soit apposé esdites obligations &
 cōtraicts, le tout sur peine d'amende arbitraire & autres peines contenues en l'Edit
 du Roy. Par autre Arrest donnē aux grands iours de Moulins au mois d'Octobre
 1550. fut aussi defendu à tous Iuges du ressort, de nadiouster foy aux instrumens nō
 scelez. Depuis par autre Arrest du Parlement de Paris du 1. iour de Decembre 1551.
 fut declarē nulle l'execution reelle faite à la requeste de Thomas Petit, sur les biens
 de Hubert Malet, en vertu d'vnē obligation non scelee, & fut ledit Petit condā-
 nē es despēs dōmages & interrests. Ce que plusieurs Iuges ne gardent, l'Ordonn. du
 Roy Henry III. 1576. defend expressement à tous Huissiers ou Sergens d'executer
 en vertu d'extraits, s'ils ne sont scelez & signez, comme dit esur peine de faux,
 nullité, suspension de leurs estats, despens, dōmages & interrests des parties. Ainsi
 par Arrest donnē es grāds iours tenus à Lyon, du 12. iour de Neuenbre 1596. furent
 aussi faictes inhibitions & defences à Ysaac Maugards Sergeant Royal, & tous au-
 tres Sergens de mettre à execution les obligations, cōtraicts & iugemens, qu'ils ne
 soient scelez, sur les peines portees par les Ordon. Par autre Arrest donnē à Paris le
 26. iour d'Auil 1597. entre le Commis du garde du sel de Lodun demandeur, & les
 sergens & Notaires Royaux audit lieu defendeurs, furent aussi faictes inhibitions
 & defences audits Sergens de proceder à l'execution d'aucuns cōtraicts, obliga-
 tiōs, sentēces, & iugemens, ny en vertu d'iceux faire exploit, qu'au picalable le

seel ordinaire & accoustumé audit Lodun ne soit apposé par le demandeur ou autre à ce commis par celui qui tient le seel & Tabellionnage par engagement. Lequel Commis sera tenu escrire le iour dudit seel, à ce que l'on y ait recours, & n'y soit fait fraude: le tout à peine de nullité desdits exploits, que ladite Cour dès à présent a déclaré tels, le recours des parties pour les dommages & interêts réservé contre les sergens, & outre à peine de l'amende de dix liures l'arisis: au payement de laquelle les contreuenans seront contraincts, comme pour deniers Royaux en vertu de l'effect du demandeur ou commis, moitié à luy applicable, & l'autre moitié au pain des prisonniers dudit Lodun. A condamné & condamne lesdits Sergens es despens de l'instance. Et quant aux autres sergens qui n'ont produit, satisferont dedans huitaine au Reglement: autrement sera procédé ainsi qu'il appartient: Et pour le regard des Notaires apres leur declaration, a mis & met les parties hors de Cour & de procès sans despens, dommages, & interêts autres que les adiogez par l'Arrest du dernier Feurier, & leur enioinct deliurans contracts & obligations en forme, d'inferer l'aduertissement aux parties avant les faire executer, iceux faire tabellionner & sceller, autrement qu'ils ne serot executoires à peine cōtre lesdits Notaires de la mesme amende, dommages & interêts. Et en fin par Arrest du priuē Conseil du Roy du 27. May 1587 contre les Procureurs & Greffiers d'Amiēs: & Grand Conseil du Roy du 17. Iuin 1597 contre les Greffiers d'Angers, leur furent faites inhibitions de ne deliurer à l'aduenir aucuns actes, sentences ou appointemens de leursdits Greffes, ny aucunes sentences prouisoires, interlocutoires, diffinitives par contumace de defenses particulieres, nonobstant l'appel, descharge de Commisaires, mainleuee de saisie faictes en vertu d'icelles contraintes par corps, acquiescemens, executeoires de despens sentences donnees par appel des anciens ressorts, ny de quelcōques autres sentences ou iugemens des causes estant du prem^{er} ou le second chef de l'Edict qu'au preallable lesdites sentences ou autres expéditions ne soient par eux signees & paraphées, n'ayent esté sceellées du Seau de la Chancellerie Presidiale establee à Amiēs ou Angers, sur peine de nullité & de tous despens, dommages & interêts des parties, & de payer par lesdits Greffiers en leurs propres & priuez noms, & chacun d'eux seul & pour le tout les profits & emolumens de ladite Chancellerie Presidiale establee, aux Notaires & Secretaires du Roy ou leur Receueur audit lieu *Vide Guid. Pap. Dec. quæst. 175. & 481. cap. 2. extr. de fide instr. l. 2. D. eod. tit. Aufrier. Decis. Tol. quæst. 24. Bal. in l. si qua per calumniam. C. de episc. & cler.*

c'est à dire remplir. Rebuffe Tom. 1. Traict. deliugat. obligationib. Article. 1. gloss. 1. numer. 1.

d Rebuff Tom. 1. De litig. obligat. Artic. 2. gloss. 7m. numer. 1. & s quentib. Art. 3. gloss 2. num. 1. & seq.

e Cela est aussi porté par l'Ordonnance du Roy Loys XII. 1498. Att. 65 & de François I. 1535. chap. 19. Art. 7. par lesquelles il est desdū de recevoir aucun cōtraict entre personnes desquelles ils n'ayent cognoissance, ou qui ne leur soient deuēment certifiées & tesmoignes estre ceux qui contractēt: & ne préder mesmes tesmoins qui ne soient cognus. Ainsi la Coustume de la Marche, Article 40. dit que les Notaires doiuent cognoistre les tesmoins qu'ils inferent pour presens en leurs notes: sur peine d'amende arbitraire Mais l'Ordonn. de Blois 1579. Art. 167. veut que tous Notaires soient tenus mettre & declarer par les contracts, Testamens, & actes, la qualité, demourances & Paroisses des parties & des tesmoins y denommez, & la maison où les contracts seront passez: & pareillement le tēps de deuant ou apres midy, ainsi qu'il est cōtenu au liure 4. de la Conf. des Ordonn. Tit. 5. & Conf. des Coust. par le 1. Tit. 20 la Loy scimus Cod. de iure deliber. est formelle à ceste doctrine, *Testibus adsumendis qui heredes cognoscant*. Et ces Ordonnances sont prises & tirees de deux Arreits de la Cour, l'un des 2. Iuillet 1538. & 14. Auiil 1539. par lesquels il fut enioint aux Notaires d'inferer es contracts la demeure des parties contrahātes: & s'ils ont deux domiciles, d'y mettre la principale demeure, ainsi que recite Rebuffe Tom. 1. Traict. de la obl. Art. 4. glo. 1. nu. 2. & s'entendent les Ordonnances des Notaires Royaux, & non des Notaires Apostoliques ou Ecclesiastiques. Toutesfois le mesme doit estre entendu des Notaires des seigneurs subalternes.

Si la partie demande la prouision, & les biens luy estre rendus, en baillant acheteur des biens de iustice, & le Iuge l'ordonne, il fait mal: & ainsi par Arrest du 16. iour de Feurier 1515. pour l'Euesque d'Orleans, Abbé commendataire de S. Pere du Val, cōtre vn Marchand de Paris, il fut dit mal iugé, & ordonné, comme Rebuffe escrit. *Tom. 1. Traict. de lit. oblig. Art. 5. gloss. 2. num. 14.* ou bien de bailler plege, *si se non obtulit. 5. ait. prator. 5. condemnatus. D. de re iud. & Papon liu. 18. des Arrests. tit. 5. Art. 16.* Au reste ce qui est mis dans le texte François, pris de l'Ordonnance 1539. *Art. 68.* est tiré du Commentaire Latin de l'Auteur.

g Henry II. 1549. par sa Declaration. *Art. 1.* en interpretant celle de l'an 1539. *Art. 82.* est dit & statué qu'on ne peut auioirdhuy proceder par voye d'execution ou saisie sur vn qui est maintenu heritier, que prealablement il ne soit tel déclaré par iugement contradictoire. Arrest ace conforme du mardy 1. iour de Feurier 1563. plaidant Loisel pour vn nommé Peletier par lequel il fut dit que l'heritier du debteur ne pouuoit estre executé, sans estre appelé premierement. Papō Tit. des exec liu. 18. de la dernière Editiō à Lyō 1586. *Vide Bart. in l. si decesserit. D. Qui satisd cogantur & in l. creditores col. 6. C. de pignor. Bald. in l. per diuersas q. 10. C. Mandat. Innoc. Felin. & DD. in ca. qua. 7. extr. de iud. Fab. in l. fin. C. de executio. res indicat. Reb Tom. 1. Traict. de lit. obl. Artic. 3. gloss. num. 11. 12. & 13. Artic. 8. gloss. 1. num. 23. & 13. Gloss. 3. num. 2. gloss. 4. numer. 1. & 4. Artic. 9. Gloss. 1. num. 1. gloss. 2. numer. 1. & 2. Dont il est apparent par les ades du procès ou autres legittimes presomptions. Barth. in l. fin. D. de publ. iud. l. licet. D. de legat. 1. Rebuff. Tom. 1. Art. 10. gloss. 1. num. 3. 4. & 5.*

h Cap. delesiectur. De iudicijs. Par Arrest du 2. Avril auant Pasques 1517. fut vne saisie declaree nulle à défaut de commandemens, & depuis par autre Arrest du 19. Avril 1540. *Rebuff. Tom. 3. Traict. de lit. obligat. Gloss. 1. num. 1. 2. & 3.* Papon liure 18 des Arrests tit. 5. Arrest 23. & 28.

i *Faber. in l. rei indicata C. Comm. in epist.* tient qu'un debteur se peut tousiours opposer aux commandemens qui luy sont faicts. Cela se doit entendre s'il n'a obey ausdicts commandemens, comme s'il auoit baillé & mis les gages entre les mains du sergēt executeur: Car alors il ne seroit plus receuable opposant.

k Par Arrest du 15. iour de Iuillet 1533 il a esté défendu aux Baillifs, Seneschiaux & autres Iuges Royaux de ne donner lettres de *Debitis* par cy-apres: D'autant qu'il n'appartient qu'au Roy & à sa Chancellerie. Toutes fois l'Archeuesque de Rheims par priuilege specialles peut donner, ainsi qu'il a esté dit par Arrest du 6. Avril 1418. recité par Rebuff. *Tom. 1. Traict. de lit. oblig. Art. 1. gloss. 3. numer. 7.*

l Ainsi toutes lettres Royaux, Arrests, & sentences ne se mettent à execution apres l'an, & sont de nul effect & valeur, si on ne préd lettres d'attache pour estre releué du Suzā. pour le regard des lettres Royaux & Arrests. Toutes fois les Iuges ont de coustume de declarer leurs sentences executeiroes nonobstant le Suzā, & ce sans preiudice del'oppositiō du condāné: & en dōnent les permissions quelques fois iudiciairement quand la partie le requiert, ayant fait appeller à ceste fin le condāné ou de nommé par la sentence: ou bié les escriuēt au pied de leurs sentences ou iugemens, sans qu'il soit besoing d'appeller la partie condamnée. Nous ne gardons en ceste Pratique le Droit ciuil, *in l. falsd C. de diuersi. rese.* Mais le Droit canonique, *in cap. si autem. cap. plenumque. De rescript. extr. Guido Pap. Dec. 135. Rebuff. in Præm. Constr. regiar. Gloss. 51. nu. 43. & 44. Majer. Tit. de literis, notis. &c. §. 1. nu. 43.*

m Cest Arrest est aussi recité par Papon liure 7. des Arrests. tit. 7. Arrest 22. Au reste est notable l'Arrest du 19. Iuillet 1568 par lequel vn Marchand de Montargis s'estant soumis à la Cour d'Orleans où conuenu, il déclina, & demanda son Renuoy qui luy fut denié par le Bailly d'Orleās, dont il appelle & teleur en Parlement: mais il fut dit bien iugé, & l'appellant condamné en l'amende, & renuoyé par deuant le Bailly d'Orleās avec despēs, ainsi qu'il est recité par Papō audit lieu Arrest dernier.

n *Traict. de lit. obligat. Art. 1. gloss. 3. num. 7. & 9.* Il ne se faut point arrester au fueillet coté par l'Auteur en ce lieu, & autres pareils. Car c'est pour la premiere edition, o *Traict. de lit. obligat. Art. 1. gloss. 3. num. 10.* Cotte cest Arrest du seiziesme iour de Mars 1535.

¶ P Rebuff.

p. *Rebuff. lib. Art. 1. gl. 6. num. 8. 9. 10. & 11. gloss. 9. num. 1.*

q Les Notaires du Chastelet de Paris ont privilege à eux concédé par les Rois de France, confirmés mesmes par Louys 12. 1310. & Charles 9. 1561. de recevoir & passer tous contrats, testamens, inventaires, instrumens & autres lettres, ou autres actes dependans de leur office en toutes villes & lieux du Royaume. Ceux aussi du Chastelet d'Orleans ont les mesmes privileges que ceux dudit Chastelet de Paris : à la charge toutesfois, que ceux de Paris ou d'Orleans ne se pourront habiter ny faire residence ailleurs qu'en la ville de Paris, ou ville & faux-bourgs d'Orleans, ainsi qu'il est expressement porté par l'ancienne Coustume d'Orleans. tit. 31. art. 12. & en la nouuelle, 1583. art. 463. par lequel il se cognoist, qu'un Notaire ou Tabelhon ne peut valablement passer ne recevoir lettres & contrats hors leurs Chastellenies & jurisdiction: sinon les Notaires du Chastelet de Paris, d'Orleans & Montpellier, qui par privilege peuvent & ont accoustumé recevoir & passer contrats par tout le Royaume de France. Pyrrhus interpretant ladite Coustume d'Orleans, cite Felin, in *cap. qui scripturam Deside inst. extr.* Et de là quelques-uns colligent, que ledit Seel d'Orleans est aussi bien attributif de jurisdiction, que celui de Paris & Montpellier, ayant égard que tous les Notaires desdits lieux ont pareil & semblable privilege. Toutefois la verité est, que le Seel d'Orleans n'est point attributif de jurisdiction, *faber in l. scripturas C. de fide instr. fait mention du Seel de Paris & d'Orleans. l'ide cap. ad audiendum. D. crim. faisi, Chop. 2. de Roman. tit. 7. & lib 3 tit 21. num. 4.*

r Ceste est tirée des Annotations Latines, où il recite, *Ludow. Rom. Consil. 111.* tenir qu'un instrument ou obligation, contenant une dette claire & liquide, peut estre mis à execution, quand il appert ledit dette estre liquide. Arrest du 15. iour de Juillet 1535. par lequel un acheteur fut déclaré avoir mal procedé par execution, la chose n'estant claire & liquide suivant la loy 1. *D. de transact. Papon li. 18. des Arrests, tit. 5. art. 4.*

s *Idoues. Rer. consil. 211. Paul. de Castro. in l. 1. D. de edendo.* Toutesfois ne suivons l'advis de Paul de Castro: sinon que premierement les dommages & interets soient liquidez & estimez, suivant l'Ordonnance 1539. art. 76. mise au texte François.

t Ceste clause est prise des mesmes Annotations. *Rebuffe tome 1. traict. de lit. obligat. art. 3. gloss. 2. num. 17. l'ide l. si seruo. §. fin. D. ad Trebellian. Angel. & Immol. in l. ille à quo. §. utrum. D. cod. tit.*

v Cest Arrest & le suivant sont aussi tirez des Annotations Latines. Voyez l'Ordonnance 1539. Art. 68. & Masuer, Tit. des executions, nombre 3.

x *Masuer, Tit. de execut. §. cum. notat. Rebuffe traict. de lit. obligat. art. 1. gloss. 9. num. 29. & 30.* Sile mary ou ses heritiers sont couvenus pour les debtes creées durant la communauté, il peut estre condamné ou ses heritiers, laus son recours pour la moitié contre les heritiers de la femme. Arrest du 2. iour d'Aoust 1536. recité par Rebuffe au mesme lieu.

y Cest Arrest par Rebuffe au lieu preallegué est cotté du 12. Feurier 1539. Mais l'Auteur le met aux Annotations Latines & au texte François, du 22. Feurier, 1530. Voyez la 2. partie de la Conf. des Coust. Tit. 10. en l'Addition, nombre 4.

z Ceste clause suivante est aussi extraicte des mesmes Annotations Latines: le cessionnaire ne peut faire proceder par execution sur le debteur en vertu de la cession & transport à luy fait, fil ne fait premierement notifier ledit transport au debteur, sur lequel la dette luy a esté cedee, *argumento l. si iudicium C. de rei vindic. Masuer. Tit. de solut. §. item cessionarius. Alex. Conf. 46. in 5. volum. Aupierius. Dec. Thol. 119. Bald. Consil. 37. in 5. volum. & in l. per diuersas in 10. quest. C. Mandat. & in l. ex legato. C. de legatis. Innocent. in cap. quia ut extr. De iudic. Alexander consil. 95. & 443. & in l. post diuortium. D. Solut. inair Guido Pap. Deris. 123. Ludow. Rem. Conf. 142. Bartol. in l. 1. C. de obligat. & est. & in l. postulante 44. D. ad Trebell. il doit faire foy de sa cession. Specul. Tit. de cession. §. 1. tit. de instrum. edit. §. num. dicimus. tit. de actor. §. 1. Archidiaconus in cap. 1. De procur. in 6. Bartol. Eid. in l. qui stipendia. C. de procurat. Aupier. Dicis. Thol. 294.* A ceste occasion les nouvelles Coustumes de Paris, Art. 108. & Calais. Art. 124. portent qu'un simple transport ne fait point, ains le faut signifier à la partie, & en bailler copie auant qu'excuter. Ce qui se garde & observe estroitement par tout. Tellement que si un cessionnaire n'a satis-

faict à ce qui est requis pour la signification du transport & deliurance de la copie d'iceluy, il n'est preferé aux autres creanciers de son cedant qui auront faict faistr le debte qui luy a esté ce l'é & transporté, l. 3. C. de *nomat l. nomen* 4. C. *qua respign* & l. vlt. C. de *leg. Commis. Rebuff. Tom. 2. tit. de iudic. art. 3. gloss. 1. num. 14. Traict de cess. act. art. 2. gloss. 9.* Voyez la seconle partie de la Confer. des Coustum. Tit. 5. où lesdites Coustumes de Paris & Calais sont interpretees *Chop. liur. 3. d. mori. Paris. tit. 2. num. 18. & 19.* Chazondas en ses Commentaires de la Coustume de Paris sur ledit art. 108. se ne veut pas oublier qu'en Cessionnaire ne peut aucunement se servir du *Committimus* de son cedant, ainsi qu'il a esté souvent iugé par Arrest meismes vn Mardy apres Quasimodo 1577 recité par Rebuff. *Tom. 2. Traict. de cess. act. art. 2. gloss. vlt.*

a *Ioan. Gall. quaest. 4. Boer. Decis. 54. num. 9. Rebuff. Tom. 1. Traict. de lit. obligas. gloss. num. 33. & 34. art. 2. gloss. 1. num. 75. art. 1. gloss. 5. num. 19.* Tel porteur de lettres doit rendre l'obligation & bailler caution d'indemnité Arrest à ce propos du 18 iour de Decembre 1526. *Bald. in l. disoluta, C. de solut. l. alud. D. eod. tit.*

b *Masur. tit. de execut. num. 1.* esclut qu'en France toute execution est esteinte par la mort du debteur, obligé ou condamné. Tellement qu'il faut tousiours faire declarer les obligations ou sentences executoires contre les heritiers des obligés ou condamnés, tout ainsi que lesdites obligatiōs ou sentences l'estoient contre les defuncts. Cela est meismes porté par plusieurs Coustum. Paris art. 168. Calais art. 204. Melun. art. 311. Elampes art. 152. Montfort, art. 157. Mante, art. 69. Clermont, art. 157. Nivernois, chap. 32. art. 1. Boulleuois, art. 151. Pothieu, art. 79. Cambrai, tit. 25. art. 46. Montargis chap. 10. art. 4. Orleans, art. 433. Blois, art. 252. Auvergne, chap. 124. art. 70. La Rochelle, art. 106. La Salle de Lille, tit. 23. art. 5. ainsi qu'il est plus à plain contenu en la Conference des Coustumes 2. partie Tit. 5. Mais le Creancier estant decedé, ses heritiers peuvent faire proceder par execution en vertu de l'obligatiō passée au profit du defunct, ou de sentence par luy obtenue, sur les acheteurs d'iceluy, sans qu'il soit necessaire ne requis de les faire declarer executoires à leur profit contre lesdites decteurs ou condamnés. Pirrhys sur la Coust. d'Orleans, tit. des executions, cap. 3. Bartol. si decessit. D. qui satisd. cog. ant. Ce qui semble estre contraire à ce qui est noré par aucuns D. D. meismes par ledit Bartol. & Paul de Castre, in d. l. postulate. D. ad Trebell. lason in d. l. si decessit. Innocent. & Othon in cap. veniatu, extr. de iur. iur. Ledit heritier peut faire executer sans signification de sa qualite *Auhen. de iur. iur. à mor. pract. Boer. Dec. 10. Decius Conf. 336. num. 1. & 2. in 3. volum. Papon 18. des Arrests. Tit. 4. Arrest. 6. L'Ordonnance de l'an 1539. art. 72. avec celle du Roy Henry I. 1549. art. 1. cy dessus alleguee sont expressees : La raison de celle de l'an 1539. est prise ex l. pater familias 28. D. de priuile. cred. quia in omni ars alio, quod aut patris aut filij fuerit etiam inuictus heres obligatur. Et infra, ita ne separare quidem as alienum patris & filij poterit. quo casu efficeretur ut creditoribus in eum actio dari debeat : & ainsi, adita hereditate simpliciter heredes bona eadem cum bonis defuncti censentur.*

c Par le Droit civil, *adiectio solutonis causa relict soluitur, nec alijs soluitur relict, etiam si heres sit adiecti.* l. 55. & l. vlt. § pen. D. de verb. obligat. l. 9. 10. 11. & 19. D. de solut. l. 44. § pen. D. de act. & obligat. *Dum enim adiectio soluitur, creditori, ut ait d. l. 59. De solut. solui videtur.* Au relict l'Arrest mentionné au texte de l'Auteur est du Parlement de Bretagne du 17. iour de Septembre 1556. tenu à Rennes. Le premier iugé ayant donné sentence au profit du demandeur, le debteur se declara appellant de tel iugement, lequel obtint gain de cause.

d *Mandatum finitur morte mandanti vel mandatoris re integra.* Paul. l. inter causas 26. in princ. & l. 27. § 1. D. Mandati. l. vlt. D. de solut. l. mandatum 15. C. Mand. § item si adhuc. Inst. eod. tit. l. 1. C. de obligat. & act. l. si perepistolam 50. D. de acq. her. Sic mandata inuictus heres mandatum reuocat morte, re integra l. 6. D. de iurisd. omnium iudicum. Si viuo mandatore negotium inchoatum sit, etiam si mortis eius superuenient, deseri vel dimitti non potest l. nulla 13. C. de procur. Symmach. l. Epist. venerabilis Iuliani sanctio stare insit : procuratorum officia, causarum dominis rimentibus inchoata. Id etiam docent l. vlt. D. de solut. l. eius 41. D. de reb. cred. l. 37. D. Mandati, & alia vulgata. Reuocat etiam vel finitur mandatum morte mandatarij re integra l. 27. § 3. & l. 57. D. mandati. l. 8. C. de oblig. & act. l. illam 33. C. de diu. Accur. ad l. 35. D. de donat. Cuius 2. Obs. cap. 31. ad Nouell. 134. & ad lib. 32. Paul. ad Edict. Gethof. in Notis

ad corpus iur. civil. Vide Soc. Regal. 254.

c. Faber in l. scripturas. C. qui pos. in pign. hab. & Felin. in cap. scripta in 3. col. extr. De fide instrum. tiennent qu'une cedula ou escripture prueue d'un debteur recogneüe en iugement, est repute'e comme escripture publique & authentique a son prejudice. Toutesfoi's on ne peut proceder par execution en vertu de telle cedula ou escripture recogneüe en iugement: ains seulement on peut requerrir que la somme contenu'e en ladite cedula, soit consignee es mains du creancier, en baillant par luy bonne & suffisante caution. Au surplus, l'Ordonnance du Roy Charles 12. 1563. Art. 10. a declaré que tous Iuges peuuent ordonner la garnison, si elle est requise, contre quelc' que personne que ce soit, en baillant delay competent de garnir en deniers ou quittances. Lesquels Iuges par un seul Defaut ont de coustume, suyuant l'Ordonnance 1539. Article 92 de declarer la cedula pour recogneüe: ou bien quand elle est recogneüe par le debteur ou son heritier, ils condamnent à garnir le contenu en icelle dans huitaine en deniers ou quittances valables entre les mains du creancier, en baillant par luy au preallable bonne & suffisante caution de le rendre en fin de cause, si faire se doit. Par telle recognoissance de cedula, on confesse la debte. Accurs. & DD in Authent. qui propriam. Cod. de non numer. pecunia. l. scripturas C. qui pos. in pign. hab. l. 1. D. de confess. l. 1. vn. C. eod. tit. l. ad Dino Pin. §. 1. & seq. D. de re iudic. Bald. in l. cum se C. de transact. leg. proinde §. fin. D. ad l. Aquil. l. generaliter. C. de uon numer. pecun. Soit qu'elle soit verifie'e par telmoins ou comparailon de lettres, cap. relatum, in principio extr. de iure patron. cap. fin. De foro comp. in 6. & ibi gloss. Ludou. Rem. consil. 63. col. 1. Pecun. in cap. 1. on 4. notab. in prima lect. extr. De iudiciis. Rebuff. tom. 1. Traict. de Chirog. & ced. recogn. in pref. numer. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 43. 44. 45. 46. 75. 76. 77. Art. 1. gloss. 1. num. 2. 3. 4. & 5. Et si l'en veut recognoistre, habetur, pour recogneüe, cap. finib. extr. de consuet. in 6. Rebuff. 16. num. 97. Notez finalement que l'Auteur a mis dans le texte François la plus grande partie des choses contenu'es es Annotations Latines.

f. Fab. in l. vis C. de edict. Diui Hadr. toll. requirit sigillum authenticum quod fidei facit de consuetudinis gloss. in l. 1. D. quomodo testam. ap. & in §. signatur Instrum. quod cum eo qui in al. pot. Communter in Francia instrumenta contractuum sunt confessionata continentes merum confessionem. Quant à ce que dict l'Auteur, de la condemnation qu'ont accoustumé de mettre esdits contracts & obligations, cela procede du stil des Notaires de Poitou, Touraine, & autres Prouinces, qui ont accoustumé d'y ser. du mot de condâner: & aussi que les Notaires sont Iuges Charulaires.

g. 1539. Art. 74.

h. 1539.

i. 1536. de Cremieu.

k. Le Roy Charles IX. 1563. Art. 10. en dispose autrement, ainsi qu'il a esté monst. cy dessus. L'ancienne Ordonnance ne parle que de la recognoissance, & non de la garnison. Car par icelle il deuoit renuoyer, iugé souuēt par Arrest, mesmes le 27. Nouembre 1509. Autre Arrest du 8. iour de Iuillet 1511. pour l'Euesque d'Oileans, contre l'Abbé de Beaupré, par lequel il fut dict, qu'apres la recognoissance, le Iuge lay estoit tenu renuoyer le Clerc a son Iuge. La sentence du Iuge l'ecclésiastique qui auoit condamné un Clerc a vne autre & seconde prouision, fut infirmee par Arrest du 15. iour de Decembre, 1524. Lequel Iuge Ecclesiastique ne peut aussi condâmer vn par lay à garnir: Arrest du 14. iour de Feurier 1524. Toutesfoi's si le Clerc estoit au temps du delict, il pourra estre contraint à garnir par l'Official. Arrest du 1. Mars 1524. Si cest ce neantmoins que la Cour a quelquestois permis que le Iuge apres la recognoissance condâme le debteur à garnir. Arrest du 12. iour de Ianuier 1528. Reb. Traict. de Chirog. & ced. recogn. gloss. 1. num. 5. & 41. & in prefat. de sentent. prouision, num. 32.

l. Tout ce qui suit est tiré par l'Auteur de ses Annotations Latines.

m. Par Arrest du 26. iour de Feurier 1515. a esté iugé que le debteur ne pouuoit se constituer acheteur de biens de Iustice, nisi de consensu creditorum. l. 1. §. inde, D. de noui op. num. Reb. Tom. 1. Traict. de l'is. oblig. Art. 5. §. 9. num. 11. & 12.

n. Es Annotations Latines de l'Auteur & commentaires, de Rebuffe Tome 1. Traict. de l'is. oblig. Art. 2. gloss. vn. nu. 20. Cest Arrest est datté du 27. iour de Feurier 1515.

E ij

o Il est certain en termes de Droit, que *ubi solutio opus est, non sufficit satisfactio*. l. 9. D. de pign. l. 1. l. 10. C. cod. tit. l. 6. §. 1. D. Quibus modis pign. vel hypoth. solus l. 1. §. 4. D. de pignor. l. 20. C. cod. tit. l. 4. §. aut prator. D. de re iudic. licet satisfactio sit pro solut. l. 1. §. 2. D. de solut. Au reste nostre Autheur en ses Annotations Latines, dict que tous s'accordent qu'une Coustume ou statut de quelque lieu que ce soit, peut déroger à l'Ordonnance ou Loy du Prince, *vis notatur in cap. 1. De constit. ext.* Toutesfois il est d'aduis contraire, principalement quand le statut porte grand prejudice ou interrest au bien de la chose publique, comme il se peut facilement tirer de la loy 3. §. *Diuus Adrianus D. de sepulcr. viol. oportet imperialia statuta vim suam obtinere & in omni loco valere*. Ainsi par Arrest a esté dict quel Ordonnance 1563. faicte sur les faizies feodales & rentes foncieres derogeoit aux Coustumes, comme il est escript en la Copfrence des Ordonnances, liure 4. tit. 15.

p Art. 68

q Conformement à l'Ordonnance 1519. art. 65.

r Ludov. Rom. Consil. 211. recité cy dessus sous la lettre r & s. de ce mesme chap.

s Par les Ordonnances de Jean I. 1363. Charles V I. 1384. Charles VII. 1499. Article 54. Louys 12. 1507. art. 123. François I. 1535. chap. 16. art. 12. & 1536. chap. 1. art. 41. est ordonné qu'és executions faictes par vertu des obligations passees sous Seel Royal, ou autre Seel authentique, il sera passé outre iusques à garnison de main, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, ainsi qu'il est porté au 4. liu de la Confer. des Ordonnances, tit. 1.

t Il faut noter que par l'Ordonnance 1539. art. 65. & 66. toutes lettres obligatoires passees sous Seel Royal, sont exécutoires par tout le Royaume: & celles passees sous seel authentique sont aussi exécutoires contre les obligez, en tous lieux, où ils seront trouvez demourans lors de l'exécution, & sur tous leurs biens en quelque part qu'ils soient allés ou trouvez: pourueu qu'au temps de l'obligation, ils fussent demourés au dedans du destroit & iurisdiccion où lesdits Seaux sont authentiques. Nouell. de Tabellion. Et outre doiuent les Sergens soigneusement prendre garde, qu'en telles matieres d'exécution, & autres concernans leur estat, ils gardent estroitement ce que veut la Coustume des lieux où ils exploitent, & ce qui leur est prescript & commandé par les Ordonnances Royaux.

QUOMODO QVIS IN IUS VOCANDVS.

CAP. V.

Quomodo
quis in ius
vocandus.



Apparitoris autem qui in ius vocat munus, animaduersione magna indiget. Nam cum qui accersendus est, si potestatem sui faciat, praesens debet compellere, inbreque iudicio adesse certa die, hora, & loco. Sed hac duo vitima rite praetermittuntur, si ad statum ordinariumque iuris dicendi diem quis vocatur. Rursus si quem in ius vocari oportet, aut absit, aut prorsus publico abstinere: chirographum in id conceptum apparitor figat pro foribus domus, quam ille frequentius incolit: denuntiet quoque domestici & familia, aut (si hi desint) proximioribus vicinis, ut absentem super eo reddant certiore. Præterea, hic gerendus duos testes aut certe unum adhibeat: quos tamen chirographo ad domum apposito inscribere non est necessarium, sed in eo tantum quod auctori præbet in gestorum testificationem. Porro si de prædio clientelari (quod Feudale nominamus) aut de sacerdotij, ut est bene-

ſciſſi rebus controuerſia mouenda ſit, viator chirographum ſuum affigit foribus præcipua domus, aut proforibus illarum quidem aditum, in quibus cuiusdem ſacerdotij præfectus commorari debet: niſi altorem non fugiat illum propter publici muneris neceſſitatem alibi habitare: ut puta, ſi reus ille apud ſupremum quodpiam tribunal iuri dicundo aſſideat. Planè chirographo affixo proſeſtetur viator operam accuratiorẽ in abſente requirendo impendiſſe.

COMMENT ON DOIT FAIRE LES ADIournemens. CHAP. V.

SOMMAIRE.

- | | |
|---|--|
| <p>1. Formulaire de faire les Ad-iournemens: & ce qu'ils doiuent contenir.</p> <p>2. Adiournement fait ailleurs</p> | <p>qu'au domicile: & comme les Sergens doiuent à preſent bail-ler leurs Rapports ou Relations par eſcrit, & nō de vine voix.</p> |
|---|--|

LXpoſans à preſent comment doiuent eſtre faits Adiournemēs. Premièrement le Sergent fera diligence de trouuer en perſonne celuy qu'il veut adiourner: & ſ'il peut le trouuer, l'adiournera en ſa perſonne: ſinon par cedula attachée contre la porte du a domicile, où il demeure, il luy assignera iour, ^b heure, & lieu certain, & declarera le luge, ou autre perſonne publique pardeuant laquelle il baillera l'Adiournement à comparoir. Toutesſois l'on peut adiourner à comparoir pardeuant vn iuge à ſa prochaine Cour: car il eſt notoire quand & en quel lieu l'on tient la Cour. Auſſi mettra le lieu où il fait l'Adiournement. Aura deux Records ^c & teſmoins preſens leſquels il nommera par ſa relation, rapport, ou exploict, à peine de dix liures Parisifs d'amende, ſuiuant les Ordonnances dernieres, Art. 9. Et ſ'il fait l'Adiournement par cedula: il faut qu'il face inionction à la femme, ^d domeſtiques ou voiſins de l'adiourné, de luy faire ſçauoir l'Adiournement ou exploit. Combien que par cy deuant les Sergens n'eũſſent accouſtumé de mettre ladite inionction: ne les noms de leurs Records: toutesſois depuis peu de temps l'on leur fait mettre ladite inionction avec leſdits noms: parce que l'on dit qu'à deſaut de ce, certain adiournemēt a eſté déclaré nul puis n'agueres par la Cour. Toutesſois encores pluſieurs luges ne s'arreſtent à ce, & declarēt neantmoins les Adiournemēs bons & valables, pourueu que ladite inionction & noms des Records ſoient mis par le rapport ou exploit & baillé par le Sergent au demandeur: car ce eſt ſeulement ^e requis ſelon droit commun. Mais certes ladite obſeruāce nouuelle eſt fort equitable, afin que l'adiourné s'enquiete avec ceux auſquels a eſté faite l'inionction, ou leſdits reſmoins.

1. Formulaire de faire les Ad-iournemens, & ce qu'ils doiuent contenir.

2. *Adiournemens
faits ailleurs
qu'au domicile,
& comme les
Sergens à preses
doivent bailler
leurs Rapports
ou relations par
escriit, & no de
viue voix.*

Quand il est question * des droicts ou appartenances d'un fief ou seigneurie noble & y a chef d'hostel, l'on n'est tenu bailler l'adiournement au domicile^h du Seigneur, ains suffit l'adiourner audit hostel du Fief ou Seigneurie, & faire inionction aux Receueurs du Seigneur, ou autres demourans en iceluy hostel, luy faire scauoir l'exploict: & s'il n'y a hostel, & qu'il y ait posteau, où l'on ait accoustumé mettre les assignations & proclamations de iustice, suffira mettre l'Adiournement par escrit contre ledit Posteau, & faire inionction au Receueur ou Procureur ou autre officier, du Seigneur illec demourant. Semblablement quand il est question de droicts estans des appartenances * d'un benefice, & que le Seigneur doit residence au lieu du benefice: il suffit à luy bailler l'adiournement en la maison ou lieu dudit benefice, avec semblable inionction que dessus: sinon quand il est question du titre & possession du Benefice qui est litigieux: car lors il faut adiourner au domicile auquel il reside, & ainsi en fut dit par Arrest le 1 ieu dy dixiesme iour de May mil cinq cens trente, comme aussi est requis s'il est noroirc que le beneficié reside en autre lieu pour l'exercice de quelque Office public, comme s'il est Conseiller en vne Cour de Parlement pour le Roy. Il suffit aussi bailler adiournement au mary en parlant à sa femme en l'hostel du mary, sans laisser cedula contre la porte de l'hostel. Toutesfois il est meilleur de laisser la cedula à la femme, parce que le Sergent par les Ordonnances dernieres, Article 22. est tenu de laisser la coppie^m de toutes commissions & Adiournemens avec l'exploict aux adiournez. Quand le Sergent adiourne par cedula mise au domicile, il doit mettre par son rapport, auoir fait deue diligence de trouver l'adiourné en sa personne. L'on auoit accoustumé par cy deuant, qu'il suffisoit que le Sergent rapportast de viue voix n au Greffe les Adiournemens par luy faits: mais puis n'agueres au moyen de certains Arrests o sur ce donnez, l'on ne reçoit plus tels rapports, ains faut que le Sergent les baille par escrit, signez de son seing, & ce est confirmé par lesdites Ordonnances dernieres Articles 22.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. V. Comme on doit faire Adiournemens.

L monstre en ce chap. 5. comme l'Adiournement doit estre fait, & contenir premierement le nom du demandeur, que c'est ce qu'il demande, à qui, & pardeuant quel Iuge, declarant les moyens de sa demande, & du droict qu'il a ou pretend en la chose. Par l'Ordonnance du Roy François I. 1539. Article 9. il est dit que tous Adiournemens seront faits à personne ou domicile en presence de Records & tesmoins, mise au 1. liure de la Conference des Ordonnances Tit. 1. Mais on peut demander de quel age peuent estre ceux à qui le Sergent parle en faisant son exploict d'Adiournement au domicile de l'adiourné, quand il est absent. Aucuns Practiciens & la plus grand partie tiennent que la femme, enfans ou autres domestiques doivent estre aggez au moins de vingt ans: & en defaut d'iceux au plus prochain voisin du lieu & domicile, aussi majeur de vingt ans. Les autres tiennent qu'il suffit que les domestiques

soient aagez de dixhuit ou 14. ans Toutesfois la premiere opinion est la plus commune, & suivie presque par tous *Aufser. in Notis ad Stil. Parl. Cap. de adorna. nu. 13. & 14. Specul. Tit. de citat. Damhoud. Lib. Praxi. Civil. cap. 9. Lanfranc. de Oratio in cap. quoniam contr. falsam. §. citationes, nu. 2. vers. 3. quarto De prob. extr. Dynus in l. 1. D. de lib. agnos. c. 4. §. prater. D. de damno infecto. Rom Cons. 454 nu. 4. §. 6. 7. & 8 Masuer. Tit. de adiorn.*

b S'il le fait aucune chose à autre heure, que celle qui est portee par l'exploict ou Adournement, tout doit estre declaré nul. *Hippol. de Marsil. singul. 48. §. Felin. in cap. 1. De iud. extr.* Mais s'il n'y a point d'heure certaine par ledit exploict, l'adiourné ne doit comparoir à l'heure que l'acte pour lequel il a esté appellé, à coustume de s'expedier par le luge. *Panorm. in cap. consultus. De offic. delegat. & in cap. super. De test. cog. extr. Felin. in d. c. 1. De iudiciu extra.* Il sera parlé cy apres au chap. 11. de ce mesme liure, où il est fait mention des Adournemens incertains. Est fort notable à ce propos, la lsi vi proponis. §. Cod. quomodo & quand. iud. quod ita quibus est, ad effectum iuris ipse clare minime oportet. Et ce qui est decidé, in l. cum sententiam 6. C. de sent. & interloqu. nullum ex his, que ab eo decreta sunt, pra iudicium generandum esse constans. & in l. quid tamen. §. si arbitret. D. de recep. arb. Et encorres plus expressement en la l. locus 39. D. de iudiciu. Videtur eo loco iudicare iussisse quod soles iudicare. Bartol sur la loy, si ut proponis C. quomodo & quando iudex, dispute si le lieu doit estre exprimé en la citation. Le Sergent doit bien exactement observer le Stil ou coustumes de la iurisdiction ou bailliage, auquel il est estably, pour l'exercice de son estat, s'il exploict pour ceux qui y sont residens & iusticiables: & s'il a pouuoir d'exploicter par toute le Royaume, il doit garder la Coustume de la iurisdiction du luge pardeuant qui il donne les assignations aux parties appellees ou assignees. D'autant que tels Adournemens n'estans faicts suiuant le Stil & vñance de la iurisdiction, l'adiourné ou conuenu ne seroit sujet à l'amende, *Hippolit. singul. 118. Felin. in d. cap. quoniam contra in 7. Colum. de probat. extra.* Au surplus par la Coustume generale de France, si le iour de l'assignatiõ porté par vn adournemēt, eschet à vn iour ferié, il est continué au premier iour ensuiuant. Arr. du penultiesme Ianuier 1525. recité, par Rebuff. T. 3. Tract. de citat. in pref. nu. 122. **C**e Loys 11. 1498. art. 56. & 1507. art. 245. defend aux Sergens de ne faire aucuns adournemens ou exploicts sans Records ou attestatiõ de deux tesmoins, ou vn pour le moins: sur peine d'amende arbitraire. Ce qui est aussi requis par celle de François 1. 1535. chapitre 10. article 6. sur peine des interrests des parties. Mais depuis est interuenue celle de l'an 1539. art. 9. recitee au texte François, qui est gardee. Or, à fin de ne rien omettre de ce qui se pratique à present suiuant les Ordonnances faictes puy celle de 1539. & dernieres Impressions de ce liure faites du viuant de l'Authour, j'ay delibéré d'en faire recit sommaire. Notez donc que l'Ordonnance du Roy Charles IX. Estats d'Orleans 1560. art. 93. veut que tous Huissiers ou Sergens soient tenus nōmer en leurs exploicts leurs Records & domiciles d'iceux, à peine de nullité desdits exploicts, & d'amende arbitraire. Celle de Moulins 1566. art. 31. est aussi dit qu'ils ne pourront s'accompagner que de leurs Records, & non des parties: lesquelles y pourront enuoyer vn homme pour designer les lieux & personnes, sans suite & sans armes. Mais celle de l'an 1568. art. 4. est plus claire & ample: qui veut que les Huissiers ou Serges ne pourront faire aucun exploit sans assistance de deux personnes du moins, qui ne seront domestiques, parés, n'alliez de ceux, à la requeste de qui ils exploicteront. Seront tenus inscrire en leurdicts exploicts le nom de leurs Records & tesmoins, leur qualité, le lieu de leur demeurance: & leur feront signer, tant la minute & original, que copie qu'ils deliureront aux parties, s'ils scauent signer, & s'ils ne scauent signer en feront mention expresse, à peine de nullité desdits exploits, dommages & interrests des parties. Henry III. 1579. Estats de Blois art. 173. veut aussi qu'ils mercent le nom & domicile de leurs Records, tant es copies de leurs exploits, qu'en l'original, sur peine d'amende & de suspension de leurs offices. L'authour es Annotations Latines sur le chap. 11. dict qu'es adournemens des causes sommaires ou de petite consequence, ou bien quand il est requis vn seul Defaut avec intimation, qu'il suffit vn seul tesmoing ou Records. Ce que nous ne gardons ains le contenu en l'Ordon. 1539. & autres depuis faictes par les Roys Charles IX. 1568. & Héry III. 1579. & est requis pour le moins la presēce de deux tesmoins, *Libri numerus ff. de*

testibus Au surplus les Huissiers ou Sergens sont tenus de mettre au bas de leursdits exploits ce qu'ils auront receu pour leur salaire, sans fraude, ne desguisemēt: à peine de suspension & privation de leurs estats, amende arbitraire, & autre plus grande si elle y eſchet, ainſi qu'il eſt expreſſemēt porte par les Ordonn. de Charles IX. 1564. Art. 1. & 1568. Art. 2. & d'Henry 3. 1579. Estats de Blois. Art. 173. Mais celle de Melun, 1580. Art. 35. adiouſtent qu'ils ſignent au bas de leurs exploits ce qu'ils auront prins pour leur ſalaire, outre les autres ſeings qu'ils auront appoſez auſdits exploits, ils ſont tenus par l'Ordonnance de l'an 1568. Art. 3. faire mention par leursdits exploits du lieu de leur reſidence, & du ſiege où ils ſeront immatriculez: & ne pourront reſuſer chacun en ſon pouuoir & deſtroit faire les Adioucnemens & executions dont ils ſeront requis, à peine de deſobeyſſance & des deſpens, dommages & intereſts des parties, s'ils ne ſont excuſez de maladie ou autre cauſe raiſonnable, ſuiuant l'Edit de Rouſſillō 1564. Art. 1. Les Ordonnances des Estats de Blois 1579. Art. 173. veulent que tous exploits contenans execution, ſaiſie ou arreſt, porteront les iours & le temps de deuant ou apres midy qu'ils antont eſté faits, ſur peine d'amende & de ſuſpenſion de leurs estats. Et par l'Art. 15. de la meſme Ordonnance doiuent mettre le domicile que les parties ont eſſeu en tous exploits d'executions, ſaiſies, Arreſts & empriſonnemens: à peine de nullité deſdits exploits, deſpens, dommages & intereſts des parties. Les Ordonnances du Roy François I. 1535. Chap. 6. Art. 1. & Chap. 20. Art. 8. & 1539. Art. 12. ordonnent qu'ils ſeront tenus bailier coppie ou relation de leurs exploits aux parties ſur les peines des Ordonnances: Et meſmes s'ils ſont pluſieurs perſonnes qui ſeront adioucnées, en donneront vne copie à chacun d'eux, *Argumēt. l. ſed ſi plures* 13. *D. qui ſaiſit. cogāt. l. 3. D. Viſitator. ſeu ſider. ſi nō* qu'ils accorderaient tous enſemble, que l'exploit fut donc à l'vn d'eux pour tous: dōt il fera meūo expreſſe en ſon exploit, *l. ſtitulatio 11 §. queſitum eſt §. idem ut. D. de nou. oper. noue.*

d Cecy eſt prins des Annotations Latines. *Guicō Pap. Dec. 445. Confil. 127 Boerius in Conſuet. Bitur. Tit. de iuriſd. §. 19.* où ils tiennent que la citation ou adioucnement fait au mary en ſon domicile en parlant à ſa femme ou domeſtique, eſt bonne. *Ludouic. Rom. Conſ. 454.*

e Les DD. noient ſur la *L. 4 §. prator ait. D. de damn. inf. libellum vel citationem ad ades propoſi & denunciari procuratori, amici vel vicini.*

f *D. 4. §. notens D. de dam. inf. Titius eſt libellum ad ipſas ades proponere, fieri enim poſeſt quia a manibus deſenſor exiſtat.*

g *Vide Rebuff. Tom. 1. Traſt. de citat. Art. 2. gl. 1. nu. 2.*

h Tous Adioucnemēs doiuent eſtre ſais à perſonne ou domicile ſuiuant les Ordonnances: & ſe doit entendre le Domicile au lieu, où on demeure avec ſa famille, *l. uxori. 33. in prin. D. de legat. 3. Domicilium eſſe videtur, ubi quilibet rerumque ac fortunaru ſuarum ſummam conſtituit. l. ciuis 7. C. de incol. ubi quilibet in ſouet, aut vbi maiorum bonorum partem poſſidet & aſſidue verſatur. l. ſenatoris 1. C. ubi ſen. vel clariff. l. del. 27. §. 1. & 31. D. ad municipal.*

i *Innoc & Sicul. in cat. tui. extr. De eo qui mitt. in preſſeſſ. Gloſſ. in cap. quoniam, extr. Vi lit. non cont. cap. ex ore. extr. De privileg. DD. in l. heres abſens. D. de iudiſ. Autr. ad Stil. Cur. Parl. c. 2. De adiorn. nu. 14. Maſuer. Tit. de adiorn. Papon. liu. 7. des Arreſts. Tit. 4. recitē de Iean Gallus. quēſt. 106. Arreſt contraire: à quoy noſtre Auteurs s'accorde ſuiuant le conſeil de *Ludouic. Rom. in Conſ. 142.**

k Par Arreſt du 9. iour de Feurier 1523. fut declarē vn Defaut mal obtenu ſur vn exploit fait au lieu du Benefice litigieux: *cum ſciūs ſit de pacifico. cap. ex iura. ext. de cleric. non reſid.* Toutesſois en cas de ſaiſine & nouuellerē, il ſe peut conuenir au lieu contentieux. Arreſt 93. citē par Autrean au Stil du Parle. *Rebuff. Tō. 3. Traſt. de lit. obligat. Art. 2. glo. 1. nu. 8. Ludou. Rō. in Conſ. 342. Papō 7. des Arreſts. Tit. 4. Art. 3.* Il ne ſera point hors de propos de propoſer quelques formes de faire Adioucnemēs nō declarees, n'expriemēs par l'Auteur. Premieremēt les Chapit. ou Colleges de gēs d'Egliſe doiuent eſtre cōuenus & adioucnēz à l'Egliſe, Monaftere ou Couuent, en parlāt à la perſonne de l'Abbē, Prieur, ou autre qui ſera dudit Chap Monaftere, ou Couuent Aucuns tiennēt que le ſergēt doit faire cōmandemēt audit Prieur ou autre de ſ'aſſembler au ſop de la cloche pour receuoir leſdits exploits: mais cela n'eſt eſtimē neceſſaire:

ains

ains suffir qu'il soit fait en la personne d'un Prelat, cōme vn Archeuesque ou Euesque qui represente tout son Diocese ou ceux de son Clergé. Et s'il faut adiourner vne ville ou communauté, le Sergent doit considerer s'il y a des Escheuins & Gouverneurs de ville, Procureur Fabriciens, chef ou corps de communauté ou non. Car s'il y en a, il suffit d'adiourner les habitans, en parlant aux personnes desdits Escheuins, Gouverneurs, Consuls ou Procureurs Fabriciens: & s'il n'y en a, faut adiourner la plus grande partie des habitans du lieu, qui sont les principaux, qui ont accoustumé de s'entremettre des affaires de la ville, Communauté ou Paroisse: desquels seront inserez les noms & surnoms, auxquels le Sergent se fera adressé. Toutesfois au premier cas, quand il y a Consuls ou autres personnes manians les affaires de la ville, ou Communauté, si la Commission porte, que les Escheuins, Consuls & habitans d'une ville, ou Communauté, il faut adiourner outre lesdits Escheuins & Consuls, la plus grande partie desdits habitans, ainsi qu'il a esté cy dessus déclaré. Voyez le chap. 9. *infra. Bart. in l. 1. C. de iure reipub. lib. 11. l. sicut C. quod cuiusque universis. & Masuer. tit. de adiorn. & le Stile du Parlement est pareil. Accurf. in cap. extra 11. extr. De cler. non resident. Auvergne. tit. de adiorn. & la glosse, cap. quoniam §. porro. extra. Vt si non contest.*

1 Cest Arrest és Annotations Latines du 10. iour de May 1545.

2 Le Iuge lay ne peut faire citer l'appariteur Ecclesiastique, ne le condamner à bailler copie de la Citation, suiuit ceste Ordonnance. Arrest du 8. iour de Ianuier 1543. contre le Bailly d'Amiens ou son Lieutenant. *Rebuff. Tract. de citat. Tom. 3. Art. 5. gloss. 6. num. 8.*

3 Les Sergens des petites iustices inferieures des Seigneurs Iusticiers, rapportent de viue voix encores aujourd'huy les Adiournemens qu'ils font, principalement en matiere de prise de beste & dommage fait par la partie adiournee: comme aussi les Sergens Forestiers font leurs rapports de viue voix aux Maistres des Eaux & Forests ou leurs Lieutenans, ainsi qu'il se cognoist par l'Ordonn. du Roy François 1. 1518. Artic. 17. mise en la Conf. des Ordonn. liur. 11. Tit. 13.

4 Par Arrest de Paris du 6. iour de Mats 1542. fut vn exploict ou Adiournement fait sans Records ou temoins déclaré nul & de nul effect & valeur.

DE CITATIONE ABSENTIS ET SVI copiam non facientis, per præconium.

CAPVT VI.



Interdum autem quis à statore præconi tuba adhibita in ius vocatur, si sine lare & sedibus degat. Antè tamen à statore vicini pristini illius rogandi sunt, an sit absens, quantòque tempore absuerit, & quò domicilium transulerit: iudici deinde renunciandum, & huiusce citationis potestas ab eo facienda est. Nec non præconio in ius hi vocantur, qui contumelias afficere, aut minus etiam terrere apparitores solent, dum munus proprium in eos exercent.

Quomodo quis per præconium citatur.

Nam qui in ista rebellio iudici perfecta est, decernit præpotes illos in vicino eorum domus pago aut vrbe per apparitorem præconio inclamandos, aut nundinarum aut festo die, quum à sacri incolarum turba frequentior reuertitur. Quod quidem usurpatur maxime, quum grauiorum criminum res delati sunt: & trium breuioribus intervallis denuntiationum, à trinò ve nundino commonentur vt iudicio se fistant, id est, vt vulgò dicitur, adiornantur ad tres breues dies.

Ceterum, praconis proclamatione in ius eos vocari receptum est, qui ex universitate & collegio constant. Item eodem denunciationis praconio utimur, ubi quipiam gerendum est ignoraturque quibus id obfuturum sit: veluti quum res debitoris hasta subiiciuntur: tunc enim sic vocantur hi qui iuri aliquid in illis sibi vendicant, ut id proficeantur & declarent: Nonnunquam rescriptum à Principe imperatur, quo huiusmodi citationum forma mandatur in errore, aut conditionis humis homines, ut coram compelli, aut ad ades vocari sine periculi metu non possint. Porro huiusmodi citationes, pro nostris aut compitalibus columnis debent prescribi, ut citatio oculis innotescant.

COMME ON DOIT PROCEDER A FAIRE adiournemens à son de trompe: ensemble de la creation des Sergens, & du pouuoir des Greffiers.

CHAP. VI.

- | | |
|---|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Adiournement à son de trompe ou cry public quand est octroyé par le Iuge.</i> 2. <i>Lettres Royaux pour adiourner les absens non ayans domicile, ou les intimer en La Cour de Parlement.</i> 3. <i>Commissaires ou Conseillers de la Cour commis à la Barre, peuvent decerner Commissions pour adiourner.</i> 4. <i>Adiournemens à son de trompe en quels cas ont lieu.</i> 5. <i>Adiournemens contre une</i> | <p><i>Ville, Bourg, ou Communauté.</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 6. <i>Adiournemens à cry public en matière de criees, & declaration d'heritier sous benefice d'Inventaire.</i> 7. <i>De la creation des Sergens.</i> 8. <i>Sergens peuvent continuer les exploits faits par un autre Sergent.</i> 9. <i>Notaire commis à expedier les Registres devoit continuer, mais auourd'hy ce sont les Greffiers, & leurs Commis, erigez en titre d'office formé.</i> |
|---|---|



*Si Adiournement
à son de trompe,
ou cry public,
quand est octroyé
par le Iuge.*

I celuy qu'on veut adiourner, n'a lors domicile: il faut bail-
ler requeste a au Iuge: pardeuant lequel on le veut faire
conuenir: & par icelle remonstrer ladite absence: & qu'il
commette au premier Sergent de la Cour, ou autre Sergent,
de faire inquisition de ladite absence, avec les voisins du lieu, où il
souloit demeurer auparavant qu'il s'absentast: & icelle inquisition
faicte, qu'il l'adiourne en personne, si apprehendé peut estre, si-
non à son domicile, si on le peut sçauoir, sinon par cry public &

son de trompe au lieu où il souloit demeurer, & d'abondant au prochain Marché dudit lieu, ou à iour de Festes, s'il n'y a marché, & par cedula attachée contre la porte de l'Eglise dudit lieu où il demeueroit, s'il n'y a posteau, & s'il y en a, à iceluy posteau: & y a communement posteau, où il y a marché: & s'il n'y a posteau, au lieu où il demeueroit, la cedula sera mise contre la porte de l'Eglise dudit lieu, où il demeueroit: & qu'en ce cas iceluy Juge autorise les adiournemens qui ainsi seront faits, comme s'ils estoient faits en personne, ou au domicile. Et souuent on obtiét lettres Royaux en pareille forme: & mesmement est requis en obrenir quand lon veut faire bailler adiournemens, ou faire intimer en la Cour de Parlement vn absent non ayant domicile. d

2. Lettres Royaux pour adiourner les absens non ayât domicile, ou ou les intimer à la Cour de Parlement.

Car le Cour n'a accoustumé bailler mandemens pour faire adiourner en icelle en autre forme que par lettres Royaux. Toutesfois quād la Cour a commis quelques Conseillers pour ouïr les parties à la Barre, ils ont bien accoustumé de bailler mandemens, pour adiourner les parties par-deuant eux: lesquels mandemens sont signez de leurs seins manuels, & sceillez des Seaux de leurs armes.

3. Commissaires ou Cōseillers commis à la Barre, peuuent decerner commissiōs pour adiourner.

Pareillement, lon a de coustume vser de tels adiournemens à son de trompe contre ceux qui sont coustumiers faire outrage & excès cōtre les Sergens qui font quelque exploit contre eux: car apres l'informatiō rapportee pardeuers le Juge, de tel excès, il ordonne que les coupables & chargez seront pris au corps, si apprehendez en leurs personnes peuuent estre, sinon seront adiournez à cry public & son de trompe au prochain marché d'iceluy où ils demeurent; sinon au prochain bourg ou ville à iour de Feste, en la maniere susdite. Aussi lon fait communement tels adiournemens à l'encontre de ceux, lesquels pour quelque crime lon a f ordonné estre adiournez à trois briefs iours. Semblablement contre vne communauté de ville ou bourg, lon vse d'adiournement à son de trompe, fors quand il y a chef & corps de la communauté: car en ce cas on fait bailler adiournement au chef en sa personne, si lon peut, sinon, lon fait adiourner le chef, & des autres du corps & college par cedula contre la porte de la maison commune dudit corps & college. Et ne faut en ce cas vser d'adiournement à son g de trompe: pareillement, ne quand lon fait adiourner les manans & habitans d'une ville ou bourg taillable en surtaux de quelqu'un d'iceux manans & habitans: pour voir produire tesmoins en telles matieres: ains lon fait adiourner seulement les manans & habitans, par cedula attachée contre la porte de l'Eglise parrochiale desdits manans & habitans: & d'abondant lon adiourne six ou sept desdits habitans en leurs personnes. Mais lon procede par adiournement à cry public & son de trompe, quand il est incertain h à qui peut preiudicier l'acte qu'on veut faire, comme quand on met les biens de quelqu'un en criées: car on fait à sçauoir à son de trompe & cry public, que ceux qui pretendent aucun droit sur iceux biens, viennent auant & le declarent. Comme i aussi quand quelqu'un se veut porter heritier sous benefice d'Inuentaire: Car lon fait à sçauoir par cry public & son de trompe, que tel se

4. Adiournemēt à son de trompe, en quels cas ont lieu.

5. Adiournemēt contre vne ville ou bourg.

6. Adiournemēt à cry public en matiere de criées & declaration d'heri: à r s^o benefice d'inventaire.

44 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE

veut pour heritier avec ledit Benefice, & que ceux qui se voudront porter heritiers simples, viennent auant & y seront receus: dont nous parlerons cy apres plus amplement.

7. De la creation
des Sergens.

Il faut entendre l que selon Droit commun le Iuge bailloit vn Sergēt en chacune cause: & falloit que celuy qui auoit baillé le premier Adiournement en vne cause m continuast à faire les exploits necessaires en toute la cause. Mais à present combien n qu aucuns Iuges puissent creer Sergēs en leur Iurisdiction, comme les Iuges des Barons, Seigneurs chastelains, & autres ayans iurisdiction haute, moyenne ou basse, & aucuns Iuges chastelains Royaux: Toutesfois par l Ordonnance du Roy Loys 12. Art. 133. o les Iuges Royaux estans Presidiaux ne peuent creer Sergens, ains appartient seulement au Roy à creer Sergens Royaux es Bailliages & Seneschauſſees Royales.

8 Sergens peuent
continuer les ex-
ploits des autres
Sergens.

Dauantage, auourd huy quand vn Sergent a commencé quelque exploit en vne cause, vn autre Sergent peut faire les autres exploits requis en celle cause, selon toutesfois la modification mise cy dessus au commencement. Voire si vn exploit a esté commencé par vn Sergent, & qu'il faille le faire à diuers iours, ou en diuers lieux, il peut estre paracheué par autre Sergent: & à ceste fin aucuns Sergens voyas ne pouuoir, ou ne vouloir parfaire l'exploit, comme crieies & saisies, mettent par leur exploit, que leur dit exploit sera par eux ou autres Sergens paracheué. Neantmoins quand icelle clause n'y seroit mise, vn autre Sergēt le pourroit bien faire: car il a la mesme qualité d'office public, & n'y est esleue industrie de personne. En outre, selon Droit commun, le Notaire qui auoit expedie les premiers Registres de l'expedition d'une cause par le commandement du Iuge, deuoit p continuer à escrire toutes les autres expeditions d'icelle cause.

Notaires commis
à expedier les
Registres deuoient
continuer: mais
auourd'huy ce
sont les Greffiers
cōmis et exigez
au Office.

Maintenant il y a Greffiers ordonnez en chacune Iurisdiction, q & par les Ordonnances du Roy Loys xii. Article 130. en chacun siege Royal doit estre mis vn Greffier, pour enregistrer les expeditions des causes, & escrire tous autres actes de Iustice. Lequel Greffier ne peut auoir qu'un Commis pour signer en son lieu. Parquoy le Iuge ne peut commettre autre Greffier, que celuy qui est ordinaire: & qui a esté cōmis par le Seigneur de la iurisdiction, sinon qu'il soit recusé pour iuste cause. Et en ce cas encores le Iuge en commet vn autre, à la charge de respondre au recusé des emolumens de la cause, qu'en auroit le Greffier, s'il n'estoit recusé. Et si le Roy adresse au Iuge quelque Commission, il doit prendre son Greffier ordinaire, ainsi qu'il a esté dict par plusieurs Arrests, tant de Paris, que de Bourdeaux. Autrement les Greffiers ainli prins, sont condamnez rendre au Greffier ordinaire les emolumens par eux receus, & mettre entre les mains les Registres des expeditions par eux faictes, en leur deduisant leurs frais, salaires, & vacations faits pour leldites expeditions.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. VI.

Comme on doit proceder à faire Adiournemens, &c.

DE ceste forme d'adiournemens à son de troye & cry public, est faict mention par *Indowc. Rom. Conf. 431. in pr. Bal in l. vi. per. c. l. ius C. de ann. except. Guid Pap. quest. 429. Aufr. r. ad fil. Cur. Parl. cap. 2. de adiornam. m. 15. Clem. 1. de iudic. extra Angel in l. har. absens 4. col. D. de iudic. spec. Tit. de comp. iud. §. 1. col. 18. vers. quid si debitor.* Papon 3. des Notaires, liure 5. Tit. des lettres incidentes en general où il dit qu'anciennement on auoit de coustume de presenter Requête au Baillif ou Seneschal, Euesque ou autre Iuge pour faire faire ledit adiournement. *DD in d. l. vi. per. c. l. ius 2. C. de ann. except. l. ex quibud. m. 2. §. senatus l. senatus 15. §. senatus D. de iure fisci.* Au reste en ce Chap. 6. sont remarquez par nostre auther, six cas principalement, lesquels tels Adiournemens à cry public & son de troye ont lieu. Le premier quand le debteur ou autre que l'on desire faire a adiourner est absent, non ayant domicile, ou vagabond *Innocent. in cap. si aduersarius. extra. de eo qui mittit in posses. l. 2.* quand par lettres Royaux ou Commission de la Cour de Parlement, on fait adiourner ou intimer en icelle Cour vn absent non ayant aucun domicile. Le 3. contre ceux qui sont coustumiers de faire aucuns outrages ou excez aux Sergens ou autres ministres de iustice. Le 4. contre ceux qui ont commis quelque crime ou delict. Le 5. quand on adiourne vne communauté, de ville ou Bourg taillable n'ayant chef ne corps ne Communauté. Le 6. quand il est incertain à qui peut preiudicier l'acte que l'on veut faire, comme en matiere de crices.

b Par Arrest du 2. iour de Iuin 1534. furent les lettres d'auctorisation, par lesquelles le Roy donne autorité & permission d'adiourner à son de troye, callées & annulees à faute d'auoir fait perquisition, ainsi que Rebuffe remarque *Tom 3. Traict. de cit. Art. 2. glof. 1. nu. 9.* Et Papon liure 2. des Arrests Tit. 4. Arrests, §. 6. *Videl magni §. illud. D. de rebus eorum, &c.* Aussi qu'il y a lettres d'auctorisation que la femme obtient du Roy ou de iustice pendant l'absence de son mary, ou refus par luy fait de l'auctoriser pour estre en iugement & administrer son bien.

c Papon liure 7. des arrests Tit. 4. Arrest §. & 6. cy dessus cottez.

d Les adiournemens ou assignations qui se font & donnent en la Cour de Parlement, doiuent estre faits en vertu de lettres de Chancellerie ou autres commissions & mandemens emanez de ladite Cour, ainsi qu'il se cognoist par le stil d'icelle: lesquels sergens ou autres executeurs desdites commissions doiuent suivre la teneur desdits mandemens & commissions, sans passer ou re le contenu d'icelles *Aufr. ad fil. Parl. cap. 2. de adior. nu. 17 l. diligenter D. mandati sp. cul. Titul. de erat. §. sequitur vers. quofacto. cap. cum dilecta extr. De r. scrip Bald in cap. nouis. extra De appellat. Ioan Andreas in cap. fin. De restit. spoliat. cap. venerabili. extr. De offic. delegati. Bart. in l. 4. §. prator ait. 2. col. vers. seruit ergo forma D. de dam. inf.*

e Il a esté monsté en la Conference des Ordonnances, que la Barre est vn lieu à l'entree de la grand Chambre du plaidoyer, auquel lieu y a vne Barre, ou les Conseillers de la Cour commis à regler les parties des appointemens nécessaires se presentent à dix heures du matin pour ouyr les parties ou leurs Procureurs, & les regler d'appointemens requis pour l'instruction de l'instance pendant en la Cour, ou bien d'un incident.

f La Loy civile, est bien plus seuer contre telles personnes ayans commis quelque excez, crime ou delict. D'autant que tels crimes estans adiournez par vn seul exploit s'ils ne comparent, sont declarez contumax *Hyppolus singul. 91. & Felin. in cap. in nomine domini in §. column. extr. de testib. Voyez cy-dessous le liure 3. des Institutions. For. cap. 3. Or 4.*

g Au Chapitre precedent és Annotations a esté monsté comme il falloit faire les Adiournemens aux Echeuins & Gouverneurs d'une ville ou bourg.

F iiij

li Cela se cognoist presque estre general par toutes les Coustumes de France. Car par icelles le Sergent executeur qui procede au fait de crie & proclamations, doit denoncer & signifier lesdites crie & adjudication par decret à tous ceux qui y pretendent avoir interets en general, à la chose publique du lieu & iustice, auquel se doivent faire lesdites crie à cry public & haute voix. Les Coustumes de Berry. Titre 9. Art. 50. Bourbonnois. Art. 143. La Marche, Art. 187 & 389. Auvergne. Chap. 24. Artic. 24. & 27. Niurnois, Chap. 31. Art. 38. ainsi qu'il a esté monstré en la Conference des Coustumes partie 1. Tit. 16. Addition, nombre 1. *Et in Authent Si omnes C si minor. ab. hered. Si omnes presentes sint à iudice vocentur, vi inter sint, sed si omnes absint vel quidam solenniter citentur.*

i En ce cas aussi comme au precedent, il faut adiourner les creanciers du defunct duquel on se porte heritier par benefice d'inventaire, à son de trompe & cry public parce que tels creanciers sont incognus & incertains La Coustume de Berry y est fort expresse. Tit. 19. Art. 10. & 11. Les creanciers incertains & incognus à l'heritier par benefice d'inventaire à son de trompe & cry public es villes & lieux accoustumez à faire crie & proclamations, & aux villages à iour de Dimanche à l'issue de la grand Messe: & les certains ou cognus par l'inventaire ou autrement, nommément & particulièrement s'ils sont demourans au destroit & iurisdiction du lieu. *Arg. d. auto. si omnes C si minor. se ab her. Vocandi enim sunt ij quorum interest. l. 39. D. de adopt. quos causa contingit, vi aut l. 47. in princip. D. de re iud.* La Coustume de Lille. Art. 185. veut qu'il rende son compte pardeuant les Escheuins à ce appelez en special les creanciers du defunct: si auant qu'il en aura cognoissance, & tous autres en general par cry public à la Brechesque de la ville à iour & heure de marché. La Salle de Lille Tir. 8. Art. 2. dit qu'il faut appeller les hoirs apparens du defunct & ses creanciers, si auant qu'il en a la cognoissance, & les adiourner à certain & competent iour, & tous autres creditiers en general par iour de Dimanche ou autre solennel en l'Eglise Paroichiale où gist le mortuaire, à heure de Marché, pour voir proceder à l'enterinemēt desdites lettres sous Benefice d'inventaire: Aucuns estiment que les Coustumes permetans de se dire & declarer heritiers sous benefice d'inventaire dedans certain tēps porté par icelles qu'il n'est aucunement besoin d'obtenir lettres Royaux, si lesdites Coustumes ne l'expriment & declarent nommement: Mais les autres sont d'aduis & opinion contraire. Et se fondent sur vne Ordonnance du Roy François I. 1540. du 24. iour de Septembre: par laquelle il est ordonné que tel Benefice d'inventaire en pays Coustumier, se doit obtenir & impetier par lettres Royaux. Toutesfois en pais de Droict escrit telles lettres ne sont point necessaires le Droict y ayant pourueu.

k Chap. 8. de ce mesme liure.

l Tout ce qui suit est pris des Annotations Latines mises au Chap. 5. cy-dessus, où il est, *Ludow. Rom. d. consil. 342.*

m Cela est hors d'usage, comme escrit *Paul de Cast. in l. 1. C. de sportul.* [Vn iuge ne peut cōmettre vn Greffier autre que celuy qui est cōmis & institué par le Seigneur Iusticier, *Innocent. in cap. cum P. Tabellio De pde instrum. in antiq. Et Alberic. Rosat. in l. preceptum C. de appel.* mesmes que le: Commissaires & deleguez par le Roy ne doiuent prendre autres Greffiers que l'ordinaire comme il a esté souuent iugé par arrest de Bourdeaux, ainsi que dit Boër. Dec. Burdegal. Quæst. 238. le Greffier peut estre receu, se plus ne moins que les Iuges, Aduocats ou Procureurs. Et pour ceste cause telle Recusation se peut verifier par le serment de la partie qui la proposé, *argumenta l. quis poterat. D. Ad Trebell. Petrus Ancharr. Conf. 253. Et Alexand. Immol Conf. 163. vol. 3* Le Greffier criminel ne peut faire les expéditions ciuiles, *l. duo Et ibi Angel. in Add. ad Bartol. nisi ex causa necessitatis Gual. à Cogn. in Leone D. de offic. consil. vel nisi princeps aut dominus iussuerint aliter statuerit. Vide l. solennis h. latrunculator. D. de iudic.*

n Anciennement les Iuges Royaux ou Presidiaux pouuoient commettre & creer Sergens chacun en leur destroit & iurisdiction pour executer leurs mandemens & sentences. Mais auourd'huy telle puissance leur est entierement retranchée par l'Ordon. du Roy Loys XII. mise dans le texte François. Et ainsi à l'exemple du Roy les Seigneurs, Barons, Cōtes, & autres Seigneurs Iusticiers ont osté tel droict à leurs Iu-

ges, se réservas à eux ceste puissâce & auctorité, les Coustumes de Poictou. Art. 5. & 387. Angoumois Art. 5. Tours Art. 76. môstrent iusques à quel nôbre les Seigneurs, Barons, Comtes & Chastelains peuvent cteer Sergens en leurs terres, ainsi qu'il est déclaré en la Conference des Coustumes 1. partie Tit. 4.

o Aucuns cotent ceste Ordonnance. Art. 154. qui est reiterée par autre de l'an 1507 Art. 116. & par François I. 1515. Chap. 1. Art. 56. Conference des Ordon. liure 1. Tit. 21.

p Paul. de Cast. in d. l. 1. c. de spoliis. Monstre ce que l'Auteur escrit, & dit mesmes, que de Droit il estoit permis aux Notaires de recevoir & escrire les registres des causes sous les luges.

q François I. par Edict donné à Argilly le 6. iour de Iuillet 1511 erigea les Greffes des Baillages & Seneschaucees & Preuostez estant de son domaine, en titre d'office formé; lesquels ne seroient plus baillez à ferme. Ce qui fut depuis par luy confirmé le 22. iour de Iuin 1543. & depuis Charles IX. 1567. à Paris au mois de Decembre erigea pareillement en titre d'office tous les Greffes des Baillages, Seneschaucees, Preuostez, Vicomtez, Vigueries, & autres iurisdiccions, ainsi qu'il est monstre au liure 12. de la Conference des Ordonnances. Tit. 13.

DE REMODICIO, ET REI contumacia.

CAP. VII.



ED quoniam iudicia omnia aut in absentem, aut in presentem intenduntur: videamus primum quo in absentem ordine dirigantur: de reliquis postea dicturi. Cum ergo in ius vocatus ad nomen non respondet (ab eo enim exordiri debemus, ut potest qui iudicium sepius aueretur) tum eius absentia à presente publicis monumentis incusetur: et editum primum (quod defectum nominamus) iudex aduersus eum concedat. Est autem animadvertendum, ut liquet affectu atque inchoata, an confessio rei contumacia, eremodiciūque contractum, an absens accitus fuerit nullo iudicis precedente iussu, an simpliciter tantum eius precepto, an cum peremptorijs comminatione, quod (cum insinuatione) fieri dicunt. In duabus igitur primis speciebus affecta tantum est et inchoata rei contumacia, et prater editum nihil decernitur quo quisdem absens iterum vocari in ius precipitur, vel cum peremptorijs adiectione vel sine ea. Quoniam autem pro litium varietate sepe citationi primæ: aut primo edito peremptorium additur, prælibanda sunt controuersie, in quibus iudex eum in ius vocandum cum peremptorio imperat, vnicuique edito completur absentis contumacia. In primis ergo cum peremptorio in ius quis appellatur, ut litis sumptibus (in quos damnatus est) taxandis aut sententiæ executioni intersit. Deinde ubi retinenda possessionis interdictum quis instituit, denuntiaturque aduersario, ut sequestranda rei controuersa assensurus veniat, aut refragaturus. Tum, si quis eius pecunia obsequationem petat, quam sibi debitam publica indicet scriptura.

De iudicio in
absentem exer-
cendo ante li-
tem conte-
statem, ac de
reicōtumacia.

Quomodo
affecta tantū.
sit contuma-
cia.

Quando pri-
mæ citationi
additur pe-
reptorijs cō-
minatio.

DES DEFAVTS ET CONTVMACES.

CHAP. VII.

- | | |
|--|---|
| <p>1. Ordre que tient l'auteur en traitant de la procedure civile.</p> <p>2. Des Defauts simples, & autres portans profit.</p> | <p>3. Adiournement avec intimatiō en quel cas sera fait.</p> <p>4. Les instrumens passez sous Cour d'Eglise, n'ont garnison, execution ne hypothèque.</p> |
|--|---|

1. Ordre que tient l'auteur en traitant de la procedure civile.

2. Des defauts simples & autres portans profit.



Arce quetous iugemens sont faits & agitez ou bien l'une des deux parties presente & l'autre absente, ou toutes les deux presentes : traitons premiere-ment, comment on procede quand vne des parties est absente : & puis nous parlerons de l'ordre de l'autre procedure. Il vaut mieux donc commencer à traiter de la procedure qu'on fait quand le defendeur est absēt : car il a de coustume soy laisser mettre

en default plus souuent que le demandeur. Or si le defendeur default, il est requis que le demandeur face enregistrer la cause, & qu'il face mettre sa comparution, & demande default au luge: qui luy sera octroyé.^a Mais pour sçauoir s'il doit demander default avec tout le profit, & iceluy faire iuger qu'on appelle en la Cour de Parlement^b à Paris default simple : ou bien s'il prendra seulement default, & mandement de faire adiourner le defaillant sur ledit default, & avecintimation, que y vienne ou non, sera procédé nonobstant son absence: il est necessaire aduiser si le defendeur a esté adiourné par ledit premier Adiournement, avecintimatiō, ce qu'on a de coustume mettre par le mandement ou commission de l'adiournement: ou si ledit Adiournement n'a esté fait & baillé avec ladite intimation. Et s'il a esté fait, sansintimation, il faut prendre default, & mandement d'adiourner sur default & avecintimation. Et si ledit adiournement a esté fait avecintimation faut prendre default avec tout le profit,^c qu'on appelle en aucuns lieux default simple. Au moyen dequoy est requis que declarions les causes, esquelles par le mandement du premier Adiournement l'on a accoustumé mettre que le defendeur sera adiourné avecintimation, ou bien quand il n'est mestier de mandement, le Sergent de son office peut bailler adiournement avecintimation.

3. Adiournemēt avec intimation en quel cas sera fait.

Premierement d'icelles causes est, si l'on fait bailler Adiournemēt pour voir taxer despens, ou en autre chef d'execution de sentence : ou quand on baille adiournement pour venir proceder sur vne complainte en cas de nouuelleté pour le regard du Sequestre, & fournissement d'icelle cō-plain-

plainte. Plus si lon adiourne le debreur pour venir garnir la main d de la somme contenuë par lettres obligatoires estans en forme authentique. Car il convient noter, que jaçoit qu'un instrument passé par un Notaire de Cour d'Eglise, face soy, quand il est passé en presence de deux tesmoins es lieux où il n'est requis deux Notaires: toutesfois lon ne peut, par vertu d'iceluy avoir garnisons de mains, car tels instrumens n'emportent ny hypothèque, ny execution, ne consequemment garnison, qui est maniere d'execution. Et est à sçavoir, que ce qu'ils n'emportent hypothèque ny execution, est que lon ne peut par vertu d'iceux conclure hypotecairement, ny aussi proceder par execution. Et la raison est, parce que les Notaires Ecclesiastiques n'ont iurisdiction quant à realité es biens temporels, non plus que leurs Iuges d'Eglise qui les creent: & hypothèque & execution concernent realité.

4. Les instrumens passés sous Cour d'Eglise, n'ont garnison, execution ne hypothèque.

ANNOTATIONS SUR LE CHAP. VII. Des Defauts & Contumaces.

NL n'est point necessaire de declarer la raison de l'ordre tenu par l'Auteur, veu que luy-mesme nous le monstre au commencement de ce chapitre. Les Defauts, dont il traite à present, se donnent par le Iuge contre la partie défaillante & contumax, qui evocatus presentiam sui facere contemnit, *ut ait l. 33. in princip. D. de iudic. Qui ne les doit neantmoins iuger qu'avec une grande prudence, & diligemment examiner le Droit des parties tant du demandeur, que du defendeur, défaillant & contumax, se proposant tousiours Dieu deuant les yeux. Cic. pro Cluentio. Est sapientius iudici minuisse se hominem, cogitare tantum sibi à Pop. Rom. esse permissum, quantum commissum & creditum sit: & non solum sibi potestatem dicitam, verum etiam fidem habitam meminisse posse quem odern absolvere: quoniam non odern condemnare & semper non quid ipse velit, sed quid lex & religio cogat cogitare, animaduvertere, quia lege res citatur, de quo res cognoscatur, quia res in cognitione versetur Cum hac sint videnda, tum verò illud est hominum magni, indices, atque sapientes, cum illam iudicandi causam, tabellam sumpserit, non se putare esse solum, neque sibi quodecumque concupierit, licere: se habere in consilio legem, religionem, aequitatem, fidem: libidinem autem, odium, invidiam, metum cupiditatemque amorem, magnique astutiam consilium mentis suam, quam ab diis immortalibus accepimus, quæ à nobis diuelli non potest. Idem 2. Offici. Cum iudici decenda esset sententia, meminere se Deum habere testem, id est mentem suam, qua nihil Deus prestantius dedit hominibus. D. Ambrosius in Psalm. Beati immaculati, 20. Bonus iudex: nihil ex arbitrio suo facit, & proposita domesticæ voluntatis, sed iuxta leges & iura pronuntiat statui iuri obtemperat, nihil preparatum & mediatum domo desinit: sed sicut audit ita iudicat, & ut se habet natura decernit, obsequitur legibus, & non adversatur, examinat causæ merita, non mutat. Disce indices quem in iudicando tenere debeat afflicti quam sobrietatem, quam sinceritatem Cuius iudicet. l. 9. 7. Et cōbiē que telles propositions aiuis generales doyuent estre gardees en tous Iugemens & sentences, si est-ce que ie les ay bien voulu représenter en cest endroit, pour aduertir tous Iuges & autres personnes qui sont estat & profession de Iudicature, de considérer bien exactement le droit des parties, combien que l'une d'icelle soit défaillante & contumax. Iustinian, in l. preperandum, l. 1 § cum autem eremo iudicium. C. de iud. litigatorum absentia Dei presentia repletur. Ainsi souuēt les defendeurs gagnent leur procès, sans rien produire, ut in specie l. Divi fratres, 25. § si ea persona. D. de lib. causa, l. si te 7. C. de in gen. man. & rell. in d. l. & post. editum 73 in princ. D. de iud. pronuntiator non ritque secundum presentem, sed iudicium vel absens si bonam causam habuit, vincet. Vide Nouell. 65. in fine d. l. 13. § 3. C. de iud. & l. 33. D. de re iud.*

b Le Defaut simple ou pur sentend à la difference du Defaut: Sauf, & Cours &

jurisdictions inferieures quelquesfois les Defauts se donnent avec le Sauſ, ou bien purement & ſimplement avec Commiſſion du luge, pour adiourner le Deſaillãt ſur le profit du Defaut, & pour le voir adiuger, ſelon les matieres & nature de l'acſion. Quelquesfois il n'y a qu'un Defaut pur & ſimple, qui emporte ſon profit avec ſoy, lequel eſt adingẽ ſur le champ, en donnãt iceluy Defaut. Au reſte le Defaut, ſauf cõfirmaẽ, il prend la force & vertu du iour du Sauſ. D'autant que l'effect d'iceluy eſt ſeulement juſques au iour du Sauſ eſcheu. Quelques-vns ont eſcrit le ſtil & pratique de donner Defauts, & en adiuger le profit, eſtre prins & tirẽ de la loy, *Diuus. 7. De in integr. reſt. & Limpub. crium. 7. §. item ſi D. de ſuſpect. iur.* Cõme auſſi de ſignifier le Defaut, de Papon, in *Lex conſenſu. 23. §. vlt. De appell. l'ide. l. 15. §. Diuus. & l. 42. §. 1. D. de iure ſciẽ.*

c Faber in l. 1. C. de ſumm. iur. in Curia Francia eſt conſuetudo de utilitate deſ. et num. Rebuff. tom. 3. Traict. de contum. & deſect. Au reſte, ce qui eſt au texte François, eſt tirẽ de la Couſtume de Poictou. Art. 421. & 423. laiſſãt l'anciẽne qui auoir lieu, lors que ces liures ont eſtẽ compoſẽ par noſtre Auteur.

d Cela ſ'entend ſuyuant l'Ordonnance 1539. art. 69. quand l'exploict eſt libellẽ & porte la ſomme, pour laquelle on veut agir. Au quel cas y a gain de cauſe par vn ſeul Defaut avec le Sauſ, ſelon la diſtance des lieux, en faiſãt apparoir du contenu en la demande par obligation authentique. Mais ſi l'exploict n'eſt libellẽ, il faut deux Defauts pour obtenir ſentence contre le contumax & deſaillant. Ainſi en toutes autres matieres il faut auoir deux Defauts bien & deũement obtenus contre le contumax & deſaillant. Arreſt de penult. Decembre 1540. recitẽ par Papon, liure 7. des Arreſts, Tir. 6. Arreſt 1.

e En la Conſerẽce des Couſtumes partie 1. tit. 20. ſur les Couſtumes de Poictou. art. 384. Angoumois, art. 38. & 39. Berry, tit. 3. art. 1. & en la 2. partie de ladite Conſerẽce, tit. 5. additiõ nombre 15. f. 414. par les Couſtumes de Sens, art. 133. Troyes, art. 74. Bar, art. 64. eſt dictẽ que les obligations & contrãcts pãſſẽes ſous le Seel de la Cour Eccleſiaſtique ne portent hypothẽque. *Maſuer tit. de execut. & ſubſtaſt §. item virtute. Pyrrhus ad conſuet. Avel. tit. de exec. inſtrum. cap. 14. & 18. Auſer in ſtil. Parl. part. 8. in ordin. Regul. tit. de ſede inſtrum. & tit. des Arreſts, §. 137. Rebuff. tom. 1. traict. de lit. oblig. art. 2. gloſſ. ff. num. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 45. 46. 47. & 48. Boer. q. 242. num. 1. 2. 3. & 4. & Decis. quaſt. 295. num. 4.* Ce qui eſt confirmẽ par la doct̃rine de Faber in l. vn. C. de conſeſſ. & in l. ſecundum. C. de donat. & l. Conſul. C. de teſtam. & in §. ſi vero. Inſt. de ſaiſid. Ord. nation. Carol. 8. 1490. Et ainſi fut iugẽ par Arreſt donnẽ en la grand' Chambre des Enqueſtes, le 24. Mars auãr Paſſques, 1534. comme Rebuffe recite au lieu ſus-alleguẽ, num. 38. & 39. & Papon liure 4. des Arreſts, tit. 14. Arreſt 6. & 7. Bald. conſ. 134. vol. 3. & Cardinal. in cap. ſedes ext. De reſcript. Boer. Decis. 242. Cotte des Arreſts de Bourdeaux des 26. Ianuier 1522. & 10. May, 1534. Que tels contrãcts ne faiſoient aucune preuue, & n'auoient aucune execution ne contrainte: ains au contraire, on y doit venir par acſion, ſuyuant la doct̃rine de Maſuer en la Prãctique, tit. de execut. & de Cardin in d. cap. ſedes. Vn debteur dõc obligẽ ſous le Seel Eccleſiaſtique, ne peut eſtre contraint à conſigner la ſomme cõrenuẽ par vn inſtrument ou contrãct receu par le Notaire Eccleſiaſtique. D'autant que telles cõſignations ou depõts ont pluſtoſt l'effect d'une execution, que de ſimple acſion: Et ne peut de rien ſeruir de ce qu'ils ſont mis en forme probante, & que le Seel du Roy y a eſtẽ apoſſẽ par le Gardẽ du Seel Royal; ce qui fut iugẽ par ledit Arreſt du 24. Mars, 1534. entre Claude, Laurence & Anne Bolaude, contre tels inſtrumens paſſẽz par deuant les Notaires Eccleſiaſtiques: mais il faut venir par acſion, ainſi qu'il a eſtẽ dict cy deſſus. Ainſi les ſentẽces donnees par les Iuges Eccleſiaſtiques ſe doiuent mettre à executiõ apres la permission du luge lay par requẽſte ou imploratiõ du bras ſeculier, comme portent communement toutes les ſentences par eux donnees. Et ne doit-on commencer par execution en vertu de tels inſtrumens ou ſentences, ſi non comme dict eſt. *Vide Boer. Dec. 295 & 298. cap. Romana. l. vlt. De for. comp. in 6. Bart. in l. duo Pro. §. ſententia. D. de rei iud. Gall. quaſt. 259.*

f *Pignoris vel hypothecæ perſecutio in rem eſt. l. pignoris, 7. D. de pignor. l. 18. C. eod. tit. l. 2. f. ſi vnus ex pluribus.*

DE CONTVMACIA QVÆ VNICO
edicto perficitur.

CAPVT VIII.



AEquè addito peremptorio quis conuenitur, ut rationem reddat eorum quæ in causam iudicati publicè possederit, subque manu regia: vel ut in fidem publicam aduersarium recipi videat, aut securitatem (ut dicunt) ei iuret: id est, neque per se, neque per alium ullam ei offensionem illatum iri sacrosanctè repromittat: vel ut intersit rebus suis ob iudicatum capiti nouissimo licitatori auctione perfectæ addicendæ. Insuper, si exhibitio aut alimentorum aut medicamentorum ab eo postuletur, qui vulnus aut sauium dolorem incusserint adeo ut vim passus, ob valetudinem imbecilem operas solitus non possit præstare, aut rebus suis adesse. Præterea, cum mulier de dotis repetitione cum viro aut eius heredibus contendit, interimque eius sumptibus petis educari. Denique, ut speciebz propositæ subdatur genus, primæ citationi peremptorium adiungitur, quoties cum his agitur, qui summa principalique pendente questione actorem debent alere: vel ubi liti proelatio grane damnum actori est allatura: ut puta si tabellio edere iussus sit instrumenta apud eum reposita, quæ ad litis inter alios motæ decisionem pertineant, neque is morem iussu velit gerere: vel si qui denunciatur ut instrumento recognitioni (quam Collationem dicimus) aut testium productioni intersit: nec non ubi ob debitum sine crimine in carcerem coniectus, aut publicam manum in res suas iniectam, id est saisinam passus, aduersarium in ius accersit, ut super huc causam dicat. Item si quis bonorum oppignerationi intercesserit, causamque allegaturus in ius vocatur. Aut ubi cum inuentarij beneficio hereditatem adire volens, palàm omnes per apparitorem præconemque commonet, ut constituto die iudicio adsint qui se pro heredibus simpliciter gerant. Sed id postremum principali arte referri pro permissum sit oportet. Planè obseruandum est, ut ea præconis promulgatio tempore locoque, ut supra admonuimus, illi fiat, quibus populus conuenit frequentior, siue mercandi, siue diuini cultus gratiâ. Quum autem eo modo in ius acciti, die præfinito in iudicio se non sistunt, iudex aduersus eos edictum ultimum ac peremptorium (quod vulgò Defectum, alibi cum omni utilitate, alibi simplicem nominamus) concedit, ac eremodictum decernit, contumaciæque absoluta est sicuti infra exposituri sumus. Sed ne fortè quis immeritò causæ sufferat iacturam, benigne, dicit, aut laxius aut breuius pro locorum, personarum & temporis ratione diffunditur: intra quem si accedas absens, edictum circunducitur atque reuocatur, vocato vique eo qui impetrauit. Tamen absens nulli legitimis ordinariisque aduersario dependendû non eximitur.

Alia species in quibus unico edicto conficitur contumacia.

DES DEFAVTS SVR ADIOVRNEMENS avec intimation, asseuremens, & lettres de benefice d'Inventaire.

CHAP. VIII.

1. Vn seul Defaut suffit contre les Commissaires establis au regime des choses saisies, si l'exploict d'Adiournement est fait avec intimation pour rendre compte.
2. Adiournement en matiere d'asseurement fait avec intimation.
3. Adiournement en matiere de Cries se fait avec intimation, pour voir adinger par decret les heritages saisis & mis en Cries.
4. Adiournement fait avec intimation en matiere criminelle, pour auoir prouision d'alimens, ou autrement.
5. Adiournement fait avec intimation contre le mary ou ses heritiers à la requeste de la femme.
6. Reigle generale pour bailler Adiournement avec intimation.
7. Comment on se peut porter heritier sous benefice d'Inventaire.
8. La maniere de proceder au iugement du Defaut, venant de l'Adiournement donné avec intimation.
9. Les Iuges font publier les Defauts auant que se leuer du siege.
10. Le Defaut rabbatu, le contumax & defaillant doit payer les despens ordinaires.
11. Diuersité de mandemens d'Adiourner avec intimation.
12. Quand on doit appeller d'un Defaut donné avec tout le profit.

1. Vn seul Defaut
suffit contre les
Commissaires esta-
blis au regime des
choses saisies, si
l'exploict d'ad-
iournement est
fait avec intima-
tion pour rendre
compte.



Auantage lon a fait bailler le premier Adiourne-
ment avec intimation aux Commissaires, qui par
vertu d'une sentence ont esté commis à regir &
gouuerner immeubles sous la main du Roy: car
par vertu du premier Defaut, tels Commissaires
sont declarez contumax, & condamnez à rendre
compte; mais sera mandé par icelle condamnation
les adiourner sur Defaut, & avec intimation, pour
rendre compte avec le reliqua: & s'ils se defaillent, seront contraincts à ce
faire, & rendre leur compte par prinse de corps: & à ce est la Coustume du

pays de Poictou^b formelle en l'Art. ccclxiii. & de cesté matiere nous parlerons plus amplement^c cy apres.

Semblablement l'on baille le premier adiournement avec intimation en matiere d'asseureté, sçauoir est, quand on fait adiourner pour donner assureté. Car si au iour assigné l'adiourné se defaut, le Iuge donne defaut avec le profit: & en ce faisant apres que le demandeur a iuré la doute, Assureté luy est donnée par le Iuge, & est mis le demandeur en Sauf-conduit de la Cour, & ordonne le Iuge que ce sera notifié au defaillant. Et peut l'on demander & bailler assureté par Procureur ayant pour ce faire mandement special. Et à ce est formelle la Coustume dudit pays de Poictou Article 357. & 358.^d

Aussi l'on donne le premier Adiournemēt avec intimation, quand l'on adiourne le debteur à la requeste du creancier apres les crieées parfaites des biens immeubles du debteur, pour voir interposer le Decret au profit du dernier encherisseur sur iceux biens criez. Pareillement quand l'on adiourne l'accusé à comparoir en personne par vertu du Decret de l'Adiournement personnel, luyuant le contenu en iceluy Decret, l'on adiourne quant & quant avec intimation pour venir respondre à la prouision des alimens & medicamens, si le demandeur est blessé. Et s'il est question d'homicide, l'on fait adiourner avec intimation pour venir respondre à la prouision pour faire priés Dieu pour l'ame du defunct occis. Semblablement quād la femme plaide contre son mary pour la repetition de son dot & mariage, il est adiourné à la requeste d'elle avec intimation pour respondre à la prouision d'alimens, & deliurance des deniers par la poursuite du procès que entend la femme contre luy requerir.

Et telle matiere d'adiournement avec intimation, a lieu quand l'on intente action en matiere prouisionale contre ceux qui pendant le procès doiuent faire prouision d'alimens & medicamens, ou d'alimens seulemēt à la partie demanderesse: ou bien quand ce pourquoy on appelle vne partie, empesche ou retardé grandement la poursuite d'une cause ja meüe & intentee, cōme si par vertu d'un Compulsoire donné en quelque matiere, l'on fait cōmandement à vn Notaire de bailler en forme quelque cōtraict par luy receu, & il est refusant, l'on luy fait bailler avec intimation pour dire les causes d'opposition, refus ou delay, & en outre proceder comme de raison. Semblablement quand on fait constituer quelqu'un prisonnier, ou fait saisir les biens, & il est opposant il fait adiourner avec intimation les parties, à la requeste, desquelles l'exploict a esté contre luy fait, pour venir proceder sur sadite opposition, & avec intimation quant à la deliurance de la personne ou des choses saisies. Ou quād quelqu'un s'est opposé à ce qu'on ne print ou vendit par executiō aucuns biens: & à la requeste de celui qui fait faire l'exploict, l'opposant est adiourné avec intimation, pour dire les causes d'opposition: & s'il n'a comparu apres defaut cōtre luy donné avec tout le profit, en adiugeant iceluy est déclaré contumax & forclos & debouté de sadite opposition, & ordonné que l'executiō sera paracheuee. Et outre par les Ordonnances dernières, Article 92. le deb-

2. *Adiournement en matiere d'asseurements fait avec intimation.*

3. *Adiournement en matiere de Criees se fait avec intimation pour voir adiuger par Decret les heritages saisis & mis en criees.*

4. *Adiournement fait avec intimation en matiere criminelle pour auoir prouision d'alimens ou autrement.*

5. *Adiournement fait avec intimation cōtre le mary ou les heritiers à la requeste de la femme.*

6. *Regle generale pour bailler l'adiournement avec intimation.*

54 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
teur peut estre adiourné avec intimation pour recognoistre l'escriure & feing, ou le feing seulement de la cedule: & par vertu du premier defaut est déclaré contumax, & la cedule tenue pour recognuë & emportera hypothèque du iour de la sentence, comme si elle auoit esté confesseë. Pareillement quand celuy qui se veut porter heritier avec benefice & d'inuentaire, a fait sçauoir par cry public, comment il se veut porter ainsi heritier & que si aucuns se veulent porter heritiers simples comparoissent à certain iour, heure & lieu pardeuant Iuge competant, qui sera nommé, & avec intimation, que y viennent ou non, sera procédé à declarer celuy qui fait faire les proclamations, heritier, avec ledit benefice, suiuant les lettres Royaux par luy à ceste fin obtenues.

7. Comment on se doit porter heritier avec benefice d'inuentaire.

Car celuy qui en ceste qualité se veut fonder heritier dedans l'an & iour apres le decés de celuy duquel il veut estre heritier, doit obtenir lettres Royaux ^h adressées au Iuge Royal du lieu, auquel le defunct sera decédé par lesquelles sera permis & octroyé à l'impetrant que par Benefice d'inuentaire deuëment fait par ledit Iuge, il se puisse porter pour heritier du defunct, prendre & apprehender par iceluy inuentaire tous les biens & successions tant en meubles qu'immeubles demourrez du decés du defunct sans que pour les debtes, obseques & funerailles du defunct, iceluy exposant puisse estre contraint à payer aucune chose, outre la valeur du contenu en iceluy inuentaire: pourueu qu'il ne se soit immiscé à prendre aucune chose ⁱ de ladite successiō, comme heritier simple, & qu'il s'eta tenu bailleur caution suffisante ^k d'accomplir le contenu du testament du defunct, iusques à ladite valeur dedit biens, & que s'il apparroit aucun du lignage du defunct, qui se vueille porter heritier simple, il y sera receu. Sera outre mandé au Iuge que sous iceluy inuentaire ladite caution ^l prealablement receuë il face iouyr & vsr l'impetrant pleinement & paisiblement dedit biens & succession. Et que contre la teneur des lettres, grace & octroy il ne moleste, n'empesche, ne face ou souffre l'impetrant estre molesté, & empesché, ou aucunement endommagé. Toutesfois si l'on n'est dedans l'an & iour à compter ^m dudit decés, le Prince en releue par mesmes lettres, mais faut exprimer le temps qui est passé depuis l'an & iour, & quelque iuste cause de restitution ou Releuement. Et combien que l'on ait accoustumé vsr seulement en ce cas d'Adiournement general, & à son de trompe & à cry public en la maniere cy dessus declarée, neantmoins le plus seur est, ⁿ que s'il y a aucuns lignagiers que l'on cognoisse, & qui soient demeurans pres, sçauoir est au dedans le mesme Bailliage ou Seneschauce, quel impetrant, qu'ils soient adiournez particulièrement.

8. La maniere de proceder au iugement du defaut venant de l'adiournement donné avec intimation.

En ces Adiournemens baillez avec intimatiō, si l'adiourné se defaut l'on baille au demandeur present au iour & lieu assigné, defaut à l'encontre du defaillant avec le profit que de raison, mais parce qu'il est grief, & que l'on adiuge le profit, l'on a accoustumé cōmuncement bailleur ledit defaut sauf trois iours, ou autre tēps, selon la distance du lieu où a esté baillé l'Adiournement qualité des personnes, & matieres, & la saison de l'annee. Et apres le temps dudit Saufescheu, le demandeur produist ce que bon luy sem-

ble, & fa de mande du profit dudit defaut par deuers le Greffier, qui porte le tout par deuers le Iuge: lequel veuë la production du demandeur present, baille la sentence par o vertu de laquelle il declare le defaillant contumax, & n'estre plus partie qui face à recevoir à empêcher les fins & conclusions du demandeur: & les luy adiuge: & condamne le defaillant des despens du defaut, & de ce qui s'en est ensuiuy, tels que de raison: & en aucuns lieux en amende enuers la Cour, où il y a amende pour chacun defaut. p. Ne doit le Iuge bailler la sentence le iour mesme q auquel eschoit l'Adiournement quand n'a esté par l'Adiournement assignee heure certaine d'iceluy iour, ains doit attendre pour le moins au lendemain. Et si l'heure certaine a esté determinee audit Adiournement, iagoit qu'aucuns tiennent qu'apres l'heure passee, le Iuge peut bailler la sentence, toutesfois il a esté iugé au contraire par la Cour de Parlement à Paris, & qu'il faut aussi en ce cas laisser passer tout le iour avant que donner sentence. Et en aucunes Cours de ces pays de Poictou on ne deliure pas le defaut le iour mesme, auquel eschoit le iour de l'Adiournement quand il n'est baillé au iour de Cour: mais on attend à faire encores appeler le defaillant au iour de la prochaine Cour. Ce qui est bié raisonnable: car par l'Ordon. du Roy Loys 12. Art. 133. les Iuges Royaux avant que le leur de leurs sieges, doiuent faire publier tous les defauts ce iour par eux donnez: & les defauts des presens seront rabatus en procedant en cause. Et lesdits Iuges leuez, ils ne serot plus rabatus sans cause legitime ne sans appeler la partie qui l'a obtenu. Et si le defaillant vient dedans le temps du Sauf, & demande le defaut contre luy donné estre rabattu ou estre reuoké ou defaut, il le sera, mais payera neantmoins despens ordinaires, v sçauoir est de deux sols six deniers tournois en aucunes iurisdicions, en autre de cinq sols, & en autres de sept sols six deniers tournois pour la reuocation ou rabbat dudit defaut. Et ce x a lieu quand lors la cause est contestee. Et combien que ce semble estre rigoureux, attendu que le temps du Sauf est introduit en la faueur du defaillant: toutesfois il est bien equitable, parce que quand l'on est receu à purger la demeure en actes iudiciaires, l'on doit refondre l'interest de la partie pour le retardement du procès, au lieu duquel interest l'on baille lesdits despens ordinaires. Et si le defaillant ne payoit despens pour estre reuoké du defaut: il auroit double profit de sa contumace: car il auroit retardé la poursuite du procès, & seroit receu à proceder non obstant son defaut sans en payer aucune peine. Et apres le Sauf passé, le defaillant est encores receu à rabatter le defaut, iusques à ce qu'il soit iugé. Mais c'est en payant les despens du defaut, & de ce qui s'en est ensuiuy, sçauoir est les fraiz que le demandeur a ja faits pour dresser sa production pour faire iuger ledit defaut. Il y a diuersité d'vsance de bailler mandemens d'Adiournement y avec intimation: car aucuns Iuges apres que le demandeur leur a exposé sa demande ou requisitoire, baillent mandement d'adiourner, pour venir respondre à la demande, & avec intimation que de raison, simplement & generalement, & presque tous Iuges Royaux inferieurs ont accoustume octroyer ainsi tels mandemens.

9. Les iuges sont
publier les de-
fauls avant que
se leuer du siege.

10. Le defaut
rabattu, le con-
tumax & de-
faillant doit
payer les despens
ordinaires.

11. Diuersité de
mandemens
d'adiourner a-
vec intimation.

Mais la Cour & messeigneurs des Requestes du Palais à Paris ont accoustumé d'exprimer, & mettre ce qu'ils feront si l'adiourné ne comparoist, & mettent ceste clause. *Et avec intimation que le defendeur compare ou non, sera procedé nonobstant son absence à la reception des tesmoins comme de raison* : ou à faire autre chose que le demandeur requiert estre faite, laquelle ils declareront nommement. Et ceste vsance derniere est plus seurte & plus approuuee que la premiere. Est à noter que le Juge ne doit bailler mandement d'adiourner avec intimation, & moins le Sergent bailler tel Adiourenement de son simple office, sans mandement ou commission, si la matiere n'est de la qualité de celles dessus mentionnees.

12. *Quand on doit appeller d'un défaut donné avec tousle profit.*

Autrement si le Juge baille défaut & adiuge le profit d'iceluy, l'adiourné peut appeller du profit dudit défaut, & de tout ce qui s'en est ensuiuy : ou bien appeller seulement de la sentence contenant l'adiudication du profit dudit défaut. Mais ne faut appeller dudit défaut, iusques à ce que le profit en soit adiugé : car il n'est fait grief à l'adiourné auparavant ladite adiudication. Etiaçoit que x Balde en certain lieu des Feudes ayt tenu que l'on peut appeller de tels mandemens d'Adiourenemens avec intimation, si la matiere ny est subiecte : toutesfois en ce Royaume ce n'est receu : car par les Ordonnances du Roy Charles VII. Articles 13. & 14. est dit que si l'on appelle de l'exécution du mandement d'un Adiourenement simple, l'exécuteur passera outre, nonobstant ledit appel, à bailler ledit Adiourenement : & le Juge par deuant lequel sera baillé iceluy Adiourenement procedera en la cause principale nonobstant ledit appel, & ce en matieres civiles. Aussi l'adiourné n'est greué par ledit mandement ou Adiourenement, iusques à ce que l'on ait baillé défaut, & d'iceluy adiugé le profit, comme auons ja dict.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. VIII. Des Defauts sur Adiourenemens, &c.



L'Autheur au Chap. 7. precedent a monsté trois ou quatre sortes d'exploits d'Adiourenemens, qui se peuuent faire avec intimation. La premiere est en taxe de despens afin qu'elle ne soit plus difficile à executer qu'à obtenir. La seconde en matiere de cōplainte en cas de nouuelleté pour leournissement ou Sequestre d'icelle. La 3. quād on adiourne pour garnison de main dela somme contenue és lettres obligatoires estans en forme authentique, suiuant l'Ordon 139. Art 69. En ce 8. Chapitre sont expliquees autres manieres d'Adiourenemens, faits avec intimation, où il n'y elchet qu'un seul défaut pour obtenir les fins contenues par lesdits exploits. La premiere est quād les Commissaires establis au regime & gouvernement des choses saisies sont adiournez avec intimatō pour rendre cōpte de leur cōmission. La seconde en matiere d'Assurement. La 3. en matiere de criées quād le propriétaire est adiourné avec intimatō pourvoir adiuger par decret & authorité de lultice les choses sur luy saisies & mises en criées. Toutesfois en quelques iurisdicōs on obtient deux Défauts cōtre le propriétaire cōtūmax & defaillāt : qui est la voye la plus certaine. La 4.

ca 221.

en matiere criminelle, quâd il y a decret d'Adiournemêt personnel, ou qu'il est question de prouision d'alimens, ou pour faire prier Dieu pour l'ame du defunct. La 5. quand la femme plaide contre son mary, ou les heritiers, pour la repetition de sa dot & mariage, à fin d'auoir prouision d'alimés & deliurance de deniers pendant le procès. La 6. Quâd on a procès cõtte aucun qui doit nourrir & alimenter le demâdeur. La 7. en compulsoire, donê & oëtroÿé par le Iuge en quelque matiere que ce soit, pour faire commandemêt à vn Notaire, ou autre personne publique, & à son refus, on luy donne Adiournemêt avec intimidatiõ. 8. Quand le debteur est oppoant à l'executiõ sur luy faite. 9. Quand il y a vn tiets oppoant à l'executiõ de biês, faite sur vn debteur obligé ou condamné. 10. En recognoissance de cedule, signature, ou autre escripture priuee. 11. Pour voir faire Collatiõs ou Vidimus de quelques lettres ou titres. 12. Pour voir produire tesmoins, & prester le sermêt, suÿuât la doctrine de Parnorme, in cap. in nomine extr. De testibus, 13. En matiere de benefice d'Inuentaire, quand on adiourne à la requeste de celuy qui a obtenu lettres Royaux à ceste fin, il fait adiourner avec intimidatiõ pardeuât le Iuge auquel lesdites lettres sont adressées, avec intimidation tous ceux qui voudrõit se dire & porter heritiers simples. 14. En vëte de biês en vertu de iugemêt ou obligatiõ. On peut bien adiourner ces es suÿuâs obmis par l'Auther, *Primõ*, quand vn pere ou mary ont esté adiournez, ô intimidation pour auctoriser leur fils ou femme. Car par vertu d'un seul Defaut, la Cour peut ordonner, qu'ils demeurerõt auctorisez pour la validité de la procedure. *Secundõ*, quâd on est adiourné pour voir faire vne consignation en Iustice ou de Cour, sil y pretêd interest. *Tertiõ*, en appreciatiõ ou autres choses sujettes à appreciation. *Quartiõ*, pour voir eslargir vn prisonnier pout debie: mais il n'obtient despens, dommages n'in-interests auant deux Defauts bien & deuëment obtenus.

b La nouuelle Costume, art. 414. Masuer en la Pract. tit. de defect. & contumac. où la plus part de ceste matiere est traitée.

c Chap. 57. de ce premier liure.

d Nouuelle Costume, Art. 419 410. & 421. Voyez la Conference des Constitutes, partie 1. tit. 12.

e Ainsi quand le Moine ou Religieux plaide contre son Abbé ou superieur, il doit estre nourry; & aura prouision, cap. en parte. extr. De accusat.

f 1539. Il y a eu depuis autre Ordonnance faite à Paris, 1564. art. 10 par laquelle tous Iuges, tant Royaux que subalternes, sont competans pour la recognoissance ou denegation des cedules, ainsi qu'il est porté en la Conference des Ordonnances liu. 4. tit. 2. Boër. Dec. Burdigal. Quest 295. elcirt, qu'une cedule demeure pour recogneüe par vertu d'un seul Defaut, & peut on estre condamné à payer le contenu en icelle. Ce qui auoit lieu auparauant les Ordonnances dernieres: mais ledit Boër. estoit mort & decedé dès le mois de Iuin, 1539. & les Ordonnances ont esté publiques au mois d'Aoust 1539. Il dict plus, qu'apres la recognoissance de la cedule, on peut proceder par execution: toutesfois ie ne sais pas de cest aduis, & faut différer ladite execution, iusques à ce qu'il y ait sentence.

g Faber in Authent si omnes. C. si maior se ab hered. dist. & Bartol in l. seruus. D. de bon. auclor. sua poss. sont de mesme aduis, comme il a esté monsté cy dessus: mais Balde, in l. curatori. C. de iure deliberandi. tient que les proches heritiers du defunct, & auxquels la successiõ semble deuoir competer & appartenir, doyent estre nommêz & spécialement adiournez suÿuât la loy 1. §. denuntiari. D. de cent. inspic. Angel. in d. l. curatori, elcirt aussi, que les plus prochains habiles à succeder, doyent estre spécialement adiournez & appelez pour faire declaratiõ, s'ils veulênt estre heritiers. Au moyê d'quoy nostre Auther fort à propos requiert vn exploit d'Adiournement special & particulier estre adionsté avec l'exploict general à ery public & son de trompe. Il a traité sommairement & par abrege ceste matiere, qui est autrement pratiquee suÿuât la diuersité des Costumes de chacune Prouince, outre les solénitez requises par le Droit commun. Vide Chassan. in consuet. Burg. Felin. in cap. ex literis, num. 8. extra de consuet. Masuer. in Pract. tit. de contumac. & defect. Au reste, ce qui suit est pris des Annotations Latines.

h Contre le Droit, l. fin. C. de iure deliber. R. buff. tom. 1. tract. de lit. obligat. art. 3. glof. 2. nu.

35.34 35.36.37. & 38. tom. 2. *tract. de restitut. art. 5. gl. 1. num. 32.* Papon, 3. des Notaires liu. 9. tit. des lettres de benefice d'Inuentaure: & liure 21. des Arrests, tit. 10.

i d.l. 71. §. & si *prafatam. C. de iure delib. est veluti curator. Bald. in l. debitor. C. de pactu. Cou-*
stume de Paris, art. 151. & 344. Nouell. de harredib. & falcid. §. non autem domus licentiam. Et
 n'est tel heritier sous benefice d'Inuentaure, tenu deguerpir les heritages de la suc-
 cession, lesquels il peut retenir sans estre contrainct à les delaisser: sauf & réservé aux
 creanciers de se pourvoir par saisie, criees, vente & adiudication par decret desdits
 heritages cōtre ledit heritier, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 5. iour de Iuin, 1592.
 sur vn appel du Preuoist de Paris, entre Laurent Brunet creancier, Guillemette & la-
 quette Balduin, heritieres de leur sœur debtrice, sous benefice d'Inuentaure, appellan-
 tes; plaidant Chopin pour les appellantes & Chezelles pour l'intimé. Et fut la senten-
 ce dudit Preuoist infirmee, & ordonné que l'Arrest seroit leu & publié au Chastelet,
 à iour ordinaire de plaids, pour seruir de Loy: Comme ledit sieur Chopin escriit, 2.
 de mor. Parisior. tit. 5. num. 23. & 24.

k d.l. fin. §. *fin autem. C. de iure delib.* Par Arrest prononcé en robes rouges le 2. Aurl,
 1577. à Pasques, a esté iugé quel heritier par benefice d'Inuentaure ayat payé à quel-
 ques creanciers posterieurs, sans enquerir des precedens en hypothecque, est tenu en-
 uers eux de ladite somme en son propre & priué nom, recité par Charondas, 3. des
 Resp. chap. 10. & sur la Coustume de Paris, Chopin, lib. 2. de mor. Parisior. tit. 5. Il est tenu
 de payer les debtes liquides. Arrest du 13. iour de Iuin, 1522. Rebuffe. tom. 3. *tract. de lu-*
ment art. 1. gloss. 7m. num. 18.

l Papon, liure 21. des Arrests, tit. 10. art. 3.
 m Iugé par Arrest du 18. iour de Mars en l'Audience 1575. qu'à faute de faire
 apparoir de lettres, lon est réputé heritier simple.
 n Coustume de Berry, tit. des Succell. *Ab intest. art. 10. & 11. Bald. in l. fin. §. cum ige-*
tur. C. de iure de lib. l. certum. C. de testament.

o Cap. ex *litteris extr. de in integr. restit. Anton. Corf. singul. 28. in verbo citatio.*
 p Tout ce qui suit iusques à la fin du Chapitre, est presque tiré entierement des
 memes Annotations Latines.

q *Innoc. in cap. 2. extra. de restit. in integr. & Guido Pap. Dec. 125. tiennent qu'une senten-*
ce ainsi donnee le iour meisme de l'adiournement est nulle

r *Felin. in cap. consuluit extr. De offic. delegat. est de cest aduis apres Balde.*
 s Cecy est pris & tiré des Annotations Latines, sur le chap. 12. cy dessus: il faut
 entendre l'Ordonnance du Roy Loys XII. 1498. à laquelle sont conformes celles de
 l'an 1507. art. 81. & de François I. 1535. chap. 15 art. 2. mises en la Conference des Or-
 donnances, liure 3. tit. 4. Aufquelles Ordonnances sont contraires les Loix ciuiles, l.
 1. §. dies autem. D. de appell. l. cum sententiam. C. de sentent. & interloc. omni. iud.

t *L. Diuus. D. de in integr. restit. l. & si post tres. D. si quis caus l. si ita quis. §. 1. D. de verb.*
obligat. D. D. in l. finisulam. D. de eod. tit. l. vnic in prin. C. de caduc. toll cap potuit. Cod. de loto.
 D. D. in cap. 2. extra. de restitut. cap. cum Bertholdus. extr. de sent. & re iudic. Rebuffe. tom. 3. de con-
 tum. & defect. art. 5. gloss. vnic. num. 2. & 3.

v *Vide l. 2. D. si quis in iure vocat. non iuris.*
 x *Felin in cap inquisitionem. §. ad petitionem. extr. de accusat. recite ceste opinion, ceste*
grace & faueur que lon fait aux defaillans & contumax, est au lieu de l'adiournement
qui se souloit dercheif faire, lors que le iour porté par le Defaut escheoit, d'hō-
nesteté & courtoisie, & nō pas de necessité, cōme il est noté, in l. post edictum. D. de indi-
cium: Et Bartole sur la mesme loy dict, indicem post diem peremptory solere absentem expectare.
 Mais les Defauts des contumaces se doyuent payer, & sont declarez preiudiciaux.
 Aufr. r. Denis. Thol. 408. Mais Felin, in d. cap. consuluit. extr. de offic. deleg. traite ceste que-
 stion, si le iuge peut attendre le contumax & defaillant contre la volonté du deman-
 deur, vide Fabr. in l. 3. procedente. C. de dilat. & gloss. in d. cap. consuluit. De offic. delegat.

y *Bald. in tit. de milie. vassallo qui contumax in verbo, ter monitus auquel lieu il traite plu-*
 sieurs belles choses concernâtes les Defauts & contumaces. Il ne faut donc appeller
 d'un Defaut: mais en faut attendre le iugement, encores qu'il y eust quelque grief
 euidens. Par l'Ordonn. 1339. art. 28. les vrais contumax ne letont recus comme ap-

pellans: Et par autre Ordonnance precedente de l'an 1528. art. 9. vn appellant de cōtumace doit estre declaré non recevable: ains faut qu'il obtienne lettres Royaux, pour mettre au neant les Defauts & contumaces, & tout ce qui s'en est ensuiuy, en refondant les despens desdits Defauts & contumaces, & sentences sur iceux; qui seront taxez sommairement sans declaration ne voyage. Aucunes fois lesdites lettres portent, qu'il sera receu à proposer ses defences, nonolstant lesdits Defauts & cōtumaces, & forclusions decretees, en payant, com me dict est, les despens, d. l. & post editum. §. vi. D. de Iudic. Bart m l. vii. D. de in integr. rest. cap. viii. extr. de dolo & contum. in clement. & ibi gloss. Voyez la Conference des Ordonnances, liure 2. titre 4. & liure 3. tit. 4.

z De l'an 1553. François I. 1555. chap. 16. arti. 19. mises au liure 7. de la Conference des Ordonnances, tit. 2.

DE DVOBVS EREMODICIIS SEV EDICTIS, & in quibus causis Contumacia duobus edictis perficitur.

CAP. IX.



Princeps eas attingamus causas in quibus primo edicto peremptori comminatio subijcitur, duobusque solum edictis contumacia absentis consummatur. Ha igitur sunt, interdictum retinenda possessionis, depra sequestrationis quæ in id incidit liticula, de qua supra explicuimus, interdictum quoque Prohib. Sed quando cum proprietatis questione coniungitur, tum quatuor edictis opus est, quatenus ad ipsius proprietatis litem pertinet. At-

In quibus causis duobus edictis perficitur contumacia.

que si quis in ius vocetur, ut profiteatur, an, quotæve ex parte sit hæres, duobus tantum edictis eremodiciis sibi consciscit. Quod si semel apparueris dies quæ illi ad deliberandum fuerit præstituta: si ad diem cum non adsit, edictum aduersus eum datur vel simplex, vel cum omni commodo, prout exposcit fori consuetudo, quo quidem solo edicto peruiuncitur ei contumacia. Eremodicij autem ea est pronuntiationis formula, ut contumax pro hærede habeatur, & contumacia damnetur expensis.

DES MATIERES, ESQUELLES IL FAVT
obtenir deux Defauts, pour avoir Sentence
par contumace.

CHAP. IX.



Pres qu'aons veu des matieres, esquelles par vertu d'un seul Defaut le demandeur obtient gain de cause par contumace, disons à present des matieres, esquelles est requis obtenir a deux Defauts, pour avoir gain de cause par contumace. Et conuient cy entendre, qu'auparauant les Ordonnances dernieres publiees au mois d'Aoust, l'an mil cinq cens trente-neuf, il falloit regarder si la matiere estoit priuegee ou non: car es matieres priuegees estoient seulement requis deux Defauts; l'un d'Adiournement simple, & l'autre d'Adiournement avec intimation, contenant la demande du demandeur.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. IX.
Des matieres esquelles, &c.



L'Auteur rend luy-mesme la raison de l'ordre qu'il tient es Chapitres suyuant des matieres ou actions, esquelles il faut deux Defauts bien & deuement obtenus, pour auoir sentence de contumace à son profit. Le François ne respond aucunement au texte Latin, ayant l'Auteur mis au Chap. 10. suyuant, ce qui est traicté en ce 9. Chap. où il declare trois sortes de matieres, esquelles il suffit deux Defauts pour obtenir gain de cause: c'est à sçauoir cōplainte en matiere de nouuelleté, & saisine, Aduen, & quand quelqu'un est adiourné pour declarer en iugement pour quelle portion il est heritier d'un defunct. Et au Chap. 10. suyuant sont expliquees cinq autres manieres: c'est à sçauoir les Requestes simples & hypoteques, causes d'appel, instances pour le reliqua d'un compte d'une commission, procedant de l'exécution d'une sentence, causes d'Arrest fait sur le debteur de son debteur. Au reste, quelques Practiciens ont escrit deux sortes de Defauts, qui s'obtiennent contre le defendeur: c'est à sçauoir Defaut de cōparoir, & Defaut à faute de defendre. Mais si le defendeur ne compare à l'assignation, ou bien s'il compare par Procureur, & ne veut defendre, on obtient Defaut, & se continuent les Defauts contre ledit defendeur, tout ainsi que si le Procureur n'auoit comparu en la cause.

CONTINVATIO CAPITIS PRÆCEDENTIS

seu potius explicatio actionum quæ duobus editis
contumacem peragi desiderant.

CAP. X.

AD HÆC in eodem albo est pignoratitia actio qua ex publicis contrahentis sententia aut testamenti tabulis, vel agnitio debitoris chirographo intenditur. Item appellationis controversia. Ea quoque, quæ reliquorum nomine summa illa condicatur, quæ ex rationibus res in causam iudicati sequestrata supervenerit. Nam qui reddendus huiusmodi gestionis rationes habet, primum ad eam peremptoriæ cōminatione in ius accersitur, ut eas reddat. Quod si die constituto non se sistat, corporis, seu, ut dicunt persona prehensione ad id cogendus à iudice pronunciatur: iterumque vocandus cum peremptorio, ut data acceptaque, & futura pecuniæ reliquationis referat: ut proprio postea loco fusius explanabimus. Atque his finitima est illa ea, quæ dari tutores aut curatores peruntur. Præterea his accedit ea disceptatio, quæ nominis ob iudicati causam pignorati debitor in ius accitur, ut nominis profiteatur quantitatē: qui si ricē committitur non veniat, id dependere damnabitur, cuius compertus fuerit. Aliæ quoque permulta sunt huiusmodi lites, in quibus ex modicum duobus solum antecedentibus editis incurrit absens: quas pro vario cuiusque fori usu licebit intelligere.

Aliæ actiones: quæ duobus tantum editis reū peragi cōtumacem desiderant.

DES MATIERES PRIVILEGEES AVANT
les Ordonnances 1539.

CAP. X.

- | | |
|---|---|
| <p>1. Matieres privilegiees sont causes de complainte, d'aduen, de recognoissance de cedula, de requestes personnelles & hypotheques conjoinctement ou disuisement, dation de tuteur ou curateur.</p> <p>2. Comment il faut faire les Ad-</p> | <p>iournemens pour faire creer un tuteur ou curateur.</p> <p>3. Autres causes & matieres privilegiees.</p> <p>4. Deux defauts suffisent aujour d'huy en toutes matieres civiles ou criminelles suiuant l'Ordonnance 1539.</p> |
|---|---|

Matières priuilegiees sont causes de complainte, d'Adueu, de Requestes personnelles & hypothecques, dation de tuteur ou curateur.

2. Comment il faut faire les Adournemens pour faire creer vn Tuteur ou Curateur.

3. Autres causes & matieres priuilegiees.

4. Deux Defauts suffisent aujourdhuy en toutes matieres civiles ou criminelles suyuant l'Ordonnance 1539.



Testoient matieres priuilegiees, causes de Complainte, d'Adueu de recognoissance de cedula, de Requestes personnelles, & hypothecques conioinctement ou diuifement qui estoient la vraye action personnelle & hypothecaire, par laquelle l'on conclud au payement de quelque dette, ou à deguerpiment des choses obligees audit payement. D'auantage est cause priuilegiee dation de tuteur, ou curateur. Et est be-

soin entendre, que s'il faut bailler tuteur à vn pupille, ^b estant au dessous l'aage de douze ans, si c'est femelle: & si c'est male, au dessous de quatorze ans: on doit faire adiourner les parens, amis, & voisins des defuncts pere & mere desdits enfans, pour leur venir eslire & nommer tuteur. Et s'ils sont au dessus ledit aage, faut faire adiourner lesdits enfans, à l'autorité de leur Curateur à dōner, & lesdits parés, amis, & voisins: sçauoir est lesdits enfans pour venir demander tel Curateur que bō leur semblera: & lesdits parens, amis, & voisins pour venir eslire & nōmer ledit Curateur. Et cōuient y obtenir deux Defauts contre les defaillans. Et si le mineur, maieur de toutes fois de 12. ou 13. ans se laisse defaillir, il est condamné es despens des Defauts.

Mais quand il y a proces ja commencē auec vn mineur, maieur de douze ou quatorze ans, l'on a de coustume de le pouruoir de curateur en la cause, de la personne de son Procureur en icelle cause.

Semblablement estoient priuilegiees ^c les causes d'appel, causes pour le reliqua d'un cōpte, d'une commission procedant d'execution de sentence. Aussi quād le creancier auoit fait arrester quelque sōme de deniers deus à son debteur, & faisoit adiourner celuy entre les mains duquel la somme auoit esté arrestee ou faisie, pour venir declarer la quantite de ladite somme, & icelle deliurer au creancier. Autres causes estoient ^d priuilegiees en aucunes Cours, & es autres Cours non. Et quant aux autres matieres simples & ordinaires, conuenoit y obtenir quatre Defauts auant qu'auoir gain de cause par contumace auant la cause contestee, au secōd de quels Defauts le Demandeur inseroit sa demande & la iuroit & l'Adiournement sur le tiers Defaut estoit baillé auec intimation, & le quart Defaut estoit baillé auec tout le profit. Mais par lesdites Ordonnances dernieres Art. 24. est dict qu'en toutes matieres civiles & criminelles, esquelles l'on auoit accoustumē vser de quatre Defauts, suffit d'y en auoir deux bien & deuēment obtenus par Adiournement fait à personne ou domicile fauf, que les Iuges *ex officio*, pourront ordonner vn troisieme Defaut, si lesdits Adiournemens n'ont esté faits à personne & ils voyēt que la matiere y fust disposee. Au moyen de quoy, j'ay proposē de ne declarer icy les matieres, d'Adueu & requestes personnelles & hypothecques, lesquelles j'auoy traictē en cest endroit en ces presentes cōposees en Latin, & imprimēes ja deux fois auant lesdites Ordonnances dernieres, ains les reserue à traiter by apres où ie traicteray de la maniere de former Complaintes & Reintegrandes: parce aussi qu'en celieu il n'est si seant qu'il sera en l'autre, mais es Institutions Latines il m'auoit conuenu traiter en ce passage lesdites matieres, pour l'intelligence d'iceluy.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. X. Des Matieres privilegiees, &c.



'Est l'Ordonnance 1539. mise au liure de la Conference des Ordonnances. Tit. 4. pour les matieres privilegiees dont parle l'Auteur en celieu: Voyez la nouvelle Coustume de Poictou, Art. 397. & 398.

b Cccy est prins des Annotations, Ioann. Andream in Ad. dis. ad specul. Tit. de primo & secundo decreto versic. quia si non reperiantur. Le mineur par nostre vñance est condanné aux despens: parce que le mineur est bien adiourné quand il est adulte in l. 1. §. sufficit. D. de admin. tut. mais on ne peut commencer par l'Adiournement du pupil, l. hac autem D.

ex quib. caus. in poss. est. combien que le Bartole au lieu preallegué soit de contraire aduis, mais nous gardons l'opinion de Balde, in l. si ex legati causa D. de verb. obligat. Mais si l'Adiournement n'est pas bien fait & sans Curateur il a esté condanné, & par apres il demande estre releué des procedures, il n'est point tenu aux despens, Guido à suza in l. 1. D. si quis in ius vocat. non ierit.

c Masuer in Praxi. Tit. des Defauts & contumaces.

d On doit garder la Coustume & stile de la iurisdiction, où l'on plaide pour le fil & contexte de l'instruction du procès: mais pour la decision & iugement d'iceluy, la Coustume du lieu & demourance des parties, ainsi qu'il a esté mōstré cy. dessus au premier Chapitre. Paul. de Castro. in l. si ex ea causa D. de postulando. Faber & Barth. ad l. cunctos populos. C. de summatrin. l. an in totum C. de edic. priuat. l. 2. & ibi Barth. C. quemad. vest. ap. l. 2. C. de epis. & cler. Mais non pas en iugeant Bart. ad d. l. cunctos & ad l. de quibus. D. de legib. & l. contraxisse, D. de oblig. & act. Et le iuge duquel la iurisdiction a esté prorogée, doit iuger selon la Coustume & Stil de la iurisdiction, & non pas suivant celle des parties qui ont prorogé. Bartol. in l. episcopale. C. de episcop. aud. Idem Paul. de Castro in l. 1. D. de iur. iur. Auffer. ad Stil. Parl. Tit. de contumac. & des. & Masuer. in Praxi. red. tit.

QVANDO CITATIO AVT EDICTVM actionem completi debeat.

CAP. XI.



Minimeris autem, ubi vno edicto contumacia perficitur, citationi prima subiucendam esse actionem: ubi vero duo edicta desiderantur, edicto tunc priori, non tamen iureiurando affirmandam: ut in his omnibus secundum actionem propositam ius nobis dicatur: si reus competentibus edictis vocatus, in iudicio non sit. interval- lum sano non minus quindecim dierum ferè interponitur pro iurisdictionis Pō- nica more inter citationem, & quæ ex ea sit edicti impetrationem. Atque id dun- taxat quàm plura adhibenda sunt edicta, Quin & citationi duo intersint cesses necesse est: si modo ex edicto eam consequente haud leue damnum possit generari. Verum in priore citatione huiusmodi tempus non exigitur: sed ant- longior aut brevior constituitur dies pro locorum intercapidine: quum etiam Citationis cesses non examini diti- unum ad consummationem convincendam edictum sufficit: Quamquam autem apud.

Quando citatio aut edictum actionem completi debeat.

Citationis cesses non examini diti-

distances antea receptum sit, ut testes ultimis tribus citationibus adhibitis apud laicum tabellionem, praestito prius ab ipsis iuramento: illis citationibus adfuisse affirmarent: id tamen senatusconsultis curiae Parisiensis est sublatum, nisi falsi incussetur apparitoris qui citatis renunciatio. Quod si ita vocati non serint, iudex ultimum ac peremptorium in eos concedit edictum, et modicumque decernit, ac edicit, ut praesens, quae existimabit, apud ipsum proferat, edictorum utilitatem recepturus. Non enim iudex ex tempore edictorum utilitatem praesentis cogitur adiudicare: sed ex apparitorum qui citant, renunciationibus perpendendum habet, an edicta rite successerint. itaque iudex pro eo censet, cuius causa iure superior est, nulla absentia habita ratione. Verum ferè contingit, ut secundum praesentem iudicet. Quis enim tam stupida obsequae naris est, ut quae sibi conducant, non praesentiat, imprudensque causam instruat adversarij? Rursus quom ex prolato lisis instrumento (quod Productionem vocamus) non elucescit controuersia definitio, iudex contumacem pronunciat: eumque ab omni exceptione (prater eam quae ex inficiatione simplici nascitur) depellit censetque ut actor intentionem testimonij prober. Quidam vero iudices expensarum, quae in litem exhibita sunt, condemnationem subiiciunt: sed Parisiensis senatus placitis constitutum est, earum condemnationem unà cum cremadicij commissi declaratione in summa definitionem quaestions esse reuocandam. Probationes autem & reliqua iudicij series eodem ac explanaturus sumus pacto praecedant. Tametsi vero usurpatum in his litibus priuilegiarijs viderimus, ut nullo probato instrumento, obque etiam testimonijs secundum praesentem ius diceretur: aequius tamen & tutius hanc quam modo tradidimus, formam arbitramur retinendam. Planè contumax iudicatus in his priuilegiarijs controuersis intercedere non potest, sed unicum habet appellationis remedium: quamquam & aliquando id non satis munus sit & vallatum, sicuti alio loco dicemus. Ac de his quidem causis quae clariorem efflagitant discussionem hactenus.

An post duo aut quatuor edicta contumax statim debeat in eorum expensis condemnari: de definitione sententiam. Quando iudicatus contumacia liceat intercedere.

DES SENTENCES DE CONTUMACE sur deux Defauts, condemnation de despens dedits Defauts, ensemble des adiournemens sur le profit d'un défaut, & de la difference des matieres priuilegiees.

CHAP. XI.

- | | |
|---|--|
| 1. Cōment on donne sentēce par contumace apres deux defauts. | quel terme doiuent contenir. |
| 2. S'il faut condamner le contumax es despens des defauts auant que donner sentence definitive. | 5. Stil de Poiētiers abrege. |
| 3. Defauts ne seront vuidex sur le champ. | 6. Si le contumax est receuable à s'opposer à l'exectiō de la sentence contre luy donnee, ou nō. |
| 4. Adiournemens sur defauts | 7. Difference entre les matieres priuilegees & simples. |
| | 8. Differece des sentences dōnees par Forclusiō & par cōtumaces |



On c à present apres les deux Defauts bié & deüement venus & entretenus , produira le demâdeur ses deux Defauts, & exploicts des Adiournemens dont ils procedent , ensemble sa demande , & les titres qu'il aura , pour monstret du cõtenü en icelle, si aucun il a. Le tout veu, le Iuge, par vertu desdits Defauts qu'il dira auoir trouuë estre bien venus & entretenus, declarera le defaillant contumax, & n'estre plus partie qui face à receuoir à empescher les fins & conclusions du demandeur : & deboutera & forclorra le defaillant de toutes exceptions & defences qu'il pourroit auoir : & par mesme moyen suyuant lesdites Ordonnances dernieres, article 26. sil voit que le demandeur n'a informé suffisamment par les titres produits du contenu en sa demande, il ordonnera que le demandeur a verifera plus amplemēt sa demande par tesmoins & titres, & apres l'enquestefaiçte, sera le defaillant adiourné, pour voir produire lettres & titres, b bailler contredits, si bon luy semble & prendre appointment en droict, sans ce qu'il soit besoin l'adiourner pour bailler son Ny, comme par cy deuant lon faisoit en la Cour de Parlement, & aux Requestes du Palais a Paris. Mais si le Iuge voit que le contenu de la demande soit amplement verifié par les titres produits, il ordonnera seulement que le defaillant sera adiourné, pour voir produire lettres & titres, & y bailler contredits, si bon luy semble, & prendre appointment en droict. Et par lesdites Ordonnances, article 27. est dict, qu' auparauant que donner aucunes sentences contre les defaillans contumax, & non comparans, le demandeur fera tenu faire apparait du cõtenü en sa demâde. c

1. Comme on donne sentence par contumace apres deux Defauts.

Don t pouuons inferer que le Iuge ne doit condamner le defaillant es despens des Defauts par l'interlocutoire, par laquelle il ordõne que le demandeur verifera sa demande, ains doit attendre à la diffinitive; & ainsi a esté dict par Arrest de la Cour de Parlement à Paris, voire auāt les Ordonnances dernieres. Toutesfois aucuns Iuges ne laissent pourtāt encores de present à condamner es despens des Defauts par ladite interlocutoire. Et mesme la Cour de Parlement, & Mes-seigneurs des Requestes, depuis ladite Ordonnance, condamnet encores es despēs desdits Defauts, comme i'ay veu par plusieurs Arrests & Sentences, & se fondent en ce que selon Droict cõmun, en quelque maniere qui puisse estre, soit que le contumax soit condamné ou soit absous, il doit estre condamné es despens des Defauts & contumace, d pour n'auoir obeï à droict quand il a esté appellé. Mais ne serois d'opinion, eu regard à ladite Ordonnance derniere, que si le demandeur n'informoit de rien, que le contumax ne deuroit estre condamné es despens des Defauts, puis que ladite Ordonnance dict, que lon ne doit donner aucune Sentence si le demandeur n'informe. Aussi qu'en ce cas il appert qu'à tort le demandeur a faict conuenir le cõrumax. Et pour ce lesdits Arrests & Sentences portans condamnation desdits despens sont loustenables, d'autant que lors il n'appert encores, que le demandeur n'informera de sa demande: ains on presume qu'il en informera, pour au-

2. S'il faut condamner le contumax es despēs des Defauts auāt que donner sentence diffinitive.

tant que par mesme moyen on luy en adiuge preuve. Davantage il faut que le contumax soit puny de sa contumace, pour n'auoir comparu. Et pource que par ladite Ordonnance le Iuge ne doyue bailler aucune Sentence auant que le demandeur informe de sa demande: pourtât ne faut inferer que le Iuge soit tenu d'ordonner sur le champ apres le dernier Defaut par luy donné, que le demandeur informera: car il faut qu'il voye les relations des Adiournemens, pour sçauoir si les Defauts sont bien venus: ce qu'il n'est contraint faire sur le champ: aussi qu'il ne le pourroit commodement faire: parce que ce pendant lon ne feroit rien en la Cour.

Aussi amêr mteux les Iuges ne les vuidet & ordôner sur le champ, à fin d'en auoir Elpices: car ils n'en pourroient prendre s'ils le vuidoient sur le champ.

4. *Adiournemts sur defauts, quel temps doiuent conseru.*

5. *Stile de Poictou abrogé.*

6. *Si le contumax est receuable à s'opposer à l'exécution de la sentence contre luy donnée, ou non.*

7. *Difference entre les matieres priuilegiees & simples.*

8. *Difference des sentences données par forclusion, & par contumace.*

Est necessaire sçauoir pour l'intelligence de la Coustume de ce païs de Poictou sur cet endroit, que par icelle Art. f. 331. est dict, qu'il conuiet que chacun des Adiournemens sur Defaut en matieres simples contiennent quinzaine, & soit garâté par serment de deux tesmoins: ce qu'auourd'huy n'est mestier, que lesdits Adiournemens soient garantis par serment de deux tesmoins: sçauoir est, qu'ils soient ouïs par deuant vn Notaire, & que le Notaire baille acte de l'attestation des tesmoins, comme lon faisoit par cy deuant: car ce Stile a esté aboly par Arrest de la Cour.

Mais quant au terme de quinzaine, ie ferois d'aduis qu'es matieres qui sont priuilegiees, & doyuent estre sommairement traitées, & y a peril en la demeure, que lon ne seroit tenu de bailler terme de quinzaine par l'Adiournemêt sur Defaut, & avec intimation: ains qu'il suffiroit bailler terme competât selô la distance des lieux, facilité de chemins, & saison du temps. Et quant aux matieres simples, ie penserois qu'il conuiet encores bailler ledit terme de quinzaine.

Il y auoit aussi vne autre difference par ladite Coustume, Article g. 264. entre les matieres priuilegiees, & simples: car le contumax n'estoit receuable en matiere priuilegiee à opposition, à l'encôtre de la sentence donnée par contumace: & en h. matiere simple il estoit bien receuable.

Mais à present il y a doute si en matiere simple, mesme le contumax, seroit receuable à opposition: car par lesdites Ordonnances dernieres, art. 31. lon ne peut mettre au neant vne sentence donnée par forclusion, mais seront vuidées les appellations *an bene vel male*, par appellation verbale, ou procès par escrit, selon que la matiere y sera trouuee disposée. Par semblable raison, semble que le contumax ne doyue estre receu à ladite opposition, attendu que par icelle en effect la sentence est mise au neant taiblement, combien que lon ne le die expressement. Mais il y a (selon mon iugement) diuersité de raison entre sentences données par forclusion, & données par contumace: car celles qui sont données par forclusion, monstrent plus grand contemnemêt & desobeissance à Iustice, que celles qui sont données par contumace, procedans de Defaut auant la cause contestée: car il ne faut que deux Defauts, mais il faut bien souuent cinq ou six Forclusions, comme de faire preuve par tesmoins, de bailler objects, de produire & bailler contredits.

ANNOTATIONS SUR LE CHAP. XI. Des Sentences de contumace, &c.



Estle Ordonnance a esté souuent confirmee par Arrest de la Cour, mesme vn donné le penultielme & 30. Decembre, 1540. Autre du 19. dudit mois de Decembre, 1544. sur vn appel interjeté du l'reuost de Paris, recité par Papon, 7. des Arrests: tit. 6. Arrest 2. Autres Arrests des 16. Ianuier 1563. & 16. Decembre, 1576. Rebuff. Traict de lit. obligat. art. 7. gloss. vn. numer. 9. tam 3. traict de contumac. & desect. artic. 9. gloss. vn. num. 1. Aucuns entendent des actions ou matieres simples, ou non priuilegiees. Toutesfois cela se doit aussi estendre aux matieres priuilegiees par identité de raison, combien que quelques vns soustiennent qu'en telles matieres priuilegiees, il ne faut point de preuve contre vn contumac. Voyez l'ancienne Coustume de Poictou, Art. 26. l. *propterandum*. §. *Et si quidam*. C. de iudic. l. hac autem. §. 1. D. ex quib. caus. in poss. eas.

b Cap. prout. D. de dolo & contum. extr. cap. vlt. cod. tit. in 6. cap. 1. *vt lite non contest. apud Cor. gor. Vide Boer. Decis. 63. & Decium Conf. 107.* Par Arrest donné aux Grands-Jours de Moulins, du 17. Septembre 1540. fut reproué le Stil contraire du Chastelet. Rebuff. Traict de Contu. & desct. tit. 8. gloss. 3. num. 10. art. 9. gl. vn. num. 1.

c Hippolyt. de Marfil singu. 169. Panormit. in d. cap. prout. 4. num. 23. & cap. causam. 3. num. 17. extr. de dolo & contum.

d Cynus in l. *fancimus*. C. de iudic. Bartol in l. *desertorem*. §. *si ad d. em.* D. de re milit. & ibi. Alex. Innocent. in cap. *calumnia*. extra d. pænus. & in cap. 1. col. 4. De iudic. extr. l. vide cap. 1. D. de restit. spoliat.

e Qui pro contemptu seu contumacia veniunt puniendi, primum habere non debent, argum. cau. didicimus 2. 4. quæst. 1. nec ex delicto proprio, commodum reportare, argum. l. 3. §. 1. D. de don. int. vir. & vxor. l. si vir. 55. D. solut. mat. l. non fraudantur 114. §. nemo. D. d. regul. iur. l. itaque fultio 12. §. sed & si vir. D. de furs. l. 30. C. de transact. & factum cuique suum non aduersario nocere debet. l. leg. factum 155. Dig. si de reguin. iur. & leg. vnusquisque doli sui pænæ sufficere debet, leg. si ex duobus 15. D. d. tut. & rat. distr. Proprij deicti pænæ sunt l. 1. §. plane. D. cod. tit. D. libela & noxæ caput sequuntur. l. 1. §. si apud ierum. D. de posuit. 21. D. Commodati. peccata enim suos auctoris tenere debent. l. *fancimus*. C. de pæn. l. 18. C. Theod. cod. tit. l. ob maritum 2. C. Ne vxor pro marito. can. illud plane 11 q. 3. cap. quæ sunt. 2. De his quæ sunt à maiore parti. cap. Auster. in Not. ad Stil. Cur. Parl. Au surplus, l'opinion d'Imbert n'est pas suivie: parce que les Juges ordinairement ont de coustume d'adiuger les despens par les sentences donnees sur les Defauts & contumaces: ores qu'ils ne iugent diffinitiuement. Neantmoins ils peuent bien refuser, ex causa, comme aussi il se fait quelquesfois en la Cour.

f Poictou, Art. 395. nouuelle. Au reste, si apres la condamnation de despens, on impetie lettres pour mettre les Defauts & contumaces au neant, elles ne seront interpetees pour le regard du Fermier des amendes iugé par Arrest du 6. Mars, 1536. recité par Rebuffe, Tom. 1. Traict. de contum. & desect. art. 9. gloss. vn. num. 14.

g C'est l'ancienne. Car la nouuelle ne parle de ceste difference. Toute ceste clause derniere est prise des Annotations Latines de l'Auteur. Vide l. *fancimus*. Cod. de iudic.

h En refondant les despés des Defauts, sentences de contumace, & de tout ce qui sen est ensuiuy dás l'an, 4. l. *fancimus*. C. de iud. Mais aucuns diset que les lettres Royaux y sont fort necessaires. Les autres maintiennent qu'il suffit vne requeste presentee au Juge ausdites fins: ce qui se pratique fort souuent. Or cōbien que telle loy *fancimus*, vueille que le contumax soit condamne aux despés, si est ce qu'elle n'est recetée en ce Royaume, sinon es procès & instances, lesquelles de leur nature lesdits despens y viennent par le Stil de chacune iurisdiction, gardé & obserué estroitement. Quant à ce

que Paul de Castre, in d. l. *sanimus*, dict' suyuant l'opinion de Balde, qu'un demâdeur qui reçoit vn contumax à proceder en la cause & poursuire d'icelle, il ne peut en apres demander les despens: Cela n'est par nous gardé ne practiqué simplement: mais seulement lors que le contumax & detaillant n'a point esté condamné. D'autant que tels despens apres la condamnation d'iceux, se peuuent demander iusqu'à trente ans. Et sous pretexte qu'ils n'ont pas esté payez le demandeur qui a obtenu tels despens, ne peut empêcher que le dit accusé ne soit partie, & procede en iugement, si le luge a vne fois permis qu'il soit entré en cause ou iugement, apres le iugemēt & adiudication desdits despens, & taxe qui en a esté faicte. Les Sentences portans adiudication & condamnation de tels despens, ont accoustumé de se prononcer de telle façon, que tels despens ainsi taxez soient payez par iceluy qui a fait Defaut, auant que proceder plus auant en cause: & pour ceste cause sont nommez Despens preiudiciaux.

QVOMODO QVATVOR EDICTIS conuincatur contumacia.

CAPVT XII.

Quomodo
quatuor edi-
ctis conuin-
catur contuma-
cia.

Ceterum omnes alie actiones postulant quatuor edicta, quorum duo simplicia sunt: tertium verò id solet completi, ut absens iterum in ius vocetur cum peremptorijs interminatione: quarum autem alibi cum omni utilitate, alibi simpliciter decernitur. His itaque edictis appellatus rem si abfuerit, in eum profertur eremodiciu eo quem supra exposuimus modo: nec vlla alia edicatur absentis citatio. Atqui in secundo edicto inscribenda est (ut pramonuimus) actio actoris que iurciurando confirmada. Plane in his edictis, sicut & in superioribus, non contrariora quindecim diebus interualla tribuuntur: quæ ab vniuscuiusque edicti significatione, non autem decreto numerantur. Proinde testes qui citationibus interfuerint, apparitoris renuntiatione de his confecta comprehenduntur. Atque hoc in tribus primis edictis locum vendicæ denunciandis, quartum enim edictum denunciari non solet. Verum in prima citatione ista interualli forma, testiumque præsentia duorum non desideratur, sed vnius duntaxat. Sane Constitutionibus regis nuper editis, quarum mentionem supra iam sepe fecimus sancitum est, ut in omni lite, siue civili siue criminali duo sufficiens edicta ad peruincendam absentis contumaciam, si vel in faciem citati, vel ad ipsius ades rite fuerint denunciata. Verumtamen ubi in os cõuentis non fuerint signifiata & propalata, res que postulat iudex ex officio decernere potest absentem tertiam commotione in ius esse accersendum. Quod si in edictis toties vocatus absens iudicio minime occurrat, sibi consciscit eremodiciu. Iudex enim iis consilio intimo pensitatus, sententiam profert, qui absentem omnibus destituit exceptionibus: decernitque ut actor in libellum deducta probet, atque ut testimonij cõfectus iteru in ius absens deuocetur, quo instrumentis ab actore constituta die proferendis interfit, & quæ sibi videantur commoda, etiam proferat apud acta: insuper ab aduersario prolata cõfutes: instrumenta quoque sua tuteatur, testimonij recipi videat & aperiri: ac denique iudicandi porrigat calculum, si e re sua arbitretur illa fore. Itaque omnibus his rite ordi-

natīs perinde ac in superioribus explicatum est, ius dicitur, si aliud occurrentis negotij sūsserit aqutās, cuiusque arbitrio id relinquimus. Facile enim subuentum iri puto, si ad ea quā propōsita sūnt, diligentius aduertatur. Atque has in contumacia rei peruincenda considerantur.

SI L'ADIOVRNEMENT EN MATIERE
de defaults est valable, quand il est baillé au Procureur de la
partie qui a cōparu vne fois & de la matiere des defaults &
Cōtumace au iugemēt d'iceux: & reparatiōs des Benefices.

CHAP. XII.

- | | |
|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Des adiournemens baillez au Procureur qui a comparu vne fois. 2. La cause estant contestee on procede par Forclusions, & nō par defaults. 3. Custume de la Rochelle corrigee par Arrest de la Cour. 4. Election de domicile. 5. Le iuge peut bailler adiournement à la partie en la personne de son Procureur. 6. Sergens quand ne peuuent bailler adiournemens en la personne du Procureur. 7. Comment les Loix civiles & Imperiales parlans des Procureurs doiuent estre entendues. 8. Quand l'une ne l'autre partie cōpare au iour du premier adiournement, quin'eschet à iour de Cour, si le default que l'une | <ol style="list-style-type: none"> des parties prend à la prochaine Cour ensuiuant, est bon & valable. 9. Des oppositiōs baillees & faites à ce qu'aucuns defaults ne soient iugez: & si on les peut iuger nonobstant lesdites oppositiōs ou empeschemens. 10. Defaults ne peuuent estre iugez apres l'an & iour qu'ils ont esté baillez. 11. Formulaire de dresser la demande sur le profit de deux defaults. 12. Du profit des defaults donnez contre l'Adiournē pour declarer si & pour quelle portion il est heritier du deffunt. 13. Comme on procede à cōtraindre le Beneficier à faire les reparatiōs du Benefice. |
|--|---|



Vestion a esté muē, sçauoir si le defendeur ou le demandeur a vne fois comparu par Procureur, & apres il se default, si on le pourra faire adiourner en la personne de son Procureur auant la cause contestee. Aucuns disoient qu'on le pouuoit faire, & se fondoient en ce qu'à la Cour de Parlement l'on en vse ainsi, & qu'il y a decision à ce formelle, que quand le maistre ou partie a esté vne

1. Des Adiournemens baillez au Procureur de la partie qui a cōparu vne fois.

fois adiournee, & elle a cōparu par Procureur, il suffit adiourner le Procureur à ce qui sera des lors en auant à faire. Les autres tenoient qu'il falloit encores adiourner la partie iusques à ce qu'il y eust eu contestation en cause, & ie suis de cest aduis: car ^c le Procureur n'est seigneur de la cause, que par la contestation d'icelle: par maniere que par la Coustume de ce pays de Poictou, ^d Article 327. si la cause a esté contestee avecques le Procureur, & la partie apres ce defaillie, elle est forclosse de faire ce qu'elle deuoit faire en l'assignation, en laquelle elle se defaut, & luy sera baillee assignation en la personne de son Procureur pour proceder, *ad ult-*

2. La cause est-elle contestee, on procede par Forclusion, & non par defaut.

3. Coustume de la Rochelle corrigee par Arrest de la Cour.

4. Election de domicile.

teriora, iusques à l'appointement en droit: comme nous declarerons plus amplement ^e cy apres. Mais si la cause a esté contestee avec la partie sans Procureur, & apres ne compare, il la faut contumacer par defauts. Toutesfois en certaine appellation interiectee du Gouverneur de la Rochelle, ou son Lieutenant, iageoit qu'il y ait aussi expresse Coustume à ^f La Rochelle, que si la partie estoit defaillant, si la falloit contumacer par defauts, il fut dir par la Cour que l'on procederoit par Forclusion apres la cause contestee. Au moyen dequoy ie seroy d'auis que nonobstant la dicte Coustume de Poictou, quand ores la cause auroit esté contestee avec la partie, que l'on procedast à la contumacer par Forclusions. Mais à present il est facile d'obuiet à ces difficultez: parce que les parties sont tenues d'estre domicile des la premiere assignation qu'elles comparent, comme nous traiterons ^g plus diffusenient cy apres. Neantmoins i'ay bien voulu traiter ladite altercation & disputation parce qu'il peut aduenir que les parties n'auront esleu domicile auant la contestation en cause.

5. Le Iuge peut bailler adiourner à la partie en la personne de son Procureur.

Mais il est notoire que le Iuge en expediant la cause ^h peut bailler assignation au defendeur en la personne de son Procureur à certain lieu, iour, & heure, voire hors & loing du lieu, où est le procès pendant, pour voir faire la Monstree des lieux contentieux. Aussi peut bailler aux parties es personnes de leurs Procureurs assignations pour voir faire Collations, Vidimus, ou Copies, ou Extraicts des pieces, & de ce cas dernier en fut dit par Arrest le 10. de May 1521. & y a Coustume formelle à la Rochelle ⁱ quat à ces deux cas: & aussi que le Procureur peut estre adiourné pour voir produire tesmoins. Toutesfois ie ne la trouueray bonne, ne que l'on en deust vser en autre pays en ce cas: parce qu'il y a Ordonnance formelle, k qui veut expressement que la partie soit adiournee, pour voir produire tesmoins & qu'il ne suffit d'adiourner son Procureur. Neantmoins nous vions l'en ce pays de Poictou que si l'une partie produict en presence du Procureur de l'autre en iugement à l'audience & expedition de la cause, les tesmoins, qu'il suffit sans que la partie y soit adiournee. Et ce cas ainsi que les autres susdits sont permis ^m pour raiton de l'autorité iudiciaire: aussi que le Iuge sçaura bien arbitrer le temps & delay qu'il y faudra bailler pour ladite assignation. Pour ceste cause vn sergent ne pourroit bailler en ce cas assignation au Procureur de la partie, sçauoir est pour voir faire Monstree, & Collations, Vidimus, copies ou extraicts, hors le lieu auquel est le pro-

6. Sergent quand ne pouuent bailler adiourner en la personne du Procureur.

cès pendant: car il ne pourroit si bien confiderer le temps & delay que le Iuge. Mais le Sergent peut bien bailler assignation au Procureur à comparoir au lieu, où est le procès pendant, pour voir faire collations, copies ou extraicts: car l'on fait cela communement apres la cōtestation en cause, & n'est non plus grief au Procureur, que de comparoir à autre assignation de la cause. Toutesfois le Sergent ne peut bailler au Procureur assignation pour voir faire Monstree, parce que le plus souuēt les lieux contentieux ne sont assis au lieu, auquel est le procès pendant. Neantmoins en la Cour de Parlement quand vn Procureur à vne fois comparu, l'on peut faire bailler à la partie en la personne de sondit procureur par la Cour ou Cōmissaires commis par icelle, ou par les Huissiers, Adiournemens necessaires en la cause: pourueu que ce à quoy ils seront adioutnez, se doieue faire en Paris: car s'il le deuoit faire hors ladite ville, il faudroit que les Commissaires de la Cour & Conseillers d'icelle baillassent ladite assignation à la partie en la personne de sondit Procureur.

Il conuient entendre que les Loix Imperiales parlans des Procureurs, ne doiuent estre entendues des Procureurs qui aujourd'huy font profession de comparoir en iugement pour les parties: car iceux sont n reputez pour Aduocats: parce mesmement, que jaçoit que quelqu'un ne puisse estre contraint à prendre charge de procuration d'autrui, toutesfois les Procureurs pratiquans aujourd'huy és Cours & sieges peuuēt estre contrains à prendre la procuration d'une partie: ainsi comme vn Aduocat est compellé conseiller & plaider pour vne partie: car à prēdre largement, ils sont Aduocats: voire aujourd'huy leur autorité est si accrūe en ce Royaume, qu'il faut qu'un Aduocat tant sçauant soit-il, capte leur beneuolēce, s'il veut gagner en son estat, parce qu'ils baillēt les causes aux Aduocats mesmement en aucuns lieux de ce Royaume, & se ingerent à faire Escritures, Intendits & contestations en causes, & les reçoient à ce aucuns Iuges, dourans qu'ils ne fussent assez diligens à leur auancer leurs Espices de sentences, ou leur faire bailler les sacs des parties, s'ils ne les reçoient à ce: cōbien que les Ordonnances Royaux le prohibent. Neantmoins les Aduocats ne perdent p aujourd'huy leur Noblesse pour exercer l'office d'Aduocat où vn Procureur le perd: non pas que ie pense que leur office soit vil, ainsi qu'aucuns ont voulu dire en interpretant les Loix: car (comme j'ay dit) les droictz disposans des Procureurs, ne s'entendent des Procureurs aujourd'huy pratiquans és Cours, ains doit-on les entendre des Receueurs q ou autres ayans l'administration des biens d'autrui: lesquels Receueurs ou administrateurs, fors ceux qui sont creez par le Roy ou par Iustice, comme tuteurs & Curateurs, sont office vil: car en ce sont comme seruiteurs, ainsi qu'il est aisé d'entendre par vne decision de Bartol, par laquelle il dit que l'Adiournement baillé du commencement au Procureur, vaut pour contumacer le seigneur ou maistre, en tant que touche le premier Decret qui selon Droict commun estoit baillé contre les defaillans, dont l'on n'vse point de present: car l'Adiournement ne pourroit du commencement estre baillé à vn Procureur iudiciaire, partant que

7. Comment les loix civiles & Imperiales parlans des Procureurs, doiuent estre entendues.

l'on ne pourroit ſçauoir comment il eſt Procureur de la partie, ſ'il n'auoit auparavant comparu pour elle. Dont ſ'enſuit que cela doit eſtre entendu du Receueur, ou ayant l'adminiſtration des biens ou d'une maiſon de la partie. Anciennement, comme dit monſieur Budé en ſes Annotations ſur le Digèſt neuf, l'oſ appelloit les Procureurs, cognoiſſans le droit de la partie: & Aduocats anciennement eſtoient tous ceux qui eſtoient preſens avec la partie en iugement, ſur ce ſeulement pour luy faire compagnie, i'açoit qu'ils ne fuſſent ſçauans pour plaider. Eſt requis en ce lieu entendre que par cy deuant l'on auoit accouſtumé uſer que i'açoit que le deſaillant euſt payé les deſpens d'un défaut, qui ſont ordinairement le regiſtre & le ſalaire du Sergent qui a baillé l'Adiournement ſur défaut: toutesfois le dit défaut ſeruoit avec autres pour obtenir ſentence par contumace: & pour ceſte cauſe l'on auoit accouſtumé mettre par le regiſtre, par lequel l'on cōdamnoit és deſpens enuers la partie, & en amende du défaut enuers la Cour, qui eſt de ſept ſols ſix deniers, ou de cinq ſols ſix deniers, ou de cinq ſols en aucunes Cours, ceſte clauſe. La force du défaut tenâr quant à iuger par vertu d'iceluy, & ce eſt conforme au droit commun: mais puis n'agueres l'on dit auoir eſté donné Arreſt, par lequel vne ſentence de contumace n'a pas eſté trouuee bonne, au moyen de ce qu'il y auoit vn des défauts par vertu deſquels elle auoit eſté donnee, pour laquelle la partie auoit eſté condamnée és deſpens & en l'amende, & les auoit payé. A ceſte cauſe pour obuier à doute, vaut beaucoup mieux qu'il ſeroit reſerué à faire droit des deſpens du défaut en diſſinitue, & attendre à les faire taxer avec les autres deſpens du principal: car celuy qui a obtenu le dit défaut, ne peut rien perdre, ſ'il eſt reſerué à faire droit des deſpens en diſſinitue: car ſi oros il perd ſa cauſe, néâmoins luy faut adiuger les deſpés dudit défaut.

8. *Quand l'une ne l'autre partie compare au iour premier Adiournement, qui n'echet à iour de Cour, ſi le défaut que l'une des parties prend à la prochaine cour ſuivant eſt bon & valable.*

Fait à entendre ſi l'une ne l'autre des parties ne compare au iour assigné, n'eſt baillé défaut, ains l'Adiournement eſt comme non aduenû: tellemēt que par le moyen d'iceluy n'y a aucune litispēdence. Mais quand l'une des parties compare au prochain iour de droit enſuiuant, & qu'elle prend défaut à l'encontre de l'autre non comparant, l'on fait difficulté, ſi le défaut eſt valable, parce qu'il n'eſt donné le iour auquel l'Adiournement pendoit & eſcheoit. Aucuns tiennent qu'il eſt valable, & diſent que ſi l'Adiournement eſt donné au iour que la Cour n'a accouſtumé eſtre tenuë, qu'il ſe continue au premier iour de droit, & que tient la Cour: & ainſi enſe l'on en la Cour ordinaire de Poictiers: & me ſemble bien bon. Les autres tiennent le contraire, parce que ſi l'Adiournement eſt baillé à certain iour pour voir faire quelque acte, & il ne ce fait à ce iour, l'acte eſt nul. Et pour ceſte cauſe ie ſeroye d'auis pour obuier à toute doute que l'oſ ne s'arreſtaſt à ce défaut ainſi obtenu à iour, où il ne pendoit rien: car cōbien que ſelon droit cōmun l'Adiournement baillé à iour incertain, tiēne, parce qu'il ſ'entend que lon compare le pluſtoſt qu'il ſera poſſible apres l'Adiournement, & que l'Adiournement meſme donné à certain iour, contiēt deux choſes, ſçauoir eſt, de comparer au iour prefix, & comparer ſimplement & parce combien qu'il ne compare au iour prefix, il doit comparer par apres

apres: toutesfois nous ne receuons point tels adiournemēs baillez à iour incertain: mais bien receuōs l'adiournemēt qui est baillé au prochain iour de droict, ou à la prochaine Cour de quelque Siege ou iurisdiction, combien qu'il ne soit spécialement déclaré: partant que lon a accoustumé tous iours de tenir les Cours ordinaires à certain iour. Et quand ores elles sont ordinaires, & ne les tient lon à certain iour, neantmoins est notoire à quel iour elles doyuent estre tenues: car lon met les assignations au posteau du lieu, où lon les doit tenir: comme lon fait communément es Assises des Iurisdicions subalternes, & non Royales. Semblable difficulté y a quand deux parties comparent au iour assigné, mais ne font aucune expedition, sinon que prendre acte de leur comparition, ou bien prennēt expedition, mais n'y a assignatiō prise pour venir proceder en la matiere: car si au prochain iour de droict apres, l'une prend contre l'autre Defaut, l'autre pourra dire qu'il n'y pendoit rien. A ceste cause quād il a esté obmis de prendre assignation en faisant l'expeditiō, le Juge (ce requerant l'une partie) en presence du Procureur de l'autre, ordōne que l'autre viēdra proceder selon le dernier appointemēt au prochain iour de droict. Toutesfois en la Cour de Parlemēt, apres la premiere Presentation, qui doit estre faicte au Greffe des Presentations, lon peut faire mettre la cause au Roolle: & si l'une ou l'autre des parties ne compare, le present aura son exploit contre l'absent, sans ce qu'il y ait autre continuation, combien que le Roolle soit extraordinaire: car le Roolle est publié auant que lon en plaide, qui emporte assignatiō taissible à ceux qui y ont leurs causes: ou si lon veut faire quelque autre expedition, lon baille requeste à la Cour, laquelle baille Commissaires à la Barre, & la fait lon signer au Procureur de partie aduersē, & bailler iour pour venir proceder sur l'interinēment: & le plus souuēt lon ne met iour: car il sentend qu'au leuer de la Cour lon se trouue à la Barre pardeuant les Commissaires, pour faire expedition sur la requeste.

Autresfois est v aduenū vne difficulté touchāt ceste matiere, qui estoit telle: Le demandeur auoit obtenu vn Defaut, avec profit cōtre le defendeur: dōt aduertir le defendeur s'oppose, à ce que le Defaut ne soit leuē, & deliurē au demandeur: & si leuē estoit, qu'il ne soit iugē. Et le plus souuēt lon a accoustumé faire telle opposition au Greffe, & est baillé par icelle en mandement par le Juge au premier Sergent de signifier ladite opposition, & d'adiourner partie aduersē pour proceder sur icelle à certain brief iour. Toutesfois est meilleur prendre la prouision deuant le Juge: car veüe l'opposition, il ne peut plus iuger le Defaut, iusqu'à ce qu'il soit decisi de ladite opposition. Donc le demandeur fait signifier ceste opposition audit defendeur, & luy bailler Adiournement à certain iour pour venir proceder sur ladite opposition, & au principal. Au iour assigné, le demandeur & defendeur defaillent. Neantmoins le demandeur fait iuger le Defaut, pour raison duquel auoit esté faicte ladite opposition: & icelle taissée, le defendeur se porte appellant de la sentence donnee par la vertu dudit Defaut. L'appellant pardeuant le Seneschal de Poictou ou son Lieutenant, plaide, qu'il estoit opposant, & son opposition susdite signifiée à partie aduersē,

9. Des oppositiōs
bailles & faites
à ce qu'aucuns
Defauts ne soient
iugés, & si on
peut les iuger,
nonobstant lesdi-
tes oppositions.

& partant ne pouuoit plus faire iuger son Defaut. L'intimé diſt que l'appellant luy auoit fait donner iour ſur ladite oppoſition, & pour proceder au principal, & qu'il n'auoit point comparu à ce iour: & parce eſtoit l'oppoſition & l'adiournement pour non aduenue & non fait. L'appellant repliquoit, que ſçaſoit que l'adiournement fuſt pour non aduenue, toutesfois ladite oppoſition demouroit en ſon entier, laquelle il conuenoit premierement faire vuidre, que iuger ledit Defaut. Et fut diſt par ſentence, qu'il auoit eſté bien appellé de ladite ſentence, donnée par vertu dudit Defaut; & penſe qu'il fut bien iugé par ladite derniere ſentence.

Conuient & auſſi noter qu'apres an & iour, à compter du datté du Defaut donné, lon ne peut faire iuger le Defaut, ny en tirer aucun profit: voire ny en auoir les deſpens, ne la Cour en demander l'amende: Car ce ſont Edicts penaux, y qui apres an & iour n'ont vigueur: & ſ'en doit lon ayder, & les mettre à execution dedans l'an & iour. Pour faire iuger Defauts & congez, il faut que celui qui les a obtenus, face ſa demande en brieſ, par laquelle il fera narration des Defauts, & declarera les iours, eſquels ils ont eſté donnez. Conclura à ce que le deſaillant ſoit déclaré contumax, & forclos de toutes exceptions & deſentes, & n'eſtre plus partie receuable à empescher ſes fins & conſolutions, leſquelles il mettra ſuyuamment ſelon la qualité & nature de l'action par luy propoſee.

Quel profit des Defauts ou Congez il conuient requérir en pluſieurs matieres, il eſt traité copieuſement au Stile de la Cour de Parlement, imprimé en noſtre langue vulgaire: & parce qu'un chacun l'a entre mains, ie n'ay point voulu icy le tranſcrire: mais ſeulement ie declareray vn d'iceux profits, lequell'ay veu confirmer par Arreſt, & auquel ay veu faire grande difficulté. C'eſt quand aucun eſt adiourné pour declarer pour quelle part & portion il eſt heritier d'un defunct, ſ'il ne compare, il faut le cōtummer par deux Defauts. Mais ſ'il compare, & il prend iour à deliberer ſ'il ſe portera heritier ou non, ou pour declarer la portion pour laquelle il eſt heritier; & apres ſ'il defaut, il ſera contre luy donné Defaut avec le profit, ou pur & ſimple. Et le profit que lon doit requérir contre le deſaillant en ce cas, ſoit qu'il ayt comparu, ou non, eſt tousiours ſemblable, & tel ſçauoir eſt, que le Iuge l'a tenu & réputé, tiét & reputé pour heritier du defunct. Et en pareil cas, apres que la Cour eut par contumace ainſi tenu & réputé vne partie heritiere de ſon pere, cōtre laquelle on requeroit qu'un Arreſt donné contre ſon pere, fuſt contre elle déclaré executoire pour la portion qu'elle declaroit eſtre heritiere: la Cour ordonne que ladite partie ſera de rechef adiournée, pour venir voir declarer executoire contre elle l'Arreſt ſuſdit donné contre ſon pere; & au moyen de ce qu'encores elle ſe deſailloit, ledit Arreſt fut contre elle déclaré executoire, & fut condamnée és deſpens, tant par le premier, que par le ſecond Arreſt contre elle donné.

Combien que par & cy deuant quād les Eglifes ou maiſons d'un Benefice eſtoient en ruine, lon auoit accouſtumé d'uſer, qu'à la requête du Procureur du Roy, ou du Procureur fiſcal du Patron dudit Benefice, ou du Seigneur en la iuriſdiction duquel il eſt aſſis, eſtoient faites informations,

10. Defauts ne pouuent eſtre iugés apres l'an & iour qu'ils ont eſté bailléz.

11. Formulaire de dreſſer la demande ſur le profit de deux Defauts.

12. Du profit des Defauts donnez contre l'adiourné pour declarer ſi, & pour quelle portion il eſt heritier du defunct.

13. Comme on procede à cōtraindre le Beneficier à faire les reparations de ſon Benefice.

des ruïnes par vn Sergent, appellé avec luy vn Notaire de Cour laye : & icelles veües par le Juge, il commettoit gens experts à ce, pour luy rapporter, quelle somme de deniers seroit bien necessaire pour mettre leldites Eglises ou maisons en decent & bon estat : veu lequel rapport, avec les informations, ce requérant ledit Procureur, il ordonnoit que le possesseur titulaire du Benefice seroit adiourné avec intimatiõ, à certain iour pardeuant luy, pour se voir condamner à faire les reparations necessaires de son Benefice, ou bien mettre entre les mains de bons & suffisans Commissaires, certaine somme de deniers que ledit Juge arbitreroit, pour estre employee & conuertie esldites reparations, par les Commissaires : & pour se venir accorder d'iceux. Et si ledit Beneficié ne comparoissoit au iour, le Juge donnoit Defaut cõtre luy avec le profit : & en iceluy adiuageant bailloit Sentence selonc ladite demande dudit Procureur : & ordonnoit que ledit Beneficié seroit contraint à ce, par saisie du temporel de son Benefice. Mais par Arrest donné es Grands-Iours tenus à Angers le 12. iour de Septembre, 1539. fut dict bien appellé par vn Beneficié d'une pareille Sentence; parce qu'il falloit contumacer le Beneficié par deux Defauts, auant que de donner ladite Sentence, non pas que au par-sus, ladite forme de proceder ne fust bonne.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XII.

L'adiournement en matiere de Defauts n'est
valable, &c.

E Chapitre 12. du texte François n'est à la verité conforme au Latin: ainsi qu'il se peut aisément iuger par cõfERENCE de l'un à l'autre. Le commencement duquel Chapitre est pris des Annotatiõs Latines.
b Bartol. in l. cum quo. C. de procur. & in l. quamvis D. de damno infecto.
c l. quod quis sibi 8. l. procuratoribus 22. l. nulla dubitatio 23. C. de procurator. l. ab executore 4. § fin. D. de ap. pellat. Notez que Bartole in l. 3. §. prator. ait. D. de damno infecto. tient qu'il faut premierement denoncer au domicile de l'absent, & s'il ne se trouue, se faut adresser à son Procureur ou entremetteur de ses affaires. Par consequent on ne doit bailler adiournement en la personne du Procureur, sinon quand le maistre ou constituant ne se trouue point. D'auantage, le Procureur ayant pouuoir & procuration, on se peut adresser au Procureur mesmes, apres le iugement du procès, en execution de Sentence, ou pour taxer les despens adiugez. A ce est formelle l'Ordonnance du Roy Charles IX. l. 63. article 7. Par laquelle le Procureur qui a eu procuration pour occurer en la cause, sera tenu & contraint comparoir en l'instance d'execution des Arrests ou iugemens, sans nouvelle procuration. Voy la Conference des Ordonnances, liure 2. tit. 4.

d Nouvelle, Art. 193.

e Chap. 14. de ce 1 liure.

f Art. 27. qui est par ce moyen corrigé, ainsi que l'Auteur & M. du Moulin sur ladite Coustume ont remarqué

g Chap. 17. de ce mesme liure suýuant l'Ordonnance 1539. art. 23. Depuis est inter-

venue celle de l'an 1563. Art. 1. & 3 par laquelle il est porté que par vn seul appointement apres contestation en cause, le Juge est tenu regler les parties de tous Delais, requis & necessaires pour l'instruction de la cause, qui sont peremptoires, sans qu'il soit besoin d'obtenir autres conclusions.

h Cecy est aussi pris des Annotations. Le Commandement ou Adiournement fait & donné par le Juge aux Procureurs des parties, est de tres-grande force & autorité, ayant mesmes effects d'interdiction, ou peremptoire, l. 1. C. *Quomodo & quando iud.* Et de la glosse d'Accurse, & des Docteurs qui ont escrit sur ladite loy 1. Toutesfois Faber dict, que le contraire se garde, in §. *omnium. Inst. de pen. temer. litigant.*

i Art. 13.

k Il entend l'Ordonnance du Roy Loys XII. 1510. art. 36. cōfirmee par François I. 1511. ch. 7. art. 3 mise en la Conferce des Ordonnances, liu. 4. tit. 4. qui se pratique.

l Ainsi se pratique tous les iours en tous Sieges, qu'au iour que la cause escheue à iour d'Audience, on peut produire & faire iurer tesmoins en la presence du Procureur, ou à la contumace s'il refuse, & n'est besoin de faire adiourner la partie pour la validité de l'Enqueste.

m Suiuant ce qui est noté cy dessus, in l. 2. C. *Quomodo & quando iudex.*

n *Decius in l. inuitus. D. de reg. iur.*

o *In iudicanti officio est ut per causidicorum distributio fiat, & exaquetur partibus auxilium singulorum, & a qua disu'sio procedat. Si quis vero monitus à iudice, ea excusatione, quæ nequeat coprobare, cuiusq; parti patrociniū denegauerit, careat foro: scias etiam nonnumquam sibi ad agendum copiam posse restitui. Valens Valens & Gratian. in l. prouidendum. C. de postul. Et restit in Edicto. Si non habebunt Aduocatum, ego dabo, l. 1. §. 1. D. de postul. Aduocatos quoque petentibus lebet indulgere, & c. l. 9. §. pen. D. de offic. proc. & in l. 5. §. in primis. D. de rebu. eorum, & c. Aduocatum pupilla dote debet, qui instruere possit pratoris religione n. Vide Guid. Pap. q. 161. eam. tria. 3. q. 7. §. si tibi quoque tertium studium in Auth. de mand. Princ. l. Papon 6. des Arrests, tit. 4. art. 4.*

p Arrest au profit de Anne Terriere, sieur de Chappes, du 1. Feurier, 1545. contre monsieur de Longue l, President, & ses consors appellans des Requestes, ainsi que recite de Luc en ses Arrests, & Papon liure 5. tit. 11. Arrest 22. *Vide l. sancimus, l. 1. & leg. Aduocati, C. de Aduoc. diuers. iudic.*

q *Leum qui 3. l. si primum 19. C. de procur. Et plusieurs, tant au Digeste, qu'au Code, Gloss. in cap. pen. extr. de iur. iur.*

r *Authent qui semel. C. quomodo iud. & ibi Bal. Anton. Corset. singul. in verbo statutum,*

s *L. & post edictum §. pen. D. de iudic. Innocent. in cap. consuluit. De offic. deleg. Felin. in cap. illud. & cap. 5. extr. De prescript. Au reste, cecy est pris du Commentaire Latin, sur le chap. 13. suiuant.*

t *Angel. & Paul. in l. liber homo. §. 1. D. de verb. obligat. specul. Tit. de contumac. & defect. in princ. 2. pars. tiennent qu'un defendeur cité à iour incertain, peut estre condamné par*

le Juge, pour le mespris de Iustice. Mais leur opinion n'est auourd'hui suivie. Car tel defendeur ainsi appellé à iour incertain, n'est sujet à aucune peine pour tel mespris; mesmes les actes faits contre luy sont nuls. *Innoc. & Panorm. in d. cap. consuluit.*

v Ceste clause est aussi prise des mesmes Annotations sur le chap. 13. suiuant.

x Cecy est tiré des mesmes Annotations.

y *L. vi. §. ult. D. si quis ius dicentis obtemp.*

z Cecy est pareillement pris des Annotations Latines sur le chap. 11. Pour le fait des reparations qui se doyent faire és Benefices, se trouuent plusieurs bestes & saintes Ordonnances de Charles VI. 1385. Charles IX. 1570. Estats d'Orleans art. 21. 1568. 1571. & 1572. mises en la Conference des Ordonnances, liure 1. tit. 2. Au surplus, la dernière Ordonnance du Roy Henry 3. és Estats de Blois, 1589. art. 16. & celle de Meleun, 1580. art. 5. veulent que telles saisies en cas de non residence ou de reparations non faites soient seulement faites par les Juges Royaux à la requeste de M le Procureur general du Roy, ou de ses Substituts: & est defendu aux sieurs hauts-Iusticiers, & leurs Officiers, saisir esdits cas les biens des Ecclesiastiques. Voyez la Conference des Ordonnances, liure 1. tit. 3.

DE ACTORIS CONTUMACIA ANTE
litem contestatam.

CAP. XIII.

Maxime autem plectenda est actoris contumacia: nimirum enim qui ad iudicium provocet, reuque cunctantem debeat impellere: alioqui suspiciari licet eum probe minus litem auspiciatum, ac de victoria spe iam deiectum esse. Quia propter si die dicto praesto non sit, editum à iudicio absolutorium reo praesens conceditur: eique litem sumptus absens reddere iubetur, verum dies indulgetur, intra quam editum circumdare possit. Caterum si actor actionem iam ediderit & postea die praefinito desit, ante litem utique non contestatam, non contrahitur aduersus eum eremo dicio: sed tot numero edita praecedere debent, quot in reum supra memorauimus necessaria esse. Ac de eremo dicio ante litem contestationem contracto satis intellectum arbitror.

De actoris
contumacia
ante litem con-
testatam.

COMMENT ON PROCEDE CONTRE LE
de mandeur defaillant auant contestation en cause: &
de la nature & effect des Defauts & Congez.

CHAP. XIII.

- | | |
|--|---|
| <p>1. <i>Raison de la matiere traitée en ce Chapitre.</i></p> <p>2. <i>Forme que le defendeur doit garder contre vn demandeur defaillant pour auoir sentence à son profit.</i></p> <p>3. <i>Le defendeur est enuoyé absous de l'instance, & non de l'Action du demandeur defaillant:</i></p> | <p><i>Et qu'elle difference il y a entre les deux.</i></p> <p>4. <i>De la difference des congez & Defauts donnez en la Cour de Parlement: & de ceux qui s'ont donnez en Cours Royales.</i></p> <p>5. <i>Defaut sans de quel iour commence auoir lieu.</i></p> |
|--|---|

Nous auons déclaré comment l'on deuoit proceder à l'encontre du defendeur absent & contumax, reste à monstrier de present comme l'on doit proceder à l'encontre du demandeur absent & contumax: auquel cas, & quand la cause n'est contestée, si le demandeur défaut au iour de l'Adiournement baillé à sa requeste, & que le defendeur compare, le iuge baille au defen-

deur à l'encontre dudit demandeur Defaut & Congé, ^b avec tout le profit que de raison, sauf quelque temps, comme de huitaine ou autre temps selon la qualité de la matiere: mais si vne fois le demandeur a comparu, & apres il se défaut à vne autre assignation, le Juge ne baille pas défaut & congé es Cours Royales & inferieures, ains seulement ordonne à present qu'il sera adiourné sur défaut, & avec intimation, parce que par les ordonnances dernieres ne sont requis en toute matieres que deux défauts: & apres le temps dudit sauf elcheu & passé, le defendeur produira la relation de l'Adiournement à luy baillé, & demande dudit profit par lequel il conclura à ce qu'il soit enuoyé absous de l'instance avecques despens, dommagés & intersts: ce que par le Juge luy sera octroyé & adiugé.

1. Forme que le defendeur doit garder contre un demandeur defaillant pour avoir sentence à son profit.

3. Le defendeur est enuoyé de l'instance, & n'est de l'action du demandeur defaillant & quelle difference y a entre les deux.

Fait bien à considérer que le defendeur n'est enuoyé de la demande action du demandeur, ains de l'instance seulement: car non obstant la sentence portant absolution de l'instance, le demandeur est bien receuable à intenter une nouvelle action & instance pour raison de mesme chose que celle qu'il demandoit & poursuiuoit en ladite premiere instance.

4. De la difference des congés & défauts donnez en la Cour de Parlement, & de ceux qui sont donnez es Cours Royales.

5. Defaut sauf de quel tour commence à courir.

Toutesfois par la Coustume du pays de Poictou, Article ^d 362. si celui qui a fait adiourner quelqu'un en taxation de despens, défaut au iour baillé à sa requeste, l'adiourné comparant obtient défaut & congé contre luy avec tout le profit, & par vertu d'iceluy est enuoyé, licencié & absous des despens: qui est vne chose fort rigoureuse, attendu mesmement qu'en la Cour de Parlement l'adiourné en taxation de despens n'est enuoyé d'iceux par vertu du congé qu'il obtient à l'encontre de celui qui l'auoit fait adiourner, ains est enuoyé seulement de l'instance de l'Adiournement: & la partie aduersé condamnée en ses despens de ladite instance, ainsi comme il est escrit audit Stile de la Cour.

Aussi est à noter que ce que nous appellons es Cours Royales & inferieures défaut & congé, l'on le nomme en la Cour de Parlement congé simplement, & emporte gain de cause, mais ce qu'en la Cour de Parlement l'on nomme congé & défaut, est ce que nous nommons es Cours Royales & inferieures le premier Defaut, qui contient la demande de celui qui l'a obtenu, & mandement d'adiourner le defaillant sur défaut, & avec intimation.

Semblablement n'est à omettre, que quand il est baillé Defaut & Congé sauf quelque temps, & que dedans ledit temps ledit défaut & Congé n'est rabatu, s'il est question de temps substantiel, comme de l'an & iour du Retrait lignager, ou autre temps semblable: iceluy temps commence à courir dès le iour du défaut donné, & non du iour auquel elchoit le sauf: car puis que le defaillant a esté negligent de s'ayder de la grace dudit Sauf dedans le temps d'iceluy, il ne s'en peut plus ayder iceluy Sauf passé. Ainsi en a esté dit par Arrest de la Cour.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XIII.

Comment on procede contre le demandeur, &c.



E Chap. 13. n'est aussi entierement conforme au texte Latin mais est en partie prins du texte, partie des Annotations Latines.

b Defaut congé ou défaut & congé se donne au defendeur contre le demandeur, qui fait défaut en l'instance intentée, soit en premiere instance ou cause d'appel.

c L. & post editum. 73. D. de iudic.

d C'est l'Art. 423. de la nouvelle, par lequel est corrigé le 362. Article ancien. Et porte ledit Art. 423. ces mots, Et si c'est le demandeur qui se défaut, & l'Adiourné comparoist &

obtient Defaut, il doit pour iceluy estre enuoyé de l'assignation, avec despens d'icelle.

e Defaut sauf, à la difference du défaut pur & simple. L'on baille auant contestation Defaut ou Congé: & Forclusion de demande ou defences apres, ainsi qu'il a esté monstté cy dessus Chap. 12. nomb. 2. Arrest donné le dernier iour de Septembre 1550 aux Grands iours de Moulins, recité par Papon liure 7. des Arrests. Tit 6. Art. 9. comme il remarque és Annotations du chap. 14. cy dessous.

DE ACTORIS ET REI CONTUMACIA

post litem contestatam.

CHAP. XIII.



*P*erest autem dicendum, qua serie iudicium ducatur, quum post litem contestatam litigantium alteruter minimè iudicium obseruat, aut pedem non vult conferre. Ergo fugit abundus hic, sine actor, sine reus sit, submoetur ab illius gerendi actus facultate, quem explicandum habebat veluti si instrumenta ab illo proferenda essent, & die in

De actoris & rei contumacia post litem contestatam.

idipsum dicta non appareat, ab his tunc excluditur. Praesens verò perinde ac diuersa pars adesse, iustum litis implet cursum, quoad res in iudicis consilium mittatur. Porro ipsius absentis procuratori, qui cum lis contestata fuerit, editum in absentem pronunciatum, ac quicquid inde consecutum est, per apparitorem denunciatum iri oportet, Itemque dies ei praestituendus est, quo singulas vltioris iudicij partes executum veniat. Verum ubi lis cum actore aut reo contestata est nullo interueniente procuratore, tum si eorum alteruter absit, tot a què editis ac supra diximus, ita ut appellaretur necesse est antequam ipsius perfecta sit contumacia sed iam iudiciorum ordinem quantum ad absentes pertinet, absolvamus.

DE LA CONTUMACE APRES CON-
testation en cause & Forclusions.

CHAP. XIII.

- | | | |
|---|--|--|
| 1. Raison de la methode gardee par l'auteur. | | en cause. |
| 2. Comment il faut proceder en la contumace apres contestation. | | 3. Contestation en cause comme se doit entendre. |

1. Raison de la methode gardee par l'auteur.
2. Côme il faut proceder en la Contumace apres contestation en cause.



Ensuit apres avoir traité de la Côtumace des demandeurs & defendeurs auant la cause contestee que maintenant nous voyôs de la cõtumace d'icelles parties apres la contestation de cause. Et en la maniere de proceder en ceste contumace n'y a difference entre le demandeur & defendeur : car si l'un ou l'autre défaut apres cõtestation en cause faicte ou qu'il ne face ce qu'il doit faire par l'appointement dernier, il est donné défaut contre luy : & veu iceluy & la procedure, ce requerant la partie comparant, le defaillant est forlos de ce qu'il auoit affaire : & est baillé Adiournemēt par le Iuge au Procureur du defaillant, si ledit Procureur est present en Cour, pour proceder, *ad ulteriora* : comme si la partie deuoit faire enqueste dedans certain temps, & qu'il fust ja passé, & que l'autre partie eust ja faicte son Enqueste, que celui qui deuoit faire enqueste défaut au iour que pend l'expedition de la cause, & que son Procureur soit present, il sera forlos de faire son enqueste, sauf quelque temps : lequel faut l'on a accoustumé bailler en tous autres actes iudiciaires. Et ordonne le Iuge qu'il baillera obiects, ou bien que les parties produiront à la prochaine Cour ensuiuant, & procedera l'on ainsi contre le defaillant par Forclusions des autres expéditions iudiciaires, comme de produire, bailler conredits, & saluations, iulques à l'appointement en droit. Et combien que le Procureur soit present en Cour pour autres parties ou autres causes, toutesfois s'il ne veut comparoir pour la partie, ou faire ce qu'il doit faire suiuant le dernier appointement, on peut donner défaut contre la partie present son Procureur dedaignāt de respōdre ou proceder : car si la partie meisme estoit present, & ne vouloit comparoir ou proceder en la cause, on donneroit défaut cōtre elle à défaut de proceder, & la forlorroit-on de ce qu'elle auroit à faire. Et si le Procureur du defaillant est absent, le Iuge ordōnera que l'expedition sera signifiee audit defaillant, & iceluy adiourné pour cōstituer nouueau Procureur en la cause : afin que l'on ne soit plus en peine de faire signifier les expeditiōs au defaillant en sa persōne, ou à sō domicile, cōme nous

me nous dirons plus amplement cy apres. Et jaçoit que la Coustume de ce pais de Poictou b vueille, que si la cause est contestee avecques la partie sans Procureur, & elle defaillie, il soit requis de la contumacer par Defauts, ainsi que dessus est ja dict : toutesfois ie ne seroy d'aduis de tenir ceste forme de contumace, parce qu'en pareille Coustume qui est en la ville de la Rochelle, e elle a esté reprouvee par Arrest: & meismement en fut donné Arrest le 12. de Septembre 1531. es Grâds-Iours tenus à Poictiers, & dict qu'il seroit procedé par Forclusions: aussi la Cour en vfe ainsi. d

Il faut bien auoir regard que le Iuge ne forclose & ne deboute le defaillant, sinon de ce qu'il auoit à faire à l'assignation à laquelle il est defaillant: comme fil auoit à produire, que le Iuge le deboute de produire, non pas de bailler Contredits: autrement le defaillant auroit matiere d'appeller de la Forclusion: & ainsi en fut dict par Arrest eldits Grands-Iours, le 26. de Septembre, l'an susdit. Et ce sont les remedes pour punir la cōtūmace d'une partie: car au regard des premier & second Decrets introduits contre les contumax par le Droit commun, à present n'ont plus de lieu. Quant aux autres remedes pour contraindre à latisfaire à l'appointement ou sentence du Iuge, nous en dirons cy apres.

Mais sur ce propos faut estre aduertcy, que nous ne prenons la e contestation en cause, comme plusieurs Docteurs de Droit ciuil & Canon la prennent: car ils disent la cause estre contestee, quand le defendeur a defendu seulement: mais nous prenons la contestation en cause, quand le defendeur a defendu, & le Iuge baille son appointement par dessus, ou bien à escrire, informer, & produire, ou bien à escrire & à produire, ainsi que cy apres declarerons plus copieusement.

3. Contestation en cause, comme se doit entendre.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XIII.

De la Contumace, apres Contestation, &c.



Minis terminus post litem contestatam datus est peremptorius, ut tradit Ioan. Andreas in Addit. ad Specul. Tit. de teste. §. nunc videndum: Parce qu'il est prefix & ordonné par le Iuge, ainsi qu'il a esté dict cy dessus, ex l. 2. C. quomodo et quando iudex. Felin. in cap. causam quæ n. 3. de rescript. extra. Forclusions, vulgo dicuntur quasi à foro exclusiones per ecclisiam. C'est à sçauoir, de bailler defences, escritures, ou bien de veüe ou de garand, de sommation, informer ou produire, quand

le Iuge denie quelque Delay, qui est requis & demandé par l'une des parties. Au reste, ce qui suit en ce Chap. 14. est pris des Annotations Latines.

b Nouvelle, Art. 391. & 393. L'ancienne, ayant esté reformee en consequēce des Arrests de la Cour, & opinion de l'Auteur.

c Art. 27. ainsi qu'il a esté dict cy dessus.

d Pareil Arrest donné le dernier iour de Septembre 1550. recité par Papon, liu. 7. Tit. 6. des Arrests, par lequel furent faites defences à tous Iuges de vs proceder par Defauts apres contestation en cause: ains par forclusions sur le champ, sans iuger aucunes Forclusions sur exploits: & à tous Procureurs de les bailler à iuger, faire demande & profit desdits exploits.

Le L. vnc. C. de liti contest. Lii co. ne flata videtur cum iudex per narrationem negotij causam audire capit. DD. in l. si à me fuerit D. de iudic. l. rem non novam. 14. § patroni C. eod. tit. p. s. narrationem propositam & contradictionem obiectam. l. 2. C. de iurior. propter cal dando post narrationem & responsionem Gregor. 9. in cap. vnc. extr. de liti cont. cap. iudum. § 4. § p. r. i. t. u. s. De eliction non per positiones & responsiones, sed petitionem in iure propositam & responsionem secutam. Bartolus Fulgosius, & Paulus de Castro in l. causas. C. de transact. L'Ordonnance du Roy François I. 1556. pour le pais de Bretagne, chap. 1. art. 9. dict que contestation se faict, tant sur la demande, faicts & conclusions du demandeur, que sur les exceptions & defences. A ceste occasion la Coustume de Paris, art. 104. porte, que contestation en cause est quand il y a reglement sur les demandes & defences des parties, ou bien quand le defendeur est defaillât, & debouté de defences, l. 73. De iudic. l. contumacia. 33. D. de re iud. d. l. propterandum 14. C. de iudic. Petrus de bella Persic. in l. edita. C. de edendo. Alexand. cons. 100. volum. 5. Et ce suivant l'Ordonnance 1559. art. 26. Et faut noter que ladite Contestation s'entend aussi, quand le luge apres auoir ouï les parties, ordonne par son appointment, que les parties viendront plaider par Aduocats, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest donné en Audience le 19. iour de Ianuier 1587. recité en la Conference des Coustumes, partie 1. tit. 5. Charondas, l. 7. des Resp chap. 192. V. de l. 1. & Auth. Offeratur, C. de liti Contest.

DE IUDICIO INTER PRÆSENTES agitando, eiusque ordine.

CAPVT XV.

De iudicio
inter præsen-
tes agitando,
ac primum
de actionis
editione.



Aggrediamur autem iudiciorum contextum, quibus presentes inter se concertant. Quem igitur in ius vocatum ad diem responderis, edenda quidem est res abs petitore actio pro negotij cuiusque natura. Sed regu constitutionibus pridem modo euulgatis sancitum est, ut si litigantes utrique sine actores sint, sine rei, confessum atque ad diem primum constitutam se iudicio sistant vel per seipos vel per procuratores: in eo loco ubi litigatur domicilium declarare aut eligere teneantur: alioqui actione submouebuntur actores, atque rei, suu etiam exceptionibus vel intercessionibus.

DE L'ORDRE IUDICIAIRE ET PROCÉ- dures, quand il n'y a aucune contumace.

CHAP. XV.

1. *Raison mise en auant par l'Authentheur concernât la suite de son liure.*
2. *Demande comme se doit proposer.*
3. *Aduis & conseil de faire inse-*

- rer la demande dans le registre.*
4. *Droit Canonique obserué en matiere de demande n'estant auioird'huy l'edition de l'eliction necessaire.*



Fin de pourſuyuir l'ordre entrepris, puis qu'auons expedie la matiere de proceder à contumacer l'vne ou l'autre partie deſaillant, ſoit auant, ou apres la cauſe conteſtee: venons à preſent à expliquer le fil & ordre de la procedure que nous obseruons quand les deux parties contendans en procés, ſont preſens.

En premier lieu le demandeur propoſe ſa demande ſelon l'exploict de l'Adiournement baillé au deſendeur ſil a eſté libellé, ſuyuant les Ordonnances dernieres. ^a Et eſt pour le mieux de faire encore inferer entierement la ^b demande au Regiſtre du Greffier: parce que lon perd bien ſouuent les relations des Adiournemens, & ne peut-on les recouurer des Sergens; d'autant qu'ils n'en retiennent rien communement: mais lon trouuera touſiours la demande au Greſſe, ſi vne fois elle y a eſté enregiſtree.

Auiourd'huy en propoſition de demande & action, en ce Royaume nous gardons la diſpoſition du Droit Canon: ^c car il n'eſt meſtier d'exprimer le nom de l'action que lon intente, mais iuſſit tellement declarer le faiët, que lon en puiſſe tirer bonne conſuſion du droit du demâdeur, & n'eſt tenu le demandeur bailler à ſes deſpens au deſendeur le regiſtre de ſa demande, ne le double d'icelle, quand il la propoſe en iugement: mais quand l'Adiournement eſt libellé, il faut par les Ordonnances dernieres laiſſer le double de l'Adiournement au deſendeur. Auſſi en la Cour de Parlement lon baille à partie aduerſe en premier lieu le double des exploicts. ^d

1. Raison mise en auant par l'Authur, concernât la suite de son liure.

2. Demande cōme ſe doit proposer.

3. Auiſ & conſeil de faire inferer la demande dans le regiſtre.

4. Droit Canonique obſerué en matiere de demande: n'eſtant aujourd'huy l'edition de l'action neceſſaire.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XV.

Del'ordre iudiciaire, & procedure, &c.



Article 16. *Vide cap. praterrea. extr. de dilat.*

^b Le demandeur n'eſt tenu de bailler le libellé au deſendeur à ſes deſpens: mais il ſuſſit de l'inſerer au regiſtre: *Abbas & Felon. in cap. 1. De libelli oblat. extr.*

^c Cela eſt prins des Annotations Latines, *cap. dilecti 6. De iudic. extr. & ibi Abbas cap. 1. De appellat. in 1. Collat.*

^d Les Ordonnances de Iean III. 1363. Charles VII. 1446. Art. 23. & 1453. Art. 641. 65. & 66. Charles VIII. 1493. Art. 34 & 35. Louys XII. 1507. Art. 124. 125. & 129. François I. 1535. chap. 5. Art. 11. & 12. miſes au liure 2. de la Conference des Ordonnances, Tit. 1. y ſont expreſſes. Voyez le Stil de la Cour de Parlement. Au reſte, quand l'exploict eſt libellé, on ne peut auoir delay pour deliberer, *in cap. 1. De dilas extra. & ibi Abbas. l. si quando C. eod. tit.* Autrement la partie deſenderelle aura vn delay, *d l si quando & 3. q. 3. §. spatium, & §. sequenti.* Notez qn'au texte Latin il eſt fait mention del'Ordonnance 1539. Art. 23 parlant de l'election de domicile, mais l'Authur en a parlé quelque choſe cy deſſus, & plus particuliere-ment cy deſſous au chap. 17. de ce meſme liure, nombre 31.

L ij

DE INTERDICTO RETINENDÆ POSSESSIONIS, & quomodo hodie proponatur.

CAP. XVI.

Interdictum
retinendæ
possessionis,
quomodo
hodie propo-
natur.

Postulat sanè instituti nostri ratio, ut hic formulam apponamus, quam usus noster forensis in movendo retinendæ possessionis interdicto adinvenit, atque in hac perducit tempora, nam ea non satis est cognita pragmatica artu rudibus, quamvis iurisperitis, atque in foro versatur frequentissima. Qui igitur hoc interdicto experiri dum putat, rem controversam se iuste possidere causetur quanto tempore hac usus sit à nemine antea interdictus, neque à reo vi, clam precario, illata vi tempore possedisse, deinde inscriptionem subicias, ut iudex eum in possessione tueatur, ac fiduciaria certe possessio (quam recedentiam vocamus) pendente lite ei addicatur, utpote cuius causa iure superior videatur. Sed sitimeat ne potentior aduersarii interim rei litigiosa fructus praripiat, eum sequestrationem recte peres. Ultimo denique loco litus sumptum, astimationemque sibi exhibendam rogabit. Nonnunquam verò hoc interdictum à rescripto principali auspiciamus, in quo sane prisca nonnihil formulæ adhuc custoditur. Nam id rescriptum quo quidem interdicti libellus concluditur aduersario denunciatur apparitor, diemque ad pradium dicis controuersum. Quod si reus absit, aut intercedat, aut consensiat, apparitor verbo duntaxat & rem sequestrabit, & actorem in possessionem asseret: deinde huic aduersarioque diem constituet, quo de his iudex plenius cogniturus, usque dicturus sit.

DE LA FORME DE PROPOSER LA demande en matiere de complainte en cas de saisine & nouuelleté: des diuerses especes d'icelle, & de tout ce qui en depend. CHAP. XVI.

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Forme de proposer demande en matiere de complainte en cas de saisine & nouuelleté. 2. Autre forme de demande en ladit matiere de complainte plus briefue. 3. On peut former complainte par lettres Royaux. 4. Que c'est ramener à effect la complainte sur le lieu, & qu'il sert. 5. Trois chefs de la complainte, sequestre, recreance & maintenue. | <ol style="list-style-type: none"> 6. Pour quelles choses on peut former complainte: & de la complainte pour raisõ de dixmes. 7. De complainte pour raison d'vnerente. 8. De complainte pour raisõ du Boicelage pretendu par aucuns Curez. 9. De complainte pour raison d'office de quelque iurisdiction. 10. Esquels cas on peut former complainte contre le Seigneur qui a osté l'office par luy donné. |
|---|--|

11. *Complainte sur complainte n'a point de lieu: ains se faut opposer à la complainte.*

12. *Comment doit estre entendu que cas sur cas n'a point de lieu.*

13. *Quand on doit demander Sequestre.*

14. *Le Sergent executeur de Bulle*

ne peut faire Sequestre verbal, & bailler possession verbalement, avant cognoissance de cause.

15. *En defendant à la complainte on trouble le demandeur.*

16. *Si Mainteniue presuppose trouble.*



Elon qu'auons promis faire, il est requis que de-
clarions icy la maniere de proposer en matiere de
Complainte en cas de saisine & nouuelleté, la-
quelle nous gardons à present, parce qu'elle n'est
gueres cogneuë à ceux qui n'ont frequenter la Pra-
tique, combien qu'ils soient sçauans en Droit: &
est fort souuent practiquee: & est la ^b forme d'y
proposer telle, que le demandeur maintient qu'à
certains, bons & iustes titres à dire & declarer en
temps & lieu, il est seigneur & possesseur des lieux & choses contentieu-
ses & en possession & saisine d'en prendre & percevoir les fruiçts, & en
disposer à son plaisir, & de garder, contredire & empescher que le defende-
ur n'en prenne & recoiue les fruiçts, & n'y face luy ou autre aucun ex-
ploict oultre le gré & volonté du demandeur, & s'il auoit esté fait au con-
traire, de le faire reparer & remettre au premier estat & deu, par iustice, ou
autrement deuëment: & que d'icelles possessions, droicts & saisines le de-
mandeur & ses predecesseurs authours ont iouy par 10. 20. 30. 40. ans, &
par temps immemorial, quoy que ce soit par temps valable & suffisant à
bonne posselliō auoit acquise, & droict d'icelle garder & retenir, & mes-
mement par les an & iour & exploicts derniers precedens ledit trouble:
au veu & sceu du defendeur, & de tous autres sans y auoir aucunement
esté empesché. Ce nonobstant puis an & iour en ça le defendeur auroit
fait l'exploict, dont on se deult & complainct: lequel exploict il faut decla-
rer particulièrement, & dire que ledit exploict auroit esté fait en troublāt
& empeschant le demandeur en ses droicts, possessions & saisines indeuë-
ment & de nouuel. A ceste cause conclud le demandeur à ce qu'il soit
maintenu & gardé en seldicts droicts, possessions & saisines & à recrean-
ce pendant procès comme ayant le plus clair & apparent droict: & à Se-
questre en cas de debat, & à despens, dommages & interests. Mais si le de-
mandeur voit qu'il puisse aussi ayement iouyr que le defendeur ou qu'au-
trement le Sequestre ne luy soit vtile, ne le requerra. Aucunes fois, & quād
la matiere n'est de cōsequēce, l'on fait le proposé plus brief: car le demā-
deur propose seulement en Complainte pour le trouble & empesche-
ment à luy fait pais an & iour en ça par le defendeur en la possession, sai-
sine & iouissance d'un tel lieu, en prenant & emportant les fruiçts, jaçoit

1. *Forme de pro-
poser demande
en matiere de
cōplainte en cas
de saisine &
nouuelleté.*

2. *Autre forme
de demande en
ladite matiere
de complainte
plus briefue.*

que le demandeur & les predeceffeurs en soient poffeffeurs d'an & iour & autre temps fuffifant: & apres ce conclud comme deflus. Et en aucunes Cours quand l'on forme la complainte ainfi en brief, le luge ordonne (ce requérant le defendeur) que le demandeur baptizera & mettra au Greffe plus au long les poffeffions. Mais il me femble que cela eft fupflus: car le demandeur apres en fes Efcritures met & declare au lög les poffeffions. Par fois l'on obtient ^d Lettres Royaux en forme de complainte, par lefquelles apres narration faire des droicts, poffeffions & faifines de l'impetrant, il eft mandé au premier Sergent Royal, auquel communement telles lettres font adreffees, qu'il adiourne les parties à comparoir pardeuant luy fur le lieu contentieux, & qu'il maintiène & garde l'impetrant en fes droicts poffeffions & faifines: & en cas d'opposi tion, refus ou delay, adiourne les oppofans, refusans ou dilayans pour dire leurs caufes d'opposi tion, refus ou delay, & voir plus amplement maintenir le demandeur en fes droicts, poffeffions & faifines, fi mestier eft: & en outre proceder comme de raifon. Et en cas si le defendeur adiourné ne compare au lieu assigné, le Sergent baillera defaut contre luy au demandeur comparant, & maintiendra verbalement le demandeur en fes droicts, poffeffions & faifines, & apres bail lera adiournement audit defaillant en la maniere fufdite par deuant luge competent, auquel l'on a accoustumé commettre la cognoiffance par les mefmes lettres Royaux de Complainte, & s'il compare & s'oppose, fequestrera verbalement la chose contentieuse, & luy baillera Adiournement pour voir maintenir ledit demandeur.

3. On peut for-
mer complainte
par lettres
Royaux.

4. Que c'est ra-
mener à effect
la complainte
sur le lieu, &
qu'il fert.

Et ceste maniere de faire nous appellös cömunement ramener la com-
plainte à effect sur le lieu, & fert bien, principalement quand l'on veut in-
tenter complainte, pour raifon du poffeffoire d'un Benefice: car la com-
plainte eft reputée formée dès le temps qu'elle eft ainfi ramenee sur le lieu
auffi ceux qui pretendront droict au Benefice, ne pourront pretendre
caufe d'ignorace de l'exploict ainfi fait sur le lieu du Benefice. Toutesfois
il me femble quāt au premier effect que la complainte eft tenue pour for-
mée dès ce qu'elle eft fignifíee au defendeur, si elle eft libellée: & qu'il suf-
fit en iceluy cas qu'elle foit fignifíee, & adiournement baillé par vertu d'i-
celle au defendeur, pour sur icelle venir proceder: jaçoit que le iour de l'ad-
iournement efchet apres l'an & iour: car l'adiournement ^e libellé inter-
rompt prefcription. En outre fert de ramener la complainte à effect sur le
lieu. Pourtant qu'en ce cas n'est plus mestier de faire monstree du lieu au
defendeur.

5. Trois Chefs
de la complain-
te, fequestre, Re-
creance &
Maintenue.

Pour declaration de ce que deflus, convient entendre que la complain-
te a trois chefs, fçavoir eft le Sequestre & fourniffement de complainte,
qui eft le Reftabliffement des fruiets perçus des choses contentieuses l'an
& iour auparavant la cöplainte formée, & depuis entre les mains des Com-
missaires ^e qui fōt cömiffeurs de dñtes choses pendāt le procès. L'aut-
re chef eft la recreance des choses cötētieufes: & doit estre adiugée à celui
qui ale plus clair g & apparent droict, pour desdñtes choses iouyr sous la
main du Roy auffi pendāt le procès. Le tiers chef eft la maintenue, qu'au-

cuns appellent autrement plain possessoire^h & est le chef principal de la complainte en quoy aucuns errent : car ils pensent que le principal de la complainte soit le petitoire, ou par le contraire le principal de la cōplainte ne cōcerne en rien le petitoire. Et combié que selon droit ciuil l'on face difficulté, si pour raison d'une rente ou prestation annuelle l'on peut formerⁱ cōplainte, toutesfois nous suiuous l'opinion des Canonistes, qui tiennent que nō seulement pour raison d'une rente, mais aussi de tous autres droicts incorporels, l'on peut intenter complainte : voire que les droicts fussent spirituels & Ecclesiastiques cōme Benefices, dîmes, & droicts de presentations ou patronage. Et jaçoit qu'un Curé n'ait possédé les dîmes prediales & mixtes en aucunes terres de sa parroisse, neantmoins il peut former complainte : parce que de droit commun^k il est fondé de droit & possession de les auoir & leuer en toute sa parroisse, & qui plus est, si l'en auoit iamais leué en sa parroisse, si toutesfois autre ne les y prenoit, il pourroit former complainte cōtre les possesseurs des terres pour raison de la dite dîme des fruiçts : laquelle dîme est aujourdhuy la^l douzième partie des fruiçts en ce pays de Poictou : car en iouissant des autres emolumens & fruiçts de sa cure, il conserue sa possession quant aux autres emolumens à luy appartenans dont il ne iouyt. Mais si autre que luy les leuoit, cōme les pretendans infeodés, ou par priuilege Apostolique, & qu'il fust en possession de temps suffisant, & pour le moins d'an & iour, le Curé ne le pourroit pouruoir par complainte, mais intenteroit action simple.

6. Pour quelles choses on peut former cōplainte : & de la Cōplainte pour raison de Dîmes.

Et si l'on forme vne complainte pour raison de la cessation ou discontinuation du payement d'une rente, il faut declarer par la cōplainte les lieux pour raison desquels on la prétend, & faut prouuer en procès que l'on est en possession de l'auoir & prédre pour raison de ces lieux : autrement l'on succomberoit. Et pour ceste cause cōme l'on eust formé cōplainte pour raison de la cessatiō du payement d'une rente deue sur vne maison, & le defendeur apres la mōstrée faite d'icelle maison, eust defendu, & eussent les parties esté appointees à faire preuue, & eust le demādeur informé & prouué auoir esté payé de la rêté l'a & iour precedēt la cessatiō, & cōbien que ses tesmoins ne depofassent icelle rêté auoir esté payee pour raison de la maison mōstrée, toutesfois il eust esté maintenu & gardé en ses droicts, possessions & saisines de la rêté, & condāné le defendeur es despēs dōmages & interets dō il eust appellé en la Cour : il auoit esté dit par Arrest qu'il auoit esté mal iugé, & en emānant le iugement enuoyé l'appellant de la cōplainte du demādeur. Et de ce la raison est bōne : car puis qu'il auoit designé & mōstré particulierement la maison, & qu'il n'auoit mōstré la rêté auoir esté payee pour raison d'icelle, il deuoit succōber. Vray est que si quelqu'un paye vne rêté à certaine personne ou Eglise, il est presumé le payer pour raison de tous ses biens : mais veu que ce demādeur auoit designé le lieu, il deuoit dechoir. L'on ne peut prétendre estre en possession d'estre payé d'une rêté, si nō que l'on die qu'elle est deue pour raison des immeubles, & nō à cause des personnes : car les personnes sōt aujourdhuy libres, & ne sōt subiectes à millen ou autre prestation annuelle, pour le regard d'icelles, si nō au Roy.

7. De Cōplainte pour raison d'une rente.

nostre souverain seigneur. Et pour raison de ces rentes foncières, on le peut adresser contre le possesseur & détenteur des lieux baillez & arrentez pour icelles rentes: jacoit que le preneur ou les heritiers, ne soient discutez, & rendus non solubles: ce qui n'a lieu en rente constituée à prix d'argent: car il faut s'adresser contre celui qui l'a constituée: ou contre ses heritiers premierement que se pouvoit adresser contre le tiers possesseur des biens obligé à la rente.

8. De cōplainte
pour raison du
Boicellage pre-
sëdu par aucuns
Curez.

A ce moyen comme vn curé eust formé complainte pour raison du Boicellage ou mestuage, a qui est vn droict qu'aucuns Curez pretendent sçavoir est d'avoir & prédre de chacun feu & mesnage de parroisse vn boisseau de bled par chacun an en la saison de mestue, ou à la saint Michel, & qu'il eust bien monstré sa possession, & le titre & accord fait avec les parroissiens de sa parroisse, & les predecesseurs curez, eust obtenu par sentence la Recreance, dont les parroissiens se fussent portez appellans: la Cour par son Arrest en emendant le iugement auroit adiugé au Curé la recreance pour estre payé de chacun parroissien, ayant feu & mesnage, & tenant immeubles & heritages en ladite parroisse. Mais quand les Curez poursuiuent ce Boisselage par actiō petitoire, l'on n'a de coustume leur adiuger, sinō qu'ils mōstrent accord ou transactiō sur ce faite avec leurs predecesseurs Curez, & les Parroissies, quelque iouyssance de long temps qu'ils preuuent en auoir eu. Et ce me semble estre bien raisonnable: parce que ce boisseau de bled est à presumer auoir esté plustost payé par aumosnes & suffrages, que pour obligations: & à ce moyen de liberalité ne faut tirer contrainte: & mesmemēt quād la Cure est opulente & suffisante pour entretenir & nourrir le Curé: car en ce cas n'y a propos és Curez d'en demander, parce que l'office du vray Pasteur (cōme ils doiuent estre) est de tondre ses baillies, & non leur arracher la peau: ce qu'ils font en prenant ce boisseau: car ils ont tel parroissien, auquel ils en deueroient plustost donner que d'en prendre: mais neantmoins on le cōtraint de payer comme vn autre: & cependant les Curez mettent la coulpe sur les Vicaires. Ils n'auroiēt point ceste cause d'excuse, si la deliberatiō des deputez par nostre Saint Pere le Pape, pour l'aduertir des abus de l'Eglise, estoit executée en cest endroit: & autres esquels elle est tressainte, dont l'on s'emerveille qu'encores l'on n'a commencé à l'executer. Depuis a esté donné Arrest par la Cour de Parlemēt à Paris entre les parroissies du Chasteau d'Olonne en Poitou, appellās du Senechal de Fontenay le Comte d'une part, & le Curé dudit lieu, d'autre part. Par lequel Arrest par le moyen de l'appel formé par monsieur le Procureur general du Roy, monsieur Bruslard, le procès estant sur le Bureau, fut dit l'appellatiō, & ce dont auoit esté appellé mis au néant: Et en emānt le iugement, lesdits Parroissiens furent enuoyez absous de la complainte cōtre eux formée par ledit Curé pour raison dudit droict de boicellage, & condamné le Curé és despens de la cause principale, & sans despens de la cause d'appel, jacoit que ledit Curé eust monstré possession de plus de quarante ou cinquante ans du payemēt dudit deuoir de Boicellage, & qu'il eust produit transactiō & accord sur ce fait entre les predecesseurs desdits Curez

Curez & Paroissiens. Toutesfois la Cour six ou sept ans auparavant auoit adiugé au Curé des Magnis Raynier pres Luçon, la recreance d'un semblable deuoir de Boicelage.

Mais pour o venir à nostre propos, il est besoin noter, que pour raison des Offices des Iurisdicctions inferieures, & autres que Royales, quand ils sont ostez par les Seigneurs mesmes qui les ont baillez, ou leurs successeurs, ceux auxquels ils sont ostez, ne peuuent former complainte contre ceux qui les ostent; car ils sont reuocables à volonté du Seigneur, & ainsi en a esté dict par Arrest p le 12. iour de Iuillet 1513. & encores es Grands-Tours tenus à Poictiers, le 22. iour de Septembre 1531. & par ce moyen celuy qui les tient, est veu les tenir precairement des Seigneurs. Et selon Droit lon ne peut former complainte contre ceux dont lon tient precairement, q pour raison de la chose tenue de luy precairement. Et jaçoit que celuy qui tient à precare puisse bien former complainte contre tous autres que contre celuy dont lon tient: toutesfois si vn des Officiers desdits Seigneurs est troublé en l'exercice ou iouissance de son Office par autre que par son Seigneur, ou de luy ayant cause: il ne forme point complainte, ains son Seigneur la forme: car il a principal interest pour la conseruation de la Iurisdiction, dont depend ledit Office.

9. De complainte pour raison d'Office de quelque Iurisdiction.

Toutesfois si ledit Office est donné pour remuneration & des seruices faicts ou s en faueur de mariage, ou pour & autre cause onereuse, ledit Office n'est reuocable. Semblablement les Offices Royaux ne sont & reuocables, & ne peuuent estre ostez, sinon pour delict commis par les Officiers, & declaration premierement faite desdits delicts, & priuation par sentence. Mais toutesfois y il faut qu'à la mutation du Roy ils obtiennent confirmation du Roy successeur. Voire les substituez mis par les Officiers Royaux ne peuuent estre reuocquez ne ostez, sinon pour delict. Et peuuent executer leur substitution, apres le decés de leur maistre, iusques à ce que le Roy ait pourueu à l'Office en chef. Aucuns estendent cecy es Offices qui ne sont conferez par les Princes du Sang & Royal. Et de faict, se meut procès entre deux parties, pour raison de l'Office du Baillif de Dunois. L'une des parties disoit, que le feu Archeuesque de Tholose, oncle & curateur du Seigneur de Dunois & de Longueville, auoit donné ledit Office à son pere & à luy, & au suruiuant d'eux deux, pour les bons seruices que son pere auoit faicts à la maison dudit Seigneur de Dunois, & sans ce que le suruiuant d'eux deux fust tenu demander aucune confirmation, & que ledit Seigneur mesme auoit eu pour agreable, approuué & confirmé ledit don. L'autre disoit, que ledit Seigneur de Dunois estoit decédé, & que le Seigneur de Guise, tuteur du fils dudit feu Seigneur de Dunois, l'auoit pourueu dudit Office, & qu'il l'auoit peu faire; parce que les Offices dudit Seigneur & autres, sont reuocables à volonté: aussi que l'autre n'auoit eu ne prins confirmation apres le decés de son pere. Au contraire estoit dict par l'autre, que ledit Office n'estoit reuocable: parce qu'il estoit donné pour remuneration de seruices, & qu'il n'estoit mestier de confirmation; parce qu'il y auoit clause expresse derogante par ledit don, com-

10. Esquels cas on peut former complainte contre le seigneur, qui a esté l'Office par luy donné.

me dict est. La Cour des Grands-lours tenus à Angers le 24. iour de Septembre 1539. apres auoir ouï les parties en leurs plaidoyers, appointe quant au principal la matiere au Conseil, & que néantmoins pendant procès par maniere de prouision, & sans preiudice des droicts des parties, celle à laquelle premierement auoit esté fait ledit don, iouiroit dudit Office. Toutesfois il est plus vsté en ce Royaume auioird'huy, que celuy qui est premierement pourueu de l'Office, a, suppose à ce que l'autre ne soit institué en l'Office ne mis en possession d'iceluy: & si on passe outre, il en appelle, comme il fut fait au cas cy dessus recité.

En outre, comme vn eut appellé en la Cour, de ce qu'un Juge Royal auoit mis en possession vn autre d'un Office d'un Prieuré, que l'appellant souloit exercer: & lequel Office ledit Prieur auoit donné à son Maistre d'hostel pour les seruices qu'il luy auoit faits, & ledit Maistre d'hostel l'auoit aussi donné à l'appellant, pour les seruices qu'il auoit faits audit Maistre d'hostel. L'appellant pour ses causes d'appel plaide ce que dessus. L'intimé dict, l'appellat n'estre receuable, & qu'il le reuoc pouruoir par opposition: & n'empescher que l'appel ne soit conuertie en opposition, en recondant les despens de l'appellation. La Cour par son Arrest conuertist l'appel en opposition; & faisant droict sur l'opposition dict: qu'il a esté mal procedé par le Juge à qui, & qu'à bonne cause l'opposant l'estoit opposé. Et fut ledit Arrest donné le 12. iour d'Aoust 1544. d'ot il faut noter deux choses. La premiere, que l'Office donné à celuy qui ne l'exerce, quand le don est fait pour les seruices, il n'est reuocable: La 2. chose chote c'est, qu'il se faut pouruoir par opposition. Cy viendroit bien à propos d'exclamer des maux; qui viennent à la Republique, de ce que tous Offices de Iustice sont venaux, depuis le chef iusques és pieds. Mais ce seroit pour neant en faire plus grande doléance. Car on n'en tiendrait compte, & n'y sera pourueu, iusques à ce que lon voye que telle calamité vienne à estre insupportable. Dieu par sa benigne clemence y vueille pouruoir, & auoir pitié de son pauvre peuple.

11. *Complainte sur
complainte n'a
point de lieu, ains
se faut opposer à
la Complainte.*

Est necessaire sçauoir, que celuy qui l'est vne fois opposé à vne Complainte, & si pendant le procès est troublé en sa possession de la chose contentieuse, il ne peut former Complainte pour raison dudit trouble à luy fait en icelle mesme chose. Voire, & si la complainte est formée par autre & contre autre, & que quelqu'un se pretende possesseur de la chose contentieuse entre les autres parties, s'il est aduertie de la Complainte formée, il se doit rendre seulement opposant, & non former Complainte nouvelle. Et si ignorant ladite Complainte d'entre les autres parties, il auoit formé Complainte, & qu'il luy apparaisse iudiciairement de ladite autre Complainte: il doit declarer comment ignorant ladite Complainte, il en auoit formé vn autre: mais pour obuier à la multiplicité des parties demàderesses, il conuertit la Complainte en opposition, & que par voye d'opposition il entend pourluyure ses droicts & possessions. Et ce luy peut grandement seruir: parce que si le demandeur ne prouue en matiere de Complainte, comme en autre matiere, le defendeur est absous.

Aussi y a aucun commun prouerbe en Pratique, que Cas sur cas n'a point de lieu, ^d par maniere que si vne chose a esté saisie pour vne cause, on ne la peut plus saisir par apres pour vne autre cause, iusques à ce qu'il soit decisi de la premiere saisie; & en y a vn exemple notable és decisions du Parlement de Grenoble, composées par Guido Papé, en la question 428. e mais parce qu'il est esloigné du present propos, ie ne le reciteray point icy, mais cy dessous en lieu commode. Toutes fois il ne faut pas entendre, que si vn Fief ou chose tenue noblemét, est saisie pour la debte de celuy auquel elle appartient, que le Seigneur dont elle est tenue ne la puisse bien saisir pour les causes, par lesquelles luy est permis saisir par la Coustume, mais en ce cas le Seigneur doit demander congé au Iuge, par auctorité duquel elle estoit premieremét saisie, ainsi qu'il est escrit au Stile de Parlement cōposé en Latin, au titre Des fiefs. Plus est à considerer, que lon doit demander sequestre auant ^f la cause contestee: car apres icelle contestee, lon n'est plus receuable à le demander: comme il est traicté audit Stile de Parlement en Latin, au Titre des cas de nouuelleté. Et la cause est que le Sequestre est ordinairement prohibé de Droit: ^g & pource facilement lon perd la faculté de le demander: car aisément la chose reuiet à sa premiere ^h nature, & lon est veu facilement renoncer aux choses qui nous competent & appartiennent de droit special. ⁱ D'abondant le Sequestre est ^k comme vne exception dilatoire, laquelle ne se peut proposer apres la cause contestee. Mais quand le Sequestre a esté vne fois requis par la Complainte comme lon a accoustumé, jaçoit que le defendeur ayt defendu & contesté la cause quant au principal & recreance, sans faire mention du Sequestre, lon le peut demander apres la cause contestee, & requérir que le defendeur y defende: car c'est vn chef de la Complainte: & la contestation sur vn des chefs, ne preiudicie aux autres chefs.

Au parsus, tout ainsi qu'un Sergent ^l ne doit sequestrer que verbalement, aussi vn executeur de Bulles d'un Benefice, quand il met en possession par vertu d'icelles, si y a opposition, il ne doit mettre en possession realement, ains verbalement seulement, sans preiudice de l'opposition. Et pource qu'un tel executeur realement & de fait auoit mis en possession, m^l l'opposant s'en seroit porté appellant comme d'abus formellemét en la Cour de Parlement; & auroit obtenu par Arrest d'icelle, donné le 19. iour de Février, 1529. Voire ne peut tel executeur excommunier.

Pour mettre fin à ceste matiere, jaçoit qu'au Stile de la Cour de Parlement composé en Latin, il soit escrit que necessairement il faut mettre en la Complainte, que de nouuel le demandeur a esté troublé: toutes fois Aulfre commetateur dudit Stile, dit que ce n'est pas requis de Droit. Aussi selon l'usage du iourd'huy, le demandeur ne decheroit de sa Complainte, pour auoir seulement ebmis ledit mot, pour uenir qu'il monstrest la possession de l'an & iour precedent la proposition de la Complainte: car quant au trouble, n'est mestier de monstrier, si le defendeur a defendu par contraires possessions, paice qu'en defendant il trouble: mais bien est

12. Commét doit estre entédu que cas sur cas n'a point de lieu.

13. Quand on doit demander sequestre.

14. Le Sergent ou executeur de Bulle ne peut que faire sequestre verbal, & bailier possession verbalement auant connoissance de cause.

15. En defendant en la Complainte, on trouble le demandeur.

16. Si Mainte-
nue presuppofe
trouble ou non.

92 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE

mestier monſtrer le trouble, quand le defendeur diſt n'avoir point trou-
blé le demandeur, & ne vouloir empêcher ſes droits, poſſeſſions &
ſaifines luy eſtre adiugees. Et faut entendre qu'aucuns diſent, que ſi le
defendeur diſt qu'il conſent la maintenüe, il confeſſe avoir trouble : &
auſſi que ſi le Juge maintient & garde, qu'il preſuppofe un trouble : & que
conſequemment les deſpens, domniages & intereſts ſont cogneus pour
le demandeur : & que quand le defendeur diſt n'avoir fait trouble, le
Juge doit faire inhibitions & deſenſes au defendeur, de non troubler le
demandeur. Mais ie ne ſeroiy de ceſt avis : car le mot maintenir, n'em-
porte qu'il a eſté fait trouble, ains pluſtoſt que la partie craint eſtre trou-
blee. D'auantage, lon ne ſ'arreſte de preſent à ces petites & legeres for-
malitez : & regarde lon le fonds de la matiere, & l'interet de la partie ad-
uerſe, qu'elle a en ces omiſſions de formalitez : & ſi elle n'y a intereſt
notable, lon n'y a regard, attendu ſignamment, que dès le temps des Em-
pereurs qui ont fait les conſtitutions du Code, o des Formules des
actions furent abolies : & que quant à les propoſer, ſuyuons le droit
Canon, comme a eſté diſt cy deſſus. p

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XVI.

De la forme de propoſer demande, en matiere de
Complainte, &c.



Veus attribuent ceſte matiere de complainte en cas
de ſaifine & nouuelleté, à M. Simon de Bucy, premier
Preſident du temps de Charles VI. liure 2. du grand
Couſtumier, Titre des cas de nouuelleté. Maïſtre Ni-
cole Gilles és Annales. Gudo Pap. quaſt. 557. Ioannes Gal-
lus, quaſt. 47. 56. 61. 75. 107. 114. 116. 119. 180. 183. Et
383. Cynus in l. fin. Cod. de contr. ſtycul. Faber. in §. reti-
nenda. Inſt. de interd. §. quod autem. Inſt. de ſucap. ſont
mention de ce ſtile & Pratique receu en France, en
matiere de Complainte en cas de ſaifine & nouuelleté : & que celuy obtient en
ſadite matiere qu'il eſt poſſeſſeur de fait en la derniere annee, en laquelle l'in-
ſtance eſt intentee. Oren ces matieres poſſeſſoires, chacun eſt demandeur & de-
fendeur. Car il conuient que chacun ſe die ſaifit & empêché : mais celuy qui ſe fait
tenir & garder, ou qui a fait la complainte, eſt proprement demandeur original Et
tient-on cōmūnement en Pratique, que les derniers exploicts nouueaux en matiere
de Complainte ſont les meilleurs, quand ils ſont bien verifiez & prouuez : & en
ſimple ſaifine, au contraire, les plus anciens. Au ſurplus, quant à ce qui a eſté
diſt, qu'en telles matieres poſſeſſoires, & de complainte en cas de ſaifine & nouuel-
leté, tous les deux ſont demandeurs & defendeurs, cela a lieu meſmes en matiere
d'Adueux, ſuyuant la diſpoſition ciuile Interdicta uti poſſiditis & utrobi ſunt duplicia. l. a-
Etianus 37 §. de obl. & act. l. 2. D. de interd. §. 1. D. uti poſſidet §. 1. rna. diuiſio verſ. dup.
Inſt. de interd. R. buff. Tom. 3. Traict. de mat. poſſ. art. gloſſ. 1. nn. 13. & 14. Liure 2. du grand Cou-

stumier Tit. des cas de nouuelleté sus alleguë. *Vide l. 1. §. hoc interdictum. D. uti possid. l. 1. Cod. eod. titul.* Pour les matieres possessoires, tant Beneficiales que profanes, faut aussi voir la Conference des Ordonnances Royaux, liure 3. tit. 8. Conference des Coustumes partie 2. Tit. 4. & Rebuffe, Tom. 3. *Tract. de mas. possess.* & *Tract. de causis benef. possess.*

b *Innoc. in cap. bona. extr. de appellat.*

c la forme de conclure au restablisement avec despens dommages & interets est prise, *ex l. pen. D. de aqu. quott. & aestua. Bartol. ad l. 1. §. interdictu. D. uti possid. l. Ce qui a esté confirmé par Arrest du 27. iour de Novembre 1514. recité par Rebuff. Tom. 3. Tract. de mas. poss. Art. 1. gl. 1. nu. 17. & 19.*

d Le formulaire de ces lettres est monstré au Protocole ancien de la Chancellerie & au nouveau Tresor d'icelle, liure 1. f. 31. *Vide Ioan. Berber. in vitorio iuris & stilum Curie Parl. Tit. de causa nonit.*

e *Bartol. in l. 2. §. item D. pro emptore citatio tamen facta coram iudice incompetente non abrumptur cursum prescriptionis l. pen. C. ne de stat. defunct. Voy le Chapitre cy dessous.*

f Sequestre ne peut estre ordonné, sinon parties ouyes. Arrest du 6. Feurier 1. 10. par lequel fut infirmé la sentence du Seneschal de Poictou ou son lieutenant qui auoir ordonné tel Sequestre. Rebuffe. *Tract. de sequestr. seu Commissar. Art. 1. gloss. 1. nu. 18 & 24. l. de vao D. de re iud. & DD. in l. vnic. C. de sequestr. pecun.* A ceste cause l'an 1551. fut defendu à tous Secretaires & autres de n'expedier ou signer lettres en Chancellerie, adressées aux Sergens pour sequestrer les choses, ainu que ledit Rebuffe escript audit lieu, nombre 12.

g En telle matiere de complainte Beneficiale, il faut voir les titres des parties & leurs capacitez par le Chap. *ordinarij §. in conferendo. De offic ordinarij in 6. §. inquirant De pacis possessor in Pragmat. & adiuier a celui qui a le plus apparent droit. Cap. grane nimis de preh. Rebuff. Tom. 3. Tract. de caus. benef. Art. 3. gl. 1. nu. 8.*

h Plein possesseur en l'Edit de François I. 1539. Art. 42. ou bien pleine maintenue. Rebuffe. *Tract. de sent. execut. Art. 9. gloss. 3. & gloss. 4. num. 23. & 4 & §. laquisitum D. de usufr. Idem T63. Tract. de mas. possess. Art. 4. gloss. 1. nu. 10. 11. 12. 13. 14. 17. 19. & 20. Art. 2. gloss. 2. num. 4. §. 6. 7. 8. & 15. Bartol. in l. 1. §. interdictum. D. uti possid. parlet de ces chefs de complainte, comme aussi Ioan. Gall. 56 Masuer en sa Practique. Tit des matieres possessoires *Aufser. in Siculo curie Parlam. Tit. de causa nonit.* Notez au surplus que ce qui est mis au texte François pour raison de ces chefs de cōplainte est pris des Annotations Latines & que la maintenue est plus ample que simple tenue, *que est nuda deventio vel sequestratio que nihil iure prestat. hanc talem tenutam vocant. Accurs. ad l. 39 D. de euit Per illam vero retinetur possessio.* Ainu que Monsieur Ragueau en son indice a monstré in verbo, maintenir, f. 349.*

i *Ioan. Faber in §. retinenda. Inst. de interdict. c. peruenit extra. De censibus.*

k *Cap. 1. De decimis. can. 1. 13. q. 1.* Les dîmes ordonnees & referrees par l'institution diuine, quasi quodam titulo specialis, in signum vniuersalis dominij vnt *Innoc. in cap. cum non sit in homine De decimis le Boutellier en la sōme Rurale Tit. des dîmes. Rebuffe Traicté des Dîmes q. 1. 1. & 1. M. is Grimaudet en sa Paraphrase est d'aduis cōtraire aux Canonistes. Voyez ce qui a esté annoré en la Conference des Coustumes Partie 2. Tit. 1. en l'Addition, nombre 11. & Papon liure 1. des Arrests. Tit. 12.*

l Il faut en ceste quote obseruer les Coustumes de les leuer à d'viesme, dixiesme 18. 20. & autres accoustumees *Consuetudo in percipiendis decimis semper spectanda. c. cum sint homines. De decimis. cap. ad apostolica. cap. aliquibus §. ult. eod. tit. cap. fin. De parochis. Ut etiam de vest. q. alibus nominatim proditum est in l. 1. §. ult. D. de publicanis.*

m En cecy faut auoir esgard aux Coustumes des lieux, par lesquelles les Seigneurs ont droit de Taille aux quatre ou trois cas. pour lequel ils peuvent former Complainte en cas de faîsine & nouuelleté, quand le cas y escheut. Voyez la Conference des Coustumes, partie 1. Tit. 1. nombre 14. & partie 2. Tit. 4.

n *Recet. mestuage*, comme il se cognoist par les mots de l'Autheur. Et les precedentes impressions, ont *mestruage*, fort mal a propos.

o Ce qui suit est pris des melmes Annotations.

p Rebuffe *Tract. de mas. poss. Art. 4. gloss. 7. nu. 3. 4. §.* cote cest Arrest du 13. iour

de Inuict 1513. Vide Lucium 9. Plac. Tit. 8. Arr. 5. Papon liu. 4. des Arrests. Tit. 11. Arr. 3. q. 1. §. 1. D. 21. post. l. qui precario D. de precar. Ceterum interdicitur vii possidetis tueri illum in possessione, qui non vi, non clam, non precario possidet. l. vii. Cod. vii poss. l. 1. in principio & perpetuo §. vii. D. eod. tit. Curia Fracia tueri possessorum, etiam si de proprietate ad alium spectante appareret. Guido P. p. quast. 552. Licet secus de iure cap. ad decimas. De rest. spol. in 6. cum ecclesia. De caus. poss. §. 1. Idem Rebuff. Traict. de matrim. poss. Art. 2. gloss. 1. num. 1.

x Ce qui se suit est aussi tiré des mesmes Annotatiōs. l. si pater. §. 1. D. de donat. Felin. in cap. mont. extra. De iudic. l. sed. & fil. §. consuluit. D. de pet. her. l. 1. C. de lib. & cor. lib. Rebutte au lieu sus allegué. Tit. de mat. poss. Art. 4. gloss. vn. num. 6. recite vn Arrest du 12. Iuil let 1515. où il dit que l'office donné pour recompense de seruices ne se peut reuoker. Vide Boer. Decis. Quast. 149. nu. 11. 12. 14. 19. & 20. Fab. in §. item si ad hoc. Inst. man. lat. cap. vii. De iudic. in antiq. & cap. i. et causam in verbo honore. De probat. extra.

y Rebutte 16. nu. §. 1. cum §. mulier. D. de condit. indebit. Notatur in l. 1. D. de solut. matrim. Bari. in l. primis. C. de iac. ecclis.

z Quando emis Offensum, cap. vnde. De nat. feud. Bal. in l. qui se patru C. vnde vi. Bened. in cap. R. agnatus in verbo duas nu. 36. De testam. vel si conuentum sit ne eum vocare liceret. Rebuff. ibid. num. 7. & 8.

v Cap. signatus. De rescript. in 6. Bal. & Alberic. in Liurisperitis. D. de excus. iur. Clemen. & si principatus De rescriptis Alberic. in l. quastum. D. de iur. iur. dit que la maxime que les Offices en France sont perpetuels s'estend aussi à ceux qui sont commis par le Roy en leur lieu: & exercent leur office apres le decés du Roy, & iusques à ce que le Roy y ait cōmis en leur lieu & place, Cecy est noté par Boer. Dec. Burd. Quast. 149. & en la question 110. 351 & 152. parle de ces Offices. Il faut donc tenir pour tres-assuré qu'en France les Offices Royaux sont perpetuels, & que l'on n'en peut estre priuē ou destituē: par lesquels on entend môstrer cōme on peut former cōplainte pour vn Office: mais il est plus seur de n'y ser point de cōplainte, mais il faut s'adresser à celui qui a conféré ou donné ledit Office. Innoc. in c. cum venerabilis de relig. domib. tradus in 35. esse cui in aliqua dignitate in habet eam reposcere poss. non quidem actionis via, quia nulla illi cōpetit. si iudicis officio, argumento l. quod si minor. §. vii. D. de minor. l. 3. §. hoc interdicitur D. de lib. hom. exhib. Mais le Specul. Tit. de censib. §. 2. c. sic. pen. sen. bien persuadé que l'on doit s'opposer afin que celui qui se dit pourueu de nouuel dudit Office n'entre en exercice. Dauantage in §. vid. ndum versic. Quod si electus. De secundo decreto: dit que l'on doit implorer l'office du Iuge. Toutesfoi par nostre vñce & pratique ordinaire on se sert de l'opposition, afin qu'il ne soit mis en possession dudit office, ou installé: ou bien on se porte pour appellant de la mise de possession ou installation sinon en trois cas, mort, resignatiō faite du bon gré & conserement du resignant, par forfaiture, prealablement iugee & declairee par Iuge cōpetent, l'Officier ouy deuēment, comme il fut resolu és Estats de Tours sous Charles VIII. & lettres Patentes de Loys XI. 1467. du 21. d'Octobre, ainsi qu'il est maintenu en la Conf. des Ordon. liu. 10. Tit. 6. Bene. i. 7. in cap. Raynatus in verbo duas habens 720. nu. 38. de testam. Boer. Dec. Quast. 149. nu. 14. & 19. & Quast. 151. Bacquet traicté des droicts de Iustice. Chap. 17. nombre 4. Charles IX. 1563. Art. 27. les hauts Iusticiers peuent reuoker & destituer à volonte leurs Officiers: sinon au cas qu'ils eussent esté pourueus pour recompense de seruices, ou à titre onereux. Voyez la Conf. des Ordonnances, liure 7. Tit. 3.

x Rebutte. Traict. nomin. q. 12 nu. 24.

y Voyez la Conference des Ordonnances, liure 11. Tit. 2.

z Rebuff. Traict. nomin. q. 12. num. 24.

a Bacquet, Traicté des droicts de Iustice. Chap. 17. nombre 8. dit qu'un Officier Royal ne peut former cōplainte, ains se doit pouruoir par opposition, ou biē ol tenir cōmissiō de Messieurs des Requestes de l'Hostel, en vertu de laquelle il sera assigner pardeuāt eux celui qui l'a troublé en sō Office, pouruoir ordōner qu'il iouyra de son Office, & defenses faites à la partie de le troubler en l'exercice dudit office, & outre estre condāné en tous despens, dōmages & interets. Au surplus faut noter que cest Arrest du Comte de Dunois est aussi recité par De Luc en ses Arrests, lib. 9. Plac. Tit. 8. Art. 6. & par Papō. Liu. 4. des Arrests. Tit. 11. Arrest 3. Il a souuēt esté iugé

par Arrests que les officiers subalternes ne peuvent estre destituez par les Seigneurs quand ils sont pourueus par recôpense de seruiues mesmes, le 26. Ianuier 1562. pour vn nommé l'Escallopier, Preuost de Villepreux, encores que le Seigneur soit successeur singulier. Arrest du 22. Mars. 1565. pour le Bailly du village de Montfort cõtre le sieur de Clercau. Autre Arrest du 19. Octobre 1568. contre le Cõmandeur Estâpes Seigneur temporel de Chalôs la Royne, par lequel fut dit que le destitué iouiroit par prouisiõ: le principal appointé au Conf. Si la prouisiõ de l'Office porte cesmots, Pour recompense des peines, travaux & seruiues faits & qu'il fera cy apres pour la poursuite, cõseruatiõ & manutentiõ du Domaine, & Droicts d'un Euesché, Abbaye, Prieuré ou Commanderie, &c. on ne peut destituer: parce que cela est plus reel que personnel. Arrest donné en l'Audience le Mardy 15. Iuillet 1586. Vn Tuteur peut destituer les Officiers. Arrest contre Madame de Guise Tutrice de ses enfans, pour le Procureur Fiscal de la Ferté Bernard le Védredy de releuee le 16. Feurier 1564. Autre contre la Dame de la Grutire Curatrice de son mary donné aussi en audience le 8. Aoust 1566. Aussi vn æconomene peut destituer les Officiers; jugé par Arrest donné en audience le 12. iour d'Aoust 1568. & 8. Mars 1569. au contraire vn Procureur ou Tuteur ayant pourueu aucun de quelques offices, le pupil deuenu maieur doit l'entretenir, jugé par Arrest donné le 27. Feurier 1574. pour monsieur le Cardinal de Bourbon Bacquet traitté des droicts de Iustice Chap. 17. nomb. 12. 13. 14. 15. Voyez les autres Arrests notez en la Conference des Ordonnances Royaux, liu. 7. Tit. 3.

b Voyez la Conference des Ordonnances Royaux, liure 1. Tit. 12.

c Ccey est prins des Annotations Latines, & esclairei peantmoins en quelques points, outre le contenu esdictes annotations. *Speculator Tit. de petit. & poss. §. 1. vers. sed pone. Vide Ioann. Gallum. q. 153. & 154.*

d Ioann Pyrrhus in consuet. Aurel. Tit. de execut. cap. 12. l. vbi capturn 30. de iudic. l. nulli 10. C. eod. tit. Notez aussi que crieies sur crieies n'ont point de lieu. Rebuff. Tom. 2. Traict. de præcon. Art. 4. gloss. vn. nus. Faber. in l. 1. C. vii. possid.

e Il y a erreur en ce nombre: car la quest. 318. ne parle de ce fait aucunement: ains la 319. est plus à propos.

f Ccey est aussi pris des Annotations Latines Masuer. Tit. de poss. §. item per solum pariam. cap. 1. Vi. lus. pend. ca. 1. De sequest. poss.

g L. viii. C. de seq. per prohib. Faut noter que la triennale paisible possession empêche le Sequestre & recréance d'une chose contentieuse, ainsi qu'il a esté souuent iugé par Arrest de la Cour mesmes és grands iours seans à Poictiers le 24. Octobre 1531. comme p'usieurs ont remarqué apres Rebuffe sur les Ordonnances Royaux. Papon liure 8. des Arrests. Tit. 9. Art. 2.

h L. si vnus. §. passus D. de passu.

i Argumento. l. eius militis §. 1. D. de milit. testam.

k L. exceptionem C. de except. cap. pastoralis extr. eod. tit.

l Ccey est pris des Annotations Latines.

m On ne peut prendre possession d'un Benefice par vn Notaire Apostolique en vertu du rescrit du Pape, si l'on n'a iecluy rescrit seellé deplomb ou bulles, en forme, & ne suffit la simple signature par la 38. regle de Chancellerie. D'autant que s'il prenoit possession en vertu d'une signature, il perdrait tout le droit qu'il auroit audit benefice, cõme le mõstre ladite regle, & Felin, in cap. venientes nu. 3. de accus. extr. Toutesfoi nous gardõs le cõtraire en Frâce: parce que telle prise de possessiõ en vertu de simple signature en presene d'un Notaire Ecclesiastique ou de Cour laye est bõne, ainsi qu'il fut decidé par Arrest du 14. iour de Decemb. 1519. Toutes les Regles de Chancellerie ne passent point les Alpes, ains seulement 3. queles Cours Souueraines ont recenotés, ainsi qu'il sera dit cy apres és Annotations du Chap. 12. de ce mesmo liu. sur la fin, lesquelles Signatures doiuent en apres estre verifiees par les Bâquiers suiuiant la permissiõ du Iuge. Vide l. 2. ff. de fide instrum. Vbi quis ex induce nõ potest cõueniri, sed ex authenticis datis axat & Fel. in c. nostra. extra de rescript. vbi scribit ex eo solo in lice aliquẽ sacerdotẽ sequestationem probẽ postulare. [Mais la recréance d'une pension cõstituee sur vn benefice peut estre adingé sur telle signature. Ce qui s'esté si le Pape l'a permis tello pensiõ par ses Bulles, & qu'elle se puisse prẽdre & perceuoir sans leux scõdites Bul-

les, laquelle clause a de coustume d'estre inseree esdites bulles. Et sur telle simple signature on peut bien ordonner le sequestre du benefice contentieux: mais non pas adiuuger la recreance ainsi qu'il a esté iugé par Arrest de la Cour de Parlement à Paris le 21. iour de May 1543. dict qu'anciennement la partie n'estoit point appellee pour ramener à effect la complainte sur le lieu: sinon es provinces du Ressort du Parlement de Paris. Ce qui se garde encores à present.

n Bald. in l. licet C. de locato Clem. unic. §. porro. De iurem. Rebuff. Traict. de caus. ben. poss. Art. 10. glof. 1. num. 5 & 6. Rebuff. Traict. de pacif. poss. num. 51. Exman. in univ. De elect. Guida Pap. Decis. 552.

o L. 1. & 2. C. de formul. & impetr. act. subl.

p Chap. 15.

DE FORMA INTERDICTI VNDE vi instituendi.

CHAP. XII.

Forma inter-
dicti, unde vi
instituendi.



Edenda con-
festim actio.

Consentaneum verò fuerit hic exponere quis modus interdicti, unde vi exordiendo moribus nostris consuevit adhiberi. Duobus autem modis proponitur: aut in stat alterius civilis controuersia: aut rescriptum à Principe, aut iudice decretum impetratur: quo de violenta armataque ex fundo deiectione querendū iubeatur. In priori itaque specie idem ordo ac in aliis civilibus iudiciis accommodatur: posteriori autem par contextus atque capitulis causis: de quibus infra dicturi sumus. Explicanda etiam hic fuerat interdicti. Virobi pignoratiaque actionis ex more nostro instituenda formula, nisi ad eundem iudicem superiorum quorundam locorum declarationem illi ea pretextere fuisset necessarium. [Est & alia non vulgaris actio ad recuperandam possessionem iure cōmuni etiam prodita, qua conditio triticaria vocatur. Hec autem cōpetit ubi quis per decem annos ad minimum possiderit fundum postea vero eius possessionem amiserit duobus vel tribus annis, ita ut ei iam non liceat aliquo interdicto experiri: quippe cum anno retrō à tempore vel interpellata vel amisse possessionis debeant omnia interdicta institui. Atque is etiā qui aut huius actionis confugit subsidium, titulo deficitur: quo dominium fundi sibi queat vindicare. Alioqui si titulus adesset, frustra de possessione recuperanda cōtenderet: cum ei sas esset dominium ipsū: quod longē utilius est, vindicare. Qua propter ubi quis ex locato & rei vindicatione egisset, reus autem utriusque inficiatus fuisset, docuisset autem actor duntaxat se per viginti annos fundum ante aliquot annos à iudicii cōcepti die possidisse, locationem vero, vel titulum nequaquam ostendisset: unde merito causa cecidisset: à sententia prouocauit: & secundum responsum quorundam celeberrimorum apud supremam Parisiorum curiam Causidicorum curauisset impetrandū principis rescriptum, quo his expositis & patefactis suprema illi curia praeceperetur, ut appellansem admitteret ad proponendā huiusmodi triticariā conditionem ad fundi possessionem una cum fructibus auocandam: ita tamen, ut omne litis iurisque sui firmamentum in ante gestis disceptata iā controuersia se collocare disce-

proficeretur; neque aliud quicquam vel allegandum vel probandū vellet suscipere, præter litis prioris acta. Libellorū præfecti qui tum forte expungēdū vel admitterēdū huiusmodi rescriptorum commentarius præerat, rescriptum illud plane repudiaverunt; idq; muneri esse supremi illius senatus edixerūt. Quare appellans ex illorum causidicorum sententia libellum supplicem ea de re amplissimæ isti Curia obtulit. Nec dum tamen ab ea quidquā fuisset de toto hoc negotio definitum rescimus. Verum id thematici latius persequi voluimus: ut conditionū huius triticariæ usum in foris dilucidè perduceremus. Porro antequam ad ulteriorem seriem accedamus, admonuisse volumus, actorem ferè semper in promptu edere actionem oportere, neque illi diem diffidendi absque iactura alterius earū dilationū duarum, quæ actori & reo communiter tribuuntur semel duntaxat in toto litis procurso, nullo discrimine habito quæ in parte controversiæ indulgēatur. At si lites summatis agit adā sit, aut de re minima, ut puta viginti nostratum solidorū non excedente valorem, hæc prorsus negatū dilationes præterquā in fiduciaria possessionū liticula, in qua unica solum conceditur dilatio. Itaq; in iis brevioribus controversiis, ac in aliis, post exacta earū dilationū tempora siue actor, siue rem, partibus suis desungi cunctetur, iustitiamque impedimenti causam minimè afferat, nullū legitimis plectitur: quæ alibi quinque, alibi septem solidis sexq; denariis Turonensibus constat. Hæc autē expensas ordinaris vocitamus, aduersariōq; ob litem recar datam dependere solemus. Sanè ubi geminas huiusmodi multas quis luerit, ipsius mora in posterū pro iudicantis arbitrio castigabitur. Nec verò eas effugiet, quamvis causer litū nō persequenda patium cum aduersario initum, aut etiam transactionem super ea interpositam, si modo id scripto non ostendat. Quin ubi pecuniaria animaduersionem cōtemnit, aut ex ea litis capiat prolationem, iudex ante litis cōtestationem in eum tēu absentem editū cōcedet: post litem verò cōtestatam, ab eius explicandi, quod cōtrouersie poscet cōditioni, facultate eū depellet. At cum de lite funditus transactū dicitur, iudex eum qui transactionem initā opponit, cogit in lite pergere, nisi id scripto authentico doceatur: & nihilomin⁹ id probandū annuit. Quod si ille de ea residuum fecerit, in eam expensum cōsequetur ab aduersario, nedum omni cōtumacia dāno eximetur. Editā autem actione (ut ad disceptationem cominus cōferendam veniamus) accuratissime perpendat rem, an temporis excusatione iudicii congressum possit recusare: ut puta si iustitium aut ob vindictas, aut messes indictū nōdum præterierit, aut alio quā cōpetenti tempore ad iudiciū sit euocatus. Nam in tempore idoneū disceptationem impetrabit comprehendendam. Sed si in citationem abiciendum quicquā abiretur, magis tutum fore existimo, si omnino iudicio abstineat: veluti si dicam, quā par sit, contractiorem causari velis destinatā, aut locū ad quem accitus fuit, minus esse opportunum, ut ipse qui alienæ sit iurisdictionis, & ab eius iudici precul territorio, ad quem dies dicta est. Eas namq; causas tū opinor adducēdas, quum editū in rem sit citatum dati pœna reposcet pecuniaria: vel ab huiusmodi vitiosa citatione censeo appellandū. Vel si maius expectandum, donec ex ea, aliarūq; iidem vitiosarum accessione eremodicio contracto sententia feratur: ac simul ab ea, simul ab illi citationibus tum appellandum. Contrā, ubi rem in aliud tempus iudicium non potest transferre, actionem propositam diligentius excuties, an in ea literarij alicuius documenti habeatur mentio, idque postulare debet edendum: neq; ante editionem iudiciū accipiet: aut ceptē actor ab illi deinceps proferēdis facultate submouebitur.

N

De duabus dilationibus actoris & rei communibus ad exquirendū cōsiliū, & quando hæc concedantur.

Quomodo diffugitas ad iudiciū congressum possit cogi.

An si super lite dicatur transactū, altera autē pars neget, impediat litis processus iudiciū propter tempus recusat.

Postulanda editio instrumenti, cuius id libello sit mentio.

DE REINTEGRANDE ET ADVEUX, RE-
questes personnelles & hypothecaires pour arerages de
rente ou autre chose : ensemble des Compromis; Tran-
sactions, Election de domicile, & constitutiō de Procureur.

CHAP. XVII.

1. Reintegrande comme se prati-
que aujour d huy : & que l'in-
terdict vnde vi, n'est plus en
usage, & leur difference.
2. Reintegrade se peut poursuyre
& intenter ciuilement ou cri-
minellement.
3. La forme qui se garde en la
Reintegrande criminelle.
4. Conclusions de Reintegrande.
5. Spoliation dans quel temps se
doit intenter.
6. Droit Canonique non gardé.
7. Reintegrande & Recreance sont
equiparees.
8. Sentences de Reintegrade & re-
creance executoires, nonobstāt
opposition ou appellation quel-
conque par les Ordonnances.
9. Aueux & requestes.
10. De la maniere de former ad-
ueux.
11. Delivrance doit estre faicte au
posseur, qui auoit la chose ad-
uouee auparauint l'adueu, en
baillant caution.
12. Si en adueu on traicte la pro-
prieté avec la possession.
13. Ancienne Coustume de Poi-
ctou interpretée.
14. Defenses de n'accumuler le pe-
titoire & posseur ensemble.
15. Si un Colon ou fermier peut
former adueu pour les fruits de
sa ferme ou de son bail.
16. Adueu d'une chose mobili-
re comme se faisoit à Rome.
17. Des requestes personnelles &
hypothecaires : & la maniere
de conclure en icelles.
18. Admonition & requeste est
tout vn.
19. Requeste personnelle, comme
s'entend.
20. Requeste personnelle & hy-
potequaire, comme s'entend.
21. Requeste, hypothecaire ou a-
ction hypothecaire, quelles con-
clusions contiens.
22. En quel cas on peut former
Requestes.
23. Les requestes sont d'estroit
droit : & en quelles matieres
qui dechoit d'un point, dechoit
de toute l'instance.
24. Matieres, esquelles gist seque-
stration, sont odieuses.
25. Requestes hypothecaires peu-
uent estre formees pour rentes
foncieres.
26. Si vn des detenteurs de partie
des lieux sujets à vnerente, peut
estre conuenu pour le total de la
rente.

27. Les arrerages d'une rente pour l'année de l'exposition sont entièrement deus: mais pour l'année de l'admortissement d'une rente, ils sont deus pro rata.
28. Si après avoir formé demande simple, on peut accumuler l'action hypothécaire.
29. Il n'y a aucun delay auant contestation en cause: fors le delay de Garant.
30. Quand aucunes de plusieurs parties sont condamnées.
31. Qu'on doit faire quand partie allegue compromis ou promesse de non proceder, ou transaction finale: & comment se doit entendre que tous iugemens sont absolutoires.
5. De l'élection de domicile.
33. Interpretation de l'Ordonnance 1539. art. 24
34. Si un tiers avec lequel n'a esté faite l'élection de domicile, sen pourra bien ayder, ou mesme partie en mesme instance.
35. Si plusieurs demandeurs ou defendeurs sont tenus elire domicile en mesme maison.
36. De l'adiournemēt donné pour constituer nouveau Procureur: & comme un seul defaut y suffit.
37. De renocation de Procureur.
38. Quels Procureurs sont receus sans procuration.
39. Clause reprouvée en procuration.
40. L'adueu & ratification d'une chose faite par le Procureur.

L'Opportunité du lieu suade & requiert que nous traictions icy semblablement la maniere d'intenter Reintegrande, a dont nous vsons aujour d'huy: car quant est de l'interdict, *Vnde vi*, par le Droit introduict pour recouurer la possession dont lon a esté spolié, il n'est pas si en vlage que la Reintegrande: parce que l'interdict recuperatoire de possession a lieu contre celuy qui par force dejeté & spolié de la possession, ou a pour agreable la spoliation faite par autrui en son nom *b* & à son adueu. Mais la Reintegrande a lieu contre tous, qui iniustement detiennent & occupent: & peut estre formée par rous qui à droit & bonne cause tenoient & exploitoient auant la spoliation. D'auantage, ledit interdict n'est *c* baillé que quand lon est spolié & dejeté de la possession des immeubles, & non des meubles, sinon quand les meubles estoient en fonds ou maison, dont le spolié estoit possesseur: mais la Reintegrande peut estre intentée pour la spoliation de quelque meuble, jasoit qu'il ne fust en la maison, laquelle le spolié possedoit. Il y a d'autres differences entre ces deux remedes, d qui sont traictées en Droit: mais parce qu'elles ne viennent souuent en Pratique ie les laisse. Ceste Reintegrande peut estre formée & commencée en deux manieres: car lon peut la former ciuilement & simplement, *c* comme une autre action ciuile, ou bien auoir lettres Royaux, ou mandement

1. Reintegrande cōme se pratique aujour d'huy: & quel interdict *Vnde vi*, n'est plus en vlage, & leur difference.

2. Reintegrande se peut poursuivre & intenter ciuilement ou criminellement.

3. La forme qui se garde en la Reintegrande criminelle.

de Iuge competent, adressant au premier Sergent, par lequel luy est m^d dé qu'appellé vn Notaire avec luy, il s'informe diligemment & secrettement de la possession, & spoliation du demandeur de la chose d^ot est question, pour l'information faicte, estre portée ou enuoyée par luy seablement close & scellée par deuers ledit Iuge, pour y estre donnée telle prouision que de raison. Et l'information rapportée par deuers les gens de Roy & le Iuge, est baillé Decret d'adiournement personnel, ou prinse de corps selon la qualité des excès qui y ont esté commis, en faisant ladite spoliation: & au surplus, lon y procede f^r comme en vne autre matiere criminelle. Les conclusions en ceste matiere de Reintegrande, sont, qu'apres que le de-

9. *Spoliatio dans
quel tēps se doit
intenter.*

6. *Droict Can-
onique nō gardé.*

7. *Reintegrande
& Recreance
sont equiparees.*

8. *Sente. c^s de
Reintegr. & le
& Recreance ex-
ecutoires, nonob-
stant oppositions
ou appellations
quelconques par
les Ordonnances.*

9. *Adueux &
Requestes.*

10. *De la ma-
niere de former
Adueux.*

temps & lieu, possesseur de telle chose, que le defendeur l'a spolié depuis an & iour en çà, conclura à ce, qu'il soit reintegré en la possession & lais-
ne g d'icelle chose, & à despens, dommages & interrests. Mais n'est point
nécessaire: que le demandeur prenne possession d'an & iour auant la spo-
liation: ains seulement, qu'il estoit possesseur autemps de la spoliation.
Toutesfois selon le Droict Canon, ce remede peut estre intenté pour le
recouurement de la chose à soy appartenant, voires apres l'an & iour de la
spoliation: & n'est remede possessoire, ains dure perpetuellement iusqu'à
trente ans. h Neantmoins nous n'en vsons pas ainsi, ains en vsons com-
me cy dessus auons dict. Car par l'Ordonnance derniere, Article 62. la
Reintegrande & la Recreance sont equiparees ensemble, quant à ce que
les sentences portans adiudication d'icelles, sont executoires, nonobstant
oppositions ou appellations, dont est à inferer, que toutes les deux ne
concernent que la possession. Parce que cy deuant auons referué à decla-
rer la maniere que nous gardons de present: à intenter ou former Adueux
& requestes personnelles & hypoteques, & qu'auons ja traité la manie-
re de proposer en Complaintes & Reintegrandes, il sera bien-faict en ce
lieu, que nous y exposions la forme de proposer lesdits Adueux & Re-
questes.

Et pour premierement parler d'Adueu, k parce que c'est vn remede
possessoire, qui compete pour meuble, il a de coustume estre formé, en ce-
ste maniere, sçauoir est que le demandeur trouue moyen de voir la chose
mobiliaire qu'il veut aduouër, & en presence d'un Sergent declare qu'il
est Seigneur & possesseur d'icelle chose, & l'aduouë, & requiert le Ser-
gent qu'il l'ait à sequestrer, & mettre en main tierce: & si le defendeur &
detenteur est present, & ne dict rien, le Sergent sequestrera la chose reale-
ment & de faict, & luy donnera Adiournement pour se venir contr'adu-
ouër: Mais sil l'oppose ou contr'aduouë, le Sergent ne sequestrera pas
la chose, ains baillera Adiournement, pour dire ses causes d'opposition ou
contr'adueu, & pour respondre au sequestre requis, & avec intimation
quant à iceluy sequestre. Toutesfois en aucuns lieux, comme en la ville
& gouuernement de la Rochelle, le Sergent sequestre réellement & de
faict, nonobstant opposition ou appellation, & sans prejudice d'icelles, &
somme de contr'aduouër: & sil ne se contr'aduouë dedans la huitaine, il

ne se peut plus contr'aduoüer. Et est la chose deliuree à celuy qui a faict l'adueu. Mais ceste Coustume ne doit estre estenduë à autre pays, parce qu'elle est contraire au droit cōmun, partant que de l droit sequestration est prohibee, & ne peut estre faite sans cognoissance de cause. Mais si l'on ne peut voir la chose que l'on veut aduoüer, il faut faire adiourner le detenteur d'icelle pour l'exhiber, m & avec intimation : parce que ce n'est qu'un preparatoire : & l'exhibition faicte, le demandeur aduoüe la chose & conclud à ce qu'elle luy soit rendue & deliuree.

Neantmoins celuy qui auparavant l'adueu estoit realement & de faict possesseur & detenteur, doit auoir deliurance de la chose par maniere de prouision, & sans preiudice des droits des parties pendant procès, en baillant par luy caution de la rendre en fin de cause, s'il est dit que faire se doïue : pourueu qu'il requiere ladite deliurance ou recreance.

En ceste maniere d'adueu, combien qu'elle soit possessoire, toutes fois par ce que selon droit la possession des choses mobilières est vtile, n'est à dire, que l'on n'en tient grand compte, l'on traite de la propriété & seigneurie du meuble, sçauoir est, à qui il appartient de deux contendants ensemble & de la possession : comme il est donné à cognoistre en l'article 334. p de la Coustume de ce pays de Poictou, où est dit, que quant à la demande simple iointe à l'Applegement, y conuient quatre défauts : car par la demande simple ne peut estre entenduë autre chose que l'actiō petitoire. Toutes fois par les Ordonnances q Royaux est prohibé d'accumuler & poursuivre le petitoire & possessoire ensemble : mais il faudra entendre ladite prohibition, quād il est question des choses immeubles, & non de meubles, pour sauuer ladite Coustume, laquelle toutes fois n'est grandement à sauuer : parce qu'il semble que la demande simple soit superflue, quād elle est iointe à l'adueu : car l'on pourroit aussi bien deduire la propriété de la possession sans que ladite demande y fust iointe, comme l'on fait en complainte pour conforter seulement la possession. Neantmoins on pourroit dire qu'il seruiroit à vne fin, de conioindre la demande simple avec l'adueu : car quand ladite demande simple seroit ainsi iointe & qu'il seroit decisi des deux chefs ensemble, celuy qui y auroit succombé ne pourroit plus intenter actiō & demande petitoire à l'encontre de celuy qui auroit obtenu sentence pour raison de la chose mobilière comprise par la sentence : ou si ladite demande simple n'auoit esté iointe à l'Adueu, celuy qui auroit succombé en l'Adueu pourroit pour raison d'icelle chose encores intenter actiō petitoire, comme l'on peut faire apres la sentence donnee en matiere de Complainte.

De ce peut issir vne doute, si vn colon ou fermier est bien receuable à former l'adueu pour raison des fruiets de la chose qu'il tient à ferme ou à loüage : car aucuns disent qu'il peut le former : & y ioindre la demande simple : parce qu'il peut agir par actiō simple de vindication pour lesdits fruiets, & par icelle en demander restitution selon equité : jasoit que par rigueur de droit il ne le peut faire : mais deuoir agir contre celuy duquel

11. Deliurance doit estre faicte au possesseur qui auoit la chose aduoüer auparavant l'adueu en baillant caution.

12. Si en l'adueu on traite la propriété avec la possession.

13. Ancienne Coustume de Poictou interprétée.

14. Défenses de n'accumuler le petitoire & possessoire ensemble.

15. Si un colon ou fermier peut former l'adueu pour les fruiets de sa ferme ou de son bled.

il tient à ferme, à ce qu'il eut à agir pour lesdits fruits, & les luy faire rendre. Aussi qu'ils disent qu'un fermier peut former complainte à ce qu'il soit maintenu en la jouissance de la ferme, pourveu qu'il la forme contre autres que contre celui dont il tient à ferme: car ils s'accordent bien qu'il ne la peut former contre celui duquel il tient. & que comme l'on peut former complainte pour tous droits incorporels, qu'aussi l'on peut former complainte pour ce droit de jouissance & qu'il peut estre maintenu en cest estat de jouissance, auquel seroit trouué avoir esté au temps du trouble à luy fait. Les autres tiennent, qu'il ne peut former adueu pour lesdits fruits non plus que complainte pour le trouble: car il ne possède aucune-ment: & que sans avoir possession on ne peut intenter adueu ne complainte: car l'adueu & complainte sont semblables, & celui y obtient qui est possesseur. Et serois de cest aduis, & conseilerois plustost que le fermier se pourueust par reinteigrande, attendu mesmement qu'aujour-d'huy par les Ordonnances dernieres les sentences donnees en reinte-grandes, sont executoires nonobstant l'appel: comme en complainte: & qu'il est sans doute qu'il peut former reinteigrande pour lesdits fruits par les raisons cy dessus deduides, où nous auons parlé de Reinte-grande.

16. *Adueu d'une chose mobiliere comme se faisoit à Rome.*

17. *Des Requestes personnelles & hypothequaires.*

18. *La maniere de conclurre esdites requestes.*

19. *Admonitiō & requeste est tout vn.*

20. *Requeste personnelle, comme s'entend.*

21. *Requeste personnelle & hypothequaire cōme s'entend.*

22. *Requeste hypothequaire ou action hypothe-*

caire que l'on appelle cōclusiōs.

La forme d'adueu anciennement obseruee par les Romains estoit, que la chose mobiliere exhibee pardeuant vn magistrat, ou iuge du peuple Romain, celui qui vouloit aduouer tenoit la chose, & disoit telles paroles: ie dis que ceste chose m'appartient par le droit des Romains, & si l'aduerser partie ne contr'aduouoit, ains consentoit, ce estoit appellé cession, & transport fait en droit, sçauoir est en iugement: & le iuge deliuroit la chose à l'adueuant.

Nous auons dit assez de la matiere d'adueu: voyons de la matiere des requestes personnelles & hypothequaires. Il faut auât toute œuvre entendre que sōt que requestes: car il y a requestes personnelles, requestes hypothequaires & requestes personnelles & hypothequaires cōiointemēt: & tout cecy en aucuns lieux n'est appellé qu'admonitions, y comme à la Rochelle, & le conuiennent en nom, comme en effect: car admonitiō de payer, & requeste de payer est tout vn. Mais requeste personnelle, est quād l'action personnelle est seulement intentee: sçauoir est que le demandeur propose pour auoir payement de sa dette. Requeste personnelle & hypothequaire, est quād le demandeur cōioint l'action hypothequaire avec-que la personnelle: comme quand il propose à ce que le defendeur ayt à payer ou à deguerpir, & luy delaisser par hypotheque ce qu'il tiēt des choses obligees & hypotheques pour le deu. Requeste hypothequaire à pareilles conclusions, sinon que l'on demande que tels lieux soient de clarez affectez & hypothequez au payement de telle somme, & que le defendeur qui les tient ayt à les deguerpir, comme dessus, il mieux il n'ayme payer la somme: & n'y a difference sinon que les requestes personnelles & hypothequaires peuuent estre formees cōtre l'obligé au payement, ou son heritier & bien-tenant. Mais si l'on veut agir cōtre le bien-tenant de

Pobligé c'est à sçavoir contre le detenteur des choses hypothequées au payement du deu, & que ledit bien-tenant ne soit heritier, il faut intenter la requeste hypotheque seule, qui est l'action hypothecaire pure, sans la personnelle.

22. En quels cas on peut former Requestes.

L'on peut former des requestes par vertu de contract en forme authentique, sentence ou iugé, cedula recognuë, testament & douaire: combien qu'il n'y ait expresse obligation des biens quant au testament ou douaire, comme il est dit par la Coustume, de Poictou Article 345. ² Et le douaire en Poictou ² est la tierce partie des immeubles qu'auoit le mary au temps de sa benediction nuptiale, dont la femme peut iouyr durant sa vie seulement comme est mis par ladite Coustume Article 303. Et peut l'on poursuivre par lesdites requestes personnelles & hypothequaires dependas d'icelles d'un ou plusieurs des heritiers & bien-tenans de l'obligé, par protestation que si par l'une ou par aucunes des parties defendereelles l'on est payé & satisfait, de se deporter des autres, comme il est mis par ^b ladite Coustume Article 346. Mais pourtant l'on ne pourroit pas poursuivre les heritiers, & autres tierces parties bien-tenans ensemble: car lesdites tierces personnes ont benefice ^c de droict qu'ils ne peuuent estre conuenus iusques à ce que l'obligé ou son heritier soit premier discuté & rendu non soluable, sinon quand il y a renonciation d'Ordre ^d & de discussion, & autres cas notez de droict. ^e

Sont ^f lesdites requestes d'estroit droict tellement que qui dechet d'un point en icelles, il dechet de l'instance seulement: fors quand il y a plusieurs poincts & Articles separez ou plusieurs arrerages de rente: esquels cas celui qui dechet d'un poinct, ne dechet des autres, s'il a protesté ^g par sa demade qu'il forme pour chacun poinct & Article, ou pour chacun arrerage vne requeste. Et la raison pour laquelle elles sont d'estroit droict, est (selon mon opinion) parce qu'il y a en icelles Sequestration des choses obligees, sçauoir est, contre l'obligé ou son heritier, incontinent & contre un tiers bien-tenant, apres la Monstree faite des lieux obligez & ce en informant deluge: mais leur doit estre faite deliurance & main-leuee, en baillant par eux caution de payer, s'il est dit que faire se doieue, ainsi qu'il est mis par ladite ^h Coustume Article 34. & 344. Laquelle Coustume est maintenant abrogee quant à l'obligé ou son heritier: car par l'Ordonnance derniere la main du creditur est garnie pendant procez, cōme auons dit cy-dessus. Or par le stile de ce Royaume toutes matieres, esquelles gist Sequestration, sont odieuses & d'estroit droict: au moyen dequoy qui dechoit d'un poinct dechoit de toute l'instance seulement: & à ce est formelle la Coustume de la Rochelle, Article 28. & en ce nous gardons quelque peu du droict commun: & par lequel celui qui demandoit trop dechoit de l'instance, & estoit condamné au triple. Mais en autres matieres que celles qui sont odieuses, ou esquelles gist sequestration, qui demande trop, ne perd la cause: car si en action personnelle simple ie demande cinquante liures, & ne me font deuz que vingt & cinq, ie gaigneray ma cause, & me fera le defendeur condané payer les vingt & cinq, & les despés. Autre cho-

23. Les requestes sont d'estroit droict: & en quelles matieres qui dechoit d'un poinct dechoit de toute l'instance.

24. Matieres, & que les gist Sequestration, sont odieuses.

se feroit en action reale: comme si ie demandois que le defendeur eust à me laisser iouyr d'une piece de terre, & ie ne monstre en procès estre seigneur que d'une moitié, la moitié me sera adiugée, & les despens compensés, c'est à dire que le demandeur & defendeur n'auront point de despens. Et ce est semblablement gardé en matiere de complainte, jaçoit qu'il y eſchoye sequestration, toutesfois quant au sequestre & execution d'iceluy, qui feroit le sequestre plus qu'il ne doit, il decheroit de toute l'instance meue sur l'excessiueté dudit Sequestre, soit par voye d'opposition ou appellation.

25. Requestes hypothèques peuvent estre formées pour ré-ses foncières.

26. Si un des détenteurs de partie des lieux subiects à une rente peut estre tenu pour le total de la rente.

Parcillement il est commun en pratique que l'on peut intenter requestes l'hypothèques pour une rente foncière contre celui qui tient le fond pour raison duquel elle est due: combien que l'on ne monstre l'obligation par escrit, ains seulement que la rente est foncière, & pour raison dudit fond.

Mais la difficulté est si l'un des teneurs de partie du fond subiect à icelle rente peut estre conuenu pour toute la rente. Et certes nous tenons que par action hypothécaire l'on peut conclurre contre l'un des tenanciers au paiement de toute la rente, pource que l'hypothèque est totalement sur toutes les choses obligées, & sur chacune partie d'icelles: & mesmemet quand le fond originalement auroit esté arrenté à une seule personne car lors il n'est pas equitable, que pour la qualité des successeurs, la primitive obligation soit changée. Et combien que ie sçache bien par plusieurs fois auoir esté iugé selonc ceste vsance par sçauans personnages, toutesfois ie ne voudroye suiure ceste opinion, signamment en ce pays de Poictou, auquel y a coustume formelle, Article 80, où il est dit que si une rente porte hief & iurisdiction, chacune partie du fond n'est subiecte au total de la réte. Parquoy attédue que chacune partie n'y est subiecte par ladite Coustume, comment peut-on faire que l'on intente action hypothécaire pour raison d'une chose qui n'est subiecte à hypothèque du total de la rente, & que l'hypothèque puisse changer la nature & qualité de la chose, contre la disposition de la Coustume: aussi que selonc droit telle rente est diuiduee pour la portion des lieux subiects à icelle. Mais ie serois bien d'avis que contre celui qui a prins à rente, ou contre ses heritiers, l'on peut bien demander le total de la rente par action hypothécaire à l'un jaçoit qu'il ne tint que partie de la chose arrentée: parce qu'il y a une obligation generale contre le preneur & son heritier. Et tout ainsi que l'on peut pour suiure l'un des heritiers hypothécairement à ce qu'il ayt à payer le total d'une dette par une fois due semblablement il est raisonnable que l'on le puisse pour suiure hypothécairement pour le total d'une rente. Toutesfois en ce pays de Poictou, il ne faudroit pas conclurre à ce que le preneur des lieux ou ses heritiers, ayent à delaisser par hypothèque leurs biens obligez pour ladite rente, ains seulement les biens baillez & arrentez pour ladite rente: car par la Coustume de cedit pays Article quarante trois, & quand aucun prend quelque fond à rente, jaçoit qu'à la continuation d'icelle il oblige generalement tous ses biens, neantmoins il peut

il peut exposer ledit fonds, & renoncer à iceluy, & se descharger de ladite rente. Mais selon Droit commun en exposant, ou renonçant au fonds, le preneur d'iceluy ou son heritier ne se deschargeroit de la tête, s'il y avoit obligation generale de tous biens. Et outre par la Coustume de cedit pais Art. 42. & celui qui fait ladite exposition, doit laisser la chose en tel estat qu'elle puisse porter la rente, & payer les arrerages escheus, ensemble l'arrerage du prochain terme à escheoir, sinon que lon face ladite exposition le jour que seroit due ladite rente. Autrement lon n'y sera receu.

Toutesfois par le Droit commun, quand v lon veut admortir quelque rente, lon n'est tenu de payer l'arrerage de l'annee en laquelle lon admortist, sinon *pro rata*, du temps escheu d'icelle annee. Et est à noter, que si la rente est hypothecaire, & constituee à prix d'argent sur certain fonds, lon ne peut convenir pour icelle le tiers possesseur dudit fonds, sçavoir est qui n'est preneur, & ne heritier du preneur, sinon que ledit preneur & ses heritiers soient premierement discutez, & rendus non solvables. Mais quand la rente est fonciere, il n'est mestier faire ladite discussion: car lon peut l'adresser en premier lieu contre le possesseur dudit fonds.

S'est meüe altercation, si apres que le demandeur a formé demande simple, s'il est receuable à intenter Action hypothecaire, & icelle y cumuler avec ladite demande simple: comme si le demandeur avoit fait convenir l'un des heritiers du defunct, pour le total payemēt de la dette du defunct, & l'heritier consent payer sa part, & au parus defende: quoy voyant ledit demandeur, declare qu'il forme Requête hypothecaire, ou intente action hypothecaire: le defendeur dict qu'il y a variation & mutation de la demande, & pource n'est receuable à intenter ou cumuler ladite Action. Et en ce cas me semble qu'il y est bien receuable, mais qu'il doit estre condamné es despens jusques-là, mesmement si le defendeur consent lors les fins & conclusions dudit demandeur: car par là appert, que si le demandeur du commencement eust intenté ladite Action hypothecaire, le defendeur eust aussi bien consenty. Mais quand le defendeur persiste, il ne peut avoir les despens, sinon *pro rata* de ce qu'il auroit plus frayé & despendu, que si ledit demandeur eust du commencement intenté ladite Action hypothecaire, comme s'il luy faut faire autres expeditions ou defenses que celles qui ont esté auparavant faictes. Et peut ledit demandeur poursuyvre les deux actions ensemble. Mais si le demandeur avoit premierement intenté action simple contre aucun, comme heritier d'un defunct obligé, & puis aduerty qu'il n'estoit heritier, declare qu'il intente contre luy, comme bien tenant du defunct action hypothecaire, lors il me sembleroit qu'il ne seroit receuable, sinon qu'il se desistast de la demande simple: car en ce cas c'est vne action autre que la premiere, & parce ne se peuvent cumuler; & doit le defendeur estre entierement condamné es despens de la premiere demande, jusques au jour de ladite action hypothecaire intentee.

Semblablement touchant ceste matiere hypothecaire est survenu un grand doute. Un des heritiers du debteur est convenu par le creditier en action hypothecaire, & pour le total de la dette due par le defunct, par

27. Les arrerages d'une rente pour l'annee de l'exposition sont entierement duez: mais pour l'annee d'admortissement d'une tête, ils sont duez *pro rata*.

28. Si apres avoir formé demande simple, on peut accumuler l'action hypothecaire.

vertu d'un instrument authentique, par la sentence il y est condamné, en luy cedant par le creditur les actions qu'il a contre les autres heritiers. Par apres ledit heritier par vertu de la cession desdites actions, fait convenir un de ses coheritiers pour le total de la dette par action hypothecaire, deduction toutesfois faite de sa portion hereditaire. Le defendeur offre payer sa portion hereditaire: & quant au parfus defend, disant que fil auoit payé plus que sadite portion, par le moyen de la cession desdites actions, il intenteroit incontinent procès contre le demandeur, que par vertu de la cession qu'il luy feroit de ses actions, seroit contraint de luy rendre ledit parfus qu'il luy auroit payé, mise hors ladite portion du defendeur, & à ce moyen deuoit estre absous, pour euiter tel circuit & reflexion. Le demandeur replique, & dict que sans propos luy auroit esté faite ladite cession desdites actions, s'il ne pouuoit convenir un de ses coheritiers seul pour le total; & que tout ainsi qu'il auoit esté conuenu pour le total par le creditur, il, ayant le droict d'iceluy creditur, pouuoit faire le semblable. Toutesfois le demandeur par sentence est debouté de sa demande quant audit parfus, mise hors sa portion: dont il appelle, & releue son appel en la Cour de Parlement à Paris: où il consulte la maniere avec les plus sçauans & notables Aduocats de ladite Cour, & trouue auoir bonne matiere d'appel, & fait faire ses griefs, desquels il fournist. Neantmoins il perd sa cause par Arrest, dont lesdits Aduocats font plainte, par maniere qu'icelle venue à la notice de la Chambre, où le procès auoit esté voidé, ladite Chambre delegue un des Conseillers d'icelle, pour entendre des Aduocats le motif de ladite plainte: lesquels soustiennent leur plainte, s'accordent d'en sçauoir l'aduis d'un des plus notables & anciens Aduocats de la Cour, qui fut de mesme aduis, que l'Arrest de ladite Cour: & s'en contenterent lesdits Aduocats. Et ce me semble suffire, pour cognoistre comment lon doit proposer sa demande és matieres les plus communes en Pratique.

29. Il n'y a aucun delay avant contestation en cause, fors le delay de garantir.
30. Quand aucune de plusieurs parties condamnée es despens pour faire quelque chose, ne la fait dedans le temps, & les autres la font, ladite partie delayant doit entièrement lesdits despens.

Mais auant que passer outre, il faut entendre qu'auant les Ordonnances dernieres le demandeur & defendeur auoient deux dilations, qu'ils pouuoient prendre en quelque partie de la cause qu'ils vouloient. A present par lesdites Ordonnances il est dict, à qu'il le defendeur n'aura aucun delay avant contestation en cause, que delay de garant. Parquoy auioird'huy le demandeur & defendeur n'ont lesdites dilations: & par ce moyen faut que le demandeur propose incontinent sa demande apres la comparition du defendeur. Toutesfois les Iuges baillent encores delay aux parties en tous endroits de la cause qu'ils voyent estre equitable; mais c'est moyennant despens, aucunesfois ordinaires, aucunesfois plus grands, & à leur arbitrage.

Et quand ils sont plusieurs defendeurs, & le Iuge les condamne en despens, moyennant lesquels il leur baille terme de faire quelque chose, comme de fournir d'escritures, ou de produire, & l'un d'eux ne produit, il doit entièrement les despens, comme aussi il les doit quand le Iuge le

condamne en despens, pour n'estre prests de faire ce qu'ils doyent faire, sauf s'ils le font dedans quelque temps : car en tous ces cas le procès est autant retardé pour la demeure de l'un, comme si tous auoient esté en demeure.

Et combien que le defendeur ou demandeur allegue compromis, & promesse de non proceder, ou accord & transaction finale : toutesfois s'il n'en informe par escrit authentique, le Iuge appointe qu'il procedera en la cause, selon l'appointement dernier donné en icelle : & neantmoins cerquerant celuy qui a proposé le compromis ou accord, il ordonne que celuy qui l'a proposé & allegué, en informera : & la partie adverse au contraire, si bon à elle semble : & s'il en informe, le Iuge ordonnera que l'accord ou compromis tiendra & sortira son effect : & condamnera celuy qui l'aura nié, tant és despens de la contestation faite sur ladite niance, que de ce qui a esté fait en la principale cause depuis l'allegation dudit accord ou compromis, & promesse de non faire poursuite de procès. Et y a bien difference, s'il y a compromis & promesse de non proceder & poursuyure quant & quant, ou s'il n'y a que seul compromis : car au premier, celuy qui a nié, est condamné és despens, tant du principal depuis poursuiuy, que dudit incident. Et en l'autre cas il n'est condamné qu'aux despens de la contestation faite sur ladite niance. Et jasoit qu'il y ait compromis, toutesfois lon peut bien encores poursuyure, s'il n'y a promesse de non poursuyure ; & s'il y a peine mise au compromis, lon ne peut pas tendre à fin de non proceder, iusques à ce que ladite peine soit payee : mais il la faut demander par action & instance separee. A ceste cause est bon qu'apres l'accord fait sur vn procès ja meü & pendant, si l'une des parties craint estre surprise par l'autre, qu'elle le declare au iour de la prochaine assignation d'apres ledit accord ou compromis : car si elle ne comparoist, & ne le declaroit, l'accord ou compromis n'empescheroit pas que l'autre n'eust défaut contre elle : & si par vertu du défaut l'autre partie obtenoit sentence, le defaillant n'auoit matiere d'appel d'icelle, pource qu'elle deuoit comparoir, & alleguer : & qu'au moyen de ce qu'elle ne l'a allegué, le Iuge a eu matiere de donner sentence par le moyen de ladite contumace : aussi que tous iugemens b sont absolutoires, c'est à dire, qu'il faut en auoir issuë par autorité de Iustice : non pas toutesfois que lon ne puisse accorder d'un procès intenté sans le congé du Iuge : mais si la partie poursuit nonobstant l'accord, le Iuge y fait expedition, comme s'il n'estoit point interuenue. Combien qu'il semble qu'à la reale verité la partie qui contreuient à l'accord, ne doive auoir profit de sa malice, & que par ce moyen lon doive recevoir la partie appellâ à informer du faict dudit accord ^d en la cause d'appel, & ce pendant superseder le iugement. Toutesfois attendu que quand tel faict est proposé en la cause principale, lon ne differe pour ce la poursuite du procès : consequemment la poursuite de la cause d'appel, ne doit estre differee pour ledit faict allegué. Et par ce moyen le Iuge sans preiudi-

31. Qu'on doit faire quand partie allegue compromis, ou promesse de non proceder, ou transaction finale : & comment se doit entendre que tous iugemens sont absolutoires.

ce dudit fait void la cause d'appel. Mais le remede est, que celui contre lequel est donnee la sentence, s'oppose à l'exécution d'icelle, ou à la taxe des despens. Vray est, que nonobstant son opposition, & sans prejudice d'icelle & dudit fait, la sentence sera executée, tant en principal que despens : mais aussi le Juge adiugera preuve dudit fait.

32. De l'election
de domicile.

Pource que les Ordonnances dernieres e Article 24. les parties au iour de la premiere comparition, ou par Procureur suffisamment fondé, doivent declarer ou eslire leur domicile au lieu où les procès sont pendans : autrement à défaut de ce auoir deüement fait, elles ne sont receuables, & seront deboutees de leurs demandes, defences, ou oppositions respectivement : traictons en cest endroit de ladite election de domicile, & constitution de Procureur : combien qu'en ce present œuvre composé en Latin, & nous n'en traictons en ce lieu, ains apres les exceptions declinatoire exposees.

33. Interpretatio
de l'Ordonnance
1539.

Et premierement, voyons comme doit estre interpretée ladite Ordonnance : car des ja lon fait doute, & en vse lon diuerfement, parce que les aucuns disent, qu'il suffit eslire domicile au ressort du lieu où est le procès pendant, comme si le procès est pendant en la Cour ordinaire de la Seneschaucee de Poictou ou Poictiers, il suffit d'eslire au ressort dudit Poictiers : & qu'il n'est requis quel on eslise en la ville de Poictiers, & ainsi en vse lon en ladite ville. Les autres tiennent qu'il n'est besoin eslire en la ville ou autre lieu, où est le procès pendant, & ne suffit eslire au lieu du ressort : & en ceste maniere n vse lon à Fontenay le Comte : & suis d'aduis qu'ainsi doit estre entendu ladite Ordonnance, & sont à ce formels les termes d'icelle, partant qu'elle dict qu'il faut declarer ou eslire domicile au lieu où est le procès pendant : car ce mot, declarer, doit estre entendu que ceux qui ont domicile au lieu, suffit qu'ils le declarent : & ceux qui n'en y ont, faut qu'ils y eslisent domicile.

34. Si un tiers
avec lequel n'a
est faite election
de domicile, s'en
pourra bien ayder,
ou mesme partie
en autre instance.

35. Si plusieurs
demandeurs ou
defendeurs sont
venus eslire do-
micile en mesme
maison.

36. Adournement
donné pour
constituer nou-
veau Procureur.

Toutesfois si lon a esleu & domicile en vne matiere, autres parties en autre instance ne se peuent ayder de ladite election de domicile : ne aussi mesmes en la cause d'appel lon ne peut s'ayder de l'election de domicile faite en la premiere instance fust-ce entre mesmes parties, sinon que la premiere instance & cause d'appel, fussent agitees en mesme ville ou lieu.

Et s'ils sont plusieurs demandeurs ou defendeurs, ils ne sont tenus d'eslire domicile en mesme maison ; mais peuent eslire en diuerses maisons, au lieu où est le procès agité : car les vns se fient en aucunes personnes, auxquelles les autres ne se confient, quant à leur faire sçauoir les adiournemens, ou autres exploicts qui seront faits aux domiciles esleus, & ainsi en a esté dict par Arrest es Grands-Iours tenus à Angers l'an 1539. Et si en matiere criminelle lon a esleu domicile avec le Procureur du Roy : ceux qui se voudront rendre parties en la cause, se pourront ayder de ladite election de domicile.

Au regard de la constitution de Procureur, lon est tenu constituer vn Procureur en la cause, mesmement en matiere criminelle, quand les parties de la voye extraordinaire s'ont mises en l'ordinaire. Et si le Procureur

constitué meurt, l'on peut faire adiourner la partie pour constituer nouveau Procureur, & proceder au principal de la matiere, voire apres que l'on auroit conclud comme en procés par escrit en la cause d'appel en la Cour de Parlement, parce qu'il peut encores aduenir qu'il y aura quelque expedition à faire en la cause. Et si celuy qui est adiourné en ceste maniere, se défaut, il le faudra contumacer comme s'il estoit adiourné simplement pour proceder, & ce pour le regard du principal. Mais pour le regard de l'adiournement baillé pour constituer nouveau Procureur, il me semble qu'il suffist d'un défaut qui soit donné avec le profit ou simple selon le stile de la Cour où est le proces pendant: & que par vertu d'iceluy défaut le Iuge ordonnera que le contumax constituera Procureur audit lieu & Cour dedans quelque temps, qu'il luy plaira presire: car c'est vn preparatoire, & en tous preparatoires l'on a de coustume regulierement donner sentence de contumace par vertu d'un défaut.

Combien que selon droit commun ^h il fust leu & permis auant la cause contestee à volonté reuoker son procureur, & apres la cause contestee pourueu qu'il eust aucunes des causes lesquelles sont declarees par le droit, & quel'on le fust (çauoir à la partie aduersé: neantmoins à present vne partie en tel endroit de la cause qu'elle voudra pourra reuoker son Procureur en le faisant signifier à son Procureur, & à sa partie aduersé, & aussi comment elle a constitué vn autre Procureur au lieu du reuoké, duquel nouveau Procureur elle declarera le nom & surnom, ainsi qu'il est dit par les Ordonnances de la Cour, publiees le 3. iour de Decembre, l'an 1514.

Et combien qu'il y ait sentence donnee par contumace, par vertu de deux défauts auant contestation en cause, & apres comparution du defendeur faicte par Procureur: par laquelle sentéce le defendeur estoit forclos de toutes exceptions, fors de simple niance, & ordonné que le demandeur informeroit du contenu en sa demande: dont le defendeur appelle, & a lettres Royaux pour mettre le défaut, sentéce de cōtumace & son appel au neant: & les fait signifier au demâdeur, & iceluy adiourner pour proceder sur l'enterinement des lettres en personne dudit Procureur dudit demandeur. Lequel ne compare, mais le demandeur comme ignorant ledit adiournement fait par vertu desdites lettres Royaux: parce que le temps de releuer estoit passé, fait adiourner ledit defendeur original & appellant en desertion d'appel en la Cour de Parlement, où le defendeur remonstre lesdites lettres Royaux, l'Adiournement baillé par vertu d'icelles, & requiert estre enuoyé de la desertion avec despens, ce que la Cour luy adiuge, nonobstant que le demandeur remonstrest que sondit Procureur n'estoit plus Procureur, veuë ladite sentence de cōtumace. Mais le defendeur remonstroit que ladite sentence n'estoit diffinitive, ains seulement interlocutoire: mesmement que la premiere instance estoit pendant es Requestes du Palais, où l'on fait taxer les despens apres la sentence diffinitive, avec le Procureur qui a comparu en la cause. Et fut ledit Arrest donné le 8. iour de
n. iul. 1543.

37. De reuocation de Procureur.

38. *Quels Procureurs sont receus sans Procuration.*

Aussi selon droit commun vn Procureur n'estoit receu à comparoir sans procuracion, de laquelle à ses despens il deuoit bailler le double à partie aduerse. Auioird'huy il est receu à comparoir sans Procuracion, pourueu qu'il soit Procureur ordinaire en la Cour: voire l'acte auquel il compare, requisit-il mandement special: mais il sera ordonné qu'il se fera aduouër & fournir l'adueu ou Procuracion generale ou speciale selon l'exigence du cas, dedans certain temps, à peine de despens, dommages & interests en son nom priuë: ou bien que ce qui a esté fait & sera nul: ou bien à peine de default contre celuy pour lequel a esté comparu, qui sera prins & donné du iour de la cōparition, selon ce qui sera plus expediët à la partie aduerse, & aussi eu regard à la qualité de la matiere ou bien à peine de despens ordinaires de la Cour pour le retardemēt du procès seulement. Semblablement jajoit que par ladite Ordonnance lon doie dechoir de sa demāde ou defences à default d'essire domicile à la premiere comparition: toutesfois les Iuges ne l'obseruent si estroitement, mais baillent vn delay pour venir essire domicile à peine d'estre decheu de sondit droit & caute. Et quand le Procureur informe de procuracion, il n'est tenu en bailler vn double aux despens de sa partie à partie aduerse. Mais il faut prendre garde que la Procuracion ne contienne que celuy qui constitue Procureur, promette simplement auoir agreable ce qui sera fait par son Procureur, sans mettre ceste clause, scauoir est, ce qui bien & deuëment sera geré par sondit Procureur & car si en ce cas le Procureur faisoit quelque chose laquelle ne deuoit estre faite ne preiudiciroit à celuy qui l'a constitué. Pareillement vne Procuracion pour acquiescer à quelque sentence, ne doit contenir ces mots acquiescer à la sentence si faire se doit, ou semblables, ains doit y auoir le mot acquiescer simplement. Et combien que la Procuracion ait du blanc pour y employer les noms des Procureurs, & que le nom d'iceluy qui l'a n'y soit décrit, toutesfois il est bien receuable à comparoir par vertu d'icelle: & aussi par vertu d'un Blanc seellé signé de Notaires: car celuy qui baille telles pieces se confie de celuy auquel il les baille: & est presumé luy bailler puissance d'escrire audit Blanc ce qu'il veut. Voire si celuy qui veut comparoir à les pieces de la matiere, il doit estre receu à comparoir, en promettant se faire aduouër dedans certain temps, & fournir de lettre d'adueu, ou de la ratification. Et ce doit estre entendu: pourueu que partie aduerse debate la Procuracion: car si elle ne la debat, elle est bonne: tellement que jajoit que le Procureur ainsi constitué ayt fait quelque chose qu'il ne deuoit faire, toutesfois la sentence donnée avec ledit Procureur, ne peut pour ceste cause estre rescindée ne corrigée que par appel. Aussi en aucunes Cours l'on fait difficulté de receuoir vne Procuracion si le constituant ne promet expressement par icelle payer le iugé. Mais ie pense que nonobstant l'omission de ladite clause, vne procuracion seroit bien receuable: parce que les clauses qui communement sont mises és instrumens si elles sont obmises, toutesfois elles doiuent estre censees & reputees comme y mises & apposees.

Semblablement eschet regard à ce que quand vn Procureur consent

quelque chose qui requiert mandement special, & il ne met auant, que le Juge ne donne lors' presentement la sentence suiuant le dit consentement, mais qu'il ordonne que dans certain temps ce Procureur se fera aduouier dudit consentement: & l'adueu fait, pourra seurement donner sentence, & si l'acte que l'on fait, doit estre accomply dedas certain temps: il faut que l'adueu & ratification soit faite dedans iceluy temps. Mais si l'on veut desaduouier vn Procureur avec lequel la sentence ou^m appointement est donné, faut que l'on se porte appellant de la sentence, comme estant nulle, & donnee avec vn non Procureur de l'appellant, par protestation de non approuuer ledit Procureur ne ladite sentence, ains appeler de ladite sentence, pource que sans appeller il ne pourroit impugner ladite sentence par nullité, selonc le stile de France. Et ne suffit à l'appellant de dire que le Procureur n'auoit point de mandement, ains faut qu'expressément l'appellant le desaduoue. Et ainsi fut receu vn appellant n à desaduouier son Procureur par la Cour de Parlement le premier iour de Decembre 1544. plaidant monseigneur maistre Christofle de Thou, lors l'un des plus notables Aduocats de la Cour, & à present President tres-excellent en la grande chambre, duquel icy ie veux bien inserer la substance d'une Epigramme & senaire Latin, qu'autresfois & n'agueres luy ay enuoyé: pour tousiours recognoistre selonc mon pouuoir ceux par lesquels i'ay profité en ce mien petit œuvre. C'est que ie le cōparois à Publius Crassus Murianus Romain lequel par les historiographes Romains est dit auoir eu cinq choses trèsgrâdes, & par dessus les autres Romains. La premiere qu'il estoit tres-riches, & de seconde, qu'il estoit tres-noble & de grande & fort ancienne lignee. La tierce, qu'il estoit fort eloquent. La quatre qu'il estoit lors grand Iuriconsulte: & la cinquiesme qu'il estoit grand Pontife. Car certes il a tous lesdits dons, fors qu'il n'est pas le grand Pontife: mais il est premier President en la grand Chambre, qui est vn des supremes estats en ladite Cour, comme recite Aule Gelle en ses nuits Attiques premier liure 13. Chapitre. Lequel Epigramme i'ay mis en ce mesme lieu o en mes Institutions Forenses Latines

40. De adueu
& ratification
d'une chose fai-
te par procureur.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XVII. Des Reintegrandes, &c.



Il est traité au cōmencement de ce Chap. 17. des Reintegrandes & adueuz, qui sont especes de matieres possessoires. Plusieurs praticiens ont remarqué que les matieres de cōplainte sont en triple difference: cōplainte en cas de nouuelleté, reintegrande & simple saisine. La matiere d'Adueuz est vn remede possessoire qui compete pour meubles seulement, & *ita*, different de la reintegrande, qui est quand on a esté spolié du fonds ou des fruiets iceluy. L'auteur monstre aussi les differences qu'il y a de l'interdict, *vnde vi*, & de la reintegrande introduite par les Canonistes. *Can. reintegranda. 3. quest. 1.* comme on peut colliger de ce que scriit *Innoc. in cap. sepe de restit. spol. vide l. rem qua à nobis. ff. de adm. poss.*

Toutesfois on peut dire & soutenir telle matiere d'adueuz faire partie de la reinte-grande. *Non enim competit verbi*, mais le remede introduit par les Canons. [Et par le Droit Canonique ce remede de reinte-grande est baillé à celuy qui estoit possesseur depuis trente ans, ayant esté jetté & mis hors de sa possession par force & violence. *Glossain d. can. reinte-granda & gloss. vlt. in cap. 2. De restit. spol. in antiq.* Toutesfois par nostre vñance elle n'est pas donnée, sinon à celuy qui a esté spolié & dejeté de la possession puis an & iour, & doit tel remede estre intenté dans l'an. Ce qui se confirme par les Ordonnances 1539. Art. 62. qui porte que les sentences de Recreance & de Reinte-grande seront excecutes nonobstant l'appel. Or puis qu'elles sont comparees & rendues egales, il s'en suit qu'il faut considerer la derniere possession.

b *DD. in cap. cum ad sedem. 15. cap. sapa. Ce restit. spoliat. extr. D. c. 5. eod. tit. in 3. compil. ca. 3. eod. tit. in 4. compilat.*

c *L. 1. §. hoc interdictum §. & generaliter §. si fundus. D. de vi & vi arm. l. vñic. §. hoc interdictum. D. ut ubi. Paul. 5. sentent. Tit. 6. d. l. 1. §. illud vñque D. de vi & vi arm. Et ne com-pete la complainte en cis de saisine & nouuelleté pour meubles principalement, si-non qu'icelle complainte fust pour vñe succession vñiuerselle. Bartol. & Accors. in d. l. rem qua nobis D. de acquir. nd poss. tiennent que le Preteur n'a donné aucun interdict pour chose mobiliere. Ainsi par les Coustumes est porté qu'elle n'a lieu pour choses mobilières, sinon par vñiuersité de meuble Paris Art. 97. Pour meuble accessoire à l'immeuble ou pour, vñiuersité, &c. Galais Art. 231. Clermont Art. 51. Sens, Art. 117. Montfort, Art. 60. Bourbonnois Art. 91. Auvergne Chap. 1. Art. 8. La Marche Art. 7 Poictou, Art. 401. Montargis Chap. 11. Art. 6. & Orleans Art. 489. fin pour prinse de meubles prins en la iustice d'autrui, en donnant trouble au fait de la iustice d'icel-le. Clermont Art. 51. Poictou Art. 401. ainsi qu'il est plus amplement expliqué en la Conference des Coustumes, partie 2. Tit. 4. Vide Rebuff. Tom. 3. tract. de mat. poss. Art. 13. gloss. vñic. num. 1. 2. & 3.*

d *Vide Philip. Decum Consil. 102.*

e Ainsi de droict l'interdict, *Vnde vi*, peut estre intenté ciuilement ou criminellement. si de possession 4. C. vñde vi. l. 1. §. ne quid autem D. eod. tit. §. recuperanda vñficul. quod autem Instit. de interd. l. vñle C. ad leg. Iul de vi publ. l. vñic. C. quando ciuils actio crim. prouide. Et de droict l'interdict, licet in extraordinariis iudiciis proprii locum non habeant, tam- en ad exten. lum coram ires agunt l. 3. C. de interd. Tellement que ius ordinariu & inter- dictum inter se opponuntur, comme il se voit dans Frontinus & Aggen. de l'imit. agror. Et les actions qui competent par le Droit, s'appellent extraordinaria in rub. de interd. siue extract. que pro vs compet. rupin veteribus ambagibus l. si quis 4. C. de interd. omnibus frustra- tionibus amputatis l. 71. c. Quor. bon. Cuius 5. Obseruat. Ceste action de reinte-grande est ciuile & ordinaire pour la spoliation : mais pour les excez & ports d'armes commis en faisant icelle spoliation, est extraordinaire & se peut pourlure criminellement & extraordinairement. En la reinte-grande faut auoir pleine preuue, afin d'obtenir iugement à son profit. Felin. in cap. cum Ioannes, extr. de fid. instrum. Ioann. Imol. in l. admo- nendi. D. de iureiur.

f Comme il est expliqué cy-dessous au liure 3. & 4. des Institutions de l'Autheur. *§. Spolatus ante omnem restitutionem est l. 1. §. 1. & ibi Acc. D. de vi & vi arm. l. si maritus 10. C. de don. inter vir. & vñ. l. 7. §. quod bellissimè. D. Quod vi aut clam. Honor. & Arc. l. vñle. C. Quor. bon. l. vñle. C. ad leg. Iul de vi. Can. prius: can. oportet can. reinte-granda 3. q. 1. cap. 1. §. cum qui. cap. lueras, cap. iuliteris. De restit. spol. cap. cum dilectus 2. cap. super spoliatione. 4. de or- din. cognit. extra Innoc. in cap. 2. De caus. poss. & propr. Et autres textes rematzue en l'Ad- dition du Tit. 4. partie 2. de la Conference des Coustumes. Casuod. 6. Varrar. Ep. 18. mo- uent iure si cōpetunt. primitiis inuasa reddantur. Id. l. 9. Epist. 18. Symmachus 3. Epist. 68. que- so igitur vi temerata possessionis statum iubeas reformari. Ante restitutionem spoliator non cogitur restitutus respondere. cap. 2. & 4. de ordine cognit. extra. cap. grauis 11. De restit. spol. cap. 5. eodem tit. in 2. collat. l. 1. §. qui autem D. de vi & vi arm. Petr. de Ferrarius in Pract. iii de iorm. lib. in causa spol. poss. Hostiens. & Godofr. in summa 5. specul. Tit. de pes. & poss. Socii in reg. 279. Boër. Decis. 128. Alexander in l. naturaliter. §. nihil commune. D. de acquir. nd poss. Bald. Conf. 133. vol. 2. & 139. num. 1. vol. 3. Abbas in d. cap. grauis. De restit. spoliat. Les exceptiōs ou faille-*

ces de ceste Regle, sont expliquées par Socin. de Regul. 379. & Nic. Carbon. lib. 2. Pract. cap. 2. num. 27. où Socin en met douze: & Carbon 11. par le droit Canonique, & 19. par le droit Civil. Arrest donné en l'Audience le 16. iour de May, 1566. par lequel surdict qu'un quidam seroit restitué, & restitué en la possession du Benefice, qu'il auoit auparavant la spoliation, & le spoliant condamné à restituer, & es dommages & interets, & es despens. Charondas 2. des Resp. c. 9.

h Socinus in l. rem qua à nobis in 8. qu. D. de acq. poss. tient qu'elle est temporelle: mais elle dure iusqu'à 30. ans. Rota dec. 10. Barr. Alex. & lafond l. rem. Decius conf. 57. Boer. dec. 239.

i Voyez cy dessous le Chap. 65.

k Toute ceste matiere d'Aduex est prise des Annotations Latines, estant au ch. 9. Latin cy dessus. L'interdict, *Interdicti, quod est de omnibus rebus mobilibus ad retinendam aut vindicandam earum possessionem*, l. 1. D. *Interdicti, Theop. in Instit. tit. de interd. §. retinenda*. La difference des interdicts, *vis possidendi & Interdicti*, est monstré par Cuias en ses Parat. du Code, li 8. tit. 6. & aux Notes, sur les sentéces de Paul. li. 5. Sent. Aduoier, est *vocabulum Gallicum antiquum et constat ex cap. vii. De reb. eccl. non alien. in 6.* Auquel lieu il est neantmoins adapté aux choses immobilières: & icy aux meubles seulement Et delà sont venus ces mots receus en Pratique, & par plusieurs Coust. d'Aduex & Contr'adueu. Poitou, art. 385. La Rochelle, art. 20. & 25. Xaintonge, art. 114. Acs, tit. 16. art. 8. Bayonne, tit. 2. art. 1. Tours, art. 370. Lodunois, chap. 2. art. 13. ch. 37. art. 6. Anjou, art. 146. Le Mayne, art. 161. Meuble vindiqué par Aduex Anjou, art. 420. Le Mayne, art. 435. ainsi qu'il est contenu en la 2. partie de la Confer. des Coust. tit. 8. en l'addition. Les Coustumes de Meleun, art. 315. Estampes, art. 167. Reims, art. 406. Lisle, art. 121. Orleans, art. 454. & 455. font mention de ceste matiere. l. 1. §. quotiens. D. *Vis possid.* Arrest du 14. iour de Iuillet, 1537. pour l'vniuersité de meubles. Et notez que l'un suruenant sur l'autre, on fait Droit premierement pour la restitution du meuble. Arrest du 22. Ianuier 1571. Bergeron en ses Arrests.

l *Olim sequestro res deponi non solebat nisi iudicio puitorio*. Sequestration de droit estoit prohibée, ainsi qu'il a esté dict cy dessus, ex l. 1. c. de probib. pet. seq. & moins se peut faire le possesseur non ouï n'appellé, arg. l. memoriter. C. *Proinde* r. l. 14. C. *si per vim vel alio modo*, &c. Guid. Pap. quest. 246.

m Par le Droit anciennement on pouuoit agir à fin d'exhibition, en intentant ceste interdict, ainsi qu'il est noté, in l. 3. §. *sed & si quis*. Dig. ad exhib. qui est interpreté doctement par le docte Cuias. *Vis possidendi*, cap. 25. de l'interdict *Interdicti*. Au surplus, pour ce qui concerne la caution, l'Auteur sur le chap. 9. dict. que la cautio est seulement ostée, qui le fait quand lon veut former l'instance d'Aduex, & non celle qui le donne pour le payement du debte, Paul. de Castro in l. si fideiussor. §. *satisfactum* D. *Qui satisf. cogant*.

n *Mobilium vim & abiecta possessio est Notari*. D. D. in l. si rem mobilem 47. D. de acq. poss. & restit. in d. *legatum* mobilium negligia atque omissa custodia, quamvis eas nemo alius inuaserit, retentis possessionis damnum adferre & consuevit, & in fine eiusdem legis, *Igitur earum rerum que ratio ne vel anima caret, confestim amittitur possessio*.

o Ccec est pris en partie du texte Latin, Cha. 9. & en partie des Annotations de l'Auteur sur ledict ch. 9.

p Nouvelle Coustume, art. 398.

q Charles VII. 1453. art. 80. Louys XII. 1507. art. 41. François I. 1515. ch. 9. art. 1. mises en la Confer. des Ordonn. li. 3. tit. 8. Et faut que le possesloire soit terminé & iugé auant que venir au petitoire, quand vne fois le possesloire est intenté, si de vi 37. D. de iudici. *Visp. in l. ex istis* 35. D. de acq. vel adu. poss. *ex istis controversia possessionis* hic est autem 28. *proinde promittuntur iudex vter possideat, ita enim fiet, ut si qui iudex est de possessione, p. iudicis peribit fugatur, & tunc de dominio queratur*. Cela a lieu, tant en matiere profane, que Beneficiale. Car en matiere Beneficiale on ne peut faire poursuite du petitoire, que le possesloire ne soit vuidé par iugement. François I. 1539. art. 49 qui est tiré d'un ancien Arrest du 2. Aoust 1512. pour Denis lobert, contre Dauid de Bouigny, ou Pouigny, pour raison d'un Benefice de sainct Radegode de Poitiers; ainsi que Rebuff. Tract. de cens. benef. poss. art. 12. gloss. vii. num. 1. Et Papon li. 8. des Arrests, Titre 11. Arrest 7. Et faut payer les dommages & interets, & mesmes les despens, auant que venir au

petitoire. Arrest du 12 iour de Novembre 1543. donné en Audience, & fut dict mal & abusiuement iugé au cōtraire par le Iuge d'Eglise. Rebutte au lieu sus-allegué, nōbre 11. Papon 16. Arrest 8. l. 1. *ubi in rem act. Cuius. §. Obf. c. 15. & 7. Obf. c. 38.* Au reste, *Faber in §. a jū inst. de act. & l. incerti. C. interdict.* tient qu'un defendeur peut empêcher le demandeur de faire preuve de la propriété, ores qu'il la vueille versifier sur le champ. Lon peut bien neau moins alleguer la propriété & seigneurie pour adminicule de la possession. *Felin, in cap. licet causam. De prob. exir.* Partant en tolle matiere cely-là obtient, qui véritablement auant la complainte intentee, estoit dernier & paisible possesseur. *Fab. in §. retinenda inst. de interd.* encores que sa partie monstre euidement qu'il n'est le vray Seigneur de la chose. *Guid Pap. quast. 351. encores que le Barrole, ad l. naturaliter. §. nihil commune. De ad j. poss.* affirme que le petitoire se peut accumuler avec la complainte en cas de faulx & nouuelleté: Mais en matiere profane audit cas, ne le titre de la propriété & seigneurie de la chose, ne le pretexte d'iceluy est requis & necessaire: Toutefois en matiere Beneficiale, il faut faire apparoir du titre du Benefice, *saltem*, coloré. Dauantage, pour attentats faits pendant le procès principal ou d'appel, il ne faut aucunement alleguer la propriété & seigneurie, comme il est porté par la Pragmatique Sanction, *tit. de pacif. poss. in verbo inquirant. Anser. Dec. Tol. q. 15.* En ceste complainte on ne peut demander aucune prouision, sinon celle qui vient de la nature de l'actiō, sequestre ou recteance. Et ne doit donc le Iuge donner permission de bastir au lieu contentieux, en baillant caution de demolir, si faire se doit. Ce qu'un Iuge ayant ordonné, il fut infirmé par Arrest du 16. Novembre 1514. Ainsi est-il en la reinteigrande, en laquelle on ne peut aussi demander aucune prouision, soit de sequestre ou recroceance. Car aujourd'hui nous gardons le droit Canonie, qui donne le benefice de la reinteigrande, plus grand & ample que l'interdict *unde vi*: ceste reinteigrande ne reçoit aucune cumulation d'un autre droit subsidiaire ou extraordinaire, *Arg. l. in prouincialis. D. de noli operari nunt.* Voyez Charondas li. 1. des Resp. chap. 61. dernière edition.

1. *l. incerti. C. de interd.* Accursin d. l. si de vi. D. de iud. l. ordinarij. C. de rei vind. & ibi *Fab. Bart. in d. l. naturaliter §. nihil commune. D. de acq. poss. cap. pastorali. De caus. poss. & prop. Masier. in Prax. T. 1. de petit num. 1. num 2. §. retinenda inst. de interd.* l. vn. C. de alien. mort. ind. caus. fact. cap. licet causam. De probat. extra. cap. 2. cap. cum dilectus cap. cum Ecclesia. De caus. poss. & prop. Fallit. in vtrobi R. ebbf. tom 3. traict. de mat. poss. art. 7. gloss. 1. num. 10. Separata debet esse possessio a proprietate, l. 1. §. huius autem. Dig. vii. poss. l. 1. l. naturaliter. §. nihil commune. D. de adq. poss. Super. poss. 73. Stultus mortalium auaritia proprietatem possessionemque discernit, nec quicquam credit esse suum, quod alienius est.

2. *l. infamatus 4. D. de vii. possid. l. 1. D. de superficie.* Les interdicts, *Retinenda possessionis*, sont reduits en vn, & ont pareille forme, *ut notatur in l. vii. D. vtrubi.* Et ne competent qu'au possesseur, *d. l. vii. D. cond. tit. l. 2. D. vii. possid.* Le Colōn ou fermier ne possède, *l. cum nemo. D. de ad j. poss.* A ceste cause ne peut agir par la formule de l'interdict, *vi possidetis*, *ut notant, D. D. nd. l. 2. Digest. vii. possid.* ainsi ne peut il vser de celle introduite par l'interdict, *vtrubi.* *Bart. in l. si apes §. item constat. D. de furtis*, tient que la condition furtiue n'est coneedee ne permise, sinon à certains colons ou fermiers: & mesmes Ma'uer & autres Praticiens disent, que le fermier à longues annees peut bien intenter actiō de nouuelleté, ainsi que quelques-vns ont noté, *in d. l. 1. §. D. de superficie. l. fin. D. vii. possid.* Si est-ce qu'ordinairément nous receuons tous fermiers à faire poursuite par actiō de la restitution des fruits de leur bail ou ferme, suiuant la doctrine de Paul de Caltre, *in l. cum in plures §. messum. D. locati.* Quelques-vns ont douté, si le maistre pouoit former complainte contre son inquilin & conducteur, suiuant la loy *si duo §. cum inquilinus. D. vii. possid.* Mais telle complainte a esté iugee impertinente & non receuable, par deux Arrests des 23. Novembre 1543. & 11. Ianuier, 1546. recitez par Papon, liure 8. des Arrests. tit. 4. Arrest 14. en la 6. editiō. Au surplus, tout ainsi que le colōn ne peut former adiō ou intenter l'interdict, *vtrubi*: aussi ne peut-il faire sequester les fruits par vn Sergent. Car la sequestratiō n'a point de lieu selon nostre Pratique, sinon es Interdicts, *vi possidetis* & *vtrubi*: & en quelques autres actiōs declarees par les Coustumes des pais, ou autre ancienne vlsance. Par consequent, puis qu'il ne peut former l'interdict, *vtrubi*, il doit aussi estre exclus de pououir vser de toutes les parties dudit interdict.

dist. Arg. l. quæ de tota. D. de rei vindic. Il luy est bien permis de se pourvoir par action, veu que de rigueur de Droit, il peut agir seulement contre son locataire, suivant la disposition du §. *messum* : à plus forte raison il doit s'abstenir de ladite sequestration, se contentant de l'action telle qu'elle luy est permise, & concéder.

† *Interdictum uti possidit possessorum prædictum tueretur. l. 1. §. interdictum autem, D. uti possid. & in l. 1. D. eod. tit. qualicumque possessor, hoc ipso quod possessor, pluri iuris habet, quam ille qui non possidet.* Voyez la Conférence des Coutumes, partie 1. tit. 4.

▼ *Formula vindicationis in re mobili, quæ uti solebat actor rem tangens, hinc notum significabatur. H. E. R. I. Q. M. E. A. Hanc ego rem iure Quiritium meam esse aio. Si nemo contradiceret, in iure cessio dicebatur. Exceptio vero formula erat, At ego contra eam vendico. Sed cum res immobiliu petebatur, hæc formula adhibebatur, Fundus, qui est in agro, qui Sabinius vocatur, meus est, cum ego ex iure Quiritium meum esse aio, ubi ego te ex iure manu conserutum voco. Exceptio autem formula, Vnde tu me manu conserutum vocasti, inde ego te revoco. Prætor solebat eandem interrogare, An contra vindices vel A. F. A. id est, Anne has auctores vel te est in Notum apud Probum A. T. D. Q. C. V. Anne tu dixi qui contra vindicaveris? Quo negante aut tacente prætor es qua vindicasset, rem addecebat idque legi actio dicebatur ita. Q. N. H. E. H. P. E. V. A. id est, quando negas, hinc ego hominem præfenti & vindicanti addico. Boet. ad Cic. Top. Cic. pro Muræna V. ater. Prob. in Not. Ag. l. li. 8. c. 9. P. l. p. lib. reg. tit. 10. Polet. li. 5. hist. form. Rom. cap. 4. Brisson. li. 5. de form. & li. 13. & 19. De verb. sign. Bud. in annot. ad Pand. in l. 1. De orig. iur. Alciat in leg. pecunia. Digestu. de verb. sign. Sigon. l. 1. de iud. cap. 10.*

x La plus-part de ceste matiere des requestes est prise des Annotatiōs Latines sur le chap. 10. *Actio pignoratitia compræit adversus creditorem ut soluto debito pignus restituit l. solutam. D. de pignor. act.* De laquelle sont les titres des Pandectes & du Code, n'est pas icy entendue: ains celle qui porte telles conclusions, à ce que le débiteur ait à payer ou à deguerpir & délaisser par hypothèque ce qu'il detient des choses obligées & hypothèques par ledit débte, cap. ex interu cur. de pignor. Laquelle action s'intente en trois manieres: *Primò*, contre le débiteur. *Secundò*, contre l'heritier & bien-tenant de ceste chose obligée & hypothéquée. *Tertiò*, contre les tiers detenteurs des biens obligés & hypothéqués. En la premiere & seconde espee, les conclusions sont personnelles & réelles. Car en icelle on peut cumuler & conjoindre l'action personnelle avec l'hypothécaire. Mais en la troisieme, elles sont seulement réelles. *Cicero lib. 11. Epistol. famil. donne quelque lumiere de la formule ancienne, qui se gardoit à Rome, Præterea Philotes Alabandensis in vrbibus Cluvio dedit hæc commissæ sunt. Cures velum, ut aut de hypothecæ decedat, easque procuratoribus Cluvii tradat, aut pecuniam soluat.* Imbert & Brisson, lib. 6. de formul. & lib. 8. de ter. & verb. sign.

y Art. 16.

z Nouvelle, article 408. Pour le regard du testament faut voir, lib. Commun. de legat.

F. a C'est le 136. art. de la nouvelle Coutume de Poictou, comme il se cognoist par icelle, & le procès verbal estant à la fin.

b Nouvelle, article 409.

c *Authen. hoc si debitor. C. de pignor. & hypoth.* tirée de la Nouvelle, 4 cap. 4. *Authen. sed bodie. C. de obl. & act.*

d Le bénéfice d'ordre ou discussion, est differēt du bénéfice de division, ainsi qu'il se cognoist par le Droit, *Diui Hadriani epistola, quæ de periculo dividendo inter mandatores & fideiussores, loquitur, locum habet etiam in his qui pecuniam pro alio constituunt. l. vlt. C. de const. pec Paul 1. Sent. tit. 28. Inter fideiussores ex edicto prætoru. si soluendo sunt, licet singuli in solidum teneantur, obligatio dividitur. Beneficium autem divisionis aut epistole Diui Hadriani idem significant, ut constat ex l. inter fideiussores 26. l. si plures 27. §. præterea si fideiussor. l. si contendat. 28. l. si testamentum. 49. §. quod si duo. D. de fideiuss. l. si fideiussor. 10. Cod. eod. tit. §. si plures Inst. eod. tit. Lequel privilege ou bénéfice a esté estendu par Iustinian, Ad coartæ constituta pecunia d. l. vlt. C. de const. pecun. & finalement, ad ipsos coartæ debendi principales. par la Nouvelle 99. Cuius. ad d. Nov. 99.*

e Les rencoiatiōs à tels droits, & autres introduits aussi en faueur des femmes, c6-

me du Velleian, loy Iulie, de fundo dotali, s'ont necessaires, & les doiuent to^r Notaires nommément exprimer par les obligations, contractz ou instrumens qu'ils passent & reçoient, declarer particulierement, & faire entendre aux parties cōtrahantes qui sont les renonciations, ce que tels priuileges contiennent, & leur effect. Autrement les renonciations faites generally à tels droictz, sans les exprimer & declarer aux parties, ne feroient bonnes ny valables, & ne feroient leur effect, ainsi qu'il a esté souuent iugé mesmes par Arrests donnez en l'Audience le 11. Ianuier 1564. & dernier Feurier 1576. & autres remarquez en la Conference des Coust. part. 2. tit. 5.

f Cecy est pris de la Coustume de Poictou, art. 410.

g Ceste forme de protestation est tiree de la loy 3. §. 76. D. de duob. reis.

i Chap. 1. de ce 1. liure.

k Par le droict ancien on auoit de coustume de perdre son procez, *plus pendo, locu, summa, tempore, aut qualitate*, & si estoit tel demandeur condamné au triple §. si quis agens Inst. d. act. Paul. i. sent. tit. 1. §. li. 2. tit. 5. li. 3. tit. 10. Cic. 1. de Orat. & in Orat. pro Roscio Comodo, & pro Roscio Amerino, Suet. in Claudio, c. 14. Huius rei exēplā extant in l. 1. de in iur. fac. l. si pater 36. D. de solut. l. 1. & 2. C. Hermog. de Calumniat. Brisson. lib. 14. de verb. sign. & lib. 6. de Formul.

l Joana. de Ferrariis fur. m. r. §. ad libellum in act. hypot. in gloss. except. Guid. Pap. q. 132. & 576. Chassier. in tit. des rétes vendues à rachapt §. 2. ad finem. Bart. in l. Moschus. D. de iure fisci. Pour le taict des rentes foncières & autres baux d'heritages, faut voir l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1563. mise au 4. liure de la Confer. des Ordonnances Royaux. tit. 15. Monsieur l'Oiseau liu. 2. chap. 1. nombre 8. reprend Imbert & Guido Papé, qu. 576. l'ide eundemq. 9. Boir. in Consuet. Natur. Des Coustumes concernans hypothèque, §. 1. & Chassier. in Consuet. Burg. in des Cens, §. 6. où ils disent que selon Droict commun, le tiers possesseur ne peut estre contenu, ores que le contraire soit gardé à Bourges, & en Bourgogne.

m *In hypothecā a individuum est*. l. 1. & 2. C. si vnus ex plur. hered. l. quamdiu. C. de distr. act. pign. l. rem hereditariam. D. de iurict. ainsi qu'il a esté monstré en la Confer. des Coustumes, partie 2. tit. 5. en l'addition.

n *Ex qualitate successorum non debet obligationis conditio immutari* l. 2. §. ex his. Dig. de verb. obligat.

o De Poictou ancienne, mais il faut voir le 102. art. de la nouvelle Coustume.

p *Cap. constitutus, extr. De religioz domib.* Chastaneus au lieu sus allegué sur la Coustume de Bourgongne.

q D. l. 1. & 2. C. si vnus ex plur. hered.

r Art. 58. de la nouvelle Coustume. Voyez de ceste matiere la 1. partie de la Conference des Coustumes, tit. 5.

s Par le droict Civil il est permis de delaisser & quitter la chose obligee & sujette, & ce faisant se liberer de l'obligation, l. heredes C. de omni agro deserto. Idem esse in emphyteose, sine facta quidem mentione bonorum obligationis, tradit Baldus in l. 1. C. de iure emplici. Felin. in cap. ecclesiarum, extr. de constitut. & citat. l. quicumque. C. de fundi patrimon. lib. 11.

r Art. 57. de la nouvelle.

v L. cum venderem. D. locati.

x Voyez la Conference des Coustumes, partie 2. tit. 5. & M. l'Oiseau liure 4. du Deguerpissement, tit. 10.

y La raison est reduit par l'Autheur des Annotatōs Latines, où il est dict, que telle action hypothecaire est plustost vne qualite, qu'une autre & diuerse action, principalement quand elle est concurrente avec la personnelle: & ceste cumulation ou qualite adioustee est tousiours receüe iusqu'à sentence diffinitive, l. in delictis, §. si detracta. D. de nox al. act. Mais parce que iusqu'à ce iour le demandeur a plaide mal à propos, il est condamné aux despens de l'instance iusques audit iour, *argumento l. si quis infirmus. D. de positi. & ibi Bartol.* D'auantage, quand bien l'action hypothecaire seroit autre, ou bien diuerse de la demande simple, on pourroit changer la premiere requeste simple, & venir à l'hypothecaire, en payant les despens, l. habebat. D. de positi. & Bartol. in l. edita. C. de edendo. Felin. in cap. significantibus. De libelli oblat.

z Cecy est prius des Annotat. l'ide. Ioan. Fab. & Ang. in §. si minus, Inst. De act. & Accur.

sum post Arxum in l. 1. C. de heredit. act.

a Art. 18. Linter priuati, C. de dilat. l. 5. C. Theod. de temp. cur. & reparat. vtrique parti pendende dilatiōis per despesiores suos copia deneganda nō est. Vlp. in l. qui pro tribunali: D. de re iud. non semper tempus indicat obseruati: sed nonnuquam arctat: nonnuquam prorogat pro causa quantitate & iudicatie vel personarum obsequio, l. non nunquam 72. D. de iur. lic. Hoc estimare oportet cum quis dicit & pro conditione & cause vel persone vel temporis ita ordinem edictorum & cum pendum moderari.

b Iure civili, §. vlt. Inst. de perp. & temp. act. aliter omnia iudicia dicuntur absolutoria quod ante rem iudicatam rem auctori satis facientem absolui oportebat. Vide Lfs. reus 73. D. de procum. iustitiam 34. §. vlt. de iurur. l. 5. D. de publican. l. vlt. D. de interdict. l. si quis 14. D. de nox. act. l. vlt. D. que in fraud. credit Cic. pro Quinto Roscio Commodo.

c Dolus & malitia nulli debent patrocinari cap. 2. extr. de dolo & contum. cap. 15. de cont. prob. Fraus & dolus nemini patrocinium debent impartiri cap. 12. de cler. non resid. c. 8. De relig. dom. cap. 14. §. 15. extr. de testam. c. 7. De immun. eccl. c. 2. De cog. sp. c. 15. & 16. extr. de rescript. ca. 5. extr. de empt. & vend.

d Le tout suiuant l'Ordonnance de Moulins 1566. Artie. 14. par laquelle la pteuue n'est point receuë de chose excédant la somme de cent liures.

e Mise en la Conference liure 3. Tit. 3. Reb. Traict. de domic. ele. Art. vnic. gl. vn. nu. 3. 4. §. 1. 6. rend la raison de ceste Ordonnance.

f Cecy est pris du Chap. 30. cy deffous Latin, & des Annotations de l'Auteur.

g Sunt actus ciuiles qui hnduntaxat profunt cum quibus sunt argumento eorum que tradunt Bartol. & Paul. de Cast. in l. naturaliter. D. de vscap. vbo de interruptioni efflta.

h Felio in cap. ex parte decan. nunc. 24. extr. de rescript. Paul. in l. ante litem 16. l. 15. cuius nomine 64. D. de Procurat. ante litem contestatam libera potestas vel mutandi procuratori vel ipsi domino iudicium accipiendi re integra. l. 3. C. mandati. cap. 2. extr. de procur. in 6. Sed. post litem contestatam non nisi ex causal post litem. 17. D. de procur. l. procuratoribus 22. C. eod. tit. Toutes fois auourd'huy nous ne gardōs le droit à cest esgard: Car nostre auteur nous enseigne soit à propos qu'un Procureur en cause peut estre reuocqué, et après cōtrestatiō & en quelque endroit du procēs ou instāce, & s'il s'ingeroit de postuler par dessus la reuocation, il se rend par trop suspect à la partie qui l'auoit cōstitué, & depuis reuocqué. Arrest du 1. May 1533. recité par Rebuffe, Traict. de dom. & Ar. vn. gl. 1. nu. 33. §. 14. Vide Liusius & l. ita demum. C. de procur. Secus, s'ils sont Iuges diuers, l'un Ecclesiastique, & l'autre lay. Arrest du 13. Iuillet 1515. Rebuffe ibid. nu. 22. 23. 24. 25. 26. & 33. S'il ne veut eslire domicile, il y sera contraint par le Iuge, lequel intimera à ceste fin ladite partie ou bien la contraindra de ce faire, luy deniant toute audience, & versera au surplus d'autres voyes & remedes de Iustice dont bon luy semblera. Rebuffe audir lieu nombre 46. 47. 48. & 49.

i Bartol. in l. 1. C. de procurat.

k Baldus & Abbas in cap. vlt. extr. de dilat. Felin in cap. cum olim. De offic. delegati, timent que verbum legitime, ou bien & deuëment se doiuent entendre selonc Droit. Vide Petr. de Ferr. in praxi in forma poss. actor incip. Simonius Spelia fol. 118. editionis 1579.

l Par le Droit, rem ratam habere est comprobare agnoscerique quod actum à falso Procuratore, l. 12. §. 1. D. de rem rat. hab. ibique non tantum verbis, sed & actu l. non tantum 5. D. eod. tit. Vide l. bonorum 24. in princip. D. eod. tit. l. cum filius fam. in princ. D. qui ordo in bon. poss.

m L. Vide Specul. Tit. de Procur. §. 1. versic. item excipitur in prima parte operis.

n Pour le regard des Desadueuz de Procureurs, faut voir les Annotations de la Conference des Ordonnances liure 2. Tit. 4.

o Ce passage icy monstre que l'auteur a fait vne dernière edition de son viuant plus ample que celle de l'an 1566. & autres precedētes: & cōbien qu'il s'en trouue vne de l'an 1573. faicte à Paris, si est-ce n'eust moins qu'elle n'a esté suiuite en la dernière faire par l'Auteur. Ce qui se remarque en ce passage, & autres cy-deffous, mesmes des Chap. 33. 34. 35. 36. 37. 39. & plusieurs autres que Lecteur pourra obseruer en lisant les 4. liures des institutions Forenses.

DE IUDICIS REICTIONE AUT REIECTIONE, quam Recusationem vocant.

CAP. XVIII.

De iudicis
reiectione seu
recusatione.



Et quoniam non raro usus venit, ut in limine iudicij reiectur recusaturque index, idque varie à Pontificio & Casario iure sit constitutum, hac de re quadam explicemus, quæ ubi ipsam illius. viriusque iuris inter se dissonantiam obscuriora nostra iudiciali exercitatione plurimum illustrantur. Aut enim suspicionis causa eius sunt generis, quæ licet, vera farent, non tamen valerent ad iudicem reiciendum iure quidem ea tunc possunt restui, si eas proponeris aduersarius id postulet. Aut verò existunt eiusmodi, ut probata illum à iudicando remouerent: supersedere cum earum cognitione debet qui reicitur, litigantibusque edicere ut ad remedium confugiant opportunum. Nec ei licet ad alium iudicem nominatum illos remittere. Id unum habet eius decernendi, ut intra certum diem litigantes de arbitrio qui de causis cognoscat suspensionis, conueniant alioqui prout iuris erit, huius negotio prospiciet. Quod si id alteruter neglexerit, poterit certe iubere ut fugitanti, eorum unum quos consensiat, nomina apud actuarium edat. Sed si iussioni minime pareatur, quanquam non pauci iudicem tunc posse arbitros deligere censeant, in eo tamen iudicio prestat, ut litigantes aliud sibi ipsi legitimum accipiat querere subsidium: nam hic arbitrorum delectus plurimum incommodis litis primariæ processui. Itaque post hoc iudicis reiecti præceptum, is cuius interest, aduersarium in ius vocet, ut se sistat ad illius iudicis assessorem: aut si is desit, aut etiam reiciatur, ad feri illum in quo agitur antiquiorem causidicum accersatur fugiens. Nam iam diu non semel Paris curia, absente vel reiecto iudice, eiusque assessore, & us qui in consilium à principe sunt adhibiti, hisce causidicis munus permisit iudicandi, dummodo regibus non sint vel patroni, vel procuratores. Hos enim à causis cognoscendis sape repulsi: quanquam antiquiore fori consuetudine alios præcederent causidicos. Si quidem multa que sunt è re principis, in civili etiam controuersia oboriuntur, quæ non possent postulare simul & iudicare. Et qui constitutionibus regis nouissime cautum est, ut si recusationis causa non sint admittenda, index recusatus eas possit pronunciare non recipiendæ atque nullæ earum habita ratione, de lite prout ius dicitat, se cogniturum. Quod si ab eo decreto promouetur, ipse quidem recusatus minime in cognitione litis procedet, imò is qui recusatus absente pro tribunali sedere solet, siue is sit præfectus, siue sub præfectus, siue antiquior causidicus: ita ut ob recusationem, & interpositam ab neglecta ea appellatione summa quæstionis nullatenus mora fiat persecutioni. Sane si à repudiata promouatu perperam fuerit recusatione, appellans verò iudicato velis acquiescere procul à iudicio, id est non expectato dirimenda appellationi constituto die: quadraginta Francicorum Parisensium multam luet, partim aduersario, partim fisco erogandam. Sin autem in iudicio causa minime agitata acquiescat rei iudicem à dimidio plurius multa illa aestimabitur. Quod si causa utrinque disceptata succumbat integram multam in temerarios appellantes statutam fisco damnabitur.

Regius patronus vel procurator de civili controuersia ne cognoscat.

Multa temerè prouocantis.

exolvere: aduersario autem eius multa taxationis semissem, videlicet triginta septē Francos Parisi, una cum dimidiato. Ceterum si recusationis causa legitima sit, debentque recipi dilatio unica nō à recusato iudice, sed ab eo qui eius vicem gerit, tribuitur: intra quam de iis doceatur causis, quā nisi intra præstitutam diem probata fuerint ab eo qui eas porrexit, submonebitur per eum quidem, recusari loco qui iudicat: neque vlla declaratio probationis non confecta, neque à probandi facultate exclusio aliqua debet præcedere. Ferietur autem in singulis suspicionis per calumniā proposita causa apud summa tribunalia viginti Francicorum Parisi, pōnē pro virili sisco primū quæ aduersario inferenda. Et in aliis inferioribus curiis decem eorundem francicorum duntaxat: qui non dissimili modo atque illi diuidentur. Interea vtro du ad probandas recusationis causas data pendebit dilatio, atque de iis instituta etiam liticula: nihilo secius qui de ea liticula cognoscet, summa principalique controuersia suam accomodabit notionem. Sed & si quis confidentibus apud supremum tribunal ad exequendum eius curia placitis in rem præsentem venerit, haud poterit recusari, submotāque recusatione commissum peraget munus. Verum antequam perfectionem susceperit vel inchoauerit, ex iusta causa eum recusare licebit. Sed & curia eadem vetuit, ne iudices quique illis in iudicando assident, causarum cognitionē delegent in vniuersum: non autem ne quosdā actus qui in parte ad litis pertineant examinationem, ut puta describenda exempla, aliaque id genus, liceat committere. Porro non potest à principe iudex impetrari, qui de causis suspicionis in alium iudicem oppositis dicat: nec etiam principis rescripto interdici iudici suspecto ne causam tractet. Atque iudex quinis, vel suprema curiæ senator de his suspicionum causis nequis incurrando se expurgare, quanquam ab eius pendeant conscientia: veluti si de ealite ab aduersario dicatur consultus. Sanè obiciens suspicionis causas, quæ existimationem laedunt cuiuspiam ex confidentibus apud supremam curiam arbitrio curiæ illius plecti debet, nisi ea iusta sint, ac de iis doceatur. Est autem iusta suspiciōis quedam causa regis etiam constitutionibus prodita: puta si senatoris, aut eius liberi, aut fratres consobrini patruelesque ab eo de cuius controuersia agitur sacerdotium, vel iudiciale, vel quoddam aliud munus speciali titulo habeant insignitum. Constitutionibus præterea iisdem sancitum est, ut si libellus sit curiæ oblatus, quo ex confidentibus quidam dicitur suspectus, eius libelli in repertorio litis infirmamentorum summarius habeatur mentio: quamuis etiam postea quā res diiudicari apud curiam cœpta est, si iūdem demum emergant, possint suspicionis causa allegari. Iam à diuerticulo in viam redeundum.

DES RECUSATIONS ET INCOMPÉTENCES des Juges; Edition & exhibition de lettres: & quelles personnes sont tenues informer de leur qualité.

CHAP. XVIII.

I. *Raison pour laquelle il traite des Recusations. Et comme elles se proposent suivant l'Ordonnance.*

2. L'on est tenu à la purgation que fait le Juge des causes de recusation contre luy proposees par serment.
3. Causes de recusation contre un Conseiller de la Cour serōt mises dans l'inventaire.
4. Recusations iniques à quel temps se doiuent proposer.
5. Recusations contenues es Ordonnances Royaux.
6. Incompetence de lieu & de temps.
7. Quand l'adiournement mal-fait est purgé par la comparition.
8. Matieres de complaints & reintegrandes se peuuent interer durant vacations de mestrees ou vendanges.
9. D'edition de lettres.
10. Aux despens de quelle partie doit estre faite edition de lettres.
11. Quelles personnes sont tenues informer de leurs qualitez auant entree de plaid.
12. Le defendeur est tenu declarer si & quelle portion il tient des lieux suiets à la rente, de laquelle on fait question.

i. Raison pour laquelle il traite des recusations & comme elles se proposent suivant l'Ordonnance.



Pres qu'auons declaré ce qui concerne l'election de ^a domicile & constitution de Procureur, il est besoin de traiter des recusations, ^b parce que le plus souuent il aduient qu'après la premiere comparition l'une des parties recuse le Juge: & aussi quand la matiere y eschet, il faut ce faire auant toute œuvre, & que y faire autre expedition: car par l'expedition que l'on y feroit, l'on approuueroit la personne du Juge, pardeuant lequel elle seroit faite.

Celuy donc qui veut recuser, ^c doit selon les Ordonnances dernieres, es 10. 11. 12. 13. 14. & 15. Articles desdites Ordonnances proposer ou bailler par escrit ses causes de recusation. Et si la partie aduersée est presente, le Juge doit ordonner qu'elle y respondra, & dira ce que bon luy semblera. Et si ladite partie les confredit, disant qu'elles ne sont receuables, ne veritables, & le iuge voit qu'elle ne soient receuables, sçauoir est que combien qu'elles fussent veritables, toutesfois elles ne seroient legitimes ne suffisantes de Droit pour le recuser: lors pourra le Juge declarer lescdites causes de recusation non receuables: & ordonner que nonobstant icelles il passera outre: s'il y en a appel ledit Juge recusé ne pourra pas passer outre: mais faudra demander ^d audience pardeuant celuy qui a accoustumé de tenir le siege en son absence, soit Lieutenant particulier, ou le plus ancien aduocat, & requerir que celuy qui a recusé, procedé au principal de la matiere. Et si le Lieutenant particulier où le plus ancien Aduocat, ne sont illec presens, il faudra prendre commission de l'un deux pour faire adiourner pardeuant luy la partie recusant, pour proceder audit principal: auquel le

recu-

recusant sera tenu de proceder nonobstant l'appel par luy interjeté, de ce qu'il a esté debouté de ledites causes de recufation. Mais si le Iuge reculé trouue les causes de recufation legitimes & receuables, il dira par son appointement, qu'il sauue & reserve aux parties de se pourvoir cōme de raisō. Et lors sera prinse cōmission du Lieutenant particulier, ou plus ancien Aduocat, pour faire adiourner pardeuant luy le recusant, pour proceder sur ledites causes de recufation, & au principal de la matiere: & au iour assigné, ce requerant partie aduerse du recusant, sera prefix & baillé delay par ledit Lieutenant particulier, ou plus ancien Aduocat, pour faire & faire preuue desdites causes de recufation: & ce pendant neantmoins ordonnera que ledit recusant procedera audit principal. Et si au dedans du delay le recusant ne verifie les causes de recufation: apres iceluy delay escheu & passé, le Iuge sans autre declaration ne forclusion deboutera le recusant de ses causes de recufation: lequel recusant pour chacun fait de recufation calomnieusement proposé, és Cours souueraines, f c'est à dire de Parlement, sera condamné en vingt liures parisis d'amende, moitié enuers le Roy, & moitié enuers la partie: & és Cours & Iustices Royales inferiores en dix liures, aussi par moitié comme dessus. A ceste cause lon ne peut auoir lettres Royaux, & par icelles recuser vn Iuge, g & faire commettre la cognoissance à vn autre Iuge: & a lon bonne matiere d'appeller de l'exécution desdites lettres: comme il fut baillé Arrest en la Cour, le 5. iour d'Auil 1530.

Et combien que les causes de recufation dependent du fait, & conscience, & cognoissance du Iuge reculé; comme si lon dict, qu'il est au conseil de la partie aduerse, il ne s'en peut pas purger par serment, & ce fait, debouter le recusant de ses causes de recufation: ains doit proceder selon la forme susdite. Et quand par requeste presentee à la Cour lon a recusé l'un des Conseillers de la Chambre, en laquelle est distribué le procès, il faut corré & mettre par inuentaie ladite requeste, ainsi qu'il est déclaré par les Ordonnances du Roy Loys XII. article 38.

Et peut lon bailier ladite requeste i le procès estant sur le Bureau, pourueu qu'il soit dict par icelles, que les causes de recufation sont de nouveau venues à la notice & cognoissance de celuy qui baille ladite requeste: comme il est dict par les Ordonnances du Roy Charles huitiesme, Article 64.

Et y a vne cause de recufation mise és Ordonnances du Roy Loys XII. Article 37. sçauoir est que lon peut recuser vn Conseiller de la Cour, si l'un des parties plaidoyans, a baillé vn Benefice audit Conseiller, ou à ses enfans, freres, ou cousins germains: ou si ledit Conseiller, ou l'un desdits parens, tient d'une desdites parties aucun Office formé ou intitulé. S'ensuit ce vuide & expédié, que le defendeur aduise s'il est cōueni en temps ou lieu incompetent: sçauoir est quāt n au lieu, si luy est o suspect: & quāt au temps, si c'est dedans les vacacions de mestiers, ou de vendanges: car combien que le defendeur ne soit tenu comparoir en lieu suspect, ne audit temps: toutesfois il vaut mieux qu'il compare, & qu'il allegue le lieu

Lon n'est tenu à la purgation que fait le Iuge des causes de recufation, contre luy proposees par serment.

3. Causes de recufation contre un Conseiller de la Cour, seront mises dans l'inuentaie.

4. Recusations iusqu'à quel tēps se proposent.

5. Recusations cōtenues és Ordonnances Royaux.

6. Incompetence de lieu & de temps.

luy estre suspect, ou le temps n'estre competent, comme au temps de ferries de mestives ou vendanges, & requiere estre renuoyé en lieu ou temps-deu ou competent offrant y proceder, & demandera avec celes despens, dommages & interets de l'assignation.

7. *Quand l'adiournement mal fait est purgé par comparition.*

Car j'avois que celuy qui compare, n'est plus receuable à dire, qu'il n'est deüement ne bien adiourné, & qu'il purge tout le défaut de l'adiournement selon l'Ordonnance du Roy Philippes, faite en l'an 1543. toutesfois ce doit estre entendu du vice ou défaut qui seroit interuenü en faisant l'exploict ou adiournement: comme s'il n'auoit pas esté fait presens records, ou par cedula avecques injonction: ou bien que lon eüst assigné trop brief iour pour comparoir: car en ces cas, par la comparition faite au iour, lon purge le défaut ou vice de l'adiournement. Mais quand il y a autre vice en l'adiournement qui depend d'ailleurs que de ce qui est interuenü en faisant l'exploict, comme es cas cy dessus touchez, sçauoir est quād lon baille adiournement à comparoir en lieu suspect, ou en temps incompetent, ou comme si en matiere de Retraict lignagier lon bailloit l'adiournement, sur refus de l'offre dudit retraict apres l'an & iour, lors par la comparition que lon seroit au iour, lon ne purgeroit le vice de l'adiournement: toutesfois quand lon seroit conuenü ou adjourné en lieu ou temps incompetent, il ne se faudroit porter appellant du défaut qui seroit donné en iceluy temps ou lieu, sinon que par vertu d'iceluy se fust ensuyü sentence portant prejudice au defaillant: car en ce cas lon se pourroit porter appellant du défaut, & de ce qui l'en seroit ensuyü: parce que lors le grief seroit consommé, ou bien faut attendre que la partie qui a obtenu le défaut, demande les despens d'iceluy, & que le defaillant les empesche, parce que ledit défaut ne seroit bien venu ne obtenu; & si on le condamnoit es despens dudit défaut, lors se pourroit porter appellant dudit défaut, ensemble de ladite condamnation de despens. Et conuient sçauoir, que matieres de

8. *Matieres de cōplainte & reintegrandes peuuent inteter durant vacation de mestives ou vendanges.*

complaintes ou reintegrandes peuuent estre intentees durant vacations de mestives ou vendanges, & mesmement vne cōplainte en matiere de Benefice: & ainsi en fut dict par Arrest le 12. iour d'Aoust, 1525. Toutesfois aucun ne peut estre adiourné durant lescdites ferries, pour voir proceder à l'execution de certaine sentence, nonobstant l'appel interjeté d'icelle, cōme estant desert. Et comme le Preuost de Paris, par vertu d'un défaut donné durant lescdites ferries, & d'un autre bien donné, eüst déclaré que certaine Sentence par luy donnée seroit executée, & en eüst le condamné appellé, il auroit esté dict par Arrest, donné le deuxiesme iour de May, 1532. p. qu'il auoit esté mal iugé. Le defendeur se voyant estre bien adiourné, & en lieu & temps competent, doit bien regarder la demande du demandeur: & si le demandeur viét auant, comme soy disant auoir transport, ou bien qu'il face mention par sa demande de quelques pieces ou titres, & qu'en iceux il fonde sa demande: le defendeur requerra que le demādeur ayt à les exhiber & mettre auant: q. & dira n'estre tenu de proceder iusqu'à ce qu'il les ayt mis auant.

9. *D'edition de lettres.*

Toutesfois si le defendeur se purge par serment qu'il ne les a lors pre-

sentement, & qu'il ne les pourroit recouurer promptement: le Juge doit ordonner que le defendeur procedera, & ira avant sans prejudice de ladite edition: & que neantmoins le demandeur edera lesdites lettres & titres dedans certain temps, sinon quand il est question d'un transport par vertu duquel le demandeur intente son action: car en ce cas il le faut eder en premier lieu, & avant que le defendeur soit tenu aller avant: fors quand le demandeur diroit n'auoir ledit transport par escrit, & offrirait le monstrier par tesmoins: car en ce cas faut que le defendeur proceda au principal de la matiere: & requerant le defendeur, le Juge pourra forclorre le demandeur de plus en pouuoir informer par escrit.

Et quand le demandeur fonde sa demande en instrumens, & qu'il en fait mention par icelle, lors il doit faire l'edition desdits instrumens à ses despens, & non du defendeur. Mais quand il n'en fait point mention, & que le defendeur demande edition de quelques titres, concernans la demande, comme s'il le defendeur demande edition de la lettre de constitution de la rente dont on demande payement: en ce cas l'edition doit estre faite aux despens du defendeur: lesquels despens sont les frais faits pour chercher lesdits titres, & pour les enuoyer ou apporter au lieu, où est le procès pendant. Et sont lesdits despens deus, jaçoit que le demandeur ne face aucune edition, pourueu qu'il se purge par serment en iugement en la personne, ou par procuration speciale, qu'il a fait deü diligence de chercher lesdits titres, & qu'il n'en a trouué aucuns.

Toutesfois conuient scauoir, qu'une mere intentant procès comme tutrice naturelle de ses enfans, n'est tenuë d'informer, ne à l'entree, ne en la poursuite de la cause de l'acte de ladite tutelle. Mais un autre tuteur ou curateur est tenu de monstrier sa lettre de tutelle ou curatele une fois en la cause, si requis en est; & à ce est la Coustume de ce pais de Poictou & formelle. Pareillement un Beneficié qui poursuit quelques deniers deus à son Benefice, ou pour raison des domaines d'iceluy, il n'est tenu d'informer du titre ou collation qu'il a dudit Benefice: ne semblablement un mary, qui agit pour les droicts de la femme; n'un pere qui poursuit les droicts de ses enfans, ne sont tenus informer de leurs qualitez à l'entree du plaid: toutesfois est necessaire, qu'ils declarent par leur demande leurs qualitez: car autrement ils seroient veus auoir intenté l'action en leur nom priué, & en seroit enuoyé le defendeur avec despens; sauf à eux de le pouruoir par autre action en ladite qualitez, comme de raison. En outre est à noter, que selonc le droit commun le demandeur en action petitoire, scauoir est de reuendication, pouuoit requerir que le defendeur eust à declarer s'il possedoit la chose contentieue, & pour quelle portion: mais de present n'est obserué: car le defendeur en defendant la cause, est veu se confesser possesseur de la chose.

Toutesfois es Requestes du Palais, le demandeur peut requerir que le defendeur declare si, & pour quelle portion il tient les lieux sujets à la rente dont est question en la matiere: & y est tenu le defendeur avant que de fendre, ou en defendant: & l'ay veu garder & faire quelquesfois par de-

10. Audeffis de quelle partie doit estre faite edition des lettres.

11 Quelles personnes s'ot tenues informer de leurs qualitez, auant entree de plaid.

12. Le defendeur est tenu d'clarer si, & quelle portion il tient des lieux sujets à la rente de laquelle on fait question.

uant aucuns Iuges Royaux: & ce est moult equitable. Car le demandeur à grand' peine peut estre certain de la qualitez & portion que le defendeur tiendra des lieux affectés à la rente.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XVIII. Des Recusations & Incompetence, &c.



E. Chapitre 18. se peut reduire à trois chefs ou poincts. principalement. Le premier contenant les recusations ou incompetences, qu'il se proposent par les parties contre les Iuges. Le second est de l'exhibition des lettres ou pieces, sur lesquelles les parties fondent leurs demâdes & defences. Le troisieme, quelles personnes doyvent informer & faire apparoir de leurs qualitez & pouuoir, auant que passer outre en la cause.

b Les recusations n'estoient anciennement cogneues par les Romains de telle façon que nous les practiquons auioird'huy. Lesquels Romains souloient presenter requeste, à fin d'auoir des Iuges pour la cognoissance de leurs debats, differens & controuerfes. *Alconius, cum in rem aliquam agerent litigatores & p[er]na se sacramenti peterent, inducere possibant.* Festus, si alium proca nunc alium proca. Cicero pour Cecinna. *Neminem vulnerum maiores nostri non modo de existimatione cuiusquam, sed ne de pecuniaria quidem re esse iudicem, nisi qui inter aduersarios conueneret.* Idem pro Cluentio. Et pour le peu de suspicion ou cause, ils auoient de costume, de les recuser. *Plinius in Panegy. Sors & vna iudicem assignat, licet r[ec]uere, licet exclamare. Hunc nolo, simidum est.* & infra *Liberum est deceptoris dicere, nolo cum eligere.* Idem Plinius, me iniquum creabant de me querebantur. *Alconius, Euer iniquus est.* Cic. 2. de oratore. *Cum ei Flaccus multis probis obiectis P. Mutium iudicem tulisset, euer, inquit iniquus est.* Il est certain & veritable qu'ils pouuoient oster ou rejeter du Tableau ou matricule des Iuges ceux qu'il leur plaistoit, sans estre contraints d'en dire ne declarer particuliere. m[ais] les causes: mais ils n'auoient puiss[an]ce que d'en recuser iusqu'à certain nombre, ainsi que nous apprenons des liures de Cicéron. *Alcon. 2. in Verrem. Anton August. lib. de legib. vbi de lege P[er]tinia. Zarzius tractatu de legibus vbi de lege Iul. iud. Brissonius quinto de Formul. & Cuiacius nono Observationum, capite vigesimo tertio, & ad Hon. 53. Cic. 3. in Verrem. Index datus rejiciebatur cum iurciurando.* *Alcon. 16.* Toutesfois les recusations sont introduites par le droit, tant Ciuil que Canonique, à bonne & iuste cause. *Periculum est enim coram susp[en]so iudice litigare, can. quia susp[en]cti 3. q. 5. cap. 2. requirit. De appell. extr. cap. licet in fine extr. de form. cap. 5. extr. de except. & iudicium susp[en]ctorum insidias declinare naturale est d. can. quia susp[en]cti. l. non distinguemus, s. cum quidam de recept. arb. l. si pariter. D. de lib. causa l. 2. q. vlt. C. de iud. l. vlt. C. de sen. & interl. omn. iud. Nov. 81. Sine susp[en]sione omnes lites procedere impartiri cordi est d. l. aperi sumi l. 4. C. de iud. susp[en]cti igitur & inimici iudices esse non debent. d. cap. secundo requirit. s. vlt. extr. de appell. licet. D. de recept. arb. l. vlt. C. si quacunque prad. possit. cap. licet extr. de formul. compet. cap. accedens 2. extr. l' l. lite non contestata. Rele D. Ambros. in Psalmum 118. serm. mon. 10. iudex ille qui ad pronuntiandum nullo odio, nulla offensione, nulla lenitate ducatur: & infra Bonus iudex nihil ex arbitrio suo facit & domestica propositio voluntatis: sed iuxta leges & iura pronunciat, scitum iuri obtemperat, non indulget propria voluntati, nihil paratum & modicatum domo offert, sed sicut audit, ita indicat, & si cui se habet negotij natura decernit, obsequitur legibus, non aduersatur, examinat causa merita, non mutat.* Les Iuges en France se recusent eux-mêmes, sans attendre que les parties proposent aucunes recusations: ainsi tacite aut quisquis alium iud. de ora. *Faciam quod probi & mod[est]i iudices, vt in his cognitionibus excusent, in quibus manifestum est alteram apud eos partem gratis prauelere.* Par l'Ordoanance

du Roy Henry III. és Estats de Blois 1579. Art. 118. Tous Iuges qui scauront cause de suspicion ou recufation pertinente & admissible en leur personne soit pour parentel-les ou alliances, pour lesquelles ils pourroient estre valablement recufez par les parties plaidantes seront tenus les declarer pardeuant les Iuges, sans attendre que l'on leur leur propose: & de leur declaration sera fait registre pour estre communiqué aux parties avant que proceder au iugement du procès. Voyez la Conf des Ordonnan-ces liure 3. Tit. 1. & Conf des Coultumes partie 1. Tit. 22. où il a esté traicté plusieurs choses à propos de ceste matiere. *Lamy lib. 2. Or semest. Ragueau au traicté ou indice des droicts Royaux, in verbo, recufations.*

P. c. Apertissimi iuris est licere iudices delegatos antequam lis inchoetur, eum recusare. & inf. lices in qui suspecti iudicē putat, antequam lis inchoetur eum recusare, v. alium curatur, libello recu-sationis portello d. l. apertissimi, C. de iud. vel apud alia. d. l. vlt. C. eod. tit. & in l. nemo 4. C. nemo post litem contestatam ordinaria sels declinet examen. & in l. vlt. C. de except. & l. 65. C. th. de appellat. prescriptioes fori in principio litis à litigatoribus opponendas esse legum de-creuit auctoritas, Nou 53. cap. 3. Nostre leges post litem contestationem neque refut. re iudicem neque alium petere iudicem permittunt. Ceste matiere est traictée par les Docteurs en plusieurs endroits de leurs Commentaires, tant sur le droit civil que canonie. Toutesfois ils disent, que ex noua causa, on peut recufet, lute cōtestata Papon in ca. cum speciali. De appell. extr. cap. inter manasterium. De sens. & re iud. cap. 10. & vlt. eod. tit. in 3. compil. Felin. in cap. insinuans. 25. de offic. deleg. cap. 4. eodem tit. in 3. compil. idem Felin. in cap. pastoralis 4. vbi gloss. & DD. extr. de except. cap. super eod. 2. De appell. extr. cap. 3. eodem tit. in 3. compil. d. can. quia suspecti §. pen. Imbert au Chap. 49. de ce premier liure. Cynus & DD. in l. 1. C. de dilat. l. 4. C. de in ius voc. l. sed & si suspecti in princ. D. de iudic. cap. super eo. 2. De appellat. Glossa in d. s. secundū requirit, in verbo coram, extr. de appellat. Ioann. Andreas in cap. legitima. De appell. in 6. Nou. 821. Cuzas, d. lib. 9. Obser. c. 23. Panor. & lib. 2. Ordin. iud. cap. de recufationibus in d. cap. de offici. recufationis §. que sunt causa. Papon 2. des Notaires liu. 1. Chap. 1. liure 7. des Ar-rests Tit. 9. Rebuff. Traict. de Recusat.

Par le droit canonie le Iuge recufé peut renuoyer, mais selon la distinction pro-posee, in cap. index. De offic. deleg. in 6. lequel ne parle à la verité que d'un Iuge delegué, & se doit entendre aussi bien de l'ordinaire par le Chap. si quis contra. De for. compet. Toutesfois la Cour de Parlement a souuent iugé, que le Iuge recufé ne peut renuoyer à autre Iuge apres les causes de recufation proposees, sans le consentement des parties, Felin & autres Docteurs canoniques sont de cest aduis sur ledict Chapitre, si quis contra. Si l'ordinaire est recufé & cel cognu par sentence par luy donnée, ou par autre, les Canonistes, & principalement Aretin estiment qu'il peut deleguer & renuoyer la cause à vn autre: & encores cōtraindre les arbitres à decider la cause. Felin. in cap. suspicionis. De offic. deleg. extra. Quelques Coust. suivāt le droit Canon, in c. legiti-ma in 6. veulent que les parties eussent à conuenir d'arbitres pour iuger leur differē sans que le Iuge recufé s'entremette plus d'en prendre cognoissance. Par Arrest du 21. Mars 1566 a esté iugé que le Iuge ne peut aucunement les contraindre à eslire ar-bitres, recité par Rebuffe. Tom. 1. Traict. de sentent. execut. Art. 3. gloss. 3. num 1. Et Papon li. 7. des Arrests. Tit. 9. Art. 9. & de fait vn Iuge recufé sans declarer les causes de recufation inadmissibles passant outre, orcs qu'il ne face que renuoyer, est bien pris à par-tie & condamné aux despens. Arrest du 21. iour de Decem. 1563. contre le Lieutenant de la Rochelle. Vide c. dilecti extr. de p. au. Innoc. in c. ex parte extra de p. au. c. si contra vniū. De offic. deleg. in 6. c. super literis extra. De ref. & ibi DD. [Et si l'est recufé apres la cōclusiō faite au proces, ne doit reseruer d'y faire droit en iugeāt le proces: mais il les doit au prealable declarer admissibles ou inadmissibles, ainsi qu'il a esté iugé par Arr. de la Cour de Parlement à Paris l'an 1534. & fut l'intimé cōdāné en l'amēde de cēt sols. Tel-lement qu'il fut sur le chap pronocé sur l'admissibilité, ou inadmissibilité sās ordō-ner que les parties mettrot pardeuers le Iuge, & sans à faire droit, Arr. de la Cour des Aydes à Paris du 13. iour de Mars 1563. Au surplus il faut noter que les Aduocats & Procureurs du Roy ne pēuēt estre Iuges ne prēde cognoissance des procès, à la re-cufation des Iuges, ainsi qu'il a esté souuent iugé par Arr. de la Cour mesmes le 13. iour de Mars 1532. recité par nostre Auteur dans le texte Latin, & aux Annot. Papon liu. 7. des Arrests. Tit. 9. Art. 4. Autre Arr. du 20. Auiil 1540. recité par Rebuff. Traict. de

Recuf. art. 11. gloss. vn. nu. 9. Charondas liure 4. des Respons. Chap. 77. [& Papou liure 6 des Arrests, tit. 2. Art. 1. Par Arrest cy dessus allegue du 13. de Mars 1532. il fut inhibé & defendu au iuge de commettre & deleguer vn autre en son lieu & place pour renir le siege & expedier les plaids : & ordonné qu'en son absence le plus ancien Aduocat ou praticien tiendrait le siege. Toutesfois il se trouue quelques Arrests contraires mesmes celuy du 13. iour d'Aoust 1575. au profit de maistre Martial des Granges substitut de monsieur le Procureur general au Comté de la Basse-Marche Chastellenie de Bellac, Rancou & Champagnac conformement à deux Arrests des 13. & 15. Iuillet 1562. pour Chastelleraut & Orleans, par lequel fut ordonné conformement ansdits deux Arrests, qu'en l'absence, recufation ou maladie des Lieutenants general & particulier du siege de la Basse-Marche & Iuge Chastelain de Belac, que ledit des Granges tiendrait lesdits sieges & exerceroit toute iurisdiction en iceux : hors mis és causes, esquelles le Roy aura ou pourra auoir interst : desquelles sur l'honneur dudit des Granges il ne cognoistray s'entremettra : & que ledits Lieutenans & Chastelains seront tenus appeler ledit substitut au iugement & vuidage des procs ciuils au lieu des Aduocats qu'ils appelloient.

De cap. suspiciōis. extr. de offic. delegat. c. 2. De appellat. in 6.

f Par Arrest du 1. iour d'Auil 1545. auant Pasques, vn quidam recufant, fut condanné suiuant l'Edit & en 60. liures tournois d'amende, despens, dommages, & interst, cité par Rebuffe. *Tom. 1. de lib. obligat. Art. 10. gloss. 2. num. 3. Per recusationem videretur infirmis iudicial. litigatores, D. recept. arbitr.* Auteſte par l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1563. Art. 12. les parties recufans doiuent dedans trois iours nommer les tesmoins, par lesquels elles entendent verifier lesdites causes de recufation. Autrement il sera passé outre par le Iuge reculé : & le recufant condanné en 60. liures d'amende enuers nous, & pareille enuers la partie, si c'est en Cour ſouueraine : & moitié moins en Cour inferieure. Par l'Art. 13. Telles amendes ont lieu, si lesdites causes n'ont esté verifiées : Mais par celle de l'an 1564. de Rouffillon, Art. 4. les Iuges peuuent decharger le recufant de l'amende : pourueu que la recufation ne ſoit calomnieuse. Car en ce cas si le Iuge reculé requiert reparation d'honneur, c'est le ſerai faire, ſelon que la qualité du fait le requerra.

g Loys XII. 1510. Art. 39. que Rebuffe cote 40. cōtre la diſpoſitiō canonique, in c. *paſtoralis* ; & c. *cum conſcriptis. de reſc. in 6. miſe en la Cōſ des Ordo. Royaux liure 1. Tit. 6.* veut qu'apres les premieres lettres obtenues pour attribuer cognoiſſance d'aucune matiere à aucuns Iuges, les parties ne pourront obtenir lettres pour oſter la cognoiſſance de la matiere audit Iuge : ains ſe pouruoiront par declinatoire, recufation, appel ou autre voye ordinaire, ainſi qu'ils verront eſtre à faire par raiſon. Laquelle Ordonnance eſt en partie tiree du Chap. *diſpendioſa. De reſcript. in 6. Rebuff. in Tract. de Recuf. Art. 4. gloss. vnic. nu. 1.* Et 2. Au ſurplus il nous faut donc remarquer qu'on ne peut obtenir lettres Royaux pour oſter la cognoiſſance à vn Iuge ; ainſi qu'il a eſté ſouuent iugé, mesmes par Arrest du 10. Decem. 1515. *Vide D.D. in cap. cum ſpeciali. De appell. extr. & cap. ſuſpiciōis. De offic. delegat.* Quelquesfois on preſente lesdites causes de recufation deuant le Iuge reculé, *cap. d. cum ſpeciali 65. extr. de appell.* ou bie en ſ'adreſſe à la Cour par requeſte pour eſtre receu à propoſer deuant icelle Cour les causes de Recufation ou ſuſpicion on obrient lettres Royaux à ceſte fin adreſſantes à la Cour, apres l'appel interiecté d'un Iuge reculé. Apres lesdites lettres obtenus, on preſente requeſte à la Cour, afin que les parties ayent à conuenir & accorder de Iuges : ſur laquelle on a de couſtume de commettre vn de M. les Conſeillers pour les ouyr & regler de Iuges. Et ſe trouue Arrest recité par quelques vns du 22. Feuriert 1519. par lequel telle requeſte fut enterinee. Je ne veux pas obmettre que lesdites causes de recufation ſe doiuent propoſer par la partie meſme, ou par Procureur ſpecialement fondé. Autrement non. Arrest du penultieſme iour de Iuillet 1534. recité par Rebuffe. *Tom. 3. Tract. de Recuf. Art. 1. gloss. 1. num. 1. 2. 3. & 4.* Et allegue, *non ſolum*, §. 1. *D. de procurat. Bartol. in l. ſi procurator. D. de condiſ. in debiti, ſpecul. Tit. de procurat. verſ. ſednumquid in media, in 1. parte operis.* Toutesfois le Procureur general les peut propoſer en demandant Delay de ſe faire aduouier. Arrest du 4. iour de Decembre 1543. Autres le cōté du 3. Decembre. Lesdites causes de recufation doiuent eſtre nommement expriſmes & declarees par

le menu. *Accurf. in d.l. si prier 9. De lib. caus. D.D. in d.l. aperitissimi 16. C. de iud. cap. Secundo requirit. cap. cum speciali 65. extr. de appellat. in 6. cap. suspensions. De offic. deleg. Innoc. in cap. Bona 1. Decler. non refid. lan. Aulr. in cap. legitim. De appell. in 6.*

h Pour les causes qui se plaident ordinairement en l'Audience, la partie qui a aucuns des Presidés & Conseillers suspects, est tenuë trois iours auant l'Audience bailler la requeste de recusation. Autrement n'y seroit plus receu, sinon qu'il affermast que de nouueau lesdites causes de recusation soient veuës à sa notice & cognoissance, suivant l'Ordonnance du Roy François I. 1535. Chap. 1. Art. 90. mises au liure 3. de la Conference des Ordonnances Tit. 1. Mais si c'est vn iuge inferieur Royal & subalterne qui soit reculé l'Audience tenant, il doit ceder la place à autre, soit Lieutenant particulier ou autre plus ancien Aduocat, sans remettre la cause à vn autre iour par autre Ordonnance du Roy François I. 1540. 1. Article mise aussi en ladite Conference liure 1. Tit. 5. pour le texte de nostre auteur faut voir Rebuffe. *Tract. de recus. Art. 2. gloss. 2. num. 1. 2. & 3. gloss. 6. num. 1. 2. & 3. où il cite cap. infinuante. De offic. delegat. D.D. in cap. pastoralis, extr. de exceptis.*

k Rebuffe. *Tract. de Recus. & Artic. 2. gloss. vn. interprete ceste Ordon. du Roy Loys 12. qui est aussi repetee en celle de l'an 1507. Art. 19. de François I. 1535. Chap. 1. Art. 91. où il est adioucté sans que les Recusations puissent setuir outre les propres affaires des Prelats Collateurs ou Seigneurs, ou pour leurs causes seulement. Et par celle du Roy Henry III. és Estats de Blois 1579. Art. 121. il y a vne autre cause de recusatio que les officiers tant des Cours souveraines que sieges Presidiaux se doiuent abstenir de l'entree des Cours, châmbres & sieges pendant le iugement des procès, esquelz eux ou ceux desquelz ils sont presomptifs & apparez heritiers, serot parties. Si tu desires sçauoir bien au long quelles causes de recusations sont pertinentes & admissibles ou nō il faut voir les cōmétaires de Rebuffe sur l'Ordon. & Papon au 1. Notaire liu. 1. Chap. 1. & me cōtenteray de mettre les plus cōmunes, dont nostre Auteur ne fait mētion. S'il luge est parent en declarant neanmoins le degré. *cap. postremo D. de appell. extr. & ibi gloss. can. absens 4. q. 8. ou ennemy. l. lex Cornelia. ff. de iniurijs Gloss. & D.D. in cap. cum oporteat. De accus. extra. S'il a mēme cause en son priuē nom. cap. causam, extr. de iudicis cap. personam. De testib. Papon liu. 7. Tit. 9. Art. 17. Arrest du 17. Ianuier 1428. Arrest du 3. Aoust 1511. recité par Rebuffe. *Tract. de recus. Art. 9. gloss. vn. num. 12. Pour auoir donné auidis ou conseil à la partie. Accurf. in d.l. aperitissimi C. de iudic. l. consil. i. xij. D. de ad. essor. l. vlt. C. de offic. a. l. i. iugé par Arrest du 5. iour de Ianuier 1565. S'il a postulé en la cause en estat d'Aduocat ou Procureur, l. prior. D. de iurisd. omni. iud. & ibi Accurf. Vlt. Fab. Quint. lib. 5. & cap. postremo. extr. de appell. can. statutum 2. q. 5. Recusation toutesfois n'est valable pour estre simplement Aduocat: mais bien d'auoir esté Aduocat & dressé les affaires de la partie. Arrest du 4. iour de Feurier 1575. vaut aussi reculation d'un iuge locatif d'une des parties, qui a retenu châtre en son logis. Iugé par Arrest du 15. iour de Feurier 1564. Quand on est appellant d'un iuge subalterne, non R.oyal, *cap. vs propositus, extr. de appell. le laisse à part les autres pour cause de briefuete.****

l Henry III. és Estats de Blois 1579. Art. 119. Defendōs à tous iuges de cognoistre des causes ou assister au iugement des proces des Prelats, Collateurs & Patrons Laïcs desquelz leurs enfans, freres, oncles, nepueux, auroient aucuns Benefices, soit que lesdits Collateurs ou patrons, soient parties principales, ou iointes, mise au 3. liure de la Conf. Ti. 1. voyez l'Arrest du 27. Aoust. 1543. recité par Papon liu. 7. Tit. 9. Arrest 11. *in priuatorum causis huiusmodi forma seruetur, ne quemquam litigatorum sententia non à suo iudice distat infringat. l. vlt. Cod. Th. de re iud. l. vlt. C. si non à comp. iud. esse dic. cap. & si clerici. 4. extr. de re iud. l. vltim. D. de iurisd. l. 3. C. eod. tit. l. pen. D. de iudic. Clem. pastoralis extr. de sens. & ibi iud. il sera parlé plus amplement au Chap. 23. de l'incompetence des Iuges.*

n d. Clem. pastoralis extr. de content. & re iud. cap. cum R. Canonico. de offic. de leg. cap. ex parte 100. D. appell. extr. l. ante sent. D. de appell. recip. vel non.

o Cap. ex parte extr. de appellat. can. siue de coniug. 3. q. 2. can. hortamur 3. q. 9. d. cap. accedens extr. vlt. non cont. & ibi Gloss. & Panorm.

p Cest arrest est cotté par Papon liure 7. des Arrests. Tit. 10. Arrest 1. du 12. iour de May 1531. où il estoit question d'une Desertion poursuie pendant les fetes de moissons ou vendanges.

q. Innoc. in c. 1. extr. de probat. Auth. si quis in aliquo. C. de edendo. cap. 2. De fide instrum. extr. Bart. in l. si legatum D. de edendo l. edita C. eod. tit. Guid. Pap. Quest. 116. Bartolin l. 1. §. 7. D. de edendo. Leson in l. 1. D. eod. tit. Fab. in c. 1. De probat. Austr. ad tit. Cur. Parl. c. 15. Mais par l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1563. Art. 1. Les parties sont tenuës dès le commencement de l'introduction de la cause, bailler coppie, si elle est requise du contract, instrument ou pieces, sur lesquelles les demandes & defences sont spécialement fondées. Et par celle de Roussillon 1564. Art. 3. Si les pieces sont prolaxes, comme Comptes, Terriers, Aduex, Denombrements & autres semblables, ils les communiquent à la premiere assignation, avant que passer outre: & ne fera baillé qu'un seul delay au demandeur pour ce faire. Ces Ordonn. semblent estre contraires à la disposition civile pour le regard du defendeur, l. 1. 4. & 7. C. de edendo. Harmonopol. 1. Epn. Tit. 2. §. 14. & autres textes cy-deuant alleguez en la Conf. des Ordonn. liu. 2. Tit. 1. [Ceste edition ou exhibition n'empesche le cours du procès, sinon quand on requiert que les titres & contracts alleguez en iugement, soient representez, soit par le demandeur ou defendeur. Ainsi il est iugé par Arrest du 8. Decemb. 1513. Vide laison in l. si legatum. D. de edendo. Gloss. in Clemens. sapa. De verb. sign. Lancem. & Felm. in c. 1. extr. de probat. Specul. in tit. de instrum. edit. §. nunc dicamus vers. Quid si quis in libello. Philip. Decium Conf. 302. in 2. parte.

r Art. 305. en la nouvelle il faut colliger du texte de l'Auteur qu'il y a trois sortes de personnes, lesquelles ne sont aucunement tenues faire apparoir de leurs qualitez. Premièrement le pere ou mere intentant procès comme tuteur ou tutrice naturelle de leurs enfans. Secondement le beneficier qui pour suit les deniers deuz à cause de son benefice, ou pour raison des domaines d'iceluy. Tierciement le mary pour les droicts de sa femme, contre la l. maritus, C. de procurat.

6 Caius in l. qui petitio. 36. D. de rei vindic. Qui petitio indicio utitur, ne frustra expetatur, requirere debet, an is cum quo instituit actionem, possessor sit, vel dolo desit possidere. Paul. in l. qui scriptum 20. §. 1. D. de interrog. in iur. sac. in iure interrogatus an fundum possideat quater an respondere cogendus sit, & quota ex parte fundum possideat, respond. Iavolenus scribit possessor fundi cogi debere, quota ex parte fundum possideat, & c. Cela est suivant l'opinion d'Accurse, in l. officium iudicis D. de rei vind. Mais Cuias reprend l'Accurse, in comment. ad lib. 2. Quest. Paul. & en ses Observatiōs où il montre la difference entre la reivindicatiō & la demande en matiere d'hoirie ou succession. Debet statim in iudicio dominum nominare l. 2. C. ubi in rem. & Nou. 69. cap. 2. Actio in rem possessorum tenet. l. 1. C. ubi in rem. l. 1. ult. ff. de rei vind. in rem actio ex presentis possessione est. non alia 24. & §. 1. de iudic. Qui in rem actio nem possessio parisi. vnde. C. de alien. iudic. mut. caus. fact. Hac frustra in non possessorum datur d. l. 1. ult. ff. de rei vind. l. 1. & 3. C. ubi in rem l. 25. C. de iure fisci l. 7. C. de pet. her. Vide l. cogi possessor 11. C. de pet. her. l. 12. ff. eod. tit. l. qui interrogatus 4. ff. de interr. in iur. sac. l. 1. ult. ff. de rei vind. l. 7. §. Celsus, ff. Quibus ex causis in poss. eatur. M. Loiseau liu. 2. de l'actio mixte, Chap. 1. nombre 3. 4. & 5 [Au parus nous ne gardons pas en France ce qui se practiquoit selon droit en la reivindicatiō ou demande d'hoirie: lesquelles on demandoit dès le commencement ou entree du procez au defendeur s'il estoit possesseur ou non, l. qui petitio ff. de rei vindic. Car le defendeur par la simple contestatiō recognoist tacitement qu'il est en possession de la chose demandee: & se presentant en cause, il est cōdamné comme possesseur, l. in qui se obtulit, D. de rei vind. Le sçay bien que telle chose s'est practiquee aux requestes du Palais à Paris: en ce fait estant question d'une rente fonciere: le defendeur fut enquis s'il estoit possesseur du fonds, sur lequel la rente estoit pretendue, lequel fut contraint de respondre par procuratiō expresse. Ce qui se pouoit aucunement soutenir par la Loy, non alieni ff. de interrog. in iur. sac. Toutefois l'estime telle chose suspectue pour les railōs cy-dessus alleguees. Car si le defendeur ne denie nommement, il semble qu'en contestant sur la rente, s'il le recognoist possesseur, il pourroit proposer fin de non recevoir, deniāt estre possesseur du fonds ou terre pretendue sujet à ladite rente. Autrement s'offrant au procez, il est tenu comme & réputé pour possesseur, d. l. in qui se obtulit ff. de rei vindic.

QUANDO IN REM PRÆSENTEM catur, & quando non.

CAPVT XIX.



*T*que rem ex specie actionis porrecta afirmabis an ad rem, an ad possessionem, an in personā, agatur. Itaque si de rei aut proprietate aut possessione queratur, contendet rem se in rem perductum iri præsentem: nisi de eare sit controuersia, qua ex genere vel vniuerso constat: aut alia quadam ratione non facile oculis subijci potest, veluti hereditas. In rem præterea præsentem non itur quoties eius notitiam tenere reum manifestum est: ut si eas ades de quibus disceptatur,

De rei litigiose demonstratione discutendum.

incolat: nisi de earum agatur seruitute quadam. Tum enim magis est ut nō negetur loci eius, qui seruituti dicitur obnoxius, demonstratio: aut iam ita iudicium ingressus sit, ut rei litigiosa arguatur certior. Quare si laudandi an ætorn causa dilationem fuerit consecutus, in rem nō ibit præsentem. Et si deliberandi causa dilationē obtinuerit, non continuo ab huiusmodi oculata demonstrationis petitione repellitur. Sin autem in personam actio sit instituta, in rem præsentem nullatenus itur, nec etiam si res ea soli sit. Nam in ita secum conuentionis, aut facti proprii, nemo nisi sponte perfracta obtendit ignorationem. Sanè res quanto luculentius per eius naturam licet designanda est: scripto quidem, si quando corporali non opus est demonstratione. Quod si eam iudex adhibendam fuerit arbitratus, nonnunquam ipse tunc, interdum autem apparitor ex intervallo constituit quo die, quorūque hora, quo etiam loco reus conueniat, ut illinc controuersus locus adeatur. Itaque actor cum apparitore ibi se sistit: ac si reus absit edictum coram testibus in eum dat apparitor: Et tanquam contructo eremodicio, nihilo secius atque si adesset reus, ad rem controuersam apparitor testibus illis auctoreque comitatus accedet, eamque duobus saltem consensibus fundis circumscriptam actor apparitori demonstrabit, atque id esse de quo agitur, prædium contestabitur: quæ omnia liseris mandata, chirographo suo apparitor subnotabit. Cedente porro iudiciali die, actor huiusmodi demonstrationis renunciationem (quam Processum verbalem nominant) reo exhibebit: quæ ea perspecta, euestigio in lite pergere iubetur. Plerumque autem reus partim se demonstrata rei possessorem agnoscit, partim inficiatur. Quamobrem ubi ad contingit, actor vicissim in rem præsentem se à reo deducendum exposcit, ut dilucidius videat, quæ, quæque parte fundi reus cedat. Quæ in specie eadem amipino atque in prius demonstratione forma est obseruanda. Sed hæc rarius vsurpatur: quoniam vix accidit, ut actor rerum à se demonstratarum sit inficere, adeo ut ignoret de qua fundi parte reus iudicium velit aut suscipere, aut repudiare. Actor quoque præterea interest litis examinationem suscipere.

R

DE MONSTREE OV VEUE: ET EN quels cas n'eschet Veüe.

CHAP. XIX.

- | | |
|--|--|
| <p>1. <i>Demande doit estre considerée avant que de demander veüe.</i></p> <p>2. <i>En quelles actions Veüe ou Monstree se doit faire ou non.</i></p> <p>3. <i>Coustume de Poictou declarée.</i></p> | <p>4. <i>La maniere de faire Monstree ou Veüe.</i></p> <p>5. <i>Ce que lon doit faire au iour que la Monstree est rapportée.</i></p> <p>6. <i>De la Desseuree.</i></p> |
|--|--|

1. *Demande doit estre considerée avant que de demander Veüe.*



2. *En quelles actions Veüe ou Monstree se doit faire, ou non.*

V parsus, le defendeur doit considerer par là teneur du proposé, si l'action est reale, ou possessoire, ou personnelle. Et si elle est petitoire, ou possessoire, le defendeur a requerra Monstree ou Veüe luy estre faite de la chose contentieuse, & l'ordonnera le iuge, sinon qu'il soit question d'une action vniuerselle, ou de chose dont facilement lon ne puisse faire monstree: comme si lon fait question d'une succession vniuerselle, ou d'une maison noble avec ses appartenances & dependances: car au premier desdits cas n'est adiugée aucune monstree; en autre cas lon adiuge monstree de la maison noble seulement sans les appartenances. Toutesfois en ce pais de Poictou, auquel il y a coustume formelle és Articles c 123. & 124. que celui qui fait hommage: lige d'aucun Fief, s'il y a hostel, ou chose qui face chef d'hommage: ou quand l'hommage est plein, doit bailler par declaration particuliere à son Seigneur feodal toutes les choses de son fief. Il me semble qu'ou il seroit question d'un hommage lige, non ayant hostel ou chef d'hommage, ou d'un hommage plein: en ces cas il faudroit faire monstree des choses particulieres du fief: parce qu'il est facile à en faire monstree: mais il est question d'un fief lige, il suffit monstree l'hostel, parce que par la Coustume susdite, lon n'est tenu de bailler par declaration les choses dudit fief particulièrement, ains suffit dire par la declaration, que lon tient vntel hostel noble & ses appartenances. Et en passant ie veux bien vous aduertir, que ceste Coustume doit estre entendue quant à la declaration que la Coustume ordonne estre baillée à muance de seigneur ou de vassal: car le Seigneur peut bien contraindre son vassal par action, à bailler par declaration par le menu ce qu'il tient de luy: & ay sceu qu'ainsi en a esté dict par Arrest de la Cour. Aussi nous voyons tous les iours que les Seigneurs, Ba-

rons ou Chastelains, par vertu des lettres Royaux, contraignent leurs vassaux & tenans par hommage lige, à leur bailler par le menu par declaration ce qu'ils tiennent, quand lesdits Seigneurs veulent faire vn Papier d terrier. Pour reuenir à nostre propos, semblablement il n'esthoit monstree des lieux quand il est euident & notoire que le defendeur est bien accertainé des lieux contentieux: comme quand il demeure en la maison dont est procès; ou bien si le defendeur a demandé vn delay, pour sommer ses garans, ou s'il a allegué litispendance pour raison demesme chose, & en a esté forclos, parce qu'en l'instance, pour raison de laquelle il objice litispendance, estoit question d'une autre action, & separee de celle dont à present est question: comme si en l'autre instance lon agissoit possessoirement, & en la presente petitoirement. Autre chose seroit s'il auoit esté forclos de ladite litispendance, parce que la chose dont est question, n'est celle dont estoit procès en l'autre instance: car en ce cas il pourroit demander encores monstree, parce qu'il appert qu'il n'est certain de ladite chose contentieuse, d'autant qu'il auroit allegué ladite litispendance, pensant que ce fust mesme chose: & parce que c'estoit vn autre, il auroit esté debouté. Pareillement celuy qui s'est opposé à vne complainte, ne peut demander monstree de la chose pour laquelle la complainte a esté formee, non plus que celuy qui a demandé delay de garand: car il est autant bien certain de la chose contentieuse que l'autre. Toutesfois au siege Royal de Xaincte, lon garde que lon peut demander monstree iusques à ce que le defendeur ayt defendu: parce qu'ils disent que la monstree n'est pas tant faicte pour certifier le defendeur, que pour instruire & certifier le Iuge, à fin qu'il puisse donner sentence plus certaine.

Mais si l'action est personnelle, le defendeur ne peut demander monstree, jasoit qu'il soit question d'une chose immobiliere: comme si le demandeur conclud à ce que le defendeur ayt à le faire & souffrir iouir de la terre que le demandeur luy a louée ou affermée, ou vendue: car lors le defendeur ne peut pretendre cause d'ignorance: g attendu que c'est de son fait. Et en ce cas si le defendeur le requiert, le Iuge ordonne que le demandeur baillera par declaration les choses que lon demande, mesmement s'il est question de plusieurs choses, sinon qu'il soit question d'une chose vniuerselle, comme des meubles ou des acquests de quelque personne cede & transportez: car lon n'est tenu les bailler par declaration au defendeur, parce qu'il faut vider premierement le droit, sçauoir est à qui appartient l'vniuersalité, comme de meubles, ou d'acquests: & en l'exécution de la Sentence, si le demandeur l'obtient à son profit, il baillera par declaration par le menu les meubles ou acquests. Et ainsi l'observe lon en matiere possessoire ou reale, sçauoir est, qu'il n'est besoin en la premiere instance declarer par le menu les choses comprinses sous l'vniuersalité, ains on en attend l'exécution de la sentence. Aussi il pourroit aduenir que la declaration soit superflue, sçauoir est si le defendeur estoit enuoyé absous.

Mais si le demandeur demande vne rente fonciere, constituée pour raison des domaines à luy obtenus par succession de ses pere & mere, au pais de Poitou, il faut que le demandeur face monstree d'aucunes choses immeubles: parce que comme nous auons dict cy dessus, on n'est tenu de payer vne rente, sinon tant qu'on tient les lieux baillez à rente. Dauantage, il faut qu'il y ait quelque chose à ce que tel transport ou arrement puisse subsister. Et si le defendeur requiert monstree, & le demandeur l'empesche, & le Iuge ordonne qu'elle ne sera faicte, & le defendeur en appelle, cest appointement n'est point reparable en diffinitue, & n'est tenu le defendeur de proceder nonobstant son appel. A ce moyen le demandeur pourra requerir, à fin que la poursuite de sa cause ne soit retardée, qu'il luy soit permis de faire ladite monstree, nonobstant le dit appel, & sans preiudice d'iceluy: ce que le Iuge luy doit permettre, & le semblable doit estre faict, si le defendeur debat la monstree de nullité, ou d'autre vice.

4. La maniere de faire la monstree.

Quand par le Iuge la monstree des lieux est adiugée à estre faicte, le demandeur peut requerir assignation estre baillee à la partie, ou son Procureur, à comparoir à certain lieu, iour & heure, pour d'illec aller sur les lieux contentieux: ou si mieux aime, le demandeur fera bailler ladite assignation par vn Sergent au defendeur. Et si le defendeur compare à l'assignation & sur les lieux, le demandeur comparant, monstrera audit defendeur la chose contentieuse, & la confrontera de deux confrontations ou aboutissans, i. pour le moins en presence du Sergent: & luy declarera que c'est la chose qu'il entend faire contentieuse. Et si le defendeur ne compare, à l'assignation à luy baillee, le Sergent baillera contre luy défaut au demandeur, ce requerant, & dira, que nonobstant iceluy il le transportera sur les lieux contentieux; & de faict l'y transportera avec le demandeur, & luy monstrera le demandeur les lieux contentieux, & declarera que lesdits lieux sont ceux qu'il entendoit monstrer au defendeur, si present y eust esté, & le confrontera de deux aboutissans, comme dessus. Et faut qu'il y ait deux recors ou temoins presens, tant à l'expedition de l'assignation de la monstree, pour aller d'illec sur les lieux, que pour la voir faire realmente & de faict sur lesdits lieux. Et fera le Sergent son rapport ou procès verbal de la monstree, lequel rapport de luy signé il baillera aux parties, si par elles en est requis. A la prochaine expedition, le demandeur rapportera à la Cour le procès verbal de ladite monstree: & le mettra auant, & requerra que le defendeur aille auant & defende, ou die ce que bon luy semblera: lequel sera tenu d'aller auant sur le champ, sans auoir delay pour en venir. Et s'il dict qu'il ne tient toutes les choses monstrees, & ne les entend faire contentieuses, & n'y auoir fait exploict: lors le demandeur requerra la partie, en laquelle le demandeur aura déclaré ne pretendre droit, luy estre adiugée sans preiudice du parfus, quant auxquels ils demeureront en procès.

5. Ce que lon doit faire au iour que la monstree est rapportee.

6. De la Dissuade.

L'on auoit accoustumé par cy deuant vser en ce cas de k Dissuadee: qui estoit que le demandeur requeroit monstree de la partie du fonds, qu'il ne

vouloit cõtendre: & luy estoit adiugee. Mais c'estoit chose superflue: car le demandeur qui intende action, doit estre certain de la chose qu'il demande & en ce faisant, il retarde la matiere au moyen dequoy à present l'on n'en vse gueres.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XIX. De Monstree, &c.



Es Romains auoient coustume de venir & se transporter sur les lieux contentieux pour en faire demonstration, ostension ou veuë, *Cicer. in oratione pro Caccina. Cum vos noua li u genus tam maliciose intenderet, placuit Caccina de amicorum sententia constituere quo die in rempresentem ueniretur, & de fundo Caccina moribus deduceretur. Colloquuntur: dies ex utriusque commodis sumitur. Brisson. 12. de uerb. signif. explicque ceste matiere de parler, in rempresentem, id est oculis suis dispicere, locis subiectis, ex li. si irruptione, §. ad officium D. Fin. Regund. Laquelle Loy s'entend des Arpenteurs &*

Mesureurs pris & ordonnez par les Iuges de leur office ou bien consentement des parties, pour le fait de la uisitation des lieux contentieux. *Hi praeceptum ire ad loca ut patefaceret ueritate litig. um terminetur, ut ait l. 3. C. eod. tit. De cest exploit de veuë ou mōstree, faut voir Masuer, Tit. de dilat. in praxi. si ilum curia Parlam. Lac. tit. de dilat. verb. & ibi Aufer. Felus. in cap. significanti bus extr. de lib. obi. & cap. significanti bus extr. de appell. que duo capitula sunt coniungenda, ut ibi ducit. Fabrum in §. curia. Inst. de act. & DD. in d. li. si irruptione ff. fin. reg. La Coustume de Bretagne Art. 124. porte que monstree peut estre faite, tant pour instruction de Iustice, qu'à la requeste de la partie, à ce que la Iustice puisse faire son iugement plus certain, & que l'exécution daugé soit plus facilement faite, ainsi qu'il est plus amplement expliqué en la Conference des Coustumes partie 1. Tit. 22. nombre 7. Nostre auteur au chap. 20. suiuant dit que la mōstree est ordonnee pour le fondement de iugement & non seulement pour le defendeur, mais aussi pour l'instruction du Iuge. *Vide l. si exhibuissent D. de publ. in rem. act. l. 2. D. si ex noxal. causa agatur. Rebuff. tom. 3. Traict. de dilat. Art. 2. glof. 2. num. 3. Ragueau Indice des droicts Royaux, in verbo. Monstree. Vide Bart. in l. 2. num. 2. D. de edendo, & Masuer. Tit. de dilat. num. 10.**

b *Innoc. in cap. ad sedem. De restit. fol. Ioann. Gallus q. 121* sont d'aduis qu'il suffit que le Chasteau ou forteresse principale soit monstree, comme aussi par la Coustume de Paris Art 345. en matiere de crices il suffit que le sergent le transporte sur le Fief principal & maison seigneuriale suiuant l'Ordonnance du Roy Henry II. 1551. ainsi qu'il est expliqué en la Conference des Coustumes partie 2. Tit. 6. des Ordom. liure 10. Tit. 2. au reste le seigneur n'est point tenu de faire mōstree à son suzer ne l'accrétener des choses qu'il tient en son fief: mais au contraire le suzer ou vassal est bien tenu de bailler par declaration ses choses qu'il tiét de son seigneur, declarât les deuoirs qu'il doit ou luy faire monstree au choix de son Seigneur, suiuant quelques Coustumes, mesmes d'Aniou Art. 6. Le Maine Art. 5. Ainsi fut ingé par Arrest donné en Audieçe, plaidant messieurs Marion & Brebard le 8. iour de Feurier 1572. de releuee: & depuis par autre Arrest dōné en Audieçe le 12. iour de Iuin 1587. par lequel fut mise vne appellation & sentence dont estoit appellé au neant, par laquelle le inge à quo, auoit ordonné qu'un seigneur feroit monstree ou veuë à son vassal ou suzer des choses sur lesquelles le seigneur pretendoit certain droict. Ce qui auoit auparavant esté ingé par autre Arrest du 12. iour de Decemb. 1586. de releuee, qu'un seigneur de fief saisissant n'est tenu faire veuë à son Vassal saisi, comme escrit M. Chopin, lib. 2. de feud.

Andegau, par. 1. cap. 1. Tit. 1. num. 7. Vide Bald. in §. illud. num. pen. De prohib. feud. alien. per Frz. dor. §. 2. ass. ill. si feud. nu. 9. Si de feudo fuerit contr. Mauth. Decij. Neapo. 165. nu. 26. Toutesfois Mafuer en la Prædiction, Tit. de locato §. item dominus directus & Tit. de feudis §. item non sequitur, & Rebuffe sur les Ordonnances Tract. de dilat. Art. 2. nu. 16. tien nent le contraire. Ioann. Gallus Quest. 5. en allegue vn Arrest contre les Religieuses de Poissy: le quel M. du Moulin entend de celuy qui n'a reconnu ny contracté. Pap. liu. 8. des Arrests Tit. 1. Arrest 2. où il est recité 2. Arrests pareils, l'un du 18. Septembre 1550. & 3. Aoust 1566. pour les seigneurs directs, qui ne sont tenus de faire demonstration ou veüe de lieu. Cela requis a esté changé. Car ils sont à present tenus d'en faire ostension, si la veüe est requise par le pretendu possesseur. Il a esté souuent iugé qu'en demande de choses vniuerselles n'y a lieu de veüe, mesmes le 3. iour de Iuin 1582. ny en execution de sentence ou Arrest de partage, cõtre les detenteurs des heritages d'une succession. Arrest du dernier iour de Decem. 1556. Charondas liu. 2. des Resp. Chap. 95. c. Art. 162. & 163. de la nouuelle coustume.

d Cecy est pris des Annotations Latines.

e Rebuff. Tract. de dilat. Art. 2. gl. 2. num. 20. où il dit aussi qu'elle se doit demãder auant contestation en cause, iugé par Arrest du 9. iour d'Aoust 1515. [La veüe est aussi couuerte quãd le defendeur a prins delay de defendre, ores qu'il n'ait defendu. Notez que si le defendeur requiert qu'on luy face veüe ou monstree de la chose, ou bien dit qu'elle n'a pas esté bien faite, & le demandeur soustient au contraire: le iuge dõnant iugement au profit du demandeur. Appel par le defendeur: ceste appellacion empesche le progrez du procez, le demandeur doit demander & requierir que non obstant l'appel & sans preiudice d'iceluy il soit receu à faire la veüe, ou bien la faire derechef. Ce que le iuge ne doit differer ny en faire aucune difficulté à fin de ne retarder le procez, Ce qui s'entend des luges qui peuẽt passer outre nonobstant l'appel.

f Coustume de Bretagne Art. 124. ainli qu'il a esté monstree cy-dessus, & en la Cõference des Coustumes, partie 1. Tit. 22. nombre 7.

g Bartol. in l. 1. §. vlt. D. de act. empt. ait cum quis ea tantum ratione certiorandus est, ut sciat, suspicere eum quomodo certior em esse, etiam sine opera eius qui ignorantem habet certiorandum. Vide cap. ab exco. communicato, extra. de rescript.

h Au liure de la somme Rurale. Chap. de veüe & ostension de lieu: au grand coustumier li. 3. Tit. de veüe, & au stil du Parlemẽt. Tit. de dilations vñe est monstree la forme que l'on doit tenir pour bien & legitiment faire vñe veüe ou monstree, ainli qu'il a esté expliqué en la Conferce des Coustumes partie 1. Tit. 11. nomb. 7. & Rebuff. Tom. 3. Tit. de dilat. Art. 3. gloss. 2. num. 22. 23. 24. 25. 26. 27. & 28. où il cite. l. si in rem D. de rei vend. d. l. si irruptione §. 1. D. Fin. reg. d. cap. 2. extra. de libell. sobias. Specul. tit. de actor §. 2. et si item petenti cap. significantibus. De app. ill. extra. Notez que la veüe se fait aus despens du demandeur seulement: Toutesfois ne paye pas les despens de celuy qui la demãde, ca. statutum §. in super de res. p. in 6. Reb. Tract. de dilat. Art. 2. glof. 2. num. 35.

i Suiuant la Loy forma Censuali D. de Censib. Auf. ad stil Par.

k On vse encore à present en Prædique de ce mot, Desseure au pays de Poictou, & en quelques endroits du pays de Berry. [Et le mot Desseure se trouue fort souuent es anciens auteurs, comme Froissard, & en la Chronique de Flandres chap. 2. la ruiere de l'Escaut desseure le Royaume de France & d'Allemagne, c'est à dire diuise & separe.

DE LAVDANDIS AVCTORIBVS.

CAP. XX.

De laudandis
auctoribus.



EV S verò litigia rei certior duas impetrat dilationes, pro iudicis arbitrio vel breuiore, vel longiore intra quas suos laudet auctores, si modò ad rem aut possessionem agatur (nam si personam, unica duntaxat dilatio tribuitur) vel etiam si recuperanda interdicta possessionis actor experiat: enim magis in personam datur, quàm retinenda possessionis interdictum: tamen si omnia in rem concepta sunt interdicta. At constitutionibus

regis nuper editis vetitū est, ne plures unica praebeantur dilationes huius rei ergo. Si tamen auctor laudatus iudicium velit suscipere, & alium laudare auctorem: dilationem ei iudex in idipsum concedet, atque insuper citationis, qua quidem libellus concludetur, mandatum, ut ex eo auctor alius & laudetur, & in ius vocetur. Verum apud supradictum libellorum praefectos in Parisiensis regiae basilicae ius dicentes, in recuperanda possessionis retinenda quae interdictio non conceditur ad auctorem laudandū dilatio nisi qui eam postulat, iurciurando asseruerit se rei controversae dominū acquisivisse ab anno & die ex quo vis illata est, aut editum interdictū. Si quidem ubi annum & diem rem possederit qui sine controversia, exceptione ex persona sua sibi competente tutus est, quamvis ut interdicto. Unde vi, causam quis vincat, non exigatur etiā annalis possessio, sed eius duraxat temporis, quo vis, de qua queritur facta est. Quamobrem laudatus auctor tū impunitū reum defendere recusat: idque ad proprietatem etiā iudiciū pertinet, si reus temporis praescriptione dominū adeptus sit at in hac specie laudandi auctoris gratia illi dilatio datur, non interposita eius quod modo diximus iurisiurandi religione. Sed nec in illis interdictis apud tribunali regiae hoc iuramentū, nec auctoris certi nominationem reus praestet. Ceterum, si laudatus auctor die praesentis desit, vel actionem in se noluit suscipere, praestabitur reus se ab illo repetiturū quantū ius intererit non defendi. Auctor vero antequā defensionem vel obeat, vel repudiet: non perperā exhiberi sibi litis acta rogabit a reo, ut super eo deliberet. Peritamen nihilo secius interealis cum reo procedit: nisi (ut ferè semper solet) aut ordinaria dilationis, aut multatariū dāno litis cōperendinationem obtineat in deliberationis diem. Quinetiā si reus in rem praesentem antea non ierit, auctor in ea ab reo perducitur. Quod si litis se obtulerit, reus iudicio dimittitur & litis onus in auctorem transferretur, si modo in rem actione, aut retinenda possessionis interdicto eius pulsatur. At qui lata in auctorem sententia, adversus reū executioni mandatur: nec solum res controversa ab eo auferitur verum etiā litis impendia ab eo exiguntur, nisi rei facultates eorū solutioni suppetant. Idem quoque iuris erit, si transactione cū adversario inita auctor a lite discedat, quoniam reus periculo suo auctorem substituit. Nā licet reus nominatim iudicio eatenus eximitur, quatenus eum auctor bona fide defendet: id tamen cōpertinet, ut auctor ei a quo laudatus est, cessione remeatur non autem, ut auctori cum adversario transigere non liceat, transactioque laudati non obstat, si in actione in personam aut recuperanda possessionis agatur interdicto, reus ob defensionem ab auctore susceptam litis modo se non explicat, sed ambo controversia pondus sustinens. Licet quoque actor antequam replicatione utatur, auctores suos laudare: in quo quidem omnino idem iuris ac in reo servabitur nisi quod in eam rem nulla illi praebeatur dilatio. Auctor porro simul ac defensionem subierit aut ad causam se adiunxerit, alios itidem laudare poterit, donec iudicandi calculus porrectus fuerit, cursu tamen litis nequaquam impedito. Plane ad defensionem subeundam non admittitur procurator, nisi speciale in eam rem ostendat mandatum. Quod si tergiversandi causa reus dilationes impetravit ad evocandos auctores neque interim illos accuserit, ordinariis expensis plebitur quas adversario prius erogare debet quā ei iudicij pā datur aditus: quae propter eas praediciales nominari visum obtinuit. Et si autē aliā coercensur litigantes, siquādo iudicis interlocutioni in quacūque litis parte nō paruerint. At qui cū legitimo iudicij die cedere huiusmodi expensae condita nō fuerint, ulteriorem litis persecutionem nō remittatur denegata carū.

Cum in per sonam agitur unica conceditur dilatio.

Sententia in auctorem lata, adversus reum qui laudavit auctorem quatenus mādatur executioni.

Transactio auctoris, an ei qui illum laudavit, noccat. De dilationibus ad laudandos auctores, datis frustra consumptis. De expensis praedicialibus.

Quando expensis ob litis cursum remotionem sit locus.

solutio; verum ne multa sint litigantium diffugia, earum nomine tanquam in iudicati causam condemnati bona auferri iudex permittit. Sanè his expensis locus non est, ubi is, cuius cōmodo cedere debent, aliam refert utilitatem ex adversarij vel mora, vel contumacia: ut puta, si is qui huiusmodi expensis multus esset, submoveretur à facultate exequendi actus qui pro litis cōditione atque loco implendus erat.

DV DELAY DE GAREND.

CHAP. XX.

1. Delay de garend se donne apres la Monstree faite & rapport d'icelle.
2. Tous autres delais abolis par les Ordonnances dernieres de l'an 1539.
3. Delay de veüe ou Monstree n'est abrogé ou osté par lesdites Ordonnances.
4. La maniere de sommer & ad-iourner en gariment & reques-te formelle.
5. En quel cas on est receu à pren-dre le gariment formel, & le garenty mis hors le procès.
6. A quelle fin est bon que le ga-renty demeure en proces, & quand l'executio de la senten-ce se fait contre le garenty, cō-me contre le garend.
7. Quand on doit faire monstree au garend.
8. Le garend ne peut rien dire pour empêcher la poursuite du Principal, sinon demander de-lay pour attirer autres garèds, iusques à ce qu'il ait pris le ga-riment.
9. Iusques à quel temps on peut sommer en gariment.
10. Quelles personnes peuvent estre appellees à gariment.
11. En quels cas le Procureur ge-neral ou Fiscal peut preiudi-cier à son seigneur.
12. Quand le demandeur doit de-mander delay de garend en re-plique.
13. Des despens preiudiciaux, & quand ils sont couverts.
14. Purgatio de demeure n'est re-ceüe pour rabattre les despès, & qu'on ne peut auoir double pro-fit d'un défaut.
15. Quand apres le gariment pris, on peut revenir au garenty qui a esté mis hors de proces.
16. Il faut soy adresser en gari-ment à l'encōtre de celuy dont on a droict immediatemet, & non contre celuy dont son au-theur a droict.
17. Erreur en pratique de faire ad-iourner sur défaut, & avec intimation en gariment & que l'on ne paye despens des défauts en gariment.

Quand



Vand la monstree a esté faicte & rapportee en iugement, le defendeur requiert delay pour appeller les garans: & luy est seulement baillé vn delay a pour ce faire, selon la distance des lieux dont il conuient appeller les garands: car tous autres delais, soit d'aduis, absence, attente de conseil, sont abolis par les sentences dernieres, arti. 18. sinon que pour euidente & grande cause, le Iuge peut bailler vn delay pour tous au defendeur; jaçoit que l'Adiournement b soit libellé. De ce ont prins aucuns conjecture, que le delay pour faire la monstree, e est aboly; mais ie ne trouue bonne leur opinion: car la monstree est ordonnée pour le fondement de iugement, d & non seulement pour le defendeur, mais aussi pour l'instruction du Iuge.

La maniere de sommer & appeller le garand est, qu'il luy faut faire signifier le registre de la demande du demandeur: & si monstree a esté faicte, luy confronter la chose contentieuse selon les confrontations de la monstree, & le sommer de venir porter gariment en la matiere, & l'adiourner pour ce faire par deuant le Iuge du lieu, où est le procès pendant, & est le plus leur de laisser vn double du registre du proposé ou demande du demandeur & de la monstree, parce qu'aucuns Sergens ne scauent pas bien declarer la substance du registre de la demande & monstree. Et pource que nul ne compare en l'adiournement à luy baillé en garimét s'il ne veut, & n'est tenu de payer aucuns despens, n'amende de default qu'il fait, au moins sinon apres qu'il est succombé en la requeste formelle contre luy intente, faute d'auoir prins le gariment: de present lon a amené vn Stile, que lon adiourne le garand, pour porter gariment en telle matiere, que lon declare comme dict est: & en cas de refus ou delay de prendre le gariment, pour venir respondre à la requeste formelle, que lon entend intenter, à ce que le garand ait à descharger, e celui qui l'appelle en gariment de procès, auquel il appelle, & iceluy procès faire cesser, & le desinteresser de la poursuite ja faicte & à faire. Car quand l'adiournement est ainsi faict, si l'adiourné en garimét le default, celui qui l'appelle, fait ses protestations f contre luy de tous ses despens, dommages & interets qu'il a eus & aura: & default de ce que l'adiourné n'a prins le gariment de luy, & neantmoins g propose sa demande en requeste formelle selon son exploit dudit adiournement. Le Iuge donne default, & ordonne qu'il sera adiourné sur default, & avec intimation, pour venir respondre à la requeste formelle: car par lesdites Ordonnances, arti. 21. il ne faut que deux defaults en matiere de recours de garand: & par vertu d'iceux apres la verification k du contenu en la demande, sera donnée sentence contre le defaillant.

Si l'adiourné ou garimét cōpare, il doit auoir i vn delay s'il le requiert, pour appeller autre garand, & commission libellée suiuant lesdites Ordonnances, article 19. Et s'il veut prendre la garandie, il y doit estre receu, & le defendeur enuoyé hors de Cour, k entant que le garand luy portera

1. Delay de garand si donne apres la monstree faicte, & rapport d'icelle.

2. Tous autres delais abolis par les Ordonnances dernieres de l'an 1539.

3. Delay de reue ou mistree, n'est abrogé ou esté par lesdites Ordonnances.

4. La maniere de sommer & adiourner en gariment, & requesformelle.

5. En quel cas on est receu à prendre le garimét formel, & le garand y mis hors procès.

bon gariment, pourveu que la matiere soit reale, ou possessoire, & que la cause ne soit contestee. Mais si la matiere est personnelle, ou que la cause soit contestee, la partie aduerse peut empescher que le defendeur ne sorte hors de Cour & de procès, & n'est le garand receuable en ce cas, qu'à assister en procès avec celuy qui l'a appellé en gariment. 1

6. A quelle fin est bñ que le garand demeure en procès, & quand l'execution de la sentence se fait contre le garand, comme contre le garand.

Et combien que le defendeur qui a appellé en gariment, puisse sortir du procès, neantmoins s'il doute que celuy qui a prins le gariment soit pour colluder avec le demandeur, il sera pour le mieux qu'il demeure en procès, assistant avec celuy qui a pris de luy le gariment: car s'il s'en alloit du procès, la transaction que celuy qui auroit prins le gariment, feroit avec partie aduerse, nuirait & preiudiceroit à celuy duquel auroit esté prins le gariment: comme aussi la sentence donnee contre le garand, est executoire contre le garand, & tout ainsi que contre le condamné, sans des despens, dommages & interets, dont la liquidation & execution se fera contre le garand seulement, suivant lesdites Ordonnances, art. 20. pourveu que le garand soit soluable pour lesdits despens, dommages & interets: car s'il n'est soluable, l'execution s'en fera contre le garand, & sera bon en ce cas d'appeller le garand à la taxation & liquidation desdits despens, dommages & interets pour y comparer, si bon luy semble: pource que lon entend auoir recours contre luy, pour autant que le garand n'est soluable.

7. Quand on doit faire monstree au garand.

Quand l'action est reale ou possessoire, & le defendeur n'a eu monstree p de la chose contentieuse, & neantmoins prend delay de garand, & l'appelle: celuy qui est ainsi appellé en gariment, peut demander que le defendeur luy face monstree, s'il n'est appellé pour porter gariment de chose qui soit de son fait: car si c'est de son fait, comme s'il a vendu la chose, il ne peut demander monstree. Et est à imputer au defendeur, qu'il n'a requis monstree, auant que prendre delay de garand, & pource il ne peut plus requerir monstree apres ledit delay de garand par luy pris, comme dict est cy dessus.

8. Le garand ne peut rien dire pour empescher la poursuite du principal, sinon, &c.

Et n'est le garand receuable à rien dire, ny pour empescher la poursuite du procès principal d'entre le demandeur & defendeur, iusqu'à ce qu'il ait prins le gariment: car il n'est encores partie, fors qu'il peut seulement par lesdites Ordonnances requerir delay, pour amener & attirer autres garands.

9. Jusqn'à quel temps on peut sommer en gariment.

Et jasoit que celuy qui est poursuivy pour raison de quelque fonds, ou deuoir real, ne soit Seigneur du fonds, ains l'exploicte seulement, toutesfois il est bien conuenu, & ne peut requerir estre enuoyé: ains faut qu'il appelle à garand, celuy au nom duquel il exploicte. Et peut lon sommer en gariment, iusques à ce que la matiere soit en Droit, voire en la cause d'appel, & intenter requeste formelle, pource que l'appellé à garand peut encores assister au procès, & alleguer faits nouueaux, & les prouuer, & faire nouuelle productiō, & ne sera en ce empesché pour la publicatiō de l'Enqueste faite en la premiere instance. Vray est que le tout se doit faire sans retardement du procès principal, & que l'assistant ne le peut retarder,

Si partie aduerse ne le veut: mais la partie aduerse ne le doit empêcher, à fin qu'il ne soit en peine d'obtenir deux sentences pour vne. Et outre doit l'assistant refondre les despens des responses, preuues ou contredits que partie aduerse fera au contraire desdits faicts nouueaux, & preuue d'iceux, ou production nouuelle: car comme il est equitable, qu'un tiers ne soit priué de son droit facilement, aussi est raison que ce soit sans l'interest d'autrui. Et seroit la partie aduerse grandement interessée & endommagée, si luy falloit faire à ses despens nouvelles responses, & preuues, & nouueaux contredits. Et ainsi en a esté dict par Arrest du 26. iour d'Auril 1543.

Mais comme vne partie eust obmis en la premiere instance, & en la cause d'appel, tellement qu'il y auroit eu Arrest baillé contre luy; Monsieur Segurier lors Aduocat, & à present President en la grand' Chambre, où il est monté par son integrité, & ses grandes lettres, apres auoir esté long réps Aduocat du Roy en ladite Cour, fut d'aduis qu'il eust lettres Royaux pour faire retraicter l'Arrest. Et apres la presentation desdites lettres, il demande delay de sommation de garands, qui luy est baillé, & appella ses garands, pour ouir ses sommation & requeste formelle, qu'il entendoit intenter. Et iceux appelez, disent qu'ils sont trop tard appelez, veu qu'il y a Arrest baillé: mondit sieur Segurier dict qu'il a lettres Royaux, pour faire retraicter l'Arrest, lesquelles il a présentées, & requis l'enterinement d'icelles. Par Arrest est dict, que les garands procederont. Ce faict, le demandeur en lettres Royaux se desiste d'icelles: & euite l'amende ordonnée contre les impetrans de telles lettres temerairement; qui est pareille à celle contre l'appellant temeraire: car il n'y auroit eu contestation en cause sur lesdites lettres, ains simple presentation d'icelles, l'enterinement requis. Et si on a prins requeste formelle du commencement, apres auoir appellé les garands, & qu'ils se sont defaillis, ou repudié le gariment, & celuy qu'ils a appelez a perdu sa cause, il peut poursuivre lesdits appelez en gariment par action hypothecaire, si l'obligation de biens pour ledit gariment, à ce que son auteur ait à se des-interesser, & rendre indemne dudit procès, tant en principal que accessoire, si micux il n'aime deguerpir par hypothèque au demandeur les biens affectez & hypothéquez. Et ainsi ay veu iuger par Iuge bien docte & expérimenté: lequel outre par sa sentence ordonna, que les biens hypothéquez seroient mis en criées, & vendus au plus offrant & dernier encherisseur, à fin que des deniers procedans de la vente, fust satisfait de son dit interest, ce que ie trouue vn peu bien rigoureux: veu que l'interest n'estoit encores liquidé.

Et ne suffit appeller en gariment le Procureur fiscal: ou general d'une Baronnie, Chastellenie, ou autre Seigneurie en vn procès qui seroit pendant en autre Cour qu'en celle du seigneur Baron, Chastelain, ou autre: ains conuient adiourner les Seigneurs en la maniere predicte au traité des adiournemens cy dessus.

Car vn Procureur fiscal, hors la Cour de sa Seigneurie, ne peut preiudicier à son Seigneur, si non qu'il face quelque acte dependant de son office,

10. Quelles personnes doiuent estre appellees à gariment.

11. En quels cas le Procureur general, ou fiscal, peut preiudicier à son Seigneur.

& concernant la iurisdiction de la Seigneurie, comme demander les obeïssances, & renuoy des causes appartenâtes à la iurisdiction de ladite Cour: car en ce cas il peut preiudicier à son Seigneur.

12. *Quand le demandeur doit demander delay de garand en replique.*

Le demandeur semblablement quand il a ouï les defenses du defendeur, peut demander auant que contester la cause, vn delay pour appeller garand: que nous appellons en Practique, appeller garand en replique. Et y sera tout ainsi procedé comme quand le defendeur appellera garand.

Peine de n'auoir appellé garands dedans le delay.

Et si celuy qui a prins ledit delay, n'a appellé ou fait adiourner son garand, & qu'il n'informe de relation de l'adiournement: en ce cas la partie aduerse peut demander les despens dudit delay frustratoire, qui sont communément les despens ordinaires de la Cour, où est le procès pendant.

13. *Des despens preiudiciaux.*

Et ces despens sont nommez despens preiudiciaux: car ils doiuent estre payez auant entree de plaid, & que celuy qui les doit, soit receu à rien dire à la prochaine assignatiō de la matiere: & si celuy auquel ils sont deus ne les demande à la prochaine expedition, ils sont couuerts, c'est à dire, qu'il ne les peut plus demander par preiudice; s'cauoir est, auant que celuy qui les doit soit receu à rien dire: mais celuy, auquel ils sont deus, pourra demander au Iuge, qu'il luy soit permis de proceder par execution pour lesdits despens sur celuy qui les doit: & le permet le Iuge. Et peut le Iuge, si la obmis à condamner la partie en ces despens preiudiciaux, cōme pour auoir mué sa demande, y ou pour auoir innoué & atrenné pendant procès, encores faire la condamnation desdits despēs iusqu'à diffinitive, mais il faut sur ce ouïr la partie aduerse qu'on veut condāner; parce que ce sont interlocutoires: qui se peuuent reuoker & retraister, en faisant raison des despens de la retractation: & aussi se peuuent elles reparer en ce qui a esté obmis.

14. *Purgatiō de demeuure n'est recoüe pour rabasre despens: & qu'on ne peut auoir double profit d'un defaut.*

Et sont tels despens deus generalmente quand l'vne des parties ne fait ce qui est ordonné par le Iuge, dedans le temps prefix: & jasoit qu'elle fist ce qui est ordonné, le lendemain apres le temps escheu & passé, toutes fois elle ne laisseroit de payer lesdits despens: sinon qu'il y eust forclusion de faire ce qu'elle estoit tenu faire, veu le defaut, ou negligence: car en ce cas il ne seroit equitable que la partie negligente fust punie de la forclusion, & de la peine desdits despēs: ne que la partie aduerse eust ce double z. profit de ladite negligence, & luy fust d'auoir ladite forclusion.

15. *Il faut soy adreſſer en gariment à l'encontre de celuy dont on a droit immédiatement: & non contre celuy dont son autheur a droit.*

Et jasoit qu'aucun ait pris le gariment formel d'vne des parties, s'il se defaut, ou ne fournit à l'appointement du Iuge, la partie aduerse peut requerr que le garanty soit adiourné pour venir proceder en la cause selon les derniers errements, & le Iuge l'oſtroye: pource que le garanty n'est enuoyé hors de Cour & de procès, sinon partant que le garand portera bon gariment: ce qu'il ne fait quand il se defaut, & n'obeit à l'appointement du Iuge.

Sur ce passage a esté autresfois meïme ceste difficulté, si ie vous ay vendu quelque fonds^a vous le védez à vn tiers, qui est mis en procès pour raison de ce fonds, il m'appelle en gariment, ie defaux au iour, ou repudie le gar-

ment, apres il agit contre moyen recours de garentie, ie defens & dis qu'il ne se pouuoit adresser à moy, parce qu'il n'a contracté avec moy. Il replique & dit auoir contracté avec celuy qui a cause de moy, & auquel i'estoy tenu porter gariment, & que pour euiter circuit, il se peut adresser à moy: ie duplique allegant qu'il ne se peut adresser à moy, parce qu'aujour d'huy auant que l'on le puisse adresser au tiers possesseur des biens obligez, il faut auoir discuté & rendu non soluab^e le principal. Et furent aucuns sçauans Aduocats de cest aduis, qu'il falloit s'adresser en gariment & recours de garentie à celuy duquel immédiatement l'on a droit & cause.

Il y a vne erreur en pratique quise commet ordinairement en ces matieres: car aucuns apres que leur garend s'est defailli au iour assigné pour porter gariment, & ils le font adiourner sur le default, & avec intimation en gariment: où ils deueroient intenter requeste formelle en la maniere susdite: car s'il y auoit plusieurs defaults donnez aux tels adiournez en gariment, l'adiourné en gariment ne seroit tenu en payer despens, n'amende: car en adiournement en gariment l'on ne compare qui ne veut.

17. Erreur en pratique, de faire adiourner sur default & avec intimation en gariment & que l'on ne paye despens de defaults en gariment.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XX.

Du Delay des garends, &c.

M Auer en sa Pratique. Tit. de dilat. & Auer. en ses notes sur la fin du stil de Parlement Latin. Rebuffe tract. de dilat. Art. 2. glo. 1. materia dilationum ampandanda est. l. 2. C. de temp. appel.

b l. 2. §. legatus, D. de iudiciis. Voyez le Chap. 2. de ce 1. liure cy-dessus.

c Ce cy est prins des Annotations Latines mises sur le chap. 19. precedent. Vide aufer. ad stil. Parliament. Tit. 12. de dilat. garends.

d Voyez la Coustume de Bretagne Art. 124. cy deuant alleguee sur le Chap. 19.

e Rebuffe tractatu de dilat. Art. 2. glo. 1. num. 24. monstre quelles sont les conclusions contre le garend Mais Bartol. in l. non solum §. morte. Col. pen. D. de nou. op. nunt. Angel. & Immoles in l. in executione §. in solidum, D. de verb. oblig. tiennent formellement que le defendeur original doit bailler coppie des adiournemens & exploits libellez du demandeur principal: & neantmoins Ang. escrit que telles copies ne se donnent point sauuant le stil. Et Felin. in cap. cum M. Ferrariensis num. 63. ext. de consen. dict. apres auoir recité les opinions cydessus alleguees, mesmes le stil abrogé, qu'il n'est point requis ne necessaire par les regles & maximes du droit cōmun, de bailler icelles copies: ains seulement suffist monstrier l'exploit & adiournement libellé au garend, auquel en sera faite lecture: mais s'il en demande copie, il la luy faut donner. A ceste fin allegue Gif. causam de elect. laquelle neantmoins les autres Docteurs cités pour le sousten de leur dire & opinion, combien qu'elle leur soit directement contraire. Nous suiuous l'opinio de Felin, principalement quand le garend est sommé en sa personne & presence. Et si l'exploit d'Adiournement est fait en son domicile, on a de coustume de laisser le double ou copie dudit adiournement fait à la requeste du demandeur original ou principal, ou bien est icelle copie attachée à la porte dudit domicile avec la relation d'exploit à fin de garentie. Au surplus le delay de garend n'a point lieu en matiere possessorie. glossa in l. ratio §. 1. D. de act. empt. Bartol. & alij in l. venditoris: D. de verb. oblig. Felin. in c. edoceri col. 3. De rescriptis. ainsi qu'il fut iugé le 13. iour de Iuil. 1514. Bald. in l. emptor. B. C. de emph. est de mesme aduis: & dit neantmoins que si l'acheteur est cōuenu sur le possessorie de la chose achetee, pour occasion procedant du fait de son vendeur, il peut l'appeller à Garend, & faire entrer au procès pour le defendre. La pra-

Etique de ce temps est plus certaine que tant au petitoire qu'au possessoire, on peut faire venir son garend suivant la *l. emptorem §. 1. D. de act. empt.* principalement quand l'acheteur est conuenu en matiere de cōplainte, en cas de faulxine & nouuelleté dās l'an de la vente. Mais *si iustus est aut esse debet ex sua persona auctorem non potest laudare l. hoc iure l. sequens & l. qui alienam em. D. de euictionibus* : aiosi que Papon escrit liure 11. des Arrests. Tit. 4. Arr. 10. & se peut remarquer au texte de nostre auteur en François, en ces mots, *Pouruen que la matiere soit reale ou possessoire*. Ce Delay n'a lieu en matiere de rescision de contract fondé sur dol, ains seulement sur formation. Arr. du Mardy apres Quasimodo 1535. recité par Rebuffe, *Tract de dilat. Art. 2. gloss. vn. nu. 31.* Lequel Delay de garend se doit demander auant contestation en cause, *cap. fin. Vñ lre non contest. l. 2. C. vbi in rem act.*

¶ Rebuffe *Tract de dilat. Art. 4. gloss. vn. nu. 5.* mōstre quelles doiuent estre les conclusions de Requête formelle cōtre le garéd qui ne veut entrer en cause, & prēdre la garédie. *g. l. propterandum §. fin. aut. C. de indic. l. qui accusare in fin. C. de edendo.* la demande sans conclusions ne vaut rien, *l. si voluntate C. de resc. vendit.*

h. Ceey est pris des Annotations Latines.

i. Par le droit de garend ne peut decliner, *l. venditor. D. de indic. iugé par Arrest du 1. Feur. 1547* au rapport de M. de Belot, Conseiller en la Cour, ainsi qu'il est écrit Rebuffe, *Tract de dilat. Art. 4. gloss. vn. nu. 7. & 8* Ce qui est bié vray quand le sommé est garend simple, confessant & prenant la cause, ou qu'il est sommé à garend formel, ores qu'il ne confesse, lors il ne peut auoir son renuoy. Autre chose est s'il denie estre garend ou bié est propriétaire appellé par son fermier. Car en ce cas il ne peut estre tiré hors de la iurisdicō, & peut s'aider de son priuilege, iugé par plusieurs Arrests, mesmes le 8. Feur. 1572. 1. & 15. Decemb. 1572. 16. Ianuier & 16. Iuillet 1574. 26. May 1579. 6. 20. Feurier 1579. & 1. Decemb. 1583. Quand la matiere est cōnexce, & que le garent a interest cōme heritier d'un contuteur pour assister à la redditiō d'une tutelle, fut iugé par arrest du 3. Feur. 1587. que l'inimé garend soit tenu assister pour son interest. Si le garend refuse de prendre la cause & garédie, il en doit dire les causes pardeuāt le premier luge ainsi que Rebuffe escrit au lieu preallegué nōb. 10. Au surplus notez qu'e matiere petitoire il suffit au fermier, mestayer ou colon de nommer son maistre duquel il tient les heritages à ferme ou loüage, sans qu'il soit tenu de le faire appeller, ainsi qu'il a esté souuent iugé par Arrest de la Cour mesmes en audiece le 23. Septēb. 1563, par continuation de Parlement plaident Fontenay, & du 16. Septēb. 1579 aux grands iours de Poitiers, plaident Buison pour les fermiers de Courcelles appellés & des Matras pour les iortmeiz, ainsi qu'escrit M. Robert 4. *verum indic. c. 9. vide ex ammat. extra de indic. Innocent. in c. as quoniam. extr. vñ lre non contestata Paul. de Castr. in l. 2. C. vbi in rem act.* Et nostre Auteur es Annot. Latines, où il tiēt que celui qui possède au nom d'autrui, doit denoncer le procès au Seigneur & propriétaire, & le faire appeller à garend si bon luy semble. [Notez que quelques ouuriers ou mercenaires & gens de peine & labeur ayans égalé & remply vn folle sont conuenus & appelez pardeuant le luge Royal. Celui qui les auoit mis en besongne & pour lequel ils trauiilloient cōpare avec eux à l'assignation, aduoüe & reconnoist qu'ils ont ce fait par sa charge & mandement, prend la cause pour eux, & demande estre renuoyé pardeuāt le luge ordinaire: lequel réuoy est empesché par le demandeur pour deux raisons principales. La premiere, que ceste force auoit esté cōmise avec assēblee d'hōmes: auquel cas la cognoissance en appartient au luge Royal. La secōde qu'il estoit volontairement entré en cause & prins la garentie pour eux: & partant qu'il ne pouuoit decliner la iurisdiction qu'il auoit vne fois approuuee. Mais le defendeur soustenoit qu'il n'y auoit aucune assēblee de personnes. Et d'autant que les ouuriers & mercenaires estoient mal conuenus & appelez, le fait ne leur touchant en façon quelconque qu'il auoit iustemēt prins la cause pour eux: & que telle prinse de la garentie ne luy deuoit nuire ne preiudicier suivant ce qui est noté, in l. in rem §. de pign. D. de res vndic. Partant le luge ordonne que l'on procedera deuant luy non obstant le renuoy requis, dont le defendeur est debouté. Appel par ledit defendeur: lequel obtient gain de cause en la Cour de Parlement à Paris le 7. iour de Febr. 1543. par lequel

Arrest en emédant la sentence fut ordonné que le demandeur informeroit de la force & violence commise avec assemblée de personnes pardevant le Juge Royal. Et en cas de preuve, qu'il en prendroit cognoissance. Autrement & à faute de ce, que la cause seroit renvoyée avec les parties pardevant le juge ordinaire du defendeur. Au reste si le garend ne veut prendre la cause, parce que le contract fut lequel est fondée la garendie est nul, si est-ce qu'il ne délaissera de demander son renvoy. Car le procès se doit poursuivre pardevant le juge, en la jurisdiction duquel il a esté appellé en Garandie ainsi qu'il fut décidé par Arrest le 7. iour d'Aoust 1543 suivant ce qui est noté, in l. quotiens, C. de iudicis.

k. Notatur in c. cum super extr. de sent. & re iud. Vide l. emptor. 8. C. de emul. Rebuff. Tract. de dilat. Art. 1. gloss. 1. nn. 25. 26. 27. & 28.

l. Cecy est aussi pris des Annotations Latines.

m. Aucuns prouvent que la transaction du garent qui a prins la garendie ne nuit au defendeur garanti par la l. preses. 5. C. de pignori. mais à telle opinion est contraire la Loy, sed si tantum 13. §. ult. D. de pact. où il est dit procuratoris in rem pactum domino nocere, seu si ad actionem tantum d. l. 13. procurator litis in rem suam factus, ut si vendita aut donata sit actio, quia hic loco dominus est, et idem que quasi domino prodest vel nocet pactum quod facit cō reo, non mandatori quia ad illum omne iudicij emolumentum perinet, illique competis actio iudicati si lus detur secundum illum l. si se non obvis. 4. in princ. D. de rei iudic. Cuiac. in Comment. ad lib. 3. Pauli ad Edict.

n. Aucuns ont cy devant estimé que la sentence donnée contre le garend ne se pouvoit executer contre le garenty, sinon discussion préalable faite du garend. condâné ce qu'aucuns ont voulu expliquer en cas que le garenty allegue & soutienne qu'il a presté seulement audit garend sa peine en la chose dōt est parlé au procès. Ils confirment leur aduis de ce qui est noté par Accurs. & Bartol. in l. in rem §. ultim. D. de rei vindic. Faber in l. 2. Cod. ubi in rem. Vbi tradunt fossore agri alieni non teneri vindicatione. Et si le defendeur principal s'est attribué la propriété de la chose avant qu'appeller ses garends, lors il peut sans aucune discussion ou condemnation de ses garends, estre convenu principalement au payement des despens. Toutesfois ceste question cy-dessus proposée a esté souvent decidée par Arrest de la Court. Comment peut-on sçavoir si le defendeur pretend la propriété, ou s'il preste son nom seulement: veu mesmes que le plus souvent il appelle son garend avant la contestation, par laquelle le demandeur est seulement fait certain des defenses proposées par le defendeur. Par consequent il aduiendrait fort peu souvent que leur opinion eust lieu. D'autant que quant au demandeur, qui obtient gain de cause, il n'a aucun interest, lequel des deux luy soit condamné par sentence ou le garend, ou bien le garenty: parce que l'action est commencee avec le defendeur principal qui a appellé ses garends & mesmes quelquesfois peut empêcher que le garend soit receu à prendre la cause ou garendie. Or il y a en ces deux cas pareille raison: Car le demandeur ayant eu gain de cause, doit premierement s'adresser à celui qui est demouré au proces, & a esté condamné, & consequemment tenu de le discuter, in iudicis quasi contrahitur, l. 3. §. idem scribi. D. de peculis. Et qui plus est tous les despens sont personnels: au moyen dequoy ils doivent estre demandez à celui qui est condamné. Et quant à ce que nous disons les sentences estre executoires, & il s'entend pour le regard de la restitution de la chose contentieuse Auth. quia in prouincia, C. ubi de crim. Ainsi qu'elle est interpretée par Paul de Castre, & Hainander. Auiourd'huy l'Ordonnance 1539. Art. 20. y a assez pourueu. Faber in §. fin. numer. 9. §. 10. Institut de satisfactione: Bartol. & DD. in l. venditor D. de iudicis. Baldus & Salic. in d. Authent. Quia in prouincia C. ubi de crimine. Idem Bartolus in l. si procuratorem 8. §. si ignorantes. D. Mandati & in l. 1. D. de litig. notat in l. 1. Cod. ubi in rem. Masuerius Tit. de re iudic. in Praxi. numer. 1. Stilus Cur. Parliament. & ibi aufer. Tit. de dilat. Garendi §. 9. Item si suscepta principali garendia condemnatur garendus fiet executio sententie contra illum qui ipsum posuit in garendum. Et ad hoc concordat l. 1. C. ubi in rem actio. La coutume d'Orleans nouvellement reformée Article 457. adiousté fort à propos ceste exception, sauf, des despens, dommages & interets, dont la liquidation ne se fera contre le garentis: sinon qu'au préalable discussion ait

esté faite sur les meubles. *Vide Boir. Dec. quasi. 75.*

o *L. si rem. §. quolibet. D. de iust.* Nous ne gardons *L'auth. Quia in provincia. C. vbi de crimine*, où l'on vient qu'un Seigneur & propriétaire absent peut estre condané apres la sommation à luy faite. Car il faut à present deux defaus bien & deuément obtenus par l'Ordonnance 1539. Art. 11. alleguee au commencement de ce Chap. du texte François. La loy 1. *c. vbi in rem actio*, est aussi en partie at rogee & hors d'village. Parce que leldits defaus estans bien obtenus contre le Garent absent, non seulement la possession de la chose contentieuse est adiuee au demandeur, mais aussi la propriété. Par le second decret introduit par le Droit ciuil, le present estoit mis tealemēt & de fait en possession. Mais aussi le premier & second Decret sont des long temps abrogez. Toutesfois nous ne deuons pas du tout mespriser ce que le droit en ordonne. D'autant qu'il se peut tirer de la doctrine ciuile, parlant de telles matieres, plusieurs choses vtilles & necessaires à la pratique iudiciaire, dont nous vsons pour le iourd'uy: cōme aussi pour le regard des seruiss des personelles, encores qu'à presēt elles ne soient indistinctement receuës par tout, fors & excepté en quelques lieux, principalement entre ceux qui portent le nom & titre de Chrestien, dont il est parlé amplement en la Conference des Coustumes partie 1. Tit. 1.

p Au stil de Parlement Latin. Tit. de *Garendo*, le Garend pouuoit demander auant que prendre la cause & garentie, delay d'aduis ou monstree. Ce qui est abrogé par l'Ordonnance. Et n'est receuable à rien dire auant la prise de garentie, qui empesche la poursuite du procès principal au preiudice du demandeur. Toutesfois il peut bien prendre vn delay pour deliberer s'il prendra la cause & garentie ou non. Et s'il n'a esté fait veuë ou Monstree au defendeur original, il peut icelle requérir & demander: laquelle ledit defendeur sera tenu luy faire auāt qu'entrer en cause, sinō qu'il fust question de son fait propre, comme si le garend auoit vendu la chose contentieuse au procès. Car en ce cas il n'eschet aucune veuë, comme il a esté dit au Chap. 19. precedent: & de soit ledit defendeur aussi imputer s'il n'a demarqué veuë & Monstree, auāt qu'appeller son garend: laquelle le demandeur eust esté semblablement contraindre de luy faire. Et puis qu'il a prins delay de garend, il est estimé certain de la chose contentieuse, & exempté le demandeur de luy faire Monstree: sans qu'il puisse plus iceluy charger de la luy faire, mesme quand le garend la demande.

q Voyez ce qui a esté dit cy dessus en la precedente Annotation.

r *d. l. si rem 29. §. quolibet tempore. C. de emulomb. Quolibet tempore venditori denuntiari potest, vt de ea re agenda adfir: quia non presinitur certum tempus in ea stipulatione: dum tamen ne propē ipsam condemnationem id fiat.* Toutesfois le garend ne peut faire sortir le garenty hors de cause avec lequel elle a esté cōtestee: Parce que par la cōtestation en cause il est adstrait & obligé, *quasi cōtractu*, à la poursuite del'instance ou procès. *In iudiciis enim quasi contrahitur.* Auquel cas peut seulement ledit garenty assister au procès, & poursuivre iceluy selon les derniers actes faits avec luy: de telle sorte neantmoins que le procès n'en soit aucunement retardé, *l. principaliter 13. & ibi Fab. C. de ib. cau. p. ult. vt lise pend. in 6. Anfr. Dec. Tol. q. 407.* ainsi qu'il a esté cy dessus touché. Au reste celuy qui est interuenu en vn procès, soit qu'il ait esté appellé ou sommé à garé, ou non, doit prendre la cause selon les errements d'icelle & au mesme estat qu'est le procès: parce que celuy qui interuiert ainsi au procès ne peut empescher ne retarder le cours du procès, *d. l. principaliter & ibi Ioan. Fab. C. de liber. causa.* Toutesfois il peut estre receu à faire ce que le defendeur original estoit forcé en payant les despens du procès retardé: cōme si le defdeur principal est forcé de faire Enquestes: on peut dōner vn delay à celuy qui assiste au procès pour faire preuue: en payāt les despēs des Forclasiōs de rexeces & procès retardé ainsi qu'il fut iugé par Ar. du 26. iour d'Au. 1543. recité au texte, *Vide not. in l. & si postres. D. si qui caus. & in l. iniqua cōditio D. De reg. iuris.*

s *Appellatio suspendit iudicium l. forti. §. 1. D. de his qui nos. infam. cap. super eo. 1. cap. sepe in fin. De appell. extr. cap. venientes. De inuocando, extr. l. 1. in fin. D. ad Turp. an. Faber in l. emptor. C. de emul. fait bien ceste question, de laquelle neantmoins il ne dōne aucune resolution, & renuoye seulement à la Loy, si rem 29. §. ult. D. de iust.* Dauantage par le Droit cōmun en cause d'appel, non seulement vn tiers, mais aussi l'appellāt peut al-

leguer

legner faicts nouveaux, & faire preuve d'iceux, ainsi qu'il est montré par le texte François, tiré des Annotations Latines.

s. *L. per hanc. Cod. de temp. & reparat. appell.* Si en la premiere y a eu publication d'enqueste, le tiers ou garand appellé ou sommé en cause d'appel, ne peut aucunement alleguer les mesmes faicts, ou autres directemēt cōtraires à ceux que le garaty auoit proposé auparavant en l'instance principale, ainsi qu'il est noté en la *Clem. dernière De testibus*, laquelle nous gardons en France. A ceste cause Faber au lieu susdit, sur la loy *emptor*. dict qu'il faut dès le commencement du procès appeller son garand, mesmes auant la publication d'enqueste, *Innoc in c. sp. cum super. extr. de sent. & re iudic.* Il appert aussi que le mesme Faber tient, que mesmes vn tiers appellé en la cause, apres la publicatiō d'enquestes, ne peut plus produire aucuns tesmoins, pour les faire ouïr & examiner en la cause. Mais Bartole in *l. si per iudicio*. §. 1. *D. de appellat. & Felin. in cap. fraternu. au num. 10. extra de testibus*, vsent tous deux de ceste distinction. Ou le tiers appellé à garand sçauoir bien le procès, ou en estoit ignorant. Au premier cas, il ne peut plus produire aucuns tesmoins: & au second, il le peut bien faire. Vne ignorāce est tousiours presumée de Droit, si la science n'est prouuee, *l. verum 21. D. de probat. l. super hu. C. qui misit. rō poss.* Auiourd'huy on peut en cause d'appel sommer & appeller à garad, encores qu'en la premicre instance y ait eu publication d'enqueste, ainsi qu'il a esté dict cy dessus. D'autant que le sommé à garant peut bien auoir des titres & enseignemēs, par le moyen desquels il pourra obtenir gain de cause sans faire enqueste. D'auantage, celuy qui somme ou appelle à garand, aura & obtiendra tous les despens du iour qu'il aura sommé & appellé à garand, qui se feront puis le iour de la sommation en garantie, & encores la chose principale: laquelle neantmoins il ne laisseroit d'obtenir sans vser d'aucune sommation.

t. *Ioan. Gall. q. y. 4. traite ceste questio, Fab. in §. si quis postulat. Tull. de act. tradit huiusmodi procurator et generalis atque etiam Bailliuus confarius. vel capituli non poss. iuramentum deferre.*

v. Ar. est. du 10. iour de Decembre 1529. par lequel vn quidam plaidant avec vn Seigneur iusticier, en autre iurisdiction que celle de son Seigneur, ayāt fait quelques offres ou consentemēt au Procureur fiscal dudit Seigneur, qui les auroit acceptees. Au moyen dequoy s'en seroit ensuiuie sentence contre le Seigneur qui en auroit appellé en Parlement, où il auoit obtenu ledit Arrest à son profit. Aussi vn Procureur fiscal ayant demandé le renuoy & obeïssance d'vn criminel accusé de crime capital; ce qui auroit esté ordonné: Et depuis ledit Procureur fiscal ne l'auroit voulu recevoir, ayant recogneu que ledit criminel n'estoit sujet n'estager de la iurisdiction, ou bien voyant qu'il estoit pauvre & sans moyens, pour satisfaire aux frais de l'instruction dudit procès criminel. Mais le Iuge qui auoit ordonné le renuoy, ordōne que ledit Procureur d'office seroit cōtraint de recevoir iceluy criminel es prisons du Seigneur iusticier par la saisie des biens appartenans audit Seigneur: dont le Procureur se porte pour appellant: Le Seigneur releue son appel en la Cour de Parlement, où il succombe en cause d'appel, & fut condamné aux despens, & en l'amende ordinaires: combien qu'il eust esté releué de la requeste presentee par son Procureur d'office, touchant ledit renuoy, comme l'ayant requis & demandé par erreur. La cause à mon aduis de tel Arrest, vient, de ce que le Procureur fiscal a charge de demander les renuoy, & vendiquer les sujets & iusticiables de la iurisdiction, en laquelle il est estably. Or puis qu'il est commis, ordonné & député par le Seigneur à ceste fin, ceste faute luy doit estre attribuee, notant *DD. in l. procuratoris. §. D. de tribus act. l. sed & si quis. Dig. de inst. act. l. 1. §. familia. D. de public. & reffigal.* Et principalement à cause que ledit Seigneur auoit soutenu la cause d'appel, au lieu de son Procureur.

x. *L. fanticus, C. de iudic. cap. fin. extr. de dolo, & contumac. Bartol. in l. contumacia §. 1. D. de re iudic. cap. constitutus, extr. de procur. cap. caterum extra de rescript. speculator tit. de expens. §. si autem litig. Major tit. de expens. §. item frē.* Il y a bien plusieurs autres despens preiudiciaux, lesquels ne procedēt de la contumace ou demeure de la partie litigāte: mais de la mauuaise cause ou action, quise deuoir payer par celuy qui a perdu sa cause, auant qu'il puisse intenter autre action. *Felin. in cap. significantibus. De libell. Oblat. & Aciat. in l. 1. De edendo. Vide Rot. Decif. 13.*

y Paul, de Castro. in L. non ignoret. C. de sumptibus. & lit. expens.

z Cela est confirmé par l'ancienne Coustume de Berry, Tit. de iurisdic^t art. 20. Boer. Pro eodem delicto quis duplici pena affici non debet, l. quicumque, & ibi Paul, de Castro. Cod. de servis fugit. & ex eodem facto qui non potest consequi duplicem vii^{ti}atam. l. rescriptum. §. si paco. D. de pactis, ubi qui non potest ex exceptione objicere & penam conducere. Duo enim lura in eodem subiecto non possunt concurrere. §. si res aliena. Inst. de legat.

a Cette question est prise des Annotations Latines, estans sur la fin du chap. 21. où l'Auteur urtient qu'il en a consulté avec plusieurs sçavans & fameux Avocats, que le tiers acheteur ne se pouvoit adresser au premier vendeur : & partant qu'il devoit obtenir gain de cause avec despens, suyvaut l'opinion de Bartole, in l. tulsanus. §. qui fundum D. de verb. obligat. où qu'en ce cas il faut discuter. Toutesfois Paul de Caltre sur le mesme §. qui fundum, tient le contraire, & que lon peut directement s'adresser au premier vendeur: ob vii^{ti}andum circuitum: Lesquels mots doivent estre inferez & appliquez au contract de vente. Car s'ils n'y estoient mis, on ne le pourroit faire, & alléguer à ce propos, l. si res quam D. de evict. in his verbis, nisi cessā fuerint actiones: mais non obstant ces raisons, nostre Auteur ne change point d'avis: parce que Paul de Caltre ne respond aucunement à ce qui est introduit par le dernier droit des Authentiques.

b Auth. hoc si debitor. C. de pignor. Auth. hoc ita. C. de duob. rei Auth. praesente. C. de fideiussor. Cynus & Faber, sur icelles. Il faut necessairement renoncer à tels privilèges ou benefices de Droit. Autre. Decis. Thol. q. 80. Combien qu'en la premiere instance il n'y ayt eu aucune sommation ou denonciation, si est-ce neantmoins qu'apres la sentence premiere, on ne laisse de pouvoir agir à fin de garandie, comme tient Alexandre, Coef. 67. in j. vol. Et doit tel demandeur monstrer & prouver que la sentence a esté bien donnee: & qu'il n'y avoit aucun moyen de poutoir empêcher telle condamnation, ainsi que ledit Alexandre l'escriit au lieu sus-allegué. Ce que semble aussi Bartole le tenir, in l. emptorem, D. de act. empti. encores qu'il die au contraire qu'il faut tousiours denoncer au garand. Nostre Auteur suit Alexandre plustost que Bartole, comme estant son opinion plus certaine, & fondée sur plus fortes raisons & autorités de Droit, lesquels on peut voir audit lieu. Vide l. si fundus. D. de evict. & l. emptor. C. eod. tit.

DE FORI PRÆSCRIPTIONE.

CAPVT XXI.

De fori præscriptione. obijciēda ante dilationem ad laudandos auctores. Auctor iudicis sui privilegium non allegat.

IN primis autem dispiciat reus antequam accersendi auctoris gratia dilationem postulet, an ad alienam vocatus sit iurisdictionem, ut controuersiam ad proprium forum reuocet. Quod si pratermiserit, ad id postea regrediendi locus patet nullus. Auctor sane iudicis sui privilegium non allegat: sed prorsus ibi debet iudicium accipere, ubi cum eo qui laudari cepit. Quamquam autem ubi exposuimus quando à litigantibus in rem praesentem veniendum esset, statim subiicienda videretur fori praescriptio: tamen de auctoribus laudandi prius paucis disserendum duximus, quam quae ad huiusmodi praescriptionem attinerent, explicaremus. Ferè namque accidere solet, ut reus auctorem habeat à quo sibi litis euentum praestari cupiat, quàmque liti opponere quàm seipsum malis. Deinde & dilatorias & peremptorias exceptiones continuo stylo persequi in animo fuit, qui alioqui intermittendus erat.

DES RENVOIS ET FINS DECLI-
natoires.

CHAP. XXI.

1. Raison de la suite du traité des renvois : & comme en pre- | *nant delay de garand on approu-*
ue la jurisdiction.



Vparavant que le defendeur prenne delay de garand, il faut qu'il aduise & considere, s'il est bien conuenu : car apres qu'il auroit a prins ledit delay, il ne pourroit pas demander son renuoy par deuant son Iuge, b parce que lon approuue la Jurisdiction, en laquelle lon demande ledit delay : Pource semble que ie deuois premierement traicter des Renuois, que de traicter des garans. Toutesfois la cause pour

1. Raison de la suite du present Traicté des renvois : & comme en prenant delay de garand on approuue la jurisdiction.

laquelle ie l'ay ainsi faict, est à fin que par ordre ie traictasse toutes les exceptions, dont l'une & la premiere est, l'exception declinatoire : ce que n'eusse faict, si i'eusse traicté premierement des Renuois, que d'auoir traicté des Garands.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXI.
Des Renuois, &c.

a C Ecy est prins des Annotations Latines.

b Paul. Castr. in l. si fideicommissum. §. quotiens, in c. l. l. quamuis. D. de iudiciis. Faber, in §. appellantur. Inst. de exception.

QVIBVS IN LOCIS QVIS APVD
nos conueniatur.

CAP. XXII.



Ampridem igitur hic mos apud nos inualuit, ut duobus planè locis cogatur rem seipsum defendere. Nam si in personam actio etiam in rem scripta, vel ex statuto municipalis conditio instituenda sit, reus in suis domicilij foro rectè conuenitur. Sin ad possessionem aut in rem agatur, solum utràmque & domicilij rei controuersa iustum est ac legitimum. At utrum autem electio ad actorem pertinet, nisi interdictis, Unde vi, experia-

Quibus in locis apud nos quis conueniatur.

sur. Siquidem forum idem ac in actione personalis sequi debet. Quum autem rem ad alienam iurisdictionem vocatus est, tametsi ibi litigare consentiat, si tamen cui clientela nexu obligata est domus quam rem incolit, ad suam iurisdictionem litigantem transmitti probe efflagitat. Neque refert lis fuerit contestata, necne, atque utrum ex regis, an alterius rebellionis scriptura agatur. Jurisdictiones enim bonis & facultatibus nostris annumerantur, ac in fructu nobis sunt. Itaque regis constitutionibus vetitum est, liti cognitionem alteri iurisdictioni competentem impetrato etiam sacro rescripto ad alteram transferre. Princeps enim iurisdictionem a se dispersitam unicuique perpetuo tuetur patrocinio. Quod si accidat Principi obrepit, & huiusmodi rescripta concedi, duobus sane modis ei adversus quem impetrata sunt, profpicitur: quippe aut iudicem, cui cognitio delegata est, adire potest die sibi constituto: ab illiusque examine declinare, ac si id respuat iudex, ab eo appellare: aut protinus ac viator huiusmodi rescripta denuntiat, ab eorum executione promiscare, id que viatoris renunciationi curare inscribendum. Nam cum id sit, iudex delegatus non est adcurandus. Verum si ab illius rescripti executione postea appellatur. (quod quidem licet) tum iudici incompetenti, eidemque delegato appellatio significanda est, die reco, ut compareat, prefinito. Alioqui, quod adversus eum fieret, robor obtineret, & iudex in illum contumacem animadverteret, litis utique iactura atque damno. Prior autem cautio potior, omnisque periculi formidine liberior existimatur. Nam & secundum ipsius postulationem lis remitteretur, & temeraria sumptus citationis iudex incompetens etiam censerebatur instaurandos. Verum sapius de his expensis questio ad eum rejicitur, qui de summa lite cogniturus est: aut indefinitive sententia calculum differuntur. Sed cum quis ad iurisdictionem regiam, cui sumus iudex subditus est, distrahitur, has expensas ab adversario non consequitur: nec tum etiam litis transitionem ad proprii domicilii iudicem impetrat, nisi ipsius petitionis sum patronus, id est iurisdictionis propria dominus, aut generalis fiscalis que procurator eius subscribat, seque adiungat. Sane dominus inter grandas appellationis causas qua a denegata subdito illi remissione extiterit, re: ad suam iurisdictionem remitti postulat: tametsi nunquam alterum iudicem illud rogari: sed a dimissione subdito illi recusat, nisi ipse quoque eam postulaverit, appellare non potest. Quod si dominus subditusque dimissionis quam simul ipsi petierint, repulsam acceperint, nihilominus subdito appellacionem suam absque etiam domini subsidio persequi licet: quamvis ipse subditus solus, non autem dominus, appellaverit. Nam quum per domini postulationem iam in subdito questum sit, non iniuria sine domini suffragio id retinere ac persequi potest. Multum autem interest in proponenda fori prescriptione, an qui eas tuetur, ad competentem minui iudicem accersitum se contestetur, ob eamque causam iudicio absolvi rogetur, neque ad suum iudicem litem transferendam petat: an non solum ab aliena iurisdictione eximi, sed etiam ad propriam traduci litem contendat. In priore siquidem specie, si proponenti intentioni iudex ille annuat, cogitur actor in proprio adversarii foro controversia contextum a capite exordiri, perinde ac si nunquam cepta fuisset. Quocirca interim actio, si eius ita ferat conditio, temporis lapsu expirat. Et diverso, ubi de posteriori specie agitur, non solum iudici continuatur. Lis enim ira ad proprium iudicem ablegatur, ut iam inchoatum cursum sequatur. Quamobrem diligenti studio actor super his sibi consulat.

Quando succurratur aduersus rescripta Principis quibus a foro suo quis abstrahitur.

Patronus sibi subditum ad suum forum reuocat.

Refert quomodo fori prescriptio obijciatur.

Quando simplex & sola fori prescriptio proponitur non competentis iudicis.

SVITE DV TRAICTE' DES RENVOIS

& fins declinatoires. En quelles matieres on doit conuenir le defendeur pardeuant le Iuge de son domicile: ensemble de l'incompetence des Iuges, & comme les renuoy ou obeyssance sont demandez avec le Seigneur ou sans le Seigneur.

CHAP. XXII.

1. Des renuoy & Fins declinatoires.
2. En matiere de Retraict lignager, où doit le defendeur estre conuenu, & qui est le iuge cōpetant en action reale.
3. Deux remedes pour se pouruoir à l'encontre des lettres Royaux enervatiues de iurisdiction.
4. Des despens de l'Adiournement baillé pardeuant le Iuge incompetent.
5. Quand on ne peut demäder son Renuoy sans l'adionction du Procureur de sa iurisdiction.
6. Le Seigneur peut demander le renuoy de son subiect en la cause d'appel interietté par son subiect du deny de reuoy: mais ne peut appeller dudit deny, s'il n'a requis le renuoy.
7. Le subiect peut poursuiure son appel du deny de renuoy sans son Seigneur, si le seigneur l'a vne fois requis.
8. Quand en faisant le reuoy, l'instance est renouuee.
9. Le iuge pendant le procès de deux seigneurs demandans le renuoy, ne peut cognoistre du principal.
10. Quand le defendeur peut demander son renuoy sans l'adionction du Seigneur.
11. Quand on adinge preuue sur le renuoy.
12. Si le defendeur peut estre releué d'un acte approbatif de iurisdiction.
13. Le Lieutenant civil ne peut cognoistre des causes criminelles, ne le criminel des ciuiles.



R pour venir aux renuoy en action personnelle, le defendeur doit estre conuenu pardeuant le Iuge de son domicile, voire si l'action ensuit la chose dont est question: ou bien si elle naist de la Coustume écrite du pays ou de la region, comme en matiere de retraict lignager, la faculté duquel est donnee par les coustumes presque toutes de ce Royaume, jaçoit qu'aucuns facent vne distinction, sçauoir est; quand l'on fait le retraict à celuy qui a acquis,

1. Des renuoy & en quelles matieres on doit conuenir le defendeur pardeuant le Iuge de son domicile.

150 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
que lors il faut necessairement le faire convenir deuant son ^b Iuge domiciliaire, & que l'on ne le peut faire convenir pardeuant le iuge du lieu, où la chose est assise. Mais quand l'on vient par retrait contre celuy qui est tiers possesseur, & a acquis la chose du premier possesseur, & que lors l'action est beaucoup plus reale qu'en l'autre cas: l'on peut faire convenir le possesseur de la chose pardeuant le Iuge du lieu, auquel est situee la chose, ou bien pardeuant son Iuge domiciliaire.

*En matiere de
retrait ligna-
ge, on doit le
defendeur estre
convenu: & qui
est Iuge compe-
tant en action
reale.*

Toutesfois ie serois d'aduis qu'en l'un ou l'autre cas l'on deuroit tousiours faire convenir en retrait lignager le defendeur refusant l'offre pardeuant son iuge domiciliaire: car en tous cas il ne peut lors dire qu'il soit mal convenu, soit l'action personnelle ou reale: car il est clair qu'en action reale l'on peut faire convenir le defendeur, ou bien pardeuant son iuge domiciliaire, ou bien pardeuant le Iuge du lieu ou est la chose situee. Toutesfois en reintegrande, parce qu'elle sent plus de personnalite que de realite: partant qu'il est question de spoliation, le defendeur doit estre convenu pardeuant son Iuge domiciliaire.

Et combien que le defendeur consente plaider pardeuant Iuge competent, neantmoins le seigneur en la iurisdiction duquel le defendeur demeure, peut demander le renvoy, ^d si l'action est personnelle: & si elle est reale, le seigneur de la iurisdiction en laquelle la chose est assise, peut demander le renvoy de la cause: lequel renvoy en ce pays de Poictou est nommé obeysance, quand l'interieur Iuge demande pardeuant son Seigneur le renvoy, & n'y a difference si la cause est contestee, ou non: car en quelque estat qu'elle soit, pourueu qu'il n'y ait sentence definitive donnee, ledit seigneur peut demander le renvoy: iacoit qu'il fust questio d'un contract passe sous autre Cour ou iurisdiction: parce que les iurdictions en ce Royaume ^f sont patrimoniales. Et pour ceste cause il n'est g permis voire avecques lettres Royaux distraire quelqu'un de deuant son Iuge ordinaire.

*3. Deux reme-
des pour se pour-
voir à l'encontre
des lettres
Royaux enre-
gistrees de iuris-
diction.*

*4. Des despès de
l'Adiournement
baillé pardeuant
le iuge incompetent.*

Il est vray que celuy qui le distrair ne perd pas sa cause, cōme il deuroit se-
lō droiet ^h commun. Mais il y a deux remedes pour y pourvoir: l'un, que
celuy qui est ainsi distrait, peut se porter appellant de l'execution de telles
lettres Royaux, quand l'on luy baille Adiournement par vertu d'icelles, &
declarer l'appel au sergent, & le requiert de l'employer par son procès verbal
& prendre de luy ledit procès verbal signé, & n'est lors mestier de cō-
paroir pardeuant le Iuge, pardeuant lequel il est adiourné. ou bien si l'ad-
iourné n'est appellé lors de l'Adiournement, il peut comparoir au iour à
luy assigné, & declarer qu'il compare seulement pour dire & declarer qu'il
est appellant de l'execution de telles lettres Royaux. Autrement le default
qui seroit contre luy donné, seroit valable. L'autre moyen est, que l'adiour-
né peut aller pardeuant le iuge au iour prefix, & demander ⁱ estre renvoyé
pardeuant son Iuge ordinaire, lequel il declarera.

Et ce remede est meilleur & plus seur que l'autre: car en vñance de ce se-
cond remede, il ne se met en danger de l'amende du fol appel. Aussi qu'il
a par ce moyen ce qu'il deniande, sçavoir est son renvoy, comme il auroit

par le moy en dudit appel. Et si a les despens de l'adiournement à luy baillé pardeuant ledit iuge incompetant, k qui par fois les adiuge, mais souuent il sauue & referue à en estre fait raison par celuy auquel il renuoye: ou bien & qui est le plus vltre, il re'crue lesdits despens en diffinitue.

Toutesfois quand le defendeur est conuenu pardeuant son iuge superior & de ressort, il est renuoyé pardeuant son premier iuge, n'a aucuns despés, & ne sont referuez: car il est bié cōuenu, tellement q'il ne peut lors demander estre renuoyé, pardeuant son premier iuge, si le Procureur de la seigneurie à laquelle il doit estre ne demande avec luy le réuoy ou obeyssance il ne doit estre renuoyé, par maniere 1 que comme vn defendeur & le Procureur de la seigneurie eussent demandé certain renuoy, & eust le demandeur prins terme d'en venir, & le Seigneur de ladite Seigneurie ce pendant fut decédé, au moyen dequoy ledit Procureur d'icelle seigneurie eust déclaré ne vouloir persister en son renuoy, & neantmoins le iuge les eust renuoyez, le demandeur en appella, & gaigna sa cause es Grands iours tenus à Angers, le lundy 14. de Septembre 1539.

Et jaçoit que le Seigneur ou son Procureur n'ait demandé le renuoy de son subiet, & que son subiect soit appellant du deny de renuoy, le Seigneur en la Cour de^m Parlement, peut en plaidant demander le renuoy de la cause: mais il ne peut appeller du deny du renuoy, s'il n'a requis le renuoy avec son homme.

Et si le Seigneur & son homme ont vne n fois demandé le renuoy, & qu'il leur ait esté dénié: combien que le Seigneur n'en appelle, neâtmoins sō subiect en pourra appeller & poursuire seul sō appel sans son Seigneur.

Il y a difference grande, si en opposant declinato re, le defendeur dit seulement qu'il n'est de la iurisdiction du iuge pardeuant lequel il est conuenu, ains d'autre iurisdiction, qu'il doit déclarer, & par ce mal conuenu, & requiert estre renuoyé avec despens: où s'il demande estre renuoyé pardeuant son iuge avec despens: car quant au premier cas, s'il est renuoyé de l'Adiournement, il faut que le demandeur de nouveau propose la demande. Et par ce moyen si cependant la Complainte ou autre action intentee expire, le demandeur en est debouté par fin de non recevoir: car l'Adiournement baillé pardeuant iuge incompetent, ne perpetue point l'action, & n'interrompt prescription. o

Mais la Cour de Parlement iugeant d'equité, quand elle vuide telles causes contre celuy qui estoit demandeur, elle a accoustumé de renuoyer la cause avec ceste clause. *Sans que l'action soit ou puisse estre perie.* Mais en l'autre cas quand le defendeur demande simplement son renuoy pardeuant son iuge, & qui luy ait octroyé, son action est renouée: & n'est plus mestier de la proposer plus.

Et s'il y a deux Seigneurs p de diuerses seigneuries qui demandent le renuoy, le iuge auquel ils demandent ledit renuoy, ne peut pendant proces dudit renuoy d'entre lesdits seigneurs, cognoistre de la cause principale de laquelle est demandé le renuoy.

Et combien que par Ordonnance n'agueres faite par le Roy Henry

5. Quand on ne peut demander son renuoy sans l'adionction du Procureur de sa iurisdiction.

6. Le Seigneur peut demander renuoy de son subiect en la cause d'appel interieté par sō subiect du deny de renuoy: mais ne peut appeller dudit deny s'il n'a requis le renuoy.

7. Le subiect peut poursuire son appel du deny du renuoy sans son Seigneur: si ledit Seigneur l'a vne fois requis.

8. Quand en faisant renuoi l'instance est renouée.

9. Le iuge pendant le proces de deux Seigneurs demandant le renuoy, ne peut cognoistre du principal.

10. *Quand le defendeur peut demander son renuoy sans l'adionction du Seigneur.*

second de ce nom, q le subiect conuenu pardeuant le iuge superieur du Seigneur du fief, où demeure le subiect, où la chose dont est question est situee, puisse demander son renuoy pardeuant le Iuge dudit Seigneur Feodal, sans l'adionction d'iceluy Seigneur Feodal, ou du Procureur de la seigneurie. Toutesfois ceste Ordonnance n'a point esté receuë en la Cour de Parlement à Paris: comme messieurs l'Aduocat & Procureur generaux du Roy, ont déclaré en certaine cause d'appel, nagueres pendant en la Cour de Parlement. Et par ce ladite Ordonnance ne doit point estre obseruee. Mais aucun est conuenu par deuant autre Iuge que Royal, duquel toutesfois les appellations ressortissent nuëment en la Cour de Parlement, le dit subiect ainsi conuenu peut demander son renuoy pardeuant le Iuge inferieur de la iurisdiction en laquelle il demeure: jaçoit qu'elle soit tenuë de la iurisdiction dudit iuge non Royal pardeuant lequel ledit subiect est cõuenu, sans l'adionction du Procureur de ladite Seigneurie où est demeurant le defendeur ainsi cõuenu. Et comme le cas fust aduenu de fait que le Duché d'Angoulesme n'estoit és mains du Roy, ains du Duc d'Angoulesme fils du feu Roy François premier de ce nom: & qu'un subiect de la Seigneurie de Rochefoucaut, de laquelle seigneurie de la Rochefoucaut les appellations ressortissent à Angoulesme, fut dit par Arr. que ledit sujet cõuenu pardeuant le Iuge dudit Duché d'Ang. pouuoit bien demander estre renuoyé pardeuant le Iuge de la Rochefoucaut, sans que le Procureur de ladite seigneurie le requist. Et fut ledit Arrest donné le 6. iour de Feurier 1555. en plaidant. Et si l'y auoit lettres Royaux attributives de iurisdiction à vn Iuge Royal notoirement incompetant, le defendeur adiourné pardeuant ledit Iuge pour proceder sur l'enterinement de dites lettres: peut appeller de l'execution de dites lettres: ou bien si vn iuge notoirement incompetant sur le libelle ou demande dudit demandeur, baille mandement d'adiourner partie aduerse pardeuant luy: le defendeur peut appeller dudit mandement & execution d'iceluy. Et de fait, comme le Preuost d'Orleans eust donné mandement d'adiourner vn homme noble pour raison de choses nobles mentionnees par ledit mandement, la partie adiournee appella dudit mandement en la Cour de Parlement, où il gaigna sa cause en plaidant le douzieme iour de Feurier 1543. Car par l'Ordonnance susdite de la distinction de la iurisdiction des Iuges Royaux, Presidiaux & Preuostaux, le Iuge Preuostal ne peut cognoistre sur les personnes nobles, ne sur les choses nobles. Toutes fois en autres causes ciuiles que celles dont parle ladite Ordonnance, ie ne vouldroy conseiller appeller de l'execution des lettres Royaux, ou de tels mandemens: mais plustost d'aller pardeuant le Iuge demander le Renuoy pardeuant le Iuge competant.

Et quand le defendeur est conuenu pardeuant vn iuge Royal du ressort duquel il n'est, ou quand il est conuenu pardeuant vn inferieur, non estant son iuge: il peut demander son renuoy sans l'adionction du Procureur de la seigneurie à laquelle il est subiect: comme si vn du ressort de Fôtenay est conuenu pardeuant le seneschal de Poictou ou son Lieutenant à Poictiers.

Poictiers. Mais cecy doit estre entendu quand le procès est pendant q en pais constumier: car quand c'est au pais de Droit escrit, l'hôme ou sujet peut demander son renuoy sans son Seigneur: côme il fut dict par Arrest à Paris, le 11. de May 1530. sinon que ledit sujet ait prorogé iurisdiction.

Si les parties s'accordent du domicile du defendeur, & ou de la iurisdiction en laquelle est la chose assise, le Juge doit vuidier le réuoy sur le chap, sans en faire vn procès par escrit. Mais si elles ne s'en accordent, le Juge peut ordonner qu'elles en feroient preuve, tant par tesmoins v que par titres dedans certain temps. Et ont accoustumé les Juges le plus souuent limiter le nombre des tesmoins, comme iusqu'à cinq ou six.

11. Quand on ad-
inge preuve sur
le renuoy.

Et si le defendeur a faict quelque acte iudiciaire approbatif de la iurisdiction incompetent, & il soit appellant du renuoy, x il peut auoir lettres Royaux pour estre releué dudit acte, pourueu qu'il n'y ait eu quelque approbation expresse, ou contestation en cause: comme si le defendeur auoit demandé & eu delay de garands, par lequel il est veu approuuer la iurisdiction, ainsi que dessus est dict. Et ce fut confirmé par Arrest donné es Grands Iours de Poictiers, le 19. iour d'Octobre 1531.

12. Si le defen-
deur peut estre
releué d'un acte
approbatif de iurisdiction.

Toutesfois comme vn Juge Chastelain y Royal eust demandé au Seneschal son Juge Royal superieur le Renuoy d'une cause, dont la cognoissance appartient au Chastelain, & ledit Seneschal luy eust denié, parce que la cause estoit contestee par deuant le Seneschal, dont le Chastelain eust appellé en la Cour de Parlement: il auroit esté dict, mal iugé. Lequel Arrest fut donné le 24. iour de Iuillet 1511. Mais ce iourd'huy tout ce doute est retranché par l'Ordonnance faite sur la distinction de la iurisdiction des Juges Prelidiaux & Preuostaux: publiee en la Cour le 16. iour d'Auril, 1537. apres Pasques.

Pour sçauoir qu'est Juge competent, est à noter, parce qu'en plusieurs sieges, la iurisdiction criminelle est eclipsée & ostée de la ciuile, que le Lieutenant ciuil ne peut cognoistre des causes criminelles, ne le criminel des ciuiles, voire y eust-il lettres Royaux portés & commissiō à eux adressans. Toutesfois la Cour par fois cōmet des causes criminelles aux Juges ciuils: signamment quand les criminels ont erré en la façon du procès criminel.

13. Le Lieutenant
ciuil ne peut co-
gnoistre des cau-
ses criminelles, ne
le criminel des
ciuiles.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXII. Suir du Traicté des Renuois, &c.

Nous auons cy-dessus parlé de la loy d'inditor, D de iudiciis. Et nostre Auteur sur le cha. 1. preceder, dict que Paul de Castre, & autres Docteurs modernes tiennent sur ladite loy, l'inditor, qu'elle n'a lieu en vn Clerc, ou personne Ecclesiastique. Toutesfois il est bien certain que ladite loy s'estend à vn Clerc, quand il est question d'une action reale *Faber in §. vlt. Instit. de satisfaction.* Le garand, ores qu'il soit d'une autre iustice ou iurisdiction, ne peut decliner la Cour, où le procès est pendant ayant esgard à la connexité de la cause indecise. Nous ne gardons aussi l'opinion de Paul de Castre, in l. cum vende 10. Cod. de causis fidei, où il tient que le condamné peut proceder par voye d'execution ou contrainte contre le garand: tout ainsi que lon peut contre ledit condamné,

sinon avec sommaire cognoissance au preallable: fors & excepté contre celuy qui est caution de payer le iugé, lequel nous pouuons directement contraindre par la Coustume, & par le Droit ciuil, l. 1. *¶ ibi Bartol. D. de iudic. solus*. Comme il sera déclaré cy apres. Lequel garanty apres la sentence contre luy donnée à défaut de prise de garandie, peut faire appeller son garand par deuant le mesme luge, en vertu de commission, pour estre condamné en tous ses despés, dommages & Interests, à faute de ladite garandie, l. *minor. D. de iur. d. l. cum vend. nec. C. ubi causa fiscal*. Au surplus, aucuns demandent s'il peut proposer fin declinatoire: parce qu'il n'y a pas telle vnité & connexité qu'au premier cas. Car aucuns entendent ceste loy *minor*, pour le regard du defendeur seulement: & ainsi le garand appellé par le defendeur, ne pouuoit decliner la Cour, si ledit defendeur ainsi conuenu à la requête du demandeur, parce qu'il est contraint entrer en procès contre sa volonté. Ce qui est aisez exprimé par les tetmes de ladite loy. Mais si le demandeur appelle aucun à garand en vne instance, iceul peut demander son renuoy pardeuant son luge. Les aucuns disent & soustiennent qu'en tous les deux cas, que le garand ainsi appellé, peut estre appellé pardeuant le premier luge, & doit estre par luy debouré de la fin declinatoire: mesmes qu'il n'y a aucune difference, si le demandeur ou defendeur appellé en premiere instance, leur garand. Les autres estiment neantmoins que le garand appellé & conuenu, apres la sentence, peut decliner. D'autant que les iurisdictiones en France sont en patrimoine: desquelles les raisons diuerses, & autres qu'anciennement par le Droit commun, & que par vertu d'un contract on n'est point iusticiable de quelque Court ou iurisdiction. A plus forte raison nul ne doit subir iurisdiction par le moyen d'une sentence donnée entre autres personnes: parce qu'il pourroit aduenir entre icelles iurisdictiones vne tres-grande confusion. Par le moyen des susdites opinions, il a esté iugé diuersement. Nostre Auteur approuue plus la dernière opinion, que les deux premieres. Ceste question a esté des-jà resolüe au Chap. 10 precedent en l'annotation sur la lettre, i. Nous auons voulu suiuite les mots de l'Auteur, pour les représenter en son lieu. *Quid*, si tel garand ainsi conuenu fait défaut auant contestation en cause, il doit estre contumacé avec autant de défauts, que celuy qui l'a fait appeller & conuenir, deuoit estre rendu contumax en premiere instance: combien qu'ils se trouuent aucuns qui disent indifferemment deux défauts estre necessaires pour cest effect. Nostre Auteur semble approuuer la premiere opinion; mais la dernière est approuuée par l'Ordonnance 1539. article 21. ainsi qu'il a esté dict cy dessus. Au surplus il faut noter que lon ne doit appeller de l'exploict ou adioutnement contenant l'assignation donnée pardeuant vn luge, encores qu'il ne soit ordinaire ou competent: ains faut alleguer le priuilege, sur lequel on demande le renuoy suivant la loy, *si quis ex aliena. Dig. de iudici. l. ex quacunque causa. D. si quis in ius vocatus non ierit. Et notatur in cap. veniens, extr. de accusat. Ioan. Gallus, q. 228. Arrest de l'an 1390. Papon liure 7. des Arrests, tit. 7. Arrest 32.*

b Par quelques Coustumes, comme celles de Laon, art. 233. Reims, art. 198. Ribemont, art. 38. il est au choix du retrayant, de faire adioutner l'acquerueur pardeuant son luge ordinaire, ou pardeuant le luge du lieu, où la chose est assise, ainsi qu'il est plus amplement expliqué en la Conférence des Coustumes, 2. part. tit. 7. és Additions, nombre 2. *Videl. l. 1. C. ubi in rem act. exerc. d. b. l. 24. 36. C. ubi D. de rei vindic. l. 1. C. ubi de her. tit. de tiracq. retract. §. 8. in gloss. Bacquet, traité de Iustice, tit. 8. nombre 17. 18. & 19. Papon liure 7. des Arrests, tit. 7. Arrest 41. & liure 11. tit. 7. Arrest 25. où il cite vn Arrest du 23. iour de Decembre 1545.*

c Voyez le Chap. 17. cy dessus.

d d. Faber in l. si quis ex consensu. C. de Episcop. aud. Bartol. in l. 15. §. C. post. Dig. de oper. nou. num. De ceste maniere des Renuois est traité, in l. 25. C. 7. D. de iudici. l. nec non. §. si cum. D. ex quib. caus. maiores. Premiere partie de la Conférence des Coustumes, titre 22. & 26. Rebuff in Concord. tit. de causis: & in prefat. in Const. Reg. num. 53.

e Poitou. art. 304. Bretagne, art. 359.

f Faber ad tit. de Atributo tutore. §. vnde. Inst. C. ad tit. de legiti. patr. tut. Sernator de consuetudine in regno Francia. ubi fenda nobilium sunt eorum patrimonia & hereditates. Idem ad.

*Sic. Per quas personas nobis adq. §. igitur. num. 2. Boër. Dec. 114. num. 12. Hodie de consuetudine quibbet insinuus Officiales suos, & de iure imperium seu iurisdictiones terrarum sunt diuisa, & ad diuersos titulos translata hereditario: quod omnes tales habeant quasi castrenses, & in §. item seruiana. Inst. de action. Item in l. 1. & si seniorior. C. ex quib. caus. in am. non itrog. & in Auth. statuimus, C. de Episc. & cler. in Auth. ingressi. C. de sacr. Eccles. & in l. cum aliquid. C. ubi cause fiscales. Bartol. in l. 1. Dig. de nou. op. nunt. Baldus in c. 1. Defendo Marchia Innoc. in cap. verum. De indic. extr. lafon. Conf. 89. volum. 1. Conf. 60. vol. 3. Molin. tit. de mat. feud. §. 1. gloss. 5. Bacquet, traité de iustice, ch. 8. Chopin, Papon liu. 7. des Arrests, titre 7. Arrest 56. g. Suivant l'Ordonnance du Roy Charles V. 1356. art. 5. Charles VII. 1345. art. 10. Par celle de Philippes III. 1302. Jean, 1352. art. 1. & 2. Charles VI. 1408. François I. 1535. chap. 12. art. 12. & 13. mises au 3. de la Confer. des Ordonnances, tit. 6. Il est ordonné que routes iurisdicions soient laissées aux Iuges ordinaires, sans que les iusticiers puissent estre tirez hors leurs Chastellenies, sinon en cas de pur ressort & de souveraineté, & cas de negligence. Celle de Loys 12. 1510 art. 39. cy dessus recitée, defend les lettres d'euocation, pour oster la cognoissance aux Iuges, &c. Puis que lesdites Ordonnances prohibent à tous de diminuer les iurisdicions inferieures & subalternes, il est certain qu'on ne doit permettre ne souffrir estre fait aucun acte tendant à la diminution d'icelles. Par ainsi il ne se doit point trouuer estrange, si la contestation en cause n'empesche point le Seigneur de demander renuoy, *l'oratio. D. de rit. nuptiar. l. cum lex, D. de fideiusoribus*. D'auantage, telles iurisdicions des Seigneurs est approuuee par paction, contention speciale, & serment du Roy ou Prince souverain, & des Seigneurs. A ceste cause ne peut la contestation faire leure cōdition pire, ausquels telle iurisdiction est attribuee: comme en pareille espee eussit *Guid. Pap. q. 275. & Felin. in cap. super eo, num. 2. de Offic. & pot. ind. deleg.* afferme que la declinatoire exception se peut proposer toutesfois & quantes par le tiers qui s'est ioint en cause pour son interest: ainsi qu'il a esté mesmes confirmé par Arrest, donné aux Grands-Iours de Poitiers, le mardy 17. iour Octobre, 1531.*

h. Vide Nouell. cap. 55. cap. 1. & 2. Liudicium soluitur. 58. D. de iudiciu, cap. vt nostrum, extr. de appell. cap. pastoralis 28. §. praterea D. de offic. deleg.

i. D. l. si quis ex aliena. D. de iudiciu, & autres cy dessus remarquées au commencement de ce Chap.

k. Cap. vis. De rescript. extr. & ibi gloss. Felin. in cap. 1. col. 2. extr. de iudic. Il ne peut toutesfois mettre la sentence à execution, portant condamnation de despens: sinon que le condamné fust trouué dans le destroit de son pouuoir & iurisdiction: ou bien qu'il eust des biens & moyens dans son territoire: Et pour la faire mettre à execution, il faut mettre à la fin de ladite sentence la clause rogatoire, qui sera adressée au Iuge ordinaire du condamné, à fin qu'il mette ladite sentence à execution. *Bart. in d. l. ex quacunque. D. Si quis in ius vocat.*

l. Cecy est tiré des Annotations Latines. Au reste, la declaration du Procureur d'office. estoit comme vne renonciation à procès & instance: partant puis que son interest cessoit, aussi son droit cessoit. Notatur in l. ex conventionie. C. de Pactu, & l. postquam lit. C. eod. tit.

*m. Le Seigneur haut-Iusticier doit comparoir deuant le Iuge Royal, & requérir son sujet & iusticiable, ainsi qu'il fut dict par Arrest du 26. iour de Feurier 1551. contre l'Admiral de Chastillon, appellant d'une commission decernée par le Baillie de Montargis. Autres Arrests des dernier iour de Decembre 1551. & vingtiesme Novembre 1559. contre M. de Neuers, appellant du Lieutenant criminel d'Auxerre, & 24. Novembre 1562. contre l'Euesque de Soissons. Secus, si le sujet est adiourné pardeuant vn Iuge Royal, au ressort duquel il n'est point demourant: car avec son adjonction il peut decliner; ou bien si il est adiourné pardeuant vn Iuge subalterne. Car sans requisiroire de son Seigneur, il peut demander son renuoy, & du resus en appeller, ainsi qu'il a esté souuent iugé, mesmes en Audience, le Lundy 8. Octobre, 1554. & contre M. de Neuers, sieur de saint Florentin, le huiictiesme iour de Iuillet, 1555. *Vide d. l. si quis ex aliena. D. de iudiciu. l. de iure. D. ad municipalem.* Bacquet, Traicté de iustice, chap. neufiesme, nombre 5. & 6. Au surplus nostre Auteur note qu'il a*

esté iugé de mesmes par Arrest du 26. Avril 1530. La raison en est tres-bonne. D'autant que lon ne luy a fait aucun tort: Et *iudex non nisi petenti tenetur suum impariri auxilium*, l. 4 §. hoc autem. D. de damnoso infecto: Combié que de Droit on se peut declarer appellant d'une sentence donnée entre autres personnes, si lon y a tant soit peu d'intérest, l. à sent. nra. D. de appellat. in l. 1. Mais le Seigneur feodal ou censuel peut en cause d'appel demander le renuoy, ainsi qu'il a esté souuent iugé par Arrest de la Cour, mesmes le 10. iour de May, 1519.

n Cela a esté iugé par Arrest du 30. iour de May 1530. Ce qui est aussi cōfirmé par la loy *si post mort. m. D. de bon. poss. cont. tab.* Nostre Auteur cite encores vn Arrest du 27. iour de Mars, 1530. auant Pasques, par lequel le sujet seul peut requérir le renuoy pardeuant le Iuge subalterne non Royal sans l'adjonction du Procureur fiscal, suiuant les conclusions de M. Poyet, lors Aduocat du Roy, & depuis Chancelier. Notez que le Iuge Royal cognoist par preuention & concurrence du fait de police, avec les Seigneurs Hauts-iusticiers. Et par Arrest donné en Audience le 16. iour de Decembre 1561. contrel'Euesque de Soissons, a esté iugé que le Seigneur Haut-iusticier ne peut vendiquer son sujet & iusticiable, estant adiourné pour fait de police pardeuant le Iuge Royal. Bacquet, Traicté des droicts de Iustice. Chap. 18. nombre 7.

o Voyez ce qui a esté noté au chap. 16. cy-dessus, l. *si accusatum. D. de adult. Accus. in l. si par. r. C. de steu. des Felin. in cap. gratum. 2. in 2. Collat. extr. de off. deleg. l. etiam ubi mora est periculum allatura, potest iudex in: incompetens testes examinare: eorūq; dū in fidei habebitur apud iudicem incompetent. m. Bartol. in l. 1. C. de nauif. lib. 11.*

p Cecy est tiré des mesmes Annotations Latines, Ioan. Gall. q. 284. suiuant l'opinion duquel a esté iugé par Arrest du 20. iour d'Avril 1515. mais à la fin du stil Latin, du Parlement. Toutesfois *Faber in l. 1. C. de offic. prof. vrbis*, est de contraire aduis, & son opinion de nagueres confirmée par Arrest; ainsi que nostre Auteur escrit.

q Il y a deux declarations faites sur l'Ordonnée de Cremieu, par le defunct Roy Henry II. L'une à Laon du 17. iour de Iuin 1554. verifiée en Parlement le 15. Novembre audit an: & la seconde du mois de Iuin 1559. verifiée aussi le 30. iour de Iulillet an sūdit: Et nostre Auteur semble parler de la premiere.

r Cecy est pris des Annotations Latines.

s Papon liure 7. des Arrests, tierce 7. Arrest 15. recite ce mesme Arrest, où il dist que fil y a submision, qu'il se doit faire aduouier par son Seigneur, veu que de son chef il a prorogé, l. 1. l. 1. & 2. D. d. iudiciu. Mais le Iuge ne peut selon Droit proroger aucune iurisdiction au preiudice de son Seigneur, si ledit Seigneur y contredit. Cela est confirmé par *Faber in l. si qui ex consensu, Cod. de Episcop. audientia. l. vide Boer. Decis. quast. 114.* où il cite vne Ordonnance de la Cour de Parlement à Bordeaux, du 3. Feurier 1530. qu'il faut bien considerer.

t Tout ce qui suit est aussi extraict des mesmes Annotations.

v Arrest du 24. iour de May 1530. par lequel le Iuge peut contraindre les parties plaidantes à faire preuue du lieu du domicile, & en quelle iurisdiction il est sis & fixé, pour ce fait, faire droict sur le renuoy: *Paul. de Castr. in l. exceptionem. Cod. de probat.* Papon liure 7. des Arrests, tit. 7. Arrest 37. recite aussi cest Arrest.

x *Ex caparte dicti, Si qua mihi iusta causa videtur, l. 1. Dig. ex quib. causis maiores.* Notatur in cap. ex l. iter. ext. de in integr. restit. Papon liure 7. des Arrests, tit. 7. Arrest 16. recite aussi l'Arrest allegué par nostre Auteur, tant aux Annotations Latines qu'au texte François. Voyez la fin du 10. chap. cy dessus.

y Ceste clause est prise des Annotations Latines dernieres de l'Auteur.

z Arrest du 20. iour d'Octobre 1531. donné aux Grands-Iours de Poictiers. Et ne suiuous l'opinion d'Angel, in l. *solemnus, §. Latrunculatorem. D. de iudiciu*, qui tient que le Iuge criminel en l'absée du Magistrat civil, puisse auoir cognoissance du civil. Il y a Ordonn. du Roy Charles IX. du 17. iour de Iuin 1561. verifiée en Parlement, mise au 2. liu. de la Conser. des Ordonn. tit. 15. par laquelle il est defendu aux Lieutenans civil & criminel du Mans, d'entreprendre aucune chose l'un sur l'autre, pour le regard de leurs iurisdiccions. Ce qui s'estend à tous autres Iuges & Magistrats civils & criminels, ayant esté souuent telle reglee par Arrests de la Cour, tant au parauant l'Or-

donnance, que depuis contenant les reglemens entre les Lieutenans civils & criminels. [Plusieurs arreſts de reglement ſont intervenus entre les Lieutenans criminels, & les Officiers des ſieges Preſidiaux pour celuy de Blois du 7. iour de Septemb. 1559. de Laë du 20. Mars 1552. d'Angers du 11. Aouſt 1574. du Mâs cõtre le Lieutenant civil le 29. Aouſt 1579. & contre les Conſeillers du Mans le 11. Feurier 1581. & d'Angoulême le 14. Aouſt 1585. & 12. Aouſt 1600. Leſquels les Lecteurs curieux peuvent voir au Traicté des Reglemẽs de M. Iean Chenu. Voyez cy deſſous les Annot. du Chap. 58.

DE LITIBVS IVRISDICTIONI REGIÆ ſpecialiter attributis.

C A P. XXIII.

Porro, certas controuerſias Princeps his qui pro diſione ſua iudicant, omnino attribuit, veluti que in peculum adſcripſit: quasdam verò ita demum his comiſit, ſi earum cognitionem præoccuparint. Nam ſi controuerſia regij iudicij propria peculiaris que ab alio inferiore præoccupata ſint, regium ille iudex eas ad ſe aduocat, regij procuratoris cura & opera. Atque harum quidem cauſarum prima eſt, quæ a reſiſſicis nomina exiguntur, ſive à regij patrimoniij redditibus, ſive à publicis functionibus ſtipendiisque, aliòve modo proſciſcantur. Altera ſpecies eſt, cum de adminiſtrationis publicæ, vel privilegij à rege conceſſi auctoritate retinenda vel imminuenda agitur, Tum ſi de templorum, quæ regio patrocinio iamdiu donata ſunt, fundus rebusve contendatur. Item quum vetigal id quod (Ad mortuſſamentum) nuncupamus, condicatur eorum prædiorum nomine, quæ regis clientela ſunt emancipata, & in dominum Deo ſacrum tranſcripta ſue curionibus parochisque, aut ſodalibus Deo conſecratis, aut aliis ſacerdotibus, idque rei tamen diuina gratiæ. Nam quum huiusmodi prædiorum alienatio perpetuo ſit interdicta, ob eamque cauſam omni quod ex alienatione manat commodo in poſterum princeps cariturus ſit nõ iniquum certè eſt ſi quædam huiusmodi prædiorum æſtimationis pars ſiſco præbeat: nempe ut perpetuum damnum accepta ſemel quaſitate ſarciatur. Quæ propter idem iuris eſt quum res ſoli clientela Principis ſuppoſita aliis acquiruntur, quibus alienandi facultas perpetuò ſublata eſt aut iuris imperialis præſcripto, aut antiquiſſima iam conſuetudine. Caterum inter eas controuerſias quæ non niſi præoccupatione regis iudicibus attribuntur, neque ab aliis aduocari poſſunt, hæc connumerantur: interdictum retinendæ poſſeſſionis: deinde quum de his implendis queritur, quæ a tabulis vel inſtrumẽtis à regis tabellionibus conſectis regio que ſigillo ſuffultis cauſa ſunt ſive ad contractus, ſive ad teſtamenta ſpectent. Sed quantum ad contractus attinet, id deſitum eſt, præterquàm in his tribus ſigillis quæ contrahentem ita ſuarum iuriſdictionum nexu deuincunt, ut ei domum: ad forumve proprium litem reuocandi copia non detur: de quibus copioſe ſuprà diſſerimus. Necnon accepimus regium iudicem de eorum controuerſia prædiorum iure cognoscere, de quibus apud ſuos tabelliones contractum eſt, ſi modo ea in territorio patroni ſibi ſubdiſi ſua ſint: neque ſi patronus ille hanc controuerſiam ad ſe remitti poſtulet ſerendum eum eſſe: in qua quidem ſententia titubarem: nã patrono ſubdiſi, qui actione in perſonã conuenitur, licet (ut ſuprà reſtulimus) ad forum ſuum

Lites iuriſdictioni regie ſpecialiter attributæ

deducere, etiā si ex regis tabellionū agatur scriptura: neque inter utriūque speciem discriminis quidpiā existit. Alia quoque permulta sunt causae his iudicibus regius specialiter attributa, quas propterea quod capitalibus iudiciis accommodatiores sunt, suo loco tractandas relinquimus. Sed cū regionū iudiciū qui infra supremos sunt confessus, duo sint praecipui ordines: alter inferiorum, qui duntaxat causarum et actuum primordianeque de appellationibus ullis cognoscunt: alter autem superiorū, ad quos pertinet tū appellationes ab inferioribus illis, aliisque etiā nō regius iudicibus emissas, tum quaedā maioralissimum genera examinare, princeps nuper constitutionem edidit, qua inter utroque iurisdictionis munia praeclare sapienterque distinxit: unde non mediocriter & illis & universae reipub. comparata est tranquillitas & commoditas: longē tamen maior & diuino propior beneficio comparanda, si huic constitutioni posita non fuisset derogatum, eaque tam ad procerum & nobilium nostratium, quā ad regis iudices pertineret. Nā cum eorū iurisdictiones multifariae partitae sint, id efficere potissimum, ut lites nostrae in labyrinthos maendrosve innumeros resolvantur: indeque litigantes veluti scarabaei ex quodā apud Olynthios loco, quem Plutarchus *χαυτοπόλετος* à re vacat, foras nequeant eripere. At mortalibus à te illa semper infesta pertinaciter resistit, quod minus de re familiari quicquam ne pusillum quidem finamus decedere, quod cōmuni omnium accedat utilitati. Sed nec CHRISTI persuasio ingenium nobis exiit ethnicum. Non minus enim hac aetate quā olim quisque contendit, alienis ut ex incommodis (quemadmodum ait Comicus) sua comparat commoda. Quo fit, dūm vnumquodque membrum ad se proximi valerudinem conatur transferre: totum ut corpus debilitetur, atque iā non sensim, sed labe manifesta, riu, quaque digito contingit possit, praesentem nobis minetur internecionem. Sed de his plus satis. At verò cum iam ad typos denuò haec nostra appeterent Institutiones constitutione illa in publicum prodisset, non nihil putavi me, allaturum compendij si eius constitutionis quasi *ἑκτετομῆν* quandam hoc loci conferrem. Statutū est ergo, ut superiores illi regij iudices, quique praesidiales nominantur, harum causarum sibi obtineant cognitionem: ut puta, si de principij patrimonio, canone vel censu quouismodo agatur, vel etiam de iur nouissimo licitatori addicendum: vel si litigantes claro nobilibus sunt genere, neque sordidū artificij plebeisque maiorū imaginibus tenebras offuderint. Nec refert, actoresne sint, an rei, an in causam degerint, vel si de dādo iis tutore vel curatore, vel de facultatū qua eorū sit, consiciendo repertorio: vel si de rebus qua claustralari feudarioque iure possidentur ac de omni earū causa disceptetur: nihilque interest, quo actionis genere agatur, siue in rem, siue in personā, siue ad possessionem, siue ciuili, siue capitali iudicio, si modo nobilis reus fiat in criminali quaestione: quin & si de hereditate partim feudaria nobilique partim plebeia & ignobili, inter nobiles plebeiosque, necnon si inter plebeios de hereditate plebeia, cuius tamen res in pluribus variisque territoriis sint posita, tractetur de huiusmodi hereditatibus iudex praesidialis ius dicit. Item si sacerdotij aut alterius sacra dignitatis possessione, aut de immunitate, aut de dilatione annali, aut quinquennali, aut de nundinarum, aut de priuilegij cuiuscunque à principe concessi viribus quaratur: aut de edicto quo nobiles ad arma euocantur, atque subuocantur, deque his qua circa id oboriuntur iurgijs: aut de rebus templorum quae à principe Deo dedicata sunt, quaque in eius fidem patrociniumve recepta fuisse regio constat diplomate. Praeterea ad hos praesidiales spectat iudices, decretisquae ab vniuersitate sibi subdita fiunt,

Controuersiz
iudicium prae-
sidialium co-
gnitioni ad-
scriptz, eo-
rumque pro-
prie.

Corā praeside
litis discepta-
tio inter no-
biles exhorta
fieri debet.
Hereditatis
longē diffiz
controuersia
apud praesida-
les iudices.

præfesse, & rogatus singulorum sententias imponere colaphonem. Iudices quoque inferiores, & eorum aliorumque iudicum apparitores, à superioribus illis in munus possessionem mittentur, & ipsis præcuntibus in verba principis iurabunt. Insuper si quis huius præfidalis iudicis se subiecerit iurisdictioni nominatim, si qua de eo contractu emerit controversia, coram eo tractabitur. Denique hic superius de omnibus his causis iudicabit, quas regias seu regales appellant, quarumque nonnullas paulò ante commemoravimus. Adco tamen, eius generis quas enumeravimus causa præfidalis iudicis propria sunt, ut apud regium inferiorum iudicem examinari possint nullo modo. Rursus ad inferioris iudicis regij iurisdictionem propria hæc deferuntur controversiæ: veluti si agatur inter plebeios ignobilisque, vel de rebus ignobilibus, minimeque clientelariis, vel familia eriscunda iudicio, quamvis nonnulla ex rebus hereditarijs sint nobiles & feudaria, si modò in ipsius inferioris iudicis territorio sita sint omnes. Sin autem in variis posita sint territorijs, de hoc familia eriscunda iudicio apud præfidentem duntaxat iudicem debet discipiari: vel si capitalis questio agitur. Ad hæc si de rebus adis sacra contendatur quæ à principe cultus divino sit consecrata, dummodò regij patrocinij diplomate non potatur. Deinde si de iis contractibus lis moveatur, quibus contrahentes nulli se addixerunt iurisdictioni addo etiam ut si ex generis eiusse contractu atque edicto præfidalis iudicis indicta sit aris alieni solutio: si qua inde nascatur controversia, coram eo iudice inferiori debeat agitari: atque si dies dicta sit ex eo edicto ad superiorem, reus ad inferiorem remittendus sit. Nec dissimilis quoque ratio est, ubi ex aliis causis eas ad inferiorem propria spectare dicimus, ad superiorem quis in ius arcessitur. Communiter verò utriusque conceditur potestas lites has tractandi: ita tamen, ut ut sit potior, qui ante evertitur: ut puta si rescripta Principis vulgaria, aliæque & diversa ab iis de quibus distervimus offerantur, siue ea à principe, siue à summa curia, siue ab illius classe qua libellis præst, dimanarint: vel ad restituendos minores, vel ad contractus ex iusta causa rescindendos, vel deducendos in irritum. Idemque iuris est de his decretis quibus quidpiam à quibusvis iudicibus delegatur. Postremo, si retinenda possessionis interdictum proponatur, etiamsi ea de re agatur, quæ extra eius inferioris iudicis territorium sita sit si modò intra superioris, cui inferior subicitur iurisdictionem sit collocata, nisi litigantes, aut res quæ in iudicij deducitur, sint nobiles & feudaria.

Inferiores iudices & eorum apparitores à præfidibus in munus possessionem introducedunt. Superius genera causarum enumerata peculiariter sunt præfidalis cognitionis. Causæ inferiorum iudicum regionum propriae. Communes superioribus & inferioribus regijs iudicibus causæ.

DES CAS ROYAUX OÙ PRIVILEGIEZ,
dont la cognoissance appartient aux Iuges Royaux, mesmes par prevention ou evocation par eux faicte.

CHAP. XXIII.

- | | |
|--|--|
| <p>1. Prevention en certains cas attribuez aux Iuges Royaux, sans en faire renvoy.</p> <p>2. Les Iuges Royaux peuvent evoker les causes dont la cognois-</p> | <p>sance leur appartient, & non autres.</p> <p>3. Comment doit estre faicte evocation de cause.</p> <p>4. Cas, auquel on peut appeller</p> |
|--|--|

omisso medio.

5. Quand on peut appeller à la Cour de Parlement d'un Appointement donné par les Esleus.

6. Les causes, esquelles y a Prevention entre les Iuges Royaux & autres.

7. Le Iuge du prochain siege Royal cognoist des causes privilegiees, dont la cognoissance en appartient au Roy à l'encôtre des iusticiables des iurisdicions tenues en Parrerie.

8. De la cognoissance de l'exécution des Testamens.

1. Prevention en certain cas attribuee aux Iuges Royaux, sans en faire renuoy.



Outesfois il y a certaines causes, & cas Royaux dont la cognoissance en appartient aux Iuges Royaux, ^a en sorte que les autres Iuges n'en peuvent cognoistre. Aussi y a d'autres cas dequels les Iuges Royaux cognoissent par prevention, ^b en maniere qu'ils ne sont tenus en faire Renuoy : mais avant que les Iuges Royaux ayent prevenus les autres Iuges ordinaires non Royaux, en peuvent cognoistre, & les peuvent

les Iuges Royaux euoquer.

Mais quant aux autres cas Royaux, combien qu'ils soient ^c premiere- ment intentez pardeuant les Iuges non Royaux, neantmoins se requierât le Procureur du Roy, les Iuges Royaux chacun d'eux en son ressort les peuvent reuoker: & entre iceux cas sont premierement les causes qui touchent le domaine de Roy, ou ses tailles, & aydes. Plus les causes des Francs fiefs, & admortissemens des choses tenues du Roy mesmement, ^d lesquelles sont transportées à gens d'Eglise, ou viennent en autre Main-morte. Outre s'il est question de quelque cômmission ou privilege baillé par lettres parentes du Roy. Ou s'il y a procez des domaines & droicts d'une Eglise de fondation Royale, & laquelle a lettres patentes du Roy : car chacun Iuge Royal cognoist en son ressort des droicts & domaines de ladite Eglise assis & estads en son ressort, non pas d'autre ressort, jaçoit que les lettres de Garde gardienne soient adressans à quelque Iuge Royal particulièrement, & ipécialement.

2. Les Iuges Royaux peuvent euoquer les causes dont la cognoissance leur appartient non à autres.

3. Comment doit estre faite euocation de cause.

Et est l'euocation faite par le Iuge Royal, par mandement ^e ou prouvisio signé de luy & de son greffier. Et quand elle est faite au grand Conseil ou en la Cour, elle est faite par lettres patentes du grand seel & à double queue, octroyees par le Roy, Et celuy qui procure ladire euocation, est tenu faire porter les sacs & pieces de la matiere qui sont pardeuant le Iuge duquel l'on reuoque la cause.

Et jaçoit que par le custume ^f de ce païs de Poictou Art. 6. le Seneschal du seigneur Baron ou Chastelain puisse euoquer les causes pendâs pardeuant le Iuge Chastelain ou Preuost son inferieur, & de meisme Seigneurie, auant

auant contestation en cause, & s'il y a cause legitime, laquelle iceluy Seneschal est tenu exprimer par ses lettres d'euocation: qui est vne forme generale à toutes euocations, toutesfois le Seneschal ne peut pas euoquer vne cause pendant en la Cour d'autre Seigneurie, laquelle n'appartient audit mesme seigneur Baron, jaçoit que ladite Cour & Seigneurie soit tenuë dudit Baron, & que les appellations de ladite Cour ressortissent pardeuât ledit Seneschal: parce que ce seroit en la puissance du Seigneur superieur de diminuer la iurisdiction de son inferieur, & aussi que sur icelle le Seigneur superieur n'a iurisdiction qu'en cas de ressort, qui est par appel. Ne semblablement les Iuges Royaux g n'ont iurisdiction sur les Barons, ne ès terres d'iceux: sinon ès cas de ressort, qui est en appellations. Et pour ceste cause fut dict par Arrest donné ès Grands-Iours de Poictiers, le 20. iour d'Octobre 1531. qu'il auoit esté mal procedé par le Lieutenant general de Poictiers, ou son Assesseur, qui auoit euoqué vne cause pendant pardeuant le Seneschal d'une Seigneurie, ressortissant audit lieu de Poictiers. h

Et si le Seneschal du Seigneur Baron, duquel la cause est euoquee, n'en fait compte, & ce nonobstant cognoisse de la cause, & l'une des parties appelle dudit Seneschal, l'appel ne doit pas estre releué par deuant ledit Iuge moyen, qui a decerné ladite euocation: car il cognoistroit en sa k propre cause: mais il doit estre releué au cas susdit en la Cour de Parlement, ledit moyen Iuge laissé. Et combien qu'aucuns tiennent, que quand lon appelle comme du Iuge incompetent, lon peut laisser le moyen Iuge, & releuer pardeuant le superieur du moyen; toutesfois ie ne seroy d'aduis de l'entendre, sinon au cas cy dessus déclaré, ou l'autre semblable, où le Iuge moyen auroit interest en la cause, & ainsi en fut dict & decisi par Arrest du 10. iour d'Auril, l'an 1521. auant Pasques.

4. Car, auquel on peut appeller, omisso medio.

Mais si quelqu'un estoit conuenu pardeuant les Esleus qui cognoissent des Tailles, aydes, & equivalés du Roy, pour raison de quelque cause qui ne touchast lescdites Tailles, aydes, ou equivalens, & il est requis estre renuoyé pardeuant son Iuge ordinaire, & le renuoy luy fust denié, il pourroit se porter appellant, & releuer son appel en la Cour de Parlement à Paris: & ne seroit en ce cas adstraint releuer pardeuant Messieurs les Generaux & Conseillers sur le fait & de la Iustice des Aides à Paris: combien que regulierement & en toutes matieres d'appel qui concernent lescdites Tailles, aydes, ou equivalens, il faille releuer pardeuant eux: car au cas present milite & a lieu la raison deuant dicté: sc̄auoir est que mesdits Seigneurs les Generaux y ont m interest, Et ainsi a esté tenue vne appellation interiettee desdits Esleus, pour bien releuee en ladite Cour de Parlement, & l'intimé condamné enuers l'appellant ès despens de la cause dudit appel qui auoit esté interjetté, du deny d'un renuoy fait par lescdits Esleus. Mais ce seroit ainsi aduenü, pour autant que les demandeurs disoient qu'il y auroit eu proces pendât entre les parties, sur lequel elles auoient transigé. Et parce que le defendeur n'auoit voulu tenir ce qu'il leur auoit promis, lescdits demandeurs l'auoient fait conuenir pardeuant les Esleus, & auoit le defen-

5. Quand on peut appeller à la Cour de Parlement, d'un appointement donné par les Esleus.

deur decliné d'eux, alleguât que ledit procès estoit finy par ladite transaction, & que lesdits Esleus n'en pouuoient plus cognoistre : car quand il y a transaction sur vn procès, combien que l'une des parties ne satisfasse à la transaction, l'autre ne peut pas reuenir au procès sur lequel a esté transigé : mais faut qu'elle agisse à l'accomplissement de la transaction, s'il n'estoit dict par exprés : qu'en ce cas lon pourroit reuenir audit procès. Semblablement, comme par vertu d'une sentence le Sergent eust prins certains meubles du débiteur, à défaut de payement de la somme iugée, le pere du débiteur auroit prié le Sergent de non deplacer les meubles, & promis payer pour sondit fils : Au moyen dequoy le Sergent n'auroit déplacé lesdits meubles. Mais parce que le pere n'auroit accomply sa promesse, il est conuenu par le creditier pardeuant le Iuge, qui auroit donné ladite sentence, pour payer ladite somme : duquel Iuge il decline, requerant estre renuoyé pardeuant son Iuge domiciliaire, d'où il est débouté : & en appelle en la Cour de Parlement à Paris : en laquelle en plaidant il gaigne la cause, & fut dict bien appelé : par Arrest du 7. Aoust 1543. Car l'action procedant d'une sentence, est innouuee, si ce luy qui a la sentence prend vn autre débiteur de la somme iugée.

6. Les causes es-
quelles y a preuē-
tion entre les Iu-
ges Royaux, &
autres.

Quant es causes, esquelles il y a preuention entre les Iuges Royaux, & autres inferieurs, ledites causes sont causes de complainte ° en cas de faulx & de nouuelleté, par maniere que les Iuges des Seigneurs tenans en Pairrie, n'en peuuent demander le renuoy : jaçoit que les choses dont est question, & le defendeur soient de leur iurisdiction, quand elles sont intentées pardeuant le plus prochain Iuge Royal.

7. Le Iuge du
prochain siege
Royal cognoist
des causes priuile-
giées, dont la
cognoissance en
appartient au
Roy, à l'encontre
des iusticiables
des iurisdicions
renuoyés en Pairrie-
rie.

Mais si elles ne sont intentées pardeuant le plus prochain Iuge Royal, ils peuuent requerir icelles estre v renuoyées pardeuant le plus prochain Iuge Royal. A ceste cause, cōme quelques sujets de la Principauté de la Roche-sur-Yon, tenue en Pairrie, eussent esté conuenus en cōplainte pardeuant le Seneschal de Poictou, ou son Lieutenant à Poictiers, pour raison de quelque chose situee au dedans ladite Principauté, & eussent lesdits defendeurs, avec le Procureur fiscal de ladite Principauté, demandé le renuoy estre fait audit lieu de la Roche-sur-Yon, lequel leur eust esté dénié, lesdits Procureur & defendeurs en auroient appelé. Mais par aduis de notables Aduocats de la Cour de Parlement à Paris, ils prennent lettres Royaux, par lesquelles leur appel est mis au neant, & est mandé au Iuge duquel il auoit esté appelé, de les renuoyer pardeuant le plus prochain siege Royal, qui est en la ville de Fontenay le Comte. Lesdites lettres sont presentes, & l'enterinement requis, qui est consenty : quant à l'appel, mis au neant ; mais au renuoy sont debatues. Le Seneschal de Poictou, ou sondit Lieutenant à Poictiers, en déboute les demandeurs esdites lettres Royaux, quant à ce chef dudit renuoy : dont ils appellent, & obtiennent par Arrest : & fut le renuoy fait audit Fontenay. Lequel Arrest fut donné en plaidant le 12. iour de May 1530.

8. De la cognoi-
sance de l'execu-
tion des testaments.

En outre les Iuges Royaux cognoissent l'execution de testament, quant es legs aux causes pitoyables q seulement : cōme aussi en peut cognoistre l'Euesque ou son Oficial : ainsi que fut dict par Arrest le 24. de Decembre.

1. 15. toutesfois ledit Euesque ne peut cognoistre de ce qui en depend, comme si l'on demâde son interest, parce que le legs ou legat n'a esté payé dedans le temps. Et pource le Iuge d'Eglise qui decerne la citation contre les executeurs de testament, doit mettre par la citation ceste clause, sçavoir est, quant és legs faits aux pieuses causes contenus par ledit testament: autrement l'executeur a matiere de se pouruoier par appel comme d'abus, de l'ordonroy & execution de ladite citation. Et ainsi en fut dict par Arrest le 21. 1. de Feurier 1529. Il y a plusieurs autres causes dont la cognoissance appartient aux Iuges Royaux: v. mais parce qu'elles sont à plein specifiees & declarees par les Ordonnances Royaux, faites sur la distinction de la iurisdiction des Iuges Presidiaux, ressortissans sans moy en la Cour de Parlement, & des Iuges Chastelains & Preuostaux, le 19 iour de Iuin, l'an 1536. & publiee en la Cour le 16. iour d'Aurill l'an 1537. apres Pasques, lesquelles sont imprimees, ie ne les ay point voulu transplanter ne transporter en ces presentes, parce aussi qu'elles n'eussent peu y estre plus briefuement redigees par escrit, qu'elles sont par lesdites Ordonnances, quoy que soit, sans en oster quelque chose de la substance. Aussi y a autres causes dont la cognoissance en appartient aux Iuges Royaux: mais parce qu'elles concernent les matieres criminelles, x. no^e reserués à les traicter avec icelles matieres.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXIII.

Des cas Royaux, &c.

Des cas Royaux, faut voir le stil du Parlement, Latin. Chopin li. 2. de *Donnan.* tit. 8. Ragueau en son Indice des droicts Royaux. La Conference des Coustumes, 2. partie, tit. 22. & 26. des Ordonnances, liure 1. tit. 4. liu. 3. tit. 6. 3. des Inst. forenses, ch. 9.

b Comme en matiere de complainte & reintegrande, Arrest du 13. iour de Feurier 1516. Chopin liure 2. du Domaine, tit. 8. nombre 1. Au surplus les Seigneurs Hauts-Iusticiers ne peuvent cognoistre des cas possessoires & complaintes en cas de nouuelleté, pour raison des benefices & matieres Ecclesiastiques, ains les Iuges Royaux seuls priuatiuement aux Iuges subalternes, suivant l'Ordonnance du Roy Loys 12. 1499. *cap. causam qua qui filij sunt legitimi. Gu. d. Pap. qu. 1.* Bacquet Traicté des droicts de Iustice, chap. 7. nombre 31. Et par Arrest du 24. ou 25. Ianuier 1561. sur vn appel du Comte d'Eu, Pair de France, fut infirmee la sentéce, pour auoir pris cognoissance en matiere Beneficiale, cõtre la Bulle de Martin 5. Chopin, 2. de *Dem.* tit. 7. nomb. 1. Papon, li. 1. des Arrests, tit. 5. Arrest 22. 23. 24. *Guid. Pap. d. q. 2.* Voyez pour le faict de la Preuention la Confer. des Coust. part. 1. tit. 22. & 26. & la Conference des Ordonn. liu. 1. tit. 21. *Fein. in cap. sicut. Dere indic. extra.*

c Chopin, 2. du Domaine, tit. 6. & 7.

d Voyez la Conference des Coustumes, partie 2. tit. 1. en l'Addition, & liu. 10. des Ordonnances, tit. 4.

e Ceste clause est particulièrement amplifiée & illustree par les Annotations Latines, desquelles elle a esté tiree. Celuy qui requiert l'euocation, doit faire apporter à ses frais & despens les actes de la procedure, pour estre mis au Greffe de la Cour superieure qui euoque. *Guid. Pap. q. 440.* Pour le taict des euocations, faut voir la Conf. des Ordonn. liu. 3. tit. 6. *Rebuff. tract. De euoc. Math. de Assuet. in constit. Reg. sicut incipit. Iustitium, num. 59.*

f Tant ancienne que nouuelle. Au reste, tout est tiré desdites Annotations.

g Ainsi qu'il a esté monstré cy dessus, chap. 22.

X ij

164 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE

h Lo Seneschal de Poitiers pretendant tel priuilege en matiere de complainte contre les Iuges de Fontenay & Nyort, ayant soustenu de n'estre tenu de renuoyer le contraire a souuer esté iugé par plusieurs Arrests, mesmes l'un prononcé en l'Audience le 18. Iuillet 1518.

i Il ne faut pas appeller ordinairement, *omisso medio. l. imperatores. 21. D. de appell. Nov. 17. cap. 1. cap. dilecti. extr. de appell. finon en cas d'euocation faite par le Seneschal. Voyez cy dessus le liure 2. des Institutions forenses.*

k Paul de Castre. l. 2. §. 76. D. si quis in iur. non ierit. Il est non seulement permis d'appeller de l'execution de telles lettres d'euocation adressees à vn Iuge incompetant, mais aussi d'une permission ou commission de faire assigner quelques-vns pardeuant luy, si est n. notoirement incompetant. Et de fait, vn Gentil-homme ayât esté appellé pardeuant le Preuost d'Orléans, pour raison de quelques siefs & terres nobles, se portant pour appellant de la commission du Preuost d'Orléans, obtint gain de cause, par Arrest donné en Audience le 12. Feurier 1543. Car en ce fait il se cognoist par la lecture de telle commission, que le Preuost est du tout incompetant. Par consequent, celuy qui est appellé ne doit comparoir, cōme escrit Bartole, in l. 3. D. de iudic.

l *Ad superiorem omisso medio, appellatur, cum medium inhabile est. Felin. in cap. super §. porro, De offic. delegati.* Notez qu'en matiere d'appel, comme de Iuge incompetant ou de reglement, il faut releuer en la Cour de Parlement, & non ailleurs.

m Il y a Ordonnance du Roy François 2. donnée à Blois en Decemb. 1559. verifiée le 9. Ianuier audit an, mise au 10. liu. de la Confer. des Ordonn. tit. 10. concernant les differens entre la Cour de Parlement de Paris, & Cour des Aydes, pour raison de la competence ou incompetence de iurisdiction. Au reste, notez que la transaction dont est faite mention en cest endroit, auoir osté tout l'effect du proces cy deuant inesté: & n'y restoit aucune chose à iuger, & pour laquelle les parties deussent se pouruoir par deuers les Elseus, cōme il se cognoist de ce qui est noté in l. cū mota. C. de trasf.

n *Vt probatur ex l. 1. C. de execut. r. iudic.*

o Ainsi a esté iugé par Arrest donné aux Grands-Iours de Poitiers le 22. Septembre 1551. Voyez ce qui a esté dict cy dessus au commencement des Annotations du Chapitre 23.

p Ce qui suit est tiré des Annotations Latines: où il tient qu'une confession faite pardeuant vn Iuge incompetant, ne le rend neantmoins competent: & mesmes n'empesche pas que tel cōfessant ne puisse demander reuoy, ou decliner *Felin. in cap. ab clerici, in 2. col. De iud. extr.* Ainsi vn Notaire ou Tabellion ne peut obliger aucun par submission de iurisdiction, qu'il ne puisse bien requerrir son reuoy, *l. si conuenerit. D. de iurisd. omni. iudic. & notatur in l. 1. D. de iudic.*

q *L. hereditas. D. de pos. her. d. l. nulli. in fine. C. de Episc. & cler.* Et ne peut l'Euesque dans l'an du decés en oster la cognoissance au Iuge Royal. *Ioanni. Gallus, quest. 26.*

r Cest Arrest est datté aux Annotations Latines du 13. iour de Decembre 1525.]

s *Aufes. Decis. Theol. qu. 51.* escrit que le Iuge d'Eglise ne peut auoir cognoissance d'autres legs, que des pieux, & mesmes ne peut cognoistre des interets pretendus pour raison desdits legs, à faute de ne les auoir payez aux iours & termes ordonnez par le testament, & disposition de derniere volonté.

t Cest Arrest est datté du 22. Feurier 1550. és Annotations Latines.

v Ceste Ordonnance de Cremieu est mise au 1. liure de la Conference, tit. 21. de laquelle les principaux poincts & Articles sont sommairement & par abregé mis au texte Latin, mais nō au texte François. D'autāt qu'il en a fait tenuoy au corps des Ordonnances. Sur ceste Ordonn. y a Declaration donnée à Compiegne du 24. Feurier 1536. verifiée en la Cour le 23. Aueil 1537. par laquelle est déclaré que les vassaux ne sōt point compris en l'Edict: & estime nostre Auther que les requestes & prieres importunes de quelques Seigneurs, ont obtenu du Roy ladite Declaration, veu le peu de temps d'interualle entre les deux, qui sont neantmoins gardees estroitement. Et de fait, suiuant ladite Declaration, fut iugé par Arrest de la Cour en Audiee le 26. Mars 1538. où il estoit questio d'un Renuoy requis pardeuant le Iuge Presidial ou d'appel, par vn Preuost, pretendant faire renuoyer la cause d'un certain demourant dans la Pre-

nostre & Chastellenie, lequel neantmoins estoit resident dans la haute ou moyenne d'un autre Seigneur, dont il fut debouré.

x Livre 3. des Inst. Foren. Chap. 6. cy dessous.

IN QVIBVS CAVSIS CLERICVS CO- ram laico iudice ciuilitè conueniatur.

C A P. XXIIII.



Commodissime facturus hic videor si ostendero quibus in controuersis iudiciorum nostrorum forma, prescriptiones fori & pontificis & Casareis decretis statutas vel antiquauit, vel resinit. Omnis autē iurisdictio aut à laicis, aut à pontificis iudicibus administratur. Quocirca, ut pro sua persona conditione reus harū alteram deligat necesse est. Sed quia olim sacerdotes pontificum iurisdictioni ita illorū sanctionibus erat adstricti, ut in aliā prorsus iurisdictiōnem cō-

In quibus
causis clericus
coram laico
iudice ciuili-
ter conueni-
tur.

sentire nequirent: nunc contrā, moribus nostris inuisi laica iurisdictiōne in plerisque actionibus cohibentur de iis primū videamus. Quū igitur aduersus hos in rem aut possessionem actio exercetur, ad laicum forum trahi possunt: etiamsi de sacerdotij aut alterius rei sacra possessione agatur. Necnon, si de sacerdotio, vel alia sacra dignitate disceptatur, quam rex noster iacente Pontificatu, regaliorum iure cōtulerit. Deinde, quū in ius vocantur, ut aduersariū vim potentiāque eorum formidantem, iurisiurandis religione in securitatem fidemue publicam asserat, si modò praesentes in foro laico reperiantur: alioqui coram suis iudicibus conueniendi sunt. Item, quū in eos lis mouetur, ut contumeliam coram laico iudice pro tribunali sedente, vel etiam iudicio procul laici magistratus apparitori munere proprio fungenti illatā pecuniario cōmodo sarciant: aut ut chirographū suum agnoscat: aut prateriti etiā temporis pensionis: ob pradiorum causam dependant (licet ha quodammodo personā comitari dicantur: aut ut rem apud se iudicis laici edicto depositam restituant: aut ut sacra tella ad ius sacrarum quibus praefecti sunt curent, iustāque impleant sacrificia & constitutā ac legitimā stipem mendicis largiantur: aut in testimonio in iudicio quidem ciuilitè instituto ferant, praterea coram laico iudice tum etiam accersuntur, quū de reddenda tutela ratione quam laicus iudex illis commiserit, interpellantur, aut quū alterius prophani actus ab illis publicis gestis ratio explicetur. Insuper, quū laici hereditatem aduerint, postea quam ille coram laico iudice iudicium ceperat: si modò hereditario nomine ut litem ceptam peragant, vel repudient, in ius deuocentur. Item, si aduersus eos quaratur, quod pradii aut in hereditatem, aut in res singulares in laica iurisdictiōnis fraudem successerint. Postremo, quū ultro siue accersiti quippiam à laico iudice actum improbare conantur: vel ut si quorundam bonorum descriptionem iudex laicus decreuerit, illique pro suo iure intercedendum putent: tum laicum iudicem eos adire oportet. Verum hac in specie potius actores quā rei videntur.

DES CAS ESQUELS LES CLERCS ET autres personnes Ecclesiastiques peuuent estre con- uenus pardeuant le Iuge lay.

CHAP. XXIIII.

1. La personne Ecclesiastique peut estre conuenue pardeuant le Iuge Royal en action reale ou possessoire, matieres de regales, d'Assëureté, estans trouuez en iugement d'iniures dictes ou faite en Cour laye, ou à Sergent lay exerçant son office pour recognoistre ou nier les cens, arrerages de rentes feodales ou foncieres, reparation des maisons & domaines de leurs Benefices, aumosnes, ou charges reales de leurs Benefices, ou pour faire rendre compte à un Hospital Ecclesiastique.

2. Autres cas, esquels les person-

nes Ecclesiastiques sont tenuus de respondre pardeuant le Iuge lay.

3. Du droit de regale.

4. Vn Prestre ou Clerc peut estre condamné par vn Iuge lay à garnir la main apres la recognoissance de sacdule, suivant l'Ordonnance. 1563.

5. L'action hypothecaire iointe à la personelle n'empesche le renuoy d'un Clerc pardeuant son iuge.

6. Le Iuge lay fait inuentaire des meubles d'un Prestre & les seelle.

7. En quel cas le Iuge lay cognoist du droit de Patronage.

1. La persona Ecclesiastique peut estre conuenue pardeuant le Iuge Royal en action reale ou possessoire.



L me semble qu'il sera bien à propos traicter icy les causes, esquelles les Prestres & Clercs peuuent estre conuenus pardeuant les Iuges Royaux & autres iuges lais selon la commune & ancienne vñance de ce Royaume: & sont lesdites matieres en premier lieu quand il est question d'action reale^b ou possessoire, iacoit que l'on traicte en la possessiõ d'un benefice, ou d'autres choses spirituelles: plus, matieres de regale: matiere d'assëureté, quand les gens d'Eglise sont trouuez en iugement, & l'on demande contre eux assëureté: autrement s'ils ne sont trouuez en iugement ils les faut conuenir en Assëureté pardeuant leur iuge d'Eglise. En outre sont bien conuenus lesdits gens d'Eglise pardeuant les Iuges lais en matiere d'iniures dites ou faites en Cour laye, ^d ou à sergent lay en

exerçant son Office, si le demandeur tend seulement à réparation pécuniaire. Aussi pour recognoistre ou nier leur^e seings: ou pour leurs arrerages de quelques rentes feodales ou foncieres, iacoit que les arrerages soient personnels: dauantage pour la reparation des maisons^f & domaines de leurs Benefices: ou pour les Aumosnes^g & autres charges reales de leurs Benefices non faites. Aussi vn Hospitalier Ecclesiastique peut estre conuenu pardeuant le Iuge Presidial du lieu, où est situé l'hospital pour rendre compte de l'administration dudit Hospital, & pour assister à la redditiō & closture du Cōpte y doiuent le patrō dudit Hosp. le Procureur du Roy, & les Maire, Escheuins & Cōseillers de la ville y estre appelez, cōme il fut dit par Arrest en plaidant en la Cour de Parlement à Paris, le quinziemesiour de Decembre 1544. Et parce qu'en ladite matiere le Procureur general du Roy mit auant certaines informations de ladite mal-uerfation dudit Hospitalier: La Cour l'a renuoyé pardeuant l'Official de l'Euesque au Diocese duquel estoit ledit Hospital: & que pendant le procès qui se feroit à l'encontre dudit Hospitalier de ladite mauuaise administration, ledit patron & ledit Maire, Escheuins & Cōseillers commettrōient bons & suffisans Commissaires & gens layes, au regime & gouuernement dudit Hospital: qui en rendroient compte, quant & à qui il appartenendroit. Lequel Arrest est sainct & raisonnable, & tous les Iuges Royaux le deueroient executer en leurs ressorts. Mais les Hospitaliers ou leurs fermiers, ferment la bouche aux Procureurs du Roy & Iuges, & pour ce feroit fort bon que monseigneur le Procureur general, enuoyast ledit Arrest à tous les sieges Royaux avec expresse inionctions aux Iuges de l'executer, & aux Procureurs du Roy de les poursuiure à grosses peines, & d'en certifier la Cour. Car ie scay Hospital qui vaut plus de cinq cens liures de reuenu annuel, estant a deux traits d'arbaleste pres d'une ville Royale, où auioird'huy n'est retiré ne alimenté pas vn seul pauvre. Combien que l'Hospitalier pour luy & les pauvres ait son vsage en vne belle forest, duquel il iouyst tres-bien & quelque clameur que l'on en ait faite, les Officiers du Roy n'y pouruoient point. Qui est chose fort execrable de faire & souffrir faire tels larcins sur les pauvres: veu que de Dieu & de nostre Seigneur Iesus-Christ ils nous sont tant recommandez. Et que les subsides sont si grands que la plus grand part du commun populaire est reduit à extreme mendicité. L'hospitalier allegue fort belle exception: que par la fondation dudit Hospital il est destiné pour receuoir les voyageurs allans en Hierusalem. Comme si vne chose alleguee à vne œuvre pitoyable lequel ne se peut plus exercer ne se^h doiue pas appliquer à autre œuvre pitoyable qui auioird'huy se peut faire. Ce que ie poursui diffusement, pour l'indignité du cas & que l'on fait le semblable en toutes les Aumosneries presque qui sont de gros Eueschez & Abbayes. Ils s'excusent sur les grosses Decimes qu'ils payent. Mais ils sont tombez par aduenture en ceste affliction suiuant le commun prouerbe, qui porte que le Bisque rollit ce que nostre Seigneur Iesus-Christ ne préd. Et si ne pouuoie.

faire selon que leurs Canons leur commandēt de bailler le tiers k ou quart pour le moins qu'ils en baillassent quelque portion: mais ils n'en baillent rien du tout: & l'un qui tiēdra deux Abbayes, il dira qu'il baille en vne Abbaye, ce qui n'est suffisant: Car il ne baille seulement la portion qu'il doit bailler à cause d'une Abbaye. En maniere qu'il faut que la charge qu'ils doiuent faire, reuienne sur le pauvre tiers Estat: lequel vit de sa sueur, & les autres ont les grands Chasteaux & reuenus, & cōme ils disent les biēs leur viennent en dormāt & en chantant: & en y a encores plusieurs, qui ne prennent la peine de chāter: & si le tiers Estat estoit si restrainct qu'eux, il mourroit beaucoup de peuple de faim. Parquoy il nous faut supplier D^{ix} v, incliner le cœur du Roy, & les Seigneurs de son sang & de son priuē Conseil d'y donner ordre. Ce qui ce feroit aisēmēt & beaucoup autres bōnes choses s'il plaisoit au Roy nostre Sire, bailler l'alle ouuerte à tous plaintifs, trois iours la semaine vne heure au matin cōme nous lisons que les Empereurs & Rois vertueux ont fait. Car l'on fait plusieurs abus qui ne se feroient, pour la crainte que l'on auroit qu'il vint biē-tost à la notice du Roy, lequel est tant magnanime, vray heroique, & clement, qu'il ne laisseroit tels mōstres & abus regner au iourd'huy, s'il en estoit aduert. Toutesfois pour reuenir à mon propos telle suspension prouisionale n'auroit lieu en vn autre beneficiē. Car il a plus grand droict, & n'est pas si affectē aux pauvres qu'un Hospital, sinon que ce fust vn Abbē ou Prieur conuentuel, qui est chargé de nourrir Religieux. Car s'il dissipe ou prodigalise notoirement le bien de sō Abbaye, & que l'on doute qu'il procede encores à plus grāde dissipation: Lors par prouision l'on luy interdira l'administration de sadite Abbaye: & ordonne la Cour que ladite Abbaye sera regie par Commissaires, & qu'une tierce, ou quartie partie du reuenue sera deliuree à l'Abbē par les mains des Commissaires. Il y a autre cas esquels ils sont tenus comparoir, comme pour porter tesmoignage en cause ciuile, ou pour rēdre & restituer la chose à eux bailliee comme depositaires de iustice par ordonnance de iustice par ordonnance de Iuge lay, ou pour rendre compte d'une tutelle à eux bailliee par les Iuges lays, ou d'autres negociations seculieres qu'ils ont publiquement exercē, comme fermes: ou pour reprendre ou pour repudier vn procēs auparauant pendant avec vne personne laye, à laquelle ils ont succédé: ou s'ils ont procuré transport leur estre fait d'aucune chose en fraude de la iurisdiction laye: sçauoir est pour oster la cognoissance de la cause ja meue pour raison de ladite chose pardeuant le Iuge lay, ou s'ils veulent impugner & debatre quelque acte iudiciaire fait par vn Iuge lay. Et combien qu'en ce cas ils soient veus estre plus demandeurs que defendeurs, toutesfois à la verité ils sont defendeurs. ^u

2. Autres cas, esquels les personnes Ecclesiastiques sont tenus de respondre deuant le Iuge lay.

3. Du droict de Regales.

Pource que nous auons parlé de Regales, & que la matiere d'icelle n'est pas commune, conuient exposer qu'est-ce que le droit de regales. Faut entendre que ledit droit est, qu'il y a certains Euefchez & Archeuefchez en ce Royaume, lesquels sont de fondation Royale, & sont les fiefs & domaines de la fondation tenus de la Couronne à foy & Hommage: & quand ils sont vacans, le Roy ou ses Officiers de par luy cōmettent Commissaires

missaires pour en prendre & percevoir les fruits, profits, reuenus & emolumens, tant qu'ils seroient vacans, & que le successeur ait esté receu par le Roy ou ses deputez, aux foy & serment deus & accoustumez. Et ce pendant, si vauent aucuns Benefices ou Offices qui soient en la collation de l'Euesque ou Archeuesque, le Roy les confere. Et doiuent telles matieres de Regales estre intentees en la Cour de Parlement. Et peuuent estre meües possessionnement, ou petitoirement, comme autres matieres: sçauoir est possessionnement, dedans l'an & iour: & petitoirement dedans trente ans.

Et quant à ce que les Prestres ou gens d'Eglise sont tenus recognoistre leur seing & escripture pardeuant le Iuge lay: toutesfois ne faut pour ce entendre qu'ils puissent estre contraincts par le Iuge luy garnir la main auant qu'ils soient renuoyez pardeuant leur Iuge, s'ils requierent iceluy renuoy: car vn lay mesme conuenu pardeuant Iuge incompetent, apres la recognoissance doit estre renuoyé deuant son Iuge quât à la garnison de main, selonc les Ordonnances faites sur la distinction des Iuges Presidiaux & Preuostaux, art. 17. o

4. Si un Prestre ou un Clerc peut estre condamné par un Iuge lay à garnir la main apres la recognoissance de sa cedula, suivant l'Ordonn. 1563.

Ne pareillemēt vn homme d'Eglise p sous couleur de l'action hypothecaire contre luy intentee pour raison du temporel qu'il a en la iurisdiction du Iuge lay, pardeuant lequel il est conuenu pour le payement de quelque debte, ou en autre action personnelle, doit estre debouté du renuoy qu'il demande pardeuant son Iuge Ecclesiastique: car pour autant que l'action est personnelle, l'action hypothecaire à icelle coniointe, ne change point la nature de la personnelle, laquelle veut que le defendeur soit conuenu pardeuant son Iuge domiciliaire: car les personnes sont plus dignes que les choses, & par ce moyen elles doiuent tirer à foy les choses, q non les choses les personnes. Mais quand l'action seroit seulement hypothecaire, & qu'elle ne pourroit rien auoir de personnalité: lors le Prestre seroit bien conuenu pardeuant le Iuge lay: car celle action est reale, en laquelle le Prestre est bien conuenu pardeuant le Iuge lay.

Et combien que par plusieurs Arrests de la Cour de Parlement ait esté inhibé au Seneschal de Poictou ou son Lieutenant à Poictiers, & au siege Presidial de ladite ville, de retenir la cognoissance d'une cause personnelle d'un defendeur, qui n'est demeurant en leur ressort & iurisdiction, sous couleur de ce que le demandeur intente action hypothecaire avec la personnelle, sçauoir est, que le debteur ait à deguetpir par hypothèque les biens immeubles qu'il tient audit ressort de Poictiers, si mieux il ne veut payer la somme de deniers, pour laquelle les biens sont obligez: & aussi de desnier le renuoy en telles actions: à ceux qui demandent ledit renuoy, avecques le Procureur de la seigneurie en laquelle demeure celui qui demande ledit renuoy, soit que ladite iurisdiction soit de leur ressort, ou d'autre ressort de iurisdiction Royale de Poictou: & que la Cour de Parlement par plusieurs Arrests portans desdites inhibitions, ait ordonné que lesdits Arrests seroient leus en l'Auditoire dudit Poictiers, la Cour tenant: Neantmoins les Gens tenant ledit siege Presidial, baillent encorcs tels iugemens esdites matieres hypothecaires & personnelles conjointes, & selon l'Edit

5. Action hypothecaire coniointe à la personnelle, n'empesche le renuoy d'un Clerc pardeuant son Iuge.

6. Le luge lay
faict inventaire
des meubles d'un
prestre, & les
scelle.

des sieges Presidiaux, passent outre au principal, nonobstant l'appel inter-
iecté du deny de tel renuoy. Chose fort preiudiciable, & trauaillant les ha-
bitans du bas pais de Poictou, distant de quarante lieues & plus de ladite
ville de Poictiers, en les distrayant de leurs iurisdicions ordinaires infe-
rieures. A quoy seroit fort vtile, pour le repos desdits sujets donner pro-
uision.

7. En quel cas le
luge lay cognoist
du droit de Pa-
tronnage.

Peut semblablement le luge lay sceller & engrauer les Seaux sur les cof-
fres, armoires, & portes des maisons & du defunct Prestre, & faire inuentaire
des biens meubles & titres d'iceluy.

Aussi peut le luge lay cognoistre du droit de Patronnage, quand en est
question entre deux personnes laïcs, ou que la personne laye est defende-
resse. Ou quand le droit de Patronnage compete pour raison d'un Cha-
stel ou Chastellenie, ou pour cause d'un autre Fief. Car ainsi que le Fief est
chose temporelle, aussi le droit de Patronnage y adnexé, est temporel.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXIII. En quel cas vn Clerc peut, &c.



*Vid. Pap. quast. 185. 552. & Consil. 68. & 149. Ausfer. Decis. Theol. qu. 470. & in
repet. Clement. 1. collat. 77. De iudiciu. Masuer Rubr. de iudic. §. item ad iudicem. Be-
nedictus in cap. Raynuitius, in verbo: Et uxorem numer. 369. extra de testamentis.
Boër. Decis. q. 69. num. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 12. 15. 16. 17. 18. 19. 21. 22. 24. 25. 26. 27. 28. 29.
30. 31. vsque ad 36. inclusiue Toutesfois ils ne cognoissent du petitoire en
matiere Beneficiale, D.D. in cap. 1. de iudic. extr. cap. 1. & 2. de causis poss. & prop.
acp. causam. De praescript. extra cap. causa 1. Qui filii sint legitimi. En matiere profane celuy qui
est luge du possessoire, est aussi luge du petitoire, Arrest du 2. iour de Mars 1526. sur
vn appel du luge de Montferrad, ores que les choses & parties fussent situees à Lus-
son: lequell estoit déclaré competent. Rebuff. tract. de mat. poss. art. 7. gloss. vn numer. 23. &
14. Tract. de causis ben. poss. art. 7. gloss. vn numer. 1. 2. 3. & 4. Vide cap. si diligens extr. de for. comp.*

b. *Ausfer. in repet. Clement. 1. De offic. ordinari. declare plusieurs autres cas, esquels les
Clercs peuent estre conuenus par deuant le luge lay. comme aussi Guido Papé au
lieu sus allegué. Idem Faber in §. si vero reus inst. de iust. dist. Guill. Cug. in Auth. Cleric. C. de
Episc. & cler. & R. ér. Dec. Burdeg. q. 69. monstre que le luge lay peut cognoistre d'action
reale contre vn Clerc: non seulement quand il est tiré à garand, mais aussi qu'il est
principal defendeur: & ne peut estre fondé en son declinatoire. Ce qui se garde mes-
mes qu'il les deux parties sont Clercs, aussi bien que quand l'vne est laye, cap. ceterum
& ibi Sicul. & Felon. de iud. in antiquis & Bald. in ca. imperialem. De prelib. studi. alienat. Ce qui
a lieu non seulement en matiere recelle, mais aussi quand il y a quelque chose appor-
chant de realité ou accessoire. Ioann. Gall. q. 50. Le droit de Guet appartient au luge
Royal seul, l. 3. §. cognoscit D. de offic. praef. vigil. l. nam salutem. D. eod. tit. Bacquet Traicté de
Iustice, chap. 28. nomb. 8. Papon liu. 1. des Arrests, tit. 1. Et au 2. des Notaires, liu. 1. tit. 1.
Le luge d'Eglise ne peut cognoistre des matieres recelles, soit possessoires ou mixtes
contre l'opinion de Balde in Auth. causam. C. de Episc. & cler. Canonistes, sur le chap. 1.
extr. de imp. & venditione. Gund. Pap. quast. 291. & 383. Curia Ecclesiastica non potest cognoscere de
realitate. Faber in §. item Serniana. Inst. de act. Praelati regni Francia, quibus retinuit est ne cogno-
scant de actione reali, non etiam cognoscere de hypothecaria. Ioan. Gall. quast. 112. §. 1. Chopz. de sac. r.
Bol. tit. 1. num. 6. Papon liure 1. des Arrests, tit. 5. Arrest 15. & au 1. Notaire liu. 8.*

c. *Stephanus Ausf. decis. Theol. quast. 437. Francisc. de Zarabell. in cap. pendimus. De sent. ex-
comm.*

d' *Vnicuique iudicij licet penali iudicio iurisdictionem suam defendere*. l. 1. D. si quis ius dic. non obtemp. etiam adversus non subditum; cap. dilecto. De sent. excomm. in 6. & in l. nullum. C. de testibus: Combien que Paul de Castre, in l. nullum. C. de testibus, affirme qu'un Juge peut défendre sa jurisdiction à main armée: si est ce que nous ne gardons telle opinion. Car il n'est pas permis au Juge lay d'oster vn lay des mains des appariteurs Ecclesiastiques: mais doit le Juge lay appeller comme d'abus du decret de prise de corps, sans qu'il soit tenu de demander le renvoy pardevant le Juge d'Eglise, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 1. iour de Decembre 1531. DD in d. l. nullum, tiennent constant que ladite loy ne doit point estre esté due aux Clercs & personnes Ecclesiastiques: neantmoins Marin. Socin. in cap. postulasti & cap. 1. De for. comp. exv. dict qu'un Juge lay au cas de ladite loy, nullum, peut de droit condamner la personne Ecclesiastique à l'amende, & faire executer sa sentence sur son temporel, mesmes contraindre ses cautions. Ce qui est gardé & observé seulement pour le regard des immeubles. Guil. à Cugn. & Paul. de Cast. in l. addito. C. de Episc. aud. seculari, inquit, iudex non potest clericum iurisdictionem suis iurisdictionem corporali poena castigare, si de pecuniaria, que mandabitur executioni in bonis patrum malibus clericis. Ils adjoignent aulli que l'homme lay apres le delict commis, si estant Ecclesiastique, à fin d'euitier la peine de son malice, le Juge lay peut ce nonobstant cognoistre du crime, & le punir par amendes pecuniaires seulement, sans le punir en sa personne, le prendre ou constituer prisonnier. Au troisieme liure, chap. 5. cy dessus, il sera parlé des prises de corps cōtre les personnes Ecclesiastiques. Les Clercs sont quelquesfois renuoyez pardevant leurs Juges; pour estre punis & chastiez de leurs delicts & malicez. Boer. in de iurif. §. 2. in Consect. Bitur. escrit qu'un certain Euesque ayant fait quelques insolences en la presence d'un Chancelier de France en plein Conseil, fut enuoyé pardevant l'Archevesque, à fin d'estre ouï sur lesdites insolences.

c Pyrrhus Angl in Consect. Aurelian. Tit. de execut. instrum. cap. 20. dict que le Juge lay, apres la recognoissance de la cedulle faicte par le Clerc, ne peut passer à sentence de condamnation. Auferr. Decis. Tb. l. quast. 126. dict que par le Stil du Parlement il est tenu assigner le debte dans certain temps ordonné par le Juge lay. Autrement ledit iour passé, il sera condamné au payement du debte, & contrainct à ce faire par la saisie & exploitation de son temporel. Benedictus in cap. Rayninus in verbo. & notum. num. 426. De testam. est de mesme aduis. Lequel Auferr. escrit aussi qu'un Prestre obligé sous lettres obligatoires en forme probante & authentique, avec obligation d'hypothèque de tous ses biens, peut estre conuenu deuant le Juge seculier en action hypothecaire, à fin de payer ou deguierpir les heritages ainsi spécialement hypothéquiez. Rebuffe, Tom. 1. tract. de Chirogr. & ced. art. 1. gloss. 1. num. 46. & 47. cite le chap. secularis. De for. comp. in 6. & veut accorder ces deux opinions (parce que si est question d'une simple recognoissance pardevant le Juge lay, qu'il est competar: mais apres ladite recognoissance faicte il doit renvoyer. Et si agit d'une rescision, lors pendant le procès de rescision, le Clerc ou Ecclesiastique sera tenu garnir par provision, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du dernier iour de Juin 1541 contre l'Euesque de Mallezais. Ce que nostre Auteur escrit aussi, & dict que l'opinion d'Auferr. n'est suivie, sans seulement celle de Pyrrhus: par Arrest donné le 7. iour de Juillet 1519, entre l'Euesque d'Orleans & vn Religieux, où il estoit question d'une cedule de la somme de huit cens escus par luy faicte au profit de l'Abbé de Beaupré: lequel Abbé avoit icelle donnée audit Religieux, en faueur de ses estudes. Rebuffe tract. de Chirogr. & ced. recog. art. 1. gloss. 1. num. 4. cite cest Arrest du 8. Juillet. Voyez le Stil du Parlement, Arrest 405.

f L. si qui orthodoxa. C. de heret. san. filius vel nepotibus 16. q. 7. Le Roy ou patron qui a fondé ou doté l'Eglise, peut faire proceder par saisie du Benefice, si l'Ecclesiastique en abuse, & ne fait son deuoir en l'administration du temporel: ainsi que Charlemagne a autrestois monstré, Gagnin. Aujourd'huy nous suivons l'Ordonnance dont il a esté parlé cy-dessus.

g La question a esté autresfois bien grande, si le Juge lay pouvoit avoir cognoissance des aumosnes & charges reelles, que s'ot ten' faire les Ecclesiastiques à cause de leurs Benef. Il est incertain que le Juge lay en a tousiours eu cognoissance, & n'y a

chose plus saine & pleine d'equité & raison. Car si vn Juge seculier peut contraindre routes personnes pour l'accomplissement de la dernière volonté du testateur en choses pies, l'un des C. de *Episc. & cleric.* ne peut il pas aussi contraindre la personne Ecclesiastique à faire les aumosnes nécessaires pour la nourriture des pauvres, ordonnée mesme par le droit Canonique? L'argument, à *pro causa ad alia*, est tresbon & concluant. *Accurf. in l. ubi as. C. de pradiu & aliu reb. minor. Bald. in l. vit. C. de dot. prom.* D'autant principalement que les personnes Ecclesiastiques ont & possèdent leurs biens par le moyen des testamens, contenant legs faits à leur profit, desquels ils ne sont seigneurs propriétaires, que comme simples usufructiers, ainsi qu'escriit M. Budé en son liure de *Asses*, sur la fin. D'auantage, la sentence est donnée plustost à raison de la chose que de la personne: & par ce moyé il faut s'adresser au Juge du lieu, où la chose est située, non pas du domicile de la personne, *argumento l. qu. in aliena. §. vlt. D. de negot. gest. in dñu & vbi. sententia pro datur. l. 4. §. si aliter fundus. D. fin. regund. can. cam ergo. 11. q. 3. & d. can. si in vel nepotibus. 16. quest. 7.* qui le montre clairement. Il y a Edict du Roy François I. donné à Roüen du 17 iour de Feurier 1531 par lequel il est inhibé & descendu à tous Juges & Magistrats seculiers Royaux de contraindre les personnes Ecclesiastiques à faire aumosnes aux pauvres, sinon au cas de trop grande avarice des gens d'Eglise, dont ils s'en soient renommez: pouruieu qu'il y ait plainte ou doléance faite aux Magistrats seculiers. AuteSte, pour ce qui est cy apres traicté des Hospitiaux & maisons Dieu, faut lire la Clement. *Quia contingit de relig. domibus. Notat in l. eum. C. de suspect. tutor.* & in §. si qui suspectus. Inst. cod. tit. Gloss. in cap. *reuerabili, de Offic. deleg. in antiqu.*

h. *Legatum. 16. D. de usufr. legato.*

i. *Quod Christus non capit. si quis rapit.*

k. *Can. vobis, car. 7. in 2. diuini can. Vulturnana. C. concessa. can. quatuor. C. de redditibus. cau. cognominum. c. mos est. seq. 12. q. 2. legum Longob. lib. 3. tit. 3. l. 4.*

l. *Aufser. Dec. Thol. quest. 126. Fab. in l. quisquis. C. de Episc. & cler.* D'autant que quand il est question des choses temporelles, & principalement feodales, nous ne gardons point les Sanctiōs Canoniques, comme Gui. l. ap. quest. 139. & *specul. tit. de appel.* montrent, *fuit cap. verum, extr. de for. comp. 2.*

m. *Joan. Gall. qu. 43.* escriit que la Court seculiere peut cognoistre si l'habit de Clerc, est habit clerical, ou non. *Clerici negotiatores & mercatores in his que ad negotiationem spectant, coram iudice laico communiter cap. sacerdotibus. Ne cler. 7. l. Monachi.* Arrest du 5. iour d'Auril 1431. contre vn Clerc exerçant l'estat de Boucher, suiuant la Philippine 1274 publiee en la Chambre des Comptes, *Clem. nt. Dioc. jann. De vita & honest. cler.* Papon liure 1. des Arrests, tit. 6. Arrest 1. 1. & 4. & au 2. Notaire liure 1. chap. 1. Rebuffe. *Tom. 1. Traict. de mercat. minut. art. 7m. gloss. 3. Trident. Conc. Sess. 22. cap. 1. Bernard. Diaz. de Luc. in Praxi crimin. cap. 63.*

n. D'autant que si vn Juge d'Eglise fait ou ordonne quelque chose contre aucun, & depuis il demande que cela soit remis, ou bié il s'oppose, il est plustost defendeur que demandeur. *Prouocatus enim ad iudicium venit. argumenta. l. de pupillo. §. meminisse. §. qui remissionem: & ibi Bartol. & Paul. Castr. D. de operis noni nunt.*

o. *Bald. in Proemio Decretal. in princ. & in cap. quando. De iudic. extr. cap. generali. 13. De elect. asserit. Regem Francorum eiusdem esse omnium regni sui catholicarum ecclesiarum. Lupus. episc. 81. Non est nouitium aut. temerarium quod ex palatio honoratioribus Ecclesiis procurat antistes. Aufser. in Dec. q. 57. Rebuff. tom. 3. Traict. de caus. benef. poss. art. 2. gloss. 7m. num. 15. & 16. Charondas liure 1. des Pand. chap. 17. Papon 3. des Notaires liu. 3. chap. du droit de Regale, liure 1. des Arrests, tit. 3. Robert. 3. *Rerum iudicat. cap. 1. Pasquier 3. des Recherches de France, chap. 2.* Chopin 1. de *Domano. tit. 9. & l. de sac. Polit. tit. 9.* Ragueau en son Indice des droits Royaux, f. 472. & 473. il faut noter qu'à présent c'est vne chose tenuë pour constante & resoluë que le Roy a droit de regale par tout son Royaume, sans exemption, mesmes au pais de Normandie, comme il a souuent esté iugé, mesmes le 2. iour de May 1578. Et sont toutes les causes des pretenduës exemptions appointees pour le moins au Conseil, demourant cependant la iouissance au Regaliste, comme fut iugé pour vn d'Angers en l'an 1573. Voyez la Confer. des Ordonnances Royaux, liure 10. tit. 3.*

o. Il entend l'Ordonnance de Cremeu 1536. Mais depuis est interuenüe celle du

Roy Charles: IX. 1563. Art 10. par laquelle tous iuges sont competans pour la reconnaissance des cecules: & que si la garnison est requise, les Iuges Royaux la peuvent ordonner contre toutes personnes que ce soit, ores qu'il soit Ecclesiastique en bail-lant delay competent de garnir au lieu du domicile.

p Cecy est pris des Annotations. Nous auons parlé de ceste question cy-dessus. q *L'ultimisme, D. add. dicto.*

r *Guid. Par. quist. 261. per l. Paulus D. de acq. har.* Au reste par la Coustume, comme aussi par plusieurs autres le bien de celuy qui est decedé sans heritier & sans testament competent & appartenent au sieur Iusticier, en la iustice duquel ils sont trouvez: & peut lon proceder par saisie, & scellé avec inuentaie qui sera fait par son Gref-fier & Sergeant afin de conseruer le tout au profit de celuy qui se trouuera son heritier. *Bartol in l. i. in or. qui repositum. D. de admin sui. Bald. in l. fin. C. de iure delib. Anst. in Ast. Cur. Parl. Arr. 58.*

s Par le droit Canonique, il est dit estre, *spirituali annexum c. 16. extra de iure patronat.* [Au moyen dequoy le Iuge d'Eglise en doit auoir la cognoissance, notuitur in c. quanto, De iudic. extra. Ce qui se doit entendre quand il n'est point accessoire aux choses prophanes & temporelles. Car en ce cas il se gouuerne selon les terres & seigneuries prophanes pour raison desquelles le droit de patronage compete, & quand il prend son origine d'une chose prophane, il retient la nature d'icelle, *Bald. in d. c. quanto iure dictur in qua quis ius patronatus habet. Isalem D. de hered. in c. 6. ibi Bartol. Molin. in cōsuet. Paris. §. 37. Gloss. 10.*

IN QVIBVS CAVSIS LAICVS CON- ueniatur coram Pontificio iudice.

C A P. XXV.



Præsus eas subnectamus actiones quibus apud Pontificiū sub sellia laicus pulsari potest. Et sanè duæ sunt omninò: una, si de incundo nuptiarum fœdere, aut iam contracto dissoluendo agatur. Altera, quum decima etiā ob prædiorum causā exiguntur. Interdum tamen index laicus de decimis cognoscit, si modò hæ beneficiario feudariis que iure ad laicos longissimo ab æuo (cuius inity memoria non extet) translata affirmantur. Nam quum olim Abidramum religionis Christianæ acerrimum hostem militares Francia proceres insignis ad Turonis clade affectisset, Carolo Martello dnce: is decimas, (quæ tunc sacerdotibus dominij erāt) illis attribuit: cui hæc quaquā clerici episcopi que refragati sunt: ut hac benignitate dāna ab illis bello eodem accepta compensarentur: quod non iniquo certe animo pontifex Romanus homologauit. Quæ propter maxima pars eorum quæ decimas apud nos possident, dominij sui originem se à rege nostro ducere prædicant. Alij verò à pontificibus episcopis que decimas clientelares seu feudarias se ex tempore accepisse cuius origo memoriam omnium fugiat, causantur. Itaque laici, maximè que regij iudices de eiusmodi decimis ius dicunt.

In quibus cau-sis laicus con-ueniatur corā pontificio iudice.

Decimæ quādo primum ad laicos per-tinere ceperunt.

EN QVELLES MATIERES L'HOMME

Lay peut estre conuenu deuant le Iuge d'Eglise.

C H A P. XXX.

1. L'homme lay peut estre conue-nu par deuant le Iuge Ecclesia-

stique quand il est question de mariage pour nourrir l'enfant.

X iij

constituer dot : ou d'autres sacrements, des Decimes non infeodees.

2. Le Juge d'Eglise ne peut cognoistre sur l'homme lay des dîmes

infeodees pour droit & deuoir de sepulture : ne sur vn Procureur lay, sinon des choses qui touchent le procez pardeuant luy : ou concierge lay.

1. L'homme d'Eglise peut estre conuenu pardeuant le Juge Ecclesiastique, quand il est question de mariage pour nourrir l'enfant, constituer dot : ou d'autres sacrements des Decimes non infeodees.



Ommel le Prestre en certains cas peut estre conue nu pardeuant le Juge lay, aussi l'homme lay en certains cas peut estre conuenu pardeuant le Juge d'Eglise : sçauoir est, quand il est ^a question de mariage, ou pour l'accomplir ou pour le rompre. Voire si quelque personne laye est citee pour consommer en face de sainte Eglise le mariage qu'on dit estre encômençé, & pour nourrir l'enfant, en outre pour con-

stituer dot : il est bien conuenu pardeuant le Juge Ecclesiastique, comme estant ladite nourriture & constitution du dot accessoire du Mariage : & ainsi en a esté dit par Arrest. ^b Toutesfois s'il n'est question que de la separation du liét pour cause de lepre, le Juge lay en peut cognoistre. Plus le Juge d'Eglise peut cognoistre quand il est question des autres Sacrements de l'Eglise, ainsi qu'il est dit par lesdites Ordonnances dernieres Article 3. ou quand il est question de Decimes, ^c lesquelles sont censees choses spirituelles, & ne sont infeodees, car si elles sont infeodees, elles sont reputées choses temporelles & prophanes. Et en doit en ce cas le Juge lay cognoistre, autrement non. Et ne suffit pour en retenir la ^d cognoissance par le Juge lay alleguer qu'elles sont infeodees : mais est requis en faire preuue sommairement ce que l'on fait le plus souuent par les denombrements & Aduex anciens qui ont esté rendus aux Seigneurs desquels lesdites Dîmes infeodees sont hommagement tenues. Et en doit en ce cas le Juge lay cognoistre, autrement non. Et ne suffit pour en retenir la ^d cognoissance par le Juge lay alleguer qu'elles sont infeodees : mais est requis en faire preuue sommairement ce que l'on fait le plus souuent par les denombrements & Aduex anciens qui ont esté rendus aux Seigneurs desquels lesdites Dîmes infeodees sont hommagement tenues. Aussi s'il est montré qu'en l'annee du décès du Seigneur desdites dîmes, le Seigneur duquel le fief est tenu, a leué lesdites Dîmes comme infeodees ^e & adnexes audit fief.

2. Le Juge d'Eglise ne peut cognoistre sur l'homme lay des Dîmes infeodees, pour droit & deuoir de sepulture, ne sur Procureur lay, sinon des choses qui touchent le procez pardeuant luy, au Concierge lay.

Et si le Juge d'Eglise entreprend ^f cognoissance desdites dîmes infeodees, le Juge Royal cōpetant en pourra euoquer à luy la cause. Est à noter que les gens d'Eglise ne peuuent prédire ne quereller Dîmes ou Premices sinon des choses dont anciennement ils ont accoustumé en auoir, & mesmement des menüs fruits, ainsi qu'il est cōtenu par aucunes Ordonnances anciennes, & a esté decisi par plusieurs Arrests de la Cour, & de ce y a Ordon, du Roy Philippe ^h IIII. de ce nô, es Ordonnances imprimees en Latin après le stile de Parlement, & recueil des Arrests de maistre Jean le Coq. Ne peut aussi le Juge d'Eglise cognoistre cōtre vn homme lay pour ⁱ droit ou deuoir de sepulture : ne cōtre vn Procureur k lay, qui patronne pardeuant iceluy Juge Ecclesiastique, sinôn de choses qui touchent le procez agi tant pardeuant luy, & l'Instruction ou decisi on d'iceluy. Toutesfois il ne peut cōtraindre l'homme lay, Concierge & geollet de ses prisons, à représenter

les prisonniers qu'il auroit laissé aller, par maniere qu'un Concierge lay qui s'estoit porté appellant comme d'abus de l'octroy & execution d'un decret de citation personnelle contre luy baillé par le Juge de l'Eglise pour auoir laissé euader aucuns ses prisonniers, gaigna sa cause par Arrest donné es grands iours de Poictiers le 18.iour de Septembre 1531.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXV.

En quelles matieres l'homme lay, &c.

LE Juge d'Eglise cognoist purement & simplement de la dissolution ou nullité du mariage pour le regard du corps, & non pour la separation des biens: lequel ne peut prononcer, *super dote, nec estimatione aut quantitate dotis*: ny adijuger prouision de viures, ny cōdamner aux dommages & intersts. D'autant que telle chose appartient au Juge lay Arr. du 11. Feurier 1555. 22. Feurier 1557. & 16. Mars 1564. le Juge d'Eglise cognoist, *super fœdere matrimonij*. mais *super agnitione partium & alimentis*, separation de la question de mariage se faut pouruoir pardeuant le Juge Lay Arrests des 28. May & 4. Iuin 1565. Tellement que le Juge Lay peut cognoistre du diuorce & separation d'entre l'homme & la femme pour le regard des biens. Arrest donné en Audience au mois de Mars 1557. des conuentions matrimoniales ou dotales, dommages & intersts pretendus, par faute d'accomplir le mariage, s'il y a accusation de rapt, & cependant defences au Juge d'Eglise de passer outre au iugement de la cause de mariage, avec raisons apparentes suivant l'Ordonnâce de Melun 1580. Arr. 25. ladite accusation de rapt preiudiciable, iugé par Arrest donné à la Tournelle en Audiēce le 12. iour d'Auril 1578. ainsi qu'escriit Charondas liure 1. des Pand. Chap. 13. Cela doit donc demeurer pour certaine resolution que le Juge d'Eglise ne peut cognoistre des dommages & intersts, ainsi qu'il a esté souuent iugé, mesmes puis les susdits Arrests aux Grâde iours de Moulins le 1. Octobre 1540. 12. Aoust 1556. 18. Decembre 1556. cinquiesme Ianuier 1581. Le 17. iour de Iuillet 1584. La ruiere pour l'appellant comme d'abus, & Masson pour l'intimée: par lequel fut déclaré mal & abusiuement iugé par l'official, & renuoyé pardeuant le Juge Royal ordinaire des parties pour lesdits dommages & intersts des pretendus. Autre Arrest donné à la Tournelle en Audience le 27. May 1595. plaidans Boucher pour Triguier, appellant comme d'abus, & Dagues pour François Bidard intimé, par lequel ledit Triguier fut cōdamné es dommages & intersts liquidez à deux cens escus, & par corps. *Rob. rr. 1. Rer. iud. c. 5.* Et depuis par autre Arrest donné en Audiēce le 9. Feurier 1599. entre Mario de Berferolles, appellantes comme d'abus & de la sentence dounee par l'Official de Bourges, & maistre René Charbonnier intimé, plaidant Dollet pour l'appellante & Dumontenis pour l'intimé: sus dit mal & abusiuement procédé, iugé & ordonné, bié appelé par l'appellante. Ordonne que sur les pretendues conuentions de mariage se pouruoiront pardeuant le Juge d'Eglise, autre que celui dont est appel. L'abus estoit d'auoir appointé les parties à informer contre vn contract de mariage, contre l'Ordonnance. Par Arrest du 12. Feurier 1583. plaidant Dulac & Eschorcheuel, iugé que l'instance meut pardeuant le Juge Ecclesiastique, *super fœdere matrimonij*, faisoit cesser l'instance criminelle. *Robert. 2. Rer. iud. c. 12.* Au reste les Chap. *significans & cap. de prudentia. De don. inter vir & uxor. extr.* ne sont en vŕage pour deux cas ciuils de Disŕmes & de mariage. Baquet traitté des droicts de Iustice. Chap. 7. nomb. 27. & 28 *Vide capus debitum, De bigam. Et Bartol. & DD. in l. omni natione. C. de sac. ecd.* Papon liur. 2. des Arrests. Tit. 4. Arr. 1. & 4.

b Arrest à ce conforme du 24. iour d'Auril 1532. recité par nostre Auteur, & Papon liur. 2. des Arrests. Tit. 4. Arr. 1.

c Guaguin liure 3. en la vie de Charlemagne, parle de ceste concession des Deci-

mes, dont parle l'Auteur au texte Latin : mais il ne recite pas le decret du Pape duquel parle Balde, *in l. si usufructus in antiq. lect. D. de iure dot.* où il recite que le Pape a concédé & octroyé au Roy de France la perception & iouissance des Dismes, & n'a pas le droit de les percevoir. Il est parlé plus amplement de ces dismes en la Conférence des Coustumes partie 2. Tit. 2. Addition nomb. 11. *Boer in Consect. Bitor. Tit. de prat. §. 1. Auzer. Dec. Theol. q. 429. Chassan. in Comm. cons. Burg. Tit. des Messiers & Serges §. 6.* La cognoissance simple des Dismes au petitoire appartient au Juge d'Eglise, & le possessoire au Juge Royal. *Guid. Pap. q. 1.* sans qu'un autre Juge subalterne, non Royal en puisse cognoistre, comme il a esté dit cy-dessus. D'autant que telle cognoissance est reservee par privilege special aux Juges Royaux, sans qu'elle soit cōcedee n'octroyee aux Seigneurs Iusticiers en la concession generale de la Iustice, *ut notatur in c. 2. Orl. De offic. vicar. Deinde qua contra ius commune alicui competunt, non possunt ab eo in alterum cedi. Faber in §. extraneis, Inst. De her. qual. Et differ.* Mais quand elles sont infeodees, le Juge Lay en peut cognoistre du possessoire, tant Royal qu'autre, comme les terres subiectes audit droit de Dismes, estans situees au dedans de leur iurisdiction. Car elles font partie du Fief. *Quod iuris est de toto. idem de parte. l. que de tota D. de rei vindic. Carol. Molin. in Consect. Parl. part. 1. §. 46. quest. 4.* [Mais quand les Dismes ne sont infeodees la cognoissance en appartient seulement au Juge d'Eglise, ainsi qu'il est dit dans le texte de l'Auteur, & à ce est conforme l'Ordonnance de Philippes III. 1304. mise à la fin du stile de Parlement en Latin. Notez que le Concile de Lateran a esté celebré sous Alexandre III. l'an 1159. combien que Panorme & autres le mettent de l'an 1179 *in c. cum Apostolica De iis qua sunt à prel. Auzer Dec. Theol. 439.*

d Pasquier liure 1. des Recher. Chap. 30. montre l'origine des Dismes infeodees Papon liure 1. des Arrests, Tit. 5. Art. 142. des Notaires liu. 1. Chap. 1. Chopin lib. 3. de sac. Pol. tit. de Cast. in l. cū quedā §. ult. D. de iuris l. omn. ind. scribit solā assertionē actoris ad tribuendū iurisdictionem sufficere, neque cui probationē in litis ius. i. desiderari. Toutes fois il a esté jugé par plusieurs Arrests, qu'il faut au commencement du proces faire preuve sommairement mesmes l'un donné aux grands iours de l'oictiers le 26. Septembre 1531. & 4. Mars 1538. Autre du 21. May 1551. ainsi que nostre Auteur dict, & Papon liure 1. des Arrests, Tit. 5. Arrest 1. & 2. Nous tenons aujour d'uy au contraire, que la seule allegation d'infeodation lie les mains au Juge d'Eglise, & empesche qu'il n'en puisse cognoistre sans estre autrement tenu de iustifier promptement pardeuant le Juge d'Eglise de ladite infeodation. M. Bourdin en sa Paraphrase sur l'Ordonn. 1539. Art. 1. Au reste le Juge non Royal, ne peut euoquer l'instance possessoire pour raison des dismes pendans pardeuant le Juge d'Eglise, ains seulement le Juge Royal, parce que cela est seulement permis aux Juges Royaux par les Edicts & Ordonnances: & aussi que tels Juges Ecclesiastiques ne sont point tenus recognoistre autres Juges, que ceux qui sont creéz & instituez de l'autorité du Roy. Le ne veux pas oublier que si par l'iniure du temps le titre premier de l'infeodation se trouuoit perdu, en versant la possessiō immémoriale avec la commune renommée de les tenir auparavant le Concile de Lateran sous Alexandre 180. c. prohibemus. De decimis. c. Apostolica de his qua sunt à prel. Fab. in §. item Seruiana Inst. de act. Boer in Consect. Bitor. Tit. des Coustumes, prat. §. 11. Molin. in Consect. Art. 46. c. 16. Bacquet traité 3. des droits de nouveaux acquets, Chap. 30. Chassan. Tit. des Iustices, §. 6. num. 35. Auzer. Dec. Theol. 440. Guazu lib. 3. Amal. Bald. in l. si usufructus. D. de iure dotum.

e Le Seigneur qui a dismes infeodees, doit estre assureé, jugé par Arrest solennel à la Pentecoste 1566. Panorm. in c. Apostolica. De his que sunt à prel. Alexand. Conf. 6. li. 1. Boer. in Consect. Bitor. §. 12. in fine. Tit. des Coustumes preed. Anton. de Butrigar. Et Immol. in d. c. Apostolica. De his que sunt à prel. c. quamuis 1. De decimis.

f Cccy est pris des Annot. Latines. [l'Ordonnance Latine de Philippes III. faicte en l'an 1304. mise entre les Ordonnances estant à la fin dudit stil de Parlement en Latin commenté par Aufferius porte ces mots *Senecallus ad restitutionem consulum loco. um quorumcunque defendat ipsos consules & universitatibus singulis ad bona impositionis servitutis facienda per prelatos & alias personas Ecclesiasticas ad nona exactione decimarum & primitiarum & prestationis passata, prout de iure & hactenus est fieri consuetum cognitione decimarum*

marum non feudaliū in petitorio vel possessorio, præsertim inter Ecclesiasticas partes, gentes nostras se nullatenus intrinsecant, &c. Au reste, pour bien vérifier que les dixmes sont infeodez, il faut vérifier par bons denombrements ou adueux : mais ils ne doivent pas estre moins anciens de cent ans : car tel temps a force de temps immémorial. *Cynus in l. 2. C. de servit. & aqua Inno. & Anton. in cap. veniens extr. De testibus in antiq.* Or si le lay a possédé & iouï du droit de dixme, puis tel temps qu'il n'y a personne viuante qui puisse dire auoir veu ou entendu le cōtraire, il est presumé les tenir & posséder auât le Concile de Lateran, lequel on estime auoir esté tenu du temps d'Alexandre 3. du nom, enuiron l'an 1179. comme tient Ioan. *Andreas in cap. cum Apostolica, De his que sunt à præf. sine cons. cap.* Les autres comme Platine l'an 1160. *Quando quantitas iurisdictionem tribuens in limine iudicij debeat probari, disputat Felinus in cap. si clericus. De for. compet.* Dauantage, pour bien vérifier comme les dixmes sont infeodez, les anciens titres de ventes, elchanges & adenses, faits entre les personnes laïcs, seruent de beaucoup. Car alors elles sont tenuës & reputées comme choses profanes : *Faber in d. §. item Seruiana. Inst. de actiōibus.* Et si l'on n'a tels contrats ou titres, il faut venir à la proue vocale, & aux tesmoins qui deposeront de l'ancienne possession desdits dixmes infeodez faicte par les lais : en adioustant que telles dixmes ont esté prins par le Seigneur feodal, toutes & quâtes fois qu'e rachapt a eu lieu par le decés du vassal. *Vide Boer in Consuet. Bitur. Tit. des Coustumes prediales. §. 11.*

g Et non le Iuge subalterne, non Royal, comme il a esté monstré cy dessus.

h Ceste Ordonnance se nomme ordinairement la Philippine. Voyez la Conscience des Ordonnances & des Coustumes, Papon liure 1. des Arrests. tit. 12. Arrest 5.

i Jugé par Arrest du 21. iour d'Auil 1531.

k Cela est aussi pris des Annotations: où il est recité qu'un Procureur lay, qui pouloit ordinairement pardeuant le Iuge d'Eglise, ayant faict vne transaction pour sa partie, & receu l'argent promis par icelle transaction, fut condamné par le Iuge d'Eglise de son consentement, dont il appella comme d'abus: mais par Arrest du 17. Auil 1531. fut l'appellation mise au neant, sans despens de la cause d'appel. Ce qui a esté ainsi ordonné, pour conseruer & maintenir l'autorité du Roy.

l Car les Iuges d'Eglise doiuent auoir vn Concierge qui soit sujet à leur iurisdiction Ecclesiastique, & non autres.

AN LAICVS SPONTE CORAM IVDICE Pontificio litigando, cum approbet, & quomodo ei succurratur.

CAP. XXVI.

EX aliis autem causis, quantum ad ciuilia iudicia spectat, non cogitur laicus se in pontificio foro defendere: verum et si sponte ibi litigauerit, ac etiam se penumero sententia victus sit, nihilominus ab his que in se gesta sunt, tanquam a pontificij iudicij abusu ad summa tribumalia pronocare poterit: quorum quidem consensu omnia iudicia pontificij acta rescindere solent atque irritare, & litem ex integro repetendam iudici regio competentis delegare. Appellans tamen eatenus litis sumptus aduersario reddere damnatur, quatenus vitro apud pontificia subsellia contenderit. Sanè quibusdam pontificum facultas data est laicos ad sua iudicia deuocandi: sed id non libere, atque duntaxat, quum in illos actio in personam inteditur. Quin & huiusmodi actionis, veluti & duarum, quas pontificum iurisdictioni attributas modo commemorauimus, causa citationis edicto comprehendenda est: alioqui non perperam à citationis illius decreto denunciationiq;

An laicus sponte coram iudice pontificio litigando, cum approbet, & quomodo ei succurratur.

ad supremas Curias tanquam ab abusu appellatur. Plane hos Pontifices huiusmodi indulgentiam multis in seculis à Principe adeptos fuisse oportet: eamque fuisse approbatam apud eas curias quæ dispungendis arary fiscalis rationibus præstunt, itemque apud eas quæ iudicialis imperij summa obtinent. Atque quum laicus ab huiusmodi pontifici decreto, seu ab abusu provocat, res in suprema Curia intimè mittitur consilium, & primaria questionis discussio iudici regio interim mandatur. Quod si alij pontifices huius privilegij expertes citatione in laicū decernat super actione quidem in personam movenda, ab hisque appelletur vii abusu, secundum appellatam suprema Curia

Edicti forma,
quo iudex regius
litem coram pontificio
ceptam ad se
aduocat.

semper pronunciat. Caterum si laicus propter viarum dispendia huiusmodi appellatio-
nis praesidium aduersetur, alterum magis proprium quidem ei suppeditatur: nam regij
procuratoris opem implorare potest: quo quidem postulante, iudex regius edicto missio
iubeat pontificio iudici grauioris multa cominatione denuntiandum, ne in iam cepta
litum examine pergar: necno auctori, ne reum apud iudicem illum persequatur eiq; diem
constituendam, qua litem apud se peragat. Sane antehac edicto huiusmodi plures clau-
sulae adiciebantur, quarum vltima suprema Curia placitis interdictum est. Primum ea,
qua his qui edicto illi intercederant, dies ad iudicem qui illud concesserat, diceretur.
Deinde ea, qua iudicibus pontificiis dies itidem constituebatur si huic edicto non ob-
temperarent. Reus autem qui hoc edictum impetrasset, aut rata aut irrita faciendam
que in pontificio foro facta sunt, petere potest. Verum si irritanda illa rogasset, impensas
in eam litem factas aduersario restituet: quod si hac rata esse velit, huius nullatenus est
obnoxius. Rursus actor huiusmodi edicti beneficiū sibi asciscit, aut suo duntaxat no-
mine, itemque aduocato regij procuratoris auxilio, aut accommodata solius regij procura-
toris persona: sed in priori specie litis coram iudice pontificio mora sumptus aduersaria
praestat, in posteriori autem minimè. Quare id frequentius apud nos usurpari tum ma-
ximè solitum erat, quum actor rei ad alienam iurisdictionem sibi; commodiorē stu-
debat adducendum: nempe illum ad regionis eius pontificium iudicem vocabat, cuius
laicam iurisdictionem sibi magis opportunam censebat. Deinde regij procuratoris in-
teruentu (qui huiusmodi edictum impetrabat) ad laicam illam iurisdictionem eiusque rei
cognitionem aduocabat. Verum hac doli occasionem, summa Parisiensis curia prae-
didit. Sanxit enim, reum hoc praetextu à iurisdictione propria auelli non posse, nihiloque
minus licere ad iurisdictionem propriam se remittendum postulare. Quod si à iudice de-
trechetur, mox licet ad suprema tribunalia provocare. Antea verò huiusce edicti
religione usque adeo omnes obstringebantur, ut nefas putarent si post litis emocatio-
nem ex edicto factam ad suum iudicem remissionem peterent. Sublata quoque est alia
formula quæ non minimè huic dolo suffragabatur: nam si reus hoc edicto alienum fo-
rum, idque laicum euocatus non respondisset, protinus absolutus funditis contumacia
damnabatur quod ad causæ cognitionem duntaxat tribuendam spectaret: itaque
amplius eius non erat fori praescriptionem obijcere. Nunc profecto reo facultas datur
hac se exceptione tuendi, quamuis prima denunciatione commonitus iudicio defue-
rit. Quin iudicum praecepta temeritas ita cohibita est, ut non nisi antecedentibus qua-
tuor edictis, reum contumacem fori praescriptione submouere possint. Quamobrem
non desunt, qui appellationem legitimè ab eo iudicii decreto quo unica tantum den-
unciatione reum accitum fori exceptione destituit, interponendam consulant. Ve-
rùm cauti cum eo agi existimo, qui iudicem coram quo vocatus est, de releganda
ad iustum forum constanter appellat, provocatque si iudex id abnuat.

An ex primo
edicto quis
submouetur
exceptione
fori declina-
toria.

SI L'HOMME LAY PROCEDANT VOLONTAIREMENT, pardeuant le Iuge d'Eglise, approuue la iurisdiction Ecclesiastique : & des remedes que les Iuges ou parties peuuent vser contre les citations ou entreprises de Iurisdiction.

CHAP. XXVI.

1. *Appel comme d'abus interietté par l'homme lay, ores qu'il ait procedé volontairement.*

2. *Quels Prelats ou Euesques peuuent decerner citation contre personnes layes en action personnelle.*

3. *Des Euesques ou Prelats, desquels le fait est receu.*

4. *On se peut pourvoir par deux manieres à l'encontre des citations donnees contre gens laïcs.*

5. *De l'annulation & cassation de la procedure faicte en Cour Ecclesiastique.*

6. *On ne peut estre forclos de declinatoire par les Iuges*

Royaux ou inferieurs par vertu d'un defect.

7. *Les Iuges doiuent voir les citations auant que decerner inhibitions.*

8. *Quelles causes les Iuges Royaux peuuent enoquer.*

9. *Iuge d'Eglise doit obeir aux inhibitions & surseoir la connoissance de la cause.*

10. *Les Seigneurs temporels ests troublez par les Iuges d'Eglise comme se doiuent pourvoir contre eux.*

11. *Complainte receüe pour trouble de la iurisdiction.*

EXceptez lesdits cas de Sacremens, & des Dixmes non infeodées, le Iuge d'Eglise ne peut cognoistre contre la personne laye : ains combien qu'és autres cas elle eust plaidé volontairement a par deuant luy, neantmoins elle se peut porter appellant de la sentence contre elle baillée comme d'abus : & obtiendra en son appel, vray est qu'elle sera condamnée és despens b de la procedure volontaire faicte pardeuant ledit Iuge, & le tout mis au neant, & les parties tenuoyes pardeuant le Iuge Royal competent.

2. *Appel comme d'abus, interietté par l'homme lay, ores qu'il ait procedé volontairement,*

2. *Quels Prelats ou Euesques peuvent decerner citation contre personnes layes en action personnel.*

Et sur ce cōuiet entendre qu'il y a aucuns Euesques ou autres Prelats Ecclesiastiques de ce Royaume, qui sont en possession de cognoistre à l'encontre des gens laïcs en actions personnelles, & est le fait de leur possession receu par la Cour; c'est à sçauoir, que par cy deuant on a interjeté appel comme d'abus, de l'entreprise de la cognoissance de telles matieres personnelles faites par lesdits Prelats: & en defendant en la cause d'appel, ils ont allegué leurdire possession. Sur quoy les parties ouïes, la Cour de Parlement les a appointé au Conseil, & depuis n'en a esté donné Arrest. Et quant à eux par les Ordonnances dernieres, articles 1. 2. & 3. leur est defendu par maniere de prouision, de ne bailler ne deliurer aucunes citations^d verbalement ne par escrit, pour faire citer les sujets du Roy purs layes esdites matieres & actions pures personnelles, sur peine d'amende arbitraire. Et est pareillement defendu ausdits sujets de ne faire conuenir les layes pardeuât lesdits Iuges Ecclesiastiques desdits Prelats, en actions pures personnelles, sur peine de perdition de cause, & d'amende arbitraire.

3. *Des Euesques ou Prelats desquels le fait est receu.*

Mais il y a d'autres Prelats qui ont obtenu Arrest avec le Procureur general du Roy, sur ladite possession par eux pretendue de cognoistre des actions pures personnelles contre les personnes layes; & iceux les peuuent faire citer ou conuenir pardeuant eux: mais faut que par leurs citations ils declarent la cause & de l'action, à fin que lon puisse cognoistre, si veritablement l'action est personnelle, comme il est dict par les Ordonnances du Roy Loys XII. article 46.

Et si autrement lesdits Prelats, ou les autres qui n'ont obtenu Arrest decernent citation personnelle, contre les laïcs, voire en actiōs personnelles: on se peut pouruoir à l'encontre d'icelles par deux manieres. L'une, en appellant comme d'abus du decret & execution desdites citations: & sera dict par la Cour qu'il a esté mal decreté, octroyé & executé, & bien appellé comme d'abus: & l'intimé condamné es despens de la cause d'appel: & en l'amende à l'arbitration de la Cour.

4. *Lettres inhibitoires & euocatoires que decernent les Iuges Royaux, pour raison des causes pendans pardeuât les Iuges d'Eglise.*

L'autre moyé d'y pouruoir est plus facile, & sans crainte d'amende d'appellation, c'est que le Procureur du Roy & la partie citee, obtiennent vn mandement du Iuge Royal du ressort, au dedans lequel est le siege du Prelat Ecclesiastique, qui a decreté la citation, par lequel mandement le fait nar. é. le Iuge Royal euoquera la cause à luy: fera inhibitiō & defense au demandeur de ne pourfuiure le defendeur pardeuât ledit Iuge d'Eglise, à certaine grosse peine, & mandera l'adiourner à competét iour pour venir proceder en la matiere principale. Et si la partie citee ne veut plaider pardeuant ledit Iuge Royal: ains veut estre renuoyee pardeuant autre Iuge: Ne sera mandé adiourner le demandeur pour venir proceder sur la matiere principale, ains sur le réuoy qu'entéd le defendeur requerrir luy estre fait pardeuant son Iuge: car autrement le defendeur approueroit ledit Iuge Royal, & ne pourroit plus demander son renuoy. Et si luy veut proceder pardeuant le Iuge Royal, il pourra demander la procedure faite pardeuant le Iuge d'Eglise, estre cassee, & de nouveau la matiere estre commencee; mais en ce cas il payera les despens de la procedure volontaire faite parde-

uant le Iuge d'Eglise, comme dit est, & s'il veut proceder selon les derniers arremens de la Cour d'Eglise, faire le pourra, & ne deura en ce cas refondre aucuns despens.

Semblablement le demandeur qui a fait conuenir vn lay pardeuant vn Iuge d'Eglise, pourra par vertu d'un mandement obtenu par le Procureur du Roy seul, ou par ledit Procureur & par luy, faire euoquer par le Iuge Royal la cause pendant pardeuant le Iuge d'Eglise: & si le mandement est obtenu par le Procureur du Roy seul, les demandeur & defendeur ne le devront aucuns despés de la procedure faite en Cour d'Eglise: toutesfois pourra le defendeur requérir cassatiō de ladite procedure en payant les despés d'icelle, non pas le demandeur, mais bien le Procureur du Roy, iagoit que les parties s'accordassent de proceder selon les arremens de Cour d'Eglise: car le Roy a interest pour l'emolument de son Greffe. Parquoy parcy deuant quād le demandeur vouloit empescher que le defendeur ne peut demander son réuoy pardeuant son Iuge, il le faisoit cōuenir en Cour d'Eglise, & puis à la requeste du Procureur du Roy seul, il faisoit euoquer la cause pardeuant tel Iuge Royal que bon luy sembloit. Et lors ne pouuoit plus le defendeur decliner du Iuge Royal: mais ç'a esté corrigé par plusieurs Arrests de la Cour de Parlement de Paris: car c'estoit vn moyen indirect pour distraire les parties de leurs iurisdiccions ordinaires.

Aussi l'on auoit accoustumé que si le defendeur ne cōparoissoit au iour de l'euocation, le Iuge Royal bailloit défaut contre luy avec tout le profit: & en iceluy adiugeant ordonnoit que la cause demeureroit pardeuant luy & par apres le defendeur n'estoit plus receuable à demander son réuoy. A ce moyē semblablement ce a esté reformé par les Arrests de ladite Cour: & est le defendeur de present receu à demander son renuoy nonobstant le premier voire le deuxiesme Defaut, iusques à ce que par vertu d'iceux sentence soit baillée contre luy par contumace, & ordonné que le demandeur fera preuue du contenu en la demande: car telle sentence equipolle à litif contestation: & par ce moyen forcloit le defendeur de la fin Declinatoire. Et ne peut le Iuge Royal plus tost n'au parauant telle sentence expressement ne tacitement forclorre de la ladite declinatoire: & s'il en forclooit, le defendeur auroit bone matiere d'en appeller. Toutesfois quand vne cause est en premiere instance intentée en la Cour de Parlement à Paris, & des Requestes du Palais: par vertu du premier défaut on est forclos de declinatoire. Semblablement l'on auoit accoustumé de faire adiourner l'Official en cas de refus pardeuant le Iuge Royal: mais ce a esté corrigé par Arrest des grands iours tenus à Poictiers le 11. de Septembre 1531.

Plus par l'Ordonnance du Roy Loys XII. Article 65. est prohibé à tous Iuges temporels de ne decerner inhibitions contre les Ecclesiastiques, sans premier auoir veu les citations, & par icelles cogneu que la cognoissance leur en appartient. Et doiuent exprimer les causes de leurs dites inhibitions: autrement n'y sera obey.

Mais peut le Iuge temporel euoquer la cause pendant pardeuant le Iuge Ecclesiastique, si elle depend ou est connexe à celle qui est pendant par

5. de l'annullatiō
& cassation de
la procedure faicte
en Cour ecclesiastique.

6. On ne peut
estre forclos de
declinatoire par
les iuges Royaux
ou inferieurs par
vertu d'un défaut.

7. Les Iuges doiuent
voir les citations
auant que
decerner inhibitions.

8. Quelles causes
les iuges Royaux
peuent euoquer.

deuant iceluy iuge temporel, & luy inhiber d'en cognoistre: & ainsi fut dit par Arrest le 5. iour de Mars 1530.

9. Iuge d'Eglise doit obeyr aux inhibitions qu'il a surseoir la cognoissance de la cause.

10. Les seigneurs temporels estans troublez par les Iuges d'Eglise, comme se doiuent pourvoir contre eux.

11. Complainte recente pour trouble de la iurisdiction.

Et doit le Iuge d'Eglise superseder apres l'inhibition à luy faite, iasoit qu'elle fut iniuste, si la cause par icelle estoit exprimee. Mais il se peut porter appellant de ladite euocation & inhibition comme d'abus: & en fut donné Arrest le 9. iour de Mars 1530.

Aussi si le Iuge d'Eglise trouble ou empesche le Seigneur temporel, auec que le Roy en l'exercice de sa iurisdiction temporelle, ledit Seigneur temporel, s'en peut porter appellant comme d'abus: ou former complainte si ledit Seigneur temporel est en possession de l'exercice de ladite iurisdiction, comme il est decisi par l'article 27. 28. 29. de la Coustume du pays de Poictou, qui n'est Coustume locale, mais stile receu en France, conforme au droit commun: selon lequel on peut former complainte pour le trouble fait en la possession de quelque iurisdiction.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXVI.

Si l'homme lay procedant, &c.

a



L'N. C. si non comp iud. Combien que les l. si quis in conscribendo. C. de past. l. 1. & 2. D. de iudic. semblent declarer le contraire. Les Docteurs, in d. l. si quis in conscribendo, & cap si diligenti. de foro compet exceptent seulement les Cleres & personnes Ecclesiastiques, lesquelles ne peuvent tacitement ou expressement renoncer à leur privilege de Clerc, comme estant iceluy commun à tout le corps general desdicts Ecclesiastiques. Le mesme se doit garder & observer au cas present: de telle façon que les laiz ne peuvent aucunement proroger la iurisdiction Ecclesiastique. Car toute iurisdiction sur les laiz a esté ostee aux Eueques, & attribuee au Roy, qui l'a puis apres baillee, condee, & ostroyee aux Seigneurs & eux consequemment à leurs vassaux: & inferieurs: excepté toutesfois deux cas, desquels a esté parlé au Chap. precedent, & au commencement de cestuy cy. Or ce qui a esté donné & ostroyé generalement au corps des personnes layes, de telle façon qu'ils ne peuvent se sous-mettre à la iurisdiction des Iuges d'Eglise. Parquoy on ne doit point trouuer estrange si vn consentement fait par l'homme lay ignorant, ne peut attribuer aucune iurisdiction au iuge d'Eglise. Car estant ainsi ignorant dudit privilege, il est reputé p. uistost failir que prester aucun consentement. *l. si per errorem D. de iurisd. omni. iud.* Aussi que c'est le grand interest du Roy, d'auoir des suiets fort riches & opulens, desquels les biens & facultez ne soient diminuees par le moyen des grandes & excessiues despences qu'il leur conuiendrait faire, pour aller ou enuoyer à Rome. Ce n'est donc point vne chose absurde que le Roy a esté aux gens laiz la liberte de leur consentement, pource regard, à leur grand profit & utilité, en imitant mesme la iurisdiction & correction que les Eueques ont sur leurs Cleres & personnes Ecclesiastiques. *Vide comment. in pragm. sancti. Tit. de caus. vers. statuit. & decretis. in verbo fruentur.*

b *Cap. exceptionem extr. de except. Exceptionem malitiose differens obicere condemnatur in expensis ob dilatam exceptionem factis.*

c Cecy est des Annotations Latines.

d *L. vlt. C. si per vim vel alio modo interuentio dicitur. l. 6. C. vnde vi l. pen. C. de dignit. sententia.* Ragueau en son indice des droits Royaux, in verbo. citer. *Vide Ioan. Gal. q. 15. Art. 11. q. 46. & 82. lano. in cap. postulat. de foro compet.*

e Par Arrest donné aux grâds iours de Poictiers le 11. Septemb. 1531. a esté ordonné que les gens d'Eglise par leurs Citations contre les personnes laiz mettroient les cau-

ses d'icelle, & y adiousteroit ceste clause, en action personnelle. Voyez cy dessus les Annot. sur le Chap. 24. en la lettre b. l. 2. §. legat s. D. de iudic. can. fin. 5. q. 2. Gloss. in can. si quis episcopum 3. q. 2. c. praterea, extr. d. dilat. cap. licet, extra. de accusat. & ibi glossa. Clement. fin. velite pendente, Rebuff. tom. 1. Tract. de lit. gat. obligat. Artic. 6. gloss. 4. num. 2. & 3.

f Faber in l. 1. C. de offic. pre. ubi scribit iudicem prohibere posse subditos ne in perniciem eius coram alio litigant. Si le Juge d'Eglise passoit outre, sans vouloir deferer aux inhibitions du Juge Royal, deux sentences contraires pourroient estre données contre le droit, l'une du C. de iudic. & les parties plaidantes greuees de doubles despens en diuerfes iurisdiccions. Specul. Tit. de remiss. §. nunc videmus in 2. parte oper. Si litis pendens fiat aduocatio non debet prior iudex in ea procedere.

g h Le default se donne par le Juge, contre l'absent sans luy faire tort. Car il doit comparoir & alleguer son priuilege, & demander son renuoy si bon luy semble, l. si quis ex aliena, D. de iudicis, l. quacunque 2. D. si quis in ius voc. non verit, comme il a esté cy deuant annoté, quelque priuilege qu'il ait: sinon qu'il fust cogneu au Juge par les aetes de la cause qu'il est priuilegié, ou bien que la citation contienne la qualité, portant de soy son exemption. Autrement tout priuilegié & exempt doit comparoir en iugement, ou Procureur pour luy, ores que la qualité d'exemption soit cogneuë à partie aduerse, & au Juge Paul de Castre, & Lu Louic. Rom. in l. 2. D. si quis in ius vocat. non verit. Bart. in l. ante sententiam. D. de appell. Et combien que Fean. in cap. cum ordinem, extr. de rescript. dit que telle chose n'a point lieu contre vn Clerc: ains au contraire que telle instance muë à l'encontre de luy est nulle: si est-ce que Ausser. in Clem. 1. D. de offic. ordin. esclert que toutesfois & quantes qu'il est doureux & incertain, vne personne Ecclesiastique estre absente, si elle est citée, & ne compare, elle sera condamnée en l'amende & aux despens. scilicet, s'il n'estoit pas incertain. Car en ce cas l'instance meüe contre luy ne peut subsister quand à la peine de la contumace ou perte de la cause principale, comme le mesme Ausser. esclert Dec. Thol. Quæst. 165. D'auantage Innocent. in c. praterea, De dilat. extra & in Addition. ad Bart. in d. l. si quis ex aliena, D. de iudicis: tienne que celui qui est cité ou adiourné cōparant au iour assigné, il est debouté du declinatoire. Toutesfois nous ne gardons point l'opiniō d'Innocent, ains ce qui est contenu en nostre texte François, & non pas ce qui est dans le texte Latin. Il sera expliqué cy-dessous liure 3. Chap. 6. comme l'accusé en matiere criminelle est tenu de se presenter pardeuant le Juge incompetant, & là demander son renuoy pardeuant son Juge, ainsi qu'il a esté souuent iugé par Arrest.

i Des euocations faut voir Rebuffe. tom. 1. Tract. de euocat. liq. 3. de la Conf. des Ordonnances, Tit. 6. liu. 1. du Tresor du stil de la Chancellerie.

k Ceste coustume est mal citée, ayant esgard au nombre: Quelques impressions ont seulement sept vingt dix-sept. Car il faut lire trois cens trente-sept, qui est le 401. Article de la nouuelle Coustume Vide Bart. in l. 1. D. vii possidet. & in l. si priusquam. D. de noui. op. nunt. & lason, ibi col. 3. Alex. Conf. 73. vol. 3.

DE PRIVILEGIO FORI, QVOD scholasticis competit.

CHAP. XXVII.

A nec illud alienū erit, de fori privilegio quod scholasticis in celebri literaria rei emptorio literis insudantibus concessū est, pauca exponere. Si quidem id non infrequenter in iudiciis nostris vsu venit. Est igitur intelligendum iudices duos scholasticorum proprios esse, unū quidem à regia maiestate causis eorū audiendis prapositū, alterū autem à summo pontifice. Hi verò iudicia exercent in singulis ingenuarum artium academis. Sed quoniam ex tantū que ad

iurisdictionē laicā pertinent, tractare institumus: posteriore omisso, de priore quadā differamus. Ergo qui hoc privilegio vendū putat, posteaquam sex menses literis infamata ssima academia operā dederit, scholastica universitatis (quem vocāt Rectorem) adeat, adhibitisque duobus aut tribus probis scholasticis, se per id semestrem tempus literis incubuisse doceat, rogēque in scholasticorum album adscribi. Quod si memor gerat Rector epistolam huiusce ordinis assertorium ab universitatis scriba accipiat. Proinde iudici proprio qui in Academia iudicat, huiusmodi epistolā ostēdat, qui edictū decernet pro rei conditione. Huius autem forma ubique iisdem fere verbis concipitur. Nam & iudex scholasticus suo patrocinio tuendos vendicat, præcipitque apparitore regio, ut omnes de quibus à scholastico rogabitur, in ius coram se advocet: necnon si qua adversus scholasticum, aut alium de re tamen ad illum pertinente, litem fuerit apud alios quidē iudices, eam ad suam iurisdictionem transferat atque releger. Quum autem experitur scholasticus, diligenter perpendendum est, an proprio nomine, an mandatis agat actionibus. Itemque an à personis prohibitis, an à vetito tempore cessa fuerint. Nā principalibus sanctionibus statutū est, nulli licere nomina aut res in scholasticū transcribere, præterquam fratri, avunculo, patruo, & patrisquebus duntaxat permissum est, aut res aut actiones suas vel in filiū propriū, vel filiū sororis aut fratris, aut in propriū fratrem transferre. Deinde Cæsares decrevis prohibetur alienatio iudicij mutandi causa. Quare actio aut ius ante cedendū est, quā cedens in ius appellaretur. Præterea scholasticus à supremæ illius curia apud quam academia sua ciues iuris accipiendi gratia conveniunt, si vobis reum abducere non potest: quā quidem in re latissimum est discrimen adversariūmne ad proprium eundemque regium iudicem accersat, an ad pontificium illum. Nam si ad priorem reum ultra quatuor dierum iter ab eius domicilio abstrahere potest: sin autem ad posteriorem, intra quātridui viam coangustatur. Caterum, si causam apud iudicem alium cæptam scholasticus transferendam optet, caveat ne quid adversus ea quā modo præmonuimus, peccet. Sed & præterea permultum interest, utrum proprio an mandato nomine liti se opponat & adiūgat: quippe cum suo nomine, litem motā sua interesse debet in præcinctū (per negotij conditionem) liceat ostendere, deincepsque liti remissionem efflagitare. At quum mādatis nitisur actione, in primis fidem iudicij factū iri oportet, non solum suo, sed etiam eius qui mandavit, iuramento, nihil fraudis simulationisque in actione transcribenda intervenisse, quodque ea res omnino scholastici cōmodo, non ex parte tantum cessura sit, nec cedentis utilitati ex eo nomine aliquid receptū. Idem quoque iuris est, si cessa actione adversus quempiam experientiū ducat corā iudice suo privilegiario. Tum enim prius ordinariū iudicem debet adire perindēque singula implere, ac in postulāda liti iā cæpta remissione. At qui siue proprio siue delegato nomine liti cæpta cognitionem scholasticus ad suū iudicem relegādā aut litem corā eo instituendā cupiat: epistolā illam ordinis sui probatoriā, & prohibitoriūque iudicis sui edictū, de quo modo diximus, proferat per regium apparitorem apud iudicem vel ordinariū, vel eum coram quo lis agitur: tumque potissimum quum ea discutitur, hūc interpellat de ea ad peculiarem scholasticus iudicem reuocandā: aut quū nondum lis mota est, de venia danda diei ad iudicem illum adversario dicendā. Quod si iudex ordinarius renuat, apparitor ipse litem minime relegabit, sed licet ab ea repulsa prouocare. Verū & absque iudicis ordinarij venia ad suum iudicē scholasticus adversariū in ius sepius accersit, cogiturque illic respondere: sed iudex

de ordinarius apparitorē qui id executus temerē est, multa iuro plectis, persequēte quidem reo conuento, regiōque procuratore. Porro si dum lis coram scholastici ordinis iudice pendet, cessionis ex qua agebatur, fraus detecta appareat, rem ad suum ordinarium iudicem Principis rescritto fretus litem transmittes, quamuis ea contestata sit. Sanē hoc privilegio tandem non fruuntur scholastici, quando in illis res literariae temporis operam nauant ingenii artibus: sed constituta sunt singularum studiosis tempora, quorum cursui ei privilegio metā imponitur: nempe qui Grammatica, Dialectica, Physicaque disciplina inuigilant, his quadriennium datur, Deinde, his qui in Pontificio & Casareo iure capeffendo laborant, septennium. Item iis qui Medicae artis vacans discenda, anni octo. Postremo, his qui in perscrutandis sacra scripturae sententiis immorantur, desudantque, quatuordecim anni. Tamen citra ullius temporis praefinitionem hoc privilegio potuntur, dum illarum artium quamcunque in his proficiuntur academijs. Sed si per viginti annos has singulas artes docuerint, id privilegium perpetuū retinebunt posteaquam à professione etiam desisterint si modo in his academijs immorentur. Planē non omnes causas scholasticas his se offerendo ad proprios iudices ab aliis admittēdas impetrat. Nam si regius procurator liti praesentiterit, aut patronus de cl. et elarij praedij iure agat huiusmodi controuersias ab eo coram quo cepta sunt iudice, auferre non potest. Quin & an telum in alie controuersias contestatam, hū se offerre, & in has descendere debet: alioqui denegabitur remissio. Verū si scholasticus ut id privilegium adipisceretur, aut study literarij tempus fuerit ementitus, aut eo privilegio abusus, aut huius privilegij specie litis reuocationem obtinuerit, sua interesse perperam commentus, actione cadit, & litis aestimationem sumptusque aduersario praestabit: atque pro ius dicentis arbitrio multatissimi pecuniam fisco inferet.

Anni constitutioni studetib. in academicis vtrisque facultatibus.

Lite contestata locus non est scholastico beneficio.

DES PRIVILEGES DES ESCOLIERS: Ensemble des Conseruateurs des Vniuersitez.

CHAP. XXVII.

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Du priuilege de Scholartité. 2. Deux sortes de Cōseruateurs des priuileges des Vniuersitez. 3. Quel temps d'estude est requis pour obtenir Testimoniale. 4. Difference quand l'Escolier intente son action en son nom priuē, ou cōme ayant transport: & des transports faits aux Escoliers. 5. Ordonnance de ne tirer plus | <ol style="list-style-type: none"> loing que de quatre iournees. 6. De demander Parcatiss au Iuge ordinaire, auāt qu'adiourner son iusticiable pardeuāt le Conseruateur de l'Vniuersité. 7. Comment l'Escolier doit demander le renuoy d'une cause pendant pardeuant le Iuge ordinaire. 8. Commēt se doit pouruoir l'Escolier à l'encontre des inhibi- |
|---|--|

tions faites par le Juge au Ser-
gent de non renvoyer la cause.

9. L'Escolier se doit ioindre auât
confeſſation en cause.

10. Quelles matieres l'Escolier ne
peut faire renvoyer.

11. Par quel temps les Escoliers
doivent iouir de leur privilege.

1. Du privilege
de Scholaſtie.

2. Deux ſortes
de Conſervateurs
des privileges des
Vniuerſitez.

3. Quel tēps d'e-
ſtude eſt requis
pour obtenir Te-
ſtimoniale.

4. Differēce quād
l'Escolier intente
ſon action en ſon
nom priuē, ou cō-
me ayant tranſport:
Or des tranſports
faits aux Eſco-
liers.

5. Ordonnance de
ne tirer pl' loing
que quatre iour-
nees.



L ne ſera point eſloigné de propos de traiter icy du
privilege des Escoliers eſtudiāns en Vniuerſité fa-
meuſe, parce qu'il vient ſouuent en vſage. Conuient
à ce moyen ſçauoir qu'il y a deux manieres de Con-
ſervateurs des privileges des Vniuerſitez, qui peuuent
& doiuent cognoiſtre des cauſes des Escoliers eſtu-
dians en icelles Vniuerſitez. Les vns ſont Conſer-
uateurs des privileges Royaux: les autres ſont Con-

ſervateurs des privileges Apoſtoliques. Les premiers ſont ordonnez par
le Roy, les autres par le Pape.

L'Escolier, à ce qu'il puiſſe iouir du privilege d'Escolier, b'il faut qu'il
ait eſtudié & reſidé en Vniuerſité fameuſe par ſix mois, auât qu'auoir ob-
tenu Teſtimoniale du Recteur: ainſi qu'il eſt dict par les Ordonnances
du Roy Loys XII. de l'an 1498. & 99.

Et ſi vn Escolier intente action, il faut regarder ſ'il l'intente en ſon nom
priuē, ou comme ayant tranſport, & ſemblablement ſ'il ſe rend partie en
vne cauſe intentee, & en demāde le renuoy car il n'eſt permis à vn chacun
de faire tranſport à vn Escolier: ains ſeulement de pere au ſils, & de frere
au frere, de l'oncle au neueu, comme il eſt dict par leſdites Ordonnances.
Dauantage, le tranſport doit eſtre fait deuant l'action intentee: car ap-
res icelle intentee, par le tranſport qui en eſt fait, la iuriſdiction ja eſſeüs
ne peut eſtre muee. Et peut lon tranſporter à vn Escolier les arrerages
d'une rente, ſans transporter le principal de la rente. Neantmoins a eſté
donné Aſreſt, par lequel a eſté déclaré valable vn tranſport fait par vne me-
re à vn ſien ſils Escolier, du droit qu'elle auoit de prēdre vne terre acqui-
ſe en ſon fief, par prelation feodale, ou les ventes & honneurs, combien
qu'elle n'eût point tranſporté le Fief.

L'Escolier ne peut auſſi tirer ſa partie ſpardeuāt le Conſervateur Royal
de l'Vniuerſité, laquelle n'eſt du reſſort de la Cour de Parlement, auquel
demeure ſa partie: comme vne perſonne demeurant au reſſort du Parle-
ment de Paris, ne peut eſtre conuenüe à la requēſte d'un Escolier, parde-
uant le Conſervateur des privileges Royaux de l'Vniuerſité de Tholoſe,
parce qu'elle eſt d'autre Parlement. Mais au dedans les meres & limites
du reſſort de la Cour de Parlement, la partie peut eſtre conuenüe à la re-
quēſte de l'Escolier, pardeuant le Conſervateur des privileges Royaux de
l'Vniuerſité, ſituee au dedans ledit reſſort, plus loing que quatre iournees:
car la partie de Poiſſou ou de la Rochelle peut eſtre conuenüe par l'Es-
colier pardeuant le Conſervateur des privileges Royaux de l'Vniuerſité:

de Paris, ou d'Orleans. Mais g pardeuant vn Conseruateur des priuileges Apostoliques ne peut estre aucun tit^e plus loing^h que de quatre iournees, à compter du lieu de son domicile iusques en l'Vniuersité, où il est conuenu.

Et auant que faire conuenir la partie, le Sergent doit exhiber au Iuge du lieu le mandement de Scholarité & Testimoniale de l'Escolier, & demander permission de faire l'Adiournement: & s'il le fait autrement, lon pourra à la requeste du Procureur du Roy, ou du Seigneur du lieu & de la partie, obtenir du Iuge du lieu en monstrant l'exploict du Sergent, decret d'adiournement personnel contre le Sergent, avec mandement de saisir le cheual du Sergent, iusqu'à ce qu'il ait obeï à Iustice. Toutesfois les Iuges ordinaires tolerent par conuenance tels adiournemens communement, combien qu'il ne leur ait esté demandé permission.

Et quand vn Escolier veut demander le i^e renuoy d'vne cause contre luy quantee estre fait pardeuant le Conseruateur de son Vniuersité, il y a grande difference, ou bien s'il vient en son nom priué, ou bien comme ayant transport: car s'il vient en son nom priué, il faut qu'il face apparoir sommairement de son interest, s'il est possible, qui doit estre entendu selon la commune pratique par serment de l'Escolier. Et ainsi fut decisi par Arrest^s és Grands-Iours de Moulins, le 22.iour d'Octobre 1534. comme recite monsieur Papon en son Recueil d'Arrests, au titre des Iurisdiccions, liure 7. art. 25. Mais s'il vient, comme ayant transport, il faut que son cedant, sçauoir est celuy duquel il a droict, i^e face serment m^edeuant le Iuge où est la cause pendant, & l'Escolier pardeuant son Iuge, que le transport est du total, & non de parties: plus, qu'il est fait sans fraude ne simulation: & qu'il est fait pour reuenir entierement au profit de l'Escolier, sans rien en reseruer: comme il est dict par lesdites Ordonnances du Roy Loys XII. & par la limitation de la Cour faite sur lesdites Ordonnances le 17.iour de May 1499. & doit estre fait ledit serment en leurs personnes, ou par procuration speciale: & faut que le transport, le mandement de Scholarité, & la Testimoniale soient exhibez. Et tout ce doit estre aussi obserué quand l'Escolier, comme ayant transport veut faire conuenir pardeuant son Conseruateur sa partie. Autrement lon pourra proceder contre le Sergent en la maniere cy-dessus declaree. Et peut le Iuge ordinaire cognoistre de la nullité du transport, n^e mis en auat par ledit Escolier, auant que faire droict du renuoy: comme il a esté iugé par Arrest en Parlement à Paris, le 19.iour de Ianuier 1544.

Et faut que l'Escolier soit en son nom priué, ou comme ayant transport, s'adioigne à la cause, & face les autres choses susdites, & demande le renuoy de la cause, & face sommer le Iuge par vn Sergent Royal, de faire ledit renuoy, si le Iuge ne le fait, l'Escolier pourra appeller du refus o^u du deny, ou bien le faire renuoyer par le Sergent, si le Iuge ne luy fait inhibitiō de non faire renuoy de la cause: auquel cas il appellera de ladite inhibition & dudit deny: mais n'appellera point du refus que fait le Sergent de faire ledit

6. De demander
Paratis aul-
ge ordinaire a-
uât qu'adiourner
s^o iustificable par
deuant le Conser-
uateur de l'Vni-
uersité.

1. Comment se doit
prouoir l'Esco-
lier à l'encontre
des inhibitiōs fai-
tes par le Iuge au
Sergent de non
renuoyer la cause
se.

renuoy: car le Sergent a matiere d'obtemperer à ladite inhibition. Et ainsi fut dict par Arrest ledit 19. iour de Ianuier 1545. pour le regard d'un qui demandoit le renuoy pardeuant Messieurs des Requestes du Palais; & y a semblable raison, quant à l'Escolier demandant son renuoy pardeuant le Conseruateur.

9. L'Escolier se doit ioinre au cas contestation en cause.

10. Quelles matieres l'Escolier ne peut faire renuoyer.

11. Par quels steps les Escoliers doiuent iouir de leur priuilege.

Est necessaire de faire ladite adjonction, & demander le renuoy auant la cause p contestee: autrement lon n'y sera plus receu.

Il n'est permis aux Escoliers se ioinre en toutes matieres, & en demander renuoy estre fait pardeuant leurs Conseruateurs: & mesmement si le Procureur du Roy est partie, ou il est question des droicts feodaux de quelque Seigneur.

Ne doiuent semblablement les Escoliers iouir de leur dit priuilege durant tout le temps qu'ils seront Escoliers & resident es Vniuersitez: car ceux qui estudient en Grammatique, Dialectique, & Physique, n'en iouissent que par quatre ans: ceux qui estudient en droit Canon, ou Civil, par sept ans: & ceux qui estudient en Theologie, par quatorze ans. Et au regard des Regens, ils en iouiront tant qu'ils regenteront, sans limitatiō de temps. Et s'ils ont regenté par vingt ans continuellement, iouiront perpetuellement dudit priuilege, en residans & demeurans en ladite Vniuersité. Mais s'ils sont absens par six mois de l'Vniuersité, ils ne iouiront dudit priuilege. Et si au temps de l'action intentee ils estoient vrais Escoliers & qu'après ils s'absentent par six mois, le demandeur pourra dire, qu'il n'est tenu proceder pardeuant ledit Conseruateur, qui a ja cogneu de la cause, attendu ladite absence: car si pendant le procès par deuant ledit Conseruateur, il appert qu'il n'est vray Escolier, & de la qualité susdite, ledit Escolier décherra entierement du droit & action par luy pretendue, & sera condamné es despens de la partie, & en l'amende enuers le Roy. Et à ceste cause si l'Escolier perd sa cause, en laquelle il est partie comme ayant transport, & en appelle: la partie aduersé peut faire anticiper le cedant ensemble, & ledit Escolier en la cause d'appel. Et si le cedant demande les despens, comme follement anticipé, l'anticipant les peut empêcher, disant que le transport est frauduleux. Et en pareil cas, par Arrest donné es Grands-Iours de Poitiers en l'an 1531. fut dict, qu'auant que faire droit des despens de la folle anticipation, l'anticipant informeroit de la fraude par luy alleguee. Et en quelque partie de la cause que ce soit, on peut par lettres Royaux maintenir le transport frauduleux, & demander le renuoy de la cause estre fait pardeuant le Iuge ordinaire. Et ainsi en a esté dict par Arrest du 7. iour de Mars 1519. Et ne faut pas seulement que l'Escolier soit estudiant de six mois auant qu'il iouisse dudit priuilege: mais faut que la Testimoniale soit dattee de six mois, auant qu'il faide de ladite Testimoniale, soit pour faire adiourner, ou pour faire renuoyer: & ainsi en fut dict par Arrest le 14. iour de Ianuier 1532. Toutesfois presque en toutes les Cours conseruatories, ils vsent du contraire: & leur suffit qu'il soit contenu par ladite Testimoniale, que l'Escolier a estudié par six mois, tant ils fauorisent à l'accomplissement de leur Iurisdiction. Et si un Escolier forme complainte contre

aucun pardeuant son Iuge & Conseruateur, & vn autre Escolier d'autre Vniuersité forme aussi Complainte contre le mesme defendeur pour raison de mesme chose, pardeuant le Conseruateur de son Vniuersité, comme il aduiert souuent en matiere Beneficiale: le defendeur peut se porter appellant de l'octroy & execution de la derniere Complaine & releuer en la Cour & y bailler requeste pour regler les parties de iuge pour cognoistre du principal. Et a la Cour accoustumé sur le different des Iuges renuoyer les parties pardeuant le iuge Royal du lieu, auquel est assis le Benefice. Et si l'escolier d'une Vniuersité fait venir pardeuant son Conseruateur vn Escolier d'autre Vniuersité, l'Escolier defendeur peut demander estre renuoyé pardeuant son Conseruateur. Et si deux Escoliers d'une vniuersité & vn tiers d'autre Vniuersité l'empêche & demande la cause demourer pardeuant son Conseruateur la cause doit estre renuoyée pardeuant le Conseruateur de l'vniuersité, où les deux Escoliers sont estudians, comme il fut dit par Arrest du douzième iour de Iuillet 1526. Est à noter 2. que cōbien que par la Pragmatique Sanctiō l'on doie auoir recours au superieur sans moyen, pour se plaindre de quelque tort en Cour Ecclesiastique: toutesfois si vn Escolier est cité en Cour d'Eglise, il peut faire citer le demandeur pardeuant son Iuge Conseruateur des priuileges Apostoliques, pour apporter les exploits de la citation à luy baillée pour comparoir pardeuant le Iuge d'Eglise: & requérir que defence luy soit faite de non le traiter pardeuant le Iuge d'Eglise. Et comme quelquesfois certaines parties avec le Procureur general du Roy en la Cour se fussent portez appellans de telle ou semblable citation decernée par le Conseruateur desdits priuileges Apostoliques cōme d'abus, la Cour de Parlement à Paris parties ouyes en la cause d'appel, les appointa au Conseil, par ce qu'il fut remonsté qu'au tresfois en cas semblable la Cour auoit appointé les parties au Conseil.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXVII. des priuileges des Escoliers, &c.

a Voyez la Conference des Ordonnances liu. 1. Tit. 11.

b Voyez la Conference des Ordonnances liure 10. Tit. 11.

c In his sanguinis ratio, donationis vera presumptione sine iudicium offert. l. Procula, D. de probat. Adeo quod actionum cessio inter personas coniunctas sine tituli expressione valet, quamuis inter alios non valeat. Felin. in cap. literas, extr. de presumpt. Si le transport ou cession est fait par autres parens que

ceux qui sont declarez par l'Ordonnance, il n'est valable pour attribuer ce priuilege. Car puis que tels transports sont permis à certaines personnes, ils ne doiuent estre concedez aux autres: auxquels par consequent ils sont defendus: *Argumento l. cum prator, D. de iudicijs, facit l. si vero. §. de viro. D. solut. matrim.* Partant vn transport fait par vn mary au frere de sa femme Escolier, a esté repprouué par Arrest du 14. iour de Decembre 1528. lequel est aussi recité par Papon liu. 11. des Arrests Tit. 1. Arrest 4. où il cite, l. cum quidam. D. de lib. & postum.

d Lex hoc edicto: D. de alien. iud. mut. causa facta. & les Titres des Digestes & Code. Vn Escolier qui a vn transport estât releué du vice de litige par lettres Royaux, peut-il faire renuoyer pardeuant son Iuge la cause pendant pardeuant l'ordinaire? Aucuns

A 2 iij

tiennent, qu'il le peut faire. Nam princeps ea quæ sunt iuris civilis tollere potest. l. quoties, C. de p^{re}sump. p^{ro}ffer. iur. re. brasum, D. de rei vind. Or le vice de litige est prohibé & defendu par les Edicts & Ordonnances Royaux. Et neantmoins il a esté iugé au contraire par Arrest des grands iours de Poitiers 1531. où maistre Guillaume Poyet allegua plusieurs grandes raisons, mesmes que telles lettres Royaux n'auoient point d'autre effet que de cõfimer le transport qui ne pouoit subsister par les Edits Royaux, mais non pas oster telle cause au Iuge, qui auoit preuenü & en estoit desia saisi, & la faire renuoyer pardeuant le Conseruateur. *Rescriptum principis ita est interpretandum ut minus auctori obstat. l. si quis a p. incipit. D. Ne quid in loco publico, & iur. communi non deroget, si aliter effusum esse possit, l. si quando C. de inoffic. testam. c. 1. extra. de rescript. nec id in cuiusquam iniuriam tribuere moris est. nec auct. 4. Cod. de emancipat. lib. Bartol. in d. l. ex hoc edicto, tiẽt que l'Edict prohibant la mutation & changement de iurisdiction est fort different de la constitution qui defend le transport des choses litigieuses. D'autant que tel Edict s'entend de la chose qui n'est point encore en controuerse : & ladite constitution de la chose dont le procez est ia intenté & encõmençé. Par consequent tout ainsi qu'ils sont differens, l'un estant remis, l'autre neantmoins n'est pas esteint & aboly, l. quoties D. de regu. iur. l. si domus, D. de seruit. xl. prad. Au reste comme vn procez ja intenté pardeuant vn autre iuge ne se peut ceder ne transporter à vn Escolier, pour faire plaider le defendeur pardeuant le Conseruateur: Aussi ne peut le defendeur faire cession du procez à vn Escolier pour faire changer de iurisdiction, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest des grands iours de Poitiers le 23. Octobre 1531. *Quid si litigiosum vtrum, & quo penna plecti iubeat. Abbas, sicul. 1. c. ecclesia 1. Velite pend. Anton. in c. fin. eod. titu. Bartol. & DD. in l. 1. C. de litigios. Anser. ad tit. Paul. Cap. 17. de causa propr. astro litigiosa. itur quum citationi decretum actionis causæ continet eo dimissum est. Nam tum lis etiam pendere dicitur. Itaque nec amplius cedi potest. Paul. Castre. in l. 1. C. comm. diuid. Cela se doit entendre que l'Escolier ne la peut faire transporter pardeuant son Iuge, comme il a esté dict cy dessus: toutesfois cela n'empesche qu'il ne face poursuite de la cause pardeuant meisme iuge, pardeuant lequel elle a esté intentee, estant releué par lettres Royaux du vice de litige: ce quiluy est permis. Mais si le defendeur estant adiourné par exploit libellé pardeuant le Iuge ordinaire, & le demandeur en face apres cession ou transport de son droit à vn Escolier, lequel fait en vertu de son priuilege conuenir derechef ce defendeur pardeuant le conseruateur des priuileges Royaux, tel defendeur peut de mander la cause estre renuoyee pardeuant le premier Iuge, & ainsi qu'il a esté dit par Arrest du 6. iour d'Octobre 1531. aux grands iours de Poitiers. Car encores que Bartole & Paul de Castre, in l. vbi captum, D. de iudic. afferment qu'un contumax & defaillant ne peut proposer exception de litispendance pardeuant vn iuge, pardeuant lequel il n'a tenu compte de comparoir, si cest-ce que leur opinion doit auoir lieu seulement quand la contumace est pleine & entiere. Le mesme Paul de Castre, in l. quammis, D. de damno infello tient que Angel. qui allegue Cyn. in l. nullus, C. de iudic. & Gnd. à Cyn. in l. nemo, C. de iurisdiction. pour aduis contraires ne les a pas fidelemẽt citez, parce qu'eldits lieux & passages ils ne parlent d'un contumax. Mais quand la contumace est entiere & accõplie, le contumax ne peut plus alleguer litispendance: parce qu'il n'y en a plus aucune. Car la sentence de contumace a mis fin au procez. Et quand elle n'est point encores iugee, il y a litispendance: veu qu'il n'y a qu'un simple exploit libellé contenant seulement la demande du demandeur. Ne feroit rien ce que Bartole & Paul de Castre disent qu'il rapporte par ce moyen profit de sa contumace. Car il n'en reçoit aucun: mais cela procede de l'election de la iurisdiction faite par la particaduerse, qui ne peut plus estre changee, ainsi qu'il a esté dit cy-dessus. Angel. in d. l. quammis. Il faut encores obseruer ce que Paul de Castre dit suiuant l'opinion d'Angel. Si le defendeur veut payer au demandeur les despens, dommages & interests procedans de ladite Contumace, & bailler caution de proceder pardeuant le premier Iuge, qu'il y doit estre renuoyé. Alexand. Immol. in l. hoc amplius, C. de iudic. de damno infello.**

e Cela est prins des Annotations, & ce que dict nostre autheur a esté iugé par Arrest, *visita sine sorte non possunt sustinere, v. notatur in l. 1. C. de iudic.*

f Par l'Ordonnance du Roy Loys XII. 1510. Art. 17. Les Escoliers ne peuvent faire

conuenir aucunes parties pardeuant les Conseruateurs hors les ressorts des Cours de Parlement, sous lesquelles sont les Vniuersitez

g Guid. Pap. quest. 18. Specul. Tit. de iust. edit. in § nunc verò aliqua. Et Tit. de offic. iud. delegati. §. fin. Et ibi Ioann. Andr. in Add. Il a esté souuent iugé que l'Ordonnance des quatre dietes ou iournées ordinaires, ne s'entend point des Conseruateurs des priuileges Royaux, mais des Apostoliques seulement, comme il fut iugé par Arrest le 24. de May 1521. & autre solemnel aux Arrests de Noel 1525 & depuis confirmé le 18. iour de Iuillet 1564 Papon liure 6. des Arrests Tir dern Arr dern.

g Par les Ordonnances de Loys XII. 1498 Art. 9. & 1499. Art. 4. Aucun ne peut estre cité pardeuant les Conseruateurs Apostoliques des Vniuersitez plus loin de quatre iournées: & leur est defendu & a leurs Vicegerens d'en prendre cognoissance outre lesdites limites: cela a souuent esté iugé par Arrest mesmes le 10. Auitil 1521. *Faber. in l. 1. C. de summ. triu. Par les Canons, saincts decretz & loix imperiales il est defendu de distraire vn defendeur hors le lieu de son domicile, c. statum, §. un. v. v. de r. script. in 6. l. 2. §. legatus, D. de iudic. Et si la Cour de Parlement mande a plusieurs Baillifs ou Seneschaux de mettre à execution quelques Arrests, il faut prendre & choisir le plus proche du domicile du defendeur, comme il a esté souuent iugé par Arrest. Cela se garde aussi en Cour de Rome. *Ioan. Andr. in d. §. cum verò. in gloff. vñ dicitur. Decis. Rot. 6. 42. in antiq. Au reste vn ieune enfant de huict à neuf enfans estât és petites écoles d'une vniuersité iouyt de ce priuilege *Ioan. Gall. q. 412. Ainsi par Arrest du 21. iour de Mars en audience 1523. recité par du Moulin Part 7. Art. 138 fut iugé de mesmes.***

h Faut voir cy dessus les Annotations sur le Chapitre de ce liure, où sont recitees les Ordonnances faites puis les Editions faites par l'Auteur.

i Ce priuilege des Escoliers est de tel effect que l'Escolier se presentant en cause peut decliner la iurisdiction, & demander renuoy par vertu de son priuilege. Ce qui semble contraire à ce qui a esté monitré cy dessus Chapitre vingtiesme: en ceste exception declinoit l'estime le dire de *Lulouicus Roman. singul. 627. auoir lieu. Defensionem liti in alium more suscipiens potest & ex persona sua formi de lit. v. licet aliter conueniens non potuisset.* Ce qui a aussi lieu quand on demande le renuoy pardeuant Messieurs les gens tenans les Requestes du Palais à Paris, en vertu de *Committimus.* Et n'ay iamais veu practiquer le dire dudit Romanus, sinon esdits deux cas. Au reste c'est bien vne question fort douteuse & incertaine, si vn Escolier d'une Vniuersité s'estant rendu demandeur contre vn autre Escolier d'autre Vniuersité defendeur, qui demande le renuoy pardeuant son iuge: ce qui est empesché formellement par l'autre Escolier demandeur: comment doit le iuge se gouuerner, & a qui doit il adiouter foy. Mais quant a nostre Auteur, il estime qu'il faut auoir esgard à la requeste du defendeur. *P. in legatus cum aduersus priuilegiatum non videtur priuilegio l. verum: §. vit. cum l. i. q. D. de minoribus.* D'auantage il y a double faueur. Car, *favorabiliores sunt rei, quam actores: & reus forum actor sequitur, l. vlt. C. vbi in rem act.* Ce qui a esté confirmé par Arrest de la Cour S'est presentee cy deuant vne autre question. Vn Escolier cōuenu pardeuant le iuge Royal en vertu de lettres de garde-gardienne à la requeste de quelques Religieux, il met peine de se faire cōuenir & appeller pardeuant le Cōseruateur des priuileges Royaux à la requeste d'un autre Escolier estât à sa deuotion & avec lequel il auoit intelligēce & collusion. Quel remede peur-on pour ces Religieux? Car s'ils cōparent deuant le Cōseruateur, & remonstrent qu'un autre iuge Royal est faisi de la matiere lequell a preuenu, ils seront différer le principal, & en peine de succomber en cest incident. Or les iuges renuoyent difficilement les causes, & quel'es ils ont preuenu. Aucuns estimoient en ce fait estre necessaire d'obtenir lettres Royaux attributives de iurisdiction pour faire réuoyer le tout à vn autre iuge Royal à cause de telle cōtention de iurisdiction. Les autres au cōtraire estoient d'aduis que les Religieux, qui estoient demandeurs, deuoient faire renuoyer la cause par vn iuge Royal, pardeuant leur iuge auresus du Cōseruateur. Il s'en trouuoit d'autres qui ne trouuoient pas bons tels remedes ou conseils. Car le premier est cōtraire à l'Ordre du Roy, par laquelle il est defendu d'euoyer vne cause pendante pardeuant vn iuge Royal, auquel la cognoissance a esté attribuee: mais il se fait pouruoir par reuocation, appellatiō ou autre remede ordinaire & de droit. D'auantage par ces deux

remedes l'exception declinatoire est ostee par lesdites lettres Royaux, de laquelle le Luge devoit prononcer. Mais ils estoient d'advis que les demandeurs se devoient rendre appellans à la Cour de Parlement de l'Adiournement & Commission en vertu de laquelle ils estoient appelez pardeuant ledit Conseruateur. Et combien que telle appellation fust soutenable, toutesfois à fin que le procès principal ne fut retardé ils deuoient encores impetier lettres Royaux adressees à la Cour de Parlement pour mettre ladite appellation au neant, mandant à icelle Cour de commettre vn des C6. feillers d'icelle pour regler lesdites parties de luge pardeuant lequel elles seroient tenues poursuire la premiere instance, ou bien les tenuer pardeuant leur luge ordinaire. Ce dernier remede est le plus seur, qui est aussi suiuy par les plus sçauans entendus au fait de la Iustice, confirmee par Felin. *in c. super questionem §. verum. De offic. deleg. vbi refertur si superior aditus, nolis in pariter officium, potest si qui superior est, adiri, ut illum cogat ad officii exhibitionem.* Au moyen dequoy si aucun appel est interieté en la Cour de Parlement en vn proces pour raison de quelque Benefice, de quelque appointement ou sentence interloutoire & qu'vne des parties tâche de retarder le proces par telles appellations & n'a encores fait foy de ses titres & capacitez, la partie aduersée par requeste presentee à ceste fin à la Cour peut requérir & demander qu'elle en face apparoir. Et si elle ne les monstre au iour que la Cour ordonnera, elle aduie la recreance au profit de celui qui a fait apparoir de ses titres & capacitez. Mais sitous deux font foy de leursdits titres, la Cour ordonne que le Benefice demourera lequestre & sera regy par Commissaires, iusques à ce qu'il en soit ordonné, qui sera preteré.

k Parl'Ordonnance du Roy Loys XII. 1498. Art. 4. & 1499. Art. 3. Aucun escolier ne doit estre receu à foy adioindre à aucune cause que ce soit pour interest par luy pretendu qui soit iuste & raisonnable, & dont il face apparoir promptement au luge ordinaire, par lequel il sera receu. Et où il n'en pourroit faire, sinon par la discussion du proces, & si par la fin ledit interest est trouué, moins que iuste & raisonnable, il est condanné en toutes despens, dommages & interets de la partie, & en l'amende extraordinaire. *Iudicio summariè agitando sufficit iuramento probare quiddam sua interest, maxime si ad leue damnum spectat, l. Thefaurus, D. ad exhib.*

l Il faut lire liure 7. Tit des Iurisdic. Arrest 25, & non pas liu. 6. Tit des Iurisdic. Arrest 24. & parce qu'il y a plusieurs editions, faut mettre suiuant la derniere de l'an 1601. Arrest 27.

m Cely est pris des Annotations.

n Ceste question est plus amplement traitée aux Annotations Latines, où l'Auteur dit qu'on doute si le luge ordinaire peut cognoistre de la nullité du transport *ob sportularum commodum Bartol. in l. 2. D. si quis in ius voc. non iert.* Dauantage que la seule qualité mise & apposee en vn transport en oste la cognoissance. *Statut instrumentum donec contrarium probetur, l. cum precibus, C. de probat.* Neantmoins le contraire a esté iugé par Arrest de la Cour mis au texte François. Cas puis que le luge pardeuant lequel est pendan le procès, est ordinaire, la Cour fauorise plustost la iurisdiction ordinaire que celle du luge delegué par lettres Royaux, *argumento l. si vis preposui, C. quemodo ex quando iudex.* Au surplus le luge ordinaire a la cognoissance du crime de faux commis es lettres Royaux, & non le luge delegué, suiuant l'opinion commune. *Felinus in c. super literis, in col. pen. extr. de rescript.* Il faut aussi deuant touteschose. examiner le fondement de l'action, *l. non ignorat, C. qui accus. non possunt, Bartol. in l. ita stipulatio, D. de verb. obligat.* Les espices ne nuisent point en ce fait. *Ioann. Immol. in d. l. 2. où il tient cõla se practiquer ainsi.* La qualité aussi mise en vn contracte ne nuit point. Car elle ne regarde que les parties contrahantes, & non pas ceux qui ne sont point nommez au. transport, *l. optima, C. de contr. stipul.* Le iuge donc a seulement cognoissance de ceste qualité afin qu'il puisse facilement cognoistre s'il retienra le principal, non pas pour le definir comme il peut, *ut traditur in simili in d. statutum, §. cum vero extr. de offic. deleg.* Au resse l'Arrest recité au texte de nostre auteur est du 19. iour de Iuin 1545. comme il est porté es Annotations Latines.

o Nostre Auteur en ses Annotations, cõte vn Arrest à ce propos du 9. iour d'Auril 1532. qui est autre que celui mis au texte François.

p *L. nemo C. de iurisd. omni. iud.* Parl'Ordonn. du Roy Loys XII. 1498. Art. 3. & 1499. Art. 3. &

art. 3. & 4. est ordonné que les renouïs des causes que voudront faire les Escoliers & supposts des Vniuersitez, par vertu de leur priuilege, se facent deuant la litiſtcontestation, & non apres.

q Tout ce qui est pris des Ordonnances 1498. art. 5. & suit 499 art. 4. & 5.

r Parladite Ordonnance du Roy Loys XII. 1498. art. 4. il est porté expressément, que si l'Eſcolier se distrait de l'estude, & va resider ailleurs qu'ès Vniuersitez, & soit par l'espace de six mois absent de l'Vniuersité: en ce cas il ne iouira dudit priuilege durant son absence. Il y a bien plus de difficulté, quand vn Eſcolier apres le proces encommencé, s'absente de l'Vniuersité par le temps de six mois, & sa partie aduerſe obtient lettres Royaux, pour faire renuoyer la cause par deuant le Iuge ordinaire. Aucuns estiment qu'elle ne le peut faire, *argumento, l. cum quadam puella. D. de iur. l. posteaquā. D. de iudic. l. nemo. C. de iurisd. om. n. iudic.* Nostre Au. leur est de contraire aduis. Car puis qu'il est loisible, la fraude estant descouuerte, de faire renuoyer la cause par deuant le Iuge ordinaire, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 7. Mars 1519. ne sera-il pas permis au cas de ladite absence: puis que la fraude du priuilege ne se peut mieus prouuer que par la longue absence? Si donc ce priuilege l'a acquis par l'espace de six mois, à iuste cause & raison il se perd par le mesme temps: & ceux aussi qui se disent vrais Eſcoliers, & ne le sont point, abusans dudit priuilege, demeurent decheus du droit & action par eux pretendus, & sont condamnés és despens de la partie, & en l'amen- de enuers le Roy, à la discretion de Iustice, par les Ordonnances du Roy Loys XII. 1498. art. 6. & 1499. art. 4. D'auantage, les loix *cum quadam puella*, & autres cy dessus allegues, s'entendent de la iurisdiction ordinaire, & non pas de la deleguee: laquelle n'est pas tant fauorable que l'ordinaire. Et quand on doute s'il y a vn autre Iuge que l'ordinaire, il faut auoir recours à l'ordinaire. *Baldus in cap. 1. De iurisd. in march. succi. Philipp. Decius Conf. 3. in prima parte Consil.* Or les Conseruateurs des priuileges des Vni- uersitez sont Iuges deleguez pour toutes les causes des Escoliers: fors celles qui s'ont exceptees par les Ordonnances: & partant il faut restreindre leur iurisdiction, *cap. P. G. extr. de offi. deleg. Bald. in cap. inter dominum. De alienat. feud.* tient que les ordinaires n'ayans aucun territoire, sont comparez aux Iuges deleguez. Mais il est tout notoi- re que lesdits Conseruateurs n'ont aucun territoire. Finalement la Iurisdiction ordi- naire reçoit facilement accroissement: parce qu'elle est generale & vniuerselle. *Paul. de Castr. in l. 1. C. de iurisd. om. iud.* Et les mots desdites Ordonnances cy dessus recites, confirment euidentement l'opinion de nostre Autheur.

s Il fut iugé de mesmes par Arrest de Paris du 23. Nouembre 1535. contre vn Esco- lier absent de l'Vniuersité par le temps & espace d'un an.

t Voyez les Ordonnances 1468. art. 4. & 1469. art. 3. *in criminali. C. de iurisd. om. in- dic. cap. vlt. extr. de rescript.* Au surplus, ceste question s'est quelques fois meüe. Si lon peut presenter requête au Conseruateur Apostolique, contenant la plainte ou que- relimonie, pour raison de l'entreprise de iurisdiction. Le ſaict estoit tel: vn Eſcolier estât conuenu par deuant le Iuge d'Eglise, qui n'estoit pas neantmoins son Iuge, fait aussi appeler la partie aduerſe par deuant le Conseruateur des priuileges Apostoliques, à fin qu'il rapporte les exploits de la premiere citation ou exploit dont la partie avec le Procureur du Roy, appelle comme d'abus en la Cour de Parlement à Paris, où ils soustiennent leur appel. D'autât que par le Concile de Basle il est expressément dict & ordonné, qu'il faut l'adresser au superieur sans moyen en matiere de plainte: & que tel Conseruateur Apostolic n'est point superieur, ains delegué à certaines causes, & que par consequent que lon ne se doit point adresser à luy. L'intimé au contraire disoit tel appellant n'est receuable en son appel: parce que par la pratique & vsance de France on peut s'adresser au Conseruateur, en matiere de plainte ou querimonie. Ceste question s'estant presentee souuentefois à la Cour, a esté appointee au Con- seil. Au reste il a esté iugé par Arrest du 19. Aoust 1581. que les Escoliers peuuent iouir du priuilege de renuoy par deuant le Iuge d'Eglise. Charond. li. 1. des Pandect. ch. 13. v L'Autheur en ses Annotations cite vn Arrest donné aux Grands-Jours d'Angers le 12. Septembre 1539. pareil à celuy de Poitiers, mis au texte François. Et ce qui suit

est prins des Annotations pour l'Arrest du 7. Mars 1529.

x Cela est pris desdites Annotations.

y Cécyl est aussi extraict des Annotations.

DE FORI PRIVILEGIO IN PRINCIPIS aula vel in suprema Curia agentium.

CAP. XXVIII.

De fori privilegio in principis aula vel in suprema Curia agentium. ...



D hac operapretium fore arbitror, id completi fori privilegium, quod his competit qui libellis prefectorum in basilica Parisiensi iudicantium iurisdictioni sunt attributi: veluti consiliarii apud supremum Parisiense tribunal confidentes: item patroni & iuris cognitores seu procuratores coram illis causis tractantes, ceterique alij Curia illius suprema ministerio auctoritati, dicto quidem sacramento, ut actuarij, apparitores, si modo re ipsa ministrent, deinde regij hospitij ministeriales in Principis aula comitatuq; agentes: cum sodalitia, pontifices, & cœnobiarcho, qui regio patrocinio adscripti sunt: postremo alij complares, quibus principis munificentia id privilegium largita est. Quisigitur huius constitutionis sunt, siue litem instituere, siue à se aut alius institutam, modo ad seipsos pertineat, cupiant suscipere, & ad hos libellis prefectos relegare: id eis haud dubie licet. Verum Principis rescripto in eam rem opus est: quod quidem duobus modis cõcipitur: nempe aut generaliter, nulla mouenda vel transferenda relegandaq; actionis mentione habita, aut ea speciatim expressa. Sanè patroni procuratoresque in illa suprema Curia versantes, rescripto generali eas controuersas ad eiusmodi prefectos duntaxat aduocant ac relegant, quæ coram Parisiensis urbis prefecto agitantur. Quòd si apud alios iudices lites pendeat, nisi speciali rescripto eam exprimentie freti, hanc transferre ad illos querejere non possunt. Ceteri verò quos suprà commemorauimus, rescripto solum generali à quibuscunq; iudicibus captam litis examinationem auferunt, ad illosque transmittunt. At omnibus hac facultas post litem cõtestatam adimitur. Quin ea certarum litium finibus coercetur: veluti quum ad possessionem, aut in personam simpliciter supra tamen francios decem agitur. Quanquam & hi prefecti præter constitutionis etiam regia mentem cognoscant sapissimè de ea actione pignoratitia personali & reali, de qua suprà disseruimus: nunquã tamen de soli reali pignoratitia. Sed nec quum de clientelarij rei iure etiam in personam actione disceptatur, patronusque clientis assistit, ius possunt hi dicere. Nam earum actionum, sicuti & ceterarum, demptis illis quas prædiximus, ad prefectos illos non conceditur reiectio. Proinde quamuis mutuo litigantium consensu relegatæ sint, summus fisci patronus procuratorque ut repellantur curare debens: & quicquid in his libris ab illis prefectis decernitur, si appelletur, suprema Parisiensis Curia inducere irritumque facere consuevit. Verum, quum de actionibus ad eorum prefectorum iurisdictionem pertinentibus certatur, tamen si aduersarius alterum qui litem ad eos rejiciendam petit, huiusmodi privilegio subnixum inficitur, is tamen iudex apud quem contenditur, si tuendi ius non habet ut privilegium illud ostendatur antequam de ea re ius dicat immò sanè continuò ad illos debet rejicere, qui hanc quoque li-

Annuæ vis
Rescript.

ticulam in primis desinient. Plane rescriptorum huiusmodi (quibus hæc sunt litium translationes) vis roborque, anni & diei fluxu, instar illius edicti, quod præmonuimus, scholasticis in eandem quoque rem concedi, absumitur. Nec id quidem præterendum est, quod singulariter illa sibi controuersia vendicât, quæ de sacerdotij aut muneris iure instituntur, quod rex noster regaliorum iure pōtificatu aliquo iacente largitus fuerit. Nam si hæc apud inferiores etiam regios indices mota fuerint, qui se his offerre uolet, eas ad supremum Parisiense tribunal transferendas ante litem certè contestatam impetrabit. Quod si competitores neglexerint, summus regij iuris procurator id ipsum exequetur: neque eum submonebit litis contestatio.

DES PRIVILEGES OV COMMITTIMVS:

oſtroyez à ceux qui ont leurs causes commises aux Requestes du Palais à Paris: & en quelles matieres ils ont lieu.

CHAP. XXVIII.

- | | |
|--|---|
| <p>1. Quelles personnes ont leurs causes commises pardeuant les gens tenans les Requestes du Palais à Paris.</p> <p>2. Renuoy fait pardeuant les gens tenans les Requestes, sauf à debatre secùs, en vn Escolier.</p> <p>3. Quelles personnes doivent auoir clause speciale en leur Committimus.</p> <p>4. Renuoy doit estre fait auant contestation en cause: & de quelles causes on doit faire renuoy eux Requestes.</p> | <p>5. Renuoy doit estre fait par le Conseruateur aux Requestes du Palais.</p> <p>6. Du profit du Defaut donné contre celuy à la requeste duquel est fait le Renuoy; & du Defaut donné contre sa partie aduerse.</p> <p>7. Les gens tenans les Requestes ne les Cōseruateurs ne cognoissent des causes d'appel interietté des executeurs de leurs sentences.</p> |
|--|---|

L sera bien-seant & conuenable, traicter suiuiamment du privilege de ceux qui ont leurs causes commises pardeuant Mes-seigneurs des Requestes du Palais à Paris, comme les Conseillers, Aduocats, Procureurs, Greffiers, & Huissiers: qui ont tous fait le serment à la Cour, & y seruent auellement: & pource les Solliciteurs en la Cour ne iouissent dudit privilege, & ainsi fut dict par Arrest le 24. iour de Decembre 1521. Plus iouissent dudit privilege les Commençaux du Roy & de la Roine, Officiers de leurs Hostels, y seruans aussi

1. Quelles personnes ont leurs causes commises pardeuant les gens tenans les Requestes du Palais à Paris.

actuellement, & aucuns Archeuesques, Euesques, Abbez, Chapitres, & Colleges des gés d'Eglise, qui par octroy & priuilege du Prince y ont leurs causes commises: car toutes lesdites personnes peuuent faire conuenir, leurs parties aduerses pardeuât mēdits Seigneurs des Requestes, ou se ioin- dre és causes mēies pardeuant autres Iuges, esquelles ils ont interest, & les faire renuoyer pardeuant mēdits Seigneurs des Requestes, comme vn Escolier pardeuant son Iuge.

2. Renuoy fait par
demand les gen-
tenais les Reque-
stes sans a deba-
tre, secūs en vn
Ecolier.

Et si ne faut que lesdites personnes informent de leur interest sommairement, ny aussi de leur priuilege pardeuant le Iuge, auquel ils demandent le renuoy d'une cause: mais doit le Iuge renuoyer la cause pardeuant mēdits Seigneurs des Requestes, & Sauf à débattre le renuoy pardeuant eux: & ce pour raison de leur autorité, & qu'ils sont du corps de la Cour de Parlement: aussi que les Chanceliers n'ont accoustumé de bailler lettres de *Committimus*, sinon à ceux qui en doivent user. Mais quant au renuoy demandé par vn Escolier, lon peut l'empescher en alleguāt le transport estre contre l'Ordonnance, ou que la Testimoniale n'est dattee de temps suffisant: & en peut le Iuge auquel lon demande le renuoy, cognoistre, pour & à fin de l'octroyer ou denier.

3. Quelles per-
sonnes doivent auoir
clause speciale en
leur Committimus.

f Quant à faire faire le renuoy par vertu de *Committimus*, il y a difference entre les personnes qui vñent du *Committimus*, & en l'impetration d'iceluy: car les Aduocats & Procureurs de la Cour ne peuuent par vertu d'un *Committimus* en termes generaux faire renuoyer vne cause pendant pardeuant autre Iuge, que le Preuost de Paris ou son Lieutenant. Mais s'ils veulent faire renuoyer vne cause pendant pardeuāt vn autre Iuge, il faut qu'ils ayent vn *Committimus*, avec clause speciale pour ce faire, & ainsi en fut dict par Arrest donné le 8. iour d'Auril 1521. auant Pasques. Toutesfois les Conseillers de la Cour, & autres personnes priuilegees susdites, peuuent par vertu de *Committimus* en termes generaux se ioindre en la cause, & faire faire renuoy.

4. Renuoy doit
estre fait auant
contestation en
cause, & de quel-
les causes doit-on
faire renuoy.

Neantmoins quelque personne priuilegee que ce soit, ne peut faire renuoyer vne cause ja g contestee. Et faut aussi que les causes soient telles, qu'en puissent cognoistre Messigneurs des Requestes, scauoir est personnelles, ou possessoires. Et quant aux personnelles, qu'elles excèdent dix liures: ainsi que lon a accoustumé mettre és *Committimus* par exprés.

5. Renuoy doit
estre fait par le
Conseruateur aux
Requestes du
Palais.

Et semblablement, si ceux qui ont leurs causes commises pardeuant mēdits Seigneurs sont cōuenus ailleurs en action personnelle, ils peuuent bien faire euoquer ou renuoyer la cause ausdites Requestes, voire que la cause soit pendant pardeuant vn Conseruateur des priuileges Royaux d'une Vniuersité: parce que leur autorité est plus grāde que celle d'un Conseruateur: car ils sōt du corps de la Cour de Parlemēt. Mais si ceux qui ont leurs causes commises esdites Requestes, se vouloient ioindre seulement aux matieres personnelles intentees contre autres parties, & pour raison des contractz faits avec lesdites autres parties, qui ne concernent aucunement ceux qui ont leurs causes commises ausdites Requestes: ils ne pourroient les faire euoquer pardeuant mēdits Seigneurs des

Requestes au moyen de ce qu'en action personnelle on n'est receu qu'à soy assister, & non à prendre le gariment formel. Et ainsi en fut dit par Arrest és grands iours de Poictiers le 25. iour de Septembre 1531. Au faict & cas duquel Arrest vn Gentil-homme ayant ses causes commises aux Requestes, se seroit assisté & ioint en vne matiere pendant en Cour d'Eglise, où estoit vn homme d'Eglise poursuiuy pour quelque somme de deniers dont il estoit plege: le dit Gentil-homme pour ses causes d'assisterment disoit que le dit homme d'Eglise estoit son plege, & par vertu de son Committimus fait faire commandement par vn Sergent au Iuge d'Eglise de renuoyer la cause ausdites Requestes: & pource qu'il est refusant, le sergent l'a renuoyé: dont la partie aduerse appelle comme d'abus: & sur ledit appel interuint ledit Arrest. & Bien peuuent les Fermiers desdites personnes priuilegées faire conuenir leurs deteurs à cause de leurs fermes pardeuant meldits Seigneurs: cōme fut dit par Arrest le cinquesme iour de Fevrier 1530. Toutesfois ie cōseilleroy plus que le Seigneur ou maistre s'adjoignist au procez avec son fermier: car lors il seroit sans doute. Ne peuuent lescdits Seigneurs des Requestes cognoistre del'actiō pure hypothécaire & reale, comme il fut dit par Arrest le 19. iour d'Aoust 1530. Mais cognoissent bien d'action personnelle & hypothécaire conioinctes ensemble. Car la personnalité en icelle est plus puissante que la realité. Et aussi Messieurs des Requestes n'ont cognoissance d'actiō negatoire, comme il a esté dit par Arrest de la Cour, donné le premier iour de Iuin, 1553. Et est l'action negatoire quand le demandeur conclud à ce qu'il soit dict & déclaré: quelque droit: comme de iurisdiction, fief, seruitute & rente n'appartenir au defendeur sur quelque terre ou maison. Et outre ne peuuent cognoistre des droicts Feodaux, où le Seigneur est ^m partie, voire si bon en traitoit par action personnelle, sinon que le Seigneur eust ses causes commises aux requestes susdites, & se rendist partie: car en ce cas la cause seroit renuoyee ausdites Requestes, & en cognoistroient lescdits Seigneurs desdites Requestes, & ainsi en fut dit par Arrest au profit de Monsieur de Vendosme le 23. iour de Iuin 1530. Et ce peut estre exemplifié en l'action d'exhibitiō de cōtracts des choses n'acquises au fief de quelque Seigneur car ladite action est personnelle, par ce qu'elle est baillée par la Coustume, cōbien qu'elle est en partie reale, ou bien si le Seigneur ayat lescdites causes commises demandoit quelque deuoir feodal à son vassal, par ce que c'est action personnelle: car elle descend ou des conuenances du fief, ou de la Coustume du pays. Autre chose si roit si le Seigneur agissoit contre autre soy pretendant Seigneur, à ce qu'aucun droit luy fust déclaré appartenir sur le vassal: car lors l'action est pure reale. Vray est qu'aucuns ont voulu dire que si le vassal Escolier a fait son hōmage, & payé les deuoirs Feodaux, ou offert ce faire, & demande à ses Seigneurs Feodaux, ou au superieur patmain souueraine audir recreance ou deliurāce de son fief, & au procez disent lescdits Seigneurs qu'ils ne luy doiuent faire recreāce, & ne le receuoir à faire son hōmage, pource paraduēture qu'ils en ont ja receu vn autre, & il soit mestier entrer en contestation: l'Escolier vassal pourra faire ren-

uoyer la cause pardeuant son Conseruator. Et semblablement & par plus forte raison vn homme qui auroit les causes commises és requestes pourroit en ce cas faire renuoyer la cause ausdites requestes & la y faire retenir. Toutesfois il me semble & à plusieurs autres du contraire : car le vassal ne peut rien o faire au preiudice de la iurisdiction de son Seigneur, n'icelle empirer: ce qu'il seroit, s'il contraignoit son Seigneur d'aller plaider hors sa iurisdiction. Et n'y fait rien aucontraire, dite que ce auroit lieu quand le vassal voudroit nier le deuoir Feodal, car ladite raison de la deterioration & diminutio de la iurisdiction, milite en autre cas, cōme en cas de la denegation du deuoir Feodal. D'auantage quād le Procureur du Roy s'est ioinct & rendu partie pardeuant le Iuge Royal ordinaire, jaçoit qu'un priuilegié s'y adioigne, & qu'il face renuoyer la cause édictes requestes: neantmoins par apres mesdits Seigneurs desdites requestes ont accoustumé la renuoyer pardeuant ledit Iuge Royal, & cōdamner le priuilegié qui a fait faire le renuoy ausdites requestes és despens voire en cause ciuile. Et ainsi fut-il fait en la cause que le Seigneur Doulmes demandeur & requerrant l'enterinement de certaines lettres Royaux d'oïroy de faire poursuuoir à l'encontre des Maires, Escheuins & Bourgeois de Fontenay Lecomte, le Procureur du Roy ioinct àuecques eux defendeurs pardeuant le Seneschal de Poictou ou son Lieutenant à Fontenay Lecomte: en laquelle cause messire François Descars Cheualier Seigneur de Vauguion; & lors Seigneur de Fontenay Lecomte à cause de madame sa femme, se rendit partie, & requist la cause estre renuoyée pardeuant mesdits Seigneurs des Requestes par vertu de son Committimus, ce qui fut fait. Toutesfois depuis ledit renuoy fut debatū pardeuant eux, par maniere que ladite cause fut encores renuoyée pardeuant ledit Seigneur Seneschal de Poictou, ou sondit Lieutenant, & ledit Descars condamné enuers ledit demandeur és despens dudit renuoy. Percillemet & par plus forte raison, si le Procureur du Roy est partie en quelque matiere de reintegration intentee par vertu des informations faites sur les excez, jaçoit que s'il y a aucun priuilegié, il faille que le Iuge ordinaire le renuoye pardeuant messieurs desdites Requestes, toutesfois si l'une des parties pardeuant mesdits Seigneurs debat lesdits renuoy, & requiert la cause, entant que touche la criminalité, estre renuoyée pardeuant ledit Iuge ordinaire: ledit renuoy sera fait pardeuant ledit Iuge, tant par le moyen que le Procureur du Roy est partie, qu'ausi qu'il est plus facile de faire instruire le procez criminel pardeuant le Iuge ordinaire, que pardeuant mesdits Seigneurs des Requestes, & y a beaucoup moindres frais: & ainsi en fut dit par Arrest le vingtseptiesme Sept. 1521. Toutesfois s'il est question d'un attentat fait au preiudice du procez pendant pardeuant mesdits Seigneurs des Requestes, & qu'en iceluy faisant, il y ait eu excez faits, mesdits Seigneurs ont accoustumé en retenir la cognoissance. Plus la Cour de Parlemēt a accoustumé cognoistre des matieres, équelles est question de Benefice vacāt en regale. Et si telles matieres estoient intentees pardeuant le Iuge ordinaire, le Procureur general du Roy les pourroit faire euoquer en ladite Cour: mais quant aux autres ma-

tières, d'où la cognoissance n'appartient à mesdits Seigneurs des Requestes n'a ladite Cour de Parlemēt, ledit Procureur general du Roy les fera renuoyer tousiours pardeuāt les Iuges ordinaires, quand ores les parties s'accorderoient de plaider pardeuant mesdits Seigneurs des Requestes, ou en ladite Cour, ou les causes y estre renuoyees: comme il est dit par les Ordonnances du Roy Loys XII. Art. 43. & 44. Et fait à sçauoir que par lesdites Ordonnances l'on ne peut vser desdites lettres Royaux le Committimus, apres l'an & iour de l'impetration d'icelles, & sont surānees ainsi que les mandemens de protection de scolarité, & autres lettres Royaux de Iustice: & conuient renouuer lesdites lettres de Cōmittimus tous les ans. q

Et si au iour du renuoy celuy qui l'a fait faire, ne cōpare, l'on dōne Defaut cōtre luy: & par vertu d'iceluy il est declaré contumax, & la cause renuoyee pardeuāt le premier Iuge. Et si celuy à l'encontre duquel est fait le renuoy, se defaut: il estoit pareillement par cy deuant declaré cōtumax, & forclos de demāder la cause estre renuoyee ailleurs & condāné és despens mais ie douterois que ce stile à present n'eust lieu, par le moyē s del'Ordonnance derniere, par laquelle l'on ne peut bailler aucune sentēce contre le contumax, iusques à ce que le demandeur ayt informé du contenu en la demande: dont l'ay traicté cy dessus amplement. Et par ce ie croirois que si c'estoit le demandeur qui eut fait faire le renuoy, que sans doute il ne pourroit auoir ledit profit dudit defaut contre le defaillant, nō plus que s'il l'auoit fait cōuenir pardeuant autre Iuge: ainsi qu'auons dit cy dessus. Mais il n'aduient pas souuent que le demandeur face faire le renuoy: car il seroit condāmné és despens de la procedure faire pardeuāt le premier Iuge: & piustost le demandeur fait conuenir de plain pardeuant mesdits Seigneurs des Requestes: auquel cas il est certain qu'il n'a autre profit du premier Defaut, sinon qu'il auroit pardeuant autre Iuge. Mais si le defendeur faisoit faire le renuoy, & le demandeur se defailloit, ie penserois que le defendeur pourroit auoir ledit profit du Defaut contre ledit demādeur, sçauoir est que ledit demandeur seroit forclos de ne pouuoir demander la cause estre renuoyee ailleurs, condāmné és despens du defaut: car nous ne sommes és termes de l'Ordonnance derniere susdite: car ne pourroit ledit defendeur estre tenu d'informer d'autre chose que du renuoy pour auoir adiudication de sondit renuoy, dont il fait apparoir par escript en obtenānt ledit defaut: car quant à estre renuoyé de l'instance ie seroye doute: parce qu'il y a vne fois comparution par le demādeur en la matiere: & quand il y acōparu vne fois il n'est plus cōtumacé par vn seul defaut és Cours Royales & inferieures: combien qu'en cause d'appel en la Cour de Parlemēt, nonobstant que l'appellant ait comparu, neantmoins s'il n'est pres de plaider, il y a Congé contre luy s'il a releué: & par vertu d'iceluy est declaré contumax: mais és Cours Royales il conuient obtenir deux defauts contre l'appellant comme contre l'intimé: j'ajoit que tous appellans soient demādeurs.

Aussi conuient sçauoir, que mesdits Seigneurs des Requestes ne le Conseruateur des Priuileges Royaux octroyez aux Vniuersités ne cognoissent

6. Du profit du defaut donné contre celuy à la requeste duquel est fait le renuoy & du defaut donné contre sa partie aduersē.

7. Les gens des Requestes & conseruateurs ne cognoissent des causes d'appel inferieures des executeurs de leurs sentences.

200 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
point des v causes d'appel, quand ores l'appel seroit interdicté du Sergent
x executeur de leurs Sentences. Et si meldits Seigneurs des requestes ou
leurs enfans ont procez en matiere personnelle ou possessorie les Maistres
des requestes ordinaires de l'Hostel du Roy en auront cognoissance en
leur Auditoire à Paris, comme il est dit par l'Ordonnance y du Roy Loys
XII. Article 45.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXVIII.



Es Senateurs auoient aussi anciennement priuilege en
causes ciuiles, l. 1. *C. ubi senat, vel clarissimus*; mais en matiere
criminelle estoit conuenus pardeuant le Iuge delegué
du Prince, *L. quatenus, C. sed. tit.* Il y a plusieurs autres qui
iouissent de ce priuilege, comme plusieurs Chapitres &
communautez des Eglises qui ont priuilege special, dōt
est faite mention par les Ordōnances d'Orleans, Mou-
lins & Blois: Les Lieutenant civil & criminel Aduocat
& Procureur du Roy, les Conseillers du Chastellet de
Paris & leurs veufues durant leur viduité en toutes cau-
ses, tant en demandant qu'en defendant, personnelles possessories, & mixtes du res-
sort du Parlement de Paris, par Ordonnance du Roy François premier du 16. iour
de Iuin 1539. cōbien que lesdits Conseillers n'auoient tel priuilege auparavant, ainsi
qu'il se cognoist par vn Arrest de la Cour du 5. iour de Mars 1525. mis à la fin du stil
du Parlemēt. Les Lecteurs és trois langues, Hebraïque, Grecque & Latine, & és Ma-
thematiques, en Medecine & Philosophie, par autre Ordonnance du mesme Roy
François 1546. Les vingt quatre Conseillers de la ville & cité de Paris, pardeuant les-
dits gens tenans les requestes du Palais, ou pardeuant le Preuost de Paris ou son
Lieutenant Iuge ordinaire ou Conseruateur par Ordonance du Roy François I. 1536.
Les Doyen, Dignitez, Personats & Chanoines prebendez de l'Eglise de Paris, & au-
tres Beneficiers d'icelle, par Ordon. du Roy François I. 1544. Les principaux officiers
de la Couronne, Conseillers du Conseil priuē, Maistre des Requestes ordinaires de
l'Hostel, Notaires & Secretaires du Roy, Officiers domestiques du Roy, Royne,
Mere, freres, sœurs, Oncles, Tantres, enfans de France, gens & Officiers des Cours
souueraines, des Requestes, Cour des Aydes, Chambre des Comptes, Chambre du
Tresor des Eaux & Forests, quatre clerks du Greffe civil, & deux du Greffe criminel,
& vn des presentations, par Arrest de la Cour du 14. Decembre 1408. & 3. Decembre
1568. Les Cheualiers du Saint Esprit. Au reste l'origine de ces *Committimus* est
monstree par M. Pasquier 2. des Recherches. Chap. 3.

b Ainsy a esté iugé par Arrest des Grands Iours de Poitiers 1511. par lequel a esté
dit que les Aduocats de la Cour ne pourroient estre conuenus que pardeuant les
gēs tenans les Requestes du Palais à Paris: cōbien que lors an fait dudit Arrest, l'A-
duocat du Roy auoir d'autres raisons: car il disoit que cest Aduocat estoit Bourgeois
de Paris: & que par priuilege expres il ne pouuoit estre appellé en iugement qu'en
la ville de Paris. Toutesfois l'Aduocat qui plaidoit ceste cause, disoit qu'il ne pres-
doit ce priuilege sinon à cause de son estat d'Aduocat en la Cour. Par les Ordon. des
Estats tenus à Blois 1579. Art. 178. il est ordonné que le nō des Aduocats & Procureurs
des Cours de Parlemēt, qui doiuent iouir du priuilege de *Committimus*, sera mis &
apposé en vn Tableau qui sera mis és Châcelleries. Tellemēt qu'aucū estimēt qu'il
n'y a que les douze plus anciens Aduocats, & autr de Procureurs qui iouissent de tel
priuilege. Toutesfois les autres n'en laissent d'en iouyr, principalement les Aduocats
qui ont esté dix ans suiuis la Cour, & frequētans icelle, ne laissent d'en iouyr par Ar-
rest

rest de la Cour du 2. de Mars 1555. Et par l'Ordonnance de Moulins 1566. art 56. mise au l. lii. de la Confer. des Ordonn. Royaux. tit. 13. est dict, qu'il n'y aura que douze des plus anciens Advocats, & autant de Procureurs en la Cour de Parlement à Paris, & és autres Parlemens six de chascun ordre. Et n'est ladite Ordonnance gardée. Danantage, tel privilege ne s'estend aux Parlemens, esquels n'y a Requestes, comme à Tholose & Rouen. Arrest du 1. Avril en Audiece 1574. Baquet Traicté des droicts de iustice chap. 8. art. 28. M. du Moulin sur la quest 52. de maitre Jean le Coq, dict que les Procureurs en Parlement doient avoir exercé dix ans entiers la charge de Procureur pour iouir de ce privilege.

c Cela est pris des Annotations.

d *Vide l. cubi. n. larios. C. de prepos. fac. cub.*

e Arrest du 8. iour de Juillet 1567. Et depuis par Arrest du 4. Ianuier 1563. & 7. Iuin 1574.

f Cccy est tiré des Annotations. Voyez Papon liure 4. des Arrests, tit. 9. Arrest 4.

g La clause ordinaire des *Committimus*, si les causes sont entieres & non contestees: ou bien, pourveu que les causes ne soient contestees. Nouveau thes. r. du Stil de la Chancellerie, liure 1.

h Cccy est aussi pris des Annotations.

i Ayant renoncé au benefice de droict, *Authent. presente. C. de fideiuss. Vide Auth. qui in provincia. C. vii. de crim. agi. port.*

k Cccy est aussi tiré des Annotations, *Vide l. cum vendente. C. vii. causa fiscal.*

l Cccy est extraict desdites Annotations, où l'Arrest est datté du 9. iour d'Aoust 1539. Ils ne peuent aussi cognoistre d'une action negatoire, comme il a esté iugé par Arrest de la Cour de Parlement à Paris du 1. iour de Iuin 1543. Par l'Ordonnance du Roy Charles VII. 1485. Loys XII. 1498. art 43. les gens tenans les Requestes ne doivent cognoistre sinon des causes personnelles excédans la somme de vingt liu tournois, & des possesseurs & mixtes, & non des reelles ou dependantes de realité, ainsi qu'il a esté monstré au l. liure de la Conference, tit. 11. Au surplus, par les Ordonnances des Estats d'Orléans 1560. art. 16. & des Estats de Blois 1579. art. 177. il est dict que ceux qui ont tel privilege ne doivent iouir d'iceluy, que pour les droicts & actions qu'ils auront de leur chef, ou à cause de leurs femmes seulement, & non quand ils agiront en vertu de transport à eux fait de pere à fils, frere à frere, oncle à nepveu. *Vide de cap. cum olim. 14. & cap. cum Capella. De privilegiis. c. xii.* Tous privileges ne doiuent estre estendus hors la concession, l. ex eo 42. D. de test. milit. où Balde a noté, *cum qui non est de numero. non gaudere privilegio.* Demandé doit estre donné sans cognoissance de cause, & renvoyer, aus à debatre, fil y eschet. Mais si la cause est cōtestee, ou qu'il soit question d'appréciation, ou vifitation ou autre chose qui se doit faire sur les lieux par le Iuge ordinaire, lors le renvoy aux Requestes ny ailleurs, ne doit estre fait, ainsi qu'il fut iugé & décidé par ledit Arrest du 7. iour de Iuin 1574. Au surplus, il faut noter que les gens tenans les Requestes ne peuent cognoistre du petitoire, ores que par lettres de Chancellerie le petitoire leur soit adressé.

m Cccy est tiré des Annotations.

n Parle Droit commun, *rektor provincie ordinarius cognoscit, an dolo qui potentior advocaret patrocinium. l. i. c. ne liceat potent. & ibi Fab.* où il est dict que les Seigneurs peuent assister leurs vassaux. Ce qu'il dict en termes plus expres, *in l. cum aliquid Cod. vii. causa fiscalis.*

p Cest Arrest és Annotations est datté du 26. Novembre 1521. Il est fort odieux de distraire vn criminel hors de son domicile, pour le traicter devant vn Iuge superieur fort esloigné de sa maison. *Auth. vi omnes obed. ind. prou. col. 3.* mais le procés criminel & extraordinaire se doit faire au plus prochain siege de l'accusé, où il doit respondre par sa bouche. N'est point cōtraire la connexité & voion des deux causes civiles & criminelles: Parce que veritablement il n'y en a point: & apres le procés civil terminé & vuide, on peut venir au criminel, l. si quis ad se fundum. C. ad l. iul. de vi publ. & l. vii. Cod. Quando civil. act. crim. prau. La preuve faite en matiere civile ne peut causer vne condānation au criminel. *Fab. ad d. l. si quis ad se fundum. & Barr. in 42. §. hoc edicto. D. vi. bon. rapt.*

Dauantage, vn Iuge Royal, en matiere de complainte, en cas de faulxne & nouuelle-
té, ayant ioint la complainte ciuile avec le procès criminel, fait sur les excès ou force
commise, les parties ayant fait leurs preuues & enquestes de part & d'autre, Senten-
ce interlocutoire, par laquelle est ordonné, que les parties seront preuue respectiue-
ment des faicts de reproches par eux proposez chacun à leur esgard. Appel respec-
tiuelement interjeté par les demandeurs & defendeurs. Par Arrest de la Cour du 14
iour de May 1540 fut dict mal appellé par les defendeurs: bien appellé par le deman-
deur. & faisant droit au principal sur la cōplainte, adiuge audit demandeur la moi-
tié des choses contentieuses, & a dis-joint & des-vny l'instance criminelle du ciuil,
renuoyé les accusez pardeuant le Iuge ordinaire autre que celuy qui a donné la sen-
tence, pour respōdre par lesdits accusez, & leur estre fait & parfait leur procès. Tou-
tesfoiſ si la sentence termine entierement le ciuil & criminel, il n'y a plus de lieu de
renuoy pour le criminel pardeuant le Iuge ordinaire. Au surplus, les gens tenans les
Requestes, & les Conseruateurs des priuileges Royaux, quand ils decernent en ma-
tiere criminelle adiournement personnel ou prise de corps, sont tenus nommement
faire mention de la cause pendant pardeuāt eux, en laquelle le delict a esté commis,
ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 13. iour d'Aoult 1537. Et pour les Conseruateurs
Iuges des Escoliers, il est prouué, *cap. vii. De offic. deleg. in 6.* Car tels Iuges sont cōmis,
deputez & ordonnez pour certaines causes & conseruation des droicts de quelques
personnes: à ceste cause ils ne doiuent point passer le pouuoir de leur iurisdiction.
Car ils l'outrepasseroient en ordonnant que quelques-vns comparoistront parde-
uant eux, sans exprimer la qualité de la chose ou personne.

q Toutes lettres sont annales, *cap. si autem, cap. plerūque, extra de rescript. & non seu-
lement le droit Ciuil, l'fals. C. rod. tit. vide cap. quoniam frequenter, extr. l. i. l. non cont. cap.
quarenti, extr. de offic. iud. del. cap. pastoralis. De offic. ordinarij, can. rursus, & can. quicumque 11. q.
3. can. puella. 20. q. 2. Bald. in l. 1. q. 7. C. Qui admitt. ad bon. possess. Auſer. ad sili. Cur. Par. tit. 8
de discip. super act. person. Rebuff in prafas. Constit. Reg. num. 44.*

r Cccy est tiré des Annotations.

s 1539. art. 24. *Allore non probante, reu. & si nihil prastitit, ut, absolutiur, cap. vii. extr. de iure-
iur. l. vii. C. de den. lo.* principalement en ce faict. Car il n'est pas question du principal,
ains d'vne exception declinatoire ou du renuoy.

t Il y a quelques iurisdictionſ esquelles par leur stil suffit vn congé de default,
bien obtenu pour auoir gain de cause, & faire dechoir ledit appellant de sa cause
d'appel. En quoy est grandement considerable le stil de chacune iurisdiction pour le
faict de Practique, ainsi qu'il a esté dict cy dessus.

v Par l'Ordonnance du Roy François I. 1536. art. 20. Les appellations interiettees
des Preuosts & Cōseruateurs des priuileges des Vninerſitez, ressortissent sans moyē
en Parlement, fors pour l'execution de leurs iugemens & sentences.

x *Vide cap. si qui contra, extra d. for. comp. cap. si a subdelegato, extr. de offic. delegat.* Les Con-
seruateurs n'ont aucuns Huissiers ou Sergens: ains leurs iugemens & sentences sont
mises à execution par les Sergens ordinaires. Au moyen dequoy, comme il a esté
dict cy dessus, il nous les faut tenir pour Iuges deleguez, *et notatur in l. a dno Pio, in l.
Resp. D. de re iud.*

y Mise au liure 1. de la Confer. des Ordonnances, tit. 16.

IN QVIBVS CAVSIS CESSAT FORI præscriptio. CAP. XXIX.

In quibus cau-
sis cessat fori
præscriptio.

Resum in quibusdam controuerſiſ cessat fori præscriptio: ut cum extra domi-
ciliū territorij mutatus quis in ius vocatur coram illius in quo reperiatur
loci iudice, ut chirographum suum aut agnoscat, aut inscribetur. Alioquin ob eam

causam neque in contractus aut destinata solutionis loco (nisi ibi reperitur) non est indicium accersendum. Deinde fori præscriptio repellitur, quum quis convenitur ut respondeas, an, quotâque parte pro hærede se gerat. Item quum tabellâ citatur causam dicturum, cur iudici edicto instrumentum publicum ad litis discussionem pertinens edere præcipiens non paruerit. Denique, cum quis iudici decreto in iudicium devocatur quippiam cõfessurum, quod litis coram eo pendenti cursum definitionemque mereatur. Sanè agnito chirographo, & in actû deposita hæreditaria parti confessione, controversia ad citati iudicem relegatur. At ubi convenitur aliquid ad litis examinationem, decisionemq; exequi iubetur, si diu in ea lise persisteret, donec a quovis iudicio eum absolutus arbitratus fuerit iudex: nam quum id ipsum cuius gratia arcescitur, quantum ad se attinet, si totius disceptationis caput, frustra ad suum iudicem remitti postulares. Eo enim impleto, nihil illi agendum superest.

DES MATIERES ESQUELLES ON NE
peut decliner la Cour & iurisdiction: ny demander le
renuoy, mesmes en recognoissance de cedula.

CHAP. XXIX.

- | | |
|---|--|
| <p>1. En quels cas renuoy ou declinatoire n'a lieu.</p> <p>2. Recognoissance de cedula.</p> <p>3. Quelles personnes sont tenûes recognostre ou nier le seing & escriture faits par autre.</p> <p>4. Quictances d'un Commis en Office public font foy, sans qu'autrement elles soient recognûes.</p> | <p>5. On doit recognostre ou nier la cedula, jasoit que le iour du payement ne soit escheu: & de la protestation qu'on faict en recognostant, qu'on recognost sans approuver le contenu.</p> <p>6. Esquels cas on n'est tenu recognostre ou nier.</p> <p>7. En quel cas on ne peut decliner la Cour.</p> |
|---|--|

Reste maintenant à declarer les matieres esquelles n'a lieu aucun renuoy, obeissance, ou declinatoire. Et premierement, suivant l'Ordonnance^a dernière, art. 92. celuy qui est adiouiné en la personne en recognoissance de cedula, sera tenu la cognostre ou nier en sa personne, ou par Procureur spécialement fondé, pardevant le Juge seculier en la iurisdiction duquel il sera trouué, sans pouvoir alleguer aucune incompetence, & ce avant que partir du lieu où les parties seront trouuees: autrement la cedula sera tenüe pour confesse par vn seul defaut, & emportera hypothèque b dès le iour de la sentëce, cõme si elle avoit esté cõfessée. Dõt appert que pour cognostre ou nier, le debteur n'est

5. En quels cas
renuoy ou decli-
natoire n'a lieu.

2. Recognoissanc-
es de cedulis.

pas bien conuenu au lieu, où il doit faire le payement, ou au lieu où la cedula a esté faicte, s'il n'y est trouué. ^c

3. Quelles per-
sonnes sont tenues
reconnoistre ou
nier le seing ou
esécriture fait
par autre.

Vient icy à noter, qu'après la recognoissance faicte, si le demandeur requiert garnison de main, le defendeur peut requerir estre renuoyé pardeuant son Iuge, comme cy dessus ^d a esté par nous dict, où auons traicté des cas esquels les gens d'Eglise peuuent estre conuenus en Cour laye: & ainsi en fut dict par Arrest le 16. iour d'Octobre 1331. és Grands-Jours tenus à Poictiers. Et combien que les cedules ne soient du faict ne du seing & esécriture du defendeur, neantmoins ^e il est tenu recognoistre ou nier, comme vn heritier le seing du defunct: la femme le seing de son feu mary, ou encores viuât: le Religieux ^f & successeur Abbé, le seing du predecesseur Abbé: le maistre le seing de son faicteur. ^g

4. Quittances
d'un Commis en
Office p. b. sont
fay, sans qu'au-
rement elles soient
recongneues.

Mais si c'est vn Officier public, qui commette vn Commis à l'exercice de son Office, ^h il n'est point mestier luy faire recognoistre le seing ou esécriture de son Commis concernant l'Office, auquel il est commis: car les quittances par luy baillées, ou autre esécriture de luy touchant son Office, fait foy, & preuue comme vn instrument passé par Notaires: & ainsi en a esté dict par Arrest donné par les Generaux Conseillers, sur le faict de la Iustice à Paris. En aucuns lieux toutesfois lon vse autrement: car lon appelle à droit ⁱ l'heritier, à ce qu'il ait à dire les causes pour lesquelles il entend empeschier que le demandeur ne verifie le seing du defunct, ou bien pour cognoistre ou nier ledit seing, ou luy voir permettre iceluy verifier par tesmoins. Et toutes lescdites manieres reuiennent à vne: car l'heritier n'est appelé en recognoissance, sinon à fin qu'il n'ait occasion de dire au demandeur, que sans propos il s'est mis en frais de verifier la cedula, & que s'il l'eust appelé pour la cognoistre, il l'eust cogneüe. Mais le stil d'appeller à droit pour cognoistre, est encores meilleur: car c'est chose de grand honte & des-honneur, nier le seing du defunct, duquel lon est heritier ou successeur: & pour ceste cause facilement lon ne viert pas à nier ledit seing, ou si lon est appelé pour voir estre permis verifier le seing, lon le permet & consent aisément. Lon est tenu recognoistre la ^k cedula auant que le terme soit escheu: & jaoit qu'en recognoissant lon die que lon ^l recognoist le seing ou esécriture, sans approuuer le contenu: toutesfois en recognoissant lon approuue le contenu: car ladite protestation est contraire à l'acte, & ce quant à la garnison de main seulement: mais quant au principal, le contenu n'est point approuué: car lon peut alleguer moyen pour l'impugner, comme lon a signé ou escrit par erreur ou circonuention.

8. Esquels cas on
n'est tenu co-
gnoistre ou nier.

Il y a certains cas esquels lon est tenu de cognoistre ou nier: comme si la cedula ^m n'emporte obligation, côme quand elle est faicte sans cause. Toutesfois il peut aduenir, que combien qu'elle ne porte cause, toutesfois lon est tenu la cognoistre ou nier, a cômme quand elle sert pour adminicule, scauoir est que la cause est prouuee quelque peu d'ailleurs, & aussi eu esgard à la qualité des parties, comme entre marchands, certes lon peut

estre contrainct cognoistre ou nier, non pas purement & simplement, mais à telle fin que de raison.

Car comme vn eust baillé à son hoste à Paris cedula, par laquelle il recognoissoit luy deuoir certaine somme de deniers pour toutes choses, sans autres causes, & l'hoste decedé, la femme se fust remariee; le second mary faict adiourner ce debteur, pour recognoistre la cedula, il la recognoist, le demandeur requiert garnison de main. Le defendeur la contredit, par ce qu'il n'y auoit cause en la cedula, Ledit demandeur dict: qu'il y auoit cause en cesmorts, pour toutes choses: attendu qu'il auoit esté hoste en la maison du creditur nommé par la cedula. Le Iuge condâne le debteur à garnir la main: dont ledict debiteur appelle. En la cause d'appel l'appellant cōfesse auoir demeuré chez ledit hoste & l'intimé estre mary de la femme: & qu'au parauant elle estoit mariee avecques le creditur nommé par la cedula. La Cour met l'appellation & ce dont estoit appellé au neant: & veuë ladiète confession dudit appellâr, elle le condamne à garnir. Car il n'estoit point apparu desdits faicts audiçt Iuge à quo: & fut l'Arrest doné le .iiij. iour de Decembre 1544. Semblable Arrest fut donné pour vn Principal d'vn Colleege de Paris: combien qu'il n'y eust par la cedula aucune cause, pour laquelle la sōme fust donnee, Comme recite monsieur Rebuffe au premier Tome de ses Commentaires sur les Ordonances Royaux, fucillet cxcj. où il allegue vn Arrest de mesme date, que celuy maintenâr par moy allegué, il dict aussiau fucillet 212. que l'on ne peut demander telles recognoissances par deuant les Cōseruateurs des Escoliers, sinon qu'incidemment il fust necessaire en vne cause, qu'il auroit par deuant les Cōseruateurs. Ce que ie trouue fort dur si l'Escolier estoit demeurant en l'Vniuersité: car ie pense que lors il y seroit bien cōuenu. Pareillement l'on est tenu cognoistre ou nier, si par la cedula il n'est point escrit que le seing apposé en pie, ou l'escriture, est de celuy qui confesse deuoir: neantmoins en ce cas, comme au precedent, l'on seroit tenu cognoistre ou nier à telle fin que de raison. D'auantage l'on n'est point tenu de cōnoistre ou nier en matiere possessorie Beneficiale aucune escriture q. comme quictances, fermes, & autres semblables iusques à ce que la Recreance soit vuidee: car veu que par les Ordonances Royaux on doit vuidier par titres, si l'on estoit tenu cognoistre ou nier, au cas de nyāce, il s'enfuyuroit que l'on pourroit monstrer du contraire par tesmoins: & par ce moyē indirectemēt l'on recouroit preuue de tesmoins contre l'Ordonance, & ainsi fut dict par s. Arrest le 22. iour de May 1526. Toutesfois il semble à aucuns que c'est bien dur, & que l'inconuenient susdict pourroit estre tollu, quand l'on contraindroit seulement à cognoistre ou nier, & en cas de nyance l'on differeroit la verification iusques apres la Recreance vuidee: car il peut aduenir que celuy contre lequel on demāde cognoissance, cognoistra: & ce seruira à partie aduersle, pour la iustificatiō de son titre. Et aucuns disent auoir esté donné Arrest: par lequel en ce cas mesmes vne partie auroit esté cōdamnee à recognoistre ou nier à telle fin que de raison: & entre autres Rebuffe en ses Cōmentaires au mesme Tome, allegue vn Arrest du 19. iour d'Auril 1531. Par lequel fut dict, qu'vne

partie recognoistroit son seing en vne matiere Beneficiale possesseiroe quāt au chef mesme de la recreance : mais que sa partie ne s'en ayderoit, sinon qu'au chef de la maintenuē, pour crainte que cepēdant la partie de laquelle on demādoit la recognoissāce, ne mourut. Ce que ie trouue fort equitable. Mais ie m'esmerueille de ce que ledit Rebuffe allegue vn autre Arrest portant mesme chose, que ledit Arrest dudit mois d'Auril : lequel Arrest est à mesme datē, que celu y que i' allegue, par lequel fut dit, que la partie quant à ladite recreance ne recognoistroit & ne nyeroit. Sçauoir est du ving-deuxiesme de May 1526. Parquoy il faut penser, que cest erreur est procedē pour la diuersitē des extraits des Arrests, où luy & moy auons pris cest Arrest del'an 1526. ou bien que l'vn a esté donnē en vne chambre, & l'autre en l'autre, en mesme iour. Mais en tout euenement, ie trouue plus equitable que l'on soit tenu recognoistre, voire quant à la recreance. Car si la partie recognoist, il ne faut point faire de preuue: si elle ne recognoist, ains nie, il faut reseruer à en faire preuue à la maintenuē.

7. En quelcas on
ne peut decliner
la Cour.

Or v pour venir à nostre principal propos l'on ne peut semblablement decliner quand l'on est conuenu pour declarer pour quelle part & portio l'on est heritier du defunct : car il faut faire la declaration quant qu'estre renuoyē pardeuant son Iuge. Et conuient que celuy qui appelle a droit, pour auoir ladite declaration, exprime & declare la demande qu'il veut intenter auant que le defendeur soit tenu faire declaration: sc̄auoir est comme s'il demandoit declaratiō pour quelle part & portio il est heritier, pour ce fait, auoir payement de la somme de cēt escus deuē pour cause de prest, pour la portio qu'il declarera estre heritier du defunct: & la declaration faite, il sera renuoyē pardeuant son Iuge. En outre quand vn Notaire est adiournē par vertu de Compulsoire pour ayder à vne des parties contentans en certains procez meus pardeuant luy d'aucuns contractz par luy reccus, & il est refusant de ce faire: ou bien si le Iuge interloque que quelques personnes seront adiournees pour l'instruction du processen ce cas le Notaire ou autres personnes ainsi adiournees ne pourront decliner. Au moyen dequoy ceux qui sont appelez pour voir pouruoir de Curateur au mineuren la cause pendant pardeuant le Iuge, ne peuuent decliner sa iurisdiction: ne le Seigneur ou hief duquel le mineur est demeurāt, n'en peut demander le renuoy ou obeysance: car c'est vn preparatoire, & le plus souuent on a de coustume d'ordonner curateur le Procureur qui est pour le mineur en la cause. Toutesfois quand il est question de pouruoir de tuteur à vn mineur, pour l'adiourner pour reprendre ou repudier vn procez pendant en Parlement, on a lettres Royaux adressans au premier Sergent Royal, par lesquelles est mandē faire pouruoir le mineur de tuteur par sō Iuge ordinaire, ou adiourner ledit tuteur pour reprendre ou repudier. Ce qui est fondē en bonne raison: car le Seigneur Feodal a grand interest à pouruoir de tuteur, par ce qu'il y a emolument à cause de la iurisdiction, tant pour la façon de l'Inuentaire des biens du mineur, que de son Seel de tutelle. Ce qui cesse, quand on pouruoir du Curateur en la cause: car il n'est tenu faire Inuentaire.

Aussi vn Marchant trouué és Foires de Fontenay le Comre & Nyort, s'il est conuenu pour marchandise vendue & liuree en l'une desdites Foires pardeuant les Iuges desdites villes, il ne peut decliner desdits Iuges. Mais le Sergent, mesmement quand on a promis payer esdites Foires, & qu'il y a Cedule ou obligation, peut saisir le cheual ou les marchandises que le debteur a en l'une desdites Foires, iusques à ce qu'il ayt comparu & baillé caution d'estre & fournir en droict, & esleu domicile en ladite ville, où il est adiourné. Ce qui est confirmé par ce que traite Rebuffe és Commentaires qu'il a fait sur les Ordonnances Royaux au Tome premier, feuillet xciii. & allegue ainsi auoir esté iugé par Arrest du 23. iour de May 1526. y plus ce que dessus est confirmé par vne maxime de droict qui est le Iuge de la cause preparee, ² est le Iuge du preparatoire. Mais pourtant l'illation qu'aucuns ont faicte: que si aucun lay est conuenu pardeuant le Iuge d'Eglise pour voir relaxer le debteur du serment par luy fait par l'obligation comme estant icelle obligation simulee, ou autrement nulle, & reprouuee: le Iuge d'Eglise pourra cognoistre de la nullité de l'obligation. Car cela ne peut auoir lieu en ce Royaume, auquel vn lay ne peut estre pour tel cas conuenu en Cour d'Eglise. Et ce quant aux exceptions declinatoires.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXIX. Des matieres desquelles on ne peut decliner. &c.



¹ An 1539. Auparauant laquelle Ordonnance il auoit esté souvent iugé, mesmes aux grans iour. de Poitiers le 10. iour d'Octobre 1531. & en Parlement le 26. Auiil 1532. qu'on estoit tenu recognoistre ou nier son seing & escriture. En ceste matiere nous deuons garder l'Ordonnance derniere 1563 Art. 10. mise au 4. de la Conference des Ordon. Tit. 1. & par nous recitee cy dessus Chap. 4. Au reste quand l'Ordonnance ancienne parle que l'on est tenu recognoistre pardeuant le Iuge seculier, il s'entend du Iuge ordinaire: tellement que le Iuge d'ap-

pel n'en deuoit cognoistre Arrest donné en la grand Chambre le 10. May 1527. sin6 que l'on ne pensât trouuer l'ordinaire. Au surplus il se faut attester à la derniere Ordonnance. Rebuffe *Traict. de sens. eccl.* Art. 1. glof. i. nu. 47. dit que quand le contract est obligatoire de part & d'autre, si l'une des parties n'a satisfait, il n'y eschet aucune condamnation de garnir, *videtur resliret. l. C. quando liceat ab empt. disc.* Arrest du 15. iour de Feurier 1544. entre M. René Chaudiere & M. Jean des Landes. [Notez que ceste maniere de recognoistre son seing ou cedulle est prins & tiré de ce qui est traicté *in l. quum ab initio & l. sequent. D. quemadm. test. aper.* Toutesfois il se peut prendre & tirer de plus loin, *Cic. in orat. in Catil. Cognoui & Statiliu manum suam.*

² b. L. *Scripturas & Ausb. qua sequitur l. cum tibi, C. Quipot. in pignor. cap. si cautio. extr. de fide instrum. Nouel. 34. & Inst. Edict. 9. cap. 4.* l'Ordonnance 1539. Art. 93. est formelle, mise au liure 4. de la Conference des Ordonnances Tit. 2. Si la recognoissance est faite deuant le Iuge Ecclesiastique, cela n'emporte aucune hypotheque, iugé par Arr. le 18.

iour de Mars 1525. & depuis par autre Arrest du 27. iour de May 1527. vn quidam ayant recogneu pardeuant l'Official de Langres, fut condamné à garnir. Rebuffe *Tract. de sent. execut. Art. 1. gl. 1. num. 28. & 29. Vide eundem, Tom. 1. Tract. de Chirog. & ced. recog. glo. 1. Art. 1. Et in pref.*

c Charles IX 1563. Art 10. corrige ceste pratique: laquelle Ordonnance est entièrement gardée & observée. Notez quel Ordonnance s'entend par personne habile à recognoistre. *Notatur in l. 1. C. de sac. eccl. Rebuff. Tom. 1. Tract. de Chir. & ced. recog. in pref. num. 73. Art. 1. gl. 1. nu. 8 10. 11. 12. 13. & 14.*

d Chap. 14. Par Arrest du 16. iour d'Octobre donné aux grands iours de Poitiers 1531. recité par l'Auteur cy-apres, il a esté iugé au profit d'un appellant auqu'on auoit denié le renuoy pour la garnison pardeuât son iuge ordinaire. Ce qui est aussi déclaré par les Ordonn. du Roy François I. 1536. Art. 16. Mais depuis est interuenue celle du Roy Charles IX. 1563. Art 10. cy-dessus alleguée qui porte que les Iuges Royaux peuvent ordonner contre toutes personnes la garnison, si elle est requise en baillant neantmoins Delay competent de garnir au lieu du domicile. Il a esté iugé par Arrest du 21. Mars en Audience 1575. que le demandeur estoit receuable à demander la garnison au cas de grand debat & contestation. Au reste ie ne veux pas oublier que Rebuffe escriit Art 1. gloss. 1. nu. 10. que par Arrest du 4. iour de May 1529. l'exploict fut annullé la partie n'ayant esté trouuée en la iurisdiction. Autres pareils Arrests des 1. Iuin 1545. & 5. iour de Iuillet 1550 recitez par Papou liure 8. des Arrests, Tit. 2. Arrest 1. & 7. par autre Arrest du 13. Auiil 1480 apres Pasques on n'est tenu recognoistre, ou nier cedules, sinõ qu'elles soient obligatoires. lequel Arrest est aussi recité à la fin du Seil du Parlement Latin, Arrest 89.

e Ioan. Gall. quest. 234 Et 363. Vide Reb. Art. 1. gl. 1. nu. 42. où il faut lire 1531. & peut declarer les biens estre hypothéquez auant que renuoyer.

f Ioann. Gall. quest. 146. Aufrer. in Arrest. 157. Et 172. Reb. Tom. 1. Tract. de Chirog. & ced. recog. l. 1. nu. 4.

g Accurf. in §. si quis autem numerationem: in verbo, eos tutores in Auth. De triente Et semis, tient quel'on n'est point tenu de recognoistre ou nier le seing & esécriture de son Procureur & entemetteur de ses affaires: lequel nous ne suivons. Rebuff. ibid. gloss. 1. num. 6.

h Cecy est pris des Annotations. Le Receueur & son Commis exercent vn office public, & seroit le p. uure peuple fort vexé & trauaillé, s'il estoit tenu versifier le payement fait à vn commis, autrement que par la quittance d'iceluy, ou bien a les frais retirer vne quittance en presence de Notaire & tesmoins. *Salicet. in l. exempli. 2. de prob. & referi Felu. in c. 2. nu. 16. extr. de fide instrum.*

i Cecy est aussi pris des Annotations: & les l. heres absen. D. de iudic. l. enic. C. ubi quis conueniit certo loco. &c. sont contraires: mais elles ne sont à present en vlage, comme plusieurs autres. Traicté des loix abrogees liu. 3. synt. 140 & 103. Et lib. 6. cap. 124.

k Iugé par Arrest du 17. Auiil 1523. D. D. in l. omnibus & l. non quemadmodum, D. de iudic. Papou liure 8. des Arrests, Tit. 2. Arrest 1.

l Vne Cedula estant recognuë, on approuue tout ce qui est contenu en icelle. *Innoc. in c. post cessionem. extr. de prob.*

m Ioann. Gall. in ses questions fol. 126. in par. vol. Idem iuris est, quand il n'est point exprimé en l'écriture de la Cedula, que c'est le seing de celuy qui est obligé par icelle. *Anton. Corf. in singul. in verbo, epistola, & ainsi a esté iugé par Arrest mis à la fin du Seil de Parlement Latin. Arrest 110. lequel est aussi recité par Gallus d. quest. 234. Paul. Custr. in l. computacionis. C. de fide instrum. Rebuff. Tract. de Chirograph. & cedull. recog. Artic. 1. gloss. 1. num. 44.*

n Felu d. cap. si causio in 3. vol. extr. de fide instr. recite ces cas, l. cum de indubito §. vl. D. de probat. l. §. carca. D. de dol. excepti. Iugé par Arrest du 10. iour de Decembre 1527. sur vn appel du Treuist del'Hostel, qu'en ce cas on n'est point tenu de garnir, ainsi qu'il escriit Rebuffe *Tract. de Chir. & ced. recog. in pref. num. 66.*

o Rebuffe in pref. Tract. de Chirog. & ced. recog. num. 67. cotte cest Arrest du 2. iour de Decembre 1544. & vient la faute du nombre 11. & 2. la vraye date est 1. comme il se cognoist par les Annot.

p Cecy

p Cccy est pris des Annotations.

q En matiere profane, la recreance est quelquesfois adingee sur les tiltres. Arrest du 11. Mars 1541. Rebuffe, *Traict. de sent. exec. art. 1. gloss. 7. num. 10.* S'il y a seulement Bulles, la recreance ne s'adiuice sur la signature: mais on peut demander le sequestre & recreance de la pension Ecclesiastique. Arrest du 12. iour de May 1543. Rebuffe *l. ib. gl.* & in *Prax. Ben. sic.* Enchiridion de nostre Auteurs, in verbo simple signature, p. 48. a. derniere Edition.

x *Argum. l. oratio. D. de ritu nupt.*

s Rebuffe, *Tom. 1. Traict. de sent. exec. art. 1. gloss. 7. numer. 10.* cite ce passage de l'Auteur. Aucuns notent ces Arrests du 25. Auit 1531. & 10. May 1527.

t Apres Pasques par M. Verius contre le Secretaire de S. Martin des Champs, Papon liu. 8. de Arrests, tit. 11. Arrest 5. 6. & 7.

v Papon liure 8. tit. 11. Arrest 5. cite cest Arrest du 29. iour de May 1526. cōtre François du Puy. *Vide l'quotiens. C. de iudic.*

x Cccy est aussi pris des Annotations Latines, où l'Auteur dict qu'il a esté ainsi iugé par Arrest, sans le dater.

y Il y a faute au daut de l'Arrest & faut corriger & lire du 23. iour de May 1557. Il faut adiouster aussi ce que Paul de Castre escrit fort à propos, & conuenable à la Pratique in *l. Ordinarj. C. de rei iudic.* où il reprend Balde, qui sur la loy, *quotiens C. d. de iudic.* sus alleguee, il tire vne consequence fort absurde de ceste maxime de Droit, Que qui est le Iuge, &c. Cōme il est mis fort succinctement dans nostre texte: & lequel Paul de Castre cite en argumēt la loy si quis. *C. de rei iudic. idque ex facto in Brixia. accidit, referri. vide gloss. in l. si pater. C. ne de stat. defunct. & in cap. cum plures. De offic. delegat. in eundem Paul. de Cast. Consil. 68. Alex. Immol. & Iason l'quotiens.*

z In lex rellē de omnibus cognoscat, sine quibus sua iurisdictione fungi nequit, l. 2. & ibi Bart. *D. de iurisdic. omn. iudic.*

SATISDATIO IUDICATVM SOLVI aut litem, sublata.

CAP. XXX.



Orro à fori praescriptione ad alias exceptiones tempestivius nobis sit transsum. Verum id unum cupimus, rem primò commonestatum, ut de iudicij base subfulcenda sollicitum sit. Non enim actor hodie apud nos à iudicatum solvi, aut iudicium peragi satisfacat. At si actor sit peregrinus, & regni finibus procuratorem foueat, rem postulabit, ut procuratorem, qui forum in quo agitur frequenter, ad capiam litem dare compellatur, ac in eiusdem fori territorio domicilium

constituere, b in quo requiratur, quoties opus erit. Idem quoque iuris aduersus actorem, c quum advena est, observatur. Quapropter competitorum uterque huius rei prospiciendum studeas: alioqui eam praestabi curam diligentiamque, ut quoties quidpiam aduersario erit denunciandum, eum domum cures adveniam.

satisfatio iudicatum solvi, aut litem peragi, sublata.

De in litem dando procuratore.

Dd.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXX.] Latin.

24



E' Chapitre Latin n'est au texte François, à tout le moins en ce lieu: mais il a mis & rapporté fidelement cy dessus, chap. 17 tant ce qui est au texte Latin, quen la plus grand' partie des Annotations Latines: C'est pourquoy il n'en a esté besoin d'en faire aucune nouvelle traduction ou paraphrase.

b Caution de payer le iugé, se doit donner par l'estranger. *Faber i. § sed hoc e. inst. de satisd. & in Auth. generaliter. C. de episc. & cler. Specul. tit. de satisd. §. 1. suivant le cap. deputati, extr. de iudic. Ioann. Gall q. 49.* Les François originaires ne sont aucunement tenus de bailler ladite caution, encores qu'ils aient fait cession de biens, ou soient autrement insolubles. Arrest donné en l'Audience le 14. Feurier 1569. entre Jacques Loye, dict le Relit, appellant contre vn nommé de l'Aube intimé: par lequel fut infirmee la sentence du Preuost de Paris ou son Lieutenant, & emendant ordonné qu'il ne seroit tenu bailler caution. L'estranger, ores qu'il soit de la Franche-Comté doit bailler caution. Iugé plaidant Chopin, par Arrest du 26. Nouuembre 1576. en vne proposition d'erreur, qu'outre la consignation il bailleroit caution en France de deux mil cinq cens liures. Cela auoit esté auparavant iugé par plusieurs Arrests, mesmes l'un du 28. Aueil 1567. plaidant Chopin, de bailler caution du iugé, *secus*, s'il y auoit immeubles, *l. sciendum, D. qui satisd. cogatur*. A ceste mesme occasion ils ne sont receus à faire cession de biens, iugé par Arrest du 2. Aueil 1565. de releuee, contre vn Marchand de Lubec, proche de Dannemarch. Autre du 2. iour de May de releuee 1565. *Sueton in Caesar. Tacit. §. Annal. Caesar. lib. 3. Comment. Iustin. l. 4. Cod. Qui bonu cedere poss.* Autre Arrest donné à la Tournelle le 7. iour de Iuin 1578. Deux estrangers plaidans l'un contre l'autre, estans respectiuellement demandeurs, doiuent bailler ladite caution l'un à l'autre del'euement du procès, & de payer le iugé, tant pour le principal, que pour les despens. Arrest du 23. Aoust 1571. *secus*, s'il est defendeur. *Ambros. libell. C. de litu. cont. Auth. generaliter. D. de episc. & cler.* Ledit Arrest fut donné entre Emanuel d'Arrouge d'une part, & Antoine Vast d'autre. Toutesfois par autre Arrest du 20. iour de Decembre 1595. donné à la Tournelle, à huis clos, entre deux Cheualiers de Malte, confreres par leurs statuts, l'un d'eux fut receu à plaider, sans bailler cautiõ. Chopin, de *Doman lib. 1. tit. 11. num. 7. & 34. Bacquet. 2. Traicté du droit d'Aubeine, chap. 16. Rob. 4. Rer. iud. cap. 11.* Conference des Ordonn. Royaux liure 7. tit. 11. & 1. partie. Conference des Coustumes. Tit. 5. en l'Addition.

c *Idem de reo statuendum est* Nous auons en France les deuolutaires qui sont tenus par l'Ordonnance bailler ceste caution. Henry II. 1557. mise au 1. liure de la Conser. des Ordonnances, tit. 2. Arrest du 10. Ianuier 1582.

DE EXCEPTIONVM GENERIBVS. CAP. XXXI.

Dico excep-
tionum ge-
nera.



Minus autem duo sunt exceptionum genera, quæ in iudiciu nostru frequentius usurpantur. Harum altera dilatoria sunt, seu (ut quidam loquuntur) imperfectæ translationes, aut exordiales exceptiones, quibus reus actionem recusat: altera autem peremptoria, vel constantes translationes. Quæ in primo genere versantur, hæ primò obijcienda sunt: reusque ulteriorem litem pre-

gressum effugiet, quoad super his imo redditum sit: cum peremptorius admoleatur. Sed si utraq; cumulare velit, id quidem licebit: caueat tamen, ut protestetur earum exceptiū concursu deteriorem suam conditionem minimè factam iri: imò verò defensionem sibi ex illis rectè ordinè comparatam. Sanè utraq; reum opponere necesse est, quum interdictum retinenda possessionis, aut appellationem oppugnat.

DES EXCEPTIONS ET DEFENSES DILATOIRES & PEREMPTOIRES, & quand elles se peuvent cumuler ou séparément proposer: ensemble des fins de non recevoir.

CHAP. XXXI.

1. Exceptions sont de deux sortes, dilatoires & peremptoires.
2. Exceptions dilatoires.
3. Exceptions peremptoires
4. En matiere d'appel & de com-

plainte, on est tenu defendre à toutes fins.

5. L'appointement en preuve, s'il vuide les fins de non recevoir.



Oùce voyons à present des autres Exceptions, lesquelles sont de deux manieres ou especes: sçauoir est dilatoires, a & peremptoires. Les dilatoires sont, fins de non proceder, ou de non recevoir. Les peremptoires sont, fins de non valoir. Les dilatoires doivent estre proposees auant les peremptoires. Toutesfois si le defendeur veut, il les proposera bien toutes ensemble, mais protestera qu'il entend les

proposer subordonnément, & que par les vnes il n'entend estre preiudicié aux autres: & requerra luy en estre fait droit par ordre. Neantmoins en deux matieres le defendeur est contraint de defendre à toutes fins, selon les Ordonnances du Roy Charles septiesme, article 82. sçauoir est es causes d'appel & de complainte. Et par lesdites Ordonnances dudit Roy Charles, article cent trente-quatre, quand le defendeur en autres matieres que d'appel & de complainte, a defendu par fins de non recevoir, peremptoires, & le Juge ordonne que les pieces seront mises par deuers luy pour en ordonner, & puis interloque que les parties seront preuues, lors les fins de non recevoir sont tollues & vuidees, & ne doit lon plus y auoir esgard.

1. Exceptions sūt de deux sortes, de dilatoires & peremptoires.

2. Exceptions dilatoires.

3. Exceptions peremptoires.

4. En matiere d'appel & de complainte on est tenu defendre à toutes fins.

§. L'appointement
en preuve, si l'on
voud: les fins de
non recevoir.

Autre chose seroit si les parties prenoient appointement entre elles à faire preuves, ou si le Juge l'ordonnoit, sans voir les pieces du consentement des parties : car combien que ladite Ordonnance, art. 134. die, que quand vn procès se peut vuidier par fins de nō recevoir, & point de droit, le Juge ne doit point appointer les parties en faicts contraires : toutesfois en ce cas, quand sans voir les pieces il les appointe de leur consentement en preuves, il n'est pas veu selon mon aduis vouloir tollir lescdites fins de non recevoir : car ce seroit chose par trop pernicieuse, que par tel si leger appointement lescdits fins fussent vuidées, par lesquelles bien souuent l'on gaigne la cause. Mais en l'autre cas, qui est quand il void les pieces, pource qu'il y a plus meure deliberation, le Juge est presumé vuidier lescdites fins, & ne s'y arrester, si l'appointe en enqueste.

ANNOTATIONS SUR LE CHAP. XXXI. Des exceptions & defences dilatoires, &c. François.

Fins de non recevoir, sunt vel temporales & dilatoria, vel perpetua & peremptoria, cum nullus est aditus ad litigandum, omnino motus & spes litigandi praecluditur, ut ait, l. vi. bene à Zenone. C. de quad. praescript. cum quis à limine iudicii repellitur. l. vi. Cod. sent. rescript. non posse. C. in Partitum. orat. Ante iudicium tractatur de constituendis actionibus, accipendus subeundisque iudiciis, cum sit ne actio illi qui sit, aut iam ne sit, numquam esse d. fieri, aut illa ne lege, hinc verbi actio quaritur. Fins de non procedet, sunt praescriptiones, quae forum declinant. Elles se doiuent alleguer au commencement du procès; autrement elles se couurent en procedant, l. sed & si suscepit 52. in princ. D. de iudic. l. 40. §. pen. D. de Procurat. l. ita demum. C. ad tit. l. 4. C. de iurisdict. Bart. in l. quidam can. ferunt. D. de re iudic. l. 19. C. de probat. l. pen. & vis. C. de except. cap. 66. extra de appellat. Innoc. in cap. inter monasterium. extra de sentent. & re iudic. Faber in §. appellatur. Inst. de except. Peremptoria exception: etiam post litem contestatam ante sententiam obijci possunt. l. 2. C. sentent. rescript. non posse. l. 8. C. de except. l. 9. C. de praescript. longi temp. l. 12. C. de fideiussor. Aucuns distinguēt les fins dilatoires estre les fins de non recevoir; & les fins peremptoires estre les fins de non valoir, & ce outre la fin declinatoire.

b Bartol in l. scire. §. oportet. D. de excus. tunc sentit exceptiones non necessario scribi. Anton. à Butr. in cap. quoniam extra. de probat. Felin in Rubr. extr. de except. iudicem in actu exceptiones iubere scribi. Vid. cap. pastoralis. extr. de except. d. l. fin. C. eod. tit.

c Par Arrest du 1. iour de Decembre 1544. recité par Rebuffe, in prefat. Const. Regiar. num. 104. Il est ordonné que les fins de non proceder ou de non recevoir, serōt vuidées sur le champ, sinon qu'il fust necessaïre de vuidier le priuilege allegué, ou le faict proposé. Cela a esté mesme enjoint souuent aux Aduocats & Procureurs de la Cour, de vuidier les fins declinatoires hors ingement, ensemble toutes autres causes legeres. Arrest du premier iour plaidoyable, 10. Novembre 1582. Voyez les Ordonnances de Charles VII. 1453. art. 134. Loys XII. 1507. art. 64. François I. 1515. chap. 11. art. 11. Henry III. 1579. art. 154. mises au 3. liure de la Conference des Ordonnances, tit. 1. Voyez la Conference des Ordonnances, liure 2. tit. 4.

DE FORMA EXCIPIENDI ADVERSUS
Vt possidetis interdictum.

CAP. XXXII.



Quoniam autem præposuimus instituendi retinenda possessionis interdicti formulam, explicemus itidem quonam modo forensi nostro more adversus id excipiat. Reus igitur primum huic interdicto intercedere, seque opponere debet: cum actoris libello repugnantia prorsus adducere, ut puta a consimilem possessionis haud interpellata diuturnitatem, atque in vis illata tempus productam: postremò iudicem rogare, ut se in ea possessionis tranquillitate tueatur: secundum se litem de vindictiarum: res controversa (si e re sua id ducas) sequestro commendetur, at litis tum affirmatio, cum sumptus sibi ab adversario rependantur, Verum, quia reus plerumque rem controversam possidet, ipsius sequestrationem tantum abest ut postulet, ut sapius illi refragetur: obistere tamen non potest quo minus eas fiat, nisi unico duntaxat præsidio, nempe triennalis ac quæta possessionis: non solum quum de sacerdoti, sed etiam quum de rei prophana possessione contenditur.

Excipiendi adversus Vt possidetis interdictum forma. Quæ ratione sequestratio impediatur. Turbatio possessionis ex contestatione.

DES EXCEPTIONS ET DEFENSES QUI
se proposent en matiere de Complainte, & de nouelleté,
ensemble du Sequestre, reſtabliſſement, Subrogation &
main-leuée d'un Benefice.

CHAP. XXXII.

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Raison de l'ordre tenu par l'auteur en ce Chapitre. 2. Défenses en matiere de complainte. 3. Cause pour empêcher le Sequestre & du remède de la Pragmatique sanction au Titre De pacificis possessoribus. 4. En quelles matieres n'eschet que sequestre verbal: & la forme du sequestre. | <ol style="list-style-type: none"> 5. Quand le Sequestre peut estre empêché par titre. 6. La forme d'exécuter une sentence de sequestre. 7. Commissaires au fait de sequestre. 8. Du Reſtabliſſement en matiere de Complainte. 9. De la main-leuée d'un Benefice contentieux. 10. Comment on peut empêcher |
|--|--|

D d iij

la main estre leuee par des lettres de subrogation.

1. En quelle chambre de la Cour faut presenter lettres Royaux de subrogation.

12. Regle de Chancellerie touchât la subrogation interpretée.

13. Lettres de subrogation doivent estre presentees d'ans l'an & iour.

1. Raisõ de l'ordre tenu par l'auteur en ce Chapitre.

2. Defenses en matiere de complainte.

3. Cause pour empescher le Sequestre: Or du remede de la Pragmatique sanction au titre.

De pacificis possessoribus

4. En quelles matieres n'estchet que sequestre verbal, & forme du sequestre.



Comme nous auons par cy-deuant traité la maniere de proposer demande en Complainte, exposons comment l'on doit defendre aussi à la complainte. Le defendeur doncques pour ses defenses alleguera possessions ^a contraires à celle du demandeur: concludra à maintenue & recreance pendant procès comme le demandeur, & à despens, dommages & interests.

Et ne peut le defendeur defendre ne empescher le Sequestre, sinon par vn moyen: qui est, qu'il se die auoir possédé par trois ^b ans continuellemēt & paisiblement: & ce non seulement en matiere prophane, mais aussi en beneficiale: en laquelle aussi le defendeur triennal paisible possesseur peut obtenir lettres Royaux ^c en forme de Pragmatique sanction, au titre, *De pacificis possessoribus*: par lesquelles narration faite du fait & du proces, il sera mandé au iuge de la matiere, de faire inhibition & defence à partie aduersē & à tous autres, de non inquieter l'impetrant, *neque in possessione neque in petitorio*. Lesquelles lettres Royaux le defendeur presentera à l'appel ou audience de la cause, & en requerra l'enterinement. Et peut s'ayder vn resignataire pour le regard de la possession de son resignant, mesmement s'il est encores viuant.

Il y a toutesfois aucunes causes & matieres où l'on n'adiuge que Sequestre verbal: comme quand la Complainte est formee pour quelque droit de ^d seruitude: & mesmement negatoire: ou que pour faire le sequestre, il faudroit faire demolition de la chose contentieuse. Et si l'on forme complainte pour la cessation ou discontinuation du payement d'une rente fonciere ou hypothecaire l'on ne doit sequestre que la rente, & nō les choses pour raison desquelles elle est deüe. Toutesfois le Iuge peut biē ordōner que le defendeur mettra entre les mains des Commissaires commis pour le sequestre de la rente, l'arriereage pour lequel la complainte est formee, & les autres depuis escheuz, & qu'à defaut les choses subiectes à ladite rente seront regies par lesdits Commissaires. Toutesfois cela ne se fait gueres. ^e Semblablement, combien que la chose contentieuse soit incorporelle: toutesfois si l'exploit d'icelle peut receuoir aucune estimation à deniers, iceluy exploit doit estre estimé par le Iuge, appellees les parties & gens à ce cognoissans, & les deniers de l'estimation estre sequestrez. Et quand deux contentent de quelque piece de terre en iugement possessorie, & qu'elle a esté ensemencée & labouree par vn mestayer & colon, le mestayer pourra empescher le Sequestre pour la part qu'il a accoustumé

prendre en la terre pour la façon d'icelle, selon la commune v'sance du pays. Mais si l'une des parties a labouré & ensemencé, elle ne pourra empêcher le sequestre du total, ne de la partie qui eust appartenu au mestayer, s'il eust fait ou labouré. Et si le luge d'un tiege, dont les appellations ne ressortissent nuëment en la Cour, ordonne le sequestre, & y en ayt appel, & que l'appellant ayt lettres Royaux, pour mettre son appel au neant: le sequestre doit estre executé pendant le procez de l'enterinement desdites lettres, sans prejudice du parus de la contestation faite sur icelles. Et ne peut-on empêcher le sequestre, combien que l'on ayt titre de la chose contentieuse: car le titre sans possession ne pourroit empêcher la Maintenuë, ne Recteance.

Semblablement pour empêcher l'inventaire des meubles & le déplacement en matiere de complainte: combien que l'on ayt don, s'il n'y a clause possessoire par le don: comme clause de retention d'usufruit ou de constitut de possession ou de precarie, comme il a esté dit par Arrest de la Cour cy apres allegué. Mais si la partie requeroit seulement la confection de l'inventaire à ses despens, sans déplacement, l'on doit tousiours l'ordonner en matiere de complainte, combien qu'il y ait clause possessoire par le don des meubles, & acquêts: pourueu qu'il allegue fait contre la donation, lequel s'il estoit prouvé, perimeroit la donation, comme si l'on disoit que le donateur lors de la donation estoit furieux, lequel fait il ayeu recevoir par sentence & par Arrest, & ordonné que l'on seroit prueue dudit fait auant qu'adiuger Recteance, encores qu'il y eust clause possessoire par la donation, & a esté donné Arrest en plaidant le 7. iour de Iuillet 1516. par lequel fut mise vne sentence au neant: par laquelle auoit esté dict touchant vne pareille donation debarué d'insensibilité du donateur aucun sequestre & inventaire ne seroient faicts, & en emandant le iugement fut dit qu'inventaire seroit fait des meubles: lettres & titres des acquêts immeubles, sans rien déplacer, & l'intimée condamnée en la cause d'appel.

Et y a aucuns qui sont d'opinion, que si ores par vne donation il y a clause par laquelle le donataire soit fait possesseur ou saisi de la chose donnée, que neantmoins sequestre doit estre fait: pource que par le moyen des contredits & saluations, le sequestre pourroit estre beaucoup différé. Neantmoins ie sçay que par sentence d'un Iuge Royal dôt les appellations ressortissoient sans moyen en la Cour de Parlement à Paris, fut dit qu'en certaine matiere de complainte formée pour raison d'une succession vniuerselle, n'y auroit aucun sequestre ne inventaire des meubles & acquêts du defunct: pource que la veuve d'iceluy en auoit don & clause possessoire de constitution de possession & de retention d'usufruit & luy fut la recte adiuagée, dont l'heritier se seroit porté appellâr, mais par la Cour il auroit esté dit qu'il auoit esté bien iugé, & mal appellé. Ce qui auroit esté pratiqué encores en cas plus douteux: sçauoir est qu'en faueur de mariage l'otle d'one anx enfans massés à procreer du mariage de la niece & de son futur coioinct vne terre & seigneurie, de laquelle il reseruoit à soy l'usufruit, le

*5. Quand le sequestre peut estre empêché par si-
116.*

Notaire stipulant & acceptant pour lesdits enfans, & ce auant l'Ordōnance derniere, le donateur meurt suruiuans à luy des enfans dudit mariage, lesquels forment Complainte pour raison de ladite terre donnee à l'encontre des heritiers dudit donateur: & est la cause deuolue par appel au Parlement de Bordeaux, dont elle fut euoquee au grand Conseil, par lequel ladite matiere fut vuldee au profit desdits enfans, tant à la re creance, qu'à la Maintenuë. Mais cessant ladite clause de retention d'v'sufruit, ou constitution de possession, sçauoir est que celuy qui transporte se constitue possesseur de la chose transportee, pour & au nom de celuy auquel il a transporté la possession ne seroit point transportee par la clause que les Notaires, ont accoustumé mettre par les contractz, qui est, que la partie cede & transporte tout le droit, nom, raison & action, propriété, & possession, & met en possession reale & actuelle. Car ladite clause ne faillit, ains seulement elle donne puissance à l'acquiteur, d'appréhender la possession de sa propre authorité. Et se peut l'acquiteur ayder de la possession de son autheur, & former complainte contre son autheur, s'il l'empesche, attendu qu'il est tenu garantir à son autheur la possession de la chose par luy transportee. Et à plus forte raison il peut former complainte contre le colon ou fermier de son autheur, s'il ne veut vider les lieux transportez apres la formation de ce deuement faire. Mais s'il a speciale hypotheque pour l'entretènement de la ferme ou location de la chose baillee à ferme: en ce cas il ne doit pas defendre à la Complainte, ains le doit consentir, sans preiudice de la ferme: & dire que par le moyen d'icelle, & de ladite speciale hypotheque, il a droit de retention desdites choses, iusques à ce qu'il soit satisfait de son interest. Ou bien le defendeur peut insister que la ferme tienne. Et par l'Arrest de la Cour a esté dit que la ferme tiendrait pour raison d'hypotheque speciale. Autre chose seroit s'il n'auoit que generale hypotheque, car il n'auoit droit de retention. Toutesfois vn temps a esté durant la vie de feu Monsieur Doyneau, on tenoit en la Cour Presidiale de Poitiers, tant en iugement que consultations, que l'hypotheque generale estoit suffisante autant que la speciale, pour faire reu's la ferme, ou pour auoir droit de retention des choses affermees, iusques à ce que le fermier soit satisfait des interests par luy soustenus & à loustenir pour l'empeschement de la ferme.

6. La forme
d'exccuter vne
sentence de se-
questre.

La maniere de proceder à l'exccution & du sequestre, est que celuy qui a interest à l'exccution, face bailler assignatiō par vn Sergent à la partie aduerse à cōparoir pardeuant iceluy sergent à certain iour heure & lieu pour se venir accorder de Cōmissaires pour regir & gouverner sous la main du Roy la chose contentieuse. Et si l'adiourné ne compare, le Sergent baillera default contre luy au present, avec tel profit que de raison: & neantmoins veu iceluy default, commettra deux hommes gens de biē & solubles pour ladite chose regir, & en rendre bon compte & reliqua, si & quand & à qui il appartiendra. Mais si la partie aduerse compare, & ne se veut accorder de Commissaires, le Sergent en cōmettra deux non suspects à l'vne ny à l'autre des parties. Souuentefois l'on pouruit pardeuant le iuge la partie aduerse

aduerse pour se venir accorder de Commissaires, ou en défaut ou en delay de ce, en voir commettre par le Iuge. Mais ne doit le Iuge commettre au gouvernement de ladite chose ses enfans, ne pueux ou parës, comme il est contenu par les Ordonnances du Roy Loys XII. att. 87. & faut que la commission soit baillée par le Sergent aux Commissaires qui auront esté commis par luy ou par le Iuge. Et lors les Commissaires feront signifier par un Sergent la commission à la partie aduerse, & luy defendre tous exploicts de la chose contentieuse. Mais par l'Ordonnance dernière, article 105. les parties dedans trois iours apres la sentence de sequestre doiuent conuenir de Commissaires; & lesdits trois iours passez, soit qu'ils ayent conuenus ou non, seront tenus les possesseurs ou detenteurs des choses contentieuses, laisser la detention ou occupation des choses sequestrees, à peine de perdicion de cause: & suiuant icelle Ordonnance dernière, art. 82. 83. feront avec ce lesdits Commissaires sçauoir n le iour du bail à ferme de ladite chose aux parties, & qu'elles ayent à y comparoir pour le voir faire, ensemble & voir arrester la mise & despense qui aura esté faire pour ledit bail, lequel tous Commissaires de Iustice, commis au gouvernement d'aucunes terres, sont tenus faire par autorité de Iustice, o parties appelées au plus offrant & dernier encherisseur, qui sera tenu de porter les deniers de la ferme iusques en la maison des Commissaires, & d'entretenir les choses en l'estat qu'elles leur seront baillées, sans y commettre aucune fraude ne maluerfation, sur peine d'amende, à la discretion de Iustice. Et combien que par ladite Ordonnance il ne soit point déclaré comment ledit Bail & Arrest de ladite mise doit estre fait par Iustice, toutesfois lon a accoustumé de faire faire lesdites choses par le Iuge du lieu, par lequel sont assises les choses saisies. Et par ladite Ordonnance, art. 84. ne pourront lesdits Commissaires, sur les deniers de la ferme faire autres frais & mises, sinon qu'il leur fust ordonné par Iustice, parties appelées. Et partant rendront tous les deniers de la ferme sans aucune deduction, fors de ce qu'ils auront ainsi frayé, comme dessus, & de leurs salaires raisonnables, apres ce qu'ils aurot esté ainsi taxez par Iustice. Par l'Ordonnance du Roy Loys XII. att. 87. le Iuge ne peut commettre ses enfans, q ne pueux, ou parens, pour regir & gouverner les choses sequestrees. Ce qui conuient avec une loy ancienne de Rome, qui se nommoit *Lucina*, & *Eburia*, & par laquelle estoit ordonné, que celui Consul ou Sénateur, qui auoit requis en Senat quelque charge de la chose publique estre baillée, & suiuant le requisitoire d'iceluy, eust esté ordonné par le Senat la charge estre baillée: ladite charge n'estoit baillée audit Consul, ne à son collegue, & estant Consul avec luy, ne à ses parens, ne affins.

Quand les Commissaires sont establis au gouvernement de la chose contentieuse; la partie qui y a interest, ce requerât, est fait par le Iuge commandement à partie aduerse à l'expedition du principal, & rectrice de la complainte, que ladite partie ait à restablir entre les mains desdits Commissaires les fruits qu'elle a prins de la chose contentieuse, l'an & iour dernier, & precedent la complainte formée, & ceux que depuis elle a leuë. Et

7. Commissaires
au fait de se-
questre.

8. Du restablisse-
ment en matiere
de complainte.

Ec

si la v^e partie n'y obeit, le Iuge reiterera encores par deux autres fois & à deux diuers termes de la procedure en ladite cause, iceluy commandement: & le tiers commandemēt sera fait, à peine de perdition de cause. Et si ladite partie défaut d'y obeir & fournir, peut cōtre elle estre dōnée sentence de perdition de cause en maniere prophane: comme est contenu par les x 338. & 339. articles de la Coustume de ce païs de Poictou. Et par lesdites Ordonnances dernieres, article 106. & 107. le condamné à restablir, est tenu rapporter ou affermer par serment la quantité qu'il aura pris des fruiçts: & selon son rapport, en faire promptement restablissement: sur sur peine y semblable de perdition de cause. Et est néanmoins permis à la partie aduersē, qui aura obtenu ledit sequestre, informer de la plus grande quantité & valeur desdits fruiçts, outre ledit rapport par sermēt, & le condamné au contraire au peril de l'amende ordinaire enuers le Roy, & autāt enuers la partie, contre celuy qui succombera. Mais la partie pour defrauder ladite Coustume & Ordonnance, rapporte, & restablīt seulement quelque petite portion de fruiçts; & lors si la partie aduersē veut maintenir le restablissement fait n'estre suffisant, les parties sont appointees à informer: & pource souuent il aduiert qu'il y faut faire autant de frais qu'au principal: au moyen dequoy lon ne poursuit point communement ledit restablissement, si ce n'est qu'il soit question des fruiçts d'un gros Benefice, ou de grands meubles d'une succession, & mesmēmēt à present que lon peut par les Ordonnances dernieres, faire declarer en toutes matieres les sentences de recreance, executiores par dessus l'appel, il n'est mestier soy arrester audit restablissement, mais vaut mieux attendre à poursuivre la restitution des fruiçts en l'execution de la sentence de recreance; pource que tel pourroit faire la diligence dudit restablissement, qui par auanture n'obtiendrait pas la recreance.

9. De la main-
leuee d'un Bene-
fici contentieux.

Et si aucun Benefice est sequestre pendant la complainte intentee pour raison du possessoire d'iceluy, & que l'une des parties plaidans, meure pendant procēs: le suruiuant baillera requeste au Iuge, tendant à ce que la main-mite sur ledit Benefice soit leuee & ostee à son profit: sur laquelle le Iuge ordonnera qu'elle sera signifiee au Procureur du defunct, & Ad-iournement à luy baillé, pour y venir dire ce qu'il appartiendra: & si le Procureur au iour assigné declare qu'à la verité sa partie est decedee, le Iuge ordonnera que la requeste, & autres pieces que bon semblera à la partie requérant, seront mises par deuers luy, pour en ordonner comme de raison: & apres que le requérant aura produit la procedure faite en ladite complainte, la sentence de sequestre, & vne attestation en forme authentique de la mort de la partie decedee, & la declaration de son Procureur, il adiugera au requérant main-leuee dudit Benefice, & donnera en mandement au premier Sergent de signifier sa sentence aux Commissaires, commis à regir sous la main du Roy ledit Benefice, & les adiourner à certain & competent iour pardeuant luy, pour rendre compte & reliqua de leur commission. Et doit la main-leuee estre demandee dedans l'an & iour, apres le decēs du colligant decedé.

Et si on ne la demande dedans trois ans apres le decés, on n'est plus receuable à la demander; d'autant que partie aduerse est pacifique triennal possesseur, & ainsi en a esté dict par Arrest le 14. iour de Decembre 1519.

Mais si vn tiers se fait pouruoir dudit Benefice, comme vaquant par le decés de celuy des contendans qui est decedé, il faut que par lettres Royaux il se face subroger au lieu & droict du defunct dedans l'an & iour apres sa prouision dudit Benefice: & ce fait empeschera la main-leuee dudit Benefice. Et n'est mestier par lesdites lettres Royaux estre releué du vice de litige, comme il faut en chose prophane en estre releué par lettres Royaux de subrogation.

Et si le procès est pendant en la Cour de Parlement à Paris, & qu'il n'y ait point esté conclud comme au procès par escrit: il faut requérir l'enterinement des lettres Royaux en la grand' Chambre. Et si l'est conclud comme au procès par escrit, il faudra en requérir l'enterinement en la Chambre en laquelle le procès aura esté distribué. Par la 27. reigle de la Chancellerie de Rome est dict, que si le Pape a concedé & octroyé, qu'un des contendans d'un Benefice, soit subrogé au droict & lieu de l'autre, du consentement d'iceluy, les impetrations faites par autres du droict susdit au dedans le mois precedant ladite concession ou octroy de ladite subrogation, soient de nul effect: pourueu que l'impetrant dudit droict ne soit intrus, & qu'il n'ait possédé paisiblement par trois ans auant ledit procès encommencé. Et est ladite reigle interpretée par le Glosateur en deux manieres: l'une, que si pendant procès pour raison d'un Benefice, l'une des parties decede, ou autrement ledit Benefice, où le droict à celuy auoit vacqué, l'impetration de la subrogation audit Benefice ou droict, faite dedans le prochain mois apres le decés ou autre vacation, n'est valable. L'autre interpretation est, que si deux contendent d'un Benefice, & vn d'eux decede, vn tiers impetre du Pape apres l'an du decés subrogation au lieu & droict du decedé: & apres l'impetration dudit tiers dedans vn mois, le contentand dudit Benefice estant suruiuant, soit subrogé par Bulle du Pape, ou droict du decedé, ladite subrogation vaut, & non celle du tiers, jaçoit que le tiers soit premier en impetration. Mais ladite reigle doit estre entendue de la subrogation qui est faite par Bulle du Pape, non de la subrogation qui est faite en iugement par vertu du rescript du Pape: car il faut en ce Royaume, que tous rescripts soient enterinez. Et est necessaire que toutes lettres de ces subrogations soient presentees dedans l'an & iour apres la prouision dudit Benefice, ainsi qu'il est dict par la derniere question des Arrests recueillis par maistre Jean le Coq. Aussi ladite teigle de Chancellerie n'a passé les monts de pardeçà, comme ie pense, ainsi qu'on dict de plusieurs autres reigles de ladite Chancellerie.

10. Comment on peut empeschier la main estreleuee par lettres de subrogation.

11. En quelle chambre de la Cour faut presenter lettres Royaux de subrogation.

12. Reigle de Chancellerie touchant la subrogation interpretée.

13. Lettres de subrogation doivent estre presentees dans l'an & iour.

Es J

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXXII.

Des exceptions & defences quise proposent, &c.

EN mariete de complainte l'opposition vaut trouble, *l. nemo ambigit. C. de adq. poss. Faber in l. 1. C. de possidet. l. as in §. aque inst. de act.* Mais l'exploict d'adournement en matiere petitoire, ne trouble point. *Bartol. Chass. in comm. conf. Burg. tit. de succ. §. 1. C. Guid. Pap. quest. 51.*

b Lugé par Arrest és Grands Jours de Poitiers le 24. Octobre 1531. *Bart. in l. sed & si disceptetur. D. ubi pupill. educ. de beat.* contre l'opinion de Dyn. dict. qu'en complainte il n'y eschet aucun sequestre. Toutesfois nostre Practique est receüe cōtref opinion de Bartole, selon les auctoritez & raisons alleguees par Balde, *in l. vlt. C. de ordin. cognit. & Faber in §. retinenda inst. de interd. n. Ausser. de f. Tholosana, q. 478* recite plusieurs cas de droict Ciuil, esquels le sequestre a lieu. *Fructuum sequestratio olim non fiebat nisi in iudicio possessionis, possessore videlicet victo, & appellante Paul. V. Sent. tit. pen. l. 5. C. quor. app. non recip. & interdum etiam victo petitoris ut in casu l. 21. §. vlt. D. de appell. Porro de sequestratione rei mobilis, vel domus, vel fructuum alia exempla extant l. 7. D. Quasi sitis, cog. l. 22. §. fin. autem. D. sol. matr. l. 39. D. de adq. poss. l. 17. D. de posui, & lib. 2. Decr. tit. 17. & in quasi l. libus. C. de agric. & cens. M. Ragueau en son Indice, l. 523 de la dernière impressiō, in verbo, Sequestratiō.*

c *Clem. vn. De f. q. poss. & Pragm. sanct. tit. de pacif. p. ss* sont accōmodees à nostre Practique François. *Aus. dec. Thol. q. 478. Guid. Pap. q. 246. Bart. in l. lect. D. de posui. Panor. in c. 1. De seq. poss. & fruct. Au reste ces lettres, de pacif. poss. sentent dē quand le Beneficier est possesseur triennal, & qu'il est troublé en son Benefice, ou au droict qu'il y pretend: desquelles est fait mention aux Concordats. Tit. de pac. poss. & és regles de Chancelleries. Rebutte en fait mention, Tract. de causis Benef. poss. art. 6. gloss. 1. num. 10. l. 1. l. 1. §. 14. l. 6. l. 7. & 18. Le Juge baille la sentence de telle façon, Auons enterinē & enterinons les lettres, &c. & en icelles enterinant, auons fait & faisons inhibitions & defences à toi: N. sur peine, &c. appliquer au Roy nostre Sire, qu'il n'ait à troubler n'empescher. ne tenir en procès ledit impetrant, pour raison dudit Benefice en petitoires en possession. Aueuns estiment que la regle de *Pacif. possessoribus*, a pris son origine de la loy d'Oubliance, publiee sous Charles VII. *Enul. & Gaguin. in Carolo 11. §. Imbert en son Enchiridion François, in verbo, Possession triennale.**

d Cecy est pris des Annotations, l. 4. quo 45. *D. de damno infecto. Ad actorem, inquit, ob contumaciam rei conuenti possessio est transferenda, non quidem ut protinus destruas opus: iniuriam est enim protinus demeritionem fieri.*

e *Specul. tit. de contumac. in simili scribit, ut si contra libertum agatur pro operis vel non praestandis, vel non praestitis, ille qui sit contumax, opera ille astutari debent, & pro astimationis modo, in bonorum, quae consummaci sunt, possessionem patronus mittetur.*

f Cecy est extraict des Annotations. La matiere de sequestre se doit inger sommairement, *argum. l. 3. ibidem. D. ad exhib. R. buff. Tract. de f. m. exec. art. 3. gl. 4. num. 4. & 5* sententia sequestris de iure exequi debes etiam non obstantis appellatione, *l. Imp. §. fin. D. de appell. Panor. in cap. 2. De sequ. poss. & fructuum.*

g *Vide l. quod meo. D. de a. q. poss. l. certē. D. de praeac. l. qui quā. C. de donat.*

h Suiuant la loy dernière, *C. de edicto. Dimi. Adr. toll. Et ce qui suit est pris des Annotations Latines, & des decisions de Boer. quest. 172. Vide l. filiam. & ibi Bar. & Paul. de Cast. D. ad Trib. Accus. in l. quod dicitur. D. de verb. obl. & ibi Bar. Paul. Cast. & Iason. l. 2. & 3. C. de edict. Dimi. Adr. toll. Alber. & Bald. in l. Conf. D. de cur. sur. Bald. in §. nos autem, inst. de A. 101.*

i *Bart. & Fab. in l. empt. C. de locat. & in l. si isofamil. & ibi Alex. D. sol. matr. L'Arrest mentionné en ce lieu, fut prononcé à la prononciation solennelle de Pasques 1543, Pareil Arrest du J. l'ioir de Tuillet 1581. Reb. sur les Ordon. Tract. de const. rede. art. 1. gl. 1. no. 10. Du Moulin sur la Coust. de Paris, §. 30. Qu. 22. & seg. Imbert en son Enchir. in verbo. Louage. Papon liu. 9. des Arrests, tit. 3. art. 1. Auquell lieu il est noté qu'un locatif n'est tenu de forrir de la maison à luy louée, si elle est veduē à la charge du bail: & ne peut par faisie de la maison, pour les debtes de l'acheteur estre deslogé, en aduanc. nt & payant, ou offrir payer par ledit locatif ladite dette; & en ce cas est tenu le nouveau*

acquéreur luy ceder ses actions avec promesse de garantie de ses faits, l'ugé le 9. iour d'Auril 1565. Le pareil est s'il a aduacé deniers pour la refection du logis, *lne em. C. de locato*. Mais si la maïso est vëdùe sans charge du bail, le locatirores qu'il ait promesse par escrit tous seing priuë, de ne vëdre sans ladite charge, doit sortir l'aus son recours de tou. despës, dômages & interests cõtre son bailleur. Arr. du 10 iour d'Aoult 1580. Et quãd mesmes il n'auroit promesse par escrit, il aura ses dommages & interests cõtre son bailleur. Ainsi fut iugé par Arrest pour vn fermier le 8. iour de May 1571.

k Cecy est tiré des Annotations. Voyez Rebuffe, *Tract. de sent. execut. Art. 2. gloss. 4. Art. 9. gloss. 3. num. 23*. Au reste le Juge ne peut ordonner vn sequestre auant que les parties en ayent conuenu. Arrest du 23. Auril 1531. l. de *moquoque*, D. de *re iud. l. in venditione*, D. de *rebus auth. iud. possid. Rebuff. Tract. de seq. seu Commiss. Art. 1. gloss. 1. num. 3. Art. 4. gloss. 3. num. 2*. Toutefois Papon cite l'Arrest susdict du 25. Auril liu. 8. des Arrests, Tit. 10. Arrest. 1.

l 1539. d. l. in *venditione*, D. de *reb. auth. iud.* Nostre auteur és Annotations du Chapitre 57. cy-dessous fait vne question qui est decidee par l'Ordõnance, *argum. eorū qua tractantur in Auth. quā in provincia, C. ubi de crimine*. Car puis que le bail se fait par le Juge, il taxe & arreste les frais d'iceluy. La partie ou autre pretendand droict en la chose faïste, ne doit estre receu à mettre au bail, mesme la veue, quand les biens de son mary sont saïs, & y pretend droict. Arrest du 29. iour de Novembre 1537. pour M. Iean Brissonnet, contre la vesue Antoine de Mailly. Autre du 7. Septembre 1528. entre Gabriel d'Alegres & la Comtesse de Joigny, & depuis le 8. iour de Feurier 1543. entre la veufue Iean Pradal & Estienne Pradal, Rebuffe *Art. 1. gloss. 3. & gloss. 4. num. 3*. Papon liu. 8. des Arrests, Tit. 10. Arrest 9. où ces Arrests sont cottez de diuerfes dates.

m Voyez le Chap. 57. cy-dessous.

n A pris d'argent seulement. Arrest de releuee du 18. iour d'Auril 1533. *Reb. Tract. de sequest. seu Commiss. Art. 1. gl. 6*. Papon liure 18. des Arrests, Tit. 9. Arrest 10. Le bail ne se doit faire que pour trois ans seulement. Arrest du 5. iour de Iuillet 1363.

o D. l. de *moquoque*, D. de *re iudic. Reb. Tract. de seq. seu Commiss. Art. 1. gloss. 1. num. 3*.

p *Masur. in Praxis. Tit. de sequest. §. item si res, per leg. prator ait. D. de bonis aut. l. si magni-feratus*, D. eod. vel priuile. credit. Rebuff. *Tract. de seq. seu Commiss. Art. 1. gloss. 3. num. 2*.

q Charles VI. 1308. & Philippes V. I. 1438. *Cum bona vel res aliquas ad minimum nostram adiutantisiam procuratoris nostri vel alterius cuiuscunque, aut propter partium debitum poni cogissent: ordinamus & precipimus ea non Officiariis, ministris aut seruientibus nostris vel eorum aliter, sed alicui probō viro probato tradi: custodienda, & regenda competentis salario mediante: qui de iisdem debeat loco & tempore red. lere rationem, de iustis rationabilibus expensis, Aufser. in Ordin. Regis parte 3 Tit. de sequest. poss. & fructum §. 2. Rebuff. Tom. 2. *Tract. de praconis. Art. 1. gl. 3. num. 9*.*

r Cic. 2. *Orat. in Rullum. Leges veteres sunt, neque ea consulares, si quid interesse hoc arburamini, sed tribunicia vobis maioribusque vestris vehementer grata atque iucunda Licinia lex est, atque altera Ebonia, que non modo eum qui tulit de aliqua curacione ac potestate, sed etiam collegas eius, cognatos, ad fines exceptit, ne in potestas curacione mandetur. Vide Aufser. d. Decif. Thol. 478*

s Cecy est tiré des Annotations, *Vide Rebuff. Tract. de sent. execut. Art. 9. gl. 3*.

t Arrest du 26. iour de May 1519. par lequel la partie fut condamnée à restitablir entre les mains du Commissaire. Et par autre Arrest du 7. iour de Septembre 1509. entre Maître Charles de Bagneux & Iean de Morets, fut dit que la recreance ne seroit aduëe à faute de restitablir. *Reb. ib. gl. 3. num. 7*

v Il faut s'adresser aux Commissaires, & non à la partie, & ee qu'elle ne pourra recouurer des Commissaires, elle le demandera en dônnages & interests. Arrest donné en la Grand Chambre le 19. Ianuier 1547. Rebuffe, *Tract. de sent. execut. Artic. 9. gloss. 3. num. 17*.

x Il entend l'ancienne Coustume: Mais la nouuelle porte, Art 401. Esdictes causes possessoires, d'applegemens & complaints, si le sequestre & faïste des choses contestées sont contredits & empelchez, sera fait commandement aux parties de

reftablir ce qu'il'es auront prins des chofes contentieufes les an & iour precedans, à peine de perdition de caufe, Art. 403. Et si les parties ou l'une d'icelles defaillent d'y fournir & obeïr, peut eftre donnée l'entence de perdition de caufe, en matieres p^{ro}fan^{es} contre les defaillans.

y *D. Clem. vnc. De fequeftr. poff.*

z Loys XII 1498 Art. 83. François I. 1535. Chap. 16. Art. 24. & 1539. Art. 62. mifes au 3. liu de la Conf. des Ordonn. Royaux. Tit. 8. & liu. 7. Tit. 2. Les procez des matieres poffeffoires fe doiuent vuidet fommairement. *Clem. de fpendic. fam. de iudic. & ibi DD.*

a Ccey eft tiré des Annotations, & fe preuue par ce qui eft efcrit & noté en c. 1. & 2. *ut lise pend. in 6. & Clem. 1. §. si vera, eod. tit.*

b Lettres de fubrogation ont lieu en matiere Beneficiale quand l'un des deux cōtendās au poffeffoire d'un Benefice dect dé: & le Benefice vacāt par mort, refignatiō ou autrement eft impetré par vn autre, il ne peut entrer en caufe au lieu du defunct, ayant pour cest effect obtenu lettres Royaux en forme de fubrogation. Lesquelles il doit prefenter dedans l'an de la publication de la prouifion obtenuē du Benefice, & prinfe de poffeffiō. Ces lettres tirees de ce qui eft noté, in c. 1. & 2. *De o qui mis. in poff. Reb. in Praxi. Tit. de fubrogat. nu. 51.* Autremēt on eft debouté defdites lettres, Arreft du 8. Ianuier 1514. au profit de M. lean du Drac, Chanoine de Chartres. Autre du leudy 23. iour de Iuin 1509. Papon liu. 8. des Arrests, Tit. 17. & 3. des Notaires liu. 10. Chap. des lettres incidentes en ciuil. Stil du Threfor de la Chancelletie liu. 1. fol. 12. & 36. où il eft mōftre la forme qui fe doit garder en icelle. Et quand il eft neceffaire d'y mettre clause fpecialle, elle doit eftre telle. (Nonobftant le vice de litige, fi aucun a eſté encouru dour ledit impetrant fera releué de grace fpecialle, en derogant à tous Edicts Constitutions & vs contraires.) Dauantage la clause neceffaire en telles lettres de fubrogation eft. (Pourquoy vous mandons, & pource que ledit procez eft pendand & indecis pardeuant vous expreflement enioignons, que lefdites parties comparās en noſtre dite Cour ou Procureurs pour elles (li le procez eft pendand en la Cour, ou bien faut faire mentiō de la iurifdictiō) s'il vous appert de ce que dit eft, meſmes du procez pendand pardeuant vous pour raifon de ladite cure, ou autre Benefice entre lefdits, tel & tel, & que ledit expofant ait eſté pouueu au lieu du feu tel, & prins poffeffion, & des autres chofes deſſuſdites, ou de tant que fuffire doïue, vous audit cas fubrogez ledit tel expofant, lequel nous voulons par vous eſtre fubrogé par ceſdites prefentes, au lieu & droit dudit feu tel, & ſoy ayder deſdites procedures & actes faits audit procez, tout ainſi & par la forme & maniere qu'eufſt fait e u peu faire ledit defunct, & aux parties ouyes. &c. Au reſte noſtre Auteheur en ſon Enchiridiō François, *in verbo*, Subrogation, dit que ce qui eft ordinairement allegué, qu'il faut demander la Subrogation dedans l'an, doit eſtre entendu dedās l'an, à compter du iour de la prinfe de poffeffion faite par celui qui demande eſtre fubrogé au procez pendand entre ſon reſignant, & vn tiers, comme fut dit par Arreſt de la Cour de Parlement à Paris, le 11. iour de Decembre 1543. Lequel Arreſt il deſire eſtre adioulté à ſes Inſtitutions en cet endroict. Voyez Charondas liu. 8. des reſponſ. Chap. 6.

c Ccey eft tiré des Annotations.

d Ccey eft pris des Annotations. Il a eſté monſtré cy-deſſus par Arreſts comme cela ſe doit entendre. *Gloſ. & DD. in cap. 2. ut lit. pend. in 6. Reb. in Concord. §. declarantes. Tit. de mand. Apofl.* Aureſte le fubrogé ou ſucceſſeur en vn Benefice, n'eſt contraint rendre les fruits qui ont eſté prins & recueillis par le precedent titulaire: parce qu'il n'a aucun droit de luy, ainſi qu'il a eſté iugé par Arreſt de l'an 1536. ſelon que rapporte b eufſe en ſes Commentaires ſur les Concordats, *Tit. de mand. apofl.* où il a reſte auoir auſſi eſté iugé que le fubrogé n'eſt tenu des deſpens du procez faits auant la fubrogation; ſi non qu'il euſt prins le procez purement & ſimplement. C'eſt pourquoy il ſe pratique ordinairement que le fubrogé eſt tenu à la reſtitution des fruits & aux deſpens du procez ſeulement du iour de la fubrogation, s'il y eſcher. *Accedunt notat. iouan. Menec. Et al. in cap. si ibi. De proband. lib. 6. ut ibi Barriol. jubungit.*

d En France on ne reçoit que trois regles de Chancellerie, de 10. dubus, de verſum h^{is} potius & de publicandis refignationibus. Papon 3. des Notaires liu. 2. Chap. de la Regle,

DE TRANSLATITIIS EXCEPTIONIBVS
apud nos vſitatis.

CAP. XXXIII.



EC verò ocioſum puto quaſdam hic dilatorias ſeu exor-
diales exceptiones partim tranſlatitias, ſed in iudicio fre-
quentiſſimas, partim commentitias commemorare: item
que quaſdam iure ciuili proditas, nunc tamen apud nos à
foro expoſas. Ac primam de tranſlatitiis dicamus. Excipi-
tur ergo aduerſus interdicta, ſi intra annum & diem poſt
viniſſam edita non fuerint: item ſi ab eorum perſecutio-
ne per idem tempus ceſſatum ſit: item ſi pro mobilibus in-

T ranſlatitias
appellat, ſus
de non receuoir,
hoc loco ſup.
c. 31. De tran-
ſlatitiis excep-
tionibus apud
nos vſitatis.

ſtituta ſunt, niſi ſoli rebus accedant, aut per vniuerſitatem ſint acquiſita, aut in iur-
dictiſionis iure occupata. Hæc namque res mobilium ſpecies, recuperanda etiam ac re-
ſtituenda poſſeſſionis interdicto repetuntur. Præterea omnibus pratoriis actionibus
quæ intra anni poſt annum non dantur, nec non iis quibus exordendis leges noſtra
municipales annalem metam præſcribunt, eadem atque interdictis obſtat exceptio
ſi in his inchoandis aut perſequendis anni & diei mora admiſſa eſt: neque vlla ad-
uerſus hæc exceptiones reſtitutio à principe implorari poteſt. In cæteris autem actio-
nibus hæc competit præſcriptio, ſi controuerſia examinatio triennium intermiſſa fue-
rit. Verùm principis reſcripto ad eam exequendam patet aditus. Atque ſi aduer-
ſarius anteuerſerit, Principiſque reſcripto fretus immineat, ut litis inſtantia ob de-
ſidiam illam peruiſſe pronuntietur: piger ille: peremptæ litis, cuiusque qua ſuperuenit,
expenſas aduerſario reddit: qui etiam ab ea litis inſtantia dimittitur: actor autem
ex integro liſem habet repetendam. Verùm ſi liſus conſeſtat a fuerit, ante quadragin-
ta annos nō perit inſtantia, quemadmodū nec actio, neque reſert, an ciuilis, an præto-
ria, an ex municipali ſtatuto ſit actio inſtituta: ſane regio opus eſt reſcripto, ut inter-
miſſa litis exuſcitetur perſecutio, poſt anni aut triennii ceſſationem. Inſuper, ſi vel ſi-
duciaſia vel perpetua poſſeſſio cuiſpiam addicta ſit, & qui ſuperatus eſt, de perpetua
illa poſſeſſione proprietate ve quaſtionem reſert; reus tantisper actionem recusabit
dum actor rei ſam iudicata non paruerit, tum tantum ad ipſius litis ſummas ſor-
tẽmque, tum quantum ad eius appendicem, veluti ſumptus & damna attinet. Quin
ſi quis proprietatis iudicio pulſetur, & interim ab actore liſiſigioſe rei poſſeſſione fruſ
prohibeatur, reſtiſſimè præſcribet, ne in ea liſe pergere cogatur, donec alter vatum
permiſerit poſſeſſionem. Poſtremo, ſi aduerſus ſententiã aut contractum in authen-
ticas tabulis redactum quis reſtitutus ſit, agatque ut cauſa in iudicio cognita reſti-
tutio approbetur: reus ſeipſum prius defendere non compelletur, quàm ſententiã aut
contractus patiõnem actor ſatiſfecerit.

DES FINS DE NON RECEVOIR INTRODUITES DE DROIT COMMUN, & RECEUES EN CE ROYAUME EN TOUTES MATIERES & ACTIONS.

CHAP. XXXIII.

1. *Raison de l'ordre tenu par l'auteur en ce chapitre 33. & 34. suivant.*
2. *Fins de non recevoir en complainte.*
3. *En quel cas complainte peut estre formee pour meubles.*
4. *Action d'injures annuelles, & comment on y doit proceder.*
5. *Condemnation d'amende annuelle.*
6. *Action sur offre de retract annuelle.*
7. *L'on n'est point releué de peremption d'action annuelle.*
8. *Ordonnance prohibant releuement de peremption d'instance interpretée.*
9. *On n'est tenu proceder au petitoire, que la sentence du possesseur ne soit entierement executée.*
10. *La maintenue excusée de restituer les fructs fors puis la contestation sur le petitoire: & que promission extraordinaire n'a lieu en complainte.*
11. *Le defendeur en action petitoire peut tendre afin de non proceder, iusques à ce qu'il soit actuellement possesseur s'il est empesché par le demandeur.*
12. *De l'action negatoire: & des actions ressemblans petitoires, lesquelles ne le sont.*
13. *Pendant l'opposition faicte à la saisie, l'opposant est possesseur & de l'Ordonnance du Roy Philippes de Vallois.*
14. *Si le tortionnairement executé peut tendre à fin de non proceder, iusques à ce que les choses mal executées luy soient restituées.*
15. *Pendant le procès de rescision d'un contract, il doit estre vestu.*

1. *Raison de l'ordre tenu par l'auteur en ce Chap. 33. & au 34. suivant.*
 2. *Fins de non recevoir en complainte.*



En sera point chose superflue de reciter icy aucunes fins de non recevoir, lesquelles sont introduites de Droit commun, & dont nous vsons encores: & autres qui ne sont de present en vſage: & aucunes qui ont esté inuentées nouvellement auſſi. Disons donc premierement de celles que nous obseruons selon Droit commun.

Et certes c'est vne fin de n recevoir en matiere possessoire, si icelle n'est intentée

intentee dans l'an & iour a apres le trouble ou spoliation: ou si apres icelle intentee la poursuite en est delaissee & discontinuee par an & iour auât contestation en cause. Depuis la dernière Impression b auant la presente, i'ay leu vn traicté & liure des Retraictz, composé par defunct M. Tiraqueau, au paragraphe premier en la 9. glose, nombre 81. où il dict, qu'il ne peut croire qu'en ces matieres annales la contestation perpetuee l'instance plus d'un an, & dict auoir ouï dire, auoir esté quelquesfois ainsi iugé: mais que lon dict, qu'à present lon obserue le contraire, en quoy il entend dire, que lon obserue que l'instance en ces matieres est perpetuee iusqu'à trente ans. Aussi M. Papon en son recueil d'Arrests depuis semblablement imprimé, allegue c vn Arrest où il traicte des prescriptiōs, article 14. par lequel il dict auoir esté decisi, qu'en ces matieres l'instance n'est point perpetuee par la litiscontestation iusqu'à trente ans; & allegue vn texte du Iureconsulte. " Mais le dit texte fait contre son opinion, comme ie deduis plus amplement en celieu en mes Institutions Latines, où ie soustiens par plusieurs raisons ceste mienne opinion: qu'en ces matieres annales la litiscontestation perpetuee l'instance iusqu'à trente ans: car ie l'ay veu ainsi iuger par plusieurs Arrests & sentences de defunct maistre François Doynéau, Lieutenant general en Poictou, fort docte en Droit, & en Pratique iudiciaire. Aucuns disent que ceste peremption de complainte n'a point de lieu, si dedans l'an auant la cause contestee ladire complainte est renuoyee à la requeste d'un tiers du Iuge ordinaire, pardeuant mes Seigneurs des Requestes, ou pardeuant autre Iuge: parce que la mutation de Iuge empesche la complainte, & allegue vn Arrest de la Cour de Parlemēt à Paris. Mais en cas de cest Arrest, il y auoit eu deux defauts donnez cōtre le complainant: lesquels deux defauts equipollent, & ont force de contestation en cause, comme ie deduis plus amplement en mes Institutions Latines, dernièrement imprimées.

Semblablement lon peut defendre en matiere possessoire, quand elle est meüe & formee pour e meubles, qui ne tiennent & f ne sont coherans aux immeubles: car ils sont conjoincts aux accessoiress des immeubles, ou bien si l'est question de succession ou acquisition vniuerselle de meubles, ou bien quand ils sont prins par droit de iurisdiction en la iustice d'aucun, en iusticiant & troublant aucun à cause de ce, en la iurisdiction: en ce cas la complainte est bien receuable pour raison de meubles: ainsi qu'il est dict par le 338. art. de la Coust. g de ce pais de Poictou, & decisi par Arrest h le 24. iour de Iuillet 1537. Et quant aux complaintes i formees, pour rente ou prestation annuelle, l'an & iour ne court du temps de la cessation du payement, mais du temps de la sommation & denegatiō du payement, si la rente est requerable: mais si elle est probable, l'an & iour court de la cessation du k payemēt faite au iour accoustumē de receuoir le payement. Car la denegation fait le trouble, quand le deuoir annuel est requerable. Par maniere que, si vn fermier vend la chose à luy baillee à ferme, & qu'il paye cependant son maistre de la ferme, le maistre n'est point troublé en sa possession, iusques à ce que le fermier luy denie le payement.

3. En quels cas
complainte peut
estre formee pour
meubles.

4. *Action d'injures annuelles. & comment on y doit proceder.* Davantage, ladite fin de non recevoir a lieu en toutes actions pretoires lesquelles selon Droit commun, ou par nos Statuts ou Coustumes doivent estre intentees dedans l'an & iour, comme en matieres d'injures verbales, en laquelle le Juge doit appointer, apres avoir ouï les defences du defendeur, que les parties ameneront leurs tesmoins, lesquels sommairement se rôt ouïs sur les registres de la demande, & des defences, & non enuoyer les parties hors de Cour, sans despens n'amende: ainsi qu'il fut mandé par Arrest és Grands-Jours tenus à Poictiers le 17. iour d'Octobre 1531. Et ne doit le Juge aussi appointer les parties à escrire par interdicts, ny à faire enqueste, comme lon fait en autres matieres civiles. Et a esté defendu ainsi le faire par Arrest donné le 14. iour de Mars l'an 1507.ainsi qu'à les injures sont atroces, il peut bien appointer que les parties ameneront leurs tesmoins, qui seront ouïs sommairement sur le registre, auquel les parties pourront employer leurs faicts.

5. *Condamnation d'amende annuelle.* Pareillement si le Juge a faict commandement de faire quelque chose à la peine de l'amende, & que ladite amende n'ait esté declarée ne taxée, ne leuee dans l'an & iour, lon ne peut par apres la demander.

6. *Action sur offre de retrait annuelle.* Aussi ceste fin a lieu en matiere de retrait lignager, avant que le demandeur soit receu ou recogneu audit retrait: mais s'il est recogneu vne fois, l'action par apres dure trente ans, comme estant personnelle.

7. *Lon n'est point value de peremption d'action annuelle.* Et ne baille le Prince aucun releuement de ce que dedans l'an & iour lon n'auroit formé complainte, ou autre remede possessoire, ne si lon n'a faict l'offre de retrait lignager dedans l'an & iour, ny aussi meu aucune action pretoire: car quant aux possessoires il y a encores le petitoire, auquel lon pourra avoir recours. Et au regard des autres, elles sont d'estroit droit ou odieuses. Et n'en pourroit-on estre releué par lettres Royaux, encores auant l'Ordonnance derniere, de laquelle cy apres sera fait mention. Car quant és complaintes, la peremption n'emporte grand prejudice, d'autant qu'on peut encores pourluiure le petitoire. Et quant és autres matieres, elles sont à restraindre, come estans odieuses. Toutes fois par les Ordonnances dernieres, art. 61. y a vne limitation, sçavoir est, sinon qu'il apparust és matieres Beneficiales le defendeur n'avoir titre apparent pour iustifier sa possession: & quant aux autres actions, si la poursuite en a esté intermise & discontinuée par trois ans, auparavant ou apres contestatiō en cause, l'instance est perie, & n'est lon plus tenu de proceder en icelle. Toutes fois par cy devant le Prince avoir accoustumé releuer de ladite peremption d'instance, sinon qu'auparavant la partie defenderesse eust obtenu lettres Royaux, tendans à fin de faire declarer ladite instance perie: car lors lon n'estoit plus releué de ladite peremption, mais estoit le demandeur condamné és despens de l'instance, & declarée perie: & de l'instance faite sur ladite peremption; sauf audit demandeur de se pourvoir par autres voyes que de raison, qui estoit, qu'il pouvoit de nouveau intenter son action.

8. *Ordonnance prohibée releuement de peremption d'instance, interpretée.* Mais par l'Ordonnance derniere, arti. 120. est dict, que d'oresnavant ne seront baillées lettres de releuement de peremption d'instance, pour quelques causes & matieres que ce soit: & si elles estoient baillées, est de-

fendu de n'y auoir aucun regard:ains les instances dessusdites serot iugees, tout ainsi que si lesdites lettres n'auoient esté obtenües. En l'interpretation de laquelle Ordonnance y font aucuns doute: car au moyen de ce qu'il est dict, que les instances seront iugees, tout ainsi que si lesdites lettres n'estoient impetrees: ils veulent dire qu'il n'y a plus de peremption d'instance. Mais ie ne suis de cest aduis: car ie pense que ladite Ordonnance veut qu'il y ait peremption, parce mesmemét qu'elle defend de non en bailler releuement: & si baillé est, de n'y obeir; ce qui seroit superflu, voire contraire à ladite Ordonnance, si l'n'y auoit peremption. Auioird'huy, & ja long temps a, on ne garde point ceste Ordonnance, & cõtre icelle ont esté baillies plusieurs sentences & Arrests, par lesquels ont esté enterinees lettres Royaux de releuement de peremption d'instance, és cas cy dessus declarez. Parquoy, veu qu'on ne garde point ladite Ordonnance, il v seroit bon qu'elle fust rayee, à fin qu'on ne s'y arrestast plus. Et est à entendre, que le demandeur qui laisse perir l'instance apres la cause cõtестee, jaçoit qu'il en soit releué, & qu'il obtienne à la demande principale: toutesfois il n'a point restitution des fruiçts, de tout le temps pendant lequel l'instance est demeurée perie: & ainsi en fut dict par Arrest le huiçtiesme iour de Feurier, 1536.

Mais ce a lieu quand les fruiçts viennent de l'office du Iuge, autrement s'ils viennent par action, comme les arerages d'une rente: car lesdits arerages se doiuent adiuger du temps que l'instance n'a esté poursuiue, comme iay ouï dire à monsieur maistre François Brissonnet, Conseiller en la Cour de Parlement à Paris, auoir esté iugé par Arrest de ladite Cour; au cas toutesfois que celuy qui doit la rente, en soit tenu par action personnelle, nõ par action reale seulemēt. Car celuy qui est tenu par action personnelle, ne peut estre en bonne foy: combien que la cause soit discontinuée.

En outre il y a vne autre fin de non recevoir, que s'il y a possesseur intété, v ou qu'en iceluy ait sentence donnée de recreance, ou plein possessoire, lon n'est tenu de proceder sur le petitoire, iusqu'à ce qu'il soit decisi du possesseur, & que la sentence de recreance ou maintenüe ne soit executee tant au principal y que frais, despēs, dommages & interests: & de present en y a article formel, qui est le 49. des Ordonnances Royaux dernieres: voire si le petitoire estoit intété en Cour d'Eglise en matiere Beneficiale pendant le possessoire intété par deuant le Iuge Royal. Et se peut lon pouruoir par autre moyen: car lon peut auoir lettres Royaux, pour faire defenses à la partie poursuiuant en Cour d'Eglise de non y poursuiure, comme il fut dict par Arrest donné le 7. ^a Aoust 1512. Aussi cõme vn Prestre en la Cour de Parlement de Bretagne eust perdu la recreance d'un Benefice, & eust baillé requeste, pour estre receu en la maintenüe pendant en ladite Cour, à produire son titre de Benefice, parce qu'il n'auoit peu leuer ses Bulles en Cour de Rome auant la recreance adiugee par Arrest: il est debouté de sa requeste: & est dict qu'il satisfera à l'Arrest, auant qu'estre receu à produire ses Bulles à la maintenüe. Et depuis il baille autre requeste, par la-

9. On n'est tenu de proceder au petitoire, que la sentence du possesseur ne soit entièrement executee.

quelleil dict auoir consumé tous ses biens à la poursuite dudit Benefice, requiert estre receu à faire cession de biens, fors du titre qu'il auoit audit Benefice, lequel il n'estoit tenu laisser par ladite cession, parce que ce seroit bailler ingres vtieux en vn Benefice. Neantmoins il est debouré de la requête, par Arrest de ladite Cour de Bretagne.

Et celuy qui a sentence de maintenue, n'est tenu de rendre les fruiets de la chose contentieuse, quand ores il succombe en petitoire, sinon ^a depuis la cause contestee en petitoire. Et pendant la complainte lon ne peut demander autre prouision que celles qui sont ordinaires, sçauoir est le sequestre, & la recreance : comme si lon demandoit prouision de bastir en lieu contentieux, en baillant caution de demolir : car ce ne doit estre permis, & ainsi en fut dict ^b par Arrest le 26. Nouembre 1514. ne pareillement en reintegration n'est car la reintegration n'est qu'une prouision.

Dauantage, il y a vne autre fin de non receuoir, ^c qui est, que si le demandeur a intenté vne action petitoire, & neantmoins pendant procès, il empêche le defendeur en possession de la chose contentieuse : le defendeur, soit auant ou apres la cause contestee, pourra dire qu'il n'est tenu de proceder & aller auant, iusqu'à ce que le demandeur l'ait rendu & fait actuellement & realement possesseur de la chose contentieuse : & ainsi en fut dict par Arrest donné le dernier iour d'Auil, l'an mil cinq cens trente-deux. ^d

Mais il y a vne maniere que lon ^e appelle negatoire, laquelle combien qu'elle semble estre petitoire, neantmoins ne l'est : & celuy qui l'intente ne constitué le defendeur possesseur, & la forme d'intenter ceste action est, à ce qu'il soit dict & déclaré le defendeur n'auoir droit d'aller & venir par tel lieu, &c. Et y a plusieurs autres actions lesquelles semblent estre petitoires, lesquelles ne le sont : comme si lon propose pour auoir payement des arrearages de quelque rente, sans conclure à continuation : & en ce cas si le defendeur defend lors pour raison de la denegatio qui emporte trouble, le demandeur pourra former complainte.

Semblablement ce a lieu en autres deuoirs annuels, comme droitz, desquels il n'y a que le Roy qui soit possesseur, pendant l'opposition baillee à la saisine, mais ce doit estre entendu quand on le denie ou contredire le Seigneur, autrement non, sinon ^f en cas où vn priué seroit possesseur pendant procès : car il y a Ordonnance du Roy Philippes de Valois, faite l'an 1354. ^g par laquelle est ordonné, que si le Procureur du Roy fait question d'une chose du domaine du Roy, ou de iurisdiction, ledit Procureur ne peut faire saisir la chose contentieuse pendant procès, si n'est préalablement ordonné par le Iuge : & ce ne doit estre ordonné, sinon ^h en cas, que pour vn homme priué, le Iuge ordonneroit ladite saisie : & si autrement il est fait, il est permis au defendeur exploicter la chose saisie, sans pource encourir l'amende de saisine brisée.

Plus par semblable raison aucuns tiennent, que celuy qui a fait faire vne torsionnaire executio, pour raison de quelque dette, qu'il n'est tenu de proceder au principal, apres l'appel de ladite execution vuidée, iusques à ce

10. La maintenue excusée de ne restituer esfruits, fors pui la contestatio sur le petitoire : Or que prouision extraordinaire n'alien en complainte.

11. Le demandeur en action petitoire peut tendre à fin de non proceder, iusques à ce qu'il soit actuellement possesseur, si n'est empêché par le demandeur.

12. De l'action negatoire : Or des actions ressemblables petitoires, lesquelles ne le sont.

13. Pendant l'opposition faite à la saisie, l'opposant est possesseur, Or de l'Ordonnance du Roy Philippes de Valois.

14. Si le torsionnairement exécuté, peut tendre à fin de non proceder iusques à ce que les choses soient restituées.

que celui qui a fait faire l'exécution, ayt entierement restitué à l'exécuteur les choses prinſes par exécution: tout ainſi que ſi l'on a intenté vne action inepte, & que l'on en ſoit decheu, l'on ne peut venir à l'apre & conuenable action que preallablement l'on n'ayt payé les deſpens de l'inſtance mal intentee. Toutesſois par Arreſt donné à Paris le 12. de May 1541. entre Triſtand de Boyſi Eſcuyer, demandeur d'une part, & Loys Bonneauin auſſi Eſcuyer deſendeur d'autre, jaçoit qu'il fuſt dit qu'il auoit eſté mal exécuté à la requête dudit le Boyſi, & bien oppoſé par ledit Bonneauin, & enuets luy condamné ledit Boyſi és deſpens de l'inſtance, dommages & intereſts de l'exécution reale: neantmoins il fut permis par meſme Arreſt audit de Boyſi faire mettre ſon premier Arreſt à exécution pour le paſſus, deduction faite de quelque ſomme de deniers, dont ledit Bonneauin demandoit compenſation.

Outre ſi le demandeur demande l'enterinement de lettres Royaux tendans à caſſation ou reſciſion de certain contract, tranſaction ou ſentences, és cas, eſquels la ſentence peut eſtre miſe au neant par lettres Royaux en chacun deſdits cas le deſendeur pourra dire par fin de non proceder, qu'il n'eſt tenu d'aller auant iuſques à ce que le contract, tranſaction ou ſentence dont l'on demande reſciſſion, ſoit ^{15. Pendant le} veſtu & le deſendeur iouyſſant du contenu au contract, par maniere de prouiſion, oſſrât le deſendeur bailleur cautiō de rēdre ſ'il eſt dit en fin de cauſe que faire ſe doiue. Aucuns toutesſois tiennent, qu'on ne doit alleguer par fin de non proceder, ains requérir ſeulement pendant procez le contract eſtre entreteſu. Et ceſte opinion eſt bieſ fauorable d'autant qu'elle n'empêche point la pourſuite du principal. Mais ſi vn tiers poſſedoit la choſe dont le deſendeur eſtoit deſclaré iouyſſant pendant le procez de reſciſſion, & qu'iceluy tiers n'eũſt droit ne cauſe du demandeur: en ce cas le demandeur en reſciſſion ne ſeroit tenu retirer la choſe du tiers, & en faire le demandeur iouyſſant. Auſſi quand quelqu'un obtiēt lettres Royaux, pour faire reſcinder quelque partage comme eſtant enormement deceu par iceluy: & que par ledit partage ont eſté baillez deniers, celui qui eſt demandeur en reſciſſion ne doit pas rēdre pēdant procez les deniers qui luy auroiēt eſté baillez pour partie dudit partage, ne ſemblablement les autres choſes qu'il auroit eu par partage: car ce ne ſeroit pas veſtir le contract de partage, mais pluſtoſt le deueſtir. Ioinēt que veu que ledit demandeur demande reſciſſion de partage, parce qu'il a moins eu qu'il ne luy appartenoit: il ne doit pas rēdre pendant procez ce qu'il a eu par ledit partage. Car cela qu'il a eu luy tiēt lieu pēdant procez de la portion qu'il auoit par indiuis. Cōbien ¹ qu'en routes lettres Royaux de releuement on met ceſte clause: Pourueu que celui qui veut eſtre releué, ſoit diſpencé de ſes foy & ſerment baillez iur le contract, par ſon Prelat ou autre ayant pouoir à ce: neātmoins il n'eſt point tenu d'appeller partie ^m aduerſe pour luy voir oſtroier ladite diſpenſe, ains les Eueſques ou leurs officiers les baillent ⁿ indinctement ſans cognoiſſance de cauſe. Et n'eſt l'heritier tenu auoir diſpenſe du ſerment de ſon predeceſſeur & fuſſit la produire en la production, ſans en informer en l'entree de

230: PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
la cause sinon que partie aduerse le requist, & offrist ceder au proces en in-
formât de la dispence: car lors cōuiendroit en informer, autrement il auroit
les despens iusques au iour qu'il en seroit informé. Aussi auioird'huy on ne
garde point plusieurs effects des o foy & sermés baillez par le droict Canō.
Comme si on a prins quelque deniers à vsure, & on fait serment de les
payer, il faut premierement les payer pour raison de l'observation de foy &
serment: & par apres le repeter selon le droict Canon. Toutesfois auioir-
d'huy nous n'en vsons point, ains la Cour & autres Iuges cassent les con-
traicts quand ils sont iuraires sans auoir regard édictes foy & serment.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXXIII. Des fins de non receuoir, &c.

E Rançois I. 1539. Art. 61. *Rebuff. Tom. 3. Traict. de mat. poss. Artic. 2.* interprete
cette Ordonnance. Au reste le iour est adionsté pour euitier la dispute
des Docteurs, *an dies termini computetur in termino*: qui est resolué par *Guid.
Pap. quest. 270. l. 1. §. denique, D. de minor. l. 1. §. dies. D. quando appell. si Bart.
m l. 1. D. si quis caus.* Par la disposition ciuile tous interdicts sont annuels,
l. 1. §. vs. l. 4. D. de interdictis. Encores que quelques vns soient d'opinion qu'en matiere
de complainte, la possession soit continuee par an & iour, si est-ce que telle opinion
ne se peut prouuer en termes de Droict. Car il suffit que le demâdeur soit possesseur
lors de la complainte ou reintegrande intentee, *l. 2. §. hoc interdictio. D. unde vs. l. 1. D. vsi
possid.* Mais *Alex. Immol. c. 88. vol. 5.* dit qu'en matiere de complainte pour obtenir en
icelle, le demandeur doit prouuer qu'il estoit possesseur lors de la contestation en
cause: mais par la Pratique de France, la chose contentieuse est lequestee. Partant
lors de la contestation le Sequestre en est ou doit estre saisi, & le demandeur ou de-
fendeur ne possèdent point, *reipsa.* Car celuy obtient la Recreance. qui a possédé la
derniere annee auant le trouble. *Faber in §. vt iurenda. Inst. de interdict. num. 16.* dit que ce-
la se gardoit anciennement en France: mais que de droict il ne se gardoit aucune-
ment, sinon quand la possession se perd par l'elcise d'un an. Par la Coustume de l'oi-
ctou; tant ancienne Art. 435. que nouuelle Art. 399. és matieres d'applegemens suffit
possession d'an & iour par celuy qui s'appiege, ou par autre dont il a le droict; *Philip.
Desius Casp. 102. in princ.* traicte ceste question, quelle preuue est la plus certaine de la
possession nouuelle ou ancienne: Il resoult & conclud en fin que l'ancienne posses-
sion est à preferer à la nouuelle. Au reste selon droict commun si quelq'un n'a peu
former la complainte dedans an & iour, au moyen de quelque iuste & legitime em-
pechement, si est-ce qu'il peut agir en estant releué du temps par le moyen de la
clause ordinaire, *Si qua mihi iusta causa videbitur l. 1. §. si quis propter mundationem. D. de
viti. actio. que prom.* Mais par les Ordonnances de France, cela n'est point permis, quel-
que iuste cause ou pretexte qu'il y ait. François I. 1539. Art. 61. Ce qui n'a lieu s'il est
question du possessoire pour raison d'un Benefice. Car il peut estre receu apres l'an &
iour, si le possesseur d'an & iour n'a aucuns titres pour fonder sa possession. *Idem rursus
est,* si ladite instance de Complainte demeure sans poursuite par an & iour. Car alors
elle ne se peut plus reprendre.

b Ce passage montre bien euidentement que l'Auteur a fait vne Edition de ses
Institutions Latines plus amples, ainsi qu'il a esté dit cy dessus au Chap. 17.

c Livre II. des Arrests, Tit. 3. Arrest 16. de la derniere Edition.

d *L. nam posita §. si ius temporalis. D. de iurern.* Au rest l'Ordonnance du Roy
Charles IX. 1563. Art. 15. est cōtraire, laquelle est gardee. Car encores qu'il y ait cō-
ratiō, elle ne peut auioird'huy perpetuer ou proroger l'action, si la cause est discon-

tinuée par trois ans & à la prescription son cours, comme si ladite instance n'auoit esté formée n'introduite, sans qu'on puisse dire ladite prescription auoir esté interrompue. [Et qu'à ce qu'anciennement on tenoit qu'en pratique l'actio estoit perpetuelle, il est prins & tiré du droit canonique, *c. venerabilis, De iudic. extra & ibi Bald. Felin.* Mais ce qu'on disoit que l'instance estoit perie par le temps & espace de trois ans auant contestation en cause procede du droit civil.

c Ce qui suit est aussi pris en partie des Annotations.

f *Cap. quarelam. De elect. Faber in §. retinenda. Inst. de interd. l. 1.* Il se trouue Arrest du 13. iour de Iuillet 1522. contre les heritiers d'un habitant de Mafcon pour vne veufue donatrice de tous biens. *Rebuff. Tom 3 Traict. de matrim. poss. l. 1. Art. 5. gloss. 1. num. 26. 17. & 18.*

g La nouuelle Art. 401. Tels applegemens & complaints n'ont lieu en chose concernant meubles seulement: mais quand le meuble vient en consequence de l'immeuble, par vn droit & moyen, comme pour vn hostel auquel y a plusieurs biens meubles ou immeubles, ou si en la Iustice d'autrui est prins aucu meuble, en le troublant en sa iurisdiction: & en autres cas semblables lesdicts applegemens & Complaintes n'ont lieu.

h Cest Arrest est aussi recité par Papon liure 8. des Arrests. Tit. 4. Arrest 1. comme aussi par Rebuffe & Chopin 1. *de morib. Paris. Tit. num. 4.* mais ils le datent du 14. Iuillet 1537. sur la Coustume de Paris. Art. 97. *Masuer. in Praxis. Tit. de poss. §. item casus nouitatis. Idem. du meuble accessoire à l'immeuble; Masuer ib. l. 1. §. alud. §. seq. D. de vi & vi arm. l. 1. si altera §. hoc iure. D. de iur. l. long. D. de dures. & temp. præs. Chop. ib.* Notez que l'un suruenant sur l'autre, on fait droit premier sur la restitution du meuble. Arrest du 22. Ianuier 1571. ainsi qu'il a esté expliqué en la Conference des Coustumes partie 2. Tit. 4. sur ledit Arrest 97. de Paris.

i Ceci est pris des Annotations. *Vide l. magnam. C. de cont. stipul.*

k Cela a esté iugé souuent par plusieurs Arrests, encorés que *Faber d. §. retinenda. Inst. de interd.* soit d'autre aduis. Masuer neantmoins en sa Pratique. *Tit. de poss.* ne s'accorde avec luy.

l *Vide l. in honorariis. D. de act. & oblig.* Telles actions ne sont, *in bonis nostris ante litem contestatam, puta iniuriarum actio, l. iniuriarum. D. de iniuriis.* Laquelle est esteinte par an & iour, suiuant la L. *Constitut. C. de iur. & apud Rot. Dec. 2. Tit. de iur. Fab. in c. si autem de rescript. extra. Vide item can. si quis iratus, in princ. can. si quare, §. temeritas 2. quest. 3.*

m Autre Arrest du 27. Iuin 1537. entre Jean Durier Apothicaire de Feurs en Forests appellant des procédures faites par le Bailly de Forest, contre Jean de Verpille, recité par Papon 8. des Arrests Tit. 3. Arrest 13. en matieres d'iniures verbales, l'iniurié se doit repentir & desdire deuant le Iuge, & recognoistre la faute, dont sera baillé acte à celui qui est iniurié: *verbo qui in duxit reparet iniuriam ut qui lam aut recte.* Et quelquesfois l'iniurieux est condamné en quelque amende, & aux despens avec defences: sinon qu'il fust question de grâdes iniures & atroces, où il fust besoin entrer en preuues contraires Le Iuge ordonne quelquesfois suiuant les Arrests de la Cour, que l'iniurié comparoisse pardeuant luy en la Chambre du Conseil pour dire & declarer en la presence de la partie offensée, & parés, iusques à certain nombre, qu'il ne sçait que bien & honneur de la partie iniuriée, dont est octroyé acte. Les circonstances sont fort considerables & doiuent estre bien pesées.

n Ceci est pris des Annotations. *Gud. Pap. Decis. quest. 359.* Toutesfois elles se leuent quelquesfois apres l'an & iour, si le fermier ou receueur presente Requête à ceste fin, ne plus ne moins que toute autre sentence se peut mettre à execution apres l'an. *Bar. in l. vi. D. si quis iudic. non obi.* en rend la raison, parce que telle amende est penale. Et parlent de l'amende non adiugée ou declarée par le Iuge.

o Ceci est tiré des Annotations. *Vide in d. l. dudum. C. de contr. empt.* Tiraqueau & Grimaudet Traicté des retraicts.

p *L. properandum §. illo. C. de iur. l. Boer. in Consuet. Bitur. Tit. de iurisd. §. 23.*

q *Baldus in d. l. properandum §. illo.* Car encorés que l'instance soit perie, le Iuge de son office peut condamner aux despens. *Felin. in cap. venerabilis extr. de iudic. rappor-*

ce la forme que Marianus veut estre gardee. *Dec. consil. 34. in prima parte Consil. Qui enim litem inchoauit nec perfectam est tenetur ad expensas in lite perempta factas.*

r *L. vlt. C. de praes. 30. vel 40. ann. & vbi. Bartol.*

s Cecy est tiré des Annotations.

t Ceste opinion n'a point de lieu à present. D'autant que l'Ordonnance 39 & 1163. Art. 15. est fort estroitement gardee, qui abroge ladite loy *Proferendum § vlt.* & en s'ot les impetrans deboutez de l'enterinement desdites lettres. Notez que le Roy Henry III. à present regnant a ordonné par plusieurs Edicts & Declarations faicts en l'an 1594. & 1595. pour les reductions des provinces distraictes de son obeysance qu'il n'y auroit aucune peremption d'instance pour le temps qui a couru pendant les guerres dernieres, comme aussi les Roys Charles IX. & Henry III. par plusieurs Ordonnances en auoient pareillement ordonné sur les Edicts de Pacification des troubles aduenus en ce Royaume pour le fait de la religion 1570. Art. 32. & 33 & 1577. Article 37. & 38. mise au liure de la Conference des Ordonnances Royaux, Tit. 5 & nostre Roy à present regnant par son dernier l'dict à Nantes au mois d'Auril 1578 registré en Parlement le 25. Feurier 1599. en la Chambre des Comptes le dernier iour de Mars, & en la Cour des Aydes le 30. & dernier iour d'Auril audict an. Art. 59. en auant ordonné.

u Ceste l. *proferendum*, n'a point de lieu contre le fisque. Au reste il a esté iugé par Arrest donné en la Cour le 19 iour 1592. au rapport de M. Jean Duran que les instances criminelles sont suiuettes à peremption. Autre pareil Arrest du 10. iour de May 1597. au rapport de M. le Picard en la seconde chambre des Enquelles sur vn appel interjeté du Seneschal de Poictou au profit de François Sabourin & ses conlorts appellant d'vne part, & Gabriel Hatton intimé d'autre. Chopin lib. 1. de iurisd. Andegau. ad Art. 82. num. 5.

x l. si de vi. D. de iudic. l. ordinarij C. de rei vindic. l. incerti. C. de interd. cap. pastoralis. cū dilectus. De causa poss. § significauerunt. extr. de iustib. c. fin. extr. de sent. & re iud. vbi Cardinallus, d'oū est tiré l'Art. 49. de l'Ordon. 1539. in l. naturaliter §. 1. D. de acqu. poss. Panor. in citem cum qlem. i. l. notab. De restit. spoliat. c. 2. § cap. fin. De ordin. cogn. extr. c. Pisanus. De rest. spoli. Clem. 1. de causis poss. Rebuff. l. 1. Fab. in § item seruana Inst. de actionibus. Tract. de sent. excec. Art. 6. gloss. vn. nu. 3. 4 & 10. Au reste, cest Art. 49. a lieu aussi en matiere profane, encores qu'il ne parle qu'en matiere Beneficiale: par identité de raison. Arrest du 11. iour de May 1544. recité par Rebuff. Tract. de sent. excec. Art. 6. gl. vn. num. 2.

y Faber in d. §. reuocanda. Inst. de interd. l. c. in d. l. incerti. C. de interd. l. c. Il se trouue Arrest du 22. iour de Novembre 1543. sur vn appel comme d'abus d'vn Official qui auoit ordonné que l'on procederoit au petitoire pardeuant lui, auant que payer les despens de l'instance possessoire: ce qui fut infirmé Il doit rendre les fruiets, dommages & interets liquides, & bailler caution des non liquides. Arr. du 13. iour de May 1544. Rebuff. Tract. de sent. excec. Art. 6. gl. vn. nu. 18.

z Cest Arrest és Annotations est coté du 2. iour d'Aoust 1512.

a Cap. 2. extr. de sequest. poss. & fructuum.

b Rebuff. Tract. de sent. excec. Art. 9. gl. 3. num. 14. & 15. Cotte cest Arrest du 17. Nouembre 1514. où il dict aussi qu'il a veu donner cependant prouision d'alimens par Arrest du 13. Mars 1533. pour le sieur de Culan, contre la Dame de Toure-vile. Papon cote cest Arrest du 13. de Feurier 1533 liure 8. des Arrests Tit. 4. Arrest 5.

c Cosmas Guymier. in Pragm. Sanct. Tit. de collat. §. item vniuersitates in verbo possidebunt & Tit. de causis in verbo neque & grauamine, tient que celuy qui a obtenu sentence de main-tenuë est semblable à celuy, qui ex secūdo decreto rem possidet: vti enim ille fructus suos facit: ita hic Tellement que si la possēssion d'vne rente annuelle est adiugee à quelqu'vn, lequel estât pouruiuy par apres au petitoire, perd sa cause, n'a point les arrerages precedens, la sentence donnee sur le petitoire, ainsi qu'il se voit es Arr. mis à la fin du stil de Parlement en Latin Ausfr in dic. Thol. q. 424. dict aucontraire que celuy qui perd sa cause au petitoire doit rēdre les fruiets par luy prins & perçeus puis la cōfession en cause au petitoire par le droit cōmū, in l. certum. C. de rei vindic. L'opiniō de Guymier & l'Arrest cité est fort à propos de nostre vface & Pratique. Decij. R. 14. 405. & est

con-

confirmé par Boër. *Decis. Burd.* 340. gloss. in cap. *significauerunt extra de testibus. in antiq. & ibi Felin. Ro. Decis.* 388. Nostre Auteur toutesfois a suiuu au texte François l'opinion d'Auster. Par la contestation en cause, on est rendu possesseur de mauuaise foy : laquelle cesse quand on a la possession en vertu d'un iugement, ou sentence de recréance. *Res iudicata pro veritate habetur. l. ingenuum. D. de stat. hom.* Cela est encores confirmé parce que Rebuffe escrit sur le *Concord. tit. de fin. appell. sub fine*, où il dict auoir esté ainsi iugé par Arrest. L'instance finie, les fructs apres contestation ne sont point rendus. Dont il appert que telle presumption de mauuaise foy, procedant de ladite contestation est facilement ostée & effacee. Le contraire de cest Arrest est soutenu par Alciat, in *l. in apud quem. C. de edicto. Notez* que celuy qui agit au petitoire, possesseur aduersarium agnoscit. §. *omnium Inst. de action. Cui datur actio, multo magis exceptio, l. vindicantem. D. de uenit.* ainsi qu'il a esté iugé par Arrest recité par Gallus, q. 162. num. 17. not. & ne doit estre suiui la distinction de lason, in §. *aque Inst. de act. in 14. col.*

d Cest Arrest donné entre le sieur de Lauzon, & le sieur d'Albin, prouoncé par feu M. le President Lizer, du dernier Autil 1532.

e Cecy est pris des Annotations.

f L. 2. D. *si seruit. vindic. Faber in §. aque Inst. de act.* ainsi a esté iugé par Arrest, comme escrit Gall. q. 68.

g Il faut lire 1544. comme és Annotations de l'Auteur, & non 1554. Car le temps n'y respondoit aucunement, & ainsi est-il au stil du Parlement Latin, tit. 16. §. 3. Boër. tit. de feudu. §. 13. in *Conseru. Burg* tamen scripto inter priuatum siccumque pendente, siccus rem conseruare non possidet. Guid. Pap. qm. 366. *Fiscus ritur in re priuato, facit. l. 1. C. de pct. her. l. defensionis. C. de iur. fisci, l. fin. C. de bonis vac. lib. 10.* Le texte de ladite Ordonnance est tel, *Hanc in perpetuum valitura constitutione sancimus, vt si qui procurator noster amodo mouere voluerit, vel moueat licet super re vel iurisdictione quacunque contra possidentem, non dissasiatur seu tui betur possidens, nisi prius causa cognita, nec ad manum nostrâ res litigiosa ponatur, nisi in casu, in quo si lu esset inter priuatos, res ipsa contentiosa ad ipsam manum tanquam superiorem poni deberet, & si possidens vel falsus lite pendente ritatur in casu pramisso, iurisdictione vel re contentiosa, declaramus ipsum non posse vel debere super attentatu impeti propter hoc vel molestari.*

h Vide DD. in l. à duo Pio. D. de re iudic. Bald. & Salicet. & in l. edita. C. de edendo. Index, inquit non admittit emendationem libelli, nisi si prius expensa ob priorem libellum ineptum resandetur. Ne sert de dire contre Arrest recité au texte François, ce qu'on dict communément, *Spoliatus ante omnia restituendum esse.* Ce qui s'entend & alicu quand les choses sont ostées par autorité de Iustice, laquelle a force de chose iugee, combien que le texte Canonice semble signifier le contraire, *cap. conquirente. De restitu. spoliati.*

i Cap. *suscitata extr. de integr. rest. lason. in l. causa cognita. C. de transact. Guid. Pap. q. 213. Cōbié la decis. Thol. q. 54.* semble y contrarier, si est-ce que Auster. est de mesme aduis. Ce qui le pratique ordinairement que tous contractz soient entretenus pendât le procès. l. vn. de repoi. qua sunt, l. si quis maior. C. de transact. Arrest du 3. iour de Iuillet 1523. recité par Rebuffe, *tract. de sent. promiss. num. 132.* contre Ieanne l'auure, veufue du feu Greffier des fleus. Du Moulin, *tract. de vsur. q. 38. parte 7. stil. Parl. art. 133.* Pareil Arrest donné auparauant le 20. Autil 1515. cōtre le Comte Porcian, par lequel il fut dict que pendant la nullité du cōtract on payeroit les arrerages de la rente cōstituee, ores que le cōstitut fust maintenu estre furieux lors de la constitution. Autre Arrest du 15. iour de May 1515. en baillant caution. Pareil Arrest du 19. iour de Iuillet 1513. que les arrerages de la rente accoustumées estre payez, seroient payez pendant le procès, sil y a contract par escrit: *Nisi nullitas probaretur ex ipsis actis, Bart. in l. 4. §. condemnatum. D. de re iud.* Ores que le cōtract soit maintenu de faux, & y ait inscriptiō en faux: *Quia semper praesumitur pro instrumento. Bald. in l. cum precibus. C. de probat. Roman. Conf. 244. Hippol. Conf. 16. lason. Conf. 87.* Ainsi qu'il a esté souuent iugé par Arrest du 27. Mars 1527. & aux Arrests generaux de la veille de l'Annonciation 24. Mars 1540. contre vne veufue qui auoit obtenu lettres Royaux pour faire casser vne transaction par elle faicte, tant en son nom, que comme mere & legitime tutrice de ses enfans : combien mesmes que ledit contract fust pretendu nul & vsuraire, finō que l'vsure fust manifeste par la teneur du cōtract. Rebuffe, *tom. 2. tract. de restitu. in prefat. num. 34. art. 3. tit. 1. gloss. 1. num. 43.*

art. 1. gloss. 5. nu. 11. gloss. 7. nu. 7. tract. de rescript. contr. art. vn. tract. de constit. reddit. art. 1. gloss. 19. Voyez cy dessous le chap. 3. sur la fin de ce liure 1.

k En France on a de coustume d'obtenir lettres de rescision de contrats contre les deux, c'est à sçavoir cõtre le premier vendeur, pour voir rescinder ledit contract, contre l'acheteur & deteneur de la chose, à fin que le contract estant cassé, il soit cõdamné rendre & restituer la chose, & sic, le rescindant & le rescisoire sont cumulez, *lin causa 1. §. 1. D. de minor. l. minor. D. de euict. l. 1. D. de statu defunct. Guid. Pap. qu. 143. Specul. tit. de integ. rest. §. 1. vers. sed nunquid.* Les deux clauses du rescindant & rescisoire sont ordinairement inscrites en lettres Royaux de rescision de contract. *Faber in §. rursus, num. 1. 1. 2. 6. Inst. de act. 100. Petr. de Ferrar. in forma libelli super petit. rest. in integrum in gloss. ad dimittendum. Dignus in d. §. rursus. Inst. de act. R. buff. tom. 2. de rest. in praf. num. 31. art. 1. gloss. 5. num. 11. tract. de resc. contr. art. vnc. gloss. 6. num. 11. gloss. 21. num. 14. gloss. 23. num. 20. & 21.* Et quand le rescindant & rescisoire sont cumulez, le defendeur est tenu y defendre & proceder. Arrest du 16. iour de Septembre 1540. aux Grands-Iours de Moulins. Le rescisoire est l'execution du rescindant. *Non codemque iudicio & una actione rescinditur & tractus, & res petitur vt in querella inoffic. & Stam. Chiac. in Parat ad tit. 28. lib. 1. Cod. Ragueau en son Indice.* Le rescindant est personnel, lequel estant cumulé, ainsi que dict est, avec le rescisoire, qui est reel il doit suiuant la disposition de Droit, estre preablemement iugé & terminé. *l. 2. C. vbi & apud quos cogn. 1. rest.* Arrests donnez en Audience le 20. Auiil 1578. 16. Auiil 1561. & 16. Iuillet 1565. Bacquet, traité des droits de Justice, chap. 8. nombre 17. Au reste, il faut noter que la façon d'enteriner lesdites lettres est prise ex lege omnes, D. de in integr. restitut. *R. buff. tom. 2. De rescript. contr. art. 1. gloss. 1. num. 34.* Nous auons monstré cy dessus comme les contracts doiuent estre entretenus par plusieurs Arrests recitez par Rebuffe, lequel en cite plusieurs autres, mesmes vn du 14. Iuillet 1539. contre vn Escolier demandeur en rescision. Mais sile contract ne peut estre gardé n'entretenu, cependant l'acheteur repete le prix en baillât caution. Arrest à ce propos du 28. iour d'Aouit 1528. *Datum ob causam, ea cessante r. petitur, l. 1. D. de conduct. caus. dat.* Ainsi pendant l'instance pour le rescisoire, il iouira de la chose achetee, baillant caution Arrest du 22. iour de Mars 1524. & aussi pendant la rescision, la dor ou doiiaire seront payez. Arrest du 8. iour d'Auiil 1529. pour la Dame de la Ferté, contre le sieur de Richardeuille. *R. buff. tract. de rescript. contract. art. 1. gloss. 4. num. 7. & 8. Papon liure 16. des Arrests, tit. 3. Arrest 8. & 3. des Notaires, liure 5. chapitre de rescindant & rescisoire. c. Imbert, in verbo, rescindens & rescissum, en son Enchiridion. Specul. tit. de in integr. rest. §. 1. vers. sed nunquid in eod. Guid. Pap. q. 143.*

l Panoritis. & D. incap. 1. extr. de iureiur. Innocent. in cap. cum inter. De renuntiati. gloss. in cap. 3. De iureiur. extr. & in cap. ad aures extr. De his qua vi metus, & c. Panor. in cap. nō est De voto & voti redempt. Ce que nous gardons à present. Car l'Euesque, pour le iourd'hy dispense sans aucune cognoissance de cause. Anciennement il entroit en cognoissance de cause, *cap. debitorum extr. de iureiur. Solus princeps gratiam iurisurandi facit, l. vlt. Dig. ad municip. Papon, 3. des Notaires liure 8. tit. des Respits, quinquennelles. Rebuff. tract. de rescript. contr. art. vn. gloss. 23. num. 15. 16. 17. & 18.* Au surplus, faut noter que le texte François en cest endroit est extrait des Annotations.

m *Felin in cap. 1. De iureiur. extr. Guid. Pap. q. 225.*

n Cela est prins de Guid. Pap. qu. 140. *Pernulcata, inquit, obseruatione, Episcopi atque Ardi-
episcopi sacramenta emittunt indiscriminatim causa non cognita, relaxationeque ha in foro laico &
Ecclesiastico tolerantur. Bertrand. Conf. 186. in 2. parte decis. cap. Thol. quest. 62. Felin in cap. 2. De sponsal. & cap. 1. De iureiur. extra Guid. Pap. q. 195. & 225. cap. debitorum extra. De iureiur. Papon liure 8. du 3. des Notaires, tir des Respits & quinquennelles. Ceste dispense est fort peu considerable, mesmes principalement quand il est question de la rescision d'un contract fait par force & violence, encores que *Ioan. Andreæ, & autres Docteurs, in d. cap. debitorum, extra de iureiurand. tiennent le contraire, princeps enim laicus potest iurisurandi gratiam facere, d. l. Imperatores, D. ad municipalem. Guid. Pap. q. 178. & 194.* Au moyen dequoy la glose in l. adigere. D. de iure patron. & Bald. in l. nec patronus. D. de op. libert. monstré que la loy a force d'un rescript Apostolic, pour la dispense du sermēt. Toutesfois nostre Auteur estime que le texte de ladite loy *Imperatoris*, lett fort peu, pour monstrer que*

le Prince peut donner telle dispense de serment. D'autant qu'aujourd'hui la raison est fort différente. Car ces Empereurs dont elle parle n'estoient point Chrestiens, ains Ethniques & Payens, Elle est attribuee à *Seuerus & Antonius*, mais il estime qu'il faut lire *Verus & Antoninus*, & alter sit *Elivs Verus*, alter *Marcus Antonius*, qui fratres fuerunt, ut à *Iulio Capitolino* proditum est in *Eliv* ero. Vbi ait *Verum* praponi *M. Antonio* à plurimū non ordinem imperandi, sed vivendi sequentibus. Ce qui est expliqué plus amplemēt par M. Tiraqueau, sur la loy si *ynquam*. C. de *reuo. donat*. Partant il n'y a point alors aucune separation des choses spirituelles & prophanes. Ce droict ne competoit point à leurs Pontifes. Mais aujourdhuy le soing des choses spirituelles appartient entierement aux Euesques & Prelats, & des prophanes aux Princes temporels. Nostre Autheur estime, que ceste dispense estant obmise es lettres de rescision, le Prince ne remet point le serment: auquel neantmoins il veut que lon n'ait aucun esgard, comme contraire aux bonnes mœurs: à fin de ne suiure l'exemple du Roy Herodes, qui prefera la reuerence de son serment à la mort du tres-sainct Prophete Iean.

Voicy est pris des Annotations, *Vide DD. in Ladmonendi. D. de iureiurando, & Tract. de viribus iuram. Antonij de Petruca ad l. i. D. eod. tit.*

DE EXCEPTIONIBVS COMMENTITIIS ac nouissimè datis.

CAP. XXXIII.

Et iterum de commentitiis, nouèque prodiis exceptionibus differamus. Ha autem principalibus fere constitutionibus depromuntur: veluti ea quæ datur aduersus famulum mercedem operarum repetitum post annum quo famulatio excessit: necnon si solarium deponat pro longiore quàm triennij ministerio: si modò eum cui ministrarit, interim de mercedis exhibitione nō rogarit: neque publicam scripturam, neque ipsum syngrapham in debiti fidem memoriæque susceperit. Item ea quæ aduersus aramtopolas, panifices, caterosque opifices, necnon alios qui pannos, mercisque id genus, vel operas minutatim diuenditant, præscribitur si intra semestre tempus à prime venditionis die numeradum neglexerint, aut cum debitore rationum summam cōficere, aut publicas siue priuatas debiti tabulas exigere, aut debito soluendo debitorem interpellare. Præterea, annua pensationis pecunia comparata debitorem ea tuctur exceptio, ut à se longioris temporis quàm quinquennij reliquia condici non possint: sed vestigal solarium huic temporalis metæ eximitur: nam huius reliquia non nisi spatio legitimo præscribuntur. Insuper, causarum patroni procuratoresque ab honorarij salariique suspetitione submoventur, si intra duos à præbitis operis artibusque annos de eo litem non mouerint, nisi perspicuis argumentis se ad agendum non dolo procedere ostendant. Sanè in hoc ea non comprehenduntur, quas in litem fecerint, expensa: semper enim ad eas repetendas via patet expedita: sed earum quantitas non testibus, neque iureiurando, sed ephemeridum, diariumque scripto (quod his ea de re consecerint) ritè probatur, si modo viginti nostrates solidos illa in singula prærogati factique sumptus capita non excedat. Item aduersus contractum vi, dolo, metu-ve initum, quæ-ve ultra iusti pretij dimidiam quis deceptus est, si intra decennium à Principe non fuerit

De commentitiis, ac recès datis exceptionibus.

Vendeurs en détail.

restitutus, ei postea agenti huiusce significationis officit exceptio: quamvis euidēs aequitas ei succurrendum suadeat. Id autem decennium ex eo die quo contractum est, aut vis metisue, aut alia restitutionis danda causa defuit, labi incipit. Planè in supplicationis libello quo restitutio petitur, specialiter enarranda sunt causa. Adhuc, si de rei aliquius possessione lis pendeat, recte obijciatur exceptio, quo minus interim de huiusce rei dominio inter eosdem disceptetur. Nimirum usque adeò exhorruerunt Principes nostrum decretum de possessione ac dominio simul inter eosdem quari, ut ne id principalis quidem rescripto liceat. Quod eò producitur, ut si in foro laico de sacerdotij possessione lis tractetur: de ipsius proprietate interea apud iudicem pontificium agi non possit, nisi actor liti alteri malit cedere. Præterea apud nos receptum est, neque si quis in rei mobilis venditione supra veri pretij dimidiam fraudatum se queratur, audiri oportere: neque etiam se eandem fraudem in pradiorum fructibus locandis passum se causetur. Proditæ nobis est quoque exceptio adversus constitutionem cæsaream, quæ rem litigiosam alienanti penam infligit, si eam Princeps rescripto suo remittat, ut sæpe semper solet, necnon emptorem in eandem litem causam, in qua erat venditor, subrogandum mandare. Sed ut breviter dicamus, omnes præpè alia pœna iure civili constituta apud nos exoleverunt: veluti ea quæ emphyteutam, quod triennium pensionem exolvere cessaverit, emphyteusis iure destituit: nisi ea nominatim in contractu emphyteutico adiecta sit. Item hæc pœna quæ in secundas nuptias irrogantur: præterquam quod mulier secundò nubens à filiorum tutela repellitur: nam etiam iudicis arbitrio multa castigatur, rogante fisci procuratore, quod non petito datoque filii tutore secundum inierit matrimonium. Denique adversus iudicem, aut eum apparitorem, dummodo lege aut iure publico agant, retinenda aut recuperanda possessionis interdictam non datur, nisi illi alterius iurisdictioni officiant.

Ne de dominio simul ac de possessione quæstatur.

Venditorem rei mobilis aut fructuum non iuvare beneficio legis 2. de rescind. vendit.

DES FINS DE NON RECEVOIR, INTRODUITES par les Ordonnances Royaux, sur les salaires des serviteurs, marchandise en destail, arrearages de rentes constituées, salaires de Procureurs, Aduocats, Greffiers, & rescission de contractés.

CHAP. XXXIII.

- | | |
|--|---|
| <p>1. Serviteurs dans quel temps doivent demander leurs loyers, salaires ou gaiges estans hors de service, & de trois années dernières seulement, suivant l'Ordonnance.</p> <p>2. Fin de non recevoir contre marchands vendans à destail suivant</p> | <p>l'Ordonnance 1510. Article 68.</p> <p>3. Fin de non recevoir pour les arrearages d'une rente constituée.</p> <p>4. De la réduction & moderation des rentes, à la raison d'un pour douze.</p> <p>5. De la réduction des rentes au</p> |
|--|---|

denier dix.

6. Des clauses reprobuees en vendition de rentes à deniers ou à bled.

7. De la reductiō & moderation des rentes à bled vendues pour deniers.

8. Dans quel temps les Aduocats & Procureurs doivent demander leurs salaires.

9. Procureurs ne peuvent retenir les pieces de leurs parties pour leurs salaires non payez.

10. Du salaire des Greffiers.

11. Rescision de contractz se doit demander dedans dix ans.

12. De l'Ordonnance des trente cinq ans quant aux mineurs.

13. Il n'y a reueuement pour meubles ne bail à ferme des fruiets.

14. On ne peut former Complainte pour vn exploit de Iustice.

15. Peines pecuniaires & ciuiles introduites par le droit, n'ont lieu en ce Royaume.



Ouient à present declarer les fins de non receuoir nouuellement introduites, sçauoir est par nos Ordonnances Royaux & stile general du Royaume. Et premierement l'on peut se defendre par fin de non receuoir à l'encontre d'un sien seruiteur, si dedans vn an à comter du iour qu'il sera sorty hors son seruice, il ne demande son loyer, salaire, ou gages semblablement si ledict seruiteur demande ses salaires ou gages de plus que de trois annees dernieres quil aura seruy, sinon qu'il y eust conuenance ou obligation par escrit ou sommation ou interpellation suffisante des annees precedentes, & à ce est formelle l'Ordonnance du Roy Loys XII. Article 67. ^b En ce cas n'est requis que la sommation soit faite iudiciairement: mais suffit qu'elle soit faite en iugement, ^c present vn Notaire deux tesmoins ou presens deux tesmoins seulement: attendu les termes de l'Ordonnance, qui sont, sçauoir est sommation ou interpellation suffisante.

Pareillement par lesdites Ordonnances dudit Roy Loys Article 68. l'on peut vsr de fin de non receuoir contre tous Drapiers, ^d Apoticaire, Boulangers: Parissiers, Serruriers, Chausssetiers, Tauerniers, Couturiers, Cordonniers, Selliers, Bouchers, & autres gens de mestier, & marchâds vendans ou distribuans leurs denrees ou marchandises à detail, s'ils ne demandent leurs denrees, ouurages & marchandises par eux fournies dedans six mois, à compter du iour auquel ils auront baillé & liuré la premiere denree ou ouurage: & ce a lieu aussi quant aux marchandises ou ouurages vendues & deliurees depuis ledit iour dedans lesdits six mois, sinon qu'il y eut arrest ^e de compte, cedula, obligation, ou sommation iudiciaire faicte dedans le temps desludiect. Toutesfois si en conscience l'on sçait lesdictes choses estre deuës ie seroy d'aduis que l'on n'vfast de ladicte Fin de

238 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
non receuoir : & ainsi en semblables termes le tiennent les Docteurs de
droict Canon & civil. ^f

3. Des arrerages
des rentes consti-
tuees à prix
d'argent.

Plus l'on peut se defendre par fin de non receuoir si l'on demâde les ar-
rerages d'une rente generale cōstituee à prix d'argent de plus ⁸ de cinq an-
nees pour le regard des arrerages qui sont outre les cinq années dernieres
toutesfois en ce ne sont cōpriles les ^h rentes foncieres & censives: comme
il est decisi par Ordonnances dudit Roy Loys, Art. LXXI. Et ne doit estre
entendue ladite Ordonnance es arrerages qui seroient escheus auparavant
ladite Ordonnance des rentes aussi auparavant constituees: mais bien des
arrerages qui seroient escheus depuis ladite Ordonnance, jasoit qu'el-
les fussent constituees auparavant. Et peut-on ⁱ demander garnison
demain de tous les arrerages escheus auparavant l'Ordonnance: & de cinq
annees depuis, si le contract de cōstitution de ladite rente est en forme au-
thentique: & pourueu qu'il n'y ait Coustume locale au contraire, ^k com-
me au siege de saint Jean d'Angely où l'on ne peut demander garnison
de main que de la dernière année. Et si la rente est creee & acquise à moi-
ndre ^l raison que de dix pour cent, le contract est declaré vsuraire: & les
arrerages payez deduits sur le sort principal, & en payant le parsus du sort
principal, le debteur est deschargé de la rente: ou bié elle est moderee, ça-
uoir est par les Iuges Royaux & inferieurs, & par la grand Chambre de la
Cour, à la raison d'un pour quinze: toutesfois la grande chambre des En-
questes les modere à la raison d'un pour douze.

4. De la redu-
ction & mode-
ration des rentes
à un pour dou-
ze.

Et si la rente est constituee à dix pour cent, ladite moderation se fait bien
à la raison d'un ^m pour quinze, tant des arrerages que du principal de la ré-
te: mais les arrerages payez ne sont deduits sur le sort principal, voire en ce
qu'ils excéderoient ladite moderation: ait esté requise, le creditur a peu
receuoir les arrerages à la raison d'un pour dix.

5. De la redu-
ction & mode-
ration des rentes
à la raison d'un
pour quinze.

Et s'il y a anticipation du payement du premier arrerage deuant la fin de
l'â à cōpter du iour de la restitution de la rête, le contract en ce regard n'est
de valeur, mais au parsus, il est bon, & ainsi en a esté iugé par Arrest de la
Cour, & dit qu'il auoit esté mal iugé par un Iuge qui auoit entieremēt ab-
sous le debteur de l'arrerage de l'année anticipée: & en emandant le iuge-
ment ladite Cour auroit ordonné que le debteur payeroit l'arrerage de la-
dite année *pro rata temporis*. Et faut entendre l'anticipation susdite, ⁿ cōme
si la rente est constituee en Mars, & est dit que le payement de l'Arrerage
de la première année sera fait à la saint Michel. Aussi la cōuénace ne vaut,
par laquelle est dit que o le debteur ne pourra admortir ladite rente de-
dans cinq ans, ou autre temps: ou que s'il admortist, il payera l'Arrerage en-
tier de l'année, en laquelle il l'admortira: car il ne doit que *pro rata*, & de
l'anticipation fut dit par Arrest le 27. iour de Iuin, 1521. & de l'autre le 21.
iour de May 1513. Mais le contract est bon par lequel il est dit que le deteur
n'ayt admorty la rente de dans quelque temps. Et à fin que cependant ar-
rerages ne courent: il baille au creditur telle terre à leuer: & en cas que
le debteur n'ayt admorty la rente dedans le téps prefix, en ce cas des à pre-
sent comme deslors ledit debteur transporte au creditur ladite terre en

6. Des clauses
reprouees en
vendsion de
Rente à deniers
ou à bled.

affiette de ladite rente, & en demeure le débiteur deschargé; mais si l'affiette excédoit la valeur de la rente, l'affiette seroit cassée & annulée, le parlus du contract tenant. Toutesfois la Cour par Arrest dupremier iour de Feurier 1530. doné entre Pierre Pelon d'une part & François Grygnon Eſcuyer d'autre part auoit reprouué vn pareil contract, & confirmé la sentence du Seneschal de Poictou ou son Lieutenant à Poictiers. Par laquelle ledit Pelon auoit esté debouté d'une cōplainte par luy formée contre ledit Grignon: pour l'auoir empesché és droicts, possēssions, & saisines de certains heritages à luy par ledit Grignon baillez en affiette d'une rente constituée à vn pour quinze, avec conuenance mise par la constitution d'icelle rente, que si elle n'estoit admortie dedans certain temps, en ce cas dès à present: cōme deslors luy transportoit lesdits heritages. Et parce que ladite rente ne fut admortie dedans ledit temps: & que ledit Grignon neantmoins cōtinua encores à tenir lesdits heritages: ledit Pelon auoit formé cōtre luy ladite cōplainte. Et ne peut-on fonder p. ledit Arrest sur ce que ledit Pelon n'auoit encores possédé realement & de fait lesdits heritages, & qu'à ce moyen il ne pouuoit former complainte. Car il pouuoit vser de l'accession de la possession dudit Grignon son Autheur & ne luy pouuoit ce obüicer ledit Grignon d'autant qu'il estoit tenu luy en bailler la possession vacue, & la garantir enuers autres, mais est fondé ledit Arrest sur ce que possession par nostre vñance ne peut estre transportee par q. vn contract illicite & reprouué, & estát contre bonnes mœurs. Voire quel que temps qu'il y ait que le contract soit fait, fust de quatre-vingts ou cent annees: ains le créancier qui s'ayde de tel contract vsuraire reprouué, est tenu de rendre tous les fruiçts de la chose ou arrerages de la rente. Et cōbien que Monsieur Tiraqueau en son Traicté des retraicts au Paragraphe du retraict, questiō 24. tiēne tels cōtraicts estre bons, quand la terre est baillee en payement des deniers prestez long temps apres le prest. Toutesfois monsieur du Moulin en son Traicté des Contraccts vsuraires, en la questiō 53. nombre 3. chapitre 68. tient le contraire, ésquels lieux on peut voir les raisons de chacun d'eux. Neantmoins ie serois d'aduis que si la réte estoit acheptée à la raison du denier 15. & qu'il fust dit par le cōtract que la terre est baillee en affiette de la rente, ou pour tel & iuste prix que la terre sera trouuée valoir au dire de gens de bien, que le cōtract de l'affiette seroit bon. Mais sans ladite clause, ie penserois que l'affiette seroit annulée, & neantmoins: que la cōstitution de la réte tiēdroit par mes raisons que j'allegue en mes Institutiōs Forēſes Latines en ce lieu, en la dernière Impression. Toutesfois vn Iuge de grād ſçauoir & autorité nagueres a doné sentence, par laquelle par vertu de lettres Royaux auoit cassé la cōstitutiō de rente faicte à la raison d'un pour quinze, & pour deniers deus pour venditiō de laine & de deniers prestez contant, & plus de dix ans apres lesdites laines vendues & deniers prestez, & l'affiette baillee plus de cinq ans apres, sans qu'il fust mis que si les terres en valoient plus il suppleroit, apres que les parties eürēt fait pareille preuue, ſçauoir est le demandeur de la plus grāde valeur des lieux, & le defendeur de la moindre valeur que la réte. Ledit Iuge cassa la rente & l'affiette, & condāna le defen-

240 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
deur à rendre les lieux, & le demandeur à rendre les deniers de la constitution, sans restitution des fruits & d'arrerages, & sans despens de la cause: dont les deux parties appellerent, baillèrent Grieffs & responses à iceux. Neantmoins la Cour confirma la ténence & cōdamna les deux parties en l'amende ordinaire. Ce que ie trouue fort dur: par ce qu'il estoit prouué par le defendeur, qu'il estoit simple marchand & homme de bien, & n'estoit coustumier d'acheter rentes: Semblable moderation a accoustumé estre faicte à la raison d'un pour quinze en rente de bled constituée à prix d'argent, eu regard au prix qu'elle a esté achetée. Et ce faict ladicte moderation tant des arrerages que du principal, si du cōmencement la rente est bien acquise. Mais si elle est mal acquise, l'on deduit les arrerages sur le sort du principal cōme en rente de deniers. Et quant à cognoistre si elle est mal acquise, ou non, il faut entēdre que monsieur maistre François Doynéau a déclaré des rentes bien constituées, où il y auoit un boiceau de fromēt acquis pour quarante sols tournois, & à mesure de Poictou, où les huit boiceaux font la charge d'un cheual. La Cour neantmoins par son Arrest du 20. iour de Ianuier 1530. declara un contract vsuraire, où dixhuit septiers froment de rente, mesure de Paris, auoient esté acquis pour cent quarante cinq liures parisis. Et par autre Arrest precedēt donné en l'an 1524. l'onzieme iour d'Auril, auant Pasques elle auoit moderé un muy de froment, mesure de Paris acquis pour soixante liures tournois à six septiers, qui est la moitié du muy. Et receut la Cour le debteur à admortir la réte: jaçoit qu'il y eust plus de quarante ans qu'elle auoit esté cōstituée: & a de coustume volontiers receuoir ainsi à admortir les rentes en deniers ou bled sans lettres Royaux, combien qu'il y ait plus de trente ans. Mais les Iuges Royaux ne le font sans lettres Royaux: n'encores, avec lettres s'il y a plus de trente ans que la rente est constituée: car combien qu'il soit baillé grace d'admortir toutesfois & quantes que le debteur voudra: neantmoins ladicte grace est prescrite par trente ans. Et est aussi à noter que ceste forme de contract n'est vsuraire, si quelqu'un preste mille liures, & qu'il soit dit que le debteur les rendra dedans la fin de l'an & où ne les aura rendus, des à present comme de lors il cōstitue au creancier cinquante liures tournois de rente qu'il promet bailler en assiette en certain lieu, & a esté un tel cōtract approuué par Arrest.

7. De la réduction des rentes, à bled, vendues pour deniers.

8. Dedans quel temps doiuent les Aduocats & Procureurs demander leurs salaires.

9. Procureurs ne peuvent retenir les pieces de leurs parties sous ombre de leurs salaires non payez.

Il y a outre vne autre Fin de non receuoir baillée par les Ordonnances du Roy Charles VII. y Article 45. par laquelle les Aduocats & Procureurs sont forclos de demander leur salaire s'ils laissent passer deux ans apres auoir fait les vacations, pour lesquelles ils demandent leurs salaires sinon qu'euidement ils facent apparoir qu'ils n'y procedent par dol ou malice. Toutesfois en ce ne sont comprises les mises qu'ils auoient faict pour les matieres, esquelles ils estoient Aduocats ou Procureurs: dont leurs papiers font foy iusques à la somme de vingt sols tournois pour chacun Article.

Et par autre Ordonnance du Roy Loys 12. les Procureurs ne peuvent retenir les pieces de leurs parties pour raison de leur salaire non payé.

Mais

Mais comme vn Procureur eust fait plusieurs mises pour la partie, & par son commandement: & le Procureur par vertu de mandement special eust transigé de la cause, & receu deniers, la partie le fait conuenir pour rendre les deniers. Le Procureur dict auoir fait lefdites mises, comme il offre informer, & aussi en rendre compte & reliqua, & dict auoir droit de retention, iusqu'à la concurrence de lefdites mises. Neantmoins le Iuge condamne le Procureur à garnir la main de la partie de toute la somme par luy receue, dont il appelle. La Cour ordonne qu'auparauant que proceder au iugement de la cause d'appel, le Procureur informeroit auoir fait lefdites mises, & fut donné ledit Arrest le 26. de Novembre, 1543. l'allegue en mes Institutiōs forenses Latines de la derniere impressiō, ^a en ce lieu, les raisons de Droit conformes audit Arrest 12.

Semblablement par les Ordonnances du Roy Louys XII. art. 48. les Grefriers ^b ne peuvent demander leurs salaires trois ans apres les causes finies: laquelle Ordonnance, jaçoit qu'elle parle en narratif des Aduocats & Procureurs: toutesfois ne deroge point à ladite Ordonnance du Roy Charles VII. parlant du salaire desdits Aduocats & Procureurs, parce qu'il y a ces mots, Sans deroger aux autres Ordonnances parlans de moindre temps. ^c

Aussi lon se peut defendre par fin de non receuoir, si celuy qui est demandeur en lettres Royaux de rescision de contract, pour raison de force, crainte, dol, ou deception d'outre moitié de iuste prix, n'est venu dedans les dix ans apres ledit contract, ^d & que la cause de lesion ou releuement a cessé: comme il est dict par les Ordonnances du Roy Louys douzième, article 47.

Et par les Ordonnances de dernier article 124. ^e est statué, qu'apres l'âge de trente cinq ans accomplis, ne se pourra pour le regard du priuilege, ou faueur de minorité: plus deduire ne poursuiure la cassation des contractz faits par les mineurs, en demandant, ou defendant par lettres de Releuement, ou Restitution, ou autrement, soit par voye de nullité, pour alienation de biens immeubles, faite sans decret, n'autorité de Iustice, lesion, deception, ou circonuention, sinon ainsi qu'en semblables, contractz seroit permis aux majeurs d'en faire poursuite par releuement ou autre ^k voye permise de Droit, comme quand par iuste ignorance lon ne scauroit pas le droit à soy estre acquis, & appartenir: car pour raison de iuste ignorance le droit subuient aux majeurs. Et pour plus ample declaration de ceste Ordonnance, j'ay bien voulu icy reciter le fait d'un cas aduenu puis peu de temps en ça; c'est que transaction fut faicte entre certaines parties, au narratif de laquelle est dict, qu'entre le pere du mineur, & le pere de l'autre partie transigeans, auoit eu procès pendant en matiere d'adueu, pour raison des fructs d'une metairie: laquelle les peres desdites parties preten- doient respectiuellement leur appartenir, & demandoit la partie aduerse du- dit mineur, que le tuteur dudit mineur, nommé audit narratif de ladite transaction, eust à se departir de la possession de ladite metairie, & l'en laisser iouir. Et par ledit tuteur auoit esté dict, que le pere du mineur estoit

10. Du salaire
des Grefriers.

11. Rescision de
contractz se doit
demander dans
dix ans.

12. De l'ordon-
nance de 35. ans
quant aux mi-
neurs.

Seigneur & possesseur de ladite metairie au temps de son décès. Neantmoins finalement ledit tuteur en son nom priué, par le dispositif de ladite transaction, se desist de la possessio de ladite metairie, au profit de l'autre partie transigeant: laquelle tantost apres vend ladite metairie à vn tiers. Le mineur s'en va estudier par quelques annees és Vniuersitez: decede cependant ledit tuteur, qui estoit marié avecque la mere dudit mineur. Interuiennent plusieurs procès entre la mere dudit mineur & luy. Pendant lesquels il est fait majeur: & sa mere retient tousiours par deuers elle tous les titres de la succession paternelle d'iceluy mineur son fils, viennent à l'accorder desdits procès. Apres lequel accord, le fils estant lors en l'âge de trente-huit ans, est aduertý par sa mere de ladite transaction, & du tort que luy auoit fait son tuteur & beau-pere, de s'estre desisté de la possession de ladite metairie, de laquelle son feu pere estoit seigneur & possesseur au temps de son décès: comme il estoit recogneu par ladite transaction: Ledit fils, narration de ce faicte, obtient lettres Royaux de la Chancellerie à Paris, par lesquelles est mandé au Seneschal de Poictou, ou son Lieutenant à Fontenay le Comte, que si de celuy appert à suffire, il contraigne les detenteurs de ladite metairie, de l'en laisser iouir, & de luy en rendre les fruicts depuis tel temps, & en telle valeur que de raison, nonobstant ladite transaction; de laquelle par tant que mestier seroit, il est releué, & & aussi du temps encouru durant sa minorité. L'acquerer & tiers possesseur de ladite metairie est adiourné sur l'enterinement desdites lettres. Il appelle en garimé son authieur & vendeur, avec lequel ladite transaction auoit esté faite, lequel assiste avecques luy au procès. Les deux ensemble defendent esdites lettres Royaux, alleguãs que ladite metairie estoit & appartenoit anciennement aux predecesseurs dudit assisteur, & que le pere du demandeur s'en estoit emparé sans titres: & que par le moyen de ladite transaction il auoit recouuré la possession de ladite metairie: & que l'acquerer en auoit iouý paisiblement à titre d'achapt & bonne foy, par dix ans & plus. Et parce l'auoir prescrite, tant selon Droit, que par la Coustume du pais de Poictou., Article premier, au titre des Prescriptions. Plus disoient que ledit demandeur n'estoit receuable, parce que par ladite Ordonnance publiee en l'an 1539. Article cent trente-quatre, susdite, vn mineur ne pouuoit estre releué apres qu'il auoit l'âge de trente-cinq ans, de ce qu'il auoit fait durant sa minorité, & que le demãdeur au temps d'impetration de sesdites lettres Royaux, auoit plus de trente-cinq ans. A quoy par ledit demandeur auroit esté repliqué, que veüe sa minorité ne pouuoit auoir couru ladite prescription contre luy: parce que selon Droit commun, la ¹ prescription de dix ou vingt ans ne court point contre mineurs. Aussi par ladite Coustume ils sont expressement exceptez. D'auantage, d'autant que ledit acquerer estoit successeur immediat de celuy qui auoit fait ladite transaction; lequel estoit possesseur de male foy, comme ayant eu la chose immeuble du mineur sans decret de Iustice, iceluy acquerer selon Droit commun ne pouuoit prescrire par moindre temps que de trente ans. Quant à ladite Ordonnance, il disoit qu'elle estoit

faite depuis ladite transaction, & parce n'y pouuoir s'estendre, mesmement qu'aparaissant on obseruoit en la grand' Chambre du plaidoyer de la Cour de Parlement à Paris, que contre tels contrats nuls de leur commencement, le remede & voye de nullité duroit trente ans, qui ne commençoient qu'après la minorité finie. En outre, par ladite Ordonnance y a vne exception; sçauoir est, sinon és cas, lesquels on subiendroit és majeurs: dont ledit cas qui s'offroit, estoit l'un: parce qu'un majeur peut estre releué contre prescription de trente ans, quand il a eu iuste ignorance du droit qui luy competoit, selon la commune opinion des Docteurs, tant de Droit civil, que de Droit canon, traitans ceste matiere, Et par lesdits defendeur & assesseur auroit esté dupliqué, que ledit defendeur ignoroit ladite metairie auoir appartenu au mineur; & parce pouuoir prescrire par dix ans entre presens, ou vingt entre absens. Aussi que si le tuteur en son nô propre vend la chose du mineur, & l'acquireur de bonne foy, & à bon tiltre particulier, l'a possedee par dix ans, à compter du temps de la minorité finie, l'acquireur l'a prescript. Les parties sont appointees à faire preuue; le demandeur verifie, que son pere estoit seigneur & possesseur de ladite metairie au temps de son décès. Plus il prouue, qu'il n'auoit que trente-huit ans au temps de l'impetration de ses lettres Royaux, & qu'il auoit eu lesdits procès avec sa mere, & qu'il n'y auoit long temps qu'ils estoient accordés. Les defendeur & assesseur prouuent, ladite metairie auoir appartenu aux predecesseurs de l'assesseur, & auoir esté par eux possedee auant qu'elle fust au pere dudit mineur, & que ledit mineur au temps de l'impetration de ses lettres Royaux auoit 44. ans, & que ledit defendeur l'auoit possedee par quinze ou seize ans, dès & puis son acquisition. Lesdites parties sont par apres appointees à produire, le demandeur produit pour tout titre ladite transaction, & la procedure faite entre luy & sa mere, les defendeur & assesseur produisent les foy & adueux par leurs predecesseurs rendus de ladite metairie, auant qu'elle appartenist au pere dudit demandeur, & depuis aux Seigneurs desquels ladite metairie estoit tenue, & de quarante ans auant ledit procès encommencé. Les parties baillent contredits, & saluations: voyent les Enquestes en publication; & est la matiere appointee en droit. Est donnee sentence, par laquelle ledit demandeur est debouté de ses lettres Royaux, & lesdits defendeur & assesseur enuoyez absous d'icelles, les despens compensez: dont ledit demandeur auroit appellé; & son appel deüement releué en la Cour de Parlement à Paris, où il fait consultation de sa matiere avec aucuns notables Aduocats, & trouue qu'il deuoit obtenir autres lettres Royaux, adressans à la Cour: par lesquelles il fust releué du laps du temps escheu depuis sa minorité, iusques à l'introduction du procès, pour cause de la iuste ignorance qu'il auoit du droit à luy appartenant en ladite metairie: parce que par les premieres lettres Royaux, il n'estoit releué que du temps escheu durant sa minorité: & estoit de cest aduis. Les autres estoient d'opinion, que ledit appellant & demandeur eust lettres Royaux, pour estre receu à reprendre ledit procès d'adueu, narré par ladite transaction, & sur lequel elle estoit

inreruenü au lieu de son feupere: & qu'il fut releué de la difcontinuation & peremption de l'instance, pour les caufes cy deffus alleguees: lefquelles ils trouuoient raisonnables, & fut ceste derniere opinion fuieue, & lettres Royaux obtenües en ceste derniere forme, & presétees en la Cour, & l'enterinement d'icelles debatü par lefdits intimez, & les parties fur ce appointees en droit, & à produire: ioint au procès principal, pour en faire raison en iceluy iugeant; par Arrest fut dict bien iugé & mal appellé per ledit appellint, fans auoir regard à seldites dernieres lettres Royaux, desquelles il fut debouté: & que ce dont auoir esté appellé, sortiroit son plein & entier effect. Et iceluy appellant condamné és despens de la cause d'appel, & dudit incident, & en l'amende. Ce qu'on trouua fort rigoureux, veües les raisons lefquelles faisoient pour ledit appellant. Mais en somme, de cest Arrest nous pouons tirer & recueillir, que ladite Cour prend ladite Ordonnance, non pas comme introduifant Droit nouueau: car elle ne s'estendoit és contrats precedens icelle Ordonnance: ains comme declaratiue de l'ancien Droit. Et fut donné semblable Arrest contre vn demandeur en lettres Royaux, tendant à estre receu à demander reddition de compte à l'exécuteur d'ustement d'un sien oncle, duquel il estoit heritier: pource qu'il estoit encores dedans les trente ans; dedans lequel temps ceste action peut estre intentee: deduction faite du temps encouru durant la minorité dudit demandeur. A quoy le defendeur disoit, que le demandeur n'estoit receuable, par le moyen de ladite Ordonnance, pour autant que ledit demandeur auoit plus de trente ans, lors qu'il impetra lefdites lettres. Outre disoit, que ne deuoit estre faite aucune deduction dudit temps de la minorité: pource que le demandeur auoit l'âge de dix-sept ans, au temps que son dit oncle deceda: & que quand la prescription commence contre vn adulte, sçauoir est le malle ayant l'âge de quatorze ans, & la femelle l'âge de douze ans: en cecas la prescription de trente ans court, sans espoir de restitution.

13. Il n'y a releuement pour meubles, ne bail à ferme de fructs.

Plus lon peut vser o de fin de non receuoir, si le demandeur demande par lettres Royaux estre releué de l'alienation de meubles, soit par le moyé de minorité d'ans, ou de deception d'outre moitié de iuste prix: ne semblablement de bail à ferme, fait à moindre p valeur que les fructs ne valent. Toutesfois M. Rebuffe és Commentaires qu'il a faits sur les Ordonnances Royaux, tome 1. fu. 33. recite vn Arrest, par lequel vn Docteur és Droicts, estât mineur q de 20. ans, qui disoit auoir esté enormement lezé en l'achapt d'une mulle, fut enuoyé de la garnisö de main, de la somme pour laquelle il auoit acheté ladite mulle, en laquelle il auoit esté condamné par le premier Iuge: & par ledit Arrest il fut condamné à payer la vraye estimatiö de ladite mulle. r Aussi M. du Moulin en son Traicté de matiere feudale, fort subtil & vtile à la cognoissance de nos mœurs de France, & adaption de Droit écrit à nos Coustumes, sur la Coult. de Paris, au paragraphe 22. nombre 47. tiét qu'en meubles precieux vendus, cöme en vne pierre precieuse, y a releuement pour deception d'outre moitié de iuste prix. Et aussi que l'acheteur d'une terre, s'il a esté lezé d'outre moitié de iuste p prix, il


en peut estre releué, comme le vendeur. Et que la deception d'outre moitié de iuste prix, est comme si vne terre est vendue dix liures, & qu'elle vaille 16. liures y a deception d'outre moitié de iuste prix, combien qu'aucuns tiennent qu'il n'y a deception d'outre moitié de iuste prix, si ladite terre ne vaut 21. liure.

Dauantage vn luge ou Officier public, comme vn Sergent se peut ayder de fin de non y recevoir, si l'on forme contre luy complainte ^{14. On ne peut former complainte pour un exploit de iustice.} pour quelque exploit par luy fait par autorité de iustice, sinõ qu'il feist precuidice à la iurisdiction d'autrui, ou que par ledit exploit il voulust s'attribuer la iurisdiction appartenant à autrui. ^{15. Peines pecuniaires & criminelles introduites par le droit, n'ont lieu en ce Royaume.}

Finalement l'on peut se defendre par fin de y non recevoir, si le demandeur demande quelque peine pecuniaire introduite de droit ciuil estre declarée encouruë, & atteinte contre luy: car elles n'ont rien en ce Royaume: comme la peine, par laquelle celuy qui auoit pris par cõtract d'emphyteose vne chose ² à prestation annuelle: car jaçoit qu'il demeure par trois ans sans payer, toutesfois le bailleur ne se peut emparer des lieux baillez de son autorité, sinõ qu'il y ait de ce conuenance expresse par le cõtract du bail, & encores faut-il qu'il soit fait de ce declaration par autorité de iustice: car en ce Royaume ce qui estoit de droit commun permis faire de son autorité, se doit faire par autorité de iustice: cõme de droit vn Seigneur apres le tẽps de son bail à ferme, ³ peut de son autorité mettre hors son fermier: neantmoins en France il ne le peut faire. Semblablement les peines lesquelles sont condamnées de droit commun contre les femmes qui se remarient n'ont lieu en ce Royaume, sinõ que la mere perd la tute lle de ses enfans de son premier lict en se remariant, & est tenuë en l'amende, ce requérant le Procureur fiscal de la Seigneurie, où elle demeure, pour s'estre mariee sans auoir fait pouruoir de tuteur aux enfans de son premier mariage, & en plusieurs lieux de ce y a Coustume formelle. ⁶

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXXIII.

Des fins de non recevoir, introduites, &c.

 Velques vns demãdents il suffit à vn maistre d'auoir fait compte des seruices, salaires, loyers ou gages avec son seruiteur, ores qu'il ne soit point par escrit. Il semble que tel compte est bon & valable. Car l'escriture n'est pas necessaire, sinõ en certains cas exprimez par la Glose in c. 1. §. postquam, D. de pignori. l. 4. D. de fide instrum. D'autant que par l'Ordon. le seruiteur peut demander ses gages quand il ya conuenance ou obligatiõ par escrit, sans que le temps porté par icelle l'en puisse exclure: Aussi est-il de mesme au fait qui se presente, où l'escriture est tres-necessaire pour empescher l'effect de telle prescription, & par ainsi tel compte doit estre mis & couché par escrit. Dauantage l'interpretation de la Loy ou Ordonnance se doit prendre des mots precedens, *non est nouum, D. de leg. b.* Et s'il falloit venir à faire preuues du compte par preuue ou tẽmoins, il se feroit plus de despens à la confection des Enquestes, que tels salaires ou loyers ne pourroient valoir. Auioird'huy nous gardons l'Ordon. de Moulins. Car si lesdits gages excèdent la somme de cent liures, il faut verifier le compte ou payemẽt par escrit: mais si de moindre somme, on appointe les parties à informer par trois ou

H h ij

quatre tesmoins qui sont ouys sommairement par vn bres a acte, ayant le Juge aupara-
vant ouy iceelles parties sur leurs demandes & defences: par le serment desquelles
parties se vuide le plus souvent le different en telles matieres. *Vide Rebuff. Traict. de samul. sal. Artic. 2. n. gloss. 7. 1.* La Conference des Ordonnances Royaux liure 7. Tit. 1. &
des Coustumes 2. partie Tit. 6.

b Mise au liure 7. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 1.

c Ceste clause est prise des Annotations, où ceste question est proposee par l'Au-
teur si l'interpellation ou sommation se doit faire en iugement ou dehors. Car puis
que les termes de l'Ordonn. sont, *interpellation ou sommation iudiciarie & in disjunctiuis*
su scit alteram partem implere. l. si u qui ducenta. D. de reb. dubus, il est tres apparent qu'on a
satisfait au desir de l'Ordonnance quand il y a interpellation faite hors iugement:
Autrement ces mots, *sommation iudiciarie*, seroient superflus & inutiles a cause du mot,
interpellation. Ce qu'il faut cuiter, *l. si quando. D. delegat. l. c. si Papa. De primil. in 6.* Nostre
Auteur dit qu'il seroit volontiers d'aduis contraire, *suppe in statutis ea est interpretatio*
accipienda que ius commune minus ledit. l. 2. & ibi Paul. Castr. & Salic. C. de non. act. Par le
Droit commun vne prescription odieuse, c'est a sçavoir qui vient de la faute & ne-
gligence du debteur n'est point interrompue par vn seul exploit ou adiournement.
Barol. in l. 2. §. si rem. D. pro empt. Et puis qu'en ce cas l'exploit ou citatiō ne suffit pour
l'interruption de la prescription, encores moins l'interpellation faite hors iugement:
Dont's'ensuit que ceste Ordonnance demande & requiert vne sommation iudiciai-
re, estant mesmes la disjunctiue changee en copulatiue, afin d'esclaircir la chose
dauantage, ainsi qu'il se fait communement en tous statuts ou Coustumes suiuant
la doctrine de *Barol. in d. l. si u qui ducenta. §. vtrum D. de reb. dub.* Ce qui est aussi prouue
par le texte, la Glosse & Balde, *ml. 2. C. de ubi seq. par prest.* Au reste il dit que l'interpel-
lation que les seruiteurs doiuent faire suiuant l'Ordonnance, se doit faire pardeuant
vn Notaire & deux tesmoins ou deux tesmoins gens de bien: comme ces termes de
l'Ordonnance, *in interpellation suffisante*, le demonstrent euidentement: Bartole tient que
les interpellations & protestations se peuuent ainsi faire, *in l. non solum §. morte. D. de*
non. oper. munt. Et qui plus est les seruiteurs a cause de leur pauvrete & indigence, ou
autres legitimes empeschemens ne peuuent mettre en procés leurs maistres pour au-
oir payement de leurs loyers, salaires & gages. *Guid. Pap. quaest. 4.* Au reste ceste pres-
cription se peut aussi bien obiecer pardeuant le Juge d'Eglise, & doit estre receüe, n'es-
tant icelle aucunement contre la liberte de l'Eglise ne des personnes ecclesiastiques
encores qu'elle soit introduite par les Edicts & Ordonnances des Rois de France,
comme en cas pareil decidant *Bart. in l. 1. C. de summ. iur. & Boet in Conf. Brit. Tit. de iuris d.*
§. 2. Vide Rebuff. Traict. de samul. salarius.

d *Rebuff. Tom. 2. Traict. de meritis. minus.* interpretee ceste Ordonnance Les Coustumes
de Paris Art. 126. Calais Art. 216. Tous Art. 211. Mante Art. 187. Reims Art. 394.
Normandie Art. 519. Sedan art. 315. pour six mois. Sens Art. 155. de 3 mois Auxerre Art.
139. de quinze iours Montargis Chap. 17. Art. 2. Orleans Article 164. Blois Art. 244.
apres quarante iours. Et la Coustume de Paris Art. 127. Calais Article 217. Montfort
Article 186. Orleans Art. 265. Tous Art. 214. Lodunois Chap. 20. Art. 8. Bourbon-
nois Art. 23. Clermont en Auvergne Art. 2. pour les personnes y denomez de vn an.
Bar Art. 194. par an & iour. Meaux Art. 64. Troyes Art. 201. Chaumont Art. 119. Vitry
Article 147. Anjou Art. 508. Le Maine Art. 503. Chasseauncuf Art. 97. Chartres Article 82.
Dreux Art. 70 de deux ans. Cambray Tit. 17. Art. 7. de trois ans, ainsi qu'il est plus
a plein contenu en la Conference des Ordon. liu. 7. Tit. 1. & des Coustumes partie 2.
Tit. 6. Au reste si le demandeur se rapporte au serment du defendeur, il peut estre
contraint de iurer, *argum. em. l. nam posteaquam 9. §. si u qui temporaria. D. de iur. iurand.*
quand le creancier le veut croire du payement. Et où il ne voudroit prester le ser-
ment il sera en ce cas tenu de payer, nonobstant la prescription, en affirmant au prea-
lable par le demandeur le contenu en sa demande. Coustume d'Orleans Article 265.
Sedan Art. 315. Cambray Tit. 17. Art. 7.

e *Rebuff. Traict. de meritis. min. Art. 1. gloss. 20. num. 4. & 5.* où il dispute contre nostre au-
teur, si l'écriture est requise & necessaire pour ledit arrest de compte.

f Voyez ce qui a esté noté cy dessus en ce Chapitre sur la lettre d. à la fin.

g Par l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1563. il est dict que tous deniers deubs pour censives, rentes foncières & autres redeuances de bail d'heritage perpetuel, sont executables par saisie des heritages, terres & possessions sujettes ausdits deuoirs : & ne sera faite main leuee pendant le procès, sinon en consignat trois années d'arrérages des redeuances & droictz, pour lesquels la saisie aura esté faite, en faisant deuément apparoir le cens ou rente estre deubs.

h Ceste clause est tirée des Annotations où il fait ceste question & demande, si l'Ordonnance du Roy Loys XII. s'estend aux arrérages d'une rente cōstituee, achetee auparavant la publication d'icelle Ordonnance. Et nostre auteur dict qu'en premiere apparence ladite Ordonnance ne se doit point estendre aux arrérages deubs avant ou apres ladite publicatiō de l'Ordonnance. D'autant que l'Ordonnance faite apres vn cōtract precedant parfait & complet de toutes parts, ne le peut estreindre ou diminuer en chose quelconque. *Authen. vi noua constis. cols. 5. § cap. 2. § vlt. exi. de constis.* Mais est d'autre aduis, & que les arrérages escheus auparavant ladite Ordonnance se peuuent demander pour toutes les années qui se trouueront deuës : pourueu que la prescription introduite par le Droit cōmun ne l'empesche, & si ne peut-on demander que cinq années d'arrérages escheus puis ladite Ordonnance, *l. vlt. C. de usur. Bartol. in l. omnes populi. D. de iust. & iure, sur la fin. Notez que in legib. Longob. lib. 2. Tit. de debitor, nous trouuons ceste Loy. Si creditores distribuerint intra quinq; annos debitoribus suos pulsare, ut cautiones renouentur aut debita reddantur, non habeant postmodum facultatem ipsa debita requirere. D'où semble nostre Ordonnance estre extraicte : mais nostre auteur la tire, *ex l. i. sur l'art. 10. C. de usuris. Usura per temporis soluta non proficiunt r. o. ad dupli computationem. Tunc enim ultra sortis summam usura non exiguntur, quotiens tempore solutionis summa usurarum excedit eam computationem, selon l'interpretation de M. Budé en ses annotations sur les Pandectes Chassan. in Consuet. Burg. Tit. des rentes vendues à rachapt. Conferce des Ordon. liure 4. Tit. 6. & des Coustumes 1. Partie. Tit. 6. en l'addition.**

i Cecy est pris des annotations.

k Coustume de Xainctonge art. 119. Et par celle de Berry Tit. 9 des executions art. 33 on peut aussi estre cōtraint par execution pour la dernière année seulement, Ce qui ne se doit estendre aux autres Coustumes. Et les plus sçauës & experimenterz au fait de la Justice ont souuent iugé suiuant l'Arrest recité par Gallus au lieu sus allegué Ces arrérages ne peuuent estre aucunement conuertis ou imputez au sort principal annuel. Car en ce cas on ne pourroit prendre profit & interest par chacun an, ains seulement demander le sort principal, *l. vlt. C. de usur.* ainsi qu'il a esté confirme par plusieurs Arrests de la Cour.

l Cecy est tiré des annotations par l'extrauag. *regimini. De empt. & vend.* les rentes sont permises au denier dix. Mais les Ordonnances de Charles IX. 1567. 1568. & 1574. sōt depuis interuenues, par lesquelles toutes rétes serōt achetees par les acquereurs, & constituees par les vendeurs à la raison du denier douze, & non autrement, ny à plus haut prix ou profit, sur peine de nullité des contrats, & de confiscation pour les vendeurs de tous les deniers qu'ils en auroient receus, ou de pareille somme, à prendre sur eux & sur leurs biens : & quant aux acquereurs du double de la somme, à laquelle se montera l'acquisition & constitution, & outre d'estre punis cōme contrecuenans à nos Edicts & Ordonnances, ainsi qu'il est monsté au 4. liure de la Conference des Ordonnances Tit. 6.

m Conformément au Droit ciuil, *in l. si quis argentum. §. si autem donator. C. de donat. ubi si quis fundos non habeat, ex quibus redditus annui à se donati percipiantur, illius redditus in 15. annos estimatione data liberatur.*

n C'est vne espeece d'engagemēt. Auncuns pensent que tel cōtract ne peut subsister : par ce qu'il est fait pour couurir l'vsure ou interest, qui se prend & leue par le creancier. *Pactio legis commissoria in pignori exerceri prohibetur, ut l. i. C. de pactu pign.* Tellement q par tel cōtract l'acheteur ne veut pas ce qu'il pouuoit, & ne peut aussi ce qu'il vouloit. Car il a voulu par ceste paction acheter, non pas la rente, mais les heritages. *Pactum tel contract est nul, argumento l. multum interest. C. si quis aliter vel sibi.* D'auant-

ge la fraude & couuerture del'vsure se monstre euidement par la diuersité des cō-
 tracts faicts en mesme iour & heure, *argumento l. si ventis §. vlt. D. de prin. credit. Bald. in l. per diuersas C. mand. Barol. in l. post contractū. D. de donat. & in Consil. incipiente. Petr. Nicol.*
 Car l'acheteur achete sur les fruiçts au lieu de l'interest ou vsure, & puis apres le
 fonds ou heritage & le reuenu d'iceluy. Plusieurs fameux Aduocats ont soustenu que
 tel contract estoit fort bon, & deuoit subsister comme n'estoit point vsuraire. Nostre
 Auteur est aussi de cest aduis. Car la conuention est tres-bonne que le creancier per-
 çoiue les fruiçts au lieu de l'interest, & ne peucelle estre cassee sous pretexte d'un
 plus grãd profit qu'il en reçoit: parce que l'euenemēt des fruiçts est tousiours incertain,
l. si ea l. C. de vsuru. Partant encores que de Droict canō l'vsure soit prohibee aujour-
 d'huy, si est-ce que l'argument est tres bon & valable, & bien conluant, qui se tire
 des pensions aux interets, puis que les adçensés ou pensions sont & tiennent lieu
 desdits interets, & telles pensions se payent tous les ans, comme aussi toutes vsures
 ou profits: & cōme par le droict ciuil anciēnement les vsures estoient licites & per-
 mises: ainsi est-il auourd'huy de telles rētes ou pensions, *d. extranag. regimini. De emp.*
& vend. Et ne tērt pas de dire que la cause est apparente par la multiplicité des con-
 tracts faicts en mesme temps, & que plusieurs choses sont achetees par vn seul prix,
 parce que c'est vn seul contract d'achapt ou permutation, faict en diuers temps, c'est
 à sçauoir que pour les interets ou pensions, les fruiçts du fonds sont donnez, cedez
 & permutez, & pour le sort principal de la pension, ledit fonds: & ne sont point plu-
 sieurs choses achetees par vn seul prix: mais les vnes sont subrogees au lieu des au-
 tres: ce qui est bien permis. Car les contrahans peuent reslir d'un contract de ven-
 te en tout ou partie, *l. iur. gentium §. quimmo, l. ab emptione. D. de pact.* Par consequent il
 est tres-certain qu'en tel cōtract d'engagemēt aucune cōuention: ains seulement d'ach-
 chat ou permutation: & de droict la volōtē ou puissāce des parties cōtrahātes n'est
 point empeschee: ores que ce qui est notē sur la Loy, *quamuis. D. de solut. y* semble vn
 peu contrairier. Mais en ladite Loy, *quāuis*, il est question d'un contract d'engagemēt
 & en ce fait proposē de la vente d'une pension ou reuenu des fruiçts. Et quand les
 fruiçts des heritages ou le prix d'iceux ne valent que le profit ou pension stipulee &
 accordee, il estime le contract estre vitieux & vsuraire. Car tout ainsi qu'un contract
 est reputē vitieux & vsuraire quand il y a facultē de remēre accordee, & la vente faite
 à vil prix, *c. illo vos extr. de pign. c. ad nostrā, extr. de emp. & vend.* Ainsi à bon droict la der-
 niere conuention & paction sent son vsure procedant du profit ou gain que perçoit
 l'acheteur par le moyen de tel contract. Or ceste dernière conuētiō n'efface point
 la premiere, sçauoir est la constitution de rente ou achat: mais ce qui excēde est vitie.
Tot sunt stipulationes, quot sunt res, l. scire deberemus. D. de verb. obl. In his vitile permutatio non vitatur, l. i. §. sed si mihi. D. de verb. obl. Telle paction donc est vitieuse Car audit cas di-
 celle, les heritages se doiuent rēdre & restituer entierement. Toutesfois il se peueut
 retenir avec les fruiçts perceus iusques à ce que les profits ou interets du prix soient
 payez, ou bien qu'il ait esté baillē vn autre heritage valant en reuenu annuel le ius-
 te & legitime interest, *l. si non certam §. si centum. D. de con. lict. iudic.* Au moyen dequoy
 les iuges ont de coustume d'ordonner que l'acheteur rēdra les fruiçts par luy prins
 & perceus esdits heritages, deduction faite au prealable sur iceux, des profits & in-
 terets legitimes escheus à raison de l'Ordon. duquel aduis est Mōsieur Tiraqueau.

o Cecy est pris des Annotations. Encores que les parties accordent par le cōtract
 de constitution que la rēte ne se pourra admortir. Neantmoins elle est racheptable,
 toutesfois & quantes à la volōtē & commoditē du debteur. Arrest prononcē so-
 lemnellement le 1. iour d'Auril 1549. *Nemo potest facere quin leges habeant locum in sua di-*
positione, l. memo. D. de legat. 1. Rebuff. Tom. 2. Traict. de const. red. Art. 1. glof. 37. num. 23. Papon
 12 des Arrests. Tit. 7. Arr. 21.

p Papon liu 12. des Arrests Tit 7. Arr. 22.

q Cecy est aussi tirē des Annotations. Combien que *ex contractu nullo transferatur*
possessio, l. i. §. si vir uxori. D. de acq. poss. Cela s'entend quand la Loy defend tels cōtracts
 pour l'vtilitē des particuliers, comme vne donation faite entre conioints par maria-
 ge dont parle ledit §. Mais n'a lieu quand la Loy defend vn contract, parce qu'il est
 contre

contre bonnes mœurs, ou bien quand il induit à peché. Car tout ainſi que tel cōtraict ne peut eſtre validé par ferment, *Bartol. in l. ſi quis pro eo. D. de fidejuſſor.* Auffi ne peut-on par iceluy donner ny tranſferer aucune poſſeſſion, encorſes qu'il y ait clause de pre-caire ou conſtitut, *Bal. in l. non dubium. C. de legib. Rom. Conf. 171. A lex. de Immola in d. §. ſi vir. V. de l. iuris gentium. §. ſi paſſicar. D. de paſſim.*

¶ L'Authœur en rend telle raiſon, *In emptione licet quodvis paſſum adicere, exiſtimaturque pars emptiois, l. fundi partem. D. de contr. empt.* Et pour oſter telle communion, ceſte con-uection eſt receuë pour raiſon de laquelle cōmunion pluſieurs choſes ſont introduites par le Droit. Notatur in l. ſi non ſortem §. centum. D. de conduſt. indeb. Aucuns eſtiment au contraire que telle paſſion n'eſt pas bonne : parce qu'elle eſt adioutee en faueur de l'vſure, & pour couverture d'icelle, outre le prix principal du fonds ou heritage, notatur in l. cum allegau 15. C. de vſur. l. ſi tibi. D. de paſſim. Il reſout que la premiere opinio eſt plus certaine que la derniere. D'autant que les raiſons, ſur leſquelles ſe fondent les dernieres ſentendēt du preſt, & qu'ail y a peine adioutee à la nūmeratiō des deniers : mais au faiſt de preſent, il n'eſt aucunement queſtion de preſt : auquel neantmoins eſt adioutee vne peine du faiſt, c'eſt à ſçauoir la faculté de racheter. Les DD. ſur la-dite loy, cum allegau C. de vſur. tiennent que la peine n'eſt iamais eſtimee adioutee en fraude de l'vſure, quand elle eſt miſe & appoſee à quelque faiſt. Or par tel cōtraict, la peine, encorſes qu'elle ſemble eſtre adioutee en fraude des vſures, ſe peut bien de-mander, en ce qu'elle n'excede de l'intereſt iuſte & légitime. On doit imputer au vèdeur qui n'a voulu vſer de ladite faculté de racheter. Ceſte paſſion ne peut auffi nuire au premier achat, comme il eſt tres-manifeſte, meſmes en ce que .x. intervallo paſſum le-gu commiſſoria etiam in pignore poteſt exerceri. l. Titius. De pign. act. Et ſide notata in l. i. C. de paſſ. l. comm. in pign. repro. & in l. quamuis. D. de ſolut. l. ſi fundus §. vlt. D. De pignor.

¶ L'Ordonnance du Roy Charles IX 1565. donnee à Tours au mois de Nouëbre, miſe au 4. liu de la Conſer. des Ordonnances, tit 6. veut que toutes rentes cōſtituees en bled de quelque temps, & à quelque prix que ce ſoit, ſont reduites à prix d'argēt, à la raiſon du denier douze, pour les arterages qui en peuuent eſtre deus, que pour les payemens qui ſen feront à l'aduenir, ſans que les creanciers puiſſent demander autre choſe, ſur peine du quadruple, & d'eſtre punis de la rigueur des Ordonnāces, faites contre les vſures & vſuriers. Notez que les Docteurs, meſmes Cardinal de Zara-bellin in d. cap. ad noſtram. De empt. & rend. tient que quand il y a preſt ou bled precedent le cōtraict, telle choſe fait preſumer vſure.

¶ Les arterages de la rente doiuent eſtre payez ſuiuant la diſpoſition de la loy, cum venderem. D. locati.

¶ Ceſt Arreſt és Impreſſions Latines eſt du 16. Feurier 1530.

¶ *Faber in l. cum noſiſſimi de preſer. 30. vel 40. an.* dict que telles rentes ne ſe peuuent par apres racheter, encorſes que du commencement on air conuenu & accordé de les ra-cheter & admortir toutesſois & quantes. Et combien qu'il die en autre endroit ſur la loy, l. C. de paſſ. pign. eſtre licite & permis aux parties de conuenir & accorder qu'elles ne ſeront rachetees que iuſques apres trente ans : ſi eſt ce toutesſois que cela a eſté reprooué par pluſieurs Arreſts de la Cour, meſmes que telle conuention demonſtre l'vſure, ainſi que diſent, *Hoſtunſ. in d. cap. ad noſtram, extr. d. empt. & rendit. & Bald. in cap. 1. De ſend. d. to in fraud. legu Commiſſ.*

¶ De l'an 1453. artic. 51. miſe au liu 2. de la Conſer des Ordonn. tit. 4. Pareille Or-donn du Roy Loys XII. 1507. art 115 & de François I. 1535. chap 5. art 31. Toutesſois par les Ordonnances de Charles VIII. 1425. contenuës au liu du Châtelet de Paris, art. 40. il eſt dict que les Aduocats, Procureurs, Commiſſaires, Notaires, Sergens, ou autres Officiers & Pratiſciens du Châtelet, ou leurs heritiers, ne pourrōt faire demā-de ou pourſuite de leurs ſalaires, apres vn an d'iceux ſalaires deſceus, & ſi ne pourrōt les viuans demāder les arterages de leurs penſions plus de irois ans pazez, eu eſgard au tēps de leur demāde, & au regard des heritiers des trespazez dans l'an du trespas ; & ſils attendent plus d'un an, ils n'en pourrōnt faire pourſuite, que de deux ans : & ſils attendent deux ans, ils n'en pourrōnt faire pourſuite que d'un an : & ſils attendēt eutre trois ans, ils n'en pourrōnt iamais faire demande. La ſubſtance de laquelle

Ordonnance est réitérée en celle de François I. 1535, chap. 18. art. 13. Par Arrest du 1. iour de Feuriet 1547. prononcé en l'Audience par M. le President S. André: fut ordonné que les Procureurs ne pourroient demander leurs salaires & vacations apres deux ans: & que s'ils ne mettent par escrit ce qu'ils auront receu de leurs parties, ils ne pourront plus rien demander, & ne sera foy adioustee à leur serment, qu'ils n'ont rien receu en tout ne partie. Pareil Arrest donné aux Generaux en l'Audience le 29. Iuillet 1573 contre vn Procureur des Esleus à Paris. Papon liure 6. des Arrests, tit. 11. Arrest 8. Rebuté Tra 7. de formul. sal. art. 1. glossa 1. numer. 3 Chopin. 2. de moribus Paris. tit. 8. num. 11.

z Les Ordonnances de Charles VII. 1453. art. 51. Loys XII. 1507. art. 114. François I. 1535. chap. 5. art. 8. mises au liu. 1. tit. 4. defendent aux Procureurs qu'ils ne retiennent les lettres & titres des parties, sous couleur de leurs salaires; & si aucuns des Procureurs, leurs seruiteurs ou familiers, retiennent ou veulent retenir lesdits titres, en sera faite punition par privation d'office, & autres grandes amendes. Boer. dec. 15. num. 3. où il dict le mesme du Juge & Aduocat. Bart. in l. si non sortem §. sicutum. D. de eisd. indobis. Et l. 1. cap. etiam ob Chirographum. l. actorum 30. D. de procurat. & par ainsi le Procureur a reté- tion: l. 3. C. de conl. indob. Vide l. 51. D. de pact. l. 7. D. Mandat. l. 15. C. de procur.

a Voyez ce que j'ay remarqué cy dessus sur la fin du chap. 17. de celuire.

b De l'an 1510. publice en l'an 1512. mise au 12. liu. de la Confer. des Ordonnances, tit. 13. où il est aussi recité autre Ordonnance de Charles VII. 1490. art. 27. par laquelle les Notaires ne pourront exiger leurs salaires apres cinq ans, depuis la fin d'iceux procès, sinon qu'ils eussent fait diligence, ou qu'il y eust empeschement legitime. François I. 1535. chap. 18. art. 13. p. à l'art. 48. de Loys XII.

c Ceste clause est adioustee à cable de l'Ordonnance de Charles VII. 1453. art. 53. parlât nommément du salaire des Aduocats & Procureurs: encores que quelques vns pourroient soutenir le contraire. D'autant que celle du Roy Loys en la narratiue fait mention des Aduocats, Procureurs, & Solliciteurs: mais au dispositif n'en parle aucunement, sinon des Greffiers seulement. *Qua in prafationibus dicta sunt, in sequentibus censetur repetita, item quia. §. vlt. D. de pactis.* Par consequent elle comprend tacitement les Aduocats & Procureurs: veu mesmes qu'il y a mesme raison à l'égard des vns & des autres. Toutesfois nostre Autheur est de contraire aduis, *Verba enim narratiua legis pro lege non habentur. Felin. in cap. 1. num. 18. D. de constit. extra. lmo sublati est apud nos Clementina. 1. De probat. ut patet in Pragmat. sanct. Et in Concord. Titulo in eam rem special: & les mots adioustez à la fin de l'Ordonnance confirment son opinion, sans derog. &c. comme aussi tout le contexte dudit article. *Vitanda est etiam imprimis legum correctio. l. precipimus C. de appellat.**

d *Fab. in l. hereditas C. in quibus causis cessat in integr. rest.* On peut demander si les quatre ans introduits par Droit commun, sont cōpris dans les dix ans portez par l'Ordonnance. En quoy il y a grande apparence, qu'ils n'y soient point cōtenus. D'autr que le mineur a trois ans, outre les quatre, pour rentrer en la succession paternelle, à laquelle il auroit renoncé, l. l. vlt. C. de repud. her. Ainsi en la loy 2. C. in quib. caus. cessat in integr. rest. Les cinq ans qu'on a pour l'action ou plainte d'un testament inofficieux, ne sont compris dans les quatre ans. Toutesfois nostre Autheur estime au contraire, qu'ils y sont cōtenus, avec l'autorité de Faber, in d. l. vlt. C. de repud. her. où il dict, que si le Prince a concédé à vn débiteur delay de payer ses debtes, que neantmoins cependant le terme donné par le contract ou obligation, ou autrement court. D'auantage, l'Ordonnance porte ces termes, *A fin que les domaines & proprietes des choses ne soient incertaines, &c.* confirme son opinion. *Ratio legi ipsius est anima, & sicut corpus ab anima regitur, ita lex à ratione. Bald. in d. l. non dubium. C. de legibus. Hinc secundum rationem suam lex aut restringitur aut dilatur, l. cum pater. 77. §. dulcissim. D. de legat. 2. l. scito leges. D. de legibus.* Au reste la cognoissance de l'enterinement des lettres Royaux en forme de rescision de contracts est cas Royal, & ne cōpete aux Seigneurs subalternes, ou leurs Iuges, ains aux Officiers du Roy. Arrest de l'an 1564. plaidant Canaye pour l'appellant, & Loisel pour l'intimé, ainsi qu'a remarqué M. Pithou sur la Coustume de Troyes. L'instance en matiere de rescision se doit intenter par deuant le Juge du domicile. Arrest

du 10. iour de Mars 1544. & en matiere de retraiçt, le Iuge de la chose a esté approuué. Arrest du 23. iour de Decembre 1543. *Rebuff. tom. 2. traict. de resc. cont. art. vn. gloss. 21. num. 15. & 16.* On peut agir pour la nullité d'un contract, etiam, apres les dix ans. Iugé par Arrest du 19. Mars 1534. *Rebuff. 16. art. vn. gloss. 19. num. 21.* Par Arrest du 28. iour de Iuin 1543. a esté aussi iugé, qu'un Iuge auoit mal appointé contraires les parties en faicts. Car il doit declarer les parties non receuables sur le champ, si l'impetrant vient apres dix ans. *Rebuff. traict. de resc. art. vn. gl. 16. num. 3. traict. de resc. cont. art. 1. Papon 3. des Notaires, liu. 9. puis le feuilleit 666. iusques au 697.*

c 1510. art. 44. François 1. 1535. chap. 8. art. 30. mises au 3. de la Confer. des Ordonnances, tit. 7. Ceste Ordonnance ne comprend que les contracts, qui de leur cōmencement subsistēt d'eux-mesmes, & non pas ceux qui sont defecueux dès leur origine; comme sont ceux qui sont faits avec vn mincur. sans autorité de curateur. *Quod enim ab initio non valuit, nullo tractu temporis conualefcit.* Dauantage, si l'on examine de pres les termes de l'Ordonn. mis en l'exception, les cōtraçs nuls de leur origine & commencement, n'y sont point comprins. En France On peut alleguer vn contract estre nul, comme estant fait par vn prodigue. Arrest du 3. iour d'Aoult 1543. pour le Comte de Sancerre: Cela sentēd en Court souueraine, secm, pardeuāt les Iuges ordinaires: car il faut auoir lettres. *Rebuff. tom. 2. traict. de resc. cont. in praf. nu. 3. 4. & 5.* Les contracts dont fait mention l'Ordonnance, sont bons & valables de leur commencement. Pour la force & crainte, cela se cognoist, in l. metum §. quod prator. D. de eo quod met. cap. l. 2. Cod. eu. tu. Pour le contract fait aussi par dol, il est confirmé par l'opinion de Decius, in l. cōtractus. D. de regul. iur. *Actio nascitur etiam dolo vel metu adhibito, & ex capione summonei petitio d. bet. l. dolo, c. od. de inuit. stipul.* Par les lettres Royaux, il faut nommément declarer les causes, pour lesquelles lesdites lettres sont obtenues. Par le Droict commun on fait ceste distinction; ou la restitution est obtenue du Prince, ou du Magistrat. Au premier cas il suffit de declarer la cause de la restitution, & au second cas, il faut exprimer l'espee de la lezion ou deception. *Ludovic Rom. singul. 113.* Dauātage, par ledit Droict commun la restitution ne se pouuoit obtenir, sinon de celuy qui auoit mandement special pour cest effect. *Aufser. dec. Thol. q. 55.* Mais auioird'huy lesdites lettres de restitution en entier s'impetēt par toutes personnes: lesquelles neantmoins ne se peuēt presenter, sinon au Iuge a qui l'adresse en est faite, encorcs qu'il ne soit necessaire que le mandement special y soit: & n'y a que le Roy qui les donne, lesquelles estāt obtenues, se doiuent presenter pardeuant Iuge competant, qui procede a l'enterinement d'icelles, avec cognoissance de cause. *Vide l. 2. D. ex quib. cau. maioris, & c.*

f Mise au liure 3. de la Conference des Ordonnances, tit. 7. & partie 2. de la Confer. des Coust. tit. 6. en l'addition. Laquelle Ordonn. est contre la loy §. si superuacuum. C. de temp. in integr. rest. *Vide Clem. vn. D. de rest. in integr. Rebuff. tom. 2. traict. de resc. art. 2. gloss. 1.*

g *Bart. in l. 1. §. si quis propter inundationem. D. de itin. actiūque priu. tradit maiorem 25. ann. r. si tuus possit obuiam iuris tibi competentis ignorantiā. Paul. de Castr. in l. actus omnes C. de seru. dict. que Alberic, & le Speculateur afferment, que par la Coust. il n'est point necessaire qu'aucuns actes iudiciaires soient auioird'huy fais, pour raison des alienatōis des immeubles & heritages des mineurs, & de garder la forme prescrite & ordonnee par le Droict, in l. magu puto D. de rebu. eorum qui sub tut. mais qu'il suffit qu'il y ait vne escriture publique, contenant tels mots ou semblables, Le Iuge, avec cognoissance de cause, a interposē son decret & autorité de Iustice. Teutesfois nous gardons & obseuons le contraire par la commune vñance de ce Royaume, & a souuent esté ingē au contraire par plusieurs Arrests de la Cour: par lesquels les contracts contenant l'alienation des immeubles des mineurs ont esté cassez & rescindez, pour n'auoir esté gardē en iceux la forme contenuē en ladite loy, *Magu puto. Vide Paul. Castr. in l. actus omnes. Cod. de seru. Au reste ceste Ordonnance de l'an 1530. art. 124. abroge la loy derniere. C. si maior fact. eas. alienas. hab.* Car telle alienation desdits immeubles n'est point tacitement confirmee par le laps de cinq ans apres la maiorité. Ce que ladite Ordonnance a declaree specialement.*

h L. denique §. 1. D. de minorib. cap. cum in cunctis in princ. extr. de elect. *Rebuff. tom. 2. traict. de resc. art. 2. gloss. 2.*

i. Beneficium etatis. l. Iulianus. D. de in integr. rest. l. aut prator. §. pen. l. preses. D. de minor. privilegio restitutionis l. item hi. Dig. ex quib. caus. maior. Beneficium restitutionis l. cum mandato l. preses. C. de minor. Excusa. 10. etatis. l. auxilium. D. de minorib. Rebuff. tract. de rest. art. 1. gloss. 3. no. 1. C. 2.

k. Si qua alia mili iusta causa visibetur, in integrum restituam, l. 1. l. 26. §. item inquit. l. 28. C. 33. D. ex quib. c. us. maior. in l. Diuus. 7. D. de in integr. rest. Et si nihil facile mutandum ex solemnibus, tamen ubi equitas poscit, subveniendum est. Et in d. l. 26. §. item inquit. Quotiens equitas restitutionem suggerit, ad hanc. clausulam erit descendendum. l. 3. C. ex quib. caus. maior. In contractibus bona fidei, etiam minoribus officio iudicis causa cognita publica iure subueniunt. Cassiod. 4. variar. cap. 35. Nunc id tempus atari agere, quo lapsus possumus per ignorantiam subvenire, allegantes, ut quod iura tribuerant, nostra quoque beneficia largiatur. Vide l. 3. C. Communi. v. r. ind. C. l. iure §. vlt. D. de iure dot. C. n. tota in l. 2. D. de condic. truci. C. in l. quod si minor. §. restitutu. D. de minorib.

l. L. 1. infra C. de ann. except. lib. 3. C. de praeser. 30. vel 40. an. l. 3. C. in quib. causis cessat legi temp. praeser. l. 3. C. in quib. causis in int. gr. rest. nec non est. Vide Reluff. tom. 2. Tract. de rest. art. 2. gloss. 5. num.

3. 4. C. 5.

m. d. l. 3. Cod. de praeser. 30. vel 40. ann. Vide l. penul. C. si quis ignor. rem min. sine d. cr. C. ubi Fabr.

n. DD. in l. Aemilius. 38. D. de minor. l. fin. C. de in integr. rest. l. v. C. si aduers. §. iucap. Toutes-fois pour la prescription de trente ans, les mineurs peuvent obtenir lettres Royaux pour estre restituez contre icelle, suiuant la doctrine d'Innocent in cap. constitutus, extr. de rest. in integrum. Vide l. an prator. §. sed quod simpliciter, ubi gloss. C. DD. D. ex quib. caus. maiores. Auser. Decis. Thol. q. 92. Rebuff. tom. 2. tract. de resc. contr. art. vii. gloss. 23. num. 4.

o. Stil. Parl. part. 1. c. p. 19. de act. personali. Consuetudo est generalis in tota lingua Gallicana quod litera non concedatur pro deceptione ultra dimidiam iusti pretij in rebus mobilibus facta. Sinò que ce soient meubles precieux, & de grand' valeur, ou que le mineur soit enormement deceu, comme il est porté par ledit stil. Et par la Coustume de Berry, tir. des Iuges, iugemens, & c. art. 33. La rescision a lieu quand il est question de l'alienation de grands meubles, ou de meubles precieux de grande valeur, comme en alienation de choses immeubles. Et par l'art. 34 est aussi dict, que si le mineur est deceu & circonuenu notablement par sa facilité, il pourra demander restitution en entier. La Coustume d'Orleans, art. 386 porte qu'en alienation de meubles, le benefice de restitution & action rescisoire n'ont point de lieu quand les parties sont capables de contracter: sinò que l'alienation fust faite par dol & fraude de l'acheteur, comme il est porté aussi par le susdit art. 33. de Berry. Plusieurs autres Coustumes disent aussi, que rescision d'outre moitié de iuste prix n'a point de lieu en vente de chose meuble. Sens, art. 252. Bourbonnois, art. 87. Auvergne. chap. 16. art. 10. La Marche, art. 112. ainsi qu'il est expliqué en la Confer. des Coustumes, 2. part. tit. 5. en l'Addition. Grimaudet, 4. des Retraictés, chap. 19. Rebuffe, tom. 2. tract. de resc. contr. in princ. numer. 50. art. vme. gloss. 15. num. 34. Mafuer. in Praxis tit. de empr. §. item pro re meub. Accurs. C. DD. ad l. 2. C. de resc. v. ind. cap. 1. extr. de empr. C. vend. Ce qui a esté souuent confirmé par Arrest de la Cour, suiuant la loy, lex qua tutores. C. de admit. tut. gloss. in cap. tua super verbo Tractu. De hiis que sunt à pral. Et gardòs la loy si curatorem habens. C. de in integr. restit. l. inter pupillos. D. de auct. tut. l. 2. C. de rescind. vend. gloss. in l. 2. C. si aduers. §. iucap. Angel in l. 1. D. ad Trebellianum. Par lesquels l'eu on tient qu'un mineur peut valablement alienier son meuble, sans decret & autorité de l'uffice.

p. Par la Coustume de Berry, tir. des Iuges, & c. art. 33. est dict que les contractz cōtenans bail à ferme, à moins de temps de dix ans faits par mineurs, & par personnes capables à contracter, sont bons & valables, sans que lon puisse demāder la rescision d'iceux: sinon qu'il y eust dol ou fraude, du costé de celly. auquel est fait ledit Bail à ferme. Le pareil est ordonné à l'esgard du mineur ayā 14. ans, non ayā curateur, en l'art. 34 le mineur donne ne peut estre restitué pour vente ou alienation de fruiçts, nisi fordes aut euidens gratia tutoris id suadeat. l. C. si sine. §. C. de strict. D. de minor. C. ubi. Acc. Chaffan. au tit. des success. §. 5. nu. 27. tient qu'un mineur a aussi bien le maniemēt & administration des fruiçts de son reuenu, que le majeur. Ce que Alex. de Immo. Conf. 49. in 1. volum. tient auoir lieu par le Droit commun. C'est pourquoy on tient par la Practique de France, que le benefice introduit par ladite loy, 2. Code resc. v. ind. n'a point

de lieu en vente de chose mobilière. Aucuns neantmoins ont soutenu le contraire, tant en consultations, que par leurs écrits. Ils fondent leur opinion sur la *Gloss. add. l. 2. qui* tient que l'acheteur peut user de ce bénéfice, & que cette correction ne se devoit pas étendre si loing, que d'oster le secours donné par la Loy, & l'estât allez qu'elle ait lieu seulement es cas exprimez & declarez par icelle. Et est de cest aduis Monsieur du Moulin, *yn Cousuet. Paris. Titul. 1. §. 11. num. 46.* où il fait ceste distinction: Ou l'acheteur est ignorant la valeur & estimation de la chose, & lors il peut estre restitué: ou bien il la sçait & cognoist: auquel cas il ne sera point restitué. Toutesfois il ne fait pas de mention expresse, si l'on peut estre restitué pour vne chose mobilière vendue à vil prix, il en parle plus clairement au §. 22. nombre 47. où il tient qu'elle a lieu es meubles preticux. *Cuiac 16. Olf. C. 18. Anton. Mercat. 2. Not. C. 12. Neantmoins Robert 2. Animad. C. 12.* est de contraire aduis. Vn mineur aagé de quatorze ans seulement peut louer son heritage, & prendre vne année d'aduañce. Luy mort les heritiers disent que le contract est nul. Car il auoit vn Curateur: & aussi que ceste aduāce sent son alienation. Par arrest du Parlement de Rennes du 16. de Septembre 1566. est dit que certain Bail fait par vn mineur tiendroit, si mieux l'intimé ne vouloit rendre les deniers aduañce. Au reste, ce qui est dit en ce lieu par l'auteur que pour vn bail à ferme on ne peut estre restitué sous ombre de la deception d'outré moitié de iuste prix, semble estre contre l'opiniõ de quelques Docteurs sur ladite L. 2. C. de resc. vend. *Accurs. sur la L. si ea pactione 14. C. de vsu. & l. si Oleo 21. Cod. de locato salicet. & Cynus ad d. l. 2. Cod. de rescind. vend. Speculator lib. 3. Tit. de rescind. vendit. num. 13. Papon 3. des Notaires liure 9. Chap. de restitui.* contre loüages & conduct. tiennent au contraire que ce remede a lieu en telle matiere de louage: leur principale raison est, que *ut in eo & conductio usum sibi regis consistit. l. 1. & 22. D. locat.* Tous les Docteurs tiennent que ladite L. 2. a lieu en tous contracts, qui sont bona fide, comme est la vendition & location. Or, in bona fide iudicium quod inaequaliter factum esse constituit, in melius reformatur, l. 3. C. Commu. *virius iud.* Dauantage telle Loy a lieu en toutes personnes qui sont semblables à l'acheteur, *ex l. vlt. D. ex quib. causis poss. eat.* Aucuns tirent ceste doctrine, *ex l. 1. §. sed si emerit. D. Si quis in fraud. patron fact. sit.* où il est dit à la fin dudit §. *Et in permutatione & in locazione & conductione similiter idem obseruabimus. Specu. lib. 3. d. loco.* Connan, du Moulin, Robert, Cnias & Anton Mercator: les autres au contraire, disent que tel remede n'a iamaïs eu lieu par la Coustume de France, & Pratique de tout temps immemorial gardee & obseruee: c'est à sçauoir en Bail à ferme fait à moins de tēps que de dix ans. *Proprietatem incertam pensionum vel mercedum, vel incertum euentum d. l. 14. l. si ea l. 17. l. oleo. 23. C. de vsu. & l. si oleo 21. C. de locato: & recte in d. l. si ea l. 17. Propter incertum fructum euentum rescindi placita non possunt. l. si actum rectis. D. de act. empti Hermogen. in l. 1. l. ideo 23. D. locati. praetextu minoris pensionis locazione facta, si nullus dolus aduerjarij probari possit. rescindi locatio non potest. l. 1. C. de vsu. Masuer. in Praxi Tit. de empt. & vend. num. 43. Rebuff. Tom. 2. Tract. de restit. Art. 1. gloss. 2. num. 9. Tract. de Resc. contr. Art. vñc. gloss. 15. num. 15.* Nous gardons la dernière opinion. *D. D. iuris pontificij in e. cum dic. l. 3. extr. de empt. & vend.* où ils traitent plusieurs questions concernans ladite Loy 2. C. de rescind. vend. La Coust. de Berry. Tit. des iugés & iugemens, & c. article 34. est conforme ainsi qu'il a esté dit cy-dessus, comme aussi celle d'Auvergne Chap. 19. Art. 9. porte que la rescision n'a lieu en loüage & vente de fruiets à trois ans & au dessous, ainsi qu'il est expliqué en la Conference des Coustumes parties 2. Tit. 5. Chopin 3. de vil. And. rer. domin. tit. 2. de conanb. bon. for. nu. 19. Vide Baldum. in d. l. 2. C. de resc. vend. & Bagel. in l. item si pretio §. vlt. D. locati. Masuer. in d. §. item si pro mobili 43.

Rebuff. Tract. de litig. obligat. Art. 1. gloss. 9. num. 30. Tract. de resc. contr. in praf. nu. 12. Et Art. vñc. gloss. 15. num. 34. cite cest Arrest de diuerse date, au profit de Maistre Jean de Corbie Conseiller au grand Conseil. Car au premier lieu, il le cite du 2. Auiil auant Pâques 1516. Bart. & alij in l. 4. §. condemnati. D. de resud. Et au 2. lieu du mois de Mars 1522. & au 3. lieu du 10. Decemb. 1528. Lequel arrest recité par Papon liu. 16. des arrests. Tit. 3. Art. 7. sans date où il cite aussi vn art. au profit du Seigneur d'Aiglute qui auoit acheté vn Diamant de Pierre Bine, pour la sōme de quatre mille liures, qui fut rescin-

254 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
dé par Arrest du 21. Iuin 1510. comme escritle dit Papon apres nostre Rebuffe *Tract. de resc. contr. Art. vn. gloss. 15. num. 36.*

r Telle quelle estoit lors de la reception. Rebuffe *Tract. de resc. contr. in presat. num. 12.*

s Nous auons monstré & expliqué ce poinct cy-dessus, & dit que M. Cuias le denie, 16. *Obser. C. 18. Anton. Merc. 2. Not. C. 12.* mais tous les autres Docteurs escriuent le contraire, & mesmes Robert. 2. *Animad. cap. 13* où il suit du Moulin contre Cuias, Au reste il ne sera pas hors de propos d'aduertir le Lecteur, que les Marchans ne doiuent contracter avec les mineurs, & leur donner de la marchandise, *l. Iulianus, § si quis à pupillo, D. de act. empti.* au moyen dequoy par Arrest solennel & general de la veille de Noel 1516. pour vn Tuteur fut descendu à tous marchans de donner aucune marchandise aux mineurs, sans le consentement de leur peres, meres, Tuteurs & Curateurs, respectiuellement sur peine de perdition de leur marchandise, & d'amende arbitraire. Rebuffe *Tom. 1. Tit. de rescit. Art. 1. gloss. 3. num. 34.* Du Moulin *Tract. de iur. num. 24.* au reste il a esté souuent iugé par arrest, mesmes le 29. Mars 1580. & 30. Avril 1584. qu'il n'y auoit lieu de restitution, à cause de deception d'outre moitié de iuste prix, en vendition de droict successif. Charondas liu. 8. Resp. 74. liure 9. Chap. 76. voy le liure 9. des Resp. Chap. 68.

t *Vide d. l. 2. § si voluntate 8. C. de rescind. vendit.* Le iuste prix s'entend le prix entier, & non pas la moitié. Voyez la Conference des Coustumes partie 2. Tit. 5. & Cuias en ses Observations.

v *Via iuris non habet iniuriā l. Gracchus. C. ad leg. Iul. de adult. seu iuris executio non habet iniuriā l. 15. § 1. D. de iniuriis.* Et qui vitur iure suo, nemini facit iniuriā d. l. 1. § 1. Abbas in c. audita col. 3. De restitut. spol. Non videtur etiam vim facere, qui suo iure vitur & ordinaria actione experitur, *l. factum 155 § non videtur, D. de regul. iur. & nemo facit nisi quid fecit quod facere ius non habet, l. nemo, D. eod. tit.*

x Auvergne Chapitre 1. article 1. La Marche artic. 2. Montargis Chapitre 2. article 12. Toutesfois Auferius dit que l'on garde le contraire par le droict cōmun. Decif. *Thol. quæst. 490* Mais nous gardons la doctrine de Bartol. in l. 1. § huius autem, *D. vii pos. fides* que la complainte n'a point de lieu quand le vassal ou subiect contredit à son Seigneur Feodal superieur. Neantmoins au Stil de Parlemēt Latin. *Tin. de causa noue.* est donnee autre raison, afin qu'il ne soit en la puissance du vassal de distraire son vassal hors sa iurisdicō. Cela est encores expliqué par Galin *quæst. 172.* & quelques autres Coust. rapportees en la Conf. des Coust. partie 2. Tit. 4. en l'addit. on.

y *Can fraternalis 2. q. 2. c. suam extr. de penis. Felin. in c. audimus extr. De simonia l. si quis in tantam. C. de vi.*

z *L. 2. C. de iur. emphyt. c. posuit extr. de locato. Iul. Clarus lib. 4. §. emphyt. quæst. 8. & 11. Bald. in tit. Quib. mod. feud. amitt. §. aut si libellario. 4. Vide Ioann. Gallum quæst. 65* Notez que par les Coustumes de France par la plus part, le vassal qui desaduoué son Seigneur Feodal qu'il confisque son fief, & est vni au fief dominant ainssi qu'il a esté souuent iugé mesmes le 14 iour d'Aoust 1512. Conference des Coustumes partie 2. Tit. 1.

a Imbert in Enchir. in verbo Colonius Papon liure 10. des Arrests. Tit. 3. arrest 6.

b Le Droict canonie qu'il gardé en France: lequel a abrogé telles peines. *Notatur in c. vit. extr. de sec. nupt. Bald. & aliq. in l. 1. C. de sec. nupt. Filin. in c. ecclesia sancte Maria in 16. col. extr. de constit. cap. pen. & fin extr. de sec. nuptus Rebuff. in presat. const. regiar. nu. 66.* Vide l. omnem 6. l. matres C. ad Tertul. l. 2. §. si mater. D. eod. tit. l. 3. §. quæri. D. de suis & leg. her. l. 6. C. qui per. tut. Nouell. 22. A matribus sedulum petendi tutoris officium exigitur, l. 6. & 8. C. Qui per. tut. l. 2. §. tractari. D. ad Tertul. nouell. 36. de sec. nupt. d. l. omnem & l. matres. C. ad Tertul. l. siue ingenua. D. eodem. titul. Videt. si mater. C. de usus. Boer. Dec. Bmdegal. 112. dit que la peine ordonnee pour le vice de litige & autres sont abrogees par vñage contraire.

c Berry. Tit. del' Estat & qualité des personnes artic. 30. Bourbonnois article 176. Aniou art. 88. Le Maine article 101. Grand Perche article 68 Chasteauneuf, articl. 136. Niuernois Chapitre 30. Article 7. La Marche Article 86. Auvergne Chap. 11. articl. 5. Ainssi qu'il est expliqué en la Conference des Coustumes 2. partie. Titre 2. en l'addi-

tion. Au reste ie ne veux obmettre que dans le texte Latin, & és Annotations est faite mention d'une fin de non recevoir, introduite par les Ordon de France, obmise neantmoins au texte François, dont fait mentiõ celle de Charles VII. 1453, article 80. c'est à sçavoir de ne cumuler le petitoire avec le possessoire : parce que cela est assez expliqué au Chapitre 17. cy-dessus, tant au texte François, qu'és Annotations adiuſtees à la fin d'iceluy.

DE EXCEPTIONIBVS APVD NOS ANTIQVATIS, QUÆ TAMEN IURE PONTIFICIO & CÆSAREO INTRODUCTÆ FUERUNT.

C A P. XXXV.

Diverso, exceptiones in iudiciis nostris obsoletas recensamus, quas olim viguisse veteres prodiderunt memoria. Principio igitur aduersus mutui confessionem, siue chirographo siue publica scriptura redactam, pecunia non numerata exceptio non obicitur. Item actor propterea non repellitur, quod sacris & orthodoxa fidei cæsus consortio interdictus sit. Quoniam autem in eorum quæ antiquata sunt, mentionem incidimus, quadam de compensatione, irè quæ de reconuentione adiciamus: si quidem vsus noster forensis earum introductionem iure Cæsareo nimium vagam cõpescuit: quæ tamen si potius actionis quàm exceptionis vires nanciscantur, tamen huic loco accommodata visa sunt: ut potè ad quarum anchoram exceptionum inopia litigantem compellat. Compensationem ergo reconuentionemque adoriri nemini licet, nisi principis rescripto muniatur. Quin neque id passim: nam compensatio secundum iuris Cæsares normā regitur, ut intra designatos sibi vancellos concludatur. Reconuentionis verò arctius cohibetur, ac in vna tantum specie usurpatur, nempe, quum ea vsque adeo actioni proposita coheret, ut separari nequeat, & aduersus actoris intentionem, exceptionem pariat, ique præiudicium faciat. Sanè tum principis rescripto, compensationem non esse adiuvandam accepimus, quum de eamenda aduersarius pactum fecisse dicitur. Hic autem est amplius annotandum, debitori nullam exceptionem prodesse quo minus as alienum cuius authenticam scripturam confessus est, publicè obſignare cogatur. Sed & suprema curia placitis additum est, debitam quantitatē creditori tradendam esse antea tamen datis ab eo fideiussoribus: de illa, si suprema litis definitione decernatur representanda. Nec moribus quoque nostris congruit, ut rei Mobilis persecutioni vsucapio opponatur: nam mobilia perinde ac immobilia non nisi triginta annorum præscriptione apud nos acquiruntur.

Exceptiones apud nos antiquatæ quæ iure pontificio & cæsareo introductæ olim fuerunt: De compensatione ac conuentione.

Mobilia non vsucapiuntur.

estre receu à intenter action. Tiercement, nous n'obseruons plus reconuention ^d ne compensation. ^e

Et n'est permis de demander compensation sinon par lettres Royaux, n'aussi reconuention, & encores en vn cas seul, quant à ladite reconuention, ^{3. Reconuention} ^{Compensation,} ^{en quel cas} ^{ons lieu.} sçauoir est, quand la demande en reconuention sont les defenses du defendeur en l'autre instance, & sont si connexes l'vne avecques l'autre, qu'elles ne peuuent estre separees, & l'vne emporte la decision de l'autre: comme si le demandeur demande payement de quelque ferme, le defendeur defend qu'il s'n'a peu iouir des choses baillees à ferme, par le fait & coulepe du demandeur: & outre se constitué demandeur, pour repeter les deniers qu'il a baillez d'aduance pour ladite ferme, ou pour auoir ses dommages & interests de l'empeschement à luy donné par le fait & coulepe du demandeur en la iouissance desdites choses: car en defendant il ne pourroit pas auoir, jaçoit qu'il obtint, ne les deniers par luy auanceez, ne lesdits interests.

Mais il n'est point mestier d'auoir lettres Royaux de compensation, quand lon veut maintenir que la partie aduerse a promis faire ladite compensation. Aussi ne peut-on empeschier par quelque exception que lon ^{4. Cas, où ne sont} ^{nécessaires lettres} ^{Royaux pour} ^{faire compensation,} ^{en quel cas} ^{on empesche la} ^{garni. de main.} allegue, que la garnison de main de la somme deüe par instrument authentique, ne soit faicte, sinon que lon face apparoir de ladite exception par escripture authentique: & à ce moyen vn fermier ne peut empeschier la garnison de main de la somme cōtenüe par instrument authentique de sa ferme, pour quelque empeschement qu'il allegue luy auoir esté fait en la iouissance des choses à luy affermees par le fait du demandeur, sinon qu'il face apparoir par escripture authentique dudit empeschement. Et si ledit empeschement auoit esté fait par vn tiers, luy faut qu'il montre aussi par escripture authentique, comment il a denoncé l'empeschement au demandeur en temps deu & conuenable: par maniere que comme vn debteur eust esté receu à opposition, à l'encontre de certaine execution faite sur les biens meubles, à defaut de payement d'vne somme de deniers, deüe par lettres obligatoires, & pour les causes d'opposition ¹ eust allegué payement, & dict qu'il s'en rapportoit au serment du creditur: à quoy par le Procureur dudit creditur eust esté dict, que le creditur estoit demeurant loing du lieu, où estoit le proces agité, & requis delay pour luy faite à sçauoir: & que neantmoins cependant par maniere de prouision, & par forme de garnison de main, les meubles prins par execution fussent vendus; iusques à la concurrence de la somme: ce qui auroit esté contredit par ledit opposant, attendu qu'il s'estoit rapporté au serment du creditur, & à ce moyen n'estoit plus en demeure: le luge sur ce auroit ordonné que lesdits meubles seroient vendus, & les deniers deliurez au creditur, par forme de garnison de main, en baillant par ledit creditur bonne & suffisante caution de rendre en fin de cause: dōt l'opposant auroit appellé, & la cause plaidoyee en Cour de Parlement, auroit esté dict, bien iugé: & est ledit Ari est en datte du premier d'Auril, l'an 1525. k Mais si le creditur demouroit au lieu, où le proces est pendant, ou illec pres, ie serois d'aduis que lon deuroit differer l'execution

iufques à ce que le credeur eust accepté & fait, ou refeté ledit ferment. Et ne peut estre ladite garnifon de main empeschée, pour alleguer par le debteur, qu'il estoit mineur au temps de l'obligation, ou que l'obligation par autre moyen est nulle, comme si elle auoit esté faite par la femme mariee, fans l'autorité de son mary, sinon qu'il apparust par icelles obligations, ou autres instrumens authentiques, ou bien si de mesmes instrumens apparoiſſoit l'exceptiō du defendeur, encores à plus fort lon n'adiugeroit garnifon par vertu dudit instrument, comme si le contract est reciproquement obligatoire: & le demandeur n'ait accomply de ſa part ledit cōtract, il peut auoir garnifon de main: & ainſi fut dict par m. Arrest le vingtième iour de Feurier, l'an 1544. Par lequell fut dict mal-iugé de ce qu'un qui auoit acheté des liures d'un Libraire, eust esté condamné à garnir la main de la ſomme demandee, nonobſtant que le defendeur eust dict n'auoir receu que partie des liures vendus, & encores aucuns estre vicieux & mal imprimez. Et auſſi comme vn personnage ſe fuſt obligé pour ſon frere, & par l'obligation il fuſt dict âgé de dix-neuf ans, le demandeur, parce qu'il y auoit renonciation d'ordre & diuiſion ſadreſſe au plege, & demande payemēt & garnifon de main. Le defendeur l'empesche, parce qu'il appert qu'il n'auoit que 19. ans, quand il fut plege, & qu'un mineur ne peut estre plege. Le demandeur dict, que ledit plege estoit demourant en Anjou, où vne perſonne noble eſt majeure à 20. ans. Le plege nie qu'il fuſt demeurant en Anjou, ains estoit demeurant en Poictou avec ſa mere veſue, & n'estoit allé voir que ſon dit frere; il fut cōdamné à garnir la main par le Iuge du Mans, dont il appella, & fut dict par la Cour mal-iugé, & condamné l'inthimé es despens de la garnifon de main, & de la cauſe d'appel.

7. Iouiſſance prouiſionnelle par vertu d'un contract authentique.

Et generalement o prouiſion doit estre faite & adiugée de la iouiſſance du contenu en tous instrumens authentiques, quand ils ſont liquidez en baillant caution pendant proces ſur le principal.

CAS EN CE FAICT ADVENV.

6. Si les Officiers de Notaire & Procureurs ſont compatibles.

ET pour ceſte cauſe, comme la Cour eust fait deſenſe aux Procureurs de non exercer plus office de Notaire, & neâtmoins vn Procureur eust obtenu du Roy l'office de Notaire Royal; & par vertu de ſes lettres eust requis au Iuge du lieu estre receu à faire le ferment, & estre inſtitué audit office; les Notaires du lieu l'auroiēt empesché, par le moyē de ladite Ordonnance de la Cour: toutesfois le Iuge l'auroit receu audit ferment, dont les Notaires auroient appellé: & par Arrest des Grands-Jours tenus à Angers le 16. iour de Septembre, 1539. auroit esté dict bien iugé: & monſieur maistre François de Monthelō, lors Preſident eſdits Grands-Jours, & ſecond Preſident en la Cour de Parlement à Paris, apres auoir prononcé l'Arrest dit, que les Notaires ne deuoient empeschier que le Procureur ne fuſt receu & mis en poſſeſſion dudit office de Notaire: mais apres qu'il eust esté receu, ils deuoient requierir qu'il eust à opter estre Notaire, ou Procureur: & par ce moyen l'euffent contraint de laiſſer l'un ou l'autre. En

quoy estoit fort à louer la grâde humanité de môdit Seigneur de Monthe-
lon, & son grand zele qu'il auoit d'enseigner les assistâs: car il auoit de cou-
stume, auant ou apres l'Arrest prononcé, quâd il estoit de consequence, de
declarer la raison & motif de l'Arrest. Semblablement pour pourluiuere no-
stre propos, si le luge du consentement des parties a ordonné Commissai-
res q pour voir & visiter quelques lieux, ou faire autre chose, les parties
doiuent estre au procès verbal, ou rapport de Commissaires: & ne le peu-
uent impugner, sinon par voye de l'inscription de faux, comme vn autre
instrument publique & authentique: & ainsi en fut dict par Arrest esdits
Grands-Jours d'Angers, le dixseptiesme iour de Septembre, mil cinq
cens trente-neuf.

En outre, selon nostre stile de France vsucapion n'a point ^{7. Du rapport} de lieu, c'est ^{des Commissaires.}
à dire, que lon ne prescrit point les meubles, pour les auoir possédez par ^{ou autres gés ex-}
trois ans continuels à bonne foy: mais est requis en prescription de meu- ^{perts cōuenus &}
bles tel laps de temps, qu'à prescrire les immeubles. Semblablement les ^{accordés par les}
lettres d'Estat ^{parties, ou deno-} ne peuuent empeschèr que celuy qui les a obtenues, ne ^{mex d'office par}
procède iusques à garniment de main: Mais delay est baillé plus long ou ^{les luges.}
plus brief, selon la distance du pais où est celuy qui a lesdites lettres d'Estat: ^{8. V'sucapio tri-}
comme il fut dict par Arrest de la Cour & de Parlement à Paris, au mois de ^{nale en meubles}
Ianuier mil cinq cens vingt-six, cōme recite M. Rebuffe au premier tome ^{defendū.}
de seldits Commentaires sur les Ordonnances Royaux, fueillet cent vingt-
sept. Desquelles lettres d'Estat la forme est cy dessous declaree: lesquelles ^{9. Lettres d'Estat}
luy sont enterinees, en montrant de lettres de certification de son Ca- ^{n'empeschent la}
pitaine, par laquelle ledit Capitaine certifie ce que dès tel temps, & enco- ^{provision en gar-}
res à present, tel est de sa compagnie d'Hommes d'armes, Archers, ou de ^{nison.}
gens de pied.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXXV. Des Fins de non recevoir, baillées par Droit, &c.

a



Ar la Coustume de Berry, tit. des luges, &c. arti. 31. Auver-
gne, chap. 18. artic. 3 & 4. La Marche, art 98. Bourbonnois,
art. 36. Montargis, chap. 21. art. 11. Orleans, art. 444. Blois,
article 269. Bretagne, art. 293. Cambrai, tit. 26. article 15.
tiennent qu'en Cour laye l'exception de deniers non nemb-
rez ne cōptez n'a point de lieu, pour charger de preuue le
demandeur: le defendeur peut deferer le sermēt decisoire au
creancierlequel sera tenu l'accepter ou deferer, s'il n'y a iuste
cause pour refuser la delation, ainsi qu'il a esté mōstré & ex-
pliqué en la Conf. des Coust part 1. tit. 5. en l'addition nom-
bre 11. *In legibus Longobard. l. 2. tit. qualiter quisque se defend. Si iam ipse venditor quam te-*
stis subscripsit, pretium statim susceptum fuisse, & demum emptor conueniatur, quod non
pretium compleuerit, sacramentum exinde non procedat. Monsieur du Moulin sur la

Kk ij

Coutume de Bourbonnois, art. 16. & sur celle de Berry, art. 31. tit. des Iuges. Boër. sur la Coust. de Berry, § 8. tit. des Iuges, &c. *Philip. Corn. Conf. 61. volum. 3. Notat. in l. actor. C. de probat. Rebuffe sur les Ordonn. Royaut. premier tome. Toutesfois aucuns, comme le *specul. tit. de rest. in inter. & Bal. in l. cum qui. C. de iur. & facti ignor.* disent que le debteur ne doit estre receu à faire telle preuve apres deux ans passiez, où il cite le iugement du Pape Clement, contre l'Esleu de l'Euesché de Treues: par laquelle il ordonne qu'il ne pourroit objecter telle exception contre quelques marchands, & ne seroient contraints de respondre aux faicts & articles dudit Esleu. Toutesfois le contraire se pratique, *Dynius in Comm. d. reg. iur. cap. locupletari, in 6. Bald. & Salic. in l. si ex cautione. C. de non num. pec. 10 ann. Immo la. cap. 1. De solut. & Felin. in cap. si cautio num. 59. & 61. De fide inst. extra. Chopin lib. de com. n. Gall. Consuetu. l. precept. parte 2. num. 4. Todoc. Damhauer in Praxi. rer. civil. cap. 131. tient qu'au conseil de telle exception estre receüe, iuxta cap. 1. De except. in 6. Cella est conforme à la loy 13. C. de non num. pecun. qui semble neanmoins contraire à la loy 3. C. eod. 1. 1. vide Nouell. 200.**

b *Felin. in cap. si cautio extra de fide instrument. Bartol. & Salic. in l. si ex cautione. C. de non num. pecun. Henric. Bohie. in d. cap. si cautio. Rebuffe, in Praxi. in const. Regias num. 59. & in tract. de Chir. & ced. recog. art. 2. gloss. 1. num. 35. 47. 67. & 68. Albericus & glossa in d. l. generaliter. C. de non num. pecun. Au reste, apres les deux ans le creancier n'est tenu iurer ne referer, l. in contrahibus. §. illo. C. de non num. pec. Toutesfois si le debteur le fait Iuge en la cause, il est tenu prester le serment, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest le 30. iour de Ianuier 1544. recité par Rebuffe, tract. de Chir. & ced. recog. art. 2. gloss. 1. num. 49. vide l. si quis vel pecunias. 11. C. de Depositi.*

c *Petrus de Bella Peric. in l. placet C. de sac. Eccl. Faber. in §. quod si tutor. Inst. de iurator. Aufser. Decis. Thol. q. 189. in lib. 3. legum Longobar. Tit. de excomm. Ab Episcopo iuste excommunicatus, à nullo prius recipiatur. Par les Coutumes d'Auvergne, chap. 21. artic. 5. & de la Marche, art. 99. Exception d'excommunication n'a lieu en Courlaye: *Faber in §. vlt. Inst. de except. Aufser Dec Thol. q. 189. Innoc. in cap. pastoralis in fine extr. de appell. Boër. in De. Burd. q. 43. Cela est toutesfois contre les dispositions Canoniques, cap. co. s. consideratione. De except. extr. cap. exceptionem, cap. dilecti, cap. cum inter. cap. 10. 11. & 12. eod. tit. cap. si in cap. perpetuas. De sent. excomm. cap. intellectus cap. exhibita extr. de indic. cap. prudentium. De offic. delegati cap. 1. De except. in 6. Clement. l. vn. eod. tit. Casar lib. 6. Comment scribit olim apud Gallos sacrificiis interdictis in numero impiorum scelus storique haberi. Voyez la 2. partie de la Confer. des Coutumes, tit. 5. nombre 1. en l'addition.**

d *Libellus reclamationis cap. 1. De libell. oblat. mutua actio vel p. titio. l. 1. §. vlt. D. Qua sent. sine appellat. resc. l. 1. C. rer. amot. l. 6. C. de compensat. l. si idem. §. quod si mutua a. fiones. Dig. de iurisdic. omni. iudic. l. cum Papinianus. & Authent. seq. C. de sentent. & interloc. Par la Coutume de Paris art. 106. reconuention en Courlaye n'a point de lieu, si elle ne depéd de l'action: & que la demande en reconuention soit pour la defense contre l'action premiere intention: & en ce cas le defendeur par le moyen de ses defenses le peut contraindre demandeur. Calais est pareille article 121. Aufquelles sont conformes plusieurs autres, mises & rapportees en la Conf. des Coutumes, partie 2. tit. 5. Si ce n'est par lettres ou benefice du Prince. Montfort, art. 69. sinon en matiere d'iniuries. Cambray, tit. 25. art. 52. matiere d'iniure, refection de maison, & interest pour departement de loiage. Lisle, art. 140. La Salle de Lisle, tit. 25. art. 18. ou bien que les parties soient *in f. dem. fori*, où elle a lieu sans nouuel adiournement. La Marche, art. 101. Voyez les Annotations mises en ladite Confer. des Coust. Papon, liu. 3. des Notaires, li. 1. chap. des lettres incid. en general, liure 10. chap. des lettres incidentes en ciuil, de la part du defendeur.*

e *Par les Coutumes de Paris, art. 105. Calais, art. 121. Meleun, ar. 126. Dour. n. art. 56. Montfort, art. 68. Manre, art. 66. Reims, arti. 197. Montargis, ch. 21. art. 10. Lisle art. 140. La Salle de Lisle, tit. 25. art. 18. Tours, art. 119. Bourbonnois, ar. 37. Auvergne, ch. 18. ar. 6. La Marche, ar. 100. Compensation a lieu d'une dette claire & liquide à une autre pareillemét claire & liquide, & non autrement. Par celle d'Elâpes, ar. 68. e le a lieu selon la disposition du Droit, ainsi qu'il est expliqué en la Confer. des Coutumes, part. 2. tit. 5. où le Lecteur pourra auoir recours, si luy plaît. Rebuffe, in praxi. in ord.*

regis num. 57 dit qu'en pays de droict escrit, telles lettres ne sont point necessaires. *Frustra enim impetratur quod de iure communis conceditur.* l. vii. C. de *thesaur.* lib. 10. Par arrest du 29. iour de Iuillet 1541. a esté iugé que compensation n'a lieu sans lettres en pays Coustumier. Rebuffe *Tract. de lit. obligat.* Art. 1. gl. 10. nu. 10. Vide l. 2. C. 3. D. de *compensat.* *Aufser. Decis. Thol* q. 93. Papon liure 12. des Arr. tit. 6. & 3. des Notaires liure 5. Chapitre des rescries propres pour l'instruction d'un procez, liure 10. Chap. de lettres incidentes en ciuil de la part du defendeur.

f Ce sont les termes dont vsent les Coustumes de Paris art. 106. & de Calais, art. 233. cy dessus recitees. La somme Rurale liure 1. Apres s'appelle action de compensation, que les Clercs appellent reconuention, comme deduire entre creditours vne somme contre vn autre, quand droict de compensation le peut soustenir. Car en Cour laye n'a lieu ceste action, où on vse de Coustume locale, c'est à dire en pays coustumier: mais selon droict escrit veur bien que compensation soit faicte en cas qui dependent l'un de l'autre: Et sur la fin dit, *Compensatio de iure scripto habet locum, etiam si debitor sint inuicem ex diuersis negotiationibus seu causis l. etiam si fideicommissum l. si propter fructus C. de compensat.*

g Cecy est pris des Annotations.

h *Barol. in l. si is à quo. D. ut in poss. legat.* Es procez sommaires l'exception ou oppositiō qui se propose, se doit prouuer dans peu de iours. Ce que la Cour routesfois n'a pas tousiours obserué & gardé: laquelle principalement suit la rigueur de la l. *testum facilitatem.* D. de *testib.* C. l. cum de *ind. bito.* D. de *probat.* Et tout ainsi que par ledroict commun vn heritier institué par testament estoit mis en la possession de la chose faicte, si le Testament n'estoit viciéux apparemment, l. 3. C. de *edicto Diui.* *Altr. toll.* Ainsi la Cour a estimé qu'il entre en possession en vertu du contract pendant le procez. *Nam instrumentum si in iudicio est quoad contra probetur, cum precibus.* C. de *probat.* [mesmes quand il y auroit inscription en faux, l. *factis aperte.* C. ad *leg. Corn. de falsis* nous estimons vne chose estre euidente & manifeste qui est contenue dans vn instrument ou contract, ne plus ne moins que dans vne sentence, *Barol. in l. 1. D. de nou. oper. nunt.* C'est pourquoy on tient que la consignation ou prouision peut estre empeschee par le moyen d'un autre contract estant en forme probâte & authentique tout ainsi que l'autre, la prouision duquel est requise, *Angel. in l. si deposita C. de depositis.* *Barol. in l. 3. in 4. Quast. princ. C. de sign. & Boer. Dec. 293 nu. 7.* où il recite vn faict fort à propos de ce qui est traicté en ce lieu qui a esté decider par arrest de Parlement de Bourdeaux du 25. Iuin 1535. D'auantage l'exception de nullité de cause empesche l'exécution de l'obligation, l. 1. §. *parus refert* C. ibi *Barol. D. quod vi aut c. am. Barol. in l. 3. §. condemnatum D. de re iudic.* La Coust. qui permet de commencer par l'exécution est contraire au Droict commun: & partant doit estre restraite. Et en l'espece proposée par nostre Autheur, le debteur estoit mineur, & par consequent pouuoit estre restitué, l. *minor 25. annis cum sit fideicommissum D. de minorib.* Ce qui se doit entendre au fait susdit, que l'obligation soit faicte sans cause, ou bien s'il y en auoit aucune dans ladite obligation, qu'elle se trouuoit nulle par la lecture du contract, ou bien la disposition de droit prohibee & defendue comme quand le debteur dit que l'obligation est nulle de soy & faicte sans cause. Car cela se cognoist fort aisement par les lettres obligatoires ou contract: mais quand l'action naist de certaine source & origine l'exception procedant de la mesme source n'est iamais tenue pour estre ostee, *Bald. in Auth. presente C. de fideiusso. lib. 1. in l. si tradita. C. de act. empt. per l. si pater. D. de act. empt. Ludovic. Roman. Conf. 472.* D'auantage vne exception notoire n'est iamais presumee estre ostee, comme dit la Glosse in c. *ex conuersione de restis spoliis.* *Bald. in Rubr. C. de probat. & Abbas Consil. 44.* L'exception notoire est celle qui se cognoist visiblement par les yeux corporels, *Dominic. in c. si forie De elect. in 6. f. Felin. in c. ex parte De offi. deleg. in antiq.* Autrement s'il n'estoit pas cogneu par lesdites lettres obligatoires qu'elle fussent faictes sans cause, ou bien si la cause y contenue estoit reprobuee de disposition de Droict, i'estimerois qu'il seroit equitable de iuger au profit du creancier.

i Cecy est pris des Annotations.

k Cela est aussi confirmé par la coustume de Berry. Tit. des Iuges & c. Art. 11. & 12.

1 *Chaffin. in consuet. Burg. Tit. des gens appartenās à gens mariez § 1. Lud. Ro. Conf. 42. m. Rebuffe Tom. 1. Traict. de Chir. & ced. v. cognit. Art. 1. num. 47. où il recite cest Arrest qu'il cotte du 15. iour de Feurier 1544. Vide l. Iulianus §. offerri. D. De actemptis & ibi not. n. Ceca a esté tiré des Annotations.*

o Ainsi qu'il a esté souvent iugé par Arrest, mesmes le 3. Iuillet 1523. comme nous auons dict cy-dessus au Chap. 33. Et ne peut on condamner à payer, ains faut condamner à garnir ou payer par prouisiō. Arrests des 13. 1513. 5. Iuillet 1514. entre Raoul Vernou, & Ioachim Gillier 3. Mars 1516. Rebuffe Tom. 1. Traict. de luy. oblig. Art. 3. gloss. 3. num. 3. Tom. 2. Traict. de ref. contr. Art. vis. gloss. 29. num. 28. Si la sentence ne porte en bailiāt caution, &c elle est nulle, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 15. Feurier 1540. entre M. Anthoine Chambon, Examineur du Chastelet, & Hugues Poulepin. Rebuffe Traict. de luy. oblig. Art. 5. gl. 7. num. 5.

p L'Auteur dict es Annotations, qu'il a esté souvent iugé par Arrest, que les Offices de Notaires & Procureurs estoient incompatibles. Toutesfois il a depuis esté souvent dict par Arrest, mesmes le 17. iour d'Auil en Audience, de releuee 1584. au profit d'un Procureur de Bogency, qui par sentence auoit esté condamné d'opier: en fut absous, & permis d'exercer l'un & l'autre. Il a esté auparavant defendu par Arrest du 14. iour de May 1565. à tous Aduocats & Procureurs, de Postuler & occuper es causes esquelles ils auront fait office de Notaire. Et par autre Arrest du 29. Nouëb. 1568. fut enioinct à vn Notaire de Reims, de s'abstenir & se desister de l'exercice de son Notariat, ou bié de celuy de l'estat de Grefrier, cōme estans incōpatibles,

q Ou gens experts & entendus. Ioann. Faber. in §. uem verborum. Inst. de iur. l. stipul. DD. in l. 1. C. Plus val. quod agitur. &c. Barol. in l. 1. & 3. D. quid vi aut clam. DD. in l. si dissolutionem. C. Fam. excijs. & in l. ad officium C. Com. diuid. Et tout ainsi qu'à tous executeurs generaux, comme sont les Huissiers ou Sergens, on adiouste pleine foy pource qu'il concerne le fait de leur estat, ne plus ne moins qu'à vn instrument authentique, c. cō parati. extr. de appell. l. magni puto. D. de rebus eorum, &c. Ainsi est-il de mesmes pour le regard des experts & Commissaires, nommez par les parties, ou par le Iuge de son office, pour vn fait seulement, doiuent estre creus en ce qui regarde ledit acte, pour raison duquel ils ont esté conuenus & accordez. Voyez ce qui est noté en la Conference des Coustumes partie 2. Tit. 9.

r *Boër. in consuet. Buir. Tit. de prescript. Article 7. Berry ait des prescriptions Article 10. Encores que quelques Coustumes le recoiuent. Melun Article 169. Amiens Art. 163. Peronne article 114. Aniou Art. 419. 420. & 421. Le Maine article 434. 435. & 436. La Coustume de Bretagne dit dedans cinq ans, s'il n'y a obligation lettre ou promesse. Celle de Lodunois Chap. 20. Article 1. en dir autant. Toutesfois en quelques provinces on garde le droit commun: c'est à sçauoir dix ans entre presens, & vingt ans entre absens, & ce non seulement pour les immeubles, droicts de seruitudes, mais aussi pour rétes annuelles. Paris, art. 113. 114. Calais art. 205. & 206. Melun art. 170. Auxerre art. 188. Estāpes art. 63. Dourdan art. 73. Monfort art. 61. & 62. Mante art. 108. Senlis art. 188. & 193. Clermont art. 67. & 69. Vallois art. 119. & 123. Vitry art. 16. 134. & 135. Laon art. 141. Chalons art. 145. Reims art. 380. Amiens article 190. Chauny art. 62. Peronne art. 210. & 211. Aniou art. 430. Le Maine art. 445. Grand Perche art. 209. Dreux art. 66. Menetou art. 18. La Marche article 10. Lodunois Chap. 20. article 4. Poitou article 372. Xaintonge article 111. Saint Seuer locale Tit. 7. art. 2. Bar. art. 186. Sedan art. 308. & 309. à quoy est conforme, l. 1. c. si aduers credit. Mais la coustume de Poitou art. 173. & 174. adiouste que l'acheteur n'est creu par son serment du titre d'acquisition, ains faut qu'il en informe. Le possesseur aussi alleguant titre de son predecesseur n'est creu par serment: ains en doit faire apparoir. Voyez la Conference des Coustumes 2. partie Tit. 6.*

s Ces lettres sont expliquees au liure de la Conference des Ordonnances Tit. 10. où il est monstré que telles lettres d'Estat n'ont point de lieu en matieres sommaires ny prouisionnelles, ainsi qu'il a esté souvent iugé par Arrest, mesmes au mois de Ianuier 1135. recité par Du Moulin, art. 141. partie 7. & 3. iour de May 1537. ny en matiere de criées, par autre Arrest du vingt-troisieme Feurier 1538. Et par les Ordonnances

de Charles septiesme 1453. article 61. Loys douziesme 1507. art. 37. & 1510 article 55. François premier 1533. Chap. 9. art. 5. Chap. 12. art. 14. mise au premier liure de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 10. elles n'ont lieu en matiere priuilegee, comme fournissement de complainte & autres prouisoires.

1 C'est l'arrest de Morlet de Museau general de France ambassadeur pour le Roy au pays de Suisse, au profit du sieur de Semblançay, donné au mois de Ianuier 1525. Rebuff. Traict de Chirogr. & ced. rec. Art. 1. gloss. l. num. 36. Traict. de lit. obig. Art. 5. gloss. 2. nu. 16. Traict. de lit. dilat. Art. 2. gloss. vnic. num.

DE TRIPLICE CAUSÆ CONSTITVTIO- nē seu contestatione.

C A P. XXXVI.



SED iam litis status à iudice constituendus: cuius quidem triplex est ratio: nam aut iuridicalis, aut legitima, aut inficialis coniecturalisque causa constitutio est. Primum igitur iuridicaliter lis constituitur, quoties concessio inter litigantes facta, æqui & iniqui solum natura queritur. Legitima autem constitutionis tum locus fit, quum ex scripto controuersia nascitur: utpote litis cardine in tabulis instrumentis que collocato: etiā si de facto inter litigantes non conueniat: modò nullis opus sit testimoniis. Inficialiter uero lis constituitur & coniecturaliter, ubi implicita facti est controuersia, ac testimoniis res transigenda est: Itaque dum iuridicaliter lis constituitur, litigantibus index edicit, ut apud se ipsum illi causas scripto mandatas unā cum literarum documentis proferant, ut ex his res iudicetur. Litigantes quoque iudicandi calculum tūm porrigunt. Ceterum ubi causa status legitimus est, statuit index, ut competitorum uterque causas tabulisque suas apud acta deponant: non continuo tamen res in iudicis mittitur consilium, sed uicissim tabulas instrumentaque à se prolata refellunt, rursusque contradicta dissoluant, & denique iudicandi potestatem faciunt. Cogit hercule nos locus, ut miserorum litigantium uicem iuxta ac sceleratam pecuniarum auaritatem qua plerique iudices exastuant, queramus. Tamen si enim Imperatorum & Principum nostrorum sanctiones conclamet, ut controuersia minime ardua, parumque abstrusa, ex tempore dirimantur: indiscriminatim tamen uel in tenuioribus liticulis meridiana magis luce perspicuis, rem arcano consilio agendam decernunt, tanquam Apollinem ex tripodibus consulturi. Quo fit ut suspicari liceat illos huc non impelli studio litis acta diligentius expendendi, sed ut amplius lucrum apposito sportularum nomine, mereant sordidissimi. Itaque, saepenumero accidit, ut sportularia quantitas litis summa n exuperet: sicque nonnulli qui solidum magistratum emerunt, minutatim propolarum insilar diuendunt. Nec tantum nota quicquam hinc Principi nostro uelini aspergi: nam magistratus, cateraque publica munera minime nudantur, sed ea uiris quibusdam sibi ipse gratiosis confert liberalissimè, ut hi uicissim (mea quidem sententia) viros probos horum largitione gratuita sibi demereantur: quod contra fit à plerisque. Magistratus enim pendentes interdum totum auctionantur semestri: ac plures licitanti eandem addicunt, presenti quidem pecunia. Quare multò utilim fore arbitrarer,

Triplex causę constitutio seu contestationis (ut quidam dicunt) genus.
De iuridicali statu.
De legitimo.
De inficiali.

ut princeps certum pretium, idque tamen exiguum, in singulos statueret magistratus nā ea ratione cū publico arario prospiceret augendo, in minorū l. c. res magistratus cōparare. Sed & aliud circa magistratus praelari (ut omnia) censuit vir singularis Do. Budæus, in repub. nostra recte olim non fuisse institutum, ut magistratus apud nos essent perpetui, & causa dicenda (quod Itali Syndicationem vocant) immunes: nā eō iā mores apud nos reciderunt, ut plerique perpetua potestatis fassini & fiducia, in nullā nō licentiam proruerint, omnia pro libidine sibi permisissent: supplicij metus securi. Quod si quisquam aduersus eos quaratur quicquam omnes ad eum perdendum admoventur machinas: si quidem vel conspurcatis iudiciis eum graui fortunarium dāno afficiunt, vel confictis criminibus etiam carceri dedūt: nec liberatur quin eorū gratiam cū precibus & venia deprecatione promereatur, tum pretio redimat: atque (quod longē sceleratius est) operam potestatemque alius alij mutuo prastant, ut querelas aduersus se delatas viciſcantur. At si aliquando magistratus se deposituros putarent, & in ordinem metuerent redactum iri, vererentur haud dubie, ne cū ad pœnam de his flagitiis reposcerentur, atque in quos sauerūt, potestas iniuria fieret vindicanda. Nec vero vlla eos tener de posteris cura: ne hi, dum potestatis paternam praesidio (quod fere contingit) destituti erunt, alius prada sint, exponantur: quodque illi in alios patrarunt, equali lance liberis rependatur: adeo sibi viuūt, & suae indulgenti libidini. Sed ad ea quae restant, pergamus. Jam ubi cōtrouersia inficialiter constituenda est, in rebus considerandis de quibus agitur, curam iudicis versari oportet. Nā si rem ad exemplum videat pertinere, aut non contemnendi esse pretij neque litigantes de facti natura satis inuicem consensive, inbebit eos causas suas actione, exceptione, replicatione, ac denique duplicatione disponeres quae simul ac rectē & ordine (nempe actorem praeire: deinde reū sequi oportet) absoluta fuerint litigantes ad constituendā adiget disceptationē, subindeque testibus inquirendū. Quod si de leuiori contendatur, & in eandem facti negati tamen cōtrouersique speciem cōeant litigantes: precipiet index; ut singuli causas suas scriptis libellisque digerāt, ex hisque testes, eurent interrogandos. Atque inter has duas species hoc interest, quod in superiore produendū & audiendū testium gratia, quatuor indulgentur dilationes: sublata tamen est quā quarta productioni ius cōmune statuerat solennitas & forma. Verū in posteriori specie unica dilatio in eā rē arbitrio iudicis tribuitur: isque vsus apud inferiores curias irroboraui: tamen si regis cōstitutionibus editum sit, ut vnā dūtaxat dilationē pro locorū intervallo, testimoniorum gratia, concessus supremi concedant. Qua propter valde haesito, ne vsus summō iure defendi possit. nam cū in inferiores curia veluti ad superiorum cōmissum regantur, à lege illis praescripta ne ad latum quidem vnguem aberrare his fas est.

DE CONTESTATION EN CAUSE, EXCEPTIONS qui la peuuent empescher, Litispendance & euocation à cause d'icelle.

CHAP. XXXVI.

- | | | |
|---|--|--|
| 1. Des appointemens de Contestation donnez par les Iuges. | | 2. Des exceptions qui de droit empeschēt contestatiō en cause. |
| | | 3. De |

- | | |
|---|--|
| <p>3. De la fin de litispendance.</p> <p>4. Litispendance doit estre proposée auant autres fins en toutes matieres.</p> <p>5. Quand litispendance ne se verifie par actes, & seroit mestier y faire ouir tesmoins, quel</p> | <p>appointement y eschet.</p> <p>6. Cas aduenu de fait, touchant tel appointement sur litispendance.</p> <p>7. D'enocation de cause pour raison de litispendance.</p> <p>8. Du delay pour faire preuues.</p> |
|---|--|



Ensuit la maniere des appointemens de contestation en cause: & en ce le Iuge a à voir si les parties l'accordent de leurs faits, par maniere qu'il n'est plus questiō que du point de droit: car en ce cas, si les parties n'ont instrumens à produire, le Iuge appointe que le procès de contestation, & autres pieces que bon semblera aux parties, avec vn aduertissement de chacun costé, seront mises par deuers luy dedans certain temps, pour en ordonner comme de raison, & en droit.

1. Des appointemens de contestation donnez par les Iuges.

Et s'il a voit que les parties peuuent auoir instrumens à produire, il les doit appointer à escrire & produire, à fin qu'elles ayent communication de leur production, & y baillent contredits & saluations: & ne doit audit cas appointer la matiere en droit, ou s'il appointoit, faudroit qu'apres il interloquast que les parties auroient communication de leurs productions, & y bailleroient contredits & saluations. Mais si le Iuge void que les parties sont contraires en leurs faits, il les doit appointer à escrire par intendits, & à informer: & si la matiere est de consequence, sera bon ordonner que les parties communiqueront leurs intendits pour y respondre, auparavant que les appointer à informer. Aucuns Iuges ont accoustumé appointer à escrire par demandes, defenses, repliques, & dupliques; & par les Ordonnances du Roy Charles VII. art. 134. ^b est commandé que les Iuges n'appointent les parties contraires, & à faire enquestes quand la matiere se peut vider par fin de non receuoir, & par point de Droit, comme cy dessus a esté touché. Et pource cōme vn Iuge apres auoir appointé les parties en droit, sur vne fin de non receuoir, scauoir est que le demādeur n'eust obtenu ses lettres Royaux, selon l'Ordonnance du Roy Loys XII. le Iuge eust interloqué que les parties feroient preuue, le defendeur se seroit porté appellant de ladite interlocutoire, & auroit esté donné Arrest par la Cour de Parlement à Paris, le vingt-huictiesme iour de Ianuier, mil cinq cens quarante-trois, par lequel auroit esté dict mal ingé, & bien appellé. Aussi par les Ordonnances^c dernieres, art. 42. 43. 44. & 45. est defendu aux parties, leurs Aduocats & Procureurs, de n'alleguer aucune raison de Droit par leurs intendits, escritures, additions, & responsifs fournis és matieres reiglees en preuues & enquestes, mais seulement leurs faits

positifs & probatifs, sur lesquels ils entendent informer & faire enquestes, & que lesdits faits soient succinctement posez & articulez sans redite: & que les parties ne respondront que par vne seule addition ou deux au plus en quelque matiere que ce soit: & si les Aduocats & Procureurs y contreviennent, seront pour la premiere fois punis d'une amende de dix liures parisis enuers le Roy, & pour la seconde fois de la suspension de leur Estat^d pour vn an: & pour la troisieme, priuez a tout iamais de leurdit Estat & Office de postulation sans deport. Toutesfois lon n'observe pas ladite Ordonnance à la rigueur, quant à allegation des raisons de Droit: car souuent les Procureurs font les contestations de causes sans les Iuges & Aduocats, & prennent appointement à informer bien souuent, où la matiere gist en point de Droit, parquoy lors est mestier alleguer des raisons de Droit. Et se doit entendre ladite Ordonnance, quād il y auroit raisons de Droit superflues, ou que le procès seroit pendant és sieges Royaux & Cours de Parlement, où y a gens sçauans. Mais quand il est pardeuant les Iuges subalternes, dont aucuns ne sont sçauans en point de Droit, il n'est point mal d'alleguer lors la raison de Droit decisiue du procès, mesmement quand elle n'est pas commune, & qu'on l'allegue briuelement. En outre, par lesdites Ordonnances dernieres, article 40. est prohibé de non poser & articuler calomnieusement aucun faux-faict,^e soit en plaidant, ou par escritures, ou par autres pieces de procès, sur peine de dix liures parisis és Cours souveraines, & cent sols parisis és iurisdicions inferieures: esquelles amendes seront les parties condamnées enuers le Roy, & en la moitié moins enuers les parties pour leurs interets, pour chacun faux fait calomnieusement posé.

2. Des exceptions
qui de Droit
empeschent con-
testation en cause.

En cest endroit il est à noter, que selon le Droit commun il y a aucunes exceptions qui empeschent la contestation de la cause: comme l'exception de transaction & prescription: qui se doit entendre qu'elles empeschent contestation sur le principal, mais non pas sur icelle exception: car il faut sur icelle contester cause, voire & appointer les parties⁸ en enqueste, si elle gist en fait, comme gist ladite fin de prescription. Et quant est de ladire fin de la transaction, nous auons dict cy dessus qu'elle n'empesche la poursuite de la cause, voire si elle auoit esté faite depuis le procès intenté: & est celuy qui l'allegue contraint passer outre, s'il ne la monstre par instrument^h authentique. Bien a lon accoustumé ordonner quād la transaction n'est par escrit, que celuy qui l'allegue en informera par témoins, si bon luy semble, neantmoins qu'il ira auant au principal, sans preiudice de ladite transaction.

3. De la fin de li-
tispendance.

Il y a vne exception & fin de non proceder, laquelle selon nostre stile mesme, empesche bien la contestation sur le principal, sçauoir est de litispendance, quand lon allegue procès estre pendant pour raison de mesme chose pardeuant autre Iuge: car ladite exception se peut monstre

4. Litispendance
doit estre proposée
auant autres fins

promptement par escrit. Et doit estre ladite exception^k proposée auant toutes fins, tant de non recevoir, que perempatoires: & d'icelle estre fait droit preallablement, voi-

re en matieres de complainte, en laquelle lon doit defendre à toutes fins ¹ en toutes matieres. selon l'Ordonnance: car ladite Ordonnance ne doit estre entendue de la fin de litispendance.

Mais si les parties ne s'accordent que soit mesme chose pour raison de laquelle y a procès pendâr, & qu'il n'en puisse promptement apparoir au Iuge, par les procès mis auant pour informer de ladite litispendance, le Iuge peut en ce cas ordonner, que sans preiudice de ladite litispendance, & sans y auoir pour lors regard, le defendeur defendra à toutes fins: & pourra le defendeur lors alleguer pour fin de non recevoir ladite litispendance: car autrement il faudroit faire enqueste, auant que la cause fust contestee, pour monstrier que ce seroit vne mesme chose, qui seroit chose fort absurde: & constitueroit les parties en grands frais & mises, parce qu'il conuientroit faire deux enquestes, l'une auant cause contestee, & l'autre apres.

A ceste cause, comme vne partie n'eust formé complainte pour raison d'une successiõ vniuerselle, & eust esté defendu par les defendeurs: le demandeur mesme par apres forme autre complainte, pour raison de quelque chose particuliere, dont il disoit estre seigneur & possesseur à bons & iustes moyens, sans les declarer: & par lesdits defendeurs eust esté dict, que ladite chose particuliere estoit de ladite succession, pour raison de laquelle ladite autre complainte auoit esté formee, & par ce moyen eussent tendu à fin de non proceder en ladite derniere cõplainte, iusqu'à ce qu'il fust decisi de la premiere: à quoy par le demandeur eust esté dict, que ladite chose particuliere n'estoit de ladite succession: ains auoit esté donné au predecesseur du demandeur par le defunct, & que parauât la succession escheüe le demandeur en estoit possesseur: Par lesdits defendeurs auoit esté dict que ledit defunct estoit mort vestu & saisi de ladite chose particuliere, n'obstant ladite donation, laquelle n'auoit fort effect, & qu'en la lettre de donation n'auoit aucun lieu, où elle auoit esté faite. Sur quoy les parties appointees en droit, seroit ensuiuie sentence, par laquelle il auroit esté dict, que sans auoir esgard à ladite litispendance, les defendeurs defendrõnt à toutes fins suiuant l'Ordonnance: & iceux enuers le demandeur condamnez és despens de la contestation, dont ils appellent. Et jaçoit qu'ils eussent consulté avec des plus fameux Aduocats des Grands-Iours d'Angers, & eussent trouué auoir bonne matiere d'appel, & baillé griefs hors le procès, par lesquels ils eussent remonstré ladite Ordonnance ne deuoit estre entendue de ladite fin de litispendance, & aussi que le demandeur n'auoit requis qu'ils allassent auant, ains seulement nié la litispendance: il auroit esté dict par Arrest desdits Grands-Iours tenus en l'an 1529. qu'il auroit esté mal appellé, & bien iugé.

Dauantage lon peut obuier autrement à vne litispendance, si le procès auquel on veut fonder la litispendance, est intenté pardeuant le superieur: car le superieur peut euoquer la cause pendant pardeuât l'inférieur, & luy faire defences par vertu de lettres Royaux, de nō entreprendre cognoissance de la matiere, & aux parties de non les poursuiure pardeuant le Iuge inférieur: comme il a esté cy dessus touché. Et peut aussi le Iuge superieur.

5. Quand litispendance ne se verifie par actes, & seroit mestier y faire ouir témoigns, quel appointement y eschet.

5. Cas aduenus de saict touchant tel appointement sur litispendances.

7. D'euocatiõ de cause, pour raison de litispendance.

rieur sans lettres Royaux debouter vne partie de litispendance, par elle alleguee, d'une matiere intentee pardeuant son inferieur, de laquelle la cognoissance appartient au superieur. Et mesmement quand la partie aduerse a introduit le premier procès pardeuant l'inferieur, pour empêcher que sa partie aduerse ne peult se pouruoir pardeuant le superieur, à fin qu'elle n'eust si briefue expedition. Comme si vne partie craignant que sa partie aduerse intentast ou formast contre elle complainte pardeuant le Iuge Presidial, pour raison d'une succession a elle obuenuë, intentoit quelque demande pardeuant le Iuge non Royal subalterne, & inferieur du Presidial, pour raison de la dite succession: & le defendeur se laissoit defaillir pardeuant le Iuge inferieur: & apres formoit complainte pardeuant le dit Iuge Presidial pour la dite mesme succession: & le defendeur deuant ledit Iuge Presidial alleguast ladite litispendance, estant pardeuant ledit Iuge inferieur, & y demandast estre renuoyé: le Iuge Presidial le pourroit debouter de ladite litispendance, & ordonner qu'il procederoit deuant luy. Et ainsi en fut dict par Arrest du Parlement de Bordeaux, le 8. iour de Ianuier, l'an 1521. comme recite feu maistre Nicolas Bohier, en son viuant President dudit Parlement, & fort notable personnage, en ses Decisions dudit Parlement, en la question 161.

*8. Du delay pour
faire premier.*

Les parties ouyes en leurs demandes & defences, le Iuge leur baillera vn delay pour faire enquestes, ou pour escrire & produire p^r selô la qualite de la matiere, & comme cy dessus a esté dict: lequel delay par les Ordonnances dernieres, art. 32. 33. 34. & 35. est peremptoire, & doit estre arbitré q^u selon la qualite des matieres, & distance des lieux, lors que les parties seront appointees à informer: Et n'y a qu'un seul delay ainsi moderé & arbitré comme dessus, fors si dedans ledit delay, il estoit trouué que les parties eussent fait leur diligence & deuoir, & n'eussent esté en contumace & negligence, on leur peut encores donner vn autre delay pour tous, faisant preallablement apparoir à tout le moins & en premiere apparence, de leursdites diligences, & purgeant lesdites contumaces & negligences & apres le second delay passé ne doit estre permis aux parties de faire aucunes preuues par enquestes ne tesmoins, quand elles sont appointees à informer. Et ne leur peut estre baillé delay, pour quelque cause ne occasion que ce soit: & est defendu de non bailler lettres Royaux pour auoir delay, & aux Iuges de n'y obeir, & les impetrans en estre promptement deboutez, condamnez en l'amende ordinaire, telle que de fol appel enuers nous, & en la moitié moins enuers la partie. Toutesfois la Cour de Parlement ne les Iuges inferieurs ne tiennent entierement ceste rigueur: ains aucuns qui auroient appellé de ce qu'apres le premier delay pour informer, passé sans faire aucune diligence, ne en informer, auroient eu second delay, auroient esté cōtraints acquiescer en ladite Cour depuis lesdites Ord. dernieres. Et en matiere Beneficiale s'apres que les parties auroient contesté, leur doit estre baillé vn seul brief delay pour escrire & produire, qui ne pourra estre prorogé pour quelque cause que ce soit. Car le sequestre & la recreance en matiere Beneficiale se vuidet: regulierement par titres: pour autant

que le titre y vient plus à considerer que la possession. A ce moyen on ne perd point vn Benefice pour n'auoir prins possession d'iceluy : pourueu qu'o n'ait laissé passer trois ans: car lors on pourroit practiquer le remede ouprouisiõ de *pacificis possessoribus*: ou bien si on n'auoit prins possession d'vn Benefice resigné dedans le temps de la regle de la Chancellerie v Romaine estant en nombre x quarante-quatre, laquelle est receuë en France: comme il a esté dit par Arrest de la Cour de Parlement à Paris le 14. y iour d'Aoust, 1504. que dirons cy apres amplement. z

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXXVI.

De contestation en cause, &c.

PAr les Ordonnances du Roy Charles 9. 1563. article 23. & 4. de Henry 3. 1579. Estats de Blois art. 155. & 156. mise en la Conference, luy. 3. Tit 3. est ordonné que par l'appointement de contestation en cause tous Iuges sont tenus regler les parties de tous les delais requis & necessaires en la cause, selon la qualite d'icelle, & distance des lieux comme d'escrire, informer, produire, bailler reproches & saluacions, & ordõner tout ce qui sera requis & necessaire pour l'instruction entiere de la cause, iusques à la decision d'icelle, sans en ce donner plusieurs appointemens & renouvellement de delais: tous lesquels delais ainsi baillez seront peremptoires, sans qu'il soit besoin obtenir autres forclusions. Et s'il y a appel des Forclusions ou refus d'autre delay, ne sera differé: ains passé outre par le Iuge, iusques à sentence diffinitive inclusiuement. De laquelle s'il y a appel, sera conclud comme en procéz par escrit, ioinct l'appel de la Forclusion & refus de delay, pour y faire droit. Pourra neantmoins l'appellár qui aura esté forclos à faire enqueste requerir en cause d'appel, estre receu à ce faire: ce quil luy lera permis par vn seul delay, à la charge que la partie pourra assister & faire preuue au contraire si faite ne l'a: sauf à ordonner en fin de cause à quels despens. Au surplus les Aduocats en faisant leurs Escritures, Intendits ou aduertissemẽs de droit doiuent mettre au commencement les conclusions de leurs parties, pour lesquelles ils escluiuent, & non pas au milieu ou à la fin de leursdicts Escritures ou aduertissement: & puis apres poser le fait ou la question qui se presente à decider ou iuger, & adiouster les raisons de droit qu'ils estiment necessaires pour faire paroistre au Iuge de la Iustice de leur cause. Notez qu'en la Cour de Parlement la triplikation n'est permise, combien que le droit l'admette. §. *Quorsus. In 2. de replis*. Toutesfois elle est quelquefois receuë en quelques iurisdicciõs inferieures & subalternes: à là charge que partie aduerse y pourra respondre aux despens de l'autre partie. Ce que nostre Autheur n'approuue point: Car le Iuge qui auroit permis telle chose à ladite condition, la partie aduerse en se taisant ne recoit le profit. *Licet silentium in iudicialibus consensui acquiæretur. Et elin. in c. cum in iura. De offic. deleg.* Ceste taciturnité ne peut d'auantage nuire que de receuoir la triplikation, & non remettre les despens qu'il conuient faire à y respondre, *argumentol. qui cum tutoribus. §. ult. D. de transaction*. Auioird'huy nous gardons seulement ces formes: c'est à sçauoir, que le demandeur & defendeur dans vn delay commun baille par escrit leurs demandes & defences, ou bien chacun à vn delay pour ce faire: puis chacun d'eux y baille ses responces, dont ils se donnent respectiuement copies, afin qu'ils puissent facilement cognoistre s'il y a quelque autre fait adiouste de nouveau aux additions ou secondes Escritures, dont ils peuuent demander le reiect, iceux estre rayez & cancellez, ou biẽ en tout cas qu'il leur soit permis d'y respondre à leurs despens. Quelques praticiens subtils ne veulent mettre ou alleguer leurs faits: ains les taisent, afin qu'il leur soit permis de respondre à ceux.

de leur partie adverse. Mais tels cauilleurs ne sont point receus : parce que c'est vn moyen exquis & practiqué par eux pour prolonger les procès. Car ils alleguent par leurs responses le plus souuent des faits, ausquels est besoing & necessaire d'y respondre. En tout cest affaire le Juge doit prudemment regarder & considerer quel appointement il doit donner selon le subiet & merite de la cause, comme il est bien clairement monstré au texte François. Les defenses en droit se nomment, *Exceptiones*, & la response du demandeur, *Replicatio*, Repliques. l. 2. §. 12. D. de excepti. non exceptionibus 10. l. defensesiones 11. C. eod. 111. Inst. de Replicat.

b 1453. mise au 3. liure de la Conference des Ordonnances Tit. 1. Loys XII. 1507. art. 64. François I. 1555. cha. 12. art. 11. Au surplus par l'Ordonnance du Roy Henry III. 1579. Estats de Blois art 154. Les fins de non proceder sont iugees sommairement par les Juges Royaux, sans appointer les parties à meure pardeux eux. Aussi sera fait semblablement droit sur les fins de non recevoir proposees par les defendeurs, auparavant que regler & appointer les parties en contrarieté & preuve de leurs faits, sans en faire reservation. En cas de contrauention pourront les Juges estre intiméz & prins à partie en leur propre & priué nom. *Vide Authent. Nisi breues C. de senten. exper. rec.* Au reste ce qui est noté au texte, mesmes l'Arrest du 28. iour de Ianuier 1543. est pris des annotations Latines.

c 1539.

d Ceste peine est aussi introduicte par le droit commun, l. mori 9. in princip. D. de pæn. l. 1. C. de postulando, l. 6. D. eod. 111. l. 6. §. vlt. D. mand. l. 1. D. de offic. pref. xrbj.

e Glossa in cap. finem litibus, ext de Dolo & contumacia, l. non ignoret, 4. C. de fruct. & lit. exp. pro calumnia inquit, pænam legibus constitutam luat l. 13 §. 6. C. de iud. l. in §. 79. D. eod. 111. §. 1. Inst. de pæn. tem. litig.

f Cela est pris des annotations.

g Bartol. in l. cum quærebatur. D. iud. solui. Ausser. in decis. Thol. q. 6. dict que le Speculateur asserme par le Droit Romain la contestation en cause n'estre point empeschee par l'exception de prescription: ce que nous gardons, si l'on n'en fait apparoir par electio. Car il faut sur icelle contester. Philip. Dec. conf. 12. nu. 3. in 2. volum. Felin. in cap. dilectin. extr. de libelli obl.

h *Ilud diciur constare euidentissimè, quod instrumentis probatur.* Felin. in cap. significauerunt, extr. de testib. Ces exceptions qui empeschent la contestation en cause ou les procez se nomment ordinairement en Pratique, fins de non recevoir, ou fins de non proceder, dont il a esté parlé cy-dessus au commencement de ce chapitre, M. Bud. in Annot. post in Pand. in l. numerum §. iudicandi. D. de mun. & honor. Combien qu'aucuns nomment telles fins de non proceder, exceptions peremptoires, assez mal à propos. D'autr que le §. appellatur. inst. de except. y est du tout contraire. Les autres Practiciens disent que les fins de non recevoir, & les fins de non proceder sont fort differentes les vnes des autres. Car ils disent que les fins de non proceder sont celles, par le moyen desquelles on n'est point tenu proceder outre au procez, iusques à ce qu'il soit decidé & prononcé sur icelles, comme l'exception de litispendance ou Declinatoire: fins de non recevoir, sont celles par le moyen desquelles on maintient que l'action n'est receuable, le procez principal se termine avec elles. Les fins de non recevoir ne se prouuent le plus souuent par escrit: ains par enqueste comme en matiere de complainte en cas de fausine & nouuelleté, quand on dit que le demandeur & complainant n'est receuable en icelle, parce qu'il vient apres l'an & iour du trouble fait. Toutesfois il est certain que la plupart des Practiciens confondent ensemble ces fins de non recevoir, & de non proceder. Et celuy qui les allegue n'y a point de pette ou dommage, parce qu'il prend celle qui luy est plus commode & vile, comme on dit du demandeur, in lsi quis intentione 66. D. de iudiciis. Si quis intentione ambigua vel oratione usus sit, id quod utilius ei est, accipiendum est: & ut ait l. inter stipulationem §. 3. §. Si sibi D. de verb. obligat. is petitis videatur, de quo actor censet. Resté in l. quotiens 12. ff. de reb. dubis. Quotiens in actionibus aut exceptionibus ambigua oratio est, commodissimum est id accipi, quo res de qua agitur, magis valeat quàm pereat. Vide l. 67. ff. de reg. iur. l. 11. D. de reb. dub. l. 16. D. ad Trebellian.

¶ i Cella se doit entendre suiuant l'Ordonnance de Moulins art. 54.

k *Paul Cast.* in l. nonnulli. c. de iudic. Enseigne le moyen de proposer la litispendance eöforme à nostre Pratique. Elle est quelquesfois proposée simplement quelquesfois avec inhibitions faites par le Iuge pardeuant lequel le procez est pendant. *Phid. Dec. Conf.* 24. in 1. partie. Desquelles inhibitions la Cour de Parlement a de Couëstume d'vser quäd elle euoque vne cause meüe & pendäte pardeuät les Iuges inferieurs, ausquels elle en interdit la cognoissance. Au surplus telles exceptions se doiuent proposer auant contestation en cause, comme dilatoires. *L. 12. & 13. C. de except. l. 19. C. de probat. Bald. in Auth. sed nouiore. C. de seruis fugit. & in l. pluribus. D. de legat. 1. Felin. in c. causam qua extr. de testib. c. super literis de rescriptis & Clem. 2. vt lite pendente, & c. Vide Guidonem Pap. Quäst. 488. Rebuff. in Committ. Traict. de Contum. & defectu. Art. 1. & gloss. 1. num. 4. Roma. Conf. 230. num. 2. Boër Dec. quäst. 161.*

l Charles VII. 1455. article. 81 François 1. 1555. Chap. 15. article 9 mise au 3. liure de la Conference des Ordonnances Tit. 8. Es causes de complainte en cas de saisine & de nouuelleté, dont les exploits seröt libellez, comme aussi en matiere d'appel, les parties seront tenues au premier iour quel assignation escherra, plaider à vne fois & à toutes fins ce qui est aussi porté par les Ordonnances du Roy Charles VII. 1455. art. 70. Charles VIII. 1493. art. 32. Loys XII. 1507. Article 3. François I. 1555. Chap. 15. art. 9. Es causes postérieures on doit plaider promptement comme en matiere d'appel.

m En matiere de rescision vn defendeur allegue litispendance ou transaction, & tend à fin de non receuoir le Iuge en ordonne qu'il defendra, dont appel. Mais en la Cour par son arrest donné aux Grands iours de Moulins le 16. Septembre 1541. fut dit mal appellé. *Rebuffe Tom. 2. Traict. de rescis. contract. Artic. vnc. glo. 23. nu. 21.*
n *Pendente iudicio vniuersalis petitionis hereditatis, particulare differt non debet; non distinguemus §. si u. D. de arbitris. Paul Cast.* in l. vlt. c. de pet. har. *Alciat.* in l. transact. D. de verb. sig. dit que l'exception de chose iugee, n'empesche point la contestation, si elle ne le pouue incontinant par escrit. *Vide l. 3. §. & ibid. D. ad exhib.*

o Chap. 16.

p Tels Delais sont communs au demandeur, & au defendeur, suiuant les Ordonnances 1539. 1563. & 1579. Au surplus notez que par celle du Roy Loys 11. 1510. art. 26. il n'y a qu'un Delay commun pour le rapport des Enquestes, comme il sera dit particulièrement cy apres. C'est l'Ordonnan. dont par le texte. *Vide Barr.* in l. fin. ff. de seruis c. l. 1. c. de dilat. l. mancipiorum. D. de opt. legat. l. cessante. C. quom. & quando. Gloss. & DD. in c. 2. Felin in c. licet. de probat extra. *Bald.* in *Auth.* subimus, C. de iudic. *Rebuff.* Tom. 3. Traict. de dilat. Art. 11. gl. vn. nu. 1. 2. & 3.

q Voyez les Ordonnances de Charles IX. 1563. article trois & quatre Henry III. Estats de Blois article 155. & 156. mises cy-dessus au commencement de ce Chapitre. Au reste notez qu'on ne doit pas donner vn, trois ou quatre fine Delay pour informer & faire preuue ou Enqueste. Car les parties doiuent informer dedans le Delay prefix & ordonné par l'appointement du Iuge, estant tous delais pour faire preuues peremproires suiuant les Ordonnances, contraires à la disposition ciuile: par laquelle le demandeur doit premier faire son enqueste, & puis apres le defendeur la sienne d. l. *exceptionem* 19. C. de probat. l. *si quis* 9. C. de except. Toutesfois nostre Pratique est introduite & receüe en plusieurs prouinces par les statuts d'Italie, cöme escrit *Paul de Castre* in d. l. *exceptionem*, où il tient qu'encores qu'un defendeur face le premier son Enqueste, si est ce neantmoins qu'il ne confesse pas pourtant la demande du demandeur. *Non continet fatetur qui excipit.* l. 9. C. de except. l. 9. D. cod. in. *Idem Paul.* *Castrenf.* in *Authem.* atqui semel. c. de probat. dit qu'il n'a iamais veu bailler vn quatriesme Delay pour informer ou faire preuue & Enquestes.

r Par les Ordonnances de Charles IX. 1564. article 1. & de Henry III. 1579. Estats de Blois article 156. pour les vesues, tuteurs & personnes miserables & gens absens pour le service du Roy hors le Royaume, prisonniers de guerre, ou autre prisonniers gens detenus de longue infirmité, il est reserüé à l'arbitrage des Iuges de renoueller plus d'un delay à faire enqueste par cognoissance de cause, merite du procez & qualité des personnes.

¶ Ce qui suit est pris des Annotations estant sur le Chap. 37. qui n'ont peu estre mis commodement audit Chap. François. Par les Ordonnances de Charles VII. l. 433. art. 83. Charles VIII. l. 1493. Loys XII. l. 1507 art. 43. François I. l. 535. Chap. 9. art. 6. mises au 3. de la Conf. des Ordon. Tit. 8. Tous procez du possesseur des benefices seront expediez & terminez le plus briefvement & sommairement que faire se pourra par les lettres & titres: *Clem. dispendiosam, & ibi Glossa de iudiciu.* Et si par lesdits titres le plein possesseur ne se peut promptement iuger que la recreance soit adiugee par les lettres & titres, sans faire aucune preuue par tesmoins: sinon que ce soit cause où il n'y en ait aucunes. *Sacerdotium seu beneficium sine canonica institutione obtineri non potest. c. 1. de reg. iur. in 6. ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 22. iour de May 1530. Vide Gloss. in c. 2. De res. in 6. c. 1. De eo qui mittit. in poss. causa rei seru. in 6. c. 1. Vt lise pendente.*

¶ Ordonnance 1539 art. 46.

¶ Dedans six mois, Si deux Beneficiers ont permuté entre eux leurs Benefices, & l'un d'eux ne peut iouyr du benefice permuté, il peut former complainte contre son compermutateur pour raison du benefice qu'il luy a resigné, ainsi qu'il a esté décidé par arrest du 2. de May 1525. (la date du mois n'est mise dans les annotations) contre l'aduis de Panorme, in c. vniuersum, extr. de rer. permut. Philip. Franc. in c. si b. n. p. a. De prob. in 6. Felu in c. cum venerabilis. nu. 2. extr. de excepti. Papon liure 3. des arrests Tit. 7. arrest 2. cite cest arrest pour les regles de Chancellerie de Rome. Papon liure 3. des arrests Tit. Ioan. Andr. in c. vnu. De rer. permut.

¶ Lisez trente quatre.

¶ Arrests precedens du 27. Aoust 1492. & depuis le 7. Septembre 1526. Autre du 13. Decembre 1505 recitez par Papon liu. 3. des Arrests Tit. 1. Arrest. 1.

¶ Chap. 37. suiuant.

QVOMODO CONSTITVATVR CAVSÆ status in retinendæ possessionis interdicto.

CHAP. XXXVII.

Quomodo
constituatur
causæ status
in retinendæ
possessionis
interdicto.

N E autem propositi nos immemores quisquam existimet, referamus quomodo in retinendæ possessionis interdictolitis constitutus status conueniat. Et sanè in hoc requirendum est de quo huiusce interdicti capite agatur: nam (vt antè dixi) tripartitò discussum est, in sequestrationem fiduciarium, possessionem, & securam irrevocabilemque possessionem. Quum igitur de primis duobus capitibus disceptatur, si rei sacra aut sacerdotij possessio in iudicium deducatur, causa iudicialiter constituitur: si de tertio capite, inficialiter constituenda est. Verum cauendum oportet, ne prius in hoc capite ultimo litis status inficialiter constituatur, quàm de vindictiarum iure pronunciatum sit. Caterum vbi de re prophana quaritur, capitis primi status iudicialis est. Quin si de hereditate certetur, & rerum hereditarium descriptio inuentariumque petatur, causa liticula huius omninò iudicialiter constituenda est: nam aduersarius quin mobilium quidem hereditariorum pecunia inuentarium illud cõficiatur, nullatenus potest obistere. Rursus in altero capite, si controuersia literarum documentis decidiqueat, hac iudicialiter constitui solet: sin minus, testimoniis que indigeat, inficialiter. Tertium vero caput litis statu inficialè deposcit: verum non raro accidit vt mutuo litigantium consensu cū altero coniungatur, & super huius ambobus probationes testibus inducenda decernatur. Interdum autem primum itemque alterum caput omittimus, ac tertium duntaxat perfe-

persequimur, quàm in primo capite testimonia adhiberi necesse est, ut puta si reus triennium se possedisse causetur: siquidem id ubi occurrit, cõsultum est altori, ut tria hæc capita simul colligantur, ex hisque simul omnibus testes audiendos index tensesat: sic enim tria illa pariceleritate, unicòque sumptu absolventur.

COMME LA RECREANCE ET MAIN-
tenue doiuent estre pourfuiues par vn mesme moyen:
& des trois chefs d'icelle en matiere Beneficiale.

CHAP. XXXVII.

- | | |
|---|---|
| <p>1. Deux instances separees ne seront faites pour la recreance & maintenue.</p> <p>2. Trois chefs de la complainte.</p> <p>3. Sequestre se desjoit des autres chefs de la complainte.</p> | <p>4. Le sequestre & inuentaie se ioignent en matiere de complainte de succession.</p> <p>5. Inuentaie aux despens de la succession: & que promision ne se doit ioindre au principal.</p> |
|---|---|



Vssi par lescdites Ordonnances, article 59. est defendu aux Iuges ^a de ne faire deux instances separees, sur la recreance & maintenue des matieres possessoires: mais doiuent estre conduites par vn seul proces & moyen, comme semblablement lon a accoustumé faire du sequestre, quand la partie maintient estre triennal possesseur: car lon appointe les parties à escrire & informer quant aux trois ^b chefs de ladite complainte, sçauoir est, sequestre, recreance, & maintenue. Mais on ordonne qu'au rapport des enquestes sera fait raison du sequestre, & recreance.

Toutesfois en complainte intentee pour raison d'un Benefice vacant par mort, le sequestre a de coustume d'estre separé de la recreance & maintenue: car apres que la complainte a esté proposee, & que les parties ont eu vn delay selon la distance des lieux, pour mettre auãt & se cõmuniquer leurs titres, suiuant l'Ordonnance derniere, article 46. & qu'elles ont contesté sur le sequestre, elles sont appointees quant à iceluy à escrire & produire pardeuers le Iuge, & en droit. Et combien qu'en matiere Beneficiale l'une des parties n'informe point de l'acte de prinse de possession. Toutesfois ^c quand son titre est meilleur que celuy de la partie aduersè, qui informe d'acte de prinse de possession, on adiuge la recreance à celuy qui a le meilleur titre. En quoy monsieur Rebuffe en seldits Commentaires desdictes Ordonnances Royaux, fucillet 316. n'est pas de nostre aduis. Et dict qu'il s'esmerueille comment on pourroit adiuger la recreance, sans

M m

1. Deux instances separees seront faites pour la recreance & maintenue.

2. Sequestre se desjoit des autres choses de la complainte.

monstrer l'acte de prinse de possession. Mais il me semble qu'à ce y a bonne réponse: parce que la recreance se vuide par titres, & l'acte de prinse de possession ne fait pas foy de ladite prinse de possession: comme regulierement tous autres actes faits en absence de partie ne font foy, sinon par le moyen de ce, comme en cas special l'Ordonnance veut qu'en matiere Beneficiale, quant au chef de la recreance, lon n'appointe point les parties à informer par tesmoins, pour obuier à la longue vacation des Benefices, en laquelle y a grand peril. Dauantage, en possessoire de telles choses spirituelles on a plustost regard aux titres qu'à la possession. Comme en vn iugement possessoire de dixmes spirituelles, le Curé obtient quant és dixmes des fruiets des domaines spirituels en la parroisse, nonobstant qu'il ne monstre auoir eu possession desdits dixmes. Car en ce cas la possession ciuile de Droict emporte la naturelle par consequence: par les raisons que i'allegue plus amplement par mes institutions forenses Latines, en celieu, en la derniere impression. Ce que i'ay bien voulu alleguer, non pas de propos de luy contredire, mais pource que la verité me semble telle. Aussi que le Iuge duquel i'allegue le iugement, estoit homme de grand sçauoir & experience. Et qu'il me semble aussi qu'il y auroit grande absurdité, que pour la perte d'un acte de prinse de possession, vn bon titre d'un Benefice ne seruist de rien, mesmemet pour le regard de la recreance, laquelle se vuide par titres. Et de ce vient réponse à l'inconuenient par luy allegué, qu'il fensuiuroit qu'un Iuge lay cognoistroit du petitoire d'un Benefice. Car la recreance ne s'adiuge pas en petitoire. Et parce en adiugeant la recreance, ce n'est pas cognoistre du petitoire.

4. Le sequestre & confectian d'inventaire, se ioint en complainte de succession.
5. Inventaire aux despens de la succession, & que provision ne se doit ioindre au principal.

Semblablement en complainte formee pour raison de succession vniuerselle, lon tient ceste forme de proceder quant au sequestre & confectian d'inventaire, des meubles, & titres de la succession.

Lequel inventaire doit estre fait aux despens des biens de la succession. Et pareille forme garde lon quant à la provision que lon a^d accoustumie bailler & adiuger de la^e quatre partie de la portion contenue en vne succession directe pendant le procès de complainte formee pour raison d'icelle; tellement que si le Iuge ioignoit lesdites instances sommaires au procès principal, lon auroit bonne matiere d'en appeller, & ainsi en fut dict par Arrest le 7. iour de Feurier 1529.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXXVII. Comme la Recreance & Maintenuë, &c.



Le commencement de ce chap. 17. est pris des Annotations. Tellement que le texte François ne correspond point au Latin. Voyez la Confer. des Ordonnances liu. 3. tit. 8.

b Voyez les chap. 16. & 32. cy dessus.

c R. buj. ju. stach. de sentent. execution. ar. uicil. 1. gloffa 7. num. 8. taxe nostre Imbert, &c.

dict, que *agens possessorio non potest sine possessione vincere. Tototitulo, Vti possid. sine possessione qui non potest manu teneri. cap. licet causam. extr. de probat.* Mais Imbert dict & soutient que la possession de Droit, ou possession civile tire à soy la naturelle, comme escript Tiraqueau, in *Traictatu*. Le mort faist le vis, in 2. *declar. 3. partis. Cuiusque Bald. in l. 1. C. Commun. de rjucap.* Autrement celuy qui auroit le plus iuste & meilleur titre d'un Benefice, seroit priué de la possession de son Benefice, pour auoir perdu l'acte de prinse de possession. Telles prinse de possessiō se font le plus souuent en absence de la partie, à la requeste de celuy seulement qui est pourueu du Benefice: & partant ne doiuent estre prinse pour instrumens authentiques. *Paul. Castren. in l. prator. D. de edendo.* Et s'il falloit prouuer & verifier la prise de possession pleinement, il faudroit au plein possesseur examiner les Notaires & relmoins denoncez par l'acte de prise de possessiō. Ce qui ne fest iamais fait: Au moyen dequoy en ceste action ou procès concernat les matieres Beneficiales on tient fort peu d'estat de l'acte de prinse de possession.

d. *Bartol. in l. 1. § si seruus. D. de venire in poss. mut. Guid. Pap. q. 351.* au contraire dict que l'inventaire se doit faire aux despens du substitué. Nous suivons l'opinion de Bartole, ainsi qu'il a esté souuent iugé par Arrest, mesmes le 18. iour de Nouembre 1527. pour la veue du sieur de la Pallisse, par lequel il fut dict que l'inventaire seroit faict aux despens de la succession, conformément au Droit. Papon recite aussi cest Arrest liure 15. des Arrests, tit. 6. Arrest 7. Car tout ainsi qu'il est necessaire se transporter au logis & domicile de l'absent, pour cause de sa qualité & longue maladie, aux despens communs des parties. *Sp. cul. tit. de iuram. calumnia paragr. 1. stat. in fine 2. parte oper. C. in Additionibus.* Et ce qui vient au profit & vtilité commune des parties, se doit aussi faire à frais communs: Ainsi ce qui profite à vne seule partie, se doit faire à ses frais seulement. Or puis qu'un inventaire d'une succession sert & profite à tous les heritiers, il est bien raisonnable que la confection d'iceluy se face à frais communs des heritiers qui y ont interest, *argumento l. sed & lici. §. 1. D. fin. regund. qui vult: vt si maior ab altero solo conductus sit, condemnatio sit facienda eius qui non conduxit, in partem mercedis.* Au surplus la confection d'inventaire appartient au haut ou moyen Iusticier, & non pas au bas Iusticier ou simple Iuge. Voyez *Masuer. in Praxi. tit. de iurisdic. §. 6. versitem bona.* Par Arrest du 28. iour de Ianuier 1585. fut iugé en Audience, que les Iuges & Grefriers des Hauts-Iusticiers pouuoient faire inventaires. Et par autre Arrest du 9. iour de Decembre mil cinq cens nonante-huict, entre maistre Jacques Robert, Lieutenant en la Preuosté d'Issoudun, appellant du Bailly de Berry, ou son Lieutenant audit lieu, cōtre maistre Siluain Tōdu, Maistre administrateur de la maison-Dieu dudit lieu, intimé, par lequel fut infirmee la sentence donnee par le Bailly de Berry ou son Lieutenant, qui auoit ordonné que le Iuge de sainte Austrille lez Yssoudun, dependant de ladite maison Dieu, pourroit faire inventaire, encors qu'il n'y ait que basse-Iustice & simple Voitie: & fut condamné aux despens de la caule d'appel. Les Commissaires aussi du Chastelet de Paris, & Greffiers Royaux de la ville de Paris, ne peuvent faire inventaire des biens, ains les Notaires Royaux du Chastelet par leurs priuileges: comme aussi ils font les partages volontaires, & les Commissaires les cōtradictaires & faicts donnez en executant les sentences donnees par le Preuost de Paris. Arrest donné au profit des Notaires du Chastelet, contre le Greffier du Bailiage du Palais à Paris, du quatriesme iour d'Auril mil cinq cens septante-trois. Les Greffiers des Iuges subalternes; suiuant la Commission du Iuge font les inventaires & partages, en executant leurs sentences. Bacquer, Traicté des droicts de Iustice, chapitre vingt-cinq, article vrente-huict, trente neuf, quarante, quarante vn, quarante-deux, & quarante-trois. Rebuffe, *Tom. 3. Traict. de inuent. artic. 1. & 2. glossa. vnic. numer. 14.* Conference des Costumes, partie 1. tit. 3. *Vide Guid. Pap. dec. 631. nu. 1. 2. 3. & 4.* Au reste la confection d'inventaire par nostre vlsance & Pratique est tant priuegee & fauorable, qu'elle ne peut estre empeschée par quelque exception que ce soit: comme si en matiere de complainte le demandeur requiert inuetaire estre fait, & que le defendeur die que les meubles luy ont esté donnez avec clause de reteniō d'usufruit ou de cōstitut, dōt il fait apparoir par cōtraict

de donation, si est ce qu'il ne peut empêcher ledit inuetaire, pourveu que le demandeur allegue quelque chose contre l'instrument public de donation, comme fil afferme & met en fait que le donateur n'estoit sain d'entendement lors de la donation, ainsi que quelques fameux Aduocats ont autresfois donné aduis. Mais quant à moy, i'estime que telle confection d'inuetaire deuroit estre ordonnée aux despès de la partie qui le demande, sans neantmoins rien desplacer. D'autant que celuy qui est fondé en tel contract de donation, estant en voye d'obtenir gain de cause, rejette tels despens sur sa partie. Car nous auons monsté cy dessus, chap. 31. qu'en matiere de complainte on peut empêcher le sequestre par le moyen d'un contract de donation. Mais ceste confection d'inuetaire ne peut estre empêchée par tel contract: parce qu'elle n'apporte pas tant de dommage que fait le sequestre. Partant en matiere de complainte formée par les heritiers du mary, la femme monstroit vne donation que son mary luy auoit faite de tous ses meubles & acquests immeubles, vouloit empêcher inuetaire estre fait, & sequestre des biens. Le Iuge donne sentence au profit de la femme, & dict que ledits inuetaire & sequestre requis ne pouuoient estre ordonnez. Mais la Cour de Parlement à Paris par son Arrest du 7 iour de Iuliet 1559. mit la sentence & appellation au neant, en ce qu'il auoit esté ordonné, que inuetaire ne seroit fait, & en emendant le iugement, ordonna que ledit inuetaire seroit fait, sans desplacer les meubles: la sentence au résidu sortissant son plein & entier effect. Et l'intimée condamnée és despens de la cause d'appel.

e Ceste clause est prise des Annotations.

f Stile du Parlement Latin, Tit. de prouisione. Ioan. Gall. q 139. où il allegue la loy, si in. Statuta. D. de inoffic. testam. cui accedit. l. vlt. C. de ordine cognit.

DE INTERROGATIONIBVS IN IVRE. faciendis.

CAP. XXXVIII.

Que post li-
tem inficiali-
ter constitutā
sint faciendā.

De iurciutā-
do quod a-
ctor & reus
propter calū-
niam debent
prestare.

Item ubicunque lū inficialiter constituta est libelli in quos litigantes causas suas digesserunt, nudam facti narrationem nullū legum sententiis respersam, complectantur: quos simul ac calumnia vacare iurcurando aliteruter affirmauerit, aduersarius isidem sacramento interposito respondere cogitur per singula libelli, quem aduersarius eo modo ac calumnia asseruerit, capitula, an ea vera credat, necne: neque per procuratorem id expediri licet, nisi specialiter ad hoc datus mandantis chirographo aut publica scriptura ostendatur: verum etiam quæ capitula vera esse aut non mandanti existimes, sigillatim mandato comprehendenda sunt. Quin per se nonnunquam quis respondere cogitur: praesertim, cum in loco ubi respondendū est, aut certe proximè hunc commemoratur. Porro, si aliteruter disceptantium aduersarij libello respondere iussu minimè paruerit, iteranda est iussio, adiecta comminatione quod nisi obtemperet, intra certū diem in eū perinde ac si aduersarij intensionē confessus esses iure ducetur. Itaq; obstinati animi hac erit pena, ut totius liti iactura officiat: quod si obediētia dāno illi eximetur: sed in cōtumacia supplicium aduersario expensas praebendas index arbitrabitur, si antea ille ordinariis multis seu expensis castigatus fuerit. Etenim quæ autē affirmatiua

isèmq̃ue responſiones huiſmodi corā iudice cuiſque actuario celebrantur, aut apud ſolum eundem actuariū: interdum verò coram hiſ quibus audiendorum reſtrum provincia delegata eſt. Verum id poſtremum curia Pariſienſis interdixit, niſi mutuò litigantes aſſentiātur, aut cur id fiat, in delegationis ſcripto deſignetur. Plane aduerſarius hiſ gerendis interſit: commoneſaciendus eſt vnica tantum citatione, addito quoque peremptorio: quòd ſi præſto non fuerit, nihilo ſecius ac ſi adſuerit, affirmationes reſponſionèſque admittentur.

DES RESPONSES DE VERITE' OV CATHÉGORIQUES & des interrogatoires faitſ aux parties ſur faitſ & Articles pertinens.

CHAP. XXXVIII.

- | | |
|--|--|
| <p>1. Ordonnance du Roy Loys 12. ancienne ſur reſponces par credit vel non, abrogee.</p> <p>2. Des Reſponces de verité ſur faitſ & articles pertinens.</p> | <p>3. Quand la partie peut eſtre contrainte de reſpondre en perſonne.</p> <p>4. Quelles perſonnes peuuent eſtre interrogées.</p> |
|--|--|



dit.

Ar cy-deuant quand les parties eſtoient appoinctees en Enqueſtes ſelon les Ordonnances Royaux anciennes, a elles eſtoient tenues d'affirmer par ſerment les faits contenus en leurs Eſcritures, & y reſpondre par *credit vel non*, auparavant que faire leur Enqueſte, ſi par l'vne d'elles il eſtoit requis. Mais par les Ordonnances dernieres, Article 36. 37. 38. & 39. il eſt dit qu'il n'y aura plus de reſponces par credit.

1. Ordonnance du Roy Loys 12. ancienne ſur les reſponces par credit vel non abrogee.

2. Des Reſponſes de verité ſur faitſ & Articles pertinens.

Et neantmoins eſt permis aux parties de ſe faire interroger l'vne ou l'autre pendant procez, & ſans retardation d'iceluy, par le luge de la cauſe, ou autre plus prochain des demeurances des parties, qui à ce ſera commis, ſur faitſ & Articles pertinens & concernās la cauſe & matiere d'òt eſt queſtion entre elles: & ſeront tenuès affirmer par ſerment les faits contenus en leurs eſcritures, & additions, enſemble par les reſponces qu'elles feront aufdits interrogatoires, confeſſer ceux qui ſeront de leur ſcièce & cognoiſſance, ſans les pouuoir denier ou paſſer par non ſçauance: & ce ſur peine de dix liures pariſis d'amende pour chacun fait & denié calomnieuſement. Cours ſouueraines, & cent ſols pariſis ès iuriſdictiōs inferieures, eſquelles amendes ſerōt leſdites parties condamnées enuers le Roy, & en la moitié moins enuers les parties pour leurs intereſts. Toutesfoiſ n'eſt reſtue la

Mm iij

partie affermer ne respõdre en sa personne, mais ^d luffit qu'elle le face par procuration speciale, ſçavoir eſt quant à ladite affirmation qu'elle afferme par ſerment en ſon ame, que les faits contenus par ſes Eſcritures contiennent verité: & quant aux reſponces, faut que particulieremēt elles reſpondent à chacun Article de fait, & à ceſte fin faut que celui qui veut faire interroger ſa partie aduerſe, face extraire de ſes Eſcritures les Articles qui ſeront de fait, & qu'il les baille au Juge, ou ſon commis en ceſte partie, & que la procuration ſoit en forme authentique.

3. *Quand la partie peut eſtre cõvainct de reſpõdre en ſa perſonne.* Mais quand il y a cauſe, & que la partie demeure au lieu, où eſt le procez pendant e ou illec pres, le Juge peut ordonner que la partie reſpondra en la perſonne aux interrogations: & ne luy ſera grief.

4. *Quelles perſonnes peuvent eſtre interrogez.* Et ſi le mary agit ou eſt pouſſuiuy à cauſe de ſa femme, f la partie aduerſe peut requierir que la femme ſoit ouye ſur ces faits qui ſeront de la ſciēce & cognoiſſance d'icelle, Semblablement le fils de famille, ou mineur ayant atteinť l'age de puberté, peuvent eſtre contraincts de reſpõdre de ce qui eſt de leur cognoiſſance és cauſes, leſquelles leur pere ou Curateur pouſſuit à cauſe d'eux. Pareillemēt le garand & ^h aſſiſtant. Mais celui duquel on a prins le gariment, & qui s'en eſt allé hors procez ne peut eſtre contrainct reſpondre, pource que ſa reſponce ne nuiroit à ſon garand. Et peuvent telles reſponces ⁱ eſtre requiſes, & la partie eſtre interrogee, juſqu'à ce que les parties ayent prins appointment à ouyr droit, & encor apres juſques à la ſentence: voire ſ'il y auoit appel de la diffinitive: car lors le procez eſt encores pendant, d'autant que l'appel non ſeulement ſuſpend la ſentence & effect ains l'exteint. Mais ce doit eſtre entendu des faits articulez & poſez avant que les parties ayent conclud & renoncé en cauſe, & non pas de nouveaux-faits: car la partie aduerſe pourroit requierir eſtre receue à y reſpondre aux deſpens ^k de celui qui baille les nouveaux faits, & pourroit-on alleguer les nouveaux faits eſtre impertinēs & non receuables. Auſſi doit eſtre entendu quand on le requiert par deuant le Juge d'appel. Car il eſt notoire qu'on le peut requierir par deuant le Juge, ^a quo apres l'appel interiecté de la diffinitive.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXXVIII. Des reſponces de verité, &c.



^a Eſt l'Ordonnance de Loys XII. 1498. art. 16. François I. 1535. Chapitre 7. Art. 17. miſes au liure 7. de la Conference des Ordonnances Tit. 7. l'Auteur eſtime en ſes Annotations que ce ſerment eſt au lieu du ſerment de calomnie. Partant il conclud que comme il le peut racitement remettre, auſſi peut ceſte forme de ſerment, *cap. exiv. de iuram. calum.* Ce qui n'a pas lieu és matieres ſommaires, comme quand il eſt queſtion de l'exécution d'un Arreſt ou ſentence ou de la poſſeſſion d'un Benefice. *Cum de bene ficio contemditur, non fit miſto in poſſeſſionem ob aduerſarij contumaciam, cap. vnic. de eo qui mitt. in poſſeſſ. rei ſeru. cauſa.* Combien que de droit commun és cauſes ſpirituelles, le ſerment de calomnie ſe doit preſter. *Diſſo cap. 1. §. ult. extr. de iur. calum.*

Cela ne se garde nullement. Car cela ne sert de rien pour luy faire adiuiger le Benefice, *cap. olim extr. de rescrip. Archid. & Ioan. Andreas in c. 2. De confess. in 6.* Ce qui se doit entendre quand la partie se fonde seulement sur la confession, & n'a du tout point de titre. Car s'il monstroir vn titre, qui fust vn peu douteux, alors la confession de sa partie aduersse osteroit tout le doute, & dissiperoit toutes les obscuritez, cōme il se peut prouuer par la glosse & *Dominic. in c. duob. De rese. in 6. Felin. in d. ca. olim & Boer. Descrip. Burdez. Quæst. 129.* Il n'a point aussi de lieu en cause criminelle. *Bar. in l. Marcell. §. 1. D. ver. amot.* Par l'Ordon. du Roy Charles IX. 1560. Estats d'Orléans art. 38. es matieres personnelles les parties se doiuent purger iudiciellement du serment de calomnie. Ces interrogatoires sont titres, *en l. pen. D. de interrog. in iur. fac. Eleutherius in can. vlt. 30. q. 5. Tandiu actio vñletur, quousque ad rei veritatem perueniatur. Frequentur interrogare oportet, ne aliquid pratermissum forte remaneat, quod annexi conueniat. Ponitur 2. Tom. Concil. inter c. Hadriani Pontif. c. 26. & inter decreta Iulij. c. 31. Vide Guid. Pap. Quæst. 134.*

b Cela s'entend es Cours seculieres seulement. Car es Cours Ecclesiastiques on les garde encores a present. Rebuffe *Tract. de resp. per credit vel non. Art. 2. nu. 12. & 3. Glos. in c. 1. de confess. in 6. l. 1. 2. & 3. D. de interr. in iur. fac. c. cum contra de rescrip. extra. Felin in c. eternum. De iureiur. extr.* Cela s'entend encores qu'il soit porté par le stil que telles interrogations n'ont lieu. Arrest du 10. iour de Mars 1531. pour la vesue du Comte de Briennes, contre les heritiers dudit sieur defunct, recité par Rebuffe. *Tract. de respons. per credit vel non. Art. 3. gloss. 7m. nu. 15.* Mais si la partie appelle del'Ordonn. du Iuge, il fera passé outre à l'interrogatoire, *arguments l. quoniam, C. de hares. Felin in cap. fin. in princip. col. 5. extr. l'è lise pendente. Rebuff. in præs. de sens. prous. nu. 129. Idem. Tract. de resp. per credit vel non*

c S'ils sont impertinens, calomnieux, captieux ou preiudiciables, la partie n'est tenue de respondre. *Speculator Tit. de posit. §. nunc videndum. & Felin. in d. cap. eternum de iuram. cap. cum olim. De offic. deleg. Rebuff. Tract. de respons. per credit vel non. Artic. 5. gloss. 7m. nu. 4. & 7.* Et peut requérir que les impertinens soient reiettez, *l. si duo patroni. §. idem. Iulianus, D. de iurirando, & ibi DD. Rebuff. Tom. 1. Tract. de publ. attestat. Artic. vnic. gloss. 7m. nu. 8. & 21.* où il dit auparavant nôbre 19. que par Arrest du 6. iour de Feurier 1541, apres les Articles accordez au Greffe de la Cour on n'est receuable à alleguer lesdits faits & r'sponses estre impertinens. La partie doit auoir communication desdits faits auant que respondre, *l. qui interrogatur; D. de interr. in iur. fac.* Arrest du 16. iour de Decembre 1529 plaidant de Thou & Nully, per c. 2. *De confess. in 6. recité par Rebuffe Tract. de resp. per credit vel non. Art. 3. gloss. vnu. nu. 8.* Et Papon liure 9. des Arrests Tit. 5. Arrest 1. Au surplus ces responses categoriques n'appartiennent aux Enquesteurs, mais aux Iuges. Arrest du mois de Iuin 1518 & 26. Septembre 1519 aux Grands iours de Poitiers suivant le Chap. Cum Ioannes. *De fide instrum. extr. recitez par Papon liure 9. des Arrests Tit. 1. Arrest 3. & 4. & Tit. 4. Arrest 1.* Lequel Arrest dernier est estendu au texte Latin. Voyez l'Ordonnance du Roy Henry 4. l. 1583. art. 7. quine se pratique point pour ce regard.

d Il a esté reprouué vne procuration generale, par Arrest du 5. iour de Iuin 1526. contre Maistre Pierre Laydet Conseiller on la Cour ainsi qu'il est. Rebuffe *Tract. de resp. per credit vel non. Art. 1. gloss. 1. nu. 15.* Depuis est interuenue l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1563. Article 6. par laquelle est ordonné que les r'sponses de verité sur faits & Articles pertinens seront faictes par les parties en personne, & non par Procureur ny par escriit, & ce pardeuant le Iuge de la cause, si la partie est sur le lieu: sinon par le Iuge de son domicile par Commission du Iuge de la cause, à faueur de comparoir, les faits seront tenus pour auerez & confessez. En cas de maladie ou empêchemēt legitime & necessaire, ou si la qualiré des parties le requeroit, le Iuge se transférera deuers elle pour cest effect, lequel pourra outre les Articles baillez faire d'office tels interrogatoires pertinens qu'il verra estre à faire, cōformement à la L. *Voluit prator. 4. §. quod ad prator. D. de interrog. in iur. fac. Resté in l. pen. D. eod. tit. vbi cūque iudicem a quibus mouerit aqua oportere interrogationem fieri dubium non est, d. can. vlt. 30. q. 5. cy dessus recité.* Laquelle Ordonnance a esté cōfirmee par Arrest donné en l'Audience du 16.

Novembre 1584 par lequel fut déclaré que telle response se devoit faire en personne: & sont receus tous faits pertinans seruaus à la matiere, ores qu'ils ne soient possez l'apoin en la 6. Edition des Arrests liure 9. Tit. 5. arrest dernier. Au reste quant à l'Ordonnance 1539. & 1563. concernans les interrogatoires sur faits & articles pertinens est notable, d.c.1. de *confiss. 6. statumimus, ut positiones negativas, que probari non possunt nisi per confessionem aduersary, indices possint admitti, resq. equitate suadenti id viderint expedire.* Et quant à ceux de l'Ordonnance 1563. que les faits demeureront pour auceiz & cōfessez à faute de comparoir, cela est tiré du C. hap. *si fess. præsittum. De cōf. i. in 6. c. præsittum de testib. extr. cap. si cum libris. extr. de dolo & conuincac. cap. 1. cod. tit. in 6. Cynus ad l. 2. §. sed quia C. de iuram. calum. Paul. de Castr. Conf. 167. incip. ad primum volum. 2. Masuer. in Praxis. Tit. de iurieur. nu. 3. Speculator. Tit. de positionibus. Notez que le Iuge ne peut deferer le serment à vne partie, & icelle interroger sans la requeste de l'autre partie, l. 3. D. de iurieur. Arr. du 15. iour de Novembre 1532. Rebuffe Traict. de res. per credit, vel non. Art. 3. Gloss. 1. nu. 6. Lequel arrest par luy cité, eodem tractatu. Art. 1. gloss. vn. 14. du 19. iour de Novembre 1512. où il dit que les Iuges gardent la L. 4. §. hoc autem iudicium, D. de damno infecto. Vide l. 3. D. de iurieur.*

c. *Basol. in d. l. Vbi cūque. D. de interr. in iure fac. nu. 7.* est de cest aduis, que le Iuge en quelque estat que soisle procez, peut de son office interroger les parties: Et *Feim. in cap. pastoralis, extr. de iurieur.* est de mesme aduis, & qu'il a esté ainsi iugé à la Rotte: mais que telle Ordonnance ne se trouue point, d. *cam. vlt. 30. q. 5.* Nous gardons ladite Loy *Vbi cūque:* & peut le Iuge de son office interroger la partie, mesmes apres la cōclusion ou procez Arrest du 7. iour d'Aoust 1539. par lequel fut dit mal & sans gief appellé, sur vn appel du Preuost de Paris, qui en auoit ainsi ordonné. [In *cap. cum Ioannes. De fide instr. in antiq. index interrogare potest usque ad defensiuam sententiam,* & par consequent apres la conclusion au procez, & non seulement en causes sommaires: mais aussi en routes ordinaires, vt in d. *cap. cum Ioannes scribunt, Ioannes Andreas, & Ludovic. Rom. in l. admonendi. col. 28. D. de iurieur.* & pour les causes sommaires faut voir la *Clement sape de verb. signific. Vide Rob. & Innoc. in d. cap. cum Ioannes. & Cardin. ad d. cap. cum Ioannes.* Au reste par autre arrest du 10. iour de May 1535. fut defendu aux Iuges du ressort de ne plus ordonner que la partie demurerait en sa maison, iusques à ce qu'elle fust interrogée Rebuffe Traict. de res. per credit. & c. Art. 4. glo. vn. nu. 9.

f. Ce qui suit est pris des Annotations: & n'est le texte François aucunement conforme au Latin. Il a esté souuent iugé par Arrest, mesmes le 7. Feurier 1550. que les femmes sont tenuës respondre aux interrogatoires qui leur sont faites par les Iuges à la requeste des parties, quand il est question des biens de leur communauté. Rebuffe Traict. de res. per credit vel non. Art. 4. gloss. vn. num. 4. cite cest Arrest du 7. Ianuier 1550.

g. Rebuffe Traict. de res. per credit vel non. Art. 1. gloss. vn. nu. 7. & 8. où il cite à ce propos la L. *Clarum. C. de auct. prest.* & la glosse, in *cap. 1. De confiss. in 6. Vide Basol. in l. vlt. §. obseruari. C. de iuram. propter caum. dando.*

h. *Paul. de Castr. in l. 1. C. Vbi in rem act. exere. debeat.*
i. *Cap. super eo. 1. cap. sape in fine. De appell. extr. cap. venientes. De iuriman. extr. c. si à iudice. De appell. in 6. Boer. Dec. 71. l. 3. & 18. C. de appell. l. 12. C. de reb. credit. Nouell. 93.*

k. Les interrogatoires de Droit se font à despens communs. l. *pen. §. his. C. de reb. credit. statum. §. in super. De resc. in 6. Aufrer. Dec. 173.* Mais auioird'uy aux despens de ceux qui les requierent: Ce qui a esté souuent iugé par Arrest. Rebuffe Traict. de res. per credit vel non. Art. 4. gloss. vn. num. 5. & 6.

DE IIS QUÆ TESTIVM PRODVCTIO-
nem antecedunt.

CAP. XXXIX.

ET quoniam omnia persequimur, volumus quidem certè, de testimoniis disputemus. In primis autem exponenda sunt, quæ testium productionem antecedere oportet: videndumque, an audiendorum testium partes iudex receperit, adiutoremque sibi adnominaverit, an illis aliis mandaverit, in alteri tantum una cum adiutore eo, nominatim non tamen designato. Nam quum selecti sunt qui testes percententur seu interrogant, editum ab his imperandum est, & citationis decretum, quo locus, hora, & dies adversario constituatur, ut testium productioni præsentiam suam accommodet: nec non testibus, ut ad testimonium dicendum eant (id autem executoriales literas nominant) itque non solum at illius iudicis apud quem lis examinatur, familia decretum hoc denuntiari potest, sed à quorumcunque iudicum, qui merum imperium obtinent, apparitoribus: non continuo tamen apparitori cuilibet extra iudicium, cui subditus est, territorium id decretum nunciare licet. Rursus, ubi collega ei cui testium interrogatio commissæ est, nuncupatim haud quaquam datus est, tum alterum prius à delegato illo editum decretumque concedi necesse est, quo is ad quem res ea pertinet, adversarium curet accersendum, ut coram illo de collega deligendo conveniat. Eodem tamen edito ita ex ordine potest citatio mādari, ut adversarius ad collegam deligendum accedat, deinde testium intersit productioni. Nonnunquam etiam, si hac delegatio ex summis tribunalibus dimanet, vocāmus est adversarius, ut libellos aut volumina quibus factorum capita ex quibus testes interrogandi sūt videat resignari: ea siquidem solent transmissis obsignata. Adjicienda autem est in eo decreto comminatio, quod si adversarius etiam desit, collega assumetur. Itaque si commonitus non cōpareat, aut præsens de collega adfisciendo dissentiat, delegatus virum probum adiutorem sibi cooptabit, qui ab omni in litigantes vel gratia vel odij suspicione sit alienus. Quare prius quàm eum sibi alleget, iusiurandum exiget an is contentendum alterutri in ea lite patrocinium tulerit: necnon quod quæ dicentur testimonia, nemini aperiet, proinde constitutionibus principalibus vetitum est, ne vel filius, vel frater, vel fratris filius, seu manus patruelis, vel gener, vel alius denique domesticus in collegam recipiatur: nam hos omnes sanguinis aut familiaritatis vinculum in suspensionem dote inter se facilius componendi, diutiusque, silentio tenaciter inuolventi adducit. Quum autem collega assumptus fuerit, ab utroque impetrabitur decretum, quo adversario testium productio facienda, & aliis testimonium denuntiabitur. Sane si alteruter eorum, quibus testium interrogatio mandata est, litigantium alteri suspectus postea fiat ex causa nondum cognita antehac, sed quæ emergerit, licet ante quàm hi manus commissum aggrediantur, iudicem adire qui delegavit, eiusque suspensionis causas exponere: qui quidem suspectum illum rejiciet remouebitque, ac in ipsius vicem alterum substituet: ita tamen, ut quæ à suspecto collega que eime interim ac usque in denunciata refectionis diem gesta fuerint, teneant. Quod si re

Quæ testium productione antecedunt.

De citationis edito ab inquisitoribus delegatis impetrandum.

De collega à iudice assumendo in testium examinationem.

De reiectione seu recusatione alterius ex delegatis ad testes examinandos.

non integra, vocatōque ad testium productionem adversario, & denunciato aliis testimonio, ex delegatis aliter suspectis dicatur, hi capto munere supersedeant, remque ad delegantem referent: nisi qui suspicionem causatur, in suspecti locum alterum consentiat sufficiens: etenim inchoata functio tum rite implebitur: verum nihilominus res ad delegantem eatenus referetur, quatenus de sumptu damnoque illo ius dicat, quod adversarius ex negotio propter adductam suspicionem dilato se sustulisse asseuerat. Si quidem si qui suspectum facit, in omne incommodum hinc proficiscens adversario reddendum cōdemnari solet, tamen si suspicionis causa, postquam in delegatos consensus, supervenerit, si modo h̄ commissæ vicinæ vel minimam partem executi sunt.

DES ENQUESTES FAICTES PAR LES Enquesteurs ou Juges suiuant l'Edict: ensemble des Adoints, & recusations proposées par les parties contre les Commissaires pour le fait desdites enquestes.

CHAP. XXXIX.

1. Edict du Roy François premier, concernant la creation des Enquesteurs en titre d'office formé.
2. Quelles personnes peuvent estre prinſes pour adoints en commission d'enquestes.
3. Des Commissaires ad partes.
4. Du salaire des Juges vacans au fait des enquestes.
5. Les parties doivent convenir de Commissaires ou adoints aiant que le Juge les commette, sinon

que ce soit luy, l'Enquesteur, ou le Greffier.

6. De recusatiō des commissaires, & ce qu'ils doiuent faire s'ils sont refusez.
7. Des Lettres executoriales des commissions de la Cour de Parlement, & des requestes pour faire enquestes.
8. Comment on doit prendre adoint, & du serment des moins, & de la forme de les examiner.

1. Edict du Roy François I. concernant la creation des Enquesteurs en titre d'office formé.

LE faut maintenant pourſuiuant nostre propos, que nous voyōs de la maniere de commettre les Commissaires. Et est à entendre que par Edict du Roy François, fait au mois de Feurier, l'an 1514. qu'en chacun ſiege Royal ressortissant nuëment en la Cour de Parlement à Paris, auroit vn Enquesteur, & en aucuns deux: que le Juge soit tenu leur commettre la façon des enquestes és matieres prophanes, qui n'excederoient la somme de soixante liures tournois de rentes annuelles, & és matieres Beneficiales qui n'excederoient six vingts

liures tournois de reuenu annuel: & encores és matieres qui excéderoient lefdites sommes, le Iuge ne pourroit que retenir la commission à luy, & est tenu prendre l'Enquesteur^b pour adjoint. Toutesfois pourroit és matieres qui sont au dessous desdites sommes, bailler adjoint à l'Enquesteur.^c

Et ne peut le Iuge prendre pour adjoint son fils, gendre, frere, & fils de son frere, ou son domestic, & clerc, posé ores que les parties s'en accordassent, suivant les Ordonnances du Roys XII. article 38. Et l'un des Commissaires sans l'autre ne peut recevoir & faire iurer les produits par la^e partie, comme il fut dict par Arrest le neufiesme iour de Iuillet, l'an mil cinq cens quarante trois, ce que ie trouue dur. Parce que le tesmoing doit auoir aussi grande reuerence au serment par luy baillé pardeuant l'un des Commissaires, comme s'il estoit baillé pardeuant les deux. Mais bien l'un des Commissaires ne peut ouïr les tesmoins sans l'autre: car l'un peut n'auoir ouï ce qu'aura dict le tesmoing, que l'autre aura ouï: & l'un laissera à ouïr le tesmoing sur vn article, que l'autre aura obmis. Et parce qu'ils sont creus de ce qu'ils mettent par l'enqueste, il faut qu'ils soient deux. Parquoy ie trouue fort mauuais ce qu'aucuns Iuges ou Enquesteurs font souuent, pour auoir plus grand gaing, c'est que l'un des Commissaires examine l'un des tesmoins, l'autre Commissaire examine vn autre tesmoing: & par apres les deux Commissaires ensemble recolect lefdits tesmoins: & bien souuent il n'y a que l'un desdits Commissaires qui recole le tesmoing ouï par son Commissaire.

2. Quelles peric-
nes peuuent estre
prises pour ad-
joins en cōmissiō
d'enquestes.

Doit neantmoins le Iuge, si les parties litigantes s'accordent d'aucuns Commissaires *ad partes*, c'est à dire au païs, où les tesmoins sont demourés, commettre ceux qu'elles accorderont: comme il est dict par les Ordonnances. f du Roy Philippe le Bel. Et si la cause est de legiere importance, combien que l'Enquesteur & l'une des parties ne l'accorde, toutesfois le Iuge peut, ce requérant l'autre partie bailler Commissaires, *ad partes*.

3. Des Commis-
saires *ad par-*
tes.

Et si le Iuge est Lieutenant general d'une Prouince, & il aille en commissiō hors son Bailliage & ressort, il ne doit auoir que soixante sols tournois par iour: & dedans leurs ressorts dehors toutesfois du lieu, où ils se tiennent, ne prendra que cinquante sols tournois: & au lieu où il demeure & tient son siege, il n'aura que vingt sols tournois par iour. Et en tous lefdits cas il ne pourra rien prendre pour ses despens. Et si le Iuge est Lieutenant particulier ou Assesseur, & il besongne hors son ressort, il aura pour iour cinquante sols: & en son ressort hors sa maison quarante sols, & en sa maison & lieu de son siege, quinze sols tournois. Et ne peuuent prendre leurs despens outre ledit salaire, jaçoit que les parties liberalement les leur voulussent bailler, sur peine ausdits Lieutenans de suspension de leurs Offices, & priuation de leurs gages pour vn an, pour la premiere fois, & pour la seconde, d'amende arbitraire, & sont à ce formelles les Ordonnances du Roy Loys XII. és articles 52. & 53. Et quant aux salaires des Enquesteurs, il en y a eu plusieurs Arrests de la Cour.^b

4. Du salaire des
Iuges vacans à
faire les enque-
stes.

5. Les parties doi-
uent convenir de
Commissaires au-
vant que le Juge
les cōmette, sinon
que ce soit luy,
l'Enquesteur, ou
le Greffier.

Et si le Juge par vne sentence interlocutoire appointe les parties à faire preuves de leurs faits, & ne veut retenir la commission à luy, ou la baillet à l'Enquesteur & au Greffier, il doit ordonner que les parties se viendront accorder de Commissaires, pour faire lesdites preuves, ou sil les commet, il doit mettre, sauf à les recuser dedans certain temps qu'il declarera. Et par Ordonnance de la Cour, les examinateurs du Chastelet doiuent ouïr les tesmoins qui ne sont point demeurans plus loing de dix lieües de Paris: l'il est question de quarante liures parisis de rente constituée à deniers, & de dix liures parisis de rente fonciere, ou de cinq cens liures parisis. Autrement le Juge est tenu baillet Commissaires sur les lieux où demeurent les tesmoins. A ceste cause, comme vn Juge Royal en vne cause estant au dessous desdites sommes n'eust voulu baillet Commissaires sur les lieux, pour ouïr les tesmoins y demeurans à l'vne des parties ce requérant, elle en appelle: & fut dict mal iugé, & l'intimé condamné és despens de la cause d'appel: par Arrêt donné le 23. iour de Novembre, l'an 1543.

6. De recusation
de Commissaires,
Et qu'ils doiuent
faire s'ils sont re-
cusez.

Et peuvent lesdits Commissaires, autres que le Juge, l'Enquesteur, & le Greffier, estre recusez pour legieres causes. Et faut les recuser pardeuant le Juge: & si lon ne les a recusez dedans le temps ordonné, & qu'apres on les recuse, ils doiuent superseder, renvoyer les parties pardeuant le Juge, qui les k a commis à certain iour, ou bien leur sauuer à se pouruoir pardeuant le dit Juge, sans leur baillet assignation: & c'est le meilleur sans les renvoyer, attendu mesmement ladite Ordonnance derniere faite sur les recusations de Juges, par laquelle, l' apres la reculation du Juge, il n'y peut plus toucher: & faut se pouruoir par celuy qui tient le siege en son abïence: & lors la partie aduerse du recusant prendra commission ou prouision du Juge, pour faire adiourner le recusant à certain iour, pour luy voir pouruoir d'autres Commissaires au lieu des recusez, & pour le voir condamner és despens, frais, & mises de l'entreprise ou assignation de l'enqueste qu'il auoit fait auparauant ladite recusation avecques le recusé, & de ce qui s'en seroit ensuiuy, & y fera le recusant cōdamné. Toutesfois si le recusant s'accor doit promptement d'autre Commissaire, & qu'il n'y eust retardement notable de l'enqueste, la partie aduerse n'auroit matiere de demander lesdits frais & mises dudit retardement. Et n'y a difference, soit la cause de recusatiō de nouveau venuë à la notice dudit recusant, ou nō: car veu qu'en quelque matiere que ce soit, l'enqueste de partie aduerse est retardee par le fait du recusant, il en doit estre condamné esdits despens, frais & mises. Semblablement, si par autre moyen la façon de l'enqueste est retardee par partie aduerse, elle est condamnée és despens, ^m frais & mises du retardement par la voye que dessus.

7. Des lettres ex-
ecutoriales, Com-
missions de la
Cour de Parle-
ment, Et des re-
questes pour fai-
re enquestes.

Contient scauoir qu'ès commissions de la n Cour de Parlement ou des Requestes, lon n'a point accoustumé de declarer le nom de l'adjoinct, o & enuoye lon les articles clos, y & scellez, sur lesquels il faut faire l'enqueste; & lors la partie qui a à faire l'enqueste, va par deuers le Cōmissaire entreprendre iour pour vacquer à la façon d'icelle, & préd de luy executoire contenant le iour, heure & lieu esquels il fera adiourner la partie aduerse.

pour se venir accorder d'Adioinct: & ce fait, voir par eux faire ouverture desdits Articles & produire, recevoir & faire iurer les tesmoins que l'on entend faire examiner. Et outre contient mandement pour adiouner esdits iour, heure & lieu toutes & chacunes les personnes dont le Sergent sera requis pour venir illec porter bon & loyal tesmoignage de verité en la matiere: & le tout avec intimation au cas appartenant. Et bien souuent il n'est mestier prendre ledit executoire: car les commissions de la Court portent mandement adressant au premier Sergent pour bailler ledit adiounement es choses susdites: & en ce cas suffit entreprendre le iour avec le Commissaire: mais l'on est plus asseuré quand l'on a executoire signé de luy.

Au iour assigné pour lesdites choses la partie qui veut faire l'Enqueste, compare au lieu & heure determinée pardeuant le Commissaire: fait appeler à l'audience sa partie aduersé par vn Sergent. Si elle ne compare, est par le comparant requis defaut avec le profit que de raison: & que veu iceluy, nonobstant l'absence de partie, il soit procédé au fait de la commission & à prendre Adioinct en premier lieu. Et fait le Commissaire appeler pardeuant quelque homme de bien qu'il cognoist, n'estre ou pense suspect à l'un ne l'autre des contendans: & le plus souuent on prend à ce gens de Pratiques: combien qu'en defaut d'eux l'on en puisse bien prendre autres. q

Le Commissaire suiuant l'Ordonnance du Roy Loys XII. Article 18. & 19. doit faire faire serment à son Clerc, & à celuy qu'il veut prendre pour Adioinct de non reueler le secret de l'Enqueste, & si ledit Adioinct n'est point au conseil des parties: & ce fait le prendre pour Adioinct: & present son Adioinct doit ouurir lesdits Articles, & luy & sondit Adioinct recevoir & faire iurer les tesmoins qui luy seront produits, de dire verité, surce qu'ils serot par eux enquis: & que pour or, argent, faueur, ou haine ils ne diront que la verité, & ne la recelleront. Et feront faire ledit serment aux tesmoins la main dextre leuee en haut, & aux gés d'Eglise *in verbo sacerdotis*, la main mise sur la poictrine desdits tesmoins, & n'est point besoin qu'ils touchent les saints Euangiles de nostre Seigneur Iesus-Christ. Et se retireront par apres lesdits Commissaires en vne maison non suspecte à l'une n'a l'autre des parties, & illec redigeront par escrit les depositions desdits tesmoins: & chacun d'iceux sera separement & des autres ouy & enquis par lesdits Commissaires & adioincts sur les Articles qui seront cottez par nombre par les etiquettes, que celuy qui fait faire l'Enqueste baillera à chacun tesmoin auant que le mener pardeuant les Commissaires & Adioinct, sur lesquels Articles il aura premierement bien enquis & instruit chacun tesmoin.

8. Comment on doit prendre Adioinct, & du serment des tesmoins & de la forme de les examiner.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXXIX. Des Enquestes, &c.

a



Ar les Ordonnances de Philippe III. l. 138. article 11. Philippe VI. l. 148. Charles VII. l. 1490. article 18. il est ordonné que les Baillifs Seneschaux ou Preuosts ordonneront Commissaires gens de bien, non suspects aux parties, conformément à la Nouuelle. de testib. §. *et quoniam sancimus. Felin. in c. causam. l. de testib.*

b L'Enquesteur est adioinct nécessaire quand les Iuges sont les Enquestes. François I. l. 1514. Henry II. l. 1585. mis en la Conference des Ordonnances l. 4. Tit. 4. ainsi qu'il sera

dit cy-apres.

c Voyez cy-dessus.

d Article 36. *Idem* l. 1507. art. 18. François I. l. 1535. Chap. 7. Art. 15. mise au 4. liure de la Conference Tit. 4. *Joan. Gallus quest. 126.* dit que le Iuge avec son Greffier ou commis peut examiner les tefmoins. Par arrest du 15. May 1512. vne Enqueste fut declaree nulle, où le Iuge auoit prins pour adioinct le mary de sa seur, ainsi que Rebuffe escriit *Tract. de Inq. art. 10. gl. vii. num. 1.* Les Officiers d'Enquesteurs, sont supprimez par plusieurs declarations & arrests donnez tant au Conseil priuè du Roy qu'en la Cour de Parlement mesmes par les Estats de Blois 1579. art. 155. Et depuis par Edict du mois de Novembre 1584. art. 37. Et du mois de May 1588. art. 12. iulques à ce qu'ils soient reduits au nombre qu'ils estoient du temps du feu Roy Henry II.

e Par Arrest du 15. May 1535. es Chambres des Enquestes, a este iugé que tous Enquesteurs & Commissaires en l'absence de l'adioinct, les parties presentes & non cōtredisantes, pouuoient receuoir les tefmoins produits, & prendre le serment, ainsi qu'escriit Rebuffe *Tract. de inq. Art. 6. gl. vii. num. 9.* Papon recite cest arrest 9. des art. Tit. 1. art. 1. où il dit que le 3. iour de Iuin audit an, fut donné pareil arrest entre Jean Chartain, Seigneur d'Yuo, d'une part, & Maistre Pierre Meusson, Procureur en Parlement. [Cela se prouue qui est noté *in c. prudentiam de off. delegati.* Ainsi deux arbitres ne peuuent iuger qu'à ils sont trois: *l. si in tres. D. de re iud. ny* deux Iuges, qu'à ils sont trois, *l. si duo ex tribus, D. de re iud.* Et pour les arbitres il fut ainsi decidé par arrest du 9. iour de Iuillet 1543. sur vn appel interiecté de ce que deux arbitres en l'absence du troisieme. auroient prins le serment. Ce qui ne semble pas neantmoins equitable. Car la religion & conscience du serment fait & presté à vn seul est autant cōsiderable qu'à deux. L'estime toutesfois cela auoir lieu si deux arbitres les examinent seuls en l'absence du tiers. Au reste *Felin in d. c. causam. l. de testib. exr.* escriit que le Iuge de la cause peut ordonner Commissaires, *ad partes*, pour la confection des Enquestes, nonobstant l'empeschement de l'une des parties, par cōmission adressante aux Iuges des lieux, de la demurance des tefmoins, ou autres Iuges pardcuant lesquels les tefmoins peuuent plus commodément comparoir à fin d'estre examinez. Ce qui se pratique encores pour le iourd'huy, encores qu'en chacun Bailliage ou siege Royal y ait des Enquesteurs & Examineurs creéz & erigez en titre d'office formez, principalement quand la cause est de peu de consequence, ou qu'il y a vne grāde pauvereté & necessité des parties plaidantes. Toutesfois Paul de Castre, *in l. iudicet, C. de fide instrum.* dit que telles Commissions ne se peuuent adresser aux personnes priuees, n'y à aucun Magistrat ou Office de iudicature, sinon du consentement des parties. Et qu'à les articles sont accordez, apres que les tefmoins ont presté le serment, l'examen dedit tefmoins peut estre cōmis à vn Notaire, sans le cōsentement des parties. Toutesfois les parties ont de Coustume de s'en accorder entre elles l'Enquesteur le peut empescher, veu qu'il est creé en titre d'office formé. Rebuffe *Tract. de inq. Art. 3. gl. vii. num. 17. & 18.*

f Philippes III. 1318. art. 6. Philippes VI. 1344. Charles VII. 1490. art. 16. Loys 12. 1498 art. 51. & 53. & 1507. art. 114. & 215. François I. 1535. Chap. 7. art. 24. & 25. Par l'Ordon. dernière art. 26. est dict qu'il sera taxé aux Adjoincts prins & cseus du cōsentement des parties, s'ils sont graduez, la moitié des Juges suivant l'Ordonnance: & où ils ne seront graduez, le tiers seulement. Au surplus par celle de Blois 1579. art. 68. quand les tesmoins sont hors les lieux de la demourée des Juges, ils sont tenus, s'ils en sont requis, octroyer Commission adressante au Juge des lieux, sans qu'ils la puissent refuser. Par la Nouvelle 90. de testib. cap. 5. *infra prouinciam testes deducere oportet & licet quibus uelatis transmittere. Auth. apud. C. de testib.*

g D. l. iudicis 18 C. de fide instr. cap. licet. ext. de probas.

h D. cap. stinuum, §. *insuper* De rescript. in 6. Si le Commissaire Royal exige plus que son salaire, le Juge Royal en a la cognoissance, & non le Juge du Haut Iusticier, Arrest donné en Audience contre le Bailly de Brue, qui s'estoit déclaré competent en telle matiere, du 26. iour de Iuillet 1540. Rebuffe *Tr. de inquisit. seu Commiss. Art. 9. gloss. vnic. num. 4.*

i Arrest des 26. Ianuier 1519. & 6 ou 7. Feurier 1524. recitez par Rebuffe *Tract. de Inquisit. seu Commiss. Art. 3. gloss. vn. num. 10.* porte de vingt lieues, &c. Lesquels Arrests ne sont point compris entre ceux qui ont esté mis de n'agueres en lumiere, concernans les priuileges des Examineurs du Chastelet de Paris. Ce qui suit au texte François est pris des annotations Latines.

k *Delegatus ab episcopo non potest de suspicione contra eum opposita cognoscere, sed ad episcopum remittere debet. Cap. si contra. De offic. deleg. in 6. Specul. tit. de recusat. §. effectum in 1. parte operis.*

l Cecy est traité au chap. 18. cy dessus.

m *Argumento. l. si pecuniam in princip. D. de condit. ob causam. Locum enim idoneum à contractibus adiudicia petunt: quippe in iudiciis quasi contrahitur. l. 3. §. idem scribit. D. de peculio. Bart. in l. si decesserit. D. Qui satisd. cogant. Felin. in cap. presentiam. extra de testib. num.*

n Les Commissions de la Cour pour faire Enquestes adressées aux Juges des lieux, les Enquestes ne pourront estre faites que par lesdits Juges ou les Lieutenans particuliers, à peine de nullité, despès, dommages & interets des parties. Et auroit pour leurs salaires & vacations, autant que pour commission ordinaire par l'Ordonnance du Roy François I. 1535. cha. 7. art. 1. & 10. d. l. iudicis 18. C. de fide instru. Par l'Ordonnance du Roy Henry III. 1579. Estats de Blois art. 169. Prendront les Greffiers de leur siege ou son commis, & non leurs Clercs, sur peine de nullité, fors les Prestres, Conseillers, Maistres des Requestes qui ont leurs Clercs, desquels ils se pouront seruir pour le fait desdites Escritures. Et par la mesme Ordonnance art. 151. toutes commissions des Cours Souueraines, tant pour l'instruction des procez que pour l'exécution des arrests seront adressées aux Juges des lieux: sinõ que l'vne des parties l'eust requis, & audit cas ne pourra repeter plus grands fraix que si lesdites Commissions estoient exécutées à la Barre ou par les Juges des prouinces. Ce qui est aussi contenu ès anciennes Ordonnances. Charles VII. 1453. art. 107. Charles VIII. 1490 art. 1. Loys VII. 1507. Art. 42. François I. 1535. Chap. 1. Art. 72. Charles IX. 1560. Estats d'Orleans art. 46. misés auliure 7 de la Conference des Ordonnances Royaux. Tit. 7.

o Par arrest du 2. Ianuier 1487. fut ordonné que les examineurs prendroient Adjoinct sur peine de nullité. Rebuffe *Tom. 3. Tit. de adiunct. Artic. 2. gloss. vnic. num. 13. & 14. Idem Tractat. Nominat. quest. 11. mais Papon liu. 9. des arrests; Tit. 1. Arrest 9. le cote du 2. iour de Iuin 1487. lequel Adjoinct doit iurer: autrement il pourra estre reculé, c. cõ inter. de except. extra. Et si il ne iure, l'Enqueste est nulle. Arrest du 4. iour de Mars 1534.*

p Par Arrest du 14. iour de Decembre 1538. furent reiterées les preuues & Enquestes sur faits & Escritures non clos. Rebuffe *Tract. de inquisit. Artic. 2. gloss. vnic. num. 6.*

q François I. 1535. Chap. 1. art. 38.

r Par les Ordonnances du Roy François I. 1514. de Henry III. 1583. Art. 1 & 5. Arr. & Reglement de la Cour les Juges en retenant à eux la confection des Enque-

stes sont tenus & adstrains à prendre & appeller avec eux l'un des Enquêteurs, Commissaires & examinateurs, comme adjoins nécessaires. Toutesfois en l'absence de l'Enquêteur ou legitime empeschement, ils peuvent prendre l'un des Adjoins de nouvelle erection Par l'ancien Edit 1517. article 2. les Greffiers, leurs clerks ou commis estoient Adjoins aux Enquêteurs. Mais depuis est intervenu l'Edit de nouvelle creation des Adjoins en titre & qualité d'offices formez en chacun bailliage, Seneschaucee, Preuosté, Viconté, & jurisdiction Royale donné à Paris au mois de Novembre 1578. lesquelles ont pouuoir d'assister aux executions d'Arrests, commissions de la Cour, comme il est porté par l'Edit de creation: mesmes par declaration expresse du 14. iour de Decembre 1580. Toutesfois depuis il ont esté supprimez par les Edicts du mois de Novembre 1584. article 38 & du mois de May 1588. art. 12. Il se trouue arrest du 15. d'Octobre 1578. par lequel la Cour a ordonné pour le regard de l'Edit des adjoins, qu'aux Enquestes d'offices, executions d'Arrests, informations sur faits iustificatifs & de reproches ne seront prins adjoins: qu'ès sieges & lieux, où les Greffiers ont accoustumé estre prins adjoins des Iuges & Enquêteurs n'y aura aucuns Adjoins, que ledits Adjoins ne prendront que la moitié du salaire du Commissaire.

3 Guid Pap. q. 65. 125. & 665. Felin in cap. fraternitatis extr. de testib. & in cap. tuis eod. tit. cap. vt circa de election. in 6. Innoc. in c. delictorum. De testib. cogendis vel non. Accurs. in l. si di quis D. quemadm. test. aper. l. iuris iurandi l. solam C. de testibus, cap. nuper. extr. eod. tit. can. item iuris iurandi. 4. q. 3. Cau. hortamur. 4. q. 1. La forme du serment est prescrite par Mafuer Tit. de testibus, n. 41. Glossa in d. c. fraternitatis. De testibus, cap. tuis questionibus eod. tit. l. iuris iurandi 9. c. eod. tit. Cynus in l. testum in l. quasi C. eod. Panorm. in c. 1. de iuram. cal. extra.

4 Cecy est prins des Annotations sur le Chapitre 40. suiuant où il cite Guid. Pap. q. 615. mais il dit autan en la question 65.

5 François I. 1535 Chap. 7. art. 12. Les Iuges & Commissaires sont tenus examiner les tesmoins particulièrement, & faire enregistrer leurs depositions au vray, sans les referer les vnes aux autres. Ce qui est aussi noté par Mafuer, in Praxi, Tit. de testib. n. 11. suiuant le Chap. Venerabili extra de test. l. nullum, C. eod. tit. sinon que ce soit du consentement des parties, & pour choses legeres & matieres sommaires.

DE TESTIBVS PRODVCENDIS.

CAP. XL.

De testibus
producendis.



Onstituto ergo productionis die, is qui de testimoniis comparandi sollicitus est, destimato loco & tempore adesse debet, & apud eos quibus inquisitio commissa est aduersary nomen edere. Quod si ille non appareat inquisitores in eum edictum pronuntiabunt, peracto apparitionis, qui diem illi dixerit chirographo: & secundum presentis postulationem sic in absentem eremodicium decernent, ut munus sibi delegatum se absolaturus pronuntiet, nulla absentia illius habita ratione. Ita que testes, quos praesens produxerit, sacramento adigent, ut neque pretio, neque prece, neque odio, neque gratia à vero testimonio perhibendo desistant: deinde locum aliquem neutri litigantium inuisum & in seipsum deligant, in quem testes percontatum secedant. Caterum, si aduersarius testium productionis interfit, efflaguereque ut instrumentum, quo inquisitionis munus delegatum fuit, expromatur, libellique ex quo testimonia corroganda sunt, exemplum sibi praebeatur ab ipsis inquisitoribus subscriptum: tum de eleuanda repro

reprobanda que testium productorum opinione protestetur, aduersarum autem de his subleuandis. Inquisitores verò simul ac insurandum de veritate manifestanda præstiterint testes, ubi nam locos interrogari velint, à litigantibus sciscitabuntur, sequenturque litigantium consensum. Quod si dissentiant, in locum idoneum se conferent, ibique rem consiciant. Omnia autem coram se gesta (nempè testium productionem, necnon ea quæ intercederint altercationes) breuiori quodam elogio sigillatim perstringent: cuius quidem exemplum utrique litigantium illud repolenti edent. Porro si cuius interest, antequàm suos testes coram inquisitoribus sistas, vniuscuiusque conscientiam sedulo exploret, singulisque breuicula tradas quibus libelli ex quo interrogabuntur, capitula desinentur.

DE LA FORME QVI SE DOIT GARDER au faict des enquestes & receptions des tesmoings, soit en absence ou presence des parties, ensemble des protestations par elles faictes.

CHAP. XL.

- | | |
|--|--|
| <p>1. Tesmoins n'estans comparus à la premiere assignation, peuuent estre produits, & receus à autres iours, si n'y a discontinuation d'enqueste.</p> <p>2. Assignation à certain iour & lieu, & generallyment aux autres iours, lieux & heures qu'on vacquera au faict de l'enqueste, si elle est valable.</p> <p>3. La partie doit estre adiournee pour voir iurer tesmoins.</p> | <p>4. Reception de tesmoins en iugement à l'Audience de la cause.</p> <p>5. Que doit faire la partie adiournee pour voir produire tesmoins.</p> <p>6. De quelles pieces on a communication en procès.</p> <p>7. Protestation de bailler objets ou reproches.</p> <p>8. Les parties s'accordent de lieu pour interroger les tesmoins.</p> |
|--|--|

E si tous les tesmoins ne comparent à l'heure assignee, s'ils viennent ledit iour, veu que partie aduersen'a comparu à la premiere assignation, ils peuuent estre produits & receus, voire és autres iours, pourueu qu'il n'y ait point de discontinuation d'enqueste, sçauoir est que par chacun iour lon ait produit vn ou deux tesmoins. Combien qu'aucuns disent que la premiere assignation passée, lon n'en doit point receuoir sans nouuelle assignation : en quoy n'y a raison selon mon aduis : car il l'ensuiuroit que le contumax par sa contumace pourroit rendre le droict de sa partie aduersè deterieur : car sil eust comparu, la

1. Tesmoins n'estans comparus à la premiere assignation, peuuent estre produits & receus à autres iours, si n'y a discontinuation d'enqueste.

partie luy eust fait bailler assignation à autre heure certaine, à laquelle il eust pensé fournir des tesmoins: ce qu'elle ne peut faire par le moyen de son absence.

2. *Assignation à certain iour & lieu, & généralement aux autres iours, lieux & heures qu'on vaqueroit au fait de l'enqueste, si elle est valable.* Je ne veux pourtant dire, que lon puisse donner assignation generale à la partie adverse, pour voir produire tesmoins à certaine heure, iour & lieu, & autres, que sans discontinuation les Commissaires procederont au fait de l'Enqueste: mais j'entens que si partie adverse compare, lon luy pourra faire bailler l'assignation à autre iour, heure, & lieux certains. Laquelle faculté ne doit estre ostée à la partie adverse pour son absence.

3. *La partie doit estre adiournee pour voir inter tesmoins.* Et par les Ordonnances du Roy Charles VII. article 97. & du Loys XII. article 36. il faut appeler la partie^b adverse à la production & reception des tesmoins,^c & ne suffit d'adiourner le Procureur en cause, avec lequel la cause seroit contestee, combien qu'en plusieurs lieux, comme à la Rochelle il y ait Coustume escrete, par laquelle il suffit d'adiourner le Procureur.^d

4. *Reception de tesmoins en jugement à l'audience de la cause.* Toutesfois nous vîons bien en ce pais de Poictou, en tous les sieges Royaux, qu'à l'appel ou audience de la cause en iugement, & en presence du Procureur de partie adverse, lon peut produire & faire recevoir & iurer tesmoins, sans que ladite partie y ait esté adiournee: & ce est toleré pour raison de l'autorité iudiciaire.

5. *Que doit faire la partie adiournee, pour voir produire tesmoins.* Mais si la partie adiournee pour voir produire tesmoins, y veut comparoître, requerra voir la Commission, & les articles ou escritures, sur lesquelles la partie veut faire sa preuve, & delay pour y voir lesdites pieces: lequel luy doit estre baillé, mais fort brief, à fin que l'enqueste ne soit retardée: & luy doit estre decerné & baillé copie desdites pieces, ensemble du procès verbal des Commissaires, si elle le requiert.

6. *De quelles pieces on a communication en procès.* Et si lon luy denie^e edition & communication desdites pieces, on peut s'appeler: mais neantmoins l'enqueste ne sera declarée nulle: car lon doit faire communication de tous actes iudiciaires & escritures en cause civile, fors des Saluations: ou quand le Iuge ordonne que les pieces seront mises pardeuant luy avecques vn aduertissement, & en Droit: car lors l'on n'a point communication de l'advertissement, ne des autres pieces, mais le Iuge par apres fil void la matiere sujette à ce que communication en soit faite, il l'ordonne par interlocutoire. Aussi n'a lon point communication des motifs de Droit, qui sont baillez apres le procès, mais en Droit: car ils sont seulement pour l'instruction du Iuge.

7. *Protestation de bailler objets.* Apres ladite communication la partie dicte que bon à elle semble, pour empêcher la production & reception desdits tesmoins. Et si elle n'a rien que dire, elle^h proteste de bailler objets contre les tesmoins produits de partie adverse: lesquels neantmoins les Commissaires reçoivent, & sont iurer en la maniere deuant dicté. Et j'ajoit qu'aucuns tiennent que ceste protestation de bailler objets, est de tel effect, que si l'y a aucun des tesmoins, contre lesquels on a protesté d'objets, qui depose pour celuy qui a fait la protestation, il ne l'en peut ayder: toutesfois nous ne gardons point cela, & y a bonneraison: car le tesmoing qui a esté objecté par l'une partie,

Fil de pose pour elle-mesme, il luy sert : à plus forte raison la seule protestation ne doit nuire.

Les Commissaires apres avoir receu le serment des tesmoins, interrogēt les parties, en quel lieu elles veulent estre besongné au faict de l'enqueste : & si elles ne se peuvent accorder, esliront les Commissaires vne maison non suspecte aux deux parties.

8. Les parties s'accordent de lieu pour y interroger les tesmoins.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XL.

De la forme, &c.

Par les Ordonnances de Charles VII. 1446. art. 42. & 1453. art. 110. & 111. Loys XII. 1510 art. 36. & de François I. 1. 33 chap. 7. art. 2. & 3. chap. 16. art. 21. insinué au 4. de la Conference des Ordon. tit. 4. est porté expressement, que les parties doiuent estre appellees à voir receuoir & iurer les tesmoins, & qu'en leur presence, s'ils comparēt, ou en leur absence s'ils sont defaillans, ladite reception & serment se facent, sur peine de nullité. Et sont teneues les parties de comparoir par elles ou Procureur aux assignations à eux donnees, pour ouuirr faicts & articles, ou pour voir produire & iurer tesmoins, ou pour faire autres actes. Autrement sera donné défaut, par vertu duquel les Commissaires procederont en son absence, comme s'il eust esté present. Et s'il y a appel des Commissaires, en procedant au faict desdites enquestes, ils paracheueront nonobstant l'appel : sinon qu'il fust question d'incompétence du Commissaire, ou de recusalation d'iceluy, l. si quando. C. de testib. Bartol. in l. Theopomp. D. de dote praleg. l. iudic. 1. 9. Cod. de fide instrum. Par le droit il suffit d'appeller le Procureur avec lequel la cause a esté contestee : Bald. in d. l. si quando. Bartol. in l. furioso. D. de re iud. Par lesdites Ordonnances, mesmes par celles de Charles VII. 1453. art. 32. vn seul défaut suffit, pour voir iurer tesmoins. Panor. in cap. in nomine, exiv. De testib. Nouell. de testib. 90. cap. 9. Authen. sed & si quis aliquid. C. de testib. cap. 2. extr. eod. tit. Masuer tit. de probat. §. item Commissarij. Au surplus les Ordonnances susdites concernant que les parties ou leurs Procureurs doiuent estre appellees à la reception & iurande des tesmoins, n'ont point de lieu quand les tesmoins sont adiournez, & comparent au iour ordinaire que la cause eschet. Car lesdits tesmoins sont receus & presentent le serment en la presence du Procureur, comme nostre Auteur enseigne nombre 4. Il y a plusieurs cas notez par Hippol. de Masil. in sing. 24. & Tndow. Rom. singul. 366. Voir decisi 285. num. 1. & 7.

b Authen. sed testium. Authen sed & si quis. Auth. Praterea. C. de testib. l. si quando. C. eod. & ibi Bartol. & Bald. cap. 1. & cap. significauit cap. 2. De testib. extra. can. Charta 3. 9. Nouell. de testib. §. quoniam vero col. 7. R. buff. tract. de inquisit. art. 12. gl. 2. num. 1. 2. & 3. Guid. Pap. qu. 125. & 142.

c C'est l'Ordonnance de l'an 1510. Rebuffe, tract. de inquisit. seu Comm. artic. 12. & art. 13. gl. 7. num. 5. & 6. Voir dec. 205.

d Art 13, lon peut donner adiournement à la partie, à personne de Procureur qui a comparu en la cause, quant à pour faire veues ou monstrées, produire tesmoins, ou collations de pieces.

e Felin. in cap. cum in iure peritus. De offic. deleg.

f Cecy est pris des Annotations, Innoc. in cap. per tuas, extra. de testib. où Felin allegue Balde estre d'opinion que telle edition est necessaire : mais nostre Pratique mise au texte François doit estre suiue.

g. *Felin. in d. cap. per tuas*, dict, que Cardinal est de cest aduis, combien que Innocent sur ledit chap. escriue du contraire. *Guid. Pap. qu. 242.* est de mesme opinion que Cardinal, lequel nous suiuous en matiere ciuile. Car quant aux criminelles il en sera parlé cy apres.

h. Ceste proteccitation n'a pas peu d'effect : Car le tesmoing qui n'a deu estre examiné, s'il est examiné, il fait indice ou presomption. Toutesfois s'il y a proteccitatio, il ne fait aucun indice. Et ne peut la partie se seruir du tesmoignage de ceux contre lesquels il aura fait telle proteccitation, s'il ne s'en depart. *Felin. in cap. presentium, extra. de testib.* où il declare quand ceste proteccitation se doit faire. *Protestatio aptem seruat ius protestantis illasum.* vide *Cyn. in Authen. si testium & l. si quis i. testibus. C. de testibus. cap. cum causam, extr. e. id. t. Masuer. in Praxi. tit. de testib. num. 17. Speculat. tit. de testibus. §. 10. num. 1.* où il montre la forme de ceste proteccitation de bailler reproches.

i. *Rebuff. tom. 3. tract. de testib. art. vn. gl. vn. num. 16.*

DE TESTIMONIO INVITIS DENUNTIANDO seu de testibus ad testificandum cogendis.

CAP. XLI.

De testimonio invitis denunciando, seu de testibus ad testificandum cogendis.



Ed si testes vocati non adsint omnes, absentium cōsumacia alius incusatur, edictūque aduersus eos conceditur, quo mulctæ ab inquisitoribus estimandæ comminatione denud acciri iubentur: quod si die præfinita desint, iterum commonendi præcipiuntur, ut indictæ antea mulctæ in seipos cōmittenda inter sint: insuperque ad testimonium compellendi & sui ipsorum & pignorum prehensione. Proinde, si qui testimonium ferre recusat, in sacerdotum ordinem allectus fuerit, aut sacris etiam solum initiatus (modò ab uxore liber sit) fundi prædictæ ipsius tandiu publicè possidebuntur, quandiu non obtemperauerit: corpus autem ipsius & mobilia non sunt testificari impunè non diffugiunt. Sed si de capitali causa tractetur, nec cum pontificum suorum venia, risè ius iniuriæ, testimonium denuntiatur: nisi quum testium aliorum defectu, atrocioris criminis probatio metuitur peritura. Iam ubi testes statò die præfido non sunt, affuturi tamen è vestigio sperantur: caueat qui eos velit productum iri, ut aduersario præsentis diem locūque inquisitores designent, quo iuducendum (si ita videatur) interueniat. Tamen si plerique satis esse putent, si aduersario generaliter denunciatur, ut tandiu aliis diebus locisque testium productioni inter sit, quoad testibus interrogandis absque interuallo operam nauabunt inquisitores: longè tamen tutius esse opinor certum diem, horam, locūque, quibus testes producentur, constitui.

Ne probatio atrocioris criminis pareat, presbyteros ad depositionem & indicationem re-
acti.

DES TESMOINS QVI PEUVVENT ESTRE contraincts à porter tesmoignage & deposer, nonobstant le refus.

CHAP. XLI.

- | | |
|---|---|
| <p>1. <i>Tesmoins defaillant à l'assignation qui leur est donnée pour porter tesmoignage, comme sont contraincts.</i></p> <p>2. <i>Prestres non executables en leurs personnes n'en leurs meub-</i></p> | <p><i>bles.</i></p> <p>3. <i>Prestres comme sont contraincts à porter tesmoignage.</i></p> <p>4. <i>Femme contrainte à deposter contre son mary, & le mary contre sa femme.</i></p> |
|---|---|

E T si tous les tesmoins adiournez ne viennent à l'heure assignee la partie requerra contre eux Defaut: qui luy sera octroyé par les Commissaires, & ordonné qu'il leur sera fait commandement à la peine de certaine somme de deniers, de venir deposter à certain jour: auquel s'ils ne viennent, il sera ordonné qu'ils seront adiournez pour voir declarer ladite peine comminee estre par eux encouruë: & qu'ils seront contraincts par saisie^b de leurs biens, & emprisonnement de leurs personnes: & en ce cas l'on a accoustumé saisir les immeubles, & au regime d'iceux commettre Commissaires & non les meubles.

Mais s'ils sont Prestres, l'on ne saisira pas leurs meubles, ne leurs personnes: car ils ne sont executables par les Iuges laïcs ou leurs Sergens de leur ordonnance ou mandement, en leurs personnes, ne en leurs biens, selon l'Ordonnance faite^c par Philippe le Bel, Roy de France au mois de Mars 1302. Toutesfois aucuns disent^d que s'ils sont presens, ils y peuuent estre contraincts de deposter par arrest ou saisie de leurs cheuaux. Bien a l'on accoustumé de proceder par saisie de leurs immeubles & temporel, & au regime & gouvernement commettre Commissaires, comme quant aux laiz. Et ne peuuent les gens d'Eglise différer de deposter en cause ciuile, sous couleur qu'ils n'ont congé ou licence de leur Prelat ou Euesque, ains ce nonobstant les Commissaires les peuuent contraindre. Mais en matiere criminelle ils ne doiuent estre contraincts, voire avec licence de leur Prelat, sinon en defaut d'autres tesmoins, & où il est question de grand crime ou cas. Et est la femme par nostre vñance contrainte de deposter^e contre son mary, & ainsi en fut dit par Arrest le 9. iour de Ianuier 1332. Et semblablement le mary est contrainct de deposter contre sa femme.

1. *Tesmoins defaillans à l'assignatio qui leur est donnée pour porter tesmoignage, comme sont contraincts.*

2. *Prestres non executables en leurs personnes ne en leurs meubles.*

3. *Prestres comme sont contraincts à porter tesmoignage.*

4. *Femme contrainte à deposter contre son mary: & le mary contre sa femme.*

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XLI. Des Temoins qui peuuent, &c.



Vide Pap. quest. 542. Felin. in cap. in nomine domini in penult. col. de testib. approuvent la citation ou adiournement general pour voir produire & recevoir temoins. Au reste l'examen se peut faire es iours des Festes, mais non pas la reception & iurande. Innoc. in cap. fin. extr. de ferus & ibi Gloss. & Ioann. Andreas. Lanfranc. in repet. cap. quoniam. De probat. extr. Guid. Pap. quest. 115. num. 3. Panormit. in cap. 1. circa finem. extr. de ferus. Masuer. in Praxi. Tit. de testib. & item testes. Rebuff. Tom. 3. Traict. de testib. Art. vnic. gloss. 8. num. 7. Vide l. 3 § si quis dolo. D. de tab. exhib. & tit. de testib. cogend. extra.

b Suivant le Droit, in l. 1 § quid. ergo. D. de ventr. instic. Speculator. Tit. in eam rem specialis in 2. parte operis, declare plusieurs sortes de peines pour contraindre ceux qui ne veulent obeyr aux commandemens & iugemens des iuges. Lanfranc. de Orian. in cap. quoniam contra. extra. Di probat. dit que le temoin ne peut estre contrainct à porter tesmoignage par prison: mais nous ne gardons son opinion.

c Mise au liure 1. Tit. 2. Ce qui suit est pris des annotations.

d Guid. Pap. quest. 542. dit qu'ils peuuent estre contraincts par saisie de leurs cheuaux: où il est aussi quelque peu discours de la licence de leurs Prelats & Euesques, pour porter tesmoignage. *Vide eundem q. 65. cap. in capite. extr. de iuram. cal. & cap. 2. De postul. extr.*

e Cela est tiré des mesmes annotations. Faber. in l. 2. C. de testib. Toutesfois Masuer. in Praxi. Tit. de testib. num. 8. Baldus & Cynus in l. etiam C. eod. tit. sont de contraire adois. [Auffer. Dec. Thol. 2. s'accorde avec eux aucunement. Toutesfois il dit au lieu preallegué conformément à nostre Practique, que le mary peut estre contrainct à porter tesmoignage contre sa femme. Et puis que le mary peut estre contrainct à porter tesmoignage la femme ne le peut-elle pas de mesme? Car les mots de mary & femme sont mis en vne mesme categorie. Partant ce qui est disposé à l'esgard de l'un le doit estre de mesme à l'esgard de l'autre, l. 1. C. de cupress. lib. 11. Ne peut ouire ce qui est allegué au contraire pour la difference, c'est à sçauoir que le mary n'est domestique de la femme: cela est contre la parole de Dieu, *Erunt duo in carne una*, & d'un autre passage, *mem suam carnem unquam odio habuit*. Il diraussi plus que la femme ne peut y estre contrainte sinon à defect de preuve. Or l'on ne demande iamais son tesmoignage sinon quand il n'y a point d'autre preuve. Qui est-ce qui est si beste qu'il n'ayt à suspect le tesmoignage de la femme contre son mary, principalement es pays Coustumiers, esquels le mary & la femme sont communs en biens meubles & acquests immeubles faicts constant leur mariage? *Vide Nouuell. go. de testibus l. 9. specul. Tit. de teste § 1. versic. sed quid de uxore & viro.*

QVÆ TESTIVM REMORENTVR
interrogationem.

CAP. XLII.



*P*lane inquirendos testes nulla prohibere potest vel intercessio vel appellatio: nec si quis in resem reprobationis causa obiciatur: nec capitulorum quorundam de quibus testes interrogandi sunt, seu ad rem non pertinentium cancellatio flagitetur. Sane hoc duntaxat impedimento est, si ex inquisitoribus missi alter aut ambo suspecti dicantur: nam (ut supra admonuimus) res ad delegantem referenda est. Sed & si iudex ipse inquisitionis vacet, suspicioque ei opponatur, atque ab eo appelletur quod suspicionis causas nullius penitus esse pronunciauerit: tum interrogatio testium differenda est. Quamobrem iudex e re litigantium magis fecerit, si se reus a quo animo patiat, & in suum locum communi litigantium suffragio alterum sortiatur & substituat: nam in hac definenda litiola non raro tantum temporis pecuniaque assumitur, ac in attingendo Principis controuersia termino. Verum in tergiversatores illos summi concessus sic iam dudum animaduertere solis sunt, ut si illi ad testimonia comparanda se admissi postulent, id illis ita concedatur, ut si aduersarius dum hi testes producent, praestare esse cupiant, et quicquid in eam rem impenderit, siue ob peregrinationem, siue aduocati praesentiam, reddatur.

Quæ testium
remorentur
interrogatio-
nem.

DES EMPESCHEMENTS QUI SURVIEN-
nent en procedant à la confection de l'Enqueste: & quand
les Commissaires peuuent passer outre nonobstant appella-
tions ou oppositions quelconques: & declarer les Recusa-
tions non receuables.

CHAP. XLII.

1. Commissaires peuuent passer
outré à la confection de l'Enque-
ste nonobstant l'appel ou oppo-
sition suiuant l'Ordonnance.
2. Quand on doit determiner &
vuidier l'altercation qui aduiert
en vne assignation d'Enqueste,
auant que proceder à la confe-

ction d'icelle.

3. Les Commissaires autres que les
Iuges ne peuuent declarer les cau-
ses de recusation nō receuables.
4. Peine contre ceux qui frivole-
ment empeschent la façon de
l'Enqueste.

1. Commissaires
peuvent passer
outre à la con-
fection de l'en-
queste nonobstant
l'appel ou oppo-
sition, suivant
l'Ordonnance.



Es Commissaires commis par la Cour de Parlement doiuent passer outre au fait de l'Enqueste, nonobstant opposition ou appellation quelconque, & sans preiudice d'icelles, suivant l'Ordonnance du Roy Charles ^a VII. Article 108. & ne se doiuent arrester pour quelques obiecs que l'on allegue contre les tesmoins, voire que l'on en fist ^b apparoir promptement par escrit: combien que selon droit escrit ce

empescheroit la reception & audition du tesmoin: mais nous auons l'Ordonnance du Roy Loys XII. ^c Article 29, par laquelle il est dit que le Iuge doit voir tout le procez auât qu'adiuger preuue des obiecs, parce que parauanture le procez se pourra iuger par ailleurs, que par les depositions des tesmoins obiectez. Et pour ceste cause fut dit par arrest de la Cour, donné le 14. iour de Mars 1532. qu'il auoit esté mal iugé par vn iuge, le quel auoit ordonné que l'on feroit preuue de quelque obiect fort concludant, auant que le tesmoin fust par luy receu & ouy: & fut dit qu'il iroit en personne. Semblablement combien que l'on allegue aucuns faits des ^d intendits ou Escritures estre impertinens, & que l'on requiere iceux estre rayez & que l'on empesche que sur iceux les tesmoins soient ouys, neantmoins les Commissaires passeront outre, & oyront les tesmoins sur lesdits faits, sans preiudice des droicts des parties, & sans les approuuer pour receuables & pertinens.

2. Quand on doit
determiner &
ruider l'alter-
cation qui ad-
vient en vne as-
signation d'en-
queste, auât que
proceder à la
confectioy d'icelle.

Mais s'il suruient quelque altercation en ^e l'expedition de l'assignation d'Enqueste, si le Iuge est Commissaire, il faut qu'il a decide sur le champ auant que passer outre, si c'est vne chose qui soit preiudiciable à la façon de l'Enqueste, ou qu'il empesche: & s'il en est appellé, nonobstant l'appel & sans preiudice d'iceluy passera outre à la façon de ladite Enqueste: comme au cas qui s'ensuit: sçauoir est les defendeur & assisteur auoient esté ouys par *credis vel non*, suivant les Ordonnances anciennes, l'assisteur au iour de l'assignation del'Enqueste du demandeur, craignât que le defendeur eust fait quelque confessio ou responce preiudiciable audit assisteur, il requiert que le defendeur soit de rechef ouyen sa presence, & que iusques à cel'Enqueste soit supersee, le defendeur le consent, comme aussi fait le demandeur, pourueu que son Enqueste ne soit retardee, l'assisteur dit que l'on ne doit proceder à faire l'Enqueste iusques à ce qu'il soit decisi de ce. Le Iuge met la matiere en droit: & neantmoins ordonne qu'il procedera au fait de l'Enqueste: dont l'assisteur appelle, & dit pour tous griefs que le Iuge deuoit decider dudit different, auant que passer outre à la façon de ladite Enqueste, l'intimé dit qu'il est greué: & non l'appellant: car s'il aduient qu'il perde sa cause d'appel, les depositions des tesmoins ouys apres ledit appel interieté, seront annullees. Et fut dit és Grands iours de Poitiers tenus en l'an 1531. le 26. iour d'Octobre qu'il auoit esté mal iugé & procedé

procedé, non pas (comme ie pense) parce seulement que le Iuge devoit decider dudit different, auant qu'ordonner qu'il procederoit à la façon de ladite Enqueste ; mais parce qu'il n'auroit pas ordonné n'appointé ce dont les parties s'accordoient, sçauoir est que le defendeur seroit ouï par *credit*, present l'assisteur : ains sur ce les auroit mis en Droit, & auroit vuidé sur le champ, ce dont les parties ne s'accordoient point. Et jaçoit que les responses par *credit*, soient à present abolies, f neantmoins ce peut estre adapté és responses qui aujourd'huy sont faites de verité, ou à tout autre different qui interuiuent en l'assignation d'enqueste, & c'est la fin en laquelle i'ay proposé cest exemple. Aussi ie sçay bien qu'il n'y auoit propos à l'assisteur de requérir que le defendeur fust ouï en sa presence par *credit* : car sa response ne pouuoit preiudicier à l'assisteur : & outre pouuoit l'assisteur prendre communication de ce qu'auoit ja dict le defendeur par ladite response. Mais ce ne destruit & ne change la fin, à laquelle i'ay amené cest exemple.

Toutesfois le Iuge n'est Commissaire, ains sont autres par luy deputez à faire l'enqueste : ils renuoyeront les parties sur le different pardeuant le Iuge, & neantmoins procederont au faict de l'enqueste : sinon qu'il soit tel, qu'il fust preiudiciable à la façon de l'enqueste : comme si lon disoit que le temps de leur commission fust expiré, & partie aduerse maintinst le contraire, & offrist informer de prorogation du delay : car en ce cas faudroit qu'ils renuoyassent les parties pardeuant le Iuge, sinon que la partie les requist de passer outre à ses perils & fortunes : car lors ils pourroient passer outre : & seroit à voir en la cause d'appel, qui d'eux seroit interjetté, s'il y auoit prorogation du delay ou non : car s'il y en auoit, auroit esté bien procedé. Mais si le Iuge ou Commissaires sont recusez, il faut qu'ils super-sèdent & different de passer outre, selon l'Ordonnance du Roy Loys XII. art. 85. à quoy s'accorde bien l'Ordonnance nouuelle : sinon que si c'est le Iuge : & que les causes de recusation ne soient pas receuables, il les peut bien telles declarer. Mais quant aux Commissaires, ne les peuvent telles declarer, parce qu'il ne leur est commis que le nud faict & exercice de la reception & audition desdits tesmoins, & que les causes de recusation se doiuent proposer deuant le Iuge ordinaire, duquel est emanee la commission. Et à ceste cause le Iuge ou Commissaires seroient vn grand bien aux parties, si amiablement ils les faisoient lors accorder d'autres Commissaires, au lieu des recusez.

Et à la Cour accoustumé de chastier les tergiuersateurs, qui sans cause different & empeschent les façons d'enqueste : sçauoir est, que s'ils veulent estre receus à faire enqueste, que leur partie aduerse & son conseil y assiste. Et dauantage, par les Ordonn. ^h de ladite Cour, publiees le quattiesme de Ianuier l'an mil cinq cens trente-cinq, est dicté, que si aucun est appellant de ce que les Commissaires par la Cour de Parlement commis à faire les enquestes, l'ont deboutté de quelques causes de recusation contre eux proposees : & que les Com-

3. Les Commissaires autres que les Iuges ne peuvent declarer les causes de recusation non receuables.

4. Peine contre ceux qui fraudement empeschent la façon d'enqueste.

missaires aient passé outre, nonobstant l'appellation interjetée: jaçoit que les attentats par dessus icelles soient sujets à cassation & reuocation pour l'autorité & reuerence interjetée comme de luge reculé, suiuant l'Ordonnance: neantmoins la partie qui frivolement aura appellé de ce qu'il aura esté debouré de ses causes de reculation, n'aura & ne rapportera aucune condamnation de despens, pour raison de la cassation & reuocation desdits attentats: ou de l'appellation interjetée d'iceux, non iustificie par autre moyen que dudit attentat: mais sera ledit frivolement appellant condamné es despens de la principale cause d'appel: & outre pour le procès retardé, & empeschement de la façon de l'enquête, condamné enuers la partie intimée en telle somme de deniers, que la Cour verra estre à faire selon la qualité des parties, grandeur des matieres, & longueur du temps: Et s'il y a acquiescement, ou desistement de l'appel, outre l'amende ordinaire, pour les delais & subterfuges en vne amende arbitraire enuers le Roy à la discretion de la Cour.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XLII. Des empeschemens qui suruiennent, &c.

2.



Ela a esté iugé par Arrest donné le 14. iour d'Aoust 1517. entre Estienne Henry & sa femme d'une part. & le Chapitre de Soissons d'autre, recité par Rebuffe, in *prafat. Tract. de sentent. prouision. numer. 131. cap. fin. Vt lite pendente, extra Cibi Felin Voyez le stil du Parlement, Latin, cap. 27. de Commissar. C. cor. potest. & les Annotations du chap. 40. cy dessus en la lettre a.*

b Ceci est pris des Annotations, Caput. ex parte extra de testibus.

c 1510. & François I. 1535. chap. 8. mise au 4. liure des Ordonnances, tit. 4.

d Guid. Pap. q. 347. Par le Droi& Canonic, in *cap. causam matrimonij c. 1p. super causa cap. super his, extr. de testib. cogend. vel non Ecclesiastica districtione compellendi sunt à iudice Ecclesiastico cap. 4. §. 8. C. 9. extr. cod. 116.*

e Ceci est tiré des Annotations.

f Par l'Ordonnance 1539. article 36. ainsi qu'il a esté expliqué cy dessus chap. mente huit.

g Voyez ce qui est noté sur le chap. 41. precedent.

h Ce qui suit iusques à la fin est pris des Annotations.

i L'appel des Commissaires se releue pardeuant celuy qui l'a commis, *cap. si in cui. Et cap. si à iud delegato. De offic. delegati. Et ita, si on appelle du Commis pour vn Conser-nateur, il faut appeller pardeuant luy, & non en la Cour souveraine. Arrest du qua-triesme iour de Iuin, recité par Rebuffe, Tract. de inquisit. seu Commissar. art. 7. C. 8. gloss. ymic. numer. 4. Tous Commissaires doiuent faire apparoir de leur Commission, L. prohibitum. C. de iure fisci, C. ibi Bartol. V. de cap. contingit. De fide instrument. C. cap. cum in su-re. De Offic. delegati. Au reste, si l'une des parties est empeschée en l'armée du Roy ou quelque expedition de guerre, il peut obrenir lettres d'Estat, iusques à ce qu'il soit de retour, pour faire proceder au fait de son enquête. Ainsi vn homme de guerre estant au siege de Parnagac, obtient pareilles lettres d'Estat, de l'enterinement des-*

quelles il fut debouté, dont il appella. Et pour griefs disoit, que sil eust vou lu sous pretexte de telles Lettres empêcher la confection de l'Enqueste de sa partie aduerse, de verité il n'estoit point receuable à demander l'enterinement desdites lettres: mais puis qu'elle auoit desja fait son Enqueste, & que restant à luy de faire ses preuues, & ne pouuant faire faire commodement son Enqueste, à cause de son absence, il auoit esté debouté de l'enterinement desdites Lettres mal à propos, & au moyen de ce il obtint gain de cause, par Arrest de la Cour de Parlement le troisieme Decembre, mil cinq cens quarante-trois.

DE FORMA CONSCRIBENDI testimonia.

CAP. XLIII.



Expositum autem his qua ad inquisitionis preparationem attinent, ipsum conceptionem adnectamus. Primo igitur loco elo gium de testimonio productione, atque in qua circa illam emer serunt, confectum collucetur: tum proxime secundum id libellus ex quo testimonium conscientia inuestigata est, ac commo detur: deinceps ipsa testimonium dicta adscribantur: in quibus primum de testis domicilio, conditione, & etate mentio fiat: necnon an testi litigantes nos sint, necne: denique (ne sin gula percurram) ipsum testimonium quemadmodum id tulerit: prorsus stylo perse quendum erit. Quidam autem sub ipsum uniuscuiusque testificationis principium omnia libelli capita ex quibus testis interrogatus est, secundum breuicula à teste tra dicti ordinem praedantur. Alij verò in singulas facti libello comprehensi species caput, ad id de quo testem interrogatus pertinet praeponunt & designant. Verum utcumque ea componantur, aduigilandum est, ut omnia libelli capita in eiusdem facti generis recidentia, simul ab inquisitoribus inter sese copulensur, & testimonij ratio de vnaquaque re à teste rogetur, scriptoque redigatur, nève pluresquam decem testes super quolibet facti genere audiantur. Atqui confusa simul testimonia (qua Turbam nominamus) vniu testi duntaxat loco habentur: quam ob rem geminata saltem esse oportet huiusmodi testimonia. Quinetiam multa cautio circa hac adhibenda est: nam his tantum vis solemus, quum testato probandus est mos regio nis alicuius: aut si scriptus fuerit, sententiae ipsius ambigua interpretatio testibus venit adiuuanda. Postquam igitur inquisitores statuti municipalis capitula de quibus dubitatur, scripto decem ad minimum aut pluribus testibus exhibue rint: eos testes ad iurandum adigunt, ut ea qua super his capitulis sciant, credant, anteaque obseruata fuisse pro compertis habeant, sincere & fide li ter attestentur. Hoc itaque iuramento praestito, testes simul omnes ab in qui sitoribus seorsum in locum aliquem diuertent, ubi de propositis capitulis amplius inter se deliberabunt: mox inquisitoribus habitam deliberationem vnus omnium quidem praesentium vice eorum testimonium renuntiabit. Deinde singulorum gesta speciem enarrabit, in qua morem de quo quaritur, obseruari fuisse scierint, necno quoties id

Forma con scribendi tes timonia.

De confusi testimoniis, quae Turbas vocamus.

vulnerint usu venisse. Plane unusquisque de sua aetate, sedibus & sorte interrogandus est: atque si forenses procuratores aut patroni sint (quales ferè semper adhiberi solent) rogandi sunt quot annos res forensi incubuerint. Sane hoc inquisitioni genus regis sanctionibus interdictum est, ubi consuetudo de qua disceptatur, scripto innote sit. Quare ut ingenti horum testimoniorum & difficultati & sumptui obviam iretur, regio edicto constitutum est, ut uniuscuiusque ex Franciæ regionibus mores libri concluderentur, quibus deinceps, non testimonius, mores illi probarentur. Tamen si huius libri fides antea non facta habita sit, quod hi quibus mores illos municipales literis tradendi cura mandata fuerat, munus id ab se absolutum non rite renuntiasse dicerentur: ea tamen dubitatio pridem senatus consulto Parisiensis amputata est, & ab illis descripti mores, sancti fixique promulgati sunt. Verum si qua iandem consuetudo innotuerit, quæ in huius libri non sit inscripta, is cui huius probatione opus erit, rescripto regio in id concepto, ad eam confusis huiusmodi testimoniis manifestandam admitti potest.

Mores descripti sancti fixique prouul-gati.

DES PROCES VERBAUX DES EN- QUESTES & TOURBE DE TÊMOINS.

CHAP. XLIII.

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Forme de bien dresser un procès verbal de l'enquête.</i> 2. <i>Forme de bien examiner un tefmoin.</i> 3. <i>Tefmoins seront examinez séparément.</i> 4. <i>Tefmoins doivent rendre raison de leur dire.</i> 5. <i>Tefmoins sur chacun fait & ne seront examinez plus de dix.</i> | <ol style="list-style-type: none"> 6. <i>Vne tourbe n'est comptee que pour un tefmoin.</i> 7. <i>Des tourbes de tefmoins.</i> 8. <i>Quand on peut user d'enquête par tourbes.</i> 9. <i>D'examiner tefmoins par forme de tourbe.</i> 10. <i>Les Coustumes du païs de Poitou redigees par escrit, & reformees dernièrement font foy.</i> |
|--|--|

1. *Forme de bien dresser un procès verbal d'enquête.*



Ous avons déclaré ce qu'il faut faire avant que venir à l'audition des tefmoins: il est requis à present exposer comment il faut enquerir le tefmoin, & sa deposition rediger par escrit. Premièrement, il faut mettre le procès verbal des Commissaires, contenant la comparition des parties, la production & reception des tefmoins, & tous les differents interuenus entre les parties sur icelle. Et si la partie adiournee ne compare, faut déclarer par qui l'adiournement a esté fait, & les Records, & le iour de l'adiournement. Et en y a aucuns qui inserent les relations des Sergens entie-

rement & au long par ledit procez verbal : en quoy n'y a propos: car aussi-bien croit l'on aux Commissaires attestans auoir veu la relation de la date qu'ils declarent, comme si elle estoit au long contenuë: combien que la Cour ne s'arreste à l'attestation & declaration que font les Commissaires d'auoir veu lesdites relations. Et faut voir les originaux quand l'on empesche la reception d'Enqueste en ladite Cour. Toutesfois és Cours inferieures les Iuges s'arrestent ausdites attestations desdits procez verbaux. Aucuns mettent à part de l'enqueste les procez verbaux, & y attachent les relations des adiournemens, ce qui est bien bon: car il faut que les parties en ayent communication auant que voir l'Enqueste en publication, si elles le requierent: mais n'ont communication de l'Enqueste auant la publication. Aucuns mettent les procez verbaux avecques les Enquestes: & si entre lesdits procez verbaux & depositions des tefmoins mettent les entendits ou Escriptures des parties: qui vient à grand frais pour elles: car on prend auant de la grosse desdits entendits, comme de la grosse des procez verbaux & Enquestes: voire si met l'on en parchemin la grosse desdits entendits, ne fust il question que d'une dette ou action personnelle, ou d'un simple & petit excez, & dont on n'a interest en la conseruation des pieces du procez.

Quant à la deposition du tefmoin l'on met^b son nom, sa demeureance, son mestier ou vacation, son aage, & s'il cognoist^c les parties: & apres l'on met par ordre tout son dire. Et y a aucuns qui sur chacun article de l'etiquette oyent les tefmoins, & mettent son dire sur iceluy Article, comme, sur le premier Article dit, &c. sur le second dit &c. Les autres dès le commencement apres auoir mis la demeureance, le mestier, & l'aage & commet il a esté produit en presence ou absence de la partie, mettēt ces mots. Ouy & examinez par nous Commissaires susdits sur les 1. & 2. &c. en declarant le nombre des Articles contenus par l'etiquette. Et ceste forme^d me semble meilleure pour obuier à repetition, scauoir est. Et sur ledit Article dit comme sur l'Article tel precedent: mais il faut que les Commissaires ayent le soing d'acoller & conioindre ensemble tous les Articles de l'etiquette faisant mention d'un fait, & sur chacun fait ouy e separemēt le tefmoin, sans entrelasser son dire sur un fait, avec ce qu'il aura dit sur un autre, à fin que les iuges puissent plus clairement cognoistre la preuue qui est sur chacun fait: comme il est dit par les Ordonnances du Roy Loys XII. Artic. f 14. Aussi faut que les Commissaires facent rendre raison aux tefmoins g de leur dire, ainsi qu'il est dit par les Ordonnances du Roy Loys XII. Article 16. D'auantage est prohibé aux Commissaires d'examiner plus de dix tefmoins sur chacun fait. Et n'est comptee vne tourbe que pour un tefmoin, és cas, lesquels l'on fait preuue par tourbes.

Et si les Commissaires en examinent plus de dix, ceux qui seront outre ledit nombre, seront rejettez: & les Commissaires amēdables à l'arbitre du Iuge: comme il est decisi audit 14. i Article desdites Ordonnances dudit Roy Loys. Et pour ceste cause pour le moins il faut deux tourbes, k veu que chacun ne vaut qu'un tefmoin. Et doit estre la tourbe de dix tefmoins.

2. Forme de bien examiner un tefmoin.

3. Tefmoins seront examinez separement.

4. Tefmoins doivent rendre raison de leur dire.

5. Tefmoins sur chacun fait ne serōt examinez plus de dix.

6. Vne tourbe n'est comptee que pour un tefmoin.

7. Des tourbes de tefmoins.

302 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
pour le moins l'o à accoustumé en mettre 1 13. ou 14. à fin que s'il y en auoit
aucuns qui fussent suffisamment obiectez, que ledit nombre de dix de-
mourast entier.

8. *Quand on peut
user d'Enqueste
par tourbes.*

La forme de les examiner est que les Commissaires presentent à dix
tesmoins ou plus tous ensemble les Articles sur lesquels ils entendent les
examiner par tourbe, & les lit, & leur fait faire serment de porter bon &
loyal tesmoignage de ce qu'ils croyent, sçauent & ont veu obseruer & gar-
der du contenu édicts Articles. Et apres ledit serment fait, les tesmoins
produits se retirent en certain lieu ou chambre à part, & separement des
Commissaires, & delibèrent encores ensemble de ce qu'ils sçauent sur le
dicts Articles: & ce fait se transportent par deuers lesdits Commissaires, &
pardeuant eux vn desdits tesmoins, que l'on appelle le Rapporteur de la
tourbe, pour luy & tous les autres presens à part, & separement des parties
dit & rapporte la delibération & resolutiō de tous leidits tesmoins lesquels
il faut estre concordans en vn mesme dire. Et par apres chacun desdits tes-
moins dit des cas particuliers qu'il sçait & faut que l'age, la demeureance,
& estat de chacun tesmoin soient escripts comme en autre Enqueste. Et si
les tesmoins sont Praticiens & Aduocats, comme ils sont le plus commu-
nement en tels cas il faut mettre combien il y a qu'ils suivent la Pratique
& estat d'Aduocat.

9. *D'examiner
tesmoins par
forme de tourbe.*

L'on doit seulement user de ces tourbes quād il est question d'une Cou-
stume ou vñce ancienne gardee de tout temps, & encores à present, la-
quelle toutes fois n'a point esté mise au liure des Coustumes des pays re-
formees. Et lors il faut auoir lettres Royaux pour estre receu à l'articuler
& prouuer. Ou biē s'il est questiō d'une Coustume ancienne qui a eu cours
par cy-deuant, & au temps dont est question. Ou bien s'il est mestier d'a-
uoir l'interpretation d'une Coustume ambigue ou obscure estant audit li-
ure coustumier reformé, comment par vñce ancienne l'on a accoustumé
l'entendre & visiter. En ces deux cas ne faut auoir lettres Royaux. Mais est
prohibé par les Ordonnances du Roy Charles VII. m Article 144. & du
Roy Loys XII. Article 30. de ne faire preuve par tourbe des Articles qui
sont redigees par escrit és Liures Coustumiers des pays: & n'est point mes-
tier prouuer les Coustumes y redigees: & pour ceste cause est dit par les-
dites Ordonnances, que les Coustumes de chacun pays seront redigees par
escrit, pour obuier ausdites preuves par tourbes.

10. *Les coust-
mes du pays de
Poitou redigees
par escrit & re-
formees dernie-
rement sont soy.*

Et combien qu'on ait fait par cy deuant d'icelles Coustumes
de ce pays de Poitou, n si le liure Coustumier où icelles Coustumes ont
esté redigees par escrit, & publication encommencee à faire le Ieudy 16.
iour d'Octobre, l'an 1514. estoit authentique, & y fallut adiouster foy sans
en faire preuve par tourbe, au moyen de ce que l'on disoit que les Com-
missaires commis en ceste partie de par le Roy, n'auoient rapporté leurs
procez verbaux deuement expediez à la Cour: toutes fois lesdites Coustumes
ont esté depuis approuuees par plusieurs Arrests de la Cour de Par-
lement à Paris qui sont ensuiuis selon icelles Coustumes. Et si les parties
sont o en different de l'interpretation d'une Coustume escrete, de la ma-

niere d'en vser, & que les parties soient appointees à en faire preuues: elles ne peuuent pas en faire preuue par tourbe, s'il n'est permis expressement par le Iuge. Au moyen dequoy apres qu'en certaine matiere la Cour eust appointé les parties en Enquestes sur la maniere d'vser d'vne Coustume escripte du pays de Poictou: & l'vne des parties sans permission expresse de ladite Cour eust fait la preuue par tourbe: la partie aduersé à la reception de ladicte Enqueste, la debat de nullité pour ceste cause seule. La Cour declara l'Enqueste nulle. Depuis ladite partie obtient lettres Royaux, par lesquelles est mandé à la Cour de la receuoir à faire preuue par tourbe, & sont enterinees par ladite Cour.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XLIII. Des procez verbaux des Enquestes.



Ar l'Ordonnance du Roy François I. 1535. Chap. 7. Artic. 14. sont tenus les Commissaires inserer en leurs procez verbaux, les noms, surnoms, aages & demeurances des tesmoins par eux examinez, leur estat, art & mestier, la production d'iceux, & par qui, & la prestatiō de serment, ensemble les adiournemens faits aux tesmoins & aux parties à fin que les parties puissent impugner les procez verbaux & Enquestes de nullité & bailler reproches cōtre les tesmoins. Bartol. in l. 1 § si seruus. D. de questio. c. dilectio extr. de testib. Du Moulin sur le § 31. du Chap. de Commis.

miss. & cor. pos. du stile du Parlement Latin: specul. Tr. de advocat. § vteriusque versio. item si cautus. Bald. in l. 1. C. Qui acc. non possunt. On les doit produire & etiquetter sur les Art. de leur science, lesquels on peut neāmoins instruire, afin de dire la verité, Baldus in l. item & si D. de condit. ob surp. causam & licet causam extr. de probat. & ibi Felin. col. 9. Ces tesmoins aussi doiuent iurer & prester le serment en la presence de la partie deuēment appellee ou à son defaut, l. si quando. C. de testib. Bar. l. n. l. Theopompus. D. de dose prelegat. ainsi qu'il a esté monsté cy dessus.

b Parl'Ordonnance des Estats de Blois 1579. Article 103 mise au 4 liure des Ordonnances, Titre 3; il est ordonné que tous Enquesteurs, Commissaires Huissiers ou Sergens en examinant les tesmoins, doiuent enquerir iceux, s'ils sont parens, alliez des parties, & en quel degré, ou domestiques ou seruiteurs d'icelle: & en faire mention au commencement de leurs depositions, sur peine de nullité, & des despens, dommages & interests des parties. Ceste Ordonnance, comme aussi le texte de nostre Auteur est conforme au droit, l. testium in princ. § lege iulsa. D. de testibus l. testis idoneus 9. & Linus 8. D. cod. tit. c. 1. extr. de except. can. 3. § si testes. 4. quest. 2. & 3. cap. inquisitionis § 1 extr. de accusat. capite causam qua, extra de testib. Oū les Docteurs remarquent qu'il faut premierement interroger les tesmoins s'ils sont nobles ou roturiers, & de leur qualité. *Secundū* s'ils sont parens & alliez, & en quel degré. *Tertio*, s'ils sont riches ou pauvres. *Quarto*, s'ils sont ennemis, & quelle inimitié il y a entre eux. *Quinto*, s'ils sont maieurs, & quel aage ils ont. Vide Bartol. Varon. in can. sel. 74.

c Cap. licet ex quadam. De testib. extr. l. sancimus, § fin autem. C. de iure delib. Nouel. de testib. §. i. col. 7. Nouell. de instr. ed. §. si qui vult. col. 6. Vide Rebuff. Traité de inquisitione Comp. Art. 715. §. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. & 15.

d Tous Juges gardent & obseruent ceste forme : lesquels doiuent eux mesmes faire les interrogatoires & examen des tesmoins, sans que les Greffiers ou Adioincts les puissent faire, selon les Ordonnances de Loys XII. 1498. Art. 14. François I. 1535. Chap. 7 article 5. & 1536. Chap. 1. art. 45. mises au 4. liu. de la Conference des Ordonnances. Tit. 4.

e *L. nullum. C. de testib. c. venerabilis, extra eod. tit. Innoc. in c. inquisitionis, §. 1. extr. de accusat. post in iurandum interrogentur secreto, c. quis propter. De elect. ca. secundum eod. tit. in c. inquisitionis, §. 1. etia, extr. de accusat.*

f 1498. art. 13. où il est dit sur la fin, comme aussi en celle de François I. 1535. Chap. 7. art. 4. Si és escriptures & additions des parties, y a articles faisans mention d'un mesme fait, les Commissaires les acolleront.

g *Cap. cum causam, Et ibi Innocent. extra de testibus, c. licet ex quadam, c. per suas, c. presentium cap. clamor, cap. sicut. extr. de sens. & re iudic. Nouell. de testibus §. & dudum col. 7. l. solum, C. de testib. Dec in c. si quando. num. 6. & seq. extr. de rescript. capite. 1. vlt. 3. extr. de app. & Bald. in l. si non speciali, C. de testam. lason in l. produci, D. de testib. notatur. in l. 1. & 3. & l. qui testib. D. de testibus, l. testium, C. eod. tit. & ibi. Acc. d. c. si quando extra de rescript. & ibi G. J. Rebuff. Tract. de inquisit. Art. 17. gloss. vnic. num. 1. 2. 3. 4. Bartol. in tract. de testib.*

h *L. solum. C. de testib. capite cum causam, extr. eod. tit. Dec. in capite si quando. num. 6. Et sequent. extr. de rescriptis Et capite 1. col. 3. de appell. extra. Bald. in l. si non speciali, C. de testam. cap. per suas. extr. de testibus, lason in l. produci, D. eod. tit. Rebuff. Tract. de inquisit. seu Commis. Artic. 17. gloss. vnic. num. 1. 2. 3. 4. Et §. Ordonnance du Roy Loys XII. 1498. Article 16. François I. 1535. Chap. 7. Art. 6. mises au 4. liu. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 4.*

i Charles V. 1446. art. 31. & 1453. art. 111. Loys XII. 1498. Artic. 13. François I. 1535. Chap. 7. art. 4. & 1539. Chap. 1. art. 2. mise au liure 4. Tit. 3. Ioann. Gail. q. 107. & 325 In stil o Parlam. in c. 27. de Commissar. Et eor. potest. §. 23. Super vnoquoque articulo potest decem testes producere, & non plures: Et si super omnibus solum decem testes produxerit, plures producere non poterit super eis. Vnde precauere debet, quod super vnoquoque articulo decem testes producat: si potest: où du Moulin recite les Ordonnances, & Ioann. Gailus. q. 83. s'il y a mesme demande, fins & conclusions, ores qu'ils soient plusieurs demandeurs ou defendeurs, ils ne peuuent informer par plus grand nombre que de dix sur chacun fait. Car estans ainsi ioincts ils sont prins pour vn seul: autrement ils feroient fraude euidentement à la Loy. Secus, s'ils ont diuerses demandes & conclusions. D'autant que ce sont faits diuers. Vn tiers neantmoins peut interuenir en cause, & informer consequem. ent iusques au nombre de dix, encores que la partie principale ait fait examiner pareil nombre de tesmoins, c. constitutus extr. de testib. Rebuff. Tract. de testib. Art. v. c. gloss. 8. Et Tract. de Arrest. & opposit. Art. 1. gloss. 1. num. 16. Et si vne partie obtient lectures Royaux pour informer par plus grand nombre que de l'Ordonnance, la partie aduersée en peut faire examiner autant. Arrests à ce propos des 18. Decéb. 1382. & 9. iour de Decemb. 1508. Rebuffe Tract. de testib. Art. 1. gloss. 2. num. 5. gloss. 8. num. 7. Au teste, par le droit Canonique on pouuoit faire examiner des tesmoins outre le nombre de quarante, d. c. cum causam in §. volentes, extr. de testib. & ibi glossa Faber in l. 1. C. qua sint longa consuet. Rebuffe Tract. de testib. Art. 1. gloss. 1. num. 1. estime nostre Practique estre tirce, ex c. cum olim, l. extr. de priuilegiis. Vide Rebuff. ibi. Art. 1. gl. 6. Telle Ordonnance n'a lieu en criminel, cōme nous dirōs au 3. liure cy dessous. ne probationum facultas angustatur, quoniam. C. de haretic. Specul. tit. de teste, §. satis videtur, D. D. ad cap. fraternitatis, extr. de testib.

i C'est le 13. selon la Conference.

k *Faber in §. ex non scripto. Inst. de iure nat. gent. & civil. monstre que dix tesmoins valent vne tourbe, & cōme les tesmoins doiuent inter en tourbe, si arbuter. D. de probat. secundum stilum Curie Francia testes vocantur in turba, & unus pro aini omnibus presentibus respondet, idem Faber in l. 1. C. qua sit longa consuet. Major. Tit. de probat. §. item consuetudines Bartol. in l. admonendi, D. de iurciu. & in l. 1. C. qua sit longa consuetudo, q. 18. Alexander, Conf. 45. & 136. in 2. volum. Panormitan. in 2. Vol. Consil. 53. Rebuff. Tract. de Consuet. Tom. 3. Artic. 2. gloss. 3. num. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. Et c. usque ad 41. Tract. de testib. Artic. v. c. gloss. 6. num. 3. Le Boutellier en la somme Rurale, liu. 1. Chap. de Coust. locale, & Chap. de Cou-*

de Coustume contraire au chef lien. In ambiguitatibus qua ex legibus proficiuntur consuetudinem, aut rerum perpetuè similiter indicatarum, vim legum obtinere Imperator Sicutus reſcripſit, *Præſicæ Caſſiſtratus lib. 1. quaſtionum. l. nam imp. rator. 38. D. de legibus. Optima legum interpretatio conſuetudo eſt. l. ſi de conſuetudine 37. D. eodem.* Elle ſe veriſie par preuues & enqueſtes des ſages du païs, *cap. ad noſtram audientiam 3. extra de conſuetudine.* Ceſte forme d'informer par turbes eſt tiree d'un anciẽ Arreſt de l'an 1312. in *lib. Olim fol. 29.* ainſi qu'eſcrit C. liopin, *lib. de Commun. Gall. Conſuet. cap. 3. & 4. & p. ceabuntur ſapientes patria plures carentes, uſpicio me: ipſi vocati, propoſmetur ei conſuetudo, & traditur ei in ſcriptum. Quap. oſoſia iurabunt, quod ſideliter referent id quod ſcient, & credent & viderint ſtari ſuper illa conſuetudine. Quo iuramento præſtato, trahent ſe ad partes, & declarabunt & referent deliberationem illam, in quo caſu & quo loco ſuit indicatum, & de circumſtantiis & in communis reddent cauſam dictiſui, & omnia redigentur in ſcriptum, & mittentur ad Curiam clauſa ſub ſigillo Inquiſitorum.* Il u'appartient qu'à vne Cour ſouueraine d'ordonner, qu'il ſera informé par turbe d'un ſiſ ou Couſtume, ainſi que noſtre Autheur nous enſeigne: & a ſouuent eſté iugé que les Preſidiaux, encorẽs qu'ils iugent ſouuerainement en certains cas, ne peuuent ordonner qu'il ſera informé de la forme d'uſer d'une Couſtume, comme il a eſté ſouuent iugé par Arreſt. Voyez les Annotations de la Conferẽce des Ordonnances, *liu. 1. tit. 24.*

l 1453. article 137. Loys XII. 1510. art. 48. miſe au premier liure de la Confer. des Ordonnances, tit. 7.

m Elles ont depuis eſté reformees au mois d'Octobre 1559. veriſiees & omologues par la Cour le 22. Auriſ apres Paſques, 1560.

n Cocy eſt tiré des Annotations.

DE TESTIVM PRODVCTIONE ANTE litẽm conteſtatam.

CAP. XLIIII.



*Re*tinenda autem hac eſt ipſa teſtium & productionis & examinationis forma, ſi quando litẽ nondum conteſtata, ex ſenſibus copularibus, aut aliis certè diuturno tempore abſuturi explorantur teſtimonia. Ea tamen tum repelluntur, quum de fiducia ſacerdotij poſſeſſione uti poſſideris interdicto contenditur. Item, criminis accuſatus in rem ſuam illa poſtulat. Nam ſic obliquo ductu litẽ extraordinem aduerſum eum coëpta, in ordinariũ iudiciũ commutaretur. Sanè ut huiusmodi teſtimoniorum rara ſit fides, poſt litẽ conteſtatam denudò repetendi ſunt teſtes, ſi ex humanis non exceſſerint: alioqui eorum irritum eſt teſtimonium: niſi quum ſenatus autoritate conſecta ſunt: nam tum teſtibus etiam non repetitis integra permanet viũ teſtimoniorum.

De teſtium
productione
ante litẽ mo-
tam aut con-
teſtatam.

DE LA FORME DE L'EXAMEN A FUTUR : & en quelles matieres il a lieu.

CHAP. XLIIII.

- | | |
|--|--|
| <p>1. Quand on peut obtenir examen à futur.</p> <p>2. De la garde & deliurance de l'examen à futur.</p> <p>3. Cas, esquels n'est permis faire examen à futur.</p> <p>4. Dedans quel temps apres ledit examẽ on doit se pourvoir pour le principal, à la fin duquel on a fait ledit examen.</p> | <p>5. Examen à futur doit estre fait nonobstant que partie adverse objice les tesmoins n'estre de qualirẽ requise.</p> <p>6. De recoler les tesmoins ouïs par examen à futur.</p> <p>7. Prou: s'ïo pour fãider d'un examen à futur, si les tesmoins sont morts avant qu'estre recolez.</p> |
|--|--|

1. Quand on peut obtenir examen à futur.

2. De la garde & deliurance dudit examen.



L faut garder pareille forme de proceder à la confession d'examen à futur, ^a qu'il faut faire és autres enquestes en matieres civiles.

Et la maniere d'vser desdits examens à futur est, que quand l'une des parties, soit auparavant le procès intenté, ou apres, auparavant toutesfois contestation en cause, craint & doute que ses tesmoins meurent, parce qu'ils sont vieux ou valetudinaires, ou se doiuent en brief absenter de longue absence; en ce cas ladite partie, si le procès n'est intenté, doit avoir lettres Royaux adressans au Iuge Royal, ^b ou bien à celui pardeuant lequel il veut intenter, ou sçait le procès deuoir estre intenté, ou pardeuant autre plus commode pour ouïr les tesmoins: & au parfus y procedera quant à faire bailler assignatiõ à ^c la partie, pour voir produire tesmoins, & à la production & audition d'iceux comme dessus. ^d

3. Cas esquels n'est permis faire examen à futur.

Et tiendra le Iuge, ou le Commissaire qui aura fait ledit examen, iceluy clos & secret iusques à ce qu'il soit mestier le produire: & lors le deliureront encores clos & scellé, fors le procès verbal, comme lon fait en autres enquestes. Et si le procès est intenté, le Iuge pardeuant lequel il est pendant, baille permission aux parties ce requerans, de faire ledit examen, sans qu'à celle fin elles ayent lettres Royaux.

4. Dedans quel temps apres ledit examen on doit se pourvoir pour principal, à la

Toutesfois il y a certaines matieres, esquelles le Iuge ne doit octroyer ladite permission: sçavoir est quand il est question de la recreance en matiere Beneficiale: car ladite recreance se doit vider par titres: & parce ne doiuent estre ouïs tesmoins. Et à ce est formelle l'Ordonnance du Roy

Charles VII. ^e article 83. Semblablement ne doit estre baillée ladite permission au ^f defendeur en matiere criminelle, contre lequel on a commencé à proceder extraordinairement, iusques à ce que la voye extraordinaire soit paracheuee : car ce seroit indirectement le recevoir à procès ordinaire: & ainsi en fut dict par Arrest le 13. iour de Decembre 1519. g

Et quand celuy qui ^h veut intenter action a fait faire ledit examen, il doit intenter son action dedans l'an, apres ledit examen fait : autrement il ne se peut plus aider dudit examen: mais quand lon a obtenu & fait l'examen pour preuue de quelques faits seruans à l'exception & defense, lon n'est point tenu de s'en aider dedans l'an.

Et combien que la partie aduersée à la production des tesmoins dudit examen, die qu'ils ne sont vicils ne valetudinaires, n'absturs de longue absence, & parce empesche la reception d'iceux: neantmoins le Iuge ou Commissaire les doit recevoir sans preiudice à ladite partie, de pouuoir impugner & debatre en temps & lieu ladite qualité desdits tesmoins, & à l'autre partie de la soustenir.

Et si lesdits tesmoins dudit examen s'ont encorés viuans, & au pais, au temps del' Enqueste qui sera faite apres contestation en cause, il les faut faire recoler ou reouir apres contestation en cause, cōme les autres tesmoins, autrement lon n'adiousteroit foy audit examen: sinon qu'ils eussent esté ouïs par vertu de commission emanee de la Cour de Parlement: car en ce cas n'est mestier les faire recoler, comme il est dict par les Arrests, mis à la fin du Stil de Parlement en Latin g Arrest 20.

Mais si lesdits tesmoins ont esté ouïs par vertu d'autres Cōmissaires, & qu'ils soient morts ou absens au temps de ladite enqueste, il faut auoir lettres Royaux, par lesquelles sera mandé au Iuge de la cause de recevoir la partie à produire ledit examen, & auoir regard aux depositions des tesmoins decedez k puis iceluy, & auant l'appointement prins à faire enqueste, comme si lesdits tesmoins auoient esté recolez en ladite enqueste, en receuant aussi partie aduersée, à bailler contre lesdits tesmoins tels objets que de raison. Et si partie aduersée en debatant lesdites lettres, maintenoit lesdits tesmoins estre encorés viuans demeurans au pais, il seroit bon informer sommairement de leur mort ou absence. Et si pour autre cause que la susdite, le Iuge interloque que les tesmoins ouïs en enquestes, seront par luy recolez, & en y ait aucuns qui soient decedez l auparauint le recolement: lon ne doit adiouster foy à leurs depositions: & ainsi en fut dict par Arrest le 21. iour ^m de Mars 1510. Et pour ceste cause le Iuge sera bien, si par ladite interlocutoire il nomme particulièrement les tesmoins qu'il faut recoler, quand il est mestier de les recoler tous.

fin duquel on a fait ledit examen.

5. Examen à futur doit estre fait nonobstant que partie aduersée obijce les tesmoins n'estre de la qualité requise.

6. De recoler les tesmoins ouïs par examen à futur.

7. Prouisio pour s'aider d'un examen à futur, si les tesmoins sont morts auant que d'estre recolez.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XLIII. De la forme de l'Examen à futur, &c.



A forme de l'Examen à futur qui se pratique és matieres civiles, est tirée par les Docteurs & Practiciens de Droit Civil & Canonique, ex Lin lege 40. D. ad legem Aquilianam. Bart. ad d.l. 40. l. 32. D. de furtis. l. 3. §. d. de Carbon. dicto cap. quoniam frequenter, extra. Vt lite non cont. non proced. ad istum recept. Alberic. ad l. 1. D. de testibus. Cynus in Auth. sed si quis. C. de testib. DD. in cap. significavit 41. extr. de testib. cap. 1. cap. accedent, d. cap. quoniam: Cribi. in c. extr. Vt lite non contestat. a. l. pen. C. de hares. l. 4. De testib. vbi testimonia iudicialia videntur, Regulariter testes non interrogantur ante litem contestatam & iudiciu acceptu d. cap. quoniam. Vt lite non cont. cap. 41. extr. de testib. nisi de morte eorum vel absentia disturna timentur d. c. 41. & cap. vlt. extr. Vt lite non cont. De ceste forme d'examen à futur est fait mention és Arrests estans à la fin du Stil de Parlement. Arrest dixiesme en la Practique de Ioan. de Ferrar. in capit. quado testes produc. ad aeternam rei mem. Masuer in Praxi. tit. de testibus num. 12. & 3 Papon 3. des Notaires liure 10. Titre des lettres incidentes mixtes. Chopin. lib. de commun. Gall. Consoet. precept. cap. 4. Ragueau en son Indice, in verbo, Examen à futur. Au surplus tel examen à futur se doit faire par luge competant, cap. cum. P. I. a. bellio. cap. si instrumenta extra de fide instrum. Cela a esté iugé par Arrest du 15. iour de Iuillet 1518 recité par du Moulin, parte 7. art. 131. Lequel Arrest est coté par Rebuffe, tract. de caus. benef. poss. art. 2. gloss. vn. num. 8. du 15. iour de Iuillet 1519.

b Felin. in d. cap. significavit 41. extra de testib. tient que le luge ordinaire des parties, ou de la matiere le peut octroyer, DD. in d. cap. significavit & Innoc. in d. cap. quoniam. Vt lite non contest. Bartol. in l. cum ibi. §. transactiones. D. de transact. l. 4. §. au prator. D. de damno infecto. DD. in Addition. ad Bartol. ad l. si quis. C. de naufrag. lib. 11. Alexand. conf. 209. lib. 2. Par la Practique de France il se peut faire par tous luges Royaux, auxquels ledites lettres seront addressees, encores qu'il n'y ait aucun procès intenté.

c Masuer. in Praxi. tit. de test. num. 3. d. cap. quoniam frequenter. ext. Vt lite non contest. d. cap. significavit. Alberic. extr. de testib. cap. constitut. extra de fide instrum. can. quarta. 39. §. 9. R. buffe. in praxi. in cons. R. Reg. num. 80. Tract. de causis benef. poss. art. 2. gloss. vn. numer. 5. Auf. r. d. c. 475. La partie doit affirmer les faits, sur lesquels elle veut faire son Examen à futur: & si l'n'a esté presté du commencement, il se peut demander en quelque estat que soit la cause. Arrest du dernier Iuin 1545 recité par Rebuffe, tract. de causis benef. art. 2. gloss. vn. num. 10. A ceste cause a esté depuis iugé par aurre Arrest du 26. May 1587. donné en l'Audience que le luge ne peut proceder au fait d'une enqueste, ny mesmes d'un examen à futur, que preallablement la partie n'ait eu communication, si elle la requiert des faits sur lesquels on pretend faire ouir les tesmoins. L'appel estoit de ce que le luge auoit ordonné qu'il procederoit à un examen à futur, sans donner qu'au preallable, la partie ce requerant, auoit communication des faits. La Cour mit l'appellation, & ce dont auoit esté appellé au neant, en emendant & ordonne qu'il sera procedé à l'examen: & qu'au preallable l'appellant aura communication desdits faits, & condamne l'intimé és despens de la cause d'appel. Vide Guid. Pap. in Comment. ad cap. si quis per litteras. §. testis. statim. Delphin.

d Chapitre 40.

e 1453. Loys XII. 1507. art. 43. mais celles de Charles VIII. 1493. article 58. & de François I. 1535. chap. 9. arti. 6. mises au liure 3. de la Conference des Ordonnances Royaux, tit. 8. sont plus formelles, & portent qu'on ne ioigne aucun examen à futur, en matiere de recerance.

f Cecy est pris en partie des Annotations, Pap. 3. des Notaires, liu. 5. cha. des lettres incidentes en general, d. cap. fin. extra. Vt lite non cont. Isam in oration. de hares. Pyrri: c'est l'opinion de la Glosse, Innoc. & Hostiens. in d. cap. quoniam frequenter ext. Vt lite non cont.

Specul. in tit. de testib. §. nunc tractemus vers. pen. Florian. in d. l. in lege. D. ad legem Aq. Notez aussi que lettres d'Estat n'empeschent point que la partie ne puisse faire son Enqueste. Arrest du 14. iour de Ianuier 1551. Charondas 1. des Pandectes Chap. 19. Voyez ce qui a esté dit es Annotations sur le Chap. 42.

g Cela est tiré des Annotations. Mais *Rebuff. Tract. de causis Benef. poss. art. 2. gloss. vn. m. 9.* cite cest arrest du 12. iour de Decembre 1539. au profit de Mathieu le Turc, Preuost de Ponthoife, contre M. Pierre Crespin, sur vn appel interietté du Lieutenant ciuil de Paris qui auoir receu ledit Crespin, à faire examen à futur, ores qu'il fut question de faux, & auant qu'il fut interrogé sur ledit crime de faux.

h *specul. Tit. de instrum. edit. §. o'lenso, versic. quod si citatio d. cap. significauit, extr. de testib. l. 2. §. dno causa. D. de carbon. edit. Rebuff. sb. num. 5.*

i Ccey est tiré des Annotations. Vide l. vii. C. de testib. *Rebuff. Tract. de causis Benefic. Art. 1. gl. vn. m. 7. Masuer. Tit. de testib. nu. 2.*

k *Felin. in capite causam qua in 4. col. extra de testibus*, tient que tels tesmoins sont foy encores que l'Enqueste ne soit point publice, s'ils sont morts ou absens de longue absence en lointain pays. Ceste forme d'examen à futur, dont parle le Chapitre, *quoniam frequenter, extr. vi. lit. non cont.* est fort differente de celle mentionnee aud. Chapitre *significauit, extr. de testib.* comme note *Felin* sur ledit Chapitre. Car suivant iceluy, *testimonia publicantur ad eternam rei memoriā.* La Loy derniere. C. de testib. & Nouell. 3. c. *presentata, extra de testibus*, sont formelles à ce propos. Papon 3. des Notaires liure 5. des lettres incidentes en general. Au reste les tesmoins peuuent estre repetetz, s'ils n'ont rendu raison de leur deposition, d. cap. per tuas. de testib. extra. DD. in pro d. d. cod. iiii. *Rebuff. Tract. de causis. benef. poss. Art. 17. gl. vnic. nu. 4. & 5. Ioannes Gallus q. 50.* dit qu'au Parlement del'an 1385. en vn Examen à futur fait de l'autorité de la Cour, les tesmoins ne furent repetetz, ores qu'ils fussent viuans, où du Moulin tient contre l'opinion de nostre Auteheur en ce lieu, & d'autres Practiciens, *Non obstat d. l. vii. C. de testibus quia loquuntur in arbitrio qui priuati sunt.*

i Ccey est pris des Annotations.

m Cest arrest est coté par *Rebuffe Tract. de Inquisit. seu Commiss. Art. 16. gloss. vnic. m. 5. d. 21. iour de Mars 1510.* entre le Sieur de Boutbon & Dame Ieanne Daumôt. Je ne veur pas neantmoins oublier de vous aduertir que les despens d'un examen à futur viennent en Taxe de despens, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 11. Mars 1532. encores qu'il y ait Enqueste au principal, par autre Arrest du 14. iour d'Aoust 1537. Toutesfois aucuns disent & maintiennent auoir esté auparavant iugé le 1. iour de Mars 1507. que la partie n'y deuoit point estre condamnée, parce qu'elle n'auoit lors pprocez ne partie *Rebuff. Tract. de expens. & dam. Art. 3. gl. vn. nu. 16.*

QVID CONFECTIS TESTIMONIIS

debeat fieri.

CHAP. XLV.



Ed ut eo unde digressa est, reuertatur oratio, confectis inquisitione is qui eius curam subierit, presente a duersario vel eius procuratore declaret se testimoniiis illis contentū sit ita e re sua existimet. Rursus ubi testimoniiis comparandis praestituti effluxerint dies, ordinaria multa seu expensarum dāno aliam diem imperabit. Insuper illam dilationem geminatis illis expensis emercari potest: denique iudicis arbitrio aestimandis aliis iterum expensis alias dilationes redemit. Quamquam autem alteruter contententium diem testibus producendis praefinitum diffindi sibi suo expensarū illarum

Quid confectis testimoniis debeat fieri. De dilationibus inquirendorum testium causa.

Reus velator possunt uti dilatione ab eorum altero petita. Renuntiatio uestigia testium productioni. Quamdiu testes possunt interrogari.

promptu obinimicus adversarius tamen inter eos testes suos sicut & ille producere poterit. Sane in his causis controuersis, ubi quibus producendum testimonium gratia quatuor tribuuntur dilationes, si litigantium alter inira primam dilationem testimonium iam confectis se contentum assueuerit, aut profusus abstineat, non nisi expensarum condemnatione adversario probetur dilatio: nam sola dilatio prima, utriusque sine ulla dispendio conceditur. Porro testibus intra diem productis, eos interrogandi copia tantisper superest, donec is qui produxerit, ab ulteriore testimonio se abstinere profiteatur: aut quamdiu etiam adversarius testes suos curat interrogandos. Iam aliquorum ea est solertia, ut dilationum accessionem ad ordinarias nullo expensarum incommodo consequantur: nam ubi legitima dilationes prater lapsae sunt, testimonium quos producturi sunt, nomina adversario edunt: ut proximo iudicii, neminis die causas, quibus testes ille refellat, leuèt quæ, proferat. Et enim quum ob eam rem litis progressus nequaquam præpediatur, expensis illis locus esse desinit, ut pote quæ ob retardatum litu cursum insuper soleant. At calliditas hæc à multis tribunaliibus explosa est, siquidem in astutorum & publicam quoque perniciem conseruari deprehensa est: quippè dum efferebantur testimonium nomina, adversarius aut per se, aut sequestris interueniens, testes illos vel præce vel pretio inuocabat & pertrahere ut à testificatione se subducerent, aut falsa vel imania effunderent. Verum ubi quis plures testes nominaret, non tamen omnes curauit examinari, caueat, ut antequam adversario dies præstignatur, intra quam testes illos refellat, eidem denuntiet, aut eius procuratori, testimonium qui interrogati non fuerunt, nomina alioquin adversario faciet quod in testes illos impenderis eluandos. Plane si qua de causa non iniusta testes vel produci vel examinari non potuerint, sine expensarum dispendio, re competendina succurritur. At qui non affectatum esse impedimentum oportet, neque solo id causificantis iurcurando, sed iustis probationibus ostendi. Quare nec dilationis ob eam causam concessa tempus adversario commune est, nisi itidem se testibus conquirendis sedulam operam impendisse, perinde ac ille, doceat, testimonia autem quæ post lapsam dilationem ab utroque litigantium producti testes dixerint, nullius sunt momenti: sed eos intra dilationem produci necesse est omnino.

Omnino contra sentit in Instit. gall. scriptis.

DE LA NOMINATION DES TESMOINS
& examen hors le Delay de ceux qui sont reccus dans iceluy : & que les Delais sont communs. Moyens de nullité.

CHAP. XLV.

- | | |
|--|---|
| <p>1. Testmoins inuex dans le Delay peuuent estre ouys apres le Delay escheu : pourueu que la publication d'Enqueste ne soit faicte.</p> | <p>2. De nommer les tesmoins auant que les produire.</p> <p>3. Le Delay pour faire Enqueste obtenu par une partie est commun à l'autre.</p> |
|--|---|

4. Moyens de nullité se baillent
avant les obiects.

5. De declarer les noms des tes-

moins produits & non ouys
auparavant que prendre appoin-
tement à bailler obiects.



R pour reuenir dont nous sommes sortis, & pour suivre l'ordre encommencé, si les tesmoins sont receus & faits iurer de dire verité dedans le Delay pource d'otroyé, ils peuuent estre ouys apres le Delay, ¹ sinon qu'il y ait appointement à rapporter les preuues & Enquestes dedans ledit Delay: car audit cas il faut qu'ils soient ouys dedans

le Delay. ^b

Et ne suffiroit qu'ils fussent seulement produits. Et ont les Cours de Parlement & des requestes accoustumé de bailler en ceste maniere les delais pour faire Enquestes. Il en y a aucuns, quand le Delay est seulement donné pour faire Enqueste, qui à fin qu'apres le Delay ils puissent faire ouyr leurs tesmoins, ils les nomment, & se contentent d'Enquestes dedans ledit Delay baillé auant les depositions de tesmoins nommez, lesquels ils pourront faire examiner tousiours sans retardement du procez, iusques à ce qu'il faille qu'ils produisent leur Enqueste pour estre veüe en publication. Mais cela est dangereux: car si la partie aduersé sçait les tesmoins, elle les pourra suborner ou faire absënter. Et parce plusieurs Iuges ne veulent recevoir ladite nomination de tesmoins. Et quand le Delay est baillé pour faire & rapporter les Enquestes, si elles sont faites dedans le Delay, elles peuuent estre renuoyees apres ledit Delay, si la partie a eu empeschement, par lequel elle n'a pu les enuoyer, & sera creüe la partie par serment d'iceluy empeschement, & ainsi estre obserué au Parlement de Bordeaux, atteste monsieur maistre Nicole Bobier en son viuât tiers President dudit Parlement en ses Decisions d'iceluy Parlement, en la question deux cens nonante quatre, où il dit ausi que ladite Cour permet ordinairement que les parties facent leurs preuues principales dedans le Delay baillé pour fournir d'objectes & reproches contre les tesmoins: ce que nous gardons semblablement. ^c

Et si l'une des parties a Delay pour faire Enqueste, jaoit qu'elle paye pour iceluy despens, neantmoins la partie aduersé pourra faire son Enqueste pendant ledit Delay, sans en rien payer à l'autre. Et si on laisse courir la moitié du Delay sans en rien faire, lors on est en neghgence: & celuy qui allegue empeschement pour lequel il n'a peu faire son Enqueste, n'en est pas creu par son serment, ^d ains faut que sommairement il en face apparoir.

Et si l'une des parties a Lettres d'Estat, & desquelles cy-dessus nous nous sommes parlé, son Procureur peut par vertu d'icelles demander Delay pour faire son Enqueste, iusques apres qu'il sera de retour du cap ou de la guerre, ledit Delay luy doit estre baillé, autrement il a matiere d'appel: pour ceu que

1. Tesmoins iurer dans le Delay peuuent estre ouys apres le Delay escheu: pour ceu que la publication d'Enqueste soit faite.

2. De nommer les tesmoins auant qu'ils produise.

3. Le Delay pour faire Enqueste obtenu par une partie est commun à l'autre.

4. Moyens de nullité se baillent auant les obiects.

la matiere soit ordinaire & non sommaire : & ainsi fut dit par Attest le tiers iour de Decembre 1141. Mais si le Procureur de celuy qui a lettres d'Estat demandoit que la matiere surfoyst iusques à son recour, & empesche que la partie aduerse ne fist son Enqueste: il n'auroit pas matiere de ce faire parce que les preuues sont fauorables, & que pendat que la matiere seroit surfoyc les tesmoins de ladite partie aduerse pourroient mourir, & à ce moyen perdre la cause. Et si l'une des parties est receuë à poser faits nouueaux & iceux prouuer, & Delay pour ce faire luy est baillé, & à la partie aduerse pour y respondre, & faire preuue au contraire: & que ladite partie aduerse eut laissé passer ledit Delay sans rien faire, & par apres demande vn autre Delay pour ce faire, & que la partie ayant posé & prouué, l'empesche sinon en payant despens, la Cour en tel cas aduenu de fait, auoir baillé le dit Delay sans despens le 11. Decembre 1543.

Et combien f que la deposition d'un telmoin produit apres g le Delay soit nulle, toutesfois il vaut encores mieux protester de l'impugner de nullité: & lors le Iuge ordonne que par les obiects la partie pourra employer ses moyens de nullité: comme aussi l'on a accoustumé faire quand par autres moyens de nullité, l'on impugne l'Enqueste, sçauoir est parce que la partie n'y a esté deuement appellee: & pour autres causes.

g. De declarer les noms des tesmoins produits & non ouys auparavant que prendre appointement à bailler obiect.

Si aucuns tesmoins produits n'ont esté ouys, il faut que la partie qui les a produit, en declarant qu'elle est contente d'Enqueste qu'elle declare qu'elle n'a fait ouyr tel telmoin produit. Et doit estre faite celle declaration en tout cas, auant que l'on prenne appointement à bailler obiects, à fin que partie aduerse ne die que ja il a fait faire ses Obiects contre ledit telmoin, & en demande payement. Toutesfois aucuns tiennent qu'il n'est mestier faire ladite declaration: parce qu'ils disent qu'il faut prendre des Commissaires les noms des tesmoins examinez seulement, parce que l'on n'est tenu faire ouyr tous les tesmoins que s'ont produit. Mais il me sembleroit meilleur faire ladite declaration: car j'ayoit que l'on ne soit tenu faire examiner tous les tesmoins produits, neantmoins il ne s'en suit que la partie aduerse n'ait bonne matiere de penser qu'ils ont esté examinez, veu qu'ils ont esté produits, mesmement quand elle a esté presente à la production.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XLV. De la nomination de tesmoins, &c.



Ydonic. Roman. consil. 144. Felin. in c. licet causam. extra de probat.

b Paul. de Castr. in Rubr. de delat. Cod. dit quand le Delay a esté donné pour faire Enqueste & la publier, que les tesmoins doivent estre ouys & examinez cedās le Delay, & l'Enqueste aussi deuoir estre mise par deuers le Iuge ou son Greffier. Ce qui se garde encores à present au Parlement de Paris

de Paris. Toutesfois nous n'obseruons ce que ledit Paul de Castre escrit sur la loy 1. *C. de dilat. si vn Iuge sans cognoissance de cause a baillé vn delay de faire preuue*, que l'enqueste faite dans ledit delay, n'est bonne ne valable. Car en France nous tenons le contraire, sinon qu'il y eust appel de la Commission, & qu'en ce cas ledit appellât gaignast sa cause. Auquel cas l'enqueste ainsi faite apres l'appel est declaree nulle. Car tous iugemens ou appointemens donnez par les Iuges ne sont point cassez ou rescindez, sinon par le moyen des appellations interjettes desdits iugemens ou appointemens. Toutesfois si les tesmoins produits apres le delay escheu, sont examinez, le tout est nul. *Paul. de Castr. in l. vii. C. Qui admitti ad bon. possess. & doit estre condamné aux despès. l. nec non. C. de temp. appellat.* Au reste, on peut bien examiner les tesmoins vn iour de Feste, pourueu qu'ils ayent fait le serment à iour non ferié, ainsi qu'il a esté dict cy dessus. *specul. lit. 2. Tit. de serm. vers. quid sit iur. non iur. recipi: cum sit actus iurisdictionis cap. vii. De Offic. deleg. in Clement. L. A iur. de Orian. in cap. quoniam contra col. 2. De prob. extr. Faber ad l. dies festos. C. de Feriis. Rebuff. tom. 3. Tract. de testib. artic. viii. & Tract. de reprob. testimon. art. 1. gloss. vii. num. 26.*

c L'Auteur au texte Latin est de contraire aduis. Tel delay se doit oster en la presence de la partie ou de son Procureur. Par Arrest de la Cour des Grands-Iours tenus à Moulins, du 7. Septembre 1540. fut dict que le Iuge auoit mal ordonné vn tel delay en l'absence de la partie. *Barrol. & Iafon. in l. fin. C. de Feriis. Boër. decif. 294. num. 19. & 20.* Les Impressions dernieres de nostre Auteur, au texte François portent, *Dre. 314. qui sont corrompues, & faut lire 294.* La Cour quelquesfois sans lettres Royaux donne delay de grace pour informer. Arrest du 21. iour de Ianuier, 1543. les tesmoins examinez hors les delais, sont à rejeter des enquestes. *Boër. dec. qu. 352. nu. 1.*

d *Quid. Pap. quest. 125. Felin. in cap. si pro debilitate extr. de Offic. delegati. l. petenda Cynus. Bart. & Bald. C. de temp. in integr. rest.* Tel delay se donne. *pro locorum distantia cap. cum sit Romana. De appell. in 6. l. 2. D. de re iud. Boër. d. qu. 294. Clem. quando. De appell. Auth. si amen. Cod. de temp. appell. Bartol. in l. indices. Cod. de iudiciis. & in l. admonendi. col. 3. D. de iure iur. Rebuff. tom. 3. Tract. de dilat. art. 12. nu. 4.*

e d. l. petenda. C. de tempor. in integr. rest. orcs que Faber sur ladite loy die que le contraire est gardé en France.

f Cecy est pris des Annotations.

g *Bal. in l. 2. C. de Episc. auct. Felin. in cap. fraternitas. nu. 6. extr. de testibus.*

h Nullité d'enqueste, si les tesmoins n'ont fait le serment, *l. ius iurandi. Cod. de testibus cap. sui. extra. cod. tit. si n'ont esté adiournez. cap. De testibus extra. si la partie n'a esté appelée pour voir iurer tesmoins, l. si quando. C. de testibus: si n'ont esté ouïs separément & en secret, ains confusément tous ensemble & en public, l. nullum. C. de testibus. Gloss. in cap. quia propter. De elect. si n'a mis au long les depositions, ou si les tesmoins ont fait le serment à autre iour qu'à l'assignation donnee, l. & peremptorium. D. de iudic. cap. confusum. De offic. dela. si l'enqueste ou examen des tesmoins est fait sans adioint, cap. presensium. extra. de testibus, si l'enqueste est faite hors le lieu assigné par le Iuge, ou bien hors la Prouince. Si les tesmoins ont esté ouïs & examinez en la maison de la partie, l. apertissimi. C. de iudic. Iafon. in l. certi. §. quoniam. D. si cent. pet. Si l'enqueste a esté faite par le Magistrat criminel, en cause ciuile, où les charges & fonctions sont distinctes & separees. Par Arrest du 19. iour d'Auil 1526. recité par Rebuffe, tom. 3. tract. de reprob. testib. artic. 1. & 2. gloss. vnic. à num. 15. vsque ad 29. inclusiue. *Vide Specul. Titulo de testibus.**

i *Felin. in cap. ex parte. l. num. 38. De rescript. extra.*

Rr

DE REPROBANDA AC TVENDA TESTIUM EXISTIMATIONE.

CAP. XLVI.

De reprobanda ac tuenda
testium existimatione.



Incipit, quum litigantium utriusque confectum testimonium abunde satisque iuri suo consultum esse contestatum est, aut à testibus conquirendum rursus submoti sunt, iudex illis diem constituit, quo libellus traditus, singuli testes contra se producant. Etos inuicem refellunt & reprobabunt: rursusque alterum diem, ut alius libellum vicissim testes à se productos subleuent, ac integra opinio esse propugnent. Sanè huius libelli nihil quod ad summam questionem pertineat, interferant, alioqui quod admixtum erit, cancellabitur: & qui inseruerit, sumptus in rem cancellationis factos aduersario restituet. Nec verò hæc reprobationes subleuationis que in his controuersis, quas summatis discuti oportet, admittuntur: præsertim quum de solo vindictarum iure in possessionis retinenda interdicto certatur. Quinetiam illa ante resignata, didicisti quæ testimonia in quacunque lite interueniant necesse est, si in his regionibus luatur, in quibus testimonia litigantibus aperiri consueverunt. Sed si in supremis curiæ controuersis examinetur, post testimonia apud eam recepta intra octauam diem reprobandi sunt testes, exindeque intra octo alios dies subleuandi.

DES OBJETS ET REPROCHES DE
tesmoins & p̄ueues d'icceux.

CHAP. XLVI.

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Forme des appointemens que le Juge doit donner les enquestes faites.</i> 2. <i>Cas esquels on n'est point receu à bailler objets.</i> 3. <i>Peine contre les proposans ob-</i> | <ol style="list-style-type: none"> <i>jects calomnieux.</i> 4. <i>Quels objets ou reproches nous receuons en ce Royaume.</i> 5. <i>Objets ou reproches ne doiuent contenir faits concernans le principal.</i> |
|--|--|

1. *Forme des appointemens que le Juge doit donner les enquestes faites.*



Près que les parties ont déclaré estre contentes d'enquestes, le Juge ordonne qu'elles bailleront objets & reproches de tesmoins. Et aucunes fois lon ordonne, que les parties produiront dedans certains iours, & que cependant elles bailleront objets. Et par fois pendant le delay à bailler contredits & saluations, lon ordonne semblablement que les parties pourront bailler objets. En quoy

il faut prendre garde, que lon ne laisse couler la faculté & pouuoir de bail-
 ler objets durant le delay de voir l'enqueste en publication : car aucuns a-
 pres ledit delay oſtroÿé pour voir l'enqueste, & qu'ils ont ſceu ſecretemēt
 le contenu d'icelle, baillent objets ; & parce il eſt bon deuant que pren-
 dre le delay de voir l'enqueste faire forclorre les parties de bailler objets :
 car iuſques à ce lon n'eſt point forclos, encores qu'il y ait eu delay pour ce
 faire, ſinon que le delay eſcheu lon ait donné forcluſion. Et en la Cour de
 Parlement, apres la reception de l'enqueste faite en la Cour, lon a hui-
 ſtaine pour bailler objets, parce qu'il n'y a publication ^a d'Enqueste, par
 l'Ordonnance du Roy Charles VII. article 15. & apres la publication d'en-
 queste lon n'eſt plus receu à bailler objets, par l'Ordonnance du Roy
 Loys ^b douzième, article 29. Combien que ſelon Droit ^c commun
 on y eſtoit receu apres publication : mais eſt l'Ordonnance meilleure
 que le Droit : car le Droit donnoit occaſion de charger d'objets le
 teſmoin qui depoſoit micux pour la partie qui l'auoit produit, à fin d'en
 faire adiuger preuue, & retarder cependant le iugement du procès. Et en
 prenant delay pour bailler objets, par meſme moyen lon prend delay de
 bailler ſouſtenemens : combien que bien ſouuent il n'en eſt meſtier : car
 ſi lon prouue l'object, le ſouſtenement ne ſert de rien, & ne le peut prou-
 uer, car c'eſt vne negatiue ; ſinon que lon diſt pour object, le teſmoin a-
 uoir eſté condamné & conuaincu de crime, & que pour ſouſtenement
 lon vouluſt dire que le teſmoin eſt appellant de ladite condamnation.

Il y a aucunes matieres, eſquelles on ne reçoit les parties à bailler ob-
 jets, comme en matieres ſommaires, ^d ſçauoir eſt, en recreance, qui eſt
 pourſuiuie ſeparément des autres chefs de la complainte : mais ce n'auroit
 lieu à preſent : parce qu'il faut par les Ordonnances dernieres ^e que la re-
 creance & maintenue ſoient pourſuiuies par meſme moyen. Toutes-
 fois, d'autant que lon ne reçoit objets en recreance, ſi le Iuge void, apres
 que leſdits deux chefs auront eſté pourſuiuies par meſme moyen, & ſe-
 ront en Droit, qu'il faille adiuger preuue des objets auant que diffinir
 la maintenue : il pourra adiuger la recreance, & ordonner quant à la main-
 tenue, que la partie fera preuue de ſes objets, ſ'il voit que la partie, con-
 tre les teſmoins de laquelle ont eſté baillez leſdits objets, ait plus apparent
 droit. Auſſi ce doit eſtre ^f entendu des matieres ſommaires, qui n'engen-
 drent & n'emportent vn iugemēt irreparable en diffinitue, cōme en ma-
 tiere de garnilon de main : car lon n'y reçoit reproches de teſmoins, enco-
 res que le deſendeur ſoit recen à monſtrer de ſon fait par teſmoins à ladi-
 te garnilon. Autre choſe ſeroit de matiere ^g d'exhibition : car jaçoit qu'elle
 ſoit ſommaire, toutesfois il n'eſt pas reparable. Et pour ceſte cauſe on y
 eſt receu à bailler objets.

Et jaçoit que l'enqueste ait eſté veüe en publication, ſi les objets baillez
 auant icelles ſont conclués, & que le Iuge de la premiere inſtāce n'en ait ad-
 iugé preuue, toutesfois le Iuge de la cauſe d'appel en pourra ^h adiuger
 preuue : & ainſi en yſons, cōbien que le Droit cōmun & eſcrit ſoit à con-

^a Cas eſquels on
 n'eſt point receu
 à bailler objets.

traire. Aussi auons vñanceⁱ par laquelle l'on ne peut intenter action & d'iniures pour quelque faict iniurieux allegué par objets ou reproches de tesmoins : combien que selon Droit escrit on en puisse mouuoir ladite action : mais celuy qui la pose, en est excusé, s'il monstre que par commune fame le tesmoin soit chargé du cas mis sus.

3. Peine cōtre les
proposans objets
calomnieux.

Mais par les Ordonnances dernieres, article 41. est dicté que l pour chacun faict de reproche non prouué, celuy qui les a posé és Cours de Parlement, doit estre condamné moitié enuers le Roy, & moitié enuers la partie, en vingt liures parisís, & autre plus grande amende, selon que la Cour arbitrera, eu regard à la grandeur de la calomnie du proposant : & en la moitié moins és Cours & iurisdicions inferieures.

4. Quels objets
ou reproches no^t
receuons en ce
Royaume.

Semblablement nous n'auons m accoustumé auoir regard à l'objet de domesticité, ne pour iceluy mettre vn tesmoin hors d'enqueste, sinon que lon maintienne que le tesmoin est à pain & à por, ou du pain & vin de la partie, ou qu'il est nourry aux despens d'icelle : ne pareillement à l'objet par lequel on maintient le tesmoin auoir esté accusé n de quelque crime, sinon que lon maintienne qu'il en a esté atteint ou conuaincu, ou qu'il en a cōposé à argent, ou autre chose qui le vaille. Et o si vn tesmoin depose de quelque chose qui viēne à son profit, s'il declare qu'il ne s'en entēd aider, on adioustera foy à son dire, tors quand le tesmoin a esté excédé ou outragé : car jaçoit qu'il die n'en demander reparation, neantmoins lon n'aura entier regard à son dire, pour raison de l'inimitié & mauuaise affection qu'il peut auoir pour raison deldits excés. Et jaçoit que monsieur maistre Nicolas Bohier en ses Decisions du Parlement de Bordeaux, en la questiō 321. tienne qu'il ne suffit pas de dire qu'un tesmoin a esté condamné pour raison de certain crime, si on ne declare le temps de ladite condamnation : & die ainsi en auoir esté dict deux fois par Arrest dudit Parlement : neantmoins ce doit estre entendu, qu'il suffit de declarer, qu'auant le serment & la deposition baillez par le tesmoin, ladite condamnation a esté contre luy baillee, & ainsi en vñons. Et pource est bon de mettre à la fin des reproches des tesmoins, par vn article séparé, que les tesmoins estoient des conditiōs contenues par lesdits reproches, au temps qu'ils ont esté produits & iurez : & ont depose en la matiere. Mais combien qu'on n'ait point reproché vn tesmoin, si toutesfois il appert par registre fait en la cause de quelque reproche valable, comme qu'il ait esté Solliciteur, p ou partie en la cause, le Juge le doit rejeter, tout ainsi que si ladite reproche eust esté alleguee : car il est tenu de supplier, ce dont luy appert par les registres & actes de la cause. Et n'est vn tesmoin reprochable pour n'auoir point esté adiourné pour depose, q pourueu qu'il ait esté produit par la partie.

5. Objets ou re-
proches ne doiuent
cōtenir faicts cō-
cernans le prin-
cipal.

Est à noter que par les objets il ne faut poser aucuns faicts concernans le faict principal, ains seulement ce que lon a à dire pour reproches contre les tesmoins. Et si aucun autre faict y est posé, partie aduersē pourra demander qu'il soit rayé, & les despens de ce : & luy sera totalement fait & adiugé son requisitoire.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XLVI.

Des obiects & reproches de tesmoins, &c.



Pour la publication d'Enqueste faut voir le Chapitre 48. cy dessus: Quand l'Enqueste a esté receüe pour iuger, les parties sont tenuës bailier reproches dedans huit iours apres la reception, sans esperance d'autre delay sinö pour grande & euidente cause. Charles VII. 1446. Art. 31. Charles VIII. 1493. Art. 111. mise au 4. liure de la Conference Tit. 3. Et si les doivent bailier avant la publication d'Enqueste. Loys XII. 1510. Art. 37. François I. 1535. Chap. 8. Art. 16. & 19. Au surplus anciennement les tesmoins estoient reprochez de viue voix, comme il se peut voir däs plusieurs lieux es Oraisons de Ciceron, mesmes en celle, *Pro Cecinna*, ou il reproche les tesmoins produits par Ebutius contre Cecinna. *Vide tit. Cur. Parl. c. 7. §. 5. Ioan. Gall. q. 189. Guid. Pap. quest. 500.*

b 1510. Art. 37. selon la Conference, ainsi qu'il a esté dit cy-dessus.

c *Notatur in capite presentium. de testibus in 6. Specul. tit. de repro. testium in 1. op. parte.*

d *Felin in cap. veniens num. 13. extr. de testib.* Telles matieres sommaires se peuvent poursuivre en temps de vacations ou series de moissons & vendanges *Aufser. Decis. Thol. quest. 159.* ainsi a esté iugé en vne cöplainte possessoire pour raison d'un Benefice, par Arrest du 7. iour d'Aoust 1525. D'autant que ces Complaintes en matieres Beneficiales se doivent vider sommairement suivant les Ordonnances 1539. art. 63. *Clement. dispensam. De iudiciis & ibi DD. Vide l. 1. §. ult. & l. seq. D. de ferri. Rebuff. Tract. de repro. test. Art. 1. & 2. gloss. vn. num. 14.* [comme il a esté monsté cy-dessus es annotations du Chap. 37. en la lecture c.

e 1539. art. 59. comme il a esté monsté cy-dessus au Chap. 15. & 32.

f *Felin in d. c. veniens extra de testib.*

g L. 3. D. ad exhib. Et ibi glossa.

h C'ecy est pris des Annotations. *Vide Guid. Pap. quest. 5.*

i C'ecy est aussi tiré des mesmes Annotations.

k *Quod lege permittente sit, poenam non meretur, l. ult. D. Quod quisque iuris, &c. & ibi Inson & Bald. l. Gracius. C. ad legem Iul. de adul. Bald. in l. quisquis. D. de postul. do. Masuer. in Praxi Tit. de iniuriis. §. Item si aliquis 11. l. si quis de libertate 12. D. de iniuriis, l. si non conuict. C. eod. l. qui cum maior. D. de bon. lib. l. quæ omnia D. de Procur. c. cum dilectus extra. De ordine cognit. Boer. Decis. quest. 245. nu. 7. & 8. Toutesfois Petr. de Anchar. in Conf. 321. & Felin. in c. dñe. l. extra de excepti. font d'auis que celui qui propose les obiects ou reproches, s'il ne les verifie, il est tenu de l'iniure qu'il a dite ou faite, au tesmoin. *Reb. Tom. 3. Tract. de repro. test. Art. 5. gloss. vn. nu. 1.**

l 1539. Notez qu'aucuns Iuges en matiere ciuile font faire extraits des faits de reproches, qui sont trouuez pertinens & concludans, pour en estre informé conformément au droit canonique, *cap. presentia. De probat. extra, & Docteurs, in l. si quis intentione D. de iudiciis.*

m C'ecy est pris des Annotations. *Cic in Tropic. Non qualiscumque persona testimonij pondus habet.*

n S'il du Parlement Latin, *cap. 27. §. 38. Item caput. Et c. Si reprobatio de curia a sileo sit recipienda oportet ipsum super hoc inuictum esse & condemnatum vel confessum: alias non est recipienda.* Selö droit ciuil, que nous gardons en tel faict, l. furti. D. de his qui not. inf. *Petr. Anchar. Conf. 25. Boer. Dec. 321. Secus secundum canones: quia sufficit si probetur criminoso ut in c. testimonium: c. super eo. De testibus extra. Aufserius ib. ou il recite Balde estre de mesme aduis. Il ne sera pas mal à propos de remarquer qu'un Iuge doit considerer, s'il es*

Reproches sont pertinens, admissibles & receuables. Toutesfois on ne peut donner certaine & indubitable reigle pour les bien discerner ou cognoistre: si nō pour quelques-uns, qui sont cōmuns & generaux. Premièrement quand les tēsmoins sont ennemis mortels & capitaux, en exprimant particulièrement la cause de ladite inimitié mortelle, l. si quis, & Auth. si testu. D. de testib. l. testium. C. eod. tit. c. cū causam, extr. eod. tit. c. repellamur, c. cum oportet, extr. de accus. can. meminimus, 3. q. 5. Secondement s'ils sont parens de la partie qui le produit: mais aussi il faut dire & declarer nommement le degré de la paréelle ou alliance, l. parentes, C. de testib. si nō qu'il fust questiō de l'age, mariage ou consanguinité, d. l. parentes, notatur in l. 2. C. eod. tit. c. in literis extr. eod. tit. gl. in c. fratemitatis, extr. eod. tit. Accursi in l. iurisrandi, C. eod. tit. [Toutesfois il a esté iugé par Arrest du Védredy 10. iour de Juillet 1582. plaidant le Beau pour l'appellâr, & du Val pour l'inthimé que vn beau frere en vne action d'iniures n'estoit pas tenu de déposer contre son beau frere.] Tiercemēt s'ils sont domestics & familiers à pot & à feu, comme l'on dict: stil. curia Tit. 27. de Commiss. & cor. pot. Masuer in Praxi Tit. de testib. n. 4. l. 2. C. de testib. l. pen. D. eod. tit. d. cap. in literis, De testibus extr. cap. cum pridem. De accus. extr. l. fin. §. fin. C. de hi qui ad Eccle. cōfug. Innoc. in d. c. in literis extr. de testibus, & ibi Gloss. Quatrième, s'ils sont larrons, voleurs, homicides, &c. ou bien ont commis quelque autre crime capital ou emportant infamie publique, dont il y a sentence, accord, Transaction ou composition, cap. ex parte, extr. de testibus, l. quasium, D. eod. tit. l. non potest. D. de iurii, can. consuetum, 3. quest. 5. l. actietas, §. calumnia, D. de hi qui not. infam. Auser. ad stil. Parlat. Tit. de Commiss. & cor. pot. §. 38. Le crime doit estre particulièrement exprimé, cap. Romana. De testibus in 6. l. iurisrandi, C. eod. tit. cap. presentium cap. testimonium cap. ex parte extr. eod. tit. secus de iure canonico. Nam sufficit, si probetur reus alicuius criminis. cap. super eo extr. de testibus. Quinziē, s'ils sont eonuincus de pariure, cap. venerabilis extr. de testibus, Gloss. in cap. peruenit extr. De fideiussor. & in l. si qui maior. C. de transact. & ibi DD. in cap. presentium, De testibus in 6. cap. sicut nobis cap. testimonium extr. eod. tit. cap. literas. De praesumption. cap. quereiam extr. de iurando, lib. 2. leg. Longobard. Tit. qualis quisque se des. Qui semel periuatus fuerit, nec testis fit postea, nec ad sacramentum accedat, nec in sua causa vel alterius iurator existat, & in can. quicumque. can. infames. 6. quest. 1. can. si quis reuocatus 12. q. 2. §. Sexto, s'ils sont conuincus d'auoir porté autresfois faux tesmoignage, l. 3. §. lex iulia, D. de testibus, argumento d. l. Lucius D. de iis qui not. infam. Cynus in l. 2. C. de i. de instrum. d. c. venerabilis c. sicut nobis cap. testimonium extr. de testib. Gloss. in cap. peruenit extr. de fideiuss. & in d. l. si quis maior. C. de transact. l. infamem. D. de publ. iudiciis, Masuer. Tit. de testib. num. 12. & 48 Speculator, Tit. de teste, §. 1. & lib. de exception. Tit. 10. contra testes, Septimō, s'ils sont infames, Bartol. & Angelio d. l. Lucius D. de hi qui not. infam. gloss. in cap. venerabilis extr. de elect. in verbo periuurium. Speculator Tit. de teste, §. 1. versu item quod est infamis, d. can. quicumque can. infames, 6. q. 1. Glossa in d. cap. presentium. de testib. in 6. in verbo interrogatoria. Oflaud, si les tēsmoins ont semblable & pareille & semblable cause que la partie qui les produit, l. quoniam, C. de testib. cap. personas cap. causam eod. tit. extra Masuer in Praxi Tit. de testib. num. 40. can. veniens, 3. q. 3. cap. i. extr. de confess. cap. causam cap. extr. de iudic. Novē, s'ils ont procez ensemble non iugé, ne terminé, cap. cum in iuuentute extr. de purgat. can. Masuer. Tit. de testib. in 40. Decimo, s'ils ont interest en la cause, comme le donateur & le cedant en la cause du donataire & cessionnaire. Cynus in l. si & à te. C. ad leg. Corn. de falsis l. omnib. & de testib. l. sed & si lege §. consuluit. D. de petit. her. Masuer in Praxi. Tit. de testib. num. 52. Guid. Pap. quest. 130. & Conf. 24. §. in si quis per literas §. cōmuni. Felin. in c. insuper extr. de testib. Vnde simō, les tuteurs ou curateurs en la cause de leurs pupilles ou mineurs, l. vls. D. de testibus, Accursi in l. fin. D. de testament. Idem Accursi. & Bartol in l. qui testamento, D. de testam. Duodecimō, s'ils sont serfs taillables & mortuables de ceulx qu'ils produict, cap. per tuas D. Anonias l. famosi, in questione ff. ad legem lul. marci. cap. an dēriate. §. 1. de priuile. in 6. Masuer in Praxi. Tit. de testib. num. 40. Decimo tertio, s'ils sont Chanoines, Moines, Religieux, ou Couuers de l'Eglise. Monastere ou Chapitre qui le produit. Cynus in l. parentes, C. de panis. Decimo quarto, s'ils n'ont l'age requis pour porter tesmoignage, l. 19. & 20. ff. de testibus. Decimo quinto, s'ils sont subornez & corrompus par or ou argēt à déposer faulx, l. si qui, C. de testib. l. fin. D. eo titulo cap. Romana & ibi glossa. De testibus in 6. Decimo sexto, s'ils sont hermaphrodites, par le droict canonique, can. si testib. 3. q. 3. Serus

iure ciuili, l. quæstium, D. de testib. Decimo septimo, s'ils sont furieux ou insensé, & hors de leurs bons sens, l. i. § si furiosus, D. de acq. poss. Decimo octauo, s'ils sont contraires en leurs propres dépositions, cap. licet causam extra de prob. cap. sollicitudinem extr. de appellat. Decimo nono, s'ils sont du conseil de la partie d. l. vlt. D. de testib. c. præsentium. De testib. in 6. Ludou. Rom. Conf. 190. Dec. Thol. 13. Aucuns demandent si l'Aduocat ou Procureur de la partie peut estre contraint à porter tesmoignage contre sa partie. Notatur in c. Rom. De testib. in 6. d. l. fin. D. eod. tit. Bartol. & Bald. in l. deferre, §. idem, D. de iure ffici. Accurs. in l. etiam & lege quoniam, Cod. de testibus, Faber in l. omnibus, C. eod. tit. Cynus & Angel. in d. l. quoniam imprimis, §. quia Stephanus l. q. l. cap. ferus § in omni. De verb. sign. extra, Guid. Pap. q. 45. Aufer. Dec. Thol. 19. Decis. 657. Rot. in antiq. Masuer. in Praxi. Tit. de testib. nu. 40. & 44. Or Tit. de procur. nu. 29. Robertus. lib. 2. verum indic. c. 19. Vice simo, s'ils sont blasphemateurs ordinaires du nom de Dieu. Boer. Dec. Quæst. 301. num. 13. & 14. Il y en a bien d'autres que ie delaisse pour briefuete, qui seront cognus par l'experience & vsage de chacune Cour ou iurisdiction, tant en ciuil que criminel. Le tesmoin ne peut estre reputé s'estre ingeré ou bien suspect, pour n'auoir esté adiourné pourueu qu'il ait esté produit par la partie, Bart. in l. post legatū, §. his vero. D. De his quibus indignis & Masuer. Tit. de testib. in Praxi. Vide Ioann. de monte Alban. Tract. de except. Quam. lib. 5. c. 7. de refutat. testimonium. Guid. Pap. in comm. ad cap. si quis per literas. Delph. stat. §. communis estimationis.

o Felin. in d. c. personas extr. de testib.

p D. l. fin. D. de testib. & ibi DD. (Car le iuge est tenu de s'appler ce qui se cognoist par les actes ou registres de Cour, DD. in l. vnic. C. vi quæ sunt aduocat. iud. suppl.

q 1. Andreas in c. 3. c. veniens in 2. col. extr. de testib. Bartol. in l. Theopompus, D. de dote prael. versum quero. Masuer. Tit. de testib. nu. 31. Idem Bart. in l. uxori. §. qui se filio, D. de falsis. Vide Boer. Dec. quæst. 321. Aub. si testis C. de testib. & ibi Alex.

r Vbi prohibetur reprobatio, censetur adimi facultas eorum dicta resellendi vtpote contraria. Domin. in c. 2. § vlt. de confess. in 6. Philipp. Decius in Consil. 8. in 1. Volum. Vide Bald. in l. etiam, C. de testib. Hippolyt. de Marsi. in l. maritus D. de quæst. Par l'Ordonnance 1539. artic. 36. il est ordonné qu'il n'y aura plus de Contredits contre les dicts des tesmoins, & est defendu aux luges des recevoir, & aux parties de les bailler: sur peine d'amende arbitraire. Notez comme il a esté monstré en la Conference des Coustumes, partie 1. Tit. 12. ex l. 3. & 23. D. de testib. l. si quis testimonium. C. eo. tit. que les tesmoins, debent esse omni exceptione maiores, l. optimam. C. de contr. stipul. cap. 47. de testib. extr. cap. 1. De consuet. Née testes infamum loco habentur, cum testimonio eorum reprobatum sunt in modum exceptionis, nec quæstium est de falso, d. l. Lucius. De his qui not. infam. cap. 1. de except. extr. c. 2. de ordin. cognit. cap. 13. extr. de testib. in 1. Collect. Decret.

DE PROFERENDIS INSTRUMENTIS & quomodo oppugnentur ac defendantur.

CAP. VXLII.



Intelligendum est autem, his exactis controuersiam inficialiter constitutam, perinde ac eam quæ legitime constituta est, deinceps esse contexendam, nisi quod ad testimonia pertinet: nam index in viraque specie statuit, ut litigantes instrumentum controuersie apud acta proferant, quæ illud inuicem resellant, rursusque contradiçta dissoluat. Verum his libellis qui in eam rem dantur, nihil quod ad summam huius decisionem singulariter pertineat, inscribendum est: neque alia facti causa adhibenda, præterquam hæ quæ iam in iudicio deductæ sunt: nisi quum exploratis instrumentis emergunt: nam hæc libellis illis cõpletis licet. Quod si alia causa adferantur, præter id quod inducentur, cancella-

De proferendis instrumentis, & quomodo oppugnentur ac defendantur.

bunturque index eum qui eas adscriptis adversario prabere iubebit, quicquid ille ut cancellarentur impenderit. Sanè quum in retinenda possessionis interdicto de sequestratione contenditur, & contradicta contradictorum dissolutiones procul arcentur. At si quis ad litem instrumentum privatas scripturam adiunxerit, cures ut eam adversarius aut cognoscat, aut insciatur. Quòd si negarit, cum index definiat in summa litem definitione constituendum, an his qui hanc protulit scripturam, illius, si dem approbabit, necne caueat autem actuarium, ne instrumenta sine inuentario accipiat.

DE L'APPOINTEMENT A PRODUIRE, Inventaires des pieces, Productions de lettres, Collations & Extraits, Comparaison & recognoissance de lettres Com- pulsaires, Contredits & Saluations.

CHAP. XLVII.

- | | |
|---|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. De l'appointement de produire. 2. Des Inventaires des pieces. 3. De produire les lettres sine die & consule ou sans date. 4. Des vidimus ou copies. 5. Comment on se peut ayder des pieces faites entre autres parties. 6. Si on peut retirer les pieces une fois produictes. 7. De requerir estre receu à verifier les escritures produictes: ou en requerir recognoissance ou niance. 8. De comparaison de lettres. 9. Des lettres de Compulsaire. | <ol style="list-style-type: none"> 10. Comment on doit faire extraicts. 11. De produire dedans le Delay sur ce prefix. 12. Des contredits & saluations. 13. Attestations faites par les Notaires. 14. De ne bailler contredits contre les depositions des tesmoins. 15. Appointement de produire, sauf à ordonner en sugant le proces de bailler contredits, s'il y eschet. 16. Faict nouveau alleguè quand sera receu ou non. |
|---|---|

1. De l'appoin-
tement à pro-
duire.



Es choses parfaites, l'ordre iudiciaire est pareil quand aux matieres, lesquelles les parties ont esté appointees à escrire, informer, & produire, ou escrire & produire seulement: fors quant à la publication d'Enqueste, dont nous parlons cy-apres: car en ces deux especes de matieres: le Juge ordonne

ordonne que les parties produiront leurs pieces, bailleront contredits & saluations.

Et fait qu'il y ait inuetaire en chacune production, par lequel sera declare succinctement la fin, à laquelle chacune des pieces est produicte: ainsi qu'il est commandé par les Ordonnances du Roy Charles VII. art. ^a 114. par laquelle est aussi prohibé de nō mettre par l'inuetaire raisons de droit: & par l'article precedent est defendu ^b de ne produire lettres, titres ou raimimens qui de rien ne seruent à la decision du procès, & que lon ne produise autre chose que ce qui sera escrit & designé par l'inuetaire. Et s'ils veulent produire ou employer autres lettres, qu'ils les puissent faire extraire: & que temps suffisant pour ce faire leur soit donné: le tout à la peine de cent sols parisis d'amende. Et d'icelle production, ensemble dudit inuetaire, sera faicte communicatiō à partie aduerse: comme il est dict par l'Ordonnance derniere ^c art. 87. jaçoit qu'auparavant lon n'eust communication que de la production, & non de l'inuetaire. Et pource ne doit le Greffier ^d recevoir aucune production sans inuetaire, ne le luge iuger: toutesfois aucuns luges inferieurs ne s'y arrestent point. Mais en la Cour de Parlement la partie pourra requerir que la production de sa partie soit rejettee, s'il ne fait son inuetaire dedans le temps qui luy sera prefix par la Cour, sur vne requeste à icelle Cour presentee.

En matiere Beneficiale pour obuier aux faulsetez ^e qui se commettent en la darte des Bulles, les parties souloient requerir estre receuies à produire leurs titres *sine die & consule*, c'est à dire sans date: & ce estoit bien raisonnable. Neantmoins à present veüe l'Ordonnance derniere, par laquelle article 46. est dict qu'en matiere Beneficiale les parties auront dès le commencement de la cause cōmunication de leurs titres: il y a grande difficulté si lon pourroit vsfer maintenant dudit stile: parce que ce ne seroit bien cōmuniq̃, si lon ne communiquoit la darte des titres: car en icelle gist le plus souuent le gain de la cause. Mais quand la partie qui requiert editiō de la date, diroit qu'elle ne peut deliberer s'elle doit ceder ou contendre sans voir ladite date: elle deuroit auoir la dite editiō, en aidāt aussi par elle prealablement la date de son titre, à fin qu'elle vse de mesme droit enuers soy qu'elle veut vsfer enuers autrui. Et garderoit on le semblable en plusieurs credit̃eurs opposans es criees des biens immeubles de leur debteur: lesquels contendroient de la priorité ou posteriorité de leurs hypoteques. Toutesfois ledit stile estoit bien raisonnable: car celui qui requerroit estre receu à faire ceste production, faisoit serment que doulcement s'il ne requeroit estre receu à ainsi produire, & promettoit aider son titre avec la date toutesfois & quantes que par le luge seroit ordonné.

Et jaçoit que selon droit lon puisse faire faire vn Vidimus ou copie d'un autre Vidimus, ou copie deuēment collationnee à l'original, toutesfois selon nostre stile ce n'a point de lieu: ains faut rousiours prédr̃e les pieces ou Vidimus des vrais & primitifs originaux. Mais neantmoins ie penseroy que si la partie affermoit par serment iudiciairement auoir perdu l'original, ou ne l'auoir peu recouurer, en ce cas lon pourroit faire Vidimus d'un au-

2. Des inuentaires des pieces.

3. De produire lettres, sine die & consule, ou sans date.

4. Des Vidimus ou copies.

tre Vidimus ou copie auparauint collationnée deüement à l'original: & y adioufteroit lon foy. Et si lon a mis quelque piece en auant au commencement de la cause, neâtmoins ne faut laisser encores à la produire en la production solennelle de la cause, qui est en cest endroit.

5. *Commis en se
peut aider de pie-
ces faictes entre
autres parties.*

Et si lon veut produire g quelques pieces faictes entre autres parties, il faut auoir lettres Royaux, par lesquelles sera mandé au Iuge, receuoir l'impetrant à produire lesdites pieces, pour y auoir tel regard que de raison, en receuât aussi partie aduersé, à y bailler tels contredits que bõ luy semblera.

6. *Si on peut re-
tirer les pieces n-
ne soit produites*

Et j'ajoit que lon^h ait produit quelques pieces, neantmoins on les peut retirer, en declarant que lon ne s'en veut aider: mais s'il y a contredits baillez, ou consultation faite sur les contredits que lon deuot bailler, il faut refondre les frais: & peut aussi partie aduersé contraindre celuy qui a retiré ladite piece, de la mettre encores auant, à fin de luy en estre baillé vn double declaré valoir original, à ses despens. Car ladite piece a esté faite commune à la partie aduersé, en icelle piece produisant.

7. *De requerr
estre receu à re-
viser les escrip-
tes priuees pro-
duites: ou en re-
querir recognoi-
sance, ou niance.*

Et si lon produi^t quelques escritures priuees, il faut en les produisant, que ce soit auant que la partie aduersé puisse auoir commencé à besongner à les contredits, requerr qu'elle ait à recognoistre ou nier k lesdites escritures: ou en cas de refus ou delay luy estre permis verifiser lesdites escritures & seings estre de ceux, par lesquels lon maintient icelles auoir esté faites. Et lors le Iuge en refus ou delay de recognoistre, ou nier, ou en cas de niance, ordonnera qu'il sera fait raison en iugeant le procès de la verification desdites escritures: car il pourra estre que le procès se vuidera par ailleurs que par lesdites escritures, ou bien le Iuge permettra que le requerrant ladite verification, puisse icelle faire pendant procès, sans retardement d'iceluy, à telle fin que de raison, & la partie aduersé au contraire, si bon luy semble. Et si la piece n'est signée de la partie contendât au procès, ains d'un autre à la requeste, soit Notaire ou personne priuée: il faut requerr incidemment au procès, que la partie declare, si elle a pas fait signer à la requeste ladite piece dudit seing. Et en cas de deny, ou refus de la cognoistre, on doit faire adiourner celuy qui l'a signé. Et s'il recognoist l'auoir signé à la requeste de ladite partie, ladite recognoissance fait foy contre ladite partie, en monstrant par autres tesmoins que ladite piece a esté ainsi signée à la requeste de ladite partie.

8. *De comparai-
son de lettres.*

Pour la verification desquelles escritures priuees nous n'vons point ordinairement de comparaison de lettres: mais faisons ouïr tesmoins, qui disent bien cognoistre lesdites escritures & seings, parce qu'ils ont veu celuy del'escriture ou seing duquel est question, escrire, ou signer, & qu'il escrit ou signe ainsi. Toutesfois il pourroit bien aduenir tel cas, qu'avecques lesdites depositions de tesmoins, nous pourriõs bien vser de comparaison de lettres: sçauoir est, s'il estoit mestier de verifiser l'escriture priuée d'un qui seroit Notaire: laquelle toutesfois il n'auroit fait & comme Notaire: car lon pourroit produire des contractz qu'il auroit signez, pour verifiet que son seing est semblable à celuy duquel est question. Et ainsi feroit lon du seing d'un Sergent, d'un Iuge, ou d'une autre personne publicque.

Et quand nous voulons faire quelques Extraits ou Vidimus, il faut faire mettre par le registre & compulsoire aux parties & aux vidimus & copies qui seront deüement faites & collationnées aux originaux, partie presente ou appelee, sera foy adioustee comme ausdits originaux. Et fait lon commettre Commissaires communement les Iuges, Greffiers des lieux, où sont les pieces : & par fois quand sont pieces legieres, lon commet au premier Sergent Royal. Et si le procès est pendant en la Cour de Parlement, lon prend lettres Royaux de m compulsoire adressans aux Iuges, ou Enqueteurs du pais.

9. De lettres de compulsoire.

Et la forme de proceder à faire les extraits, est qu'il faut faire adjoindre la partie adueree, pardeuant celuy que lon veut faire besongner eldits extraits à certain lieu, iour & heure, pour voir faire lesdits extraits & copies, & faire faire commandement à ceux qui ont les pieces, de les porter ausdits lieu, iour & heure pardeuant ledit Commissaire, pour en estre faits extraits ou copies. Mais faut que celuy qui veut faire faire lesdits extraits, premierement que faire bailler l'adiournement à sa partie aduerse, qu'en prendre iour avec le Commissaire, soit assuree que ceux qui ont les pieces, les porteront au iour: car il seroit autrement condamné enuers sa partie aduerse es despens, frais & mises de ladite temeraire & frustratoire assignation, & faudroit outre payer le Commissaire de sa vacatiō. Et si les parties, & ceux qui ont les pieces comparent, faut requerir qu'ils ayent à les mettre auant. Et lors pourra la partie adiournee en demander communication, & terme d'en venir: quiluy sera octroyé le plus brief que lon pourra, selon toutesfois la qualite de la matiere. Et si la partie dict quelque chose pour empetcher qu'extraits ne soient faits, comme que les pieces ne soient en forme authentique: le Commissaire baillera acte aux parties de leur dire: & neantmoins declarera qu'il fera lesdits extraits, sauf à partie aduerse de les contredire, & à l'autre de les soustenir. Et lors le Commissaire procedera à faire lesdits extraits. Et si c'est vn liure ou papier coulu, mettra le Commissaire par son procès verbal, de quoy il est couuert, combien il y a de cayers, & comment commence la premiere fucille, & combien il y a de lignes: & le semblable fera de la derniere fucille. Et mettra aussi de quelles fucilles, pages & lignes il a fait l'extrait, & si l'écriture est laine & entiere, & si le liure est signé ou non. Et pourra la partie aduerse assister à iceluy extrait voir faire: Et sera tenu le Commissaire bailler aux parties, ce requerans son procès verbal, & lesdits extraits en grosse, en la maniere qu'il les aura faits.

10. Comment on doit faire extraits.

Fait à entendre qu'il faut produire ses pieces dedans le temps qui sera prefix: car la production faite apres le temps, n'est valable, non plus que des temoins: & peut requerir sa partie aduerse, que la production faite apres le delay passé, soit rejettee.

11. De produire dedans le delay sur ce prefix.

Pour venir aux p cōtredits & saluatiōs est à noter, que par icelles pieces lon ne doit mettre aucuns faits concernas en premiere fin le principal, ne mettre aucuns faits nouveaux: fors si lesdits faits procedoient & naissent des pieces produites, & serussent pour icelles contredire & impugner.

12. Des cōtredits & saluatiōs.

Autrement la partie aduërse pourra requerrir que lesdits faicts prohibez soient rejettez & rayez: & celuy qui les allegue, condamné es despens dudict rejet ou radiation. Il y a toutesfois aucunes matieres, où lon n'est receu à bailler contredits & saluations: car quant à l'instance de sequestre, lon ne doit estre admis à en bailler en matiere de complainte, q si le sequestre est separé des autres chefs de la dite complainte. Par les Ordonnances dernieres sont baillez nouveaux moyens de contredire contractz: car par les 131. 132. & 133. art. toutes dispositions d'entre vifs ou testamentaires, faites puis lesdites Ordonnances par les donateurs ou testateurs au profit de leurs tuteurs, curateurs, gardiens, bailliftres, & autres leurs administrateurs, sont declarees nulles & de nul effect & valeur. Aussi toutes donations faites puis les Ordonnances susdites entre les sujets du Roy, doiuent estre insinuees & enregistrees es Cours Royales, & iurisdicions ordinaires des parties, & des choses donnees, autrement seront reputees nulles, & ne commenceront à auoir leur effect que du iour de ladite insinuation: & ce quant aux donations faites en la presence des donataires, & par eux acceptees. Et quant à celles qui seroient faites en absence desdits donataires, les Notaires stipulans & acceptans pour eux, elles commenceront leur effect du temps qu'elles auront esté acceptees par lesdits donataires, en la presence des donateurs & des Notaires, & insinuees comme dessus. Autrement elles seront reputees nulles, encores que par les lettres & instrumens d'icelles y eust clause de retention d'usufruit, ou constitution de preciaire: dont ne l'ensuiura aucun effect, sinon depuis que lesdites acceptions & insinuations auront esté faites comme dessus.

Dauantage, par lesdites Ordonnances art. 180. & 181. est defendu à tous Notaires, de quel que iurisdiction qu'ils soient, de receuoir aucuns contractz d'heritages, soit de vendition, eschange, donation, ou autres, sans estre declarez par les contrahans, en quel fief ou censue sont les choses cedees & transportees, & de quelle charge enuers les Seigneurs feudaux ou censuels, & ce sur peine de priuation de leurs Offices quant aux Notaires, & de la nullité des contractz quant aux contrahans: lesquelles peines sont declarees dès à present comme dès lors es cas susdits. Et est defendu à tous contrahans en matiere d'heritage, de ne faire sciemment aucune faute sur le rapport ou declaration desdites tenances feudales ou censuelles, qui seront apposees en leurs contractz, sur peine de priuation de tout l'emolument desdits contractz, quant aux coupables: c'est à sçauoir contre le vendeur, de la priuation du prix: & contre l'acheteur, de la chose transportee: le tout applicable au Roy quant aux choses tenuës de luy, & aux autres Seigneurs, de ce qu'il en seroit tenu d'eux. Mais par l'Ordonnance du Roy nostre Sire Henry II. de ce nom, publiee en Feurier 1549. la rigueur de ladite autre Ordonnance faite par defunct de bonne memoire son pere, a esté mitiguee: Sçauoir est, qu'en venditiõ le vendeur, qui n'aura par malice ou dol exprimé le deuoir feodal, & en quel fief la chose vendue est, sera puny de la peine de la perte du prix, qu'il aura receu de ladite vendition: & ceux qui auront contracté par autres manieres de contractz, seront punis

paramendes arbitraires, qui malicieusement receleront lesdites choses. Et à la publication de ladicte Ordonnance, la Cour adiousta que l'acheteur seroit aussi puny de mesme peine, si à garde faicte & par dol il auroit recelé lesdites choses. Et si la chose n'est chargée d'aucun deuoir Feodal, faut que le vendeur le declare, & par le cōtraire y a plusieurs moyens de Contredits, qui auoient lieu selon le Droit commun qui auioir d'huy ne sont receus: car en la France coustumiere nous ne gardōs les solemnitez requises v de Droit ciuil en vn testament, ains seulement la disposition du Droit canon: & suffit qu'un testamēt soit signé d'un Notaire en presence de deux tesmoins: voire suffit qu'il soit escrit & signé de la main du testateur. Et jajoit que selon Droit commun il faut qu'en vn instrument public le lieu, & où il est passé, soit descript, toutesfoies les Notaires du Seel Royal de Paris n'ont accoustumé mettre le lieu en leurs instrumens, & font neantmoins foy. Et croy que la raison soit, parce qu'ils ne peuuent passer hors le destroict de leur iurisdiction dont ils sont Notaires: & qu'à ce moyen est à presumer qu'il soient passez au dedans ladicte iurisdiction, si orēs il n'en est rien escrit.

Est à noter quel'on n'a accoustumé d'adiouster foy aux attestatiōs de Notaires faictes à la requeste d'une partie au preiudice d'autre partie, sinon qu'elle soit faicte du consentement des deux parties. Vray est que telles attestations sont bien foy contre la partie à la requeste de laquelle elles sont faictes.

Semblablement il faut sçauoir, a que quand l'une partie declare qu'elle ne produict que ses actes de Court, qui sont les registres des expéditions faictes en la matiere, & enquestes, le Iuge ne doit point ordonner que partie aduerse baillera Contredits: car par les Ordonnances dernieres Article trente six est defendu de non bailler aucuns Contredits cōtre les dire & deposition des tesmoins, toutesfoies auparavant l'Ordonnance susdicte en Poictou on n'en bailloit point: mais en Chistelet à la Rochelle, & en plusieurs autres lieux on en bailloit: & aussi selon Droit escrit il estoit permis de le faire. Neantmoins où la partie faict telle declaration de ne vouloir autre chose produire: & que la partie aduerse requiert estre receu à bailler Contredits, le Iuge ne faict point mal s'il appoincte les parties, ou à voir l'Enqueste en publication, ou en droit, selon la qualité de la matiere, faut à faire raison en iugeant le procès des Contredits, s'ils y escheent, ou si la partie sera receuē à bailler Contredits, ou non: car par ce moyē la partie n'a aucun interest, sinon en ce qu'elle pourroit dire, qu'elle seroit chargée des espices de la visitatiō du procès: mais l'interest cesse, par tant qu'il n'y a rien qui gise en Contredits. Et ne faut obmettre à bailler Contredits & Saluatiōs auāt e que voir l'Enqueste en publicatiō: car apres l'on n'y est plus ordinairement receu: par ce que par lesdits Contredits ou Saluatiōs l'on pourroit alleguer quelques Faicts nouueaux. Toutesfoies il mesēble que ce ne pourroit l'empeschier s'il n'y auoit forclusiō expresse, & qu'encores en refondāt les despēs de la forclusiō & du retardement du procès, lō y pourroit estre receu: par ce que si l'on allegue vn faict

13. Attestations
faictes par les
Notaires,

14. De ne bail-
ler contredits
contre les depo-
sitions des tes-
moins.

15. Appointe-
ment à produire
sans à ordonner
en iugant le
procès de ne bail-
ler contredits,
s'il y eschet.

16. Fait nou-
ueau allegue
quād sera receu
ou non.

326 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
nouveau, le luge n'y aura regard s'il est mis par les cōtredits, la partie ad-
uerse en pourra demander reiect ou radiation, & par ce moyen ce ne peut
nuire à la partie aduerse. Et si c'est tel fait qui naist de la production, tout
ainsi que la partie seroit bien receuable à l'alleguer & prouuer en la cause
d'appel, pourquoy ne sera elle receuë à le poser & prouuer en l'instance
premiere, mesmement quand il n'est encores conclu ne renoncé en cause,
ne prins appointment à ouyr droict?

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XLVII. De l'appointment à produire, &c.

El auparavant par l'Ordonnance du mesme Roy 1446. art. 39. Loys
12. 1507. art. 132. François I. 1535. Chap. 8. Art. 13. mise au 3. liu. de la Con-
ference Tit. 1. Et par celle du Roy François I. 1536. Chap. 1. Art. 16. pour
le pays de Bretagne il est dit que les parties sōt tenuës produire leurs
pieces par Inuetaire, qui ne sera raisonné: mais seront declarges les
hns, auxquelles on produit lesdites pieces, les coter & marquer par
lettres, A. B. C. & autres lettres suivantes, tant en l'iuventaire que sur le dos des pie-
ces produites separement, & non couuës ny attachees par ensemble: fors les Escriptu-
res & Additions qui se ront mises en vn cayer, les Additions apres les Escriptures, le
tout signé de l'Aduocat qui les aura faites. Voyez l'Ordonnance de Loys XII. 1510.
art. 38. François I. 1539. art. 35. & 1535. Chap. 3. Art. 14. Rebuffe Tom 3. *Traict. de iument. glof.*
vn. num. 19. 20. dit aussi qu'il faut coter lesdites pieces des lettres alphabetiques & di-
re à que le fin chacun instrument est produit.

b *Id. m.* par autre Ordonnance precedete 1446. Art. 36. François I. 1535. Chap. 8. art. 14.
c 1539. Art. 87. & ainsi faut lire au texte François, & non pas 47. comme es prece-
dentes Impressions.

d Par les Ordonnances du Roy François I. 1518. art. 12. & 1531. Chap. 1. art. 25. Chap.
18. art. 14. les Greffiers, tāt de Cours souueraines qu'inferieures & subalternes ne doi-
uent recevoir aucunes productions sans Inuetaire parfait & fourny sans enreliques,
rature, n'appostille, de ce mot, *debet* ou *debet*, si ce n'est qu'autrement, parties cuyes,
en fut ordonné. Et par les autres Ordonn. du Roy François I. 1535. Chap. 5. article 15.
& de Henry III. 1579. Estats de Blois article 160. les Inuetaires seront signez par les
Procureurs.

e Cecy est prins des Annotations.

f Ceste forme est tiree, *ex Lpen. C. quemadm. test. ap. l. 2. diem autem. D. eod. tit.* laquel-
le ne semble à nostre Autheur estre abrogee par l'Ordonnance.

g Cecy est aussi prins des Annotations, & de la L. *Vern. C. de fid. instr. & ibi Doctores.*
Boer. Dec. 231. num. 1. Immol. m. c. 9. perpetuus De fide instr. extr. per l. si aduersarius. C. eod. tit.
Iason in l. 1. §. edendone, D. de edendo, traitent ceste question, si l'on peut renoncer aux
instrumens produicts. Vnde Guid. Pap. quest. 243. & 503. cum venissent extr. de instrum. & ibi
Panorm. Bald. in l. 1. C. de confess. Azon in l. 1. §. edendu. D. de edendo. Vide Boer. Decif. 252. nu-
3 Specul. Tit. de instr. ad l. §. postremo. Notez qu'encores que le Droict commun vne co-
pie dvn titre puisse bien estre prinse sur vne autre copie qui a esté auparavant colla-
tionnee à son original *Felin. m. c. Albericus extra de testam. §. si est ce que cela n'est*
poini gardé en France. Car la copie se doit prendre sur l'original mesme: sinon que
la partie afferme par serment l'original estre perdu. Le luge peut bien en ce cas don-
ner permission d'en prendre vne autre copie sur la premiere copie bien & deuëment
collationnee à l'original.

h *Baldus & Azon. l. 1. §. edenda. D. de edendo.* tiennent qu'il ne peut estre contraint. Le
contraire est gardé en Dauphiné. *Guid. Pap. quest. 243.* Nous gardons l'opinion du

mesme Auteur, *quest. 1. 42.* Si vne des parties a exhibé vn contract ou instrument auant contestation, elle le doit mettre dedans sa production : autrement on n'y aura plus d'esgard, & ne fait aucune foy. *Hypol. de Marf. singul. 17.* lequel dit aussi *singul. 81.* que les titres doivent estre produits en la presence de la partie, desquels il luy faut bailler coppie, & luy sera iour assigné pour les venir contredire ou approuuer. Notez que le luge ne doit auoir aucun esgard à aucun titre ou instrument, s'il n'est produit & employé par l'inventaire. *R. ebuffe Tract. de part. product. Argum. l. 1. §. editiones D. de edendo. Instrumentum non editum an productum in iudicio, non dicitur iudici cognitum, l. 1. v. C. de fid. instrum. Gloss. & Felin. in cap. contingit extra eod. tit. l. adopsio. D. de adopsionibus. Vide Guid. Pap. quest. 2. 1. & ibi Mattheum.*

i Cecy est aussi prins des Annotations.

k La Loy, Comparaisons, & les authentiques suiuiantes, *C. de fide instr.* sont en partie abrogee en France: parce que pour verifir vn feing ou escriture d'un homme priué nous receuons des tesmoins, & non la seule comparaison.

l Tellement qu'en ce cas la negatiue se peut aussi bien prouuer que l'affirmatiue, comme en cas semblable recite *Felin. in c. cum tu, extr. de testib.* A ce propos voyez la fin de ce Chap. 47. au texte François. Et si le defendeur se laisse forcloire d'informer de son consentement ou bien volontairement, ou s'il acquiesce à l'Ordon. ou appointement du luge, qui a ordonné qu'une partie seulement verifieroit ledit feing & escriture, & neâtmoins apres publicatiō d'Enqueste veut verifir sa negatiue. Alors il en est forcos & exclus, non par ce moyé que lesdites loix & authentiques sont abrogees & hors d'usage: mais c'est pour euitier à la subornation de tesmoins suiuiant le droit commun, *re notatur in Aut. atquisi. eme. l. 2. de probat.* Au surplus faut noter que les tesmoins qui depotent pour l'affirmatiue sont à preferer à ceux qui depotent pour la negatiue. *Felin. in d. c. cum tu, extr. de testib.* Aucuns ont remarqué que lō ne doit faire aucune preuve sur feings & feaux des Escriitures publiques, & qui sont en forme authentique: mais que l'on doit adiouster pleine foy ausdites Escriitures, smon qu'elles fussent maintenues de faux, ainsi que l'Ordonnance du Roy François I. 1536. pour le pays de Bretagne Chap. 1. art. 22. le porte, mise au j. liu. de la Conf. des Ordon. Tit. 1. m. l. 1. 2. C. de edendo. l. 6. C. Th. de accus. Ragueau, in verbo, Compulsoire.

n Exemplum differt ab authentico siue originali, l. 2. D. de fide instr. l. 4. §. 2. l. 1. §. D. Fam. etc. l. 1. vlt. D. Quædam, testam. c. 1. & vlt. extr. de fide instr. Exemplum dicitur etiam transcriptum in c. 1. extr. de fid. iuss. Ragueau, in verbo, copie. Vide Guid. Pap. quest. 471. Bart. in l. Chirographis, D. de ad n. tutor. Acc. in l. fin. C. de fide instr. Au reste vne coppie collationnee à son original sans appeller la partie, ne fait foy, l. 1. *ancimus. C. de ducesis rescript. Auth. si quis in aliquo. C. de edendo l. 2. D. de fide instrum.*

o Cela est prins des Annotations où l'Auteur tient que Paul de Castres, in *Auib. iubemus. C. de iudic. escript* que telle chose se garde aussi à Rome: mais que telle chose est contre le Droit. Et sur la l. 1. C. de iuram. props. cal. dando, le mesme Paul de Castre dit que l'on a accoustumé de donner ordinairement deux Delais, l'un pour produire tesmoins, & l'autre pour produire lettres & titres. Toutesfois il nous faut bien noter en passant que l'opinion de l'Auteur mise en François n'est pas si rigoureusement obseruee, mais au contraire est permis, sans crainte d'aucun reiect, de produire apres le Delay escheu: pourueu que le procez ne soit iugé.

p Special. Tit. de instr. edit. versic. & Ioan. de monte Albano. Tract. de except. contra quamlibet scripturam. *R. ebuff. Tom. 3. Tract. de part. product. Art. 1. gloss. unic.*

q Ainsi qu'il a esté iugé par Arrest donné aux Grands iours de Poitiers le 24. iour d'Octobre 1531. lequel est aussi recité par *R. ebuffe Tom. 3. Tract. de reprob. testium Art. 1. & 2. gloss. vn. nu. 14.* où il cite Imbert, & ledit arrest est coté du 21. d'Octobre 1531. Et si la recreance a esté adingee sans l'appointement de bailler Contre dictz & saluatiōs, la sentence est annulée, iugé par Arrest du 7. iour de Iuillet 1511. *R. ebuff. Tract. de sens. ext. Art. 1. gloss. 10. num. 4.*

r 1539, Par les Ordonnances des Rois Charlés VII. 1446. article 17. & 1453. Art. 53. François I. 1536. Chapitre 1. Article 19. Ne sera par les Contredits fait aucun recit du procez, ne se prins les faits & moyens deduits en iceluy: mais d'entree viendront à

dire, *Telle piece ne peut servir, &c.* pour telle raison alleguant & deduisant sommairement les raisons de Droict. Et par les autres Ordonnances de Charles VII. 1446 Art. 36. & 1453. Art. 51. François I. 1535. Chap. 4. Art. 7. Ne seroit baillee aucuns Cōtredicts ou Saluations, sinon en procès appointez en Droict sur le principal, Recreance ou prouision. Toutesfois si les parties veulent outre leurs Contredicts & Saluations bailler aucuns motifs de Droict en conclusion de cause, pour mouuoir le courage des Iuges, faire le pourront. Au reste par Arrest donné aux Grands Iours de Moulins le 10. iour de Septembre 1540. est dict que procès par escrit s'entend, où il y a appointement d'escrite, produire, & iour d'ouyr droict: & quand le Iuge par sentence appointe ou ordonne que les parties produiront par deuers luy, pieces, titres, instrumens & documents ou actes. Rebutte *Tract. de prescript. Art. 1.2. & 3. num. 4.*

§ 1539. mise au 4 liure de la Conference des Ordonnances Tit. 5. auquel lieu est aussi recitee celles de François I. 1536. Chap. 3. art. 4. de Henry II. 1549. art. 5. & Henry III. 1579. Estats de Blois art. 180. a defendu conformément ausdictes Ordonnances, à tous Notaires de quelque iurisdiction qu'e soit, de recevoir aucuns cōtraicts d'héritage, sans que par iceux soit déclaré par expres en quel Fief ou Céfue, sont les choses ce dees ou transportées, & de quelles charges ou deuoirs elles sont suiuettes & redevables enuers les Srs. Feodaux ou Censuels qui seront particulièrement declarcz, Au reste tous actes de iustice se doiuent prouuer par escrit, & non par tesmoins, suivant la raison de la *L. mediterranea, C. de ann. & trib. lib. 10.* Et doit-on s'inscrire en faux ainsi que porte la Coustume de Bretagne nouvellement reformee. Art. 156. mise en la Conference des Coustumes partie 1. Tit. 22 les Cōtredicts se doiuent entendre qu'à le Cōtraict, titre ou instrument est passé par deuant vn Notaire hors son destroit, & territoire, où il est crée & estably, *juxta l. extra territorium, D. de iurisd. omni. iud.* cōme il a esté assez monstré & expliqué cy-dessus Chap. 1. quand l'instrument est raturé & cancellé *l. inbennus, C. de probas. Nou. de fide instr. §. 10. col. 5. l. si chirographum, D. de prob. l. 1. §. cum i. q. l. debitors, C. de solut. & l. Libro, D. de passu* Si l'instrument est impugné ou maintenu de faux. Si la donation faite entre vifs n'a esté insinuee dedàs le tēps de l'Ordonnance: & si elle n'a esté acceptee suiuiat l'Ordonnance 1539. Item si les parties cōtrahâtes & tesmoins qui scauent signer, n'ont point signé, & si le Notaire n'en a fait mention de ceux qui ne scauent pas signer. Car par les Ordonnances du Roy Charles IX. 1560 Estats d'Orleans art. 84. & de Henry III. 1579. Estats de Blois art. 165. Tous Notaires sont tenus faire signer aux parties & tesmoins instrumētaires tous actes & cōtraicts, s'ils scauent signer, sinon en seront mētion. Et par l'Art 166. de la mēme Ordonnance vn seul Notaire estât és villes & gros bourgs, si les parties ne scauent signer, est tenu de prēdre pour le moins vn tesmoin qui sçache signer: & par le 107 art. de la mēme Ordonnance, sont tenus declarer és cōtraicts, Testamēts, & actes, la qualité, demourances & Parroisses des parties & tesmoins y denōmez, la maison, où les cōtraicts seront passez le temps de deuant & apres midy qu'ils auront esté faits. Item si les instrumens ou titres sont sans iour & date, qu'on dit, *sine die, & consule*, suivant la dispositiō ciuile, *notari in c. e. de test. extra de scriptis. inter dilectos. extra de fide instr. Bart. in l. ita stipulatus, D. de verb. oblig.* ie laisse les autres contredits qui fe peuent remarquer par l'indistric de l'Aduocat, tāt de disposition de droict, que des Ordonnances Royaux.

Et vide l. vit. C. de crimin. stellion.

v Cela s'entend seulement des Coustumes qui n'ont aucune solemnité prescrite: mais quāt à celles qui en disposent, faut garder estroitement la forme & solēnité, cōcernant les Testamens introduites par icelles, comme aussi és pays de droict escrit les solemnitez requises par les loix Romaines. Autrement le testamēt sera debeat de nullité. (Et par ainsi la solēnité ancienne qui se gardoit és testamens est abrogee en France, comme il est noté in *L. hac consulestima C. de testam. & l. vit. C. de codicill.* Car au iourd'huy il suffit que les testamēts soient signez d'un Notaire & deux tesmoins nō seulement pource qui regarde les causes pies, mais aussi par toute autre dispositiō: & parce moyen auons estendu fort auant la dispositiō Canonique dont est parlé in *c. cum esset & c. reclaim De testam. in antiq.* vn Testament escrit & signé de la main du testateur est bon & valable, comme escrit Boër, sur la Coustume de Bourges, Tit. des

Testa-

Testamens, § 1. Partant faut regarder les Coustumes de chacune Prouince. Voyez la Conference des Coustumes, partie 2. tit. 14.

x L'Ordonnance du Roy Henry III. 1576. Estats de Blois, art. 166. est contraire, laquelle est recitee cy dessus sous la lettre a. en ce mesme Chapitre.

y Cecy est pris des Annotations.

z Cecy est pris des Annotations.

a Faber in § 1. ff. de testam. Aciat. in l. 1. c. de pact. Bart. in l. non solum. §. morte. D. de nou op. vunt. & in l. fin. num. 8. D. de tab. exhib.

b 1539. Tout ce qui suit est extrait des Annotations.

c Loys XII. 1510. art. 37. François I. 1535. chap. 8. art. 19. les parties bailleront reproches avant la publication d'enqueste, apres laquelle ils n'y seront aucunement reccus.

d Cecy est pris des Annotations.

DE TESTIMONIIS RESIGNANDIS seu publicandis.

CAP. XLVIII.



Recedit verò (quod ad litis inficialiter constituta seriem attinet) testimoniorum resignatio, quam in quæstæ publicationem nuncupant. Quam re cum primò videndum est, ut si quis quid habeat, quo non rectè ordinèque testimonio processisse velit causari, id tum afferat, resignatiònemque hanc ea ratione prohibeat: aliqui postea non id licebit adducere. Traduntur autem testimonia perlegendà prius ipsi reo, deinde actori. Sed si apud supremas Curias litis cognitio trahatur, nequaquam testimonia aperiuntur: sed ut eorum resignations apud inferiores iudices

De testimo-
niis resignan-
dis.

(sicut modò dixi) obfistitur: itidem eorum receptioni apud summa tribunalia permittitur remitti. Tamen si sanè mos ille apud nos inualuisset, ut post resignata testimonia cuius libet testis dicta falsi insimulare liceret: is tamen abrogatus est Curia Parisiensis senatusconsulto, ne si nostra sic aperiatur ad testes rursus producendos, super istdem capitulis ex quibus testes iam alij interrogati sunt: quod, quia subornationis periculum inde maximè imminet, Casareo & pontificio iure prohibitum fuit. Nec verò refert, si quis se causetur his de quibus testis dixit, gerendus non interfuisset, imò dum egererentur, procul adeò ab eo loco ubi gesta assenerantur abfuisse, ut solo locorum interstitio testimonio fides adimatur. At qui opus est ut ille affirmet, testem ore composito, vel prece vel pretio illicitum prohibuisse testimonium: alioqui in eum falsi accusationem intendere non potest: cum quidem instituenda ea est forma, ut causæ suas scriptis mandatas accusator apud iudicem exhibeat: qui ex his perpendet an quæstionem prærogativam habeat decernendam: eaque decreta ad capitalis iudicii similitudinem ulterior controversia peragetur. Interim autem summa quæstionis discussio conticescit, si falsi accusatio ad ipsum spectet decisionem.

Quomodo
testimonia falsi
si accusentur.
Quæstionem
prærog. i. in-
formationē,

Tt

DE PVBLICATION D'ENQUESTES, ininscription en faux contre les depositions des tefmoins, preuue d'Alibi, subornation de tefmoins, moyens de faux, & recolement de tefmoins en matiere ciuile.

CHAP. XLVIII.

1. Publication d'enqueste comme s'entend.
2. Moyens de nullité se proposent auant la publication d'enqueste.
3. Anciennement il n'y auoit publication d'enqueste au Parlement de Paris.
4. Inscriptiō en faux contre la deposition des tefmoins.
5. Raison pourquoy la preuue d'Alibi est receüe en criminalité apres confrōtation de tefmoins, & non en ciuilité.
6. Moyens de faux ne se cōmuniquent à partie aduerse: mais aux gens du Roy, ou Procureur d'office.
7. Publication d'enqueste en quelles Cours & matieres a lieu.
8. De non recoler ne reoir tefmoins apres publication d'enqueste.
9. On n'a esgard à la deposition des tefmoins morts.
10. Publicatiō d'enqueste comme peut estre faite à celuy qui assiste à vn proces, apres les enquestes faites.

1. Publication d'enqueste comme s'entend.



Ensuit voir la publication d'enqueste, qui n'est autre chose, sinon que le Iuge ordonne que les parties verront les enquestes en publication: sçauoir est le defendeur le premier, & le demandeur par apres. Et faut prendre aduis auant que le Iuge donne ledit appointement, si lon veut debatre l'enqueste de nullité: car il faut alleguer les moyens de nullité auant ledit appointement: & empescher qu'il ne soit ordonné que l'enqueste soit veüe en publication: car par ledit appointement les moyens de nullité sont vuidéz: sinon que le Iuge ordonne que les parties verront les enquestes sans preiudice des moyens de nullité, dont sera fait raison en iugeant le procès.

2. Moyens de nullité se proposent auant la publication d'enqueste.

3. Anciennement il n'y auoit publication d'enqueste au Parlement de Paris.

Semblablement en la Cour de Parlement à Paris, parce qu'il n'y a point de publication d'enqueste, lon doit alleguer lesdits moyens de nullité, quand la partie demande que son enqueste soit receüe: car ladite reception est au lieu de publication. Pareillement lon doit faire és Requestes du Palais à Paris: car il n'y a point de publication, non plus qu'en ladite Cour de

Parlement. Mais en toutes autres Cours de ce Royaume y a publication d'enquestes par les Ordonnances dernières, article 86. Toutesfois la Cour de Parlement de Tholose ne voulut du commencement recevoir ledit Article, ne trois ou quatre autres, jusqu'à ce qu'elle ne sceust le vouloir du Roy, ainsi qu'il appert par vne modification que ladite Cour fit mettre à la fin desdites Ordonnances, sans laquelle elle ne voulut onques permettre les Ordonnances estre vendues en la ville de Tholose, ne au ressort dudit Parlement, desquels trois ou quatre autres Articles nous parlerons es lieux propres: Lon avoit accoustumé anciennemēt & n'agueres, recevoir vne partie à soy inscrire en faux cōtre la deposition de quelques tesmoins, apres qu'elle avoit veu l'enqueste en publication: Mais par Arrest & Ordonnance faite es Grands-Jours tenus à Poictiers le dixneufiesme iour d'Octobre l'an mil cinq cens trente-vn, en certaine matiere d'entre les Chanoines & Chapitre de nostre Dame la grande de ladite ville de Poictiers, demandeurs & complaignans d'une-part, & les Curé & parroissies de ladite Eglise defendeurs d'autre-part; fut defendu au Seneschal de Poitou, ou ses Lieutenans, de non recevoir plus telles inscriptions en faux: combien qu'il estoit question en ladite matiere, que celui qui vouloit faire ladite inscription, maintenoit qu'il n'estoit au lieu où les tesmoins maintenoient les troubles avoir esté faicts, desquels estoit question, ains estoit absent à dix ou douze lieues, tellement qu'il n'eust esté possible qu'il eust esté en celieu dont les tesmoins deposingent. Toutesfois selon Droit escrit, tels faicts estoient receus, & encores sont receus en matiere criminelle, & en doit lon adiuget preuve, comme cy dessous sera dict. Mais la cause de l'Ordonnance susdite est pour obuier à subornation: pour laquelle raison aussi selon Droit commun, lon ne peut faire ouïr tesmoins apres publication d'enqueste sur mesmes faicts, ou directement contraires à ceux, sur lesquels seroient ouïs les tesmoins de l'enqueste veüe en publication. Or si lon recevoit telles inscriptions de faux, lon viendrait consequemment à ouïr tesmoins, sur faicts directement contraires aux faicts prouuez: parquoy ce seroit faire inditement ce qu'on ne pourroit directement faire.

Et la raison de diuersité pourquoy nous receuons ladite preuve d'Alibi en criminalité, apres la confrontation des tesmoins, qui equipolle à publication d'enqueste, est que le defendeur l'a allegué auparavant la confrontation du tesmoin à luy faite, sçavoir est par son audition. Et parce qu'en matiere civile lon adiuget preuve de tous les faicts aux parties, c'est à imputer à celle partie qui n'aura fait preuve du faict de son Alibi par vn moyen avec ses autres faicts. Et en matiere criminelle le defendeur n'est receu à faire preuve de ses faicts iustificatifs, sinon apres confrontation de tesmoins. A ceste cause ladite confrontation ne doit empescher la preuve dudit faict d'Alibi, c'est à dire, que lon estoit en autre part. Mais il y a vn remede qui fut baillé par ladite Ordonn. desdits Grands-Jours, c'est si lon veut maintenir la deposition faulse, & le tesmoin avoir esté suborné & corrompu

4. Inscription en faux contre la deposition des tesmoins.

5. Raison pourquoy la preuve d'Alibi est reçue en criminalité apres confrontation des tesmoins, & non en civilité.

car lon doit en ce cas recevoir l'inscription de faux, apres la publication d'enqueste : & le Juge icelle faite en personne ou ^e par procurati^on specia-
le au Greffe, ou en iugement, ordonnera que la partie mettra les moyens
de faux par deuers luy pour en faire droict, ou les ioindra au principal pour
en faire raison preallablement en iugeant le proces, qui est beaucoup meil-
leur : car parauanture le proces se pourra iuger par ailleurs, & ne sera retardé
le iugement d'iceluy par le moyen de ladite inscription, que lon appelle
en la Cour, maintenir de faux.

Toutesfois, tant en matiere civile que criminelle, quand celuy qui man-
tient de faux la deposition d'un t^esmoin, maintient subornation & corrup-
tion de t^esmoing, il est bien receuable. Au moy^e de quoy, apres qu'un ac-
cusé eust esté receu à faire preuve de ses faicts iustificatifs, il requiert per-
mission d'informer de subornation & corruption de t^esmoins à luy con-
frôtez, l'accusateur partie civile l'empesche, disant que ce seroit indirec-
t^ement le recevoir à proces ordinaire, ce que lon ne peut faire, ains doit nom-
mer les t^esmoins, par lesquels il entend prouver les faicts iustificatifs, les-
quels doivent estre ouïs, *ex off. iud.*, & doit le Procureur du Roy les faire ve-
nir sur les deniers consignez par l'accusé pour faire ladite preuve, suiuant
les Ordonnances publiees en l'an 1539. art. 159. Au contraire l'accusé disoit,
que tout ainsi qu'apres publication d'enqueste en cause civile, il luy est per-
mis maintenir le t^esmoin de faux, subornation & corruption, aussi en cau-
se criminelle il doit estre permis. Sur quoy le Juge baille ladite permission
d'informer desdites subornation & corruption desdits t^esmoins. L'accusé
fait faire ladite information, & tellement que partie desdits t^esmoins sont
condamnez estre mis en la torture, partie se seroient absentez & contuma-
cez. Q^{uo}y voyant l'accusateur, appelle de ladite permission de faire ladite
information, & de tout ce qui s'en est ensuiuy. Par Arrest de la Cour don-
né le 12. iour de Iuillet, 1544. fut dict qu'il auoit esté bien iugé. Mais ie pen-
se que ledit Arrest auroit esté donné, parce que l'accusateur ne s'estoit por-
té appellant lors de ladite permission d'informer, ains apres que lesdits t^e-
smoins auroient esté les aucuns condamnez à la torture, & les autres par
contumace. Car veu que lors que toute ladite procedure fut faicte à l'en-
contre desdits t^esmoins, ledit accusateur n'estoit point appellant de ladite
permission, toute ladite procedure estoit bonne, & ne deuoit estre retra-
ctée pour l'appel interjecté apres ladite procedure faicte, supposé qu'il fust
releué de l'illégitimité : car le relieuement de l'illégitimité ne tollist le droict acquis à la
partie aduerse, auparavant l'appel interjecté, attendu mesmement qu'il y
auoit sempleine preuve desdites subornati^on & corrupti^on par les t^esmoins
condamnez à la torture.

6. Moyens de
faux ne se com-
muniq^uent à par-
tie aduerse: mais
aux Gens du Roy,
ou Procureur
d'office.

Et ne se doiuent les ^e moyens de faux communiquer à partie aduerse,
contre laquelle est fait l'inscription, ains seulement aux Gens du Roy,
avec les informations sur iceux faictes : car si le Juge voit que le faux soit
preallablement voidé, il ordonne qu'informations seront faictes sur les-
dits moyens de faux, & icelles seront communiq^uées aux Gens du Roy.

qui y mettront leur Requisitoire de Decret, d'Adiournement personnel, ou de prinse de corps, si le coupable peut estre apprehendé, sinó qu'il soit adiourné à comparoir en personne. Et ordonnera le Juge l'un ou l'autre, selon qu'il verra estre à faire. Et d'illec en auant sera procedé cōme en matiere criminelle, & surfoyé le principal iusques à ce qu'il soit decís du faux. Et combien que par l'Ordonnance soit dit qu'en toutes Cours il y aura publication d'Enquestes: fors éddites Cours exceptees: neantmoins il ne s'enfait qu'en toutes matieres il y ait publication d'Enqueste. Car elle^h ne doit auoir lieu selon droit commun en incident, ne voire en cause principale sommaire. Et si elle est obmise, la sentēce pourrāt i n'est nulle, inique ou tortionnaire: car ou bien elle a esté demādee, & n'a esté octroyee en ce cas s'il n'y a appel, l'on est veu acquiescer à l'appointement par lequel elle a esté deniee, & passe ledit appointement en forme de chose iugee. Vray est que s'il y a appel de la negation, si la qualité de la matiere n'est empesche, il sera bien soutenable: & par le moyen d'iceluy la sentence, & tout ce qui depuis aura esté fait, sera mis au neant, & reuoqué comme attentat. Et si ladite publication n'a point esté demandee ne faicte, la sentence pource ne laisse à estre valable: car l'Ordonnance doit estre entēdue si ladite publication est demandee. Et si ladite publication a esté octroyee, & que la partie ne l'ait veu en publication, luy est à imputer, & ne se peut plaindre si la sentence depuis a esté dōnee sans qu'il ayt veu l'Enqueste. Toutesfois il seroit meilleur de la faire forclorre de la voir en publicatiō. Ce que l'on a accoustumé communement de faire: car l'on ordonne que le defendeur verra les Enquestes en publication dedans tel temps, & le demandeur dedans tel autre temps ensuiuant, & en droit sans autre forclusion n'injonction.

Après ladite publication d'Enqueste la partie ne peut plus requerir que ses tesmoins soient recollez ou reouys, k sinó que ses tesmoins eussent esté produicts en absence l de partie aduerse, & icelle non adiournee: ou biē que les Commissaires n'eussent fait rendre aux tesmoins raison de leur dire ou eussent omis à ouyr les tesmoins sur quelques articles à eux baillez par etiquette: car en ces cas ou seblables, s'il est sauf à partie aduerse de luy faire raison des moyens de nullité en iugeant le procez, la partie contre laquelle est obiicee la nullité, peut obtenir lettres Royaux adressās au Juge par lesquelles luy sera mādē recoler ou reouyr lesdits tesmoins sur les Articles, sur lesquels il en auroit examinē d'autres, & ainsi en fut dit par Arrest le 6. iour de Septembre 1516. Et parce le Juge ou Commissaire doit mettre par l'auditiō du tesmoin, commēt il l'a ouy sur tous les Articles correz par l'etiquette. Et combien que le tesmoin die ne sçauoir rien du fait contenu en vn Article, neantmoins est bon de mettre qu'il a esté enquis sur cest Article, & dir n'en sçauoir rien: car lors le Commissaire sera entierement deschargē. Et en ce cas où la partie veult estre receuē à faire preuue sur autres Articles, la partie aduerse doit estre aussi receuē à faire preuue au contraire, aux despēs de l'autre, comme en la causē d'appel, ainsi que cy apres sera dit. Toutesfois si aucuns des tesmoins sont morts puis leurs depositiōs, & qu'il soit ordōné qu'ils serōt recollez, l'on n'aura regard à leur depositiō, cōme

7. Publication d'Enqueste en quelles Cours & matieres a lieu.

8. De non recoler ou reouyr tesmoins apres publication d'enqueste.

9. On a esgard à la depositiō des tesmoins morts.

10. Publication d'Enqueste cōme peut estre faicte à celuy qui assiste à vn procez, apres les Enquestes.

334 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
a esté par nous dict cy-deuât: mais le Iuge de son office fans ce que les parties le requierent, m pourra bien ordonner que les tesmoins leront par luy reouys sur aucuns poincts & Articles du procès. Et jagoit que selon Droit escrit publication des Enquestes ne doit estre faicte à celuy qui s'est assisté au procès depuis les Enquestes faictes, parce que lesdictes Enquestes n'ont esté faictes contre luy, ne par luy: toutesfois ie pense que s'il declaroit vouloir prendre droit par lesdictes Enquestes comme si faictes estoient avec luy, & qu'il se voulust contenter des mesmes Obiects qui auroient esté baillez par celuy avec lequel il assiste, qu'il deuroit auoir publication des Enquestes, sous mesme Delayⁿ que celuy avec lequel il seroit assisté: car en ce faisant la partie aduersé n'y auoir interest.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XLVIII. De publication d'Enquestes; &c.

A VFRER. ad Stil. curia. l. 17. de causa propriet. scribit publicationem attestationum non esse de substantia iudicii, & ideo posse omitti. Sicul. in cap. cum l. & A. extr. de sent. & re iud. Bart. in l. prolatam C. de sentent. & interloc. cap. fin. De hact. in 6. Notatur in cap. quoniam frequenter, extra, et lite non conr. Ioan. Andrasi in ca. t. De homicid. lib. 6. Et se doit telle publication demander. Faber in l. minime. C. de appel. Bart. & Bald. in d. l. prolatam. Au reste nostre Auteur en ses Annotations, dict aussi qu'il n'y auoit publicatio d'Enqueste au siege de la table de Marbre à Paris pour l'Admirauté. Mais Henry III. 1579. Estats de Blois Art. 150. a ordonné du cōtraire en ces mots. D'oresnauant y aura publication d'Enqueste en nos Parlemens, Cou's souveraines & Requestes du Palais, ainsi que pardeuant les Iuges ordinaires. Tellement que l'Ordonnance 1539. a esté cottigee pour ce regard. Guid. Pap. quest. 185. Bald. in cap. 1. si de inuestit. inter dom. & vassallum in oritur, escrit qu'en Cour de Rome telle publication n'estoit point receuë qu'à la troisieme sentence diffinitive. In stil. Curia Parl. ca. de commiss. & cor. potest. §. 42. & 43. & ibi Molin. que la publication doit auoir lieu en toutes Cours, iustices & iurisdicions. Nous en parlerons vn peu cy-dessous.

b Cela est pris des Annotations.

c Les subordinations de tesmoins sont defenduës par le droit ciuil & canonie, l. per hanc. C. de tempor. appell. cap. fraternitatis extr. de testibz.

d Bartol. in l. si testamentum. D. de pet. her. dict qu'il faut surseoir au principal, si les tesmoins, & la partie qui les a produicts sont accusez de faux: mais si les tesmoins sont seuls accusez de faux, & non la partie, que la cause principale ne peut estre retardee, n'estechee. Suiuât ceste doctrine nous tenõs que l'inscriptio en faux contre les tesmoins n'est point receuable: sinon que ladite inscription soit aussi faicte par mesme moye cōtre la partie qui les produit & fait receuoir pour estre examinez. Nous ne receuons à faire preuue que les tesmoins ont depose faux: sinon au cas que le tesmoin soit accuse de corruption ou subornation, Felin. in c. licet causam. nu. 27. extr. de probat. où il traite fort amplemēt ceste matiere. Papo liu. 22. des atrells. Tit. 12. Art. 4.

e Par l'Ordonnance du Roy François I. 1536. Chap. 19. Art. 10. & 1539. Chap. 1. art. 17. est ordonné que ceux qui s'inscruient en matiere de faux doiuent aux actes de la Cour & au Greffe en personne, ou par Procureur specialement fondé, s'inscrire en faux, & trois iours apres bailler les moyens de faux. Au reste l'Arrest recité au texte est prins des Annotations.

f Par les Ordonnances du Roy François I. 1535. Chap. 19. art. 20. & 1536. pour Bretagne Chap. 2. art. 24. mises en la Confides Ordon. Royaux liu. 9. Tit. 13. des Moyens

de faux baillez par l'une des parties ne seront communiquez à la partie accusée: ains seulement aux Aduocats & Procureurs du Roy, pour estre par apres mis és mains du Juge qui les declare admissibles & pertinents ou nō, pour y estre procedé extraordinairement & diligemment par Interrogations, informations & cōfrontations, sans en faire communication des pieces & procez de la fausseté. Ceste forme de Pratique en matiere de faux a esté confirmée par Arrest de Paris du 15 iour de Septembre 1568. recité par Papon en la 6. Edit liure 11. des Arr. Tit. 12. Arr. 8. Notez en passant que si la partie declare ne se vouloir aider del'instrument ou titre qu'il a produit, elle le peut retirer, contre la Loy 1. §. *edenda. D. de edendo in fin. & Azonis opinionem in glo. super verbo usurat.* Et celuy qui s'aide d'un cōtrat, instrument ou titre maintenu de faux en quelque procez ou matiere que ce soit, doit perdre mon seutement la prouisiō ou recreance: mais aussi la chose cōtencieuse, *Bart. in l. in fraudem 45. §. quotiens. D. de iurē fisci. Quod si ea aliter proferantur, in quibus protulerit, causa cadit. L. quamvis. C. de edicto. diuis. Had. sol. Masuer. Tit. de possess. l. 16.* Ainsi a esté souuent iugé, mesmes le 9. May 1469. le 8. Iuillet 1472. & le 1. iour de Septembre 1515. recitez par Papon liure 12. des Arr. 12. Arr. 5. g On garde la mesme forme en ciuil, que lon fait au criminel, quand il y a main- tenuë de faux: *notatur in l. absentem. D. de penis.*

h *Ioann. Gal. qu. 8.* montre qu'anciennement il y auoit publication d'Enqueste en Parlement 1193. & par le 7. Arr. 15. de l'an 1276. fut ordonné qu'il n'y auroit en la Cour aucune publication d'Enquestes: ains seulement pardeuant les Baillifs, Preuosts & autres Iusticiers, dont est tirée nostre Ordonnance: ainsi que Rebuffe escrit. *Tom. 3. Traict. de public. testif. Art. 1. glo. vn. nu. 3. & Guid. Pap. q. 516.* parle de ceste vñance. Voyez l'Ordonnance des Estats de Blois 1579. Art. 150. cy-dessus recitée au commencement de ce Chap. 48. en la lettre a.

i *Bart. in extrauag. ad reprimendum, in verbo, & figura,* est bien d'aduiz qu'il y a publication d'Enqueste en toute cause sommaire: mais *Matth. Mathesid. singul. 38.* dit que telle chose se doit entendre, si les deux parties le demandent. Toutesfois ne gardons point à present leur opinion. D'autant qu'en tels incidens & causes sommaires, le Juge seul ayant veul l'Enqueste, decide & prononce sur ledit incident: & en tout procez principal y a publication d'Enqueste. Notez encorres que telle publication d'enqueste n'a lieu en matiere eriminele, ainsi que nostre Auteur dit cy-dessous, & du Moulin. De ceste matiere faut voir la Conference des Coustumes partie 1. Tit. 12. & liure 4. de la Conference des Ordonnances Tit. 4.

k *Bald. in Addit. ad Specul. Tit. de appel. in 3. col.* tient que l'omission de la publication de l'Enqueste vitie la sentence: mais nostre Auteur n'est pas de son aduis, comme il se peut colliger du texte François.

l Cecy est prins des Annotations. *Notatur in Authent. atqui semel. C. de probat. on.*

m *Guid. Pap. q. 72.* tient qu'il faut obtenir lettres Royaux, & *probat. text. in c. per tuam De test. in antiquis.* Notez que par arr. du 9. iour de Iuillet 1513. vn mineur fut receu à verifier les faits alleguez és Escritures qui n'ont esté prouuez, mesmes apres la publication d'enqueste, en obtenant lettres Royaux. *Rebuff. Tom. 3. de public. testif. Art. vn. gloss. vn. nu. 9. & 10. Guid. Pap. quest. 114.*

n Le Juge de son office peut repeter les tesmoins, *Ioan. Gall. q. 288.* où Du Moulin tient que pour euitier toute suspiciō & faueur, il doit appeller lesdits tesmoins, sans en aduertir les parties. *Vide c. cum clamor, extra de testib.*

o Selon le *cap. constitutus. cap. cum causam extra de testib.* ainsi qu'il est cité par *Ludo. Rom. singul. 374. l. fin. C. cod. tit. Vide Specul. Tit. de teste. §. satis vtiliter, circa principium. Bald. in l. si quis §. nec iterum. D. de edendo. cap. per tuas. extra de testibus*, où il est dit que la faute du Commissaire ne nuit à la partie.

DE PORRIGENDO CALCULO IUDICANDI, seu causæ, conclusionē.

CAP. XLIX.

De porrigendo calculo iudicandi seu causæ.



Reinde his rite absolutis, & testimoniis archivio publico redditis, litigantes iudicandi calculum porrigunt, nihilque se iudicem quo minus sententiam ferat, morari profitentur. Verum si alteruter parum iuris sui merita referasse putet, hanc recipere potest facultatem, uti brevis libello amplius ea declarer, modo ea non factū, sed ius tantum respiciant, quod si id non exceperint, postea perpetuo excluduntur. Tum autem contententium uterque suum litis instrumentum ad iudicem ab actuario transmittendum curet. Sed si alter eorum cesser, aut refugitet, iudex ei indicet, ut intra certam diem litis instrumentum præparet, atque apud se exhibeat. Alioqui ex his qua apud se prolata comperiet, ius se redditurum comminatur. Sin autem hac prætermissa comminatione iudex ad sententiam profuerit, recte ab ea appellabitur. Quin etiam nec iudex dicendam sententiam agredi debet, nisi unumquodque instrumentum proprio repertorio inuentariōve à litigantium procuratoribus aut actuario subscripto digestum perscribat. Sanè in eo repertorio non sunt legum disputationes interferenda. Quum ergo hæc omnia parata fuerint, iudex nullo modo impediri potest quo minus sententiam ferat. Nec concessam à principe iurisdictionem, nec feriarum etiam, præterquam earumque diminutionis gratia decreta sunt, neque etiam si alter litigantium absit, aut prouocet, aut quidpiam aliud causetur, iudicij exitum retardant. Et si principis obiciatur rescriptum, quomodo aliquid ad litem pertinens ante inuestigare, quam de ea prænuntiare iubeatur: parendum quidem est, & litis definitione super sedendum. Verum huius liticulae etiam summa quaestiones instrumentum sæpius conferuntur, vel cum eo coniunctim, vel separatim (prout suadebit aequitas) diiudicanda. Quod si in quilius definitionem remoratus est, causa cadat: quanti interfueris aduersarij litem non esse proelatas, condemnabitur. Caterum si tabulas alias velis alteruter nouè proferre, etiam non interueniente principis rescripto admittitur: dummodo quicquid aduersarij in refellendas eas impenderit, erogat, expensisque insuper quas ob dilatatam controuersia definitionem iudex moderatus fuerit: necnon si tabulas non oppugnaveris aduersarij, causa firmamento quippe in iam à se adductis positis: consulueris tamen de ea re causidicos in id expensum eis sarcietur. Licebis quoque illi alia proferre instrumenta, qua sumptu quidem suo alter refutabit, non etiam aduersarij.

Quæ sententiam ferri impediant.

De noua productione.

DE

DE L'APPOINCTEMENT EN DROICT
apres la publication d'enqueste.

CHAP. XLIX.

- | | |
|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Appoinctement en droict donné par le Juge, apres la publication des enquestes. 2. Offres ou consentemens se doivent faire par les actes & registres de Cour, & non par les escritures ou aduertissemens de Droict. 3. De la clause, Sans autre injonction ou forclusion mise ordinairement en l'appoinctement en Droict. 4. Delation de serment en supplément de sempleine preuve. 5. De la communication d'audi- | <ol style="list-style-type: none"> tion de serment entre les parties. 6. Des lettres d'Estat. 7. Que le Juge ne doit differer à donner sentence pour meslines ou vendanges. 8. De ceux qui apres l'appoinctement en Droict produisent faits nouveaux. 9. Delais de produire sont communs. 10. Si le Juge peut estre recusé avant la prononciation de la sentence. |
|--|---|



Es enquestes veües en publication lon prend appoinctement en droict, combien que souuent en prenant appoinctement à les voir, les parties quant & quant sont appoinctees en droict: comme cy dessus a esté dict. Et en prenant ledit appoinctement, si la partie le requiert, le Juge luy sauue ou permet luy bailler ^a motifs de Droict, desquels n'a la partie aduerse communication, non plus que des saluations. Et pour ceste cause aucuns quand ils ont quelque bon point de droict ou remonstrance, ils le reseruent en leurs saluations. Mais il faut se garder d'attendre à faire quelque ^b offre ou consentement en saluations, ou autres pieces, dont partie aduerse n'a communicatiō: car ledit offre ou consentement ne preiudicie à la partie aduerse, sinon depuis le temps qu'elle en a eu communication: & iulqu'à ce est pour non fait ou aduenü. Et pour ce il faut faire vn offre ou consentement en presence de partie aduerse, ou luy faire signifier & bailler copie des escritures, esquelles a esté fait ledit offre ou consentement. Conuient entendre que mondit sieur maistre Nicole Bohier en la question 344. des Decisions de Bordeaux dict, que par

1. Appoinctement en Droict donné par le Juge, apres la publication des enquestes.

2. Offres ou consentemens se doivent faire par les actes & registres de Cour, & non par les escritures ou aduertissemens de Droict.

Arrest du Parlement dudit lieu, auroit esté dict, qu'il ne l'affisoit d'alleguer par les escriptures, que la partie aduersé en matiere Beneficiale n'est deüement dispensée: mais il faut ce entendre des escriptures & motifs de Droit ou aduertissemens, qui ne se communiquent point à partie: & non des escriptures qui se communiquent: car on a accoustumé de objicer & alleguer par les principales escriptures, ou par les contredits qu'on baille contre les pieces de partie aduersé. Ce que l'ay bien voulu icy de clarer, à fin qu'on n'imputast erreur à vn tel notable personnage: ou qu'aucuns en le prenant trop cruëment, & sans faire ladite distinction, tombassent ou fissent tomber autres en inconuenient.

3. De la clause,
Sans autre in-
jonction ou
forclusion: mi-
se ordinairement
en l'appointement
en droit.

Et par iceluy appointement en droit, on met ordinairement remette ceste clause, *sans autre injonction*: laquelle emporte que le Iuge peut iuger dès lors par ce qu'il trouuera par deuers la Cour, non pas toutesfois c'est le iour mesme ou lendemain, mais selon la grâdeur de la matiere apres quelque interualle de temps, par maniere qu'il puisse auoir eu loisir de mûrement y auoir veu & deliberé. Toutesfois par vrbanté, combien que ladite clause y soit encores, si la partie n'a dressé sa production, le Iuge ordonne qu'injonction luy sera faite de la dresser dedans trois iours, ou autre temps à sa discretion: autrement qu'il sera par luy iugé, par ce qui se trouuera par deuers la Cour. Et si ladite clause, *sans forclusion n'injonction*, n'est mise par ledit appointement, & que le Iuge sans faire injonction, iuge par le sac d'une partie, l'autre se pourra porter appellant de la sentence: & ainsi en fut dict par Arrest des Grands-Iours de Poictiers, le 24. iour d'Octobre, l'an 1531. en certaine appellation interjectée d'une sentence portant adiudication de sequestre, laquelle fut baillée apres qu'il auoit esté ordonné, que quant au sequestre en matiere de complainte, les parties escriroient par cedulaes & aduertissemens, & mettroient toutes les pieces que bon leur sembleroit par deuers le Iuge, pour en ordonner comme de raison, & en droit: & n'y auoit esté mise ceste clause, *sans forclusion, n'injonction*: ne depuis n'auoit esté faite aucune injonction, ne forclusion. Toutesfois si les parties auoient esté appointées à produire, & que lon eust baillé contredits & saluations, & mis la matiere en droit sans ladite clause de forclusion ou injonction, & qu'apres le Iuge baillast sentence, sans preallablement faire aucune injonction ne forclusion; & que la partie contre laquelle seroit sentencié, en appellast, pour ce seul grief, qu'il n'y auroit eu forclusion n'injonction, ie trouueroiy l'appel fort delicat: car veu qu'il y a eu appointement à produire, & que lon a baillé contredits & saluations: il est à presumer qu'il a esté produit, puis que lon prend appointement en droit; par apres il y a contumace & negligéce notable, si lon ne met son sac tout dressé au Greffe. Et si le Iuge fait ladite injonction en absence d'une des parties, ce qu'il peut faire, il doit ordonner qu'elle sera signifiée à la partie: & ne courra le temps, sinon depuis la signification.

4. Delation de
serment en supplé-
ment de simple-
me prouue.

Et si la matiere est disposée, que le serment soit deféré^d ou baillé par l'une des parties pour supplément de sempleine prouue, icelle partie en prenant appointement en droit, peut requérir que ledit serment luy soit de-

feré: combien que sans qu'elle le requiere, le Juge a accoustumé & le doit faire de son office: mais ledit requisitoire sert seulement d'aduertissement. Et la maniere de deferer ledit serment en nostre Pratique est, que le Juge interloque que la partie sera ouïe par sermēt sur certains poincts & articles du proces auparavant que proceder au iugēmēt diffinitif d'iceluy. Et pour ce que par ladite forme n'est déclaré certainement si le Juge entend deferer à partie ledit serment pour supplément de preuue, ou que pour autre cause il vueille ouïr la partie: il ne faut que la partie aduersē appelle de ladite interlocutoire, ains doit attendre la diffinitive. Et si le Juge selon le serment & affirmation de celle qui l'a fait, baille sentence diffinitive au profit d'elle, la partie aduersē pourra lors appeller de ladite sentence diffinitive, si l'n'y auoit telle preuue que lon luy deust deferer le serment, ou parauanture qu'il eust deu estre deferé à la partie aduersē: à laquelle il ne nuira point à la poursuite de l'appel de ladite diffinitive, ce qu'elle n'a point appellé de ladite interlocutoire: comme a esté dict par Arrest. N'est à obmettre en ce passage, qu'auons esté aduertis par aucuns notables Aduocats de la Cour de Parlement à Paris, que ce que nos Docteurs du Droit disent que quād le demandeur a sempleine preuue, sçauoir est vn tesmoing entier déposant de la verité du fait, luy doit le serment estre deferé par le Juge, pour supplément de la sempleine preuue, n'est point gardé en ladite Cour, pour raison de la grande facilité que les hommes du iourd'huy ont de iurer & faire serment: qu'ils n'ont telle reuerence ne religion à vn serment ou iurement iudiciaire, qu'au temps passé ils auoient. Qui est abolir grandes difficultez de Droit, que font les Docteurs, quand vne preuue est sempleine, & combien aussi que lesdits Docteurs disent, qu'en matiere criminelle le Juge doit deferer ledit serment, en supplément de preuue plénier: toutesfois M. maistre Nicole Bobier en ses questions 85. & 86. des decisions du Parlement de Bordeaux dict, que ledit Parlement obserue cela en matiere d'iniures ou de delict, où lon conclut à amende & reparation pecuniaire, & nō où lon demande amēde honorable: & beaucoup moins où lon tend à punition corporelle. Mais il me semble que ledit serment ne doit auoir lieu en matiere d'iniures ou de delict, quelle qu'elle soit; parce que la sentence y donnee selon Droit emporte infamie, voire si l'iniure estoit faite à vile personne, & l'infamie est de Droit equiparée à mort.

Et tout ainsi que les parties ont communication & publicatiō de leurs enquestes, aussi doiuent elles auoir cōmunicatiō de l'audition de celle qui aura esté ouïe par serment. Et pource que plus souuent on deferre le sermēt audit defendeur qu'au demādeur, selon droit & raison, aussi fait lon communement communication de ladite auditiō à celuy qui a fait le serment, & a esté ouï, premierement qu'à la partie aduersē. Semblablement, pource que ledit serment est vne espee de preuue, il faut appeller la partie aduersē à certain iour, lieu, & heure par le Juge ou Commissaire, pour voir faire ledit serment: & iceluy fait, sera ouïe la partie, à laquelle il a esté deferé, à part & séparément de la partie aduersē: laquelle ne doit aucunement estre presente à l'audition, non plus qu'à l'audition d'vn tes-

5. De la communication d'audition de serment entre les parties.

moins. Et si vne partie defere le serment à l'autre sur aucun point de la demande, ou de ses defences, partie aduerse n'est tenu de l'accepter, si n'est qu'il soit creu & sur le tout. Et si d'auanture il estoit obmis de ce ordonner, néanmoins si le fait est connexé ou dépendant de celuy sur lequel a esté deféré le serment: nous obseruons que celuy qui fait le serment, est creu dudit fait, comme du fait sur lequel est deféré le serment: comme si le demandeur se rapporte au serment du defendeur, si par l'Arrest ou closture de compte de certaine negociation il n'est pas demeuré redeuable au demandeur de la somme dont est question: & le defendeur dict par son serment, qu'à la verité il demeura redeuable de ladite somme: mais que lors il paya audit demandeur, il sera creu du payement de ladite somme: combien qu'aucuns Docteurs du Droit civil ont tenu le contraire. Et n'est tenu accepter le serment, si est deféré ailleurs que sur les Saints ¹ Euangiles, ou en l'Eglise, présent le precieux Corps de nostre Seigneur Iesus-Christ, ou deuant le lieu où il repose, & non sur aucunes Reliques des Saints, ainsi qu'il a esté dict par plusieurs Arrests. Quand les parties ont conclud en cause, & prins appointement à ouïr droit, & conclud en cause sur leurs productions, ou sur ce qui est en leurs sacs, le Iuge ne doit differer ne delayer de proferer ou donner sa sentence, soit sous ombre de ce que l'vne des parties demâderoit delay d'absence, ou attente de conseil, ou autre delay: ni ne aussi pour quelque appellation qui soit faite de luy, pour empêcher le iugement du procès: ne aussi pour l'absence & default d'vne des parties; ne pour lettres Royaux d'Etat, ni ainsi qu'il est dict par les Ordonnances du Roy Charles VII. art. 78.

6. Des lettres Royaux d'Etat.

Et sont lesdites lettres d'Etat, que le Roy ou son Lieutenant en quelque armée, donne à quelqu'un estant à l'armée, par lesquelles il est mandé faire tenir toutes les causes de celuy, tant en demandant que defendant, en surseance, o iusqu'à vn mois ou quinze iours apres son retour: desquelles lettres est parlé és Ordonnances du Roy Philippes le Bel, faites sur le fait des Aides, article 8.

7. Que le Iuge ne doit differer à donner sentence, pour meismes ou vendanges.

Aussi le Iuge ne doit differer à donner sentence pour les vacations ou ferries de meismes ou vendanges: mais si la partie obtient lettres Royaux, par lesquelles luy soit mandé auant que proceder au iugement, faire quelque chose concernant le procès, & en surseoir le iugement, iusqu'à ce qu'il ait fait ce qui est mandé: lors le Iuge doit surseoir & differer ledit iugement, & ouïr les parties sur l'enterinement desdites lettres, & ioindre ledit incidet avec le principal, pour iceluy estre iugé avec ledit principal conjointement, ou diuïsement, comme il verra estre à faire par raison. Et si le Iuge trouue que ladite partie ait obtenu lesdites lettres Royaux par malice, & pour delayer frustratoirement ledit procès, il la condamnera en amende outre le principal, & és interêts p & despens pour iceluy procès retardé, comme il est dict par ladite Ordonnance dudit q Roy Charles VII. article 78.

8. De ceux qui apres l'appointement en droit produisent faicts nouueaux.

Dauantage, par les Ordonnances, art. 112. est ordonné que les impetrans des lettres Royaux pour estre receus à articuler faicts nouueaux, si

estrouuë qu'ils ne seruent à la decision du s^s procès, sont condamnez enuers le Roy en l'amende ordinaire d'un fol appel és Cours de parlemēt, & en vingt liures parisis és Cours inferieures, & moitié moins aux parties, & plus grosse, si mestier est. Pareillement les Iuges reçoient vne partie apres l'appoinctement en droict à produire de : nouueau, sans lettres Royaux le plus communement, toutesfois le plus seur est d'auoir Lettres : car le Iuge ne la receura point sans icelles, s'il ne veut : mais il doit aussi ordonner en la receuant, que partie aduerse baillera Contredits à l'encontre desdictes pieces de nouueau produites, aux despens de celle qui les y produit, & qu'elle payera outre certaine somme pour les despens du procès retardé.

Et si la partie aduerse voulant auancer le iugement de la cause, declare ne vouloir bailler Contredits, mais demande estre resarcié des frais d'une consultatiō qu'elle dict auoir fait, pour scauoir si elle deuoit bailler Contredits, ou non, lesdicts frais luy doiuent estre adiugez. Et jaçoit que quand on baille Cōtredits aux despens de partie aduerse, communement elle n'a les despens & frais de ladicte Consultation : toutesfois me semble qu'elle les deuroit auoir, si elle afferme l'auoir fait : par ce qu'il est bien requis par fois faire ladicte consultatiō. Et neantmoins pourra cependant la partie aduerse produire aussi de nouueau : & ne baillera toutesfois l'autre Cōtredits contre ladicte produitiō nouuelle aux despens du secōd produisant : parce que les Delais de produire sont communs, comme de faire preuue, ainsi qu'auons cy-dessus dict. En outre apres ledit appoinctemēt à ouyr droict, & la partie peut reculer le Iuge, pourueu qu'elle die les causes de Recusatiō estre de nouueau venues à sa notice depuis la derniere expedition. Et doit mettre les causes de Recusation en son sac, & icelles biē cotter par son inuentaire : ainsi qu'il a esté par nous cy dessus dict. Mais si le procès est ja veu & visité, ou commencé à voir & visiter y lon ne peut plus recuser. Et si le Iuge seul dict & auoir ja commencé à voir & visiter ledit procès, & qu'il n'en apparaisse d'ailleurs que par son rapport, il n'en doit pas estre cieu : car il peut estre animé contre le reculant, & ou contre luy auoir conceu haine, au moyen de la Recusation, voire s'il monstroir le dicton de sa sentence par luy fait s'il n'apparoissoit autrement qu'il l'eust fait auant la recusation, mesmement qu'outre ladicte haine, il pourroit ce dire & alleguer pour auoir ses Espices, & consequemment à son profit.

9. Delays de produire sont communs.

10. Si le Iuge peut estre recusé auant la prononciation de la sentence.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XLIX. De l'appoinctement en droict, &c.



Ela a esté monstré cy-dessus és Annot. sur le Chap. 47. en la lettre d.
b Guid. Pap. qu. 404. Vide Bald. Paul. Castr. in Anib. subemus. C. de iudiciis.
c Ce cy est prins des Annotations. Et ceste clause, sans autre inunction ne forclusion, est au lieu de la citation qui de Droict se faisoit, à fin de voir prononcer la sentence. Car si elle estoit faicte par le Iuge, elle e-
roitensee & reputée peremptoire : autrement elle se deuoit faire avec communication peremptoire. Notatur in l. 2. quomodo & quando iudex. & in cap. consulis. extra de
Vv iij

offic. deleg. Et apres la production des parties, elles concluent, cap. cum dilectus, extr. de p. de instrument. & ibi DD.

d Francis. Corti, in comment. ad l. admonendi D. de iudiciis.

e Faciles sont nonnulli hominum ad iurandum contemptu religionis, alij perquam timidi, metu diuini nominis vsque ad superstitionem, l. 8. D. de condic. instum. s. & si Christus x. extr. de iurei. Vbi iurans facile, Deum non timet, diffidit timet: Vbi etiam dicitur ex frequenti & incauta iuratione saepe erratum nasci: & omne iurandum hos comites habere debet, veritatem, iudicium, atque iustitiam can. 5. 22. q. 2. d. ca. csi Christus. Beat. Tom. 22. q. 89. Art. 3. & resté Feb. 1. 9. ca. 2. In totum iurare, nisi vbi necesse est, graui viro parum conuenit: & est à Seneca eleganter dictum, non periturius hoc esse, sed testium: nec meretur fidem qui sententia sola gratia iurat. Rellé Cydippe Acontio apud Ouid

Quid tibi nunc prodest iurandi formula iuri.

Lingua quæ præsentem testificata Deum!

Quæ iurat, mens est, nil conseruauimus illa:

Ille fidem dictus ad hunc sola potest.

Consilium prudensque animi sententia iurat,

Et nisi iudicij vincula nulla valent.

f Le serment est suppléti de preuues, l. 1 D. de iurei. Boer. q. 85. & 86. §. 183. [Vide gloss. & scrib. in l. admonendi D. de iurei. Paul. Cast. Alex. & Ias. in l. aut prior §. 1. D. cod. tit. & Felin. in c. cum causam, extra. de testib. La condamnation pour iniures dites ou faites emporte infamie de droit, l. 5. & l. iniuriarum 10. C. ex quib. caus. infam. non irrogat, l. 4. in fin. D. de iis qui not. infam. §. 1. Inst. de pen. tem. lit. Papo liu. 9. des Arr. Tit. 6. Arr. 9. 10. 11. & 12. g Infamia iuri mortis æquiparatur.

h Cecy est prins des Annotations.

i C'est vne espèce de preuue selon la disposition de droit, l. in contractibus §. de illis. C. de non num. p. c. & c. 2. & ibi Aret. extr. de prob. DD. in Nouell. 7. c. 9.

k Le Iuge doit suaire les offres & cōsentemēt sās les diuifer, ou s'y n coper, pour en suture vne partie & laisser l'autre: cōme aussi la partie doit aussi prēdre les dites offres entieres, sans les diuifer: & doit prēdre & accepter le tout, ou bien les refuser. Notatur in l. cū queritur, D. de adm. tut. & in l. Aurelius, D. de lib. legat. Boer. q. 243. & 339. nu. 4. Ainssi est iugé par Arr. du 7 iour de Mars 1519. cōfessio aussi en civil ne se doit diuifer. Rota q. 408. in nou. 4. q. 3. si quis testib. can. si Romanorum 19. dist. 1. vers. cū & ipse Bar. & Bald. add. l. Aurelius §. idem quæsi. ff. de lib. legat. & idem Bari. in d. l. cū queritur ff. de adm. 101. Tellemēt que lesdites offres ne se peuuēt aucunemēt diuifer, ors que la partie le requierue. Arr. du 15. Iuin 1515. & 7. Mars 1518. & autre au 2. Octob. 1582. Rebus. Tom. 3. Tract. de dā. exp. & inter. Art. 1. gl. vn. nu. 157. Au reste aucūns disent que la cōfession se peut bi diuifer, quād elle contiēt deux chefs: & que le demādeur en peut approuuer l'un d'iceux & retenir l'autre, Glo. Odofr. Bar. Bal. Ang. & Salic. in l. si quide C. de excepti. Mais quand les chefs ne sont point cōnexes ou dependās l'un de l'autre, ils estimēt qu'ils se peuuent en ce cas diuifer, & alleguēt à pr. pos la l. etia §. 1. D. de minor. Toutesfois il aduēt fort peu souuent que ces chefs ne loiet point cōnexes ou depēdants l'un de l'autre. Et cōbiē que l'opiniō premiere ait esté approuuee par la Court de Pari. de Bourd si est ce que Boer estime que la dernière est fōdee sur grāde equité. De ma part ie scay que la dernière opinion est mieux receuē en Pratiq. voyez Papo liu. 9. des Arr. Tit. 6. arr. 2. fōdē sur la loy Publica §. vlt. D. de depositi Cynus in l. 2. C. de donat. ante nupt. Idem Cyn. & Petr. de bella Pericia add. l. vnic. de cōfessio, & cōfirmēt leur aduis par la l. si filius §. vlt. D. de interrogat. act. D'autāt que tels chefs s'ōt tellemēt cōnexes qu'ils depēdēt l'un de l'autre, & cōf. quēmēt ne se peuuēt ny doiuet diuifer, ny en prēdre l'un pour retenir l'autre citāt que l. Publica §. vlt. ff. de depositi & l. perfecti ff. de donat. que sub modo. Ils donnēt toutesfois plusieurs seuretez au defēdeur pour l'exēpter de la preuue. Cōme s'il fait sermēt qu'il n'a riē emprūtē, il peut iuter sās offēser de la religiō du sermēt, nō videtur doli cōmittere, qui doli dolo, atque vi seruitur clauū clauo tradidit, arg. l. cū pater §. vltio ff. de leg. 2. & conceditur malitia malitia repellere eam dominus 23. q. 2. l. si in l. cū proponas C. de pactis, l. manifeste ff. de iureiur. & Felin. in cap. ex tenore. De testib. in antiqua La secōde seureté, est qu'il iure & serme qu'il cōfesse telle chose en ceste sorte & nō autrement, Gloss. & Bald. in d. l. si quide & l. si in §. nē si quis postulat Inst. de action. la troisieme, s'il dit qu'il n'a emprūtē aucune chose demandeur, dont il luy soit tenu n'obligē. Petr. Anch. & Domin. in c. cupientes

De delict. in 6. ceste dernière seurété touchant la confession a esté approuvée par la Cour du Parlement de Bourdeaux du 13. Fevrier 1517. comme rapporte *Bart. Decis.* 233. Les autres Docteurs estiment que telle confession doit estre receuë encores qu'elle soit faicte de certain accord, payement ou acquit qui seroit depuis interuenue. De cest aduis sont *Fab. in l. vn. C. de Confes.*

I. Sacrosanctis scripturis prepositus vel sacrosancti euangelii sacri, l. 1. C. de iudiciis, l. 12. C. de rebus creditis. & iuratur.

m Ces Delais s'ont abrogez par l'Ordonnance 1539. a. 18. cōme il a esté dict cy dessus. *n* Mise au liure de la Confer. des Ordonnances Royaux. tit. 10.

o Ces lettres d'Estat s'appellent aussi lettres de surseance en l'Edit du Roy Loys 11. 1510. art. 59. par lequel eut ordonné que doresnauës Chancelleries ne serōt octroyées aucunes lettres de surseance de Cōplainte ou fournissement d'icelle, & pouruoirōt les Juges desdictes complaints ou surseances d'icelles, ainsi qu'ils verront estre à faire par raison. Ce qui estoit aussi auparauant ordonné par Charl. 7. 1453. art. 62. Loys 12. 1502. art. 37. François 1. 1535. Chap. 12. art. 12. ainsi qu'il a esté monstré cy-dessus Chap. 35. de ce 1. liu. nombre dernier. Elles n'ont aussi lieu en matiere criminelle. Charles 7. 1453. art. 74. Loys 12. 1507. art. 67. François 1. 1535. Chap. 13. art. 58. art. du 6. iour de Iuillet 1512. l. 2. *q. vlt. C. vi intra certum tempus act. crim. term. l. vlt. C. de libertis & cor. lib.* ainsi que Rebuffe escrit. *Traict. de dilat. art. 4. gl. vn. & Traict. de lib. stat. art. 3. gl. vn. nu. 1.* Ny en matiere de crices. Arr. du 23. iour de Feurier 1518. ny pour promesse de dot contre le Sieur de Tousseille, iugé par Arrest du 21. Feurier 1514. Rebuffe *Traict. de lib. stat. art. 2. gl. vn.* mais elles ont lieu pendant l'instance de proposition d'erreur, ainsi qu'il a esté iugé par arr. de la grand Chambre le 16. iour de Iuillet 1537. recité par Rebuffe *Traict. de lib. stat. art. 4. gl. vn. nu. 12.* & si elles n'empeschent point la conclusion du procez: par arr. du 9. May 1501. entre Maître Iean Baillon & Guillaume Poiffet, ny la vuidange du procez. Arrest du 16. Mars 1456. Les ostages peuuent obtenir telles lettres par Arrest du penultiesme Feurier 1540. Charondas liu. 1. des Pand. Chap. 13. & 19. Papon 3. des Notaires liu. 2. Chap. des lettres d'Estat liu. 10. des arrests Tit. 8. Ragueau en son Indice. Conf. des Ordonn. liures. Tit. 10. Cont. des Coust. partier. Tit. 12. Rebuffe, *Traict. de reffer. art. 3. glo. 2. Traict. de lib. stat. art. 1. gl. 2. & 4. Iean. Gai. quest. 105. p. Baldus in conf. 400. in 3. volu. l. conf. 47. volu. 3. Alex. and. Conf. 136. volu. 2. q. 145. art. 73. Loys XII. 1507. art. 59. François 1. 1535. Chap. 8. art. 18.*

r C'est l'Ordonnance 1539. art. 112. Lettres pour articuler faicts nouueaux *Bart. in l. 1. C. de anomal. except. Nouel. 90. §. quia vero. Auth. quia semel C. de probat. Oū Balde & Paul. de Castre tiennent qu'ils ne sont receus, si ce sont mesmes faicts ou bien directemēt cōtraires à ceux sur lesquels a esté informé. cap. fraternitatis. xiv. de testib. Clem. vlt. cod. tit. Angel. in l. exceptionem 19. C. de probat. Guid. Pap. Dec. 14. & Cōf. 100. De ceste matiere de faicts nouueaux est amplement traité, in stilo cur. Parl. cap. 24. Que in exco. appel de nouo pri. d. pos. Fab. & Cyn. ad l. per hanc C. de temp. & rep. appellat. Bald. in l. iniuriis. C. de procurat. c. cū extra D. de fide inst. Spec. Tit. de remon. & cancel. §. i. vers. hac Doctores in c. fraternitatis extr. de testib. & Clem. vlt. cod. tit. c. 1. extr. de except. l. as in lata demum. col. 3. & 4. C. de procur. Nous ne gardōs ladite L. per hanc C. de temp. & rep. appellat. scio. D. de appell. Reb. in prafat. in Conf. regum nu. 95. & Traict. d'escr. art. 3. gl. 1. nu. 3. & 4. gl. 4. nu. 2. Papon 3. des Notaires liu. 5. Tit. des lettres incidētes en general, & liu. des Arr. Tit. Arr. 1. 2. & 4. Il faut que les faicts nouueaux seruent à la decisio de la cause, l. si duo §. idem D. l. de iureiur. d. do. & sont diuers des premis. Odof. in Auth. quia semel C. quomodo & quando iudex. Bart. in l. cum surti. D. de in litem iur. l. as in l. admonendi in 2. Lectur. nu. 12. D. de iureiur.*

s Procez par escrit ou verbal. Du Moulin.

t *Bart. in l. admonendo D. de iureiur.* dit que le serment doit estre presté par celuy qui veut faire production nouuelle: & mesmes *Burig. in c. pastoralis. extr. de except.* estime qu'il faut estre restitué, & par consequent auoir lettres; Mais auourd'huy par l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1563. quand le procez a esté iugé par conclusion, la partie en cause d'appel peut requérir pardeneant le Juge d'appel sa production estre receuë, & ledit Juge l'ordonner.

v Cela a esté iugé par plusieurs Arr. mesmes le 2. iour de May 1521. pour Maître Iean Vallois, cōtre Iulien Boucher: mais si l'Enqueste n'est faite dedās les delais, parce qu'un second Delay luy a eité denié, elle ne sera faite aux depens de l'impeitant.

344 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
au deuxième Delay: mais aux despens de l'intimé. Arrest du 17. Decembre 1543. re-
cité par Rebuffe *Traict. de rescriptis*, Art. 3. gl. 14. num. 25.

x Cécyl est pris des Annotations. *Felinus in cap. infumante extr. de offi. delegat. & d. ca. Pastoralis extr. de except.* suivant l'opinion d'Immolà, dit qu'un Juge apres conclusion en cause peut estre recusé toutesfois & quantes.

y Jugé par Arrest, ainsi que nostre Auteur monstre en ses Annotations.

z *Felinus in cap. cum à nobis extr. de testib.* tient formellement que s'il n'apparoist de ce que le Juge dit, il ne faut s'arrester à son dire, *Nam iudici soli de his que gestu, non creduntur, line in arbitrio. C. de arbit.* principalement quand il met en auant quelque chose pour soutenir sa sentence.

a *Bartol. in d. line in arbitrio. C. de arbit.* dit aussi qu'il ne faut adionster aucune foy à un Juge concernant les choses qui regardent son honneur & blâme.

DE SENTENTIIS ET INTERLOCV- tionibus omnium iudicum.

CAP. L.



Quando interlocutiones necessariz. Intra quod tempus ferenda sententia. Quomodo succurratur adversus iudicem cunctantem iudicare. Quando roganda causidicorum in iudicando sententia.

*Q*uæritur iudex omnia apud se prolata accuratissime reuoluat, inspicere que an uterque litigantium sibi incumbentia compleuerit, & an ab eis faciendis rite submotus exclususque sit, si quid igitur probolitis ordini necessarium superesse censuerit, imperet illi cuius interest, intra certam diem id perficiendum: alioqui illud ultra tempus constitutum exequenti facultatem auferat: atque ad ferendam sententiam hâc lenta festinatione perueniat. Præterea magno perè animaduertat, ut principem questionem definiat, nec circumspèctata interlocutionum inuolucra architectetur: quo in genere plerunque & à pluribus peccatur, ac multum quoque maliam dudum in exemplo est. Sunt tamen interlocutiones nonnunquam necessaria atque tum maxime, quum testes interrogati, eleuati, ita fuerunt, ut iis plane detracta sit fides. Statuendū est enim, ut antequam sententia dicatur, intra præfinitam diem de his quibus sugillat: iuxta ac subleuata est restium opinio inquiratur si modò in eorum testimonis cause firmamentū existat. Quod si ex aliis testibus nullo modo minusue iuste reprobatis, aut alio instrumento de causa liqueat, non fit huic locus interlocutioni. Quo circa non abs re nostris principalibus decretis constitutum est, ut prius iudex litis instrumenta omnino recensere debeat, quam de restium reprobationibus docendum præcipiat. Rursus iudex cunctari non potest quin in causis leuioribus intra tres menses, in arduis autem intra sex, ex die quo porrectus est iudicandi calculus, sententiam ferat. Alioqui præteritis huiusmodi temporibus, ille ad eam quam ea res pertinebit rescripto regio cum iudicem de iure dicundo interpellabit: sed si tertio rogatus, id ipsum aspernatus fuerit, ab eo ceu reddidi iuris recusatione denegationeque poterit appellari. Porro, iudex in quibusdam terminandis litibus sui fori causidicorum sententiam roges necesse est: atque in his potissimum, in quibus neque appellationi, neque intercessioni ceditur, quo minus iudicatum vitæ faciat. Causidicos autem non ex animi sui voto deliget, sed costantem qui expectandis forensibus controuersiis triennium insudant.

COM-

COMMENT LE IUGE DOIT DONNER sa sentence, quel conseil il y doit appeller, dans quel temps il la doit prononcer, ensemble des sentences interlocutoi- res, & de l'appel du deny de Iustice.

CHAP. L.

1. Dans quel temps le Greffier est tenu porter les sacs par deuers le Iuge.
2. Le Iuge par sa sentence doit retrancher toutes occasiōs de nouveau procès: & comme la figure des lieux sera faite.
3. Des sentences interlocutoires en matiere de reproches.
4. Des reproches de tesmoins, produits pour la verification des reproches de partie aduersse.
5. Le Iuge doit uider les incidens

- le plustost que faire se pourra: & les gros procès dedans trois mois, ou six mois pour le plus tard.
6. Esquels cas les Iuges appellent au conseil des Aduocats de leurs sieges: & queles vieux Aduocats & experts sont à preferer aux nouueaux venus & non experts.
7. Quand pourra le Iuge demander pour la visitation des procès par le Greffier, aucune chose aux parties.



On uient par apres que le Greffier ¹ porte les sacs par deuers le Iuge: ce qu'il doit faire dedans huitaine apres le procès mis en Droit par les Iuges Royaux, pour le plus tard, à peine d'amende arbitraire: & est tenu faire registre du iour qu'il les aura presentez au Iuge: ainsi qu'il est dict par les Ordonnances du Roy Loys XII. article 18. Mais communement le Greffier ne fait point autre registre, sinon que le Iuge marque & sous signe à vn papier du Greffe le iour, mois & an, qu'il a eu du Greffier les sacs. Et faut que le Iuge ait en premiere cure voir si le procès est bien en droit, & si chacune des parties a fourny de ce qu'elle deuoit faire, ou non: & où elle n'en auroit fourny, si elle en a esté forclosse deüement. Et si l'une des parties n'a satisfait à ce qu'elle deuoit, le Iuge doit interloquer que ladite partie y satisfera dedans certain temps pour ce fait, ou le delay passé, estre par luy procedé au iugement du procès comme de raison. Mais le Iuge doit pouruoir qu'il ne baille aucunes interlocutoires, sinon qu'elles soient bien necessaires: car autrement il encourra suspicion de grande cupidité & auarice; & qu'il le fait pour auoir Espices de ses visitations du procès.

¹ Dans quel temps le Greffier est tenu porter les sacs par deuers le Iuge.

2. Le Juge par sa
sentence doit tran-
cher toutes occa-
sions de nouveau
procès: & c. Or la
figure des lieux
sera faite.

Et signamment doit obuiuer, que par la sentence il ne mette les parties en plus grand procès qu'auparauant: & faut qu'il tranche toutes occasiōs aux parties de plus n'auoir procès: ce que plusieurs ne font pas; car en voidant vn procès, ils en engendrent trois ou quatre. Aussi est necessaire que si le Juge veut suivre l'office faite par vne des parties, qu'il la prenne entiere, & ne la decoupe point, sçauoir qu'il en prenne vne partie, & laisse l'autre. Et parce que souuent aduient que les lieux dont est questiō sont si incertains, & si peu declarez par les escriptures des parties, & depōsitiōs des tēmoins, qu'il est necessaire d'interloquer, que le Juge se transportera sur les lieux, & sera faite d'iceux figure, & les tēmoins, s'ils sont viuans, seront recolez, ou autres en leur lieu, s'ils sont morts, ouis sur les lieux, & que plusieurs Juges & Commissaires ont icy deuāt erré à faire lesdites figures, tellement que par Arrest a esté dict qu'elles seroient refaites: j'ay bien voulu cy declarer la maniere comment il les faut faire. Les Juges communement ont accoustumé retenir à eux telle commissiō: à fin d'estre mieux instruits pour le iugement du procès. Et à ce moyen baille le Juge son exequutoire contenant iour, heure & lieu assignez aux parties, pour le trouuer sur ou pres desdits lieux contentieux: & comparans les parties, ou en absence de celui contre lequel on fait la figure, luy deuēment appellé, & intimation: le Juge fait faire serment à vn peintre, homme de bien qu'il esliera, de bien & loyaument faire & peindre ladite figure: & luy monstrera lesdits lieux: & la figure faite, il demandera aux parties, si elles s'accordent ladite figure estre bien faite; & s'ils s'en accordent, le Juge interrogera les parties, qu'ils ayent à declarer ce qu'ils pretendent és lieux contentieux, & les limites respectiuelement pretendus: & les causes & indices, lesquels chacun d'eux pretend pour soy, & les fait rediger par escript par son adjoinct, qui a accoustumé d'estre le Greffier de son siege: & fait signer aux parties leur dire, s'ils sçauent signer: & apres recole ou oit les tēmoins des deux parties, serment preallablement par elles fait: & les interroge de ce qu'il void estre necessaire pour esclaircir les droicts des parties, & ce à part & separémēt des parties: & à la fin il met ce que luy semble des droicts desdites parties, & en iugeant le procès, il met auant la figure avecques son procès verbal de la confection d'icelle.

3. Des sentences
interlocutoires en
matieres de re-
proches.

Il aduient souuent, qu'il est necessairemēt requis que le Juge interloque, signamment quand les tēmoins, sans lesquels lon ne pourroit iuger le procès, sont suffisamment objectez & reprochez par reproches concludans. Mais par l'Ordonnance du Roy^e Loys XII. art. trente-neuf, est defendu d'appointer les parties à informer sur les faicts des reproches, sans voir lesdites reproches avec le procès principal: & de ne receuoir les parties en preuue desdits faicts, sinon qu'ils soient concludans, & que sans iceux lon ne pourroit decider le procès. Et a de Coustume la Cour de Parlement à Paris, puis quelque temps^d en çà de coter ou designer par son Arrest interlocutoire, par lequel elle adiuge preuues des reproches, les articles desdites reproches, desquelles elle entend que preuue soit faite, comme sur le 4. s. & 6. articles, &c. Ce qui est tres-equitablement fait, à fin que les par-

ties ne vaguent, & ne soient incertaines quelles preuues elles doiuent faire, & qu'elles ne soient vexées de peine & frais de preuue superflus. Et pour ce les Iuges Royaux du ressort d'icelle Cour suiuent de present ceste maniere d'interlocutoire, & content les articles des reproches. Et combien qu'il ne soit point commandé aux Iuges de le faire ainsi, toutesfois ie pense, que si le Iuge ne cottoit les articles desdites reproches, la partie à qui seroit confusement adiugée ladite preuue, en ^e pourroit appeller, non pas tant pource que lon l'auroit greué, partant que lon est veu la charger de toute la preuue de ses objets, en quoy encôres y auroit grande apparence: mais pource que la Cour qui iuge d'equité, en la cause d'appel fera ce que doit faire le premier Iuge.

Et est à entendre que la partie peut bailler reproches ^f cōtre les tesmoins, que la partie aduerse produit pour la verification de ses reproches: & qu'il doit estre adiugée preuue desdites secondes reproches, comme des autres premieres. Mais outre lesdites reproches secondes, lon n'est plus receu à en bailler contre les tesmoins qui auroient depose sur lesdites secondes reproches. Toutesfois s'il auoit quelques reproches contre les derniers tesmoins reprobatoires, & que d'icelles reproches lon en fist apparoir par instrument authentique, il seroit bon les alleguer, & quant & quant produire ledit instrument, à fin d'y auoir par le Iuge tel esgard que de raison: car lors la presomptiō de malicieusement vouloir retarder le procès, seroit tollee: & si les reproches estoient concluans, le Iuge y deuroit auoir esgard.

Le Iuge apres que les sacs ont esté portez g pardeuers luy, est tenu par l'Ordonnance du Roy Loys XII. art. 58. vuidier les incidens le plus diligemment que faire se pourra, & les gros procès dedās trois mois, à tout le moins dedans six mois pour le plus tard, sur peine d'amende arbitraire. Et si dedās ledit temps il ne iuge, ^b la partie qui aura interest pourra le sommer de vuidier le procès, ou bien en iugement, present le Greffier, ou hors iugement, en presence de Notaire & tesmoins. Et si le Iuge neantmoins ne le vuidie, apres qu'ainsi la partie l'aura sommé par trois diuerses fois, ⁱ & à diuers iours, avec quelque interualle entre iceux, & qu'elle aura prins acte de ladite sommation, & de la sommation qu'apres lesdits iours passez elle fera au Greffier de luy declarer si le procès est vuidé, & de la responce du Greffier, elle se pourra porter appellant du Iuge, comme de deny de iustice: & ainsi en fut dict par Arrest le 18. iour de Ianuier, ^k l'an 1532.

Et doit le Iuge appeller au conseil des Aduocats de son siege, à tout le moins en certaines causes, esquelles nommément les Ordonn. Royaux l'astreignent d'en appeller, comme és matieres, esquelles les sentences excédans vingt-cinq liures tournois, sont executoires nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, dont nous traicterōs cy-apres. Et par les Ordonnances du Roy Loys ^m XII. ^l publiees en l'an mil cinq cens douze, lesdits Aduocats, qui ainsi seront appelez aux iugemens des 'procès, doiuent estre residens continuellement au siege, & y auoir practiqué par trois ans continuels & au dessus. Mais plusieurs Iuges font le contraire, & y appellent seulement leurs enfans & gendres, jaçoit qu'ils n'ayent

4. Des reproches des tesmoins produits pour la verification des reproches de partie aduerse.

5. Le Iuge doit vuidier les incidens le plus tost que faire se pourra, & les gros procès dedās trois mois, ou six mois pour le plus tard.


6. Esquels cas les Iuges appellent au conseil des Aduocats de leur siege: & que les vieux Aduocats & experts sont à preferer aux nouveaux venus & non experts.

point encores practiqué, & ne facent que venir des Escholes. Non pas que le vaille dire que les Iuges ne les y puissent bien appeller, pour les instruire au fait de Pratique: mais pourtant ne peuuent & ne doiuent laisser d'appeller d'autres Aduocats ayas practiqué par le temps susdit: car encore que lesdits enfans ou gendres soient sçauans en Droit & Pratique, toutesfoi ils n'auront pas leurs opinions libres, & seront contrains incliner à l'opinion du Iuge, & par ce moyen autant vaudroit-il qu'il n'y eust que le Iuge. D'auantage, il est raisonnable que les Aduocats qui par leurs presences & assistances decorēt les Sieges, & qui par les Ordonnances es causes, esquelles n'y a partie que le Roy, sont tenus de conseiller le Iuge, *gratu*, & sans salaire, qu'aussi le Iuge le reconnoisse d'ailleurs. Tellement qu'auparauant l'establissement des Sieges Presidiaux, il y eut vn ancien Aduocat d'Orléans, lequel combien qu'il fust sçauant en Theorique & Pratique, toutesfoi le Preuost d'Orléans ne l'appelloit au iugement de ses procès: lequel Aduocat baille requeste à la Cour de Parlement, tendant à ce que ledit Preuost eust à l'appeller au iugement desdits procès, & sur l'enterinement d'icelle, ledit Preuost est appellé en la Cour de Parlement: le procès instruit par deuant deux Commissaires, est rapporté en la Cour, par son Attest dict, que le Preuost fît son deuoir enuers ledit Aduocat plaignif.

7. *Qu'il pourra le Iuge demander pour la visitation des procès par le Greffier, auueue chose aux parties.*

Et par les Ordonnances du Roy Loys XII. publiées en l'an 1459. art. 100. le Iuge ne doit commander aucune chose aux parties pour la visitation du procès par le Greffier, sinon apres les Dictions prononcez, fors pour les gros procès, & de longue visitation, comme procès des fructs, des cries, & de discussion d'hypothèques, & autres procès, esquels seroit besoin assembler gens de conseil, & Commissaires, & les payer comptant: auquel cas les parties mettront par deuers le Greffier, ce qui sera raisonnablement ordonné par le Iuge, pour payer & contenter les Conseillers & Commissaires.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. L. Comment le Iuge doit donner sa sentence, &c.

a.  Est l'Ordonnance 1493. art. 58. Loys XII. 1505. art. 227. François I. 1535. chap. 8. art. 11. mise au 1. de la Confer. des Ordon. Royaux. tit. 1. Par l'Ordonnance du Roy François I. 1535. ch. 12. art. 2. est dict, que toutes causes ciuiles en premiere instance se depescheront dans vn an: & les criminelles dans six mois: & par autre de l'an 1540. art. 27. les Greffiers sont tenus de huitaine en huitaine, ou de quinzaine en quinzaine, aduertir les Iuges des procès elos qu'ils aurot deuers eux. Au reste, par le Droit le Iuge doit luy-mesme prononcer la sentence, *l. l. c. de sens. ex parte, sec. l. non distinguemus. 32. §. quasi sum. D. de recept. art. l. 6. C. de modo mult. l. 8. C. de princip. argemto. DD. in cap. ad audientiam extra de Confer. mais auourd'huy il suffit que les Greffiers les prononcent aux parties, DD. in Nouell. 71. §. facimus.*

b. Cecy est pris des Annotations mises sur le precedent chap. à la fin. *Vide notata in l. interruptiones, D. fin. regue d. c. iol. §. C. eod. tit.*

c. Charles VIII. 1490. art. 102. l'auoir auparavant ordonné que Loys XII. 1510. art. 39. & depuis François I. 1535. chap. 8. art. 10. mise au 4 liure de la Confer. des Ordonnances, tit. 3. laquelle dernière Ordonnance adiouste. Et où par la deposition des reſ-moins non reprochez, le procès se peut iuger: parce qu'il demeure nombre suffisant

de tesmoins en ce cas la Cour pourra tirer outre au iugement des procez, sans appointer les parties en preuues sur les faits de Reproches. Autrement où le procez ne se pourroit bonnement iuger que la disposition des tesmoins ne soit employee au iugement du procez: en ce cas faudra appointer les parties à faire preuue des Reproches contre les tesmoins, dont les reproches auront esté iugees bonnes & valables. Et par la mesme Ordonnance de l'an 1555. Chap. 8. art. 11. & 1540. art. 18. il est dit que les iuges doiuent faire mention par la sentence, si le procez se peut iuger sans enquerir de la verité des faits de Reproches: ou bien receuoiront les parties à faire preuue & verification desdits faits de Reproches ou Saluations.

d Ceey est prins des Annotations.

e Aucuns estiment qu'elle n'en pourroit appeller. Car la sentence interlocutoire se doit entendre des preuues qui sont receuës de Droit ou par l'instance, Stil & Practique de France. *si quidem secundum leges imperiales sine municipalibus quis facere prajurimus* l. quidem D. de verbor. obl. Alciat. in l. 1. D. de verb. sign. Deinde quicquid in d. potest, id non tenetur facere, l. 1. C. quomodo & quando iud. l. dei qui à iudice qui id quod in eius officio consistit, denegat non iuste appellatur reg. clarier. Felin. in c. exceptionem, extr. de except. Au reste les iuges par le droit commun ne sont point adstrains de declarer & specifier particulièrement les faits de reproches, sur lesquels il faut que les parties facent leurs preuues & enquestes. Et s'il l'obmet & delaisse il ne fait point de tort à la partie. Voyez cy dessus le liu. 3. de ces Instit. Forenses Chap. 3. où il est parlé des alimens & medicamens.

f Testes reprobatarii reprobatorum usque ad quartam reprobationem admittuntur exclusi tamen ea, licet dilectus & ibi gl. extr. de testib. c. dudum. de t. sub. in 6. Cela s'entend en procez ordinaire, & non pas és matieres sommaires, legeres ou de peu de conséquence. D'autant qu'é telles matieres les reproches ne sont point receus. Ludou. Rom. sing. 125. Mais nous ne gardons ceste opinion. Car il est tres-certain qu'eldites matieres les parties font receuës à dire & proposer les reproches iudiciairement lors de la iurande des tesmoins & examen d'iceux, qui se fait ou doit faire sommairement & sur le champ, par vn bresafacte suiuant l'appointement donné en la cause d'informer par trois ou quatre tesmoins.

g De l'an 1478 art. 58. de laquelle a esté parlé cy dessus au commencement de ce Chapitre, rant au texte, qu'és Annotations.

h Ceey est pris des Annotations.

i *Abbas in cap. cum causa extr. de offi. delegati. Auth. statimur. C. de episc. & cler. l. qui Romanus & Seia. D. de verb. oblig. Masuer in Praxi Tit. de appell. num. 40.*

k Cest Arrest est cité par Papon liu. 19. des Arrests Tit. 1. Arrest 30.

l Mise au 1. liu. de la Conference Tit. 5.

m Art. 41. François I. 1555. Chap. 11. Art. 17. mises au premier liure de la Conference des Ordonnances Tit. 11. & liu. 1. Tit. 5. Au restes li Arrest ou l'encren ce est interlocutoire, les Espices se payent par moirié: mais s'il est dit par l'Arrest, sans despens, tant de la cause principale, que d'appel: celui qui les paye peurreporter de l'autre pour sa part & profit qu'elle en tire à la discretion de la Chambrte, où l'Arrest est donné. Arrest du 16 iour de iuin 1544.

n C'est l'Ordonnance 1498. Art. 57. idem 1507. Art. 114. François I. 1555. Chap. 12. Art. 15. mises au 3. liu. de la Conference des Ordonnances Tit. 12.

DE SENTENTIARVM CONCEPTIONE.

C A P. LI.



*N*unc de his quæ ad sententiarum formam spectant, disseramus. Et sane iudex breuicula sententiam perstringat, in eoque subscribat eorum nomina quibus consensu potestatem secum fecerit. Insuper & in certis libris (de quibus infra dicturi sumus) breuiculum hoc cum à iudice, cum à consiliariis secum.

De sententiæ conceptione:

DE LA CONCEPTION ET PRONON-
ciation des sentences.

CAP. LI.

1. *Forme de bailler sentence.*2. *Les sentences se donnent contre les parties, non contre les Procureurs.*3. *Tuteur ne peut estre executé en ses biens.*4. *Deux manieres de leur sentences: & que la taxe des Espees doit estre mise au dos de la**sentence.*5. *Comment le Greffier doit minuter la sentence leuee en forme, & y mettre dicton du Juge.*6. *Des salaires que l'on prend pour autres Escritures, que sentences.*

R declarons à present la forme de bailler sentences, premierement doit le Juge selon l'Ordonnance du Roy Charles septiesme Article dixseptiesme ^a & du Roy Loys 11. Article 98 faire son bref dicton ^b par escrit, & le signer de sa main, & mettre les consultants avec lesquels il aura fait les consultations, & la taxation de leur visitation & consultation. Et l'envoyera au Greffier avecques les sacs: le quel brief il sera tenu garder & enregistrer: autrement le Greffier ne doit prononcer n'enregistrer, par l'Ordonnance du Roy Loys XII. Article 101. Et par apres le Greffier ou son commis le doit prononcer aux parties, si elles sont presentes: sinon à leurs Procureurs.

Et est tousiours la sentence donnee cōtre les ^c parties, nō contre les Procureurs. Toutesfois es Cours Royales & autres inferieures, si la sentence est prononcee aux Procureurs, l'on met les parties cōparans par leurs Procureurs: & si la sentence n'est pronōtee aux Procureurs, l'on met les parties seulement. Et par là on cognoist s'il a esté appellé illicd de la sentence, ou non: car si la sentence est prononcee aux Procureurs, ou aux parties, & n'en appellent, ils n'ont appellé illicd. Mais pour sçavoir si la sentence est dōnee par contumace, ou non, il faut regarder si l'appointement en droit est dōné avec les deux parties. Et aussi la sentence donnee ^d cōtre vn tuteur, n'est mise à execution sur ses biens. mais sur ceux du mineur: combien que la Court de Parlement aucunesfois condamne bien vn pere plaidant comme administrateur de son fils, es despens en son nom prieu, quand la calomnie

1. *Forme de bailler sentence.*2. *Les sentences se donnent contre les parties non contre les Procureurs:*3. *Tuteur ne peut estre executé on ses biens.*

ait vſé que lon n'adiouſtoit ſoy aux ſentences en forme, ſinon qu'elles fuſſent ſignées des Iuges, neantmoins à preſent lon ne ſ'y arreſte point: car ce engendreroit quelque cherté aux parties: parce qu'aucuns Iuges prennent argent pour ledit ſeing: auſſi qu'il ſuffit que le Dicton ſoit ſigné, auquel lon peut auoir recours en cas de doute. Toutesſois quand on enuoye vne ſentence en forme d'un procès par eſcrit, on a encores de couſtume de la faire ſigner. Et ne ſuffit en ce cas, où il y a procès par eſcrit d'enuoyer le Dicton par extraict du Greſſier en la Cour à Paris en la cauſe d'appel: mais faut enuoyer la ſentence en forme: autrement l'appellant ne ſeroit tenu conclure comme en procès par eſcrit, comme ſera traité l cy apres. Pource faut prendre regard à ce que le Greſſier n'enuoye les ſacs clos & euangelizez en la Cour, auant que la ſentence en forme ſoit minuree: car ſ'y vcu des parties eſtre contraintes faire rapporter les ſacs de Paris au lieu, où la ſentence auoit eſté donnee pour la faire mettre en forme. Toutesſois les Greſſiers ſont tenus bailler copie des Dictons ſignez de leur ſeing aux parties requérans, par ladite Ordonnance du Roy Charles. Et quant aux ſentences miſes en forme, le Greſſier k par ladite Ordonnance du Roy Loys XII. en doit auoir vingt ſols pour peau de parchemin de grandeur ſuffiſante, & loyaument eſcrite: pour le plus, ou moins, ſelon la couſtume des lieux, à laquelle n'eſt derogé par ladite Ordonnance, entant que les Greſſiers en deueroient moins auoir. En quoy ſont à reprendre pluſieurs Iuges, qui permettent à leurs Clercs ou Greſſiers faire des ſentences en forme, qui ont de marge preſque demy pied.

Puis qu'il vient à propos, il ſera bon de declarer quel ſalaire on prend pour autres Eſcritures. Et par ladite Ordonnance, l art. 101. eſt dicté que comme deſdites ſentences, auſſi des autres lettres d'importance, qui requerrēt minute, on pourra prendre à la raiſon de vingt ſols tournois pour peau de parchemin. Mais ce n'eſt obſerué en la Cour de Parlement en declaration de deſpés: car on prend vingt ſols tournois pour chacun roolle, & contient la peau quatre roolles. Et quant aux eſcritures faites en papier, ſi ſont aduertilemens, ou interdits, ou autres eſcritures en groſſe faites par les Aduocats, comme declarations de deſpens faites pardeuant les Iuges Royaux, & autres inferieurs, on prend deux ſols ſix deniers tournois pour chacun fueillet de papier, qui ſont cinq ſols tourn. pour fueille. Mais quant aux autres eſcritures faites pour groſſe, il y a vingt deniers tournois. Et quand elles ſont faites pour double ou copie, il n'y a que cinq deniers tournois. Et par les Ordonnances du Roy Philippes le Bel, art. 21. lon ne pourroit prendre que de trois lignes vn denier, & de quatre à ſix deux deniers, & d'illec en auant ſi plus en y auoit, vn denier de trois lignes. Et deuoit eſtre la ligne d'un eſpan de long, & conrenir ſoixante & dix lettres, ce ce qui eſt tres mal gardé à preſent: car bien ſouuent en vne ligne lon ne met pas ſix lettres, & la remplit on de grâds traits: qui eſt choſe fort exorbitante de raiſon, & vray larcin ſous couleur de Juſtice, & de tant plus deſteſtable, que lon ne peut faire qu'on n'ait affaire de ces eſcritures: auſſi qu'il y a tant d'autres frais à faire en procès, qu'à peine les plus riches y peuuent

6. Des ſalaires
que lon prend
pour autres eſcri-
tures, que ſen-
tences.

354 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
 fuffire: par maniere que le dire de Ciceron en son fecond liure des Offices,
 ne fut oncques plus veritable, qu'aujourd'huy : Avoir les procès en hai-
 ne tant qu'il faut, voire plus qu'il ne faut, & n'est licite, c'est chose non seu-
 lement liberale, mais auffi fructueufe & vile.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LI. De la conception & prononciation des sentences.

A Est l'Article 12. de l'Ordonnance de Charles VII. l. 453. Loys XII. 1507.
 art. 16. & 17. & 1498. art. 10. François I. 1533. chap. 12. art. 9. mis au liu. 3.
 de la Conference, tit. 1. & liure 7. tit. 1. Au refte, depuis par les Ordonnan-
 ces du Roy Charles 9. 1560. art. 80. 1563. art. 34. & 1573. & de Henry III.
 1583. à Paris au mois de Feurier, est ordonné aux Greffiers ou leurs Cō-
 mis, efcrite & parapher au pied des Arrefts, iugemens, sentences & autres expéditions
 la taxe des Espices & de leur falaire, à fin que celuy qui gaignera fa cause les puisse
 repeter. Comme auffi par l'Ordonnance de Loys XII. 1498. art. 57. les Iuges les doi-
 vent mettre de leur main. Henry III. 1579. Estats de Blois, art. 159. Tous Iuges, En-
 quefteurs, Greffiers, A djoins, & autres Officiers de iustice, leurs Clercs & Commis,
 font teous efcrite & parapher de leurs mains ce qu'ils auront receu des parties, soit
 pour espices, vacations, salaires & autres amises: sur peine de concussion & priuation
 de leurs Offices.

b L. 1. C. de sent. ex peric. recit. cap. quoniam contra, extra de probat. can. in primis, l. 1. q. 1. Auth.
 nisi breviores. C. de sent. ex peric. recit. DD. in l. si conueniet. D. de re iud. & in l. 1. D. de ferui. Est
 à noter que par Arrest donné le 4. iour d'Aoult 1556. en la grand' Chambre, furent
 faites defenses aux Presidiaux de Tours & autres. d'en vser d'orelnauant en leurs sen-
 tences, & à Cour vous dict, Car cela n'appartient qu'à la Cour Souueraine contre l'opi-
 nion de Guid. Pap. quest. 151. R. off. tom. 1. 1. 1. de reprob. rest. art. 7. gl. voic. num. 7. Et depuis
 l'erection desdits Presidiaux sont aussi interuenus plusieurs Arrefts, par lesquels il leur
 est defendu de ne mettre en leurs sentences & iugemens ces mots, Par iugement souue-
 rain: & autres expliquer & declarez en la Conference des Ordonnances, liu. 1. tit. 23.

c Le Droit ciuil est contraire, ainsi qu'il est exprimé en la Glosse, in l. 1. C. de sent.
 & interloct. selon l'opinion de Ioan. & Bartol. contre Martin, in l. 1. si interloct. C. de procurat.
 l. final. C. de iurjur. l. fin. C. de iurjur. d. l. 1. Cod. de sent. Idem Bartol. in l. stipulatio in l. 1. si
 stipul. D. de verb. obl. Mais selon droit Canonie indifferemment contre le Procureur
 ou la partie, cap. licet consens, extra de probat. cap. inter dilectos, extra de fide instrum. cap. querelam,
 extra de el. l. 1. gl. an cap. suspensata extra. De in integ. rest. Bald. in l. 1. cap. querelam extra. de el. l. 1. Bart.
 in l. 1. cap. in pupilla. §. si plures. D. de procurat. & in l. 1. si non obtulit in princ. D. de re iud. A ceteris
 in d. l. 1. C. de sent. & interloct. Boer. Dec. qu. 185. num. 2. §. 4. d. si procurator. D. de verb. obl. Guid.
 Pap. qu. 36. & 431. Bald. in l. 1. in l. 1. & 2. col. c. de sent. omni. mod. Videl. Plantum 61. D. de procur.

d Bartol. in l. si se obtulit. D. de re iudic. efcrit que les biens du mineur ne p'ouent estre
 pris pour les despens, esquelz son tuteur a esté condamné. Nous ne suivons en France
 son opinion : ains celle de Faber, in l. non est ignotum b. C. de admi. tut. qui veut que
 telle sentence donnée contre le tuteur du mineur, n'est mise à execution sur les biens
 propres l. sur. D. si qui caus. ores qu'il y ait euidente calomnie de la part du tuteur. Et
 n'y a que les Cours Souueraines qui condamnent quelquesfois le tuteur en son pro-
 pre & p'ue nom d'euidente calomnie, ainsi qu'il est porté aussi au texte François.
 Baldus DD. in l. 1. C. quando sit. vel primatus, tient que l'execution se fait sur les biens
 du pupil. & non pas sur ceux du tuteur. Si uis inuictam suscepit causam d. l. 1. Cod. de admi.
 tut. Vnde Accurs. & Bart. in l. qui soluitur. §. etiam. D. de leg. 2. Speculator. tit. de exce. sentent. §. seq.
 Guid. Pap. quest. 15.

e *Speculator. tit. de sent. §. in iura v. v. sic. Sed quid de interlocutoria.* Faire mention qu'anciennement en France les sentences se prononçoient par les Juges de vive voix, & non par escrit. Ce qui a esté reprimé par plusieurs Arrêts, pour les sentences qui se donnent sur procès par escrit. C'est pe u'quoy telle chose ne se garde plus à présent, comme nostre texte François le monstre euidentmēt. *Sed nec in Curia, dict. le Speculator, Francia in scriptis pronunciatur: quia ibi secundum iura scripta non litigatur, quinimo desub seriatim audiunt & promittunt, & plura. alia faciente prater iura scripta secundum suas observantias.* Des nostre part, nous n'auons iamais veu ny appris que nos anciens ayent les iours de Festes exercé la Iustice, principalement les Dimanches & autres iours de Festes solemnelles, estant commandés par l'Eglise: Et de fait, sur vn appel interjeté d'une sentence seulement, parce qu'elle auoit esté prononcée vn iour de Feste indistincte par l'Eglise, fut telle sentence declarée nulle par Arrêt de la Cour de Parlement de Paris, du 11. iour de Mars 1541. Toutesfois si l'exécution d'une sentence est faite vn iour festi, & qu'il y ait exécution faite sur les meubles du condamné, par vertu de ladite sentence, si est-ce que le condamné n'est receuable à s'opposer à ladite exécution pour ee regard seulement, ou bien se porter pour appeller de ladite exécution. D'auant que ee n'est son interet, & succombera en son appel sinon que le Procureur du Roy fust joint avec luy en cause d'appel, & se porte pour appellant de ladite exécution, cōme escrit R. eubste en son Commentaire sur les Ordonnances Royaux, & dict qu'il ainsin est jugé par Arrêt de la Cour du 15. iour de May 1518. Papon liu. 7. des Arrêts, tit. 10. art. 2. & 4. Autre Arrêt du 16. Octobre 1468. recité par Papon liu. 18. tit. 11. faut remarquer en passant, que pour les prisonniers & aceulez de crime, on les peut ouïr & interroger à toutes sortes de iours; & mesmes il se pratique ainsi en la Cour de Parlement à Paris. Ce qui est fort agreeable & plaissant à Dieu, à fin que les meschis soient punis. *Nella, vt a. c. Solon, vltima incanduit Deo, quam reus iniquus potest maculari.* Ce que aucuns attribuent mal à propos à Senèque le Philosophe. A ce est conforme la loy *promittantur* C. de Ferri. Claudius, vt ait Sæton. in Claudio cap. 14. *tu & Consul, & extra honorum laboris suffragium dixit, etiam suis iuribusque diebus sollempnibus, nonnunquam Festis quoque antiquis & religiosis.* Au reste, par Ordonnance du Roy François I. 1535. chap. 11. il est expressément descendu à tous Juges de prononcer aucunes sentences, qu'ils ne soient en plein Auditoire de leurs sieges, aux iours & heures que lon a accoustumé tenir plaids, en pleine Audience: & qu'elles soient prononcées par eux ou leur Greffier, en leur presence.

f Charles IX. 1560. Estats d'Orléans, art. 61. Henry III. 1583. Et ne peut estre la prononciation desdites sentences différée à faute du payement des espiées. Par celle de Blois 1579. art. 128. il est enjoint aux Cours de Parlement de pouruoir à la taxe des espiées excessiues, & d'ordonner de la repetition d'icelles, tant contre le Rapporteur, que celui qui les aura taxées, & y user de plus grande seuerité & animaduersion, sil y echeit.

g Art. 48 & art. 100. François I. 1535. chap. 8. art. 15.
h *Rebuff. tom. 3. tract. de sentent. v. art. 3. gloss. vn. nu. 7. & 8. dict qu'il ne faut rien changer n'immuter es dictions des sentences, suiuant l'Ordonnance de Charles VII. art. 17. l. quid iussit. De re iudic. mesmes aux accessitoires, comme despens & fruiçts, & cite Imbert, nostre Auteur.*

i Liure 2. des Instit. for. chap. 11.
k *Notarij v. plurimum in salutaris exigendi modum excedant cap. statutum, §. Notarii. De rescr. in 6. vbi etiam prohibentur à litigantibus sponte offerre tribus plus: nisi accipere.*

l Pareille Ordonnance du Roy Henry III. 1579. mise au liure 12. de la Conferen-
ce des Ordonnances Royaux.

m *Cicer. 2. Officiis. Conuenit autem tū in dando munificum esse: tū in exigendo non acerbum: in omni re contrahenda, vendendo, emendo, conduendo, locando, in vicinitatibus, consensu equum & facilius, multa multis de iure iuro concedentem, a litibus v. ro, quantum licet, & nescio an paulo plus etiam quam licet, abhorrentem. Est enim non modò liberalis, paulum nonnunquam de suo iure decedere, sed interdum etiam fructuosum.* Nostre Auteur cite aussi ce passage es Annotations du chap. 33.

DE SENTENTIÆ APPENDICIBVS,
litis sumptibus & de eo quod interest.

CAPVT LII.

De sententiæ
appendicibus
ac litis sum-
ptibus.



Quomodo in
litis estimati-
onem fiat
cōdemnatio.

¶ Res autem iudex impensis sive ut in omni sententiā, siue interlocutorie siue definitiōe sit, secundum victorem de litu sumptibus iure reddat: neque eos in summa litu dēfensionem seponat: id enim regis constitutionibus vetitum est. Tamen si sanè iudex eorum sumptuum taxationem ferre semper sibi recipere possit, interdum tamen eam alteri mandare cogitur, nempe quum sublata appellatiōe executio rei iudicata procedit, & post appellatiōem ab eius sententiā interpositā sumptus illi taxantur. Praterea iudex nonnunquam in ipsius litu estimatiōem, id est, damna & incommoda, victū debet condemnare praesertim quum bona in iudicati causam ablata perperā fuerint: deinde, si rei cōtrouersa possessio lite pendente sequestro commissā sit: tu si de re capitali attū sit. Atque in hac vltima specie accusator iuxta & accusatum in trophæi auctariū litu estimatiōem à victo aduersario cōsequitur. In altera quoque actorū & rei aequa est conditio: sed in prima reo tantū (verpote, qui iniuriā solus passus sit) litu adiudicatur estimatio. Promde semper designanda est à iudice causa in quā bonissimo dē cōdemnatione censetur acceptāri, ut puta, quod pignora minus rui in causā iudicati capta sint, eodēque modo de reliquis aliis causis: alioquin nisi ha specialiter praecedantur, iure appellatur, si quidem quum intra hos fines non coarctatur cōdemnatio, in ipsius executionem plura quum ius patiatur, deduci possint incommoda: quæ quo minus agnoscat cōdemnatum, effugere postea nequit. Cum enim sententiā generalis sit ei qui acquiescit, nullam ipsius speciem oppugnare potest.

DE LA CONDAMNATION DES DES-
pens, dommages & interests, taxe, & liquidation d'iceux.

CHAP. LII.

1. Celuy qui perd sa cause est cō-
damné es despens.
2. Ordonnance du Roy Charles
huiëtiesme, 1493. art. 50. in-
terpretee.
3. De la cōdamnation des domma-
ges & interests procedans de la
nature de l'acção, outre les

despens de l'instance.

4. Ordonnance de l'an mil cinq
cents trente neuf, article o Etan-
te-huiët & octante-neuf en-
terpretee.
5. Ordonnance du Roy Charles
huiëtiesme, 1493. 49. art. ex-
pliquee.

6. *Mal executans sont condamnés despens, dommages & interets.*

7. *En matiere criminelle la partie qui succombe est condamnée aux despens, dommages & interets.*

8. *Comment se doiuent taxer les*

despens de ceux, qui apres l'emprisonnement de leurs personnes, sont enuoyez absous.

9. *Causés équelles on n'aduge point de despens.*

10. *Taxation de despens, s'il y a appel, par qui se fait.*



As pour reuenir à nostre principale matiere, le Iuge en toutes sentences doit condamner celuy qui perd sa cause, enuers celuy qui la gaigne, és despens : & ne les doit reseruer en diffinitive, ^a quand ores la sentence est donnée sur quelque incident: comme il est dict par l'Ordonnance du Roy Charles VIII. Article 50. Toutesfois cela doit estre entendu quand celuy qui perd sa cause, n'auoit pas iuste cause de plaider, autrement il s'enfuiuroit grande iniquité, & trop grande destruction du droit commun, aussi que ladite Ordonnance ne defend que reseruer les despens des incidens en diffinitive: ce qu'elle fait pour obuier à ce que l'on ne face ^b temerairement incidens en vne matiere. Et par les Ordonnances dernieres, ^c Article 88. est dit qu'en toutes sentences donnees en matiere reale possessoire, personnelle, ciuile, ou criminelle, celuy qui perd sa cause, outre ce qu'il est condamné és despens d'icelle, doit quant & quant estre condamné és despens dommages & interets procedans de l'instance, & de la calomnie ou temerité de celuy qui succombera en icelles, qui seront par la mesme sentence taxez & moderez à certaine somme de deniers, selon la qualité des parties, & grandeur des matieres: pourueu toutesfois que lesdits dommages & interets ayent esté requis & demandez par la partie qui aura obtenu, & desquels les parties pourront faire remontrance sommaire par le procez. Et en toutes condemnations de dommages & interets procedans de la qualité, & nature de la cause: les Iuges doiuent arbitrer vne certaine somme, selon qu'il leur pourra y ressembler apparoir par le procez, selon la qualité & grandeur de la cause & des parties, sans qu'elles soient plus receuës à les bailler par declaration, ne à faire preuue sur iceux: comme il est dit par l'Article 89. desdites Ordon. Et semble que ledit dernier Article est superflu, & qu'il ne contient qu'autant que le precedent: mais il contient d'auantage en deux choses. L'une que le dernier Article parle des dommages & interets procedans de la nature & qualité de l'instance: car il conuient entendre qu'auparauant ladite Ordonnance dernière, y auoit aucunes matieres, équelles l'on condempnoit celuy qui succomboit, és despens, dommages &

1. *Celuy qui perd sa cause est condamné és despens.*

2. *Ordonnances du Roy Charles VIII. Art. 50. interpreter.*

3. *De la condamnation des dommages & interets procedans de la nature de l'instance entre les despens de l'instance.*

4. *Ordonnance de l'an 1539. Art. 88. & 89. interpreter.*

interests, desquelles nous parlerons cy apres. Et à fin qu'on ne fust doute, si l'Article precedent deuoit estre entendu desdicts dommages & interests procedans de la nature & qualite des instances, ledict Article suyuant a esté adiouste. L'autre chose, qu'il contiét plus que le premier, c'est qu'il contiét que l'on ne sera receu à les bailler par declaration n'en faire preuve. Or les matieres, esquelles l'on auoit auparavant lesdictes dernieres Ordonnances accoustumé donner condemnation de despens, dommages & interests, estoient matieres de Complainctes, esquelles par les Ordonnances dudit Roy Charles VIII.^d Article 49. il faisoit condamner celuy qui succomboit, e outre lesdicts despens, & dommages & interests en vne amende arbitraire enuets le Roy. Et disoient aucuns qu'il ne falloit pas condamner és dommages & interests generallemét & simplemét mais les conuenoit limiter, & auoir esté procedés pour raison du trouble: & qu'au moyen de ce qu'un iuge auoit condamné és dommages & interests, simplement, qu'il auoit esté dict par Arrest de Parlement de Paris, q qu'il auoit esté mal iugé. Toutesfois il me semble qu'il fust de condamner és dommages & interests simplement: car l'Ordonance dudit Roy Charles est à ce formelle, & ne restreint point ou limite de trouble,

5. Ordonnance du Roy Charles VIII.
1493. Ar. 49. ex
pluque.

6. Malencontreux es despens dommages & interests.

7. En matiere criminelle la partie qui succombe est condamnée aus despens dommages & interests.

8. Comment se doiuent taxer les despens de ceux qui apres l'emprisonnement de leurs personnes, sontenuayez absous.

Semblablement quand il y auoit eu execution reale, & qu'il estoit dict qu'il auoit esté mal executé, celuy qui auoit fait faire l'execution reale estoit condamné és despens, dommages & interests de l'execution reale. Et falloit nommément mettre de l'execution reale: & encores ce est obserué. Aussi en caules criminelles le demandeur ou défendeur qui succomboit, estoit condamné és despens, dommages & interests, selon l'opiniõ d'aucuns. Toutesfois l'on ne condannoit le plus souuent que le demandeur, és despens, dommages & interests, quand il succomboit: & adioustoit on de la detention personnelle du defendeur: mais quand le défendeur succomboit, il n'estoit condamné qu'és despens de la cause outre la reparatiõ pecuniaire que l'on adiugeoit à la partie, & l'amende au Roy: car par la reparatiõ estoient compris les dommages & interests de l'instance, comme nous dirons cy apres plus amplement.

Mais ne faut icy obmettre vn doute, qui est, si veuë ladicte nouvelle Ordonnance, par laquelle le iuge doit arbitrer les interests à certaine somme, s'il doit arbitrer les interests procedans à cause de la detention de la personne du defendeur en matiere criminelle enuoyé absous. Et j'aycõ qu'il semble qu'il les doive arbitrer, sans en faire preuve, neantmoins la Cour, ne plusieurs sçauans iuges, ne les arbitrent point: ains ordonnent que la partie les baillera par declaration, & en fera preuve: car lesdicts interests ne sont propreigent de la calomnie ou de la qualite ou nature de l'instance, ains de la detention personnelle de l'accusé, joint à ce que difficilement on les pourroit bien arbitrer sans preuve de testmoins: & me semble que c'est le meilleur, & plus seur. Mais j'entens d'autres dommages & interests que de la despense de l'accusé, & de ceux qu'il pouuoit & deuoit auoir raisonnablement à son seruice, du temps qu'il a esté detenu prisonnier, ou par la ville, ou en prison closte: car ladicte despense doit estre taxee avec les despens: car il

appert par l'écrouë du Geolier, ou par le registre du greffier, du temps qu'il a esté detenu, & est certain que cependant il n'a k vescu de vent : & luy peut l'on taxer sa despense selon sa qualité : & ainsi le fait l'on en la Cour de Parlement à Paris : combien qu'il y ait aucuns luges inferieurs, qui font difficulté de ce faire.

Il y a certaines causes & matieres, lesquelles l' on n'a point accoustumé d'adiuger despens à l'vne n'à l'autre des parties : sçavoir est en matiere d'affseurement, quand les deux parties comparent , & l'vne demande assureté à l'autre : car l'assureté est baillée sans despens. Semblablement si on fait cōvenir quelqu'un en interruption, ^m qui est à ce que la possession d'aucuns immeubles faite par le defendeur auparavant soit interrompue : & celle que ledit defendeur fera à l'aduenir, ne puisse nuire ne preiudicier au demandeur. Et l'on a accoustumé d'yser de ceste interpretation, quand quelque heritage est subiect à quelque rente constituée à prix d'argent : car par nostre Coustume de Poictou, Art. ⁿ premier du titre des prescriptions : qu'à l'on possède vn immeuble par dix ans entre presens & vingt ans entre absens à titre particulier, habile à transporter seigneurie, & à bonne foy il se peut defendre des rentes que l'on pourroit pretendre par luy. Mais ce n'a lieu qu'aux devoirs Seigneuriaux, & fœdaux : & sont entendus les rentes foncieres estre devoirs Seigneuriaux. Et sont aussi exceptez les mineurs, gēs d'Eglise, & autres gens privilegez : ainsi qu'il est contenu par ledit Art. premier. En outre quand l'on fait adiourner partie pour voir en iugement faire quelque sommation contre elle : dont aucuns prennent occasion, quand ils ont fait convenir leurs parties en iugement, pour respondre en general à leurs demandes, & ne sçavent que demander ils intentent aucunes desdites matieres, à fin de ne payer despens de l'assignation, voire apres qu'aucuns ont proposé temeraire action, au iour que le defendeur doit y debendre pour sauuer les despens, ils declarent qu'ils conuertissent leurs conclusions & demandes en sommation : mais en ce cas il me semble qu'ils doiuent les despens, à tout le moins du iour assigné au defendeur pour respondre & la consultation qu'il auroit fait pour y defendre : comme ils seroient deus si l'adiournement estoit libellé, qu'au iour le demandeur conuertist la demande en sommation. Mais si l'Adiournement n'estoit libellé, & apres la demande proposée, & delay baillé au defendeur à autre iour ensuiuant pour en venir, le demandeur en mesme iugement, declareroit qu'il conuertist la demande en sommation, lors selon mon opinion ne deuroit aucuns despens : tout ainsi que s'il eust fait premierement convenir en sommation : car le defendeur n'en est plus interessé.

Ne faut passer sous silence, que les luges o par leurs sentences reseruent communement à eux la taxation des p despens, lesquels ils condamnent par leurs sentences. Mais quand ils declarent leurs sentences executoires par dessus l'appel interieté d'icelles, ils ordonnent que les despens seront taxez par autres que par eux : car en ce cas les Ordonnances Royaux veulent qu'ils soient taxez par autre que par celuy qui a donné la sentence.

9. Causes, es-
quelles on n'a ad-
iuge point de
despens.

10. Taxation de
despens s'il n'y a
appel, par qui se
fait.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LII. De la condamnation des despens, &c.



Ordonnance du Roy Charles VIII. 1514. veut que celuy qui succombe en cause, doit estre condamné és despens enuers sa partie aduersé suivant le droit, in l. properandum §. fin autem C. de indic. V. iusticia litiqne sumptus prestari oportet, & est paria temere litigantis, l. 79. D. de indic. l. 78 §. etiam de legat. l. 11 §. et C. de episcopis l. 14. C. de excusat. l. 2 C. d. de usurion. l. ult. §. 1. C. de bonis aucl. in l. poss. l. vni. C. de sumptib. recap. In itin. de pen. temere litigant Tit. Codic. de plus petit. Spec. Tit. de petit. expens. §. nunc videndum. Guid. Pap. qu. 137. Aucûs colligent de l'Ordonnance de l'an 1493. & de celles de

Charles VIII. recitée au texte de nostre Auteur, que quelque cause que ce soit, encores qu'elle soit iuste & raisonnable, n'exempte point que la partie qui succombe ne soit condamnée aux despens. Ce qu'ils afferment suivant l'aduis de Franç. Cren. *Synop. 12.* Mais l'Ordonnance du Roy Charles VIII. Art. 50. est faite ainsi que le porte ledit Article, afin de ne reseruer les despens des incidens en diffinitive. *Statutum interpretandum est, ut minus ius commune elidat.* Au reste par Art. du §. d'Aoult 1509. il fut descendu aux Procureurs des parties de ne s'accorder que les incidens soient iointis au principal, si le Iuge ne l'ordonne *Rebuff. Tem. 3. Traict de expens. dam. & int. Art. 1. gloss. nu. 11.* Voyez les Annotations de l'Auteur latines liure 2. Chap. 15.

q Chap. finem litibus, extra de dolo & contum.

c *Teser. in d. l. properandum §. fin autem alterutra. C. de indic. l. sancimus. C. et d. tit. Bartol. in l. ignoret. C. de fruct. & lit. exp. l. nec. in cap. sapa. de appellat. Speculator. Tit. de appellat. §. viso versis. illud quoque Rebuff. Tom. 3. Traict de expens. dam. & inter. Artic. 2. gloss. vni. numero 1. & 2.*

d 1493. Pareille Ordonnance de Loys XII. 1510. Article 50. François I. 1535. Chapitre 9. article 4. mise au 3. liure de la Conference des Ordonnances Royaux Titre 8. porte que ceux qui succomberont és instances possessoires, seront condamnéz és despens, dommages & interetls de leur partie aduersé: & ceux qui sans gande apparence auront prins complainte, seront condamnéz en amende arbitraire enuers nous. *Mafser. in Praxi. Tit. de expens. dam. & inter. num. 13.* Notez au surplus que les despens se payent par moitié par telste. D'autant qu'ils sont personnels, *l'si que separati. §. quoniam. D. de appellat. quand la condemnation est faicte simplement. Papon liure 18. des Arrests Tit. 2.*

c *L. si duo & ibi Bartol. D. et postid.* quand la partie est opposaute. Mais si elle conteste la possession de sa partie elle ne doit estre condamnée aux dommages & interetls. *Arrest du 11. iour de Mars 1538. Rebuff. Traict. de sens. execut. Art. 8. gloss. numero 5. & 4.*

f *L. preter. & ibi DD. de iudicijs.*

g Du premier iour de Feunier 1537. *Rebuff. Traict. de mat. poss. Art. 12. gloss. nu. num. 12.* la raison est parce qu'il doit dire procedans à cause du trouble.

h *L. si postulatueris §. fin. D. ad legem lul. de adul. DD. in d. l. fin. C. de fructib. & lit. expens. Mafser. in Praxi. Tit. de expens. dam. & int. num. 12.*

i *Plumque difficilis probatio eius quanti cuiusque interse, & ad exiguum summam deducitur: L. in huiusmodi 11. D. de prat. §. p. l. 1. D. de iudic. k. l. ult. C. de alim. prestand. & ibi Gloss.*

i Ceste clause est tirée des Annotations. *Mafser. Tit. de expens. inter. & damus.*

m De ces interruptions faut voir la Conférence des Coustumes, 1. partie, tit. 6. en l'addition.

n Art. 371. de la nouvelle Coustume de Poitou.

o Cécyl est pris des Annotations, où nostre Auteur tient que cela est contre Droit commun. Bartol in l. edua. C. de edendo.

p Bart. in l. Paulus, l. D. De re indicat. l. Gloss. in cap. anduin extra de procurat. Par l'Ordonnance 1539. art. 181. les taxations de despens ne se feront par les Greffiers, mais par les Juges, & Conseillers & autres Juges ordinaires ou deleguez, qui auront donné le jugement de condamnation d'iceux. Papon liure 7. des Arrests, tit. 6. Arrest 7. Et par les Ordonnances precedentes de Charles VIII. l. 493. art. 61. & François I. 1335. chap. 7. art. 8. se doivent lesdits despens taxer, la partie presente, ou son Procureur denémét appelé, comme il sera dict cy apres au l. liu. des inst. foies chap. 17. Au reste, les Juges n'ont de coustume de taxer les despens par leurs sentences, sinon que leldits despens fussent petis & cogneus: ains les faut mettre par declaration, Art. du 18. iour de Mars 1536. plaidant Aligret & Picard. Rebuff. tract. de expens. damni. C. inst. art. 5. gloss. 90. num. 15.

DE EXECVTIONE REI IVDICATÆ, quæ iudicis cognitionem exigit.

CAPVT LIII.

EAm ad rei iudicatæ executionem transgrediamur. Quamquam autem
primo de ipsius sorte, quàm appendice ad rem perducenda discendum vi-
detur: quia tamen appendicis (nempe sumptuum & damnorum) exe-
cutionis in causa versatur cognitio, non autem sortis, ut plurimum con-
tingit: de hac ad iudicis notionem pertinente, superioribus (quæ eiusdem generis
sunt) quadam at texenda duximus: deinde de his quæ ad viatorum ministerium spe-
ctant, differemus: tum quòd appendix simul ac iudicis examine discussa est, eandem
atque sortis executionis naturam adipiscitur. Condemnatio igitur, ad iudicem qui sen-
tentiam tulit, dum illi ea denunciatur, dicitur decernenda est: addita peremptoria commi-
natione, ut taxandis sumptibus interfit. Quòd si non eat, editum in eum decerni-
tur, ac remedium: nam iudex statuit nulla absentia habita ratione, expensas se
taxaturum. Offertur itaque iudici à victore libellus, qui omnium expensarum nar-
rationem assumptionis inque completitur. Iudex autem eas moderatur, aut ex litu
ipsius actus, aut sola nonnunquam victoris iurcurando: ut puta, quòd forenses ad-
uocatos de exordienda actione, aut de parando exceptionibus, aut de re aliqua du-
bia ad litem attinente consuluerit: aut si peregre ad locum vtilis agebatur, aut aliò
ipsius controuersia ergò profectus sit, aut de cetero rebus id genus, quarum probatio
est sola victoris conscientia iurcurandoque exquiritur. Quapropter, aliquas eiusse-
modi species in iudicis nostri frequentiores hic enumerare non inutile fuerit: tamen si
certè hac re vim maximam cuiusque fortis, aut taxatiui opinio habeat. Primum
ergò huius generis sunt illa impendia quæ victor fecit ut in iudicio se sifteret, edenda
actionis, aut iam edita exceptionibus infirmenda, & litu contestanda gratia: dein-
de ut in eum locum se cõferret, ubi testes producti sunt aut absint, aut aduersari: tum
ut ex iudicio venia testimonia inspiceret, ac disceret: item, ut litu instrumentum, se
testes adhiberi non fuerit, componeret: demum, ut iudicem adiret horum sumptuum.

De litis sum-
ptibus taxan-
dis.

Profectionis
quæ impédia
inter expensas
adnumera-
tur.

Procurator
ad expensas
taxandas cõ-
stitutus.

Salarium iudicis expensas taxantis. De iudicii serie super litis estimatione, ac damnis.

causa taxandorum. Proinde, in eam rem procurator non admittitur, nisi mandatum ostendat, quo sigillatim omnia hac iureiurando affirmanda enarrantur. Porro iudex pro modo & temporis & opera in huiusmodi taxationem insumpta salarium sibi constituit: nec (ut antehac inueneramus) in vigesimum quemque solidum taxata summa solidum unum accipiat: id enim Parisiensi senatusconsulto prohibitum est, ut iudex copiosius lucrum capiant, nimia horum sumptuum sarcina victum praeferat. Ceterum, ubi de aestimanda lite agitur, libellum etiam editur, quo speciatim omnis incommoda ex lite profecta comprehenduntur, aestimanturque. Deinde, adversus hunc libellum rem excipit, damnaque vel plus a quo aestimata contendit, aut infra cedit: tum actoris replicatio, rursusque rei duplicatio adiungitur. Proinde litis inficialiter constituitur: deincepsque idem litis ordo servatur, ac in examinanda summa quaestione. Tantum id certe interest, quod legitima dilationes sunt breviores, quodque porrecto iudicandi calculo iusurandum actori super damnorum aestimatione est ferendum antequam feratur sententia: neque tamen tunc adversarii praesentia est necessaria, quoad quidem iudex omnino iuramentum illud non sequitur, sed per personarum conditione, rei que modo pecunie adiudicationem arbitrat: ex quo perspicuum est, quom de damnis ex controversia accepti tractatur, non sibi esse, ita qui se passum dicit, iureiurando assensere: sed ut illa aut testimonio, aut alia probatione liquant, oportere. Verum in his alia pleraque viarum dispendia quae ob litem peritulis victor, non casu solum quae supra commemoravimus, imputantur, ut puta equi & equitus merces: quae in litis sumptibus antedicti computari non solent, sed ea tantum quae esculenti poculenti que causa in cauponis expenduntur. Quae res sepe efficitur, ut in hac damnorum specie, viarum impendia plus tertia parte quam in superiori specie exsuperent, in quo tamen plurimum valet taxati arbitrium. Sed ubi damna debentur, quod qui perperam ex vinculi causam aut per se ipsum dicere coactus fuerit: sum & damni accepti & lucri cessantis habetur ratio. Idem quoque iudicij contextus retinendus est, quom de probanda fructuum adiudicationum quantitate, aut de sententia, quae rei ex universo vel genere constantes addicuntur, executione tractatur. Quomobrem, causam sibi actor prouiderit, si in summam quaestionem, fructuum aut specierum quantitate aestimationemque contulerit, ea quae proprio litis instrumento siue testimonio, siue alio quodam, una cum Principe controversia munierit. Nam & sortem, & fructum, ceteraque id genus auxilium simul restituenta iudex praecipiet: itaque eiusmodi liticularum sumptus actor lenabitur.

Quae viarum dispendia in estimatione litis veniant.

Quando lucri cessantis & damni habetur ratio in taxatione damnorum. De ordinatio iudicio super fructuum aut rerum quantandam estimationem.

DE L'EXECUTION DES SENTENCES, qui desirant connoissance, ensemble de la continuation de la taxe des despens: & restitution de fruits.

CHAP. LIII.

- | | | |
|---|--|-------------------------------|
| 1. Execution de sentēces consiste en connoissance de cause ou non; & leur difference. ... | 2. Comment & en quel lieu les despens doivent estre taxez, | 3. Despens ne seront taxez en |
|---|--|-------------------------------|

bloc, mais particulièrement sur les pieces.

4. Voyages taxables es despens quatre ou cinq.
5. Quel doit estre le salaire du Juge qui taxe les despens.
6. Ne faut reiteler la taxation de despens une fois arrestee.
7. Comment se doivent liquider les dommages & intersts.

8. De taxation de despens d'homme & cheual en voyages, chomage de gaing par emprisonnement, & de perdition de credit par execution reale de biens.

9. De la liquidation des fruiets: & comment l'estimation d'iceux se peut faire & prouver.



Oyons maintenant apres auoir exposé la forme de donner sentences, comment on doit proceder à l'execution d'icelles. Et y a deux manieres de ce faire: l'une qui gist en cognoissance de cause, l'autre qui n'y gist point, ains seulement en simple ministere & exploit du Sergent. Nous traiterons de la premiere auas que venir à l'autre: parce que la premiere ressemble plus à la premiere instance que la seconde: car en la premiere il y a pareille procedurè qu'en la principale instance, & n'y a difference, sinon que les delais pour la procedurè ne sont baillez si longs qu'ils sont en la principale instance. Aussi quand il y a eu sentence en matiere d'execution, & que le tout est liquidé, on la met à execution par vn Sergent, comme la sentence donnee en la principale & premiere instance. Et parce qu'il y a le plus souuent condamnation de despens, & aucunes fois outre iceux y a adiudication de dōmages & intersts, nous parlerons premierement des despens, puis des dommages & intersts, & apres ce de la liquidation des fruiets, & des autres choses non liquidees par les sentences.

Quant est des despens, il faut faire adiourner la partie condamnée en iceux à certain & competent iour pour les voir taxer, & avec intimatiō au cas appartenant: qui est qu'il compare ou non, sera procedé nonobstant son absence à la taxation d'iceux. Et si la partie adiournee ne compare au iour, le Juge baille default au comparant, & avec tout le profit: & veu iceluy, ordonne que tous les despens seront taxez. Et faut que le default soit donné au Parquet & Auditoire, & non en la maison du Juge: & aussi les despens estre taxez en l'Auditoire: comme il fut dict par Arrest aux Grands iours tenus à Angiers, l'onzieme iour de Septembre, l'an mil cinq cens trente-neuf. Et jasoit qu'aucuns disent, qu'il suffit que ledit default soit donné en iugement, & que par-apres veüe la contumace lon peut faire taxer les despens en la maison du Juge, par ce que le contumax n'y a plus d'interest, aussi que les Conseillers de

1. Execution de sentence consiste en cognoissance de cause ou non, & leur difference.

2. Comment, & en quel lieu les despens doivent estre taxez.

la Cour les taxent bien en leurs maisons: toutesfois le seroy d'aduis que les Iuges inferieurs & Royaux ne peuuent taxer en leur maison: & que lon auroit matiere d'appel: car il est toleré à Messieurs de la Cour de taxer en leur maison, parce qu'ils sont deux cōmis ordinairement à taxer, aussi pour leur tres-eminente auctorité leur sont loissibles plusieurs choses qui ne sont aux inferieurs. D'auantage, communement apres qu'ils ont fait la taxation, ils la font communiquer au Procureur de partie aduerse, pour y dire ce que bon luy semblera: & quand il prend communication, c'est autant que s'il estoit present: & le met lon aussi present par l'Arrest du calcul des despens, don' on prend l'executoire de despens. Outre, il faut que les despens soient taxez particulièrement sur les pieces, & non en bloc: autrement la partie aduerse a bonne matiere d'appel. Et pour ceste cause, quād les parties s'accordent de quelque somme de deniers pour les despens, & que suivant ce, le Iuge les taxe à ladite somme, il ne faut oublier mettre que c'est du consentement des parties.

3. *Despens seront taxez en bloc: mais particulièrement sur les pieces.*

4. *Voyages taxables & despens quatreou cinq.*

Lon a accoustumé és Cours Royales taxer communement quatre ou cinq voyages, l'un quand c'est pour le demandeur, pour porter les pieces & proposer la matiere: & quand c'est pour le defendeur, pour defendre & contester en cause, l'autre voyage est pour aller faire enqueste, le tiers pour produire les titres, le quart pour voir l'enqueste en publicatiō, le cinquieme, pour faire taxer les despens. Mais aucuns de messieurs de la Cour en baillent d'auantage à leur discretiō. Toutesfois ie trouuernoy bien equitable, que lon ne baillast que lesdits cinq voyages: quoy que soit que lon en refrenast le nombre: car plusieurs parties ayans large conscience, voyāt qu'il suffist d'affirmer par serment les voyages, en affermeroient autant que lon leur en voudroit taxer. Est requis que les voyages & consultations soient affermees par le serment de la partie, ou du Procureur ayant mandement special à ce: & doit mettre le Iuge sur ces articles *habbo suramento*, de celuy qui affirme.

5. *Quel doit estre le salaire du iuge qui taxe les despens.*

Aucuns Iuges Royaux auoient accoustumé taxer pour leur salaire de la taxation, ⁴ vn sols tournois pour liure, de la somme de deniers que se montent les despens: mais ce a esté prohibé par Arrest de la Cour, & dict que pour le regard du temps & labeur mis à la taxation, les Iuges seulement taxeront leur dit salaire: à fin que le Iuge, pour capter occasion de son profit, ne taxe les despens trop excessiuelement.

En taxation ⁶ de voyages lon ne deduit point ce que lon eust peu deduire en sa maison, combien que de Droit commun ⁷ il doioit estre deduit. Mais l'Ordonnance ayant à ce regard, ne baille que dix sols tournois pour homme & pour cheval.

6. *Ne faut retenir la taxation de despens vne fois arrestee.*

Et j'ayoit aussi qu'es questions de maistre Iean le Coq, question 36. soit dict, que sil a esté obmis quelque chose à taxer par la taxation des despens, qu'apres icelle faite & arrestee, lon pourra demander taxe de ce qui aura esté obmis: on n'en vse point de present, & ne serois pas d'opinion qu'on le peult faire: car apres qu'elle est arrestee, elle passe en force de chose iugee, comme vne autre sentence: & est à imputer à celuy qui a fait ladite

obmission, attendu qu'il est demandeur, autrement n'y auroit ianais de fin à procez.

Venons à present à la liquidation des dommages & interests. Et premierement il faut les bailler par declaration par le demandeur, & puis le defendeur baillé diminutions à l'encontre de ladite declaration puis le demandeur sa replique ou responce, & le defendeur sa duplique ou contre responce. Ce fait, le tout est mis pardeuers le luge pour en ordonner: lequels'il voit la matiere disposée, appointe les parties en preuue, & s'elle se peut voider sans preuue il la void. Et souués fois les parties voyans la matiere estre subietie à faire preuue, pour obuier aux frais del'interlocutoire, prennent appointement à faire preuue. Et regulierement telles matieres ne sont voidées sans preuue de tesmoins. Et n'en est le demandeur creu par serment, i comme des voyages & consultations. Vray est qu'apres le procez de dommages & interests mis en droit, le luge *ex officio* ordonnera que le demandeur sera ouy sur certains poincts & articles du procez, & l'oyra sur l'estimation de ses interests en bloc & en general, sçauoir est à quelle somme il estime tous ses interests. Mais le luge par l'appointement, par lequel il ordonne que le demandeur sera ouy sur l'estimatiō desdits interests par son serment, doit taxer & declarer la somme de deniers, au dessous laquelle le demandeur iurera & estimera lesdits interests. Et s'il le oyt par serment sans faire ladite taxation & limitation, la partie aduersc aura matiere d'appeller de la sentence, qui sera donnée apres le serment. Et pour celle cause seule fut dit par la Cour de Parlement à Paris, qu'il auoit esté mal iugé par le Preuost de Paris Conseruaueur des priuileges Royaux de l'vniuersité dudit lieu, quoy que ce soit fut mise la sentence au neant: & en icelle amendant, la Cour ordonna que le serment seroit deferé au demandeur au dessous certaine somme de deniers, & estoit question d'vne reintegration intentee par informations de meubles estimez à la somme de dix mille liures, entre certaines personnes de la Rochelle, & n'est le defendeur appellé à voir faire ledit serment, & n'en a communication.

En taxation de dommages & interests on taxe le salaire de l'homme & du cheual qui a esté enuoyé pour faire les voyages taxez en la declaration de despens: & pource quand on fait Article dudit salaire en la declaration de despens, le taxateur met sur ledit Article, *restruetur in damnis & interress*: car en la taxation de despens on ne taxe que la despence de l'homme & du cheual: & depend l'on encores d'auantage que lesdits dix sols bailliez par l'Ordonnance. Aussi quant aux interests procedans d'emprisonnement ou detention de la personne, y viét ce qu'elle eust peu gagner certainement de son mestier ou vacatiō, si elle n'eust esté detenue, non pas tout ce qu'elle eust peu gagner de gaing incertain: comme si vn marchand disoit qu'il eust fait vn voyage en Flandre, & yeust mené des marchandises, où il eust peu gagner grand somme de deniers: car cest interest est trop esloigné & extrinseque: aussi il eust peu aduenir qu'il eust perdu. Mais y viendroient bien ce qu'il eust peu gagner & a accoustumé gagner cōmunement de son train de marchandise: comme pour le regard d'vn Procureur ou Aduocat, il viét

7. Comment se doiuent liquider les dommages & interests.

8. De taxation de despens d'homme & cheual en voyages, dommages de gaing par emprisonnement, & de perditiō de credit par execution reale de biens.

366 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
ce qu'il a accoustumé gagner en sa maison : & ce est arbitraire , tellement
qu'on n'en pourroit bailler autre regle. Mais és dommages ¹ & interets
d'execution reale de biens, n'y vient l'interest du bon fame ou credit per-
du: parce que cest m trop elloigné, & qu'on ne peut ce cognoistre percep-
tiblement & certainement; car il peut y auoir autres causes pour lesquel-
les ledit credit a esté perdu.

*9. De la liqui-
dation des fruits:
Or comme l'es-
timation d'icenu
se peut faire &
prouuer.*

Reste à traicter n de la liquidation des fruits. Par les Ordonnances de-
nieres Article 98. 99. 100. 101. 102. 103. & 104. est dit que celuy qui est con-
damné à rendre les fruits est tenu de les bailler par declaration , & icelle
affirmer par serment contenir verité: & outre dès la premiere assignation
apporter les comptes de recepte , papier & baux à ferme de la chose adiu-
gee: & apres l'affirmation susdite sera tenu de rendre les fruits dedans vn
mois. Et neâtmoins pourra le defendeur faire preuue de la plus grâde quâ-
tiré & valeur des fruits : & la partie condamnée au contraire dedans vn
seul Delay peréptoire, qui sera arbitré par le Iuge ou executeur de senten-
ce ou Arrest. Et où il se trouuera par lesdites preuues le defendeur auoir
mal & calomnieusement affirmé, & lesdits fruits se monter plus qu'il n'a-
uoit o affirmé sera condamné en grosse amende enuers le Roy, & grosse
reparation enuers la partie: & semblablement le demandeur qui se trouue-
ra aussi auoir calomnieusement infilté & maintenir les fruits plus monter,
qu'ils n'auoient esté affirmez par ledit defendeur. Et à ceste fin en tous
sieges Royaux & ordinaires p generaux & particuliers, se fera rapport par
chacune semaine de la valeur & estimation commune de toutes especes
de gros fruits, comme bleds, vins, foin, & autres semblables, par les mar-
chands faisans negotiation desdites especes de fruits: qui seront cotraints
à ce faire, sans en prendre aucun salaire, par mulctes & amendes sans priua-
tion de negociation, emprisonnement de leurs personnes, & autrement à
l'arbitration de Iustice. Et serot tenus lesdits marchâds d'enuoyer par cha-
cun iour de marché deux ou trois d'entr'eux, qui à ce seront par eux depu-
tez, & sans estre autrement appelez ou adiournez au Greffe de nosdites iur-
isdicitions, pour rapporter & enregistrer le prix par le Greffier ou son côm-
mis qui sera incontinent tenu faire ledit registre, sans aucunement faire se-
journer n'attendre lesdits deputez, & sans en rien prendre. Et par ledit ex-
traict du registre desdits Greffiers, & non autrement se prouuera d'oresna-
uant la valeur & estimation desdits fruits, tant en execution d'Arrests &
sentences, qu'autres matieres où il gist appreciation. Et li en execution de
iugement ou Arrest est requise cognoissance de cause, pour meliorations,
reparations, ou autres droicts qu'il conuiendroir liquider: le condâné sera
tenu verifier & liquider lesdites reparatiôs, meliorations, ou autres droicts,
pour lesquels il pretend retention des lieux & choses adiugees, dedâs cer-
tain brief delay seul & peréptoire, qui sera arbitré par le Iuge, selon la qua-
rité de la matiere, & distance des lieux. Autremêt à faute de ce faire dedâs le
têps, & iceluy eicheur: sans autre declaration ou forclusion seront cotraints
les condânéz eux desfister & departir de la iouyssance des choses adiugees,
en baillant caution par la partie, qui aura obtenu, de payer apres liquidation

qui seroit demandé par le condané : laquelle liquidation il sera tenu faire dedans vn autre brief Delay qui luy sera presigé par le Iuge : & neantmoins sera condamné euers le Royen amende, & en réparation euers la partie pour la retardation de ladite execution selon les qualitez que dessus, ainsi qu'il est mis par l'Article 97. desdictes Ordonnances. Outre par lesdictes Ordonnances Article 94. dict, qu'en toutes q. matieres reiales, petitoires & personnelles intentées pour heritages, & choses immeubles, s'il y a restitution des fructs, ils seront adiugez, non seulement depuis contestation en cause, mais aussi depuis le temps que le condamné a esté en demeure, & mauuaise & foy auparauint ladite contestation, selon toutesfoi's l'estimation commune, qui se prendra sur l'extrait des Registres desdicts Greffes des iurisdic'tions Royales & ordinaires : comme dit est. Et ce quant aux executions de sentences qui gisent en cognoissance de cause.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LIII.

De l'execution des sentences qui desirent, &c.



Ecy est pris des Annotations où il prouue son opinion par le texte de la L. 1. §. *des aut. D. quando appell. si.* Et Rebuffe adiouste la Loy, *pen. D. de inst. & iur. cap. fori. extr. de verb. sign. Bartol. in l. non ignorat. Cod. de fructib. & litum expens. si Boerius Dec. 185.* Autrement la taxe est declaree nulle, quand l'exploict est fait sans tesmoins. Arrest du 16. iour de Iuin 1516. *Rebuff. Traict. de expens. damn. & int. Art. 5. glof. m. nu. 5. & 6.*

b Second iour de Septembre 1539. Rebuffe au lieu susdict *Art. 5. nu. 5.*

c. L. 4 §. *desferre cum l. seq. D. de in litem iur.* le Iuge est tenu de suiure le serment de la partie. *Arctus. & Bartol. ad §. desferre.* Ce qui se doit entendre pour les voyages affermez & non pas de la despence, qui est arbitree par le Iuge seul. *Vide Comm. in Pragm. sanct. Tit. de fructu appell. vers. quod que in verbo damnorum Bartol. in d. l. non ignorat. C. de fructib. & lit. exp. cap. statutum. §. in super. De rescript. in 6. l. propterandum §. sunt autem. C. de iudic. Aulch post iusurandum. C. cod. iii. Rebuff. Traict. de expens. damn. & int. Art. 5. glof. vint. nu. 19. 20. 21. & 22.*

d Par l'Ordonnance dn Roy Henry III 1576. Estats de Blois Art. 161. les Iuges & Greffiers ne prendront aucune taxe, ne salaire, pour tenir & recevoir les encheres, ny pareillement lesdicts Greffiers ou autres pour la distribution des deniers : sinon ce qui leur sera taxé par les Iuges pour ladite distribution, selon le labeur, non obstant toute vance au contraire abolissant dès à present le stile d'aucunes Cours par lequel les Iuges & autres officiers d'icelle pretendent leur estre permis en taxant despens, ou frais deliurant deniers d'enchere ou confiscation, se payer à raison d'un sols ou autre somme pour liure ou escu.

e Cecy est prins des Annotations.

f *Quid. Pap. qu. 618. Reb. Traict. de exp. damn. & int. Panorm. in cap. finem extr. de dolo & conuincac. Faber in Inst. Tit. de pen. tem. lit.*

g Cecy est prins des Annotations.

h Cela est tiré des mesmes Annotations, *Reb. Tom. 3 Traict. de exp. damn. & int. Art. 1. glof. vint.* interprete l'Ordonnance de Charles VI l. Art. 2. qui ce fait à ce propos. *Boer. Dec. qu. 5. nu. 8. Faber in §. curat. Inst. de act. Bald. Conf. 393. nu. 2.*

i *Glof. in l. vno. C. de sent. qu. pro eo quod int. & ibi Faber,* où il dit que quand on agit pour vn delict comis par dol ou force, que les domages & interells sont estimez par le serment de la partie. Mais *Ludovic. Romanus singul. 403* tient que cela s'entend quād le delict consiste en delict fait & peupré. *Secus circa omisum.* La condemnation des

dommages & interstis procede presque de l'action d'injures. Si aucun appelle son débiteur celui qui ne luy doit rien, il peut estre convenu en action d'injures, *l. in iuratum §. si quis per in iuratum. D. de iniurijs.* A plus forte raison celui qui par force occupe & detient les biens appartenans à quelqu'un, *l. apud Labenem §. si quis bona. D. de iniurijs.* Or en telle action d'injures on defere le serment à celui qui a souffert l'injure, *Glossa m. l. in iuratum. 2. D. ad int.* Et n'est pas le defendeur appelle pour voir faire le serment en telle matiere : si ne luy sera pas communiqué ce qu'il aura dit & déclaré. Mais le luge peut arbitrer & taxer la somme iusques à laquelle il fera le serment, *l. videndum §. in iure D. de in iuratum.* Et pour ceste cause telle taxe & moderation ayant esté omise par le Preuost de Paris, la Cour par son Arrest dit qu'il auoit esté mal iugé & encores que telle chose se doie faire seulement de l'office du luge, *l. arbitrio. D. de iudic.* le Ccey est prins des Annotations Au telle par le stil on taxe quatre cheuaux à vn Conseiller, c. *cum appostoli exi. de consib.* Et par Arrest du 21. Mars 1531. il fut ordonné qu'il ne seroit taxé en despens plus de quatre cheuaux à vn Seigneur de quelque qualité que ce soit, *R. buff. Traicté de expens damni. Et interstis Art. 5. gl. v. n. 2. n. 7. 8. 9.*

1. Ccey est prins des Annotations.

m. *L. si sitis §. cum per venditorem. D. de act. empti.* Encores que *Faber in l. vii. C. de fro. qua pro 10 quod int.* estime que le dommage extrinseque est considéré en l'action qui peut estre intentée ciuilenient, combien qu'elle procede de delict ou crime,

ne l'Auteur auoit inseré l'Ordonnance 1539. Art. 78. 99. 100. 101. 102. 103. & 104. Et Annotations: laquelle il rapporte icy au texte François. *Obm. les fruits estoient deus in contr. actus: ut bona fides à tempore mora. l. mora §. in bona fide. D. de usur. Bartol. in l. tu. m. D. de postul. fructus. C. de act. empti. l. sitis. l. am. §. 1. D. de verb. obl. In contr. actibus: ut in fructibus iuris à tempore litis contestate. l. cum fundus. Si ceteri per. l. videamus §. 1. actio. m. D. de iuris Arrest à ce propos en maniere de rettaict, du 21. iour d'Aoust 1533. recité par Rebuff. Traicté de fructib. Art. 1. gl. vii. n. 2. §. 4. 5. & 6. Au telle si la partie ne veut pas donner dedans certain temps par declaration la fruits selon la sentence, le demandeur peut par le moyen de la contumace de la partie faite preuve des fruits, *l. 2. C. l. alio C. de in iur. l. ne poutra elle au contraire informer: mais luy seront seulement ses reproches réserez contre les r:smoins produis & examinez. Arrest donné en la chambre du domaine le 18. iour de Novembre 1546. recité par ledit Rebuff. Traicté de fructib. C. illorum restituit. Art. 1. gl. vii. n. 5. & 6.**

o Arbitraire. Rebuff. Traicté de fructib. *l. illorum restituit. Art. 4. gl. viii. argumento l. 2. D. de resud.* Parce que la peine en France est arbitraire, mesmes pour le pariure, combien que de droit il soit puny par plusieurs peines. *DD. in c. 2. C. de reb. cr. d. 12. l. 1. §. non si quis possidens inst. de act.* Et nostre Auteur adiouste que la raison de l'Ordonnance est, ne viz paisiuis apertur, hoc enim subhumanum est: qui leges pericula possunt, *l. 2. in p. C. de caduc. tollendu.*

p. Cest Art. 102. a lieu en toutes autres iurisdicions, où il y a marché. Ainsi par Art. du 1. iour de Feurier 1541. fut enio nct à iours baillifs, Seneschaux, Preuosts, & tous autres luges de garder l'Ordonnance, & prédre la preuve de la valeur des gros rours sans plus infotmer par telmoins ou accorder de Commissaires pour l'eualuatié & liquidation. Cest Art. est coté en quelques lieux du 5. iour de Feur. 1543. en vne appellation du Bailly de Beauuais, contre le chapitre dudict lieu sur larequeste prelexée par M. le Procureur general. Et par Arrest du 8. iour de Mars 1564. de Bretagne fut commandé aux luges du ressort de Bretagne, de garder les Ordonn disposans ur le rapport des gros fruits & autres especes vendues, sur peines des dommages & interstis des parties. *Glossa & DD. in Auth. quas aliterius. C. de sacros. Eccles. Rebuff. Traicté de fructib. C. illor. restituit. Art. 6. gl. vii. n. 9. Art. 8. gl. vii. n. 9.* Auue Arrest du 17. iour de Novembre 1593. donné à Tous le Parlement y seant touchant le rapport des gros fruits par les Marchans au Greffe de Faye la Vincuse sub. iherme, où y auoit gros marché ordinaire, sur vn appel interieut du Bailly de Saumur ou son Lieutenant, entre Pierre Dequin demandeur, Pierre Poisson, Laurent Archembault & consors defendeurs, recité aussi par Chopin 3. de morib. *Ad. ad. part 7. Tit. 3. num. 19.* Au reste par Art. du 4. iour de Decembre 1529. en la grand Châbre pour Jean Treblay contre Jean Payen; & 19. Fe-

uicit

uier 1534. fut dict mal iugé, parle luge, qui auoit condamné vne partie à payer la chose au plus haut prix & estimation qu'elle pouuoit valir. Desquels Arreſts il eſtime l'article 94. de noſtre Ordonnance 1539. eſtre tiré. *Tom. 3. traicté de ſucceſſ. & illor. reſp. art. 1. gloſſ. vnic. num. 12.* Et ſi ne les doit adiuger, ſils ne ſont demandez, eſtans perſeus auant conteſtation en cauſe, ſeuſ, apres, l'edict. §. item ſciendum. D. de edul. edicto. Atreſt à ce propos du 23. iour de Iuin 1526. entre Jean André & Nicolas Layné. Rebuffe, *Tom. 3. traicté de ſucceſſ. & illor. reſp. art. 1. gl. vii. num. 32.*

q Ceste Ordonnance eſt generale, & oſte toutes les diſtinctionſ des Docteurs, qui eſtoient ſuiuies auparauant icelles. En matiere poſſeſſoire on ne condamne point ordinairement à rendre les fruicts, ains à reſtablir, & aux deſpens, dommages & intereſts, ſous leſquels mots ſont neantmoins compris les fruicts.

l. r. & certum. Cod. de rei vand. & ibi DD. l. ſed & ſi commiſſoria. §. ſi ante litem conteſtatam. D. de pet. l. ier.

s *Precia rerum nos ex affectione nec utilitate ſingularum, ſed communiter ſunguntur. l. ſi rerum. D. ad leg. A qui l. i. precia 63. D. ad legem Falc. Plinius. l. 33. Precia rerum que ſiquam gentium poſsumus, non igitur annis aliis atque aliis in aliis locis ſiſt, & annis ſingulari peni mutari. Seneca 3. de Benef. Pretium cuiusque rei pro tempore eſt.*

t Es articles 102. 103. & 104. de l'Ordonnance 1539.

DE EXECVTIONE REI IVDICATÆ

intra certum tempus, quæ iudicis cognitionem non deſiderat.

CAPVT LIII.



Quoniam autem de his, quæ ſorti iudicata rei non raro accedunt, ſatis diximus: itidem de executione ſorti ipſum facienda quadam explanemus. Omnis igitur ſententia intra eum quo pronunciata eſt annum, executioni mandanda eſt: alioquin iure ab executione appellatur. Verum ſi iudex, à quo ea promanarit, adeatur ſublati huius annalis lapſus impedimento, ſilam exequendi apparitori ſuo poteſtatem faciet: ita tamen, ut ſi condemnatus intercedat, executio differatur, diſcique ei, ut cauſa exponat, ad ſe dicatur: nos vlla excuſationis ſpeciei pratexenda eſt, ut id ſubſidiū concedatur. Præterea, non ſequitur excutiendum eſt priuſquam effectus tradatur ſententia, ariſne vel alterius cuiusſum quantitati ſolutionem, an rei mobilis aut immobilis reſtitutionem, an quicquam faciendum imperet. Eſi quidem aſ dari iubeat, donec apparitor id dependi à condemnato præcipiet, ſine ſilum ipſum compellendo, ſine chirographo proſoribus domicilij eius affixo: ſed in hac poſteriore præcepiſi ſpecie, mandare debet apparitor aut uxori, aut domeſtici, aut famulatio, aut denique vicini condemnati, ut eum rei geſta certiorem faciant. Duos quoque ſeſſes hi apparitor adhibeat.

De executione rei iudicatz, ac intra quod tempus exequendæ. Si executioni ſententiæ factæ poſt annum intercedat cõdennatus, differtur executio.

De executione ſententiæ, æris alieni interdictiuz.

DE L'EXECVTION DES SENTENCES.

qui ne gisent en cognoissance de cause; & dans quel
temps les Huissiers ou Sergens les peuuent
mettre à execution.

CHAP. LIIII.

1. Raison de la suite de la matiere des executions de sentences.
2. Sentences doivent estre executees dedans l'an: autrement sont surannees, & faut auoir attache du luge.
3. Rescripts du Prince ou lettres Royaux ausis ne durent qu'un an: & conuient obtenir attache en la Chancellerie, ou relief du suran.
4. Droit civil interpreté.
5. Condamnations des debtours donnees de leur consentement,

- ne seront donnees au Greffe.
6. Le luge ne signe les appointemens par luy donnez sur le champ, & en Audience; ains seulement les Dictons des sentences.
7. Executeur de sentence, comme doit donner sa sentence sil est deu du bled.
8. Sergens doivent faire commandemens aux condamnez, à payer ou bailler quelque quantité de deniers ou autres choses.

1. Raison de la suite de la matiere des executions de sentences.



2. Sentences doivent estre executees dedans l'an: autrement sont surannees, & faut auoir attache du luge.

Dire donc de l'autre maniere d'executer sentences: laquelle gist en simple office de Sergent. Est à entendre que toutes sentences doivent estre mises à execution dedans l'an ^a par le Sergent: autrement celuy contre lequel on execute, a matiere de s'y opposer, & si le Sergent ne le reçoit à opposition, ou qu'il passe outre nonobstant ladite opposition, & sans preiudice d'icelle, il en peut appeller. Ou s'il en appelle de plain, lon pourra faire conuertir son appel en opposition: comme sera dict cy apres au second liure, ^b mais le remede pour à ce obuier, est de prendre prouision ou mandement du luge, qu'appellons Attache: par lequel le luge qui a donné la sentence, donnera en mandement de la mettre à execution, nonobstant qu'elle soit surannee, avecques ceste clause toutesfois, de bailler iour & adiournement en cas d'opposition, pour dire les causes d'icelle. Et combien qu'on ait accoustumé mettre par lesdits mandemens que lon n'a peu faire executer la sentence, obstant certains empeschemens & affaires, toutesfois s'ils sont niez, n'est mestier en faire preu-

ne aucune. Et combien que la condamnation soit baillée du consentement des parties, ce nonobstant il faut ³ attache pour l'exécuter apres l'an, & recevoir la partie à opposition: comme il fut dict par Arrest és Grands-Jours d'Angiers, le quatriesme iour d'Octobre, l'an 1339. car il conuient entendre, qu'en France non seulement tous mandemens ou sentences de Juges, soit annaux, sçauoit est, ils doiuent estre mis à execution dedans l'an & iour de l'impetration d'iceux: mais aussi tous rescripts du Prince, ou lettres Royaux, ainsi que cy dessus au commencement de ce liure nous auons dict des mandemens de *Debitus*, ⁴ oïtroyez tant par le Prince, que par les Juges. Mais quant eldites lettres Royaux non exécutées dedaus l'an & iour on peut auoir vne attache sous le cōtre-seel de la Chancellerie, pour les faire mettre à execution, comme on fait des attaches qu'on obtient des Juges: & lors lesdites lettres ont pareil effect, que si dedans l'an & iour elles eussent esté mises à execution. Et ainsi deuons entendre le Troisié, qui dict, que les rescripts du ⁵ Prince ne sont annaux, ains ont force perpetuelle, sçauoir est selon la nature de l'action qu'on intente par iceux. Et parce que combien qu'une sentence donnée du consentement du débiteur, ne peut apres l'an & iour estre mise à execution, nonobstant l'opposition du débiteur, ains faut de ferer à l'opposition, comme il fut dict par ledit Arrest d'Angiers: la Coustume n'est pas bonne ne seure de passer les condamnations des débiteurs au Greffe d'une Cour: ains est beaucoup meilleur les passer pardeuant deux Notaires Royaux: car on ne peut exécuter la sentence ou condamnation donnée par le Juge, nonobstant l'opposition apres l'an & iour, n'aussi au dedans l'an & iour si le condamné en appelle, sinon qu'elle soit de celles qu'on exécute par les Ordonnances Royaux, nonobstant oppositions ou appellations: mais vne condamnation receüe par lesdits Notaires, se peut tousiours insqu'à trente ans exécuter, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, qu'à la garnison de main de quelque somme qu'elle soit, ainsi que cy dessus ⁶ au commencement de ce liure nous auons plus amplement deduit. D'autantage, communement 8 telles condamnations expédiées au Greffe, ne sont données par le Juge; & est certain que le Greffier n'a puissance de condamner, ains seulement sert d'un tefmoin avec le Juge, qui en vaut vn autre: au moyen dequoy les appointemens par deuant eux expédiés sont soy, comme deuant deux Notaires. Mais n'est mestier que le Juge signe les appointemens ordinaires en cause, ou autres appointemens qu'il donne sur le champ: ains seulement les Dictions des notaires qu'il a appointé en droit selon l'Ordonnance, ainsi que cy ⁷ h dessus a esté dict. Toutesfois on doit entendre, que lon peut bien apres l'an faire adiourner la partie en execution de sentence pardeuant le Juge, sans le mandement susdit: car lors la partie peut alleguer toutes ses exceptions pour l'empescher.

D'autantage, il faut bien regarder ce que contient la sentence, voire qu'elle gise en cognoissance de cause: car comme quelqu'un fut condamné de payer certaine quantité de blé, & fut par l'exécuteur de la sentence con-

3. Rescripts du Prince, en lettres Royaux auisire durer qu'en an: & conuient estre attaché en la Chancellerie, ou relié du juran.

4. Droyt civil inuerpreté.

5. Condamnations des débiteurs donnée de leur consentement, ne seront données au Greffe.

6. Le Juge ne signe les appointemens par luy donnés sur le champ & en l'Audience: ains seulement les dictions des sentences.

7. Exécuteur de sentence comme doit donner sa sentence, s'il est d'un blé.

372 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
 damné en l'estimation du blé, il fut dict mal iugé par ledit executeur: com-
 merce M. Bobier en les décisions & Arrests de la Cour de Parlement,
 question 68. & le recite M. Rebuffe au premier tome de ses Commentai-
 res sur les Ordonnances Royaux, feuillet 375. Mais il faut entendre que
 l'executeur auoit condamné en l'estimation du blé, auparavant qu'ouïr les
 parties sur l'estimation du blé, & que ledit blé fust apprécié. Car si les par-
 ties ouïes, le blé eust esté apprécié, le Iuge eust bien iugé condamnant
 en l'estimation prouuee dudit blé: car la sentence, ou elle contient con-
 damnation du payement de quelque somme de deniers ou autre quanti-
 té, comme blé, vin, & autres choses semblables: ou restitution de chose mo-
 biliaire ou immobilière, ou condamnation de faire quelque chose. Et si la
 partie est condamnée à payer ou bailler quelque quantité, soit de deniers
 ou autres: le Sergent à la requeste de celuy qui aura obtenu la sentence, fe-
 ra commandement au condamné, ¹ qu'incontinent & sans delay il aït à
 bailler & payer ladite quantité: & ce en personne dudit condamné, & pre-
 sens deux tesmoins, ou par cedula avecques injonctions, comme nous a-
 uons dicté cy dessus au commencement de ce liure.

8. sergens doiuent
 faire commande-
 ment aux con-
 damnez, à payer
 ou bailler quel-
 que quantité de
 deniers ou autres
 choses.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LIIII. Del'execution des sentences qui ne, &c.

a

D Oñores in cap. quaranti. De offi. deleg. & 2. art. i. l. 1. §. permittitur. D. de aqua cotti.
 & est Bud. in l. 2. D. de statu hom. DD. in cap. plerumque. D. refc. & ibi DD. Ma-
 suer in Praxi. tit. de execut. §. item contra Arrestum. tit. de lit. nota. §. item littera. R. r-
 buff. tom. 1. traict de l'execution execut. art. 7. gloss. 11. num. 5. & 6. art. vlt. gl. 1. num. 2. 6.
 traict de lit. civil. art. 16. gl. vlt. num. 4. & 5. & traict de rescript. in prafat. num. 176.
 Cela sert pour nous apprendre comme la loy faiso. C. de diuers. refer. & le
 chap. plerumque extra de rescriptis, se doiuent accommoder à nostre Pratique.

b Chap. 14.

c Ccey est pris des Annotations.

d Voyez cy dessus le chap. 18. de ce 1. liure des Instit. forenses.

e L'action est personnelle, qui dure trente ans, l'icnt. C. de praf. 30. vel 40. ann. Par
 ains cessent toutes les disputes des Docteurs, in La Dico Pis. D. de re iud. Specul. tit. de ente-
 cus. finit. §. breuiter in 2. parte operis.

f Chap. 4. du 1. liure. Et cy dessous chap. 70.

g Les sentences sont comparees aux instrumens authentiques, Paul. C. de i. in l. post
 rem iudicatum. D. de re iud. nec absurda est extensio argumenti l. senatus consulto. D. de ritu nupt. gl.
 in l. ob al. alium C. de preiud. & alius reb. l. ason. in l. 2. C. de bon. poss. vide Artyur & Paul. de C. de
 in l. quoniam. C. de fideic. Felin. in cap. cum omnes in 14. col. extr. de constit. In istis iuris communi
 conuentionibus sit extensio. Bald. in l. maximum vitium. C. de nat. lib. L'office du Greffier ne consi-
 ste en iurisdiction, ains est prins par le Iuge, pour faire foy seulement de ce qui se
 passe en la présence du Iuge. Notam in cap. quoniam contra. De prob. iur. & in l. adoptio. D. de
 adoptionib.

h Chap. 30. & 31. cy dessus.

i On ne peut faire aucun commandement à vn mineur, sinon avec l'autorité de
 son curateur. Bald. in Ad. ad specul. tit. de appell. in 3. col. Mais, 2. art. in l. defendente. D. de
 auct. tut. monste l'usage de tels commandemens.

k. Chap. 4.

DE MOBILIBVS PIGNERANDIS, ET
eorum auctione ac subhaftatione.

CAP. LV.



Quod si solutio recusetur, primum apparitor manum in mobilia vendibilia inicit, & sequestro custodienda in prima auctonis diem committit: quam quidem tunc incontinenti vel ex intervallo constituit condemnato, vel ad proximam eius loci in quo res capta sunt, nundinas, vel (sibi celebrari non solita sint) ad eam qua hunc locum proximè in eodem quoque territorio frequentantur. Deinde constituto die mobilia illa praconis voci subicit, subhafta quoque venditioni exponit. Atque debiti quantitatem ob quam capta sunt, palam significat & denunciat: omnes commones ut ea licitentur: pretium ab unoquoque oblatum de singulis rebus describit: postremò ubi iam nullum amplius licitari cernit, promulgat eam primam auctiorem esse: secundamque, ac pignorum additionem in octauum ab hinc diem rejiciet, nisi divini cultus feria id prohibeant atque tum alium profectum diem nundinis quoque proximis praefiniet. Pignora autem rursum in diem illam sequestro tradet, qui ea suis ipsius prehensione exhibere cogetur. Inter ea verò condemnato qua acta sunt, nunciabit, potissimumque singulorum rerum pretia expromissa: rursum quoque illi comminabitur, nisi iudicatum solvatur, se pignora die praefinito additurum pluri licitanti. Planè si condemnatus debituum inferre negligat, die atque loca illis auctiorem iterabit, eodem ordine observato insuper, uniuscuiusque pignoris pretium oblatum ter voce efferet: itaque animosior licitatori, penes quem licitatio permanserit, mobilia illa praefenti quidem pecunia adiudicabit. Proinde, si emptor solutionem detreket, eum in carcerem conijcet. Perum hac auctio, ad certam post meridiem horam pendere debet. Sed si nemo pignora illa licitari velit, ante etiam creditor alio licitatione viceat, et pignora iure adduci possunt.

De mobili-
bus pignerā-
dis, & eorum
auctione.

DES EXECUTIONS DE MEUBLES,
vente & adjudication d'iceux faite par
le Sergent.

CHAP. LV.

1. *Costume de Poitou ancienne.*
2. *Ordonnance de l'an mil cinq cents trente-neuf. Article 74.*

3. *Costume de Poitou concernant les executions.*

1. *Coustume de Poitou ancien-ne.*

2. *Ordonnance de l'an 1539. Art. 74. & 75. interpretées.*

3. *Coustume de Poitou concer-nant l'exécution.*



T si le condamné est refusant ou delayant payer selon la Cou-stume du pays ^a de Poitou le Sergent doit premièrement fai-sir les ^b meubles, dont plus facilement on pourra recouvrer de-niers: mais par les Ordonnances dernières Article 74. & 75. il n'est à present necessaire faire aucune perquisition de biens meubles pour la validité de l'exploict de criées, ou autre saisie, ou main mie de personne, ou de biens. Et jasoit que ladite Coustume soit reale & de fait, & parce moyen le Prince par son Ordonnance ne soit veu la ^c vouloir abroger, neantmoins ie pense qu'elle soit tollue par ladite Ordonnance: car elle ne contient sinon ce qui est de droit commun. Et ainsi que le prince est veu par son Ordonnance tollir le droit commun, aussi est-il veu tollir la Cou-stume disposant autant que le droit commun. Et s'il est fait commande-ment de payer d au condamné ailleurs qu'en sa maison, e en la ville il peut requérir le Sergent aller en sa maison avec luy, & il luy baillera argent ou meubles: & si le Sergent n'y vouloit aller, & qu'il print par execution le cheual du debteur, ainsi qu'il descendoit de dessus, le debteur s'y pourroit opposer, & si le Sergent ne cessoit pour l'opposition, il en pourroit appeler: comme a esté dit par Arrest, ainsi que recite monsieur Rebuffe en ses Commentaires sur les Ordonnances Royaux en la première partie. Et par ladite Coustume Article ^d 368. & quatre Articles ensuiuans, doit le Sergent assigner iour au ^e condamné au prochain iour de ^f marché ou de foire du lieu dont il est de Chastellenie, s'il y a marché: sinon au marché le plus proche du lieu, où est faire ladite execution, pour illec à la plus forte assem-blee du marché, & au lieu où l'on a accoustumé faire les proclamations de iustice, voir faire la première crie des meubles saisis, & la seconde & adiu-dication desdits meubles à huitaine ensuiuant audit lieu. Et doit faire por-ter les meubles ausdits iour & lieu, & faire sçauoir publiquement par cry public sçauoir est par la crie ^g & huche dudit lieu, qui est office public, en plain marché, que lesdits meubles de tel sont saisis pour telle somme, & à vendre au plus offrant, & dernier encherisseur: & s'il y a aucun qui les mette à prix, le Sergent le doit faire sçauoir publiquement, & par ledit cry. Et doit recevoir les encheres, si elles y viennent celuy iour, & es autres iours ensuiuans iusques à ladite huitaine, & iusques à trois heures apres midy. Et par ledit cry doit faire sçauoir que s'il y a aucun qui plus en vueille bailler, qu'il vienne auant dedans lesdits huit iours, & il y sera receu. Et ce pendant doit faire sçauoir l au debteur ledit prix, & luy declarer qu'il paye, autrement qu'il deliurera lesdits meubles au dernier encherisseur. Et audit iour de huitaine reiterera & fera mesmes criées, & recevra les enchetes iusques à trois heures apres midy, & non plus.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LV. De la vente & Adiudication des meubles, &c.

PAr la Coustume de Poictou nouvellement reformee Artic. 418 le Sergent ou autre executeur, ayant prins par execution aucuns biens meubles par vertu d'une sentence ou autre mandement, les doit porter au marché ou Foire publique du lieu de la Chastellenie où l'exécution a esté faite, s'il y a marché, ou sinon au marché le plus proche du lieu de ladite execution, les mettre à l'encant, & les y tenir iusques à la fin du marché, pour recevoir celui qui plus en voudra bailler. Et si lesdits biens sont mis à prix par le creancier ou autre, ledit Sergent doit faire sçavoir publiquement par cry public en plein marché, le prix auquel lesdits biens ont esté mis Article quatre cens vingt-neuf. Et doit ledit executeur recevoir les eucherres qui seront faites ledit iour, & es autres iours ensuiuans iusques à huitaine, & tout ledit iour de huitaine, iusques à trois heures apres midy. Et par ledit cry doit faire à sçavoir le prix, & que s'il y a aucun qui plus en vaille donner, qu'il y vienne dedans lesdits huit iours, & il y sera receu Art. 410. Et cependant le doit faire sçavoir au debteur, & lui dire qu'il paye ou que l'on deliurera lesdits meubles à celui qui les a mis à prix & encheris. Et dechez audit iour de marché ensuiuant de huitaine, ledit Sergent ou autre executeur doit mettre lesdits meubles en vente par cry public en marché comme dessus, & faire à sçavoir ledit prix par ledit cry, & que s'il y vient aucun qui plus en vaille donner l'on les liorera au plus offrant, si le debteur n'est prest pour payer, & n'est requis en cries desdits biens meubles aucun Decret de luge, Art. 431. Et ledit iour de huitaine, ledit Sergent y receura le plus offrant, iusques à ladite heure de trois heures, & non plus: & si ledit debteur y vient, tout ledit iour, il y sera receu, en payant la dette pour laquelle a esté faite l'exécution. Et si faute de la payer, où lesdits biens meubles seroient vendus à plus haut prix, que ne monte ladite dette, le surplus sera rendu au debteur Art. 433. Si la partie poursuivant ne vouloit proceder par discussion de meubles, pourra faire saisir les immeubles, & iceux vendre & subhaister, sans qu'il soit besoin pour la validité de l'exploit de cries ou autre saisie & mainmise de personne ou de biens faire perquisition de leurs meubles: mais suffira de commandement fait à personne ou domicile. Ce qui est icy representé, parce que l'Auteur cite les mots de l'ancienne coustume, & pour les autres p.ys on doit suivre ce qui est prescri par la Coustume des lieux où il est des iurisdiccions.

b Guid. Pap. q. 181. ait executione in inchoata posse ab immobilibus cui nomen est crediturique alienationem esse contra iuris ordinem datum in l. a. D. de p. §. in venditione. D. de re ad f. l. in cap. quod ad consultationem ext. de re iud. dit aussi que Alexander de Immola, & autres auoix tenu que cest ordre estoit plus en faueur de celui qui auoit obtenu & gaigné son procez, que du condamné. A ceste cause qu'il pouuoit renoncer à ceste charge & condition, que si on procedoit par execution on main-mise sur les meubles que l'on prenne les moins dommageables, & non pas les moins pretieux comme s'il y a de la vaisselle d'argent ou bien des cheuaux, il faut premierement s'adresser à la vaisselle d'argent: *vide Accurs. & Bart. in l. Dico à Pio §. in venditione. D. de re iud. Masuer. in Prazi. Tit. de ext. & subhast. no 8 & 34. Guid. Pap. q. 93. Nous ne gardons la Loy, q. 6 in heredem §. de re. D. de tribu. ass. Ains l'Ordonnance 1539. Art. 74.*

c Statuta cum sint facti, princeps qui ex iuratur, non censetur in velle derogare, c. 1. De consuet. in 6 D'autant que l'Ordonnance quand elle veut derogé à quelque coustume, elle en fait mention, comme il est porté en l'art. 77. de la mesme Ordon. Mais quand vne coustume ne porte autre chose que ce qui est ordonné par le droit commun, l'Ordonnance derogé à la coustume & au droit commun, d. c. 1. de consuet. in 6. Felix. in

376. PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
cap. 1. no. 11. De script. extra. Es pays & provinces où telle Coustume a lieu, comme celle de Poictou, la discussion de meubles, n'est point requise ne necessaire. Ce que depuis la derniere Coustume de Poictou Article 433. en-dessus recité, monstre évidemment.

d Par Arrest du 6. Avril 1540. fut declaree vne execution torsionnaire à défaut de commandement, & Rebuff. *Articul. 13. gloss. no. 6. & 7. Tract. de lit. oblig. ff. Titul. desent. execut. Art. 7. Gloss. 9. no. 12.* C'est Art. est coté par Papon liu. 18. des Arrests Tit. 5. Art. 25. du 16. iour d'Auril 1540. où il cite vn precedent & pareil du 2. iour d'Auril 1537. c. Rebuff. *Tom. 1. Tract. de lit. oblig. Art. 2. gloss. no. 68. & 69.* où il recite Arrest du 11. iour de May 1545 par lequel vne execution fut aussi declaree nulle & torsionnaire, & la partie condamnée aux despens, dommages & interests, liquidez à 40. liu. pource que les commandemens auoient esté faicts dans vn Nauire, & s'enfuyant à cause des troubles. Ainli a esté donné Arrest au profit de Maistre Claude Vaillant Aduocat en Parl. le 5. iour de Iuillet 1582. par lequel Corueau Notaire au Chasteler, fut condamné à despens, dommages & interests d'vne execution preceptice & faite au Palais en vertu d'vn excoitoire de dix escus Pareils Arrests donnez es grands iours de Moulins le Mardy 1. iour d'Octobre 1534. & à Paris le 11. May 1551. recitez par Papon liure 18. des Arrests Tit. 5. Arrest 21. Execution de lettres obligatoires, ou cedulle estz donc faite hors le lieu du domicile, & *impertinens tempore & loco* ne vaut, ainsi qu'il fut iugé par Arrest du 19. Mars 1566. au profit du messager de Paris, estant trouué en la ville de Beauuais, & depuis par autre Arrest du vingtroisiesme de Mars 1574. au profit d'un Marchant de Bretagne trouué à Paris: par lequel l'emprisonnement de la personne fut déclaré torsionnaire & desraisonnable. Autre Arrest du 10. iour de Ianuier 1586. aussi donné en audience, par lequel neantmoins vn marchand ayant fait rebelliõ à vn Sergent executant vne obligation, trouué à Mondidier sus vn cheual, lequel arrest & vendu par défaut de paiement: appel, fut l'appellant condamné en l'amende, ordonné que ce dont est appel sortiroit son effect. Mais les rebellions furent fort considerées audit Arrest. Comme aussi n'est loisible à vn Huissier ou Sergent de passer par dessus les murailles du logis, ou autrement pour y entrer sans permission de iustice. Ainli fut vne execution declaree nulle & torsionnaire. Car l'Huissier Crozon ayz fait escheller la maison d'une femme veufue demourant à Paris, pour payement de quelques loiaiges, & n'y auoit au logis qu'une Chambriere & des enfans, la dame estoit aux chäps en vendanges: dör elle appelle, fut dit par Arrest donné en Audience le 20. Auril, 1574. mal, nullement abusiuement & iniurieulement excoeur, & l'innimé condamné es despens, dommages & interests, & ledit Crozon adiourné à comparoir en personne, luy estant Auditeur des Comptes. Et par autre Arrest du 14. iour d'Au. 1578. Contre l'Huissier le Sage, fut ordonné le pareil au profit de l'Abbé de Vendôme, ayant ledit Huissier fait ouurir la maison, chambre & cabinet dudit Abbé. Et le 20. iour de Mars 1576. par Arrest fut l'execution faite à heure indué c'est à sçauoir à 10. ou 11. heures du soir fut declaree torsionnaire, & l'executant condañné en tous les despens dommages & interests, & fut dit que le Commissaire ou Sergent seroit appellé. La raison est parce que l'on ne doit executer qu'entre deux Soleils, sans faire faire ouuerture à heure indué. Notez aussi que le sergent ne peut faire aucune execution, ne prendre les meubles de l'obligé, s'il n'a deux records gens de bien, nō Sergens, en la presenece delquelz il fera telle executiõ, & les dōneta à vn depofitaire majeur de vingt-cinq ans, vñt de ses droitz, cōme il est porté par la Coust. de Berry. Rebuff. *Tract. de lit. oblig. Art. 1. gloss. vñc. num. 43. Art. 12. gloss. 1. no. 8. 9. & 10.* Et par Arrest du dernier iour de Feurier 1575. en l'Audience, fut enioinct aux Sergens de garder l'Ordonnance touchant les records. Voyez la Conf. des Coust. partie 1. Tit. 8.

f Rebuff. *Tract. de lit. oblig. Art. 1. Gloss. vñc. num. 5. gloss. 10. num. 3.*

g C'est l'Art. 423.

h Guid. Pap. *quæst. 329.* où il parle de telles executions faites sur meubles, & en la *Quest. 11.*

i Au lieu public, Inquant Orleans art. 154. ou Enquant Poiçom art. 428. Bretagne art. dernier, *hastarum Terrull. in Apolog. Quintana locus vbi forum & rerum venditionum loc.*

notum licitatio. sucten. in Nerone cap. 26. Ragueau en son Indice Vide l. septem. Cod. de erogat. mil. ann. lib. 11. l. c. si sine. §. quastum. D. de minor. Bald. in l. 1. c. si proprii public. pensit.

k Cric & huche, praco publicus, in eo adfist lapide, ubi venales praco praticat. Plant. in Bacchidib. Tribuni duo de lapide empti, Cicero in Pisonem: *Vilorem parvi arit rei de lapide maximo comparat. Colum. lib. 3. de re rust. c. 1. Briondus breddau lib. 6. Attycl. cap. 5. Tournet lib. 10. A dorf. cap. 3. Cic. lib. 2. epist. ad Attic. Apul. lib. 8. & 9. de Afino aureo arter. diu. lib. 2. ubi de Claretio pracone. Horat. de Arte poet. Hinc praco ad merces turham qui cogit emenda. Martial. l. 1. epist. 86. P'enderet exultu colles cum praco faciet. Ragueau en son ladic, Chopin. lib. 2. de feud. Andegau. parte 2. tit. 4. cap. vlt.*

l. 1. §. fin. C. de iure dom. impetrado l. pen. C. si vend. pignor. agat. l. 1. c. fin. en censu induc pignus cap. fit. Au reste le texte, & Balde sur la loy 2. C. ubi rem in alicui est formel, & tient que le delay donné en cas d'absence, & es cas qu'il se peut bailler, ne nuist point s'il n'y a signification. *Alexander de Immoia Conf. 87. volum. 5.* Et si telle denonciation ou signification n'est point faite, la vente des meubles ou gaiges n'est pas neantmoins nulle par le Droit commun: mais le vendeur est tenu aux dommages & interets par le défaut de ladite denonciation. *Bart. in l. vlt. D. de pignor.* Nostre Autheur estime toutefois que ceste opinion n'a lieu en Poictou.

DE EXECVTORIS OPERA, MERCEDE seu salario.

CAPVT LVI.



Orro si pecunia ex pignorum venditione redacta supra debiti modum excurrat, imputatur primum in executoris auctionarij salarium: verum primum index operarum mercedem attribuitur: deinde quod superest, executori condemnato reddit. Caserium si quadrans sit summa: nihilque reliqui fiat, executoris operas debitor are suo dissoluit: prius tamen (ut diximus) in disce definitas: quarum quidem hac aestimatio est, ut totum diem exhibita, duodecim Turonenses solidi, sexque denarios exigant, si modo eques peregrini executor sit profectus: quod si pedes, quinque duntaxat solidorum salarium statuitur. Ita enim regij decreui sancitum est: ut tanquam huiusmodi executorum rapinis inhiantium ferocis cohiberetur impetus: quibus tamen non adeo retinentur, quin longius exultent egrediuntur. Quum autem inter pignora vendendum exoritur alterum creditoris intercessio, in qui illorum distractionem persequitur, in primum dimittendum est, quamvis alij prius supposita sui pignora illa.

Executoris operarum mercedem.

Preferri eum, qui prior in indicati causâ mobilia cepit.

DES FRAIS ET MISES D'EXECVTION, & comme on se pouruoit contre le corps d'une Parroisse, & les tiers oppofans.

CHAP. LVI.

- | | | | |
|--|---------------------------------|------------------------|--------------------------------------|
| 1. Fraix du Sergent executeur sur qui se prennent. | 2. Comme on peut contraindre le | corps d'une parroisse. | 3. Execution faite contre le mineur. |
|--|---------------------------------|------------------------|--------------------------------------|

Bbb

4. Meubles ou arrerages deus à Prestres ou Clercs ne sont executables.
5. Si par la donation de meubles se doivent entendre les debtes deus en deniers.
6. Coutume de Poictou interpretée.
7. Comme sentendent ces mots debtes, debtes mobiliaries.
8. Rentes foncieres & cens, sont

estimez, immeubles, mais les arrerages sont reputez meubles.

9. Le creancier qui premier fait mettre en execution le meuble du debteur est à preferer aux autres creanciers.
10. Comme se doit comporter le Sergent à la vendition du meuble prins par execution.

1. Frais du Ser.
exécuteur, sur
qu'il prennent.



Si le debteur y vient tout celuy iour, & vueillé payer, il sera receu, & lesdits meubles ne cherrôt en execution, & si lesdits meubles sont vendus à plus grand prix que ne monte la dette, le demourât sera rendu au debteur. Toutesfois sur iceluy demourant se payera le Sergent aux despens du debteur de son salaire de l'execution: & s'il n'y auoit demourant, le debteur payera le Sergent à ses despens. Mais par les Ordonnances Royaux faictes touchant le petit Seel de Montpellier, le creditur le doit payer, & apres le repeter du debteur. Aussi nous vsons que le creditur fait taxer les frais de l'execution, & puis se fait deliurer par Iustice le parus pour lesdits frais, partie aduerse toutesfois presente ou appellee. Et par les Ordonnances^b dernieres, articles 183. & 184. vn Sergent à cheual doit auoir pour chacun iour seize sols parisis. Et par les Ordonnances du Roy Loys XII. article 155. les Sergens du petit Seel de Montpellier n'auoient que douze sols six deniers tournois quand ils estoient à cheual, & à pied six sols six deniers tournois. Et par lesdites^c mesmes Ordonnances, article 154. si vn Sergent faisoit plusieurs executions en vn iour, il ne doit estre payé que pour vne iournee: & ce obliue lon en tous autres Sergens.

2. Côme on peut
contraindre le
coups d'une par-
roisse.

Et si les habitans de quelque parroisse sont condamnez^d en ladite qualiré de parroissiens, les habitans d'icelle par vne requeste presentee au Iuge, seront condamnez à esliue deux pour asseoir la somme deüe, & deux pour la leuer, & aucunesfois deux seulement pour l'asseoir & leuer: & icelle payer à celuy auquel elle est deüe, dedans certain temps. Autrement le temps passé lesdits esleus pour leuer & payer ladite somme, seroient tenus de payer en leurs noms priuez, sans, à la repeter sur lesdits habitans, & ce à douze deniers pour liure, eu regard à la taille du Roy, imposee sur lesdits habitans. Et par foie le Iuge baille ceste charge aux Fabriqueurs ou Marguilliers de l'Eglise parrochiale: comme il a esté dict par Arre de la Cour de Parlement à Paris l'onzieme iour de Decembre, l'an mil cinq cens vingt-six. Et si lon veut faire execution contre vn mineur, e il faut

premierement sommer le tuteur ou curateur, qu'il ait à dresser sommairement son compte, pour sçavoir s'il est debteur ou non. Et si la somme par luy deüe n'est suffisante, le creditur pourra mettre en crieres les biens immeubles dudit mineur: comme il a esté dict par Arrest de la Cour de Parlement à Paris le vingt-sixiesme iour de Januier, l'an mil cinq cens quarante-cinq.

Est à noter q'ainsi que lon ne peut prendre par execution les meubles d'un Prestre ou Clerc, ainsi ne peut lon saisir les arrerages qui sont ja escheus des rentes à eux deües, ne le prix, ou autres especes de baux à fermes de leurs domaines, lesquels prix ou autres especes de baux à fermes escheus, mais s'ils ne sont escheus ou deus, ils peuuent bien estre saisis car ils sont comme fruiçts pendans, & par ce moyen immeubles, & ainsi en fut dict par Arrest le 9. iour de Decembre 1513. Semblablement si vn Prestre a baillé à croist & chapel quelques bestes: sçavoir est avec conuenance que la moitié des fruiçts qui en procederoient dedans trois ans, seroit au preneur pour la garde, & nourriture: & dedans lesdits trois ans lon fait prendre ceste moitié du Prestre par quelque debte, l'execution sera declarée torsionnaire, si le Prestre s'y oppose & en appelle: car celsdites bestes sont meubles, comme il fut dict par Arrest de la Cour de Parlement à Paris, le dernier iour de Iuliet, l'an mil cinq cens quarante-trois. Toutesfois M. Rebuffe en ses Commentaires sur les Ordonnances Royaux, met ledit Arrest du dernier iour de Iuin audit an: comme i'ay veu depuis ces dernieres additions par moy escrites. Mais cela sentend, quand le Prestre ou Clerc vit clericalelement. Autre chose seroit si l'exerçoit marchandise vile, comme boucherie: comme il fut dict par Arrest le premier iour de Decembre, mil cinq cens trente-trois. Aussi fut dict par Arrest mal m' procedé en saisissant les cheuaux d'un Prestre, prest à senfuir, contre lequel y auoit decret de prinse de corps. Et aussi en prenant les meubles d'un Prestre pour a vne prouision d'alimens d'une fille que le Prestre auoit engrossée, comme le tout recite ledit M. Rebuffe au lieu susdit.

Et iajoit qu'aucuns Docteurs tiennent qu'en donation de meubles, ne sont comprinses les debtes p en deniers deües au donnat: toutesfois par Arrest de la Cour donné le quatorziesme de May mil cinq cens quarante, les obligations, cedules, & creances deües au donnat, furent adiugées au donataire, qui auoit don des meubles, & choses censées pour meubles. Mais aucuns disent que ledit Arrest a esté donné pour raison de la Coustume q du pais de Poitou, article deux cens nonante-huict, par laquelle celuy qui a tousles meubles du premier mourant, doit & peut demander toutes debtes touchant meubles, & les arrerages des rentes qui seroient deus au temps du premier mourant. Neantmoins ie ne suis de cest aduis: car ladite Coustume parle seulement entre mary & femme, comme il appert euidentement: & au cas dudit Arrest estoit question d'un don fait par vn à son parent. Et par autre Arrest de ladite Cour a esté dict le semblable en vne donation de meubles, faite à vn estranger. Faut entendre le mot debtes, des debtes deües & procedans des choses mobiliaries.

3. Executoire fait contre le mineur.

4. Meubles & arrerages deus à Prestre ou Clerc ne sont engendrables.

5. Si par la donation de meubles ja doiuent entendre les debtes deües en deniers.

6. Coustume de Poitou, interpretée.

7. Comme sentendent ces mots debtes, debtes mobiliaries.

res: comme de deniers prestez, de vendition de grains, vin, & huile, & de choses semblables. Pareillement sont reputees debtes mobiliaries & personnelles, les arrerages escheus de rentes foncieres & cens par les Coutumes de q Poictou, ea l'article 188. 1 & de la Rochelle, art. 65. combien que les rentes foncieres & cens soient estimez immeubles. Et quant aux rentes constituees à prix d'argent, elles sont censees mobiliaries, si elles ne sont perpetuelles, tellement que quand elles sont admorties, les deniers en viennent à ceux qui doiuent auoir les meubles: combien que ce ait bien lieu en vendition d'immeubles faite avec faculté de les pouoir racheter: comme porte la Coustume de Poictou, ès articles 15. & 22. 1 Mais il y a grand' difficulté, si celuy qui a les meubles, est tenu de payer les rentes constituees à prix d'argent: comme la femme les rentes constituees par son mary à deniers. Car l'ay veu bailler plusieurs sentences, par lesquelles les femmes estoient deschargees & absoutes desdites rentes entierement, combien que par la Coustume elles soient tenuës d'une moitié des debtes creées constât leur mariage. Toutesfois l'ay ouï dire, que par Arrest dont entre feu François Seigneur de la Trimouille, Cheualier de l'Ordre, & vne doüiairiere de sa maison, la doüiairiere auoit esté condamnée à payer la moitié de telles rentes. Ce que ietrouue bien raisonnable: quand les deniers de la creation des rentes sont tournez au profit commun des conjoints. Aussi il est bien raisonnable que l'action ou debte soit reputez meuble, quand elle est due, ou compete pour chose mobiliare. 1

9. La créancier qui
premier fait met-
tre en execution
le meuble du
debteur: est à
preferer aux au-
tres créanciers.

Celuy qui premier a fait prendre par execution aucun 1 meuble de son débiteur, doit estre preferé à tous autres creanciers du débiteur: jaoit que les autres ayent premiers hypoteques de tous biens sur le débiteur: car 1 meuble estant en tierce main, n'a point de suite par hypoteque selon la generale Coustume de France: & est veu le creancier auoir le meuble 1 entre ses mains, quand il la fait saisir. Autre chose est des immeubles: comme nous dirons cy-apres. 1

Mais si le creancier a fait saisir plusieurs pieces de terre, & les Commissaires commis au regime d'icelles en laissent vne à mettre à l'enchere: & apres le débiteur la vend à vn qui en leue les fruiçts par deux ou trois annees, on fait doute si le creancier peut demander les fruiçts à l'acheteur. Car quand aux Commissaires, il n'y a difficulté qu'ils ne soient tenus d'en rendre compte, veu que par leur coulpe ladite terre n'a esté mise à l'enchere. Mais quant à l'acheteur il est de bonne foy, & ne scauoit point la terre saisie, parquoy semble qu'il n'en seroit tenu rendre les fruiçts. Et ay veu Arrest interlocutoire de la Cour de Parlement à Paris, par lequel en tel cas auoit esté ordonné, que l'acquerer, qui estoit opposant à l'enchere, que les Commissaires aulsez de leur faute auoient voulu faire, cotteroit en quel article de ladite saisie estoit ladite terre. Et parce que l'acquerer ne peut cotter ledit article: & qu'à la verité la terre obmise n'estoit celle qui auoit esté achetee: l'acheteur fut debouté de son opposition, & condamné es despens. Car pour neant la Cour eust donné l'Arrest susdit interlocutoire: si quand il eust esté trouué que ladite piece de terre eust esté comprin-

se par ladite saisie, la Court n'eust voulu donner gain de cause à l'opposant. Toutesfois aucuns notables Aduocats de la Court sur ce consultez, dirent, que l'acquéreur deuoit rendre la terre & les fruidz: parce qu'au moyen de ladite saisie ladite terre comme estant saisie litigieuse par ladite saisie, ne pouuoit estre alienée: & suis de cest aduis, si ladite terre n'auoit esté possédée par dix ans entre presens, & vingt ans entre absens, avec ledit titre d'achat. Mais si auparavant ladite saisie, le deteur auoit vendu ladite terre, & l'eust prins à loüage, & que par apres elle eust esté saisie & vëduë par criées & decret, sâs que l'acheteur s'y fust opposé, l'acheteur ne sera plus receu à demander la terre: comme il a esté dit par Arrest du 21. iour de Ianuier 1530. recité par Monsieur Papon en son recueil d'Arrests. Toutesfois si vn tiers a esté opposant à ce qu'un meuble ne soit prins par executiõ pour les causes qu'il entend dire en temps & lieu, il faut le receuoir à opposition, fust ce en execution d'Arrest. Et lors si le creancier veut, il peut faire faire declaration au deteur, que veu l'opposition il n'entend point faire proceder au paracheuement de l'execution dudit meuble & qu'il fe depart & desiste de la saisie & prinse du meuble pour le regard du principal, mais nõ quant es despens, lesquels il entend poursuiure. Mais il doit estre entendu quand le meuble lors de l'execution estoit en la possession du deteur: car en ce monstrant, le creancier euite les despens, iusques à ce que ledit tiers opposant offre faire serment la chose executée luy appartenir: & puis ladite offre, le creancier sera condamné entierement es despens, car il n'est tenu faire preuue par tesmoins outitres à ses despens, de ce que ladite chose luy appartient. Et si vn tiers s'oppose disant seulement qu'il est possesseur de la chose, le Sergent le doit receuoir. Mais s'il est prouué en la deduction que le condamné lors de l'execution estoit possesseur l'opposant sera débourné de son opposition: car il se deuoit pouruoir par adueu quant aux meubles, ou par coroplainte quant aux immeubles. Mais vn tiers en execution de sentence n'est receuable à prendre le gariment formel du condamné, & le mettre hors procez: car il est obligé personnellement par la sentence. Mais peut bien assister, & empêcher que l'execution ne se face contre le condamné. Toutesfois si le demandeur le requiert, la sentence sera executée contre le condamné, en baillant par le demandeur caution de le rendre indemne enuers le tiers. Et si les meubles appartiennent à plusieurs personnes par indiuis, le creancier neantmoins peut faire saisir la part du deteur, mais non vendre & adiuger au plus offrant: & s'il y a opposition des autres personniers, le creancier pendant icelle peut requierir le Iuge qu'il luy ait à permettre faire vëdre & adiuger ladite part dudit deteur, si mieux lesdits personniers n'en veulent faire partage dedans certain temps, que le Iuge arbitrera. Et s'ils ne veulent la diuiser, lors selon ladite permission le creancier sera vendre & adiuger ladite part: & s'il n'y a aucun qui la vueille encherir, le creancier la peut encherir iusques à la concurrence de ce qui luy est deu: & luy sera adiugée, cõme si la femme est condamnée constant son mariage l'on peut saisir la propriété de son g dor qu'elle pourroit auoir le mariage solu, ou de son domaine, ainsi en a esté dit ceste

382 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
 année ^b par Arrest à Paris. Et si le Sergent executeur a déclaré seulement au condamné, qu'il saisissoit ses meubles, sans faire saisie reale de tous, ains seulement de partie qu'il trouue: ou bien il n'en saisis point réellement, parce qu'il n'en trouue, par apres à la requeste d'autre creditur sont prins les meubles non saisis réellement: le i^{er} creditur qui a fait la premiere saisie, combien qu'elle soit verbale seulement, ou reale d'aucuns meubles, se peut opposer à ladite derniere saisie reale, ou à la vente deldits meubles prins par la derniere executio. Et par plus forte raison si les meubles verbalement saisis seulement en la maison du debteur, ont esté baillez en depost & garde de iustice à quelqu'un des voisins, qui s'en soit chargé, sans deplacer deldits meubles: & que pour cause que les parties sont entrees en accord, ou autrement, deldits meubles n'ayant esté vendus: & vn autre creditur les fait saisir: le creditur qui premier les a fait saisir, doit estre preferé, sinon qu'il l'eust fait en fraude, & on le peult monstrier.

10. Comme
 doit composer
 le sergent à la
 vendition du
 meuble priu par
 execution.

Quand le sergent vend k le meuble prins par execution, il doit le vendre argent l^{er} comptant: & si le dernier encherisseur delaye de payer, le Sergent le pourra contraindre par emprisonnement de sa personne: & semblablement le depositaire de iustice, ^m auquel il aura baillé les meubles saisis en garde iusques à la derniere crie. Neantmoins est tousiours plus civil & vrbain, que le Sergent poursuiue en iustice pour raison de ce deldits derniers encherisseurs & depositaires, à fin qu'ils ne soient executeurs ou iuges en leurs causes, & lors le Iuge ordonnera qu'ils seront contraincts par emprisonnement de leurs personnes. ⁿ

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LVI.

Des frais & mises des Executions: & comme on le pourroit, &c.

^a Ecy est prins de la Coustume de Poictou Art. 41. comme il a esté dict cy-dessus.



^b Charles IX. à Paris en l'année 1573. ordonne que pour chacun iour les Huissiers ou Sergens Royaux, autres que des Cours de Parlement, besongnant en leur estat, & exploitant hors les villes & faubourgs, auront tant pour eux que pour leurs records 24. sols parisis. Et quant aux exploits d'Adiournemens & autres semblables qu'ils feront en villes & faubourgs ne prendrôt, rât pour eux que Records que 4. sols parisis. Et pour les exploits d'executions, tant pour eux que records 8. sols parisis. Declareront les iournees qu'ils besongneront, la distance des lieux, où ils se transporteront & mettront au pied deldits exploits les deniers qu'ils auront receu des parties pour lesquelles ils besongnerôt. Et par celle du Roy Henry III. 1579. Estats de Blois Art. 159. les Sergens sont tenus escrire & parapher de leurs mains ce qu'ils auront receu des parties pour leurs vacations ou salaires: sur peine de concussion & priuation de leur office. Au surplus les salaires des Sergens ont esté souuent reglez par les precedentes Ordonnances. Philippes 4. 1303. art. 21. & 1356. art. 5. & 6. Charles 8. 1490. art. 83. Loys 12. 1498. art. 154. François I. 1531. Cha. 6. art. 10. & 1539. art. 183. Mais par l'Ordonnance du Roy Charles

IX. 1560. Estats d'Orleans, il est ordonné aux Iuges Royaux chacun en sa province ou iurisdiction taxer salarie certain pour les Sergens & leurs Records, outre lequel ils ne pourront exiger aucune chose, à peine de priuation de leur estat.

¶ Cela est aussi porté par celles de Charles VIII. 1490. art. 87. Loys XII. 1498. art. 155. François I. 1535. Chap. 10. Art. 4. Chap. 20. Art. 3. mises en la Conférence des Ordonnances liure 11. Tit 15. Ce qui s'accorde au droit commun. L'ancienne Coutume de Poitou Article 371. portoit que le debteur payoit les fraix du Sergent executeur.

d Cccy est tiré des Annotations Latines mises sur le chap. 13. Boer. Dec. 68. *Rebuff. prore Tom. Comment in Conf. regius, clausa 375.* Voyez la Conférence des Oidonnances Royaux liure 10. Tit. 16. & 21.

e Arrest de la Cour dont est fait mention au texte François, est aussi recité par Rebuffe *Tract. de lit. oblig. Art. 11. gl. 4. Tract. de precam.* Papon lin. 18 des Arrests Tit. 6. ar. 5. le contient diuërsément par lequel fut ordonné qu'au pays de Lyonois, & autres circonuoisins de droit clerit, estant du Ressort de la Cour, que l'on garderoit d'oreftauant en matiere de eries les solemnitez que l'on a acoustumé garder au pays Cositumier, signamment quand il sera question de erier & subhaster heritages de ruineurs, à sçauoir qu'après le commandemēt de payer fait à tuteur, qui declare n'auoir argent pour payer, ny meubles du mineur, dont il est Tuteur, sera enioinct par le Iuge du lieu audit tuteur, d'apporter vn estat sommaire de la recepte & despençe qu'il aura iusques à lors faite pour son mineur pour apres cela veu par le Iuge, ordonner si on procedera par saisie des immeubles du mineur. Et quand les eries seront ordonnées estre faites, les enebres seront mises & auachees par huictaines, pour le moins à l'entree & porte de l'Auditoire du lieu & siege, où se pourfuiuent ledites eries, à fin que chacun en ait cognoissance, *suus nra Loy, magis p. 5. ne passim. D. de reb. eorum qui sub tut.* Voyez Rebuffe *Tract. de lit. oblig. Art. 11. gl. 4. nu. 2. & 3. Tract. de sent. promiss. Art. 5. glo. 2. nu. 21.* Autre Arrest donné en la grand chambre du 10. iour de Decembre 1545. porte que la discussion de meubles est necessaire en la vente des biens immeubles des mineurs. Imbert en son Enchiridion, in verbo, Perquisition de meubles, fol. 104. *Rebuff. Tract. de lit. oblig. Art. 11. d. gl. 4. nu. 2.* Au teste ce qui est dans le texte est tiré des Annotations.

f Il faut lire 26. Ianuier 1545. ou bien selon Papon au lieu sus allegué. Et Rebuffe *Tom. 1. Tract. de lit. oblig. Art. 11. gl. 4. nu. 3. le 17. iour de Ianuier 1545.* Au reste le Iuge doit ordonner que la discussion est bien faite, auant que donner permission de mettre les biens immeubles des mineurs en eries *Barol. & alij in l. stipulatio §. habet D. de noui oper. nunt. Rebuff. Tract. de lit. oblig. Art. 11. gl. 4. nu. 3.*

g Cccy est prins des Annotations du Chap. 15. precedent. *Vide Masfer. in Præi. Tit. de execut. num. 37. Rebuff. Tom. 1. Tract. de lit. oblig. Artic. 2. glo. vnic. nu. 106. 107. & 124. Philip. 111. 1386. Gallum quest. 74. Chypia 3. Eccles. Poli. cap. 2. & 1. de morib. Paris Tit. 1. num. 8.*

h 19. Decembre 1511. aux Annot. de nostre Auteur. Papon liure 18. Tit. 6. rest 16. i Quelques impressions Françoises contiennent cest Arrest du dernier iour de Iuillet 1511. comme aussi des commentaires de Rebuffe, *Tom. 1. Tract. de lit. oblig. Art. 2. glo. v. num. 106.* Papon liure 18. des arrest. Tit. 5. arrest 7. 8. 9. 10. 11. & 12.

k Au lieu sus allegué de Rebuffe, num. 107. Et quand les meubles ou reuenus temporels des Prestres sont prins par saisie ou execution: cela s'entend, sauf pour les viures & alimens: ainsi qu'il fut iugé par Arrest du 3. iour de Feurier 1510. pour vn Clerc du pays d'Aniou.

l Cccy est tiré des Annotations, *Videl. monumentum C. de verb. sign.* celuy qui trisité quelque chose à titre singulier, n'est pastenu de payer les debtes de son auteur, finq̃ que le don ou tran'port soit fait pour vne certaine quote des biens, comme pour vne tierce ou autre: & pour telle part il sera tenu aux debtes, *notatur in Leu. qui D. de iure fisci. & in l. 2. Ad leg. Jul. de vi. publica, & l. 1. C. de hered. vend.* ou si les heritiers ne sont solubles, ou si la donation est generale de tous biens, D'autant que le donataire y eust tenu. *Guad. Pap. Quest. 105. Rebuff. ib. num. 119. 120. & 121.*

m Du 13. iour de May 1527. Rebuff. *Tract. de lit. oblig. Art. 2. glof. vni. nu. 117.* Papon li. ure 18. des Arrests Tit. 5. Art. 9. 10. 11. 12. & 13.

n Du 28. iour de Novembre 1536. Rebuff. lib. nu. 117.

o Cety est prins des Annotations sur le Chap. 35.

p *Appellatio in iudicium non veniunt nomina debitorum nisi quam viderimus. D. de peculio. Bartol. in l. in m. v. s. d. de verb. sign. Bartol. in l. v. x. i. m. e. d. de usufr. legat. Gaud. Pap. de. cif. 499. 3. de l. Gami. 86. d. delegat. 2. l. v. x. i. m. e. 41. §. legat. l. i. si mihi. Menia. 92. l. si Chorus. D. legat. 3. l. 17. §. 3. D. de instr. & instrum. Hotom. lib. 1. Obseru. cap. 3. l. à Dino Pio §. super rebus. D. de re iudic. Peir. de Ferratus in forma lib. actiōis reali in verbo v. n. Par la l. e. in alio. C. de donat. l. i. r. d. iudic. D. de donat.*

q Nouvelle coustume art. 147 Papon liure 17 des Arrests, Tit. dernier arrest 4. t. cite cest arrest. l'ide l. imperatores D. de public. & rest. l. eum possid. D. de censul.

r Faut lire 193. & non pas 188 Voyez la Coustume nouvelle de Poictou art. 147. & 248.

s Ce passage estoit corrompu & y auoit trente sept. l'ide l. 1. D. 290. legat. Ball. in l. hac ed. l. 1. §. husliud. C. de sc. nupt. & Chass. in conj. Burg. Tit. des rentes vendues à rachat. tit. 1. in prin.

t l'ide Panorm. au c. nulli de reb. eccl. non alio. Loulemus in prior. & ibi Barr. & Paul. Castrenf. B. de sacro. eccl. sin. Tiraguel. Tract. des retraiçs. §. 1. glof. 6. num. 3. & 4. & en matiere de Coustume les mots se doiuent prendre en leur propre signification. l. §. hac verba. D. de negot. gest.

v *Pecus cum videtur esse tanquam ab eo primam occupata, argu. mento l. 3. D. de adq. rer. dom. l. 10. D. qui pot. in pign. l. cum in publicam. C. iud. l. i. & l. 3. §. 1. D. de rebus eorum. Arrest à ce propos donné au profit de Mery de Barbezient, sieur de Chemeraut, du 12. iour de Ianuier 1596. recité par Chopin. lib. 1. de Morb. Paris Tit. 2. nu. 8. Et Charondas en son commentaire de la coustume de Paris art. 178. par lequel fut ordonné qu'il seroit preferé pour auoir le premier faict saisir & arrester les deniers procedans de la vente d'un heritage, encorcs qu'il fust postérieur en hypothèque, & seroit preferé au preceedent creancier qui ne s'estoit opposé aux creces & adindicacion du decret. Arrest solennel donné & prononcé en robes rouges. par Mr le President de S. André. le 19. Octobre 1537. Voyez la Conférence des Coustumes partie 2. Tit. 8.*

x Coustume de Paris art. 170. & autres mises en la Conférence partie 2. Tit. 8. Mais. Tit. de execut. nu. 9.

y l'ure communi qui ex iudicati causa in possessionem missus est, ceteris praefertur creditoribus. Bartol. in l. à Dino Pio, §. si super rebus. D. de re iud. Quod licet per. l. in republicam. & Less. C. qui pot. pign. hab. Quod in eu. solum creditoribus obtinere videtur qui personales actionu privilegio debitorum habent obligatum, non in his qui hypothecam habent: tamen usus noster promouit in omnibus citam hypothecarum actionibus id obseruat. Bartol. in d. §. si super rebus inter pre. l. §. creditor. l. si duo. D. vni possidet de quolibet alio creditor: praterquam in missio ex causa iudicati. Nam hanc contentus possidere non aliter atque in pignore conuenional: atque eo nomine reprobatur. de cons. ind. §. si super rebus, & l. si & iure. D. qui pot. pign. hab.

z Chap. 17 & ce qui suit est prins des Annotations.

b *Felin. in cap. veniens. 2. extra. de testib. Mais Bartol. in l. defendente. D. de auctor. tut. dispute amplement en quel cas le Iuge doit receuoir l'opposition ou exception contr'e vne sentence ou iugement.*

c *Paul. Castrenf. in l. à Dino Pio §. si super rebus. D. de re iud. tient que quand il y a vni tiers opposant aux meubles prins par execution, qu'on peut prendre & saisir d'autres meubles du debteur, au quels n'y a opposition. Au reste vn obligé par corps peut estre emprisonné sans faire aucune discussion. Troyes Art. 119. l. 4. Conf. 20. vol. 3. Boer. Descri. l. 1. de vni. Conf. 49. Hotom. quest. 12. 14. Faber in §. in quoque. inst. de act. Berry Tit. 9. des Executions. Art. 11. 16. & 17. Du Moulin, Tract. de contr. vfor. §. 37. nu. 271. Voyez le Chap. 64. cy. dessous de ce premier liure des Instit. Forenses.*

d *Faber ad l. 1. C. de pign. l. 1. Mais nostre Auteur inter prete s. Annotations eleu. gamment l'opinion de Faber, à fin qu'elle ne semble contraire à la sienne. Vide Bartol. ad §.*

ad §. si puer rebui. l. à Dino Pio. D. de re iudici.

c Felin in cap. quamvis num. 6. entr. de re iudic. per l. si mandato. §. i. D. mandati.

f Cécyl est pris des Annotations.

g Ioan. Andraeu in Adit. ad Specul. Tit. de executo. sent. §. 1. r. i. se. quid si filiusfamil. id refert ex Alberto Gallieno. Nomen, inquit, quod ad dos em soluto matrimonio repetendam habet, si ea constans matrimonio condemnatur potest in causam indicatice capi, licet nondum competat eius executio.

h L'année dont il parle est fort incertaine, à cause des impressions diverses.

i Rebuff. tom. 1. tract. de lit. obligat. art. 4. gloss. 2. num. 40. tient que si la faisie premiere a esté faite, & que le Sergent n'ait peu entrer dans la chambre, où estoient les meubles, il sera preferé à la seconde réelle: iugé par Arrest du mois de Iuin 1539. Mais depuis au contraire a esté iugé souuent par Arrest, que la faisie ou execution réelle, est tousiours preferée à celle qui ne l'est actuellement.

k Cécyl est pris des Annotations, & du texte du chap. 55.

l Nec debet fidem habere de pretio. Nam cui potestas data vendendi, non est data habendi fidem de pretio. DD. in l. singularia D. si. cert. per. Rebuff. tract. de lit. obligat. art. 11. gloss. 5. num. 16. Au reste, ce que nostre Auteur dit d'argent comptant, c'est selon la disposition ciuile, in l. à D. Pio §. si emptor. D. de re iud. l. si procurator. D. de iure fisci. Niernois, chap. 32. art. 5. Sergent vend à deniers comptant. Bourbonnois, art. 121. Aucuns tiennent que le debiteur peut estre receu à encherir, comme il est porté au texte Latin. Guid Pap. qu. 348. Et en l'ancienne Coustume de Poictou, art. 380. où il est parlé des immeubles seulement: Cela a beaucoup plus de raison es meubles Ioannes Faber in l. 1. C. si in causa iud. pign. cap. fit. Eserir que le creancier ne peut auoir adication des meubles prins par execution à sa requeste sans subhastation, s'il n'y a lettres du Roy: mais bien quand il y a subhastation, & qu'autre acheteur ne se trouue: ce qui se garde par la Coustume generale, & Pratique ordinaire. Voyez la Conference des Coustumes, partie 3. tit. 8. en l'addition.

m Arrest du mois de Ianuier 1526. recité par Rebuffe, tom. 1. tract. de lit. obligat. art. 6. §. 2. num. 18.

n Bald. in l. acceptam. C. de resur. l. si gratuitam l. si ubi rem. D. de praeser. verb. Berry tit. 9. des executions, art. 31. Rebuffe, tract. de lit. obligat. art. 11. gloss. 3. num. 21. Si le Sergent retient aussi les deniers procedans de la vente des meubles, il peut aussi estre contrain par prison. DD. in l. de assignat. actione.

DE IMMOBILIVM PIGNERATIONE ET fundorum Curatoribus, eorumque officio.

CAPVT LVII.



Taque venundatus mobilium, aut si ea diligentius vestigata non reperiantur, in rei solimanum in iure executor, & eas vires prius publicè possidendas tradit, quoad ex fructibus debitum exsolui possit: Insuper id condemnato significat, iubetque eum abstinere ab earum rerum possessione & illis vim non facere, quo minus et ibi huius fundatur.

At vero curatores huius fundi dati (quos Commissarios dicimus) nihilominus id etiam condemnato restari debent. Quod si ille intercedat, aut appellet, non ideo à suscepto munere cessabunt: sed nec appellationi, vel intercessioni alterum cedent, qui eas res tanquam proprias vendicabit: quippe huius simplex est mandatum ministerium, & omni causa notionis expert. Sane intercedendum est ipsi sententia executori, aut ab eo appellandum: aut cum qui sententiam dixit, sedire oportet, vocato vi-

De immobili-
um pignera-
tione.

Que sunt pu-
blicè posside-
tium partes.

Quomodo
rationem co-
guntur red-
dere,

que aduersario, ut intercessionis iure peripetto, vana ei finat rei sequestrata posses-
sionem. Quum verò fructuum quantitatē ab his perceptam, creditor & sortis &
impensis in eam rem factis aquam dignouerit, eos per apparitorem commonefaciet, ut
ad certam diem coram iudice, ad quo manauit sententia, se fiant, administrationisq;
delegata rationem reddant. Idemque condemnatum, cuius de bonis agitur, in ius
vocat: ut reddendus rationibus suis sita sibi videatur, inter sit. Id quidem fieri po-
tuit est, aut precedente illius iudicio edicto, aut Principis rescripto. Additur prae-
terea peremptorium: quod si constituto die non adsint, iudex eos rationem, vna cum re-
liqua reddere intra alteram iterum diem iubebit: qui si non pareant, altero quoque
edicto subiecta peremptori comminatione accersuntur. Itaque si rursus iudi-
cium descreuerit, eremodiciū in eos constituitur, ac in carcerem mittendi, & ibi
asseruandi, bonaque eorum publicè possidenda pronuntiantur, quoad actus gestira-
tiones, itemque reliqua reddiderint. In iudicioque creditori, ut perceptorum ab illis
fructuum quantitatē probet: quod quidem rectè implebit, si vulgari fama, quan-
tum fructuum ex his rebus colligi annuatim, rursusque eum rei gratia expendi sol-
tum fuerit, doceat. Post hac reliquationis nomine, in litem iuramentum ei deferretur:
quamquam nō ignorem, ex municipalis Pistorum statui sententia, id iuramentum
creditori prestandum, quantum ad ea quae in sua conscientia verisuntur: tamen id
equitati nimis dissentanem, aut cerri superuacuum arbitror: nam qui fieri potest,
ut actor fructuum ex re aliena, eoque absente perceptorum certior sit, proindeque ei
iuramentum hoc deferatur? Quare iustum mihi visum est, si creditor probationes ex-
pensis acceptique eo ut dixi, modo adhibeat, postea iuramentum ab eo huiusmodi
suscipiat. Itaque nec anceps ipse perituriū subire cogetur, & iudex religionem
suam certius sustinet, ut potest testimonio, actorisque iurando: ac ex utriusque
quid reliquum fiat, aestimabit: cogendumque condemnatum & corporis & bonorum
prehensione censetur, ut id actori restituat. Nonnunquam qui dolo publica huius-
modi gestionū rationes edere cunctantur, protinus debitum creditori quantitatē
prestare damnantur, neque vlla probatio desideratur. Cessationis autem damnum
huius singulis in solidum imputatur, si modo in eo munere delegata id expressum fue-
rit: alioquin in viriles rationis obligantur. Caterum si vi & errore debitori pro-
hibeantur à commissa sibi administratione, modo id tempestiue creditori denūtiat,
nullis incommodo sunt obnoxii. Ea autem denunciatio aptius in iudicio fiet: verum
semper illatam vim fuisse, publicū actū liqueat oportet: sed si condemnatus debiti
sortem apud eos obligauerit, quamuis impensarum nomine nihil praeberit, iura-
mentū à commissa sibi administratione desissent. Proinde id creditori euestigio denun-
tiabunt, obsequiaque pecuniam tradent, subditiū quidem expensis, quas in rem
suae gestionis exhibuerint, necnon operarum suarum mercede. Quod si creditor ad-
uersatus fuerit, illi earum rerum nomine idoneam pecunia quantitatē iustissime
retinebunt, reliqua parte creditori ipsa oblata.

DE LA SAISIE DES IMMEVBLES; establisement des Commissaires; ensemble de leur deuoir au fait de leur commission, & comme ils sont tenus rendre compte.

CHAP. LVII.

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Discussion de meubles, n'est au-
jourd'huy necessaire, auant la
saisie des immeubles. 2. Les Commissaires establis au
regime de chose immobiliere
saisie par execution, doiuent
exercer leur commission. 3. De l'opposition que fait le deb-
teur, ou vn tiers cõtre la saisie. 4. Les Cõmissaires establis au re-
gime d'une chose saisie, sont te- | <ol style="list-style-type: none"> nus à rendre compte par chascu-
ne annee. 5. Quel doit estre le compte des
Commissaires en toute saisie. 6. Comment l'Auditeur de cõpte
condamne les Commissaires à
payer de reliqua. 7. L'heritier d'un Commissaire
mourant durãt la Commission,
n'est tenu exercer ladite Com-
mission. |
|--|--|



Si les meubles vendus ne fussient, ou si lon n'en peut trou-
uer, jaçoit que la perquisition de meubles ne soit necessaire
par les Ordonnances ^a dernieres: le creditur ou celuy qui a
obtenu sentence, fait saisir par le Sergent les immeubles du
condamné, & commettre bons & lussifans Commissaires
pour en lever les fruits, iusques à la concurrence de la somme deüe. Et
combien que lon n'a accoustumé que de faire sçauoir par ledit Sergent
au debteur que lon a saisi tels immeubles à luy appartenans: & apres les
Commissaires, qui sont commis au regime des lieux, le font sçauoir au
debteur par vn Sergent presens Records, ou present vn Notaire & deux
relmains: neantmoins il est plus seur que le creditur face sçauoir au con-
damné par le Sergent, la saisie & l'establisement des Commissaires: &
qu'il luy face defense de non empescher les Commissaires en l'exercice
de leur commission: car on a veu certains Commissaires auoir esté en-
uoyez absous de l'instance de reddition de compte, en laquelle ils
estoiẽt adiournez pardeuant Messigneurs les Generaux, sur le fait
de la Iustice des Aydes à Paris, parce que le creditur n'auoit fait signifier
la saisie, ne l'establisement des Commissaires au condamné. Et ce est fort
equitable, à fin que les Commissaires soient delchargez des frais de la-

1. Discussion de
meubles n'est au-
jourd'huy neces-
saire, auant la
saisie des immeu-
bles.

388 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
 dire signification. Nous auons dict cy dessus comment ils doiuent bailler
 à ferme & à l'encherle les fruits de la chose saisie: parquoy n'est mestier le
 repeter icy. Et apres que Commissaires sont commis pour leuer les fruits
 des choses saisies, iusqu'à plein payement, & qu'ils ont commencé à leuer,
 si en brieif la somme de deniers ne peut estre folüe, ou que plusieurs cre-
 ditours soient, opposans aux crieurs des biens saisis, & aucuns tendent à di-
 straction: cependant le creditur peut faire saisir les deniers liquidez deus
 à son debteur, avec protestation toutesfois qu'on y sera payé par vne voye,
 il entend se departir de l'autre, & que par toutes lesdites voyes, il ne tend
 qu'à vn seul payement. Car on peut accumuler plusieurs manieres d'ex-
 ecution tendans à vne mesme fin: sçauoir est de payement, & peut-on tenir
 son de' teur prisonnier, si à ceil est obligé: & outre durant ladite prison
 faire vendre les biens, sans ce qu'il soit expressément dict par l'obligation,
 jaoit que plusieurs le facēt mettre par exprès. Toutesfois comme vn cre-
 diteur eust baillé requeste à la Cour, tendant à ce que veu qu'à raison du
 grand nombre des opposans es biens saisis à sa requeste, il ne pourroit estre
 de long temps payé de son deu, il pleust à la Cour luy permettre faire saisir
 vne dette liquide deüe aux heritiers de son cōdamné: & pour ouir les parties
 sur ladite requeste, la Cour eust commis vn des Conseillers d'icelle: a-
 pres auoir ouï les parties, & que le condamné eust soutenu les Commis-
 saires auoir leuë fruits suffisans pour la somme, ledit Commissaire or-
 donna par la Cour dict, que le creditur fera rendre compte aux Commis-
 saires des fruits par eux leuez: & si le reliqua n'est trouué suffisant pour la
 somme deüe, le creditur pourra faire saisir les deniers deus à son debteur.
 Depuis le creditur fait conuenir aucuns Commissaires de certaines an-
 nees, qui tiennēt cōpte, & n'est leur reliqua trouué suffisant pour la dette:
 & en fait conuenir d'autres pour la gestion d'autres annees: neantmoins
 auant qu'ils ayent rendu compte, il presente vne autre requeste à la Cour,
 à ce que veuë sadite diligence, les heritiers susdits du debteur soient con-
 traints le payer, & qu'il puisse faire proceder contre eux par execution. Les-
 dits heritiers la debarent, & n'en est encotes rien decisi. Mais ie pense que
 le creditur seroit bien fondé, si ce n'estoit ladite sentence, à laquelle il a
 acquiescé, dont il est adstrait de faire rendre compte à tous les Commis-
 saires. Toutesfois la Cour, qui iuge d'equité, pourra enteriner ladite re-
 queste, sans auoir regard à ladite sentence: à fin que le creditur ne soit
 tant molesté de faire rendre compte à tous les Commissaires. Le Sergent
 executeur d'un mandemēt du Iuge, par lequel il est mandé de saisir & met-
 tre en la main du Roy, crier & subhaister & vendre au plus offrant les biens
 de l'obligé ou condamné, ne peut gratifier à l'un des possesseurs qui auroit
 acquis des biens immeubles dudit debteur, auparauāt autres possesseurs: &
 si gratifie, le possesseur qui a interest s'y peut opposer, & en rectus du Ser-
 gent en appeller, ou bien en appeller, & cōuertir son appel en opposition
 par lettres Royaux. Mais en la Cour Presidiale de Poictiers, & aux autres
 Cours de Poictou à son exemple, on condamne l'impetrant des lettres iuf-
 ques à la presentation, Et pource la voye d'opposition est meilleure. Vray

est qu'en ce cas l'exécuteur ne fait pas bien : car il faut rendre le condamné premier discursé, & les biens qu'il possède avant que l'on vienne aux tiers possesseurs qui ont acquis des biens obligez. Parquoy il faut entendre ce-cy, quand le condamné a esté remis de tous ses biens. Car si ces biens sont en la possession, le sergent peut saisir lesquels il veut de fairs biens.

Et si le condamné ou vn tiers s'oppose, ou g appelle d'eux, ils peuvent passer outre à l'exercice de leur commission, nonobstant oppositions ou appellations quelcôques, & sans preiudice d'icelles: car ils sont simples executeurs^h & n'ont aucune cognoissance de cause, ains sont personnes privées desquelles on ne peut appeller, & ainsi en fut dit par Arrest i le 28. iour de Septembre mil cinq cens trente & vn és grands iours tenus à Poitiers. Et si l'opposant ou appellant les prennent à parties, ils en seront enuoyez absous avec despens. Mais les Commissaires pour le mieux doiuent faire signifier à la partie la requête de laquelle ils sont cômmissaires lesdites oppositions ou appellations, & la sommer par vn sergēt, en presence de records, ou en presence de Notaire, de declarer si elle entend qu'ils passent outre nonobstant lesdites oppositions ou appellations, & sans preiudice d'icelles: & luy declarer qu'ou elle ne leur voudra faire promptement respôdre, qu'ils cesseront d'exercer leur commission. Et seront semblable sommation de leur & ôster les autres empeschemens qu'il leur seront baillez en l'exercice de leur commission, & pareille declaration de cesser pour iceux empeschemens: & en ce faisant ne pourront estre redarguez de negligence, s'ils n'ont leuë. Et s'ils ne font ladite sommation & declaration, la partie les pourra contraindre à rendre compte des fructs qu'ils ont deu leuer: ou à payer la somme pour laquelle ils ont esté commis: sinon que les choses saisies ne fussent bien confrontées ne declarées, en maniere qu'ils n'auroient peu se immiscer à les leuer: car en ce cas n'en seroient tenus. Toutesfois il vaudroit mieux qu'en ce cas ils se transportassent par deuers la partie qui les auroit fait commettre, & la sommassent de leur bailleur par declaration au certain lesdites choses: autrement qu'ils protestent de n'en tenir & rendre compte.

Mais si le débiteur ou vn tiers se veut opposer, il faut qu'ils s'opposent au sergent qui fait la saisie, & qu'il appelle du refus de le recevoir à opposition, ou si la saisie est ja faite qu'il appelle la partie par deuant le iuge qui a donné la sentence de l'exécution de laquelle est question, pour proceder sur l'opposition qu'il fait à ladite saisie, & luy voir faire deliurace de la chose saisie. Mais parce que cependant la saisie tiendrait, & les Commissaires leueroient, l'on se porte appellant de la saisie & des Commissaires & leur fait-on signifier: & apres on a incontinent lettres Royaux pour muer & conuertir les appellations en opposition, & pour faire adiourner la partie qui a fait saisir, pour proceder sur ladite opposition: car si au parauant lesdites lettres obtenues & exécutées l'appellant estoit anticipé, il deueroit les despens de la cause d'appel. Et si pendant l'exercice de la commission le débiteur offre aux Commissaires réellement & de fait mettre entre leurs mains la somme pour laquelle ils ont esté commis, faut qu'ils la reçoient,

Ccc iij

1. Comme les Commissaires établis au régime de chose immobilière saisie par exécution, ils doivent exercer leur commission

3. De l'opposition que fait le débiteur ou un tiers contre la saisie.

390 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
& qu'ils declarent qu'ils ne le iuriseront plus au fait de leur commission: & s'ils ont fait les baux à ferme des choses saisies, le declareront à ladite partie, & luy offriront ceder leurs actions contre les derniers enchereurs. Et ne pourrout sous couleur des k frais par eux faits à l'exercice de leur commission, plus proceder outre, ne tenir les choses saisies: & s'ils le font on pourra se pourvoir contre eux par les voyes susdites: mais faudra qu'incontinent les Commissaires le transportent par deuers la partie qu'ils a fait commettre, & luy offrir seulement & de fait, la somme pour laquelle la saisie est faite, deduits les frais faits pour la gestion de ladite commission, selon qu'il leur auront esté taxez en faisant le bail & encherre, & autres frais raisonnables, suiuaus l'Ordonnance derniere, & si ladite partie ne leur veut desdure leldits frais, ils auront iuste cause de retention apres ladite offre reale.

4. Les Commissaires establis au regne d'une chose saisie, sont tenus à rendre compte par chacune annee,

Quand le creditur voit que les Commissaires ont assez leué & receu de deniers, si la somme est grande, les peut appeller à compte pour chacune annee, icelle toutesfois echeüe, & faut qu'il appelle aussi le condamné ou debiteur pour assister & estre present, si bon luy semble, à la reddition & closure dudit compte. Et se fera par mandement du luge ou par lettres Royaux, & si la commission procede de la Cour, & que l'on vueille adresser la cognoissance de la reddition du compte à vn luge Royal, il faut l'adresser au luge Royal du lieu où est située la chose saisie, ou du domicile des Commissaires. Si les Commissaires ne comparent au iour, on donne contre eux défaut: & par la coustume de ce pays de Poictou, par le moyen dudit défaut, ils sont condamnés à rendre compte & reliqua dedés certain temps: & iceluy passé, leur fait on signifier ce défaut & appointement, & bailler adiournement à certain iour avec intimation pour rapporter leur compte & reliqua, & si à ce iour ils se defaillent, encores y aura-il contre eux défaut avec tout le profit, sans quelque iour: & iceluy passé, veuz les deux defaux & exploits, sera ordonné que leldits Commissaires seront contraints par saisie de leurs biens, & emprisonnement de leurs personnes, & autres voyes duës & raisonnables, à rendre compte & reliqua: & que le demandeur en reddition de compte sera creu par serment de la quantité & valeur des fruits leuez, ioinct la preuue de la commune fame & renommee, & apres l'enqueste de la commune renommee faite & publiee & le procez mis en droit: le luge verra l'enqueste & autres pieces & sans y appeller les Commissaires, il ouyra le demandeur, & luy fera faire le serment s'il pense que les fruits se loient montez iusques à telle quantité & valeur qu'il luy dira: & ce fait cōdamnera les Commissaires à rendre compte desdicts fruits iusques à ladite quantité & valeur: ainsi qu'en pareil cas est dit que par la Coustume de cedit pays de Poictou, Article 232. ^m ou si le Seigneur à défaut de parens, s'est emparé des meubles eslés en la iurisdiction, appartenans à vn defunct sans faire aucun Inuentaire, l'heritier qui apes demandera leldits meubles sera creu par serment de la quantité & valeur des meubles ioinct la preuue de la commune renommee. Aussi selon raison on est creu ainsi par serment de la valeur & quantité

des fruits qui ont esté leuez par vn depredateur: & veuë la contumace des Commissaires, ils sont prins comme depredateurs. Toutesfois la Cour de Parlement a accoustumé d'y let d'un reme de plus brief contre ces fuyards & delayans rendre compte: car elle ordonne qu'ils seront contrains de rendre compte: sans qu'aucuns frais faits à l'exercice de leur commission, leur soient deduits: comme elle ordonna le 14. iour de May 1535. Mais le 21. iour de Iuillet, 1536. sur vne requeste presentee à la Cour, par celuy qui en celle maniere auoit esté condamné à rendre compte sans deduction de frais: par le moyen des raisons qu'il alleguoit, pour lesquelles il n'auoit peu plus tost rendre compte, la Cour le receut à rendre compte avec les frais susdicts, & moyennant ce qu'il consignerait dedans huit iours entre les mains des demandeurs en reddition de compte, la somme pour laquelle il auoit esté ordonné Commissaire.

Le compte doit a cōtenir premierement les recepres, ou les causes pour lesquelles on ne s'en charge point: & puis apres les mises, & le tout par le menu, & non en bloc. Et doiuent les Commissaires, cerequerant le demandeur, affermer n par serment en leurs personnes, ou par procuration speciale, que calomnieusement ils n'ont mis aucune chose par leur compte: & doiuent verifier & prouuer par titres ou tesmoins le contenu de leur compte, touchant la mise, fors quand il est question de menues mises: car d'icelles ils sont creuz par serment selon raison & disposition de droit commun, pourueu qu'il n'y ait point tant de menues mises, que toutes accumulees ensemble elles fassent vne grande somme: parce qu'en ce cas il ne suffiroit les verifier par serment: ou bien s'il n'y auoit aucune versemblance qu'ils eussent fait lesdites mises. Et combien qu'ils ayent prins à prouuer quelque mise par tesmoins, & qu'ils en soient forclos p & n'ayent toutesfois fait aucune preuve, ils peuuent requerr estre creus par serment si la mise est telle qu'ils en doiuent estre creus par serment, sçauoir est de la qualité susdite: mais ce doit estre en rescindant despens des delais frustratoires prins pour faire ladite preuve: car si vne partie chargée de quelque preuve, se laisse forclorre de la faire, neantmoins elle peut par apres le rapporter au serment de partie aduersle sur ledit fait, qu'elle estoit chargée monstter, sinon qu'elle eust cōmencé à faire preuve, & fait ouyr tesmoins: car mesmes auant la publication de l'enqueste, elle ne pourroit en ce cas se rapporter au serment de partie aduersle: quoy que soit, ladite partie aduersle ne seroit tenuë l'accepter ne faire, si elle ne vouloit, parce qu'elle pourroit estre notee de pariure, ou iceluy pariure estre descouuert par les depositions des tesmoins la ouys: qui est vn cas auquel on n'est tenu de prendre ou accepter le serment. Et ainsi en a esté decisi par Arrest au Parlement de Bordeaux: comme recite monsieur Bobier tiers President d'iceluy, en ses decisions des Arrests dudit Parlemeur, qu'il a recueilli & disputé en la question quatre vingts & quinze.

S'il y a quelque omission de recepte audict compte, le demandeur ou celuy qui est adiourné pour y assister q peut alleguer, & debatre le cōpte de defectuosité pour ce regard. Et si le trouue quelque reliqua par l'arrest

5. Quel doit estre le compte des Commissaires en toute saison

6. Comment l'aduersleur de cōpte condamne les Commissaires à payer les reliqua.

& closture du compte, sçavoir est que la recepte doive à la mise (car premierement par la closture que fait le Juge qui oyt le compte, il attelle la recepte, & par apres la mise : & puis met la somme que les Commissaires doivent pour plus auoir receu que mis) il les condamne à icelle payer simplement : qui s'entend r chacuns des Commissaires *pro rata* : & s'ils ne sont que deux, chacun pour vne moitié : & s'ils sont d'auantage, chacun pour la contingente portion pour le nombre des personnes : sinon qu'ils eussent esté commis chacun d'eux seul, & pour le tout : car en ce cas ils seroient aussi condamnés à payer le reliqua chacun d'eux seul, & pour le tout.

7. L'heritier
d'un Commissaire
mourant durés
la commission
n'est tenu ex-
ercer la mesme co-
mission.

Et si l'un des Commissaires meurt durant la commission, ses heritiers ne sont point tenus exercer le fait s de la commission au lieu de luy. Et si par vertu d'un Arrest de la Cour le sergent de quelque Juge Royal a commis Commissaires, neant moins ledit Juge Royal n'autr que la Cour ne les peut descharger, & jasoit qu'il y ait cause, sinon du consentement de la partie qui les auoir fait commettre.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LVII. De la saisie des immeubles, &c.

P Ar plusieurs Arrests de la Cour a esté dit que l'Ordonnance auoit lieu seulement es personnes mauecs de vingt cinq ans : & pour le regard des immeubles appartenans aux mineurs, que la disculsiõ estoit requise & necessaire pour la validité desdites criees, à peine de nullité de l'adjudication par decret. Et qu'à celle fin leurs tuteurs & Curateurs contrainsts d'exhiber & représenter en iustice l'inventaire qu'ils auront fait des meubles & debtes actives appartenans à leurs mineurs, & rendre compte à tout le moins par vn brief & sommaire establi de la gestion & administration de leur tutelle & curatelle, ainsi qu'il a esté monstré cy dessus au Chap. 56. precedent. Au reste par ces mots du texte François de nostre Auteur, Ordonnances dernières il entend celle de l'an 1539. art. 74. & 75. comme il est aussi expliqué au Chap. 35. de ce premier liure. *Ordm. servari solentur ordo prescriptus in l. 2. D. de Pro §. in venditione. D. d. re iudicat.*

b DD. in cap. ex literis extra de dolo & contumacia. Par les art. 77 & 78 de ladite Ordon. 1539. & de Henry II. 1551. Art. 4. Charles IX. 1566. Art. 50. & 1572. Art. 1. est nommement ordonné qu'en toute crieie il y aura Commissaires establis par le Sergeant executeur avant la premiere crieie, au regimẽ & gouuernement des choses saisies : avec defences aux propriétaire, & tous autres de non troubler n'empescher ledits Commissaires, sur peine de l'amende à l'arbitration de Justice. Sur quoy faut voir le Tit. des Pandectes. *Ne vis estis qui in possessione estis. l. 1. c. de dilectis. l. 2. extra de rescript.* Lequel Sergeant fera outre signer les exploits par ledits Commissaires, ou bien par vn Notaire à leur requeste en presence de tesmoins, ou bien par deux tesmoins : lesquels seront aussi tenus de signer. Et par faute de Notaire & Tabellion, les exploits seront signez par le greffier de la Justice des lieux. Autrement foy ne sera adiouste au rapport desdits sergès, ainsi qu'il est porté par l'Ordon. du Roy Henry III. 1579. Etais de Blois art. 174. comme a esté plus amplemẽt mōstré en la Conf. des Ordon. liu. 10. Tit. 1.

tit. 2. & Conference des Coustumes, part. 2. tit. 16. Au reste, ce qui est dict cy dessus de la Cour des Aydes, l'Arrest est du 4. iour de May 1554. sur un appel interjeté par les habitans de quelque ville, qui disoient n'estre tenus au payement de la solde de cinquante mille hommes.

c Chap. 31. de ce 1. liure.

d Guid. Pap. q. 61. Faber 10 § fin. Inst. de alimon. creditor enim qui vnum remedium intendit, non prohibetur, quia & aliud intentare possit donec sibi satisfiat. lason in l. 1. in princ. num. 23. D. Si quis ius dei. non est. & Bartol in l. consentaneum. C. quomodo & quando iud. x. l. 10. in l. de Placito in l. nemo carcerem. num. 15. C. de exact. tribul. 10. Au reste, cela a esté souvent confirmé par Arrest du 10. iour de Fevrier 1537. A quoy est conforme l'Ordonnance taite pour le pais de Languedoc, art. 45. Coustume de Berry, tit. 9. des executions, art. 15. 16. & 17. cy dessus alleguees à ce mesme propos, sur le chap. 16. Rebuffe, tom. 3. tract. de iur. oblig. art. 11. gl. 3. nm. 8. 11. 12. 13. 14. & 15. Voyez le chap. 64. de ce 1. liure des Institut. forenses, cy dessous.

e Ce mot, *Commisfaire*, en ce lieu se prend en autre signification, c'est à sçavoir, pour un Conseiller commis par la Cour, lequel se nomme ordinairement en la Cour, *Commisfaire*, ou bien *Commisfaire à la Barre*.

f Les *Commisaires* ne doivent permettre que l'une des parties iouisse, ou que le débiteur demeure en possession. Par Arrest du 9. iour de Janvier 1556 en la grande Chambre, il fut defendu à tous *ommisaires* de ne permettre telles choses, sur peine d'amende arbitraire, recité par Rebuffe, tom. 2. tract. de pract. in art. 3. gl. 2. nm. 10.

g C'ecy est pris des Annotations.

h Notetur in l. si vi proponi. C. de execut. rei iud. & in cap. super questionum, in princip. extra. De offi. delegati & cap. pastoralis extra. eod. titulo. Il ne peuvent recevoir les exceptions & defences, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest, donné le 19. iour de Septembre 1551. aux Grands Jours de Poitiers Guid. Pap. quest. 70 & Felu. in cap. dudum. extra. de praesumpt. & cap. exhiberi. extra. De iudicium, expliquent quelles personnes sont simples executeurs, ou mixtes Vn simple executeur, ores qu'il se soit mis à mettre à execution la commission, tout ainsi qu'un Juge, & ait commencé mesmes à suivre l'ordre judiciaire, neanmoins il le peut bien de laisser & pour suite d'excuter la commission, comme simple executeur, Bal in l. neque natales. C. de probat. & refert Felu. in d. cap. dudum. Mais par nostre Pratique judiciaire, il ne peut entreprendre aucune cognoissance de cause. Car autrement on pourroit se porter appellant de l'excuteur, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 24. iour de Iuin 1530.

i Es Annotations cest Arrest est cotté du 19. Septembre 1551.

k Quicquid enim in negotiorum gestorum actionem vult iuxta citam venire debet negotium. si quomodo gerunt. Latit pretor. § si executor. D. de negot. gest. & que le debite principal payé pour lequel la saisie est faite, ils sont reus de ne s'immiscer plus auant en leur Commission, l. si vi proponi. D. vi in poss. legat. Les aucuns ont estimé qu'ils devoient donner à ferme les choses saisies, & non prendre les fruits par leurs mains, & les faire valloir eux mesmes suiuant l'Ordonnance. Les autres ont pensé qu'ils pouuoient bien faire les deux, suiuant le texte, in l. in venditione. § si qui fructus. D. de bono ausu. ind. Mais le plus souvent les exploités d'establissement portent injonction de les donner à ferme, à fin d'entrer aux frais. Mais aujourd'huy toutes ces distinctions cessent entièrement. Car par l'Ordonnance ils sont tenus les donner à ferme, 1539. art. 82. 83. & 84 cy dessus recitée au chap. 31. Vide Bartol. in l. si si iussum. § rlt. D. solut. matrim.

l Art. 414. de la nouvelle Coustume. Au reste a esté souvent iugé par Arrest, mesmes le 10. de Decembre 1511. par lequel il fut ordonné que tels *Commisaires* tendroient compte pardeuant le Juge prochain des lieux. Rebuffe, tom. 3. tract. de seq. art. 7. gloss. vn. nm. 1. On ne doit qu'establir vn seul *Commisfaire*, ou deux au plus, en chacun lieu, où les biens sont situez. Arrest du 20. Mars 1504. A ceste cause la Cour par autre Arrest du 12. iour de May 1533. reprouua vn establissement de trois *Commisaires* pour vne mesme chose, sinon que les biens fussent assis en diuers lieux & provinces. Rebuffe, tract. de sequ. & Commis. art. 3. gloss. 2. nm. 5.

m Art. 301. de la nouvelle.

Vbi est ead. m. ratio, idem ius statuendum est. Bart. in l. in actionibus in fine. D. de interur. an inuicem in l. item tum de ferendum esse. cū affirmationi difficultas est probatio. où il parle d'une bougette ou cassette mise en deposit ou garde, laquelle a depuis esté ven. lue ou ouverte ou vidue, les choses estant aussi ostées en partie. Donr il faut entendre que si la quantité ou estimation des choses qui estoient en icelle bougette ou cassette, elle le doit prouuer par tel moyen que se pourra faire, ainsi que le mesme Bartole le demonstre ciuilement, et l'vne §. vii. D. fortis aduersus nautas. si peregrinus inquit, sibi in diuersorio forat. Item dicitur peruenire, ut eorum quod in se fecatur, videndum est cuius condicio sit. Et que tendit, ut ex his qui inuita illis coniectatur Petrus Ancharam consil. 288. en afferme autant, où il dict, que l'estat & condition de celui qui met quelque chose en deposit, ou qui le reçoit, doit estre considéré. Mais cela ne se peut faire que par preuve de tesmoins. Car va eltranger & forain logé en vne hostellerie ne seroit creu de son estat & qualité, au preiudice de son hostte, s'il ne le verifioir. Et quippe cui dicit incumbit probatio. Et de his qui non apparent, perinde atq; non essent, iudicamus Il'ensuit donc que telle quelle preuve soit admise & receüe selon la nature & condition de la chose iô est question au procès.

m. Cecy est pris des Annotations.

n. Il ne serouue point en termes exprés de Droit, que celui qui est tenu rendre compte, doive prestre serment que le compte contient verité, tant en mise que recepte. Toutefois nous le pratiquons ainsi, parce qu'il est raisonnable qu'il face tel serment, à fin qu'il soit cogneu que de leur part il n'y a aucun dol ou fraude. D'autant que, tel compte est au lieu des faits & arriues de celui qui a esté condamné à rendre compte. Et tout ainsi qu'il deuroit sur tels faits & arriues prestre le serment, si la partie le demande: ainsi est il tenu de ce faire sur ledit compte. Et finalement l'usage, vray truchement de la loy, nous l'enseigne, si de interpretatione D. de legibus.

o. L. i. qui pro reptione §. vii. C. de donation. in suis verbis, sacramento dirimuntur. Ce que Bartole sur ledit §. vii. rapporte aux exécuteurs testamentaires. Ludouic. R. om. l'estend à toutes sortes d'administrateurs, in Conf. 77. inquit pater commendat, & y a fautes & Additions de Bartole, où il cite, Consil. 74. & 75.

p. Paul. Castr. in l. in contrah. hui. §. de illo. C. de non num. pecun. ecriit que celui qui est forclos de faire enqueste, ne peut par apres deferer le serment, & moins encores demander & requierir qu'il luy soit deléré Toutefois en cela nous suiuous l'opinion de Fd. in rubr. de probat. extra, où il tiét sur la fin que lon peut estre admis apres telle forclusion, d'informer de cretee, à se fonder sur la cōfessio de sa partie. Car la presôprio qui pced de telle forelusiō, selō ledit §. de illo, nō est iurū nec d. iure. Et par cōsequēt la preuve en est biē receüe par la cōfessio de la partie. Mais il faut entendre telle cōfessio qui se fait par vertu du serment de sa partie aduersē. Car autrement on ne le pourroit cōtraindre à faire aucune cōfession. Au surplus, quand le luge, ex causa, peut receuoir les tesmoins, & les faire iurer nonobstant les foreclusions decretées, ayant esgard que c'est vne inuestigatoire qui se peut aussi bien reuocuer, ex causa, ut auant DD. in l. quod iuris. D. de iud. C. e qui le pratique quelquesfois, ores qu'il n'y ait aucunes lettres Royaux pour ce faire. Le luge ne pourra il pas bien apres la foreclusion de cretee receuoir vne partie à se rapporter au serment de la partie, veu mesmes que le serment est vne espeece de preuve, comme le monstrent & enseignent Felin, & Immoia, sur le Tit. de probat. Et auant de dire y a l'eg. cū dicitur in l. i. in. id est omni controuersia sit res iudicanda, selon S. Paul en l'Epistre aux Hebreux, chap. 6. Et finalement la raison sur laquelle l'opinion de Paul de Castre est fondee, seruiroit mesmes à le prestre. Car il dict que celui qui est forclos d'informer ou faire preuve, est aussi forclos de se rapporter au serment de sa partie aduersē. D'autant que le serment est vne espeece de preuve, comme dict est cy dessus, & par les raisons aussi alleguées: & mesmes que selō la Pratique & stil de France, celui qui est forclos de faire preuve par tesmoins, n'est point exclus ne debouté de prouuer son intention par lettres & ritres, ayant esgard qu'il a esté cy deuié monstret, qu'il y a vn delay pour produire les tesmoins, & vn autre pour produire les tiues & contrāts. Par consequent celui qui est forclos de faire preuve par tesmoins, n'est point forclos de se pouoir rapporter au serment de sa partie. Au moyen dequoy nostre Auteur estime plus l'equité de Felin appuyee

sur les autoritez de Salicet Immo. & Angel. que l'aduis de Paul de Castre plein de rigueur, encores qu'il cite le Speculateur pour confirmer son opinion.

¶ *Molæus in Confect. Paris. in 1. parte. §. 6. in verbo, rendre compte, montre les raisons de bien debatre vn compte, ou le soutenir où le Lecteur doit auoir recours. Au reste, les frais du Commissaire sont deduits sur le compte. Clem. in de sequest. poss. Arrest à ce propos du dernier iour de Feutier 1541. donné en la grand' Chambre, Reb. tract. de sequest. art. 7. gl. vn. num. 1.*

¶ Les Commissaires sont contraintes par emprisonnement de leurs personnes, à payer le reliqua de leur compte, touchant leur commission Rebuff. tract. de seq. & Commiss. art. 1. gl. a. num. 14. V. de Bald. in cap. 1. col. 2. de sequest. poss.

¶ Barr in l. 1. §. ne in plures. D. de exercit. act. Si plures à iurandibz vni rei praesentant, in vni-
les praepositi consentit, ipsam tamen Barr. in eodem loco & in Laandem. D. de nob. rem tradit: Quod si
plures vni negotio p. aponantur quod sit auctoritate publicum & utilitate primatum, consentit in so-
lidum praepositi, ut in pluribus tutoribus. Dont on peut inferer le mesme à l'égard des
Commissaires establis au regime & gouvernement des choses saisies. Toutes fois
nous gardons le cōtraire, comme il est exprimé & déclaré au texte François. Voyez
la Conference des Coustumes, part. 1. tit. 16. fol. 788.

¶ Cccy est pris des Annotations.

¶ L. com. bonis. D. de curat. sur. cap. pastoralis. §. praeterea extra. de offic. & per. d. legati.

¶ Vn Commissaire ne peut estre deschargé, sinon les parties appellees, mesmes
tous les opposans. Arrest du 19. Avril 1542. Rebuff. tract. de sequest. seu Commiss. art. 3. gl.
2. num. 22. & 23. L. apud quem. §. fin. D. de positi.

DE RERV, QVÆ SOLI SVNT, AV- tione & subhastatione. CAPYT LVIII.



¶ *Quum autem ex immobilium fructibus cōdemnationis summa prope diem
perfoliolum vti non speratur, auctione venundantur ipsamque immobilis.
Qua quidem in re auctione caueat auctionarius apparitor, ne vno quidem
apice, & regio. in qua distrahentur, praescripto more discedat: aliqui
quod contra sit, vna cum totius executionis actum irritabitur, & creditor quanti ea
reuerit, condemnato praestabit. Principio igitur executor in indicis causam res soli
capiet: quas quidem se subhastat venundaturum condemnato dimenciabit. Insuper
adiiciet, quo die, quoque loco auctiōem capturum sit, ab hinc se octavo die secundum
eandem celebraturum: ex illo decimo quinto die tertium iteraturum: quadragesimo
postea die quartum repetiturum: & hu decursis, se res illas nouissimo licitatori ad-
dicturum declarabit. Freque destinato die mundanas mercatūve, quem tradi-
xerit, adibit: verum aduertat, ut rem in ea mundinas conferat, qua & loco, vbi
res sit sunt, proximiores sint, & in cuius clientelari feudarioque nexu manci-
pata sunt, territorio celebrentur: nam apud nos nulla optimo iure pradia possiden-
tur, prater quadam qua sacris vrbibus dicata sunt: ea quippe (ut loquimur) allan-
dialia, aut (ut Latine dicamus) immunita esse possunt: cetera vero patronum agno-
scant necesse est. Sin autem iam patroni territorio mundina non frequententer, pro-
ximis territorio eidem mercatū petendū est, si modo in eternalium militarium osten-
dantur non sit interdictum: alioqui viciniore paracia pagus die dominico ad eun-
dam: ea ce potissimum scire, quo paganorum iurba à sacrificio numero for reuertitur*

De rerum au-
tione, que
soli sunt.

Nulla apud
nos optimo
iure pradia
possident.

executor adhibitis pracone ante sacrum adium vestibulum conclamabit qua immobilia vendenda proponit, qua ex causa, necnon quantam ob condemnationis summam: subinât, quâs unusquisque licitatus fuerit, recitabit: admonebit quoque omnes, ut si quod im, pignus, nomenque in illis immobilibus vendicandum existimant, id praeficiantur: alioqui eos submotum iri comminabitur. Præterea condemnato iam captam immobilium distractionem significabit, ac pretiū à licitatore novissimo obtinuit. Deinde ubi octavo die ille adveniat, eodem loco tempore que eam ipsam sessionem inibit auctiōem: tertiumque decimoquinto ab hinc die iteratum se illam promulgabit: quod quidem simili quoque modo efficiet, ex eoque quadragesimo die subsequente auctiōem absolutum iri prædicet. Hoc autem postremo die, perinde atque in antecedentibus singula auctiōis solennia cōplebit, rursusque condemnationis, velioris conditionis, si qua allata sit, certiore faciet. Quod si qui pignorum distractionis intercesserint, diem cum peremptori comminatione illū ad eum qui condemnatus, dicet, ut causas apud eum exponant: namque omnem iūm intercessionem, cum appellationem inter auctiōnandum interpositam admittit: sed nihilominus auctiōnem statim diebus transigit, nisi eorum dierum quidam in sacra feras incidat: quippe in posterum mercatus iam delecti diem negotium extrahet, si modo nundini auctiō cœpta sit: sin autem die dominico, utpote ob nundinarum defectum, dominico etiam die rem peragere licebit.

Appellatione
interposito
differtur au-
ctio.

DE LA SOLEMNITE' QUI SE DOIT garder & observer en toutes saisies par criées & subhastations publiques.

CHAP. LVIII.

1. *Sergent comme doit faire les criées.*
2. *Le débiteur peut renoncer aux solemnitez des criées.*
3. *Si celui à qui appartient la cho-*

se mise en criées, en ne s'y opposant, perd la seigneurie d'icelle.
4. *Ordonnance de l'an 1539. art. 81. declarée.*

1. *Sergent comme
doit faire les
criées.*



Vand on void que de brief on ne peut estre payé par la voye de saisie des fruits, on procede à la vente des immeubles du condamné. Et en ce le Sergent qui fait les criées des immeubles, doit prendre garde qu'il observe & accomplisse entièrement toutes les solemnitez requises par la Coustume du pais, auquel il fait les criées: car autrement toutes les criées, & ce qui s'en fera ensuiuy, sera déclaré nul. Or par la Coustume de ce pais de Poitou, a il faut que le Sergent b declare la saisie des immeubles qu'il a saisis, au condamné, & qu'il les mettra en criées, & adiugera au plus offrant

& dernier encherisseur pour les deniers qui en iſtront, eſtre conuerts, au paiement du deu: & luy donnera iour pour en venir voir faire la premiere crie au prochain iour de marché de la Chastellenie en la iurisdiction de laquelle eſt ſituee la choſe ſaiſie: & ſ'il n'y a marché, baillera iour au plus prochain marché du lieu, auquel eſt ladite choſe aſſie, ſ'il n'eſt plus loing de quatre lieues, auquel cas baillera ledit iour au ^e prochain Dimanche de la Paroiſſe, en laquelle eſt aſſie ladite choſe ſaiſie, à l'iſſue de la grand Meſſe. Toutesſois ce doit eſtre entédu, pourueu qu'il y ait interualle competent entre le iour de la ſignification de ladite premiere crie, & le iour auquel elle ſera faite, & que le condamné puiſſe commodément ſe transporter au iour & lieu aſſigné. Et n'y a point par noſtre dite couſtume aucun iour aſſigné pour la premiere crie: & pource il doit eſtre arbitré. Mais la ſeconde crie doit eſtre faite à huitaine enſuiuant de la premiere, la tierce à la quinzaine enſuiuant, & la quarte à quarante iours apres enſuiuant, ſi le iour de marché y eſchoit, & ſi aucun deſdits iours eſchoit à iour de feſte, auquel ne ſoit tenu le marché, le ſergent ſera la crie aſſignée à ce iour au iour du prochain marché ſuſdit. Et ſi les cries ſont faites au iour du Dimanche, on les pourra pourſuiure ſans diſcontinuation: & à chacune deſdites cries qui ſeront faites au lieu où l'on a accouſtumé faire les proclamations de iuſtice & à la plus forte aſſemblée du marché, le ſergent declarera à haute voix, ^d & conſonnera particulièrement les choſes ſaiſies, & pour quelle ſomme elles ſont en cries & vête, & le prix auquel elles auront eſté encheries, & par qui, & que ſ'il y a aucun qui vueille encherir par deſſus, ou qui vueille pretendre aucune hypotheque, deueir, ou autre droit par deſſus leſdites choſes, qu'il vienne auant, & hant à declarer autrement qu'il en ſera forclos. Et à la premiere crie ſignifiera les iours de la ſeconde tierce, & quarte: & ſemblablement à chacune des autres ſera ſçauoir les iours des autres cries reſtant à eſtre faiſte. Et ſera toutes les ſignifications ſuſdites à ſon de trôpe, & par la voix & organe de la crie & huche du lieu ^e où il faiſt les cries: lequel huche eſt vn homme ayant office par auctorité publique, pour faire les cris & proclamations de iuſtice, & autres publiques. Et ſ'il y a quelque encherisseur à chacune crie, ledit ſergent tantost apres & auant la ſubſequence crie le ſera ſçauoir au condamné. Et ſ'il y a quelque oppoſant ſou appellant deſdites cries, le ſergent le receura à oppoſition ou appellation, partant qu'il le peut faire, & neantmoins procedera à l'exécution & paracheuement des cries, & icelles parſaiſtes, baillera iour aux oppoſans pardeuant le Iuge dont proced la condemnation, pour dire leurs cauſes d'oppoſition, & au condamné, pour voir interpoſer le decret.

On a ſaiſt ¹ doute, ſi le debteur pouuoit renoncer au ſolemnitez des cries par obligation ou autre acte à patt. Quat au debteur, il eſt vray qu'il y peut renoncer ²: mais ce ne nuit point aux autres creditours d'iceluy debteur.

Auſſi parce que par la Couſt. de ce pays de Poictou, ceux qui ne ſ'opposent aux cries ſont decheus de droit, rente, hypotheque, & ou de

Ddd iij :

1. Le debteur
peut renoncer
aux ſolemnitez
des cries

3. Si celui à qui
appartient la
chose mise en
criées, en ne s'y
opposant perd la
seigneurie.
d'icelle.

4. Ordonnance
de l'an 1539.
Art. 81. de la
rec.

uoir à eux deu sur la chose saisie, s'est meue difficulté, si celui auquel appartient la chose crie ne s'oppose il en perd la seigneurie. Et semble que non, parce que ce mot droict, doit estre entendu selon les mots ensuiuans, scauoir est de rente ou hypothèque. Plus par ladite Coustume celuy auquel est deuë rēte fonciere sur les choses crieées, ne la perd, jaçoit qu'il ne se soit opposé à icelles pour ladite rente: à plus forte raison le droict de seigneurie ne peut y estre perdu. En outre les Iuges de ce pays de Poictou, par va stile ancien ont accoustumé forclorre ceux qui ne se sont opposez de toutes rentes hypothèques & deuoirs qu'ils pourroient pretendre es choses crieées: laquelle vñance est veuë interpreter assez ladite Coustume escripte. Mais selon droict commun l'autre opinion est plus soustenable, scauoir est que l'on perd le droit de seigneurie qu'on a si l'on ne s'oppose aux crieées, fors quand on ¹ est actuel & real possesseur des choses crieées: car en ce cas il ne lussit pas faire lesdites crieées: ains faut adiourner particulièrement & nommement le possesseur pour voir interposer le decret, ou dire causes pour l'empescher si bon luy semble. Et à ceste cause par les Ordonnances nouuelles, Art. 77. est dit que le Sergent pendant les crieées (stablira Commissaires au regime & gouuernement des choses crieées d'es le commencement d'icelles crieées, nonobstant quelque Coustume locale au contraire. Et par lesdites Ordonnances, Art. 81. est dit ^m qu'on ne sera receu à demander distraction de quelque chose crieée, si on a esté six ans auparavant sans intenter action pour raison de ladite chose: le quel temps sera compté des lors que la prescription aura commencé à courir. Toutesfois si celui qui tend à la distraction, peut monstrier y auoir quelque droict de seigneurie, il sera payé & satisfait de sondit droict sur la somme de deniers, à laquelle sera la chose adiugée au dernier encherisseur selon son tour, ordre & prerogatiue, soit par temps ou par hypothèque priuilegiée.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LVIII. De la solemnité qui se doit, &c.



Nostre Auiheur ne parle de la solemnité des crieées, que si l'on ancienne Coustume de Poictou. Car par la dernière reformée es Art. 434. 435. iusques au 444. inclus, il en est autrement disposé, ainsi qu'il sera plus particulièrement déclaré. Tellement qu'il est besoin d'aduertir tous les Praticiens en cest en droict, de préder garde diligemment à la solemnité desdites crieées introduites par les Coustumes de chacune province, qui se registrent par Droict Coustumier, & outre cela principalement aux Ordonnances du Roy Henry II. 1551. sur le fait des crieées de Charles IX. Estats de Moulins 1566. lesquels il faut aussi garder estroitement, comme tout est plus amplement déclaré & spécifié au liu. 10. de la Conf. des Ordonnances Tit. 1. & Conference des Coustumes partie 2. Tit. 16. Faber en l. 6. c. de remiss. pign. idē Faber & Bartolus l. cum tot populos. c. de summ. iur. Bald. in l. Ord. c. de exec. vii. ind.

Improbatio alienationis proprietatis non auferit, si residuum. C. de distr. pig. Rebuff. Tract. de praeco. in Rubr. nu. 14. 16. 17. 18. & 19.

b Par l'Art. 434. il est dit que le Sergent se doit transporter sur les lieux, & en faisant la saisie & premiere crie declarer par le menu en icelle laisic & premiere crie, les heritages & choses criees par tenans & aboutissans: fors es seigneuries, fiefs & droitz Seigneuriaux: & quelcun fust laic le principal manoir par ses appartenances & dependances & lesdits droitz Seigneuriaux. Et par l'Art. 435 il est tenu de laisser une attache contenant la declaration des choses criees contre la porte & entree principale de l'Eglise Parochiale des lieux criez, ou des Eglises Parochiales, si elles sont en divers parroisses, sera fait le semblable en chacune desdites Parroisses, pour le regard de ce qui sera assis en icelles.

c En ces criees n'est point gardee la L. dernière. C. de senis. *An pignoratit fieri possit die feriato & sabbato. Guid. Pap. quest. 115.*

d *Ad forma prodita est in l. ult. C. de iure dom. impet. Hanc vero formam sumpsisse originem patet, ex lat. & ibi notat. C. de fide & iure hasta h. l. 10.*

e *Suber in l. si et tempore. C. de remiss. pign. programme seu scriptura publice posita vel per provincias dicitur.*

f *Suber in d. l. si et tempore, eserit qu'il ne faut point surseoir à la vente des immeubles. Ce qui ne se garde aujour d'huy en Poitou: ains ce qui est porté par le titre particulier des criees en ladite Coutume.*

g Cécé est prins des Annotations.

h *Debitur post renunciatu demonstrationi, quam credito faciendum habet, antequam pignus vendat. Glossa in creditor. C. de distr. pign. Mais nostre Auteur est d'avis contraire, principalement que ceste renonciation ne defend le créancier à l'encôtre des autres créanciers, en faueur desquels telles solemnitez de criees sont introduites principalement. Mais la denunciation de la vente du gage, appartient seule au profit & vtilité particulier du débiteur: & pour conséquemment ladite vente estre temise par le consentement du débiteur. Or en ces solemnitez de criees tous les autres créanciers y ont fort grand interest, & sans leur consentement on n'y peut renoncer en façon quelconque. *Nec etiam postea debitor ob istis l. debitorum & c. de pactis, l. 39. D. de negot. gest. D'auantage telles solemnitez sont quasi iuri publicis, & partant on ne peut derogier à icelles par les pactions & conuentions de personnes privées, l. ius publicum, D. de pactis. Au reste les Panoneaux Royaux ou brandons sont ordonnez estre mis en toutes criees par les Edicts, ne vis ci fiat qui publice possideat. l. i. ut ne nemo priuatus: vel a regia susp.**

i Cécé est prins des Annotations.

k *Pieramque gener. sub iur. auctor. spectat, & ius genus declarat. regula §. vlt. D. de iur. & fact. pign. Parquoy ces mots, réité, hypothèque, ou autre deuoir à eux deu, sont prins pour exemple du genre, & declarent ce mot, Droit, qui ne signifie en celieu la propriété & seigneurie. Car elle est differente des autres especes: & ce mot, Autre, emporte avec soy une pareille qualité, ut notatur in l. si domus. D. de reb. dub. & in ca. sedes, extr. de reser. D'auantage ceste Coutume se doit prendre estroitement, ut minus obis iuri tenet, l. 2. §. si quis à principe, D. Ne quis in loco publico, l. 4. C. de emancip. lib. A ce propos sert grandement l'opinion de Pier. Anchar. Coufl. 265. Et de Felin in cap. qualiter & quando, l. num. 15. De accus. extra. Si statuto cautum sit, ut super bonis fallentium ad iudicantis post mensis quatuor non admittantur creditores, tenet: ut tamen admittitur si bona adiudicata dicat sua esse, non autem solentis. Toutefois nostre Auteur est de contraire avis. Car la Coutume se deuoit ainsi entendre, elle seroit superflue & inuile. D'autant qu'elle n'aduisteroit rien au droit commun. Car les créanciers ne s'opposans point à l'adiudication du gage, & bief & deuement faicte, sont reputez auoir renoncé à leur droit d'opothèque ou gage, d. l. si es tempore. Ce qui est expressement porté par l'Art. 444. de la mesme Coutume de Poitou sur la fin, qui dit que telle adiudication par decret est d'une telle force & vertu que toutes personnes ainsi appelées ou preconisées en son forclose, soit maieurs ou mineurs, gens d'Eglise ou autres, presens ou absens: pourueu toutefois que les solemnitez introduites par les Ordo Royaux sur le faict des criees, aient esté gardées & obseruees. Et les exeples en declaration de quelques especes restringent la regle*

generale, d*i* regula, ores qu'elles la declarent, Mais il faut interpreter ladite coutume de telle façon qu'elle preiudicie ni fine au droit d'un tiers. Autrement elle seroit superflue & du tout inutile, comme dit est *Faber in l. si quando C. de inf. test.* D'auantage Paul de Caltres, in l. vlt. C. si aduersus, dit que quand les biens d'une personne rebelle & accusée du crime de lèse majesté à la requeste du Procureur fiscal ou de la Chambre, celui duquel les biens sont vendus avec ceux du criminel, doit s'opposer avant la vente & adjudication, & ne la peut reuoker si apres icelle vente il s'oppose, sinon qu'il peut bien agir contre le fisc ou la chambre, pour recouurer le prix des choses qui luy competoient. Et qu'il y a pareil droit s'il s'oppose apres les proclamations desdites criées qui durent un an entier par les statuts de la ville de Padoue. Il dit aussi que lesdites formes & solemnitez de criées ne se doiuent point garder es choses vendues de l'autorité du Fisc ou de la Chambre, d'autant qu'il suffit les mettre & exposer à l'encan. Et les choses estant inquanties sans qu'il y ait aucune opposition, l'acheteur est bien assuré en son achat. Et luyuant son opinion nostre Auteur estime que les solemnitez des criées ne se doiuent pas obscurer es choses que le fisc fait vendre & subhaister. Au surplus si aucun est possesseur de quelque heritage ou immeuble mis en criées, encores qu'il ne s'oppose, toutesfois il ne perdra son droit. Au reste par Arrest du mois de Feurier 1578. entre Maistre .can Viuet & Nicolas le Postelcier, en la 4. Chambre des Enquestes, a esté iugé que le Lieutenant criminel d'Angers ne pouuoit faire au cas Decret n'adjudication d'heritages en venta de la sentence, *Chapm. 2. de iurisd. Ander. Tit. 6. cap. 77. Videl. solemn. §. vlt. D. de iudi.* Le meisme est-il des Preuosts des Marchaux ou leurs Lientenans.

Les criées en ce cas ne sont suffisantes, ny les assignations donnees en general: mais il faut que le vray & reel possesseur des choses mises en criées soit nommément appellé, *Bar. l. un d. l. si eo tempore C. de iurisd. pign. Domin. à sancto Germano & vlt. Aduocat. in cap. vlt. de elect. in 6. certum autem dicitur esse aduersarium qui reiffa possidet. Bald. in l. vlt. C. de edito dnu. Ad. l. si deserta. C. si propter pub. pensis.*

DE CONTROVERSIA INTER PIGNORATOREM & eos qui auctioni intercesserunt.

CAP. LIX.

De controuer-
sia inter pig-
nratorem, ac
eos qui au-
ctioni inter-
cesserunt.



SED quia sapienti nonnulli existunt, qui se pignorum distractioni opponunt, quoniam passio in inter eos, pignoratorem & condemnatum exanimetur, primum accedendum est, quam ea qua ad pignorum additionem respiciunt, attingamus. Primum igitur pignoratorem presentem, si condemnatus intercessorve abest, die vtrique cum peremptoria cōmatione (vt iulci) praesentia, in eos decretis utroque pronūciatur pignorum ad iudicatio. Ceterū, vbi ad iungunt omnes pignerator inest, vt aduersarij causas intercessionis offerant. At condemnatus edocui sibi auctionis gesta postulat non improbe, primum quā liem suspicere cogatur: alii autem id nequaquam competis, vt potē, qui in credendo succedere in auctoris vicem videantur. Deinde condemnatus, intercessoresque causas intercessionis cum literarum documentis ad eas pertinentibus aliuano, vel ipsi exhibere pigneratori. Ille vero contra respondet, instrumenta que resellit. Rursum alij ex aduerso confisuntur, & contradicta dissolunt: nec tamen in singula hac expedienda ijs plures dilaciones tribuunt.

tribuitur, sed qui die vel exceptiones vel replicationes admoventur, eadem tabulas iuri suo conducentes promittunt: quanquam & apud pleraque tribunalia non dissimile controuersa ordinatio in his ac in reliquis civilibus iudiciis usurpetur. Sed si ex intercessoribus quidam quidquam allegent, quod in primis quantum ad ipsos spectet, oporteat discutiri, alij ad quos id non pertinet iure possunt recusare, quo minus in lite pereat. Ad hoc illud cumulatè fuerit examinatum: quippe de hypothecarum omnium ordine & prioritate vnicuique ferri debet sententia. Qui enim aliter posset elucidari, quis ex intercessoribus debeas vel praferri, vel postponi, si alium alij ad sententiã adipsendam queas praecurrere? At qui si quod sibi incumbit illi non exequantur, aut absint iudicio: posteaquam ipsi à facultate actum eum absoluerint fuerint depulsi, aut editum in absentes latum pro litis conditione: alij intercessores nihilominus tenentur in lite progredi: in illorum contumacia non impeditur quo minus de hypothecarum sententiã dicatur. Excluduntur enim contumaces ab ipsorum intercessionibus. Alioquin in eorum potestate esset, qui adesse, vel partes implere suas nolent, quoad superent iudicij differtre exitum. Contra vero, cum quippiam adducunt quod ipsorum conducit causa, non iniuria ab aliis sunt expectandi, ut eodem tempore omnes simul ad extremum litis calculum perveniãt. Si igitur alius ex intercessoribus ob retardatum iudicij processum pecuniaria multa plectatur, alij colligentes eã inter se debent partiri, dummodo quod ad impetrandam à iudice audientia impensum est, qui hoc curavit, precipiat. Idem quoque iurum erit, de editis in aliis abscentem latis expensis. Peritum in de finitima sententiã non solet rem rem debitor, cuius bona distributur, in litis expensas erga intercessores condonari, sed erga duntaxat pignoratorem, vel eum qui eum loco actorum partes executus est. Si tamen debitor intercessorum alicuius causas resisteret, ac vinceret ab intercessore: aquum tunc in ea quidem sententia esset debitore in id, quod intercessor in eã rem impendisset, condemnari. Itaque, cum debitor plerumque non soleat intercessorum iura oppugnare, sed ipsi inter se gladiari, efficitur, ut debeat ferè illi nullus litis sumptus refundari. Quod si qui ex intercessoribus rem quandã ex illi qua pignoratã sunt sui esse iurum, & à se possideri contendat, non est cogendum titulum domini edere, veluti compelluntur creditores debiti proferre instrumenta, sed potest intercessor, ubi pignoratorem quin ea res eximatur, obstitit, interdicto retinenda possessione a ductis pignoratorem illi experiri. Index autem censendi potestate à litigantibus facta, vnicuique creditori debitum suum exolvendum, prout tempore prius, aut privilegio hypothecae fuerit potius: maxime pignora addecet. Quia si cum pignoratorem nulli cõcurramus creditores, ac ut plures summas codicet, vnicuique nomen, pro tempore qui contrarium est ordine, vel ipsiusmet praerogativa à dissolvendo precipiet. Quãdiu sanè lus illa pendebit, tãdiu pradia pignoratã publicè possidebuntur: nec eorum possessio libera debitori permittetur, donec pecuniam dimittendum intercessoribus, si pignoratorem nominibus parem apud alia disposuerit. Perit etiam si pignoratorem trãsegerit, aut eius debiti abstinuerit, nihilominus intercessores iure obstitent, ne pignora debitori restituantur: nec non hi etiã in pigneratoris locum Principibus rescripto substituentur, ut quod prius controuersa superest absoluerint, exequantur. Neque enim tam persona solum perentis, quã alius creditoribus, & in re permissa videtur hac actio: ceteris enim predest. Nã est si, cui permissum est possidere, postea receperit debitum suum, ceteris amen poterit peragere bonarum possessionem. At qui restitutionem ac dimissionem pignorum non possunt recusare, quòd à sumptibus litium aut actionem factis sibi ipsis non sunt refusi. Porro si uterius litigantium, pen-

Interdictum retinendæ possessionis adversus pignoratorem.

De sententia super hypothecarum ordine.

Hæres ad sus-
cipiendâ de-
functi litem
vocandus.

dente controuersia obierit (quod sapissimè contingit, ut potè cum huiusmodi lites ad infinitum prolevari soleant) sit eum hæres, sicuti in omni alia controuersia sunt accerfendi, ut defuncti nomine iudiciis aut suscipiatis, aut repudiatis; nihilq; interest, iudicandi calculum defunctum porrexeris, necne: nisi quum apud suprema litigatur tribunalia, ibi enim, posteaquam liti in confidentiâ missa est consiliû, hæredum interpellatione ut litem subeat, opus neutiquâ est: sed iudiciû in eos qui censendi potestatem tecerint, quamuis ex humanis exceperint, redditur, etiam si ante sententiam, apud illa tribunalia hæres in defuncti causam subrogatus sint: at postea sententia aut in hæres, aut pro hæredibus exequenda facultas à curia cõceditur, quoniam si post litem apud eandem curiâ conclusam, in locû unum ex cõcedentibus super sacerdotij possessione, alius fuerit subrogatus, non in huius subrogati personâ, sed illius, quicquid liti est conclusa, concipitur sententia: quanquam in sacerdotiis succedent non sit instar hæredis. Hic enim causam habet à defuncto, sicut à deo que cum eo cõsecratur personæ successor autem in sacerdotio, ius habet à pontifice qui illud ei cõtulit. Plane ubi hæres ad subeandam defuncti litem vocatus præsto non est, duobus edictis contumacia eius solet compleri. Cautius tamen esse arbitrarer, in simplicib; potissimû causis quorundam interuenisse edicta. Contumacia autem hac pœna est, ut absens litem deferuisse pronuntietur, & litis aduersus defunctum, inxi: & in seipsum mora impensis multiplicetur. Sit autem hæres iudicio occurrat, quadraginta dierum impetrat dilationem, ut deliberet, utrum hereditatem adeat, an omittat. Sed si aduersarius illum pro hærede quicquam gessisse asseueret: sublata deliberandi cunctatione, aut à lite desistere, aut eam in se transcribere compellitur. Requirendi tamen consilij causa dies illi semel duntaxat diffinitur. Quod si litem in se transfulerit, eum cursum sequetur, qui morte defuncti prædixit est. Proinde nouissima liti acta aduersarius illi exhibebit: aliqui iudicij congressum haud iniuria detrectabit. Contrâ, si à lite abstineat, in omnem perinde causam, atque si defunctum succubisset, damnatur. Idem quoque in omni iudiciorum genere obseruabimus. Sanè verò (ut ad rem oratio reuocetur) pignorum adiudicationis intercedendi facultas salua est post sententiam de hypothecarum ordine, privilegioque pronuntiatam, quoad pignora à iudice addicta sunt: sententia tamen, quod ad reliquos attinet, rata permanente. Verum intercessor promittenti arbitrio liti protelata dispendia præstabit, ac quicquid eius iudicanda causa depensum fuerit. Jam ubi nulla emerfit aut condemnatio, aut alterius cuiusvis intercessio: aut si interuenierit iudicio decisa est, antequam pignora addicantur, iudex supra legitimum auctionum numerum aliam auctionem subebit adijciendam. Deinde apparitor, auctiones à se confectas iudiciali die apud acta iudice pro tribunali sedente renuntiabit: rudes verò postulante pigneratore, auctionum gressa in iudicio coram causidici recitanda subebit, obque sigillatim sententiam rogabit, utrum rsi & secundum municipalem legem auctionis absoluta fuerit, an non. Quod si eam rectè ordinèque processisse censant, ea re actû mandata iudex auctionem homologabit, pignora que ei penes quem licitatio remanserit, addices, ac pretium apud scribam suam deponendum, aut apud alium virum locupletem decerneret, pariendumque inter creditores sicut antea constituerit, quum de hypothecarum meritis ius dixit: necnon qua in auctione rem impensa sunt, speciatim illi qui eam curauit, arcienda mandabit: quorum quidem ac iudicialium sumptuum exactorem recipiet: sententiam quoque suam ius apparitori, aut alij idoneo exequendam

Quomodo
addicantur
pignora.

delegabit, addito iussu, ut nouissimum licitatore in pignorum adjudicatorum possessionem re ipsa mittat, commineturque condemnato, ceterisque aliis, ne illum rebus addicatis uti finire prohibeant. Suprema verò Paris. Curia, antequam huiusmodi ferat sententiam, statuerè consuevit, ut iudex eius regionis in qua celebrata sunt auctiones, elogium adhibitu causidicorum, qui in ipsum iudicem foras versantur, sententiæ confectum transmittat, quo refertur eas auctiones rite secundum regionis illum morem fuisse peractas: atque ut huiusce rei curam suscipiat in pignorat, aut alium qui rerum pignoratiarum venditionem persequitur. Quocirca regni constitutionibus nuper editis sancitum est, quò obuiam iretur eiusmodi interlocutionibus, ut qui auctiones fieri curauit, antequam in utri posuit, aut res pignoratæ addicere postulare, aut aliter iudicium eo nomine exordiri, aut persequi, teneatur simul ac eas auctiones fuerint consummata, elogium illud imperare, idque ei curare adnectendum renuntiationi, quam de auctionibus à se perfectis emiserit apparitor: alioqui auctiones ea nullas prorsus vires sint habituræ. Sed & iisdem constitutionibus vetitum est, ne in scriptura eius sententia qua res addicuntur, ad verbum inferantur auctionum gesta per apparitorem confecta, neque vlla alia acta, qua antea in illa scriptura solebant inseriri: sed solum in summa & compendio se actorum necessariorum tenor enarretur, quem admodum in alio fieri solum est sententiæ. Sanè hanc sententiam alij, quam nouissimo licitatori actuarij præbere non debet, nisi iudici permissa: nec etiam priusquam nouissimus is licitator pretium rerum addictarum ipsi actuario numerauerit, aut solutionem quam ipse creditoribus fecerit, apothecæ apud acta protulerit. Verum adhuc pluri licitandi copia datur, donec homologationis decretum sigillo munitum sit: sed post auctionem licitatio apud iudicem actuarium depromenda est: qui pro valore fori in quo disceptatur, breuiculo seu programmate affixò illud manifestabit, curabitque ut breuiculum illud pro foribus iisdem octo saltem dies adsceat. Quæ sanè cura apparitori incumbit earum licitationum nomine, qua apud eum deposita fuerint: nempe auctione prædiorum completa, pro fori valore consimile breuiculum debet affigere. Addicuntur verò pignora omni ere alieno, seruicute, iurèque libera, præter illa quæ intercessit adhibita integra seruauit, utrumque solaria vectigalia, ceteraque alia quæ in patronatui, seu directi domini restitutionem dependuntur: ea quippè, licet horum nominum non fuerit intercessum, manens in columbia. At qui redditus alij nummis diuenditi, de quibus intercessio existit, redimi possunt pecunia ex pignorum venditione redacta: idque iudex ferè decernit, quom de hypothecarum ordine pronuntiat. Porro neque minorum atarum, neque legitimæ absentia, neque persona Dei consecrata privilegium, hypothecca aut seruicute imò ob iacurritatem amissum restituere potest. Sed si minoris, aut alterius paræ conditionis prædia addicta sint, restitui solent: ut reddita intra certum tempus pecunia, à nouissimo licitatore illa auferant. Perum si à supremis curiæ homologatio interposita est, rescripti principalis auxilio opus est: quòd si ab inferioribus curiæ ad supremas prouocandum est ab ea homologatione: cuiusque appellatiui beneficio ad illam redimendi facultatem summa curia solent restituere, iusta quidem facta appellatione: cuius tamen expensæ aduersario reddendæ inibent.

Iura patronatus seu directi domini in columbia sine intercessione,

Aduersus pignorum additionem sine restitutione.

Et qui non temere id indulgetur, sed quum evidentissimam maximèq; perspicuam iuxta & insignem fraudem pretij, quo res addicta sunt, exiguus ostendit, utpotè, quòd longè infra iusti pretij sit dimidium. Nec verò dissimilis forma retinetur & in auctione & in adjudicatione mobilium, immobiliumque pignorum, quum ea ex authentica tabellionis scriptura, qua quis arsi confessus est alieni, iudicijque edicto solutionem impetrante capta sunt: nisi quod pradia pignerata iudicis decreto, in cum territorio sita sunt, addici debent, tametsi regio sigillis subfulea fuerit ea ex, qua pignus facta est, scriptura.

DES OPPOSITIONS FORMEES AUX cricies, certification d'icelles : ordre des creanciers opposans aux crices, pour la distribution des deniers, enchères, consignation, deliurance du decret, appel & cassation d'iceluy.

CHAP. LIX.

1. Forme de proceder en matiere de crices, contre les opposans, defaillans ou comparans..
2. Comme le Juge donnera sentence en ces oppositions selon l'ordre de priorité ou posterio-rité, que mōstrent les opposans.
3. De ceux qui s'opposent en vertu des cedules qu'ils ont.
4. Comme se doit obtenir main-leeue.
5. Le poursuivant des crices doit incontinent apres icelles faites les faire certifier, & la maniere de la certification.
6. Comme le dernier enchérissieur est mis en possession des choses adiugees par crices.
7. Quel enchere dure usqu'à tant que le decret soit scellé.
8. Comme les rentes se doiuent admortir.
9. Les solemnitez des crices pro-

cedans, tant par decret ou adjudication, que par lettres obligatoires passees sous seel Royal, sont pareilles.

10. Quels executeurs de sentence sont irrecusables.
11. Comment lon doit adiourner les heritiers de celuy avec qui le procès des crices est pend-ant, quand il est decedé, pour reprendre ou repudier le proces, & des defants qui s'y commet-
tent.
12. De reprendre ou repudier le proces d'un Beneficier decedé.
13. Des Decimes imposez sur les Benefices : & quelle charge est-
reelle ou personnelle.
14. Difference entre un heritier & un successeur en Benefice : & des resignans & resigna-
taires, quand mort entrevient.



Source que souuentefois vient debat & procez entre les opposans, a il conuiuent declarer icy la maniere de proceder en telles matieres: qui est que si les opposans defaillent au iour à eux assigné pour dire leurs causes d'opposition, le demandeur en crie es comparant obtient contr'eux default avec tout le profit, ou simple, sauf quelque iour, & iceluy passé, s'il n'est rabatu, le luge en luy aduegeant le profit dudit

1. Forme de proceder en matiere de crises, contre les opposans defaillans, ou comparans.

default, enuoyera ledit demandeur absous de l'instance de leursdites oppositions: & ordonnera que nonobstât icelles oppositions, il sera procédé à l'adiudicatio des choses lées, & interpositio de decret. Mais si les opposans cōparent, le debteur adiourné en interpositio de decret pourra demander communicatio du procez verbal des crie es, & luy doit estre faite: mais les opposans n'en peuuent auoir communication: parce que tous opposans sont demandeurs. Et doiuent les oppoans en fournissant de leurs causes d'opposition, bailler & mettre auant titres pour faire apparoir du fait contenu en leurs causes, & le demandeur en crie es apres respondera ledites causes, & par ses responces pourra contredire & impugner les titres mis auant par lesdits oppoans: & iceux oppoans bailler leurs repliques, & par icelles mettre les saluations de leurs pieces: & doiuent faire lesdites deux choses à vn iour, sçauoir est bailler leurs causes, & fournir de leurs titres. Et semblablement le demandeur doit defendre ou respondre, & y employer & mettre ses contredits contre les pieces des oppoans, sans ce que pour se faire lesdites parties puissent chacune d'elles auoir fors qu'un seul delay pour faire les deux choses susdites: com' ien qu'en plusieurs sieges on y garde sēblable procedure qu'ès autres matieres: car apres les causes d'opposition, & responces à icelles baillies, ils ont delay pour produire, & apres baillent contredits & saluations, & ont delay particulier pour faire chacune desdites choses. Et si aucuns des oppoans alleguent quelque fait dont il faille preallablement aduier preue, ou iceluy autrement estre examiné auant que faire droit sur son opposition: en ce cas les autres oppoans ne sont tenus de proceder outre à faire ce qu'ils estoient tenus faire, iusques à ce que ce soit fait que l'autre oppoant doit faire: par ce qu'il faut que par mesme sentence il soit decisi de la priorité ou posteriorité de tous les oppoans: car autrement on ne pourroit pas cognoistre l'ordre & le tour auquel chacun des oppoans doit estre mis. Mais si celuy auquel on n'adiuge faire preue ou quelque autre chose auant les autres oppoans se laisse defaillir, par le moyen de quoy il en soit forclos, ou autrement il y ait contre luy forclusion de ce faire: les autres oppoans sont tenus neantmoins d'aller auant en la cause: car ledit oppoant par sa contumace sera debouté de son opposition: & parce moyen la contumace ne doit point empescher que sentence de priorité ou posteriorité ne soit donnee. Autrement ils s'enfuiroit qu'il seroit en la puissance d'un oppoant qui ne voudroit comparoir, ou faire ce qu'il est tenu faire, ou em-

peſcher queladite ſentence ne fuſt baillee. Mais quand il fait ſon deuoir, il doit eſtre attendu par les autres, afin que par vn moyen tous les oppoſans ayent ſentence. Tellement qu'en certaine matiere en laquelle l'heritier du debteur ſur lequel auoient eſté criez aucuns lieux & adiugez au plus offrit & dernier encheriſſeur, ſe ſeroit porté appellant de ladite adiudication comme nulle, par le moyen qu'elle auoit eſté baillee contre luy mineur, & vn ſoy portant pour curateur qui ne l'eſtoit, & auroit releué ſon appel en la Cour, & y fait intimer le dernier encheriſſeur poſſeſſeur deſdits lieux, par arreſt interlocutoire fut dit : que les oppoſans eſdites cties ſeroient appelez pour venir defendre eſdites lettres Royaux de l'appellant, & à l'appel y mentionné s'il y eſcheoit, ſçauoir eſt, ſi faire le deuoit. Et à ceſte cauſe ſi vn des oppoſans pour procez retardé eſt condamné eſ despens, ils diouent eſtre partis & diuiſez entre le demandeur & tous les autres oppoſans : & auſſi le defendeur adiourné pout voir interpoſer decret : ſinon que celui qui aura fait demander audience, ou fait autres fraiz pour auoir leſdits despens, leuera premierement ſes fraiz. Mais en diſſinitue, ledit defendeur regulierement n'eſt pas condamné eſ despens de la cauſe enueis les oppoſans, ains ſeulement enueis le demandeur en cries, ou celui qui eſt ſubrogé en ſon lieu. Toutesfois ſi ledit defendeur debattoit le deu de quelque oppoſant, il ſeroit raifonnable de le condamner enueis ledit oppoſant qui gagneroit la cauſe eſ despens pour le regard d'iceluy oppoſant. Et pource, attendu que ſouuent le defendeur ne debat point les oppoſitions, ains en laiſſe faire aux autres oppoſans, le defendeur n'eſt point enueis eux condamné eſ despens : mais ſi y a quelcun des oppoſans tendant à fin de diſtraction, & il maintienne la choſe dont il demande diſtraction luy appartenir, & en eſtre poſſeſſeur, & le demandeur en cries le contredife & inſiſte au contraire : ledit oppoſant ne ſera point tenu d'informer de ſon titre : mais il pourra former complainte contre le demandeur en cries.

Mais ſi ledit tiers oppoſant n'eſt poſſeſſeur, & qu'il y ait eſté pat ſixans auant qu'intenter ſon action, ſur laquelle il fonde ſa diſtraction, à commencer depuis le temps que preſcription aura peu courir, ne ſera retardé l'adiudication par decret. Neantmoins en veriſiant leurs droicts, ſeront payez de leurſdits droicts ſur le prix de l'enchere, ſelon leur ordre de priorité ou poſteriorité, ainſi qu'il eſt decisi par leſdites Ordonnances dernieres, article 28^r. Et apres que le procez entre leſdites parties aura eſté mis en droit, le Iuge baillera la ſentence de priorité ou poſteriorité, ſçauoir eſt que les choies cries ſeront vendues au plus offrant & dernier encheriſſeur à la charge de payer tant à tel, en quoy ledit defendeur luy eſt tenu par contract, en date de tel iour, ſigné tel Notaire, & ainſi des autres.

Et eſt à noter icy, que ſ'il y a des oppoſans qui ayent des cedules, ſi elles ſont recognues ils ſeront mis en leur tour & ordre, eu regard au temps de ladite recognoiſſance & faiſte par la confeſſion iudiciaire du debteur, ou pat prouue de telmoins ſelon droit commun. Mais à preſent ſelon l'Ordonnance dernière, article 33. ſi le debteur nie ſa cedula en iugement, & le

2. Comme le Iuge donnera ſentence en ces oppoſitions ſelon l'ordre de priorité ou poſteriorité que mèſtrés les oppoſans.
3. De ceux qui s'opposent en vertu des cedules qu'ils ont.

creancier la prouue, l'hypothèque courra & aura lieu dès le jour de la denegation, ou contestation. Et ce doit estre entendu, non seulement qu'à au preiudice du débiteur qui aura nié: mais aussi au preiudice des autres creanciers: car vn débiteur pour gratifier à aucun de ses creditiers avec lesquels il auroit intelligence, denieroit sa cedule, afin de les faire preferer à l'autre. Et si la cedule n'est point reconnuë, on debouterà l'opposant de son opposition, parce que telle cedule n'est hypothèque. Mais le luge luy referuera par sadite sentence, de se pouruoir pour raison de la somme contenue par ladite cedule, par les voyes que de raison. Et si le creditier ayant cedule requeroit estre receu à la faire recognoitre, & produiroit sur le champ tesmoins à ceste fin, il y deuroit estre receu: & icelle reconnuë, doit ledit creditier estre mis le dernier: combien que sa cedule soit premiere en date que les obligations des autres creditiers: car vne escripture priuee ne fait foy au preiudice d'un tiers, quant à la date d'icelle. Car ce seroit en sa puissance de faire preferer tels creditiers qu'il voudroit. Et tout ainsi que si le débiteur de vne voix disoit quelque creditier estre premier, il n'en seroit creu au preiudice de ceux qui ont obligation precedente: aussi sa cedule ne fait foy de sa date, comme cy-dessus a esté dit. Semblablement si le creditier auoit preuue prompte & parée par tesmoins depolans de l'hypothèque de quelque debte, & il requist estre receu à faire ladite preuue, il y deuroit estre admis: car l'hypothèque est constituée & crée par le seul consentement du debteur, & la lettre obligatoire ne sert que pour prouuer le consentement de ladite constitution d'hypothèque. Et en iugemens pour prouuer quelque fait, regulierement les tesmoins ont pareille force, que les instrumens: pareillement vn instrument passé par Notaires de Cour d'Eglise, comme n'emportant point hypothèque, ne peut seruir pour estre mis en l'ordre de sa date: ains sera mis le creditier qui l'a, le dernier, & comme s'il n'auoit que simple cedule, ainsi que tient mondit sieur Bohier en ses decisions du Parl. de Bordeaux, en la question 295. Et jaçoit qu'il n'y ait aucuns opposans, routes fois si luy sont deus plusieurs sommes par diuers contractz il sera dit par la sentence que les choses crieées seront vendues à la charge de luy payer telle somme à luy deuë par tel contract, plus telle somme à luy deuë par tel contract. Il y a aucuns luges qui par ceste sentence de priorité ou posterioirité forcloüet & debouët les opposans, & tous autres de charges, hypothèques, seruitudes, droicts & deuoirs quelconques qu'ils pourrout pretendre par dessus les choses crieées, exceptez les droicts & deuoirs fonciers & feudaux: & ordonnent que d'abondant sera faite vne autre & quinte crieë dedans telz tēps, & que pendā iceluy le demandeur en crieées, & autres, si bō leur sēble, pourrōt mettre à pris ou encherir les choses crieées. Et ceste forme de sentēce procede selō mon iugemēt d'une Ordonnance ancienne de la Cour de Parlement à Paris faite le 18. iour du mois de Feurier, l'an mil quatre cens quatre-vingts douze, par laquelle estoit ordōné que nul ne seroit receu à s'opposer apres sentēce de priorité ou posterioirité donnee ou confirmee par la dite Cour: ice qui est bien raisonnable: autrement à peine y auroit fin en telles matieres. Toutes fois nous vsons en au-

cunes Cours Royales que par la sentence de priorité ou postériorité l'on ne forclost point les opposans n'autres d'autres debtes, ains seulement par le decret, par lequel on adiuge la chose au dernier encherisseur, avec les charges declarées par ladite sentence de priorité: & reçoit on tous s'opposer iusques ^b à ce que le decret soit interposé, & en refondant despens du procez retardé, & moyennant ce que les opposans & autres parties sçavoir est le demandeur & défendeur pourrout répondre aux causes d'opposition du nouveau opposans à les despens, s'il vient apres ladite sentence de priorité. Et ce est moult equitable. Et pendant le procez desdites crieies les choses saisies seront regies par Commissaires, comme dit est.

*4. Comment se
doit obtenir
main-leuee.*

Et si le défendeur en veut auoir main-leuee, il faut qu'il consigne la somme deuë, tant audit demandeur, ⁱ qu'aux opposans: & s'il consigne seulement la somme deuë au demandeur, neantmoins les opposans pourrout tousiours poursuiure leurs oppositions, & empescher ladite main-leuee. Et pour ce faire faut que l'un des opposans obtienne l'aitres Royaux, par lesquelles sera mandé au Iuge pardeuant le quel est le procez des crieies pendant, le y subroger, & le recevoir à faire la poursuite de la matiere de crieies, tout ainsi qu'eust peu faire ledit demandeur en crieies, & selon les derniers artemens & procedures, & toutes fois les demandeurs & opposans, ou l'un d'eux ne peuuent empescher la main-leuee au défendeur, quand il a consigné les sommes à eux deuës, & pour lesquelles ils se sont opposez sous couleur, & par le moyen de ce qu'il n'auroit consigné les frais & mises des crieies, & de la procedure qui s'en est ensuiue: car ledits frais ne sont encores liquides, & pource ne compete retention pour raison d'iceux, non plus que compensation. k laçoit qu'autrement il soit escrit au stile de Parlement composé en François: mais en iceluy mesme stile, il est dit que par arrest il auroit esté ordonné que pour raison d'iceux despens des crieies le demandeur se pouruiroit par action simple, & ne peut les auoir par fin de proceder, sçavoir est, qu'il n'estoit tenu suriceoir la poursuite de la matiere de crieies, & interposition de decret, iusques à ce qu'il fut payé desdits frais. Toutesfois puis peu de temps en ça Monsieur Payen Lieutenant du Seneschal de Giuray à saint Maixant, homme fort docte en Droit, & es lettres humaines, & longuement versé en son office de iudicature, m'a dit auoir baillé sentence, laquelle a esté confirmée par iugement du siege Presidial de Poictiers, par lequel a esté dit, qu'à bonne cause le poursuuant des crieies auroit empesché la main-leuee des biens crieiz, iusques à ce qu'il fust satisfait des despens, frais & mises des crieies, & de ce qui s'en estoit ensuiuy, nonobstant que la dette principale pour laquelle estoient faites les crieies fust consignée. Et la raison estoit, qu'il estoit plus raisonnable que les biens crieiz demourassent tousiours saisis, que le poursuuant des crieies fust tenu faire autres nouuelles crieies, apres auoir eu condamnation desdits despens & frais: laquelle condamnation a accoustumé estre faite par la sentence de priorité & postériorité. Mais il me semble, que le poursuuant des crieies

criees, ne fait rien pour son auantage d'empescher ladite main-leuee, pour
 ledits despens & frais: car quand il n'en auroit eu condamnatiō par action
 simple, & taxe, il pourroit trouuer quelques autres biens du debteur, sur
 lesquels il pourroit se faire payer, ou en tout euenement, il pourra encores
 s'opposer pour ledits despens, apres qu'ils seront taxez. Et s'il n'y auoit au-
 cun dernier enchenteur, on auoit cy deuant accoustumē, que le Iuge par
 deuant lequel les criees estoient pendans, ordonnoit que l'opposant, qui
 estoit le dernier en l'ordre de priorité, enchenteiroit, autrement qu'il seroit
 debout du droit de son oppositiō: & ainsi tous les autres apres luy estoient
 tenus enchérir. Mais la Cour de Parlement n'agueres a corrigé cela, & or-
 donné que l'opposant premier en l'ordre enchenteiroit, & les autres ensui-
 uans apres luy. Car quand le dernier opposant estoit tenu enchérir, il ne
 se trouuoit souuent rien pour le payer de son deu, ne les autres opposans: &
 parce il prenoit peine pour neant. Et quand le premier opposant enchente-
 roit, ne peut faillir à estre payé sur son enchere. Mais s'il y a quelqu'un des op-
 posans, qui requiere les biens criez luy estre adiugez, à la charge de payer les
 autres opposas, & luy, il y doit estre receu, s'il n'y a autre enchenteur: mais
 par la sentence de priorité, il est dict que le demandeur en criees sera pre-
 mier payé des frais faits pour les criees, & de ce qui s'en est ensuiuy, & ce qui
 est bien de raison: car les opposans par le moyen desdites criees & procès,
 qui s'en est ensuiuy, ont conserué leurs debtes & droicts.

Et pource qu'il y a diuersité de Coustumes quant à faire criees & sub-
 haistations, & qu'il faut garder la Coustume du païs auquel elles sont faites,
 & que la Cour de Parlement bien souuent interloquoit que les criees se-
 roient certifiées par le Iuge & Practiciens du lieu, où elles estoient faites,
 qu'elles estoient bien & deüement faites, selon la Coustume dudit lieu:
 pour obuier à telles interlocutoires, par les Ordonnances m dernieres, art.
 79. est dict que le poursuivant des criees, auant qu'il s'en puisse ayder, ne
 faire aucune poursuite d'icelles, & sur peine de nullité desdites criees, est
 tenu incontinent apres icelles faites, les faire certifier bien & deüement,
 selon les anciennes Ordonnances, & faire attacher la lettre de certifica-
 tion à l'exploict des criees, sous le seel du Iuge qui l'aura fait. Et la maniere
 de faire ladite certification est, que ce requérant l'Aduocat ou Procureur
 du poursuinât les criees, le Iuge à iour ordinaire de Cour ou Plaids, fait lire
 par son Greffier, ou par autre, à haute voix le procès verbal desdites criees
 en presence des Aduocats & Procureurs du siege: à chacun de lesquels apres
 il demande si lesdites criees sont bien & tolemnellement faites selon la
 Coustume du païs: & apres suiuant leur aduis, les declare bien ou mal fai-
 tes, & en fait faire registre par son Greffier. Et en auoir n esté faite presque
 pareille Ordonnance par la Cour de Parlement dès le quatorzieme iour
 de l'anuier mil cinq cens vingt quatre, par laquelle la Cour auoit ordonné
 outre, que les Iuges Aduocats & Procureurs seroient tenus faire icelles
 certifications sans rien prendre des parties.

Le Iuge apres auoir veu les pieces donne sentence, par laquelle il adiu-

1. Le poursuivant
 des criees doit in-
 continent apres
 icelles faites, les
 faire certifier: &
 la maniere de la
 certification.

6. Comment le
dernier enchere-
seur est mis en
possession des cho-
ses adiugees par
arrest.

ge. au plus offrant & dernier enchereur, les choses crieées pour la somme de deniers qu'il aura enchery: laquelle il declare, & le condamne à la mettre au Greffe, pour par son Greffier estre distribuee au demandeur en crieées, & opposans selo la sentence de priorite & posteriorite par luy auparavant donnee, de laquelle il declare la date; & ordonne que les frais & mises des crieées, & de ce qui en est ensuiuy, seroient les premiers prins sur ladite somme, & payez au demaendeur & poursuivant lesdites crieées, desquels il le referue la taxe à luy, & interpose le decret & autorité de sa Cour sur ladite adjudication: & donne en mandement au premier Sergent de la Cour, ou autre sur ce requis, de mettre le dernier enchereur en possession reale & actuelle des choses adiugees, & de faire inhibitiō & defense au defendeur & tous autres, de non y troubler n'empescher ledit dernier enchereur. Et par lesdites Ordonnances dernieres, article 85. o est dict qu'és Arrests ou sentences d'adjudication de decret, ne seront d'oresnavant insertez les exploits de crieées, n'autres pieces qui par cy deuant auoient accoustumē estre insertees: mais sera seulement fait vn recit sommaire des pieces necessaires, comme il se doit faire és Arrests & sentences donnees aux autres matieres. Et ne doit le Greffier deliurer ledit decret qu'au dernier enchereur, sans permission du Iuge, ne mesmes au dernier enchereur: que prealablement il n'ait consignē p au Greffe la somme de deniers, à laquelle il a enchery, ou bien informē le Greffier de quittance des creditours, qui soit en forme authentique, de laquelle il laissera copie audit Greffier.

7. Que l'enchere
dure iusqu'à tant
que le decret soit
scellé.

Et iusqu'à ce que le decret soit scellé, il est permis à vn chacun d'enchery: mais apres les crieées parfaites il faut faire l'enchere au Greffe: & le Greffier suiuant ladite Ordonnance ancienne q de la Cour, mettra vn brief d'icelle enchere, signé de luy contre la porte de l'Auditoire du siege: & prendra garde que ledit brief y demeure affiché par huit iours entiers. Et sil y a aucune enchere qui ait esté faite entre les mains du Sergent qui a fait lesdites crieées, il doit mettre & afficher semblable brief de la dernière enchere contre ladite porte de l'Auditoire. Et en ladite Cour de Parlement, ledit brief doit estre mis contre le premier huys de la grand' Chambre du plaidoyer, & y doit demourer par quinze iours entiers. Et doit estre declaré par vn des Huissiers en iugement, la Cour tenant en ladite grand' Chambre ledit prix de la dernière enchere, auparavant que faire mettre ledit brief contre ledit huys: & lesdits quinze iours passez, ledit prix doit estre encores déclaré en la maniere susdite. Et si apres la premiere declaration dudit prix suruiennent les Vacations des vendanges, icelles nonobstant à ladite quinzaine sera faite ladite seconde declaration dudit prix en la Chambre ordonnee pour le temps des Vacations. Et comme dessus est dict, aucuns Iuges referuent au decret à forellore les opposans & tous autres de toutes autres charges hyporeques, seruitures, droicts & devoirs quelsconques qu'ils pourroient pretendre par dessus les choses crieées. Et sil y a aucunes rentes constituées à prix d'argent, que nous nommons rentes volans & generales, pour raison desquelles ait esté formee opposi-

tion, il est dict par le decret que lesdits opposans seront payez de leur sort principal, & loyaux cousts & arrerages. Ce que les autres luges font par la sentence de priorité & posteriorité. Et me sembleroit mieux convenable le mettre par ladite sentence, que par l'adjudication ou decret. Et combien que par l'Ordonnance du Roy François faite sur la reformation de certain Siéle du Chastelet de Paris, touchant les crieies & subhastations au mois de Novembre l'an mil cinq cens vingt-sept, & publiee & enregistrée en la Cour le vingt-quatriesme de Mars mil cinq cens trente-neuf, ce est limité, pourveu que celuy auquel est due la rente, la demande & requie-
re : toutesfois les luges & la Cour de Parlement plus souuent le font sans ce qu'il soit requis par les parties. Et par la Coustume de ce pais de Poitou les devoirs Seigneuriaux, sçavoir est fonciers & feodaux, sont exceptez, jasoit qu'il n'en soit nommément rien dict par la sentence. Et si pour raison des arrerages d'iceux devoirs fonciers ou feodaux il y a eu opposition ou non, neantmoins le dernier encherisseur sera contraint de les payer, si celuy auquel elles sont dues le requiert : & semblablement les arrerages d'autres rentes non admortissables : ainsi qu'il est dict par ladite Ordonnance. Et par lesdites autres rentes que foncieres, dont parle ladite Ordonnance, j'entens les rentes constitues à prix d'argent auparavant trente ans : car elles ne sont plus regulierement admortissables apres ledit temps passé. Mais par les Ordonnances du Roy Henry deuxiesme de ce nom, publiees sur le fait des crieies, le vingtquatriesme iour de Novembre, l'an mil cinq cens cinquante & vn, article trezieme, a esté ordonné que lon seroit tenu s'opposer aux crieies pour les rétes foncieres n'emportans fief, autrement on est forclos. Laquelle Ordonnance ie trouue eüst fort pernicieuse & dommageable à la republique. Car il y a hôme demeurant à Paris, qui a des rentes foncieres à la Rochelle, sur heritages situez en ladite Rochelle, où lon fera les crieies ; & à défaut de s'opposer il perdra sa rente. Et si ores il a vn Procureur à la Rochelle, le Procureur ne sçaura rien desdites crieies ou sera corrompu, & ne s'y opposera point : & sera ainsi perdre la rente. En outre, l'est mieu procès entre vn creditur ayant obligation expresse de tous biens, & vn autre creditur a sentence contre ce mesme debteur, de quelque somme de deniers. Lequel des deux seroit preferé. Car comme celuy qui auoit hypothèque tacite par la sentence eüst pris aucuns immeubles obligez des heritiers du debteur en payement de sa debte. L'autre creditur ayant obtenu aussi sentence par vertu de sadite obligation, fait saisir & mettré en crieies, apres commandement fait de payer iceux mesmes immeubles baillez en payement. Le creditur qui les auroit prins en payement, s'oppose tendant à fin de distraction desdits immeubles. Par Arrest de la Cour, il fut dict que distraction en seroit faite, sans preiudice de l'hypothèque du dernier creditur, qui auroit obligation. Et par apres ledit dernier creditur intente action hypothecaire contre celuy qui auroit obtenu ladite distraction, lequel y defend : parce que lesdits heritiers du debteur n'auoient esté discutez. La Cour par son Arrest ordonne que discussion sera faite : icelle faite

est ordonné par la Cour que les criées encommencées seront parachevées, & que le premier créancier, qui n'avoit que sentence, rendroit à l'autre créancier les frais des criées. Dont résulte que celui qui a obligation expresse, est préféré à celui qui n'a que sentence: & que l'hypothèque tacite ne naît que du jour de la sentence; comme il est dict par l'Ordonnance ou Edit des Greffes des Insinuations, fait le 4. May 1553. & pour plusieurs autres raisons par moy allegues en celieu, & mesmes Insinuations forenses Latines.

3. Comment les
rentes se peuvent
admettre.

Toutesfois par l'Edit & Ordonnance du Roy François, faite en Septembre v. 1559. & publiée en la Cour en mesme an le cinquième iour de Février, est permis admettre les rentes deües sur les maisons situées es villes, citez & faux-bourgs du Royaume, en rendant le prix pour lequel elles auront esté acquises, & payant les ancrages, à la raison d'un pour quinze iours au temps de l'admission, si l'appert du prix qu'elles ont esté acquises. Mais s'il n'en appert, elles seront admorties en rendant pour chacun denier de ladite rente quinze deniers, soient lesdites rentes deües à gens laïcs, ou gens d'Eglise. Quelles solennitez y doivent estre gardées, il est amplement déclaré par ladite Ordonnance; laquelle ie ne voux icy transplanter, ne la modification de la Cour faite sur icelle, parce qu'elles sont imprimées. Et j'ajoür qu'aucuns doutent que les rentes foncières deües sur les maisons & places desdites villes, citez & faux-bourgs, y soient comprises: neantmoins les termes de ladite Ordonnance, sonnent assez, qu'elles n'y sont incluses, pource qu'il est dict qu'elles seront admorties pour mesme prix qu'elles ont esté constituées, Mais le doute est plus grand, s'il n'appert de la creation ou constitution, & qu'il y ait plus de trente ans qu'elles ont esté créées & payées, si elles sont présumées estre foncières, ou generales & constituées à prix d'argent, & par ce moyen sujettes à l'Ordonnance. Et me semble qu'elles doivent estre présumées generales & constituées à prix d'argent: car c'est la moindre & moins onéreuse espèce de rente, & dont par le moyen de ladite Ordonnance on pourra se charger, & liberer lesdites maisons & places. Et quand par la sentence de priorité, ou postériorité, y a eu conclusion des autres hypothèques & devoirs, sauf ceux par lesquels y a eu opposition faite & receüe: on adiuge seulement par la sentence du decret lesdites choses criées fraîches, libérées & déchargées de toutes dettes, hypothèques & autres devoirs & droicts, fors ceux qui sont cōtenus & déclarés par ladite sentence de priorité: sauf aussi les devoirs seigneuriaux & feodaux: comme dict est. Et apres ce, sont exclues toutes personnes de dettes, devoirs & droicts qu'ils y pouvoient pretendre, dont ils n'auroient formé opposition: soient gens d'Eglise, mineurs, ou autres personnes privilégiées quelconques: ainsi qu'il appert par l'article penultime de la Coust. de Poictou, qui est generale en ce Royaume. Mais y si un mineur de vingt cinq ans, ou autre personne privilégiée estoit enormement deceüe par ladite vendition, & beaucoup plus d'autre moitié de iuste prix, ou qu'il y eust esté fait dol ou fraude evident: si la sentence de decret est donnée par les Juges inferieurs, il en faut appeller: & par le

benefice de l'appella Cour de Parlemēta de coustume de mettre au néat l'appel, & ce dont a esté appellé, & ordonner que l'appellāt sera receu à retirer à luy, & rauoir la chose aliēnee, en payant le sort principal & loyaux cousts, & en refondant les despens de la cause d'appel. Et si le decret est donné par vn Iuge duquel on n'appelle sans moyen à la Cour, sera pour le mieux que l'appellant dudit Decret obtienne Lettres Royaux adressans au Iuge de l'appel, par lesquels luy sera mandé, que s'il luy appert de ladite enorme lesiō, & de beaucoup outre moitié de iuste prix, ou de dol ou fraude euidēt interuenū en l'adiudication: ou de la nullité d'iceluy, en ce cas il procede au iugēmēt de la cause d'appel cōme de raison, sans auoir esgard ne soy atterster audit decret. Et le semblable doit estre gardé quāt aux Decrets interposez par les Iuges sur l'alienation des biens immeubles des mineurs, esquels n'ont esté gardées les tolemitez du droit ciuil: sçauoir est, qu'ils n'ont esté faits avec cognoissance de cause: jaçoit qu'aucuns disent qu'il suffit auoir lettres Royaux pour casser, rescinder & annuler ledit decret, & contraindre les detenteurs des choses aliēnees à en laisser iouyr le mineur & luy en rendre les fruičs. Toutesfois ladite voye d'appel, jointes ledites lettres Royaux est la plus seure. Mais si l'adiudication par decret est faite par la Cour, il faut obtenir lettres Royaux en forme de Requeste ciuile adressans à la Cour, par lesquelles sera mandé, s'il luy appert cōme dessus, casser, rescinder, & retraçter ladite adiudication, & nonobstant icelle receuoir le suppliant à retirer à luy & rauoir les choses adiugees en refondant le sort principal, & loyaux cousts tels que de raison, & luy seront ledites lettres interlinees: mais il payera les despens de l'instance d'icelles lettres si partie aduerse ne les debat par maniere qu'on ne vuide la matiere sur le champ: car si partie aduerse les debaroit en telle maniere, que pour allegation de quelques faits la Cour appointast la matiere au conseil, il n'y auroit raison que ladite partie aduerse ne fust condamnée es despens depuis le iour que la matiere auroit esté ainsi appointée au conseil, & ainsi en fut dit par Arrest es Grāds iours tenus en l'an 1531. à Poictiers au mois d'Octobre, & par iceluy Arrest le defendeur eut les despens de l'instance des lettres Royaux, parce que la matiere fut voidée sur le champ: & si fut dit que le demandeur & poursuivant l'enterinement d'icelles lettres rendroit le sort principal, & loyaux cousts de ladite adiudication dedans certain temps qui luy fut prefix par la Cour: autrement qu'à defaut de ce, l'adiudication sortiroit son plein & entier effect. Et le semblable auoit esté decisi par plusieurs Arrests de Bordeaux escripts par mondit sieur Bohier en ses decisiōns du Parlement dudit lieu, en la question 141. & aussi pour l'Eglise, & pour vn marchant d'Angleterre absent, & demourant en Angleterre, duquel les immeubles assis au ressort du Parlement de Bordeaux auroient esté vendus par criées & decret. Toutesfois par ledit arrest d'icells Grands iours, le Secretaire qui expedia les lettres Royaux susdites, l'Aduocat qui les minura, & le Procureur qui les mit au Seau, furent chacun d'eux condamnēz en vne amende: que l'on trouua fort estrange, veu qu'elles furent enterlinees.

9. Les solemnitez
des crieurs procé-
dant tant par
decret ou adju-
dication, que par
lettres obligatoir-
es passées sous
seel Royal, sont
pareilles.

Est à noter qu'on garde pareilles solemnitez, tant es crieurs, qu'en procédures & sentences & adjudication, quand les crieurs sont faites * par vertu de lettres obligatoires passées sous seel Royal, ou autre seel authentique Et jaçoit que par les Arrests compôsez ou redigez par élcir par Maître Jean le Coq en la question 146. loit dit, que comme les Seigneurs au bef desquels les choses saisies & crieurs par vertu de lettres obligatoires passées sous seel Royal, estoient assises, eussent demandé le renuoy del'instance d'adjudication & interposition de decret desdites choses crieurs estre fait à leur iurisdiction, ledit renuoy ou obeysance leur fust i'endu. Et combien que ce soit chose raisonnable, & conforme au droit commun: & que tout ainsi que le Seigneur a le renuoy de son homme, aussi qu'il ayt le renuoy touchant la chose de son fief: neantmoins ie n'en ay point veu encores vser. Et communément le Juge qui a baillé le mandement de debitis par vertu duquel on a fait la saisie & les crieurs, cognoist des oppositions qui sur ce interviennent, & fait l'adjudication, & interpose le decret. Vray est que par nostre coustume de Poitou (comme dit est cy-dessus) & qui a lieu en plusieurs pays de ce Royaume les crieurs doivent ^b estre faites au lieu, où sont les choses saisies & situées. Et quâd les biens criez sont en plusieurs prouinces & ressorts, les crieurs se doivent faire selon la coustume de chacun ressort, où leldits biens sont assis. Mais quand par vertu de sentence donnée avec cognoissance de cause, ou pour les delpeus protedez d'icelle, seroit faite la saisie & les crieurs: ie serois d'aduis que le Juge qui auroit donné la sentence, deuroit cognoistre des oppositions faites es crieurs, & adiuget & interposer le decret: car ce depend de l'exécution de la sentence laquelle luy appartient. Bien la peut-il commettre au Juge du lieu, où sont les choses crieurs situées: mais à ce n'est ^c adstraint, s'il ne veut: & tels executeurs & Commissaires, ainsi commis ont cognoissance de cause, & peuvent estre reculez: & souuent la Cour de Parlement & des requestes baille telles commissions. Et quand il y a plusieurs pieces de terre crieurs & subhastées pour mesmes debtes, & qu'ils se trouuent plusieurs encherisseurs, dont l'un veut vne piece de terre, & l'autre l'autre par encheres particulieres: le Juge les doit adiuget particulièrement: & ainsi en fut dit par Arrest de la Cour de Parlement à Paris, en l'an 1573, ainsi que recite Monsieur Rebuffe en la premiere partie de ses commentaires sur les Ordonnances Royaux fuillet 171. ^d

10. Quels exe-
cuteurs de sen-
tence sont irre-
quiesables.

Mais il y a aucuns executeurs de sentence qu'ils n'ont cognoissance de cause: & tels ne peuvent estre reculez, ^e côme si le Juge commet son Greffier pour faire quelque appreciation de gain, ou d'autre espeece, ou pour recevoir caution de certaine somme de deniers: ou quand il commet vn sergent pour faire commandement, ou faire extraicts en autres choses: car le sergent ne peut estre reculé. Mais la Cour de Parlement à Paris vse d'un remede singulier cōtre les recusans, ou autrement delayâs & empeschâs sans raison vne caution estre receuë. Car elle condâne le delayant à payer sans caution dedans certain téps. Comme elle fit par son Arrest du 12. d'Auril, 1526. Toutesfoies selon mô aduis, le Juge inférieure, ne le pourroit faire. Car il ne peut

retracta la sentence, laquelle il retracteroit en condamnant à payer sans caution. Mais les inférieurs à l'exemple de Messieurs des requestes, pour obuiuer à ces recufations, en donnant sentence de garnison de mains, ils condamnent à garnir, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles.

Et combien qu'en nos institutions Latines nous ayons traité ceste matiere au lieu où nous parlions des Commissaires commis par les Sergens au gouvernement des choses faictes, toutesfois il m'a semblé plus propre, & à propos le reserver à cest endroict.

Souuentefois aduient que pendant ces matieres & procez de cries, comme estans les plus longs qu'ayons en pratique, y aucunes des parties plaidans, decedent, & meurent, & couient faire adiourner les heritiers ¹ en reprints ou repudiation de procez, à ceste cause, & pource que n'auons pointraité encores de ces matieres, il en conuient icy traicter. Si dōc l'une des parties decede, & que le procez n'ait encores esté mis en droit l'air, faut que celui qui a interest en l'aduancemēt de ladite matiere, cōme en toutes autres matieres, face adiourner les heritiers, & du defunct pouruenir reprendre le procez, en procedāt au lieu du deffūct, ou iceluy procez repudier. Et si les adiournez ne comparent à la premiere assignation, le iuge ordonne qu'ils serōt adiournez sur defaut, & avec intimation: & s'ils detailleñt encores au iour assigné, il donne cōtre eux defauts, & aus tour le profit, sauf quel que iour: car comme dit est cy-dessus par la nouuelle Ordonnance, n'est pas requis qu'obtenir defauts, & le iour du sauf passé & escheu le iuge les declare contumax: & en adiugeant le profit desdits defauts, tient ledit procez pour repudié, & les condāme es despens tant d'iceluy procez: que de l'instance de la reprise, tels que de raison, & es amēdes des defauts enuers la Cour: car il faut entrée que pour chacun defaut il y a amende ¹ cōtre le defaillant es cours Royales & autres inferieures: mais non es cours de Parlement. Et en aucuns lieux es Cours Royales, comme en ce pays de Poictou, l'amende est de sept sols six deniers, es Cours de la Seneschaucee de Poictou: mais on la modere communement à cinq sols. Et en aucuns pays y a amende tousiours contre celui qui perd la cause, comme en ceste Seneschaucee de Poictou, où il y a amēde tant en la cause principale, qu'en la cause d'appel: & aussi grosse contre l'intimé comme contre l'appellans, sçauoir est de soixante sols tournois qu'on modere toutesfois à quarante sols tournois. Et à la Rochelle y a amende seulement en matiere de complainte, & de commandement fait par vertu de lettres obligatoires contre celui qui perd la cause iadisindēmēt. Et en matiere d'appel contre l'appellans seulement, & non contre l'intimé, cōme en la Cour de Parlement. Et ce s'il y a contestation en cause quant aux matieres & instances principales & premieres en ce pays de Poictou seulement: mais à la Rochelle n'est point quant à ce requise, aucune contestation de cause. Et quant es matieres d'appel n'y faut pareillement en ce pays de Poictou aucune contestatiō en cause, ne conclusiō, cōme en procez par escrit, qui equipolle à contestatiō. Et si les parties s'accordent apres la contestation & qu'il ne soit point dit

11. *Comment
l'on doit adiour-
ner les heritiers
de celuy avec
qui le procez des
criens est pendus
quand il est de-
cedé, pour prô-
der ou repudier
ledit procez &
des defauts qui
s'y commettent.*

par accord qui doit payer l'amende, les deux parties sont condamnées à la payer par commun, sauf à repeter cōtre celui qui la doit payer par la nature de l'accord. Mais quand les heritiers adiournent comparent, ils peuuent à la premiere assignation demander delay de quarante iours pour delibérer, & leur sera octroyé, sinon que partie aduersé vueille maintenir qu'ils se sont portez heritiers: car en ce cas n'ont delay que de huitaine, & ainsi en fut dit par Arrest le tiers iour de Mars 1529. Et parce moyen les delays sur ce introduits de droit escript sont abolis. Neantmoins en quelque siege Royal le luge bailla delay de six mois, & audit iour de six mois, parce que c'estoit durant Feries de mestives, il dit n'estre tenu de proceder & demande estre réuoyé à la prochaine Cour apres mestives. Ce que le luge luy donna, & veu qu'il ne veut rien declarer le luge le declare heritier absolu ou simple, dont il appelle. Le fus d'auis l'appel estre soustenable, attendu que ledit luge ne pouuoit au temps desdites feries donner telle sentence. Mais si ceust esté iour de Cour ordinaire, il deuoit bailler défaut à défaut de declarer, & tout le profit que de raison, sauf huitaine, & à défaut de rabat declarer ledit defendeur contumax, & par le moyen de sa contumace, le declarer heritier simple, & pour tel le tenir. Car tousiours il faut tenir le contumax pour tel qu'il est plus expedient à sa partie aduersé le tenir, par les raisons que ie deduits amplement en mes institutions Forenses en cest endroit. Et par Arrest de la Cour donné le penultiesme iour d'Aoust, l'an mil cinq cens cinquante fut adiugé tel profit de défaut, & le procez tenu pour repudié. Et apres ledit delay passé faut qu'ils reprennent ou repudient: toutesfois auant que reprendre peuuent demander estre informez des derniers arremens, & procedures de la matiere: & apres qu'ils auront veu lesdites procedures, pourront auoir encores vn delay ordinaire de huitaine ou quinzaine pour voir si les arremens & procedures baillées sont les dernieres, & s'ils doivent proceder suiuant icelles. Et pour oster l'occasion de ce delay, faut qu'e leur faisant bailler l'adiournement pour venir reprendre ou repudier, on leur face bailler l'adiournement pour venir reprendre & proceder suiuant lesdits registres ou repudier: & leur bailler coppie desdits registres. Et s'ils le reprennent, ils procederont suiuant lesdits registres iusques à sentence en la maniere susdite. Et s'ils repudient, sera contre eux baillée telle sentence qu'il eust esté baillée cōtre le defunct s'il eust succédé, & eust perdu sa cause. Et semblable forme de reprendre ou repudier procez on tiert en toutes autres matieres, & aussi quand aux veufues és pays, ésquels par la communauté de leur mariage elles sont tenuës des debtes de leurs maris pour la portion que par la coustume du pays elles sont tenuës.

Pareillement si vn Beneficié plaide touchant les droicts estans des appartenances de son Benefice, & il decede s'il est religieux, suffit i adiourner le successeur en Benefice pour reprendre ou repudier le procez. Mais s'il est Prestre seculier, il faut faire adiourner ses heritiers pour le reprendre ou repudier pour le regard des fruiets de la chose dont est question, & des despens du procez, iusques au temps du decez dudit beneficié: car il y a cou-

Aume

*22. De reprendre
ou repudier le
procez d'un be-
nificié decédé.*

flume en ce pais de Poictou, qui est generale par tout ce Royaume, que les parens des Prestres seculiers, & Eueques leur succedent, quant aux meubles & acquests: & pource les fructs jaluez comme estans ameublis, & les despens comme estans personnels, appartiennent à leurs heritiers. Car quant es charges reales elles suivent les Benefices: & le successeur est tenu du procès intenté par son predecesseur, ou contre ledit predecesseur, touchant lesdites charges reales pour le regard de la continuation d'icelles charges, & des despens de son temps, voire fussent les reparations escheues du temps de son predecesseur, ainsi qu'a esté dict par Arrest du Parlement de Thoulouse, cōme atteste mondit sieur Bohier en ses Decisions du Parlement de Bourdeaux, en la question 204. Mais si le Beneficié estoit Religieux, l'Abbé qui a pris les meubles de son Religieux est tenu des despens jugez contre son Religieux, touchant le procès des choses dependans du Benefice que ledit Religieux tenoit dudit Abbé. Semblablement les administrateurs & des Colleges & Communautez sont tenus de reprendre le procès de leurs predecesseurs en ladite administration, si lesdits procès concernoient les droicts & choses desdits Colleges & Communautez: mais non, si lesdits procès concernoient le titre de leur administration, laquelle ils auroient contenu contre vn riens. Tout ainsi qu'un successeur en benefice, n'est tenu des despens du procès qu'auoit son predecesseur pour raison du titre du Benefice.

Mais on a fait douter, si les Decimes lesquelles sont imposees par le Roy, par maniere d'octroy & subsidie catitatif, sur les Benefices, si c'est charge reale ou personnelle: & auoir esté, si on peut saisir le Benefice pour raison des Decimes deues du temps du predecesseur en Benefice. Et comme à la requeste de l'Eueque de Maillezay, Commissaire en ceste partie de par le Roy, eust esté fait saisir le temporel d'un Prieuré, pour la Decime deue du temps du predecesseur Prieur Commendataire dudit Prieuré & le successeur aussi Commendataire dudit Prieuré se fust opposé & porté appellant de ladite saisie, & fut la cause plaidee au grand Conseil où le doient traiter telles causes: l'Advocat de l'Eueque voyant qu'il perdoit la cause, parce que ledit successeur estoit frere de son predecesseur, va maintenir que ledit successeur se soit porté heritier de son frere, & en auoit prins les meubles: au moyen dequoy ledit Conseil ordonna que ledit Eueque ferroit preuue dudit fait: & fut donné ledit Arrest le 14. iour d'Aoust 1537. & parce que ledit Eueque depuis ne fit n preuue dudit fait, ledit Prieur eut Arrest diffinitif à son profit. Mais quand le procès est mis en droit, ou en la cause d'appel les parties ont conclud, comme en procès par escript, tout ainsi que par cy deuant en la Cour de Parlement à Paris, on ne laissoit point pource à iuger le procès sans auparavant faire reprendre ou repudier le procès par les heritiers de l'vn ou de l'autre partie, qui estoit par apres ledit procès mis en droit, & decedee: Aussi par les Ordonnances dernieres, article nonante, est dict que tous iuges pourront proceder à bailler sentence, sans faire adioutner les heritiers en reprint de procès,

Ggg

13. *Decimes imposez sur les Benefices. Or quel le charge c'est, reale ou personnelle.*

si auant le decés le procès auoit esté mis en droict: p & vaudra la sentence donnée contre celuy qui estoit decédé au temps d'icelle. q

14. *Différence entre un heritier & vn successeur en Benefice: & des resignans & resignataires, quâd mors entremont.*

Et à ce lieu tant en matiere beneficiale, quant au successeur en Benefice, qu'en matiere prophane cōtre l'heritier: combien qu'en autre cas y ait difference entre vn heritier, & vn successeur en Benefice, parce que l'heritier a cause & droict du defunct; mais non le Beneficié de son predecesseur en Benefice: ains du collateur, par lequel il a esté pourueu, jaçoit qu'il fust resignataire. Mais neantmoins le temps de la possession du resignant sert au resignataire, & se conjoint par accession avec le temps de la possession du resignataire, soit pour empêcher le sequestre, recreance, maintenue, ou le Benefice de la Pragmatique sanction & concordat au titre, *De pacificis possessionibus*: tellement que combien que par la trentre-quatriesme reigle de la Chancellerie Apostolique, le resignataire, quand la resignatiō est expediee en Cour de Rome, il doit faire publier & fulminer ses Bulles sur le lieu du Benefice dedans six mois, & prēdre possession du Benefice: & si la resignatiō a esté admise és parties ou pais, où est le Benefice, dedans vn mois doit ladite fulmination & execution des Bulles estre faite: autrement si le resignant meurt en possession du Benefice, il est censé vacquer par mort, & non par resignatiō: toutesfois aucuns entendent ladite reigle n'auoir lieu sinon qu'après le decés du resignant; le resignataire eust esté en demeure par six mois, ou par vn mois de faire executer ses Bulles ou prouision: & que tāt que vit le resignāt, le resignataire n'est point adstraint audit temps. Et faut entendre que ladite reigle de Chancellerie est receüe en ce Royaume, avec celle de *versimili notitia*, & autres, mais non pas toutes. Mais si le resignataire ou successeur le veut faire subroger au lieu du defunct ou resignant, faire le peut apres le procès en droict, ou la conclusion faite comme en procès par escrit. Et s'il est receu à faire production nouuelle dedans quelquetemps, & il ne la face, il l'en faut faire forclore, comme s'il auoit tousiours esté partie en la cause. Et parce qu'un resignataire d'un Benefice auoit esté ainsi subrogé en la Cour en vn procès touchant le titre du Benefice, & receu à faire production nouuelle dedans certain temps, & ne l'auoir fait, & y auoit ja cinq ou six ans passez apres ledit delay: il fut donné Arrest contre luy: mais au moyen de ce qu'il supposa en l'execution dudit Arrest, & remonstra qu'il n'y auoit eu forclusion de produire, jaçoit que l'executeur dudit Arrest l'eust debouté de son opposition, il en appella, & gaigna la cause par Arrest, & fut le premier Arrest cassé, combien que l'intimé remonstrast que ledit temps de cinq ou six ans escheus apres ledit delay de produire, deuoit equipoler à forclusion.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LIX.

Des oppositions formées aux criées, &c.



A plus-part de ce chap. 59. est prins & extraict des Annotations de nostre Auteur mesmes.

b Cest Art de l'an 1539 a esté des-jà touché sut le chap. 58.

c *Infectionem crescit condemnatio. §. ex quibusdam, insit de obligat qua ex qua-*
si contr. nase Nov. 18. de triente & sem. cap. 3. A utent. qui propriam. C. de non nu-
pre. Suivant l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1563. art. 8. Ceux qui
 nieront leur seing mis & apposé és cedules & promesses par escript, apres la verifi-
 cation pour condamnez au double de la somme portee par les cedules ou promesses,
 ainsi qu'il est contenu au liu. 4. de la Conser. des Ordonn. tit. 2. *Rebuffe traict. de Chir. Or-*
ced. recog. art. 2. gl. 1. nu. 37. où il dict que la peine du Droit civil n'est point gardee en
 France, ainsi que le Juge condamne la partie à faire amende arbitraire selon la qua-
 lité de la personne, & du fait suivant le *cas. fraternitas. 12. g. 2.* Par la contestation en
 cause l'hypothèque naist, ou pour le moins en procès criminel ou extraordinaire du
 iour de la sentence: Pour le premier chef, Fulgose & Paul de Castre sont de cest ad-
 vis; & pour le dernier Balde & *Alex. immol. in l. rescriptio. D. de pacti.* Combié qu'en France
 cesse facile hypothèque sic lieu en criminel du iour que les biens ont esté annotez
 & saisis selon l'opinion de Rebuffe. Partant en matiere civile il est bien raisonnable
 que telle hypothèque ait aussi lieu du iour de la contestation ou de la sentence. *Quo-*
niam in iudicio, quasi contrahitur. l. 3. §. Idem scribit. D. de pecul. 1. Fisi quis ex quasi contractu tac-
itam natus sit hypothecam. Laferrier. §. fide. de iur. fide. Par la Pratique generale de France,
 hypothèque naist & procede de la sentence, apres qu'elle a esté donnée contre le cri-
 minel, suivant l'Ordonn. des Greffes des Innuations, publiee le 4. May 1553. ainsi
 qu'il est monstré dans nostre texte.

d *L. contrahitur. D. de pign. l. 17. §. 2. D. de pacti. l. 1. in prin. D. de pign. act. l. 2. C. quatenus pign. §.*
si quis serviana Insit. de acti.

e *D. l. 4. D. de pign. l. 4. D. de fide instrumentorum. Finit enim de his scripturae, et quod aliam est*
per eas factibus probari possit, & sine his tales quod aliam est si habeat probati in em.

f Notatur in l. cum r. 112. C. de prob. l. 17. C. de pacti. l. scripturas 12. C. qui pot. in pign.

g Cecy est pris des Annotations. *Vide Boer. qu. 243. nu. 14. ex Const. Cor. 8. 1490.* Papon
 liu. 4. des Arrests, tit. 12. Arrest 3. & 4. & liu. 20. tit. 3. Arr. 13. ainsi qu'il est noté cy dessus
 és Annotations du chap. 7. de ce premie liure.

h Jusqu'à ce que le decret soit scellé. Coust. de Paris, art. 356. dont sera parlé cy
 dessous en ce chapitre.

i Cecy est pris des Annotations. *Vide l. 7. C. de bonis. aut. iud. poss.*

k *L. 2. C. de Compensat. Per obligationem debiti impeditur venditio pignoris. Notatur in Lere-*
dier. D. de distr. pign.

l *Arg. l. quod qui natus. D. de priuile. cred. l. 12. D. de reb. aut. iud. poss. l. 5. D. V. in poss. l. 15. D. de*
dam. inf. l. 7. C. de bon. aut. iud. poss. l. quod ad priuile. D. Dispos. toam. Faber in l. si eo temp. C. de
remiss. pign. vide l. 1. C. qui pot. in pign. & l. 1. C. de his qui in prior cred. loc.

m Il entend l'Ordon 1539. & depuis a esté faite celle de Henry II. 1551. art. 3. Et par
 Arrest de la Cour du 4. iour de Ianuier 1552. auparavant lesdits Ordon auoit esté or-
 donné, que d'oresnauant quand aucunes criées seroient presentes pour certifier à
 aucuns Juges, ils seroient tenus les faire lite en iugement à iout de plaids, & d'nrant
 iocux: & icelles ainsi leues par deliberation des Practiciens delids plaids en iugement
 certifier, si elles sont bien & deuement faites selon les vs & coustume des lieux, où
 les choses criées sont fitees & assises ou non; & de tout sera fait mention en l'acte
 de certification, sans que pour faite ladite certification lesdits Juges & Practiciens
 prennent aucune chose des parties poursuivans lesdites criées. Au surplus est à noter
 que par les susdites Ord. il n'est pas expressement dict, en quelles iurisdiction's Roy-
 ales ou subalternes, la certification des criées se doit faire. Mais par plusieurs Arrests
 de la Cour, mesmes vn donné le 12. iour de May 1577. de relecture, plaider & iussion &

Robert, il a esté ordonné que la certification de criées se feroit patdenant les Juges Royaux seulement, & non patdenant les Juges des Seigneurs iusticiers. *Chopin, lib. de Comm. Gall. Coufuet. praecept. cap. 3.* Baequet traité de Iustice, chap. 16. *num. 12. 15. 16. & 17.* recite vn autre Arrest du 16. Ianuier 1537. dont auons parlé és Annotations sur le 1. chap. de ce liure 1. entre M. Loys de Rohan Prince de Guymeué, Comte de Montfort, appellant du Baillif de Montfort l'Amaury d'vne part, & Jacques Petit Sergeant Royal au Bailliage de Montfort, & la communauté des Sergens dudit Bailliage intimez. Voyez l'Arrest du 10. iour de Feurier 1532. recité par M. le Maistre, Traicté des criées: Papon liu. 18. des Arrests, tit. 6. Arrest 19.

n Cecy est pris des Annotations: mais en ce cas il faut vn peu remaquer la diuersité des Arrests ou Ordonnances de la Court pour les dates. Car Rebuffe, *tom. 2. lib. 7. de praecon. in art. 4. gloss. vn. num. 9.* recite l'Ordonnance de la Court du 4. iour de Ianuier cy dessus recitée. Et au mesme lieu nombre 13. & 14. il rapporte vn autre Arrest du 12. iour d'Auil auant Pasques 1514. par lequel il est defendu au Juge de prédre aucune chose pour la certification des criées. Pareil Arrest du 14. Feurier 1521 au profit de Maistre Lambert de Vny, demandeur & poursuivant certaines criées, suivant la gloisse, *in l. sacra 3. in verbo cu. dispositione. C. de praecon. sac. seru.* Papon liu. 18. des Arrests, tit. 6. Arrest 11. recitent les deux Arrests cy dessus recitez.

o De l'au 1533.

p Il sera contraint par empisonnement de sa personne, ainsi qu'il a esté dict par Arrest du 11. Ianuier 1519. Et par autre Arrest du 19. Mars 1536. il est aussi defendu aux Commissaires de ne receuoir aucuns encherisseurs, sinon argent comptant. Rebuffe *traicté de lit. obligat. art. 11. gloss. 3. num. 16.* Auecnefois l'adiudicataire ou dernier encherisseur a esté condamné par Arrest à configner dedans le mois, & depuis en cent lures d'amende vers le Roy, ledit temps passé & aux despens, dommages & intersts de la partie. Arrest du 6. iour de Iuillet 1518. Toutefois il est aucunesfois exécuté, si l'y a cause legitime, côme si la maison principale est brulée avec ses meubles precieus & vtilleilles, ou autre raison pertinente. Arrest du 23. iour de Iuillet 1517. par lequel il fut condamné, comme dict est *Rebuffe, tom. 1. traicté de praecon. art. 5. gloss. vn. 13. & 18.*

p Cecy est pris des mesmes Annotations.

q *L. fin. C. de fide. & iure. hyst. spec. Gall. q. 2. Rebuffe, tom. 2. de praecon. in art. 4. gloss. vn. num. 33.* Par Ordonnance de la Court du 7. iour de Ianuier 1492. fut ordonné que lon ne seroit receu à soy opposer à aucunes criées faites par l'Ordonn. d'icelle Court, ou en exectuant les Arrests d'icelle, apres ce qu'elle aura cogneu & discuté des oppositiōs mises en icelles criées. & de la priorité & posteriotité: Mais sera lon receu à encherir iusqu'à ce que le decret des criées soit scellé. Aucuns la cotēt du 15. iour de Feurier, ou 18. ou 19. 1492. & porte qu'apres la discussiō des opposans, & Arrest de priorité & posteriotité, aucun ne sera receu à oppositiō, mais seulement pourra encherir iusqu'à ce que le decret soit scellé. Et auit que deliurer aucun decret des choses criées, l'enchere sera publiee à la Barre de la Court par cedule attachée, qui y demourera l'espace de 15. iours, lesquels passez les l'adiudication des lieux criez publiee en iugement à iour de plaidoirie: & si les plaidoyries sont finies, sera publiee à la Barre de la Court: sinon *ex beneficis principis*, & en refondant les despens. Laquelle Ordonn. a esté depuis souuent confirmée par Arrest, mesmes le 6. iour de Iuin 1521. au profit de Jean de la Roche, contre René Foullcau. *vide l. si priusquā. C. de distr. pign. 3. lib. 1. traicté de praecon. art. 5. gloss. vn. num. 10.* Et est à noter que ledit decret estant scellé, nul opposant ne sera receu, ores qu'il vueille encherir, mesmes sous pretexte que telle coustume n'est approuuée du Roy. Arrest du 1. iour de Feurier 1533. entre Jean Burgalet & Pierre Chartuerie, & Benoist Martinet. Pareil Arrest du mois de Iuin 1547. recité par ledit Rebuffe au lieu sus allégué, nombre 11. les creanciers néanmoins sont biē tousiours receuables auant la distribution des deniers, à l'opposer, mais non pas pour encherir. Ainsi par Arrest du 14. iour de Feurier 1569. furent receus quelques creanciers, en cores qu'apres le decret ils interuinsent, pourueu que ce soit auant la sentence d'ordre, que lon appelle iugement de priorité ou posteriotité, ou bien distribution de deniers: & fut inirmée la sentence du Prensost de Paris, qui auoit debouté vn creancier opposant pour estre venu

à tald. *Vide l. 1. Vbi Auzof. C. de fundo rei priv. Et l. 1. 1. 1. Et l. 1. fin. C. de vend. reb. cin. lib. 11. Borr. quaff. 1. 48.*

r Del'an 1517-mise au 10.liure de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 1. Faber in § dominus. Inst. de mixal. A 7. scribit sibi videtur si creditores faciat vendere bona in quibus sunt homines con ditionales vel vassalli, ut hi debant au diri, si velint libertatem redimere, licet contra hoc esse dicat. ca. 1. Et a. extra. de iudic. Mais l'Authcur n'approuue pas l'opinion de Faber à cause de ladite Ordonnance de l'an 1517.

s Papon liure 18. des Arrests Tit. 6. Arrest. 128. cite ce passage, où il dit que nostre Autheur estime que sans ce qu'il y ait pour lesdits arrearages aucune opposition, ils seront payez par l'acheteur, suivant la Coustume de Poitou. Toutefois que l'on observe en pays de Droit écrit, & en Bourbonnois, que s'il n'y a demande des arrearages, l'acheteur n'en doit rien.

t *Vide l. 1. Fab. in l. 1. C. de his qui in prior. cred. loc. succ. Rob. Traict. de const. r. d. c. h. c. 418.*

v Cecy est prins des Annotations; & trouuerez les Ordonnances par luy allegées en la Conference des Ordonnances Royaux liure 4. Tit. 6.

x *L. quicunque. C. de fide & iure bap. fical. qui est aussi estendu aux ventes des particuliers. Ffistis enim non alio iure quam priuatis vni censetur, nisi id lege nominatiue euectur. l. 1. C. de pri. heret. lib. 1. Mais il faut attribuer cela à la solemnité des crieres qui se fait publiquement.*

y Tant de l'ancienne que nouuelle c'est le 444. de la nouuelle.

z Selon la disposition de la l. 1. C. de pradiu & aliu reb. minor. aucuns estiment qu'un mineur peut obtenir restitution contre vne vente & adiudication par decret de ses immeubles & heritages. [*Alber in l. vlt. C. de in integr. rest. Borrus est de meisme aduis en ses décisions quaff. 141. où il dit que cela a esté souuent iugé au Parlement de Bordeaux. Le meisme se garde à l'égard de l'Eglise, & dvn Anglois absent qui estoit demourant au Royaume d'Angleterre, lequel ne pouuoit estre tenu à la Coustume de Bordeaux comme estant estrange. n. 1. 1. C. de sum. xru. Ceste raison pourroit estre resfutee: parce qu'en France nous auons égard à la Coustume du lieu, où les choses sont situées. Faber in d. l. 1. C. de sum. xru. Car le mineur est tenu & obligé à la Coustume ne plus ne moins qu'un majeur: & partant ne peut estre restitué contre icelle. Lest siue heredi. § Lucius. 7. de a. l. m. iut] ladite Loy premiere s'entend seulement d'une vente qui n'est point faite par decret & authorité de iustice. Mais en tel fait il n'est necessaire que les solemnitez ayent esté exactement gardées & obseruées. *Vide Rob. Traict. de preconiis Art. 7. gloss. vni. num. 28. Et l. 1. C. si adu. xru. pignorum lib. 1. § si adu. D. de distract. pignori. Bald. in d. l. 1. C. de in integr. rest.**

a Cecy est tiré des Annotations, l. c. m. vni. §. 4. qui poss. d. & p. g. D. de reb. au 7. j. d. l. qui autem, & scilicet in d. qui in fraudem creditorum.

b *L. 1. C. si in causa iudic. pign. capium sit. Faber in l. 1. C. de l. 1. 11.*

c *d. l. 4. Dico Pro § (testamentum D. de re iudicata. Voyez le Chap. 63 cy dessous, & liure 2. Chap. 16.*

d *Tom. 1. Traict. de lit. oblig. Art. 11. 4. m. 4. ne se faut arrester au succillet coné, qui est des premieres impressions.*

e *Cap. noui. ext. de in l. 1. Et ibi DD. meum executor non recusat: sed in m. 1. Robuff. Traict. de preconi. Art. 9. gloss. vni. num. 48.*

f *Faber in l. vlt. C. de exec. non iudic. au executionem nec pro barede nec contra heredem fieri posse, nisi summaria procedas cognoscere. Masuer. Tu de execu. & subhast. m. 1. Et a. tradit instrumentum non d. r. p. f. f. executioni pro barede non contra heredem, cui consenti Bari. in l. si decesserit. D. Quis iud. cog. D'autant qu'en France toutes executions cessent par la mort du debiteur, & non pas par celle du creancier.*

g *Guid Pap. quaff. 86.*

h Il faut garder le Stil & Coustume de chacune iurisdiction.

i *Vide comment in. in Pragm. sancti. Tit. de pacif. poss. in gloss. in verbo possidet. [Faber in § pen. Inst. de perper. dit qu'il est gardé en la Cour de France, quand il y a protez contre vn Eueque ou prelat pour raison de quelque crime ou delict, qui est cōtété, le successeur est cōtrainct de proceder où le bien réposel de son Eueque ou dignité est faisi.*

& ne pourfuit le delinquant, s'il s'en va antrepart. Ce qu'il estime estre inique: & est aussi abrogé. *Vide Paul. Cast. & Abat. in l. de doli 1. 4. qui post & ibi text. D. ad urb. l.)*

k *Seculus in cap. praesentium. De pign. em. per cap. 1. de solut. Auf. in Stil. Parl.*

l *Idem Secul. in cap. aduersi. de immunit. eccl. & Auf. in Stil. Parl.)*

m Cécy est prins des Annotations.

n *Vide comment. in Pragm. sanct. Tit. de annat. in verbo Decima. Bald. in L. neminem, & C. de fac. eccl.*

o Comme toutes actions personnelles, Notatur in l. 1. D. ad Trebellianum.

p Cela est contre le droit, An l. pen. D. quæ sentent. fins app. resind.

q Rebus in Praesat. in const. regias num. 97. iure civili si appellam moriatur, tenentur heredes ad causam appellationis, l. 1. C. si pendens app. mori interuenit. l'intimé n'est tenu faire appeller tels heritiers: mais si l'intimé meurt, il doit faire appeller les heritiers, ou délaisser le procès (siuant les derniers arrets). *Stil. Parl. tit. de adiournam.* Toutesfois s'il y a interruption, les heritiers ne sont tenus reprendre, s'il n'estoit releué par lettres de l'interuption. Au reste si le poursuivant cesse les poursuites des cries, vn des creanciers se peut faire subroger en son lieu: en cas de negligence, & payant les frais: iugé par Arrêt le 11. Decembre 1540. Rebuffe, tom. 2. Tract. de practen. Art. 4. gloss. unica. m. 5. & 6.

r La Coue n'en reçoit que trois, ainsi qu'il a esté dict cy-dessus: celle de pacificus possessoribus, esté prinse de la Loy d'oubliace ou amnistie, introduite en France, ainsi qu'il a esté monstré es Annotations du Chap. 16. cy-dessus.

CV 1 370

DE FORMA NOMINIS IN CAUSAM iudicati capiendi.

CAP. LX.

Sperest explicanda nominis in iudicati causam capiendi forma. Ad quæ quidem tamen si per imperiales constitutiones non nisi tertio loco peruenire licet, hoc die tamen ab ea impune sententia exordimur executionem postquam igitur condemnatus iudicatam pecuniam soluere iussus non obtemperat, denuntiat illi executor; se nomen debitoris eius pignerare. Deinde addit debitorem, cui gesta significat, interdicitque ne debitum creditoris eidemque condemnato soluat: alioquin eius restitutioni perinde ac æri fiscali publicique fieri obnoxium. Tum diem illi constituit, utrumque condemnato, quæ scilicet ille in iure iudicio debuitum condemnatus aduersario tradat, condemnatusve reo aut assentiat, aut repugnet. Quod si nominis debitor absuerit, contumacia reus non aliter peragitur, quam supra, quum de iudicio in absentes dirigendo dicere mus, expositum fuit. Ceterum si præsentem nominis debitorem non occurrat condemnatus, eremo dicimus in illum decernetur, nominisque pecunia aduersario condemnati præstabitur. Sin autem, omnes iudicio se sistant, controuersia legitimo decurret ordine, contractus modo ordinis dilationibus. Tamen si professio nominis quantitas incognita sit victori, non minus tamen eius pignorationem curabit exercendam. Sanè debitorem coram iudice interpellabis, ut debiti summam, interpositio iureiurando profiteatur.

DE LA FORME QV'ON DOIT GARDER
sur le fait des saisies & Arrests de debtes deuës aux obligez
ou condamnez, vente de leurs Estats & offices: ensemble
de la cession d'actions, & prerogative de l'hypothèque
speciale.

CHAP. LX.

- | | |
|--|--|
| <p>1. Execution sur les debtes deuës au débiteur.</p> <p>2. Pratique au fait de l'exécution ou Arrest fait sur le débiteur du débiteur.</p> <p>3. Des despens adingez au débiteur & comme ils peuvent estre arrestez.</p> <p>4. Comme les gages ou pensions d'un Juge ou officier & les fruits du temporel d'un Beneficier sont ausi saisis.</p> | <p>5. De vendre l'office du débiteur condamné qui n'est soluable en autres biens.</p> <p>6. Tous condânez de debtes peuvent estre contrainsts à faire cession des droicts & actions.</p> <p>7. Quand les saisies & Arrests ne sont faitz par autorité de Justice, comment procedera le créateur.</p> <p>8. Autre remede pour se faire payer.</p> |
|--|--|

Reste à declarer la forme de proceder par executiō sur les debtes deuës au débiteur, ou condamné. Et combien que selon droit commun on ne peut commencer par ceste voye l'exécution d'un Jage, ains estoit seulement loisible d'en vier apres auoir prins par execution les biens meubles & immeubles du débiteur, & iceux auoir vendus: toutes fois au iourd'huy on peut par nostre vñance commencer l'exécution par ceste voye, mesmement que par l'Ordonnance dernière cy-dessus alleguee on n'est point tenu faire perquisition de meubles auant que faire saisir les immeubles. Or pour venir à la pratique de ceste espeece d'exécution, il faut premietement faire commandement au condamné de payer: & s'il est refusant ou delayant, faut que le sergent luy declare qu'il l'aist telle somme de deniers ou quantité de bled, ou d'autre espeece à luy deuë par tel, iusques à la concurrence de la somme contenuë, par la condemnation: si plus la dette le monte. Et incontinent apres que ledit sergent ou autre se transporte par deuers celuy qui doit la dette, & luy declare comment par vertu de telle condamnation à defaut de payemēt de tāt, il a prins & saisi en la main du Roy à la requeste de tel,

1. Execution sur les debtes deuës au débiteur.

2. Pratique au fait de l'exécution ou Arrest fait sur le débiteur du débiteur.

la faïſſe durerait: & pouuoient bien valoir ſes Benefices faiſis la ſomme de ſept cens liures de reuenu ou enuiron. Et fut ladite prouiſion faire & adiuſſee, tant pour ſes alimens, que pour la pourſuite de ſes procéſs.

Voire ſi les gages d'un Office qui ſe peut vendre, comme d'un Office d'Huiſſier en la Cour, ne peuvent ſuffire au payement, le demandeur & pourſuiuant l'execution peut pourſuiure le condamné pardeuant Juge competet, qu'il ait à reſigner ledit Office au profit du dernier encheriſſeur, & luy bailler procuration pour ce faire, pour iceluy eſtre vendu au plus offrant & dernier encheriſſeur, pour des deniers qui en yſtront, en eſtre ſatisfait audit demandeur: & ſera le condamné contraint à ce faire & ſouffrir. Et combien que ce ne puiſſe aduenir ſouuent, neantmoins parce qu'il eſt aduenu: & ainſi en a eſté dict par Arreſt du Parlement de Rouënie l'ay bien voulu icy inferer, pour ſeruir en cas ſemblable. Et ſi vn Office venal, ſçauoir eſt, qui ne ſoit de Iudicature, eſt faiſi pour quelque debte, le debteur ne peut reſigner ledit Office au preiudice de ſon creditur, mellement ſi celuy au profit duquel on a reſigné eſtoit pleinement certioré d'icelle faiſie, qui ſeroit ſi ladite faiſie luy auoit eſté lignifiée par vn Sergent, preſens Records. Voire comme tel cas ſur aduenu, celuy qui ainſi auroit eſté pourueu de l'Office, auroit eſté debouté de l'oppoſition par luy faite à ladite faiſie, & ordonné que ladite faiſie tiendrait. Dauantage, comme aucun euſt promis par instrument authentique reſigner en faueur d'un autre vn tel Office venal, & euſt baillé procuration à reſigner entre les mains de Monſieur le Chancelier, dont vn tiers aduertit trouue moyen de pratiquer celuy qui auoit baillé ladite procuration pour reſigner, & de l'en faire bailler vne autre, & par vertu d'icelle ſe fait pouruoir dudit Office, auant que celuy qui auoit la premiere procuration l'eſt fait admettre: fut dict par Arreſt, que le pourueu dudit Office, par vertu de la ſeconde procuration, ſeroit tenu & contraint par empiſonnement de ſa perſonne reſigner ledit Office à celuy qui auoit la premiere procuration. Mais ſi celuy qui a promeſſe de reſignation, & expedition de la prouiſion d'un Office à quelque peine pecuniaire dedans certain temps, & obligation ſpeciale de l'Office à ce faire: & neantmoins eſt fruſtré de ladite promeſſe & l'Office baillé & expedié à vn tiers, ignorant ladite promeſſe: y a grand doute, ſi de plein vol pour ladite peine commiſe, il peut faire faiſir ledit Office: veu qu'au temps de la faiſie il n'eſt plus en la poſſeſſion du debteur. Et ſembleroit qu'il ne le peut faire, non plus que laiſir vne maïſon ſpecialement hypothecque pour vne debte, apres que la maïſon n'eſt plus en la poſſeſſion du debteur. Car combien que ſpeciale hypothecque empêche l'alienation de la choſe hypothecque,^b autre choſe eſt de la generale hypothecque: laquelle ſelon noſtre vſance n'empêche l'alienation. Toutefois l'empêchemēt d'alienation ne fait pas que de plein bond on ſe puiſſe adreſſer au tiers poſſeſſeur, ſans diſcuſſion preallable du debteur: ains ſeulement, qu'on puiſſe demander par action reuocatoire, la caſſation & reſoluſiō de l'alienation, ou bien apres diſcuſſion du debteur, ſ'adreſſer par action hypothecaire contre le poſſeſſeur de la choſe ſpecialement hypothecque.

ſ. Deuoir l'office du debteur condamné, qui n'eſt ſoluable en autres biens.

6. Tous condam-
mez de debtes,
peuvent estre con-
trainz à faire
ciffes des droicts
& action.

7. Quand les fai-
sies & Arrests ne
sont faits par au-
thorité de iustice,
comment proce-
dera le creditur.

Et en general, tous condamnez peuvent estre contrains faire cession de leurs droicts & actions contre leurs debiteurs, à ceux, esquels ils sont condamnez. Apres telles saisies & Arrests, le condamné ne peut pas agir ne proceder par execution contre ses debiteurs.

Mais si les saisies & Arrests ne sont faits par autorité de Iustice, ^h le creditur peut nonobstant l'empeschement d'un tiers, faire proceder par execution pour raison de sa dette sur son condâné, sinon que le tiers l'opposât à l'execution qu'on feroit sur le condamné, & que ledit tiers prétendist la somme, dont il y a condamnation, luy appartenir: car en ce cas faut recevoir le tiers à opposition, combien ores que lesdites saisies ou empeschemens ayent esté faits sans auctorité de Iustice: comme si vn tiers declare au debteur d'un autre, qu'il l'oppose à ce qu'il n'ait à payer à celuy qu'il doit, & face seulement signifier l'opposition par vn Sergent: auquel cas l'entens la saisie n'estre faite de la somme deüe solennellement, ne par auctorité de Iustice: neantmoins le meilleur est de ne proceder par execution pour raison de ladite dette: mais il faut que celuy auquel est deüe ladite dette, face adjoûner le debteur pour luy payer ladite dette: & en cas de debat en venir garnir sa main par vertu du iugé, ou lettres obligatoires, offrir bailler caution d'icelle sommer rendre, s'il est dict en fin de cause que faire se doive. Et aussi à mesme iour faire adjoûner l'opposant pour faire voir lesdits payemens & garnison de main, & les consentir ou dissenter, si bon luy semble, & apres la demande proposee, si l'opposant n'informe promptement & par escrit authentique de causes valables pour l'empeschement, le Iuge les appointera à escrire & produire au principal: & par maniere de prouision, condamnera le debteur à garnir la main du demandeur, en baillant ladite caution. Et bien souuent le Iuge sur ladite garnison appointe la matiere en droit: où il n'y a grand propos: car il faut la vuidier sommairement sur le champ, sinon où elle excéderoit vingt-cinq liures tournois: car pour faire la sentence executoire nonobstant l'appel, il vaudroit mieux en faire procès par escrit, & appeller six Conseillers, suiuant l'Ordonnance dernière dont nous parlerons cy apres plus amplement.

8. Autre remede
pour se faire
payer.

Il y a vn autre remede pour empeschement k telles saisies & Arrests, & contraindre cependant son debteur à payer: sçavoir est, qu'il faut se porter appellant de l'Arrest ou saisie: car par ce moyen elle sera suspendue, & pourra lon executer pendant l'appel. Mais ce remede est dangereux pour deux moyens: l'un, que l'appel n'est receuable, s'il n'est conuertie en opposition: & y a danger qu'entre les deux la partie anticipe en l'appel: car en ce cas il faudroit payer les despens de la cause d'appel. L'autre moyen est, qu'aussi bien attente l'appellant, que l'intimé, & pource l'appellant attenteroit en faisant executer par dessus la saisie de laquelle il seroit appellant. Parquoy le premier remede est meilleur, jaçoit qu'il soit plus long: & d'iceluy peut on user, quand ores les saisies des deniers sont faites par autorité de Iustice, comme quand il n'y a que simple opposition.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LX.

De la forme qu'on doit garder, &c.

Eg. *A Divo Pio. D. de re indicata.*b *Guid. Pap. quæst. 181.*c *Guid. Pap. qu. 140. dict que le debiteur ou condamné ne peut re-*

cevoir le debte qui luy est deu, apres qu' Arrest a esté fait sur le deb-
 teur du debteur. *Bar. in l. mulier. D. de lege commissor. finon que ledit*
 debteur vueille donner bonne & suffisante caution à son debteur de l'acquies-
 & indemniser en tout & partie, comme il est mesmes noté és Additions sur le *Barol. ad*
l. non solum. §. morte. D. de non. oper. nunt. num. 35. neâmoins le plus seur est, que le debteur
 ou condamné n'y touche apres l'Arrest. Mais le debteur sur lequel ledit Arrest a esté
 fait, a tres-grâd interest de retenir par deniers luy la somme ou chose arrestee. Car si
 la paye ou deliure, il sera contrain par emprisonnement de la personne à la rendre &
 restituer, ayant fait le payement outre & par dessus ledit Arrest, sans ordonnance de
 Justice, & sera condamné és despens de l'instance, dommages & interetels enuers le
 creancier. Au moyen dequoy nostre Auteur est d'aduis, qu'il est plus raisonnable
 que la caution s'oblige avec le debteur, & condamné, sous mesmes peines & con-
 traintes. *Felin. in cap. cum M. Ferrarier. §. extr. de const. num. 40. scribit hoc cautionem remedia suc-*
curs aduersus inhibitionem factam à iudice, ne debitor creditorum soluat, quamvis ex causa ad sit
conscriptor, etiam si illa non appareat. Sin autem huiusmodi denuntiatio fiat à primato, exigitur et cau-
sa huius sit vera. Et videtur alioquin non est illi parendum, ut in l. nomen. C. Qua respignor. l. 3. & 7.
C. de her. vend. l. 18. D. de pignor. act. l. etiam. C. de execut. rei indic. l. 1. non primi. C. quando situe
vel primi. non intelligitur. §. 3. D. de iure fisci. Quod si sit eiusmodi, obsequendum est quidem, prater-
quam in tribus casibus, qui notantur in Authenti. de deposit. & de iur. seu. l. 88. Vnde licet in resti-
tutione depositi, ad iud. conduclorum, pensionis atque annonarum civilium prestatione. Paul. C. si. in
l. heres. D. ad Tr. bell. ait, ut huius prestationi pecunias debitorum sequestrari in cursu.

d Chap. 7. §. 9. & 10.

e *Notatur in l. Commodu. D. de re indicata. l. stipendia. C. cod. sit. cap. Odoardus. De solut. extr.*f *Felin. in cap. qua in ecclesiis, num. 74. extra. De const. probat. per cap. dudum. extra de decimis.*

Au reste, si les Dismes sont infeco-iez, ils peuvent estre saisis & mis en criées, non seu-
 lement pour les fruits, mais aussi la propriété. Car alors ils sont tenus pour chose
 prophane & temporelle, & par conséquent peuvent estre saisis. *Faber in §. item. Seruati-*
on. Instit. de acti. on.

g Cecy est prins des Annotations. *Vide not. in l. cap. Odoardus. De solut. extra.*

h Par la Coustume de Paris, art. 96. 310. & 311 il se cognoist que les offices venaux
 s'ot reputez immeubles, & ont suite par hypoteque, quâd ils sont mis en criées: mais
 que les creanciers viennent à contribution sur les deniers procedans de la vente &
 adjudication par decret, art. 350. Et sil est Roy, & la prouision prise du Roy, &
 l'Office comptable en la Chambre des Compres, les criées se font deuant la princi-
 pale porte de l'Eglise S. Barthelemy, parroisse de la Chambre des Compres, & les af-
 fiches & pannonceaux estre mis, tant contre la principale porte de ladite Eglise, que
 contre la maison, où est demourant le debteur en ladite ville ou faux bourgs, article
 311. Et pour le regard des autres Offices, en la parroisse du siege, dont depend & se
 faict le principal exercice dudit Office, ainsi qu'il est esphiqué en la Conference des
 Coustumes, partie 2. tit. 3. & 16. Les Offices de Iudicature ne sont point reputez ve-
 naux, mesmes les Estats des Preuosts des Marechaux, leurs Lieutenâs & Archers, sui-
 uant les Ordonnances, qui defendent la vente de tels Estats & Offices, ainsi qu'il a
 esté souuent jugé par Arrests de la Cour. Tontesfois il se trouue Arrests contraires
 qui ont esté donnez puis peu de temps.

i Cecy est aussi tiré des Annotations. *Vide d. l. etiam. C. de executione rei indicat. l. non*
intelligitur. §. 3. D. de iure fisci: & autres cy dessus recitees. Voyez du Moulin sur l'art.

Hhh ij

108. de la Coutume de Bourbonnois. Par Arrest du 15. iour de May, 1528. a esté iugé que le debteur du debteur (sur lequel l'Arrest est fait, est condamné à vuidier ses mains, sans despens à son esgard, pourueu qu'il n'ait contesté sur ledit Arrest. *Reboss. tract. de lit. oblig. art. 7 gl. vn. num. 13.*

i Felon. iud. cap. cum M. Ferras in su. extr. de censu. baillie ce remede d'agir, contra posses-
tem ex condicione, l. diffamati. C. de iugen. manum.

DE IUDICATI EXCEPTIONE, QVO dari præcipitur quantitas.

CAP. LXI.

De iudicati
executione,
quo dari præ-
cipitur quan-
titas.



Quæritur, si alterius quantitatis danda quis condemnatus sit quàm nummaria, ut puta tristici, vini, olei, & reliquorum id genus, iudicatur ab executore ipsi condemnato quantitatem solutio: quam si recuset, alibi manus publica in res condemnati inicitur. Venditio tamen pignorum differtur donec quantitas à iudice aestimata fuerit: proinde manus iniectione, dies condemnato dicitur, ut interfit aestimationi. Alibi verò non prius manus sit iniectione, quàm aestimata quantitate. Priori tamen usurpationi acquiescere propius accedere putarem. Interim namque, dum rem ad aestimationem accersetur, res suas domo efferret, fraudemve aliam committeretur, qua iudicatis frustreretur executionem. Aestimatur autem quantitas, siue condemnatus absit, siue adsit, dummodo cum peremptorio deuocatus sit. Adhibetur insuper virorum usu peritorum aestimatio iureiurando confirmata, quam iudex ita sequitur, ut si condemnatus præstanda quantitas ex contractu proprio obligatus fuerit, maiore anni tempore quanti plurimo illa valuerit, hanc aestimationem dare iubeat. Quòd si ex alieno contractu, ut puta, quod prædæ quantitatem annua pensationi mancipata possideat, conuentum fuerit, tanti aestimatio adiudicabitur, quanti eo anno quo debiti dies cecit, quantitas illa frequentius venum ierit.

DE LA MANIERE D'EXECVTER LES Sentences, par lesquelles lon est condamné à bailler bled, vin, huyle, &c. ensemble de l'ap- preciation desdites especes.

CHAP. LXI.

- | | |
|---|---|
| 1. Execution des sentences por-
tant conlammation de bailler | bled, vin, huyle, &c.
2. Forme de faire apprecier &c |
|---|---|

- analer les bleds, vins & autres especes, auant les Ordonnances 1539.*
3. *Tesmoins comme estoient examinez auant lesdites Ordonnances pour ce regard.*
4. *Ordonnance de l'an 1539. interpretée.*
5. *Rapport des gros fruiſts pris sur le registre du Greſſe.*



Ous auons exposé iusques icy des executions des sentences, par lesquelles on est cōdamné bailler deniers: il faut à present parler de la maniere d'exécuter les sentences par lesquelles on est cōdamné à bailler bled, vin, huyle, & autres semblables especes: car c'est le second membre de nostre diuision cy-dessus declarée. Pour exécuter donc telles sentences, il faut par vertu d'icelles faire commandement par vn sergent au cōdamné de bailler à celuy qui a obtenu à son profit, l'espece de bled ou autre mentionnée par la sentence, & s'il est refusant ou delayant suiuant l'Ordonnance dernière, ^a dont cy dessus auons parlé au cōmencement de ce liure, ^b on peut faire saisir les meubles & immeubles du cōdamné, & en garnir la main de iustice iusques à la concurrence de ce que vray semblablement peut valoir ladite espece, auant que proceder à l'appreciation d'icelle: & apres ladite saisie, & auant que vendre les choses saisies, il conuient que le cōdamné soit adiourné pardeuant le luge qui a donné la sentence pour voir apprecier ledit grain, ou espece: & avec intimation au cas appartenant. Et parce que où il est besoin faire telle appreciation, communement le luge commet par sa sentence Commissaire le Greſſier de sa Cour, pour faire ladite liquidation & appreciation: en ce cas il faut adiourner pardeuant ledit Commissaire. Et si le dit cōdamné default au iour assigné, le luge ou Commissaire dōne contre luy de fault, avec tout le profit, veus les exploitz: & ordonne que nonobstant iceluy il procedera à ladite liquidation. Et ce fait, ^c le demandeur en execution de ladite sentence produira tesmoins pardeuant le luge, ou Commissaire: lesquels receus, & faits iurer de dire verité, seront examinez de la somme de deniers qu'a valu ladite espece en trois termes & saisons de l'année, en laquelle elle deuoir estre payee, & lesquelles saisons l'on a accoustumé vendre telle espece plus communement. Et peuuent tous les tesmoins estre examinez ensemble à vne fois: & s'ils deposent de plusieurs & diuers pris, ^d le Commissaire appreciera ladite espece au moyen pris de trois, dont ils auront depōsé. Mais à present n'est mestier de faire ouyr tesmoins sur ladite appreciation, si on est cōdamné de rendre telles especes du temps qui est ensuiuy puis lesdites Ordonnances dernières: car comme nous auons dict cy-dessus où nous ^e auons parlé en general de la liquidation des fruiſts, on doit faire ladite appreciation par extraict du registre du Greſſier de la Cour Royale du lieu où ladite espece estoit deuë, par lequel extraict est contenu

1. *Execution de sentence portant condamnation de bailler bled, vin, & huyle.*

2. *Forme de faire apprecier & auoir les bleds, vins & autres especes auant les Ordonnances.*

3. *Tesmoins & leurs examinez auant lesdites Ordonnances pour ce regard.*

le rapport de la valeur de ladite espee en l'annee dont est question: & ne peut-on faire ouyr sur ce tesmoins, parce que ce est introduit pour se leuer les parties des frais: sinon que le Greffier qui est tenu d'en faire registre, n'en eust fait registre: car on pourroit faire ouyr tesmoins: qui est vne des causes pour lesquelles i'ay mis icy la maniere de faire ladite appreciation dont auant ladite Ordonnance auions accoustumé vser: aussi par ce qu'il aduient souuent qu'on est cōdamné bailler telles especes lesquelles estoient deües auant l'Ordonnance susdite, & avec ce pour monstrier la grāde utilité laquelle nous vient desdites Ordonnances dernieres. Semblable forme gardera-l'on, si le condamné comparoit au iour à luy assigné à voir faire ladite appreciation: & pourront le demādeur & le condamné assister & estre present à la deposition des tesmoins qui seront ouïs sur ladite appréciatiō. Est besoin sçauoir que si le defendeur est tenu de son fait bailler ladite espee comme par obligation par luy faite: en ce cas on ne le peut cōdāner à bailler ladite espee à l'estimation qu'elle a plus ^f valu. Mais si le defendeur n'est tenu de contract fait avec luy, ains du fait d'autrui, comme s'il tient quelques lieux subiects à certains grains de rente, laquelle n'a esté cree avec luy: en ce cas on le condamne à payer lesdits grains à l'estimation qu'ils ont valu communement en l'annee de laquelle ils sont deus. Et ce doit estre entendu du pris qu'ils ^s ont esté vendus par la plus grand partie deladite annee. Et ainsi en fut dir par arrest le 16. iour de Feurier, l'an 1530. Et combien qu'au cas dudit arrest le condamné fut obligé de son fait payer quelques grains de rente qu'il auoit vendu & cōstitué sur les biens, & pour ce eult esté condamné par le iuge *à quo*, payer lesdits grains à l'estimation que plus ils auoient valu: neantmoins la Cour ayant regard à la grād cherté desdits grains en l'annee, & au pays où ils estoient deuz, amēde la sentence pour ce regard: & ordonne que lesdits grains seront payez à l'estimatiō commune. Plus conuient noter, ^h qu'au Chastellet à Paris, quand on y condamne à payer les arerages d'une rente fonciere, & à continuer, on ordonne par mesme sentence, que les lieux sur lesquels elle est due, seront criez, subhastez & vendus au plus offrant & dernier encherisseur, ce qui est fort raisonnable: & pource me semble que les autres Iuges le pourroient ainsi faire. Neantmoins i'entendrois qu'auant que faire crier & vendre les lieux, il faudroit faire commandement de payer les arerages. Et jaçoit qu'on puisse subhaster les lieux: toutesfoi n'est osee à celui qui a obtenu ladite sentence, la puissance & faculté de faire saisir les meubles de son condamné pour les arerages escheus au temps de la sentence: attendu nelement que par nostre coustume, arerages de rente, voire fonciere, sont debtes personnelles. Et apres la liquidation ou appreciation faite, on procede au parsus de l'exécution, comme si on estoit condamné à bailler deniers par la premiere sentence. Conuient entendre que quand est question de la valuation, ou estimation du reuenu annuel d'une piece, on prend les baux à ferme de la piece: ou s'il n'y a baux à ferme, le reuenu annuel des dix annees dernieres: & en fait-on vne somme, laquelle on partist & diuise en dix parties, & estime-l'on le reuenu annuel autant que se monte l'une des diz parties.

4. Ordonnance
de l'an 1539. in-
terpreter.

5. Rapport des
gros fruits pris
sur le registre
du Greffier.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXII.

De la maniere d'exccuter les sentences, &c.

a Il cinq cens trente neuf. art. 76.



b Chapitre 4.

c Les Commissaires ou experts, appelez tesmoins doivent inter selon leur art & experience, si la chose de laquelle ils iurent se peut percevoir par aucun sens corporel, *Felin. in c. exliu. De probat. extra.* Mais la valeur de bled se peut percevoir par sens corporel. Ils peuvent bien estre examinez en la presence des parties selon l'aduis de nostre Auteur. Ce que nous ne gardons point: car les Luges font sortir les parties, & prennent le rapport des Commissaires, qui ne doivent neantmoins estre contrains à faire leur rapport à part & separement les uns apres les autres, veu que cela apporte peu ou point du tout de preiudice aux parties, *Bald. in l. prolasam. C. de sent. & interlor.* Les Luges font à present retirer les parties, ainsi que dit est, afin que leledits Commissaires ou experts facent en leur absence plus librement leur rapport, & en apres ordonnent que les parties prendront communication dudit rapport.

d *Bald. in l. unic. C. si seruus exierit emi se mand. Felin. in cap. cum causam. extra. De testib.* De probatione valoris, vide *Lanfranc. de Oratio in cap. quoniam contra. De probat. extra.*

e Chap. 41. de ce premier liure.

f *Iuan. Gall. quest. 4. Ludovic. Rom. Consul. 107.*

g Ceey est prins des Annotations.

h Ceey est aussi tiré des Annotations.

i Voyez le Chap. 56. cy-dessus de ce 1. liure.

QVOMODO CONDEMNATVS AD IVDI-

catum faciendum cogatur, vbi nec mobilia, nec

res foli extant.

CAP. LXII.



Porro, vbi condemnatus mobilia adseruat domi, obseratū quidem scribitur, executor id ipsum iudici renuntiabit: qui praesentia illi aut cum peremptorio vocato, postulante etiam victore, executori potestatem faciet condemnati domum ingrediendi, reuulsi quoque serui, testes modo huius interfins. Quoniam non deesse plures scio, qui eius sior sententia, ut ne id venia quidem petita à iudice executori liceat: quorum certe opinionem curia superem a iudicio approbatam audimus. Sanè quum mobilia oculis adeo condemnatus recondit, ut nulla opera queant reperiri, aut tanta laborat inopia, ut bonorum omnium egeus sit: iudex illi praesenti iuxta atque absenti, modo cum peremptori clausula accersito, diem persequente victore constituet, intra quem mobilia apud executorem exhibeat, aut apud alia res soli qua ipsius fuerint, intra certum tempus preficiatur: alioquin illud mox dirū Porissem executionibus subiiciendum permittet. Planè si haec parum ad debiti conducant exactionem, re ad iudicem iterum relata, tribuetur facultas condemnatum in carcerem coniiciendi, id diuque cocludendi, quoad persoluerit, aut bonis cefferit. Et Pontifices nostri, antehac statim huiusmodi obseruatum in condemnatos ad suam exercendam censuram prorumpbant: nullum profus dis-

Qvomodo
cōdemnatvs
ad iudicatum
faciendum
cogatur, vbi
nec eius mo-
bilis, nec res
foli extant.

De Pontificis
exactionibus.

crimen erat conditionis condemnati, scilicet, an clericus, an laicus, an dives, an egenus esset. Utinam perinde laici benignitatis sua fontem profudissent, atque acerbitate. Sed hi in delegatos suos, qui hac cura eorum conscientiam admittunt, culpam rejiciunt, scilicet, ob id scelere solutos eos iudicabimus. Nam etsi Pontificum summi diplomate incolendi sacerdotij vacationem habeant, vicarios tamen idoneos probosque suo periculo substitutere debent: quod contra fit à plerisque: nam sollicitudinis sue vices non illi, qui pascendarum ovium vigilantior sit et peritur, committunt, sed ei qui numerosiores numerorum acervum in arcam inferat, non solum ex deo, sed et gregis videri, verum etiam sapiens ex cute penitus exerta. Ac de his quidem hactenus iam ad institutum redeamus. Si quis erga huiusmodi pratermissio ordine, condemnati animam Pontificio fulmine percusserit, duobus certe remedium aduersus id succurri antehac solitum fuit: uno, ut ab harum execrationum decreto promulgationeque tanquam ab abusu ad supremos confisus promoueretur: altero, ut apud competentem laicum iudicem querela exponeretur. Condamnatus autem ubique consequbatur non tantum litis sumptus, sed etiam quanti sua intererat hanc accessisse iniuriam: id quoque quod aduersus eum gestum fuerat, irritum pronuntiabatur. At nuper iuridicus conuentibus Turoni actum, senatusconsulto classis ex curia Parisiensis delicta ea potestas iudicibus regum etiam adempta est, et ad solius supreme illius curi maiestatem delata. Sed à regio iudice huiusmodi partes sibi vendicant appellantes, litis ceram illo sponte agitata sumptus aduersario reddere solentur: quod sibi imputare debeat litem coram incompetens iudice vltro susceptam. Nec verò huius ordinis formam transgredi licet, quum etiam de Pontificum iudicio à sacerdote soluendo agitur: an si laicus ab his etiam pecuniam dependere iussus sit, ex ea quidem causa, cuius cognitio ad eorum iurisdictionem pertineat. Quin si aduersus laicum vel clericum executio sententia à Pontificibus lata in res satisfacienda sit, veniam à laico iudice, qui territorio domicilij eius, qui condemnatus fuit, præstet, indulgeri necesse est. Præterea laicum non licet Pontificum execrationibus decusueri, quod uno etiam cum peremptory comminatione edicto vocatus ad eorum subiecta non se contulerit, etiam si de controversia eorum iurisdictioni attributa agatur: imò quatuor edictorum numero ab eorum contumacia peruenire debent. Qui autem has denotiones temere sic curas irrogandas, parem ac modo commemorauimus, suffert iacturam. Necnon in Pontificum delegatos, qui deuenerint, sapius multa inquirunt, subscribente regio procuratore, si ad eas execrationes decernendas propensores quam ius possit, disprehdantur. Interdum tamen, sed alia in specie, iudex laicus huiusmodi execrationes obnuuntiandas sinit, ubi veritas facti occultioris ad litem de qua cognoscit spectant eriuenda est. Atqui ab his nominatim aduersarium, eumque qui consilium patrociniūque in ea lite præbuerit, eximendum iubet, dummodo calliditas absit: scilicet si non consilij patrociniūque prætectum colorēque assumperit, ne illud cuius antea confisus erat, nudare cogeretur. Planè cum de tabularum subtractione superpositione nondum orta est quaestio, si hæc ad litis instituta definitionem respiciant, iudex laicus à litigantibus imprecationes illas permittis impetrari, nemine ab illarum obnuuntatione excepto. Curandū verò est magnopere, ne terrificæ execrationis clausula Pontificum constitutionibus improbata adiciantur: veluti quod Noli pulsari, in terram que proeliis cereis ardentibus gehenna deuocetur qui execrationis præceptis

Quomodo
aduersus eas
succuratur.

Quando ad
Pontificum
diras liceat
confugere.

De clausulis
dirarum pro-
hibitis.

preceptum non parerint, similique huius supplicium ac Datam, Care, & Abire, quos viuos terra deliciens abhorbit. Excitantia insuper est animaduersio, quo minus haec imprecationes immobilia declarari resistere iubeant, sed solum mobilia à laico indicari, & à clericis reddi. Item, ne plures alia clausula qua ad propagandam pontificum iurisdictionem, labefactandamque iudicum laicorum auctoritatem attingent, interferantur, veluti ut consensu sibi cognita apud pontificum iudicem, qui imprecationes decreuit, proficiantur: vel ut ad eundem huius qui intercedent, dies dicatur, siue ut intercessionis allegent causas, siue ut qua apud imprecationis promulgatorem testificati sunt, approbent & recognoscant. Sed quoniam regum procurator ab huiusmodi imprecationibus tanquam ab abusu recte prouocat, non continuo tamen priuato cuius non interfit, licet appellare: ut puta, si primatus execrationibus huiusmodi adhuc non intorserit, neque ad pontificum vocatus fuerit iudicem. Jam & aliud quod hypotesices creberrime dudum usurpari, sublatum est & abrogatum: nam quum execrationum huiusmodi securus, parumque formidolosus quippiam, eius facti de quo ageretur, consensum, arcana non resequeret, solebant huius qua cum consensum arguebatur iudicium explorari, ad seque relatu, decernere consensum illum in iudicandum, ut ore proprio causam diceret, cur non conscientia secretum aperuisset, ac execrationes illas fuisset aspernatum, ob idque illarum supplicio pronuntiaretur obnoxius. Detrahitum quoque ac derogatum est huius execrationum diplomatibus qua à summo potestate conceduntur: quippe earum executionem antehac indiscriminatim cuiuslibet secudum sui consensum in formam pontifex Romanus delegabat: nunc verò nisi ordinatus pontificum iudicibus, aut eorum vicariis ea exequenda destinare illi non licet. Quod si quicquam aduersus illa factum erit, ab eo, tem ab abusu ad summa tribunalia recte prouocari poterit. Vitandum etiam est, ne sub harum execrationum adumbrata spectem in quempiam libellum famosus spargatur: siquidem in obreclandi alieno nomine studiosum ea sit condemnationis accessio, ut praeter id quod litis sumptus, contumeliaque affirmationem praestare iubetur, palinodiam recitandam suo sumptu curare cogatur, eodem quoque loco & tempore quibus famam laesit alterum, necnon execrationes eas retractandas. Quin & ad hac effectum tradenda, & qui illa decreuit, & qui promulgauit, praecipuntur compelliendi, manus publica in eorum pradia reque prophana iniecta. Sed & breuiore compendio curia nonnunquam mandat eam rem consensu: nempe sententiam qua execrationes eas contumeliosas facit irritas, in illa sacra adeo recitari, in qua fuerant promulgata. Porro si laicum execrationum cuiusdam intercedat euulgationi, at nihil eorum qua execrationis monitione continentur, deiclarat, nec se probro inde queratur affectum: illi dies ferè dici solet ad competentem regum iudicem, ut intercessionis causas veniat allegatum, retractatque promulgationis damna refundat vna cum liticula huius expensis. Quod si nihil causificetur intercedere cur debuere, secundum actoris intentionem condemnabitur. Planè ea pendente disceptationicula, recte petet actor ut in alio praeter intercedentem execrationis promulgatio procedat. Ceterum, si qui minus authenticus scripto quippiam vulgaris, dies et iure constituitur, ut apud suum iudicem, siue regum, siue alium laicum approbet id scriptum, vel resellat: nec vltimius litigantes damnantur expensis, nisi alteruter iniuste litem protraxerit. Simantem authenticus scripto declarauerit qui, nihilominus postea lite contestata examinari debet: aliqui declaratio ipsius, utpote, qui non iurans aduersario presente vel

citato, si dem non faceret, atque id, si ut testis declaravit: at si id de quo queritur, publica scriptura professus fuerit admisisse, ex eo patet adversus illum intentis actio. Quod si non sincere sibi cognita patefecisse conjiciatur recte iterum promulgabitur obnuntiatio, quod ad non patefacta pertinebit, atque iis qui remolantur, generaliter non item nomination, ac expresso eorum nomine exceptis, quatenus quidem patefecerint, ne eis nota nonnihil videatur inuri.

DE LA FORME DONT L'ON PROCE-
de contre les condamnés, qui empêchent l'exécution ou
cachent leurs meubles, ensemble contre ceux qui n'ont de-
quoy payer: & des censures & excommunications Eccle-
siastiques, & en quels cas sont octroyées contre les lays.

CHAP. LXII.

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Des condamnés qui empêchent l'exécution, ou se cachent. 2. Forme pour contraindre un homme d'Eglise condamné par un Juge Ecclesiastique, ou un homme lay par un Juge d'Eglise, de payer quelque somme de deniers. 3. Que pour un premier défaut un homme lay ne peut estre excommunié par un Juge Ecclesiastique. | <ol style="list-style-type: none"> 4. Cas où est permis avoir recours aux censures Ecclesiastiques. 5. Excommunications ne doivent tendre à restitution des meubles ou immeubles: Et que les malédiction des censures Ecclesiastiques ne doivent estre trop execrables. 6. Revelateurs par vertu d'excommunication, s'ils peuvent demander despens. |
|--|--|

1. Des condamnés qui empêchent l'exécution, ou se cachent.

L conuient icy traiter du remede contre les condamnés, qui pour empêcher l'exécution des condamnations en deniers, laissent leurs meubles: & tiennent les portes de leurs maisons closes. Et j'ayoit qu'aucuns tiennent que le Sergent executeur après le commandement fait de payer, & d'ouvrir les portes, & inquisition faite avec les voisins du condamné, s'il n'est pas en sa maison, ou tient ses portes fermées, le Sergent peut faire ouverture des portes, & lever les serrures des coffres, en présence de deux Records, gens de bien, sans permission du Juge, en faisant par luy loyal inventaire des meubles qu'il trouuera: & telles ouvertures de portes & coffres ont esté declarées bonnes & valables par Arrest de la Cour: toutesfois nous vîons que le poursuivant l'exécution, remontre au Juge comment le condamné tient les portes fermées, & qu'on ne peut faire exécution sur ses meubles, ou qu'il les lais-

te, & en fera apparoir sommairement par ladite inquisition & rapport du Sergent, & requerra permission de proceder par ouuerture de portes & coffres: sur quoy le Juge ordonnera que ledit condamné sera adiourné pour dire ce que bon luy semblera, & avec intimation, que compare ou non au iour, sera donnée ladite permission.

Mais si ledit condamné est si pauvre qu'il n'y ait aucuns biens meubles, on les latite si occultement, qu'on ne les peut trouuer; en ce cas les Juges, ce requerant le poursuivant l'exécution, veu le rapport de ladite inquisition sur ce faite par le Sergent, ordonnera que commandement sera fait au condamné d'exhiber ou mettre en euidence au Sergent ses meubles: ou qu'il declarera ses immeubles au Greffe dedans quelque temps qu'il arbitrera: & à défaut de ce, ledit temps passé, permettra de se pouruoir contre le condamné par censures Ecclesiastiques, ^b toutesfois l'ay veu plusieurs permissions telles estre données par la Cour, en voyant seulement ladite inquisition & rapport du Sergent, sans y appeler la partie. Et si ne tient compte de dites censures, & satisfait au Juge, le poursuivant de l'exécution remonstrera le tout au Juge, & l'en informera par le monitoire du Juge Ecclesiastique du condamné, ^c & exécution d'iceluy: & requerra que le condamné soit contraint satisfait par emprisonnement & detention de sa personne: sur quoy sera ordonné que ledit condamné sera adiourné, & avec intimation: & compare ou non, veu ladite inquisition & rapport, sera ordonné qu'il sera contraint à payer par emprisonnement & detention de sa personne: & sera constitué prisonnier, dont il ne sortira iusques à ce qu'il ait payé, ou fait cession de biens. Mais si sans observer ladite forme on procedoit par le dites censures, par cy deuant on souloit vser de deux remèdes: l'un, que le condamné censuré se portoit appellant de l'octroy & publication de telles censures comme d'abus, en la Cour de Parlement formellement, l'autre que sans appeler il requeroit pardeuant Juge competant, cassation de ladite censure: & que ladite cassation fut publiee au lieu, où ladite censure auoit esté publiee. Et par l'un ou l'autre desdits remèdes, le censuré obtenoit cassation de ladite censure en ladite publication d'icelle cassation & condamnation des despens, dommages & interets contre celuy qui l'auoit fait impetier & fait publier. Mais par Arrest des Grands-lours tenus à Tours l'an mil cinq cens trente-trois, fut defendu aux Juges Royaux la cognoissance des abus des censures & querimonies, ou excommunication. Toutesfois l'appellant de la sentence d'un Juge Royal, qui auoit entrepris cognoissance de l'abus d'une querimonie, auoit esté par ledit Arrest condamné enuers l'intimé des despens de la procedure volontaire par luy faite pardeuant ledit Juge Royal.

Semblable forme conuient tenir pour contraindre un homme d'Eglise, condamné par un Juge Ecclesiastique, à payer quelque somme de deniers, ou bien si un homme lay est condamné par un Juge d'Eglise, en matiere d'or la cognoissance luy appartienne, à l'encôtre de lays: combien que souuent les Juges d'Eglise facent le contraire, & decernent monitoire aucu-

^a. Forme, pour contraindre un homme d'Eglise condamné par un Juge Ecclesiastique, ou un homme lay par un Juge d'Eglise, de payer quelque somme de deniers.

nesfois par la sentence mesme, aucunesfois par autre acte à part, pour les admonester de payer dedans certain temps: autrement le iour passé ils sont excommuniéz. Dauantage, si on veut mettre à execution la sentence d'un luge Ecclesiastique sur les biens d'un Prestre; il faut demander permission & commission de ce faire au luge lay, en la iurisdiction duquel sont lesdits biens: lequel cōmandera au premier Sergent de la Cour, pour mettre ladite sentence ou condamnation du luge d'Eglise à execution. Aussi vn luge lay ne peut ordōner qu'un Prestre par luy ^e condamné, soit contraint satisfaire au luge, ains sauuera à la partie aduersé à se pouruoir pour raison de ce pardeuant son luge: jaoit que le Prestre ait déclaré au commandement à luy fait de payer, qu'il n'a aucuns biens: & ainsi en fut dict par Arrest le treziesme de May, 1530. Toutesfois il me semble le Prestre auoir bien peu d'interekt en ce.

3. *Car pour vn premier defaut vn homme lay ne peut estre excommunié par vn luge Ecclesiastique.*

Parceillement n'est loisible à vn luge d'Eglise d'excommunier vn homme lay pour le premier defaut, voire qu'il soit cité pour vne matiere dont la cognoissance en appartient à iceluy luge: & en faut deux pour le moins à present, auant que donner sentence distinitue: car l'execution est plus grieue que la sentence distinitue. Et si autrement les luges d'Eglise le font, il est permis d'en appeller comme d'abus: & en aura loe semblable reparation de dessus. Et souuent aduient que quand la Cour void vn Official trop prompt à decerner & octroyer telles ^e censures, ce requérant monsieur le Procureur general du Roy, elle ordonne qu'ils viendront en personne pour estre ouïs, & eux ouïs, sont condamnéz en amende pecuniaire enuers le Roy.

4. *Cas où est permis auoir recours aux censures Ecclesiastiques.*

Toutesfois il est permis en aucuns cas auoir recours aux censures Ecclesiastiques, sçauoir est pour auoir reuelation de quelques faicts, dont ceux qui en sçuent n'en veulent deposer. Et s'il y a procès pendant, faut demander permission au luge de faire querimonie ou monition, pour auoir reuelation desdits faicts, la partie aduersé exceptée, & non comprinsé, & ^e son conseil sans fraude: laquelle permission le luge donne ordinairement, partie aduersé appelée. Et ces mots, *Les parties & leur conseil sans fraude, non comprins*, l'entend, qu'on n'ait cōmunié en conseil de la matiere à aucuns qui en sçuroient, à fin que par ce moyé ils ne fussent tenus reueler: car on les auroit prins au conseil en fraude. Et de ce fut donné Arrest le dernier iour d'Avril ^h 1532. Mais il y a certain cas auquel les parties & le conseil sont comprins, sçauoir est, quand la partie maintiét susstraction ou latitation de pieces seruans au procès pendant, comme en vne matiere de seruitude, sur laquelle fonds pretendu, quand la partie pretend le titre de ladite seruitude luy auoir esté sustraict, il peut demander luy estre permis faire de ce monition, sans nul excepter: ainsi qu'il fut dict par Arrest le 4. iour d'Avril 1540. Semblablement, où il est question de confection d'inuentaire, le luge peut ordonner, que la partie pourra faire monition des choses recelees, & non mises par inuentaire, n'exhibees pardeuant les Commisaires, commis à faire l'inventaire, sans aucun excepter: ainsi qu'il fut dict par Arrest le 4. iour d'Avust, l'an 1543. Toutesfois il ne faut nommer par la moni-

nion la partie contre laquelle ladite permission de ladite Monition a été baillée, & contre laquelle le procez est pendant, Tellement que cōme vne partie eust obtenu permission de telle Monitiō, & par ladite Monition fust obtenu, que ceux qui scauroiēt que la partie aduersē eust pardeuers elle aucunes cedules & obligations de la succession dont estoit question, & qu'il ne les eust mis auant par deuers lesdits Commissaires à faire l'Inuentaire: ladite partie aduersē se porte appellant comme d'abus de l'octroy, & execution de ladite monition: l'intimé ne trouua Aduocat qui voulut soustenir ladite monition, & fut contraint d'acquiescer: ce que ietrouue fort estrange. Car veu qu'il estoit permis de faire ladite monition, sans excepter la partie & son conseil, icelle partie pouuoit bien estre nommée par ladite querimonie. Toutesfois lesdits Aduocats disoient qu'elle ne pouuoit estre nommée: parce que ledit fait estoit scandaleux, pour autant que l'on disoit qu'elle retenoit lesdits instrumens. Mais il me semble que l'on le pouuoit bien dire: car autrement l'on n'eust peu auoir reuelation, que la partie detenoit lesdits instrumens: aussi que ledit fait n'estoit scandaleux: car la garde desdits instrumens appartenoit à ladite partie, pourueu qu'il n'y ait ja procez intenté pour la sulstraction & latitation desdites pieces: car en ce cas il faut excepter la partie, contre laquelle on poursuit ladite sulstraction. Et quiconque n'est contraint porter tesmoignage, ne peut aussi estre cōtraint bailler reuelation à vne querimonie. Mais s'il n'y a point procez pendant, ne faut point demander permission ains la faut faire en termes generaux, sans declarer ne nommer aucuns, mesmement quand y sont contenus faits scandaleux, & iniurieux, voire quand ores il y auroit permission du Iuge de faire la querimonie. Et pource est aduenu quelquesfois que pour obuier à appellation, comme d'abus de l'octroy & execution de ces querimonies, & qu'il est bien difficile d'en faire sans abus: la partie qui en vouloit faire, presente requeste à la Cour, à laquelle elle attache ses articles qu'elle entend doit mettre par sa querimonie, & requiert que partie aduersē die ce que bon luy semblera, pour empêcher que lesdits articles ne soiēt mis par querimonie: & lors faudra qu'elle consente ou dissente. Et pourra-l'on faire seurement la queremoie des faits consētris: ou desquels sera baillée speciale permission par la Cour. Lequel expedient ie trouue bien equitable. Toutesfois quand c'est vne matiere pure ciuile, & n'y a fait iniurieux, il me semble qu'il n'y a danger nommer les parties, à fin que ceux qui ouyront la publication, viennent plus aysément à reuelation.

Ne doiuent en outre les excommunications ou censures tendre à restitution de meubles ¹ ne d'immeubles, voire ne à execution de meubles. Et comme vn legataire eust obtenu vne querimonie tendant à exhibition des meubles à luy leguez, l'heritier se porta appellant de l'octroy & execution de ladite querimonie, & par arreit donné le douziēme iour de Decembre 1532. fut dit bien appellé. Toutesfois contre les gens d'Eglise, on peut par ladite querimonie tendre à satisfaction: & pource met-on communement ceste clause: *Monemus laicos reuelare, & clericos reuelare, & satan facere*: car il on tendoit contre les lays à satisfaction, il s'ensuiuroit que le

5. Excommunications ne doiuent tendre à restitution de meubles ou immeubles: Et/ quelles maledictions des censures Ecclesiastiques ne doiuent estre trop executables.

luge d'Eglise pourroit cognoistre de l'opposition qui seroit donnée par les lays: ce qu'il ne peut faire, comme dessus a esté dict. k

Semblablement on ne doit mettre par la querimonie, mandement pour citer les lays en cas d'opposition pardeuant le luge d'Eglise qui l'a octroyé, ne généralement de citer tous opposans: ains qn met ceste clause, *Clericos & inficiabiles nostros ceteris coram nobis, laicos verò coram iudice competenti.*

En outre on ne doit mettre que les reuelations soient baillées pardeuant le luge qui l'octroye. Ne faut aussi mettre qu'excommunication, aggravation, & reaggravation seulement, & non autres maledictions, l comme clause de malediction de Daran, Coré, & Abiron: ne du Pleaume *Deum meum laudem, ne Campanum pulsatum, & cererum accensum*, &c. Ne doit-on aussi adresser l'exécution desdites Censures à autres ^m qu'aux Euesques & luges ordinaires Ecclesiastiques. Et ne la peut-on adresser aux autres ayans dignitez Ecclesiastiques, combien qu'il soit permis par les droicts Canons leur adresser rescrits apostoliques: mais lesdits droicts Canons ne sont receus en France, parce qu'ils derogent à la iurisdiction ordinaire Ecclesiastique. Et combien que lesdites censures contiennent clause abusive, en ce qu'il est mandé généralement citer les opposans pardeuant celuy qui les a decretées, toutesfois il n'y a que le Procureur du Roy qui s'en puisse porter appellant de l'octroy comme d'abus, & celuy qui par vertu d'icelle a esté cité. Mais si lesdites censures sont scandaleuses & iniurieuses, celuy qu'elles touchent se peut porter appellant de l'octroy d'icelles, jaçoit qu'elles n'ayent esté executées, ne publiques.

Et s'il y a aucun qui reuele à la querimonie pardeuant l'exécuteur, & baille sa declaration ou reuelation signée de luy, ou qu'elle ne soit en forme authentique: s'il est lay ⁿ conuient l'adioutner pardeuant son luge domiciliaire, si elle n'est point faite en vn procez encores pendant: car en ce cas le faut adiourner pardeuant le luge qui cognoist dudit procez, pour aduoir ou desaduoir sa reuelation. Et s'il l'aduouë, le luge en baille acte, & enuoye les parties hors de Cour sans despens d'une part & d'autre, sinon que l'une eult prins des delays frustratoires: car elle est condâncée des despens de ces delays. Et neantmoins faudra encores faire ouyr le reuelant comme tescmoin en l'enqueste du procez, quand il teuele comme tescmoin, & charger autrui. Mais s'il reuele de ce qui le concerne comme partie, apres qu'il a aduoué sa reuelation, on peut intenter action contre luy pour le fait reuelé & aduoué, comme aussi on peut faire sans aduocé precedent, quand il a reuelé par instrument en forme authentique, sçauoir est quand la reuelation est signée de deux Notaires, ou d'un presés tescmoin, à la requeste: car lors n'est besoin d'aducé. Et si on voit que le reuelât n'a pas amplement déclaré, l'impetrant de la querimonie pourra tequerir pardeuant ledit luge compétant qui est le luge Ecclesiastique qui l'a octroyée que ladite querimonie soit son effect, & soit publiée outre les choses reuelees, en ce nō copriens les reuelans pour le regard des choses reuelees seulement. Toutesfois par la publication qu'on fera par apres de la querimonie, ne faudra nōmer les

reuelans:mais l'executeur dira que l'impetrant n'entend que les reuelans y soient compris selon ladicte modification.

Par cy deuant nous auons vſé, qu'en toutes querimonies impettees pour auoir reuelation des faits concernans vn procez pendant, &ſquelles il faut excepter la partie & ſon conſeil, on ne nommoit iamais la partie par ladicte querimonie: ains mettoit-l'on qu'un procez pendât entre l'impetrant de la querimonie demandeur, & vn quidam defendeur: toutesfois par arreſt donné le huitième iour de Mars 1544. fut dit qu'en matiere ciuile, quand les faits deſquels on demande reuelatiō, ne chargēt l'honneur de la partie aduerſe, on peut le nommer en la querimonie: parce que le plus ſouuent ſans la nommer on ne pourroit auoir reuelation: mais quand on obtient monition cōtre le defendeur en matiere criminelle, il faut taire le nom du defendeur: & ſi le defendeur obtenoit monition pour veriſier ſes iuſtificatiōs & obiects, il pourroit bien nommer le demandeur pourueu que les ſaicts ne bleſſaſſent l'honneur du demandeur.

Ceux qui n'ont reuelé, jaoit qu'ils ayent reuelé ſeulement ce qu'ils ſauoient comme teſmoins, ne peuuent demander les frais par eux faits à leur reuelation, quand ils ſont petits, mais ſ'ils eſtoient grands, les pourroient demander apres leur reuelation baillee ſi elle ſert à l'impetrant, comme ſ'il luy auoit cōuenu aller loin de ſa maiſon pour faire la reuelatiō: & ce quād il reuele comme teſmoin: car il faut bailler au teſmoin qu'on veut produire les frais & vacatiōs qu'il fait pour aller depoſer, o voir ſelon droit eſcrire auant qu'il ſe mette à chemin. Toutesfois nous n'en vſons pas ſi eſtroitement: car on leur baille volontiers leur viatique: & apres le Cōmiſſaire leur taxe leur ſalaire & vacariō. Et en matiere criminelle, on ordonne que les teſmoins viendront à leurs deſpens, ſauf iceux ouys, recolez & confrōtez à leur faire taxe de leur deſpence & ſalaire, & les ay ainſi veu faire venir de vingt grands lieux de ce pays de Poictou: qui n'eſtoit gueres equitable, à tout le moins qu'o ne leur bailloit pour faire leur deſpée par les chemins. Mais quand quelqu'un reuele comme coupable, & comme partie: en ce cas il eſt euidant qu'on ne luy doit payer aucuns frais pour ſa reuelatiō, iuſques en fin de cauſe. Et jaoit qu'un air reuelé comme teſmoin par inſtrument authentique, comme par reuelation ſignée de deux Notaires, neâmoins il le faut faire encores ouïr en enquêtes: car il ne ſeroit point iuré en preſence de partie ou icelle appellee, cōme il eſt requis en teſmoignage. Et quād on s'oppoſe à quelque querimonie ſas bailler aucune declaratiō, ne maintenir abus, il faut faire adiourner pardeuant ſon iuge, ou domiciliaire, ou cely pardeuant lequel on veut faire intenter le procez principal dont la querimonie eſt preparatoire, à ce qu'il ait à dire les cauſes d'oppoſitiō: & ſ'il ne dit cauſes valables, il ſera condamné és dommages & intereſts du retardement de l'exécution de ladicte querimonie, & és deſpens de l'inſtance d'oppoſition. Et ſ'il dit cauſes valables: comme auoir fait l'exploit dont on ſe plaint, à bonne cauſe & titre: lors le demandeur intente ſon action principale. On auoit par cy-deuant accouſtumé d'vſer en Cour d'Egliſe, que ſi l'on ne s'eſtoit oppoſé ou reuelé à vne queremonie, & que neantmoins on

6. Reuelations
par vertu d'ex-
communication
s'ils peuuent de-
mander deſpēs.

440 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
 fçavoir des faits y contenus, on faisoit ouyr par information, & tesmoins qui
 disoient auoir ouy parler de dits faits à celuy qui ne s'estoit opposé, ne n'a-
 uoit reuelé: & ladite information rapportee, le luge Ecclesiastique, qui a-
 uoit decreté la querimonie, decretoit citation personnelle contre celuy
 qui n'auoit donné reuelation, n'opposition, voire fust-il lay. Mais ce a esté
 corrigé & reformé par Arrest de Parlement en tant que touche les gens
 lays: car il en faut laisser la punition à Dieu, p. comme d'un crime occulte,
 & de parjure. Toutesfoi ils en vident encores contre les Clercs.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXII.

- a** Voyez les Annotations sur le Chap. 55. cy-dessus.
- b** Les Censures Ecclesiastiques ou excommunications sont partie
 de la iurisdiction Ecclesiastique. *Parormian. in cap. si sacerdos. De offi. or-
 dinary.* Et peuvent estre excommuniez par le droit Canonique, ceux
 qui sont contumax à comparoir ou respondre, *cap. t. de iudic. extra.
 capite cum olim cap. cum ex parte. De verb. sign. extra cap. venit ab illib. §. fecit. De sent. excom-
 m. 6. Vrde Chap. 2. De sac. poit. Tit. 3. num. 1. & 2.*
- c** Il ne faut pas commencer par ces Censures Ecclesiastiques. Car par les Arrests
 de la Cour il a esté souvent ordonné, que discussion seroit faicte au préalable sur les
 biens du condamné, auant qu'obtenir les Excommunications, à faulte de payer le
 jugé. Arrest du 9. iour de May 1518. mis à la fin du fil de l'arlement, & du mois de Jan-
 uier 1569. *Chap. lub 2. De sac. Pol. Tit. 3. num. 1.*
- d** Parl'Ordonnance du Roy Charles IX. 1560. Estats d'Orleans Art. 18 les Prelats,
 gens d'Eglise ou leurs officiaux ne peuvent decerner monitions & vser de Censures
 Ecclesiastiques, sinon pour crime & scandale public, *Idem. 1577. Art. 18.* Pourroit vser
 de monitions & censures Ecclesiastiques es cas, esquels il est permis par les sainctz
 Conciles & Decrets Mais la Cour en la verification de la dernière Ordonnance or-
 donna que les Ecclesiastiques ne pourroient estre excommuniez pour argent par eux
 deusaut à leur creancier à proceder par voye d'exécution sur les biens meubles &
 immeubles, ainsi qu'ils verraient estre à faire par raison, comme il est montré en la
 Conference des Ordonnances lin. 1. Tit. 3. [Et suiuant l'Ordonnance d'Orleans on
 s'oulou tenir que telles monitions ne se deuient donner ny oïtroyer sinon pour crime
 & scandale public, ainsi qu'il a esté souvent jugé par plusieurs Arrests de la Cour,
 mesmes le 3. iour de Iuillet 1561. par lequel fut dit mal & abusivement oïtroyé & pu-
 blié, & condamné l'inimé es despens de la cause d'appel. Estoit l'appel de l'oïtroy
 execution & publication de lettres monitoires d'un Official en forme des malfa-
 steurs & generales.]
- e** Plutarque es vies d'Alcibiades & Craffus, fait mention de ces excommunicatiōs
*Ioan. Newssan. in Sylua nups. Felu. in cap. ad aures extra de simonia, scribit de iusrem non licet
 excommunicari nisi ubi alio remedio succurri non potest: ac solum excommunicari pertinaces.* Par
 Arrest du 16. iour de Septembre 1539. donné aux grands iours d'Angers, fut telle cou-
 stume reprobuee, en infirmant la sentence qui auoit esté donnee conforme à ladite
 coustume, & fut ordonné que le debiteur seroit absous, *ad cautelam*, apres auoir con-
 signé la debte es mains du creancier, en baillant par luy bonne & suffisante caution,
 de la redre & restituer, si faire le doit, *Felu. in cap. significauerunt extra de testib. Aulli* que
 par le droit Canonique on peut le faire absoudre, *ad cautelam*, *d. c. cum olim. ex parte extra.
 de ver. sign. c. venerabilibus; §. fecit de sent. excom. m. 6.* Il st depuis interuenu l'Edit de
 Melu 1580 Art. 23 par lequel il est defendu aux gardes des 'eaux d'expedier auecues
 lettres de relief, portans eslargissemens, de ceux qui sōt prisonniers par auctorité des
 luges

Juges Ecclesiastiques, ny le benefice d'absolution à ceux qui seront excommuniés: & ne pourront les appellans estre eslargis ny absous pendant l'appel, iniques à ce que par Arrest de nos Courts de Parlement, les informations veues, en ait esté ordonné, mis au premier de la Conference des Ordonnances, tit. 4. Voyez les Annotations sur la dite Ordonnance.

f Cccy est tiré des Annotations.

g Vu Advoocat ou Procureur descomurant le secret de sa partie, seroit estimé practicateur. L. 1. D. de *prætorio. Bart. in l. 1. §. si u. qui. D. ad l. corn. de falsis. Ils ne doivent point estre tesmoins en la cause, en laquelle ils ont postulé, soit pour leur partie ou contre. Cynus in l. quoniam liberi. C. de testib. Bald. & Bart. in l. des. rre. §. ydem. D. de iure fci. cap. Romanus. De testib. in 6. & gloss. ib. in verbo. In testem. Henric. Bove. in cap. in super. extra. de testib. Accurs. in l. fin. D. de testib. & in l. etiam. C. cod. tit. Au reste par Arrest de la Cour de Parlement à Paris, donné le 8. iour de Mars 1544. a esté dict & ordonné, que d'oresnavant en telles querimones & monitoires on pourroit mettre le nom de la partie aducte: pourveu qu'il y ait permission de les obtenir, donnée par le Iugelay: mais non pas en fait de crime. Car en ce cas la bonne renommée de la partie seroit bleesce, ce qui ne peut estre en cause civile. Voyez Papon liure 18. des Arrests, tit. 7. Arrest 9. & 15. Ce qui a esté cy dessus amplement expliqué es Annotations du chap. 46. de ce 1. liure. *Maguer. in Practic. de testib. num. 44.* Toutesfois Guid. Pap. qu. 55. tient que le contraire est gardé à Grenoble: suivant laquelle opinion, nous gardons que l'Advoocat & Conseil peuuent estre ouïs par forme de resmoignages, sans à la partie ses proches, comme il a esté iugé par Arrest du 15. de Iuin, 1580. cy dessus remarqué, & 5. iour de Decembre, 1579. Lesquels on doit entendre hors mis le secret du procès, ingé en l'Audience le lundy 21. iour de Ianuier, 1557. *Prohibitum est iure civilis ne patroni in causa sui patrimonii præsiterent testimonium dicant. L. vi. D. de testib. Cato dicere solebat pro clienti sapienter cognatus, adversum clientem nemo unquam bonus testimonium dixit. Gellius lib. 5. cap. 13. Robert. Rer. ind. l. 2. cap. 29.**

h Cest Arrest es impressions Françoises, est de l'an 1531. & es Annotations de l'an 1532.

i *Ioan. Neuſſan in Sylva nup. de To loco. Angel. in Summa Angel. in verbo Denuntiatio. Innoc. 4. in cap. cum inter vos. Di. Conſuet. extra.* Par Arrest du 14. iour de May, 1550. a esté dict, que les excommunications ne doivent tendre à restitution des immeubles. Lettres de *ſignificavit*, sont lettres monitoires generales en forme de mal faicteurs: & ſimpretent quelquesfois du Pape ou de l'Ordinaire. Papon 3. des Notaires, liure 4. chapitre des lettres de *ſignificavit*. Elles sont ostees par la Pragmatique Sanction, & prohibees en France.

k Il a esté mesmes iugé par Arrest du 17. iour de Ianuier, 1556. qu'en cas d'exécution ou opposiù aux censures Ecclesiastiques, ou lettres monitoires, vn lay ne peut estre attiré pardeuant vn Iuge d'Eglise. *Chopin. lib. 2. de Sac. Poſit. tit. 3. nu. 4.* Ce qui est assez demonſtré par le texte François de l'Auteur.

l Cap. 1. De offic. ordinar. in 6.

m Notatur in cap. statum. De reſcript. in 6. Cuid. Pap. qu. 17. Aist aussi que tels reſcripts du Pape, nommez *Conſueſum*, ou *ſignificavit*, sont ostez par la Pragmatique Sanction, comme dict est.

n Voyez ce qui a esté cy dessus noté en la lettre k. en ce meſme chapitre.

o Cynus in l. quoniam liberi. C. de testib. *Maſuer. su de expenſis. & dam. num. 17. l. 3. D. de testib. 46. C. de appell. l. 1. §. 1. D. ad exhibend.*
Notatur in l. l. C. de reb. creda.

442 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE
IN QVIBVS CAVSIS LOCVM HABET
moratoria dilationis exceptio.

CAPVT LXIII.



Ed. ut expleam, cumulatamq; habeamus sententia executionem, qua
dari præcipit quantitatem sciendum est, coarctata esse temporalibus
imperialibus ad iudicatum soluendum concessa, sufficiensque in eorum
locum dictum duntaxat octo dilationem: qua à die lata etiam senten-
tia cedit. Verum, nec his iussu profecto dies moratoria prorogationis (quam Rescriptum
nominamus) beneficium à Principe impetrato prolantur, quum de iudicatis agitur,
quod ab his iudiciis pronuntiatum est, à quibus nullo interiectu ad summam appella-
turi tribunalis: item quam de re alieno ex re locatione, aut solari vectigali re-
liquum confilato tractatur, aut si id à ministerium operamque exhibitam debetur,
vel ex alio quibusvis mercimoniis contractibus apud eas, quæ in Campania Gal-
lica, Brindia que celebrantur, gundinæ iniit: necnon si ex maleficio mulcta aut priuati
delatori aut fisco inferenda sit: aut ex contractu etiã fisco quæ sit obligatus. Triplex
autem est omnino huius moratorie dilationis apud nos tempus: nam aut annu, aut
trienniu, aut lustrium. Primum quidem omnibus promiscuè indulgetur: alterum
non temerè, ac nisi relictus canibus, aut viri Deo consecratus, ita vt interim etiam
tertia fractionum pars, quæ ex eorum bonis publicè perisuntur, in sortu extenuatio-
nem creditoribus tribuatur. Tertium vero omnibus & laicis & sacerdotibus patet.
Sanè primum alteri inique, ne vilem & ignominiosam bonorum distractionem quæ
passatur, Princeps largiri solet: aliud, & nominosum quidem, ne ad lucrosam bo-
norum cessionem quæ compellatur. Præterea, quum de prima seu altera huius tem-
poris specie disceptatur, non desideratur creditorum consensus, vt index secundum
Principi indulsum censet: at quum de tertia, consensus maioris partis creditorum
adhibetur necesse est: id quæ nominatim indultu cauere solet. Planè in qualibet spe-
cie Princeps rescribit: ne dum indultum approbatu iudici, quid noui in debito-
re creditor melius sit: & si forte fideiussores, reusve principalis in carcerem ob æt
alienum detrufi fuerint, pigriorque ab his ablata liberentur, & omnia cum pristina
causa restituantur: dummodo index prius non iniquam Principi benignitatem ar-
bitratus sit: nam de precum veritate quæ non est solitum: verputa, an maioris
partis facultatum iacturam debitor acceperit fortuito quodam casu, nulla eim culpa
præcedente: quod ferè in eiusmodi rescriptis implorandis causari debitorum con-
sueverunt. Clementia enim Principi sola, non excusationum misericordia hocce in-
dultum præbere indicatur, vt potè qui grauem creditori perniciem non offerant, sed
temperale duntaxat silentium. Quinetiam impetrata vnius anni dilatio, non sub-
monet in quinquennium postea solutionis prorogationem.

In quib* cau-
sis non habet
locum mora-
toria dilatio-
nis præfeti-
ptio.
Vide Pyrrh.
Aug. in tit. de
execution. ex
locat. in Con-
suet. Aurelia.

Creditorum
consensus an
desideretur
super mora-
toria dilatio-
ne.

DES RESPITS, ET EN QUELLES
choses ont lieu. CHAP. LXIII.

- | | | | |
|---------------------------------|--|------------------------------------|--------|
| 1. Dans quel temps le condamné | | Sentence. | (lien. |
| est tenu payer le contenu en la | | 2. Respits en quelles choses n'ont | |

3. *Différence entre trois manieres de respit, & quelles sont les personnes miserables.*
 4. *Du respit à trois ans.*
 5. *Du respit à cinq ans.*
 6. *Respits à quels Juges se doivent adresser.*

A Fin que nous tendions conformément la maniere de proceder à l'exécution des Sentences, par lesquelles on est condamné à bailler deniers ou autre quantité, comme bled & vin, il est à entendre, que selon Droit escrit le condamné à bailler deniers ou autre quantité par vertu d'action personnelle, avoit quatre ^a mois de delay apres la sentence pour payer, mais à present par la ^b Coutume de ce pais de Poitou, ledit condamné n'a que huitaine à compter d'iceluy iour que la sentence ou condemnation est donnée avec luy, s'il y est present ou s'il est absent, qu'elle luy est signifiée. Et quand on est condamné par Juges Royaux ressortissans nuëment & sans moyen en la Cour, en ce cas on ne peut obtenir du Roy ou de la Chancellerie respit à vn ^c an, ne à trois, ne à cinq ans, & si on en obtiert on en est debouté quant à ce, cōbien qu'aucuns vueillent dire que ce n'a lieu, sinon quand on est condamné par Arrest de Parlement. Toutesfois nous en vsons ainsi: semblablement lesdits respits n'ont lieu quand il est question de deniers deuz pour loüage ou location de maison, & d'autres ^d domaines ainsi qu'il fut dict par Arrest le 28. iour de May 1536. arterages de rentes foncieres, ou de loyer, & salaire: ou quand il est question de debte faite en Foires de Champagne ^e & de Brie, ou si lon est condamné envers le Roy, ou partie civile en quelque somme de deniers pour reparation de quelque ^f crime ou delict: ou quand on est obligé pour les deniers du Roy. En outre quant es deniers ^g deuz de vendition de vin, de chair, de poisson, & d'autres viures vendus en foires, ou en marché, à terme ou autrement, nul respit a lieu, ainsi qu'il a esté decisi par plusieurs Arrests du Parlement de Bourdeaux; & est rapporté par mondit sieur Bobier en ses Decisions dudit Parlement, en la question 196. Combien qu'il die plusieurs tenir le contraire, quand on a baillé terme de payer les deniers, & quand on en a prins obligation. Plus il dict avoiz esté vuide par plusieurs Arrests de ladite Cour, qu'en depost respits ne sont ^h receus.

Aussi M. Rebuffe en ses Commentaires sur les Ordonnances Royaux, recite diuers Arrests donnez sur ceste difficulté, sçavoir si l'impetrant ⁱ du respit à vn an doit pas estre condamné à ^k garnir la main: dont le ^l premier Arrest, qui fut donné le 12. de Mars, 1526. porte que l'impetrant de respit fut condamné à garnir la main. L'autre Arrest ^m contient qu'il fut réservé à faire droict de la garnison de main, apres le temps de respits finy. Mais il concorde lesdits deux Arrests. Sçavoir est qu'au cas du premier Arrest, le debteur avoit ja esté condamné à garnir la main par le Juge Royal, ressortissant nuëment en la Cour de Parlement. Car, comme nous auons cy dessus ⁿ dict, lon baille ceste authenticité es sentences de tels Juges. L'autre

1. Dans quel temps le condamné est tenu payer le contenu en la sentence.

2. Respits en quelles choses n'ont lieu.

A. 4 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE

Arreſt a eſté donné, quand il n'y a eu condamnation de garniſon de main. Laquelle concordance deſdits Arreſts, ie trouue fort bonne.

3. Différence entre
trois manieres de
reſpit. & que les
ſont les perſonnes
miferables.

Il y a différence entre leſdites trois manieres de Reſpit. Les premieres qui ſont d'un an, & ſont octroyez à toutes perſonnes, tant laïcs que Prelatres ou Clercs: & ce pour obuier à la vile & ignominieufe ditraction & vente de leurs biens. Et en ces reſpits on a accouſtumé de mettre vne clause de faire iouir du reſpit quant aux creditours puiſſans d'attendre: Et pource on demande quelles perſonnes ſont cenſees n'eſtre puiſſans d'attendre. Et ſont les perſonnes que nous appellons *miferables*, ſçauoir eſt, dont il faut auoir pitié & miſericorde, comme veſues, orphelins ou pupilles, jaçoit qu'ils ſoient riches & opulens en biens. Aucuns diſent que ce doit eſtre laiſſé à l'arbitration du Iuge, quelles perſonnes ſont miferables. Neantmoins nous gardons que reſpits n'ont lieu contre femmes veſues, orphelins ou pupilles, combien qu'ils ſoient riches. Et jaçoit qu'autres creditours, fors leſdites veſues, pupilles ou orphelins, ſe diſent n'eſtre puiſſans d'attendre, neantmoins ne faut receuoir ledit ſaiſct, ne ſemblablement ſ'ils alleguoient le debteur n'auoir ſouffert la perte de les biés par feu ou autre cas fortuit, comme on a accouſtumé mettre par leſdits reſpits. Et ne doit on adiuger preuue deſdits ſaiſcts, quelque choſe qui ſoit miſe au contraire par le *Protocolle* de Châcellerie, où ſont mis les formulairees des reſpits: car on met leſdites clauses plus de ſtile, qu'elles ſoient neceſſaires, attendu que par leſdits reſpits on ne met point la clause (ſil vous appert *deſdites* choſes, partant que ſuffire doieue) laquelle on met eſ lettres Royaux, qui giſent en cognoiſſance de cauſe; auſſi le Roy de ſa ſeule grace, ſans autre cauſe peut bailler ledit delay ou reſpit à vn an. Toutesfois i'ay veu vn Iuge bien ſçauant auoir quelquesfois appointé les parties à faire preuue, ſi aucuns cre ditours eſtoient puiſſans d'attendre ou non, combien qu'ils ne ſe diſent orphelins, pupilles, ne veſues: & en y euſt appel interjeté par le debteur: qui fut trouué par conſultatiō ſaiſcte à Paris, bon & ſouſtenable: mais n'en a eſté decisi par Arreſt, au moyen de ce que les parties pendant iceluy ſaccederent. Et n'en auoye iamais veu appointer en preuues ſur ledit ſaiſct, ains ſans à iceluy auoir regard, enteriner tousiours leſdits reſpits à vn an. Et de ceſt aduis eſt monditi ſieur Bohier en leſdites Decisions, en la queſtion 296. où il diſt, qu'il ſuffit en ces reſpits à vn an, que l'impetrant afferme par ſerment, n'auoir obtenu ledit reſpit en fraude & par calomnie, ains par neceſſité, & qu'il ne faut faire aucune preuue, ne declarer & confeſſer la debte, ne bailler caution. Et ſi on a eu vn reſpit à vn an, on peut en auoir encores vn à cinq ans.

4. D'un reſpit à
trois ans.

Quant au reſpit à trois ans, il ſe baille communement aux Clercs ou gés d'Egliſe particuliers, ou à quelque corps & college d'Egliſe: mais eſt diſt par iceluy, que dependant les fruiſts de tout leur temporel ſeront regis & leuez par Commiſſaires, qui en diſtribueront la tierce partie des deniers aux creditours, ainſi qu'il eſt contenu par le formulaire qui en eſt audit *Protocolle* de Chancellerie.

Et n'eſt meſtier que la plus grande partie des creditours conſente l'en-

retinement desdits respits, à vn, ou à trois ans. Mais quant au respit à cinq ans, il faut que la plus grand' partie des creditiers, & eu regard à la quantité des sommes deuës, le cōsentent. Et est besoïn que chacun creditier en personne ou par procuracion speciale, asserme par serment sa debte luy estre iustement deuë, & n'y auoir fait aucune fraude. Aussi le debteur & impetrant du respit est tenu confesser à vn chacun d'eux la debte, & la cause pour laquelle il la doit: & est deslors en enterinant ledit respit à cinq ans, condamné à payer lesdites debtes le temps dudit respit escheu. Et le baille ledit respit à cinq ans pour obuier à la miserable cessiō de biens. Et se pouuoit selon droit escript y bailler par iuge, du consentement de la plus grand' partie desdits creditiers. Par tous lesdits respits il est mandé faire defense aux creditiers de non attenter & innouer aucune chose pendant le proces sur l'enterinement d'iceux à l'encontre du debteur, ne de ses plegies, ne de leurs biens: & si aucune chose auoit esté faite, ou eue, ou leurs biens pris & luisis, ils soient mis à pleine deliurance, & remis au premier estat & deu. Et jaçoit qu'il y ait autre difference mise par ledit Protocolle de Chancelerie entre les respits à vn an, & cinq ans, & auoir esté, que les respits à vn an, se peuent adresser à tous Iuges du Royaume, & les respits à cinq ans aux Iuges Royaux seulement: neantmoins on a accoustumié d'adresser les respits à vn an aux Iuges Royaux seulement.

*5. Respits à quel
Iuge se doivent
adresser.*

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXIII. Des respits, &c.

LXIII. *Et in consensibus quibus in locum triginta dies sunt. Gellius lib. 10 cap. 1. Olim iudices faciebant ut inerat duntaxat mensum, i. C. Tb. de iur. rei iudic. d. inde quatuor in iustis constituit. l. 1. c. 3. C. de iur. res iudic. l. 1. in prin. D. de iur. l. 9. C. de rec. res iud. D. m. l. d. iur. l. 1. D. de re iudic. c. l. si debitor. s. D. de iud. 6. Et si iud. de off. iud. Forner. lib. 3. l. 1. cap. 13. Fabad. A. 5. c. si in rem. sicut in a. in uener. l. d. 6. c. si in i. l. l. Fab. all. en C. de exco. prin. l. intra decem dies. où il dit qu'il faut considerer la qualite de la chose, dōt est question au proces & contenuë dans la sentence, de laquelle l'exécution est requise. Idē in 5. c. si in rem. iust. de off. iud. l. duntaxat. in cap. cum nostris iur. de concess. p. b. cap. quod ad. c. m. l. iust. l. duntaxat. Bar. in d. l. 1. D. de iur. l. 1. D. de iur. res iud. Bōd. Dec. 45. no. 17. c. 12. C. c. est aussi expliqué cy-dessus au Chap. 64. suivant, & au l. i. 2. des Instituts. Forenses Latines Chap. 16.*

b Nouvelle coustume art. 426. Quand aucun est condamné en action personnelle & mobiliere, il n'a que sept iours de terme pour payer, & le doit le iuge condamner à payer dedans 8 iours, le iour de la sentence en ee compté: & donner mandement de l'excuter les 8 iours passez. Ceste coustume est gardee en plusieurs iurisdic. D'autant que l'on ne met les sentences portant condamnation à execution, si on la huitaine passée.

c *Majore. Tu de solut. lib. m. 31. Toutes fois Guid. Pap. quest. 97. dit que cela appartient seulement à l'au thorité des Cours souveraines. Odofredus. Baldus. Cynus & Salic. in l. quatuor. l. 2. c. de p. b. imp. off. l. 20 in sum. Conf. Oldrad. & Las. in l. vniuersa. C. ex d. sic. can. vniuersa. l. 5. g. l. 1. serui. §. prator. D. ad Trebellianū. Majore. in Praxi. Tit. de solut. §. item de luto moratoria. l. rebus. in tract. de lib. annal. Art. 1. gloss. l. nam. 19. Pyritus sur la coustume d'Orleans Tu de execut. in locato, explique d'autres cas, & quels respits n'ōt point de lieu. Mais les*

coustumes en ont fait mention particulièrement de quelques uns, mesmes par la coustume de Paris Art 3. est porté qu'en respit ne peut avoir lieu contre le dieu d'aucun aduigé par senieuec diffinitive & contradictoire, loiage de maison, arterages de rentes, moisson de grains, & debtes de mineurs contractez avec les mineurs ou leurs Tuteurs durant leur minorité. A ceste coustume sont conformes celles de Calais art. 225. Melun art. 132. Sens art. 159. Auxerre art. 170. Estampes art. 166. Montfort art. 182. Maure art. 186. Dourdan art. 141. Senlis art. 190. Clermont art. 248. Valois art. 191. Laon art. 179. Chalons art. 169. Reims art. 191. Ponthieu art. 171. Montargis Chap. 18 art. 11. Orleans art. 424. & 428. Berry Tit. 9 art. 11. & 22. Bourbonnois art. 68. Auvergne Chap. 19 art. 1. 3. 4. 5. & 6. La Marche art. 66. 67. 68. & 69. Sole Tit. 33 art. 1. 2. 3. & 4. Niernois Chap. 31 art. 22. Bar art. 103 mises en la Conference des Coustumes, partie 2. Tit. 5. *Rebuff. Traicté de les delat. Art. 1. in pres. in Const. Reg.* recite plusieurs autres cas, esquels les lettres de respit non point de lieu. Papon 3. des Notaires liure 8. des respits & Quinquenelles.

d Par arrest donné en audience le 29. iour de May 1576. a esté iugé que pour moisson de grains vn fermier n'estoit point receu à faire cessio de biens. Toutesfoi pour exccutoire de despens elle est bien receue, ores qu'il y eust insatisfaction, iugé en l'audience de releuee le 4. iour de Decembre 1576. Autre arrest du 13. Auit 1548. recité par Papo 10. des arrests, Tit. 9 art. 13. Par arrest du 3. iour d'Auil 1549. au profit de l'Euesque de Tullis contre Iean Fremin, fut iugé que les fermiers d'hettages ne iouyeroient de lettres de respit, selon la coustume d'Auvergne Chap. 19 art. 4. ont aussi lieu au profit des Cieses. Arrest du 20. iour de May 1542. contre l'Abbé & Conuent de S. Iean de Jilis: mais non contre les succendeurs & regratiers vendans à detail, ayans acheté des marchaus grossiers. Arrest donné en la Tournelle le deuier iour d'Auil 1541. *Rebuff. Traicté de les delat. Art. 1. glof. l. num. 40. & 46.*

c *Rebuff. Traicté de les delat. Art. 1. glof. l. num. 31 & 36.*

f *Ludovic. Rem. singul. 181. Vide iterum Boer. Dec. quest. 126. nu. 4. 5 & 6.*

g Par plusieurs coustumes, Sens art. 159. Auxerre art. 170. Laon art. 179. Chalons art. 269. Reims art. 191. Orleans art. 428. Berry Tit. 9. art. 11. Boutbonnois art. 68. & 132. Auvergne Chap. 19. art. 5. Sole Tit. 33. art. 4. Niernois Chap. 31. art. 10.

h Sens art. 159. Auxerre art. 170. Estampes art. 166. Montargis Chap. 18 art. 10. Orleans art. 424. Bar art. 203. *Vide l'fin. C. de positi, & Boer. dict. Dec. 256. Arrest de Bordeaux du 3. May 1524. Papon liure 10. des Arrests Tit. 9 art. 13. [Vide l. 2. C. de mandan. & l'fin. l. quoniam. C. de prec. imp. off. r. Boer. dict. au mesme lieu que tels respits n'ont lieu contre les debtes dués au Roy suivant la loy, nec damnoſa & ibi Fab. & Salic. l. cum possessor. §. vlt. D. de censib.]*

i *Iubebas Tiberius vi in senatu redderent aui alieni causas Senec. 2. de benef. c. 8. Et qui memorati negotiorum nosumur mutuelis pecuniam, consuetudo ima faciet admoneri, nam hoc bene minus spatio quicquam de creditis summa estimens ponendum. Castrod. 2. Var. Epist. 38.*

k [L'arrest recité au texte, est du 21. iour de Mars 1516. comme Rebuffe a remarqué au premier tome des Ordon. Chap. 117. duquel il a esté tiré par nostre Auther. *Ordre ad. d. l. Paines. C. de prec. imp. off. r.* Et par les Ordon. d'Orleans 1560. art. 61. il est descendu d'expedier aucunes lettres de respit à vn ou cinq ans: ains se pouruoiroient les debtens par requestes pardenut les Iuges ordinaires: lesquels s'informeront sommairement du contenu en icelles, & en ordonneront les eteanciers appelez. Et si auant la preservation de la requeste, y a bieus prins par execution, main leuee n'en sera faite qu'en baillant caution par le debteur de les rendre. Ce que nous gardons à present. Par autre Ordonnance du Roy François 1. 1551. Chap. 8 art. 13. il est aussi enjoinct aux Iuges Royaux de faire droit sommairement, & de plain sur les respits & attermoyemens requis pardenant eux, & que les matieres serout vuidées dans vn mois: pendant lequel temps suruiroient toutes executions, & seront suspradnés à l'euecontre des debtens. Neantmoins on impette quelquefois telles lettres, selon l'Ordonnance, ainsi qu'il est contenu au stil nouueau de la Chancellerie, liure 1. & 2. fol. 17. & 24. Au reste par arrest du 4. iour de Iuin 1527. contre Philippes Damy vesue de feu Simon Pelé, fut faicte compenſation, & l'impetrat de telles lettres condamné

DE SENTENTIÆ EXECVTIONE, QUÆ
rem iubet restitui.

CAP. LXIII.

De executio-
ne sententiar,
quæ rem iu-
bet restitui.



GE verò sententia executionem, qua speciem mobilem vel rem soli iubet restitui, persequamur. Sed quandoquidem in hac atque illa pariter fieri indicatum effectus traditur: idcirco qua de rebus soli dixeruntur, in speciebus rebus-ve mobilibus intellectionem recipiamus. Quum igitur rem soli ab executore restituere iussus non obtemperat, dies illi ad eum qui pronuntiavit iudicem dicitur, ut causaturus veniat cur indicatum noluit facere. Quod si non appareat, aut minus iustas proferat excusationes, et litum sumptibus, et quantis ea re erit, adversario condemnabitur: prater ea ex iudici arbitrio multa ei inducetur, nisi intra eodum tempus indicato satisfecerit. Plurè ubi in eadem perseveraverit contumacia, dies rursum illi constituetur, ut multa iam interdicta intersit committenda. Itaque iudex multam commissam pronuntiabit, alteramque severiorem superaddet. Interdum autem in contumacem iudex primum decernit, ut capiti pignoris indicato parere compellatur. Atque si de vacua adium possessione tradenda certetur, quas condemnatus occupat, iudex statuit, ut victi contumaci mobilia foris exponantur, et recipia apparitor victorem in adium illarum mittat possessionem. Volitèmodò, si obfirmato animo iterum resistat condemnatus, in carcerem mittendus precipitur, quoad indicatum impletum fuerit. Sanè tutius receptis, quæ fuerit, ut quasi aduversus rebellem decernatur, quæ ad iudicem relata, aut ille per se respondere, aut ex vinculis compellatur.

DE L'EXECVTION DES SENTENCES
contenant restitution de biens tant meubles qu'immeu-
bles: & de la peine de ceux qui sont refractaires ou desobeissans ausdites sentences.

CHAP. LXIII.

1. Execution de sentence, par laquelle on est condamné à rendre ou restituer chose mobilière ou immuable.
2. Ordonnance de l'an 1539. Art.

95. concernant l'exécution des sentences, expliquee.

3. De jeter un hoste locatif hors la maison qu'il tient de loüage.

4. Quand est permis de faire execution

- cution par main-force ou militaire, & des despens d'icelle.
5. Comme il faut proceder contre ceux qui sont condamnés à faire partage de biens.
 6. Condamné en action petitoire ou possessoire, empêché l'exécution, quelle peine souffre.
 7. D'accumuler plusieurs remedes d'exécution ensemble.
 8. Si on peut apres avoir prins quelques biens du condamné par execution, retourner à en prendre d'autres.
 9. Toutes les peines comminees du Juge contre le condamné, ne sont toutes à demander ensemble.

VEnons à present à traicter de la maniere de proceder à l'exécution des Sentences de la tierce espee, sçavoir ^a est par lesquelles on est condamné à rendre & restituer quelque chose mobiliere ou immeuble, ou bien à laisser & souffrir iouir de la chose immeuble. Et selon l'Ordonnance derniere, article 95. faut que le Sergent à la requeste de celuy qui a obtenu Arrest, ou sentence passée en force de chose iugee (qui est quand il n'y a appel de la sentence) si lesdits iugemens sont liquides, face commandement au condamné en action petitoire ou possessoire, d'obeïr auldicts iugemens ^b dedans trois iours à la peine ^c de soixante liures parisis : & de pareille somme ou autre somme que de raison, à appliquer à la partie pour reparation de son interest. Et s'il n'y satisfait dedans ledit temps, iceluy passé il sera adiourné, pour voir declarer lesdites peines encourües, tant enuers le Roy, qu'enuers partie, & avec intimation au cas appartenant. Et s'il n'y comparoist, il sera contre luy donné défaut par le Juge qui a donné la sentence, ou autre auquel il aura commis l'exécution, avec tout le profit que de raison. Et si c'est telle chose qu'on puisse monstrier estre encores en la possession du condamné ; comme s'il est condamné rendre quelque robbe, ou à laisser iouir d'une maison, & nonobstant ledit commandement il les detienne : encores est pour le mieux que le Sergent, presens deux Records, face inquisition avec tesmoins sur ce : & le Juge, veu lesdits défauts & rapport du Sergent, declarera ledit condamné contumax : & qui ne fait plus à recevoir à empêcher que lesdites peines soient contre luy declarees encourües : lesquelles en ce faisant il condamnera, & ordonnera qu'à icelles payer il sera contraint par vente & exploitation de ses biens, & emprisonnement de sa personne. Et apres ledit commandement de satisfaire au iugé, si le poursuivant l'exécution le requiert, & que le condamné soit adiourné avec intimation, pour declarer les causes pour lesquelles il n'a satisfait au iugé ou sentence, & il se defaillie, le Juge par vertu dudit défaut donné avec tout le profit, le declarera contumax, & ordonnera veu ledit rapport dudit Sergent, qu'il en sera contraint par saisie de ses biens meubles & immeubles de satisfaire à ladite sentence : laquelle saisie on fe-

1. Exécution de sentence par laquelle on est condamné à rendre ou restituer chose mobiliere ou immeuble.

2. Ordon. de l'an 1539. art. 95. concernant l'exécution des sentences, expliquées.

3. *De ietter vn
hustie locatif hors
la maison qu'il
tient de loiage.*

Et s'il est question d'une maison, & que le condamné à la laisser, ait meubles au dedans, le Juge pourra ordonner que les meubles seront mis sur les carreaux, & le demandeur mis en possession d'icelle réellement & de fait, par vn Sergent. Et s'il resiste & persevere en sa contumace & delobeissance, le Juge peut ordonner qu'il sera contraint par emprisonnement de la personne à satisfaire à ladite sentence : ou pour le mieux ordonnera qu'il sera prins au corps, & amené aux prisons de la Cour, pour estre ouï sur certains poincts & articles, & respondre aux fins & conclusions des gens du Roy, & de la partie civile : ou selon la qualité des parties & de la matiere, decretera seulement adiournement personnel.

4. *Quand est per-
mis de faire exe-
cution par main
forte ou militai-
re, & des despens
d'ecelles.*

Et combien que le Droit die qu'on peut ^d oster par main ^e militaire à vn condamné la chose qu'il est condamné rendre, toutesfois il se doit entendre par les Sergens ^d du Juge, & le commandement du Juge : car pour la desobeissance d'obeyr à ladite sentence, le Sergent ne pourroit pas saisir les biens du desobeissant sans mandement ^d du Juge. Et n'est loisible de faire assemblee de gens pour executer vne sentence par force & main-armee, sans permission de la Cour de Parlement, ou du Roy : laquelle est octroyee sur les informations faites par auctorité, & mandement de ladite Cour, ou par lettres Royaux touchant les rebellions : & mande & enjoint communement la Cour au Seneschal ou Baillif de la Prouince, où il faut faire l'execution, qu'appellé (si mestier est) le Ban & Arriere-ban de ladite Prouince, il face faire ladite execution, & y donne cōfort & ayde. Je ne veux pas entendre qu'un Sergent ne puisse bien proceder par ouverture de portes & coffres, en la maniere cy dessus declaree. Voire si la Cour a commis l'execution d'un Arrest à vn Conseiller ou autre Juge, le Commissaire ne peut decreter adiournement ^l personnel ou prinle de corps à l'encontre des rebelles empeschans ladite execution, ains faut qu'il en face son rapport à la Cour, pour y estre par elle pourueu. Et ne peut pareillement l'executeur commis, ayant cognoissance de cause, condamner des despens, frais & mises de l'execution reale, mais seulement des despens de l'instance agitee pardeuant luy sur ladite execution : & faut qu'il reserve à se pouruoir des despens de l'execution pardeuant celuy qui l'a delegué : & ainsi en a esté consulté par de sçauans Aduocats de la Cour de Parlement à Paris, ce que ie trouue bien dur : car c'est veu dependre de l'execution qui est commise.

5. *Comment il faut
proceder contre
ceux qui sont con-
damnez à faire
partage de biens.*

Conuient icy noter vn remede nouveau, k que la Cour a trouué contre ceux qui sont condamnez à faire partage de biens, & neantmoins ils sont delayans, ou empeschans : duquel remede elle vse, & aucuns Juges inferieurs à son exemple. C'est qu'elle ordonne que les parts & portions dudit delayant seront regies par Commissaires, s'il ne satisfait à ce qu'il est tenu faire pour la confection du partage, dedans certain iour que ladite Cour luy assigne.

6. *Quand amener
on les petitores*

Seulement par lesdites Ordonnances dernieres, arti. 96. si le con-

damné en action petitoire ou possessoire, est trouué appellant, opposant, possesseur, empeschant l'exécution, ou autrement frivolement, & indeüement empeschant l'exécution du iugement par luy, ou par personne suscitée ou interposée, il sera condamné en l'amende de soixante liures parisis, & outre en autre amende extraordinaire enuers le Roy, & en grosse reparation enuers la partie, à la discretion des Iuges. Et neantmoins sera la partie empeschant indeüement ladite execution contrainte à faire executer ledit iugement à ses propres cousts & despens dedans certain brief delay, qui pour ce faire luy sera prefix sur grosses peines, qui à ce luy seront comminees: & en defaut de ce faire dedans ledit delay, sera contraint par emprisonnement de sa personne. Et me semble que ceste Ordonnance n'empesche point qu'on n'en puisse user des contraintes susdites, quand par contumace le condamné delaye, mais si en iugement il delayoit, il faudroit user de ceste Ordonnance, & non des remedes susdits. Aussi aucuns ont voulu entendre cest article, & le precedent desdites Ordonnances quand on seroit condamné en action personnelle à bailler deniers ou semblable quantité: mais en ce il n'y a propos: car ladite Ordonnance parle seulement en action petitoire & possessoire: esquels cas il est plus facile d'executer la sentence, que bailler deniers: car lon n'a qu'à laisser ou bailler la chose qu'on est condamné: mais quant est de deniers, on ne les peut recouurer si aisément. Dauantage, selon Droit commun, le condamné en action personnelle à bailler deniers, auoit quatre mois pour payer: mais en action reale il n'auoit point de delay, sinon que la chose qu'il estoit condamné bailler ou rendre ne fust au lieu, ne presente: car lors on luy donnoit quelque delay pour la rendre, en baillant toutesfois par le condamné caution d'en rendre l'estimation, s'il ne rendoit la chose. Et pource il faut entendre ladite Ordonnance selon ou au plus pres du Droit commun.

Est plus à noter que lon peut accumuler plusieurs remedes d'execution ensemble: comme si mon debteur a obligé son corps & ses biens, & jaoit qu'au defaut de payement ie l'aye fait constituer prisonnier, neantmoins luy estant prisonnier, ie pourray faire vendre ses biens: & ne faut point faire difficulté, que sans discussion preallable de biens, ie puis faire emprisonner mon debteur, si à ce est obligé. Pour ladite cause aucuns ont voulu dire, que si j'ay fait saisir quelque dette due à mon debteur, & que ce nonobstant ie puis bien encores agir contre luy pour ladite dette. Mais ie l'entendroy pourueu qu'en ladite action & demande simple, il offrist le departir de ladite saisie, en luy payant sa dette, & qu'il declarast que par lesdites deux voyes, il n'entendoyt que rendre à vn seul payement de ladite dette.

Pareillement aucuns tiennent, que si on a prins des meubles du cōdamné, jaoit qu'ils ne fussent, neantmoins vous ne pouuez en prendre d'autres iusqu'à ce que les premiers prins & executez soient vendus & adiugez. Les autres disent, qu'il fust d'auoir fait faire les crieies & encheres, sans faire la vente & adiudication: car par ce moyen on pourra cognoistre s'ils seront suffisans pour la dette ou non. Mais ie penseroiy que si cut-

7. D'accumuler plusieurs remedes d'execution ensemble.

8. Si on peut après auoir prin quelques biens du cōdamné par execution, retourner à en prendre d'autres.

demment il apparoiſſoit leſdits meubles executez n'eſtre ſuffiſans, qu'en pourroit prendre d'autres, ſans en faire preallablement les criees ne la vente: & ſil n'apparoiſſoit ainſi euidentement, ie ſero'y d'aduis qu'on fiſt les criees des premiers, auant qu'en prendre d'autres. Toutesfois on en peut à la premiere fois tant prendre par execution, qu'ils ſoient ſuffiſans pour le principal, & pour les fraix de l'execution.

9. Tenter les peines criminelles du côté de la condamné, ne font pourtant toutes à demander enſemble.

Ne faut en ce lieu oublier, que ſi le Juge ſait comminatio ſur pluſieurs & diuerſes peines pecuniaires ou amendes de faire quelque choſe, & celui auquel leſdites peines ſont comminees, n'en fait rien, on ne peut pas demander toutes leſdites peines enſemble, ains ſeulement la plus grande deſdites peines. Et ſ'il obtempere & ſatisfait à ce dont luy a eſté ainſi comminé, il euite toutes leſdites peines, pourueu qu'elles n'ayent eſté auparavant declarées encouruës.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXIII.

De l'execution des ſentences contenant la reſtitution, &c.

NOyez le liure 1. des Inſtitutions forenſes chap. 16. En execution de ſentence la partie doit eſtre appellee ſuivant la diſpoſition civile, *Faber & Cynus in l. ab executione C. Quer. appell. non recipiantur. l. à D. Pis. §. in venditione. D. de re iud. l. et, in l. intra. D. de minor.* Et ne ſuffit de citer le Procureur, *l. inuitus, §. ibi. D. D. C. de procurat. cap. mon inofficiuſi extr. cod. tit. amplius non conſetur Procurator. R. de off. traſ. l. de ſent. pro. uis. art. 7. gl. 11. num. 11. 13. 14. 15. 16. 17. 18. & 22.* Mais auourd huy nous ſuiuons l'Ordonnance du Roy Charles IX. donnée à Paris au mois de Ianuier 1561. art. 7. par laquelle le Procureur qui aura eu procuration pour occuper en la cauſe, ſera tenu & eſt contraint comparoir en l'inſtance d'execution des Attreſſis ou iugemens, ſaus que nouuelle procuration ſoit requiſe. Ce qu'il faut entendre, partie deſiement appellee.

b. *L. viii. D. ſi quis ius decens non obtinet. l. 1. §. hac. verba. D. Ne rui ei fiat qui in poſſ. iuſſus eſt. c. l. 1. §. quid ergo. D. de ventris in ſpec. Faber iſt. coſ. C. de modo mul. C. xero. 1. Philipp. Qui vnoquant tanta domino ſenatorem coegit? aut quid eſt ultra pigrum aut multam?*

c. Cecy eſt pris des Annotations.

e. *l. 1. D. Ne rui ei fiat, l. qui reſtituere. D. de rei vindic.* Par l'Ordonnance de l'an 1566. art. 51. Les condamnées purement & ſimplement à deſaiſir ou ſoy departir d'aucun heritage, ſeront tenus promptement ce faire, apres la ſommation & ſignification, qu'ileur en ſera faite à perſonne ou domicile: nonobſtant les oppoſitions qui ſeront formées par le condamné, la femme, enfans & famille, pour quelque cauſe que ce ſoit: ſauf à le pouruoir ſur icelles, ainſi qu'il appartendra. Et ſ'il y a oppoſition formée par autres perſonnes, ſera neantmoins celui qui a obtenu le iugement, mis en telle poſſeſſion, en laquelle eſtoit le condamné, ſans preiudice des droicts des oppoſants. Et depuis l'Ordonnance d'Amboiſe 1572. art. 1. Voulons en cas d'empêchement ou reſiſtance à l'execution des Sentences prouiſionnelles, executeires, nonobſtant appel fait par le condamné, iceluy eſtre condamné par corps à faire & ſouffrir mettre les ſentences à execution. Et neantmoins que toute audience & deſenſe luy ſoit deniée, iuſques à ce qu'à ſes propres couſts & deſpens, il ait fait exccuter icelle, ſans eſperance de pouuoir repeter les fraix & deſpens, encores qu'en la fin du procès il obtient gain de cauſe. Leſdites Ordonnances ſont miſes au 7. liure de la Conſeſſence des Ordonnances, tit. 6.

f. *Faber in l. viii. c. de off. mil. indic.*

Le sergent ne peut sans commission & mandement de luge, contraindre vne personne de satisfaire à la sentence, *vis in l. 4. §. 1. D. de damus infelo.*

h. Executor non debet vim inferre. *Faber in l. vlt. C. de exec. rei iud.*

i. Cela semble contraire à la disposition Canonique, *capite 1. extr. de offic. delegati.*

k. Cecy est prins des Annotations.

l. Ordonnance de Charles IX. 1566. art. 51. & 1572. art. 3. cy-dessus recitees.

m. Conformement au droit civil, *l. qui §. ne tenere, C. de appellat. Faber in l. fin. C. de exec. rei iud. incurs in penam, l. si qui in tantum. C. unde vi prinator iure quod habet per sententiam, l. miles §. qui iudicati. D. de re iudic. R. ebuff. Tract. de sent. execut. Art. 7. gloss. 1. num. 23.*

n. Cecy est prins des Annotations de l'Autheur, mises sur le Chap. 16. du 2. liure des Institutions Forenses.

o. §. & si in rem. *Inst. de off. iud. & ibi Faber & in l. vii. C. de exec. rei iud. & autres textes alleguez cy-dessus és Annotations du Chap. 63. de ce liure.*

p. L. 4. si ex conuentione, & ibi Paul de Castre, D. de re iud. Guid. Pap. Conf. 99. Voyez ce qui

a esté noté cy-dessus au Chap. 57. de ce liure.

q. Chassan. Comm. in consuet. Burg. Tit. des rentes vendues à rachat, *col. 2.*

r. Notatur in Auth. ei qui iurat. C. de bonu auct. iud. possid. & ibi Accurs. & Faber. R. ebuff. Tom. 1. Tract. de lit. oblig. Art. 2. gloss. vlt. num. 65. & 66. reprend nostre Autheur.

s. Cecy est tiré des Annotations.

t. *Faber in l. vii. C. de modo mal.*

QVAVM SENTENTIARVM EXECVTIONEM non remoratur appellatio.

C A P. LXV.



ED quia nonnulla existunt controuersie, in quibus sententia executionem non suspendit appellatio, opportunum equidem duxi antequam appellatum ordinar tractatum, in huius exequendis paulum immorari.

Sunt autem huius generis lites hæc. Primum sequestratio quarum retinenda possessio interdictis adhaeret: in hac etiam fructuum ex re controuersa anno & die ab interdicti exordio restitui, posteaque præscriptum ob signatio apud sequestrum faciendam continetur. Nec refert, de sacerdotij an rei prophana agatur possessio, si modo ex consensu inter litigantes manus, non per alterutrum absentiam sequestratio illa sit iudicata. Deinde, alterum huiusce interdicti caput, quo de fiduciaria sacerdotij possessione disceptatur. Item aliæ et idque huiusce interdicti sectio, qua de securæ irremissibili sacra etiam dignitatis retinenda tractatur possessio, prætermissa quidem vindictarum liticula. Sanè in huius duobus ultimis capitibus oportet sententiam latam esse ex quatuor causidicorum consilio, necnon ex solis tabulis instrumentis quæ testimonij verò non. Tum apud principale præfectura cuiusque tribunal aut apud subsidaria, dum iudici conuentus in huius celebrantur. Denique, re virumque concertata iudicium processisse necesse est. At si de rei prophana vel fiduciaria vel irrevocabili possessione quaratur, sententia utrobique non meretur sublatæ appellatione executionis mandari, si definiti sit. Hæc ita tamen aliter sancitum est: nã

Quorum sententiarum executionem non remoratur appellatio.

454 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
 constitutionibus regni nouissimè edictis, permittitur iudicibus regiis à quibus res à
 ad supremos confisus appellatur, ut submota appellatione sententiam de fiduciaria
 possessione vel de possessione reintegranda à seipsis, ad seculo confiliorum eidem
 tribunali asidendum ceterum dictam exequantur. Verum appellatio ab interlocutione
 quam fiduciaria possessionis ad iudicationem precedentem, non impedit quin appel-
 lans litem peragere cogatur. Quod et in proprietatis omni que alia questione locum
 obtinet, dummodo interlocutio illa iniuriam non inferat, quæ in extrema litis defi-
 nitione nequeat inflaurari.

DES SENTENCES OV APPOINCTE- mens executiores nonobstant l'appel, & de l'execution des sentences des Iuges Ecclesiastiques: ensemble des Appel- lations comme d'abus.

CHAP. LXV.

1. Execution de sentences ne sont
 aucunesfois suspendues par ap-
 pel.
2. Quelles sentences sont execu-
 toires nonobstant oppositions
 ou appellations quelconques,
 & sans preiudice d'icelles.
3. Ordonnance du Roy Loys 12.
 expliquée.
4. Des Seneſchaucques & Baillia-
 ges ressortissans sans moyen en
 la Cour de Parlement.
5. Si les sentences de recreance &
 reintegrande, sont executiores
 nonobstant oppositions ou ap-
 pellationes quelconques.
6. Ordonnance de l'an 1539. art.
 62. expliquée.
7. Sentence de recreance n'est exe-
 cutoire par dessus l'appel contre
 un tiers.
8. Deport appartenant aux Ar-
 chidiacres.
9. Des appellations d'une inter-
 locutoire.
10. Quand un appointement est
 reparable en definitive.
11. Des Iuges qui apres auoir ap-
 pointé les parties à faire preu-
 ue de quelque fait, donnent sen-
 tence contre lesdictes parties.
12. Cōment il faut mettre en exe-
 cution les sentences des Iuges
 Ecclesiastiques par auctorité
 des Iuges lays.
13. Si l'appointement ou senten-
 ce interlocutoire se peut reuo-
 quer.
14. Apostres repositiores.
15. Si un appellant d'une senten-
 ce ou appointement interlocu-
 toire est tenu d'y renoncer,
 si sa partie offre les despens &
 de ne s'ayder dudit appointe-
 ment.

Dource qu'il y a plusieurs matieres, ésquelles les executions des sentences ^a ne sont suspenduës par appellains sont faictes nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles : avant que venir à traicter des appellations il nous faut toucher quelque chose desdites matieres. Premièrement la sentence de sequestre ^b donnee en matiere de complainte, & de restablissement des fruiëts leuez les an & iour precedans la complainte, & depuis icelle, est mise à execution nonobstant oppositions ou appellations quelconques: ainsi qu'il est dit par les Ordonnances du Roy Charles 8. art. 48. Et par les Ordonnances du Roy Loys XII. art. 83. & 84. failloit que telle sentence fut donnee parties ouyes, & non ^c par contumace. Mais par les Ordonnances dernieres, art. 30. est dit qu'en toutes matieres ésquelles les sentences donnees parties ouyes sont executoires par dessus l'appel suiuant les Ordonnances Royaux, aussi les sentences y donnees par contumace & apres que le demandeur a prouué le contenu en la demande, sont semblablement executoires. Aussi les sentences ^d de retereance ou de plein possessoire expedies par titre, sans loy arrester à la retereance en matieres beneficiales, qui seront donnees parties ouyes par Iuges Royaux en leurs sieges principaux, ou qu'ils donneront en leurs sieges, ésquels ils ont accoustumé tenir les assises, & durant icelles ressortissans sans moyen en la Cour, sont executoires, en baillant caution par la partie qui aura obtenu de rendre les fruiëts, s'il est dit que faire se doieue: pourueu qu'ausdits iugemens les Iuges appellent auecques eux six ^e ou quatre pour le moins des Conseillers & Practiciens de leurs sieges & Auditorioires, non suspects ne fauorables aux parties : & que la sentence ou dicton d'icelle soit ligné du Iuge & d'eux comme il est nommement decisi par les Ordonnances du Roy Loys XII. art. 81. 82. & 83.

Et pour l'intelligence de ladite Ordonnance conuient ^f entendre qu'il y a en ce Royaume aucunes Seneschauces ésquelles y a plusieurs sieges Royaux ressortissans sans moyen en la Cour de Parlement: & non subjects l'un à l'autre: sinon que le Lieutenant general de la seneschauce va tenir deux ou trois fois l'an les grands assises Royaux en chacun desdits sieges & donne esdites assises tous appointemens, sentences & autres expéditions de iustice: & ne peüent durant icelles assises les Lieutenans particuliers ou Assesseurs du siege duquel le general tient les assises, faire aucune expédition de iustice outre le gré & volenté du dit Lieutenat general: lequel neamains ne peut corriger les appointemens auparavant donnez par les Lieutenans particuliers, comme en Poictou où il y a Lieutenant general de Poictiers: lequel va tenir les assises à Nyort, & à Fontenay le comte: & autres sieges Royaux de Poictou. Et nyoir qu'à prédre estreictement les termes de l'Ordonnance, les sentences de retereance ou plein possessoire donnees par les Lieutenans particuliers en leurs sieges hors lesdites Assises ne seroient executoires: toutesfois le Lieutenant de Fontenay en a déclaré plusieurs executoires par dessus l'appel, lesquelles il auoit donné hors lesdites assises,

1. Executions des sentences ne sans aucunes fois suspensions par appel
2. Quelles sentences sont executoires nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prouuée d'icelles.

3. Ordonnance du Roy Loys XII. explicative.
4. Des Seneschauces ressortissans sans moyen en la Cour de Parlement.

456 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
nonobstant qu'on alleguast ladite Ordonnance: & de ce y a eu appel inter-
jeté, mais les appointemens & declaration par lesquels il les auoit decla-
rees executoires, auroient esté confirmez par Arrest: car la raison qui estoit
par adventure lors de ladite Ordonnance, cesse à present: car il y a luges
notables, & affluence de bon conseil à present édicts sieges Royaux particu-
liers: ce que par aduantage n'estoit lors: car il y a vicissitude de los & excel-
lence en tout pays, & ne peut pas vne region tousiours fleurir en excel-
lents esprits, quand vne y fleurist, l'autre en diminue: comme nous liions
des Atheniens, Lacedemoniens, & Romains: ainsi que tref-bien di& Vel-
leius Paterculus. s

5. Si les sentences
de recreance &
reintegrade, sont
exécutoires non-
obstant oppositions
ou appellations
quelconques.

6. Ordonnance
de l'an 1539.
Ar. 62. expli-
que.

7. Sentence de
recreance, n'est
executoire par
dessus l'appel
contre un tiers.

Et par les Ordonnances dernieres, Article 62. il est dit que ^h les sen-
tences de recreance & reintegrade en toutes matieres donnees par luges
Royaux ressortissans sans moyé en la Cour, appelez avecques eux six ^l Cō-
seillers ou Aduocats de leurs sieges, qui signeront le dicton avec le luge,
dont il sera mention au bas de la sentence, seront executoires nonobstant
oppositions ou appellations quelcōques, & sans preiudice d'icelles, en bail-
lant caution. Et est besoyn icy noter, que si la partie contre laquelle est
donnee la sentence de recreance, en appelle, celuy qui l'a obtenu, ne la peut
contraindre de proceder & à aller auant qu'au plein possesloire ou main-
tenue iusques à ce qu'il soit decisi dudit appel: car l'appellant peut dire que
la matiere estoit subiecte à vider ladite maintenue au plein possesloire à
son profit: & que la Cour en voidant ledit appel, luy adiugera par ce qui a
esté fait au procez, la maintenue: ainsi en fut dit par Arrest le 17. de Feurier
1517. Parcillement sont bien à peser les mots de ladite Ordonnance du
Roy Loys XII. parlant de la sentence de maintenue expediee k par titre
en matiere beneficiale: car si ladite sentence estoit donnee par titres, & En-
questes de tesmoins, elle ne seroit executoire nonobstant l'appel: & ainsi
en fut dit par arrest le 18. iour de Ianuier, l'an 1530. Car en la matiere où fut
donné cedit arrest, il y auoit eu inscription de faux contre vn acte d'ap-
prehension de possession du benefice dont estoit question. Combien que si
ores l'une des parties contendans du possesloire d'un benefice, ne mostre
auoir prins ^m possession d'iceluy, toutesfois si elle a bon titre, & la partie ad-
uersie n'a iur titre valable, l'autre obtiendra la recreance: & par mesme sen-
tence sont les parties appointees à informer plus amplement quant à la
maintenue ou plein possesloire. Car il n'y a temps prefix ⁿ pour prendre
possession d'un benefice, quand il est conféré par l'ordinaire, ou par le Pape
comme vacant par mort, & par preuention sur l'ordinaire: mais quand le
Pape confere par re signation, & que le benefice est deçà les monts, il faut
prendre possession dedans six mois: & ainsi en auoit esté dit par Arrest du
Parlement de Bordeaux, comme recite monsieur Bohier en ses decisions,
en la questio 24. où il est dit aussi qu'on ne se peut ny der de possession trié-
nale, o si on n'a titre du collateur ordinaire, ou le titre qu'on a d'autre que
dudit collateur, n'est point dit iur coloré, qui est requis pour iustificier ladite
triennale possession, p selon le titre, *de pacificu possessione*. Mais il faut en-
tendre que lescdites sentences de recreance ou reintegrade, sont execu-
toires

roires par dessus l'appel, contre ceux contre lesquels elles sont donnees, non pas contre vn tiers ou tierce personne, cõtre laquelle elle n'auroit esté donnee: laquelle personne seroit appellant de ladite sentence: comme il fut dict par Arrest donné le 26.iour q de Feurier, l'an 1537. Toutesfois la sentence de recreance d'un Benefice peut estre executee contre celuy qui leue les fruits du Benefice par priuileges: comme l'Archidiaque en son Archidiaconé, qui leue les fruits des Benefices vacans au dedans les limites de son Archidiaconé, en aucuns lieux: par quarante iours, & ailleurs par vn an: lequel priuilege: on appelle Deport. Mais l'Archidiaque ce nonobstant leuera son temps. Aussi ladite recreance se execute contre le Seigneur feodal, qui a fait saisir les domaines du Benefice pour quelque cause: pour laquelle il peut saisir par la Coustume, comme pour hommage non fait. Mais ceste executio de sentece, selon mon aduis, ne deuroit estre que verbale, & non reale: car puis qu'ils ont droit de leuer les fruits, ce seroit les priver de leur droit & possession, si l'on executoit contre eux realement ladite recreance: & ainsi j'entendrois ce que dist M. Rebuffe en les Commentaires sur les Ordonnances au premier Tome: car il dict que neantmoins l'Archidiaque iouira son annee. Dauantage, par les Ordonnances du Roy Loys XII. article 84. si l'une des parties, auparavant la recreance adiugee, appelloit de quelque interlocutoire, neantmoins lesdits luges reffortifians sans moyen, & ne deuroient differer de proceder en la matiere, nonobstant les appellations, & sans preiudice d'icelles, & sinon qu'il fust question de la competence ou incompetence du luge. Et depuis par les Ordonnances du Roy François I. de ce nom, article 4. & 5. & en toutes matieres, y si l'interlocutoire, dont a esté appelle, est reparable en diffinitive, le luge passera outre, & procedera au par-sus iusques à diffinitive inclusiuement, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles: & aussi nonobstant les inhibitions & defences à eux faites, tant par vertu du relief en cas d'appel, que par lettres Royaux, ne lute pendente, sans sur ce attendre permission ou injonction par lettres de Chancellerie. Toutesfois si par lesdites Cours de Parlement, parties ouïes, estoit ordonné inhibitions estre faites aux luges, de ne proceder outre, & elds luges y doivent obeir.

Pour entendre bien ladite Ordonnance, sçachez que nous en cest endroit ne prenons vn grief, ou appointement reparable en diffinitive selon le Droit escrit: car par le Droit escrit vn appointement est dict reparable en diffinitive, quand il concerne le principal: & jaoit que le luge par iceluy appointement ait debouté & forclos la partie de quelque exception & defense concernant le principal comme de prescription, ou promesse de non demander, neantmoins encore le peut-il reparet en la diffinitive. Et par nostre stile & pratique, nous entendõs & disons le grief & appointement estre reparable en diffinitive, quand il empesche qu'on ne puisse passer outre, & proceder en la cause: & à donner la diffinitive: comme si le defendeur a requis monstree, & il en soit forclos, & en appelle, ceste forclusion de monstree n'est reparable, parce qu'au moyen de ce que la mon-

8. *Deport appartient au Archidiaque.*

9. *Des appellations d'un interlocutoire.*

10. *Quand un appointement est reparable en diffinitive.*

s'ice n'est faire, le defendeur peut dire n'estre certain de la chose demâdee,
 & pource n'estre tenu de proceder en la cause, veu son appel. Semblable-
 ment, si le Iuge forclost la partie de faire enqueste, ou de produire: cest ap-
 pointement n'est reparable en diffinitive. Et ne pouuôs prendre l'appoin-
 tement reparable en diffinitive selon le Droit escrit: car en ce Royaume
 * vn appointment ne se peut reuoyer ne reformer que par appel, telle-
 ment que si on n'est appellant d'un appointment, il passe en force de cho-
 se iugée, & ne peut-on plus le retracter par diffinitive. Mais tout ainsi que
 selon Droit civil escrit il n'estoit loisible d'appeller d'une interlocutoire
 auparavant diffinitive, & encorés au pais de Droit escrit on ne baille point
 es Châcelleries relief d'appel interjeté d'interlocutoire: aussi au pais Cou-
 stumier, combien qu'on * en baille reliefs d'appel, toutesfois sans preiudice
 de iceluy on passe outre. Et à fin de plus clairement demôstrer quel grief
 ou appointment nous prenons irreparable, ou reparable, j'ay bien voulu
 encorés cy en mettre vn exemple: qui est, qu'après la cause contestee en
 vne matiere de complainte, le demandeur qui auoit discontinué la pour-
 suite par trois ans, la veut poursuiure, & requiert que le defendeur proce-
 de: lequel objice poremption d'instance, par le moyen de ladite disconti-
 nuation, & qu'il n'est receuable sans lettres Royaux à poursuiure: toutes-
 fois il est ordonné qu'il procedera, dont il appelle: nonobstant lequel ap-
 pel, & sans preiudice d'iceluy, ce requérant le demandeur, il est ordonné,
 qu'il passera outre: dont derechef il appelle, & releue ses appellations en la
 Cour de Parlemēt: par Arrest^b de laquelle est dict mal procedé & appoin-
 té, & bien appelé: & tout ce qui auroit esté fait puis le premier appel inter-
 jetté, reuocqué cōme attēts. Et sil est appelé d'une sentence interlocutoi-
 re donnee par vn Iuge Royal, toutesfois non ressortissant nuëment en la
 Cour de Parlement, & que l'appel soit releué pardeuant le Iuge Royal res-
 sortissant en la Cour, & par iceluy dict qu'il a esté mal appelé, dont enco-
 res l'appellant appelle: ledit Iuge Royal pourra ordonner que ledit appel-
 lant, nonobstant son appel, & sans preiudice d'iceluy, procedera pardeuā
 le premier Iuge à quo, pardeuant lequel il a renuoyé les parties, en disant
 bien iugé. Autre chose seroit, sil auoit esté appelé d'un Iuge non Royal:
 car jaoit que le Iuge Royal en disant bien iugé, renuoyât les parties par-
 deuant le Iuge à quo: toutesfois s'il y auoit appel dudit Iuge Royal, il ne
 pourroit pas ordonner que nonobstant son appel, & sans preiudice d'iceluy, il
 procederoit pardeuā ledit Iuge à quo, parce que par la Coust. par le moyen
 de son appel il est exempt de la iurisdiction du Iuge à quo, & luy seroit tol-
 lu ledit benefice d'exemption, pour la confirmation de ce aucuns alleguēt
 l'Ordonnance du Roy Loys 12. article nonante-trois, par laquelle est per-
 mis ainsi le faire; quant aux interlocutoires interjettes es procès criminels
 que sont les Iuges Royaux, ou autres inferieures à l'encontre des vagabons,
 & autres qui auroient esté fustigez, eslorillez, bannis & punis d'autres grief-
 ues peines corporelles, qui auroient esté depuis apprehendez, pour autre-
 cas par eux commis de nouuel. Mais parce que ce est ordonné speciale-
 ment contre telle maniere de gens en leur haine, & pour l'utilité de leurs

personnes: ie ne penserois que ce deust estre entendu en matieres ciuiles, ains penserois plustost les Iuges Royaux ressortissans en la Cour, le pouuoir faire par vertu de l'Ordonnance susdite du Roy François premier de ce nom, article 4. & 5. par laquelle il leur est permis de passer outre, nonobstant les appellations intentées des interlocutoires, repara- bles en diffinitive: car quand ils conserment l'interlocutoire de l'inférieur, elle est censée la leur, & comme par eux donnée: car nous ¹ agissons de la sentence confirmât, & non de la consermee. Aussi faut noter, qu'une sentence par laquelle vn homme est excommunié, n'est iamais reparable en diffinitive: pourautant qu'elle tire avec soy execution: comme dict M. Rebuffe en ses Commentaires sur les Ordonn. Royaux au premier tome, feuillet quatre & cens sept, ¹ où il dict plusieurs autres choses notables de ces griefs reparables.

Combien que (comme dict est) on ne puisse en pais Coustumier, reformer & amender vn appointment ou sentence, que par appel: toutes fois aucuns Iuges apres auoir appointé les parties à faire preuve de quelque fait, & qu'elles l'ont prouué, neantmoins ils baillent sentéce contre elles: en quoy n'y a propos: car puis qu'ils ont receu le fait, & adiuégé preuve d'iceluy, & qu'elle a esté bien faite, il faut qu'ils iugent selon ledit fait, & la preuve d'iceluy: autrement pour neant ils en adiuégét preuve: & est à retracter & amender leur appointment, ce qu'ils ne peuuent faire, & attédu mesmemēt que la partie en est beaucoup interessée & endommagée. Et ce adiuégent souuent en interlocutoires, par lesquelles sont les parties appointées à faire preuve de leurs objets: car combien qu'elles en ayent fait bonne preuve, toutes fois bien souuēt elles perdēt leurs causes. Mais on pourroit excuser cela: parce que le Iuge selon la preuve des objets, & reproches des tesmoins qu'on fera, pourra mieus aduiser ausquels tesmoins il deura s'arrester, mesmement quand il y a conflict & contrariété, ou repugnance de preuves entre les deux parties. Mais autrement telles interlocutoires & diffinitives de si grand' variation ne sont tolerables: car elles ne tendent qu'au gain des Iuges, Aduocats, & Procureurs. Et par Arrest de la Cour donné le ix. iour de Ianuier, 1543. donné sur vne requeste presentee pour faire declarer vne sentence interlocutoire d'adiudication de preuve d'objets en vne matiere criminelle nonobstant l'appel, fut ladite sentence declarée executoire, & renuoyées les parties, pour proceder iulques en diffinitive, nonobstant ledit appel, & autres quelsconques, & sans preiudice d'iceux.

Il ne conuiendra mal en ce lieu, d'y traicter comment on doit mettre à execution les sentences des Iuges d'Eglise, par authorité des Iuges lays en ce Royaume, nonobstant oppositions ou appellations quelscōques: jaoit que ie n'aye entrepris de toucher de l'ordre iudiciaire des Cours Ecclesiastiques. Or il faut entendre que par la Pragm. Sanction, & par les Concordats faits entre nostre S. Pere le Pape, & le Roy, il est dict qu'il n'est permis d'appeller deux fois d'une interlocutoire donnée par le Iuge d'Eglise, quand elle n'a force & efficace de sentence diffinitive: & d'une diffinitive.

11. Des Iuges qui apres auoir appointé les parties à faire preuve de quelque fait, donnent sentence contre lesdites parties.

12. Comment il faut mettre en executiō les sentences des Iuges Ecclesiastiques, par authorité des Iuges lays.

460 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
 ue, ou autre ayant force de diffinitive: il n'est loisible d'appeller trois fois. Si
 donc il est question de l'exécution de telles sentences, il faut que celui qui
 les a obtenues, prenne lettres Royaux adressans au premier des Conseil-
 lers de la Cour de Parlement, au ressort de laquelle demeure ledit appel-
 lant: & que par icelle soit mandé, que'il luy appert dedites sentences, il
 les face mettre à exécution deüë selon leur forme & teneur, suiuar lesdits
 Pragmatique, Sanction & Concordats. Et si ledit appellant obtient relief
 d'appel, touchant la seconde appellation d'interlocutoire, ou tierce appel-
 lation de diffinitive: celui qui sera cité par vertu dudit relief d'appel se
 portera appellant comme d'abus formellement en ladite Cour de Parle-
 ment, & en pareil cas fut dict bien appellé comme d'abus, par Arrest don-
 né le neuuiesme iour de Ianuier, l'an mil cinq cens trête-deux. Aucuns ont
 esté d'aduis qu'à ce procès vne sentence de garnison de main, donnée par
 le Iuge d'Eglise, estoit interlocutoire, & reparable en diffinitive, & qu'on
 n'en pourroit appeller deux fois. Mais le cōtraire a esté decisi par Arrest de
 la Cour, & qu'on en pouuoit appeller deux fois, comme d'une diffinitive,
 parce que l'instance de garnison de main n'a rié cōmun avec le principal, &
 se doit poursuiure separément du principal. Ceste difficulté aussi est adue-
 nuë en fait. Aucun obtient deux sentences diffinitives, l'une pardeuant
 l'Official de Maillezay, l'autre des Archeuesques de Bordeaux à l'encontre
 de la partie aduersè. Mais elle gaigne la tierce sentence pardeuant le Primat
 d'Aquitaine. Aucuns estoient d'aduis que celui qui auoit perdu sa cause, se
 portast appellant de la sentence du Primat, & eust lettres Royaux adres-
 sans à la Cour, par lesquelles fust mandé de bailler delay à l'appellant, pour
 obtenir rescript de nostre S. Pere le Pape: pour deleguer Iuges *ad partes*,
 sçauoir est sur les lieux, pour decider la cause d'appel. Mais les Maistres des
 Requestes, qui lors tenoient le Seel de la Chancellerie à Paris, baillerent
 lettres Royaux adressans au Seneschal de Fontenay le Comte: pour faire
 conuenir les parties des Iuges Ecclesiastiques en Poitou, pour vuidèr la-
 dite cause d'appel, à fin de releuer la partie des frais qu'il eust fallu faire
 pour obtenir le rescript du Pape. Mais on ne peut accorder autres person-
 nes Ecclesiastiques en Iuges, s'ils n'ont dignité en vne Eglise cathedrale ou
 Episcopale. Au parlus, pour retourner à nostre propos, aucuns ont voulu
 prendre occasion par ceste Ordonnance, parlant des appointemens repara-
 bles en diffinitive, ou non, de rendre illusoires les autres Ordon. permet-
 tans executer aucunes sentences diffinitives, nonobstant oppositions ou
 appellations quelsconques, & sans preiudice d'icelles: car apres que telles
 diffinitives estoient donnees, ils declaroient estre appellans de quelque
 appointement donné en la matiere, lequel n'estoit reparable en diffinitive,
 comme de la forclusion d'enqueste, & de tout ce qui s'en estoit ensuiuy: &
 pource empeschoient que ladite diffinitive ne fust declaree executoire:
 toutesfoies les Iuges sans auoir regard, autoient déclaré ladite diffinitive
 executoire: Car attendu qu'ils n'auoient point appellé en temps oppor-
 ton, & quand lesdits appointemens interlocutoires se donnoient, ils
 ne pouuoient plus empescher apres la diffinitive l'exécution d'icelle.

par tel appel: car il n'estoit plus question s'il estoit reparable ou non. D'auantage c'estoit faite fraude à toutes les autres Ordonnances permetans executer les diffinitives nonobstant l'appel, & induire ladite Ordonnance à vn effect tout contraire à celuy auquel elle auoit esté faite: car elle auoit esté faite pour paruenir plustost à la diffinitive, & en celle matiere elle empeschoit l'execution de la diffinitive.

Quand donc l'appoinctement n'est reparable en diffinitive, & que d'iceluy il y a appellé: du qu'on ne peut passer outre n'obstant ledit appel, il conuient voir s'il y a point quelque remede pour faire passer outre & venir à la diffinitive. Certes selon droit commun il est loisible de reparer le grief par le Iuge qui l'a fait. Et pource en Cour d'Eglise en ce Royaume ils ont vne maniere d'Apostres qu'ils appellent repôitoires, o sçauoir est par lesquels ils remettent l'appellant en l'estat qu'il estoit au temps de l'appoinctement dont il a appellé. Mais par arrest de la Cour de Parlement il a esté dit plusieurs fois que le Iuge apres l'appel interjetté de son appoinctement ne peut reparer le grief par luy fait, & meismement par ar. est donné le 14. iour de Mars, 1532. & par autre Arr. donné le 12. iour d'Auril audit an. Toutesfois plusieurs Iuges de grand auctorité font chacun iour le contraire, & reparent le grief apres l'appel interjetté, pourueu que l'appel ne soit releué, & les inhibitions & defences au cas appartenant faites: & ne suffiroit reparer le grief seulement quant au principal, ains faut cōdamner la partie, à la requeste de laquelle a esté donné l'appoinctement, enuers l'appellant, & despens q' il fait par & au moyen dudit appoinctement & de ce qui s'en est ensuiuy. Et de ces arrests susdits vient, que combien que celuy au profit duquel est donné l'appoinctement, dont a esté appellé, declare à l'appellant dedans la huitaine dedans laquelle il peut se desister de son appel, qu'il n'entend soustenir ledit appoinctement, ne s'en ayder, & qu'il le somme de se desister de son appel, offrant luy payer les despens faits par & au moyen dudit appoinctement, & de ce qui s'en est ensuiuy: neantmoins l'appellant n'est tenu accepter ladite offre, & peut releuer son appel: & aura les despens de ce qu'il aura fait pour releuer & plaider ladite cause d'apel puis ladite offre, & ainsi en a esté dit par plusieurs arrests. Ce que ie trouue fort rigoureux, parce qu'il appert euidentement de la malice & pertinacité de celuy qui refuse telle offre: attendu que par icelle il est totalement rendu indemne. Mais il y a quelque raison de formalité en ce: car selon le stile de ce Royaume, en Cour laye on deferé à toutes appellations, & ne passe-l'on outre nonobstant icelles, sinon es cas où il est spécialement permis par les Ordonnances Royaux. Or puis que le Iuge doit deferer à l'appel, & qu'il y a deferé, il ne peut plus entreprendre cognoissance de la cause: parquoy ladite offre est inutile: & est le refus d'icelle excuse pour le defaut de la iurisdiction & cognoissance qui est tollu au Iuge par le moyen dudit appel. ¶

13. Si l'appoinctement ou Sentence interlocutoire se peut reuocquer.

14. Apostres repôitoires.

15. Si vn appellant d'une sentence ou appoinctement interlocutoire est tenu d'y renoncer, si sa partie offre les despens ordonnés d'yder dudit appoinctement.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXV. Des sentences ou appointemens exécutoires, &c.

L'Auteur en ce Chapitre 65. & autres suivans iusques au 71. inclus, montre quelles sentences ou appointemens se doiuent executer, & en quelles matieres par les Ordonnances, nonobstant oppositions ou appellations quelconques.

b François I. 1535. Chap. 16. article 18. Henry II. 1559. art. 14. mise en la Conference des Ordonnances, liure 7. Tit. 3.

c Cela est confirmé par arrest donné aux Champs iour de Poitiers 1511. le 11. Octobre. Voyez le Chapitre 13. de ce premier liure des Institutions Forenses cy-dessus.

d Loys XII. 1498. art. 83. 85. & 86. François I. 1535. Chap. 16. art. 14. 15. & 16. Henry II. 1559. article 14. mise en la Conference des Ordonnances liu. 3. Tit. 8. & liure 7. Tit. 2. Notez qu'il ne suffit voir les titres d'une partie, s'il n'y a contumace. Car à lors telle sentence ne sera exécutoire par dessus l'appel iugé par arrest du 13 iour de Mars 1516. Et par autre arrest du 12. iour de May 1531. fut infirmée la sentence du Seneschal d'Anion, qui auoit ordonné que la partie seroit examinée auant la retercance adingée. Pareil Arrest auparavant du 27. Iuin 1509. entre frere Iean du Refuge, demandeur d'une part, & Maistre Pierre Marie, & frere Geoffroy d'Amboise d'autre. *Rebuff. Traict. de sentenc. exte. Art. 1. glof. 6. num. 4. & 6. Papon liure 8. des arrests Tit. 11. arrests 5. 6. & 7.*

e L'Ordonnance mil cinq cens trente neuf, article 62. vent qu'il y en ait six, dont il sera parlé cy-dessous *Possession momentanea est viduas, l'vme. C. si de moment. poss. Cynon Bartol. Baldus, Salicetus, Faber, & DD. in l. 2. D. de appell. recipiend. Affer. ad cap. 23. fol. Parl. 4. 6.*

f Ccey est prins des Annotations.

g *Uellum Patet. lib. 2. vna vrbis Attica pluribus annis eloquentia, quàm eniuer, G. aia, operibusque floruit, adeo ut corpora, gemis illius separata sunt in alias ciuitates, in quibus vixit solus Atheniensium moris clausa exilium.*

h Ccey est aussi tiré des Annotations. Les lettres de reintegrande ne sont exécutoires apres l'appel, ains seulement la sentence, arrest du 5. iour de Decembre 1516. Notre Ordonnance semble estre vice de Bartol. in lege 1. me. C. si de moment. poss. vide Bald. in l. l. iud. C. de collat. cap. cum veteri. De cetero exte. & DD. in l. placet C. de for. exte. Au reste quand il y a sentence de mainueüe, c'est à dire, quand le plein possesseur s'adjuje, sans autre preuve, la sentence est exécutoire par dessus l'appel, comme celle de retercance, iugé par arrest du 27. iour de Nouembre 1527. recité par Rebuffe, *Traict. de sent. execut. Art. 1. glof. 5. nu. 3. Tom. 3. Traict. de caus. benef. poss. Art. 3. glof. 2. me. num. 10. & Traict. de sent. execut. Art. 5. glof. 1. num. 4.*

i Par arrest du 5. iour de May 1539. suivant la requeste de M. Cappel Aduocat du Roy, fut enioind à tous Greffiers de mettre au pied des sentences de retercance ceux qui auoient esté presens au iugement du procez, *Rebuff. Traict. de sent. execut. Art. 1. glof. 4. nu. 6. Papon 8. des arrests. Tit. 11. arrest 15.*

k Ccey est prins des Annotations.

l Cest arrest est du 8. iour de Ianuier 1530. comme recite Rebuffe, *Traict. de sent. execut. Art. 1. glof. 7. nu. 5.* Autre arrest pareil du 18. iour de May 1511. 8.

m *Rebuff. Traict. de sent. execut. Art. 1. glof. 7. nu. 8.* taxe nostre Auteur, & dit que *agens possessor non potest sine possessione reuocare. Tit. Tit. Dig. si l'us possid. Sine possessione qui non*

posse manuteneri, cap. *l. et causam*. De *probat. extra*. Aultelle si la partie demande delay de produire son titre, & cependant la sentence est donnee, & prononcee, elle n'est exécutoire par dessus l'appel, ainsi qu'il a esté jugé par arrest du 13. iour de Mars 1536. *Idem Rebuff. sicut. nu. 2.*

[n Abbas Siciu in cap. capitulum col. pen. De *scriptis. in antiquo*. In *beneficiis titulus magis quam possessio inspicitur*, cap. ex *frequentibus*. De *instituti in antiquo*.

o L'ordinaire ayant preuenu, vn autre ne peut plus consecrer, *ut notatur in cap. si de de. De probat. in 6. gloss. in pragmat. (aut. Tit. le collat. §. neque etiam cellatione.*

p *Glossa in Pragm. Sancti. in verbo de orationum. Tit. de pacif. poss.*

q *Cap. 1. de causa posses. Et propriis*. Papon liure 8. des Arrests Tit. 11. Art. 14 ou cest Arrest est coté du 28. iour de Fevrier 1517.

r *Loan. 22 cap. superius extra. de elect. probatur 1. Tit. 1. D. Sol. matrim. D. D. in cap. veniens, extra de iustis. Rebuff. in proli. Tract. de sent. provisio. nu. 111. Et 112. Tract. de sent. execut. Art. 2. gloss. 24. nu. 8. Art. 9. gloss. 3. num. 16. Tom. 3. Tract. de sequere seu commis. art. 1. gloss. 2. nu. 16. 17. Et 18.*

s De tort s'entend pour les mineurs en quelques Coutumes, cōme d'Anjou, Art. 107. & le Maine art. 119. ainsi qu'il a esté expliqué en la Conférence des Coutumes, partie 1. Tit. 1. Mais ce droit de Deport, dont nostre Auteur fait mentiō, appartient à plusieurs Euesques Archidiares & Archiprestres, par priuilege ou Coustume, principalement en Normandie, & autres pays ou prouines proches: C'est proprement l'Annate ou le reuenu du Benefice paillible, qui le prend & leue, principalement sur les Curez Il est fait mention de ce droit és Articles du Chapitre prouincial de Paris fait en l'an 1517. Tit. 10. *De portu*, où il est dit que par loiable Coustume l'Euesque a les fructs des Benefices & Cures vacans, *inter cunctos & Trinuitium*. Arrest à ce propos au profit de l'Archidiacre de Tours dès 24. Fevrier 1483. May 1466. 12. Avril 1508. au profit du curé de Lonjumeau, 13. May 1406. au profit de l'Archipreste de l'Isle. Bouchart, 14. Mars 1444. pour le grand Doyen de l'Eglise du Mans du 29. iour de Ianuier 1516. au profit de l'Archidiacre de Sologne, contre l'Euesque d'Orleans, qui auoit receu les fructs apres la recreance adiugee, combien qu'il alleguast qu'il pouuoit les receuoir, *pendente lite, cap. si propriis*. De *scriptis. in 6.* Si vn Archidiacre defend aux Communiaux de leueir à peine d'excommunication, il abuse d'iceul par arrest du onzieme Fevrier 1534. Autres arrests dès 6. Mars 1517. 25. Fevrier 1528. 25. Fevrier 1531. & 21. Fevrier 1558. au profit de l'Archidiacre de Paris. Le 10. Avril 1565. de releuee au profit du Curé de Sablé: contre l'Archidiacre de Sablé en l'Eglise du Mans, *Chopin. lib. 1. de Sac. Prolat. nu. 18. Et seq. lib. 3. Tit. 3. nu. 4. 5. 6. Et 7.* recite plusieurs autres arrests à ce propos. *Rebuff. in concordat. Tit. de Collat. §. volumus, in verbo beneficium. Tract. de sent. execut. Art. 1. gloss. 14. nu. 8. Art. 9. gloss. 3. nu. 16. gloss. 4. Et 18. nu. 8. gloss. 14. Tom. 3. Tract. de seq. seu Commis. Art. 1. gloss. 2. nu. 16. 17. Et 18.* Ragueau en son indice, in verbo, *Deport*. Vide csi *propter*. De *scriptis. in 6.*

t *Idem*, les gens tenants les requestes du Palais à Paris, Conseillers du Tresor, Euesques, Maistres des Comptes. Rebuffe *Tract. de sent. execut. Articuli. 10. gloss. vnic. num. 16.*

v *Rebuff. Tract. de sent. execut. Art. 3. gloss. 1. 2. Et 3. nu. 10. 11. Et 12.* Voyez l'Ordonnance 1539. art. 46.

x Ou recusation d'iceluy, ainsi qu'il est porté par les Ordonnances, & semble que ces mots qui ont esté omis, doiuent estre adioutés au texte.

y Ceste Ordonnance est conforme au droit civil, *l. ante sententiam. D. de appel. recip. vel non. l. ante sententia tempus 7. C. quor. appell. non recip. l. 29. C. Th. cod. lit. l. de Rebuff. Tract. de sent. execut. Art. 17. Et 18.*

z Telle clause n'est receuë n'approuuee és reliefs d'appel de telle sentence exécutoire, nonobstant l'appel arrest du 24. iour de Nousembre 1534. recité par Rebuffe, *Tract. de sent. execut. Art. 6. gloss. vnic. num. 13.* Au reste le Iuge doit pronocer la sentence exécutoire, nonobstant l'appel, & sans preiudice d'iceluy. *Alas non est ex eorum, ainsi qu'il fut jugé par arrest du 29. iour d'Octobre 1513. Rebuff. Tract. de sent. execut. Art. 18. gloss. 1. num. 12.*

a Il est tres-certain que les Baillifs, Seneschaux, & leurs Lieutenans, Prevoists, Chastellains & autres Juges Royaux, non recusez, peuvent passer outre à l'instruction & decision des proces introduits par deuant eux, & iusques à Sentence definitive inclusivement, nonobstant & sans prejudice des appellations interiectees des appellans, & sentences interlocutoires: pourueu que les griefs precedez par les appellans soient reparables en definitive. Auquel cas ils passeront outre, n'obstant les inhibitions & defences qui leur pourroient estre faites, tant par nos lettres de Chancellerie, qu'Arrests de la Court en termes generaux, d'attenter au prejudice de l'appel: pour lesquelles defences generales ne voulons estre differé, si ce n'est que par la Court, parties ouyes, defences particulieres soient faites de passer ouure, ainsi qu'il est porté par les Ordonnances de Charles 8. 1493. art. 12. Loys 12. 1498. art. 81. François 1. 1519. art. 4. & 5. 1535. Chap. 16. art. 13. & 14. & 1540. art. 3. mises en la Conference des Ordonnances, liure 7. Tit. 2.

b Cecy est prins des Annotations, & est conforme au droit ciuil, l. 2. D. de appell. recip. d. l. ante sententiam tempus 7. C. quorum appell. non recip. c. cum appellacionibus, extra de appell. cap. fin. cod. tit. in 6. Par le droit canonique, omnis grauatus appellare potest, cap. vs debitis honoribus, extra de appell. c. 1. cod. tit. in 6. Bald. in l. 2. C. de epis. audient. Vide commentum in Pragm. sanct. Tit. de caus. rescriptis neque ad grauamens in verbo, nequiret. Rebuff. Tract. de sent. execut. Art. 7. gloss. 12. Ar. 10. gloss. 1. & 16.

c Notatur in cap. vlt. extr. de appell. & autres lieux cy-dessus cottez. d Secus, par le droit commun. Notatur in c. cum cessante 60. extra de appellat. comme il sera dit cy-apres sur la fin.

e D. l. 7. C. quorum appell. non rec. l. ante sententiam. D. de appell. recip. vel non, l. 2. C. de epis. cap. ad. l. apertissima. C. de iudicij. eam. non volent. h. ante sententiam 2. q. 6.

f Notatur in d. cum cessante 60. De appell. extra.

g D. cap. cessante extra de appell.

h Du cinqiesme iour de Ianuier 1531. ainsi qu'il est contenu és Annot. Latines. i Voyez le Chap. 19. cy-dessus, & le Chap. 16. du 2. liure des Institut. Forens. & ce qui est annoté là dessus.

k Ce nombre est selon les premieres Editions: mais il faut suivre Tract. de sent. execut. cy dessus allegué.

l Notatur in l. quod iussit. D. de re iudic. cap. pastoralis. De appellat. in antiq. & ainsi fut iugé par arrest de la Court de Parlement à Paris le dernier iour de Ianuier 1519.

m Cecy est prins des Annotations. Par l'Ordonnance du Roy Henry III 1520. Art. 24. il est enioinct aux Juges Royaux prestler ayde pour l'exécution des sentences des Juges Ecclesiastiques implorans le bras seculier: auxquels neanmoins est defendu de prendre cognoissance desdits iugemens: sauf à se pouruoir par appellations, comme d'abus suiuant les Ordonnances. Et par autre Ordonnance des estats de Blois 1579. Art. 62. les sentences de prononcion & garnison de main donnees par les Juges Ecclesiastiques sur les contractz, obligations, & cednelles recogneuës, non excedans huit escus vn tiers d'escu, seront executoires, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, en baillant bonne & suffisante caution. Lesquelles pourront estre mises à execution par les Appariteurs des Juges d'Eglise: fur ce requis par toutes voyes & manieres deuës & raisonnables. Voyez les Annotations mises cy dessus liure 1. Chap. 9. en la lettre r.

n Felin in c. ad abolendam, extra de heret. tradit posse ab interlocutione appellari, quamuis à diffinitiuo sequenti illum non possit appellari: tamen id est intelligendum ubi opportunum tempore, videlicet ante diffinitiuum appellatum est ab interlocutione. Alioquin enim interlocutio in reu transmissio uocatur, cap. quod ad consultationem, extra de re iudic.

o D. cap. cum cessante, extr. de appell.

p Voyez cy dessous le liure 2. Chap. 2.

q Faber in l. 1. C. sentent. resc. non possit scribi interlocutionem reuocari posse donec inhibitu sit, aut causa commissa vel citatio facta.

r Suiuant l'opinion de Faber, in d. l. 1. C. sent. resc. non possit. Innoc. in d. c. cessante, extra de appell. Felin in capite qualiter & quando numero 18. extr. de accusat. où ils tiennent aussi que

que le Juge doit refondre les despens. Mais il faut entendre telle opinion selon nostre Stile & Pratique, que le Juge a de coustume de condamner la partie intimée enuers l'appellant, es despens faits par le moyen dudit appointement. Car par la mesme Pratique on ne peut reuoquer vn appointement interloutoire, & le Juge aussi n'est point tenu aux despens, quand les appointemens ou ordonnances sont faits à la requeste & poursuite de la partie.

¶ Ccey est tiré des Annotations.

† Suiuant les Ordonnances Royaux mises au liure 7. de la Conférence des Ordonnances, tit. 8.

¶ *Faber ad d.l. 1. G. sent. res. non poss. folio, in cap. qualiter & quando, entry de accusat.*

VARIA SENTENTIARVM EXEMPLA, quas appellatio non remoratur, explicantur.

CAPVT LXVI.

Raterea, si de repetenda aut dote, aut propter nuptias donatione, datione tutoris, conficiendo inuentario, interdicens a furis aut prodigis rerum suarum administratione, rescindendis pontibus & viis publicis, de alimentis exhibendis: denique, si de mercede de praestiti à l'annulo per triennium obsequi agatur, pronuntiatio super illis habita appellations non cohibetur habentibus, quo minus ad iustam executionis metam proficiat.

CONTINUATION DE LA MATIERE des sentences executaires, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques.

CHAP. LXVI.

- | | |
|---|---|
| 1. Plusieurs manieres de sentences executaires nonobstant oppositions ou appellations quelsconques. | 1. ques. |
| | 2. Des sentences donnees en matiere de doüaire. |

EN outre sentences prouisoires * donnees en matiere de repetition ^b de dot ou doüaire, dation de rutelle, ^c confection d'inuentaire, interdiction de biens aux furieux ou prodigues, rescission de ponts & passages, & aliments ou medicaments, & aussi quand il sera question de salaire ou loyer des seruiteurs de trois années, & au dessous, seront executaires, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, & sans preiudice d'icelles. Et à ce sont formelles les Ordonnances du Roy Charles ^d VIII. article 51. & du Roy ^e Loys XII. art. 30. Mais il faut entendre lesdites Ordonnances des ^f aliments futurs, & non passez; tout ainsi que lon ne peut transiger sur les futurs, ains sur les passez, ce que toutesfois nous ne gardons pas quand il est question d'aliments.

1. Plusieurs manieres de sentences executaires, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques.

ments & medicaments adiugez à vne personne blessee: car combien qu'à la personne soit guerrie, toutesfois on execute la sentence desdits aliments & medicaments, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, ainsi qu'il sera dict cy apres au troisieme liure.^h

*8 Des sentences
donnees en ma-
tiere de douaire.*

Et au regard des sentences donnees en matiereⁱ de douaire, il faut entendre, que quand le condamné est heritier du mary, on estoit tenu par conueuance au douaire: car si c'estoit vn tiers k possesseur, qui tient quelques immeubles sujets audit douaire, & fust condamné à en laisser iourir la demanderesse: en ces cas la sentence seroit executoire nonobstant l'appel: & ainsi en fut dict par^l Arrest donné le 28. de Nouembre, 1530. Dont resulte que la Court n'entend lesdites Ordonnances auoir lieu en action reale, mais seulement en action personnelle. Voire si quelqu'un auoit promis dot, & fust conueu, ou son heritier, par action personnelle & hypothecaire, la sentence seroit executoire par dessus l'appel: comme il fut dict par Arrest au mois de Mats, l'an 1547.^m Et semblablement vne personne vlant de mauuaise vie, comme tenant bordeau en sa maison, n'era contrainde de vuidier de sa maison, nonobstant oppositions ou appellations quelconques: comme il fut dict par Arrest le 2. iour de Septembre, l'an 1542. Mais en autre matiere, où estoit question d'une robe qu'une partie estoit condamnée rendre, ladite Court declara ladite condamnation n'estre executoire par dessus l'appel, par Arrest donné le 23. iour de Feurier, 1519. Voire lesdites Ordonnances ne doiuent estre entendues es cas semblables, à ceux qui par icelles sont exprimez, jaçoit qu'ils soient aussi fauorables: car combien que par vne mesme sentence vn quidam eust esté condamné à payer certaine somme de 9 deniers au dessous vingt-cinq liures enuers vne fille pour ses seruices, & avec quelque somme de deniers non excédant ladite somme de vingt-cinq liures pour la defloration d'icelle: toutesfois auroit esté dict par Arrest donné le 7. iour de Mars 1519. qu'il auoit esté mal iugé, entant que ladite sentence auroit esté declaree executoire, pour le regard de la somme adiugee pour ladite defloration.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXVI.

Continuation de la matiere des sentences executaires, &c.

A *En luy casus que celeritatem desiderant, iure ciuili non licebat appellare, Ludou. Rom. sigul. 778. Argumenti fin. D. de appell. recip. vel non. l. vii. D. Quando appell. fit. b* Le Ingelay est seul Iuge pour la repetition du dot, iugé par Arrest du 22. iour d'Auril 1531. contre l'opinion de la Glosse, & des Docteurs, in cap. de praedentia, extra de donat. inter vir. & vx. extr. Dec. 10 l. 1. D. de iur. matrim. Rebuff. tract. de sent. promiss. art. 3. gloss. 1. num. 31.

c Arrest du 15 iour de Decembre 1541. pour Denis le Page, appellant du Preuost de Paris, contre Guillaume Lefchirant. *Idem* pour la despense faite pour raison de la sentence en matiere de medicaments, iugé le 15. Ianuier, 1542. *Rebuff. tract. de sent. promiss. art. 3. gloss. 1. num. 19. & 20.* Et estime que le mesme a lieu en matiere de curatelle. *Id. gloss. 1. num. 15.* Telles sentences pro uoiloires sont bien executaires, nonobstant l'appel pour le principal, mais non pour les despens: iugé par Arrest le 18. iour de Feurier.

1545. par lequel fut infirmée la sentence du Seneschal de Bouibonnois, *cap. ad audientiam extra de decimis. Rebuff. lib. art. 3. gloss. t. num. 27.*

d 1463.

e 1495. François I 3535. chap. 13. art. 13. cha. 16. art. 14. Henry II. 1559. art. 14. mises au 7 liure de la Conference des Ordonnances Royaux, ut. 1.

f Ccey est pris des Annotations. *Rebuff. tract. de sent. promif. art. 1.* où il interprete lo 51. art. de Charles VIII.

g *L. de alimentis. C. de transact. speculator sit. de appell. §. quibus autem cessat, in 2. parte operis vers. D. Alex. Conf. 72. Vise processu coll. 3. in 5. vol. 3. lib. 100. 1. de sent. promif. art. 1. gloss. 2. nu. 31. art. 2. gl. 1. nu. 1. & gloss. 6. num. 700.* où il cite vu Arrest du 16. iour de Decembre 1522. par lequel vn quidam fut condané à payer à l'aduenir par chacun au les alimets à six vingts liures, & pour les passez à huit cens liures, où pouuez voir plus amplement les raisons par luy alleguees, mesmes la loy *Conuenire, D. de pact. doi.* Papon liure 18. des Arrests, tit. 1. Arrest 18.

h Chap. 3.

i Ccey est pris des Annotations. Et faut bien entendre ce qui est dict pour le douaire, soit ledit douaire constitué ou coustumier: iugé par Arrest du 13. iour de Janvier, 1522. entre Loys Frelet, & Martin Paillars & sa femme. Et est la reception du douaire aussi executable par prouiso, ores que le tiers l'ait acquise: iugé par Arrest du 3. iour de Mars 1550. plaidant du Moulin pour la vesue, & Boucherat pour l'appellant. *Secus si nouerit conferre alienationi.* Arrest de l'an 1350. *Item, Gall. quest. 22. Rebuff. tract. de sent. promif. art. 1. gl. 3. num. 1. art. 3. gl. 25. Papon liure 18. des Arrests, tit. 1. Arrest 16.*

k Par Arrest du 3. iour de Mars 1551. fut vne sentence donnee en matiere de douaire, *etiam contra tertium possiderem*, declarée executioie, nonobstant l'appel, qui est contre l'opinion d'Imbert. Et auparavant y a eu Arrest du 14. Nouembre 1549. par lequel il fut dict que telle sentence se pouuoit mettre à execution contre vn tiers.

l *Rebuff. lib. 3. tract. de sent. prom. art. 3. gloss. 3. num. 6.* cite apres Imbert.

m Pour la vesue de M. le General Pioche, contre l'Esleu Pioche, pere. *Rebuff. tract. de sent. promif. art. 1. gloss. 3. num. 7.* Par Arrest du 18. iour de Iuillet 1527. pour la vesue du sieur de Genuille, ayant douaire sur ledit lieu, fut dict qu'elle bailleroit caution iuratoire, sans bailler autres cautions. *Ibid. gloss. 5. nu. 2. Vide Guid. Sup. qu. 189. 249. & 250. Item, in diuortio. §. interdum, num. 11. D. solut. matr. Rebuff. tract. de sent. succat. art. 1. gloss. 15. num. 7. gloss. 16. num. 34.*

n *Le si qua. C. de spoli. lib. 11. pen. C. de postu. Et par l'Ordonnance du Roy saint Loys, les ribaudes matices sont bouter hors des bonnes villes. Vne putain publique ne peut aussi estre receuë à encheoir au bail qui se fait d'vne maison mise en cices, comme il fut dict par Arrest du 10. Feurier 1544. comme dict le mesme Rebuffe, & allegue la loy, *Si quis. C. de spoli. lib. 11.**

o Onzieme iour de Septembre 1542. *Rebuff. in praef. tract. de sent. promif. nu. 133.*

p Rebuffe audit lieu cite Imbert.

q *Rebuff. tract. de sent. promif. art. 3. gloss. 7. num. 6.* cite cest Arrest, où il dict que la declaration n'estoit point fauorable, ains seulement les salaires. Au reste, souuent fad- iuge prouision pour colans receueus, comme l'ay veu iuger par Arrest, mesmes pendant la question du mariage, le 22. iour de Feurier 1522. & auparavant le 28. iour d'Auril 1572.

ALIA SENTENTIARVM EXEMPLA.
proponuntur.

CAPVT LXVII.

Item idem de ea dicere sententia, qua civili personalique actione summam viginti aut quadraginta francorum (ut aiunt) Parisienſium qui ſoluere inſſum eſt, aut decem annuos francos penſitare Parisienſes. Neque intereſt an nummi empti, an ſolarij ſint, modo perſonalis actio eorum nomine ſit inſtituta, ut puta, ſi ſolarium vectigal ab eo qui rem hac lege accepit, aut ab eum herede in perſonam directæ actione condicatur. Aliud ſi in rem mora ſit actio, veluti ut rebus huic annuo redditus obligati debitor cedat aſſori: ſententia enim ſuper eo lata executionem remoratur appellatio. Planè ſumptus in has civiles perſonalesque actiones perſequendas facti, ſubmoti etiam appellationse exiguntur, ſameſi ſortem longè exuperent. Sed ab altero quàm qui ſententiam dixit, taxatos illos eſſe oportet. In ſuper, ubi de quadraginta francis, aut decem annuis diſceptatur, cenſendi poteſtatem debet quatuor cauſidici ſecum ſociſſe iudex, ut ſententia hac porietur privilegio: qua quidem conſultatio remittitur, ſi de viginti duntaxat francis actum ſit. Planè quantalibet ſit quantitas vel res, quàm ex inſtrumento authentico apud actorem præſtito, ſine contractus, ſine teſtamenti ſint tabula, prius aſſidus & locuplere ſiduiſſore rem damnatam fuerit, hac ſententia, ſubmoti a quidem appellationse, quantum ad ſortem petitionet, non autem ad litum ſumptus, rectè effectus contradetur. Nec ullum ſori ſui patronorum regim iudex in huiusmodi ſerenda ſententia conſilium cogitur adhibere. Nec vero refert quantitati an ſemel dependenda, an quotannis penſitanda quæ ex huiusce generis tabulis condemnationem paſſus fuerit.

S.VITE DES AUTRES ESPECES D'E
ſentences diffinitives auſſi executaires, nonobſtante
oppoſitions ou appellations quelsconques.

CHAP. LXVII.

1. Sentences diffinitives non excedans la ſomme de 25. livres en matieres pures, perſonnelles &

civiles, ſont auſſi executaires nonobſtante l'appel.

2. Ordonnance du Roy François

470 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE
icement sblous &c que le demandeur en eust appellé, la sentence n'eust esté
declaree exécutoire.

3. Explication
de l'Ordonnan-
ce du Roy Fran-
çois l. 1519. Art.
6.

4. Des sentences
exécutoires en
matiere de ren-
te ou revenu an-
nuel.

Aulli par quelquel temps la Cour a entendu & interpreté ceste Ordon-
nance du Roy François, en tant que touche les dix liures de rentes, des
rentes en argent, ou en bled, constituées à prix d'argent. Mais puis certain
temps en ça elle a donné plusieurs Arrests par lesquels elle a déclaré les
sentences ² données touchant rentes foncières, non excédans ladite som-
me de dix liures tant en deniers qu'en grains, exécutoires nonobstant l'ap-
pel: & ay ouy dire qu'elle en aueit fait Ordonnance ou déclaration, les
chambres allées. Toutes fois ladite Cour excepte tousiours les rentes
ou deuoirs leudaux: car ils portent beaucoup plus grand consequence,
que les foncières: d'autant que par fois vn denier de cens fera deu sur vne
maison qui vaudra nulle lites, dont au moyen dudit denier de cens, les
ventes en appartiendront au Seigneur dudit denier de cens. Semblable-
ment aucuns luges extendoient ladite Ordonnance, & sentences données
touchant choses immeubles non excédans la valeur de dix liures de re-
uenue, ³ en maniere qu'après la sentence on faisoit liquider la chose immeu-
ble: & si elle n'excedoit dix liures, le luge la declaroit exécutoire: mais cea
est reprouué par plusieurs arrests, tellement qu'es'il n'est question que d'v-
ne boiserie de terre, qui est-ce qui peut estre ensemencé d'un boisseau de
bled la sentence n'est exécutoire: ce que ie trouue bien rigoureux. Voir la
Cour par plusieurs de ses arrests a interpreté lesdites Ordonnances, quand
lesdites sentences sont données en matiere pure personnelle & civile: cō-
me quād lesdites sentences desdites rétes sont données contre l'obligé qui
a constitué ve lesdites rentes, ou contre son heritier: mais non quand elles sōt
données contre vn tiers possesseur des lieux subiects ausdites rentes. Tou-
tes fois depuis certain temps en ça, la Cour les Chambres assemblées a fait
Ordonnance par laquelle elle auroit ordonné que les sentences données
en toutes matieres non excédans la somme de dix liures Paris de rente
fonciere non portant fief, ne iurisdiction, on l'estime de dix liures de reue-
nu en grains ou autres choses semblables, seront exécutoires nonobstant
oppositiōs ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles. Et ain-
si en fut dit par arrest donné le quinziesme iour de Ianvier, l'an mil cinq
cens quarante quatre pour raison d'une rente en seigle non excédans ladi-
te valeur. Combien que le demandeur n'eust monsté ladite rente estre
fonciere, ains seulement auoir esté payee pour raison de certains lieux: &
eust esté maintenu & gardé en possession de ladite rente, dont le defen-
deur auroit appellé: nonobstant lequel appel & sans preiudice d'iceluy, le de-
mandeur auroit requis ladite sentence estre declaree exécutoire, qui auroit
esté empêché par le defendeur. Le Senechal de Poictou ou son Lieute-
nant à Poictiers, qui auroit donné ladite sentence fauue au demandeur à
se pourvoir par la Cour. A laquelle le demandeur baille requeste à cest fin
qui est enterinée par sentence d'un des Conseillers à ce commis, laquelle
sentence fut confirmée par ledit Arrest, & le defendeur condamné es des-
pens de la premiere instance, &c de la cause d'appel.

N'est cy à obmettre que par les Ordonnances Royaux de l'an 1539. art. 62. les sentences de garnison de main donnees par luge Royal, ressortissent nuëment en la Cour de Parlement, par vertu d'instrument authentique, de quel somme de deniers que ce soit sans l'aduis d'aucuns Conseillers & Aduocats, est executable non obstant oppositions ou appellations quelconques & sans preiudice d'icelles. Voire fut-il question d'une rente fonciere, ou constituée à prix d'argent: pourueu qu'il apparaisse de la constitution de la rente par instrument authentique. Et mesme la Cour pendant l'appel, condamna l'appellant à garnir la main de l'intimé d'une rente, & des arerages d'icelle, excédant dix liures de rente, comme recito monsieur Rebuffe en ses Commentaires sur les Ordonnances Royaux au premier Tome, feuillet 17. & fut ledit arrest donné le 21. iour d'Auril, l'an 1526. mais sentence d'agastis y fait en un immeuble au dessous de dix liures, n'est pas executable, comme il fut dit par arrest à Paris au mois de May, 1527.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXVII.

Des sentences diffinitives, &c.

M Il quatre cens nonante huit. Es par celle de Charles VIII. 1483. Art. 52. precedente, il est dit qu'es causes & matieres pures personnelles, n'excedans la somme de dix liures, les sentences diffinitives des luges Royaux seront executees, non obstant l'appel, &c. laquelle n'a lieu en matiere criminelle, ainsi qu'il a esté iugé par arr. de la Tourneelle, du 22. iour de Mars 1544. infirmatif de la sentence du Preuost de Paris, ou son Lieutenant, ainsi qu'il est écrit *Rebuff. Traict. de sens. execut. Art. 12. glof. 1. num. 1.* Auteste le seigneur, s'il y a appel de la sentence, doit surseoir, & neantmoins donner assignation à l'appellant pardeuant le luge qui a donné ladite sentence, pour voir ordonner qu'il se passe outre, non obstant l'appel, & sans preiudice d'iceluy, suivant l'Ordonnance, *Rebuff. Traict. de sens. prouif. Art. 1. glof. 11. num. 1.* Et n'y a que les luges Royaux qui le peuvent ordonner, ainsi a esté dit par arrest du 18. ou 14. iour de May 1514. *Rebuff. Traict. de sens. prouif. Art. 1. glof. 11. num. 1.*

b Mesmes pour les articles croifez arrest du quatorziesme iour de Inillet 1528. plaidant de Thou & Alligret. *Rebuff. Traict. de sens. execut. Art. 16. glof. 7. nu. 1.* Et ne faut accumuler le principal & les despens, pour empescher l'execution: mais il le faut considerer à part & separement. Arrest du 18. iour de Mars 1526. *Rebuff. Traict. de sens. execut. Art. 16. glof. 7. num. 1.*

c Soit argent, froment, ou autre chose, pourueu que l'estimation n'excede quarante liures Paris. Arrest du 26. iour d'Auril 1528 plaidant de Thou & Btulant: mesmes si l'estimation du bled est faite par la sentence, elle est executoire, non obstant l'appel, iugé par arr. du 18. Mars 1526. *Rebuff. Traict. de sens. execut. Art. 16. glof. 1. num. 1. Vide eundem Rebuff. Art. 16. à glof. 1. usque ad 17. Traict. de sens. prouif. Art. 1. [Et cite le texte & la Glof. in c. nouit. De his que sunt à pte. sine conf. c. Bart. in l. 1. §. si plures 4. quæstion. D. De execut. ill. & si dit un peu plus bas auoir esté iugé par arrest de la Cour de Parlemens*

à Paris du 5. iour de May 1579. à la requeste du Procureur du Roy, que les aides & Registres du procez & autres pieces seroient visitées & vçpës par les Aduocats ou Conseillers avec le Juge, & que chacun d'eux seroit tenu opiner à part & separément: & que le Greffier escriroit leurs opinions & aduis.]

d Es autres matieres où il n'est requis nombre, il est eu la liberté & puissance du Juge d'appeller au iugement des procez ceux qui luy plaist, Arrest du 21. iour de Mars 1520 recité par *Rebuff Traict. de sent. execut. Art. 16. glos. 14. num. 2. glos. 15. num. vnic.* Et par autre arrest du 8. Feurier 1519. sur defendu au Lieutenant general d'Estampes d'en-uoier consulter les procez à Paris, sinon de grande importance. Auioird huy il y a des Conseillers en la plus part des Sieges des Baillages, lesquels ils sont tenus appeler au iugement des procez, tant ciuils que criminels.

e *Quia iussellus est cap. ad hact. extra, de appellat. Rebuff Traict. de sent. execut. Art. 16. glos. 11.*

f 1519. art. 6. & 1511 Chap. 16. art. 15 & 1540. art. 1. mises au 7. liure de la Conferencie des Ordonnances Tit. 1.

g Arrest du 8 iour de Mars 1519. pour Iean Richer, contre frere Iean Guignon, Religieux de l'Ordre de S. Iean de Hierusalem, recité par Rebuff, *Traict. de sent. execut. Art. 16. glos. 6. num. 4.*

h Arrest du Lundy 26. May 1533. Marillac & Segquier, plaidans entre maistre Simõ Lucas, demandeur en desertion d'appel, contre François & Pierre Gouyen, sur dit qu'une sentence donnee pour soixante sols de rente fonciere, n'estoit point executée par deffus l'appel, & que l'Ordonn. n'auoit lieu pour rentes foncières. Voyez Papon liure 19. des arrests Tit. 7. arrest 11.

i *Rebuff Traict. de sent. execut. Art. 16. glos. 15. num. 4.* contre cest arrest du 8. iour d'Auil 1516. & nostre auheur es Annotations Latines, & pariant faut lire 8. Auil 1526.

k C'est à dire en dommage donné en vne piece de terre ensemencée en bled ou autrement. Toutesfois si le defendeur est absous du dommage pour raison d'une prise de bestes, elles luy doivent estre rendus, & la sentence executée, nonobstant l'appel Arrest du 6 iour de Feurier 1547. *Rebuff Tit. de sent. execut. Art. 12. glos. vnt. num. 2. Papon liure 18. des arrests Tit. 9. arrest 1.*

ALIA ITERVM EXEMPLA PROPO- nuntur.

C A P. LXVIII.



Et verò appellatione quâ se inueni potest quo minus forulariam pecuniâ, quantatuncque sit, iudici praebeat: neve mulctam supra quinque & viginti francos non excrecentem soluat aut fisco, aut privato: neque etiam penam conuentam si ab arbitrio discedatur, quum definitam arbitrorum sententiam ordinarij iudex idemque regimî comprobatis: à quo quidem iterum sit promouatum.

DES

DES SENTENCES DONNEES POVR
taxation d'espices, condamnation d'amendes, & sentences
donnees par les Arbitres pour la peine, executoires non-
obstant l'appel.

CHAP. LXVIII.

- | | |
|---|---|
| <p>1. <i>Espices seront payees nonobstant oppositions ou appellations quelconques.</i></p> <p>2. <i>Sentences de 25. liures tour-
nou, & de 60. sols & vn de-</i></p> | <p><i>nier d'amende, sont executoires
sans appel.</i></p> <p>3. <i>Sentences d'Arbitres executoi-
res sans appel pour la peine.</i></p> |
|---|---|



V parus toutes taxations d'espices (qui sont le salaire des Iu-
ges, qui se taxent tant pour la visitation, que consultation des
mariers qu'ils vuident) doivent estre payees nonobstant op-
position ou appellation quelconque, & sans prejudice d'icel-
les, quelque somme de deniers qu'elles se montent: ainsi qu'il

1. *Espices seront
payees nonobstant
oppositions ou ap-
pellations.*

est dict par les Ordonnances du Roy ^a Loys XII. art. 44.

Plus les sentences de vingt-cinq liures tournois d'amende, tant enuers le
Roy, qu'enuers la partie ciuile, sont executoires en baillant caution par la
partie ciuile seulement, & non par le Receueur du Roy: comme il est dict
par lesdites Ordonnances dudit Roy Loys XII. article 72. ^b Et jaçoit ^c que
par le liure desdites Ordonnances il soit dict qu'elle ait esté leüe, publiee &
entregistree en la Court de Parlement à Paris, le 28. iour d'Auril, 1512. Tou-
tesfois par Arrest de ladite Court, donné le 15. iour d'Auril, 1531. fut dict bien
appelle, de ce qu'un Iuge auoit declaré vne telle Sentence, non excedant
vingt-cinq liures d'amende, executoire nonobstant l'appel: & combien
que le fermier des ^d amendes de la Court où auoit esté donnee la senten-
ce, dict estre mal & follement inimé, parce que lon deuoit intimer le Pro-
cureur du Roy, d'autant qu'il estoit fermier desdites amendes pour le Roy:
neantmoins fut dict par mesme Arrest, que ledit fermier estoit bien inti-
mé. Et derechef fut encores, ^e pour le regard de ce que telles amendes ne
sont executoires, baillé semblable Arrest le 6. iour de May, 1532. Et est à no-
ter qu'aucuns ont voulu extendre ladite Ordonnance es loixante sols vn
denier d'amende, qu'es Cours Royales ressortissans nuëment en la Court,
payent les appellans temeraires, ou les intimes qui perdent leurs causes:
ou les intimes payent l'amende. Mais ce a esté corrigé & reformé par Ar-
rest de ladite Court donné le 28. iour de Mars, 1530. auant Pasques. La rai-
son du premier Arrest, portant ladite Ordonnance desdits vingt-cinq li-
ures d'amende n'estre receüe, est, pource que ladite amende procede de

2. *Sentences de 25.
liures tournois,
& de 60. sols &
vn denier d'a-
mende sont exe-
cutoires sans ap-
pel.*

delict, & conséquemment pour cause infamant, laquelle ^a est suspenduë selon Droit commun par l'appel. La raison du second Arrest est, ^b pource que ladite amende de soixante est accessoire, & par ce moyen si la sentence quant au principal n'est exécutoire, elle ne le doit estre quant à l'amende.

1. Sentences d'arbitres exécutoires sans appel.

En outre, les sentences des arbitres confirmées par les Juges Royaux ressortissans nuëment en ladite ^c Cour de Parlement, sont exécutoires nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, quant à la peine imposée par le compromis & arbitrage d'estre par les parties à l'arbitrage, ordonnance & sentence des arbitres, comme il est decisi par lesdites Ordonnances du Roy Loys XII. art. 34. ¹ Et selon Droit commun il n'estoit permis ^k d'appeller de la sentence du Juge ordinaire, auquel on avoit recours pour la reformation de la sentence des Arbitres: & pouvoit-on recourir au ^l Juge ordinaire pour la reformation de la sentence arbitraire, sans appeller ^m de la sentence: mais aujoud'huy selon nostre ⁿ stile il en faut appeller, & releuer l'appel pardeuant le Juge Royal ordinaire, & ressortissant en la Cour nuëment, au ^o ressort duquel demeure la partie contre laquelle on veut poursuivre la correction de la sentence des Arbitres, s'il n'y avoit point procès pendant sur le différent sur lequel les parties avoient esleus les Arbitres: car s'il y avoit procès pendant, faut releuer l'appel pardeuant le Juge qui avoit ja^p entrepris cognoissance de la matiere, pourveu qu'il y ait telle jurisdiction qu'il puisse cognoistre de la cause d'appel: car tous Juges n'en peuvent pas cognoistre, & mesmement les Juges Chastelains, soient Royaux, ou d'autres Jurisdictions. Et en ce cas ie seroy d'aduis, qu'il seroit le meilleur de releuer l'appel pardeuant le Juge Royal, ressortissant nuëment en ladite Cour, au ressort duquel demeure la partie contre laquelle on veut demander la reformation de la sentence des Arbitres, combien qu'il se pourroit soutenir, qu'on pourroit en ce cas releuer pardeuant le Juge Royal, superieur du Juge qui avoit ja commencé à cognoistre de la matiere: car si l'inférieur est Juge competent, son superieur l'est aussi en cas de ressort & d'appel. Et vient les Arbitres en ce Royaume du mort, *voient*, par leur sentence: où les Juges disent, *ordonnons*.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXVIII.

Des sentences donnees pour taxation d'espices, &c.

^a **M** Il cinq cens dix. Et depuis par les Ordonnances des Estats de Blois, 1579. art. 117. & 118. est dict, que les espices seront taxées par ceux qui presideront sur les extraits des Rapporteurs: & enjoint aux Presidents de la Cour, d'user de moderation en la taxe desdites espices. Et pour les Juges inferieurs, enjoint à la Cour d'y pourvoir, & ordonner de la repetition d'icelles tant contre le Rapporteur, que celui qui les aura taxées, & y user de plus grande severité & animadversion, s'il y echet: Les Juges ne peuvent octroyer exécutoires pour les espices, comme il a esté souvent jugé par Arrest, donné en l'Audience le 17. Juin, 1581.

^b 1510. Rebutie dict que ceste Ordonnance derogé à la loy, si qu'on *peut*. D. de verbi. *supra*.

c. Tout ce qui suit est pris des Annotations,

l. 1. §. si ad hunc. D. si legat. nom. can. l. 2. D. de fundo dot. l. 1. §. item sciendum. D. si cuiuslibet quum per legem Fale. Rebuff. traict. de sent. execus. art. 35. gloss. 1. num. 1.

e. Telle sentence n'est exécutoire, si la partie est condamnée, tant en son nom, que comme tuteur : iugé par Arrest du premier iour de Juin, 1542. sinon pour sa moitié. *Rebuff. ib. no. 6.* [Ille trouue vn pareil Arrest donné en la Toimelle le 11. iour de Mars, 1544. recité par le mesme Rebuffe, *traict. de sent. execus. art. 11. gl. 1. num. 1.* fut vn appel interjeté du Preuost de Paris, par lequel il se cognoist que l'Ordonnance de Charles VII. & de Loys XII. n'alieu en crime.]

f. *l. 1. D. de in qui mot. inf.*

g. Cel Arrest cy dessus recité est cotté par Rebuffe du 10. iour de Feurier, 1550. *Traict. de sent. execus. art. 35. gl. 1. num. 15.* l'apon liu. 19. des Arrests, tit. 7. Arrest 8. le cote aussi du 10. Feurier, lequel aussi au mesme lieu, Arrest 6. recite les autres deux Arrests des 15. Auiil, 1531. & 6. May, 1532. alleguez par Imbert. Pareil Arrest pour amendes de crimes infamans, fut donné le deinierr iour de Feurier, 1544. Et par Arrest des Grands Jours de Mouins, 1550. du premier iour d'Octobre : & au parauant, par Arrest de Paris le 28 Mars 1550. auant l'asques. Autre Arrest du 14. iour de Juin 1538. infirmatif de la sentence du Baillif de Chartres, recitez par Papon liu. 19. des Arrests, tit. 7. Arrest 6. 8. & 14.

h. Ceey est tiré des Annotations.

i. 1110.

k. *Bart. in l. 1. in fine. D. de legat. 2. Innot. in cap. presente. extra de rescript.* Au reste, les Arbitres ne peuvent donner vne sentence de prouision, *quia iurisdictio non habent sed uocem tantum. l. au priator. D. de re u. de. Rebuff. tom. 1. traict. de sent. prouisi. art. 3. gl. 9. num. 3. & in l. inuicem. D. de verb. sign. §. de l. a. uol. C. de serui. Bart. in l. 2. C. ubi & apud quem cognat. P. anorm. in cap. Quintanilla. extra de iuram. R. el. vbi. num. 39.*

l. *Ludovic. Rom. conf. 265. Bart. in l. i. iacetat. in §. arbitrorum. D. pro socio.*

m. *L. ne in arbitris. 4. C. de arbit.*

n. *Cesj au Guymer in Couron. Pragm. sanct. tit. de causis, vers. statui in verbo Francia. Felin. in cap. substitutionis. extra de offic. delegati.*

o. *Rebuff. tom. 1. traict. de arbitris & arbitrat. art. 1. gl. 8. num. 17. gl. 9. & 10. contre le Droit & ciuil. l. 1. C. de arbit. l. item presore. §. stare. D. de recept. arb. can. 2. indicit no. 2. qu. 6.* Au reste,

sen per prafumitur pro sententia. cap. nisi esset. De prabendis. cap. in presentia. De renunt. l. Heren. num. 5. Gaius. D. de emul. cap. arbitris. De arbit. in 6.

p. Ainsi qu'il fut décidé par Arrest le 18. de Decembre, 1510. pour vn procés pendante en la Court de l'arlement. Rebuffe, *Traict. de arbit. & arbitrat. art. 1. gloss. 10. num. 4.*

q. Par les anciennes Ordonnances du Roy Loys XII. 1510. art. 34. & de François I. 1535. chap. 16. art. 10. mises au liure de la Conference des Ordonnances, tit. 9. il faillit appeller des Arbitres pardenant le Iuge ordinaire : mais depuis est interuenue l'Ordonnance du Roy François I. 1540. par laquelle tous iugemens donnez sur compromis sont auctoritez, & ont telle force, que les sentences donnees sur nous : & contre iceux nul n'est receu, que preallablement ils ne soient entierement exercez, tant en principal & despens, que la peine, si peine y a. Et sera ledit appel releué des Cours souveraines, sinon qu'il fust question de chose dont les Iuges Ecclesiastiaux peuvent iuger en dernier ressort. Auquel cas sera l'appel releué paideuant eux.

ALIA ITERVM EXEMPLA
explicantur.

CAPVT LXIX.



Vinciam si quis appellet ab apparitore, quod in iure ab eo vocetur ut per se, aut aliter respondeat, aut in carcerem trahatur: siue etiam à iudicio decreto qui illa iusserit facienda, prouocet, nihilominus illi parere compellitur. Tamen si autem à sacri principalisque rescritti conceptione non libeat appellare, si tamen id fuerit iniquum, aut constitutionibus regis aduersetur, ab executione ipsius rectè ad suprema tribunalia prouocatur non improbe.

DES APPELLATIONS, DES DECRETS,
oûtroÿ de lettres Royaux, & si on peut passer oultre à l'exécution nonobstant lescdites appellations.

CHAP. LXIX.

- | | |
|---|---|
| <p>1. <i>Adiournement baillé par le Sergent en toutes matieres tièr, nonobstant l'appel.</i></p> <p>2. <i>Appel d'une prinse de corps, n'empesche point qu'elle ne soit executée.</i></p> | <p>3. <i>Appel du decret d'un adiournement personnel, quand est valable ou non.</i></p> <p>4. <i>On ne peut appeller de l'oûtroÿ de lettres Royaux.</i></p> |
|---|---|

1. *Adiournement baillé par sergent en toutes matieres tièr, nonobstant l'appel.*



Auantage, si on appelle de l'adiournement baillé par vn Sergent, soit en matiere pure personnelle & ciuile, ou reale, ou en matiere criminelle: ce nonobstant l'adiournement tient, & procedera lon à contumacer l'appellant, nonobstant son appel, & sans preiudice d'iceluy, suiuant les Ordonnances du Roy Charles VII. art. 12. 13. & 14. & du Roy Charles VIII. art. 91.

2. *Appel d'un prinse de corps n'empesche point qu'elle ne soit executée.*

Aussi si on appelle d'un decret de prinse de ^b corps, voire comme iceluy decret estant donné par luge incompetant, neârmoins ledit decret peut estre executé: mais le luge ne doit passer oultre à la façon du procès criminel: ainsi qu'il est dict par les Ordonnances de la Cour de Parlement à Paris, faites sur l'abbreuiation des procès.

Parcillement si on appelle d'un decret d'adiournement personnel, comme donné par luge incompetant: le luge qui l'a decreté ne doit passer outre à la façon du proces, & est l'appel bien receuable suivant les Ordonnances Royaux dudit Roy^d Charles VIII. Art. 91. par lequel il est dit qu'on ne peut appeller les decrets des adiournements personnels donnez par les luges contre leurs subiects, & au dedans leur ressort & jurisdiction: dont s'ensuit que si ceux contre lesquels est decreté, ne sont du ressort du luge, on en peut appeller. Et en ce y a^e difference entre vne cause civile, & criminelle: car en civile on ne peut appeller d'un adiournement comme donné par luge incompetant, ains faut aller demander son renuoy. Et en vne criminelle on peut appeller du Decret d'adiournement personnel, ou de prinle de corps. La raison de la diuersité est, qu'il est plus facile d'enuoyer demander son renuoy en matiere civile par Procureur, que d'y aller en personne. Toutesfois la Cour de Parlement de Paris, voyant que telles appellations de luge incompetant, empeschoient la punition des crimes, elle ne les veut plus n'agueres recevoir, ains veut qu'on aille demander son renuoy par deuant le luge qui a decreté l'adiournement personnel, si non qu'il y ait incompetence oculaire, & dont il apparaisse par le decret ou par les informations, sçauoir est comme si par vn decret donné par le Seneschal de Poictou ou son Lieurenant à Poictiers, il estoit mandé d'adiourner à comparoir en personne vn tel demourant à Fontenayle Comte, qui est vn siege Royal distinct & separé de celui de Poictiers. Et comme vn tel cas se offrant feu Monseigneur Maistre Jean Thibaut Procureur general en ladite Cour, se seroit porté appellant d'un pareil decret comme contenant grief oculaire: toutesfois par arrest de la Cour, l'appel de mondit seigneur le Procureur general, & celui de l'accusé fut depuis mis au neant, & les despens, dommages & interests reservez en definitive: parce que l'Advocat de la partle intimée plaida qu'elle estoit pauvre, & qu'elle ne pourroit payer les despens, dommages & interests, & que pour iceux elle seroit contrainte de laisser la poursuite du supposé homicide dont estoit question: duquel l'accusé depuis auroit esté enuoyé absous par sentence confirmée par arrest.

Fait à entendre qu'on ne peut appeller de l'octroy de lettres Royaux: mais si elles sont contre les Ordonnances Royaux, ou arrests de la Cour, on peut appeller de l'exécution d'icelles: & en la cause d'appel on pourra deduire mesmes moyens que si on estoit appellant de l'octroy & n'est meslier que l'exécuteur desdites lettres excède ce qui luy est mandé par icelles pour iustificier l'appel interjeté de l'exécution. Et doit-on releuer en la Cour de Parlement les appellations interjetées de l'exécution de lettres Royaux faite par vn sergent.

3. Appel du decret d'un Adiournement personnel quand est valable ou non.

4. On ne peut appeller de l'octroy de lettres Royaux.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXIX. Des appellations des decrets, &c.

M Il quatre cens cinquante trois, François 1. 1555. Chap. 16. Art. 17. & 19. mises en la Conference des Ordonnances, liure 7. Tit. 2. & liure 9. Tit. 1. Nous avons cy dessus monstré, *ab executione non esse appellandum*, l. *ab executione*, D. *de appell. l. ab executione*, C. *quor. app. ubi recipi. l. 5. C. Th. de. sui. cap. novu. extra de appell. nisi modum excuset. Vide Ioan. Gallum quest. 151. 183. 218.*

b *Guid. Pap. quest. 235.*

c Il entend certaine Ordonnance de la Coui faicte sur les congez & defauts publies en l'an 1534. article 19. par lequel entre autres choses, il est enjoinct à aux Juges Royaux desquels les appellations des decrets de prise de corps & adiournemens à trois briefs iours, que non obstant lesdites appellations, & sans prejudice d'icelles, combien qu'elles soient interjettees d'eux, comme les Juges incompétans, d'exécuter lesdites prises de corps & decrets: & si ladite appellacion n'est commue de Juge incompetent, passer outre, selonc & ensuiuant les Ordonnances Royaux.

d Mise au liure 9. de la Conference des Ordonnances Tit. 1. *Vide Ioan. Gall. quest. 218. l. si quis ex aliena. D. de iudi. l. ex quacunque causa. D. si quoniam in hoc non serui. notarius in cap. veniens, extra de accusat.*

e Ccey est tiré des Annotations.

f *Faber in l. qui ex relationibus. C. de legib. Ioan. Gall. quest. 151.* Mais l'opinion de nostre Authheur, estant au texte François est confirmée, par la L. 1. §. si episcopo. D. de appellat.

INTERVM PROPONVNTVR ALIA exempla sententiarum, & precipue executionis instru- mentorum, quibus quis obligatur.

CAP. LXX.

Mettre en
main tienne.

P Lané si à sententia, à qua non est provocatum, appellerint executione, non ideo tamen pignora in causam iudicati auferre prohibetur executor: idum ne ea auferantur, sed sequestra commendant in appellacionis definitionem. A quo sublati appellacione, & intercessione, ex obligationi scriptura publica aut alieni confessionem resstant, adhibito quoque iudicis precepto, confessi bona pignora uerax executor usque ad debiti qualibet immensi quantitatem: si licet si pignoratium in ea fiat regione, in qua sigillum scripturae illi suppositum habetur authenticum; id est, cuius regionis iurisdictionis designati sunt qui scripturam confecerint tabelliones. Nam unusquisque feudorum insigne (qua Baronum aut Castellani dicunt) patronum tabelliones in suo territorio praestare potest: quibus tamen extra territorium munere suo licet fungi, eorumque scripturae, cum publica extra territorium fides ubique habetur: sed ex ea confessi res (ut supra relatum à nobis est) non licet pignorare, nisi in territorio.

DE L'APPEL DES SENTENCES

diffinitives, & execution des lettres obligatoires,
& autres sentences de garnison.

CHAP. LXX.

1. *Sergens passent outre à prendre
& saisir les meubles ou im-
meubles nonobstant l'appel de
la sentence diffinitive.*
2. *Toutes executions par vertu*

*d'obligations sous seel Royal
& authentique faites nonob-
stant l'appel.*

3. *Sentences de garnison de main
executoires sans appel.*

ET si on appelle de l'execution d'une sentence diffinitive, ^a sans qu'on soit appellant de la sentence, le sergent executeur saisira & prendra des meubles ou immeubles iusques à la concurrence de la sentence, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, & les mettra en main tierce, sans toutesfois proceder à la vente ou alienation : comme il est dit par les Ordonnances du Roy Charles septiesme, art. 12. ^b

Finalement toutes executions faites par vertu d'obligations passees sous seel Royal ou autre seel authentique, au dedans des fins ^c & limites où il est authentique, peuvent estre faites nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans prejudice d'icelles, & quand à la garnison de main, suivant les Ordonnances du Roy Charles huitiesme, Article cinquante quatre, dont cy-dessus au commencement de ce liure nous auons amplement parlé. ^d

Aussi les sentences de garnison de main de quelque somme que ce soit, donnees par Iuges Royaux ressortissans nuëment en la Cour, seront executees nonobstant oppositions ou appellations quelconques & sans prejudice d'icelles, en baillant caution: ainsi qu'il est dit par les Ordonnances dernieres, art. soixante deux. Et combien que par ledit article il soit dit que les sentences de recreance & reintegrande doivent estre donnees par le Iuge appelez six Aduocats ou Conseillers, & non quant es sentences de garnison de main: toutesfois si elles excédent vingt & cinq liures, il y faut appeler quatre Aduocats avec le Iuge, suivant les Ordonnances precedentes, parlans de quarante liures parisis. Et jaçoit que par arrest donné le vingt-quatriesme iour de May ^e mil cinq cens trête il fut dit mal iugé en ce qu'un Iuge auoit condané à garnir la main de la somme dont question estoit, simplement, sans dire, ou de quittance de ladite somme : toutesfois en ce pays

1. *Sergens passent
outre à prendre
& saisir les meu-
bles, ou immeu-
bles nonobstant
l'appel de la sen-
tence diffinitive.*

2. *Toutes execu-
tions par vertu
d'obligations sou-
seel Royal &
authentiques fai-
tes nonobstant
l'appel.*

3. *Sentences de
garnison de main
executoires sans
appel.*

de Poitou on n'a accoustumé que de condamner à garnir la main de la somme, & me sembleroit que l'appel fondé en ce seulement seroit bien delicat: car le débiteur n'est point forcé en execution de la garnison de s'ayder de ses quittances.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXX.

De l'appel des sentences définitives, &c.



OANN. Gallus quest. 351. 183. & 118. autres textes alleguez aux Annotations sur le Chap. 69. precedent au commencement.

b 1453. mise au liure 7. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 1.

*c 1493. Et auparavant Jean 1365. Charles VI. 1384. Charles 7. 1455. art. 11. & 12. en auoient ordonné le mesme, & depuis Loys 12. 1507. art. 113. François I. 1555. Chap. 16. art. 12. ainsi qu'il est plus à plain expliqué en la Conference des Ordonnances Royaux, liu. 4. Tit. 1. Et depuis Henry II. 1559. art. 13. a permis le pareil pour les sentences donnees par les Preuosts & Chastellains Royaux. Au reste il a esté souuent dit par arrest de la Cour, mesmes le 11 iour d'Auail 1532. que les Iuges Royaux ne doiuent condamner vn débiteur à signer la debie. *Supp. ubi plura remedia conueniunt, vnus eligitur alia consumuntur, si quod in heredem. §. eligere. D. de iurib. act. Alex. Imola Consil. 113. in §. Volum.* Tontesfois, *Castellanus Costa in memorabilibus, in verbo, statuto vel decreto Mediolani cauetur,* allegue plusieurs autres raisons, & cite le mesme Alexandre en autre lieu, & *Angel.* estre d'aduis contraire D'auantage il n'est permis de proceder par saisie en execution en vertu d'un instrument public ou authentique, fors qu'au lieu où il est authentiqué, c'est à dire au lieu & iurisdiction où les Notaires peuuent instrumenter. A ceste cause il a esté iugé au profit d'un quidam appellant d'une saisie ou execution faite en autre territoire ou iurisdiction, par arrest du 15. iour de Feurier 1529. Lequel arrest aucuns entendent au cas que le débiteur se soit opposé à ladite execution, & sans auoir esgard à ladite opposition, où si l'ayant receüe, sans preiudice d'icelle, il en prend les meubles, *com a mero executore non pedit appellari,* si l'appellant ne s'est premierement opposé. Et ainsi tiennent que l'Ordonnance se doit entendre D'autant que le sergent executeur ne fait aucune iniure ou tort au débiteur, lequel n'est opposant n'y empeschant icelle execution. Les autres aueugleront sont d'aduis, que tel débiteur peut iustement appeller, encores qu'il ne se soit point opposé à ladite execution. Car vn sergent executeur ne peut mettre vn instrument ou sentence à execution hors son pouuoir & deltroit: mesmes qu'un Iuge ne peut aussi bailler sentences ou prendre aucune Cour ou iurisdiction hors deltroit & territoire. Par l'ancienne Coustume de Poitou, vn instrument passé pardeuant Notaires hors leur deltroit, faisoit foy par tout: mais depuis par la nouuelle Art. 378. il est dit qu'ils ne peuuent passer aucuns contrats hors les fins & metes du lieu, où ils sont instituez Notaires: sur peine de nullité & de respondre des dommages & interrests des parties. La premiere opinion est beaneop plus certaine & assuree. Il a esté cy dessus exposé. Chap. 4. comme il faut proceder par execution suiuant les dernieres Ordonnances: & auons dit quelque chose sur le Chap. 1. de ce mesme liure, ou le Lecteur pourra auoir recours.*

d Chap. 4.

e Cest arrest se trouue aussi dans Papon liure 18. des arrestz Tit. 1. arrest 16.

QVÆ ADHIBENDA SINT, VT SVBLATA
appellatione, sententiæ fiat executio.

CAPVT LXXI.

Porro, decreta hac omnia, quorum executio appellatiõis handquaquam
desinetur, lata esse oportet re vtriusque concertata, & ab illis quidem iu-
dicibus regum, à quibus nullo interposito suprema appellantur tribunalis,
qua vernaculo sermone Parlamenta nominamus. Sui enim nonnulla suprema Cu-
ria, quibus subditi iudices nullas interlocutiones, vel definitivas sententias à se latis
executionis contradiunt: veluti ea suprema Curia, qua in Basiliica Parisiensis constituta
liberam de tributis fiscalibus iurisditionem obtinet. Quippe iudices, quos Electos
vocamus, huic Curia suppositi, & à quibus ad hanc Curiam pronocatur, omni appel-
lationi, qua à quibuscumque eorundem decretis vel sententiis interponitur, debet cedere &
deferre. Quãdoquidem hac suprema Curia, cui cõstitutiones, qua interlocutiones, vel
sententias, ne resistere quidem appellatione, effectus iubent mādari, nō homologant,
admissis ve. Nam sans a litiis cuiuscumque generis assensu nō premitur quantā Cu-
ria illa, quas Parlamenta vocamus. Aliqui cõtinuo ac pronunciat a sint, ea non ex-
equitur apparuit seclusa appellatione: sed rem ad iudicem à quo dimanarunt, refert,
dū cōdemnatio ipsi dicta, vt intersit potestati per iudicem faciendā caprā absoluendā
executionem. Index autem eo presente, vel eo peremptoriū adiectione accito, pro litiis
cōditione id aut permissit, aut abnuuit: ita tamen, vt si illud concedat, nullā appel-
lationis interposita persecutioni fiat prauidicium, saluimque appellatiõis sui omniis
superfuit: neque enim expectandā habet index Principio inuisionem vt illud cōcedat. Sed
& si appellatione apud summū tribunal recepta, ne quid ea pendente noui fiat, iudi-
ces (vt solet) comminatio sit rescripto vel Principi, vel eim suprema Curia, non pro-
pterea differat quin sententiā suam appellatione sublata exequendā finat: nisi pra-
fecto comminatio illa, quā vulgō (Inhibentes) nominamus, causa cognita à Curia su-
prema nominatio decreta sit: nam cum illi morem gesturi: oportet. Sane index hu-
iusmodi executionis ita facultatem tribuit, vt vltor praeceat, nemque supprades de-
iudicato repraesentando, si exitus cōtrouersia id ferat, exhibeat. Quocirca magis est vt
vltor condemnati ad sententiā executionem, submotā appellatione permittendā,
simul ad eorū seditiosiorū dationem accersat: vnicui enim sumptus hic duo confisus ne-
gatoria. Fideiussores autem, iuxta & supprades, & idonei & assidui esse debent: nisi
quum à famulis mercedem repensantibus praestantur: quandoquidem admittuntur
eum minus locupletes, qualis que prabendis hu facultas est. Verū si in hu litiis pri-
uilegiarum vel à submotā fors praescriptione, vel à iudicis reuelatione seu recusatione
appellatur, ad vltiorem controuersia deceptionem, appellans nequaquam potest
adire. Nec illarum quoque litiū sumptus adiudicari merentur, vt ne appellatione
quidem resistente reddantur: nisi quum actione in personam, ad eoque emili qui
vixit: aut quadraginta semel aut decem annos Parisiensis francos pensare,
vnde ad litiū expensis damnatus est: sicuti supra explanauimus.

Ppp

Quæ adhibenda
sint, vt subla-
ta appella-
tione, senten-
tiæ fiat ex-
ecutio.

Appellatione
recepta apud
summum tri-
bunal, an Re-
gi index pos-
sit suam sen-
tentiam exequi
non obstante
appellatione.

DES SENTENCES DONNEES PAR contumace exécutoires, nonobstant oppositions ou ap- pellations quelsconques, ensemble des cautions qui se donnent en execution desdites sentences exécutoires par dessus l'appel.

CHAP. LXXI.

- | | |
|--|--|
| <p>1. Sentences donnees par contumace, exécutoires nonobstant l'appel en cas, esquels elles sont exécutoires parties ouyes.</p> <p>2. Comment lesdites sentences doivent estre donnees & mises</p> | <p>à execution.</p> <p>3. Des cautions, pleiges & certificateurs pour les sentēces exécutoires.</p> <p>4. De la caution que baille le vicedentiaire d'un Benefice.</p> |
|--|--|

1. Sentences donnees par contumace, exécutoires, nonobstant l'appel en cas, esquels elles sont, parties ouyes.

2. Comment lesdites sentences doivent estre donnees & mises à execution.

ET combien que par cy-deuant il falloit que les sentences susdites eussent esté donnees parties ouyes, à ce qu'elles eussent peu estre exécutoires, nonobstant l'appel, & sans prejudice d'iceluy: neantmoins par les Ordonnances dernières, art. 30. est dict que les sentences donnees par contumace, seront exécutoires, nonobstant l'appel en toutes manieres; esquelles elles seroient exécutoires, si donnees estoient parties ouyes.

Conuient entendre qu'il faut que toutes lesdites sentences soient donnees par Iuges Royaux, ressortissans nuëment en la Cour de Parlement. Mais il ne faut entendre ceste Ordonnance des Esleuz, dont les appellations se font en la Cour des Aydes à Paris. Car messieurs les Generaux de la dite Cour des Aydes n'ont receu ceste Ordonnance, ne celle par laquelle on peut passer outre, nonobstant l'appel d'un appointement réparable en diffinitif. Combien que M. Rebuffe ait tenu le contraire en ses Commentaires sur les Ordonnances Royaux au premier tome. Mais ie l'ay ainsi obtenu en ladite Cour des Aydes, en ma propre cause, que l'Esleu ne doit passer outre, nonobstant l'appel interjecté d'un appointement réparable en diffinitif; & de plein vol on ne les doit pas faire mettre à execution reale, nonobstant l'appel interjecté des Iuges Royaux, ressortissans nuëment en la Cour de Parlement: mais il leur faire adjoindre la partie condamnée, pour voir declarer lesdites sentences exécutoires: & ce fait, pour voir bailleur caution par la partie qui les a obtenu. Toutesfoiz aucuns Iuges par leurs sentences donnent en mandement icelles executer, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, & sans prejudice d'iceluy.

celles, quand ils voyent qu'elles y sont sujettes: ce qui est bien fait, pour obvier à circuit & frais. Et seroit mestier qu'il y eust Ordonnance, qui à ce faire alstraingist les Juges: comme ils ont de coustume faire és sentences d'aliments & medicaments. Et quand leldites sentences sont telles, que suivant les Ordonnances susdites elles doivent estre executoires, les Juges les doivent telles declarer, sans attendre lettres Royaux, & ne doivent différer pour adiournement & inhibition à eux faits par vertu de reliefs en cas d'appel: mais si la Cour auoit fait inhibition speciale au cas, parties ouyes, de non attenter ne innouer: en ce cas il faudroit obeir, ainsi qu'il est dict par les Ordonnances¹ du Roy François, articles 4. & 5.

Et est à noter qu'eldites matieres, lesquelles les sentences diffinitives sont executoires, si toutes fois il y a appel d'incompetence ou reculation de Juge, on ne peut passer outre à poursuivre le principal de l'dites matieres, ainsi qu'il est dict par les Ordonnances du Roy Loys XII. article 83. & 84. Toutes fois quant à reculation, il y a esté autrement pourueu par les Ordonnances de celluy, comme il a esté cy⁴ dessus à plein deduit. Aussi toutes les sentences és matieres² susdites, sont seulement executoires quant au principal d'icelles,³ & non quant aux despens adiugez par leldites sentences, fors quant és sentences de vingt liures parisis, & quarante liures parisis, ou dix liures parisis de rente ou reuenue: lesquelles par leldites Ordonnances sont expressement executoires, tant en principal que despens. Et pource par Arrest de la Cour donné le 9. iour de Feurier, l'an 1532. fut dict qu'une sentence de sequestre en matiere de complainte n'estoit executoire, quant aux despens adiugez par icelle. Et faut que le Juge vuide sur le champ l'altercation d'entre les parties sur ce, si la sentence doit estre declaree executoire, ou non: & n'en doit faire procés par escrit, ne pour ce prendre espices, ainsi qu'il fut dict par Arrest donné le huietieme de Feurier l'an 1519.

Faut aussi que les pleiges que baillera celuy qui veut faire declarer leldites sentences executoires, soient solubles, & certifiez pardeuant le Juge ou son Commis⁴ par autres personnes aussi solubles, qu'iceux pleiges sont solubles. Et on se constitue certificateur en affirmant judiciairement, sur ce requis, que le pleige presenté est suffisant pour la somme. Et se peut on adresser contre ses pleiges auant que contre le principal debiteur, pour la somme ou chose pour laquelle ils se sont constituez pleiges, s'il est dict qu'elle doit estre rendue. Mais contre le certificateur on ne le doit adresser, si non apres discussion faite contre le condamné, & contre le pleige: & qu'ils ne sont trouuez solubles: & ainsi en a esté iugé par Arrest le 21. & iour d'Aoust, 1534. Voire le Juge qui les a receus peut estre conueu au cas que les pleiges & certificateurs⁵ soient discutez & trouuez non solubles, comme dict monsieur Rebuffe au premier tome de ses Commentaires, sur les Ordonnances Royaux, follet 332. où il dict, qu'apres que lon a obtenu Arrest de retreance, on peut bailler requeste à la Cour, à ce que les pleiges⁶ & certificateurs soient delchargés. Toutes fois⁷ comme par Arrest quelqu'un eust esté condamné payer les arerages de certaine

1. Des contiens
2. Pleiges pour
les sentences pécuniaires.
3. Les sentences pécuniaires.
4. Les sentences pécuniaires.
5. Les sentences pécuniaires.
6. Les sentences pécuniaires.
7. Les sentences pécuniaires.

rente, & par mesme Arrest vn autre eust esté condamné à l'en rendre indemne: le premier condamné paye les arretages, & en prend quittance par Notaires: & par vertu dudit Arrest & de ladite quittance, il fait faire commandement à son condamné de luy payer les arretages contenus par lesdits Arrest & quittance; son condamné l'oppose au commandement: & pource que le Sergeant passe outre nonobstant l'opposition, il en appelle, & & dict qu'il falloit que fust faite contre luy liquidation desdits arretages par autre instance separee, auant que proceder contre luy par execution. L'autre defendoit disant qu'ils estoient tous liquides par lesdits Arrest & quittance. L'appellant disoit que quelque chose qui fust contenuë par ladite quittance, l'autre n'auoit tant payé, & que luy en auoit esté remise partie, & qu'il ne le nieroit point s'il en estoit interrogé, & que ^m ladite remise son luy deuoit seruir: fut dict par Arrest donné le dixiesme iour de Iuillet, mil cinq cés quinze, qu'il auoit esté bien appelé: & commit la Cour deux d'icelle pour ouyr les parties à la Barre, sur la liquidation desdits arretages, & execution du premier Arrest. Et le motif de la Cour ^o fut, parce que ce luy auquel est promise indemnité, ne peut agir, si en quelque maniere il peut le rendre indemne: aussi que la quittance faite avec le creditur ne luy pouuoit nuire, comme non faite avec luy. Autre chose eust esté d'un pleige iudiciaire, & que le tour eust esté liquide. Mais quand il ne seroit liquide, ie conseilerois encores d'appeller le pleige en mesme instance, & conclure contre luy en execution de l'arrest ou sentence, comme contre le principal. Et si le procès & cause d'appel prend long traict, & que les pleiges ne soient solubles que pour les fructs qu'ils ont ja receu: partie appellant peut requérir que le recredentiaire, qui a eu recreance dont estoit appelée, ait à renouueller les cautions, ^o & bailler autres pleiges: ainsi qu'il fut dict par Arrest le 12. iour d' Avril, l'an 1518.

*A. De la caution
qui baille le re-
credentiaire d'un
Benefice.*

Et jaçoit que par Arrest donné le 10. iour de Feurier, 1520. fut dict qu'un recredentiaire d'un Benefice ne bailleroit caution de rendre les fructs, pource qu'il n'auoir point esté ordonné n'adiugé sequestre du Benefice pendant procès: neantmoins ie seroy d'aduis si semblable cas occurreroit, que le recredentiaire fut contraint bailler caution, s'il y auoit appel de la recreance, attendu que l'Ordonnance est à ce formelle, & ne distingue s'il y a eu sequestre, ou non. Vray est que si le sequestre auoir esté requis par le demandeur, & le defendeur l'eust empêché, alleguant possession triennale paisible, & eust esté enuoyé dudit sequestre, & puis apres eust obtenu recreance, dont le demandeur eust appelé: en ce cas ie seroy d'opinion que le recredentiaire ne seroit tenu de bailler caution: pource qu'en ayant esté enuoyé à bout du sequestre, il est aucunement approuuë possesseur du Benefice. Et faut que les pleiges & certifieurs se submettent à la jurisdiction du Iuge qui les reçoit: autrement on peut appeller de la receptiõ d'iceux: comme dit M. Rebuffe en les Commentaires susdits, p^{er} feuillet 332. auoir esté dict par Arrest du vingtneuuesme iour de Iuillet, mil cinq cens trente trois. Mais l'entendrois cela, si la partie aduersle le requeroit. Car en se constituant pleige & certifieur, il se submet taiblement à la jurisdiction

dù Juge qui le reçoit. Dauantage tout benefice & ayde de droit s'entend qu'il doüie estre baillé, s'il est demandé.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXXII.

Des sentences donnees, par contumace, &c.

a **R**ebuff. *Tract. de sent. execut. Art. 2. glof. 3. num. 8.* dit que cest article se doit entendre apres la signification faite à la partie contumace, iugé par arrest du 21. iour de May 1513.

b Cecy est prins des Annotations.

c 1519. *Rebuff. Tract. de sent. execut. Art. 7. glof. 11.* dict qu'il a esté iugé par arrest du 11. iour de Mars 1458. & ordonné que la partie & l'Huissier qui auoient fait les commandemens seroient prins au corps & mis en prison. Pareils arrests de l'an 1541. & 1546. quand ils excèdent leur pouuoir, & le contenu en la Commission. Il faut appeller de la Commission, & de tout ce qui s'en est ensuiui. Arrest du 12. Novembre 1540. *Rebuff. Tract. de sent. execut. Art. 7. glof. 13. num. 3.*

d Chap. 18. de ce liure.

e Cecy est prins des Annotations.

f Voyez ce qui a esté dit au Chap. 66. & 67. cy-dessus.

g *L. cum ostendimus 4. §. vlt. D. de fideiussorib. tut. ad promittentes vicem fideiussorum sustinentes. l. 9. §. 1. D. de sol. interduci fideiussor approbandus est. l. 10. D. quifaci. sol. cogatur. l. 11. §. si qui mandauit. D. ad solut. §. sed & cum sollo. De instur. al. l. 1. §. 4. D. de fideiuss. Il faut donc entendre en baillant caution en iugement, partie presente ou appellee, & faut qu'elle soit receüe, autrement ne peut ladite sentence estre mise à execution, iugé par arrest le 12. iour de Iuillet 1519. pour Iean Chauuet, vefue de feu Iean Nepaeu roturier contre Loys le Treau sergent, & Marguerite de la porte. *Rebuff. Tract. de sent. promiss. Art. 3. glof. 10. & glof. 16. nu. 4.* La caution iuratoire suffit estre baillie par les seruiteurs, *cap. susista extra de test. in integr. Rebuff. Tract. de sent. promiss. Art. 3. glof. 11.* Au reste l'appel n'est ioustenable, si on appelle auant que la caution soit receüe. Arrest du 11. iour de Iuillet 1544. suiuant la loy, *luisanus §. offerr. D. de alt. empr.* Laquelle caution doit estre donnee, encores quelle ne soit point demandee. Et s'il y a execution deuant la caution donnee & receüe, elle est tordionnaire. Arrest du 12. iour de Iuillet 1519. cy-dessus recité.*

h *Rebuff. Tract. de sent. execut. Art. 1. glof. 16. num. 45.* cite cest arrest du 11. iour d'Aoust, 1534. par d. l. cum ostendimus 4. §. fin. D. de fideiuss. int.

i Baldus in generaliteri. col. 1. C. de epis. & cler. indices qui recipiant malos fideiussores ex hoc obligantur ad interese pariu vtriusque publica, si la datur. *Rebuff. Tract. de sent. execut. Art. 1. glof. 16. num. 45.*

k Arrest du 26. Auid 1557. au profit de Rebuffe par lay recité. *Tract. de sent. execut. Art. 1. glof. 15. nu. 5. glof. 18. nu. 10.* La caution peut bien estre delchargée du consentement de la partie, encores que celui qui l'a donnee ne le consente. Arrest du 17. iour de Ianvier 1510. pour Pean des Herbiers, contre Pierre Choueteau. Elle peut aussi estre delchargée, si la caution se veut absenter pour le seruice du Roy ou de la Reipublique. Arrest du 19. iour de Iuin 1535. entre Philippes le Becquer, & frere Denis Hullo pour le Priencé d'Aluye. *Rebuff. Tract. de sent. execut. Art. 1. glof. 16. nu. 19. & 30.*

l Bartol. in l. 1. D. indic. solui.

m Fideiussoris prodest principalius passio, l. & haroldi §. vlt. D. de pass. & in fideiussoribus habetur, in notat Bartol. in l. quere D. locati. Vide Alex. in mol. Conf. 114. Vol. 3.

n *Cap. 2. extra de fideiussor.* Si la partie s'oblige à la peine, il ne doit que les dommages & interets. Arrest du 10. iour de Mars 1525. *cap. suam. De penam. Rebuff. Tract. de sent. execut. Art. 1. glof. 18. nu. 4. & 5.*

o Suiuant le droit, *l. si ab arbitrio. D. qui facit sol. cog.* Au reste cest Arrest mis au texte

François est coté des Annotations de l'auteur du 10. iour d'Auril 1518. avant Pasques, comme aussi par R. ebuff. *Tract. de sent. execut. Art. 1. gloss. 16. num. 12.* pour maistre Leon, contre frere Benoist Garguelly.

p. *Glossa 16. num. 44. Art. 1. Tract. de sent. execut. per L. D. si qui in ius voc. non ierit, gloss. Or ibi DD.*

APPELLATIONE DESERTA, QVOMODO sententia mandetur executioni.

C A P. LXXII.

Appellatione
deserta, quo-
modo senten-
tia quæcun-
que mōdetur
executioni



*Ceterum, quæ in cunctis emiseris, nulla executioni præ-
gasia cum superioribus cōueniunt, si in eā appellatio aut ab
interlocutione, aut diffinitiva sententia intercedat, quæ in-
tra tempus regij sanctionibus, aut regionis more præstetur
apud competentem iudicem minimè sit introducta, in eam
sententia exequenda permittitur, vocato tamen appellante.
Nec refert à quo iudice dicta sit: neque etiam principij res-
cripto, quod huius veniam tribuat, opus est, quamvis plerū-
que soleant adhibere, non solum ut id finatur, sed ut appellantis dies dicatur ad su-
periorē iudicem, quæ appellationem deseruisse pronuntietur. Exceptis autem his
(quæ commemorauimus) controuersis, appellatio quauis tantisper impedit iudica-
ro satisfieri, quamdiu pendet. Et quæ hæc quidem hæc tenem.*

DE LA DESERTION D'APPEL.

C H A P. LXXII.

1. Appel quand est estimé de-
sert.
2. Deux voyes pour se pouruoir
contre l'appellant, quand le
temps de releuer introduit par

- la coustume ou Ordonnances
Royaux, est expiré.
3. Lettres Royaux sont necessai-
res pour adionner en la Cour
de Parlement.

1. Appel quand
est estimé desert.



*Mais en toutes matieres quand on a appellé de quelque sen-
tence ou appointement interlocutoire, & qu'on a releué de-
dans le temps de la Coustume du pays ou des Ordonnances
Royaux, qui est de trois mois, l'appel est desert, & peut celuy
qui a obtenu ladite sentence, faire adiourner ledit appellant
pardeuant le iuge pour venir proceder sur l'exécution de ladite sentence
nonobstant ledit appel comme estant desert, & pardeuant le iuge supe-*

rieur pardeuant lequel se deuoit releuer ledit appel, pour monſtrer & enſeigner de la diligence qu'il a fait dudit appel releuer, iceluy dire & declarer deſert ſi meſtier eſt: & en outre proceder ſous iceluy comme de raiſon ainſi qu'il eſt dit par les Ordonnances du Roy Charles ſeptieſme, Article 15. Et n'eſt meſtier a ceſte fin obtenir lettres Royaux, ſinon quand il faut adiourner * en la Cour de Parlement: car on ne peut adiourner communement en la Cour * ſans lettres Royaux. Et en toutes autres appellations il faut deſerer a icelles * ſuiuuant noſtre ſtile de France, & ne paſſer outre nonobſtant l'appel: ainſi qu'a eſté dit ſouuent cy-deſſus.

2. Deux voyes pour ſe pouruoir contre l'appellé quand le temps de releuer introduit par la couſtume ou Ordonnance Royaux eſt expiré.

3. Lettres Royaux ſes neceſſaires pour adiourner en la Cour de Parlement.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. LXXII. De la deſertion d'appel.



Appellatio deſerta non eſt proſequenda, cap. duobus, extra, de appell. & ibi D.D. cap. 1. cod. tit. in 6. Clem. ſi duobus, cod. tit. cauſam ſine ſententia inſtanciarum nulla ratio permittit. l. poſtquam. C. de paſſu. Appellatio deſerta dicitur cum u. qui appellatorem non proſequitur nec exerceat, ut reddat cauſam appellatorem ſua, l. 6. C. Quomodo & quando iudicet, l. 18. C. de appell. Bart. in l. Tale pactum, §. qui prouocant. D. de paſſu, & l. ſi iud. C. de tempor. appell. Rebuff. Tom. 1. Traſt. de lit. prou. gloſ. 12. nu. 7. Tom. 3. Traſt. de appell. Art. 5. gloſ. vnic. Au reſto les lettres de deſertion ne ſe doiuent obtenir, ſinon apres le temps de releuer parfait.

& accompli, de trois mois ou autre temps introduit par les Ordonnances, couſtumes & ſtil des provinces & iuriſdiſtions, encores que leſdites lettres ſe mettent à execution apres ledit temps ſiny & expiré, cap. commiſſa. De elect. in 6. La Cour par arreſt du 5. iour de Mars 1527. abſout Maſtre François d'Argilliet, appellant contre Rameau ou Ragueneau. Pareils arreſts des 12. Ianuier 1528. & 19. Ianuier 1534. Grâds iours de Moulins le 16. Septembre 1514. & aupaſſant le 19. Ianuier 1525. Autre du 14. Octobre 1540. Rebuff. Traſt. de appell. Art. 4. gloſ. 1. nu. 12. Papon liu. 19. des Art. Tit. 6. art. 4. On ne peut auſſi appeller en deſertion apres les trente ans, jugé par arreſt du 16. iour de Ianuier 1524. contre le ſieur de la Croix, ſieur de Plancy, au profit des habitans dudit lieu. Rebuff. Traſt. de appell. Art. 4. gloſ. nu. 19. Papon liu. 19. des arreſts Tit. 6. Arreſt 1.

b Par l'Ordonnance de Philippes C. 133. les Iuges qui ont donné ſentences, les peuvent exccuter, ſi l'appellant laiſſe paſſer trois iours, ſans releuer ſon appel, ou autre temps porté par les couſtumes des lieux, ainſi qu'il a eſté dit cy-deſſus.

c Selon l'ancien nombre, mais ſelon la Conference des Ordonnances de l'an 1413. art. 17. & 18. Charles 8. 1493. art. 59. François I. 1535. Chap. 16. art. 31. & 32. miſes au 7. de la Conference des Ordonnances. Leſquels ſont tirez des loix, ſi contra maiorem 8. & l. quoniam 18. C. de appellat. & l. fin. §. ſilud. C. de tempor. & repar. appell. Laquelle liſe contra maiorem. C. de appellat. Angel. rapporte l'auoir veu ſouuent accommoder a noſtre Pratiq. Ce que Felix confirme, in cap. ex parte 2. nu. 9. extr. de reſcript. Auquel lieu il traite auſſi pluſieurs autres belles choſes concernantes la matiere de deſertion. On peut bien encores adiouter aux textes cy-deſſus alleguez, le Chap. reſcript ſubſtit. cap. cum ſis Romana, cap. ſepre, extr. le appell. cap. ab eo de appell. in 6. Accuri. in l. euss in prou. C. de appell. & in l. vnic. D. ubi nou. appel. pend. Paul. Caſtr. in l. ſi preſes. C. Quomodo & quando iudicet. Federic. Conf. 133. Caſus talis col. 3. Rebuff. in Comm. ad Ord. regis Tit. Ioan. Melieu in Enchir. cap. 35. Boer. Dec. 2. 47. Guid. Pap. q. 183. Rebuff. in traſt. reſtit. in praj. num. 16. & 17.

d Voyez le liure 1. des Instit. For. Chap. 1. & 2. Nostre auteur au Chap. 5. dudit 1. liure, & apres luy Rebuffe, *Traict. de appel. Art. 4. glof. 1. nu. 1.* monstre quād l'appel n'est releué dans les trois mois ou autre temps introduit par la coustume du pays, comme la partie, & le procureur du Roy se doiuent comporter suivant les Ordonnances du Roy Charles 7. 1451. art. 15. Au reste vn condamné par contumace peut obtenir lettres Royaux à fin d'estre ouy en payant les despés de la contumace, & ne peut estre par apres appellé en desertion. Arrest de releuee du 8. iour de Iâurier 1543. Tous ceslois quand l'appel est desert, peut l'intimé faire adiourner l'appellant pardeuant le Iuge à qui, & pardeuant le superieur en desertion. Arrest à ce propos du 9. iour de Feurier 1556. recité par Rebuffe. *Traict. de appel. Art. 5. glof. vni. nu. 36.*

e Omnis appellatio deferendum est. §. statim, in verbo interpos. De causis Pragm. sancti. Et in §. quodque ante diffinitum, in verbo misit. De finis. l'appel. in Pragm. sancti. Et comment. ad eandem, cap. 1. De appel. in 6. cap. 2. de offic. delegati in 6. consuet. 2. qu. 7. Rebuff. Tom. 3. *Traict. de appel. in pref. nu. 34.* ainsi qu'il a esté dit cy-dessus.

EPILOGVS LIBRI I.

CAP. LXXIII.



Explicita est igitur prioris, primarique iudicii series, ut non sit difficile videre quomodo in ius vocandus sit aduersarius: deinde quo in absentem pallo ius dicatur: ium quo inter presentes ordine litigetur: ac demum, quomodo feratur sententia, Et ad rem etiam perducatur: denique in quibus controuersis iudicati executionem haudquaquam remouetur appellatio.

EPILOGVE DE CE PREMIER LIVRE.

CHAP. LXXIII.



T pour ce icy finist la tisiure & forme de proceder en premiere instance: par maniere qu'il n'est difficile cognostre commēt l'on doit appeller à droict la partie aduerse, & en qu'elle sorte on la doit contumacer, si elle n'y compare: & par apres quel ordre de procedure il faut tenir quand les deux parties sont presentes: & comment il faut donner sentences & icelles executer, & lesquelles peuent estre mises à execution, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sanspreiudice d'icelles.

Fin du premier liure des Institutions Forenses.



IOANNIS IMBERTI

RVPELLANI, FONTENAIEN-
SISQVE CAVSARVM PATRONI,

INSTITVTIONVM FORENSIVM

LIBER SECVNDVS.



QUEMADMODVM in priori iudicio, primâque (quam vocamus) inflâtia controuersia ordinetur, latè expositum esse arbitror: superest vt eum exequamur contextum, qui in altera, secundâque iudiciorum disceptatione cõseruandus est. Is autem in pertractandis versatur appellationibus: vnde hunc prius attexendum putauimus, quàm iudicia ordiremur capitalia: quandoquidem in priore, alterâque illorum quæritio agenda, plerique in locis ciuiliū controuersiarum tramite desectitur. Commodum igitur visum est, proximum locum his accommodare, quæ ad imponendum ciuilibus iudiciis eolophonem pertinerent: sed aliqua antè de instituto & iudicio meo dicenda sunt. Quamquam enim mirentur complures, quòd cùm in hac forensi palestra pridem modò tyrocinium fecerim, in eam tamen prouehar audaciam, vt omnia huius cæraminis genera nexûsque instar Pantathli profitear: quod ne is quidem citra toleratum diu antè pulueris tactum præstare facillè posset: ego autem non solum ab arrogantia, sed ab ejus etiam suspitione, apud omnes alienum me existimari contenderim summopere. Enimuerò hac meditando eo potissimam consilio aggressus sum, vt id mediocriter & temperatum scribendi genus, iuris eloquentiæque consultiores, ac vsus petiores excitaret, quò rudem hanc & imperfectam materiam (vtcunque luberet) ad incudem feueriorem magisque Romanam reuocarent, ac climarent. Quapropter expetiuierim maximè, ne tam ad ardua audenda propensum me & facilem criminentur, quàm animi nostri non sine periclitatione ad publica commoda anhelantis candorem boni consulant. Nec verò quemquam velim larere, nos in his edendis non arti, aut industria (si qua nobis inesset) confisos fuisse, sed sicubi hæc freta legens imminentes perhorruis scopulos, exercitatores consuluisse naucleros. Itaque huius

A A a a

maris vndas vnusquisque emeritatur intrepidus, & gubernatorum securus peritia, neque saxa, neque æstus, neque Austri minas extimescat: quippè non ignarus gubernandi nauta, sed multi Palinuro vel ipso sagaciores clauum tenent, moderantur, dirigunt. Inter quos primo quidem locorecensuerim virum senatorium, & totius regionis Pictonicæ præfectum Dom. Franciscum Doyuellum: qui generosis octus parentibus, egregiam primùm operam in iure ciuili & discendo, & proficundo nauauit: hinc ad lux vrbis Pictauiensis forum se contulit: vbi totos quindecim annos tanta facundia & dexteritate causas orauit, vt in Senatus Parisiensis ordinem allectus sit. Posteaquàm verd in ea classe huius solertia, si les, & iustitia in extricandis per pluribus controuersis admodùm abstrusis, arduisque diu perspecta est, Raynerius antecessor Pictonum præfectus, vir tum iuris prudentia, tum iudicandi peritia præstantissimus, hunc successorem delegit: ac non auri, sed virtutum splendore adductus, in eius gratiam apud Principem magistratu se abdicauit: qui antecessoris iudicium secutus, grauissimè hunc præfectum designauit. Itaque in ea gerenda præfectura se ed vique diligentem studio præbet indefesso, vt ne otio quidem per se sequioram frui liceat, non quæritus auiditate: vt potè, qui Pictonum togatorum nulli facultatum copia sit secundus: sed ne Pictones antecessoris desiderio, ob successoris fortè desidiàm, teneantur: tantum abest à lucri cupiditate, vt etiam à tantillo quouis munere manus abstinentes habeat. Iam hoc præferri cupidissimo sæculo licet in eo C. Fabricij abstinentiam admirari: atque hùc te secundum illum accerlo (Andrea Tiraquelle Fontenaïensis iurisdictionis præfecte) qui in minori quidem magistratu constitutus, non minus illo elucescis. Quid intimam tuam iuris cognitionem? quid ingenuarum artium encyclopædiam à te felicissimè absolutam commemorem? Nonne illa tua monumenta iam in lucem emissa, hæc inuulgant, testantur, prædicant? Verùm & quæ sub incude adhuc sunt, luculentius declarabunt. Hæc omnibus notissima. At mihi ex consuetudine tua alix præterea quam plurimæ ingenij tui dotes cognitæ sunt, vt in rebus iudicandis sagacissima perspicacitas, in expediendis claritas, & de quacunque re nata, aptè, ornatèque differendi extemporanea facultas. Neque equidem præterierim Ioannem Remfrayum, rerum capitalium apud Fontenaicum tribunal quæsitorem, ac iudicem. Nam & humaniorum disciplinarum, & iuris scientia clarissimus, ita fulgoris sui radiis territorium suum collustrauit, vt omnem scelerum colluuiem absterferit, & repurgarit, ac totius pietatis & probitatis id constituerit asyllum. Porro inuidiæ, & ingrati tudinis Srephanus Noellus Rupellani præfecti assessor nobiscum expostularet, nisi à nobis in illorum adscriberetur numerum, præsertim cùm eiusdem vrbis, scilicet Rupellanz, nos coniungat origo. Cogitanti quidem mihi quid illi tribuam laudis, occurrant innumera vietutum & Musarum agmina, quæ me dubio procul compellunt, vt quicquid encomij aliis dispartierim, id in vnum ipsum conferam. Aded præclarum eum reddidit optimè geri cœpta vrbis Rupellanz præfectura, vt eum Princeps, sanctiore suo diplomate legibus soluerit, quæ ab illius muneris administratione cum prohi-

bere ab inuidis obijciebantur. Sed quanta republ. vrbis huius charitate complecteretur, nuper fecit manifestius, cum scissimus casus illi ingrueret. Dissidio enim ciuium quorundam effectum fuit, vt aristocraticæ status (qui à cunabulis eam vsque in ætatem nostram & incolumem seruauerat & floridam) in monarchiam, vniûsque perpetuum principatum sit commutatus. Nam qui cum illo ciuitati administranda in biennium duntaxat præficiuntur, licet optimatum gubernationem præ se ferant, vnus tamen re vera existit imperium. Itaque breuissima illa tempestate ciuitas illa adeo afflictæ fuit, vt communi consensu ciues omnes de migrando in alias sedes cogitarent: idque ad rem perduxissent, nisi inclytissimi Regis Nauarræ, augustissimaque Heroïnæ eius vxoris & Regis nostri germanæ Margaritæ, & illusterrimi Galliarum cancellarij Dom. Antonij à Burgo auspiciis in pristinum statum præstigiassent se propediem restituendos: quorum gratia & auctoritas illis ad regiam maiestatem patefecit aditum, vt apud eam liceret de ea calamitate queritari. Qua in re, cum alij viri boni complures, tum Andreas Sarrotus, vrbis agique Rupellani præfectus, vir eximia & integritate & doctrina, ipseque eius assessor, studij & operæ posuerunt quàm plurimum: aula regis totum biennium ærumnas petulerunt. Denique eò profecit illorum cura & diligentia, vt iam respirare, & in spem bonam erigi nostri incipiant municipes: cum maxima ex parte res nouas in priorem formam redditæ perspiciant. Itaque etsi procenbus illis maxima sit habenda gratia, hi tamen proximè secundum eos republ. Rupellanam hoc immortalis beneficio sibi in æternum deuinxerunt: cuius vt memoria (quantum in nobis est) æternitati consecraretur, partium nostrarum tanquam ciuis boni hoc loco fuit prospicere. Nos quoque tui immemores esse non finit, mi Ioannes Garipalde singularis illa tua iuris, liberaliûmque disciplinarum eruditio, de qua modestius parciûsque loquar, ne affinitatis (qua inter nos copulati sumus) gratia impulsus videar. Alij præterea multi non incelebres causidici Prætonici, Santonicique symbolis collaris opus nostrum hoc adiuuerunt: sed quia eos sigillatim enumerare, aut inuidiosum, aut tædiosum esset, omitto. Quos autem suprâ recensimus nominamus, has officij partes illis debebamus. Nunc reliqua persequamur.



DE APPELLATIONIBVS.

CAPVT PRIMVM.

Appellationis
definitio.

Cōtinuō ap-
pellādum ab
illata iniuria.

Quomodo
succurratur si
ex interuallo
sua appellatū.



Appellatio igitur (ut hinc exordiamur) est apud superiorem iudicem
expositio pro vindicanda iudicati, aut facti cuiuslibet ad iudo-
cium spectantis iniuria, a publica modo persona sit illata. Continuo
itaque acceptam iniuriam appellatio ut subsequatur, moribus nostris
receptum est. Proinde, bidui, tridui, ac decem dierum dilationes olim
ad appellandum concessæ exoleuerunt. Id autem eo angustia non petrabendum est,
ut nunquā ex interuallo appellare apud nos liceat: siquidem hoc permittitur, dum-
modo appellans meminerit antequam dies appellationis discutienda superueniat, re-
scriptum à Principe impetrare, quo ad dicendam appellationis causam restituatur, nul-
la huius moræ in appellando commissæ habita ratione: id est, Releuetur de illico, ut
vulgus loquitur. In eo quoque rescripto exprimendū est, quantum inter sententiam,
& appellationem statim intercesserit: non sament interualli magnitudo Principem
ab hac restitutione auerit: nam & aliquando hanc indulget, ubi post duos, vel tres
annos à die pronuntiati iudicati præteritis appellatum est: neque enim præfinita
sunt tempora huiusmodi indulgentia. Itaque hac interueniente semper ad appel-
landum, persequendūque appellationem quæ restituatur. Verum apud complures
ea incrobuat sententia, ut existentium huius rescripti auxilio opus non fore, quum
sententia absente appellante, quamvis procuratore eim præsentē, lata sit, vel pro-
nuntiata. Sed id temperandum distinctione arbitrarer, ut si ex tempore sententia
dicta sit coram procuratore etiam solo, huius indulgentia subsidium implorare sit
necessæ: sin re in iudicio consilium intimum missa iudicatum sit, aut pronuntiatum,
procuratori duntaxat, domino verò non hac non sit adhibenda restitutio: nam in
priori specie, quā in posteriori, facilius deliberare potest procurator verum appel-
landum sibi sit, necne: idcirco dominum sibi acceptum referat, qui imperitum
procuratorem dederit, aut si mandatum ille non secutus fuerit. Consultum tamen
utrobique erit, si appellans huius restitutionis ope nitatur. Plane ex interuallo
appellans causa cadit, nisi hac suffragetur restitutio, litiisque sumptus aduersario,
simul sisco multam dependere iubetur: de qua re latius disputabimus.

PARAPHRASE DV SECOND LIVRE
desdites Institutions.

*Des Appellations: De quelles personnes on peut appeller: Ensemble du
temps de les releuer, & du relief de l'illicò.*

CHAP. I.

- | | |
|---|--|
| <p>1. <i>Definition d'Appellation.</i></p> <p>2. <i>On ne peut appeller d'une priuee personne.</i></p> <p>3. <i>Comme on se doit pouuoir contre vn Sergent mal traittant celuy qu'il prend prisonnier.</i></p> <p>4. <i>Dans quel temps il faut appeller.</i></p> | <p>5. <i>On est releué de n'auoir appelle l'illicò.</i></p> <p>6. <i>On ne doit faire difficulté de releuer de l'illico dedans six mois.</i></p> <p>7. <i>On n'est tenu demander Apoustres.</i></p> <p>8. <i>Apoustres sont encores receus en Cour d'Eglise.</i></p> |
|---|--|



Nous auons traicté au premier liure de ce qui touche la premiere instance des iugemens, il conuient en ce second liure declarer ce qui concerne la seconde instance : laquelle gist en appellations. Nous commencerons donc par la definition d'appellation.

Appellation est la plainte * qu'on fait de quelque tort, qui a esté fait par vn Iuge, Sergent, ou autre publicque personne, sous forme ou vmbre de iustice, ou voye iudiciaire.

Car faut entendre que ne receuôs l'Appellatiô qui est interjettee ^{1.} d'vn tort ou grief fait par vne priuee personne. Et pour ce mieux demonstret, ie reciteray vn cas aduenu, faisant à ce propos. Vn Abbé fait defence à vn Iuge d'vne sienne terre ou Seigneurie dependant de son Abbaye, ainsi qu'il tenoit la Cour & iurisdiction de ladite terre, de non la tenir : & par force l'oste du siege : dont le Iuge appelle comme d'abus formellement en la Cour de Parlement. Il releue, fait adiourner, & intimer l'Abbé : & plaide les causes d'appel. L'Abbé dit qu'il n'est receuable comme appellant, parce qu'il est appellant de l'Abbé estant priuee personne : & defend outre par fins peremptoires. Neantmoins l'appellant gaigne sa cause en la Cour de Parlement à Paris, donné le 2 iour de Iuillet, l'an mil cinq cens & quinze. Car il ne pouoit faire ladite defence comme vne priuee person-

^{1.} *Definition d'appellation.*

^{2.} *On ne peut appeller d'une priuee personne.*

ne, & la faisoit comme Seigneur de la iurisdiction qu'exerçoit ledit Iuge pour ledit Abbé. Vn autre cas semblable: le Seigneur auoit baillé la capitainerie de son Chastel à quelqu'un, il le destitue dudit Estat: & par les lettres de destitution il met qu'il le prieu dudit office, pource qu'il y a mal-versé. Le Capitaine s'en porte appellant à la Cour de Parlement à Paris. Il y fait adiourner & intimer le Seigneur: qui apres que l'appellâr a plaidé les causes d'appel, dit que l'appellant n'est receuable comme appellant, parce qu'il est appellant à *primata persona*, & qu'il le pouuoit reuoyer à la volonté. L'appellant dit que s'il le vouloit reuoyer, & qu'il peust le faire, il ne deuoit le faire pour auoir mal-versé: car cela emportoit infamie: quoy que soit se chargeoit son nom, & bonne fame: & qu'il le deuoit reuoyer purement & simplement, sans expression de ladite cause. Il est dit par Arrest mal procedé & bien appellé.

3. *Comment on se doit pourvoir contre un Sergent maltraitant celui qu'il prend prisonnier.*

Toutesfois si le Sergent en executant quelque mandement de iustice frappe ou blesse la partie contre laquelle il exploicte, elle ne s'en doit pas pourvoir par appel, ains en faire faire information, & la rapporter pardeuant le Iuge dont procedé le mandement. Et ainsi en fut dit par Arrest des Conseillers generaux sur le fait de la iustice des Aydes du Roy nostre Sire à Paris le vingt-huictiesme iour d'Octobre, mil cinq cens vingt-huit. Mais il est permis au Sergent, s'il y a resistance d'vser de force: & n'en sera tenu: par maniere qu'il luy est loisible d'exceder & frapper celuy qu'il a constitué prisonnier s'il se veut defendre, ou le blesser en le menant: ou bien si en prenant le prisonnier il met la main à l'espee pour empescher de le prendre. Neantmoins si le Sergent craint rebellion, & sera le meilleur de demander permission d'vser de force & de main armée: mais il n'y a que la Cour de Parlement ou du grand Conseil qui le permette ordinairement: voire elle ne baille point telle permission qu'il n'y air information de la rebellion precedente, ou de ce que le delinquant est coustumier vser de force & de contenir les mandemens de iustice.

Et pour reuenir à nostre propos, ^d il faut interjeter toutes Appellations au pays Coustumier, incontinent que le grief & tort est fait, que nous appellons en Latin, *illico*.

4. *Dedans quel temps sans appeller.*
5. *On est releué d'auoir appellé illico.*

Mais le Roy releue ordinairement par les 8 lettres de relief obtenues de la Chancellerie, de ce qu'on appelle *illico*, & faut par les lettres susdictes declarer le temps qui est ensuiuy depuis le grief fait iusques au iour de l'appel formé. Car si l'intimé (qui est la partie adueree de l'appellant) a fait quelque chose pour l'execution de l'appointement ou sentence entre les deux: sçauoir entre le iour qu'a esté prononcée la sentence, & le iour que l'appel a esté formé, iceluy intimé peut pardeuant le Iuge, pardeuant lequel pendant ledit appel, requérir condamnation des frais de ce qu'il a fait en cest intervalle & de temps, combien que l'appellant soit releué de l'*illico*: car le Roy ne remet point l'intérêt ^h priné de la partie: ains releue seulement, afin de le faire receuoir cōme appellant. Car s'il n'estoit releué de l'*illico*, il ne seroit receu comme appellant. Et en ay veu perdre vne cause d'appel en la Cour de Parlement à defaut d'estre releué de l'*illico*. Et en

fut l'Aduocat de l'appellant condamné en vne amende pour sa neg'igence de ne l'auoir aduerty.

On a fait quelque difficulté depuis les Ordonnances Royaux publies sur l'abreuiation des procez en l'an mil cinq cens trente-neuf de baillet en la Chancellerie de Paris Lettres Royaux de releuement de *Illucò* si l'on auoit appellé dedans huit ou quinze iours, combien que par lesdites Ordonnances n'en fust rien touché. Et encortes aujourd'huy en la Chancellerie de Bordeaux on n'expédie gueres lettres de releuement de *Illucò*, de plus de douze ou quinze iours. Toutesfois à present en la Chancellerie de Paris on baille lettres de releuement dudit *Illucò*: comme faisoit auparavant lesdites Ordonnances, nonobstant qu'il y ait trois voire six mois, que la sentence soit donnée, pourueu que l'on ne narre point par les lettres auoir fait acte par lequel on ayt approuué la sentence.

Au pays de Droit escrit, il falloit auparavant lesdites Ordonnances dernieres que l'appellant demandast l'Apostres, c'est à dire lettres dimissoires par lesquelles le Juge duquel on estoit appellant, declaroit s'il deferoit à l'appellation ou non, & bailloit delay de releuer l'appel pardeuant son supérieur, selon la distance des lieux: mais par lesdites Ordonnances Article 117, il est dit que l'on sera tenu de demander Apostres audit pays de droit escrit. Et sont releuez de ceste peine, mais on baille l'amende aux temeraires appellans comme en pays coustumier: combien qu'auparauant ils n'en payassent. Et ce a lieu en Cour laye: car en Cour d'Eglise tant en la France Coustumiere, qu'en pays de Droit escrit, on vse encordes d'Apostres. Parce que les Ordonnances Royaux ne se extendent és Cours Ecclesiastiques, s'il n'est dit expressement: comme est dit quand és appellations comme d'abus, ainsi qu'il sera dit k cy apres. Toutesfois ce n'est que reduction au droit Canon, ainsi que dirons.

6. On ne d'it
faire difficulté
de releuer de
l'illucò de l'ans
six mois.

7. On n'est tenu
de demander
Apostres.

8. Apostres sont
encores receus
en Cour d'Eglise.

ANNOTATIONS SVR LE LIVRE II. DES Institutions Forenses. Chap. I.

Notre Authieur nous baille en ce lieu vne definition d'Appellation conuenable à son traité de la Pratique Françoisse. Par la disposition ciuile, *Appellatio iniquitatem sententia querelam continet. lege praefata* 17. D. de minorib. *Appellatio enim est provocatio iniqua sententia querelam continens. Goffredus in summa ita definit. Appellatio est de minori vel inferiori iudice ad superiorem iudicem facta provocatio, capite anteriorum, paragrapho illi secundo, q. 6. Bartolus in lege 1. Digestu de appellat. Alius autem Alciatus in Comm. de verb. signif. Mais Cuias en ses Paratitides. *Appellatio est querela non ad quersentiam sententia minoris iudicis vel nominationis ad honorem manus publicum, vel Appellatio est a sententia minoris iudicis ad maiorem iudicem provocatio.* i. iura aduersi sunt Accusatio et*

de accipitur, ut ait interpres Apollonij Au surplus est fort notable ce qui est escrit, *in c. de specialib. et ext. de appell. Appellation non ad defensionem iniquitatis, sed ad presidium innocentia rusticorum etc.*

b l. scire oportet. in princ. D. de excus. int. In addit. ad Bartol. in l. arbitrio. D. qui satisd. cogent. Et l. sen. ib. col. 1. ff. Bald. in l. scire oportet. in princ. D. de excus. int. escrit à sulto prout hominu non esse appellandum.

c Cecy est tiré des Annotations. Notatur in l. in iuriam. l. D. de iniurijs.

d L. quemadmodum. §. pen. D. ad legem Aquil. si quid violentius aduersus resistenter feceris apparitor, ipse non tenebitur. Faber in l. si seruus. C. de his qui ad Eccles. tient que le sergent ayant mandement de constituer quelqu'un prisonnier, le peut tuer ou blesser, s'il se met en defense: la quelle opinion neantmoins n'est suivie, ainsi se doit le sergent comporter en toute modestie, & obtenir d'y ser de force, ainsi qu'il est conteu au texte François.

d Par les Ordonnances de Charl. 7. 1453. Art. 23. Charl. 8. 1493. Art. 60. Loys 12. 1507. Art. 23. & de François 1. 1513. Chap. 16. Art. 1. & 2. mise au 7. liure de la Confection des Ordonnances. Tit. 8. nul n'est receu à appeller, s'il n'appelle incontinent apres la sentence donnee: sinon que par dol, fraude, ou collusion du Procureur n'eust appellé, ou qu'il y eust grande & euidente cause de releuer l'appellant de ce qu'il n'auroit appellé sur le champ.

*e Baldus in l. per diuersos. C. mandati. dit le mesme iour que la sentence est prononcée: mais Lufanc de Orian. in repit. quoniam contra. De probat. suiuant la sentence du mesme docteur Balde, tient que l'appelle doit interietter, le Iuge estant encores au siege: & que le mot, *incontinent* & *sur le champ*, se doit ainsi entendre. Nous gardons & pratiquons en pays Coustumier, la premiere opinion, comme estant la plus douce & humaine, principalement quand l'appel est interietté d'une sentence definitive. Car elle est ordinairement prononcée par le Greffier es procez par escrit. Il est donc certain que les iours ordonnez par le droit pour appeller sont à present abrogez & hors d'usage. Tit. D. Quando appell. fit. Auis hodie. C. de appell. gl. in l. 1. C. de temp. Et reper. appell. cap. concertationis. 8. De appell. l. in 6. Nous ne gaudons point telle chose en France, ou l'appel dure trente ans. Reuiss. in Priem. Const. Regiar. gl. in l. 1. num. 93. dit que l'appel est receu mesme apres dix & vingt ans, & suffit que le relief porte, *non la noice* & *reconissance*, ou qu'il a esté conseillé de ce faire, suivant la disposition canonique, d. cap. concertationi. De appell. in 6. V. Papon liure 19 des Arrests Tit. 1. Arrest 10. & le Chap. 4. & 6. de ce second liure des Institutions Forenses cy dessus.*

f l. litigatoris. u. C. de appell. pen. D. de in integr. restit.

g Cecy est tiré des Annotations.

h l. 1. §. si quis à principe. D. ne quid in loc. l. nec auius 4. C. de municip. Braccifera principum tribuere extra iuriam mortu est iustis. Et notatur in l. quotiens. C. de precib. inf. ff. de l. nec domus. C. de receptis.

i Loes. §. vis l. iudicibus. C. de appell. l. unic. D. de lib. dim. ff. de can. 24. l. 9. 6. can. 31 §. forma 2. q. 6. cap. 1. 4. & 6. de appell. in 6. Clement. 3. ad tit. Bartol. in l. eos. C. de appellat. Accurs. ad l. 1. D. de d. in. Et ibi Angelus. l. idem Accurs. in l. qui resistit. D. de reu. iudicis. Vide Coud. Pap. Dec. 11.

k Chapitre 3.

QVOMODO APPELLETVR.

CAPVT II.

Porro, libera est appellandi facultas, aut apud iudicē à quo promouetur, actuarium: aut apud apparitorem, à quo inter exequendum iniuria accipit: aut coram duobus laice iurisdictionis tabellionibus. Idque vltimum omni promocationi commune est, siue à iudice, siue ab alio quouis appelletur: nec in appellatione qualibet, aliū scriptūve mandanda ac declaranda, appellans cui appellationis exprimere debet: sed sufficit vs se appellare prestatetur, aut viva voce, aut scripto, verum malis. Sane aptum fiet, si appellatio ei qui iniuriam fecit, denuntietur, quum eo coram nō est interposita: ne si ad iniuriam deinceps inferendam pergat. Verum, nec libellum dimissorium seu Apostolorū à iudice à quo promouetur, recipi oportet. Fatalium in super dictum formula moribus nostris sublatā est. Ac de interponenda appellatione satis est dictum: iam quomodo superiori offeratur, ostendamus.

Quomodo
appelletur.

PAR DEuant QVI L'APPEL DOIT
estre formé, & où il sera releué.

CAPVT II.

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Appel pardeuant quelles personnes doit estre formé. 2. N'est mestier de declarer le grief en formant l'appel. 3. Trois manieres d'Apostres, reuerentiaux, refutatoires, & refpositoires. 4. Fatales du Droit cōmun n'ont | <ol style="list-style-type: none"> plus de lieu en ce Royaume. 5. Peremption d'instance en cause d'appel. 6. Vne Chambre necessaire en Parlement pour decider les appellations verbales. 7. Continuation des causes d'un Parlement à l'autre prochain. |
|--|--|



L'Appel peut estre formé pardeuant le Iuge ou Greffier, quand l'appointement dont on appelle est donné; ou pardeuant le Sergent qui le signifie, ou met à execution, ou par apres pardeuant deux Notaires de Cour laye: ou pardeuant vn, & deux tesmoins, ou par lettres Royaux, meisme de relief.

Et en formant l'appel, n'est mestier declarer le grief, & supposé que la sentence contienne plusieurs chefs, toutesfois suffit de former l'appel en general, en ce que la sentence fait contre celuy qui en appelle: car on pourroit declarer estre appellant de quelque chef, ou que lon n'auroit matiere d'appeler: mais faut entendre à le declarer par les lettres de relief, ou en

1. Appel pardeuant quelz personnes doit estre formé.

BBbb

concluant au procès par escrit. Et pource nous ne gardons en Cour laye la forme d'appeller baillée par le Droit canon. Laquelle toutesfois on garde encores en ce Royaume en Cour d'Eglise. Car si on appelle d'un appointement donné par un Juge d'Eglise qui soit interlocutoire, il faut bailler la cedula appellatoire ^b dedans dix iours apres ledit appel formé, & paricelle deduite les griefs, & requérir le Juge instamment de bailler Apostres reuerentiaux, ou autres tels que de raison.

3. Trois manieres d'Apostres, reuerentiaux, refutatoires, & repositaires.

Et fait à noter qu'il y a trois manieres d'Apostres, Reuerentiaux, Refutatoires, & Repositaires. Les Reuerentiaux sont, quand le Juge deserte à l'appellation, & declare qu'il sursoit pour reuerence dudit appel. Les refutatoires sont, quand il declare qu'il passera outre nonobstant ledit appel, & autres, & sans preiudice d'iceux. Les Repositaires sont, quand le Juge voyant la cedula appellatoire auoir greué la partie, il repare le grief, & remet l'appellant en l'estat qu'il estoit auant l'appointement donné, duquel il a appellé.

4. Fatales du Droit commun n'ont plus de lieu en ce Royaume.

Parcillement, nous ne gardons point les solennitez de fatales, introduites de Droit commun: car jasoit que l'appellant differe de poursuiure son appel par deux ans, il ne dechoit point de son appel, & l'appel n'est desert. Toutesfois, il me sembleroit qu'il auroit peremption ^c d'instance aussi bien en la cause d'appel, pardeuant les Juges inferieurs des Cours de Parlement, tout ainsi qu'en la premiere instance, auant qu'il fust conclud, comme en procès par escrit, ou qu'il y eust contestation en appellation verbale. Car le Droit civil veut qu'il y ait peremption d'instance, aussi bien en cause d'appel par fatales de deux ans, comme par trois ans en premiere instance. Mais ie n'ay point veu user de peremption d'instance en cause d'appel, pardeuant les Juges inferieurs. Au regard des Cours de Parlement il n'y pourroit auoir peremption: parce qu'où sont appellations verbales, ou procès par escrit, quant es appellations verbales, apres la presentation des parties faite au Greffe des presentations, il ne reste qu'à faire mettre la cause au roule. Ce quins gist entierement en la puissance de la partie, comme il est notoire: car bien souuent vne pauvre partie sera bien vn an ou deux à poursuiure à faire mettre vne cause au roule, & en auoir expedition.

5. Vne Chambre necessaire en Parlement, pour desputer les appellations verbales.

A quoy le Roy & Messieurs de la Cour deueroient pouruoir, & auoir Chambre, en laquelle continuellement on plaidoyast appellations verbales, & non pas deux ou trois fois la semaine comme on fait. Et quand ce sont procès par escrit, apres qu'il est conclud en iceux comme en procès par escrit: & les griefs & responses à iceux fournis avec la production nouvelle, les contradicts & saluations, si le cas y esche, ou au lieu desdites choses qu'on ait prins forclusion d'icelles faire, il ne peut plus estre imputee negligence à la partie: Car c'est au Rapporteur d'en faire rapport à la Cour.

7. Continuation des causes d'un Parlement à l'autre prochain.

Ancienement les Procureurs de la Cour estoient tenus faire presentation pour les parties y plaidans en chacun commencement de Parlement, qui se fait à la Saint Martin. Car on prenoit discontinuation des causes.

pour raison du Parlement, qui cesse à la feste nostre-Dame en Aoust, qu'à y faire presentation, jusques au lendemain de la sainct Martin. Mais par Ordonnance du Roy François premier de ce nom, il a esté ordonné¹ que les causes pendans és Cours de Parlement, seroient reseruees & continuées d'un Parlement à autre: sans ce que les Procureurs soient tenus de faire autre presentation que la premiere. Toutesfois aucuns Procureurs prennent encorés des parties demie presentation de chacune cause par chacun an, ce qui n'est raisonnable, veu que la peine cesse: & ne reuiendroit en ce faisant ladite Ordonnance au soulagement des parties, contre l'intention du Roy. Apres qu'auons déclaré comme il faut former les appellations, il conuient monstrer comment elles se doiuent releuer: car il faut tousiours releuer deuant le prochain Iuge superieur.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. II.

Pardeuant quil'appel doit estre formé, &c.



Ap. 71. de hitu. entr. de appellat. & cap. 1. & cap. concertationi. 8. eodem tit. in 6.

b. D. cap. concertationi. 8. De appell. in 6.

c. Voyez cy dessus le liure 1. des Instit. foren. l. chap. 65.

d. L. 1. 5. & alius seq. C. de temp. & repar. appell.

e. Bartol. in l. 1. p. in d. Cod. de temp. in integr. rest. tient que les causes d'appel ne sont point sujettes à peremption d'instance. Mais auourd huy par l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1563. art. 15. nous gardons estroitement le contraire: & practiquons qu'il y a peremption d'instance en toutes

instances par le laps de trois ans, ainsi qu'il a esté monstré & expliqué bien amplement en la Conference des Ordonnances Royaux, liure 3. tit. 1. mesmes suivant les Arrests de la Cour, que les procès par escrit, conclus & receus pour iuger en la Cour, ne seront sujets à aucune peremption: & les appellations verbales, n'ayans esté mises au Roolle, seront sujettes à ladite peremption. Ce qui semble estre conforme au Droit civil, *in l. 1. 5. si tamen. C. de repar. appell. si tamen in consistorio in exordium expert. etiamsi non fuerit in eod. in die completa, tamen perpetuari eam concedimus.* Au surplus, les lettres Royaux pour peremption d'instance sont defendues par l'Ordonnance du Roy François I. 1519. art. 120. comme auons expliqué cy-dessus au chap. 33. du premier liure des Institutions forenses. *l'idel. vit. C. quando pteuer. non est nec. & l. in offrendu 17. C. de appell.*

f. C'est l'Ordonnance du Roy François I. 1518. art. 16. mise au 3. de la Conference des Ordonnances Royaux, tit. 5. Laquelle Ordonnance est tirée, comme dict nostre Auteur, *ex l. 1. 5. si tamen. C. de temp. & reparat. appell.*

QUANDO APPELLATIO SUPERIORI offerenda.

CAPVT III.

Quando ap-
pellatio supe-
riori offeren-
da.



¶ quoniam varia tempora introducendū ad superiorem appellationibus
præfixita sunt, pro curiarum apud quas agenda sunt gradu, intelligen-
dum est Francia iurisdictionem in quatuor omnino decuriis partitam
esse: quarum in vna & infima sunt iudices pedanei, ac hi partim iurisdi-
ctionem, partim mixtum imperium subortiti sunt. In altera vero consistunt, qui
meri imperij coëctionem obtinent, disione tamen auctoritatēque regia non iudici-
s: sicut iudices Castellavorum & Baronum: ita enim multi mores nostri dicere per-
mittunt. Tertia autem hui attribuitur, qui & gladij potestatem habent, & iuris-
dictione regia funguntur: hos (iudices regios sine medio) vulgo nominamus: nam
sunt etiam alij iudices Regij, qui mixtum duntaxat imperium adepti sunt, ideoque
recte illos in pedaneorum ordine collocauerimus. Quartam denique & supremam
complect senatorij ordines, quos Parlamenti dominos Consilariosque vocamus.
Prima igitur & infima decuria iudices litium tractant principia, id est, primam in-
stantiam: nec de appellationibus cognoscunt. Qui vero in secunda versantur decu-
ria, hui primum offeruntur appellationes, deinde hui qui tertia, tum hui qui qua-
ta præfunt decuria. Perium & apud secunda, tertiaque decuria magistratus contra-
uersiam licet ansficari, nonnunquam apud supremam quoque Curiam, sed id pertra-
ro: frequentius autem apud alios. Quapropter perspicuum est, in vno eodēque li-
tū capitulo licentiam tertio appellandi concessam esse, quamvis leges repugnant im-
periales. Est autem appellatio ei offerenda, qui secundum illum qui ius iniquum de-
icit, proximam obtinet decuriam. Quod si hunc gradum subsultum appellanti præter-
ierit, cum est propinquiorū decuria iurisdicō, controuersia ad forum suum reuoc-
care potest, appellansque litū sumptus reddere damnabitur. Vbi tamen ad supremam
curiam huiusmodi controuersia fit reiectio translatioque, cognitionem illius ad se reci-
piunt, quod pendente appellatione innouatum dicitur, si modo de eo vel scriptura pu-
blica, vel quaestio in iudiciorum actū liqueat, & nominatum ad eam curiam sit pro-
uocatum. Interdum verò pratermissis inferiorum decuriarum gradibus ad summam
rectā licet appellare, scilicet, si de abusu appellanti queratur, quem hui tantum spe-
ciebus aptari audiuimus. Primum, quum iudex Pontificum ea qua regia, aut laica
iurisdictionū sunt, sibi vendicat & præcipit. Rursus item, quum laicum regiusue iu-
dex ea qua ad Pontificum spectant sibi arrogat. Deinde si Basilienfis Concilij, seu
Pragmatica sanctionū decreta, aut regia constitutiones violentur, & contemnerentur
vel à iudice, vel ab alia publica persona, qua ad iudicium quidpiam spectans
exerceat.

De gradibus
appellationis
offerendæ.

DES DIVERS DEGREZ DES IVRISDI-
ctions de France pour releuer les appellations: & de n'ob-
mettre le Iuge moyen: Ensemble des Appellations com-
me d'abus.

CHAP. III.

1. *Diuers degrez de Iurisdiccions en France.*
2. *Iuges, Chastellains, & Seneschaux des Seigneurs.*
3. *Plaids, Preuostez ou petites Assises.*
4. *Plaids ou grandes Assises.*
5. *Iuges presidiaux aux quels.*
6. *Iuges preuosts aux quels.*
7. *Des degrez de releuer appellations.*
8. *Qu'on appelle en France de la quatriemesentence.*
9. *Qu'il seroit utile supprimer les iurisdiccions du Royaume.*
10. *De n'obmettre le Iuge moyen.*
11. *En quel cas la Cour de Parlement cognoist du principal avec l'article d'appel.*
12. *En quel cas la Cour de Parlement cognoist du principal avec l'article d'appel.*
13. *Appellations des Iuges deleguez & commis par lettres Royaux particulièrement en une cause ou generalement.*
14. *Appel des Iuges deleguez par autres que par le Roy, où se doit releuer.*
15. *A qui on doit appeller d'un Iuge faisant Enqueste venant de son Siege.*
16. *A qui on doit appeller d'un Iuge exerçant la iurisdiction temporelle de sa Seigneurie appartenant aux Eglises.*
17. *On appelle comme d'abus en la Cour de Parlement à Paris.*
18. *La Cour de Parlement de Paris cognoist seule des appellations comme d'abus.*
19. *Exemple de la contrauention és saints Decrets par la pragmatique sanction.*
20. *Exemple de la contrauention és Ordonnances Royaux.*
21. *Autres exemples de la contrauention és Loix & saints Decrets.*
22. *Appel comme d'abus des octrois des reliefs d'appel baille par les Prelats Ecclesiastiques, & de l'execution d'iceux comme estant contre la Pragmatique sanction & Concorrats.*
23. *Appel comme d'abus de l'octroy & execution d'un relief d'appel, par lequel on tire en Cour Ecclesiastique hors le ressort du Parlement.*
24. *Des Appellations comme*

d'abus interiettes par per-
sones Ecclesiastiques.

25. La Cour de Parlement cognoist
des attentats faits par dessus les
appellations ressortissans en la
dicte Cour.

26. L'appellant aussi bien que
l'intimé peut attenter.

27. De quel temps les Ordon-
nances commencent à lier les
subiects.

1. Des divers de-
grez de iurisdic-
tions en France.

2. Iuges Chas-
tellains & Senes-
chaux des Sei-
gneurs.

3. Plaids, Preuo-
stes ou petites
Assises.

4. Plaids ou
grandes Assises.

5. Iuges Pre-
sidiaux quels.

6. Iuges Preuo-
staux quels.

7. Des degrez
de releuer Ap-
pellations.



T pour ce mieux entendre, il faut sçauoir * qu'en France
ce sont plusieurs degrez de iurisdicções. Le premier
degré est des Iuges Chastellains, des Chastellanies,
& des Seneschaux & des autres Seigneuries, qui n'ont
droict de Chastellanie. Et ces Iuges Chastellains &
Seneschaux cognoissent des causes en premiere in-
stance. Et ne cognoissent des causes d'appel. Le se-
cond degré est des Seneschaux & seconds Iuges des
Chastellanies non Royales: car en vne Chastellanie sont deux Iuges: le
premier qui cognoist en premiere instance des causes, qu'on appelle le Iu-
ge Chastellain, & ne cognoist en ce pays de Poictou des causes criminel-
les, & ne baillent tutelles, ne curatelles, ne iuste mesures, car il a seu-
lement l'exercice de la basse, & fongiere iurisdicção. Toutesfois au Gou-
uernement de la Rochelle, les Iuges Chastellains cognoissent des causes
criminelles, baillent tutelles & curatelles. Et les plaids qui sont deuant ces Iu-
ges Chastellains, se nomment les preuostez ou petites assises. Et sont au dis-
tes Chastellains Royaux, qui cognoissent des causes criminelles, mais ne
cognoissent des causes d'appel. Les autres Iuges des Chastellanies sont les
Seneschaux, & cognoissent des causes d'appel, de crimes, & de tout cas: &
leurs plaids sont nommez les grandes assises. Le tiers degré est des Baillifs
& Seneschaux des provinces, ou leurs Lieutenans: desquels on appelle
nuëment, & sans moyen en la Cour de Parlement. Et cognoissent des ap-
pellations interiettes de tous les Seneschaux des Seigneuries & Chastel-
lanies de leur ressort & iurisdicção, & des appellations interiettes des
Chastellains Royaux de leurs sieges. Car en chacun siege Royal sont Iu-
ges Chastellain & Seneschal. Et auons Ordonnances Royaux de la distin-
ction de la iurisdicção des Iuges Presidiaux & preuostaux, faites par le Roy
François premier de ce nom, du 19. iour de Juin 1536. Lesquelles cy re-
ueil repeter, parce qu'elles sont imprimees, & vn chacun les peut auoir.
Les Iuges presidiaux sont les Seneschaux, ou Baillifs Royaux leurs Lie-
utenans generaux, particuliers & Conseillers. Les Preuostaux sont les
Iuges Chastellains, parce qu'en aucuns lieux on appelle les Chastellains
Preuosts.

Et pour plus euidente doctrine ie ueil exemplifier les degrez, par
lesquels il faut releuer vne appellation. Premièrement du Chastellain
de la Seigneurie de Maroil, il faut releuer par deuant le Seneschal de la-

diſte ſeigneurie & Châſtellenie de Mairoil. Et ſemblablement faut releuer pardeuant ledit Châſtelain de Mairoil toutes les Appellations interjettes de tous les Senefchaux des Seigneuries tenuës & mouvans de ladite Châſtellenie. Dudit Senefchal de Mairoil faut releuer pardeuant le Senefchal de Tôüars, pource que ladite Châſtellenie de Mairoil eſt tenuë du ſit Vicomté de Tôüars. Et dudit Senefchal de Tôüars on releue pardeuant le Senefchal de Poiſſou, ou ſon Lieutenant à Poiſſiers: parce que ladite Vicomté eſt tenuë du Roy à cauſe de ſon Châſtel & Châſtellenie de Poiſſiers. Et dudit Senefchal de Poiſſou ou ſon Lieutenant, on releue en la Cour de Parlement à Paris.

Dont ſenſuit qu'on peut appeller quatreſois en vne cauſe, combien que de droict commun il ne ſuit loiſſible qu'appeller pardeuant deux Iuges,^b & de la ſentence du tiers Iuge on ne peut appeller: ce qu'on garde encores en Cour d'Egliſe, comme tout le paſſus du Droit Canon: fors ce qui eſt contre la liberté du Royaume.

Pource le Roy & Monſieur le Chancelier deuroient pouruoir à ſupprimer,^c & oſter ſi grand nombre de degrez de iuriſdictions. Et quand il y auroit deux degrez de iuriſdictions ſubalternes & inferieures, il ſuffiroit: ſçauoir eſt vn Iuge en chacune Châſtellenie: duquel on appelle droitement, & ſans moyen, pardeuant le Iuge Preſidial: duquel les Appellations reſſortiffent nuëment en la Cour de Parlement. Et ſupprimer tous les Iuges, & iuriſdictions des autres Seigneurs, non eſtans ſeigneurs Châſtellains. Car la choſe publique en eſt grandement intereſſee, & les pauvres ſubjects grandement vexez: parce que ſ'il y a quelque creditier qui ait vne action à intenter contre le ſubiect d'un Seigneur ayant baſſe iuriſdiction, le debteur & le Seigneur ou ſon Procureur ſuiſcit par le debteur, en demanderont le renuoy & obeſſance. Lequel renuoy leur faut faire à la prochaine aſſiſe: laquelle ne tient qu'en vn an ou deux ans vne fois, & n'a Procureurs, ne Conſeil, ne logis au lieu où elle tient. Et ſi le Roy ſçauoit les grands inconueniens qui en aduennent tous les iours, ie ne ſais doute qu'il y pouruoiroit en brief pour le bon zele de juſtice & ſoulaagement qu'il a enuers les ſubjects. Et ne faut auoir regard à la diminution des emolument, iuriſdictions des Seigneurs inferieurs par deſſous le Roy: car l'exercice leur en couſte preſque autant que l'emolument. Et auſſi ne faut preſerer vn bien priuë au publique.

Or vœux leſdits degrez de iuriſdictions, eſt à noter, que ſi l'appellant obmet le moyen,^d & releue pardeuant le ſuperieur du moyen: pourtant l'appel n'eſt deſert. Mais le ſeigneur de la iuriſdiction^e moyenne, ou ſon Procureur, enſem^{ble} l'intimé, peuuent demander le renuoy de ladite cauſe d'appel, & leur doit eſtre fait, & l'appellant condamné es deſpens de l'aſſignation baillee pardeuant ledit Iuge ſuperieur, & dece qui ſ'en eſt enſuiuy. Car de Droit commun^f meſme on ne pouuoit faire prorogation de iuriſdiction en cauſe d'appel. Et moins par noſtre vſance, qui veut que les iuriſdictions ſoient patrimoniales. &

8. Qu'on appelle en France de la quatrième ſentence.

9. Qu'il ſeroit iſſie ſupprimer les degrez des iuriſdictions du Royaume.

10. De ſubmettre le Iuge moyen

11. En quel cas la Cour de Parlement cognoist du principal avec l'Article d'appel.

Par maniere^h que la Cour de Parlement cognoissant de la cause d'appel d'un appointement interlocutoire, ne cognoist point du principal sinon en causes pitoyables, comme entre le pere & le fils, le^h mary & la femme, ¹ mesmement si le Procureur general du Roys y rend partie & le requiert: ou bien quand vn debteur est appellant du deny de quelque renuoy que le Juge luy a fait, & que la Cour voit qu'il a interjetté l'appel pour delayer: & que l'intimé a baillé requeste à la Cour, à ce que l'appellant en plaidant la cause d'appel, vienne respondre à la garnison de main de la dette demandee, & dont il appert par instrument en forme authentique: lors la Cour en vuidant l'article de l'appel, a accoustumé de faire droict de ladite garnison de main, & icelle adiuger si la dette est claire & liquide: mais si elle n'est liquide, elle renuoye les parties pardeuant le Juge ordinaire.

12. En quel cas la Cour de Parlement cognoist du principal avec l'Article d'appel.

Nous auons plusieurs cas, & lesquels on doit k releuer droictement & sans moyen en la Cour l de Parlement: s'est à sçauoir quand on appelle de l'exécution de quelques lettres Royaux: ^m car on n'appelle point de l'Ordroy. Aussi quand on appelle des Iuges deleguez n & commis par lettres Royaux, soit qu'ils soient commis particulièrement en vne cause, ou généralement en certaines causes, ou pour le regard de certaines personnes, comme les conseruateurs des priuileges Royaux des vniuersitez de ce Royaume: lesquels cognoissent des causes des Escoliers: & Messieurs des requestes du Palais à Paris qui cognoissent des causes possesseurs & personnelles de ceux qui ont leurs causes commises pardeuant eux. Combien qu'en eux y ait autre raison: sçauoir est, qu'ils sont du corps de la Cour de Parlement. Voire si on appelle des executeurs des sentences de ces Iuges deleguez, les appellations ne s'en vont pardeuant ledits Iuges deleguez, ains s'en vont en la Cour de Parlement. Combien que par cy-deuant on eust accoustumé de releuer au grand Conseil les appellations interictees des Commissaires commis pour instituer aux Offices nouvellement creez par le Roy: toutesfois depuis peu de temps on auoit attribué la cognoissance des causes à la Chambre de Messieurs des Requestes de l'Hostel du Roy au Palais à Paris. Eten ay veu condamner par le grand Conseil és despens de la folle anticipation faite audit grand Conseil, en telle cause depuis cinq ans en ça, dont on peut cognoistre combien porte de preiudice aux parties de ne publier point és sieges inferieurs, & de ne faire point imprimer les Ordonnances qu'on fait par chacun iour.

14. Appel des Iuges deleguez par autres que par le Roy où se doit releuer.

Et quant és autres Iuges commis & deleguez par autres que le Roy, il faut appeller d'eux, à celuy qui les a deleguez & commis: fors quand c'est vn Commissaire, p auquel est commise vniuersellement la cognoissance des causes d'un siege: comme vn Official, commis par vn Eueque à l'expedition des causes de la iurisdiction Ecclesiastique. Car on n'appelle pas de l'Official à l'Eueque, mais à l'Archeueque, ou au Metropolitan superieur. Semblablement des Lieutenans & Affecteurs on n'appelle point à leurs Seneschaux ou Baillifs, mais au superieur des Senes-

Seneschaux ou Baillifs.

Autresfois est aduenu 9 doute. Vn Iuge Presidial retient la confection d'une enquête de son siege, en la production des tesmoins pardeuant luy: on appelle de luy pardeuant qui il falloit releuer cest appel. Aucuns disent, *venant de son siege.* Car il faut en ce cas releuer pardeuant le Iuge Presidial autre & celuy duquel on estoit appellant: comme pardeuant son Assesseur, tout ainsi que si on estoit appellant d'un Enquesteur d'un siege Presidial. Car il faut en ce cas releuer pardeuant le Iuge Presidial l'appel interjecté de l'Enquesteur d'un mesme siege Presidial. Les autres tenoient qu'il falloit releuer cest appel en la Cour de Parlement, tout ainsi que s'il eust esté donne par le Iuge Presidial en iugement, & en autre partie de la cause, & ceste dernière opinion me plairoit plus que la premiere.

Il faut entendre qu'anciennement selon le Droict Canon on appelloit de l'Eueque, tenant & exerçant sa iurisdiction laye à luy appartenant à cause du temporel de son Eueché, à l'Archeuesque superieur. Mais ce n'est pas iurisdiction receu en France: pource que les iurisdicions sont patrimoniales, & communement les Eueques tiennent en droict de fief leur temporel du Roy, ou d'autre Seigneur. Et par ce ne iugent les Eueques les causes de leur iurisdiction temporelle, ains ont leurs Chastelains, & Seneschaux, desquels Chastelains on appelle à leurs Seneschaux, & de leurs Seneschaux aux Iuges du Seigneur duquel tient l'Eueque sa iurisdiction temporelle.

Il y a vn autre cas auquel on appelle sans moyen en la Cour de Parlement à Paris, sçauoir est quand on est appellant comme d'abus. Mais il n'est pas loisible d'appeller en toutes matieres comme d'abus, ains seulement quand la iurisdiction Ecclesiastique entreprend sur la laye, ou la laye sur l'Ecclesiastique: ou quand on contreuient aux saincts Decrets des Conciles, ou aux Ordonnances Royaux: Comme si le Iuge Ecclesiastique decrete citation contre vne personne laye, hors le cas dont il luy est permis de cognoistre contre les personnes layes, & qu'elle est mise à execution, on se peut porter appellant comme d'abus de l'ordonoy & execution de la citation. Ou si és cas desquels la cognoissance en appartient à l'Eueque, comme cause de mariage, le Iuge lay faisoit inhibition au Iuge d'Eglise d'en cognoistre, le Iuge d'Eglise s'en pourroit porter appellant comme d'abus. Et n'y a que la Cour de Parlement à Paris, qui puisse cognoistre d'appel comme d'abus; fust-il interjecté de l'Archeuesque de Bourdeaux, ou d'autre Prelat Ecclesiastique, n'estant du ressort du Parlement de Paris, ainsi que n'agueres a esté dict par Arrest du Grand Conseil du Roy.

L'exemple de la contrauention és Saincts 7 Decrets des Conciles peut estre prins, si on contreuient à la Pragmaticque sanction faite au Concile de Basse, laquelle n'est abolie, ains renouvellee en la plus grand' part, entre le Pape & le Roy, fors quant és Elections, lesquelles sont abolies par lesdits Concordats.

Quant à l'exemple de la contrauention des Loix ou Ordonnances

CCcc

15. A qui on doit appeler d'un Iuge exercant la iurisdiction temporelle de la Seigneurie appartenant au Eueque.

16. A qui on appelle d'un Iuge exercant la iurisdiction temporelle de la Seigneurie appartenant au Eueque.

17. On appelle comme d'abus en la Cour de Parlement à Paris.

18. La Cour de Parlement de Paris cognoist seule des appellations comme d'abus.

19. L'exemple de la contrauention és Saincts Decrets par la Pragmaticque sanction.

20. L'exemple de la contrauention és Ordonnances Royaux.

Royaux, * nous en ameneroas vn, sçauoir est, qu'un Chanoine appelle comme d'abus de quelque ordonnance faite par le Chapitre de son Eglise, iniustement au preiudice du Chanoine. Apres il a lettres Royaux pour mettre son appel comme d'abus au neant : & est mandé au Senechal de Poictou, ou son Lieutenant à Poitiers, le recevoir à former complainte en cas de faulse & nouuelleté pour raison de quelque exploit fait en son preiudice, par vertu de ladite Ordonnance capitulaire. Le defendeur en complainte dict, qu'il est question d'une chose Ecclesiastique, & entre personnes Ecclesiastiques : & demande la cause estre renuoyee pardeuant l'Euesque de Poitiers ou son Official : qui est empesché par le demandeur, attendu qu'il est question de complainte, laquelle peut estre intentee pardeuant le Iuge Royal, pour raison du possesseur d'une chose spirituelle, le Iuge Jemie le renuoy, dont le defendeur appelle : & par Arrest * donné és Grands-Jours d'Angiers le 17. iour de Septembre, 1539. l'appellant gaigne sa cause, parce qu'il auoit laissé le remede d'appel comme d'abus, dont il deuoit user : & s'estoit pourueu par complainte, ce qu'il ne pouuoit faire, veu que c'estoit vn acte fait en forme de Iustice, & par ordonnance capitulaire, ainsi que nous auons dict au premier liure cy dessus.

21. Autres ex-
ples de la iur-
mention és Loix
et saints De-
crets.

Vn autre exemple quant à la contrauention des Loix & saints Decrets est, que si l'Official d'un Euesque condamne quelqu'un en amende, à appliquer à l'aumosne de monsieur l'Euesque : le condamné a matiere d'appel comme d'abus ; ou bien si par relief d'appel obtenu du Metropolitan ou Archeuesque, est mandé taire inhibition & defense de non attenter n'innouer au preiudice de l'appellant, à la peine de quelque amende, à appliquer à l'aumosne ^b dudit Archeuesque : celuy contre lequel on execute ledit relief, se peut porter appellant de l'octroy & execution dudit relief, comme d'abus formellement, en la Cour de Parlement. Et faudra faire intimer celuy à la requeste duquel ledit relief d'appel aura esté mis à execution, & non l'Archeuesque. A ce moyen ie conseilleroy à celuy qui auroit obtenu ledit relief, de faire declarer par l'execution d'iceluy, en l'executant, qu'il ne s'entend aider de ladite commination d'amende contenuë par ledit relief : & qu'il n'entend executer ledit relief en cec regard.

22. Appel côm-
me d'abus des octroy
des reliefs d'ap-
pel, bailliez par
les Prelats Eccle-
siastiques, et de
l'execution d'icel-
eux, cômme estans
côté la Pragmati-
que, sans l'auoir
Concordats.

Semblablement on peut appeler comme d'abus de l'octroy & execution des reliefs d'appel, donnez par les Metropolitan, ou Archeuesques, ou Primats, és cas esquels il est prohibé par les Concordats de nostre saint Pere le Pape & le Roy, d'appeller de Iuges ordinaires Ecclesiastiques : comme si l'Archeuesque de Bourdeaux confirmoit vn appointment interlocutoire de l'Official de Maillezay, duquel auroit appellé : & aussi appelle de l'appointment confirmatif : & que le Primat baillast relief d'appel à l'appellant dudit appointment confirmatif : celuy au profit duquel auroit esté donné ledit appointment confirmatif, pourroit se porter appellant de l'octroy & execution dudit relief d'appel, donné par le Primat comme d'abus : parce que par la Pragmatique l'ap-

tion, & par lesdits Concordats, il est prohibé de non appeller en Cour d'Eglise deux fois d'un ^e appointement interlocutoire : comme nous auons dict cy dessus au premier liure vers la fin. ^d

Parcillement on peut appeller comme d'abus de l'oütroÿ & execution d'un relief d'appel donné par l'Archeuesque de Bourdeaux, par lequel est mandé citer celuy au profit duquel est donnée la sentence à cōparoir par deuant l'Auditeur dudit Archeuesque en son Auditoire à Bourdeaux, quād celuy qui est cité par vertu dudit relief, est demeurāt au dedās le ressort du Parlement de Paris. Car la Cour de Parlemēt de Paris, a baillé plusieurs Arrests, par lesquels elle a faict inhibition & defense à l'Archeuesque de Bourdeaux, de non tirer pardeuant luy hors le Parlement de Paris les sujets demourans au dedans le Parlement de Paris : & ordonné que ledit Archeuesque bailleroit Vicaires au dedans le Parlement de Paris, pour cognoistre des causes des sujets dudit Parlement de Paris. Ce que toutefois n'a encores esté executé. En maniere que presque toutes les appellations interjectées des Officiaux de Poictiers, Maillezay & Luçon, se traictent & terminent à Bourdeaux. Et ay veu plusieurs paires patties en grand peine de ce. Et entre autres, vne auoit obtenu sentence de l'Official de Maillezay, la partie aduersē voulant trouuer moyen de fuir, elle se retire pardeuers les Grands Vicaires de l'Archeuesque de Bourdeaux, lesquels elle requiert de bailler Vicaires au dedans le ressort du Parlement de Paris, pour cognoistre d'icelle cause d'appel, ce qu'ils refusalent faire; dont la partie prend acte des Notaires : & neantmoins obtient son relief dudit Archeuesque en forme commune & accoustumee. Apres baillie requeste à la Cour de Parlement à Paris, à laquelle elle attache ledit acte, & demande delay de six mois, pour releuer pardeuant luges deleguez de nostre saint Pere le Pape au dedans le ressort du Parlement de Paris. La Cour luy baillie trois mois pour impetter ledit rescrypt, & releuer ledit appel pardeuant lesdits deleguez. La partie appellante laisse passer lesdits trois mois; & ceux passez, partie aduersē baillie requeste à la Cour: par laquelle elle narre ce que dessus, & que l'appellant n'a encores releué; requiert qu'il soit permis à l'Official de Maillezay de passer outre à l'execution de la sentence. Ce qui est permis par la Cour, le vingt septiesme Ianuier, mil cinq cens quarante-deux. L'Official de Maillezay decerne citation contre l'appellant, pour venir voir proceder par luy à l'execution de la sentence, & voir taxer les despens: la partie appellante declare à l'executeur d'icelle citation, qu'elle appelle comme d'abus de l'oütroÿ & execution de ladite citation. L'appellant releue fondit dernier appel au Grand Conseil. Mais il en est condanné es despens de la folle intimation faite audit Conseil: & sauue à luy de se pouruoir en la Cour de Parlement à Paris. La partie aduersē l'anticipe en ladite appellacion en la Cour de Parlement, où l'appellant acquiesce à l'oütroÿ & execution de ladite citation. Et est mandé derechef audit Official de Maillezay d'executer ladite sentence, non-

23. Appellacion
d'abus de l'oütroÿ
& execution d'un
relief d'appel par
lequel on cite en
Cour Ecclesiastique
hors le ressort
du Parlement.

obstant ledit premier appel, comme estant desert. Et condamne l'appellant es despens de ladite cause d'appel. Vn autre estant demandeur auoit perdu sa cause pardeuant l'Official de Maillezay : dont il seroit porté appelant. Il obtient son relief de l'Archeuesque de Bourdeaux, ou son Auditeur en ladite forme accoustumee. Il le fait mettre à execution, sa partie aduerse, qui auoit mauuaise cause au principal, se porte appellante comme d'abus de l'oictroy & execution dudit relief : parce qu'elle estoit demourant au delans le ressort du Parlement de Paris. Elle releue son appel en ladite Cour de Parlement. Apres qu'on eut remonstré à Messieurs les gens du Roy de la Cour ladite vexation, qu'auoient les pauvres parties, à defaut de bailler par ledit Archeuesque de Bourdeaux, Vicaires au dedans le ressort du Parlement de Paris, & qu'il seroit impossible à vne pauvre partie de faire executer ladite contrainte, & qu'il luy cousteroit plus que tous les frais du procès : l'appel & ce dont auoit esté appellé, fut mis au neant, & sans despens de la cause d'appel. Et sur ce point les parties s'appointent.

24. Des appellations comme d'abus interjettes par personnes Ecclesiastiques. Par les Ordonnances dernieres, faites sur l'abbeuision des procès articles 6. & 7. est dicté que les appellations comme d'abus interjettes par les Prestres, ou autres personnes Ecclesiastiques, es matieres de discipline & correction, ou autres pures personnelles, & non dependans de realité, n'auoient aucun effect suspensif. Ains nonobstant lesdites appellations, & sans preiudice d'icelles, pourront les Iuges passer outre contre lesdites personnes Ecclesiastiques. Et les appellans comme d'abus, qui se departiront en iugement de leurs appellations releues, payeront l'amende ordinaire du fol appel, & hors iugement, la moitié de ladite amende, & plus grande si mestier est, à l'arbitration des Cours souueraines, eu regard à la qualité des matieres & des parties.

25. La Cour de Parlement congneit des attentats faits par des appellans ressortissans en ladite Cour. La Cour de Parlement aussi a accoustumé cognoistre des attentats faits tant par l'appellant comme par l'inthimé : & combien qu'elle ait voidé la cause d'appel, toutesfois elle retient souuent la cause des attentats, mesmement quand ils sont de consequence, & qu'il y a information des excès faits en attentant. Et parce qu'il est assez difficile d'entendre comment l'appellant peut attenter : car communement c'est contre luy qu'on attente, i'en ay bien voulu toucher vn cas que i'ay veu aduenir. Le Seneschal de Poictou, ou son Lieutenant à Poictiers, auoit ordonné commandement estre fait au Lieutenant du Seneschal de Poictou, au siege de saint Maixent (parce que lors il estoit sous le Seneschal de Poictou, à present il est sous le Seneschal du Ciuray) d'enuoyer vn prisonnier estant es prisons de saint Maixent, es prisons de Poictiers, pour estre confronté à autres prisonniers es prisons de Poictiers : dont le Lieutenant de saint Maixent appelle : d'autant qu'il disoit le Lieutenant du Seneschal de Poictou à Poictiers n'auoir puissance de luy commander : parce qu'en son siege il auoit pareille iurisdiction que l'autre au siege de Poictiers. Et parce que nonobstant l'appel dudit Lieutenant de saint

Maixent, le sergent voulut mettre à execution l'Ordonnance susdite du dit Lieutenant de Poitiers, le Lieutenant de saint Maixent auroit fait commandement audit sergent de non mettre à execution ladite Ordonnance ou commandement par dessus son appel, à la peine de certaine grosse somme d'amende à appliquer au Roy: le sergent s'en seroit porté appellant & fut ledit appel plaidé és Grans iours tenus à Poitiers en l'an 1531. le 2. iour de Septembre, & gaigna le sergent sa cause.

Pour autant que cy-dessus auons dit qu'on peut appeller comme d'abus pour raison de la contrauention faite és Ordonnances Royaux, il faut sçauoir quand les Ordonnances Royaux nouvellement faites commenceront à lier & auoir leur force. Et tout ainsi que les Constitutions du Pape lient apres qu'elles sont publiees en l'Auditoire souverain de nostre dit saint Pere: aussi les Ordonnances Royaux lient si tost qu'elles ont esté publiees & leuës és Cours de Parlement: & qu'elles ont ordonné qu'il sera mis sur icelles ordonnances, qu'elles ont esté leuës, publiees & enregistrees en ladite Cour. Et en ce registre on met ordinairement les modifications & restrictions que la Cour adioute à l'Ordonnance nouvelle: car elle est auparavant communiquee aux gens du Roy qui rapportent à la Cour leur aduis, sur lequel la Cour modifie ou restreint l'Ordonnance, ou la reçoit simplement. Et quand elle est exorbitante de raison, & qu'il y a seconde iussion du Roy de la recevoir, ils la mettent par ledit registre, afin que ce donne entendre aux successeurs, qu'ils ne la trouuoient raisonnable. Et si vne Ordonnance n'est ainsi receuë par la Cour on a accoustumé iuger selon icelle. Et quand elle est receuë & publiee en la Cour, on n'a point accoustumé de la faire publier communement és sieges inferieurs: ce qui ce deuroit faire, voire les imprimer comme i'ay dit cy-dessus: afin qu'un chacun en eust cognoissance. Et si ores aucunes fois est ordonné qu'elles seront publiees és sieges inferieurs, ou és villes du Royaume, n'en est rien fait. Toutesfois puis n'agueres on a commencé à les faire imprimer ensemble, & plusieurs arrefts notables, plus qu'on n'auoit accoustumé. Et quand cest Ordonnance laquelle concerne le domaine ou aydes du Roy, il faut qu'elle soit publiee en la Chambre des Comptes, & en la Cour des generaux Conseillers sur le fait de la iustice des aydes à Paris: & en la Cour de Parlement. Toutesfois selon droit les constitutions ne lient en Constantinople, qu'apres la publication faite en celle cité: & deux mois apres quant és autres Prouinces, où elles n'estoient publiees.

26. De quel tēps
les Ordonnan-
ces commencent
à lier les subiecs.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. III.

Des diuers degrez des Iurisdicções, &c.

A *Ubi habentur distinctiones curiarum & distinctiones iurisdictionum, quibet debet uti sua iurisdictione & in sua curia. Tit. Cur. Parl. c. 31. de alt. media & bassa iurisd. l. p. n. D. de iust. & iur. l. si locum. D. de iudic. l. consilia dimalia. C. de testam. D. de iurisd. iurisdictionibus quibet magistratus in sua provincia & territorio assignata sunt, cap. solita. extr. de maior. & obed. Et uicque sua iurisdictione fructus, can. peruenit. l. 1. q. 1. Vide Guid. Pap. q. 18. & 626.*

b *L. 1. C. ne liceat in una eademque causa tertio prouoc. Faber in §. potest autem. Inst. de iur. iur. l. 1. Episcopi & Bares possunt plures gradus iudicium sub se constituere, ita quod de uno ad alium appellentur, & prepositos & castellanos, iudices foraneos: Et infra eodem loco. En hoc posset via reperiri quod nunquam appellaretur ad eorum superiores, si plures gradus facerent, cum non licet tertio prouocare. C. Ne in una eademque consilia tertio prouoc.*

c Par les Ordonnances du Roy Charl. 9. 1560. États d'Orléans art. 50. & de l'an 1563 pour la subuention des procez art. 14. & 1563 donnée à Paris art. 14. 15 & 16. il est ordonné qu'il n'y aura qu'un degré & siege de iurisdiction en premiere instance, tât pour le regard des iustices Royales que des Seigneurs subalternes & inferieurs. Laquelle Ordon. d'Orléans audit art. 50. contient la réunion des États & Offices de Preuosts Vigniers Allouéz, & leurs Lieutenans au siege des Baillifs & Seneschaux ressortissans sans moyen en la Cour de Parlement. Ce qui n'a toutesfois lieu pour les Preuosts ordonnez & establis es lieux, où il y a siege Presidial, suiuant les lettres patentes du Roy contenâtes la declaratiô du Roy Charl. IX. 1569. mise au li. 1. de la Conf. des Ordon. Royaux Tit. 8. ainsi qu'il a esté souuent iugé par arrest de la Cour mesmes le 17. & penultieme Feurier 1581. au profit du preuost de Laon en Vermadois.

d Par les anciennes Ordonnances de Jean I. 1364. Charles V. 1338. art. 12. Charl. VII. 1413. art. 19. & de François II. 1535. Chap. 1. art. 31. & Chap. 16. Art. 4. miles au li. 7. de la Conf. des Ordon. Royaux Tit. 8. il est dit nommement que toutes appellations seroient releuees pardeuant les Iuges, pardeuant lesquels nuëment & immediatement elles ressortissent. Autrement seront les appellans condônez es despens de la folle assignation, & renuoyez pardeuant le Iuge moyen, où lesdites appellations deussent auoir esté releuees. Il y a bien toutesfois quelques appellatiôns, lesquelles se releuent, en iuste media, directement en la Cour de Parlement: c'est à sçauoir quand l'appel est comme de Iuge incompetent, ou bien quand on veut estre reglé de Iuges, ainsi qu'il a esté dit au Chap. 15. du premier liure des Institutions Forenses, & en ce Chap. 5. du li. 2. & cy dessous Chap. 1. li. 4. au surplus notez que par l'art. 415. de la nouuel. Coustume de Poitou, il est porté expressement que les Iuges, Chastellains ou Preuosts & autres officier, qui sont par deliours les Seneschaux, n'ont cognoissance des matieres d'appel, & ne doit aucun appel estre releué par deuant eux.

e *L. precipimus. C. de appell. l. 1. §. fin. & Imperatoris D. eod. tit. can. ad Romanam 2. q. 6. in cap. super questionum §. porro. De off. delegat. Glossa & D. D. in c. dilecti. extr. de appell. cap. Romana. eodem tit. in 6. Stul du Parlement Latin chap. 13. C. commission d'intimation faire, omise media, ne vaut & telle intimation fut declarée nulle par arrest du 18. Nonembre 1516. sur vn appel interiecté d'un Appariteur de l'Éueque de Chalons, & le Bailly de Vermandois ayant donné ladite Commission. A ceste occasion par les Ordonnances mesmes de Charles V. art. 12. il est enioind à la Cour de Parlement ou autres Iuges de renuoyer la cause d'appel pardenant le Iuge, qui sans moyen pouuoit & deuoit cognoistre de la cause d'appel, si surce sont requis d'aucunes parties. Ce qui se doit entendre aux despens de l'appellant: Inon que l'appel fust interiecté d'un Iuge subalterne non Royal. Car alors le renuoy se doit faire sans despens. Arrest du 8. Iour de Feurier 1515. Robiss. Traict. de appell. Art. 2. glossa vnc. num. 1. & 4. Voyez Papon li. 18. des arrestz Tit. 1. arrest 39. & nostre auteur en son Enchiridion, in*

verbo, appellation. *Feim. in cap. super questionum. De offic. deleg. Acturs. Or DD. in l. 1. § si quis in appellatione. D. de appellat.*

l. iurisdictio prerogatio in causa appellationis fieri nequit, ut notat Bal. in Tit. de pace constat. & citatur in Comm. Pragmat. l. 1. Tit. de causis. versic. status in verbo, modo.

g Livre 1. des Institutions Forenses Chap. 13. où uous auons monstré les auctoritez de Faber à ce propos.

h Ccey est tiré des Annotations.

i à Arrester à ce propos donné. ux grands iours de Poictiers, entre le mary & la femme du 7. iour d'Octobre 1511. Dauantage vne transacion estant faicte sur procez pendant en la Court, dont la rescision estoit requise par lettres Royaux, pardeu: nos Seigneurs de la Court, la partie a iuste soustenant n'estre bien appellee. En icelle demandoit estre enuoyee absous de l'instance. Ce qu'elle obtint par arrezt donné esdits Grands iours le 6. Octobre 1511. reserué neantmoins audit demandeur à se pou uoir pasdeuant le Iuge ordinaire des parties pour la poursuite de son droit, ainsi qu'il verroit estre à faire par raison.

k Ccey est prins des Annotations.

l Ainzi qu'il futuzé par Arrezt de la Cour le 15. iour d'April 1511.

m Cela a esté remontré cy-dessus au Chap. 6.9. du premier liu. des Institut. Forens.

n Ccey est tiré des Annotations.

o Par ceste clause suiuite, l'anciéne dispute des Docteurs & professeurs és droicts est voidée & terminée, A quelles personnes on doit appeller du iuge delegué, DD. *in e. qui contra, extra de for. comp. cap. si à subdelegato. D. de offic. delegati.* Si vn Iuge Royal est commis on appelle de luy au Roy ou en Parlement, & non pardeuant celui qu'il a commis. Arrezt du 17. iour de Iuillet 1514. contre la disposition de droict, *in l. à iudice C. de iudici. cap. super questionum. §. porro. De offic. delegati. cap. si à subdelegato. rodem tit. in 6. Rebuff. Tom. 1. Traict. de appellat. in pres. num. 35.* Au telle on peut demâder si le Seigneur de sicf dominant fait proceder par saisie fcodale d'un sicf situé en autre prouince: qui est mouuant & tenu d'un autre sicf estant situé en autre prouince: on se doit releuer l'appel de telle saisie. Il semble que tel appel se doit releuer pardeuant le plus prochain Seigneur de Sicf qui a fait faire ladite saisie: pourueu qu'il ait puissance de cognoistre des causes d'appel, ou s'il n'a telle faculté, il faut releuer l'appel pardeuant son superieur plus prochain Ioge d'appel, suivant l'opinion de Faber, *in l. 1. C. de sacre. Ecles.* & cite là l'oy, *passus & territorium. D. de verb. signis.* Les autres adt d'adous qu'il faut releuer l'appel pardeuant le Iuge des lieux, où les choses font situez: encores qu'elles soient tenues & mouuant en sicf d'un autre seigneur tenant le sicf dominant situé en autre prouince, ce qui est confirmé par eux du texte de la *Clement. 1. de receptis* alleguee par Faber au lieu preallegué. A quoy s'accorde vn arrezt de la Court, par lequel le droict de rachat fut adiugé à vn seigneur de sicf pour raison d'un sicf situé au pays de Touraine, auquel par la Coustume le rachat auoit lieu encores que tel sicf fust renn & mouuât d'un sicf qui estoit assis au pays de Poictou: auquel le rachat n'estoit deu en ce cas. Et est ce qui est dit & porté par plusieurs Coustumes que le sicf seruant se gouuerne selon la Coustume du lieu où il est assis, & n6 selon la Coustume du lieu où est assis le sicf dominant. Laon art. 114. & ibi Molinæus. Chalons art. 114. Reims art. 138 & Mante art. 44. Rasur la Coustume de Poictou, *Tit. de retr. l. 1. §. 460.* semble estre de mesme aduis que Faber. Mais l'opinion de du Moulin sur la Coustume de Paris art. 7. & sur l'art. 21. *quest. 15. num. 86.* & sur la Coustume de Laon est conforme aux Coustumes par nous alleguees, comme aussi Imbert en son Enchiridion p. 19 b.

p *Cap. Romana in norm. de appellat. in 6.*

q Ccey est prins des Annotations.

r *D. cap. Romana. §. debet. De appellat. in 6.*

s Par les Ordon. anciennnes, mesmes de Philippes le Bel 1187. les Prelats & autres Ecclesiastiques ayans iurisdiction temporelle, n'instrueroient ne commentent Bailles, Preuuls, Sergens, n'aures Officiers, s'ils ne sont pats laics. Et Charles 9. en

l'an 1568. permit aux Ecclesiastiques ayans iustice & Officiers pour l'exercice de leur iustice, vier de mesmes iurisdictionz, facultez & pouoir enuers leurs Officiers soit de iudicature, Notaires, sergens & autres qu'ont les sieurs temporels, selon les Ordonnances. Laquelle Ordonnance s'entend pour la destitution ou reuocation des Officiers. Or puis que leur iurisdiction est temporelle, estant exercee par personnes layes, il est raisonnable que les appellations de leurs Juges se releuent pardeuant le plus prochain Iuge temporel superieur du Fief & iustice desdits Ecclesiastiques. *Gloss. in c. selsela, extra de maior. Obedi. Archidiacon. in can. huius 11. q. 1. Bartol. in l. 1. §. si quis ad princip. D. de appellat.*

1. *Speculator in 1. parte operis Tit. Ad quem appellandum fit*, escrit que de son temps la mesme estoit gardé & obserué en France.

v Cecy est prins des Annotations.

x Les appellations comme d'abus ne seront receuës par la Cour de Parlement, bon es cas des Ordonnances Charles IX. 1571. Art. 5. Henry III. 1579. Art. 59. Monsieur le Maistre President a fait vn traicté des appellations comme d'abus, & apres luy M. Pasquier au liure de ses recherches, Chap. 25. & 26. en discours amplement, & nous explique leur vraye origine, source & progrez, & dit que telles appellations sont fondees sur quatre pilliers, sur lesquels mesmes sont fondez les libertez de l'Eglise Gallicane: cest à sçauoir, quand il y a contrauention ou aux sainis Conciles & decretz receuez & approuuez en France, ou Ordonnances Royaux, ou bien que l'on entreprend sur la iurisdiction temporelle, ou que l'on contieuien aux arrests du Parlement. Ce qui est aussi monstre par nostre auteur, Papon liu. 19. des arrests & Tit. 2. arrest 4. en met §. Chopin liu. 1. *De sacra polit. Tit. 4.* Imbert en son Enchiridion ou Manuel, Conference des Ordonnances, liure 7. Tit. 9. ou le tout est aussi bien expliqué, *Rebuff. Traict. de appell. tanquam ab abusi interpos. Art. 1. gloss. 1. num. 1. 3. 4. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. & 13. Vide cap. Romana. §. sane extra de testib. cap. Romana. De parnis in 6. Bened. in cap. Raynatus in verbo, & uxorem. num. 197. extr. de testamentis. Charondas liu. 1. des Responces chap. 71. Boer. Dec. Burdig. quasi 197.*

y *Rebuff. Traict. de appell. tanquam ab abusi interpos. Art. 1. gloss. 1. num. 10.*

z *Rebuff. ib. num. 11.*

a Papon liure 19. des arrests Tit. 2. arrest 1.

b *Fabre in l. si clericus C. de episcop. audientia tradit Episcopum interdictionem esse, ut fisco suo nullas inferat. Idem in l. rei. C. de modo nulli. Arrest à ce propos du 2. iour de Decemb. 1553. recité par Chopin, l. 2. des sac. Polit. Tit. 3. num. 9. Vide cap. statumur de maled. & Panorm. ib. Archidiacon. in cap. venerabili. de sent. excomm. in 6.*

c *Progr. Sanctio Tit. contra frivole appellantes, ut liter citius terminetur super eodem grauamine, aut super eadem interlocutoria vim definitiua non habente, nullatenus liceat recurre appellare. In Conventat. Tit. de causis & appell. sub finem. Ab interlocutoria autem secundo, à definitiua vero tertio prouocare non licet de criminibus sed volumus secundam sententiam inuicibiliter conformem, & tertiam definitiuam conformem, omni mora cessante executionis demandari debere, quacunque appellations interposita non obstante. Chopin. lib. 2. de sac. Polit. Tit. 4. nu. 27.*

d Liure 1. des Instit. Fotenf. Chap. 65.

e Par arrest du 3. iour de Decembre 1543.

f Charles. 1571. art. 5. Henry 1579. art. 59. & 1580. att. 1. mises au 7. li. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 9. Lesquelles Ordonnances avec celles de l'an 1539. art. 5. mis au texte François, sont tirees du chap. ad nostrum. cap. reprehensibile extra. de appell. & du Chap. irrefragabile de offi. ordin. extra. comme escrit Chopin lib. 2. de sac. Polit. Tit. 4. num. 27. Au reste par les dernieres Ordonnances de Blois 1579. art. 50. & 150. art. 1. il est descendu aux Maistres des Requestes ordinaires & garde des sceux de bailler lettres de relief pour lesdites appellations, comme d'abus, qu'elles n'ayent esté rapportees & paraphees à ceste fin du rapporteur ou referendaire.

g Par l'Ordonnance 1539. art. 8. il est dit quant aux appellations comme d'abus plaidees & soustenuës par les appellans, ils seront condamnez outre l'amende ordinaire en vne amende extraordinaire enuers le Roy & la partie, selon l'exigence des cas, si la matiere y est trouuee disposee. Et par celle de Héry III. 1579. Estab. de Blois art.

trordinariam. Sed quum extraordinariam dici iubet, specialis in eam rem indulgentia clausulam adijcit. Postremo, imperat illi gravior multa comminandum ne quid pendente appellatione nomi efficiant: ac si quid innovatum sit, mox in pristinam causam restituant. Nonnunquam verò Princeps remittit eodem quoque rescripto moram in appellando commissam, ac illud post trimestre tempus, introducendum appellationis constitutum indulget exequendum. Et dicit præterea frequentissimò, ut apparitor de innovatis indicia quærat: eloq; que consignata ad Curiam referat. Item ut publicas personas (veluti tabelliones) iubeat appellanti edere monumenta literaria ad persecutionem appellationis conducenda: qua si renuant, in diem ad eandem Curiam dicit, ut exponant curius non paruerint. Sed mandatur sepius, ut apud aliquem Iudicem regium apparitor documenta illa praeceptis preferenda, ut ab illo hæc describantur, exemplar que appellanti præbeat, cum tamen sumptu.

DEDANS QUEL TEMPS IL FAUT RE- lever les appellations. CHAP. IIII.

1. Dans quel temps se relevent les appellations interjectées des Iuges estans au dessous des Iuges Royaux, ressortissans nûement en la Cour.
2. De relever les appellations au Greffe.
3. Du temps de relever les appellations en la Cour de Parlement.
4. Que doivent contenir les reliefs d'appel.
5. Comment doivent estre spécifiés les griefs, par les reliefs d'appel.
6. Difference des reliefs d'appel prins au Greffe, & en la Chan-

cellerie.

7. On ne peut traicter d'appellations qu'en Assises pardeuant les Iuges Royaux & inferieurs sans lettres Royaux.
8. Comment on se doit pourvoir, si on est intime à plus brief ou long iour que ne porte le relief d'appel.
9. Les adiournemens en cas d'appel doivent estre baillez es iours ordinaires du Parlement present.
10. Classes de releuement d'illicò, ou autres fins de non recevoir gisans en formalité.

1. Dans quel temps se relevent les appellations interjectées des Iuges estans au dessous des Iuges Royaux, ressortissans nûement en la Cour.



Pres avoir declaré pardeuant quels Iuges il faut relever les appellations, il conuient dire dedans quel temps il faut les relever. Quant aux appellations interjectées des Iuges estans au dessous les Iuges Royaux, ressortissans nûement en la Cour, il est necessaire communement, qu'elles soient releues dedans huit iours apres l'appel formé. Et eldits huit iours est

compté le iour que ledit appel a esté formé, comme il est decisi par la Coustume ^a du pais de Poictou, article 347. Et en Poictou on doit releuer és mains du Sergent du Seigneur ou Iuge supérieur, pardeuant le quel ressortit l'appel, & si le Sergent Bailliager est occupé ou absent, lors on prend commission du Iuge pardeuant lequel doit ressortir ledit appel, pour releuer entre les mains d'autre Sergent, qui à ce est par luy commis, & en relevant l'appel, faut requérir le Sergent de faire les adiournemens & intimations dedans les prochaines Assises du Iuge supetieur, esquelles ressortit l'appel. Et est requis qu'il y ait deux tesmoins presens quand on releuera entre les mains d'un Sergent, & qu'ils soient nommez par l'exploict du Relief. Et conuient que le Sergent face les adiournemens & intimations dedans leldites ^b prochaines Assises : & que l'appel soit entroollé & enregistré au papier & registre delldites Assises. Autrement si on ne le fait enregistrer & entrooller, & qu'on laisse (comme lon dict) esjamber leldites Assises sans faire leldites choses, l'appel est desert : ainsi qu'il est ^c decisi par la Coustume de Poictou, articles 348. & 49. J'ay entendu que dès le neufiesme de Decembre 1544. la Cour ordonna que nonobstant les Coustumes d'aucuns pais, qui veulent les appellations estre releuees és grandes Assises prochaines des Chastellenies ou Baronnies, lesquelles ne tiennent en aucuns lieux, qu'une fois l'an : que les appellans seroient tenus releuer leurs appellations deuant les Iuges Seneschaux delldites Chastellenies dedans trois mois, autrement que l'appel seroit desert. Toutesfois nous n'en auons point encores vû en ce pais de Poictou, & gouuernement de la Rochelle, & releue lon les appellations encores esldites grandes Assises.

En autre pais, comme en la ville & gouuernement de la Rochelle, on doit aussi releuer dedans huitaine : mais on releue au Greff du Iuge supérieur : car le Greffier au nom du Iuge expedie les reliefs d'appel, en forme de ceux de la Chancellerie.

Mais en la Cour de Parlement on doit releuer par relief prins en Chancellerie dedans trois mois, ^d apres l'appel interjecté. On a fait par cy-deuant difficulté, si on pouuoit prendre en la Chancellerie de Bourdeaux relief ou anticipation, pour releuer un Appel en la Cour de Parlement à Paris, & tellement que quelque partie a obtenu par Arrest qu'elle estoit mal assignee, par vertu d'un relief donné à Bourdeaux, & a esté enuoyee de l'assignation, avec despens. Mais n'agueres Messieurs de Bourdeaux ont obtenu Edict du Roy nostre Sire, par lequel il a autorisé toutes lettres prinſes en la Chancelletie de Bourdeaux : comme si elles estoient donnees en la Chancellerie de Paris, pourueu qu'elles ne soient enſeuatuiues ou attributuiues de iurisdiction. Ce qui est bien raisonnable ; parce que par fois suruiuent necessité, qu'on ne pourroit auoir en ce pais de Poictou lettres de la Chancellerie de Paris dedans le temps de releuer, qu'on peut auoir aisément de Bourdeaux. Et ainsi en vſelon de present, & prend lon communément lettres de relief d'Appel, d'Anticipation, & de desertion d'Appel à Bourdeaux.

2. De releuer les appellations au Greff.

3. Du temps de releuer les appellations en la Cour de Parlement.

4. *Que doivent
être les reliefs
d'appel.*

Par le relief d'appel qu'on fait entre les mains du Sergent, on ne déclare sinon qu'on releue entre les mains du Sergent tel appel interjeté, tel iour de l'appointement donné par tel Luge, contre tel, au profit de tel.

5. *Comment doivent
être spécifiés les
griefs par les re-
hifs d'appel.*

Mais par les reliefs prins aux Greffes ou és Chancelleries quand l'appel est interjeté d'un appointement interlocutoire, on doit spécifier les griefs par l'Ordonnance. ¹ du Roy Loys XII. article 57. c'est à sçavoir le fait dont résultent les griefs; car il n'est mestier deduire les Droits ne Ordonnances pour lesquels a esté mal appointé & iugé. Encores on reçoit bien l'appellant à en alleguer autres, pourueu qu'ils se iustifient par ce qui a esté deduit & allegué pardeuant le Luge à qui: car on ne peut pas infirmer l'appointement d'un Luge, sinon par ce qui a esté deduit & remonstré pardeuant luy, quand l'appointement est interlocutoire. Autre chose est ² de sentence définitive: car on la peut reformer & corriger par les choses que de nouuel on alleguera & produira en la cause d'appel; & pource ne faut deduire par le relief aucun grief, ains seulement dire, que de certaine sentence définitive donnée tel iour, par tel Luge, contre tel, au profit de tel, tel s'est porté pour appellant.

6. *Différence des
reliefs d'appel
pris aux Greffes,
ou la Chancelle-
rie.*

Aussi faut par les reliefs d'appel, prins aux Greffes ou Chancelleries, qu'il soit mandé au premier Huissier ou Sargent, d'adiourner le Luge qui a donné l'appointement: sçavoir est, par les reliefs d'appel donnés aux Greffes, és prochaines grandes Assises du Luge Supérieur, & par les reliefs d'appel donnés és Chancelleries, és Cours de Parlement, à certain iour competent, iour ordinaire ou extraordinaire, du présent Parlement ou prochain à venir: pour soutenir & defendre les torts & griefs, iceux voir corriger & repaier, si mestier est, sinon proceder en outre comme de raison. ³ Et intimer l'appel à tel, & autres parties aduerses de l'appellant, si aucunes sont, & qu'elles soient & comparent audit iour s'ils cuidoient que bon soit, & que la cause d'appel leur touche ou appartienne en aucune maniere, en leur ⁴ faisant, & à chacun d'eux, inhibitions & defenses sous certaines grandes peines au Roy à appliquer, quant és reliefs pris en Chancellerie, de non attendre ou innouer contre & au preiudice dudit appellant. Ains si aucune chose auoit esté attendue ou innouée, d'icelle repaier & faire remettre incontinent & sans delay au premier estat & deu.

7. *On ne peut
traiter appella-
tions, qu'en As-
sises pardeuant les
Luges, & par de-
uantes sans
autres Roynaux.*

La cause pour laquelle on doit mettre par les reliefs prins au Greffe, mandement d'adiourner aux prochaines Assises est, parce que les appellations ne peuvent estre traitées à plus brief iour qu'és prochaines Assises, & d'Assises en Assises. Comme en la Cour de Parlement on doit regulierement releuer les appellations aux iours ordinaires de chacune Seneschaucee, ou Bailliage, & à ceste cause quand on met la clause, à certain & competent iour ordinaire ou extraordinaire du présent Parlement ou prochain à venir, on met ceste clause, Nonobstant que par aduenture les parties ne soient des iours dont lon plaidera lors, & que le présent Parlement sce. Et pour faire poursuite d'une cause

d'appel hors lesdites assises, est besoin auoir lettres Royaux, par lesquelles soit mandé au luge de faire proceder les parties en la cause d'appel en assises & dehors & sans attendre d'icelles, si c'est vn luge Royal, & s'il est subalterne il est mandé par lesdites lettres Royaux, au premier Huissier ou Sergeant Royal, de faire commandement audit luge subalterne, de faire proceder lesdites parties hors assises. Car on n'adresse point lettres Royaux qu'aux Luges ou autres officiers Royaux, ainsi que l'ay dit cy dessus au commencement du premier liure. k

Ets'il est mädé d'adiourner l & intimer aux iours ordinaires, de certain Bailliage ou Seneschaucee, & qu'on intime à plus brief iour, l'intimé peut appeller de l'exécution du relief d'appel, comme il fut dit par arrest le cinquiesme iour d'Aoust mil cinq cens trente six, & ne pourroit estre repare le grief, si apres ladite execution faite, la partie obtenoit autres lettres Royaux pour faire valider l'adiournement baillé audit iour, nonobstant qu'il fust baillé auant lesdits iours ordinaires: neantmoins elle seroit tousiours condamnée es despens dudit appel interjetté de ladite execution, voire ne pourroit enuier lesdits despens, si dedans la huitaine bailee pour delaisser appellations, il offroit à partie aduerse les despens, frais & mises par elles faits pour & au moyen dudit appel, & de ce qui s'en seroit ensuiuy, & le sommoit de s'en deslister dedans ladite huitaine: fust l'offre desdits frais d'une certaine somme en general, & en bloc, ou de plusieurs sommes specialement declarees. Car d'autant que la Cour est ja saisie de la matiere, partie aduerse n'est plus tenuë d'accepter ledit offre. Toutesfois depuis ledit arrest seroit aduenü pareil cas, dont aucuns notables Aduocats de la Cour de Parlement consultez ne furent d'aduis qu'on appellast de l'exécution du relief: mais que l'intimé comparust au iour assigné, & demandast les despens de ladite assignation bailee auant lesdits iours ordinaires: & qu'aucuns auoient obtenu lesdits despens, & que l'arrest cy-dessus mentionné auoit esté donné par expedient & appointment prins entre les parties, & non par la Cour les parties ouyes. Neantmoins ie seroye d'aduis qu'on pourroit bien appeler de ladite execution de relief, suivant ledit arrest, par ce que l'executeur ^m excède ce qui luy est mandé, & qu'il y auroit plus de raison, qu'à comparoir au iour assigné: car en y comparant il semble qu'on purge tout le vice de l'adiournement, & la partie n'a plus d'intereſt apres ladite comparution, pour proceder au principal non plus qu'en l'incident des despens de ladite assignation: & me semble que les deux cas ne sont que formalitez, & qu'il seroit bon de ne s'y arreſter, veu que la partie n'a intereſt d'estre assignee auant les iours ordinaires, plustost qu'aux iours ordinaires.

Semblablement combien qu'il soit mandé par le relief d'appel d'intimer à certain iour ordinaire ou extraordinaire: neantmoins s'il y a temps competant entre le iour de l'adiournement, & les iours ordinaires, il faut bailler l'assignation aux iours ordinaires, & pour ce par Ordonnance de la Cour de Parlement, & publiee en icelle le troies-

8. Comme on se doit pouruoir si on est intime à plus brief iour que me porte le relief d'appel.

9. Les adiournements, en cas d'appel doiuent estre bailliez des iours ordinaires du Parlement presens.

meiour de Decembre, l'an mil cinq cens trente & quatre, est designé le temps que doiuent contenir les adiournemens bailliez en chacune Province, reſortillans en ladite Cour à comparoir en icelle Cour, ce que ie ne vueil icy inſeter, parce que ladite Ordonnance eſt imprimée. Et audit cas quand adiournement ⁿ esjambe les iours ordinaires de la Senefchaucce ou bailliage, la partie assignee, si les trois mois de releuer sont passez, peut obtenir lettres Royaux de deſertion d'appel, & par vertu d'icelles faire adiourner partie aduerſe en la Cour. Et en pareil cas par atteſt donné le dix-huitieſme iour de Ianvier, l'an mil cinq cens vingt & vn, fut vn appel déclaré deſert, & l'amende toutesſois moderee à trente liures parisis: jaſoit que l'appellant euſt preſenté à la Cour lettres Royaux, par lesquelles il eſtoit releué de la deſertion. Neantmoins le cas eſtant depuis aduenu tel & ſemblable que deſſus, aucuns notables Aduocats de ladite Cour, ne furent d'aduis qu'on priſt celle voye de deſertion: pource qu'ils doutoient qu'on en fuſt condamné és deſpens de l'inſtance de deſertion: attendu que la partie aduerſe auoit releué: combien que l'assignation du relief euſt esjambe leſdits iours ordinaires. Parquoy ſeroit bien neceſſaire d'arreſter ce qu'en tel cas faudroit garder, afin que les parties ne tombaſſent en inconuenient pour la contrariété des opinions.

S'il y a assignation bailliee en la Cour, qui eſchoye au temps des vacations de vendanges (car il faut entendre, qu'il n'y a point en la Cour vacations pour meſtiues) icelle assignation ne ſe continué pas au premier iour plaidoyable d'apres la ſainct Martin: auquel iour finiſſent les vacations, & commence le Parlement: mais ſelon ladite Ordonnance dudit troiſieſme iour de Decembre, ſe continué aux iours ordinaires de la Senefchaucce dont eſt interietté l'appel. Et ſi l'on a enuoyé querir ſon relief d'appel en la Cour de Parlement, & que cependant le temps de la deſertion d'appel eſchoye, & iceluy eſcheu, on eſt adiourné en deſertion, & par apres l'adiourné recouute ſon relief: il ne doit point faire exécuter ſon relief, ains ſeulement le produire pardeuant le Iuge deuant lequel il eſt adiourné en deſertion: car il ſeroit condamné és deſpens de l'assignation bailliee par vertu dudit relief: attendu qu'il faut que la liſpendence de ladite deſertion ſoit premetement vuidee, que de faire exécuter ledit relief.

Eſt requis bien aduiſer quand on minuite vn relief d'appel, ſi l'appel eſt o interietté *Illicò*, ou ſi l'y a autres fins de non receuoir dont on puiſſe eſtre releué par le Prince: afin d'y mettre les clauses neceſſaires pour leſdits relieuemens: & communement on a accouſtumé d'y mettre clause, p par laquelle il ſoit permis de mettre à execution de relief d'appel dedans vn mois apres le temps de releuer paſſé. Souuent on met clause, q par laquelle eſt mandé au premier Huiffier ou ſergent qu'appellé avec luy vn Notaire de Cour l'aye ſinſinforme r de quelque fait ſeruant à la iuſtification de l'appel, ou des attentats faits au preiudice de l'appel: & que l'information cloſe il porte ou enuoye par de-

*10. Clauſes de
relieuemens d'Illicò
ou autres
fins de non receuoir
ſeulans en
formalité.*

vers ladite Cour ou bien de faire vidimus, collations, ou extraicts de pie-
ces & titres seruans en la cause d'appel. Mais est meilleur adresser ceste
commission pour faire extraicts, Vidimus & copies, aux Luges Royaux or-
dinaires des lieux, s'ou sont leldites pieces & titres.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. IIII.

Nouvelle Coutume art. 411. On a huitaine pour releuer appellations,
en laquelle est eompré le iour de l'appel: & doit-on dedans l'assise
prochaine ensuiuant du Seigneur Supérieur, pardeuant lequel est re-
leué ledit appel, faire adioumer le iuge ou autre qui a fait le tori &
l'exploict par maniere de iustice, & intimer la partie au profit de la-
quelle a esté fait. Autrement est l'appel desert en chacun desdits cas
art 412. Aussi sera l'appel desert, si l'appellant laisse passer la prochaine assise, sans faire
enrooller ou appeller ladite cause d'appel: sinon que ladite prochaine assise soit au
dedans de huitaine dudit appel.

b Cey est special pour le pays de Poitou: mais il faut garder & observer en tou-
tes autres iurisdicions & sieges, ce qui est porté par la Coutume ou l'ul ordinaire
de chacune Cour ou iurisdiction.

c Nouvelle Coutume art. 411. & 412.

d Par les anciennes Ordonnances de Philippe 6. 1332. & 1334 Charles 7. 1453. art. 17.
Charles 8. 1493 art. 59. mises au 7 liure de la Conference des Ordonnances. Tit. 8 les
appellans en la Cour de Parlement à Paris sont tenus de releuer leurs appellations
dedans trois mois, & dedans iceux faire intimer les parties, & adioumer les luges en
cas d'appel. Notez toutesfois qu'en la Cour des aydes on releue dedans 30. iours: &
que les appellations interietrees de messieurs des Requestes se releuent sur vne re-
queste presentee à la Cour sans lettres de relief. Et ainsi souuent a esté declaree telle
appellation n'estre point deserte, mesmes le 1. iour d'Auril auant Pasques 1300. & 11.
iour de May 1312. ainsi est il des appellations interietrees des Maistres des Requestes
si le proces est par esctit: *Serui*, en appellations verbales, arrest dudit 11. iour de May
1311. recité par Rebuffe, *Tom. 3. Traict. de appell. Art. 4. gloss. l. num. 3. 4. 5. 6 & 7.* Ce temps
de trois mois n'a pas lieu es appellations comme d'abus, ainsi qu'il a esté dit par ar-
rest des 13. & 14. Auril apres Pasques 1334. Car le Roy ou son Procureur est la partie
principale, par le moyen duquel se peut releuer ledit appel, *etiam* apres les trois
mois ou autre temps: & par ainsi n'estre tel appel declare desert. *Rebuffe, ibidem*
num. 18.

e *L. ult. § in itin autem C. de temp. & repar appell. l. ult. C. Quando prouoc. non successit. cap.*
oblate 17. De appell. extra. Par les lettres d'anticipation, qui s'adressent au premier
Huissier ou sergent Royal, est exposé que tel s'est porté pour appellant de certaine
sentence donnee au profit dudit exposant par le Bailly ou son Lieutenant de tel lieu,
finolement & sans grief: lequel appel qui ressortit en la Cour, il n'a depuis releué
n'a iceluy renoncé au moins qui soit venu à la notice & cognoissance dudit expo-
sant, lequel il doute qu'il vueille releuer à vn iour aduenir, qui seroit au retardement
de son bon droit. Parquoy il est mandé & commis par les presentes qu'à la reques-
te dudit exposant, adioumer & anticiper ledit appellant sur son appel à certain brief
& comperant iour en la Cour de Parlement, nonobstant que le temps de releuer
ne soit expiré, pour monstret & enseigner de la poursuite & diligence qu'il a faite
de sondit appel releuer, iceluy voir dire & declarer nul & desert, si mestier est, & estre,
le iour, sinon proeeder cōme de raison, en certifiāt suffisamment audit iour la Cour
de tout ce que fait aura esté au cas surce, à laquelle il est aussi mandé qu'aux parties
ouyes face bon & brief droit. Au reste si l'on fait anticiper dedans les trois mois,

l'appellant n'est point tenu de releuer son appel: mais seulement de cōparoir au iour assigné: & s'il a icelui releué, il peut perdre la cause d'appel par vu seul exploit qu'on n'ordonne ordinairement en la Cour: mais quid il est anticipé, il faut obtenir deux defours suiuant l'Ordonnance. Ou peut aussi faire anticiper la partie, soit qu'elle n'ait releué ou bien releué son appel à longs iours. *Vide Ioan. Gall. quest. 140.* l'opinion duquel aujourd'hui nous eu gardons. Et le 7. li de la Coust. des Ordon. Tit. 10. Au reste la Cour de Parlement par arrest du 9. iour de Decembre 1544. auoit ordonné que les appellations qui se doiuent releuer pardeuant les Iuges inferieurs seroient d'oresuuant releuees dans trois mois, encores que par la Coustume des lieux il y eust plus long temps: & que ledit temps de trois mois expiré l'appellant peult estre adiourné en desfection, combien que les grandes assises ne se tieuuent encores.

f De l'an 1510. Fer. uois l. 1515. Chap. 16. art. 11. Les appellans des sentences interlocutoires seront tenus declarer & specifier particulièrement, & par le meue, & non en termes generaux, tant en l'instrument appellatoire qu'ils presenteront au Iuge ou en l'Acte, qu'és lettres de relief d'appel. Et ne pourra l'appellant pouruiure ne deduire autres griefs que ceux qu'il aura exprimé en son relief & acte appellatoire. Au reste, *Ioan. Gall. quest. 376.* dit que l'appellant est tenu cotter & declarer le iour de son appel. Voy Papon 19. des arrestz Tit. 1. arrest 12.

g Par l'Ordonnance du Roy François I. 1515. Chap. 16. art. 11. Quant aux appellations des sentences definitiues, elles le prendront sur l'acte simplement, sans exprimer griefs, ne bailler cedulle appellatoire. Et si l'appellant interlocutoire baptise son appel de definitiue, qui ne sera trouué tel, sera desect & tenu eul'amende.

h C'est la clause d'intimatiou, qui se met communément és reliefs prins en la Chancellerie.

i Autre clause de defences de ne rien attenter au preiudice de l'appel.

k Chapitre troisieme du premier des Institutiōs Foreuses. Et en son Enchiri-dion François, in verbo, *Actus.*

l Cccy est prins des Annotations.

m *Quo casu relit ab executore appellatur, l. ab executore 4. C. Quer. appell. non recipitur. Vide Ioan. Gallum quest. 151. & 183. & Doctores in cap. super & cap. pastoralis. De offic. delegati.*

n Cccy est prins des Annotations.

o Si l'appellant est sur la fin du temps de releuer, il doit faire mettre ceste clause, *Nous auons permis & permettons de grace speciale, par ces presentes, que ces presentes il puisse faire mettre à execution, dedans trois semaines ou autres temps de releuer passe: Et voulons que les exploits & adiournemens qui en seront faits pendant ledit temps, soient de tel effect & valeur, Et iceux auons autoriser, & autorisons, comme si faict estoient dedans temps deu & coustume, pourueu que l'appellans ne soit adiourné en desfection d'appel. Car ainsi nous plaist-il estre fait: monobstant comme dessus & quelconques lettres à ce contraires: mandons en outre recurren ledit exposant appellans à deduire ses Griefs & causes d'appel, monobstant qu'il n'ait appelle illicite, & lors de la prononciation de ladite sentence, ainsi quelque temps apres s'istre consille, que ne voulons luy nuire ne preiudicier en aucune maniere: mais tant que besoin est ou seroit en auant releui Et releuons de grace speciale. Vide Ioan. Gall. quest. 158.* Aucunes fois on adiouste ceste autre clause, pour l'illicite, *A laquelle mandons que ledit exposant, elle regimine comme appellant & deduire ses causes d'appel, monobstant qu'il n'ait releui ledit appel au dedans du temps pour ce faire introduit: au moyen des troubles & gens de guerre qui sont de present payez, que ne voulons auoir exposant nostre ne preiudicier en aucune maniere: ainsi en sans que besoin & melser est, l'en auons releui & releuons de grace speciale par ces presentes. Et au surplus aux parties ouyes faire bon & brief droit.*

p Il est à noter que l'instance de desfection ne se peut pouruiure pendant les vacations de moissons ou vendanges. Et de fait le Preuost de Paris ayā donné le dernier default en telle instance de desfection pendant les vacations, par vertu duquel & autre precedent il eust donué sentence sur la desfection, dōt auoit esté appellé par le defendeur en desfection, qui auoit obtenu par arrest de la Cour du 2. iour de May 1512. Il y a plus qu'estant appellé en desfection à la Cour, le mesme iour qu'il auoit fait inuener la partie en vertu d'un relief, le temps de trois mois expiré: mais dedis le mois

mois qui a accoustumé estre cōcedé pour mettre à execution le relief, il fut abïous de telle insïce de desertion aux Grands-lours d'Angers, 1339. Car puis qu'il n'estoit certain lequel des deux avoit fait faire premier les exploits, il est tres-raisonnable de suivre la sentence plus douce, & favoriser le defendeur.

q Ceste clause de *il est* est quelquefois autre, comme il a esté mis sur la fin de la lettre o, cy-dessus en ce chap. 3.

r Parleldites lettres, le Roy mande audit Huissier ou Sergent, qu'appellé avec luy vn Notaire ou Tabellion de la Court laye, il s'informe diligemment, secretement & bien sur le refus & deuy de renvoy, ou des attentats faits par dessus ledit appel ou autres choses, & sur les faïcts & articles, qui plus amplement luy seront baillez par escript, pour l'information faite & rapportee par deucez la Cour, luy scriuir & valoir en temps & lieu, ce que de raison.

QVI EX RESCRIPTO APPELLATORIO conueniendi.

CAPVT V.

Rescriptum ergo huiusmodi secundum formam prescriptam denuntiandum est. Verum animaduertat appellans, ut eo rescripto apparitor non conuenias procerum illustrium, aut alicuius privati generalis, seu (ut loquimur) fiscales procuratores, sed ipsos dominos domos: quamuis procuratores, non domini, iniuriam appellantis curarint faciendam: alioqui procuratores iudicio dimittentur, & litu ab appellante consequentur expensae. Hu tamen illud concedatur subsidij, ut dominis controuersiam de appellatione possint referre. At regium procuratorem tantum licet appellationis ad iudicium obendum accersere: unde ortum esse hanc forensis concilio paratiam, Apud Curiam supremam nulli præter Regem fas esse per procuratorem litigare. Nam videmus primatum quemque per procuratorem ibi agere & defendere, ita tamen, ut acta latus & sententia in domini personam concipiantur dominis: contra in controuersia ad regem pertinentibus Regis procuratoris nomine omnia geruntur. Quum autem cunctatur appellas offerre appellatiuam, cum aduersarium, si sua referre puerit, haud distimilis rescripto appellationem intro ducet: aut etiam si appellans in offerenda appellatione diem laxiorem constituerit, ut puta, statim ordinariamque propria prouinciae, ad quam frequentius aduersarium deuocat, potest rescripto Principi dies data coarctari. Sed in priori specie quod in eam rem impendit aduersarium, à promouente victo vnà cum reliquis controuersia sumptibus repetit (nam appellans introducenda appellationis onere liberatur) in posteriori autem, nullo modo; siquidem nulum hinc sentis commo dum appellans, sed omne cedit aduersario. Caveat sanè appellans, ut si quid appellationis persecutionis officias, veluti quod statim post sententiam non sit interposita, ita securum non sit ob introductam ab aduersario appellationem, quin à Principe aduersum id se restitui properes. Enim vero appellationis oblatione aduersarium nihil iuri sui censetur remittere, at solui eximere appellantem ab oblationis introductionisque necessitate, & iniuria causis specialiter exprimendis. Plauti si trimestre illud tempus appellatione nondum oblata effluxerit, appellandi aduersarium regisque procurator a Principe rescriptum consequentur, quò (ut

Qui ex rescripto appellatorio conueniendi.

De antequædò appellante in offerenda appellatione.

Quomodo appellationis iudicium desertum pronuntietur.

supra meminimus) iudicati exequendi fiet potestas: utique dies mandabitur destinanda, qua apud supremum tribunal ostendas appellans operam diligentiamque in offerenda appellatione collatam: alioqui deserta appellationis pronuntiatio nem parietur. Veruntamen appellans Principi clementia ad causam appellationis dicendam restitui potest, quamdiu pronuntiatio illa non intervennerit: quamvis ferè hac Principi indulgentia clausula eiusmodi adiectione soleat uti: nisi appellans citatus sit, ut deserta appellationis intersit pronuntianda. Plerumque tamen hoc strictum ius relaxat: & curia, ut sublato hoc impedimento appellationem admittat, precipit: necnon apparitori regis, ut iudici, à quo provocatum est, item adversario comminetur, ne quid noui in re appellanti, pendente quidem hac appellatione. Promittit iudicati executio in appellationis finem differretur: verum appellans à iudice à quo provocatum est, hic damnabitur expensis, quas adversarius in id fecerit, ut eum in ius vocaret, ad assensendum rei iudicæ executioni, aut dissentiendum. Sed & quamvis super deserta appellationis ad supremam Curiam vocatus, ad dicendam appellationis causam rescripto Principi restituatur, eum tamen curia in plerisque impendit, que adversarius in rem illam fecerit. Idem quoque iuris observandum est apud inferiores Curias, ubi intra octo dies apud competentem apparitorem appellatio non est oblata, vel dies ad iudicem conveniunt eo quæ ante præscriptum modo nō dicta, vel controuersa actus eorum consentium non mandata ex apparitori remissione. Si quidem hu tribus vel etiam singulis prætermisiss, deserta iudicatur appellatio.

DES INTIMATIONS ET ADIOVRNEMENTS en cas d'appel, & contre quelles personnes ils peuvent estre faits.

CHAP. V.

- | | |
|---|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Partie qui a obtenu sentence ou appointment à son profit, sera intimée.</i> 2. <i>Quand les Procureurs des Seigneurs ou des Corps & Communitez, ou des priuées personnes peuvent estre intimés, & s'ils peuvent releuer appellations.</i> 3. <i>Les Affecteurs d'une taille ou emprunt ne doivent estre conuenus en Surtaux, s'ils n'ont controuenu à leur Commission, ou aux Ordonnances Royaux,</i> | <p><i>en faisant l'assiette de la taille.</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 4. <i>Les Commissaires ne peuvent estre intimés, n'adiourner qu'en certain cas.</i> 5. <i>Le Procureur du Roy peut estre intimé & adiourné.</i> 6. <i>Le Iuge doit estre adiourné en cas d'appel.</i> 7. <i>Ces esquels un Iuge peut estre intimé.</i> 8. <i>Des appellations du deny de Justice.</i> |
|---|---|



N doit faire intimer la partie à la requeste & au profit de laquelle a esté donné l'appointement ou sentence dont on est appellante.

1. Partie 2. obtenu sentence ou appointement à son profit, sera intimé.

Car si le Procureur fiscal ^a ou General de quelque Seigneurie ^b ou Baronnie a requis quelque appointement, il ne faut pas intimer ledit Procureur, ^c ains le Seigneur: sinon que l'appel ressortist pardeuant le Iuge du Seigneur, comme si ledit Procureur general ou fiscal auoit requis quelque appointement pardeuant le Iuge Chastelain dudit Seigneur Baron, & y en eust appel, parce que ledit appel ressortist pardeuant le Iuge Seneschal dudit Seigneur Baron, lors ledit Procureur fiscal peut bien estre intimé: car c'est tousiours en sa iurisdiction, en laquelle il est intimé, pourautant qu'il est aussi bien Procureur fiscal, pardeuant le Iuge Seneschal, que Chastelain. Par mesme raison les Procureurs ou Syndic d'un Corps & College ne doiuent estre intimes, ains le Corps & College. Et tout ainsi que ces Procureurs ne peuuent estre intimes, aussi ne peuuent-ils releuer ailleurs qu'en la iurisdiction, où ils sont Procureurs, aucune appellation. Et si ils sont intimes, ils sont renuoyez comme follement intimes de l'assignation & partie aduersé condamnée és despens. Et semblablement s'ils releuent leur appel, partie intimée sera enuoyée de l'assignation, & condamné le Procureur ou Syndic és despens de l'assignation, jasoit que le Corps ou College compare, & offre prendre la cause d'appel pour le Procureur ou Syndic. Car combien qu'à ce soit receu le Corps ou College, neantmoins leur Procureur sera tousiours condamné és despens de la folle assignation. Et ainsi en fut dict par Arrest le vingt-troisieme iour d'Octobre, l'an mil cinq cens trente & vn és Grands-Tours tenus à Poitiers. Toutesfois vn Procureur d'un Religieux de Cluny ayant appellé comme d'abus de l'exécution de quelques Bulles, ou prouision Apostolique d'un Benefice, & estant intimé en ladite cause d'appel en la Court de Parlement, tend à ce qu'il soit dict que follement il a esté intimé, & à auoir despens de la folle intimation: mais il fut dict qu'il plaideroit ses causes d'appel, par Arrest donné le 14. iour de Mars, 1532. Et la cause peut estre, parce que difficilement on eust peu trouuer ledit Religieux: ou bien qu'il estoit demourant en autre Parlement: car Cluny est du Parlement de Roüen; ou que lon auoit fait inquisition en ladite Abbaie de Cluny, & qu'on auoit rapport qu'il n'y estoit, laquelle dernière raison ie pense estre la meilleure. Aussi vn fermier, ou tenant à bail à ferme le reuenu d'une terre ^d ou Seigneurie, doit estre intimé en appel formé d'un appointement donné à son profit, & à la requeste. Et ne doit estre intimé le Seigneur de la terre: car les fruidz pour lesquels il agit, & les despens du procès appartiennent au Fermier, & non au Seigneur.

2. Quod les procureurs des seigneurs, ou des Corps & Communitez, ou des priués personnes peuuent estre intimes, & s'ils peuuent releuer appellations.

De la source susdite vient la correction ^e d'un mauvais Stile, que gardions naguères en Poictou: c'est, que si les Assesseurs de la taille auoient surtaxé vn de la parroisse, il les fusist conuenir en Surtaxaux par-

3 Les Assesseurs d'une taille ou emprunt ne doiuent estre conue-

*mais en Surtaux,
s'ils n'ont contre-
urne à leur Co-
missi, ou aux Or-
donnances & y
aux, en faisant
l'affaire de la
baillie.*

deuant l'Esleu du pais: & falloit qu'ils soustinsissent le taux par eux fait, ou consentir les fins & conclusions du demandeur en Surtaux. Car ce a esté corrigé par plusieurs Arrests des Conseillers Generaux sur le fait de la Iustice à Paris: & a esté la procedure faite tant pardeuant l'Esleu, qu'en ladite Cour des Generaux, mise au neant: & ordonné que le demandeur seroit appeller en surtaux, si bon luy sembloit, les manans & habitans de la parroisse, & sans despens: voire qui plus est, comme quelques Asseurs eussent esté conuenus en surtaux, & apres auoir appellé en gairiment les manans & habitans de la parroisse, dont aucuns se fussent assisté avec eux: & lesdits Asseurs & eux eussent perdu leur cause pardeuant l'Esleu, & releué leur appel en la Cour desdits Generaux, & conclud comme au procès par écrit: est donné Arrest interlocutoire, par lequel est dict, qu'auant que proceder au iugement diffinitif, les manans & habitans seront appelez pour assister avec les Asseurs, si bon leur semble. Plusieurs apres ledit Arrest signifié, ne veulent bailler procuration speciale pour assister, craignans si les Asseurs succomboient, payer leur portion de despens, les autres parroissiens assistent. Adient que les Asseurs & assisteurs perdent leur cause, & sont condamnez es despens, sans leur recours contre les autres parroissiens. Depuis lesdits Asseurs & assisteurs baillent requeste, pour auoir Commission pour appeller les autres parroissiens, pour leur refarcir les despens, dommages & interets par eux soufferts à la poursuite de ladite cause. Par vertu de laquelle Commission ils sont appelez, & finalement sont condamnez esdits despens, dommages & interets. Et iceux taxez & liquidez, est ordonné, qu'ils seront assis & imposez au sols la liure sur lesdits Asseurs & assisteurs, & autres manans & habitans: & leuez par les Fabriqueurs de la parroisse dedans certain temps. Et parce que lesdits Fabriqueurs furent refusans de ce faire, fut dict par autre Arrest, qu'ils le seroient dedans autre temps: autrement le temps escheu & passé, seroit contraints en leurs noms prieux payer les sommes de deniers esquelles auoit esté liquidez & taxez lesdits despens, dommages & interets. Ce que j'ay bien voulu traicter assez amplement, parce qu'aduiennent souvent semblables cas: à fin que ce serue de reglement. La raison en ce y est bien bonne: car d'autant que les Asseurs sont esleus par tous les manans & habitans d'une parroisse, ou ceux qui la representent, ils sont approuuez gens de bien & idoines: & à ce moyen tous les parroissiens sont tenus du fait des Asseurs, & soustenir leur taux, & non les Asseurs: car il s'enfuiroient qu'outre la peine qu'ils ont de faire l'assiette, ils auroient encores la charge de soustenir leur taux, & ladite charge à laquelle ils sont contraints, les adstraindroit aux procès qui procederoient de leur dite charge.

*4. Les Commissaires ne peuvent
estre intornez, ne
aduocquer qu'en
certains cas...*

Et à semblable raison on ne peut intimer les Commissaires commis à regir quelques choses sous la main du Roy, ne les faire aduocquer, ains se faut adresser à ceux qui les ont fait commettre Commissaires. Toutesfois si les Asseurs ou Commissaires auoient abusé contre

leurs Commissions, comme si les Assesseurs auoyent plus taxé que ne porte leur commission, ou que les Commissaires n'eussent gardé la forme de l'Ordonnance donnée pour faire ces Baux à ferme: ils seroyent bien conuenus en ce cas, & seroyent tenus d'en respondre.

Mais le Procureur du Roy seul peut releuer & estre intimé en qualité de Procureur du Roy. Et en la cause d'appel en la Cour de Parlement Monsieur le Procureur general du Roy prend la cause pour son Substitut: car on appelle rous Procureurs du Roy des sieges inferieurs des Cours de Parlement, Substitut de mondit Seigneur le Procureur general: à quoy qu'ils ne soyent substituez par luy, ains ayent leurs Offices par don du Roy. Sinon que monsieur le Procureur general voye que sans aucune apparence l'Appel ayt esté interiecté par son Substitut: car lors il declarera qu'il n'entend prendre la cause. Et en ce cas la Cour ordonnera que ledit Substitut en son nom priué sera appellé pour defendre la cause d'Appel, s'il estoit intimé.

1. Le Procureur du Roy peut estre intimé & aduocué.

Dauantage faut que l'appellant face adioumer le Iuge ou autre personne publique de laquelle il est appellant, pour soutenir les torts & griefs, & ce dedans mesme temps & à mesme iour qu'il a fait intimer sa partie aduerse, à la requeste & profit de laquelle l'appointement a esté donné: autrement l'Appel seroit aussi bien desert que s'il n'auoit fait intimer sa partie aduerse; sinon en matiere d'Appel cômme d'abus, en laquelle n'ont lieu Fins de non recevoir. Mais encore l'appellant qui n'auoit fait adioumer le Iuge, seroit condamné és despens de la cause d'appel. Et faut adioumer le Iuge mesme, qui a fait le grief: tellement que si l'Assesseur auoit fait le grief, il faut l'adiourner, & nō celuy duquel il est Assesseur. Ce qui me semble estre vne grande formalité. Car cōbien que le Iuge soit adiougné, il n'est tenu rours & fois comparoir ne defendre son iugé ou appointement. Et par ce semble estre chose superflue de l'adiourner. Et seroit releuer les parties de frais, si ordonnoit que les Iuges ne seroyent plus adiougnés, & qu'ils seroyent seulement intimez, quand l'appellant les voudroit prendre à parties.

6. Le Iuge doit estre adiougné en cas d'appel.

Car nous auons plusieurs cas, esquels on peut faire intimer & vn Iuge, & se prendre à partie. Premièrement quand nul n'a requis l'appointement ou Sentence par luy donnée.

7. Cas esquels le Iuge peut estre intimé.


Secondement, quand on est appellant d'un Iuge Royal, comme h de deny de iustice: le quel Appel on peut interiecter, quand par trois fois l'on a sommé vn Iuge de vuidet vn procès, apres que le temps prefix par l'Ordonnance pour iuger, est passé, sçauoir est, trois mois és incidents & legeres causes, & six mois és grandes matieres principales, & qu'on a prins acte du Greffier, ou des Notaires de ladicte sommation faicte par trois fois, & par competans intervalles. Mais si le Iuge n'est Royal, duquel on appelle comme de deny de iustice, il ne faut pas intimer le Iuge, mais le Seigneur de la Seigneurie de laquelle il est Iuge, & est tenu lors le Seigneur soutenir le iugé de son Iuge, & s'il succombe, & soit dit mal denié, le Seigneur est condamné és despens de la cause.

8. Des appellations de deny de iustice.

d'appel comme le luge Royal en ce cascar d'autant que les iurisdicions
 1 sont patrimoniales, les Seigneurs d'icelles doivent iustice: & si elle est
 deniee, ils en sont tenus: mais le Roy s'en descharge sur les luges. Sembla-
 blement si en la Cour de Parlement est dit mal iugé par un luge des Pairs
 de France, duquel luge on appelle nuëment en ladite Cour, le Pair paye
 l'amende, & non le luge: en la partie appellante, sinon que le Pair declare
 en la Cour par son Aduocat & Procurcur, qu'il ne veut soustenir le iugé
 car en ce cas il euite l'amende. ^m

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. V. Des intimations & adiournemens, &c.



Ecy est prins des Annotations. Notez que l'intimé, est *rem appellacionis*
 vel *rem appellatus*, qui in iure processum dicitur ab *soluti appellatus*, vel *pari ap-*
pellatus. cap. 16. & 17. extra de appellacione. Clement. 2. De excessu Clem. 6. De
 appell. l'autheur sur le Chap. 6. suivan pense que ce mot, intimer soit
 prins de ladite Clementine, *causam* 2. De elect. dont vlt aussi la Clement. 1. de appell.
 Toutes fois il faut tenir pour certain, que ledit mot est fort ancien, qui se prend
 pour notifier & denoncier ainsi qu'il se voit en plusieurs bons auteurs mesmes en
 quelques textes de droit assez communs, qu'il n'est besoin de remarquer icy Si on
 appelle d'un luge estant en pays de droit escrit, ne faut pas adiourner le luge, ains
 seulement la partie, & intimer le luge, s'il leuie y auoir interet, sinon qu'on vouldt
 prendre le luge à partie, & en son propre nom, & qu'il eust procedé, *ex officio*, & non
ad instantiam partis. Au reste ceste forme de citation ou adiournement avec ceste clau-
 se: Si vous y auez aucun interet, est prinse de Balde, in *L. vlt. & de Paul. de Castr. in L. a.*
C. de edicto Dist. Madr. toll. & in rubr. C. de succ. edicto. Aufer. ad fil. Cur. Part. cap. 4. & ibi
Molin. Or si la partie ainsi appellee ne compare, elle est forcloze de son opposition,
 tout ainsi qu'il le estoit appellee simplement. Et quant appellante fait intimer
 quelqu'un, il le reconnoist pour partie legitime, *rem similis tradit. Cap. caus. 97. Si quis*
aduocatum tanquam coheredem non potest postea cum non coheredem dicere, probatque l. cum
putarem. D. Fam. cretse. & n'est  *l'iniimé soustenir le iugé ou sentence, s'il n'a pro-*
cedé en la cause d'appel tellement que s'il n'a requis telle sentence, & en fait decla-
 ration au sergent executeur du relief, il pourra legitimement comparoir, & ne sou-
 stenir la sentence sans estre tenu à aucuns despens. Mais quand l'une des parties re-
 querit quelque chose pardeuant le luge, & elle obtient, cest le propre fait de ce-
 luy qui l'a demandé. *Bartol. in Luc. quicquam §. ubi decretum. Dignu deo fit. present &*
leg.

b Luge par arrest du 17 iour de Iuin 1512. au profit du Comte de Guise. Ainsi l'E-
 uesque doit estre intimé & non pas l'Official sinon l'Euesque en la personne de son
 Official. Arrest du 11 iour de Nou. 1519. pour l'Official de Noyon, contre le Prieust
 de Chauny, ainsi que Rebusse ecriut *Traict de appel Art. 4. glof. 2. num. 9.* Il faut intimer
 la partie, & faire appeller le Seigneur iusticier, & non pas son luge *Joann. Gall. q. 99.*
 & 118. sinon que ce soient hommes de fief, qui iugent à peril d'amende. *Joann. Gall.*
 q. 169. comme il est porté expressément par quelques Coustumes & par nous expli-
 qué en nostre Conference des Coustumes, partie 2. Tit. 1. en l'Addition du mesme
 Titre.

c *Procurator tenetur solum appellare, non appellacionem prosequi. Bartol. & alij. DD. in l. inio-*
nu. 17. C. de procurat Principalement en autre iurisdiction. *Paul. Cost. in l. in l. inuio-*
nu. c. lictit qu'un Procureur general à toutes causes presentes & aduenir, est tenu de
 faire pour uie de ladite cause d'appel, mesmes de la sentence definitive, afin qu'il

entretienne & garde la foy du mandement par luy ainsi accepté & receu. Bartole & quelques autres disent qu'il peut bien pour l'instance ledit appel, mais qu'il n'y est point adstrait. Nous receuons la premiere opinion, que tels Procureurs genereux ne doivent estre appelez. *V. de Auser. ad fil. Cur. Parl. cap. 2. de adiourn. & Paul. C. s'item. conf. 26. in ep. Super primo dubio.*

d. Ioann. Gall. g. 96. Cecy est prins des Annotations.

Cecy est prins en partie des Annotations de l'auteur. Est notable à ce propos l'Arrest de la Cour des Aydes, du 15. Decembre 1568. recité en la Conference des Ordonnances, lin. 10. Tit. de la iurisd. des Esleus; & par Papon liu. 8. des Arrests Tit. 11. Arrest 40.

Cecy est prins des Annotations de nostre auteur, par luy mises en son commentaire Latin, sur le chap. 6. cy dessus, & de *Ioann. Gall. quest. 101.* Voyez la quest. de Gall 99. & 118.

g. Parl'Ordonnance du Roy François 1540. art. 2. les Iuges Royaux ne peuent estre intimes en leur propre & priuë nom, ny pris à partie, si non que l'on maintienne qu'il y ait dol, fraude ou concussion ou erreur euident en fait ou en droit, & qu'il en soit fait mention expresse par le relief en cas d'appel, & telle & si elaire specification qu'il puisse estre entendu par le garde du scel, & non autrement. Lesquels Iuges pourront, nonobstant qu'ils ayent esté prins à partie, executer leurs sentences nonobstant l'appel & cas permis par les Ordonnances; sauf de les mulctier de telles peines & amendes qu'il appartiendra, où il seroit trouué qu'ils auroient esté bien intimes & pris à partie Par arrest du 19. iour de Ianuier 1586. fut le Lieutenant de Maute ayant iugé contre l'Ordon. déclaré bien prins à partie, comme nonobstant les causes de recufation sans les auoir premierement voidées & declarees admissibles, & receuables ou bien inadmissibles, comme il a esté monsté en la Conf. des Ordon. liu. 3. Tit. 1. Toutesfois il n'est ordinairement condamné aux dommages & interrests quand il fait ou ordonne quelque chose à la requeste du Procureur ou de la partie, iugé par Arrest du 10. iour d'Auail 1564. Et par l'Ordonnance de Blois 1579. art. 147. est dit que tous les Iuges pourront estre prins à partie au cas qu'ils ayeent iugé par dol, fraude ou concussion, en se declarant compertains & deniant le renuoy des causes, dont la cognoissance ne leur appartient, par les Edits & Ordonnances. *Rebuff. Traict. des sent. execut. Art. 7. gloss. 15. num. 2.* Pour le dol allegue la l. *quoniam 18. §. qui dolo. D. de probat.* Pour la fraude l. 7. §. *sed si fraud. D. de pactu. Decius in l. fraudu 73. D. de r. g. iur.* Pour la concussion le Tit. du Code De concussione. *Dambroud. in praxi iur. Crim. cap. 129.*

h. *Auser. ad filum Cur. Parl. cap. 32. Quor. app. non recip. Specul. tit. de appell. §. qualiter verfici. item quod facias. Gloss. in clem. fin. de appellat. Immol. in cap. diuersi De appell. exi. où ils tiennent qu'ils ont trois sommations diuerses. scilicet en r. 1. D. de suppl. negigi. pralati. r. com. in vetteri de elect. Alexander in Addit. ad Bartol. in l. de pupillis, in verbo processu. D. de noni oper. noni. l. quoniam plurimum. C. de delatori. Auth. statumimus. C. de epis. & cler. d. qui Rone. §. Siua. D. de verb. obligat. Masuer. Tit. de adiourn. num. 19. & Tit. de appell. num. 4. Abbas in cap. cum causam. De offic. deleg. Arrest à ce propos du 18. iour de Ianuier 1531. recité par Papon, liure 19. des arrests Tit. 1. arrest 30. *Indice seu preter interdum possit causa cognita actionem & iurisdictiorem suam denegare non obtemperant. sed & si 26. §. ut prater. D. ex quibus causis maior.* *Rebuffe & Ragueau* en son indice, verbi, deny de iustice, fol. 170. *ff. l. 71.* où il explique ce droit, & monstre par plusieurs arrests, comme il se practiquoit anciennement. Voyez la 1. partie de la Conference des coustumes Tit. 24. des appellations.*

i. Ainsi qu'il a esté iugé par arrests les 15. & 19. iout de Feurier 1529. qu'en appel & me d'abur, ou d'vn appointement sans requeste de partie, le Iuge deuoit estre intimé en son propre & priuë nom, & pris à partie. Aussi quand on a interinté vn appel de denegacion de droit d'vn Iuge Royal, iugé par arrest du 21. iour de Noubleme 1510. Mais si le Iuge est seulement subalterne non Royal, il faut appeller & intimer le Seigneur de l'aucto. iné duquel il vfc. Arrest du 21. iour de Feurier 1530. comme nous l'au. theur a noté sur le chap. 6. de ce 2. liure.

k. *Ioann. Gall. quest. 99. & 118.* iugé par arrest cy-dessus recité du 15. iour de Feur 1529.

1 Voyez ce qui a été noté sur le Chap. 23. du premier livre des Institutions Françaises cy-dessus.

m C'est un cas special & privilege attribué aux Pairs de France. Au reste le Juge subalterne n'est tenu soutenir la sentence par luy donnée, encozes que la partie, au profit de laquelle ladite sentence a été baillée, ne la veuille soutenir, si de la part du Juge n'y a voit dol, fraude ou concussion. Arrêt donné en l'audience le 28. iour d'Avril 1567. contre les Juges & Magistrats Præsidaux de Sens, qui avoient condamné un Juge subalterne à soutenir la sentence, ainsi que Bacquet écrit au Traicté des droicts de Justice. Chap. 17. nombre 20. Vide Dambrœd, in pract. simul. cap. 239.

DE DIFFERENTIA LOCORVM IURIDICALIUM, & propriis moribus utentium.

CAP. VI.

De differentia locorum iudicialium, & propriis moribus utentium.

IS igitur cognitum, dicendum est quo pacto appellationis structura disceptatio. Sed quia non solum in emittendis que, sed etiam examinandis appellationibus non parvi refert, an id à quo provocatum est, in iudiciali regione gestum sit, an vero in illa quæ sui distincti moribus retinet comparati; prius de his differentis censui discurrendum, ne verba illa sapim repetita, aut nauica, ante ordinis conturbatione quempiam offenderent. Tamen si quidem sub ipsum operis initium prædixerim eas tantum me instituisse iudiciorum formulas, quæ in provinciis more proprio utentibus frequentantur; tamen à ratione propoſita decedere, illud quoque suscit, quod hæc differentia adeo ad rem pertinet, ut sine hu omniò maneat futurum sit hic tractatus: sicut ex his quæ subijciuntur, planè constabit. Nam quum in iudiciali regione iniuria accepta est, perinde interponenda est appellatio atque iurium Pontificis, tum Cæsaris norma præscribit; quæ quidem in offenda etiam appellatione observatur, nisi quod index ad indicatum iucundum accessit rescripto principis intra tempus illud crimeſtro regis constitutionibus præfixit: non ideo tamen eventum licet præstat, sed appellatui adversariis. Proinde alii verbum conueniunt index, quæ à ipse adversarius. Tum si ab ea sententia provocetur, cuius executio nulla est appellatione protrahenda, principis libellum, rescriptumque quo offertur appellatio, nullatenus concedit: ac potius eam, sublata appellatione, exequendam mandat. Postremum, in examinanda appellatione ab iudicialibus locis deducta, necnon definienda, à legibus & pontificis & imperialibus ne alatum quidem vnguem receditur. Rursus ubi iniuriam appellans periculis in provinciam in quibus sui propriis moribus constitutum est, princeps libellum appellationis ad introducendam apud supremam curiam quamcumque appellationem elargitur: lucet sententia executio appellatione illa non impediatur. Nec solet prætermisſi appellationis capitulo, per iniuriam indicatum subire retractandum: quamvis in iudicialibus locis id vulgo concedat, etiam si indicatum illud in summa definitione instaurari, repararique possit. Deinde, appellantis adversarius rescripto appellatori denuntiatione certior fit appellationis, commoneturque ut si sua interesse duxerit, apud supremam curiam ad diem iudici, à quo provocatus est, constitutam se sistat: verum contraxerit pondus omnino è iuribus: index vero tamen si

tametsi ad iudicatum defendendum accersatur, nulla litis huiusce molestia afficitur, à qua quidem tantum abest, ut etiam die dicto coram superiore eum adesse non oporteat, & si à regis iudice, aut alio superiore editum in eum propter absenciam determinatur, iure ab illo provocare possit. Nonnunquam tamen ita convenitur, ut litis suscipienda moles prosum in eum convertatur: veluti, si dolum aut concussorem in iure reddendo admiseric: aut qua alterius iurisdictioni sunt, sibi arrogatis, si que cum illius interese, provocari: vel nemine postulante, sua cantium libidine iniuriam fecerit: vel pendente appellatione ab eo interposita quicquam innovaverit: vel si ab eo propter iurii dicendi denegationem, vel abusum appelletur. Si tamen alterius, quàm regis vicem iudex gerat, & ab eo, quod iam cunctetur seu denegat dicere, appellatur, dominum cuius exercet iurisdictionem, ad appellationis disciplinam haud aliter devocandus est, ac litis omni suscepturum. Sanè iudicem quoque oportet eo quem statum pramonnum modo accire: aliqui sumptibus appellationis ergo facti cadit appellans, tametsi rectè fuisse appellatum pronuntietur. Idem iurii etiam est in quocunque alio munere publico fungente, à quo provocatum sit. Itaque quum hic & alibi iudicum mentionem habemus, alium quoque à quo appellatum fuit, intellectum optinemus. Atqui: si iudex ex sententia actum deprehendatur & iurii & facti ignorantia, loca (ut avari) via aberrasse, aut iudicium comperiatur sordibus & pretio iudicassetium superior eum etiam ad se accersit, ut causam ore proprio dicat: castigetque pro modo delictis. Adhuc temeraria appellationis quo committitur, apud supremam curiam sexaginta francicorum Parisiensium multa plectitur: apud inferiores verò curias, sexaginta duntaxat solidis multa constituta est: cui quidem solet tertia pars detrahi. Appellantis autem adversarii coram summis concessibus impuniti pro iudicato certat, nec ullam multam luit, sed tantum adversario litis sumptus reddit: quibus etiam plerumque (ut infra docebitur) non fit obnoxium. At nuper curia junctis, ut in appellationum causis, qua ex tempore possunt dirimi, siue à vocali, siue à tabellari sententia sit provocatum, qui perperam pro iudicato decerneret, decem aut viginti francicorum Paris. aut maiori summa multa castigaretur pro curia curia, prout persona, aut causa exposceret conditio. Verù apud inferiores curias alibi impuniti, alibi cum iam dicta multa damno iudicatum propugnat & defendit: qua quidem severitate Pictonici iudices videntur consuetudine vetustissima, iudex planè ex iniurijsa sententia nullam referi poenam. Sed quum in his iudicatur pronuntius, qua à Francia patricius (quos Pares dicimus) aut aliis magnatibus, veluti Ducibus & Comitibus patricialis iure possidentur, hi reijctis, omnino sui iudicis sententia, multa illius exsolunt supplicium: sin ex parte solum reformetur, aut illi appellationem simul & sententiam possident irritandam, multa eximuntur. Rursus, si rata iudicis eorum sententia remaneat, perperamque appellatum fuisse pronuntietur, appellans haud minorem multam illi dependere iubetur. Præterea, in huiusmodi reversionibus quæ moribus propriis firmata sunt, non licet sententia aut facti cuiuslibet ad iudicium perueniens correctionem, reformationemque, alio quàm appellationis auxilio implorare, quantumvis illa sit nullius momenti. Quamobrem non est commune appellationis beneficium appellantis adversario, aut alij cuiuspiam, licet non parum eum interfit: sed nec ipsi appellanti, præterquam in specialiter expresso capitulo patrocinaur. Insuper qua de interpretanda, offerendaque appellatione in huiusce iractatus exordio irradiatum, harum propria sunt regionum. Quinetiam qui superossi appellati in contextu

A pedaneis
iudicibus ap-
pellans, apud
cos alias can-

las agere non
compellitur,
contra l. unic.
ff. apud eum
à quo appel-
latur aliam,
&c.

horum moribus locorum magis accommodatur. Postremo à pedanens iudicibus ap-
pellans, apud eos alias causas in his quidem regionibus agere non compellitur: necnon
si ab his etiam promoveatur: quæ regiam obtinet iurisdictionem in provinciis à Regis
dominio abalienatis. Proinde, speciatim iudices in his regionibus à Principe designan-
tur, qui adversus appellansem de aliis causis pendente illa appellatione cognoscunt:
sed iure municipalis Pifionum præfectura hoc iustitio soluta est, etiam Regis dominio
emancipata. Itaque qui eum gerit, appellansem apud se alias lites cogit suscipere.
Planè in aliis provinciis præfecturisque regius, quarum possessio apud Regem est, id
iustitium regiam non afficit, cunctive iurisdictionem.

DE LA DIFFERENCE ENTRE LE PAYS Coustumier & de Droit écrit, en causes d'appel: ensemble des exemptions par appel.

CHAP. VI.

1. Appel comme se releve selon
Droit écrit au pays Coustumier.
2. Quand sont adiugees plusieurs
amendes en une.
3. Les appellations en adherant
doivent estre releuees: autre-
ment sont desertes.
4. La Cour seule peut remettre
plusieurs amendes en une, &
non les Juges.
5. Intimex quand payent amen-
de.
6. Appellations personnelles.
7. Voyes de nullité ou plainte

faites au Juge superieur n'ont
lieu.

Comment doit estre releué un
appel interjetté de l'exécution
faite au pays Coustumier d'un
Arrest ou sentence donnée au
pays de Droit écrit.

9. Des exempts & exemptions
par appel.

10. Exempt par appel du Chaste-
lain d'une Seigneurie non
Royale, il ne peut estre conue-
nu pardenant le Seneschal d'i-
celle Seigneurie.

1. Appel comme
se releve selon
Droit écrit au
pays Coustumier.



Es choses entendues, est à noter qu'il y a grande difference, si
l'appel vient du ressort qui est au pais du Droit écrit, ou du
pais Coustumier. Et combien que ie n'aye proposé traicter
que du stile du pais Coustumier: parce qu'au pais de Droit
écrit on garde le Droit écrit, & est aisé à ce moyen de le sçavoir: tou-
testois il m'a semblé estre necessaire, pour plus facile intelligence de ce
traicté des Appellations, declarer quelques differences de celles que j'ay
veu visiter entre le pais du Droit écrit, & Coustumier. Or donc au

paye de Droi& escrit, il faut former l'appel, & le releuer selon le Droi& escrit: & comme on fait encores ce iourd'huy és Cours Ecclesiastiques de ce Royaume, dont i'ay touché quelque chose cy dessus en ce second liure. Et au pays de droi& Coustumier, il faut former & releuer l'appel comme i'ay aussi monstré cy deuant en mesme lieu. Outre aux pays de Droi& escrit anciennement il falloit demander Apostres. ^b De present il n'est mestier de demander Apostres. Aussi au pays de Droi& escrit on intime le Iuge en la cause d'appel, ^c & on adiourne la partie pour soustenir. Toutesfois le Iuge n'est point tenu de soustenir, non plus qu'au pays Coustumier. Plus au pays de Droi& escrit, les appellans pour leur fol appel, anciennement & n'agueres ne payoient point d'amende, mais par Ordonnances dernieres faictes en l'an 1339. ils sont contrains payer l'amende.

Et quand il y a plusieurs appellations interjectées en adherant, & dependant d'une mesme source, la Cour a accoustumé de condamner en vne amende pour toutes.

Mais faut bien aduiser qu'on releue toutes les appellations interjectées en adherant: car si ores la premiere estoit releuée, & les autres en adherant ne le fussent, elles seroient desertes. Aussi selon disposition de Droi& ^d commun si on interjecte plusieurs appellations d'une sentence en mesme instant sans interualle, toutes ne sont censees qu'une appellation; mais si elles sont formées en diuers temps & par interualles, ^e sont plusieurs appellations: tellement que par la derniere on n'est pas veu des premieres. Et par les Ordonnances dernieres susdites, article cent dixhui& est dict, que pour chacune appellation les Iuges inferieurs doiuent condamner les ^f appellans temeraires, en l'amende, sans qu'ils puissent les moderer, ou remettre plusieurs amendes à vne. Mais les Cours de Parlement le peuuent bien moderer, ou remettre plusieurs à vne, quand il y a cause iuste & euidente.

Et combien que les intimez ordinairement en la plus grande partie de la France Coustumiere ne payent amende, & mesmement en la Rochelle: toutesfois en Poictou l'intimé paye l'amende, comme l'appellant, s'il perd sa cause. Et par Ordonnance ^g n'agueres faicte par la Cour de Parlement à Paris est dict, que les intimez, soit en appellations verbales ou en procès par escrit, s'ils soustiennent trop legerement vne sentence, seront condamnés en l'amende de dix ou de vingt liures parisis, ou en autre plus grande à l'arbitration de ladite Cour. D'auantage au pays de Droi& escrit, si la sentence ou appointment est executable, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques: la Chancellerie, ou les Iuges superieurs ne baillent reliefs d'appel: ains permettent d'exécuter les sentences ou appointments, nonobstant les appellations.

Et en pays Coustumier, la Chancellerie ou les Iuges superieurs baillent indirectement relief de toutes appellations.

2. Quand sont adiugées plusieurs amendes en vne.

3. Les appellations en adherant doivent estre releuées: autrement sont desertes.

4. La Cour seule peut remettre plusieurs amendes en vne, & non les Iuges.

5. Intimez qu'on payent amendes.

6. Appellations
personnelles.

Aussi au pais de Droit escrit on peut reformer & corriger le iugé au profit de l'intimé, ^b comme de l'appellant. Et au pais Coustumier, on ne le peut reformer, qu'au profit de l'appellant.

7. Voyes de nullité
Code de querrel-
le ou plainte au
Juge supérieur
n'ont lieu.

Car voyes de nullité n'ont ¹ point de lieu en la France Coustumiere, & ne peut-on auoir recours au supérieur par voye de simple plainte, ains par appel seulement. ^k

Toutesfois quand plusieurs ¹ parts contendent d'une mesme chose, & en y a une appellant de quelque appointement ou sentence interlocutoire donnée en la matiere, les autres peuuent dire qu'elles ne sont tenuës proceder en ladite matiere par le moyen dudit appel, iusques à ce qu'il soit decisi d'iceluy appel, si par l'issuë de l'appel la procedure qu'elles feroient pendant l'appel pouuoit estre annulée. Et ainsi en fut dict par Arrest de la Cour de Parlement à Paris, le dixseptiesme iour de Feurier, milcinqcens dixsept. Car en certaine matiere Beneficiale en laquelle estoient plusieurs contendans, & pendant procès la recreance du Benefice est adiugée à vn d'iceux : de laquelle l'une des autres parties contendans appelle: l'un requiert que les autres qui ne sont appellans aillent auant, & procedent quant au plein possessoire & maintenance. Les autres disent qu'ils ne sont tenus d'aller auant iusques à ce qu'il soit decisi de ladite cause d'appel de ladite recreance, parce que la Cour en vuidant la cause d'appel pourra adiuger à l'appellant la maintenue: & à ce moyen la procedure qu'elles ⁿ feroient pendant ledit appel, seroit declaree nulle. Fut dict par ledit Arrest, que les autres parties n'estoient tenuës de proceder, veu l'appel de l'autre, iusques à ce qu'il en fust decisi, qui est vn cas notable, parce que si l'un des conforis de procès defaillit, les autres sont tenus de proceder: car ce doit estre entendu quand par le moyen du defaillant la procedure qui sera faicte entre les autres, ne peut estre annulée. Autrement si elle peut estre annulée, les autres ne sont tenus proceder, comme entre plusieurs opposans és cries de quelques biens immeubles: ainsi qu'auons dict cy dessus au premier liure. o

8. Comment doit
estre releué vn
appel interiecté
de l'executioñ fai-
te au pays Cou-
stumier, d'un Ar-
rest ou sentence
donnée au pays
de Droit escrit.

Pour reuenir à la difference du pays de Droit escrit, & du pays Coustumier, si vn Juge du pays de Droit escrit donne sentence, laquelle il faille executer au pays Coustumier, & y ait appellation interiectée de l'execution: ladite appellation se doit releuer selon le stile & coustume du pays Coustumier, auquel a esté faicte l'execution, comme il est decisi és Arrests mis à la fin du Stile de Parlement escrit en Latin, en l'Arrest cent quarante-sept. Car selon le Droit commun il est requis auoir regard ^p à la Coustume du lieu où l'on fait execution: mais ce doit estre entendu, comme à faire les cries de quelques biens immeubles, & executant quelque sentence: car il faut faire les cries selon la Coustume du lieu, où lesdits immeubles sont assis. Aussi faut entendre cecy, quant à la formalité d'interjecter l'appel, & le releuer. Mais non pas qu'il faille releuer l'appel pardeuant le Juge supérieur du lieu où l'on fait l'execution. Mais faut releuer pardeuant celuy qui a donné la sen-

rence, & commis l'exécution d'icelle. Et à ce moyen comme la Cour de Parlement de Paris eust commis execution d'un sien arrest à un Juge Royal de son ressort: & parce qu'il convenoit executer ladite sentence au ressort de la Cour de Parlement de Bordeaux, le poursuivant de l'exécution dudit arrest, obtient permission dudit Parlement de Bordeaux pour executer ledit arrest au dedans le ressort de Bordeaux, à la charge toutes-foies qu'il en feroit appellation; elle seroit agitée & terminée en ladite Cour de Bordeaux. L'exécuteur encommence son execution au dedans ledit ressort de Bordeaux: le défendeur en ladite matiere d'exécution appelle de quelque appointement donné par l'exécuteur: pour lequel appel il diffère de passer outre, le demandeur en ladite execution, anticipe l'appellant en la Cour de Parlement à Paris, où ne compare l'appellant, ainsi releue son appel en la Cour de Parlement à Bordeaux, où il a défaut contre l'intimé, & l'un contre l'autre en chacune desdictes Cours ont arrest par contumace. Quoy voyant celuy qui auroit obtenu le premier arrest obtient lettres patentes du Roy, par vertu desquelles il fait assigner partie adverse au grand conseil pour y voir euoquer les deux matieres desdits deux arrests cōtraires. Et icelles euoquees, ledit grand Conseil met au neant & annulle tout ce qui auoit esté fait par la Cour du Parlement de Bordeaux: & confirme ce qui auoit esté fait par ladite Cour de Parlement à Paris.

Autre difference est entre le pays de droict escrit, & le pays Coustumier: car au pays de droict escrit, l'appellant de quelque Juge que ce soit, est tenu de proceder pardeuant luy en autre cause suivant la disposition de droict escrit: mais en pays coustumier l'appellant de quelque Juge non Royal, n'est tenu de proceder pardeuant luy en autre cause: ainsi se peut porter exempt q de luy. Laquelle exemption n'a lieu contre les Juges Royaux. Mais le Juge Royal du ressort duquel les appellations ressortissent nuëment en la Cour de Parlement, doit cognoistre des causes des exempts par appel. Et pource quand les terres & Seigneuries de la Couronne sont baillées par le Roy à aucunes personnes, le Roy y met un Juge des exempts par appel interietré des autres Juges de ladite terre & Seigneurie, duquel Juge des exempts on appelle nuëment en la Cour de Parlement: & ne se peut la iurisdiction de ces Juges des exempts proroger n'extendre à autres causes qu'à celles des exempts, ou és cas Royaux, desquels la cognoissance leur appartient: & ainsi en a esté dit par arrest le neufiesme iour d'Aoust, l'an mil cinq cens trente.

Ont parcy-deuant fait difficulté si celuy qui est exempt par appel du Chastelain d'une Seigneurie non Royale, peut estre conuenü en autre cause pardeuant le Seneschal d'icelle Seigneurie: ou s'il doit estre conuenü pardeuant le Juge Presidial & Royal du ressort, & comme le cas fut aduenü en la Baronnie de Montagu en Poictou, aucuns notables Aduocats, voire de la Cour de Parlement, disoient que l'exempt par appel interietté du Chastelain pouuoit bien estre conuenü par deuant le Seneschal de ladite Seigneurie de Montagu, pource que par la Coustume du pays de

9. Des exempts
& exemptions
par appel.

10. Exempts par
appel du Cha-
stelain d'une sei-
gneurie non Roya-
le, s'il peut estre
conuenü parde-
uant le Seneschal
d'icelle Seigneu-
rie.

Poictou art. 350. on ne le peut porter exempt du successeur du Juge qui a fait le grief, n'aussi le successeur de l'appellant se peut porter exempt, & pource semble que ladite exemption soit personnelle: & conseqnement ne s'estend au Juge Seneschal. Les autres estoient d'adujs que le Seneschal de ladite Seigneurie ne pouuoit cognoistre desdites causes dudit exempt: parce que l'exemption concerné toute la iurisdiction de la Seigneurie: & que par le stile general n'y a autre Juge des exempts par appel, que le Juge Royal & Presidial du ressort. Et combien qu'en ceste matiere ladite difficulté ne soit voidée: toutes fois a esté voidée en pareille matiere par arrest de la Cour, & dit que les exempts par appel ne peuuent estre conuenus en autres causes que pardeuant le Juge Royal & Presidial du ressort. De ce vient solution à vn autre doute cy-deuant aduenu touchant l'interpretation de ladite Coustume de Poictou: sçauoir est, si celui qui est exempt par appel du Chastelain se peut porter exempt du commis dudit Chastelain: car veu qu'il n'y a Juge des exempts que le Juge Royal & Presidial, il est tout euidant que le commis du Chastelain n'en peut cognoistre. D'auantage si les commis en pouuoient cognoistre seroit tollu entierement ledit benefice d'exemption. Voir, & s'ils sont deux parties adiournees pardeuant le Juge Royal & Presidial, & que l'vne d'icelles demande estre renuoyée pardeuant son Juge inferieur, & le Seigneur du Juge demande l'obeyssance de la matiere & des deux parties adiournees, & l'autre desdites parties l'empesche, disant qu'elle est exempt par appel dudit Juge inferieur, & informe dudit appel deuement, le Juge Presidial peut retenir la cognoissance de la cause: quand esdites deux parties si la cause des deux est connexe: car le priuilegié attraiet à toy & celui qui n'est priuilegié: mais telles exemptions n'ont lieu quant est des Officiers du Comté de Poictou: quand ores ledit Comté est hors les mains du Roy, comme il est expressément decisi en ladite Coustume de Poictou, Art. 351.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. VI.

De la difference entre le pays, &c.



N ce Chap. 6. sont remarquées sept notables differences concernant la matiere d'appel entre le droit escrit & le pays Coustumier. La premiere, qu'en pays de droit escrit il faut releuer son appel selon la disposition civile: mais au pays Coustumier, selon qu'il est monstré particulièrement es cinq precedens Chap. de ce 1. liure des Institutions Forenses. La seconde qu'en pays de droit escrit on prend Apostres: mais non en pays Coustumier. Laquelle difference cesse à present au moyen de l'Ordonnance 1539. art. 117. La troisieme qu'en pays de droit escrit, les appellans ne payent aucune amende du fol appel. Secus, en pays coustumier. Ce qui a esté aussi abrogé & osté par la mesme Ordonnance 1539. art. 116. La quatrieme qu'en pays de droit escrit plusieurs appellations interiettees en mesme instance

ne sont censées qu'une seule appellation, & c. en pays Coustumier, où il faut releuer toutes les appellations, & mesmes celles qui sont depuis interietees en adherant aux premieres appellations. La cinquiesme en pays de droict escript, si la sentence est executable, nonobstant oppositions ou appellations, la Chancellerie ou Juges superieurs, donnent permission & licence de la mettre à entiere execution sans donner aucun relief, mais en pays Coustumier, ils donnent reliefs de toutes appellations. La sixiesme difference, que la sentence se reforme en pays de droict escript au profit de l'intimé, comme de l'appellant : mais en pays Coustumier au profit de l'appellant seul, si par aventure les deux parties ne sont respectivement appellans & intimez. Auquel cas elle se peut reformer à leur profit. La septiesme & derniere difference en pays de droict escript n'y a exemption d'appel en autre cause ; & c. en pays coustumiers pour le regard des Juges inferieurs non Royaux. Au fil du Parlement à titre de appellat. usque ad Tit. de inquisit. por. qui sont à present abrogees, ou plustost inutiles à nostre pratique François.

b *Glossa in cap. ab eo de appell. in 6. Felin. in cap. ex literis, num. 8. extr. De constitut.*

c Par le droict le Juge bailloit assignation à l'appellant & à l'intimé de comparoir pardeuant le Juge d'appel, *cap. cum sit, cap. oblata extra, de appellation.* Et par ainsi partie estoit adournée, & non le Juge, & se doiuent les parties presenter au iour qui leur estoit ordonné & assigné, *cap. iapa eod. tit. in 6. cum cap. causam extra, de re iudic. cap. personae, cap. ad hoc, cap. peruenit. De app. extra. l. preses & ibi Bartol. & DD. C. de appell.*

d *Glossa in d. cap. ab eo. De appell. in 6. Felin. in cap. ex literis. De constit. extra.*

e *Bartol. in l. cum procurator §. ult. D. de noui oper. nunt. Vide l. Gallum quast. 51.*

f *Boer. in consues. Bitur. Tit. de iurisdic. §. 28. Faber. in l. illustres. C. de modo moli. Des amēdes du fol appel, faut voir Ausfer, ad Tit. Cur. Parl. cap. 15. An appellat. vel iudex teneatur. Rebuff. Tom. 3. de appell. Art. 9. gloss. vnic.*

g Il y a l'Ordonnance du grand conseil faite par le Roy François I. 1539. art. 43. mise au liure 7. de la Conference des Ordonnances. Tit 8. Mais l'auteur entend en ce lieu une Ordonnance particuliere faite par la Cour sur l'abreuiation de Iustice des causes qui vianent en Iustice publiee en Parlement en pleine audience le 4 iour de Ianuier 1535. Art. 4. La Cour aussi aduertie que souuentresfois aucunes parties intimees ou appellees, leurs Procureurs & Aduocats pour elles soustiennent sans cause apparente le mal iugé des appellations verbales au proce par escript, qui se peuent vider sur le champ par l'Ordonnance, pource ils craignent l'amende, & ne voudroient semblables causes soustenir s'ils estoient appellans, a ladite Cour déclaré & declare que d'oresnauant les intimez soultienans le mal iugé des appellations verbales & portees par escript, qui se peuent vider sur le champ par l'Ordonnance sans cause apparente seront condamnez en l'amende de dix ou vingts liures parisis, ou autre plus grande à la discretion de la Cour, selon la qualite des parties & grandeur des causes. Arestes les Hauts Iusticiers en la Cour suuant l'ancienne Ordonn. sont condānez en 60. liures parisis d'amende pour le mal iugé. Toutesfois s'ils sont Pairs de France ou autres ayans titre, priuilege ou octroy & concessio pour ressortir autrement en la Cour ores que les sentences soient confirmees par arrest, ne seront pas condānez en 60. liu. parisis d'amende, ains seulement en soixante sols parisis d'amende. Idem quand on appelle, *Omissio medio*, Arrests à ce propos du 21. iour d'Aoust 1578. 4. Iuillet mil cinq cens septante neuf & dixneuuesme May 1582. Ainsi doit-on conclure esdites appellations des Juges des Pairs en ces mots, & l'amende pour le Roy telle qu'elle eust esté pardeuant le Bailly de Vermandois, ou autre Juge, où l'appel eüst ressorti, n'estoit la pairie, si telle omission est faite en la conclusion, il faut par apres presenter requête à la Cour afin qu'il luy plaise declarer l'amende n'estre que d'un escu vn quart. Bacquet traité des droicts de Iustice Chap. 17. nomb. 21 & 23. Il a aussi esté iugé par arrest du 24. iour de Mars 1313. que le Sieur Iusticier ne pouoit desaduouer les officiers pour euite l'amende du mal iugé, *Chopin lib. 1. de morib. Paris. Tit. 2. num. 52. Vide Fab. ad illustres. C. de modo moli.*

h *l. ult. C. de appellat. l. 20. C. quando promp. non est rec.*

i En France voye de nullité n'a lieu : ains faut toujours recourir au benefice du Prince en tout ce que les Loix imperiales veulent estre fait par le benefice de Droit. Imbert en son Enchiridion François *in verbo*, *contrañs*, & *in verbo*, *erreut*. Ceste maxime a esté cy-dessus par nous expliquée amplement es Annotations du Chap. j. du 1. liure des Instit. Forenses.

k Imbert en son Enchiridion François, fol. 90. b. *in verbo*, *nullitez*. Il est certain qu'au pays Coustumier on ne peut faire rescinder & annuller vne sentence soit diffinitive ou interlocutoire, ou quelque autre acte judiciaire, ou quelque exploit de justice fait par vu Sergent, que par le moyen d'appel, comme il est auoir traicté en son second liure des Institutions Forenses Chap. 6. & par apres l'a plus amplement expliqué M^r Rebuffe au 1. Tome de ses Commentaires sur les Ordonnances.

l Cecy est tiré des Annotations.

m Rebuff. Tom. 1. Traict. de sent. exec. Art. 1. gloss. 14.

n Ne diuersa sequantur iudicia, argumeto l. nulli, C. de iudic. & DD. in Rubr. de quibus reb. apud eund. iudic. agatur.

o Chap. 59. cy-dessus.

p Faber in l. i. C. de sacr. eccles. In executione facienda mos regionis, in qua sit, custodiendus est.

q Cap. Romana. §. cum vero de appell. in 6. cap. ad hac in prin. Bohe. in cap. pastoralis §. fin. extr. cod. tit. l. vnica. D. apud eum à quo app. Bartol. rb. Innoc. & Immol. in dicto c. ad hac. De appell. Ioan. Gall. quæst. 18. l. 81. & 32. Tellement qu'aucuns estiment ces exemptions estre contre le droit, d. l. vn. D. apud eum à quo. Majuer. Tu. de appell. num. 35. & 38. & estre prinse du droit Canon, cap. 6. & 24. extr. de appell. ex sententia interpretum ad l. 30. C. de appell. licet alius sit sensus, etiam alia species, l. vn. C. si quac. præd. potest, ainsi qu'écrit Monsieur Ragueau en son indice. Chopin lib. 1. de iurisdic. Andeg. Tit. 5. ad ca. 68. & lib. 2. de dominio Tit. de præueni. & caus. exempt. nu. 3. & 4. Faber in l. i. C. de offic. Comis. sac. au subditum à domino granatium eximi dominica iurisdictione debere: mais non pas selon le droit, ainsi que dit est: sauf à recuser suivant la disposition Canonique, cap. ad hac. cap. proposuit. extra de appellat. Et n'est point cause suffisante. Bartol. in d. l. vnica. D. apud eum à quo. Innocent. & Immol. in d. cap. ad hac. Chop. lib. 1. de iurisdic. Andeg. Tit. 5. ad cap. 69. au liure du grand Coustumier 3. Tit. des appellations, celui qui est appelé des Iuges Royaux n'est point exempt de la iurisdiction de celui, de qui il appelle: fors en la cause pour laquelle il appelle Et hoc obseruat curia Parlamenti. Mais qui appelle des Iuges Sujets en pays Coustumier, il est exempt du Iuge, pendente appellatione, en toutes causes tant e demandant qu'en defendant. Au stil Latin du Parlem. Tit. quando quis sit exemptus à iurisdictione illius à quo appellauit. §. 1. Si appellatur à iudicibus in patria iuris scripti, siue regis, siue alius, appellans non est exemptus à iurisdictione eorum, nisi pro causa pro qua appellauit: iuxta d. l. 1. D. apud eum à quo appell. Par la Coustume de Poictou art. 414. telles exemptions par appel n'ont lieu quand les appellations sont interjettes des officiers du Comté de Poictou, estant ledit Comté hors la main du Roy: ne pareillement es appellations interjettes des Iuges Royaux. Arrests des grands iours d'Angers du 1. Octobre 1539. que telles exemptions n'auoient aussi lieu en Angoumois au preiudice des Seigneurs Hauts Iusticiers, & depuis autre arrest à ce propos du mois d'Aoust 1591. roité par Chopin, lib. 1. de iurisdic. Andeg. Tit. 5. ad cap. 69.

r Nouvelle art. 413. Celuy qui est appellant en aucune cause d'aucun Iuge ou Officier se peut pendant ladite cause d'appel, tenir exempt par appel dudit Iuge & Officier: mais non de son successeur audit Office, qui ne luy auroit fait ledit grief, n'aussi le successeur de l'appellant: pource que le grief n'a esté à luy fait.

s Cy dessus coté.

t Passionis anime ad alius non transeunt, Apud quos ab ea non separantur: Baldus in Com. Tit. i. arth. 1. Tit. qualiter feudum alien. pot. §. 1. atque quos homines, tot sententia, vt ait Comie. in Phormione. Sed & quamuis quiper alium facit, per seipsum facere videatur, id tamen nota quadam improprietate censetur vt notat Decius in l. ii. qui damnus dat. D. de regul. iuris. statui verba sunt proprie accipienda, l. 4. §. hac autem verba. D. de negot. gest. Ioan. An. in cap. 1. De verb. signif. extra Ludovic. Roman. singul. 509. tradunt eum qui ab ordinarij iurisdictione exemptus est, non esse exemptum à iurisdictione legatijsim ordinarij. Aucuns con-

testois

tesfois disent que telle exécution ne regarde tant la personne du Juge, que le siege ou iurisdiction, & seroit par consequent inutile tel benefice d'exemption par appel. *Ad statutum non ita accipiendum est ut sit superfluum, cap. si Papa. De privileg. in 6. & in l. si quando D. de legat. 1.* D'auantage, il y a plus grande apparence qu'un Juge delegué seroit affectonné enuers celuy qui l'auroit commis, qu'un successeur enuers le Juge defunct. Tellement que nostre Authheur suit ce dernier aduis. La Coustume de Poictou cy dessus recitee, art. 413. est assez formelle & expresse.

v C'ecy est pris des Annotations.

x *Argumento l. si communem. D. Quomodo modum seruuit. am. t. Et quamuis de re sacra non possit in laicum compromitti, poteris tamen in laicum & clericum, ut tradunt Innocent. in cap. per tuas ext. de arbitrio & Feder. Sen. in Consil. 15.*

y C'est le 414. art. de la Coustume nouvelle, cy dessus recitee.

DE CONTVMACIA APPELLANTIS, cuiusque aduersarij apud inferiores decurias ante litem contestatam.

CAP. VII.



Am dispiciamus de appellationis controuersia in absentem exercenda, persequenda que. Et sane, si apud decurias supremas illis inferiores introducta sit appellatio, parum interest, appellans, an eum aduersarij iudicio absint: nam iudex in absentem editum primum decernit in discriminatim, eumque cum peremptorijs cōminatione iterum vocandum iubet. Prasens quidem in hoc edito quam ex eo utilitatem nancisci cupiat, inscribit: quod petitionis ipsius vicem obtinet. Tandem si absens ille denud accitum haudquaquam veniat, editum ultimum eremodiciūque prasens consequitur. Plane edictorum denuntiatio, reliquaque ad peragendam contumaciam necessaria, non secus obseruanda sunt, ac si de primaria questione, instantiaque tractaretur: de quibus supra esset memimus. Omnino autē iudex ille pronuntiare debet iure vel iniuria iudicatu. Irritanda enim appellationis facultas inferioribus iudicijs adēpta, & solū consisibilibus supremis indulta est. Caveat quoque, ne primordialis questionis cognitionem in terminanda appellatione sibi recipiat: imō verō nominatim ad eum à quo prouocatum est, dimittat, nisi perperam dimicatum sit. Verum, & tunc ad illius inferioris vice fungentem controuersia est reijcienda: praterquam si u à quo prouocatu est, ex ordine sit inferiorum iudicū regionum, quos Castellanos vocant: nam superior iudex regius, quique præsidiālis dicitur, summa tum litis cognitione (ut infra ostendemus) potest retinere. Alioqui non solum cōtumacia, sed etiam iudici ab eo licebit appellare, quod iurisdictionem suam superior imminuerit. Caterum, ubi apud supremum tribunal oblata est appellatio, permultum refert, utrum appellas, an eius aduersarij iudicio se non sistat: itēque, uter eorum introduxerit appellationem. Quippe cum appellans appellationem obtulit, & ad diem à seipso præsistutā non occurrit, protinus prasentis editum à lite absolutorium decernitur: id vulgō congedium vocant. Sane ad hoc editum altero etiam modo peruenitur: ut puta, si appellans eiusque aduersarij die statuto præsistuerint: sed dum ex breuicula nomenclationum nomina corripiscantur.

De contumacia appellantis, cuiusque aduersarij apud inferiores decurias ante litem contestatam.

De illorū cōtumacia apud supremā Curiam ante litē quoque contestatam.

tur, appellans iudicium deserit. Verum ad editum in absentia priori specie imperandum hac preparatio adhibenda est, ut appellans adversarius apud acta suum, sui que procuratoris, necnon appellantis nomen ac quam uterque gerat litis personam, proficiatur. Sunt enim diaria quadam, quibus hac (prout quaque constituta dies adueniat) inferibuntur: prout, qui hu præst, præsentationis scriba, graphariis, quæ non nominatur. Deinde sedulo inuestiget, an appellans præsentiam suam apud acta illa iidem testificatus fuerit, an non. Quod si nusquam id factum comperiat, breviculum ab eo qui hu diaris conficiendus apparet, accipiat, quo suam (vix modo memorauimus) præsentiam doceat. tum hoc tradat illi curia apparitoribus, qui coram prima clausu confidentibus singulis Luna diebus absentium nomina edunt, peruulgantque. itaque si diem ex breviculo, schedulæque illa appellantis nomen recitabitur, abfuerit, rogante adversarij procuratore clausus eius præses in illum huiusmodi concedit editum: diem tamen disindit pro viarum compendio: intra quam si absens veniat, editum circunducatur. Sed nec prius id consummatum, perfectæque est contumacia, quam re perfecta clausus illius consilio sit comprobatus, ac sigillo etiam Regio munitum. Quapropter u, cuius interest, curare debet, ut quam ex absentis contumacia uisitate non coniequi uelit, scripto mander: ac illud un cum apparitorum à quo dies sibi dicta est, renuntiatione, libellicque appellatory exemplari, simul cum scriptura editum à præside concessum ostendente proferat apud eum, qui à classe illa in eam rem delegatus est, consiliarium. Denique instet, ut ad curiam de hu referatur: ac sententiam quam illa tulerit, ex templo appropere sigillo regio subfiliendam. Hu verò nondum sigillatim perfectis, absens adversus id editum semper resistit uisitate, vel prece curia oblata, vel portectio Principis (si malit) rescripto, adversario tamen inde in seruato. Atque quum editum huiusmodi conceditur, post utriusque litigantis præsentiam in diaris illis redactam, idem propè obseruandum est, nisi quod dies non indulgetur intra quam editum circunducatur. Nec refert, an ex annuifariis, ordinariisque, an ex inditiis extraordinariisque nomenclationum breviculis appellantis nomen edatur ac recitetur, neque item a vocaline, an à tabellaria sententia pronocatum sit, si modo ex tempore controuersia possit diuini. Nam ubi lis intimo curia consilio diiudicanda est, si litigantium uterque præsentiam suam apud diaria depromperit, non amplius fit locum, ut ex breviculis nomenclationum ad causam tractandam litigantes accersantur, nisi procurator alterutrum quicquam ad iudicij concessationem pertinens implere diffugiet: siquidem perinde tunc adversus fugientem editum imperandum est, atque si ad diem præstitum nullatenus adfuerit. Ac eiusmodi editum est etiam à lite dimissorium, quum decernitur adversus appellansem: sit contra eius adversarium, alterum denud editum super addendum est: quemadmodum quoque sit adversus appellansem, quum adversarium eum in offerenda appellatione antewerterit ac occupauerit, aut ea per appellansem introducta, alter breuiorem diem impetrauerit constituendam, ut maturius lis decurrat: qua quidem vulgo (anticipationes) nominamus. Equè dubio procul, in appellantis adversarium duo edita oportet intervenire: quorum quidem primum ex schedularum, quibus absentium nomina describentur, recitatione, eo uti antè dixi modo præses consequitur, sed curia consilio non est comprobandum. Exprimenda tamen in eo est illa commoditas, quam præses ex absentis contumacia optat adiungi. Quamobrem & id solet complecti, ut absens iterum vocetur huic adiudicanda

Congedium
appellant.

utilitati inserfutura. [Sed non mediocriter dubitatum est, hac in specie, qua huiusce editi utilitas sit futura. Nam si, ut nonnullis visum est, malè indicatum pronuntietur iudici à quo provocatum est, forsan irrogabitur iniuria immerenti. Proinde magis existimatum est, ut contumax, cuius commodo cesserat sententia, ab eo depellatur & excludatur: licet Casareis sanctionibus esset congruentius, ut si rite rectèque iudicatum, id confirmaretur: & contumax plecteretur solummodo editi aduersus eum emissorum expensis. Verùm quia moribus nostris conceditur rei iudicata uti commodo, nisi ei qui iudicatum fuerat, opinio prior apud nos existis potius. Nam cum absit is qui sententiam fuerat adeptus, censetur eam nolle protegere. Itaque ab illius utilitate non perperam abarceatur.] Atqui è vestigio ac concessum est editum hoc, actuarium praesentis non tradit: sed octo diebus absentem praestolat, ut eius circumducendi interim absenti facultas pateat. Alterum autem idque nouissimum editum eadem forma obtinetur, ac illud quod à lite absolutorio est, de quo profusè satis differuimus. Sed postea quàm haec forenses nostra Institutiones typis excusa fuerunt, suprema Parisiensis curia alias ea de re promulgauit Constitutiones: quas quia non nihil in qua à nobis hic tradita sunt, derogare, per quæ necessarium hoc loco referre sumus arbitrati. Sancitum est igitur, ut in posterum litigantium qui abfuerint, nomina, in primaria classis non recitentur auditorio, sed apud eum cuius modo meminimus, actuarium ea edantur: qui edita quidem à lite absolutoria tradat praesentis post lapsa tempora intervalli, quod citatio ad eam curiam continere debet. Id autem praesentium est in singulas praefecturas unde dimittatur appellatio, nisi qui à iudicibus Regiis aut pontificijs iohannasticorum proprii peculiaribusque appellatur: tum enim interuallum metiri oportet ex ea praefectura in qua appellans commoratur. Itaque praesentis procurator apud acta debet insinuare cuius in praefectura territorio domicilium appellans habeat. Caterum edita alia, quæ nondum finem liti imponunt, actuarium praebebit post octauum diem, ex quo praesentiam suam qui apud acta illa fueris testificatus. Nec verò firmitudini minus ea omnia obtinebunt edita, quàm ea in iudicio, si primaria illa classis concessisset. Neque etiam exigitur, ut de edito etiam illo à lite absolutorio ad Curiam eo quem supra exposuimus modo referatur, si nullum aliud editum antecesseris: ut puta, quum appellans, qui appellationem obtulit, deest iudicio. Sin autem alterum praecesseris editum, ad pristini (de quo paulo ante meminimus) instituti exemplum interiori Curia consilio editum posterius à lite absolutorium est diiudicandum. Sanè si intra ea tempora absens procurator ea dicta asperso nonauerit, suumque & nomen adscripserit, & chirographum, non licet hac edita praesentis tradere prius, quàm hac de re causa cognita constiterit: nisi quum de capitali causa agitur, quam rem ex vinculo, aut per seipsum dicere debet. Nam et si procurator rei absens hanc praestiterit diligentiam, non tamen cunctabitur actuarium edita illa praesentia aduersus reum dare: nisi si in ea re eius conditione, in qua coram anteriore iudice erat, eam accedat curiam, aut actis authenticis doceat se in prioris iudicis detentum custodiam. Veruntamen, non potest quis praesentiam suam apud acta illa profiteri ante proximum sabbati diem ab eo die praeterito, ad quem absentem oportebat iudicio se sistere. Actuarium quoque post tempus editis circumducendis concessum, insuper triduum expectabit, quo quidem pendente in acta sua referet edita quæ in absentem parata sunt tradi, & tandem exacto abhinc altero triduo ea praebebit actuarium. Nonissi-

me autē curia cōstituit, ut si intra quindecim dies, ubi quis ad ordinariū diem accit-
tus est, aut intra mēsem ubi extraordinarius dies praestitus^o fuit, alteruter litigantiū
apud acta illa nō apparuerit, absenti nomen ex breviculū ordinariū vel extraordi-
nariū recitandum praesens curare debet. Quod si vocatus non adfit, pro praesente ha-
bebitur in suā pernitiem: ac praesentis edictū purum simplē: que concedetur. Nec
intereſt, virum à tabellaria, an à vocali ſententia ſit appellariū, ſi modo ex tempore
appellationis cauſa poſſit dirimi. Idem tamen intervalum diei ad Curiam dicenda
praefinitur, atque alia pro dictum erat conſtitutione. Verū hac illi videtur aduerſa-
ri, quod illa permiſſas a ſuuario edicta praesentis tradere, quamvis illa prius à Curia
non fuerint in iudicio conſeſſa: hac autem permiſſas edicta in iudicio impetrari ſine
vlla comperendinatione: quippe id ſtatuendo, videtur praecipere, ut in iudicio impe-
trentur edicta. Sed et ſi non iubeat, verū duntaxat permiſſas, ſicque viresur re-
pugnantiā, vix tamen poſeſt contingere, ut intra decimum quintū diem poſt quin-
decim dies ab exacto citationis termino, poſſit quis aduerſarium ab his breviculis ad
dicendum cauſam deuocare, cum ſapiſſimē totum annū in eo cuiſeſetur & deſude-
tur negotio. Quare magis conducit per integrum comperendinationis cōſtitui a tem-
pus ſuſtinere impetrationem. Plurē, ſi ex breviculo alterius provincia, quā ex qua
proſecta eſt appellatio, apud Curiam litigātes ad dicendam cauſam euocentur: quod
in abſentem pronunſiatum ex eo fuerit edictum, vires obtinebit, quatenus eius qui
impetravit, intererit. Caeterum quod ad multām ſiſco erogandam ſpectabit, Prin-
cipis reſcripto ea remitti poterit. Quod in capitali quidem cauſa, ubi ex civilis cau-
ſarum breviculo nomina litigantiū fuiſſent recitata, eorūque alter abuſuiſſet, im-
curſiſſet que multām, aliquando uſurpatum eſt. Et hac de appellationum iudiciis
in abſentes anſe liſem conteſtatam inſtruendis dicta ſufficiant.

DES DEFAVTS ET CONTUMACE EN

cause d'appel.

CHAP. VII.

- | | |
|---|--|
| 1. Es Cours inferieures ſaut deux
defauts contre l'appellant &
contre l'intimé.
2. Des lettres d'abbreviation en
cause d'appel. | 3. Des ſentences donnees par con-
tumace en cause d'appel.
4. Des renuois qu'il faut faire en
ingnant les cauſes d'appel. |
|---|--|

1. Es Cours infe-
rieures ſaut deux
defauts contre
l'appellant, &
contre l'intimé.



Es choſes preſuppoſees, ^a voyons comment il faut proceder à
donner ſentence par contumace quand l'une ou l'autre partie
ne compare en cauſe d'appel.

En quoy y a difference entre les Cours Royales, & autres in-
ferieures, & les Cours de Parlement. Car és Cours Royales & inferieu-
res, ſoit contre l'appellant, qui ait releué ou ſoit anticipé, ou contre

l'intimé, ne sont requis que deux défauts: l'un est le premier simple, lequel sera donné au iour assigné à celui qui comparoîtra à l'encontre du défaillant, & sera ordonné par iceluy, que le défaillant sera adiourné sur défaut, & ô intimidation es prochaines assises. Ou à certain plus brief & competent iour, s'il y a lettres Royaux d'abreuiation, ^b par lesquelles il soit mandé de faire proceder les parties en Assises & dehors, & sans attendue d'icelles, & qu'elles ayent esté significées au défaillant en l'intimant, ou en l'anticipant: car par le premier défaut les lettres Royaux d'abreuiation sont enternees.

2. Des lettres d'abreuiation en cause d'appel.

Et au iour baillé par vertu dudit premier défaut sur iceluy, & ô intimidation, si le défaillant ne compare, sera contre luy baillé défaut, & ô tout le profit que de raison, sius certain temps, & seront faits les adiournemens tout ainsi qu'en la premiere instance, dont auons parlé cy-dessus au ^c premier liu. Et si le défaillant ne fait rabatre le dit défaut dedans ledit sauf, sera donnée sentence par laquelle le défaillant sera déclaré contumax, & qu'il ne fait plus à receuoir & à empêcher les fins & conclusions de sa partie aduersé, & en icelles adiuageant sera dit bien ou mal iugé. Sçauoir est bien iugé si l'appellant est contumax, & si l'intimé est contumax, sera dit mal iugé: sans autrement regarder aux merites de l'appointement ou sentence dont a esté appellé. Car jaçoit que l'appointement dont auroit esté appellé, soit inique: si toutesfois l'appellant se laisse contumacer en la maniere susdite, sera dit bien iugé. Et s'il est dit bien iugé, & qu'il reste quelque chose à faire de la procedure entre les parties, ou que la sentence gîte en execution: sera dit que ce dont a esté appellé, sortira son plein & entier effect. Et comme le Seigneur Feodal eult laisi quelques terres, pour cens sur icelles deuz & non payez, le Seigneur des terres appelle de la saisie: releue son appel pardeuant le superieur. Il se laisse contumacer par deux défauts. Il est déclaré contumax: & parce non receuable comme appellant, & est dit qu'en tous cas il a mal appellé, & que ce dont a esté appellé, sortira son effect, & condamné es despens de la cause d'appel, dont il appelle. Pour ses griefs dit, que par les Ordonnances Royaux de l'an 1339. auant que l'on puisse donner sentence pour le demandeur à l'encontre du defendeur contumacé deüement il faut que le demandeur prouue le fait de sa demande. Or l'intimé n'a prouué que les cens pour lesquels auroit esté saisi, fussent deuz, parquoy il ne pouuoit estre dit bien saisi. Au contraire l'intimé disoit, que l'appellant est censé demandeur, ^d & quand le demandeur se défaut, le defendeur est enuoyé absous, sans que le defendeur prouuerien. L'appellant replique que l'intimé doit estre censé demandeur, d'aurant qu'il a fait faire la saisie, & consequemment prouoqué en procez l'appellant. Finalement l'appellant perdit sa cause. Car en cause d'appel contumax, s'il est appellant, il est veu renoncer à son appel. Et s'il est intimé, il est presumé renoncer à sa sentence.


3. Des sentences donnees par contumax en cause d'appel.

Et avec se feront les parties renuoyées pardeuant le Juge à quo, pour proceder entre elles comme de raison ou pour executer la sentence. Et condamné l'appellant es despens de la cause d'appel enuers l'intimé & en

4. Des renuoyés qu'il faut faire en iugent les causes d'appel.

l'amende enuers la Cour, le tout tels que de raison, la taxation referuee par deuers le Iuge de l'appellation. Et s'il est dit mal iugé, il faut faire distinction quant au renuoy de la cause: sçauoir est ou le Iuge à quoy & le Iuge *ad quem appellatum est*, sont d'une mesme seigneurie & à mesme Seigneur, comme le Iuge Chastellain & le seneschal d'une mesme Baronnie, ou le iuge Chastellain & le Iuge Seneschal d'un mesme siege Royal, & que le Seneschal dit qu'il ayt esté mal iugé par le Chastellain d'icelle Baronnie: lors ledit Seneschal peut retenir la cognoissance de la cause, ou l'exécution de la sentence. Ou bien le Iuge à qui, & le Iuge *ad quem*, sont de diueres iurisdiccions: comme si le Seneschal d'une Baronnie est le Iuge à qui, & le Iuge Royal & Presidial est le Iuge *ad quem*: en ce cas le Iuge *ad quem*, est tenu de renuoyer les parties pardeuât le Iuge à qui, autre que celui qui a donné la sentence. Car les iurisdiccions sont patrimoniales: & pour le mal iugé du Iuge, le Seigneur ne doit perdre l'emolument de sa iurisdiction. Et ainsi en fut dit par Arrest le 6. iour de May, 1532. Toutesfois plusieurs Iuges Royaux & Presidiaux sont par chacun iour le contraire, & retiennent la cognoissance de la cause principale, non seulement quand les appellations par eux vuidees ont esté interiettes de leurs Chastellains Iuges Royaux leurs inferieurs, mais aussi quand elles ont esté interiettes des Iuges Seneschaux des Chastellenies & Baronnies de leur ressort. *

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. VII. Des defauts & contumace en cause d'appel.

a  Ont le contenu es Chap. 7. & 8. est partie tiré du stíl Latin de la Cour de Parlement à Paris. *Tu. de present. fac. & de contumac. & defectu.* Et de l'Ordonnance du Roy François I. du 18 iour de Ianuier 1528. puis les deux premiers articles iusques au 9. inclus. Et des Ordonnances de la Cour des 3. Decembre 1534. & 4. Ianuier 1535. Voyez la Conference des Ordonnances, liure 3. Tit. 1. & le stíl de Parlement, tant en Latin qu'en François. Notez d'oc que la cause d'appel se peut iuger par contumace, l. vii. §. nudi. C. de temp. & repar. appell. l. vii. C. quomodo & quando iudex. cap. 57. §. 8. & 70. extr. de appell.

b Ceste clause d'abreuiation est telle, si l'appel est interietté d'un Iuge subalterne qui se doit releuer es assises du Bailly qui ne tiennent pas est mandé au Iuge, s'il est Royal, sinon au sergent Royal, quand le Iuge n'est Royal, faire commandement audit Iuge. que les parties comparans pardeuant luy ou Procureurs pour elles, il face proceder en ladite cause d'appel de iour en iour en Assise & dehors, par briefs & competens interualles & delais sans attendue d'assise: car ainsi, &c. nonobstant vs, stíl, rigueur de droict, Coustume du pays. Quane à attendue d'assises & quelconques lettres à ce contraires, voyez le nouveau stíl de la Chancellerie, liure premier & liure second.

c Chap. 2. §. 5. & 6.

d *L. qui appellat. 29. D. de iudic.* Laquelle loy est ainsi distinguee par aucuns, *Qui appellat. prior agit in Basil. Eccl. lib. 7. Tit. 5. cap. 38. Qui appellat. alior est: & ut au recte Duarenus, alioris partes sustinet.*

e Cecy est en partie prins du Chap. 15. Latin, cy-dessus & des Annotations Latines mises par l'Auteur sur ledit Chapitre. Par les Ordonnances du Roy François I. 1536. Article 23. & de Henry II. 1549. art. 17. Les Baillifs, Seneschaux, & autres Juges Royaux Presidiaux faisant droit sur vn article d'appel procedat des sentences interlocutoires & appointemens donnez par les Preuosts & Chastellains Royaux, ne pourront retenir n'euoquer à eux la cause principale, ains la renuoyeront avec les parties pardeuant lesdits Preuosts & Chastellains, s'ils se trouvent qu'ils aient bien iugé. Si au cōtraire estoit dit mal iugé, sera fait le renuoy pardeuant lesdits Preuosts & Chastellains, autre que celuy qui aura baillé le iugement pour proceder entre les parties au siege & iurisdiction de nos Preuosts & Chastellenies, selon la forme & reglement porté par la sentence des Baillifs & Seneschaux, qui aura confirmé ou infirmé le iugement duquel aura esté appellé, & autrement comme de raison. Et depuis est interuenue l'Ordonnance du Roy Henry III. 1579. és Etais de Blois art. 148. qui est plus generale, en ces mots, "areillement ne pourront nos Juges ressortissans en nos Cours de Parlement, en voidant les appellations des Juges inferieurs, retenir la cause du procez principal: ains leur enioignons les renuoyer pardeuant les Juges ordinaires Royaux & des Seigneurs particuliers, autres que ceux qui l'auront iugé. art. 149. Et pour le regard de nos Cours souveraines, leur defendons qu'en procedant au iugement des causes d'appel d'en ouquer le principal de la matiere, si ce n'est pour le vuidre & iuger sur le champ Art. 179. Il est defendu aux Cours souveraines sur les acquiescemens ou appellations mises au neant, retenir la cognoissance de la cause principale: ains leur est enioint la renuoyer aux Juges d'où prouient l'appel, s'il a esté dit bien iugé: & si la sentence est infirmee, à celuy qui tient le siege immediatement apres luy, fors és cas, esquels par les Ordonnances leur est permis vser de retention de cause. Le semblable voulons estre gardé par les Juges Presidiaux, & autres Juges d'appel en leur regard: le tout à peine de nullité des procedures & iugemens, despés dommages & intersts des parties. Voyez l'Arrest de reglement donné entre les Officiers du Siege Royal d'Issoudun, & le Preuost ou son Lieutenant le 24. iour de Juillet 1599. Au reste *Barbol. in l. ante sententiam. D. de appellat.* tient que s'il est dit mal iugé que la cause principale doit demeurer pardeuant le Juge d'appel. Nous parlerons cy-dessous és Annotations du Chap. 16. de ce second liure des Institutions Foreuses de l'exécution des sentences confirmées ou infirmées, où il sera expliqué pardeuant quels Juges ladite execution se doit faire & poursuivre.

É. L. eos. C. de appellat. can. vls. §. final. l. 1. §. 6. c. accepta extr. de appellat. Rebuff. Traict. de enos. Art. 1. gloss. 1. vum. 108.

g L'Arrest de reglement cy-dessus recité est formel du 24. Juillet 1599. comme aussi plusieurs autres, mesmes du 14. iour de Mars 1529. & 11. Feurier 1534. Par le dernier arrest il fut arresté qu'un Juge Royal superieur, *ad quem appellatum est*, d'un autre Juge Royal, le Juge Royal superieur ne peut retenir la cognoissance de la matiere, ains doit renuoyer les parties pardeuant le premier Juge, autre que celuy qui a donné la sentence.

DE CONTUMACIA POST LITEM CON-
testatam apud curiam supremam, & inferiores.

CAP. VIII.

De contumacia post litem contestatâ apud curiam supremam, & inferiores.

De contumacia coram confidentibus à curia delegatis.

L X ordine occurrit de contumacia, qua post litem contestatam accidit, dicendum. Contestatio autem litis hac est, quum appellans iure appellatum, contra adversarium rellit benèque iudicatum causatur apud acta, controversiaque firmamentum in gestu coram anteriore iudice collocans: de qua re latius infra disputabitur. Ergo ubi appellans vel eius adversarius post litem contestatam siue apud inferiores, siue supremas curias iudicii congressum auersatur, parti sive suas minime obit, hoc disceptationis gradus deijcitur, qui ex iusto progressu sibi proximè attingendus erat, ab eiusque exequendi facultate submonetur, quod à se factum oportebat. Qua in re diligenter animaduertendum est, ne ab ulteriores gradu quàm qui proximus imminet, absens depellatur: alioqui haud perperam appellabit, si apud inferiores curias agatur: si apud supremas curias, quod rarissimè contingit, redintegrandus esset litis processum in actum usque illud, cuius implendi potestas fuisse ablata. Deinde non dispari contextu, ac in primaria lite ad sententiam pergitur. Et quoniam multi accidunt, quorū cognitionem appellatione pendente unus aut duobus sapissimè confidentibus curia delegat, aliquid de ea dicendum est contumacia, qua in huius interuenit liticuli. Qua in re tamen si nuper formulam novam curia prodiderit, nihil tamen absurdum commiserimus si forma etiam meminerimus pristina. Hac igitur sic erat, ut contumacia duobus edictis perficeretur, quorum prius cum diffisione, siue adiectione diei nonnunquam crastini, interduum bidui, aut tridui, posterius vero simpliciter dabatur, statuebatūque ut praesens instrumenta apud delegatos proferret, quorum in potestate erat vel ea de re pronuntiare, vel discernere absentem in primaria clausu auditorio ex breuiculis appellandū. Id autem cum fiebat, curia diem largiebatur, intra quam absens edictum poterat circumducere, quod si neglexisset, delegatus ea de re ad curiam referebat, edebaturque curia postea placitum: à quo nequaquā fas erat prouocare. At ubi confidentes solum duo pronuntiafent, ab eis appellare licebat. Quare, ut appellandi praeviderent occasionem, confidentes quascunque disceptariunculas in suum mittebant consilium, de huius postea ad curiam relaturi. Sed quia ex breuiculis absentium euocatio constitutionibus dudum editis (ut supra exposuimus) sublata est, in hoc pristina tantum correctæ est formula, ut prius edictum cum adiectione tridui, posterius vero cum diffisione diei in crastinum debeat nunc concedi: deinde actus mādari, atque post triduum abhinc tradi reposcenti ab actuario, ut de huius reddatur. Additum est præterea, ut si à delegatis duntaxat confidentibus sit iudicatum, non autem à curia, nihil ab eis in expensarum taxatione victori eo nomine adiudicetur, quod se taxandorum sumptuum causa, illuc peregrè asseueret profectum. Quam tamen contemnerare constitutionem, quamvis equissimam, nonnullorum iam tentauit astutia, siquidem affirmant illuc se contulisse, non ut curarent sumptus taxari, sed ut edictum

Et sumerent ab actuario, atque ex his sententiam diciurgerent, & crebrum extunderet postulationibus. Adversus quorum plusquam Herculeas arumnas cum acerrimè iamdudum expostularis, inuictus fuerit, Pericula denique eloquentia detonnerit D. Budam Philaſtoppiaz, atque humanitati amantiſſimæ, ſaiu mirari nequeo querelam adeo piam hæcenus non fuiſſe exaudiatam. Libere equidem hac in re ſenſum meum expromerem, niſi vereretur Cassandra ſucceſſurum mihi vaticinium.

COMMENT ON PROCEDE A CONTVMACER le defaillant en cauſe d'appel en la Cour de Parlement.

CHAP. VIII.

- | | | |
|--|--|--|
| 1. Congé ſauf ou ſimple contre l'appellant qui a releué, & n'a eſté anticipé, comme ſe | | donne.
2. Defaut congé contre l'intimé ou appellant anticipé. |
|--|--|--|

MAis quand les appellations ſont releuees en la Cour de Parlement, ſi l'appellant qui a releué, & n'a eſté anticipé, ne ſe preſente au iour assigné à ſa requête, ou Procureur pour luy au Greſſe des Preſentations: ^a il y a congé contre luy, ſauf le mois ou autre temps ^b ſelon l'Ordonnance dudit tiers iour de Decembre, 1534. eu regard és pays dont viennent leſdites appellations. Et ſi ledit appellant ne ſe preſente dedans ledit ſauf, le Greſſier deliure ledit congé ſimple à l'intimé, par lequel l'appellant ſera déclaré contumax: & ſera dict bien iugé & mal appellé; & condamné l'appellant és deſpens de la cauſe d'appel enuers l'intimé, & en l'amende enuers lo Roy: comme il eſt plus amplement dict par leſdites Ordonnances dudit troiſieſme iour de Decembre, & iuſques à ce que ledit congé ſimple ſoit ſcellé, & deliuré à l'intimé, l'appellant ſera receu à rabattre ledit congé, en reſondant les deſpens d'iceluy, & de tout ce qui ſ'en eſt enſuiuy.

Et ſi c'eſt l'intimé, ou l'appellant anticipé qui ſe defaut à la premiere assignation baillee en la Cour de Parlement, ſera deliuré à partie aduerſe, huitaine eſcheüe apres ſa cedula, enreſgistrée au Greſſe des Preſentations. Defaut congé, par lequel la partie preſentee inferera ſa demande du profit dudit defaut congé: & ſera mandé au premier Huiffier ou Sergent de l'adiourner ſur defaut, & ô intimation. Et ſi le defaut derechet au iour qu'il ſera adiourné ſur ledit premier defaut, ſera donné contre luy defaut ſecond: ſauf certain temps, ſelon ladite Ordonnance, & iceluy ſauf paſſé, la partie preſentee mettra leſdits deux defauts, & les exploits, acte d'appel & ſentence ou appointement, dont a eſté appelle, pardeuers vn des Meſſieurs les Conſeillers de la grand' Chambre du plaic'oyer de ladite

H H h h

1. Congé ſauf ou ſimple: ou ſi l'appellant qui a releué, & n'a eſté anticipé.

2. Defaut congé contre l'intimé ou appellant.

Cour : au rapport duquel la Cour adiugera le profit desdits deux défauts : & n'y a aucune difference, si c'est appellation verbale, ou procè par escrit.

On auoit accoustumé de garder autre forme en ladite Cour quant à donner lesdits congez simples, & lesdits défauts congez. Laquelle est amplement traitée par ce second liure de nos Institutions forenses en Latin, pour autant que la premiere impression d'icelles auoit esté faite auant ladite Ordonnance dudit troisieme iour de Decembre, l'an 1534.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. VIII.

Comment on procede, &c.

Ch. 8. François ne respond point au texte Latin de l'Auteur. *Citamus ad vnum actum propter contumaciam, non potest in alio grauari. Bartol in l. consentaneum. C. quomodo & quando iudex.*

b Pris en partie de ladite Ordonnance de la Cour, du troisieme iour de Decembre, mil cinq cens treize-quatre, & en partie des Annotations, & du texte Latin.

DE IUDICIO APPELLATIONIS INTER præsentes agitando, ac primùm eius appellationis, quæ à vocali sententia est interposita.

CAPVT IX.

De iudicio
appellationis
inter præsentes
agitando,
ac primùm eius
appellationis
quæ à vocali
sententia est
interposita.

Ardum, numero ex omni absolutis in absentes iudiciis, ad ea proficiscamur quæ inter præsentes redduntur : in quo quidem exigua cernitur curiarum in quibus lii versatur, differentia, quam tamen proprio loco explanabimus. Et non leue est discrimen, an à vocali, an à tabellaria sententia sit prouocatum : nam si à vocali, mox qui appellationem obtulit, libelli appellatorij, eiusque denuntiationis per apparitorem factæ exemplar aduersario præbeat : deinde litigantes omnes litiis instrumentum mutuo sibi edant, ne dum manus inter se conferent, alteruter quid noui offerat quo victoriam imparato aduersario eripiat, aut certe moretur, quin ex tempore de re statnatur. Postremò, ubi ex nomenclationum breuiculi litigantium nomina recitabuntur, in aciem appellans statim descendet, causas appellationis patroni voce exponet, easque duntaxat, quas libello appellatorio perstrinxit. Tùm aduersarius ante omnia postulat, ut emissæ appellationis dies ab illo indicetur, declareturque : ac tamdiu constitum refugiet, quoad voto suo satisfactum sit. Postea primo quidem loco exceptiones adducet dilatorias, quibus iudicium recuset : subinde adiunget peremptorias, & indicatum ab omni vindicabit iniuria. Quanquam autem quum ab abusu prouocatum est, exceptionum dilatariorum nulla habetur ratio, magis tamen est, ut non prætermittantur : nam eas proponens, à sumptibus litiis efficitur immuni, licet cau-

sa cadat. Porro, auditis altercationibus iudex primum constituet iudicium, seu de exceptionibus dilatorius ius reddet, ac continuo triumphum ex tempore bene merito pronuntiabit. Atque ubi apud supremas litigatur curias, uterque contendens causas suas protinus dicere compellitur: aliqui perinde censetur detrectans, ac si iudicium omnino derelinqueret. Nec ullo quidem pretio compositionem licet emercari: idque potissimum quum ex nomenclationum breviculū deprecantur litigantes: sin ex praesidio gratia, solet dies indulgeri ad quem instructi prorsus veniant: necnon multa in desidem dicenda adyeci comminatio. Præterea, huiusmodi curia rem pro arbitrio definiunt vel ex tempore, vel interius in consilium diiudicandum mittunt. Rursus, in decuriis inferioribus uterius litigantium, ultra iustam certaminis incundi diem inducias solo ordinariarum expensarum damno sibi prorogat: sed hoc iudices quidam inferiores emendarunt, seque ad superiorum confessum exemplum composuerunt. Planè qui magistratus inferiores administrant, rem ex tempore habent statuendam, terminandamque: nec nisi mutuo colligatorum consensu illam iuris esse disceptationem, propterea quæ consilio interiori examinandam possunt pronuntiare. Tum summa questionis cognitionem ad eum à quo provocatum est, ablegare (ut pramonui) debent. Omnino autem similis structura in appellationibus desideratur, quæ à sententiis in contumaces late sunt emissa, quamvis hæc tabellaria sint.

COMME LON PROCEDE ENTRE presens.

CHAP. XI.

Nais s'il y a eu presentation par les deux parties, & qu'il soit question d'une appellation ^a verbale: & la cause soit mise au Roolle, & qu'elle soit appellee à tour du roolle: il y aura congé simple, ou défaut congé, lesquels seront deliurez en la maniere suivante.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. IX. Comme lon procede entre presens.

A Chapitre 9. François n'est semblable au texte Latin, comme il se peut fort aisément cognoistre par la conference de l'un à l'autre. Au reste appellation verbale sentend quand la cause se peut vuider en l'Audience, & sur le champ par le plaidoyé des Aduocats: comme quand il y a appel de tous exploits de Iustice faicts sans cognoissance de cause, comme d'un simple executeur, c'est à sçavoir de l'execution de Sentence, Arrest, Commission, ou lettres Royaux, de quelques inhibitions ou defenses

HHhh ij

& de routes sentences, iugemens & appointemens, où il n'y a appointement en Droit, ny production de part & d'autre, ny vifitation ou espèces payées. *Art. 11.* fil y a appel d'une sentence diffinitive, donnée sur procès par écrit, & production des parties, où il y a eu appointement d'écriture, informer & produire, il n'est pas dict verbal, & ne sera jugé tel appel sur le champ à l'Audience: sinon qu'il y ait grief evident, dont il puisse apparoir promptement par la lecture de la sentence, ou soit question d'une fin de non recevoir, nullité patente, ou de quelque prouïson qui se puisse vider sur le champ. Et par les Ordonnances du Roy Charles VIII. 1495. art. 23. & 24. Loys XII. 1507. art. 79. & 1510. art. 13. François I. 1535. chap. 8. art. 1. & 2. il est certain que procès par écrit, s'entend quand il y a appointement à produire & à ouïr droit d'un iuge: & n'est tel censé n'estimé, si n'est apporté au Greffe de la Cour, comme il est monstré au liure 3. de la Conference, tit. 1. Ragueau en son Indice & Sél François du Parlement.

DE SERIE CONTEXENDÆ APPELLATIONIS à sententia tabellari interpositæ. CAP. X.

De serie contextendæ appellationis à sententia tabellari interpositæ.



*E*terum, si à tabellaria sententia in presentem dicta ad suprema sit appellatum tribunalia: qui appellationem obtulit, rescripti appellatorij significationisque eius exemplar adversario cum primis tradet: sicuti quum a vocali sententia est provocatus. Appellanti verò sententia exemplar à victore editur. Tum gemina dilationes pro locorum intervallo moderanda tribuentur appellanti, intra quas omne litis instrumentum coram iudice anteriore protatum, ad Curiam supream archivum grammatophylaciumque transmittat. Quòd si has dilationes infecta re finas elabi, editum à lite absolutorium adversario conceditur, eo què supra explicuimus modo: dies tamen ex benignitate diffinditur, ut interim circumduci queat editum. Sed si adversarius litis examinationem gestiat maturare, exportandum hoc instrumentum rectè curat, nihilque minus appellans integram exportationis mercedem exolvat, si appellationem modo introduxerit: sin autem adversarius, appellans dimidiam tantum præbebit. Anterioris autem iudicis actuarium, instrumentum illud per nuntium publicè designatum transmutare debet, ob signationemque diligenter facta in superposita scriptura quâ de transmissione confici, exprimere quos controuersiarum instrumenta perferenda huic nuncio de deris: ne fortè in salarij peritione curia obrepas: alio qui nulla pecunia vectura causa taxanda est: nam plerique ita sunt subdoli, ut quia huiusmodi salarium curia ex confidentibus alicui exigendum mandat, à singulis seorsum confidentibus consiliariisque, in singula instrumenta, transportationis nomine, mercedis integra consequantur taxationem. At quum ad inferiores curias introducta est appellatio, unica tantum dilatio appellantis transuetudandi huius instrumenti gratia, à iudice constituitur: intra quam, si id factum minime sit, in appellantem editum primum decernitur, subindeque altero accedente, perinde ac supra ostendimus, contumax peragitur. Verum quia de exportationis mercede & taxanda & eroganda memorauimus, in his quoque inferioribus curiis locum sibi vendicant, licet rarerè usurpentur: quòd ferè decretare non solet appellans transmutandum illud instrumentum redimere, ac sapinus cum adversarius in appellatione introducenda non occupet.

DE PORTER OV ENVOYER LE PROCEZ
par escript au Greffe de la Cour, ensemble de la taxe,
du port dudit procez.

C H A P. X.

- | | |
|--|---|
| <p>1. Appellant doit faire apporter les sacs en la Cour.</p> <p>2. Messager du pays apporte les procez & se fait faire taxe pour le port d'iceluy.</p> | <p>3. Greffier tenu d'enuoyer la taxe: des despens avec le procez par escript, quand les despens ont esté taxez, & cas portez par l'Ordonnance.</p> |
|--|---|




T si c'est vn procez par escript^a apres quel l'intimé aura baillé copie de la sêrêce, il fera presire tēps par la Cour dedans lequel l'appellant sera tenu de faire apporter les sacs au Greffe. Et s'il ne le fait, il aura congé simple contre luy, sauf quelque temps. Mais pour obuier à la longueur dudit temps, l'intimé communément fait la diligence de faire porter les sacs au Greffe de la Cour par le Messager^b du pays: car le Messager fait faire la taxe du^c portage à vn desdits Seigneurs de ladite grand' chambre sur l'appellant entierement: sinon que l'appellant ait esté anticipé par l'intimé: car en ce cas la taxe se fait sur l'appellant & l'intimé par moitié. Et doit le Greffier mettre par l'Euangile, c'est à sçauoir par dessus ce qu'il met sur les sacs du procez par escript, qu'as procez par escript il a baillé au messager porter en la Cour ou ailleurs, afin qu'il ne se face faire plusieurs taxes^d du portage de diuers procez par escript, & pour chacun d'iceux ne se face taxer voyage entier. Car le Greffier du luge^e à quē ne doit pas bailler vn procez par escript seul à vn messager, mais luy doit bailler plusieurs procez, afin que le portage n'en couste tant aux parties. Et quand la sentence est executoire, nonobstant l'appel & les despens sont taxez dont il y a aussi appel: faut que le Greffier enuoye la declaration des despens avec le procez par escript, comme de ce a esté dir par deux arrests donnez le septiesme iour de Mars 1529. & est bon que le messager face cotter par les Procureurs des parties le iour que les sacs seront mis au Greffe par luy: car apres que le Procureur d'une des parties a cotté à l'autre le iour que les sacs ont esté mis au Greffe, il est tenu de conclurre comme au procez par escript:

1. Appellant doit faire apporter les sacs au Greffe de la Cour.

2. Messager du pays apporte les procez & se fait faire taxe pour le port d'iceluy.

3. Greffier tenu d'enuoyer la taxe des despens avec le procez par escript, quand les despens ont esté taxez, & cas portez par l'Ordonnance.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. X. De porter ou enuoyer le procez par eſcrit, &c.

a  E Chap. 10. ne contient, tout ainſi que les precedens, ſinon vn ſommaire du contenu eſdits Chapitres 8. 9. & 10. *Vide Guid. Pap. q. 20.* où il fait vne diſtinction que nous ne gardons, ainſi ce qui eſt traité par noſtre Autheur.

b Par l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1573. il eſt enioinſt aux Greſſiers de bailer tous les ſacs criminels, Informations, Enqueſtes & autres choſes ſemblables aux meſſagers iurez & receus par la Cour. Mais depuis tels meſſagers ont eſté erigez en titre d'Office formé par Edict du Roy Henry III. 1576. en chacun Bailliage, Senefchauce ou election, deſquels appellations reſſortiffent nuëment en la Cour de Parlement & des Aydes, cautionnez de la ſomme de cinq cens liures pour vnë fois, & feront le ſerment eſdites Cours, chacun en ſa prouince. Auſquels feront par les Greſſiers deliurer tous les ſacs des procez par eſcrit, Enqueſtes, Informations, & autres procédures, qu'il ſera beſoin porter eſ. Greſſes deldites Cours : dont leſdits Greſſiers tiendront Regiſtres, ſur leſquels leſdits meſſagers ſ'en chargeront, ainſi qu'il eſt plus amplement déclaré en la Conſequence des Ordonnances, liure 12. Tit. 13. Au reſte il ne faut pas obmettre à noter que par l'Ordonnance du Roy Loys 12. 1510. art. 19. il n'y a que deux delais aux appellans, pour apporter les procez par eſcrit, & ſ'ils ne les apportent on font apporter au ſecond delay, ſera donné congé contre eux ſauf, &c. On ſouloit par cy-deuant donner quatre delais pour ceſt eſſect, *cap. vlt. De teſtib. extra.* Et ſ'il y a anticipation, l'intimé le fait apporter, *Reluff. Traët. de dilat. Art. 9. gloſſ. vnic.*

c La taxe du port du procez ou autres procédures ſe fait par vn des Conſeillers de la grand' Chambre commis par la Cour à ceſte fin ſur la requête preſentee par le meſſager : & ſ'il y a anticipation de la part de l'intimé, le meſſager peut obtenir excoitoire pour ledit port du procez par moitié cōue l'appellant, & contre l'intimé. Au reſte tel excoitoire eſtant ainſi concédé & octroyé par la Cour, celuy qui eſt denommé pour payer le contenu en iceluy, n'eſt point receu à s'oppoſer, mais ſeulement à appeller de la taxe & excoitoire, ſ'il a bonne & legitime caule de ce faire, ainſi qu'il a eſté dit par arreſt prononcé aux grands iours de Poictiers le 17. iour d'Octobre 1531. ſinon qu'il allegue payement ou bien n'eſtre condamné par ledit excoitoire. Car alors il peut former oppoſition : veu qu'il n'eſt pas queſtion de l'eſſect de ladite taxe, dont on ne ſe peut plaindre, ſinon par appel.

DE LITIS CONTESTATIONE IN appellationis iudicio.

CAP. XI.

De litis contestatione in
appellationis
iudicio.



Dinceps nulla propè eſt inter curias omnes diſcrepantia in attendenda vltiori controuerſia: nam poſteaquam appellans inſtrumentum illud litis tranſmiſſum aſſeuerauerit, diemque quo apud ſuperioris ſcrinium id prolatum eſt, indicauerit, ſic ad liſem conteſtandā ſolet cōiri, vt appellans iudicium oppugnet, ſurèque appellatum cauſetur: aduerſarius autem proſuſus eſt contrario. Vterque etiam in prioris controuerſia inſtrumento,

actis que causa cardinem ponere se contestetur, ac ex his diiudicanda appellationis calculum porrigat. Atque ferè hanc sibi recipiunt facultatem, nempè, ut alius iniuria causas quàm quæ ex prioribus actibus illis emergant, cõmisi, afferreque liceat appellanti: necnon aliis tabulis instrumentisque causa sua adminiculi. Tamen si autem statutum sit, ut pro arbitrio curia milita ei instigatur, qui perperam in hanc contestationem pedem recusarit conferre: sunt tamen quadam causæ ob quas licet huic resistere, ut puta, si sententia à qua provocatum est, nullius momenti esse dicatur, & ex tempore res postuletur decidenda, aut quum appellanti exceptiones dilatoria obijciuntur, veluti si illicò post sententia pronuntiationem non appellavit: necnon si fructus nolit sequestris restituere, quos ex re controversa perciperit post sententiam, quæ illius rei fiduciaria possessio adversario permissa est, sublata quidem appellatione. Nam adversarius hanc inire contestationem nullatenus cogi potest, donec hi fructus fuerint restituti. Generaliter quoque ad hanc contestationem quis non compellitur, si quicquam pendeme litæ ab adversario exequendum flagitet, de quo in accipienda eiusmodi contestatione affirmet ius sibi à curia ex tempore redditum iri: aut appellationem instar illius, quæ à sententia vocali manarit, ex tempore, & perleita solius sententia scriptura definitur posse contendat. Verum, si ex illius qui hac excusatione usus est, animo res non successerit, ac ex tempore appellationi non sit finis impositus, & sumptus in eam rem impensis adversario, & sisco multam pro curia natu præbere dānabitur. Rursus si quis hac litis contestatione defunctus sit, amplius non potest inefficacem sententiam asseruere: neque etiam exceptiones, quibus non recipienda sit appellatio, opponere. Proinde si ius cui illa competunt, ex tempore de his statuendum optet minimè, poterit in hac contestatione accipienda eas adducere ac rogare, ut de his primo loco in appellationis definitione ius dicatur. Continuo autem instrumentum litis transmissum ab actuario iudici apud inferiores curias traditur: in supremis verò uniuscuiusque clas sis præses, stotis temporibus litium instrumenta, coactis conuocatisve confidensibus distribuitur. Sane in prima classe nullis diebus obseruatis, appellationum, quæ in consilio intimo agitanda exposita sunt, instrumenta distribuuntur.

Quibus causis adversarius litem contestati in sententia tabellariis appellatione non teneatur.

DE LA CONCLVSION OV PROCEZ

comme en procez par escrit, instruction de la cause apres la dite conclusion: ensemble des fins de non proceder.

CHAP. XI.

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Contestation en cause en l'instance d'appel. 2. Procez par escrit est distribué apres la conclusion du procez. 3. Distribution des procez par escrit se fait tous les mois en la Cour. | <ol style="list-style-type: none"> 4. De contumacer le defuillant pardenant les Commissaires à la Barre de la Cour. 5. Des foreclusions apres contestation en cause d'appel. 6. Es appellations verbales les parties sont tenues s'entrecõ- |
|---|--|

- municipier leurs pieces, suivant les Ordonnances.
7. De terminer & vuidier les causes d'appel par expedient.
 8. Appellant doit iustifier de son appel.
 9. De la fin de folle inimitation.
 10. De coter par les Aduocats és pieces ce qui fait pour eux.
 11. Des audiences à tour de roolles & par places.
 12. De plaider sur le champ en appellations verbales.
 13. De defendre à toutes Fins en cause d'appel.
 14. Vtilité d'alleguer Fins de non recevoir.
 15. De vuidier les appellations verbales sur le champ.
 16. De faire droit des Fins de non recevoir sur le champ.
 17. Des appellations interiettes des sentences donnees par contumace.
 18. De l'interpretation de l'Ordonnance parlant des vrais cōtumax, ou il fait trois difficultez.
 19. Des appellations lesquelles se vident comme procez par escrit és Cours inferieures par dessous la Cour de Parlement.
 20. Pour quelles causes on peut à bon droit differer & refuser de conclurre comme en procez par escrit.
 21. Ordonnance du Roy Loys 12. 1510. art. 29. cōme se doit pratiquer & entendre.
 22. Nullite de sentence empesche que l'on conclue comme en procez par escrit.
 23. Le recredentiaire peut empescher la conclusion ou procez en un cas.
 24. Declarer en concluant comme en procez par escrit les chefs de la sentence, de laquelle on est appellant.
 25. Ordonnance de l'an 1539. art. 114. comme s'entend.
 26. Comme doit estre entendu qu'il suffit un grief à l'appellant.
 27. La conclusion comme en procez par escrit, contre les Fins de non recevoir.
 28. Difference en ladite conclusion quant és Cours de Parlement & inferieures, pour le regard de recevoir production nouvelle.
 29. De recevoir à articuler faits nouveaux, tant par tesmoins, que par titres en cause d'appel.

2. Contestation en cause d'appel.

LAquelle conclusion comme au procez par escrit, ¹ est la contestation en cause d'appel de procez par escrit. Et si l'un ou l'autre ne veut conclurre comme au procez par escrit: celuy qui a interest à la poursuite, baille requête à la Cour à ce que le Procureur de partie aduerte vienne conclurre dedans le temps de l'Ordonnance, à la peine de l'amende en son nom proué. Et s'il

Et s'il differe & allegue quelque cause, pour laquelle il n'est tenu conclurre, il le fera appeller en iugement en la Chambre du plaidoyer, pour conclurre comme au procès par escrit. Et luy sera enjoint par la Cour, de conclurre dedans certain temps : à la peine d'amende en son nom priué. Combien que par l'Ordonnance du dixhuitiesme iour de Ianuier 1528. le Procureur doit conclurre dedans trois iours apres la cote dudit iour, sans attendre qu'on baille requeste. Et par apres ladite conclusion, le procès par escrit est distribué & baillé à vn des Messieurs pour en faire son rapport à la Cour. Et se fait tous les mois distribution des procès par escrit, sçauoir est, qu'il est ordonné, quels procès, & à qui ils sont distribuez, pour estre par apres baillez selon ladite distribution. En ce qui reste de la procedure & cause d'appel, n'y a plus difference entre le Stile des Cours de Parlement & des Cours Royales, & autres inferieures, soit en appellation verbale, ou en procès par escrit, fors quant és defauts, qui se donnent à la Barre, pardeuant les Commissaires : desquels nous traiterons icy briefuement, à fin de paracheuer toutes manieres de contumaces.

Donc si vne des parties a baillé requeste pour auoir Commissaires, pour les ouïr sur quelques choses, qu'elle veut requerrir pardeuant eux en la cause d'appel : elle fera signifier ladite requeste respondue par ladite Cour au Procureur de la partie aduersé : & s'il ne compare à la Barre ledit iour pardeuant les Commissaires, sera donné contre luy défaut ou congé, sauf trois iours : & s'il ne compare dedans lesdits trois iours, sera donné défaut ou congé, sauf lendemain, & sans plus l'appeller, lequel sera signifié au Procureur du defaillant, & sera enregistré & deliuré trois iours apres à la partie, pour le profit en estre adiugé par les Commissaires, ou par la Cour à leur rapport. Et s'il est iugé par les Commissaires, il n'y a point de voyage pour aller faire taxer les despens : ainsi qu'il est dict par les Ordonnances du Roy, faictes sur l'abbeuiation des procès, & publiees le 28. iour de Ianuier 1528.

Et si apres qu'il est conclud en procès par escrit, l'une des parties ne fait ce qu'il est ordonné qu'elle fera : elle en sera forclosé & deboutée, comme si elle auoit à bailler griefs, produire, ou à bailler contredits & saluations : & sera ordonné, qu'il sera iugé, par ce qui sera trouué par deuers la Cour.

Après qu'auons exposé toutes les formes de contumaces en la cause d'appel, reste à declarer la maniere de proceder quand les deux parties comparoissent, & en premier lieu quand és appellations verbales, les parties sont tenues communiquer les vnes aux autres toutes leurs pieces, pour obuier à surprinsé : ainsi qu'il est dict par les Ordonnances du Roy Charles VII. art. 58. & 59. Et meismement l'appellant doit fournir de son acte d'appel.

Et par Ordonnances de la Cour, publiees le 24. iour de Ianuier, l'an 1535. est commandé aux Procureurs, que dedans quinzaine apres qu'ils auront escrit, signé & paraphé de leur main le iour qu'ils ont receu

2. Procès par écrit est distribué apres la conclusion au procès.

3. Distribution des procès par écrit se fait tous les mois en la Cour.

4. De contumacer le defaillant pardeuant les Commissaires à la Barre de la Cour.

5. Des forclusions apres cōstitution en cause d'appel.

6. Es appellations verbales les parties sont tenues s'entrecommuniquer leurs pieces suiuant les Ordonnances.

7. De terminer & vider les causes d'appel par expédition.

les procurations, missiues, memoires, instructions ou exploits des parties; ils aduisent ou facent aduiser par le Conseil, si la matiere est soutenable, soit du costé de l'appellant ou de l'intimé és appellations verbales; ou és procès par escrit, qui se peuuent vuidier sur le champ par l'Ordonnance, & s'ils trouuent qu'ils ne doiuent soutenir, qu'ils le déclarent au Procureur de partie aduerse, pour passer l'appoinctement en iugement, ou ils n'auroient procuracion pour acquiescer, & s'ils ont procuracion pour acquiescer, qu'ils ne passent hors iugement, sur peine de cent sols parisis d'amende, & à prendre & leuer sur celuy que lon trouuera n'auoir obey à ce que dessus. Ce qu'on appelle communement, passer par Expedient. Et combien queladite Ordonnance ait esté faicte pour le soulagement des parties plaidoyans: toutesfois il a esté trouué qu'elle vient grandement au dommage desdites parties; car aucuns Procureurs apres auoir faict deliberation d'une cause d'appel avec notables Aduocats de ladite Cour, & auoir enuoyé icelle signee desdits Aduocats à sa partie, quinze iours ou trois sepmaines apres, sans que la cause fust au Roolle, ledit Procureur passe par Expedient, & acquiesce, & donne cause perduë à sa partie, avec condamnation de despens: lesquels se monterent quatre vingts liures & plus, dont appert que c'est bailler trop grande licence aux Procureurs & Aduocats, de faire vn Arrest par l'aduis de deux ou trois: combien que par les Ordonnances du Roy Charles septiesme, qui en ce estoient fort loüables, pour donner vn Arrest, fust la cause petite ou grande, il falloit qu'il y eust dix Conseillers & vn President assemblez: car on a veu autresfois aduenir, jaoit que l'Aduocat d'une partie declarast n'auoir cause valable pour soutenir, que toutesfois le President, à la remonstrance que faisoit la partie qu'elle auoir bonne cause, mais que son Aduocat ne vouloit plaider, auroit fait reciter le faict par l'Aduocat, & iceluy ouï, & partie aduerse en ses defences au contraire: la partie de laquelle la cause auoit esté abandonnee, la gaigner, & ne dict-on point pour neant par vn commun proverbe, que plus voyent deux yeux qu'un: car ce a tousiours esté cogneu & esprouué, que quand vne chose est veüe par plusieurs, la verité en est tousiours attainte & trouuee: car Dieu l'a reuelé par fois aux moindres: au moyen dequoy n'y a apparence en vne maniere de briefueté d'expedition qu'on dict n'agueres auoir esté inuentee, & mesmement és Grands-Jours, de vuidier les procès par trois ou quatre personages: car aucunesfois pensera lon qu'un procès ne soit de consequence ou de difficulté, ou les choses bien examinees, on trouuera le contraire. D'auantage, les Ordonnances qui permettent aux Iuges Royaux d'excuter leurs sentences, nonobstant l'appel, & sans prejudice d'iceluy, veulent qu'ils appellent quatre ou en aucunes matieres six Conseillers ou Aduocats. Toutesfois y a encotes remede: car on peut faire reparer par appel: ou quand il est dict par Arrest, il n'y a plus de remede, au moins qu'il ne soit fort difficile & de grand coust: ce que j'ay bien voulu cy escrire, à fin qu'il puisse venir à la notice de ceux qui y peuuent pour-

voir, & que par leur bonne prudence il y soit donné ordre : car jaoit qu'il faille abbrevier les procès, neantmoins il se doit faire par moyens moins endommageables pour les pauvres parties, lesquelles ont assez d'afflictions d'ailleurs. Et s'il y auoit Chambre où lon plaidoyast par chacun iour les Appellations verbales, on espereroit auoir grande abbreviation de iustice : car au moyen de longueur qui est à faire vuidier Appellations verbales, on est souuent contraint pardeuant les Iuges inferieurs de faire procès par escrit, de ce qu'on feroit vuidier sur le champ.

Mais pour retourner à ce qu'auons delaisé, il faut ^d que l'appellant soit en appellations verbales, ou en procès par escrit, declare ou cote le iour de son appel, & en informe par acte authentique, autrement il doit dechoir de son appel : comme il est dict és Arrests mis en Latin, qui sont en la fin du Stile de la Cour de Parlement, en l'Arrest 174. car il faut que l'appellant iustifie son appel, ^e & qu'il a appellé *Jllecò* : ou sil n'a appellé *Jllecò*, qu'il en soit releué : ce qu'il ne peut monstrier deüement sans informer du iour & acte de sondit appel. Et combien que selon disposition de Droit commun, ^f l'appellant ne soit point tenu de iustifier son appel en aucun cas : toutesfois selon nostre commune vñance & stile de ce Royaume, l'appellat est tenu de monstrier que son appel est bon & soutenable, ^g soit en appellation verbale, ou en procès par escrit : non en vn cas, sçavoir est, en cas que la sentence soit donnee par contumace : auquel cas l'appel a accoustumé se vuidier par appellations verbales en la Cour de Parlement, jaoit qu'és Cours inferieures il se vuide comme au procès par escrit : car en ce cas il faut que l'intimé monstre que l'adiournement & defaults dont procede la contumace, soient bien venus & entretenus, & encores est necessaire en cas, que l'appellant verifie, ^h qu'il aye appellé *Jllecò*, lors que la sentence luy a esté signifiée. Et qu'en autre cas l'appellant soit ⁱ tenu iustifier son appel, il est tout euident : car en appellations verbales il doit informer de l'appoinctement duquel il est appellant, & en procès par escrit il doit faire porter le procès, & en appellations verbales chacune des parties enuoye ses pieces à son Procureur, qu'elle voit luy seruir pour la cause d'appel.

Auant qu'entrer à plaider les causes d'appel en appellations verbales, il faut si l'une des parties est follement intimée ou anticipée qu'elle l'alle- ^{9. De la fin de} ^{folle intimation.} gue, & les moyens, & conclurre en folle anticipation ou intimation, & à despens, dommages & interets de l'assignation. Et pource par lesdites Ordonnances de ladite Cour du quatriesme iour de Ianuier 1535. k est enjoint aux Aduocats, de ne proposer aucunes parties estre follement intimées, ou anticipées en la Cour, que premierement ils n'ayent veules exploiés, & qu'ils ayent bonne matiere de ce faire, & ce sur peine de quarante sols parisis d'amende : car bien souuent la Cour est par ce detenuë longuement.

Et à mesme fin est enjoint par ladite Ordonnance ^l aux Aduocats,

10. *De coter par les Aduocats & pieces qui fait pour eux.* à mesme peine, de cotter leurs pieces, és endroits où elles seruent à la matiere, à fin que promptement ils le puissent trouuer & lire quand la Cour leur commandera : & s'ils sont trouuez coustumiers d'estre en ce negligens, ils seront punis de peines arbitraires.

11. *Des Audiences à tour de roolle & par placets.* L'appellant en appellation verbale doit estre prest de plaider ses causes d'appel, comme aussi l'intimé de defendre en icelle, quand ils sont appelez à tour de roolle, ^m soit en la Cour de Parlement, ou en Assise deuant les Iuges inferieurs, & ne doiuent auoir aucun delay, moyennant despens n'autrement.

12. *De plaider sur le champ en appellations verbales.* Voire ⁿ par les Ordonnances dernieres publiees en l'an 1539. art. 119. est dict, que jacoit que la cause ne soit au roolle, toutesfois si par placets le President baille audience, & qu'il ait fait commandement par deux fois à la partie de venir prest pour plaider à certain iour, & qu'il ne se fy trouue, ou qu'il ne soit prest de plaider : sera baillé contre ladite partie exploit de congé simple, ou de congé defaut, selon la qualité de la matiere. Lequel sera de releffect, comme s'il estoit baillé à tour de roolle : & ne pourra estre rabbatu par lettres Royaux, n'autrement.

13. *De defendre à toutes fins en causes d'appel.* L'intimé apres les causes d'appel de l'appellant plaidees, doit premierement alleguer les fins de non receuoir, ^o & par apres incontinent les fins peremptoires. P

14. *l'utilité d'alleguer fins de non receuoir.* Et combien qu'en matiere d'appel comme d'abus, on ne recoiue fins de non receuoir, pour le regard de dire, bien ou mal appellé, toutesfois n'y faut oublier d'alleguer lescdites fins de non receuoir : car par le moyen d'icelles, si elles sont trouuees bonnes & pertinentes, l'intimé eutera condamnation des despens de la cause d'appel, jacoit qu'il soit dict bien appellé : & ainsi fut dict par Arrest de ladite Cour le septiesme iour de Mars 1529.

15. *De vuides les appellations verbales sur le chāp.* Es Cours Royales, & autres inferieures, le Iuge, apres les parties ouyes en la cause d'appel, doit vuides sur le champ, ou bien ordonner que les pieces seront mises par deuers luy, sans en faire procès par escrit, pour en ordonner comme de raison : car puis que le Iuge *à quo* l'a vuidé sur le champ, le Iuge *ad quem* ne doit point faire procès par escrit, sinon que les parties le consentent. Et au regard de la Cour de Parlement, quand elle ne vuides les appellations sur le champ, elle appointe les parties au Conseil, aucunesfois sans contredits, par fois avec contredits, & saluations, & ordonne que les Aduocats corrigeront leur plaidoyer dedans trois iours : lesquelles matieres appointees au Conseil sont merueilleusement de longue expedition, parce qu'elles ne se vident que par les Conseillers de la grand' Chambre : combien qu'on dict auoir esté fait Edict par le Roy, ^a par lequel il est dict que lescdites matieres pourront estre distribuées aux autres Chambres, & vuidées par icelles, comme aux autres procès par escrit. Lequel Edict est tres-loüable, & seroit l'utilité de la chose publique, & des pauvres parties, qu'il fust obserué. Et y a vne tres-bonne Ordonnance du Roy Charles VII. par laquelle est dict, que quand vne matiere est appointee au Conseil, le premier iour de Conseil

sur quelque autre expedition d'autre matiere, le Registre des playdoies prochaines soit promptement despesché & apoincté tandis que les Conseillers ont fraische memoire, & qu'à ceste fin audict iour le Greffier apporte ledict Registre: mais ce est mal gardé.

Si le Iuge voit que les fins de non recevoir soyent apparens & manifestes, il en doit faire droict promptement, & declarer l'appellant non receuable comme appellant, sans regarder ne discuter s'il a esté bien ou mal iugé par le Iuge à *quo*, & ainsi est practiquee & entendue l'Ordonnance du Roy Loys 12. Article 29. de laquelle nous parlerons plus amplement, en traitant des appellations qui se voident comme procès par escrit.

Et pource qu'auons dict cy dessus que les u Appellations interiettes des Sentences de Contumace, sont plaidees en la Cour de Parlement comme appellations verbales, & que ja en auons commencé à toucher faut entendre que par les Ordonnances dernieres, Article 28. & 29. est dict que les vrais contumax ne seront receus x comme appellans, ains quand à la deduction de leur cause d'Appel, & defenses au contraire, appert que par vraye desobeissance & contemnement de iustice ils n'ont voulu comparoir, seront declarez non receuables comme appellans, & ordonné que la Sentence dont a esté appellé sortira son plein & entier effect, y & sera executee nonobstant oppositions ou appellations quelconques. Toutesfois s'il y a quelque doute sur la contumace, & que l'appellant allegue aucunes defenses peremptoires, dont il fait promptement apparoir, à tout le moins sommairement, luy sera donné vn seul Delay pour informer pleinement de seldictes defenses, tant par lettres que par tesmoins: & la partie au contraire, aux despens d'iceluy appellant: pour le tout rapporté leur estre fait droict sur la cause d'appel, sans autre delay ne forclusion.

On fait plusieurs doutes sur l'interpretation de ladicte Ordonnance, de sçauoir qui est vray contumax: car on dict en Droit, z que c'est celuy qui respond au Sergent de l'adiourné, qu'il ne comparoistra point, mais ce ne peut gueres aduenir. Parquoy semble qu'il se doit entendre quand la partie a esté adiournée en sa personne, & n'allegue excuse notable pour laquelle n'a peu comparoir: comme si elle alleguoit le Messager par lequel elle a enuoyé ses pieces, estre mort en chemin, ou n'auoir peut passer par le moyen des eauls, ou quelque autre empelchement. L'autre doute est comment se doiuent entendre ces mots *quand on fait doute en la contumace*: sçauoir est, si on fait doute que les Defauts soyent bien venus, ou entretenus, & serois d'aduis qu'ainsi se deussent entendre. Le tiers & plus grand doute est si ladicte Ordonnance doit estre entendue des sentences donnees par les Iuges Royaux & autres inferieurs, & en autres cas qu'en ceux, esquels est permis par les autres Ordonnances de executer les Sentences, nonobstant oppositions ou appellations quelconques: car si elle ne parloit que des cas, esquels est permis par les autres Ordonnances executer les Sentences, nonobstant opposition ou

16. De faire droit des fins de non recevoir sur le champ.

17. Des appellations interiettes des sentences donnees par contumace.

18. De l'interpretation del'Ordonnance parlée des vrais contumax: ou il fait trois difficultez.

appellation elle seroit superflüe, & semblablement si elle ne s'entendoit, sinon quand les causes d'appel seroient vuidees en la Cour de Parlement: car lors seroient atrefts qui de leur nature sont executoires, nonobstant oppositiōs ou appellations. Au moyen de quoy me semble que ladite Ordonnance doit estre entendue des sentences donnees par Iuges Royaux ressortissans nuëment en la Cour de Parlement en autre cas, qu'en ceux desquels par les Ordonnances est permis executer les sentences par dessus l'appel, mais non pas des autres Iuges Royaux inferieurs, ou des iurisdic-tions subalternes, afin que ladite Ordonnance opere de quelque chose. Et faut entendre que par cy-deuant les appellations interjettees des sen-tences donnees par contumace se vuidoient comme appellations verba-les. Mais aujourdhuy elles se vuident comme procez par escrit. Parquoy commeyn appellant de telle sentence ne voulust conclurre comme au procez par escrit, disant qu'elle se deuoit vuidre comme appellation ver-bale: l'intimé par requeste presentee à la Cour, l'appelle pardeuant deux Commissaires à la Barre: la cause mise en droict pardeuant eux, ils or-donnent que l'appellant conclurra comme au procez par escrit: & le con-damnent és despens de la contestation.

19. Des appel-
lations lesquel-
les se vuidēt cō-
me procez par
escrit és Cours
inferieures par
dessus la Cour
de Parlement.

Les appellations ^a verbales ainsi expediees, venons aux appellations comme en procez par escrit. Nous auons dit cy-dessus qu'auant que con-clurre comme en procez par escrit, il faut que le Procureur de la partie qui poursuit ladite conclusion, cōtte au Procureur le iour que le procez par escrit a esté mis au Greffe. Mais és Cours Royales & inferieures, jaoit que le procez par escrit n'ait esté apporté au Greffe du Iuge *ad quem*: il ap-pellant & l'intimé ne laissent à conclurre comme au procez par escrit: mais par le registre de ladite conclusion est dit que l'appellant sera tenu de faire apporter les sacs, & l'intimé fournir de la sentence en forme de cer-tain temps: & outre l'appellant de griefs, & l'intimé de responses à griefs dedans autre temps.

20. Pour quelles
causes on peut à
bon droit diffé-
rer & refuser de
conclurre cōme
en procez par es-
crit.

L'intimé doit regarder s'il y a point de fins ^b de non receuoir contre l'appellant auant que le receuoir à conclurre comme au procez par escrit. Et s'il en y a, doit dire qu'il n'est tenu de conclurre comme au procez par escrit, parce qu'il y a telle fin de non receuoir, iusques à ce qu'il luy soit fait raison de ladite fin de non receuoir. Et faut qu'il luy soit fait raison par le Iuge, ou par la Cour prealablement. Et si la cause est pendant en la Cour, faut pour iuiure audience, comme en vne appellation verbale. Et ainsi se doit practiquer & entendre l'Ordonnance du Roy

21. Ordonnance
du Roy Loys 12.
1510. Art. 29.
comme se doit
practiquer &
entendre.

Loys douzielme Article vingt neuf, de laquelle n'agueres auons parle. Toutesfois aucuns iuges inferieurs reçoient les parties à conclurre com-me en procez par escrit, sans preiudice des fins de non receuoir: desquel-les il sera fait raison en iugeant le procez: mais ledit stile est contraire à la-dite Ordonnance, laquelle est fondee en bonne raison: car s'il y a fin de non receuoir, il ne faut point voir le procez par escrit, parce que com-munement la fin de non receuoir se peut vuidre en voyant vn ou deux registres ou actes: & faut grands espices pour voir le procez par escrit.

Neantmoins quand la fin de non recevoir ne se peut voider sur le champ, il me semble bon que le Juge recoiue les parties à conclure sans preiudice desdits fins, & qu'il reserve à en faire droit en jugeant le proces, & non pas qu'il appointe les parties en droit sur lesdites fins de non recevoir avant qu'elles ayent conclud comme en proces par escrit: car il pourra ensuiure appel de la sentence qui sera donnee sur ladite fin de non recevoir, par lequel sera retardé le principal, lequel ne se voidera par aduenture par ladite fin de non recevoir, pour autant que l'appellant en sera releué par lettres Royaux ou pour quelque autre cause.

Plus on peut empescher ladite conclusion comme en proces par escrit, si l'appellant veut soustenir la sentence estre nulle: & apparoit de la nullité par la lecture de la sentence, ou d'autres actes, dont il fera promptement apparoir, ou que le proces par escrit par autre moyen se peut voider sur le champ: mais aussi la cause de ladite nullité ou ledit proces par escrit n'est voidé sur le champ, & que la Cour ordonne que les parties concluront comme en proces par escrit, nonobstant ladite nullité, l'appellant sera condamné és despens enuers la partie pour auoir fait apprestre son Aduocat, & de la plaidoirie, & en l'amende enuers le Roy à l'arbitration de la Cour, & le procureur de la partie qui a refusé temerairement de conclure, & l'Aduocat qui l'a conseillé seront condamnés en quarante sols parisis: comme il est dit par les Ordonnances faites par la Cour le dixhuitiesme de Ianuier mil cinq cens vingt huit, article neufiesme.

22. Nullité de sentence empesche qu'on conclue comme en proces par escrit.

Semblablement le recredentiaire auquel est adiuee la recreance, si la partie appellant de ladite sentence de recreance, depuis la sentence a leués les fruits: & ledit appellant pour suiure le recredentiaire de conclure comme en proces par escrit, le recredentiaire peut dire n'estre tenu de conclure comme en proces par escrit iusques à ce que l'appellant ayt mis entre ses mains lesdits fruits leuez puis ladite sentence, ainsi qu'a esté dit par arrest le septiesme iour de Mars mil cinq cens trente. Mais il faut entendre cela quand les fruits sont liquidez: car s'ils ne sont liquidez, il suffit de bailler caution suffisante d'iceux rendre apres qu'ils seront liquidez. Toutesfois esdits fruits ne viennent les distributions ordinaires du Benefice, mais elles sont reservees és dommages & interets. Et non seulement le resignataire auquel est resigné, apres auoir perdu la recreance d'un Benefice, doit rendre les fruits par luy leuez depuis la recreance adiuee: mais aussi il doit rendre les fruits perçus par son resignant depuis la sentence de recreance: comme escrit monsieur Rebuffe és Commentaires par luy faits sur les Ordonnances Royaux au premier Tome: où il allegue deux arrests, l'un de la premiere limitation du dixiesme iour de Ianuier, l'an mil cinq cens trente trois: & l'autre touchant ledit resignant & resignataire, de l'onzieme iour de May mil cinq cens quarante & deux. Aussi ce luy qui est appellant de l'adiudication de quelque fond faite à la partie aduersé, & pendant son

23. Le recredentiaire peut empescher la conclusion en un cas.

Appel il leue les fruiçts dudit fond il est veu renoncer à son Appel.

24. De declarer
en concludans
comme en pro-
cès par escrit les
chefs de la sen-
tence de laquel-
le on est appel-
lant.

Par les Ordonnances dernières Article 114. & 15. est dict, que si la Sentence dont a esté appellé contient plusieurs chefs, il faut qu'en concludant au procès par escrit, l'appellant declare les chefs esquels il veut conclurre, & qu'il conclue quant esdits chefs, & quant aux autres, qu'il consente que ce dont a esté appellé sorte son plein & entier effect: autrement & à faute de ce faire, sera en tout & par tout déclaré non receuable kk comme appellant sans esperance de Relief. Et pour chacun desdicts chefs & articles separés y aura amende, sinon qu'ils fussent tellement conioincts, que la decision de l'un emportait la decision de l'autre.

25. Ordonnance
de l'an 1539. co-
mes entend.

Mais ladicte Ordonnance selon mon aduis doit estre entenduë, quand l'intimé requiert que l'appellant declare lesdicts chefs, & a insisté qu'il n'est ll tenu de conclure, iusques à ce qu'il ayt déclaré lesdicts chefs. Car tous benefices de Droicts s'entendent quand la partie les requiert. Autrement combien que la Sentence contienne plusieurs chefs si en vn chef l'appellant a bonne matiere, il obtiendra en la cause d'Appel pour ce regard, & aura les despens entierement de la cause d'Appel: car à l'appellant suffit vn mm grief. Toutesfois quant au principal la sentence au parfus mis hors ledit chef sortira son plein & entier effect: car le Iuge ad quem fera ce que deuoit faire le Iuge a quo, pourautant qu'il deuoit distinguer les chefs.

27. La conclusio
come en procès
par escrit contre
les fins de non
recevoir.

Après que les parties ont conclud comme au procès par escrit, l'on n'est plus receuable à alleguer les Fins de non recevoir, car elles sont toutes vuidées & tollues par ladicte conclusion: par ce qu'elle equipolle à contestation de cause comme dict est cy dessus. Voir le Iuge par ladicte conclusion reçoit le procès pour iuger: & vaut autant ladicte reception que l'appoinctement en droit.

28. Différence en
ladite conclusio
quant es Cours
de Parlement &
inferieures, pour
le regard de re-
cevoir production
nouuelle.


Et en la Cour de Parlement on conclud comme au procès par escrit ioincts les Grieffs & production nouuelle de l'appellant, suivant l'Ordonnance nn du Roy Charles huitiesme. Mais es Cours Royales & inferieures on conclud seulement ioincts les Grieffs, sans adiouster la production nouuelle, & a l'on communément lettres Royaux pour estre receu à produire de nouuel quelque piece, quand en est mestier. Toutesfois ie pense que les Iuges Royaux & inferieures pourroyent aussi bien recevoir les productions nouuelles sans lettres que la Cour de Parlement.

29. De recevoir
à articuler, &
prouver faicts
nouueaux tant
par tesmoins que
par titres en
cause d'appel.

Neantmoins soit en ladicte Cour, ou autres inferieures, si on veut articuler & prouuer Faicts nouueaux par tesmoins ou par titres, il conuient auoir Lettres Royaux, & par icelles articuler lesdicts Faicts, & afin d'y estre receu, soit en la Cour de Parlement, ou es autres Cours, & combien que selon le Droit escrit on y seroit receu: toutesfois par nostre Stile il faut que ce soit avec benefice du Prince & Lettres Royaux, oo & à la charge que partie aductse y pourra respondre, & faire preuue au contraire, le tout es despens de celuy qui voudra proposer nouueaux Faicts.

faits. Ce qu'aussi il faut offrir par les lettres Royaux: autrement elles ne seroient ciuiles. Pareillement, jaçoit qu'on soit receu à produire de nouveau, toutesfois ce doit estre entendu en refondant les despens des cōtre-dits. Et par les Ordonnances du Roy Loys P. XII. art. 30. est dict, que si les parties concluent simplement comme au procès par escrit, on ne receura la partie à produire sans lettres Royaux: par lesquelles elle sera tenuë de declarer la piece, le fait, & la fin à laquelle elle veut la produire. Et ne seront les parties receües à produire qu'à vne fois, & ne seront receües les productions depuis que le procès sera mis sur le Bureau.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XI. De la conclusion au procès, &c.

a  *Vid. Pap. Dec. qu. 14. & 587. parle de telle conclusion au procès, comme aussi P. norm. in cap. p. sistorali. De causa poss. & propr. DD. in l. p.rolaiam. Cod. de sent. & interloc. omni. iudic.*

b Article 9.

c Cecy est pris des Annotations mises par nostre Autheur sur le Chap. 9. cy dessus.

d Cecy est aussi tiré des mesmes Annotations sur ledit chap. 9.

e *Guid. Pap. Dec. qu. 20. L'appellant doit monstrier que la sentence est iniuste, & faire apparoir des actes de la cause. Salsic. Bart. & Paul. de Castr. in l. hi qui. C. de appellat. Specul. tit. de sent. §. fin. versic. sed nunquam, & Bald. ib. in addit. Bart. in l. 1. D. si tut. vel cap. appell. Idem Bart. Paul. Alexander, & Iason in l. 2. C. de idendo. Feder. de sent. Consil. 202. cap. vt debuit. extra de appellat. L'appellant en matiere ciuile doit faire apporter le procès à ses despens, & l'intimé faire apparoir de la sentence donnée à son profit, comme il a esté dict cy dessus, fors quand il y a anticipation. L'appellât doit iustifier de son appel, l. non ignorat. C. qui acc. non possunt. l. quotiens §. Qui dolo. D. de probat. Arrest du 24. Mars auant l'assises 1524. Rebuff. traict. de autcep. art. 1. gloss. 1. num. 6.*

f *Felin. in cap. qu. d. ad consolationem. num. 25. extra de re iud. l. vlt. §. vlt. C. de temp. appell. cap. Romana §. si vero de appell. in 6.*

g Contre la disposition ciuile, in l. ampliore. C. de appell. & in Auth. de hi qui ingrediuntur ad appell. seu Nouell. 49. & in d. cap. vt debuit. extra de appellat. Et autres textes citez cy dessus sous la lettre c.

h *Bart. in d. l. 1. D. si tutor vel curat. appell. secundum ius commune ubique probatio fit ex actis, appellanti ea incumbit.*

i Si l'appellant nie auoir esté adiourné ou appellé, ou bien qu'il ait esté fait quelque chose en l'instance principale, l'intimé en doit faire apparoir, d. Nouell. 49. De hi qui ingrediuntur ad appell. §. 1. in verbis illis, & ita victores potiantur sententiam, si eas recte habere monstrauerint.

k Art. 5. de ladite Ordonnance de la Cour.

l Art. 2. de la mesme Ordonnance.

m Voyez le Stil nouuel du Parlement François, & le 3. liure de la Conference des Ordonnances, tit. 1.

n Cecy est pris des Annotations mises sur ledit chap. 9.

o Cecy est aussi pris des mesmes Annotations.

p *Dilatoria exceptiones post litem contestatam opponi non possunt, l. 19. C. de probat. l. pen. & vlt. C. de except. Et autres cy-dessus alleguees des Annotations du chap. 31. liu. 1. Par les Ordonnances du Roy Loys XII. 1510. art. 29. & de François I. 1535. chap. 8. art. 5. mises au 3. liure de la Conference des Ordonnances, titre 1. il est expressément dict*

K K k k

que les fins de non recevoir ou de desertion seront voides avant que concluttre au procès. Notez qu'és appellations verbales il ne faut concluttre en icelles, sinon en plaidant à l'Audience, comme si c'est vne requeste ou prouision, desertion, ou si l'appellant renonce à son appel, & ne veut soustenir iceluy. *Rebuff. tom. 1. tract. de sent. provis. art. 1. gl. 12. num. 5. 6. 7. & 8.* La desertion est reputée couverte quand il y a conclusion au procès par escrit, & furent les parties mises hors de Cour & procès pour ce regard: & ordonné derechef que les parties concluroient au procès, par Arrest du 15. iour d'Auril 1586.

q Cest Edict dont fait mention nostre Auteur, n'est imprimé, & ne se trouue point, & quand bien il se trouueroit, telle chose ne se pratique nullement.

r 1446. art. 9. & 1455. art. 120. Loys XII. 1507. art. 49. François I. 1555. ch. 1. art. 79. mises au 1. liu. de la Conference des Ordonnances, tit. 12.

s 1110. art. 23. Il y a faute presque en toutes les Impressions Françoises, où cest art. est corré, art. 129. Voyez encores l'art. 32. de la mesme Ordonnance, mis & rapporté au 3. liure de la Conference des Ordonnances, tit. 1.

t Cy dessous en ce mesme chap.

v Ceyc est encores tiré des Annotations Latines, sur le chapitre 9. de ce second liure.

x *L. & post. edictum. §. ult. D. de iudi. iis. Bart. in l. ult. D. de in integr. rest. nu. 11. Gloss. in cap. vñ. extra de dola & contumac. Et les vrais contumax ne sont receus appellans, l. properandum. §. cum autem eramosdium. C. de iudic. l. 1. C. Quor. lapp. non recip. d. l. & post. edictum. D. de iudic. l. ex consensu. §. fin. D. de appellat. l. contumacia. D. de re iudic. cap. inter monasterium, extra de sent. & re iud. cap. fin extra de emp. cap. per tuas, extra de appellat. 2. qu. 6. §. diffinitiva versic sunt quorum. cau. de illicita 2. qu. 3. l. si is quem. C. de lib. causa.*

y *Fallit in minore Hippolyt. fong. 377. contumax.*

z *L. Contumacia §. 3. §. contumax. D. de re iudic. l. 73. D. de iudic. DD. in l. Fulcinus 7. §. ult. D. Quib. ex caus. in poss. eatur. Specul. tit. de contumacia, & tit. de appell. §. 1. tit. de citat. §. vñ. verbo quid ergo.*

a *Rebuff. tom. 1. tract. de sent. provis. art. 7. gl. 12. nu. 3. & 4. Socin. in cap. vñic. col. ult. Delit. cont. extra. Fundatur hac praxi in l. eos. C. de appellat.*

b Nostre Auteur recite quatre cas, et quels la conclusion au procès comme en procès par escrit est empêchée. *Primò*, par les fins de non recevoir. *Secundò*, par la nullité de la sentence. *Tertiò*, quand la partie ne veut mettre les fruiçts és mains du Sequestre, lesquels il a prins & pereus apres la sentence, & puis ledit appel. *Quarò*, sil y a quelque prouision qui se peut adruiger sur le champ, ainsi qu'il a esté monstré cy dessus és Annotations, sur le chap. 9. de ce second liure.

c La resignation faicte apres la recreance adiogée, le resignataire est tenu à tous les despens, & ne sera subrogé sil ne les paye: mais si la resignation est faite avant la sentence de recreance, il ne doit que les despens de son temps. Arrests des 13. Auril 1540. donné en la grand' Chambre, plaidans Corlieu & du Bois, & du 11. iour de May 1542. entre Gilles Durant & Pierre Combaut, recité par *Rebuff. tom. 3. tract. de caus. benef. poss. art. 11. gl. vñic. num. 11. & 12.* Il dict encores que l'Ordonnance n'a point de lieu, si la resignation est faicte auant le procès, & suffit seulement au resignant de dire & declarer qu'il a resigné à tel qu'il nommera & declarera, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 15. iour de Ianuier 1545. recité par *Rebuff. ib. tract. de caus. benef. poss. art. 11. gloss. vñic. num. 10.*

d Mesmes en matiere prophane, per l. *statu liberatione. D. de statu lib.* Arrest du 13. iour de May 1544. recité par *Rebuff. tom. 3. tract. de caus. benef. poss. art. 12. gl. vñic. nu. 12.* Papon liure 8. des Arrests, tit. 10. Arrest 5. Si l'intimé ne veut rendre les fruiçts liquides, & donner caution pour ceux qui ne sont liquides, l'appellant n'est tenu de conclurre. Arrest donné en la grand' Chambre le penultiesme iour de Iuillet 1517. recité par *Rebuff. tom. 3. tract. de sent. provis. art. 2. gl. 12. num. 10.* Autre & pareil Arrest du 10. iour de Ianuier 1535. tract. de sent. execut. art. 9. gl. 3. num. 8. & 9.

e L'Arrest du 10. iour de Ianuier 1555. cy deuant recité par *Rebuff. tract. de sent. onec. art. 9. gl. 3. num. 8.* est pareil.

f Rebuffe au lieu sus-allegué, art. 9. gl. 3. no. 10. & 11. *Vide Innoc. in cap. ex parte & de rescript. & Angel. in l. vlt. C. de temp. appell.* où ils disent que si vn appellant spolie sa partie de la possession de la chose contentieuse, il est tenu pour auoir renoncé à son appel. Ce qui est aussi suiuy & rapporté par *Decim. Consil.* 103.

g Rebuffe le corte du 10. iour de l'auier 1535. au lieu sus-allegué, & en autre endroit de l'an 1515. Voyez Papon liure 8. des Arrests, tit. 10. Arrest 5.

h Patell Arrest du 13. iour d'Auril 1540. recité par Rebuffe tom. 3. *tract. de causis benef. poss.* art. 11. gl. vn. num. 12. Le reestablishement ou restitution des fruiets se peut demander iusques à la conclusion du procès. Arrest du 16. iour de May 1511. Et ne doit le Iuge Ecclesiastique aduertir de reestablishir: mais luy doit estre deniee toute audience pardeuant le Iuge lay. Arrest du mois de Mars 1519. *Rebuff. tract. de sent. exec. art. 9. gloss. 3. num. 16.*

i Cecy est tiré des Annotations mises sur le 9. chapitre de ce 2. liure des Institutions Forenses.

k Cap. 1. in fine de elect. in 6.

l Cap. cum cessante extra de appellat. Bald. in l. 1. C. sent. ref. non posse. Guid. Pap. Dec. quest. 38. ab omni grammate appellatur iure canonico, cap. vi. debitu. cap. cum sis Romana, cap. ex parte, cap. super eo 2. extr. de appell. Auth. statuimus. C. de Episc. & cler. l. qui Roma. §. Scia. D. de verb. obligat. debet probare merita appellationis sua, l. 27. & 71. §. vlt. D. de appellat. l. vlt. D. si pend. app. mor. inter n. Paul. lib. 5. sent. 111. 35. & 71. l. 33. C. de appell. *Rebuff. tract. de appellat. art. 71. gl. vlt. num. 42. & 43.* Ragueau en son Indice, in verbo, Grieffs. Et non audiuntur appellationes, nisi i quorum interest. l. 1. D. de appell. recip. can. non solent. 2. q. 7. cap. transmissi. cap. cum inter, extra de elect. Tancet. lib. 4. tit. de appell. Si l'appel est interjetté par le Substitut de Monsieur le Procureur general, qui ne veut soutenir ou conclurre, il faut prendre commission de la Cour pour faire appeller ledit Substitut. Arrest du 3. iour de May 1520. *Rebuff. tract. de appellat. art. 71. gl. vlt. num. 13.*

l *Glossa in l. ffo. §. illud. C. de temp. appell. Innoc. in cap. Reynaldus extra de testam. in verbo contestata. Odofredus & Bald. ad d. §. illud.* disent que la contestation n'est point necessaire en cause d'appel, ce qui sentend partie absente Sed utraque presente debet in contestari. Bartol. in d. §. illud. Petr. de Ferrariis in forma lib. appell. in glossa in fine, & Petr. Jacob. de Arret. in Pract. lib. tit. in cau. app. §. it. est notandum. Albericus in cap. per tuas extra de appell. Bald. in l. 1. C. Ne lic. terr. prouue. prouuent que contestation en cause est necessaire en cause d'appel. Aureste, la raison de l'interpretation donnee par l'Authheur est, que toutes & quantes fois que la loy ou l'Ordonnance commande quelque chose estre faicte: ou qu'elle la permet apres vne chose faicte, ou bien en la faisant encores, que ces ablatifs absolus ou gerundifs emportent autresfois condition, si est-ce que cela sentend si cela est requis & demandé par celuy qui a ou peut auoir aucun interest, l. vniuersa & ibi gl. & late l. 1. sou. C. de probat. Imper. offerend.

m L. vi. appellanti. §. vnic. D. de appellat. & sufficit in parte obtinere, vt conseruatur male in dictum. Notatur in d. cap. Reynaldus extra de testam.

n 1493. art. 28.

o La forme de bien dresser telles lettres Royaux est monstré au nouuel Stil & Thresor de la Chancellerie, fol. 10. liu. 1. faut presenter requeste à la Cour pour les faire enteriner. Au reste, la partie peut bien estre receüe à produire en cause d'appel apres la conclusion ou procès, cōme en procès par escript. *Specul. tit. de renunt. & conclus. circa princip. vers. & sou. cap. prater ea extra de caus. poss. & prop. Guid. Pap. Decis. quest. 205. Aufrer. Decis. Tholus. quest. 13. Cardinal. in Clem. 1. in 14. quest. de caus. poss. & prop. mais ce-la sentend avec lettres. Cap. auditu de rest. in integr. extra & ibi Innoc. & Panorm. *Vide cap. vna dilectum extr. de fide instrum. Bartol. & Iason in l. admonendi. Dig. de iur. iur. Rebuff. tract. de lit. imper. ad renunt. art. 4. gloss. vnic.* Voyez vn cas special noté en l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1563. art. 4. par laquelle il est dict, que sil y a appel des forclusions ou refus de delay qu'il ne sera differé, ains passé outre par le Iuge, iusques à sentence diffinitive inelufuement, de laquelle il y a appel, sera conclud, cōme en procès par escript, joint l'appel de forclusion, & refus de delay pour y faire droit. Pourra neantmoins l'appellant qui aura esté forclos de faire enqueste,*

K K k k ij

requerir en cause d'appel estre receu à ce faire, ce qu'il luy sera permis par un seul delay: à la charge que la partie pourra assister & faire preuve au contraire, si fait & ne l'a: sauf à ordonner en fin de cause à quels despens. Laquelle Ordonnance se pratique aussi qu'à la sentence est donnée par forclusion sur une seule produëtio. Car quelques luges recoüent en causes d'appel la produëtio que la partie appellante entendoit faire en la première instance: & concluet les parties au procès comme en procès par escript, joint la produëtio qu'il entendoit faire au procès principal.

p. 1110. art. 10 François 1. 1555. chap. 3. art. 14. mises au 3. liure de la Conference des Ordonnances, tit. 1.

DE INIVRIA, CAUSIS, TESTIBVS, ET tabulis in priore litis instrumento non contentis, adhibendis. CAP. XII.

De iniuria,
causis, testib',
& tabulis in
priore litis in-
strumento non
contentis, ad-
hibendis.

Lis super ap-
pellatione cō-
testata, id est,
ut vulgò aiūt,
conclusa.

Rorro, index antequàm sententiam dicat, debet appellansem urgente aduersario, ab aliis iniuria causis allegandis, quàm quæ ex prioris litis instrumento elucescant, necnon ab aliis literariis documentis noui profesrendis subinouere. Appellans tamen postea ad hac admittitur, redditus huiusmodi exclusionum expensis: neque aduersarius sumptus illius nouis iniuria causis responderet: sed de hac re statuendum in appellationis reijctur definitionem. Dudum tamen apud supremam Paris. Curiam obseruari captum est, ut si intra anni, seu ut vocant Parlamenti finem, quo lis super appellatione fuit contestata, sine (ut dicunt) conclusis, hæc grauaminum causa tradentur: expensa tradentis aduersarius eas non confutet. Sed si elapso anni, seu Parlamento illa porrigantur, aduersario refunditur impensa, quam in ipsas fecerit oppugnandas, ut huiusce damni metucitius appellantes eas tradant: quos alioqui quonque tradere cunctabantur, quoad litis decisione non sentiscerent imminere. Et quum alias tabulas, instrumenta que profert appellas, aduersario perfoluit quod si impenderit ob tabulas illas resellendas. Tandem contradicte, rursus, que eorum dissolutiones à litigantibus vicissim traduntur, copulanturque cum prioris litis instrumento. Verum appellatus aduersarius prohibere potest, quo minus contradictorum dissolutiones recipiantur, donec impensas in tabularum oppugnatione factas (modo taxatæ sint) appellans sarcierit. Quin etiam ei licet rogare, ut tabula illæ noue quidem prolata, à reliquo litis instrumento separantur, neque vlla ius fides habeatur: vel si malit, in earum causam expensarum pignora offerenda venundandaque curare. Planè testimoniis etiam aliis quàm quæ in prioribus controuersis habita sunt, appellationis litem cōcinare & subfutare permittitur: sed Principis rescripto in eam rem impetrato opus est, cui quidem rerum capita, quæ testibus probanda sunt, inserantur. Insuper, qui hoc implorat auxilium, aduersarium erogat quicquid is in contraria testimonia absumpserit comparanda, simulque in reprobandos aduersarii testes, simul in suos subleuandos. Quibus sanè sumptibus taxatis donec satis fecerit, aduersarius haud perperam abisistit, quo illius causa confecta iam testimonia non recipiantur. Quod si admissa sint ea cœcè inania, nulliusque pensis repudiandis exposcet. Semper autem & in supremis & inferioribus curiis competitorum uteruit quoad iudicatum sit, instrumentum suum litis sibi edendum ritè postulari, ut id recognoscatur.

DES GRIEFS HORS LE PROCEZ, ET
Responces à iceux: ensemble des faicts nouveaux
& production nouvelle.

CHAP. XII.

1. On est receu tousiours à bailler griefs dans le Parlement auquel la conclusion a esté faicte en payant les despens des forclusions. Autrement l'intimé baillera respōses à ses despens.
2. Copie des pieces produictes de nouuel.
3. Deux manieres de se faire payer des despens des responces es faicts nouveaux & des Contredits.
4. Appellant de la taxe de despēs qu'il denoit refondre, faict que l'on rejette ce qu'il a faict de nouuel, en cause civile: mais

- non en matiere criminelle.
5. Comme on valide la depositiō d'un tesmoin qui a depose d'un fait non articulē.
 6. De faire registre, par lequel soit contenu que l'appellant a fourny de griefs.
 7. Comment on doit entendre que c'est de bailler grief hors le proces.
 8. De ne proposer faicts calomnieux es griefs.
 9. De faire proceder par Forclusions apres le proces, conclud & receu pour iuzer en la cause d'appel.



Ais quant es griefs hors le proces, on est tousiours receu à les bailler: & ne paye l'appellant que les despens des forclusions, si aucunement il a esté forclos de bailler griefs, ^a pourueu qu'il les baille dedans le Parlement, auquel le proces a esté conclud. Mais s'il les baille apres le Parlement, la partie aduerse respondra esdits griefs aux despens de l'appellant: & celuy qui produit de nouueau ^b est tenu de bailler copie des pieces qu'il veut produire à la partie aduerse, ainsi qu'il fut dit par arrest le 18. iour de Novembre, l'an 1527.

On a deux manieres de se faire payer de ses despens de responces ou contredits. L'une, si lesdits despens sont taxez auant les contredits produicts, on peut empescher qu'ils ne soient receus, que preallablement lesdits despens ne soient payez, & s'ils sont receus, & produicts, on peut requerrir qu'ils soient rejettez de la production, si les despens ne sont payez dedans certain temps: & à ceste fin commandement estre

Kkkk iij

1. On est receu tousiours à bailler les griefs dās le Parlement auquel la conclusion a esté faicte en payant les despens des forclusions. Autrement l'intimé baillera respōses à ses despens.
2. Copie de pieces produictes de nouuel.
3. Deux manieres de se faire payer des despēs des responces es faicts nouveaux & de contredits.

fait à la partie de les payer. L'autre voye est qu'on peut requérir qu'il soit permis proceder par execution sur les biens de celuy qui doit lesdits despens. Mais ^c aucuns pour empescher quoy que ce soit différer le payement desdits despens se portent appellans de la taxe d'iceux: & le semblable sont és despens preiudiciaux deus en premiere instance.

4. Appellant de la taxe des despens qu'il devoit refondre, fait que l'on rejette ce qu'il a fait de nouvel en cause civile: mais non en matiere criminelle.

Et fait-on difficulté, si nonobstant ^d ledit appel il peut estre ordonné que lesdits griefs ou production nouvelle ne seront receus, ou seront rejettez, & comme ce fust aduenü de fait, ie scay certainement qu'un luge bien experimenté, & sçauant ordonna que telle production nouvelle ne seroit receüe, veu l'appel interjecté de la taxe desdits despens: ce que ie pense auoir esté bien iugé, parce qu'attendu que ladite production auoit esté receüe en refondant les despens des contredits: & qu'il tenoit à la partie appellant de ladite taxe, que les despens ne fussent ^e payez, la production ne doit estre receüe: car ce seroit bailler occasion de rendre les appointemens du luge illusoires. Ou bien selon l'aduis d'aucuns, il peut estre ordonné que nonobstant l'appel, & sans preiudice d'iceluy, il garnira la main desdits despens, en baillant caution de les rendre s'il est dict en fin de cause que faire se doieue. Autre chose est en matiere criminelle, où vn accusé contumax par lettres Royaux est receu à comparoir, & obeyr à iustice, en refondant les despens des defauts & contumaces contre luy bailliez par preiudice, & auant entree de plaid: car supposé que le luge ordonne lesdits despens ainsi estre payez, neantmoins si ledit accusé se porte appellât de la taxe desdits despens & qu'il soit prisonnier: la partie civile demanderesse ne peut delayer d'aller auar, & proceder en la cause criminelle, pour raisõ de ce que ledit defendeur ne paye les despens. La raison de la diuersité est: car en matiere criminelle le Procureur du Roy est la principale partie qui y a interest pour la chose publique, que les crimes soient punis: laquelle punition ne doit estre differee pour l'interest pecuniaire desdits despens.

5. Comment on valide la deposition d'un témoin qui a depose de quelque fait non articulé.

Parcillement ^f si vne partie a plus ^g monstré par son enqueste, qu'elle n'a articulé par ses Escritures, il faut qu'elle ayt lettres Royaux pour estre releuee à articuler ledit fait, à la charge que sa partie pourra aussi respondre & faire preuue au contraire és despens de celuy qui allegue nouueaux faits, comme nous auons dit cy-dessus au premier liure, ^h car la deposition d'un tesmoin ne vaut en ce qu'il depose outre les choses articulees.

6. De faire registre par lequel soit contenu que l'appellant a fourni des griefs.

Quand l'appellant baille griefs és Cours Royales & inferieures, il en est fait registre au Greffe. Mais ⁱ quand il est baillé en la Cour, il n'en est fait registre au Greffe, mais seulement on attache le sac auquel sont les griefs, au sac du procez par escrit de l'appellant, lequel sac on trouue au Greffe: & baille l'appellant requeste, par laquelle il declare auoir baillé griefs, desquels il baille copie à l'intimé, requiert qu'il luy soit fait commandement de bailler responces à iceux griefs dedans le temps de l'Ordonnance, autrement qu'il en soit forcos, ce qui est

ordonné par la Cour, & fait l'appellant signifier ladite requeste au Procureur de la partie aduersé, & luy fait bailler copie des griefs par vn Huissier, dont il fait mention par son exploit: par lequel stile l'appellant peut informer auoir baillé griefs dont il vient grands inconueniens: car bien souuent ces exploits se perdent: & le sac des griefs mis au Greffe s'esgarde ou bien on le fait soustraire chez le rapporteur, pour à quoy obuier seroit bon que l'appellant fist faire registre au greffe à la Cour, par lequel il peust apparoir qu'il a fourny des griefs. Car s'il y eut perdu yne bonne cause d'appel en ladite Cour, & l'arrest porter que l'appellant auoit esté forclos de grief, combien que ie les eusse veu attacher au procez par escrit par le procureur de l'appellant, present le Greffier de la Cour: & si les griefs eussent esté veus, eust esté autrement iugé, & fut condamné l'appellant és despens, & en l'amende.

Par les griefs on a accoustumé ordinairement de les intituler *griefs hors le procez*. Et par les Ordonnances mesmes dit que l'appellant pourra bailler griefs hors le procez. Parquoy aucuns pensent qu'ils n'est loisible de mettre par lesdits griefs aucuns faits, raisons & moyens qui soient contenus au procez par escrit. Toutesfois ie suis d'aduis contraire, & ainsi on l'observe: car les griefs ne sont autre chose qu'un sommaire recit du fait deduit au procez par escrit, & raisons de Droit pour monstrier qu'il a esté fait griefs à l'appellant. Mais on les appelle griefs hors le procez, pour autant qu'on les met en vn sac apart, qui est attaché au procez par escrit. Et si on vouloit mettre faits nouueaux par les griefs, combien qu'il semble selon droit escrit qu'on le puisse faire: toutesfois seroit danger que la Cour ne les iuges inferieurs n'y eussent regard, attendu le stile obserué de temps immemorial: par lequel on a accoustumé auoir lettres Royaux à ceste fin, en la maniere cy dessus declaree. *

Mais doiuent bien y aduiser les impetrans desdites lettres: car si les faits nouueaux sont trouuez calomnieux, & ne seruir à la decision du procez: seront les impetrans condamnés en l'amende ordinaire du fol appel és Cours souueraines, & vingt liures parisis és inferieures, & moitié moins à la partie, & plus grosse si mestier est: ainsi qu'il est dit par lesdites Ordonnances dernieres, article 112.

Si l'appellant baille griefs, & ne fait production nouuelle^m: l'intimé l'en doit faire forclore: & s'il en fournit, & que l'intimé ne baille responses ou contredits, il en doit estre forclos: & faut aussi qu'il ait forclusion de saluations apres contredits, & par apres le procez estre couché en droit, comme autresfois: & doit estre semblablement fait inunction aux parties de dresser les sacs dedans quelque temps: autrement qu'il sera iugé par ce qui sera trouué pardeuers la Cour, comme en la premiere instance.

7. Comment on doit entendre que cest de bailler griefs hors le procez.

8. De ne proposer faits calomnieux és griefs.

9. De faire proceder par forclusions apres le procez conclud & recen pour iuger en la cause d'appel.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XII.

Des Grieffs hors le procez, &c.

S I grauatus, appella. can. omnis oppressus 2. q. 6. l. ait prator. §. permittitur. D. de minor Bald. in cap. cum dilecta. col. 2. num. 30. de rescripti. Vox appellatio non est neganda grauatus, d. can. omnis oppressus. 2. q. 6. & appellatio non benificium non denegatur grauatus, cap. 19. ex. de iure iur. Rebuff. Tom. 3. Traict. de appell. Art. 22. gloss. 2. num. 1. 3. 4. & 5. Notez au surplus que les Aduocats en toutes escriptures des parties mesmes és grieffs & responses, out de coustume de mettre & inserier à la fin de ceste clause: *Persister, concludens comme dessus, implorant vostre noble office, & ce que vostre sage discretion ou prudence peut supplier de droit & d'equité, ou autres mots semblables, Panorm. in c. dilectus extr. de ordine cogniti. & Guid. Pap. Des. quest. 1263. alleguent quelques choses approchantes de telle clause.*

b Cecy est prins des Annotations.

c Cela est pareillement tiré des mesmes Annotations. *Fidel. per hanc. C. de tempor. & repar. appell. cap. fraternitatis. extr. de testibus. (Guid. Pap. q. 50. tient que les reproches de tesmoins qui n'ont esté verifiez ny prouuez en premiere instance, peuvent estre prouuez en cause d'appel, & que telle chose se garde en France conue le droit commun. Ce qui se doit entendre s'il est ainsi ordonné par le Iuge. Car par les Ordonnances Royaux il est dit que le Iuge ne doit recevoir les parties à faire preuve des reproches sans voir le procez, & que autrement il ne se puisse iuger. Et ainsi s'entend l'opinion de Guido: laquelle sert encorés au Iuge de commandement, afin qu'il recoiue les parties à faire preuve des faits de reproches en cause d'appel s'il est necessaire, & la chose le requiert.)*

d Cecy est aussi tiré des Annotations. *Receptum autem est, cum per eum cuius interest conditionem impleri stat quominus impleatur, eam pro impleta haberi, l. in iure civili 161. D. de regul. iur. cap. imputari 41. cap. cum non stat. 66. De regul. iur. in 6. l. 3. §. 10. §. de statu lib.*

e Cecy est prins des mesmes Annotations.

f Cecy est prins des Annotations.

g Chap. 49.

h Cela est aussi prins des Annotations.

i Loys XII. 1510. Art. 57. cap. vi circa de elect. in 6. cap. 1. de appell. in 6. Clement. appellan. ti. tod. tit. Rebuff. Traict. de appellas. Art. vlt. gloss. unic. num. 14. monstre comme il faut conclurre en matiere de grieffs.

k Chap. 11. nombre 29. de ce mesme liure 1.

l Cecy est aussi tiré des Annotations. Voyez le Chap. 49. cy-dessus allegué du liure 1. des Instit. Forenses.

m L'Arrest du 18. iour de Nouembre 1527. est notable, cy-dessus allegué par l'auteur au commencement de ce Chap. 12.

DE SEN-

DE SENTENTIA IN APPELLATIONIS. iudicio, & renunciatione appellationis, & quando ab ea liceat desistere. CAPVT XIII.



Equitur, ut iudicandi calculo à litigantibus porrecto, hisque ab omni actu litis necessario rite depulsis exclusisve, sententia feratur. Ea autem, vel ex iusto iudicii examine, vel ex appellationis renuntiatione dicitur. Quum igitur re perpensata procedis ab inferioribus iudiciis, iure vel iniuria indicatum fuisse prorsus oportet pronuntiari: sed si à supremis curiis, huius formula nulla est obseruatio. Nam interdum hanc etiam usurpant, nonnunquam irruam faciunt & appellationem, & sententiam à qua processa est, interdum solam appellationem. Meriuntur samen appellatiuius decisionē eo iure, quo provincia undē appellatio deducta est, utitur. Ceterum, ubi à his appellatis desistis, ratum firmūque pronuntiatur indicatum, nullūque in eo existis inferiorum supremarumque curiarum discrimen. Et quoniam frequentissimē vso venit, ut multa constituta metu appellans iudicato acquiescat: de hac etiam re aliquid exponendum censiui, prius quàm qua ad hunc locum pertinet, absoluantur. In primum ergo admonuisse volumus, tandiu facultatem renuntianda appellationis superesse, quoad dum litis instrumentum euoluere iudex ceperit. Atqui non paulum interest quo quis appellationem renunciet tempore: quippè, si intra octo dies postquam appellatum est, nullum multa damnum patitur appellans, nisi quod ordinarias legitimasque legi protelata expensas aduersario prarogari: nisi ab his iudiciis appelletur, qui de tributis & indictu fiscalibus cognoscunt. Si quidem appellans quamuius intra octo dies appellationi renunciet, sexaginta solidorum Parisiensi multam. Hac autem renunciatio apud actuarium eius à quo promouatum est iudiciū deponenda declarandaque est, neque sum aduersario denuncianda. Sed & apud tabelliones laici iurisdictionis promitti potest: ac illius certior sum effectus oportet aduersarium per idoneum apparitionem: quineriam si duo scriba iudici appareant, & apud unum appellatio sit interposita, alter verò eius renuntiationem exceperit, de hac proculdubio quoque commonefieri debet aduersarius. Quum autem post appellationē octo iam dies sunt elapsi: qui appellationem gestis deferendam, rescriptū à Principe impetrat, quo multa quidem remissa in irritum deducatur appellatio: idque aduersario duntaxat significetur, si nondum intra ducta ad superiorem fueris appellatio, neque iusti offerenda appellationis dies exacti. His enim prateritis, in eo rescripto specialem desideria illius gratiam Princeps facere debet: verum & si eorum terminus instet indulgere, ut rescriptum intra mensem aut aliam breuiorem diem post hos transactos, executioni tradi possit. Rursum ubi oblata est supremis curiis appellatio, ea etiam hoc rescripto iubentur appellationis renuntiationem admittere. Sanè absq; principis rescripto, apud supremas Curias licet ab appellatione recedere, si appellatio à sententia vocali extemporalique deriuarit: sin autem à tabellaria, usque ad litem duntaxat contestatam: postea verò rescripto opus est. Atque apud supremas Curias appellationi renuncians, centū solidorum Parisiensium multam luit in singulos annos à tempore appellationis oblata.

De sententia
in appellatione
iudicio.

De renuntiatione
appellationis, &
quādo ab ea
liceat desistere.

Proinde constitutum est, ut in margine breviculorum ex quibus litigantes ad causam agendam vocantur, introducta appellationis annus describatur. Verum huius multa interdum partem curiae praeses remittit: ea vero tum distaxat liberatur appellans, quum intra octavam diem post promulgata illa brevicula sententia acquiescit. Hac autem locum habent, siue a tabellaria, siue a vocali sententia dimanet appellatio: nisi quod a tabellaria cum provocatum est, ante litem etiam contestatam acquiesces sexaginta solidorum multa plectitur. Si vero appellatio apud curiam inferioris introducta sit, nullo Principis auxilio interueniente, licet ab appellatione desistere. Verum appellans eam incurrit multam, quae ob temerè emissam appellationem statuta est: neque refert vocalisne, an tabellari sententia sit: à qua provocatum est. Planè rescriptum hoc, quo renunciatio appellatiois rescriptum iri praecipitur, huc fere adiecta clausula curiae supremis destinatur, si litis instrumentum nòdum in iudicantium sit missum consilium: aut cerè, quod super eo disquisitis opinionibus curia constituerit, nòdum promulgatum sit. Præterea rescriptum hoc intra sex dies post imperatorem, mandatum quoque illius rescripti Curiae offerendi intra dies duos posteaquam à procuratore acceptum est, adversarij procuratori oportet denuntiari. Interdum autem nòdum introducta apud superiorem appellatione, ac etiam postea, non solum appellationem, sed etiam sententiam in irritum Princeps reuocat, quod ob contumaciam scilicet, ac re haud vtrinque cõcertata, lata est sententia. Quin & omnia in cõtumacem gesta iubet inducenda, ex integrò que instituendam litis cognitionem, aut saltem ab ea loco repetendã, à quo quidem cõpit contumacia. Nonnunquã verò has partes iudici à quo provocatum est, Princeps delegat: quandoque ac frequentius alteri vel assessori, vel eum vice fungenti, apud idem quoque tribunal. Iamdiu enim pluribus senatusconsultis proditum est, ut iudice eiusque assessore reiecto seu recusato, senior fori in quo agitur causidicum subscoriendum sit & adendum. Quod si ex contumacia non sit iudicatum, ut potè, auditu litigantium altercationibus, tum appellationem solum irritari fas est, sententiam vero non: nisi ea interlocutio sit, quae iudex diem nuntium arctans aut retribus producendũ, aut alij cuiuspiam rei gerenda ad iudicium contendendum spectantis constituat. Etenim interlocutiones huiusmodi etiam induci possunt: alioqui ab executione rescripti sententiae irritationem imperatũ non inique appellatur: aut coram eo ad quem rescriptum datum est iudice idipsum confusatur, quod imperatũ Principi obrepserit, inique iniquum extuderit.

Quando appellatio una cum iudicato rescripto Principis rescindatur.

DE LA FORME ET MANIERE DE VIDER les appellations : ensemble les acquiescemens & renonciations aux appellations. CHAP. XIII.

1. Appellatiõs se vident en deux sortes.
2. Des acquiescemens.
3. Quand on peut acquiescer sans lettres.
4. Comment on peut acquiescer

- sans amende.
5. Quand on doit signifier la procuratiõ receüe pour acquiescer.
6. Comment on se doit desister de l'appel, & dans quel temps.
7. Quand il faut faire signifier le

desistement d'appel à partie adverse.

8. Quelle offre on doit faire, quand on se veut desister apres la huitaine d'un appel.

9. En quelles matieres on peut faire anticiper dedans la huitaine oëtroyee pour delaisser l'appel.

10. A quelles personnes on doit signifier le desistement.

11. Le Procureur ayant charge d'appeler, peut delaisser son appel, j'asçoit que sa procuration ne le porte.

12. Dedans quel temps on peut renoncer à l'appel selon Droit commun.

13. Apres s'estre desisté de l'appel, si on peut encores appeller: & si lors le Juge nonobstant le second appel, peut executer la sentence.

14. Si l'execution encommencee de la sentèce, on appelle, on doit paracheuer l'execution.

15. De mettre un appel au neant par lettres Royaux, & dedans quel temps.

16. Faut estre releué de l'Illicò, & avoir permission d'executer les lettres hors le temps de releuer, quand on met l'appel au neant par lettres Royaux.

17. De l'adresse desdites lettres Royaux.

18. Quelle offre on doit faire quand on met une appellation au neant, par Lettres, sans appel-

ler la partie pardenant le Juge qui a donné la sentence.

19. Quand on peut mettre l'appel & ce dõt a esté appellé au neant.

20. Sentences de consumace ne se mettent toutes au neant.

21. Les défaut & sentence de contumace se mettent au neant en refondant les despens.

22. A quel Juge doit on adresser les lettres tendans à mettre les défauts & sentences au neant.

23. Sentence donnée parties ouyes ne se peut mettre au neant: sinon que quand il est question d'un delay pour faire preuve ou produire.

24. Si la sentence est donnée parties ouyes, & qu'on la mette au neant par lettres Royaux, par quel remede on y doit pourvoir.

25. Peine contre ceux qui mettēt les défauts & contumaces au neant.

26. Les Juges inferieurs par dessous les Juges Royaux ne peuvent mettre l'appel & ce dont est appellé au neant.

27. Le Juge ad quem ne peut interloquer, & adijuger preuve que le Juge à quò devoit adijuger, s'as que le Juge ad quem die bien ou mal jugé.

28. La Cour met l'appel & ce dont est appellé au neant.

1. Appellations si
puissent en deux
sortes.



On uient donc à present traicter comment on donne sentence en cause d'appel, qui se fait en deux sortes: l'une par acquiescement, l'autre parties ouyes en la cause d'appel, ou le procès par escrit veu.

Et pource qu'il aduient souuent que l'appel se vuide par acquiescement pour crainte de l'amende, nous dirons premierement la maniere d'acquiescer. ^a

2. Des acquiesce-
ments.

Si la cause est pendante en la Cour de Parlement, ^b & soit appellation verbale, & ne soit au roolle, on est receu à acquiescer sans lettres Royaux, & sans amende. Et semblablement dedans huiétaine apres que la cause est au roolle on peut acquiescer sans amende, & sans lettres. Mais par apres on n'est point receu à acquiescer que par lettres, & en payant l'amende pour chacun Parlement, ou annee depuis que la cause a esté releuee en la Cour. Et pource par l'Ordonnance on doit coter en marge du roolle sur chacune cause, quant Parlement sont, que la cause est releuee, & l'assignation escheüe. Et est tenu le Procureur de l'appellant declarer ledit temps, comme il est dict par les Ordonnances, publiees ledit 18. iour de lanuier 1528.

3. Qu'il on peut
acquiescer sans
amende.

Et si c'est procès par escrit, on peut acquiescer sans Lettres auant qu'il soit conclud, comme au procès par escrit: mais on paye loixante sols parisis d'amende. Mais apres qu'il est conclud comme au procès par escrit, il faut auoir Lettres, & payer cent sols ^c d'amende pour chacun Parlement, comme en appellation verbale. Et peut-on acquiescer par Lettres Royaux, iusques à ce que le procès soit mis sur le Bureau, & commencé à rapporter, voire iusques à ce que l'Arrest soit deliberé, & conclud en la Chambre: & bien souuent iusques à ce qu'il soit mis au Greffe, & prononcé ou déclaré. Mais lors l'acquiesçant doit payer les espices de l'Arrest, & ne sauue que l'amende. Toutesfois par les Ordonnances du Roy Loys XII. ^d article 55. est prohibé és Chancelleries de bailler Lettres d'acquiescement, sinon que ceste clause y soit, *Pouruen que le procès ne soit veu, consulté, ne iugé.*

4. Comment on
peut acquiescer
sans amende.

Et quand l'appel est pendant és Cours inferieures, on ne peut acquiescer qu'on ne paye l'amende, sinon qu'on ait lettres Royaux, par lesquelles soit mandé au luge receuoir l'appellant à acquiescer sans amende: car lors ne payera amende, jaçoit que la cause d'appel soit pendant en autre Cour que Royale. Car attendu que l'amende n'est acquise que par la sentence, le Prince la peut remettre.

5. Quand on doit
signifier la pro-
curatioon receüe
pour acquiescer.

Par l'Ordonnance du Roy Loys XII. article 55. & 30. & de ce Roy ^e article 11. il faut que le Procureur de l'appellant signifie au Procureur de l'intimé la procuratio qu'il a, pour acquiescer deuxiours apres qu'il l'a receüe, & sixiours apres doit obtenir lettres Royaux pour estre receu à acquiescer, à peine de l'amende.

Autre maniere y a de terminer appellations, qui est que dedans la

huitaine apres l'appellation interjettée, on s'en peut desister par l'Ordonnance sans ¹ payer amende. Mais on paye les despens ordinaires à partie aduerse pour procez retardé: & aussi les despens de l'adiournement qui est baillé apres le desistement pour venir proceder en la matiere. Et à ce moyé l'appellant apres qu'il est desisté de son appel, doit faire bailler adiournement à la partie aduerse, pour venir proceder. Car en ce faisant il euite les despens de l'adiournement.

Et doit-on delaisser l'appel au lieu où il est interjetté, & quand il est interjetté & ² delassé au Greffe, il ne faut point le faire sçauoir à partie aduerse, sinon qu'il y eust deux personnes commises à l'exercice du Greffe: car s'il est delassé pardeuant autre que celuy pardeuant lequel il a esté interjetté, il le faut signifier à partie ³ aduersé, comme il fut dit par arrest, l'vnziesme iour d'Auril 1521.

Aussi quand l'appel est interjetté pardeuant le sergent: il faut le delaisser pardeuant iceluy sergent mesme, auparavant qu'il ait rendu son exploit à partie aduerse, & faire mettre ledit desistement par ledit exploit: autrement si le sergent auoit rendu les exploits, ou ne le voulust employer par ses exploits, il faudroit signifier ledit ⁴ desistement à partie aduerse: & est le meilleur de faire ladite signification dedans ladite huitaine. ⁵

Car ⁶ si on la fait apres la huitaine, partie aduerse pourra dire auoir enuoyé querir lettres Royaux d'anticipation: ⁷ lesuelles luy conuiendront payer, tant le memoire, que le voyage, & outre la consultation qu'il auroit fait pour sçauoir s'il auoit matiere de soustenir l'appointement duquel auoit esté appellé. Mais si dedans la huitaine la partie aduerse del'appellant fait aucuns frais pour ledit appel, soit pour anticiper l'appellant, ou autrement, l'appellant n'en est tenu: car il ne peut anticiper au dedans la huitaine: tellement que s'il auoit anticipé dedans la huitaine, & qu'apres icelle huitaine l'appellant obtinst lettres Royaux pour mettre son appel au neant, l'anticipant seroit condamné és despens de la folle anticipation, ⁸ comme il fut dit par arrest le neufiesme iour d'Aoust 1530. Toutesfois si l'appellant n'auoit mis son appel au neant, ains le voulust soustenir, il ne pourroit demander les despens de l'anticipation faite dedans huitaine.

Nous auons vn stile en la ville de Fontenay, par lequel quand il est question de causes de foires, & entre marchans Forains: & que durant les foires qui sont tenuës en ceste ville, l'un des marchans appelle du Chastelain de ceste ville, la partie aduerse le peut faire anticiper des le mesme iour del'appel interjetté à mesme iour, à certaine heure, ou au lendemain, pardeuant le seneschal dudit Fontenay, Iuge superieur du Chastelain par vne prouision ou mandement qu'on prend dudit seneschal, ou de son Greffier, par maniere que bien souuent en trois iours l'appellant est contumacé par deux defaults, & sentence contre luy donnee par contumace. Et soustenant ledit stile, parce qu'il est question de causes requerans celerité: d'autant que lesdictes

6. Comment on se doit desister del'appel, & ordonné quel temps.

7. Quand il faut faire signifier le desistement d'appel à partie aduerse.

8. Quelle offre on doit faire quand on se veut desister apres la huitaine d'un appel.

9. En quelles matieres on peut faire anticiper dedans la huitaine octroyee pour delaisser l'appel.

foires ne durent que trois iours : & afin que les marchands qui sont de loin ne soient detenus apres la foire , & ne perdent leur compagnie pour leur retour. Neantmoins ie ne sçay si ce stile se pourroit soustenir en la Cour de Parlement , attendu que les parties dès la premiere assignation sont tenus d'eslire domicile. Joinct qu'auparavant l'Ordonnance de ladite eslection de domicile on contraignoit lesdits marchands esdites causes de foire d'eslire domicile , ensemble & de bailler caution d'estre à droict dès la premiere assignation : autrement on ordonnoit que leurs marchandises & cheual , ou en defect de marchandises & cheual , leurs personnes seroient arrestees , & par ainsi apres ladite eslection de domicile & caution baillee n'y a pas grand matiere d'vser de telle precipitation : car encore ne trouue equitable de contraindre vn marchand forain de bailler caution en foire au lieu où se tient la foire.

10. *A quels personnes on doit signifier le desistement.*

Or pour reuenir à la signification du desistement d'appel qu'auous intermis, est necessaire de le signifier à la partie aduersé meisme de l'appellant , & ne suffit le signifier à son Procureur, qui auroit mené la cause en laquelle l'appel auroit esté interjetté , ainsi que fut dit par arrest le vingtiesme iour de Ianuier ^e mil cinq cens vingt & vn. Toutesfois si le desistement d'appel auoit esté fait pardeuant les Notaires , en presence desquels l'appel auoit esté interjetté : & que lesdits Notaires par cedula attachee à la porte de la maison du domicile de la partie aduersé de l'appellant signifient ledit desistement d'appel, ladite signification est bonne, aussi vn sergent peut faire ladite signification. Parquoy comme eust esté faite telle signification à la maison de la partie aduersé de l'appellant, neantmoins elle fait adiourner l'appellant en desertion dudit appel, duquel appellant fut enuoyé , & la partie aduersé condamnée és despens par arrest donné en Parlement le 14. iour de Iuillet , l'an mil cinq cens quarante-quatre.

11. *Le procureur ayant charge d'appeler peut delaisser son appel, sçavoir que sa procuracion ne le porte.*

Et combien que le Procureur P qui a mandement d'appeler, n'ayt mandement expres pour delaisser son appel : toutesfois il peut delaisser son appel dedans la huitaine : ainsi qu'il est recité és arrests colligez par maistre Iean le Coq, qui sont à la fin du Stile de la Cour de Parlement, en la question 159. pourueu que son maistre n'ait releué sondit appel , & le sçache ledit Procureur : car en ce cas il ne peut renoncer à son appel, parce que la chose n'est plus entiere.

12. *Dedans quel temps on peut renoncer à l'appel selon droit commun.*

Mais de droit commun ^e on peut renoncer à son appel iusques à ce qu'il soit releué pardeuant le Iuge superieur.

13. *Apres s'estre desisté de l'appel, son peut encore appeler : si lors le lu-*

Et si vne fois on a renoncé à l'appel , ^e on n'est plus receuable à appeller de l'appoinctement à l'appel duquel on a renoncé , ^e mais ce ne doit estre entendu que par le moyen de ladite renonciation dudit appel , le Iuge duquel on auroit appellé , peut passer outre à l'exécution de la sentence de laquelle auroit esté appellé de rechef par le second appel : sinon qu'elle fust des cas de l'Ordonnance esquels il est permis executer les sentences nonobstant appel. Mais en

causes d'appel, l'inrimé peut alleguer ledit desistement pour vne fin de non receuoir : & n'obseruons pas le droit commun ⁷ qui veut qu'une partie ne puisse appeller d'une sentence donnée par son consentement : car la partie peut appeller de telle sentence : & y sera receuë pourueu qu'en la cause d'appel elle soit releuée par lettres Royaux de son dit consentement comme donné par erreur, ou faulſe cause. Pour ce n'y a difficulté, que si le condamné a quelque peine corporelle en matiere ² criminelle, appelle, & renonce à son appel & par apres quand on veut executer la sentence contre luy, il en appelle derechef, on doit differer l'execution.

Mais si l'execution estoit encommencee, ²² comme s'il eust commencé à estre fustigé par l'executeur de la haute iustice, lors il ne deuroit differer de paracheuer la fustigation és lieux accoustumez. Toutesfois ledit executeur doit differer de pendre & estrangler ou autrement de faire mourir, supposé que le condamné n'appellast qu'en l'eschelle, ou sur l'eschaffaux, & au regard du Iuge, il doit tousiours differer pour l'appel, sinon en cas, esquels il luy eſt permis de passer outre selon l'Ordonnance : tellement que s'il a commencé à bailler la question ou torture, & le defendeur en appelle, le Iuge doit superseder : car il peut tousiours appeller ^{bb} pour autant que le grief dure tousiours. Tout ainsi qu'un prisonnier peut appeller tandis qu'il eſt prisonnier de la printe de corps de son emprisonnement. ^{cc}

On obtient par fois lettres Royaux ^{dd} pour mettre l'appel au neant. Et de ce on vse, quand on ne s'eſt desisté dedans la huitaine. Et peut-on obtenir lesdites lettres dedans les trois mois, qu'on a pour releuer en la Cour de Parlement ou dedans les grands assises des autres Iuges inferieurs, & qu'on a eſté anticipé. Voire on obtient bien lettres apres ledict temps : mais en ce cas on met par lesdites lettres clause de relieuement de ce qu'on a obtenu lesdites lettres dedans ledict temps : & aussi autre clause, ſçauoir eſt, *Pourueu que l'appellant n'ayt eſté adiourné en deſertion d'appel.*

Et combien qu'on mette l'appel au neant, toutesfois si on a appellé *Illico*, ou qu'on ne puisse faire executer lesdites lettres Royaux dedans le temps de releuer, il faut estre releué par lesdites lettres de *Illico*, & auoir prorogation d'un mois pour faire executer lesdites lettres, tout ainsi que si on vouloit ſouſtenir l'appel.

Aucuns prennent lesdites lettres avec clauses d'icelles pour ſignifier à partie aduerſe, qu'ils adreſſent au premier ſergent Royal ſeulement, afin que la partie aduerſe n'en puisse pretendre ignorance. Mais ie trouue meilleur qu'outre ladite ſignification ſoit mandé par lesdites lettres audit premier ſergent d'adiourner partie aduerſe pardeuant le Iuge qui a donné l'appoinctement duquel a eſté appellé, pour le receuoir à acquieſcer audit appoinctement, en reſondant ^{cc} deſpens tels que de raiſon : car si l'appellant ne fait ceſte diligence de faire adiourner ſa partie aduerſe, elle la fera, & couſtera audit appellant au double.

ge nonobſtant le ſecol appel peut executer la ſentence.

14. Si l'execution encommencee de la ſentence, on appelle, on doit paracheuer l'execution.

15. De mettre un apel au neant par lettres Royaux, & dedans quel temps.

16. Faut estre releué de Illico & auoir remiſſion d'executoir les lettres hors le temps de releuer quand on met l'appel au neant par lettres Royaux.

17. De l'adreſſe d'icelles lettres Royaux.

18. *Quelle offre on doit faire quand on met vne appellation au neant par lettres sans appeler la partie devant le Iuge qui a donné la sentence.* Ou bien faut que l'appellant, en luy faisant signifier lesdites lettres, sans luy bailler adiournement, face faire à ladite partie aduerse offre real à descouvert de certaine somme de deniers suffisante pour les frais & mises qu'elle a fait par & au moyen dudit appel, comme pour auoir fait consultation s'il deuot soustenir l'appoinctement duquel a esté appellé, & autres choses requises & accoustumées en tel cas, mais bien difficilement les parties entre elles s'en peuent accorder. Parquoy est meilleur que ce soit fait pardeuant le Iuge.

19. *Quand on peut mettre l'appel & ce dont a esté appellé au neant.* Parfois on obtient lettres Royaux pour mettre l'appel, & ce dont a esté appellé au neant. Mais on ne le peut pas faire qu'en aucunes matieres: sçauoir est, quand la sentence dont a esté appellé est donnee par contumace.

20. *Sentences de contumace ne se mettent toutes au neant.* Encore faut qu'elle soit donnee auant contestation en cause par default: car si elle est donnee par forclusions apres la contestation en cause il est dit par l'Ordonnance derniere, art. 31. que telles sentences ne feront & mises au neant, ains se vuidront les appellations *an bene vel malé*, par appellation verbale ou procez par escrit, selon que la matiere sera trouuee disposée. Car la contumace est beaucoup plus grande par forclusions, que par deux defaults ou trois.

21. *Les defaults & sentences de contumace se mettent au neant en respondant desdits defaults, contumace & de ce qui s'en est ensuiuy, tels que de raison.* Quand on obtient telles lettres pour mettre la sentence de contumace par defaults, & tout ce qui s'en est ensuiuy, au neant, il faut mettre ceste clause, *En respondant les despens desdits defaults, contumace & de ce qui s'en est ensuiuy, tels que de raison.* Et le payent ces despens par preiudice, & auant entree de plaid, apres qu'ils sont taxez, comme cy-dessus est dict.

22. *A quel Iuge doit-on adresser les lettres tendans à mettre les defaults & sentences au neant.* Et plus souuent on adresse lesdites lettres à autre Iuge que celuy qui a donné lesdits defaults & sentence de contumace: toutesfois en mesme siege, auquel a esté donné la dite sentence. Toutesfois me semble que le Iuge qui auroit donné ladite sentence, pourroit cognoistre de l'enterinement desdites lettres, parce qu'on ne les peut pas recuser par lettres Royaux, ains faut proposer les causes de recusation pardeuant luy: mais veu qu'il fait mettre le tout à neant, il y a quelque apparence qu'il puisse adresser les lettres à autre Iuge.

23. *Sentence donnée par plusieurs ne se peut mettre au neant, sinon quand il n'est question que d'un delay pour faire prouuer ou produire.* Si vne sentence ou appoinctement est donnee parties ouyes, il ne peut estre mis au neant par lettres Royaux sinon que ce soit vn appoinctement d'un trop brief delay donné pour faire prouuer par tesmoins, ou pour produire, ou pour faire quelque autre chose en la cause. Car lors on peut auoir lettres Royaux pour mettre ledit appel, & ce dont a esté appellé au neant, & est mandé de pouruoir de plus long delay. Et en ce cas l'on pourroit, comme ie croy, adresser lesdites lettres à autre que celuy qui a donné l'appoinctement en mesme siege, parce qu'il n'est vray semblable qu'il prinst à gré contiger son appoinctement.

Et si en autres cas qu'és cy-dessus declarez on met ce dont a esté appellé au neant par lettres Royaux: partie aduerse peut appeler de l'exécution d'icelles: ou bien les debatre pardeuant le Iuge qui cognoist

stra de l'enterinement d'icelles.

Pource que telles manieres de lettres Royaux, pour mettre les Defaults, Sentence de contumace, & Appel au neant, ^{hh} baillioient grande occasion de subterfuges; la Cour par les Ordonnances publiques le 4. iour de lanuier, l'an 1535. a ordonné, que lesdits appellans seront condamnés enuers la partie intimée, outre les despens de la cause d'appel, de dits defaults & contumace, & de tout ce qui s'en est ensuiuy, pour l'intérêt de la retardation de procès, en telle somme qu'elle verroit estre à faire, selon la qualité des parties, la grandeur des matieres, & la longueur du temps: & aussi en l'amende arbitraire, outre l'ordinaire enuers le Roy. Et que le semblable seroit gardé, quant aux appellations interjectées des forclusions & brefs delais.

Les Iuges Royaux & ⁱⁱ autres inferieurs, par leurs sentences en causes d'appel, ne peuuent mettre les appellations au neant, ains doiuent dire bien ou mal iugé.

Et ne peuuent bailler interlocutoires, que le Iuge à quo deuoit bailler de faire preuue ou autre chose: sans dire preuallablement qu'il a esté mal iugé, en quoy plusieurs Iuges errent.

Et au regard de la Cour de Parlement, est dict par les Ordonnances du Roy Loys XII. ^{kk} article 31. que ladite Cour ne mettra les appellations au neant: mais dira purement & simplement qu'il a esté bien ou mal iugé, ^{ll} fors qu'au moyen de la production nouuelle faite en ladite Cour, elle pourra mettre l'appellation au neant sans amende, & despens de la cause d'appel, la sentence dont a esté appellé sortissant son effect. Et par les Ordonnances de ladite Cour faites ledit 4. iour de lanuier 1535. ladite Cour mesme declare, qu'elle ne mettra plus au neant les appellations, sinon pour grande & euidente cause.

24. Si la sentence est donnée parties ouyes, & qu'on la mette au neant par lettres Royaux, par quel remède on y doit pouruoir.

25. Peine contre ceux qui mettront les defaults & contumace au neant.

26. Les Iuges inferieurs par dessous les Iuges Royaux ne peuuent mettre l'appel & ce dont a esté appellé au neant.

27. Le Iuge ad quem ne peut interlocuer & alinger prene que le Iuge à quo denist adinger, sans que le Iuge ad quem ad bien ou mal iugé.

28. L. i. Cour met l'appel & ce dût est appelle au neant.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XIII.

De la forme & maniere de vuidier, &c.



^a E mot, *acquiescer*, est prins du Droit commun: car il est souvent exprimé en Droit, *acquiescere rebus iudicatis*, l. 3. & 6. D. de app. l. 1. l. 37. D. de excus. l. 6. C. cod. tit. *Acquiescere sent.* l. 29. D. de minor. l. 63. D. de re iud. l. 5. C. cod. tit. l. viii. C. *Nihil nouar. appell. interpos.* l. 1. § *præterea*. D. de contr. vel iudi act. *Acquiescere statim*, l. 1. C. de hu. quis p. vim vel met. iud. l. 1. C. de hu. qua. vi met. iud. causa.

^b L'intimé doit, ainsi qu'il a esté dict cy dessus, soutenir le iugé ou sentence, de laquelle est appel, *cap. ex parte, extra, de rescript.* Autrement il est condamné aux despens de la cause d'appel, iusques au iour de sa declaration. Arrest du 13. iour d'Auil 1516. recité par Rebuffe, *tract. de appellat. art. 8. gl. 1. num. 5* Comme aussi nous auons monsté cy dessus au chap. ii. vne maniere de vuidier les appellations par expedient: lesquels appointemens ou reglemens pris entre les Procureurs, qu'on appelle vuidier les causes par Expedient à la Cour, ne peuuent estre retraitez par les parties, & ne sont sujets à desadueu, sinon qu'on allegue dol, ainsi qu'il fut iugé par Arrest du 6. iour de Iuin 1539. Pareil Arrest du 25. Feurier 1538. recité par Papon liu. 19. des Arrests tit. 4.

M M m m

578 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE

Arrest 1. On peut agir contre le Procureur, s'il est soluable, ou autrement contre la partie, *Bart. & DD. in l. 1. Dig. Quando appell. fit. Rebuff. tract. de lit. impetr. ad renunc. art. 1. gloss. vnic. num. 5. & 6.* Et par Arrest du 25. iour de Feurier 1538. fut vne partie condamnée acquiescer suivant l'aduis des Aduocats. Et si l'impetrant lettres d'acquiescement decede, son heritier ne le Procureur du defunct ne peut acquiescer en vertu desdites Lettres: *Morte enim mandantis expirat mandatum l. eius qui. & ibi l. ajon. D. si cert. pet. l. mandant. C. mand. cap. signifi. ausi. extra de rescriptis* ainsi qu'il a esté souvent iugé par Arrests, mesmes le 9. iour de Feurier 1519. plaidant Viallard & Allegrain, recité par Rebuffe, *cod. tract. de lit. imp. ad renunc. art. 1. gl. vnic. nu. 11.*

c Il faut entendre cent sols parisis; car l'amende est de deux escus: & en toutes causes estans au roolle, les appellans acquiescans hors iugement doivent vn escu vn quart d'escu d'amende au Roy: & en iugement à l'Audience, deux escus d'amende au Roy. La forme de faire tels acquiescemens est prescrite par les Ordonnances du Roy François I. 1528. art. 11. 14. & 15. & 1533. chap. 17. art. 1. 2. & 3. mises au 7. liure de la Conference des Ordonnances Royaux, tit. 10. & le formulaire de telles Lettres est contenu au nouueau stil de la Chancellerie liure 1. fol. 11. Au reste les acquiescans doivent les despens. Arrest du 7. Ianuier 1540. mesmes en matiere criminelle, & encores les dommages & interrests. Arrest du 14. iour de Feurier 1519. contre Monsieur de Bourbon, recité par Rebuffe. *tract. de lit. impetr. ad renunc. art. 1. gloss. vnic. num. 11. & 12.*

d 1510. François I. 1531. chap. 17. art. 3. mises au liure 7. de la Conference des Ordonnances Royaux, titre 10. Cela est aussi porté par le formulaire de telles lettres Royaux d'acquiescemens au liure 1. du Thresor de la Chancellerie, fol. 11. Au reste est fort notable l'Arrest du 9. iour d'Aoult 1503. entre Charles Huet appellant du Bailly d'Orleans ou son Lieutenant, & Jean de Vallanciennes intimé, par lequel il fut dict, que d'oresnauant les acquiescemens ne feroient receus apres que le procès seroit mis sur le Bureau. Ce qui fut aussi gardé en Feurier audit an, selon la supputation ancienne au procès de M. Guillaume Damet, & Eustache l'Huillier.

e 1528.

f Et sans despens Arrest donné en la grand' Chambre de releuee, le 18. iour de Decembre 1541. ores que l'Ordonnance de Charles V. soit contraire de l'an 1315. fol. 18. Novembre: laquelle n'est en v'sage *Rebuff. tract. de appell. art. 15. gl. 2. nu. 18.* Est aussi à noter, qu'encores que l'anticipation soit signifiée le mesme iour que lon renonce, l'anticipant est condamné es despens. Arrest du 8. iour de May 1518. Et s'il est anticipé apres les huit iours, elle est bonne. Arrest du 16. iour de May 1521. *Rebuff. tom. 3. tract. de appell. art. 15. gl. 2. nu. 4. 5. & 6.*

g Cecy est pris des Annotations. On obtient quelquesfois lettres de desistement de l'appel: dont la forme est monstrée au nouueau stil de la Chancellerie, fol. 5.

h *Nam omnia quæ parte absente sunt, et notificari debent, l. eos. §. 1. C. de appell.*

i *Rebuff. tom. 3. tract. de appell. art. 15. gl. 2. num. 6.* contre cest Arrest du 16. iour d'Auril 1510. Papon liure 19. des Arrests, tit. 5. Arrest 3.

k Arrest du 2. iour de Decembre 1514. sur vn appel qui fut déclaré desert pour vne renonciation faite entre les mains du Sergent contre vn nommé Robert Baudouin, frippier, recité par Rebuffe, *tom. 3. de appell. art. 15. gl. 2. nu. 5.* Si l'appel a esté interjecté en la ptesence d'un Notaire qui en ait fait acte, & la partie dedans la huitaine renonce à son appel entre les mains du mesme Notaire, par lequel l'appellant auoit aussi fait signifier la renonciation à l'intimé au lieu de son domicile: toutesfois est conuenu & adiourné en desertion en la Cour de Parlement: & defend à la desertion, & allegue la renonciation & signification d'icelle, parant il obtint gain de cause, & le demandeur condamné aux despens de l'instance, par Arrest du 14. Iuillet 1544. Et depuis sur vn appel fut donné Arrest aux Grands Jours de Moulins 1540. par lequel vn appellant fut condamné aux despens, à faute d'auoir fait signifier la renonciation faite entre les mains du Sergent. *Rebuff. tom. 1. tract. de lit. obl. art. 2. gl. nu. 75.* Toutesfois quand telle renonciation est faite, *apud acta*, elle est bonne, *cap. renonciat. extra de iur. iur.* Et si y a plusieurs appellans la renonciation des vns ne nuit point

aux autres, *cap. ex parte, extr. de rescript*. Et peuvent estre appelez en desertion. Arrest du 10. iour de Decembre 1528. recité par Rebuffe, *rom. 3. tract. de appell. art. 15. gl. 4. nu. 11.*

l On peut renoncer le 9. iour, car le iour d'appel n'est pas compté. Arrest pour Guillaume Bien-aimé du 16. iour de Iuillet 1510. Toutesfois celuy qui renonce apres le 9. iour est condamné aux despens, & l'appel déclaré desert, sans amende neantmoins. Arrests du 17. iour de Feurier 1510. 19. Avril 1516. & 15. ou 16. Iuillet 1516 recitez par Rebuffe, *tract. de appell. art. 15. gl. 1. nu. 21. 22. 23. & 24.* Tiraqueau, *tract. de viroque recr. art. 7. gl. 2. nu. 50.* Papon liu. 19. des Arrests, tit. 5. Arrest 2. Si lon renonce apres la huitaine, on est condamné aux dommages & interets de la partie. Arrest du 15. iour de Iuillet 1519. *cap. interposita. §. ille, extr. de appell. Rebuff. tract. de appell. art. 15. gl. 4. nu. 3. & 4.* Papon liu. 19. des Arrests, tit. 5. Arrest 9. Mais au dedās n'en doit point. Arrest du 18. iour de Decembre 1543. Mais si la partie est contrainte de proceder pardeuant le Iuge à quo, & cas del'Ordonnance executoire par dessus l'appel faisant protestation, pour poursuivre son appel. Arrest du 25. iour de Ianuier 1510. recité par Rebuffe, *tract. de appell. art. 15. gl. 2. nu. 27.* Notez au surplus que l'effect de protestation d'appeller est tel, qu'elle a force & vertu d'appellation, *cap. fin. extr. de appell. & ibi gloss. & Ioann. Andream, specul. tit. de appell. §. 1. versic. porro. Guid. Pap. Decis. qu. 36. 4. Andream & Panor. in cap. sollicitudinem in 6. col. extr. cod. ius.* Et par Arrest du 18. iour de Nouembre 1566. en Audience fut dict que d'oresnauant la renonciation faite au Greffe, seroit inserée par le renonçant au pied de l'acte.

m Si lon anticipe dedans la huitaine, l'anticipation est bonne, ainsi qu'il a esté dict cy dessus, si l'appellant ne renonce dedans la huitaine. Arrest du dernier iour de Iuillet 1521. Mais si la partie appellante renonce dedans la huitaine, comme elle peur, l'anticipant est condamné es despens. Arrest du 5. iour de Mars 1527. *Reb. tract. de anticipat. art. 3. gl. 7. nu. 2.* Au reste lettres Royaux de la Chancellerie sont necessaires pour l'anticipatiō, & ne sont point concedees par la Cour ou autre Iuge, *cap. ablati extr. de appell.* Arrest du 28. iour de Mars 1510. Tellement que si l'appellant a releué à trop long temps, l'intimé peut obtenir Lettes d'abreuiatiō du Roy ou de la Chancellerie, & non d'autre. Arrests à ce propos du 10. iour de Iuillet 1510. & 18. Ianuier 1528. Ce qui se doit entendre quand l'appel se releue en la Cour de Parlement: car sil se releue pardeuant le Baillif ou Seneschal, il peut bailler lettres d'anticipation. *Rebuff. tract. de anticip. art. 2. gl. 7. nu. 8.* Cela se fait bien encores en quelques sieges: par les Ordonnances du Roy Charles IX. 1561. & de Henry III. 1575. & 1576. de Henry IIII. 1598. Le Garde des Sceaux & sieges Presidiaux ne peut sceller aucunes Lettres que les reliets d'appel, anticipation, & sentences donnees en dernier ressort, & qui par prouision doiuent estre executees sur peine de nullité: pour le Seel desquels sera pris pareil droit qu'en nos Chancelleries establies lez nostre personne, ou Cours de Parlement: mais quant aux lettres de conuersion d'appel en oppositiō, & anticipatiōs & acquiescemens, ne se peuvent prendre es Bailliaiges ou Seneschauces: ains faut se pouruoir en la Chancellerie estant lez la personne du Roy, ou des Cours de Parlement, ou bien en celle des Presidiaux, & cas. portez par les Ordonnances Royaux.

n Cest Arrest est aussi recité par Papon, liu. 19. des Arrests tit. 5. Arrest 3.

o Cest Arrest est aussi remarqué par Papon au lieu sus allegué. Pareil Arrest donné aux Grands-Iours de Moulins le 7. Octobre 1562. & de Paris le diuiesme Ianuier 1563, par lesquels la renonciation faicte deuant vn Sergens se doit signifier, comme il a esté monstré cy dessus.

p *Rebuff. tract. de appellat. art. 15. gl. 2. num. 10. gloss. in §. seruus. instit. Quibus ex caus. man. licet.*

q Cecy esté pris des Annotations. Par le Droit commun la partie peur poursuivre l'appel interjeté par son Procureur. l. *dominus. 9. C. de appellat. l. 10. & vit. D. eod. tit. l. 1. & 2. D. An per alium causa appell. Vide Aufi. Dec. Thol. 476.*

r *Quaest. 137.*

s Cela esté noté in *leg. quod procurator, cum l. seq. l. si procurator. Dig. de procurat. Alexander in l. si fraudator. Dig. de in qua in fraud. cred. Bald. in l. fin. Cod. de tempor. & r. par. ap.*

pell. & in cap. ex parte extra de rescript. Guid. Pap. Dec. quast. 13. Jean. Gall. quast. 277. Et par Arrest du lendemain de la Feste-Dieu 1535. fut vne telle renonciation de claree bonne. Rebuff. Traict de appellat. art. 15. gloss. num. 14. Papon liure 19. des Arrests, titre 5. Arrest 8.

r Cecy est pris des Annotations. Notatur in cap. quamuis. §. ceterum. De elect. in 6. Specula. or. tit. an libell. mut. p. sit. in parte 3.

u Cecy est aussi tiré des mesmes Annotations.

x Innoc. in cap. sollicitudinem extra de appell. & refertur in Additionibus ad Bartol. in l. si separatum. §. ult. D. de appellat.

y Felin. in cap. si cautio extra de fide instrum. confessus in civilibus appellare non potest. l. abstinendum. 4. C. Quor. appell. non recipiunt. Ce qui ne se garde point en France comme nostre Autheur nous l'enseigne. Davantage Boer. Dec. Burdegal. quast. 279. num. 7. estime nommément que les Iuges ordinaires doivent deferer à l'appel, ores qu'il eust esté deferré & depuis interjecté ou repris: & ainsi renuoyeront l'appellant pardeuant le Iuge superieur pour cognoistre de la cause d'appel.

z Cette question est proposée des Annotations. S'il est loisible de renoncer à son appel en matiere criminelle, quand il y a sentence de mort ou autre peine capitale. Primo, à cause de la disposition civile, & l. non tantum. D. de appell. Secundo, que l'appellation est vne espee de defenses, & par consequent qu'on ne peut renoncer à icelle, comme estant de Droit naturel. Notatur in §. sed naturalia. Inst. de iur. nat. gent. & civil. & l. ius agnationis. D. de pactis. Au contraire nostre Autheur estime que lon y peut renoncer, suivant l'opinion de Felin. in cap. de elect. & cap. cum inter. extra. de except. où il fait cette distinction, c'est à sçavoir, que l'appel se peut oster par le Prince ou par la Coutume: parce que l'appellation est introduite par le Droit civil. Mais la premiere opinion est plus certaine, & à present receüe. Car tous Iuges inferieurs & subalternes de la Cour de Parlement doivent deferer à telles appellations, fors les Prenoits des Marechaux & les Baillifs & Seneschaux: pour les cas qui se peuuent & doivent iuger en dernier ressort par les Edicts & Ordonnances Royaux, dont il sera parlé cy dessus au 3. & 4. liure des Instit. Forepces.

aa Cecy est pris des Annotations:

bb Cecy sera expliqué plus particulièrement au liure trois & quatriesme de dites Institutions

cc Speculator. tit. de appell. §. restat. num. 1. in 1. parte.

dd Voyez le 1. liure du Thresor de la Chancellerie.

ee L. fauimus. Cod. de iudic. l. i. & l. i. in integro instauratur refusi quidem per contumaciam expensis.

ff Voyez le nouveau Stil du Parlement en François, & le 1. liure du Thresor de la Chancellerie: fol. 9. b. & 10. a. Il est nécessaire de se porter appellant par le Droit commun. l. ult. C. Quom. & quando. index. l. i. & 3. C. Et lit. pend. l. ult. C. de error. aduoc. l. 17. C. Theod. de appellat. Rescripto non potest rescindi appellatio, à qua non appellatum.

gg Cecy est pris des Annotations.

hh D. l. ult. C. sicut refer. non posse. Par les Ordonnances de Charles VII. 1446. art. 21. Loys XII. 1510. art. 31. François I. 1535. chap. 16. art. 10. & 1539. art. 118. Charles IX. 1565. art. 11. en toutes appellations sera iugé, au bené vel malé, sans moderer les amendes du fol appel, sinon en nos Cours souveraines, si pour tres-grande & vrgente cause ils voyent qu'ainsi se deust faire, dont nous chargeons leur honneur & conscience. Par plusieurs Arrests de la Cour a esté enjoint aux Iuges Presidiaux de prononcer, au bené vel malé, sans mettre l'appellation au neant, comme il fut iugé par Arrest le 22. iour d'Aoust 1577. contre ceux de Bourges, entre maistre Guillaume du Coing, Bailly d'Aubigny appellant, & Pierre Duxial intimé: lequel Arrest fut ordonné estre leu & publié au siege Presidial de Bourges, à iours de plaids, & iceux tenans les Presidiaux d'Angers, par Arrest du 22. iour de Mars 1594. entr'eux & les Iuges de la Prenoité ne peuuent en disant mal iugé, adiouster ce mot, ineptement, comme l'ay monstre ailleurs.

ii Par Arrest du 14. iour de May 1514. fut dict mal iugé & sentencié par le Bailly

de Senlis, ou son Lieutenant à Chaumont, qui auoit ordonné les tesmoins estre ouys & recolez en vne procedure extraordinaire, ains que iuger & faire droict sur la cause d'appel, & la retenir, *cap. vi. de iuris, xiv. de appell.* Autre & pareil arrest du 8. iour de Ianuier 1517. contre le Bailif d'Amiens, ou son Lieutenant, qui auoit ordonné vne partie estre interrogee auant que faire droict sur l'appel, ainsi qu'il est recité par Rebuffe. *Tract. de appell. Art. 13. gl. unic. num. 13. & 14.* Les Iuges quand ils donnent leurs sentences, s'ils ont des assesseurs & Conseillers, doiuent iuger par leur aduis, & demander leurs opinions & se leuer par honnesteté, selon vn ancien arrest cité sans iour & date, par aucuns practiciens: par lequel il fut ordonné que celui qui tiendrait l'audience, soit le Lieutenant general, ou en son absence le particulier, ou le plus ancien des Conseillers, ne fera tenu se leuer & demander aduis des Conseillers assistants, quand il sera question des appointemens communs & ordinaires, comme de veüe ou garand, recevoir exoine, prorogation de delay, ou autres petites appointemens: seruans à la prompte & sommaire instruction de la cause, sinon que ledit appointement fust diffinitif ou interlocutoire, ayant effect & vertu de sentence definitive, ou autrement preiudiciable, & qu'il fust contesté & debatü entre les parties. Auquel cas ne pourra le Lieutenant, ou celui qui tiendra l'audience rien decider, sans auoir aduis des Conseillers assistants. Ce qui a esté aussi iugé depuis souuent par arrest mesmes par le reglement d'encre les Officiers du Bailliage de la ville d'Amoudun & le Preuost en date des 24. iour de Iullet 1599. & 19. May 1601.

kk 1510. art. 32 selon la Conference des Ordonnances Royaux.

Il Conformement au droict, in l. eos 6. C. de appell. *Super. omni causa interpositam prouocationem vel in iustam tantum licet pronunciare vel iustam.* C'est aussi la formule des anciens, de laquelle ils auoient accoustumé d'vser iuste rectine appellatum aut in iuste appellatum, aut iustam in iustam, & appellatorem videri, l. 1. § 2. & l. 24. D. de appell. l. 39. D. de minor. l. 57. D. de admin. tut. l. 97. D. deleg. 3. l. 11. § 3. D. ad leg. falc. l. 12. § 5. D. de verb. oblig. l. 20. D. de quaestio. l. 2. D. quando appell. sit. l. 1. & 11. C. si vnus ex pluribus appellauit. l. fori. D. de his qui not. infam. l. ultim. D. de rec. iud. l. eos. C. de appell. l. 2. D. quando appell. sit. Paul. §. sent. Tit. vlt. Et quelquesfois, iuste prouocatum, l. 1. C. de appellat. l. hinc. cod. l. 111. Et à re bene iudicata tenebre appellasti, ut est apud Optatum Moleu. Castodor. 4. Var. Epist. 37. Quapropter si nobis iubentibus iudicata cognouerit, nec constet aduersarium prouocasse, legaliter hinc iure negatum facias in sua firmitate manere, ne longa questio litigantium non iam augeat patrimonia, quam cunctas: & quod sit ambitu lucri, causa videatur esse dispendij. Cuius. 4. Obser. c. 10. & Brisson. lib. 5. Formul. Auser. Dec. Thol. 224. Voyez cy dessous le Chapitre quinziesme de ce second liure des Institutions Forenses.

DE APPELLATIONE IN REMEDIUM, vicemque intercessionis commutanda.

CAP. XIII.



Appellationis porro forma, principis quoque rescripto in formam intercessionis sepe commutatur, nullaque ex parte appellantis causa sit deterius, nisi quod iustis sumptibus in eam rem aduersario factis lamnatur. Quod enim per appellationem consecutus erat appellans, id ei prestat intercessio. Et sane id tum fere permittitur, quando à viatore apparitoréque iudicati exequente, aliter ve munere sui fungente prouocatum est. Neque verò distinguimus virum intercessio appellationem illam eadem ad eam apparitore antecesserit, an nunc; si modo preta intercessio partibus suis defunctis fuerit: nam iudici apud quem appellatio tractanda est, princeps man-

De appellatione in remedium, vicemque intercessionis commutanda.

dit, ut nullā appellatōis rationem ducēs, causas audiat intercessiōis, de his que immo reddat. Quin ubi iudicē, cui sentētia executionē suprema curia delegauit, appellatū est, illi etiā licet appellatiōē in intercessiōē cōuertere: aut cū (quod frequentius est) in utriū denocare: scilicet si à leuioris praeiudici interlocutiōe oriatur appellatiō: sed curia suprema eam rem concessum rescriptum destinari debet, non illi autem iudici à quo promouatum fuit. Verū qui hoc. uti vult subsidio, videat potissimum, ut aduersus omnia, quae persequenda appellatiōi obstitissent, etiam restituatur, ut puta aduersus moram in appellatiōe interponenda & offerenda factam, caeteraque id genus alia: neque mulctā remissionem praeiudicis impetrandam.

DES LETTRES ROYAVX POVR CONVERTIR les appellations en opposition.

CHAP. XIII.

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. De conuertir appellatiō en oppositiō. 2. Appellations interiettees des exploits des sergens ont nature d'oppositiō. 3. Comment on doit appeller d'un Sergent. 4. Par deuant quel Iuge doit estre traittee l'oppositiō en laquelle un appel a esté conuertey: & à quels Iuges seront tels lettres adressees. | <ol style="list-style-type: none"> 5. En quel cas on peut conuertir l'appel d'un appointement donné par le Iuge en oppositiō. 6. De ce qu'il faut obseruer pour estre releué en conuertissant l'appel en oppositiō. 7. Comment on se doit pourvoir à l'encontre d'une taxe faite par messieurs de la Cour d'un portage de sacs. |
|---|--|

1. De conuertir appellatiō en oppositiō.

2. Appellations interiettees des exploits des sergens ont nature d'oppositiō.

AV parus y a vne autre maniere de mettre fin és appellations, c'est quand on les conuertit en oppositiō, & ce est permis en certain cas seulement. Sçauoir est, quand on appelle des sergens mettant à execution quelque sentēce ou mandement de iustice, & ne fait-on distinction s'il y a eu oppositiō preallablement faite auparauant l'appellatiō interiettee, ou non, pourueu que le sergent ait passé outre nonobstant oppositiō.

Car toutes appellations interiettees des executions faites par les sergens, sortissent & ont nature d'oppositiō, & par la voye d'icelle op-

position l'on obtient toutes mesmes choses qu'on obtiendrait par appellations.

Pource qu'un sergent execute mal, il faut premierement s'opposer, & si nonobstant l'opposition il passe outre, il faut en appeller: & lors sera fait droit de l'appellation, si bien ou mal a esté appelé. Mais bien souvent encores la Cour conuertit telles appellations en oppositions, sans dire bien ou mal appelé, & renuoye les parties pardeuant le Juge ordinaire pour proceder sur l'opposition: comme il fut fait en un arrest donné le tiers iour d'Octobre 1531. és Grands iours tenus à Poitiers. Mais le Juge Royal ou autre inferieur ne peut conuertir l'appel en opposition sans lettres Royaux à luy adressans.

3. Comment on doit appeller d'un sergent.

Et les conuient adresser au Juge ordinaire du lieu auquel l'opposant a son domicile, & non au Juge qui deuroit cognoistre de l'appel. Au moyen dequoy comme un personnage se fust porté appellant de l'execution de certaines lettres Royaux en forme de mandement de debitis: par vertu desquelles, & d'une obligation en forme authentique on auoit procedé par execution sur les biens: & eust obtenu lettres Royaux adressans à la Cour de Parl. pour couertir son appel en oppositiō, & eust fait bailler assignatiō à partie aduerse en ladite Cour, pour proceder sur l'enterinement desdites lettres: les parties furent reuoyees par arrest de ladite Cour pardeuant le Juge Royal ordinaire & domiciliaire de l'opposant, & iceluy opposant condamné és despēs de l'assignatiō baillee en ladite Cour enuers la partie aduerse. Car la Cour ne cognoist pas de toutes causes en premiere instance: & estoit luy attribuer la cognoissance de ladite cause en premiere instance par lettres Royaux, ce qui est prohibé par les Ordonnances. Mais si on estoit appellant d'un Sergent executeur de certain arrest de la Cour, & qu'il fust requis conuertir l'appel en opposition: faudroit adresser les lettres Royaux pource impetrees à ladite Cour, & en ce cas la Cour ordinairement enterine telles lettres: car puis qu'il est question de l'execution de ses arrests, elle peut cognoistre de l'opposition baillee à l'execution d'iceux. Il y a diuersité d'vsance en la Cour de Parlement, & és Cours inferieures, quant à la condemnation des despens de la conuersion d'appel en opposition. Car en la Cour de Parlement on reserve les despens en diffinitue. Et és autres Cours l'on condamne és despens de ladite conuersion. Et j'ay point veu qu'en un arrest donné par expedient, toutesfois par l'aduis de notables Aduocats de la Cour, par lequel un appellant de faulx feodale, qui apres auoir releué obrient lettres pour conuertir son appel en opposition, les lettres furent enterinees, & il condamne és despens de la cause d'appel. Combien qu'il apparust sommairement qu'il auoit bonne matiere en l'opposition. Et par le contraire, j'ay veu un arrest donné en plaidant en pareille cause: par lequel la Cour reserve les despens en diffinitue. Semblablement en la Cour de Parlement, si l'on presente lettres Royaux pour estre releué de l'illec, ou d'autres fins de non receuoir: on n'est point condamné en aucuns despens, & és Cours inferieures on est condamné és despens de la cause d'appel, iusques à la presentation desdites

4. Pardeuant quel Juge doit estre traictee l'opposition en laquelle on appelle, & à quels Juges seront les lettres adressées.

dites lettres. Parquoy il seroit mestier d'une Ordonnance du Roy pour'arrestier cecy.

5. En quels cas on peut convertir l'appel d'un appointement donné par le luge en opposition.

En aucuns cas est permis de convertir vn appel interjeté d'un iuge en opposition: sçavoir est, quand la Cour commet quelque luge pour executer le sien arrest, & qu'on appelle de quelque interlocutoire: qui n'est grand preiudice. Mais lors faut adresser lettres Royaux à ladite Cour. dont est emané l'arrest. Toutesfois en ce cas on a accoustumé plus souuent mettre l'appel, & ce dont est appelé au neant, & mander à la Cour par les lettres Royaux de pourvoir audit appellant de ce qu'auroit denié ou deu pourvoir le luge à quo, comme d'un delay pour produire, nonobstant la forclusion contre luy baillée par ledit luge à quo, ainsi que nous auons dit cy-dessus plus amplement en traitant de la forme de mettre les appellations au neant. 8

6. De ce qu'il faut observer pour en estre relevé en convertissant l'appel en opposition.

Et tout ainsi qu'en mettant au neant vne appellation, aussi en la convertissant en opposition, il faut par les lettres Royaux à ceste fin obtenues, que l'appel soit conuert en opposition, sans amende, & sans qu'on soit plus tenu de poursuivre en aucune maniere: & qu'il soit mandé au premier sergent Royal de bailler iour à partie aduersé pardeuant le luge pour venir proceder sur ladite opposition. Et est requis d'estre relevé de l'jllicé, & autres fins de non proceder, & de mettre clause de protogation du terme pour les executer, tout ainsi que quand on met vn appel au neant, dont auons cy-dessus à plain parlé. ^h

7. Comment on se doit pourvoir à l'encours d'une taxe faite par Messieurs de la Cour d'un portage de sacs.

Le ne vueil icy oublier d'aduertir que si vn sergent fait commandement par vertu d'un executoire d'un portage de sacs, de payer au messager la somme y contenuë, on ne peut s'opposer au commandement. Mais on doit se porter appellant de la taxe contenuë par ledit executoire, s'il y a matiere d'appel: comme il fut dit par arrest donné es grands iours tenus à Poictiers le dixseptiesme iour d'Octobre 1531. Toutesfois ce doit estre entendu, quand on pretend la taxe estre mal faite: car lors il se faut pourvoir par appel de ladite taxe. Mais si l'on pretend auoir payé ladite taxe, ou n'estre point condamné par icelle, lors on se peut opposer: & si le sergent paie oultre nonobstant l'opposition, on en peut appeller, & releuer ledit appel en la Cour de Parlement.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XIII.

Des lettres Royaux, &c.



A forme de telles lettres de conuersion d'appel en opposition est declarée au stil du Parlement Latin & Thresor du stil de la Chancellerie, aussi nouvellement imprimée, liure 1. fol. 4.

b. *Ab executore siquidem mero appellari potest, l. ab executore, D. de appell. l. ab exequione. C. Quor. app. non recip. Sed si perperam exequatur aliquis, miteret de resequo sibi opponere debet, vi in l. a duos Pro. §. supertribus. D. de reindic. cap. quod ad consultationem. cap. de mero extr. ad. tit. cap. pastoralis. cap. super questionum §. verum. tr.*

De

*De offic. deleg. cap. novit. 2. extr. de appell. can. sub illo. §. super quorum versic. ab executore 2. qu. 6. Vi-
de Ioann. Gall. qu. 151. Nepos. de monte Albano lib. Fugit. lit. 13. except. contra appell. & Rebuff. in
tract. de appell. art. 3. gl. 2. nu. 15.*

c Vn luge ou autre executeur ne peut pour raison de l'exécution estre intimé, ainsi qu'il fut dict par Arrest du 4. iour de Feurier 1515. Et le 5. iour de Feurier audit an, au profit du Lieutenant de Senlis. *Rebuff. tract. de appell. art. 4. gl. 2. nu. 8.* Aureste, la cognoissance de l'appel des executeurs appartient aux Iuges, dont procedent les iugemens & sentences, & seront telles appellations releuees pardeuant ceux, ausquels appartient la cognoissance de la cause principale, sinon que la cause fust introduite en Parlement, ou bien l'appel releué en icelle Cour. Charles VII art. 11. & 13. *Barr. in d. La D. Pio. §. 1. D. de re iudicat. nisi quando modum excedunt per Arbitrio. D. qui satisf. cog. Arrest à ce propos du 17. iour de Ianuier 1534. au profit del'Euesque de Beaunais, contre vn Iuge Royal, qui auoit fait mettre és prisons vn appareteur dudit Euesque, ainsi que recite *Rebuff. tom. 1. tract. de sent. exec. art. 7. gl. 13. nu. 1.**

d Cccy est tiré des Annotations.

e On ne se doit porter pour appellant de l'oütroï & concession de la commission ou lettres Royaux, ains de l'exécution. Arrest à ce propos du 18. iour de Iuin 1516. recité par *Rebuff. tract. de rescript. in pref. num. 173.*

f Ce qui suit est pris des Annotations.

g Chap. 13. de ce 2. liure des Instit. Forenses.

h Chap. 13. du mesme liure.

DE LITIS REMISSIONE AD EVM facienda, à quo appellatum est.

CAP. XV.

Moximè autem animaduertendum est sine renunciatione sine re diiudicata terminetur appellatio, utrum ea ab interlocutione, an à definitiua sententia prodierit. Nam si ab interlocutione, ad priorem iudicem (ut antè dixi) litem remitti necesse est: ut eum sequatur cursum, quem appellatio prapediuerat: alioqui & litigantium uterque & prior iudex aquissime promocabunt. Si verò suprema Curia remissionem hanc pratermiserit, neque summa questionis cognitionem retinuerit, rescripto Principis ad iudicem inferiorem controuersia rejicietur. Potest tamen qui de appellatione cognouit, summam quibus condemnationem taxationem sibi reseruare, & litis estimationem (si quam condemnationi addiderit) pertractare. Caterum ubi appellationis definitio primordiali quoque litis finem dederit, iudex apud quem de appellatione actum est, prioris sententia executionem sibi iure assumit, vel si ab eo comprobata, vel expuncta sit: ista tamen, si executio illa in causa versetur cognitione: alioqui eam competentis apparitor mandare debet. Quod verò ad sumptuum in litem appellationis erogatorum condemnationem spectat, tamen si apud iuris professores variè cersatum sit, utri litigantium scilicet, appellantisne, an eius aduersario sit insurgenda: hac tamen apud nos ratio inualuit, ut si à vocali sententia sit appellatum, aut etiam à tabellari, modo appellatio ex tempore dirimatur, vincasque appellans, eius aduersarius huic subijciatur condemnationi: sin à tabellaria sententia provocatum sit, & appellatio apud intimum Curia consilium sit terminata, aduersarius appellantis etiam superatui his expensis eximitur, sed controuersia apud priorem iudicem discussa impendia reddis

De litis remissione ad eum facièda, à quo appellatum est.

appellans. Litis autem estimatione nunquam in decidenda appellatione quæ condemnari solet, si appellatio ab interlocutione sit interposita. Et quoniam de hac dictum in summa litu exitum confertur: quod quidem locum habet in causa & civili & criminali, nisi ab ea promocatam fuerit interlocutione, qua solus qui carcerem fuerat: nam qui ea cadit appellatione, aduersario condemnari solet quæ eius inter fuit moram per appellationem liberationi factam non fuisse. Idemque observatur ferè, quum appellationem frustrandi causa interpositam fuisse suprema Curiaprehenderit. Nam damni nomine certam pecuniam aduersario decernit pro arbitrio: ut constitutionibus suis pridem modo edixit. Multa sanè pro locorum ex quibus appellatio oritur varietate (sicuti antè satù explicuimus) aut irrogatur, aut remittitur.

DE LA FORME DE PRONONCER LES sentences en causè d'appel, quand il est dict mal iugé.

CHAP. XV.

- | | |
|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Iuges comme doiuent emender le iugement dont est appel pardeuant eux. 2. Renuoy de la cause principale, comme sera fait en donnant sentence sur la cause d'appel. 3. De la condamnation des despès en causes d'appel pardeuant les Iuges inferieurs. 4. De la condamnation des despès en cause d'appel en la Cour. 5. L'intimé n'est tenu rendre la | <ol style="list-style-type: none"> moitié des espices à l'appellant qui gaigne les despens de la cause principale. 6. Quand le demandeur demande plus qu'il ne luy est deu; & le defendeur n'offre ce qu'il doit, ou bien offre ce qu'il doit, comme se doit faire la cōdamnation des despens. 7. En decidant la cause d'appel, faut sur tout considerer si l'appellant a interest ou non. |
|--|---|

1. Iuges comme doiuent emender le iugement dont est appel pardeuant eux.



Ous Iuges doiuent auoir souuenance en donnant leur sentence en cause d'appel, que s'ils disent mal iugé, ils emendent & corrigent leur iugement, & en ce faisant ils facent ou ordonnent ce que le Iuge à quō deuoit faire ou ordonner. Touchant le renuoy ^a de la cause principale, ou de l'exécution de la sentence, qu'est tenu le Iuge *ad quem* faire, & renuoyer pardeuant le Iuge à quō en vuidant la cause d'appel, nous en auons traité cy dessus en ce second liure ^b assez copieusement, en declarant la forme de donner sentences par contumace en causes d'appel: parquoy n'est plus mestier en ce lieu le repeter, si non si le renuoy est obtenu par la Cour, parce qu'il n'y a appel de

l'Arrest, il faut auoir Commission de la Cour, par requeste à icelle presentee, ou par lettres Royaux pour renuoyer la cause pardeuant qui il appartiendra. Reste à ce moyen pour paracheuer ce Traicté des sentences en causes d'appel, declarer comment le Iuge doit condamner és despens: car en ce y a grande contrarieté d'opinions entre les Docteurs, tant du droit Civil, que du droit Canon.

Mais auourd'huy en ce Royaume nous gardons, quant aux Iuges Royaux & autres inferieurs, que celuy qui gaigne la cause d'appel, soit l'appellant ou intimé en appellation verbale, ou en procès par escrit, doit obtenir les despens de la cause d'appel: car la sentence des Iuges inferieurs par dessous les Royaux ressortissans nuëment en la Cour, n'est pas reputée de telle efficace qu'elle sauue les despens de la cause d'appel aux intimez: parce qu'en aucun pays les intimez mesmes payent l'amende, comme les appellans, ainsi qu'auons dict cy dessus.^d

Au regard de la Cour de Parlement à Paris, en appellations verbales, elle condamne l'intimé comme l'appellant és despens: & par fois en l'amende de dix liures, ou vingt liures, quand le Iuge est apparemment inique, & en ce cas souuent on adiuge reparation à l'appellant comme à l'intimé, iusques à certaine somme de deniers, pour le retardement du procès, comme cy deuant auons dict.^e

Quant és procès par escrit, ladite Cour a^f accoustumé, si elle dict mal iugé, de dire sans despens de la cause d'appel: & condamne l'intimé és despens de la cause principale. Et le semblable elle fait, si elle met l'appellation & ce dont a esté appelé au neant, sans amende: combien qu'il n'ait esté rien produit de nouveau en la cause d'appel, & ce fait pour l'excuse qu'ont les intimez par le moyen des sentences des Iuges Royaux ressortissans nuëment en la Cour. Toutesfois ^g quand la Cour voit qu'il n'y a apparence en la sentence du Iuge Royal, elle condamne l'intimé és despens de la cause d'appel, comme de l'instance principale: & ainsi fut fait par Arrest du dernier iour de Iuin, mil cinq cens vingt-neuf.^h Ce qui est fort equitable, à fin que les parties ne practiquent auoir sentence à tort pour elles par les Iuges Royaux, non plus que par autres Iuges.

Quand la Cour met l'appel, & ce dont estⁱ appelé au neant, sans despens de la cause d'appel, & condamne l'intimé és despens de la cause principale: l'intimé ne peut estre contraint de payer ou refondre la moitié des espices auancees par l'appellant pour l'Arrest, jaçoit qu'il n'eu peu auoir l'Arrest sans payer les espices: & ne peut demander l'intimé en la taxe des despens, sinon ce qu'il a baillé au Greffier pour l'escriture & scel de l'Arrest, ainsi qu'il a esté dict par Arrest (les Chambres pour ce assemblees) le dernier iour^k d'Aoust mil cinq cens trente. Mais peut bien bailler l'intimé requeste à ce que le sac & pieces de l'appellant ne luy soit deliuré, que preallablement il n'ait rendu la moitié des espices payees par l'intimé, & obserue on le semblable, quant à raison de la production nouvelle. La Cour compense les despens, tant de la cause

2. Renuoy de la cause principale, comme sera fait en donnant sentence sur la cause d'appel.

3. De la condamnation des despens en causes d'appel pardeuant les Iuges inferieurs.

4. De la condamnation des despens en causes d'appel en la Cour de Parlement.

5. L'intimé n'est tenu de rendre la moitié des espices à l'appellant qui gaigne les despens de la cause principale.

d'appel, que de la cause principale, combien que par ledit Arrest soit referué à la partie adverse de celui qui aura baillé les espèces, son recours à l'encontre des autres.

Le Juge en la cause d'appel se peut reserver la taxation & liquidation des despens, dommages & interets de la cause d'appel, ou de la cause principale, & doit taxer tous lesdits despens.

6. Quand le demandeur demande plus qu'il ne luy est deu, & le defendeur n'offre ce qu'il doit, ou bien offre ce qu'il doit, cōme se doit faire la condamnation des despens,

Pour autant qu'il y a pareillement grande ¹ controuersie entre nos Docteurs de Droit Civil & Droit Canon, si vn demandeur n'obtient entierement à ses fins & conclusions, ains seulement en partie d'icelles, s'il doit auoir entierement les despens de la cause : & puis que nous n'auons rien touché de ce en traitant la forme de bailler sentence en premiere instance : est bien requis en ce lieu de declarer comment nous en vsons : & certes nous faisons vne distinction, où il est question d'action personnelle, ou d'action reale, ou mixte. En action personnelle, si le defendeur n'a rien offert, ou n'a fait offre suffisante, le defendeur est condamné en tous les despens de la cause, & s'il n'a fait offre suffisante, il est condamné és despens iusques à ladite offre, & le demandeur és despens puis ladite offre. Mais s'il est question d'action reale, & que le defendeur n'ait fait aucun consentement, ou offre, les despens seront compensez, & si le defendeur a fait offre satisfaisoite, le demandeur sera condamné és despens depuis ladite offre, & les despens du precedent compensez. La raison de ladite diuersité est tres-bonne : car en action personnelle est question de ce qui est fait avec nous, ou avec nostre predecesseur, duquel sommes heritiers. Mais en action reale n'est question de nostre fait, & pouuons pretendre plus iuste ignorance. Et combien qu'en la Cour on tienne ceste distinction, neantmoins aucuns Juges inferieurs ne la veulent receuoir, & font vne autre difference : Sçauoir est, si lon demande plus en quantité, comme il n'est deu que cinquante, l'en demande cent : il ne m'appartient que la moitié en vne piece de pré, ie demande le tout : & lors si le defendeur n'offre la moitié, ils le condamnent en tous les despens. Ou bien on demande trop en qualité : comme ie demande cinq sols de cens, ie preuue que cinq sols me sont deuz de rente, lors ils compensez les despens. Ou bien ie demande sous vne condition, & ie ne preuue qu'il me soit deu sous ladite conditior, semblablement ils compensez les despens. Et combien que ceste distinction soit de Bartole, ^m l'autre routesois est fondee en meilleure & plus reale raison. Au surplus est à noter ⁿ en cause d'appel, que si au temps de la sentence interlocutoire ou appointement donné, n'auoit esté fait grief, & que routesois grief depuis par le moyen de ladite sentence soit ensuiuy, & pource lors, & apres le grief suruenu, la partie greuee en appelle : elle gaigne la cause quant au mal iugé, mais elle n'aura les despens de la cause d'appel, parce qu'il auoit esté bien iugé lors & au temps de l'appointement dont auoit esté appellé : & que le Juge ne pouuoit penser au grief, qui depuis son appointement estoit suruenu : & aussi auoit l'intimé maniere de le souste-

nir, comme estant bien donné. Tout ainsi que quand en vn procez par escrit par vne production ou enqueste nouuelle faite en la cause d'appel, l'appellant gaigne sa cause: mais il n'a les despens de la cause d'appel, & ainsi fut delibéré par notables Aduocats de la Cour de Parlement à Paris, au cas si apres déclaré. Sçauoir est, comme certaine action petitoire eust esté intentée pour raison de quelques biens immeubles donnez: & tantost apres la premiere assignation, le Iuge eust permis au demandeur de faire ezamen à futur, & le defendeur eust maintenu de faux la donation, au moyen dequoy eust esté ordonné que le defendeur bailleroit moyens de faux. Quoy voyant le demandeur pour asseurer l'instrument de sa donation, & la preuue par tesmoins, il veut faire faire son examen à futur, qui luy auoit esté permis faire: fait bailler assignation au defendeur pardeuant le Commissaire commis en ceste partie pour voir iurer ses tesmoins, le defendeur comparoit & preuoyant l'entreprinse du demandeur, empesche que les tesmoins d'iceluy demandeur soient receus, pour autant qu'il auoit ja fait inscription de faux à l'encontre de ladite donation, & que veuë ladite inscription, le demandeur ne pouuoit plus faire examen à futur, & declare ledit defendeur estre appellant de ladite permission d'examen à futur. Au moyen dequoy les Commissaires renuoyent sur ce les parties pardeuant le Iuge qui les auoit commis. Lesdits Aduocats furent d'aduis que ledit appel n'estoit soustenable en ladite maniere qu'il estoit interjeté: mais que le defendeur deuoit remonstrier au Iuge que ladite permission ne deuoit fortir effect & lors & empescher qu'elle fortist effect; par le moyen de ladite inscription de faux suruenue, & que si le Iuge eust ordonné que ladite permission eust fortir effect, le defendeur eust eu bonne matiere d'appel dudit appoinctement, ensemble & de ladite permission d'examen à futur, afin qu'elle n'eust preiudicié à son dit dernier appel, comme estant passé ja en force de chose iugée. D'auantage n'estoit d'aduis qu'on soustint ledit appel ainsi formé pardeuant lesdits Commissaires, d'autant que dès lors tant auoit esté procedé en ladite inscription de faux, qu'apres le recolement & confrontations des tesmoins, & procez criminel extraordinairement faits, les parties auoient esté receuës à procez ordinaire: & à ce moyen cessoit l'interest de l'appellant, pour lequel il eust eu matiere de soustenir lesdites appellations, si elles eussent esté interjetées comme elles deuoient, lequel interest gisoit en ce qu'on ne doit receuoir aucun examen à futur en matiere criminelle, & lors que ladite permission dudit examen fut baillée, ladite matiere n'estoit criminelle, ains depuis auroit esté faite criminelle par ladite inscription de faux. Et combien que ce cas n'aduienne souuent, toutesfoies ie l'ay bien voulu mettre pour seruir d'exemple.

Pareillement n'est à obmettre que le Iuge en donnant sentence en cause d'appel, doit sur toutes choses considerer si l'appellant a interest en l'appoinctement dont a esté appellé ou non: car posé qu'il eust esté peché en quelque formalité, neantmoins si l'appellant n'y a interest, le Iuge d'appel doit dire que mal & sans grief a esté appellé.

7. En decidant la cause d'appel faut sur tous considerer si l'appellant a interest.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XV.

De la forme de prononcer les sentences en
causes d'appel, &c.

Nous est en cap. Romana. De appell. in 6. & DD. in cap. vt debitus. extr. cod. tit. & resse in cap. sollicitudinem § 4. cod. tit. ad officium eius, qui de appellatione cognoscitur est. peritines prudentes corrigere qua contra ipsam nouerit attentari. Vide Bartol in L. i. iuror §. iuror D. de adm. iur. Aureste s'il y a plusieurs chefs, & par ainsi plusieurs griefs, il doit dire en tout & par tout mal iugé, ou particulièrement faire droit sur chacun article ou appellation, ou grief. Car s'il prononçoit simplement mal ou bien iugé, il prononceroit fort mal à propos. Arrest du 11. iour de Ianuier 1535. comme escrit Rebuffe. *Tract. de appell. Art. 22. gloss. vnic. num. 12.*

b Chap. 7.

c DD. in l. generaliter 11. §. 1. C. de rebus credit. & in comment. Pragm. sancti. Tit. de finol. appell. quodque ante definitum, in verbo expensatum.

d Chap. 6:

e Chap. 6. Notez que la Cour remet l'amende selon qu'elle voit estre nécessaire. Vide Fabr. in l. 1. C. de fac. eccl.

f Monsieur Bourdin en sa paraphrase sur le 128. art. de l'Ordonn. 1539. monstre la forme de prononcer sur les appellations, garde en la Cour de Parlement.

g Cecy est prins des Annotations.

h 1539. comme il est porté es Annotations.

i Cecy est aussi tiré des mesmes Annotations.

k L'arrest mentionné au texte François, est cotté du 30. iour d'Aoust 1520. es Annotations de l'auteur.

l Tout ce qui suit est aussi prins des mesmes Annotations.

m Bartol. in l. 1. §. si stipulanti. D. de verb. obligat. & in l. qui solidum. D. de legat. 2. où il fait vne belle distinction, & au resum consistit in partem oportere. Alioqui constitueretur in mora, in parte summa vel rei debita: unde consequens est ut in expensas litis condemnatur, Secus autem si petatur quidpiam sub qualitate aut conditione non vera, quia tunc potest negari totum. At Speculator. Tit. de deposito §. 7. vers. 11. indistincte asserti totum negari posse. Idem asserti Paulus Castrensis, in l. quidam existimauerunt. D. si cert. petatur. [Ce qui a aussi lieu en action persionnelle comme pour louage, Pet. Jacob. Tit. de act. ex locato. Toutesfois, Guid. Pap. quæst. 25. est d'aure aduis & contraire. Vide Boer. Dec. Burdigal. quæst. 74. & notat. in l. propterandum §. sin autem alterutra C. de iudi. iij.]

n Cecy est tiré des Annotations.

o Non soient audiri appellantes, nisi quorum interest, vel ij quibus mandatum est, vel qui negotium gerunt alienum, quod maxime ratam habeant. l. 1. §. si procuratorum. D. de appell. recip. l. 2. §. 1. D. quando appell. fit, cap. cum inter 16 extra de cleri. cap. super eo in fine extr. de Offic. deleg. l. ab executore 4. §. alio & §. vlt. Cl. 14. D. de appell. Specul. Tit. de appell. §. nunc videndum. Bald. in Proximo. D. Sicul. & prepos. in Rub. de appell. extra. Aufer. ad stilum Parlam. Et autres lieux alleguez cy-dessus. Chap. 11. de ce 2. liure, traitant de la mesme matiere.

DE SUPPLICATIONE ADVERSUS RES
iudicatas à supremo concessu.

CAP. XVI.

Sed si appellationem apud inferiora subsellia decisam alia subsequatur appellatio, prorsus executio rei iudicata suspenditur: nisi sententia à qua denuo provocatum est, eius sit generis ut ipsius executio appellatione sublata procedat: de qua quidem re à nobis iam satis est differatum. Atque iudicio curia suprema, quoniam res definita est, omni appellandi facultas adimitur. Si qui tamen acceptam ab ea queratur iniuriam, supplicationis auxilio sibi ipsi potest consulere, cuius sanè hæc forma est: primum, ut postulationem cancellario offerat, quæ errata in eo iudicio admissa complectatur, vel breviculo quodam (quod aptius est) postulationi connexo: proinde roget, ut eadem curia denuo coactis quoque omnibus classibus in rei iudicata veniat disquisitionem. Cancellarius autem libellorum præfectus in principis comitatu agentibus delegat, ut ex breviculo illo diiudicent, circumveniant curia religionem probè minus prætor assenserit, necnè, Quod si preces aequitate inmiti censuerint, cancellarius eorum relationis adhaerescens postulationi annuit, diplomæque in eam rem concedet, nec vulgare quidem, sed sanctius maiusque, quale solet in rebus arduis ex senatore Principis conscientia indulgere. Tum diploma hoc aduersario denunciandum est, disque illi constituenda, quæ diplomatis approbationem confecturus adsit. Itaque postquàm in diarium idoneus uterque nomen suum ediderit, præsentiamque suam professus fuerit, ex ordine nomenclaturum, uti modo appellationibus convenire memoravimus, res dirimenda expectabitur: sed non prius actor ad proponendas erratorum causas admitretur, quàm duplicatam multam (centum & viginti scilicet francorum Parisiensium) apud alia deposuerit: iudicato quoque interim satisfacere cogitur: insuper, aduersario postulante fideiussoribus cauere, non solum litis huiusce expensas, verum etià eius estimatione (si opus fuerit) representatum iri. Tamei si autem consueverit olim huiusmodi controversia voce omnino perorari, hodie tamen sacu est si actor intentionem suam apud primariam classis confessionem voce exprimat: cuius profectò summa hæc est, ut in re constituenda curiam aberrasse ob causas breviculo consignatas pronuntietur: idèque sententia iam lata refutanda, vel emendetur: nà postea doceri solet breviculum id resignandum, aduersarioque edendum, ut ipse erratorum causas infirmes rursus que actor eas teneatur, ac vicissim reus duplicationem admoliasur. Quibus planè absolutis, huiusce disceptationis gesta, litis antè iudicata instrumentis adiunguntur, litigantè que rem in curia consilium mittunt. Ferè autem in singulis illos iudicij huiusce actus dilatio octo duntaxat dierum tribuitur. Neque vero actori fides est alia errata afferre, quàm quæ breviculo sunt ob signata, sed facti esse oportet. Conuenit porro ex omnibus curia classibus celebrabitur, accitis etiam qui in principis aula versantur liberorum præfectis. Itaque cunctis sententiam rogatis, curia præses summus ex maioris partis opinione rem constituit. Sanè hoc supplicationis subsidio rescindi nequeunt interlectionum decreta, neque definitiva senten-

De supplicatione aduersus supremæ concessu sententias.

Illud secundū priores constitutiones obtinebit, verum nouissimis tamen emendatum est.

ria, vel de possessione, vel de capiti causa dicta. Sed nec post biennium à tempore rei iudicat licet supplicare, nisi princeps didicisti & compertu rei meriti aduersus tempore huius silentium restituar. Contumacia autem rei hac in specie duobus editu ante litem contestatam conuincenda est, qua haud secus impetrabuntur, ac ea qua à summis curi concedi pramonuimus. Verum actoris contumacia unico edito à lise dimissorio ante litem contestatam, postea autem sicut & rei necessariorum exclusionum ordine adhibito aequè peragetur, quemadmodum appellanti perficiendam in his supremis tribunalibus contumaciam per docuimus.

DES MOYENS ORDINAIRES DE SE pouoir pour la retraction des arrests par lettres Royaux en forme de requeste ciuile, ou de proposition d'erreur.

CHAP. XVI.

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Appel suspend la sentence iusques à ce qu'il soit décidé d'ice-luy. 2. On fait l'exécution par vertu de la sentence ou arrest conferrant, & non par vertu de la sentence confirmée. 3. Executoire d'arrest adressant aux Iuges & sergens, se doit entendre chacun en son regard. 4. De proposition d'erreur. 5. Si en retirant son sac, on renouue à proposition d'erreur. 6. On ne doit alleguer qu'erreur de fait & non de droit. 7. Quelle somme il faut consigner en proposition d'erreur, & comme il n'y a plus qu'un an à la proposer. 8. Proposition d'erreur comme sera iugée sans assembler les Chambres. 9. Proposition d'erreur iugée | <p>dans cinq ans.</p> <ol style="list-style-type: none"> 10. Interpretation de l'Ordonnance 1539. concernant la proposition d'erreur. 11. La forme de proceder en proposition d'erreur. 12. En quelles matieres a lieu proposition d'erreur. 13. Moyen de faire retracter un arrest par requeste ciuile. 14. Arrest des Grands iours d'Angers par lequel est retracté un Arrest des Grands iours de Bretagne. 15. Arrests desdicts grands iours sur l'appellation interiettee de l'entreprise faite par les generaux de la Iustice des aydes à Paris. 16. Arrests seront donnez & escripts clairement. 17. Forme de donner les arrests. 18. Dans quel temps on doit satisfaire. |
|---|--|

faire aux Arrests.

19. Si l'Ordonnance 1539. Article 85. parlant de satisfaire aux Sentences ou Arrests donnez

en matiere petitoire & possessoire, dedans trois iours apres la signification, a lieu en matiere personnelle.



Il y a appel de la sentence donnee par le Iuge d'appel, l'execution de la sentence est suspendue & differee iusques à ce qu'il soit decisi^a dudit appel par Arrest de la Cour de Parlement: car lors n'y a plus d'appel.^b Toutesfois si la sentence du Iuge Royal est ressortissant nuëment en la Cour, & des cas esquels il est permis par les Ordonnances Royaux de passer outre, & executer leur sentence, nonobstant opposition ou appellation quelconque, & sans preiudice d'icelles, elle sera executee, ainsi qu'auons dict cy-dessus en la fin du premier Liure.

Toutes executions de sentences & Arrests doiuent^c estre faictes par vertu de la sentence ou Arrest confirmant, & non par ce qui est confirmé. Et pource la Cour apres son Arrest donné, baille executoire adressant l'execution de son Arrest, lequel est datté ordinairement du iour de l'Arrest.

Et parauant que l'executoire s'adresse communement aux Seneschaux,^d Baillifs & autres Iuges & Officiers Royaux, sçauoir est, Iuges, Chastelains, & Preuosts, & par fois aux Enquesteurs, où il est question de faire enqueste: & outre s'adresse au premier Sergent Royal, pour mettre l'Arrest à execution: ce doit estre entendu chacun en son regard, sçauoir est ce qui gist en cognoissance de cause par les Iuges susdits: & ce qui n'est & ne gist en cognoissance de cause, par vn Sergent Royal.

Après qu'il est iugé par Arrest, si l'vne des parties se sent greuee, le remede ordinaire est, de le pouruoir par Proposition d'erreur. Et pour à ce paruenir, conuient que la partie baille par vn brief ou intendit les faicts & moyens, & causes d'erreur, avec vne requeste à Monsieur le Chancelier, pour auoir Iuges ou Commissaires, pour cognoistre & decider de ladite Proposition d'erreur, & le procès estre reueu. Le Chancelier communique ledit brief ou intendit à Messieurs les Maistres des Requestes ordinaires de l'Hostel du Roy, pour auoir leur aduis, s'il y a matiere de proposition d'erreur, on commet l'vn de mesdits Seigneurs pour en communiquer aux autres, & leur en faire son rapport. Et selonc leur aduis & rapport, il octroye audit suppliant Lettres patentes de par le Roy, par lesquelles est mandé à la Cour de reuoir le procès, & faire droit au suppliant sur les erreurs par luy proposez en corrigeant l'Arrest.

Par les Ordonnances^e dernieres, article 135. est ordonné qu'au parauant que recevoir lesdits articles & faicts, mesdits seigneurs les Maistres des Requestes verront lesdits faicts, avec les inventaires des productions des parties. Et à ceste cause celui qui veut proposer erreur, ne doit retirer son sac du Greffe par maniere qu'aucuns tiennent, qu'en le retirant on re-

1. Appel suspend la sentence iusques à ce qu'il soit decisi d'iceluy.

2. On fait l'execution par vertu de la sentence ou Arrest confirmant & non par vertu de la sentence confirmée.

3. Executoire de l'Arrest adressant aux Iuges & Sergens, se doit adresser chacun en son regard.

4. De proposition d'erreur.

5. Si en retirant son sac, on renuie a proposition d'erreur.

nonce à proposer erreur raisiblement: combien que les autres disent qu'on le peut retirer, & qu'on ne renonce point à proposition d'erreur, pourveu qu'en le retirant il proteste de pouvoir se pourvoir par proposition d'erreur. Mais la premiere opinion est la plus raisonnable: car s'il estoit loisible de retirer les sacs & pieces, & mesmement son inventaire, on pourroit soustraire ou adiouster des pieces par lesquelles on pourroit bien faire retracter l'Arrest. A ce moyen me semble qu'il seroit pour le mieux, que le Greffier de la Cour enuoyast les inventaires desdites parties, clos & scellez à mesdits seigneurs les Maistres des Requestes.

6. On ne doit alleguer qu'erreur de fait. & non de droit.

7. Quelle somme il faut assigner en proposition d'erreur: & cōme il n'y a plus qu'un an à la proposer.

8. Proposition d'erreur comm: sera iugée sans assembler les Chambres.

9. Proposition d'erreur iugée dans cinq ans.

10. Interpretatio de l'Ordonnance 1539. concernant la proposition d'erreur.

11. La forme de proceder en proposition d'erreur.

N'est permis d'alleguer en proposition d'erreur, ⁵ autres erreurs, ^h que de fait & non de droit. Combien que souuent on en allegue qui sont de Droit. Faut que celuy qui propose erreur, ¹ consigne la somme de douze vingt liures parisis, & au lieu de deux ans qu'ils auoient par les anciennes Ordonnances pour proposer erreur, ont seulement vn an pour satisfaire à ce qu'ils estoient tenus satisfaire, & fournir dedans les deux ans ordonnez par les anciennes Ordonnances, ainsi qu'il est contenu par les dernieres Ordonnances, article k 136. Tellement qu'apres l'an, ils ne sont receuables à proposer erreur, tout ainsi que par les Ordonnances ¹ du Roy Loys XII. publiees en l'an 1479. on n'estoit receuable apres les deux ans. Toutesfois on pouoit estre releué de ce par le Roy, pour causes iustes & raisonnables, & me semble qu'encores on en pourroit bien estre releué. Par l'article ensuiuant desdites dernieres Ordonnances est dict, que pour vuidier lesdites instances de proposition d'erreur, ne sera besoin assembler les Chambres, ^m ainsi qu'il est contenu par les anciennes Ordonnances. Mais serōt iugées lesdites matieres en telle Chambre de la Cour, & en telle compagnie & nombre de Iuges ou Conseillers qui sera sur ce arbitré & aduisé par la Cour, selon la grandeur & qualité des matieres. Et en l'article aussi ensuiuant desdites Ordonnances est dict, ⁿ que les parties seront tenuës de faire iuger lesdites matieres dedans cinq ans: autrement n'y sont plus receües.

Toutesfois il me semble, que ladire Ordonnance dernière doit estre entendüe que les parties doiuent faire telles diligences, que la matiere soit appointee en Droit, & que les parties ayent conclud & renoncé en cause: car apres que ce est fait, elles ne sont plus en negligence, d'autant que le reste n'est plus en leur puissance: parce que lon voit ordinairement, qu'à peine en si peu de temps on peut auoir expedition d'un petit procès par escrit, ou d'une appellation verbale.

La forme de proceder en ces matieres de proposition d'erreur est autre qu'anciennement: car anciennement on plaidoit en pleine Cour par demande, defense, replique & duplique. A present le demandeur baille par escrit la demande, le defendeur ses defenses, & consecutiement les parties fournissent de replique & duplique: & regulierement n'y a que huictaine à l'une & à l'autre partie pour fournir desdites pieces, & par apres les parties sont appointees à produire, & en droit. Et est leur production faicte en ceste instance de proposition d'erreur, jointe aux produ-

Etions sur lesquelles a esté donné l'Arrest, contre lequel on a proposé erreur.

Proposition d'erreur n'a lieu contre les Arrests interlocutoires, ou ceux qui sont donnez definitiuelement en matieres possessoires & criminelles, suiuant l'Ordonnance du Roy 9 Loys XII. art. 83. Pendant la proposition d'erreur, l'Arrest est mis à execution selon ^a la forme & teneur, voire celuy qui propose erreur, est tenu de ^a bailler caution à sa partie aduersé, le requerant de luy payer les despens, dommages & interets del'instance de proposition d'erreur, s'il est dict que faire se doieue. Et si le demandeur à la premiere assignation se defaut, sera donné congé contre luy, portant gain de cause & despens. Et si le defendeur se defaut, sera contumacé par deux defauts, comme en premiere instance, & ce auant la contestation en cause. Et apres la cause contestee, on procedera par forclusions, comme en autres matieres.

11. En quelles matieres a lieu proposition d'erreur.

Autre moyen lon ^a pour faire retracter vn Arrest, tant en matiere possessoire, petitoire, que personnelle ou mixte; sçauoir est par lettres Royaux en forme de requeste ciuile: ^a car par les Ordonnances dernieres, art. 109. est dict, que ceux qui sans cause ^a baillent requeste pour faire corriger & interpreter, changer ou modifier les Arrests, & seront de boutez de l'enterinement de leursdites requestes, seront condamnez en semblables amendes ^a que ceux qui empeschent temerairement l'execution d'un Arrest par oppositions ou autres voyes. Et ainsi l'ay ouy dire à feu M. Montheillon (lors President) en prononçant vn Arrest aux Grands-Iours d'Angers. ^a Mais on ne peut se pouruoir par requeste ciuile, sinon quand par dol, circonuention, ^a ou precipitation la partie aduersé a obtenu l'Arrest. Neantmoins il me sembleroit estre bien equitable, si par quelque erreur ou omission de la partie qui auroit perdu la cause, l'Arrest auroit esté obtenu; qu'on luy deuroit subuenir comme és autres cas susdits. Et ces voyes & remedes de faire retracter Arrests, ont lieu cõtre toutes Sentences de Commissaires commis par le Roy, pour cognoistre de quelques causes, non obstant oppositions ou appellatiõs quelcõques, & desquels le Roy veut les Sentences estre de telle authorité, que les Arrests de ses Cours souveraines; en interdisant à sesdites Cours la cognoissance d'icelles, & reteruant à soy toute la cognoissance, ou à son Priuè Conseil: desquelles commissions on vse souuent.

13. Moyen de faire retracter vn Arrest par requeste ciuile.

Et j'ay veu receuoir lettres Royaux en forme de Requeste ^b ciuile par les Grands-Iours d'Angers, pour retracter vn Arrest és Grands-Iours de Bretagne; jaçoit que les Arrests des Grands-Iours de Bretagne ayent pareille auctorité que les Arrests des Grands-Iours d'Angers: & la cause pour laquelle on tendoit à la retraction dudit Arrest, estoit que partie auoit presenté requeste, pour estre receüe à faire quelque chose seruât à la decision du procès pendant esdits Grands-Iours, laquelle auoit esté signifiée à partie aduersé: & jaçoit qu'il y eust procès pendant sur l'enterinement de ladite requeste, neantmoins au preiudice de ladite litispendence, on auoit donné ledit Arrest.

14. Arrest des Grands-Iours de Angers, par lequel l'est retracté vn Arrest des Grands-Iours de Bretagne.

15. Arrest par lequel fut receüe aux Grands-Tours d'Angiers une appellatio interdict de l'entreprise faite par les Generaux sur le fait de la Justice des Aydes à Paris.

16. Arrest seûs donnez escripts clairement.

17. Forme de donner les Arrests.

18. Dans quel temps on doit satisfaire aux Arrests.

19. L'Ordonnance art. 85. parlât de satisfaire aux sentences ou Arrests donnez en matiere petitoire & possessoire, dedans trois iours apres la signification, alien en matiere personnelle.

Parcillementie veis receuoir par lesdits Grands-Tours d'Angiers le Procureur general du Roy, comme appellant de l'entreprise faite par les Conseillers Generaux sur le fait de la Justice des Aydes à Paris, de la connoissance de certaine taxe de munitions de Gendarmes, faite sur aucuns manans & habitans du Gouvernement de la Rochelle. Et en faisant droit sur ledit appel, la Cour desdits Grands-Tours met au neant tout ce qui auoit esté fait par lesdits Generaux, & fait inhibition & defense aux parties de non le poursuivre pour raison de ce pardeuant lesdits Generaux.

Par lesdites Ordonnances dernieres, articles 110. & 111. est dict que les Arrests doiuent estre faits & escripts si clairement, qu'il n'y ait, ne puisse auoir aucune ambiguïté ou incertitude, ne lieu à demander aucune interpretation. Et à ce moyen par l'article ensuiuant esdites Ordonnances est dict, que tous Arrests, registres & exploicts de Justice, en toutes Cours seront entregistrez, prononcez & deliurez aux parties en langage François.

De la forme de donner les Arrests, soit veües les Ordonnances du Roy Loys XII. article 31. & du Roy François es Ordonnances dernieres, es articles 125. & 126.

Quant au temps de dedans lequel on doit satisfaire aux Arrests, & peines de ceux qui n'y satisferont, ou empeschent l'execution d'iceux calomnieusement & temerairement, en est amplement escrit es articles 85. 86. & 108.

On a fait doute si le 85. article desdites Ordonnances deuoit estre entendu des matieres personnelles, comme des matieres possessoires & petitoires, desquelles est parlé par ladite Ordonnance: car selon disposition de Droit commun, celui qui estoit condamné en action personnelle, auoit quatre mois à payer la somme de deniers en laquelle il estoit condamné: ce qui est aujourd'huy aboly, car il n'a plus que huitaine par Coustumes expressees d'aucun pays: mais en action reale il deuoit incontinent satisfaire à la sentence, & restituer la chose dont il estoit condamné. La raison de la diuersité est, que lon n'a pas tousiours les deniers prests que lon est condamné bailler: mais quand on n'est condamné à restituer, ou à laisser & souffrir iouyr de quelque domaine, on peut incontinent y obeir: car on peut se departir de la possession de la chose: & pource l'execution gist en la puissance du condamné, & n'y gist pas quand il est condamné à bailler deniers. A ce moyen aduis est, que ladite Ordonnance derniere doit estre entendue des condamnations à payer deniers.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XVI.



Revocationis remedio condemnationis extinguitur pronuntiatio, l. 1. in fine. D. ad Turpill. vel appellatio suspendit indicatum, l. furis 6. §. 1. D. de his qui not. infam. cap. venientes, extra de iur. iur. Et autres textes vulgaires remarquez au premier liure des Institut Forenses. Notez que l'on ne peut venir contre vne sentence ou arrest: si ce n'est par appel, restitution ou lettres. Notant en l. Divus. D. de re iudic.

b Aequata est suprem. curia praeclli pratorio, à quorum sententia non licet appellare, l. vnc. C. de sens. prae. prae. Sed supplicari tā

sum intra decem dies vel principium: a biennium, l. 1. D. de offi. prae. prae. l. 5. C. de precib. imp. off. l. vit. C. de fide iustum. l. vlt. §. pen. C. de temp. & rep. l. 19. 30. & 31. C. de appell. minor. l. 4. §. 1. De minor. Non. 82. §. pen. Nouell. 119. Sententia praeclli pratorio ratiocantur, sed non principii. Non 113. On peut bien toutesfois appeler de chacun d'eux, comme estant Commissaires de la Cour à la Barre ou autrement, l. 1. D. A quib. app. non licet. Papon 3. des Notaires liu. 1. chap. des lettres de prouisiō contre arrests Pasquier liu. 2. des recherches chap. 3. dit qu'il se trouue dedans vne ancienne Ordonn. de Philippes le Long, telles requestes contre les arrests de la Cour, grace de dire cōtre les arrests donnez en Parl. Voyez nostre Auteur en son Enchiridion, fol. 90. b. Guid. Pap. Dec. quast. 197. & 341. & cont. 139.

o Ceste clause est prinse du chap. 15. de celiure 2 tant au texte Latin, qu'ès Annotations, & encore du liu. 1. des Institut Forenses Françoises chap. 59 & 65. Bari. copiosē in l. 1. ad duo Pro in princ. D. de re iud. Bartol. & Cynus in auth. si qui litigantium. C. de episcop. audient. in l. 6. in princ. quast. 7 & 8. l. praeipimus §. fio. C. de appell. & ibi Cym. & Salic. Salubritas legis constituta id spectare videatur, ut post sententiam ab eo qui de appellatione cognoscit, recursum fuerit non possit ad iudicem à quo fuerit prouocatum, & d. l. praeipimus circa medium, in d. appellationis facit executionem. Paul. Castrensis, in l. 1. D. de iudic. Baldus in l. 1. §. fin. D. ad Turpill. traite aussi ceste mesme question, an actio oriatur ex sententia confirmante, & le Faber ad d. l. eos. C. de appell. Idem Faber in §. & si qui. Inst. Quib. modu testam. infirm. & d. auth. si qui litigantium. C. de episc. aud. Accurs. Baldus, Angelus, Albericus. Paul. Cast. in l. furis §. 1. D. de his qui not. infam. aiunt actionem in factum oriri ex sententia confirmante, non ex sententia confirmata. Boer. Dec. quast. 6 §. num. 11. Nouell. 82. cap. 11. Masuer. in Praxi. Tit. de execut. nu. 10. Guid. Pap. Dec. quast. 6. & 436. nu. 43 Speculator. Tit. de sent. executione. §. nunc pone, vers. sed pone, cap. ut debuit. extr. de appell. & ibi glof. cap. cum appellat. in l. 6. in 6. Cuiac. lib. 21. Obs. cap. 36. où il semble tenir opinion contraire quand le Iuge d'appel a diu bien iugé, suiuant l'opinion d'Hostienne: mais nous suivons & practiquons ce qui est déclaré par nostre Auteur, l'Arrest du Preuost de Venlis & son Greffier appellant du Bailly dudit lieu, contre ledit Bailly & son Lieutenant, du 11. Ianuier 1574. en audience, plaidant Amelot & Loisel, s'entend des Presidiaux: par lequel arrest furent faites defenses audit Bailly ou son Lieutenant, de retenir la cognoissance de l'execution des iugemens dudit Preuost: ains leur fut enioinct de les renvoyer pardeuant ledit Preuost, suiuant l'Ordonnance 1551. art. 44 & des Estats de Blois art. 148 [Depuis est interuenu l'arrest de reglement entre les Officiers du siege Royal & ressort d'Issoudun & le Preuost & c. garde & son Lieutenant des 24. iour de Iuillet 1599. & 19 May 1601.]

d L'adresse des commissions de la Cour estant faite aux iuges des lieux pour l'execution des arrests de la Cour ou autres commissions, s'il y a plusieurs Iuges & Officiers denommez par la commission, avec la clause ordinaire, Le premier juré requi, il est en la liberte & choix des parties de s'adresser à l'un des Officiers nommez & a souuent esté iugé par plusieurs arrests, portant reglement, & mesmes nouvellement par arrest du 19. iour de Feurier, mil six cens, entre Maistre Antoine Pyon Lieutenant particulier au Bailliage & siege Presidial de S. Pierre le Moustier, deman-

deur en reglement d'une part, & les Assesseur, Conseillers du siege, les Lieutenants general, civil & criminel interuenans ioincts avec eux & defendeurs d'autre, est ordonné entre autres choses, pour l'exécution des arrestz & commissions extraordinaires, dont l'adresse sera faite au Bailly de S. Pierre le Moustier ou ses Lieutenants, l'exécution en sera faite par le premier d'eux, auquel l'adresse en sera faite, & qui en sera requis par les parties, ainsi que nous auons monstré cy-dessus au premier lieu. *Panorm. in cap. quoniam abbas. De offic. deleg. vient que c'est au choix de l'impetrant.*

c. Alia forma supplicationis traditur in Auth. que supplicatio. C. de pres. imp. offer.

f Ce qui suit est prins des Annotations Au reste auioird'huy celuy qui veut proposer erreur, obtrient lettres patentes du Roy adressans à messieurs les maistres des requestes ordinaires de son Hostel, pour voir les erreurs, & en donner aduis & portent lesdites lettres ceste clause : *Pource est-il que nous ces choses considerees, vous mandons & commandons par ces presentes les escriptures & articles, que par ledit suppliant vous seront baillez, & presentez sur lesdits erreurs, vous receuez, voyez & visitez & iceux veuez & visitez, s'il vous semble qu'audit iugement y a eu erreurs receuables, vous receuez iceluy suppliant à les proposer & requerré que ledit arrest soit corrigé & amédé par nos amez & feaux, les gens tenus nostre Cour de Parlement à Paris: ausquels nous mandons & enjoignons que lesdits erreurs ils corrigent & amédent, en administrant aux parties bon & brief droict. Car ainsi, &c. nonobstant, &c. en consigniant toutes fois par iceluy suppliant par deuers nostre Cour de Parlement la somme de douze vingz livres parisis reellement & de faict, ainsi qu'il est accoustumé faire en tel cas. Laquelle commission avec les erreurs sont portez au Greffe des requestes del' Hostel, & distribuez en la maniere accoustumée à vn de Messieurs les Maistres des requestes pour en faire son rapport: lesquels au nombre de huit ou dix baillier aduis sur lesdits erreurs. Lequel aduis avec la susdite commission, ensemble les erreurs seront clos & scelez par le Greffier, qui les porte luy mesme au Greffe du priué Conseil, pour estre distribuez par Monseigneur le Chancelier à vn Conteilier ou Maistre des Requestes, pour en faire son rapport audit Conseil: & si lesdits erreurs sont trouuez receuables, il est donné arrest, lequel il faut leuer en forme de commission adressante à la Cour de Parlement, qui porte entre autres choses, nommement ces mots, *Nous à la supplication dudit tel, vous enuoyons lesdits articles clos & scelez sous nostre contre seel, avec les aduis de nosdits Conseillers les Maistres des Requestes de nostre Hostel: & vous mandons, commandons & expressément enjoignons par ces presentes, que les causes & raisons desdits articles d'iceux erreurs, lesquels voulons par vous estre veuez, la consignation accoustumée premierement faicte, & l'exécution de l'arrest non retardés, les parties presentes ou appellees pardenant vous, ou Procureur pour elles, vous procédez diligemment, appelez toutes fois avec vous nosdits Conseillers & Maistres des Requestes estans à Paris: & autres qui pource seront à appeller: renuoyez ledit proces sur lesdits erreurs, declaration d'iceux, correction & retraction dudit arrest, si faire se doit. Et par les mesmes presentes mandons & commandons au premier nostre Huissier ou sergent surce requi, que lesdites parties il adionne à certain & competant iour ordinaire ou extraordinaire de nostre Parlement, nonobstant qu'ils soient, & que par aduerture les parties ne soient de iours dont il ou plaidera lors, pour voir faire ladite consignation, & proceder sur lesdits erreurs, leurs circonstances & dependances, ainsi qu'il appartiendra par raison, en vous certifiant suffisamment audit iour dudit aduournement, & faisant aux parties bon & brief droict. Car ainsi, &c. Lesquels Erreurs sont clos & scelez du contrefeul de la Chancellerie attachez audites lettres, & enuoyez ainsi à la Cour. Ce qui est monstré plus particulièrement au nouueau stile & thesor de la Chancellerie. Rubaff Tract. de suppl. seu propo. & tran. proem. num. 16. 17. 18. 19. 21. 22. 23. & 24. duquel nostre autheur a tiré la plus part de nostre texte.**

§ 1339.

h. L. prefecti. 17. D. de minor. Paul. Castrensis in l. si quis aduersus. C. de pres. imp. offer. scribit de iniquitate iudicatus in supplicatione queri non licere, s. d. tantum de sim. plicatus negligentia que condemnati, necnon de dolo aduer. ar. j. spe. ul. eadem ferme refert. Tit. de supplicatione in 2. partie Oper. §. 1. & 2. Aufter Dec. Tholus. 479. Rubaff. in Prefat. Tract. de supplic. seu propo. art. num. 74. Suet. in Nerone, cap. 17. cantum est vi omnes appellaciones à iudicibus ad senatum ferrent.

i Cela a esté bien expliqué cy-dessus, & faut adiouster, encores que les lettres ne portent que la consignation de ladite somme sera faite. Arrest de l'an 1332. recité par

Rebuff. *Tract. de suppl. seu error. propos. Art. 5. gloss. unic.*

K' Ainsi faut lire 136. & non pas 126.

L'ancienne Ordonnance du Roy Loys II. est du mois de Novembre 1479. & celle de Loys XII. 1498. art. 89. & 1507. art. 152. mises au 7. liure de la Conference des Oidonnances Tit. 12. portent que la proposition d'erreur se doit proposer dedans deux ans, & s'instruite & mettre en estat de iuger dedans vn an. Mais depuis celle du Roy François I. 1519. art. 136. veut qu'elle se face dedans vn an: & par l'art. 138. & de Henry II. 1549. art. 4. qu'elle sera mise en estat de iuger dedans cinq ans, & que les impetrans ne seront deboutez de leur requeste & demande, en faisant apparoir de leur diligence. *Vide d. l. unic. C. de sent. praef. d. authent. qua supplicatio. eod. tit. Chass. in Conject. Burgund. in prim. oper. in verbo, de nos Parlemens. Boer. Dec. 247. recite l'ancienne Ordonnance du Roy Loys XI.*

M Charles IX. 1560. États d'Orleans art. 45. au iugement de la proposition d'erreur receuë contre les arrests des Cours souveraines, seront appellez & assisteront ceux qui auront donné le premier arrest, & au lieu des decedez ou malades, autres seront appellez, outre lesquels encores y assistera pareil nombre que celui du premier arrest & deux d'auantage: de maniere que s'ils estoient dix au premier iugement, ils feront douze pour le moins audit iugement. Et par la mesme Ordonnance de l'an 1560. article 48 est dit que les pretendues nullitez & contrarietez des arrests de nos Cours souveraines, seront iugez où les arrests auront esté donnez suiuant les edicts sur ce faits.

N Ceste Ordonnance de l'an 1539 art. 138. a esté interpretee par celle de Henry II. 1549. art. 4 ainsi qu'il a esté montré cy-dessus, & au iure 7. de la Conference des Ordonnances Tit. 11.

O A die notitia, cap. cōcertationi. D. de appell. in 6. Rebuff. *Tract. de suppl. seu error. propos. Art. 6. gloss. 9. nu. 39. & art. 7. gloss. unic. vide d. l. fin. C. de fide instrumenti. d. propterandum §. fin. autem. Traque parte §. seq. C. de iudic. & ibi Bald. & Iason.*

P Rebuff. *Tract. de suppl. seu error. in praef. num. 66. & art. 7. gloss. 16. num. 32. & 33. Specul. Tit. de supp. §. 1. verfic. quod autem & §. differt. per l. si qui C. de precib. imp. off. & l. unic. C. ne liceat tertio prouoc. cap. cum cessante extr. de appellat. Auffer. d. Dec. Thol. quafi. 479. Vide Accoj. in l. 1. C. sent. resc. non posse. & Boer. Dec. 247.*

Q Idem 1507. art. 151. François I. 1515 Chap. 1. art. 7. mises au liure 7. de la Conference des Ordonnances Tit. 11. Au reste quand à ce qui est porté au texte que la proposition d'erreur n'a point de lieu contre les arrests donnez definitiuement en matiere possessoire, faut voir le Chap. cum dilectus. cap. pastor alu. De caus. poss. Rebuff. *Tract. de suppl. seu error. in praef. q. 9. num. 66. artic. 3. glossa unic.* Et pour les matieres criminelles. Rebuff. *ib. in praef. num. 71. & 90. per l. non tuncum D. de appellat.*

R Guid. Pap. quafi. 429. Baldus in l. omnes. C. si contrarius vel utilis. publ. Carol. Ruin. conf. 34. col. 2. vol. 5. Rebuff. *in praef. Tract. de suppl. seu error. num. 18. & 39.* où il recite arrest à ce propos du 4. iour de l'auier 1543. par lequel il fut ordonné que l'arrest seroit executé pendant le procez de la proposition d'erreur, tant en principal que despens: & mesmes à la requeste de celui qui propose erreur, quand l'arrest contient plusieurs chefs. Arrest au profit de, la Dame de Touthuille, du mois de l'auier 1543. comme aussi depuis par autre arrest du 15. iour de Mars 1544. fut dit que l'arrest seroit executé en demande d'hoirie & succession: & auparavant contre le sieur de Montmorency le 28. iour de Novembre 1538 fut dit que l'Arrest seroit executé selon la forme & teneur pendant l'instance de la proposition d'erreur ainsi que le tout est recité par Rebuff. *Tract. de lit. civil. art. 1. gloss. vni. nu. 8. & 9. & Tract. de suppl. seu error. in praef. d. num. 38. & 39.* Autre arrest du 1. iour de Mars 1542. par lequel il fut ordonné vn arrest estre en tout & partout executé, auant qu'estre ouy sur la requeste ciuile. A ce est l'Ordonnance des États de Blois formelle 1579. art. 92. cy apres recitée Guid. Pap. quafi. 50. dit aussi qu'ils doiuent estre executez, mesmes sans bailler caution. Et comme les arrests doiuent estre executez en baillant caution, Bartole nous le montre in l. si a quo fundus. D. de rei vind. Felim. in cap. veniens extr. de testib. cap. super eo. De offic. deleg. d. sententia. & ibi Imola. D. de appellat. Idem Bartol. in l. pen. D. de pet. her.

Et à Dino Pio 15. §. *si super rebus D. de re indic.* [Toutesfois les Commissaires de la Cour de Parlement deputez & nommez par le Roy à ceste fin, ayant ordonné que le defendeur en la proposition d'erreur proposeroit les exceptions & defenses dedans certain temps, & n'ayant satisfait dans le delay prefix, & neantmoins il poursuivoir l'instance en execution d'arrest, la poursuite du defendeur en ladite instance, qui estoit demandeur en proposition d'erreur, fut ordonné que le iugement de l'executio seroit différé & retardé, iusques à ce que ledit defendeur eust donné ses defenses en l'instance de proposition d'erreur. Ce qui est fort inste & raisonnable, le quel arrest fut prononcé le 4 iour de Decembre 1544.]

§. Philippes 6. 1340. *Rebuff. Tract. de supplic. in pref. nm. 38. 39. & 40.* dit qu'il n'a iamais veu bailier caution en France, suivant le stil de France, le quel nous devons suivre, *cap. quam graue, extr. de crimine falsi.* A ce propos y a plusieurs arrests de la Cour comme il a esté dit cy-dessus: le proposant Erreur doit bailier caution de payer le Iuge: il se trouue plusieurs arrests, mesmes vn du 26. iour de Novembre 1577. recite en la Conference des Ordonnances Royaux liure 7. Tit. 11. par lequel fut tenuë la partie proposant Erreur de bailier caution de payer le iugé. *Vide Guid. Pap. Dec. quasi. 189. d. Auth. que supplicatio. C. de precib. imp. off. Reb. ibi. nm. 38.* Au reste par les Edicts & Ordonnances de la iurisdiction Presidiale de Henry 2. 1551. art. 46. & pour les pays de Bretagne artic. 18. il est porté que les propositions d'Erreur & requestes ciuilles ont lieu contre les iugemens donnez esdicts cas. Mais depuis l'Ordonnance du Roy Charles 9. 1566. art. 18. porte ces mots, Ne seront receus les parties à proposer Erreur contre les iugemens donnez en dernier ressort par les Presidiaux. Et celle de Henry 3. 1579. Estats de Blois art. 46. à la fin, celui qui aura proposé Erreur, & en aura esté debouté, ne sera plus receu à proposer Erreur ne Requeste ciuile, cest art. vient d'un arrest appointé au Conseil le 7. lanuier 1577. en l'Audience, ou il fut disputé, *si ex diuersa causa* on pouuoit par deux fois proposer Erreur.

Henry 3. 1579. Estats de Blois art. 92. les Arrests de nos Cours souveraines ne peuvent estre cassez ne retraitez, sinon par les voyes de Droit: qui est Requeste ciuile & proposition d'Erreur. & par la forme portee par les Ordonnances, ny l'execution d'iceux arrests suspendue ou retardée sur simple Requeste à nous presentee en nostre Conseil priuë. Ces deux remedes sont differents. Car la proposition d'Erreur est vn remede ordinaire, par lequel on pretend que l'arrest a esté donné par erreur de fait: mais la requeste ciuile est vn remede extraordinaire quand on pretend seulement que l'arrest a esté donné par le dol de la partie aduersè, ainsi qu'il a esté montré plus particulièrement es annotations sur la Conference des Ordonnances liure 7. Tit. 11. par plusieurs textes de droit, & peut on adiouster la l. 3. *D. de re ind. l. 18. D. de excepti. Et Tit. C. si tutor vel curat. falsis alleg.* par les Ordonnances de Charles 9. 1563. art. 23. & de Molins 1566. art. 62. Defendons à nos Cours recevoir les parties à faire instance par simple requeste pour reuoyer & retraier les arrests & iugemens donnez avec cognoissance de cause: ains voulons icelles estre renuoyées à se pouruoir selon les formes ordinaires, à la charge des amendes lesquelles ne voulüs estre aucunement moderées par nos Parlemens, à peine de repetition sur eux. Declaronz nulles toutes procedures & iugemens qui se feront au contraire de la presente Ordonnance. *Sententia indebita nullo r. medio attentari potest. l. eliganter 23. §. D. de cond. l. indeb. Rebus iudicatis standum esse docent intra, & iustaurati sunt rerum iudicatarum non patitur auctoritas l. 1. Et §. C. de re ind. l. si patronus 12. §. si quis D. de bonis lib. Castiodor. lib. 1. Epist. 5. Si contrarium statutus legitimus est decisa nec aliqua probatur appellatio suspensa, qua sunt decreta, seruentur. Cic. pro Cluentio, Rem integram hominu non alieni, quamuis suspicio sum defendere, humanitatis esse putabamus, rem iudicatam labefactare conari, impudenti.* Au reste l'Ordonnance 1579. art. 127. concernant les Lettres d'Erreur & Requeste ciuile, est tirée d'un Arrest du mois de Feurier auant Pasque 1537. à la requeste de Monsieur Cappel Advocat generale, par lequel vn impetrant de telles Lettres fut condamné en l'amende de soixante liures Parisis, comme recite *Rebuff. Tract. de lit. ciuil. art. vnic. gl. vnic.* Lequel artic. 127. porte que tous impetrans de Lettres Royaux en forme de Requeste ciuile, Reliefuement ou restitution contre les Arrests de nos Cours souveraines, s'ils ne

deboutez

deboutez de leursdites Lettres, ils seront condamnés enuers nous en vne amende arbitraire, qui ne pourra estre moindre que l'ordinaire du fol appel: & la moitié moins enuers la partie, & plus grande si mestier est, selon la qualité & malice des parties. Ce qui est aussi porté par autre precedent article 109. de la mesme Ordonnance 1539. recitée par l'Authent.

u Ceste forme est prise de la loy *si prator. §. Marcellus. D. de iudi. l. i. minor. 15. denique. D. de minor. & autres* cotees en la Conference des Ordonnances. La Cour de Parlement souloit bailler telles Lettres au refus de la Chancellerie, comme elle fit le 17. Nouembre, 1417. & 25. Aueil 1419. & 8. Ianuier: 401. *Rebuff. tract. de iur. ciu. l. 1. art. 7. m. gl. 2. nu. 5.* Esquelles lettres Royaux en forme de requeste ciuile, faut narrer sommairement le fait du procès, & la surprinse, dol & fraude de partie aduersse, & y adiouiter ceste clause: *Contre lequel Arrest mis donné par dol, fraude, & surprinse de partie aduersse en la forme desusdite, ledit suppliant ayant sur ce entiere & meure deliberation de Conseil, aours est aduisé de se pourvoir par nos lettres en forme de requeste ciuile, humblement requerant icelles. A ces causes desirans subuenir à nos sujets, selon l'exigence des cas, vous mandons, & pource que vous auez donné ledit Arrest, enjoignons par ces presentes, que les parties comparantes par deuant vous, ou Procureurs pour elles, si vous appert de ce que dult est. mesmes, &c. & des autres choses d. supdites, ou de tant que suffire doine: V' en ce cas, si auoir esgard audit Arrest, de tel iour, & mettez lesdites parties en tel estat qu'elles estoient lors & auparavant: & en ce faisant, attenda qu'il appert de tel iours & de tel cas, faites droit audit suppliant sur ses conclusions, en ce condemnation de d. spens, dommages & interets, amende & reparation enuers nous & ledit suppliant. Car ainsi, &c. nonobstant ledit Arrest, que ne voulons nuire, ne preiudicier audit exposant pour les causes & considerations supdites: ains entant que mist & ou serus s'en auons releué & releuons de grace speciale par ces presentes, nonobstant quelques lettres à ce contraires. Sur ces lettres y a commission particuliere adressant à la Cour de Parlement, & le Referendaire ou Rapporteur en la Chancellerie en fait son rapport à Messieurs les Maistres des Requestes, & icelle estant trouuee de iustice, le Secrétaire ayant employé ladite Requeste ciuile mettra dessus, *A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, Thioise, ou autre Cour.* Puis il signera au dessous, & attachera ladite commission pour la faire enteriner, l'ayant aussi signee pour icelle mettre au Seau. Estant scelee & retiree du Seau, on la presente à la Cour, avec vne requeste que le Procureur de l'impetrant dresse à ceste fin: comme il est monstré au titl de Parlement François, & nouveau Thresor de la Chancellerie, l. 1. & es Commentaires de M. *Rebuff. tract. de iur. ciu.**

x *Incolorati. d. l. minor. §. denique. D. de minor. Rebuff.* Telles Lettres n'ont point aussi de lieu contre vn Arrest prouisionnal, & en sont ordinairement les impetrans deboutez. Arrest le 15 iour de Mars 1544. suivant le texte de la loy *in causa. D. de minor.* Comme recite *Rebuff. tract. de iur. ciu. art. 7. m. gl. 6. num. 16.*

y L'impetrant de telles Lettres en forme de requeste ciuile, acquiesçant au iugement, est quelquesfois excusé de l'amende, comme il fut par Arrest du 6. iour de Mars 1542. recite par *Rebuff. tract. de iur. ciu. art. 7. m. gl. 5. Pidel. 2. C. de legibus*, qui sert pour l'interpretation de l'Ordonnance 1539. art. 109.

z Ce qui suit est pris des Annotations, où il cite ledit Arrest du 23. Septembre 1539.

a Ou surprinse. *Glossa in l. seruo. §. cum prator. D. ad Trebell. Rebuff. tract. de iur. ciu. art. 7. m. gl. 1. q. 47.* Par l'Ordonnance de Moulins 1566. art. 61. & premiere declaration sur icelle 1566. art. 15. les lettres en forme de requeste ciuile, ne seront plaidees, sans estre communiquées à nos Aduocats & Procureur general. Et doivent deux ou trois Aduocats anciens, qui ont donné aduis, assister l'Aduocat qui plaidera pour l'enterinement de la requeste ciuile, suivant les Arrests de la Cour, mesmes celuy du 18. iour de Decembre 1563. à la requeste de M. du Mesnil Aduocat du Roy. Et par la mesme Declaration art. 5. lesdites requestes ciuiles ne seront reçues apres fix mois de la prononciation de l'Arrest, sinon qu'elles fussent tondees sur la minorité de la partie qui obtiendra lesdites lettres. D'autantage, par autres Ordonnances de Charles IX. 1564. art. 23. & de Moulins 1566. art. 61. les Parlemens & Cours souveraines, & autres luges ne peuvent moderer les amendes des requestes ciuiles, & proposition

d'erreur, à peine de les repeter sur eux. Notez encorres que l'Edit des Estats de Blois 1579. art. 146. porte que ceux qui ont obtenu requeste civile, & en estés deboutez, ne peuvent plus obtenir autre requeste civile, ou proposition d'erreuer. Tellemēt qu'il est à noter que la proposition d'erreuer ou requeste civile ne se peut obtenir qu'une fois aussi. *DD. m. l. 5. Et Auth. que sequitur. C. de pres. imp. off. & in ea. ex lit. cri. extr. de in integr. rest. Rebuff. tract. de sup. seu prop. error. in Proc. q. 8. nu. 43.* Il faut noter que la Cour souuēt esfois en enterinant la requeste civile contre vn Arrest, fait souuēt droict au principal, & iuge le fonds, comme il fut par Arrest donné en l'Audience le 1. iour d'Aoult 1598. entre Denis du Fauillard & sa femme demandeurs, & Antoine l'Abbé & conforis defendeurs, & le seudy 1. iour de Mars 1600. & vn entre Catherine Ioulin, vesue de feu Mathurin Chappus, demanderesse en requeste civile: & Iean Audoux & sa femme defendeurs & demandeurs en execution d'Arrest.

b Ce qui suit est pris des Annotations Latines, où il cite que ledit Arrest est du 13. iour de Septembre 1539. aux Grands-Iours d'Angers. Telles lettres ont aussi bien lieu contre les Arrests des Generaux, qu'à present on nomme la Cour des Aydes. Arrest du 2. iour de Iuin 1540. auparavant l'erection de ladite Iustice en forme de Cour: comme aussi contre les Arrests du grand Conseil. *Rebuff. tract. de lit. civil. art. 7m. glossa secunda. numer. 14. & 35.* Lesquelles lettres ne sont point recuës quand il y a erreuer. Arrest du troisieme iour de Feurier mil cinq cens quarante en la grand' Chambre, & auparavant en la cause d'un mineur non defendu, le 18. iour de Mars auant Pasques 1539. *Per l. si praes. C. quomodo & quando iudex.* Telles lettres en forme de requeste civile n'induisent pas vne litispendence. *Bald. in d. Auth. que supplicatio. C. de precob. imp. off.* Arrest du 11. iour de Decembre 1540. recité par Rebuffe, *tract. de lit. civil. art. 7m. gl. 2. nu. 55.* Elles se peuvent bien obtenir pour faire changer vne qualité de la partie impetrante, comme si lon est condamné par l'Arrest, comme heritier simple, combié que lon n'ait que qualité d'heritier sous benefice d'inuentaire. Arrest du 10. iour d'Auril, 1540. apres Pasques, donné en la grand' Chambre, recité par Rebuffe au mesme lieu, *num. 23. & 50.* Notez aussi que la requeste civile ou proposition d'erreuer n'a lieu contre les Arrests donnez en Audience, comme il a esté souuēt iugé, mesmes par Arrest des Generaux, le 12. iour de Iuin, 1566. plaidant David pour le proposant erreuer. La requeste civile a bien lieu en matiere criminelle, iugé par Arrest du 15. iour de Mars 1580. comme auons monstré en la Conference des Ordonnances, liure 7. tit. 11. mais non pas contre les Arrests donnez par prouision, en baillant caution, comme nous auons monstré; parce qu'ils ne peuvent faire preiudice au principal, & se peut telle chose reparer en diffinitue, Arrest du 23. iour d'Auril, 1595. plaidant Garnier pour le sieur de Valançay.

c Cecy est pris des mesmes Annotations, où l'Arrest est aussi datté du 25. iour de Septembre 1539.

d Cecy est aussi pris desdites Annotations. *Videl. fin. §. quod si actor in fine. C. de iur. iur. propter cal. dando. Lucam de Penn. in l. eam col. 2. C. de excus. num. lib. 10. Rebuff. tract. de Arrest. & oppos. art. 16. gl. 7m. nu. 1.* Conference des Ordonnances, liu. 7. tit. 1.

e Cecy est pris desdites Annotations.

f Il a esté parlé amplement de ceste matiere au liu. 1. des Institutions Forenses, cy dessus chap. 63. & 64. tant es Annotations qu'au texte. Au reste faut bien voir l'Ordonnance 1539. art. 108. contre les tiers opposans aux Arrests de la Cour. Si vn Iuge ou Sergent Royal fait commandement à vn tiers en vertu d'une sentence donnee courte vn autre, ce tiers en doit appeller. Arrest cōtre l'Official de Lyon, du 17. Auril 1534. mais il s'oppose seulement contre vne sentence qui n'est executoire par dessus l'appel, & le Iuge l'ordonne en baillant caution, dont ledit tiers appelle, l'execution ne sera point faicte contre luy, & peut conclure comme en procès par escrit. Arrest du 1. iour de Decembre 1521. recité par Rebuffe, *tract. de Arrest. art. 1. gl. 2. nu. 4. & 5.*

DE LITIS SUMPTIBVS APVD SV-
premam Curiam taxandis.

CAP. XVII.



Est autem dicendum quoniam p[ar]te lit[is] sumptus Curia suprema iudicio adiudicati taxentur: nam quum ab inferioribus appellationum iudiciis taxantur, eadem prorsus forma custoditur, ac si à primordiali nascerentur quaestione. Et huius quidem muneris partes, si appellatio à sententia vocali exierit, duobus prima classis confidentibus (apud quos huiusmodi tractantur appellationes) delegantur: quod si à tabellaria, mandantur sapientissimis illis secundum cuius relationem definita res est, simulque alteri eiusdem classis collega. Sanè in eo exequendo munere omnia propè haec sunt cum inferioribus iudiciis communia. Quippe non solum litis apud Curiam summam, sed etiam apud inferiores agitatae expensas moderantur: necnon si à capituli alicuius taxatione inter taxandum appelletur, nihilominus reliquorum moderationem persequuntur. Hoc autem interest, ut ad horum sumptuum moderationem ab inferioribus iudiciis faciendam, victum & condemnatum ipsum oporteat accersi: nec eius vocari satis sit procuratorem. At quum apud supremas Curias haec taxanda veniunt expensa, exemplum libelli aut voluminis in quo scriptis redacta sunt, soli procuratores ipsius condemnati per Curia apparitorem porrigitur: denuntiaturque ei ut eorum inter sit taxationi. Neque ipsi condemnato quidquam significari necesse est, dummodò intra huius temporis iudicialis (id vulgò Parlamentum vocant) terminum taxatio fiat, quo de huius expensis lata est condemnatio: appellatione quippe Parlamenti hac in specie comprehenditur id temporis spatium, quod ab Idib. Nouembr. ad 18. Cal. Septembr. numeratur: nam id causis apud supremas Curias voce disceptandi statutum est. Quod si intra tempus hoc minime sumptuum moderationem visor fieri curauerit, dies condemnato descendenda est, ut si commodum sibi videatur, ad sit: quemadmodum apud inferiores Curias usitatum esse supra retulimus. Sed si post completam taxationem à Curia delegat[i] appellatur, & appellanti procurator taxationi interfuerit, eius adversarius oblata appellatione obistere poterit, quominus ille ad dicendas appellationis causas admittatur: nisi eum Princeps restituerit adversus procuratoris segnitatem: quod etiam producit[ur] ad eam, quam praesente procuratore indices reg[i] faciunt taxationem. Quinetiam ubi à Curia delegatus mansit taxatio, interea appellanti pignora taxata quantitati idonea per competentem auferret apparitorem, praecedente quidem solutionis praecepto: sustinebit tamen pignorum distractionem, donec submota appellatione exequenda taxationis facta fuerit à Curia potestas: qua profectò quandoquē concedi solet: unde eam vulgò iterat[i] in iussione vocat. Sed si is malis cuius interest, expectare poterit: donec urgente ipso, appellatione prius apud Curiam introducta, classis prima confessus appellat[i]em inuebit ea taxationis capituli crucis signo praecidere, à quibus appellasse asseueret: tum enim ipsi permittet non designatae taxationis capita ad rem perducere. Quidam verò existimant satis esse, si per exequendi licentiam rescripto duntaxat Principis indulgeatur.

De litis sum-
ptibus apud
supremā Cu-
riam taxandis.

sed remedium superius apud me semper habitum est praestantius. Et quum ab expensarum taxatione, praesente quidem procuratore per inferiorem iudicem facta provocatum est, non licet condemnati res ex ea pignere: sed expectandus est appellationis euentus. Quae sanè nullo eorum à quibus provocatum est, habito discrimine, perinde exam natur, atque si à tabellaria manasset sententia: nisi quòd ante litem contestationem taxationis capitula à quibus appellandum censetur, etiam nota cogitur designare sigillatim. Idem quoque apud curias usu protritum est inferiores. Planè in ea re facienda temeritatem summopere fugias appellas: siquidem in singula quaeque perperam designata taxationis capitula, sexaginta francicorum Parisiensium soliditatem in suprema suffert curia: in aliis autem inferioribus, sexaginta tantum solidorum: qui tamen (ut ante dixi) ad quadraginta redigi solent. Verum ubi capitula plura omnino connexa sunt, & ex uno eodemque inuria fonte scaturiunt, omnium nomine unica solum multa irrogatur. Quoniam autem & qua de primaria questione, & qua de appellacione redduntur sententia, haud dissimili modo traduntur effectum, de quae illarum executione à nobis libro superiore copiose disceptatum est, illinc assumuntur quae ad hunc locum pertinebunt. Primum tamen & alterum, priusquam finem faciam, praecavendum adhortari visum est. Primum, ut condemnatus controuersia summis taxatus autè indictum solutionis praeceptum, aut certè idèò sub ipsum statim huius satisfaciatur: nam si tantum cunctetur, ut pignora sinat à se auferri: postea quātamcūque pecuniam aduersario expensarum in executione factarum nomine, re etiā ipsa offerat, summo quidem iure eam aduersarius poterit recusare, ac iudici arbitrio eas permittere taxandas: cuius sanè resumptum praeterea lueri condemnatus, itaque duplicata quantitas praestatione onerabitur. Quinetiā si ipsi solutionis praecepto mox obtemperarit, accipulatione neque, nec non condemnationis scripturam ceu irritam ab aduersario acceperit, non continuo condemnatus ab eo quod in praeceptum faciendum impensum est, immuni efficitur: licet id aduersarius receptum non fecerit. Quapropter, euestigio pecuniam huic expensa idoneā condemnatus aduersario re ipsa offerat: alioqui si in iure ab aduersario vocatus fuerit, ut impensa illius condemnationem patiarer, nihil proderit huic quamlibet pecuniam eius rei causa aduersario re ipsa offerre, quòd hanc effugiat condemnationem, nec non & eorum taxationem impenditorum. Proinde duplo maiorem quàm hac impendia verè consent, pecunia feret id est iuram. Quod equidem satis mirari non possum suprema Parisiorum curia placuisse. Alterum autem est, quod vitandum commoneo, ne qui suprema curia sententiam secundum se meruit, eam iudici cuius regio, neque consiliario apud ipsam curia auditorii exequendam delegari impetret, si causa minime cognita per apparitorem executioni posuit mādari: quippè istiusmodi executionis causa se penumero sumptu maiore quàm prior sententia exequenda est. Quòd si executio absque causa cognitione expediri nequeat, potius curia consiliario in ipsius auditorio, quàm iudici regio illius executionis partes committatur. Nam si quippiam altercationis inciderit, propterea de eo ad curiam delegatus referet, quae illud terminabit. Id verò paulò esse reor acerbius, non licere pignora in causam res per supremam Curiam iudicis à capta auditorii & distrabere, si ab apparitore sententiā exequente appelletur, nisi prius Curia iudicatum, sublata tum intercessione tum appellacione, sinat exequendum. Sed & illud lōgè grauius est ac molestius, quòd ab executione apparitoris appellas, in dicenda appellacionis causa se praesentem ea offert, quae in appellacionis iam decisa iudicio agnoverat, ut

Quādo oblatione quis liberetur ab executionis expensis.

Cui deleganda sententiarum (quas supremus cōfessus dicit) executio.

confidentes moretur ne ex tempore rem dirimant. Quo fit ut res interiori cōcilio examinanda decernatur, victor que interim iudicari cogatur executione superfedere, ut tantum ei liceat condemnari res usque ad iudicari summam pignere, non autem eas distrahere: tamen si etiam curia sententiam suam submotā intercessione appellatione que exequendi veniam indulserit ante expositas appellationis causas: nisi nominatim interrefellendam, oppugnandamque appellationem victor sibi prospiciat, ut illius venia ad effectum perducenda ius saluum illibatumque seruet curia. Nec vero ea discutitur molestia, neque sumptus in consequendam litem definitionem necessary damnum eo instauratur, quod regis decretum sit constitutum, ut prater multam legitimam ordinariamque, altera etiam curia arbitrata huiusmodi temere appellantisbus calumniatoribusque incutatur.

DES TAXES DE DESPENS FAICTES en la Cour de Parlement par les Commissaires, enemble. des appellations qui en sont interjettees.

CHAP. XVII.

- | | |
|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Despens adiugez par arrest de la Cour comme seront taxez. 2. La taxe des despens taxez en ladite Cour de Parlement doit estre soussignée de deux Conseillers commis pour les taxer. 3. L'appel de la taxe d'un article n'empesche point que les Conseillers ne procedent à la taxe des autres articles. Autre chose est des Iuges estans par-dessous les Roysaux. 4. La partie ou le Procureur appellé à la taxe des despens. 5. Les Procureurs contraincts de comparoir à la taxe des despens à peine de l'amende. 6. De mettre à execution la taxe faicte en presence des Procureurs des parties.. | <ol style="list-style-type: none"> 7. On n'est receuable comme appellant de la taxe des despens faicte en presence des Procureurs des parties. 8. De croiser les articles de la taxe de despens avant que conclurre comme au proces par escrit. 9. Amende pour chacun article mal croisé. 10. De faire offre des frais de commandement, apres ledict commandement fait. 11. Comment on doit faire ladite offre. 12. Quand l'offre raisonnable des fraiz ne peut de rien releuer. 13. La maniere de proposer en iugement l'offre des despens. 14. Si pendant proces on appoincte du principal, sans faire. |
|--|---|

mention des despens, sçavoir si les despens, sont remis: & que les peut demander, le demandeur ou le defendeur.

15. Toutes Sentences ou Arrests avant qu'ils puissent estre exe-

cutez par un sergent, soient li-
guides.

16. Les Conseillers ou Juges ne doivent retenir l'executio d'une sentence, si elle ne gist en cognoissance de cause.

1. Despens adiugez par arrest de la Cour comme seroit taxez.



Este que nous voyons comment sont taxez les despens adiugez par les arrests de la Cour: car quant à la taxation des despens des causes d'appel adiugez par les Juges inferieurs, ils sont taxez par la forme que les despens des causes principales iugez par les Juges inferieurs.

1. La taxe des despens taxez en ladite Cour de Parlement, doit estre sous signee des deux Conseillers comme pour les taxer.

Les despens adiugez par la Cour en appellation verbale, sont taxez par vn des Conseillers de la grand'Chambre, jaçoit que la Cour en commette deux, & qu'il faille que la taxe soit sous-signee des deux Commissaires commis, par maniere que s'il est deliuré Executoire par vertu de la taxe signee seulement d'un des deux Commissaires, & qu'il soit fait commandement à la partie condamnée de payer les despens taxez, elle se peut porter pour appellante de la taxe, & ainsi n'agueries en a esté dit par arrest. ^b

3. L'appel de la taxe d'un article n'empesche point que les Conseillers ne procedent à la taxe des autres articles. Autre chose est des Juges estans par des sous les Roiaux.

Si en taxant les despens la partie sur laquelle on taxe, appelle de la taxe de quelque article, neantmoins les Commissaires de la Cour ou le Juge Royal passe outre à la taxe des autres articles, suivant l'Ordonnance du Roy Charles huitiesme, article soixante & trois. Mais les Juges nō Royaux desquels y a exemption par appel, ne procederoient à la taxe des autres articles, si l'appellant d'un article se portoit exempt, ainsi qu'avons dit cy-dessus.

4. La partie ou le Procureur appelle à la taxe des despens.

Davantage es Cours Royales ou inferieurs, il faut appeller la partie pour voir taxer les despens, & ne suffiroit d'adiourner le Procureur avec lequel la condamnation des despens est donnée. Mais en la Cour de Parlement il suffit appeller le Procureur de la partie condamnée es despens, qui a comparu en la cause, si c'est au dedans le Parlement qu'a esté donné l'arrest, & si c'est hors ledit Parlement, convient adiourner la partie condamnée pour voir taxer les despens.

5. Les Procureurs contrains de comparoir à la taxe des despens à peine de l'amende.

Mais au moyen de ce que la Cour par les Ordonnances faictes le dixneufiesme iour de Decembre, l'an mil cinq cens trente quatre a ordonné que les Procureurs desdites parties seroient tenus d'assister pardevant lesdits Commissaires es lieux, & heure à eux assignez, sur peine de cent sols parisis d'amende sur les Procureurs desobeyssans & delayans: & si les parties condamnées reuouquent leursdits Procureurs en faisans leursdites reuocations, ils seront tenus en constituer autres, & le faire signifier dedans le iour au Procureur de la partie aduer-

se, & en default de ce ladicte taxe de despens sera faicte avec ledit Procureur reuouqué, qui sera tenu de comparoïr comme dessus, & comme s'il n'auoit esté reuouqué.

Quand la taxe est faicte en la presence du condamné, ou de son Procureur, & que de chacun article qui sera taxé, elle n'est appelée, ladicte taxation demeurera en sa force & vertu: comme de chose iugée, & si la partie en veut Executoire, il luy sera deliuré suiuant l'article 61. des Ordonnances du Roy Charles 8. Mais si on fait commandement par vertu dudit Executoire desdicts despens ainsi taxez en presence de leurs parties ou de leurs Procureurs; le sergent executeur garnira la main de la somme y contenuë, nonobstant opposition ou Appellation quelconque, & sans prejudice d'icelles. Toutesfois ne seront les meubles executez vendus iusques à ce que la partie ait feü *fesato* de la Cour, pour permettre de vendre lesdits meubles, nonobstant opposition ou Appellation quelconque, & aucuns prennent prouision de la Chancellerie seulement.

Et combien que par ladicte Ordonnance dudit Roy Charles huietiemesme, & selon la rigueur d'icelle, l'appellant ne fut pas receuable en la cause d'appel, quand luy ou son Procureur ont esté presens à la taxe: toutesfois j'ay veu plusieurs Lettres Royaux octroyees en forme de requête ciuile, par lesquelles il estoit mandé à la Cour de les recevoir comme appellans, & estoient releuez de l'*illico* comme en autres matières. Mais quand la taxe est faicte par les iuges Royaux, ou autres inferieurs, suppose qu'elle soit faicte en presence des parties ou de leurs Procureurs, on est bien receuable comme appellant, iacoit qu'on n'ait appellé *illico*: pourueu qu'on en soit releué par Lettres Royaux, & ne peut on proceder par execution nonobstant l'Appel, sinon es cas de l'Ordonnance: esquels les Sentences quant au principal & despens, sont executoires par dessus l'appel.

Es causes d'appel interiecté de la taxe des despens, soit faicte par la Cour en absence de partie ou par autres iuges inferieurs Royaux ou autres, faut auparauant que conclurre, que l'appellant croise les Articles de ladicte taxe des despens, desquel il se vouldra dire appellant, & auoir esté greué, & des articles non croisez sera deliuré Executoire, suiuant les Ordonnances du Roy Charles huietiemesme & quant aux autres sera conclud *an bene an male*.

Et pour chacun Article mal croisé, si l'appellant en dechet, il paye vne amende entiere comme d'un autre fol appel: sinon qu'il eust plusieurs articles connevez dependans les vns des autres: car lors pour tous lesdicts articles connevez, il ne paye qu'une amende.

Auant que faire fin à ce traité, j'ay bien voulu vous admonester de vous donner garde de deux choses. La premiere est, qu'es'il y a aucuns despens taxez contre vous & Executoire d'iceux leué: vous ayez à les payer auant qu'on vous face commandement de payer, ou incontinent apres le commandement, auant que le Sergent commence à prendre

6. De mettre l'execution la taxe faicte en presence des Procureurs des parties.

7. On n'est receuable comme appellans de la taxe des despens faite en presence des Procureurs des parties.

8. De croiser les Articles de la taxe de despens auant que conclurre, comme au procez par écrit.

9. Amende pour chacun Article mal croisé.

10. De faire offre des frais du commandement incontinent apres ledit commandement.

Au moyen dequoy, si vne partie qui auroit faict offre raisonnable, estoit adiournee, nonobstant son offre, ie seroy d'aduis o qu'elle alleguast à ladicte assignation auoir faict ladicte offre, & persister en icelle, & que neantmoins sans preiudice d'icelle, elle consentist les despens estre taxez, à fin de cognoistre si ladite offre estoit raisonnable ou non. Et qu'outre elle requist les despens luy estre adiugez de ce qu'elle auroit faict depuis ladicte offre: & non pas empescher la condamnation desdits despens & frais. Car veu qu'il n'y a que tenir, qu'il est deu quelque chose pour lesdits frais & despens, on ne doit empescher la condamnation d'iceux, voire ne la taxation, à telle fin toutesfois que defus.

S'est meü doute, si pendant vn procés on accorde du principal d'iceluy, & ne faict-on mention des despens, sçauoir s'ils sont remis par ladicte transaction. Aucuns y tiennent, & est la plus commune opinion, qu'ils ne sont aucunement remis. Mais y a autre difficulté, qui les peut demander, sçauoir est le demandeur ou le defendeur. Et en ce faut faire vne distinction, ou bien le defendeur consent les fins & conclusions du demandeur par ladite transaction, & lors par ce qu'il appert que le defendeur auoit mauuaise cause, le demandeur peut demander les despens, ou bien par ladite transaction le defendeur ne consent pas entierement les fins & conclusions du demandeur: & en ce cas le demandeur ne peut demander les despens: ains sont censez auoir esté remis d'une part & d'autre.

L'autre chose qu'il faut bien voir auant qu'exécuter vne sentence ou Arrest, c'est si la sentence est totalement liquide ou non: car quand elle est entierement liquide, on la peut faire exécuter par vn Sergent.

Voire par les Ordonnances du Roy Charles VII. article 124. est defendu que les Conseillers de la Cour, ou Iuges Royaux retiennent à eux l'exécution de leur sentence, si icelle exécution ne gist en cognoissance de cause. Autrement celuy contre lequel sera faicte ladite exécution par vn Conseiller ou Iuge, ne sera tenu de payer plus grands frais & despens d'icelle exécution, que si elle eust esté faicte par vn Sergent. Toutesfois comme vn quidam eust esté condamné à payer les arrerages d'un bezant d'or, estimé vingt-cinq sols tournois, & à continuer par vn Iuge Royal: & eust esté le condamné adiourné pardeuant le Iuge Royal en exécution de ladite sentence: & eust le defendeur dict, que sans propos il auoit esté adiourné en exécution de sentence, parce que le demandeur luy deuoit faire commandement par vn Sergent, & que s'il luy eust faict faire commandement il l'eust payé, comme lors il offroit realement payer, & de faict paya lesdits arrerages: & sur ce que ledit demandeur requist auoir les despens de l'assignation & instance d'exécution, le defendeur les empesche, & dict, qu'en tout cas il ne doit que les despens, tels qu'il deueroit d'un simple commandement. Le demandeur persiste esdits despens. Ils sont sur ce appointez en droit, en quoy il n'y auoit propos: car le-

13. La maniere de proposer en iugement l'offre des despens.

14. Si pendus ou appointe du principal sans faire mention de despens, sçauoir si les despens sont remis, & qui les peut demander, le demandeur ou le defendeur.

15. Toutes sentences ou Arrests aués qu'ils puissent estre exécutés par vn Sergent, soient liquides.

16. Les Conseillers ou Iuges ne doivent retenir l'exécution d'une sentence, si elle ne gist en cognoissance de cause.

dit Juge deuoit iuger sur le champ. Par apres il donne sentence par laquelle il condamne le defendeur és despens de l'instance d'exécution, dont il appelle, par Arrest donné au commencement des Grands-Jours d'Angers, à ceste chaude, ladite sentence est confirmée: dont plusieurs furent esmerueillez: car notables Aduocats auoient consulté pour l'appellant. Et pour donner plus clairement à entendre quand vne sentence ou Arrest est liquide ou non, ie l'ay bien voulu declarer par cest exemple. Les fruits d'un membre d'une Seigneurie sont baillez au plus offrant & dernier encherisseur, & adiegez à certaine somme de deniers, nonobstant l'opposition d'aucunes parties, qui remonstrent, qu' auparauant lesdits fruits leur auoient esté baillez à ferme par le Seigneur de ladite Seigneurie: & est dict par le Juge que les parties viendront proceder sur ladite opposition: sur laquelle tant fut procedé entre lesdits opposans d'une part, ledit Seigneur & ledit encherisseur d'autre part, que par sentence donnée par le Juge Royal, ressortissant nuëment en la Cour, il fut dict que ledit bail à ferme faict audit dernier encherisseur tiendroît, pour reuenir au profit desdits opposans; dont ledit Seigneur & ledit dernier encherisseur appellent & releuent en la Cour de Parlement, où le Seigneur acquiesce: & quant audit dernier encherisseur, il soutient par maniere que par Arrest ladite sentence est confirmée. Les parties ayans obtenu ledit Arrest, font faire commandement audit dernier encherisseur par un Sergent, par vertu dudit bail faict audit dernier encherisseur, desdits sentence & Arrest, & d'une executoire de ladite Cour, qu'il eust à leur payer la somme contenuë par ledit bail: il s'oppose audit commandement, & dict qu'il a garand: le Sergent luy declare, que nonobstant son opposition, il passera outre: dont il appelle. Vient auant un tiers, qui aussi declare audit Sergent, qu'il s'oppose à ce qu'il n'ait à proceder par execution sur les biens dudit dernier encherisseur, par vertu desdits sentence & Arrest, parce que lesdits fruits dudit membre de ladite Seigneurie luy appartoient, & les auoit leuez. Le Sergent luy declare qu'il passera outre nonobstant ladite opposition, & procedera par execution sur les biens dudit encherisseur condamné: dont ledit tiers appelle. Ledit encherisseur & ledit tiers releuent leurs appellations, & sont plaidoyees és Grands-Jours de Poitiers en l'an mil cinq cens trenze & vi. Ledit encherisseur pour inuoluer la matiere, fait plaidoyer tout ce qu'il auoit allegué, & produit de nouuel en la cause d'appel, où estoit interuenu ledit Arrest.

Ledit tiers faict plaidoyer qu'il estoit fermier du total de ladite Seigneurie auparauant ledit bail, & que pendant ladite cause d'appel, en laquelle y estoit interuenu ledit Arrest, il auoit obtenu sentence, par laquelle la iouissance dudit membre de ladite Seigneurie luy auoit esté adiegee: & que parce à bonne cause il l'estoit opposé, & appellé. Les intimez quant audit encherisseur defendent, qu'il y a sentence & Arrest contre luy: & qu'il auoit allegué tout le droit dudit tiers en la cause d'appel: & auoit produit, la sentence de l'adiudication

de ladite iouissance, donnée au profit dudit tiers, tout ce nonobstant ledit Arrest auoit esté donné contre luy, par lequel il luy auoit esté réservé son recours à l'encontre dudit tiers, & du Sequestre & Commissaires, qui auoit esté commis à lever les fruits des choses contentieuses pendant ladite opposition: aussi les intimez quant audit tiers disent, qu'il a tresbien sceu la cause d'appel pendant entre eux & ledit dernier encherisseur en la Cour de Parlement, en laquelle estoit intervenu ledit Arrest: parce qu'au procès que ledit tiers auoit intenté contre eux pardeuant ledit Juge à quò, pour le laisser iouyr dudit membre de ladite Seigneurie, ils auoient allegué ladite sentence, & ledit appel pendant en ladite Cour, & rendu à fin de non proceder par le moyen de ladite litispence. Au moyen dequoy lesdits sentence & Arrest auroient preiudicié audit tiers.

Dauantage, que ladite sentence de iouissance estoit vne sentence donnée par maniere de prouision, & sans preiudice des droicts des parties quant au principal: & auoit esté donnée avec ledit dernier encherisseur: & que ledit encherisseur seul y auoit interest, & non eux; pour ce que la iouissance leur auoit esté jà tolluë par ladite premiere sentence: par laquelle auoit esté dict que le premier bail tiendroît pour reuenir à leur profit: car par ce moyen ils ne pouuoient plus auoir que les deniers dudit bail, & n'auoient interest qui iouist, ou ledit tiers ou ledit encherisseur, ains encores leurs deniers estoient plus assurez par ladite sentence prouisionnelle, d'autant que ledit tiers estoit chargé de bailler caution de la somme contenuë par ledit bail fait audit encherisseur, & que ledit encherisseur se deuoit porter appellant de ladite sentence prouisionnelle, si bon luy sembloit pour son interest, & non eux qui n'y auoient interest par les moyens susdits. Les parties ouyes en leurs causes d'appel, parce que l'heure sonna, elles furent appointees au Conseil.

Faut icy presupposer qu'auparauant que lesdites causes d'appel fussent plaidoyees, les intimez pour crainte de ne pouuoir faire vider de long temps lesdites appellations auant lesdits Grands-Jours assignez, auoient présenté requeste à la Cour, attachee à icelle ledit bail & lesdits sentence & Arrest, & le procès verbal dudit Sergent exccuteur, contenant lesdites oppositions, & appellations dudit encherisseur, & dudit tiers: auoient lesdits intimez obtenu *Interd* de la Chambre ordonnée durant le temps des Vacations, par lequel estoit mandé au Sergent de passer outre, nonobstant lesdites oppositions & appellations dudit encherisseur, & dudit tiers, & sans preiudice d'icelles.

Les intimez voyant ainsi lesdites causes d'appel appointees au Conseil, par vertu dudit *Interd*, font faire derechef commandement audit encherisseur de leur payer, nonobstant lesdites oppositions & appellations de luy & dudit tiers, & sans preiudice d'icelles. Et parce que ledit encherisseur fut encores opposant & appellant, le Sergent

faist des meubles du dit encherisseur, & les vend deüement & solemnellement : à la vente desquels l'oppose derechef ledit tiers : mais le Sergent luy declare le contenu dudit *Iterato*, & suivant iceluy il passe outre à ladite vente desdits meubles, dont ledit tiers appelle. Lesdits encherisseur & tiers releuent leurs appellations : lesquelles sont plaidoyees en la Cour, au mois de Juillet 1532. presidant Monsieur maistre Pierre Lifer, premier President de ladite Cour : & n'alleguent lesdits appellans autre chose, que ce qu'ils auoient allegué esdits Grands-Jours, fors qu'ils disoient veu que lesdites causes d'appel auoient esté appointees au Conseil esdits Grands-Jours, qu'à ce moyen lesdits intimez ne pouuoient plus faire executer leurdit Arrest, iusques à ce que ledit appointé au Conseil fust voidé.

A quoy lesdits intimez respondoient, que ledit appointé au Conseil n'empeschoit l'execution dudit Arrest, attendu mesmement qu'ils auoient obtenu ledit *Iterato*, auant ledit appointé au Conseil, par vertu duquel *Iterato* ils auoient fait faire ladite execution : aussi que par ledit appointé au Conseil estoit suspenduë l'execution dudit Arrest.

Neantmoins la Cour appointe encores les parties au Conseil sans contredits, & sur ce qu'apres ledit appointement, les appellans requierent inhibitions & defences estre faites aux intimez de non executer ledit Arrest, qui auroit par lesdits intimez esté contredit, mondit Seigneur le President respondit, que ce n'estoit raison. Toutesfois de ce ne fut rien escrit par le Greffier.

Trois ans apres, & que les intimez eurent esté vn an à la poursuite pour faire voider ledit appointé au Conseil, la Cour leur baille vn Arrest interlocutoire, par lequel elle ordonne que les parties auroient communication de leurs productions, & bailleroient contredits & saluations respectiuelement dedans certain temps : ce qui est depuis faict.

Finablement les sacs de ladite matiere sont apportez es Grands Jours de Poictiers. L'vn des intimez poursuit le iugement. Le Rapporteur luy dist, qu'il fait difficulté pour eux pour trois raisons. La premiere, parce que l'Arrest n'estoit pas liquide, & qu'il conuenoit le faire liquider à la Barre de la Cour, auant que le faire executer par vn Sergent.

L'autre raison, que le Sergent auoit passé outre nonobstant l'opposition dudit tiers, qui auoit sentence prouisionale pour luy.

La tierce raison, qu'au moyen de ce que lesdites causes d'appel auoient esté appointees au Conseil, les intimez ne pouuoient plus proceder à l'execution de leurdit Arrest, iusques à ce qu'il fust decisi dudit appointé au Conseil.

Respondoit ledit intimé, que ledit Arrest estoit liquide, en le referant audit bail faict audit dernier encherisseur, & à ladite sentence : par vertu desquelles pieces le commandement auoit esté faict : car ledit bail contenoit certaine somme de deniers, pour laquelle adiudication.

auoit esté faite audit encherisseur, & la sentence portoit que ledit bail tiepdroit pour venir au profit desdits intimez, qui estoit autant, que si ledit encherisseur eust esté condamné payer la somme contenuë par ledit bail. Dauantage si la Cour desdits Grands Iours & la Cour de Parlement eussent veu lesdites sentence & arrest n'estre liquidez, n'eussent appoincté la matiere au conseil, ains eussent dit qu'il auoit esté mal executé.

A la seconde raison susdite respondoit l'intimé que ladite sentence provisionnelle ne leur pouuoit preiudicier par les moyens cy-dessus alleguez, & outre qu'il apparoiſſoit par les pieces produites qu'au principal ils auoient meilleure matiere que ledit tiers: parce que leur ferme estoit precedente celle dudit tiers avec auance de deniers iusques à la somme de cinq cens liu. & que celle dudit tiers estoit faite par vne femme sans l'autorité de s^r mary, & celle desdits intimez estoit faite par le mary & la femme ensemble: & qu'eux & ledit tiers n'auoient entré en la iouyssance de ladite femme par le moyen dudit procez d'opposition & du sequestre fait pendant ledit procez: & pource n'auoient lesdits intimez esté en negligence d'entreprendre n'ouyssance de leurdit bail à ferme.

Plus n'auoit ledit tiers interest en ladite executiō, pource qu'elle n'estoit faite sur les biens, ains sur les biens dudit encherisseur condamné: & si le cōdāné eust voulu apres repeter dudit tiers ladite somme, & que ledit tiers y eust defendu, ledit encherisseur & condamné eust peu appeller à garend lesdits intimez. Aussi ledit tiers eust peu lors deduire son droit quant au principal à l'encontre desdits intimez & non pas empescher ladite execution, & à ce moyen ne le tiers, ne l'encherisseur n'auoient interest. Et encorés auoient offert lesdits intimez en l'execution dudit *fierrato*, bailler caution de garentir ledit encherisseur enuers ledit tiers, ioint que ledit encherisseur auoit commis audit procez vn faux tout oculaire, car il auoit produit en la cause d'appel vne piece, par laquelle il estoit contenu qu'il auoit esté enuoyé absous par le Iuge à *quo*, dudit bail. Et apres que lesdits intimez se furent inscrits en faux au Greffe de ladite Cour, ledit encherisseur consentit le reject de ladite piece, & y auoit au procez plusieurs menées faites par l'intelligence d'entre ledit encherisseur & ledit tiers. Et si estoit la dite piece reiettee dattee d'un iour de Dimanche, ainsi que les intimez faisoient apparoir par vn almanach de l'année de la datte de ladite piece. En quoy est à considerer en passant, comment Dieu auetugle ceux lesquels vsent de ces faussetez, cōbien qu'il pensent les faire bien couuertement, toutes fois le iour y est transparent, & le descouurent elles mesmes. Esquelles choses il conuenoit auoir regard, afin qu'elles nuississent aux appellans, & fissent aux intimez profit: & que les appellans ne rapportassent gain de leur malice & calomnie. Et veu que les intimez auoient bonne matiere au fond d'icelle, ne falloit s'arrester à ces formalitez.

A la tierce raison les intimez disoient, que jazoit que lesdites causes d'appel eussent esté appoinctées au Conseil & dits grands Iours: ce n'empeschoit qu'il ne peussent faire executer leur arrest, attendu mesmement qu'ils auoient obtenu *fierrato*, en la forme susdite y, & veuës leurs pieces

lequel n'estoit suspendu par ledit appointé au Conseil.

En outre quand lesdites appellations interiettees desdites executions faites depuis ledit appointé au Conseil, furent plaidees en la Cour de Parlement, si la Cour eust veu qu'il eust esté mal executé, elle n'eust derechef appointé la matiere au Conseil, ains eust dit mal executé.

Aussi la Cour n'eust baillé arrest interlocutoire depuis, par lequel elle auroit ordonné que les parties auroient communication de leurs productions, bailleroient contredits & salvations, si elle se fust voulu arrester à ceste formalité, & ne regarder au fonds de la matiere.

Pour la fin, si telles voyes auoient lieu, on accrocheroit & suspendroit-on tousiours vne execution d'arrest: car en l'appellation qu'on interjetteroit de l'execution, on alleguerait ce qui auroit esté deduit auant l'arrest, pour faire appointer la matiere au Conseil.

Mais nonobstant toutes ces raisons, fut donné arrest és grands Iours tenus en ladite ville d'Angers, l'an susdict: par lequel fut dit qu'il auoit esté mal executé, & bien appelé, & condamné les intimez és despens enuers lesdits appellans, dommages & interets de l'execution reale enuers ledit encherisseur. Et euoque la Cour l'instance en laquelle auoit esté donnée ladite sentence prouisionnale: & ordonne que sur icelle, ensemble sur leur opposition, ledit encherisseur & ledit tiers viendroient proceder comme de raison. Mais le 12. iour de May l'an mil cinq cens quarante huiet, il fut donné arrest tout au contraire, en la grand' Chambre à Paris, au rapport de feu monsieur Chabot Conseiller en ladite Chambre: lequel à mapriere, de sa grace, nous fit bonne & briefue expedition: & estoit homme de bonne doctrine & de grande integrité. Et fut ledit arrest donné sur les mesmes pieces, sur lesquelles l'appointé au Conseil auoit esté voidé ésdits grands Iours d'Angers. Et furent lesdits opposans deboutez de leurs oppositions, & ordonné que le premier arrest sortiroit son effect, & seroit mis à execution, nonobstât oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, & condamnez lesdits opposans es despens de l'instance: lequel arrest fut bien doux, attenduës les calomnies desdits opposans toutes manifestes. Si mesdicts Seigneurs desdits Grands Iours n'eussent tant precipité, & apres auoir fait ladite euocation ils eussent ouy les parties au fond auant que uider les appellations appointées au Conseil sans s'arrester à la formalité d'icelles: il n'eust pas cousté à moy & à mes coheritiers la somme de mille liures, qu'il nous cousta.

De cest arrest sont à noter plusieurs choses: premierement l'incertitude des iugemens humains: car les intimez n'auoient iamais trouué homme qui fût difficulté qu'ils n'eussent bonne cause.

Secondement que ceux qui ont bonne cause au principal, bien souuent par ces formalitez periclitent, & perdent bien souuent plus qu'ils ne gagnent au principal: car jaoit qu'il soit question en ladite matiere au principal de deux mille liures tournois: neantmoins lesdits despens, dommages & interets de l'executiõ reale, les frais & mises qu'ils auoient fait pour l'execution & pour lesdites causes d'appel, se montent presque à ladite somme

de deux mille liures. Parquoy semble qu'une Cour souveraine laquelle iuge d'équité, ne devoit s'arrester à telles formalitez. Et encorres s'il eust esté mal executé, toutesfois l'exécution dudit arrest ne devoit estre suspenduë: mais à tout le moins devoit estre permis ausdits intimez d'executer leur arrest sans prejudice desdites oppositions, en baillant caution de desintéresser ledit encherisseur envers ledit tiers.

Tiercement est à noter, & qui fait bien à nostre propos, ce qu'on dict en commun proverbe, qu'un arrest est autât difficile à executer qu'à obtenir, & qu'un arrest tire apres soy grande compagnie d'autre petits arrests. A quoy ladite Cour devoit sur tout obuiet. Et si apres le rapporteur voyoit estre necessaire à son iugement de voir le procez auquel auoit esté donnée ladite sentence provisionnelle, il devoit plustost avertir celuy qui poursuivoit le iugement du procez, qu'il eust à faire apporter ledit procez à la Cour, & que sans iceluy la Cour ne iugeroit lesdites causes d'appel: ou bien donner un arrest interlocutoire par lequel la Cour eust euoqué ledit procez, & ordonné qu'il seroit apporté à la Cour, pour iceluy veu estre procédé au iugement definitif: que de multiplier si asprement les intimez pour peché de formalité en une exécution. Car c'estoit donner occasion aux intimez, s'ils n'eussent eu de quoy soutenir ce faix, de quitter leur principal pour l'accessoire. Et depuis en ladite matiere d'opposition, les opposans n'ont point fait apporter ledit procez de l'instance euoquée, parce qu'il ne leur seroit de rien, d'autant que depuis ladite sentence provisionnelle n'avoit esté rien fait. Et n'ont lesdites parties en ladite matiere d'opposition rien allegué ne produit, que ce qu'elles avoient produit en ladite matiere appointée au Conseil. A ceste cause doit une Cour souveraine & tous autres Iuges bien considerer avant que donner un arrest ou sentence, & y mettre tel temps & diligence comme on voudroit estre fait en sa propre cause, afin de garder ce commandement divin & naturel, de ne faire à autrui ce qu'on ne voudroit à soy estre fait: lequel tant louoit le bon Empereur Alexandre Seuerus, ainsi que dit *Ælius Lampridius* en sa vie, qu'il faisoit crier à son de trompe ce commandement quand on punissoit quelqu'un du delict par luy commis.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XVII. Des taxes des despens, &c.

Ela est corrigé par les Ordonnances du Roy Charles IX. 1560. Estats d'Orleans art. 47. Les despens adiugez tant en nos Cours souveraines, qu'autres iurisdiccions, seront taxez par vn seul Commissaire, qui ne pourra taxer son salaire qu'à raison & pour le temps qu'il aura vacqué: & seront les declarations de despens escrites en papier, chacune page contenant vingt lignes. Et par l'Ordonnance du Roy François I. 1539. art. 182. les Greffiers ne feront d'oresnavant les taxations des despens, ains les Conseillers ou autres Juges ordinaires ou deleguez. Et finalement Henry III. 1579. Estats de Blois art. 141. Toutes declarations de despens seront par les Procureurs mises au Greffe ou leurs commis, sans que pour le paraphe le Greffier en puisse pretendre aucun salaire, pour estre les declarations par nos Presidens distribuees à chacun des Conseillers, selon leur ordre. Et pour le regard des declarations de despens de procez par escrit, seront sans autre distribution baillées par les Greffiers ou leurs commis, à ceux qui auront rapporté les procez. art. 145. Ordonnons que les despens des cōgez & défauts, desertion, folles intimations ou assignations appellations interjettes des sentences donnees par défauts & contumaces, ou és matieres de fins de non proceder, & toutes autres de petite consequence: & pareillement les dommages & intersts des emprisonnemens tortionnaires, saisies, executions reelles & actuelles indûment faites, seront désormais taxez par le mesme iugement, par lequel ils aurōt esté adiugez, conformément aux arrestes de la Cour, mesmes du 3. iour de Ianvier 1579. par lequel sur infirmee vne sentence d'un Juge, qui auoit dit par icelle, sauf à faire droit sur les despens, dommages & intersts. D'autant que les dommages & intersts ne se doiuent separer, ains iuger & liquider par mesme moyen. Lesquels despens, dommages & intersts ne se peuuent plus demander, quand on a receu le principal: arrest du 14. iour de Ianvier 1585. donné en l'audience, suivant la Loy, *Terminalis C. de fruct. & lit. exp. l. 4. C. de posui. l. eos in princip. C. de r. furis.* Voyez les art. 38. & 39. de l'Ordonnance 1539. & le Chap. 52. du premier liu. des Institut. Forenses. Au surplus quand la Cour condamne aux despens, dommages & intersts de la cause principale, & met au neant l'appel, sans despens de la cause d'appel, & les despens des espices ne viennent en taxe ains seulement les despens de l'arrest iugé les Chambres assemblees le 30. iour d'Aoust 1520. recité par Rebuffe, *Tract. de lit. civil. Art. vn. gloss. ult. num. 10.* Aucunes fois les despens sont compensez, c'est à sçauoir quand l'appellant obtient en partie. *Aufere. Dec. Thol. quæst. 222. Panormis. & alij in cap. fin. extr. de dolo & contum. Rebuffe. Tract. de lit. civil. art. vn. gloss. 4. num. 1. Tract. de expens. damn. & inter. art. 2. gloss. vn. no. 55. 54. & 55. l. generaliser. §. fin. autem. C. de reb. credit. cap. Raynuius & Raynaldus. De testament. extra. Bald. in l. eos. C. de appell. Immo. in l. qui solidum. D. legat. 2.* Au reste les despens preiudiciaux ne sont point compensez: arrest du 27. iour de May 1536. plaidans Aubry & Vialard recité par Rebuffe. *Tract. de expens. damn. & inter. art. 8. gloss. vnc. num. 25.*

b Rebuffe. *Tract. de sent. exec. Art. 16. gloss. 11. Tract. de sent. prouis. art. 3. gloss. 3. circa finem.* [L'arrest allegué est du 22. d'Aoust 1545.]

c 1493. art. 61. Loys XII. 1507 art. 146. François I. 1535. Chap. 16. art. 29. mises au liure 7. de la Conference des Ordonnances Tit. 3. *Guid. Pap. quæst. 117.* affirme que la taxe de despens se peut faire, mesmes apres l'appel interjeté. Ce que nous ne gardons point à preient, nostre pratique estant fondee sur vne quelibonne raison. Car l'appel suspend l'effect de la sentence, & par consequent l'accelloire. D'auantage s'il auoit esté mal iugé, pour neant la taxe de despens seroit-elle faite. *Videndum est ne iudiciu factum sit iudicibrio: ne ians DD. in l. si prator. D. de iudic.* Sinon que ce fust és cas de l'Ordonnance

donnance que la sentence fut exécutoire, tant en principal que despens. Auquel cas, la taxe se doit faire par autre Juge que celui qui a ordonné qu'il seroit passé outre, nonobstant l'appel.

d Il y a depuis l'Ordonnance du Roy François I. 1535. chap. 5. art. 14. & pour le grand Conseil 1539. art. 13. par lesquels articles les Procureurs des parties sont tenus comparoir à la taxe des despens pardevant le Commissaire; sur peine de cent sols. De laquelle Ordonnance est prise celle de la Cour de Parlement de l'an 1534. mentionnée au texte François, ainsi faut lire, & non pas comme quelques Impressions Françaises, qui ont 1554. *Vide Rubuff. tract. de sens. execut. art. 7. gloss. 11. num. 21. Instantia finita, amplius non censetur procurator, l. unum. l. 1. de iud. C. de procu. c. non in iuste exr. eod. tit.* Et l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1563 art. 7. le Procureur qui aura eu procuration pour occuper en la cause, sera tenu & contraint comparoir en l'instance d'exécution des Arrests ou iugemens, sans que nouvelle procuration soit requise.

e 1493. art. 61. Loys XII. 1507. art. 144. François I. 1535. chap. 16. art. 27. mises au liure 7. de la Conférence des Ordonnances, tit. 3.

f Lettres d'*iterato* s'obtiennent en la Cour de Parlement, & contiennent vne Commission adressée au Sergent ou Huissier Royal pour passer outre à l'exécution d'une exécutoire de despens, nonobstant opposition ou appellation quelconque, pour avoir esté lesdits despens taxez en la présence des Procureurs des parties, ou bien de la partie condamnée: ou bien elles contiennent vne Commission ou decret de la Cour, pour mettre à exécution ce qui estoit ordonné par Arrest de la Cour, nonobstant le Suzan: & faut lever l'Arrest d'*iterato*, en forme, signé du Greffier, & scellé en la Chancellerie, pour faire parachever l'exécution encommencée iusqu'à la vente & delivrance de biens, comme il est plus amplement expliqué au stile François du Parlement, & liure 1. du Thresor de la Chancellerie. Monf du Moulin sur la questio de maistre Jean le Coq, *quest. 178.* dict qu'en taxe de despens faite en présence des Procureurs ou de la partie, n'est pas apres l'appellant receuable, comme il semble estre par l'Ordonnance du Roy Charles VII. art. 61. qui ne le dict pas nommément, mais suffit que ledit appel ne suspende la taxe: & soit faite vne exécution par provision, *Rubuff. tract. de expens. dam. & int. art. 5. gl. m. nu. 34. art. 6. gl. m. nu. 3. & 4.* où il est recité vn Arrest de l'an 1535. apres la Feste-Dieu. par lequel il fut iugé & décidé qu'on ne pouvoit appeller d'une taxe de despens faite en la présence des Procureurs. Mais *sic ut*, quant à celles qui se font pardevant les Juges inferieurs & subalternes, si avant l'exécution, encores que ladite taxe soit faite en présence des parties ou de leurs Procureurs, ainsi qu'il fut iugé par Arrest du 24. Aoult 1518. & aux Grâds-Jours de Troyes le 7. iour de Septembre 1535. ou bien faite pardevant Messieurs les gens tenés les Requêtes. Arrest du 11. iour de Mars 1522. contre Jean de Villars. Notez que l'Ordonnance de la Cour, mentionnée au texte, en date du 19. Decembre 1534. est cotee par aucuns du 3. Decembre 1534.

g Cecy est pris des Annotations. *Vide Rubuff. tract. de expens. dam. & int. art. 8. gl. vu. h. 1493. art. 61. Loys XII. 1507. art. 145. François I. 1535. chap. 16. art. 28.* mises au 7. liure de la Conférence des Ordonnances, tit. 3. Sile Juge a taxé les despens, l'appel se releve devant le superieur du Juge qui a taxé. Arrest du 14. iour de Juillet 1527. Mais si la sentence est confirmée par la Cour, la taxe sera faite par la Cour & nō par le Juge à quo. *Ad citur enim ex confirmante, non ex confirmato.* Arrest du 12. iour de Mars 1534. recité par *Rubuff. tract. de exp. dam. & int. art. 1. gl. vme. nu. 36.*

i François I. 1535. chap. 7. art. 9. mise en la Conférence des Ordonnances, liure 7. tit. 3.

k Cecy est pris des Annotations.

l Le creancier semble estre en demeure par cest offre faite hors iugement, & par consequent estre tenu des despens depuis faits. *l. si quis iussitatus; & du Bartol. D. de iussu. & d. l. qui soludum. D. delegat. 2. combien que le debteur fust en demeure auparavant l'offre. Ultima mora prima aliorum. l. illud. D. de pe. & comm. r. i. vend. Accedum quod scrib. Bartol. & aliq in Lacceptam. C. de iur. Et ne fait rien au contraire que la quantite de despens est incertaine: Quia quod per aliud certum fieri potest id censetur omnino certum. l. 1. m. C.*

de sent. qua omnino sine cert. quant. Mais tels despens sont certains & liquides, mesmement par les Ordonnances Royaux, & par conséquent se peuvent facilement offrir. Et l'offre fait pendant le procès, empesche que lon ne soit tenu aux frais & despés faies puis ledit off. e. Bartol. in d. l. si quis inficiatus D. depositi. Et celuy qui consent en iugement estant adiourné, n'est point tenu par apres des despens : pourueu qu'il n'y ait aucune sommation precedente auant l'exploict libellé. Felon. in cap. lucet Heli in princip. extra. De simon. Si cela auoit lieu, litis ex litibus orirentur : n. que eorum ritus finis esset. & litu vnus terminus, exordium esset alterius contra d. l. terminato. C. de fruct. & litu expens. Or par l'equité de ladite loy, le creancier ayant receu son principal, semble auoir remis & quitté les frais & despens de l'execution Bart. in l. vlt. D. de eo quod certo loc. & in l. i. in prim. D. si quis caus. tradis precepta forte, appen lieu & accessionu libri rationem tacuè fieri: nisi const. a recipiens protestetur: idque potissimum si modica sit app. indicit summa d. l. 4. C. de positi, l. eos in princip. C. de iur. Vbi rectè Instin. princip. ubi non subsistens etiam superuacuum est super usum vel fructibus adhuc iudicem cognoscere. Sicut enim is qui non habet illius rationem l. scio. D. de in integr. r. st. ita nec priuatus creditor qui acerbus est n. debitorem, non est ferendus. si seruos p. generatos, l. de pign. act. Mais nous gardons & obseruons ce qui est traité par nostre Auteur Notez que Barrole tient, que les despens ne doiuent estre adiugez s'ils ne sont demandez, in l. properandum. §. fin autem. C. de iud. & l. 3. §. hoc autem. D. de damno infect.

m Suiuant les Loix, l. i. & 3. D. de pactu, qui ne parlent que du fort principal, & non de l'accessoire. Vide l. cum iuratur. D. de liber. causa.

n Ces salaires sont à present vn peu plus grands pour les Sergens, suiuant les dernieres Ordonnances, ainsi qu'il a esté monstté aux chap. 3. & 4. du li. des Infrut. Forenses cy-dessus.

o Id probat l. si r. situm. C. de distract. pignor. l. vlt. D. de in diem addict. & quod notatur in Addition. ad Bart. in d. l. acceptam. Paul. Castr. in d. l. i. C. de sent. qua sine certa quant. Ad hunc locum maxime pertinet. Accurs. gl. in l. vltique. D. de recept. arb.

p Cccy est tiré des Annotations.

q Guid. Pap. Dec. qu. 55. Step. Ausfer. Dec. Thol. quest. 5.

r Faber in §. vlt. Inst. de perpes. & vmp. act. Ausfer. d. Dec. Thol. qu. 5.

s Quand les Attests gisent en interpretation ou liquidation, faut faire adiourner la partie à la Cour en vertu de l'Arrest ou de Commission, que lon obtient en Chancellerie, sinon qu'il y eust commission speciale adressant aux Iuges des lieux, pardeuant lesquels les assignations se doiuent donner pour l'execution de l'Arrest.

t 1453. art. 136 François I. 1535. chap. 7. art. 6. mises en la Conference des Ordonnances liure 7. tit. 6. Notez qu'aucuns tiennent que les executeurs des Attests ne peuvent taxer les despens de l'execution, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest du 17. iour de Decembre 1526. contre le Bailly de Vermandois ou son Lieutenant, suiuant la loy, iuden. D. de re iudic. & ita, ils disent que l'executeur d'un Arrest ou sentence ne peut condamner aux despens de l'execution : mais il les doit réuoyer à celuy qu'il a commis. Notatur in l. a. Dono Pio. §. 1. D. de re iud. cap. quaranti. D. offic. deleg. La partie doit faire adiourner sa partie aduersé pardeuant nos Seigneurs de la Cour, pour se voir condamner és despens de l'execution : toutesfois il peut bien condamner és frais de l'incident faies pardeuant luy, si luy a eu quelque contestation pour ce regard, iugé par Arrest le 4. iour de Iuin 1527. Rebuff. tract. de lit. civil. art. vn. gl. vlt. num. 6. & tract. de sent. execut. art. 7. gl. 9. num. 16.

u Tout ce qui suit iusques à la fin du chap. 17. est tiré des Agnotations Latines.

x L. u. 2. quo. D. de rei vindic.

y L. vlt. D. Quod quisque iuri, &c.

EPILOGVS.

CAP. XVIII.

Hoc pacto contextum sit appellationis indicium: cuius quidem complexu perspicuum esse confidimus effectum, quomodo appellationem interponi oporteat, deinde curiis vel inferioribus vel supremis offerri: tum qua locorum iurisdictionum, eorumque qui moribus reguntur, circa hac & pleraque alia huius finitima sit differentia. Præterea, qua via in absentem iudicium appellationis dirigatur, rursusque qua inter præsentem & in summum & in subditum curiis. Cui quoque loco appositum est discrimen, quod existit inter appellationem qua à vocali, ac eam qua à tabellaria præstatur sententia. Atque etiam pauca adnotata sunt qua ad alias iniuria causas adducendas, ad alias tabulas proferendas, ad aliisque exquirenda testimonia, quàm qua in prioris litis instrumento comprehenduntur, attinent. Item, qua deinceps ratione feratur sententia: imibique aliqua de appellationis renunciatione, de litis remissione ad priorem iudicem, ac de retinenda sententia ipsius executione. Postea quadam addita sunt, qua singulariter supremis Curiam in tuenda, rursusque labefactanda rerum ab iis iudicatarum auctoritate, tum in sumptuum taxatione, aliisque consequentibus attributa censentur. Quibus profectò rebus summam dispositis, plane ostenditur, quonam pacto in prima, itemque in secunda civilium controversiarum disceptatione indicium ordinetur. Nunc qui sit, habeaturque capitalis iudicii ductus, libri duo proximi indicabunt.

CONCLUSION DE CE LIVRE SECOND
& de toute la procedure civile.

CHAP. XVIII.

- | | | |
|---|--|---|
| <p>1. L'Epilogue ou conclusion de ce second liure.</p> <p>2. Il sera traité de la procedure</p> | | <p>des causes criminelles és trois
& quatre liures.</p> |
|---|--|---|

EN ceste maniere demourera parfaite la procedure des causes d'appel. Car par la deduction cy dessus par nous faite, cuidons auoir amplement monstté comment il faut appeller. En quelles Courts conuient releuer, & la maniere d'y releuer appellations, où auons fait traité special des appellations comme d'abus, & du deny de iustice: aussi auons traité la difference estant en appellations entre la France Coustumiere, & le pays de

1. L'Epilogue ou
conclusion de ce
second liure.

droict escrit. D'auantage, nous auons declaré quelle procedure on tient pour contumicer les absens en causes d'appel, & quelle entre les presens : & la difference qu'on fait entre les appellations verbales, & procès par escrit : comment on est receu à articuler & prouuer faicts nouveaux en causes d'appel : en quelle maniere on doit bailler sentence, non seulement quant à l'article de l'appel, mais aussi quant au renuoy deuant le Iuge duquel a esté appellé ; & quant à retenir la cognoissance du principal, & execution de la sentence, & outre quant aux despens. Plus auons déclaré les autres manieres par lesquelles se peuuent terminer appellations, comme par desistement & renonciation d'appel : les mettre au neant par lettres Royaux, & les conuertir en opposition. Par apres sommes venus à monstter quels remedes on a pour faire retraicter vn Arrest. Comment on taxe les despens en la Cour de Parlement, & met on à execution les taxes & executoires de despens, & les sentences des Iuges inferieurs, & Arrests de la Cour de Parlement ; & ce qu'on doit considerer en execution d'iceux. Par lesquelles choses briefuement deduites par ces deux premiers liures, nous pouons cognoistre quel ordre iudiciaire nous auons accoustumé tenir, tant en premiere instance qu'en cause d'appel de matieres ciuiles. Maintenant declarons quelle est la procedure es causes criminelles. Ce que nous traiterons en ces deux derniers liures.

2. Il sera traité
de la procedure
des causes crimi-
nelles 3. & 4.
liures.

Fin du second Liure des Institutions Forenses.





IOANNIS IMBERTI

RVPELLANI, FONTENAIEN-

SISQ. CAVSARVM CRIMINA-

lium Prætoris.

INSTITVTIONVM FORENSIVM

LIBER TERTIVS.

LAMACHVS Græcorum dux optimus (ut eleganter apud Polyhistorum illum Plutarchum in apophthegmatis scriptum est) cuius exercitus ductori exprobrabat, quod à muneri sui functione aberrasset inter medios pugnantium congressus: cuius errati cum hic Veniam oraret, pollicitus nunquam ultra se lapsurum. Perinde (ait ille) quasi in prælio iterum peccandi locus supersit. Sic Africanum illum Scipionem dicere solitum à Valerio Maximo accepimus, turpe esse in re militari dicere, Non putaram, videlicet, quia explorato & excusso consilio, quæ ferro aguntur, summa ratione censebat administranda: quod inemendabilis sit error, qui Martis committitur violentia. Ita in forensi certamine, quo de capite, fama & summa bonorum quis periclitatur, nimis indigna fraudulentæque est admissi, erratique deprecatio. Vix enim sit, ut damno succurri accepto, resque in eum, quo excidit, cardinem possit collocari. Quocirca omnis cura, meditatio, operæque conferenda est, ut in hoc conflictu incundo peccetur nullo modo.

R R r iij



PARAPHRASE DV
TIERS LIVRE DESDICTES
INSTITVTIONS, PAR
ledit & Autheur.

PREFACE.



LAMACHVS tres-excellent Capitaine des Grecs, ainsi que Plutarque auteur abondant en plusieurs sciences, recite elegamment en ses apophthegmes, reprochoit quelques fois à vn autre Capitaine de guerre qui estoit sous sa charge, qu'il n'auoit pas bien fait son deuoir, & auoit commis faute en vne bataille. Lequel Capitaine pria ice-luy Lamachus de luy pardonner ladite faute, promettant qu'il ne luy aduiendroit plus de faire faute. Lors luy respondi Lamachus, tout ainsi que si en vne bataille apres qu'on a fait vne faute, on en puisse encore commettre vne autre. Par laquelle responce ledit Lamachus luy donnoit à entendre, qu'une seule faute peut estre cause de la perte d'une bataille, & qu'on n'a loisir d'y faillir deux fois. Semblablement Valerius Maximus narre, que Scipion l'Africain auoit accoustumé de dire, estre choie fort deshonneste & vituperable, de dire par vn Capitaine en fait de guerre: *ce ne le pense par: sçauoir est*, parce qu'il luy sembloit que tout fait de guerre deuoit estre fait par conseil soigneusement pourpensé auant que l'executer: car l'erreur qui se comettoit en la bataille, n'estoit reparable. En ceste maniere en causes criminelles où est question de la vie, de l'honneur, & de tous les biens de l'accusé, c'est chose par trop odieuse & dommageable de demander pardon d'une faute y commise: car bien difficilement on la peut reparer, & remettre la chose en son bon estat. Parquoy faut mettre toute peine, cure, & diligence, de ne faire faute aucune en la procedure des causes criminelles.



DE QVIBVS CRI- MINIBVS, ET APVD QVOS IVDI- CES QVÆRATVR: ET DE DVOBVS GENE- RIBVS PERSEQUENTIVM CRIMINIS ACCVSATIO- NEM.

CAPVT PRIMVM.



ANTE omnia igitur repetenda est Francicana iurisdictionis in-
cas decurias, quas diffusè supra commemorauimus, distribuitis. Non
enim apud omnes iudices de quibus criminibus licet querere:
nam apud eos, qui mixtum duntaxat imperium nacti sunt, de le-
uioribus solis delictis tractatur: ut puta, qui neque supplicij corpo-
ralis, neque multæ supra sexaginta solidos Turonenses decenda ius

De quibus
criminibus,
& apud quos
iudices qua-
ratur.

adipiscantur: sed si quis eorum iurisdictioni attributus ad alios iudices ob hac mino-
ra delicta protrahatur, illius vendicandi, ad seque deducendi, per alterius tamen
iudicii familia, ius habent. Quod si inferiori curia obligatus, atrociorum criminum
accusetur, huius curia magistratusprehendendi illius potestatem apparitoribus suis
facit non improbe: ita tamen, ut protinus coram superiore competensque iudice eum
sistant. Perum etiam in eius diligentia primum curia dominus ex multa in subdi-
ctum suum irrogat a sexaginta illos solidos: precipiet.

Quoniam autem in capitali causa apud has mixti imperij curias examinanda iu-
dicii series parum distat ab ea, quæ in civili controversia usurpatur, de eadem circò nō
differemus. Sed quia eodem modo crimen persequimur apud eos qui merum exercent
imperium, siue regni, siue magnatum vicem sustineant, eum ordinem tantum exequi-
mur qui apud regios obseruatur iudices, de aliis eadem protinus intellecturi. Si qua
tamen reperietur forsitan discrepantia, in locum proprium eam demonstrabimus. Omni-
nō duo sunt eorum genera, qui criminis actionem intendunt, quorum alteri publicè
eam persequuntur, ut regni procuratores, utriusque aliorum quibus scelerum coercitio
data est; alteri autem priuatim, veluti qui quod rei familiari nocitū est, repetunt, aut
priuato nomini contumeliam illatā ulciscuntur. Superiores verò capitis suppliciu ve-
reum postulant: ac id posterioribus mos noster denegat: quamuis vetusto hu iure li-
cuisse illud nemo nesciat. Quamobrem hodie inscriptionis apud nos antiquata sunt
sollemnia: nam alteros publica vindicta munus calūniæ liberat suspicionē, alteri verò

Duo genera
persequentium
accusationē.

pro damno tantum decernant pecuniario. Proinde nec verique per se ipsos accusare coguntur, sed pro huiusmodi procurator interuenit. Interdum autem in accusationem coeunt, idque frequentius: nonnunquam etiam solus regius procurator crimine pulsatur: ubi praesertim illud atrocius existit, ad exemplumque pertinet maxime. Verum regius procurator priuati delatoris accusationi nequaquam subscribere debet, nisi habito de sceleris indicio elogio: ac priuatus omnes litem sumptus tum suppeditat, euentumque controuersia omni modo praestat et excipit. Contra ubi solus regius procurator accusationem instituit, tamen si rem fiscali pecunia sit peragendum, tamen ille accusato etiam victori quicquam aut litis expensarum, aut aestimationis eius nomine praeberere non damnatur, nisi adeo evidens illius sit calumnia, ut acui (sicuti dicitur) possit tangi, de qua quidem re latius conuenientiisque suo loco disputabitur. Interim id praemonuisse sufficiat.

Sans informations précédentes.

DE LA DIVERSITE ET DIVISION DES Jurisdictions en ce Royaume, ensemble des accusateurs & denonciateurs.

CHAP. I.

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Division des iurisdiccions en France. 2. De quels delicts cognoissent les Iuges des iustices moyennes, & de quels ceux de la Haute. 3. Deux matieres d'accusateurs. 4. Les solemnitez requises en accusation aujourdhuy abolies. 5. Les gens du Roy excusez de calomnie. 6. Sur qui doivent estre prins les frais du proces criminel. 7. L'instigateur est tenu des despens, dommages & interests de l'accusé eslargy ou enuoyé absous: fors en certain cas cy mis. 8. La difference d'estre receu cō- | <ol style="list-style-type: none"> me partie civile & comme denoncateur. 9. A quels heritiers de l'occis appartient la poursuite de l'homicide. 10. Les parties interessees premierement sont satisfaites que le Roy. 11. La partie interessee se peut rendre partie apres le proces parfait, mais auant la sentence. 12. Les parties formees non receuës en France: fors en certains lieux. 13. Peine de Talion abolie, & autre mise au lieu. 14. Jusques à quand l'accusateur est tenu prisonnier en partie formee. |
|--|--|

Auant



Vant toutes choses nous faut icy repeter la diuision des Iurisdiccions de ce Royaume: car on ne peut pas traicter causes ^a criminelles pardeuant tous Iuges indistinctement, mais faut que pour le moins les Iuges ayent moyenne iurisdiction.

1. Diuision des iurisdiccions en France.

Et ne peuuent tels Iuges cognoistre que des causes, esquelles les ^b amendes n'excedent soixante sols tournois, & si pour vn delict non excedant ladite somme, la personne domiciliaire de la iurisdiction en laquelle n'y a que moyenne iustice, est conuenue pardeuant vn autre Iuge superieur, ce requerant le Procureur de ladite iurisdiction, la personne accusee sera renuoyee avec les charges & informations pardeuant ledit Iuge, ayât moyenne iurisdiction, ^c & si elle est prisonniere, elle sera amenee par le Sergent du Iuge superieur. Et si le delict requiert plus grande punition que de soixante sols d'amende, le Iuge ayant moyenne iurisdiction pourra decreter prinse de corps contre le delinquant, si la matiere y est sujette, & le faire prendre par les Sergens, & le faire mener es prisons de son superieur; & pour ceste diligence il prendra soixante sols tournois pour son amende, sur les deniers qui sont adiugez audit superieur pour son amende. Pource qu'aux causes qu'on poursuit pardeuant les Iuges ayans moyenne iustice, on tient communement telle procedure qu'en causes ciuiles, nous n'en traicterons point, d'autant qu'auons cy-dessus traicté l'ordre qu'on garde es causes ciuiles. Et pour ce aussi qu'on tient pareille forme de proceder en causes criminelles, tant pardeuant les Iuges Royaux qu'autes inferieurs ayans haute iurisdiction, nous monstrerons la forme de proceder qu'on suit pardeuant les Iuges Royaux, & entendrons que pareille forme est gardee pardeuant lesdits autres Iuges inferieurs. Toutesfois s'il y a aucune difference, nous la declarerons es lieux propres & conuenables.

2. De quels delicts cognoissent les Iuges des Iustices moyennes, & de quelcun de la haute.

Nous auons deux manieres d'accusateurs, les vns qui poursuivent l'interest du Roy, & de la chose publique, que nous appellons les Gens du Roy, sçauoir est l'Aduocat & Procureur du Roy, ou des Seigneurs ayans haute iustice. Les premiers tendent à punition corporelle, & amonde honorable & pecuniaire contre le delinquant. Les autres demandent reparation de leur interest ciuil, qu'ils ont souffert à cause du delict commis en leurs personnes, ou en leurs biens, & ne tendent point à punition corporelle par nostre stile: combien que selon Droit commun ils peuuent ^d tendre à punition corporelle, & à reparation de leur interest. ^e

3. Deuennus res d'accusateurs.

Au moyen dequoy auourd'huy l'accusateur priue, que nous appellons la partie ciuile, n'est point tenu de s'inscrire, ne faire les solemnitez requises ^f de Droit commun en accusation.

4. Les solemnitez requises en accusation auourd'huy abolies.

Et quant es Gens du Roy, ils n'y sont point tenus semblablement, parce que leur Office les excuse ^g de presumption de calomnie, & n'en sont tenus en leurs noms priuez, s'il n'y a bien euidente calomnie. Et en

5. Les Gens du Roy excusés de calomnie.

cores en ce cas on ne les condamne pas communement par mesme procès criminel qu'on a fait contre le delinquant : mais apres l'absolution faite, on commence vn autre procès criminel contre eux. Sinon quand en la cause d'appel interjetée de la sentence absolutoire, le Procureur General du Roy ne veut prédre la cause pour son Substitut: car en ce cas le Substitut est tenu de soutenir son appel en son nom priué, comme nous auons dict cy dessus au traité des appellations. ^h

6. Sur qui doit
ment estre prins
les frais du procès
criminel.

Le plus souuent le Procureur du Roy & la partie ciuile sont ensemble demandeurs. Et lors la partie ciuile fait tous les frais du procès criminel: aussi elle a tous les despens si elle gaigne sa cause, & si elle la perd, elle paye tous les despens, dommages & interets au defendeur. Est defendu par les Ordonnances Royaux au Procureur du ^l Roy de non se ioindre avec aucune partie ciuile sans informations precedentes. Mais y a plusieurs cas esquels le Procureur du Roy seul peut estre partie: comme en tous crimes publics, où la chose publique a interest.

Et quand il n'y a partie que le Procureur du ^k Roy, le procès criminel doit estre fait aux despens du Roy, fors la preuue des faits, objects & iustificatifs alleguez par le defendeur, laquelle doit estre faite à ses despens, & pour la faire estre ordonné qu'il consignera certaine somme de deniers au Greffe, si le defendeur a dequoy: mais s'il n'a dequoy, & la partie ciuile a biens suffisans pour les faire, les frais doiuent estre prins sur la partie ciuile. Mais si elle n'a dequoy, ladite preuue doit estre faite es despens ^l du Roy, & le Receueur du Roy par ordonnance du Iuge doit consigner certaine somme de deniers, laquelle luy sera alloüee par ses comptes, comme il est dict par lesdites Ordonnances dernieres, art. 159. 160. & 161.

7. L'instigateur
est tenu des des-
pens, dommages
& interets de
l'accusé, eslargy
ou enuoyé absoⁿ,
fors en certain
cas cy min.

S'il aduient que le Procureur du Roy soit seul partie, & qu'il y ait autre, qui l'ait instigué d'interter l'accusation, ^m & que le defendeur soit enuoyé absous: il pourra auoir son recours de despens, dommages & interets contre l'instigateur: & pour ce faudra qu'il intente action contre ⁿ ledit instigateur: & sont à ceste fin les Gens du Roy tenus apres la sentence absolutoire declarer au defendeur ce requerant, les noms des instigateurs. Toutesfois en aucuns cas l'instigateur n'est tenu aucunement, comme en crime de faulx monnoye, & autres tels crimes enormes, s'il n'y a grande presumption de calomnie contre luy, comme quand les tesmoins ouys par l'information ne persisteroient en leur deposition ou recolement. Mais s'ils persistoient, & que le defendeur prouuaist son alibi, ou quelques objects à l'encontre desdits tesmoins, dont vray-semblablement ledit instigateur ne fust aduerty, sembleroit qu'edits cas où la chose publique a grand interest, seroit bien raisonnable que ledit instigateur n'en fust tenu.

8. La difference
d'estre receu co-
mme partie ciuile,
& comme deman-
dateur.

Combien que selon Droit ^o commun, vn chacun soit receu à pour-
suiure l'iniure & excès fait à l'vn de ses parens: routesois aujourd'huy en
ce Royaume, si aucun a transigé ^p de la mort ou homicide avec la femme
& enfans de l'occis, vn autre parent n'est receuable à poursuiure comme
partie ciuile avec le Procureur du Roy l'accusation dudit homicide: mais

bien sera receu comme denoncateur, & comme vn autre estrangier : en maniere que s'il obtient gain de cause, il n'aura que les despens d'icelle, ainsi qu'il fut dict par Arrest de Parlement à Paris, le 5. iour de Ianuier 1536. jaçoit que les parens ne soient receus à déposer en cause criminelle pour-
suiuie en vn excès fait à leur parent. 9

Et s'il y a plusieurs heritiers, dont les vns succedent aux meubles, & les autres aux immeubles : la reparation de l'homicide du defunct appartient aux heritiers des meubles, & consequemment la poursuite d'icelle : car le plus souuent la reparation est adiugee en deniers, & l'action est censée mobiliere ou immobiliere, selon la nature de la chose à laquelle elle compete. 1

Et où il n'y a partie que le Procureur du Roy, si toutesfois le Iuge void par le procès criminel que la chose destobee appartenoit à certaine personne, il doit ordonner que ladite chose luy sera rendue. Aussi met-on communement par les sentences quand on adiuge quelque amende au Roy, que les parties interessees se font premierement satisfaites que le Roy. 10.

Mais pour doute que le Iuge obmette l'adiudication de l'interest civil de la partie, est pour le mieux que la partie interessee, apres le procès criminel parfait, se rende partie, & baille ses conclusions, & employe le procès criminel fait à la requeste du Procureur du Roy.

Est à noter qu'auourd'huy les parties formées ne sont receües en France : sçauoir est qu'on puisse arrester quelqu'un, & faire mettre en prison pour cause de delict, sans informations precedentes, encores que celui qui se rend partie formée, vueille tenir prison comme l'autre. 11.

Combien que l'accusateur par nostre stile general de ce Royaume ne doive tenir prison, ne comparoir en personne en la poursuite d'une cause criminelle, ce que neantmoins il estoit tenu faire selon Droit commun : au moyen de ce qu'il estoit tenu s'inscrire à peine de Talion, sçauoir est de receuoir semblable supplice, s'il dechoit de l'accusation : parce que ladite peine de Talion n'a point lieu en ce Royaume ordinairement : mais seulement la reparation des dommages & interets que l'accusé a souffert par la calomnieuse accusation, & par fois adiudication d'amende honorable estre faite à l'accusé.

Toutesfois on dict qu'à Paris & à Lyon, esquels lieux ont accoustumé abonder estrangers, on recoit encores leldites parties formées, & que iustices à ce que l'accusateur ait fait faire informations des cas imposez, & fait recoler quelques tefmoins, qui donnent apparence de verité à son accusation, l'accusateur est detenu prisonnier comme l'accusé, ce que ie trouue fort equitable.

9. A quels heritiers de l'occis appartient la poursuite de l'homicide.

10. Les parties interessees premierement sont satisfaites que le Roy.

11. La partie interessee se peut rendre partie apres le procès par fait, mais auant la sentence.

12. Les parties formées non receües en France, fors en certains lieux.

13. Peine de Talion abolie, & autre mise au lieu.

14. Inſqu'àquand l'accusateur est tenu prisonnier en Paris & Lyon.

LIVRE III. DES ANNOTATIONS SVR le chap. i. de la diuersité, &c..



Es trois & quatriesme liures de nostre Autheur contiennent entiere-
ment la procedure criminelle, tant en premiere instance, que cause d'ap-
pel. Quelques-uns ont remarqué que la forme de proceder extraordina-
irement rendoit vn procés criminel, & non pas le delict. *DD. in cap.
per tuas, extra de Simon, cap. tua, extr. de procurat.* Quintilian a dicté fort à pro-
pos, *Declam. 311. Capitis iudicia habere suam formam, suum iudicium, numerum suum, quæstorem
suum, sua tempora, sua nomina.* Or il n'y a personne si peu entendue, non seulement
au fait de la iustice, mais aussi és affaires politiques, qui ne die & confesse que les
delicts ne doiuent pas demeurer sans punition, *cap. vt fama, 35. extr. de sent. excommuni.*
*Impunita esse maleficia non oportet, l. ita vulneratus. D. ad leg. Aquil. Admissa non debent esse impu-
nita, l. Stichum aut Pamphilum 95. §. 1. D. de solut. l. si longius. 18. §. 1. D. de iudic. l. si operu. 14. C. de
penis. Penam enim solus ob maleficia magna ratio suadet, l. si à reo 70. §. Dig. de fideiuss. & mandat.*
Publicè & in penam suam, & in aliorum exemplum coerceri debent, vt aut l. quicumque. 8. §. vnusq. si.
C. de hæres. pena enim constituitur in emendationem hominum, l. 28. Dig. de penis. Plato in Gorgia.
O. lib. 6. cap. 14. & sunt scripta ad vindictam omnium iniuriarum leges, vt rectè Seneca scribit, lib. 3.
Contr. 8. l. 6. C. de defensor. ciuil. l. 3. C. Theod. cod. tit. l. locatio 9 §. quod illicitè. C. de penis, font forte
*à ce propos. Cassiod. l. v. ar. epist. 14. Genui pietatis est in illos distringere, qui contra natura ordi-
nem se. leratus se docentur actionibus miscuisse. Idem lib. 4. ep. 49. Necessè est, vindictæ subiaceat, qui
pra. in moribus obsecrat. & lib. 6. epist. 22. Melius est in ipsi cum abulit adhuc mollis r. primere, quam
indurata crimina vindicare. Vlp. in l. 11. D. de offic. pref. congrui, bono & graui pre. dis curare vt pa-
cat atque qui ta provincia sit, quam regi, quod non difficile obtinebit si sollicitè agat, vt malu homi-
nibus prouincia caret, cõque conquirat. Et me semble qu' Aristote, avec tous autres sçauãs
Politiques à trefbiën dict, qu'en la force des loix consiste principalement la conser-
uation de la republique: & que les loix sont ordonnees & establies en toutes repu-
bliques bien reglees, à fin que les hommes puissent faire le bien, & fuir le mal. Ce
que nous pourrions monstrer par plusieurs autres authoritez, tant des Autheurs
prophanes, que Docteurs Ecclesiastiques. Voyez entre autres S. Athanasie in orat.
contra idola, où il en fait vn ample discours. Sene. l. de Clement. & l. de ira.*

b *Gud. Pap. Dec. quest. 220. & 226. Fab r in l. defensores. Cod. de def. n. r. ciuit.* Voyez la
Conference des Coustumes. partie 1. tit 3. & 16.

c Les Coustumes formelles à ce propos sont recitees au tit. 3. de la premiere par-
tie de la Conference des Coustumes, comme Sena, art. 17. Auxerre, art. 4. Melun, art.
18. Artois, art. 6 Blois, art. 21. Poictou, art. 67. & autres.

d *L. vltim. Dig. de fari. DD. ex l. si vnus. §. ante. Dig. de iniuriis colligunt hanc sententiam,*
*nempe, si quis ad suppl. culum propter crimen in se admissum querens pertraxit, ab eo non po-
test id damnum, quod ob delictum sustinuit, reposcere sciendum. Ali. ro. cum contentus abeat
ejeret.*

e Le Procureur du Roy ou P. duocat en fait la poursuite au lieu du denoncia-
teur ou instigateur. *l. post legatum. D. de his qua vs indigni. l. 7. monente. 2. C.*
de d. lator. Nostre Autheur en son Enchiridion François, in verbo accuser Par le droit
Ciuil, nul n'est admis à denoncer que les Officiers à ce commis & deputez, comme
Sergens, Forestiers & Messiers, qui ont fait le ferment à ceste fin. Mais par le Droit
Canonic sont receus tous ceux, auxquels le fait touche, & qui pretendēt interest, &
le denoncent aussi par bon zele & affection: pourueu qu'ils ne soient point infames,
ou vi es personnes, ennemis, & autres exprimees en Droit Canonic. *DD. in l. qu. 5.*
& 6. in Decret. & cap. suspens. 16. cap. cum deictus. extra de accusat. & denunt. Notez
qu'en France, etiam en petite venie, il est loisible d'accuser & taxer ses parents en se

defendant; ainsi un nommé de Ville Aduocat à Prouins, appellant de ce qu'un sica gendre & vne bru s'estoient inscrits en faux contre vne quittance, fut contrainct acquiescer par arrest donné en audience le 18. iour de Mars 1581. Aussi vn particulier n'est receuable à accuser par vindicte ou animosité quand les parens & parties interessees & le Procureur du Roy se taisant, ainsi qu'il a esté souvent iugé par arrests des 12. Iuillet 1578. & 3. Septembre 1583.

f. L. pen. & ult. C. de accus. l. 8. C. Theod. de iurisdic. l. 3. D. de arcus. Bartol. in l. si cui. D. eod. tit. l. 7. & ult. C. de calumniat. l. 7. C. de vi public. l. 2. C. de exhib. & transmitt. reu. Telles solemnitez ne sont point aussi receuës en quelques provinces ou contrées de l'Italie. *Speculator. Tit. de accus. §. item quod non recte nu. 34. in 3. parte operu. Vide Rebuff. in Consist. regias in prefat. nu. 105.*

g. *Aduocatum fisci, qui intentionem delatoris exequitur, in omnibus officiis necessitas satin excusat. d. l. post legatum §. aduocatum. D. de hu qua vt indign. d. l. mouente 2. C. de delas. & ibi Cuias. Faber in l. fenerator. C. de excus. tit. l. sancimus C. de iudic. l. 1. C. de sumptib. recuper. l. 1. §. in iudic. l. ab accusatione §. nuntiatores. D. ad Turpillian. l. ob qua D. de ijs qui not. infam. Et quod de tutore Thyrsophonius in l. tutorem 2. D. de hu qua vt indign. Officij necessitas, & si des excusata esse debet. Nec quisquam in iudicium calumnia notabit tutorem, qui non sijn simulationis accusationem sub nomine pupilli inst. tuit, sed cogente forte matre pupilli vel libertu patris: id producendum est ad procuratorem fisci. *Aufser. Decis. Thol. qua. 6. & 7. Faber. in l. non est ignotum. C. de alim. tut. & in §. ult. inst. de except. Bartol. in d. l. unie. C. de sumpt. recuper. & in l. edita. & l. fin. C. de edendo. Speculator. de sent. execut. §. sequitur. versic. quid si procurator. Vide Bosj. Tit. de denuntiatio. l. iulium Clar. vide recept. sent. §. fin. qua. 7. l. ea quidem 7. C. de accus. l. in quacunque. C. de custod. reor.**

h. Livre 1. des Institut. Forenses, Chap. 5.

i. Philippes 6. 1344. Charles 6. 1408. Charles 8. 1490. art. 2. & 1493. art. 87. Loys 21. 1498. art. 61. & 1507. art. 106. François 1. 1535. Chap. 2. art. 14. & 15. mises au liure 2. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 6. stil du Parlement Latin Paris 3. Tit. 16. §. 4. *Præterea statimur ne quis procurator nostri & parti alicui se adiungat in causa quacunque, nisi prius à iudice coram quo lit. pendebit, expressum habeat mandatum, aut super hoc habeat procurator legitimam informationem, vel agatur de dominio seu patrimonio nostro.* C'est l'Ordonnance de Charles 6. 1408. Mais celle de Philippes de Vallois, porte §. 2. *Ordinamus quod procuratores nostri occasione criminum, delictorum seu excessuum contra aliquos subditos nostros placitationem seu delationem non faciant, nisi præcedente informatione debita & præcepto iudicis competenti.* Le mesme est escrit és stils de Poitiers & Bourges, l'ide l. 3. c. de aduoc. fisci. l. si fisci. D. de iur. fisci. Rebuff. Traict de aduoc. Art. 1. gloss 1. nu. 1. 1. & 3.

k. Pour les frais du procez criminel, faut voir les Ordonn. de Loys 12. 1498. art. 64. & 1507. art. 227. Henry II. 1552. Charl IX. 1565. pour le pays de Bretagne art. 131 4. 15. 22. & 26. & autres mises au liu. 1. de la Conf. Tit. 2. l. & au liu. 9. Tit 1. Toutesfois il faut noter que le fise ne doit aucuns despens, Bér. Dec. 32 4. Dec. *Aufser. decis. Thol. qu. 6. l'ide du Procureur Fiscal, comme escrit Bald. in l. sancimus. C. de iudic. Aufser. d. Dec. Thol. 6. c'est à dire que le Procureur du Roy ou d'office ne doiuent aucuns despens, ores qu'ils succombent, & si n'en obriennent-ils aucuns contre les parties accusees, l. non est ignotum. C. de admin. tut. Cynus & Alber. in l. qui crimen. C. de pæni. Faber inst. de pan. tom. 1. l. 1. in principio. Bér. Dec. qua. 32 4. nu. 1. Damhouder. in Praxi rer. crimin. cap. 6.*

l. Par les anciennes Ordonnances de Philippes IIII 1301. Philippes VI. 1318. les denonciateurs sont tenus aux despens, dommages & interests. Mais par celles de Charles IX. 1565. art. 1. pour le pays de Bretagne ils n'en sont point tenus, s'il n'y auoit notoire & euidente cause ou raison: pourront neantmoins administrer tinoins & toute autre espece de preuue en faueur de Iustice. Voulons que la punition & correction s'en face à nos despens ou des Hauts Iusticiers: pourueu que les accusez soient pauvres & carens de biens. *Vide Aufser. Dec. Thol. qu. 7. & 22. Bald. & Cyn in d. l. fenerator. C. de excus. tit. l. sancimus. C. de iudic. Aneb. d. collat. §. iubemus coll. 9. Bald. in Rubr. C. de pedes. iud.*

m. Charles IX. 1560. Estats d'Orleans art. 71. Nos Procureurs ou des Hauts Iusticiers, seront tenus nommer le denonciateur, s'ils en font requis, apres que l'accusé

aura obtenu iugement & arrest d'absolution, afin de recours de despens, dommages & intersts, qui il appartiendra. En la Coustume de Haynaut Chap. 11. accusé qui n'a denoncé dedans huitaine, ne fait la purge dedans 40. iours n'obtient aucuns despens contre officier qui l'a poursuivy: mais il les aura, s'il y a partie civile, & au Chap. 70. Quand le prisonnier est absous, la partie est tenuë de payer les intersts, & ce qui l'a endommagé durant la detention. Boërius, sur la Coustume de Bourges Tit. de iurisd §. 29. dit que *si rem dñes sit, eius pecunia litem confisecundam esse. Vide Guid. Pap. Dec. 269.*

n D. l. *seueriter. C. de excus. tut. cap. fin. 128. de calumn.* Le denonciateur doit estre condamné en l'amende, despens, dommages & intersts enuers la partie. *Masuer. Tit. de quest. in praxi. nu. 1. Hypol. de Marsil. in Praxi crim. in §. superest, num. 2. 3. & 4. Gloss. in cap. dilectis extr. de dolo & contumac. cap. calumniā extr. de pœni. cap. finem litibus extr. de dolo & contum. l. 1. §. incidit. D. ad Turpilian. Accus. in l. ob que. D. de q̄isq̄i not. infam. Specul. Tit. de expens. §. 1. Faber in l. non est ignotum. C. de admin. tut. Cynus & Bald. ad d. l. seueriter. C. de admin. tut. Guid. Pap. d. quest. 269. per l. l. C. de sumpt. recup. Rebuff. Tracl. de expens. Att. l. 1. gloss. vnic. num. 17. 19. & 20. Par la L. cum quem temerē. D. de iudic. Et la regle. *Victor, victori & c. l. propterandum. §. fin autem. C. de iudic* qui s'entend tant en civil que criminel. Nostre auteur es Annotations sur le Chap. 10. de ce 3. liure des Institutions Forenses est d'aduis qu'il est nécessaire d'intenter vn nouueau procez contre le delateur, instigateur ou denonciateur pour la condemnation desdits despens, dommages & intersts. *Faber in d. l. non est ignotum. C. de admin. tut. l. ubi Clarus. Recept. §. vlt. quest. 7. nu. 12.**

o Cecy est prins des Annotations, l. si crimen. C. qui accus. poss. mulier etiam admittitur ad vindicandam consobrinis sui necem. l. vxor. 4. C. eod. tit. l. Senatus consulto §. C. eod. tit.

p L. 3. §. 11. & 12. D. de hom. lib. exhib. mulier vel pupillum admittendi, si d. si velit experiri, eligendus a pretore, ad quem res magis pertinet. l. lib. 1. leg. Longob. Tit. de homic. compositionem accipiat & parentes occisi qui succedere possunt. Sin vero, quia sunt sexu semineo, non possunt facund leuare, & lib. 2. Tit. de success. Naturales sibi componunt simul cum fratribus legitimis, ob fratrem occisum.

q In iuriarum actio civilis nulli consanguineorum, nisi lesis competit. Bartol. in l. ex Cornelia. D. de iur. Felin. in c. literas. extra de prescript. Voyez ce qui sera dit cy-dessous au Chap. penul. de ce 3. liure.

r Cecy est prins des Annotations. *Vide DD. in Auth. Itaque C. commun. de success. Boër. Dec. quest. 233. vbi docet quo ordine, vxor, pater, liberi, fratres & consanguinei admittantur, facit Laccusationem 6. de accus. & ibi Faber. Bartol. lafon. Zasius & Alciac. in l. 4. §. Cato. D. de verb. obligat.*

[*Albericus in l. licet §. vlt. col. D. Nauta rump. stabul.* escrit que si le pere a faict transaction sur la mort & homicide de son fils, que sa femme comme tutrice de ses enfans ne peut plus estre receuë à faire poursuite de l'accusation: & cite la *D. sepulchris violati D. de sepulch. viol.* Et est Boërius de mesme aduis *Dec. Burdig. quest. 120. & dit qu'il a esté ainsi iugé par arrest du Parlement de Bordeaux du 14. Aoust 1523. Le pere ayant transigé avec ceux qui auoient tué son fils, ce qui estoit bien cognu, elle receut le frere pour partie civile avec le pere. Mais quand le pere & le beau-pere de la fille sont concurrens & se presentent pour en faire la poursuite, le pere doit estre veritablement preferé, iusiuant l'opinion de Faber & d'Angelus, in §. ostitur. Inst. de iuriur. Et si le pere ne veut pas estre partie ny faire la poursuite, le frere, & les autres de degré en degré chacun en son rang & ordre y seront receus, l. 3. §. si sament plures D. de lib. hom. exhib. & ibi Alberic. Encores que par la disposition du droit commun, les plus proches doivent estre appelez, comme leur appartenant le droit d'accuser, comme dient Bald. & Alexand. in Addit. in l. quamuis C. ad leg. tul. de adult. Si est ce neantmoins que par nostre vsance & pratique ordinaire que l'on admet & reçoit à faire telle poursuite, le premier des parens qui se presente iusques à ce que le plus proche apparaisse qui demande estre receu partie civile. Et ne gardons pas tousiours que les plus proches parens habilles à succeder, soient preferés aux autres, ou admis & receus en concurrence avec les autres. Car le frere encore qu'il succede à son frere homicide également avec les pere & mere, *Authentis. defunctis C. ad sc. Terullian.* & qu'il*

soit tenu de poursuivre la vindicte de la mort de son frere, l' *fororē. C. de ijs quib. ut indig.* routesfois le pere est preferé au fils en telle accusation, & s'il n'en fait la poursuite, les freres seront receus parties: mais Boërius au lieu preallegué, dit que la Cour recoit d'equité les pere, mere & freres, ensemble & concurremment a estre parties au procez pour leur interest particulier, chacun à leur esgard. Ce qui doit auoir lieu & estre entendu es pays de droict escrit: mais non pas quand le pere succede seulement aux meubles de son fils. Car en ce cas i'estime que le frere ne doit estre receu partie ciuile, ains seulement comme instigateur ou simple denonciateur & personne estrange, & en ce cas il ne peut auoir aucune reparatiō ou interest ciuile: mais seulement les despens du procez, comme il se voit par le susdict arrest du Parlement. Au reste par les mesmes decisions de Bordeaux de Boër. Dec. 121. apres auoir fait vn grand recit de plusieurs diuerses opinions, ledit ſieur Bohier affirme que le fils en la poursuite de l'homicide fait de la personne de son pere qui s'estoit fait Moyne, est preferé à l'Abbé ou Prieur; & qu'ainsi a esté iugé par la mesme Cour suiuant l'aduiz d'Angel. l. 1. *prim. § item ait D. de iur. d'autant que tel Droict appartient plustost aux enfans qu'aux estrangers, l. questum D. de sepulchro violat.* & la reparatiō ciuile que la glosse appelle *presum sanguinis*, n'est pas seant ne honneste pour le Conuent ou Monastere. *Glossa in can. fraternitati 12. q. 1.* sinon qu'il eust esté homicidé en hayne de l'Eglise ou à son occasion. Car alors le Monastere doit auoir la reparatiō ou interest ciuile: comme que Boër au commencement de la question ne l'estime estre vn gain ou acquest. *Bart. l. in l. ult. C. de collat. & Felin. in cap. in presentia de probat.* mais suiuant l'arrest susdict est reputé meuble.]

8 *Accurs. & Paul. Castr. in l. 1. C. si transact. iudicatur enim actio secundum eius naturam ad quod datur.*

9 *Omnium fiscalium penarum petitio creditoribus postponitur, l. in summa 17. D. de iur. fisci. l. vnic. C. penis fiscalibus &c. V. de l. 11. D. de iur. fisci.*

10 Partie formelle à lieu seulement en matiere criminelle. Niuernois Tit. 1. art. 10. Voyez la Conference des Coustumes, partie 1. Tit. 16. nombre 2. *Majuer. Tit. de pign. num. 8.*

11 *Bald. in l. si in D. de in ius voc. ait accusator: m secundum consuetudinem non detineri. Bart. in Consuet. Bitur. §. 24. Quod repugnat l. ult. C. de accusat. & l. ult. & pen. D. de publ. iud.*

12 *L. ult. C. de accusat. l. ult. C. de calum. l. 3. §. adem Diuus. D. de testib. l. 1. C. de aduoc. diu. iud. l. 7. D. de accus. l. 15. C. de his qui accus. poss.*

13 *Legibus Visigothorum quibusdam casibus Talionū pœna refertur, lib. 6. cap. 3. Tir. 4. Gellius lib. 20. cap. 1. in leg. 12. Tab. si membrum rups, è pœto Talio esto. Festus: Talio est iniuria ultio, in hoc scripta est lex, ne quis impuñē petulans sit. Quintil. Deq. 372. Talionem, reciproci pœnam vocant Impp. in l. 1. C. Th. de exhib. rei, & reciproci pœna incursum, l. 7. C. Th. de accusat. Terull. lib. 2. aduersus Marcionem: timor talionis semper eundem saporem passionis, nihil amarum quam id ipsum pati, quod fecerit alii. Arist. l. 5. Ethic. scribis Radamanthum legem Talionis in iudicando seruasse. Vide Edict. Theod. cap. 13. Suet. in Donat. c. 9. Ragueau en son Indice, in verbo Talion. Et Godefroy sur les fragmens des 12. Tables, En la Coustume de Haynaut Chap. 15. La peine de Talion & de coup pour coup, est abolie au pays & Comté de Haynaut. *Iud. Clar. V. Rec. feut. §. ult. q. 81. Bald. in l. 2. C. de reb. cred. Chass. in cons. Burg. Tit. des luyt. loen. Milaen in Pract. crim.**

DE CRIMINIS ADMISSI ELOGIO seu quaestione.

CAP. II.

LATQVE huiusmodi fundamentis ad superstruendam capitalis causae disceptationem accedamus: ac primum explicemus quonam modo de flagitij admissi iudicii elogium seu quaestio conficiatur: ab eo namque hoc iudicium exordiri consuevimus: vicemque libelli sortitur. Fit autem à iudice vel laici vel regij apparitore, adscito tabellione itidem aut laico aut regio: quibus ut munus delegatur alibi à iudice, alibi à regio procuratore, alibi ab eo qui inquirendi testibus regia auctoritate praefectus est. Planè hi testium conscientiam de crimine perinde explorant, ac in civilis inquisitionis conceptione, de qua latè supra actum est. Porro, elogium hoc ab utroque subscriptum, rursusque obsignatum ad regium procuratorem transmittitur: quidam adhibito regij patroni consilio ex iudiciorum qualitate in elegi calce subscribit, reumne in ius vocandum ut per se respondeat, an in carcerem detrudendum postulet. Deinde ad iudicem de re illa refertur: is verò utrum potius visum fuerit statuit: nonnunquam autem utrumque alternatim, scilicet, ut reus si prehendi possit, in carcerem conijciatur: sin minus, in ius ad causam ore proprio dicendam accersatur.

DES INFORMATIONS, DECRETS DE prise de corps & d'adiournement personnel, & execution d'iceux.

CHAP. II.

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Information comme sera faicte par un sergent & Notaire Royal ou de Cour laye, en vertu de commission, ou sans commission. 2. Deposition des tesmoins comme sera prise par lesdits sergent & Notaire. 3. Ce qui est necessaire observer en la confection d'une Information. | <ol style="list-style-type: none"> 4. Des Decrets de prise de corps & d'Adiournemens personnels. 5. Quand il est permis de prendre sans Informations ne Decret precedent. 6. Comment on peut empescher la deliurance d'un prisonnier. 7. Quand on est receu à mettre avant nouvelle Information. |
|---|--|

Ccs



Es fondemens nuis, venons à declarer la structure & forme de proceder en causes criminelles; laquelle est, qu'au commencement le Procureur du Roy, & la partie civile font faire information ^a du cas commis par vn Sergent Royal, ou du Seigneur haut-Iusticier, appellé avec luy vn Notaire Royal, ou de Cour laye. Et en aucuns lieux on prend mandemēt ^b du Iuge pour ce faire: en autres on prend de l'Enquesteur du siege,

auquel on veut les rapporter. En autre il n'y a que l'Enquesteur qui puisse besongner en information, ce qui n'est pas raisonnable, & vient à trop grand foule des parties. En autres lieux on ne prend point de mandement du Iuge. Mais en la Cour de Parlement on n'a point de decret d'adiournement personnel, ou prinse de corps, si l'information n'est faicte par vertu de mandement ou commission obtenuë de ladite Cour, ou par lettres Royaux.

En information les tesmoins sont ouïs comme en enqueste en cause civile, sinon qu'ils peuuent estre ^c ouys present la partie qui l'a faict faire: car c'est son libelle & demande. ^d Et sont les tesmoins ^e iurez comme en enqueste: & faut que la deposition de chacun tesmoin soit ecrite tout au long, & non ^f en telle maniere. Tel tesmoing diët comme le precedent. Et pour ainsi l'auoir faict, le Iuge doit decreter adournement personnel contre le Sergent & Notaire, & n'adiuster foy à l'information, s'il n'y a nombre suffisant d'autres tesmoins, desquels les depositions soient entierement escrites. Et au commencement, apres qu'on a mis les noms des parties, à la requeste desquelles, & contre lesquelles, & les an, iour & lieu qu'elle est faite, on ^h met la plainte de la partie civile, à laquelle l'excès a esté faict, parce qu'elle fait indice avec les autres tesmoins. Tellement que la Cour souuent interloque, que la plainte de la partie sera prinse par le Iuge duquel a esté appellé.

Les informations faictes sont mises par deuers les Gens du Roy, qui requierent decret d'adiournement personnel, ou de prinse de corps, selon la matiere sujette. Par apres on met les informations, & le requisitoire des Gens du Roy par deuers le Iuge, qui decrete adournement personnel, ou prinse de corps, selon la grauité du cas. Et quand il decrete prinse de corps, on ordonne quant & quant si l'accusé ne peut estre apprehendé en sa personne, qu'il soit adourné à comparoir en sa personne.

Et en ce est requise grande prudence en vn Iuge, & qu'il ne baille decret de prinse de corps, sinon pour crime public, & qu'il y ait grand' matiere. Et combien que ce soit beaucoup arbitraire, si est ce toutesfois qu'il seroit bon de designer par Ordonnance expresse les cas pour lesquels on pourroit decreter prinse de corps, pour refrener la licence que plusieurs Iuges en cest endroit vsurpent. Et peut le Iuge expedier en sa maison les decrets susdits sans que l'accusé y soit appellé.

1. Information comme sera faite par vn Sergent & Notaire Royal, ou de Cour laye, ou en vertu de commission, ou sans commission.

2. Deposition des tesmoins comme sera prise par lesdits Sergent & Notaire.

3. Ce qui est nécessaire observer en la confection d'une information.

4. Des decrets de prinse de corps & d'adiournement personnels.

5. *Quand il est permis de prendre sans information ni decret precedent.*

Mais ne le peut le Juge sans informations precedentes & par luy veües & decretees, prendre, ou commander vn homme estre prins au corps, en present & forfait¹ & delict flagrant: sinon que ce soit vn homme non resseant, pauvre, & non ayant biens immeubles: ou que le delict soit tel, qu'il fait vray-semblable que quelques biens qu'il ait il s'absentera: ^m car lors il est permis de le prendre sans information, & par apres la faire. Et si autrement le Juge le fait, s'il n'y a homme promouuant ou requerant, le Juge sera condamné aux dommages & interests soufferts par & au moyen de l'emprisonnement.

6. *Comment on peut empêcher la deliurée d'un prisonnier.*

7. *Quand on est receu à mettre auant nouvelle information.*

Aussi sans charges & informations ⁿ on ne peut empêcher la deliurance de vn prisonnier, & si on l'empesche, on en est condamné aux dommages & interests, à cause de la detention personnelle du prisonnier. Mais si on a informations telles que pour o ielles deust estre decretee prinse de corps, on peut empêcher la deliurance, si information est d'autre cas que celuy pour lequel il est prisonnier: car si c'est de mesme cas, ou bien information adioustee quelque qualite plus grande, qui rend le cas plus grief & atroce, en ce cas on la reçoit, & ordonne lon que le prisonnier sera ouï sur icelle, & que les tesmoins viendront pour estre recolez & confrontez, si besoin est. Mais si le prisonnier auoit esté ja receu à faire preuue de ses objects & faits iustificatifs, il me semble qu'il faudroit ordonner que le prisonnier pourroit bailler objects, & faits iustificatifs au contraire: & en informer aux despens de celuy qui met en auant la nouvelle information: comme on fait en cause d'appel, quand on produit de nouuel, ou quand on allegue faits nouueaux, P ainsi que cy-dessus est dict: car le prisonnier eust fait la preuue objectiue & iustificatiue contre la nouvelle information, tout par vn moyen, si elle eust esté mise auant auparauant ladite sentence interlocutoire, portant ^q adiudication de ladite preuue. Et encores doit celuy qui met en auant la nouvelle information, ^r payer despens arbitraires pour le retardement de la ^s cause: car si on n'est pas receu en cause ciuile sans lesdits despens, à plus forte raison on ne doit estre receu en cause criminelle. Et si l'information nouvelle concerne vn autre delict, soit que mesme partie ciuile ou autre la mette auant, il faut que le Juge face le procès criminel sur ledit delict, comme sur la precedente accusation, & ne peut le defendeur decliner; & ne peut estre baillée sentence sur vne accusation, que le procès criminel ne soit parfait quant à l'autre. Toutesfois le Juge n'est point cōtraint de vuidier le tout par mesme sentence, ains peut bien bailler deux sentences.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. II. Des Informations, &c.



Informations, *elogium avaritiae*, L. 6. & 11. D. de custod. reor. l. 3. D. de re ind. *Elogia criminum apud Terr. Brislon*, Ragueau: il faut commission pour informer, l. nullus. & ibi Bald. C. ad leg. 1. ubi maieft. Innoc. cap. cum oporteat extr. de accusat. Vide Dambrader, in Pract. ver. crim. cap. 3. Boss. tract. de Inquisitione Ioann. Petr. de Ferr. in libell. inquisitionis. Et faut qu'il apparaisse premierement du crime ou delict. DD. in l. 1. §. si iud. D. ad Sc. Sylan.

b Cap. qualiter extr. de accus. Et si le Juge du domicile peut informer en autre iurisdiction d'un delict commis par son sujet domicilié & le punir, faut voir Boer. Dec. 270.

c Il n'est pas raisonnable que les tesmoins soient examinez en la presence de la partie civile, ou du Procureur du Roy ou fiscal, ou accusateur & denoncateur: ains doivent ceux qui vacquent à la confection des informations prendre la deposition les tesmoins qui leur sont produits ou presentez par ladite partie civile, ou Procureur du Roy ou d'Office, prendre & recevoir leurs depositions en leur absence. Et par Ordonnance du Roy François premier, mil cinq cens trente-neuf, chap. 1. art. 10. les informations pour les faicts de crimes seront faictes, sans qu'il soit besoin d'appeller les delinquans, & ceux que lon pretend estre chargez de crimes & delicts.

d Bald. & Paul. Castrenf. in l. vlt. C. de negot. gest. Denunciatores malefactorum in aliqua regione designati, id ipsum, quod denuntiant, scripto debent ostendere, quoniam hac denuntiatio vim libelli habet.

e Cccy est pris des Annotations.

f Balde, in cap. si duo, de pace tenenda, lib. 2. Feud. asserit non exigendum esse necessario iuramentum ab his testibus, qui in huiusmodi elogio audiuntur. Par l'Ordonnance du Roy Henry III. 1579. Estats de Blois, art. 103. il est enjoint à tous Enquesteurs, Commissaires, Huissiers & Sergens, d'examiner les tesmoins qui seront ouïs es informations sur la pleine verité du faict dont seta question, tant ce que concerne la charge, que descharge des accusez.

g Contrel'opinion de Balde in §. hac sunt nomina. tit. de pace. Constant. lib. 2. Feud. qui esctric ces mots, In hoc elogio Notarium sic posse testimonia redigere, ut dicat testem secundum testamentum eadem fuisse ac primum. Nous auons parlé cy dessus de ceste matiere amplement au liu. 1. des Instit. Forenses, chap. 43 & monstré la forme de les examiner, tant es enquestes civiles qu'es informations. Ils doiuent prestre le serment, & iuramento suum confirmare testimonium, nihilque se falsi esse dicturos. Bened. Leuit. lib. 5. cap. 16 2. Testis priusquam de causa inter. gensor iuramento debere constringi, ut iurent se nihil falsi dicturos, lib. 7. cap. 207.

h Fecit cum alius iudicium Felin. in cap. licet Hel. in 3. col. extr. de simon. Specul. in tit. de inquis. §. viso in 3. parte operis.

i Inn. c. 1. cap. cum jlla. Qui matrim. acc. poss. & relatum est in Additionibus ad Bartolum, in l. cap. 5. D. ad l. lul. de adult. Notez qu'un decret de prise de corps ne se suranne iamais. Rebuff. in const. regias in praef. nu. 44. S'il y a adiournement personnel, l'accusé est tenu comparoir en personne, cap. veniens extr. de accusat. Salic. in l. nullus. C. de exhib. r. in. Vide l. iniuriarum actio. §. si qui, inst. de iniuriis.

k Cccy est pris des Annotations.

l Si quelqu'un sans force ne violence prend les fruiets & despoüilles d'un fonds ou terre, & celuy qui se pretend possesseur ou seigneur d'iceluy fait faire informations, qu'il fait porter au Juge, lequel les decrette suivant le requisitoire du Procureur du Roy, & partie civile, & y a decret de prise de corps, il se porte appellant du

T T t t j j

decret & de l'exécution, & releue en la Court de Parlement à Paris où il gaigne sa cause, & fut dict mal decreté & ordonné, & l'intimé condamné és dommages & interets procedans de l'exécution tortionnaire & iniuste dudit decret és despens du procès. Par Arrest du 5. iour de Feurier 1543.]

l Boer. in Comment. in Consuetud. Buur. Tit. de iurisd. §. 13. argumento. l. ait prator. §. si debitorum, & ibi Bart. & Alex. in add. D. de his qua in fraud. credit. Alex. in l. neque. §. 1. D. de in ius voc. Felin. in cap. 2. de homicid. & cap. quoniam frequenter in princ. col. 7. versic. circa quintam, & l. te non cont. Abb. Bald. & Felin. cap. ex rescripto. extra de iureiur.

m Bart. in d. l. capite quinto. D. de adul. l. vnic. C. de rapt. Virg. & ibi DD. Linterdum. §. qui forem. D. de furs. l. 1. & 2. Cod. Quando liceat sine indice se vind. Felin. in d. cap. quoniam frequenter col. 7. P. l. iur. cont. Bartol. in l. sacrilegij. §. Labeo. D. ad l. iul. procul. Bo. ad l. consentaneum. Cod. quomod. & quand. iudex. & in Consuet. Bit. tit. de iurisd. §. 13.

n Cecy est tiré des Annotations. Au reste par l'Ordonnance du Roy Henry II. 1549. art. 5. Le geollier ou Concierge des prisons ne peut retenir le prisonnier pour le giste & geollage, Lommes. C. de panu. l. ob as. C. de obl. & act. Nouell. vt nulli indic. §. quia vero. Notatur in l. Diuus. in fine. D. de bonis damn. suiuant l'opinion de Jac. de Aretin. apud Guid. Pap. Dec. qu. 448. Si le prisonnier est pour debte, il est nouty aux despens du creancier. Acc. in l. vlt. C. de erog. iud. ann. lib. 11. Autrement il sera eslargy. Boer. Dec. 303. no. 2.

o Cela est pris des mesmes Annotations.

p Liu. 1. des Instit. Forenses, chap. 49.

q Le Iuge doit bien considerer s'il recurre les nouuelles charges & informations, ou non. Vt enim propter adiectam vel detractam qualitatem non censetur mutatus libellus, si ea hoc contingat, vel actionis, vel facti mutatio: ideoque admittitur huiusce qualitatibus emendatio usque ad sententiam. Bartolus in l. edita. C. de edend. secundum l. in delictis. §. si detracta. D. de noxal. act. ita admittendum videretur usque in sententia tempus in elogium, quo nō adeo mutaretur criminis iam impositi qualitas, vt sequeretur inde mutatio facti vel actionis: praesertim cum iura omnia, quae in hanc sententiam illic citat Bartol. loquantur in delictis.

r Bartol. in Auth. atqui semel. C. de probat. Angel. Aret. in tract. malefic. in gl. in verbo. Qui index, disent qu'en matiere criminelle, la cause estant concludé, le Iuge peut de son office non seulement ouyr & receuoir tesmoins pour l'accusé, mais aussi contre luy. Ce qui se doit faire aux despens de celuy qui est demeuré.

s Licet in iudiciis admittatur mora purgatio, id tamen intelligitur dummodo ius aduersarij non officiatur deterius, l. & si post tres. D. si quis caus.

DE CITATIONE ACCVSATI, EAQVE præconis voce trino nundino pro- mulganda.

CAP. III.

INTERDUM autem ubi res atrocioris flagitij & ad reipub. perniciem maximè spectantis perurgetur iudicij, neque satis fixa stabileque sedes habet, aut nobilis adeo est scintilla, ut vix quisquam eum è domo in ius audeat accersere: tum à iudice decernitur, ut ille in loco adibus suis, quas ve solitus est habitare, proximo ab eum tamen præsentia tuto, per præconem trino nundino in ius vocetur: nonnunquam etiam non observatis nundinis, ac brevioribus intervallis, veluti sex dierum, citatio hæc proclamatur: cuius quidem forma hæc est, ut apparitor prima citatione trinum diem reo præstiuat, quorum secundo peremptori comminatio addatur, nihilominusque cedente unoquoque die de nouo in ius eum appellat ad sequentem proximè diem, qui ante iam sit constitutus. Nonnunquam verò ea citationum iteratio omittitur. Equè iudex superueniente unoquoque eorum dierum in absentem editum concedit. Quod si minimè obsequatur citatus, in eum legitimo iudex animaduertit supplicio. Ceterum in omni alia specie quatuor editus, paribus quoque intervallis, ac in civili iudicio absolunda est rei contumacia. Verum euenit sapissimè, ut iudex denuntiationum contrahas intervalla: neque interest liti contestat sit, necne. Atqui si acerbum vulnus, aut hominem interemptum arguans indicia, iudex prima citationis decreto subiungit, ut res cum peremptori interminatione in iudicium deuocetur, quo intersit arbitrandi quæritati vel pro medicaminibus alimentisque vulnerati, vel pro sacris precibus in defunctæ solamen anima Deo offerendû. Quod si defuerit, ore modicum in eum pronuntiatur: quantumque ad huius liticula capitulum pertinet, eius contumacia perfecta est. Proinde iudex ex eorum indiciorum sola testatione, illius quantitas pecuniæque modum constituet, sublatæque tum intercessione, tum appellatione condemnatum ad solutionem præcipiet compellendum, non modò pignorum ablatu, sed eius prehensione, & in carcerem missionem: ita tamen, ut primus actor fideiussoribus idoneis satisfact, eam pecuniam, si in primaria questionis exitu opus fuerit, redditum sit. Verum ubi ex indiciorum elogio non dilucidè satis iudex comperit quantum pecunia in læsi alimenta & medicamenta adiudicet, edici ut medicus ab illo aduocetur, qui præsentem, aut cum peremptori ministratione interpellato reo, vulneris magnitudinem inspicat, eiusque altitudinem & latitudinem pertentet, ex hisque æstimet quantum vulnus incommo det, quantoque are id curandum suscipiat: ac omnia hæc sibi ex æquo moderaturo probè renuntiæ, his etiam gerendû plerumque iudex ipse præsentiam suam accommodat.

De citatione accusati, eaque præconis voce trino nundino promulganda.

Quando accusati contumacia unico edito consumetur.

DES DEFAVTS ET CONTVMACES EN matiere criminelle, adiournemens à trois briefts iours, recollement par contumace, bris de prison, visitation & rapport des Chirurgiens, ensemble de la prouision qui se doit adiuger.

CHAP. III.

1. Des executions des adiournemens personnels.
2. Des defauts & contumaces en matiere criminelle, & profit d'iceux.
3. Du profit du premier défaut procedant d'adiournement personnel.
4. Du profit du second défaut & d'annotation de biens du defaillant.
5. Interpretation de l'Ordonnance 1539. Art. 25.
6. Des adiournemens à trois briefts iours.
7. Les recolemens par contumace se font apres les adiournemens à trois briefts iours.
8. Constitue prisonnier pour nō auoir comparu au iour qu'il estoit adiourné à comparoir en personne, peut estre incontinent eslargy en payant les fraix du decret de prinse de corps.
9. Celuy qui a brisé la prison de
quelle peine doit estre puny.
10. Par vertu du premier défaut la prouision d'alimens & medicamens est adiugée, ou pour faire prier.
11. Le rapport du Chirurgien fait, est requis en prouision d'alimens & medicamens.
12. Quand on adiuge les despens de l'instance de prouision d'alimens & medicamens, & s'ils sont executoires par dessus l'appel.
13. L'instance de ladite prouision doit estre separée du principal, & quand on peut reseruer ladite prouision iusques apres les recolemens & confrontations de tesmoins.
14. Le defendeur peut requerir le demandeur excédé estre visité par un Chirurgien, & qu'à ceste fin ils s'accordent de Chirurgien.



Les adiournemens personnels doiuent estre executez comme les adiournemens simples ^a en causes ciuiles, sinon que quand l'accusé est homme crainct & redouté, & coustumier d'exceder sergens, & qu'on n'ose l'aller adiourner en sa personne ou à son domicile, le Iuge information sommaire de ce faite, mande & permet de l'adiourner par cry public, à son de trompe au lieu de marché, ou autre auquel y a affluence de gens plus prochains de sa maison estant de leur accez, à iour de marché, ou iour de feste par attache au posteau de la halle dudit lieu de marché, ou à la porte de l'Eglise: & sera faite inionction à aucuns ses voisins, si on en trouue audit lieu, de luy faire sçauoir: sinon à ceux dudit lieu, où sera fait ledit adiournement de luy faire sçauoir l'exploict.

Ets'il ne compare au iour assigné, sera baillé au Procureur du Roy & à la partie ciuile demandeurs, ce requerant defauts, sauf huiſtaine ou autre temps, selon la distance des lieux, & la saison du temps, & qualitez des personnes & matieres. Et sera ordonné, veul'exploict de l'adiournement, que le defaillant ledit iour de huiſtaine, ou autre passé, sera prins au corps, si apprehendé peut estre: sinon sera adiourné sur defaut, & ô intimidation.

Ets'il defaut derechef, le Iuge donnera aux demandeurs comparans & requerans defaut avec tout le profit que de raison.

Et en adiugeant le profit dudit defaut, le Iuge ordonnera que le defaillant sera adiourné à trois brieſ iours, & que les biens seront adnotez & saisis: sçauoir est, les meubles descrits par inuentaie, & mis entre les mains de gens de bien & solubles, qui en sçauront rendre bon compte & reliqua, & quand à qui il appartiendra: & les biens immeubles aussi regis^b par Commissaires, bons & suffisans, le tout iusques à ce que ledit defaillant ayt obey à iustice. ^c

Mais s'il y a decret de prinſe de corps, on peut ordonner par le mesme decret de prinſe^d de corps que si le delinquant ne peut estre apprehendé en sa personne, il sera adiourné à trois brieſ iours, avec adnotation & saisie des biens, comme dit est: & ainsi doit estre entendu l'article vingt cinq des Ordonnances dernieres, sçauoir est quand du commencement il n'y a eu qu'adiournement personnel, qu'il conuient obtenir deux defauts auant que proceder par adiournement à trois brieſ iours, & à adnotation: mais s'il y a prinſe de corps, on peut mettre la clause d'adiournement à trois brieſ iours, & adnotation par le mesme decret.

La maniere de proceder par adiournemens à trois brieſ iours ^e est telle, qu'il faut que le sergent adiourne à trois diuers iours, & qu'il y ait interualle entre chacun iour, auquel il adiourne, & le iour auquel il

1. Des executiōs des adiournemēts personnels.

2. Des defauts & contumaces en matiere criminelle & profit d'iceux.

3. Du profit du premier defaut procedant d'adiournement personnel.

4. Du profit du 2. defaut & d'annotation des biens du defaillant.

5. Interpretatiō de l'Ord. 1539. art 25.

6. Des adiournemens à trois brieſ iours.

baillie l'adiournement de trois iours entiers & francs quand aux deux premiers iours, & quant au dernier & tiers iour, auquel eschet le dernier adiournement de trois briefs iours, il faut qu'il contienne huiſtaine ou autre terme competent selon la distance des lieux comme dit est, quand aux autres adiournemens en matieres civiles. Et faut qu'à chacun de dits iours assignez les demandeurs comparent, & prennent défaut contre l'adiourné, s'il ne compare aux deux premiers iours assignez & compare au dernier, il doit les despens des deux premiers défauts. ¹

7. Les recolemens
par contumace
se font apres les
adiournemens à
trois briefs iours.

Mauss'il ne compare aucunement, le Iuge ordonnera ^s que les tesmoins seront recolez: & pour ce faict, proceder au iugement definitif du procez: car par les Ordonnances dernieres, ^h article cent soixante cinq foy doit estre adiustee aux depositions des tesmoins contenus aux informations quand ils sont recolez par autorité de iustice, en absence & contumace des delinquans & accusez, tout ainsi que s'ils auoient esté confrontez, & sans preiudice de leurs reproches, si leldits tesmoins par apres decedent, ou pour autre cause ne peuuent estre confrontez lors que les delinquans se representent à iustice. Et est pour le mieux de faire adiourner les de faillans pour voir iurer, recoler & confronter, si besoin est, leldits tesmoins: car si en cause civile apres les deux défauts il faut faire preuue, & pour icelle voir faire iurer les tesmoins, il faut faire adiourner la partie, semblablement il le conuient faire en causes criminelles. Et combien que selon droit civil on ne peut bailler sentence definitive à l'encontre d'un contumax en matiere criminelle: toutesfois nous vsons du contraire en ce Royaume. Ce qui est conforme à plusieurs statuts d'Italie: par lesquels le contumax est reputé comme s'il auoit confessé le delict dont il est chargé.

8. Constitué pri-
sonnier pour non
auoir comparu
au iour qu'il e-
stoit adiourné à
comparoir en
personne, peut es-
tre incontinent
eslargi, en payés
les frais du de-
cret de prinſe
de corps.

Quand par défauts de comparution personnelle au ^k premier iour assigné, par vertu d'un decret d'adiournement personnel, a esté baillé decret de prinſe de corps, & il est mis à execution, & le delinquant constitué prisonnier requiert estre eslargy, & receu à comparoir en personne suiuant la premiere qualité, sçauoir est dudit decret d'adiournement personnel, offrans payer les frais du decret de prinſe de corps, & de ce qu'il s'en est ensuiuy, il doit estre à ce receu: car il faut suiure la qualité du premier decret, qu'on donne sur l'information. Toutesfois le meilleur seroit que le Iuge reseruast à luy faire droit dudit eslargissement, apres qu'il auroit esté ouy sur l'information & en ordonnant s'il sera receu à procez ordinaire, ou non: car par les Ordonnances dernieres, article cent cinquante est ordonné, que si la matiere est de petite importance, apres que les parties ont esté ouyes en iugement, le Iuge peut ordonner qu'elles seront receuës en procez ordinaire, & eslargy le prisonnier à la charge de se rendre en l'estat au iour de la reception de l'enqueste, en baillant de ce faire caution. Et par ainsi le Iuge vuidera tout par un moyen & le dit incident, & fera droit, s'il les doit receuoir à procez ordinaire, & n'y aura qu'une sentence sur le tout, où il en conuientroit bailler.

bailler deux, fil iugeoit ledit incident séparément.

Mais si celuy qui est prisonnier en prison close euade, & par l'apres est reprins, on fait dourre quelle peine il doit auoir. Aucuns tiennent qu'il deit estre puny de mesme ^m peine que fil estoit attainct & conuaincu du cas, pour lequel il a esté constitué prisonnier, parce mesmement qu'on a accoustumé, quand on esclargit vn homme, de l'eslargir à la charge de se rédre en l'estat, à la peine d'estre attainct & conuaincu des cas à luy imposez: comme semblablement on fait quand on le reçoit à comparoit en personne, on luy defend de partir de la ville ou lieu auquel lon luy fait son procès, à peine d'estre attainct & conuaincu des cas à luy imposez. Les autres sont d'aduis qu'il ne doit pas estre puny de mesme peine, ains de moindre à l'arbitration du Iuge. Car il l'ensuiuroit qu'il ne deust plus estre receu à alleguer & monltrer de ses iustificacions & des reproches des tesmoins de sa partie aduerse contenus par la principale information, ce qui seroit par trop inique: car celuy qui a confessé le cas dont il est accusé, peut neantmoins par apres reslir de ceste confession, & alleguer son innocence, & estre receu à la monltrer. A plus forte raison il y doit estre receu, quand il n'y a qu'une confession faicte, comme quand il sort de la prison sans congé, qu'on appelle bris de prison. Au moyen dequoy ie seroy de ceste dernière opinion. Voire si plusieurs prisonniers par vn complot fait entre eux eussent rompu la prison, & l'en fussent allez. Et ainsi a lon de coustume d'en vsfer, & de leur bailler moindre peine que le cas à eux imposé ne requiert, & les resserver plus à destroit qu'ils n'estoient auparauant. ⁿ

9. Celuy qui a brisé la prison, de quelle peine doit il estre puny.

Par vertu du premier défaut ^o on a accoustumé de condamner le defaultant en la prouision d'alimens ^p & medicamens enuers la partie ciuile demanderesse, & d'ordonner qu'elle sera contrainte par saisie & vente de ses biens, & emprisonnement de sa personne, payer la somme adiugée pour ladite prouision, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques & sans preiudice d'icelles. Et le semblable est gardé quant à la prouision pour faire prier Dieu pour l'ame de celuy qui a esté occis, fil est question d'homicide. Car où est questio d'exces ou homicide, le Iuge par son decret met, que celuy qu'il trouue chargé par l'information, sera adiourné ô intimidation quant à ladite prouision d'alimens & medicamens, ou quant à ladite autre prouision. A ce moyen fil se défaut, on donne contre luy défaut, ô tout le profit que de raison, sauf quelque iour: & ordonne lon que le iour passé, les charges & informations seront mises par deuers le Iuge, pour faire droit de ladite prouision.

10. Par vertu du premier défaut la prouision d'alimens & medicamens est adiugée, ou pour faire prier Dieu pour l'ame de l'occis.

Pour ceste cause quand il y a excès, il faut faire ^q ouir le Chirurgien qui a pensé le blessé, ou l'adoubleur des corps humains, qui a adoubé, & qu'ils deposent, quelle somme est bien necessaire pour medicamenter & alimenter le blessé, iusqu'à ce qu'il soit guery, ou bien qu'ils baillent leur rapport signé d'eux ou de deux Notaires, ou d'un Notaire presens tesmoins: & faut que par leurs rapports attestent quelle somme est requise pour lesdits alimens & medicamens.

11. Le rapport du Chirurgien est requis en prouision d'alimens & medicamens.

11. Quand on aduige le despens de l'instance de prouision d'alimens & medicamens, & s'ils sont executoires par dessus l'appel.

13. L'instance de l'autre prouision doit estre separee du principal, & quand on peut reseruer ladite prouision, iusques apres les recolemens & confrontations des tesmoins.

14. Le defendeur peut requerr le demandeur excede estre visité par un Chirurgien, & q'o'à ceste fin il s'accorde de Chirurgiens.

On a de coustume reseruer les despens de cest incident ² en diffinitue, quand il se vuide par contumace, mais sil se vuide parties ouyes on les aduige par fois. Et combien que ceste sentence de prouision soit ² executoire nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, & sans preiudice d'icelles : toutesfois lefdits despens ² ne sont executoires. Mais les frais & mises qui sont faits pour mettre à execution ladite sentence de prouision, sont bien executoires, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques. Car s'ils n'estoient executoires, ladite sentence seroit inutile : parce qu'on feroit faire plus de frais à l'executer qu'elle ne se monteroit.

Si les parties comparent toutes, ² & qu'on requiere ladite prouision d'alimens & medicamens, & que partie aduerse l'empesche, le Iuge ordonne que les pieces avec les informations seront mises pardeuers lu y. Et doit estre ladite instance separee du principal : sinon quand chacune des parties, tant demanderesses que defenderesses pretendent estre excudees & bleffees, & ont fait faire informations, & mis leurs informations par deuers mesme Iuge, & obtenu respectiuelement decret d'adiournement personnel, & qu'il n'appert clairement par les informations quelle des parties fit l'aggression : en ce cas le Iuge reserue à faire droit de ladite prouision, apres les recolemens & confrontations des tesmoins, quand le procès doit estre fait extraordinairement, ou sil doit estre fait ordinairement, il reserue au rapport des enquestes.

Le defendeur ² qui ² empesche ladite prouision, peut requerr que le demandeur soit visité, & qu'à ceste fin le demandeur ait à conuenir vn ou deux Chirurgiens pour faire ladite visitation, & arbitrer la somme requise pour les alimens & medicamens. Lesquels en feront leur rapport au Iuge avec serment ; & par fois le Iuge ordonne qu'il sera present, & assistera à ladite visitation. ²

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. III.

Des defauts & contumaces, &c.

E trois es ne Chapitre a esté intitulé des defauts & contumaces, & adiournemens à trois brieis iours, &c. comme estant telle matiere plus digne : laquelle ne peut subsister sans les adiournemens precedens, soit à comparoir en personne, ou à trois brieis iours. C'est pourquoy il traite au commencement de l'execution des adiournemens personnels : & puis apres de la matiere des defauts & contumaces en matieres criminelles, ensemble du profit & vtilité d'iceux. Il traite aussi des adiournemens faits à trois brieis iours, par vertu des contumaces ou defauts & ordonnances du Iuge sur lefdits defauts, & en fin des prouisions qui se doiuent aduiger en consequence desdits defauts & contumaces ou ordonnances de Iustice : comme aussi du rapport & visitation faicte par les Chirurgiens : & des recolemens des tesmoins faits suiuant l'Ordonnance en l'absence de la partie. *Vide Rambouder. in Praxi rer. crim. cap. 27. 28. & 29.*

b. *Majur. in Praxi* tit. de *quæst.* col. 2. *Fide l. vlt. D. de requir. rei.*

c. Apres le decret de prinse de corps, si l'accusé ou criminel ne compare, mesmes en cause civile, il ne sera point ouy en ingement pardevant le mesme Juge, ores qu'il y ait Procureur pour luy qui compare, ainsi qu'il fut dict par Arrest donné aux Grâs Jours de Moulins 1550. le 6. iour d'Octobre, suivant la requeste de M. Marillac lors Advocat du Roy. *Vide l. 1. & 2. C. de requir. rei. Bartol. in l. absentem. C. de panis cap. veritatem xtr. de dolo & consum.*

d. *Guid. Pap. Dec. qu. 429.*

e. *Accursus in linter. D. de pub. iudic. Trinūdinum constat 27. diebus. Cuiac. 10. Obseru. cap. 11. Plerumque iure ciuili sit trina denuntiatio. admonitio. conuentio l. 13. D. de re iud. l. 8. & 9. Cod. quomodo & quando ind. Nou. 117. §. p. n. l. vlt. C. Theod. ad Sc. Claud. & iure Pontificio. cap. vlt. de vita & hon. cler. cap. 2. & 6. de cohob. cler. c. cap. 45. de sent. ext. Cuiac. audit lieu reprend Imbert, & en ses Commentaires sur Papiuan. Voyez Ragueau en son Indice.*

f. *Eplm. in cap. si Episcopus. extr. de accus. & in cap. quoniam contra num. 14. extr. de probat. où il tient nombre 5. que le criminel ou accusé absent doit payer les despens de defaults, Vbi nominat præcepta de veniendo per trina tempora: citâque Ioann. Immol. idem fenestre. Pour la matiere des defaults en matiere criminelle, faut voir Ioan. Gall. qu. 156.*

g. *Sententia fertur in absentem, quod dissentit l. 1. D. de requir. rei. Guid. Pap. Dec. qu. 422. D. Hieronymus ad Iulianum Diaconum, inter absentes incerta cognitio est. Vide l. 4. §. fin. D. de fidei. 12. D. de procurat. l. 21. C. de panis. Lanius lib. 29. Corporibus subtractis, quid probant absentes nisi bona quæ publicari possunt. pignora pæna?*

h. Il faut lire art. 165. & non pas 170. comme la plus part des Impressions Françaises. La mort des tescmoins interuenue fait que la deposition demeuure. *l. vlt. Cod. de testib. cap. presentium extr. cod. tit. DD. in d. Lin. cor. D. de custod. reor. Felin. in cap. nullus de præsumpt. Voyez le liure premier des Institutions Forenses, chapitre quarante-quatre cy-dessus.*

i. Cécy est pris des Annotations.

k. Cécy est aussi tiré des mesmes Annotations.

l. La Cour de Parlement requiert des defaults pour conuaincre la contumace de l'accusé qui a brisé la prison, comme s'il n'auoit iamais cōparu. Ce qui est tres-equitable. Car la loy in *cos. D. de cust. & exhib. reor.* parle de ceux qui se sont euadez & eschapez de la prison, par le moyen de la rupture ou bris de prison: & n'a pas de lieu à l'endroit de ceux qui se sont absentez hors du ressort & iurisdiction du Juge, comme escrit Guill. à Cugn. & Bald. in *l. succurritur. D. ex quib. caus. maior.* Et combien que Bartole interprete ceste loy de telle sorte que celui qui s'euade de la prison, il est reputé attrait & conuaincu du delict, pour lequel il estoit emprisonné. *Guill. à Cugn. & Bart. in d. l. succurritur.* Ils sont appelez à trois briefs iours. *Boër. decif. 215. num. 22. & d. cis. 116.* Et ainsi on leur fait leur procès. La prison, ou le carcer est *nefariorum scelerum vindex, vs ait Cic. 2. in Cail. & iure Pontificio est pæna loco, cap. quæuis. de pan. in 6. Est mala mansio qua morti æquiparatur. Baldus in cap. 1. §. d. nique. Quæ fuit prima causa ben. amitt. Vide Bartol. in l. aut damnatum. §. solent. D. de panis. l. mered. biie. Cod. cod. tit. l. 1. C. de cust. cor. Felin. in cap. qualiter in 2. extr. de accus.*

m. *Majur. tit. de panis num. 16. Notatur in l. in cos. D. de custod. reor. l. impuberibus. §. praterea. D. de iust. iutor. l. locorum. C. de omni a. ro deserto. Clement. pastoralis. De re iudic. gloss. in can. iungentium. distict. 1. Iason. in reus. l. ad mouendi. col. 77. Dig. de iureiur. Boër. Decif. quæst. 215. & 262. Et quant à ce que nostre Antheur dict qu'aucuns tiennent, qu'ils sont punis de mesme peine, faut voir Boe. d. Decif. 20. num. 9. 10. 11. 15. 20. 11. 24. & 29. Guid. Pap. quæst. 153.*

n. De la peine du Geollier ou Concierge, quand vn criminel s'euade, faut voir Boër. Dec. qu. 217. num. 1. 2. 3. 4. 5. 16. & 21. *Tenetur pro culpa vxoris. Boër. ib. num. 11. Iason. Conf. 57. volum. 3. l. 2. D. id municipalem. Iulius Cler. lib. 5. sent. Boër. Dec. 215. Dambouder. in Praxi reor. crim. cap. 17. & 18.*

o. *Confessus crimem, si postea se innocentem doceat, absoluitur, l. inde Neratium, in princ. Dig. ad leg. Aquil.*

Par les Ordonnances de Charles VIII. 1493. art. 51. Loys XII. 1498. art. 80. François I. 1535. chap. 12. art. 13. & chap. 16. art. 24. Henry II. 1559. art. 14. Les provisions adiugees en matiere d'alimens & medicamens par sentences de nos Iuges, seront executees nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, ainsi qu'il est monstré au liure 7. de la Conference des Ordonnances, tit. 2. Et depuis François I. 1535. art. 91. & Charles IX. 1563. art. 22. ont aussi ordonné, que les sentences de provisions d'alimens & medicamens donnees par Iuges subalternes, iusques à la somme de vingt liures parisis, seront aussi executees, nonobstant l'appel, & sans preiudice de celuy, en baillant caution, comme celles des Iuges Royaux. *Vide Boer. Dec. quæst. 325.* [Toutestois en ce cas on peut faire vn tel doute si le Iuge apres auoir ordonné quelque provision pour les alimens & medicamens à la partie blessée dès le commencement de la procedure extraordinaire, adiuage depuis par sentence diffinitive autre reparation ou provision, si la premiere somme est comprise en la derniere: ou bien si perdant son procès, il doit estre tenu redre ladite provision. *Boer. Dec. Burdegal. quæst. 314.* recite plusieurs & diuerses opinions: car il dict que telle provision est comprise en la derniere, ou bien qu'elle doit estre restituée fil perda cause. *l. cum autem §. cum redhibetur. D. de adlib. adit. & en fin il tient qu'elle ne doit estre renduë suivant la loy l. §. interesse. D. si mulier vent. nom. in poss. miss. car. causa esse dic. l. si ignore. D. de pign. act. l. vlt. C. de Carbon. editio. Bart. ad l. si ignore. l. properandum. §. et si quidem. Cod. de iudic. & ceste derniere opinion a esté cōme il dict approuvée par Arrest de la Cour de Parlement de Bordeaux, le 3 iour d'Aoust 1530. Le mesme Boer. dec. Burd. quæst. 336. demande si l'accusé ne voulant payer la provision ordonnée, la partie civile peut empescher qu'au procès criminel & extraordinaire ne soit passé outre, qu'au preallable la provision ne soit payée. Il y a apparence que la partie civile & offensée le peut requerrir; d'autant que le Iuge peut desnier son office à celuy qui refuse obeyr à son Ordonnance, & consequemment luy refusera toute audience, soit en ceste cause ou en vne autre. *l. sed & si per praeorem §. ait prator. & ibi gl. D. ex quib. caus. maior. & Alibi in l. insurandum. & ad pecunias §. ait prator. D. de iureiur.* Mais au contraire il dict que la partie civile peut estre contrainte à faire poursuite du procès criminel, d'autant que la sentence de provision pour les alimens & medicamens se peut executer nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & cite vn Arrest du Parlement de Bordeaux, du 20. iour de Septembre 1536. par lequel fut ordonné contre vn accusé, qui cachoit & latitoit ses meubles, que ses immeubles seroient vendus & adiugez par decret au plus offrant & dernier encherisseur, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, qui seroient vuidees aux despens du condamné. Aucunes fois a esté ordonné, que l'accusé seroit tenu payer la provision dans certain temps: autrement, & à faute de ce faire ledit temps passé, seroit condamné à payer le double de la somme ordonnée pour ladite provision. Quelques fois les immeubles & heritages ont esté adiugez à la partie civile à défaut d'encherisseurs, & ce faisant donnez en payement de ladite somme.]*

q Bart in l. Theopompus. D. de dote prael. & in l. 1. in princ. D. de vent. inspic. cap. significavit. extor. de homie. Bartol. in l. fin. §. in reica. D. ad leg. Cornel. de sicar. & in proam. D. in sine princip. l. fin. D. de vent. respic. R. buff. tom. 1. traict de sens. prouis. art. 1. gl. 4. num. 8. *Quomodo incommodi ex vulnere accepti sunt estimatio, ostendit l. vlt. D. de his qui d. nec. vel effud. D. D. in l. 30. §. fin. D. ad leg. Aquil. l. lictitas. §. sienti. D. de offic. prael. Jacob. de Billo Vjsio in pract. crimin.*

r Cecy est pris des Annotations.

s Nous auons parlé de ceste matiere en la lettre p, il faut bailler caution de rendre la provision adiugee, *Per l. 3. §. mancipatus. D. de coll. bon. l. sed & si r. §. au autem. D. de Carbon. d. l. 12. C. cod. l. ii. ad calumniam evitandam. R. buff. tom. 1. traict de sens. prouis. art. 1. gl. 4. num. 11.* Et fil se cognoist sommairement, & en premiere apparence qu'un Clerc a commis vn delict, on a iuge la provision auant que le renvoyer. Arrest du mois de Decembre 1533. Mais fil est besoin de plus grande preuue pour adiuager la provision, le Iuge lay ne doit passer outre, ny recoler les tesmoins à ladite fin. Car il prendroist cognoissance contre le Droit. *Cap. de si clerici, cap. si diligenti extra. de for. comp.* Arrest donné à ce propos en la Tournelle, le neufiesme iour de Iuillet 1543. ainsi

qu'il est recité par Rebuffe au mesme lieu, nomb. 13. *Et Boër. Dec. quæst. 326. num. 1. & 2.* resout suivant l'Ordonnance de Charles VIII. 1493. art. 51. que la prouision se peut pourluiure par execution, nonobstant opposition ou appellation quelconque, & sans preiudice d'icelle en baillant caution.

r. Rebuff. Tom. 1. *Tract. de sent. prom. art. 1. gloss. 4. num. 2. 3. 4. 5. & 6.*

v. Ainſi qu'il a esté iugé par arrest du 8. iour de Feurier 1529. Le tertz François est prins des Annotations.

x. Cccy est prins des Annotations.

y. Cela est aussi tiré desdites Annotations.

z. Ioannes Andreas in cap. significavit 2. extr. de homicid. scribit medici renuntiationi fidem non adhibendam, nisi iudex eum audierit. Vide Bartol. ad l. fin. ad leg. Cornel. de fideiur. l. damni. §. Sabini. D. de damno infecto. Damnhaver. in Peax. reg. crimin. cap. 75. l. ult. & l. si semel §. causa C. de re iud. lib. 12. l. 1. §. i. l. 3. D. de re iud. in spec. l. cum iis. D. de verb. obl. l. Comparationes. C. de fidei iurum.

AN PROCVRATOR PRO REO CRIMINIS admittatur, & quomodo reus aduersus sententiam ipsius latam restituatur.

CAPVT III.



PROCVRATOR vero ad accusatum defendendum non admittitur quantumvis speciale proferat mandatum, nec si iustam eius absentiam excuset: ac nihilominus iudex edictum in eum decernit: indulget tamen diem, intra quam si absentia causa vera fuisse doceatur, edictum id circunducatur. Equè nec fori exceptione præscriptionemque reus per procuratorem potest obycere: quin etiam is, cuius iurisdictioni reus mancipatus est, eum ad suum forum cū elogio de sceleris indicii concepto non probè reuocat, nisi accusatus in ea reatus cōditione se fassat, quam subire ex iudicis etiam incompetens decreto iussus est. Quanquā autem olim receptum fuerit tum apud inferiores, tum alias curias, ut consummat a legitimo edictum numero rei contumacia, antequam in absentem ferretur sententia, testes in elogio criminis in indicatio adhibiti reuocarentur, repeterepturque, iā pridem id tamen in dissuetudinem abiit, ac testibus nequaquam repetitis ex solo illo contumax damnatur elogio, perinde ac si iudicio semper affuisset. Verum ad dicendam ex integro causam tam diu contumax Principis ope restituitur, quod supremi consensus ab inferioribus curiis prolata sententiam à qua quidem contumax provocatus, ob contumaciam pertinacem comprobauerint. Restitutio enim tum cum plena causa non conceditur. Nam quantum ad priuati delatoris commodum attinet, prorsus iudicatum facere debet contumax, dummodo fidei iussores det aduersarius de iudicio: (si opus fuerit) restituendo. Quod vero ad supplicium multatūve fisci contumaci irrogatam spectat, differtur executio, ex integroque lus instauratur ab accusatoribus & publicis, & priuatis. Proinde si criminis reus peregi nequeat, nulla prius sententia habita ratione absoluitur, redditis quo ei aduersarius omnino quicquid priore iudicio tulisset, unā cum litis ipsius aestimatione. Rursus ubi sceleris impositus sit mani-

An reuocetur testes criminis iudices ut reus cōrumax cōdemnetur. Quomodo reus aduersus sententiā ob ipsius contumaciam latā restituatur.

sestus, minus solet supplicium quod antè in contumacem indicatum erat, quòd is iudici imperio paruerit. Sed si antè principis rescripto contumax resistatur, quàm sententia in eum dicta suprema curia iudicio rata sit, id solum adversario rependit, quod in eremodicy causam ille tulit expensum. Tamen si quidam existimauerint, ut si contumacia adversarii à sententia in illum prolata appellasset, is idemque provocasset contumax, ob illius appellationem non posse contumacem eorum reversionem impetrare quae absente gesta sint, idèoque cogi curia suprema sententiam patitiorum tamen curia illi placuit, ut ne resistente quidem adversarii appellatione contumaci gratiam princeps faciat, ut irritatis omnibus eremodicy actus ad causam dicendam admittatur, idque tantum adversario praebeat, quod in litem insumpserit. Quà obrem & appellationis sumptus à contumaci adversarii consequitur. Proinde consultius egerit contumax, si huiusmodi restitutionem primò adversario curari denunciant, quàm ille suam obtulerit appellationem, vel in contumacia appellatione introducenda ei antecurterit, etenim, appellationis sic utriusque se liberat expensis. Porro ubi delator privatus iudicio abest, isdem fere modis contumacia conuincitur, atque in civili disceptatione: non continuo tamen dimittitur accusatus, superest enim regum procurator, qui exequendam habet accusationem.

DES EXOINES, RENVOIS EN MATIERE criminelle, mêmes pour les Clercs, & de mettre les défauts & contumace au neant en refondant les despens.

CHAP. III.

- | | |
|---|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Exoine comme sera proposée. 2. Le Seigneur ne peut demander le renvoy si l'accusé ne compare en état. 3. Le condamné par contumace peut appeller, & faire mettre les défauts, sentence de contumace, & son appel au neant. 4. Les arrests confirmatifs des sentences données par contumace doivent estre exécutez quand à l'intérêt de partie civile seulement, & non du Roy. | <ol style="list-style-type: none"> 5. L'appel de la partie civile n'empêche que le contumax ne puisse faire mettre au neant les défauts, sentence de contumace, & les appellations de luy & de sa partie adverse en refondant les despens du tour. 6. La partie civile peut empêcher que l'accusé ne soit renvoyé à l'Eglise, si l'arrest donné par contumace quand à son intérêt civil, n'est exécuté. 7. Le Clerc ne peut estre renvoyé à son Inge d'Eglise, s'il ne demande en personne le renvoy. |
|---|--|

8. Le Seigneur peut demander le renuoy pardevant son Juge de son iusticiable, renuoyé pararest pardevant un Juge Royal.

9. Si l'accusé compare, & on ne puisse trouver des Informations quelle expedition luy doit estre faite.

10. Que l'on doit faire quand la partie civile ne compare, & le Procureur du Roy compare & requiert estre procédé à l'encontre du delinquant.

11. De faire adiourner la partie civile à la requeste du prisonnier pour venir proceder en la cause.



Adiourné à comparoir en personne, ne peut & n'est receuable à comparoir par Procureur, ^a voire si aucun compare pour luy, & propose Exoine, ^b sçavoir ^c est, qu'il est si fort malade, qu'il ne pourroit venir à pied, ne à cheual, sans grand danger de sa personne: neantmoins le Juge donnera contre luy défaut, ^d sauf toutesfois la raison de son Exoine, de laquelle il informera dedans certain temps, & la partie adverse au contraire: & au iour assigné faut qu'ils rapportent leurs Enquestes, autrement & par défaut de ce, sera le dit defendeur debouté de son Exoine, & contre luy baillé decret de prise de corps ou d'adiournement à troisiebis iours, avec adnotation des biens dudit defaillant. Et ne suffit d'en uoyer procuracion pour proposer l'Exoine, & l'affirmer par serment contenir verité: mais faut que celui qui la propose, affirme par serment auoir veu eeluy qu'il exoine, & qu'il est si griefuzmēt malade qu'il ne pourroit venir à pied, ne à cheual, sans grand danger de sa personne, & n'est mestier en ce cas qu'il informe de procuracion dudit Exoine, & ainsi en a l'on accoustumé d'vser en la Cour de Parlement. Toutesfois es Cours Royales & autres inferieures, on reçoit telles procuracions, sans que le Procureur affirme auoir veu l'Exoine.

Combien que le Seigneur en la iurisdiction duquel est demourant le delinquant, demande le renuoy ou obeysance, & le delinquant aussi le requiere par Procureur special, neantmoins le Juge leur peut denier ledict renuoy ou obeysance, sauue à leur faire raison dudit renuoy quand le delinquant comparoitra en l'estat qu'il est tenu comparoir.

Donc si l'accusé ne compare en sa personne, on donne sentence de contumace contre luy: mais il se peut porter tousiours appellant des défauts & sentence de contumace: & par apres auoir lettres Royaux s'adressans au premier Juge Royal, qui a donné la sentence: par lesquelles sera mandé le recevoir à comparoir, & ester à droict, & luy faire son procez, nonobstant les défauts & sentence de contumace, lesquels seront mis au neant par lesdites lettres en refondant les despens

1. Exoine comme sera proposée.

2. Le Seigneur ne peut demander le renuoy si l'accusé ne compare en l'estat qu'il est tenu.

3. Le condamné par contumace peut appeller, & faire mettre la sentence de contumace & son appel au neant.

4. Les arrestz cõ-
firmatifs des sèn-
tences donnees
par contumace
doivent estre exe-
cutez, quand à
l'interest de par-
tie civile seule-
ment, & non du
Roy.

Mais si la sentence est confirmee par arrest donné aussi par contumace, lors par les Ordonnances du Roy Charles huitiesme article ^h cin-
quante sept, & par les arrestz de la Cour dont en est recité l'vn en l'arrest
cent seize aux arrestz escripts en Latin, mis à la fin du stile de la Cour de
Parlement, aussi mis en Latin, l'arrest doit estre executé, quant à la re-
paration & interest civil adiugé à la partie civile demanderesse, & non
pour le regard de l'interest du Roy. Et encore ladite partie civile est tenuë
de bailler bonne & suffisante caution de rendre, s'il est dit en fin
de cause que faire se doive. Et quant à l'interest du Roy, qui est la pu-
nition corporelle, ou l'amende à luy adiugée: l'accusé peut auoir sembla-
blement lettres Royaux pour faire mettre au neant les defauts, sentence &
arrest donné par contumace pour le regard dudit interest du Roy: & pour
le recevoir à comparoir & ester à droict en l'estat qu'il est tenu: en refon-
dant les frais & mises de iustice: quand il n'y a partie demanderesse que
le Roy. Car quand il y a partie civile avec le Roy, elle fait tous les frais &
mises du proces: aussi on adiuge à icelle partie civile tous les despens.
Et lesdites lettres Royaux enterinees, on commence à faire de nouveau
le proces, comme si iamais on n'y auoit touché: & s'il est trouué que le-
dit defendeur soit coupable, il ne sera pas condamné en si grieue peine
qu'il auoit esté par la sentence de contumace. Et s'il est trouué innocent a-
pres auoir esté receu à proces ordinaire, il sera enuoyé absous: & sa partie
civile condamnée en ses despens, dommages & interets: ainsi que cy-a-
pres sera dict.

5. L'appel de la
partie civile
n'empesche que
le contumax ne
puisse faire met-
tre au neant les
defauts, sentence
de contumace
& les appellations
de luy &
de sa partie ad-
uersé en refon-
dant despens de
tout.

Aucuns pour empescher que l'accusé contumax ne fust receu à pur-
ger sa contumace en maniere susdicte, se feroient aussi portez appel-
lans de la sentence de contumace, comme portant en adiugeant moins
de reparation & interest civil, qu'on deuoit adiuger, que nous appel-
lons en nostre pratique en terme Latins, *tanquam à minima*. Toutes-
fois ce nonobstant la Cour auoit receu le contumax à purger ladi-
te contumace, en le condamnant refondre les despens d'iceluy defauts,
sentence, & de la cause d'appel, tant pour le regard dudit contumax,
que de sa partie aduersé. Ce qui est bien raisonnable: car plusieurs pour la
grand' haine qu'ils portent à leurs parties ne craindroient à interjetter tel-
les appellations à tort, à fin d'oster à leur partie aduersé la faculté de pur-
ger la contumace.

Si celuy qui est contumacé par sentence, & par arrest portant adiudi-
cation d'interest civil, requiert pardeuant le Iuge, pardeuant lequel il
est renuoyé, estre renuoyé pardeuant le Iuge d'Eglise: partie civile peut
empescher qu'il ne soit renuoyé, que préalablement ledit arrest ne soit exe-
cuté quant à l'interest civil, suivant l'Ordonnance: iacoit que ledit contumax
ne se fust porté appellant de la sentence du contumace, ains seulement
la partie civile *tanquam à minima*: & aussi en a esté decisi par arrest de la Cour
de Parlement à Paris.

Si celuy

Si celuy qui est contumacé par sentence, & par Arrest portant adiudication d'intérêt civil, requiert pardevant le Juge, pardevant lequel il est renvoyé, estre renvoyé & pardevant son Juge d'Eglise: partie civile peut empêcher qu'il ne soit renvoyé, que préalablement ledit Arrest ne soit exécuté quant à l'intérêt civil, suivant l'Ordonnance: jaoit que ledit contumax ne se fust porté appellant de la sentence de contumace, ains seulement la partie civile *tanquam à minima*: & aussi en a esté décidé par Arrest de la Cour de Parlement à Paris.

Et faut noter en cest endroit, qu'un Clerc ou tonsuré ne peut demander pardevant le Juge lay, pardevant lequel il est adiourné à comparoir en personne, estre renvoyé pardevant son Juge d'Eglise, s'il ne comparoît en sa personne: combien que son Procureur monstrast iudiciairement sa lettre de Tonsure ou Clericature.

Séblablement si ores le contumax est renvoyé par Arrest de la Cour devant un Juge Royal pour purger sa contumace, le Procureur fiscal de la juridiction, en laquelle il est demourant, peut au iour que comparoîtra en personne l'accusé demander le renvoy de l'accusé & de ses charges & informations: car l'Arrest ne le prie point du renvoy, d'autant qu'il n'est donné avec luy. ¹

Mais si la partie civile ^m demâderesse à la requête de laquelle l'accusé est adiourné à comparoir en personne, se défaut au iour assigné: & l'accusé compare, ou bien si les deux parties copatent, & qu'on ne puisse trouver les charges & informations pour oûir sur icelles l'accusé: & que le Greffier ait certifié par son serment ne les avoir point: est donné défaut & congé contre la partie civile, sauf quelque temps: & ledit temps passé, s'il ne rabbat le défaut, l'accusé est enuoyé de l'instance, & le demandeur partie civile condamné és despens, dommages & intérêts d'icelle assignation, ainsi qu'il est mis par le stile de Parlement, imprimé en François. Neantmoins és Cours Royales & autres inférieures nous n'observons ce stile, quand les informations ne se trouvent, & le Greffier certifie par son serment ne les avoir: car l'accusé lors n'est enuoyé de l'instance, ains seulement est eslargy iusques à certain iour, dedans lequel la partie civile fera diligence de fournir desdites informations; autrement à défaut de ce, & ledit temps passé, sera procédé à l'eslargissement de l'accusé, comme de raison. Et si au iour assigné la partie civile ne fournit des informations, le défendeur sera eslargy iusqu'à ce qu'autrement soit ordonné, & la partie civile condamnée és despens dudit défaut & congé, & de ce qui s'en est ensuiuy: & permis aux demandeurs de faire autres informations.

Et si la partie civile se défaut, & le Procureur du Roy compare & fournit des charges & informations, lors on donne défaut & congé contre la partie civile, sauf quelque temps; & iceluy passé à défaut de rabbat, sera le défendeur enuoyé de l'instance pour le regard de la partie civile défaillante, & icelle condamnée aux despens de l'instance.

Ce lieu requiert d'advertir de pourvoir à un grand inconuenient qui

6. La partie civile peut empêcher que l'accusé ne soit renvoyé à l'Eglise, si l'Arrest donné par contumace qu'à son intérêt civil, n'est exécuté.

7. Le Clerc ne peut estre renvoyé à son Juge d'Eglise, s'il ne demande en personne le renvoy.

8. Le Seigneur peut demander le renvoy pardevant son Juge de son infidélité, renvoyé par Arrest pardevant Juge Royal.

9. Si l'accusé compare, & on ne puisse trouver les informations, quelle expédition luy doit estre faite.

10. Quelan doit faire quand la partie civile ne compare, & le Procureur du Roy compare, & requiert estre procédé à l'encontre du delinquant.

II. De faire ad-
iourner la partie
civile: à la reques-
te du prisonnier
pour venir pro-
ceder en la cause.

adient souvent en ces matieres criminelles: qui est que le demandeur partie civile fait constituer l'accusé prisonnier, & par apres ne compare & n'eslit domicile, & ne constituë Procureur au lieu, où elle le fait mettre aux prisons, en maniere qu'il conuient au pauvre prisonnier enuoyer ad-iourner la partie à son domicile, qui est par fois bien loing, & ce pendant on ne luy peut faire autre expedition, sinon de l'ouïr sur les charges & informations. Vray est qu'en cause civile on a pourueuⁿ par eslection de domicile, & constitution de Procureur, que les parties sont tenuës faire au lieu, où elles plaident dès la premiere assignation, mais ceste prouision ne peut auoir lieu en cestuy cas: parce qu'il n'y a encores assignation. Au moyen dequoy il me semble qu'il seroit bien bon que la partie civile qui fait constituer prisonnier l'accusé, fut tenuë d'eslire son domicile & constituer son Procureur au lieu où il sera mené prisonnier, & par l'escriuë mesme de l'emprisonnement, qui sera baillee au Concierge par le Sergent qui l'amenera prisonnier: car par ce moyen le prisonnier le pourra faire ad-iourner au domicile esleu, pour venir proceder en la matiere.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. IIII. Des Excoines, & renouïs, &c.

C Vid. Pap. Dec. qu. 338. & Baldus tit. de pac. inram. firm. §. iniuria, sont d'aduis contraire. Mais par nostre stil & pratique de France, l'accusé ne peut comparoir par Procureur, ains se doit faire l'instructiõ de la procedure extraordinaire sans aucun ministre d'Aduocat ou Procureur: car l'accusé doit respondre par sa bouche, Tellement qu'il ne peut decliner la Cour, ny demander son renuoy par Procureur, sinon en personne, & estât en estât: ainsi qu'il a esté souvent iugé par Arrest de la Cour, mesmes le 15. iour d'Auril 1531. Bal. in l. seruum quoque, §. publice 2. col. D. de procur. Ang. Abb. lib. 7. capitul. cap. 274. si quãdo in causa capitali vel in causa status interpellation. fuerit, nõ per procuratores, sed per ipsos est agendũ. Hippol. de Marf. in Pract. crim. §. sequitur. num. 1. Iafan. in l. 2. Cod. de procur. Cornem. Conf. 325. num. 4. vol. 3. Aymo Grauet. Cõsil. 22. Rebuff. tract. de excusat. Speculat. tit. de excusat. in 1. parte, cap. bone memoria. §. non igitur de elect. DD. in d. l. seruum quoque. §. publice, l. ad crimin. D. de publ. iud. l. 15. & 17. C. th. de accus. l. de fide. C. ad leg. Corn. de falsis, l. tunc conuenis. Cod. de accus. Cuias. lib. 20. Obs. cap. 20. Rob. tit. lib. 2. sent. iur. civil. cap. 3. Iulius Clarus lib. 5. Rec. sent. §. fin qu. 32. Menoch. de arbit. iud. lib. 1. quæst. 87. & lib. 2. centur. 3. casu 264. Nous ne suiuous pas l'opinion de Bart. in extrauag. ad reprimendum in verbo, neglexerit. Quomodo in laj. maiest. crim. proced. Alex. Conf. 47. in 6. volum. Pour alleguer les excuses d'innocence, ains d'absence. Rebuff. tract. de excus. num. 18. Au reste quand l'accusé est en estât, il peut presenter ses requestes par Procureur, & comparoir à toutes les assignations pour raison de la procedure extraordinaire, quand l'accusé ne doit respondre par sa bouche, comme à l'interrogatoire, confrontation de tesmoins, ou prononciation de la sentence. Car esdits cas il doit cõparoir en personne, & non pas par Procureur. Vnde d. l. pen. §. 1. Dig. de publ. iud. l. 1. C. de accusat. & cap. 1. in fine cxi. de iudic. Damhouder. in Praxi rer. criminal. cap. 21. & 24. Capellam Consilior. criminali. 471. 51. 121. 55. 54. 55. 71. & 73. La Conference des Coustumes, partie 1. tit. 19.

b Excoina sumus, significat impedimentum & excusationem in veteribus legibus Caroli Magni, comme il est portè par l'Indice mis apres lesdites loix de l'Impression de l'an 1588. Aiter Caiac. ad l. 1. D. de obligat. & act. in l. Ripuar tit. 61. 69. & 73. Lege Alemm. tit. 45. & 92. lib. 3. cap. Carol. Magni cap. 64. & 89. Aucuns le deduisent du Grec, les autres du Latin.

Excludere. De ceste matiere, voyez Damhonder. in *Praxi rer. crim.* cap. 2. §. 1. pen. D. de publ. iud. *Afcon. multa etiam excusationes pro reo admittuntur aut occupationis alicuius, aut mala valetudinis.* tol. Clar. lib. 5. Rec. sent. §. fin. quast. 33. Et 34. Alexander. Conf. 76. lib. 3. Il se trouue Arrest du Samedy 2. Avril 1555. donné à la Tournelle, par lequel fut iugé qu'un fils ne pouuoit exonier sa mere adiournee à comparoir en personne, & fut donné défaut sauf six semaines, & sans auoir esgard dudit exoine, sauf à se faire exonier par autre, si la cause d'exoine persueuoit.

[Et par mesme raison se trouue Arrest du Samedy 26. de Ianuier 1602. donné en la Tournelle, par lequel la Cour a rejeté l'exoine proposee par Loys du Tillet, mere vesue de Toussaint Normand, pour André Normand son fils accusé de crime, lequel estoit appellant d'un decret de prise de corps deceiné par le Lieutenant criminel de Poictiers le 26. May 1601. & porte l'Arrest que la Cour sans auoir esgard à l'exoine proposee a donné & dōne défaut au Procureur general du Roy, sauf vn mois: pendant lequel se pouruoirra l'accusé, ainsi qu'il verra estre bon.]

c *Innocent. in cap. veniens extr. de accus. Bartol. ind. l. pen. §. ad crimen. D. de publ. iud. specul. tit. de excus. l. 3. C. de accusat. l. 33. §. 2. D. de procur. Cuius. 20. Obser. ca. 20. Clar. §. sent. §. vlt. d. qu. 32. comme a esté dict cy dessus.*

d *Argumento l. qui vias. ibi sub exceptione. D. de damno infecto.* Stil de Poictiers. Exoine en ciuill est receu quand la Cour a comparoir en personne, l. contumacia. §. panam. de re iud. gloss. in cap. l. extr. de procurat. notat duos casus in ciuilibus. Masfer. in *Praxi. tit. de contumac. §. si rem contra eum.* L'ancien stil de Bourges est aussi conforme. *Rebuff. tit. de accus. no. 60.* Voyez la Conference des Coustumes, partie 1. tit. 22. fol. 134.

e Cela ne se doit garder: ains est beaucoup plus raisonnable de suiure ce que nostre Auteur dist estre practiqué en la Cour, & en toutes les iurisdiccions ressortissans en icelle Par l'Ordonnance du Roy François I. 1535. chap. 13. art. 39. les exoines des adiournez à comparoir en personne, ou contre lesquels aura esté decretée prinse de corps, seront proposez en iugement à iours d'audience, affermez & arrestez par personnes enuoyees expressees pour cest effect: & neantmoins sera baillé défaut, sauf l'exoine & commission à nostre Procureur, & à la partie pour informer du contraire.

f Aucuns estiment que telles lettres Royaux pour mettre au neant les défauts & contumaces, prennent leur source & origine de ce qui est traité, in l. *Sancimus. C. de iudic. & l. aitor. 7. §. vlt. D. de minoribus.*

g Cécy est pris des Annotations. *Vide Roer. Dec. 526. num. 3.*

h 1493. art. 57. Loys XII. 1507. art. 169. François I. 1535 chap. 13. art. 40. mises au liure 9. de la Conference des Ordonnances, titre 3. Partant faut lire art. 57. & non pas 67. comme il se void es Editions Françoises. Et depuis Charles IX. par Ordonnances de l'an 1563 art. 20. Si les accusez, cōtre lesquels y aura decret de iustice pour crime, faulse & annotations de biens à faire de pouuoir estre apprehendez, ou se presenter, ne comparent dans l'an après la faulse, les fructs de leurs heritages annotez & saisis seront acquis en pure propriété à qui ils appartiendront, & ausquels sera ordōné par le Iuge, sans que par le moyen de la comparation qui se fera par apres, y ait lieu de repetition desdits fructs: & par celle de Moulins 1566. art. 28. les condamnēz par defauts & contumaces, pour crimes emportans confiscation ou amendes au lieu d'icelle, outre la reparacion ciuile, ayans esté en contumace de se presenter en iustice par le temps & espace de cinq ans, à compter du iour de la condemnation contre eux faulse, pour estre à droict, perdront non seulement les fructs de leurs heritages suiuant nos Ordonnances; mais aussi la propriété de tous leurs biens adiūgez par iustice: & demēureront aux parties ciuiles leurs adiudicatiōs, sans pouuoir estre repetees, & à nous & aux Sieurs haut-Iusticiers, ce qui leur aura esté adiūgé pour amende: nous reseruant neātmōins selon les causes, personnes & temps, & autres cōsiderations, de les pouuoir receuoir à estre à droict, & se purger apres ledit temps, & leur remettre la rigueur de ceste Ordonn. Declarant en outre, que pendant ledit tēps de 5. ans ne pourroit faire don desdites adiudicatiōs, pour quelque cause que ce soit: ains seront nulles les impetrations & concessions, qui serōt faites auant ledit temps:

& ceux quiles impetrent avant ledit temps expiré, seront declarez indignes de nos faueurs & biens-faits. Et celle d'Amboise de l'an 1572. art. 10. Tous contumax & defaillans, tels declarez par Arrests, soit par sentence confirmée par Arrest, ou par Arrest en premiere instance, ne seront receus à purger leurs contumaces, ny eslargis apres leur comparition, que la consignation de l'amende enuers la partie ciuile ne soit faite preallablement. Et pour fournir aux frais & despens des procès qui se feront de nouueau contre lesdits defaillans, apres la presentation par eux faicte, iceux defaillans consigneront vne somme d'argent, telle que par nosdits Iuges, veuë la qualite du fait du procès, sera aduisé. Telles lettres ne sont point enterinees, sinon que la consignation de l'amende enuers la partie ciuile, ou bien l'interest ciuil ne soit preallablement faicte, en baillant caution de rendre ce qu'on aura receu, sil est dict que faire se doieue, suiuant les Ordonnances. Arrest à ce propos donné en la Tournelle le Lundy 11. iour de Feurier 1572. entre Dame Catherine de la Rochefoucaut, & M. Loys de Pontenay. Autre Arrest donné auparauant dès le 4. Septembre 1555. entre Dame de Marilly & Paucaire, fut dict qu'encores qu'il n'eust consigné, qu'on ne laisseroit de iuger, ou bien de faire le procès. Mais depuis l'Ordonnance a esté tousiours gardee, mesme par Arrest du 6. iour d'Octobre 1584. donné à la Tournelle au rapport de M. Fleury au profit de Mathurine le Riche, contre Martiniet: par lequel il fut déclaré non receuable à purger la contumace, auant que payer les amendes & reparatiōs adiugees. Par autre Arrest donné à la Tournelle le 30. iour de Iuin 1581. entre Charles Chauuet & Adrian du Bois, plaidans du Val & M. Maugot, qui depuis a esté Aduocat general du Roy: fut dict que les heritiers estoient tenus, tout ainsi que le defunct, auant que purger l'innocence, ne rien dire, de payer les amēdes adiugees par Arrest, & les despens du procès. Autre Arrest donné à la Tournelle en Audience le 7. iour de Iuillet 1584. par lequel fut vn quidam déclaré non contumax, venant dans les cinq ans de l'Ordonnance: il a esté aussi donné autre Arrest en la Tournelle le 21. iour de Mars 1578. par lequel en interpretant l'Ordonnance d'Amboise, & de l'an 1577. sur la pacification, qu'elles s'entendoient aussi bien de la sentence, sur laquelle est interuenu Arrest à la requeste de partie aduersē, & contre celuy qui n'a esté en ville hostile, ny à la suite des armes pour la Religion. Papon en son recueil d'Arrests liure 7. tit 6. Arrest 1. La forme de prononcer les sentences en cas d'innocēce est prise, *en l. filio. §. Sena. D. de adm. legat.* comme M. Ayrault li. 4. del'Ordre iudiciaire recite. Au surplus par autre Arrest du 19. Decemb. 1583. plaidât Gilloet pour Mathurin de S. Flouier, tuteur des enfans du sieur de Corfenay appellant, & Martuliere pour Guillaume Sabion Sergent Royal en Berry intimé: fut ingé que lesdits enfans n'estoient tenus aux peines de l'Ordonnance, ayant esgard que le sieur de Corfenay estoit decédé dedans les cinq ans, suiuant la loy. 1. D. de requir. rem. Ce que dessus a lieu, soit que les heritiers soient simples, ou bien sous benefice d'inuentaire, comme il fut dict & ordonné par Arrests dès le 18. Aoust 1584. & 16. Feurier 1585. Mais il est bien raisonnable de remarquer vne exception cōtre ceste rigueur de l'Ordonnance. Car elle n'a point de lieu cōtre ceux qui se sont absentez à cause des troubles. Arrest du 7. iour d'Octobre 1593. au profit d'Abel Pastoureau sieur des Rodieres. D'auantage, s'il se presente le mesme iour que l'Arrest est donné & mis au Greffe, comme il a esté ingé par Arrest du 5. ou 6. Octobre 1583. au profit du sieur de Rochebonne, cōtre le sieur de Rebé, plaidant Robert & Martin, Bacquet Traicté des droits de Iustice, chap. 16. nomb. 10. & 12. Robert. 1. rer. iud. cap. 10. Charon. 7. des Resp. 12. 4. In l. 3. in fin. D. de boni eorum qui ante sent. L'heritier est receu à prouuer l'innocēce du defunct. *l. p. l. i. §. quotiens. D. de iur. Semper heredi interest defuncti existimationem purgare. Notandum est praterea crimina sua maiestati à successoribus purgari posse. l. 2. D. ad leg. lul. Maiest. l. 7. C. 8. C. eod. tit.*

i Cecy est pris des Annotations.

k Vide not. in cap. qua in Ecclesiis. Et ibi Felin. entr. de constitut.

l. L. quotiens. C. de precib. imp. offer.

m Cecy est tiré des mesmes Annotations.

n Liure 1. des Institutions Forenses, chap. 17.

QVOMODO REVS CRIMINIS PRE- hendatur.

CAPVT. V.



Quoniam autem iam satis multa differuimus de iudicio capitali in absentem mouendo, explanare nunc est opera pretium quomodo in presentem hac intendatur controuersia. Et quidem rem vel sponse vel inuisus praestitum est. Nam si per se tantum responsum vocetur, et pareat, vltro eum suscipere iudicium intelligimus: quamuis necessitas aliquatenus eum obstringat, ut liti se offerre minimè videatur, quod ab alio ad iudicium promouetur. Rursus inuitum reum accipimus, qui in carcere detinetur. Qua in re attendendum est, aliquid de iuris antiqui humanitate detractum esse, ut potè cum reus in domo prehendi, indeque in carcerem trahi hodie sine iniuria possit: si modo interdiu, non noctu, et duobus tantum testibus comitatus, non numero armorum satellitum stipatus apparitor domum introcat, neque ex ea quicquid diripiat, nec damnum aliud relictis inferatur praeterquam quod si adium ostium obseratum sit, aut obice pessuloque post valatum, id à cardine reuellatur, aut confringatur, alioqui in apparitorem comitesque decernetur de delicti indicis questio: qua perspecta, aut prehendi, aut in ius vocandi ut per se respondeant, censentur. Quod si accusatus vi prohibeat ades suas propius adiri, ne per chirographum foribus inditum in ius accersatur: iudex permittet, eum in proximo pago vel urbe, nundiniis aut festo die, quo multa conuenit turba, per praconem citari, quemadmodum supra diffusè explicuimus. Quanquam nec defuncti qui constanter affirmant iudicem cum reite potestatem facere posse apparitori, ut coactis hominibus ades illas, quibus se abdit circumspexitque accusatus, vi armata expugnet, indeque eum in carcerem rapiat. Verum potius duxerim, ut suprema curia vel principis rebellio accusati renuntietur, ab hisque hac impetretur licentia.

De iudicio capitali in presentem reddendo.

Quando reus prehendatur.

DES EXECVTIONS DES DECRETS DE prise de corps, & forme de proceder en matiere criminelle, quand l'accusé est present.

CHAP. V.

- | | |
|--|--|
| <p>1. Forme de proceder quand les parties comparent.</p> <p>2. Comment on peut mettre à execution un decret de prise de corps.</p> | <p>3. A qui faut demander permission d'user de main armée & assemblee, pour l'execution d'une prise de corps.</p> <p>4. Quand on peut prendre le de-</p> |
|--|--|

XXxx iij

linquant en franchise d'Eglise.

5. *Interpretation de l'Ordonnance 1539. Art. 166.*

6. *L'accusé comparant est arresté & ouy sur les charges & informations.*

1. *Forme de proceder quand les parties coparés.*



Our autant qu'a uons assez ja touché de la procedure dont on a vlt contre les defaillans en causes criminelles, il est besoyn que maintenant nous declarions quelle forme de proceder nous gardons, quand toutes les parties tant demandasses que defendetesses comparent. Mais auant qu'entrer plus auant, il faut traicter comment on doit mettre à execution les decrets de prinse de corps: car c'est vne maniere de paruenir à ce que les parties soient presentes & obeyssent toutes à iustice.

2. *Comment on doit mettre à execution vn decret de prinse de corps.*

Selon droit commun il n'estoit permis de prendre aucun au corps en sa maison. Mais auioird'huy on le peut prendre en sa maison, poutueu que ce soit de iour, & non de nuict, & avec deux records, & non avec grand'assemblee de gens, & port d'armes: & qu'on ne rompe rien en la maison, & qu'on n'y prenne rien. Toutesfois si les portes sont fermées, soit de la maison, ou de la chambre, où est le delinquant, on peut les rompre. Autrement le delinquant pourra taire faire information de la grande & illicite assemblee de gens, & de port d'armes, & de ce qu'on aura prins en la maison: & auoir decret d'adiournement personnel, ou de prinse de corps à l'encontre des coupables. Car encores qu'on ne face point de force ne violence, voire si on ne fait qu'une execution de biens meubles par authorité de iustice: aucuns sont si peruers & malitieux, qu'ils en font faire information, comme d'une volerie: & taisent l'autorité & mandement de iustice, lesquels il faudroit chastier de peine seuer, afin que par cest exemple on extirpast telle calomnie. Aucuns sont de ceste opinion, que si aucun, contre lequel y a decret de prinse de corps, tient maison forte, en maniere qu'on n'ose y approcher que le Iuge qui a baillé Decret de prinse de corps, ou du lieu où est assise la maison du delinquant, puisse bailler, à la requeste du Procureur du Roy, & de la partie ciuile, permission de faire assemblee de gens & de port d'armes pour mettre à execution le Decret de prinse de corps.

3. *A qui font de mander permission d'vser de main armee & assemblee pour l'execution d'une prinse de corps.*

4. *Quand on peut prendre le delinquant en franchise d'Eglise.*

Toutesfois ie pense que le Iuge ne peut ce permettre, si le delinquant n'est homme fort mal famé, & diffamé de plusieurs grands & enormes delicts. Et en autre cas, faut bailler requeste à la Cour de Parlement du ressort ou au Roy, ou à Messieurs de son priué Conseil, pour auoir ceste permission: car il n'y a ordinairement qu'eux qui puissent bailler permission de faire assemblee & port d'armes: & quand les Cours de Parlement, ou son priué Conseil le permet, c'est tousiours le Roy qui parle par la permission ou mandement. Par cy-deuant il n'estoit loisible ne permis de prendre vn delinquant en franchise d'Eglise, ou autre lieu saint. Mais par les Ordonnances^f dernieres, article cent soixante six est dit qu'il n'y

aura lieu d'immunité pour debtes n'autres matieres ciuiles, & se pourront toutes personnes préde en franchise, sauf à les reintegrer, & quand il y aura prinse de corps decernée à l'encontre d'eux sur les informations des cas dont ils sont chargez & accusez, & qu'il soit ainsi ordonné. Laquelle dernière partie de l'Ordonnance susdicte aucuns interpreterent qu'ind le Juge ordonne que les delinquans seroient prins en lieu saint, & dehors, laquelle interpretation me semble bien bonne: non pas qu'il faille entendre qu'il soit necessaire, quand quelqu'un est obligé à prinse de corps pour debte ciuile, qu'on ayt permission de le prendre au corps en lieu saint: car il suffit que par le mandement de debitis il soit permis comme on permet communement & est mandé de contraindre le debteur par saisie, vente & exploitation de ses biens, & emprisonnement de sa personne, si à ce est obligé, & n'est en ce cas requis autre mandement, pour prendre le debteur en lieu saint.


5. Interpretatio
de l'Ordonnance.
1559. art. 166.

Quand l'accusé comparoist^h en sa personne, soit qu'il y ait esté amené prisonnier, ou adiourné à comparoir seulement en sa personne: les demandeurs requierent qu'il soit ouy sur les charges & informations, & s'il n'est qu'adiourné à comparoir en personne, ils requierent qu'il soit arresté prisonnier par la ville & faubourgs, & qu'il luy soit defendu de partir, à peine d'estre atteint & conuaincu des cas à luy imposez.

6. L'accusé comparant est arresté & ouy sur les charges & informations.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. V.

Des executions des decrets de prinse de corps, &c.

a  A procedure contre les defaillans & contumax, doit estre bien estroitement gardee, selon qu'elle est prescrite par les Edicts & Ordonnances, comme il a esté monstré cy-dessus: & ne plus ne moins que quand l'accusé compare: lequel en tous les deux cas doit estre accusé par vne partie ciuile, ou bien par le Procureur du Roy ou Fiscal. Le criminel donc doit estre ouy auant que d'estre condamné. *Satius est innocentem accusari, quam uocentem causam non dicere: quod innocentem si accusatus sit, absolui potest: nocens, nisi accusator, condemnari non potest, ait Tullius.*

b DD. in l. pterique. D. de in ius voc. Alciat. in l. Urbana pradia. D. de verb. signific.

c On tient qu'un exploit ou citation ne se peut faire de nuit, *Salic. & DD. in l. non minorem C. de transact. cap. consuluit. extr. de Offic. deleg. nisi quando assigni dies exiturus est. Chassan. in Consuet. Burgund. Tit. de retract. §. 2. in verbo, dedans l'an & iour. Par arrest donné à la Tournelle le 16 iour de Novembre 1584 plaidans Pasquier & Constant, ont esté faites defenses à tous sergens d'exécuter aucuns decrets de prinse de corps aux festes.*

d Guid. Pap. decis. 357. Damhouder. in Praxi criminis. cap. 15. Iul. Clarus lib. 5. Rec. §. fin. quest. 28.

e Il y a Ordonnance du Roy François 1. donnée à Chambert en Decembre 1559. pour les rebellions faites à iustice, mise au 9. liure de la Conference Tit. 9. dont il sera parlé cy-dessus Chap. penultiesme, comme aussi celles de Charles 9. 1566. Estats de Moulins art. 19. d'Amboise 1572. art. 2. 3. & 4. & de Henry 3. 1579. Estats de Blois art. 191. contre ceux qui tiennent aussi fort en leurs maisons & Chasteaux contre la Iustice & decrets d'icelle.

faict Dec. 9. 170 fait vne belle question du criminel qui tuë ou excède les Huiffiers ou sergens executans les mandemens de iustice, ou bien du sergent qui tuë le criminel & accusé, en executant le decret de prise de corps. Nous auons traité ailleurs ceste mesme question. Voyez le Chapitre penultieme cy-dessous aux Annotations.

g Mises au liure de la Conference des Ordons. Tit. 8. où il est noté plusieurs belles choses concernant les franchises ou immunités, *Enod. cap. 21. Si quis per industriam occiderit proximum suum, etiam per insidias, altari meo euilles, ut moriatur*: il en est aussi parlé aux Nombres Chap. 35. vers. 9. 10. 11. 12. & 13. recité par nostre Autheur en celiure 3. Chap. 17. sur la fin, *Deut. cap. 19.* au liure 3. des Rois Chapitre 1. Philostrate, in vit. *Apol. Thyas.* Le Pape Boniface V. sous l'Empereur Heraclius institua des Asyles és Eglises. *Panorm. in cap. inter alia, extr. de immu. eccl. Faber in §. fin. lult. de ijs qui sunt sui vel alieni iur. Angelus in §. vlt. nouell. 117. Visceat matri & aui, &c. Alber. in Rub. C. De ijs qui ad Eccl. cōfugiunt, c. 1. de homicidio. Hec. Bohe. in c. Ecclesia. De immunit. eccl. c. fin. eod. tit. Alciat. Tract. de presumpt. Regul. 31. no. 3 lul. Clarus lib. 5. Rec. Sent. §. fin. quæst. 30. Guid. Pap. Dec. quæst. 121. Accurs. Bartol. & Cynus in l. 2. C. de ijs qui ad eccl. confug. Rebuff. Tract. de imm. eccl. ad constit. regias. Tom. 2. In concilio Trident. Sess. 15. cap. 10. Renouatur ius antiquum secundum formam canonum & Conciliorum.*

Toutes fois plusieurs Papes, mesmes Sixte V. a osté & retranché les Franchises és maisons des Cardinaux, ainsi qu'il est remarqué en leurs bulles ou constitutions mises, & rapportées en la collection d'icelles, qui a esté faite puis Gregoire neuhieme iusques à present. *Vide Can. eos qui. Dist. 87. Nouell. 17. & 128. Edict. 1. & 13. lult. lib. 1. capit. Car. magni cap. 140. Et lib. 3. cap. 26. & lib. 9. Cod. legum Visig. Tit. 3. Dionys. lib. 2. Linnus. lib. 35. 8. August. 1. de ciu. Dei.* Et autres lieux remarquez en nostre Conference des Ordonnances, liure 1. Tit. 8.

h Il est tres-certain que la pluspart du contenu en la L. *praesentis 6. c. de hi qui ad eccl. confug. est abrogee.*

i François 1. 1535. Chap. 13. art. 41. Ceux qui seront cōstituez prisonniers pour crime ou qui comparoistront en personne sur l'adiournement personnel à eux donné, seront incontinent ouys par le Iuge, & ce dans le iour apres qu'ils se seront rendus prisonniers, & auront comparu & fait leur presentation. A ceste fin enioignons aux Geolliers & concierges des prisons de notifier aux Iuges & Greffiers lesdits emprisonnemens, sur peine d'amende arbitraire. Et où les Iuges seront trouuez en notable negligence, seront punis selon l'exigence des cas.

DE EXCEPTIONE FORI DECLINATORIA.

C A P. VI.

De exceptione fori declinatoria.

PORRO ubi rem ante indicem interrogandus vel sistitur, vel sponte adest, prima ei sit cura fori praescriptionis (si qua sibi competat) ante omnia apponenda. Nam si interrogationi respondeat, litem censetur contestari: proinde litem ad forum proprium renouandi ius amittit. Continuo autem index de eare debet sententiam vocalem ferre, tabellariam verò non, neque licet eam in proximum post interrogationem actum trahere, ac reservare descendam: aliter atque quum accusatus fori se inietur praescriptione, aut propter sacri ordinis privilegium, aut quod alteri curiae apud quod accusatur tribunali subdita mancipatum se contendat, ad quam simul cum patrono possint controuersiam transferri. Contra verò regius procurator utrobique remissionem litis oppugnet quòd de crimine

crimine ad regiam iurisdictionem specialiter pertinente quari affirmet: tum enim tantisper iudices de eare pronuntiationem sustinere, quoad reum super indiciorum elogio audieris [cum se sacri dicatum asseuerat.] Foras su quippe cōtinget, ut interrogatus admissum confiteatur. Quamobrem iudex regius in eum, si sacri initiatus sit, multam dicere poteris: sin autem laicus [sit, & priuilegiary flagretur scelus, frustra iudex cunctabitur de fori praescriptione ius dicere quoad illum fueris persecutus. Nam si ex criminis indicium liqueat, priuilegiarium esse facinus, tum debet eum fori submouere exceptione, & decernere interrogandum.] Caterum promiscue in qualibet iudicii capitalis specie quoties litigantes de foro altercantur, iudex rectissime proloquitur, se ex indiciorum testatione perspiciendum quid constitutum iri oporteat: ita tamen, ut propietera (sicuti admonuimus) sententiam non ferat tabellariam. Videndum igitur est quorum vindicta scelerum regio iudici priuata quadam lege adscripta est. Hac autem eum esse generis accepimus: Primus si publica fides eiuselāque, in quam a regio iudice quis receptus sit, violetur: deinde si castra hominum turba vis preparata datāque opera armis inferatur: tum si de quouis legum maiestati capite quaratur, aut de falsa moneta, aut de falso instrumento a regis tabellionibus confecto: item si quid aduersus regias pesserit constitutiones: praeterea si iurisdictionis regia praefecti in commissio munere gerendo perperam versati fuisse dicantur: vel si hi in exequenda sua functione offendantur: vel si ab his iusti publici possidere prohibeantur, siue probriis tantum laceessantur, siue plagas aut colaphos accipiant, quod quidem ad eos quoque producit, qui regi in ius in aulam ad colloquium eum accersuntur, si in itinere aut principii comitatu contumeliam patiantur: postremo ubi ex elogio vim armis factam indicante possessionis recuperanda interdictum instituitur, regis iudicii cognitioni id competit. Sanē si absque armis illata vis asseueretur, ad iudicem territorij in quo reum demoratur, lii rejicitur: etiam si in territorio eum qui causa cognitionem occupauit, delictum sit perpetratum. Quapropter ubi de crimine ad regis iudicis ultionem spectante agitur, is ad eundem est iudex regius, cuius iurisdictioni ea subijcitur curia, in territorio cuius deus accusatus.

Iudex proloquitur.

Quorum criminum ad iudices regios ex priuilegio pertineat cognitio, unde ea dicuntur priuilegiaria.

DE LA FIN DECLINATOIRE, CAS PRI- uilegiez: ensemble de la competence ou incompetence des Iuges mesmes des Ecclesiastiques.

CHAP. VI.

1. Accusé ayant respondu deuant le Iuge ne peut decliner.
2. Le Iuge doit faire promptement droit de reuoy, sans en faire procès par escrit, & auant que onyr & interroger l'accusé sur

les informations, fors quand il est Clerc ou Prestre.

3. Des cas priuilegiez en matiere criminelle, dont priuatiuement la cognoissance en appartient aux Iuges Royaux.

Y Y Y

4. De l'effect de sauuegarde.
5. Le Sergent n'est creu des excès qu'il dict luy auoir esté faits par sa relation.
6. Le delinquant doit estre conue-
nu au lieu de son domicile en
cause criminelle, fors en vn cas.
7. Comment nous prenons en Fran-
ce les Prouinces.
8. L'accusé conuenu pardeuant

*Juge incompetent, a deux re-
medes.*

9. Prouosts des Mareschaux pas-
sent outre, nonobstant l'appel
interjecté d'eux, comme de Ju-
ges incompetens.
10. Les decrets de prinse de corps
se mettent à execution, nonob-
stant l'appel, comme de Juge
incompetent.

1. L'accusé ayant
respondu deuant
le Juge ne peut
decliner.

2. Le Juge doit
faire proprement
droict du reuoy,
sans en faire pro-
cés par escrit, &
auant que ouyr
l'accusé sur les
informations: fors
quand il est Clerc
ou Prestre.



Où si l'accusé veut decliner la iurisdiction du Ju-
ge deuant lequel il compare, il doit le dire: car sil
souffre d'estre ouy par le Juge, lors il ne peut plus
decliner. ^a

Et si l'accusé ^b demande estre renuoyé avec les
charges & informations pardeuant autre Juge: si
le Juge pardeuant lequel il demande estre renuoyé
est Juge Royal, ou autre Juge lay, il faut que le Juge

luy face droict dudit renuoy sur le champ, & n'en doit faire procès par é-
crit. Bien peut ordonner que les Gens du Roy verront les charges & in-
formations pour venir dire au renuoy avec la partie ciuile, ce qu'il appar-
tiendra. Et apres auoir ouy les parties sur le renuoy, pourra ordonner qu'il
verra les charges & informations pour y ^c donner son appointement,
sans en faire procès par escrit: car il ne peut pas auoir memoire du conte-
nu és informations, jaçoit qu'il les ait decretees. Et ne peut le Juge or-
donner qu'il oyra l'accusé, sans prejudice de son declinatoire, & faut à luy
en faire raison apres qu'il aura esté ouy: car il ne peut de rien seruir lors
de l'ouyr: pour autant que s'il est question d'un cas priuilegié, le Juge, s'il
est Royal, en peut retenir la cognoissance: & s'il n'est pas priuilegié, il est
tenu en faire renuoy. Et ainsi en fut dict par Arrest des Grands-Jours
tenus à Poictiers, le dixneufiesme iour de Septembre mil cinq cens tren-
te & vn. Mais si l'accusé demande estre renuoyé pardeuant le Juge d'E-
glise, le Juge pardeuant lequel compare l'accusé, peut ordonner qu'il sera
ouy sans preiudice de son declinatoire, ^d reserué à luy en faire raison apres
son audition: car il pourra estre, qu'il confessera quelque chose, dont s'en
pourroit ensuiuir condemnation pour le regard du cas priuilegié, duquel
le Juge Royal a la cognoissance.

Par Ordonnance de feu de bonne memoire le Roy ^e Henry II. de ce
nom, fut ordonné, que si par les charges & informations il apparoiſſoit
que l'accusé estoit demeurant lors du delict, ou qu'il eust delinqué en ter-
ritoire du Juge, qui auoit decreté prinse de corps, ou adiournement per-
sonnel contre l'accusé, & que l'accusé se portait appellant comme du Ju-

ge incompetent, nonobstant ledit appel, & sans preiudice d'iceluy, le luge pourroit passer outre à faire le procès de l'accusé : & l'accusé n'estoit receuable comme appellant en ladite cause d'appel. Mais aussi il estoit defendu aux Iuges de mettre à part du decret d'adiournemēt personnel; que si l'adiourné comparoist en personne, il seroit retenu prisonnier, ains le decret d'adiournement personnel seroit deliuré purement & simplement, à fin que les adiournez à comparoir en personne vinsent plus leuremēt comparoir, & qu'ils n'eussent occasion d'interjecter telles appellations, comme de luge incompetent.

Les cas priuilegiez sont certains crimes desquels specialement & priuatiuement les Iuges Royaux ont la ¹ cognoissance : & ne sont tenus en faire renuoy aux autres Iuges non Royaux. Voire ils peuuent euoquer telles causes pendans pardeuant leurs Iuges inferieurs non Royaux.

Et sont lesdits cas priuilegiez, sçauoir ² est Sauue-garde, ou sauſconduit, donné par le Roy ou les Iuges, enſraint, force, violence, ou excès faits à assemblée illicite, & port d'armes : ³ le crime de leze Majesté en ses trois chefs, sçauoir est le premier à l'encontre de la personne du Roy, Messieurs ses enfans, & Princes du sang Royal; le second à l'encontre de la chose publique : le tiers à l'encontre de ceux qui sont pres de la personne du Roy, & de Messieurs des Cours de Parlement en exerçant leurs Offices. Plus le ⁴ crime de fausse monnoye, le crime de faux, quand il est question de falsification de lettres Royaux, ou de contractz passez sous ſeal Royal, ou ⁵ de faux tesmoignage porté par vn Clerc deuant le luge Royal ou lay. Plus quand il est question de contrauention faite es Ordonnances Royaux, concernans la liberté du Royaume. D'auantage, quād il y a charge de rebellion, ou excès faits à vn Sergent Royal, ou aux Commissaires commis de par le Roy, ou par ses Iuges ou Officiers, en exerçant leurs offices, ou à ceux qui sont appelez par le Roy pour aller parler à luy, s'ils sont excédez par les chemins, & à la reintegrande intention par information faicte sur spoliation, commise & perpetree à port d'armes. Et sont lesdits cas en partie nombrez au stile de Parlement, composé en Latin, sous le titre de quels cas la cognoissance appartient au Roy. ⁶

Et combien qu'un homme soit en sauue-garde, ⁷ toutesſois ce n'empesche que son luge ordinaire ne puisse bien decreter contre luy, s'il delinque : n'aussi que sa partie aduerſe, qui a droit & matiere de faire exploicter en quelque chose ne le puisse faire.

Pareillement est à noter que le Sergent n'est pas creu par sa relation de l'excès qu'il dit o luy auoir esté fait en executant, mais faut faire ouir ses Records par information. Et la peine ordinaire de celuy qui excède vn Sergent Royal exerçant son office, est la teste ou la main dont il a frappé, trenchee. ⁸

Semblablement si quelqu'un reproche à l'autre qu'il est faux-monnoyeur, ou met fausse monnoye, c'est cas Royal. ⁹

Aussi faut entendre ¹⁰ que toutes assembles & port-d'armes ne sont

Y Y y ij

3. Des cas priuilegiez en matieres criminelles, dont priuatiuement la cognoissance en appartient aux Iuges Royaux.

4. De l'effect de sauuegarde,

5. Le Sergent n'est creu des excès qu'il dit luy auoir esté fait par sa relation.

pas cas Royaux: car il faut quant à l'assemblée, qu'il y ait quatre hommes pour le moins, & qu'ils soient assemblez pour mal faire. Car s'ils s'estoient assemblez à bonne fin, ou pour bonne œuvre, ce n'est pas censé cas privilégié. Comme si les Escoliers pour euer le danger de peste estant en vne Vniuersité, s'en vont en autre par bandes, & portent piques ou autres bastons longs, comme ils ont accoustumé, & suruiuent entr'eux noife, ou entr'eux & autres, & s'y commet quelque delict, ce ne sera point cas privilégié. Et ainsi en a esté dict par Arrest de la Cour de Parlement à Paris, entre le Procureur General du Roy, prenant la cause pour son Substitut au Chastelet à Paris d'une part, & l'Euesque de Paris d'autre part.

6. Le delinquant doit estre conuenu au lieu de son domicile en cause criminelle forsen yn cas.

Et jajoit que nous ne gardons pas le Droit commun entierement, en ce qu'il vouloit qu'on peust conuenir le delinquant au lieu du delict ou de son domicile, & qu'il doiué selon le Stile general de la France coustumièr estre conuenu au lieu de son domicile: toutesfois cela doit estre entendu quand le delinquant a fait le delict au dedans le ressort du Parlement, auquel il demeure: car s'il a delinqué hors le Parlement ou ressort duquel il demeure, il sera bien conuenu au lieu du delict, & ne sera renuoyé pardeuant son Iuge domiciliaire: car les tesmoins seroient mal-aisez à faire venir de si loing au lieu du domicile; comme si vn du ressort du Parlement de Tholose ou de Bordeaux delinquoit en Poictou, qui est du ressort du Parlement de Paris.

7. Comme nous prenons les Prouinces de France.

Dont Pensuit, qu'en ceste matiere nous prenons vne Prouince, pour tout ce qui ressortit en vne Cour de Parlement. Autre chose est, quant es prescriptions de choses immeubles: car nous prenons la Prouince pour vn Bailliage, ou Seneschaucee Royal, ressortissant nuëment en la Cour de Parlement. Comme la Seneschaucee de Poictou. Et la raison de diuersité est en ce fort bonne; car la punition des delicts est fauorable: & pour autant qu'on a plus prompte & facile preuue des delicts au lieu où le delinquant a fait le delict, qu'au lieu de son domicile, il faut estendre les fins & limites de la Prouince. Mais en prescription, à fin que facilement on ne perde son domaine, il faut restreindre les fins de la Prouince: car bien souuent ceux d'une Seneschaucee ou Bailliage ne scauent ce qui y est fait.

Neantmoins l'entendroy ce d'une Seneschaucee telle qu'anciennement elle estoit, non pas ainsi, que puis n'agueres ont esté erigees: comme en Poictou ont esté erigez Fontenay, Montmorillon, & Cuiray n'agueres en Seneschaucees: lesquels lieux estoient de la Seneschaucee de Poictou: combien que les appellations des Lieutenans desdits lieux ressortissoient sans moyen en la Cour de Parlement à Paris, comme elles font. Et pource auourd'huy, veüe ladite errection nouvelle desdites Seneschaucees, il faudra prendre vne Prouince pour vn Comté Royal, comme tout le Comté de Poictou, & quant aux prescriptions.

Quand l'accusé est conuenu pardeuant Iuge incompetent, il a deux

remedes pour se pouruoir. Sçauoir est, de se porter appellant de Poctroy du decret d'adiournement personnel ou de prinse de corps, comme donné par iuge incompetent: ou bien comparoir au iour & lieu assigné en sa personne, & demander le renuoy. Et en premier cas, est meilleur de déclarer au sergent l'appel susdict, ainsi qu'il donne l'adiournement: car on ne sera point en ce cas contrainct enuoyer homme pour déclarer l'appel au iour assigné, pardeuant le iuge qui a decreté. Voire quand on enuoye homme, on donne défaut, nonobstant la declaration dudit appel d'incompetence portee par ledit homme: car comme i'ay dit cy-dessus, on ne reçoit point de Procureur en assignation d'adiournement personnel, mais le iuge ne passe pas outre à la façon du procez.

Toutesfois les ² Preuosts des Mareschaux ou leurs Lieutenans passent outre, nonobstant la declaration de tel appel comme de iuge incompetent: car ils ont leurs Ordonnances, qui leur baillent certaine cognoissance & limitation des qualitez des personnes, & des cas dont ils peuuent cognoistre, de quoy nous parlerons cy-apres plus amplement. Dauantage s'ils receuoient telles appellations, & y deferoient, ils ne cognoistroient iamais de cas quelconques. Car leurs prisonniers interieçteroient tousiours telles appellations, à fin qu'ils ne puissent passer outre. Et seroit l'Ordonnance illusoire, par laquelle leur est permis de faire les procez, nonobstant oppositions ou appellations quelconques iusques à sentence diffinitive inclusement, avec l'exécution d'icelle sentence. Et mesmement ie penserois qu'ils pourroient bien passer outre nonobstant tel appel, quand il leur apparoiroit euidément & notoirement que tel appel seroit friuol: comme s'il leur apparoiroit que l'accusé fust vagabond, ²² ou qu'il fust question de voleurs tenans les champs, & vians sur le peuple, suiuant l'Ordonnance du Roy François premier, sur ce faire. ^{bb}


Nonobstant tel appel d'incompetence on peut passer ^{cc} outre à l'exécution de decret de prinse de corps, & constituer l'appellant prisonnier, mais on ne peut proceder à luy faire son procez, quant aux Iuges ordinaires: car il faut qu'ils deferent à l'appel comme de iuge incompetent.

8. L'accusé convaincu pardeuant iuge incompetent a deux remedes.

9. Preuosts des Mareschaux passent outre nonobstant l'appel d'incompetence contre eux proposee.

10. Les decrets de prise de corps se mettent à execution nonobstant l'appel comme de iuge incompetent.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. VI. De la fin declinatoire, &c.

a  Est contre l'opinion de Catellianus Costa, in memorial. in verbo. exceptio incompet. nrie, ubi ait exceptionem incompetetia in criminalibus post alias dilatorias posse obui. Quelques coust. cōme celle de Lisse, art. 142. Qui a defendu & cōclud en cause, n'est plus receu à sa declinatoire. Amiens art. 112. & 107. Renuoy n'a lieu apres contestation ou delay peremptoire prins en la cause. Auvergne art. 80. Sens, art. 143. le Maine art. 75. Voyez la Conference des Coustumes, partie. 1. Tit. 22. & 26.

b Le renuoy estant requis sur lequel il faut faire premierement droit, quand le criminel & accusé est homme lay. C'est vne chose fauorable que le renuoy. Plutarque au traicté des femmes Illustres. Thucid. Chap. 4. de son histoire. Cic. in Verrem, contra omnia iura, contraque legem Rupiliam extra forum uadimonium promittere aratores. Aucuns estiment que tels renuoy n'ont lieu qu'entre Iuges de mesme province, ainsi qu'escriit Ayrault, liure 1. de l'ordre iudiciaire, partie 4. nombre 10. & 11. lequel renuoy estant fait on demande à quels despens le criminel doit estre mené & conduict pardeuant son Iuge. Il est certain que le criminel doit estre mené aux despens du Seigneur Iusticier, avec les charges & informations. Faber in l. minimè. C. de appellat. Bald. & Salic in l. eos. §. super his. C. eod. tit. Car la cause n'estant point iugee, celuy qui requiert le renuoy, paye tous les frais de iustice. Faber ad l. vnic. C. de officio procons. & lazar. Molin. ad cap. 13. Consuet. March. art. 19. Bartol. Traict. de carcer. Faber ad §. vis. Inst. de act. argum. l. indices. C. de epis. aud. Bartol. ad l. sanctum. D. de rev. diuis. Le Iuge lay fait le delaisement aux despens de l'Euesque, qui l'a demandé, l. defensores. C. de defens. civil. cap. ult. inquisitioni extr. de heret. Faber in d. l. vñ. C. de offic. procons. Chopin. l. de iurisdict. Andeg. Tit. 7. art. 74. num. 6. Voyez la coustume de Bourbonnois art. 11. Auvergne Chap. 7. art. 5. La Marche art. 19. & 20. sinon que le criminel se vueille faire conduire à ses despens, cōme il est porté par celle de la Marche, & à la charge de payer tous les frais, s'il y a cas non priuilegié, & la moitié en priuilegié. Bretagne art. 4. il a esté parlé de ceste matiere par nostre auctheur, liure 1. des Institutions Forenses Chap. 20. Vide Boer. Decr. 19. où il parle du Renuoy fait au Iuge du delict. Damhoud in Praxi Rer. crim. cap. 33. Iul. Clarum lib. 5. Rec. sent. §. fin. q. 35.

c Cela est en partie prins des Annotations.

d Felin. in cap. cum sit. in 2. col. extr. de for. comp. ubi ex sententia Baldi, Archidia. Speculat. & Ares. tradit posse laicum iudicem aduersus clericum ex ipsius confessione instrui summarij seu informari de plano [Par Arrest de la Cour de Parlement à Paris du 16. iour de Decembre 1529. fut ordonné qu'un Clerc seroit interrogé par deux Conseillers de la Cour, l'un lay & l'autre Clerc, auant qu'estre renuoyé deuant son Iuge d'Eglise. Felin. in cap. per tuas col. vlt. de testib. scribit si index testem non interroget, ubi id ex officio factum oporteat, index ad quem ab ea iniuria appellatum est, id supplere. Car c'est l'intérêt du public que la verité ne soit point cachée. Ce qui est permis seulement aux Iuges Royaux ressortissant nuëment en la Cour de Parlement : & non pas aux autres Iuges inferieurs Royaux ou des Seigneurs Hauts Iusticiers : lesquels Iuges inferieurs ne peuent faire appeller ou adioumer vn Clerc pour respondre par la bouche des cas & crimes à luy imposez. Car par les Ordonnances Royaux, les Baillifs & Seneschaux ressortissans nuëment en la Cour de Parlement, peuent auoir cognoissance des crimes commis par les nobles, des lettres de Remission, Pardon, ou abolition, rappel de Ban ou bannissement. Et n'en peuent cognoistre les autres Iuges inferieurs : ains doiuent le tout relaisser aux Iuges superieurs : & n'ont cognoissance que des delicts commis par les roturiers, & seront punis les Preuosts, Chastellains & autres Iuges, en cas de negligence par multes & amendes. Les Clercs sont gensdarmes ou soldats de la milice celeste, & ont mesmes priuileges que les soldats & gens de guerre. Acc. art. in

limites. D. de resid. Partant tels Iuges inferieurs ne peuvent prendre cognoissance contre les Clercs. Et de fait ayant vn certain Iuge ordonné qu'un Clerc constitué es saints ordres sacrez, comparoistroit en iugement & seroit ouy par sa bouche sur les charges & informations, il se declara appellant: & pour tout grief dit qu'il n'estoit permis à tel Iuge inferieur de punir vn Clerc ou Prestre: le mesme a esté tousiours ordonné quand vn Iuge subalterne non Royal fait mettre en prison vn Prestre pour vn cas priuilegié.]

e 1549. art. 10. mise au 9. liure de la Conference Tit. 1. Ordonnons que les appellans d'adiournemens personnels decretez par les Iuges Royaux demourans en leurs ressorts & limites, ou pour delicts faits & commis en leurs ressorts, ne seront d'oresnauant receus comme appellans, sous ombre d'incompetence: ains telles appellations seront déclarées non receuables: sauf à tels adiournez comparoissans à proposer leurs declinatoires, & requerrir leurs renuois: & où ils ne comparoistroient pourront les Iuges passer outre, nonobstant icelles appellations: en defendant à tous Iuges Presidiaux, & autres Iuges inferieurs de ne faire retenir, *in mente curie*, qu'en comparoissant les adiournez seront retenus prisonniers. Charles 9. 1563. art. 18. Les appellans de prinse de corps decrettees sur informations, ne seront receus appellans, sinon apres qu'ils se seront rendus actuellement prisonniers es prisons des Iuges qui auront decreté, ou du Iuge d'appel Et sera procedé à la capture, nonobstant toutes appellations, encores qu'elles fussent fondees sur incompetence, & aussi à la confection du procez iusques à sentence diffinitive exclusivement, nonobstant toutes appellations, si elles n'estoient fondees sur incompetence & recusation de Iuge. Et ne pourra le Iuge d'appel retenir l'instruction & iugement en premiere instance: ains sera tenu en faire renuoy pardeuant le premier Iuge, s'il n'y a cause legitime, suiuant les anciennes Ordonnances. Voyez les Ordonnances de Charles 7. 1443. & 1453. art. 14. 15. & 16. Charles 8. 1493. art. 17. & 91. Loys 12. 1507. art. 170. François I. 1535. Chap. 16. art. 1. & 7. & 1539. art. 19. pour Bretagne.

f Les cas Royaux ou cas priuilegiez sont de la cognoissance des Iuges Royaux seuls, sans que les Iuges inferieurs & ressortissans pardeuant les Iuges Royaux en puissent prendre aucune cognoissance. Quelquesuns les interpretent diuersement, mesmes M. Ayrault li. 2. del'ordre iudiciaire, partie 2. nombre 7. 8. & 9. Ragueau en son indice, *in verbo*, delict commun, *et in verbo*, cas ou del. des Royaux. Terrien liure 12. du droit de Normandie Chap. 7. & 8. Chopin li. 2. du Domaine Tit. 6. & 7. & sur la premiere partie de la Conference d'Anjou art. 45. Bacquet Traicté de iustice chap. 7. Conference des Coustumes premiere partie. Tit. 26. *Botrius Decis.* 167. num. 1. Somme Rurale, liure 1 & 2. liure 1. du grâd Coustumier, chap. des droicts Royaux, stil du Parlement Latin chap. 29. & 30. stil ou ancienne coustume d'Issoudun, & stil ancien de Bourges Tit. des renuois art. 14. Ioann. Ferraut. *Tract. de priuilegiis regni Franc.* Aures il y a reglement faits es grâds iours de Moulins du 25. Octobre 1550. pour les Officiers Royaux de Ryon en Auvergne, contre les Officiers de Mr. le Duc de Montpensier par lequel les cas Royaux appartenans priuatiuement aux Iuges dudit Sr. Duc, à sçauoir ports d'armes, en assemblee illicite, de sauuegarde Royal, des procez touchant le Ban & Arriereban de la verification des hommages, des Vassaux tenans du Roy, des Fiefs mouuans du Roy, de la reception des foy & hommage par main souveraine, des rescissions des contrats passez sous seul Royal, des caules des Eglises de fondatiō Royal, de remission, rappeaux de ban, de lettres de souffrance, de confort-main, de lettres de respit, des lettres de Chartres, Edicts, Foires & marchez, affranchissemens, lettres en forme de Terrier, fors en denegation faicte par le sujet du cens deu pour terres assises dans le Duché de Montpensier: les cas attribuez aux Prenoits des Marechaux sont nombrez entre les cas Royaux: lesquels competent aux Baillifs & Seneschaux, ou leurs Lieutenans, suiuant les Ordonnances. Si la iustice appartient à plusieurs Seigneurs; & entre autres au Roy en partie, il cognoist seul des cas Royaux, & execution des Arrests de la Cour, ensemble des sentences des Iuges Presidiaux, & autres Royaux, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest donné en Audiece le 14. iour de May 1564. pour la Iustice de Chably appartenât par indiuis au

Roy & au grand Preuost de Tours, recité par Bacquet Traicté de iustice, Chapitre 8. nombre 3. Voyez Monsieur Liset en sa Pratique, liure 1. La Coustume d'Amiens art. 23. 226. 231. 234. & Bretagne art. 7. mise en la Conference des Coustumes Tit. 22. & 26.

g Voyez les Arrests contre l'Euesque de Chaalons de Parlement d'Hyuer 1510. & du dernier Decembre 1533. recitez par Ragueau apres du Tillet, pour le crime de leze Maiesté humaine, & cognoissance des commotions, conspirations & rebellions faites contre le Roy, ses gens & Ordonnances.

h Arrest du Parlement d'Hyver 1510. de Septembre 1508. & de S. Martin 1512. Voyez la Coustume de Bayonne Tit. 19.

i Arrests de l'an 1570. 1598. 1599. 1500. 1506. 1510. 1539. 1540. recitez par Ragueau en son iudice. Bretagne art. 7. Par les Edicts & Ordonnances Royaux, la cognoissance & iurisdiction des Monnoyes appartient aux Iuges Royaux, priuatiuement aux Iuges subalternes: toutes fois ils veulent cognoistre de l'exposition.

k Arrest du 17. iour de May 1585. Notez que le crime de magie ou sorcellerie n'est point cas Royal, ainsi qu'il a esté souuent iugé par Arrest, mesmes le 12. de Mars 1588.

l DD. in l. nullum. C. de testib.

m Tit. 29. & 30.

n *Aufser. in Repet. Clem. 1. de Offic. ordin. Chassan. in Consuet. Burgun. Tit. si aucun commet larcin. Guid. Pap. Dec. quest. 56. Bartol. in l. illicitas. §. ne potentiore. D. de offic. prafid. Faber in l. denuntiamus. C. de his qui ad ecclesiam. Innoc. in cap. ex parte 2. De privileg. La cognoissance de sauuegarde Royale enfreinte appartient au Iuge Royal, encores que ce qu'il a prins en la garde ne soit de la subiection: iugé pour ceux de Verdun contre le Comte de Bar, le 1. Mars 1535. Plus de sauf conduict Royal aussi enfreint suivant l'Ordonnance du Roy François I 1536. dont y a arrest de l'an 1562. & du quatorzième iour de Iuillet mil trois cens quarante vn. Pour le regard de la peine de celui qui enfreint la sauuegarde, faut voir la Conference des Coustumes, partie premiere Tit. 3. Guidon. Pap. Decis. quest. 418.*

o *Guid. Pap. Dec. quest. 628. per l. ea quidem. C. de accusat.* escrit qu'en France on adiouste foy au rapport ou relation du sergent, quand il a esté excédé ou outragé: mais nostre auteur estime que l'on n'a point gardé telle opinion du temps de Guide: & encores aujour d'uy il n'est point creu, s'il n'y a deux records ou tesmoins par luy appelez à ceste fin. *Non enim creditur apparitori praterquam de citationu actio. Felin. in cap. 1. exir. de iudicior.* L'Ordonnance de Charles 9. faicte à Amboise en Ianuier 1572. art. 4. mise au neuuesime liure de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. neuuesime en a ordonné en ces mots, Voulons que sur le rapport signé des sergens ou Huissiers executeurs de iustice, certifié de records, sans attendre autre information, nos Iuges d's cas de resistance par voye de faict, puissent decreter adiuonement personnel: sauf apres auoir informé, proceder par decret de prinse de corps, ainsi qu'ils verront estre à faire.

p *Guid. Pap. Decis. 557. Boer. Decis. quest. 170. Cymus in l. si non conuitt. C. de iurur. Petr. & Jacob. de Rau. in Ladditos. C. de epis. and. Bartol. in l. si quis §. si quis. D. de parric.* Voyez cy-dessous les Annotations sur le chap. penultiesme, où il sera parlé des Rebellions faites à iustice.

q Par arrest donné aux grands Iours de Poictiers le 17. iour d'Octobre, 1531. fut dit que celui qui obiectoît ou reprochoit à vn autre vn crime de la cognoissance du Iuge Royal, estoit bien conuenu en la iurisdiction Royale.

r Cely est prins des Annotations.

s *L. 4. §. 1. D. vi bon. rapt. Turba dicitur ubi decem homines vel 15. sunt. At coactos homines accipere debemus, & si unus duntaxat coactus est, l. 2. §. homines coactos. D. eod. tit.* [Voyez l'Arrest de Reglement donné le dixneuuesime iour de May mil six cens vn entre les Officiers du siege Royal d'Yssoudun, & le Preuost en garde & son Lieutenant: par lequel il est dit, que le Preuost cognoistra des crimes commis par les vagabonds au dedans de la ville, Preuosté & Chastellenie par force, violence ou fraction, soit en temps de foire ou autre temps: pourueu que lesdits crimes ne soient commis

en port

en port d'armes, ou assemblees illicites, iusques au nombre de cinq. Auquel cas la cognoissance en appartient au dit Bailly ou les Lieutenans suivant les Arrests.]

Cela est pris des Annotations, où il dict que c'estoient vingt Ecoliers qui se retiroient de l'Université de la ville d'Orléans, pour aller en celle de Paris. Notez que le Iuge Royal a la cognoissance du port d'armes, mesmes contre les Clercs & personnes Ecclesiastiques, pour la peine. *Faber in l. addictos. Cod. de Episc. aud. Bened. in l. cap. Raymatius. verbo uxorem nomine. extra. de testam. Ausfer. in nois ad Stil. Curia. tit. quorum cognitio ad reg. porto. Afflictus in Const. Neapol. Rubr. 1. lib. 1. Chassan. ad Consect. Burg. Rubr. 5. §. 1.*

Q. ubi de crimin. agatur. Nouell. 69. de mandat. princ. cap. 1. §. Hac considerantes. Mandatum principum continetur ut curet ut qui provincia preest, malis hominibus purgare provinciam: nec distinguitur unde fiat. l. 3. D. de offic. praesid. Clem. Pastoralis. extr. de iudiciis. l. 11. D. de custod. reor. l. 7. in fine. D. de capt. & postlim. reor. l. 54. D. de procurat. l. 2. 19. 36. & 45. Dig. de iud. l. 7. D. de accusat. l. 28. D. de pœnis. l. 3. D. de re milis l. 10. Cod. Th. Nouell. 8. cap. 12. & Nouell. 7. cap. 1. Et autres lieux cottez en la Conference des Ordonnances Royaux, liure 3. tit. 7. Par les Ordonnances de Charles IX. 1563. art. 19. & 1596. Estats de Moulins, art. 35. Voulons que la cognoissance des crimes & delicts appartienne aux Iuges des lieux, où ils auront esté commis, nonobstant que le delinquant ne soit surprins en flagrant delict, sans en faire renuoy: & sera tenu le Iuge du domicile renuoyer le delinquant au lieu du delict, s'il en est requis. *Reste Rex Athalaricus apud Castodorum multas est, non iustitia, in radio dilationum sumptuumque transit in iniuriam. Guid. Pap. Dec. qu. 104.* fait ceste distinction, s'il faut considerer le lieu du delict, ou bien le lieu où est celuy qui a donné charge & mandement de commettre le delict. *Abbas in cap. fin. extra. de heret. in c. l. Jul. Clarus lib. 5. sent. §. fin. quæst. 38. Bal. in l. 2. C. de Eunuchis.* Mais à present nous gardons lesdites Ordonnances. Aucuns estiment que le Iuge du domicile ne peut cognoistre du delict commis par son sujet & iusticiable en autre iurisdiction. *Oldr. in l. eunuchos populos. C. de summ. trin. Iacob. de Bellovsu in l. fin. D. de iurisd. omni. iud. c. ubi Accurs. Socin. in l. 2. Diu. Pio. §. sententia Roma. num. 16. D. de re iudic. Hippoly. de Marfilium Prae criminali. §. constante. num. 90.* Toutesfois le mesme Iulius Clarus au mesme lieu, quæst. 39. vers. sed quare. soulient le contraire. *Bois. Dec. 202. traite aussi ceste question. num. 1. 3. 4. & 5. Bart. in d. l. eunuchos populos. C. de summ. trin. Barbat. & Petr. de Anchar. in cap. cum contingat. & cap. postulasti. extr. de for. compet. Vide Nouell. 1. Theodic. de amota iud. for. praef. Et autres textes cottez au liure susdit en la Conference des Ordonnances, liure 3. titre 7.*

x Faber in l. cum longa. C. de praescript. longi temp. existimas provinciam constitui ex vnaquaque praefectura, à qua nullo alio tribunali interiecto ad supremam Curiam promouatur, scilicet quia Bailliagium aut Seneschalis nobis vocatur. Sed Fabri opinio in sua specie intelligenda: nempe quantum ad pariendam praescriptionem spectat. Ainsi se doiuent interpreter les Coustumes des art. 116. Calais, art. 208. Meaux, art. 81. & Melun, art. 171. mises en la 2. partie de la Conference des Coustumes, tit. 6. Voyez Imbert en son Enchiridion fol. 2. b. 3. a. b. dernière edition.

y Voyez les Ordonnances cy dessus cottees en la lettre p. Je ne veux pas oublier que par les Ordonnances, mesmes celles de Charles IX. 1566. Estats de Moulins, art. 70. Pour le regard des matieres criminelles, voulons que sans auoir esgard aux euocations qui par importunité ou autrement pourroient estre obtenues, soit passé curre à l'instruction & iugement des procès criminels, sinon que lesdites euocations es causes ciuiles ou criminelles, eussent esté pour aucunes causes à ce nous mouuans expedies de nostre commandement, & signees par l'un de nos quatre Secretaires d'Etat. Auquel cas nos Parlemens & Cours souueraines ne passeront outre: mais nous pouront faire telles remonstrances qu'il appartiendra. Declars auſſi en ce cas que celuy qui aura obtenu de nous euocation en cause criminelle, ne sera receu à la presenter, qu'il ne soit rendu actuellement prisonnier es prisons de l'un ou l'autre des lieux, d'où le procès criminel sera euoqué ou renuoyé. L'Ordonnance du Roy François I. 1529. art. 8. defend auſſi telles euocations en matiere criminelle, ains serot iugees sur les lieux. La forme des euocations est prescrite par l'Ordonnance de

ZZzz

Blois 1579. art. 97. mise au liure 3. de la Conference des Ordonnances, tit. 6. Toutes euocations sont odieuses, comme nous auons monstré ailleurs. *DD. in cap. ex libern. De offic. deleg. & Fe. in. in cap. ad audientiam, extra, de rescript.*

z. Par les Ordonnances du Roy Charles IX. 1564. art. 5. & 1566. Estats de Moulins, art. 42. & 1572. art. 14 mises au premier liure de la Conference, tit. 26. Ceux qui declineront la iurisdiction des Preuosts des Marechaux, & reuokeront en doute leur compétence, ne pourrôt se pouruoir par appel pour ce regard deuers nous, & deuers nos Parlemens : ains par requeste de reuoy, laquelle sera iugee par nos Officiers au siege Presidial de leur Prouinee, plus prochain du lieu, où sera faicte la capture & instruction, & non ailleurs, assistant, si present est, le Bailly ou Seneschal, & par l'aduiz & iugement des principaux Officiers dudit siege, iusques au nombre de sept au moins. Defendons à nos Cours de Parlement, soit par voye de relief d'appel expedie en nos Chancelleries, ou par simple requeste presentee à nos Cours, tendant à fin d'estre tenus pour bien releuez, sur le refus que nos Chancelleries en ferôt: Voulons en ce cas, nos sujets estre par nos Cours tenuoyez pardeuant nos Iuges Presidiaux, pour leur estre pourueu selon nos Ordonnances. Et par la seconde declaration faicte sur l'Ordonnance de Moulins, 1566. art. 3. N'entendons qu'ils assistent ou opinent au iugement de leurs competences, ou incompetences. Et aupaarauant lesdites Ordonnances, les parties souloient pouruoir par requeste presentee au Roy, ou au Chancelier. Henry II. 1549. art. 4. Charles IX. 1563 art. 26. comme il a esté expliqué en la Conference des Ordonnances Royaux, liure premier, titre 25. Au surplus il a esté iugé par Arrest donné à la Tournelle, le Samedi vingt septiesme iour de Ianuier, mil cinq cens nonante six, entre M. Antoine Bigot, & autres habitants de la ville de Chastre en Berry, appellans de certaine taxe faicte sur eux, & execution en vertu d'icelle: & maistre Iean Ogier, Lieutenant du Preuost en la Marechaussee de Berry, intimé en son propre & priué nom, que ledit Lieutenant ne s'estoit peu faire taxe, ny à ses Archers, pour raison de la prise du Chasteau de Briante, surpris par la Fernau, Cremeux, & autres gens de guerre: & fut l'execution declaree nulle & dissolutionnaire, & l'intimé condamné aux despens: & pour s'estre pourueu au Conseil priué du Roy, au prejudice de l'appel interjecté de sa taxe, & releué en la Cour, condamné en 20. escus d'amende, & decreté adiournement personnel contre luy, pour s'estre fait taxe de seldits salaires & vacations, contre les Ordonnances. Au surplus, il faut que les Preuosts des Marechaux deferent à l'appel d'vne incompetence, comme il a esté iugé contre le Preuost des Marechaux de Compiegne, qui fut condamné en l'amende, despens, dommages & interests, pour n'auoir deferé audit appel: par Arrest du 7. Avril 1576. recité par M. Bergeron.

aa Vagabond n'a point de domicile que celuy où il est pris, & *ubique puniri potest.* *Pa. norm. in cap. fin. extr. de for. comp. Anchar. in cap. postulat. si quis sit. g. off. in l. i. §. de crim. ag. Bartol. in l. har. absens. §. proinde & ibi. Alb. D. de iudic. Idem Bartol. in l. 4. §. prator ait. D. de danno inf. Et. Hoff. tit. de for. comp. num. 70. Soc. in Regul. 78. full. 6. Belamer. Conf. 11. Guld. Pep. Dec. 101. Iul. Clar. §. sent. 6. fin. qu. 39.*

bb Du Roy François I. 1536. & 1544. Henry II. 1549. Charles IX. 1563. art. 3. & 1564. art. 7. & 8. Attribuons aux Preuosts de nos Marechaux la iustice, correction & punition en dernier ressort des gens de guerre, tant de cheual que de pied, de nos Ordonnances, & à nostre folde, qui abandonneront leurs Enseignes, & qui fessant sans congé ou par congé, ou cassement retirez de nos camps, armées, & garnisons, ou autrement s'estant absentez de nostre seruice, fouleront & opprimeront le peuple, commettront force, destrouffement, pilleries, violemens de femmes, & autres cas: & generalement de tous ceux qui tiendront les champs, soient gens de guerre ou autres, ensemble de tous vagabons & gens sans aduen: & cognoistront priuariement à tous Iuges de tous crimes & delicts en nosdits camps & armées par gens de guerre ou autres. Cognoistront aussi par preuention & concurrence cumulatiuement auec nos Baillifs, Seneschaux, & leurs Lieutenans du crime de faulx monnoye, des fabricateurs d'icelle, adherans & complices: ensemble des volcries communes és chemins publics, & és maisons de nos sujets, & de tous guetteurs de chemins tant aux villes qu'aux champs. Pareillement des sacrileges avec effractions, &

aggressions faides avec ports d'armes és villes & aux champs.

cc François premier, mil cinq cens trente-neuf, pour Bretagne, chapitre premier, article 19. Et où il auroit appel par incompetence ou reculation du luge legitime-ment proposee, sera supersedeé quant à ladite incompetence, iusques à ce qu'il en ait esté discuté : tors quant à la capture & emprisonnement, qui se pourra tousiours faire, nonobstant l'allegation de ladite incompetence, & sans preiudice d'ieelle. Voyez les autres Ordonnances cy dessus correes sous la lecture c. au commencement de ce chap. 6.

DE CRIMINIBVS AD REGIAM ET Pontificiam iurisdictionem promiscuè spectantibus.

CAP. VII.



Ordo alia reperire est crimina, quorum castigatio & regia & pontificia iurisdictioni indiscriminatim attributa est, adeo ut si alteruter ex his cognitionem præoccuparit, eam ad alterum amandare, recedereque nullo modo cogatur: ut puta cum hæresis malè cum Orthodoxa religione conuenientis quispiam accusatur, aut sacrilegij, seu expilatarum diuinarum adium: aut si blasphemis contumelus Dei maiestatem, vel Diuorum sacrosanctam dignitatem laeserit.

De criminibus ad regiã & pōtificiam iurisdictionē promiscuè spectantibus.

Tametsi non desunt qui promiscuam de his cognitionem ita utriusque datam censent, ut regis index in laicum, pontificius autem in clericum quærat. Verùm nec sacrilegium à pontificio vindicari licere aduersus laicum existimant. Sanè communi omnium calculo, præterquam de criminibus illis atrocioribus, non potest laicum apud pontificia subsellia flagitari, nisi quum manus violentas in clericum accusatur iniicisse; atque tum easenus duntaxat, quatenus in pontificia sanctionis pœnam incidisse pronuncietur, aut nisi rem forislegij postuletur: quamuis ex maleficio vel hominis mors, vel vulnus secutum sit: aut ambitus in adipiscendo sacerdotio, quem simoniam vocant, commissi.

DES CRIMES DONT LA CO- gnissance appartient indifferemment aux Iuges d'Eglise & laïcs : ensemble de la puni- tion des calomniateurs.

CHAP. VII.

I. Repetition de la distinction des | | personnes & Iurdictions.
ZZzz ij

2. *Quels crimes sont communs aux Juges Ecclesiastiques & laïcs.*
3. *Le Juge auquel est commise l'instruction du procès, peut eslargir celuy qui se trouue innocent apres le procès parfait.*
4. *De punir les accusateurs calomniateurs.*
5. *Les Juges laïcs non Royaux peuuent punir les blasphemateurs.*
6. *Juges laïcs ont aussi cognoissance des sortileges.*
7. *Deux crimes dont les Juges Ecclesiastiques cognoissent contre les personnes laïcs, excès faits à un Clerc ou Prestre, & simonie.*

1. *Repetition de la distinction des personnes & jurisdictions.*



2. *Quels crimes sont communs aux Juges Ecclesiastiques & laïcs.*

3. *Le Juge auquel est commise l'instruction ou fait du procès peut eslargir celuy qui se trouue innocent apres le procès parfait.*

Comme en cause civile nous ^a auons fait distinction des personnes, & icelles mises en deux genres, sçauoir est, laïcs & Clercs: & aussi auons mis deux jurisdictions, l'une laye, l'autre Ecclesiastique, pour mieux traicter les declinatoires ou renuois, & deuant quel Juge vn chacun d'eux doit estre conuenu: aussi nous le faut-il encores en ce lieu repeter.

Car il y a certains crimes, desquels la cognoissance appartient indifferemment aux Juges Royaux & aux Juges Ecclesiastiques: sçauoir est heresie, blasphemies contre l'honneur de Dieu, & des Saints & Saintes de Paradis, sortilege ou forcelerie, combien que dudit crime soit ensuiuie mort ou dommages en la personne de celuy contre lequel a esté commis le sortilege. Mais cela se doit entendre que les Juges Ecclesiastiques cognoissent contre les Prestres ou Clercs accusez desdits crimes, & les Juges Royaux aussi entreprennent cognoissance contre les laïcs chargez des crimes cy dessus nombrez. Et ainsi en a esté dict par Arrest de la Cour de Parlement à ^d Paris, l'vnziesme iour de May 1530. Et à ce est conforme l'Ordonnance du Roy François dernier decedé, faite à l'encontre des Lutheriens. ^c Neantmoins ladite Ordonnance n'en baille aux Juges Ecclesiastiques ou Royaux, que la façon & instruction des procès quant esdites heresies, & en reserue la diffinitue à la Cour.

Toutesfois il sembloit estre bien equitable, qu'ou le Juge par le procès criminel verroit clairement l'accusé n'estre coupable, qu'apres son procès fait & parfait, il pourroit l'eslargir: pource que ce seroit grande rigueur, que celuy duquel il apparoitroit de l'innocence, ou qui ne seroit trouué coupable, souffrist le deshonneur & le dommage d'estre mené, ou aller prisonnier, ou en personne à la Cour, comme celuy qui seroit trouué coupable: mesmement qu'on void plusieurs qui conuertissent à mal ce qui auoit esté ordonné à bonne fin: & qui quand ils ne se peuuent autrement vanger de leurs ennemis, ils inligneront secrettement le Procureur du Roy de l'accuser d'heresie, & luy bailleront les

Informations, & feront venir tesmoins, & toutes autres diligences de la poursuite, sous le nom du Procureur du Roy, à fin que si l'accusé ne peut estre convaincu dudit cas, il ne s'en puisse adresser à eux, quoy que soit que par mesme iugement d'absolution il n'y ait condamnation contre eux comme parties civiles, des despens de l'instance, & dommages & interests, de la detention personelle de l'accusé.

Et tout ainsi que c'est chose tres sainte de punir les coupables desdicts crimes, aussi est bien raisonnable de punir ces calumniateurs & en ce cas, & autres semblablement atroces, remettre en vſage la peine de Talion.

Au regard des blasphemateurs, les Ordonnances tant du Roy Loys douzieme, & que dudit Roy François faites contre eux, en attribuent aussi la cognoissance aux autres Iuges laycs & inferieurs pardeſſous les Royaux, & signamment aux Iuges laycs des lieux, où sont proferez lesdits blasphemies.

Quant est de Sortilege ou Sorcellerie, i'ay veu beaucoup de personnes laycs en estre ¹ pourſuiuies pardeuant les Iuges laycs inferieurs iusdicts, & aussi pardeuant les Iuges Royaux. Et entre autres vne femme accusee de sortilege par le commun ſame du pays, & d'auoir fait mourir des hommes & des bestes, & les auoir fait malades, & qu'elle auoit touché sur le col d'une femme à nud, laquelle faisoit bonne chere, & que tout incontinent elle se seroit sentie malade, & l'auoit deſſors declaré: & outre qu'elle auoit baillé du pain à vn ieune enfant, & que tout incontinent il seroit entré en fureur, & seroit precipité en vne riuiere illec prochaine. Et apres le procez extraordinairement fait, elle fut condamnée par le Seneschal de Maillezay à estre mise en torture, dont elle appelle pardeuant le Lieutenant criminel de Fontenay le Comte: qui confirme ladite sentence, duquel encores elle appelle. Et apres auoir esté ouye par sa bouche en la cause d'appel, par la Cour de Parlement il est dit que les prisons luy seront ouuertes, & l'Euesque de Maillezay condamné enuers elle aux despens desdites causes d'appel. Et fait ladite Cour ordinairement tels iugemens, dont plusieurs s'esmerueillent, attendu que par les ^k Loix ou constitutions de Constantin l'Empereur, qui estoit Chrestien, appert que tels sorciers peuvent nuire aux personnes par leur art magique. Et en auons vn exemple notable en Gaguin ¹ en la vie du Roy Loys Hutin, comment vn sorcier & sa femme, à la requeste de la femme d'Enguerrant, firent vn image à la semblance du Roy Charles de Vallois lors regnant, par laquelle le Roy fut fort affligé, & receut grand douleur. Et du regne du Roy François, dernier mort, quelques personages de qualité, pour auoir voulu attenter contre ledit Roy François vn tel cas, furent enuoyez aux galeres. Toutesfois ie n'ay ſceu autrement par quels iugemens ils y furent condamnez.

Il y a deux crimes desquels la cognoissance peut appartenir à vn Iuge Ecclesiastique ^m à l'encontre d'une personne laye. C'est à ſçauoir quand vn laye a fait excès en la personne d'un Clerc ou Prestre, pour le

4. De punir les accusateurs calomnieux.

5. Les Iuges laïcs non Royaux peuvent punir les blasphemateurs deprehendez en blasphemies.

6. Iuges laïcs ont aussi cognoissance des Sortilèges.

7. Deux crimes
dont les Iuges
Ecclesiastiques
cognoissent con-
tre les personnes
layes.

regard de la declaration de la peine du canon. *Si quis susdente diabolus.* 17. *question. 4.* par lequel il est dit que ceux qui excèdent vn clerc ou Prestre sont excommuniez de Droict. L'autre crime est Simonie, mais la cognoissance de ce crime vient plus incidemment en la cause d'un Benefice ou Office Ecclesiastique, que principalement, & peut à ce moyen tomber aussi bien pardeuant vn Iuge Royal en la complainte pendante pardeuant luy pour raison du possessoire d'un Benefice ou Office Ecclesiastique, que pardeuant le Iuge Ecclesiastique en la matiere petitoire du Benefice. Mais pardeuant le Iuge lay il n'est cogneu dudit crime, sinon à fin d'adiuger la possession à partie aduerse, & demander esse audit crime, non pas punir la partie qui l'a commise, des peines introduictes de Droict Canon.

ANNOTATIONS SVR LE CHAPITRE VII.

Des crimes dont la cognoissance, &c.

Lire premier des Institutions Forenses, Chapitre 24. & 25. & liure 3. Chap. 1.

b *Aufer. in Clem. 1. de off. ordin.* raconte plusieurs crimes, de quels les Iuges Ecclesiastiques & layes peuvent cognoistre indifferemment par concurrence. Nostre Auteur fait mention entre autres du crime de Sactilege. *Faber. in l. placet rationabilis. C. de sacr. eccl.* dit que le Iuge Ecclesiastique ou lay ne peut auoir la cognoissance. Aucuns toutes-fois tiennent qu'une personne ne peut estre punie par le Iuge d'Eglise, pour raison dudit crime de Sactilege, suiuant l'opinion de la Glosse, *in Can. 1. 2. q. 1. Innoc. in cap. cum sit generale, in vers. sacilegi extr. de for. comp.* Le crime d'vsure par les Ordonnances peut competer au Iuge lay, comme il sera dit cy-apres Chapite penultiesme: cōbien que selon aucuns il soit purement de la cognoissance Ecclesiastique. *Jacob. de Bello-visu. lib. 3. Prae. crim. cap. 24. Couarr. Var. Resol. lib. 3. cap. 3. & sup. 4. Decret. l. 1. C. 1. s. sent. §. vsura, num. 8. & quest. 37. num. 2.*

c Ceci est prins des Annotations. Pour les Sortileges, Voyez *cap. accusatorum §. sanē De haer. in 6. & ibi Cardin. Andreas Archidia. & Henr. Bohic. in cap. 1. De sortileg. Hostien-
sus in summa. Tit. de sortil.* En la 7. partie du stil de Parlement, par Arrest de l'an 1281. tel-
le cognoissance de Sortilege est attribuee à l'Euesque de Senlis, contre le Bailly du-
dit lieu ou son Lieutenant *Gregor. 1. lib. 7. Registri Epist. 66. ad lannarium.* Et depuis y a
eu Arrest contraire de l'an 1387. ainsi que recite *Ioann. Gallus quest. 241. Panormit. in cap.
cum sit generale. D. de foro compet. argum. l. 3. C. de malef. & mathem. & can. rex debet 24. quest.
5. Oldrad. Conf. 110. & Geminian. Conf. 54. Chopin. lib. 2. de Sat. Pol. num. Tit. 2. num. 12.* Il
sera parlé de ceste matiere cy-dessous au Chap penultiesme.

d Quelques impressions ont douze: mais les Annotations Latines, & les Editions
Françoises plus correctes portent onze: c'est vn erreur frequent: onze poui douze: &
en chiffre 11. pour 2. ainsi qu'il a esté dit ailleurs.

e 1523. 1554. 1540. & 1542. Henry 2. 1549. & 1551. art. 1. François 1. 1559. & 1560. Charles 9.
1560. & 1561. mises au premier liure de la Conference des Ordonnances Tit. 5.

f *Calumniantes ad vindictam posent similitudo suppliti, l. 10. C. de calumn. l. sancimus. C. de
peni. l. addictis. C. de epis. audiens Armenop. lib. 6. Tit. 9. §. 3. Ar. Slot. 6. Poli. cap. 5. Demosth.
contra Aristog. Tac. 5. Annal. Cic. pro Rosc. Amer. lib. 7. Cod. Visigothor. Tit. de indic. fur. l. 7.
Statuimus ut qui accusauit innocentem nam suscipiat, quam pateretur accusatus, si de crimine
fuisse conuictus. Diod. Sic. lib. 12. Escher. 68.* Et autres lieux cy-dessus citez, parlans de la
peine de Talion.

g 1510. François I. 1514. du 20 Mars 1521 & 1535. Chapitre douzième. art. 30. & autres mises au liu. 9. de la Conference des Ordonnances Royaux. Tit. 6.

h Guid. Pap. quest. 63. Notez que les blasphemes appartiennent à la cognoissance du Iuge lay ou d'Eglise. D.D. in cap. 2. de maleduc. Bartol. Socin. Conf. 119. lib. 4. Boer. Dec. 189. Couarra. 2. Var. resol. cap. 10. Ignat. Lopez in pract. crim. cap. 110.

i Oldradus conf. 209. & 210. Gemin. 54 ainsi qu'il a esté dit cy-dessus en la lettre c. Voyez les arrets mis à la fin du stile du Parlement Latin.

k L. 3. l. multi. C. de malefic. & mathemat. 5. August. lib. 10. & 18. de cluit. Dei, cap. 8. Canon. igitur genus diuinationis 26. q. 4. Idem August. lib. de natur. demonum.

l Liure 7.

m Il peut estre adiousté le crime d'heresie en consequence des Edicts des Rois, François premier 1540. Henry deuxiesme 1549. & François deuxiesme mil cinq cens cinquante neuf, & 1560. [Par Arrest de la Cour de Parlement de Paris du 7. Septembre 1537. fut ordonné que les Clercs non constituez en l'ordre de Prestre estoient trouuez estre tóbez en Heresie de Luther, ou dit & proferé quelque chose contre les saints Decrets ou costumes del'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, qu'ils seroient constituez prisonniers par les Iuges Royaux & leur procez fait & parfait, iusques à sentence de question ou definitiue, sans preiudice de l'appel, reserué l'execution au cas qu'il y ait appel de la question ou sentence definitiue. Et telles personnes ne seront renuoyees pardeuant leur Iuge d'Eglise. Mais si elles ont l'Ordre de Prestre, elles seront renuoyees à leur Iuge à la charge du cas priuilegié, & que le Iuge Royal fera present à l'instruction du procez, & baillera sentence sur ledit cas priuilegié.

n Nous parlerons cy-dessous du crime de Simonia, Chap. penultiesme.

EX QVIBVS DELICTIS CLERICVS apud regium iudicem conueniatur.

C A P. VIII.

SUPER hac autem flagitia cum clerico apud laicum vel regium tribunal de scelere licet ex postulare, quoties ob delicti immunitatem, aut viua antea acta in dignitatem, fordesce in ordinem redigi, sacrique consuetudinis priuilegiis meritis est exui, veluti si in legem Pompeiam de paricidis commiserit, si dominum vel domesticum, familiarémque veneno sustulerit, atque hac prioris generis sint exempla. Tamen si verò ex variis causis Pontificio iure clericum sacra dignitatu excideret priuilegiis, nonnulla tamen eorum apud nos exoluerunt. Quas igitur in hac tempora usus noster custoduit, perstringamus. Ex his autem una est, si clericus artem scenicam per annum exercuerit, eam venenquam deseruerit tertio interpellatus. Deinde si vestitus corporisque cultus non retinuerit decorum, pontificis decretis sancitum: aut capillos veritici ad modum constitutionibus illis praescriptum (orbiculi videlicet) non raserit: isque si indecore ita ornatusprehendatur. Tum si in polygamiam sit prolapsus, vel si viduam aut aliam à se, vel ab alio corruptam sciens duxerit in uxorem: vel si in uxoris ante nuptias illibata intemerataque adulterium publicitus diffamatum oculis transegerit conuiuentibus. Item si se ad sordidum illiberalémque quatum palam ex macello veluri comparandum dediderit: nec non si artificia, resque alias dignationis sacra ordini

Ex quibus delictis clericus apud regium iudicem conueniatur.

uision d'alimens & autres choses.

9. On peut appeller d'un Juge de-
niant ce qui est de son arbitre.



ENS VIT que nous declarations les crimes & les causes pour lesquelles ^a vn Clerc peut estre conuenu pardeuant vn Iuge lay ou Royal, Premièrement il y peut estre conuenu ^b en crimes enormes : comme s'il est accusé d'auoir occis son pere ou sa mere, ou' auoir par venin ou poison fait mourir son maistre ou autre duquel il estoit domestique : ou quand il a occis vn homme de guet à pens, & en l'aguettant en vn chemin ou autre lieu : combien qu'aucuns dient que ce est suffisant seulement pour priuer de l'immunité de l'Eglise, mais non du priuilege Clerical. Laquelle opinion ie ne trouue raisonnable. Toutesfois i'ay veu renuoyer à l'Eglise plusieurs Clercs mariez ^c accusez de Fausse monnoye. Secondement quand vn Clerc a merité estre priué de son priuilege Clerical. Ce qui aduiet pour plusieurs causes. Sçauoir est, si par long temps il n'a porté habit Clerical, ^d ains habit contraire, comme robbe ou autre accoustrement de corps miparty & bigarré : mais il faudroit qu'il y eust trois monitions precedentes de laisser tels habits deshonestes par leurs Prelats ou Euefques. Et encores aucuns tiennent que ce auroit lieu seulement quant aux Clercs mariez,

1. Vn Clerc est
priué de son pri-
uilege en crimes
enormes.

Car il conuient entendre, qu'un Clerc marié retient seulement vn priuilege de Clericature par la commune vñance de ce Royaume : ^e qui est qu'il ne peut estre conuenu en cause criminelle pardeuant vn Iuge lay ou Royal. Et s'il y est conuenu, il sera renuoyé pardeuant son Iuge Ecclesiastique : mais vn Clerc solu ^f ayant simple tonsure, iouyst encores auourd'huy en ce Royaume d'immunité de Tailles, & autres subfides : ce que n'a vn Clerc marié. Mais pour venir à nostre propos, aucuns tiennent qu'un Prestre pour porter habits indecens n'est point priué. Neantmoins ie serois d'aduís contraire, & qu'il deuroit pour le moins estre aussi tost priué de son priuilege, quand apres trois monitions il ne laisseroit les habillemens deshonestes : car il fait plus grand scandale à l'Ordre Clerical, que ne fait vn Clerc tonsuré.

2. Vn Clerc ma-
rié ne retient son
priuilege que
quant à estre
renuoyé par de-
uant son Iuge
Ecclesiastique
en cause crimi-
nelle.

Aussi i'ay veu renuoyer plusieurs Clercs mariez à l'Eglise, jaçoit qu'ils eussent porté habillement non conuenans à leur Ordre : car on a regard à la mutabilité & changement d'habillemens, qui aduiet par chacun iour en ce Royaume : car il n'y a nation si inconstante en maniere de vestemens que la Françoisse, ainsi que dict tref-bien Gaguin en la vie de Philippes de Valois. Tellement qu'au temps d'iceluy Roy, on eust dict à voir leurs habillemens, qu'ils estoient tous batteleurs. Et auons veu par experience aduenir par plusieurs fois ce que reprenoient les amis d'Alexandre le Grand en luy, quand il print la maniere des vestemens des Roys de Perse : car ils luy disoient que quand on prend les

3. Les Clercs
renuoyez à l'E-
glise, nonobstant
qu'ils eussent
habillemens de
personnes layes
de leur estat.

AAAaa

fortes d'habillements d'une nation, l'on est en brief rendu subiect à ladicte nation : & que ce n'estoit chose bien seante, que le vainqueur print les manieres d'habillements du vaincu. Voire Marius Capitaine Romain disoit, qu'il ne vouloit apprendre les lettres Grecques, parce que les maistres d'icelles seruoient & estoient subiects à autres. Mais c'estoit le dire d'un homme ignorant les lettres Grecques : car les lettres ne font pas cause de faire reduire les gens en feruitude, ains par le contraire elles baillent liberté, pour le moins d'esprit & entendement. Toutesfois quand par le moyen du grand estude des lettres on vient à tomber en oisiveté, & qu'on ne s'exerce point à l'art militaire, ou en quelque labour corporel : de ceste oisiveté ensuit vne moleste, & diminution de force corporelle, par laquelle on n'est pas si aspre aux labeurs. Parquoy fauts'exerciter aux deux mediocrement : & qu'on nes'addonne tellement à l'un qu'on l'aisse l'autre entierement.

4. L'habillemēt
constituoit en
possession de Cle-
ricature.

Pour reprendre la matiere qu'auons laissée, l'habillement du Clerc est de telle consideration, que si vn Clerc auoit esté prins en habillement indecent, le Iuge lay pouuoit & cognoistre s'il estoit Clerc, & s'il deuoit estre tenuoyé pardeuant son Iuge Ecclesiastique ou non, mais s'il estoit prins en accoustrement decent, il falloir le renuoyer pardeuant le Iuge d'Eglise, pour cognoistre & decider si le Iuge Ecclesiastique ou lay cognoistroit du delict & de la Clericature, ou non : car l'habillement constitué le Clerc en possession de Clericature, ou non, comme il fut dict par l'Arrest cent quatre-vingts quatre, des Arrests en Latin mis à la fin du Stile de la Cour de Parlement escrit en Latin, où il est dict que telle cognoissance de cause doit estre faicte avec le Procureur du Roy, ou luy appellé : autrement la procedure ne vaut, & sera declaree nulle, si ledict Procureur du Roy en appelle.

5. Bigamie pri-
ue du priuilege
de Clericature :
Et comme en en-
sout Bigamie.

Semblablement si vn Clerc est Bigame, sçauoir est, qui a esté marié avec deux femmes, ou avec vne femme veufue cogneuë^h charnellement de son premier mary, ou qui scientement s'est marié avec vne putain, ou autre femme, laquelle il sçauoit auoir esté cogneuë charnellement par autre, ou s'il souffre la femme adultere, ou en est macquereau, il perd son priuilege de Clericature. Combien qu'aucuns tiennent qu'un Clerc pour se pouser vne femme cogneuë charnellement par luy, ou par vn autre, pourueu que ce ne soit par mariage, il ne perd son dit priuilege. Laquelle opinion comme plus fauorable semble meilleure d'autant que facilement on^k ne doit priuer de ce priuilege. Toutesfois elle ne me semble raisonnable, par ce que ven que mariage qui est conionction licite, rend l'homme bigame, & le priue dudit priuilege, à plus forte raison se doit faire en vne conionction illicite : plus si le Clerc a fait train de marchandise vile & sordide, comme s'il a esté Boucher, ou Chirurgien, ou de quelque mestier mecanique, & qu'il ait delinqué en ce mestier, il en pourra estre puny nonobstant son priuilege.

6. Les Officiers
Royaux ayans
charges de cri-
minalité perdēt
le priuilege de
Clericature.

Parceillement les Officiers Royaux ayans^l charge [de criminalité delinquans en leurs Offices ne iouissent du priuilege de Tonifure,] comme

il a esté octroyé au Roy François premier de ce nom nagueres decedé par le Pape Clement septiesme de ce nom. Lequel octroy auroit esté leu & publié en la Cour de Parlement à Paris le 20. iour d'Auril 1531.

En outre si le Clerc a esté à la solde du ^m Roy pour le fait de la guerre, ou s'il s'est trouué plusieurs ribleries, bateries, & homicide, ou fait mestier d'estre à qui plus luy donne pour faire excez esdits cas, & chacun d'eux il deschoit de son dit priuilege.

Aussi le Clerc auant qu'il luy soit fait raison de son Renuoy, és cas ésquels il doit estre renuoyé pardeuant son Iuge Ecclesiastique, peut & doit estre condamné par le Iuge lay ou Royal ⁿ prouision d'aliments & medicaments, ou pour la nourriture d'une fille qu'il aura engrossée & de son fruit procréé de son fait. Et à payer ladite prouision sera contrainct par saisie & vente de ses biens meubles & immeubles, & emprisonnement de sa personne, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudices d'icelles. Mais il ne doit pas tenir prison pour ladite prouision en Cour laye, mais en la Cour de son Diocésain ou Euesque.

Et iacq' qu'aucuns dient qu'il est arbitraire d'adiuger ladite prouision ou non : toutes-fois s'il ne l'adiuge, la partie ciuile demanderesse en peut appeller, & par le Iuge suzerain ladite prouision sera adiugée, car combien qu'on die n'estre permis appeller du Iuge deniant faire ce qui est de son Office : neantmoins on peut en appeller, à fin de faire reformer le iugement par le Iuge superieur, & qu'il face de son Office ce quel'inférieur pouuoit faire & n'a fait.

7. Clerc soldat ayant receu la solde perd son priuilege.

8. Le Clerc auant qu'estre renuoyé doit estre condamné en la prouision d'aliments & autres.

9. On peut appeler d'un Iuge deniant ce qui est de son arbitre.

ANNOTATIONS SUR LE CHAP. VIII.

Des crimes & autres cas pour lesquels le Clerc, &c.



CLERICI apud proprios Episcopos agant. Nouell. 83. § 1. où il fait Clericorum crimina alia ciuilia, alia ecclesiastica : & alia sunt crimina vel delicta communia, alia militaria, l. 1. D. de vet. succ. Conc. Tarrac. 4. Et Matificensi, cap. 7. La cognoissance des crimes commis par les Ecclesiastiques est reseruee à l'Eglise : sinon qu'il fust question de furt, d'homicide ou d'enchantement. Ce qui a depuis esté aucunement changé pour les crimes priuilegiez, ésquels il est besoin imposer peine capitale, & dont la cognoissance appartient au Iuge Royal. Can. clericum 11. q. 3. cap. as si clerici, cap. nouit ille. De iudic. extra, Glossa in cap. cum sit generale eod. tit. Gwrd. Pap. Dec. 362. Chassan. in Cons. Burg. Tit. Si aucun cōmet simple larrecin. B. ér. Dec. 297. num. 1. 4. 6. & 7. Sulpis. Seuer. lib. 2. Sac. hist. nouum est & mauditum nefas, vt causam ecclesie inde seculi iudicaret. La Cour de Parlement seule a puissiance sur les Euesques accusés de crime, & non les Iuges Royaux. Arrest à ce propos du 26. iour de Ianuier 1532. contre l'Euesque de Xaintes, recité par nostre Auteur cy-dessous. Laicus in laico, Ecclesiasticus in Ecclesiasticis habeat notionem. Bald. in Auth. Clericus C. de Episcop. & clericis. La distinction des Iurisdicions est prinse : Ex can. duo sunt genera. 12. q. 1. Castiodor. 1. Var. Epist. 9. Sed quoniam & ipsi clericatus nomine fungebantur, ad sanctionem vestre iudicij cuncta transmissum ordinanda. Idem lib. 8. Var. Epist. 24. Itaque flebilis auctoritas causamini, hic fuisse longe consuetudinis institutum, vt si quis sacrosancta Romana ecclesia seruientem aliqua actione pulsandum, ad supradicta ciuitatis Antistitem negotij suum distinsu occurreret. Idem lib. 3. Var. 37. Epi. Causarū vestrarū qualitas vobis debet iudicibus terminari.

A A A a a j

unde expectanda magis, quam imponenda iustitia. Inter capitul. Caroli Magni, lib. 1. cap. 38. *Vs clericis ecclesiasticis ordinibus, si culpam incurrerint, apud ecclesiasticos iudicentur, non apud seculares.* Et lib. 5. cap. 127. *Sancitum est ut nullus, Episcopum, aut sacerdotem vel clericum apud iudices publicos accusare presumat, sed apud Episcopos.* Et lib. 6. cap. 155. *nullus ex ordine clericorum in conspectu proprio Episcopo ad iudicem secularem pergat, &c. neque criminale negotium in iudicio seculari proponere audeat.* Vide Nouell. 123. §. si quis l. cum clericis 25. l. quicumque. C. de epis. Et cler. Et apud Gratianum 11. q. 1. per titum Et 15. q. 7. Et 8. D. Ambros. lib. de fug. a seculi, cap. 2. *Nescis Ecclesia publicas leges, suas nouit.* Notez toutesfois que les Iuges d'Eglise ne peuuent donner sentence de mort, ainsi qu'il sera dict cy dessous, suiuant les canons, cap. clericis. cap. sententiam sanguinis. Ne cleric. vel monachi secul. negot. cap. in archiepiscopatu extr. de raptorib. cap. si aliquis. De homicidio. Abbas in d. capit. sententiam, cap. postulasti, cap. accusasti, extr. de accus. [D. Augustin. Ep. 54. ad Macedonium. Holdebertus Epist. 10. intertextu Bibliotheca Patrum Tomo. 3. Reos tormentis afficere vel supplicis extorqueri confessionem, censura curia est, non Ecclesia disciplina. Vnde Et ab eis animaduersione abstinere debuisti, quem pecunias tuas suspicari apportasse. Neque enim carnes ex eis, sed sacrifici: pro reu quidem, sed non reos in molare constituitur.]

b *Aufer. in repet. Clem. 1. De Offic. ordin. recite tous ces cas exprimez & contenus par ce Chap. 8. Et Chaslan. in Consuet. Burg. d. tit. Si aucun commet simple larcin. Vide cap. unic. De homicid. in 6.*

c Les Ordonnances sont contraires. Car François 1. 1540. art. 38. & Henry 2. 1549. art. 20. en ont disposé autrement en ces mots. Suiuant l'Indult de nostre S. Pere, & Ordonnances de nos predecesseurs: par lesquelles, si aucuns de nos Officiers sont trouuez delinquans en leurs offices, ils doiuent estre prieuz de leurs Clericatures: Declarent que les Maistres, Gardes, Tailleurs, Esclayeurs & Contregardes de nos Monnoyes, & pareillemēt les Preuosts, Ourriers & Mōnoiers d'icelles, Changeurs, Orfeures, Affineurs, & Departeurs, qui ont serment à nous, ensemble tous faux Monnoyeurs, Rōgneurs & Billōnneurs, ou leurs receleurs, ne seront receus en cas de delict commis au faict de nos Monnoyes, à alleguer ny eux ayder d'aucunes lettres & priuileges de Clericature ny a requerrir estre rēdus aux Iuges d'Eglise: mais fera procedēte contre eux par nos Iuges à la punition desdicts crimes, selon l'exigēce d'iceux. Voyez le liure 11. de la Conference des Ordonnances Tit. 6.

d *Guid. Pap. Dec. quasi. 138. monstre quels habits sont decens aux Clercs, & autres personnes Ecclesiastiques, & en quels cas ils perdēt le priuilege de Clericature Glossa in cap. transmissa. De electioe. Bald. in l. si qua per calumniam. C. de epis. Et cler. cap. si iudex l. ius. De sens. excomm. in 6. Clem. 2. de uisā Et hon. cleric. cap. 1. De cleric. coniug. lib. Talis presumitur, in quali habitu reperitur, l. item apud. §. si quiu virgines. D. de iur. d. cap. si iudex. De sens. excomm. in 6. Panormit. in cap. tua nos De homic. Boer. Dec. 204. Alex. Conf. 8. Vol. 1. Conf. 149. Vol. 6. Luc. lib. 17. Arrest. Tit. de Pont Max. Aufer. Dec. Thol. quasi. 12. 104. 144. & 252. Voyez l'Arrest de l'an 1384. recitē par Papon, liure 1. des Arrests. Tit. 5. Arrest 41. 42. & 48. L'Ordonnance de Philippes de l'an 1274. mise au 4 Tit. de la Conference des Ordonnances, liure 1.*

e Ce qui suit est tiré des Annotations mises sur le Chapitre neuuesme de ce liure 3. f Par les Ordonnances de Charles 9. 1563. Art. 21. 1566. Estats de Moulins Art. 40. & 1. Declaration sur ladite Ordonnance 1566. Art. 8. & 1571. Art. 14. mises au premier de la Conference des Ordonnances Tit. 4. En quelque matiere que ce soit, civile ou criminelle, nul ne pourra iouir du priuilege Clerical, soit pour estre delaisné & rēdu au Iuge d'Eglise, ou pour autre cause, s'il n'est constitué es Ordres sacrez, & pour le moins Sous Diacre ou Clerc Beneficié, ou quellemēt resident & seruant aux Offices & ministeres qu'il tiēt en l'Eglise, ou escoliera quellemēt estudiant: ce priuilege est personnel: tellement que si vn Prestre est conuenu pardeuant son Iuge d'Eglise avec vn lay sur mesmes charges & informations concernant mesmes crimes, ledict lay demandant son Renuoy, sera tenuoyé, ainsi qu'il fut iugé par Arrest donné à la Tourneille le 6. iour de Ianuier 1575 sur vn appel cōme d'abus, lequel fut recen fur le dery de Renuoy fait par le Iuge d'Eglise. Au reste ce qui suit dans le texte François touchant la diuinité des habillemens est tiré des Annotations.]

g Voyez ce qui a esté cy dessus.

h Cela est pris des Annotations.

i *Aufer. Dec. Thol. quest. 64. 2532. 54. & 255. est de contraire aduis : & in Clem. 1. d. Offic. ordin. Chassaneus in Consuet. Burgund. Tit. de Conscript. cap. vnic. de clerc. coniugato in 6. apud nos non servatur, ut clericus etiam coniugatus non possit de crimine appellari apud laicum iudicem : sed in causa civili. Aliter enim moribus nostris.* Et en l'Arrest du 11. iour de Decembre 1534. recité au Chapitre neuvesime suivant, l'accusé avoit femme & enfans. [*Et Boer. Dec. Burdegal. quest. 69. fait mention d'un Rescrit octroyé au Roy François I. par le Pape Leon dixiesme du nom, en date du 21. iour de Septembre 1526. ainsi faut-il lire, & non pas mil cinq cens six: car ne le Roy François en ladite annee n'estoit regnant, ny Leon X. Pape, & portoit tel privilege, qu'il estoit loisible au Iuge Royal prendre & punir les Clercs qui seroient trouvez lors & au temps du delict, & par quatre mois auparavant n'avoit porté Tonfure, n'habits decents, avec inhibitions & defences à tous Euesques & à leurs Vicaires de n'entreprendre aucune chose au contraire, sur peine d'interdiction ou suspension de divers offices. Il est ordonné que tel Rescrit sera leu & publié les trois premiers Dimanches perpetuellement au lieu des trois monitions introduictes par le Droit Canonique. Le Pape a peu ordonner que les Clercs seroient aduerts en general. Abbas Sicul. & Felin. in cap. quoniam frequenter. §. 71. ut lite non contest. in antiq. Et quand tels Clercs sont mis entre les mains du Iuge lay, ores qu'ils ayent porté Tonfure & habit Clerical, il n'est besoin d'urser de Degradation. Abbas Sicul. in cap. in audientia de sent. excomm. in antiq. & Ioannes de Annania in cap. 1. de homicid. Aufer. in comment. dict. Clem. 1. de offic. ordinarij. Tellement que les Clercs estans accusez de grands crimes atroces ne doivent pas iouyr de leur privilege, ny des franchises & immunitéz de l'Eglise. Ioan Fab. Bartol. Bald. & Salic. in l. 1. C. de hiis qui ad Eccl. confugiunt. & DD. in cap. inter alia. De immunit. Ecclesiar. Tels sont les Blasphemateurs du saint nom de Dieu, de la Vierge Marie, & autres Saints, heretiques, Apostats, Juifs & autres, n'estant en l'Eglise Catholique & Apostolique, sinon qu'ils fussent refugiez dans vne Eglise pour estre catechisez, ce ux qui ont tué de guet à pens, notatur in cap. 1. de homicid. Mais les excommuniez & mis hors del'Eglise, & ceux qui ayant brisé les prisons le refugient dans l'Eglise, iouissent de l'Immunité & Franchise, suyvant nostre vlsance & pratique ordinaire receüe en France, comme dict Boer. Dec. Burdegal. 110.]*

k *Multa iam facta perdurant & conservantur qua faciendi iura impedirentur.* Notant DD. in l. patre furioso. D. de hiis qui sunt sui vel alien. iur.

l Ceci est pris des Annotations. Et ce qui est mis dans le texte François n'est pas beaucoup different du Chapitre, *Sententiam, extra. ne Cleric. vel monachi.* Au reste si le Clerc produit quelques pieces qui sont maintenues de faux, le Iuge lay en cognoistra, comme estant vn delict privilegié. Arrests de la Cour, du 29. Aoust 1545. & du 15. iour de Juin 1559. confirmatif de la sentence du Prevoist de Paris: par laquelle vn Prestre fut condamné à faire amende honorable au parquet civil du Chastelet, pour la fauconet par luy commise en vne procuration pour resigner vn Benefice. Charondas 1. des Pandectes Chap. 11.

m *Aufer. in d. Clem. 1. de Offic. ordin. Secus, en la defense de sa ville ou de son pays.*

n *Hippolyt. singul. 70. tradit iudicem laicum quantum ad summariam cognitionem postulant, de re spirituali sacræque posse cognoscere.* Ludovic. Rom. Consil. 173. est de mesme aduis. o Ioann. Gall. quest. 154 & 159 tient en cas pareil, que le Clerc peut estre detenu prisonnier iusques à ce qu'il ait payé l'amende.

p C'est l'opinion d'*Aufer. in d. Clem. 1. de Offic. ordin.*

q Cela est pris en partie des Annotations de nostre Auteur, & en partie du Commentaire de la Pragmatique sanction. Tit. de friuol. apell. §. quodque, in verbo, *Comdemnatur. Felin. in cap. exceptionem, num. 5. extr. de exception. recite plusieurs opinions contraires sur ce subiect. Mais nostre Auteur au texte François, & es Annotations Latines, les accorde fort à propos. [Vide Cardinal. in cap. extenore de testibus. in antiquis &*

Innocent. in cap. cum Ioannes de fide instrument. & Felin ad dict. cap. ex tenore.] Au reste il faut noter encorres que si quelqu'un a commis un crime auparavant que d'estre promu aux saintes Ordres, il ne doit iouir du Privilège Clerical, iugé par plusieurs Arrests, mesmes le 11. iour de May 1407. contre un nommé Jean de la Mothe: & depuis au mois d'Aoust 1584. ainsi qu'il est aussi recité par plusieurs. Charond. 7. des Resp. chap. 3.

QUOMODO CLERICVS AD PON- tificium iudicem remittatur.

CHAP. IX.

*Quomodo cleri-
cus ad pontificium
iudicem remit-
tatur.*

SED antequam pregrediamur, neutiquam fueris superuacaneum, quæ his confinia maxime sunt, adnectere. Edisseramus igitur quonam pacto ad pontificium forum clericus sit ablegandus. In quo quidem præcipue adiuget clericum, ut sacri ordinis probatoriam scripturam per seipsum proferat: etenim ne hilum quidem ei concedet per procuratorem id expedire: etiam si sta duntaxat sit accitus, ut ore proprio, non autem ex vinculis causam dicat. Quævis verò generaliter enunciauerimus, accusatum non esse admittendum ut per procuratorem fori opponat prescriptionem: id tamen specialiter admonitum studuimus, ansam dubitandi amputaremus, quam aliquis propterea forsitan arripere, quod clericus fori privilegio se abdicare nequit expresso consensu, nedum tacito. Verbi autem reus documentis literariis se clericum ostendit, ea aduersario edenda statuuntur. Quod si nihil causetur cur reus sacri ordinis privilegio non debeat adiuvari omnino ad Pontificium iudicem dimittendus est: una cum admissi elogio: nisi quicum criminis ad regiam iurisdictionem pertinentis insimulatur. Enimuero tum sic accusatum ad Pontificium forum amandabit, ut salva (quantum ad regiam vindictam spectabit) sit flagitij persecutio. Itaque Pontificius iudex adscito regio sum procuratore cum iudice reum peraget, dicent que simul sententiam: nempe iudex regius criminis suam iurisdictionem contingentis nomine, Pontificius autem delicti ordinarij respectu. Atqui regius iudex clerici corpus suplicij alicuius nota inurere non potest: sed multam duntaxat infligere, donecque ea soluta sit, eum iubere in vinculis continendum, & manum publicè in eius res qua soli existunt, injiciendam. Denique eum ab omni regio laicòque munere vel magistratu amovendi, aditumque ad ea in posterum præcludendi ius habet. Nec tamen iudex regius sibi licere arbitretur ut reum clericum de crimine commissi percötetur atque interroget, posteaquam illa eum ablegauerit conditione, aut aliud quicquam contextus iudicialis in eum exerceat. Verum si Pontificius iudex à regio iudice vel procuratore rogatus, super quibusdæ capitulis reum interrogare neglexerit, aut illis inuitis eum ampliauerit, reatuque soluerit: regius procurator ab ea re tanquam ab abusu rectè ad supremam curiam haud perperam pronocabit. Nec sanè regio iudici permittitur sic comprehendatū in carcerem (quo liberatus est) pristinum conijcere: atque etiam Pontificius iudex procul à tribunali suo illum prehendendi potestate deficiat, necnon in ius eum vocandi per apparitores suos in publicis plateis, visua quidem voce: sed scire eum ritè in iudicium accerferet. Verum ne ex eo delicti caperetur impunitas, iudex Regius familiam suam ad decreta Pontificij iudicis exequenda commodare cogitur. Alioqui si rogatus id abnuat, Pontificius iudex ab illa abnegatione, sicuti ab abusu probe appellabit.

DU DELICT COMMUN, ET CAS PRIVILEGIÉ : ensemble de tout ce qui en depend :
mesmes des Appellations interjectées
du deny de Iustice.

CHAP IX.

1. Deux sortes de delits ou crimes, delict commun & le Cas privilegeié.
2. Delict commun.
3. Cas privilegeié.
4. Comment se doit faire le proces quant au Cas privilegeié & delict commun.
5. Si le Iuge d'Eglise interroge mal un prisonnier Clerc renuoyé à la charge du Cas privilegeié, comment le Iuge Royal & Procureur du Roy y peuvent pourvoir.
6. Quelle Sentence le Iuge Royal doit bailler quant au Cas privilegeié.
7. Punition du delict commun n'empesche la punition du Cas privilegeié.
8. Eslargy quant au delict commun ne peut estre restrainct par le Iuge Royal.
9. Remede pour pourvoir quand les officiers Royaux ne veulent assister quant à la façon du proces pour le Cas privilegeié.
10. De l'Appel cōme de deny de Iustice des Iuges Royaux & Ecclesiastiques.
11. Appel comme de deny de Iustice du Iuge Ecclesiastique quand se releue en Parlement.
12. Separation du delict commun & du Cas privilegeié.
13. Si le Iuge Ecclesiastique & Royal doyent pas bailler Sentences ensemble.
14. Le Iuge du delict cōmun peut condamner es despens dommages & intersts de l'instance pour son regard.
15. Le Procureur du Roy peut assister en un proces renuoyé pardevant le Iuge d'Eglise, sans la charge du Cas privilegeié.
16. Le Iuge d'Eglise, hors son prettoire ou Siege de sa iurisdiction ne peut faire mettre à executiō Decret de prinse de corps, ne transporter un prisonnier par iurisdiction temporelle, sans le congé du Seigneur ou de son Iuge.
17. De l'imploration du bras seculier.
18. Privilege du Roy & des communities du Royaume, de ne pouoir estre mis à Cex ou à irreduct de divin service ou excommunication.

19. Le Juge lay ne peut punir vn Clerc en sa personne.

20. Degradation des Prestres.

21. Priuilege de l'Euesque de Paris quant au renuoy qui luy doit estre fait de tous Clercs estans en la Conciergerie dudit lieu.

22. L'Euesque n'est tenu bailler Vicaire hors le lieu de son siege

indiciaire.

23. Cas special auquel l'Euesque est tenu de bailler Vicaires hors de son Diocese.

24. Le Clerc appellant du Juge Royal est renuoyé à son Juge d'Eglise, sans vider l'Article d'Appel: ains est la procedure mise au n eant.

1. Deux sortes de delict ou crimes
delict commun
& le cas priuilegié.

2. Delict commun

3. Cas priuilegié.

4. Comment se doit faire le proces quant au cas priuilegié & delict commun.



Vant que passer plus outre, est besoing declarer comment vn Clerc ou Prestre est renuoyé pardeuant son Juge Ecclesiastique. Surquoy faut entendre qu'il y a deux genres & manieres de delicts & crimes: ^a car il y a delict commun & Cas priuilegié. Le delict commun est comme homicide, ou autre crime: Et le Cas priuilegié est le port d'armes, l'assemblée illicite, & generally les autres cas & crimes cy dessus declarez, desquels la cognoissance appartient aux Juges Royaux seuls. A ce moyen quand le Clerc demande estre renuoyé, il faut que les demâdeurs demandēt à voir ses b lettres c de Tonsure ou d'autre Sainct Ordre, & icelles veuës, si elles sont en bonne forme, scauoir est signees du secretaire ou Greffier de l'Euesque ou du Suffragant, il faut que les demâdeurs aduisent s'il y a cas priuilegié ou non. Et s'il y a Cas priuilegié, faut qu'ils consentent qu'il soit renuoyé à la charge du Cas priuilegié, & de non l'eslargir iusques à ce qu'il soit decisi du Cas priuilegié.

Et le Renuoy ainsi fait, d le Juge Ecclesiastique oyte le Clerc, & recole & luy confronte le tesmoings, & fait tout le proces criminel, assistant avec luy le Juge Royal, & aussi le Procureur du Roy ioint avec le Promoteur des causes d'Office. Et ainsi fut fait vn Renuoy par Arrest de la Cour de Parlement à Paris le 11. iour de Decembre 1534. ce requerant feu monsieur maistre François de Monthelon lors Aduocat du Roy, qui depuis fut second President, & est mort Garde des Seaux de France: des loiianges duquel est mieux setaire, que d'en parler peu, & non pas si dignement qu'elles le requierent. Par lequel Arrest fut renuoyé vn Clerc pardeuant l'Euesque de Luçon à la charge du Cas priuilegié. pour lequel assisteroit le plus prochain Juge Royal dudit lieu de Luçon, appelé aussi le Procureur du Roy. Lequel Juge Royal decideroit dudit Cas priuilegié, & assisteroit à la Sentence qui seroit donnee sur le delict commun & inhibition faite audit Euesque de non eslargir, iusques à ce qu'il fust decisi dudit Cas priuilegié. Mais le Juge Royal ne peut faire pareille inhibition ne aussi inionction de terminer ladite cause dedans certain temps, ainsi que par fois fait la Cour: car ledict Juge

Juge Royal n'a aucune puissance sur l'Euesque, où la Cour y a puissance: pourautant que c'est vn corps compolé de gens d'Eglise, & de layes.

Et ne peut le Juge Royal^e pour sur les Informations, ne faire autre interrogatoire au Clerc renuoyé. Toutesfois par conuenance des Juges Ecclesiastiques bien souuent il se fait, mais s'il voit que le Juge Ecclesiastique n'oye & interroge bien le prisonnier, il peut le sommer de l'interroger ou le faire sommer par le Procureur du Roy. Et si le Juge Ecclesiastique est refusant ou delayant, le Juge ou Procureur du Roy en peut appeler comme d'abus.

Mais peut le Juge lay donner sentence sur le Cas priuilegié, & priver l'accusé de tous^t Offices Royaux, confisquer ses biens immeubles, & le condamner en amende pecuniaire, mais non pas en honorable: toutesfois la Cour le peut bien condamner à amende honorable, comme elle faict ordinairement, par ce que comme dict est, c'est vn corps mixte.

Et si vn Clerc a esté puny simplement du delict commun, il peut bien estre puny par le Juge Royal quant au cas priuilegié.^s

Mais s'il a esté renuoyé quant audict delict commun à la charge du cas priuilegié, & qu'au moyen de ce que le demandeur partie civile n'a fait diligence de fournir des Officiers Royaux pour le Cas priuilegié, le defendeur ait esté eslargy quant au delict commun, le Juge Royal ne peut plus le faire constituer prisonnier ou restringre: voire fust le Renuoy faict à la charge de non eslargir, iusques à ce qu'il fust decisi du Cas priuilegié: car cela s'entend, pourueu que les demandeurs facent diligence de fournir des Officiers Royaux pour assister à la façon du proces criminel.

Et veü que lesdits Officiers Royaux, ne les demandeurs ne font leur deuoir, le Juge d'Eglise peut faire le sien. Toutesfois est le plus seur de sommer le Juge Royal, & le Procureur du Roy,^h de se trouuer és iours assignez pour faire l'audition & interrogation du prisonnier, & les recolemens & confrontations des testmoins: autrement, que leur absence non obstant, sera procedé par le Juge ecclesiastique comme de raison. et est le meilleur, que ladite sommation soit faite par vertu du mandement dudit Juge ecclesiastique.

Et si le Juge Ecclesiastique & le Royal ne veulent faire expedition au prisonnier renuoyé, comme il aduient souuent: faut apresⁱ trois interpellations ou sommations à eux faictes à la requeste du prisonnier de luy faire expedition de iustice, se porter appellans comme d'abus formellement en la Cour de Parlement du deny de iustice, tant du Juge Royal, que du Juge Ecclesiastique. Et ne faut intimer l'Official, ou autre Juge Ecclesiastique, ains l'euesque duquel il a l'Office de iudicature en ladite cause d'appel, comme les Seigneurs desquels les Juges desnient faire iustice: comme cy dessus^{*} nous auons dit au second liure. Et au regard des parties civiles aduerses dudit appellant, il faut les som-

BBBbb

5. Si le Juge d'Eglise interroge mal vn prisonnier Clerc renuoyé à la charge du cas priuilegié comment le Juge Royal, & Procureur du Roy y peuvent pouruoir.

6. Quelle sentence le Juge Royal doit bailler quant au cas priuilegié.

7. Punition du delict commun n'empesche la punition du cas priuilegié.

8. Eslargy quant au delict commun ne peut estre restringt par le Juge Royal.

9. Remede pour pouruoir, quand les Officiers Royaux ne veulent assister quant à la façon du proces pour le cas priuilegié.

10. De l'appel comme de deny de iustice des Juges Royaux & Ecclesiastiques.

Conseillers de la Cour commis par icelle cognoissent du cas priuilegié & l'Official du delict commun, lesdicts Conseillers peuuent, quant au cas priuilegié, liberer ou eslargir l'accusé, combien que l'Euesque ou son Official le contredie.

Peut semblablement ⁿ le Procureur du Roy assister & se rendre partie denontiatereffe en vne cause renuoyee pardeuant le Iuge Ecclesiastique: voire sans la charge du cas priuilegié, pour obuier à collusion, mesmement quand est question d'un subiect & iusticiable du Roy excédé, ainsi qu'il est contenu par l'Arrest 184. mis és Arrests Latins du Stile de Parlement en Latin. Et à plus forte raison peut le Procureur du Roy bailler ses conclusions contre le Clerc accusé & renuoyé à la charge du cas priuilegié: car pour neant il y deuroit estre appellé, s'il ne pouuoit bailler les conclusions quant audit cas priuilegié.

Mais le Iuge d'Eglise ne peut faire prendre au corps vn Clerc hors son pretoire ^o ou lieu auquel ordinairement il sied pour exercer sa iurisdiction. Voire ne le peut transporter de lieu en autre sans lettres Royaux^p le permettant: lesquelles il faut qu'il face signifier au Baillif ou Seneschal du lieu, par lequel il veut le transporter. Et quant au premier, il en fut dit par Arrest du vingt-deuxiesme iour de Novembre 1530. Et quant au second, en y a Arrest aux Arrests colligez par maistre Iean le Coq en la question 35. au 2. notable.

Mais le Iuge Royal est tenu de luy impartir l'ayde de son bras^r secular en l'implorant par le Iuge Ecclesiastique. Et baillet mandement à ses Sergens d'excuter le Decret de prinse du corps ou sentence du Iuge d'Eglise. Et si le Iuge Royal ne luy vouloit bailler ledit mandement il faudroit que le Iuge Ecclesiastique en appellast comme d'abus formellement en la Cour de Parlement: car nous ne receuons en France ce qui est permis de Droit Canon, ^r sçauoir est qu'il puisse defendre sa iurisdiction à l'encontre des Iuges ou personnes layes^r par inhibition avecques censures Ecclesiastiques & excommunication.

Tout ainsi que ⁿ par priuilege octroyé par le Pape au Roy de France, le Pape ne peut excommunier le Roy, ne les villes & communitez du Royaume, ne les soubmettre à Cez, sçauoir est leur interdire la celebration du diuin seruice: aussi les Iuges Ecclesiastiques ne peuuent excommunier les personnes layes, sinon aux cas, esquels ils ont sur elles iurdictions. Et s'ils le font autrement, ou qu'ils facent prendre vn lay au territoire d'aucun Seigneur, on s'en doit porter appellant comme d'abus & seront condamnés à reparer le tout & remettre au premier estat, par saisie de leur temporel, ou de l'Euesque leur maistre. Toutesfois leur est permis, comme à toutes personnes priuees, de prendre vn malfacteur en flagrant delict.

Aussi vn Iuge lay ⁿ n'a point de puissance de punir vn Clerc ou Prestre en son corps, sinon és cas cy dessus declarez, où il ne doit iouyr du priuilege de Clericature.

Mais quant il doit iouyr dudit priuilege, & que ^r neantmoins le cas

BBBbb ij

15. Le Procureur du Roy peut assister en vn proces renuoyé pardeuant le Iuge d'Eglise, sans la charge du Cas priuilegié.

16. Le Iuge d'Eglise hors son pretoire ou siege de sa iurisdiction ne peut faire mettre à execution decret de prinse de corps, ne transporter vn prisonnier par vne iurisdiction temporelle sans le congé du Seigneur ou de son Iuge.

17. De l'imploration du bras secular.

18. Priuilege du Roy & des communitez du Royaume de France pour les excommunications ou interdicts.

19. Le Iugelay ne peut punir vn Clerc en sa personne.

20. De degradation des Prestres.

est si enorme qu'il doit mourir lors, parce que l'Eglise ne donne point sentence de mort, ²¹ le Iuge Ecclesiastique ordonne qu'il sera degradé & baillé à la iustice seculiere pour luy faire iustice, en la priant toutesfois d'auoir pitié de luy. Quelles solennitez il faut garder en ceste degradation, est à plein decidé par vne constitution ²² de Boniface Pape huitiesme de ce nom : qui est mise sous le Titre des peines au sixiesme des Decretales. Mais en plusieurs cas on n'vse point de la solennité de degradation, comme en Prestres voleurs prins par les Preuosts des Mareschaux. Et feu monseigneur Liset premier President parlant à feu maistre Jacques Dauyau, Procureur du Roy au siege de Fontenayle Comte, comment l'on procedoit à la punition des voleurs & sacrileges de Poictou, loia que l'on auoit faict brusler vn Prestre voleur, sans degradation preallable. Et s'il y escheoit degradation : le Iuge Royal ce voyant, il doit premierement bailler la sentence de mort contre le Prestre, mais ordonne qu'auparauant qu'elle soit executée, il sera renuoyé pardeuant son Euesque pour le degrader dedans vn mois : ou autre delay competent : Autrement à faute de ce faire ledict temps passé seraramené és prisons Royales, pour ce faict ladite sentence de mort estre contre luy executée sans degradation. Car si auant la sentence & autrement qu'à la charge susdite, il est renuoyé à son Euesque pour estre degradé, il le sauuera sans souffrir peine. Comme j'ay veu d'un Moine qui fut autheur de faire voler le thesor de son Abbaye, & le fit faire par gens laïcs : lesquels ou la plus-part furent executez à mort, & le Moine se sauua : par ce qu'auant que donner contre luy sentence de mort, il fut renuoyé simplement par le Preuost des Mareschaux pardeuant son Euesque qui le laissa euader. Si le Clerc ou Prestre ne peut monstrer de sa qualité par escrit, il est receu à la monstrier par tesmoins.

21. Priuilege de l'Euesque de Paris qu'il a au renuoy qui luy doit estre fait de tous clerics estans en la Conciergerie dudit lieu.

Conuient noter icy vn grand priuilege ^{bb} de l'Euesque de Paris, que tous les prisonniers és prisons seculieres de la ville de Paris, si par priuilege de Clericature doiuent estre renuoyez à l'Eglise, il les faut renuoyer pardeuant ledict Euesque, de quelque autre Euesque qu'ils ayent prins les Saincts Ordres. Mais en autres villes & lieux on les renuoye tousiours pardeuant les Euesques desquels ils ont receu les Saincts Ordres.

22. L'Euesque n'est tenu bailler le Vicair hors le lieu de son siege iudiciaire.

Et ne peut ^{cc} ledit Euesque qui a baillé les Saincts Ordres estre contraint de bailler ^{dd} Vicair hors de son diocese, ne hors son siege ordinaire pour cognoistre du delict commun avecques le Iuge Royal cognoissant du cas priuilegié : car ils ont leurs Iuges ordinaires, & leur feroit-on tort d'en bailler autres. Et ainsi en fut dict par Arrest susdit baillé ledict 11. Decembre mil cinq cens trente quatre, & par autre Arrest du cinquiesme iour d'Aoust mil cinq cens trente six, par lequel l'intimé fut condamné aux despens de la cause d'appel, dommages & interrests de la detention de la personne dudit Clerc pendant ladicte cause d'appel.

Toutesfois comme l'euesque de Xaintes demandast à la Cour de

Parlement à Paris le Renuoy d'un Clerc ou Prestre ayant de luy receu les saincts Ordres, ladicte Cour luy denia ledict Renuoy, & ordonna qu'il bailleroit Vicariat à deux des Conseillers gens d'Eglise de ladicte Cour, pour cognoistre du delict commun quant & quant le Cas priuilegié: ce que ledict Euesque fust contrainct faire: mais la Cour auroit ce ordonné pour autant (comme ie coniecture) que c'estoit vn homme accusé d'auoir fait mestier de voleries de Benefices sans droict quelconque, & aussi que l'Euesque de Xaintes n'est du ressort du Parlement de Paris ains de Bourdeaux. Et depuis ledit delinquant auroit esté attainct & conuaincu & condamné en amende honorable, & en plusieurs grosses amendes tant enuers le Roy, qu'enuers ses parties aduerses. Mais ie n'ay sçeu si l'Euesque de Paris en auroit demandé le Renuoy ou non. Et fut ordonné l'Arrest susdit à l'encontre ce dudit Euesque de Xaintes le 26. iour de Ianuier 1532.

Et si vn Clerc est appellant d'un Decret de prinse de corps, ff ou d'Adiournement personnel contre luy decreté, comme de Iuge incompetent, iacoit que maistre Iean le Coq en ses Arrests, en la question 172. ou 12. notable, dit que la Cour n'a accoustumé de renuoyer le Clerc pardeuant le Iuge d'Eglise, qu'elle ne vuide l'article de l'appel: toutesfois cecy doit estre entendu en son cas, sçauoir est, quand le Clerc est appellant du Decret. Mais si le Clerc a souffert son procez criminel estre fait sans se dire Clerc, & qu'il soit condamné, & en la cause d'Appel il allegue estre Clerc, il y sera receu: & lors sans vuider l'article de l'Appel, la Cour met l'appel, & ce dont a esté appellé, & toute la procedure au neant, & le renuoye pardeuant son Iuge Ecclesiastique. Et comme eust esté decreté prinse de corps contre vn Prestre chargé d'auoir osté par force vn prisonnier des mains d'un Sergent, au iour qu'il fut adiourné à trois briebs iours, il fait declarer par Procureur qu'il estoit appellant dudit Decret, comme donné par Iuge incompetant, par ce mesme, que par ledict Decret il est dict Prestre: & neantmoins demande son Renuoy pardeuant son Iuge d'Eglise qui luy est denié, dont il appelle. Feu Monsieur Marillac, lors Aduocat du Roy, lequel ne doit estre nommé, pour ses grandes vertu & sçauoir sans preface d'honneur, sustint le Decret & appointement: parce que par l'information apparoissoit qu'il y auoit Cas priuilegié, sçauoir est d'auoir osté ledict prisonnier, & que combien qu'il fust dict Prestre, il deuoit tousiours estre renuoyé à la charge du cas priuilegié. La Cour par son Arrest, dict mal appellé dudit Decret & aussi du deny dudit Renuoy, & condamne l'appellant és despens & en l'amende, le dixneuuesme iour de Iuillet, l'an mil cinq cens quarante quatre. Aussi vn Prestre accusé d'auoir produit vn instrument faux en cause ciuile, est adiourné à comparoir en personne deuant le Iuge Royal, il demande estre renuoyé à l'Eglise qui luy est denié, dont il appelle. La Cour appointe les parties au conseil sur l'Appel. Neantmoins elle renuoye le prestre pardeuant le Iuge à quo, autre que celuy dont auoit esté appellé pour proceder sur le faux. L'Arrest fut

23. *Cas spaciol
auquel l'Eues-
que est tenu
bailler vicaires
hors son diocese.*

24. *Le Clerc ap-
pellant du Iuge
Royal est renuoyé
à son Iuge d'E-
glise, sans vui-
der l'Article
d'appel ains est
la procedure
mise au neant.*

donné le 20. iour d'Aoust 1545. Quant aux despens de ladicte procedute volontaire, si le Clercy doit pas estre condamné, nous le dirons au dernier liure, où il sera plus seant qu'en ce liure.

ANNOTATIONS SVR LE CHAPITRE IX. Du delict commun, &c.

Ecy est pris des Annotations. *Crimen aliud est merè Ecclesiasticum. cap. inquisitionis §. prohibemus. De hæret. in 6. Aliud mixtum. Panormit. in cap. cum sit generale extr. de for. comp. Et ibi Aliat. comme le crime d'usure, periture, sacrilege. Panormit. in d. cap. cum sit generale. Voyez le chap. 7. & 8. de ce liure. des institutions Forenses: & les 24. 25. & 26. du premier Liure cy dessus. Ragueau en son indice, in verbo. Droicts Royaux, & Droicts de souveraineté. Inl. Clarus lib. 5. Rec. sint §. fin. qu. 36. & 37.*

b Aucuns estiment qu'un Clerc estant abîus du delict par le Iuge d'Eglise, peut neantmoins estre puny par le Iuge Royal pour le cas privilégié, ainsi qu'il est porté par les Arrests mis à la fin du Stil de Parlement. Arrest 41. & en Quest. 172. de Ioan. Gallus. La Cour quelquesfois cognoist du Cas privilégié, l'accusé estant cependant es prisons de l'Euesque ou en la Conciergerie de la Cour. Mais apres la condamnation, il est renvoyé aux prisons de son Euesque pour y demeurer iusques à ce qu'il ait payé le contenu en la Sentence. Ioann. Gall. quest. 9. & 15. Et encores aux Arrests mis à la fin du Stil de Parlement. Arrest 7. & 8. Vide Gallum quest. 33. & 34.

c Ioann. Gallus. quest. 162. in 11. notab. Si le Clerc a perdu ses lettres de Tonsure, ou l'ordre, il le peut prouver, ainsi qu'il est recité par Guid. Pap. quest. 474.

d Cela est pris des Annotations. Par Arrest donné en la Tournelle le 22. iour de Feurier 1586. entre M^{re}. Macé Durant Doyen de Laual appellant, plaidant Chauclain & Robert: & autre Arrest du 26. Aoust 1595 plaidant de Villiers pour l'appellant, & Arnaut pour M^{re}. Isaac Spifame, pour un emprisonnement a esté Jugé que les accusez seroient renvoyez à l'Euesque de Paris ou son Official, à la Charge toutesfois que le Iuge Ecclesiastique & Royal seroient presens à l'instruction du procez: & ne seroit fait aucune chose en l'absence du Royal: & defences à l'Official de les eslargir ou mettre hors des prisons, sans en aduertir la Cour. Autre Arrest du 23. iour de Iuillet 1585. contre un Prestre nommé Guichon, ainsi que Robert recite, lib. 1. *Res. iudic. cap. 6.* La qualité ou difference des crimes privilegez ou communs, regle la competance, ou incompetance des Iuges, & en partie aussi l'instruction. Car s'il n'y a rien de privilégié, le Iuge d'Eglise-vacquera seul: & s'il y en a, le Iuge Ecclesiastique & le lay besongneront concurremment ainsi qu'il se pratique tous les iours. Par l'Ordonnance du Roy Charles IX. 1566. Estats de Molins Art. 39. Ordonnons que nos Iuges instruiront & iugeront en tous cas les delicts privilegez contre les personnes Ecclesiastiques, au parauant que faire aucun delaislement d'icelles à leurs Iuges d'Eglise, pour le delict commun. Lequel delaislement sera fait à la charge de tenir prison pour les peines du delict privilégié, où elles n'auroient esté satisfaites: & desquelles respondront les Officiers de l'Euesque, en cas d'eslargissement par eux fait, auant la satisfaction desdictes peines. Laquelle Ordonnance fut depuis confirmée en la premiere Declaration sur ladicte Ordonnance 1566. Art. 7. où il dit cependant qu'il ne veut rien estre diminué de la forme ancienne qu'on a accoustumé garder en l'instruction du iugement des procez es Cas privilegez contre les personnes Ecclesiastiques. Idem 1572. Art. 11. En confirmant le 39. Art. de Moulins. Ordonnons à nos Iuges & Officiers d'instruire, &c. Henry 3. 1580. Ordonnance de Melun Art. 22. l'instruction des procez criminels contre les personnes Ecclesiastiques pour les Cas privilegez, se fera cōiointement, tât par les Iuges Ecclesiasti-

ques, que par nos Iuges: lesquels en ce cas seront tenus aller au siege de la iurisdiction Ecclesiastique. Voyez la Conference des Ordonnances Royaux, liure 1. tit. 4. Notez que par Arrest du 27. May 1544. fut decidé que le Iuge Royal & Ecclesiastique ne doivent iuger ensemble par vne mesme Sentence: & fut enioinct à tous Iuges Royaux de prononcer separément: ce qui fut aussi ordonné par autre Arrest du 29. May 1544. contre l'Archeuefque de Bourges & Officiers Royaux dudit lieu.

e Cely est pris des Annotations.

f Cela est extraict des mesmes Annotations. *Aufser. in repet. Clem. 1. De Offic. ordin. in 6. can. clerico. can. in capite. Dist. 50. gloss. in l. addiclos. C. de Episcop. au d. Boërius ecrit que telle chose est gardee en la ville de Bourges. Bald. in cap. si clericus. De pace tem. & eius violat.*

g Cela est aussi pris des mesmes Annotations.

h Henry 3. 1580. Art. 22. que nous gardons, cy dessus recitee.

i Cela est pris des Annotations.

k Chap. 5.

l *Argumento eorum que notantur, in l. si communem. D. Quemad. seruit. amittant. Felin. in can. 1. De prescript. extr.*

m Il y a esté monstre cy dessus, Liure 1 des institutions Forenses. chap. 25. que le Iuge d'Eglise ne peut condamner aux dommages & interets: & allegue plusieurs Arrests à ce propos.

n Cely est pris des Annotations. Au Liure 3. de la Conference des Ordonnances tit. 6. Par l'Ordonnance du Roy François 1. 1535. chap. 12. Art. 27. il est enioinct à nos Procureurs chacun en leur destroit, qui en ce tiendront l'office de nostre Procureur en Court d'Eglise, qu'ils aillent à la prochaine sepmaine, es iours que l'on tiendra les Cours Ecclesiastiques, en leurs Auditoires, facent diligence d'ouyr durant les plaidoiries, les matieres dont l'on y traictera. Et si bonnement le tout ne peuuent entendre, pourront vvisiter vne fois la sepmaine les papiers & Registres des Procureurs & Greffiers qui seront tenus les leur monstrier, & sans rien occulter, sur peine par nostre Court selon l'exigence des cas. Et du tout en aduertir nostre Procureur general pour en faire les poursuites telles qu'il sera requis pour la conseruation de nostre iurisdiction.

o Cela est aussi pris des Annotations: par lesquelles nostre Auteheur monstre que l'ancienne dispute est finie, qui estoit entre les Docteurs *Virum latio iudicis Episcopi permissu clericum licetisprehendere. Vide cap. cum ab homine & cap. ut scimus. extra de sent. excommunic.*

p Voyez les Arrests mis à la fin du Stil de Parlement. Arrest 9. *Gallus quest. 35. in 2. notab.*

q *Bartol. in l. à Dino Pio §. 1. D. de re iudic.* Et aux Arrests mis à la fin du Stil de Parlement. Arrest 18 1.

r Par le Droit Canonie, *post trinam denuntiationem*, le Iuge Ecclesiastique peut implorer le bras seculier pour l'execution de ses Sentences & iugemens. *DD. & gloss. in cap. 1. De Offic. ordinarij. Et cum opus fuerit publicum conuocent auxilium, non ad prauindicandū sed potius ad ea, que deo sunt placita, prosequendum. Faber in §. item. Struiana Inst. de action. Gloss. in cap. iua. De decimis. Masuer. in Praxi. Tit. de iudicib. & cor. iurisl. si quis in hoc genus. C. de Episcop. & cler. cap. dilecto. De sentent. excomm. in 6. cap. cum non ab homine; mira de iud. cap. cum nō homine. De maledic. Nouell. 123. cap. 21. Rebuff. Tom. 3. Traict. de cont. & des. Art. 13. gloss. vnic. nu. 39. & 40. Specul. Tit. de offic. de leg. iuxta cap. fin. extr. Ne cler. vel monachi cap. 2. de homic. in cap. ut officij. §. cōpescendi De her. in 6. Fab. ad l. inuēquā. C. de offic. mil. iud. Alber. & Paul. castr. ad l. Episc. C. de Episc. & cler. B. l. l. & Salic. in criminali. C. de iurif. omn. iud. Idem Bald. in l. 2. c. de his qui latrones. Oldrad. Consil. 89. Feder. de Senis consil. 163. can. administ. C. princeps. 26. q. 3. cap. dilecto. D. sentent. exc. lib. 6. in cap. postulasti. De homicidio. Iul. Clar. & Rec. sent. §. ult. 4. 37. Ignat. Loppex in Praxi. crim. can. 351. Petr. Blesensis Episc. 73. Ecclesia suam iurisdictionem exerceat: & si illa non sufficiat, eius imperfectum supleat gladius seculari: cuius rei auctoritas ex synodo Urbani Pape & decreto Gregori ex epistola Nicolai Episcopi Galliarum, ex concilio Martini Pape, ex concilio Carthaginensi tertio, & ex multis sanctorum patrum insti-*

tutis emanauit. Par Arrest du 26. iour de Feurier 1555. fut iugé que le iuge d'Eglise ne peut proceder par voye de faïsse, ores que ce fut pour droit Ecclesiastique: ains doit implorer le bras seculier, ainsi que recite Charondas, liure 1. des Pandectes. chap. 13. Par l'Ordonnance du Roy Henry 3. 1580. de Meleun Artic. 24. Enioignô à nos iuges prestre ayde pour l'execution des sentences des iuges Ecclesiastiques, implorans le bras seculier: & leur defendons de prendre cognoissance des Iugemens par eux donnez, sauf aux parties de se poutuoi par les appellations comme d'abus, suiuant nos Ordonnances. Voyez les annotatiôs mises cy-dessus liure 1. chap. 65. le premier Liure de la Conference des Ordonnances, tir. 4.

s Bartol. in l. præs. C. quan. & quom. l. sed si dubitetur. D. de iudic. Felin. in cap. cum sit in 3. col. De foro comp. tiennent que le Iuge Royal ne peut faire presire n'ordonner que le Iuge d'Eglise sera tenu faire & parfaire le procez criminel au Clerc renuoyé par deuant luy ains seulement que ledit accusé sera tenu se rendre és prisons de l'Euesque dedans certain temps.

t Felin. in d. cap. cum sit in 3. col. extra de foro comp.

Les Bulles de Martin 3. & 4. Gregoire 8. 9. 10. & 11. Alexandre 4. Clement 4. & 5. Nicolas 3. Urbain 5. & Boniface 12. sont assez notoires: Lesquelles se trouuent au Tresor des Chartres du Roy: par icelle il se cognoist que du cōsentement du S. Siege les Rois de France, ny leur Royaume ne peuuent estre mis en interdict. Ioan. Ferrant *in Tractatu de iurib. ac priuileg. Regni Francor. Priuileg. 6.* où il fait mention de la Clement. meruie, *in extrau. Ioannes 22. m Extrauag. frequens. De iudic. ait per priuilegium concedi posse ne quis possit excommunicari nec ei interdicti.* Lequel priuilege s'estend aussi aux Officiers Royaux: Ce qu'il prouue par les Arrests de l'an 1382. contre l'Archeuesque de Rouën, qui estoit de la maison d'Alençon, & l'Archeuesque de Tours & celuy de Reims 1399. qui auoient excommuniés les Baillifs & Sergens & Royaux. *Inser Capitula Caroli magni hac habebunt. Si quis culpatorum regia potestas aut in gratia benignitatis receperit aut mensse sua participes fecerit, hos & sacerdotum & copulorum consensu suscipere Ecclesiastica communio debet, ut quod principalis pietas recipit, nec à Sacerdotibus Dei extraneum habeatur.* De laquelle Loy & Ordonnance fait mention Iuo Carnot. *Epist. 123. De Genuasio quoque non debet vestra fraternitas mirari vel indignari, quod cum ad communionem in Paschali curia suscepit. Pro regia enim honorificentia hoc feci, fretus auctoritate legis, in qua legitur. Si quis culpatorum, &c.* dont il fait pareillement mention en l'Epistre 195. *Vnde habetur, inquit, in libris Capitulorum Regalium auctoritate Episcoporum constitutorum. Si quis, &c.* C'est pourquoy Mr. le Procureur general les 19. & 26. Feurier 1410. maintint en plein Parlement en la cause des Archeuesque & Archidiaque de Reims, qu'un Pair de France ne pouuoit estre excommunié, ny mesmevn autre simple Officier du Roy. Ce qui a esté souuent confirmé par les Arrests de la Cour, dont en auez remarquez ceux que Fертат a nottez. Mre Iean Loyre ayât entrepris de faire mettre en interdict par l'Official de Besançon, la ville & diocceze de Neuers en vertu des Bulles du S. Siege, fut dict par Arrest 12. Decembre 1468. donné à la poursuite de Mr. le Procureur general du Roy & de Mre Pierre Chartres, Docteur & Regēt en la sacree faculté de Theologie en l'Vniuersité de Paris, que nonobstant tel interdict le seruice diuin seroit continué; & à ce faire seroient contrainsts les gens d'Eglise, par prinse & faïsse de leur temporel. Et fut decerne prinse de corps contre lesdits Loyre & Official: lesquels la Cour condamna faire casser & reuoyer lesdictes Bulles à leurs propres cousts & despens. Ainsi la Bulle fulminee contre les habitans de Gand & Bruges, en l'an 1488. fut par Arrest declaree abusive. Est notable l'Arrest de la Chambre ordonnee aux temps des vacations, du 4. iour d'Octobre 1580. sur la requeste faicte par Mr. le Procureur general du Roy, par lequel fut ordonné que commandement & inunction seroient faicts à tous les Baillifs & Seneschaux du Ressort, esquels y a Siege Episcopal & Archiepiscopal, d'eux enquerir diligemment, si les Archeuesques & Euesques de leurs Baillages & Seneschauces, ou leurs Vicaires, ont receu vne Bulle du Pape Gregoire 13. ou Vidimus d'icelle intitulee, *littera processus*, & par qui leur a esté enuoyee pour icelle faire publier. Et si aucune publication n'a encores esté faite, pour leur faire expresse inhibitions & defenses, de ne la publier & retirer desdicts Archeuesques ou Euesques, ou leurs Vicaires ce qui leur en a esté enuoyé pour estre publié

blie: & enuoyer le tout pardeuers ladicte Chambre huit iours apres que le present Arrest leur sera presente. Et où aucune publication auroit esté faicte, enioint ladicte Chambre ausdits Baillifs & Seneschaux ou leurs Lieutenans, de donner iour & assignation ausdits Archeuesques, Euesques ou leurs Vicaires, de l'Ordonnance desquels ladicte publication aura esté faite, pour comparoir en ladicte Chambre, pour respondre à telles demandes, fins & conelusions que ledit Procureur general voudra prendre contre eux. Et neantmoins ordonne que le temporel des Archeuesques ou Euesques de ce ressort, où la publication aura esté faicte, sera saisi & mis en la main du Roy. Ordonne qu'à ce que dessus sera vacqué diligemment par lesdits Baillifs & Seneschaux, ou leurs Lieutenans. Enjoinct aux Substituts dudit Procureur general esdits Bailliages & Seneschaucees, de faire executer le present arrest huit iours apres qu'il leur aura esté presente, & en certifier ladicte Chambre huit iours apres ensuiuant: à peine de priuation de leurs estats. Et sera à ce que dessus procede par lesdits Baillifs Seneschaux ou leurs Lieutenans, nonobstant oppositions ou appellations quelconques. A fait inhibitions & defences à toutes personnes de quelque estat & qualité qu'ils soient, de les empescher à l'execution du present Arrest: sur peine d'estre declarez rebelles au Roy & crimineux de leze Majesté. Et sera le present Arrest imprimé, & à l'impression d'iceluy, signe par le Grefier ou l'un des quatre Notaires de la Cour, soy sera adiouste, comme au propre original. Il faut noter que le Roy Charles 5. 1369. par lettres patentes fit inhibitions & defences à tous Prelats & leurs Officiaux, de ne faire ou pronocer interdict, censure ou excommunication, es villes & lieux de son obeissance. Et Charles 7. par autres lettres patentes du 2. iour de Septembre 1440. manda à la Cour, au Preuost de Paris, & à tous autres Iuges, de ne permettre aucunes Bulles, citations, monitions, suspensions, priuations, censures, publications & fulminations d'icelles estre publiques ou executées contre les subiects & habitans de ce Royaume & du Dauphiné, & punir ceux qui s'efforcoient le faire, comme trasgresseurs des Ordonnances, violateurs & perturbateurs de la paix & repos public. Voyez le traité de la grandeur, prééminences & prerogatiues des Roys & du Royaume de France, lequel fut imprimé en l'an 1585. au surplus le Roy de France ne recognoist personne pour supérieur en son Royaume. *Innoc. 3. cap. per venerabilem. Quisquis sint legitimi, extra. Cardinal. in Clem. 1. in princ. De iureiur. Panormit. in cap. nouis illis. num. 6. extra. De iud. Bald. in l. exemplo C. de probat. Decius Conf. 269. Lucas de Penna in l. contra rempublicam. C. de re milit. lib. 12. Faber in §. 1. Inst. de patr. potest. in verbo Francus. Idem Baldus in prima parte Conf. Consil. 418. §. & ideo. Guida Pap. quest. 14. 19. & 239. Boët. Dec. 8. num. 4. Chassan. Tit. des Iustices, num. 49. vers. 52.*

x Vide Bald. in Auth. Clericis. C. de Episcop. & cler.

y Cap. degradatio. De pœn. in 6. ainsi les 24. & 25. Avril 1535. par arrest en fut ordonné contre vn Ecclesiastique, accusé d'auoir vlté de poison. Paul 3. en a fait vn Rescrit contre les faux monnoyeurs, qui fut publié en Parlement le 19 iour de May 1542. comme escriit Chopin, liure 2. De sac. Polit. Tit. 3. num. 16. & 17. Les Docteurs in cap. 1. De homic. in 6. cap. 2. De pœn. Marfil. in l. unic. num. 107. C. de rapt. virgin. Couarru. Variar. Resol. lib. cap. 20. num. 10. Bernard. Diaz in Pract. crimin. canon. cap. 91. Capcy. Decis. 555. num. 26. La forme de la degradation est expliquée par Carrerius. Tract. de heret. num. 135. & in Pract. crimin. cap. de degradat. num. 14. fol. 240. Felin. & Decius in cap. cum non ab homine. De iudic. extra. Hostiensis in Summa §. qui sit effectus. Tit. de accusat. Specul. Tit. de accusat. §. 2. versic. degradatur. & §. 4. & traditur in cap. non potest extr. de re iud. & Decius plene in cap. as si clericus. De iudic. lul. Clar. lib. 5. sent. §. fin. quest. 36. & 70 num. 9. & 974. Ignat. Lopez ad Pract. crimin. can. cap. 140. Petr. Gregor. 3. part. syn. lib. 31. cap. 39. Dua 1. de sacris Eccl. num. C. 3. Le Roy Charles 9. 1571. Art. 14. a ordonné que les Prestres & autres promoteurs aux Ordres sacrez, ne seront executez en cas de crime & cōdamnation de mort sans degradation, comme il est expliqué au liure 9. de la Conference des Ordonnances. Tit. dernier. Vide cap. 1. De heret. cap. nouimus 27. De verb. signific. Panormit. in d. cap. as si clericus. De iud. & cap. per pendimus. De sent. excommunic. Conc. Tridentin. sess. 15. cap. 4. Gloss. in l. addictio. C. de Episc. audient. Conc. Trib. cap. Toletanum 4. cap. 18. cap. 2. De trans. pral.

CCCC

z Gloss. in can. *præuicator* 2. q. 3. Innocent. in cap. cum oporteat. De accusat. extr. & in cap. qualiter & quando eod. tit. & ibi Felin. in §. ad corrigendos eiusd. cap. & in cap. *crimina ubi Panor.* De coll. de leg. extra. Idem Felin. in cap. si quando. De rescript. Capol. Conf. 171. Paul. Castr. Conf. 119. Socin. in cap. *sententiam sanguinis* 9. Ne cler. vel mon. Panor. in cap. at si clerici. De iud. & cap. nouimus. extr. de verb. signif. Paul. Castr. Alex. Iason. & alij. DD. in l. transfigere. C. de transact. cap. 2. Ne cleric. vel monach. in 4. compil. Conc. Later. cap. 18.

aa d. cap. *degradatio*. De pœni in 6.

bb Cecy est pris des Annotations.

cc Cela est pris des mesmes Annotations.

dd *Episcopus extra Diocesim non potest delegare, neque ius dicere, cap. ut litigantes. De offic. oram. in 6. Vide Boer. Decis. 69. num. 10.*

ee Guid. Pap. Dec. quest. 172. num. 11.

ff Chap. 8. de ec3. liure cy-dessus. Au surplus pour le Renuoy, il faut qu'il soit cognu le delict auoir esté commis, l. i. §. *item illud* D. ad Sillan. Guid. Pap. Dec. quest. 102. Cardan. in Clem. *Pastoralis*. De sent. & re iudic. Oldrad. Conf. 124. Notez quelques Clercs trouuez en masques & en halit rouge & dissolu demandans leur Renuoy, doiuent estre deboutez: comme furent quelques-vns demandans tel Renuoy pardeuant le Lieutenant criminel d'Angers, ayans esté deboutez, & appellés en la Cour furent par Arrest du 11. iour de Ianuier 1576. donné à la Tournelle, condamnés en l'amende. Les Clercs essorillez ne iouyssent aussi dudit priuilege. Arrest du 17. iour d'Aoust 1413. contre Jean de Troyes & Jean Cailler.

gg [*Vide Notata in cap. cum ordinem. De rescript. Innocent. in cap. praterca. De dilation. & Paul. Castr. in l. 2. D. si qui in his voc. non iert.*

hh Lisez vingteusefine Aoust, la faute vient du chiffre 20. pour 29.]

QVOMODO REVS INTERROGETVR de criminibus.

CAPVT X.

Quomodo
reus interro-
getur de cri-
minibus.

NUNC demonstramus quonam pacto reus ex elogio sceleris indice interrogandus sit, quippe id fori constituta præscriptionis finitimum est. Atque etiam ubi declinatoriam fori exceptionem non obicit reus, iudex eum protinus decernit interrogandum: & si per se tantummodo iussus fuerit adesse, carceris locum urbem locumve alium in quo lis agitur, ei assignat, eiq;que interdicit egressu, quoad statutum aliter à se fuerit, addita etiam comminatione, ut si aduersus vetitum fecerit, criminis conuictus habeatur, & confessus. Et sanè interrogatio hac à iudice, adscito quidem suo actuario impletur, vel in iudicis ipsius domo, vel alio certè loco ubi ex maiorum institutis custodia solent audiri. Iudex ergo primum ad nudandam commissi veritatem reum inreuerando adigit: mox de vita instituto, atate, præteritis moribus, domicilio, denique à pubertate in diem usque illum percontatur: deinde super singulis elogi capitulis accusati conscientiam alta indagine perterritat. Quod si reus neget, validis cum confuter vndique argumentis, aditaturque eum ad sceleris perpetrati agnitionem impellere, vel titubantia vel repugnantia eius dicta deprehendens solertissimè. Sed nec seneritatem vultus præ se ferat, imò comitatem, leuitatemque, ne accusatum perterreat, cumque vel ad verum reticendum quasi iam

presens supplicium intrens, cogat: vel ab accusato nimia simplicitate perditio delicti forsan minus perpetrati confessionem eliciat. Ex quo nec iniuria vacare arbitror eam impunitatis sollicitationem, quam iureiurando tantum non roboratam plerique iudices adhibent, ut sub eius prætenu reum ad conscientia secreta aperienda adducant. Actuarius verò notus sedulo incumbat, dictanteque iudice accusati trepidationem, vultum reticentiam, vocis summisionem, aut contentionem, nedum omnia verba excipiat. Quapropter index hoc munus inquisitori regio apud suum tribunal designato mandare non adstringitur: nam multa hinc coniectura ad detegendum flagitium aptissima oboriuntur: verum aut inquisitori illi, aut causidico sui fori iudex negotijs alijs occupatus has partes delegat nonnunquam. Fiscus autem procurator patronusque (si ita sibi videatur) huiusmodi interrogationi possunt interesse.

DES INTERROGATOIRES FAICTS

aux acculez : ensemble des fins de non recevoir,
qui se doiuent proposer auant
l'Interrogatoire.

CHAP. X.

1. Ordonnance du Juge que le prisonnier sera interrogé.
2. Comment l'accusé est ouy & interrogé.
3. Si le Juge doit promettre impunité.
4. Quelles personnes doiuent estre presens à l'Interrogation du prisonnier.
5. Les fins de non recevoir doiuent estre alleguees en la contestation.
6. Quand la litiscontestation est en causes criminelles.
7. Fins de non recevoir v'stees en matiere criminelle.
8. Prescription de vingt ans en

matiere criminelle.

9. L'Accusateur ou partie civile n'est receuable à accuser qui n'obeit à Iustice en autre accusation contre elle intentee.
10. Fin de non recevoir de retraction ou reclamation.
11. Fin de non recevoir de transaction.
12. De cession d'action criminelle.
13. Quand le cedant apres la cession peut agir.
14. On peut alleguer transaction par fin de non recevoir & par fin preemptoire.

selon au cuns ladicteⁿ confession est au lieu de la litiscontestation, & sup-
 plée le Juge l'absence des demandeurs.¹

Toutesfois selon les autres la litiscontestation est quand apres l'audi-
 tion ^k du prisonnier, les parties comparent pardeuant le Juge, & decla-
 re le prisonnier ou venant en personne, auoir esté ouy, & son audition
 communiquée aux Aduocat & Procureur du Roy, ¹ & requiert estre ab-
 sous, ou à tout le moins estre receu à procez ordinaire, & eslargy en ^m
 baillant caution, & faisant les submissiōns au cas appartenans, & eslisant
 domicile. Et par le demandeur partie ciuile est insisté au contraire, &
 requis qu'il soit procédé contre l'accusé extra-ordinairement par recole-
 ment & Confrontation de tesmoins: & auoir pendant procez, prouision
 d'alimens & medicamens, iusques à certaine somme de deniers. Et en au-
 cuns lieux comme en la Cour de Parlement l'Aduocat du Roy playde le
 fait de l'accusation contenuë par l'Information, & conclud qu'il soit
 procédé extraordinairement comme dit est. Et en autres lieux ils mettent
 leurs Conclusions au pied de l'audition. Surquoy le Juge ordonne que les
 pieces, sçauoir est l'Information, confession & autres pieces que bon sem-
 blera eldites parties seront mises par deuers luy dedans le iour ou lende-
 main pour en ordonner par luy ce que de raison, & en droit. Et est plus
 conforme aux Ordonnances Royaux, & à nostre stile de prendre ce plai-
 doyé pour contestation en cause, que non pas la confession seule de l'ac-
 cusé: car en ce plaidoyé les parties sont presentes, & le Juge les oit, &
 y donne son appointement. Au moyen dequoy si le defendeur a quel-
 ques Fins de non receuoir, ou de non proceder, jaoir qu'il ne les ait al-
 leguées par sa confession, neantmoins il les peut alleguer en ce plaidoyé
 ou contestation.

6. Quand est la
 litiscontestation
 en cause crimi-
 nelle.

Aucunesfois aduient que le defendeur confesse le fait contenu par les
 Informations, ⁿ & lors le Procureur du Roy, si trouue qu'il doie
 prendre droit par icelle, communiquera ladicte confession à la partie
 ciuile, si aucune y a, pour sçauoir si elle veut prendre droit par icelle:
 pour ce fait, bailler par eux respectiuellement leurs conclusions à leurs fins
 respectiuellement, & icelle estre communiquées à l'accusé, pour y respon-
 dre par Attenuation, ainsi qu'il est mis par les Ordonnances dernières,
 Article huit vings & huit.

7. Fins de non
 recevoir vstées
 en matiere cri-
 minelle.

Nous auons des fins de non receuoir, qui sont fort vstées. L'une
 quand vingt ^o ans sont passez, que le delict dont on est accusé a esté
 commis.

8. Prescription
 de vingt ans en
 matiere crimi-
 nelle.

Car apres vingt ans passez on n'est pas receuable à faire poursuite de
 quelque crimes. Et en ay veu enuoyer absous, par ceste fin de non rece-
 uoir, aucuns accusez de rauissement de biens & d'homicide, & de ce
 auoir obtenu Sentence & Arrest.

9. L'Accusa-
 teur ou partie
 ciuile n'est rece-
 uable à accuser
 qui n'oieis à
 iustice on autre
 accusation com-
 tre elle intèren.

L'autre fin de non receuoir a commencé n'aguères p à estre practi-
 que: sçauoir est, que l'accusateur n'est receuable à accuser ne pouruiure,
 si aussi il ne compare en autre matiere criminelle, laquelle l'accusé
 poursuit contre luy, combien que l'autre matiere soit totalement di-

uerse : car il est bien equitable , puis que ne voulez obeyr à iustice en la matiere que ie poursuy contre vous , que ne soyez receu à poursuiure contre moy. Et combien que selon droit commun celuy qui estoit accusé d'un crime, ne pouuoit accuser vn autre d'autre crime : toutesfois nous ne gardons point en France , pourautant que le Procureur du Roy en matiere criminelle , est la partie principale : ce qui n'estoit de Droit commun. Mais poutant cela que l'accusé peut accuser d'autre crime , & à ce est bien receuable , selon nostre commune vsance doit estre entendu, quand l'accusateur obeit à iustice en la matiere en laquelle il est poursuiuy : car lors il peut bien poursuiure autre matiere criminelle contre la partie aduerse , ou contre autre.

10. *Fin de non
recevoir de re-
torquation.*

Autre Fin de non recevoir est frequentee sçauoir est de retorquation. Comme, ie vous accuse de port d'armes, & assemblee illicite, & des rauissemens des biens, dont Information faicte i'ay obtenu Decret d'adiournement personnel, ou prinse de corps : lequel executé vous estes ouy. Et ie faict aussi faire informations des excez que ie suppose m'auoir esté par vous faicts en ce conflit, & qu'avez esté agresseur audict conflit, & par vertu desdictes Informations i'obtiens aussi Decret de prinse de corps, ou adiournement personnel, lequel ie fais executer contre vous. Au iour assigné vous pouuez comparoir, & quand on vous oyra & interrogera sur les charges dudit cas : dire & alleguer que n'estes tenu d'y respondre, parce que c'est retorquation de crime, & que ie ne suis receuable à en faire poursuite iusques à ce qu'il soit decisi de l'accusation qu'avez contre moy intentee. Et si le Iuge ordonne que sans preiudice de ladicte fin vous respondrez, Sauf à vous en faire raison apres vostre audition : lors n'aurez matiere d'Appel. Mais apres ladicte audition faudroit en la contestation de la cause alleguer encores ladicte fin en presence des parties aduerses, & requerir vous en estre faict droit. Et en cas pareil occurrant comme vn iuge Royal eust ordonné que les deux matieres seroient jointes ensemble, & que les parties seroient respectiuellement venir leurs tesmoins, pour estre recollez & confrontez : & que les confrontations faictes, seroit faict raison de la prouision d'alimens & medicamens respectiuellement requises, & en eust esté appellé : la Cour auroit dict mal iugé : & en emendant le iugement auroit dict, que la seconde accusation seroit sursoyee iusques à ce qu'il fust decisi de la premiere. Iasoit qu'il y ait raison en cest Arrest, car par le moyen de ladicte retorquation, seroit recevoir le defendeur indirectement à ses Iustifications, auant que la voye extraordinaire fust parfaicte contre luy, neantmoins si auoit il grande equité en ladicte sentence : car s'il faut prealablement terminer l'accusation premierement intentee, il pourra estre que celuy qui à la verité aura esté excédé par le moyen desdicts excez, ne pourra si tost faire Information que sa partie aduerse, & à ce moyen il demeurera le dernier à auoir reparation de son excez : & combien qu'il sera enuoyé absous de ladicte premiere accusation, toutesfois ne luy sera adiugée reparations des excez à luy faicts. Et sera

tant attenué à s'estre defendu audit procez contre luy intenté, qu'il n'aura la puissance d'intenter procez contre sa partie pour auoir reparation, Et si leſdictes deux acculations euſſent eſté agitées & terminées par vn moyen, en enuoyant le premier accusé absous, on luy eust aussi adiu-gé reparation des excez à luy faictez.

L'autre Fin de non receuoir, & qui a force de perempoire, est transac-tion, ſquand l'accusé a transigé avec la partie ciuile, ou qu'autre transi-gie pour l'accusé, & l'accusé l'a aggreable. Mais ceste fin est dangereu-se euegard à nostre commune vſance de France. Car combien que de Droit commun il soit permis de transiger en tous crimes, sauf adulte-re, & faux, neantmoins cela a lieu quand à l'intereſt de partie ciuile : car ledit intereſt est bien remis : mais le Procureur du Roy pourra de la transac-tion tirer confession, & demander adjudication d'amende ou de peine corporelle, pour l'intereſt du Roy, quand l'accusé baille de-niers ou autre chose par la transac-tion ou appointement : mais quand l'appointement est gratuit, il n'emporte point de confession, ne d'in-famie.

11. Fin de non
receuoir de trans-
action.

Pour à quoy obuier, on auoit trouué vn autre expedient : c'est que la partie ciuile demander eſſe doit son droit : & action des excés, ou autres delicts par luy pretendus, à vne tierce personne, qui estoit des amis de l'accusé, & par apres le cessionnaire n'en faisoit poursuite : ou bien se laissoit forclorre de faire venir teſmoins, pour estre recolez & con-frontez audit defendeur : & par le moyen de telles Forclusions il n'estoit rien prouué contre luy & ainsi estoit eſlargy ou enuoyé. Mais la Cour apres auoir cognu leſdites fraudes, a prins le stile de receuoir le cedant, nonobstant la cession à faire poursuite des excez : en remboursant le ces-sionnaire des deniers qu'il a baillez au cedant, & des autres frais faits pour ladite cession.

12. De cession
d'action crimi-
nelle.

Aussi de droit commun vn cedant est bien receuable à faire pour-suite de l'action par luy cedée, & le defendeur ne peut l'en faire debouter pour raison de ladite cession, d'autant que les actions directes demeurent tousiours en la personne du cedant en leur eſſicasse : fors quand le cessionnaire a faict signifier au defendeur sa cession, & en luy delaisſant copie de l'inſtrument d'icelle, ou qu'il s'est rendu partie au procez comme cessionnaire & informe de sa cession iudiciairement : car lors le cedant ne peut plus faire avecques ledit defendeur au preiudice de son cessionnai-re : mais il faut lettres Royaux pour faire releuer du vice de litige, & pour estre subrogé au lieu du cedant, quand le procez est ja commencé pour raison du delict : comme cy dessus nous auons dit au premier li-ure.

13. Quand le ce-
dant apres la
ceſſiõ peut agir.

Et jaçoit que la transac-tion z puisse estre obijce par Fin de non re-voir en la contestation de cause, & peut on dire que veuë icelle, le defen-deur n'est tenu de proceder, & est le demandeur deboutable : toutesſois ladi-cite transac-tion peut bien aussi estre obijce apres contestation en cause, & iusqu'à la sentence, comme vne autre exception perem-

14. On peut alle-
guer transac-tion
par fin demon re-
cevoir, & par fin
perempoire.

712 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE,
ptoire: combien que les parties ayent contesté en general, & pris appoin-
ctement à informer, ou à écrire: car telle contestation n'est censée tollir
les exception peremptoires. bb

ANNOTATIONS SUR LE CHAP. X.
Des Interrogatoires faicts aux accusez, &c.



QU'IM lege Plautia sancitum erat, ut coniurationis accusati, in-
terrogarentur, ut est apud Salsust. in Castil. Clementis lib. 2. Const.
Apostol. cap. 52. Xiphil. in Sero. Sueton. in August. C. 33. Lianus
lib. 8. Tulian. in l. si in quibus ducenta. §. virum. D. 2. de rebus dubiis.
Et comme dit Ammianus Marcellus, lib. 24. Reum non au-
dire latrocinium est, non iudicium. Et les loix n'ont iamais
permis, condemnare aliquem inauditum. D. August. in lib. 1.
de ciuit. Dei, cap. 19. Vos appello à leges iudice (que Romani, n'ap-
post patrata facinora, nullus, quāquam scelestū voluistis occidi in-
denatio. Lactantius 5. Inst. D. min. cap. 2. Sacrilegiū & proditori-
bus & veneficis potestas sui defendēdi datur, nec pradamnari quemquā incognita causa licet. Ter-
tul. in Apolog. & proprio ore & mercenarij aduocatione viuunt ad innocētia sua commenda-
tionē respondendi altercandi facultas pa: et: quando nec liceat in defensionē & inauditos omnino
damnari. Salsuan. lib. 5. de Gubernat. Dei. Interfici indemnatum quemcumque hominem etiam 12.
tabularum decreta viderunt. Hinc restē Apuleius 10. de Asino aureo: Nec ad instar barbarica fer-
ritatū vel tyrannica impotentia, damnetur aliquis inauditus: & in pace placida tam dirum
proderetur exemplum. Lactantius lib. de ira. cap. 18. Nec potest inquam scelus tam clarum esse,
ut defensionis locus non sit. C'est pourquoy ille faut ouyr. Ces interrogatoires sont aussi
pris des textes de Droict, cōme quelques Docteurs ont écrit. l. Diuus 6. D. de custod.
reor. cum adprehenderint latrones, interrogent eos de sociis, & reparatoribus, & interroga-
tiones literis inclusas atque obfignatas ad cognitionem magistratus mittant. Igitur qui cum elogia
mittuntur, ex integro audiendi sunt, &c. l. prouinciarum prefides 10. C. de feris. DD. in tit. D. &
Cod. de quest. & in l. custodias 12. D. de publ. ind. duquel texte aux uns veult colliger que
le criminel doit estre ouy en la présence du Conseil; & que la forme que nous gar-
dons quand ils sont iugez en dernier ressort, est tirée de ladite Loy. Huiusmodi inter-
rogationes extant in Euang. Matth. cap. 15. Marci cap. 15. Luc. cap. 23. Ioannu cap. 18. & in A-
ctis Apostol. cap. 22. & 23. apud Euseb. lib. 4. hist. Eccl. cap. 4. Lianum lib. 8. Brisson. lib. 5. Form.
Nous tenons à ceste occasion que l'accusé doit respondre par sa bouche, sans au-
cun ministère de Procureur ou Aduocat, comme il est porté par les Ordonnances
1539. Art. 146. Les interrogatoires de s'accusez, tant prisonniers, que adournēz à com-
patoir en personne, seront reiterez & repetez, selon la forme de Droict, & qualicé
des personnes & des matieres, pour tirer la verité de crimes, delictis & excez, par la
bouche des accusez, si faire se peut. Art. 162. En matieres criminelles, ne seront les
parties aucunement ouyes par Conseil ny ministère d'aucune personne mais respo-
dront par leur bouche des cas dont ils seront accusez. Et seront ouys & interrogez
separément, secrettement & à part: & abolissons tous stils, vsances ou Costumes
contraires. Ce que nous auons aussi monstré au cōmencement du Ch. 3. de ce 3. Liure
qu'en matiere criminelle aucun accusé n'est receu par Procureur: ains doit respon-
dre par sa bouche, l. 1. D. de publ. ind. cap. sua, extr. de procur. Masner. in Practi Tit. de procur.
num. 10. Faber in l. cum oportet §. non solum. C. de bonis qua lib. per l. imperator. D. ad Trebell.
In causis criminalibus non requiritur consensus, sine agat sine conueniatur. Bened. in cap. Rayn-
uius in verbo, absque in matr. num. 5. de testam. neque locum habet, l. Clarum. 4. C. de auct.
prest. (comme a écrit Boër. Doris. Burd. quest. 63. car il dict qu'elle est abrogée en Fran-
ce, & qu'il n'est nécessaire ne requis d'ordonner vn curateur à vn mineur preuenu
de crime. Imbert en son Enchiridion Bugnion en ses loix Abrogees liure 1. satyr.

188 & 239. *Rebuff. in Proem. Const. reg. gl. 5. num. 86.*) Nous observons la loy D. *An per alium app. caus. redd. possint. In criminalibus unusquisque personaliter, & non per Procuratorem comparere debet. Specul. tit. de procur. §. 1. versu. regulariter & verbo procedens. l. 13. D. de publ. iudic. Paul. Castr. in l. servum quoque §. publicè. D. de procur. Soc. in cap. veniens extr. de accus. Andreea in cap. fin. De iuram. cal. extr. & Angel. in l. si actor. Dig. de procur. Hippol. in Praxi. crim. §. si quitur. Iulius Clarus §. sent. §. vlt. quast. 3. & 50. Et autres lieux citez es Annotations dudit chap. 3 de ce 3. liu. vide Bossum tit. de examinibus reorum, & tit. de confessi, & DD. in l. fin. C. de inur. Præf. Papien. in forma Inquisit. Le Luge doit bien cesser les confessions du criminel ou accusé, confisiones enim reorum pro exploratu criminibus non haberi oportet, si nulli probatio religionem cognoscenti instruat. l. 1. §. Diuus Severus. D. de quast. Confissio voluntaria suspecta est, ut ait Calpurnius Decl. 41. Tertullin in Apologetico. Si de nocente cognoscitis, non statim confisso eo nomen homicida, vel sacrilegi, vel incesti, vel publici hostis, ut de vestris elogiis loquar, contitui estis ad pronuntiandum: nisi & consequentiam agatis, qualitatem facti, numerum, locum, tempus, confisios, socios, &c.*

b Bart. in l. Marcellus. D. rer. amot. Et par l'Ordonnance du Roy François I. 1555. chap. 31. art. 41. Ceux qui seront constituez prisonniers pour crime, ou qui comparoistront en personne, suradiournement personnel à eux donné, seront incontinent ouys par le Luge, & ce dans le iour apres qu'ils se seront rendus prisonniers, & auront comparu & fait leur presentation. A ceste fin enjoignons aux Geolliers & Concierges des prisons, de notifier aux Luges & Greffiers les emprisonnemens: sur peine d'amende arbitraire. Charles IX. en la premiere Declaration de l'Ordonnance de Moulins, 1566. art. 6. Enjoignons à tous nos Luges interroger incontinent les prisonniers à peine de suspension de leurs estats, & de priuation en cas de negligence. Au reste quand le criminel est tenuoyé pardeuant vn Luge competent, il ne doit auoir esgard aux confessions faites pardeuant vn Luge incompetent, comme lo Preuost des Marechaux: & doit proceder à nouueaux interrogatoires, sans adiouster foy à ceux qui luy ont esté faits par celuy qui n'estoit son Luge. Bartol. in l. Diuus. D. de custod. reor. & in l. Magistratibus. D. de iurisd. Guid. Pap. quast. 419. cap. si clericus, extr. de iudic. Confessiones, n. fieri debent in iudicio, ut ait Nou. 90. & l. 4. §. pen. D. ad leg. iul. Maiest. [Aucuns tiennent bien que sur vne confession faicte pardeuant vn Luge incompetent, suffit pour faire appliquer le criminel à la torture, si les tesmoins en parlent & en donnent quelques indices. Accurs. in liubemus C. de liber. caus. Paul. Castr. in Alex. & lason. in l. Magistratibus. D. de iurisd. omn. iudic. Boër. Dic. Burdig. quast. 90. & dict que telle opinion a esté confirmee par Arrest de la Cour du Parlement de Bordeaux: mais il refute l'opinion de Balde, in l. 1. & pen. C. de confiss. & de lason. in d. l. Magistratibus de iurisd. omn. iud. qui tiennent telle confession pouuoir estre retractee par l'accusé, ores qu'il ne soit cogneu de l'erreur, & qu'il peut ce faisant s'exempter de la question ou torture, d'autant que cela est contre la maxime receüe en termes de Droit, que telle confession faicte pardeuant vn Luge incompetent suffit pour le faire appliquer à la question, mais on le peut contraindre d'y perseverer. Or sil persiste en sa confession, il n'est plus requis ne necessaire de l'appliquer à la torture: ains seulement de donner sentence sur le faict de l'accusation contre luy intentee, & le cōdamner sil est prouué par indices que le crime confessé a esté commis par ledit accusé. l. proinde. D. ad leg. Aquil. & l. necessarios §. non alias. D. ad SC. Syllan. Mais si le criminel denie le faict & ne persiste plus en sa confession, il doit estre mis & appliqué à la torture à cause de ses variations. Lequel ne peut donc pas retracter sa confession. Ce que ledit Boër. dict esté confirmé par l'usage & pratique, mesmes par Arrest de ladite Cour de Parlement de Bordeaux.]

c Bossum Traict. de examin. reorum, num. 18.

d Philipp. Decius in l. ea est natura. D. de reg. iur. Alciat. in l. bona. D. de verb. signific. & traict. de presump. Reg. 3. pref. 27. num. 4. Bartol. in l. 1. D. de scar. & per l. 1. in princ. D. de falsis. Immol. in l. qui reus col. pen. D. de public. iud. Felin. in cap. accedens. 2. col. 2. Vlt. non contest. Bossum Traict. de exam. reor. num. 15. & 16. Immol. Confil. 109. Iulius Clar. §. sent. §. fin. quast. 55.

e Cela est pris des Annotations. L'Ordonnance citee au texte François, est de l'an 1498. art. 110. & de l'an 1507. art. 188. François I. 1555. chap. 23. mises au

liure 9. de la Conference des Ordonnances, & portent ces mots, Les procès criminels seront faits & instruits le plus diligemment & secretement que faire se pourra en la presence du Greffier, ou de son Commis, sans y appeller le Geollier, Sergens, Clercs, seruiteurs, & tous autres qui n'auront le serment à nous & à Iustice. Est notable l'art. 144. de l'Ordonnance 1539. Voulons que tous procès criminels se fassent par les Juges, ou leurs Lieutenans & Assesseurs, & non par nos Procureurs & Aduocats, les Greffiers, ou leurs Clercs ou Commis, tant aux Interrogatoires, recellemens, confrontations, qu'autres actes & endroits desdits procès criminels: & ce, sur peine de suspension de leurs Offices, & de priuation d'iceux, ou plus grande peine & amende, s'ils estoient coustumiers: *Lex tamen imperiali cautum est, ut iudex r. cum coram viris probis interroget. Bald. in l. 2. Cod. de exhib. & transmiss. d. l. custodias 12. Digest. de publ. iudic.*

f Il n'est pas raisonnable: & de fait, par Arrest de Parlement de Paris, du 13. iour de Feurier 1538. furent faictes defences au Seneschal d'Auvergne ou son Lieutenant à Rion, de doresnauant faire aucuns interrogatoires, recellemens & confrontations de tesmoins aux prisonniers accusez, en la presenee des Substituts des Aduocat & Procureur general audit lieu: & ausdits Substituts d'y assister, ainsi qu'il est recité par Papon, liure 24. des Arrests, tit. 5. Arrest 1. Il se trouue Arrest du neuuesme Decembre 1561. donné en l'audience: par lequel vne procedure faicte par l'Official, fut declarée nulle & abusue: d'autant qu'elle portoit ces mots, *faicte en la presence du Promoteur.*

g 1539. 146. qui a esté mis cy dessus au commencement des Annotations de ce chapitre: & quant au 147. il sera mis cy dessous, & y a faute en toutes les Editions Françoises, qui ont 136. & 137. au lieu de 146. & 147.

h *Hac interrogatio vim litis contestationis habet: Franc. Arret. Conf. 58.* Monsieur Budé en ses Annotations qu'il a faictes sur les Pandectes, dit que tel interrogatoire se fait auant contestation en cause, & la nomme *Auxpition*. Mais telle opinion d'Aretin est selon Droit commun, qui veut que contestation en cause se face par la demande du demandeur, & responses ou defences du defendeur. *Notatur in Auth. Offeratur. c. de litis contest. M.* Budé estime que tel interrogatoire se fait par la Pratique de France, apres contestation en cause. Car nous n'estimons point vne cause estre contestée, sinon apres la response ou defences du defendeur proposees, le Juge a donné son appointement ou reglement sur les demandes ou defences, ainsi qu'il a esté monstré cy dessus, liure 1. des Institutions Forenses, chap. 36. *Fide Iulium Clar. lib. 5. sent. §. fin. q. 10. & 45.*

i *Ordo exercendorum publicorum & capitalium iudiciorum, Pauli IC. 1. saculo in vsu esse desiderat, l. Ordo. D. de public. iud.*

k Ccey est pris des Annotations.

l Par l'art. 147. de l'Ordonnance 1539. Et apres lesdits interrogatoires parfaits & paracheuez, & mis en forme, seront incontinent monstrez & communiquez à nostre Procureur, qui sera tenu les voir à toute diligence, pour avec le conseil de son Aduocat y prendre les conclusions pertinentes.

m *Litis contestationem ex interloctione consummari probat, l. 1. c. de litis contestat. & ibi Paulus Castrensis. ubi ait litis contestationem fieri debere utraque parte comparante, & iudicio presente, atque ita apud Curiam Romanam seruari, & vn peu plus bas: In causa capitali rei interrogationem à iudice factam, accusatore etiam absente pro litis contestatione haberi. [Bartol. in l. ex iudiciis. D. de accusat.]*

n C'est l'Ordonnance 1539. art. 148. Et si le Proenreur du Roy trouue les confessions de l'accusé estre suffisantes, & que la qualité de la matiere soit telle, qu'il puisse & doieue prendre droit par iceluy, il communiquera lesdites confessions à la partie priuee, si aucunes en y a, pour les voir, si elle veut semblablement prendre droit par icelles, pour ce faict bailler lesdites conclusions par escript à leurs fins respectiuement, & icelles estre communiquées à l'accusé, pour y respondre par forme d'attenuation tant seulement.

o *L. querela. Cod. de fals. & ibi Accus. Bart. Baldus & Angelus, l. sent. Cod. cod. tit. An-*

fer. Dec. Thol. 188. Boër. Decis. qua. 26. num. 1. & 6. & 264. num. 18. temporis diuturnitas non minuit sed auget peccatum. Abbas Sicul. in cap. cum haberet in 3. notab. De eo qui duxit in matr. Idem in cap. 5. extr. de consuetud. Glossa in verbo consuetudinem dicti. cap. 5. & in cap. 1. in verbo per sententiam, extr. de except. cap. cum venerabilis, extr. cod. tit. Iul. Clarus, lib. 3. sentent. §. fin. qu. 51. can. licet 23. qu. 4. Gloss. in can. 2. admonere 33. qu. 2. cap. 1. extr. De noui oper. nunt. cap. au floritate, extr. de conce. prob. Boër. Tract. de acc. num. 30. Modestinus in l. si diutina. D. de pœni. si diutino tempore aliquis in reatu fuerit, aliquatenus pena ei subleuanda est. Et P'lpian. in l. vi. qui. D. ad leg. Iul. Marcif. Is qui in reatu decedit, integritatis decedit. Glossa in can. cito 1. q. 1. cap. cum venerabilis extr. de except. l. 2. & 3. D. de requir. rei. l. in omnibus. D. de diuers. & temp. prescrip. [Panorm. in cap. cum haberet extra de eo qui duxit in matr. quam polluit per adult. ca. cum tanto extra de consuetud. Par le Droict Canonique telle prescription de vingt ans n'est pas receüe. Abbas & Felin. in cap. licet causam extra de probat. & Ausier. Decis. Thol. quaest. 1. cap. 88. Ce qui sentend des crimes qui empeschent les accusez de retenir leurs Benefices & ordres, mesmes apres qu'ils ont fait penitence ordonnee par leurs Iuges, & non pas es autres crimes, quand la loy ciuile n'est pas corrige par les Canons, cap. 1. de noui op. nunciat.] Mais par la Coustume de Bretagne, art. 276. A ction de crime esteinte par cinq ans, prouuant l'accusé son bon nom, si l'accusateur ne vouloit prouuer le faict certain : laquelle est interpretee bien amplement par l'Anglais Ory Semelst. lib. 12. cap. 1. Et Argenté sur ceste Coustume. Aucuns estiment ladite loy Querela falsi, n'auoir lieu en France, comme escrit Charondas, liure 7. des Responces, chap. 58. Toutesfois i'ay veu iuger par Arrest donné à la Tournelle, suiuant les conclusions de M. Brisson, lors Advocat du Roy, que lon n'estoit receuable à faire poursuite d'un crime apres vingt ans : & depuis par autre Arrest du 16. iour de Ianuier 1585. de releuee, le fils d'Antoine Rigaut recherché vingt ans apres pour vne condamnation d'amende: qui n'auoit esté signifiée au defunct, furent les parties mises hors de Cour & de procès sans despens : & auparauant au Parlement de Bordeaux le 22. Decembre 1518. & 22. Octobre 1519. de Paris l'an 1540. rechez par Papon, liu. 24. des Arrests, tit. 11. Arrest 1. Voyez encore la Conference des Coustumes, partie 1. tit. 6. en l'Addition. Damhouder. in Prae. ter. crimin. cap. 1. num. 15. cap. 8. num. 24. 25. & 26.

p Ccey est pris des Annotations.

q Cela est tiré en partie des Annotations, & du texte Latin du chapitre 11. suiuant, & de ce que quelques Docteurs, mesmes Bartole traittent, in l'actiōnem. C. de procur. Vbi procurator ad agendum non debet admitti, nisi caueat dominum à se in causa reconuentionis defendendi : combien que plusieurs soient d'aduis contraire Qui enim inter reos receptus est, non potest alium accusare. Idem Bartol. in l. reum. C. de procurat. scribit reum criminis accusatum debere interim supersedere à persecutione litem etiam alterius ciuilem à seipso institutam, adducitque Lul. Cod. de ordinari. iudic. Laquelle neantmoins n'en parle aucunement. Mais l'opinion de Balde & Paul de Castres doit estre plustost suiuite. Car ils disent que ladite loy dernière se doit entendre quand l'actiō criminelle absorbe la ciuile, comme quand on maintient vn instrument de faux incidemment en cause ciuile.

r Retorquition s'entend retrimination, l'uiquirus. D. de publ. iud. l. neganda est 19. C. de ijs qui accus. non poss. can. neganda. 3. qu. 3. Marianus Socin. in cap. ex literis. extr. de mun. petit. Imper. Gratian. Alius ne ipse quidem cognitor tutus esset aut quæstionem securus agitare, qui exequendo iuris seueritatem, non potest eorum quos punit, odiam euitare. Il peut bien accuser par forme d'exception, & ainsi vser de retorquition ou retrimination. Voyez Ayrault, liu. 3. de l'ordre Iudiciaire, partie premiere, nombre 18. 19. & 23.

s Ccey est aussi pris des Annotations. Bartol. & Alciat. in l. transigere. C. de pactis, où ledit Alciat tient telle loy n'estre point abrogee, ores que la peine de Talion n'ait plus de lieu. Iul. Clarus lib. 5. sent. §. fin. quaest. 58. [Notez que telle transaction profite au Procureur, & sert pour monstrier comme le criminel ou accusé confesse le crime, & est par consequent fait & rendu infame. Chassan. in consuet. Burg. §. 5. nu. 130. & allegue la loy quoniam. D. de his qui not. infra. & Lems delatorem. D. de iure fisci. Or le Procureur du Roy ou fiscal est joint, ou le doit estre, en tous procès criminels & extraordinaires pour l'interest public, & si le procès a esté commencé avec luy & la partie ciuile,

DDD dd ij

& qu'elle transige sur le crime ; toutesfois le Procureur du Roy peut reprendre la poursuite du procès, & se servir de la procédure, qui n'a peu estre effacée par le moyen de la transaction. Toutesfois il ne peut pas requerré ne demander que l'accusé soit tenu pour avoir confessé & aduoué le crime, & ce faisant qu'il soit puny de la peine condigne au delict, d'autant que la transaction qui n'a esté faite avec luy, ne luy doit apporter profit. *l. i. C. de transact. & de plus, le criminel ne doit estre puny sur sa seule confession, sinon qu'il soit bien cogneu d'ailleurs par bonne preuue, qu'il ait eom mis le crime ou delict, comme il est noté sur la loy i. §. item sciendum. D. ad SC. Syllan. Baldus in Auth. sed non iure. C. de seruis fugis. & lason. in l. iussumandum quod ex conuentione. §. procurator. D. de iurjurando.* Et combien que la transaction faite sur le crime de rapt & adultere ne preiudicie sinon à celui qui transige, & non pas à ceux qui veulent faire poursuite de tels crimes, ny au luge qui en voudra informer. *Cynus. Faber & Bald. ind. l. transigere & probant de raptu per textum. l. vnic. §. vi. C. de rapt. virg.* si est-ce que plusieurs tiennent le contraire, que la transaction sur le crime de rapt est licite & permise, pource que tel crime n'est pas fort frequent, & que naturellement on n'est point poussé à le commettre, comme on est en crime d'adultere, comme Bartol. Salic. & lason le notent sur la mesme loy *Transigere*, & Balde qui se contrarie sur la loy *pen. C. En quibus causis. serui pro prauis lib.* & se fonde sur ladite loy Boër. *Dec. 91. & dict* que c'est la commune opinion, & que la contestation en matiere criminelle est reputée estre faite, quand le luge a ordonné que les biens du criminel & accusé eorumax serout saisis & annotez : laquelle opinion est suivie par *Angel. & Boër. quest. 64.* dict qu'en France la contestation se fait par le moyen del'Ordonnance du luge, & decret signifié à personne ou domicilié, & de la demeure du criminel & accusé, & que la peine pécuniaire & procedant de la principale accusation, & les despens du procès criminel : encores que selon le Droit commun les heruiers ne sont pas tenus n'obligez pour les delicts des defuncts, sinon qu'il y ait eu contestation avec lesdits decedez, car nous gardons l'equité Canonique : & sont tenus les heritiers payer les dommages & interets, & *Faber in §. penales Inst. de perpet. & temp. act.* dict que telle chose se garde en Parlement, & que tous autres luges lays en doiuent faire de mesmes.]

e Cey est pris des Annotations.

u *Ce l'ens semper potest agere praterquam in tribus casibus notatis in l. 3. C. de monat.* Voyez M. Ayrault, liure 2. de l'ordre Iudiciaire, partie 4. nombre 81. 82. 84. 85. & 86. où il dit que tout cessionnaire est preuaricateur, & que suiuant Martian. *Qualisunque illa accusatio non potest agi auctoritate, non accusantis voluntate debet aboleri. l. 1. §. accusationem. Dig. ad Turpill. l'ide Bartol. in l. 1. D. de noui oper. vunt.*

x Coustume de Paris, art. 108. faut signifier le transport à la partie, & en baillet copie, auparavant qu'e xecuter. Le cessionnaire n'a que l'action vile, les directes demeurent tousiours en la personne du cedant, comme dict nostre texte. Le cessionnaire est seulement comme Procureur, ayant droit du cedant, *l. 1. & 1. C. de obligat. & act. l. 6. 7. & 8. de hered. vel act. vend. l. 21. D. eod. tit. d. l. 3. C. de monat.* Et autres textes rapprontez en la Conference des Coustumes, partie 2. tit. 5.

y Chap 31. & 36.

z Cela est pris des Annotations.

aa *Notatur in l. p. rectorias. C. sent. resind. non posse, & in l. prescriptionem. C. de except.*

bb Celuy qui allegue telle exception de transaction apres contestation en cause, doit estre condamné aux despens du procès retardé enuers la partie. *Notans DD. in cap. exceptionem extr. de except.* [Voyez l'Ordonnance du Roy François I. 1535. chap. 21. art. 8.]

DE CONSTITVENDO CAPITALI
iudicio.

CAP. XI.



*Q*UOD verò sæpius contingit, ut eorum qui causam publicam curant, alterutro absente accusati conscientia de scelere exploretur, edicit index, interrogationis actibus exhibitum iri: & siquidem hi crimen sola accusati confessione planè probatum compererint, priusato delatori eadem illa acta edent, ut perspiciat an ex his ius sibi metiendum autumer. Itaque si in confessione accusati uterque causa cardinem collocandum existimet, intensionem suam singulatim scripto porrigent: quæ sanè elevandi extenuandi que facultas sola non etiam prorsus infirmandi, accusato conceditur. Planè his æquilibrio appensis iudex quod æquum erit æstimabit. Ex diverso ubi reus omnino inficiat inisse cernitur, vel priusatus etiam persecutor in confessis firmamentum iuris sui minime ponendum censet, libellum de liti summa accusatores non offerunt; sed reum extra ordinem accipiendum peragendumque flagitant: cõtrà ille se reatu solutum iri oblato vadimonio postulat, reique in iudicium consilium mittitur. Quamquam autem in iudicis potestate antehac situm fuerit, virum extra ordinem, an ordinaria civilisque liti instar de scelere questionum pro eius gravitate constitueret, nunc tamen a-risi. Senatus cõsultis illa arbitrij libertas adempta est. Nam iudex in qualibet quamvis leniore capitali controversia reum extra ordinem habere, sicque pervincendam prorsus adniti iubetur, priusquam ad ordinaria disceptationis viam diverfat. Quin nec intervenientibus quidem vadibus accusatum à reatu in testimoniorum descelere habitorem receptionem, vel in aliam diem licet solvere: quod fere antehac usurpatum fuit, neque id omnino in dissuetudinem abiit: at cum suades delicti causa aliquando etiam eo plerique non mediocri auctoritatis iudices utitur, exemplumque ipsius supremi confessus imitantur, cuius permixtis placitis rei data fides sola, non etiam vadibus, libertati pristina ad tempus red duntur. Proinde ad ea que huius commentitia recensque inducta formula propria sunt, accingamur: deinde ad ritum morèque antiquum pertinentia subiungemus. Sed prius his de rebus que in huiusce generis interlocutione per sepe incidunt, aliquid dicendum est: cum enim reus præsumit, coniectatque liti exitum suo non cessurum commodo, ad hanc artem plerumque confugit, ut bellum adornet ad pacem ab adversario extundendam. Ita que curat de ea vi querendum, quam se ab adversario in ea de qua accusatur rixa passum assenerat, questionemque ad eum apud quem criminis postulat, iudicem refert: qui pro commissi qualitate iubet reum aut prehendi, aut per se ipsum sisti iudicio. Si igitur qui in altera lite actor erat, reum nunc efficitur. Quod ubi factum esset, iudices regij iam pridem solebant post accusati interrogationem utràque cõn-gere accusationem, hac quidè interlocutione, quæ proximè post rei interrogationem solet ferri, quæque revocari sceleris indices, atque cum reo committi iubentur. Sed curia suprema id nuper emendavit, constituitque hanc criminis in adversarium reiectionem non esse admittendam, pendente priori controneris, verum in interrogatio-

De cõstitudo-
no capitali
iudicio.

An crimina
in adversariu
reiectione ad-
mittatur. vide
l. vi. 19. C. de
ijs qui acc.
non poss.

seruari oportere, ut altera lito finita de hoc crimine liceat intendere accusationem.
 [Liquis reus Quamquam autem arbitrentur quidam id fuisse decretum, quod qui iam inter reos
 s. D. de public. est receptus, non potest accusare alium: ego tamen ab his dissentio. Nam moribus no-
 iudicij s. l. 1. & stris constat, si accusatus velit accusatorem de alio crimine postulare, illum ad id posse
 19. C. de ijs admitti: cum procurator regium, ad quem publica vindicta cura pertinet, in causâ sem-
 qui acc. non per se leat descendere. Quapropter hoc ea ratione arbitror fuisse constitutum, ne reus
 V. Rec. sent. §. extra ordinem acceptus, qui ad causam dicendam admitti directè prohibetur, an-
 ult. quest. 45.] tequâ extra ordinem accepta questio terminetur, hac obliqua via ad causam recipiatur
 dicendam. Nam hac accusatio à reo iam accusato de eadem rixa instituta, si admis-
 teretur, ei pareret exceptionem aduersus accusationem contra se prius propositam,
 qua quidem exceptio pendente priori accusatione esset discutienda, atque ita per
 obliquum de exceptionibus rei cognosceretur, ad ordinariamque transiretur iudi-
 cium: eo quod extra ordinem ceptum erat, nondum finito. Nunc autem institutum
 exequamur.

DES SENTENCES INTERLOCUTOI- res en matière criminelle concernant la reception en procez ordinaire.

CHAP. XI.

1. Deux formes d'interloquer
apres contestation en cause.
2. Parties retenues à procez ordi-
naire apres l'auditio de l'accusé.
3. Telle sentence donnée par le Ju-

ge sera premierement pronon-
cée au procureur du Roy & à
la partie civile, & puis à l'ac-
cusé, comme la sentence diffi-
nitive.

1. Deux formes
d'interloquer a-
pres contestatio
en cause.

2. Parties retenues
à procez ordi-
naire apres l'au-
ditio de l'accu-
sé.



A forme de l'interlocutoire que donne le Juge
apres la contestation en cause en matiere crimi-
nelle, apres qu'il a veules pieces alleguees par la
contestatio, & produites par deuers luy, est double.
Car aucunes fois il reçoit les parties en procez
ordinaire, & ordonne que chacune des parties
escriira les faicts à ses fins, par interdicts, dedans
certain temps, y bailleront responces dedans autre
temps, & informerront par tesmoins dedans autre temps, & eslargir le-
dict defendeur, en baillant par luy caution^b iusques à certaine somme de
deniers, partie presente ou appellee, & à la charge de se rendre en
l'estat au iour de la reception des dites Enquestes: & eslisant domicile au
lieu où est le procez pendant, & faisant les submissions au Greffe de se
representer audit estat, toutes fois & quantes qu'il sera ordonné. Et

ceste forme d'interlocutoire est baillee par les Ordonnances dernieres, art. 150. Et a lieu quand les matieres sont de petite importance, comme il est mis par ledit article. Et mesmement quand il est question d'un simple exploit fait en chose. ^d

Et faut que ceste sentence, comme la diffinitive, soit premierement prononcee à la partie civile, & au Procureur du Roy, qu'à l'accusé, afin que s'ils veulent en appeller, ils en appellent: & à ce moyen empeschent l'eslargissement du defendeur. Et ainsi en a esté dit par plusieurs arrests, & decreté adiournement personnel contre les Juges & greffiers pour auoir fait du contraire.

3. Telle sentence donnée par le Juge, sera premierement prononcée au Procureur du Roy & à la partie civile, & puis à l'accusé, comme la sentence diffinitive.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XI.

Des sentences interlocutoires, &c.

B *ALDVS in l. i. c. de fort. scribit, ubi capimus extraordinariam viam ingredi, non licere ad ordinariam digredi, speculator Tit. de sens. §. 2. versic. Quid de istis. in 2. parte operis, scribit hodie crimina extra ordinem agitari.* Par les Ordonnances du Roy Loys 12. 1498. art. 118. & 119. & de l'an 1507. art. 197. & 198. François I. 1535. Chap. 13. art. 47. & 48. & 1536. Chap. 2. art. 11. & 12. & 1539. pour Bretagne art. 12. mises au liure 9. de la Conference Tit. 1. Si par le procez extraordinaire on n'auoir peu rien gagner, & que l'accusé eust deuenement prouué. & verifié les faits iustificatifs & de reproche, ou que du commencement par l'interrogatoire de l'accusé ou qualité du fait, la matiere se trouuoit disposée à regler les parties en l'ordinaire, sans passer plus auant à l'extraordinaire, nos Juges receuront les parties en procez ordinaire à bailler leurs faits, & faire Enquestes sur iceux. Et si la matiere y est disposée, sera le prisonnier eslargy, à la charge de se représenter & rédre en estat au iour que l'Enqueste sera rapportee ou receuë, & faisant les submissions en tels cas requises & accoustumées. Notez que quand le procez criminel est conuerty en procez ordinaire, c'est tousiours sans à reprendre l'extraordinaire. Toutesfois la partie ne peut faire ny executer rien de criminel qu'il ne soit dit & ordonné par le Juge préalablement. Arrest du 14. iour de Juillet 1578.

b L'Ordonnance 1539. art. 150. La matiere estant de petite importance, apres que les parties sont ouyes en iugement, on ordonne qu'elles seront receuës en procez ordinaire, & leur est presigé vn delay pour informer de leurs faits: & cependant on eslargit l'accusé à caution limitée, selon la qualité de l'excez & du delict: à la charge de se rendre en l'estat au iour de la reception de l'Enqueste. Auourd'huy on ne pratique plus de donner caution: mais suffit de faire les submissions portées par l'Ordonnance & sentence du Juge, *Vide l. Diuini. c. l. seq. D. de custod. & exhib.*

c Cest article est le sept vingt & trente, & ainsi faut lire où bien 150. Le Roy François 1536. chap. 1. art. 4. les parties sont aussi receuës en procez ordinaire, quand la matiere est de petite importance.

d Loys 12. 1498. art. 118. & 1570. art. 209. François I. 1535. Chap. 13. art. 49. & 1536. chap. 2. art. 13. & 14. Et si par le procez ordinaire se trouue charge suffisante pour condamner l'accusé en quelque peine corporelle, & criminelle, nos Juges seront restraindre l'accusé pour estre la sentence prononcée en iugement, ou pour estre les temoins ouys en l'Enqueste, lesquels le chargeront, recollez & à luy confrontez: & ce fait procedé au iugement du procez, ainsi qu'il appartiendra par raison. Voyez le chap. 15. de ce 3. liure cy-dessous.

DE TESTIBVS CRIMINIS INDICIBVS,
aliisque euocandis & cum reo committendis.

CAPVT XII.

De testibus cri-
minis iudicibus
aliisque euo-
candis & cum
reo committendis.

ERGÓ iudex criminis indices reuocari, examinarique alios nondum re-
stificatos, ac cum reo (si opus erit) committi imperat. Quòd si post de-
nuntiatum testimonium ad diem constitutam abfuerint, iisdem mo-
diò omnino ad testificandum compelluntur, atque in civilibus con-
trouersis: de qua res ut vbertim supra disceramus. Sed & præterea
sui met prehensione coguntur. Quin si in alterius indicis custodia vrpote aliorum fla-
gitiuorum conscij detineantur, iudex cuius interest, data ad alterum epistola rogabit
ut eos sinat eius rei causa apud se exhibendos: quòd quidem si renuat, haud improbé
ab eo appellabitur. Caveat tamen id ad quem ea res spectat, nec precum loco in parem
agat imperio, non solum enim iussus ille spernetur, sed appellationis etiam iustissima
causam præbebit. Rursus ubi testes denuntiationi obtemperant, exacto ante omnia
iureiurando iudex eos diuersos super sceleris indicij iam proditis interrogat scimote
utique reo, his autem prout a se dictum prælegendam exposcere licet quam respon-
deant: ne foris memoria non satis tenacis lapsi prioribus dictis non congruentia
effutiant, ob idque in fraudem incidant. Tum si in testimonio iudiciorum constanter
perstiterint, his quoque seorsum deductis, iudex eum iureiurando obstrictum de
admissi veritate iterum percontatur. Quòd si infestationis propositum perstinaciter
retineat, iudex cum eo testes illos singillatim componit, delatoque iureiurando v-
triusque interrogat an mutuò se agnoscant. Deinde reum admonet ut si quid habeat,
quo testem incuset inrestituibilem reproberque, id in medium afferat. Reus igitur
nullam prorsus causam prætermittat, quia testis existimationem sugillare queat.
Nam causas alias postea comminisci non licet: ac ex his solis, quas tunc proponet, te-
stimonij inquiruntur, si modò ha alicuius sint momenti. Ex diuerso iudex à teste
sciscitatur, an ha cause quibus eius eleuata est opinio, veritate nitantur. Ad-
hac ex utroque admissi conscientiam perseruat ut acinuestigat, testis dicta coram
vetroque letitiat, testemque interpellat, in hisne perseverandum existimes: mox
reum an his assensatur: atque omnia diligentissimi curas à præsentè actuario com-
scribenda.

DES

DES SENTENCES INTERLOCUTOIRES, contenant les recolemens & confrontations des tefmoins.

CHAP. XII.

- | | |
|--|---|
| <p>1. Sentence que les tefmoins seront recolez & confrontez, si mestier est.</p> <p>2. D'appointer les parties en procès extraordinaire.</p> | <p>3. Interpretation de l'Ordonnance 1539. art. 149.</p> <p>4. Des delais pour faire venir tefmoins, [& comme il faut prendre conclusions par escrit.]</p> |
|--|---|



L'Autre forme de l'interlocutoire est que le Juge ordonne que les tefmoins contenus par les informations seront recolez, & autres ouïs & examinez, & confrontez si mestier est, au defendeur : & que les demandeurs feront venir lesdits tefmoins dedans certain temps, selon la distance des lieux & qualitez des parties, & de la matiere. ^{1. Sentence que les tefmoins seront recolez & confrontez, si mestier est.}


Et combien que par les Ordonnances dernieres article 149. il soit dict ^{2. D'appointer les parties en procès extraordinaire.} que le Juge incontinent apres que les parties demanderesses ou l'une d'elles, a declaré qu'elle ne veut prendre droict par la confession du defendeur, doit donner ladite sentence interlocutoire : toutesfois cela ne doit pas estre entendu que le Juge ne puisse bien ordonner, que les charges & confessions du defendeur seront mises par deuers luy, avec autres pieces que bon semblera aux parties pour en ordonner : parce que le Juge n'est pas tenu d'avoir memoire du contenu esdites informations & confessions. Aussi que souvent on adiuge quant & quant par ceste interlocutoire provision d'alimens & medicamens, pour laquelle bien arbitrer est mestier de voir & poiser les informations & rapports des Chirurgiens, si aucuns sont. ^{3. Interpretation de l'Ordonnance 1539. art. 149.}

Et j'ajoit que par les Ordonnances susdites article 151. soit dict que pour amener tefmoins, & les recolez & confronter, on ne doive bailler qu'un delay, & iceluy passé, doive estre le procès iugé en l'estat qu'il se rattrouvé apres ledit delay passé sur les conclusions, qui sur ce seront promptement prinſes & baillies par escrit respectivement, sinon que pour grande & vrgente cause on donnast autre second delay, pour faire ce que dessus : apres lequel passé n'y pourront jamais retourner par reſcuiement, n'autrement : toutesfois ladite Ordonnance n'est point gardee, ains les Juges Royaux & autres baillent encores aujour d'uy trois ou quatre delais comme auparavant, dont les pauvres prisonniers sont fort vexez : & ^{4. Des delais pour faire venir tefmoins, [& comme il faut prendre conclusions par escrit.]}

EE Eee

706 PRACTIQUE CIVILE ET CRIMINELLE
seroit mestier y pouruoir, pour faire entretenir ladite Ordonnance, qui est bien equitable; car d'y pouruoir par voye d'appel, il n'y a propos: car auparavant que le pauvre prisonnier peust auoir son relief, les delais seroient passez.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XII. Des sentences interlocutoires, contenant, &c.


a  Oyez le titre 1. du liure neuuesme de la Conference des Ordonnances Royaux.

b 1539. article 149. Et s'ils ou l'un d'eux ne vouloit prendre droit par les confessions, sera incontinent ordonné que les tesmoins seront amenez pour estre recolez & confrontez audit accusé dedans le delay, qui sur ce sera ordonné par Iustice, selon la distance des lieux, & qualité de la matiere & des parties, art. 150. Sinon que la matiere fust de petite importance, comme il a esté dict cy dessus.

c Il faut ainsi lire, ou bien *septs vingt & trente*, & non pas *cent trente*, comme ont toutes les Impressions Françoises pour la plus part: lequel article porte ces termes, Et si dedans le delay baillé pour amener tesmoins, & les faire confronter, ou pour informer comme dessus, n'auoit esté satisfait & fourny par les parties respectiuelement, sera le procès iugé en l'estat qu'il sera trouué apres ledit delay passé, & sur les conclusions qui sur ce seront promptement prinles & baillies par écrit de chacun costé, chacun à leurs fins: sinon que pour grande & euidente cause lon donnast autre & second delay pour faire ce que dessus: apres lequel passé ne pourront iamais retourner par reliefuement, n'autrement.

DE CVSTODIA REORVM DONEC TESTIMONIA completa fuerint, innocentia obiectorum in testes probatione.

CAPVT XIII.

 *seruandum est autem, ne dum hac geruntur, comment arienſis vinclo copiam des ſecretius, amotiſque arbitrio cuiuſpiam compellandi. Verum ſi antea reus in cuſtodia minimè habitus fuerit, ac pro carcere urbis mania ſint ei aſignata, ſicuti ſerè indulgetur leuiori criminis poſtulationi, praſertim ſi egregia ſit conditionis: tum iudex eum à teſtium conſuetudine colloquioque prohibebit, multa grauioris comminatione, ac ſceleris tanquam maniſeſti pœna nonnunquam praſtituta. Interdum etiam ubi hiſ non ſatis proſpectum teſtium ſubornationis animaduertit, reum in apparitoris proprij domo cuſtodiri iubet, donec teſtimonia completa fuerint. Jam ubi labare indicia conſpiciunt regia cauſa curatores, vt alij teſtibus accuſationem inſtruant, à iudice dilationem impetrant: tametiſi etiam in ſuperiori literis conſtitutione (quum ſcilicet reuocandos indices decernit) alioſ praeter ea teſtes audiendos ſtatuerit. Quin & ſi à teſtium producentorum ſacra tace, ut poſe pluribus in eam rem dilationibus fruſtra inſinopis,*

submotus fuerit regius procurator, nihilominus ei iudex aliam dilationem indulgere debet: si modo in cōquirendis testibus operam nauasse, licet fortè minus iustam, publico documento ostendat, veluti apparitorū chirographo, quos testimonius quibusdam denuntiavit. Non possum hic sub silentio praterire quorundā regis procuratorū improbitatem perniciamq; adeo ignominia iuxta & supplicij securam, ut harum dilationum prætensa specie, priuatis delatorū aut inimici clam impellentū studio accusatum semestri, ac annali nonnunquam carceris squallore atterant & satigent: necnon ut ad hanc arumnam addant, si accusatus reatu ad tempus soluiatur perexiguū, ab eo promouant ad suprema tribunalia: ut ille interim tamdiu carcerum tenebris circūsepatur, quoad definita fuerit appellatio. Humanū profectò, Christianæque misericordiæ oleo delibutum ingensum. Sed eo præterea illorum iniustitia capitis alior est, quòd dum questum aut gratiam ex his rematiū aucupantur, acerrimos seclerum vindices cunctis se approbare contendunt, subindèque prædicant comparandis seclerum probationibus fauendum esse: nec etiam ad plures solo diuturnioris custodiæ metu delinquendi peruenire licentiam. Verum de his plū satis: ad institutum iam properemus. Quum igitur ab ulteriori testimonij productione sum publicum, sum priuatum accusator apud acta sponte abstinuit, aut rite depulsus fuit, denique iudici sit censendi potestas. Itaque prius Regio procuratori, patronoque totius litis instrumentum editur, ut intentionem petitionēque suam subscribant, qua omnino (quoad per eos præstari potest) sententia ferenda norma sit, & exemplum. Deinde omnia litis acta apud se prolata iudex coram delectis fori sui causidicis regiæque causæ curiosis examinabit, aut iam excussa ad eos referet: ac non numeratus, sed liberatus. eorum sententiis expendet utrum de causali queat, necne. Et si quidem crimen testimonij probatum eluceat, verum ita rem testimonij eleuauerit opinionem, ut nulla eorum dictis sit fides adhibenda, decernes ut rem intra certam diem de his, quibus testimonij vitam laeserit, doceat: vicissimque accusator de his, quibus testes suos subleuauerit. Interdum autem iubetur rem testimonij nomina, quibus reprobationis causus probaturus sit, apud acta deponere, adeo ut ei non liceat in eam rem alios testes aduocare. Quod quidem summo magis iure quàm aequitate defendi posse autumaui. Num enim rem carceris tadio confectus, in numero, eorum testimonij memoriam, aut nomen tenere poterit? cum viros etiam pudentes in ipsa libertatū securitate insignis quandoque rei fugiat recordatio: tum quòd nescio quo pacto serè usu venit, ut qui in alieni lyncæ planè sint oculi, in propriis cæciant negotiis, & consilio patrociniòque alterius egeant: idque potissimum, ubi de re ardua occurrit deliberatio. Qui item sciat ut compertam habeat alterius conscientiam, qui numquam eam explorauit? aut licet antehac quendam alicuius rei gnarum noverim, nunc tamen eius memorem illum esse diuinem? Prætèrà aduersarius qui testimonij nomina didicerit, eorum testimonia vel gratia, vel pecunia, vel metu constuprare & corrumpere poterit, aut ut callidius agat, incautumque testem fallat, eius operam in longinquam peregrinationem conduceret, ut interim eius testimonium subtrahat. Accedit huic & altera summa etiam seueritatis species. Siquidem iudices nonnulli iubere solent, ut rem apud acta pecuniam certam his probationibus conficiendis donec deponat: atque id negotium per apparitorem suum expendant. Quod quidem accusati innocentie perinde ac eius rei familiari non parum

incommodat: nam apparitor tantam diligentiam conquirendis testibus non impendit, neque ita modicum sumptum facit, atque accusati consanguineus, vel amicus. Nec me fallit horum decretorum acerbisati causam dedisse, promptam ad testes corrumpebrosos multorum audaciam: proinde nec censenda hac usquequaque absurda: quando magnum omne exemplum aliquid semper ex iniquis habet, quod contra singulos pro utilitate publica rependatur. Verum alio quoque pravius frano cœcisa est testium subornatio, constitutionis nempe qua Princeps noster huic sceleris. confisos in discriminatum ultimo supplicio edixit militandos, quâquam in civili solum controuersia peccatum sit. Atque de his hactenus. Igitur (ut ad rem sermo redeat) probationes illas non solum tabulis, sed etiam testibus conficere poteris accusatus, eandemque, ac in civili disceptatione præscriptissimus, formam retinebis. Atquis non propterea nemo vel vinculis soluitur, sed per consanguineos aut amicos eam rem curandam habet. Caterum ubi laxiore (veluti urbis) custodia detinetur, vadimonium apud acta prius depositum, neque Regio procuratore obrepente, sit ei potestas pristina libertatis, quoad probationes illas absoluerit: idque non passim nec omnibus, sed reo locupletiori, ac in leuiori criminis accusatione concedendum. Quamobrem iudex, aut quisquis alius ex iudicii mandato testes audierit, protinus ac completa fuerint testimonia, diem accusato, ad quam vadimonium obeat, præstiter: nonnunquam verò ubi iudex interrogandorum testium provinciam ad se recipit diem, accusato præstiter, & testimonium probationibusque aliis asciscendum, & subeunda etiam reatus conditioni. Delegati sanè intra conditum tempus testimonium cum gestorum renuntiatione obsignata ad delegantem perferenda studebit. Quod si reus vadimonium deserat die constituta, et modicum sibi contrahit, nihilque secius atque si adesset, de accusatione pronuntiatur. Nam licet iudex ad tempus recusatum liberatus à reatu, hanc pœnam comminari solitus sit, ut si ad vincula pristina reuocatus non pareat, criminis impositi tanquam manifestus habeatur: non tamen ob eam contumaciam, sed ex criminalis questionis instrumento iudicatur vel noxius, vel innocens. Et si delicti conditio exoptulet seueriorem animaduersionem, iudex priusquam in reum sententiam dicat, eum imperat carceri reddendum: sicuti infra copiose magis disputabimus. Planè si quid aliud reus fueris causificatus, quod ad manifestandam innocentiam respiciat, ut puta quòd dum perpetratum est delictum, adeo procul alibi egerit, ut propter locorum intervalla suspicionem à se omnem remoueat: iudex super eo non absimili quoque modo inquires quàm occultissimè, ac circumsimè, ut testibus componendis subornandisque obuiam eatur. Rursus eandem prouidentiam operamque è re accusatoris præstabit, nam & testes quibus accusator suorum opinionem tueatur, audiet. Etenim iudex actori, & reo studere debes equaliter, ita tamen, ut in rei fauorem sit paulò propensior: quamuis nonnulli insigni morum integritate præditi, accusatoris partes studiosius quàm rei tueantur, tanquam hac ratione Deo gratissimum præstent obsequium. Quò sanè ut à legum, ita à Dei ipsarum auctoritatis clementia nihil esse potest alienius.

Quomodo
probata ob-
iecta in tes-
tes.

De accusato
ad reatum re-
uocando.

DES RECOLEMENS ET CONFRONTATIONS de tesmoins : ensemble des faits iustificatifs de l'accusé.

CHAP. XIII.

1. Accusés ne seront eslargis pendant la confrontation.
2. De restreindre l'accusé pendant les Confrontations.
3. Anciennement on n'usoit de voye & procesz extraordinaire de recolleimens & Confrontations de tesmoins : sinõ en crime de lèze Maisté.
4. De la contraincte des tesmoins en cause criminelle.
5. Comment un Iuge doit requerr son pareil, & user de commandement enuers son inferieur.
6. D'empescher que les coupables de mesme delict ne puissent decliner du Iuge qui a commencé le procesz d'un des chargés.
7. Comment on appelle ceux qui incidemment sont chargés en faisant le procesz criminel.
8. Celuy qui est ouy comme tesmoing & se charge du cas, il n'est attaint & convaincu par sa confession, ains faut de ce faire son procesz criminellement.
9. La maniere de recoler les tesmoins, & les confronter au prisonnier ou accusé.
10. Le Iuge doit aduertir l'accusé de dire reproches contre le tesmoing auant la Confrontation autrement qu'il n'y sera iamais receu.
11. De Confronter tous tesmoins tant ceux qui chargent, que qui ne chargent point.
12. Si le tesmoing est tenu de persister en sa deposition contenuë par l'information.
13. Quand les tesmoins se desdient tous du contenu en l'information.
14. Si le tesmoing qui a signé sa deposition peut varier.
15. Des conclusions des gens du Roy apres les recolleimens & Confrontations faits.
16. De la sentence interlocutoire par laquelle est ordonné que l'accusé nommera les tesmoins, par lesquels il entend prouuer ses iustifications & reproches, & qu'ils seront ouys ex officio.
17. L'accusé n'est eslargy que la voye extra-ordinaire ne soit parfaite.
18. Le Iuge commet aux Iuges du pays, ou sont les tesmoins pour

les ouyr, appellé avec luy son Greffier ou autre adjoinct.

19. Le Commissaire commis pour faire les enquestes des Justifications & reproches ne doit recevoir les objets, ains seulement la protestatiõ de les bail-

ler.

20. On n'a accoustumé avoir regard aux reproches baillez contre les tesmoins ouys sur les Justifications & reproches, sinon es cas cy-apres declarez.

1. Accusez ne se-
rõs eslargis pen-
dant la confron-
tation.

2. Derestraindre
l'accusé pendant
les confrontatiõs.



ST defendu par lesdites Ordonnances, * article 152. de non eslargir les accusez pendant les delais qui seront baillez pour faire ladite confrontation, pour obtenir, que cependant les accusez ne puissent suborner tesmoins.

Car quand ores les accusez ne sont arrestez, & retenus que par la ville & faux-bourgs, ne ains en aucunes foies on les restrainct biẽ durãt lesdites confron-

tations. Et pource quand la Cour renvoye quelques accusez venans en personne seulement pardevant quelque Juge Royal, elle leur baille le chemin pour prison, & met la clause: *Sauf à les restraindre pendant les confrontations si faire se doit*: & leur fait defence de non communiquer avec les tesmoins par eux, ne par interposees personnes, directement ou indirectement, à peine de mille liures, & d'estre atteints & conuaincus des cas à eux imposez. Et pendant lesdites confrontations, si le Juge voit qu'à faire soit, il ordonne qu'ils tiendront prison en l'hostel d'un sergent, ou qu'ils seront mis aux prisons ordinaires, selon la qualite des accusez, & de la matiere.

3. Anciennemẽt. Est à noter qu'anciennemẽt, ^b & du tẽps de l'Empire Romain, on n'avoit point de telle voye extraordinaire es causes criminelles: sinõ qu'il fust question de crime de leze Majestẽ contre l'Empereur, ou la republique. Et ainsi fut procedẽ extraordinairement à l'encontre d'une femme nommee Epicharis, & autres chargez d'avoir fait coniuration pour occir l'Empereur Neron, comme recite Cornelius Tacitus au quinziesme liure de son histoire, en la vie de Neron. Et pareillement Ciceron en avoit usẽ au proces criminel fait de la coniuration de Lentulus, ainsi que recite Saluste en la coniuration Catilinaire.

4. De la cõstrain-
te des tesmoins
en cause crimi-
nelle.

Les tesmoins doiuent estre adieurnez ^c pour venir estre recolez & confrontez, si besoin est, audit defendeur, & s'ils sont refusans ou delayans de venir, ils peuvent estre contrainsts tout ainsi qu'en cause civile, dont nous avons traictẽ cy-dessus au premier liure. ^d Voire dẽs le premier adieournement à eux baillẽ, s'ils ne comparent, le Juge peut ordonner qu'ils seront contrainsts par emprisonnement de leurs personnes, saisies de leurs biens, & mulctes, & amendes.

5. Comment un
Juge doit requie-
rir son pareil,
& user de com-
mandement en-
vers son inferieur.

Et si le Juge a mestier de quelque prisonnier detenu es prisons d'un autre Juge pour le confronter à un sien ^e prisonnier, il peut ordonner

que le Juge qui a ledit prisonnier, sera sommé & requis de le bailler, pour estre amené en seure garde au lieu où il est mestier faire la confrontation, si le Juge n'est point inferieur, ne du ressort d'iceluy qui veut faire ladite confrontation: mais s'il est inferieur, le superieur peut ordonner commandement estre fait à son inferieur de bailler le prisonnier. Autrement si le Juge ordonnoit commandement estre fait à vn Juge non estant de son ressort, il auroit matiere d'appeller de ladite Ordonnance, & du commandement qui s'en seroit ensuiuy.

Et ne peut le tesmoing ainsi appellé, se decliner de la iurisdiction du Juge pardeuant lequel il est appellé. Parquoy s'il y a plusieurs coupables de mesme delict, afin de les tirer pardeuant vn mesme Juge, & que la continence de la cause ne soit diuisee, les Juges Royaux qui ont commencé le procez criminel d'un, ont accoustumé faire appeller & adiouner les autres coupables pour estre ouys, recolez, & constontez. Et a esté confirmé par plusieurs Arrests, que les adiournez en ceste maniere ne peuuent demander leur renuoy, si ores le Juge qui les fait adiouner veut apres leurs depositions ou recollemens, & confrontations, entreprendre de faire leur procez.

Semblablement, si en faisant le procez criminel d'aucun, suruient charge contre autre, on peut appeller celuy qui se trouue chargé, pour estre ouy sur certains poincts & articles du procez. Et celuy qui ainsi est appellé à droict, ne peut decliner la iurisdiction, à laquelle il est appellé.^h

A ceste cause comme par vne Ordonnance du Roy François, il fut dit que les maistres, fussent nobles ou roturiers, seroient tenus des delicts de leurs seruiteurs, non seulement de peine pecuniaire, mais aussi de peine corporelle: & au procez fait contre le seruiteur d'un delict par luy commis, son maistre eust esté appellé pour estre ouy sur certains poincts & articles du procez, sçauoir est, si le delinquant estoit son seruiteur au temps qu'on pretendoit le delict auoir esté commis: & le maistre sur ce ouy auroit confessé que ledit delinquant lors estoit son seruiteur: se seroit meue difficulté, si attendu ladite confession du maistre, il pouuoit estre condamné: il fut resolu que non, & qu'il falloit ordonner que le maistre viendroient en personne pour estre ouy, & qu'on luy feroit son procez, comme d'un autre delict.

Or traittons à present de la forme qu'il faut tenir en recollement & confrontation de tesmoins. Le Juge fait faire premierement serment au tesmoing qu'il veut recoler, de dire verité: & s'il se doute que le tesmoing soit attiré ou forcé, il luy demandera qu'il luy die ce qu'il sçait du fait de l'accusation, qu'il luy recitera en brief, sans luy dire sa deposition contenuë par l'information: & s'il voit qu'il die au plus près de ladite deposition, il la luy fera lire par son Greffier, ou luy lira: & apres icelle leuë, il luy demandera par le serment qu'il a fait, si elle contient verité: & fera escrire ce enquoy il persistera, & enquoy il corrigera sa premiere deposition. Et s'il persiste & charge le defendeur, incon-

6. D'empescher que les coupables de mesme delict ne puissent decliner du Juge qui a commencé le procez d'un des charges;

7. Comment on appelle ceux qui incidemment se chargent, en faisant le procez criminel d'un autre.

8. Celuy qui est ouy comme tesmoing, & se charge du cas, il n'est atteint & convaincu par sa confession, ains fait de ce faire son procez criminellement.

9. La maniere de recoler les tesmoins & les confronter au prisonnier ou accusé.

rinent luy fera ¹ confronté ledit tefmoing : ſçavoir eſt le Juge fera venir pardevant luy le defendeur, preſent le tefmoing, & leur fera faire ſerment de dire verité, & apres les interrogera s'ils ſe cognoiſſent bien, & ſi le defendeur eſt celuy duquel le tefmoing parle par la depoſition & recollement.

10. Le Juge doit
advenir l'accu-
ſé dire repro-
ches contre le
tefmoing, avant
la confrontation
autrement qu'il
n'y ſera jamais
recu.

Et ſ'il dit qu'ouy, le Juge demandera au defendeur, auparavant que luy lire la depoſition du tefmoin, ſ'il a aucuns obiects ou reproches à dire contre le tefmoing illec preſent, & luy enjoindra de les dire promptemēt : & luy declarera que ſ'il ne les dit preſentement, par apres il n'y ſera jamais receu : & de ce le Juge le doit expreſſement advertir, ainſi qu'il eſt dit par leſdites Ordonnances dernieres, article cens cinquante quatre.

Et ſ'il n'allegue aucuns reproches, & declare n'en vouloir alleguer, & qu'il s'arreſte à la depoſition du tefmoing, ou demande delay pour dire ou bailler par eſcrit les reproches, ou apres iceux avoir mis par eſcrit, le Juge lira, preſens le defendeur & le tefmoing, ^m la depoſition du tefmoing, & demandera au tefmoing, & apres au defendeur ſi elle contient pas verité, & ſera eſcrite ce qu'ils en diront. Et apres que ladicte depoſition ſera levée, le Juge ne recevra plus le defendeur à dire ou bailler reproches, ſelon leſdites Ordonnances, article ſept vingts quinze.

11. De confronter
sous tefmoins
sans ceux qui
chargent, que
qui ne chargent
point.

Iaçoit que par leſdites Ordonnances au precedent article ſoit dit, que ſur ce que le tefmoing perſiſtera & fera à la charge de l'accuſé, il luy ſera confronté, & à ce moyen ſemble que ſi le tefmoing ne charge l'accuſé, il ne luy doit eſtre confronté : toutes ſois plusieurs Juges de grand'experience confrontent tous tefmoins, tant ceux qui chargent, que ceux qui ne chargent point, afin que le demandeur partie civile ne puiſſe cognoiſtre ſi les tefmoins chargent ou non, & que voyant que ſes tefmoins ne chargent point, il face ſon effort d'en ſuborner. Il faut auſſi que le Juge recole & confronte tous les tefmoins ouys par l'information, ou qu'ils ſoient contumacez par deux defaults. Car il peut eſtre, que ceux qui ne ſeroient point confrontez, ou contumacez, chargeroient plus l'accuſé, que les autres confrontez. Et pour ne l'avoir ainſi fait, vn Juge Royal eut adiournement perſonnel en la Cour de Parlement. Et peuvent eſtre ouys plus de dix tefmoins ſur vn fait en cauſe criminelle : & ne garde l'on l'Ordonnance, qui defend d'ouyr plus de dix tefmoins ſur vn fait. ⁿ

12. Si le tef-
moing eſt tenu
de perſiſter en ſa
depoſition con-
tenu par l'in-
formation.

13. Quand les
tefmoins ſe deſ-
dient sous du
contenu en l'in-
formation.

Le tefmoing n'eſt point tenu par ſon recollement & ^o confrontation de perſiſter en ſa depoſition redigee par eſcrit en l'information : & peut impunement varier & muer ſa depoſition, ſ'il void qu'elle ne ſoit veritable, ainſi qu'elle eſt eſcrite, combien qu'il ſoit juré par l'information : car on a trouué P par pluſieurs fois que les ſergens, & Notaires qui beſoignent és informations, ne mettent au vray le dire du tefmoing.

Et pource quand grand nombre de tefmoins ouys par information ſe deſdient, & dient n'avoir depôſé le contenu en leurs depoſitions :

tions: le Juge deuroit ordonner que le Sergent & le Notaire viendroient en personne, pour estre ouïs sur certains poinçts & articles du procès, & s'ils estoient trouvez coupables, les chastier bien. Car aujourdhuy ce crime pullule tant, qu'il n'y a si homme de bien qui ne soit mis en peine & en danger par ces Sergens & Notaires. Voire en y a de si meschans, qu'ils demanderont à celuy qui fait faire l'information, s'il veut auoir prinse de corps, ou adiournement personnel: & font l'information grasse ou maigre, selon le desir de la partie, non pas selon que les tesmoins veritablement dient. 9

Mais si le tesmoin a signé sa deposition, il ne peut plus impunément varier. Toutesfois aucuns tiennent qu'il peut encores varier sans danger de peine, mesmement quand il dit auoir signé par surprinse, ou circonstance, & qu'il en fait apparoir en quelque sorte: pource qu'il est requis que la variation soit faite par dol, à ce qu'elle soit punissable, mais on n'y adiouste pas si grande foy. Et est à noter que le Juge doit recoler & confronter tous les tesmoins ouïs par l'information, ou les contumacer.

Après les recollemens & confrontations parfaites, le Juge ordonne que le procès sera communiqué aux Gens du Roy, pour y prendre leurs conclusions dedans le temps de l'Ordonnance: lesquelles seront preparatoires ou diffinitives, & telles que la sentence doit estre, & les doiuent bailler par escrit au pied du procès. Et s'il trouue que l'accusé ait allegué aucuns faits peremptoires seruans à sa descharge, ou innocence, comme alibi, ou aucuns faits de reproches legitimes & receuables; il requerra que l'accusé ait à nommer promptement les tesmoins, par lesquels il entend prouuer lesdits faits, soient iustificatifs ou de reproches: ou sinon prendra conclusions de torture, ou diffinitives, comme est dict par lesdites Ordonnances, article 156. & 157.

Le Juge suiuant les conclusions des Gens du Roy, si elles sont raisonnables, donnera sentence: car il n'est tenu de suiuir leurs conclusions, sinon partant qu'elles sont ciuiles, & s'il void la matiere à ce disposée, il ordonnera par sa sentence, que l'accusé nommera les tesmoins, par lesquels il entend monstrer lesdits faits iustificatifs & de reproches, & lesquels seront par luy examinez *ex officio*, & que pour ce sera consigner à l'accusé certaine somme de deniers au Greffe. Et par après le Juge fera extraict des faits des iustifications & reproches receuables de l'accusé; lequel il enuoyera monstrer par son Greffier à l'accusé, pour nommer promptement les tesmoins, ce qu'il sera tenu faire; autrement n'y sera iamais receu, ainsi qu'il est mis par l'article 156. desdites Ordonnances: dernières: lesquelles Ordonnances sont merueilleusement rigoureuses, & est aduenu à l'Auteur d'icelles, comme à Perillus: car c'est chose fort seueré & dure, qu'un pauvre prisonnier ennuyé de la prison d'un an ou demy an, soit tenu nommer promptement lesdits tesmoins; veu qu'en cause ciuile, qui n'est beaucoup si dangereuse, les parties ont delay pour faire ouïr leurs tesmoins. Aussi que le prisonnier n'autre pour luy, ne pourra parler aux tesmoins qui viendront pour estre ouïs pour luy, & qu'il faut que le Pro-

14. Si le tesmoin qui a signé sa deposition, peut varier.

15. Des conclusions des gens du Roy apres les recollemens & confrontations faites.

16. De la sentence interlocutoire, par laquelle est ordonné que l'accusé nommera les tesmoins, par lesquels il entend prouuer ses iustifications & reproches, & qu'ils seront ouïs ex officio.

FFFFF

curcur du Roy, qui est partie aduerse, les face venir, & par aduerture on en baillera la charge à vn Sergent, qui sera attiré & practiqué par la partie aduerse du prisonnier. Et parce seroit bon de moderer vn peu lesdites Ordonnances. Encores estoit beaucoup 7 plus equitable & benigne l'Ordonnance faicte sur la reformation du stile de Breragne, composee par mesme Autheur, par laquelle estoit dict, que si celuy qui apres les confrontations à luy faictes, alleguoit aucuns objects, estoit homme simple, & tel qu'il n'estoit vray-semblable qu'il eust forgé ses faicts iustificatifs, ou de reproches, & ne fust suspect de faire fabriquer tesmoins, pour en faire preuue, comme vne femme simple, ou vn pauvre homme rultic, en ce cas il deuoit estre receu à alleguer & faire preuue de seldits faits. Et au regard de la crainte de subornation 2 de tesmoins, y a esté pourueu par l'Ordonnance 2^a du feu Roy François, publiee en la Cour le 24. iour d'Auril l'an 1532. par laquelle quiconque portera faux tesmoignage en iugement, doit estre puny de peine de mort.

17. L'accusé n'est eslargy, que la voye extraordinaire ne soit parfaite.

L'accusé ne doit estre eslargy pour faire sadite preuue, mais tient tousiours prison en l'estat qu'il estoit au temps des confrontations: pour autant que la voye extraordinaire n'est encores parfaite: mais quand le Iuge voyoit que la matiere estoit legiere, & que l'accusé estoit seulement arresté par la ville & faux-bourgs, aucunesfois du consentement des gens du Roy, auparauant lesdites Ordonnances dernieres, il eslargissoit l'accusé pour faire sadite preuue: ce qu'il ne peut faire de present, veüe ladite Ordonnance derniere.

18. Le Iuge cōmet aux Iuges du pais où sont les tesmoins, pour les ouïr, appellez avec luy son Greffier ou autre aduocat.

Si les tesmoins.^{bb} nommez ne peuvent venir, le Iuge peut commettre au Iuge des lieux où ils sont, & à son Greffier pour les ouïr, & l'inquisition faicte, la renuoyer close & sceellée seablement par deuers luy. Et en ce nous gardons le Droiët Canon, 66 par lequel est permis aux Iuges de commettre toutes parties qu'ils veulent de la cause: ce qu'ils ne peuvent faire de Droiët Ciuil. 44

19. Le Commissaire cōmis pour faire les enquestes des iustificacions & reproches, ne doit recevoir les objets, ains seulement la protestation de les bailler.

Et ne peut le Commissaire 66 commis pour faire ceste enqueste, recevoir les objets que la partie aduerse baillera contre ses tesmoins, ains seulement receura à protester de bailler lesdites reproches deuant le Iuge, duquel il a esté commis Commissaire. Mais si les demandeurs requierent estre receus par le Iuge à bailler objets à l'encontre des tesmoins ouïs pour les iustificacions & reproches dudit defendeur: le Iuge doit ordonner qu'ils les bailleront en vñ sac à part, pour y auoir tel regard que de raison en iugeant le procès.

20. On n'a accoustumé auoir regard aux reproches baillies contre les tesmoins ouïs sur les iustificacions & reproches, siuon en cas cy apres declaré.

Toutesfois on 66 n'a point accoustumé y auoir regard, parce qu'en tant que touche les objets & reproches bailliez contre les tesmoins, ouïs sur les reproches dudit defendeur, ce seroit recevoir tesmoins reprobatoires contre les reprobatoires. Et quant aux reproches des tesmoins ouïs sur les iustificacions, on ne les reçoit point, parce que ce seroit vne chose sans fin: car il faudroit encores recevoir les objets que le defendeur bailleeroit contre les tesmoins, que les demandeurs seroient ouïr pour objecter les tesmoins du defendeur: car autrement ce seroit chose inique,

qu'on receust les demandeurs à objecter, & qu'on ne receust le defendeur aussi à objecter. Et est encorcs plus equitable d'arrester & restreindre la faculté d'objecter aux demandeurs qu'au defendeur : car les Droits es sont plus favorisans aux defendeurs qu'au demandeur, & tendent plus à absolution qu'à condamnation. Mais si les objets estoient tels, dont il peult apparoir promptement & par esécriture authentique, comme par sentence irroguant & portant infamie contre le tsmoin, ou par lettres de transaction non gratuite faite par le tsmoin sur vn crime; lors le Iuge doit receuoir ledit object.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XIII. Des recollemens, &c.

A plus grande partie de ce 13. chap. est tiré des Ordonnances de l'an 1539. & des Annotations de l'Authcur par luy mises sur le chapitre 12. de ce 3. liure des Institutions Forenses. On sçait assez les causes & raisons pour lesquelles les recollemens & confrontations sont faictes en vn procès criminel ou extraordinaire : lesquelles il n'est besoin declarer à present, comme estant assez vulgaires; & me contenteray de dire avec Cic. *in oratione pro Caelio* : *Accusatio crimen desiderat, rem vt definias, hominem vt noster, argumensio probet, teste confirmet.* C'est aux Rois de France, comme aux Empereurs à Rome, de prescrire & ordonner la forme que lon doit garder esdites procédures extraordinaires, *vt rectè scriptum est in l. 11. C. Th. de exhib. rei. Dabimus formam, quam vnusquisque iudex sequetur, in eo qui reus fuerit inuentus.* Le Iuge doit donc recoller les tesmoins, *ea diligentia & fide, qua oportuit, cap. 53. De testibus extr. vt etiam in casu, cap. 48. extra. cod. tit. & l. vi. Cod. cod. tit. Vide Unium, Decad. 4. lib. 9. Vbi de Spurio Albino Consule.* Ayrant liure 2. partie 1. nombre 18. & 19. Ragueau en son Indice, *in verbo* recoller. Notez que l'eslargissement d'un prisonnier ne se doit point faire n'ordonner auant la confrontation, ainsi qu'il a esté souuent iugé par Arrest de la Cour, mesmes le 23. iour de Iuin 1565. & depuis par Arrest donné aux Grands-Iours de Lyon, le 29. Nouembre 1596. par lequel defenses sont faictes au Lieutenant Criminel & autres Iuges d'eslargir les prisonniers parauant le recollement & confrontation, pour quelque cause que ce soit : comme aussi d'ordonner aucun eslargissement, sans communiquer au preallable au Substitut du Procureur general, & à la partie ciuile, & sans que les charges & informations ayent esté veües, & l'affaire delibéré en la Chambre du Conseil, en presence des Iuges qui sy trouueront pour le moins iusqu'au nombre de trois, dont sera fait registre : le tout sur peine de respondre des dommages & interests des parties. Par autre Arrest donné à la Tournelle le Samedi 18. iour de Feurier 1595. furent faictes inhibitions & defenses à tous Iuges de recoller & confronter tesmoins ailleurs qu'és prisons ou place du siege : & le mesme iour fut aussi dict qu'un prisonnier ne pouuoiraucunement estre ellargy pendant les appointemens contenant les delais de recoller & confronter. Par autre Arrest donné és Grands-Iours de Poitiers en Audience, le dixseptiesme Nouembre mil cinq cens septante-neuf, entre maistre Loys de Loyac, Substitut de Monsieur le Procureur general du Roy en la Prieuosté de Tours, appellant d'une part, & maistre Victor Gardette, Lieutenant Criminel audit lieu intimé : & furét faictes defenses audit Lieutenant criminel d'entreprendre aucune cognoissance, Cour ne iurisdiction sur ceux

FFFFf ij

qui seront constituez prisonniers de l'Ordonnance du Preuost de Tours, ny sur autres, entre lesquels y aura procès pardeuant ledit Preuost : sinon qu'il y eust appel interiecté de luy : sur peine d'amende arbitraire.

b Cecy est tiré des Annotations, sur le chap. 12. *Baldus in §. iniuria. tit. de pace iur. firm. ait ex inquisitione generali non posse reum condemnari, sed sublequi specialiter oportere inquisitionem, in qua idem testes repeti debent vel alij recipi, ut in d. cap. per tuas. 48. & cap. cum clamor 53. extra. de testibus, c. l. vlt. C. cod. iur.* Le Juge peut bien repeter de son office les tesmoins diuins ou contraires directement en leurs depositiōs, comme en l'histoire de Susanne dans Daniel 13. & en Tacite liure 15. pour la coniuration faicte contre Neron par Sceunus & Natalis.

c Cela est pris des Annotations.

d Chap. 41.

e *Exhibetur reus testibus, ut discernant dignoscant que nunc ille sit, quam testimonio designant & presserint. Bart. in l. 2. Cod. ad exhib. Ausfer. Decij. Thol. quest. 164.* Dont il se trouue vn trefbel exemple dans Dion, liure 60. in causa Val. rj. Asiatici. V'ide l. Diuus Pius. D. de questionib. Damnoher in Praxi rer. crim. cap. 47. Il a esté souvent defendu aux Greffiers ou leuts Commis de faire aucuns recellemens & confrontations, mesmes le 19. Nouembre 1596. aux Grands-Jours de Lyon, il est defendu au Greffier criminel, les Clercs ou Commis, de faire aucunes informations, recellemens & confrontations, sur peine de faux : bien pourront receuoir lesdites informations, interrogatoires, & instructions sous lesdits Juges ou autres.

f Les prieres que font ordinairement les Juges les vns aux autres, sentendent quand ils sont hors de leur pouuoir & iurisdiction : ou bien quand ils sont en pareil le autorité : dont il a esté parlé cy dessus au 1. liure des Institutions Forenses, chap. 2. sur la fin d'iceluy, tant au texte, qu'és Annotations. *Vide Paul. Castr. in l. iudices. C. de fide instrum.*

g Cela est extrait des Annotations mises sur le chap. 12.

h Il faut entendre telle chose sainement selon ce qui a esté cy dessus traicté és chapitres 6. 7. & 8. de ce j. liure. Le Clerc ou Prestre est delaisé à son Juge, & les laics doiuent respondre entierement. Et au contraire, s'il y a informations faites pardeuant le Juge Ecclesiastique, contre vn Clerc & vn lay, doit ledit lay demandant son renuoy, estre renuoyé : le priuilege clerical estant personnel : iugé par Arrest à la Tournelle le 6. iour de Ianuier 1565. & l'appellation comme d'abus receüe, ainsi qu'il a esté montré cy dessus, chap. 3. & de ce j. liure.

i 1540. article 30. mise au 6. liure de la Conference des Ordonnances Royaux titre 1.

k *Quamuis delictum sit notorium, opus est tamen sententia declaratoria delicti commissi. Felinus in cap. cum non ab homine. extra de iudic. Ausfer. dist. Decij. Thol. quest. 164.*

l Le Roy François I. 1536. pour Bretagne, chap. 2. art. 40. Ordonnons que d'oresnauant n'y aura aux procès criminels, que les informations qui seront en vn cayer à part, selon l'ordre du temps qu'elles auront esté faictes : & en teste de chacun tesmoin contenu en l'information, sera coté si le tesmoin a esté confronté ou non. art. 41. Et apres se fera vn cayer des recellemens & confrontations, qui seront faits en bref, sans aucune chose repeter. Mais quant au recellement fera seulement mis, que le tesmoin, apres le serment par luy faict, à perseuerer, ou sil a augmenté ou diminué en sa deposition, dont sera fait mention Et quant à la confrontation, ne contiendra autre chose, que le reproche & l'interrogatoire qui aura esté sur ce faict par le Juge, avec la responce du prisonnier : & se faict avec le serment dudit prisonnier & du tesmoin, auparavant la lecture de sa deposition, art. 42. Et en teste des tesmoins examinez esdites informations, où il sera fait mention que le tesmoin aura esté recollé & confronté, & sera dict dauantage, *Folio tali verso, ou non verso*, article 43. Et outre vn petit cayer des interrogatoires & confessions du prisonnier, qui seront trois cayers, avec les informatiōs faites d'office sur les iustificatiōs & reproches, qui seront mises en vn autre cayer à part : & chacun desdits cayers goutez & superscrits sur le dos de la main du Greffier, qu'iles baict au not. auparavant

que les mettre par deuers le Iuge: & retiendra les minutes par deuers luy, pour y auoir recours si besoin est. Les anciennes Ordonn. de Loys 12. 1498. article 3. & 1507. article 190. & de François 1. 1535. Chap. 13. article 26. portent que se feront toutes les diligences necessaires pour plus amples informations, recollemens ou confrontations de tesmoins, ou pour la verification de l'alibi ou autre fait, si aucun en ya de receuable, pour ou contre le prisonnier, le plus diligemment & secrettement que faire se pourra: en maniere qu'aucun n'en soit aduertey. La forme de recollement mi'e par nostre Auteur est exprimee par l'Ordonnance 1536. Chapitre 2. article 18. & de l'an 1539. art. 153. Car ledit article 18. porte. Auparauant faire les confrontations, les tesmoins doiuent estre recolez par le Iuge, en l'absence du prisonnier, & leur demandera par serment, si la deposition contenuë es informations est veritable: dont il fera aussi fait mention par le procez. Et par l'art. 153. Quand les tesmoins comparoistront pour estre confrontez, ils seront incontinent recolez par les Iuges, & par serment en l'absence de l'accusé. Et surce qu'ils persisteront, & qui sera à la charge de l'accusé, luy seront incontinent confrontez separement, & à part l'un apres l'autre. Notez que pour les Iustificacions est fort notable le dire de Gordian Empereur, *Iudex non minus accusatorem ad docenda, quam reum ad purganda que negat, urgeret debet.* [Les procez criminels & extraordinaires se doiuent traicter & conduire à l'instar des ciuils & ordinaires l. *absentem*. Digestin de *pauis*: fors & excepté en ce qui est autrement ordonné & prescrit par les Edicts & Ordonnances Royaux. Or en matiere ciuile le tesmoin doit prester le serment de dire la verité l. *uris iurandi*. C. de *testib. cap. 1. eod. tit. in antiq.* A plus forte raison le tesmoin doit prester le serment en la presence de l'accusé lors de la confrontation: parce qu'il n'a esté present lors que le tesmoin a fait le serment es informations & recollemens: & se fait telle chose en l'absence du criminel.]

III. *Testium dicta publicanda sunt, reoque criminis perscrutari debent.* cap. 24. & pen. extr. de *accus.* cap. 12. extr. de *sent. & re iud.* Or la forme de la confrontation est aussi exprimee par l'Ordonnance de l'an 1536. chapitre 2. article 17. & 1539. pour Bretagne article 17. Incontinent que le tesmoin sera amené en la presence du prisonnier pour luy estre confronté, sera demandé à iceluy prisonnier, s'il a aucuns reproches à l'encontre du tesmoin, pour les escrire & mettre au procez, si aucuns en dict: ce qu'il sera tenu faire promptement, & sans luy donner aucun ternel ou delay pour ce faire: pareillement seront rapportez par escrit les responces que sera ledit tesmoin ausdits reproches. Et si le prisonnier dit n'en auoir ou n'en vouloir dire aucuns, ou ne cognoistre ledit tesmoin, en sera fait mention par le procez. Et ce fait apres serment deuëment faict tant par l'accusé que le tesmoin, c'est à sçauoir, par l'accusé de dire & recognoistre la verité, & par ledit tesmoin de ne charger ledit accusé sans cause contre verité, sera faite lecture de la deposition du tesmoin, pour sçauoir s'il perseverera en icelle en la presence du prisonnier, qui apres ladite lecture, ne sera plus receu à dire aucun reproche contre ledit tesmoin. Toutesfois où par aucune grande & raisonnable cause, le Iuge verra qu'il seroit bon informer des reproches & de la qualité des tesmoins, faire le pourra de son office. Et 1539. article 14. le tesmoin reproché par l'accusé, sera promptement interrogé par serment, si les reproches contiennent verité, & audit interrogatoire en sera faite mentiõ par le procez. Les Ordonnances depuis faites en l'an 1539. sont formelles; art. 154. Et pour faire la confrontation, comparoistront tant l'accusé que le tesmoin, par deuant le Iuge, lequel en la presence l'un de l'autre, leur fera faire serment de dire verité: & apres iceluy fait, & auparavant que lire la deposition du tesmoin en la presence de l'accusé, luy sera demandé s'il a aucuns reproches contre le tesmoin illec present, & enioinct de les dire promptement, ce que voulons qu'il soit tenu faire: autrement n'y sera iamais receu: dont il sera bien expressement aduertey par le Iuge. Et s'il allegue aucun reproche, & declare ne le vouloir faire, se voulant arrester à la deposition des tesmoins, ou demandant delay pour dire ou bailler par escrit ses reproches, ou apres auoir mis par escrit ceux qu'il auroit promptement alleguez, sera procedé à la lecture de la deposition du tesmoin, pour confrontation: apres laquelle ne sera plus receu l'accusé à dire ny alleguer aucuns reproches contre ledit tesmoin. [*Vide Boer. dec. Burdig.*

FFFFF iij,

quest. 301. num. 12. où il dit qu'anciennement les Juges donnoient vn delay aux accusés pour reprocher les temoins: ce qui n'a lieu à cause des Ordonnances 1539.]

n Arrest à ce propos du 24. Avril 1551. recité par Papon liure 9. des Arrests Tit 1. Arrest 34. & Tit. 11. Arrest 10. suivant les Chapitres: *Ex senore, & cap. fraternitatu. extra de testib.*

o Ceci est tiré des Annotations, sur le chap. 12. cy. dessus.

p Bald. in l. nullum. C. de testib. Specul. Tit. de teste §. 1. versic. *Quod si idem testes.* Et n'est point neantmoins le temoin estimé periuic: combien que Felin, in cap. cum in tua extra de testib. tiennne le contraire, n'empie iustem perinurere perinurere quidam quidam extra iudicio dixerit, deinde in iudicio contrarium intratus etiam asseruit. Mais Balde, Confil. 465. vol. 2. & in l. gesta. C. de re iudic. confirme, la premiere opinion. Guido Pap. Decis. q. 340. 546. & 593. In edicto Throdoric. cap. 73. Auctoritates quorumlibet iudicum vel precepta cuiuslibet sedis ac potestatis, sola publica seruata ciuilitate exequantur officia, promittit se esse ad iudicium venturum: nihil ultra presumat appariter. Sic non omnes Irenarchas ex fide bona elogia scribere compellitur, in l. Diuus 6. D. de custod. reorum Damhender. in Praxier. crim. c. 10. Parle de la maniere des reproches, & au Chap. 51. des Saluations. Bossum Tract. de opposition. contra testes.

q *Quamuis secundum ius commune potius credatur notorio qui testu dictum scripto redegit, quam testi se aliter quam scriptum est dixisse asserenti, ut Felin. tradit in cap. cum causam 1. extr. de testib. athen ubi tamen est iura testium scripto aduersantium, fieri non potest quin non vacillet atque comedit scriptura fidei.*

r Felin. in cap. cum in tua. extr. de testib. Qui contra signum suum falsum praebeat testimonium, poena falsi tenet pronuntiatio est l. lege Cornelia 9. §. 1. parna l. eos 27. §. 1. & cum. D. de l. Corn. de fals. Felin. in cap. cum in tua. in sen. col. extr. de testib. Salic. in l. nullum. C. de iud. [Bartol. sur la l. eos D. de testib. dit que si vn temoin a signé sa deposition hors iugement, & apres la denie, ou dit le contraire, il'est coupable du crime de faux. Parant le Juge peut ordonner de son office que la deposition luy sera & son seing monstré: & peut le Juge ordonner telle repetition, non seulement pour faire interpreter la deposition douteuse & incertaine: mais aussi toutes & quantes fois qu'il elt requis & necessaire. Par nostre v'sance le temoin peut bien demander qu'on luy face lecture de sa depositio: toutesfois si sa deiniere deposition est cōtraire à celle qu'il a signee, il n'est pas pourtant puny comme de faux: mais d'vne plus legere peine ou amede, comme menteur. Boër. Decis. Burdegal. quest. 108. elcrit que Hyppol. in d. l. eos. est de cest aduis, mais il n'approuue son opinion, & dit seulement que tel temoin doit estre mis à la question. Toutesfois il dit que par Arrest du Parlement de Bourdeaux, vn temoin sur puny qui auoit deposeé des charges & informations qu'il auoit esté present à vn homicide & qu'il auoit veu commettre, ce que depuis par son recollement il auoit denié, par ce qu'il y auoit huiet autres temoins qui monstroient euidentement son mensonge. Au surplus pour la preuve des faits iustificatifs on peut receuoir les familiers & domestiques de l'accusé & autres personnes, qui ne sont pas irreprochables. Speculator Tit. de Inquisitione. §. 4. versiculo. sed nunquid eas vel innocentiam. Ioan. de Anania in Confil. 59. Autres disent que leur temoignage ou deposition ne peut subsister, si tels domestiques ne sont de bonne vie & mœurs, comme les Prestres qui seruent aux Cardinaux ou Eueques. Francis. Brun. in Tractatu de iudicio & tort. in 1. questione principali: & ante eum Baldus in l. 2. C. de testib. & Felin. in cap. in literis de testib. in antiq. Car les faits iustificatifs ou d'innocence se preuuent facilement mesmes par presomptions. Bart. in l. ubi §. 11. de quest. Hyppol. de Marfil. Conf. 51. Boër. Dec. Burdegal. Quest. 301. num. 12. Temoin vacillant ou trouué incertain, peut estre mis & appliqué à la question si le cas le requiert, l. ex libero homine 1 §. in princ. l. vnus 18. §. 1. testes. D. de quest. l. 2. 16. & 20. D. de testib. cap. dilecti filij extr. de appellat. & c. l. in l. nullum. C. de testib. index quilibet potest testem vacillantem & falsitatem dicentem punire, cuiuscumque fors fuerit ille testis. Faber ad l. falaciter. C. de abolit. dicit testem posse torqueri si dicas se interfuisse factu & vacillet, ex d. l. vnus §. testes l. de minore. D. de quest. Auth. Presbyteri. C. de Episcop. & Cler. Ioan. Andreas in cap. praeerea & c. cum causam extr. de testi. Anser. Dec. Thol. qm. 280. Panormit. in cap. cum in tua. xir. de testib. Bart. in d. l. eos. D. de falsis & Bald. l. gesta. C. de re iud. Au reste Bartol. in l. si p. suauertis §. penult. D. de adulter. & Accus. in Nouell. de testib. §. illud tamen, tiennent que l'on

s'arreste à la premiere deposition, quand la derniere est faicte apres la publication de la premiere. *Guid. Pap. Dec. d. quest. 146. & 191.* parle de deux depositions faites en iugement: mais si la premiere a esté faite hors iugement, & l'autre iudiciellement, la derniere l'emporte. *Bald. ind. l. nullum. C. de testib. & ind. l. gesta. col. 11. C. de re ind. Lodon. Rem. Conf. 505. Alexander. Conf. 74. col. 1. lib. 1. Ausfer. Dec. Thol. quest. 280. D. D. in l. generaliter 13. C. de non num. pecun. Vbi restit. Iustinus Imperator, Nemo indignum esse iudicamus, quod sua quisque vice dilucide protestatus est, id in eundem casum infirmare proprioque testimonio resistere. Dynus ad cap. 1. De regul. iur. in 6. elem. cum illius. De renunc. l. si fundus. D. de leg. commiss. l. pen. C. de repud. her. can. si testes 6. qui falso 4. q. 1. Papon liure 9. des Arrests. Tit. 9. Art. 14. Par Arrest du 12. iour de Ianuier à la Tournelle 1584. fut vn tselmoin nommé Blandin pour auoir varié en vn procez criminel condamné à faire amende honorable la torche au poing, nud, & la corde au col.*

s 1539. art. 156. Les confrontations faites & parfaites, sera incontinent le procez mis entre les mains de nostre Procureur, qu'il visitera bien & diligemment, pour voir quelles conclusions il doit prendre, soient diffinitives ou preparatoires, & les bailler promptement, & par escript, art. 157. Et s'il trouue que l'accusé ait allegué aucuns faits petemproires seruaus à sa descharge ou innocence, ou aucuns faicts de reproches legitimes & receuables, il requerra que l'accusé soit promptement tenu de nommer les tselmoin par lesquels il entend prouuer les faits, soient iustificatifs ou de reproches, ou sinon prendre les conclusions diffinitives.

t 1539. art. 158. Et sur lesdictes conclusions verra le Iuge diligemment le procez, & fera extraict des faits receuables, si aucun en y a, à la delcharge de l'accusé, soit pour iustification ou reproche: lesquelles il monstrera audit accusé, & luy o'donnera promptement nommer les tselmoin, par lesquels il entend informer desdicts faicts: ce qu'il sera tenu faire: autrement n'y sera iamais receu.

v *Habet ali qui d. omne magnum exemplum, quod contra singulos utilitate publica rependitur,* comme il est porté dans le texte Latin de nostre Authear: laquelle sentence il a empruntee de *Cornel. Tac. lib. 14. Annal.* en l'oraison de *Caïus*.

x Il entend parler de Mr. Poyer, auquel il fut dit, *Pater legem quam tuleris.* L'histoire est fort vu'gaire.

y C'est vne autre Ordonnance faite pour la reformation du Stile de Bretagne de l'an 1536. Chap. 2. art. 17. mis cy dessus.

z Cecy est prins en partie du texte Latin, & d:s Annotations sur le chap. treiziesme.

aa Mise au 9. liure de la Conference des Ordonnances Tit. 13 *Falsum testificans in capitali causa ultimum supplicium exigente, morte etiam petendum est, l. 1. in princ. D. ad leg. Corn. de sic. in statuto indefinita & qui pollet vniuersali. cum aliqui esset infirmitas. Bartol. in l. omnes populi num. 57. D. de iust. & iure.*

bb Cecy est prins des Annotations, sur le Chapitre 13.

cc *Guid. Pap. Dec. quest. 62. 4. Faber in auct. ad hac. C. de iudic.*

dd *Authent. apud eloquentissimum. C. de fide instrum. & ibi Faber.*

ee *Faber ad d. Auth. apud eloquentissimum, tradis delegatum ad recipiendos testes non posse testiam reprobationes admittere.* Ce que nous ne gardons principalement quand c'est vne commission de la Cour. *Vs est in stilo. Parl. Tit. de delegat.* Mais és Cours inferieures on garde l'opinion de *Faber* & de *Felin*, in cap. licet, col. 4. extr. de probat. où ils disent que tel Commissaire peut receuoir les protestations de bailler reproches.

ff Cecy est tiré des Annotations Latines, tant sur le Chapitre 11. que 13. où nostre Authear dit que *Balde in l. quos prohibet. D. de postuland. & Alex. Immol. in Consil. 152. in 8. vol.* sont d'auis que le Iuge peut de son office supplier les obiects, ores que l'accusé n'en ait proposé aucuns *Ipsius est enim pro accusati laborare innocentia & si non defendatur. 19. D. de peni. Vbi restit. V. p. ian.* Et qui cognoscit, debet de innocentia eorum querere. Ce qui est confirmé par *Bartole* sur ladite Loy. Et *Paul. de Cast. in l. arenam. C. de iustific. testam. Vbi tradis indicem posse testem repellere, si ex actis apparet testem criminis fuisse condemnatum: id iudex etiam facit reo inuito. Felin. in cap. nullum. 2. extr. de accus.* Au surplus aucuns estiment que le criminel & accusé peut apres la confrontation donner reproches en payant les despens du procez retardé, suivant l'opinion de *Philip. Decius. Conf.*

189. in §. Polum. [Vide notata in cap. d. loci dilectus extr. de probat. d. favorabiliores. Et l. non debet. D. de regul. iur. Ioan. Andr. Anon. & Abbas. in d. cap. licet.]

88. Favor pro reo. l. inter pares 8. D. de re iudic. l. perspicendum 11. l. si preses 32. Et l. fin. D. de panis. l. 4. D. de suff. iur. l. semper 56. D. de regul. l. 11 §. eod. in l. si pars. D. de inoffi. test. l. 47. D. de oblig. & alt. cap. cum sint paria. De regul. in 6. Harmonop. lib. 1. Tit. 2. Aristos. prob. 19. & 18. Sect. 19. Aristophanes Grammas. ἔτασ ἢ οὐ γινώσκῃς ἤτοι, ἀλλοῦται ἢ κατηγγινώσκῃς. Euripid. in Elect. & in Iph. Taur. Seneca. Epist. & cum paribus sententijs absoluitur: & semper quicquid dubium est, humanitas inclinat in melius. Idem alio loco. Semper in dubijs humanitas inclinat in leniorem. Vide calculus Minerve notissimus: & paribus sententijs, solet absolui. Plutarch. in Catone Virg. C'est qu'on dit vulgairement, qu'en matiere criminelle n'y a point de partage. Equo enim sententiarum numero reus absoluitur. Cicet. in Oration. pro Cluents. & epist. 8. lib. 8. ad Famil. Lex iubet absolui, qui pares sententias tulerint. Quintilian. Declam. 254. Paribus sententijs ea vicerunt, qua absoluerunt, & Decis. 314. Paribus sententijs absolutus est. La Cour de Parlement à Paris, sur l'Edict. mil cinq cens quarante neuf, pour la jurisdiction des Prevosts des Mareschaux, ordonne qu'au iugement il sera passé outre de deux opinions: autrement que le procez seroit party s'il ne passoit que d'une opinion. Ragueau en son indice, in verbo, Partage. Vide Alciat. 3. Praef. 44. S. Augustinus: Vbi parii numeri sententia fuissent, proponi absolutio damnationi solet. Ange. Abb. lib. 5. cap. 16. Placuit inter pares sententia, ut clementior semper severiori praeferatur. Cuias. 12. Obf. c. 16.

DE QUESTIONIBVS, SEV DE REO tormentis subijciendo.

CAPVT XIII.

De reo tormentis subijciendo.



*F*LEX porro adest in causidicis hac testimonia cum alijs controuersia gestu confert ac excutit. Quod si ita scelus copertum deprehendant, ut sola ipsius deesse videatur confessio, ut que crimen atrocium, quod scilicet corporale supplicium commuerit: illum tormentis astimabunt, quae si quoque in eum a iudice decerneretur. Euestigio autem quaestiones instrumenta explicabuntur, hisque reus extruciabitur antequam ad alios actus consensum dixerit at concilium: nisi forte nox, aut iusta quapiam causa negotium in posterum diem cogat reijciendum: at que tum silentio summo res interim premenda est. Planè reus praesente regio procuratore, patronoque necnon iudice, eiusque actuario, duobus etiam causidicis, apparitoribusque aduocatis torquetur. Actuario vero iudice verbis praecunte notum mandabit tormenti genus, quantumque illum fuerit impetus, quotiesque inflictus. Adhuc qua si forte, quae uel duritia id iusti uenerit: ac demum omnia quae uel in ipso quaestione cruciatus, uel ante uel postea statim responderit. Insuper eorum qui huius adfuerint, nomina adscribet. Quanquam autem clarissima dignitatis praestantia olim a tormentorum metu quosdam liberaret, iudiciorum tamen nostrorum disciplina promiscuè his omnes subijcit: sed non sine luculentioribus commissis indicis quae duorum certe idoneorum testium fide consent, quantumlibet humili loco sit accusatus. Verum legis civilis amplectimur sententiam, quae in causa quidem capitali muliebre non aspernatur testimonium. Postero uero die a tormentis illis reus in alio loco quam in quo ea passus est, de crimine interrogabitur: ut inde eorum, quae uis metusue quaestione extorserit, uel inficiatis, uel perseueratis dignoscatur. Sax. si

Qui interesse debeant quaestioni.

reus

rem adeo vafro fis ingenio, ut cum primum tormentū fis obiectus, flagitium confiteatur, deinde his exemplis continuo inficietur, ac ficut Chamaleon pellis colorem, ita hic verba de industria mutet, Prothes vultum imitatur: nihilominus his qua sub tormentorum confpectu, vel in ipsis etiam dixerit, standum est omnino, si modò ea cum testimonio de scelere latius cohareant. Quod quidem Parisienfis curia placitis comprobatum accepimus. Atque novū emergētibz indicijz iure quaestio reperiuntur.

DES JUGEMENS DE QUESTIONS & tortures.

CHAP. XIII.

1. *Question comme sera ordonnee par aduis du conseil.*
2. *Quelle preuve est requise pour adinger la torture.*
3. *Toutes personnes en ce Royaume sont sujettes à la torture, de quelque dignité qu'elles soient.*
4. *De la prononciation de la sentence de la torture, & execution d'icelle.*
5. *De la maniere de bailler la torture.*
6. *D'interroger le prisonnier le lendemain hors le lieu, où a esté*

- baillée la question, pour voir sa perseverance de la confession faite en torture.*
7. *De ceux qui confessent en la question, & apres qu'ils sont interrogez le lendemain, ils le nient.*
8. *De n'adinger la question, sans que les indices resultans du procès soient purgez.*
9. *Peine corporelle ne s'adinge par indices violens.*
10. *De ne repeter torture.*



LE Juge par apres met le tout au conseil: & si le cas dont est question, est presque verifié & prouvé, par maniere qu'il ne reste plus que la confession du defendeur, & que le cas soit enorme, & tel que s'il estoit verifié, il requerrait grande punition corporelle: le Juge fera deliberer la question ^a en quelque lieu secret par gens notables & lettrez, non suspects & fauorables, qui n'auront esté au conseil des parties, presens ou appelez les Aduocats du Roy, suivant les Ordonnances du Roy Loys douzième, art. 112. ^b Et selon la deliberation il donnera la sentence, par laquelle il ordonnera qu'avant que proceder au iugement diffinitif du procès, le defendeur sera mis en question de torture, pour savoir plus amplement par sa bouche la verité du cas à luy imposé.

1. *Question comme sera ordonnee par aduis du conseil.*

GGGGg

2. *Quelle preuve
est requise pour
adiuger la torture.*

Et sur ce conuient sçauoir que selon l'opinion d'aucuns Docteurs de Droit ^c ciuil, il suffit de la deposition d'un tefmoin depofant du fait dont est question par vn des fens du corps, comme de la veüe, ou bien fil n'y a qu'indices, faut que les indices soient prouuez ^d chacun par deux tefmoins. Et à ce concorde l'Ordonnance du Roy saint Loys, publiée en l'an ^e deux cens cinquante & trois, qui est mise és Ordonnances escrites en Latin, mises à la fin du ftile de Parlement, aussi escrit en Latin. Et fuiuons le Droit ciuil en ^f ce qu'une femme est creüe en tefmoignage en cause criminelle, cõme il est contenu par les Arrests recueillis par maistre Jean le Coq, en la question 162. Combien que de Droit Canon ^g elle ne soit receüe en tefmoignage. S'il y a indices suffisans pour adiufer la torture, & que l'accusé la souffre sans rien confesser, la peine doit estre diminuee, si les indices sont tels & si violents qu'ils meritent quelque peine estre infligée: comme il fut obserué par la Cour de Parlement de Bordeaux par vn Arrest, que recite M. Bohier, en son uiuant premier President de ladite Cour, en ses Decisiõs dudit Parlement, en la question 164. où il recite, que plusieurs accusez d'un homicide, du commencement l'auoient nié; par apres auoient confessé l'auoir fait à leur defense: par vertu de laquelle confession & d'autres indices, ils furent mis en torture, où ils ne confesserent rien: neantmoins les aucuns furent bannis, les autres fustigez, les autres eurent les aureilles coupees.

3. *Toutes personnes en ce Royaume sont sujettes à la torture, de quelque dignité qu'elles soient.*

Et jaçoit que selon le Droit Ciuil & Canon aucunes personnes pour l'excellence de leurs dignitez ne puissent estre torturees, ^h comme les Decurions & Prestres: neantmoins auourd'huy nous n'en vsons point: car indistinctement tous sont sujets à torture; d'autant que quand il y a sempleine preuve du crime, icelle charge exclut ⁱ tout honneur. Et mesmement quant aux Prestres, les Iuges d'Eglise les mettent en torture quand le delict est enorme. **k**

4. *De la prononciation de la torture, & executio d'icelle.*

Par les Ordonnances du Loys douzieme, és articles six vingts deux & six vingts trois, il faut que le Iuge apres ^l auoir fait prononcer la sentence de torture à l'accusé, incontinent & sans diuertir à autres actes il la face executer: sinon qu'il fust si deuers le soir qu'on ne le peust commodement faire, ou pour autre iuste cause: auquel cas il faut différer la prononciation de la sentence & execution d'icelle iusques au lendemain matin, & ce pendãt tenir la deliberation & sentence secrette: Pource me semble quãd la Cour confirme par son Arrest vne sentence de torture, qu'elle ne deuroit point renuoyer l'accusé pardeuant le Iuge ^m à qui pour executer la torture, ains qu'elle la deuroit executer: car bien difficilement on pourroit faire que par les chemins en retournant l'accusé il ne fust aduertý de l'Arrest, & ne se preparast contre la douleur de la question.

5. *De la maniere de bailler la torture.*

Le Iuge en presence des Aduocat & Procureur du Roy, deux Aduocats de son siege, & deux de ses Sergens, fera mettre l'accusé en torture, fera escrire par son Greffier la maniere de la torture: car il y a diuerses manieres de tortures. L'une est, dont ⁿ nous vsons communement en Poictou, qu'on nomme brodequins, ⁿ qui sont aiz qu'on lasse és iambes des pri-

sonniers avec cordes ; & puis on met entre les aiz & iambes trois coings l'un apres l'autre. Et faut que le Juge die au Greffier qu'às coings on a baillé, & quants coups sur chacun coing, & ainsi des autres manieres de torture. Et ne faut que le prisonnier soit laissé en la torture, ne qu'elle luy soit baillée par interuallé, mais que l'un coing soit baillé incontinent apres l'autre, & incontinent doit estre osté. Aussi escriira le Greffier à la nomination du Juge les interrogatoires qu'il fera à l'accusé, & les responses, avec la perseverance du prisonnier, sa constance ou variation. °

Et le lendemain de la question sera derechef interrogé ledit p prisonnier hors du lieu où il aura eu ladite torture, pour voir la perseverance : & sera le tout escrit par le Greffier, à la nomination du Juge, à fin que la crainte de la question & torture, & douleur vehemente d'icelle cesse, & soit quelque peu appaisée, & qu'on puisse voir si en liberté il perseverera en la confession faite en la gehenne & torture.

Et pourautant qu'il y a plusieurs si fins & malicieux, que quelque chose qu'ils ayent confessé en la torture, quand ils sont le lendemain interrogez, ils nient tout : lors on a accoustumé l'arrester à la confession faite en la torture, si elle est vray-semblable & conforme, ou approchant au contenu des informations & de la preuve faite au procès criminel. Autrement on n'a regard à la confession faite en torture, si l'n'a perseverance lors qu'il est interrogé hors la question. °

Au moyen de quoy quand le Juge void qu'il n'y a preuve suffisante pour asseoir punition corporelle, mais pecuniaire seulement, à fin qu'en niant tout par la question il n'eude la peine pecuniaire qu'il deuroit souffrir, & qu'à raison de ce il ne s'endurcisse plus à souffrir la question, il ordonne que le delinquant sera mis en torture, sans que pource les indices resultans du procès soient purgez.

Car jaçoit que par indices, ° voire indubitables, on ne doive asseoir punition de mort, ou autre corporelle fort griesue : toutesfois on peu adiuver peine pecuniaire, & quelque corporelle legiere.

Le Juge ne peut repeter la torture. ° sans nouveaux indices & charges suruenans contre le prisonnier. Et parce il peut retenir l'accusé es prisons quelque temps apres la torture soufferte, si ores il n'a rien confessé, ou n'a perseveré. Lequel temps est arbitraire, & suffit qu'il soit de douze ou quinze iours.

6. D'interroger le prisonnier le lendemain hors du lieu où a esté baillée la question, pour voir sa perseverance de la confession faite en torture.

7. De ceux qui confessent en la question, & apres qu'ils sont interrogez, le lendemain ils nient.

8. D'adiuver la question, sans ce que les indices resultans du procès soient purgez.

9. Peine corporelle ne s'adiuve par indices violents.

10. De ne repeter la torture.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XIII.

Des iugemens de question, &c.

DN ce chap. 14. il est traité de la question, torture ou gehenne: de laquelle outre les lieux communs des Rhetoriciens ou Auteurs classiques, nous en auons les textes qui sont és titres de *Questionibus*. Dig. & C. où les effets de la question sont bien amplement declarez. Cic. pro Sylla. *Tormenta gubernat dolor, moderatur natura cuiusque tum animi, tum corporis regit quasitor, flectis libido, corrumpit spes, infirmat metus: ut in tot rerum antistii nihil veritati loci relinquatur.* Cic. in Topic. *facit necessitas fidem, quæ cum à corporibus, tum ab animi nascitur.* Nā & verberibus tormentis & igni fatigati, quæ dicunt, ea videtur veritas ipsa dicere, &c. Cic. in Partis. Cyprianus ad De metrianis: *sicut in questionibus ceteris torquentur rei, qui se negant crimine, quo accusantur teneri, ut facinorosi veritas, quæ indice voce non promittit, dolore corporis exprimitur.* Aristot. 1. Rhetor. cap. 15. *Αἱ βάσανοι μαρτυρία τῆς αἰσῆς εἰσὶν, ὅτε δὲ δοῦναι, τὶ πιστὸν ὅτι αἰνέσκειται πόνον, &c.* idem Rhet. ad Alex. cap. 17. *Βάσανος δ' ἐστὶν ἡ ἐμολογία περὶ σπουδαίον, ἀπαιτοῖς δὲ, &c.* infra. *πιστὸς γὰρ ὁτι βάσανος μαρτύρεται τῶν ὧν ἡ μάστις συμπίπτει πάλαιος ψεύσαντας τοῖς δὲ βάσανος ὡδαῖς, λυστιλὲς τὰν ἐν λίγαι, οὗτω γὰρ παύονται τάχιστα τὴν κακότητα.* Vlpian. in litem apud Labeonem 15. §. *questionem*. D. de iniuriis. *Questionem intelligere debemus tormenta & corporis dolorem ad eruendam veritatem*. l. 1. D. de question. vel ut fraudium patibicipes eruerentur. Vlp. in l. inde. Neratius. 23. §. *si quis seruus*. D. ad leg. Aquil. Castiodor. 3. *Pariarum* ep. 46. *Inter supremas etiam anhelantis angustias, votum est potius perire, quam viuere.* Au moyen dequoy souvent les plus innocens sont contrainsts de dire & declarer auoir commis & perpetré vn crime, dont ils sont innocens. Sapē innocentes mentiri cogit dolor, ait Publ. Minus. *Quintilianus*, mentitur in tormentis, qui pati potest: mentitur & qui pati non potest. Vlp. recte in l. 1. §. *questioni*. D. de quest. ait rem fallacem & periculosam questionem esse. Dont Valere le Grand, liure 8. chap. 4. recite plusieurs exemples. *Alii patientia facile mendaciam facit, alii infirmitas necessarii, ait Fabius* li. 5. Inst. cap. 4. & ex questione suspiciōis veritas, ut ait Cic. 2. de nat. Deor. *Dolori enim id est, questioni credi non oportet quod aliis aliis sit reticentior in dolore, quod ingeniosior ad commiscendum, ut ait Corasie*. lib. 2. ad Herennium. *Dolorem fugientes multi in tormentis ementis per sapē sunt, morisque maluerunt falsum fateri, quam inficiando dolere: multi etiam suam vitam neglexerunt, ut eos qui his cariores, quā mīpsī sibi essent, liberarent.* Alij autem aut à natura corporis aut consuetudine dolendi, aut metu supplicij, aut mortis vim tormentorum perulerunt, alij ementis sunt in eos quos oderant: ut ait Tull. in Partis. Orat. *Diuus August.* lib. 19. de ciuit. Dei. cap. 6. In questionibus testes innocentes in causis torquentur alieni hi qui arguuntur ut doloris plerumque, & de se falsa confessi, etiam puniuntur innocentes cum iam torti fuerint innocentes, & si non morte moriantur, in ipsi sunt ipsi tormentis plerumque moriuntur prodesse cupientes, &c. Seneca, malos innocentes dolor membris cogit.

b 1498 & 1507. art. 191. François I. 1555. chap. 13. art. 27. mises au liure 9. de la Conserence des Ordonnances, tit. 17. Les procès estans faites à toutes diligences iusques à la question ou torture, nos Baillifs, Seneschaux & Iuges ou leurs Lieutenans, feront deliberer la question en la Chambre du conseil ou autre lieu secret, par gens notables & lettrez, non suspects ne fauorables, & qui n'auroient esté du conseil des parties, presens ou appelez nos Aduocats & Procureurs: & la question deliberée, la feront incontinent executer, sans diuertir à autres actes, si faire se peut: sinon le iour ensuiuant, sans en dire rien ne reueler à personne. Il faut noter que sil estappel de la sentence donnée, pour estre le criminel mis & appliqué à la question, que le Iuge doit deferer à l'appel, suiuant l'Ordonnance du Roy François I. 1516. art. 22. & 1542. dont il sera parlé cy dessous au liure 4. des Institutions Forenses. De ceste matiere faut voir *Dambouder*. in Praxi. rer. crim. cap. 36. 37. 38. 39. 40. & 41. Et comme le procès doit estre visité au chap. 54. & 55. Clar. lib. 5. sent. §. fin. quest. 64.

c. Paul. Castr. in l. vlt. C. de probat. dict. que l'on ne peut ordonner peine corporelle, ains seulement pecuniaire, pour raison des indices vehemens. sed Angel. Aret. in Tract. malefic. in gloss. in verbo fama publica procedat, iradit post illata tormenta reum posse diutius carere detineri, & si non superuenerint indicia, eum relaxari oportere: citatque Dynum idem sententem. [Alexander Immol. in Addit. ad Bartol. in l. vltius §. reus D. de quæst. où il afferme son opinion par la loy qui sententiam C. de pœni. Si le criminel estoit cōuaincu par tesmoins, ores que par la question il n'eust rien confessé, si est-ce toutesfois qu'il deuroit estre condamné.] L'opinion de Paul de Castre est plus certaine, & celle d'Aretin se doit prendre quand les indices ne sont suffisans pour ordonner quelque peine contre le criminel ou accusé, Boer. Dec. quæst. 163. num. 1. 2. 3. & 4. Decis. quæst. 164. num. 1. 2. 3. 4. 5. & 6. Decis. 165. num. 10. Decis. 166. num. 1. 3. 4. & 8. Decis. 319. num. 1. 2. 4. & 5. traite plusieurs choses concernant le fait de la question ou torture.

d Accurs. in l. vlt. C. Fam. etc. Par l'Ordonnance de S. Loys 1254. mentionnée au texte François, les personnes honnestes & de bonne renommée & conseruation ne peuvent estre mis & appliquez à la question. Bartole toutesfois, in l. vlt. D. de Qu. iradit in iudicio vnus testis crimen certū commissum fuisse asseruerant, si modo in isti integer, reum in tormenta mitti licere. Accursus in l. si quis. C. ad leg. Iul. Maiest. & ibi. DD. & in l. maritus. D. de quæstionib. Vide Boer. Dec. quæst. d. quæst. 164.

e Il faut lire 254. & non pas 453.

f L. ex eo quod. D. de testib. ex qua rectè colligunt mulierem in negotio ciuili & criminali inspicenda testimonij habere.

g Cap. form. extr. de verb. signifi. an. mulierem 33. q. 5.

h l. militis 8. l. Dino Marco. II. & l. Decuriones 16. l. vlt. C. de quæstion. l. 9. D. de pœni. l. nullus 4. C. ad leg. Iul. Maiest. l. 10. C. de dignit. lib. 12. l. 1. 2. & 6. in fine. l. 17. D. de quæst. Ioan. Gall. qu. 46. Guid. in Sum. Mantuan. in Tract. de Torm. in fine, qui licet ibi asserat sacerdotes torqueri non debere, contra tamen apud nos vsus obtinuit, in iudicio præsertim apud pontifices morio. DD. in cap. grau. l. exir. de deposito. Licet Seuer. Sulpis. lib. 2. hist. sacra & de vita S. Martini aliter olim vñtatum fuisse probare videatur. Damhoudicus in Præf. rer. crim. cap. 41. Angel. Aret. Tract. malef. in glossa, in verbo fama publica præcedente vers. Sexto quarto. Franc. Brun. Tract. de iud. & torture. quæst. 3. 2. part. num. 23. Hippol. de Marsilius Præf. crimin. §. nunc videndum. §. expedita num. 29. Iacob. de Bello visu. in Præf. criminali lib. 3. cap. 3. num. 4. & cap. 4. num. 1. & 2. Paul. Girlandus Tract. de quæst. & tort. quæst. 6. num. 2. Ludou. Carrer. in repet. l. curabii. C. Quor. appellat. non rec. in verbis formidine tormentorum §. habitiu indicii. num. 8. & §. circa tertium num. 12. 13. 15. 16. 17. 18. 19. & 20. Gomes. Tom. 3. delict. cap. 12. num. 1. Iul. Clar. §. sentent. §. fin. q. 64. Felin. in cap. universitatu num. 2. De sent. excomm. cap. remensio 1. De testib. cap. cum oporteat nu. 7. exir. de accus. Andr. Bart. in cap. si constitit eos. tit. Dec. in cap. at si clericis. De iudic. extra Boer. Dec. 193. Bosius Tit. de iudic. num. 15. Quidam tamen contrarium asserunt, vt Abbas Panor. Felin. in cap. cum olim. De rescript. extr. Alean. cap. 1. num. 43. De offic. ordin. Vide Ignat. Lopezz. in Præf. crim. cap. 115. [Les Comtes & Barrons par la pratique de France ne peuvent estre appliquez à la Torture, Ioan. Gall. quæst. 46. & Boer. dict. Dec. quæst. 163.]

i Omnem honorem reatus excludit. l. 1. Vbi clarissimi. Et rectè Paulus in l. senator 47. in fine. De ritu nupt. Nec honor ei seruatur, quæ se in tantum sedus deduxit.

k Ana. in cap. 1. De cler. percuss. Anto. Butrig. in cap. 1. De depos. Ioan. Andr. & Panorm. in cap. cum in contemplatione. De regul. iur. extra. l. Presbyteri. C. de epis. & cler. l. fallaciter. C. de aboli. Iacob. de Bello visu. lib. 3. Præf. rer. crim. cap. 4. num. 9. Ludovic. Carrer. in repet. legis curabii. C. Quor. appell. non recip. §. circa tertium num. 26. & 27. in verbo formidine tormentorum. Iul. Clar. §. sent. §. fin. d. quæst. 64.

l Mises au 9. liure de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 17. Il faut entendre l'Ordonnance de Loys douzième 1498. l'article 112. a esté cy-dessus recité. Et l'article 113. & du mesme 1507 article 192. François I. 1535. Chap. 11. article 43. portent: A exécuter la question ou Torture le Greffier sera present, qui écrira le nom des sergens & autres presens, la forme & maniere de la question & quantité d'eau, qu'on aura baillé au prisonnier, & par quantes fois la reiteration de torture, si aucune en y a, les interrogatoires & réponses avec la persuerance du prisonnier, la constance

ou variation. Et le lendemain de la question, sera derechef l'interrogé le prisonnier hors du lieu, où il aura eula Torture, pour voir sa perséuerance: & sera le tout escript par le Greffier.

m. Damblander. in Pract. Recrim. cap. 37. num. 17. & 18. Franc Brunn. Tract. de ind. Et tort. quast. 2. part. num. 6. Paul. Grilland. Tract. de q. & tortura 7. ff. Secundo quare Et vers. Quatio nunc videndum. Iacob. de Bello visu lib. 3. cap. 7. Gomfius Tom. 3. de delict. cap. 13. Gordin. Tract. Maleficis. de quast. & tort. Angel. Arct. in Tract. malefic. in glossa fama publica praecedente, in vers. tortura. Hyppol. de Marsil. in l. 1. D. de quastion. Ludovic. Carver. in Pract. crimin. ad d. legem curabu in verb. formidare tormentorum. § sed ex his. numero 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. & 16.

l. n. Bald. in l. 1. C. Qui non possunt ad lib. peruen. ait non posse nec debere imponi noua genera tormentorum & scindere carne: nisi in grauibz. Au reste ces Brodequins sont cognus aussi à Paris, & en vse-lon au For l'Euesque pour les criminels citans de la iurisdiction du grand Preuost de l'Hostel, & autres.

o Loys XII. 1498. article 113. & 1507. article 192. François I. 1535. Chapitre 13. article 43. mis cy-dessus Vltian. in l. quastionu modum. 7. D. de quast. recte Quastionu modum magu est iudices arbitrarj oportet. Itaque quastionem habere oportet, ut scimus sit vel innocentia vel supplicio: & Arcad. in l. de minore 10. §. tormenta. D. eod. tit. Tormenta adhibenda sunt, non quata accusator postulat: sed ut moderate rationu temperamenta desiderant. Et recte in l. de minore §. plurimum scriptum est plurimum in excutienda veritate etiam vox ipsa, & cognitionu subtilu diligencia adfert. Nam & ex sermone & ex eo, qua grau constantia, qua tripudiatione quid diceret, vel cuius existimationis quisque in sua ciuitate est, quadam ad illuminandam veritatem in lucem emergunt. Vide l. quotics. C. de Quast.

p. Bartol. in l. 1. §. Diuus. D. de quastionib. dit que telle chose est en l'arbitre du Iuge. Mais Iacob. Butrig. in l. 2. D. de cust. reor. estime que telle interualle doit estre au moins d'un iour contenant 24. heures. Papon liure 24. des Arrests Tit. 9. Arrest 9. Notez que par Arrest du 19. Novembre, mil cinq cens nonante six, des Grands iours de Lyon, il est fait defences à tous Iuges de prendre aucun salaire pour assister aux Questions, prononciations de sentences, & executions des iugemens, ores qu'il y ayt partie ciuile.

q. Angel Arct. in Tract. malefic. in fine gloss. posit. in verbo fama publica. Cie. in Topicis, que in tormentu, verberibus, igne rei fatigati dicant, veritas ipsa dicere videtur, comme ila este dict cy-dessus au commencement de ce Chapitre, in l. editum 8. D. de quast. exias Editi. D. Augusti in hac verba, quastiones nique se per in omni causa & persona desiderari arbitrij, cum & capitalia & atrociora maleficia non aliter explorari & inuestigari possint, quam per seruorum quastiones: efficacissimas eas esse ad requirendam veritatem existimo, & habendas censet. Aucuns demandent si vne confession faicte hors iugement est suffisante pour mettre ou appliquer à la Torture ou Gehenne, ou bien si elle faicte indice suffisant à la Question. Gloss. in cap. de hoc. De simonia. Bartol. in l. si confessus. D. de quastion. notant. Arcus. Bartol. & aliq. DD. in l. capite. quinto. D. ad leg. lul. de adult. Panormis. in cap. as sceleris. num. 6. De iudic. extr. Iason. in l. cum te transgressi. num. 5. C. de transact. Hyppol. in Pract. crimin. in verbo postquam num. 12. Et 13. Boer. Decis. 9. num. 8. dit que s'il appert du faict ou crime aduenu, & non autrement. Car s'il n'appert de l'homicide & du corps mort, telle confession ne vaut & ne peut subsister pour faire preiudice au criminel ou accusé, l. 1. §. item illud. D. ad Sc. Syllan. Boer Decis. 140. num. 31. & 39. Decis. 164. num. 8. Et 9. & Decis. 259 Bald. in l. si qui in hac. C. de epis. & cleric. Idem Iason. in l. iusturandum §. procurator. num. 23. ff. de iureiur. Confessiones reorum pro exploratis criminibus non haberi rescripsit. ff. Seuerus si nulla probator religionem cognoscens instruat. l. 2. §. Diuus Seuerus. ff. de quastio. Ludovic. Carver. in Pract. crimin. ad d. l. curabu. C. Quor. appell. non rec. Boer. Decis. 90. num. 10. & 12. & Decis. 163. num. 18. Et 19. Aucuns aussi estiment qu'une confession faite hors iugement en la presence de la partie adueree, comme d'auoir tue vn homme, faicte preuue. Panormis. in d. cap. as sceleris, num. 16. Bartol. in d. l. capite quinto. ad leg. lul. de adult. Immol. in cap. si. extra de testib. notatur in l. Diuus. ff. de quast. Les effects de telle confession faicte hors iugement, sont declarez par les

DD. in l. cum scimus. C. de agr. & cens. lib. 11. Accus. in l. non satisfaci. C. de lib. causa. l. ad probationem. l. liberi. & l. p. s. rantes. C. eodem tit. Guido. Dotif. d. que. ff. de iur. 176. & 339. Si vne confession fait vn preiudice au criminel, faut voir *Felmin* d. cap. at si clerici. de iud. Angel. in l. 1. C. si quis alq. test. prohib. Franc. Rup. in l. i. apud quem. num. 41. Bartol. in l. 2. §. 1. D. quor. bon. Guido. Dotif. 136. Notif. finalement que la confession faite en criminel ne se peut diuifer ou syncoper, tant à la charge qu'à la descharge de l'accusé, suiuant l'opinion de *Faber*, in §. item si quis in princ. l. i. de act. Cynus in l. vnic. C. de confess. ff. l. 2. & ult. C. de donat. ante nupt. Petr. de bella Pertici. in l. l. vnic. C. de confess. §. 13. Boer. Decif. 239. num. 1. & Decif. 123. num. 2. §. 4. §. 6. 7. & 9. En dit autant en matiere civile, aiosi qu'il a esté dit cy-dessus. Autres Docteurs tiennent qu'en causes ciuiles & criminelles la confession se peut diuifer. *Panormi.* in cap. bona memoria. De postul. pra. l. i. *Felin.* in cap. dilecti, extr. de accusat.

1 *Hypolit.* de Marfil. in l. questionis molum. D. de qu. num. 17. Laisse telle chose en l'arbitre du Iuge suiuant la loy, l. §. *Diuus Seuerus*, D. eo l. D'autant que telle confession semble estre faicte pour la crainte de la question, & non pas pour la verité, comme dict *Bartole* & autres DD. ad d. §. *Diuus Seuerus*. Partant il faut iustifier & faire apparoir d'ailleurs du fait, comme dit est, selon l'aduis de *Decius* in conf. 104. num. 7. Partant il est certain que le Iuge nese doit pas arrester à toutes sortes de confessions du criminel, faites en la Torture; mais il doit premierement considerer diligemment, si telle confession ainsi faite est vray. semblable & possible, comme dict *Menochius* lib. 2. de arbit. iud. Centor. 3. cas. 269. l. acob. de Bellouif. lib. 3. Pract. crimin. ca. 9. & 15. *Dambourd.* in Pract. rer. crimin. cap. 39. *Hypolit.* de Marfil. in Pract. crimin. §. secunda qu. l. asom. Conf. 288. in 2. Vo l. n. *Panormi.* in cap. cum in contemplatione. De regul. iur. extra. *Felin.* in cap. latif. clerici. De in sic. extra in verbo sexto limita num. 5. *Ludovic.* *Carrer* in Pract. crimin. in d. l. ex ab. in verbo sermidine §. circa quartum. Boss. Tract. de tortura. & Tit. de confess. per totum. [Mais si le criminel retracte la confession faite en la Torture, quind il y a plusieurs grands & notables indices, vray-semblables & approchans fort de la confession, cela ne peut seruir à l'accusé, comme s'il y a vn tesmoin qui parle d'auoir veu le fait; & leur autres tesmoins parlent d'une confession faite hors iugement. *Acc.* in l. cap. s. ff. Ad leg. iul. de adul. l. ason. in l. magistratus. Boss. de iurisl. omni. lu l. & *Felin.* in cap. plim in 2. Limit. de rescript.]

2 Cecy est prins des Annotations.

3 *Paulus Cast.* in l. ult. C. de probat. Par les Arrests de la Cour a esté souuent arresté & conclud que la Cour de Parlement peut retenir & arrester que par la question ordonnee estre baillée, les indices ne seront point purgez : & qu'encores que l'accusé ne confesse rien en la question, il sera neantmoins condamné en telle peine corporelle ou amende pecuniaire, qu'elle aduient par la religion.

4 Par les Ordonnances du Roy Loys douzielme, 1498. article 114. & 1507. art. 199. François I. 1535. Chap. 13. art. 43. mises au 9. liure de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 17. Defendons à tous nos Baillifs, Seneschaux & Iuges ou leurs Lieutenans, qu'ils ne procedent à reiterer de nouueau la question ou Torture au prisonnier, sans nouueaux indices. Ces Ordonnances sont conformes au Droit, l. rep. 126. l. vnum 38. §. rene. & ibi Bartol. ff. de qu. [& in l. vnum §. 1. D. eo d. tit.] *Dynus* & *Alb.* ad d. l. repeti. *Baldus* in l. militet. Codice eodem tit. & in lege ult. Codice Quor. app. non ret. Cynus in lege de tormentis. Codice eodem tit. *Guid.* à Suzar. Tract. de iud. & Tortur. numero 37. & 59. Angel. in lege 1. §. si quis. D. ad. Sc. Syllan. Idem Bald. in l. 1. Codice de confess. & *Fab.* ad Rub. Codice de questio. *Hypolit.* de Marfil. in Prax. crim. §. quoniam numero 2. *Iacobus* de Bellouif. lib. 3. rer. crimin. cap. 14. *Brutus* in Tract. suo de iud. & tort. quest. 2. 2. part. num. 59. *Dambourd.* in Praxi rer. crimin. cap. 38. Angel. Aret. in Tract. malefic. in verbo fama publica, vers. tertio quæ. o. Bald. in l. Decurionis. C. de questio. & in l. 1. C. de priuat. carcer. lal. Clar. lib. 5. sentent. §. si. quæ. 64. Boss. Tract. de tortura. num. 42. 43. 44. 45. 47. & 48. DD. in l. 1. D. de custo. l. reor. Bald. in l. data opera. C. qui acc. non possunt. *Ludovic.* *Carrer.* in Pract. crimin. disto loco §. circa sextum. Carbo lib. 2. Pract. cap. 1. num. 37. *Ioann.* *Anreus* & *Panormi.* in d. cap. cum in contemplatione. de regul. iur. *Masjer.* in Praxi Tit. de

Questionib. 6. item question. num. 11. *Boet. decis. 163. num. 20. & 21. Voyezce quia est anno-*
té sur la Conférence des Ordonnances Royaux. Au reste on tient que quand il y a
vn témoin sans reproche qui depose du fait, il suffit pour faire condamner l'accu-
sé à la question. Ioan. Andream ad Specul. l. 12. de praes. versic. spei vers. violentia. & Alexander.
Confil. 7. lib. 1. num. 1. Qui est contre l'Ordonnance du Roy Loys 12. mais il faut que
crimen sit publicum vel arox. l. ult. D. de Question.

QVOMODO REVS COMPERENDINE-
 tur seu ampliatur, & ad iudicij ciuilib seu ordina-
 rij ordinem transitus fiat.

CAPVT XV.

Quomodo
 reus compe-
 rendinetur seu
 ampliatur, &
 ad iudicij ci-
 uilib ordinem
 fiat transitus.

Questionis autem illata acta simul cum reliquo litis instrumento regio
 procuratori patronoque difficienda traduntur, quo intentionem suam
 scripto adiciant, interdum iudex de his fori sui patronos coram illis in
 disquisitionem vocat: utque hi censuerint, regium procurator petitionem
 proprio subnotat chirographo: iudex quoque haud dissidentem praefort senten-
 tiam. Itaque si reum obiectis criminis minime compertum perspiciant, non idcirco
 protinus eum iudex absoluet: ac comperendinabit potius, custodiâque soluet, ac
 rem ordinaria deinceps cognitione pronuntiabit tractandam. Quocirca litem statum
 inficialiter constituet, inbebitque ut accusatores actionem suam, rem vicissim de-
 pulsionem exceptionemque oppositam, tum testimoniis, tum tabulis ostendant.
 Subinde in reliquo disceptationis tractu eadem accommodabitur structura, atque si
 de re actum fuisset pecuniaria. Nonnulli vero arbitrantur, postquam rem compe-
 rendinatus est, & carcere liberatus, operapretium fore aduersarium ab eo urgeri
 ut alia adhibeatur testimonia: iudicemque interpellari identidem, quò in eam rem
 dilationem aduersario constituas: mox eum transacta hac, ab ulteriori testium pro-
 ductione: arceat postremum calculo iudicandi porrecto, si testimonia nihil ad con-
 vincendum reum conducant, in dimittatur omnino, victusque delator priuatus
 sumptus, estimationemque litis illi refarcire cogatur. Sanè licet hac formula à ple-
 risque iudicibus nec infimi quidem nominis frequentetur, non tamen ei censerem ad-
 haerendum, utpote quae aduersatur constitutioni regia, quae supra admanus in-
 terdictum esse ne prius ad ordinarij iudicij rationem commectetur, quàm extraordi-
 naria via confecta, fueris exploratum crimen planum fieri non posse. Sed & superior
 quam modo praescripsimus, forma extraordinaria cognitionis in ordinariam commu-
 tanda, à constitutionis eiusdem amissi normâque paululum aberrat: nam hac san-
 ctum est, ut antequam iudex hanc permittas commutationem, pro tribunali reo
 praesente vel exhibito, litigantium super ea audiat altercationes, & censendi pote-
 state facta rem in consilium suum mittat. Verùm quia visa est illa magis compen-
 diaria, idcirco apud inferiores curias inualuit.

DE

DE LA FORME QUE LES IUGES DOIVENT garder, le procès criminel fait & parfait pour proceder au iugement d'iceluy, meſmes de la reception en procès ordinaire, ſ'il eſt beſoin.

CHAP. XV.

- | | |
|--|---|
| <p>1. Comme les Iuges doyvent mettre au Conſeil le procès criminel pour le voir & iuger.</p> <p>2. En quel cas les Iuges doyvent recevoir les parties en procès ordinaire.</p> | <p>3. Interpretation de l'Ordonnance du Roy Loys douzième, article 118.</p> <p>4. En inſcription de faux, faiſte en matiere civile, les parties ne ſont receües à procès ordinaire.</p> |
|--|---|

Lout le procès criminel ainſi faiſt, doit eſtre mis par le Iuge en deliberation avec le conſeil de ſon ſiege tel que deſſus, en preſence des Aduocats & Procureurs^a du Roy, pour prendre le conſeil de ce qui eſt à faire, & doit eſcrire le Greffier les opinions & deliberations; & faut que le tout ſoit tenu ſecret, ſur peine de punition corporelle contre les reuelans, ou autrement ſelon l'exigence des cas, ainſi que portent les Ordonnances du Roy Loys XII. ^b art. 116.

Si par le procès extraordinaire deuëment faiſt, on n'a peu rien gagner, & que l'accuſé ne demeure chargé du cas à luy impoſé, le Iuge pourtant ne le doit enuoyer abſous, ains doit ordonner que les parties ſeront^c receües à procès ordinaire, & eſcriront leurs faiſts d'une part & d'autre dedans certain temps, reſpondront à leurs eſcritures dedans autre temps enſuiuant, & ſeront preuue: & ſera^d eſlargy l'accuſé, comme nous auons faiſt cy deſſus, ^e ainſi qu'il eſt contenu par les Ordonnances du Roy Loys douzième, article cent-dixhuitième. Laquelle Ordonnance me ſemble fort rigoureuse & ſeuere pour les accuſez: car combien qu'il apparoiſſe de l'innocence de l'accuſé, il n'eſt toutesfois enuoyé abſous. Et obſerue la Cour de Parlement à Paris fort eſtroitement ceſte Ordonnance: car en certaine cauſe en laquelle les deſendeurs auoient prouué à ſuffire leurs faiſts iuſtificatifs & obiections, & pource auoient eſté enuoyez abſous, & le demandeur partie civile, condamné en leurs deſpens^f du procès, dommages & intereſts de leur detention perſonnelle, dont le demandeur ſe porte appellant: par Arreſt de la Cour, l'appel & ce dont a eſté appelle auroit eſté mis au neant: & en emendant le iugement, la Cour auroit receu les parties à procès ordinaire en la maniere ſuſdite, & icelles renuoyees en autre ſiege, les

HHHhh

^{1.} Comme les Iuges doyvent mettre au Conſeil le procès criminel pour le voir & iuger.

^{2.} En quel cas les Iuges doyvent recevoir les parties en procès ordinaire.

^{3.} Interpretation de l'Ordonnance du Roy Loys XII. art. 118.

despens, dommages & interests reseruez en diffinitive. Toutesfois ladite Ordonn. n'est pas obseruee du tout selon la forme: car par icelle est dit qu'au parauant qu'appointer les parties en procès ordinaire, le Juge doit ordonner que les parties seront ouïes par le conseil à certain iour, auquel le prisonnier sera amené en iugement: & la matiere plaidee publiquement, se-rôr les parties ouïes, & l'Aduocat ou Procureur du Roy, le prisonnier presët: & s'il est porteur de remission ou pardon, il sera à genoux, & appointera le Juge la matiere au Conseil. Il y a aucunes & matieres où en apres le procès extraordinairement fait, on ne reçoit les parties en procès ordinaire. Comme si en vne matiere civile interuiet vne inscription de faux, si le faux ne se peut verifier, il ne faut point recevoir les parties en procès ordinaire: mais il doit estre ordonné que les parties viendront proceder en la matiere civile, selon les derniers etremes precedens ladite inscription de faux. Semblablement quand il n'y a que le Procureur du Roy, ou le Procureur d'une seigneurie partie demanderesse, si lon n'a peu conuaincre l'accusé par la voye extraordinaire, on l'elargira le prisonnier par fois, à la charge de bailler caution par fois, & le plus souuent sans bailler caution: & sera ordonné que ledit Procureur fera plus amples informations du cas: sauf à l'accusé son recours de ses despens, dommages & interests contre qu'il appartiendra.

4. En inscription de faux faite en matiere civile, les parties ne sont receues à procès ordinaire.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XV. De la forme que les Juges, &c.



Veus estimant que telle chose n'est point raisonnable, ayant esgard qu'ils sont parties: dont nous auons dict cy dessus quelque chose suivant les Arrests de la Cour.

b 1498, art. 115. & 1507. art. 194. François I. 1535. chap. 13. art. 44. mis au liure 9. de la Conference des Ordonnances, tit. 1. Apres le deuoir fait par Iustice, tant de question, confrontation, ou autrement, le procès & tout ce qui aura esté fait en la matiere, sera veu & visité par nos Bail-lifs, Seneschaux, Juges ou leurs Lieutenans, & eu sur ce conseil de gens non suspects ne fauorables: prelens nos Aduocats & Procureurs, pour prendre le conseil de ce qui sera de faire, pour le bien de Iustice: & escrira le Greffier les opinions & deliberations; & sera le tout tenu secret, sur peine de pnnitiō corporelle contre les reuelans ou autrement selon l'exigence des cas. Et adiousté l'artic. 44. Et si nos Aduocats & Procureurs voyent qu'il ne soit bien iugé, en pourront appeller en proferant la sentence, & non deuant: pourront toutesfois dire, qu'ils ne consentent aux opinions & iugemens: ce qui sera escriit par le Greffier. Lesquelles Ordonnances se practiquent, fors toutesfois que les Aduocat & Procureur du Roy ne doivent assister au iugement des procès criminels: ains doivent prendre leurs conclusions seulement, sans assister aux opinions & deliberations, ainsi qu'il a esté souuent iugé par infinis Arrests. Au surplus les Juges prudens & bien aduisez au iugement des procès, regardent souuent au dire de Celsius: *Cui bono*. Car comme dit Lactant. lib. de ira cap. 20. *multa sunt que ad peccandum irritant, etas, violentia, iustus, occasio, pramium*. & ut ait Cic. pro Rof. Amerino. *Sic enim vna hominum est, ut ad maleficium nemo coactus, sine spe ac emolumento accedat*.

c Voyez cy dessus le chap. 11. de ce 3. des Instit. Forenses.

d Boer. in consuet. Bitur. tit. de iurisd. §. 14. scribit accusatum non esse carere liberandum, nisi in nominatum iud. & statuat : sententiamque hanc proferri ante definitivam sententiam seu magis expedire. Nam si definitiva feratur, amplius libivari nequit, postquam ab ea pronunciatum est.

e Chap. 11 Loys XII. 1498. art. 112. & 1507. art. 197. François I. 1533. ch. 13. art. 47. & 48. 1536. art. 11. & 12. ch. 2. & 1539. art. 12. mises au liure 9. de la Conference des Ordonn. tit. 1.

f Par Arrest du 23. iour d'Aoust 1537. il fut dict qu'en eslargissement faict, mesmes en baillant bonne & suffisante caution, apres le proces criminel fait & parfait, avoit effect & force de sentence diffinitive : & qu'il n'est besoin d'autre absolution. Auquel cas l'accusé peut demander ses despens, dommages & intersts contre la partie civile. L'Ordonnance de François premier, 1539. art. 164. Si par la question ou torture on ne peut rien gagner à l'encontre de l'accusé, tellement qu'il n'y ait matiere de le condamner : Voulons luy estre fait droict sur son absolution, pour le regard de la partie civile, & sur sa reparation de la calomnieuse accusation : à ceste fin les parties ouyes, pour prendre leurs conclusions l'un à l'encontre de l'autre, & estre regées en proces ordinaire, si mestier est, & les Juges y voyent la matiere disposée.

g Cccy est pris des Annotations, sur le chap. 10. [& sur ce chapitre.]

DE FORMA CAPITALIS SENTENTIÆ instar civilis seu ordinariæ agitandæ.

CAP. XVI.



In expositis quæ ad controuersia extra ordinem constituta statum respiciunt, paucis aperiamus quoniam modo capitalis questio in civilis pecuniariaque ordinem redigi, ac quæ huiusce iudicii series esse consueverit. Postquam igitur rem (ut ab initio reperamus) de sceleris interrogatio fuisse iudicii, confestim postulabat à reatu solui, dicendamque ad causam admitti. E diverso accusatorum publicorum priuatum obnitebantur, resque in iudicii consilium utrinque mittebatur : qui per censuris omnibus controuersia actus, coniecturaliter licet constituebat, dic præfixita, intra quam de iure suo litigantes testibus docerent : necnon vadimonio obstrictum accusatum à reatu soluebat, donec testimonia proferrentur : interimque eum per procuratorem sinebat iudicium suscipere. Ceterum ex illo controuersia perinde ac si instituta civiliter fuisset, procedebat. Sed ubi dies cesserit, quæ apud actuarium deponenda erant testium dicta consignata, si rem vadimonium obisset, procuratori regio testimonia resignabantur : qui si accusatum innoxium, aut leuiore adeo multa plectendum, ut nulla aduersus eum fuga suspicio existisset, intueretur, consensiebat ea testimonia edi accusato, his verò vicissim perlectis, euolutisque iudici fiebat censendi potestas. Sin ex testimoniis de crimine liquere animaduertisset, ob quod reum supplicio corporali aut multa grauiore percelli oporteret, iudicem interpellabat, ut eum in carcerem conijciendum iuberet. Eodem quoque in eum qui vadimonium deseruisset, si procurabat, ut rem

Forma capitalis sententiæ instar civilis agitandæ.

HHHhh ij

utrumque sententia euentum in custodia prastolaretur. Quis obrem sanctionibus regis editum est, ut regius procurator reorum cōperendinatorum nomina in ephemerides referat, siue hi in vincula antea habebantur, siue in laxiori, veluti vrbis, custodia. Ad idem est prateres, ut commentarij ensis custodiarum nomina breuiarius mander, neque quēquam relaxet, nisi dimissionis cefferam altuarij chirographo subscriptam accipiat. Quinetiam cautum est ut altuarum in alta redigat quo quisque die in carcerem missus fuit, cuius magistratus decreto, quo etiam delatore, denique cuius iudicij praecepto, & ad quid eum carcere emiseric, vel ad absolutionem, vel ad poenam excipiendam.

DES ENQUESTES ET AVTRES PRO- cedures faictes apres la reception en procès ordinaire : en- semble de la representation del'accusé au iour du rapport desdites enquestes, & obligation de ses cautions.

CHAP. XVI.

- | | |
|---|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Apres la reception en procès ordinaire, les parties procedent comme en matiere civile, iusques au rapport des enquestes. 2. Les pleiges ne doivent pas estre necessairement des lieux, ou est le procès pendant. 3. Dequoy est tenu vn pleige, qui a promis représenter toutes fois & quantes. 4. Du pleige pour ester à droit. 5. Du pleige pour ester & fournir droit. 6. L'obligation du pleige pour représenter l'accusé, quand elle passe aux heritiers du pleige. | <ol style="list-style-type: none"> 7. Le Procureur du Roy est tenu faire registre des eslargis. 8. De l'escroué des Geolliers. 9. Du registre que doit faire le Greffier de ceux qui sōt amenez prisonniers, & des eslargis & mis hors de prison. 10. De constituer Procureur, & estre domicile en faisant constituer prisonnier l'accusé. 11. Si les defendeurs receus à procès ordinaire, doivent auoir publication d'enqueste. 12. Si le Iuge doit en la voye ordinaire recevoir les objets alleguez en l'extraordinaire par l'accusé. |
|---|---|



Es parties ainsi receuës à procez ordinaire pour-
suivent le reste de la procedure comme en cause ci-
uile iusques au rapport des enquestes : auquel iour
l'accusé qui a esté eslargy iusques à ce temps, doit
comparoir en personne : autrement ce requerant
sa partie aduersé, seroit baillé contre luy défaut,
sauf quelque iour : & seroit ordonné qu'iceluy
passé, seroit prins au corps. Mais parce que par-

1. *Après la rece-
ption en procez
ordinaire les
parties procedés
comme en ma-
tiere civile, ius-
ques au rapport
des Enquestes.*

deuant les Iuges Royaux ne prend iour pour rapporter les enquestes,
ains pour les voir en publication, auparavant qu'il loit ordonné que les
parties verront les enquestes en publication, les demandeurs requierent
qu'au defendeur soit assigné iour pour comparoir en sa personne en l'es-
tat qu'il estoit quant il fut eslargy, ou par la ville ou en prison close. Aussi
si l'accusé ainsi eslargy ne compare, les demandeurs peuuent poursuiure
les pleiges, moyennans lesquels il a esté eslargy, à ce qu'ils soient condam-
nez à le représenter ou payer la somme pour laquelle ils l'ont pleigé.

Toutes fois n'est pas requis que les pleiges ^a soient des lieux où est le
procez conduit: mais doit estre ordonné apres qu'il aura fait serment n'en
pouoir trouuer audict lieu où est ^b meu le procez, qu'il pourra bailler
caution pardeuant le Iuge de son pays, qui pour icelle recevoir sera com-
mis & la caution receuë par le Iuge, partie presente ou appelée sera ren-
uoyé l'acte de la reception de caution au lieu, où il est prisonnier.

2. *Les pleiges ne
doient pas estre
nécessairement
des lieux où est
le procez pendu.*

Et quand vn pleige a promis représenter ^c vn prisonnier toutes fois &
quant, j'çoit que sentence soit baillée en premiere instance: & qu'il l'ait
représenté lors de la sentence, neantmoins il n'est point deschargé de le re-
présenter en la cause d'appel.

3. *De quoy est te-
nu vn plei-
ge qui a promis
représenter tou-
tes fois & quan-
tes.*

Mais s'il l'a cautionné pour ester à droict seulement, il en est deschargé en
le représentant au temps de la sentence.

4. *Dupleige pour
ester à droict.*
5. *Dupleige &
caution pour es-
ter & fournir
à droict.*

Et s'il est pleige & caution pour ester & fournir à droict ^d simplement
sans limitation iusques à certaine somme, il est tenu entierement en tout
ce en quoy est condamné l'accusé.

6. *L'obligation
du pleige pour
représenter l'ac-
cusé quand el-
le passe aux he-
ritiers du pleige.*

Et pource que par les Ordonnances dernieres Art. 130. est dit que les es-
largis bailleront caution limitée selon la qualité des parties, ^e & de la ma-
tiere: l'obligation procedant de telle caution, passe aux heritiers du pleige:
^f ou si la caution n'est limitée, ladite obligation n'est point transitoire aux
heritiers.

7. *Le Procureur
du Roy est tenu
faire registre des
eslargis.*

Par les Ordonnances du Roy Loys douzième, article cens vingt, le
Procureur du Roy est tenu de faire ^g registre des prisonniers qui sont
eslargis: soit qu'ils fussent prisonniers en prison close, ou eussent l'Arrest de
la ville.

8. *De l'escrip-
ture des Geoliers.*

Et par lesdites mesmes Ordonnances du Roy Loys par les articles 103.
104. & 105. ^h est dit que le Geolier ou Concierge de la prison doit faire es-
crouë de tous ceux qui sont constituez prisonniers : & ne doit eslargir

aucuns qu'il ne prenne la sentence ou appoinctement signé du Greffier, par lequel le prisonnier est eslargy.

9. Du registre
que doit faire le
Greffier de ceux
qui sont amenez
prisonniers, &
des eslargis ou
mis hors de pri-
son.

Et doit le Greffier faire registre du iour qu'un chacun des prisonniers est mis aux prisons, par l'Ordonnance de quel Iuge, & à la requeste de quelle partie, & semblablement du iour qu'il aura esté mis hors de prison & declarer par ledict registre si c'est à fin d'eslargissement, absolution, ou condamnation, mais cecy mal practiqué, comme plusieurs autres bonnes choses.

10. De constituer
Procureur &
eslire domicile
en faisant con-
stituer prisonnier
l'accusé.

Et seroit bon qu'à ladicte Ordonnance on adioustaist que la partie qui seroit constituer vne partie prisonniere, seroit tenuë de venir par luy ou par Procureur le declarer au Greffier du lieu, où il fait constituer la partie aduerse prisonnier, par vertu dequoy il l'a fait constituer prisonnier, & que par mesme registre il constituast Procureur & esleit domicile en la cause audit lieu: ainsi que j'ay i dit cy dessus en ce tiers Liure: à fin que le pauvre prisonnier ne fut point en peine d'enoyer adiourner la partie aduerse, comme bien souvent il est & seroit bon d'y mettre quelque peine de cinquante liures ou autre somme applicable au Roy, & au prisonnier par moitié contre ceux qui contreuiendront.

11. Si les defen-
dems recens à
procez ordinai-
re, doivent avoir
publication d'en-
questes.

En ceste procedure ordinaire le Iuge ne doit pas ordonner que les parties verront les Enquestes en publication, à tout le moins des demandeurs, ains seulement le Procureur du Roy les verra; lequel consentira apres auoir veu les Enquestes qu'elles soyent communiquees aux parties, s'il void que par icelles le defendeur ne soit point chargé, ou qu'il soit chargé si legerement que contre luy n'y ait aucune suspicion de faire, autrement doit empêcher publication d'Enquestes estre faite esdictes parties, voire doit requérir au Iuge qu'il ait à restreindre en l'accusé en prison close, à fin que iustice soit assuree de sa personne lors qu'on luy prononcera la sentence, s'il void qu'il soit grandement chargé & suspect de fuite. Combien que ladicte ordonnance du Roy Loys douziesme Article 120. charge le Iuge d'advertir le Procureur du Roy de faire restreindre lors le prisonnier.

12. Si le Iuge
doit en la voye
ordinaire rece-
voir les obiects
alleguez en l'ex-
traordinaire par
l'accusé.

Et auparavant que donner sentence diffinitive en ceste procedure ordinaire, selonc l'opinion d'aucuns, le Iuge doit adiuger preuue aux demandeurs des obiects par eux alleguez contre les tesmoins examinez pour la preuue des iustificacions & reproches alleguez par le defendeur, s'ils sont concluans & receuables: & disent qu'à ceste fin ladicte voye ordinaire a esté introduire, & autres disent que les demandeurs en ceste voye ordinaire doiuent articuler leursdits obiects par leur intendits, & en faire preuue avec les autres faits, concernans le principal. Mais ie ne trouue bonne ne l'une ne l'autre opinion: car tousiours on reuiendroit à l'inconuenient que j'ay cy-dessus dict: sçauoir est que si on receuoit en vne sorte ou autre à faire preuue desdicts obiects par tesmoins, ce seroit vne chose infinie: ou bien le defendeur demeureroit plus greué que le demandeur.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XVI. Des enquestes, &c.



Ecy est tiré des Annotations.

b Paul. Castrensis in l. fideiussor § si necessarium. D. Qui satisd. cogant. tradit reum, quoniam inuitus ad hoc adstringitur, ad domicilij locum, ut ibi vades praebeat: aliter atque si ex causa spontanea fideiussores dare teneretur. Nam tunc fideiussores in loco, ubi agitur commorantes dare debet. Vide Boër Decis. quæst. 314. num. 1. 2. 3. & 4. & Decis. 315. num. 1. Guid. Pap. Decis. q. 429. & 570. Gloss. in can. cū homo 23. q. 5. super verbo arictes, l. si quis reum. D. de exhib. rei, l. 2. C. ad Turpill. & l. fideiussor. 2. § final. D. qui satisd. cogant. Vide Damhoud. in Pract. rer. crim. cap. 20.

c Hi fideiussores indicio sistendi causa obligati continud sententia definitiva lata liberantur vel si ab ea fuerit appellatum. Bald. in Addit. ad spec. Tit. de appellat. & pro. Bald. in l. pen. D. indic. solui, & in l. si a reo § illud. D. de fideiussor. nisi fideiussores promiserint totiens quotiens statutum fuerit, accusatum repraesentare: quia tum post sententiam quoque repraesentare cogentur, ut tradit Felin in c. in omni, extra de excepti. Et le Bartole aussi, in l. alle. D. de custod. reorum, dit que les pleiges & heritiers sont tenus représenter l'eslargy, etiam post sententiam in ipsa executione. Les anciens auoient ceste coustume de prendre des cautions comme plusieurs ont remarqué: Linus, Vades dani placuit. Vadem vnum 111. num. aris obligarunt. Quod daretur permissum est. Tribuni decem finierunt. Tot vadibus accusator vadatus est reus. [Vide Angel. Arctin. in Tractatu maleficorum in Glossa pro quibus Antonius fideiussit.]

d Guid. Pap. Dec. 429 & 570. Masuer. in Praxi Tit. de pænis num. 17. notatur in l. ad Commentariensem. C. de cust. reor. Au reste Rebuffe Tom. 1. Traité de lit. obligat. Art. 5. Gloss. 9. num. 8. dict qu'une caution ou pleige de payer le iugé en matiere ciuile, si le principal a esté condamné peut estre executé sans disputation, ainsi qu'il fut dit par Arrest des grands iours de Tours, l'an 1533. Secus in criminali, comme il fut iugé par Arrest du 26. iour de Feutier 1546 en la Tournelle au profit d'une caution qui auoit appellé de telle Ordonnance: & ita, le pleige ne se peut obliger, ad indicatum faciendum: pæna suos tenet auctores l. sanctimus. C. de pæni. Biër. Dec. 314. num. 1. 2. 3. & 4. Decis. 315. num. 1. dict que si le criminel ne veut faire amende honorable, quand elle est conuertie en pecuniaire, le pleige la doit payer. Arrest à ce propos du 2. iour d'Aoust 1530. contre Iean Viquier Escuier appellant au profit de Marguerite Guyot intimee, & demanderesse en matiere de criées pour vne amende de cent liures, procedant d'une amende honorable. Autre Arrest du 6. iour de Septembre 1531. au profit de Iean l'Estelin, contre Bertrand Donzeau pleige & caution du sieur de Brienne. Et si le pleige a neémoins cautionné iusques à certaine somme, il n'en doit pas d'auantage. Boër. Dec. 315. num. 1. & l. 2. § fin. D. qui satisd. cogant. Iul. Clar. § sent. § ult. quæst. 46. & 47. l. si quis reum 4. § de cust. reor. [Par Arrest de Bordeaux du 11. iour de May 1529. fut vn pleige & caution d'ester & fournir à droict iusques à certaine somme, condamné en toute ladite somme, & de celle contenuë par la sentence. Nam cautio illa continet omnem quantitatem à iudice adiudicandam l. iudicatum solui 3. § indic. solui. & comprend non seulement la somme portee par l'acte de la caution: mais aussi celle qui se doit adijnger, l. Græc §. & post litem Digestus de fideiussor. Bartol. & alij in l. si ita stipulatus §. Chrysogonus. Digestus de verb. oblig. Fideiussor simpliciter acceptus, censetur acceptus in omnem causam quæ inde potest oriri. l. si quis pro eo §. si nummos. & ibi Paul. Castrensis. D. de fideiussor. Boër. Decis. quæst. 214. & partant en la question suiuiante il dict auoir esté iugé par Arrest de Bordeaux du vingt deux. ziesme Aoust mil cinq cens treute que tel pleige & caution est tenu & obligé à la somme pecuniaire ordonnée, en laquelle la peine honoraire a esté commuee & changee, parce que le criminel n'auoit voulu satisfaire à la peine honorable.

Ce qui se doit entendre quand la Sentence est donnée en mesme Jurisdiction & par vn mesme Iuge, & allegue à ce propos la loy *cum apud Sempronium. D. iudic. solui.* Toutefois il dict que plusieurs autres ont esté d'aduis contraire, comme *Martius Silius. & Guil. à Cuzco in l. Iulianus. D. Qui satisf. eegant.* quand le nom du Iuge n'est compris dedans l'acte de caution, ou si l'accusé condamné a appellé, & le Iuge d'appel a confirmé la Sentence, & que tel pleige doit payer la somme au lieu de l'amende ou de la peine. Et combien que Paul de Castre sur ladite loy *cum apud Sempronium.* tienne & tous les Aduocats de la Cour d'Auignô, que tel pleige n'estoit point tenu de la somme en laquelle l'accusé auoit esté condamné, quand il auoit interieuté appel de la Sentence, laquelle auoit depuis esté confirmée par le Iuge superieur: mais seulement quand le successeur en office ou au magistrat auoit baillé la Sentence apres la caution donnée pardeuant son predecesseur en office: toutesfois il affirme que ceux de la Rote ont tenu au contraire, que tel pleige estoit tenu au payement de la somme contenue par la sentence confirmée par le Iuge d'appel. Et de faict ceste vñance est receüe, & a esté confirmé par Arrest de Bordeaux du 13. iour de Septembre 1557. Au parus Rebuffe au premier tome des Ordonnances Royaux. *Tract. de iur. oblig. Art. 5. Gloss. 9. num. 8.* escrit qu'il a esté jugé par Arrest donné en la Tournelle le 26. Feurier 1546. que vn pleige d'estre à droict & payer le Iuge, auoit bonne cause d'appel; par ce qu'il auoit esté mis & constitué prisonnier pour vne amende adiugée contre le criminel & accusé, lequel il auoit pleigé: car la loy *sancimus C. de peniti.* ne sert pas pour fonder le iugement porté par ledit Arrest: car elle n'ordonne autre chose, *nisi ut pena teneat suos anteciores.* Or ce pleige est tenu par le moyen de l'obligation ou Contract, & non pas du delict commis par vn autre: mais la susdite loy *cum apud Sempronium.* seroit bien plus à propos, & ce qui a esté annoté sur icelle par Paul de Castre, comme nous auons dict, par ce que nous deuons agir *ex sententiâ confirmante, non ex confirmata, ut notatur in l. à Dmo Pro. §. 1. D. de re iudic.* Par tant pleiges s'estoit seulement obligé à l'amende adiugée par le premier Iuge, pardeuant lequel il l'auoit cautionné. Dauantage l'amende qui a esté ordonnée par le premier Iuge n'est pas la mesme que celle qui est portée par la sentence confirmante, à laquelle le pleige ne s'est point obligé. *Appellatio indicatum extinguere censetur. l. 1. D. ad Turpilian. Sed nos hac uerborum aucupia consilari in iudiciis non consueuimus, scilicet nec his adhaerendum preclarè Cicero in oratione pro Caecina prodidit.* Au faict de ceste caution, c'estoit vn marchand d'Angers, qui auoit cautionné vne pauvre femme d'estre à droict & payer le Iuge, laquelle fut depuis condamnée à fort grosses amendes enuerts le Roy & le sieur de Gié. Au refus d'elle il est constitué prisonnier pour le payement desdites amendes. Appel par le marchand qui remonstre que de verité il est tenu d'icelles au cas qu'il ne represente l'accusée & condamnée: & que l'ayant representée il ne peut estre tenu à la caution, & allegue la loy *indicatum solui. D. iudic. solui.* & outre alleguoit *Guido. Pap. q. 26. Acc. ad l. fin. C. de vsur. rei iudic.* L'intimé au cōtraire pour responces disoit que les deux cautions estant conioinctes & liees ensemble, en satisfaisant au contenu de l'vne: que pourtant on n'estoit deliuré de l'autre, *l. si uñ qui du centa §. vñ. D. de reb. dubijs.* & alleguoit de plus la loy *indicatum 1. D. iudic. solui.* où il est dit que la caution de payer le Iuge, *habet tres clausulas in vñum collectas de re iudicata, de res defendendo, de dolo malo* partant qu'elles doiuent estre entierement accomplies. La Cour par son Arrest du 26. Feurier 1546. iugea au profit de l'appellant, & le fondement de cest arrest seroit prins plus à propos de la loy *sancimus C. de defensor. Papon liure dixiesme des arrests Tit. 4. Art. 1. 2. 3. & 4. recite la plus part de ces arrests, & allegue pour les Aduocats & Procureurs, l. si firmuerandi §. vñ. ff. mandati. & pour les Conscillers l'vñance, & raictique receüe au Parlement de Bordeaux, & la glosse, *in e. quod quibusdam de fideius.* laquelle glosse il n'approuue. Toutesfois de ma part i'estime telle chose estre fort equitable. *Videl. Curiales C. de locato. Mart. l. audens. Tract. de official. duor. quest. 61. Videl. l. ne quiu 10. ff. eodem tit.* où il parle des eslargissemens des criminels.*

e DD. *in lege quare D. locati nisi sit in omnem causam.* Bald. *Consil. 185. Chop. 3. de Doctan. Tit. 14. num. 1.* Notez que les Officiers du Siege, Iuges, Aduocats, Procureurs ne peuent estre pleiges ou cautions, cōme il se garde en plusieurs sieges & iurisdicitions.

Boër.

Boër. Decif. 315. num. 2. traite ceste question. *Videl.* 13. *D. ad leg. Aquil. l. 4. Dig. de cust. reorum. Guid. Pap. Dec. quest. 278.*

f Suiuant l'opinion de *Hypolyt. de Marsil. singul. 15. Vide Angel. Arct. in Tract. Malefic. in gloss. Pro quibus Anton.*

g Telle est l'Ordonnance de Charles VIII. 1493. art. 85. Loys XII. 1498. art. 120. 1507. art. 104. François I. 1535. chap. 2. art. 19. mises au liure 2. de la Conference des Ordonnances, tit. 6.

h *Idem* 1507. art. 182. 183. & 156. François I. 1535. chap. 13. art. 19. 20. & 21. ch. 18. art. 10. mises au 9. liure de la Conference des Ordonnances, tit. 4. & les Annotations. Henry II. 1549. art. 13. Le Geollier suiuant l'Ordonnance de nos predecesseurs, sera tenu de faire roolle au vray de tous les prisonniers amenez en la Conciergerie, & ce sur peing de priuation de la charge de la geolle, & d'amende à l'arbitration de la Cour. *Cicero in Ferr. 7. lib. Cedo rationem carceru, qua diligentissimè conficietur quo quisque die datum in custodiam, quo mortuum, quo necatus sit. Gratianus Valens. ad Theod. in l. de his 5. C. de cust. reor. intra tricesimum diem commentariensis ingerat numerum personarum, varietatem delictorum, clausorū ordines, et atēque vinculorum.*

i Chap. 4.

k Es matieres ciuillises, ou és procès receus en ordinaire n'y a point de publicatiō d'enqueste, comme il a esté souuēt iugé par Arrest de la Cour de Parlement à Paris. Ce qui est tousiours ainsi practiqué au liure 4. du grand Coutumier. *Nota* qu'en matiere criminelle lon ne doit point appointer les parties à publier, mais à rapporter l'enqueste sans faire publication : & lon peut dire, Saufles contredits & reproches : combien que cela ait lieu en quelque país de Droit escript. *Solum. in cap. licet causam, extr. de probat. & in cap. cum 1. & 4. extr. de probat. & in cap. cum 1. & 4. extr. de sentent. & ro ind. & Arct. in cap. causam qua col. 1. extr. de testibz. Bosius, tract. de public. proc. 158. Quelques Iuges neantmoins dient que la publication a lieu.*

DE CRIMINIS REMISSIONE A PRINCIPE FACTA, IUDICI APPROBANDA.

CAPVT XVII.

Quoniam ubi rem manifesto crimine se teneri cernis, priusquam sententia dicatur, soles ad remissionem delicti implorandum confugere : de ea quadam prius edisseramus, quam ad sententiam contendam accedamus. Qui itaque sibi admissum ignosci postulat, aut purgatione, aut deprecatione vitatur. Quanquā autem M. T. Cic. oratoresque alij illā in iudiciū crebrius quā hūc versari prædicent, ac posteriorem non nisi apud senatū frequentari : tamen forensi nostro more cōtrā comparatum est, ut sepius deprecatio quā purgatio usurpetur. Nam cum olim a iudice impetraretur deprecatio, reus non scitū eius se tutum confidebat præsidio, quod ille de legum seueritate quicquam remittere non poterat : quare apud senatum, cui lege mitius agere liceret, tantum valebat. Nunc certē quando omnis ignoscēdi ratio penes ipsius Principis nutum residet, qui legibus solvere potest : deprecationis opem frequentius quā purgationis exposcit accusatus, tum apud inferiores, tum apud supremas Curias. Sed hoc inter purgationem & deprecationem adhuc interest : quod purgationis rescriptum instar alterius quidem vulgaris, & ad forenses controuersias pertinentis conditur : verum sigilli quod huic purgationi subditur, pretium est sexaginta trium solidorum, nouēmq; denariorum

De criminis remissione à Principe facta, iudici approbanda.

. Quid inter criminis purgationem & deprecationē interest.

Turonensium. Deprecationis vero rescriptum ad diplomatis regij similitudinem componitur ac effingitur, cui sanctius imprimitur sigillum: nisi quod cera viridis in hoc sigillis sit impressio, itemque sigillum ex serici viridis rubriq; filo intertexto pendet, præterea pretium huius diplomatis est undecim Francicorum Turonensium. Impetrationis quoque dies in eo non adijcitur, sed annus & mensis duntaxat: neque accusati nomine (si in carcere agat) sed consanguineorum ipsius impetratur, postremum in eo Princeps sua summa plenissimaque ditione & auctoritate gratiam criminis impartitur. Commune autem utriusque, purgationis scilicet & deprecationis est, ut Princeps reum potestiam, fortunam, famamque restituat pristina: deinde quod omnia per contumaciam in eum altitata, mandet inducenda cancellandaque, siue in exilium missus, siue alij supplicio sententia iam lata sit destinatus. Quam quidem in re intelligendum est, exulis facultates, et si nominatim id sententia non sit comprehensum, tacite publicari. Item hac ferè clausula consuevit adijci, ut ea fisco iam addicta, ab hac eximantur restitutione. Denique in viraque indultus specie Princeps vetat ne procurator suus, ceterique sui magistratus in posterum ob crimen accusato ullum facessant negotium: atque suum aliterisque saluum fore semper excipis, aut ne quid fraude sua, aliorumve fiat.

Communia
purgationis,
& deprecationis.

DES GRACES, REMISSIONS, PAR- dons, ou lettres de purgation ou d'innocence: ensemble de la confiscation.

CHAP. XVII.

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Remission ou pardon comme se doit obtenir du Roy. 2. Pardon ou purgation receüe entre les Romains, plu'stost que remission ou deprecation. 3. En France on use plus de remission que de pardon. 4. Difference des lettres de remission & de pardon. 5. En quoy conuiennent les lettres de remission & de pardon. 6. Si quand le corps est confisqué, les biens sont confisquez. 7. L'amende ne doit equipoller aux biens, où il y a confiscation. | <ol style="list-style-type: none"> 8. Les Romains ne conjoignent point punition pecuniaire avec la corporelle. 9. La Cour confisque les biens à qui il appartiendra. 10. A qui appartiennent les biens confisquez. 11. Un Prestre obtient lettres du Roy, pour estre restitué à ses immeubles. 12. Le Roy peut remettre la publication ou confiscation applicable à autre qu'à luy avant qu'elle soit ingee. 13. Les meubles du Prestre appartiennent en cas de confiscation |
|--|--|

à l'Eueſque.

14. Les immeubles conſiſquez par le Iuge d'Egliſe appartiennent au Seigneur haut- Juſticier.

15. Le Roy ne doit unir à ſon Domaine les biens immeubles conſiſquez.

16. A qui ſe doiuent adreſſer les lettres de remiſſion.

17. De n'obeir aux lettres de remiſſion, ſi elles ne ſont donnees pour cas requerant peine corporelle.

18. Les remiſſions ſe doiuent obtenir pour les homicides faits pour le ſalut & deſenſe de la perſonne.

19. Des citez de refuge.



Pour autant que le deſendeur ſe voyant ataint & conuaincu par confrontation de teſmoins, quand le delict eſt d'importance, obtièr remiſſion ou pardon du Roy: nous traitterons de ces lettres de remiſſion ou pardon, & de la forme de proceder à l'enterinement, ou priuation de l'eſſect d'icelles, auant que parler des ſentences de ceſte premiere inſtance criminelle.

1. Remiſſion ou pardon comme ſe doit obtenir du Roy.

Ancien nement chez les Romains on vſoit^a plus ſouuent de pardon, qu'ils appelloient purgation, que de demander remiſſion, qu'ils nommoient deprecation: car il eſtoit permis d'vſer de purgation deuant tous Iuges, mais de deprecation deuant le Senat ſeulement: parce que le Senat pouuoit vſer de miſericorde & bailler grace, & les autres Iuges inferieurs ne pouuoient bailler grace, ains eſtoient tenus ſuiure la rigueur du Droit. Car en deprecation le delinquant confeſſe auoir delinqué d'indultrie, & ſciemment: mais il demande luy eſtre pardonné pour raiſon de la nobleſſe de ſon lignage, ou pour le ſeruite fait par luy ou ſes predeceſſeurs à la Republique, ou parce qu'il a par cy deuant bien veſcu, & en bonne reputation. Au moyen dequoy nous appellons ces lettres, remiſſion ou grace. Et en purgation le delinquant confeſſe auoir delinqué par cas fortuit, ou par ignorance, & non à ſon eſciant. Et pource nous les appellons lettres d'innocence. Mais en France deuant que ſoit remiſſion ou pardon, il faut qu'elles ſoient obtenues du Roy, ſoit pour les preſenter deuant les Iuges Royaux, ou Cours ſouueraines, nous vſons plus de remiſſion que de pardon: car la remiſſion eſt plus ſeure, parce que le Prince en remiſſion pardône les cas de ſa pleine puiſſance & authorité Royal: & par le pardon il ne remet que de grace ſpeciale. Et à ce moyen la remiſſion eſt ſcellée du grand Seel d'ot on ſeelle les Lettres patentes, & eſt le ſeel de cire verte, pèdu à laſſets de fil de ſoye verte & rouge, & couſte ledit ſeel vnze liures^c tournois. Et quant au pardon, il eſt comme vne ſimple lettre de Juſtice, & à ſimple queuè & de cire jaune, & n'y a difference, ſinon qu'il couſte 63. ſols, & 9. deniers tournois.

2. Pardon ou purgation receu entre les Romains, pluſtoſt que remiſſion ou deprecation.

3. En France on n'e plus de remiſſion que de pardon.

4. La difference
des lettres de re-
mission & de
pardon.

Et different lesdites lettres de remission & pardon encores en ce, qu'aux lettres de remission on ne met point le iour de l'impetration; ains seulement le mois & l'an: & si l'accusé est prisonnier, ses parens charnels les peuvent obtenir. Mais en pardon, il faut que l'accusé obtienne: & que le iour soit mis aux lettres, comme en autres simples lettres de Justice. ^d

5. En quoy con-
viennent les let-
tres de remission
& de pardon.

Toutesfois lesdites lettres de remission & pardon conviennent en plusieurs choses: car par les vnes & les autres lettres le Roy restituë l'accusé à ses estats, biens & bonne fame: & mande mettre au neant tout ce qui a esté fait contre luy par contumace, ou en presence: soit qu'il ait esté banny & exilé, ou condamné à autre peine corporelle. Dauantage le Roy impose silence à ses Officiers, & leur fait defense de non le molester du crime, en aucune maniere, en ses corps & biens: sauf toutesfois le droit du Roy & de tout autrui. Qui est à dire, que le Roy n'entend point remettre les biens ja confisquez par sentence: car nommément on les met par les lettres, qu'on ne remet l'impetrance en ses biens non confisquez: par le moyen dequoy est ostee & resequee vne grande disputation qui est entre les Docteurs du Droit Ciuil, si le Prince en restituant est veu ^e restituer aux biens ja confisquez par sentence.

6. Si quand le
corps est confisqué,
les biens sont
confisquez.

Et de ceste forme de remission pouuons recueillir qu'en France confiscation a lieu: & qui confisque le ^f corps, confisque les biens regulierement & plus communément. Toutesfois y a diuerse coustume au Royaume. Car ^z à Bourges & au ressort, n'y a confiscation de biens pour quelque cas que ce soit, de leze Majesté, ou autre, comme aussi y a en Guienne. Combien qu'aucuns en Guienne veulent excepter le crime de leze Majesté; pource que par iceluy le Roy attrait à soy Bordeaux & autres pais de Guyenne. Et en Poitou y a confiscation de meubles, en tous crimes publiques, ^h & confiscation de biens immeubles en crime de leze Majesté diuine, qui est heresie; & de leze Majesté humaine, qui est contre le Prince & la republique. ⁱ

7. L'amende ne
doit equipoller
aux biens où il y
a confiscation.

Mais au iourd'huy ^k on rend illusoires & inutiles les benefices desdites Coustumes, parce que jasoit qu'on ne puisse confisquer les biens, toutesfois on condamne les delinquans en si grosses amendes, qu'elles equipollent presque la valeur des biens, ce qui n'est raisonnable.

8. Les Romains
ne conioignoient
point punition pe-
cuniaire avec la
corporelle.

Car ainsi que dit M. Tulle Ciceron en ^l l'Oraison qu'il a faite pour sa maison, chez les Romains qui estoient gens de grande vertu & discipline politique, i'amaïs on ne conjoignoit peine pecuniaire avec peine corporelle: & quand le delinquant estoit puny corporellement, il n'estoit point puny en biens, parce qu'il n'est pas equitable que les enfans qui n'ont rien delinqué, soient priuez du bien de leur pere, voire & des heritages de leurs ayeuls venus à leur pere par nul sien labeur ou merite, puis que leur pere souffre en corps. ^m

9. La Cour con-
fisque les biens à
qui il appartient.

Si l'accusé demeure en lieu où il n'y a point de confiscation, & il ait des biens au pais où confiscation a lieu, & il soit condamné à peine de mort, le Iuge doit confisquer les biens à qui il appartiendra: & par ainsi

seront confisquez seulement les biens estans au pays où confiscation a lieu: & en ceste maniere la Cour de Parlement à Paris a accoustumé de bailler les Arrests.

Et biens confisquez ⁿ appartiennent au Seigneur ayant haute iustice, ou autre selon les Coustumes des lieux où sont assis les biens immeubles confisquez pour quelques crimes que ce soit: voire fust-ce heresie, qui est crime de leze Majesté diuine: fors pour crime de leze Majesté humaine: car lors ils sont confisquez au Roy.

Et si vn Prestre a commis quelque ^o crime, pour lequel il y auroit confiscation de biens: le Roy luy peut donner grace, & le restituer à ses biens.

Et ne peut l'Euesque auquel appartiendroient les meubles dudit Prestre, empescher l'enterinement de ladite remission pour son interest desdicts meubles: car le p Roy luy peut en ce preiudicier: d'autant que c'est vne chose encorres non acquise à l'Euesque. Comme semblablement le Roy peut ce faire au preiudice du Seigneur ayant haute Iustice, au Fief duquel seroyent les biens immeubles de celuy qui auroit commis crime emportant confiscation de biens.

Et au regard des meubles, soyent des Clercs, Prestres ou personnes layz, appartiennent, scauoir est les meubles des Clercs ou Prestres à l'Euesque du lieu, où ils sont ^q trouuez, & les meubles des lays aux Seigneurs ayans haute Iustice au lieu où ils sont aussi trouuez.

Et si ores le Iuge d'Eglise baille sentence de confiscation de biens: ne atmoins les biens immeubles du Prestre ^r condamné appartiendront au Seigneur ayant haute Iustice au lieu, où ils sont assis. Voire si le Iuge d'Eglise condanoit vn Clerc ou Prestre en quelque amende pour le regard du cas Royal & priuilegié sans dire à qui l'amende se doit appliquer, elle se deueroit appliquer au Roy. Mais ce n'aduient pas souuent: car le Iuge Royal condamne ordinairement le Clerc en ladite amende.

Quand aucuns biens immeubles sont confisquez, ^s le Roy ne les doit mettre ^t ne vnir à son domaine: mais les doit transporter à autres, pour deux raisons. L'vne que par Ordonnance le Roy ne peut estre fait vassal de son inferieur. Ce qui aduiendroit s'il retenoit tous les immeubles à luy confisquez. L'autre raison est: afin que le Roy ait tousiours homme pour porter les charges du fief, & autres choses immeubles confisquées.

Les lettres de remission ^u ou Pardon doiuent estre adressees aux Iuges Royaux qui sont du ressort du Parlement, au dedans lequel ressort a esté commis le cas. Et si elles y sont adressees, on se peut porter appellant de l'exécution des Lettres. Et ne peuuent estre adressees en premiere instance aux Cours de Parlement: ne aussi par le moyen d'icelles Lettres ledites Cours de Parlement ne peuuent euoquer les causes pendantes es iurisdiccions ordinaires, & les commettre à autres, ne semblablement par Lettres de Rapeau de ban, ne doit-on auoir esgard esdites lettres, ains doiuent les impetrans estre condamnez en amende tant enuers le Roy qu'enuers la partie, comme il est dit par les Ordonnances dernieres, ^x articles 170. & 171.

10. A qui appartient les biens confisquez.

11. Vn Prestre oblié les biens du Roy pour estre restitué à ses immeubles.

12. Le Roy peut remettre la publication ou confiscation applicable à autre qu'à luy, auant qu'elle soit iugée.

13. Les meubles du Prestre appartiennent en cas de confiscation à l'Euesque.

14. Les immeubles confisquez par le Iuge d'Eglise appartiennent au Seigneur haut iusticier.

15. Le Roy ne doit vnir à son domaine les biens immeubles confisquez.

16. A quise doiuent adresser les lettres de remissions.

17. De n'obeyr
aux lettres de
remission, si elles
ne sont donnees
pour cas requere-
rant peine cor-
porelle.

18. Les remissions
se doivent obser-
ver pour les ho-
micides faicts
pour le salut &
defense de la per-
sonne.

19. Des citez de
refuge.

Et par l'article 172. d'icelles Ordonnances est defendu de ne bailler grace ne remission des cas pour lesquels ne seroit requise peine corporelle: & s'elles estoient donnees au contraire, est de fendu aux Juges d'y avoir esgard, & commandé en debouter la partie impetrante, avec condempnation d'amende.

Semblablement par lesdites Ordonnances, article 168. & 169. il est de fendu de ne bailler aucune grace ou remission, fors celle de iustice: c'est à sçavoir aux homicidaires, qui auroient esté contraincts faire les homicides pour le salut & defense de leur personne, & autres cas, où il est dit par la loy que les delinquans se peuvent ou doivent retirer pardeuers le souverain Prince pour avoir grace: & si autres graces estoient donnees, est ordonné que les impetrans en seront deboutez, & punis selon l'exigence des cas. Lesquelles Ordonnances ie trouue fort rigoureuses: car il me semble que tout ainsi que le Prince remet bien l'infamie quand elle est encouruë ou declaree par sentence: aussi il la deuoit remettre avant qu'elle fust encouruë. Et pareillement les lettres de remission me semblent superflues à ceux qui pour leur salut & defense ont commis homicide: car veu que le droit divin, ^{aa} naturel, & civil permet la defense à vn chacun, il n'est point mestier d'obtenir benefice du Prince: & lors suffiroit auoir en tous cas lettres de pardon ou d'innocence. ^{bb}

Mais il me sembleroit qu'on pourroit bien & licitement bailler remission d'un homicide suruenuë en vne querelle suruenuë sans y penser par vn courroux & chaude cole: comme nous auons au penultiesme chapitre des Nombres, six citez baillees pour refuge à ceux qui fortuitement, & non par haine & inimitié auoient tué vn homme.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XVII. Des graces, &c.



CICERO. lib. 1. de inuent. Purgatio est cum factum conceditur, culpa remouetur. Hac partes habet tres, imprudentiam, casum, necessitatem. Deprecatio est cum ~~et~~ peccasse reus, & consiliis peccasse confiteatur, & tamen ut ignoscatur, postulat: quod genus perarari potest accidere. Auctor ad Heren. lib. 1. Et 2. purgatio est, cum consilio à nobis factum negamus. Ea diuiditur in necessitudinem, fortunam, imprudentiam, & infra. Deprecatione itemur, cum fatemur nos peccasse, neque id imprudenter, aut fortuito, aut necessario fecisse dicemus, & tamen ignosci nobis postulabimus. Vespasianus reus tamen innocens quā noxiū, absolutiones vendebat, ut scribit Sueton. in Vespasiano c. 16. Venia est pœna vel debita remissio, ut ait Seneca lib. 2. de Clementia benigni principis est, non tam dilecta velle punire, quā tollere: ne aut acriter vindicando, aut leniter agendo putetur improvidus. ut scribit Cassiod. 1. Var. Epist. 30. Vnde Corippus de laudib. Iust. lib. 2. Postquam tenuit verendam Cesaris ante aram, cuncta sua pectora duri illudans terra:

Sueton. in Vespasiano c. 16. Venia est pœna vel debita remissio, ut ait Seneca lib. 2. de Clementia benigni principis est, non tam dilecta velle punire, quā tollere: ne aut acriter vindicando, aut leniter agendo putetur improvidus. ut scribit Cassiod. 1. Var. Epist. 30. Vnde Corippus de laudib. Iust. lib. 2. Postquam tenuit verendam Cesaris ante aram, cuncta sua pectora duri illudans terra:

Pius es, potes omnia, clamant. Cerne pius lacrymas, miserorum vincula solve, Matribus huius natos, huius nupti reddere maritos. Omnibus hac sit lata dies, tua gaudia princeps, Nullus agat tristi, cunctorum crimina dele, Gaudeat ut laetus miti te principe mundus. Has pius adspexis lacrymas, precibusque dolentum Annuit, & solui cunctos à crimine iussit More Dei, Deus est, cui verbo compotis rno Iustificat males, mediâque à morte leuare. Credite simpliciter, vox hac temeraria non est: Qui facit hac, Deus est, Deus est in corde regentum. Principibus princeps quicquid Deus imperat, hoc est, Terrarum dominis Christus dedit omnia posse: Ille est omnipotens: hic omnipotentium imago. Ce qui se peut rapporter aux remissions & Pardons que font les Empereurs & Rois à vne nouuelle entree dans leurs villes. Imperator crimen supplicantibus indulget, ut est in l. Rescripta. C. de precib. Imp. off. can. rescripta. 25. q. 2. Specul. Tit. de supplic. vers. c. i. Rebuff. Tract. de supplic. seu de propos. erro. in prefat. num. 90. Vide Iul. Clarum. 5. sentent. § fin. quas. 59. & Boss. Tr. de remediis ex sel. clem. princip. Alex. Conf. 112. & 114. lib. 2. Castrod. lib. 3. Var. Epist. 46. Symmach. lib. 3. Epist. 35.

b Aulieu. 1. du Thresor & Stile de la Chancellerie de France, sont mises les formes de bien dresser telles lettres de remission ou Pardon. Et portent lesdites lettres de grace & remission, apres le fait recité au vray: Pour raison dequoy les heritiers dudit defunt auroient fait informer par auctorité de nostre Baillif ou son Lieutenant, & proceder contre luy extraordinairement: lequel craignant rigueur de Iustice, se seroit absenté du pays, ou il n'offroit bonnement retourner, si nos grâces & misericordes ne luy estoient sur ce imparties, en nous requerant humblement icelles, attendu ce que dit est, & les aggressions & efforts dudit tel, faits à l'encontre dudit impetrant, & qu'en tous autres cas il s'est toujours bien & honnestement gouverné, sans iamais auoir esté attainct ne conuaincu d'aucun vilain cas, blâme ou reproche, vouloir impartir sur ce nosdites grâces & misericorde. Parquoy nous ce considérâ, Volans misericorde estre preseree à rigueur de Iustice, auons audit suppliant quitté, remis & pardonné, & de grace speciale, pleine puissance & auctorité Royal, par ces presentes, quittons, remettons & pardonnons le fait & cas dessusdict, avec toutes peines, amendes & offenses corporelle, criminelle & civile, en quoy & pour raison dudit cas, il pourroit estre encouru enuers nous & iustice, & rappelons & mettons au néant tous appeaux, ban, bannissement, defauts, contumaces, sentences, iugemens si aucuns s'en estoient en iuinis: & le mettons & restituons en ses bonnes fame & renommée au pays & en ses biens non confisquez, satisfaction faite à partie civile tant seulement, si saicte n'est, & imposons silence à nostre Procureur, present & à venir, & à tous autres. Si donnons, &c. Pour les lettres de pardon, il n'y a pas grande difference: car elles contiennent seulement ceste clause. Parquoy nous ces choses considerées, auons audit suppliant quitté & pardonné, quittons & pardonnons de grace speciale, par ces presentes le fait & cas dessusdict, avec toute peine, amende, & offense corporelle, criminelle & civile, en quoy pour occasion dudit cas, il pourroit &c. Les autres differences sont amplement remarquées par nostre Auteurs au texte François, es nombres 3. & 4. Au reste pour le regard de la clause que le Roy met à la fin desdites lettres, Sauf nostre droit & l'autrui. Voyez Mr. Budé en ses Annotations sur les Pandectes, ad l. Herennius. D. de euict.

c Le Roy Charles IX. 1570. au mois de Septembre, fit vn reglement touchant la taxe & augmentation du Seau des lettres qui s'expedient es Chancelleries de France, ou des Parlemens, mis au liure 1. de la Conference des Ordonnances, Tit. 17. où il est porté que les remissions qui payent huit liures huit sols parisis, payeront deux Seaux valans seize liures dix-huit sols: & les Pardons qui sont à vn seau, seront à deux seaux, de cent deux sols parisis.

d Il y a deux sortes de lettres Royaux en France: les vnes qui s'obtiennent pour le droit & iustice de la partie, & se nomment lettres de Iustice: & les autres qui sont de grace s'appellent lettres de grace ou de commandement, sic olim rescripta ab Imperatoribus concedebantur. l. 2. C. de diuers. rescriptis. La forme de les faire anciennement estoit bien diuëse de celle dont on vse à present. Notatur in l. pen. C. eod. tit. [Aureste les lettres de grace se prennent & obtiennent du Roy ou de la Chancellerie dans six mois, & se doivent presenter dedans ledit temps à compter du iour qu'elles ont esté obtenues. Autrement l'impetrant sera debouté de l'effect de ses lettres. Jugé par Arrest du vingt troisieme iour de Iuin mil cinq cens dix huit. Papon liure 24. des Arrests. Tit. 17. Arrest 11.]

e Chassan. in *Confect. Burg. Tit.* Si aucun commet larcin § 5.

f *Costume de Paris Art.* 183. Meaux *Art.* 107. Sens *Art.* 2.4. Auxerre *Art.* 16. Montfort *Art.* 185. Mante *Art.* 193. Troyes *Art.* 132. Chaumont *art.* 99. Vitry *art.* 17. Laon *art.* 11. Chalons *article* 160. Reims *article* 148. Ponthieu *art.* 161. Duché de Bourg. *Chap.* 2. *art.* 1. Nivernois *chap.* 2. *art.* 1. Normandie *art.* 143. L'Isle Saunay *art.* 7. Bar *art.* 29. ainsi qu'il est plus amplement expliqué en la Conférence des Costumes, partie 2. tit. 8. lib. 3. *legis Franc. cap.* 47. *Primum omnium de illis causis, pro quibus iudicatus fuerit ad mortem, nullam facit repetere petitionem, quia omnes res suas secundum iudicium Francorum in publico fuerant revocata. Vide Bartol. in l. 3. D. de iud. & re leg.* Du Moulin sur l'art. 2.4. de Sens, dit que la Coustume est fondée sur l'Édict de Charlemagne: depuis transporté en Saxe & Hongrie, qui en vîent à présent: mais la France le méconnoît.

g *Boër. Decis.* 8. num. 9. & *Dec.* 161. num. 1. 6. & 13. & in *Confect. Bitur. Tit. de iurisd. Benedicti. in cap. Raynutus extra de testam.* La Coustume de Berry *Tit.* 2. *Art.* 1. 2. & 3. En la ville de Calais *art.* 30. on ne cōfisque les biés, si ce n'est pour cas de crime de leze Majesté diuine ou humaine, ou de faulx monnoye: & telle est aussi la Coustume de Tours *Art.* 378. En la Coustume S. Seuer n'y a confiscation: fors pour crime de leze Majesté, & Seuer *tit.* 19. *art.* 1. Au pays d'Anjou *art.* 142. & du Maine *art.* 157. n'a lieu: sauf en deux cas, en crime d'herésie & leze Majesté. Bretagne *art.* 638. 639. & 660. sinon en certain cas. Elle n'a lieu aussi à Lepuroux *chap.* 1. *art.* 2. ny à Boullenois: sinon pour crime de leze Majesté diuine & humaine. Boullenois *art.* 24. Boulogne, *art.* 5. ny à Vuissent *art.* 4. La Marche *art.* 338. A Bayonne les meubles pour vn an, fors en crime de leze Majesté. Bayonne *tit.* 29. *art.* 1. & 2. Au Grand Perche *art.* 19. n'y a confiscation que de meubles: acquests, & conquests, & immeubles: & non des propres. Ainsi au Royaume de Naples, sinon au cas de crime d'herésie & leze Majesté, comme au pays d'Anjou, & le Maine, elle n'a point de lieu. *Math. de Afflictim Const. amatorum pocula. post. num.* 3. lib. 3. Et à Bologne en Italie, ores que le statut soit contraire. *Goz. ad. Conf. nu.* 69. Ce qui est confirmé par Bulle expresse de Pie 4. *V. scribit Bertrand. Confil.* 477. nu. 7. Le Roy Jean 1337. a oëtrôyé aux peuples d'Aquitaine, de n'estre aucunement subiects à confiscatiō: si ce n'est pour crime de leze Majesté diuine ou humaine. *Boër. Dec. Burdigal qua.* 264. où il reprend Benedictus qui dit qu'en ce Royaume le droict nouueau n'a point de lieu, ny l'Auth. *bona damnatorum. C. de sen. pass.* Car il se cognoist du contraire par les Coustumes de Bourges & de Poictou: vray est que la troisieme partie de Frâce est regie par Droict escrit, en laquelle telles dispositions ne sont point abrogees] *Iul. Clarus lib.* 5. *Recept. sens.* § *fin. quest.* 78. & 79. traite amplement ceste matiere. *Bartol. in l. Imperator. D. de iurefisci.* [*idem Bartol. in l. tutores. §. heres. D. de admin. tut. si per relictorem Marchie bona alicuius publicantur, ea que sunt extra provinciam bona debent pertinere ad thesaurarium Ducatus, nulla criminis, ex quo publicantur facta distinctione.* Comme aussi la confiscation des biens, qui est adiugée expressement par le droict ciuil en consequence de la peine du delict avec la punition corporelle: mais seulement celle confiscation est abrogée, quand elle suit vne autre peine: c'est à sçauoir quand aucun est seulement condamné au dernier supplice, mutilation de membres, ou banissement perpetuel. Car à lors par vne consequence indubitable, les biens sont confisquez, *vl. relegati. ff. de relegatorum D. de interd. & relegat. Cynus in d. Auth. Bona damnatorum. & Masuer. in Practicatis. de pœnis col. num.* 11. qui ne dict pas ce que Benedictus escrit: & rapporte iceluy Benedictus qu'en tout ce Royaume le Droict ancien, mais non pas l'Authentique estre gardé. L'opinion de Boër. est plus certaine *Aduersus fisciū semper est scienda interpretatio. l. non puto D. de iurefisci. Fiscus enim, (ut sapienter olim Traianus) est reipublica licet. Turgescente siquidem vi licet corpus extabescit: ita cum tumet fisciū, Respublica pessime afficiunt.* Chacun ne se souuient de telle chose, ains ont seulement foing, *Βασίλειον τὰ μέγιστον πάλαιον δημοτικόν γένος χρηματίζον. Extra d. si ei tā ipa. vltā mti d. iota d. iudo d. iudi. Bofsius Tract. de public. bono.* Le Boutellier liure 1. de la Somme Rurale, dict qu'en Flandre n'y a confiscation des biens qu'en cinq crimes, parricide de soy mesme, crime de leze Majesté, herésie, sedition & fuitte del'armée contre les Turcs; & la trahison de son seigneur lige.

h Coustume de Poictou, article 100. *Vide Auth. Bona damnatorum. Cod. de bonis proscriptis.*

i En la Coustume de Boullenois, art. 24. il est dit que c'est le premier & second chef.

k Cecy est tiré des Annotations. [Boer. Dec. Burd. quæst. 264.]

l *Cicero in Oratione pro domo sua, moderata iudicia populi sunt à maioribus constituta: primum, ut ne pœna capitis cum pecunia coniungatur: deinde ne si prædicta die quis accusetur: ut ter ante magistratus accuset intermissa die, quam multam irroget aut iudicet, &c.*

m Cecy est aussi pris des Annotations. *Vide Boer. in Consuetud. Bitur. §. 10. 11. & 12. Chassan. in Consuet. Burgund. tit. de confiscat. Tul. Clar. lib. 5. Recept. sent. §. fin. quæst. 78. num. 27. Ludovic. Rom. singul. 272. Afflictus. Decis. 281. num. 16. Bostius, tit. de bon. public. Boer. Dec. 263. num. 5. De consuetudine & stilo Curia Fran. i.e. domini temporales etiam altam iustitiam, & merum imperium habentes non confiscant, seu non declarant bona esse confiscata, sed solum Rex dominus noster supremus, & iudices & officarii sui.* Notez que certaine portion doit estre reservee aux enfans pour leur legiime, *Item ratio. D. de bonis damn. l. fin. & auth. Bona damnatorum. Cod. de bon. prof. Masuer. in Praxi tit. de pœnis, num. 38. Paris, art. 183. comme il est plus au long expliqué en la Conferce des Coustumes. partie 1. tit. 5. & partie 2. tit. 8. Dambouder. in Pract. Rer. crim. cap. 66. Guido. Pap. quæst. 78. & 341. En matiere de parricide la confiscation des biens du parricide n'empesche que les biens ne viennent aux prochains parens, *exclusio fisco.* Arrests du 6. iour de Feurier 1554. & 21. iour de Mars 1560. Idem en crime de fraticide: par autre Arrest prononcé en robbes rouges, le 7. iour de Septembre 1566. contre le Sieur de Nemours, comme Seigneur de Bray sur Seris, ainsi que Robert escrivit 3. R. i. indic. cap. 7. Aucuns notent cest Arrest du 6. iour de Septembre. Papon liure 21. des Arrests tit. 1. Arrest 22. le recite aussi. Boer. Decis. 25. Ferron in Consuet. Burdig. tit. de testam. §. 1. vers. *ut si frater.* Papon liure 21. des Arrests, tit. 4. Arrest 1. Ioann. Gall. qu. 266. Ausfer. Dec. Thol. 13. Il y a eu autre Arrest precedent contre M. le Cardinal de Giury, le 11. iour de May 1554.*

n Chassan. in Consuet. Burgund. Tit. Si aucun commet simple larcecin. §. 5. in versie. S'il n'a grace. Voyez la Conference des Coustumes, partie 1. tit. 3. & partie seconde, tit. 8.

o Cela est pris des Annotations.

p *Oldradus Consil. Bartol. & Alexander. in l. fin. §. 5. D. de relligal. & Commiss. Masuer in Praxi tit. de pœnis. §. item est advertendum. Benedict. in cap. Raynulfus extra de testam. in verbo & xxvrem, num. 243. Boer. Decis. 263. num. 4. 6. & 9. & in Consuet. Bitur. tit. de iuris d. §. 2. Felin. in cap. irrefragabili. §. caterum col. 1. De offic. ordin. Ausfer. Dec. Thol. qu. 150. Ioann. Gallus quæst. 212. & 290. Alveric. §. 3. at. qu. 7. Ioan. Andreæ ad Specul. tit. de feudis. §. quoniam vers. 40. Idem Ausfer. ad Clem. 1. De offic. ordinarij. Chassan. in Consuet. Burg. tit. Des confiscat. §. 1. in glossa, & appartient, tiennent que les immeubles des Prestres confisquees appartiennent au Seigneur haut-Iusticier, & les meubles à l'Euesque. Faber in §. sed cum aliqui Instit. de testam. ait Aurelianus Episcopus & capitula vindicare sibi bona clericorum intestatorum veteri ac recepta loci consuetudine, Chupin. lib. 1. de iurisdict. And. c. 2. ad art. 41. & lib. 3. de sac. Polit. num. 27. *Vide Authent. licentiam. Cod. de Episc. & cleric. cap. requisisti, cap. velatum 1. extr. de testam. & ibi Henr. Bohic. Rota Decis. 863. Papon liure 21. titre 8. article 7. & liure 24. des Arrests, titre 13. article 3.**

q *Sequuntur enim personam, & non territorium. Alex. Immol. Consil. 16. in 1. volum.* Aucuns demandent à quel Euesque les meubles appartiennent, ou bien à l'Euesque du lieu au Diocese duquel lesdits meubles sont trouvez, ou bien à celui qui a conféré les Ordres sacrez, ou bien à l'Euesque du lieu où le delict a esté par luy commis. *Oldrad. d. Consil. 17.* estime que les meubles doiuent competer à l'Euesque du lieu où le delict ou crime a esté perpetré. *Ioan. Gallus quæst. 91.* recire au contraire auoir esté jugé par Arrest, que les meubles appartiennent à l'Euesque du lieu où les meubles estoient trouvez. Ce qui se peut aussi confirmer par plusieurs Coustumes, mesmes de Paris, article cent soixante sept. Estampes, article cent cinquante & vn. Montfort, article cent cinquante six. Mante, article cent nonante. Clermont, article 101. Vitry, art. 3. Laon, art. 384. & 86. Chaalons, art. 15. 39. & 95. Reims, art. 144. & 346. Chau-

K K K k k

ny, art. 40. Tours, art. 18. 26. & 44. Lodunois, chap. 1. art. 14. & 21. chap. 2. art. 6. Melon, art. 6. Bar, art. 37. Chaumont, art. 91. Amiens, art. 152. Montreuil, art. 22. Peronne, art. 9. Orleans, art. 344. Grand Perche, art. 16. Bourbonnois, art. 323. La Marche, art. 327. Poictou, art. 199. & autres mises & rapportees en la Conference des Coustumes, 1. part. tit. 6. & part. 2. tit. 8. Les biens vacans, ou de ceux qui decedent sans hoirs, appartenent au Seigneur Iusticier en la iustice duquel ils sont. *Bald. in cap. 1. De par. tem. Alex. 1. mm. Conf. 16.* où il cite, *l. ex facti proponebatur. §. rerum. D. de hered. instit.* Ce qui se doit entendre quand les crimes ne sont point privilegiez. *l. fi. C. de exact. trib. lib. 10.* Car en tous crimes privilegiez & cas Royaux, la confiscation appartient au Roy. *Masurr. in Praxi, Tit. de penis, num. 16. l. fin. Cod. ex act. lib. 10. DD. in l. qui quis. Cod. ad legem. lul. Maest. Bar. in l. cum scilicet populi. Cod. de sum. tria. DD. in cap. postulasti. De for. comp. Ro. d. c. Dec. qu. 263. num. 9.* D'auantage, *Aufier. l. Decis. Thol. qu. 150.* escriit que le Seigneur Iusticier, auquel les meubles du Clerc ou Prestre condamné denoient appartenir, à cause de crime ou delict par luy commis ne peut se plaindre si l'Euesque fait accord ou composition avec ledit Prestre ou Clerc atteint & conuaincu de crime: *Cum fraus in bonis acquirendis nulla sit, l. cum quidam. D. de iure fisci.* Ainsi le Seigneur haut-Iusticier ne peut empescher l'effect des lettres de grace ou remission, donnees par le Roy, comme escriit maistre Jean le Cog, *Quaest. 184.* Et nostre Autheur es Annotations sur le chap. 22. du liure des Instit. Forenses: & en ce chap. 17. La raison est tres evidente: car ils ne se peuvent plaindre d'aucune fraude, *cap. cum secundum. De heret. in 6. DD. in l. prescriptionem. C. si contra ius vel util. publ.* Arrest à ce propos contre la Dame de Longueville du deuier lanuier 1505. & autre du 7. Septembre 1527. Par autre Arrest du 18. iour de Ianuier 1567. entre Dame Jeane Boulant, appellât du Bailly des môtaignes d'Auuergne, & Guillaume Canapevre intindé au rapport de M. Morlet, fut iugé que le Seigneur, en la Iustice duquel a esté commis vn homicide, n'est receuable à debatre l'enterinement des lettres de remission. Et depuis par autre Arrest du 2. iour de Septembre audit an 1567. donné à la Tournelle, le Sieur iusticier ayant receu argent pour vn crime commis en la Iustice fut condamné en l'amende, & declaré non receuable interuenant, pour n'auoir autre raison, qu'il auoir intersté que ses sujets fussent punis: il fut refusant de conclurre en la cause d'appel, à ceste occasion condamné aux despens de la cause d'appel, & en l'amende de cent sols: & à rendre les trente escus de la composition faite: lesquels la Cour adiugea aux pauvres prisonniers de la Conciergerie, & pour la faute par luy commise en faisant telle composition, l'a condamné en l'amende de deux cens liures: avec defences de plus faire tels actes. Bacquet au Traicté des droicts de Iustice, chap. 16. Charondas liu. 1. des Pandectes, chap. 15. Papon liure 24. des Arrests, tit. 17. Arrest 3. Par Arrest aussi donné en la Tournelle le 7. iour de May 1558. fut dit que le Sieur haut-Iusticier sous ombre de son droict de confiscation à luy appartenant, n'est receuable à debatre & empescher l'enterinement d'un pardon ou remission octroyé par le Roy à vn sujet & domiciliaire dudit haut-Iusticier, ainsi que recite amplement ledit Bacquet au lieu susdit. *Faber in §. cum autem. inst. quib. modis ius pat. pos.* dit que par lettres de remission le Roy ne peut oster la confiscation acquise au Sr. haut-Iusticier. *Chassan. in consuet. Burg. tit. de iurisdic.* Et de fait toutes les lettres le portent, comme il se recognoist au texte de nostre Autheur, & par le Theoreme de la Chancellerie. *Chop. liu. 1. de Dom. Franc. tit. 1. num. 14.* Notez que les bannis à perpetuité confisquent aussi tous leurs biens, ainsi qu'il se cognoist par plusieurs Coustumes, recitees en la Conference, partie 1. tit. 6. où le droict ancien est gardé, non Pauth. *Bona damnatorum. C. de bon. profe.* Combien que *Chassan. in consuet. Burg. tit. de confis. in glossa*, qui confisque, qu'ou la confiscation a lieu, les biens des bannis ne sont pourtant confisque.

r L'Euesque pour la condamnation faite à son profit, cōtre vn sien Clerc ou Prestre, est presert à l'amende appartenant au Roy, par les anciens Arrests de la Cour, mesmes de l'Arrest 130. mis à la fin du stil de Parlement en Latin. Papon liure 24. des Arrests, tit. 16. art. 3.

s Cecy est pris des Annotat. Par le droict Romain: *Bona publicata in fisci dominium transferuntur, notatur in l. si quando. C. de bonis vac. l. si qui intra. 7. C. l. quido 16. C. de bonis profe. l. 7. C. 7. l. 2. C. Th. cod. tit. 12. C. de aqua. d. l. 4. D. de censib. l. 22. C. de iure d. liber. Nouell. 102. 103. 104.*

¶ Cccy est pris & tiré du droit des Fiefs. *bal. in consil. Feud. Lotharij Qualiter feud. alie-
nari possit. § si vero.* où toutesfois il faut prendre garde exactement, que les loix qu'il
allegue pour confirmer son opinion, & les constitutions Canoniques citees par *Anst.
Barb. le Specul. tit. de feud. in quast. 40.* dit, qu'il y a vne certaine Ordonnance du Roy
Charles: par laquelle il est ordonné, qu'un Roy de France ne peut estre fait vassal de
son inferieur. Car sil estoit permis à vn Roy d'vnir & appliquer à son domaine les
Fiefs, terres & seigneuries confisquées, il pourroit estre vassal de son sujet. Il est in-
certain à quel Roy on doit attribuer telle Ordonnance, parce qu'il y a eu en France
plusieurs Roys de ce nom: & le Speculateur ne dit point nommément de quel temps
ladite Ordonnance a esté faite.

u Par les Ordonnances du Roy Charles neuvesme 1566. à Moulins, art. 35. Seront
les graces & remissions adressees à nos Iuges Presidiaux, & aux lieux, ausquels n'y
a siege Presidial à nos Iuges ressortissans nuëment en nos Cours, & non à autres. *Es
plus est aduosté.* Et ne voulons que ceux qui auront obtenu de nous lettres de graces,
pardon, ou remission, s'en puissent ayder apres les trois mois de la datté d'icelles, enco-
res qu'elles eussent esté donnees par nous & entrees de nos villes, & nonobstant
les lettres de surannation, qui seroient par eux obtenues. Et depuis par autre Ordon-
nance d'Amboise 1571. art. 9. Ordonnons que toutes lettres de remission des Gen-
tils-hommes & Officiers seront adressees à nos Cours de Parlement, au ressort du-
quel les excés seront commis; sauf apres de renuoyer le remissionnaire sur les lieux.
Henry III. 1579. Estats de Blois, art. 199. Les adresses des graces, pardons & remissions
obtenues par les personnes n'estans de noble condition, seront faites aux Iuges ordi-
naires, ressortissans nuëment & immédiatement en nos Cours de Parlement. Et quant
aux Gentils hommes & Officiers, voulons l'Edit d'Amboise estre inuiolablement
gardé. Notez neantmoins que les Gentils hommes sont faire l'adresse desdites
lettres au grand Preuost de l'Aulx, quand ils sont à la suite de la Cour, & que le cri-
me y a esté commis. Ce qui a esté souuentefois jugé par Arrest, mesmes contre les
Presidiaux de Chartres le 18. Feurier 1587. plaidât du V. & depuis le 7. iour de Iuillet
1581. sur vn appel interjeté du Bailly de Blois ou son Lieutenant, plaidant Martin;
& contre le Lieutenant d'Angoulême qui fut condamné aux despens, & dix escus
d'amende, pour auoir cogneu d'une remission d'un Gentil-homme, nonobstant les
Arrests donnez en pareil cas, comme il fut jugé par Arrest à la Tournelle le 29. iour
de Novembre 1586. Notez aussi que par ledit Arrest du 18. iour de Feurier 1581. contre
les Presidiaux de Chartres, il se cognoist que l'Ordonnance s'entend aussi pour
les lettres de rappel de ban, si l'impetrant est noble. Dauantage, par Arrest donné
en la seance des Grands-Jours à Lyon, du 29. iour de Novembre 1596. contenant vn
reglement general pour les Officiers, estans du ressort desdits Grands-Jours, est dit
entre autres choses, qu'il est enjoint au Lieutenant criminel & Conseillers qui l'assis-
teront toutes & quantesfois que par aucun Gentilhomme ou autres personnes sui-
uans les armes, tenus pour nobles & iouissans par effect des priuileges de noblesse,
leur seront presentees aucunes lettres de remission ou pardon: encores que par les-
dites lettres il y eust clause portant derogatiō à l'Ordonnance prohibitiue d'adres-
ser telles lettres ailleurs qu'en la Cour: ils ayent à les arrester & retenir prisonniers, &
les enuoyer en la Conciergerie du Palais à Paris avec leurs lettres de remission, en-
semble les charges, informations & procedures contre eux faites. Fait defenses aus-
dits Lieutenans & Iuges proceder à l'enterinement des lettres de pardon ou remis-
sion, sans qu'au preallable il soit deuëment informé de la qualité des impetrans des-
dites lettres, & s'ils sont Gentilshommes ou non. Aussi fait defenses de recevoir au-
cunes lettres de remission ou pardon, ne deliurer lettres d'attache pour faire assigner les
parties ciuiles sur l'enterinement desdites lettres, que les impetrans ne soient actuelle-
ment prisonniers, & l'esrouë de leur emprisonnement attaché & d'icelles lettres. [*Nam
facilitas venie, incertum tribuit delinquendi, cap. vt clericorum de vita & hon. clericorum. Et quos
ad vna decora domestica laudis exempla non prouocant, correctiois saltem medicina compellat. l.
viii. C. de emendis propinq. Vide Glossam in d. cap. vt clericorum, & in cap. cum clamor extra. de
restitu.*]

[Au reste il n'y a autres Juges laiz queles Royaux qui peuvent auoir cognoissance de l'enterinement des Lettres de grace, remission & pardon, ainsi qu'il a esté iugé souuent par Arrest du 7.iour d'Aouust 1482. & souuent depuis.]

x 1539. Mises au neuuiesme liure de la Conference des Ordonnances, titre 18. *In-terest Republice panam non facile remitti, ne ad maleficia quin temere prosilui. l. si operu. Cod. de pan-nu. l. 51. §. 2. D. ad leg. Aquil. l. 1. C. sent. resc. non posse. l. 3. Cod. de sent. ex peric. r. c. l. 14. D. de re iud. l. 27. D. de panis. August. lib. de fato, ludicibus non licet suam sententiam in reum datam renou-are aut mutare.*

y Ces articles 168. 169. & 172. de l'Ordonnance 1539. sont aussi mis au 9.liure de la Conference des Ordonnances Royaux, titre 18. Et par celle du Roy Charles IX. 1560. Estats d'Orleans, art. 75. Defendons à nos amez & feaux les Conseillers, Mai-stres des Requestes de nostre Hostel, & Gardes des Seaux de nos Chancelleries, d'accorder aucunes lettres de remission ou pardon, fors celles qui seront és cas de Droit, si aucunes en sont obtenues ou expedies au contraire: enjoignans à nos Juges en debouter les impetrans, & proceder au iugement des procès, sans y auoir aucun esgard: ioint que par les anciennes Ordonnances de Philippes VI. 1348. Charles VI. 1408. Charles VII. 1453. art. 73. & autres, mises au premier liure de la Con-ference des Ordonnances, tit. 10. il est dit que les Juges n'auront aucun esgard aux lettres Royaux, sinon entant qu'elles seront ciuiles & raisonnables. *Vide l. rescripta. C. de preeb. imp. offerend.* Ce qui est aussi traicté par nostre Autheur és Annotations sur le chap. 18. suiuant de ce mesme liure.

z Boer. Decis. quæst. 65. traicté du don des confiscations & amendes auant la senten-ce. Le Roy Charles VII. 1453. art. 8. Ordonnons que suiuant les Ordonnances plus ne soyons trauaille de requestes, par lesquelles on nous demande Offices, Benefi-cies, eschoites, amendes & confiscations auant qu'ils vacquent, ou qu'ils soient creez & à nous adiugez, & declarez à nous appartenir. Loys XI. 1467. Loys XII. 1507. art. 254. François I. 1539. en ont aussi de meisme ordonné: comme aussi Charles IX. 1560. Estats d'Orleans, art. 87. Defendons à tous nos Juges auoir aucun esgard aux dons de confiscations faits auparauint iugement, declaration & condamnation: & con-tre les impetrans. Voulons estre procedé suiuant les anciennes Ordonnances de nos predecesseurs Henry III. 1579. Estats de Blois, art. 204. Ordonnons que tous nos suiers de quelque estat, qualité & condition qu'ils soient qui se trouueront auoir im-petré de nous dons de confiscations, ou d'amendes auparauint le iugement de con-demnation & adiudication, ou aucuns Offices auparauint la vacation: & restars des comptes auparauint la closture d'iceux, soient priuez non seulement des choses donnees, mais aussi condamnnez en vne amende de pareille valeur: & outre declarez indignes & incapables d'obtenir aucune chose de nous à l'aduenir. Defendons à nos Juges d'auoir aucun esgard ausdits dons, & proceder contre les impetrans suiuant nos Ordonnances, sans que les peines contenues en icelles puissent estre moderees, comme il est plus amplement expliqué au liure 10. de la Conference des Ordonnan-ces, tit. 6. rant au texte qu'és Annotations. *Vide l. 1. & 2. Cod. de petit. bon. fabul. & Nouell. Theod. de competitionibus Boer. Dec. 65.*

a DD. in l. vt rim. D. de iust. & iure. & ibi Bartol. [& in l. 1. Cod. vnde vi.] *Onidius, Arma-que in armis sumere iura sinunt. l. 4. ad legem Aquilian. Aduersus periculum naturalis ratio per-mittit se defendere. l. 1. §. vt rim. D. de vi & vi armata. Panorm in cap. clerici extr. de vita & honest. cler. l. 1. C. vnde vi & ibi Bartol. Ludou. Rom. singul. 3. Cuiac. 5. Obser. C. 15. §. 18. l. 1. C. Quando liceat vniciuique se vind. l. defensionu. C. de iure sic. lib. 10. l. 2. §. sed cum artien. D. si quadr. paup. fec. auc. cap. significasti. De homic. cap. vt fama. §. vlt. De sentent. excomm. cap. dilecto, cod. tit. in 6. l. Gracchus. C. ad leg. Iul. de adult. [Vide Boer. Dec. Burg. quæst. 164.]*

b Iulius Clarus lib. 5. R.cept. sent. §. fin quæst. 87. *In Gallia qui cum potest, homicidium non pro-hibet, literas innocentia petere debet.*

c Voyez les Annotations mises cy dessus au chap. 5. de ce 3. liure des Institutions Forenses. Covarruuias lib. 2. Var. resol. c. 20. note plusieurs choses propres à ceste matiere.

QVOMODO LIS SVPER DIPLOMATIS venialis approbatione procedat.

CAPVT XVIII.

Porro accusatus antequàm utrumlibet veniale rescriptum in iudicio offerat, carcerem subeat oportet: deinde admonitis illis quorum interest die iuri dicundo stas corà iudice pro tribunali sedente producit, eo-que genibus humum allapso, caputque releuato, principis indulgentia recitatur. Tum his quæ scripto comprehenduntur, fidem iudice interrogante reus iureiurando interposito astrait, sacrique indultus beneficio se velle potiri assuevit. Iudex itaque eum super crimine interrogandum decernit, ac postea carceri reddit. Subinde ad interrogationem properat: ne interim quæ responsurum sit, componat effingatque accusatus aliquorum interuentu, adorationeque ac interrogationis huius actus regio procuratori eduntur: quis si ex indicis de scelere habitis deprehendat venialium codicillorum narrationem veritate destitui, indeque reum commissi aliter sceleris suspectum, quàm precibus contineatur, extra ordinem in eum posulat querendum. Iudex ergo diem constituit, intra quem regius procurator, priuatusque delator sceleris indices curet reuocandos, aliosque testes etiam audiendos, præterea cum accusato (si expedierit) committeudos: deinde iudex interloquitur, testes vicissim rei accusati percontandos, utrius sanè præpolleat tandem probatio, æstimaturus: decernit quoque ut reus testes suos nominet, ac pecunia apud acta deponat certam quæritatem, ex qua sumptus ad testes euocandos regius procurator exhibeat huiusque euocationis iniungit ei curam. Atque id locum habet, quum in ipso capitalis controuersie exordio veniales codicilli proponuntur, vel in testimonis iam conquisitis firmamentum litis non ponunt accusatores. Et si ex iam gestis planè constet causas precum falso confictas, indulgentiam ea ratione oppugnabunt. Proinde constituetur ex his aliisque ab accusatoribus obiectis, rursumque à reo depulsis, ascendendum restitutionis rescriptum sit pronuntiandum. Cæterum si preces cum litis instrumentis iam aduersus reum absoluto, aut etiam cum solo iudiciorum elogio conueniat, iuridicialiter litis status constituitur, si modo quid aduersus indulgentiam opponatur, quod in iuris cadat dubitationem. Frustrà enim testes reuocantur, & cum reo committerentur, cum nulla sit facti quæstio, sed iuris duntaxat: quanquam hac in re id posset scrupulum ingerere, quòd capitaliter accusati non omninò sit confessioni standum nisi de scelere admissio aliter doceatur: at ex solis indicij commissi criminis fides comparatur exigua, si non reuocentur iudiciorum testes. Sed iudicio animi, non præcipiti impetu ea confessio emissæ conijcitur, cum quòd in supplice libello Principi porrecto fuerit comprehensa, tum quòd accusatus iureiurando atque in iudicio eam confirmauerit, tum quòd à iudice super libello veniali interrogatus iterum in ea confessione perseuerauerit. Itaque nullus dubitandi locus relinquitur, nisi forte ubi quis ad liberationem alterius qui re vera crimè perpetrasset, se id admisisse falso confingeret, ut nonnumquam compertum est contingisse: nam tum accusatore id can-

Quomodo
super venialis
diplomatis
approbatio-
ne procedat

ficante testes reuocari & cum reo committi oporteret. Sanè quum etiam veniali diplomate contenta iudiciorum, aduersantur elogio, nonnulli iudices litis statu inficialiter constituto decernunt, ut reus asserta, aduersari què contrariis obiecta probent testibus: atque testes aduersariorum cum reo committunt. Verum ut prior huiusce litis extra ordinem agitanda forma in iudiciis est frequentior, & principalibus congruentior sanctionibus, ita nobis videtur potior. Planè utcumque obseruetur iudicij huius ordinandi ratio: interea reus semper in custodia desinetur, quoad controuersia fuerit definita. Tamen si quidam existiment, cum qui felicibus regis vel regina auspiciis veniam criminis consecutus sit, hac molestia liberam esse oportere: tamen hactenus aliter obseruari solitum nouimus, eosque non secus ac alios in carcere litis exitum operiri. Etenim quod sine discrimine custodius in ea urbe agentibus, quam rex vel regina splendido primum apparatu ingreditur, solet remitti, adè ratum non est habendum, quàm quod princeps animi iudicio deliberatior eque indulget. Sed utcumque Princeps criminis gratiam fecerit, hac causa cognita est examinanda, quandoquidem ipse in suis rescriptis, ve suis quantum aquiras patitur, morem duntaxat geri praecepit. Quocirca si ab aquo discrepet indulgentia, nulla eius habitatione iusto supplicio reus damnabitur. Quin & Princeps in concedendas quaslibet criminis remissiones se propensorem exhibet, ut sceleratis (quos aliquos ad penam vi proprii oporteret) se se vitro venia dedans obtentu.

DE L'INSTRUCTION DV PROCEZ criminel pour raison de l'enterinement des lettres de grace, remission & pardon.

CHAP. XVIII.

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Adournement fait pour proceder sur l'enterinement des lettres de grace & remission. 2. Forme de presenter les lettres de grace par le criminel suivant l'Ordonnance. 3. De proceder extraordinairement sur l'enterinement des remissions. 4. De n'ester à la confession d'un accusé, s'il n'appert d'ailleurs du cas confessé. | <ol style="list-style-type: none"> 5. Forme de proceder sur l'enterinement des lettres de remission reprouee: par laquelle le Iuge apres contestation appointe les parties à informer de leurs faits. 6. L'accusé porteur de remission doit tenir prison pendant l'enterinement, & s'il est eslargy, la partie aduersè demande s'en peut porter appellant. |
|--|--|



Eluy qui veut demander l'enterinement de lettres de remission, doit premierement les faire signifier à sa partie aduerse, & la faire adiouner pour venir proceder sur l'enterinement d'icelles, & au iour assigné faut qu'il se rende prisonnier & qu'il presente estant nud teste & à genoux au Parquet & Auditoire sesdites lettres de remission, ainsi que porte l'Ordonnance du Roy Loys ^a douzies^{me} ue, article 126. & 127.

1. *Adiournement fait pour proceder sur l'enterinement des lettres de grace & remission.*

2. *Forme de presenter les lettres de grace par le criminel suiuant l'Ordonnance.*

Et lors le Iuge luy fera faire serment si le contenu en ses lettres est veritable, & s'ils'en veut ayder. Et apres qu'il aura respondu que ouy: le Iuge ordonnera qu'il sera ramené en sa prison, & par luy ouy sur les charges & informations: ce que promptement le Iuge doit faire, à fin qu'on ne luy face le bec. Combien qu'ordinairement ils n'obtiennent point remission, qu'ils ne sçachent bien le contenu des informations ou du procez criminel contre eux fait.

Et la confession communiquee aux Gens du Roy, s'ils voyent que les charges & informations ne loient semblables au contenu en la remission, & qu'il soit beaucoup plus chargé par information que par la grace, ils requierent qu'il soit procedé contre luy ^b par recolement & confrontations: ce qui est fait. Et par apres le Iuge ordonne que le defendeur nommera tesmoins pour verifier le contenu de la remission: lesquels seront ouys *ex officio*: & qu'il consignera deniers pour les faire venir: dont le Procureur du Roy fera diligence. Et ce a lieu quand on presente lettres de remission auant l'accusation intentee: ou au commencement du procez criminel. Mais si apres le procez fait, l'accusé presente ses lettres de remission, si les demandeurs veulent, ils pourront encores faire ouyr autres tesmoins, & les faire recoler & confronter, pour monst^{re}r du contraire du contenu en ladite grace. Et si les demandeurs voyent qu'ils ayent fait assez ample preuve pour destruire le contenu en ladite remission, & que le defendeur n'ait encores fait assez ample preuve de ses iustificacions, il la pourra encores faire par la maniere que dessus: Et si les demandeurs originaux ne veulent informer au contraire du contenu en la grace, ou qu'ils pensent auoir ja informé assez au contraire, & qu'ils veulent debatre seulement la grace d'inciuité: apres l'auoir debatue & defendue à l'enterinement, le Iuge ordonnera que ladite grace avec les charges & informations ou le procez criminel seront mis par deuers luy, avec vn aduertissement de chacun costé pour y faire droict, attendu qu'il n'est pas question de contrariété de fait, ains de droict seulement.

3. *De proceder extraordinairement sur l'enterinement de remission.*

Et combien qu'on ne s'arreste point à la confession d'un accusé, n'aux charges & informations, s'il n'y a recolement & confrontation de tesmoins, par lesquels apparaisse de la verité du fait & crime commis: parce qu'un homme voulant perir ne doit ^c point en ce estre ouy, si autrement il n'en appert. Toutesfois parce qu'en ce cas ladite confession est premierement contenuë par la grace, & affermee par serment en

4. *De n'estre à la confession d'un accusé s'il n'appert d'ailleurs du cas.*

Charles IX. depuis 1571. à Amboise en Ianuier art. 9. Ordonnons que toutes lettres de remission obtenues par les Gentilshommes & Officiers seront presentes par eux en personne teste nuë & à genoux, suivant l'Ordonnance. Ainsi par Arrest du 6. iour de Decembre 1576. fut vn Gentilhomme debouté de sa requeste, tendant à fin de faire enteriner sa remission, sans se presenter en iustice. *Vide cap. veniens extr. de accus. l. accusatore. §. ad crimen. D. de publ. ind.*

b Par les Ordonnances du Roy Loys XII. 1498. art. 126. & 1507. art. 102. François I. 1535. chap. 13. 35. & 1546. pour Bretagne chap. 2. art. 13. il est dit que contre les porteurs de remission, pardons & abolitions, il sera procedé extraordinairement par recollemens & confrontations de tesmoins, quand les lettres sont differentes aux informations, ou bien quand le Procureur du Roy ou la partie civile impugnent & debattent lesdites lettres. Je veux icy rapporter vn Arrest du Parlement de Bretagne du 18. Septembre 1535. seant à Nantes: par lequel il est defendu à tous Iuges de ne recevoir d'oresnauant à faire enquestes, pour verification de leurs remissions, ains leur est enjoinct de faire & parfaire le proces des remissionnaires extraordinairement par interrogatoires, confrontations, & torture si mestier est, & aures voyes extraordinaires qui se doivent faire en matiere criminelle. Pour ce fait proceder à l'enterinement des remissions, si elles se trouuent en voye d'enterinement, ou en debouter les prisonniers, & les punir selon la qualite des crimes & delicts, dont ils se trouuent conuaincus par lesdits proces. Et si par responses & confessions des prisonniers ou par les reproches qu'ils allegueront de bouche en faisant les confrontations, ils alleguent aucuns faits seruans à leurs iustifications & innocences, les Iuges apres auoir veu tout le proces, s'ils trouuent lesdits prisonniers estre suffisamment conuaincus des cas à eux imposez par leurs confessions, confrontations de tesmoins non reprochez, indices suffisans d'autres choses resultans desdits proces: seront tenus extraire les faits pertinens & receuables alleguez par les prisonniers, tant par leurs confessions que confrontations: & ordonner aux prisonniers de nommer tesmoins, par lesquels ils entendent les prouuer ou verifier, sans toutesfois leur donner aucun delay pour ce faire. Mais pour obuiuer à toutes subornations & maluersations seront tenus les nommer promptement, si bon leur semble: autrement ils n'y seront iamais receus. Et apres qu'ils les auront nommez, seront lesdits tesmoins examinez d'office, sans estre attraits ne produits par lesdits prisonniers ou autres par eux. Et pourront toutesfois les Iuges ordonner qu'ils consigneront au Greffe vne somme de deniers, suffisante & raisonnable pour faire les frais desdites inquisitions, s'ils sont puissans pour ce faire. Defendons ausdits Iuges de ne recevoir lesdits prisonniers, bailler reproches ne autres faits iustificatifs ou d'innocence par escript, mais les diront de bouche, si bon leur semble, en la confrontation, & en la presence du tesmoin, auparavant toutesfois que la deposition du tesmoin ait esté leüe: mais incontinent que ledit tesmoin aura esté presenté audit prisonnier, & que le Iuge aura prins le serment de chacun respectiuellement de dire verité, il sera tenu demander au prisonnier si a aucuns reproches contre ledit tesmoin, & si en dit, les faire escrire & enregistrer par son Greffier: & ce fait proceder à la lecture de la deposition, & faire ladite confrontation: & sera ceste forme tenuë & gardee en tous proces criminels & extraordinaires, ores qu'il n'y auroit aucune remission. Cest Arrest contient vn abbrege de l'Ordonnance, concernant l'instruction des proces criminels auparavant les autres Ordonnances qui sont depuis interuenues: dont est fait mention souuent en celuire troisieme, tant aux textes François & Latin, qu'és Annotations. Par Arrest du 23. iour de Iullet 1575. fut decidé que Remission ne se peut ny doit enteriner, sans que le remissionnaire soit prisonnier actuellemēt, & sans faire aussi droit à la partie empeschant l'enterinement, à scauoir appointant à fournir de moyens d'obrection & subreption: sur vn appel qui fut mis au neant de l'enterinemēt de telle remission par precipitation: partie presente, & plaidant le Lieutenant criminel d'Anjou, les parties renuoyees par le Seneschal ou son Lieutenant, autre que celui dont estoit appel, & ordonné que le remissionnaire se presenteroit à ceste fin. Pareil Arrest du 6. Decembre 1576. cy dessus recité. Par autre Arrest du 7. iour de Dembre 1584. fut infirmé l'appointement d'un Iuge de Chartres, qui auoit receu vn remissionnaire du premier

coup à prouuer ses faicts iustificatifs contenus par seldites lettres don y auoit appel, mal iugé, bien appellé, emendant fut le prisonnier tenuoyé par deuant le Bailly de Chartres ou son Lieutenant: pardeuant lequel ledit prisonnier presenteroit ses lettres. D'autant que tout remissionnaire doit presenter sa remission en personne, estre interrogé, alleguer ses faicts iustificatifs, & nommer tesmoins. Et par Arrest du 29. Novembre 1536. donné aux Grands-Jours de Lyon, est dict que les Lieutenans criminels & Iuges ne pourront donner sentences sur lettres de remission & pardon, que preallablement le procès n'ait esté instruit avec les parties ciuiles deuement appeelles.

c Non auditur petire volens. Et rectè in l. tantum. 6. D. de appell. Vlpian. Quid ergo, si resistat, qui damnatus est, aduersus pronocationem: nec velis admittere eius appellationem, petire festinans? adhuc putem differendum supplicium. Nous auons monstré cy dessus es Annotations du chap. 14. de ce 3. liure par plusieurs autoritez, qu'il est necessaire d'apparoir des crime ou delict, c'est à sçauoir comme de l'homicide, & du corps mort. Boër. Dec. 9. num. 9. traite bien amplement ceste question.

d Ce qui suit iusqu'à la fin de ce chapitre est pris des Annotations.

e Chassaneus in Consuet. Burgund. Tit. Si aucun commet, &c. §. 5. versic. si l'n'a grace, est bien d'aduis contraite, mais nous le suiuous. Notez que la femme peut poursuire les meurtriers & homicides de son mary: item, le pere & les enfans. Boër. Decis. 133. num. 1. & 3. Masuer. in Praxi, tit. de expens. & damn. §. item propt. homicidium. A qui la repa- ration ciuile doit competere & estre preferee, faut voir Boër. Decis. 120. & 121.

DE MVNERIBVS NON PRÆBENDIS

Quæstorius seu Iudici causæ capitalis, Regio Pa-
trono & Procuratori.

CAP. XIX.

De munerib⁹
non præben-
dis causæ ca-
pitalis quæsti-
tori, regio pa-
trono, & pro-
curatori.

Admonendi autem sumus obiter, regis edictis vetitum esse, ne accusa-
tor, reusve aut qui eius causam curat, iudici, qui de causâ cognoscit,
munus largiatur: item ne honoraria quidem accusatus præbeat, sed ac-
cusator: atque ea solum, quæ iudex scripto sibi præfiniuerit, vel ob ac-
cusati interrogationem, vel in aliam quamvis operam ad litu negoti-
um spectantem. Quod si eorum quispiam aduersus id commiserit, reus quidem tan-
quam criminis compertus plectetur, priuatus autem delator accusationis excides
commodo, iudex verò magistratu amouebitur. Verum nec Regius Procurator pa-
tronisve specie laboris in capitali quæstione suscepti quicquam debent accipere:
tantum abest ut liceat exigere: aliqui exauctorationem, multamque pro iudicis
arbitrio patientur. Proinde neque his, neque iudicibus ullis aliquid comperendi-
nandi rei gratia, aut pro approbandis venialibus codicillis suis est erogari. Quamquam
autem omnes generalis hac constitutione teneri videntur, probabilius tamen est ut
ad eos qui nullis stipendiis auctorati sunt, non porrigatur.

DES DEFENSES FAICTES AUX IUGES,
Aduocat & Procureur du Roy, de ne prendre aucune chose pour l'eslargissement d'un prisonnier, ou enterinement des lettres de grace ou remission.

CHAP. XIX.

1. Les Iuges ne doiuent rien prendre pour l'eslargissement d'un prisonnier, ou enterinement des lettres de remission.
2. La partie ciuile demanderesse

- doit payer le salaire du Iuge.
3. Les Aduocats & Procureur du Roy ne doiuent rien prendre sous couleur de leur peine en un procès criminel.

Est à noter que par les Ordonnances ^a du Roy Loys XII. art. 128. est prohibé de ne prendre aucune chose par les Iuges pour l'eslargissement du prisonnier, ou l'enterinement des lettres de remission : mais ladite Ordonnance est mal gardee comme plusieurs autres. Ou bien la faut oit entendre selon l'Ordonnance du Roy Charles VII. art. 42. ^b & 43. & 44. par laquelle est prohibé que les parties demaderesses & defendereses en matiere criminelle, ne leurs sollicitateurs ne donnent aucune chose au Iuge de la cause.

Et si le Iuge se taxe quelque somme de deniers pour son salaire d'auoir ouï le prisonnier, ou pour quelque autre vacation faicte en la cause, la partie ciuile demanderesse le doit payer. Et s'il est trouué que l'accusé ait fait au contraire, il sera tenu pour couaincu des cas à luy imposez, & le demandeur decherra de son accusation, & le Iuge priué de son Office. ^c

Et les Aduocats & Procureur du Roy ne peuuent rien prendre sous couleur de la peine ou labour qu'ils pourroient auoir prins en vne cause criminelle, à peine de priuation de leurs offices, & amendes arbitraires. Toutesfois ie pense que cela doit estre entendu de Messieurs les Aduocats, & Monseigneur le Procureur general de la Cour, lesquels ont fort gros gages, & suffins pour leur enterinement : & ^d non pas des Aduocats & Procureurs du Roy qui n'ont gages, ou n'ont que 25. liures de gages : car ils peuuent bien prendre salaire moderé des parties ciuiles demaderesses, selon mon aduis, mais non de l'accusé : comme les Iuges, par ladite Ordonnance du Roy Charles. Toutesfois auourd'uy les accuiez desirans auoir expedition, ^e payent leurs auditions aux Iuges & Greffiers, & les repentent par apres les demandeurs. Et payent semblablement les espicces de sentences interlocutoires & diffinitives qui sont donnees pour eux.

1. Les Iuges ne doiuent rien prendre pour l'eslargissement d'un prisonnier, ou enterinement des lettres de remission;

2. La partie ciuile demanderesse doit payer le salaire du Iuge.

3. Que les Aduocats & Procureur du Roy ne peuuent rien prendre sous couleur de leur prime en vne cause criminelle.

früfont ports d'armes, force ou violences estre faites en leurs Iustices: & n'en feront pöursuite, seront prieuz de leurs Iustices: & s'ils estoient complices ou fauteurs seront punis des peines imposees aux cöulpables. Et quant aux Iuges, Procureurs & Officiers de nous & des Hauts Iusticiers, seront pour leur negligence de la poursuite & punition desdits crimes, prieuz de leurs Estats: lesquels declarons audit cas vacquans pour y estre pourueu d'autres en leur lieu. Tiercement par les Ordonnances de Charles 7. 1453. art. 16. & 39. 1453. art. 90. 96. 99. de Loys 12. 1498. art. 106. 110. & 131. & 1507. article 34. 91. 184. & 189. François 1. 1535. chapitre 13 article 10. & 25. 1536. article 10. & 11. 1539. pour Bretagne art. 10. & 17. & 1539. art. 139. 140. 145. & 146. Charles 9. Estats d'Orleans Article 63. & 1565. pour Bretagne Article 11. & premiere declaration sur celle de Moulins 1566. article 6. Henry 3. 1579. Estats de Blois article 184. Enioignons à tous nos Iuges vacquer diligemment, toutes choses delaissees à l'instruction des procez criminels & interroger incontinent les prisonniers à peine de suspension de leurs Estats. *Quarti*, les Iuges vacqueront à l'expedition desdits prisonniers les iours de vendredy, & tous les autres iours de la semaine quand mestier sera, suivant les Ordonnances de Loys 12. 1498. art. 13. & 1507. article 205. *Quinti*, que les Informations soient mises en vn cayer à part, & les recollemens & confrontations en vn autre cayer: & les interrogatoires en vn autre: & que les tesmoins recollez & confrontez soient marquez en teste, suivant l'Ordonnance du Roy François 1. 1536. Chapitre 2. article 40. 41. 42. & 43. mises au 9. liure de la Conference des Ordonnances Tit. 1. ainsi qu'il a esté dit cy-dessus *Sexti*. Par l'Ordonn. 1519. art. 144. Voulons que tous procez criminels se feroient par les Iuges ou leurs Lieutenans & assesseurs, & non par nos Procureurs & Aduocats, les Greffiers ou leurs Clercs & commis, tant aux interrogatoires, recollemens, confrontations ou autres actes & endroits des procez criminels: & ce sur peine de suspension de leurs Offices & de priuation d'iceux, au plus grande peine & amende s'ils estoient costumiers de ce faire. *Septim*, Par la mesme Ordon. 1539. art. 162. Es maneres criminelles ne seront les parties aucunement ouyes par le Conseil ne ministère d'aucune personne, mais responderont par leur bouche des cas dont ils seront accusez: & seront ouys & interrogez separemēt, secretement & appart, comme il est monstré au Chap. 10. de ce 3. liure. *Octau*, Par les Ordon. de Charles 8. mil quatre cens nonante, art. 10. de Loys 12. 1510. art. 47. & de François 1. 1535. Chap. 13. art. 57. Tous procez criminels & Enquestes en quelque matiere que ce soit, seront faicts en François, ou à tout le moins en vulgaire du pays où seront faicts lesdits procez criminels & Enquestes. Autrement ne seront d'aucun effect & valeur. *Non*, Par l'Ordonnance de Moulins 1566. Article 37. Ceux qui feront l'instruction des procez en matiere ciuile ou criminelle subiette à taxe, ne pourront pour leur labeur & assistance, faire leldites taxes: mais en nos Cours par les Presidens en icelles, & en nos sieges par les Lieutenans aux Conseillers, & par les Conseillers aux Lieutenans, en telle moderation que faire se pourra pour le soulagement de nos subiects. Par lequel aussi n'entendons que d'ordelnauant soit commis qu'un seul Commissaire, & non deux, pour vaquer aux instructions des procez, en la presence toutesfoi du greffier ou son Commis: le tout sur peine du quadruple. *Undecim*, Par l'Ordonnance d'Orleans 1560. art. 64. Ne seront les Iuges, tant de nos Cours souveraines, qu'autres inferieures adstrainscts de communiquer les procez criminels pendant l'instruction d'iceux à nos Procureurs, ou Procureurs Fiscaux des Hauts Iusticiers: ains d'eux-mesmes & de leur office feront & ordonneront ce qu'il appartiendra iusques à entiere instruction, nonobstant Ordonnances à ce contraires, que ne voulons estre observees en ce regard. *Duodecim*, Les Iuges ne peuvent elargir les prisonniers sans auoir communiqué le procez au Procureur du Roy ou Procureur Fiscal, & veu ses conclusions. Charles 7. 1446. article 16. François 1. 1535. Chapitre 2. article 11. Charles 9. 1560. Estats d'Orleans article 64. *Decim tertio*, François 1. 1539. art. 142. Que les Iuges qui seront trouuez auoir faict fautes notables en l'expedition des procez criminels seront condânez en grosses amendes enuets nous pour la premiere fois: & pour la seconde seront suspendus de leurs Offices pour vn an: & pour la troisieme prieuz de leurs Offices, & declarez inhabiles de tenir les Offices Royaux

article 143. Et neantmoins seront condamnéz en tous les dommages & interets des parties qui seront taxez & moderez selon la qualité des matieres. *S. August. 19. de ciuit. Deieap. 6. Ignorantia iudici plerumque est calamitas innocentu. Decimo quarto*, Les procez criminels seront vuidez auant tous autres procez quels qu'ils soient. Charles 7. 1473. art. 33. François 1. 1515. 1539. & 1540. article 139. & 141. Charles 9. 1566. att. 6. & 1567. Henry 3. 1579. 1581. & 1583. *Decimo quinto* Henry 3. 1579. Estais de Blois art. 184. Enioignons à nos Preuosts, Chastelains & tous autres Iuges inferieurs enuoyer aux Baillifs & Seneschaux ou leurs Lieutenâs le roolle des procez criminels qu'ils auront iugez: & les Baillifs & Seneschaux enuoyer semblablement le roolle à nos Cours de Parlement, & Procureurs generaux en icelles. *Decimo sexto*, Que les Procureurs du Roy sont parties necessaires en vn procez criminel, sans qu'ils puissent estre refusez, sinon en certains cas, *Boër. Decis. 158. num. 7. & 8.* dit aussi que les Aduocats & Procureurs du Roy ne peuuent estre receusez s'ils ne sont du conseil de la partie. Car alors ils pourroient decouurir le secret du procez. Aucuns estiment cela auoir lieu pour le regard de la partie civile seulement: mais non pas à l'égard des accusez & criminels. Toutesfois il y pourroit auoir telle cause de recusation, que les Aduocat & Procureur du Roy pourroient estre valablement refusez. Comme de faict par Arrest du 21. iour de Mars 1561. entre Mr. le Procureur general, prenant la cause pour son substitut à Saumur, appellant de certains appointemens donnez par Mre. François Bourneau Lieutenant du Seneschal d'Anjou audit Saumur, furent les appellations & ce dont est appellé, mises au neant, & sans despens, eu emendant & cortigeant lesdits iugemens: ordonné que d'oresnauant ledit substitut ne fera & ne pourra estre retulé par aucuns accusez, ains seulement par les parties civiles, s'ils pretendent ou inimitié capitale, parenté ou alliance dudit substitut, avec lesdits accusez. Et sont faites inhibitions & defenses ausdits Iuges de Saumur, de dorensauant recevoir contre ledit substitut aucunes recusations en autres cas: sur peine de nullité de ce qui sera fait au contraire de ces presentes, suspensions de leurs Estats & amendes arbitraires. Et sera le present Arrest entregistré au registre dudit lieu, à ce qu'ils n'en puissent pretendre cause d'ignorance. Depuis ont esté donnez plusieurs Arrests, mesmes à la Tournelle, le 16. Decembre 1564. & en la grand'Chambre le Mardy 13. iour de Juillet 1565 par lesquels lesdits Aduocats & Procureurs du Roy peuuent estre valablement refusez, non seulement pour parenté, mais aussi pour trop grande familiarité. [Il me semble que les Aduocat & Procureur du Roy peuuent estre valablement refusez quand ils sont au conseil de l'une des parties: parce qu'ils peuuent decouurir le secret du procez. *Boër. Decis. Burdig. quest. 158. nu. 8.* Ce que nous auons tousiours pratiqué à l'égard de la partie civile, delateur ou denonciateur. Mais à l'égard de l'accusé, il ne le peut empescher puis qu'ils sont parties necessaires au procez. Toutesfois il pourroit estre que l'accusé pourroit valablement les recuser s'ils auoient entre eux desinimitiez capitales. Car estant poussez de leurs passions, pour se vanger, pourroient apporter beaucoup d'incommoditez au pauvre accusé & preuenir du crime: soit en demandant des delais infinis pour informer & faire preueu du crime, soit en appellant du deny des delais par eux demandez, ou bien appellant de quelque sentence interlocutoire ou diffinitive donnee au profit dudit accusé: afin de le tenir tousiours es prisons. Dauantage ils ont communication de toute la procedure, & par ce moyen ils peuuent commettre beaucoup de faussetez. Et pour cest cause plusieurs innocens ont esté pendus & executez par iustice autresfois, & n'est pas necessaire d'en renouuer la memoire. Cela est trop commun.

c. Authent. sed nouo iure. C. de pœn. iud. qui male iudic. & la l. 1. D. de calumniatorib: b. est confirmec.

d. Nemo stipendiu suu militat vnquam. S. Paul. 1. ad Corinth. cap. 9.

e. Voyez ce qui a esté dit cy-dessus la lettre b. en ce Chap. 19.

QUANDO PVBLICVS ET PRIVATVS

accusator summæ, & petitionis principalis formulam tradant, & de sententia in ipsum accusatorem, aut reum proferenda.

CAP. XX.



Eliaquin est verò, ut de his quæ ad definitivam sententiam formam solemnitas et quæ propius respiciunt, dicatur. Quum igitur litigantes disceptationem concluderint, aut rite ab his quæ facienda incumbant, fuerint submissi, rem in suum iudex mittit consilium. Tum autem regius

Procurator, ex regij quoque patroni sententia, in parte novissima questionum capitalis in unum volumen (ut sæpius fit) redacta subsignat, remne absolvendum, an condemnandum flagitet. Planè ubi corporale supplicium ab accusato non est sumendum, percontationis, interrogationis quæ eius acta privato eduntur delatori, ut petitionem suam cum procuratore regio offerat, tamen si de crimine extra ordinem sit cognitum: atque id tum locum habet, quum procurator regius ex litis instrumento de causa liquere adversus accusatum arbitratur. Rursus si de scelere pœnam corporalem exigente actum sit, eorum actorum non fiet copia accusatori privato: sed ex animi sui voto libellum porriget, in quo quidem quanti sibi ob crimen admissum incommodatum sit, æstimabit, ac repensum iri depoñet, & præterea sumptus & damna litis nomine accepta iudicantis postremo loco religionem implorabit, ut si quid aliud æquum visum fuerit, ille impartiat. Ceterum si ex actis totius controversia iudex, cæterisque causidicorum in consilium adhibitis censuerint reum ultimo supplicio, vel alio quidem corporali plectendum, iudex sententiam proferet vel pro tribunali, vel alibi, ubi res iudicanda interiori consilio agitari solent. Adesse ibi quoque & reum & actuarium oportet: continuoque in acta referenda est sententia. Quanquam sanè decreta regia hanc pronuntianda sententia legem præstaurant, ea tamen sæpius omittitur. Interdum enim iudex aut domi, aut in carceris vestibulo coram actuario, aliisque viris probis, iisque frequentius causidicis, reo præsentis ex scripto sententiam recitat: nonnunquam autem solus actuarium ex breviculo à iudice dat sub commentariensis conspectu reo in carcere sententiam pronunciat. Verum animadvertat iudex, ut sceleris causam nomēque speciatim inserat condemnationi. E diversis item, ut absolutioni adiciat adversus victum superatimque accusatorem privatum, non solum sumptus, sed etiam eatenus affirmationem litis, quatenus carcerem sustinuerit, vel per se iudicium suscipere fuerit coactus.

Quando publicus & privatus accusator summæ, & principalis petitionis formulam tradant,

Quando & cui eduntur litis capitalis acta.

De sententia in reum proferenda.

De sententia in accusatorem.

lors le defendeur doit avoir communication de leurs conclusions, & de sa confession pour y respondre par atténuation, comme auons dict cy dessus. ^c

Le Iuge met le procès criminel avec lesdites conclusions en deliberation avec notables Aduocats de son siege, nō suspects ne fauorables, comme dict est. Et combien que parl'Ordonnance du ¹ Roy Loys XII. article 115. cy dessus ² alleguee, soit dict que le Greffier doit escire les opinions des deliberans: toutesfois on ne l'observe point: car le Greffier n'assiste point à ladite deliberation: sinon où il y a des Conseillers, que le Iuge est contraint appeller és iugemens des procès, & conclurre à la pluralité des opinions desdits Conseillers.

4. Le Greffier assiste au iugement du proces, pour escrire ses opinions des consultants.

Aussi par ladite Ordonnance, article 116. ^b est dict que si le prisonnier est condamné à mort, ou à autre peine corporelle, le Iuge prononcera sa sentence en pleine auditoire, ou en la chambre du Conseil, où sera amené le prisonnier, & luy sera leüe sa sentence en presence du Greffier, quil'enregistrera au liure des sentences. Et sil n'en est appellé, assistera avec le prisonnier, & l'accompagnera iusques à ce que la sentence soit executée; ce qui sera fait le mesme iour: mais on ne garde pas auourd'huy ceste forme, ains le Iuge enuoye son dicton au Greffier, lequel le prononce au prisonnier en la chambre du concierge, où il fait venir le prisonnier.

5. De la maniere de prononcer sentence selon les Ordonnances.

Conuient entendre qu'en sentence criminelle il faut spécialement declarer pour ¹ quel crime on condamne l'accusé: & qu'ainsi l'observe la Cour de Parlement à Paris, à tout le moins en general: toutesfois les Iuges Royaux ne le gardent point, ains mettēt par leurs sentences ceste clause, Pour la punition & reparation des cas dont il est trouué atteint & conuaincu par le procès.

6. S'il faut par la sentence criminelle declarer le cas duquel le prisonnier est atteint & conuaincu.

Et semblablement si le Iuge condamne la partie civile demanderesse és & dommages & interets, le Iuge doit limiter lesdits dommages & interets, sçauoir est de la detention personnelle de l'accusé. Pareillement auourd'huy les peines sont arbitraires en ce Royaume.

7. De limiter la condamnation des dommages & interets.

Et n'y a aucune conclusion en cause, n'appointement ¹ en droit en cause criminelle qui empeschent que les demandeurs soient receus à faire ouïr, recoler, & cōfronter tesmoins, s'ils les ont presentemēt: & sont tousiours à ce receuables iusqu'à la sentence diffinitive, donnée pour raison de l'interest qu'à la chose publique, que les crimes soiēt punis. Toutesfois sil y auoit partie civile, & l'accusé eust fait preuue de ses faits iustificatifs & objectifs, en ce cas il seroit dit que la partie civile seroit à ce faire receuē: sçauoir est à faire ouïr autres tesmoins: moyennant ce que l'accusé pourroit faire preuue iustificatiue & objectiue au contraire, és despens de la partie civile, si la matiere se trouuoit à ce disposée, comme cy dessus nous auons dict au commencement de ce tiers liure. ^m

8. Il n'y a cōclusion ne renouciation en cause criminelle.

MM M m m

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XX. Des conclusions du Procureur du Roy, &c.

a François I. 1539. art. 156. Les confrontations faites & parfaites, sera incessamment le procès mis entre les mains de nostre Procureur, qui le visitera bien & diligemment pour voir quelles conclusions il doit prendre, soient diffinitives ou préparatoires: & les baillera promptement & par escrit. Voyez cy dessus le chap. 13. de ce 3. liure des Institutions Forenses.

b Cccy est pris des Annotations, où nostre Authheur cõte ceste Ordonnance de la Cour du 2. iour de Ianvier 1531.

c Guid. Pap. Dec. 533. Angel. Ar. 1. n. in Tract. malefic. in glossa verbo comparent inquisiti. Ioan. Ferrar. tit. Forma inquisiti super maleficium in glossa super verbo hoc est.

d Angel. Tract. de malefic. in glossa. Qui index dictum processum publicavit.

e Chap. 14. & 15.

f 1498. art. 115. & 1507. art. 194. François I. 1535. chap. 13. art. 14. mises au liure 9. de la Conference des Ordonnances Royaux, tit. 1. Par Arrest donné à la Tournelle le Samedi 26. Septembre 1592. entre Anthoine de l'Escuehec appellant, & Anthoine Sallat intimé, a esté iugé que quand il n'y a nombre requis par l'Ordonnance que la sentence est nulle, & doit estre surfus à l'exécution de ladite sentence. Au reste les sentences doiuent estre certaines. Si in certa persona conuictum fiat, nulla est executio, vt ad Vlpian. Suetonius in Claudius scribit: Claudius ex tabula pronuntiabat secundum eos se sentire, qui vera proposuissent. Ayraut liure 2. partie 2. nombre 25. Cic. in V. errem, crimen sine accusatore, sententia sine consilio, damnatio sine defensione. Notez aussi que les Iuges des hauts Iusticiers ne peuvent condamner es despens du procès criminel fait à la requeste du Procureur fiscal, ny le condamner es frais de iustice, & en l'amende enuers icelle: mais simplement enuers le Sr. haut-Iusticier, ainsi qu'il fut dit par Arrest de la Cour du 15. iour d'Auil 1580 sur vn appel interiecté du Baillv de saincte Geneuiefue, du mesme iour. Toutefois si le prisonnier se red appellât du decret de prise de corps, & succõbe, doit les despens de la cause d'appel, & y peut estre condamné enuers le Sr. haut-Iusticier. Arrest du 18. iour de Mars 1581. secus en civil. Car ils les obtiennent, s'ils gagnent, & les payent s'ils perdent. Et quant au Procureur du Roy civillement ou criminellement, n'y a condamnation de despens, ny de frais de iustice, ou bien intétez contre le Procureur du Roy. Bacquet, Traicté des droicts de iustice, chapitre 7. nombre 21. 22. & 23.

h 1498. & 1507. art. 195. François I. 1535. chap. 13. art. 45.

i Angel. in Tract. de malefic. in glossa. Nos prae. potest. edens: & in glossa, & quia nobis constat an id habeat locum in sententia civil. Faber in §. Sed quia, Instit. de fideic. h. r. In sententia absolutoria posset dici quid sit opus declarare causam quare mouetur, non tamen omnia acta. l. 2. §. Ienatus. D. de iure fisci, l. fideiatario. §. fin. D. de fideic. lib. l. qui Roma. §. fin. D. de verb. oblig. Accurs. & Dynus in leum quoniam. C. de iuris & facti ign.

k Bart. in l. iniuriarum. §. si quis per iniuriam. D. de iniuriis, 1. mo sic victus incidit in crimen solum bonatum. Boer. in consuet. Bnux. tit. de iurisd. §. 16. Voyez le chapitre 21. cy dessus de ce liu. 3.

l Cccy est pris des Annotations. Guid. Pap. Dec. qu. 206. Verum non potest recedere a pena statuto municipalis edita seu decreta. Bartol. Chassan. 1. in gloss. Qui consilique le corps, in fin.

m Cela est pris des Annotations, & de Guid. Pap. quest. 201.

n Chap. 13.

DE VARIIS SUPPLICIIS NON VULGARIBUS apud nos receptis.

CAP. XXI.



*S*unt autem cōmentitia quadam suppliciorum genera apud nos frequentissima, quæ summam hoc loco completi operapretium fore duximus. Primum igitur aduersus reum sapissimè pronuntiari solet, ut in foro, aut in aliis publicis certè plateis faciem ceream accensam gestans apertis capite, in terramque procidens, crimen à se commissum alta voce perunget, ac veniam à diuino numine, regia maiestate, Repub. & denique ab eo quem laesi, supplex precetur, admissi pœnitentiam protestans. Plerumque deorsum capite, & vestibus præter subuculam exutus, hanc sufferre ignominiam iubetur. Atque hac supplicij species se è usurpatur, quum reus publicam auctoritatem vi, aut dolo citra hominis necem violauit & labefecit, adeoque vltimum ut supplicium criminis exposceret grauitas, nisi clementius reum haberi illustre vel genus, vel publici muneris ab eo gesti dignatio adhortaretur, vel facultatum copia. Proinde multam haud exiguam sæpenumero non solum fisco, sed etiam priuato delatori inferri præterea damnatur. Sed hoc quoque supplicio plectitur quus, quum ab accusatione cadit, quam de atrociori scelere, ut puta à mortem commercio, perperam instituit. Nam tallionis pœna apud nos iamdiu exoleuit & antiquata est. Visum verò & alio supplicij genere, ut fontibus in frontes liliæ florum (qui regia maiestatis signum, insignique est) imago candente ferro imprimatur. Quapropter hoc non nisi in eos competit, qui regia sigilla, quibus vel contrahentium pactiones, vel iudicum decreta, vel Principis rescripta vulgaria vel diplomata muniuntur, adulterauerint, vel alio quouis modo falsum circa hæc singula quidem adinuerint. Insuper aliud etiam apud nos percrebuit supplicium, ut reus infultatus seu misthellatus per ora vulgi, aistente carnifice, laqueoque rei ipsius collo aptato traducatur, & in machina huius pœnae destinata tandem catamidetur, & circumducatur ter, aut pluries: aut in scalario suggestu alligatur, per nondinarum tres vel quatuor horas celeberrimo in quadriuo proster. Et quum quis absens per contumaciam ob maleficium ad furcas damnatur, aut in aliud corporale supplicium, iudex eadem sententia solet præcipere ea ut executioni re ipsa mandetur, si condemnatus queat prehendi: sin minus, tabula ad postem in celebri quadam quadriuo affigatur, in qua imago condemnati depingatur illo affecta supplicio, una cum causæ subscriptione.

De suppliciis non vulgaribus apud nos receptis.

MMMmm ij

DES AMENDES HONORABLES, ET PECUNIAIRES, & autres peines corporelles receües en France: /
ensemble de la liquidation des dommages & /
interests en matiere criminelle.

CHAP. XXI.

1. Amende honorable comme s'entend.
2. En quel cas on condamne en amende honorable.
3. Le Prince remet l'amende honorable.
4. De l'amende pecuniaire.
5. Du profit d'arbitrer les dommages & interests à certaine somme pour les parties.
6. Si le demandeur en liquidation de dommages & interests prou-

- ue certains articles, & non tous, doit avoir tous les despens de l'instance.
7. De la punition de l'impression de la fleur de lix.
8. De la mitre & du pillory.
9. De la peine de la fustigation & amputation d'oreilles.
10. De la punition de fondation de Chappelles.
11. De bannissement.

1. Amende honorable comme s'entend.

Nous auons des manieres de punitions qui ne sont point escrites au Droit: quoy que ce soit, ne sont spécialement declarées ne traitées. Car nous auons les amendes^a honorables, & auoir est, que le delinquant est condamné à dire & declarer estant en chemise, la teste nuë, & nuds pieds, que faulxement & contre verité il a dict ou fait telle chose, & qu'il en requiert pardon à Dieu, au Roy, à Iustice, & à la partie offensée.

2. En quel cas on condamne en amende honorable.

Et auons accoustumé infliger telle amende, quand le delict est fait contre l'autorité & honneur de Dieu, du Roy, & de la chose publique, ou d'une partie priuée. Et regulierement on a de coustume de condamner en grosse amende pecuniaire, quand on condamne en l'honorable sans supplice ou peine corporelle. Et si aucun est trouué auoir poursuivy calomnieusement vne accusation de quelques gros crimes d'importance, & en dechet, il est ordinairement condamné en telle amende honorable. Car nous n'vions point de peine de talion, ainsi que dessus auons dit.^b

3. Le Prince remet l'amende honorable.

Et peut le Prince remettre l'amende honorable, jaçoit qu'elle concerne la partie ciuile demanderesse comme le Roy.^c

Et quand on adiuge amende pecuniaire à la partie demanderesse, on n'a point coustume d'adiuger de dommages ^d & interets : car l'amende est au lieu des dommages & interets, & l'adiugel'on à la raison qu'on pense se monter les dommages & interets. Et mesmement depuis les Ordonnances dernieres, par lesquelles est dit que les Iuges arbitreront les dommages & interet à certaine somme, comme ^e auons dict cy-dessus. Laquelle Ordonnance est tres-bonne: car par ce moyen les parties sont deschargees des frais & ennuis d'une instance separee, qu'il faudroit faire pour les liquider, laquelle souuent couste plus que la principale.

Et combien que la Cour & plusieurs Iuges, quand ils condamnent és dommages & interets pour raison de la detention personnelle de l'accusé, ou d'execution reale, ils ne les arbitrent point : toutesfois ils feroient beaucoup pour les parties, s'ils prenoient ^f peu de peine pour les arbitrer: car il me semble que par le procez criminel, ou par le procez verbal de l'execution, on pourroit bien les arbitrer & reduire à certaine somme, aussi bien qu'en autres cas : & seroit plus vtile aux parties leur faire quelque peu de tort en les arbitrant, que de les laisser en procez. Mesmement qu'apres qu'elle ont fait preuve, encores faut-il que le Iuge arbitre, d'autant que la preuve ne peut pas estre certaine ne claire.

Et y a difficulté & controuuerse, si le demandeur prouue partie de ses articles, & n'en prouue aussi partie, ains le defendeur prouue partie des siens, & obtiennent respectiuelement en certains articles, si les despens doiuent estre ^g compensez: car i'ay veu Arrest de la Grand' Chambre du phidoyer à Paris, par lequel sans auoir regard aux obieets alleguez par les defendeurs à l'encontre des testmoins des demandeurs, qui toutesfois estoient de fait & concluans, ont condamné les defendeurs en deux cens liures parisis pour les dommages & interets d'une execution reale, dont les meubles executez n'auoient esté vendus à l'enquant au plus offrant & dernier encherisseur, à plein marché, que quatre vingts cinq liures tournois, & pour leldits interets & dommages leldits defendeurs eussent offert bailler la somme de soixante liures parisis, valant soixante quinze liures tournois, & ne s'en falloit que dix liures que ce ne fust autant que toute la valeur & vente desdits meubles, & si estoit question de l'execution d'un Arrest sur les condamnés, mesme par Arrest dont i'ay parlé au second liure ^b cy-dessus. Et outre les defendeurs sont condamnés és despens de l'instance, jaoit que les demandeurs eussent tort en plus de cinquante ou soixante articles, & qu'ils demandassent des choses impertinentes. Et fonde-l'on ceste opinion en ce qu'ils disent que tous les interets procedent d'une source, sçauoir est de la sentence, & qu'ils sont deuz par action personnelle : & parce si le demandeur obtient en un chef, il doit obtenir au tour, & és despens, si l'offre du defendeur n'est trouuee suffisante. I'ay veu autre Arrest donné en la grand' Chambre des Enquestes, par lequel d'autant qu'il s'estoit trouué que le demandeur auoit tort en la tierce partie des articles de sa declaration de dommages & interets, il n'obtint que les deux parts des despens de l'instance: ce que ie trouue estre bien iuste &

4. De l'amende pecuniaire.

5. Du presé d'arbitrer & liquider les dommages & interets à certaine somme pour les parties.

6. Si le demandeur en liquidation de dommages & interets prouue certains articles, & non tous, il doit auoir tous les despens de l'instance.

raisonnable: car vn demandeur pour embourser sa partie aduersé comme au jeu de paume, ne craindra point à mettre plusieurs articles superflus ou non véritables, se confiant qu'il suffise qu'il en verifie l'un. D'auantage la raison susdite qu'en action personnelle il suffit que le demandeur obtienne en partie de sa demande pour auoir tous les despens, c'est vne decision qui n'est pas accordée de tous, ains y a plusieurs qui y dissentent, ainsi qu'auons dit cy-dessus en nos institutions Latines, & au second^k Liure. Mais quand ce seroit vne chose tenuë pour constante & arrestee, ladite raison ne se pourroit adapter au cas present: car elle a lieu quand ce n'est qu'une demande. Mais en cecas autant qu'il y a d'articles, autant y a de demandes. Parquoy faut s'y gouverner tout ainsi que si c'estoient plusieurs demandes. Et quand sont plusieurs demandes, il est euident qu'il faut faire compensation de despens, si le demandeur obtient en l'une, & succombe en l'autre.

7. De la punition
de l'impression
de la fleur de lis.

Il y a vne autre maniere de punition qui est contraire au Droit^l civil. Car on fleurte & imprime l'on par vn fer chaud vne fleur de lis au front du delinquant, & de ceste punition on use regulierement contre ceux qui ont falsifié les Seaux de lettres parentes, ou lettres de Iustice octroyees par le Roy, ou les sceels Royaux establis aux contrats.

8. De la mise
au pillory.

Plus y a vne autre maniere de peine^m qui est qu'on baille vneⁿ mettre en la teste du delinquant, & le met-on à vne eschelle à laquelle il est attaché, & est là tant que le marché dure au lieu où il y a plus grande assemblée de gens, ou bien le delinquant est mené au pillory, & là tourné par certain nombre de fois.

9. De la peine de
fustigation &
d'amputation
d'oreilles.

Aussi la peine ordinaire des larrons attrains de larcin qualifié, est de fustigation par fois la corde au col, & l'une ou les deux oreilles^p couppees. Toutesfois parce qu'on a cogneu par experience qu'apres qu'un homme auoit vne ou les deux oreilles couppees, il ne pouuoit plus trouuer à se mettre à seruir, au moyen de quoy estoit contrainct à se retirer és bois, & se mettre à voler: on a laissé ladite peine de couper les oreilles, & prins vn autre dont on use en Italie, qui est de fleurter les delinquans au dos d'une ou deux^q fleurs de lis: parce que cela ne se void point & denote aussi bien qu'ils ont esté attrains par Iustice, comme s'ils estoient efforillez.

10. De la puni-
tion de fondatio-
n de Chapelles.

Quand vn homme est attraint & conuaincu d'auoir occis vn autre proditoirement, on a de coustume de le condamner, outre la peine corporelle, en quelque somme de deniers pour la reparation civile: & en outre à fonder^r vne Chapelle d'une ou plusieurs Messes, pour estre dictes pour l'ame du defunt, & iusques à certaine somme de deniers, payables par chacun an par les heritiers du delinquant au Chapellain: de laquelle chapelle la presentation ou collation appartiendra aux heritiers de l'occis: & souuentefois à faire amende honorable, & assister à vn seruice, où la figure de l'occis sera mise en lieu euident.

11. De bannisse-
ment.

D'auantage on a de coustume quand aux delinquans non chargez de cas de mort, que chacun Iuge les bannist hors de son territoire & iuris-

dition. Et parce qu'il aduient ordinairement, que quand l'accusé est condamné à peine corporelle, il en appelle : au moyen dequoy l'exécution de la sentence doit superséder : nous ne traiterons point icy de l'exécution desdites sentences, ains reseruerons à en traiter au dernier liure, auquel nous exposerons la procédure des appellations en causes criminelles.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXI.

Des amendes honorables, &c.



'Amende est de deux sortes, honorable ou pecuniaire. La premiere est bien descrite par nostre Auteur. La pecuniaire s'appelle autrement amende profitable. Et ont de Coustume d'estre adiugees ensemblement, ores que la partie interessee ne soit rendue partie ciuile ou ioincte avec le Procureur du Roy ou d'Office. Terulian. libro de pudicitia: Omne delictum aut venia dispungit, aut pena; venia ex castigatione, pena ex damnatione. Ioann. Andr. in cap. dilecti extr. de accus. l. 131. & 244. de verb. sign. l. 1. ff. Vi bon. rapt. Ioann. Gallus quest. 115. in 2. col. Langlens. Otij Semest. lib. 10. c. 1. Au reste Boer. Detif. 349. num. 1. & 5. traite de la condemnation d'amende, & si on est emprisonné à faute de bailler caution, s'il doit bailler caution iuratoire. Par Arrest donné en l'audience, le Mardy 7. Mars 1595. de releuee, seant Monsieur Segquier defenses furent faites à tous luges de mettre les deniers des amendes entre les mains de leurs Greffiers ou autres personnes: ains en celle du receueur, sur vn appel du Bailly du Dorat, ou son Lieutenant.

b Chap. 1. de ce liure 3.
c Ioann. Gallus quest. 115. [cela semble abrogé par les Ordonnances de l'an 1539. article 171.]
d Cela est prins des Annotations Vide d. l. 1. De vi bon. rapt.
e Liure 1. Chap. 52. & Chap. 20. de ce liure 3.
f Notatur in l. qui seculum, in princip. & §. ult. ff. de legat. 2. l. quidam existimauerunt. ff. si cert. per. Henry 3. 1579. Estats de Blois art. 145. Les dommages & interets des emprisonnements tortionnaires, faisches & executions recelles & actuelles, indeument faisches seront taxez & liquidez par mesme iugement, par lequel ils auront esté adiugez si faire se peut, dont nous chargeons les consciences des luges.

g Voyez la loy, Qui solidum cy dessus alleguée, & Liquidam. D. si cert. per. Rebuff. in Const. Reg. in praef. gloss. 5. num. 33.

h Chap. 17.

i [Papon liure 18 des Arrests Tit. 2. Arrest 5.] Au teste il a esté montré cy-deuant comme les despens sont personnels & qu'il a esté ainsi souuent iugé, mesmes par arrest general du 15. Aoust 1585.

k Chap. 17.

l La somme rurale liure 2. Tit. Autres amendes qui sont capitaux. Qui en tel cas delinque, il est à mettre à l'eschelle & estre flastri du seing de la ville, aussi chaud que rouge en la iouë & ainsi en vse-lon par coustume laye, si quis in metallum 17. C. de pannu. Cic. pro Rose. Amerino. Senec. lib. 3. de ira c. 3. Boer. lib. de consol. Cuiac. 7. Obf. c. 13. Plin. 18. c. 3. Suet. in Caligula c. 17. Iouenal. Saty. 14. Tunc felix quotiens aliqui tortore vocato, Viritur ardensi duo propter lineas ferro. Arrel. Otij sem. c. 2. Iul. Clar. 5. sent. §. fin. q. 70. num. 1.
m Bud. ad l. si hominem §. quotiens. ff. de positi, montre l'origine de ceste peine.

Coustume de Blois art. 20. & 24. Gell. lib. 20. c. 3. Valer. Max. lib. 5. cap. 8. Suet. in Claud. c. 34.

Liure 2. l. 26. & 28. Cic. in Verrem 3. August. 12. de ciuit. Dei cap. 4. Ad solem peccantes vel debita non reddentes ponit in iudiciis ad solent. Ragueau en son indice.

n DD. in Auth. sed nouo iure. C. de seruū fugit. l. i. Clar. lib. 5. Rec. sent. §. futurum num. 16. & §. fin. q. 67. Et 70. m. 8. Rolland. à vaille 1. Conf. 91.

o Traditum est memorie P. Cesarum regibus moris fuisse, aures pro delictis excicare. Ammian. Marcell. lib. 36. Cal. Rhodig. l. est. antiq. lib. 3. cap. 29. où il estime ceste peine estre prinse de Vercingetorix, Cesar. lib. 7. Belli Gallici.

p Nous vsons de ce supplice, imprimant la fleur de liz aux espaules des larrons.

q Pour ces bannissements il faut noter qu'il appartient au Roy seul d'octroyer lettres de rappel de Ban, selon Droit civil, *Nemo potest commeatū vel remeatū dare exuli, nisi Imperator ex aliqua causa, l. 4. D. de pœnu, l. 5. in fine. D. de re milit. Romanus singul. 339. Damhonder. in Pract. rer. crim. cap. 148. l. i. Clar. 5. sent. §. fin. quest. 71.* Par l'Ordonnance de Henry 3. 1579. Estats de Blois art. 200. Ne sera par nous accordé aucun rappel de ban ou de galeres à ceux qui auront esté condamnés par Arrest de nos Cours Souueraines. Et où par importunité, ou autrement ne seroient par nous accordez avec clause d'adresse à autres Iuges, leur defendons d'y auoir aucun esgard, ne d'en entreprendre cognoissance, quelque attribution de iurisdiction qui leur en puisse estre faicte. Neantmoins faisons defences à tous Capitaines de Galeres, leurs Lieutenans & tous autres de retenir ceux qui y seront conduits outre le temps porté par les Arrests & sentences de condénation: sur peine de priuation de leurs États. Et par l'Ordonnance de Charles 9. 1564. il est defendu d'vler de condémnation de galeres à moindre temps que de dix ans. De ceste peine, *L'Angel. Otū semest. cap. 5.* Aucuns font ceste question & demande: si le Iuge d'Eglise peut condamner aux galeres les criminels qui sont ses iusticiables. Les vns estiment que le Iuge d'Eglise peut condamner à telle peine, estant fondez sur l'auctorité d'Innocent, *in c. qualiter 1. De accus. extra:* mais en France nous gardons le contraire, comme escrit *Duar. lib. 1. de sac. eccl. minif. cap. 3.* Ainsi par Arrests du 21. iour de Novembre 1531. & 29. May 1544. cōtre l'Archeuesque de Bourges: & 12. Avril 1556. recitez par *Chopin. 2. de Polit. sacr. tit. 4. nu. 12.* a esté iugé que le Iuge d'Eglise ne pouuoit condamner aux galeres ne bannir. Et depuis par Arrest du 6. Fev. 1562. fut aussi iugé qu'il auoit esté nullement & abusiuement ordonné par le Iuge d'Eglise d'auoir condamné vn Clerc au fouët, *c. in archiepiscopatu. De raptoribus can. ante omnia Dist. 33. can. conspirationes. 11. q. 1. cap. 1. De calum. c. ad audientiam. De crim. falsif. extra.* Il ne peut aussi condamner le lay, ny le Clerc en amendes pecuniaires, sinon pour causes pitoyables, dont l'Euesque ne son Iuge ne puisse profiter. Arrest du 29. Novembre 1530. 10. May 1531. & 24. Novembre 1551. contre l'Euesque de Soissons, suiuant les constitutions Canoniques, ainsi que Charondas au premier liure des Pandectes Chap. 13. & Bacquet traité des droicts de Iustice Chap. 7. nomb. 25. *Ecclesiæ sifcums non habet, cap. lices de pœnu, extra cap. irrefragabilis §. fin. De offic. ordin. & ibi Felin.* Toutesfois aucuns disent du contraire, *Gloss. in cap. quin diuersitatem. De concess. prob. Card. in Clem. 2. §. 1. De heret. Auan. & Felin in cap. excommunicatus, cod. tit.* Par le quel dernier Arrest du mardy 24. Novembre audict an 1551. fut dit que l'Euesque de Soissons ou son Iuge doiuent condamner seulement en l'amende declaree applicable aux pauvres, ou quatre Mendiens, ou autre Religion, lieu ou œuvre pitoyable declaree par leur sentence. Au reste il faut aussi remarquer en cest endroit que les prisonniers quelquesfois condamnés en grosses amendes enuers le Roy, presentent requeste à la Cour, afin que la peine pecuniaire soit conuertie en peine corporelle: laquelle est quelquesfois enterinee, quelquesfois non. Arrest à ce propos du 12. iour de Iuin mil cinq cens nonante trois, plaidât Gillot pour l'appellant, & Gautier pour l'intimé: par lequel la peine pecuniaire fut conuertie en peine corporelle: *Ex qualitate facti*, ils sont deboutez, comme par Arrest du Samedi 29. Avril 1595 plaidant le Febure & du Fautray. Par Arrest precedent du Mardy quatriesme iour de Ianuier 1586. au roolle d'Amiens, fut iugé en l'Audience, plaidant Maître Antoine Arnaut, qu'il auoit esté mal iugé par le Bailly d'Amiens, ou son Lieutenant, qui auoit changé la peine pecuniaire en ieusne, *Robey. 2. Ret. iud. cap. 15.* Lequel aussi escrit au liure 4.

cap. 16. que quand aucun criminel est banny à perpetuel, que le Fisque ne peut pretendre les biens sujets à restitution par fideicommiss. Arrest conue. le Procureur du Roy au grand Conseil, du 17. Feurier 1582. au profit de Claude de Rebé. Autre & pareil Arrest donné en la Cour le 17. iour de Juin 1595. au profit de Loys de l'Estant Escuyer, & Anthoinette le Bue sa femme, appellant du Seneschal de Saumur ou son Lieutenant, contre Jean Rosignol intimé. Nous parlerons cy dessous au liu. 4. chap. dernier plus amplement de ceste matiere, où le Lecteur aura recours, sil luy plaist.

EPILOGVS LIB. III.

CAP. XXII.



Noniam autem ferè nunquam accidit ut damnatus supplicio non appellet, propterea damnationis exequenda sermanti post appellatiõis contextum tractandam seposuimus. Itaplancè terminata sit primaria iudicij criminalis questio. Cuius quidem hac summa existit, ut primum innotescat, quatum publici, tum priuati delatorum fini partes. Deinde qua via ad complendam reorum contumaciam tendatur. Tum quomodo in reum presentem procedas iudicium. Atque ibi primum de fori præscriptione laico & clerico competente. Subiude qua forma iudex reum de scelere perconretur. Praterè de reuocandis, repetendisque, ac cum reo committendis testibus disertatum est. Proximè hac in testium eleuationem rursusque subleuationem testimoniis accommodantur. Ad hac torquendi accusati modus præscribitur: demum de reo comperendinato diximus. Quibus luculentè demonstratum est qua sit controuersia series, quum de crimine extra ordinem quæritur. Porro subsequitur litis ductus qua reus ad dicendam causam olim adittebatur, ac res ordinaria tractabatur iudicio. Postea quedam ad sceleris purgationem deprecationemque perinentia connexionimus, morem quidem nostrum ac vsum in eare imitati forenses. Continuo hinc ad sententiam transsumus est: ubi de ea concipienda, itémque pronuntianda, ac denique de non vulgari- bus apud exteras nationes supplicij quibusdam, apud nos tamen frequentibus, multis satis explicuimus.

Epilogus.

EPILOGVE, OV SOMMAIRE DE
ce liure troisieme.

CHAP. XXII.

1. *Raison de la methode, ou ordre* || *gardé au troisieme liure.*

NNNnn

1. Raison de la
mise de ce
livre au
dixième
livre.



T sera icy terminee la forme de proceder que gardons es dites causes criminelles. ^a Tellement que pouuons cognoistre par ce traité, que doit premierement faire la partie demanderesse, soit le Procureur du Roy, ou la partie civile. Par apres commet on doit contumacer l'accusé. Quelle procedure on tiert quand l'accusé compare, & comment il doit demander son renuoy: comment il doit estre fait, tant pardeuant le Iugelay, que le Iuge d'Eglise. Puis comment doit estre ouï l'accusé. En quelle maniere doiuent estre recollez & confrontez les tesmoins. La forme d'adiuger preuue des taicts iustificatifs & objectifs alleguez par l'accusé. Plus d'adiuger & bailier la question & torture audit accusé. Par lesquelles choses est clairement demonstree comment se doit faire le procès criminel extraordinairement à l'encontre de l'accusé. S'ensuit apres la maniere comment on reçoit les parties à procès ordinaire. Aussi la forme de presenter & enteriner lettres de remission ou de pardon, & innocence. De là nous sommes venus à parler des sentences, comment on les donne & prononce lon en matieres criminelles, & auons declaré plusieurs manieres de supplices, ^b esquels les delinquans sont condamnez en ce Royaume, qui n'estoient point inuenuez de Droit commun.

Fin du troisieme Livre.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. XXII.



^a Est la conclusion de ce liure troisieme: qui comprend l'ordre iudiciaire en l'instruction de tous procès criminels: & nous faut remarquer que les Iuges en toutes sortes & especes de crimes ou delicts, ne gardent & obseruent qu'une seule forme pour l'instruction du procès criminel & extraordinaire, & telle qu'elle est declaree bié amplement par les Edicts & Ordonnances Royaux, comme aussi nostre Autheur l'a monstree en ce liure troisieme, pour la premiere instance, & au liu. 4. suivant, pour les causes d'appel. Et combien qu'il ait au chapitre 21. de ce troisieme liure touché quelques choses concernant la punition des crimes: si est-ce que nous estimons qu'il ne sera pas hors de propos de faire en cest endroit vn Sommaire ou recueil de tous les crimes, & des peines imposees à iceux, tant de disposition de Droit civil ou Canonie, que par les Edicts & Ordonnances Royaux, le plus succinctement qu'il nous sera possible: à fin de suppleer ce qui de fault au Traicté des matieres criminelles de nostre Autheur, contenter le Lecteur, & le soulager autant qu'il nous sera possible.

1. Or nous commencerons donc par vn crime le plus grand, detestable & execrable, concernant les blasphemies & iuremens du nom de Dieu, la tres-sacree mere, & de tous les Saints & Saintes de Paradis. Par les Ordonnances de saint Loys 1254. Philippes sixiesme mil trois cens quarante-sept. Charles VII. 1460. Loys XII. 1510. François I. 1514. 1523. 1535. chapitre 22. art. 30. Henry II. 1548. Charles IX. 1560. Estats d'Orleans, art. 23. 1572. 1566. Estats de Moulins, art. 86. & 1566. à Moulins au mois de Feurier. Henry III. 1579. Estats de Blois, art. 35. 1581. Henry IIII. 1594. mises au liure 9. de la Conference, tit. 6. sont faites inhibitions & defences à toutes personnes de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soient, renier, maugreer, des-

piéter & blasphemier, & faire autres vilains & detestables sermens contre l'honneur de Dieu & de sa tres-sacree Mere, & de tous les Saints & Saintes de l'Paradis, sur peine d'estre condamnez pour la premiere fois en amende pecuniaire à la discretion de Iustice, à appliquer la tierce partie à nous, l'autre à la fabrique de l'Eglise, & l'autre au denonceiateur & accusateur. Et pour la seconde, tierce & quarte fois en amendes pecuniaires, qui seront doubles, triples & quadruples. Et pour la cinquiesme fois estre mis au carquan, pour y demeurer depuis huit heures du matin iusques à vne heure apres midy, sujets à toutes vilenies & opprobres que chacun leur voudra impropeter: & si seront condamnez en amendes à l'arbitrage de Iustice. Et pour la sixiesme fois seront menez & mis au pillory, & là auront la leure de dessus coupee d'un fer chaud, de sorte que les dents leur appertont. Et pour la septiesme menez & touinez audit pillory, & auront la leure de dessous coupee dudit fer-chaud: & où il aduendroit que dercheif ils commettront lesdits iuremens & delicts, ils auront la langue coupee tout iust. La derniere Ordonnance du Roy Henry III. à present regnant: porte sur peine de dix escus d'amende pour la premiere fois, & de vingt escus pour la seconde fois: icelles amendes applicables aux pauvres, & executables sans deport. Et pour la troisieme de punition corporelle, suiuant les Ordonnances sur ce faictes. Les Rois François I. 1539. art. 39. Henry II. 1549. art. 18. & 1550. & 1553. art. 39. Henry III. 1584. art. 10. les gens de pied, legionnaires, soldats ou gens des ordonnances, sont aussi punis, selon qu'il est declare par lesdites Ordonnances, mises au lieu preallegué. Iustinian en la Nouuelle 77. *¶ Non luxur. contra natur. nequ. iureit per capillos Dei, &c.* §. *Et quoniam quidam.* Blasphemii visumum supplicium statuit. *lul. Clam. lib. 5. sent. §. Blasphemis,* comme en l'ancienne Loy, *Leuit. cap. 24. Et eduxerunt eum qui blasphemauerat extra castra, ac lapidibus oppresserunt, lib. 2. Regum cap. 11. & 19. & 4. Reg. cap. 1. & 19. Iudith cap. 12. Esdr. cap. 4.4. Matt. cap. 9. & 15. Apocalyp. cap. 16.* Par le Droit canonice ils sont punis plus doucement, *can. si quis per capillum. 22. qu. 1. Hostiensis in Summ. tit. de maled. in §. blasphemantes, cap. statumus De mal. doc. Et ibi Ioann. Andreas, Panor. Anchar. Anthon. d. Bus. & Cardinalis Diaz de Luo in Pract. crim. Canon. cap. 103. Ignat. Loppex cap. 110. Bene. in cap. Reguntini in quast. de homic. num. 39. Alex. Conf. 72. in 1. 70. col. 4. Boer. Decif. 110. 300. & 301. §. 2. De maledic. [Luc. de Penna in l. omnes col. 3. vers. secundo quaritur. C. de lator. lib. 10. Iason in l. 3. §. iurari. num. 14. D. de iureiur.] Plat. lib. 7. de legibus. S. Chrysost. in Psal. 95. Nee. h. lib. 18. hist. Eccl. Saluian. l. de gubern. Dei. Amm. Marc. lib. 28. Coneil. Lateranens. sub Leone decimo. Quicumque Deo palam publice maledixerit, cōsumibit: sique atque obsecran. verbum Domini nostrum Iesum Christum, vel gloriosam virginem Mariam eius genitricem expresse blasphemauerit, si Clericus vel Sacerdos fuerit, eo ipso quod de delict. huiusmodi fuerit conuictus, etiam beneficiorum quacunque habuerit, fructibus vnus anni mulctetur, applicandis in Fabricas beneficiorum vel pauperum elemosynas. Et hoc sit pro prima vice. Pro se. unda, si verò ita deliquerit, & conuictus, vt praefertur, fuerit, si vnicum habuerit beneficium eo prouetur, si autem plura, quod ordinarius maluerit, id amittere cogatur. Quod si tertio eius scelere arguatur & conuictatur, dignitatibus & beneficiis omnibus quacunque habuerit, eo ipso priuatus existat, ad eaque vltimus retinenda inhabilis reddatur, eaque liberi impetrari & conferri possint. Idem Leo 10. in Const. 11. vers. statumus & ordinamus in Bullario. Iulius 3. Kal. Febr. anno 1554. in Const. 43. vers. mouendo tamen eos. Pius 1. Const. in cod. Bullario. Conc. Trid. sess. 24. in Add. 3. Capitul. cap. 3. Si quis qualibet modo blasphemiam in Deum iactauerit, i. praefecto vrbis vltimo supplicio subiectus, &c. Ross. tract. de blasph. Marc. Dec. 509. Afslic. ad constitutiones Neapolitanas. [Par les Ordonnances d'Espagne les blasphemateurs du nom de Dieu, &c. sont condamnez à tenir prison pendant vn mois entier pour la premiere fois: & pour la seconde bannis pour six mois du lieu de leur demourance, & condamnez outre ce amende pecuniaire, qui est distribuee pour le tiers à l'accusateur, le tiers aux pauvres, & l'autre au Iuge: & pour la troisieme fois on lay perce la langue.] Les Arrests de la Cour contre les blasphemateurs, sont fort diuers, selon les circonstances dudit crime. Par Arrest du 20. Iuin 1550. Philippes Huaur dict Giraudem, eut la langue percee, & bruslé vif, recité par Papon liure 1. des Arrests, tit. 2. Arrest 1. Thomas de la Fontaine fut mis au carcan à la Croix du Tironer à Paris, par Arrest du 4. iour de Iuillet 1532. cōme escriit Millés en la Practi-*

que criminelle. Quelquesfois ils sont punissables par prison au pain, & à l'eau & par amende arbitraire, quand il y a desobéissance & rebellion à Justice: jugé par Arrest des Generaux le dixhuitiesme iour de Feurier mil cinq cens soixante-trois cy dessous recité. Est notable l'Arrest de la Cour de Parlement à Paris, du 31. iour de Mars 1544. où sont fort bien distinguez les degrez de blasphemés. Et depuis par Ordonnance de la Cour le 27. Mars 1547. Par Arrest donné es Grands-lours de Lyon en Auvergne le 14. Octobre 1546. sur vn appel interjeté du Bailly de S. Pierre le Moutier, Jean Audebram laboureur, fut condamné à faire amende honorable au Parquet du plaidoyé de la Cour, à iour de plaidoirie, icelle tenant, estant nuds pieds, & nud de teste & à genoux, tenant en ses mains vne torche de cire ardante, du poids de deux liures, dire & declarer à haute voix que temerairement, indiscretement, & malicieusement il a dict & proferé lesdits propos scandaleux & erronez, contre l'honneur de Dieu, des Saints de Paradis, dont il se repê, & requiert pardon & mercy à Dieu, au Roy & à Justice: ce fait estre nien au bourg de S. Etienne de Neuers, & illec en la principale Eglise dudit lieu, assister pieds & teste nuds à vne grâd Messe, qui pour ce faire sera dicté en ladite Eglise, tenant en ses mains vn cirge du poids de deux liures, lequel il sera tenu porter à l'offrande de ladite Messe, & apres ladite Messe, sera mené en l'estat que dessus deuant la principale porte de ladite Eglise, & illec faire pareille amende honorable que dict est: & outre l'a condamné & condamne en la somme de vingt liures parisis d'amende envers le Roy, & en pareille somme de vingt liures parisis envers les Religieuses de sainte Claire d'Aigue-sperne, & à tenir prison iusques à plein payement desdites sommes. Et au surplus fait la Cour inhibitions & defences audit Audebram, de tenir d'oresnauant aucun propos scandaleux & erronez contre l'honneur de Dieu & des Saints de Paradis, constitutions & traditions de nostre mere sainte Eglise, sur peine de la hard: ains luy enjoint de bien viure à l'aduenir, comme vn bon Catholique doit faire, sur ladite peine. Pareils Arrests du Samedy 6. Novembre 1546. contre vne nommee Pernelle de Verne, & Mercedy 10. Novembre audit an, contre Simon Bolle, lesquels pour mesme sujet furent condamnés en pareilles amendes. Quelquesfois la Cour punit par prison au pain, & à l'eau, & à quelques amendes arbitraires. Par Arrest de la Cour des Aydes le 18. iour de Feurier 1563. vn quidam ayant maugré Dieu, & refusé de comparoître pardeuant vn Commissaire des Eueux en Berry, estant emprisonné & condamné à dix liures d'amende ayant appelé, fut dict mal & sans grief appelé & condamné à l'amende. Sont aussi fort notables les Arrests du Parlement de Bretagne du 6. iour de Septembre, contre Jean Rolland 1570. qui fut condamné aussi à amende honorable, au fouër, & son bien confisqué: & du 2. Decembre audit an 1570. contre vn nommé Ridé, recitez aux Annotations de la Conference des Ordonnances liure 9. tit. 6. ensemble les Arrests de la Cour de Parlement à Paris, des 10. Decembre 1571. le 15. Ianuier 1575. & ordonnance de la Chambre des vacations du 11. iour d'Octobre 1588. laquelle est fort ample. Je trouue que par Arrest du 1. Iuillet 1591. Thomas de la Fontaine fut mis au pillory ou carcan de la Croix du Tirouër à Paris, iouïr l'ancienne Ordonnance, pour estre exposé à tous conuices & opprobres des passans: mais le dernier est plus memorable. Arrest du 17. iour de Ianuier 1599. contre Nicolas le Messe, appellant de la sentence du Seneschal du Mayne ou son Lieutenant, & M. le Procureur general appellant à minima, par lequel fut mis l'appellation & sentence au neant, sans amende. Et pour les cas contenus au procès, condamne ledit le Messe à faire amende honorable deuant la principale porte de l'Eglise de Paris, teste, pieds nuds, en chemise, ayant la corde au col, tenant en ses mains vne torche de cire ardante du poids de deux liures, & illec à genoux dire & declarer, que meschamment & malicieusement il a dict & proferé les blasphemés execrables contre le saint nom de Dieu & de la Vierge Marie, dont il se repent, & demande pardon à Dieu, au Roy, & à Justice: ce fait luy sera la langue perçee d'un fer chaud, & les deux leutes fendues: & apres l'a banny du Royaume de France à perpetuité. Luy enjoint garder son ban, à peine où il y sera trouué, quinzeaine apres l'execution du present Arrest, d'estre pendu & estranglé, sans autre forme ne figure de procès. A déclaré & déclaré tous & chacuns ses biens acquis & confisquez au Roy: sur lesquels sera prella-

blement pris la somme de cent escus sol. d'amende, applicable au pain des prisonniers de la Conciergerie du Palais. Ordonné que le proces sur lequel est interuenü le present arrest, sera bruslé, Faict ladite Cour inhibitions & defences à toutes personnes de quelque condition qu'ils soient, de iurer & blasphemer le nom de Dieu, sur les peines de l'Ordonnance, & des Arrests cy-deuant donnez. Et sera le present Arrest leu au siege du Mans, à iour de plaids, iceux tenans, à la diligence du substitui du Procureur general audit siege: & fut executé le mesme iour. La Cour ayant le 26. iour du mois de Ianuier audit an donné Arrest, par lequel suivant les Ordonnances & Arrests cy-deuant donnez, faict inhibitions & defences à toutes personnes de quelque estat, qualité & condition qu'elles soient, de iurer le nom de Dieu, de la glorieuse Vierge sa mere, ou ses Saints: sur les peines portees par lesdites Ordonnances & Arrests, & de la vie, s'il y eschet. Enioinct à tous Huissiers, sergens & officiers de iustice, prendre & constituer prisonniers sur le cháp, tous ceux qu'ils trouueront blasphemans, pour en estre faite prompte & exemplaire iustice: & à toutes personnes qui les ontort iurer, de les denoncer à iustice: auxquels denonciateurs sera adiugé le tiers des amendes. Et sera le present Arrest leu & publié à son de trompe & cry public par les carrefours de ceste ville & fauxbourgs de Paris, & lieux accoustumez à faire cris & proclamations: & par toutes les villes, bourgs & bourgades des provinces; tenir la main à l'execution du present Arrest, & aux Substituts du Procureur general de faire les poursuites necessaires: à peine de priuation de leurs estats. *Ioan. Damascen. 1. Paralell. cap. 59. D. Chrysostom. Eos qui in urbe blasphemant, castiga, quod si in biuio aut foro audieris, obiurgas, quod si etiam plagas incutere oporteat, ne id facere dubites: & idem Chrysostomus in Psalmum 95. uin. 18. fol. 235. b. Capol. in Consil. crimin. 76.* Au reste ie ne veux oublier que sur vne information ou denonciation, concernant les blasphemés & vilains sermons, on n'a de Coustume que de decerner adiournement personnel, s'il n'y a grandes circonstances qui aggrauent tel delict.

2. Suite le crime de Simonie, dont est fait mention en l'Ordonnance du Roy S. Loys 1228. & de Henry 3. 1579. Estats de Blois art. 21. mises au liure 9. de la Conference Tit. 2. Et porte ledit art. 21. ces mots. Les Archeuesques & Euesques precederont soigneusement & seuerement sans dissimulation n'exception de personne, contre les personnes Ecclesiastiques, qui auront commis le crime de Simonie, par les peines indites & portees par les saints Decrets & constitutions canoniques. Enjoignons à nos Baillifs & Seneschaux proceder au semblable contre les personnes laiz coupables & participans du mesme crime. En l'annee 1586 les deputez firent vne belle Ordonnance contre ceux qui se trouueroient Simoniacs & confidentiaires. Encores que ce crime soit fort abominable & detestable, toutesfois vn faict de Simonie treize ans apres la prouision fut déclaré non receuable par Arrest donné en l'audiencie, plaident Ramat le 4. iour de Mars 1574 & tant y venir avant les dix ans, autrement on n'est receuable. Notez que le Decret *De pacificis possessoribus* n'a point de lieu quand il y a Simonie en la prouision. Messire Siluain de Fay Prestre acheteur de Seigneur de Sauueterre vn disme pour le prix & somme de cinq cens liures, rachepable dedans cinq ans: avec paëtion telle, que si pendant ledit temps, le Sieur de Sauueterre le faisoit pouruoir d'un Benefice, comme du Priore de Langon ou S. Iulian, que la vente seroit & demoureroit resoluë sans aucune restitution de deniers. Quelque temps apres le decez aduenü dudit sieur de Sauueterre, ledit Siluain de Fay faict conuenir la veufue tant en son nom, que comme ayant la garde noble des enfans dudit defunct & d'elle, pour le laisser iouyr dudit disme, ou bien rendre les deniers. La veufue employe ladite cause pour Simonie: & *in turpis causa melior conditio possidentis.* Par sentence donnee au siege Royal & ressort d'Yssoudun le 10. Feurier 1575 ladite veufue defenderesse auroit esté condamnée à rendre & restituer audit demandeur ladite somme de 500. liures: & veu ce qui pouoit resulter du contenu audit contract, auroit esté condamnée en cent liures d'amende enuers le Roy, applicable à la redemption du iuratoire de l'auditoire dudit Yssoudun, & ordonné que ladite amende seroit prinse sur ladite somme de 500. liures. Et pour le delict commun

résultat dudit contract, auroit le Jit de Fay esté renvoyé pardevant l'Archevesque de Bourges ou son Official Auditeur des causes criminelles. De laquelle sentence lesdites parties auroient respectivement appellé de part & d'autre. Par Arrest du 8. iour de Mars 1578. fut dit que mal & sans grief auroit esté appellé par lesdites parties & l'amenderoient chacun d'une amende, les despens des causes d'appel compensez. La Cour quand elle voit qu'il y a de la Simonie, ordonne que celui qui en est accusé comparoistra en personne, comme il fut dit par Arrest du vingt septiesme iour de Iuin 1581. contre vn Docteur qui avoit receu argent pour vne Cure. Les Docteurs Cancnistes tiennent que Simonie, Heresie, & crime de lezeMajesté sont tenus pour mesme espece de crime. Les Canons Apostoliques n'ont seulement degradé les Prestres ou Diacres Simoniaques, mais aussi les ont excommuniéz, tenus & publiez pour heretiques, *Concil. Tron. Art. 2. can. ult. Concil. Chalced. Art. 2. Confil. Tolet. 6. Art. 6.* tel crime de Simonie est reputé des plus grands & execrables, *cap. fin. de purgat. Canon. omnia enim crimina ad comparationem simoniace heresis, quasi pro nihilo reputantur, ut c. si Paphlagon Pontifex in can. fi. 1. q. 7. cap. si dominus, cap. quotiens, cap. fecit. de simon.* La peine de tel crime par le droit Canonie est diuine, *ea. d. hoc. De simonia. c. cum super, extra De confessi, qui veulent qu'il soit priué à perpetuité de l'office & Benefice cap. extra. De simonia,* veut que l'on impose vne penitence secrette, quand le crime n'est entierement prouvé, & que le luge est certain dudit fait de Simonie. Tellement que l'on ne peut bailler vne certaine reigle aux peines ordonnées pour tel crime. [*Hosienfis in Summa, li. 5. c. 7. q. 1. quæ pœna scribitur. Pet. Rebuff. in Pract. ben. fi. Tit. de sim. numero 8.*] *Conc. Later. capite 8. Extranag. Mart. in Conc. Constant. P. i. l. 2. ca. cum de iustitie. De simonia, esp. accedent, capite de hoc cap. insinuatim. De simonia, cap. significasti, extra, de adul. cap. cum P. & cap. inter. De purgat. can. Albas in cap. cum non liceat, numero 4. extra de præscript. Et in cap. licet Heli, De Simonia. Felix. in cap. in nostra in 2. corol. extra de rescript. in capite 2. corol. tit. & in cap. de cetero, extra De re iud. Florent. in 3. parte Tit. 24. capite. 65. Diaz de Luco in praxi crim. Can. cap. 85. Ignat. Loppex ad eandem Praxim. cap. 91. Accurs. ad l. 1. C. de ambitu. Follerius in Pract. crimin. Canon. cap. 18. num. 50. Damhouder. in Pract. Rer. criminali. capite 1. num. 61. vsque ad num. 77. Iulius Clar. R. cept. Sentent. § simonia. Decian. Tract. de criminali Tom. 1. lib. 5. cap. 77. 79. 84. 86. & 87. Pij. 3. consil. 50. contra ambientes pretio, vel promissione impetrantis Beneficia iurisdictionis administrationem habentia, que legat & commendatores. Les Confidentiaires aussi en courent le crime de Simonie, dont y a Bulle & constitution expresse du Pape Pie 3. Contra quosunque, Ecclesias & Beneficia Ecclesiastica quacunq; in confidentia retinentes seu recipientes, laquelle se trouve en Bullario inter constitutiones Pij tertij. Pij quartij 1546. 1564. & 1569. & au quatriesme Tome des Ordonnances de France titre 18. Les peines indictes par les Conciles de Lateran & de Constance, desquels ay parlé cy dessus, sont amplement exprimees in cap. 1. 6. & 14. De Simonia. qui seront veuz à ceste fin.*

3. Les Devins & faiseurs de Prognostications & Almanachs excédans les termes d'astrologie licite, seront punis extraordinairement & corporellement. Charles neufliesme 1560. Estats d'Orleans article 26. Henry. 3. 1579. Estats de Blois art. 36. mises au liure 9. de la Conference des Ordonnances Royaux titre 22. Les Magiciens, Sorciers & autres telles especes de personnes vfans de magie, enchantemens & sortiliges sont punis par le Droit, de peine capitale, ou du feu, que la loy appelle *fatalis poenâ*, multi. 6. C. de malefic. & *mathem.* 1. 01. quoniam nat. ira pergrims sunt, *fatalis pestis absumat.* Et recte in l. nullus 3. C. eodem tit. de concremando illo aruspice, qui ad domum alienam accesserit: *ut illo in insulam deportando post ademptionem bonorum, qui cum aduocauit suasionibus vel pramiis, A ce propos on peut voir les l. 4. 5. 6. 7. 8. & 9. C. ad tit. ult. C. Th. rod. Salic. in d. l. 3. C. de malefic. & math.* dit que les devins sont bruslez & leurs biens confisquezz, ceux qui inuoquent les Demôz, ou font des images de cire pour sortiliges, sont punis capitalement du dernier supplice. *Salic. in l. multis. C. rod. tit. 1.* La mesme peine se pratique à l'endroict de ceux qui les consultent & leur demandent conseil & aduis. Nouell. Loins 65. Specul. Tit. de sortilegiis. Mais le Droit Canonie est plus doux. Car par iceluy le Clerc ataint & conuaincu de tel crime, est seulement degradé, & confiné en vn monastere perpetuel. *Anton. de Butrig. in capite arsi clerici. extra. de iud.* semble estre contraire, alleguant *can. admonenti. 16. q. 7. Abbas in ca. iue. extr. de panni A.*

*resin. in cap. cum non ab homine, col. 10. extra de iudic. Abbas in cap. 1. De sortileg. Petr. Guillad. Tract. de sortil. quast. 11. col. 2. versic. clerici vero. Concil. Lateran. sub Leone 10. sessione 9. sont punis par l'arbitrage des luges superieurs, & declarez infames. Conc. Agat. can. 65. commande que tels magiciens enchanteurs, ou vlsans d'enchanteemens & sortileges, sont excommuniiez, iettez & mis hors l'Eglise. Tolet. 4. Conc. can. 18. qui est repetez in can. si quis Episcopum. 26. q. 5. contre ceux qui s'adressent ausdicts magiciens & enchanteurs, qui seront suspendus de leurs grades dignitez, & condamnez à faire penitence perpetuelle. can. prefertim. can. si quis talendas. can. illis. can. ex inuocum 16. qn. 2. & qu. vltima Isl. Clarum lib. 5. sent. §. heresis. Iacob. Menoch. de arb. iud. lib. 2. c. 12. cas. 388. Abbas in d. cap. 1. De sortileg. num. 3. & 4. Ludow. Roman singul. 660. Bossius Tract. de sortil. & mathem. & le can. quod contra 26. q. 5. où quelques vns tiennent qu'ils doiuent estre fustigez, ou bien detenus perpetuellement en prison. Salic. in l. eorum C. de malef. & math. dit que de droit ciuil ceux qui vlsent d'enchanteemens pour la santé du corps, ou bien pour destourner la tempeste de l'air & mauuaise disposition du temps, ne doiuent estre punis: mais seulement par le droit Canonique. can. illis 26. q. 2. voyez Valer. Max. lib. 1. cap. 3. Agell. lib. 14. cap. 1. Tertull. lib. 1. de idolat. Tacit. 2. & 12. Annalium. Ils doiuent estre fustigez ou bien detenus perpetuellement en prison; selon la qualite, estat & condition des criminels. Par plusieurs Arrests de la Cour de Parlement à Paris ils ont esté punis de mort, comme le deuxiesme iour de Mars 1572. contre vn aueugle pour sorcellerie, incantation, association, abus du sacrement & inuocations abominables: & vn peu auparavant au mois de Fevrier audit an 1572. fur brussee vne vieille forciere d'Auuergne avec son fils pour sortileges & malefices. Et depuis par autre Arrest du 17. iour de Mars 1582. confirmatif de la sentence donnee par le Baillif ou son Lieutenant de la Barrennie de la Ferré-Ymbaut, Siluaine Thuaud vefue de feu Pierre Cybon & auparavant de feu Gabriel de l'Isle, a esté condamnée à estre pendue & estanglee, & son corps mis en cendre pour auoir recogneu & confessé par poudres auoir mis vn Diable au corps de la fille de Jean Tribert marchant à S. Genoust, lequel suiuant ce parloit par l'organe de l'enfant, aagé de dix ans, recognoissoit estre là enuoyé par ladite femme, laquelle luy auoit commandé de sortir & entrer en son corps: & aussi pour auoir recogneu auoir eu compagnie charnelle avec le Diable, & autres grades impietez declarees & specifiees par le procez. Depuis par autre Arr. du 10. iour de Sept. 1584. confirmatif de la sentence du Preuost d'Issoudun en Betry, Blaise le Duc Bergier auroit esté condané pour auoir par sortileges & art illicite fait mourir moutons, brebis & aigneaux, rendu malades aucunes personnes, & noué l'esguillette à d'autres, & autres cas mentionnez au procez, estre battu & fustigé nud de verges par trois diuers iours par les carrefours de la ville d'Issoudun, & banny de la ville & Preuosté à perpetuel. L'accusé fut exépté de la mort pour la difficulté des preuues. Autre Arrest du 26. iour de Feur. 1587. contre vn Italien & sa belle mere appellans du Baillif de Mante ou son Lieutenant, qui furent condamnez pour auoir vlsé de magie, idolatrie, & commis autres actes impies. mentionnez au procez, faire amende honorable deuant l'Eglise de Paris, crier mercy à Dieu, au Roy & à la iustice, de l'idolatrie & impieté par eux commise: ce fait estre pendus & estranglez en vne potence croisee, qui pour ce faire seroit plantee au paruis-nostre Dame, leurs corps liurez & plaquez, ards, bruslez & reduits en cendres, tous leurs biens acquis & confisquez à quil appartenidra: sur iceux prins prealablement la somme de 600. escus applicables à plusieurs Eglises denommees par ledit Arrest. Est fort notable la sentence de Tertull. libro de idolat. *Vn homicidium ferro, vmeno magico deuotionibus perficit, tam ferrum Dei res est, quam herba, quam Angeli. S. Chrysost. in Hom. 8. Epist. ad Alef. Citius mors homini Christiano subienda est: quam vita ligaturus redmenda. Basil. in Ps. 95. Il se trouue plusieurs historres de tels impies & detestables, qu'il n'est pas necessaire de declarer à present: lesquels sont contenus es liures intitulez: *Mallem maleficarum. Demonomanie de Bodin, Loyer des spectres, Viuitus de praestigis demonum, trois liu. de fascino*, & autres qui ont escrit sur ce subiect. Monstrelet au volume 3. de son histoire, en l'an 1433. du réps du Roy Char. 7. recite vne hist. memorable de M^{re}. Guillaume Edelin Doct. en Theologie, & Prieur de S. Germain en Laye: lequel estoit si infame qu'il s'estoit adonné à telles impietez. Et au volume 2. de son hist. Chap. 44. il raconte aussi que M. Jean de Bar Magi-**

cien, fut bressé avec tous les liures: cōme aussi au mesme volume, il dit qu'une sœur près de la ville de Soissons, & sa fille avec le curé du village, accusée de telle malchanceté, fut la forcée brûlée en la ville de Soissons, & sa fille s'estant faite enciente fut menée au Parlement de Paris, & le Curé conduit aux prisons de l'Euesque de Paris, d'où il sortit à force d'amis: & plus bas il dit encorës qu'il y auoit trois hommes qui auoient fait des images de cire, pour faire mourir le Comte de Charrolois. Anciennement, comme telle punition estoit frequente en quelques crimes, on les jectoit dedans l'eau où elle estoient ainsi estouffées. *Annal. Franc. in vita Ludou. Pij* Gerberga fleta quendam P'sulm Comitistanquam venefica, aquin prefecata est. *Nithard. lib. 1.* Gerbergam more maledicam in Aram mergi precepit. *Abbas in cap. 1. De sortileg. & cap. cum sit. De sort. comp. can. contra idolum. can. episcopi 26. q. 5. Paul. 5. sent. Tit. 21. & lib. 7. Capitul. cap. 26. & 72. Cassiod. 9. Var. Epist. 18. maledicos quoque, vel eos qui ab eorum nefariis artibus aliquid crediderint expetendum, legum securitas insequatur. Quia imp. ut si vos illis offermis, quos calumniat non potitur imitari. P'leianus in litem apud Laboneer. §. si quis. D. de iniurijs. d. l. nemo. C. de maled. & math. can. si quis can. contra 26. q. 5. eam. aduocant. 26. q. ult. Ex Conc. Ancyranum can. 34. can. qui diuinationes & con. cil. Martini Pape. can. si quis paganorum. Conc. Laodicensi can. 30. non oportet. Conc. Tolet. 4. c. 3. Si quis episcopus. Concil. Autclanensi can. si quis clericus. Concil. Carthage. c. 39. can. Augustin. Concil. Augur. parte 2. c. nec mirum §. magi d. can. episcopi & can. si quis episcopus & presbyter. 26. q. 5. eam. amoucantur. 21. q. 1. & Panoim. in c. 1. de sortileg. Ignat. Lopez c. 107. & 13. in Praxi crimin. Petr. Grilland. de sortileg. quest. 3. num. 14. Petr. Gregor. synagm. Jur. lib. 34. c. 9. 10. 11. 12. 14. 15. & 16. *Hotoman. Conf. 58. 99. & 100. Gallus quest. 241. 8. August. lib. 10. de ciuit. Dei. Dion. lib. 45. & 60. Ruffin. in Coll. Legum Mosar. Tit. 15. & lib. 6. Codic. Legum Visig. Tit. 1. l. 5. Papius lib. 6. Hexamer. Petr. Blesier. Epist. 65. Leuit. c. 19. Deuterum. c. 20. Chatondas liv. 9. des responses chap. 44. & 45. Ayraud liure 1. de les Pandectes. Tit. de maled. & Math.**

4 Le crime d'Herésie est aussi puny par les Iuges laiz extraordinairement en consequence des Ordonnances du Roy François I. 1534. 1540. 1541. & de Henry II. 1549. 1551. & de François I. 1559. mises au premier liure de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 5. & des Arrests de la Cour desle 19. Septembre 1534. & le 7. Septembre 1537. par le premier fut vn appellant du Preuost qui l'auoit debouté du renuoy, déclaré non receuable en son appel: parce que ceux qui offensent l'Eglise ne doiuent iouyr du priuilege Ecclesiastique. Par le second il fut enioinct au Preuost de Paris, Baillifs & deneschaux, faire & parfaire le procez des heretiques nonobstant oppositions ou appellations quelconques iusques à sentence diffinitive, sinon qu'il soit appel de la torture sans en faire renuoy deuant les Iuges d'Eglise pour raison dudit crime ou priuilege de clericature: sinon des Ordres, pour lesquels on a accoustumé vser de Degradation. La pluspart desquelles Ordonnances sont abrogees par le moyen des Edicts depuis faicts sur la pacification des troubles de ce Royaume, où il a esté monsté: Hereticos esse qui minimum declinant à fide Orthodoxa: & non communicant, spoliantur honore & priuilegijs: vel qui lenissimo argumento à iudicio & tramite Ecclesie Catholice deuiant, leg. secunda, quarta, & duodecima Cod. de heretic. leg. 1. C. de summ. Trin. Nouell. centesima nona. Phot. Nom. Tit. duodecimo. can. pri. secund. ter. & 4. can. heresis 24. q. 3. Hostiensis in summa Tit. de heret. §. 1. Bonifac. in Tract. maledic. Tit. de crimine her. Ludovic. Carrer. in Tract. de heret. cap. 1. num. 1. & 2. Paulus Grilland. in Tract. de heret. in principio. Accurs. in l. omnes. C. de hereticis. Damhoud. in Praxi. Rer. criminalium cap. 61. num. 10. l. 52. §. usque ad num. 61. uel. l. 52. l. 1. Clarus §. sent. §. heresis sum. 1. Riminald. l. 1. in Conf. 195. vol. 4. Decien. in Tract. de crimin. lib. 5. cap. 16. Tom. 1. Pour les peines des Heretiques. Sainct Augustin. lib. 2. contra Gaudentij epistolam. Hoc hominum genus per imperatorem christum corrigi ceter. Idem in Ioannem docet etiam imperatores & principes catholicos bene facere quod utitur gladio contra hereticos. L'Empereur Constantin bannit Arius & ses adherens, l. Manicheos 4. C. de heret. & Theodose a priués les Manicheens de tous leurs biens, & de toute succession & hoirie qui leur pourroit escheoir, & qu'il en seroit informé, mesmes apres leur mort, l. Arriani. §. C. eod. tit. Valentinian en fit leur second la ville de Rome & tout le territoire d'icelle, & les condamne au dernier supplice.

Supplice, *Liquicunque* 8. §. 76. C. eod. tit. En l'Auth. *Gaxaros*. C. eod. tit. leurs biens sont confisquez, sans que leurs enfans puissent apprehender leur succession. Et Anastase ou Iustin, veut qu'ils soient punis de la peine de la mort, en quelques lieux qu'ils soient trouvez, mesmes es terres sujettes à l'Empire. l. 11. & 12. C. eod. tit. tiree des Ecl. des Basl. cap. 25. *ἡπί Μαρτυρίαν*, & de la collection des Constitutions Ecclesiastiques. *Panor. Host. & Ioan. Andreas* in cap. ad abolendam, extr. de heret. dist. qu'ils doivent estre bruslez. *Boissius*, tit. de heretic. Menoch. de arbit. iud. cap. 374. *Decian. Tract. crimin.* Ioan. 1. lib. 5. cap. 40. 41. 42. 43. 44. *Offeg. Diaz* de *Luco* in *Pract. crimin. canon.* cap. 106. & 107. *Jacob. de Belloussu* lib. 2. *Pract. crimin.* vbi citat *Epistolam* liquet. §. contra non credentes. Cod. de sacr. Ecclesius. Les Clercs sont priez de leurs Benefices. *Felin.* in cap. 2. extr. de rescript. numer. 40. *Anchar. Consil.* 288. *Gloss. in can. quo iure* Dist. 8. *Off.* cap. quod fecit. De elect. *Innoc.* in cap. inter dilectos extr. de excess. *pral.* Au reste, vn procès d'un heretique peut estre iugé, etiam apres la mort, comme il fut iugé & arresté au Parlement de Paris à la Pentecoste 1262. contre les heritiers de monsieur Fleurilette. *Angel. Ar.* 1. in §. publica, num. 3. & 4. *Institu. de public. iud.* Boer. *Decis.* 341. 342. & 43. *Iulius Clarus* §. Recept. sent. §. heresi, num. 21. B. *Illamira Decis.* 677. 678. 679. 680. 688. & 689. *Comarr. lib. 2. Var. resol. cap. 3. & 7.* *Ignat. Loppex ad Praxim Canon.* cap. 114. & 115.

5. Le crime de sacrilege sera mis fort à propos en cest endroit, *sacrilegi dant panas quamvis nemo rique ad Deos manus porrigat: vi ait Senec. 5. B. nef. cap. 14.* La loy de Numa Pompilius recite par Ciceron lib. 2. de legibus. *Sacrum, Sacrove commendatum qui clepsit, raperitque, Parricid est.* Par les Ordonnâces faites pour le fait de la iurisdiction des Preuosts des Mareschaux, il est ordonné que le sacrilege avec effraction est de la cognoissance & gibier desdits Preuosts des Mareschaux: tellement que ceux qui sont preuenus de tel crime avec effraction, sont iugez preuostablement & sans appel, ainsi qu'il est contenu en l'Ordonn. du Roy Henry II. l. 149. art. 2. mise au premier liu. de la Confer. des Ordonn. tit. 26. Par le Droict civil les criminels attains & convaincus de tel crime, estoient bruslez ou punis de mort, l. 1. l. *sacrilegi panam* 6. & ibi *Bart. l. sacrilegi* 9. D. ad leg. iul. pecul. *Iulius Clarus* §. sent. §. sacrilegium, num. 16. qu. 36. *Jacob. de Belloussu* lib. 1. *Pract. crim. cap. 10.* num. 45. §. item lex Iulia. *Inst. de public. iud.* *Bartol.* in l. *Dimi.* num. 1. D. ad l. iul. pecul. *Petr. Garland* lib. 3. de divers. crim. quast. 1. num. 5. *Jacob. Menoch.* de arbit. iud. lib. 2. cent. 4. cap. 389. *Lucian* in *Peregrino* ait suo tempore solum igne sacrilegos puniri. *Diod. lib. 16.* qu'ils estoient iettez sans sepulture. [Ce qui est aussi confirmé par *Thucid.* liure 4. *ἀνὰ πόλιν τῶν τοῦ τοῦ ἐν ἡρώεσσιν*.] Et en Delphes precipitez du haut d'un rocher, *Luc.* in *Phalar.* & *Elisian* lib. 11. l'ar. *hyst.* sacrilegia extra ordinem puniantur, lege Iulia 4. §. mandatu. D. ad leg. iul. Pecul. l. 6. & 9. D. eod. tit. *Petr. Gregor.* §. synt. 15. cap. 16. 17. & 18. *Boer. Dec.* 354. num. 13. *Salic. in Rub. C. de crim. sacril.* *Luc. de Penn.* in l. 1. num. 1. C. l'ar. *dyn. ordo seru.* lib. 12. *Bal.* in *Auth.* sed nouo iure C. de episc. & cler. *Feller.* in *Pract. crim. can.* Tit. de sacril. gio cap. 17. *Ioan. Millausin Praxi crimin.* fol. 225. *Charles de Saint Vincent* par Arrest du huietiesme iour d'Octobre 1533. fut pendu & estranglé pour auoir commis vn Sacrilege dans l'Eglise de saint Estienne d'Auxerre, ayant prins le Ciboire. Et par autre Arrest precedent du quatorzielme iour d'Aoust 1539. fut vne femme accusée de tel crime commis en l'Eglise de saint Benoist à Paris condamnée à estre pendue & estranglée: comme aussi ceux qui auoient commis vn sacrilege des Reliques de saint Honoré à Paris: mais les Prestres & Clercs rendus à l'Eueque de Paris, ainsi que Rebuffe escrit, in *procuratio Consil. Regi.* ar. nu. 117. *Hostenie in summa tit. de accusat.* §. quous effectus. *versic.* & *gratia exempli.* *Socius Regul.* 33. *Paul.* lib. 5. sent. *Harm.* in *op. lib. 5.* DD. in l. 1. D. ad leg. iul. Mais le sacrilegium duas penas continet pecuniariam & excommunicat. onis. DD. in cap. cum sit generale, extr. de fur. compet. can. 20. 27. qu. 4. can. si quis contumax. §. si sacrilegium 17. q. 4. *Ignat. Loppex* in *Pract. crim. Can.* c. 87. *Papon* en son liure 24. des Arrests, tit. 10. Arr. 3. & 4. où il recite quelques Arrests à ce propos, *vide Guid. Dec.* 562. *Boer. Decis.* 110. *Off.* 254. *Boissius* tract. de sacrileg. *Dambouder.* in *Pract. Rer. crim.* cap. 2. *Bald.* in l. si non datur 3. vers. sed nunquid sacrilegium. C. de furs. [*Niceph.* lib. 10. ca. 4. 5. & 29. *Tripert. hystor.* lib. 6.] Par Arrest du 10. de Decembre 1586. vn nommé du Four, ayant la veille de S. Nicolas arraché des mains d'un Cordelier disant la Messe, l'Hostie qu'il tenoit, & icelle brisée, eut le poing coupé, & puis pendu & bruslé.

6. Les Vſurpateurs de Benefices, maiſons, juſtices, terres, Diſmes, Champart, ou autres membres & dependances d'iceux, ſeront punis extraordinairement cōme infraſſeurs de nos Ordonnances, Charles 9. 1571. à Paris, 1571. à Amboiſe Article 17. & à Amboiſe 1572. article 7. Henry 3. 1579. Eſtats de Blois article 47. & 1580. Ordonnances de Melun article 30. 31. 32. & 33. miles en la Conference des Ordonnances, tit. 2. [Ils ſont veritablement reputez comme ſacrileges. Cic. 2. de legibus, *Sacrilegio pona eſto, neque ei ſoli qui ſacrum abſulerit, ſed etiam ei, cui ſacrum commendatum.*] Par le Droit Canonique ils ſont prieuz du Benefice ou Office qu'ils poſſedent, capite 2. de raptor. & in cōd. & de la reſtitution cap. aduerſus de immuni. eccl. cauſi qui contumax. 17. q. 4. & par le Droit Civil il eſt prny du dernier ſupplice l. ſideli & ſn. C. de hu. qui ad eccl. conſeg. Et ibi Cynus. 8. ſic Decif. 103. Damhoud. in Praſt. Rer. cum. cap. 106. Diaz de Luca in Tract. crim. can. capite 99. Par le Droit Canonique, le Spoliateur ou inerus eſt priuē du Benefice. cap. 1. De conceſſ. preb. cap. cum ſandudum De prebend. Et ibi Panormi. Abbas in capite quiclerici extr. le iure patron. Felin. in capite in noſtra de reſcr. extr. Et in cap. veniens extr. de accuſat. Et le Spolié doit eſtre reſtegre tant de diſpoſition civile, que conſtitutions canoniques, l. 7. C. ad leg. lul. de vi publica l. 5. §. 1. D. eod. tit. l. 4. C. unde vi ca. 1. can. literis, ca. 7. 11. & 16. De reſt. ſpoliat & autres vulgaires par nous deſſus alleguees au liure premier. Lappez in Praſt. crim. can. ca. 106. [Les Papes ſucceſſiuellement les vns apres les autres ont outre les peines d'excommunication & d'interdict, priuē ceux qui occupent & detiennent iniuſtement les biens d'Egliſe, de tous benefices & priueleges. Clement 6. du nom renouuellant les conſtitutions des Papes, Urbain 4. & Jean 22. Leon 10. au Concile de Lateran excommunie les Princes qui detiennent & occupent les biens des Eglises, ou leur oſtent leurs libertez & priueleges. Ce qui a eſté confirmé par Adrian 6. Clement 7. Iules 3. & Pie 4. qui eſt vn des cas ſpecialement reſerué en la Bulle du Pape appellee *Bulla cœna Domini*].

7. Pour le crime de leze Maieſté, nous auons les Ordonnances de Charles 9. 1562. article 11. 1563. article 7. & 9. 1568. article 15. 1570. article 20 Henry 3. 1579. Eſtats de Blois, article 183. & 1580. article 44. & 1583 miles au liure 9. de la Conference des Ordonnances titre 5. par leſquelles art. 183. & 44. il eſt fait inhibitions & deſenſes à toutes perſonnes de quelque eſtat, auctorité, qualité ou condition qu'ils ſoyent, ſans nul excepter d'entrer en aucune aſſociation, intelligée, participation ou ligue offenſive ou deſenſive avec Princes, Potentiers, Republiques, Communitez, de dās ou dehors le Royaume, directement, ou indirectement, par eux, ou perſonnes interpoſees, verbalement ou par eſcrit, faire aucune leuee ou entoulement de gés de guerre, ſans noſtre expreſſe permiſſion, congé ou licence. Et declaronz tous ceux qui ſ'oublieront tant que d'y contrevienir, criminels de leze Maieſté, proditeurs de leur patrie, incapables & indignes, eux & leur poſterité de tous Eſtats, Offices, tiltres, honneurs, dignitez, graces, priueleges, & de tous autres droits, & en outre leurs vies & biens conſiſquez, ſans que leſdictes peines leur puiſſent eſtre remiſes par lettres ou autrement en quelque maniere que ce ſoit. Le Roy François 1. 1534. Article 3137. & 33. dit que ceux qui abandonnent leur legion, ſe retirans du coſté des ennemis, ou qui reçoivent lettres ou meſſages de quelque Prince ou Seigneur ennemy, ou pourſuivant le dommage du Roy ſans le reueler au Colonel, ſeront punis comme criminels de leze Maieſté. l. 1. §. 4. D. ad leg. lul. Maieſtati l. 1. & 7. D. de re mil. Diad. lib. 1. Li. unus lib. 30. & 35. Polyb. l. 1. §. 3. & ultimo. D. ad leg. Corn. de ſic. l. 14. C. de re mil. lib. 12. Ce crime eſt ordinairement puny de la peine d'eſtre tiré à quatre cheuaux, ſoit contre le Roy, ou autres Princes, cōme en l'an 1563. cōtre Poltrot qui auoit voulu tuer Mr. de Guife pres de la ville d'Orleans, & par Arreſt du 26. Octobre 1582. Salfede qui auoit voulu attercer contre la perſonne de deſunct feu Monſieur frere du Roy dernier Henry 3. Et depuis en l'an 1593. Eſt notable celuy du 29. iour de Decēbre 1594. cōtre Jean Chaſtel natif de Paris, par lequel il fut condāné à faire amende honorable deuant la principale porte de l'Egliſe de Paris, nud en chemiſe, tenant vne torche ardāte du pois de 2. liures, & illéc à genoux dire & declarer que malheureuſement & proditoirement, il a ateté le dit tref. inhumain & tres-abominable paricide, & bleſſé le Roy d'un cousteau en la ſaco, & par fauſſes & damnables inſtructions, il a dict au procez eſtre permis de tuer les Rois: & que le Roy Henry 4. à preſent regnant n'eſt en l'E-

glisse iusques à ce qu'il ait l'approbation du Pape dont il se repent, &c. C'est ainsi qu'il est mené & conduit en un Tombereau en la place de Greue, illec tenaillé aux bras & cuisses, & la main dextre, tenant en icelle le cousteau, couppez, & apres son corps tiré & demembré avec quatre cheuaux, & ses membres & corps iettez au feu, & consumez en cendres, & les cendres iectées au vent. A déclaré & declare tous & chacuns ses biens acquis & confisque au Roy. Avant laquelle execution sera ledit Jean Chassel appliqué à la question ordinaire & extraordinaire, pour scauoir la verité de ses Cōplices, & d'aucuns cas resultans du proces. A fait inhibitions & defences à toutes personnes de quelque qualiré & condition qu'elles soient sur peine de crime de leze Majesté, de dire ne proferer en aucun lieu public, ny autre, lesdits propos : lesquels la Cour a déclaré & declare scandaleux, seditieux, contraires à la parole de Dieu, & condamnez comme heretiques par les Saints Decrets. *Corpus laceratur in diuersum iter equis concitatis. L. ius lib. 1. cum membra distrahantur actis in diuersum curribus. Senec. Epist. 14. Metius Fufetius Albanus binis quadrigis uinctus in diuersa nitentibus laceratus est. Agell. lib. 10. capite 1. Relatus inter duos currus, pernicibus equis distractus est. Florus lib. 1. cap. 3. Metium Fufetium Tullius Hostilius religatus ad binas quadrigas, ita ut à binis quadrigis traherentur manus, pedes ab alteris serui in 8. Æneid. Drongf. Haliç. lib. 3. Claudian. in Bello Gildomco.*

*Exemplum sequetur Tullii, Iamiamque Damii
Impia diuersis aptare membra quadrigis.*

Virgil. 8. Æneid.

Hand procul inde cita Metium in diuersa quadriga

Distulerant (at tu dictis Albane maneres.)

Raptabatque viri mendacis viscera Tullus,

Per syluam: & sparsi rotabant sanguine vepres.

Oni. 1. Tri. Fl. 3. Hic doluit Mutinus: uinc, cum in contraria versos, Virescere habuit proditiōis equos. Ceste forme de supplice est monstrée par Langlans Oly. semest. lib. 10. c. 4. Et Ragueau en son indice, in verbo, Esquarteler. Ceux aussi qui ont commis trahison cōtre le Roy ou l'Estat du Royaume, sont decapitez, & leur corps mis en quartiers. Par le droit civil tel crime est puny de mort. l. 1. 2. 3. & 4. D. ad leg. Iul. Maiest. l. quisquis. C. eodem tit. Curs. lib. 6. Mais selon les circonstances dudit crime & delict ils sont punis quelques fois par le glaive ou l'espee, quelques fois par le feu, ou bien en quatre quartiers, comme escrit Damhouder. in pract. rer. criminal. capite 62. Gomez. Tom. 3. de delict. capite 2. mumer. 6. Extrauag. quomodo in crim. les. Maiest. pro. Extrau. Qui sint rebelles. §. publica autem iudicia. Inst. de publ. iudic. Iul. Clar. lib. 5. sens. §. lesa Maiestatis crimē, numero 8. Le doucien Carver. in leg. obseruare. Cod. Quor. app. non recip. §. vnde decimus casus. Bossum Tracta. de crimine lesa Maiestatis. Gigas in Tract. de crimin. lesa Maiestatis. Mais le supplice de ce crime est en l'arbitre du Iuge, selon la grauité du fait. Car on a de Coustume de rompre les conuaincus de tel crime, leur briser à petits coups de martel, bras, iambes, cuisses & reins, ou bien les demembrer au trait de quatre cheuaux, les escarteller ou tenailler : avec la confiscation de leurs biens, comme escrit Papon liure 7. du 2. Notaire Chap. du crime de leze Majesté. La confiscation de corps & de biens y est expresse, comme il appert, ex d. l. quisquis. C. ad leg. Iul. Maiest. & ad eam Phylsetus, l. memmisse, l. post dui Marci. C. eodem tit. §. quid. Pap. quest. 341. Borr. Decis. 163. ca. si quis cum militibus 6. q. 5. cap. cum secundum leges. de let. in 6. Curs. libro 6. Drongf. H. lib. 8. Tacit. lib. 5. An. Par la disposition Canonique les Clercs sont degradez, can. si quis laicus 12. q. 5. Abbas in capite as si Clerici, extr. de indic. D. D. in ca. petitio, extr. de iur. Combien que quelques vns ne veulent receuoir le canon, si quis laicus. Barba. in d. ca. as si Clerici, & Cardin. in ca. vergentes extr. de heret. Tous ces fois est notable le Synode de 16. tenu à Toledo en Espagne, an. Dom. 593. sub rege Elauio Egica, in qua Sib. rui Toletana sedis Episcopus, loco & honore primatus fuit, cōme euect Diar de Lucan. pract. crim. can. ca. 110. Vide Anthom. Cont. in Comment. ad titul. Pand. ff. C. Ad legem Iul. Maiest. Papo 2. des Notaires li. 7. tit. du crime de leze Majesté, & li. 22. des Arrests tit. 1. où il recite quelques Arr. de ce crime. Airaut li. 1. de l'Ordre iudiciaire. Comar. li. 1. Var. Resol. c. 8. Notez qu'en crime de leze Majesté quelques fois les preuenus & accuzez de ce crime ne sont que pēdus & estréglez pour cōpositiō de lures cōtre Roy & son Estat, comme il fut fait le 1. iour de Decēb. 1584. contre vn Gentil-hōme

de la religion pretendue reformee, nomme Pierre du Gué, sieur de Belleuille: lequel pour auoir composé liures diffamatoires contre le Roy, fut pendu & estranglé, puis brûlé en la place de Greue, avec ses liures, & ses biens confisciez: & depuis par autre Arrest du 22. de Novembre 1586. M^r. François le Breton fut pendu deuant les degrez du Palais, & son liure brûlé pour auoir fait imprimer vn Liure cõtre le Roy.

8. Ceux qui vñent de port d'armes, assemblees illicites, & voyes de faict, sont punis par confiscation de corps & de biens, suiuant les Ordonnances de Charles VIII: 1487. Charles neuuiesme 1560. Estats d'Orleans, art. 25. & 1565. & 1566. mises au liure 11. de la Conference des Ordonnances, tit. 12. Et par l'Ordonnance du Roy Henry troisieme, 1579. Estats de Blois, art. 278. Defendons à tous Gentils-hommes & autres, de faire assemblee de gens, sous pretexte de querelles particulieres, ou autres que ce soit, sur peine d'estre punis comme criminels de leze Majesté, & perturbateurs du repos public de nostre Royaume. Le crime mentionné en ce nombre huietiemesme, comprend plusieurs autres crimes distinguez par la disposition ciuile, comme le port d'armes, la force publique, les seditions & esmotions populaires: lequel a esté mis fort à propos, à la suite du crime de leze Majesté, & mesmes que la dernière Ordonnance de Henry III. mil cinq cens septante neuf. art. 278. veut qu'ils soient punis de la peine du crime de leze Majesté. Par le Droit les armes sont defenduës, l. 1. l. 3. §. eadem lege & 4. D. ad l. iul. Maiest. l. 1. §. 4. 9. & 11. Digest. ad l. iul. de vi public. Valent. & Valen. in l. vñic. C. armor. vñas infco princip. interd. lib. 11. Nouell. 86. Valerius lib. 6. & Cic. in Ferr. de suppliciu, l. vi. §. Magnus. D. de public. lib. 2. capitul. Car. Magn. c. 45. & 21. Bald. in Bond. tit. de pace tenenda cap. 1 §. si quis rusticus. Bartol. & Bald. in l. si Barsatorum. Cod. de fideiussor. Hippol. de Marfil. in Pract. §. pro complemento, Iulius Clarus, in §. fin. quest. 82. Ludovic. Carver. in Pract. criminal. ad d. l. obseruare, in verbo itemque eorum, qui manifest. fol. 36. Et par le Droit, ceux qui commettent violence, ou force publique, qui est nommee en France; Voye de faict, ou bien assemblees illicites, avec port d'armes, aqua & igni interdici solet. l. 1. l. 3. & §. l. qui d. l. 10 §. damnato. D. ad leg. iul. de vi publ. Cic. 2. Philipp. leges. Casarin iubent, ei qui ac vi damnatus sit, aqua & igni interdici. Mais la deportation a lieu. l. 8. D. de publ. iud. l. 3. D. ad leg. iul. pecul. iul. Clarus V. Sent. §. fin. quest. 67. dict que la deportation a lieu, l. 8. D. de public. iud. l. 3. D. ad leg. iul. pecul. Iulius Clarus V. sentent. §. fin. quest. 67. dict que la deportation n'a lieu à present, ains seulement la peine des galeres, à temps ou perpetuël, ou bannissement, aussi à temps, ou perpetuël. Autourd'huy tel crime est Preuostable, suiuant l'Edit Royal, de l'an mil cinq cens quarante neuf, & tire-on de l. omnibus 10. Cod. ad l. iul. de vi publ. que le port d'armes & assemblees illicites, sans l'autorité du Prince, est punissable de mort, mesmes contre les luges qui n'en feront la punition, & post ceterum libraru auri multam, salutu viteque sua. periculum sustinebunt: primatibus videlicet apparitionis sue personis, prater amissionem fortunaru suaru, capitali quoque supplicio feriendis. Il est tres-certain & indubitable, que si la force publique, ou violence est commise sans homicide ou mort, que la peine est plus douce. Car on a de coustume en ce cas, de bannir à perpetuël le criminel, avec confiscation de biens. l. 1. & 2. Cod. ad leg. iul. de vi publ. l. 1. l. 1. & 3. Dig. ad leg. iul. de vi publ. Glossa. 2. extr. de ordin. cognit. Mais si auecta force publique, auenu est blessé, ou excédé en son corps, ou que mort s'en ensuiue, par homicide, rapt, ou autre grãd cas, il est plus seuerement puny. l. quoniam multa. C. cod. iul. ad l. iul. de vi publ. qui caru, §. qui vacat. D. cod. it. §. item lex Italia. Inst. de public. aud. Par le Droit Canonic les Clercs sont seulement excommuniez, cap. veritatu, extr. de dolo, & contum. cap. inquisitioni, cap. qualiter, & quando, extr. de accusat. cap. licet Heli. De simonia. Notant Doctores in cap. generali. De elect. in 6. in cap. at si clerici, & cap. cum non ab homine, extra. de iudic. Diaz de Luce in Pract. criminali Canon. cap. 95. Damhouder. in Pract. vñum criminal. cap. 97. Iacob. de Bellonif. lib. 1. Pract. criminal. cap. 10. numer. 46. Et quant aux seditions, ou esmotions populaires, les perturbateurs du repos public ou sediteux, desquels est parlé, in l. si quis aliquid 38. §. auctores. D. de parricid. denuntiamus. Cod. de his qui ad eccl. confug. l. 1. & 2. Cod. de seditio: & de his qui plob. pro qualitate dignitatis aut in sur. canonic. tolluntur, aut bestin obiciantur, aut in infulam deportantur. Paulus libro quinto sentent. titu. 19. l. prima. Digesti ad leg. iul. Maiest. l. si quis paragrapho hi autem. Dig. de iniusto rupt. l. 3 §. que seditionem. Dig. de re milit. d. l. 2. C. de seditio: leg. 3. §. item si quis. D. ad legem Corn. de sicarij Barr. Angel. Arret. & alijs in.

ll. constituciones D. de appellat. Illes faut punir selon la qualité des personnes & circonstances du crime : car les vns doivent estre pendus, les autres bannis, & les autres perdre la vie selon la prudence du Juge, tellemēt que telle peine est arbitraire. *Damhouder. in pract. rer. crim. capite 63. Ludon. Carrer. in Pract. criminal in d. l. obferuare, §. Decimus nonus casus est. Bosius Tract. de sedis. & qui sint sedis. Capyc. Dec. 130. Boer. in Tract. de sedisios. Menoch. de arbit. ind. cas. 266. num. 5. & cas. 394. numero 78. Salices in leg. 1. C. de sedis. Dec. Confil. 256. Iulius Clarus libro 5. sent. §. ultimo question. 68. numero 36. Oldradus Confil. 391. Ananias, in capite cum ex iniuncto, ext. de heres. Hippolyt. de Marfin in Pract. crim. in verbo attingam, numero 41. Quant est de la force priuée, ceux qui la commettent sont punis, sont tenus de restablir, & si perdent la propriété & seigneurie de la chole par eux usurpée & occupee de force ou violence *Valent. Theod. & Aread. in l. si quis in tam-sam, 7. Cod. unde vidominus, constitutus possessionem, quam abstulit, restituat possessori, & dominium eiusdem reuocant.* Si verò alienarum rerum possessionem inuasit: non solum eam possidentibus redit, verum etiam estimationem earundem rerum restituere compellatur. *Zeno in leg. non ab re est. 10. Cod. de iur. l. 1. Cod. de iur. l. 1. Inuasor locorum pona tenetur legitimis leg. si quis ad se 7. C. eodem leg. l. de vi publ. Et recte in l. extat. 13. D. de eo quod metus causa, & l. penult. D. ad leg. Iuliam de vi priuat. dicitur inuasores, ius credui non habere, & multantes iertia bonorum, & infames fiunt, leg. 1. & vltima. D. ad leg. Iuliam de vi priu. §. ita tamen, l. i. tit. vi bon. cap. recuperande, Instit. l. de interdict. §. item lex Iulia de vi. Instit. de publ. ind. vide §. C. ad leg. Iul. de vi publ. vel priu. l. hoc iure 152. in princip. & l. non est singuli, 176. D. de regul. iur. Le Juge doit prudemment considerer les circonstances du crime ou delict, qualitez & condition des choses & personnes: & ainsi demeure la peine en l'arbitre du Juge. Laquelle est aussi par le droit Canonique, de l'amende de la troisieme partie des biens, comme il a esté dict cy-dessus, de la force publique, cap. 2. extr. de ordine cognit. *Bosius, Tractatu de vi publica, & priuata. Damhouder. in Pract. rer. criminal. cap. 100. Glossa in cap. 1. extr. de dolo, & contum. dict que la loy, si quis in tantum. C. unde vi, 1. alien aulsi es Clerics. Abbas in d. cap. 1. Felin. in cap. Ecclesia Sancte Marie, extr. de concess. cap. cum qui in fine. De prabend. in 6. Socinus tamen negat idem ius esse in rebus Ecclesiasticis, Regul. 192. nisi duobus casibus. Alber. in l. addictos C. de episcop. audient. Can. hi qui 14. q. 6. & ibi glossa 4. & in can. reos. 33. q. 5. Archidia. in can. cum homo 23. q. 5. Diaz de Loco in Pract. crim. Canon. d. capis. & Ignatius Lopper, ad eam, cap. 102. 95. Et s'il aduient quelques souflement d'une populaire ou commune, la Cour a accoustumē sur les informations, de decreter contre les Marguilliers ou Escheuins, & les particuliers, ainsi que declare M. Ayraud liure troisieme de l'ordre iudiciaire partie premiere, nombre treize, comme elle fit par Arrest du quatorzieme iour d'Octobre, mil cinq cens soixante & sept, contre ceux du Comté de Beau-fort, & decreta contre quelques vns particuliers denommez par les informations: & ordonna outre cela, que les Marguilliers dudit Comté seroient adiournez pour respondre aux fins & conclusions, que M. le Procureur general voudroit prendre contre eux, pour les voyes de fait, assemblees illicites, & contrauention faite aux Arr. pour si besoin estoit constituer Syndics: permet aux habitans de s'assembler, pour par leursdicts Syndics respondre aufdites conclusions.***

9. Ceux qui recelent les delinquans & criminels, & commettent aucunes rebellions contre les commandemens de Iustice, & tiendront fort en leurs maisons & Chasteaux, seront aussi punis extraordinairement, suiuant les Ordonnances des Rois François I. 1536. Chapitre 1. Article 33. 34. & 35. 1540 art. 27. François 2. 1559. Charles 9. 1566. article 26. & 29. & 1572. article 2. 3. & 4. Henry 3. 1579. Estats de Blois art. 191. & 193 mise au liure 9. de la Conference des Ordonnances Royaux, Tit. 9 Par Arrest des Grands Iours de Tours le 13. Septembre 1533, fut defendu à tous Gentils-hommes & autres de ne receler aucuns malfaitteurs sur peine de confiscation de corps & de biens, & autres peines arbitraires à la Cour: ains leur est enioinct de les prendre & amener prisonniers. Par le Droit, Latrones quisquis sciens asceperit, & eos offerre iudicibus supersederit, supplicio corporali, aut dispendio facultati pro qualitate persone, & iudicis estimatione plectetur, l. 1. C. de hi qui latr. l. 1. C. Theod. ord. tit. l. D. de receptor. ubi Marcianus recte scribit pessimum genus esse receptorum, sine quibus nemo latere din potest: & precipi-

tur ut perinde puniantur, atque latrones, & d. leg. 1. C. de his qui latrones, &c. §. leg. 1. C. Th. eodem tit. Par §. ipsos & reos pœna expellat. Bartol. in l. in furtis §. ope. D. de furt. Bartol. Anagel. §. Alber. in d. l. C. de his qui latrones. Vip. in l. quo naufragium 3. §. non tantum. D. de incend. naufr. receptores non minus delinquant, quam aggressores. Diocl. & Max. in leg. eos. C. de furtis. Bos qui à servo furum ablata scientes susceperint, non tantum de suscipiis conveniunt, sed etiam pœnali furti actione potest: & ad eam Bald. §. Cynus. Angelus Aret. Tract. malefic. in verbo, §. videri celestam num. 11. Ludov. Carr. in Præf. criminalis §. post vers. fol. 128. Damhoud. in Præf. Recrimin. cap. 116. numero 1. & 134. num. 2. Tul. Clarus §. Recus. §. fin. quæst. 90. §. 9. Baldus Cris. conf. 410. libro 2. & Confil. 48. lib. 3. Confil. 332. nu. 8. & seq. lib. 5. Riminald. Confil. 80. Rolland. à Valle Confil. 45 in l. dubio lib. 2. Menoch. lib. 2. de arbit. iud. Cens. 4. Cas. 348. Bostius Tract. de rapin. Foll. in Præf. criminali: Canonica §. bannatur post. numero 2. Hippolyte. de Marfil. Conf. 31. & 47. Pegner. in questione. crimin. 25. Chassan. in Consuet. Burgund. Riminald. junior. Confil. 106. vol. 1. Confil. crimin. Par le Droit Canonique, il est tenu rendre & restituer la chose. D.D. in cap. 18. De restitut. spoliat. Vbi recipiens rem inuasiat à spoliatore, teneur eam spoliato restituer, licet non probet dominium: & receptor es hæreticorum excommunicandi sunt, cap. 13. §. credentes, extr. de hæres. Clericus tamen receptor non fit infamis can. infamis 6. q. 1. & in §. hic colligitur 2. q. 3. Fel. & Anan. in cap. qualiter 2. §. ad corrigendos in 2. coll. præcipue si condemnatur ad restitutionem rei furto subtrahit, nisi aliam sit actionem furti. Tunc enim foret infamis. Ananias in d. capite qualiter. §. ad corrigendos col. 3. D. accusato. Il est bien vray que l'Ordonnance parle principalement de ceux qui recèlent les criminels & tiennent fort en leurs maisons & Chasteaux: & a esté môstré cy-dessus par nostre Auteur qu'en ce cas la Cour de Parlement baille commission pour faire assemblée de personnes, mesmes du Ban & Arriereban, & permission de mener le Canon & Artillerie deuant les maisons fortes & Chasteaux, où lesdits criminels se sont ainsi retirez pour euitier la iuste punitiõ qui leur est deuë pour les delits & forfaits. Au reste la peine contre les receleurs en France est arbitraire: & pour la matiere des receleurs de larcins, dont nous auons touché cy-dessus quelques auctoritez, faut encores voir la L. si quis perferendum 35. D. de furtis l. sacrilegijs pœnam 6. §. si qui ex metallis. D. a d. leg. l. ut. pecul. §. conceptum versic. sed & he actiones. Inst. de obligat. qua ex delict. l. si seruus inuit 4. D. commodati, Rolland à Valle 1. Conf. 45. où il est monstté, eum qui sciens res furtiuas recipit, furti teneri. Secus si ignorans. d. l. si quis perferendum 35. D. de furtis. l. si quis 12. Cod. ad legem Fab. de plagiar. Hippolyte. de Marfil. Confil. 33. criminali. Phocylid. Οὐχ ὅπου κρύπτει τὸν ἀπαχθάλον ἀνδρα αἴτιον. Ἀλλὰ ὅπου κακίῳ ἀποστεγᾶσθαι ἀνάγκη παλάμῃ σου δύναισθαι καλοῖς ἐπισυναγίζοντι. φρεσὶν μὴ διῆμι κλοπῆων ἀνδρῶν παρὰ σέβην. Αἰφίρτερον κλοπῆς καὶ διῆμῳ, ἢ ἐκλίστα. Non licet occultare vitum maleficum, ne puniatur. Verum necesse est criminis rem auersari. Sæpe cum malis moriuntur qui cum ipsis degunt. Ne recipias furum depositum furtiuum. Virique fures, & qui accipit, & qui furatur Platon traite plusieurs autres choses à ce propos en son liure 11. des loix. In Code. Legum Visigothorum lib. 9. tit. 1. Si ingenuus vel seruus sciens latrones celandos susceperit, presciet quos celauit, & ducentos illis accipias flagellorum. Quod si non presciet auerit abscondit, pœnam quam illi merebantur, incurrat.

x Par les Ordonnances de Charles 9. 1566. Estats de Moulins article 34. & 1572. à Amboise article 1. & de Henry 3. 1579. Estats de Blois article. 190. mises au liure 9. de la Conference titre 9. il est descendu sur peine de la vie à toas nos subieçs de quelque qualité qu'ils soient, outrager ou excéder aucuns de nos Magistrats, Officiers, Huissiers ou Sergens faisans, exerçans & executans aces ou exploits de Iustice. A ceste cause Charles 9. 1566. Estats d'Orleans article 92. & 1566. Estats de Moulins art. 31. Enioignons à toutes personnes d'obéir aux commandemens de Iustice qui leur seront faictez par les Ministres d'icelle, sans y faire resistance quelconque, sur peine de decheance de leur droit & d'estre reputé conuincus des cas à eux imposez, & autrement punis extraordinairement & à l'arbitrage de Iustice. Par le Droit, celui qui vise de rebellion ou rescouft des mains de la Iustice, Sergens, Huissiers ou Ministres d'icelle, en criminel & prisonnier, il doit estre puny. D.D. in l. ad Commentariensem 4. C. de cast. reor. l. q. motus 3. C. de exact. tribus. lib. 10. leg. 5. C. Theod. De executionibus. Cynus in l. si non conuict. C. de iniuriis. Bartolus in lege si quis §. si quis C. de pœnis. leg. ad delict. C. de Episcop. & aud. l. cuiusque §. fin. D. ad legem l. l. Maiest. Bald. in l. si quis id quod. D. de iurisd. dom. ind.

Guid. Pap. Det. quæst. 557. & 558. tient que tels criminels doivent perdre la teste ou la main. *Damhouder in Pract. rer. crimin. cap. 15. num. 29. & 30.* dit qu'ils doivent estre punis de mesme peine corporelle ou ciuile, à l'arbitrage du Iuge, que le delinquant eust pary s'il n'eust esté rescous par eux. Mais quand l'iniure ou excez est fait au Ministre ou Officier de Iustice, le delict est plus grand & punissable. *Paris de Syndic. in verbo iniuria officialis §. an si offic. process. in num. 4. Cypre. Decis. 139. num. 12. Oldrad. Consil. 7. Alber. in l. senatus consulto. D. de offic. pref. Alexander. Consil. 13. post. num. 10. vers. 6. Sexti præsuppo. lib. 6. Rollandus à Valle Consil. 48. num. 7. lib. 2. Abbas in cap. cum venissent, extra de iudic. in l. Clar. lib. 5. Ric. sent. §. fin quæst. 29. & 31. num. 26. Ludon. Carr. in Pract. crimin. §. circa vigitur tertium, fol. 2. 48. 49. & 250. Ioann. de Arno. in singul. 13. Felin in cap. ex litteris, cap. inquisitionis & cap. de causis. De offici. deleg. Boër Deris. 170. Guid. Pap. quæst. 557. Petr. Jacob. in Tit. libelli de consue. pecun. Vide Bald. in l. sit ut allegas. C. ad leg. Corn. de sic. Fab. in l. si seruus. C. de his qui ad Eccl. où ilstraitent que si le Sergent estant contrainct de mettre la main aux armes, tuë ou offense la partie cõtre laquelle il exploicte, est executable: pouruen toutesfois qu'il ne soit en coulpe ou faute. Nous auons monstré au premier liure, parlans des Huissiers du Grand Conseil & autres, que commetans abus ou delict en executant les Arrests, Commissions ou mandemens du Grand Conseil ils joient respondre pardeuant Messieurs du Grand Conseil, suiuant l'Ordonnance du Roy François 1. Ainsí est-il des autres Sergens ou Huissiers, mesmes du Chastelet de Paris: qui ont priuilege special de ne pouuoir estre tirez ne traictez, soit en matiere ciuile ou criminelle, pardeuant autres Iuges, que pardeuant le Preuost de Paris ainsí qu'il a esté souuent iugé & decidé par plusieurs Arrests, mesmes aux Grâds Iours de Troyes le 15. iour d'Octobre 1583. entre Iean Loré Sergent à cheual du Chastelet de Paris, appellant du Bailly de Vermandois ou son Lieutenant, & gens tenant le Siege Presidial à Reims; & Palquier Dambale intimé d'autre, par lequel fut dict mal iugé & mal ordonné par les Presidiaux de Reims, qui auoient debouté ledit Loré du renuoy par luy requis, bien appellé, en emendant le iugemét, furent les parties réuoyees pardeuant ledit Preuost de Paris ou son Lieutenant, pour proceder entre elles conformément aux Arrests confirmatifs desdicts priuileges. Condamné l'intimé és despens de la cause d'appel. Le Preuost de Paris en a donc la cognoissance, nonobstant la preuention qui en pourroit estre faicte par autre Iuge. Arrest du 18. iour de Feurier 1595. donné à la Tournelle, par lequel furent condamnéz en l'amende & és despens de la cause d'appel, quelques aceuſez appellans du decret de prise de corps decerné par le Preuost de Paris: lesquels auoient excédé vn Sergent à cheual dudit Chastelet. S'ils executent les mandemens d'autres Iuges: le Preuost de Paris n'en doit auoir la cognoissance. Arrest donné à l'Audience de la Tournelle le 20. Decembre 1577. sur vn appel interieté d'vn decret dudit Preuost, & fut dict bien appellé: & defences faictes à tous Sergens dudit Chastelet d'abuser de leursdicts priuileges, que la Cour declara lors auoir lieu seulement quand ils executent les mandemens du Preuost de Paris ou son Lieutenant. Au reste si les Sergens sont tuéz en faisant vn exploit de Iustice, leurs estats appartiennent à leurs vesues & heritiers, sans aucune charge d'hypotheques enuers les creanciers du defunct, comme il a esté iugé par Arrests des 11. Auit 1593. & 29. Ianuier 1594.*

11. Les personnes armées, masquees & desguisees, allans par pays, seront pourſuies à son de toqueslain, & toute voye d'hostilité, ou autrement suiuiés les Ordonnances de François 1. 1539. Article 1. 2. 3. 4. & 5. Charles 9. 1561. Henry 3. 1579. Estats de Blois Article 198. mises au liure 11. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 11. Polydore Virgil. liure 5. Char. 1. De inuentor. rer. dit aussi que les masquees soit defendues en Angleterre, à peine de la vie. Les Romains anciennement les permettoient à certains iours. Herod. liure 1. de son histoire. Ouid. 6. Fastor. Terent. lib. de spectacul. Papon en ses Arrests liure 23. Tit. 7. Deuteron. cap. 22. can. si qua mulier. Dist. 30. in legibus Longobardorum. tit. de homicid. seru. min. l. fin. Nullus præsumat aliam alienam, vel ancillam, quasi strigam, qua dicitur masca, occidere. Vide l. mima. C. de episc. aud. can. pro dilectione can. seneci. De Consec. Dist. 2. cap. cum decorem. De vita & hon. cleric.

11. Les Rongneurs & alterans les Monnoyes du Roy & autres trouuez saisis de songneurs & billon procedant de rongneure de Monnoye, & ayans crime de fausse

monnoye, seroit punis de mesme punition que les faux Monnoyeurs, sans y faire aucune difference. François 1. 1536. article 6. 1548. article 61. & 1549. article 21. mises au liure 9. de la Conference des Ordonnances Royaux tit 14. La peine des faux Monnoyeurs, sont bruslez & leurs biens confisquez, comme esclerit. *Accurs. in l. si quis nummos 2. C. de falsa mon. & comme la loy dict, Flammatarum exustionibus macipatur in Basil. lib. 60. tit. 69. Harmenopol. lib. 6. tit. 14. manus absconditur dignis supplicis addicendis, l. 1. C. de falsa mon. Eofsius tit. de falsa mon. Cepol. Conf. 77. Et 78. Bald. in l. qui falsam D. ad leg. Corn. de fals. l. quicumque 8. D. eod. tit. Iul. Clar. lib. 5. Recept. sent. §. falsum, num. 37. Et 38. Menoch. de arb. ind. lib. 2. Cens. 4. cas. 316. Et 360. Bartol. in l. lege Cornelia in principio, D. ad leg. Corn. de falsis. Alexand. confil. 121. num. 3. lib. 7. Fulgos. confil. 139. Peguer. in quest. crim. cap. 46. Deci. Tract. de crim. lib. 7. cap. 23. 24. 25. 26. 27. Et 28. Tom. 1. Panormit. Baldus in cap. quanto, col. 2. in principio, extr. de in reus. Et confil. 376. Hippoly. de Marsil in Conf. crim. 105. Et ad l. quasi falsam. D. de falsis. Aufrer. Decif. Thol. 162. Guid. Pap. Decif. quest. 443. Et 598. Jacob. de Bello Visu lib. 1. cap. 8. Damhoulder. in Pract. Rer. crim. cap. 65. En France ils sont suffoquez & bouillies en eau & huille. *Manuer. in Pract. tit. de pœnis mun. 3. Et 27. Baer. Dec. Burd. 254. num. 12. Bart. in l. lex Cornelia. D. ad leg. Corn. de falsis. l. igneus in reus. l. 1. §. non aliis, num. 597. D. ad Sillan. Iul. Clar. 5. sent. §. falsum, num. 57. [Cynus in l. 2. C. de falsa moneta, Marsil. l. qui falsam num. 99. de falsis. Alciat. Resp. 461. idem Marsil. Confil. 71. num. 12. Covarruvias paria 1. de veter. numif. in collat. cap. 8. sub finem. Menochius lib. 2. de arbit. indic. Cens. 4. casu. 316.] Mais Fulgosius Conf. 139. dict que la peine est diuersel selon la grande diuersité des monnoyes, condition, estat & qualité des personnes, statuts ou Coustumes des pays. Aucuns estiment qu'ils sont pendus. DD. in l. lege Cornelia cauetur D. ad leg. Corn. de falsis. Panormit. in d. cap. quanto De in reus. DD. in l. 1. C. de veter. numif. potest. lib. 11. sont punis extraordinairement à l'arbitrage du Iuge, l. seculariij, in princ. Et ibi Accurs. D. de Var. Et extr. crim. Damhoulder in Pract. rer. crimin. d. cap. 65. Les Egyptiens leur couppoient les deux mains, Diodor. lib. 2. du temps de Charles le Grand, lib. 4. cap. 33. vne main: Et lib. 7. leg. Visig. tit. 6. Au reste le Pape Pie 5. le 3. Nouembre, 1570. a fait vne belle Constitution, par laquelle la peine du dernier supplice est imposee, tant à ceux qui rognent, cizailent, ou couppent la monnoye, tant d'or que d'argent. Vide Cynum, Salices. Et Bald. in d. l. 2. C. de falsa mon. Alexand. Confil. 104. col. 2. lib. 1. cap. cum causam, cap. cum canonicis, sur de Confib. Hippol. de Marsil in repetitione, l. qui falsam. D. ad leg. Corn. de falsis. l. quicumque nummos. D. eod. tit. Paul. lib. 5. sent. tit. 25. Cuiac. 19. Obs. cap. 15. Papon 2. des Notaires liure 7. Chapitre du crime de faux. Bossi. Tract. de monetis, Et Tract. de falsa moneta. Aufrer. Dec. Thol. 161. lib. 3. cap. Carol. c. 13. Notez que les Alchymistes sont aussi punissables de mort, par l'Ordonnance de Henry 2. 1554. art. 10. Defendons à toutes personnes de quelque estat, qualité & condition qu'ils soient de ne faire, auoir, ou tenir en leurs maisons, ny ailleurs aucuns fourneaux, n'instrument propre à fondre, ou affiner metaux: & de n'en fondre, ou faire fondre, ny affiner aucuns, sinon en lieux publics à ce destineez, & purgeurs du mestier, ayans à nous le serment: sur peine de confiscation de corps, & de biens. Laquelle Ordonnance est mise au liure 11. de nostre Conference des Ordonnances tit. 6. La peine est capitale contre tels Alchymistes, l. 9. C. Th. de fals. mon. Lesquels sont aussi punis par les Canons & Decrets, can. episcopi, 26. q. 5. cap. spondent, Extrait. de crim. falsi. can. proinde, Extrait. de sent. extr. Oldrad. Conf. 74. Chassan. in Catal. glor. mund. part. 2. Conf. 40. D. Thom. 22. q. 77. Article 2. Par autre Ordonnance du Roy Henry 3. 1576. furent faictes semblables defenses: sur peine d'amende atbuiraire. Pareilles defenses reiterées en la Chambre des Monnoyes, seant à Tours, le 14. Iuillet 1592.**

13. François premier, 1531. & 1535. Cap. 19. art. 9. & 153. chap. 3. art. 8. mises au liure neuuesime de la Conference des Ordonn. Royaux, titre 13. Ordonnons que tous ceux qui auront passé faux Contrats, & porté faux tesmoignage, seront punis & executez à mort. Et par autre Ordonnance du Roy François premier, 1531. art. 5. les Financiers ayas falsifié acquits, quittances, cōptes, & Roollés des mōstres, seront pendus, & estranglez. Et par autre de Charles neuuesime mil cinq cens soixate & vn art. 5. Ceux qui seront conuaincus d'auoir falsifié, & contrefaict nos marques, qui seront mises es bous des pieces des draps, d'or, d'argent, & de soye, seront punis

comme

comme faux monnoyeurs. Et finalement par celle de Henry II. mil cinq cens cinquante, art. 16. ceux qui ont commis faulxeté au faict des Benefices, soient gens d'Eglise ou laïcs, seront punis suivant l'Ordonnance. Voilà les Ordonnances de France, parlans du crime de faux. Par le Droit civil, ceux qui commettent ce crime de faux, qui comprend plusieurs cas particuliers, spécifiez & declarez és titres des Pandectes, & du Code, *ad legem Corn. de falsis*, sont punis de deportation, avec confiscation de leurs biens & facultez, selon la qualité & condition des personnes delinquans. *Cap. 1. extr. de crim. falsi & ibi Abbas. Boër. Dec. 28. nu. 8. & 9. Gaudin. in de falsi. numer. 3. Angel. de malefic. in verbo. falsario. num. 48. Boss. Tract. de falsis. C'est vn crime capital, l. falsi §. & l. vbi 12. C. ad leg. Corn. de falsis, où il est dict, post probationem indicio capitali, si id exigat magnitudo commissi vel deportatione, et qui falsum commiserit, imminere. Et recte in l. 1. §. vlt. Dig. e. s. Pena falsi, vel quasi falsi deportatio est, & omnium bonorum publicatio, et si serua eorum quid admissi. ultimo supplicii afficiuntur. l. 1. §. vlt. D. de l. g. Cor. de falsis. §. item lex Cornelia de falsis. Infr. de public. iud. 12. C. ad leg. Corn. de falsi. Vna manus falsario abscinditur. Nouell. 17. & 42. comme nous auons cy deuant monsté pour les faux monnoyeurs. Nou. II. Leonis 77. Mortu p. xna falsarius subiiciendus sit: ipse falsarius pena, quam in alium machinari cogitari, credidit decolletur. Iulius Clarus lib. 3. Recept. sentent. §. falsum, num. 4. tient que le témoin, qui a depose faux en cause criminelle, & capitale, doit estre puny capitalement, quand il depose faux, dolo malo: mais quand c'est pour la iustification ou defense, il est puny de peine arbitraire, ou de deportation avec confiscation de biens: ou bien condamnation aux galeres: en cause civile, on leur coupe la langue, ou bien ils sont fustigez & battus nuds de verges. Ex lege 12. Tabul. Qui falsum testimonium dicitur, de saxo dectior. Agell. lib. 20. cap. 1. Iulius Clarus libro quinto Sententiarum, paragrapho fin. Quasi. 15. in legibus Longobardorum, libro primo, titulo de his, qui falsum contra legem. scilicet falsarius testu pena manus puniuntur. In Edicto Theoderic. regu cap. 42. Qui varium vel falsum testimonium dixerint, aut vtrique parti prodiderint, in exilium dirigantur lib. 7. li. 9. Visigothorum, titulo quinto. Persona honestorudiam partem facultatum amittat, sisco modu omnibus profuturam: minor vero persona manum perdat, per quam tantum crimen admisit. Sed loquitur de his qui regius auctoritates, & preceptis falsare praesumpserint. In regno Neapolitano ex constitut. Caroli P. Philippo ab Austria, l. 3. & 4. tit. de falsis. In causis criminalibus punitur pena mortis naturalis, irremissibiliter. Eadem pena puniuntur, qui consulerint, intruxerint, vel machinauerint falsum testimonium commissi. In causis civilibus tam testes, quam consulentes, pena truncationis manus dextera, & perpetui exilij puniuntur. Et si delictum reuocauerint, pena mortis. [Les subornateurs de faux temoins sont punis & condamnez à faire amende honorable, bannis pour quelque temps & au souët selon les circonstances, comme fut faict suivant l'Arrest du 2. Septembre 1596. donné en la Chambre des Vacations, confirmatiue de la sentence donnée au siege Preuostal de Melun, par laquelle vn nommé Noël le Bret fut déclaré deüement atteint & conuaincu d'auoir corrompu & fait depose faux à quelques temoins denommez par la sentence au procès civil d'entre luy & Jean Ronder: pour reparation de ce condamne ledit le Bret à faire amende honorable en pleine audience, les plaids ordinaires tenans, nuds pieds & teste nuë, en chemise & agenoux, la corde au col, retenu par l'exécuteur des sentences criminelles, tenant en ses mains vne torche de être ardante du poids de deux liures; & illec à haute voix dire & declarer, que comme mal conseillé & aussi malicieusement il auoit practiqué ledits temoins à depose faux à son profit contre ledit Ronder: dont il crie mercy à Dieu, au Roy & à Iustice, ce faict estre battu nud de verges par les quatre charrefours de la ville de Melun sur Yeuze: & outre condamné en trente escus d'amende enuers le Roy: & à tenir prison iusques à plein payement, & ledit payement fait, estre ledit le Bret banny hors de la ville & Preuosté de Melun pour cinq ans. Par ledit Arrest ladite appellation fut mise au neant, & ordonné que ladite sentence sortiroit son effect; & fut ledit le Bret audit Melun, où l'Arrest a esté executé.] Le Clerc pent en ce cas estre puny par le Iugelay en France; & nous gardons la Glose & les opinions de Cyn. Bald. & Sali. in l. nullum. C. de testib. Feder. de sensu. Consil. cons. 93. tene. in cap. Raynulfus, in verbo. & uxorem nomine Adalapham. Combien que plusieurs tiennent le contraire, Reland. à Vallé Consil. 12. vol. 2. & Cappe. Dr. 2. Par la constitution de Leon dixiesme, il est*

expressement ordonné que le faux tefmoin Clerc, qui a voulu opprimer vn innocée, sera deliuré à la puissance seculiere. *Conuait. in cap. quamuis pactum 1. partie R. delict. §. 7. nu. 6. De pactis lib. 6. can. 2. 4. incan. Apost. Abbas in cap. 1. de crim. falsi. Prou. 6. T. estem fallacem odit Dominus. 1. s. d. lib. 3. de summo bono cap. 9. La peine est expresse en Daniel, ch. 13. Deuter. chap. 19. Bal. in l. qui data, num. 10. Cod. qui accus. num. poss. l. enat. Loppex, ad Prax. crimin. can. cap. 117. Guid. Papa Dec. qu. 435. & 455. ex l. 1. D. ad leg. Corn. de falsis Henric. in cap. ad falsarium, extr. de crimine falsi. B. ser. Decif. quest. 31. num. 3. quest. 82. num. 3. 4. & 5. Faber & Salicrunt. maiorem. C. ad leg. Cornel. ne falsis, & idem Faber in d. l. vbi. C. eod. tit. cap. ad audientiam, extra de crimine falsi, parlent de ceux qui falsifient les lettres du Roy ou du Pape. Anciennement ceux qui falsifioient lettres estoient mis seulement au pillory, & leurs biens confisquez. 1022. Gall. quest. 2. 42. Quelques fois, comme en l'an 1395. ils n'estoient condamnés qu'en l'amende, dommages & interets. 1022. Gall. quest. 3. 46. ou M. du Moulin dict, que de son temps vn paillant & villageois, contre le sieur des Vrsins, fut ainfi puny. Mais il est plus raisonnable qu'ils perdent la vie. Comme vn marchand fort riche, ayant falsifié les Seaux d'un Juge, fut pendu le 14. iour de May 1550. Et vn Procureur de la Cour nommé Marechal, fut aussi pendu l'an 1566. pour auoir falsifié vn Arrest. Au surplus nous tenons, que les Clercs mesmes en crime de faux peuuent estre bannis par le Iugelay hors du Royaume, & de son territoire. Arrest prononcé en robes rouges la veille de l'Assumption 1540. par M. le President de saint André, recité par Rebuffe, Tom. 3. tract. de defect. & contumac. art. 3. gloss. vnc. num. 5. S. Ambros. 3. Offic. si alicuius publicum quis fecerit falso titulum sanguinis vnum adhibeant. Il est certain que celui qui est conuaincu du crime de faux, ou s'estre aydé d'une piece, ou instrument faux, il doit dechoir du droit qu'il pretend en la chose contentieuse, conformément à la dispositio ciuile, in l. in fraudem 45. §. quotiens D. de iure fisci. & ibi Bartol. Quod si ea aliter proferantur, quia ita protulerit, causa cadit, cap. olim. extra de rescript. cap. ad falsarium, extr. de crim. falsi. Boët. Dec. 291. num. 1. & 2. d. Diuus 37. D. ad leg. Corn. de falsis, l. si falsus 8. Cod. eod. tit. On ordonne la piece estre lacree. *Alexander. Conf. 43. vol. 4. per cas. quanto.* De his qui sunt à prelati sine cons. cap. Ainsi par l'Ordonnance du Roy Henry II. 1550. art. 16. est-il ordonné que lon petle le droit que lon pourroit pretendre au Benefice contentieux dont y auoit Arrest du 14. iour d'Aoult 1540. recité par Rebuffe cy dessus, & du Moulin, sur la fin du stile du Parlement Latin, art. 148. entre M. le Procureur General, prenant la cause en main, pour son Substitut au Chancelier de Paris, & frere I. N. appellans du Preuost de Paris, ou son Lieutenant, Conseruateur des Priuileges de l'Vniuersité dudit lieu, & anticipez d'une part, & M. B. anticipant d'autre: & encores frere M. Religieux, aussi appellant dudit Conseruateur ou son Lieutenant d'une part, & ledit B. inthimé d'autre: par lequel en infirmant la sentence dudit Preuost, ou son Lieutenant Conseruateur, & en emendant, la Coura declaré & declare la nomination & procuration faulse, & faulsement auoir esté par iceluy B. ou autre, de par luy faulfice: & comme elle a ordonné & ordonne ladite Cour, qu'elle sera lacree en iugement, & la procuration pour resigner ledit Prioré, grandement suspecte de faux & nulle, pour auoir par iceluy B. fabriqué ou fait fabriquer ladite faulse nomination, & esté d'icelle, & de ladite procuration: ladite Cour a condamné & condamne iceluy B. pour le cas priuilegié à faire amende honorable au Parquet de la Cour, nuë teste & nuds pieds, tenant en sa main vne torche de cire ardante, du poids de deux liures, en disant que faulsement & malicieusement, & doloement il a falsifié & fabriqué, ou fait falsifier & fabriquer ladite faulse nomination, & s'est aydé tant d'icelle faulse nomination, que procuration pour resigner, nulle & suspecte de faux, dont il se repent, & en crie mercy & pardon à Dieu, au Roy, & à l'ustice: & si luy a interdit le territoire du Royaume, iusqu'à deux ans prochainement venans, & l'a condamné en deux cens liures patis d'amende enuers le Roy, & à tenir prison iusques à plein payement d'icelles: & n'aura lieu ladite interdiction, iusqu'à ce qu'il ait satisfait, & payé ladite amende, & que le delict commun soit discuté & déclaré: pour lequel delict commun a renuoyé & renuoye ledit B. pardonant l'Euesque de Paris, ou son Official, pour luy faire & parfaire son proces, sur ledit delict commun: & a icelle Cour priué & de-*

bouré ledit B. de toute droit par luy pretendu audit Prieuré, & luy a imposé & imposé silence perpetuel, quant au possesseur dudit Prieuré: & si l'a condamné envers ledit M. iusques au iour de la subrogation dudit T. faire en son lieu, & depuis ladite subrogation envers ledit M. & pareillement envers ledit L. des despens, tant de l'instance de complainte de nouuelleté, cause d'appel, que des deux instances de fausseté, dommages & interets, procedans à cause d'icelles, deux instances de fausseté: & à tenir prison pour lesdits dommages & interets, iceux preallablement liquidez, lesdits dommages & interets procedans à cause de l'instance de complainte, & de nouuelleté pour raison dudit Prieuré, reservez à adjuiger à celui qui obtiendra au plein possesseur dudit Prieuré en fin de cause: & sera ledit procès principal pour raison dudit possesseur d'iceluy Prieuré, jugé par la Court entre lesdites parties, autres que ledit B. ainsi qu'elle verra estre à faire par raison. Papon liure 9. tit. 10. Arrest 1. & liure 22. des Arrests, tit. 11. Arrest 5. recite quatre autres Arrests du 9. iour de May 1469. le 8. Iuillet 1472. le 18. May 1514. & 1. Septembre 1515. Lequel Arrest du 18. May 1514. fut donné au profit du sieur de Montemaur, & la partie condamnée aux dommages & interets, pour sestre ayd d'un instrument faux. *Alioquin se persisteret, quasi falsarius tenetur, penult. C. de probat. R. buff. tom. 1. Tract. de mat. gloss. art. 12. gloss. vnic. num. 9. Boer. Decis. 82. Guida Pap. quest. 455.* Ce qui s'est tousiours pratiqué fort estroitement, mesmes de n'agueres en vn procès d'appel interjecté par Claude l'Aigneau, de la sentence donnée par le Bailly de Berry ou son Lieutenant, le 9. iour d'Aoust 1599 par Arrest donné en la Chambre des Vacations le 20. iour de Septembre audit an 1599. en infirmant ladite sentence sur l'appel interjecté par monsieur le Procureur general, à minima, fut condamné ledit l'Aigneau à faire amende honorable au sieg Royal d'Yssoudun à iour de plaid, iceux tenans: estant teste, pieds nuds, & en chemise, & à genoux, ayant la corde au col, tenant en ses mains vne torche ardante du poids de deux liures, & illec dire & declarer que malicieusement, indiscrettement, & comme mal-aduisé il a fait faire le pretendu testament, maintenu de faux, mentionné au procès, dont il se repent, & demande pardon à Dieu, au Roy, & à l'Instice: déclaré & declare ledit testament faux, ordonne que comme tel sera laceré en sa presence: ce fait l'a banny & bannist du Bailliage de Berry, & de la Prenoité de Paris, pour le temps & espace de neuf ans: luy enjoint garder son ban, à peine de la hard: & outre le condamne en cinquante escus sol applicables, à sçauoir est vingt-cinq escus pour la necessité des prisonniers, quinze escus aux Minimes du bois de Vincennes, & dix escus aux Minimes de Nigcon, & à tenir prison iusques à l'entier payement de ladite somme. La sentence au residu sortissant son effect: par laquelle ledit l'Aigneau auroit succombé en l'instance possessoire, au moyen dudit faux testamēt, & sur l'appel interjecté par ledit l'Aigneau, fut dict mal & sans grief appellé. Ordōné à son esgard que ce dōt estt appel sortiroit son plein & entier effect. *Int. Clar. 5. Rec. sent. §. falsum nu. 12. Boer. Dec. 291. nu. 2. Paulus Castren. in l. Polla. C. de his quibus vt indign. Il est aussi par le Droit, que ceux qui changent leur nom sont punis cōme faussaires, l. falsi nominis 13. in princ. D. ad leg. Corn. de falsis l. vnic. Cod. de mut. nominis. Bosius cap. 40. de mutat. nom. Faber in §. item lex Cornelia de falsis. Inst. de publ. iud. Gregor. Syntagm. 16. cap. 4. Berber. in 1. 1. iur. 1. part. Rubr. 11. Si le Sergeant fait aussi vn faux exploit, il est puny extraordinairement, comme de crime de faux Bartol. in l. qui nomine. D. ad leg. Corn. de fals. & si mulier. §. si feruui. D. Rerum amot. l. nullum. Cod. de testibus. Masuer. in Praxi. tit. de aduocat. num. 14. Guid. Pap. Decis. quest. 528. Et sont punis ordinairement de la peine de la mort. 1. §. sed & si quis, & ibi Accurs. & DD. D. ad leg. Corn. de falsis. Mais si par negligence ou inaduertence, ou simplicité, ils sont ordinairement condamnés aux dommages & interets de la partie & en l'amende, d.l. qui nomine. D. ad legem Corn. de falsis. R. buff. tom. 3. et de citat. artic. 5. gloss. numer. 5. & 6. Les vendeurs aussi à faux poids & fausses mesures, sont aussi punis, tant de disposition de Droit, que par les Ordonnances. Qui pondera & mensuras falsissent, regeantur, l. hodie 32. §. 1. Dig. ad legem Corn. de falsis. l. augustinus 6. D. de extraord. crim. l. si mensor. D. si mensor salum mod. Casiodorus lib. 11. Variarum Epistol. 16. Graue scelus esse indicamus aut mensura modum excedere, aut*

libram æquifursi pondere iustitiam non habere. Idem lib. 12. Par. epist. 76. Nullus q̄ antitatem iustitiae ponderationis excedat, siquæ libra iustissima: modus non eris rapicendi, si pondera sui sis excedere. Leuit. 19. & Deut. 25. lib. 60. Basil. tit. 51. cap. 33. Constitutio Caroli V. Imper. 1540. art. 113. Celuy qui sciemment vfe de fausses mesures, soit en vendant ou achetant, est tenu cōme de crime de larcin & de crime de faux, l. si quis uxori 52. §. maiora. D. de furt. l. 18. D. de dolo. d. l. anoniam 6. D. de extr. l. vlt. C. de suspector. l. 1. C. de discussor. l. 1. & 2. C. de ponderas. Nouell. 128. cap. 15. Iacobus de Belloujain Pract. crimin. lib. 1. cap. 8. nu. 8. 9. & 10. Alt. lib. 9. P. art. cap. 25. & lib. 10. cap. vlt. & lib. de ponder. & mensur. Glossa in cap. quia adiudicante. in versic. agri mensur. extra, de praescript. & ibi Abbas num. 6. Marfil. quæst. singul. 279. Vide Edict. Theodorici cap. 149. Par les dispositions Canoniques les Clercs qui ont commis le crime de faux, sont degradés & liurez és mains des Iuges laïcs, pour estre punis selon leurs forfaits & delicts, cap. ad falsarium, extra de crimine falsi, & ibi Gloss. postquam per iudicem Ecclesiasticum fuerint degradati, seculari potestati tradantur, secundum Constitutiones leguminas puniendi: per quam & laici qui fuerint de falsitate convicti, legittimè puniantur. Urbanus tertius in cap. ad audientiam 3. eod. tit. parlant de quelques Clercs qui auoient falsifié quelques lettres de Philippes Roy de France: Nec penam infligi facias corporalem, per quam periculum mortis possint incurrere, sed eu à suis ordinibus degradati, in seipsum malefici charactere aliquem improbitatis quas inter alios cognoscantur: & prouinciam ipsam eos abinrare compellens, abire permittas. Felin. in cap. 2. extra de rescript. l. ason. in repet. legu. admonendi. D. de iuricir. ante num. 149. Concil. Constant. in 18. sess. can. 3. Hostiens. l. can. Andreas. Butrig. & aliq. D. D. in cap. ex litem, extra de fide instrum. Panorm. in cap. 10. in 2. notab. extra de rescript. Id. Hostiens. in Summa §. fin. eod. tit. de crim. falsi. Diaz de Luco in Pract. crim. cau. cap. 108. cau. si quis conuictus 22. q. 1. Guid. Pap. Consil. 111. Ceste mauere est si ample qu'il faudroit vn gros volume pour la traicter exactement: mais il suffit auoir monstré ce qui sert à nostre sujet, ayant mesmes cy deuant enseigné, comme les inscriptions en faux se doiuent faire, suivant les Ordonnances de France & Pratique. La piece exhibee & representee nous fait paroistre le faux. Inspectio ipsa saltem sapere deprehendit: aboque deprehendi, & coargui qui potest. l. 2. §. inspectio. D. Quemadmodum testam. aper. D. D. in cap. 3. 4. & 6. extra de fide instrum. Car nous anons dict quel on se doit premierement inscrire en faux au Greffe de la Cour & iurisdiction, où le procès est pendant, sur requeste presentee, pour apres la signification faite à partie aduersè, la piece maintenuë de faux demourant au Greffe, & l'original estant apporté, on fournit de moyens de faux: sur lesquels les Iuges ordonnent ce qu'ils trouuent raisonnable: mais nonobstant ceste forme de proceder, on peut encores vfer de comparaison de lettres & inspection de la piece ainsi maintenuë de faux par gens experts & entendus au fait & d'escriture, suivant la disposition civile, en vertu de commission, si le procès est pendant en la Cour de Parlement: sinon le Iuge fait faire telles comparaisons en la presence: & en peut nommer aussi de son office, à fin de scauoir la verité. Jugé par Arrest de la Cour le 7. iour de Ianuier 1575. Et pour faire instruire ou declarer vn instrument faux, il faut qu'il y ait quatre tesmoins conformes. D. D. in cap. cum dilectus, extra de fide instrum. Mais Balde dit qu'il faut trois tesmoins au moins. Conf. 403. num. 1. vlt. 5. Vide Bartol. in l. 1. §. fin. num. 5. D. Instrum. quemadmodum. aper. & in rep. l. in exercendo. C. de fide instrum. Felin. & aliq. in cap. cum Ioanne extra eod. tit.

14. Les parricides sont punis de mort, pendus & bruslez en France, & non pas selon la rigueur du Droit civil, l. vnic. C. de his qui par. vel lib. occid. l. vnic. C. Theod. eod. tit. l. 9. D. de lege Pomp. de par. Suet. in August. cap. 33. Paul. V. Sent. Cicin. Orat. pro Rose. Amer. & in lib. de Orat. Senec. pater. 5. Contromer. 4. §. alia deinde lex. Inst. de pub. ind. Theophilus. Inst. tit. de pub. ind. Diogen. in Solone. Herodot. Clio. Diodor. lib. 2. Flor. ep. 68. Plato, lib. 9. de legibus. Plutarchus in Romulo. Lucret. Satyr. 8. videtur alludere:

Cuius supplicio non debet una parari
Simia, nec serpens vnus, nec cullem vnus.

Bald. in l. vn. Cod. de his qui par. vel lib. occid. Chassan. ad consuetud. Burgund. tit. des Iustices, numer. 28. Ioseph. lib. 17. c. 7. Diodorus Sic. lib. 1. c. 8. Rebutte, in praesat. Conf. regiar. num. 109. Iulius Clarus, lib. 5. Recept. sent. paragrapho parricidium, numer. 5. Placa, lib. 1. de del. cap. 22. numer. 16. Menoch. de ind. arb. cas. 335. num 15. & 360. Dec. tract. de crimin. lib. 9. cap. 10. tom. 2. & cap. 16. eod. tom. Bamsfacius de Pital. tract. de malefic. Tib. de parricid. Gozsius de dilectis, tom. 3.

cap. 3. num. 3. Damhoud. in Prax. rer. crim. cap. octuagesimo septimo, Couuarr. lib. 2. Var. Resol. cap. 10. Ignat. Lopez. in Prax. crim. Can. cap. 95. Petr. Greg. 2. Syntagm. li. 26. cap. 24. Plutarch. in Ep. Er. Eymar. Matthæum Paris. in Henr. 3. raconte vne histoire memorable d'un parricide, commis le Dimanche de la passion, en l'an mil deux cens cinquante & cinq. Papon au second des Notaires, liure septiesme, chapitre du crime de parricide, & liure 22. des Arrests, Tit 24. Par le droict Canonie les Cleres sont degrezdez, & mis entre les mains du Iuge feculier. Abbas. in cap. nisi clerici, extra de iudic. & cap. cum non ab homine, eod. tit. in cap. 1. in fine, De homicid. & cap. nouimus, extra de verb. sign. Gloss. in cap. ad reprimendum. De offic. ord. in cap. sua, extra de penit. Petr. Blefens. Ep. 33. Rothom. Arch. ad Henr. Anglor. reg. Parricida censetur, qui in parentes armati insurgunt, quos & leges saculi damnant, & canones a beneficio successioni excludunt Felin in cap. 1. extr. de constit. & in cap. inquisitionis, eod. de accusat. Diaz de Lugo. in Pract. crimin. Canon. cap. 90. Par le droict diuin. Exod. 21. Qui percusserit patrem suum vel matrem, morte moriatur, & qui maledixerit patri, vel matri, morte moriatur. Lewis. cap. 20. Qui maledixerit patri suo aut matri, morte moriatur: patri matrique qui maledixerit sanguinem eius sit super eum. Prouerb. cap. 20. Qui maledicit patri suo, & matri, extinguetur lucerna eius in medijs tenebris. Prouerb. cap. 19. & 30. Es velle Vlpian. in l. 1. §. si filius, D. de obsequ. parent. si filius matrem aut patrem, quos venerari oportet, contumeliam affecerit, vel inopia manus eius adfecit. Praefectus urbi delictum ad publicam pietatem pertinens, pro modo eius vindicat. In Legibus Visigoth. Tit. vii. de eade, & morte hominum. l. 17. & 18. ils sont priuez de leurs biens, & facultez: & encores de la mort. Toutesfois quand les parens les demandent pour les punir & chastier, ils ne laissent de perdre leurs biens, au profit des heritiers de celui qui a esté occis. En France, comme il a esté dit ils sont pendus, & punis bruslez, ainsi qu'il a esté souuent pratiqué aux Grands Iours de Ryon en Auvergne, par Arrest du quinziesme iour de Septembre 1546. Maistre André Portulier Prestre, pour auoir tué Guillaume Portulier son frere, & commis trois ou quatre incestes & autres cas mentionnez au procez, nonobstant deux remissions par luy obtenues, fut condamné à estre attaché à vn posteau, à l'encontre duquel son corps seroit ars, bruslé & consummé en cendres, & condamné en quatre cens liures parisis enuers le Roy. Par Arrest du sixiesme Avril 1554. ou 1556. selon quelques vns, Maistre Iean Tarquet, Aduocat à Nyort, pour auoir fait tuer son pere, fut condamné par Arrest à estre traîné sur vne claye, puis la conciergerie du Palais à Paris iniques à saint Iean en Greue, tenant vne torche ardente du poids de liure, & là estre tenaillé par les bras & iambes, puis en fin estre rompu sur vn eschafaut, par les bras & iambes seulement, & ce fait estre ards & bruslé: & encores le meurtrier fut par ledit Arrest condamné à estre pendu & estranglé. Et de nagues Aussy à l'endroit d'un nommé Aubert qui auoir baillé vn coup de cousteau à sa belle mere, par arrest du 29. iour de Iuillet donné en la Tournelle, 1597. confirmatif de la sentence du Bailly de Berry ou son Lieutenant à Yssoudun. Et auparauant par Arrest du dixneuuesme iour de Iuillet 1578. Vincent Passagier, fils de Pierre, & Ieanne Robin, fut en infirmant la sentence du Bailly de Berry, ou son Lieutenant à Yssoudun, condamné à auoir le poing coupé, pendu & estranglé, & son corps mis en cendres. Il auoit baillé trois coups de dague à son pere.

15. Les femmes recelans leur grossesse & enfantement, seront tenuës & reputées auoir homicidie leuantant, & punies de mort & dernier supplice, de telle rigueur, que la qualité particuliere du cas le meritera, par Ordonnances du Roy Henry 2. 1556. mises au liure 9. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 11. où le Lecteur aura recours s'il luy plaist, tant pour les Annotations que le texte entier de l'Ordonnance. Par Arrest donné au Parlemēt de Tours, l'onziemesme iour de Iuillet 1591. Marguerite Chefgron du Chastelet en Berry pour auoir paillardé & tué son enfant, fut condamnee à estre pendue & estranglée: ledit Arrest confirmatif de la sentence donnée par le Bailly du Chastelet ou son Lieutenant. Et si fut enjoinct par ledit Arrest, au Iuge à peine de suspension de son estat, & au Curé à peine de saisie du temporel, faire publier par chacun premier Dimanche du mois l'Edit fait contre les femmes recelant leur grossesse. Et auparauant par plusieurs Arrests du Parlemēt de Paris, a esté enjoinct à tous Curez de publier & denoncer au peuple, le contenu en ladite Or-

don. à leurs proches de Messes Parochiales, de trois mois en trois mois: & que tât les Procureurs du Roy, que des Hauts Iusticiers tiennent la main à ladire publication. Il ne sera hors de propos, de mettre en cest endroit vne histoire tres-memorabile, aduenue en l'année 1588. en la ville de Reims, qu'une fille châmbrière d'un Bourgeois de ladire ville, fut fausement accusée d'auoir suffoqué son enfant, que l'on disoit estre sorti d'elle: & la fille du maistre, pour cacher son péché & paillardise, auoit tué son enfant & l'auoit mis pres de la seruante, cependant qu'elle dormoit. Le Magistrat fait prendre la chambrière, luy fait son procez, elle est mise à la question: qui confesse le crime qu'elle n'auoit pas commis: estant hors destourments, denie le fait: mais le Magistrat attribue telle variation à l'inconstance feminine: la condamne à estre pendue & estranglée. Elle se recommande à Dieu & à la Vierge Marie de tout son cœur. En fin elle est pendue, & demeure trois iours entiers pendue au gibet,aine & pleine de vie, iusques à ce que quelques passans par là, sçachans & entendant le fait, par quelque indices, rapportent & font entendre le tout au Magistrat: lequel y court avec le peuple La corde est coupee, & la chambrière ramenee viuante & saine en la ville. Le Magistrat se fait du Maistre, de sa femme, & de leur fille: mais eux vaincus confessent tel crime & manifestent l'innocence de la chambrière. Apres leur confession ils furent bruslez rous vifs. Ceste histoire est recitée par plusieurs Auteurs & entre autres par Michel Arthinger, d'Aultriche, & Chappuis, laquelle seruira pour deterrer telles meschantes, qui sont si perduës, & abandonnées à commettre tels actes meschans, & detestables. *Ouide.*

Qua prima in istis teneros conuelleret fœtus,

Militia fuerat digna perire sua.

Idem alibi, Sape suos vitro qua necat, ipsa perit. Tertull. li. de anima ca. 14. raconte plusieurs belles choses à ce propos, & idem in Apologes. cap. 9. Nobis homicidium interdictum, & nam co-septum vitro, dum adhuc sanguis in hominem delibatur, dissoluere non lice: homicidij statutio est prohibere nasci: nec refert, qui natam eripiat animam, an nascentem disturbat. In Legib. v. r. sig. lib. 6. Tit. 3. l. 7. Prouincia index, ut territorij, vti tale factum repererit, non solum operari eum criminis huius publica morte condemnet &c. Laflant. lib. 6. Diuin. cap. 10. Exod. cap. 21. Minutius Felix in Octauio, qui liber subijciuntur Armbio, sunt qua in ipsis visceribus, medicaminibus opoi originem futuri hominis extinguunt, & parricidium faciunt, ante quàm pariant. Et autres lieux & passages, cotrez en la Conference des Ordonnances Royaux au lieu sus allegué. Linte neufiesme Tit. 11. Hotom. Confil. 96.

16. Les Voleurs & guetteurs de chemins seront punis, à sçauoir les bras leur seront brisez & rompus en deux endroits, tant haut que bas, avec les jarrêts, iambes & cuisses & mis sur vne rouë haute, plantee & enleuee, le visage contre le ciel, où ils demoureront viuans, pour y faire penitence, tant & si longuement qu'il plaira à nostre Seigneur les y laisser morts, iusques à ce qu'il soit ordonné par Iustice, suivant l'Ordonnance du Roy François I. 1534. mise au liure 9. de la Conference des Ordonnances Tit. 10. Et par autres Ordonnances des Roys Henry 2. 1547. Henry 3. 1579. Estats de Blois, article 194. mises au mesme lieu. Toutes personnes indifferement ayans commis meurtres de guet à pend, seront punies de la peine de la mort, sur la rouë. Le mesme Roy Henry 3. 1579. Estats de Blois article 195. Ceux qui auront commis assassinats, ou qui auront loué aucunes personnes pour ce fait, à prix d'argent ou autrement seront punis de peine de mort, encotes que l'effect ne s'en soit ensuiuy. Il faut examiner ces Ordonnances, & noter qu'en France pour le premier larcin on est communement puny du fouier. *D. D. in Authent. Sed nouo iure. C. de seruus fugit. Glossa in casu qui fortitudinem 13. q. 3. Bald. in §. si quis quinque solidos. De pace ten. in r. sub. fin. d. & in d. Authent. sed nouo iure, nu. 3. C. de seruus fugit. Menoch. Tract. de arbit. iud. lib. 2. Cent. 3. Casu. 295. Iulius Clarus lib. 5. recepti. sent. §. furtum num. 7. & 15. Gom. f. Tom. 3. Variar. Resol. de delict. cap. 5. nom. 10. Damhoulder in Praxi rer. criminal. cap. 110. num. 31. 32. 33. 34. & 35. Lafen. in §. en maleficiis Inst. Vibon. rap. Iacob. de Bello visu lib. 1. Prax. crimin. capit. 10. num. 5. 8. 15. 21. 28. & 51. Nisi famosus latro sit &c. in signu. l. capitalium §. famoses D. de penis. d. §. si quis. De pace tenenda. Masuer. in Praxi Tit. de penis. num. 1. & 5. Gund. Pap. Dec. 589. Boer. Decis. 173. num. 2. Bald. in d. Authent. Sed nouo iure. Cod. de furtis. Damhoulder in Praxi rer. crim. cap. 102.*

Idem. de Bellovisi. lib. 1. Prax. crimin. cap. 10. Contra tamen sentiunt aliqui DD. & præcipue Paulus Castor. Et Salic. ad d. Authent. Sed novo iure. & Pano. in cap. inter alia. extr. de immu. Eccl. l. verum est. D. de furtis. Paul. lib. 5. sent. Par les Loix des Lombards, primò oculis extinctis, secundo nasi amputatio, tertio suspendium. Iulius Clar lib. 5. sent. §. furtum. Furca figebantur latrones famosi, d. l. capitalium 28. §. famosi. D. de pœnis. Paul. lib. 5. sent. hodie furcarum supplicium plebei ac infama totis hominibus irrogari soles, capitum amputatio nobilibus. Bart. ad d. l. capitalium. Xenoph. lib. 3. Αὐθὺν. ὅταν μὲν δὲ τὰς τοὺς ἀπαλάειν ἐπὶ κἀλλισιν ἢ δ' ἀπὸ τῶν ἰδίων ὄντων. Cuiac. 16. Obs. cap. 1. Petr. Fab. lib. 1. Semeit. cap. 4. & li. 2. cap. 7. Les volcans en France, de la qualité contenuë en l'Ordonnance, sont punis du supplice de la rouë, qui est assez ancien comme plusieurs tematquent; Calvus Rhodigin. lib. 10. antiq. lect. cap. 5. Brodau li. 2. Miscel. ca. 10. Adrian. Turneb. in Adversariis. Il y avoit bien, Rota Gracorum, quo tormenti genere corpus distendebatur, torquebatur & cruciabatur. Dont Cicéron 5. Tuscl. Apul. 3. Et 10. de asin. aur. Ioseph. Plutar. & Suidas, font mention. Mais Langlaus lib. 10. Otij semeit. cap. 3. est de contraire aduis. Aymoin lib. 3. hist. Franc. cap. 12. & lib. 5. cap. 50. Ragueau en son indice, in verbo, rouë, Cuiac. lib. 5. Obs. cap. 28. Niceph. lib. 7. hist. Eccl. cap. 13. Latrones publici, insidiatores itinerum & depulatores indilate sustinet, de laqueis, notant DD. in l. prouinciarum 9. C. de feris. nec tales gaudent immunitate, cap. 1. De homicid. DD. in cap. fin. Et cap. inter alia, extr. de immu. Eccl. Masuer in Praxi Tit. de pœnis, num. 3. Par le droit Canonique les Clercs sont demis de leur Ordre, cap. cum contingat. De for. comp. extra. Et ibi Abbas, cap. cum non ab homine, extra de iudic. can. presbyter. Dist. 81. Innoc. in cap. iue, extr. de pœnis, & ibi Ioan. Andr. Diaz de Luco in Praxi. crim. can. cap. 84. Au reste les Ordonnances veulent que les homicides de guet à pend, ou assassinateurs, soient punis de meisme mort, qui est de la rouë: mais par le droit, Iulius Clar. sent. §. Assassinium, num. 4. Plac. lib. 1. delict. ca. 19. nu. 5. Ludov. Carrer. in Praxi crimio. Damhouder. in Praxi. Rer. crim. cap. 83. nu. 2. Glossa in c. 1. de homic. l. 6. Barrol. in l. Cicero. D. de pœnis, Et in l. non solum, si mandatio meo. D. de iniuri, tiennent que telles personnes doivent estre punies de la peine du dernier supplice: mais les vns disent iceux estre tirez à la queuë d'un cheual: les autres mis en quatziers. Chopin. l. 1. de Andeg. Tit. 4. Par le droit Canonique ils sont prieuz de leurs benefices, degrez & mis entre les mains du Iugelay, quand l'homicidé est qualifié, Gloss. in cap. ficus dignum. De homic. ca. cum non ab homine De iudic. extr. cap. iue. De pœnis, extra. Et faut qu'il y ait sentence. Autrement, non privatur ipso iure. Innoc. in cap. cum nostris. De Conc. preb. Bald. in l. cum fratre. C. de his quibus, ut ind. Philipp. in c. seiscitatus, & cap. ex parte. De rescript. extra. Anan. & Fel. in d. cap. inquisitione extr. de accus. Diaz de Luco in Praxi. crim. can. cap. 88. Ignar. Lopez ad eandem, cap. 97. L'Ordonnance de Blois dit que le seul attentat est puny, selon l'opinion de quelques Docteurs. Angel. Conf. 14. in questione premissa. Didac. Couuar. in repet. Clem. si furiosus. D. homic. Et lib. 2. Var. Rejol. cap. 20. Plac. lib. 1. delict. c. 19. nu. 9. Cappy. Decis. 112. & 155. l. i. qui cum telo. C. id leg. Corn. de sic. Ignarus in l. 1. §. occisorum. num. 41. D. ad syllam. Au reste pour le crime d'homicide, Iulius Ciarus lib. 5. Recept. sent. §. homicidium num 18. dit que la peine de tel crime est selon le droit commun, qu'il doit estre puny de la peine introduite par la Loy Cornelia: De sicariis. l. 1. l. 3. §. legis Cornelia. D. ad legem Corn. de sicar. qui est la deportation avec confiscation de biens: Laquelle n'est plus en vſage. Angel. in d. §. legis Cornelia. D. ad leg. Corn. de sic. Plac. l. 1. delict. cap. 10. Bosius Tit. de homicid. num. 109. Ludov. Carrerius in Praxi. criminali. in verbo homicidium. Damhouder. in Praxi. rerum crimin. cap. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 81. 84. & 85. Mais tous homicides sont punis de mort auourd'huy, d. l. 3. §. legis Cornelia, Et l. qui eadem 16. D. ad leg. Corn. de sic. §. item lex Cornelia. Inst. de publ. iud. Paul. lib. 5. sent. Bartolus in l. 1. §. Diuus. Digesti eodem tit. l. 3. Cod. de episc. aud. l. 1. C. Quando liceat unicuique se vind. l. secularij. §. sunt quadam. D. de extraord. crimin. Gloss. in l. vnc. C. de capt. virg. & autres assez vulgaires. Agathias libr. 4. histoire. Ce qui est conforme au droit diuin, Genes. 4. & 9. Deuter. cap. 5. & 19. Exod. cap. 20. & 21. Len. cap. 24. numer. 5. Matthis cap. 5. 19. & 26. Ioann. Apocalyp. cap. 13. Epistol. Ioann cap. 13. où le Lecteur aura recours, s'il luy plaist en prendre la peine. Iulius Clarus lib. 5. sent. §. homicidium num. 20. pour le Droit Canonique. Hoteman. Confil. 67. il ne s'en point icy parlé des Estracteurs, desquels la peine est assez exprimée en Droit, l. qui dolo. D. ad legem Iul. de vi, publ. l. 1. §. & item effractores cum leg. l. q. D. de effractor. Boët. Dec. 173. num. 1. Boss. Tract. de ef-

fractis. Côme aussi ie passe les Duels qui sont defendus à toutes personnes prieées par Ordonnance de Charles cinquième, dont fait mention *l. ann. Gall. quæst. 76. 77. & 85.* & le Bourellier en la somme rurale, reseruant ceste maniere en nostre Conference, & me contenteray de reciter l'Arrest de la Cour donné en la Tourneelle & leu à l'Audience le 26. iour de Iuin 1599. sur le procez criminel fait à Hectur Durandi, & Barthelemy Lully: par lequel furent faites inhibitions & defences à tous subiects du Roy, de quelque qualité & condition qu'ils soient, prendre de leur autorité prieée par duels la reparation des iniures & outrages qu'ils pretendent auoir receus: ains leur enioinct se pouruoir pardeuant les Iuges ordinaires, sur peine de crime de leze Majesté, confiscation de corps & de biens, tant contre les vians, que les morts: ensemble contre tous Gentils-hommes & autres qui auront appellé & fauorisé lesdits combats, assisté aux assemblees faites à l'occasion desdits querelles, comme transgresseurs des commandemens de Dieu, rebelles au Roy, infracteurs des Ordonnances, violateurs de la Iustice, perturbateurs du repos & tràquillité publique. Enioinct ladite Cour à tous Gouverneurs des Provinces, Baillifs, Seneschaux, Prenoits des Mareschaux, Vi-Baillifs & Vi-Seneschaux, & autres Officiers dudit Seigneur empêcher lesdits Duels, se saisir de ceux qui se trouueront aux assemblees, informer des causes & occasions d'icelle: & aux Substituts dudit Procureur general esdits Bailliages & Seneschauſſees faire diligence qu'il soit procedé à leur requeste contre eux comme criminels de leze Majesté: enuoyer au Greffe de la Cour les procez verbaux & Informations sur ce faites. Sera le présent Arrest leu & publié à son de trompe & cry public par les carrefours de ceste ville de Paris, & faux-bourgs d'icelle, & enuoyé aux Bailliages & Seneschauſſees de ce ressort, pour y estre leu & publié. Enioinct aux substituts dudit Procureur general de faire proceder à la publication, informer des controuuentions, & certifier la Cour de leurs diligences au mois. Par le Droict Canonie, la monomachie ou les duels sont aussi prohibez. *Can. 22. 2. q. 5. cap. 9. Ne clericus vel monachi. Consil. Later. sub Alex. 3. cap. 20. cap. 2. eod. tit. in 4. Compil. Concil. Trident. session. 25. de reformat. cap. 19. cap. 1. de cler. pugn. in Duello, & ibi Ananias. Roll. à valle Conf. 4. Vol. 2. Petr. Gregor. 3. partie syntagm. iur. lib. 48. cap. 15. Petr. Foller. in Pract. crim. can. 2. partie, cap. 27. Ignat. Lopez in Pract. crim. can. c. 100. Tho Carnot. Epist. 74. 78. 91. 234. 242. & 283. *ix enim aut nunquam sine sanguinis effusione transigitur.* [Par la constitution du Pape Iules 2. du nom pugnantes in duello, & duellum permittentes quacumque causa, & iam iure probata excommunicantur, eisque sepultura in loco sacro denegatur, data Roma V. Kal. Augusti. 1505. Et de Leon x. data Roma 10. Kal. Augusti. 1519. Iure Canon. monomachia prohibetur can. monomachiam 2. q. 5. cap. 1. & 3. de purg. vulgari. Mais par le droict Ciuil, il semble que les duels sont permis & tolerez en certains cas. Bald. in l. cum §. fin. de legat. 2. Bartol. Alex. & Lasen in l. ex hoc iure D. de inst. & iure Idem Baldus in l. de hu C. de positi & in l. cum filius §. fin. de legat. 2. Chopin lib. 3. de Domauio tit. 26. num. 15. 16. 17. 18. 19. 20. & 21. Idem lib. 3. de primogen. rusticor. cap. 13.]*

17. Ceux qui se tuent eux-mesmes ou qui se precipitent de faict ou tuent, sont aussi punis en leurs corps ou cadauer. Le Iuge du Haur Iusticier, au territoire duquel tel delict a esté cõmis, doit faire procez verbal du lieu, auquel le defunct a esté trouué pendu & estranglé, ou autrement homicidé, & outre fera visiter en sa presence le corps ou cadauer par Barbiers ou Chirurgiens: informera à la requeste du Procureur du Roy ou d'office, de la vie & mœurs du defunct, & comme s'il est homicidé ou pendu, s'il estoit furieux ou malade, & de la cause pour laquelle il s'est deffait. Le Iuge en apres par l'aduis des parens du defunct, si aucuns en a, ou bié de son office crée un Curateur au corps mort pour le defendre & alleguer pour sa iustificatiõ tout ce que bon luy semblera. Interrogera le curateur sur les charges & informations, repetera les tesmoins, & les confrontera audit curateur, luy demandant s'il a quelques reproches à proposer contre les tesmoins. Le Procureur du Roy ou Fiscal baillera ses conclusions, & le curateur au corps mort ses defences par attennation. Ce fait le Iuge baille la sentence. Veule le procez criminel fait à la requeste du Procureur du Roy ou Fiscal, & au corps de defunct tel, & à tel curateur crée audit corps: Le procez verbal & par nous parfait de l'estat & lien, auquel ledit corps mort a esté trou-

ué, le

et les informations faites à la requeste du Procureur du Roy ou Fiscal. Acte fait pardevant nous, contenant la creation dudit curateur creé pour la defense dudit corps en datte, &c. Interrogatoires faits audit curateur, recollement de tesmoins, & confrontation d'iceux faite audit curateur. Le rapport des Barbiers qui ont veu & visité ledit corps mort: conclusions dudit Procureur, &c. avec les defenses dudit curateur, le tout veu, &c. Nous pour les cas mentionnez au procès, auons ordonné que le corps mort dudit defunct tel, sera traîné sur vne claye, en tel lieu: & illec pendu par les pieds à vne potence, qui pour cest effect sera dressée audit lieu, pour y demeurer l'espace de six heures: ce fait traîné à la voirie. Declavons tous & chacuns les biens dudit defunct tel, acquis & confisqueés à qui il appartiendra, sur iceux & autres, non sujets à confiscation, prinſes les sommes de tant, &c. d'amende, en laquelle auons condamné ledit Curateur envers le Roy, ou tel Seigneur haut-Justicier, que de telle somme applicable aux pauvres de tel lieu, &c. Ainsi fut ordonné par Arrest du neufiesme iour de Feurier 1587. que le corps d'un quidam, lequel estoit coupé la gorge, en la Conciergerie du Palais à Paris, seroit traîné de ladite Conciergerie à la voirie, pres Mont-faucon, ayant les pieds attachez au derrière d'une charrette, le visage contre terre, & pendu en vne potence, dressée en ladite voirie, pour cest effect. *Damhouder. in Praxis rer. crim. cap. 88.* leurs biens font entierement confisqueés, liure quatriesme du grand Coustumier, titre des peines, vers. vn homme prisonnier. *Ioan. Gualquart. 56. art. 4. & quest. 138. Rebuff. in constit. Regias, in presat. numer. 118.* contre la disposition ciuile, *toti tit. de bonis eorum, qui mortem sibi cons.* Quelques-fois on les fait pendre la teste en bas, le proces estant fait & parſait au corps mort. Par Arrest du neufiesme iour de Feurier mil cinq cens octante sept vn prisonnier estant en la Conciergerie du Palais, aduertý qu'il estoit condamné à estre pendu & estranglé se coupa la gorge: mais il fut dit par ledit Arrest que son corps seroit traîné de ladite Conciergerie à la voirie pres Mont-faucon, ayant les pieds attachez à vne charrette le visage contre terre, & pendu en vne potence dressée en icelle voirie. Est fort notable vn autre Arrest depuis donné le treziesme iour de Feurier 1588. en la coustume d'Anjou, pour raison des biens d'un quidam Angeuin, qui seſtoit pendu aux faux-bourgs de saint Germain des Prez: plaidant Arnaut pour l'heritier du defunct appellant, & le Bean, pour l'inimé donataire de la confiscation: & furent les biens adiugez audit heritier, sans auoir esgard à la confiscation. *Robert. r. rer. iudic. cap. 12.* Charondas liure 9. des Responſes chap. 51. qui recite ledit Arrest amplement. Voyez Bacquet, Traicté des droicts de Justice, chap. 7. *Martial. Hic rogo non furor est, ne moriari, mori. Ioseph. lib. 3. ad act. cap. 15. Cic. in Somn. Scipion. S. Augustinus 1. de ciuit. Dei, cap. 17. Iansen sic nocentior, cum se occiderit, quanto innocentior in ea causa fuit, quia se occidit, tuum putauit. Id. in lib. 2. contra Iulianum Petilianum, Spontaneas mortes, ab vno magistro trique didicerunt, ille laqueum, iste precipitum. Et comme dict vn ancien: Hæc non solum moribus hominum, sed etiam legibus int. r. d. c. l. acceptis. Namque alij in sepulchris proijci iubent, eos qui in se ferrum dederunt. Dignum est vt qui paru imp. rium expectauerunt, priuentur quasi quodam matris gremio, terre sepulchro: alij dextram manum abſcindunt defuncti, vt separent a membris sui corporis, quod aduersus corpus suum r. s. no militauit furor. Ainsi par le Droit Canonice, can. plicuit, can. si n. licet. 23. quest. 1. Gloss. in can. quicumque, 23. quest. 8. Ecclesiastic. c. sepultura priuantur, non tamen can. 13. §. si quis autem Dix. de bonis eorum, qui anteſentent. l. 1. §. expropter. Cod. de bonis eorum, qui mortem sibi conse. *Damhouder. in Praxis rer. crim. d. cap. 88. num. 5.* Scet: de iis qui prius furorẽ, vel insaniã can. aliquis, can. insaniã 15. qu. 1. d. l. 2. & 2. Cod. de iis qui sibi mort. cons. l. qui i postulat. D. de bonis eorum, qui anteſent. l. in fraudem, 45. §. eius bona. Dig. de iure fisci. l. 2. c. vbi causa fiscal. Lesquelles aucuns estiment n'estre receuez en France, sinon aux cas confirmez par les Canons sus alleguez, & au canon illa canenda sunt. §. fin. 15. qu. 1. comme estant telle chose contraire aux commandemens de Dieu. Concil. Anstiodor. cap. 17. Quicumque se propria voluntate in aquam iactauerit, aut collo ligato se suspenderit, aut de arbore præcipitauerit, aut ferro percusserit, aut qualibet occasione voluntaria se mortis dederit, istorum oblata non recipiantur. *Quintil. De lam. 337. Aliquis meo iudicij mori vult: dignus est, qui insepultus abijciatur. Aliquis conscientia turpi alienius flagitij admisso priusquam prodatur, mori vult: dignus est, qui insepultus abijciatur. Inl. Clarus recept. sent. §. vii. qu.**

68. nu. 37. *Bat. Rom.* & *Iason* in l. 2. C. *Qui testam. fac.* disent que le corps doit estre pendu outre la confiscation des biens. *Carrere* qui in *Pract. crim.* §. *homicidium*. vers. *Octavo* quaro f. 118. *Petrus de Bella Pertie*. & *Cynus* ad d. l. 2. *Bartol.* in l. fin. §. *fin.* D. de bonis eorum qui sibi mortem conse. *Bald.* in l. fin. C. de iure fisci lib. 10. *Decius* *Tract. de criminibus* lib. 9. cap. 1. *Menocho* de ar. ind. ca. 1294. *Peregrin.* de iure fisci lib. 4. tit. 4. *Comarruvias* lib. 1. *Par. resol.* cap. 2. num. 9. *Felin.* in d. cap. significasti. *De sent. excomm.* Doctores in l. omne delictum §. qui se vulneravit. D. de re militari. *Liberorum*. §. non solent. D. de iis qui not. infam. & l. si quis fiso. §. eius qui deportatur. D. de in iustisruptis. & l. irritu testum *Iacobus* de Bellouf. lib. 3. *Pract. crim.* cap. 18. num. 12. & 3. *Decius* *Confil.* 438. *Parisius* *Conf.* 151. lib. 4. *Corneus* *Conf.* 195. lib. 2. *DD.* in *L. defuncto*. D. de pub. ind. & l. pana alicui. D. de pœnis. Par la disposition Canonique, tels crimes sont indignes des prieres del'Eglise. *Felin.* in cap. contingit. *De sent. excomm.* can. si non licet, 23. quest. 5. *Cardinal.* in *Clem.* 1. in principio. 3. not. ab. *De reliq.* & v. n. sanct. & in d. cap. contingit. *Clem.* 1. 19. quest. De homicid. Et velle in d. cas si non licet, 23. qu. 5. in fine, reos sua mortis, melius post mortem vita non suscepit. & in can. tu duxisti. 23. qu. 1. Neque veneratur nomine martyrum eos, qui sibi collum ligauerunt in Conc. *Brachar.* 1. cap. 3. d. can. placuit, 23. qu. 5. *Burchard.* lib. 19. c. 130. *Tuo part.* 10. c. 183. & parte 11. c. 140. *Placuit*, ut quis sibi ipsi voluntarie aut per ferram, aut per venenum, aut per precipitum, aut per suspendiam, vel quolibet modo violentiam inferunt mortem, nulla pro suis pro illis in oblatione commutatio fiat, neque cum Psalms ad sepulturam eorum in cadavera deducantur. *Vide* lib. 9. *Capitul.* cap. 70. *Lactant.* lib. 3. de diuin. sap. cap. 18. Les homicides d'eux-mesmes, par les Loix de Moyses estoient aussi vn iour entier sans sepulture : mais les autres nations coupoient la main dextre au cadaver de telles personnes. *Iosephe* liure troisieme de la guerre des Iuis, chap. 14. *Monstrelet* volume 1. chap. 105. escrit que *Messire Pierre* de la Riviere, frere du Comte de Dampmartin, qui auoit esté prins avec le Duc de Bar, en l'hostel du Duc d'Aquitaine, & mené prisonnier au Palais, où en luy desesperant, comme on luy mit sus luy-mesme, se frappa d'un por d'estaing plusieurs coups en la teste, rant qu'il fesceruella, & en mourut : & de la prison fut mis sur vne charrette, & mené es halles, où il fut decapité. Et par Arrest du mois de Ianuier donné en la Tournelle 1586. vn Medecin prisonnier dans la Conciergerie du Palais à Paris, eust quelques propos de courroux avec vn Capitaine aussi prisonnier, lequel ledit Medecin rua d'un cousteau qu'il prist sur la table du Geollier : le Medecin estant reffermé vn peu estroitement à cause du fait, il l'estrangua de sa propre chemise : mais incontinent par ledit Arrest fut ordonné, que son corps seroit mis sur vne claye, & traîné, & de là jeté & exposé à la voirie. Autre Arrest du quinziesme Aueil 1586. contre *Charles* de Haugraue, s'estant pendu au College de Boncourt, & fut dict que le corps seroit pendu à vne potence, la teste en bas, & son bien acquis & confisqué, sur lequel seroient pris cinq cens liures, pour appliquer aux Mendians, & les fraix de Iustice. Papon liure septiesme du second des Notaires, chap. Des cas où l'on permet l'homicide, raconte aussi d'un *Esleu*, estant entre les mains des Preuosts des Marechaux de France : lequel se trouua attainct au cœur d'un poignon de Cordonnier, qui luy auoit chauffé des bottes, dont il mourut sur le champ : depuis il fut incontinent condamné, comme s'estant precipité & occis de sa main, & son corps pendu par les pieds, sans auoir fait pouruoir de curateur au corps : qui fut occasion que les heritiers furent receus à proposer l'innocence du defunct : & le Preuost condamné en de grosses amendes, & priué de son estar. Voyez Aytant, liure quatriesme de l'ordre Iudiciaire. Il se trouue vn Arrest du Vendredy apres dîner de releuee, du dix-huictiesme iour de Mars 1550. pour le fait d'un quidam, lequel s'estoit desairé & pendu estât fol, *habens tamen dilucida interualla* : par lequel sur la sentence du Iuge à quo infirmee : & emédant & corrigé le iugement fut ordonné que la veue & heritiers du pédu pourroient faire despendre le corps dudit defunct du gibet, & le faire enterre en terre sauiete : & sur la réparation qu'ils requeroient, seront recoler leurs reismoins, pour ledit recollement fait & apporté deuers elle, ordonner ce que de raison. Et faisant droit sur les requisitoire des gens du Roy, tant contre le Sieur qui auoit pris possession, que contre les Officiers, Iuges & Aduocats qui auoient signé la sentence, a condamné & condamne les intimez, Iuges & Officiers es despens. Et outre que

ladite vefue & heritiers pourroient faire publier ledit Arrest. Notez qu'il y auoit informations de la folie.

18. Nous parlerons icy des empoifonneurs. *Plus est hominem exstinguit veneno, quam gladio, l. 1. Cod. de malef. & mathemat. l. 3. D. ad leg. Corn. de ficiar.* C'est pourquoy ils femblent meriter vne peine plus grieufue. Par le Droit ils font punis de la peine de la loy Cornelie. *Bar. in l. 1. D. de leg. Pompeia de parrie.* Et font punis auourd'huy capitalement, *l. si quis non dicam rapere. C. de Epifc. & cler. & ibi Accurf. d. l. 1. in fine. & l. §. 1. D. ad leg. Cornel. de ficiariis.* Et font punis de ceste peine ceux qui donnent aucune potion ou breuage pour faire perdre le fruit eſtant au ventre de la femme, ou pour luy nuire. *Abbas in cap. si aliquis. De homicid. l. si quis aliquis. §. qui abortiuus. D. de panu. l. Cicero. D. eod. tit. Cicero pro Cluentio Auto. Iuuenal. ſaty. 6. Minutius Felix. l. 4. D. de extr. crim. l. 8. D. ad legem Corn. de ſic. l. 8. C. eod. tit. Alexand. Conſil. 145. 7. volum. diſt. que tels criminels ont de couſtume d'eſtre pendus. Bald. & Jacob. Entrigat in l. nemo. C. de ſumm. Trin. Idem Bald. & Salu. in l. cum fratrem. C. de his. quibus ut indig. Placa lib. 3. delict. cap. 20 num. 1. Iulius Clar. lib. 5. Recept. ſent. §. homicidium, num. 13. & 14. & §. ſin. quaſtione 68. numer. 2. & 44. Boſſius tit. de homic. num. 6. & 14. cite Balde; Conſil. 210. lib. 4. Gom. ſin. de delictu. cap. 20. num. 11. Ludouic. Carrer. in Praſt. criminal. §. homicidium, verſ. ſexto quaro. num. 31. 32. 33. 34. & 35. fol. 113. & 114. Damhonder. in Praſi rerum criminalium, cap. 7. 4. numer. 1. & 9. Ignat. Loppex in Praſt. crim. can. cap. 9. 5. Boſſ. tit. de homicid. num. 13. & tit. de mandati num. 14. Petr. Gregor. lib. 26. ſyn. cap. 18. Follet. Praſt. crim. can. 2. part. cap. 23. Anton. Gomez. 3. tom. de delict. cap. 3. Petr. G. illandus traſt. de ſortit. quaſt. 12. & 13. Robert Roy des deux Siciles, fut empoifonné en vne Hoſtie le treizeſme iour d'Aouſt mil trois cens treize. L'Empereur Charles cinqueſme a faiſt vne Ordonnance ſur les matieres criminelles mil cinq cens quarante, qui eſt faiſte à l'imitation de celles de France, deſquelles elle eſt pour la plus-part extraire, où au chapitre 36. il parle de la peine des empoifonneurs: & veut qu'ils ſoient punis de mort. Au Royaume de Naples les nobles ſont decapitez, & les roturiers pendus & eſtranglez, comme il ſe cognoit par les Ordonnances du Royaume. Par la diſpoſition Canonique le Clerc qui eſt attainct & conuaincu de tel crime, doit eſtre declare irregulier, priuè deſes Benefices, & mis es mains du Iuge lay, à fin d'eſtre puny de la peine de mort, comme eſtant homicide. *Ioann. de Anania in cap. 1. de homicid. & in cap. 1. De ſortileg. Decim in cap. qua. in Eccliaſiarum col. 5. numer. 14. De conſtit. extra. Diaz de Luco in Praſt. crim. can. cap. 89.* Eſt notable l'Arreſt du 22. iour de Feurier 1586. donné en l'audience de la Tournelle, plaidant Chauuelain ainſinè, & Robert pour Macé Durant, Abbé de Tyronneau, & Doyen de la Val, accuſé d'auoir empoifonné le nepueu de M. de la Roche Thomas Conſeiller en la Cour, pour quelques inimizies qui eſtoient entre eux: ayât ledit Abbé amené exprès vn Apoticaire du Mans: informations ſur le faiſt & accusation. Decret de priſe de corps par le Preuoſt de Paris, lequel eſt mis entre les mains d'un Huiffier du Chastelet, qui ſe tranſporte ſur les lieux, & parlant à ſa perſonne, luy fait commandement de ſe rendre priſonnier au Chastelet: mais il diſt eſtre preſt, en luy donnant vne liſtiere. Apres ceſte ſignification il ſe rend à Paris, & alla loger aux faux-bourgs de S. Marceau, où il fut quelques iours faiſant du malade, en fin il eſt trouué: & eſt lon contraint de rompre la porte pour le prendre, il eſt mené ſur le champ au Chastelet de Paris: dôt il appelle à la Cour, où il demande en plaidant ſon renuoy. La Cour mit l'appellation au neant: & ordonna que ce dont eſtoit appel ſeruiroit ſon plein & entier effect: & que ledit Abbé ſeroit renuoyé ſous bonne & ſeure garde pour luy faire & parfaire ſon procès pour le delict cõmun: & pour le delict priuilegié que le Iuge lay & aſſiſteroient: avec expreſſes inhibitions & deſenſes de ne proceder à l'eſlargiſſement, ſans en aduertir la Cour. Ceſt Arr. eſt fort amplemēt expliqué par ledit ſieur Robert, *l. 1. Rer. ind. cap. 6.* où il recite vn autre pareil Arrest, donné en la Tournelle le Samedi 26. iour d'Aouſt 1595. plaidât de Villiers pour l'appellâr, & Arnaut pour M. Iſaac Spiſame intimé: & autre Arrest contre vn Preſtre nommé Guichon, le vingt-troisſme iour de Iuillet 1585. Notez que tel crime eſt puny grieuement ſelon les circonſtances du faiſt, qualité & condition des parties, comme par Arrest du Grand Conſeil tenu à Lyon, le ſeptieſme iour d'Octobre, l'an mil cinq cens trente & ſix,*

contre le Comte Sebastiano de Monte-cucullo, qui fut déclaré atteint & convaincu d'avoir empoisonné feu François Dauphin de Viennois, propriétaire de Bretagne, & d'estre venu exprès en France, & soy estre mis en effort de ce faire: pour réparation desquels cas & crimes, ledit Conseil l'a condamné à estre traîné sur vne claye du lieu des prisons du Roine, jusques en la place deuant l'Eglise S. Iean, & y faire amende honorable, & delà traîné jusques au lieu de la Grenette. Auquel lieu en sa presence seront publiquement les poisons d'Arseny & de Raga, d'oit il a esté trouvé laisi, bruslez avec le vase rouge, où il a mis & jetté le poison: & ce fait sera tiré & demembré à quatre chevaux. Item qu'à la femme empoisonne son mary, ou le mary sa femme: car alors il y a du parricide, l. 1. D. de lege Pompeia de parric. Et fut par Arrest du dernier Octobre 1564. vne femme pendue puis bruslee, pour auoir marchandé la mort de son mary, pour lequel vn autre auoit esté tué: & avec elle furent pendus les deux assassinateurs. La femme ayant fait mouir par poison son mary est punissable de feu, comme il a esté souuent practiqué, & executé en la personne de la Dame de la Lanterne, qui fut pendue, puis bruslee, & son paillard decapité: & depuis en l'année 1585. par Arrest confirmatif de la sentence du Preuost de Paris, ou son Lieutenant Criminel, vne ieune femme de Paris, Marie le luge, petite fille d'un marchand de Paris ayât empoisonné son mary, pour vn soufflet que son mary luy auoit baillé, fut pendue, puis bruslee: par Arrest du 15. Iuillet 1585. Hieronym. aduersus Ioumian. In odium vertitur ac iurgia, & nisi cito consuleris parabit venena. Auson. Epigram. 10. Toxicæ Zelotypo dedit vxor marcha marito. L'exemple recité par Aule-Gelle liure 12. cap. 8. & Ammian. Marcell. lib. 29. est memorable. Valer. d. lib. 2. cap. 5. Vneffici quæstio inquit, & moribus & legibus Romanis ignota, complurium matronarum pæfæcto scelere orta est, qua cum viros suos clandestinis insidiis venenis perimerent, vnius ancilla indicio protrahta, pars capitali supplicio damnata 170. numerum compleretur. Linius lib. 8. Tacit. 4. Annalium, Mox Nomentina prior vxor eius accusata, iniectis carnalibus & veneficiis recordam marito, insons indicatur. Mais il parle des sortileges. Plinius lib. 27. cap. 2. Constat omnium venenorum acutissimum esse aconitum, & tactu quoque genitalibus feminis seuus animalium, eodem die inferre mortem. Hoc fuit venenum, quo interpretas dormientes à Calpurnia bestia vxores, M. Cæci ius accusator obiecit. Hinc illa atrox peroratio, eius in digito mortuas. Idem lib. 27. cap. 3. dixit vnde dictum sit Aconitum. Vide cas. Moyses 32. quæst. 2. & can. quod vero. ead. quæstione. Doctores ad l. Diuus. 3. Dig. de extr. crimin. & l. si mulierem. D. ad l. Cornel. de sic. l. si quis aliquid 30. § qui abortiuus. D. de pænis: où il est parlé des meres qui susçoquent leurs enfans par medicamens, ou autrement cherchent les moyens de ruer leur fruit, dont il a esté parlé cy dessus, & es Annotations de la Conference des Ordonnances, liure 9. titre 11. Pour la peine de ceux qui baillent du poison au prisonnier, ou à vne personne pour le rendre amoureux, & de ceux qui le vendent. Voyez Boër. Dec 216. num. 3. 4. & 5.

19. La peine du crime d'adultere selon la disposition ciuile, n'estoit pas anciennement de la mort, ains seulement d'une relegation, & non pas capitale ou de deportation. Cuiuslibet lib. 6. Obseru. ca. 1. lib. 10. ca. 12. & 19. lib. 21. cap. 17. Brisson lib. de adulterio, & se fondent sur la loy si quis viduam §. D. d. quæstion. & autres par eux alleguées. Mais les dernieres constitutions, sacreles & nuptiarum gladio puniuntur censent. l. quamvis 30. Cod. ad legem Iuliam de adulter. & rest. in l. 4. Cod. Quor. appell. non recip. pars similitudine ratione sacreles nuptiarum tanquam manifestos parricidas insuere culleo viros vel exure indicantur oportet. Et in l. 2. Cod. Th. de indulgent. scribit imperator, quinque crimina capite vindicari; primam crimen, & maximum læsæ maiestatis, deinde homicidii, veneficii & maleficiorum, adulterij & stupri, & raptus. Arnobius lib. 4. aduers. gent. Adulteria legibus vindicant & capitalibus eos adficiunt pænis quos in aliena comprehenderint fœdera genitalia se lectulis expurgatione iecisse. Apul. lib. 9. de asin. anr. Necurui quidem senectute, lege de adulterio in discrimen vocabo capitis. Saluianus, 7. de provid. Ad diderunt ad libidinem comprimendam severas pudicitia leges decretarum, gladio impudicitiam coercentes, ut puritatem veriusque sexus & domi connubij seruaret affectus & in publico metas legum. Amm. Marcellus lib. 28. Cethegum senatorem adulterij reum d. latum perisse abscessu ceruicis. & origenis alta feminas complures. Valerius lib. 8. cap. 31. Augustus adulteros morte aut fuga multauit. Horat. Nullis polluitur casta domus stupris. Mos & lex maculosum edomuit nefas, Laudantur simul prole puerpera, Cuius pæna pænis comes. Cuius lib. 20. Obser. cap. 18. & Brisson in lib. de adulterio. Faber in §. ex non scripto, numer. 25. versic. sed. quæritur. Inst. de

*in re nat. gent. & civil. Nunquam fuit auditum in regno Francie quod adulter puniretur pena iuri-
vin. Idem §. Item lex Julia lost. de public. iud. Et ad l. præs. 1. Et l. 2. C. que sit longa consuet. Boer.
Decis. 197. num. 26. & Decis. 316. num. 5. & 10. Decis. 317. num. 13. Dec. 397. num. 12. & 13. & 16.
Decis. 398. Ignarus in l. lege Cornelia §. ex hoc edito. num. 65. D. ad Syllan. Bened. in 1. parte res-
pon. c. Raynoinus. In l. lib. Clarus lib. 5. Recept. sent. §. adulterium. num. 7. Damhouder. in Praxi. Res.
criminal. cap. 89. num. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 25. 26. & 27. Ludow. Carr. in Praxi crim. §. nouo. fol.
197. Fulgosi. Conf. 154. Hippol. de Mars. Conf. 83. & 101. Luuenal. satyr.*

*Amicum & vetus est alienum posthume testam-
Comutere, atque sacri genium contemnere sacri.*

Mart. liure 6. Epigr. 1.

Lusus erat sacra compubia fallere sedas.

*Rebuff. in præs. in Const. regias, num. 108. & tract. de sens. promiss. Art. 3. Glossa 1. Nous au-
uons traité ceste matiere amplement en la Conference des Coustumes, partie 1. Tit.
26. où nous auons monsté qu'aujourd'hui les adulteres sont punis de la mort. sui-
uant les Arrests du Parlement de Bretagne, où i'dioulteray que par Arrest de Bre-
tagne du 17. iour d'Octobre 1578. vne Damoiselle de Poictou, surnommee de Vau-
girard, ayant laissé son mary, & paillardé avec son mestayer, eut la teste tranchee, &
le mestayer pendu & estranglé. Et par Arrest du 10. iour de Iuillet 1563. Jean de Sains
ayant adulteré avec Iacqueline Carat, fut pendu & executé à mort. Et suiuous la de-
cision de la loy, quamuis 10. & Auth. Sed hodie. C. ad legem Iul de adult. & ibi Accurs. Boer.
Dec. 197. & Glossa in can. de benedictio 32. q. 1. Papon liure 12. des Arrests Tit. 9. & 2. des
Notaires liurey. Tit du crime d'adultere. Par le droit Canonique le Clerc est demis de
sa charge & de son benefice, & le lay excommunié, can. si quis Clericus distinct. 81. Glossa
in can. lator. 2. q. 7. Hostiensis in summa. Tit. de adulter. §. que pœna sit. Ioann. de Anania in cap.
significauit de adult. extra. DD. in cap. peruenit. & cap. 7. eod. tit. Abbas & Panormita-
nus in cap. vi clericorum 13. De vita & hom. cleric. cap. pen. extra de consuet. cap. gaudemus extra de
diuor. Inter minora crimina numeratur in cap. at si clerici. De iudic. extr. & ibi Abbas. Paulus
Grillandus lib. 3. de diuers. crim. quest. 2. num. 1. Diaz de Luco in Praxi. crim. can. cap. 79. & Ignar.
Roppez in Praxi. crim. can. cap. 85. In l. lib. Clarus lib. 5. sententiarum §. adulterium. nu. 7. Petr. Greg.
3. parte Syntagm. iur. cap. 6. La personne laye peut estre excommuniée par le Iuge d'E-
glise, d. cap. intelleximus. De adult. & ibi Abbas & Doctor. cap. consuiuit. in 1. extr. de appell. &
cap. 1. vbi Abbas. De offic. ordinarij Bald. in Authen. clericos. C. de episc. & Cler. Pelin. cap. cum
sit. De for. compet. Ausser. in Clement. 1. de offic. ordin. Ludow. Roman. singul. 667. Idem Iul. Clarus
lib. 5. sens. §. fin. quest. 37. nu. 7. Par le droit Diuin ils estoient punis de mort, Exod. 20.
Deuter. 5. & 22. Exech. 16. Leuit. cap. 20. Dan. 13. Proverb. c. 26. Matih. c. 5. Et 19. Marci cap. 10.
Luca cap. 18. Paul. ad Rom. cap. 13. 1. ad Corin. 6. Iacob. Epist. c. 2. can. hae. imago. can. satis 23. q. 1.
Et autres lieux recitez es Annotations de la Conference des Coustumes au lieu sus
allegué. Iustin. liure 21. scribit Parthos nulla alia crimina grauius vindicare. Diodorus liure
1. dir que par les loix des Egyptiens, les adulteres estoient coupees, caudamque salacem
demetebant ferro: & sans force, l'adultere estoit fustigé de mille coups, & la femme a-
uoit le nez coupé, comme aussi par les Loix des Visigots, ainsi qu'il a esté mon-
sté en la Conference. Nicolaus Damascenus scribit moris esse apud Persidas eum qui deprehen-
sus esset in adulterio, per urbem circumduci super asino, vna cum muliere, idque ad certum dierum
numera. Plutarchus eius consuetudinem simili mentionem facit. Tacit. de morib. German. Dionys.
Halicar. lib. 2. Sueton. in Tiberio cap. 35. Tacit. lib. 7. & 13. Annal. monstrent comme les fem-
mes adulteres estoient punies par leurs maris avec leurs parens. Bon f. cius Archiepisc-
opus ad Etheldadum Anglorum regem. Saxonia vbi nulla Christi cognatio, si virgo in matris
domo vel maritata sub coniuge sit adulterata, manu propria strangulatur cremant, aut cingulo te-
nus vestibus abscessu flagellans eam caste matrone, & de villa in villam occurrunt noua flagellantes
& cultellu pungunt donec interimant. Cassiodorus libro 10. Variar. Epistol 37. libro quinto. Epistol.
3. & libro nono. Epistol. 18. Nous auons monsté comme tel crime estoit aussi puny du
temps de Theodoric au Royaume de Naples, tel crime est puny en la femme, par la
punition du uœu qui luy est coupé. Le Pape Sixte cinquieme a fait vne constitutio
par laquelle il veut que la peine de mort ait lieu en crime d'adultere, commis dedans*

la ville de Rome. Le laisse à part toutes les autres peines diverses, receuës par plusieurs nations; dont on pourra en recueillir quelques vnes dans la Conference des Coustumes; & apud Mouch. de arb. ind. lib. 2. c. 129. & num. 3. 4. 9. Cent. 5. vide Boët. Dec. 261. 262. 297. & 298. Il ne sera pas hors de propos, de noter que le mary estant maquerreau, doit aussi estre puny. l. cum mulier. D. solut. matr. l. 1. §. lenociniij. l. qui domina. l. mariti lenocinium. D. ad leg. Jul. de adult. l. 2. l. cast. l. 1. d. de crimine. l. i. a nobis 28. C. eod. tit. Nouell. 14. de lenonib. collat. 3. §. praconizamus, où tels infames sont punis à mort, Iulius Clarus l. 5. recept. Sent. §. ult. quest. 68. num. 13. Damhouder. in Praxi. rer. crimin. cap. 91. num. 4. & 8. Iacob. de Bellouf. lib. 1. Prax. crimin. cap. 9. num. 1. 4. 30. & 37. Par le droit Canonique, ils sont punis comme dit la glosse, in cap. discretionem. De eo qui consang. vxor. sua cogn. Si le pere est aussi maquerreau de sa fille, il est punissable de droit, l. si lenones patres. C. de episcop. aud. l. si lenone. C. de p. s. lib. 11. l. 1. C. Th. de lenonibus. d. Nouell. 14. de lenomb. La Constitution de Paul 4. est fort à propos, qui est mise entre les constitutions ou Bulles des Papes, nouvellement imprimees, puis Gregoire dixiesme & celle de Sixte cinquiemes, du troisiemes iour de Nouembre 1586. par nous recitee cy-dessus: par laquelle il a ordonné que le pere ou la mere, ou mary, qui abandonnera la chasteté de sa fille, ou de sa propre femme à l'impudicité & luxure d'un autre, icelle prostituera veritablement, ou seduera & persuadera, afin de tenir boutique d'impudicité ouverte, sera puny de la peine de la mort. Laquelle constitution est seulement locale, pour la ville de Rome ainsi que nous auons dit cy-dessus. En France toutesfois telles personnes ne sont pas si étuellement chastitez, comme ils meritoient, comme aussi en plusieurs autres Provinces, ains seulement sont foietez, & exposez au Pillory, & puis bannis de la Prouince ou du Royaume, Damhouder. in Prax. rer. crim. cap. 91. num. 8. Iacob de Bellouf. lib. 1. Prax. crimin. cap. 9. Voyez le Leuit. chap. 19. & Deuter. chap. 23. d. l. qui adulterij, l. si ea. C. ad leg. de adult. d. l. 1. §. 3. l. qui domum. l. mariti, §. 2. D. eod. l. 1. l. 2. §. miles. D. de hi qui not. inf. l. Clodius. D. de hi qui not. ut indig. l. qui cum vno §. qui adulterij. l. i. e. miles. L'inceste est aussi puny par le Droit civil, D. in l. si adulterium, cum incestu. D. ad leg. Jul. de adult. & ibi Bartol. Angel. Alberic. Iacobus de Bellouf. in Prax. crimin. lib. 1. cap. 9. Boët. Decis. 264. num. 12. & Dec. 313. Dec. 318. num. 1. 2. 3. 4. & 5. Iulius Clarus lib. 5. Sent. §. incestus, num. 2. Petrus Grilland. lib. 3. de diuers. crimin. quest. 3. num. 5. Auth. incestus nuptias. C. de nuptiis, Capol. Conf. crimin. 68. Ludovic. Carrer. in Pract. crimin. §. homicidium: Crassetia. Conf. 144. num. 7. Bostius, Tit. de coitu damnato, num. 7. Baldus Conf. 429. Vol. 5. Alexander Conf. 219. column. 2. vol. 6. Par le droit Canonique, pro clerico est parna depositionis. Glosa in c. 19. non debet, 30. q. 1. Abbas in cap. as si clerici. De indic. extra, col. 12. gloss. in can. labor. 2. q. 7. Anchor. Conf. 391. & Decius Conf. 268. vol. 2. Damhouder in Praxi. rer. crimin. cap. 94. num. 3. & 4. cap. 2. & cap. ex literis, extra de eo qui cognouit. consang. vxor. sue, can. adulterium, 32. q. 7. Glossa in d. cap. 2. de eo qui cognouit. Conf. 9. Il se trouue aussi la constitution du Pape Sixte, qui punit de mort tous ceux qui commettent inceste, laquelle se trouue entre les Bulles des Papes de n'agueres imprimees, où le Lecteur doit auoir recours. Au surplus il n'est besoin de parler en ce lieu du Styre, ou de la fornication, parce que tels crimes sont assez bien expliquez au Tit. des Pandectes, & du Code, ad leg. Jul. de adult. par les Docteurs, & ceux qui ont traité de la Pratique criminelle, Damhouder. in Prax. rer. crim. cap. 92. & 93. Iulius Clarus lib. 5. recept. Sent. §. fornicatio §. stup. Aresio in cap. cum non ab homine, extr. de iudiciis, Conf. 10. & 78. Nouell. 12. & lib. 7. Capitul. 432. 435. & m. adiectis, can. 124. c. 127. can. de gradibus 35. q. 8. S. Gregorius. Orat. 31. in c. 19. Matthies. Bosius. Tit. de damn. coitu. num. 10. M. noch. de arbit. ind. lib. 2. Cent. 3. Cas. 288. & 289. Ludovic. Carrer. in Pract. crimin. §. homicidium, vers. circa igitur, fol. 105. Grilland. de diuersis crimin. lib. 3. q. 7. Diaz in Praxi. crimin. cap. 77. Boët. Dec. 338. Des Prestres concubinaires, Guido Pap. Quæst. 558. Concl. Trident. sess. 25 cap. 14. Le Iuge Royal peut chasser les concubines des Prestres hors de leurs maisons, Boët. Decis. 72. Anfier. Decis. Theol. 448. [& mesme les punir & chastier] On a de coustume de leur interdire & defendre la conuersation & hantise avec les femmes, sous certaines amendes & peines. Atrest à ce propos du Parlement de Bourdeaux, du treizeiesme iour d'Aoust, mil cinq cens vinge & vn. le Iuge d'Eglise peut bien aussi cognoistre de tel crime, comme estant un delict commun.

[Sans toutesfois ordonner quelque chose par luy criminellement contre les chambrières. Autrement elles se pourroient déclarer appellantes comme d'abus.] Si cest vn Moyné qui ait delinqué en tel crime ou autre comme il doit estre puny, *Guido Pap. Dec. quæst. 159. cap. cum personas, 7. De primil. in 6. can. si quis Abbas, can. abbates, can. cognominus, 18. q. 8. can. accedens. Dist. 50. l. Eueque n'a aucune iurisdiction, ne correction sur le Moyné ou religieux: sinon pource qu'il sort & est hors du Cloistre. Car pource qui regarde la regle, il est seulement sujet à son Abbé, *Rotan. 4. Conc. cap. 50. d. can. si quis Abbas, 18. q. 2.* [Par plusieurs Conciles les Clercs ou Prestres ont esté repriméz & souvent ordonné estre punis & chastiez pour tel crime, *Concilio Niceno can. 3. Dist. 32. can. interdict. cap. 3. Borchard. d. lib. 2. Decret. cap. 116. Two parte 6. cap. 192. Concilio Trident. sess. 28 cap. 14. & sess. 28. de reform. cap. 14. l. cum qui C. de Episcop. & Cleric. Concilio Remensi sub Eugenio 2. cap. 2. in 3. Tomo Concilior. Concilio Oxoniensi cap. 1. si foris in 3. Tomo Concil. Concil. Basiliensi, sess. 20. in tomo 4. Concil. Pet. Rebuff. Traict. de concubinaris. livre canonico l. c. ius tenens concubinam puniuntur arbitrio iudicis. Iul. Clarus V. Rec. sent. § fornicatio versic. Crim. primis. Menoch. de arbit. iudic. cas. 418.] Il ne sera pas hors de propos, d'adiouster icy le crime de Poligamie, qui s'entend quand on a plusieurs femmes viuantes, ou bien la femme plusieurs maris viuants: la punition ancienne de tels delicts en France, estoit de leur donner le foüet, & deux quenouilles penduës à leur ceinture: comme mesmes par Arrest du penultiesme iour de Mars, mil cinq cens septante & trois, fut vn Poligame ayant plusieurs femmes viuantes, en mesme temps, puny du foüet seulement, banny du Royaume de France, ses biens acquis & confisquez à qui il appartendroit. Mais à present on commence à les pendre: comme fut vn nommé du Bois, condamné à estre pendu & estranglé pour auoir abusé & espousé plusieurs femmes viuantes en mesme temps, & en deux mille liures enuers la femme abusee, ce qui s'est souvent depuis practiqué, mesmes par Arrest du vingtiesme iour d'Aoust donné à la Tournelle 1583. suivant les conclusions de defunct Monsieur de Thou Aduocat du Roy. Il semble que par le droit telles personnes sont seulement declarées infames, *Valerianus & Gallienus, l. cum qui duas. 18. C. ad leg. Iul. de adult. Dioc. & Maxim. in l. nemo nemo, 2. C. de inc. nupt. Salsic. in d. l. 2. C. de inc. nupt. & d. l. cum qui duas. Alex. Conf. 165. Vol. 7. Bald. conf. 103. Vol. 3. Thom. Grammat. Dec. 27. Nou 18. cap. 2. & §. l. 1. D. de his qui not. infam. §. 6. & 7. Inst. de nupt. Armenop. lib. 4. Ep. cap. 1. Theophilus in d. §. 5. Inst. de nuptis, estime que la peine en est capitale comme aussi *Ludouic. Roman. singul. 533.* tirant ceste loy, cum qui en argument, parce qu'elle parle de la peine du Suppce, qui est censee capitale, *Menoch. lib. 2. de arbit. iudic. cas. 420. vide Paul. lib. 2. Sent. Tit. 20. l. 1. cas que §. C. de donat. ante nupt. & l. nemo 7. C. de iudic. Eurip. in Andron. Inst. Martyr. in Apol. pro. Christ. c. 2. & in dialog. cum Tryphon. Plut. in Atonio, Suet. in Iul. Cas. c. 2. Don. Socrat. lib. 4. cap. 31. Theod. lib. 5. c. 13. Sozom. lib. 7. c. 13. Niceph. Paul. Diacl. lib. 12. Valentinian en fist le premier vne loy ou constitution portant permission d'espouser deux femmes viuantes en mesme temps. L'ay veu Arrest du vingt huietiesme iour de Mars 1451. par lequel vn Bigame fut condamné & banny pour cinq ans hors du Royaume, faire amende honorable à la Cour, profitable vers la partie, de cent liotes Parisis, & de cinquante vers le Roy. Et par Arrest de Rennes du vingtroisiesme Aoust 1567. vn Procureur des causes au siege de Rennes, pour auoir espousé deux femmes viuantes, fut condamné à estre pendu.****

20. Le crime de rapt est aussi vne suite des crimes d'adultères expliquez cy-dessus: lequell est puny par la mort de ceux qui l'ont commis & perpetré, *L. vnic. C. de rapt. virgin. l. 1. C. Th. de raptu virgin. veliud. l. raptores §. 4. C. de Episc. & Cler. DD. in l. si quis non dicam rapere. C. cod. Tit. Iul. Clarus lib. 5. sent. & §. raptus §. 2. §. 4. Decian. Traict. de crimin. lib. 8. cap. 12. §. 14. Tom. 2. Dambouder. in Praxi rerum crim. cap. 95. Bassius Traict. de rapt. mulieru. DD. in l. qui cætu. D. ad leg. Iul. de vi publ. Boër. Decis. quæst. 317. Ludou. Carr. §. circa tertium, uum. 1. fol. 273. Matthe. de Afflic. Dec. 276. Guido Pap. Decis. quæst. 155. Faber in §. item lea Iulia, Inst. de publi. Matthe. de Afflic. in Const. Neapol. tit. 19. q. 2. A ceste occasion est inteneuue l'Ordonnance 1556. sur les mariages clandestins, mise au liure cinquieme de la Conference des Ordonnances Tit. 2. & de Henry 3. 1579. Estats*

de Blois Art. 41. mise audit lieu. Par laquelle dernier article 41. 42. & 43. & 1580. article 25. Ceux qui se trouueront auoir sut orné fils ou fille, mineurs de vingt-cinq ans sous pretexte de mariage, ou autre couleur sans le gré, sceu, vouloir & consentement expres des peres, meres, & des tuteurs, seroient punis de mort. Comme aussi les impetrés lettres de cachet, closes ou parentes pour enleuer & sequestre filles, icelles espouseront ou feront espouser contre le gré desdits peres, meres, tuteurs & curateurs. Et Charles 9. 1560. Estats d'Orleans Article 3. Henry 3. 1579. Estats de Blois Article 282. Les Gentils-hommes & Seigneurs contraignans leurs subiects, & autres à bailler leurs filles, nieces ou pupilles en mariage contre leur v. ouloir, seroient prieux de droit de noblesse, & punis comme coupables de rapt. Par le droit Canonique, il est excommunié, *can. raptos 2. can. de puellis 4. can. si qui virginem 5. can. nullus 36. q. 2.* Le raptateur est tenu de l'espouser, *cap. 1. cap. peruenit extr. de adult. cap. cum causam, cap. accedens, extra de rap.* Par Arrest de la Cour du 18. iour de Feurier 1588. entre Mre. Guillaume Berthelon, appellant du Bailly de Berry, ou son Lieutenant particulier, au siege Royal de Vierzon, & lean Maupou & Marguerite Polron, pere & mere de Marguerite Maupou, sur l'appellation & sentence mise au neant, sans amende, a rendu & rend ledit Berthelon à l'Archeuesque de Bourges ou son Official pardeuant lequel il sera mené & conduit sous bonne & seure garde, pour estre fait & parfaict son procez à la charge du cas privilégié, où assistera le Bailly de Berry, ou son Lieutenant criminel. Ordonne ladite Cour que les procedures faites par ledit Lieutenant particulier, demoureront au procez, pour en le iugeant y auoir tel esgard que de raison. C'estoit pourleuiol que l'on pretendoit auoir esté fait par ledit Berthelon, à l'endroict de la-dite Marguerite Maupou, aagée seulement de six à sept ans. Et par autre Arrest donné en la Chambre des Vacations le 17. iour de Septembre 1588. entre lean Gaultier, appellant du Bailly de Menestou ou son Lieutenant, contre Guillaume Auuignon pere de Perpette Auuignon, & icelle Perpette intimez, fut dict bien iugé, mal & sans grief appellé. Ordonne que ce dont est appellé, soit tiré son plein & entier effect. Condamné en l'amende & es despens de la cause d'appel: par la-dite sentence il auoit esté debouté du renuoy par luy requis pardenant le Iuge d'Eglise, attendu la qualité du fait, l'estat & habit auquel ledit Gaultier auoit esté trouué, & déclaré suffisamment atteint & conuaincu d'auoir rauy, forcé, & violé ladite Perpette Auuignon de l'âge de sept à huit ans, en la Chapelle de Gourmay, & pour reparation de ce estre pendu & estranglé à vne potence, qui pour cest effect sera dressée au Carrouer dudit Menetou: & auant ladite execution seroit mené & conduit en chemise, pieds & teste nuds, ayant la corde au col, tenant vne torche ardente en main dedans l'Eglise dudit Menetou, & là estant à genoux, dire à haute voix qu'indeuément, miserablement & scandaleusement il a forcé & violé ladite Perpette, dont il demandoit pardon à Dieu, au Roy, & à Iustice, au sieur dudit lieu, & à ladite Perpette: & outre l'a condamné en cinquante escus sol enuers ladite Perpette, pour reparation ciuile, dommages & interrests, & en trente escus d'amende enuers ledit sieur de Menetou, & aux despens enuers lesdits Auuignon & sa fille: le surplus de ses biens acquis & conquis à qui il apparciendroit, où confiscation auroit lieu. Ledit Gaultier n'estoit le restre, ains seulement Diacre, & fut prins reuestu d'un chappeau & manteau. D'auantage le droit Canonique veut qu'on dote les filles, ou qu'on les espouse. *Exod. 22. cap. 1. cap. peruenit. extr. de adult. & supra. cap. cum causa 6. & cap. accedens 7. extr. de raptos. cap. ad id quod. De sponsalib. extr. cap. de illis 7. D. de desponsat. impub.* ainsi qu'il a esté monstré en Annotations de la Conference des Coustumes, partie 1. Tit. 26. nomb. 3. contre la disposition du droit ciuil, in d. b. unic. C. de rapt. virgin. *Vide Conc. Trident. sess. 24. sub decreto de reformat. matrimonij cap. 6.* où il est dit, *inter raptorem & raptam, quando in ipsa potestate raptoris manserit, nullum posse consistere matrimonium. Et licet postea sequatur matrimonium, raptor & ei dantes auxilium sunt excommunicati & infames: raptor tenetur dotare raptam, siue eam duxerit in uxorem, siue non.* Papon liure 22. des Arrests Tit. 6. Mais sur tout est fort memorable l'exemple recité par nous en la Conference des Coustumes, partie 1. Tit. 6. & extrait de Valere le Grand, liure 6. chap. 1. de Cn. Fescennius qui se fit mourir en prison, estant accusé d'auoir forcé vne femme qu'il maintenoit estre impudique, & s'estre prostituée. *vide l. ult. D. de off. p. Praesid. 6. D. ad leg. 12. de adult.*

adult. Guid. Pap. quest. 555. où il traite ceste question, de l'effort fait en la fille qui est impuissante & incapable de l'homme.

21. Le crime de Sodomie fait aussi partie de la loy Iulie, concernant les aduhteres, encores que les Romains eussent vne loy particuliere nommee Scantiniæ, dont Lucien fait mention. *Satyr. 2. Cicéron & plusieurs autres classiques, ainsi qu'il a esté dit és Annotations de la Conférence des Coutumes, t. partie, tit. 26. La peine de tel crime est le feu. Angel. in l. com. vir. nub. 31. Cod. ad legem Iul. de adult. l. 3. C. Th. eod. tit. Novell. 77. & 141. l. 1. qui puero. D. de extraord. crim. l. stuprum. D. ad leg. Iul. de adult. can. flagitia 32. q. 2. Can. mulier. §. 9. r. [Can. vius 23. q. 2. Can. adulterium. & Can. offerbat 31. q. 7.] §. nem lex Iulia de adult. Inst. de publ. iudic. & ibi Angel. Valent. Theod. & Arcad. apud Ucin. Rufin. in leg. Dei sub tit. de stuprator. Landanda experientia tua, omnes quibus fugitiosus luxus est viri corpus multo subter constitutum aivm sexus damnare patientia, nihilque discretum habere cum feminis occupatos, vs flagitij poscit immanitas, atque omnibus sedulo, pudes dicere, virorum lupanaribus, spectante populo flammis r. indicibus expiabit, & c. Salicet. in l. sedis. mam. C. ad leg. Iul. de adul. Iulius lib. 5. sent. §. Sodomia, & §. fornicatio. vers. inter mulieres. Damhoderius in Praxi R. er. crim. cap. 96. Menoch. de arbit. iudic. lib. 2. ca. 286. Guid. Dec. 239. & 555. Socin. Conf. 7. lib. 3. Afflictus in Constitut. Neapol. tit. de adult. & lenocis. Duennas regul. 113. Covarr. lib. 2. V. ar. resol. cap. 10. R. iuss. in Ord. r. g. in pref. gloss. num. 46. Boër. Decis. 316. num. 3. 10. & 13. Vossius Tract. de stupr. detest. in mascul. Nous pratiquons en France ceste rigueur contre ceux qui sont conuaincus de tel crime, dont se trouue quelques exemples au liure 22. des Arrests de Papon, tit. 7. Par Arrest du 13. iour de Decembre 1519 fut la sentence du Bailly d'Amiens qui auoit condamné Ican Moret à estre ards & brûlé vis pour crime de Sodomie. Autre Arrest du 1. iour de Feurier 1586. par lequel M^e Nicolas Daddon de Nully saint Front, fut condamné à estre pendu & estranglé, puis brûlé avec le procès, ses biens acquis & confisquez: sur lesquels seroient prins cinq cens escus adiugez, avec les despens du procès au poursuivant. Et depuis par autre Arrest du 28. iour de Novembre 1598. cõtre Ruffin Forias, dict des Roziers, autrement Croissant, appellant du Bailly de Berry de la sentence cõtre luy donnee par le Bailly de Berry ou son Lieutenant à Yssoudun, à la requeste du Substitut de M. le Procureur general audit lieu, par laquelle il auoit esté déclaré airant & conuaincu du crime de Sodomie: & pour reparation d'iceluy, a estre pendu & estranglé en la place publique de ladite ville: ce fait son corps mort, ards & reduit en cendre: fut ladite sentée confirmee: mal & sans grief appellé: par l'appellant, & l'amenderoit. Lequel Arrest fut executé le 19. iour de Decembre audit an 1598. La Cour ordõne quelques fois que le procès sera brûlé, comme il a esté dict cy dessus. Il y a plusieurs cas particuliers de ce crime. Vn nommé Ican le Gaigneux accusé de tel crime, appellant du Iuge de Briolay, fut condamné à estre pendu & estranglé, son corps ards, brûlé & mis en cendre avec vne asneffe: par Arrest du 22. iour de Decembre 1575. confirmatif de la sentence donnee par le Seneschal d'Angers, ou son Lieutenant criminel à Angers: & fut adiousté que le procès seroit brûlé lors de l'execution. M. Ayraut liu. 4. de l'ordre Iudiciare. Par le droit Canonie, Clericus deponitur, & in monasterium detruditur, laicus excommunicatur, cap. Clerici 4. De excess. pralat. C'est vn crime fort detestable, can. adulterij 32. q. 2. Flagitia contra naturam ubique & semper detestanda atque ponenda sunt, can. flagitia 32. q. 7. & sur la fin, violatur quippe ipsa societas, qua cum Deo nobis esse deb. cum cadim natura, cuius ipse auctor est, libidinis peruersitate polluitur. Par la Constitution de Pie V. [du penultiesme iour d'Aoust] de l'an 1568. le Clerc accusé de Sodomie estant atteint & conuaincu, doit estre degradé & liuré au Iuge secolier. C. reos. §. qui coheret 23. q. 5. d. cap. Clerici. De excess. pral. in Cod. Legum P. c. i. §. i. tit. de incest. l. 8. Dix. de Leco in Praxi crimin. can. cap. 80. & ad eam Ignat. Lopez cap. 86. Lañan. lib. 6. de vero cultu, cap. 23. Euagr. lib. 36. in Iustini. & Zonar. volum. 3. Aller. & Cyn. ad l. sedis. mam. Damhoder. in Praxi. crim. c. 96. La Somme rurale liure 2. Et qui est prouué Sodomite, doit perdre les coüilles pour la premiere fois, & pour la seconde doit perdre le membre, & pour la tierce doit estre ards. Et au liure intitulé Li Establissement, Li Rois de France, & c. S'aucun est soupçonné de bougerrie, la Iustice le doit prendre & enuoyer à sainte Eglise: & fil est prouué l'en le doit ardoir, & ses meubles sont au Baron. Voyez Papon liure 24. des Arrests,*

tit. 10. Arrest 6. Par le droit Divin ce crime estoit aussi punissable de mort. *Genes. cap. 18. 19. 12. 36. & 37. Levit. cap. 18. 19. 10. Exod. 22. Deuteronom. cap. 27. Ios. cap. 24. Paul. ad Rom. cap. 1. & 1. ad Corint. cap. 6.*

21. Semeurs de placards & libelles diffamatoires seront punis de la premiers fois du fouët: & pour la seconde de la vie. Charles IX. 1561. art. 13. 1566. art. 77. & 1571. art. 10. Henry III. 1577. article 14. mises au liure 9. de la Conference des Ordonnances Royaux, tit. 16. Par la disposition civile tel criminel est puny de mort, l'vnic. *Cod. de fam. lib. Angel. in l. lex Cornelia. §. si quis liberum, num. 3. litem apud §. generaliter. D. de iniuriis & odem ad d. l'vnic. Placa. lib. 1. delict. cap. 3. num. 2. l'ul. Clar. lib. 5. Rec. sentent. §. fin. qu. 68. num. 25. Bonif. de Vitalis, de malefic. cap. de famis lib. Roman. Conf. 96. num. 3. vers. 2. C. nuar. lib. 1. l'v ar. R. fol. cap. 1. num. 2. & cap. 11. num. 6. Gomef. tom. 3. de delict. cap. 6. num. 1. l'ob carmen. D. de testib. §. 1. Inst. de iniuriis. l. 5. §. 9. l. 15. §. 19. D. eod. tit. l. vn. C. de fa. lib. Paul. lib. 5. sent. tit. 4. §. Harmeno. lib. 6. tit. 9. Tacit. lib. 1. Histor. Sueton. in Domitiano, [Menoch. de arbit. iudic. lib. 2. Cent. 3. cas. 263. Damhouder. in Praxi rer. crimin. cap. 125.] Par la Pratique en plusieurs lieux, ils ne sont que fouëttez, bannis ou enuoyez aux galleres perpetuelles ou à temps. Mais en France nous gardons les Ordonnances cy-dessus cortees. Par le Droit Canonique ils doivent seulement estre fouëttez ou fustigerz, *can. qui in alterius §. qui. 1. facit. l. diffamari. C. de ingen. man. l' faut observer que par les Bulles ou Constitutions nouvelles de Pie V. & de Gregoire XIII. 1572. mises au liure des Bulles, qu'il y a peine de mort, de bannissement ou autres de Droit, ordonnee pour tels libelles diffamatoires. Le Pape Adrian. in can. 1. §. qui. 1. a renouellé la Loy des douze tables, lesquelles punissoient le semeur de tels libelles par la fustigation, ainsi qu'escriit Cornet. in Persum. Qui in alterius famam, publice scrip. turam, aut verba contumeliosa confinxerit flagelletur. Augustinus lib. 2. de ciuit. Dei, cap. 16. ex Cicero. lib. 4. d. republi. Nostra contra 12. tabul. cum per paucos res capite frangerent, in his hanc quoque sancendam putauerunt, si quis alicuius sit fuit carmen condidisset quod infamiam afferret flagitiumque alteri. Cic. 4. Tusculan. Benedic. Leuita lib. 7. Capitul. cap. 14. l. 278. & 284. Arnob. 4. aduers. gent. carmen malum conseribere, quo fama alterius conquinctor, decem virilibus instituit euadere moluisse impune: ac ne vestras aures conuictio aliquis petulantiori pulsaret, de acrobis formulis constat astiti iniuriis.**

23. Le crime d'iniures se peut poursuiuir civilement ou criminellement, & extraordinairement, l'vlt. *Cod. de iniuriis. l. constitutionibus. 37. §. 1. vlt. D. eod. tit. §. in summa. Inst. de iniur. Paul. l'v. Sentent. tit. 4.* Si les iniures sont verbales, on a de coustume de traiter le tout sommairement, & non par recollement, confrontation & examen d'office: iugé par Arrest le quatorziesme Iuillet mil cinq cens septant-six, plaidant Mesmin, où il estoit question de quelques iniures & legeres blessures: & y eut adiournement personnel à ceste occasion, contre les Preuost & Procureur du Roy à Monthery. Et doit l'iniuriant se repentir & desdire deuant le Iuge, dont est fait acte à la partie iniuriée, & suffit qu'il recognoisse sa faute, *verbo quam dixit reparet iniuriam*, & suffit de dire, *nollem dixi, nollem f. Nam*, comme dit le Comique. Auncunes fois il est condamné en l'amende & aux despens, avec defenses, sinon que pour iniures tres atroces il fust besoin d'entrer en preuues contraires. Arrest confirmé des Grands Jours de Moulins, du quinzeiesme Octobre 1534. & neuuesme Feurier 1564. On ne doit pas condamner l'iniuriant à se desdire, & par tout ailleurs pour vne iniure verbale, & fue pareille sentence infirmee par Arrest donné en l'Audience, le 17. iour de Ianuier 1579. Si lon a donné iugement en matiere d'iniure, ores qu'il n'y ait que condamnation pecuniaire, on ne peut plus d'entrer ne reprendre la penale: iugé par Arrest de l'vniuesme iour de Feurier 1584. Si l'action d'iniures regarde toute la famille, les parens peuvent agir, comme si on appelloit quelqu'un ladre, ou desace de ladres, ainsi qu'il a esté iugé par Arrest donné à la Tournelle, du douziemesme iour de Ianuier 1582. & fue la femme condamnée à comparoit en iugement presens les parens de l'iniurié, & qu'elle declareroit & recognoistroit la famille ou race exempte de tout soupçon de lepre, & qu'elle se repentait d'auoir dit & proféré telles iniures, contre l'honneur de telle famille, comme escriit M. Robert, 4. Rer. iud. cap. 11. Le Seigneur Justicier peut aussi agir, quand son Procureur d'office ou autre officier, exerçant son office est iniurié. Guido Pap. Decis. 557. Ausier. Decis. Thol. 241. & 409. Cynus in l. si uon conuict. C. de in

in iij. Cennatru. lib. 1. Variar. Resol. cap. 11. Et lib. 2. cap. 10. Accurs. in l. finimicitia. D. de hiis, que ut indign. Ananias, in cap. 1. numer. 1. de maledic. Faber, in §. petitur, Iust. de iniuriis. Ripa, in l. vlt. q. 7. C. de reuoc. donat. Alciat, lib. 7. Parer. cap. 1. Guid. Pap. Dec. Quest. 464. Et 465. La peine des iniures est arbitraire, selon les circonstances du fait, qualité & condition des personnes. Iul. Clarus, l. 5. Recept. sent. §. iniuria, num. 7. & §. fin. quest. 83. versif. scilicet quarto, Bossius Tract. de iniuriis. Menoch. de arbit. iudic. lib. 2. cas. 163. Grammatic. Dec. 37. num. 1. Ludovic. Peguer. Decis. crim. 3. num. 18. Placa, lib. 1. delict. cap. 1. num. 1. Damhoud. in Praxi rer. criminal. cap. 135. & 136. Jacob. de Bello vus lib. 1. cap. 17. 18. & 19. Au surplus quand l'iniure est atroce & réelle, & que de verbis ad verbera, les parties se sont querellées & blessées, le Juge procede extraordinairement, & a plus grande reparation selon les qualitez & circonstances du fait dont il n'est besoin parler d'auantage, seulement les Lecteurs auront recours aux Textes, mis és Titres des Pandectes & du Code, de iniurijs, & à ce qui en est traité par les Docteurs & Practiciens. Iulius Clarus lib. 5. sent. §. iniuria §. Ludus. Damhoud. in Prax. rer. crim. c. 137. 138. 139. & 140. Boer. Dec. 313. Par' Ordonnance de la Cour, public en Parlement le quatorzième Mars 1507. la Cour a fait inhibitions & defences à tous Baillifs & Seneschaux, & tous autres Juges ou leurs Lieutenans ou Greffiers qui pour matieres d'iniures verbales de petite importance, ils ne reçoivent d'escouant aucunes escritures des parties ou Enquestes, sous ombre de consentement d'icelles parties, & de leurs Procureurs, sur peine d'amende arbitraire, & de recouurer sur lesdits Juges, leurs Lieutenans, Clercs ou Greffiers, les frais ou despès que lesdites parties auroient fait ausdites Enquestes. Defenses ausdits Clercs ou Greffiers d'eregistrer ou faire enregistrer les appointemens de cotarieré & rapporter l'Enqueste és matieres susdites, n'obstant le consentement deldites parties, ou de leurs Procureurs : sans les monstrier ausdits Juges, ou leurs Lieutenans, pour par eux y pouruoir, comme de raison : afin que lesdits Juges ou leurs Lieutenans, en puissent respondre à la Cour, au temps aduenir, quand mestier en sera. Mais l'on a eu iugement en ladite matiere d'iniures, encores qu'il n'y ait eu que condamnation pecuniaire, on ne peut plus reprendre l'extraordinaire, ou la penale. Arrest de l'onzième iour de Feurier 1584. Notez que quand il y a effusion de sang, que la cognoissance du delict compete & appartient au St. Haut Iusticier, & non pas au moyen, comme il a esté monstrier en la Conference des Coustumes, partie premiere, tit. 3. Et par Arrest iugé le 24. iour de Novembre 1551. au profit des Comtes de Soissons, contre les Celestins dudit lieu, qui furent deboutez depuis par autre Arrest du 2. iour d'Aoust 1551. de la requeste ciuile par eux obtenue, condamnez és despens enuers le Comte de Soissons, & en l'amende enuers le Roy. Et par Arrest precedent, donné en la grand' Chambre le vingt-quatrième Novembre 1547. fut dit & déclaré, qu'en toute batterie où y aura effusion de sang, estre cas de Haute Iustice, & non pas de moyenne ou basse, ainsi qu'il est doctement expliqué par Bacquet, Traicté des droicts de Iustice, chap. 8. nomb. 7. & 8. S'il se trouue quelques vns qui veulent moyenner ou appaiser vne querelle, & tuer l'un des querelleurs, comme ils doiuent estre punis, faut voir Boer. Dec. quest. 83.

24. Defendons tous Bordeaux, Berlans & ieux de Dez, que voulons estre punis extraordinairement. Saint Loys, mil deux cens cinquante quatre, Charles 6. mil trois cens soixante neuf. Charles neufiesme, mil cinq cens soixante. Estats d'Orleans, art. 101. & 1565. & 1566. Estats de Moulins, art. 59. mises au 3. liure de la Conference des Ordonnances Royaux, tit. 10. & liure neufiesme, tit. 7. Damhoud. in Praxi crimin. cap. 126. Menoch. de arbit. iud. lib. 2. cent. 4. cas. 399. Glossa, in Authent. interdicimus. C. de Episcop. & cler. & ibi Baldus, Bartol. in l. inficiando, §. infans. D. de furto. Anan. in cap. fin. num. 24. de collusione detegenda. Aristot. lib. 4. Et hic scribis lufores deterioris esse conditionis, quam latrones. Hostiensis, in can. quorundam. Dist. 34. & in Summa, tit. de excess. pral. §. clericus. Odofred. in l. i. D. de alea lusa & aleat. Par le droit Canonique, vn Clerc estant ioüeur public & ordinaire, peut estre refusé du Benefice qu'il pourroit, cap. inter dilectos, extra de excess. pral. & ibi Abbau, & glossa cap. clericus, de vita & hon. cler. La peine est arbitraire, Diaz de Lugo, in Pract. criminal. cap. 64. Lactant lib. 6. Diuin. Inst. cap. 23. nous enseigne fort à propos, que les Bordeaux sont inuentions du Diable, Tertullian, lib. de patientia. Docuit suos patientiam propriam : illam dico, qua ma

res doct venales, aut lenocinios negotiantes uxorum potestatibus subijci. Vide Nou. Inst. 18. de lenociniis. Nouel. Justin. 14. Procop. lib. 1. de a. lit. Justiniani.

25. Les Financiers ne doivent iouër les deniers du Roy, sur peine de perdition de leurs estats, d'estre fustigés & bannis à perpetuité & leurs biens confisquez, par l'Ordonnance du Roy François premier 1532. mise au liure troisieme de la Cöference des Ordonnances tit. 10. Faber tient, *in §. item lex Italia. peculatus*, que les Receueurs qui se feroient hazarder de iouër les deniers du Roy, cömettent le crime de *peculat*, *argum. l. dolus 44. de Mandati*. La peine du crime *peculat*, est capitale l. *vn. C. de crimine pecul. l. 1. §. 1. C. Th. eod. tit. l. 5. C. Tb. ad leg. lul. repet.* par l'ancien droit autrement, l. 3. 10. & l. 10. §. D. *eod. tit. §. item lex Italia. peculatus. Inst. de publ. ind.* Mais l'Empereur Leon en la Noüelle 105. n'ordonne que la peine du double. Platon liure 12 de *Legib.* En France outre la peine de la mort, quelquesfois ils sont condamnés au quadruple des sommes par eux desrobées ou recellees. *Acicurs. ad l. 1. C. de his qui ex publ. ration. Damhouder. in Pract. rerum crimin. cap. 115. lul. Clar. lib. 5. sent. §. fin. quest. 68. num 30. Decian. Tract. de crimin. lib. 8. cap. 28. §. 30. Tom. 2. Angel. Aretin §. fin. Inst. de publ. ind. Cepol. Consil. 40. coi 6. Buff. Tract. de leg. lul. pec. §. de res. l. 1.* Par l'Ordonnance de François 1. 1545. art. 1. il est dict contre toutes personnes commettans le crime de *peculat* en ces termes: Ordonnons que le crime de *Peculat* sera puny par Confiscation de corps & de biens, par quelque personne qu'il ait esté commis: & si le delinquant est noble, sera outre la susdicte peine priué de noblesse, & luy & ses descendants declarez vilains & roturiers. Et si aucuns Cöptables se latitét & tetirét hors de nostre Royaume & pays de nostre obeyssance, sans auoir rédu compte & payé le reliqua par eux deu du fait & administration de leurs charges & Receptes: ordonnons qu'il sera procedé à l'encontre d'eux par la declaratiön des mesmes peines que contre ceux qui auront commis ledict crime de *Peculat*. L'Ordonnance de Charles 9. 1565. dispose autrement. La peine de tel crime est de droit capitale, comme nous auons mōstré cy-deuant. Mais ils sont punis quelquesfois plus legerement, comme de bannissement & amende pecuniare, ou bien quelquesfois d'autre peine plus douce selö l'exigence des cas. D'auantage les Tresoriers, Receueurs & Cöptables, ayans maniemēt de nos Finances, leurs Clercs & cömis cöuaineus d'auoir presté nos deniers, billonné iceux, baillé à vsure, mis en marchandise ou autrement appliqué à leurs profits particuliers, directement, ou indirectement, ou conuertý à autres vsages que nos Ordonnances ne portent, outre l'amende du quadruple, seront punis corporellement & priuez à perpetuité de leurs Estats & Offices, sans qu'ils puissent estre aucunement dispēsez des peines par les Ordonnances des Rois François 1. 1532. article 6. & 1541. art. 8. Henry 2. 1547. article 6. & 12. & 1554. article 12. 1556. article 6. & 1557. article 3. & 38. François 2. 1559. article 11. & 13. Charles 9. 1565. Et par l'Ordonnance du mesme Roy François 2. du 7. Nouembre 1559 article 1. Ordonnons que les Tresoriers, Receueurs & Comptables, leurs Clercs & Commis, qui seront conuaincus d'auoir billonné nos deniers & Financiers, seront punis de la vie sans esperāce de moderation de la peine, ny de grace. *Videl. l. 1. & ult. C. de his qui ex publ. ration. mort. l. 2. & ult. C. Th. de his qui cum disp. contr. l. vnic. C. de auri. prosc. d. l. vn. C. de crimin. pecul. §. l. 1. D. eod. tit. Paul. lib. 5. sent. tit. 19.* Et autres par nous cy-dessus remarquées, & en nostre Conference des Ordonnances, liure 11. tit. 3.

26. Les Banqueroutiers ou dolensement faisant faillitē ou cession de biens, seront punis extraordinairement par les Ordonnances des Rois François 1. 1536. Charles 9. 1560. Estats d'Orleans article 141. Henry 3. 1579. Estats de Blois article 105. & 1582. mises au liure 7. de la Conference des Ordonnances tit. 12. Attest à ce propos contre va Banqueroutier du 9. Ianuier 1557. Voyez les Annotations de la Conference des Costumes partie 2. tit. 5. en l'Addition, & de la Conference des Ordonnances liure 7. tit. dernier. *Boer. Dec. 215.*

27. Toutes personnes exerçās vsures, par eux ou par personnes attilrees ou interposees, sont aussi punis extraordinairement, suivant les Ordonnances de Loys 12. 1254. Philippes 4. 1310. & 1312. Loys 12. 1310. article 64 & 66. Charles 9. 1567. Henry 3. 1576. 1577. & 1579. Estats de Blois article 101. & 1580. mises au quatrieme liure de la Conference des Ordonnances Royaux tit. 6. *lul. Clar. lib. 5. sent. §. v. §. 4. num. 10.*

dict qu'ils sont punis extraordinairement à l'arbitrage du Juge. *Menoch. de arbitr. iudic. lib. 2. cent. 4. cas. 39.* Vsurier est infame de droit, *Limprobum. C. ex quib. caus. infam. non irrogatur, & ibi Accurs. Salic. Butrizar. & alij. D. Du Moulin. lib. de contract. quest. 46. num. 356.* contre l'opinion de Balde, suivant celle de *Bulgarius, Cornueus Decimus, Angel. & Socinus* dict qu'ils sont punis extraordinairement, *ex l. 9. §. 5. D. de public. & veltigalib.* Papon liure 12. des Arrests, Tit. 7. Arr. 24. Par les Conciles il est defendu aux Clercs d'estre vsuriers. *Concil. Laodic. can. 5. Concil. Carthag. 1. can. 1. Concil. Nicen. cap. quoniam. Can. si quis non ius. Dist. 47. c. 1. non licet ead. Dist. est fait infame de droit. Panormit. cap. inter dilectos, in 3. not. De excess. prelat. & d. limprobum. C. ex quib. caus. infam. & Gloss. & Bald. Alberic. in d. li. nrobum. Gloss. in cap. preterea, extr. de vsur. Abbas, in d. cap. inter dilectos, in 2. eolum. cap. 1. eod. tit. can. Canonum, can. quoniam & can. si quis obtinuit, l. 4. q. 4. can. si quis, Dist. 47. Didac. Connar. 3. Var. resol. cap. 3. num. 2. Diaz de Lugo, in Pract. crimin. cap. 82. & 83. Ignat. Lopez ad eam. cap. 97. Feller. in Pract. crimin. can. parte 22. cap. 20. Extat Pij 5. Constitutio lata anno 1568. 14. Kal. Febr. per quam iudices Ecclesiastici non solum contra clericos, sed etiam laicos, saltem quoad contractus annulationem, possunt procedere in crimine vsuvarum. En France les vsuriers sont condamnés en grosses amendes, & à la restitution: le plus souvent leur peine ordinaire, est l'amende honorable, dont y a plusieurs Arrests, mesmes l'un du 30. iour de Ianuier 1578. contre vn nommé Meriam, & du 15. iour de Iuin 1584 contre Neureux, Aduocat à Loigny. Par autre Arrest du 1. iour de Iuillet 1581. contre Maître Jean Regnier, dict la Corne, Prestre à Langres, lequel fut condamné à rendre plusieurs sommes de deniers & autres choses par luy mal & induëment exigees des particuliers denommez au procesz & despens du procesz, en la somme de vingt escus d'or sol d'amende enuers le Roy: dont le quart sera deliuré au denonciateur: & le surplus au rachat du domaine: avec defences de passer dorénuant tels contractz & marchez sur peine de estre puny suivant la rigueur des Ordonnances. Quelquesfois la Cour, ou les Juges en voyant les procesz ciuils par escrit, quand ils trouvent quelques vns chargez d'vsure, les condamnent à la restitution, comme il fut de nageres fait en vn proces par escrit, au profit de M. Iean Perrez, Procureur à Yssoudun, le dixseptiesme iour de Septembre 1594. par lequel entre autres choses, vn quidam apres quelques restitutions, contre luy ordonnees estre faites pour les conuentions faites tant aux Ordonnances qu'Arrests de la Cour, fut condamné en vingt cinq escus sol d'amende applicable la moitié au Roy, & l'autre moitié aux pauvres d'Yssoudun, avec inhibitions & defences de plus reciduer à l'aduenir en telles exactions sur les peines portees par les Ordonnances, sans poutee encourir par ledict quidam note d'infamie. Nous auons discouru de ce crime en la Conference des Ordonnances, où sont recitez quelques Arrests de la Cour concernant les vsures. Voyez Exod. Chap. 12. Leuit. chap. 1. Deuter. chap. 23. Ezech. chap. 18. 3. Matth. chap. 5. & Luc. chap. 6. Psalm. 15. Prouerb. chap. 28. Arist. lib. 1. Polit. cap. 5. Plutarch. in lib. de non sacerando, Cato. 1. de re rustice. Cic. 2. Offic. Ambros. in lib. de Rhobia Haymepopol. lib. 3. Ep. Tit. 7. lib. 6. Tit. 15. cui obseruati. cap. 28. D. d. in l. vi nullo modo, 28. C. de vsur. Auson. Si turpia lucra sanioris, & velox inopes vsura trucidat. Cic. 2. offic. Cato. lib. 1. de re Rust. Vay mōstré ailleurs que les denonciateurs n'estoient receuables à se rendre appellans des sentences pour le regard des amendes adiugees, Arrests du 27. de May de releuee 1567. & à la Tournelle le 23. Septembre 1585.*

28. Defendons à tous Marchands & autres de quelque qualité qu'ils soient, ne supposer aucun prest à perte de finance: à peine de punition corporelle & confiscation de biens: & leurs courtiers & racheteurs, seront punis de mesme peine. Charles 9. 1560. Estats d'Orleans, art. 141 Henry 3. 1579. Estats de Blois, art. 162. mise au 4. liu. de la Conference des Ordonnances, Tit. 1. Molinæus Tract de vsura quast. 23. num. 229. quest. 85. num. 559. 561 DD. in l. si pro mutua, 8. C. si cert. pet. l. 11. D. de rebus cred. l. 12. 23. & 25. D. de vsur. comme il a esté monstré en la Conference des Ordonnances au lieu sus allegué. Vid. l. 2. C. de commerc. & mercat. Bartol. in Alex. l. semper, §. negotia, D. de iure immuni. & in Rab. C. de nauiculi. lib. 11. Alexander. Conf. 108. Volu. 4. c. Gemianus, de vit. & honest. cleric. 29. Les Incendiaries ou Boutefeux, sont punis extraordinairement. L. Capitulum, §. incendiarij. D. de penis l. qui ades, l. si fortuito cum leg. seq. D. de incendio, ruina &

mauffi. l. 1. §. 1. D. ad leg. Cor. de fic. l. data C. de bin. qui accus. nou. pellant. & ibi Faber, & Glossa, Curac. lib. 21. Obs. cap. 21. Ma'uer. in Pract. Tit. de pœnit. num. 6. D. D. in l. si seruus seruus, §. si formicarius, D. ad leg. Aquil. l. si vendita, §. D. de peric. & commod. reuend. l. 1. Cod. de leg. Acquis. Boërius Decis. 16. num. 17. Damhoud. in Pract. rer. crim. cap. 103. & 104. Bald. Salic. & Cynus, ad d. l. data. Bart. & Alexander, ad d. l. §. D. de offic. præf. vigili. Angel. Aret. Tract. de malefic. in verb. incendiario, Abbas Siculus, & Felin. in cap. sua nos. De sens. excommun. Glossa, in can. cum deuotissimam, 12. q. 2. in verb. incendium. Iulius Clarus, lib. 5. Rec. sent. §. fin. q. 6. num. 20. Alexander Conf. 74. volum. 6. Capol. Conf. 69. Baldus Conf. 77. volum. 3. Socin. Confil. 111. Menoch. de arb. iud. lib. 1. Cent. 4. Casu 390. Iacob. de Bellosifus, in Pract. crimin. lib. 2. cap. 13. num. 10. Cuiac. lib. 21. Obs. cap. 21. Voyez Hottoman & autres en leurs Traictés des 12. Tables. Aucuns estiment que le Droit Canonique n'a imposé aucune peine contre les Clercs incendiaires. Drax de Luco, in Pract. crimin. cap. 98. can. pestimam, 13. q. 8. parle de la punition ordonnée contre les personnes layes seulement. can. cum deuotissimam, 12. q. 2. can. pestimam, 13. q. 8. & ibi Glossa. Felin. & D. D. in d. cap. sua nos. De sent. excom. can. si quis membratum, 13. q. 1. lib. cap. si quis, extr. de iniuriis, & damno dato. Lappez, in Pract. crim. can. cap. 105, Parle droit diuin en l'Exode chap. 12. où il est dit que celuy qui a mis le feu doit payer les dommages qu'il a fait. Vn Prestre accusé d'auoir fait brusler la maison d'un Seigneur, sur information, prinse de corps, appellante & demandant son renuoy, fut par Arrest du 4. iour de Decembre 1563. renuoyé pardeuant son Iuge, & condamné es despens. Je laisseray les autres crimes & delicts comme l'abigeat, violation de sepulchres & monumens, infraction de Sauue-gardes ou asseurement, concussions, ruptures de leuees & chaussées, de riuieres & estangs, periuremens & autres, dont les Loix font mention, & les anciens Practiciens, où le Lecteur aura recours, & en auons dict quelque chose cy-deuant, quand l'occasion s'est presentee.





IOANNIS IMBERTI

RVPELLANI, FONTENA-

IENTISQ. CAVSARVM CRI-
minalium Quæstitoris.

INSTITVTIONVM FORENSIVM

LIBER QVARTVS

DE APPELLATIONIBVS IN CAUSA
capitali: & quomodo rei ad summum iudicem
deducendi sunt.

CAPVT. I.

DE INCEPS (ut erat propositum) struendos iudicij huiusce capitalis appellationes ordiamur. Cum primis autem sciendum est, in huiusmodi interponendis appellationibus eadem observari, atque in illis, quæ à civili dimanant controuersia. Sed hæ non perinde ac illæ apud superiorem introducuntur: quandoquidem prætermisso decuria proxima gradu, ad superiorem, ac etiam ad ipsos confessus supremos, licet hæ appellationes rectè introducere. Tum non parum refert, an reus carcere teneatur, an per se tantum litiget: itemque ipsè, an regius procurator, an delator priuatus appellauerit. Nam si in custodia habeatur, & ipse vel regius procurator prouocari, oblatione nequaquam opus est appellationis: neque eos à Principe restitui oportet, quod simul ac sententia sibi pronuntiata fuit, ab ea non appellarint. Enimvero quum ab interlocutione prouocatum est, sufficit litis instrumentum apud inferiorem iudicem prolatum, ad superiorem transmittere: quod quidem negotium a fiscalis, regique procuratoris opera ferè conficitur: nisi quum delator priuatus publicè accusans subscripsit, nam eius sumptus id tum expeditur, vel si rem y segnius curent, ac definitionem appellationis maturari sua interesse reus autumat, huius negotij expeditione desungi potest. Nec tamen clam me est, à viris, &

zicere omisso medio incausa capitali appellare. De accusatè appellatione, superiori offerenda. Quando sufficiat litistrasmittere instrumentum.

De accusato
appellâre, ad
superiorem
deducendo.

*vsu & iuris peritissimus esse responsum, in hac etiam specie appellationem regij procuratoris iuxta & accusati rescripto Principis esse introducendam: necnon ante ordinariam cu usque provincia diem non posse de appellatione cognosci, nisi regius procurator in appellatione offerenda praeuertat. Sane si ad superioris iudicis carcerem traduci postulet, mos exigendus ita demum est quum sumptus necessarios se offeri sup-
peditaturum: nisi eius generis sit appellatio, quae litis non mereatur persecutionem, tum enim volens etiam nec sua quidem expensa deducitur. At si à quaestionis, tormentorumve decreto, aut à definitiva sententia corporale supplicium irrogante pronocet condemnatus, vel si ipse minimè exposcat, atque etiam inuitus coram superiori iudice exhibebitur, vna cum illius qui iudicauit, elogio. Hanc sane curam inferior index protinus ac sententiam dixit, apparitori suo mandat. Verum ubi suspecta est condemnati, aut consanguineorum amicorumve eius potentia, vt iure timeatur ne dum transeabitur, eripiat: cum index praconio iubet nundinū promulgandum, vt si quis sua fide & expensis reum coram superiore sistendum redimere voluerit, ad certam diem pro tribunali minoris licitanti hanc operam addicet: itaque secundum edicti diuulgationem munere suo index fungetur. Cauebit planè qui hanc curam suscepit, vt in diuersis aut cauponis inserendum logiores moras non protrahat: necnon, vt quum eò ubi reus sistendus est, ventum fuerit, euestigio illum ad carcerem deducat, elogiumque quod à prioris iudicis aëuario sumptum est, apud superioris deponat archivum, contestationemque exhibitionis huius à superioris etiam scriba accipiat. Quod si absque licitationis conditione hanc obierit provinciam, curabit sibi mercedem à superiore taxandam: cuius quidem solutio pene semper canonis regij coactori stationem in eo loco unde reus deductus est, obtinenti imperatur: ita tamen, vt ille, de ea pecunia referre quaestionem possit, vel priuato delatori, vel ipsi reo.*

PARA-





PARAPHRASE DV

QVATRIESME LIVRE DESDITES

INSTITVTIONS PAR LEDIT

AVTHEVR.

DES APPELLATIONS EN MATIERE
criminelle, & comme elles se doiuent releuer : ensemble les
prisonniers menez à la Cour avec leur procès.

CHAP. PREMIER.

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Appellations en criminel se releuent comme en ciuil : & le prisonnier est relené de l'Illicd. 2. Quand l'accusé appellant n'est tenu de releuer. 3. En quels cas l'appellant peut releuer en la Cour obmis le moyë, & faut mener le prisonnier à la Cour. 4. En quels cas il ne faut point mener. 5. Comment on doit mener un prisonnier à la Cour. 6. De bailler prisonnier à mener | <p>aurabaü.</p> <ol style="list-style-type: none"> 7. L'appellant n'est tenu faire grossoyer le procès criminel ne le porter, sinon qu'il soit demandeur, soit le Roy ou partie ciuile. 8. Ordonnance du Roy Charles VIII. art. 31. abrogee. 9. La taxe du menage du prisonnier, & portage se fait par le Iuge d'appel : & par la Cour sur le Receueur du domaine, sauf à recouurer sur la partie ciuile, ou sur le prisonnier. |
|--|--|

SSS ff



Vis qu'auons mis fin à la forme de proceder, & donner sentence en la premiere instance des matieres criminelles au tiers liure precedent : reste qu'en ce quatriesme liure nous declarions la maniere de proceder, & donner sentence en seconde instance desdites matieres : laquelle concerne les appellations interjettes des sentences diffinitives, donnees en causes criminelles.

1. Appellations en criminel se releuent comme en civil: & le prisonnier est releué de l'illico.

Conuient entendre en premier lieu, qu'en ces matieres il faut appeller comme és matieres ciuiles : sinon que quand l'accusé est prisonnier, il est releué tousiours de l'illico. *

2. Quand l'accusé appellant n'est venu de releuer.

Quant à releuer appellations, elles doiuent estre releues dedans mesme temps qu'en la cause ciuile, sinon que quand l'accusé est condamné, le plus souuent il ne releue point : car s'il est condamné à peine corporelle, il est mené avec son procès criminel à la Cour, ou pardeuant le Iuge moyen superieur.

3. En quels cas l'appellat peut releuer en la Cour, obmis le moyen, & faut mener le prisonnier à la Cour.

Et en ce y a plusieurs Ordonnances contraires en peu de temps, & de mesme Roy, sçauoir est du Roy François premier de ce nom : parce que par les Ordonnances faites par ledit Roy sur la distinction de la iurisdiction des Iuges Presidiaux & Preuostaux, l'accusé condamné à auoir la torture, ou par sentence diffinitive en quelque peine corporelle, ou en amende honorable; pouuoir appeller formellement en la Cour de Parlement à Paris, obmis tous les moyens Iuges.

Par les Ordonnances dudit Roy publiees en l'an 1539. au mois d'Aoust en vne queue d'un article desdites Ordonnances estoit dit que le Roy vouloit toutes appellations en matiere criminelle ressortir & estre releues en la Cour. Mais ladite Ordonnance estoit si preiudiciable à la chose publique, qu'elle a esté reformee par Edict du Roy, par lequel il auroit déclaré qu'il n'entendoit ladite Ordonnance auoir lieu, sinon és cas susdits contenus & declarez par ladite premiere Ordonnance, faite sur la distinction des Iuges Presidiaux & Preuostaux.

4. En quels cas il ne faut point mener.

Si l'accusé est appellant d'une sentence interlocutoire, * laquelle n'est reparable en diffinitive, & empesche qu'on ne puisse proceder au principal : il ne faut point que l'accusé soit mené prisonnier pardeuant le Iuge de la cause d'appel : mais s'il n'est prisonnier, & qu'il soit seulement comparant en personne, il faut seulement qu'il compare en personne pardeuant le Iuge d'appel.

Toutesfois si l'accusé prisonnier en cedit cas veut estre mené prisonnier pardeuant le Iuge d'appel aux despens d'iceluy prisonnier, il y pourra estre mené, quand par le moyen de l'appel on ne peut proceder au principal. Car si nonobstant l'appel on procedoit au principal, il n'y auroit apparence de l'y mener : d'autant que cependant on ne pourroit proceder contre luy.

5. Comment on doit mener un

Et quand il conuient mener le prisonnier condamné appellant, * le

Sergent qui prend ceste charge, ne doit laisser séjourner aux hosteller-
ries, par les chemins, ou en la ville, és prisons de laquelle on le mene, plus
qu'un autre passant: ains faut qu'incontinent qu'il est venu audit lieu, il le
mene aux prisons dudit lieu: & faut qu'il prenne descharge du Greffier,
comment il a mis le prisonnier aux prisons, & son procès au Greffe du Ju-
ge d'appel: comme il est dict ¹ par les Ordonnances du Roy Charles
VIII. art. 3. ²

*prisonnier à la
Cour.*

Et s'il n'y a partie que le Roy, on a de coustume de bailler au rabais ^h à
mener le prisonnier pardeuant le Juge d'appel, & fait le Procureur du
Roy à sçavoir par cry public & son de trompe au iour de marché, que tel
prisonnier est à mener au rabais, en la ville de Paris, avec son procès au iour
du marché ensuiuant: & audit iour assigné, le Juge ordonne que le pri-
sonnier & son procès seront baillez à celuy qui pour moindre prix de
deniers le voudra mener & conduire en la ville de Paris, en bonne & seu-
re garde.

*6. De bailler pri-
sonnier à mener
au rabais.*

Combien qu'en causes ¹ ciuiles l'appellant soit tenu de faire porter les
facs du procès par escrit au Juge d'appel, ou à son Greffier, neantmoins en
cause criminelle le demandeur soit le Roy, quand il n'y a partie ciuile, ou
icelle partie ciuile est tenué à ses despens, & de faire grossoyer le procès
criminel, & l'enuoyer au Greffe du Juge d'appel. Lequel Juge fera la taxe,
tant de la grosse que du portage dudit procès. Et par les Ordonnances du
Roy Charles ¹ VIII. art. 32. ^m estoit dit que le Juge bailleroit ledit pro-
cès par escrit au Sergent qui l'adiourneroit par vertu du relief d'appel, pour
soustienir & defendre les torts & griefs: mais on n'y se point de present de
ladite Ordonnance.

*7. L'appellant
n'est tenu faire
grossoyer le pro-
cès criminel ne le
porter, siuó qu'il
soit demandeur,
soit le Roy ou
partie ciuile.*

*8. Ordonnée du
Roy Charles
VIII. art. 32.
abrogée.*


Quand on n'a point baillé au rabais le prisonnier à mener, la taxe du
menage se fait ⁿ par le Juge d'appel, comme du portage du procès par
escrit, & est mandé par la taxe, de la mettre à execution sur les deniers du
domaine du Roy, au lieu duquel est enuoyé le prisonnier: sauf au Rece-
ueur du domaine du Roy audit lieu, d'en auoir recours à l'encontre de la
partie ciuile, ou du prisonnier, comme de raison.

*9. La taxe du
menage du pri-
sonnier, & por-
tage du procès, se
fait par le Juge
d'appel, & la
Cour sur le Re-
ceueur du Do-
maine, sauf à re-
courir sur la
partie ciuile, ou
sur le prisonnier.*

ANNOTATIONS SVR LE LIVRE IIII.

Des Institutions Forenses, Chapitre premier:

Des appellations, &c.

^a  A raison est tirée de ce qu'on dict ordinairement, *resu appellans quotidie
granatur, cap. ex parte in 1. not. extr. de appell. Baldin l. quest. 2. Cod. de Esq. &
cler. lason. in lita demum. col. 1. num. 5. C. de procurat.* comme il est monstré
au chap. 13. du 3. liure des Institutions Forenses cy dessus. Auteste au
chap. 1. du 1. liure des Institutions Forenses, nous auons monstré la de-
finition d'appellation. *Afcan. in 3. l. err. Appellatio est inferiori ad potorem.*

^b Il entend l'article 22. de l'Ordonnance de Cremieu 1536. & le 163. de celle de
l'an 1539. mises au liure 7. de la Conférence des Ordonnances, tit. 8. Depuis est inter-

reue l'Edit donné à Angoulême le 20. iour de Novembre 1542. lequel approuue ladite Ordonnance de Cremeu en ces termes: Voulons que les Appellations interiettes des Iuges ordinaires de toutes sentences & iugemens de tortures ou autres afflictions de corps, comme de mort civile ou naturelle, fustigations, mutilation de membres, bannissement perpetuel ou à temps, condamnations à ceures ou seruiues publiques, amendes honorables à Iustice, & non autres, soient celles quidoiuent immediatement ressortir en nostre Cour de Parlement, pour en icelle es cas susdicts les prisonniers & leurs procez estre incontinent enuoyez, afin d'y estre promptement iugez & determinez. Au regard des autres appellations interlocutoires & diffinitives, qui ne seront de la qualité susdite, elles se releueront, & seront iugees par nos Iuges ordinaires ou leurs Lieutenans ressortissans auement en nostre Cour de Parlement, chacun en son regard, & de là par appel en nostredite Cour. Au surplus que la Cour en verifiant l'Edit le 12. Avril audit an 1542. ordonna qu'il seroit en l'option des prisonniers, appellans de l'emprisonnement & longue detention de leurs personnes, ou de refus & deny de droit, d'appeller auement en la Cour des torts & Griets pretendus à eux faicts par lesdits Iuges. *Vide Bald. in l. 2. C. de epis. aud. Hippol. in Praxi crimin. in verbo ordine, num. 5. Iason. in l. ait. prator. §. si aliquando, num. 9. De noui op. nunt. c. ex parte, in verbo quales. extr. de appell.*

c Cccy est pris des Anotations.

d Voyez le Chap. 2. de ce 4. liure des Institutions,

e Par l'Ordonnance du Roy Henry 2. 1549. art. 2. Ordonnons qu'au Greffe de nostre Palais à Paris, sera mis & enregistre le iour auquel les prisonniers auront esté deliurez aux Sergens: lesquels s'obligeront de rapporter au Greffe de la Cour certification du Iuge où les prisonniers auront esté renuoyez, du iour quil seront arriuez & par eux deliurez, & se sur peine de priuation d'Office & d'amende arbitraire.

f Charles 7. 1433. art. 36. Charles 8. 1593. art. 102. Loys 12. 1507. art. 31. François 1. 1555. Chap. 13. art. 13. mises au liure 9. de la Conference des Ordonnances titre 1. Ordonnons qu'incontinent qu'un criminel sera amené à nostre Cour de Parlement, qu'il soit mené tout droit es prisons de nostredite Cour, sans en aucune maniere arrester en nostre ville de Paris, ne le tenir en hostellerie n'autre part, sur peine de priuation d'Office & d'amende arbitraire.

g Il faut dire art 102. & non pas art. 31.

h Charles 1560. Estats d'Orleans art. 36. La conduite des prisonniers sera baillie au rabais par les Iuges des lieux: Et ne seront les Huiſſiers appelez Sergens conducteurs des prisonniers receus à l'empescher. Et par Art. & Ordonn. de la Chambre des Comptes le 13. iour d'Aoust 1563. fut ordonné que pour mener chacun prisonnier y auroit trois hommes qui seroient tenus faire chacun iour douze lieues; tant en hyuer qu'en Esté, l'un portant l'autre: & que pour ferrer & deferrer les prisonniers, despence & loüage de cheual, nourriture desdits prisonniers: & generalement de tout ce qu'il conuiendrait fournir pour ladite conduite & seureté d'icelle, ils auront pour chacun iour pour leurs salaires, frais & mises outre & par dessus la somme de quarante sols parisis, laquelle est ordonnee, la somme de douze sols parisis. Toutesfoies es voyages qui seront de cinquante lieues & au dessus, iceux conducteurs auront un iour de sejour, tant pour reposer, eux & leurs cheuaux, que recouurement de ce qu'il leur sera ordonné: & à la charge qu'incontinent qu'ils seront arriuez sur les lieux, les Receueurs pour le Roy ou leurs Commis seront tenus leur payer ce qu'il leur aura esté par ladite Châbre ordonné, & à ce faire contrains cōme pour les propres deniers & affaires dudit sieur, sans que lesdits conducteurs soient tenus bailler ausdits Receueurs ou leurs Commis certification de la carence de biens des prisonniers, & que pour raison de ce iceux prisonniers puissent retenir aucune chose d'iceux conducteurs: & où par faute de paiement iceux conducteurs sejourneront plus dudit iour, le sejour sera aux despens desdits Receueurs: & moyennant les choses susdites, iceux conducteurs seront tenus par corps de mener & conduire lesdits prisonniers sur les lieux où il appartiendra: dont lesdits Receueurs & chacun d'eux rapporteront certification suffisante du Iuge & Greffier du Siege, auquel auant esté renuoyez lesdits prisonniers: & aussi de bien traicter, nourrir & alimenter iceux pri-

Donniers de sorte qu'il n'en aduienne aucun inconuenient ou dommage : sans que par cy-apres il puisse estre taxé ne ordonné ausdicts conduçteurs autre ne plus grande somme que celle cy-dessus, soit pour espices ou autres choses qui pourroient estre par eux aduancees, pour la vuidange du procez desdits prisonniers : le tout par maniere de provision seulement.

i Cecy est prins des Annotations.

k Le prisonnier ne doit aussi estre mené à ses despens par l'Ordonnance des Rois Charles 8. 1493. art. 105. Loys 11. 1507. art. 131. & François I. 1535. Chap. 13. art. 17. mises au liure 9. de la Conference Tit. 1. Descadons qu'es commissions qui seront par les Greffiers expedices pour faire mener aucuns prisonniers es prisons de nostre Cour, ne soient amenez à leurs despens, si ce n'est qu'il eust esté par nostre redite Cour expressement ordonné, *Quoniam expensis iudicij à quo prouocatum erat, reus ad superiorem transmissus erat, si modo reus ipse nulla bona haberet, ut notatur in Auth. de defensor. c. iiii. §. audient. Const. 3. §. per Buld. §. Fabr. in l. mi. simi. C. de appellat. §. de Guid. Pap. Dec. quest. 135. §. in Tract. de appellat. quest. 30. Alesier. Dec. Thol. quest. 100. §. 174. & in Clem. 1. de offic. ordin.*

l Il faut lire Charles septiesme & non pas 8. comme il est porté par les Annotations.

m C'est l'Art. 35. Loys 11. 1507. art. 130. François I. 1535. chap. 13. art. 2. mises au liure 9. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 1. Notez donc qu'en matiere criminelle l'innimé ou accusateur doit faire porter le procez, & se bailler l'executoire contre luy & non pas contre l'appellant ou accusé, ainsi qu'il a esté souuent iugé par plusieurs Arrests, comme i'ay dit ailleurs, mesmes le 12. May 1564. le 3. Ianuier 1569. le 23. Iuin 1571. & le 19. Decembre 1579.

n En la Cour de Parloiment telle taxe se fait par vn Commissaire d'ieelle.

QVANDO REVS PENDENTE APPELLATIONE in custodia detineatur.

C A P. II.

Porro ubi delator priuatus solus appellat, et met si in vinculis reus adhuc sit, libello appellatorio haud secus quam in civilibus causis offerenda est appellatio, neque interest utrum ab interlocutione, an à definitionis sententia promouetur. Verantamen cum priuatus accusator ab omni alia interlocutione praterquam ea, qua reus comprehendatus est, appellat: tantisper accusatus carcere cohibebitur, quoad finis appellationis impositus fuerit: nisi absolutionis definitionem praeciparis: nam quaedam existunt appellationes, quae litis progressionem non impediunt: de quibus infra latius disputabitur. Proinde nisi à comprehensionis aut absolutionis decreto regius procurator appeller, ne priuati quidem criminatorii appellatio ab utriuslibet generis decreto interposita reum in custodia retinet: sed per procuratorem, quod reliquum oris controuersia, exequi poterit. Rursus si accusato carceris loco urbs tantum sit assignata, simili prorsus modo appellatio apud superiorem debet introduci, ac si à disceptatione civili nasceretur, sine reus ipse, sine aduersarij tum publici, tum priuati ab interlocutione aut definitione appellent. Et quibus ex causis reus interea in carcere asseruatur, sitidem ex his accusatus hic in priori reatus conditione permanet, donec de appellatione fuerit pronuntiatum. Quod eo pertinet, ut aut ubi iudicatum est, aut ubi de

Quando reus pendente appellatione in custodia detineatur.

appellatione cognoscitur, subsistere debeat omnino. Tamen si quidam in ea sint hares, ut existiment ab interlocutione appellantis ibi subsistere cogi, ubi appellatio examinanda est, si modo ea summa quaestiones cursum remoretur: sin minus, constat manifestissimè reo non licere à prioris iudicii loco discedere. Plane huic opinioni non deesse supremi confessus Parisiensis praedictum, habeo exploratissimum. Nam aliquando vidimus aduersus appellansem edictum à lite absolutorum concedi, quod ille ad nomen ex nomenclationum schedulis recitatum per seipsum non responderet, tamen si procurator absentiam excusaret, quia ille in loco ubi coeptum erat primum iudicium, peritaret undeque egressum putaret sibi interdictum. Sed & ubi quidam ab incompetens iudicis decreto, quo iussus erat per se iudicio adesse, appellasset, neque seipsum suprema curia iudicio steterit, scio cum in edicti illius poenam incidisse, licet per procuratorem defenderetur. Veruntamen sic appellans, ad dicendam appellationis causam per procuratorem admissi pridem solus fuit. Caterum quod ad iudicem aduersariumque in ius tuendi iudicati causa vocandum pertinet, hoc eorum à quibus orta est appellatio, rationem, sicuti in civilibus iudicijs, habebimus.

EN QUELS CAS L'ACCUSE' EST TENU comparoir en l'estat en cause d'appel & consigner les amendes.

CHAP. II.

- | | |
|---|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Quand la partie civile est appellant seule, ou appellant avec le Procureur du Roy, comme l'accusé doit comparoir pardeuant le Iuge d'appel. 2. Quand il n'y a que la partie civile appellant de l'estlargissement, comment le prisonnier se doit pourvoir. 3. Si audit cas il faut se pourvoir pardeuant le Iuge à quo, ou ad quem. 4. Si la partie civile seule est appellante, & face intimer l'accusé à comparoir en l'estat qu'il estoit auant la sentence, comme on y doit pourvoir. 5. Quand le Procureur du Roy est | <ol style="list-style-type: none"> appellant, comment l'intimé doit comparoir. 6. Appellant du decret d'adiournement personnel ou de prise de corps, doit comparoir en l'estat du decret. 7. Quand le Procureur du Roy se porte appellant du decret, comme de grief contraire, n'est l'accusé tenu comparoir en l'estat du decret. 8. Quand l'accusé est condamné en quelque somme de deniers, il doit consigner, quant à l'amende du Roy, & bailler pleiges quant à la reparation civile. 9. De faire canceler ou rayer les congez à défaut de comparution. |
|---|---|

10. Des exactions qu'on fait en
levant les amendes du Roy.

11. L'appellant d'amende hono-
rable, est tenu se rendre prison-

nier, & iusques à ce la partie
aduerse n'est tenue de conclur-
re en procez par escrit.



S'il n'y a que la partie civile appellante de l'eslargissement du defendeur, ou de la sentence par laquelle les parties sôt receuës à procez ordinaire, ou de la sentence portant absolution du defendeur, iceluy defendeur n'est point tenu de comparoit en l'estat qu'il estoit auparavant ladite sentéece pardeuant le iuge d'appel. Mais si le Procureur du Roy estoit appellant, lors l'accusé seroit tenu de comparoit en la cause d'appel en l'estat qu'il estoit auparavant la dite sentence: car il est ou prisonnier, ou venant en personne. Car la detention de la personne de l'accusé appartient au Procureur du Roy, & non à la partie civile demanderesse, quoy que soit principalement: combien que la partie civile soit bien receuable seule à se porter appellant de l'eslargissement de l'accusé, quand il est tortionnaire: comme quand il seroit fait pendant les recolemens & confrontations de tesmoins. Car elle y a lors interest, d'autant que ledit eslargissement pourroit empêcher la verification du cas & delict dont est question: & aussi s'il aduenoit que l'accusé fust condâné en quelque sôme, enuers ledit demandeur partie civile, l'accusé tiendrait prison iusques au parfait payement de la sôme.

Et pour ce quand le Procureur du Roy n'est appellant de l'eslargissement, & qu'il n'y a que la partie civile qui en soit appellant, l'accusé a de coustume auoir lettres Royaux adressans au siege, où a esté donnée la sentence d'eslargissement pardeuant autre iuge que celuy qui l'a donné, & par lesquelles est mandé, que s'il appert qu'il n'y a que la partie civile appellante, & que les gens du Roy n'en ayent appellé, il en ce cas^b procede à l'eslargissement real & actuel du prisonnier, ou l'execution de la dite sentence d'eslargissement comme de raison.

Semblablement si l'accusé estant prisonnier est absous par sentence dont il n'y a que la partie civile appellante, ledit accusé obtient ordinairement pareilles lettres Royaux que dessus, tendans à faire eslargir l'accusé desdites prisons. Toutesfois me semble qu'en l'un ne en l'autre cas n'est necessité d'obtenir lettres Royaux, & que si eslargissement est fait par sentence interlocutoire, le iuge qui a donné l'appointement de l'eslargissement, peut executer son appointement, nonobstant l'appel de la partie civile. Pareillement si la sentence diffinitive d'absolution, ou d'eslargissement, est telle qu'on puisse passer outre nonobstant l'appel, dont nous parlerons cy apres: le iuge d'appel sur la requeste à luy^c presentee peut eslargir le prisonnier. Mais on a accoustumé de se pourvoir au siege, où a esté donnée ladite sentence: parce qu'on en a

1. Quand la partie civile est appellant seule, ou appellant avec le Procureur du Roy, sôme l'accusé doit comparoit pardeuant le iuge d'appel.

2. Quand il n'y a que la partie civile appellante de l'eslargissement, comment le prisonnier se doit pourvoir.

3. Si au dit cas il faut se pourvoir pardeuant le iuge à quo, ou ad quem.

plus facile expedition que pardeuant le superieur.

4. Si la partie civile seule est appellante & face intimar l'accusé à comparoir en l'estat qu'il estoit auant la sentence, comment on y doit pourvoir.

Et quand il n'y a que la partie civile appellante si elle^d obtient Lettres Royaux de relief d'Appel, pour faire comparoir l'accusé en l'estat qu'il estoit lors de l'eslargissement de la sentence: & qu'elle luy face intimar qu'il soit & compare audict estat, l'accusé se pourra porter appellant de l'exécution dudit Relief d'Appel: & ainsi en fut dict par Arrest le vingt-quatriesme iour d'Octobre milcinq cens trente & vng aux Grands-Jours tenus à Poitiers. Toutesfois me semble qu'il seroit aussi bon, qu'au iour assigné il fist comparoir son Procureur, & remonstrast à la Cour, ou autre Iuge superieur qu'il n'est tenu de comparoir en personne: car lors il seroit receu a comparoir par Procureur.

5. Qu'il le Procureur du Roy est appellant, comment l'intimé doit comparoir.

Mais où le Procureur du Roy est appellant, s'il est appellant d'une sentence interlocutoire, & que l'on ne puisse passer outre nonobstant son Appel, & que l'accusé soit prisonnier en prison close, ou en la maison d'un Sergent: il demeure tousiours audict estat, iusques à ce qu'il soit decisi dudit appel, & n'est point mené pardeuant le superieur, sinon qu'il soit appellant de la Torture, ou qu'il requiere qu'il soit mené à ses despens comme dict est cy-dessus. Mais si l'accusé n'a que la ville pour prison: il faut qu'il compare en personne en la cause d'Appel.

6. Appellant du decret d'adiournement personnel ou de prise de corps, doit comparoir en l'estat dudit decret.

Le semblable est gardé, quand l'accusé est appellant du decret d'Adiournement personnel, ou de prise de corps: car il faut qu'il compare en personne, ou se rende prisonnier, combien qu'il soit appellant comme de Iuge incompetent: sinon qu'il apparut oculairement par le decret, ou par l'exploict de l'exécution dudit decret, de l'incompetence: comme li le Seneschal de Poictou, ou son Lieutenant à Poitiers, decretoit vne prise de corps contre vn homme, & qu'il mist par ledit decret: demeurant à Fontenay le Comte.

7. Quand le Procureur du Roy se porte appellé du decret come de grief contraire, n'est l'accusé tenu comparoir en l'estat du decret.

Car en ce cas j'ay veu monsieur le Procureur general de la Cour se porter appellant dudit decret avec l'accusé comme de grief oculaire, & par le moyen dudit appel l'accusé n'estoit point contrainct de descendre en la Conciergerie auparavant qu'on plaidoyast la cause d'Appel.

8. Quand l'accusé est condamné en quelque somme de deniers, il doit assigner, quant à l'amende du Roy & bailler pleges quant à la réparation civile.

Et si l'accusé est condamné en quelque somme de deniers, & qu'il en appelle, il est tenu de comparoir pardeuant le Iuge superieur en l'estat qu'il estoit au temps de la sentence, & à défaut de telle comparition, sera contre luy donné congé en la Cour de Parlement: sinon qu'il monstre par Registre du Greffier du Iuge à *quo* ou *ad quem*, qu'il aye assigné les sommes, & quelles il estoit condamné envers le Roy: ou qu'il baille pleige de payer la somme en laquelle il estoit condamné envers la partie, quand ores l'accusé n'estoit que venant en personne par deuant le Iuge à *quo*. Et est-on receu à rabatre le Congé en informant de ladicte consignatiō de l'amende du Roy, & baillant pleige de celle de partie civile, iusques à ce que le Congé soit scellé. Et ordonne la Cour souuentefois, que l'accusé pourra bailler pleges au lieu de son domicile, quant à ladicte amende de partie civile, & commet au Iuge dudit pays pour recevoir

recevoir la caution, partie presente ou appellee. Et parce ordinairement quand l'accusé prisonnier est condamné en quelque somme, il se porte appellant, & neantmoins sans prejudice de son appel il consigne la somme au Greffe.

Mais il faut bien que l'accusé prenne garde, qu'il face canceller le congé au registre du Greffier de la Cour, apres qu'il est rabatu. Car le Greffier n'ayât memoire du rabat, le baille par fois au Receveur des amédes du Roy en la Cour de Parlement: lequel le baille à ses Sergens: lesquels nonobstant quelque Arrest de rabat qu'on puisse montrer, mettent les pauvres gens prisonniers pour l'amende, & exigent d'eux l'amende, & les frais du commandement: & les plus gracieux encores se font payer entiere-ment d'edits frais.

Et combien qu'ils ayent plusieurs amendes à leuer, neantmoins ^h pour chacune se font payer voyage entier de Paris: & pour le moins ils en ont quatre ou cinq escus. Et aucunes fois pour vne amende de soixante ou cent sols parisis, se font payer my-voyage de Paris; dont le pauvre peuple est for foulé & opprimé. Ce que l'escriit, à fin que ceux à qui appartient en faire la correction, puissent se entendre par eux, ou par rapport d'autres qui verront cest endroit, & qu'ils y pouruoyent.

Et si l'accusé venant en personne est condamné en amende honorable, ou autre chose qui la sonne ou equipolle, & qu'il n'ait esté restrainit en prison close par le Juge à quo, il faut qu'il se rende prisonnier és prisons du Juge ad quem, ou en la Cour s'il est appellé, comme tenu comparoir en cest estat: ou autrement y aura contre luy congé, & ne seratenuë la partie civile à conclurre au procès par escrit, ne rien dire iusques à ce qu'il soit prisonnier. Et ainsi en fut dit contre vne femme de noble lignee, & de bonne qualité, par Arrest donné le 16. iour de Septembre 1536. ⁱ Si uue toutes fois à la mettre en la maison d'un Huissier de la Cour, si la Cour void que faire se deust, ce que ladite Cour fit apres qu'elle eust esté trois ou quatre iours en la Conciergerie, par vne requeste presentee à ladite Cour.

9. De faire canceller ou rayer les congés à defaut de comparition.

10. Des exactions qu'on fait en leuant les amendes du Roy.

11. L'appellé d'amende honorable est tenu se rendre prisonnier, & iusques à ce que la partie adverse n'est tenu de conclurre au procès par escrit.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. II.

En quel cas l'accusé est tenu, &c.

La plus grande partie du chap. 2. est tirée des Annotations. *Vide notat. in d. l. minimè, & l. eos. §. super his. C. de appellat.* Les accusez sont tenus comparoir en estat: comme il a esté iugé par plusieurs Arrests, mesmes le 20. Ianuier 1571. & le 12. May 1565. V. Papon liure 19. des Arrests, tit. 1. Arrest 33.

b Cccy est pris des mesmes Annotations.

c *Faber in d. l. minimè, scribit iudici esse qui de appellatione cognoscit, & reum pendente appellatione datu fideiusforibus carcere laxet. Quod intelligendum de appellatione, qua à definitiua interponitur sententia.*

d Cccy est tiré des Annotations.

e Cela est pris d'edits Annotations.

TTTtt

f. D. l. eos. §. super his. C. de appell. Innocent. cap. vi. sam. De sent. excommun. Bartol. in l. ab executione. C. Quorum appell. non recip. Angel. Tract. de malef. in gloss. presente, versic. quare an ab appellatione. Rebuff. Tract. de sent. execut. sur l'Ordonnance de Charles V. l. art. 7. Vide Guid. Pap. Dec. quæst. 235. 236. & 237.

g. Cccy est pris des Annotations.

h. Par Arrest prononcé en l'Audience le 4. iour d'Aoust 1551. par M. le President le Maistre, il fut enjoinct au Greffier de la Cour de ne delivrer au Receveur des amendes de la Cour aucuns Arrests excédans la somme de cent sols parisis d'amende & au dessous, sinon six semaines apres la prononciation desdits Arrests, à fin que les Procureurs en puissent aduertir leurs parties, pour enuoyer argent au Greffe de la Cour, sans attendre l'exécution. Au surplus notez que par Arrest du 29. Novembre 1596. des Grands-Jours de Lyon, il est dit que les amèdes adiugees seront mises es mains du Receveur des amendes, si aucuns y a, ou Receveur du Domaine : sans que les luges les puissent faire mettre en autre main, ou autrement en ordonner. Nous auons recité cy dessus l'Arrest contre le Seneschal du Dorat ou son Lieutenant.

i. Il faut lire le vingt-sixiesme : car la date est corrompue en toutes les Impressions Latines & Françoises.

APPELLATIONIS IUDICIA QVOMODO in absentes exercentur.

CAP. III.

Appellationis
iudicia quo-
modo in ab-
sentes exer-
centur.



Gedum patefacto harum appellationum aditu, ostendamus quo in absentes ordine exercentur, deinde de his inter presentes agit adu dictum. Et sane si reus in carcere causam primariam suscepit, ac transegerit ad definitiuam usque sententiam: & post appellationem ab ea interpositam ausugiat, non secus ac si in laxiore mansisset custodia, ac per se tantum litigasset, eius reuincetur contumacia. Itaque in specie utraque reatus huiusmodi prorsus modum ad perficiendam absentis contumaciam peruenietur, atque in civilibus iudiciis, de quibus supra copiose actum est, Nec interest regisne procurator an primatus delator, an reus ipse appellauerit: neque utrum ad inferiores, an ad supremas, item quis eorum abfuerit, ac denique lis contestata fuerit, necne. Siquidem per omnia, quantum ad faciendam absentis contumaciam, aequalis sunt capitalium & civilium controuersiarum appellationes. Quamobrem ad eas appellationes qua inter presentes discutuntur, pergamus. Quum igitur reus in iudicio inferioris custodia adhuc tenendus est, aut per seipsum duntaxat iudicium subire cogitur appellationis: controuersiam perinde tractari oportet, atque si à lite civilis manaret appellatio. Sim apud superiorem eum elogiore reus sit exhibitus, appellationis causæ ore proprio exponit: quæ index actuario distat. Itaque ex his ad elogiore additis expenditur, sententiæ prior conformanda sit, an reformanda. Sed si post contestatam appellationem licet reus, idemque appellans, qui per seipsum appellationis iudicium cogitur obire, desit iudicio, nec multam quam fisco præbere damnatus est, deposuerit publicè apud eum qui iudicauit acta, nec fideiussores de multa aduersario priuato datum præstiterit: potest aduersarius eum ex breuiculus nomenclationum accersi curare, ut per se compareat, sententia expectaturus pronuntiationem. Itaque si ille non se fias, in eum Curia Paris. suprema vltimum illud edictum (quod congedium nomi-

Rufusqualiter inter presentes.

nant) concedet : quod deinde intimo expendet consilio. Verùm ex eo edicto non illam adiudicare solet utilitatem, ut male appellatum fuisse pronuntiet : sed hanc duntaxat, ut appellans intra certam diem apud regij canonis susceptorem illum qui in ea agit urbe, ex qua dimanauit appellatio, deponat multam fisco adiudicatam : fideiussoribusque datum caueat multam privato accusatori adiudicatam solui : alioquin die illa præterita iubet reum prehendi, & ad curia ipsius protrahi carceres : insuper eum in huius edicti, eiusque causa omni consecuta expensas privato reddendus accusatori condemnat. Nonnunquam verò ubi etiam rem hanc impleuit obsequationem, ac satisfactionem : cum curia in pristina reatus conditione retinet usque ad appellationis definitionem, eamque cogit opperiri. Interdum autem ad tempus reatu soluit, prout criminis suadet qualitas. At si præsens nolit huius edicti in aduersarium absentem impetrandi molestiam & sumptus suscipere, iure poteris illo absente persequi controversia imponi terminum : desideriumque eum sequetur curia, nisi Regius procurator è fiscali admoneat esse ut rem per se ipse sistatur, veluti quum in subducendo litu calculo, procurator regius censet appellandum à sententia tantquam minore, minusque seuera. Tum enim reuocabitur rem intra Parisiensis urbis septa. Illud autem interest in appellationis ordinatione inter civile & capitale iudicium, quòd appellans in capitali iudicio, etiam si per se duntaxat litem exerceat, non admittetur ad alius grauaminis illati causas proponendas, nec ad alia instrumenta proferenda, quàmque coram anteriori iudice adduxerit, & protulerit : nisi hac lege, ut seorsum à priore litis instrumento ea recipiantur & exponantur, eorumque prout sibi videatur, curia habeat rationem in decidenda appellatione. Non autem purè & simpliciter, ut in civili iudicio, ea admittuntur. Aduersarius tamen ca-

DE LA FORME DE PROCEDER EN causes d'appel quand les parties sont présentes ou absentes.

CHAP. III.

- | | | |
|--|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Raison de la procédure criminelle faite en cause d'appel.</i> 2. <i>Accusé doit plaider ses griefs & causes d'appel par sa bon-</i> | | <ol style="list-style-type: none"> <i>che.</i> 3. <i>Différence entre les appellations en cause civile ou criminelle.</i> |
|--|--|---|

1. *Raison de la
procedura crimi-
nelle faite en cau-
se d'appel.*

Vous auez entendu comment & en quel estat l'accusé appellant est tenu comparoir en la cause d'appel, qui est le commencement pour paruenir à le contumacer. Parquoy conuiet de present parler de la maniere de contumacer, tant l'accusé appellant que les parties aduerses. Et certes en ce nous deuons vsr de telle procedure entierement qu'en causes ciuiles, soit que l'accusé ait esté prisonnier iutques à diffiniriue, & par apres soit euadé des prisons: ou qu'il ait esté seulement comparant en sa personne, ou que ledit accusé soit appellant, ou lesdites parties aduerses.

2. *Accusé doit
plaider ses griefs
& causes d'ap-
pel par sa bou-
che.*

A ce moyen venons à declarer la forme de proceder que nous gardons, quand toutes les parties sont presentes. Et semblablement nous y tenons telles procedures qu'aux appellations des causes ciuiles, sinon que l'accusé prisonnier appellant est ouy sur les griefs & causes d'appel par sa bouche, ^a parle luge d'appel, en l'absence des intimez. De laquelle audition desdits intimez, n'ont aucune communication: ains est attachée par le Greffier au procès criminel ^b principal en vn sac à part & separément. Apres qu'il est conclud comme au procès par escrit, si l'accusé ne compare, & qu'il soit appellant de condamnation de somme de deniers à appliquer au Roy & à la partie, & qu'il n'ait consigné l'amende du Roy, ne baillé caution de l'amende de la partie: l'intimé le pourra faire appeller, comme tenu de comparoir en l'estat qu'il estoit lors que la sentence a esté donnée. Et s'il ne compare, la Cour a accoustumé bailler congé cōtre luy. Mais en adiugeant le profit dudit congé, la Cour ne dit pas qu'il a esté mal iugé: ains seulement que l'appellant sera tenu de consigner entre les mains du Receueur du Roy au lieu où a esté donnée la sentence, la somme adiugée au Roy, & qu'il baille pleiges de la somme adiugée à la partie dedans certain temps: & à défaut de ce ledit temps passé, il soit amené aux prisons de la Cour. Toutes fois ladite Cour, combien que l'accusé ait fait ladite consignation & baillé ladite caution, ordonne quand le cas le requiert, que l'accusé comparoistra en personne, ou se rendra prisonnier. Et mesmement quand le Procureur general du Roy est appellant, *tanquam à minima*.

3. *Difference en-
tre les appellations
en cause ciuile ou
criminelle.*

Cette difference est entre les appellations en causes ciuiles & en causes criminelles, ^c que jaoit que l'accusé appellant n'ait tenu prison pardeuant le luge ^d *à quo*, ains seulement comparu en personne: neantmoins il n'est receu à bailler griefs hors le procès, n'à faire production nouuelle, sinon à la charge que le tout sera mis en vn sac à part, pour y auoir par la Cour tel regard que de raison. Et n'y est pas receu simplement, comme il est en matieres ciuiles. Mais pourtant l'intimé baille tousiours responses à griefs & contredits aux despens de l'appellant, comme en cause ciuile.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. III.

De la forme de proceder, &c.

CONCINIT d. l. ess & super hi. C. de appellas.

b Si vn Greffier efcrit quelque chose sans le commandement du Juge, l'escriture ne fait point de foy, & n'est approuuee. *Felin. in cap. quoniam contra, extr. de probat.*

c Ils sont bien receus à escrire par aduertissemens contenans griefs & responces sans que la procedure leur soit communiquee. Il ne sera point hors de propos de remarquer en cest endroit la faute que plusieurs Juges font de recevoir le substitut de M^r. le Procureur general, pour bien releué, soit en matiere civile ou criminelle, interjettant sur le champ en plaidant vn appel. Ce qui est defendu par Arrest de la Cour mesmes, l'vn donné aux Grands Jours de Poitiers le 15. Octobre 1579. plaidant Toutblanc & Robert: par lequel furent faites defences au J^r Presidiaux d'Angers d'oresnavant tenir vn substitut de Monsieur le Procureur general, ne autre pour bien releué d'un appel interjetté sur le champ pardeuant eux. Ceste autorité appartient seulement à la Cour de Parlement, & non à autres.

DE SENTENTIA SVPER APPELLATIONE IN CAUSA CAPITIS.

CAPVT III.



*T*que in his baud secus quam in civilium iudiciorum appellationibus iam dicitur. Nam & indices inferiores licet summa cognitionem ad eum a quo provocatum est, ablegabunt: nisi perperam iudicatum fuisse pronuntient: tum enim privariam controuersiam sibi iure vendicans tractandam. Sed si eam remittunt, licet rem iterum ab eorum provocet sententia: nihilominus eum ad inferiorem iudicem a quo ante appellauerat, deducendum curabunt. Illéque sublata hac appellatione principis controuersia disceptationem exequetur, ac absoluet, duntaxat si ab eo rursum non appelletur. De qua quidem re infra vbertim differemus. Verum superius confisus ad eos quos arbitrantur indices summa questionis examinationem reuejunt, neque prefectura unde appellatio derivauit, rationem ullam habent. Nec vero in ferenda sententia committat regius index, ut disiciat conuincit ac perfumit: ut an iurisditionis a qua provocatum est, procurator peculiaris generalis que solus crimen fuerit persecutus, eo que duntaxat postulante iniuriam index prior fecerit, an priuatus delator se illi ad causam adiunxerit. Quippe ubi procuratoris huiusmodi sola criminatio accusatioque interuenit, index ad quem iurisditionis illius dominium pertinet, eum condemnabit, ut sumptus in litem appellationis solum factos, damna que inde accepta appellanti restituat, necnon legitimam statimque multam fisco dependat. Enimvero cotrouersia apud suum forum actitata nec sumptus, nec estimationem procuratoris vel eius dominus victus prestat: quemadmodum regius procurator apud id cui destinatus est tribunal, nisi in calumnia ve-

Sententia super appellatione.

Sententia contra publicum accusatorem, siue regis, siue alterius vice persequatur.

nias sufficiens : quandoquidem tum summus procurator regius apud supremam curiam illius causam tuendam non suscipit. Verum quia huic omnes reij procuratores substituti sunt (licet principalibus codicillis, sicuti & hic designati sunt, ita ut eo à muneris functione prohibere hic nequeat) solet hic ferè controuersiam ab illis institutam defendere: nisi calumnia adeo perspicua sit, ut continentibus oculis transigi, dissimularique non possit. Nec tamen ex his quisquam conijciat, ut pro huius defensionis exemplo itidem regia inferioris curia procurator litem à subditarum iurisdictionum procuratoribus quidem generalibus motam obire debeat. Nam apud regium tribunal omninò priuatorum iure illi censentur, si primatus accusator non concommitetur: neque regij procuratoris tum gerūt personam, tantum abest ut ipsius vices sustineant. Caterum si primatus accusationis publica subscripseris, neque infima aequè regia iurisdictionis procurator dominusve ullum ex lite suffert incommodum, etiam si summus ille regius procurator vicarij sui causa nolueris succedere: nisi regius procurator nomine suo ipsius primato ad subeundum appellationis iudicium fuerit accitus. Etenim tum prorsus instar primati habetur: atque tum id usurpatur potissimum cum is per calumniam instituisse accusationem, vel appellationem interposuisse dicitur, vel solus, vel cum priuato delatore, cui facultates non suppediunt ad litem sumptum affirmationemque soluendam. Sed reus nihilominus in eadem reatus conditione in appellationis definitionem debet permanere, in qua ante illam constitutus eras sententiam, à qua regius hic procurator promouait. Alioquin in reorum esse potest, ut, quando vellens, per huiusmodi licentiam carcere seipsum liberare. Verum si summus procurator regius substituti sui loco iudicium tum suscipiat, consequetur substitutus ab eo, à quo ipse proprio nomine ad iudicium appellationis deuocatus est, expensas à se eius rei gratia exhibitas.

DES SENTENCES ET ARRESTS DONNEZ en cause d'appel, en matiere criminelle.

CHAP. III.

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Sentences en matieres criminelles sont donnees comme en matiere ciuile. 2. Des renuois faicts par la Cour, en cause d'appel. 3. Tous Iuges doiuent considerer | <p>si le Procureur de la Seigneurie seul poursuioit l'accusation, ou avec la partie ciuile.</p> <p>4. Procureur du Roy ou de la Seigneurie prins à partie.</p> |
|--|--|

Quant à donner sentence en cause d'appel de matieres criminelles, on s'y gouuerne comme en matieres ciuiles, soit quant à faire Renuoy ou autres choses dependans de la Sentence: si non que si le Iuge Royal renuoye l'accusé pardeuant l'inférieur Iuge à *quo*, & que ledit accusé encores en appel, nonobstant ledit Appel, & sans preiudice d'iceluy, ledit Iuge Royal ressortissant nuëment en la Cour, ordonnera que l'accusé sera mené, ou comparoistra en sa personne pardeuant ledit Iuge à *quo* inférieur: suiuant l'Ordonnance du ^a Roy Loys douziesme Article nonante quatre. Et ledit Iuge inférieur paracheuera de faire le procès criminel selon les attements derniers precedent ledit Appel: mais s'il y a appel dudit inférieur, il superfedera, & y fera prinse telle prouision que nous dirons cy apres. Et quant aux Cours de Parlement, elles renuoyent les parties pardeuant tels Iuges qu'elles aduisent, pour estre par eux procedé au principal comme de raison ou pour executer leurs Arrests.

Le Iuge Royal en donnant Sentence en ces causes d'appel doit diligement considerer si le Procureur de la Seigneurie du Iuge de laquelle a esté appellé, poursuuiuoit seul l'accusatiō, ou avec partie ciuile. Car ^b s'il poursuuiuoit seul, il ne doit estre condamné es despens, dommages & intersts de la poursuite qu'il a fait en la Cour, de laquelle il est Procureur: tout ainsi que le Procureur du Roy en son siege ou Cour dont il est Procureur, n'est condamné en aucuns despens dommages ne intersts de la poursuite qu'il fait en la Cour, au siege, comme nous auons dict cy dessus. ^c Et iacoit que l'accusé offre les despens, dommages & intersts, au cas qu'il succombe, toutesfoi si le Procureur veut il n'acceptera point cest offre, & ne sera condamné esdits despens combien qu'il dechoye d'accusation,

Mais le Seigneur de la Seigneurie de laquelle le Procureur a seul poursuuiuy, s'il succombe en la cause d'appel, il doit estre condamné aux despens, dommages & intersts de la cause d'Appel: car le Seigneur lors est censé & reputé de pareille condition qu'une autre partie ciuile demanderesse.

Ets'il y a partie ciuile ioincte avec le Procureur de la Seigneurie, ledit Seigneur d'icelle Seigneurie, ne son Procureur, ne payent aucuns despens, dommages ne intersts, non plus que le Procureur du Roy en la Cour. Aussi ne leur sont adiugez aucuns despens, dommages & intersts, ne reparations, ains seulement vne legere amende contre le delinquant iusticiable d'icelle Seigneurie au temps du delict par luy commis.

Et si le Procureur du Roy ou d'autre Seigneurie est appellant, l'accusé pendant la cause d'appel demeurera en l'estat qu'il estoit lors de la sentence: combien que l'accusé se face anticiper, & le prenne à partie en son nom priué: car autrement il seroit en la puissance de l'accusé se deliurer de sa prison quand il voudroit, en prenant le Procureur du Roy à partie en son priué nom. Si le Procureur du Roy est anticipé & prins à

1. Sentences en matieres criminelles sont donnees comme en matiere ciuile.

2. Des renuois faicts par la Cour, en cause d'appel.

3. Tous Iuges doiuent considerer si le Procureur de la Seigneurie seul poursuuiuoit l'accusation, ou avec la partie ciuile.

4. Procureur du Roy ou de la Seigneurie prins à partie.

partie en son nom priué, & que Monsieur le Procureur general prenne la cause pour luy: ledit Procureur sera enuoyé de l'assignation ou anticipation folle: & la partie aduérte condamnée enuers luy aux despens d'icelle anticipation. Combien que Monsieur le Procureur general declare en la cause d'appel, qu'il ne veut prendre la cause pour son substitut, toutesfois la Cour ne condamne pas deslors ledit Procureur du Roy en son nom priué aux despens de la cause d'appel, ains elle ordonne que ledit Procureur du Roy sera intimé, ou autrement appellé en son nom priué, pour y dire ce que bon luy semblera: ainsi qu'auous dit cy-dessus au Traicté des appellations des causes ciuiles.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. IIII. Des Sentences & Arrests, &c.

a



Il quatre cens nonante huiſt. art. 93. selon la Conference des Ordonnances, liu. 9. Tit. 30.

b Au liure 3. Chap. 1. ceste question est traitée, tant dans les textes qu'Annotations. Notez que par la Commune Pratique vne sentence en cause criminelle ne passe point en force de chose iugée, quant au Procureur du Roy ou d'Office, qu'il ne puisse tousiours s'en porter appellant: & aussi que l'Aduocat du Roy est mal adiourené en desfection. Car il faut se prendre au Procureur du Roy: & est mis tousiours l'Aduocat hors de Cour & proces, comme il fut iugé par Arrest le 3. May, mil cinq cens soixante quatre.

c Liure 3. Chap. 1.

d Liure 2. chap. 5. & liure 3. chap. 1.

DE SENTENTIÆ PRONVTIATIONE in causa capitis, & quænam sententiæ in his causis capitalibus, sublata appellatione, executionem obtineant.

CAPVT V.

De sententiæ pronũtiatione in capitis causa.



*V*perest autem ut de promulganda pronũtiandâ que litigantibus sententiâ, quadam commemoremus. Et quidem si reus vel in supremis, vel inferioribus curiis ab accusatione abſoluatur, aut apud inferiores etiam multa aut corporis supplicio sit castigandus, non secus ac primariæ quæstionis sententiâ hæ pronũtiantur. At si apud supremâ curiam res iudicata sit, ac statutum ut reus ad anteriorem iudicem dimittatur pœna corporalis subiiciendus, non antè sententiâ reo pronũtiatur, quàm iudicis illius carceri redditus sit: ne forsân ductores

duftores suos aut pecunia aut amicorum interuentu oppugnet, quo cum finant elabi, aut vi etiam in uinere eripiat. Quare quum id pertimescitur, decerni solitū est, ut in urbe in qua harum cursarum senatores confidunt, rem indictum luas supplicium duntaxat, ut caput aliāve pars cadaueris punitorum in loco ubi deliquerunt ad caterorum terrorem pro itinere frequentissimo affigenda transmittatur. Sed à cetero tramite nequaquam, aut certe minimū ac utiliter quidem aberrabimus, si priusquam de sententiae disputatione executione, paululū diuertamus ad explicanda quaedam sententiarum genera, quarum executio non inhibetur appellatione. Præcipui autem consilij est, ut hic oculus obuersetur illa (quā supra explanauimus) Francicarum decuriarum partitio: nam apud omnes non eodem sane modo ceditur appellationi. Fraque si apud decurias regis tribunalibus, unde ad supremos confessus rectā prouocatur, inferiores de crimine quaratur: cognitione supersederetur, siue à definitione, siue à quavis interlocutione prouocetur, vel etiam ab eo decreto, quo reus aut in carcerem mitti, aut per seipsum respondere iussus est. At si apud regia tribunalia rem criminis flagitetur, litis progressionem tres appellationis species tantum intercipiunt: una, quum à iudicis reiectione aut fori prescriptione repulsa ac submotā appellatur: altera, quæ à questionis reo insidenda emittitur decreto: tertia postremo, quum à definitiua prouocatur sententia. Verum et nonnumquam ne appellatio quidem obfistit quo minus tormentis reus subiiciatur, ut puta si ille aperiendus sit, aut errabundus. Deinde si ob perpetratum antehac scelus vel delegatus, seu provincia manū aliqua interdictus, vel fustibus casus, vel alio stigmate notaque compunctus fuerit. Atque hac ita demum sunt accipienda, quum duntaxat reus appellat: nam ea ideo constituta sunt, ne appellatiui inuolueris probationem criminis subduceret ac frustraretur, aut supplicio pendendo moras inuelleret. Quocirca si priuatus delator vel etiam publicus ab aliqua prouocet interlocutione, quæ iniuriā in definitiua sententia non emendabilem afferat, litis cursus impeditur, donec de appellatione ius redditum fuerit, veluti si propterea appellet, quod cum extra ordinem de scelere agi ceptum sit, ad ordinarij iudicij viam declinetur. Ceterum non est ignorandum, ut quemadmodum reus sublata appellatione ex iudicij regij decreto in carcerem detruditur, vel iussus per se iudicium suscipere, omnino parere debet: ita si requisitus quatuor citationum edictis aut denuntiationibus trino nundino promulgatis abfuerit, contumax ne restitane quidem appellatione peragesur. Nec ei quoque proderit, si apud eum ad quem in ius vocatur iudicem per alium appellationem proficatur, nec si se sacris initiatum publica scriptura ostendat, tamen si procurator mandato speciali instructus sit. Atqui in eadem reatus conditione quæ in iudicium accersitus est, appellationem vel aliam quamuis prescriptionem contestari ac opponere astringitur. Sed potius fore existimamus, ut propter appellationem à procuratore interpositam definitiua quidem sententia differatur executio. Verum tamen iudicato, à quo prouocauerit, apud superiorem ei per procuratorem licet acquiescere, siue ipse, siue aduersarij appellationem introduxerit.

Que sententia in capitalibus causis, sublata appellatione, executionem obtineant.

DE LA FORME DE PRONONCER LES sentences en matiere criminelle, & qu'elles sont ex- cutoires, nonobstant oppositions ou appella- tions quelconques.

CHAP. V.

- | | |
|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. <i>Forme de prononcer sentences en cause d'appel en matiere criminelle, semblable qu'en cause civile.</i> 2. <i>Quels Iuges doivent surseoir, quand il est appel de leur sentence, ou appointment donné en cause criminelle.</i> 3. <i>Quels Iuges Royaux peuvent passer outre en matiere criminelle.</i> | <ol style="list-style-type: none"> 4. <i>Du pouvoir & auctorité des Preuosts des Mareschaux.</i> 5. <i>Ordonnances sur le faict des chasses du Roy François premier.</i> 6. <i>Le Iuge ordinaire ayant commencé le procès criminel, ne peut mettre le prisonnier es mains du Preuost des Mareschaux.</i> |
|--|---|

1. *Forme de prononcer sentence en cause d'appel en matiere criminelle, semblable qu'en cause civile.*



V parus nous ne parlerons gueres de la forme des sentences qu'on donne en cause d'appel en matiere criminelle: car ladite forme est telle presque totalement qu'en causes civiles, * quād l'accusé est enuoyé absous ou condamné en amende pecuniaire, ou peine corporelle par les Iuges inferieurs des Cours de Parlement. Et quant à ceux qui sont condamnés par lesdites Cours, aucunesfois elles les renuoyent aux lieux où ils ont esté condamnés, & pardeuant les Iuges qui les ont iugez, pour mettre à execution leur sentence de punition corporelle ou amende honorable. Et par fois, mesmement quand on craint que lesdits prisonniers soient rescous & ostez par force par les chemins en les ramenant, ou qu'on corrompe le Sergent & autres, esquels ils seroiēt baillez à ramener, lesdites Cours les font executer de pardelà en leurs villes: & ordonnent que la teste ou autre partie du corps sera portee & affichee au lieu où le delict a esté fait.

2. *Quels Iuges doivent surseoir quād il est appel de leur sentence, ou appointment donné en cause criminelle.*

Auant que traiter des executions des sentences criminelles, sera plus commun de declarer quelles sentences en matieres criminelles s'executēt, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles. Parquoy conuient icy repeter la partition ou diuision des Cours

& iurisdiccions de ce Royaume. Car si la cause est traittee en premiere instance pardeuant les Iuges Seneschaux des Seigneurs, Barons, Chastelains ou autres ayans haute Iustice : & qu'il soit appellé de quelque appointement ou sentence interlocutoire ou diffinitive, il faut differer de passer outre, mesmemét quand l'appellant se declare exempt par le moyen de son appel de la iurisdiction du Iuge. Voire quand il y appel seulement du decret d'adiournement personnel, ou de prinse de corps, le Iuge qui a decreté ne peut plus cognoistre de la cause. Vray est que le decret de prinse de corps, ou adiournement personnel, s'exécute nonobstant l'appel, & sans preiudice d'iceluy.

Semblablement, quand la cause est pendant pardeuant les Chastelains Royaux, on supercede : sinon quant à la sentence de ^b prouision d'alimens & medicamens, laquelle est executée, nonobstant opposition ou appellation, & sans preiudice d'icelles, quand elle n'excede vingt liures parisis, suiuant les Ordonnances Royaux dernieres, article nonante & vn. Et si le Iuge Presidial superieur du Iuge à *quo*, confirme la sentence interlocutoire de son inferieur, & renuoye la cause pardeuant luy, & au iour du renuoy la partie declaree estre appellant de l'appointement ou sentence interlocutoire du Iuge Presidial : lors il faudra prendre prouision du Iuge Presidial, par laquelle il mandera d'adiourner la partie appellant, pour voir declarer que nonobstant l'appel, & sans preiudice d'iceluy, ledit appointement tiendra : & estre enjoint audit inferieur de passer outre à paracheuer ^c le procès criminel : comme il est contenu par lesdites Ordonnances du Roy ^d Loys douzième, article nonante trois & nonante-quatre. Et si la partie ciuile ou le Procureur du Roy appelle d'un interlocutoire non reparable en ^e diffinitive, il faut superseder : comme s'ils appelloient de ce que le defendeur seroit receu à procès ordinaire : car on doit lors surseoir, & differer par le moyen de l'appel.

Combien qu'en causes ciuiles s'il y a appel interjecté de forclusion d'enqueste, ou de production, lon ne doie passer outre, comme non estant ladite forclusion reparable en diffinitive, ainsi qu'auons dict cy dessus plus amplement au premier liure : neantmoins en causes criminelles, si les demandeurs ores appellent de forclusions d'enqueste, ou de faire venir tesmoins pour estre recollez & confrontez, le Iuge Royal ressortissant nuément en la Cour passe outre nonobstant, & sans preiudice desdites appellations. Parce que s'il differoit, ce seroit vn moyen par lequel vn prisonnier à la mercy & volonté de sa partie aduersé seroit contraint de demeurer en prison. Mais les ^f Preuosts des Mareschaux de France ou leurs Lieutenans, peuuent faire les procès criminels de ceux qui sont de leur gibier, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, iusques à diffinitive & execution d'icelle inclusiuement : pourueu qu'au iugement de la torture ou diffinitive de punition de mort, ou autre peine corporelle, & de bannissement, ils appellent quatre ^g ou six Aduocats fameux du plus prochain siege Royal. Et ja-

3. Quels Iuges Royaux peuuent passer outre en matiere criminelle.

4. Du pouuoir & autorité des Preuosts des Mareschaux.

çoique par Arrest de la Cour donné le 9. iour de Feurier 1514. il soit enjoint ausdits Preuosts d'exercer par eux-mesmes leurs offices, & de non y commettre Lieutenans: neantmoins ils font tous les iours le contraire. Ceux sont du gibier des Preuosts des Mareschaux ^h qui sont vagabonds. Aussi par l'Ordonnance du Roy François premier ⁱ de ce nom, dernier, decedé, est baillée puissance à tous ayans iurisdiction de pouuoir proceder contre les gens-d'armes tenans les champs, & mangeans la poulle du bon homme, & viuans sur le peuple, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, sans auoir regard s'ils ont domicile ou non, tout ainsi que pourroient faire les Preuosts des Mareschaux, & lesquels par ladite Ordonnance sont creéz Preuosts des Mareschaux, & s'ils declare ennemis de la chose publique, & baillie puissance de les massacrer: laquelle Ordonnance est receüe par la Cour.

*f. Ordonnance
sur ie fait des
chasses, du Roy
François I.*

Mais ledit feu Roy fist ^k vne autre Ordonnance, par laquelle il attribua la cognoissance de l'infraction de les Ordonnances faites sur les chasses, aux Preuosts des Mareschaux à l'encontre de toutes personnes, tant nobles que roturiers, avec puissance de pouuoir executer leurs sentences de torture & de mort: pourueu qu'ils fissent le procès du delinquant avec le Iuge ordinaire. Toutesfoisladite Ordonnance n'a esté receüe par la Cour de Parlement: tellement que les Iuges ordinaires encores en cognoissent. Et sil y a aucun de la iurisdiction ordinaire ^l contre lequel ledits Preuosts vueillent entreprendre cognoissance, le Procureur du Roy & la partie en demandent le renuoy pardeuant le Iuge ordinaire. Et outre les Iuges ordinaires decernent mandement pour faire commander ausdits Preuosts de leur renuoyer les prisonniers avec leurs charges & informations, sous grosses peines & amendes à appliquer au Roy. Ce que la Cour a accoustumé confermer: car elle abhorre telle boucherie que font lesdits Preuosts des Mareschaux. Et si les Preuosts denient de renuoyer les prisonniers pardeuant les Iuges ordinaires, on en appelle en la Cour.

g. Le Iuge ordinaire ayât commencé le procès criminel, ne peut mettre le prisonnier es mains du Preuost des Mareschaux.

Et apres qu'un Iuge ordinaire a encommencé à faire vn procès contre quelque delinquant, il ne le peut mettre entre les mains du Preuost des Mareschaux: & sil le met, le prisonnier ou ses heritiers apres la mort s'en peuvent porter appellans, & releuer en la Cour.

ANNOTATIONS SVR LE CHAPITRE V. De la forme de prononcer les sentences, &c.



Iudicia enim criminalia instar civilium redigi solent. notatur in l. absentem. Dig. de panno. Baldus in Praxi tit. de statuto, versicul. quarto quartus.

^b Les provisions adiugees en matiere d'alimens & medicamens par sentences de nos Iuges seront executees, nonobstant oppositions ou appellations, & sans preiudice d'icelles. Charles VIII. 1493. art. 51. Loys XII. 1498. article 80. & 1507. article 224. François I. 1535. chap. 12. art. 13. chapitre

16. art. 13. Henry 2. 1559. art. 14. mises au liure 7. de la Conf. des Ordon. Royaux Tit. 1. Par celle du Roy François I. 1536 pour le pays de Breragne chap. 1. art. 6. Sentences de default donnees en criminel pour les prouisions adiugees, ou Arrelets donnez par default, confirmant la sentence, sont executeires pour l'interet de la partie, en baillant caution. Charles 8. 1493. art. 57. François I. 1535. chap. 13. art. 40. Les sentences de prouision d'alimens & medicamens donnees par les Iuges Subalternes, iusques à la somme de vingt liures parisis, seront executeires: nonobstant l'appel, & sans preiudice d'iceluy, en baillant caution, comme de Iuges Royaux. François I. 1539 art. 91 & Charles 9. 1563. Voyez Rebuffe *Tract. de sent. promiss. Art. 2. gloss. 1. v. que ad 7.* où il monstre quel Ordonnance s'entend, tant des Iuges Royaux subalternes, que des Iuges des Sieurs Iusticiers: mais l'Ordonnance du Roy est depuis venue. Le mesme Rebuffe *cod. Tract. Art. 2. gloss. 5. di. que* l'Ordonnance 1539. dit bien nonobstant l'appel & sans preiudice de l'opposition, sans parler de l'opposition. *Sed idem ius est de l'opposition par les taisonns par luy deduites au lieu sus allegué. Et en la gloss. 4. Art. 2. num. 4.* il di. que si pendant le delay en la cause, telle sentence est prononcee sur la prouision, elle c.isse par Arrest donné à la Tourneille le 6. Feurier 1519. *Officium enim iudicis conquestus pendente dilatore. l. siue pars. C. de delat.*

c Par l'Ordonnance de Charles 8. 1493. art. 15. Loys 12. 1498. article 91. & 1507. article 168. & 178. François I. 1535. chapitre 13 art. 53. mises & rapportees au liure 9. de la Conference des Ordonnances Tit. 10. Les Iuges Royaux ordinaires & ressortissans sans moyen en la Cour, pourront faire & parfaire le procez des vagabons, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, & sans preiudice d'icelle, & qu'ils ne seront amenez en la Cour, sinon en deux cas: à sçauoir appellans de la question de la mort ou autre peine corporelle. Loys 12. 1498. art. 90. 92. & 93. 1507. art. 177. 179. & 180. François I. 1535. chap. 13. art. 52. 54. & 55. Veulent aussi qu'on procede contre les efforillez & bannis, reprins par les Iuges Royaux ressortissans sans moyen en la Cour, sinon qu'il fust appellé de la sentence diffinitive. Et s'ils sont prins par autres Iuges inferieurs, ils leur feront leur procez: s'il n'y a appel deuant le Suzerain, le Roy François I. 1540. art. 10. Ordonnons que les sentences donnees contre les vagabons fustigez, bannis & efforillez, ayans plus cause de correction reiteree, que punitio, soient reauement executees, nonobstant l'appel: pourueu qu'au iugement y ait nombre d'assistans iusques à dix ou douze. Par les anciennes Ordonnances du Roy Loys 12. 1498. art. 94. & 1507 art. 181. & de François I. 1535. chap. 13. art. 56. il en faillloit quatre ou six: mais auioird'huy il suffit d'en appeller iusques au nombre de sept, en la presence desquels le criminel & accusé doit estre ouy & teperé sur les charges & informations ensemble sur les responses, confessions, variations ou denegations: & notez qu'auioird'huy on inge les vagabons & gens sans adueu és cas de l'Edict nonobstant l'appel, iusques au nombre de sept seulement. *Cic. de Aruspicum responsis, ad facinoris disquisitionem interest, adesse quam plurimos.*

d Loys 12. 1510. art. 72 Henry 2. 1554 article douze Charles 9. 1566. mises au liure 7. de la Conference Tit. 1. Ordonnons que toutes sentences donnees en matieres criminelles par nos Iuges ressortissans immediatement en nostre Cour de Parlement à Paris esquelles n'y aura que condemnation pecuniaire seulement, soit enuers nous ou la partie civile, non excedant la somme de xxv. ou xl. liures tournois pour vne fois payer, seront executees en principal & en despens, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, & sans preiudice d'icelles, sans bailler autre caution que iuratoire ny que les sentences desquelles y aura appel, puissent porter aucune note d'infamie pendât l'appel, Henry 3. 1584 art. 64. Ceux qui auroit volé le Nauire, lequel aura mené dès la premiere semonce, monstre ses Charte-parties & recognoissances seront tous tenus vn seul, & pour le tout à la restitution entiere, & executez à mort sur la roué, nonobstant l'appel, pourueu que treize Aduocats ou notables personnes assistent au iugement, qui orront les prisonniers de bouche: & seront tenus de signer le Dicton. art. 67. Les compagnons, tiercemens & mercenaires loüez par marchans soit en guerre, ne pourront abandonner le maistre auquel ils se croient loüez, soit aux lieux de leurs partemens, escales & autre, lieux de relasche, iusques à

ce qu'ils soient de retour de leur dernier reste, & les nauires amarez à guay: sur peine du foïer pour la premiere fois, & plus grâde s'ils y retournent, sans en pouoir estre dispensé par les Iuges, sur peine d'en respondre en leur priué nom: auctorisant leurs sentences pour estre executeires, nonobstât l'appel, comme celles de nos Cours souveraines, nonobstant l'erection d'icelles: pourueu qu'ils appellent six notables hommes de Conseil, qui feront venir les prisonniers deuant eux, les orront & signeront le Dicton avec le Iuge: mais les iugemens ne seront arrestez s'ils ne passent de deux voix pour le moins. Voyez le l. liure de la Conference des Ordonnances Tit. 9.

e NostreAuteur remarque en ce chapitre trois cas, esquels les Iuges inferieurs & subalternes doiuent surseoir en matiere criminelle: & est le tout tiré des Annotations.

f Tout ce qui suit est prins des Annotations: & de Mr. Budé, in l. *munerum*. D. de *muner. & hon.* Aucuns toutesfois estiment que les Preuosts des Mareschaux ou leurs Lieutenans se peuent rapporter aux Irenarques dont est fait mention, in l. *Diuus* 6. D. de *custod. exhib. re.*

g Il en faut sept, suiuant les Ordonnances.

h Gens sans adueu ou vagabons sont de la cognoissance des Preuosts des Mareschaux, par les Ordonnances & Arrests de la Cour, ainsi qu'il a esté dit cy-dessus, lesquelles attribuent toute iurisdiction ausdits Preuosts des Mareschaux, pour le regard desdits vagabons & gens sans adueu, mesmes celle du Roy Henry 4. au mois d'Auril 1598 pour la pacification des troubles de ce Roysume art. 65. Ce qui a esté souvent confirmé aupaarauant par infinis Arrests.

i François I. 1523. du 25. iour de Septembre, mise au liure 12. de la Conference des Ordonnances Royaux Tit. 5.

k François I. 1538. & 1539. Henry 2. 1549. art. 5. & 6. & 1552. & 1559. mises au liure 12. de la Conference Tit. 14.

l Cecy est aussi prins des Annotations.

DE SENTENTIARVM CAPITALIVM executione.

CAPVT VI.

De sententiarum capitalium executione.



NUNC à digressu in viam redeamus, ac de capitalium sententiarum executione paucis differamus. Quum autem reus corporali supplicio vel ignominia palam afficiendus iudicatur: qua die sententia illi ab actuario pronuntiatur, eadem ad rem debet illa perducī. Ergo condemnatum ē carcere promittit carnifex, ac praecone adhibitis ad locum protractis supplicij: actuarius quoque verba sententiae praecunte, praeconis status in plateam eam inuulgat. Interdum iudex regio procuratore, satellitūque suo comitatus hinc adspicit. Actuarius autem tamdiu cogitur adesse, quoad rem poenam luerit indicatam: qua nullo quidem pacto differēda est, nisi appellatione, si quādo licet appellare, aut principis diplomate, quo criminis gratiam facit. Neque id tamen perpetuum est, sed ita demū, si a iuris inferioribus dānatus fuerit: sin autem à supremis, iam venialibus codicillis non fit locus: verū tamen prolatatur tantisper sententiae executio, donec supremi confessus nulla huiusmodi remissionis habit a ratione iudicati exequendi fecerint potestatem. Praesentis supplicio reū eximit sacerdotalis privilegij opposita exceptio: nam ad iudicem qui sententiam dixit aut confirmauit, remittendus est, ut ille diiudices utrum eo potius debeat privilegio, an non. Caterum si reo solum malitiae sit

irrogata, vel privato delatori, vel fisco dāda, carcere custodietur quoad illam persolverit, sine clericus, sine laicus sit, uterque tamen in sui iudicis custodia. Idem planè inris est, si quanti ex delicto suo adversarij intersuerit, repraesentare illi certa pecunia damnatus sit: quod quidem eò producit, sine ob debitum, sine ob delictum perpetram reum in carcerem conijciendum curavit, eoque nomine definiti aris multatus sit praestatione. Verùm litis sumptus non eadem exiguntur acerbitate: nam quod ad eos, aliæque executionis capita spectat, perinde ac in civilibus iudicijs sententia tradetur effectui.

DE L'EXECVTION DES SENTENCES en matiere criminelle.

CHAP. VI.

- | | |
|--|---|
| <p>1. Sentences donnees en matiere criminelle seront executees le iour mesme.</p> <p>2. Confesseur donne au criminel.</p> <p>3. Sentence en matiere criminelle sera executee, s'il n'y a appel.</p> <p>4. De presenter la lettre de non-</p> | <p><i>sure.</i></p> <p>5. Accusez condamnez enuers le Roy en amende, ou reparation enuers la partie civile, siendrôt prison.</p> <p>6. Si on peut faire cession de biens pour la reparation civile, ou amende adiugee au Roy.</p> |
|--|---|



Este maintenant traicter de l'execution des sentences en matieres criminelles.

La sentence dõc, s'il n'y a appel, doit estre executee dès le iour mesme, ^a quand c'est sentence de mort, ou de punition corporelle, ou d'amende honorable, si elle n'est assignee à autre Cour, comme il est dit par les Ordonnances du Roy Loys 12. ^b article cent vingt-cinq & cent vingt-six. A ce moyen incontinent apres la sentence prononcee l'on baille vn Confesseur ^c au condamné, & le sacrement de confession à luy administré, & la question à luy baillee pour declarer par sa bouche ses complices, le bourreau ou maistre des hautes œuvres mene le malfaieteur au lieu destiné par la sentence, & vont apres luy la crie du lieu où se fait l'execution, & le Greffier lit à ladite crie le dicton de la sentence par les cartefours accoustumez à faire cris publics. Et par fois le Iuge qui a donné la sentence, & le Procureur du Roy, accompagné des Sergens Royaux assistent à l'execution, & doit le Greffier y demeurer iusques à ce que l'execution soit paracheuee.

Et doit la sentence estre executee s'il n'y ^d a appel, quand on doit deferer à l'appellation, ou s'il n'y a remission du Prince, ou que le prison-

1. Sentences données en matiere criminelle seront executees le iour mesme.

2. Confesseur donné au criminel.

3. Sentence en matiere criminelle sera executee, s'il n'y a appel.

nier^e informe^t de son privilege de cléricature, & appelle de la sentence comme il est contenu par les Ordonnances, & ce quant aux sentences donnees par les Iuges Royaux, & autres inferieurs. Mais quant aux Arrests de la Cour, il n'y a que la remission du Prince qui en puisse differer l'exécution. Et bien souuent la Cour apres auoir veu les lettres de remission, si elle ne les trouue raisonnables, ordonne l'Arrest estre executé non-obstant lesdites lettres.

4. *De presenter la lettre de Tonsure.* Et si le condamné apres l'Arrest donné presente au Greffier sa lettre de tonsure, neantmoins le Greffier sans y auoir esgard passe outre, & le bourreau aussi à l'exécution. Toutesfois si le prisonnier bailloit requette à la Cour à ce qu'il fust renuoyé à l'Eglise, & à icelle attachoit sa lettre: la Cour y deueroit auoir regard selon disposition de droit commun: mais le Clerc deueroit estre condamné és despens de toute la procedure volontaire, faite pardeuant les Iuges laïcs: laquelle condamnation est^h faite par le Iuge lay: & non par le Iuge Ecclesiastique.

5. *Accusez condamnez enuers le Roy en amende ou reparation enuers la partie civile, tiendront prison.* Et si le defendeur est^h condamné en quelque somme de deniers d'amende enuers le Roy, ou de reparation enuers la partie civile demanderesse, il tient prison iusques^t au parfait payement de la somme contenuë par la sentence: sçauoir est l'homme lay en la prison du Iuge lay, & le Clerc en la prison du Iuge d'Eglise. Semblablement si vne partie est condamnée en quelque somme de deniers enuers vn autre, pour les dommages & interests de l'emprisonnement ou de la detention personnelle souffert par l'autre, en ce cas elle doit tenir prison, ainsi qu'il est dit par les Ordonnances du Roy Loys douzième, art. 126.^k Autre chose est des despens de la cause, parce que la partie ne tient point prison pour iceux.

6. *Si on peut faire cession pour la reparation civile ou amende adingee au Roy.* Combien^t que par Arrest donné és Grands Iours tenus à Poitiers le 23. iour d'Octobre, iour de Lundy, l'an 1531. fut vne partie receuë à faire cession de biens pour^m certaine somme de deniers, en laquelle il estoit condamné par cause de delict: toutesfois depuis par Arrest donné en la Cour de Parlement à Paris, vn quidam estant condamné en certaine somme de deniers pour auoir esté en vne assemblee illicite, & ravisement des biens d'vne Prieuré, ne fut receu à faire cession de biens, ains fut dit qu'il seroit iustigé: & à ce moyen la peine pecuniaire fut conuertie en la corporelle, selon disposition de Droit commun: ce que ie pense estre plus conforme à raison,

Parcillement celuy qui est condamné en amende enuers le Roy, n'est point receu à faire cession de biens: ainsi qu'il a esté dit par plusieurs Arrests: mais la peine pecuniaire est conuertie en corporelle, si le condamné veut issir de prison.

ANNO-

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. VI.

Del'execution.

Es sentences criminelles qui doiuent estre executees promptement, se nomment *tristes sententia* dans plusieurs Auteurs, mesmes dans *Valer. Max.* lib. 3. c. 1. *Guido Papa* Decis. Quæst. 74. *Bartol.* in l. qui ultimo, in fine. Dig. de panis. *Felin.* in cap. quarenti, num. 3. De offe. delegati. R. ell' Imperator *Constantinus* in l. cum reis 17. de panis. In homicidij crimine, & in alijs detectis gravioribus criminibus, uti non differendam non esse. & *Grat.* Valent. & *Theod.* in l. de his 5. C. de custod. reor. De his quoque tenet *Carcer incusos*, id aperta definitione sancimus, ut aut consilios velos pæna subducatur, aut liberandos custodia diuturna non maceret. l. 6. & 9. Dig. de iuiust. & rupto test. l. 16. in fine. D. de fcaris. Damnatos statim puniri publicè interest, aut l. constitutiones. D. de appellat. Vt quaque turpissima res est sic maxime & maturissime iudicanda. *Cic.* pro *Murana*. Neque mora iudiciorum pro nocentibus, sed pro bono publico componi debent. Le cas de la loy si vindicari. C. de panis est speciale, can. cum apud 11. qu. 5. & ibi *Gloss.* Quand la sentence est contre vne femme enceinte, l'Imperator D. de stat. hom. l. pragmatum, 3. D. de panis, ou bien quand le criminel est excellent en la profession. l. ad bestias. D. de panis. l. ason in l. 1. D. de legib. item de seruo qui rationes domini gessit. *Cynus* in l. 1. in 2. notab. C. de bonis profe. & ibi *Angel.* & *Immola.* Menoch. de arbit. iudic. lib. 1. quæst. 98. *Peguer.* in Quæst. crimin. cap. 22. *Copie.* dec. 25. num. 4. *Comfilius* de dilict. Tom. 3. cap. 13. num. 38. *Ioanno.* de Anan. in cap. intelleximus. De his qui filios occidunt. *Julius Clarus* lib. 5. Sent. 5. fin. qu. 60. qu. 96. & 97. *Innoc.* in cap. quarenti. de offe. deleg. *Abbas Sicul.* in cap. de cetero & ibid. *Felin.* de re iudic. extra. Boer. d. c. 45. num. 13. Voyez les Annotations mises sur le xii. 26. de la premiere partie de la Conference des Coustumes, fo. 164. si quis foris D. de panis l. 1. in pr. D. de cust. reor. fin. eod. tit. l. si quis in hoc genus. c. de Episcop. & cler. d. l. si vindicari C. de panis. *Suic.* in Th. cap. 75. ubi ait. S. C. cautum est vt pæna damnatorum in decimum semper diem deferatur. *Dio.* l. 57. & 18. *Tac.* 3. *Annal. Senec.* libro de tranquillit. cap. 14. *Sed Sidonius* 1. *Epist.* S. C. *Tiberiano* præscriptio dies xxx. *Fab.* declam. 303. *Calphurn.* *Flacc.* decl. 25. *Cuiac.* lib. 10. *Obferu.* c. 32. *Basilic.* l. 60. tit. 35. cap. 21. *Gill.* lib. 10. c. 19. *Lipsius* ad Tac. 3. *Annal.* *Langl.* Or. sem. lib. 2. cap. 2. In legibus v. sig. lib. 7. tit. 4. l. 7. Index quoties occisus est vnus, non in secretis aut absconsis locis, sed in conspectu publicè exerceat discipulum.

b 1498. art. 116. & 1507. art. 195. François 1. 1535. Chap. 13. art. 45. mises au 9. liure de la Conference des Ordonnances, tit. 2.

c Il entend l'Ordonnance du Roy Charles 6. 1396. du vnziesme iour de Feurier, mise au liure 9. de la Conference des Ordonnances Royaux tit. 19. aucuns la content du 2. iour de Feurier, mais l'erreur prouient du chiffre 11. ainsi marqué qui se change en 1. ladite Ordonnance porte que les condamnés au supplice de mort seront receus seulement au Sacrement de Confession. *Damhonder.* in *Praxi rerum criminal.* c. 150. num. 3. où il dit que lon donne vn Confesseur vn iour auparauant l'execution: mais en France on ne le baille que le iour de l'execution. Nous ne gardons point les Canons. *Conc. Mogunt.* can. quæsum. 30. 13. q. 1. cap. 1. & ibi *Panorm.* & *ND.* extr. de & can. si quis. De panis. *distinct.* 7. qui permettent donner aux malfaitteurs le Sacrement de la sainte Eucharistie. 7. no. Part. 14. cap. 124. *Burchard.* lib. 11. cap. 76. ains suiuous estreointement l'Ordonnance cy dessus recitee, & de laquelle nostre Auteur parle. Toutesfois l'Empereur Charles V. en l'Ordonnance 1540. article 79. pour les crimes permet de donner aux criminels le saint Sacrement de l'Eucharistie, conformément aux anciens Canons de l'Eglise. *Doctores in obnoxios criminum.* 11. c. de Relig. & sumpt. funer. l. 1. & 3. C. de cadaver. punis. où le cadaver ou corps mort des condamnés souloit estre mis en terre. *Chassan.* in consuetud. *Borg.* in *Rurbr.* gloss. 5. num. 54. & 55. *Bartol.* in l. fin. D. de cadaver. punitionum. 6. *Robuff.* in *Progr.* consuet. *regiar.* gloss. 5. num. 54. & 55. *Bartol.* in l. fin. D. de cadaver. punitionum. Parle droit diuin, mesmes par le Deuteronome, chap. 21. Quando peccauerit homo quod morte plendum est, & adiudicatus mortis appensus fuerit in patibulo, non permanebis ca-

XXXXX

dauerit in ligno, sed in eadem die sepelietur: quia maledictus est à Deo qui pendet in ligno, & nequaquam contaminabis terram tuam, quam Dominus tui dederit tibi in possessionem. Vide Iosue cap. 8. & 10. Rebuffle au lieu sus-allegué nombre 55, tient que les Iuges Royaux peuvent donner vn cadauer aux Medecins pour en faire des anatomies, contre l'opinion de Chassance.

d En matiere criminelle on ne peut renoncer à son appel, ains en France on defere à toute appellation, comme il a esté dict cy dessus. *cap. cum inter. cap. olim. extra. de except. Glossa in l. pactum inter D. de pactis. Felinus in cap. si diligenti extr. de foro compet. & non auditur perire volens, l. non tantum. D. de appell. Rebuff. in praf. conf. regiarum, num. 130. & Tract. de sent. exec. in praf. & Tractau de appellat. art. 15. gloss. 2. num. 25.*

e Boër. in consuet. Bitur. tit. de iurisd. §. 21.

f Ccey est pris des Annotations.

g Suiuant l'opinion de Boër, au lieu sus-allegué. Mais Philipp. Decius *Conf. 2. 41. in 2. parte Consil.* soutient le contraire, & monstre par grandes raisons que telle chose appartient au Iuge d'Eglise seulement. Toutesfois nostre Autheur n'approuue son opinion: d'autant que cela ne se peut en façon quelconque accommoder à la coutume ou pratique Françoisse: & que nous ne gardons point le chap. si *ind. x. laicus. De sent. excomm. in 6.* sur lequel est principalement fondé l'aduis de Decius. Ioint que toutes les receuities de Boniface ne sont recitées en France, comme il est tout notoire, pour la haine qu'il portoit au Roy de France & à son Royaume: & en fait mention Aufser. en ses Decisions. [Il a esté souuét iugé que lon peut en cause d'appel alleguer le priuilege Clerical. Atrest à ce propos du 13. Auitil 1543. suiuant l'opinion de Bar. *Consil. 2. 15. cum privilegium illud totum sit ordinis, non autem solius personæ. cap. si diligenti de foro compet. in antiq.* Le silence du Clerc ou personne Ecclesiastique ne luy preiudicie aucunement, encors qu'il ne fust en habit decent: parce que telle chose ne luy peut oster son priuilege, sinon qu'il y ait trois monitions precedentes. *cap. inaudientur de sent. excommunic.*]

Car le Clerc ou Prestre estant apprehendé par le Iuge lay, le renuoy se debat pardeuant le Iuge lay, lequell incident de renuoy se vuide & termine pardeuant le Iuge lay, & non pardeuant autre Iuge. [*Vide Boër. Decis. Burdy. quæst. 303. Fab. & Bald. in l. numme. C. de appell. & eundem Bald. Butrigar. & Salic. in l. eos. §. super hu. C. de appell. & Aufser. Decis. Thol. qu. 100.*] On sçait bien que *Clerici persona per laicos distinguere non potest, cap. si diligenti, cap. significasti. extra. de foro comp. cap. vnic. de cler. coniug. in 6. Bald. Conf. 80. in 2. volum. Faber. in §. fin. Inst. de act. Guid. Pap. qu. 61. Socin. conf. 97. in 1. volum. Rebuff. tom. 1. Tract. de lit. obligat. art. 2. Gloss. in num. 10. & 11.* mais il ne laisse cognoistre au *sua sui iurisdictione*, à cause des cas priuilegez, comme il a esté monstré cy dessus au liure 3. chap. 6. Voyez l'Annotation sur le chap. 8. sous la lettre a.

h Loys XII. 1498. art. 123. & 1507. art. 143. François I. 1535. chap. 13. art. 30. mises au neuuesime liure de la Conference des Ordonnances, titre 19. Les condamnez en amende enuers nous tiendront prison, iusques à ce que payement soit fait: & ne pourra le Greffier bailler escroüe ne deliurance au condamné, s'il n'a quittance de nostre Receueur, ou les deniers en ses mains, dont il sera tenu respondre à nostre Receueur.

i 1000. Gallus quæst. 224.

k 1498. Art. 123. selon la Conference des Ordon. liu. 9. tit. 19.

l Ccey est pris des Annotations.

m Faber in §. vlt. Inst. de action. *asserit eum qui ex delicto vel quasi condemnatus est, non posse bonorum cessione carcerem euadere: imò penam pecuniariam tum in corporalem immutari, quod & probat lex 1. §. vlt. D. de penus.* Il y a bien grande difference entre la peine pecuniaire ou reparation qui est aujourdhuy adiugée à la partie ciuile, & celle qui estoit anciennement appliquée au Fils ou particulier. Car la reparation ciuile, qui est à present receuë en France, n'est point pour la vindicte, ains pour les dommages & interrests, & l'ancienne reparation comprenoit & la vindicte publique & interrest particulier. si

quidem in dupliant quadrupli pœna semper inerat sumptum id est rei persecutio. l. hoc edito. §. ultum. D. de publ. & religal. En France ces deux choses sont separees, & auons l'amende adjugee au Roy ou public, & la reparation ciuile à la partie interessee. Car celle du Roy est pour la vindicte publique, & la reparation ciuile pour l'interest du particulier. Au moyen dequoy aucuns estiment que le criminel peut estre receu à faire cession pour vne reparation ciuile, tout ainsi que celui qui est obligé pour debtes enuers vn particulier par obligations, contractz, ou sentences, mais que pour l'amende adjugee au Roy ou Seigneur iusticier, il ne peut estre receu aucunement à faire cession, & ce suivant l'opinion de Faber in d. §. ult. *Inst. action. Angelus sur le mesme §. dernier en dit autant.* La p'us grande partie tient nommément que *debitor ratione delicti non admittitur ad bonorum cessionem.* *Gloss. in cap. peccatum. De regu. iur. in 6. & Glossa ult. in cap. Odoard. extr. de solut. l. fin. §. fin. & ibi Glossa. Digest. Accus. in l. miles. D. de re iudic. qua in fraud. credit. Henric. Bobic in d. cap. Odoardus. saluet in l. 1. C. Qui bonis ced. poss. Ausfer. Dec. Thol. 91. Albericus in Rub. C. Qui bonis ceder. poss. Capola Conf. 9. Guid. Pap. Dec. qu. 88. & 106. Paul. de Castro in l. de quibus C. de precibus imp. off. Lud Rom. singul. 179. Gl. in cap. sicut dignum. §. 4. De homicidio. Boer. Dec. 349. nu. 8. Coriar. 62. Par. resol. cap. 4. nu. 8. [Ioan. Faber in §. ult. *Inst. de action.* est de mesme aduis: & soustiét que celui qui est condâné pour vn delict ne peut cuiter la tigneur des prisons par le moyen de la cession de biens: mais qu'alors la peine pecuniaire est changee en la corporelle. l. 1. §. ult. D. de pœni. *Additiones ad Bart in l. etiam. D. de minoribus. Damhouder. in Praxi reru criminaliu cap. 19. nu. 13.*] Il se trouue plusieurs Arrests de la Cour diuers sur ce sujet: mais à present on tiét que le criminel ne peut estre receu à faire cession ou abandonnemét de biés, soit pour l'amende, soit pour la reparation ciuile: & aussi que les Iuges par leurs sentences le plus souuent ordonnent, que les condânez tiendront prison iusques à l'entier payement desdites amendes & sommes adjugees pour la reparation ciuile. Car ladite cession n'est iamais permise où il y a dol, fraude ou delict cogneu. Arrest du premier iour de Mars de releuee mil cinq cens septante-sept. Autre du vingtheuiesme Auiil mil cinq cens octante six, par lequel fut vne sentence confirmee, cõtre vn quidam, qui auoit esté debouté de la cession par luy requise pour despens, dommages & interests procedans de delict. Par autre Arrest du neuiesme Feurier 1577 au profit d'un nommé Colin, appellant de ce qu'il auoit esté debouté de la cession pour despens, outre la condamnation de douze cens liures pour reparation ciuile, & fut l'appellation & ce mise au neans, &c. ordonné qu'il seroit receu à faire cession pour les despens: & pour le regard de la reparation qu'il tiendrait prison, si mieux n'aimoit bailler caution pour le tout. Autre Arrest du seiziesme iour de Iuillet mil cinq cens septante sept, par lequel il fut iugé que ladite cession n'auroit point de lieu pour delicts. Autre Arrest semblable du premier iour de Iuillet 1581. Tellement que la diuersité des Arrests de la Cour est grande. Notez aussi que par Arrest donné à la Tournelle plaidans d'Orleans le sixiesme iour de Decembre 1576. à la Tournelle Isaac de Roussay fut receu à cession pour soixante liures de despens, prouenans de delict & excès de batterie contre vn frippier de Paris. Voyez de Luc en ses Arrests, *Tu. de cession. arr. 4.* Bacquer Tr. iust. de Iustice chap. 1. nombre 11. Notez que la Cour auctorise quelquesfois les venditions faites par les prisonniers condânez pour subuenir à leurs necessitez & pour suiure le procès, comme elle fit de n'agueres, par Arrest du troiiesme Iuillet mil cinq cens octante-sept, pour Charles Vernusse sieur de Muntuille: auquel fut permis vendre de ses biés iusques à la somme de cinquante escus pour subuenir à ses necessitez: laquelle vendition fut par la Cour auctorisee par ledit Arrest.*

*In l. ult. D. de in iur. rpeando. d. l. 1. in fine. D. de pœni. l. quicumque 4. in princ. C. de seru. fugit. & ibi Baldus. l. 1. C. Th. Qui bonis ex lib. Od. fred. ad d. l. ult. D. de in iur. ro. l. si quis id quod 7. §. in seruo. D. de iurisd. l. fin. §. fin. C. de modo mult. Ioan. Faber. §. fin. *Inst. de act. cap. finem ex. de dolo & contu. Bart. ad d. l. 1. D. de pœn. cap. ad liberandū extr. de iudic. l. cū sit iniustum. C. de sepalc. violato.* La reigle vulgaire de Droiét, *Qui non habet in are, iuas in corpore. l. ob fœnu 49. D. de admin. tut. l. qui edis. §. D. de in iud. ruin. & naufr. Boer. Dec. 349. L'Ordonn. du Roy Henry II. 1549. art. 7. mise au liur 9. de la Confer. des Ordonn. tit. 19. Ordonnons que pour le regard**

des amendes à nous adiugees, que le Substitut du Procureur du Roy du païs dont sont les prisonniers & les Receueurs des amendes, seront dans six mois deüer perquisition des biens du prisonnier, pour recouurer le payement des amendes. Et si dedans ledit temps se trouue qu'ils ne peuuent payer l'amende à nous adiugee pour cause du delict, la Cour procedera à la commutation de la peine pecuniaire en peine corporelle, selon qu'elle verra estre à faire par raison, & selon la qualite du fait. Duquel article il faut tirer & conclurre qu'il n'appartient qu'à la Cour de commuer la peine pecuniaire en corporelle, si l'y a lettres expressees pour cest effect. Ainsi par Arrest du 21. iour de Iuliet 1581. pour vn nommé Brisson, fut commuee la peine ciuile & pecuniaire en peine de punition corporelle du fouët, si mieux n'aimoit la partie l'attermoyer en payant vingt escus comptant, & le reste de six mois en six mois: & seroit ladite partie aduerse tenuë faire l'option dedans quinzaine. Autre Arrest du 11. iour d'Aoust 1576. & 21. Ianuier 1584. à la Tournelle. Autre Arrest du 11. iour de Iuin 1593. plaidant Gillot pour l'appellant, & Gaultier pour l'intimé. Aucuns Iuges ne laissent de faire telles commutations. Notez que la peine pecuniaire deit estre commuee en peine corporelle, si lon condâne le delinquant à ieusner certains iours, au lieu de la peine, ciuile & pecuniaire: telles sentences sont infirmes, comme il fut dict par Arrest donné en la grand' Chambre à l'Audience le 14. iour de Ianuier 1586. sur vn appel du Bailly d'Amiens ou son Lieutenant, comme recite Robert lib. 2. *Recurrimus iudic. cap. 15*. La Cour quelquesfois rejette telles commutations, & ex *qualitate facti*, deboute ceux qu'ils demandent: comme il fut iugé par Arrest donné en l'Audience à la grand' Chambre 1579. en May, & dist Monsieur le President ces mots, N'est pas fouëttré qui veut. Et par autre Arrest du 24. iour de Ianuier 1587. vn quidam requeroit la peine pecuniaire estre conuertie en corporelle, au lieu de le condâner au fouët sous la custode, fut dit qu'il seroit fouëttré par les carrefours, si mieux n'aimoit estre attermoyé, en payant six escus à chacune fois. Par autre Arrest du 22. iour de Ianuier 1575. contre Nicolas Preuost fut la peine pecuniaire cōuertie en peine corporelle, c'est à sçauoir au fouët par la ville, le ban perpetuel retenu. Et depuis plusieurs autres Arrests donnez en la Tournelle les 11. Feurier 1593. & Samedi 29. Aueil 1595 plaidant le Feure & du Fautray. *Cap. lib. 3. Variat. epist. 10. Ut pena posset transferri, cuius facinorosi facultas non sufficit vltioni. lib. 9. Variat. epist. 2. Aut decem librarum auti dispendio feriat, aut si facultas vindicta non sufficit, per fustuarum supplicia laceretur, & reddat debitum poenae, quod non potuit compensare pecuniis. Epist. 18. Faculi suarum media portione priuentur, si veri prohibente pauperie in aliquorum substantia nequiteri vindicare, poena relegentur exilij. Idem lib. 10. Variat. epist. 28. Triginta librarum auti immilita feriat. Quod si ad hoc damnum idoneus non poterit inueniri, corporali supplicio poenam luat, qui non potuerit in supra dicta percussione sufficere. Damhonder. in Praxi rerum crim. cap. 19. num. 13. 14. 15.*

EPILOGVS LIBRI QVARTI.



EX quibus planè intelligitur, quonam modo in huius capitalibus iudiciis appellatio interponatur: deinde an superiori iudicii libello appellatorio offerenda: an solum reus cum elogio transmittendus, an non: item quali in reatu accusatus iudicium obit appellationis: ac vtrum in superiori, an inferiori iudicis custodia. Præterea de conuincenda absentis contumacia diximus: rursus de iudicij inter praesentes agitando serie. Insuper complura quæ circa ferendam pronunciamdamque sententiam consideranda versantur, differuimus: ac speciatim de remittendo condemnato, accusatorique publico litis sumptus aestimationeque percellendo. Hinc digressi paululum admodum à re propoſita, innumeramus ea sententiarum genera, à quibus cunctis appellationes, nō solum earum execu-

tionem, sed etiam ulteriorem litis progressum non inhihent: postremo de sententijs capitalibus exequendū pauca subiunximus. His rebus igitur breuiter disputatis li-
quidū constat, quis contextus non solum prima, sed etiam secunda, ac tandem nouis-
sima disceptari, actionique & in civilibus & in capitalibus iudicijs sic accom-
modandus. Ista ferē sunt quae de institutionibus forensi disciplina habui dicenda.
Tamen si quidem non me praeerit, plura & à multis ornatijs, copiosiusque hac in re
tractari potuisse, praesertim hoc saeculo uitiorum & eruditorum & eloquentium fe-
racissimo: non tamen hac provincia praerui decedendum. Nam cum pluribus mem-
bris corpus nostrum sit compactum, quorum quadam partim viribus valeant, alia
partim sint imbecilliora; itemque alia sint honesta, alia deformem aspectum habeant:
omnia tamen muneribus suis optima fide persunguntur: nec infirmiora ab actionibus
suis absistunt & vacant, quod alia in procurando vniuersi corporis statu robore iu
antecellat: neque alia quia inhonesta & turpia sunt, à suis deterrentur officiis. Ita-
que cum ex nobis omnibus ceu membris Reipublica corpus coagmentatum, quam-
uis excellentiores permulti eius dignitatem & tueantur & augeant, non con-
tinuò sane inerti otio vita traducenda: quin quantulamcunque per exilitatem no-
strā licet operā in illius usum conferamus. Proinde nos praclare admonet M. T. Cice-
ro Latina princeps eloquentia, ut si quem aut natura, aut praestantiū ingenij vi de-
fecerit, aut minus instructus erit magnarū artium disciplinā: eū quem poterit cursū
teneat. Prima enim sequentem (inquit ille) honestum est in secundis, certiusque con-
sistere. Porro non minimam gratiam apud populum olim Romanū iniit Cr. Flavius
Appij Claudij scriba, quod actionum (quas in formam Appij ille redegerat) li-
brum surreptum vulgò prodidit. Nam has certas & solemnes antea in sua potesta-
te soli Romani pontifices retinebant, nec populo eas scire, aut prout vellet institue-
res erat. Cuius quidem furti, seu potius sacrilegi tam immodicum praeuium consecus
us est, ut primum plebs tribunus, deinde adilis, postremo senator sit factus. Sic
cium forenses haec formula tanquam opertanea quadam sacra apud Mystas his dica-
tos iamdiu condita sint, adeo ut non nisi munus luculentum offerenti, ac religiosissi-
mē quidem reuelentur: rem fore gratissimam, si non omnibus, ac certē ingenuae in-
dolis adolescentibus existimauit, si velum quo sanctissima haec formula conteguntur,
aliqua ex parte reducerem, quasque ad introsciendum fenestram quamuis angus-
tiores aperirem. Atqui Flauij illius causam cum mea iure non posse committi opi-
nor. Is enim populo nihil nisi violatam publici muneris sui fidem praeiuit: quare ni-
sius vi cessisset, ne mercede quidem, sed pena afficiendus erat. Ego autem peculatio
hac mea cura & diligentia tanquam vindicandum suscepit: tantum abest ut qui-
quam in publicam moliar perniciem. Nam quāuis forenses haec famula ceu in are pu-
blico omniumque vsui destinata quodam fuissent, plures tamen eas interceperant,
ac in rem priuatam verterant: ex quarum vsurus horatijs ac diurnis, non tantum
mensuris, videre est plerōque latifundia pretiosissima comparasse, opibique con-
gestis claritatem generis tradidisse posteris, ac eos tanquam in generosas familias in-
seruisse: qui obscura maiorum conditionis obliti, huiusce artis pragmatica honora-
rium perinde ac lucrum ex sordidissima officina quasitum contemnens acerrimē, in-
terim tamen facultatibus solis in de parentum studio cumulari gratissimē perfruun-
tur: ac quo illi perpetua mentis agitatione, non sine magno inter orandus causas
laterum dolore, assidua etiam charsa litura exaggerauerant, hi auri, equitis,

luxu denique perditissimo effundunt, & profligant. Ergo iam unicuique liceat, hisce in publicum assertis ac redactis in posterum uti formulis.

EPILOGVE DE CE QVATRIESME LIVRE,
Chapitre VII. & dernier.



E ce que dessus a esté deduit, nous pouuons entendre comment il faut appeller en matiere criminelle, & releuer Appellations : & en quel cas il faut seulement enuoyer le procez criminel fait contre le prisonnier, & en quels il faut enuoyer avec sondit procez, & en quel estat le prisonnier doit estre pendant la cause d'Appel : & en quelles prisons, ou en celles du Iuge à *quo*, ou du Iuge *ad quem*. Plus nous auons dit cōment il faut contumacer les defaillans en cause d'Appel : & quelle forme de proceder on tient, quand toutes les parties comparent, & ce que le Iuge doit considerer pour bailler sentence en ces Appellat. & quand on a accoustumé renuoyer le condamné au lieu, où il a delinqué pour l'executer : & quand le Procureur du Roy ou autre Procureur general ou fiscal d'un autre Seigneur, ou le Seigneur doit estre condamné es despens, dommages & interets de l'acculé eslargy ou absous. Par apres nous auons déclaré les cas esquels on passe outre quant à faire le procez criminel, & à executer les appointemens ou sentences donnees en matieres criminelles, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, & sans preiudices d'icelles : soit pour le regard des Iuges ordinaires, ou des Preuosts des Mareschaux : de la iurisdiction & pouuoir desquels auons traité sommairement. Finablement nous auons déclaré comment on procede à l'exécution des sentences donnees en matieres criminelles, & en quel cas sans appel on surseoit l'exécution d'icelles. Parquoy doncques veu ce qu'auons traité au premier & second liure, on peut clairement cognoistre quelle forme de proceder nous tenons en causes ciuiles, tant en premiere instance, qu'en causes d'Appel. Et par ce qu'auons dit es tiers & quart liures, pareillement il est aysé à sçauoir quelle maniere de proceder on a de coustume garder en causes criminelles. Et à ce moyen tout l'ordre iudiciaire, tant en ciuilité, qu'en criminalité est complet & absolu.

Le n'ignore point que plusieurs eussent peu traiter ceste matiere plus elegamment & copieusement, mesmement en ce siecle, fertile & abondant en gens de sçauoir & d'eloquence. Toutesfois pour autant que nul ne l'entreprenoit, j'ay bien voulu l'entreprendre. Car ainsi qu'en vn corps y a plusieurs membres, dont les aucuns sont puissans, les autres debiles : & les vns honnestes, & les autres deshonestes : & tous neantmoins font leurs offices : & ceux qui sont debiles ne cessent, pource qu'il en y a de plus puissans : comme dit tres-elegamment saint Paul au douzième Chapitre de la premiere Epistole aux Corinthiens : aussi le Republique est vn corps dont

nous sommes tous membres. Et combien qu'en icelle y en ait plusieurs plus excellens les vns que les autres, toutesfois les moindres ne doiuent estre otieux, & différer ce qu'ils peuuent faire pour l'utilité de la République. Pour ceste cause Marc Tulle Cicero nous admoneste que si aucun est destitué des souverains dons de nature, ou n'est pas instruit de science des plus nobles arts, qu'il tienne le rang qu'il pourra acquerir. Car encores est chose honneste (dit-il) qu'un homme qui pretend aux premiers rangs, puisse paruenir & demeurer és seconds & tertiés. Certes au temps iadis à Rome Cneus Flavius Greffier ou Secrétaire d'Appius Claudius, receut grâd gré & loyer du peuple Romain, parce qu'il manifesta & communiqua au peuple le liure des actions ou formes de proceder en Iugemens, pour raison des differens qui suruiennent entre les hommes: lesquelles actions ledit Appius auoit mis par ordre. Car auparauant les Pontifes Romains seuls les auoient en leur puissance: & n'estoit pas permis au peuple de les sçauoir, ne les intenter ainsi qu'il vouloit; tellement que ledit Flavius pour raison dudit furt, premierement fut Tribun du peuple, par apres Edile, & au dernier Sénateur. En ceste maniere pourautant que ceste pratique iudiciaire par cy-deuant a esté retenuë en la puissance des Practiciens & Aduocats: lesquels ne la communiquoient en public à tous, aias seulement à ceux qui les en alloient consulter avec dons & salaires honnestes: il m'a semblé que seroy chose agreable, si non à tous, pour le moins aux gens de bien, studieux du profit public, & mesmement aux ieunes gens qui veulent suivre cest estat, si ie mettois en lumiere le talent qu'il a plu à Dieu me departir de la cognoissance de ceste Pratique. Voire i'ose dire ma cause estre meilleure que celle dudit Flavius: car il fut desloyal enuers son maistre, en luy soubstrayant son liure: par maniere que si le droict eust esté supérieur sur la force du peuple, tant s'en faut qu'il en eust receu loyer, qu'il en eust eu peine comme il auoit merité. Mais quant à moy, ie n'ay rien soubstraiât à autry: mais ce que les autres tenoient par deuers eux caché, & que de public ils auoient fait propre, j'ay trauaillé à le retirer d'eux, & le communiquer à vn chacun. Car cōbien que depuis ladite communication faite par ledit Flavius, lesdictes actions eussent esté cōmunes, & semblablement la Pratique iudiciaire: neantmoins aucuns l'auoient fait propre à eux, desorte qu'ils en retiroient grands profits, & comme vsures, non seulement par mois, & ainsi que anciennement elles se payoient; mais aussi par iours & heures, dont ils auoient acquis grosses Seigneuries & possessions. Toutesfois l'aduenement du loyer n'a pas esté en mon endroit tel qu'enuers ledit Flavius. Car combien que j'aye adressé cestuy mon œuvre à gens de grand credit & autorité, neantmoins par leur moyen ne autrement ie n'euy iamais promotion en aucun estat, ne receu profit, sinon des Libraires qui se voyans recevoir gaing de mes œuvres, m'en ont fait quelque participation. Qui est chose bien indigne d'un tel temps que le present, florissant en tant de bonnes lettres, & gens de si grand sçauoir: que les pauvres Libraires promeuuent plus les lettres & gens lettrez, que les Princes & ceux qui ont credit avec

eux:ains on void promouoir plus de gens en estats & offices par autres moyens, que par lettres & vertus:jaçoit qu'aucuns soient gens sçauans & vertueux:laquelle plainte ie proteste deuant Dieu & le monde ne faire tant pour moy, que pour plusieurs gens sçauans & de lettres qui ont fort bié merité de la Republique,& ne sont aucunemēt auancez.Et afin qu'on cognoisse pour l'aduenir l'ingratitude de ce siecle, & qu'on n'en attribue point los & honneur à ceux qui ne l'ont point merité:aussi que nos successeurs soient plus enclins à remunerer les honnestes labours qui seront mis pour profiter à la Republique, & que par moyen du loyer qui sera proposé pour suiuir les actes vertueux & vtiles au bien public, la posterité ne soit point oyseuse.Combien que le loyer de vertu soit assez ample, qui repose es cieus, & que vertu soit à soy-mesme assez grande & manifeste theatre & eschafaut pour estre veüë & admirée,sans chercher autre predication & loüange:toutesfois le loyer que l'on en reçoit encores des hommes, anime tousiours à plus trauailler en faicts vertueux.Donc vn chacun puisse librement vser & fruir de ceste pratique iudiciaire, par nostre diligence mise,& reduicte en ordre & maniere d'art,& exposee en public non seulement en Latin,mais aussi en nostre langue Françoisë.

ANNOTATIONS SVR LE CHAP. VII.

Est vn sommaire de ce qu'il a traité au troisieme & quatriesme liure concernant les matieres criminelles:& ne merite aucune plus ample interpretation,comme estant de soy facile à entendre de tous, meismes l'histoire de Flavius par luy touchée, sentences de Cicéron & la plainte qu'il fait pour la recompense des gens vertueux & d'honneur. C'est vne plainte par luy faicte, en vn temps qui cherissoit beaucoup plus les hommes sçauans & d'honneur,qu'en ce temps miserable, où les guerres ciuiles ont abastardy la vertu, & fait mespriser les hommes doctes qui ont passé tout leur aage en la Philosophie ou doctrine vniuerselle des bonnes lettres, selon les vacations de la profession, à laquelle ils ont esté poulséz. Dieu nous face la grace de voir florir les lettres sous nostre Roy à present regnant heureusement & pacifiquement, comme du temps du grand Roy François amateur des bonnes lettres, & les doctes cheries & caressées selon leurs merites.

F I N.



TABLE DES PLVS NOTABLES MATIERES CONTE- NUES TANT ES INSTITVTIONS FORENSES qu'es Annotations, selon l'ordre Alphabetique.

*Augmentee de nouueau de ce que l'Authheur des Annotations les a derechef
augmentees, ce qui est renfermé sous ceste marque. [] ou ()*

A.



Age requis à ceux à qui le
Sergent s'adresse en faisant
adiournement 38
Abbé, ou Prieur conuen-
tuel dissipant le bien & re-
uenue de son Abbaye ou
Prieuré conuentuel 168

[Absent estranger restitué contre la vente
par decret de ses heritages 421. sinon que la
coustume y repugne] 421

Absolution de l'instance. Absous *ad cause-*
Lam 440

Abus en quoy consiste 505

Arbitres pour iuger les recusations 125

Accusateur ou partie ciuile n'est receuable
à accuser, qui n'oëit à iustice en autre ac-
cusation 709. 710

Accusateurs de deux manieres 615

Accusateurs & denonciateurs 625. 626

Accusé conuenu pardeuant vn Iuge in-
competent, a deux remedes 661. doit respon-
dre par sa bouche 650. ne peut demander
son renuoy, sinon en personne 610. compa-
rant est atrellé, & ouï sur les charges & in-
formations 655. fera ouï auant la condem-
nation 658. ayant respondu deuant le Iuge
ne decline 661. sera ouï & interrogé 708.
doit respondre par sa bouche sans ministe-
re d'Aduocat, &c. 711. interrogé separément
ibid. non par Procureur 712. 697. DDDdd.
sera interrogé incontinent 697. DDDdd. en
quel cas est tenu comparoir en estat en cau-
se d'appel, & consigner l'amende 815. appel-
lant doit plaider les griefs par sa bouche

820. appellant ne fait porter le procès, ains
l'intimé ou partie ciuile 813. doit consigner
l'amende, & bailler caution pour la repa-
ration ciuile 816. 817. conuenu pardeuant Iu-
ge incompetent, & a deux remedes 696. Ne
fera ellargy que la voye extraordinaire ne
soit vuidée 714. non receuable à purger la
contumace, auant que payer les amendes &
reparations 652. ou les heritiers doiuent payer
les amendes & reparations 652. mort dans
les cinq ans, les enfans ne sont tenus aux
peines de l'Ordonnance 652

Accusé ne seront ellargis pendant les
confrontations 710. seront restrains pen-
dant les confrontations 710. n'est ellargy
que la voye extraordinaire ne soit parfaite
714. condamnez en amende enuers le Roy,
ou reparation enuers la partie, tiendront pri-
son 829. peuuent fournir les frais pour la
preuue de leurs faits iustificatifs, & de re-
proche 716

Acheteur de biens de iustice à quoy s'o-
blige 18. doit estre autre que le debiteur 35

Acquiescans doiuent les despens 578. en
matiere criminelle, outre les despens, dom-
mages & interets 578

Acquiescer d'où est pris 577

Acquiescemens 588. sans lettres ou sans
amende 588. sans amende quand se font *ibid.*
ne seront receus le procès estant sur le Bu-
reau 578

Forme de faire les acquiescemens 577

Aste approbatif de iurisdiction 153

Actes & routes escritures, fors les salua-
YYYY

TABLE.

actions seront communiqees	190	né pour constituer nouveau Procureur	109
Action hypothecaire s'intente en trois matieres 115. ioincte à la personnelle n'empesche le Renouy du Clerc pardeuant son luge 169. conclud pour le tout 104 d'exhibition de contractz	197	En quels cas les exploitz d'adiournement avec intimation se doiuent faire	56
Action personnelle dure trente ans. 372. personnelle & hypothecaire quelles conclusions contiennent 62. Pure hypothecaire & reale 196. 197. d'iniures est annale	226	Forme d'Adiournemens non declarez par Imbert	40
Comme il faut proceder en ladite Action	228	Adiournemens pour faire creer vn Tuteur ou Curateur	62
(Action negatoire n'est de la cognoissance de Messieurs des Requestes	201	tous Adiournemens seront libellez 13. seront faicts à personne ou au domicile 40. en cas d'appel doiuent estre baillez és iours ordinaires du Parlement present 117. comme seront faits par le Sergent 37. 38 faits ailleurs qu'au domicile 38. en quels cas 38. 39 incertains quand sont reputez bons 38 ou nuls 76. faits à la femme, bons 38. 40. par vertu de commission ou mandement de luge en deux cas 17. de vertu de lettres de la Chancellerie ou commissions de la Cour 43. à trois briefs iours & Annotations de biens, quand il y a decret de prise de corps 539. comme seront faits 539. 540. pour proceder sur l'enterinement des lettres de Grace & Remission 751. personnels comme seroient executez 639. donnez au Procureur qui a comparu vne fois 69. 75. 76.	
Action est perpetuee de droit Canon. instance petie par trois ans de droit Civil.	231	Adiudication des meubles prins par execution 372. 434	
Action intentee par l'Esecolier	187	Adiudications aux parties civiles & amendes, adiugees au Roy ou à lustice, payees nonobstant la comparution 651. seront premierement consignees	652
Action sur offre de Retrait, annale	129	Adiudicataire contrainct par prison	410
Formules des Actions abolies	92	Admonition & Requête est tout vn	102
Actions de deux especes de droit	8		
Actions petitoires qui ne le sont	228		
Adfirmatores	484		
Adiectio solutionis causa restituitur	34		
Adioint quel serment doit faire	285. 288		
quel salaire 287. erigé en titre d'office formé	283		
Quelles personnes peuuent estre prises pour Adioincts	127		
Maniere de Sommer, & Adiouner en Garniment & requête formelle	137		
Adiournement cause de la comparution.	15		
Adiournement libellé 22. comme interrompt la prescription de trente ans	15		
Adiournement à cry public en matiere de criees 45. à son de trompe & cry public, quand est octroyé 42. 45. en quel cas a lieu 43. 45. avec intimation en quels cas a lieu 48 en matiere d'Assurement fait avec intimation 552. en matiere de criees avec intimation pour voir adiuger par Decret les heritages 53. en matiere criminelle pour prouision d'alimens, &c. 53. en matiere de repetition de dot 53. en matiere prouisionnelle 53. pour recognoistre vne cedule, &c. 53. 54. contre vne ville ou bourg 43. à cry public en matiere de Criees & declaration d'heritier sous benefice d'innocentaire 43. contre ceux qui font exeez ou outrages aux Sergens 43. contre les criminels 43. baillé par vn Sergent en toutes matieres, nonobstant l'appel 476. en vertu de mandemens de debits sera libellé 22. don-			
		En adueu on traite de la propriété & de la possession	102
		Adueu different de la Reintegrande	111
		Adueu contr' adueu	113
		Adueu & ratification d'une chose faicte par vn Procureur	111
		Adueuz & Requestes personnelles & hypothèques 102. comme seront formez	102
		competent pour meubles	102
		Aduolier	113
		Adultere & sa peine	796. 798
		Aduocat & Procureur ne sont tenus reueler le secret de leurs parties 441. ne doiuent rien prendre pour vne cause criminelle 755. 756. ne doiuent assister au iugement des procès criminels 730. ne peuuent estre luges 115. [Aduocat n'est recevable pour estre seulement Aduocat, mais bien pour auoir esté Aduocat de partie ou dressé ses affaires] 127	

T A B L E.

[Aduocats tenus d'opiner séparément 471.

472 Aduocat & Procureur du Roy quād peuent estre recusez]

Aduocati dantur juri ad indicium 76

Aduocats & Procureurs, dans quel temps peuent demander leurs salaires 240. 249

Aduocats anciens appelez par les Iuges au iugement des procès 347. 348

Aduocats ne perdent leur noblesse 266

Aduocats blasmez 17. tenus coter leurs pieces 556

Alchymistes punissables de mort 784

Alienation des biens des mineurs 251

Amende honorable, comme s'entend 764. en quel cas a lieu 764. peut estre remise par le Roy 764. pecuniaire 765

Amende pour chacun article mal croisé 607. contre les impetrans proposition d'ereur ou requeste civile 600. ne sera moderatee 601. du fol appel 51. seule pour toutes

quand il y a plusieurs appellations en adherant 833. remise en vne par la Cour 531. cōtre les recusans les Iuges friuolement 709. EEEe. doit equipoller aux biens, quand il n'y a confiscation 740

Amende payce par l'intimé au païs de Poitou, & en Parlement 531

Pour les acqwieffemens 767

Amende de deux fortes 767. ne sera mise és mains des Greffiers 767

Amēdes adiugees mises és mains des Receueurs des amendes & non autres 818

Amendes pour les appellations comme d'abus 507. ne seront moderatees 506

Annulation & cassation de la procedure faite en Cour d'Eglise 181

Anticipation dedans la huictaine 288.

579 Apostres 531. de trois fortes 503. reuertentiaux, repositoires, & refutatoires comme s'entendent 498. repositoires 461

Apostres sont encorres reccus en Cour d'Eglise 495

On n'est tenu demander Apostres 495.

Appariteur ne peut citer deuant le Iuge lay 9

Appariteurs Ecclesiastiques ne gardent l'Ordonnance en leurs citations 15

Appellandum non est ab executore 477

Appellari potest à mero executore 584

Appellatur iure Canonico ab omni gravamine 563

[Appel d'euocation adressee à Iuge incompetent est bon 164

Appel de commission ou permission don-

nee à Iuge incompetent 164. fait aduenir sur ce 164

Appel sur le conteste de veüe mal-faict empelche le cours du principal, le Iuge Royal ne s'y arreste, si la partie le requiert] 154
En France on appelle de la quatriesme sentence 503

Deux voyes pour se pouruoir contre l'appellant, le temps de releuer expiré 486

Appellant doit faire apparoir des actes de la cause 561. en matiere civile doit faire apporter le procès 561. doit fournir de son acte d'appel, ou coter 553. 554. iustifier de son appel 555. 556. doit faire apporter le procès 549. n'est tenu faire grossoyer le procès criminel ne le porter 811. d'un interlocutoire s'il est tenu renoncer si la partie offre les despens 461

Appellant du decret d'adiournement personnel ou prinse de corps, doit comparoir en l'estat du decret 816. d'une amende honorable tenu se rendre prisonnier, & iusques à ce la partie n'est tenu conclure au procès par escrit 817. tenu de plaider ses griefs par sa bouche 820. de la taxe des despens qu'il deuoit refondre, fait que lon rejette ce qu'il a fait de nouuel en cause civile: mais non en matiere criminelle 566. d'adiournemens personnels, ou de prinse de corps. 651. 652

Appellans comme d'abus ne seront ellargis pendant l'appel 513. mineurs condamnez en l'amende 504. doit auoir interest 689. *debet probare merita appellacionis sua* 635

[Appellant spoliant la partie de la chose contentieuse, est tenu pour auoir renoncé à son appel] 563

Appellatio suspendit indicatum 144

Appellatio deserta 487

Appellatio in uox non est n'ganda grauatim 584

deserte pour auoir renoncé entre les mains du Sergent 578. quand se peut conuerter en opposition 582. verbale comme s'entend 561. de l'exécution faite par vertu d'un mandement de *debitu*, se doit releuer en Parlement 2

Forme de proceder en appellacion criminelle, quand les parties sont presentes 820

On desere à toutes appellations 460. 487.

Appellations en matiere civile & criminelle comme sont differentes 820. 821. en matiere criminelle comme seront releuees 810. pardeuant qui 810. interjettes des sentences donnees par contumace 555. des procès par escrit comme se iugent és autres Cours inferieures de Parlement 558. des Procureurs & Conseruateurs des priuileges

YYYy ij

TABLE.

Royaux ressortissent en Parlement 210. du Preuost se releuent pardeuant le Iuge Royal 24. en quels cas se doiuent releuer à la Cour en matiere criminelle 810. des Iuges deleguez 504. d'un Iuge faisant enquete en son siege 505. d'un Iuge exerçant iurisdiction temporelle de la Seigneurie appartenant à l'Eglise 505. interiectées des Iuges inferieurs non Royaux ressortissans nuëment en la Cour dans quel temps se releuent 514. 515. entre les mains du Sergent ou du Greffier 715. se releuent dans trois mois en Parlement 53

Appellations ne seront traitées qu'en Assises pardeuant les Iuges Royaux, & inferieurs sans lettres 516. interiectées des Sergens ont natures d'oppositions 577. des executeurs pardeuant qui se releuent 585 en adherant, doiuent estre releues 531. interiectées en vn instant, ne sont reputées qu'une 531. personnelles 532

Degrez de releuer les Appellations 502. 503 Appellations se voident en deux sortes 572. comme de deny de Iustice 525

Appellations verbales, iugées sur le champ 556

Es Appellations verbales les parties sont tenues s'entrecommuniquer leurs pieces, suivant l'Ordonnance 553 faut plaider sur le champ 556. on conclud en plaidant 562

(Appellations se doiuent releuer à la Cour dans trois mois, nonobstant quelque autre disposition de coustume 510

Causés d'appel comme seront voidées & terminées par expedient 533. 554

En quel cas on peut conuertir l'Appel d'un appointement donné par le Iuge en opposition 60

On ne peut appeler d'une personne priuée 493

Dans quel temps il faut Appeller 494. 496

Appel des arbitres se releue en la Cour ou au Presidial 519 dans quel temps releué en Poictou 519. quand est estimé desert 519 dans trois mois, quand il se releue à la Cour 519. fors es appellations comme d'abus 519. en la Cour des Aydes dans trente iours 519. de la taxe d'un Article, n'empesche, que les Conseillers ne procedent à la taxe des autres Articles. Autres choses des Iuges non Royaux 606. de la taxe des despens faite en presence des Procureurs non receu 607. d'une prise de corps n'empesche pas qu'elle ne soit executée

460. 461. du decret d'un Adournement personnel, quand est valable ou non 460. 461. de l'octroy de lettres Royaux n'est receu 461. comme de deny de iustice des Iuges Royaux & Ecclesiastiques 697. du deny de Iustice d'un Iuge Ecclesiastique, quand se releue en Parlement. 698. du deny de renouoy peut estre pouruiuy par le suiet sans son Seigneur, si le Seigneur la requis une fois 151. 157. 156. du deny de Renouoy ne peut estre interiecté par le Seigneur, s'il n'a requis le Renouoy 151. d'un Iuge deniant ce qui est de son office 691

Appel & ce dont est appelé quand est mis au neant 576. comme d'abus se releue en Parlement 505. interiecté par les Ecclesiastiques 506. n'est receu sinon es cas des Ordonnances 512. come d'abus, ores que l'homme ait procedé volontairement 179. d'une partie quand peut empescher, que les autres parties ne procedent pardeuant le Iuge 490 d'une Execution faite au pays coustumier d'un Arrest ou sentence, donnée au pays de Droit Escrit 531. 532. de partie civile n'empesche que le contumax ne puisse faire mettre au neant les Defauts, sentence de contumace & appellations &c. 648. du defaut donné avec tout le profit ou bien de la sentence contenant l'adiudication du profit d'iceluy 56. 58 du Iuge delegué 511. Des Commissaires, pardeuant qui se doit releuer 192. d'un executeur quand receu 510. des Eleus quand peut estre releué en la Cour de Parlement 161. come mis au neant par lettres 591. est mis au neant par lettres, il faut estre releué de l'interdict & auoir permission d'executer les lettres hors le temps de releuer 59. n'est plus receu en la cour de Parlement des exploits faits par sergés hors leur territoire 4. quand est estimé desert 486. dure trente ans 496. pardeuant quelles personnes doit estre formé 497. 498. suspend la sentence iusques à ce qu'il soit décidé 593

[Appel où se doit releuer quand vn fief d'un autre province est saisi par vn seigneur d'autre province] 512

[Appel interiecté entre les mains du Notaire & signifié & renoué: dans huictaine est valable] 578

[Appel de Decret donné sur information de fruits prins sans violence bien interiecté] 635. 636

On est releué de n'auoir Appellé illud 494 Appointement que les Iuges doiuent

TABLE.

donner les Enquestes faites 315. 316. repa-
rable en diffinitive 457. & suiuaus, ou senten-
ce interlocutoire, s'il se peut reuoker 459
en matiere benefeciale, quand la cause est
conteste 268. 269 produire &c. 310. 311. Sauf
à ordonner de bailler contredits 365. apres
publication 337. de venir plaider par Aduo-
cats, emporte contestation en cause 85. Si
l'appointement en preuve, vuide les fins de
non recevoir 211. 212

Appointemens de contestation, donnez
par les luges. 265. 269. 270

Claue des appointemens sans autre in-
jonction ou forclusion, comme s'entend
341

Forme de faire apprecier les bleds, vins,
& autres especes, auant les Ordonnances de
l'an 1519. 428 & suiuaus.

[Arbitres, voyez luges.]

Archeueschez tenus en foy & hommage
du Roy 168

Armes defenduës 780.

Arretages de rente pour l'année de l'ex-
position sont entierement deuz & pour l'an-
nee de l'amortissement, ils sont deuz
pro rata 105

Arretages des constituës à prix d'argent
ne se peuvent demander apres cinq ans 238

Arrest ou execution sur les debtors des
debtors 423. [Arrest de reglement interue-
nu entre les Lieutenans criminels & les Of-
ficiers des sieges Presidiaux 157

Arrest de reglemēt interueu entre les Of-
ficiers & luges Royaux d'Issoudun; 37. 664

Arrests confirmatifs des sentences don-
nees par contumace doiuent estre execu-
tez, quant à l'interest ciuil, & non du Roy
648. Ser ont donnez & escripts clairement
696. cōme seront donnez suiuaus le stil 596
executez pendant la proposition d'erreur, ou
requête ciuile 599. ne seront retractez que
par les voyes de Droit 600. des Grāds Iours
d'Angers, par lequel est retracté vn Arrest
des Grands Iours de Bretagne 595. portans
adiudication d'amendes, deliurez six sep-
maines apres la prononciation 818

Dans quel tems on doit satisfaire aux
Arrests 596

Articles impertinens seront rayez 279

Articles de la taxe de despens, seront croi-
sez, auant que conclurte au procez
607

Assassinats ou meurtres, commis de guet à
pens 790. 791

Asscurs d'vne taille ou emprunt, ne

doiuent estre conuenus en Surtaux, s'ils
n'ont contreuenu à leur commission ou Or-
donnances Royaux, en faisant l'assiete 523.
524

Asscureté se peut demander & bailler par
Procureur 33

Assignation pour le fait de l'enqueste
quand est valable 290

Asyles des Eglises 654. 656

Attentat puny en vn assassinat 791

Attenuation de l'accusé 762

Attestation faite par les Notaires 325

Audiences à tour de roolles & par places

556

Auditeur des Comptes, condamne les
Commissaires à payer le reliqua 556

Auditore lieu public, destiné pour les
plaids 5

B

Bail de caution ou d'acheteur de biens
de Iustice n'empesche la saisie 28

Quelles personnes ne sont receuës à met-
tre au bail 225. voy Commissaires.

[Bail de criées, putain publique est receuë
à l'encherir] 357. 562

Trois Bailliages de Fontenay le Comte

4

Bannissement 767. 768

Banqueroutiers punis 804

Barre comme s'entend 45. 73

Benefice d'ot lre ou discussion 115

Si Benefice d'inuentaite se doit obtenir
par lettres ou non 46

[Benefice, le subrogé ou successeur n'est
tenu de rendre les fruits perçus par letitu-
laire precedent, ne des despens du procez
d'au parauant la subrogation, s'il ne reprend
purement & simplement 222

Voyez possession pour l'acte de possession]

En Benefice l'ordinaire ayant preuenu vn
autre ne peut plus conferer 462

[Serment de calomnie comment & quād
se doit prester en matiere benefeciale, & à
quoy il sert] 279

Si en matiere benefeciale lettres seront
produites sine die, & consule 322

Benefecier comme sera contrainct à faire
reparations. 74. 75

Benefice ne se perd pour auoir pris posses-
sion soudaine d'iceluy 268. 269

Benefice decedé pendant le procez 416

Betlans defendus 804

Biens confisquees à qui appartiennent 741

Y Y Y y y iij

TABLE.

Clerc 171
Clerc priuë de son priuilege en crimes énormes 689. marié ne retient son priuilege 689. folu iouist de son priuilege, ne paye Tailles 689. S'il fait train de marchandise vile & sordide 690. S'il est officier Royal ayant charge de criminalité 690. 691. s'il a esté à la solde du Roy pour le fait de la guerre 691. avant delinqué au fait des monoyes 692. s'il est trouué en masque 706. auant qu'estre renuoyé doit estre condamné en la prouision d'alimens & autres 691. quels doiuent iouir du priuilege 692. S'il a commis vn crime auparauant estre promu aux saincts Ordres, ne iouist du priuilege 693. eslargy quant au delict commun, ne peut estre retrainct par le Iuge Royal 697. renuoyé à son Iuge d'Eglise, estant appellant du Iuge Royal, sans voider l'article d'appel 700. ne peut estre renuoyé à son Iuge, s'il ne demande en personne le renuoyé 649
Clerc iusticiaire du Iuge lay desistant de porter tonfures & habits decens par 4. mois 677
Clerc accusé de crimes atroces ne iouist de son priuilege *ibid.*
Clercs apostats, blasphemateurs, &c. se refugians en l'Eglise iouissent de l'immunité & franchise 677
Clercs punis pour le crime de paillardise 799
Clercs peuuent alleguer leur priuilege clerical en cause d'appel: ne perd son priuilege par son silence, son silence ne nuit 834
Clerc garend ou defendeur en cause reelle ne peut demander declinatoire du Iuge lay, en cause approchant de realité, voire mesmes entre deux clerics 170
Clerc interrogé par deux Conseillers vn lay & vn Clerc auant qu'estre renuoyé par deuant son Iuge 664. qui en peut cognoistre & l'interroger 664 665
Clercs tombans en l'heresie de Luther punis sans renuoy s'ils n'ont l'ordre de Prestre, & leur procez fait iusques à sentence de question ou diffinitive 671
Commissaires establis au regime des heritages saisis par execution comme doiuent exercer la commission 387. 391. 393. tenus rendre compte d'an en an 397. 398. 399. & ce qu'ils doiuent mettre & coucher dans leur compte 391. condamnez par l'Auditeur du compte à payer le reliqua 391. exercent leur commission, & non leurs heritiers 392.

ne peuuent estre deschargez sans le consentement de la partie 391. Ne doiuent permettre que l'vne des parties iouisse 393. tenus donner à ferme & faire bail 394. combien seront establis 394. ou autres voulant rendre compte, quel serment feront 393. 394. contrats par emprisonnement de leurs personnes à payer le reliqua du compte 395. s'ils sont tenus vn seul & pour le tout 395

Quelles personnes ne peuuent estre Commissaires suivant l'Ordonnance 217. 218.

Commissaires establis au regime des choses saisies ne peuuent estre intimes, n'adiournez s'ils n'ont abusé en leur commission 524-525

Commissaires au fait de sequestre 217. seront à sçauoir le bail 207. leur deuoir 217

Commissaires *ad partes* 283
Commissaires à la Barre 73
Commissaires ou Conseillers, peuuent decerner commissions pour adiouner aucun 43
Commissaires ou experts 438
Commissaires accordez par les parties pour le fait des Enquestes, si le Iuge ou l'enquesteur ne les fait 283. 284. peuuent passer outre, à la confession de l'enquête, &c. 296. ne peuuent declarer les causes de recufation non receuables: fors les Iuges 297

Examineurs au Chastelet 194. prendrôt adioinct 287. quand sont recusez, ce qu'ils doiuent faire 284

Commission pour informer 635
Commissions ou mandement des adiournemens se prenoient au Greffe 13

Adresse de commissions de la Cour faite aux Iuges des lieux comme s'entend 597-598

Committimus & clause speciale 196. n'ont lieu apres l'an & iour des lettres 199

De quelles pieces on a communication 290

Comparaison de lettres 323
Comparution purge l'adiournement mal fait 122

Compensation en quel cas a lieu 257. 260. & quand lettres Royaux sont necessaires 257. 261

Complaincte 214. 225. nouuelles introduites par les Ordonnances 234

T A B L E.

Origine de la Complaincte 91. a trois chefs le sequestre, & fournissement de complaincte, rectance & maintenue 86. 87. en quels cas peut estre formee pour meubles 131 pour quelles choses se peut former 87. Pour vnerente 87. Pour raison du Boicellage. 88 pour vn exploit de Iustice 145. pour trouble fait en iurisdiction 182. pour raison d'un Office de quelque iurisdiction 89. 94. pour chose tenue à precaire 89. en cas de faillite, & nouuelleté n'a lieu pour meubles 112

En quels cas à lieu contre le Seigneur qui a osté l'office par luy donné 86. 87

[Complaincte ramenee à effect par partie appellee au ressort du Parlement de Paris. 96

Complaincte receuë pour trouble de la iurisdiction 179. 182. en complaincte, on empesche le sequestre par donation.] 176.

Complaincte sur complaincte n'a lieu : ains se faut pouruoir par opposition 90

En maniere de Complaincte & d'Appel, on est tenu defendre à toutes fins 211

En maniere de Complaincte qui est demandeur ou defendeur 92

En defendant à la Complaincte, on trouble le demandeur 91

Defenses en maniere de complaincte 214

Matières de complaincte ou Reintegrande se peuent traicter durant vacations de Meistres, ou de vendage 112

Compromis ou promesse de non proceder ou transaction finale estans proposez, comme le Iuge doit appointer 108

Des lettres de Compulsoire 323

Conclusion, comme en procez par escript contre les Fins de non receuoir 510

[Conclusion en cause, pour les appellations des Pairs de France 534

Conclusion au procez comme au procez par escript est empeschée en quatre cas 558 562

Conclusion ny renouatiati, n'ont lieu en maniere criminelle 761

Il faut declarer en concludant au procez les chefs de la sentence de laquelle on est appellant 560. peut & doit refuser à conclure au procez 558

Conclusions des gens du Roy apres les Recollement & Confrontation 713. 719

Conclusions du Procureur Fiscal prises dans trois iours 760

Concubines des Prestres chastiees par le Iuge lay 798. 799

[Concubine du Prestre peut estre appellante si le Iuge d'Eglise en chastiant le

Clerc la condamne en quelque chose] 16.

Condamnation d'amende annale 126. de dommages & interets sera limitee 759

faite & liquidee par mesme iugement 759

des dommages & interets procedans de la nature de l'action, outre les despens de l'instance 356. 360. de despens en cause d'appel pardeuant les Iuges inferieurs 386. 387.

es appellations verbales en la Cour de Parlement. 789. comme sera faite quand le demandeur demande plus qu'il ne luy est deu, ou le defendeur n'offre ce qu'il doit, ou bien fait offre valable 588. 589

Condamnations passees au Greffe ou par deuant Notaires qu'elle force ont 371

Condamné par contumace peut appeller & faire mettre les defaults, sentence de contumace & son appel au neant 647.

Condamnez peuuent estre contraincts à faire cession des droicts & actions 426. comme seront tenus souffrir les executions 451.

à faire partage comme seront contraincts. 449. 450. en action petitoire ou possessoire empeschant l'execution 450. 451. qui empeschent l'execution, ou se cachent 450. dans quel temps sont tenus payer le contenu en la sentence 442. & suivans

Conditio quando pro impleta habetur. 568

Conducteurs de prisonniers combien feront de lieues par iour 812. quel salaire 812. 813

Conduite des prisonniers baillee au rabais 812.

Confesseur donné au criminel 831

Confession faite pardeuant vn Iuge incompetent 164

Confession en ciuile ne se doit diuiser 342

Confession de crime ne sert rien s'il n'appert du cas conseillé d'ailleurs 751. 754.

Confession pardeuant iuge incompetent ne suffit à bailler la question 697. DDDdd. sinon qu'il varie par apres. 164.

en Confession la torture reuactee ne sert sans autre preuue. 743.

Confession diuisible pour deux chefs, s'ils ne sont connexes 342

Confessions du criminel, hors du iugement ou non 725. 727. 728. ne se peuent lyncooper en criminel 727. 728. 729. du criminel ou accusé, seront peues par le Iuge 697.

DDDDd. de l'accusé, quand seront communiques à la partie ciuile, & comment 698.

DDDDd.

Confidentiaires 771. 772

Confortemains 14 15

Clause des Confortemains vñtee, la faic

T A B L E.

Re, tenant nonobstant opposition ou appel-
lation queleô que, &c. reprouuee 14. reprou-
uee en complainte 14. n'a lieu qu'en lettres
patentes, &c. 24
Confiscation n'a lieu par tout 740. 744. si-
non en certains cas 744
Confiscation n'appartient tousiours aux
Seigneurs 745
Confiscation en parricide, fraticide 745
Qui confisque le corps, cõsique les biens,
& en quelles coustumes 740. 744
La Cour confisque les biens à qui il ap-
partient 740
Confrontation comme sera faite 717
Confrõtation sera faite de tous tesmoins,
tant ceux qui chargent, que qui ne chargent
point 712. EEEee
Congé sauf ou simple contre l'appellant
qui a releué, & n'a esté anticipé 545
Congez à faute de comparoir, seront can-
cellez & rayez 817
Conseruateurs des priuileges des Vniuer-
titez, de deux sortes 186
[Consignation: Voy prouision.
Constante pour la rente confesse estre
possesseur] 128
Contestation en cause comme se doit en-
tendre 81. 698. DDDdd
Contestation en cause en matiere crimi-
nelle 709
Contestation en cause, en instance d'appel
568. n'est necessaire en cause d'appel suiuant
l'aduis de quelques Docteurs, les autres di-
sent du contraire. 563
Continuation des causes d'un Parlement
à autre 499
[Contr. ès voy instrument]
Contrat doit estre vestu, pendant le pro-
cès de rescision 229. 233. 274
Contrat d'engagement 248
Contrats ou acte, cres qu'il soit nul doit
estre rescindé par lettres Royaux 17
Contrat ou obligations passez sous seel
Royal ou authentique, sont executoirs 29.
316. 371
Contredits & saluations 323. quels doiuent
estre 324. 325. 327. 328
Contredits contre les dictz des tesmoins ab-
rogez 316. 325
Contumace apres contestation en cause
80
Contumax comme peut estre condamné
és despens des défauts, auant la sentence dis-
finiue 65. 67. puny de la contumace 66.
s'il est receuable à l'opposer à l'execution de

la sentence contre luy donnée ou non 69
Vrais contumax ne seront receus comm
appellans 562
Coupables de mesme delict, ne peuent
decliner du Iuge qui a commencé le procès
710. EEEee se trouuans chargez par l'instru-
ction, comme peuent estre appelez 711.
EE Eee. estant ouïs comme tesmoins, ne se-
ront iugez par leur confession, ains leur sera
fait procès 711. EEEee
Copie de pieces produites de nouuel 565
La Cour de Parlement cognoist seule des
appellatiõs cõme d'abusos. cognoist des at-
tetats faits par dessus les appellatiõs, resor-
tissans en ladite Cour 508. des appellations
de Iuge incompetant 508. seule peut mettre
l'appel, & ce dont est appellé au nœant 577.
sur les Euesques, & non les Iuges Royaux
691. ne cognoist de toutes causes, en premie-
re instance 583. cognoist des oppositions,
formees contre les executions faites par les
Huissiers ou Sergens, en vertu d'Arrest
583
En quels cas la Cour cognoist du princi-
pal avec l'article d'appel 504
Cours ordinaires le tiennet à certain iour
73
Si la Coustume peut derogier à l'Ordonnan-
ce 36
Coustume de la quote des dismes gardée
93
(Coustume, nul n'est releué contre la Cou-
stume) 421
Coustume de Poictou, article 123. & 124.
declaree 130. 131. interpretee 379. 102. abrogee
par l'Ordonnance 103
Coustumes du pais de Poictou reformees
sont foy 302. de chacun pais ordonnees
estre mises par escrit 104.
Coustume de la Rochelle concernant les
adeux contraires au Droit commun 100
Coustume de la Rochelle, art. 13. corrigee
70 reprouuee par Arrest 81
Coustume de la Rochelle concernant la
saisie n'a lieu 28
Creancier qui premier fait mettre en exe-
cution le meuble du debteur est preferé aux
autres creanciers 380. 381. 384
Creancier ne peut auoir les meubles du
debteur sans subhastional, sinon par lettres
Royaux 385
Creanciers incogneus, sont appelez à cry
public, quand on le porte heritier sous be-
nefice d'inuentaice 46
Cries sur cries n'ont lieu. 95

ZZZZ

T A B L E.

Criees seront faites selon la coustume des lieux	396	(Declinatoire exception se peut proposer toutes fois & quâtes par le tiers ioinct pour son interest	155
Solennitez de criees, procedans tant par decret & adiudication, que par lettres obligatoires passees sous seel Royal, sont pareilles	414. 415	Declinatoire refusé au Clerc en chose réelle, tiré à garend ou principal defendeur voire entre deux Clercs, non seulement en réelle, mais approchant réalité	170
Forme ancienne de certifier les criees	419	On ne peut estre forcos de Declinatoire par vn seul defaut	181
Cognoissance des crimes appartient au luge des lieux	665	Decliner la Cour en quel cas on ne peut	206
Crimes d'heresie, blasphemés cõtre l'honneur de Dieu, des Saints & saintes, sacrilege, sortilege, appartiennent indifferemment aux luges Ecclesiastiques & laiz chacun cõtre ceux qui sont sujets à leur iurisdiction	568. 569. 570. 571	Decret purge tout	397. & suivants
[Crimes punis agreables à Dieu, Nulli iudicium incurrendum Deo, quâ n rem iniquam potestatem. Selon. 355. qui preferé en la poursuite des crimes	610	Decret d'ajournement personnel sur le procès verbal d'un Sergent recordé de temoins	664
Criminels expediez à iours seriez pour le fait du procès	355	Decret de prise de corps que doit contenir	164. ne sera donné, sinon pour crime public
Crimes ne se prescriuent par 10. ans par le droit Canonie, autrement par le droit Civil	699. DDDdd	<i>ibid.</i> Comme sera mis à execution	654. sera executé nonobstant l'appel d'incompetence
Criminel conuaincu par temoins bien qu'il n'aye rien confessé à la question, doit neantmoins estre condamné	715	661. 666 ne suranne iamais	656
Criminel se traicte à l'instar du civil	719	Decrets de prinse de corps ne seront executez à iour de festes	655
Criminel ne sera distraict hors son domicile	201. 202	Premiers & seconds Decrets introduits contre les contumax, n'ont plus de lieu	81
Curateur en cause	30	Defaut seul en tous preparatoires	109
Curateur au corps mort	792. 793	Defaut comme se donne par le luge contre le defendeur 48 avec profit ou defaut simple 48. & mandement d'ajournement, &c.	<i>ibidem</i>
<i>Curia suprema aquata est praesecti in pratorio</i>	597	Defaut pur ou simple comme se doit entendre	50
D.		Defaut sauf comme se baille	54
Debtes & debtes mobiliaries comme sentendent	379	Defaut & congé sauf contre le demandeur contumax & defaillant 77. 78. de quel iour a lieu	78
Debtur comme peut auoir main-leuee	408. 409. quand peut renoncer aux solennitez des criees ou non	Defaut' congé contre l'inrimé ou appellant	545
Debtur opposant & appellant	21	Defaut ou congé sauf trois iours, donné par les Commissaires à la Barre: & depuis sauf le lendemain	553
Peut estre adiouté avec intimation	54. 55	Defaut premier procedant d'ajournement personnel & son profit 649. second & profit d'iceluy avec annotation de biens	649
Debtur n'est receu à faire preuve deux ans passez	260	Defaut obtenu à la prochaine Cour est bõ & valable, quand l'une n'est l'autre partie compare au iour du premier ajournement, qui n'est de Cour	72
Deception d'outre moitié de iuste prix	244.	Vn seul defaut contre les Commissaires establis au regime & gouvernement des choses saisies, si l'exploit est fait avec intimation	52. 56.
Decimes imposez sur les Benefices & quelle charge c'est, réelle. ou personnelle	417		
Declaration de despens si les despens ne sont petits 21. seront mises au Greffe paraphées par le Greffier, pour estre distribuées par les Presidens	616		
des procès par escrit, baillez au Rapporteur	616		

T A B L E.

Deux defaults en toutes matieres ciuiles & criminelles 50. 655
 Deux defaults quand sont requis 50
 En quelles matieres il faut obtenir deux defaults 60
 Deux defaults en matiere de recours & garendie 137
 Deux defaults es Cours inferieures contre l'appellant & contre l'intimé 154
 Defaults de deux sortes contre le defendeur 38. 59. se doiuent donner en l'Auditoire 3
 Defaults & contumaces en matiere criminelle & leur profit 649. seront leus auant que les Iuges se leuent du siege 55. ne seront par apres rabatus sans cause legitime & sans appeller la partie 55. estans rabatus, le contumax & defaillant doit payer les despens ordinaires 55. contre les heritiers d'un defunct 415. 416. se donnent contre la partie defaillante 49. ne seront vuides sur le champ 66. ne peuuent estre iugez apres l'an 74
 Profit des defaults donnez contre l'adiourné pour declarer si, & pour quelle portion il est heritier du defunct 74
 Profit des defaults, donnez cōtre l'adiournement pour declarer si, & pour quelle portion il est heritier du defunct 74
 Peine contre ceux qui mettent les defaults & contumace au neant, sans lettres 577
 Defaults & sentences de contumace se mettent au neant, en resfondant despens 576
 Difference des congez & defaults donnez en Cour de Parlement, & es Cours Royales 78
 Defendeur comme est enuoyé de l'instance, & non de l'action 78. est tenu declarer si, & pour quelle portion il detient les lieux sujets à la rente 131. en action petitoire est possesseur 118. 121
 Si le defendeur peut estre releué d'un acte approbatif de iurisdiction 113
 Defenses de n'accumuler le petitoire & possessoire 102
 Definitions en droit dangereuses 3
 Degradation 705
 Delation de serment en supplément de preuve, &c. 332. 339
 Il est permis de laisser & quitter la chose obligee 117
 Il n'y a aucun delay auant contestation sinon le delay de garend 106. donné en cas d'absence ne nuit point, si l'y a signification 377. pour faire preuues 108. peremptoi-

re & arbitré par le Iuge 368. 369. de veuë ou monstree, n'est abrogé par l'Ordonnance 137. de garend apres la monstree faite & rapportee 133. de garend en replique 149. se demande auant contestation 141
 Delais reglez par vn seul appointement, apres contestation en cause 75. 76. de faire enquestes communes aux parties 311. 312. se doiuent octroyer en presence de partie, ou de son Procureur 313. donnez selon la distance des lieux 113
 Tous delais communs 171. renouuellez à faire preuues pour les tuteurs, personnes miserables & gens absens pour le seruire du Roy 171. pour faire venir les tesmoins 705. 706. EEEee
 Deux delais donnez pour se conseiller 15. pour faire apporter le procès 550. delais anciens abrogez 133
 Delinquant prins en franchise 654. 655. doit estre conuenu au lieu de son domicile fors en vn cas 660
 Delict commun 696
 Delict commun & priuilegié comme separez 698
 Delicts ou crimes sont communs ou priuilegiez 696
 Delicts ne demeurent sans punition 628
 Delirance sera faite au possesseur de la chose aduouée auparavant l'adueu en bail-
 lant caution 102
 Delirance d'un prisonnier comme sera empeschee 634
 Demande sera considerée auant demader monstree ou veuë 130
 Demande simple 141. sans conclusion ne vaut 141. comme se doit proposer 83. inserée dans l'acte ou registre de Cour *ibid.* faire par permission, quand se peut faire 15
 Forme de proposer la demande en matiere de complainte en cas de faulx & nouuelleté 83. par lettres Royaux 86
 Formulaire de dresser la demande sur le profit de deux defaults 74
 Si apres auoir formé demande simple, on peut accumuler l'action hypothecaire 104. 105
 Demandeur en liquidation de dommages & interets, quand a tous les despens 765
 Denouciateurs ne sont receuables appellans des sentences 805
 Depoit appartenant aux Archidiares 457. 458. 463
 Depositions des tesmoins depuis leur
 ZZZzz jj

T. A. B. L. E.

mort dementre 659. d'un tefmoin qui a depo-
sé de quelque fait non articulé 666
Depositions de tefmoins comme feront
prinſes par les Sergent & Notaire 633. ſerôt
prinſes en la preſence de la partie civile ou
Procureur du Roy 635

Deprecatio 742
Deſ. dueu de Procureur 117
Deſertion quand eſt couuerte 562
Aucun ne peut eſtre appellé en Deſertion
apres trente ans 487

Instance de Deſertion ne ſe peut voider
pendant les moisſons 520
Deſherance à qui appartient 173
Deſuitement de l'appel quand ſera ſignifié
à la partie 573 à quelles perſonnes ſignifié
574

Comment on ſe doit deſiſter de l'appel &
dans quel temps 574-573.

Deſpés deux par celui qui ſuccombe 356
357. 360. des incidens ne ſeront referuez en
diffinitive 357. comme ſe doivent taxer au
profit de ceux qui ſont couoyez abſous, a-
pres l'emprisonnement de leurs perſonnes
358. en quel cas ne ſont adiugez 359. par qui
ſerôt taxez, ſil n'y a appel 360. ne ſerôt taxez
par les Greſſiers 361. en quel lieu ſeront taxez
363. taxez particulièrement, & non en bloc
364. combien contiennent de voyages 364.
365. ne ſeront reſtrez, ſil a eſté obmis quel-
que choſe 363. 364. quand ſont rabbarus ou
non 140. ſils ſont remis, quand on appointe
au principal, ſans parler des deſpens, & qui
les peut demander 603. Preiudiciaux 114.
145. ſont perſonnels 143. de l'adiournement
baillé pardeuant Juge incompetant 150. 151.
par qui ſont deuz à ſante de faire quelque
choſe, ſil y a pluſieurs parties 106. 107. d'un
defaut ordinaire quels 31. des defauts &
contumace deux par l'accuſé 358. d'un exa-
men à ſutur, viennent en taxe 369. ne ſont
adiugez au Procureur fiſcal, ne meſmes cō-
tre luy 762. contre le Procureur du Roy
762. preiudiciaux 68. quand ſont compen-
ſez 616. preiudiciaux ne ſont compenſez *ibi-
dem.* adiugez par la Cour, comme ſeront ta-
rez 605. adiugez aux debteurs, comme peu-
vent eſtre arreſtez 424. ne ſeront adiugez
ſils ne ſont demidez 618. ne ſeront adiugez
ou taxez par les executeurs des Arreſts *ibi-
dem.* ſeulement de l'incident *ibidem* des reſ-
ponſes à grieſs ou de contredits ſe payent
en deux ſortes 891. en matiere criminelle la
partie qui ſuccombe eſt condamnée aux

deſpens, dommages & intereſts 356. 357. En
quel lieu doivent eſtre taxez 3

Si deſpens adiugez pour l'inſtance de pro-
uiſion d'alimens, & medicamens ſont exe-
cutoires par deſſus l'appel. 642

Deſpens, dommages & intereſts ſeront
doreſnauant taxez par meſme iugemēt 616.
ne ſe peuvent plus demander quand on a
receu le principal. 616-618

Deſſeuree 312
Si un des detenteurs de partie des lieux fu-
jets à la rente, peut eſtre conuenu pour le
total d'icelle 104

Deuins & faiſeurs de Prognostications &
Almanachs. 774

Lieux de Bez prohibez 804

An dos termini computetur in termino 230

Dilationum materia amputanda 141

Dilatoria exceptiones poſt litem conteſtatam oppo-

ni non poſſunt 561

Diſcuſſion de meubles n'eſt requiſe 434.
601. eſt neceſſaire en la vente des heritages
des mineurs 383. 392

Diſcuſſion quand eſt neceſſaire ou non
383. n'eſt neceſſaire quand lon eſt obligé par
corps *ibi-
dem.*

Diſmes 88. 93. 124. leur conſeſſion 176

Diſmes infeodez *ibi-
dem.*

[Diſmes qui ne ſont infeodez, la co-
gnoiſſance en appartient au luge d'Egliſe
176. comment ſe prouuent infeodez par
denombrements & adueus, adcenſes & tef-
moins, poſſeſſion de trente ans fait preſumer
d'auarant le Concile de Lateran 177
Diſmes infeodez peuvent eſtre ſaiſis, com-
me choſe prophane] 427

Diſpenſe de ſerment n'eſt à preſent requi-
ſe 210. comme ſe faiſoit anciennement 234.
faite par le Prince *ibi-
dem.*

Diſtribution des proceſs par eſcrit, ſe fait
tous les mois en la Cour 553

*(Dolum non videtur committere, qui dolum dolo,
atque, reſeruit, clauum clauo tendit)* 342

Dolum & malitia nemini patrocinari debent 110

Dommages & intereſts, comme ſeront li-
quidez 365. 366

Dommages & intereſts liquidez à certai-
ne ſomme 765

Dommages & intereſts au lieu de la peine
de Talion, 623. adiugez contre le denon-
ciateur 629

Si donation de meubles, comprend les
debtes deues en deniers 379. 382

Don ne ſera fait par le Roy, des aduicia-

T A B L E

tions avant le temps de cinq ans	631
Droict escript gardé au pays de droict es-	330
crit	
Droict civil non receu en matiere crimi-	640
nelle, pour les sentences donnees par con-	
sumace	
Droict Canonic non gardé pour la spo-	
liatio 101. obserué en maniere de demâde 83	
pour les reinte grandes obserué	112. 114
(Droict nouveau au lieu en France)	744
Differences entre le pays de droict escript	
& coustumier, touchant les appellations	514
515	
Dolâire en Poictou, en quelle portion	
consiste	102. 103
Duels prohibez 790. par le droict Canonic	
791	
(Duels permis de Droict civil 791. Duels	
comme punis par luge Clerc & luge Lay)	
792	

E

E cclesia fisco non habes	768
Ecclesiastique peut estre contenu par-	
deuant le luge lay en action reale ou pos-	
seffoire 166. 168 en quel cas	170
[Eglise restituée de la vente par decret de	
son domaine]	421
Forme de contraindre vn homme d'Egli-	
se condamné par le luge Ecclesiastique, ou	
vn lay par le luge d'Eglise, de payer quel-	
que somme de deniers	414
Edict par lesquelles lettres prinſes en la	
Chancellerie de Bordeaux, sont validees,	
tout ainsi que celles de Paris	515
Edition d'action n'est necessaire	83
Edition de lettres 162. à quels despens se	
doit faire	113
Effractions punis	791
Election de domicile	70. 108 650
Election de domicile, entre autres parties	
ne sert 108. sera faite par plusieurs de-	
mandeurs ou defendeurs	108
Empoisonneurs punis	794. 795
Enchere dure iusques à ce que le Decret	
ſoit leué & ſeellé	410
Encherisseur dernier comme est mis en	
possession des choses adiugees	410
Encherisseurs ne seront receus, ſinon ar-	
gent content	410
Enquēte n'est communiquee auant la	
publication	301
Enquēteurs creez par Edict du Roy François	
premier 281. ſupprimez	286
Episcopu inſerdictu non ſiſco ſuo multis inſerāt	512

(Erreur propoſé ſur Arreſt empêche la	
poursuite en execution d'Arreſt, iusqu'à ce	
que le defendeur en erreur demandeur en	
execution aye donné ſes deſenſes)	600
Eſcritures priuees comme ſeront veriſiees	
ou recogneuës	312. 317
Eſcrou des Geoliers	734. 737
Eſcholier comme ſe doit pouruoir contre	
les inhibitions 187. ſe doit ioindre auant	
contelſtation en cauſe 188. quelles matieres	
peut faire renuoyer 188 par quel temps doit	
iouyr de ſon priuilege 188. releué du vice de	
liuge, s'il peut faire reuoyer la cauſe 189. 190	
peut decliner	191. 192
Qui ſe diſtraict de l'Eſtude ne iouit de	
ce priuilege	188. 193
Eſlargiſſement du priſonnier accuſé, ne	
ſera fait auant la cōfrontation 715. ſans eſtre	
communiqué au Procureur du Roy & partie	
civile &c.	715
Eſpices ne ſont payees pour le iugement	
des matieres ſommaires, ſeront payees non-	
obſtante oppoſitions ou appellations 473. ta-	
xees par les Preſidens &c 474. 475. ou viſita-	
tion du procez ne doiuent eſtre demandees	
qu'apres le dicton prononcé 347. 355. ſinon	
en gros procez & de longue viſitation	347
comme ſont payees	349
Taxe des Eſpices miſes au dos de la ſen-	
tence	352
Eſtabliffement de Commiſſaires: Voy	
Commiſſaires	
Eſtats venaux cauſe de grands maux	60
Eſtats de Sergens tuez en exerçans iceux	
appartient à leurs veſues & heritiers 396. 397	
Temps d'Eſtude V. Teſtimoniales	
Eueſchez tenus en foy & hommage du	
Roy	164
Erreur en Pratique concernant les Ga-	
tens	142
Eueſque n'eſt tenu bailler vicaire hors le	
lieu de ſon ſiege iudiciaire 700. quand eſt	
tenu bailler vicaire hors ſon ſiege	701
Qui demande euocation doit faire ap-	
porter à ſes frais les actes	163
Euocation de cauſe comme ſe fait	160
pour fin de litispendence	266
Euocations en matiere criminelle defen-	
duës	68
Exactions faites en leuant les amendes du	
Roy	831
Examen de teſmoins ſe peut faire le iour	
de feſtes, & non la reception	294. 113
Examen à ſuſur quand ſe peut obtenir, &	
en quel cas ou non 316. comme ſera gardé	
& deliuré 318. doit eſtre fait non obſtant que	

TABLE.

La partie remonstre les tesmoins n'estre de la qualité requise 307. d'où est tirée 308. sera fait par luge competent 308 sera faite, ayant eu la partie communication des faits si elle le requiert 308	toute l'instance 23
Exception de declinatoire 147. de pecune nō nombree, ne receuë, & a lieu 256. 259	Execution de sentence sont aucunes fois suspendues par appel 454. 455. faites en vertu de la sentence ou arrest consermant & non de la sentence consermee 393. 397 d'Arrests adressez aux luges & sergent s'entendent chacun en son regard 391. faites par vertu d'obligations sous le seel Royal & authen- tique nonobstant l'appel, 479. nulles & fautes que le contract n'estoit seellé 30
(Exception de nullité empesche l'execu- tion du contract 261	Plusieurs remedes d'execution accumulez ensemble 451
Exception naissant de l'action n'est iamais ostee <i>ibid.</i>	Comme on se doit pouruoir contre vn executoire de la Cour pour le port du pro- cez 384
Exceptio notoire n'est iamais ostee, 261. est celle qui se voit des yeux corporels 261	<i>Exemplum differt ab authentico</i> 327
Exception aucune l'empesche confe- ction d'inuentaire) 175	Exemptions par appel 333. 335. n'ont lieu contre les luges Royaux 333. 336. contre les officiers du Comté de Poitou 333. 334. 336
Exceptions de deux sortes 211. Dilatoires comment s'entendent 211. Peremptoires 311	Exempt par appel du Chastelain d'une Seigneurie non Royale, s'il peut estre con- uenu deuant le Seneschal d'icelle 332. 334
Exceptions qui de droit empeschent con- testation en cause 266. 270	Excommunications ne doiuent rendre à restitution de meubles ou immeubles 437
Mal executans condamnez és despens, dommages & interests 356. 357	[Exhibitio de pieces n'empesche le cours du procez si n'est requise 228
Executés'il peut rendre à fin de non pro- ceder 228. 229	Exoine n'est receu pour l'accusé sans tes- moignage verifié] 651
Executeur simple ou mixte 393	Caufes vuidées par expedient ne sont su- jettes à defaueu sinon qu'on allegue dol 578
Quels executeurs de sentence ne peuuent estre refusez 414	Exploit ou citatiō ne s'en fait de nuit 655
<i>Executio an inchoati possit à rebui immobilibus, aut mobilibus</i> 375	Exploits derniers nouueaux sont les meilleurs, <i>secus</i> en simple saisine 93
Execution des sentences en matiere cri- minelle 821	Exposition 205
Execution de sentence, par laquelle on est condamné à rendre & restituer chose mo- biliaire ou immeuble 248. 249. portant con- damnation de bailler bled, vin & huile 418 429	<i>Exonata sunt</i> 651
En execution de sentence la partie doit estre appelee 451	Exoine comme sera proposee 663. en ciuil receu 667. proposee en iugement à iour d'au- dience affermé & attesté 651
(Execution de contracts, commencer par la est contraire au droit, & partant doit es- tre restreinte) 201	Fils ne peut exonier sa mere 651
Execution faite par main forte ou mili- taire & à quels despens 249. 250. en commen- cée d'une sentence, si on appelle & l'on doit paracheuer 551. gist en cognoissance de cau- se ou non 362. 363	Extraits comme seront faits 323
Execution faite contre vn mineur 378.	
faite selon la coustume des lieux 372. se fait de ce qui est contenu en l'instrument & non de ce qui est rendu 26. sur les debtes deuës au deteur 423. esteinte par la mort de l'obli- gé ou condamné 34. n'a lieu contre le main- tenu heritier, s'il n'est tel déclaré par senten- ce 26. 32	
En matiere d'execution ou sequestration reale qui defaut d'un poinct, il dechoit de	

F

F Aict nouueau allegué quand sera receu ou non 325. 326	
De ne proposer faux fait 266	
Faits nouueaux apres la production 340.	
341. par lettres 343. doiuent seuiir à la deci- sion de la cause 343	
On est receu par lettres à articuler & prou- uer par faits nouueaux tant par tesmoins que par tiltres 360. 361	
Faits calomnieux ne seront apposez és griefs 367	
[Faicts iustificatifs & d'innocence se prou- uent mesmes par presumpcions] 719	

T A B L E.

Fautez procees	710	le droit Canonique sont gardez	230
Falsifiant les lettres du Roy puny	786	Fondation de Chapelles	766
Fatales de droit commun n'ont plus lieu		Forclusions <i>vide diste</i> 81. ont lieu apres la	
498		cause contestee 79. 80. 82. apres contestation	
Faux crime capital	398	en cause d'appel 353. apres le procez conclud	
Faux commis es finances du Roy &c. Benefices &c. punis	398	en cause d'appel	567
Faux monnoyeurs punis	397. 398	Formalitez perilleuses	355
Faux Notai. & Tabell. punis de mort	378	Forme qui le doit garder en la vente des	
Faux tefmoins punis 399. en matiere criminelle comme punis	399. 786	immeubles des mineurs	383. 398. 399. 391
Vendeurs à faux poids & mes. punis	787	Forme de proceder en matieres de criees	
Committant à faux perd son droit & la cause	787. 788	contre les opposans defaillans ou comparsans	405
Femme contrainte à deposer contre son mary, & le mary contre sa femme	293	[Forme pareille en civil qu'en criminel	
Femme comme peut faire mettre à execution les obligations qui luy ont esté donnees pour son droit de communauté	26	335. en main tenu de faux]	335
Femme recelans leur grossesse	789	Formules anciennés de prononcer sur le bien ou mal iugé	381
[Feodal ou censuel peut demander renouy en cause d'appel]	156	Fourneaux ou instrumens propres à fonder metaux. defensuz	784
Feodal acquiert le fief desaduoué par le Vassal & l'vnuat au fief dominant	254	Fournissemēt de cōplainte, voy cōplainte.	
Feodal ou censuel peut demander renouy en cause d'appel]	156	Frais du Sergent executeur sur qui le prennent	379
Fermier n'est tenu faire appeller son maître 142. peut se pourvoir par reintergr.	102	Frais du procez criminel sur qui pris	626
Si le fermier ou Colon peut former aduou ou complainte	102. 113. 114	pour les obiects & faits iustificatifs aux frais de l'accusé	626
Figure des lieux comme sera faite	345	Franchises es maisons des Cardinaux ostées 656. ou immunitiez es Eglises prohibees	654. 655
Financiers ne doiuent iolier les deniers du Roy	804	Fruits quand deux 368. 369. comme serōt prouuez <i>ibid.</i> ne seront adingez, s'ils ne sont demandez <i>ibid.</i> des heritages des accusez dont les biens sont annotez acquis en pure propriété à qui ils appartiendront ne comparans dans l'an 651. estans en contumace par cinq ans, perdent les fruits & la propriété 651. d'un temporel du Beneficier peuvent estre saisis	424
Fin de l'inspendance 266. proposee auant toutes autres fins 266. 267. comme sera verifiee	267	Liquidation de fruits, comme sera faicte	366. 367
En quelles matieres il faut plaider à toutes fins	271	Fustigation & amputation d'oreilles	766. 767
Fins de non recevoir premierement plaides, puis les fins peremptoires	555	G	
Fins de non recevoir ou de non proceder	270	Ages ou pension d'un Juge ou Officier comme sont saisis	424
Fins de non recevoir 211. 212. de non proceder 212. Dilatoires 212. Peremptoires 212. n'ont lieu en appel comme d'abus 35. de retorquation 710. de transaction 711. de cession d'action criminelle 711. ou de desertion voides auant la conclusion 361. 362 contre marchans vendans en detail	237. 238	Capitaines des Galeres ou leurs Lieutenans ne retiendront les condamnés ou re le tēps porté par les Arrests	768
Fins de non recevoir en matiere criminelle doiuent estre allegues auant contestation	708. 709. vñtes en matiere criminelle	Garde du seel ou signandeur <i>idem</i>	38
Fins de non proceder iuges sommairement 130. leur difference	270	Quels contracts, sentences ou actes sont sujets à sceller par la garde du seel ou Signandeur	30
Fins de folle intimation ou anticipatiō 555 effects de foy & serment introduits par		Garde des Seaux es sieges Presidiaux, quelles lettres doiuent sceller	379
		[Garend ne peut rien dire pour empêcher la poursuite du principal &c. 138. ne peut decliner	142
		Garend ayant pris la cause si renuoyé par deuant son Juge 142. beau fait à ce propos 142	

TABLE.

Ceux qui se tuent ou homicident eux-mêmes comme punis 392. 393

Homme lay ne peut estre excommunié par le luge d'Eglise sinon aux cas de la iurisdiction 699

Hospital 167. 172

Hoïste ou locatif, comme sera dejeté hors la maison 249

Huissiers du grand Conseil commettrons abus en leur charge, sont responsables par deuant Messieurs du grand Conseil 783. du Chastelet ne peuvent estre tirez ne traictez sinon par deuant le Preuost de Paris 782. 783 executans mandement d'un autre luge, ne respondent deuant le Preuost de Paris 783. ayans commis abus ou mauuersion en l'exercice de leurs estats, sont punis par les luges desquels est emané le iugement 12. & leur priuilege 12. peuvent par tout executer tous mandemens, &c. 12. de la Cour seuls peuvent prendre simplement la qualité de Huissier 11

Hypotheca ius in diuinduum 117

[Hypothèque naist par la contestation en cause, en matiere ciuile, & de la sentence en criminelle, voire selon aucuns, du iour que les biens sont annotez & saisis] 419

I.

Immeubles comme sont saisis 387

Immeubles confisque V. *Confiscation*

Illiud V. Appellation: R. ius

Impetrans lettres de cachet, ou closes, pour enleuer & sequester filles, pour les espouser, ou faire espouser, punis 798

Imploration du bras seculier 699. pour l'exécution des sentences donnees par les Ecclesiastiques 703

Impression de fleur de lis 766. 768

Incelste puny 798

Incidents ne seront joints au principal, si le

luge ne l'ordonne 360

Incidents & gros procés dans quel temps

uidez 347. 348. 349

Incompetence de lieu & de temps 121

[Infamie encourue par condamnation en

amende pour iniures] 342

Information nouuelle quand peut estre

mise en auant 614. 636

Informations, *dogia* 635 cōme seront faites

par vn Sergent & Notaire Royal, ou de

Court laye, en vertu de commission ou sans

commission 633. mises par deuers les Gens

du Roy *ibid.* ne seront faites par les Gref-

fiers 716. faites sans qu'il soit besoin appeler les delinquans 635

Informations, recolemens & confronta-

tions, ensemble les interrogatoires seront mis en cayets separez 716. 717. ne se trouuant & l'accusé comparant, quelle expedition sera faite 649

En quel cas on peut prendre sans informa-

tion ne decret precedent 633. 634

[Informations contre celui qui prend les

fruits sans violence mal procedé] 635. 636

Inhibitions generales ou particulieres 22

Inscription en faux comme se doit faire

787. 788

Iniures 817. comme sont punies 803. 804

quand sont traictees ciuilement ou crimi-

nellement 803. 804

[Iniures, condemnation en amende pour

iniures poite infamie] 342

In ius vocatio 8

Instance quand est perpetuee 225. quand

est renouee en faisant le renuoy 151. de pro-

uision doit estre separee du principal 642

(Instance perue par trois ans est de droit

Ciuel, actio perpetuee de droit Canonie) 231

Deux instances separees ne se feront pour

la recreance & maintenué 273

Inligateur ou denonciateur tenu des des-

pens, dommages & interets de l'accusé eslar-

gy ou renuoyé absous, fors en certains cas

626. 629.

Instrumenta contrarium confessionata sunt 35

(*Instrumentum standum est quod contra probetur*,

bien qu'il y ait inscription en faux 261

Instrument conditionné ou a terme ne

peut estre executé que la condition ne soit

accomplie, ou le terme escheu 29. 30

Instrument ou contract est tenu euidet

& manifeste comme vne sentence 261

Instrument en forme empesche signa-

tion ou prouision requise *ibid.*

Instrument est empesché d'excuter par

exception de nullité *ibid.* Voy exeeptio. Voy

exeeution)

Instrument quand est reputé authentique 30.

fil est scellé 30. en forme authentique, ou in-

strument garentigé 21 passé par deuant No-

taires de Cour d'Eglise ne sert que de cedule

407. garentigé à exeeution parée 27

Instrumens non scellez ne font foy 30

Instrumens passez sous seel de Cour d'E-

glise n'ont garnison n'hypothèque 49. 50. par

Notaires de Cour d'Eglise, font foy, &c. 28

Interlocutoires ne seront donnees, si elles

ne sont necessaires 345. en matiere de repro-

ches 345. & suiuan

Interdict *inde vi* peut estre intenté ciuile-

ment ou criminellement 112

AA Aaaa

TABLE.

Interdict <i>unde vin' est en v'sage</i>	312
<i>Interdictum vii possidetis</i>	315
<i>Interrogabamur rei in lege Plautia</i>	712
Interrogatoires sont faits auant contestation ou non 698. DDDd monstrez aux Procureurs du Roy 698. DD Dd faits aux despens de ceux qui les demandent	280
Interrogatoires des criminels d'où sont tirees	712
Interrogatoires seront faits incontinent aux prisonniers accusez ou adiournez en personne	636
Quelles personnes peuuent estre presentes aux interrogatoires	708
Quelles personnes peuuent estre interrogées	278
Interruption <i>quid</i>	359
Intimé doit soustenir le iugé 593 doit faire apparoir de la sentence 561 doit faire apparoir du contraire de ce qui est denié par l'appellant 561 n'est tenu rendre la moitié des espices à l'appellant qui a gagné les despés de la cause principale	597
Inuentaire fait aux despens de la succession 274. par qui se peut faire	275
(Inuentaire, matiere priuilegee, la confession n'en peut estre empeschée par exceptio quelconque 175 n'est empeschée par donation comme le sequestre)	176
Inuentaires des pieces 321. Ne contiendront raisons de droit 321. 326 & pieces communiques	321
(<i>Index si sitem non interroget, ubi id ex officio factum oportet</i> 662. <i>Index ad quem ab ea inuoria appellatum est, id supplebit</i>	662
<i>Index interrogare potest usque ad definitiuum sententiam</i>	280
<i>Index non admittit commendationem libelli, nisi prima capta ob pr.orem libellum incipium refundatur</i>	233
<i>bonus Index nihil ex arbitrio suo facit ex 3. Ambrosio 49. iuxta leges & iura promouant ibid. sicut auditur iudicat</i>	49
<i>Iudicati tempus</i>	445
<i>Iudicia omnia absolutoria</i>	120
Tous iugemens sont absolutatoires	107
Iuge d'Eglise peut cognoistre sur l'honnellay des dismes inféodées, &c. 174. de quelles choses a cognoissance 175. doit obeir aux inhibitions 182. ne peut cōdamner aux galeres 768. ne peut condamner en amendes pecuniaires <i>ibid.</i> sinon applicables aux pauures <i>ibid.</i> hors son Pretoire & siege de la iurisdiction ne peut mettre à execution decret de prinle de corps, &c.	699

Iuge lay cognoist du douaire 467. ne peut punir vn Clerc en sa personne 699. peut faire inuentaire & sceillé sur les biens du Prestre 170. cognoist du droit de patronage 170 peut defendre sa iurisdiction & comment 171. peut cognoistre des aumosnes & charges reelles auxquelles sont tenus les Ecclesiastiques 171. 172. fait le delaissement aux despens del'Enquesse 662. ordinaire ayant commencé vn procès etiminel, ne peut mettre le pisonnier es mains du Prenoist des Marechaux 828. doit retrancher par la sentence toutes occasiōs de procès 345. doit aduertir l'accusé de dire & proposer reproches contre le tefmoin suuant l'Ordonnance 714. adiourné en cas d'appel 515. Iuge a cognoissance des abus & delicts commis par les Sergens, executans ses commissions ou mandemens 11. 12. Doit faire les expeditions en lieu public 3. ne signe les appointemens donnez sur le cliamp & en audiennee: ains seulement les dictions 370. 371. Exécuteur de la sentence, comme il doit bailler autre sentence s'il est deu du bled 370. 371. comme donnera sentence sur les oppositiōs 403. 405. ne peut exercer iurisdiction hors son tetrtoire 479. pendant le procès de deux Seigneurs demandans le tenouy, ne peut cognoistre du principal 371. 372. doit requérir son pareil, & vser de commandement enuers son inferieur 126. 127. auquel est commis l'instruction d'un procès, peut eslargir celuy qui se trouue innocent, apres le procès parfait 668. fera premier droit sur le renouy anant qu'interroger l'accusé, fors s'il est Prestre ou Clerc 657. du delict commun peut condamner es despens, dōmages & interest de l'instance 698. s'il peut excecute la sentence outre le second appel 574. ne doit differer à donner sentences pour mesties ou vendanges 340. 341. taxant les despens, quel salaire doit auoir 363. 364. apres contestation ne doit appointer les parties à informer de leuts faicts en entretinement de lettres de grace 752. doit proceder extraordinairement par recollemens & confrontation de tefmoins 713. ne doit rien prendre pour l'estargissement d'un pisonnier, ou pour l'enterinement des lettres de remission 754. peut prendre espices pour la visitation du procès 756. moyen ne doit estre obmis en releuant les appellations 503. 504. retenant à soy la confession des enquestes, tenu de prendre l'Enquesseur pour adjoit 267. leur salaire.	267. 272
---	----------

TABLE.

En quel cas vn Juge peut estre intimé 525
peut bailler adiournement ou assignation à
la partie en la personne de son Procureur
70

Si le Juge peut estre reculé, avant la pro-
nociation de la sentence 341. peut promettre
impunité 708. prochain Royal cognoist
des causes privilegees à l'encontre des iusti-
ciables, des iurisdiccions tenues en Pairie
162

Juge Royal & Procureur du Roy doiuent
pouruoir quand vn Juge d'Eglise interroge
mal vn Clerc renuoyé à la charge du cas pri-
uilegié 681

Juge Royal cognoist par preuention du
faict de police avec les Seigneurs iusticiers
156. des crimes privilegez contre le Clerc
675

Juge doit ordonner en cause d'appel que
on verifiers des reproches s'il void estre be-
soin 568

Juges ordinaires doiuent deférer à l'appel,
bien que desert, & depuis le procès repis
580

Juge fait le procès à vn criminel à iours
feriez 355

Juge peut denier son office à qui denie
son ordonnance 644

Juge tenu de supplier ce qui se void par les
actes du procès 319

Juge ne peut prononcer qu'en l'auditoire
& à heure de plaids, par Ordonnance 355

Juge d'Eglise en procedant contre le Pre-
sire concubinaire ne peut condamner la con-
cubine 799

Juge ne peut commettre pour expedier les
plaids en son lieu, le plus ancien Aduocat ou
Procureur du siege. Arrests au cōtraire pour
des lieux particuliers 126

Juge recusable pour estre locatif de partie
127

Juge lay cognoist de la cause du Clerc ga-
rend ou defendeur en cause reelle, ou quasi
reelle: voire entre deux Clercs 170

Juge d'Eglise cognoist du patronage fin
accessoire au prophané 170. 173. cognoist des
dismes qui ne sont inféodées 173. *praesertim
inter Ecclesiasticas partes 177. non de noua exactione
decimarum per Prelatos, nec de noua seruitutis imposi-
tione* 176

Juges estans trois, deux ne peuvent iuger,
non plus des arbitres, n'est equitable: tou-
tesfois iugé par Arrest, deux peuvent rece-
voir serment en l'absence du tiers 186

Juges Royaux ne peuvent faire appeller
vn Clerc pour estre interrogé par deuant eux,

si ils ne ressortissent auement en la Court 664

Juges Ecclesiastiques cognoissent de deux
crimes contre les personnes layes, pour ex-
cès fait à vn Ecclesiastique, & simonie 669.
670.

Juges d'Eglise ne peuvent donner senten-
ce de mort 692

Si les Juges Ecclesiastiques & Royal doi-
uent donner leurs sentences ensemble 698.
750. doiuent vacquer concurremment à l'in-
struction du procès 702

Juges Royaux peuvent euoquer les causes
dont la cognoissance leur appartient non
autres 160. cognoissent de l'exécution des
testamens 162. 163. quelles causes peuvent
euoquer 181. 182. en quels cas peuvent estre
intimez en leur propre ou priué nom 543.
doiuent adresser leurs commissiōs & man-
demens aux Sergens Royaux & non à au-
tres 19. comme procedent contre les Ser-
gens exploictans hors le ressort, requérant
le Procureur du Roy ou d'office 5

Juges doiuent informer contre les gens
mal-vivans, & leur faire leur procès 756.
promptement & diligemment des crimes
& delicts commis en leur iurisdiccion, &
faire procès verbal des plaintes & denon-
ciations 756. Vacquer diligemment à l'in-
struction des procès criminels 757. Vac-
quer à l'expedition des prisonniers les ven-
dredis & tous les iours, si besoin est 757.
feront faire cayers separez des informatiōs,
recollemens, confrontations & interroga-
toires 757. faire seuls les procès criminels
757. doiuent entendre les accusez par leur
bouche, separement 757. feront le procès
criminel en François, ou vulgaire du pais
757. ne se feront taxes 757. ne seront ad-
strains de communiquer le procès pen-
dant l'instruction 757. ne peuvent elargir
sans communiquer au Procureur du Roy
757. condamnez en grosses amendes, pour
faute notable en procès criminel 757. 758.
videront les procès criminels auant tous
autres 759. Enuoyeront le roolle des pro-
cès criminels par eux iugez à leurs supe-
rieurs 759

Juges ne feront les interrogatoires, recol-
lemens & confrontations des tesmoins aux
accusez, en presence des Aduocat & Procureur
general 698. DDDdd

Juges doiuent considerer si le Procureur
du Roy ou Fiscal, est seul partie ou non.
823

Juges ne prendront aucun salaire pour as-
sister aux questions 716. peuvent exc-
AAAAa ij

TABLE.

euter leurs sentences , si le temps de releuer est passé 487. ne peuvent conuertir l'appel en opposition sans lettres 583. cognouissent des oppositions, quand il y a lettres 583.

Iuges subalternes ne doiuent tenir le substitut de Monsieur le Procureur General pour bien releuer 821. Royaux & autres inferieurs prononceront bien ou mal iugé, sans mettre au neant les sentences 580. 581 ne bail- lent interloctoires pour faire preuue, sans dire mal iugé 577. 580. d'appel ne doiuent re- tenir la cause, ains la renuoyer 541. 542. laics non Royaux des lieux peuuent punir les blas- phemateurs 670. ont aussi cognouissance de Sortilege 670. laics cognouissent du crime diuine 673

Iuges ne seront vn procès ordinaire en matieres sommaires 8. qui scauent recula- tions admissibles contre eux les deuient declarer suiuant l'Ordonnance 124. 125. par le Droi& Canonie peuuent renuoyer 125 comme doiuent emender le iugement pen- dant appel pardeuant eux 602. n'obeissent aux lettres Royaux, si elles ne sont de iustice 17. 18. doiuent supplier le droi& de la partie absente & desfailante 49

Iuges Chastelains & Seneschaux des Sei- gneurs 502

Iuges Presidiaux quels 518. Preuoisteaux quels 502

Subalternes non tenus de soutenir leurs sentences 518. qui donnent sentence con- tre les parties, apres les auoir appointées à faire preuue de quelque fait 459

Quels iuges doiuent assister au iugement de la proposition d'erreur 599. surlecoir en matiere criminelle 826. 827. peuuent passer outre en matiere criminelle 827. 828.

Tous iuges competés pour la recognoi- sance des cedules 57

Iuges ou Conseillers ne doiuent retenir l'exécution d'vne sentence, si elle ne gist en leognoissance de cause 609. 610

Iuges & Consuls, iugent sommairement es procès pour fait de marchandise 8

Definition de iugement 35

Diuision de iugement 3

Iugement mixte 3

Iugement consiste en trois personnes 3

Tous iugemens sont poursuiuis en deux manieres 3

(Iuifs, voy Blasphemateurs)

Iurisdiction des Monnoyes appartient aux Iuges Royaux priuatiuement aux Iuges des Seigneurs 68

Iurisdiction de deux sortes laye & Eccle-

siastique

Vn seul degre de Iurisdiction 508

Iurisdictiones disticta 508

Iurisdiction en France diuisee en haute, moyenne & basse 625

Diuers degrez des Iurisdictiones 502

Iurisdictiones en France, sont en patrimoi- ne 154. 542

Iurisdictiones seront delaissees au Iuges ordinaires 155

Iusurandum. 342

Iuste prix 254

L

L'Arcin premier puny du fouet 790. 791. sur les pauures doit estre puny 157. 158

Lamachus 621

Lay quand peut estre conneu pardeuant le Iuge d'Eglise 171

Lay ne peut proroger la iurisdiction Ec- clesiastique 182

Legitime reservee aux enfans, ores que les biens soient confisquees 743

Lettres obligatoires passes sous seel Royal mises à execution par tout le Royaume 12

36. sous autres seaux authentiques sont exe- cutoires en tous lieux, contre les obligez ou leurs heritiers &c. 21. 26. ne sont execu- toires si elles ne contiennent vne dette clai- re, liquide & apuree 25. fors les obligations de moissons de grains & autres especes 25.

executoriales ou commissions de la Cour ou des Requestes pour faire Enquestes, ne contiennent le nom des Adioincts 184. 185

par qui executees 287

Lettres inhibitoires & euocatoires decer- nees par les Iuges Royaux pour raison des causes pendans pardeuant les Iuges d'Egli- se 180. 181. ne seront donnees sans voir les ci- tations 181

(Lettres d'Estat donnee à l'vne des parties empeschee en l'armee du Roy. exemple & Arrest à ce propos) 298. 299

Lettres Royaux de deux sortes 741

Lettres Royaux de releuer dedans six mois 121. attributies de iurisdiction 13. ne se- ront impetrez pour reculer vn Iuge 121. 126

sont seulement adressees aux Iuges Royaux ou Sergens Royaux 533. ne se mettront à exe- cution apres l'an 32

Secondes Lettres Royaux pour oster la co- gnoissance aux Iuges defenduës 32

Deux remedes pour se pouruoir contre les lettres Royaux eneuatiues de iurisdiction 150

T A B L E.

Lettres font annales 112. d'abreuiation
en cause d'appel 541. 542.

Lettres Royaux necessaires pour adiourner en Parlement. 486. pour adiourner quelq'un absent, &c. à son de trôpe 43. d'anticipation 519 520 579. ne sont concedees par la Cour ou autre Iuge 579 sont concedees par le Baillif ou Seneschal quand l'appel se releue pardeuant luy 579. de compulsoite de conuersion d'appel 523. en opposition se doiuent presenter pardeuant le Iuge Royal 25. comme seront faites 584. de debitis & sauues gardes en termes generaux defendus 21. ne serônt données par les Iuges Royaux Chastelains ou Preuosts 11. apres l'an ne sônt valables 142. de debitis ne seront donnees par les Baillifs, Seneschaux & autres Iuges Royaux ains par la Chancellerie 32. en forme de debitis de deux sortes 29. pour mettre les defaut & sentences de contumace à qui se doiuent adresser 576 de Desertion 487. de desistement d'appel pour articulet faits nouueaux 563. d'estat n'empeschent la prouision ou garnison 259. n'ont lieu en matieres sommaires ou priuilegiées 262. 263. d'estat ou de surseance 343. en quelles matieres n'ont lieu 341. d'euocation defendus 155. de grace & de Iustice 18. de grace ou remission ne seront empeschees par le Seigneur Iusticier 746. comme seront bien dressées 743. leur taxe au seu 743

Lettres de pardon comme seront bien dressées 743 leur taxe au seu 743. pour estre receu heritier, sous benefice d'inventaire quelles choses doiuent contenir 54
(Lettres de grace s'obtiennent dans six mois & se presentent dans autre pareil temps) 743

Lettres d'interat 617. en forme de requeste ciuile, comme sont conceues 601. n'ont lieu contre n. Arrest prouisionnal 601. ne seront plaidees, sans estre communiqees aux Aduocats & Procureur general 601. sans que celui qui plaide icelle, soit assisté de deux ou trois Aduocats anciens 601. ne serônt receués apres six mois, sinon qu'elles soient fondees sur minorité 601. ont lieu contre les Arrests des generaux 602. ne seront receués quand il y a erreur 602. n'induisent litiſpendance 602. se peuvent obtenir pour faire changer la qualite de la partie impetrante 601. ont lieu en matiere criminelle 602. n'ont lieu contre les Arrests, donnez par prouision 602. de significans abolies 441. de subrogation empeschent la main leuee 219. en quelle chambre de la Cour seront presentes 219. & leur forme 222

Impetrant de lettres en forme de Requeste ciuile, excusé quelquesfois de l'amende 601

Crime de leze-Majesté comme sera puny 778. 779.

Libelle ou demande doit estre entierement inferee au premier Registre ou Acte de Cour. 14

Lieutenant ciuil ne peut cognoistre du criminel, ny le criminel du ciuil 155

Liquidation de fruits. v. Fruits

A litibus abhorreere oportet

Litiſcontestation perpetuë l'action 223. v. contestation

Litiſpendance doit estre proposee auant toutes autres fins en toutes matieres 266. 267 quand ne seuerifie par actes, quel appointement y eſchet 263

Loix ciuiles & imperiales, parlans des Procureurs, comme doiuent estre entendues 71

(Locatif ne peut estre sorty si la maison est vendue à la charge du Bail. ne peut la maison estre vendue pour debte le locatif offrant payer la debte, qui luy doit estre cedee & garentie 210

Locatif doit sortir si la vente est faite sans les charges du Bail, a dominages & interets y ayant promesse ou non) 221

M

MaiEUR pent estre releue contre prescription de trente ans 243

Magiciens & sorciers punis capitalemēt 788. & leurs consultants 772 773

Main-leuee comme se peut obtenir 408 comme peut estre empeschee 219. d'un benefice contentieux 218

Maintenuë ne presuppôse trouble 92. plus ample que la simple tenuë 93. excuse de la restitution des fruits, fors puis contestation sur le petitoire 218

Maintenuë ou plain possesseur 86. 87 *mandatum finitur morte* 34

Mandemens d'adiourner avec intimation sont diuers 55

Mandemens de debitis obtenus en la Chancellerie sont differens de ceux qui sont obtenus par les Iuges Royaux resorſſans sans moyen en la Cour 23

Mandemens des Iuges, portans commandement, en cas d'opposition, &c. 13. 14

Marchandises en destail 137

Marchans ne doiuent contracter avec les mineurs 254

Mary macquereau de sa femme puny 798

T A B L E.

Masques defendus	798
Personnes armées, masquées & desguisées	783
Matieres possessoires se voident sommairement	222
Forme de proceder en matiere criminelle quand les parties comparent	654
Matieres priuilegies 60. 62. quelles 62. simples & ordinaires 62. comme sont differentes	66
Matieres sommaires se peuuent traiter hors l'auditoire 3. se doiuent voider sur le champ suiuant l'Ordonnance 7. 8. sans en faire vn procez ordinaire 8. v. Espices	
Messager a taxe pour le port du procez	549
Fera coter le iour que les sacs ont esté mis au Greffe	549
Messagers iurez portent les sacs à la Cour	550
erigez en titre d'office formé	88
Mestiuage v. Boisselage	88
Meubles comme prins par execution, & si on peut retourner à en prendre d'autres	451
Meubles du Prestre en cas de confiscation appartiennent à l'Eueque, & des immeubles au Seigneur Haut Iusticier	739. 743
Meubles ou arerages deuz à Prestres ou Clercs, ne sont executables	379
(Mineur pupille, comment donné en tutelle, la dation priuilegee	62
Mineur majeur le fils de 14. ans & la fille de douze comme donnez en curatelle, deuz defauts contre eux	ibid.
Mineur majeur de 12 ou 14. ans tenu aux despens des defauts	62
Mineur majeur de 12. ou 14. ans en procez commencé est il son Procureur pour curateur	ibid.
Mineur condamné aux despens estant adiourné adult	63
Mineur pupil iamais adiourné.	ibid.
Mineur releué de la procedure mal faite & sans autorité de Curateur n'est tenu aux despens	63
Mineur restitué de l'execution sur luy fait pour son deub	261
De port s'entend pour les mineurs	463
Mineur receu à verifier les frais alleguez & escriptures qui n'ont esté prouuez mesme apres publication d'enqueste obtenant lettres Royaux	335
Mineur, comment on procede & escrie	

en pays de droict escript suiet au Parlement de Paris, comme en pays constumier faut discuter les meubles auparavant, bien que non enuers les autres	381
Mineur ne peut estre pouruiuy par criées que le Iuge n'ait ordonné que discussion est bien faite	383
Mineur restitué contre vne vente par decret de ses heritages	421
Mineur obligé à la custume du lieu, contre laquelle il n'est restitué	421
Prescription de 10. ou 20. ans n'a lieu contre le mineur	242
Mineur accusé n'a besoin d'estre pourueu de curateur	596
En debtes de mineurs lettres de respit n'ont point de lieu	446
Mittre & Pillory	764. 766
<i>Mobilium utilis est abiectione possessionis</i>	113
Monitions suiuant l'Ordonnance de Molins ne doiuent estre oïroyez que pour crime & scandale public	440
Monstree, voyez delay cy-dessus, & veuë cy-dessous	137
Moine delinquant comme sera puny, & par qui	797
Moyenne Iustice	625
Moyens de nullité d'enqueste se baillent auant les objects ou reproches 312. d'impugnément d'enqueste	312

N

Negatoire action n'est de la cognoissance de Messieurs des Requêtes	201
Nomination de tesmoins auant que le produire 311. faite par l'accusé pour la prouue de ses faits iustificatifs & de reproches	713
Notaire deuoit continuer à escrire les registres de la cause	44. 45
Notaires du Chastelet de Paris & leurs priuileges 33. peuuent passer & recevoir tous contrats en tous lieux 33. du Chastelet d'Orleans pretendent pareil priuilege	33
Notaires dans quel temps peuuent demâder leur salaire 250. ne receuont aucun contract, s'ils ne cognoissent les contrahâs 31. les tesmoins 31. doiuent declarer la qualité, demeurence & parroisses des parties & des tesmoins, la maison où ils auront esté le temps de deuant ou apres midy passez 31. ne peuuent instrumer ter hors leur pouuoir & limites 3. principalement pour les Testamens & autres dispositions à cause de	

TABLE.

mortz. ne peuvent delivrer seconde grosse de contract ou Testament, sans permission du Juge 28

Notaires & Tabellions ne doivent entreprendre sur les limites l'un de l'autre, &c. 9
tenus mettre les lieux des demeurances contrahans 21. de declarer en quel lieu ou censif font les choses cedees ou transportees 318. feront signer aux parties, &c. 328

Notaires ecclesiastiques n'ont jurisdiction quant à la realité 49

Nullité, voy Exception

Nullité d'enquête. 323

Nullité de sentence n'empêche pas qu'on conclue comme en procez par escript 359

Nullitez ou contrariez d'Arrests iugees où les arrests auront esté donnez 399

Nullitez de Droit Romain 18

O

Obligés ou reproches 314. avant publication 317. en quel cas ne sont receus 316
317. Calomnieux & peine contre les proposans 316. 317. quels sont receus en France 316.
Ne doivent contenir faicts concernans le principal 316. dans quel temps sont donnez, 314. 315. 317. seront extraits pour en estre fait preuve 317. de diverses sortes 318. proposent l'extraordinaire seront receus par le Juge en l'ordinaire 734. 735

Obligation du pleige pour représenter l'acquése quand passe aux heritiers 733. 735. de moissons de grains 25

Obligations ou sentences, doivent estre declarees exécutoires, contre les heritiers des obligés ou condamnés, avant toute execution 34. si le creancier ou celui qui a obtenu sentence, decede, les heritiers ne laissent de la faire mettre à execution 34

Office du Juge à lieu du jour de l'adiournement 15

Office du débiteur condamné ou obligé comme sera vendu 425

Offices venaux 428

Offices des jurisdictions non Royales sont revoables à volonté 89

Offices de Notaires & Procureurs, & s'ils sont compatibles 258. 262

Offices Royaux perpetuels, s'estendent aussi aux commis de par le Roy, jusques à ce que le Roy en ait commis en leur lieu on n'en peut estre demis, on peut y verser de cōplainte, plus seur n'en verser point, mais se retirer au Seigneur, s'opposer, implorer le Juge,

appeller de l'instalation

94

Officiers Royaux doivent obtenir confirmation du Roy successeur 89. ne sont revoables à volonté 89. 90. 94. sinon pour delict, &c. 89. 94. 95

Remede quand les Officiers Royaux ne veulent assister à l'instruction d'un procez pour le cas privilegié. 697

Offre faict hors iugement ou non 617. 618
à descouvert des frais & mises, quand on met vne appellation au neant par lettres sans appeller la partie devant le Juge qui a donné la sentence 576. des frais, doit estre faict incontinent apres les commandemens 607. des despens comme sera faict 608. des frais raisonnables quand ne peut de rien releuer 608. de despens comme sera proposé en iugement 609

Offres ou consentemens se doivent faire par les Actes & Registres de la Cour & non par les escriptures 337. 722. suivies par les Juges sans les syncopter ou diuiser 342

Offres quelles seront faictes quand on se desiste apres la huitaine 573

Opposant à vne saisie est possesseur pendant la saisie, & comme cela s'entend 228 232. 233.

Opposans aux executions faictes en vertu de lettres obligatoires, pardenant quels Juges doivent estre adiournez. 24

Tous opposans sont demandeurs 204

Opposans en vertu d'une Cedule. 407

Opposition vant trouble 220. du débiteur ou tiers à la saisie 327. 328. quand n'est receu. hie ou non 32

Oppositions seront receuës, jusques à ce que le Decret soit levé 420. baillees & faictes à ce que les defauts ne soient iugez 73. 74

Par faute d'Opposition en criées on perd la Seigneurie 396. 397

[Ordinaire, voyer Benefice

Ordonnance du Juge, que le prisonnier sera interrogé 708

Ordonnance commandant ou permettant quelque chose, s'entend si la partie adverse le requiert 563

Ordonances necessaires qu'es lettres Royaux presentees à la Cour, pour estre relégué de l'Illico ou autres fins de nō recevoir, on ne doit despens, si ce n'est sieges inferieurs 583. 584

Ordonnance de ne tirer plus loing que quatre iournees 186. 191

Ordonnance de n'examiner plus de dix tes-

T A B L E.

moins, &c. n'a lieu en criminel	304	mal jugé, sinon qu'il declare ne vouloit sou-	
Ordonnance touchant les cinq ans de cō-		stenir	315
tumace interpretée	612	Pardon ou purgatoire plustost receu en-	
Ordonnance sur le fait des chasses de		tre les Romains que deprecation	739
François premier	818	Forme de demander Parcatiss ou annexes	
Ordonnance de saint Loys de n'appliquer		abrogée	10
à la question les personnes honnestes	715	Parcatiss sera demandé au Juge ordinaire	
Ordonnance de Philippes de Vallois	1354	auant qu'adionner son iusticiable par-	
interpretée	218	deuant le conseruateur de l'vniuersité	
Ordonnance du Roy Charles 7. art. 12. &			187
de François 1. 1339. art. 65. 66. 67. interpre-		Juges comme ont de coustume de pro-	
tée	21	céder contre les sergens exploitans en leur	
Ordonnance de Charles 8. art. 31. abrogée		iurisdiction sans leur permission ou Parca-	
814		tiss	5
Ordonnance du Roy Charles 8. 1493. arti.		Parens ne sont receus à depoter en cause	
50. interpretée 337. 738. articles 49. 337.		criminelle, &c. 627. accusez <i>etiam non peius a</i>	
338		<i>venia</i>	618. 629
Ordonnance du Roy Loys 12. abrogée		Corps d'une paroisse comme peut estre	
des responces, &c.	277	contrainct	378
Ordonnance de Loys 12. art. 81. 82. 83. ex-		Parricides comme punis	380. 381
pliquée 455. 469. de 1539. expliquée 455. art. 4.		En matiere criminelle n'y a point de par-	
5. 13. ou 231. & 15. 19. art. 6.	469	gie	710
Ordonnance de Loys 12. art. 118. interpre-		Particulier n'est receu à accuser par vindi-	
tée	717	cte	619.
Ordonnance 1510. art. 19. comme se doit		Partie adiournée pour voir iurer tesmoins	
entendre & practiquer	558. 559	190. & ce qu'elle doit faire	290
Ordonnance de Loys 12. art. 71. interpre-		Partie où le Procureur sera appellé à la ta-	
tée	218	xe des despens	606. 617
Ordonnance de l'an 1539. art. 14. interpre-		Partie quand peut estre contraincte de	
tée 108. art. 25. interpretée 639. és art. 41. 43. 44		responder en personne 278. 280. peut estre	
& 45. interpretée 265. 266. art. 74. & 75. inter-		interrogée en quelque estat de la cause 280.	
pretée 373. 374. art. 81. declarée 398. art. 85. ex-		peut pourfuiure l'appel interjeté par son	
pliquée 396. art. 88 & 89. interpretée 338. art.		Procureur 579. doit estre intimée, au profit	
120. interpretée, concernant la peremption		de qui la sentence est donnée	513. 526.
221. art. 124. concernant les 35. ans interpre-		absente en cause d'appel, comme sera con-	
tée 241. 243. 244. art. 149. interpretée	705	tumacée en la Cour de Parlement	540. 541
Interpretation de l'Ordonnance 1539. arti-		Partie civile n'est tenue s'inscrire 625. peut	
cles 166.	655	empescher le renuoy à l'Eglise, si l'Arrest	
Ordonnance de l'an 1539. comme s'entend		n'est executé pour l'interest civil 649. ad-	
560. 1339. touchât la proposition d'erreur in-		ioumée à la requeste de l'accusé pour	
terpretée 618. 1339. touchant les vrais contu-		proceder en la cause 650. doit estre domi-	
max interpretée	557. 558	cile en faisant constituer quelqu'un prison-	
Ordonnances de quel temps commen-		nier 650. doit faire les frais mesmes quand	
cent à lier les sujets 509. 510. du Pape	513	il est question d'enterinement de lettres de	
Outrages ou excesz faicts aux Magistrats,		grace	755
Officiers, Huissiers ou Sergens comme pun-		Parties civiles ou interessees premie-	
nis	780	res satisfaites que le Roy	627. 630
Ordre de distribution entre les creanciers		se peuvent rendre partie apres le procez	
oppofans	404	par faict	617
Ordre iudiciaire	82	Parties formées non receuës en France:	

P

P Action de n'acheter ne vaut 248
 Pair de France paye l'amende pour le 703

Parties receuës à procez ordinaire a-
 pres l'audition de l'accusé 702. 703. & quand 703

Parties

T A B L E.

Parties faccordent de lieu pour interro-
ger tesmoins 291. empeschans la faction de
l'enqueste, punies 291. 298
Différence d'estre receu à partie civile ou
deponciateur seulement 626. 627
Droict de patronage 176
Peculat 782. de quelle peine puny 779
[Patronage, en quel cas le Juge lay en
cognoist 166. 170. annexé au spirituel: le Ju-
ge d'Eglise en cognoist fil n'est accessoire
au prophane: retient la nature de son origi-
ne 170. 173
Peine pecuniaire changée en corporelle
quand 833
Peine pour vice de litige abrogée par vsa-
ge contraire] 254
Peine corporelle ne s'adiuge pour indices
violens 722. ains pecuniaire 725
Peine de tirer à quatre cheueux 778. 779
Peines corporelles ne s'adiugent par indi-
ces violents 723
Peine de celui qui brise la prison. V. Bris
de prison
Peines comminées contre le condamné,
ne sont toutes à demander 451
Peines pecuniaires & civiles introduites
par le Droict n'ont lieu en France 245
254
Pere ou mere maquereaux de leurs filles
punis 896
Peremption d'instance par le temps de
trois ans 226. 230. 231. n'a lieu à cause des
troubles 322. n'a lieu en matiere criminelle
232
Peremptiua d'instance en cause d'appel
498. 499
Periuria legibus puniuntur. 368
Permission donnée par les Juges, pour
mettre à execution leurs sentences 32
Permission d'vsur de main armée & assem-
blée, par qui sera concédée. pour mettre à
execution vn decret de prison de corps 654
Perquisition de la personne necessaire en
matiere d'adiournement à son de trompe
45
Personnes sont Clercs ou lais 668
Personnes miserables 445. 446
Petitoire n'est renouyé aux requestes
201
On n'est tenu proceder au petitoire, que
la sentence du possesseur ne soit entie-
rement executée 227
Pieces vne fois produites, si elles se pour-
ront reiterer 321. n'estans employées dedans
l'inventaire ne seruent 322. 323

Comme on se peut aydet de piecés faites
entre autres parties 312
Plaids Preuostez ou petites Assises 302. ou
grandes Assises 302
Pleiges ou cautions ne seront necessaires
més des lieux où le procès criminel est pen-
dant 733. pour ester & fournir à droict 733.
en matiere civile, de payer le iugé 735
Plein possesseur ou pleine maintenue
92
Plus petitiones 117
Polygamie 812. comme sera punie 797
Port d'armes appartient au Juge Royal
665
Port d'armes, ou assembles illicites &
voyes de fait punissables 780. 781
Port du procès par escrit au Greffe de la
Cour 549
Porteur de lettre 34
Porteur de remission comme doit presen-
ter les lettres 751. 752. 754. doit tenir prison
pendant l'enterinement 752. 753. 754.
Voyez lettres.
[Possesseur tiers ne peut estre conuenu
pour rente fonciere, bien qu'autrement
obserné à Bourges, & en Bourgogne
217
Possession de cent ans en dismes infeodez
la fait presumer d'auparauant le Concile de
Lateran 177
Possession de droict ou possession civile
attire la naturelle 275. Actes de possession en
matiere beneficiale ne sont instrumens au-
thentiques, on en fait fort peu d'estat 275
Possession de Benefice en vertu de rescrit
du Pape, comme se prend 95
Possession ne peut estre transportée par
contract illicite 239
Possesseur doit estre terminé auant que
venir au petitoire 217
Posteau est mis où il y a marché 42
Poursuite de l'homicide à quels heritiers
appartient 617
Pragmatique Sanction 189. 214. 521
[Preference en la poursuite des crimes:
Voyez crimes.]
Præco 377
Prærogative de l'hypothèque speciale 425.
426
Prescription de dix ou vingt ans ne court
contre mineurs 242
Prescription ou vsucapio de meubles 289
Prescription de vingt ans en matiere crimi-
nelle 709. 699. DDDdd. de cinq ans en
Bretagne. 699. DDDdd
BBBbbb

TABLE.

[Prescription de crimes contre Clercs ne se fait par 10 ans selon droit Canonique] 699.	
DDDDd	
Presentations quād sont payces aux Procureurs	499
Preſt à perte de finance defendu	805
Preſtre ou Clerc peut eſtre condamné par le Iuge lay à garrir la main apres la reco-gnoiſſance de la cedulle 189. 171. peut eſtre conuenu pardeuant le Iuge lay en action hypothecaire.	169
Preſtre peut obtenir lectures du Roy pour eſtre reſtitué en ſes biens	741
Preſtres ne ſont executables en leurs perſonnes ne en leurs meubles 293. comme cō-traints à porter teſmoignage	293
<i>Presumitur ſemper pro ſententia</i>	475
(Presumption en diſmes infeodez pour la poſſeſſiō de cent ans, ou immemortiale qu'ils ſont d'aparauiſle Concile de Lateran) 177	
Presumptions ſuffiſants à prouuer faictz iu-ſtificatifs & d'innocence	718
<i>Pretia non ex affectione, ſed utiliter ſunguntur</i>	369
Preuention en certains cas attribué aux Iuges Royaux, ſans en faire renuoy 160. en certaines cauſes entre les Iuges Royaux & des Seigneurs Juſticiers	171
Preuost d'Yffoudou cognoit des crimes des vagabons, ſauf en port d'armes 664. 665	
Preuosts des Mareſchaux & leur pouuoir 827. 828	
Preuosts des Mareſchaux n'aſſiſtent ou opinent au iugement de leurs competences: ou incompetences 666. ne ſe peuvent faire taxes, ny à leurs Archers 666. doiuent deſe-rer à l'appel d'incompetence 666. de quels cas ont cognoiſſance 666. paſſent outre nonobſtant l'appel d'incompetence contre eux propoſee	661
Preuosts Royaux ou Chasteſlains. V. Iuges cy deſſus	
Preuve ſur le renuoy quand ſadiuge 153	
Preuve n'eſt receue ſi la ſomme excede cent liures	110
Quelle preuve eſt requiſe pour adiuger la torture	722
Prisonnier interroge le lendemain hors le lieu de la queſtion, & niant le lendemain 39. cōſtitué pour n'auoir cōparu au iour qu'il eſtoit adourné à comparoir en perſonne, 723. confeſſant en la queſtion peut eſtre incontinent eſlargy en payant les deſpens 640. eſmeſe doit pouruoir quand la partie civile eſt appellante de l'eſlargiſſement 815. & par-deuant quel Iuge il ſe doit pouruoir	814
S'il eſt intimé à comparoir l'eſtat qu'il eſtoit auant la ſentence, comme ſe doit pouruoir 816. 817	
Comme ſe doit preſenter quand le Procureur du Roy eſt appellante, ou la partie ci-uile 810. 816. releué de l'ibid 810. ſera mené à la Cour	810
Appellante peut releuer en la Cour obmis le moyen	ibid.
En quel cas ne ſera mené 810. ſera baillé à mener au rabais 811. mené à la Cour doit eſtre mené & conduit droit en la Conciergerie 812. ne doit eſtre mené à ſes deſpens 813. peut demander ſon abſolution, dommages & intereſts 731. pour debtes nourry aux deſpens du creancier	636
[Prisonnier pour crime peut vendre ſon bien pour eſtre nourry, & pourſuivre ſes procs 835. ne peut faire cēſion de biens 835	
Pruiſſe Clerical ſe peut alleguer en cauſe d'appel, ne ſe perd par ſon ſilence] 834	
Pruiſſe de l'Eueſque de Paris concerné le renuoy des Clercs eſtans en la Conciergerie de Paris	700
Pruiſſe Clerical perſonnel	716
Pruiſſe du Roy & communitez du Royaume de France, pour excommunications ou interdits	699
Pruiſſe de Scholarité	186
Pruiſſe des Huiffiers à cheual du Châtelet ſur ancien 10. quand concedé 10.	
V. Huiffiers cy deſſus	
Pruiſſes ne doiuent eſtre eſtendus hors la conceſſion	201
<i>Pruiſſio non gaudet qui non eſt de numero</i>	201
Procédure en cauſe criminelle faite pardeuant les Iuges Royaux ou autres Iuges infe-rieurs eſt ſemblable	641
Forme de bien dteſſer vn procs verbal d'enqueſte 300. 301. 302. de bien examiner les telmoins	301
Procs fait à vn cadauer ou corps mort 792. 793	
Procs dans quel temps ſe doiuent iuger 825	
Procs par eſcrit comme ſe doit entendre 518. eſt diſtribué apres la conſclusion au procs	513
Procs d'un Beneficié decedé comme ſera repris ou repudié	416
Procs criminel comme eſt entendu 644. mis au Conſeil par le Iuge pour le voir iuger 725. 726. en quel cas ſera receu à procs ordi-	

TABLE.

faire par le Juge 724
 Procès comme se doit faire quant au cas
 privilégié & delict commun 696
 Procès criminels seront faits & instruits dili-
 gement & secretement 698. DDDdd. faits
 par les Juges ou leurs Lieutenans & Assesseurs
 698. DDDdd
 Procès possesseurs des matieres benefi-
 ciales vuidez sommairement 272
 Clause reprouvee en procuracy 110
 Procureurs ordinaires sont receus sans
 procuracy 110
 Office de Procureur n'est pas vil 71
 Procureur tenu comparoir en execution
 d'Arrests, ou iugemens, sans nouvelle pro-
 curacy 616. 618
 Procureur se peut desister de son appel 574
 Procureurs reputez pour Aduocats 71
 contrains à prendre la procuracy d'une
 partie 71. entreprennent sur la charge des Adu-
 ocats 71. perdent leur noblesse 71. contrains
 de comparoir à la taxe des despens à peine
 de l'amende 606. 607. ne peuvent retenir
 les pieces des parties sous ombre de leurs sa-
 laires 240. 241
 Procureur du Roy ou de la Seigneurie
 pris à partie 823. general du Roy, quand
 prend la cause pour son Substitut 141. 642.
 partie necessaire 756. DDDdd. en quels cas
 peut estre refuse ou non 756. principale par-
 tie en matiere criminelle 666. ne se doit ioin-
 dre à partie civile, sans informations 626. 631.
 ou des Hauts Justiciers tenu nommer le de-
 nonciateur apres l'Arrest ou sentence 629.
 630. tenu faire registre des prisonniers eslar-
 gis 741. peut assister en un procès renvoyé
 sans la charge du cas privilégié 699. ira voir
 en la iurisdiction Ecclesiastique, les matieres
 qui sy traitent 703. peut estre adiourné, &
 intimé 525. 829. n'est tenu à aucuns despens,
 dommages & interrests 626. 823. tenu de de-
 fendre en son privé nom, si le Procureur ge-
 neral declare ne vouloir prendre la cause
 525. essant appellant du decret, l'accusé n'est
 tenu comparoir en l'estat du decret, 826. com-
 parant & non la partie civile, comme il sera
 precedé 651. 652
 Procureur fiscal quand peut preiudicier à
 son Seigneur 139. 140. 145
 Procureurs des Seigneurs, corps & com-
 munittez, ou de personnes priuees, peuvent
 estre intimez 525. ne peuvent releuer ailleurs
 qu'en la iurisdiction où ils sont Procureurs
ibidem.
 Production sera faite dedans le delay pre-

fix 323. ne sera receüe sans inventaire 326
 Production nouvelle receüe en la Cour de
 Parlement lors de la conclusion au procès,
 & non es Cours inferieures 360
 Productions nouvelles ne seront receues
 depuis que le procès sera sur le Bureau *ibid.*
 Profit de former son libelle au Greffier 14
 Profit du défaut procedant d'adiourne-
 ment personnel. Voyez adiournement
 personnel.

Defauts.

Profit des defauts & congez. Voyez
 defauts congez.
 Promesse de non faire poursuite du pro-
 cès 17
 Proposition d'erreur 186. comme sobtiée
 593. 598. d'erreur de fait & non de droit 594.
 le doit proposer dans vn an 594. comme se-
 ra instruite 594. 595. iugée dans cinq ans
 594. 595. comme sera iugée sans assembler
 les Chambres 596. n'a lieu contre les Arrests
 interlocutoires, &c. 595. contre les iuge-
 mens Presidiaux 600
 Proposition d'erreur & requeste civile
 comme sont differents 600. ne seront ré-
 ceües qu'une fois 600. 601
 En proposition d'erreur faut assigner
 certaine somme 610. bailler caution de
 payer les despens, dommages & interrests de
 l'instance 599. 600
 Si en retirant son sac la partie renonce à
 proposition d'erreur 594. 595
 Protestation de bailler objets ou repro-
 ches 290. 291
 Protestation d'appeller à force d'appella-
 tion 589
 Prouvinces comme sentendent en France
 600
 (Prouision ou consignation est empeschée
 par instrument ou cōtract authentique) 261
 Prouision extraordinaire n'a lieu en com-
 plainte 218
 Prouision pour enfans recogneus 467.
 468
 Prouision ne se doit ioindre au principal
 274
 (Prouision en matiere eriminelle s'execu-
 te non obstant oppositiō ou appellatiō 644.
 si deux Juges l'ordonnent à laquelle on se
 tient, si l'estat refusee la partie civile peut em-
 pescher la poursuite du procès au principal)
 644
 Prouision d'alimens est adiugée ou pour
 faire prier Dieu pour l'ame de l'occis, par
 vertu du premier défaut 641. quand
 BBBbbb ij

TABLE.

peut estre referuee iufques apres le recolle-
ment 642. d'alimens & medicamens par
sentence des Iuges Royaux, exécutoire non-
obftant l'appel 644. des Iuges fubalternes
non Royaux, iufques à la fomme de 10. li-
bres 644

Prouifion adiugée contre vn Clerc auant
le renouy 644. fe peut poufuiure par execu-
tion, &c. 645

Prouifions: en matiere d'alimens & medi-
camens 818. 819

Prouifion & entretenement de contractz.
V. *Contractz*.

Prouifion de fayder d'un examen à futur.
V. *Examen à futur*.

*Procuratoris remedio, condemnationis extinguitur
promotio* 597

Publication d'enqueste n'a lieu en procès
receu en ordinaire 731. 735

Purgatio 740

[Putain public receu à mettre à l'en-
chere au bail des crieurs] 357. 358

Qualité de committimus des requestes
nigies 196

Quelles perfonnes ne font tenuës informer
de leurs qualitez 123

[Question ou torture ne s'applique fur la
confession faite deuant Juge incompetent

697. DDDdd

Question s'applique à Comtes & Barons]
716

Question comme fera ordonnee par le
Conseil 717. 724. quels effects a 724. en la
prefence de quelles perfonnes fera donnee
723. 725.

Quitances d'un Commis en office public
font foy, fans qu'autrement elles foient re-
cogneues 104

Quintana 376. 377

RAmener à effect la complainte quid
86

Rappel de ban ou galleres ne fera accordé
768

Rapport de Commiffaires ou autres ex-
perts 259. 260

V. *Commiffaires*.

Rapport des gros fruits 366. 367. 368. 430

Rapport des gros fruits pris fur le registre
du Greffe 430. 431

Rapport de Chirurgiens requis en proui-
fion d'alimens 641

Crime de rapt comme fera puny 799. 800

Ratification faie par le Procureur

Recelateurs des delinquans & criminez
781. 782

Reception en procès ordinaire n'a lieu en
infcription de faux formee en procès ciuil
728

Après la reception en procès ordinaire les
parties procedent comme en matiere ciuile,
iufques au rapport des enquestes 731

Receptores 781. 782

Reconnoiffance de cedole 104. 108

Par quelles perfonnes fera faie 104. en
quels cas a lieu 104

Recollemēt de tesmoins, & confrontation
d'iceux à l'accusé comme feront faits 710.

EE&ee

Ne feront faits qu'es prisons 716. 716 fait
par le Juge en l'abfence de l'accusé 717. ne
feront faits par les Greffiers 716

Recollemens par contumace fe font apres
les adiournemens à trois briefts iours 640

Reconuention en quel cas a lieu 160

[Recreance de pension fur Benefice adiu-
gee fur fimple fignature, fi le Pape l'infere par
clause expresse 95

Recreance du Benefice contentieux ne
peut estre adiugee fur fimple fignature: iugé
par Arrest 96

Recreance femblable à reinte grande, exe-
cutée nonobftant l'appel 112

Recreance 86

Recreance comme adiugée 209

Recreance ne s'adiuge en petitoire
174

Recredentiaire peut empescher la conclu-
fion en vn cas 559

Refufations comme fe doiuent propofer
fuivant l'Ordonnance 120. feront ingees, &
n'est lon tenu s'arrefter au ferment du Ju-
ge reculé 121. contre vn Conseiller de la
Court feront mifes dedans l'inuentaie
121. iufques à quel temps fe peuent pro-
pofer 121. contenues es Ordonnances
Royaux 121. 127. incogneues des Romains
124. receues par le droit Ciuil & Canonie
124. ex caufalite contestata 124. fe doiuent pro-
pofer par la partie ou Procureur fpecial-
ement fondé 126. feront declarees par le
menu 126

[Recufation du Greffier ingee au ferment
de la partie qui la propofe 46

Recufation n'est valable, pour estre feule-
ment Aduocat, mais bien pour auoir esté
Aduocat de partie 117

Recufation du Juge pour estre locatif de
partie 117

T A B L E.

Reduction ou moderation des rentes à vn pour douze 138. 139. à vn pour quinze 138. des Rentes à bled vendues pour deniers 139

Droict des Regales 168. 169

Registre fait comme l'appellant a fourny Griets 166. 167

Registre fait au Greffe de la deliurance des prisonniers au Sergens 812

Regle de la Chancellerie , concernant la subrogation interpetree 119

Trois Regles de Chancellerie receuës en France 122

Regles de Chancellerie ne passent les Alpes, sinon trois 95. 96

Reglement entre le Lieutenant civil & criminel du Mans 156

Reglement entre les Officiers d'Yssoudun 597. 664

Reglemens donnez entre les Lieutenans criminels & Officiers des sieges Presidiaux 157

Reintegrande civile & ordinaire 112

Reintegrande ne reçoit aucune cumulation d'autre droict extraordinaire 114

Reintegrande & Recreance sont equiparees 100. regardent la possession 112.

Reintegrande comme se pratique aujourd'huy 99. se poursuit civillement ou criminellement 99. criminellement comme se pratique 99. 100. qu'elles conclusions 100

[Reintegrande par le Droict Canon donnee au possesseur depuis 30. ans spolié par force, ne s'observe plus qu'au spolié depuis an & iour, egale à recreance, excecree non obstant l'appel, considere la derniere possession] 112

Rei. vindication differente de la demande en matiere d'hoirie 128

Relieurement n'est concedé de la peremption d'action annuelle 126

Relieurement n'a point de lieu pour meubles ou Bail à fruitz 144

Clauses de Relieurement d'illec ou autres fins de non recevoir gifans en formalité 518.

Relief adressé aux Sergens 575

Relief d'appel comme d'abus ne sera donne, sinon &c. 512

Relief d'appel ce que doit contenir 516

Portant plus long ou brief iour, comme on se pournoira 517

Reliefs prins au greffe ou en la Chancellerie comme sont differens 516

Remission ou Pardon , comme se doit obtenir du Roy 739. plus tost receuë que

Pardon 739. leur difference 739. & quelles choses ont de commun 740

Lettres de Remission à qui seront adressees 741. 742. 745. ne seront donnees que pour cas requerans peine corporelle : autrement n'y sera obey 742. se doiuent obtenir pour homicides faits pour le salut & defences de sa personne 747. 748. de Grace comme seront presentes 749. 750. 751

Renonciation à l'appel a lieu iusques à l'appel releuë 574. comment sera faite 574. deuant vn sergent se doit signifier 579. en matiere criminelle si elle est receuë ou non 580

Renonciations necessaires & seront exprimees 116. 117

Rentes foncieries & cens sont estimez immeubles: mais les arrerages sont reputez meubles 380

Rentes à quelle raison permises 247

Rentes comme se peuvent admortir 412

Clauses reprouuees en vendition de rentes à deniers ou à bled 238

Remunerationi medici fides quatenus adhibenda 661. 662

Renuoy quand se demande 147. 150

Renuoy ou declinatoire n'a lieu 103. 104

Renuoy pour criminel 201. 202

Renuoy fera fait aux gens tenans les requestes, sauf à débattre: *Secus* en vn Escholier 196. fait auant contestation en cause 196.

par le conserveateur aux requestes 196. quand peut estre demandé sans adionction du Procureur d'Office 151. peut estre demandé en cause d'appel interietté par le sujet du deny de renuoy 115. quand peut estre demandé sans l'adionction du Seigneur 155

156. de la cause principale se doit faire en donnant sentence sur la cause d'appel 586

Renuoy sera fait en iugeant la cause d'appel 541. 542

Renuoy ne peut estre requis par le Seigneur si l'accusé ne compare en estat 647. peut estre demandé , quand son iusticiable est renuoyé pardenant le Iuge Royal 649.

ne sera fait pardenant le Preuost, si le sujet est resident dans la Haute Iustice , ores qu'il soit de la Preuosté 164. 165. n'a lieu apres contestatiō en cause 662. est fauorable & y faut faire premierement droict 662.

quand à lieu 662. estant fait , à quel despens le prisonnier doit estre mené 662

Renuois en quelles matieres ont lieu 49. 150

Renuois faits par la Cour en cause d'appel BBbb b b iij

TABLE.

pel	821	fus.	
[Renuoy 13. accordé au garend qui a prins		Quelles personnes ont leurs causes com-	
la garendie, beau fait à ce propos	142	mises aux requestes du Palais à Paris 195.	196
Renuoy au garend qui ne veut garentir	200		
143		Rescrits ou lettres Royaux ne dorēt qu'un	
Renuoy peut estre demandé en cause d'appel		an, & faut obtenir attache en la Chancellerie	
par le Seigneur Feodal ou censuel	156	ou relief de Suzan	371
Renuoy aux requestes se fait sans cognoissance de cause 201 ne se doit faire ny		Rescindant & rescissoire cumulez	134
ailleurs où il est question d'appréciation ou		Rescision de contrats 230. 251. 252. d'outre	
visitation au lieu du Juge ordinaire]	201	moitié de iuste prix	252
Saisies en cas de non residence ou de reparations des benefices seront faites par les		Rescision de contract se doit demander	
Officiers Royaux seulement	76	dedans dix ans	241
Reproches ne seront donnees contre les		Resignans & resignataires, quand mort	
tesmoins examinez pour le fait des iustificacions & de reproche sinon qu'ils soient		intervient	418. 419
par escrit &c	130. 131	Respits à vn ou à cinq ans. 441. 443. sont	
Reproches de tesmoins produicts pour la		de trois manieres & leur difference 444. à	
verification des reproches de partie adverse		quel Juge se doiuet adresser 444. 445. quels	
347		cas n'ont lieu 445. ne seront concedez	447
(Reproches se peuvent prouver en cause		Forme de conclure au restablissement 93	
d'appel si ainsi est dit par le Juge, & lequel		Restablissement en matiere de complain-	
le doit dire si besoin est)	568	te	217. 218
Requete personnelle quid 102. person-		Responces de verité sur faicts & Articles	
nelle & hypotheque quid 102. hypotheque		pertinens	277. 278
quid 102. leur difference	ibid.	Restitution contre vne vente & adiu-	
(Messieurs des Requestes ne peuvent cog-		nation par decret	420
noistre de l'action negatoire 201. en cog-		Restitutions ou releuement faicts par le	
noissent du petitoire, bief que par lettres de		Roy seul & non par les Juges 17. donnez par	
Chancellerie le petitoire leur soit adressé		les preteurs	18
201. N'ont le renuoy ny autres où il est ques-		Retorquition comme s'entend	710
tion d'appréciation ou visitation qui se doit		Defendeur en quel lieu doit estre conue-	
faire au lieu du Juge ordinaire, jugé par Ar-		nu en matiere de retraiet lignager, ou action	
rest)	ibid.	reale	149. 150. 155
Requestes personnelles & hypotheques		Reuelateurs par vertu d'excommunications	
quelles conclusions doiuent contenir	102	ne peuvent demander despens	439
Requestes hypotheques peuuent estre for-		Reuocation de Procureur	111. 110
mees pour rentes foncieres	104	<i>Reus quosidie grauat</i>	812
Requestes en quels cas se peuvent former		Rogai ou Rogatoire	12
103. sont de droit estroit	103	Rongneurs & alterans les monnoyes pu-	
Requeste de recusation contre les Presi-		nis	783. 784
dens & Conseillers, quand la cause est au		Romains ne conioignoient point la peine	
roulle	127	pecuniaire avec la corporelle	740. 742
Requeste de renuoy pour les matieres		<i>Rota Gracorum</i>	791
dont les Preuosts des Marschaux veulent		Rouie quel supplice	ibid.
cognoistre	666	Rois de France ny leur Royaume ne peu-	
Requeste presentee à la Cour, pour faire		uent estre mis en interdict ou excommu-	
conuertir la peine pecuniaire en corporelle		niez 704. 705. ne recognoissent aucun superieur	
768		18. ne peut estre fait vassal de son inferieur	
Requeste civil pour faire retraier vn Art.		747. à la garde des Eglises 721. peut remetre	
595. au lieu quand par dol, circonuention ou		la confiscation auant qu'elle soit iugee,	
precipitation de la partie l'Arrest a esté ob-		ores qu'elle soit applicat le à autre Sei-	
tenu 595. 597. 598. donnee anciennement par		gneur 741. Ne doit vnir à son domaine les	
la Cour 601. Voy Proposition d'erreur cy-des-		biens immeubles confisque 741. ne doit	
		faire don des confiscations auant la sen-	
		tence	748

T A B L E.

S

Saifies des immeubles par crieis 387. 396
 Saifies des offices 415
 Saifies & Arrests faits sans autorité de iustice 416
 Sacrilege cōme puny 777. avec effraction
 est du gibier des Preuosts des Maresehaux 777
 Salaire des Greffiers 241. 351. pour autres
 escriptures que sentences 351. voyez *Advocats*,
Enquesteurs, *Juges & Procureurs*.
Satisfactio non sufficit, ubi solutio opus est
 36
 Sauuegarde & son effect 661
 Cognoissance de sauuegarde enfreinte
 appartient au Juge Royal 664. de faulcon-
 duit Royal 664
 Saluations & contredits. Voy contre-
 dits
 Loy Scantinie contre le crime de Sodomie
 801
 Scipion l'Africain 821. 822
 Seaux de trois-manières attributifs de iur-
 risdiction, Paris, Mont-pellier, des Foires de
 Brie en Champagne 25. 37
 Seditions ou émotions populaires punis-
 sables 780. 781
 Seigneurs temporels troublez en leurs iur-
 rdictions par les Juges d'Eglise comme se
 doivent pourvoir 182
 Semeurs de placards & libelles diffama-
 toires punis 801. 802
 [Seneschaux & Baillifs ressortissans nuë-
 ment en la Cour, peuuent cognoistre des cri-
 mes des nobles & lettres de grace] 662
 Seneschauces ressortissans nuëment en
 la Cour, comme se doivent entendre 455
 456
Sententia in absentem 643
 [Sentences donnees par forclusions & par
 contumace, leur difference 64. 66
 Sentence se prononçoit de vive voix
 non par escrit, à ceste heure non 355
 Sentence nulle pour estre prononcee vn
 iour ferié. Arrest) *ibid.*
 Forme de bailler sentence 352
 Deux formes de donner sentences inter-
 locutoires en matiere criminelle, après con-
 testation 702. DDDdd
 Sentence comme sera donnee sur vn seul
 défaut pour constituer nouveau Procureur
 109. sur défaut comme se donne 51. ne sera

donnee le mesme iour que l'adiournement
 eschoit 55. donnee parties ouyes ne se peut
 mettre au neant, sinon quand il est question
 d'vn delay de faire preuve ou produire 392
 de sequestre comme sera executee 216. 217.
 par contumace, après deux défauts, comme
 se donne 66. de garnison de main par vertu
 d'instrument authentique 469. 470. d'Agas-
 tis non executables 471. de vingt cinq li-
 vres tournois, & soixante sols vn denier,
 sont executoires sans appel 473. des arbi-
 tres executoires sans appel, pour la peine 474.
 interlocutoire ou definitive premierement
 prononcee au Procureur du Roy 703. DDDdd
 que les tesmoins seront recolez & confir-
 mez, si mestier est 705. EEEee
 Interlocutoire par laquelle est ordonné
 que l'accusé nommera tesmoins pour la ve-
 rification de ses faits iustificatifs & de re-
 proches qui seront ouys d'office 713. 714.
 comme sera donnee contre vn corps mort
 792. 793. criminelle comme sera prononcee
 761. doit contenir la declaration du crime
 pourquoy aucun est condamné 761. 762. est
 nulle s'il n'y a le nombre de Conseillers
 762. doit estre certaine 762. mise au neant
 par lettres en autres cas, comme la partie se
 doit conduire 576. executee tant contre le
 garend que le garenty: sans &c. 138. 143
 Sentences se donnent contre les parties,
 non contre les Proceurs 351. 354. 355 se le-
 vent en deux manieres 352. ne seront echan-
 gees 355. donnees par contumace en cause
 d'appel 557 contumaces ne se mettent tou-
 tes au neant 592. comparees aux instrumens
 372. donnees par forclusion & par contumace
 sont differentes 66. mises à execution des
 dans l'an 370. Autrement faut auoir attache
 du Juge 371. ores qu'elles soient donnees au
 Greffe du consentement des debteurs 371. 372
 de garnison executoires nonobstant appel
 479. mesmes celles donnees en ladite matie-
 re, par les Preuosts Chastelains 480. en ma-
 tiere criminelle executees le mesme iour 831
 executees s'il n'y a appel 832. executoires
 nonobstant oppositions ou appellations
 quelseonques 455. de reintegrade & recrean-
 ce 456. 462. de recreances executoires par de-
 fus l'appel contre vn tiers 456. 457. interlocu-
 toires 457. 464. de reintegrade & recreance
 sont executoires nonobstant oppositions
 ou appellations quelseonques par les Ordon-
 nances 100. 101. de recreices executoires par
 dessus l'appel 217. 218. executoires nonob-

T A B L E.

stant l'appel comme refection de ponts, cassages &c. Douairie 465. 466. mesmes cōtre vn tiers 467. diffinitives non excedans 25. livres en matiere pure personnelle civile 469. 471. executatoires pour vne rēte ou reueu annuel 470. donnees par contumace, executatoires nonobstant l'appel &c. cas, &c. quelles elles sont executatoires parties ouyes 481. 482. Doiuent estre donnees par les luges Royaux 482	garnir la main nonobstant l'opposition 29. du ressort exploicté par le ressort 8. ordinaire peut exploiter sans commission 8. seul n'est creu par son exploict des excès à luy faits 38. comme se doit comporter en l'exécution des mandemens de debitis 21. 22. doit passer outre à l'exécution nonobstant l'opposition &c. suiuant l'Ordonn. 22. passe outre à saisir les meubles ou immeubles nonobstant l'appel &c. 479. doit demander congé d'exploiter qu'on dit Pareatis 6. ne peut donner assignation en vertu d'un mandement de scolarité ou testimoniale sans permission 6
Quelles sentences sont executatoires nonobstant oppositions ou appellations quelconques 826	Comme il se faut pouruoir contre vn sergent mal traitant celuy qu'il prend & constitué prisonnier 494
Sentences & Arrests comme seront donnez en cause d'appel pour les matieres criminelles 823	Qui doit cognoistre des crimes des sergens exploitans 6
Sentences ou Arrests seront liquidez auāt les mettre à execution par vn sergent 609	Sergens à verge & les 60. sergens à cheual denommez par declaration du Roy, quels exploitseueunt faire 10. seront le ser. uice enuers les Lieutenans civil & criminel &c. 10. ne peuent faire aucuns exploitcs specialement reservez aux Huissiers de la Cour 10. 17. Ne prendront simple qualite d'Huissiers. 11
Sentences de luges d'Eglise se mettent à execution par permission de luges lay 50. comme doiuent estre mises à execution 459. 460. 464	Sergens à cheual du Chastelet de Paris & de leurs priuileges 5. à verge du Chastelet de Paris exploitant n'exploictent que dedans la Banlieue de Paris 5
Pronunciation de la sentence de Torture & execution d'icelle 722	Sergens du grand Conseil & de leur pouuoir 6. Voy Huissiers.
Separation du delict commun & du cas priuilegié 698	Sergens ne setont exploitcs sans records &c. 39. tenns nommer leurs records & leurs domiciles, non domestiques, parens, n'alliez, le lieu de leur demourance, leur qualite & leur seront iceux signer 39. ne s'accompagnent que des records & non des parties 39. mettent au bas de leurs exploitcs ce qu'ils aurōt receu pour leur salaire 39. feront mention en iceux du lieu de leur residence & du siege où ils seront immatriculiez 39. ne pourront refuser faire les executions & adiournemens chacun en leur pouuoir & destroit 39. 40. mettront en tous exploitcs d'executio le temps de deuant ou apres midy 40. & le domicile esleu par les parties 140. 141. bailleront copie aux parties de leurs exploitcs 140. des petites iustices rapportent de viue voix, comme ceux des caues & forests 441. ne seront cretez par les luges 44. 45. peuent continuer les exploitcs des autres sergens 44. ne doiuent exploictier sans records 376. 377. ne peuent creuter hors leur destroit 480. excedans leur pouuoir
Sequestre de droit est prohibée 102. 113	
Matieres esquelles gist sequestration sont odieuses, & de droit estroit 103. 104	
Sequestre 91. quand se doit demander 91. prohibé de droit 91. en quel cas n'a lieu de droit 210. se doit iuger sommairement 210	
empeschent le possesseur trienual 95. par quelles causes peut estre empesché 214. 215. par titre 215	
Lettres Royaux ou remede de la pragmatique sanction de pacificis possessoribus 214. verbal 91	
Verbal en quelles matieres eschet 214. 215 & la forme 214. est comme exception dilatoire 91. s'il n'a esté requis vne fois par l'exploict 91. ordonné parties ouyes 91. se deloient des autres chefs de complainte 273. & confession d'inventaire se iignent en complainte de succession 274	
[Sequestre du benefice contentieux s'adieu sur simple signature 96	
Sequestre de fructs ou meuble empesché par donation 176	
Sergent bailliaier 4. ordinaire d'un bailliaige 482	
Sergent du luge seculier ne peut adiourner deuant l'official 9. ne doit exploiter par vertu d'un mandement verbal de luge s'il n'est mis par escrit 14. sans commission ne doit mettre la sentence à execution 452. peut	

T A B L E.

pouuoir punis 484. ne font registres ou minutes des adiournemens 14. tenus de faire registre de leurs exploits, &c. 15. ne doiuent venir executer au Palais, & dans les murs d'icelle 11. comme se doiuent gouverner en l'exercice de leurs estats, si les debtors sont opposans & appellans, ou bien opposans seulement 22. quand peuent bailler les assignations en la personne du Procureur ou non 70. 71. faisans vn faux exploit 707. 708. doiuent faire commandemēt aux condamnēz à payer ou bailler quelque quantite de deniers ou autres choses 372. quand doiuent auoir commission 79. doiuent bailler par escrit le rapport ou relation, & non de vive voix 37. 38. d'un Iuge superieur delinquans au destroit de l'inférieur, doiuent estre renuoyez au superieur 11. quel salaire doiuent auoir 378. 382. comme se doiuent comporter en la vendition du meuble 382. comme doiuent faire les crieurs 397	les Conciles, &c. 773. 774 Simonie ne se peut alleguer treize ans apres la prouision 773. grand crime 774. de quelle peine sera punie 774 Crime de Sodomitie comme puny 801 Solemnitez de crieurs 387. 388. 405 Solemnitez en accusation requises de droit abolies 624. 625 Trois sommations diuerses pour appeller du deny de Iustice 529 Sorciars peuent nuire au corps humain 679 Crime de sortilege 679. 680 Spoliation, dans quel temps se doit interdire 101 [<i>Spoliatus ante omnia restituendus</i> 111. 113. s'entend des choses ostces par auctorité de Iustice] 233 <i>Statuta an derogent constitutionibus</i> 375 Stil de la iurisdiction où le procès est intenté, suiuy 7 Stil de la iurisdiction gardé 63 Stil d'adiuger defauts ou le signifier, tiré du droit Ciuil 49 [Stil de Poictou abrogé] 64. 66 Stupre ou fornication 798 Substitut de M. le Procureur general appelé pour soustenir l'appel 563 Substitut tenu soustenir en cause d'appel 625 Subornateurs de filz ou filles pour leurs mariages punis 799 [Subornateurs de tesmoins comme punis 785 Subrogation en matiere Beneficiale. V. Lettre de subrogation cy dessus [Subrogé ou successeur au Benefice. Voy Benefice] Sujet ne peut proroger iurisdiction, au preiudice de son Seigneur 156
[Sermēt, comme vn defendeur peut iurer cauteleusement, & pour s'exempter de prouuer sans enfreindre la religion du sermēt 342 Serment en dommages & interests deſeré à celui qui reçoit l'injure iusques à vne somme arbitraire du Iuge: le defendeur n'est appelé à tel serment] 368 De la communication du serment des parties 339 Serment de calomnie 278 Seruiteurs dans quel temps peuent demander leurs salaires & seruiues 236. 237. apres les trois annees dernieres ne sont receuables à en faire poursuite 237. 245. 246 <i>Sigillum authenticum facit fidem</i> 35 [Signature simple obtient recreeance de pension, si elle en porte clause 95. n'obtient recreeance en benefice contentieux 96. ouy bien le sequestre] 96 Simonie punie selō les peines indites par	T <i>Alio quid</i> 630 Peine de Talion abolie 629. approuuee par les loix des Visigots 630. abolie en Haynaut 630 Taxe des despens en la Cour sera sousſignée de deux Conseillers, commīs pour les taxer 606. faite en presence des Procureurs, comme sera mise à execution 607. sera faite par vn seul Commissaire 616. sera escrite en papier <i>ibid.</i> ne sera faite par les Greffiers <i>ibidem.</i> Taxe de despens quand sera faite nonobstant l'appel 616. 617 Taxe de despens de sentence confirmee C C C c c c

TABLE.

ou infirmee par qui faite	617. 811	ment & puis la denie, criminel de faux	718
Taxe du menage du prisonnier & port du procès se fait par le Juge d'appel	811. faite par la Cour sur le Receveur du domaine: sans l'recouurer sur la partie civile ou pri- sonnier	Tesmoia vacillant ou trouué incertain peut estre mis à la question	718
Taxe du port du procès par qui sera faite à la Cour	550	Tesmoia depasant variablement, à laquelle des depositions on l'arreste	719
Temps d'estude requis pour obtenir testi- moniale	186	Subornateurs de tesmoins comme punis]	785
<i>Terminus post litem contestatam datus est perem- ptorius</i>	81	Testament déclaré nul receu par vn No- taire hors son pouuoir & limite	10
Tesmoins non comparus en la premiere assignation peuvent estre produits & receus à autres iours, s'il n'y a discontinuation	289.	[Testament, les solennitez de droit Ro- main abrogees, valable signé d'un Notaire & deux tesmoins, pour les causes pies & le principal: valable, escript & signé de la main- du testateur	318
defaillans à l'assignation comme sont con- traints	293. seront examinez separémēt	Testament regarde la coustume de cha- que Prouince]	329
doivent rendre raison de leur dire	301. sur chacun fait ne seront examinez plus de dix 301. 304. 305. par forme de tourbe	Lettres de tonsure presentees autresfois hors de l'exécution des sentences criminel- les	832
301. doi- uent prestre le serment, &c.	303. examinez par les Juges	Titre de pacificon de qui prend son origine	210
304. ouïs par examen à futur se- ront recollez	306. 308. morts comme lon se peut ayder de l'examen	Torture comme sera donnée	724. 725. ne sera repetee sans nouveaux indices
307. 308. iurez de- dans le delay peuvent estre ouïs apres le de- lay, auant la publication d'enqueste	310. 311. 312. ne seront nommez auant que les produire 310. seront nommez auant que prendre appointement à bailler objets	725. 729. comme sera adiugée sans que les indices re- sultans du procès soient purgez	725
312. ouïs sur les lieux par le Juge des lieux, & son Greffier adjoind	714. diuers ou contraires: repetez d'office	Toutes personnes sujetes à la torture	725
715. vacillans ou incertains appli- quez à la question	701. DDDdd. en tou- tes informations seront examinez sur la plei- ne verité du fait, tant sur la charge que des- charge	Tourbe de tesmoins	301. en quel cas à lieu 302. comme s'entend
635. prestteront le serment	675. cōme contraints en matiere criminelle	304. ne sera ordonné que par les Cours	309
710. EEec.	quand est tenu de persister en la deposition 712. EEec. s'il se desdit du contenu en l'in- formation	Vne tourbe n'est comptee que pour vn tesmoia	303
712. EEec. ayant signé la deposition s'il peut varier	713. ont parcellle force que les instrumens	Transaction peut estre alleguee par fin de non recevoir, & par fin peremptoire	7
407	Forme de serment des tesmoins & de les examiner	Transaction du garend ne nuit au ga- renty	143
185. 286	[Tesmoia fait le serment deuant l'accusé aux confrontations	Transaction apres contestation en cause 700. DDDdd	
717	Tesmoia ne peut estre contraint à porter tesmoignage par prison selon Lanfranc, toutesfois on ne sy arreste	(Transaction oste l'effect du procès in- tenté	164
294	Le mary contraint à tesmoigner contre sa femme, &c. i contra	Transaction sur crimes sert au Procureur Royal ou siskue	699. DDDdd
294	beaufriere n'est tenu tesmoigner contre le beaufriere:	Transaction fait paroistre le crime ibid. tou- tesfois non punir sans autre preuue	700. DDDdd
318	Tesmoia n'est tenu sestre ingeré pour n'estre adiourné s'il est produit par partie	Transaction par le pere sur la mort du fils, exclud la vesue d'en faire poursuite comme tutrice de ses enfans)	630
319	Tesmoia signant sa deposition hors inge-	Transport simple ne fait:	33. 34
		Transports faits à Escoliers	186. fraudu- leux
		Tuteur ou curateur tenus faire apparoir de leur qualité	123. 124
		Tuteur ne peut estre executé en ses biens	351. 352. 354
		Dation de tuteur ou curateur:	62
		Voy mineur.	

TABLE.

V.

Vacations pour meſtiues n'ont lieu en la Cour 335

Vagabonds 819. ſont de la cognoiſſance des Preuoſts des Mareſchaux 830

Vaſſal ne peut empirer la iuriſdiction de ſon Seigneur 198

(Vaſſal deſaduouant ſon ſeodal perd ſon fief, & eſt vny au fief dominant 254

Venia facultas incontinentum tribuit delinquendi)

745 Vente de meubles prins par execution 373

374 Couſtume ancienne de Poictou ſur l'execution & vente des meubles 373.374.375

Veüe ou monſtree en quelles actions ſe doit faire 130. 131. pourquoy introduite 131.

& 138. comme ſera faite 132. 133. cogneüe par les Romains *ibid.* pourquoy introduite 133. 134.

Ne ſera faite par le Seigneur à ſon vaſſal & ſujet *ibid.* ſe demande auant conteſtation 174.

ſe fait aux deſpens du demandeur 134. quand ſera faite au garend 138. 139

V. *Deley cy deſſus.*

Veüe conuerte ayant prins delay pour defendre, ſouſtenüe n'eſtre pas bien faiçt

& appel ſur ſentence empêche le cours du procès, le remede pour le faire courir 134

Vidimus ou copies collationnees à leur originaux 321.322

Formula vindicationis in re mobili 115

Viſitation de l'excedé peut eſtre requiſe par l'accuſé, & qu'on accorde de Chirurgiſs.

642. V. *Rapport cy deſſus*

Volcurs & gueuteurs de chemins punis 790. 791

Volcurs punis de la rouë *ibid.*

Voye extraordinaire ny de recollemens n'auoit lieu anciennement ſinon en crime de leze maieſté 710. EEEce

Voyes de nullité n'ont lieu 17. 532. 535

Vſucapion n'a lieu en meubles 159. 162. forſ par quelques couſtumes 162

Vſuriers punis 804. 805. infames de Droit 804. 805

Vſurpateurs de Benefices, maiſons, &c. punis extraordinairement en France 777.

par le droit Canonie. 777-778

F I N.

CCCCc ij



INDEX EORVM, QVAE IN LATINIS INSTITVTIONIBVS FORENSIBVS CONTINENTVR, FIDELISSIMVS.

A.

- A**bsens propter absentiam non est excludendus post litem contestatam, nisi ab ab eare facienda quam iudex ab eo fieri praeceperat 544
- Absens* & sui copiam non faciens quomodo citatur 41. 42
- Accusationem* persequentium duo genera 623
- Accusator* publicus & priuatus quando summa & principalis petitionis formulam tradant 759
- In accusatorem* quando feratur sententia ibidem
- Accusatores* apud nos in duplici sunt differentia, nempe publici & priuati 623
- Accusatus* ad reatum vocandus 708. EEEee
- Accusatus* quomodo in lesi alimentis & medicamentis condēnetur 637
- Accusatus* hodie quo tempore loquatur, & qualiter prehendi debeat 653
- Accusatus* quomodo interrogetur 706
- Accusatus* arctiore custodia adseruandus ubi committendi sunt cum eo testes 704. DDDdd
- Accusatus* an cogi debeat ut pecunia apud aēta deponat, qua fiant sumptus in probandis testium reprobationes à seipso allegatas necessarij 707. EEEee & seq.
- Accusatus* an sit carcere relaxandus ut à se in testes obiecta probeat 708. EEEee
- Accusatus* si ob eam rem relaxetur, dies praestitui debet qua hae probationes ad iudicem perferantur, & is in priore conditione reatus se sistat ibid.
- Accusatus* relaxatus ad tempus si die constituta non compareat, qua pena puniatur, & quomodo sit providendum ibid.
- Accusatus* quomodo & quando relaxetur, & ad iudicium ordinarium admittatur ibid.
- Accusatus* per sententiam relaxatus potest petere sumptus & damna accusationis, atque ea sententia vim habet definitiue 707. EEEee
- Accusatus* appellans quando tradendus sit ad iudicem ad quem appellatum est, & quando sufficiat litis in-

INDEX

stramentum transmitti 707. <i>EE</i>	fieri persecutio, etiam per principis rescriptum 223
808	Apparitoris temeritas quomodo mulctatur 2
Accusatus appellans cum transue- tendus est ad superiore, cuius expen- sis & quomodo id fieri debeat 808	In apparitoris equum quando in- dex manum iniiciendam iubet 2
Accusatus pendente appellatione accusatoris vel publici vel privati an in custodia debeat detineri 808	Apparitoris munus qui in ius vo- cat 36
Accusatus appellans si per se iudi- cium antea obiit, an teneatur accedere ad iudicem ad quem appella- uit 807	Apparitorem quemvis sistere li- cet, donec mandati testationem pra- beat 2
Accusati aut procuratoris regii appellatio quando non sit offerenda 808	Apparitores nihil extra territo- rium 1. Præter viatores equites præ- fecti Parisiensis 2. de non novatis indi- cia querunt 513
Acta litis capitalis cui & quando edenda 759	Apparitorum stationes & territo- ria 2
Actio confestim edenda 82.96	In Apparitores regios solus index regius animaduertere potest ob spre- tam venie petitionem 2
Actionum annalium instantia nõ perit nisi per quadraginta annos post litem contestatam: & quomodo suc- curratur ei qui triennium intermisit earum persecutionem 223	Appellansne an eius adversarius in expensas secundum mores nostros fo- renses debeat condemnari 585
Adversus appellationem desertam quomodo quis restituatur, & usque ad quod tempus 521	Appellans quando apud eum a quo appellavit, alias causas agere com- pellatur 732
Advocatis & causidicis iudican- di munus permissum: dummodo re- gii non sint patroni vel procuratores 118	Appellans quando mulctam effu- giat 538
Alienatio mutandi iudicii causa fa- cta 184	Appellans si ex alio quam provin- cia unde appellatio emanavit brevicu- lo ad causam dicendam vocetur, & absit, an edictum in eum latum valeat 539.540
Anni constituti studentibus in Aca- demiis 185	Appellans quomodo antequam dus in offerenda appellatione 521
Anni & diei spatium intermissa persecutio ante litem contestatam ea- rum actionum quæ intra annum & diem proponi debent ex statuto, am- plius suscitari non possunt, nec earum	Appellans temerè quando in dam- na condemnatur ultra litis sumptus 585
	Appellans quando ore proprio CCCCC iiij

INDEX.

causas appellationis debeat dicere
529

Appellans ex intervallo, causa cadit, nisi illi principis suffragetur restitutio 492

Appellans qui moras denunciande appellationi innexit, ut principis rescripto ad dicendas appellationis causas restituatur 492

Appellantis aduersarias exceptiones dilatorias & peremptorias simul obiciat 492

Appellantis contumacia in causis criminalibus, itemque ipsius aduersarii quomodo sit conuincenda 818

Appellantis contumacia quomodo apud inferiores & supremas curias perficiatur 537

Appellantis eiusque aduersarii contumacia quomodo ante litem contestatam olim conuincebatur, & nunc conuincatur apud supremam curiam 537. & deinceps, quomodo post litem contestatam reuincatur 544

Appellanti ex intervallo quid faciendum 498

Quomodo appelletur 497. & apud quem 497

Appellare licet plus quam ter. 500

Appellare quando liceat tanquam ab abusu. ibidem

Appellare an liceat omisso medio in causis criminalibus 807

Appellare à rescriptorum executione, non autem ab iis 475

Appellatio à sententia per contumaciam lata, etsi tabellaris easuerit, tamen similiter disceptatur ex tem-

pore, ac si à vocali fuisset interposita 539. 540

Appellatio à vocali sententia interposita quomodo. inter presentes agitanda ibidem

Appellatio ab apparitore aut à decreto iudicis 475. à sacri principalisque rescripti concessione 475. accusati quando superiori offerenda 807. recepta apud summum tribunal, an regius iudex suam sententiam exequi possit, non obstante appellatione 481. Deserta quomodo sententia executio fiat 486

Appellatio in quibus causis in remedium intercessionis commutetur 581

Appellatio interposita, an remoretur iudicati executionem 822

Appellatio priuati delatoris ab interlocatione interposita, quando litis processum retardet ibidem

Appellatio & sententia quando in irritum possunt deduci per rescriptum principis 570

Appellatio secundum mores regionis unde manauit, decidenda 579

Appellatio si fiat à delegatione iuris dicendi quis vocandus ad appellationis suscipiendam litem 537

Appellatio quando pronuntietur deserta 521

Appellatio intra quod tempus apud inferiores curias debeat introduci 513. supremas ibidem

Appellatio interposita quando remoretur iudicati executionem 453

Appellatio offerenda est proximi gradus iudici: & quid si nō offeratur, quo-

INDEX.

modo succurratur ei cuius interest 500

Appellatio an fiat deserta apud supremam curiam si omittatur eius perscuiuo ibidem

Appellatio à submota fori præscriptione impedit ulteriorem litis progressum. idem de appellatione à submota iudicis recusatione ibidem

Appellatio ab abusu recta ad supremam curiam deserta 500

Appellationes diffinitio 492

Appellationis offerendæ gradus 500

In appellationis causa non fit iurisdictionis prorogatio 500

Appellationis index an possit sibi taxationem expensarum & damnorum reservare, & quando 585

Appellationis iudicia quomodo inter absentes exercentur 818, inter presentes 818

Appellationis à tabellari sententia interposita causa quomodo examinatur 548

Appellationis index de exceptionibus dilatoriis primum ius dicit 546

Appellationis emissæ diem quando appellans debeat declarare 547

Appellationis absque remedio indicatum nullum reformari non potest in locis qui moribus propriis reguntur, &c. 528. 529

Appellationis beneficium, appellantis adversario non commune in aliis locis quam iuridicalibus: neque extra capitulum à quo appellatur, prodest ibidem

Appellationis introductione, an

possit appellantis adversarius cum antevertere, & quomodo, & quid hoc possit appellanti 521

(Appellationi omni, electi iudices curiæ suppositi, cedere & deferre debent) 480

Appellationis an cedi debeat propter inhibitionem iudicis ad quem appellatum est 481

Appellationi tanquam ab abusu interposita non efficiunt exceptiones dilatorie 546

Appellationi quando liceat renunciare tum apud supremas, tum apud inferiores curias 569

Appellationem adversus desertam quomodo quis restituatur, & usque ad quod tempus 521

Appellatione submota ut fiat sententiæ executio, quæ requirantur 480

Appellatione submota quando sententia mandetur executioni quantum ad expensarum condemnationem pertinet 480

Appellatione submota an exequendum permittere index debeat indicatum, ex tempore decernat 486

Appellatione pendente si quid innouatum sit, quando de eo curia suprema cognoscat ubi appellationis litem ad inferiorem iudicem reiecit 500

Appellatione decisa an index teneatur litis reliquum ad iudicem à quo appellatum est remittere 547

Appellatione ab uno expensa-

INDEX

rum taxationis capitulo interposita an
liceat reliqua taxare capitula, & si
appellent ab expensarum taxatione
post eas taxatas, quando liceat sublata
appellatione ob summam taxatam
condemnati res pignerari 603.
604

Appellatione non obstante an ac-
cusatus torqueri possit 825

Appellatorium rescriptum quomo-
do executioni tradatur, & qui ex eo
conueniendi 521

Appellatorij rescripti forma 513

Appellatorio ex rescripto non con-
ueniri procuratores praterquam re-
gis, licet ij, non domini curarint iniu-
riam faciendam 521

Apostoli vel libellus dimissorius
non repositur 497

Apostolos à iudice à quo appellatum
est, petendi, & fatalium dierum so-
lemniam apud nos sublata ibid

Auctio rerum immobilium quo-
modo fiat 395

Appellatione interposita non dif-
fertur auctio 395.396

Author iudicis sui privilegium non
allegat 146

Authoris transactio an ei qui illum
laudauit, noceat 135

Authores laudandi gratia quot
dantur dilationes ibidem

Authores quomodo & quando
laudari debeant 135.136

B

Bona clerici mobilia in iudicati
causam capi non possunt 377

De bonis mobilibus pignerandis,
& eorum auctione 373

C

Calculus iudicandi quando &
quomodo porrigatur, seu causa
concludatur 395.396

Capitale iudicium ut constituatur
717. an concludatur 825

Causa quomodo agitur inter eum
qui auctioni intercessit, & pignera-
torem & debitorem 400

Causae constitutionis seu contesta-
tionis triplex genus 263

Causae leuiiores ex tempore debent
dirimi 263

Causae in quibus cessat fori praecri-
ptio 202.203

Causae in quibus clericus coram lai-
co iudice ciuilitur conuenitur 165

Causae in quibus laicus conuenia-
tur coram pontificio iudice 173

Causae iudicium regiorum inferio-
rum propriae 158.159

Causae iudicibus superioribus & in-
ferioribus regijs communes 159

Quomodo constituatur causa status
in retinenda possessionis interdicto
272

Causidicorum sententia in iudican-
do quando roganda 344

Cessio in quibus personis locum ha-
beat 184

Citatio ex iudicis edicto debiti so-
lutionem indicente, & de forma hu-
ius edicti exequendi à quibus conce-
datur, & de quibus rebus, ac quamdiu
duret 19

Citatio

INDEX.

Citatio ex rescripto principis in quibus casibus fiat	16	Condemnatus quando carceris custodia cogatur indicato satisfacere	830. 831
Citatio per praconium 41. in quibus casibus locum habeat ibid. pro rostris aut capitalibus columnis debet proscribi 41. aut edictum quando auctionem completi debeat	63	Constitutio causae triplex	263
Citatio accusati quomodo trino nundino fiat	653	Constitutio causae criminalis quando fiat iuridicialiter	731
Citationis per praconium forma, & quando ea utamur	20	Contestationis (ut quidam dicunt) genus triplex	263
Citationis peremptoriae forma	29	Consuetudo quae licet in librum statutorum non sit redacta, tamen adhuc observatur, quomodo possit probari	299. 300
Citationis testes non examinandi	63. 64	Controuersiae inferiorum iudicum regionum propria	158
Citationi primae in quibus causis adatur peremptorium	47	Controuersiae inter pignoratorem ac eos qui auctioni intercesserunt	400.
Clericus in quibus causis coram laico ac regio iudice possit conveniri	165	Controuersiae in quibus cessat fori praescriptio	401
Clericus ex quibus delictis apud regium iudicem conveniatur	671	Controuersiae in quibus clericus coram laico iudice civiliter convenitur	165
Clericus quando condemnari possit a iudice regio ad fiduciarium seu provisionalem medicaminum & alimentorum praebitionem	672	Controuersiae iudicum praesidalium cognitioni adscriptae, eorumque propriae	158. 159
Clericus quomodo ad pontificium iudicem a regio iudice remittatur ibidem		Controuersiae iudicibus superioribus & inferioribus communes ibidem.	
De collega a iudice assumendo in testium examinationem	281	Contumacia accusati quando unico edicto consummetur	653
Quinam collega esse possunt in testium examinatione	ibid.	De contumacia actoris ante litem contestatam	77
De compensatione ac reconuentione	255	De contumacia actoris & rei post litem contestatam	79
Condemnatio quando in litis estimationem fiat	356	De contumacia appellantis eiusque adversarii apud decurias inferiores ante litem contestatam	537. item de eadem contumacia eorundem apud supremam curiam ibid. de eadem contumacia
Condemnatus quomodo ad iudicatum faciendum cogitur, ubi nec eius mobilia, nec res soli extant	431.		

DDDDdd

DDDDd

INDEX.

- macia post litem contestatam* 544
De contumacia appellantis eiusque
adversarij coram confidentibus a curia
delegatis *ibidem*
Contumacia tantum affecta & in-
choata quando dicatur 47
De contumacia rei ante litem con-
testatam 47
Contumacia unico edicto in quibus
speciebus conficiatur 51. *in quibus*
duobus edictis 69. 61. *quomodo qua-*
tuor edictis 61
Contumacia indicata quando liceat
intercedere, & quando non 64
Contumax post duo aut quatuor
edicta non debet in eorum expensis
condemnari ante definitivam senten-
tiam 64
Contumax si sit accusatus, an testes
criminis indices revocari debeant an-
tequam condemnentur 645
Contumax. quomodo & quando
restituatur adversus sententiam in se
per contumaciam latam *ibid.*
Conveniri laicus quando possit co-
ram iudice Ecclesiastico 173
Conveniri in quibus locis actor
debeat secundum mores nostros 147.
148
Criminalis causa quando instar ci-
vilis agitur, si est quando ad iudicium
sen processum ordinarium recipiatur
reus 728
Criminalis causa apud quos indices
tractari debeat 623
Criminalis cause quesitori, regio
patrono & procuratori non sunt mu-
nera praebeanda 754
Criminis atrocioris accusatus pa-
rest minoris iudicii qui eius notionem
non habet, decreto prehendi: sed ad
maiores iudicem statim deducendus
est, & ob prehensionem minoris iu-
risdictionis dominus habet multam
lx. solidorum 623. 624
Criminis in adversarium reiectio an
admittatur 701. DDDdd
Criminis indicia quomodo in elo-
gium scripto redigi debeant 633
Criminis remissio a principe facta,
iudici approbata 757
Crimina quae sint privilegiaria, id est
quorum cognitio ad regios iudices spe-
ctet *ibidem*
Criminis purgatio & deprecatio
quid differant 363
Crimina ad regiam & pontificiam
iurisdictionem promiscue spectantia
667.
D..
Damna litis seu eius affirmatio
in quibus causis debeat adiudi-
cari victori 356
Damna litis non probari per solum
iusiurandum ea passi 362
Damna litis si quae omissa sunt, an
post eorum taxationem peti possint
362
Damna litis quando in iudicio li-
quidentur & taxentur, & quando
iusiurandum super eorum estimatione
deferatur *ibid.*
Damnorum appellatione quando
contineatur lucrum cessans 362
Debitor condemnatus quo pacto ad
indicatum solvendum cogatur, ubi nec
eius mobilia, nec res soli extant 431

INDEX.

Decima quando ad laicos pertinere
coeperunt 173

Deducine debeant in itinerum im-
pendiū quae quis domi expenderet 371.

72

Delegatus ad testes examinandos
quando reijci possit 281

Demonstratio rei litigiosae quando
facienda atque dissecanda 129

Denunciatio pretij promissi in au-
ctione an sit necessaria 343

Deprecationis & purgationis com-
munia 747

Diffugitans quomodo ad iudicium
cogi possit 97

Dilatio vnica datur ad pro-
bandas recusationis causas 119

vnica cum in personam agitur 135

Dilationis moratoria indultus qui
debitoribus à principe conceditur, in
quibus causis locum habeat, &c. 441

442

Dilationes quando indulgenda re-
gis procuratoribus ad testes renocan-
dos. 707. EEEee

De dilationibus duabus actoris &
rei communibus ad exquirēdum con-
siliū : & quando haec concedantur

96

De dilationibus ad laudandos au-
thores datis frustra consumptis 135

De dilationibus inquirendorum
testium causa 309

Dilatoria & peremptoria exceptio-
nes quando sint cumulandae 210

Domicilium eligendum est in loco
ubi lis agitur 82

E.

E Dicantur criminalis acta cui &
quando debeant 759

Edictum de debitis à quo iudice
concedatur 20

Edictum quando actionem comple-
cti debeat 59

Edicti forma quo iudex regius li-
tem coram pontificio cooptam ad se ad-
uocat 178

Editio instrumenti cuius mentio
fit in libello, postulanda 97

Electi, Iudices sic appellati, vide
iudices, quos vocamus

Elogium de criminis indicij con-
scriptum, est loco libelli 632

Elogium hoc quomodo debeat con-
fici ibidem

Ex elogio debet iudex aduersus ac-
cusatum decernere anprehendatur, an
persecutorem dicturus accersatur reus
ibidem

Exceptionum duo genera 210

Excipiendi aduersus interdictum
uti possidetis forma 213

Exceptio fori declinatoria 178. in
criminibus quando locum habet 656

Exceptiones commentitiae ac reces
apud nos introductae 235

Exceptiones quaedam iure commu-
ni praeditae, nunc apud nos antiquatae,
veluti exceptio excommunicationis,
non numerata pecunia 255

De exceptionibus translatitis apud
nos vsitatis 223

Exceptiones dilatoria & perem-
ptoria quando sint cumulandae 211

DDDDdd ij.

INDEX.

De execrationibus pontificiis 431.	Que adhibenda sint, ut subleas appellatione, sententia fiat executio 480.
432	Executio rei iudicatae quae cognitionem causae postulat 361. differtur si executioni sententiae facta post annum intercedat condemnatus 361.
Execrationes famosae prohibita: & de poena his utentium 432	362
Execrationes ad pontificias quando liceat recurrere 431. 432	Executio iudicati quomodo fiat ubi quis condemnatus est triticum vel aliam quantitatem dare: & quomodo fiat quantitatis aestimatio 428
Execrationum promulgationi si quis intercesserit, aut in coactus reuelaverit quippiam, quomodo is cuius interest, sibi succurrere possit 431	Executio sententiae capitalis quando & quomodo fiat 830
Execrationum à decreto quando liceat privato appellare 432	Executio iudicati qualiter fiat ubi quis condemnatus est redditum annuum soluere, cui supposita sunt praedia quaedam 428
Execrationum à summo pontifice decretarum executio ad quem dirigenda ibidem	Executio arresti cui potius debeat delegari an consiliario curiae, an iudici regio, an apparitori: & quando quidam frustrantur arresti executionem: atque an pendente lite super executione arresti, liceat bona condemnati auctionari & distrabere 604
Execrationibus pontificiis qualiter cogatur condemnatus iudicatum facere ibidem	Executio qualiter eius fiat sententia qua quid fieri praecipitur 428
Execrationibus pontificiis qua ratione quis obuiam ire, aut in opitulari possit 431. 432	Executio sententiarum quas supremus confessus dicit; cui deleganda 604
Execrationibus quando liceat uti aduersus eum qui citatus non comparuit 432. 433	Executio sententiae arii alieni indictinae 422
Execrationibus perperam utentium poena ibid.	Executio sententiarum capitalium 830
Execrationibus clausula nonnullae addi solite, nunc sublata 433	Executio rei iudicatae intra quod tempus facienda 753
Execrationibus uti licet ad reuelationem: & qualiter tum iis est utendum ibidem	Ab executionis expensis quando quis oblatione liberetur 603
Executio à quibus rebus debeat incipi: & utrum sit in victoris optione an condemnati 373	Executioni quae sententiae tradantur non obstante appellatione 480. 481
Executio quomodo fiat in rebus mobilibus ibidem	
Executio sententiae intra annum facienda: & si non facta sit, qualiter succurratur 369	

INDEX.

Executionem sententiae capitalis an remoretur privilegij clericalis allegatio, aut diplomatis venialis exhibitio 831

Executoris operarum merces 377

Exequi iudicatum quomodo possumus, ubi condemnatus nullamobilia aut immobilia possidet 431

Expensae quae sint praediciales, ac de his non pauca 135. 136

Expensae litis quomodo taxentur & probentur 361

Expensae litium quomodo taxentur apud supremam Parisiensem curiam 603

Expensas index qui taxat, quomodo sequatur insurandum victoris 361 362

Expensis executionis quando quis per oblationem earum debeat liberari 604

Expensis oblitis cursum remoratum quando sit locus 136

F

F *Alsi accusatio quomodo fiat adversus instrumenta aut testimonia: & si falsi insimuletur testimonia, an causa principalis debeat processus differri* 129

Fideiussores quales dari debent 481

Forma edicti quo index regius litem coram pontificio ceptam ad se advocat 178

Forma excipiendi adversus uti possidetis interdictum 213

Forma exequendi edicti debiti solutionem indicentis 19

Forma interdicti unde vi instituti 96

Formula vocandi aliquem in ius 12.

Fori controuersiam index an debeat ex tempore dirimere 537

Fori declinatoria exceptio obijcienda antequam conuentus auctores laudet 178

Fori declinatoriam quando debeat accusatus opponere 656

Fori exceptione an unico primo edicto contumax possit submoueri 178

Fori praescriptio quomodo obijciatur, multum refert 148

Fori praescriptio 146

Fori praescriptio non competentis iudicis quando simplex & sola proponitur 148

Fori praescriptio in quibus casibus non potest obijci 202

Fori privilegium quale sit quod his competit quorum causae specialiter sunt attributae libellorum praefectis seu dominis requestarum, qui in basilica seu Palatio Parisiensi iudicant, & in quibus causis competat : & quomodo id proponendum 194

De fori privilegio quod scholasticis competit 183

De fori privilegio in principis aula vel in suprema curia agentium 194

Franciae iurisdictioni in quatuor decurias diuisa est 500

Fructuum ubi adiecta est condemnatio, quomodo liquidentur 362

G

G *Rauaminum causa* 570

H

H *Eres ad suscipiendam aut repudiandam defuncti litem quando vocandus* 402

Heres antequam suscipiat aut de-

DDDddd iij

INDEX.

ferat litem, quid agere debeat *ibid.*

Heredis litem deferentis quæ sit pœna *ibid.*

Heredis ad litem defuncti subeundam vocati contumacia quod edictis conuincenda 402

Heredi contumaci quæ pœna infligatur 402

I

Indices criminis testes an reuocentur ut reus contumax condemnetur 645

Indices criminis testes aliquæ enocandi, & cum reus committendi 704

Indicium cum criminis reis componendorum ratio 704

Indicium labare tunc propriè ac latine dicitur, quum testes non persistunt in primis dictis *ibid.*

Indicia criminis quomodo in eloquium scripto redigi debeant 632

Inficialis causa status 263

Inficialiter iam constituta lite quid sit faciendum *ibidem*

In rem presentem quando eatur 129

Inscriptionis solemnia in causis criminalibus apud nos sublata 623

Instigator accusationis per regium procuratorem instituta si absoluaturs accusatus, tenetur accusato de expensis & damni ipsius 624

Instrumentum vnius litis apud iudicem à quo appellatum fuit an solum aëtuarius possit transmittere, & an separatim litis principalis instrumentum, & taxationem expensarum à qua fuit appellatum possit mittere 551

Instrumentum litis transmitti quādo sufficiat 807

Instrumenta à Tabellionibus regijs recepta, vbiuis locorum in regno mandari possunt executioni 19. ab alijs Tabellionibus, executioni aduersus quos tradi possunt 19

Instrumenti cuius in libello sit mentio, editio postulanda 97

Instrumenti transmissi dies declaranda 551

Instrumenta quomodo proferantur, impugnentur, & defendantur 550. 551

Instrumenta qui nouè proferre, debet eorū exempla tradere aduersario 564

Instrumentis in oppugnandis nihil allegandum quod ad summam litis decisionem singulariter pertineat: & si contra fiat quomodo provideatur 319

Interdictum retinendæ possessionis 157. aut recuperandæ possessionis non datur aduersus iudicem aut apparitionem, & c. 236. aduersus pignoratorem 401.

Interdictum retinendæ possessionis quando hodie proponatur 401

Eius capita tria an pro muneribus aliarum iurisdictionum quàm regiarum competat, item an pro annuis pensionibus, & an sequestratio post litem in eo contestatam peti possit *ibidem*

Interdictum recuperandæ retinendæque possessionis intra annum & diem debent proponi 223

Interdictorum huiusmodi si intermittatur persecutio ante litem contestatam per annum & diem, ea interdicta perimuntur *ibidem*

Interlocutio de reprobationibus relictum probandum quomodo & quando

INDEX.

- fat 707. EEEee & seq. cum, neque eius apparitores illud decretum exequi 694
- Interlocutiones quando necessariae 694
- 344 Index quis edictum debiti solutionem indicens concedat 20
- Index in iudicando quorum causidicorum debeat rogare sententias 344
- Index in quibus causis appellationis à se interposita iudicium suscipere teneatur 531. 532
- Index in causa criminali quomodo in non subditos iurisdictioni suae possit cognoscere qui criminis conscij sunt. 623
- Index iudici aequalis seu parem potestatem habenti non potest imperare, & is cui imperatur, rectè ab eo appellat 704. DDDdd
- Index in criminalibus propensior esse debet ad favendum reo 708.
- EEEEe
- Index quando ore proprio causam dicturus apud superiorem vocari possit. 529. 530
- Index si cunctetur sententiam ferre, quomodo adversus eum succurratur 344
- Index ordinarius an possit cognoscere de fori privilegio quod is allegat qui litem vult transferre ad libellorum praefectos in basilica Parisiensi iudicantes 194
- Index ordinarius an possit reum insu suo prehensum, & in quem coepit inquirere praepositis à tribunis militum vel mareschalis dedere 828
- Index pontificius non potest extra locum tribunalis prehendi inbere laicum, neque eius apparitores illud decretum exequi 694
- Index regius quomodo litem coram Ecclesiastico coepiam ad se advoceat 178
- Indices in ea advocacione solebant nonnullas adijcere clausulas quae correctae sunt: ibid.
- Index regius tenetur commodare familiam ad prehendum clericum ex decreto iudicis pontificij 694
- Index regius nihil potest in clericis corpus, sed duntaxat in bona immobilia & munera seu dignitates eius prophanas 694
- De iudicis reiectione seu recusatione 118
- Ad Iudicem pontificium quomodo clericus remittatur 694
- Adversus Iudicem cunctantem iudicare quomodo succurratur 344
- Indices inferiores non possunt irritum deducere sententiam à qua appellatum est ad eos, sed debent pronunciare verum bene an male sit iudicatum 489
- Indices duo scholasticorum 183
- (Indices subditis nonnullis supremis Curiae nullas interlocutiones, vel definitivas sententias à se latas executioni contradunt 480)
- Indices quos electos vocamus, suprema Curiae, quae in Basilica Parisiensi constituta, liberam de tributis fiscalibus iurisdictionem obtinet, suppositi, & à quibus ad hanc curiam provocatur, omni appellationis debent cedere & deferre 480

INDEX.

<i>Indicum regiorum qui infra supremam curiam sunt, duo ordines</i>	158	<i>te à vocali sententia vel tabellari</i>	147
<i>Indicum regiorum prefidialium iurisdictioni quæ lites sint ascriptæ, eorumque propria</i>	158		148
<i>Indicum quorundam privilegia in concessione edicti solutionem debiti indicentis</i>	20	<i>Iudicia civilia eodẽ penẽ ordine procedunt 1. omnia aut in absentem, aut in presentem intenduntur</i>	47
<i>Indicum recusationi quomodo succurratur</i>	118	<i>Iuridicalis causæ status</i>	263
<i>Iudicibus superioribus & inferioribus regis causæ communes</i>	159	<i>Iurisdictionis indicum qui de exemptorum causis cognoscunt, non potest prorogari</i>	529
<i>Iudicium quomodo exercendum in absentem ante litem contestatam</i>	47.	<i>Iurisdictionis dominus quando pro indice suo qui malè iudicavit, multæ condemnatur</i>	529
<i>ordinandum super fructuum aut rerum quarundam æstimatione</i>	361. 362. capitale in presentem reddendum	<i>Iurisdictionis Franciæ partitio</i>	500
	653	<i>Iurisdictioni regiæ quæ lites sint specialiter attributæ</i>	118
<i>Iudicium mixtum</i>	1	<i>Quomodo quis in ius vocandus</i>	36
<i>Iudicium quomodo inter presentes instituitur</i>	82	<i>In ius vocandi formula</i>	12
<i>Iudicium à præcepto iudicis quomodo exordiamur, & de pristina circa id formula sublata</i>	19. 20	<i>In ius vocandi quæ sit ratio 1. &</i>	36
<i>Iudicium diffugitans quomodo ad iudicij congressum possit cogi</i>	96	<i>Patronatus iura seu directi domini iura incolumbia sine intercessionem</i>	403
<i>Iudicij capitalis constituendi forma</i>	701. DDDdd	<i>Insurandum calomniæ ut moribus nostris præstetur</i>	276
<i>Iudicij congressus propter tempus potest recusari</i>	97	<i>In quibus causis non requiratur ibidem</i>	
<i>Iudicij definitio</i>	1		
<i>Iudiciorum divisio</i>	ibidem		
<i>Iudicij progressus an impediatur si dicatur super lite fuisse transactum</i>	97		
<i>Iudicij progressus an impediatur propter compromissum</i>	ibid.		
<i>Iudicis quæ sit series super litis æstimatione ac damnis</i>	362		
<i>De iudicio inter presentes agitando</i>	146.		
<i>in causâ appellationis interpositæ</i>			

L

<i>Licet sponte coram indice pontificio litigando, an eum approbet & quomodo ei succurratur</i>	177
<i>Lamachi apophthegma</i>	621
<i>Legitimus causæ status</i>	263
<i>Libellum principalis petitionis quando publicus & prius accusator porrigant</i>	757
<i>Licitari plurius pignora quamdiu liceat</i>	400. 401
<i>Lis quomodo contestanda in appellationis iudicio à tabellari sententis interpositæ</i>	

INDEX.

interposita, & quomodo possit hæc li-
tis contestatio impediri 550. 551

Lis super venialis diplomatis appro-
batione quomodo procedat 759

Lite iam inficialiter constituta quid
sit faciendum 276. 277

Lites iurisdictioni regia specialiter
attributa 157

In litis aestimationem quando fiat
condemnatio 356

Quæ viarum dispendia in litis æsti-
mationem veniant ibid.

De litis remissione ad eum facienda
à quo appellatum est 585

De litis sumptibus 356

De litis sumptibus taxandis 361

Litis sumptus curiæ supremæ iudi-
cio adiudicati quonam pacto taxentur
603

Differentia locorum iurisdictionum
& propriis moribus utentium in offe-
renda appellatione 528

Locus duobus cogitur reus seipsum
defendere 147

M.

Magistratus apud nos perpetui
& immunes syndicationis
264

Merces ætuary pro sententiæ &
aliorum iudicialium actorum scriptu-
ra 534

Merces minutatim si fuerint ven-
dita, intra quantum tempus liceat ea-
rum petere pretium 235

Merces pro expensarum declaratio-
ne apud supremam Curiam 350

Merces causidicorum & aliorum
pro scripturis ibid.

Merces operarum executoris 377

Merces pro transueto litis apud
iudicem à quo appellatum est agitata
instrumento, à quo solui debeat, &
quomodo taxanda: & an appellari
possit ab eius taxatione, & an inter-
cessio aduersus eam obijcienda 548

De mobilibus pignoratibus, & eorum
auktionem 373

Mobilis rei venditor non auditur si
se fraudatum supra dimidium veri pre-
tij, queratur 236

Mores descripti sancti fixique pro-
mulgati 300

Mulcta temerè pronocantis 118.

Mulcta pecuniaria ubi adiudicatur
privato accusatori, an ei damna delicti
aut accusationis nomine debeant ad-
iudicari 807. 808

Mulier secundò nubens à tutela fi-
liorum repellatur 119

Munera non præbenda causa capi-
talis quæsitore, regio patrono & pro-
curatori 754

Munus non accipiendum pro accu-
sati relaxatione, aut diplomatis venia-
lis comprobatione ibid.

N.

Nomen debitoris condemnati
quomodo & quando in iudica-
ti causam capiatur 422

O.

Obiecta in testes quomodo pro-
banda. 708. EEEee

Oblatione quando quis liberetur ab
executionis expensis 604

EEEEee

INDEX.

P.

Patronus sibi subditum ad suum
forum reuocat 148

Peccandi denuo locum non esse in
forensi capitali certamine 621

Peremptoria & dilatoria exceptio-
nes quando sint cumulandæ 211

Peremptoriæ comminatio seu adie-
ctio 47

Quando adhibetur primæ citationi
47

Pignerari quomodo debeant immo-
bilia 385

Pignerata prædia pendente lite super
intercessionem publicæ possidentur: &
quomodo vacua eorum permittatur
possessio 40

Pignerata res si sit controuersa po-
test dimitti, & alia non controuersa
capi 403

Pignratio immobilium ut fiat 385

Pignratio mobilium & eorum au-
ctio ut fiat 373

Pignratitia actio 61

Pignratorem inter ac eos qui in-
tercesserunt, controuersia quo pacto
examinetur 400

Pignora quomodo addicantur seu
adiudicentur 402

Pignora in causam iudicati capta
an possint addici pigneratori seu credi-
tori, cuius postulari sunt capta 401

Pignora si quis pluri licetur post
auctionem quid fieri debeat 403

Pignorum addictio quæ intra tollat
ibid.

Pignorum aduersus additionem
sine restitutio 403

Pignoribus captis cogere condemna-
tum id est per saisinam bonorum 401

Pœna fere omnes legibus introdu-
ctæ, apud nos exoluerunt 236

Pœna secundo nubentium abroga-
ta ibid.

Possessio & proprietates etiam diuer-
sis iudiciis non possunt eodem peti tem-
pore, nec si rescriptum principis inter-
ueniat 236

Possessione super & dominio simul
queri non licet ibid.

Præconstruba adhibita quando quis
in ius vocatur 41

Prædia nulla apud nos iure optimo
possideri 395

Præfertur is qui prior cepit mobilia
in causam iudicati, licet sit posterior
creditor 377

Presbyteri ad depositionem & in-
dicationem tenentur 292

Principis rescriptis quibus à foro
suo quis abstrahitur, quomodo obui-
etur 148

De privilegio fori quod scholasticis
competit 183

De privilegio fori in principis aula,
vel in supremæ curiæ agentium 195

Procurator pro reo criminis non ad-
mittitur 645

Procurator ad appellationis iudicium
obeundum an possit vocari apud re-
gios iudices, aut supremæ curiæ, si eo
postulante facta sit iniuria, aut ipse
appellauit 529

Procurator an admittatur ad absen-
tiam accusati, aut præscriptionem fori
obiiciendam 645

Procurator vel patronus regius de

INDEX.

cinili controuersia cognoscere non debent **118**

Procurator regius debet comperendinatorum seu relaxatorum ad tempus nomina in diaria referre, itēque actuarij, & præterea absolutorū & cōdemnatorum, & speciem supplicij, nomēque priuati accusatoris, ac commentariensis nomina custodiarū **732**

Procuratores regij ac etiam inferiorum iurisdictionū an accusatis absolutis condemnentur in expensas in cuius quibus inferuiunt, factas **822**

Procuratorum quorundam regionum improbitas in aucupadijs remotis ut uinctos diutius detineant **706.**

EEEE

Productio noua **551**

Profectionis quæ impendia inter expensas adnumerentur **361.362**

Publicè possidentes aut sequestri seu commissarij quid debeant facere: & an intercessioni aut appellationi cedere debeant **385**

Publicè possidentes quomodo teneantur rationes gestionis reddere *ibid.*

Publicè possidentes an teneantur in solidum, an in uiriles duntaxat **386**

Publicè possidentes qualiter omiſſa administrationis teneri non possint **385. 386**

Publicè possidentes quid agere debeant si debitor condemnatus sortem debiti apud ipsos obſignet **386**

Publicè possidentibus quomodo permittenda sit administratio **385**

Purgatio criminis & deprecatio in quibus rebus concordent, & in quibus differant **737-738**

Q.

Vi interesse debeant quæſtioni **722**

Quæſtionis seu tormentorū in atrociori crimine reus adhibendorum consideratio *ibid.*

Quæſtionem ita decerni ut non propterea iam habita indicia expurgentur **723**

R.

Regaliorum super iure apud quos lites debent institui **195**

Reiectio seu translatio criminis in aduersarium accusatorēque quæ ab accusato fit, an admittatur **701.**

DDDD

Reiectio seu recusatio iudicis, atque de ea plurima **118.119**

Reiectio seu recusatio unius ex delegatis ad testes examinandos **281**

Renunciatio testium productioni **310**

Renunciatio appellationis & quādo ab ea liceat discedere **569**

Renunciatio demonstrationis occultæ **129**

Rei de litigiosa demonstratione dissecanda *ibid.*

Quando in rem præsentem reus uel non **129**

Remissio criminis à principe concessa quomodo coram iudice debeat approbari: & super eius approbatione lus procedat **737-738**

Remissio criminis quoad per iudicem approbata sit, reus detinetur in uinculis **749**

EEEE ij

INDEX.

Remissio causæ principalis quando
deciso appellationis capitulo sit faci-
da ad priorem iudicem 585

Remissionem accusati an iurisdic-
tionis in qua commoratur dominus possit
postulare, si accusatus per se non com-
pareat 645

Remissionem criminis accusati po-
test petere inferior iudex à suo supe-
riore, & debet remitti per superioris
apparitorem 623

Reprobationes subleuationesque te-
stium in causis quæ summam discuti
solent, locum non habent 314

Reprobationes subleuationesque te-
stium intra quod tempus dari debent
314

Rescriptum de debitis à principe cō-
cedi solet 19. vel à iudice rescripti ap-
pellatorii forma 513

Rescripti vix annua 199

Ex rescripto appellatorio qui con-
ueniendi 521

Rescriptis regis iudices eatenus pa-
rere iubentur, quatenus iuris & legum
præscripto non derogatur 16

Rescripta regis iudicibus regis divi-
guntur 16. apparitori regio, non iu-
dicibus inferioribus 16

Rescriptis principis quibus à foro suo
quis abstrahitur, quomodo obuietur
148

Restitutio aduersus contractum do-
lo, vi, metu & initium, intra quod tem-
pus debeat postulari 236

Restitutio aduersus pignorum ad-
ditionem quomodo fiat 403

Restitutio minorum & aliorum ad
solum principem spectat 16

Rei contumacia post litem contesta-
tam, vel ante litem contestatam, Vide
suprà Contumax, Contumacia.

Reus duobus in locis cogitur seipsum
defendere 147

Reus pendente appellatione quando
in custodia detinendus 813

Reus quomodoprehendatur 653

Reus quomodo restituatur aduersus
sententiam ob ipsius contumaciam
latam 645

Reus quomodo comperendinetur seu
amplietur, & ad iudicij civilis ordinem
fiat transitus 730

Reus vel actor possunt vti dilatio-
ne ab eorum altero petita 309. 310.

Ore suo causam dicere debet 645.

Carcere detinendus donec completa
fuerint testimonia innocentia, vel
obiectionum in testes probatio facta sit
706. 707

In reum quomodo feratur sententia
757

Reus quo pacto de crimine interro-
getur 690

Reus quo pacto tormentis subiicien-
dus 720

S.

Salariū à famulo intra quod tēpus
& quanti temporis peti queat 235

Salarium intra quod tempus petere
debeant patroni & procuratores cau-
sarum ibid.

Satisfactio iudicatum solui, aut litem
peragi, hodie apud nos sublata 209

Scholasticus quando ultra quatuor
dierum iter, reum ab eius domicilio
possit in ius protrahere 185

Scholasticus quid asserere in reum

INDEX.

rando debet cum mandatis instituit
actionem, & quid cedens ibid.

Scholasticus quid facere debet cum
relegare ad suum iudicem vult litem
coram alio iudice motam 184. quid
item si denegetur relegatio seu tran-
slatio litis ibidem

Scholasticus quamdiu fori utatur
priuilegio 183

Scholasticus in quibus causis non ut-
atur eo priuilegio 184

Scholasticus quomodo utatur fori
priuilegio, siue prop. 10 nomine siue
cessa actione experiatur 184. 185

Scholastico postulante si apparitor
in iussu ordinarij iudicis aliquem ad
scholastici proprium iudicem in ius
vocauerit, quomodo plectatur appa-
rator ibidem

Scholasticorum iudices fraude ces-
sionis detecta, litem coram se motam
etiam si contestata sit, remittere de-
bent ad ordinarium, reo postulante.
ibidem

Scholasticis indultum fori priuile-
gium, duoque peculiare eorum iudi-
ces 183. 184

Scholasticis qui iura seu actiones
possint cedere 184. 185

Lite contestata non est locus bene-
ficio scholastico 185

Scriptura priuata si proferatur, in qui
eam profert, debet petere ut aduersa-
rius eam agnoscat vel neget, vel ut
permittatur sibi eam testibus probare
319. 320.

Sigillaria. 157

Sententia intra quod tempus ferri
debet 403

Sententia in procuratorem ne, an in
dominum feratur 401

Sententia an sit concipienda in per-
sonam eius, qui post litem conclusam
subrogatus est apud supremam curiam
in causa mota de sacerdotij possessione
402

Sententia continens condemnatio-
nem ob sportulas aut mulctam usque
ad viginti francicos Parisienses, man-
datur executioni non obstante appel-
latione 472

Sententia in causa criminali nunquam
transit in rem iudicatam, quantum ad
regium spectat procuratorem 823

Sententia in criminis accusati, rur-
susque in accusatorem priuatum quo-
modo proferri debeat & pronuntiari,
& an condemnatio debeat continere
causam 757

Sententia in causa capitali quando
sublata appellatione executioni man-
detur, & quando appellatio litis pro-
gressum debeat remouari 823

Sententia supremae curiae suae appella-
tione causae criminalis prolata quando
pronuntiari debeat 818. 819

Sententia quomodo feratur in iudi-
cio appellationis in causa criminali:
& an iudex appellationis teneatur
principalem causam remittere ad eum
a quo prouocatum fuerat 821

Sententia non excedens 20. franci-
cos Paris. itemque non excedens xl.
francicos Paris. itemque non excedens
decem francicos annui redditus, in actione
personalis lata mandatur executioni
non obstante appellatione 468

(Sententia quando effectui contra-

EEE e e e iij

INDEX.

detur non obstante appellatione, etiam quantalibet sit quantitas vel res)	468	Sequestratio quaratione impediatur	213
Sententia quando mandetur execu- tioni, appellatione deserta	486	Status causæ in retinenda possessio- nis interdicto quomodo constituitur	272
Sententia quæ iubet rem restitui, quo pacto executioni mandetur	448	Status causæ inficialis, iuridicialis legitimus	263
Sententia in authorem lata, aduer- sus reum qui laudavit authorem, qua- tenus mandetur executioni	135	Succesor in sacerdotio quando vo- candus ut suscipiat litem antecessoris aut repudiet	401.403
Sententia capitalis quaratione instar civilis agitata sit	731	Sumptus litis	356
Sententia quomodo pronuncianda in capitis causa	824	Sumptus litis apud supremam curiam quo pacto taxentur	603
Sententia super hypothecarum or- dine quo pacto ferenda	401	Supplicatio aduersus supremam curiam arresta quomodo proponatur &c. 591	591
Sententia intra quod tempus feren- da	344	Supplicationis remedio non rescin- duntur interlocutionum decreta, ne- que diffinitivæ sententiæ de possessio- nibus	591.592
Sententia conceptio 349. 350. ap- pendices ac litis sumptus	356	Supplicia quadam non vulgaris apud nos recepta	763
Sententia contra publicum accusa- torem, siue regis, siue alterius vice per- sequatur	821	Suspicionis iusta causæ constitutio- nibus regis prodita	119
Sententia in appellationis iudicio quomodo feratur in fine	569	T	
Sententia super appellatione	335	T abelliones in instrumentis cõ- trahentium sedes & domicilia adscribant	20
De sententia in accusatorem feren- da, item in reum	759	In taxatione damnorum quando lucri cessantis & damni habeatur ra- tio	362
Sententiæ concipiendæ & actis mandanda ratio	349.350	Testificari quomodo clericus cogi- tur	292
Sententiam ferri quæ impediunt causam conclusa	336	De testim. inuitis denunciando	292
Sententiam quæ præcedere debeant: & de comminatione seu iniunctione instrumenta apud iudicem proferendi, & de exclusionem ea proferendi, & de citatione ad audiendam sententiam quod appunctuare in iure vulgò ap- pellant	336	Testimonia confusa (quæ turbas vo- cant) quando ferantur: & de numero testium quæ in his requiruntur	299
		Testimonia prius aperiuntur regio procuratori, & secundum eius rela- tionem iudex ea permittit aperiiri reo,	

INDEX.

aut non	729	Testium inquisitio quibus delegata est citationis quale edictum decernant in adversam partem, & ipsos etiam testes	ibidem
Testimonia quando resignanda, & quomodo	329	Testium nomina edere an equum sit accusatum, quibus allegatas testiū in se productorum reprobationes probet	707. EEEee
Testimonia quomodo falsi accusentur	329	Testiū productio quomodo fieri debeat, quid item adversarius producendis facere debeat	288. 289
Testimonia quomodo scripto redigantur	299	Testium productio si constituta sit ad diem feriatum seu festum, potest sequenti die profesto fieri	295
Testimoniis confectis quid debeat fieri	309	Testium productioni ut intersit adversarius, an sufficiat generaliter eum admoneri	ibidem
Testis qui reuocatur an possit petere ut testimonium suum prius latum sibi legatur	704. DDDdd	Testium productionem que antecedant	285
Testes citationis non sunt examinandi	63	De Testium productione ante licentiam aut contestatam	305
Testes criminis indices aliquereuocandi, & cum reo committendi	704. DDDdd	Testium reprobatio in quibus causis non admittitur	310
Testes criminis indices an reuocentur, ut reus contumax condemnatur	645	Testium reprobationes debent fieri ante aperta testimonia	ibid
Testes nominantur licet non producantur ad obtinendam aliam eorum producendorum causa dilationem	309. 310	Testium reprobationes prius non statuit iudex probari, quam totius litis instrumentum perspexerit	344
In testes obiecta quomodo probanda	708. EEEee	Testium reprobationes quomodo probentur	707. EEEee
Testes quando & quomodo produci & examinari debeant ante litem contestatam	305. que tum sint facienda ibidem	Testibus inquirendis collega quomodo assumatur	281
Testium inquirendorum causa dilationes qua ratione dantur	309	Testibus inquirendis cum duo sunt delegati, si unus recusetur, quomodo providendum	282
Testium examinationem quando iudex debeat delegare	281	De testibus producendis	288. cogendis vel non ad testificandum
Testium examinatio quomodo eleuanda & subleuanda	314	Tormentis quando reus subijciatur, & an præstata dignitatis aliquos tor-	292
Testium interrogationem que remorentur	295		
Testium interrogatorum numerus quando sit adversario significandus	310		

INDEX.

mentis eximat secundum mores no-
stros: & an tormenta repeti possint:
& an confessioni in tormentis facta
stetur 722

De translatis exceptionibus apud
nos vsitatis 223

Oppositio transactionis an impe-
diat litis processum 97

Turbatio possessionis ex contesta-
tione 213

Venditor rei mobilis non iu-
natur beneficio legis secunde,
C. de rescindenda vendit. 236

Viatores Equites præfecti Pari-
sienfis 2

Aduersus uti possidetis interdi-
ctum excipiendi forma. 213

FINIS.

AD LECTOREM.



Quando lætus effuderit ager fructum
Sat copiosum, laudat arator: & tanquam
Gratis sibi donatum, gratulatur, sed
Quem peperit author hic fructum nec insuauem,
Amice lector, tibi si gratus accedat,
Non te suarum præconem cupit laudum.
Hunc legito solùm, inque vsus tuos verte:
Sat præmium sibi videbitur magnum,
Cepisse gratis, si quod est tibi scriptum,
Id candidè tua sis gratia amplexus.